




3 1761 1164997 1



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116499971>

CANADA

3 HOUSE OF COMMONS

Issue No. 63

Thursday, November 19, 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

4 **Miscellaneous
Estimates**

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Votes 5c, 10c
and 15c—National Research Council of Canada under
SCIENCE AND TECHNOLOGY

WITNESS:

(See back cover)

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 63

Le jeudi 19 novembre 1981

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

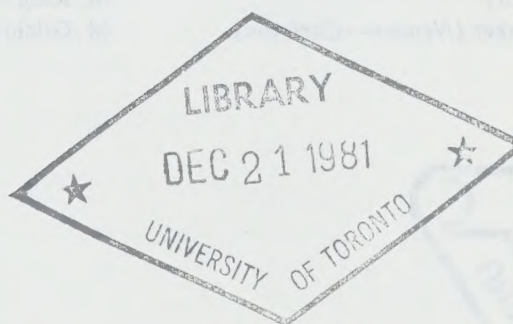
**Prévisions budgétaires
en général**

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédits 5c, 10c et
15c—Conseil national de recherches du Canada sous la
rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish
Bachand
Bloomfield
Cousineau
Darling

de Corneille
de Jong
Gamble
Gilchrist
Gimaïel

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Gingras
Herbert
Kelly
King

Lambert
Siddon
Stevens
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, September 21, 1981:

Mr. Baker (*Nepean—Carleton*) replaced Mr. Reid (*St. Catharines*).

On Thursday, November 19, 1981:

Mr. de Jong replaced Mr. Orlikow;
Mr. Bachand replaced Mr. Bockstael;
Mr. Cousineau replaced Mr. Tousignant;
Mr. King replaced Mr. Halliday;
Mr. Gilchrist replaced Mr. Baker (*Nepean—Carleton*).

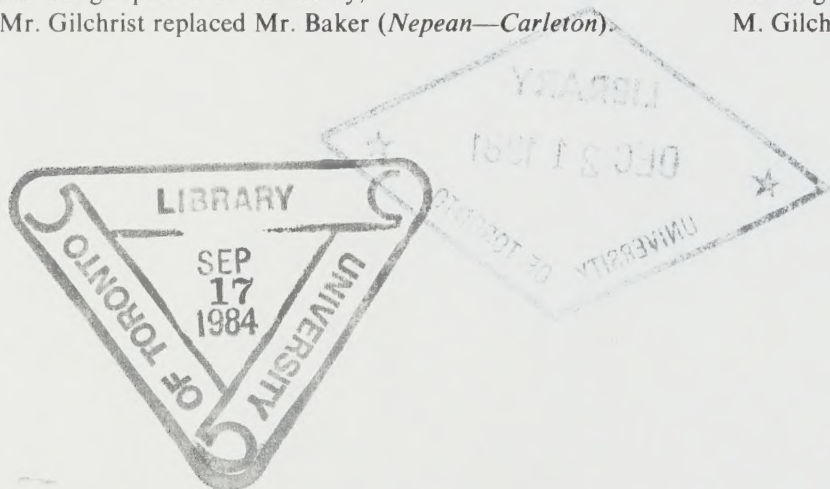
Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 21 septembre 1981:

M. Baker (*Nepean—Carleton*) remplace M. Reid (*St. Catharines*).

Le jeudi 19 novembre 1981:

M. de Jong remplace M. Orlikow;
M. Bachand remplace M. Bockstael;
M. Cousineau remplace M. Tousignant;
M. King remplace M. Halliday;
M. Gilchrist remplace M. Baker (*Nepean—Carleton*).



ORDER OF REFERENCE

Monday, November 16, 1981

ORDERED,—That Privy Council Votes 1c and 15c; that Science and Technology Votes 1c, 5c, 10c, 15c and 30c; that Secretary of State Vote 35c; that Supply and Services Vote 5c; and that Treasury Board Votes 1c, 5c and 15c for the fiscal year ending March 31, 1982, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

ATTEST

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le lundi 16 novembre 1981

IL EST ORDONNÉ,—Que les crédits 1c et 15c, Conseil privé, les crédits 1c, 5c, 10c, 15c et 30c, Sciences et Technologie, le crédit 35c, Secrétariat d'État, le crédit 5c, Approvisionnements et Services et les crédits 1c, 5c et 15c, Conseil du Trésor, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, soient déferés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

ATTESTÉ

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, NOVEMBER 19, 1981
(80)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:47 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bachand, Cousineau, de Corneille, Gauthier, Gilchrist, Gimaïel, Herbert, King and Siddon.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witness: From the National Research Council of Canada: Dr. L. Kerwin, President.

The Order of Reference dated Monday, November 16, 1981, relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982, being read as follows:

Ordered,—That Privy Council Votes 1c and 15c; that Science and Technology Votes 1c, 5c, 10c, 15c and 30c; that Secretary of State Vote 35c; that Supply and Services Vote 5c; and that Treasury Board Votes 1c, 5c and 15c for the fiscal year ending March 31, 1982, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 5c, 10c and 15c under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

Dr. Kerwin made a statement and answered questions.

At 5:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 19 NOVEMBRE 1981
(80)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h 47 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Bachand, Cousineau, de Corneille, Gauthier, Gilchrist, Gimaïel, Herbert, King et Siddon.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie, Bibliothèque du Parlement.

Témoin: Du Conseil national de recherches du Canada: M. L. Kerwin, président.

Lecture est faite de l'Ordre de renvoi suivant du lundi, 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982:

Il est ordonné,—Que les crédits 1c et 15c, Conseil privé, les crédits 1c, 5c, 10c, 15c et 30c, Sciences et Technologie, le crédit 35c, Secrétariat d'État, le crédit 5c, Approvisionnement et Services et les crédits 1c, 5c et 15c, Conseil du Trésor, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, soient déférés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 5c, 10c et 15c sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

M. Kerwin fait sa déclaration et répond aux questions.

A 17h 02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

Thursday, November 19, 1981

• 1548

*[Texte]***Le président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

Je veux d'abord vous remercier d'être ici avec nous cet après-midi et j'aurais quelques commentaires à faire avant d'entendre notre témoin. Comme vous l'avez remarqué, notre ancien greffier, M. Camille Montpetit, a été muté, dans un programme d'échanges, à un autre service de la Chambre des communes, soit aux Journaux de la Chambre. Nous avons avec nous aujourd'hui, le nouveau greffier du Comité, M. Jean-Claude Devost. Je voudrais l'accueillir en votre nom et lui souhaiter beaucoup de succès et la possibilité d'effectuer du bon travail à ce Comité. Monsieur Devost . . . bienvenue.

Deuxièmement, j'aimerais vous dire que le Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni. Nous n'avons pas le quorum nécessaire pour adopter son rapport, mais j'ai demandé au greffier d'en faire circuler des copies afin que vous puissiez prendre connaissance des dates des différentes réunions qui ont déjà été organisées d'ici le 10 décembre prochain, dernier jour prévu pour l'étude du Budget supplémentaire (C). Enfin, vous avez reconnu notre recherchiste, M. Gilles Gauthier, qui est à mes côtés. Il est toujours à votre disposition et il prépare, comme vous le savez, pour votre bénéfice, des questions traitant du sujet à l'étude au Comité. Ceux qui le désirent, n'ont qu'à faire appel au greffier qui a ici, en français et en anglais, des questions pertinentes concernant les prévisions budgétaires qui sont devant nous.

• 1550

Monsieur Herbert?

M. Herbert: Est-ce qu'on peut discuter de la liste même si on ne peut pas proposer de motion?

Le président: On peut discuter de la liste oui, mais on ne peut pas proposer de motion. Oui, monsieur Herbert, allez-y.

M. Herbert: Je remarque que le président du Conseil du Trésor, sera ici mardi prochain à 15h30. Est-ce confirmé? Et cela jusqu'à 17h30?.

Le président: Jusqu'à 17h00 habituellement. Le greffier me dit que ce serait peut-être seulement jusqu'à 16h30.

M. Herbert: Je ne suis pas content que ce soit les fonctionnaires de son bureau, je préfère le ministre.

Le président: D'accord.

M. Herbert: Et je suggère que l'on insiste pour que le ministre soit ici pendant deux heures, soit de 15h30 jusqu'à 17h30.

Le président: J'avais demandé cela au greffier et je vois que cela a aussi été confirmé pour le mardi 1^{er} décembre. Le président du Conseil du Trésor va revenir. Mais, je m'assurerai pour que votre message soit transmis au président du Conseil du Trésor.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

Le jeudi 19 novembre 1981

*[Traduction]***The Chairman:** Order please.

I wish first of all to thank you for being here this afternoon; I have a number of comments to make before hearing our witness. You will no doubt have noticed that our Clerk, Mr. Camille Montpetit, has been transferred to the Journals Branch of the House of Commons under an exchange program. Our new Clerk is Jean-Claude Devost. In your name, I wish him every success and I trust that he will do a good job with the Committee.

Secondly, may I point out that there has been a meeting of the Subcommittee on Agenda and Procedure. We do not have a quorum to pass the agenda but I have asked the Clerk to distribute copies so that you can see the dates on which meetings have been scheduled up to December 10 which is the last day for consideration of Supplementary Budget (C). Lastly, you will have recognized our research assistant, Mr. Gilles Gauthier, who is sitting next to me. He is always at your disposal and he is preparing a set of questions bearing on the subject matter under consideration. Members who want to have a list of these questions can get them from the Clerk who has them in both French and English.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Can we discuss this list even though we cannot table motions?

The Chairman: Indeed, we can discuss the list though we cannot table motions. Go ahead, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I notice the Chairman of the Treasury Board will be here next Tuesday at 3:30 p.m. Is that confirmed and will the meeting last until 5:30 p.m.?

The Chairman: Usually until 5:00 p.m. only. The Clerk just told me that the meeting might be adjourned at 4:30.

Mr. Herbert: I do not want to have just officials from the minister's office; I insist upon the minister being here himself.

The Chairman: Fine.

Mr. Herbert: I insist that we get the minister to attend for two hours from 3:30 to 5:30 p.m.

The Chairman: The Clerk tells me that it has been confirmed also for Tuesday, December 1. The Chairman of the Treasury Board will return. I will personally make sure that he gets your message.

[Text]

M. Herbert: Si c'est impossible, peut-être pourrait-il venir de 20h00 à 22h00.

Le président: Si c'est possible, monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci.

Le président: D'autres questions?

Any other questions dealing with the proposed agenda of the meeting? We have, as you see, eight meetings from here until December 10. I cannot move adoption of the report, because we have no quorum. It is for your information only and consideration. I hope that you are here assiduously, on time, and that you make sure you are all members of the committee before you come into the room, so that we do not have to hold back our witnesses.

Mr. Herbert: If we do not come into the room we cannot make sure.

The Chairman: Before you come in. Thank you, Mr. Herbert.

Je demanderais au greffier de lire l'ordre de renvoi, s'il vous plaît. Monsieur le greffier.

Le greffier du Comité: Il est ordonné que les crédits 1c et 15c, Conseil privé; les crédits 1c, 5c, 10c, 15c et 30c, Sciences et Technologie; le crédit 35c, Secrétariat d'État; le crédit 5c, Approvisionnements et Services; et les crédits 1c, 5c et 15c, Conseil du Trésor pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982 soient déferés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le président: Merci.

Orders of the day: Under Supplementary Estimates (C), and with your consent, I would like to call Votes 5c, 10c, and 15c — National Research Council of Canada under Science and Technology.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

B—National Research Council of Canada—Scientific and Industrial Research Program

Vote 5c—Scientific and Industrial Research—Operating expenditures.....\$8,471,000

Vote 10c—Scientific and Industrial Research—Capital expenditures.....\$1,422,000

Vote 15c—Scientific and Industrial Research—Contributions.....\$12,082,000

The Chairman: We have with us this afternoon Dr. Larkin Kerwin, President of the National Research Council of Canada. Dr. Kerwin, would you introduce the people who are with you at the table?

M. Larkin Kerwin (président, Conseil national de recherches du Canada): Merci, monsieur le président.

A ma droite, j'ai M. le vice-président sénior du Conseil, William Cumming, et à ma gauche, le docteur Osberg qui est responsable des analyses financières.

Le président: Merci. Est-ce que vous avez une présentation d'ouverture, monsieur le président? Il y a beaucoup de choses

[Translation]

Mr. Herbert: If it is impossible, maybe he can come between 8:00 and 10:00 p.m.

The Chairman: We shall see what is possible, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you.

The Chairman: Are there any other questions?

Y a-t-il d'autres questions concernant notre calendrier des travaux? Ainsi, comme vous aurez pu le constater, huit réunions sont prévues d'ici au 10 décembre. En l'absence d'un quorum, le rapport ne peut pas être adopté. Il vous a été remis uniquement à titre d'information. J'espère que vous tiendrez à assister à toutes les réunions, que vous serez ponctuels, et que vous vérifierez à l'avance que vous êtes bien membres inscrits du Comité, de façon à ne pas retarder nos témoins.

M. Herbert: Il est impossible de s'en assurer sans entrer dans la salle.

Le président: Avant d'entrer dans la salle. Merci, monsieur Herbert.

Would the Clerk please read the order of reference.

The Clerk of the Committee: It is ordered that Votes 1c and 15c of the Privy Council, Votes 1c, 5c, 10c, 15c and 30c of the Department of Science and Technology, Vote 35 of the Secretary of State, Vote 5c of the Department of Supply and Services, Votes 1c, 5c and 15c of Treasury Board for the fiscal year ending March 31, 1982 be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

The Chairman: Thank you.

Ordre du jour: sous la rubrique Budget supplémentaire (C), je mets en délibération les crédits 5c, 10c et 15c du Conseil national de recherches du Canada, sous la rubrique Science et Technologie.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

B—Conseil national de recherches du Canada—Programme de recherche scientifique et industrielle

Crédit 5c—Recherche scientifique et industrielle—Dépenses d'exploitation.....\$8,471,000

Crédit 10c—Recherche scientifique et industrielle—Immobilitisations.....\$1,422,000

Crédit 15c—Recherche scientifique et industrielle—Contributions.....\$12,082,000

Le président: Nous avons comme témoin, cet après-midi, M. Larkin Kerwin, président du Conseil national de recherches du Canada. Monsieur Kerwin, je vous demanderais de bien vouloir présenter les personnes qui vous accompagnent.

Dr. Larkin Kerwin (Chairman, National Research Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

On my right, the Senior Vice-Chairman of the Council, William Cumming; and on my left, Dr. Osberg, in charge of financial analysis.

The Chairman: Thank you. Do you have an opening statement, Mr. Chairman? There is a lot to be said on this subject of course. You have been in the news lately.

[Texte]

à dire, n'est-ce pas? Enfin, vous avez été, dans les nouvelles depuis quelque temps.

M. Kerwin: Je vous remercie de l'avoir noté, monsieur le président, et pour votre accueil ici cet après-midi. Nous sommes venus pour demander à votre Comité d'examiner de la façon la plus sympathique possible notre demande pour des ressources supplémentaires d'environ 22 millions de dollars pour pouvoir compléter le travail que nous avons commencé cette année. Ces 22 millions de dollars sont en grande partie pour nos projets dans l'industrie canadienne et dans le domaine de l'énergie.

Un montant moins important, un million de dollars de l'ensemble environ, est destiné à des recherches sur les problèmes ayant un effet social, et un effet sur la population.

Je dois vous dire que 85 p. 100 des crédits supplémentaires que nous demandons aujourd'hui seront dépensés à l'extérieur du Conseil dans l'industrie canadienne, par voie de contrats. C'est le résumé du portrait d'ensemble, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Kerwin.

• 1555

The Chairman: Thank you Dr. Kerwin. I take it, Mr. Gilchrist, that you would like to open with comments and question Dr. Kerwin.

Mr. Gilchrist: Thank you, Mr. Chairman, yes, I would. I too would like to welcome Dr. Kerwin and his colleagues.

The Chairman: Before you proceed, Mr. Gilchrist, may I ask if members who want to ask questions could please indicate by raising your hand. Thank you, Mr. Gilchrist.

Mr. Gilchrist: I would like to welcome Dr. Kerwin and his associates. I am particularly delighted to meet such a person who has such a strong voice in the scientific affairs of the country. I expect that the continuing success of the National Research Council will be largely due to the strong personality of our guest today, who will get funds necessary to do the job.

In that regard, I would like to ask Dr. Kerwin to comment on the absolute lack of recognition for the needs of science, technology and research in the last budget. There was a very fleeting mention of the funds already spent with NSERC and MRC, a much lower increase for the social sciences and humanities on which we will be dependent for paying people for mega projects and the like. But there was no support in financial tables to give us any type of confidence in the fact that we will be encouraging our industries, or even meeting the governmental funding needs in the granting councils or in the universities. So that is a question that Dr. Kerwin can answer in any general way he likes, and I have two specific questions later if I may, Mr. Chairman.

Mr. Kerwin: Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

Mr. Kerwin: Thank you for having noticed that, Mr. Chairman, and also for the welcome which you have extended to us this afternoon. We are here to ask your Committee to consider in a positive light our request for supplementary resources of approximately \$22 million to enable us to complete the work which we have undertaken this year. These \$22 million would be used for the most part for projects relating to Canadian industry and to energy.

Of these \$22 million, \$1 million approximately would be used for research and problems having social repercussions.

I wish to point out that 85 per cent of the supplementary moneys which we are requesting today will be spent under contract outside the Council, in Canadian industry. Those are the highlights of what I have to say, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

Le président: Je vous remercie, monsieur Kerwin. Monsieur Gilchrist, vous voulez donc commencer par des remarques et par une question à M. Kerwin.

M. Gilchrist: Je vous remercie, monsieur le président. En effet. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à M. Kerwin, ainsi qu'à ses collègues.

Le président: Avant que vous ne commenciez, monsieur Gilchrist, puis-je demander aux députés qui souhaitent poser des questions de l'indiquer en levant la main. Je vous remercie, monsieur Gilchrist.

M. Gilchrist: Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à M. Kerwin et à ses collègues. Je suis particulièrement heureux de rencontrer quelqu'un d'extrêmement influent dans les questions scientifiques du Canada. Je suis certain que le succès continu du Conseil national de recherches sera surtout dû à la forte personnalité de notre invité d'aujourd'hui, qui obtiendra les fonds nécessaires à cette tâche.

A cet égard, je voudrais demander à M. Kerwin de nous dire ce qu'il pense du fait que le dernier budget ne tient absolument pas compte des besoins de la science, de la technologie, ainsi que de la recherche. On n'y mentionne que très vaguement les fonds déjà dépensés par le CRSNG et le CMR, et il y a une grande diminution du budget des sciences sociales et humaines, budget sur lequel il faudra compter pour payer les responsables de megaprojets, et ainsi de suite. Mais les tableaux financiers ne nous indiquent rien qui nous permette d'espérer que nous encouragerons nos industries, ou même que les besoins financiers des conseils de subvention, ou des universités, soient assurés par le gouvernement. Voilà donc une question à laquelle M. Kerwin pourrait répondre, de façon générale ou autre, et par la suite, monsieur le président, je voudrais poser deux questions précises.

M. Kerwin: Je vous remercie, monsieur le président.

[Text]

We all know that Canada is coming from a long way behind in improving its science and technology and in engaging in a level of research and development more appropriate to its status in the world. The last two governments have both fixed national objectives for improving the situation. Now, when you start from a way back the first step always seems to be very small, but if it is in the right direction it is encouraging.

Certainly the fact that goals have been set for improving research and development particularly in industry is one encouraging factor. The fact that Canada's secondary industry has been recognized as the weak link in the chain and that the emphasis has been placed on industrial research is a second step in the right direction. And certain credits have begun to come in greater and greater amounts to the granting councils. For example, it is encouraging to note that the Natural Sciences and Engineering Research Council has had more than a 50-per-cent increase in its budget in two years; and NRC this year, if you accede to this request for supplementary credits, will have had an increase of about 30 per cent in its budget. Now, these are very small steps compared to the needs in the country but at least they are positive and in that sense they are encouraging.

Also, in the recent budget speech documents were tabled in the House and we find in these documents that the Government of Canada, and now I am quoting,

... will develop policies and programs to ensure that industrial benefits are derived from major projects and that innovation becomes a major factor in the productivity of Canadian industry ...

Later in this document of the budget speech, there is further reference to the need for increased research and development. Therefore, while the beginnings are possibly necessarily modest, we find that the wind is blowing in the right direction.

Yet another factor is that of NRC's *Five-Year Plan, The Urgent Investment*, which was distributed to this committee some time ago. I was happy to note and to learn last summer that the government had approved the urgent investment in principle and we are presenting now main estimates for next year which will reflect the added needs to implement this five-year plan. We are hopeful that the funds will be found to implement it in a reasonable way. Therefore, while I cannot say we have made up in any great degree the lagging behind we have all been complaining about for the last few years, I think we must take some encouragement from the beginning that has been made, from the policies that have been announced, and from the initiating of increased funding.

• 1600

Mr. Gilchrist: Dr. Kerwin, it worries me that in budgets we see a redistribution of already inadequate dollars. It is like my saying to my wife, I earn two-thirds of the family income and

[Translation]

Nous savons tous que le Canada commence depuis très peu de temps à améliorer sa science et sa technologie, et à s'engager dans un niveau de recherche et de développement qui convient davantage à sa position dans le monde. Les deux derniers gouvernements ont fixé des objectifs nationaux en vue d'améliorer la situation. Quand on commence avec du retard, les premiers pas semblent toujours très limités, mais on peut être optimiste et croire qu'ils sont engagés dans la bonne direction.

De toute évidence, le fait que des objectifs aient été fixés pour améliorer la recherche et le développement, en particulier dans l'industrie, constitue un élément encourageant. Un autre pas dans la bonne direction est le fait que le secteur secondaire du Canada a été reconnu comme constituant un point faible de la chaîne, de sorte que l'on a insisté sur la recherche industrielle. De plus, on a commencé à accorder de plus en plus de fonds aux conseils de subvention. Par exemple, il est encourageant de noter que le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a vu son budget augmenter de plus de 50 p. 100 en deux ans, et cette année, le budget du CNR augmentera d'environ 30 p. 100, du moins si vous accédez à cette demande de crédits supplémentaires. Ce sont là des progrès très modestes par rapport aux besoins du pays, mais ils n'en sont pas moins positifs, et donc encourageants.

Par ailleurs, dans les documents du récent exposé budgétaire déposé à la Chambre, nous voyons que le gouvernement du Canada, et je cite,

... mettra au point des politiques et des programmes assurant que des avantages industriels découlent des grands projets et que l'innovation devienne un facteur essentiel dans la productivité de l'industrie canadienne ...

Plus loin, dans ce document sur l'exposé budgétaire, on mentionne encore une fois la nécessité d'un accroissement de la recherche et du développement. Par conséquent, bien que les débuts soient peut-être et nécessairement modestes, nous voyons bien que le vent souffle maintenant dans la bonne direction.

Un autre facteur à mentionner est le programme du CNR, Plan quinquennal, l'investissement urgent, qui a été distribué aux membres du Comité. J'ai été heureux de voir que l'an dernier, le gouvernement a approuvé en principe la notion d'investissement urgent, et nous présentons maintenant un budget principal pour l'an prochain qui tiendra compte des crédits supplémentaires pour appliquer ce plan quinquennal. Nous avons l'espoir que des fonds seront trouvés pour qu'on puisse l'appliquer de façon raisonnable. Par conséquent, bien que je ne puisse pas dire que nous ayons beaucoup rattrapé le retard dont nous nous plaignons depuis quelques années, je pense que nous devons nous féliciter des premières mesures qui ont été prises, des politiques qui ont été annoncées et du fait que l'on commence à accroître les crédits.

M. Gilchrist: Monsieur Kerwin, ce qui me préoccupe, c'est que dans les budgets, nous voyons qu'il y a une redistribution de crédits déjà insuffisants. C'est comme si je disais ceci à ma

[Texte]

you earn one-third and we are \$10,000 short, so we will rectify the problem; you can earn half and I will earn half. The only problem is that does not bring in the extra \$10,000 needed. It does not matter how we slice it up, we still end up \$10,000 short.

The point is, in the country, with a deficit this year of \$13 billion or \$14 billion, the redistribution of wealth is not going to solve the problem. The problem will be solved with increased wealth generation, and that comes from increased production, which follows from increased research and innovation.

Why do you suppose this is something so misunderstood by the Government of Canada and so inadequately dealt with, when they have advice from eminent governmental agencies like your own—your study of 1973 to 1977, when your 450 industrial projects returned \$350 million in tax generation four years after the expenditure of only \$93 million? Why do you suppose the only possible governmental expenditure—which I prefer to say is investment—49 which can return a positive return on investment, namely research, is not much better accepted?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I would like to think it is going to be much better accepted. The increase in NRC's budget of 30 per cent this year is not a negligible contribution, and if we can look forward to similar increases over the next five years—that is to say, 30 per cent or so a year—then I believe the tide will have turned and these very profitable investments on the part of the Government of Canada will make a real contribution to improving industrial health, reducing the deficit, and improving unemployment. If our budget increase this year had been negative or zero or simply the cost of living, I would be extremely alarmed indeed. But as I said before, the first step that has been taken appears to me to be positive. I would like to think in accepting our five-year plan in principle, the government has agreed with us that our thrust for increasing high-technology industry is the correct path to follow and that the thrusts we have mentioned of industrial expansion, regional development, and so on are the ways to achieve it.

Mr. Gilchrist: Of course I support what you say very strongly and I hope your words will come true.

Having made a great case for return on investment, I would like now to ask you about the very long baseline array, the radio-telescope additions which might be made to the telescope we already have near Penticton. Being one of the two countries of the world which can, through geography and latitude, accommodate such a device, if I might call it that, do you see any prospects for its going ahead now and providing humanity at large a much greater insight into space, and also, of course, providing the jobs and the technical spin-offs, as they say, which go along with such a major undertaking?

[Traduction]

femme: je gagne les deux tiers du revenu de la famille, et toi un tiers; il nous manque \$10,000, et voilà comment nous allons résoudre le problème: tu gagneras la moitié et je gagnerai l'autre moitié. La seule difficulté, c'est que cela ne nous donne pas les \$10,000 dont nous avons besoin. Quelle que soit la répartition que nous adoptons, nous nous retrouvons toujours avec \$10,000 de moins.

Le fait est que dans notre pays, dont le déficit pour cette année est de 13 ou 14 milliards de dollars, la redistribution des recettes ne va pas résoudre le problème. Il faudra, pour ce faire, augmenter la création de richesses, et donc la production, dont l'amélioration découle d'un plus grand effort en matière de recherche et d'innovation.

Pourquoi pensez-vous que cela soit si mal compris par le gouvernement du Canada, et qu'il s'en occupe si mal, alors que des organismes gouvernementaux aussi éminents que le vôtre lui ont donné tant de bons conseils? Je citerai par exemple votre étude de 1973 à 1977, dans laquelle vous indiquez que 450 projets industriels ont rapporté 350 millions de dollars en recettes fiscales, quatre ans après que l'on eut dépensé seulement 93 millions de dollars? Pourquoi, selon vous, la seule dépense gouvernementale possible,—et je devrais plutôt parler d'investissement,—qui puisse rapporter vraiment sur des investissements, je veux parler de la recherche, n'est pas mieux acceptée?

M. Kerwin: Monsieur le président, je voudrais croire que la situation va s'améliorer. L'augmentation de 30 p. 100 du budget du CNR, pour cette année, ne constitue pas une contribution négligeable, et si nous pouvons espérer des hausses semblables au cours des cinq prochaines années,—d'environ 30 p. 100 par an,—alors, la chance aura tourné, et ces investissements très profitables qu'aura faits le gouvernement du Canada auront réellement contribué à améliorer la situation de l'industrie, en réduisant le déficit et en améliorant la situation du chômage. Si, cette année, l'accroissement de notre budget était négatif ou nul, ou correspondait seulement au coût de la vie, je serais très inquiet. Mais, encore une fois, les mesures qu'on a prises semblent très valables. Je voudrais croire qu'en donnant son accord de principe à notre plan quinquennal, le gouvernement montre qu'il convient avec nous que l'effort de développement du secteur de la technologie de pointe constitue la démarche qui s'impose, l'expansion industrielle, régionale, et ainsi de suite, que nous avons mentionnée étant les moyens d'y parvenir.

M. Gilchrist: J'appuie naturellement ce que vous dites, et j'espère que vos paroles se réaliseront.

A propos de la nécessité des recettes sur les investissements, je voudrais maintenant vous demander de nous parler du système très étendu, des adjonctions au radio-télescope qui pourraient être faites au télescope déjà installé près de Penticton. Le Canada étant l'un des deux pays du monde qui, grâce à sa géographie et à sa latitude, peut disposer d'un tel système, pensez-vous qu'il puisse être développé pour offrir à l'humanité de plus grandes perspectives dans l'espace, ou qu'il puisse aussi, bien sûr, assurer les emplois et les retombées techniques qui accompagnent un projet aussi considérable?

[Text]

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I am indeed very confident that this project will in due course be approved; and for three reasons. The first reason is the example we have of the success with the France-Canada, or Canada-France-Hawaii, telescope. This was a project of a similar nature. It resulted in new technology being developed in Canada, in new facilities being assembled, and in the development of a Canadian industry specialized in this sort of construction.

In the first place, the money for the Canadian-France telescope was all spent in Canada to help develop these facilities, and the telescope has turned out to be the best telescope in the world at the moment. But there has been fallout from it. Just because it has been such a successful telescope, the firms engaged in providing parts, and in providing structure and in assembling the telescope, have since been able to obtain contracts worth millions of dollars from the United States, from Saudi Arabia, and are negotiating elsewhere. So already I would say that the country has had a profit from this project.

• 1605

Now, the very long baseline array is a similar project, and there is no reason at all why it should not have similar success. The second reason stems from our geography. We have this very wide country with a very wide latitude and, therefore, we are able to install in it an array that would be, for two generations, the best radio telescope instrument in the world. We would make a mighty leap forward in our understanding of the universe, in our probing of the depths of space, and in obtaining astronomical information on an unheard-of scale. It would also have practical applications because much attention is being given to geodesics and the existence of this array would greatly improve that particular technology.

And the third reason is that, just as in the case of the Canada-France telescope, the expertise to be developed by Canadian industry in building this array will inevitably lead it to take a leading position in such world technology. And I am sure that, inevitably, it would also, in its turn, just as in the case of the telescope, be able to obtain very profitable contracts from abroad.

The Chairman: Mr. Gilchrist, I am sorry but your time has expired. I would like to give members the time to put questions so I will be very strict in the 10 minutes in the first round, then we can come back if we have time for a third round. Mr. Herbert, 10 minutes.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Dr. Kerwin, it may be an elementary question but I am a little confused and would like your explanation. I am meeting the Natural Science and Engineering Research Council on Monday, a granting council, but you also grant lots of money. What is the difference between the objectives of the National Research Council grants and the objectives of the grants of the Natural Sciences and Engineering Research Council?

[Translation]

M. Kerwin: Monsieur le président, je suis certain que ce projet sera approuvé en temps voulu, et ce, pour trois raisons. La première est le succès que nous avons eu avec le télescope France-Canada, ou Canada-France-Hawaii. C'était là un projet de même nature. Il a permis de développer de nouvelles technologies au Canada, de construire de nouvelles installations, et de créer une industrie canadienne spécialisée dans ce genre de construction.

Tout d'abord, l'argent devant servir au télescope Canada-France a été entièrement dépensé au pays, pour contribuer à construire ces installations, et le télescope s'est avéré le meilleur du monde pour le moment. Mais tout n'a pas été parfait. Étant donné le succès du télescope, les entreprises qui en fabriquaient les pièces détachées et les structures et qui se chargeaient de l'assemblage ont réussi depuis à obtenir des contrats de millions de dollars avec les États-Unis, l'Arabie Saoudite, et elles négocient ailleurs. Mais déjà, on peut dire que le pays a profité de ce projet.

L'interféromètre à très grande base est un projet semblable, et tout indique qu'il devrait être aussi fructueux. La deuxième raison tient à notre géographie. Notre pays est très étendu, il a une très vaste latitude et nous pouvons donc y installer un interféromètre qui serait le meilleur radiotélescope du monde pour deux générations. Il nous permettra de faire un bond en avant dans notre compréhension de l'univers, de la découverte de l'espace, tout en nous donnant des renseignements astronomiques d'importance exceptionnelle. Il aurait aussi des applications pratiques, car on accorde beaucoup d'importance à la géodésie, et l'existence de ce système permettrait d'améliorer beaucoup cette technologie.

La troisième raison, c'est que, comme dans le cas du télescope Canada-France, le savoir-faire que devra développer l'industrie canadienne pour construire cet interféromètre lui permettra inévitablement de se situer au meilleur rang mondial pour cette technologie. Et je suis convaincu qu'inévitablement, tout comme dans le cas du télescope, on pourrait aussi obtenir des contrats très rentables à l'étranger.

Le président: Monsieur Gilchrist, je suis désolé que votre temps de parole soit terminé. Je voudrais donner aux membres du Comité la possibilité de poser des questions, et je serai donc très strict quant aux dix minutes de la première ronde, mais nous pourrons ensuite revenir à vous pour une troisième ronde, si nous en avons le temps. Monsieur Herbert, à vous, pour dix minutes.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président. Monsieur Kerwin, ma question est peut être élémentaire, mais il y a certaines choses que je ne comprends pas très bien, et je vous prierais de m'éclairer. Je rencontre lundi des porte-parole du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, conseil de subvention qui accorde aussi beaucoup d'argent. Quelle est la différence entre les objectifs des subventions du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et ceux de votre conseil?

[Texte]

Mr. Kerwin: The role and mandate, Mr. Chairman, of the Natural Sciences and Engineering Research Council is to promote and subsidize scientific and engineering research in the universities. They have a very large program of scholarships to university students, particularly graduate students, and of grants to university professors for carrying on research.

Ancillary to this, there are programs which tend to assist university researchers to transfer their expertise and their technology to industry. We are very familiar with all of this because, until three years ago, this particular council was a division of NRC, and we are intimately familiar with its programs.

On the other hand, the National Research Council is the federal government's principal research and development agency for the physical sciences and engineering. In this broad context we have several mandates. One is to maintain national laboratories in the basic sciences. Another is to maintain national facilities for use by industry, universities, and other government laboratories. A third is to provide Canada's scientific library, its technical information service, which is available all over the country. A fourth is to act as Canada's bureau of standards. A fifth is to maintain Canada's relations on the international scene with non-governmental organizations.

I come now to the next part of our mandate. It is the most important one in our five-year plan and is to assist Canadian industry to carry out research and development leading to the manufacture, sale and, hopefully, export of new high-technology products. You will notice that this is a completely different mandate from that of the NSERC which is oriented toward the university community.

Mr. Herbert: Nevertheless, you do make contributions to industry, and the encouragement to the universities encourages it also. They work closely with industry. It would appear to me that there is an overlap in the objectives of the two departments. I suppose you have it pretty clear in your mind what your responsibilities are. Why it is not clear to me is because the universities in this last year have been pushing the federal government to put more money into research through the universities. Obviously, what they are looking for is a make-up by the federal government, via research grants, of any moneys that are being cut off from them from the provincial governments. I am certain that even some of the colleges—and they are not all junior colleges—are trying to upgrade their direct work with industry. Since a lot can be achieved via the promotion of research at the university level, even though the end product may not be as productive, I wonder if there is not some conflict between the work of these two departments.

[Traduction]

M. Kerwin: Le rôle et le mandat, monsieur le président, du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie est de promouvoir et de subventionner la recherche dans le domaine des sciences et du génie dans les universités. Le conseil a un très vaste programme de bourses destinées à des étudiants d'université, surtout des diplômés, et de subventions à des professeurs d'université qui font de la recherche.

En plus, il existe des programmes qui servent à aider les chercheurs des universités à transférer leur savoir et leur technologie à l'industrie. Nous connaissons bien tout cela, car, jusqu'à il y a trois ans, ce conseil relevait du CNR; donc, nous connaissons très bien ses programmes.

D'autre part, le Conseil national de recherches constitue le principal organisme fédéral de recherche et de développement pour les sciences physiques et le génie. A cet égard, nous avons plusieurs mandats. Nous nous chargeons par exemple des laboratoires nationaux dans les sciences fondamentales. Nous nous occupons aussi des installations à l'échelle nationale utilisées par l'industrie, les universités et d'autres laboratoires de l'État. En troisième lieu, nous sommes responsables des bibliothèques scientifiques du Canada, de leurs services d'information technique, qui existent dans l'ensemble du pays. En quatrième lieu, nous agissons à titre de bureau des normes du Canada. En cinquième lieu, nous nous occupons des relations entre le Canada et les organisations non gouvernementales, sur la scène internationale.

J'en arrive maintenant à l'autre partie de notre mandat. C'est le plus important de notre plan quinquennal; il s'agit d'aider l'industrie canadienne à exécuter de la recherche et du développement débouchant sur la fabrication, la vente et, espérons-le, l'exportation de nouveaux produits de la technologie de pointe. Vous constatez donc que ce mandat est totalement différent de celui du CRSNG, qui est orienté vers les universités.

M. Herbert: Néanmoins, vous subventionnez le secteur industriel, qu'encouragent aussi les subventions aux universités. Celles-ci collaborent étroitement avec les industries. J'ai l'impression qu'il existe un chevauchement dans les objectifs des deux services. J'imagine que vous savez très bien vous-même quelles sont vos responsabilités. Moi, je ne vois pas très bien, parce que l'an dernier, les universités ont demandé au gouvernement fédéral de consacrer plus d'argent à leur recherche. De toute évidence, ce qu'elles essaient d'obtenir, c'est que le gouvernement fédéral compense au moyen de subventions de recherche des crédits que leur ont retirés les gouvernements provinciaux. Je suis persuadé que certains collèges, et pas seulement des collèges de premier cycle, essaient de travailler davantage directement avec l'industrie. Étant donné qu'on peut faire énormément de choses grâce à la promotion de la recherche au niveau universitaire, même si le produit final peut ne pas être aussi productif, je me demande s'il n'existe pas des conflits entre le travail de ces organismes.

[Text]

• 1610

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I do not see any conflict at all. There is a potential for a complementarity if, indeed, NRC were to begin to develop programs involving universities, and these could be quite distinct from scholarships and grants. They could be programs involving national facilities after the pattern, for example, of TRIUMF. TRIUMF is the Tri-University Meson Facility. It is Canada's largest accelerator. It is located in British Columbia on the campus of UBC, and it is managed by a consortium of four universities. The funding of this facility is split between NRC and NSERC. NRC pays for the basic facility, for its operation and for its maintenance, and NSERC pays for the individual research projects of the individual professors, and for the scholarships of many of the students who work there.

So I see in this a very fine complementarity, which is further ensured by the existence of a co-ordinating liaison committee between NRC and NSERC, which meets regularly and delineates each council's responsibility in such fields. So there is a wonderful opportunity here for co-operation and for complementary action, and so far there has not been any problem of conflict, or of overlapping, or of double funding or anything like this.

Mr. Herbert: I do not suggest that, Dr. Kerwin, I am not dissatisfied at all. I just am expressing the concerns of some of the universities that there may be a tendency for the federal government to look at the NRC as being more worthy of funding than the personnel, the young graduates, particularly for post-graduate work at university level.

I will leave that point for a minute, because I want to get onto something else before my time expires.

I do not really understand why, in the supplementaries—incidentally, you mentioned the 30-per-cent increase, and I assume that that includes the 9 per cent we are being asked to approve in the supplementaries. I want to look specifically at the research and technical information on urea formaldehyde foam insulation, \$855,000, resulting in one man-year—one person-year, I should not use the word man-year. I assume that the one person does not get \$855,000. Can you give us some information as to what you are spending almost \$1 million on?

Mr. Kerwin: This program is to provide support for ongoing research into this problem, and we are not just using one person-year. We have re-allocated resources from our division of chemistry, and other divisions, to handle this project, and in this request we are asking for one additional person-year.

The program concerns several aspects. First of all, we are providing technical information and publishing booklets, which are going out by the thousands to Canadian homeowners concerning the nature of this insulation material, the manner in which it should be used, and the precautions to be taken in installing it, or in correcting faulty installations if it has been put in already.

[Translation]

M. Kerwin: Monsieur le président, personnellement, je ne vois aucun conflit. Il est possible qu'il y ait complémentarité si le CNR devait commencer à créer des programmes intéressants les universités, programmes qui pourraient être tout à fait distincts des bourses et des subventions. Il pourrait s'agir de programmes faisant intervenir des installations nationales, d'après le modèle de TRIUMF, par exemple. Ce sigle représente *Tri-University Meson Facility*. C'est le plus grand accélérateur du Canada. Il est installé en Colombie-Britannique, sur le campus de l'UCB, et il est géré par un consortium de quatre universités. Les subventions sont partagées entre le CNR et le CRSNG. Le CNR subventionne les installations de base, leur fonctionnement et leur entretien, et le CRSNG paie les projets de recherche des professeurs, ainsi que les bourses accordées aux nombreux étudiants qui travaillent sur place.

Je vois donc là une excellente complémentarité, qui est assurée, de plus, par l'existence d'un comité de coordination entre le CNR et le CRSNG, comité qui se réunit de façon régulière et qui délimite les responsabilités de chacun des conseils dans ces domaines. Il y a donc là une excellente possibilité de coopération et de complémentarité, et jusqu'à présent, il ne s'est présenté aucun problème de conflit, ni de chevauchement, ni de subvention en double, et ainsi de suite.

M. Herbert: Monsieur Kerwin, je ne veux pas dire que je ne suis pas du tout mécontent. J'exprime simplement les préoccupations des universités, qui estiment que le gouvernement fédéral a tendance à considérer que le CNR mérite davantage de subventions que le personnel, les jeunes diplômés, particulièrement au niveau supérieur, des universités.

Je laisserai cela pour un instant, car je veux aborder une autre question avant la fin de mon temps de parole.

Je ne comprends vraiment pas pourquoi, dans le budget supplémentaire, et soit dit en passant, vous avez parlé de la hausse de 30 p.100, qui inclut sans doute les 9 p. 100 que l'on nous demande d'approuver dans le budget supplémentaire... Je voudrais examiner en particulier la recherche et les renseignements techniques sur la mousse isolante à base d'urée formaldéhyde, d'un montant de \$855,000, soit une année-homme, ou plutôt, une année-personne. Cette personne ne touche sans doute pas \$855,000. Pourriez-vous m'indiquer à quoi nous consacrons près de 1 million de dollars?

M. Kerwin: Ce programme vise à encourager la recherche dans ce domaine, et nous ne faisons pas qu'utiliser une année-personne. Nous réorientons des ressources de notre division de la chimie, et d'autres divisions qui se chargeront de ce projet, et dans cette rubrique, nous demandons une année-personne supplémentaire.

Le programme présente plusieurs aspects. Tout d'abord, nous donnons des renseignements techniques et nous publions des brochures, distribuées par milliers à des propriétaires canadiens qu'inquiète la nature de cet isolant; nous leur indiquons la façon de l'utiliser, les précautions à prendre pour l'installer et la façon de remédier à des installations défectueuses.

[Texte]

Mr. Herbert: Excuse me for interrupting, Doctor. "The manner in which it should be used": in other words, the manner in which it still can be used?

Mr. Kerwin: No. It is not to be used at all any more, but if you have it you are faced with the problem of how you should adapt your house to it or your conditions to it, or with the repairing or correcting of the installation. In most cases, the occupants of the homes can continue to use it if they take proper precautions and ensure that it is used in a safe manner.

Mr. Herbert: When you say "use it", of course you mean that it is already installed—

Mr. Kerwin: Yes.

Mr. Herbert: —not "use" in the sense of installing it.

Mr. Kerwin: No.

• 1615

Mr. Herbert: Okay. When you re-allocate personnel, you do not re-allocate their salaries. You say that it takes more than one person, but you need \$855,000. I know it may be picayune to talk about \$1 million, but what do you do with persons who are being added to the person-years to do the job— what happens to their salaries? They are not being used wherever they were before.

Mr. Kerwin: When we re-allocate persons, of course their salaries remain and they are simply part of the aid base of NRC's operation.

Mr. Herbert: Why do you not re-allocate the moneys along with the persons?

Mr. Kerwin: The reason is that the projects on which they were working have to remain in storage, so to speak. They have been working, for example, with vacuum systems, or with photo-chemical analysers, or with mass spectrometers and these cost money and they are there; and when we divert these people to an urgent or crisis task, these instruments in their laboratory remain and so do the costs of maintaining them.

When we have re-allocated these people and put them on our formaldehyde program, they incur extra costs. For example, the cost of preparing, publishing, translating, printing and distributing these several manuals which we have produced in the past year, is an expensive proposition.

Secondly, we are developing low-cost formaldehyde detectors. This requires urgent research and development and, therefore, has the usual costs associated with research and development. We have to buy new equipment, develop new equipment, make prototypes: to build prototypes is always expensive, and this is the second part of the cost of our program.

The third part of the \$1 million cost consists of the research we are conducting on the houses: surveys we are making, sending teams and equipment to thousands of houses and then assessing and compiling the results.

[Traduction]

M. Herbert: Excusez-moi de vous interrompre, monsieur. Vous parlez de la façon de l'utiliser; on peut donc encore l'utiliser?

M. Kerwin: Non. On ne l'utilise plus, mais ceux qui l'ont installé doivent savoir comment y adapter leur maison, ou s'y adapter eux-mêmes, ou savoir faire les réparations qui s'imposent pour remédier aux défauts de l'installation. Dans la plupart des cas, ceux qui vivent dans ces maisons peuvent continuer à utiliser ce produit s'ils prennent les précautions nécessaires, en veillant à ce qu'il soit utilisé sans danger.

M. Herbert: Donc, lorsque vous parlez d'utilisation, il s'agit, bien sûr, d'isolant déjà installé...

M. Kerwin: Oui.

M. Herbert: ...vous ne parlez pas d'utiliser au sens d'installer.

M. Kerwin: Non.

M. Herbert: Très bien. Lorsque vous réassignez du personnel, vous ne réassignez pas également leur traitement. Vous dites qu'il faut plus d'une personne, mais vous avez besoin de \$855,000. Je sais qu'un montant de 1 million de dollars peut sembler une picardie, mais que faites-vous des traitements des personnes ajoutées à ces années-personnes? On se s'en sert pas où elles étaient auparavant.

M. Kerwin: Lorsque nous réassignons des personnes, il est bien entendu que leurs traitements continuent de faire partie du budget du CNR.

M. Herbert: Pourquoi ne pas réassigner aussi ces fonds?

M. Kerwin: Parce que les projets auxquels ils travaillaient auparavant doivent être mis en attente, disons. Ils se servaient par exemple de systèmes sous vide, d'analyseurs photochimiques ou de spectrographes de masse, équipements qui coûtent de l'argent et qui demeurent sur place. Donc, lorsqu'on détache ces gens à une tâche urgente, ces instruments de laboratoire demeurent, ainsi que le coût de leur entretien.

Par ailleurs, l'assignation de ces gens à notre programme sur le formaldéhyde a entraîné des frais supplémentaires. Par exemple, la préparation, édition, traduction, impression et distribution des différents manuels que nous avons produits l'an dernier ont coûté cher.

Deuxièmement, nous sommes en train de mettre au point des détecteurs de formaldéhyde coûteux. Cette mesure suppose des activités de recherche et de développement urgentes, et par conséquent, les coûts habituellement associés à de telles activités. Nous devons acheter un nouvel équipement, en mettre au point, construire des prototypes, ce qui coûte toujours cher. C'est le deuxième volet des coûts de notre programme.

La troisième partie de ce montant de 1 million de dollars est consacrée aux recherches que nous effectuons dans les maisons, aux sondages, à l'envoi d'équipes et d'équipements dans

[Text]

Therefore, the \$1 million may be broken down into publishing of material for homeowners, research and development of new detecting methods and carrying out of surveys to determine what conditions exist in each particular home.

The Chairman: May I ask a supplementary to that, because I think you have raised a very important question.

Are you on a cost-recovery basis on this and if you are, who will pay the bill eventually for situations which were not of your making?

Mr. Kerwin: We are not on a cost-recovery basis; we are not charging the homeowners for the measurements and surveys we make in their homes.

The Chairman: But for the printing of these manuals that you have undertaken?

Mr. Kerwin: They are distributed free to the public.

The Chairman: In your budget?

Mr. Kerwin: Yes.

The Chairman: You do not receive anything from Consumer and Corporate Affairs, although they may have been the ones who asked you to do it?

Mr. Kerwin: No. This is considered a service, similar to many that NRC offers to the Canadian community. That is why NRC exists, to provide such services.

The Chairman: But you initiated this service on your own? You were not asked by the government to do it?

Mr. Kerwin: It was indicated to us and we readily agreed, because we could see there was a social need for information and for further measurement. Therefore, we undertook it without any compunction whatsoever.

The Chairman: Thank you. Mr. King.

Mr. King: I would like to pursue this matter of the very long baseline array. As I come from Penticton, I think you are aware of my somewhat parochial interest in it.

We have had a continuing interest in that White Lake facility since its conception. Many people in the area have great concern about the encroachment of development around the site of the observatory. They are concerned there would be interferences that are inevitable from automobiles, chainsaws, lawnmowers, et cetera. I believe the scientists say that, provided it does not intensify, the situation is one they can live with, although it certainly does challenge them at times.

• 1620

There has been great public response in the area to protecting that facility from this problem, and the expression has been shown in the pride with which local residents view that facility and that achievement. The one question which has

[Translation]

des milliers de maisons et à l'évaluation et la compilation des résultats.

Par conséquent, ce montant de 1 million de dollars peut être ventilé entre l'édition de dépliants à l'intention des propriétaires de maison, la recherche et le développement de nouvelles méthodes de détection et les enquêtes en vue de déterminer les conditions dans chaque maison en particulier.

Le président: Puis-je poser une question supplémentaire, car je crois que vous avez soulevé un aspect fort important.

Devez-vous récupérer vos coûts dans le cadre de ce programme, et dans l'affirmative, qui assumera la note pour des situations dont vous n'êtes pas responsables?

M. Kerwin: Nous ne devons pas récupérer les coûts, nous ne demandons rien aux propriétaires de maison pour vérifier l'état de leur maison.

Le président: Mais qu'en est-il de l'impression des manuels?

M. Kerwin: Ils sont distribués gratuitement au public.

Le président: Avec les fonds de votre budget?

M. Kerwin: Oui.

Le président: Vous ne recevez rien de Consommation et Corporations, bien que ce soit ce ministère qui vous ait chargés du programme?

M. Kerwin: Non. On considère qu'il s'agit d'un service comme les nombreux autres services que le CNR offre au public canadien. C'est la raison de l'existence du CNR, la prestation de tels services.

Le président: Mais vous aviez pris vous-mêmes l'initiative? Le gouvernement ne vous a pas chargés de le faire?

M. Kerwin: On nous l'a signalé et nous avons rapidement acquiescé, après avoir constaté le besoin d'obtenir de plus amples renseignements et évaluations. Nous l'avons donc entrepris sans puiser de fonds ailleurs.

Le président: Merci. Monsieur King.

M. King: J'aimerais revenir à l'interféromètre à très grande base. Comme je viens de Penticton, vous comprendrez que cela m'intéresse tout particulièrement.

Nous nous intéressons à cette installation de White Lake depuis le début. Bien des gens de la région s'inquiètent fort de tout empiètement aux environs de l'observatoire. Ils craignent que des interférences viennent inévitablement des automobiles, scies à chaîne, tondeuses, etc. Les scientifiques disent qu'ils peuvent s'accommoder de la situation, pourvu qu'elle ne s'aggrave pas, bien que cela représente certainement un défi, de temps à autre.

La population a clairement exprimé son souhait que l'on protège cette installation de tout problème du genre, comme on peut le constater d'après la fierté que tirent les résidents locaux de cette réalisation. Toutefois, on se demande toujours

[Texte]

always been unresolved is why we did not get more support from the federal people in the desire to protect it. How long can it continue to be a viable operation if development proceeds in that area?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, my colleagues and I are interested in seeing that the beauty and the quiet atmosphere around this observatory are maintained, but not necessarily for scientific reasons. It is simply because it is more agreeable to work in a place which has the qualities of the Penticton site. However, the performance of the telescope is not very adversely affected by such noise and, as my colleagues have said, we can live with it. If, to reduce it a little, we were obliged to spend several million dollars acquiring surrounding land, we would much rather put the several million dollars into improving the instrumentation and that would have an ever greater effect on improving the sensitivity of the telescope.

But in any event, when the very long baseline array is built, as we sincerely hope it will be, and Penticton will be a part of that chain, then the interference problem disappears even in principle. One of the great advantages of a synchronized array is precisely to eliminate such noise and such interference effectively, because of the synchronization of the various dishes. Therefore, if sums were available to improve the electromagnetic quietness of the region, while this is desirable in a minor way, from the scientific point of view we would far rather spend the money on improving the telescope in other ways.

Mr. King: With respect to the very long baseline array then, is there any projection as to when that may be proceeded with?

Mr. Kerwin: The very long baseline array figures in our five-year plan, and has been submitted to government as the first priority of NRC for an external national facility. It was selected from half a dozen competing projects and, therefore, we are hopeful that funding will be approved and that we may begin the engineering studies next year. If this is so, then within four or five years the baseline should be in operation.

Mr. King: The other question, of course, of great interest to Penticton and myself is as to what role Penticton will play in that. We would be very desirous that it be the centre, not in the long baseline array, but that it be in the centre of that scientific activity.

Mr. Kerwin: The Penticton observatory would play two roles in that eventuality. First of all, it would be a part of the array. Second, it would also continue with its own research program. Therefore, Penticton will remain one of NRC's major radio telescope laboratories, for these two reasons.

Mr. King: But not necessarily the centre at which the results from all stations will be analysed.

Mr. Kerwin: This question has not been addressed, and NRC has not come to any decision as to where this or that administrative or analytical activity should take place. I would expect, though, that the analytical activity will take place in many places, in several laboratories and in several universities

[Traduction]

pourquoi le gouvernement fédéral ne se montre pas plus intéressé à la protéger. Pendant combien de temps encore cela pourra-t-il durer, si l'on permet que la région se développe?

M. Kerwin: Monsieur le président, mes collègues et moi-même souhaitons que la beauté et la tranquillité des alentours de l'observatoire soient conservées, mais pas nécessairement pour des raisons scientifiques. Tout simplement, il est plus agréable de travailler dans un endroit comme Penticton. Toutefois, ce bruit ne nuit pas vraiment à la performance du télescope, et comme l'ont dit mes collègues, nous pouvons nous en accommoder. Si nous devons consacrer des millions de dollars à l'acquisition des terres avoisinantes pour en réduire le niveau, nous préfererions alors consacrer ce montant à l'amélioration de l'instrumentation, et accroître ainsi la sensibilité du télescope.

De toute façon, lorsque l'interféromètre à très grande base sera construit, ce que nous espérons sincèrement, et que Penticton fera partie du réseau, le problème d'interférence ne se posera plus. Un des grands avantages d'un interféromètre synchronisé est justement de supprimer vraiment de tels bruits et interférences, grâce à la synchronisation des différentes antennes. Par conséquent, si l'on acceptait de consacrer des fonds au maintien de la quiétude dans la région, bien que ce soit souhaitable, du point de vue scientifique, nous préfererions de loin consacrer cet argent à améliorer le télescope d'autres façons.

M. King: Quand envisage-t-on alors de construire l'interféromètre?

M. Kerwin: Il fait partie de notre plan quinquennal et a été soumis au gouvernement comme étant la première priorité du CNR à l'égard d'une installation à l'échelle nationale. Il a été choisi parmi une demi-douzaine d'autres projets, et c'est pourquoi nous espérons que les fonds nécessaires seront bientôt approuvés et que nous pourrions commencer les études techniques l'an prochain. Si tel est le cas, dans quatre ou cinq ans, l'interféromètre devrait être en service.

M. King: Il y a une autre question qui passionne Penticton et moi-même, à savoir le rôle que Penticton jouera là-dedans. Nous souhaitons vivement qu'il soit au coeur de cette activité scientifique.

M. Kerwin: L'observatoire de Penticton y jouerait deux rôles. Tout d'abord, il serait l'un des éléments de cet interféromètre. Deuxièmement, il poursuivrait également son propre programme de recherche. Par conséquent, Penticton demeurera l'un des principaux radio-télescopes du CNR.

M. King: Mais pas nécessairement le centre où les résultats de toutes les stations seront analysés.

M. Kerwin: On ne s'est pas encore penché là-dessus, et le CNR n'a pas encore décidé quel serait le centre d'administration et d'analyse. Je suppose toutefois que l'analyse se fera en divers endroits, dans plusieurs laboratoires et universités, car, grâce aux techniques de communication modernes, les résul-

[Text]

because, with today's communication techniques, the results from all the dishes can be sent to many places.

• 1625

Mr. King: Do you have a total cost estimate?

Mr. Kerwin: Yes, we do. Excuse me a moment while I refresh my memory.

Mr. King: How much of that cost would apply to the area that I come from?

Mr. Kerwin: The cost is estimated, in 1980 dollars, as \$19 million. I do not have the breakdown by station. In fact the locations of the stations are not yet selected, except that we will certainly use Penticton because we have a laboratory there.

The Chairman: Last question, Mr. King.

Mr. King: That is fine. I could proceed on another tack but we will save that for the second.

The Chairman: Thank you, Mr. King.

Monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci. Monsieur Kerwin, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour le magnifique travail que fait le Conseil national de recherches à travers le pays et aussi pour le dernier coup qui a été, comme le disait notre président, un très bon signe pour notre pays vis-à-vis des autres pays sur cette terre. Le veux parler de cette expérience fantastique de la navette spatiale, à laquelle nous avons participé. Je ne sais pas que fut au juste la participation de votre organisme; je ne sais pas si vous n'avez que subventionné la compagnie constructrice ou si vos propres scientifiques ont participé à la conception du bras spatial, mais c'est un élément important d'une fierté nationale qui, trop souvent, reçoit des coups dans le flanc. Il nous faut plus qu'une volonté de survivre comme pays; il faut être en mesure de démontrer notre fierté nationale à la grandeur du monde. Le bras canadien était très beau à voir sur nos écrans de télévision, je vous le jure.

Dans ce contexte-là, j'ai déjà eu des discussions avec un scientifique canadien qui me disait que, selon lui, on aurait besoin pour les années futures d'une agence canadienne de l'aérospatial. Là, comprenons-nous bien! Je ne vous parle pas d'une base de lancement un peu comme Cap Kennedy, je vous parle tout simplement d'une structure établie qui aurait pour fonction de voir au développement de l'industrie aérospatiale et par le fait même aéronautique et des compétences voulues en sol canadien. Seriez-vous d'accord quant à cette optique et, si oui, est-ce que vous verriez, une telle agence se situer à l'intérieur même du Conseil national de recherches ou plutôt comme un élément complètement extérieur à votre organisme?

M. Kerwin: Monsieur le président, en ce moment, la recherche et le développement pour les sciences et les technologies spatiales sont partagés au Canada par le Conseil national de recherches, le ministère de l'Agriculture, le ministère des Communications et plusieurs autres intéressés. Il n'y a pas de doute que si le Canada se lance dans un programme spatial

[Translation]

tats de toutes les antennes peuvent être envoyés à bien des endroits.

M. King: Avez-vous une estimation du coût total?

M. Kerwin: Oui. Excusez-moi un instant, que je réfléchisse.

M. King: Quelle partie de ces coûts toucherait la région dont je viens?

M. Kerwin: En dollars de 1980, le coût est évalué à 19 millions. Je n'ai pas la ventilation pour chaque station. En fait, l'emplacement des stations n'a pas encore été choisi, sauf pour ce qui est de Penticton, vu que nous y avons un laboratoire.

Le président: Dernière question, monsieur King.

M. King: Cela va. Je pourrais passer à un autre sujet, mais je puis le garder pour le deuxième tour.

Le président: Merci, monsieur King.

Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you. Mr. Kerwin, may I first congratulate you for the NRC's excellent work around the country and especially the last draw which was, as our Chairman was saying, a very good example of our expertise for other countries around the world. That is our participation to this great experiment, the space shuttle. I do not know what was exactly your organization's participation, I do not know if you only subsidized the constructing company or if your own scientists worked on the space-arm design, but it is a great boost to our national pride. We need more than a will to survive as a country, we must be able to show our national pride around the world. I can assure you that the Canadian arm seemed very beautiful on our television sets.

Concerning this, during a conversation, a Canadian scientist told me that he thought we would need a Canadian arm-space agency for the future. Let it be no misunderstanding! I am not talking of a launching base similar to Cape Kennedy. I am simply referring to an organization which would be responsible to promote the air-space industry and the necessary skills within Canada. Would you agree with this view and, if so, would such an agency be part of NRC or completely independent?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, for now, research and development responsibilities towards space sciences and technology are shared in Canada by the NRC, the Department of Agriculture, the Department of Communications and several others. Obviously, if Canada launches a bigger space program and spends more funds on it, it will be desirable to increase

[Texte]

plus vaste et si l'on y met plus de ressources, il y aura intérêt à augmenter la coordination de ces activités. Une façon tout à fait possible de le faire, puisque cela fonctionne ailleurs, serait de créer une agence unique qui orienterait et coordonnerait les différents éléments tout en effectuant elle-même ses propres travaux et en effectuant ses propres programmes. D'ailleurs, le ministre John Roberts a déjà annoncé que la politique du Canada sera, en effet, d'augmenter ses activités dans l'espace et de voir à la création de structures appropriées. Il y a plusieurs structures qui pourraient être envisagées et le Conseil national de recherches en est une. Nous pourrions, nous, accepter la tâche, mais il y en a d'autres qui pourraient l'accepter aussi. L'essentiel, quelle que soit la structure, c'est qu'il y ait une bonne collaboration et des mécanismes de coordination réels qui permettent aux gens de se parler, de se comprendre et de se donner la main pour effectuer ces grands projets.

• 1630

En ce moment, cette coordination est bonne. A titre d'exemple, nos relations avec le ministère des Communications sont excellentes. Nous savons ce qu'ils font, ils savent ce que nous faisons et la complémentarité est très réelle. Mais c'est à une petite échelle: le bras canadien reste le projet le plus considérable que nous ayons entrepris à ce jour et c'est encore à échelle relativement modeste comparativement aux activités russes, américaines et européennes.

Mr. Gimaïel: Il est évident que la technologie qui a été bâtie pour ce bras-là au Canada, du fait que les Américains l'utilisent dans la navette spatiale, se trouve à être donnée aux Américains ou vendue aux Américains. Est-ce que dans un autre souffle, la technologie américaine qui est incluse dans la navette spatiale comme ensemble peut être transférable à notre complexe industriel ou s'il y a des limitations assez fortes de ce côté-là?

Mr. Kerwin: Non. Nous avons fait preuve d'une capacité scientifique et industrielle assez remarquable, car le bras canadien demeure le robot le plus fiévreux du monde. Les Américains n'ont pas épargné leurs remarques et leurs félicitations à ce sujet et considèrent que la technologie canadienne est de toute première classe. Par conséquent, alors que la technologie de la navette se développe et à mesure que l'on perfectionne les techniques dans l'espace, surtout les techniques de construction, je m'attends à ce que l'industrie canadienne soit de plus en plus impliquée dans certains aspects de ces activités. Sachant que nous avons pu faire un bras superbe, on ne se gênera pas pour nous demander ou nous offrir de nous occuper d'autres détails, par exemple la construction de certaines plates-formes ou encore l'agencement de plusieurs plates-formes ensemble ou leur coordination dans l'espace. Ce sont là des aspects particuliers dont nous pourrions nous charger, tout comme le bras est un aspect particulier de l'ensemble de la navette. Par conséquent, je m'attends à ce que le Canada participe activement à d'autres éléments de l'évolution de la technologie spatiale. Nous sommes maintenant assurés que nous avons une installation industrielle tout à fait à la hauteur de la tâche. Je souhaite que la compagnie *Spar Aerospace*

[Traduction]

activity co-ordination. A very probable way to do this, since it is done elsewhere, would be to create a separate agency which would orient and co-ordinate all elements and also doing its own research and programs. In fact, the minister, John Roberts, already announced that Canada's policy will be to increase its activities in space and to see that appropriate structures are put in place. Several structures could be considered, among which NRC. We could accept this staff, but others could do the same. The important thing, whichever the structure, is that there be a good co-operation and effective co-ordination mechanisms to enable people to discuss, to understand each other and to work hand in hand towards great projects.

At the present time, there is very good co-ordination. For example, we have excellent relations with the Department of Communications. We know what they are doing, and they know what we are doing. There is a real complimentary effort. However, that is on a very small scale: The Canadian arm is still the largest project that we have undertaken to date and it is still relatively modest compared to the work being done in Russia, the United States and Europe.

Mr. Gimaïel: It is clear that the technology that was set up to build the arm in Canada is being given or sold to the Americans, because they are using the arm for the space shuttle. Would it be possible to transfer the American technology involved in the space shuttle to our industrial complex, or are there some serious restrictions in that regard?

Mr. Kerwin: No. We have shown rather considerable scientific and industrial capacity, because the Canadian arm is the most advanced robot in the world. The Americans were generous in their comments and congratulations to us and think that Canadian technology is first class. Consequently, as the shuttle technology developed and as space technology is refined, particularly construction techniques, I expect that Canadian industry will be involved increasingly in some aspects of this work. Since it is known we were able to build a superb arm, people will not hesitate to ask us to look after other details, such as the building of platforms or the arrangement or co-ordination of a number of platforms in space. These are specific aspects that we could handle, just as the arm was a specific aspect of the shuttle as a whole. Hence, I expect that Canada will participate actively in other aspects of the development of space technology. We are now certain that we have industrial facilities equal to the task. I hope that Spar Aerospace Limited and its associates or affiliates will manage to remain the focus of attention, in order not to lose this expertise it has created.

[Text]

Limited et les compagnies associées ou affiliées puissent continuer à être le centre de l'attention pour ne pas dissiper cette expertise qu'ils ont créée.

M. Gimaïel: Une dernière question, monsieur le président, sur un autre sujet qui touche plus précisément mon comté. Vous avez parlé tout à l'heure de recherche, de travaux que vous faites sur l'énergie. Dans mon comté, il y a des ressources fantastiques en tourbe qui ont été étudiées et qui ont été cataloguées. La qualité de cette tourbe est extraordinaire et l'inventaire a été évalué comme étant très très élevé. Je sais qu'il y a un peu partout au Canada de cette fameuse tourbe.

Voici la question que je veux vous poser. Lorsque vient le temps d'aller vers ces sources d'énergie non renouvelables, il est plus difficile d'obtenir de l'aide pour les entreprises locales qui peuvent s'intéresser à la tourbe énérgitique. Et même pour certaines compagnies d'envergure nationale, il est assez difficile d'obtenir de l'aide aussi, parce qu'on parle d'énergie non renouvelable. Est-ce que présentement, au Conseil national de recherches, il y a des études qui se font en ce sens? Est-ce que vous avez des plans pratiques qui pourraient aider, dans une région comme la mienne, au développement de cette source d'énergie qui est beaucoup utilisée dans les pays scandinaves et en Russie et qui est presque complètement délaissée au Canada, si ce n'est dans quelques régions de l'Atlantique et un peu dans l'Ouest, mais très peu.

M. Kerwin: Monsieur le président, nous sommes en effet l'agence fédérale responsable de la recherche dans le domaine de l'énergie renouvelable. Dans les chiffres que nous avons déposés devant votre Comité, il y a une demande de ressources pour nous permettre de travailler dans une vingtaine de domaines. L'un de ces domaines est précisément celui de la tourbe et dans les montants que nous avons demandés, il y a un montant de \$400,000, ce qui n'est pas énorme, pour pouvoir donner un peu plus d'avance et un peu plus d'expansion à notre équipe de recherche qui se penche sur les problèmes de la tourbe. Cela, c'est en ce qui concerne notre effort maison mais, en plus de cela, nous avons d'énormes programmes d'aide industrielle. S'il y a des compagnies, dans votre comté ou dans d'autres comtés, qui désirent avoir de l'aide pour la recherche, le développement ou, l'exploitation de la tourbe, ils peuvent venir nous voir; ils peuvent, en particulier, s'adresser à nos agents techniques qui se trouvent dans la ville de Québec, ou à Montréal, ou ailleurs et ainsi nous pourrions les aider de plusieurs façons. La première façon, c'est la suivante: s'ils ont une idée et qu'ils n'ont pas les moyens de développer cette idée, notre programme d'aide au développement technologique industriel, PARI, est là pour leur offrir des contrats. Nous en signons des centaines par année, avec des centaines de compagnies.

• 1635

En second lieu, s'ils veulent avoir des suggestions quant à la recherche et au développement qui peut se faire, nous avons un programme de transfert de technologie. Nous sommes intéressés à ce qu'ils connaissent nos idées et qu'ils voient s'ils aimeraient les exploiter.

[Translation]

Mr. Gimaïel: I have one final question on another subject, Mr. Chairman. It relates to my riding. Earlier you referred to the research being done on energy. My riding is very rich in peat. The deposits have been studied and catalogued. The peat is of a very high quality and is extremely abundant. I know that peat can be found more or less throughout Canada.

I come now to my question. When the time comes to move toward the renewable sources of energy, it is more difficult to obtain assistance for local companies interested in peat as a source of energy. It is sometimes quite difficult for some national companies to obtain assistance as well, because we are talking about a renewable source of energy. Are there any studies being done by the National Research Council on this at the present time? Have you any practical plans that could help a region such as mine develop this source of energy, which is used very extensively in the Scandinavian countries and in Russia, but which is almost totally neglected in Canada, with the exception of a few regions in the Atlantic provinces and a few in the West?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we are in fact the federal agency responsible for research on renewable energy. In the figures we tabled with your Committee, there is a request for resources to enable us to work in some 20 fields. One of the fields is peat. We have requested \$400,000 for this. It is not a great deal of money, but it will allow us to expand somewhat our research team studying peat. That is our in-house activity, but in addition, we have huge industrial assistance programs. If there are companies in your riding or in other ridings which would like assistance to do research, development or processing work on peat, they can come to us. Specifically, they should get in touch with our technical officer in Quebec City, Montreal or elsewhere and we could then help them in several ways. First, if they have an idea and do not have the resources to develop it, our Industrial Research Assistance Program, IRAP, is there to offer them contracts. We sign hundreds of such contracts every year, with hundreds of companies.

Secondly, if they want suggestions on research and development, we have a technology transfer program. We are interested in telling them about our ideas and allowing them to decide whether they would like to use them.

[Texte]

En troisième lieu, nous avons le service de l'information technique qui peut leur fournir très rapidement tous les renseignements que notre banque de données possède sur la tourbe, provenant non seulement du Canada mais d'ailleurs dans le monde; une des premières choses qu'il devront faire, c'est de se renseigner sur les informations disponibles. Nous avons aussi, pour les plus petites compagnies, d'autres programmes qui leur permettent d'engager des étudiants pendant l'été, par exemple, pour collaborer à leurs programmes; nous pouvons encore développer, dans nos propres laboratoires, un instrument particulier ou une technique particulière qui les intéressent mais qu'ils ne peuvent mettre au point faute d'installations nécessaires.

Le président: Merci. Monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président. Moi aussi, je me joins à mes collègues pour vous offrir mes félicitations, ainsi qu'à votre groupe, pour ce magnifique travail. Vous avez fait valoir le Canada au monde entier en démontrant que maintenant, on pouvait être considéré comme une puissance dans le domaine spatial. Je suis très heureux de vous avoir écouté tout à l'heure, et d'apprendre que l'argent du budget est principalement destiné à l'innovation des développements industriels. Je pense à la région de la capitale nationale... cela va faire plaisir à mon ami le président... qui semble actuellement l'endroit idéal, l'endroit tout désigné pour l'installation de manufactures à haute technologie... Je pense aussi aux achats faits par le gouvernement canadien dans la Région de la capitale nationale... Malheureusement à l'heure actuelle, ils sont faits à 98 p. 100 du côté ontarien et à 2 p. 100 du côté du Québec. Existe-t-il chez vous une section où des gens sont affectés à l'étude, ou à des recherches portant sur les besoins futurs du gouvernement canadien?

M. Kerwin: Oui, monsieur le président. Nous avons tout d'abord le Conseil, composé de personnages du domaine de l'industrie, quelques-uns de l'université et du gouvernement, dont le mandat est justement d'orienter le Conseil vers les besoins de l'avenir.

En second lieu, nous avons nos équipes d'analystes qui examinent constamment l'orientation des recherches et l'orientation du développement de la technologie dans le monde et nous suggèrent de nouvelles orientations.

Et puis en troisième lieu, nous sommes en communication... et nous examinons avec beaucoup de diligence les documents, particulièrement ceux du Conseil des sciences du Canada dont le mandat spécifique est de proposer l'orientation des sciences dans le pays et de la politique scientifique que les gouvernements doivent suivre. Grâce à ces trois éléments, nous croyons percevoir quels sont les problèmes du pays, quels sont les remèdes ou les orientations nécessaires de la science et de la technologie. Un exemple des résultats de tout cela, c'est justement notre plan à long terme. Il s'agit du placement urgent que vous avez eu ici à ce Comité, dont j'ai une autre copie ici aujourd'hui, et qui analyse les besoins du pays, indique la nature des recherches qu'il faut faire pour nous orienter dans la bonne voie, indique les sujets à choisir et propose un investissement qui aidera sûrement à rebalancer les maux de

[Traduction]

Third, we have a technical information service which can give them all the information in our data bank on peat very quickly. This information is not only Canadian, but also from sources around the world. One of the first things a company should do is to find out what information is available. We also have other programs for small companies to enable them to hire summer students, for example, to work on their programs. Another possibility is that our laboratories could develop a particular instrument or technique that they may be interested in but cannot develop themselves because they do not have the necessary facilities.

The Chairman: Thank you. Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman. I would also like to join with my colleagues in congratulating you and your group on this magnificent piece of work. You have given Canada a name throughout the world and have shown that we can now be considered a space power. I was very pleased to hear you say that most of the money is to be used for innovative work on industrial developments. I am thinking particularly of the national capital region... This will please my friend the Chairman... The national capital region seems to be the ideal location for high technology plants... I am also thinking of the Canadian government's purchases in the national capital region... Unfortunately, 98 per cent of them come from the Ontario side at the present time, and only 2 per cent from the Quebec side. Do you have a section that studies the future needs of the Canadian government?

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman. First of all, there is the board, made up of individuals from industry, university and government. Their mandate is to guide the council with respect to future needs.

Second, we have teams of analysts who are constantly looking at the direction of research and technological development throughout the world and they suggest new courses.

Third, we are in touch... and we study very carefully the documents prepared by the Science Council of Canada in particular. Its' specific mandate is to establish the science policies that governments should follow. We think that these three mechanisms give us a good idea of the country's problems, the solutions and the direction that science and technology should adopt. One example of the results of all these activities is our long-term plan. I am referring to the "urgent investment" that was tabled with the Committee. I have another copy here with me today. It analyzes the country's needs, indicates the type of research that must be done to set us on the proper course, indicates the subjects that should be selected and suggests an investment that will definitely help correct our economic problems. So, to answer your question, Mr. Cousineau. We do have such mechanisms. They work and

[Text]

notre économie. Alors, en réponse à votre question, monsieur le député, oui, nous avons ces mécanismes; ces mécanismes fonctionnent et produisent des documents comme cela. Ils indiquent des voies positives claires et définitives pour la recherche au pays à l'avenir.

• 1640

M. Cousineau: Pourriez-vous me donner le titre de cet ouvrage, s'il vous plaît?

M. Kerwin: *Un investissement urgent, le plan à long terme du Conseil national de recherches.* Nous avons déposé des copies pour les membres de ce Comité il y a six mois au moment où il était à l'étude par le gouvernement. Nous en avons beaucoup d'autres. Si vous aimez avoir une autre copie, monsieur...

M. Cousineau: Je voudrais nécessairement l'avoir, monsieur. C'est par inadvertance que je n'ai peut-être pas pris connaissance de cela.

Pour ma deuxième question, tout à l'heure vous avez dit que 85 p.100 de votre budget allait à l'industrie privée. Est-ce que j'ai bien compris?

M. Kerwin: Monsieur le président, si vous permettez, j'ai indiqué que 85 p.100 des crédits supplémentaires que nous demandons aujourd'hui seront utilisés par voie de contrats à l'extérieur.

M. Cousineau: Maintenant, sur ces 85 p.100 combien iront aux multinationales et combien iront aux PME? Est-ce que vous avez les proportions?

M. Kerwin: Je n'ai pas ces détails, monsieur le député, mais avec la permission du président, je demanderais à mes collègues si par hasard ils les ont. Une raison, évidemment, c'est que les contrats ne sont pas donnés. Nous allons examiner la question et donner les contrats.

M. Cousineau: Pour les crédits passés, est-ce que vous pouvez me dire combien était octroyé aux multinationales et combien aux petites entreprises?

M. Kerwin: Je peux vous donner des chiffres analogues, monsieur le président. Notre programme d'aide à l'industrie, il y a une douzaine d'années, était à ses débuts et à ce moment-là des deux tiers aux trois quarts de nos fonds allaient à des grandes compagnies dont les multinationales. Depuis douze ans, l'industrie canadienne s'est améliorée. Nous avons eu plus d'argent et nous avons pu entrer en communication avec eux et aujourd'hui c'est complètement renversé. Maintenant, ce sont les deux tiers de nos fonds, et cela veut dire environ une cinquantaine de millions de dollars qui vont à de petites compagnies canadiennes. Et moins du tiers va à des grandes compagnies dans lesquelles il y a encore plusieurs multinationales.

Je dois ajouter que nous faisons affaire, de préférence, avec les multinationales qui ont donné à leurs succursales canadiennes un mandat mondial, c'est-à-dire aux succursales qui ont le mandat de faire la recherche, le développement, la production et la vente d'un article donné partout au monde et qui par

[Translation]

prepare documents such as this. They show clearly positive directions for research in this country in the future.

Mr. Cousineau: Could you give me the title of the document, please?

Mr. Kerwin: *An Urgent Investment, The Long-term Plan of the National Research Council.* We filed copies of it for Committee members six months ago, when it was being studied by the government. We have more copies. If you would like one, Mr. . . .

Mr. Cousineau: I would like to have one, Dr. Kerwin. Perhaps I neglected to obtain one.

I come now to my second question. Earlier you said that 85 per cent of your budget went to private industry. Did I understand you correctly?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I said that 85 per cent of the supplementary votes we are requesting today will be spent on contracts given to the private sector.

Mr. Cousineau: Of this 85 per cent, how much will go to multinationals and how much to small and medium-sized businesses? Do you have the breakdown?

Mr. Kerwin: I do not have that, Mr. Cousineau, but with the chairman's permission, I would like to ask my colleagues whether they might have it. One reason, of course, is that the contracts have not yet been awarded. We will look at this question and award the contracts.

Mr. Cousineau: Could you tell me how much was given to multinationals and how much to small businesses in the past?

Mr. Kerwin: I can give you similar figures, Mr. Chairman. About 12 years ago, our industrial assistance program was just getting under way, and at that time two-thirds or three-quarters of our funds went to large companies, including multinationals. Canadian industry has improved in the last 12 years. We receive more money and today the situation has completely turned around. Now two-thirds of our funding, in other words some \$50 million, goes to small Canadian companies. Less than one-third goes to large companies including several multinationals.

I should add that we prefer to deal with multinationals which have given their Canadian branches a world-wide mandate. I am thinking of branches which have a mandate for research, development, production and sale of a particular article throughout the world and which consequently does not

[Texte]

conséquent ne reçoivent pas de compétition de la part du «pays-mère», si vous me pardonnez l'expression. Donc, je pense que le chiffre de nos dépenses aux compagnies strictement canadiennes ou qui ont des mandats mondiaux dépasse les 90 p.100.

M. Cousineau: Merci, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Cousineau.

Gentlemen, we have 20 minutes left. I have Messrs. Bachand, de Corneille, and Mr. Siddon, who came in about 15 minutes ago. I want to give you all a chance to ask questions of Dr. Kerwin, but we will have to agree that you split the 20 minutes or so. If you can keep your questions short—Mr. Bachand, I recognize you, and then we will go to Mr. de Corneille. Is that agreed? Mr. Bachand for 7 minutes or thereabout.

Monsieur Bachand.

M. Bachand: Merci, monsieur le président. Voici ma première question. J'ai eu l'occasion de visiter au cours de l'été un centre à l'Université de Sherbrooke. Si je me souviens bien, il s'agit d'un centre en micro-électronique. Je pense qu'il y a six universités au Canada qui ont été reconnues comme des centres par excellence en ce domaine. Ces centres-là sont financés par le gouvernement fédéral en grande partie, j'imagine. Est-ce qu'il n'y a pas un double travail qui est fait ou que vous pourriez faire vous et qu'à un certain moment on double les dépenses d'énergie et de fonds inutilement? Je ne le sais pas, mais je me suis posé la question en visitant le centre.

M. Kerwin: Alors, monsieur le président, je dois répondre que non. Nous sommes au courant, évidemment, de ces installations. Nous sommes même consultés par les autres ministères et nous n'allons pas créer un laboratoire national en micro-électronique ailleurs qui ferait compétition à celui-là.

M. Bachand: C'est-à-dire que le travail qu'ils font, vous ne le faites aucunement? Parce qu'ils travaillent en collaboration avec l'industrie eux autres aussi. Mais, le Centre national de recherches ne fait pas le même travail dans le même domaine.

• 1645

M. Kerwin: Oui, nous travaillons dans ce domaine-là du point de vue des recherches de base dans nos propres laboratoires. Car, un de nos mandats c'est de maintenir un ensemble national de laboratoires de base afin d'assurer au gouvernement fédéral des ressources, quelles que soient les ressources présentes dans l'industrie ou dans les universités. Nous cherchons à ne pas doubler les efforts, mais nous devons maintenir une expertise dans ce domaine. Et d'ailleurs, nous savons très bien que les collègues à Sherbrooke vont vouloir venir nous consulter sur certaines procédures de base et sur certaines données de base et nous devons, par conséquent, maintenir cette expertise. Et nous nous réjouissons de leur présence, car eux de leur côté pourront nous être fort utiles, lorsque nous aurons des problèmes dans notre propre recherche.

[Traduction]

have to compete with the mother country. I think that more than 90 per cent of our funding goes to strictly Canadian companies or companies with world-wide mandates.

Mr. Cousineau: Thank you, Dr. Kerwin.

The Chairman: Thank you, Mr. Cousineau.

Messieurs, il nous reste vingt minutes. J'ai toujours sur ma liste les noms de M. Bachand, M. de Corneille et M. Siddon, qui est arrivé il y a environ quinze minutes. Je veux vous donner à tous la possibilité de poser des questions à M. Kerwin, mais il va falloir se mettre d'accord pour partager les vingt minutes. Essayez donc de poser des questions brèves. Je vous donne la parole, monsieur Bachand. La parole sera ensuite à M. de Corneille. D'accord? Vous avez la parole, monsieur Bachand, pour environ sept minutes.

Mr. Bachand.

Mr. Bachand: Thank you, Mr. Chairman. This summer I visited the micro-electronic centre at the University of Sherbrooke. I think that six Canadian universities have been recognized as centre of excellence in this field. They are financed largely by the federal government, I believe. Is there not some overlap between your work and that done by the centre. I do not know, but I wondered about this when I visited it.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, the answer is no. We are naturally aware of these facilities. We are in fact consulted by other departments and we are not going to set up a national micro-electronic laboratory somewhere else that would compete with the one you mention.

Mr. Bachand: In other words, your work is completely different from that done at the centre. Because the centre also works with industry. But the National Research Council does not do the same work.

Mr. Kerwin: Yes, we do work in that area in basic research in our own laboratories. One of our mandates is, in fact, to maintain a national network of basic laboratories to ensure that the federal government has access to the resources of industries and the universities. We are trying to avoid duplication of effort, but we must have some expertise in this area. Moreover, we are well aware that our colleagues in Sherbrooke will want to consult us on a number of research procedures and basic data. Consequently, we must maintain this expertise. We are pleased that they are there because they could also be of assistance to us when we have problems in their specific area of research.

[Text]

M. Bachand: Dans un autre ordre genre d'idées, monsieur le président, une grande partie des crédits demandés sont consacrés, disons, aux programmes énergétiques ou... Vous avez parlé de la tourbe tout à l'heure. Votre plus grande dépense, dans quel domaine des énergies renouvelables la faites-vous?

M. Kerwin: Les domaines qui exigent le plus d'attention en ce moment sont ceux concernant l'énergie de fusion, l'énergie à très longue échéance. Vous trouvez dans nos crédits des demandes pour la construction du Tokamak à Varennes qui finira par coûter 40 millions de dollars. Les frais seront partagés entre l'Hydro-Québec et le Conseil national de recherches.

Une autre tranche très considérable c'est pour l'énergie éolienne où nous croyons avoir mis au point un générateur susceptible d'être vendu partout au monde pour être utilisé dans les régions appropriées. Nos recherches nous ont montré que ces moulins à vent ne seront pas compétitifs avec d'autres sources d'énergie à moins d'être très grands. Et alors, notre éolienne, dans ce cas-ci, de quatre mégawatts, répond à ces desiderata.

En troisième lieu, mais même encore plus important pour le Canada, c'est la biomasse, la production d'énergie à même la végétation et les produits des animaux. Et après ces trois-là, cela tombe rapidement. Nous faisons des recherches, mais de façon préliminaire, sur les pompes à chaleur, sur les hydrates, et j'entre dans le gaz naturel, dans l'Arctique, sur les façons de nettoyer le charbon, pour enlever les impuretés qui polluent l'atmosphère et ainsi de suite, et ainsi de suite. Mais les trois domaines qui exigent le plus d'attention de notre part sont l'énergie des vents, l'énergie de biomasse et l'énergie à fusion.

M. Bachand: Merci. Vous êtes ici aujourd'hui pour demander des crédits supplémentaires, mais je vois aussi que vous en accordez à l'Hydro-Québec, c'est-à-dire que vous subventionnez nécessairement l'Institut de recherche. Qu'est-ce que le Canada retire de cela?

M. Kerwin: Eh bien, j'ai déjà entendu des gens de l'Hydro-Québec dire l'inverse, c'est-à-dire qu'ils subventionnaient le Conseil national de recherches. Dans le fond, c'est un projet de collaboration, c'est un projet conjoint et nous souhaitons en avoir d'autres de même nature avec d'autres agences semblables. Ce que le Canada retirera de cela est triple.

D'une part, nous allons maintenir nos ingénieurs et nos scientifiques au courant des progrès dans le domaine de la fusion. Deuxièmement, les résultats que nous aurons avec le Tokamak nous permettront d'échanger avec les autres pays et d'être admis, pour ainsi dire, dans le « club de la fusion ». Et troisièmement, notre spécialisation dans deux ou trois domaines permettra à nos industries de se spécialiser également et de trouver des marchés dans le monde en général., ceux qui voudront profiter de la fusion à l'avenir.

M. Bachand: Si je comprends bien, les crédits supplémentaires que vous demandez représentent 1,300 mille dollars. Mais, combien les projets en cours, avec l'Hydro-Québec, représentent-ils?

[Translation]

Mr. Bachand: Mr. Chairman, a large percentage of the votes you are requesting are to be used for energy programs or.... You referred to peat earlier. Which area of renewable sources of energy receives the most funding?

Mr. Kerwin: The areas receiving the most attention at the present time are fusion energy, which is a source of energy for the very long term. We have also requested votes for the Tokamak project in Varennes, which will eventually cost \$40 million. The cost will be shared by Hydro-Quebec and the National Research Council.

Another very important aspect is wind energy. We believe we have developed a turbine that could be sold throughout the world for use in appropriate regions. Our research has shown that these windmills will not be competitive with other sources of energy unless they are very large. Our windmill, which is called Eolus, has a four megawatt capacity and therefore meets this criterion.

The third source of renewable energy is biomass, which is the most important source for Canada. This is energy produced from vegetation and animal products. The amounts spent on areas other than these three falls off sharply. We are doing preliminary research on heat pumps, hydrates and natural gas in the Arctic, ways of cleaning coal to remove the impurities which pollute the air and so on and so on. However, the three areas on which we are focussing are wind energy, biomass and fusion.

Mr. Bachand: Thank you. You are here today to ask for supplementary votes, but I see that you also provide some funding to Hydro-Quebec. In other words, you are subsidizing *L'Institut de recherche*. What does Canada get out of that?

Dr. Kerwin: I have heard Hydro-Quebec people say just the opposite. In other words, that they were subsidizing the National Research Council. This is actually a co-operative, joint project, and we hope to have other such projects with similar agencies. Canada gets three benefits from projects of this type.

First, we keep our engineers and scientists informed about progress in the area of fusion. Second, the results obtained with the Tokamak project will facilitate exchanges with other countries and we will thereby become members in the *fusion club*. Third, by specializing in two or three areas, our industries will also be able to specialize and to find markets throughout the world consisting of individuals who want to reap the benefits of fusion in the future.

Mr. Bachand: If I understand correctly, the supplementary votes you are requesting amount to \$1.3 million. How much do the current projects with Hydro-Quebec account for?

[Texte]

M. Kerwin: Pour le Tokamak, le total est de 40 millions de dollars, dont 20 millions de dollars de la part du Conseil national de recherches, soit 1.3 million de dollars cette année. Et dans les quatre ou cinq années à venir l'on vous demandera dans le budget de base ou supplémentaire les montants subséquents totalisant finalement 20 millions de dollars.

M. Cousineau: J'aimerais invoquer le Règlement, monsieur le président. Vous avez bien dit tout à l'heure que l'Hydro-Québec s'accaparerait de tout le crédit en ce qui concerne...

M. Kerwin: Non, non. J'ai dit que j'avais entendu quelques collègues de l'Hydro-Québec faire une remarque analogue, tout en blaguant comme nous le faisons ici.

• 1650

Le président: Monsieur Bachand.

M. Bachand: Merci, monsieur le président. On a parlé tout à l'heure d'un programme, je pense que c'était à Boucherville ou à Contrecoeur. Quand des subventions sont accordées pour la réalisation d'un projet quelconque, qui en a la gestion? Est-ce que vous avez des droits de regard sur ce projet ou donnez-vous une subvention à l'Hydro-Québec pour faire une certaine recherche sans exiger aucun contrôle?

M. Kerwin: Monsieur le président, non, les formules utilisées varient. Dans le cas du Tokamak, la gérance de jour en jour est confiée à l'Hydro-Québec par contrat, mais les plans, les grandes lignes, les progrès, les étapes à suivre, le modèle, etc., tout cela est organisé par un comité conjoint où nous sommes également représentés.

Le président: Merci, monsieur Bachand.

Mr. Siddon.

Mr. Siddon: Thank you, Mr. Chairman. I must apologize, gentlemen, Dr. Kerwin and other guests, for coming in so late. We had another important meeting with native peoples, and as I am sure you appreciate, these days there are some rather serious matters being discussed around this place.

I would like to make a comment and then invite your reaction, if I might, Dr. Kerwin. We in Canada, in recent years, have placed tremendous emphasis on what has come to be known as high technology. I think the people at SPAR and at NRC, in particular, are to be commended for the remarkable progress that culminated in that great show in space a week or two ago. We are all very pleased with that. But the emphasis seems to have been on space and electronics, high technology and micro-electronics; yet we have a number of very serious, more down-to-earth problems in Canada relating to our natural-resource-based industries and the need to develop more secondary industry, more final product value or intermediate product value, out of our resources. To many of us, it seems there needs to be a greater emphasis in terms of available spending in those areas. I appreciate that you have gone over a number of examples of some of those areas in which NRC is acting in a direct supportive role to industry in dealing with the application of technology, given the real-life constraints of the next decade.

[Traduction]

Mr. Kerwin: The total for the Tokamak project is \$40 million, \$20 million of which are being provided by the National Research Council, and \$1.3 million this year. In the next four or five years, we will be requesting further funding in the main or supplementary estimates totalling \$20 million.

Mr. Cousineau: On a point of order, Mr. Chairman. Did you say a few moments ago that Hydro-Quebec was taking all the credit with respect to...?

Mr. Kerwin: No, no. I said that I had heard from colleagues at Hydro-Quebec jokingly make the same comment that was made here a few moments ago.

The Chairman: Mr. Bachand.

Mr. Bachand: Thank you, Mr. Chairman. A program was mentioned earlier, I think it was in Boucherville or Contrecoeur. Who is responsible for the management of grants given for a project or another? Do you have the right to examine the project or do you give a research grant to Hydro Quebec without any monitoring?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, no, formulas vary. Concerning Tokamak, day-to-day management is the responsibility of Hydro Quebec according to the contract, but planning, progress, different steps, models, are all organized by a joint committee where we are also represented.

The Chairman: Thank you, Mr. Bachand.

Monsieur Siddon.

M. Siddon: Merci, monsieur le président. Je m'excuse, messieurs, monsieur Kerwin et autres témoins, d'être arrivé si tard. Nous avions une autre réunion importante en compagnie des autochtones, et comme vous le comprendrez bien, il y a des choses très graves qui se passent ces jours-ci autour d'ici.

Je voudrais faire une observation et connaître ensuite votre réaction, monsieur Kerwin. Au cours des dernières années, au Canada, nous avons mis énormément l'accent sur ce qu'on appelle la technologie de pointe. Les gens de Spar et du CNR, en particulier, doivent être félicités des progrès remarquables qui ont atteint leur point culminant lors de cette extraordinaire présentation, il y a une ou deux semaines. Nous en avons tous été ravis. Il semble toutefois qu'on ait mis l'accent sur la technologie spatiale et l'électronique, la technologie de pointe et la micro-électronique. Pourtant, nous faisons face à un certain nombre de problèmes très graves et plus terre-à-terre, au Canada, à savoir ceux des industries fondées sur nos ressources naturelles et ceux de notre industrie secondaire. Pour bon nombre d'entre nous, il semble qu'il faut accorder plus d'importance au déblocage de fonds dans ce domaine. Vous nous avez donné un certain nombre d'exemples des domaines où le CNR offre un appui direct à l'industrie dans l'application de la technologie, étant donné les contraintes auxquelles nous ferons face au cours de la prochaine décennie.

[Text]

First, I will comment on wind power and the vertical axis rotor, because I do not think it is really a very good example of applying our limited research resources in an area of high potential. I taught at the University of British Columbia in aerodynamics for ten years. I suppose you, Dr. Kerwin, have heard of the Bethe theory. Well, we used to run student projects and use these fundamental aerodynamic theories to calculate how much power we could produce with an array of wind machines. In fact, we calculated that, to supply half the electrical power requirements of the city of Vancouver, we would require a string of 200-foot rotors standing end to end all the way up the British Columbia coast from the American border to the Alaska Panhandle. Even at that, there was considerable doubt whether we could use wind machines, vertical axis or otherwise, to extract a significant amount of power.

Now, I recall reading, in terms of the press release describing the work that the *Institut de Recherche d'Hydro-Québec* is engaging in, that their estimates would suggest a capital cost of something like \$30,000 per home for each home to be supplied by electricity from such a rotor. If you were to appreciate that over five or ten years, the annual cost would be \$5,000-plus per home to depreciate the costs of such a unit. What I am saying here is that, when we think of the massive amounts of money we put into some of our unique high technology efforts, including CANDU, the Challenger and aerospace and electronics gadgetry, and then when we look at the manpower requirements for Canada in science and research relating to our resource industries and at our need, for example, to put more Canadian technology into mining machinery, I wonder where the balance lies.

I have been astonished to learn in western Canada in recent weeks that, in support of the mining industry alone, we are going to need over 300 geologists, geophysicists and earth scientists, at Bachelor, Master and PhD levels, to support our highly skilled manpower requirements in support of those basic industries. Dome Petroleum, for one, told us that they were going to need ten for one geophysicists and geologists from outside this country in relation to the number that our educational institutions are producing.

I learn that the Canadian mining industry in 1970 was producing some 70 per cent of the equipment and machinery used in that mining industry, and today we are only providing 30 per cent; 70 per cent of that high-technology equipment, in some cases, is being imported from offshore.

• 1655

So we have massive industries gearing up to engage in massive mega projects in this country, to ensure our energy self-sufficiency using known resources, hydrocarbon resources, hydro-electricity and alternative fuels, and you need technology to support that. For example, the liquefaction of coal, the development of two phase pipe lines so we do not have to build massive increases in our railway infrastructure to move that

[Translation]

Tout d'abord, je parlerai de l'énergie éolienne et du rotor à axe vertical, car cela ne me paraît pas vraiment une bonne utilisation de nos ressources limitées dans un domaine à potentiel élevé. J'ai enseigné l'aérodynamique à l'Université de la Colombie-Britannique pendant dix ans. Je suppose que vous avez entendu parler de la théorie Bethe, monsieur Kerwin. Nous avions l'habitude de lancer des projets avec les étudiants en nous servant de ces théories fondamentales de l'aérodynamique pour calculer combien d'énergie pouvait produire un réseau d'éoliennes. En fait, nous avons calculé que pour répondre à la moitié des besoins de Vancouver en énergie électrique, il faudrait placer en file indienne des rotors de 200 pieds tout le long de la côte de la Colombie-Britannique, de la frontière américaine jusqu'à l'Alaska. Même avec cela, nous n'étions même pas sûrs de pouvoir nous servir d'éoliennes, à axe vertical ou autre, pour produire une quantité importante d'énergie.

Pourtant, je me souviens d'avoir lu dans un communiqué de presse décrivant les travaux actuels de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec que d'après leurs évaluations, il faudrait investir environ \$30,000 pour chaque maison devant être approvisionnée en électricité à partir d'un tel rotor. Donc, sur cinq ou dix ans, il en coûterait annuellement \$5,000 et plus par maison pour amortir les coûts d'une telle unité. Je me demande bien comment on en arrive à un équilibre lorsqu'on songe aux énormes montants que nous investissons dans certains de nos efforts les plus innovateurs, comme le Candu, le Challenger et l'équipement aéro-spacial et électronique, et quand l'on voit quels seront les besoins en main-d'oeuvre de nos industries primaires, et lorsque l'on songe au besoin d'améliorer notre technologie des mines.

Je n'en suis pas revenu d'apprendre, dans l'Ouest du Canada, il y a quelques semaines, que l'industrie minière à elle seule aura besoin de plus de 300 géologues, géophysiciens et spécialistes des sciences de la terre, au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat, pour faire face à ses besoins en main-d'oeuvre. Les représentants de la Dome Petroleum, pour leur part, nous ont dit qu'ils auraient besoin de dix géophysiciens et géologues de l'extérieur du pays pour un venant du Canada, étant donné la production actuelle de nos établissements d'enseignement.

J'apprends qu'en 1970, l'industrie minière du Canada produisait environ 70 p.100 de l'équipement et de la machinerie qu'elle utilisait, et qu'aujourd'hui, elle n'en produit que 30 p.100. Soixante-dix pourcent de cet équipement de pointe est importé de l'étranger, dans certains cas.

Donc, nous avons des industries de toute première importance qui se préparent à entreprendre des mégaprojets au pays, pour assurer notre autosuffisance énergétique à partir de ressources connues, les hydrocarbures, l'hydro-électricité et les autres carburants, et il faut la technologie nécessaire. Par exemple, il faut savoir liquéfier le charbon et construire des pipe-lines biphasés, afin de ne pas avoir à augmenter considé-

[Texte]

coal to port, the production of chemicals from that coal and those hydrocarbon resources.

I just do not see in the priorities which NRC and the Science Council and the minister are setting out, a strong enough emphasis in these applied technology areas. I have to admit to a bias being an engineer, but I do think we are putting too many eggs in the wrong baskets. When I look at fusion research, for example, and the vertical axis wind turbine program, both of which go into Hydro Quebec, I would like to ask you specifically, Dr. Kerwin, how much research funding is going to Ontario Hydro or to B.C. Hydro, or to Manitoba Hydro or the Alberta Power Corporation? These are also important industries in Canada which maybe take a different perspective than Hydro Quebec, but I would like to think we were paying more attention to the basic resources that we have to tap in this country over the next two decades instead of putting so much emphasis on wind and executive jet aircraft and that sort of thing.

I would like to ask you, and I know I have used up most of my time, how you respond to my assertion that we are not putting enough emphasis on industrial support, on manpower training relating to our natural resource based industries and the tremendous potential of energy reserve we have in oilsands, oil and gas and coal as opposed to some of these way-out programs.

If we are going to talk about fusion, why did the government, NRC and the Science Council not give support to Dr. Patrick McGeer in British Columbia and others who wanted to mount an international fusion project in British Columbia? At that time the conventional scientific wisdom was that fusion was not a practical concept. Now we see the NRC funding a fusion project in Quebec, having passed over lightly requests from other parts of the country for corresponding support.

I perhaps sound a bit political in putting these questions, but I think they are important because I believe the key to the economic health of this country in the next two decades rests in our minerals and our natural resources in western Canada. Instead of exporting jobs we should be producing more jobs from those resources. It is going to take skilled scientists and engineers and we are not helping matters to put all of our eggs in high technology and electronics here in Ontario and Quebec.

Is there time for a response, Mr. Chairman?

The Chairman: You have four minutes.

Mr. Kerwin: My first response is this, Mr. Chairman.

The Chairman: You have three and a half minutes left.

[Traduction]

rablement notre réseau ferroviaire pour amener ce charbon au port, il faut savoir extraire les produits chimiques de ce charbon et des hydrocarbures.

D'après les priorités établies par le CNR, le Conseil des sciences et le ministre, je crois qu'on n'insiste pas suffisamment sur ces domaines de technologie appliquée. Je suis ingénieur, donc peut-être un peu partial, mais je ne pense pas que nous mettions nos oeufs dans le bon panier. Dans le contexte, notamment, de la recherche sur la fusion thermonucléaire et du programme de génératrices éoliennes à axe vertical de grande puissance, deux programmes accordés à l'Hydro-Québec, j'aimerais demander précisément à M. Kerwin quels crédits de recherche reçoivent l'Hydro-Ontario, l'Hydro de la Colombie-Britannique, du Manitoba ou la *Alberta Power Corporation*? Ce sont là des industries canadiennes importantes qui ont peut-être une autre perspective que celle de l'Hydro-Québec; j'aimerais pouvoir penser que nous accordons plus d'importance aux ressources essentielles que nous devons exploiter d'ici 10 ou 20 ans et que nous délaissions un peu les éoliennes, les avions à réaction privés, et ce genre de luxe.

Je sais que j'ai pris presque tout le temps qui m'est alloué, mais j'aimerais savoir comment vous réagissez quand je dis que nous n'insistons pas suffisamment sur l'aide à l'industrie et sur la formation de la main-d'oeuvre pour nos industries de ressources naturelles et les réserves énergétiques énormes que représentent les sables bitumineux, le pétrole, le gaz et le charbon, et que nous accordons trop d'importance à ces programmes farfelus.

Au sujet du programme de fusion thermonucléaire, pourquoi le gouvernement, le CNR et le Conseil des sciences n'ont-ils pas accordé leur appui à M. Patrick McGeer, de la Colombie-Britannique, et à d'autres hommes de science qui voulaient créer un centre international de recherche sur la fusion en Colombie-Britannique? On avait répondu à l'époque que la communauté scientifique considérait que la fusion n'était pas pratique. Et maintenant, le CNR subventionne un projet de recherche sur la fusion thermonucléaire au Québec, après avoir délaissé des demandes similaires provenant d'autres régions du pays.

Je parle peut-être en politicien quand je pose ces questions, mais je crois qu'elles sont importantes, car, à mon avis, au cours des 20 prochaines années, l'économie de notre pays sera en bonne santé si nous savons exploiter les minerais et les ressources naturelles de l'Ouest du Canada. Nous ne devrions pas exporter d'emplois, nous devrions créer plus d'emplois à partir de ces ressources. Nous devons avoir des ingénieurs et des scientifiques compétents, et nous n'aidons pas notre cause en ne subventionnant que les projets électroniques et à haute teneur technologique de l'Ontario et du Québec.

Monsieur le président, reste-t-il du temps pour une réponse?

Le président: Il reste quatre minutes.

M. Kerwin: Monsieur le président, voici ma première réponse.

Le président: Il vous reste trois minutes et demie.

[Text]

Mr. Kerwin: Certainly we need more effort in Canada in all of these fields. Concerning the wind energy projects, NRC has been specifically tasked with maintaining a research and development capability in all of the renewable energy sources. Our commitment to it is really not all that great.

The windmill program is of the order of \$40 million, but it is shared by Hydro Quebec and it is spread over approximately six years, so it is a few million dollars each year. This is worth it, because first of all we have to keep up with the possible breakthroughs and, secondly, because we do have a breakthrough. We believe we have a wind generator which will be economically feasible in certain restricted areas of the world. The potential world market for this windmill has been estimated at many dozens of units per year for countries and applications where the cost of delivering oil or other types of energy is even higher than the figures mentioned by the member.

Concerning the example that you gave of our lack of mining machinery, I agree completely; I think Canada should produce much more of its own mining machinery. This is why NRC, through its PILP program, has been assisting the Lovat tunnelling equipment to develop new tunnelling equipment which would be used in coal mining in particular. We know that Devco down in Cape Breton has recently announced it is opening new mines that will require several tunnelling units and, therefore, we are working with this tunnelling equipment company to produce it. This in the long run will be a much larger effort than that on wind energy.

• 1700

The combined project with Hydro Quebec arose from the fact that for years Hydro Quebec has been developing fusion facilities and offered the best chance of being able to get a Tokamak going in a reasonable time; but, we have also collaborated in many cases with other provincial agencies. Thus Ontario Hydro is the main collaborator with us for work on photovoltaics, and it is in Ontario with the Ontario Research Foundation that we have installed the national solar energy facility. In British Columbia, we have projects with British Columbia Research and with British Columbia Hydro on solar test facilities. We have also contributed to the development of electro-chemical devices, particularly batteries, which are being carried out in British Columbia. So we are, certainly, open to all positive suggestions we get from such provincial agencies. We have, as our second thrust in our five-year plan, the regional development, and we are looking forward to expanding these efforts with the various provinces. At the moment we are still very low, relatively low, in Quebec and practically non-existent in Alberta or Prince Edward Island. So we still have much to make up.

[Translation]

M. Kerwin: Il ne fait pas de doute que nous devons intensifier nos efforts, au Canada, dans tous ces domaines. Au sujet des projets de recherche sur l'énergie éolienne, le CNR doit précisément conserver des compétences en matière de recherche et de développement pour toutes ces sources d'énergie renouvelable. Notre financement n'est pas si élevé.

Le programme des éoliennes coûte près de 40 millions de dollars, mais c'est un programme à frais partagés avec l'Hydro-Québec qui s'échelonne sur près de six ans; alors, en définitive, cela ne représente que quelques millions de dollars par année. Ce projet est valable, car tout d'abord, nous devons nous tenir au courant des découvertes possibles, et deuxièmement, nous avons fait des découvertes. Nous pensons avoir une génératrice éolienne dont l'utilisation serait économique dans certaines régions du globe. On a évalué que le marché mondial possible pour cette éolienne représente de nombreuses douzaines de génératrices, par année, qui seront commandées par certains pays, là où le coût du pétrole et des autres types d'énergie est encore plus élevé que les chiffres cités par le député.

Pour en revenir à la pénurie de machines minières dont vous parliez, je suis complètement d'accord avec vous et je crois que le Canada devrait produire beaucoup plus de machines pour son usage. C'est la raison pour laquelle le CNR, par l'entremise de son programme PPIL, a aidé la compagnie de machines de tunnel Lovat à mettre au point de nouvelles perceuses qui serviront notamment à l'extraction du charbon. Nous savons que la compagnie Devco, du Cap-Breton, a annoncé récemment l'ouverture de nouvelles mines qui nécessiteront plusieurs perceuses de tunnel; par conséquent, nous travaillons avec la compagnie Lovat pour produire ces machines. A long terme, ce projet prendra beaucoup plus d'importance que le programme d'énergie éolienne.

Le projet conjoint avec l'Hydro-Québec découle de ce que, depuis des années, l'Hydro-Québec a mis au point des centres de fusion et que cette entreprise offre les meilleures possibilités d'exploiter une génératrice Tokamak dans un délai raisonnable; cependant, nous collaborons à de nombreux autres projets avec d'autres sociétés d'État provinciales. Ainsi, l'Hydro-Ontario est notre principal collaborateur pour la recherche sur les piles photovoltaïques; c'est également en Ontario, avec l'aide de la *Ontario Research Foundation*, que nous avons construit notre centre national de recherches en énergie solaire. Pour la Colombie-Britannique, nous avons des projets avec la *British Columbia Research*, et avec la société hydro-électrique de cette province, sur l'énergie solaire. Nous avons également contribué à la mise au point d'appareils électrochimiques, notamment des piles, en Colombie-Britannique. Cela démontre bien que nous sommes favorables à toute suggestion positive émanant des organismes provinciaux. La deuxième étape de notre plan quinquennal porte sur l'expansion régionale, et nous espérons intensifier les recherches conjointes avec les provinces. A l'heure actuelle, notre collaboration est très très faible au Québec et elle est pratiquement inexistante en Alberta et

[Texte]

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin. One short question, Mr. Siddon.

Mr. Siddon: I appreciate that elaboration, Dr. Kerwin. I did not mean to be harsh. But I will re-assert this, as a scientist and an air dynamicist: large-scale vertical axis or any other type of wind machinery is not economically viable and I think we are wasting our money. If we are talking about small-scale roof-top installations to be used in Central Africa, yes. Large-scale installations are not economically viable and I am sure many scientists will confirm that. I wonder whether, in the supplementary funding being requested here, there is to be a significant portion to supplement the present funding for IRAP programs? I recall very vividly, Mr. Chairman, Dr. Kerwin's fine commentary on the value of the IRAP program. I, for one, and I think my colleagues, would like to see much more funding going into that type of joint NRC industrial liaison projects.

The Chairman: Dr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman, there is. There will be \$2.9 million additional funds for IRAP if this committee approves our request for supplementary estimates.

Mr. Siddon: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

Gentlemen, we have come to 5 o'clock, which is the usual time for adjournment. In your name, I want to thank Dr. Kerwin and his colleagues from NRC for appearing here this afternoon and being very interesting again in giving us, I think, a lot of food for thought.

Vous avez suscité chez nous, M. Kerwin, plusieurs questions; si le temps nous le permettait, on pourrait peut-être continuer, mais que voulez-vous les contraintes du temps sont comme les contraintes budgétaires; il faut s'y fier et il faut surtout s'y habituer.

Je vous remercie et au plaisir de vous revoir bientôt.

M. Kerwin: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président, c'est toujours stimulant que de venir devant votre Comité.

Le président: Merci.

La séance est levée.

[Traduction]

dans l'Île-du-Prince-Édouard. Nous avons beaucoup de rattrapage à faire.

Le président: Merci, monsieur Kerwin. Une petite question, monsieur Siddon.

M. Siddon: Je vous remercie de cette explication, monsieur Kerwin. Je ne voulais pas être dur. Mais je dois dire encore, à titre d'homme de science et de spécialiste en aérodynamique, que les génératrices éoliennes à axe vertical de grande puissance, ou les autres types de génératrices éoliennes, ne sont pas économiquement viables et constituent, à mon avis, un gaspillage d'argent. Si nous parlons de petites génératrices privées pour le centre de l'Afrique, oui, c'est viable. Cependant, et je suis sûr que de nombreux hommes de science seront d'accord avec moi, les génératrices éoliennes de grande puissance ne sont pas économiquement viables. Dans ces crédits supplémentaires à l'étude, j'aimerais savoir si une bonne partie sera réservée à l'augmentation du niveau actuel de financement du programme d'aide à la recherche industrielle. Je me rappelle très bien, monsieur le président, les louanges de M. Kerwin à l'égard du programme d'aide à la recherche industrielle. Personnellement, et je crois que mes collègues partagent mon opinion, j'aimerais que ce genre de projet de liaison du CNR avec l'industrie reçoive un financement plus élevé.

Le président: Monsieur Kerwin.

M. Kerwin: En effet, monsieur le président, une somme supplémentaire de 2.9 millions de dollars est prévue pour le PARI, si bien sûr ce Comité autorise notre demande.

M. Siddon: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Kerwin.

Messieurs, il est maintenant 17 heures, l'heure à laquelle nous levons la séance. En votre nom, je désire remercier M. Kerwin et ses collègues du CNR qui sont venus témoigner cet après-midi et qui nous laissent, j'en suis sûr, grande matière à réflexion.

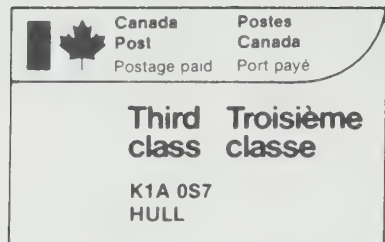
You leave us, Dr. Kerwin, with a lot of questions. If we had time, we could go on but you know, time constraints are like the budgetary constraints: you have to live with it.

I thank you once again and I hope we will see you soon.

Mr. Kerwin: I thank you very much, Mr. Chairman, and I must add that it is always a pleasure to come to this Committee.

The Chairman: Thank you.

The meeting is adjourned.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESS—TÉMOIN

From the National Research Council of Canada:

Dr. L. Kerwin, President.

Du Conseil national de recherches du Canada:

M. L. Kerwin, président.

DEPOSITORY LIBRARY MATERIALS

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 64

Fascicule n° 64

Monday, November 23, 1981

Le lundi 23 novembre 1981

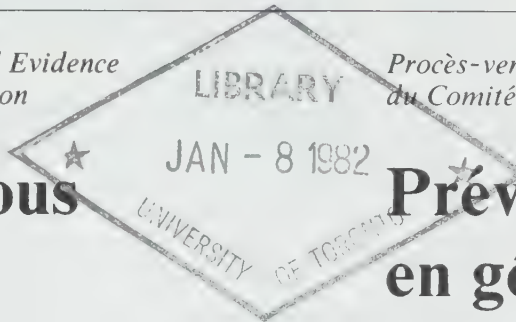
Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général



RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: call vote 30c—
Natural Sciences and Engineering Research Council
under SCIENCE AND TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: mettre en
délibération le crédit 30c—Conseil de recherches en
sciences naturelles et en génie sous la rubrique
SCIENCES ET TECHNOLOGIE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	de Corneille
Bachand	de Jong
Baker (<i>Nepean-Carleton</i>)	Gimaïel
Bloomfield	Gingras
Cousineau	Greenaway

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Gurbin
Halliday
Herbert
Kelly

King
Lambert
Siddon
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, November 23, 1981:

Mr. Halliday replaced Mr. Gilchrist;
Mr. Gurbin replaced Mr. Darling;
Mr. Baker (*Nepean-Carleton*) replaced Mr. Stevens;
Mr. Greenaway replaced Mr. Gamble.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 23 novembre 1981:

M. Halliday remplace M. Gilchrist;
M. Gurbin remplace M. Darling;
M. Baker (*Nepean-Carleton*) remplace M. Stevens;
M. Greenaway remplace M. Gamble.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, NOVEMBER 23, 1981

(81)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:08 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Berger, de Corneille, Gauthier, Gimaiel, Greenaway, Gurbin, Halliday and Herbert.

Other Member present: Mr. Simmons.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Natural Sciences and Engineering Research Council: Dr. G.M. MacNabb, President and Dr. G. Julien, Executive Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

The Chairman called Vote 30c—Natural Sciences and Engineering Research Council under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

Mr. McNabb made a statement and, with the other witness, answered questions.

At 10:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 23 NOVEMBRE 1981

(81)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h 08 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Berger, de Corneille, de Jong, Gauthier, Gimaiel, Greenaway, Gurbin, Halliday et Herbert.

Autre député présent: M. Simmons.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie, Bibliothèque du Parlement.

Témoins: Du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie: M. G.M. MacNabb, président et M. G. Julien, directeur général.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (*Voir procès-verbal du jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 63*).

Le président met en délibération le crédit 30c—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

M. MacNabb fait une déclaration puis, avec l'autre témoin, répond aux questions.

A 22h 06, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, November 23, 1981

• 2009

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous avons, ce soir, le plaisir de recevoir M. G.M. MacNabb, président du Conseil de recherches en Sciences naturelles et en Génie. Avec votre permission, j'aimerais mettre en délibération le crédit 30c, sous la rubrique Sciences et Technologie, crédit supplémentaire que le Conseil de recherches en Sciences naturelles et en Génie aimerait recevoir.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

C—Conseil de recherches en Sciences naturelles et en Génie.

Crédit 30c—Conseil de recherches en Sciences naturelles et en Génie—Subventions inscrites au budget.....\$19,800,000

The Chairman: Dr. MacNabb, I wonder if you could introduce your companions at the table. I understand you have no opening statement, but you have circulated some documents to which I think you will be speaking. You may proceed, sir.

• 2010

Mr. G.M. MacNabb (President, Natural Sciences and Engineering Research Council): Thank you, Mr. Chairman.

On my left are Dr. Julien, the executive director of the council, and other members of the council staff, Mr. Derikx, Mr. Meunier and Mr. Turner. I am also pleased to have with us this evening a member of the council, Dr. Bourns, who is the past President of McMaster University and the chairman of the committee of grants and scholarships of the council.

Mr. Chairman and members, I apologize that a prepared statement is not available. I usually try to have a prepared statement for members of the committee in advance of such meetings, but the shortness of the notice and my absence from Ottawa did not permit it on this occasion. What I have done—and I hope it is acceptable to you—is provided to the clerk a docket of papers including five tables which I would like to speak to and which would put the supplementary estimates that are before you, I think, in the proper context. Some of these tables represent repeat information from material provided to you during the main estimates presentation by me in July of this year, but I do think it would be worth while to make reference to them once more.

The supplementary estimates covered under this vote are listed on Table 1 of this handout; they total \$19.8 million and Table 1 gives a breakdown of how the council would plan to use that funding.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 23 novembre 1981

The Chairman: Order, please.

Tonight, we have the pleasure to have with us Mr. G.M. MacNabb, President of the Natural Sciences and Engineering Research Council. With your permission, I will call Vote 30c, under Science and Technology. The Natural Sciences and Engineering Research Council is seeking additional funds for that amount.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

C—Natural Sciences and Engineering Research Council

Vote 30c—Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants listed in the Estimates ...\$19,800,000

Le président: Monsieur MacNabb, je vous demanderais de bien vouloir nous présenter les gens que vous accompagnez. Si je comprends bien, vous n'avez pas préparé de déclaration d'ouverture, mais vous avez fait circuler certains documents sur lesquels vous donnerez quelques explications. Vous avez la parole.

M. G.M. MacNabb (président, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie): Merci, monsieur le président.

A ma gauche, se trouve le directeur général du conseil, M. Julien. Les autres membres du personnel du conseil sont M. Derikx, M. Meunier et M. Turner. Nous avons également le plaisir d'avoir avec nous un autre membre du conseil, M. Bourns, ancien recteur de l'université McMaster et président actuel de notre comité des subventions et bourses.

Monsieur le président, membres du Comité, je tiens à m'excuser auprès de vous de ne pas vous avoir remis au préalable de déclaration officielle. Si je n'ai pu le faire cette fois-ci, c'est que j'ai dû m'absenter d'Ottawa à un certain moment et que je n'ai pas eu de temps à mon retour. J'ai cependant remis au greffier—j'espère que vous serez d'accord sur cette façon de procéder—un jeu de documents incluant cinq tableaux que j'expliquerai et qui situeront le cadre des prévisions budgétaires que vous avez devant vous. Certains de ces tableaux sont repris de la documentation qui vous avait été soumise lors de la présentation des prévisions principales au mois de juillet cette année. Je pense qu'il serait utile que nous les revoyions.

Les prévisions supplémentaires sur lesquelles porte ce crédit sont énumérées au tableau 1 de cette documentation; elles font au total 19.8 millions de dollars. En somme, le tableau 1 indique la façon dont le conseil entend dépenser ces fonds.

[Texte]

The first area that the table refers to relates to the actual research grants awarded by the council and we propose to spend \$1.256 million in the grant area called Discipline-based Research. That amount represents the difference between a 10 per cent inflation allowance that we were able to provide in the main estimates and the 11.4 per cent that the council wished to provide to the researchers operating under these discipline-based grants. So the amount of \$1.256 million is equivalent to about 1.4 per cent inflation allowance. Targeted research grants broken down into the Strategic Grants in the amount of \$2.03 million is not only also an inflationary increase allowance, the same as in the above item, but also a real increase for strategic grants in the areas of energy, environmental toxicology, oceans, communications, food and agriculture.

The PRAI grants—that stands for “Project Research Applicable to Industry”—is a program of council that has been growing rapidly. It is an effort by the council to take research developments in the university and, in co-operation with industry, move the research towards a stage where industry is willing to pick it up and run with it on a commercial basis. The funding for that program has been growing rapidly and when the program was taken over by the new council four years ago the total amount awarded was about \$250,000. This supplementary estimate of \$500,000 would bring this year's budget to \$2.3 million, about a tenfold increase in the space of four years.

The second major item on Table 1 is research manpower awards, and there is a “Nil” opposite that because the council took the decision last January, when we had to make an allocation of our budget for 1981-82, to protect the manpower programs of the council even though at that time we did not know whether or not we would be getting supplementary funding. We took money away from our other programs, mainly equipment programs, to keep our manpower training activities moving ahead, so there is no need at this time to put any further money into those programs.

The third item is research infrastructure grants or equipment, and this is the area that was heavily hit in order to keep the manpower programs going pending these supplementary estimates. Of the \$19.8 million of supplementary estimates being sought, \$15.3 million is going towards scientific equipment at Canadian universities. The first heading, just called Equipment, is for equipment costing less than \$75,000 per unit. The next item, major equipment, is in the price range of \$75,000 to \$149,000, and major installations are in excess of \$150,000 per item. We are holding a small amount, \$787,000, over until the next competition in February 1982. The last item of \$110,000 would be spent on intermediate energy physics and high energy physics projects in the current fiscal year.

[Traduction]

Sont indiquées d'abord les subventions accordées de fait par le conseil. C'est ainsi que nous avons l'intention de dépenser 1.256 million de dollars au chapitre de ce que nous appelons la recherche par discipline. Le montant inscrit représente la différence entre l'augmentation de 10 p. 100 que nous avions prévue pour tenir compte de l'inflation dans nos prévisions principales et l'augmentation de 11.4 p. 100 que nous voulons accorder au chapitre de la recherche par discipline. Le 1.256 million de dollars représente donc une augmentation supplémentaire d'environ 1.4 p. 100 pour l'inflation. Pour ce qui est de la recherche orientée, le montant de 2.03 millions de dollars au niveau des subventions thématiques ne représente pas seulement une augmentation supplémentaire de l'inflation, comme c'est le cas pour l'article de dépenses précédent, mais également une augmentation réelle pour la recherche dans les domaines de l'énergie, de la toxicologie de l'environnement, des océans, des communications, des aliments et de l'agriculture.

Le programme des subventions PRAI, les subventions de recherche d'application industrielle, est un programme du conseil qui a pris de l'expansion rapidement. Le conseil tente par là de faire faire de la recherche dans les universités, en coopération avec l'industrie, qui serve plus tard à l'industrie et trouve un débouché commercial. Les fonds consacrés à ce programme ont beaucoup augmenté au cours des années. Lorsque le nouveau conseil s'est chargé du programme, il y a quatre ans, le montant total prévu était de \$250,000. Les \$500,000 supplémentaires indiqués ici porteraient le budget total du programme à 2.3 millions de dollars pour l'année. C'est dix fois plus qu'il y a quatre ans.

Le deuxième article d'importance au tableau 1 porte sur les bourses de recherche en main-d'oeuvre. Il est indiqué «néant» en regard tout simplement parce que le conseil a décidé, dès le mois de janvier de cette année, au moment de la présentation de son budget pour 1981-1982, de protéger ses programmes de main-d'oeuvre, même s'il ne savait pas s'il allait obtenir ou non des fonds supplémentaires par la suite. Nous avons transféré des fonds d'autres programmes, en particulier les programmes d'équipement, pour soutenir notre activité de formation de la main-d'oeuvre. Ces programmes ne nécessitent donc pas de fonds supplémentaires pour le moment.

Le troisième article de dépenses est celui des subventions d'infrastructure ou d'appareillage. C'est celui qui a été le plus touché par le transfert au profit des programmes de main-d'oeuvre, dans l'attente de crédits supplémentaires. Sur les crédits supplémentaires de 19.8 millions de dollars demandés, 15.3 millions de dollars sont destinés à l'achat d'appareils scientifiques dans les universités canadiennes. Le premier sous-titre, appareillage, est celui sous lequel s'inscrivent les appareils de moins de \$75,000 l'unité. Le sous-titre suivant vaut pour les gros appareils d'une valeur de \$75,000 à \$149,000; enfin, les installations spéciales dont il est question ont une valeur dépassant \$150,000 chacune. Nous nous réservons un petit montant de \$787,000 jusqu'au prochain concours, qui doit avoir lieu en février 1982. Le montant de \$110,000 doit servir aux projets de physique des hautes énergies et des énergies intermédiaires pour l'année financière en cours.

[Text]

• 2015

The Chairman: How much are you holding, \$700,000?

Mr. MacNabb: We are holding \$787,000 in reserve at the present time and it will be awarded in the February competition—

The Chairman: Fine, thank you.

Mr. MacNabb: —within this fiscal year. The rest is being awarded on the basis of applications received last February.

The fourth major item, developmental grants: There are two items here that we are putting additional money into. The first one relates to small universities. In continuation of our effort to try to help the researchers at small universities, we have identified 12 universities. In addition to the other handicaps they work against, they have the problem of distance separation, geographic separation, from sister universities, so we are providing an automatic \$500 addition to their grants to try to provide some additional flexibility for transportation so that they can work and communicate with researchers in other universities. This applies to 12 small universities. It is just one of the number of initiatives that the council is taking to try to help universities.

The second item is forestry: The council has recognized for some time that the level of forestry research in Canadian universities is not what it should be. We have decided that it is not just a matter of applying additional money to the existing research forests, but that there must be a concerted effort to try to build up the competence of Canadian researchers in forestry and the numbers of researchers. So the \$500,000 shown there is just a start in this fiscal year of developmental programs to build up that competence. We are starting with the six universities that have forestry schools, and hopefully, if the program is successful, it will expand to the other Canadian universities.

Finally, under the fifth category, general research support, we have small amounts, incremental amounts, to assist our support of research endeavours involving researchers from other countries.

So the total amount is \$19.8 million, allocated in that way. I expect, Mr. Chairman, that there will be an additional amount to come later of \$200,000, rounding it off to the \$20 million approved by cabinet. That will be for administration in the council. We recently did receive authority for additional person-years for the council staff.

If you turn to Table 2, I will go through these very quickly.

The Chairman: Mr. MacNabb, I am sorry—

Mr. MacNabb: Yes.

[Translation]

Le président: Vous vous réservez quel montant, encore, \$700,000?

M. MacNabb: Nous nous réservons \$787,000 jusqu'au prochain concours, qui doit avoir lieu en février . . .

Le président: Merci.

M. MacNabb: C'est pour l'année en cours; la différence est distribuée selon les demandes reçues en février dernier.

Le quatrième article majeur de dépenses est constitué des subventions de développement. Des crédits supplémentaires sont requis à deux niveaux. Il y a d'abord les petites universités. Poursuivant notre effort en vue d'aider les chercheurs des petites universités, nous avons identifié plus particulièrement 12 universités. En plus des autres obstacles auxquels elles sont en butte, elles ont le problème de la distance qui les sépare des autres universités. Nous ajoutons donc d'office \$500 à leurs subventions, en vue de leur permettre un peu plus de souplesse au chapitre du transport et de leur permettre de travailler avec les chercheurs des autres universités. Le programme s'applique à 12 petites universités. Ce n'est qu'une des mesures que prend le conseil en vue de les aider.

Il y a encore la recherche en foresterie. Le conseil sait depuis belle lurette que la recherche en foresterie dans les universités canadiennes n'est pas ce qu'elle devrait être. Nous avons donc décidé, plutôt que de simplement injecter des fonds supplémentaires dans la recherche actuelle en foresterie, d'encourager un effort concerté en vue d'accroître la compétence et le nombre des chercheurs canadiens en foresterie. Les \$500,000 inscrits ne représentent donc que l'amorce, au cours de cette année financière, de programmes de développement en vue d'améliorer cette compétence. Nous commençons avec six universités qui ont des facultés de foresterie. Si le programme a du succès, nous l'étendrons aux autres universités canadiennes.

Enfin, sous le dernier grand titre de dépenses, il y a l'aide générale à la recherche. Nous prévoyons de petits montants supplémentaires en vue d'aider les efforts des chercheurs d'autres pays.

Le montant total des prévisions supplémentaires s'établit donc à 19,8 millions de dollars. Je m'attends, monsieur le président, à d'autres crédits supplémentaires de \$200,000, ce qui portera le total des crédits supplémentaires approuvés par le Cabinet à 20 millions de dollars. Ce supplément sera destiné à l'administration du conseil. Nous avons été autorisés, il y a quelque temps, à ajouter un certain nombre de personnes à notre personnel.

Je passe au tableau 2; je vais essayer de procéder rapidement.

Le président: Je vous demande pardon, monsieur MacNabb . . .

M. MacNabb: Oui.

[*Texte*]

The Chairman: —you said that you expected a \$200,000 further increase. When are you going to get that, sir?

Mr. MacNabb: I would hope that that would be in final supplements. I hope that it will appear from some source, Mr. Chairman, because—

The Chairman: You mean in Supplementary Estimates (D).

Mr. MacNabb: Yes.

The Chairman: Good luck.

Mr. MacNabb: Thank you.

If you turn to Table 2, I have presented a comparison of three fiscal years expressed in current dollars, dollars of the day, to show you the progress being made by the council in the first two years of its five-year plan, 1980-81 and 1981-82. The supplementary estimates before you now would bring this year's total budget to \$201.4 million. You can see, under the major elements of activities, the structure of the council, where the significant increases have gone in those first two years of the five-year plan.

In terms of the actual expenditures and growth it is, perhaps, more pertinent to turn to the next table, which expresses it in 1981 dollars exclusive of inflation coverage. You can see that beyond inflation there have been significant increases, and these increases have followed very, very closely the priorities established by the council in its five-year plan. In other words, the training of skilled manpower has taken a top priority, with almost a doubling of funding, in a two-year period. Similarly, the revitalization of the research equipment to train these people and also to do research: a similar increase of about 94 per cent in two years. The targeted research has grown rapidly in the areas I mentioned previously, and the largest program of the council, discipline research, has had a fairly significant increase, as shown in Table 2. When looked at in real terms, it has amounted to about an 8 per cent growth over a two-year period.

• 2020

That is presented to you as an updating of a table provided to this committee when the main estimates were submitted in July of this year. To complete the picture, on Table 4, this again is a repeat of material provided to you in April, but it does break down the \$30 million of manpower training now supported by the council at the undergraduate and postgraduate levels.

The last table: a member of this committee, when I made the presentation in July, had asked for a repeat of this curve, which I believe was initially presented back in 1980, just comparing the program budgets of the council, both in dollars of the day and expressed as well in 1981 dollars. That graph

[*Traduction*]

Le président: ... vous avez bien dit que vous attendiez une autre augmentation de \$200,000. C'est pour quand, au juste?

M. MacNabb: J'espère que cela sera dans le dernier budget supplémentaire. J'y compte, parce que ...

Le président: Vous voulez dire au Budget supplémentaire (D).

M. MacNabb: Oui.

Le président: Bonne chance.

M. MacNabb: Merci.

Au tableau 2, donc, se trouve une comparaison entre les trois dernières années financières. Et les montants indiqués sont en dollars courants. Vous pouvez ainsi voir les progrès réalisés par le conseil au cours des deux premières années de son plan quinquennal, 1980-1981 et 1981-1982. Les prévisions supplémentaires dont vous êtes maintenant saisis porteraient le budget total du conseil à 201.4 millions de dollars pour l'année. Vous pouvez voir quelles ont été les activités majeures du plan quinquennal qui ont bénéficié des augmentations les plus senties au cours de cette période.

Pour bien situer la croissance réelle des dépenses, vous pouvez passer au tableau suivant, qui indique les montants en dollars de 1981, sans tenir compte de la protection contre l'inflation. Vous pouvez constater qu'en plus de ce qui a été prévu pour l'inflation, il y a eu des augmentations considérables. Ces augmentations, d'ailleurs, ont suivi de très près les priorités établies par le conseil dans son plan quinquennal. En d'autres termes, la formation d'une main-d'oeuvre spécialisée a bénéficié de la plus stricte priorité. Les fonds ont presque doublé à ce titre au cours des deux dernières années. L'augmentation est également considérable, environ 94 p. 100 au cours de cette période, au chapitre de la modernisation de l'appareillage de recherche nécessaire à la formation des chercheurs et à la recherche elle-même. La recherche orientée a augmenté dans les domaines que j'ai déjà mentionnés; de même, le programme le plus important du conseil, la recherche libre, ou la recherche par discipline, a pris une expansion considérable, comme le montre le tableau 2. L'augmentation réelle représente environ 8 p. 100 sur les deux ans.

C'est une version revue et corrigée d'un tableau qui vous avait été fourni au moment de la présentation des prévisions principales en juillet de cette année. Vient ensuite le tableau 4, qui est également repris de la documentation qui vous avait été soumise en avril, avec la différence que celui-ci donne la ventilation des 30 millions de dollars au chapitre de la formation de la main-d'oeuvre dont s'occupe maintenant le conseil au niveau de ceux qui poursuivent les études supérieures et des étudiants du premier cycle.

La dernière pièce est un graphique. Les membres du Comité m'avaient demandé, en juillet, de reprendre cette courbe que j'avais d'abord présentée en 1980. Il s'agit d'une comparaison des budgets des programmes du conseil en dollars courants et en dollars de 1981. Il illustre bien l'augmentation considérable

[Text]

will indicate to you the significant increase that has been provided to the council in the past two years to implement the five-year plan.

Mr. Chairman, those are the opening comments I would like to make.

The Chairman: Thank you, Mr. MacNabb. I found that was most interesting.

I have two people, Mr. Greenaway and Mr. Gimaiel, for 10 minutes, as we agreed.

Please indicate to me if you want to put your name on. Thank you.

Mr. Gurbin, I have your name on.

Mr. Greenaway.

Mr. Greenaway: Thank you, Mr. Chairman.

I have not had a great deal of time to get prepared for this, Dr. MacNabb.

The Chairman: Watch out when he says that.

Mr. Greenaway: It was reported earlier this year, when we were looking at rather a tough financial situation, that perhaps 75 of the 100 grants that were to be given for fellowship programs and about 1,300 out of 3,200 awards that were research employment programs—actually, what was going to happen was that we were going to make these cuts. How did that actually turn out? Did we actually cut 100 to 75 and the 3,200 to 1,300, roughly?

Mr. MacNabb: When I appeared before the committee, that decision had been taken by the council. But as I say, the council had a difficult choice to make last January and February, not knowing whether it would receive supplemental estimates and yet wanting to maintain the momentum of its scholarship programs. So it made the decision early this year to award 75 of the research fellowships in universities. The previous fall we had awarded 100. So we reduced it somewhat because of the uncertainty of the funding situation facing us.

I am not aware of the other numbers you have mentioned. I cannot put those in context immediately.

Mr. Greenaway: For new postgraduate and undergraduate research employment programs I think about 3,200 people supposedly were to be involved, according to the report I read, and this was cut back to about 1,300. Is that actually what happened?

Mr. MacNabb: I still cannot place that. You might have been thinking of the undergraduate awards, where, if you look at Table 4 of the material handed out to you, we stayed with 1,000 awards in the universities and an even smaller number, 167 awards, in industry. If we had known at this time last year that this additional money would be coming, we probably would have increased those awards. Perhaps 1,000 would have gone to 1,500 or even to 2,000. But given the uncertainty, we

[Translation]

dont a bénéficié le conseil au cours des deux dernières années dans le cadre de son plan quinquennal.

Monsieur le président, ce sont là les quelques observations préliminaires que je tenais à faire.

Le président: Merci, monsieur MacNabb. J'ai trouvé toutes ces explications très intéressantes.

J'ai les noms de deux personnes, M. Greenaway et M. Gimaiel. Comme il a été convenu, ils ont droit à dix minutes chacun.

Les autres membres du Comité n'ont qu'à me faire signe s'ils désirent prendre la parole.

Je vous ai déjà inscrit, Monsieur Gurbin.

Monsieur Greenaway.

M. Greenaway: Merci, monsieur le président.

Je n'ai pas eu beaucoup de temps pour me préparer, Monsieur MacNabb.

Le président: Méfiez-vous de lui lorsqu'il commence avec ce préambule.

M. Greenaway: Plus tôt au cours de cette année, lorsque la situation financière du conseil semblait corsée, il était question que 75 des 100 bourses d'études et 1,300 des 3,200 bourses de recherche en main-d'oeuvre... en fait, nous devons faire ces réductions. Comment nous sommes nous débrouillés? Avons-nous dû vraiment porter les nombres de 100 à 75 et de 3,200 à 1,300?

M. MacNabb: Lorsque j'ai comparu la dernière fois devant le Comité, c'était la décision qu'avait prise le conseil. Comme je l'ai dit, le conseil a dû prendre des décisions difficiles en janvier et février dernier, ne sachant pas s'il allait recevoir des fonds supplémentaires et souhaitant maintenir la progression de son programme de bourses. Il a donc fixé le nombre de ses bourses de recherche à l'université à 75. L'année antérieure, il en avait accordé 100. C'était donc une réduction face à la situation incertaine dans laquelle il se trouvait.

Pour ce qui est des autres chiffres que vous avez mentionnés, je ne peux pas les situer pour le moment.

M. Greenaway: Relativement au nouveau programme d'emploi pour ce qui est des études supérieures et pour les étudiants du premier cycle, je pense qu'il avait été question de 3,200 personnes au départ, alors qu'avec les réductions, le nombre n'atteignait que 1,300 environ. C'est bien ce qui s'est produit?

M. MacNabb: Je ne peux pas faire le lien avec quoi que ce soit. Vous avez peut-être voulu parler des bourses aux étudiants du premier cycle. Au tableau 4 de la documentation que nous vous avons remise, nous indiquons que nous avons continué avec 1,000 bourses dans les universités et 167 seulement dans l'industrie. Si nous avions pu compter au début de l'année sur ces fonds supplémentaires, nous aurions probablement pu faire mieux. Les 1,000 auraient peut-être été portées à 1,500,

[Texte]

went with the same number at the universities as we had in the year before.

Mr. Greenaway: And the 75 might have gone to 100; is that right?

Mr. MacNabb: It might have. I would expect that if we had had the money for an additional 100, we might have made 80 to 85 awards, based upon the quality criteria we adopt.

Mr. Greenaway: What feeling do you have for the coming year as far as these—

Mr. MacNabb: Well, we find ourselves in a very similar situation. We are at the point of time in the calendar where we have to make a decision on the undergraduate awards for next summer because people start recruiting for next summer's employment at this time. The council in the next few weeks will have to decide again, given the uncertainty as to whether or not there will be a real increase in funding next year; we will have to decide whether or not to go with the 1,000 undergraduate awards in universities or to gamble and increase that somewhat. The undergraduate program is an extremely successful program according to all parties involved, and the executive committee of the council will be weighing that and the risk involved in committing additional money to that program in mid-December. I am hopeful that we will decide to go ahead and make some additional awards at the undergraduate level.

• 2025

Mr. Greenaway: Put it this way: you will just have to take a gamble if you—

Mr. MacNabb: Yes. The main estimates that will be coming forward, as far as I know, at this time, will not show any real increase in the council's funding. So we will be going through the cycle again, making a presentation, and hopefully, we will be back before this committee next year for supplementary estimates.

Mr. Greenaway: When I was looking over your original report—the first one I ever received, anyway, back in 1979—you stated in there, at one point, that the activity of NSERC was actually being curtailed by understaffing—at that time I think you had about 56 on full staff. And you stated that you thought you would try to double that staffing over a period of six years. Well, a couple of years have gone by and I guess if you do a little rough figuring you should probably by now have a staff of about 74. In actual fact, how large is your staff?

Mr. MacNabb: We are doing very well in relation to staffing, Mr. Chairman. The present staff, I believe, is about 81 or 82. And, as I say, we have just received Treasury Board approval for 17 additional person-years. So that will get us up to a level which I feel is adequate to implement all of the

[Traduction]

ou même 2,000. Dans les circonstances, nous avons opté pour maintenir le même nombre de bourses que les années précédentes dans les universités.

M. Greenaway: Et les 75 auraient pu être portées à 100, n'est-ce pas?

M. MacNabb: C'est possible. Si nous avions eu les fonds nécessaires pour accorder 100 bourses, nous en aurions peut-être eu 80 ou 85, finalement, compte tenu des critères de qualité que nous appliquons.

M. Greenaway: Que prévoyez-vous pour l'année qui vient en ce qui concerne...

M. MacNabb: Nous nous retrouvons dans la même situation. Nous en sommes arrivés à un moment où il va falloir prendre une décision quant aux bourses que l'on accordera l'été prochain aux étudiants du premier cycle, parce que, à partir de maintenant, les étudiants commencent à essayer de trouver un emploi d'été. Dans les prochaines semaines, le conseil devra décider, étant donné l'incertitude qui plane sur l'augmentation des subventions pour l'année prochaine; il va donc falloir que nous décidions si, oui ou non, nous allons donner des bourses aux 1,000 étudiants du premier cycle universitaire, ou alors prendre un risque et tenir pour acquis qu'il va y avoir augmentation des subventions. Le programme du premier cycle connaît un grand succès, d'après l'avis de tous, et le comité exécutif du conseil prendra certainement ce facteur en considération s'il décide, compte tenu des risques, d'accorder des subventions supplémentaires au programme, vers la mi-décembre. J'espère que nous prendrons la décision d'aller de l'avant et de donner quelques bourses supplémentaires au niveau du premier cycle universitaire.

M. Greenaway: Cela revient à dire qu'il va vous falloir prendre des risques si vous...

M. MacNabb: Oui. Le budget principal qui va être présenté, d'après moi, ne fera pas apparaître les augmentations réelles des subventions consenties au conseil. Donc, nous allons reprendre à zéro, récrire un mémoire, dans l'espoir que nous serons appelés à comparaître à nouveau devant le Comité l'année prochaine, lorsqu'il étudiera le budget supplémentaire.

M. Greenaway: Dans votre premier rapport,—le premier que je reçois depuis 1979,—vous dites, à un certain moment, que les activités du conseil ont été amputées, étant donné le manque de personnel... à l'époque, je crois que le conseil employait 56 personnes à plein temps. Vous avez dit que vous pensiez qu'il faudrait doubler ces effectifs sur six ans. Quelques années ont passé, et pour peu que vous fassiez, grosso modo, quelques calculs, vous devez avoir approximativement 74 employés. En fait, combien de personnes travaillent au conseil?

M. MacNabb: Nous ne manquons pas de personnel, monsieur le président, au contraire. A l'heure actuelle, je crois qu'il y a 81 ou 82 employés. Et, comme je l'ai dit, le Conseil du trésor vient de nous autoriser à ajouter 17 années-personnes supplémentaires. Donc, cela nous permettra d'atteindre un

[Text]

programs expressed in the five-year plan. It would take us, say, perhaps another year to staff those fully.

Mr. Greenaway: What per cent is your operating cost now of your total program cost? Is it in here somewhere? I have not had a chance to look.

Mr. MacNabb: Yes, on Table 2, a table that expresses our budget in dollars of the day, we have budgeted \$4.5 million for administration in the current fiscal year. That works out to about 2.2 per cent of our total estimate, and we are doing our best to keep it within the 2 per cent to 2.5 per cent range.

Mr. Greenaway: Which is commendable, because I think that is about as low as it is anywhere, is it not, for this kind of a—

Mr. MacNabb: I do not know if there is anything lower. I know that the Medical Research Council is quite low also. It is within the same range. The reason that the administration costs have increased to the extent they have is that a lot of the new initiatives embarked upon by the council involved negotiations with the applicants; travel to see the applicant and discuss what he or she is proposing to do. So there are far more manpower intensive programs than we had inherited from the National Research Council. So, travel is a large element of additional cost and, of course, the cost of the additional staff.

Mr. Greenaway: I seem to recall in 1979 you said that we would need about—I think it was 26,000 additional researchers by the year 1983. How are we doing on that target? We needed about what?—roughly 5,200 a year, I guess. Have you got any figures that would shed any light on that?

Mr. MacNabb: That assessment was done in 1979. There were a lot of very basic assumptions that had to go into it. It was, of course, premised on the 1.5 per cent GNP expenditure target on research and development. But we also had to make assumptions as to the rate at which the gross national product would grow over that five-year period, and the assumptions at that time were quite optimistic—4.5 per cent. Of course, what has happened in the interim lowers the target you are shooting at to some extent. But the growth from 0.9 per cent to 1.5 per cent is the largest single challenge, and while the shortage has been reduced somewhat, it by no means has disappeared. In post-graduate enrolment in Canada, we did a reassessment of it recently, and again, based upon 1.5 per cent GNP target by the mid-eighties, an average real GNP growth of 0.2 per cent per year, and the continuation of what had been the historic decrease in post-graduate enrolment in Canada, we estimated that there was an annual requirement for post-graduates in the natural sciences and engineering disciplines of about 3,400 per year of new graduates at the master's and

[Translation]

niveau qui, à mon avis, est suffisant pour mettre en oeuvre tous les programmes prévus dans le plan quinquennal. Il nous faudra peut-être une année de plus pour disposer d'un effectif complet.

M. Greenaway: Par rapport au coût total du programme, que représentent, en pourcentage, les coûts d'exploitation? Est-ce que c'est dans le rapport? Je n'ai pas eu l'occasion d'y jeter un coup d'oeil.

M. MacNabb: Oui, au tableau 2,—comme on peut le voir, il s'agit d'un tableau qui ventile notre budget en dollars courants,—nous avons prévu 4.5 millions de dollars pour l'administration pour l'exercice en cours. Donc, les coûts d'exploitation se montent à 2.2 p. 100 de l'ensemble des prévisions, et nous faisons de notre mieux pour que les coûts se situent entre 2 et 2.5 p. 100.

M. Greenaway: On vous en félicite; je crois qu'on peut les comparer avec ceux d'autres secteurs, ce qui est bien pour ce type d'exploitation . . .

M. MacNabb: Je ne sais pas si d'autres secteurs peuvent faire mieux que nous. Je sais que les coûts d'exploitation du Conseil des recherches médicales sont également très bas. Ils seraient approximativement du même ordre. La raison pour laquelle les frais d'administration ont augmenté comme ils l'ont fait s'explique par le fait que les nouveaux projets qu'a lancés le conseil ont nécessité des négociations, des déplacements et des discussions quant à leur substance. Ainsi, il y a beaucoup plus de programmes à forte intensité de main-d'oeuvre que nous n'avions hérités du Conseil national de recherches. Donc, les déplacements constituent un élément important qui a gonflé les coûts, et bien entendu, également le coût des employés additionnels.

M. Greenaway: Je crois me rappeler qu'en 1979, vous aviez dit que nous aurions besoin d'approximativement . . . je crois que vous aviez parlé à l'époque de 26,000 chercheurs de plus d'ici à 1983. Qu'en est-il à l'heure actuelle? Était-ce le cas? A savoir, grosso modo, 5,200 par année. Est-ce que vous avez des chiffres à ce sujet pouvant éclairer notre lanterne?

M. MacNabb: Cette évaluation remonte à 1979. Elle reposait sur beaucoup d'hypothèses fondamentales. En fait, elle reposait sur des dépenses prévues représentant 1.5 p. 100 du produit national brut allant à la recherche et au développement. Mais, à l'époque, nous avons également posé par hypothèse que le produit national brut augmenterait au cours de ces cinq années, et à l'époque, optimistes, nous avions cru que cette augmentation serait de l'ordre de 4.5 p. 100 par année. Bien entendu, ce qui s'est passé dans l'intervalle a demandé que, dans une certaine mesure, nous corrigions nos estimations. Mais l'augmentation de 0.9 p. 100 à 1.5 p. 100 est en soi un défi important, et bien que les pénuries aient quelque peu été réduites, elles n'ont pas pour autant tout à fait disparu. Nous avons procédé à une réévaluation récemment, et de nouveau, compte tenu d'une croissance de 1.5 p. 100 du produit national brut pour le milieu des années 80, d'une croissance moyenne réelle du PNB de 0.2 p. 100 par année, et du fait de la diminution soutenue qu'a connue le nombre d'inscriptions des diplômés au Canada, nous estimons qu'on a eu besoin, chaque

[Texte]

PhD levels in Canada. The supply we saw coming out of the system over that period averaged about 3,000, so the shortfall was only in the range of 10 to 15 per cent. But if you took a look at that total picture and focused on what we call the physical sciences and engineering disciplines, which are chemistry, physics, earth sciences, computer sciences and engineering, and leaving the biologies and psychology and mathematics, et cetera, to one side, that represents most of the demand. These are fairly rough estimates, but of the 3,400 we could see just in excess of 3,000, or close to 3,100, being in those disciplines, and the supply was 2,100. So in those critical disciplines there is a shortfall estimated in the range of about 1,000 per year, unless we do something about the involvement trends in Canadian universities.

• 2030

But we are looking at the mid-eighties, 1985, and that is only four years away, so really what we do now is not going to have a great impact, except at the master's level, by 1985. You will not see the PhDs coming out of the system until the latter part of this decade. So whether or not the target is met by 1985, it is certainly a target we should be striving for, and we still feel very strongly that more has to be done in the way of research training in Canadian universities if we ever hope to achieve that target.

I am very pleased that this past year—as I said last January, and for the first time in nine years—there has been an increase in applications to us for scholarships for post-graduate study, and the enrolment in Canadian universities in almost every discipline that we are interested in has increased for the first time almost since the beginning of the nineteen seventies. There are a few exceptions, such as earth sciences, where I suspect that the petroleum industry's appetite for geologists is still so great that they cannot wait for them to take graduate training and grab them up at the bachelor's level, but even in the critical areas, like computer science and chemical engineering, we have seen an upturn in enrolment in graduate studies. It is a very encouraging sign.

The Chairman: Thank you, Mr. MacNabb.

Sorry, sir, to interrupt, but your 10 minutes are over.

Monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président.

Monsieur MacNabb, monsieur Julien, il me fait plaisir de vous rencontrer, d'autant plus que la recherche, semble-t-il, est la voie qui nous permettra d'acquérir un avenir enviable pour notre pays.

[Traduction]

année, de 3,400 nouveaux titulaires de maîtrise ou de doctorat en sciences naturelles ou en génie. Pendant cette période, 3,000 étudiants ont terminé leurs études; donc, la pénurie n'a été que de 10 à 15 p. 100. Mais si vous considérez les choses dans leur ensemble, et que, plus précisément, vous prenez en compte les sciences physiques et les études en ingénierie, à savoir la chimie et la physique, les sciences de la terre, les sciences informatiques et l'ingénierie, compte non tenu de la biologie, de la psychologie et des mathématiques, etc., ces disciplines, donc, représentent le gros de la demande. Il ne s'agit que de chiffres peu précis, mais sur les 3,400 dont nous avons parlé, nous pensons qu'il y en aura un peu plus de 3,000, presque 3,100, qui s'inscriront dans ces disciplines, et donc, il faudrait parler dans ce cas de 2,100. Donc, dans ces disciplines cruciales, il y a une pénurie estimée à 1,000 par année, à moins que nous ne fassions quelque chose pour venir en aide aux universités canadiennes.

Mais pour l'instant, nous regardons ce qui va se passer dans le milieu des années 80, c'est-à-dire en 1985, donc, dans quatre ans, et il faut donc dire que les mesures que nous prenons maintenant n'auront pas de retombées importantes en 1985, excepté au niveau de la maîtrise. En fait, il n'y aura pas beaucoup de titulaires de doctorat avant la fin de la décennie. Que nous atteignons ou non les objectifs que nous nous sommes fixés pour 1985, il faut que nous essayions de les atteindre, et nous persistons à croire qu'il faut faire davantage pour la formation au niveau de la recherche dans les universités canadiennes si nous voulons y parvenir.

Je suis très heureux de dire que l'année dernière, comme je l'ai dit en janvier dernier, et pour la première fois depuis neuf ans—nous avons constaté une augmentation du nombre d'étudiants demandant des bourses d'études supérieures, ainsi que des inscriptions dans les universités canadiennes dans presque toutes les disciplines, et ce, pour la première fois depuis le début des années 70. Il y a néanmoins quelques exceptions, comme les sciences de la terre, que j'explique par le fait que l'industrie pétrolière a tellement besoin de géologues qu'elle n'est pas disposée à attendre qu'ils terminent un programme de maîtrise, mais préfère plutôt les embaucher au niveau du baccalauréat; mais même dans des domaines aussi importants que l'informatique et le génie chimique, nous avons constaté une augmentation du nombre des inscriptions au niveau des études supérieures. C'est très encourageant.

Le président: Merci, monsieur MacNabb.

Excusez-moi, monsieur, de vous interrompre, mais vos 10 minutes sont terminées.

Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. MacNabb, Mr. Julien, it is my pleasure to be here because it seems to me that research is what will enable us to secure us a good life in the future for our country.

[Text]

Vous touchez un domaine assez vaste, celui de la recherche en Sciences naturelles et en Génie, ce qui inclut, je crois, une multitude de dossiers et de programmes. De plus, cela peut toucher plusieurs secteurs économiques ou scientifiques. Là, vous nous demandez des budgets supplémentaires. Vous dire qu'ils pourraient vous être accordés facilement serait mentir, parce qu'il semble que notre pays, comme bien d'autres, a des problèmes d'argent. Par contre, à mon avis, dans le domaine où vous oeuvrez, il y a place pour des augmentations de crédits, il y a place surtout pour un travail plus conscient.

Dans l'idée générale de ce que vous faites, la première question que je me pose est la suivante. Vous parlez à plusieurs reprises, dans votre exposé, d'un plan quinquennal qui est déjà partiellement en application et qui va se développer. Si vous aviez à tirer les lignes majeures de l'intervention que vous pensez faire, à partir de votre organisme, pour réellement influencer le milieu scientifique canadien et, par ricochet, le milieu industriel ou le milieu économique de notre pays, comment la définiriez-vous, cette grande ligne ou cette orientation majeure que les sciences devraient prendre dans ce pays d'ici 1985?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, as to the programs that would influence the country's achieving the research and development objectives that it has stated, I would not change from the conclusion of the five-year plan, which identified, as far as this council is concerned, the major contribution that we could make and the universities could make, and that is the provision of people, and these are people trained at the master's and doctorate levels in disciplines that are critical to any major development of the economy of Canada. That is why the council has put its top priority in the manpower programs. But you cannot look at the manpower initiatives of the council in isolation because there is no sense in attracting bright undergraduate students into graduate training if you put them into research labs with totally out-of-date research equipment to try to train and learn on, and put them into the atmosphere of total despondency of the research professors who are working with grants that are a fraction of what they had 10 years ago.

• 2035

So, when you say manpower training, it is nice to see a 94 per cent increase in our granting or scholarship program, which is a very direct support to students; but, along with that, we have felt it essential that we update the research equipment and that we provide additional funding to the professors—funding through the strategic grants program which focuses on particular areas of national concern in Canada. I mentioned what they were: energy, which is clearly of national concern; research into oceans, including ocean engineering, which relates of course to the energy again off the east coast; intercommunications, where Canada already has an excellent capability; food and agriculture; and environmental toxicology. Those are five areas that the council, through consultations, has selected as being of particular national concern.

[Translation]

You are discussing a very important question which is research in natural sciences and engineering which deals, I believe, with a lot of programs and files. Moreover, by so doing, you also discussed several economic or scientific questions. For the moment, you are asking for more money. To tell you that this is for us an easy thing to do would be to lie because it seems that our country, as many other countries, has money problems. But, in your field, there is room for additional money and, above all, for more good work.

According to what you have told us, I would like to ask you the following question. You have mentioned repeatedly the existence of a five-year plan already partially implemented and that is bound to increase. If you had to describe the most important measures that you hope the council will take to have a definite influence on the Canadian scientific community and indirectly on the industry or the business sector of our country, how would you define these measures or the main trend that science will have to follow from now until 1985?

M. MacNabb: Monsieur le président, quant aux programmes qui permettraient au pays d'atteindre les objectifs prévus en matière de recherche et de développement, dont il a été question, je ne changerai rien au programme quinquennal, qui identifie, d'après le conseil au moins, la plus importante contribution que le conseil et les universités peuvent faire, c'est-à-dire les ressources humaines, en d'autres termes, des chercheurs au niveau de la maîtrise et du doctorat dans des disciplines qui sont cruciales pour l'expansion de l'économie canadienne. C'est la raison pour laquelle le conseil considère prioritaires les programmes de main-d'oeuvre. Mais on ne peut pas prendre en considération les mesures en ce sens prises isolément par le conseil, parce qu'il serait insensé d'attirer des étudiants brillants dans des programmes d'études supérieures si les facilités de recherche et l'équipement sont complètement périmés, ou également de les faire travailler dans une atmosphère de découragement, car pour faire leurs recherches aujourd'hui, les professeurs bénéficient de subventions qui ne sont plus ce qu'elles étaient il y a 10 ans.

Donc, lorsque vous parlez de formation, c'est bien de parler d'une augmentation de 94 p. 100 des programmes de bourses ou de subventions qui constituent un financement direct aux étudiants, mais parallèlement, nous croyons qu'il est essentiel que nous modernisons le matériel de recherche et que nous accordions des fonds supplémentaires aux professeurs—par le biais d'un programme de subventions thématiques, compte tenu des besoins précis du Canada. J'en ai d'ailleurs parlé avant: l'énergie, qui, de toute évidence, est une considération importante sur le plan national, la recherche en océanographie, notamment l'ingénierie océanographique, qui porte, bien entendu, sur les ressources énergétiques au large de la côte est, le secteur des communications internes, où le Canada possède déjà d'excellentes installations, l'agriculture et l'alimentation, ainsi que la pollution de l'environnement. Voilà les cinq domai-

[Texte]

By doing that, and increasing the funding going into targeted research, we are not only contributing to the research going into those areas, but we are also providing an opportunity in the Canadian universities to have the graduate students being trained in research in those areas so that when they leave the universities they have that background in very specific national needs.

So, if you asked me the major thrust of the council in support of economic development, I would say the provision of people but also the provision of people who have had exposure in particular problems facing this country.

M. Gimaiel: Si je comprends bien votre intervention, vous optez en fait pour la création d'une élite dans le domaine scientifique, élite insuffisante pour le moment, pour vraiment avoir un potentiel qui pourrait amener des résultats.

Je crois à l'optique, mais j'essaie de bien comprendre le sens de votre rôle. Vous touchez un domaine où les industries sont, à part entière, impliquées. Dans énormément de ministères canadiens aujourd'hui, on parle de plus en plus de formation et de main-d'oeuvre, de restructuration industrielle. Les gouvernements provinciaux sont eux aussi impliqués, par la formation des universités qui dépendent de ces gouvernements-là et qui y sont donc rattachés. En fait, vous touchez à une multitude de niveaux de juridiction et de milieux de travail qui recherchent un but unique, l'amélioration de notre bien-être à tous. Mais de façon pratique, lorsque vous dessinez des grandes lignes ou des grandes tendances de ce que devrait être le domaine de la recherche au Canada, et pour reprendre un peu les paroles qu'a déjà tenues notre premier ministre, on ne peut être impliqué dans la recherche *at large* dans tous les domaines. On devra se spécialiser, et vu le nombre de notre population, il est impossible de croire qu'on deviendra des spécialistes en tout.

Jusqu'à quel point votre structure vous permet, tout d'abord, de faire coïncider les avantages dont l'industrie a besoin avec vos programmes, et d'assurer que l'élite que vous formez puisse aussi répondre à des besoins provinciaux? Tout cela me semble un peu vague parce qu'il y a énormément de gens impliqués dans votre spécificité et de plus, d'autres niveaux de gouvernement le sont aussi. Je n'aimerais pas qu'on se réveille dans peut-être cinq ans, en se disant qu'on avait oublié quelque chose ou qu'on aurait peut-être dû fonctionner d'une façon différente au niveau de la consultation.

Je m'éloigne un petit peu du Budget, mais dans le contexte où vous demandez toujours plus d'argent, bien que j'y crois, on en a tellement peu qu'il faudrait que ce soit utilisé de la façon la plus rentable possible et dans les domaines où on peut avoir le plus d'impact, soit au niveau d'un gouvernement ou l'autre, soit dans un domaine de l'industrie ou l'autre.

• 2040

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, there has been a lot of discussion about where Canada should concentrate its research

[Traduction]

nes que le conseil, par le biais de consultations, a choisis comme étant d'intérêt national.

Ce faisant, et en augmentant les subventions au champ de recherches prévues, non seulement nous contribuons à la recherche dans ces domaines, mais également, nous donnons la possibilité aux universités canadiennes de former des diplômés dans ces domaines, de sorte qu'ils auront, une fois leurs études terminées, une connaissance très précise des besoins nationaux.

Ainsi, si vous me posez des questions sur l'orientation principale du conseil en matière de développement économique, je répondrai qu'il s'agit des ressources humaines, mais également de personnes sensibilisées aux problèmes particuliers auxquels fait face le Canada.

Mr. Gimaiel: If I understand you well, you are in favour of elitism in the science which is not enough for the moment if we want to build up a potential that could give results.

I am trying to understand the role of the council. This question is one that involves completely the industry. In quite a lot of Canadian departments today one hears more and more about training and manpower as well as industrial restructuration. The provincial governments also take part in that process because they subsidize training activities in their universities. In fact it is more a question of several jurisdiction levels and working environments striving to achieve one goal that is to say the improvement of the collective well-being. But from a practical point of view when you elaborate the guidelines or the trends of research in Canada and to quote to a certain extent our Prime Minister, you cannot be involved in research at large *au sens large* in all sectors. You must specialize, and given our population, it is impossible to believe that we shall specialize in each and every field.

To what extent your structure allows you first of all to make industry derive from the benefits that your research programs give and also to ensure that the elite that you train is in a position to answer to provincial needs? All that seems to be a little vague because there are not a lot of people involved in what you do and moreover other levels of government do the same things. I would not like to wake up, say, in five years to come to the conclusion that we have missed something or that something should have worked in a different way at a consultation level.

I am digressing a bit from the budget, but owing to the fact that you are always asking for more and more money and that we have so little of it, that money must be used in the best possible way and in the fields where results are likely to have greatest impact that is to say at the level of either one government or the other or in one industry or the other.

M. MacNabb: Monsieur le président, ce n'est pas d'hier que l'on se demande dans quels domaines de recherche le Canada

[Text]

dollars, and I agree that that type of targeting is required. However, I think it would be a great mistake if we operated our total research system predicated strictly on targets or national priorities that have been identified by one group or another. If you go back only a matter of two or three years, I think it would have been very difficult to have found a group that would have said that biotechnology is an item of major national importance. Yet today you will find all kinds of people saying that biotechnology is an area of major national importance. With the fast-moving technologies it is just impossible to sit down today and say, Here are six or eight areas this country should focus on and we should put all of our money into those areas.

Through our council, we have not followed that. The largest single program of the council is under the heading, in Table 2 of the material provided to you, of Discipline Research. These are programs where the professors in Canadian universities who are active in research present research applications to the council for study in the areas they are interested in. The areas are not dictated to them at all. They must be in the area of natural sciences and engineering to be eligible to the council, but other than that it is up to the researcher, in this particular program, to decide what he or she wishes to do. That application is reviewed by a committee of peers and is assessed on the basis of the quality of the science being proposed and the track record or record of the individual making the proposal. Relevance of the proposal does not enter into that consideration of discipline research.

That does not in any way mean to say that that is all very basic research being proposed by those researchers. Far from it. The council has done an analysis of about \$90 million of grants we are making in this current fiscal year, and almost half of that goes into research that has a direct relevance to Canadian needs. For example, in the area of agriculture, fisheries, and food we have 460 research grants, totalling almost \$8 million. And you can go down the list: energy; environment; study of the earth; even health enters into our area; industrial productivity.

So we have a basic program where we do not dictate what the researcher should be studying; and I think any national research effort must have that basic level of study and competence at the university levels. You will not find it in industry. You will find some of it in mission-oriented government labs in the National Research Council. But the great strength of that type of curiosity-based research, which usually leads to unexpected things, has to be found in the universities. It is our major program to continue to support that.

[Translation]

devrait surtout subventionner, et je suis d'accord pour reconnaître qu'il faut fixer des objectifs à atteindre. Toutefois, je crois qu'il serait très erroné de fonder la recherche sur le fait d'atteindre certains objectifs ou de répondre à des priorités nationales identifiées par un groupe ou un autre. Si on revient deux ou trois ans en arrière, je crois qu'à cette époque, il aurait été difficile de trouver un groupe qui aurait pu prévoir que la biotechnologie aurait été un domaine de grande importance sur le plan national. Alors qu'aujourd'hui, il y en a beaucoup. Étant donné l'évolution rapide des techniques, il est impossible d'identifier, à l'heure actuelle, six ou huit domaines qui doivent recevoir une attention prioritaire et des subventions importantes.

Or, ce n'est pas la voie que le conseil a choisi de suivre. Le programme le plus important, comme vous pouvez le voir au tableau 2 qui se trouve dans les documents que nous avons fournis, porte sur les disciplines de recherche. Il s'agit de programmes qui permettent aux professeurs enseignant dans les universités canadiennes et faisant de la recherche de s'adresser au conseil pour étudier les domaines qui les intéressent. On ne leur dit pas les domaines à étudier. Néanmoins, leurs études doivent porter sur les sciences naturelles et le génie pour avoir droit à des subventions du conseil, mais cela mis à part, c'est au chercheur, notamment dans le cadre de ce programme, de décider ce qu'il veut faire. La demande de subvention est étudiée par un comité de pairs et évaluée en fonction de la qualité du projet, ainsi que des travaux de recherche effectués par la personne qui fait la demande. La pertinence du sujet proposé n'entre pas en ligne de compte dans la recherche disciplinaire.

Cela ne veut pas dire non plus que les personnes qui font des demandes de bourses ne font que de la recherche fondamentale. Loin de là. Le conseil a étudié les différentes demandes présentées par les chercheurs, qui, dans l'ensemble, ont reçu 90 millions de dollars de subventions pour l'exercice en cours, et a constaté que presque la moitié de ces fonds permettent de subventionner des recherches qui ont un rapport direct avec les besoins du Canada. Par exemple, dans le domaine de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, nous avons donné 460 bourses de recherche, pour un montant de quelque 8 millions de dollars. Ensuite, nous avons aussi donné des bourses pour subventionner des recherches dans le domaine de l'énergie, de l'environnement, de l'étude de la terre, et même de la santé, ainsi que pour étudier la productivité industrielle.

Donc, le conseil dispose d'un programme de base, il n'impose pas des domaines de recherche, car, à mon avis, tout effort national dans ce sens doit pouvoir commencer aux différents niveaux universitaires. L'industrie, en effet, ne permet pas de faire de la recherche fondamentale. Il y a peut-être certaines exceptions à ce que je viens de dire; par exemple, les laboratoires du gouvernement étudiant certaines questions précises au Conseil national de recherches. Mais il faut que ce type de recherche fondamentale, qui, généralement, donne des résultats auxquels on ne s'attendait pas, se fasse à l'université. Notre principale préoccupation est de voir que cet effort soit poursuivi au niveau de l'université.

[Texte]

On top of that, we have made an effort to identify some areas where there are particular national requirements we can see at this time. These are our strategic grants. So we give this same body of researchers in the university an opportunity to apply to us for supplemental money if they wish to do additional work in these five or six selected areas. But it is a program in the range of \$20 million, as opposed to the other one, which is still in the range of close to \$100 million.

So we have a combination of the two, and on the second one, the targeted ones, we in the council not only have to look at the national interest in studying energy, or something else, but when we selected the last two areas of strategic grants we went out to the universities to try to ascertain what the strengths were in the universities, so if we did select communications, for example, was there a large body of expertise within Canadian universities which could contribute to that area? It was through that process of analysis that we selected food and agriculture and communications as the last two areas we added to the program.

To repeat, I agree that some focusing at certain levels is necessary, but I think it is an important role of the council to maintain a body of discipline-based research instead of targeting research at Canadian universities.

M. Gimaïel: Agissez-vous de concert avec l'industrie et les gouvernements provinciaux, en ce sens que vous, vous n'aidez pas les mêmes personnes qu'eux peuvent aider, et ainsi de suite? Y a-t-il une certaine stratégie de base dans l'aide apportée?

• 2045

Le président: ... Monsieur Gimaïel, une dernière courte question, s'il vous plaît.

M. Gimaïel: ... Une dernière question ... C'est la seule réponse dont j'ai besoin. Merci, monsieur le président.

The Chairman: Mr. Gurbin, then Mr. de Jong, Mr. de Corneille and Dr. Halliday. Before we proceed may I just ask you for some explanation. The table here is—

M. Gimaïel: Monsieur le président, j'aurais aimé avoir la réponse tout simplement.

Le président: Ah bon, excusez-moi! La question est posée?

Mr. MacNabb: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: A short reply, Mr. MacNabb.

Mr. MacNabb: Okay. The researchers whom we support in some of these selected fields could also hold research contracts from industry; but we do not work directly with industry to try

[Traduction]

En plus de cela, nous nous sommes efforcés de préciser certains domaines pour lesquels il y a, à l'heure actuelle, des besoins nationaux précis. Les recherches dans ces domaines sont subventionnées grâce à des subventions thématiques. Ainsi, nous permettons aux chercheurs dans les universités de nous demander des fonds supplémentaires s'ils sont disposés à faire des recherches dans ces cinq ou six domaines choisis. Mais il s'agit d'un programme pour lequel on affecte 20 millions de dollars, par opposition à l'autre, qui dispose d'un budget de l'ordre de 100 millions de dollars.

Donc, nous avons une combinaison des deux, et pour le deuxième, la recherche dans certains domaines précis, le conseil prend non seulement l'intérêt national en considération, par exemple pour étudier les questions énergétiques, mais lorsque nous avons choisi les deux derniers domaines pour lesquels les chercheurs pouvaient bénéficier de subventions stratégiques, nous nous sommes rendus dans les universités pour évaluer le potentiel de chaque université; si nous retenions les communications, par exemple, nous voulions nous assurer qu'il y avait suffisamment de spécialistes et de chercheurs dans les universités canadiennes pour contribuer à la recherche dans ce domaine. C'est de cette façon que nous avons choisi l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les communications, qui sont les deux derniers domaines que nous avons ajoutés au programme.

Je le répète donc, j'accepte que l'on fixe des objectifs à certains niveaux, là où ils s'imposent, mais à mon avis, le conseil a un rôle important à jouer, qui consiste à subventionner la recherche multidisciplinaire plutôt que de fixer à chaque université, au Canada, un domaine de recherche donné.

Mr. Gimaïel: Do you co-operate with industry and provincial governments, that is to say, that you do not help the same people that they can help and so forth? Is the aid given by the council based on a strategy?

The Chairman: Mr. Gimaïel, one last brief question, if you please.

Mr. Gimaïel: ... One last question ... That is the only answer I need. Thank you, Mr. Chairman.

Le président: M. Gurbin, puis M. de Jong, M. de Corneille et M. Halliday. Auparavant, toutefois, j'aimerais Vous demander certaines explications. Le tableau ici est ...

Mr. Gimaïel: Mr. Chairman, I would simply have liked to get the answer.

The Chairman: Oh, excuse me! Is the question asked?

M. MacNabb: Oui, monsieur le président.

Le président: Vous pouvez répondre brièvement, monsieur MacNabb.

M. MacNabb: C'est bien. Les chercheurs auxquels nous accordons de l'aide dans certains de ces domaines choisis peuvent aussi avoir signé des contrats de recherche avec le

[Text]

to put together a package before the researcher. The only industry-related programs we have is project research applicable to industry, where we take a development in the university that one of our researchers has produced. If that researcher can find a company which is interested in sponsoring his research further to try to bring that development to a commercial stage, then we will provide up to another five years of support to that researcher provided he has the industrial sponsor and that sponsor is working with him throughout the course of that development. In the latter part of the five years, we would expect the industry to start making some direct financial contribution other than just a guidance sort of thing. So it is a phasing-in of the research at the university and industrial interests pulling from the other direction. That is the one program of very significant interface that exists directly with industry.

Le président: M. Julien voudrait ajouter . . . quelque chose.

M. Gilles Julien (directeur général, Conseil de recherches en Sciences naturelles et en Génie): Un petit mot à ajouter à M. Gimaiel. Nous ne travaillons pas quand même en complète isolation du milieu. Les utilisateurs éventuels de la recherche universitaire siègent jusqu'à un certain point dans beaucoup de nos comités y compris les comités qui choisissent des subventions et qui les déterminent. Et nous avons aussi, même à l'intérieur de nos comités, des gens qui viennent de d'autres ministères fédéraux, et quelques-uns qui viennent de ministères provinciaux d'Agriculture ou autres qui peuvent à l'occasion déterminer quand il y a un dédoublement d'efforts, s'il est vraiment nécessaire de le poursuivre ou si on n'aurait pas davantage plutôt à éliminer un dédoublement d'efforts de part et d'autre. Alors, nous avons donc des utilisateurs qui de temps à autres, nous conseillent de façon générale, mais aussi sont là au moment où nous prenons les décisions sur des subventions accordées aux chercheurs universitaires.

Le président: Merci à M. Pierre Julien.

Before we proceed, Mr. MacNabb, I have a bit of difficulty with the estimate. You are asking for \$19.8 million, if I understood you right.

Mr. MacNabb: That is right.

The Chairman: You have already received \$15.6 million from the contingency fund of the Treasury Board. Now, are you asking us for \$19.8 million on top of the \$15.6 million you have already received, or are you going to repay Treasury Board what you got from their contingency fund? You see, they are also asking us for \$60 million which, tomorrow, we will have a chance to discuss with them. I would like to know from you, are you going to pay back what you got from them?

Mr. MacNabb: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. That is all I wanted to know. You pay your debts, in other words.

[Translation]

milieu industriel; toutefois, nous ne travaillons pas directement avec ce dernier pour préparer un programme à soumettre aux chercheurs. De fait, les seuls de nos programmes qui sont liés à l'industrie portent sur les recherches ayant des applications dans ces milieux mêmes, c'est-à-dire où nous profitons de résultats obtenus à l'université par l'un de nos chercheurs. S'il peut ensuite trouver une entreprise intéressée à financer davantage ces recherches, afin qu'il puisse traduire ces résultats à l'étape commerciale, alors, de notre côté, nous lui accorderons encore de l'aide pendant cinq années, pourvu qu'il soit parrainé par ce bailleur de fonds industriel et que ce dernier lui donne son appui pendant toutes ces recherches. Vers la fin de ces cinq ans, nous nous attendons que l'industrie commence à accorder des contributions financières directes, en plus du fait qu'elle oriente en quelque sorte la recherche. Il s'agit donc de faire en sorte qu'il y ait une participation progressive à la recherche en milieu universitaire, à laquelle l'industrie contribuera elle aussi de sa propre direction. C'est le seul programme donnant lieu à une coordination significative entre l'université et le milieu industriel.

The Chairman: Mr. Julien would like to add something.

Mr. Gilles Julien (Executive Director, Natural Sciences and Engineering Council): A brief comment to add for the benefit of Mr. Gimaiel. We do not work in complete isolation from industry. Those who will eventually use the results of university research sit on many of our committees, including those dealing with the matter of choosing aid and determining its level. People from other federal departments also sit on our committees, as do also a few from provincial agriculture departments or others who, occasionally, can determine if there is duplication of the work done and if it would not be better to eliminate this fact. So we have users who, once in a while, give us general advice, but are also there when decisions are taken concerning the amount of aid granted to academic research.

The Chairman: Thank you, Mr. Pierre Julien.

Avant de vous accorder la parole, monsieur MacNabb, j'ai un peu de difficulté à comprendre les prévisions. Vous demandez 19.8 millions de dollars, si je vous ai bien compris.

M. MacNabb: C'est exact.

Le président: Vous avez déjà reçu 15.6 millions de dollars du fonds de prévoyance du Conseil du trésor. Or, est-ce que Vous nous demandez 19.8 millions de dollars en plus de ces 15.6 millions de dollars déjà reçus, ou allez-vous rembourser les sommes provenant du fonds de prévoyance? Vous comprenez, on va également nous demander 60 millions de dollars demain, demande dont nous aurons la possibilité de discuter. J'aimerais donc savoir si vous allez rembourser ce que vous avez reçu du Conseil du trésor.

M. MacNabb: Oui, monsieur le président.

Le président: Merci, c'est tout ce que je voulais savoir. Autrement dit, vous remboursez vos dettes.

[Texte]

Mr. MacNabb: I am sure that Treasury Board will make sure of that.

The Chairman: Thank you. Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you, Mr. Chairman. I enjoyed that intervention.

Dr. MacNabb, I start off by saying that upon going over matters and trying to prepare a little bit for tonight, it is clear that the bittersweet experience you described in your president's report has turned out mostly sweet. So I think you have to be congratulated on your success in that way. I am sure we are all pleased that the result is such a happy one for the whole research and development area.

I think questions earlier tonight in general hit the two main themes. One of the consistent problems would have to be looking down the road, and looking down the road in two ways, one being in terms of funding and the consistency that one can have there; and second, and I think a pretty important way which touches on the last questions that you had, the quantity of focusing, particularly with regard to the limits of funding that we have. I appreciate the fact that we are doing much better that way right now since there have been significant increases, but given the size of Canada and some of the activities which we are trying to engage in, particularly in energy but also in other areas that you have identified, such as biotechnology and so on, how much focusing do you think is appropriate? smest64009101:164 You talked in terms of \$100 million versus \$27 million, which I think is the figure for this year in terms of those strategic grants. Just what balance do you think is really appropriate for a country like Canada with the opportunities and the challenges that we have?

• 2050

Adding to that and sort of in the same framework, I understand that an additional part of your effort is in trying to make sure that the faculty is there. We know that the faculty is at least aging or on the verge of retiring there and, since a lot of people have not in the last few years been attracted into faculty positions, do we not really require more focusing in order to meet our needs even in the reasonably near future?

Mr. MacNabb: I must say, Mr. Chairman, I am a little confused about the last question on focusing. Is that in relation to manpower?

Mr. Gurbin: Yes.

Mr. MacNabb: And the first related to focusing and research effort?

Mr. Gurbin: Hopefully, manpower will follow our identified needs.

[Traduction]

M. MacNabb: Je suis certain que le Conseil du trésor verra à ce que nous le fassions.

Le président: Merci. Monsieur Gurbin.

M. Gurbin: Merci, monsieur le président. J'ai trouvé cette intervention très intéressante.

Monsieur MacNabb, pour commencer, en me préparant à la séance de ce soir, j'ai remarqué que les événements plus ou moins agréables mentionnés dans le rapport de votre président ont fini par donner des résultats surtout agréables. J'estime donc qu'il convient de Vous féliciter pour les succès que vous avez obtenus de cette façon. J'ajoute que nous sommes tous heureux de voir que ces résultats sont aussi favorables à la recherche et au développement.

Je crois que les questions posées plus tôt ce soir ont, en général, tenu compte de ces deux aspects. Parmi les problèmes constants qu'il faudra affronter, il y a les perspectives d'avenir. Il y a deux façons de les envisager. Il y a, premièrement, le financement régulier, et en second lieu, les domaines de prédilection qui bénéficieront de ce financement, compte tenu particulièrement des limites à l'aide que nous pouvons offrir; les dernières questions posées se sont d'ailleurs attachées à cet aspect. Je conviens que nous nous tirons bien mieux d'affaire à cet égard, à l'heure actuelle, étant donné les augmentations significatives que nous avons connues. Cela dit, étant donné l'étendue du Canada et la nature de certaines des activités qui nous intéressent, particulièrement l'énergie, mais aussi d'autres sujets que vous avez précisés, comme la biotechnologie, etc., d'après vous, dans quelle mesure faut-il circonscrire l'aide que nous accordons à certains domaines?

Vous avez parlé de 100 millions de dollars par rapport à 27 millions de dollars qui représentent, je crois, le chiffre pour cette année de ces subventions. Quel rapport vous paraîtrait convenir vraiment à un pays comme le Canada, compte tenu des possibilités et des défis que nous avons? J'ajouterais à cela, et dans le même ordre d'idées, que votre effort doit aussi viser à faire en sorte qu'il y ait des enseignants. Nous savons qu'ils prennent de l'âge, ou qu'ils vont prendre leur retraite, et étant donné que depuis quelques années, les postes d'enseignant n'ont pas été très populaires, ne serait-il pas nécessaire d'insister davantage là-dessus, pour que nos besoins soient assurés, ne serait-ce que dans un proche avenir?

M. MacNabb: Monsieur le président, je dois dire que je ne comprends pas très bien cette dernière question. S'agit-il de main-d'oeuvre?

M. Gurbin: Oui.

M. MacNabb: Et la première question concerne l'insistance sur l'effort de recherche?

M. Gurbin: Nous espérons que les effectifs seront assurés une fois que nous aurons défini nos besoins.

[Text]

Mr. MacNabb: Yes. The first question related to the appropriate mix between directed, as opposed to undirected, research being sponsored by the council. As you say, it is in a range of approximately \$100 million disciplined or undirected research, and in the range of \$25 million or \$23 million in targeted research.

I do not know where the proper balance is, to be quite candid. I would be concerned if the targeted type of research being supported by the council exceeded, say, 20 per cent of our budget. That would be a very significant increase because, when the council took over that program, I think there was \$2.7 million for target type research, and we are now up to 10 times that.

I say that because, as I mentioned earlier, if we do not support this broad base of knowledge development there is really no other agency in the country which does. It would be a great loss to the flexibility of Canadian research efforts if that broad base of support were to be eroded on the argument that we should be targeting more into energy or some other area.

As I said earlier, while we permit the researchers in the operating grant program to submit applications to us in any field that they have a particular interest in, of the \$89 million that we analysed this year, about \$44 million can be directly related to areas of real Canadian interest. So the researchers to some extent are doing some targeting themselves. They have an interest in those areas because they are Canadians. They are interested in energy; they are interested in the Canadian north, et cetera. On top of that, we are providing the council with some targeting as well. I would not want to see our targeted budget exceed about 20 per cent. The five-year plan talked about 15 per cent, so it is in that range that, at the present time, I would like to see the line drawn.

Now situations can change, and you must remember that there are others that support research in Canadian universities, and some of those are the mission departments of government. The type of research they support is quite targeted. Therefore, you must look at our contribution in that area in the context of the broader contribution. We are providing something in addition to what the Department of Agriculture would be supporting as well as the Department of Energy Mines and Resources, et cetera.

On the degree of focusing of manpower, if you are thinking of the council we should be making an effort to get more people into engineering or computer science as opposed to some other disciplines. We have not done that, nor do we have plans to do that. It would appear in any event that such channeling at this time is not particularly critical in the fields of engineering or computer science, because the difficulty now is to have facilities and teachers to take on the number of applicants who are applying to universities for those courses. The people leaving high school see where the employment opportunities are in Canada today, and to get into many Ontario universities these days, you have to be an Ontario

[Translation]

M. MacNabb: En effet. La première question concernait la combinaison appropriée entre la recherche dirigée et la recherche non dirigée parrainée par le conseil. Vous nous dites qu'il y aurait environ 100 millions de dollars pour la recherche contrôlée ou non dirigée et quelque 25 ou 23 millions de dollars pour la recherche dans des domaines bien précis.

Très franchement, je ne vois pas très bien quel serait le bon équilibre. Il ne faudrait pas, bien sûr, que la recherche dans certains domaines bien précis, que parraine le conseil, dépasse environ 20 p. 100 de notre budget. Ce serait là une augmentation très importante, car lorsque le conseil s'est chargé de ce programme, le budget de ce type de recherche était de 2.7 millions, alors qu'il a maintenant décuplé.

J'insiste là-dessus, car, encore une fois, si nous n'appuyons pas ce vaste domaine de développement des connaissances, en fait, aucun autre organisme canadien ne pourrait s'en charger. Ce serait une grande perte pour la souplesse des efforts du Canada en matière de recherche que de nous retrouver avec une érosion de nos capacités, sous prétexte qu'il faudrait insister davantage sur l'énergie ou sur d'autres disciplines.

Comme je l'ai déjà dit, bien que nous autorisons les chercheurs, dans le programme de subventions d'exploitation, à nous proposer des demandes dans n'importe quel domaine qui les intéresse en particulier, jusqu'à un montant de 89 millions de dollars que nous avons évalué pour cette année, environ 44 millions peuvent être directement affectés à des domaines d'intérêt véritablement canadien. De la sorte, dans une certaine mesure, les chercheurs orientent déjà la recherche. Ils s'intéressent à certains domaines parce qu'ils sont canadiens; ils s'intéressent à l'énergie, au Nord canadien, et ainsi de suite. En outre, nous proposons au conseil certains domaines de recherche orientée. Personnellement, j'estime que notre budget à cet égard ne devrait pas dépasser environ 20 p. 100. Le plan quinquennal prévoyait environ 15 p. 100, et c'est dans cet ordre que je voudrais que les choses se situent pour le moment.

Les situations peuvent changer, il ne faut pas oublier que d'autres appuient la recherche dans les universités canadiennes, par exemple, certains ministères spécialisés, qui appuient une recherche très orientée. Par conséquent, notre contribution à ce chapitre doit se situer par rapport à un contexte plus vaste. Ce que nous faisons s'ajoute à ce que fait le ministère de l'Agriculture, aussi bien qu'à la recherche qui se fait sous les auspices du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et ainsi de suite.

En ce qui concerne la main-d'oeuvre, vous pensez que le conseil devrait faire un effort pour intéresser davantage de monde au génie, ou à l'informatique, plutôt qu'à certaines autres disciplines. Nous n'avons pas agi de la sorte et nous n'avons pas l'intention de le faire. De toute façon, il semble qu'il ne soit pas encore particulièrement urgent d'orienter des gens dans ces domaines étant donné qu'il est actuellement difficile d'avoir les installations et les professeurs voulus pour répondre au nombre de candidats qui demandent actuellement à suivre des cours à l'université dans ces domaines. Les jeunes qui terminent leurs études secondaires savent bien où se situent les perspectives d'emploi au Canada aujourd'hui, et pour être

[Texte]

scholar because the entrance standards for engineering are now so high, and there are so many applying.

The other concern we have in that regard is that the demand by industry for engineers in computer sciences is so great that industry, in looking at its short-term needs, is not looking at the longer-term needs of this country. Instead, they are in fact hiring away professors from universities.

• 2055

At last count, I think there were something approaching 140 faculty vacancies in engineering across Canada. Someone described it, I think, very aptly: that we are eating our seed corn. That is a problem that we cannot, as a council, resolve because it interfaces between what industry is willing to pay for an engineer and what the universities are able to pay their faculty in engineering. But it is not unknown for someone with a bachelor's degree in engineering or computer science to leave university with that bachelor's degree and get a job which pays more than the instructor that he had at the university gets. It is kind of hard to interest people in taking post-graduate training when that situation exists.

Mr. Gurbin: Could I have another question?

The Chairman: Yes.

Mr. Gurbin: This will be a final question. I will just try to put the two things together, because I think you are hitting right on one of the points I was trying to get at.

One of the comments from one of the ministers from one of the western provinces, and I will not nail it down too much so that he will remain anonymous, suggested that \$30 million would be required right off the top in order to make the teaching positions in most of the institutions across Canada satisfactorily compensated in order to make them competitive and to continue to attract students into the faculty positions so that we would have this seed, as you call it, and I think very appropriately, for future requirements. I think that is a really key point.

That leads right into my final question in terms of what might be happening right now. I know you are not in a position to be really sure about what is going to happen at the federal level and therefore you cannot prognosticate, and that with the established program funding, and that whole scene, I am sure you will not want to make any comment that might have any political overtones. I would be surprised if you had not given some thought to the fact as not only can you identify and recognize the difficulty in terms of equipment and facilities right now, but what sort of contingencies would an organization like your council have in dealing with what could be a constriction in that area?

[Traduction]

accepté dans beaucoup d'universités ontariennes actuellement, il faut être résident ontarien, et très compétent aussi, car les conditions d'admission aux facultés de génie sont maintenant très strictes, et de plus, le nombre des candidats est extrêmement élevé.

Notre autre préoccupation à cet égard est que l'industrie demande tellement d'ingénieurs en informatique qu'en fait, elle ne considère que ses besoins à court terme plutôt que les exigences à plus long terme du Canada. En effet, elle détourne des professeurs de leur vocation universitaire pour les engager à son profit.

Selon les dernières statistiques, il y avait environ 140 postes vacants dans les facultés de génie, dans tout le Canada. Quelqu'un a dit, à très juste titre, que nous gaspillons des ressources très précieuses. C'est là un problème que nous ne pouvons pas résoudre en tant que conseil, étant donné qu'il existe une disproportion entre ce que l'industrie est prête à payer pour engager un ingénieur et ce que les universités peuvent payer à leurs enseignants dans leur faculté de génie. Mais il est très courant qu'un étudiant qui détient un baccalauréat en génie ou en informatique sorte de l'université pour se trouver un emploi où il gagne plus d'argent que son professeur d'université. Dans ces conditions, il devient difficile d'intéresser les gens à poursuivre leurs études universitaires au niveau supérieur.

M. Gurbin: Puis-je poser une autre question?

Le président: Oui.

M. Gurbin: Ce sera la dernière. Je vais essayer de réunir les deux aspects, car vous avez justement parlé de l'une des questions que j'essayais de poser.

L'un des ministres d'une des provinces de l'Ouest, que je ne mettrai pas au pied du mur, pour qu'il reste anonyme, a indiqué qu'il faudrait prévoir 30 millions de dollars pour que les postes d'enseignant dans la plupart des universités du Canada restent concurrentiels, et pour que celles-ci continuent à intéresser des étudiants à s'orienter vers des postes d'enseignant, pour que nous ne gaspillions pas des ressources aussi précieuses pour nos besoins futurs. C'est là véritablement un point essentiel.

Cela mène directement à ma dernière question, qui examine ce qui pourrait se produire maintenant. Je sais que vous n'êtes pas en mesure de savoir vraiment ce qui va se passer au niveau fédéral, et que vous ne pouvez donc pas faire de pronostics, et qu'avec le financement des programmes établis, et tout le contexte, vous ne tenez certainement pas à faire de commentaires qui pourraient avoir des connotations politiques. Il serait étonnant que vous n'ayez pas pensé à cela, puisque vous pouvez cerner et définir dès à présent les difficultés en matière d'équipement et d'installations, mais il faudrait savoir quelle sorte de planification un organisme comme votre conseil a envisagée en cas d'imprévus, comme des insuffisances dans ce domaine?

[Text]

Mr. MacNabb: We really have no contingency, Mr. Chairman, and we recognize fully that for every dollar that we provide through a grant to a university professor to do research, the university has to provide approximately the same amount in the way of indirect support: the salary of the professor, the accommodation, the heating, the lighting and so on. We see it in the applications coming to us now; the squeeze is really on the university professor coming from the university side. The kind of services that they have, in the past, always expected the university to provide are becoming harder and harder to get. What used to be something they could get without charge, there is now a user fee associated with it, and so on.

At this time, we have no contingency, if you like, to try to cope with that indirect cost which has normally come from the university. We still are maintaining the position that we are there providing a contribution to research, not necessarily the total amount by any means, and we still expect the university to provide the indirect support to the researcher.

The Chairman: Thank you, Mr. Gurbin, your time has now expired. Mr. de Jong, please.

Mr. de Jong: Thank you very much, Mr. Chairman.

Again, it looks as though we might be at least holding the line and holding the battle on "prof" funding so that the five-year plan and the five-year strategy looks as though it is more or less in place in terms of what you were predicting. The last time we met I think was around alternative no. 3, which was the worst scenario, and I think some of the ruckus that members of this committee raised at that time is bearing some fruit.

One of the reasons I selected being the science and technology critic for my party is because I am interested in the impact that science has on society and social change. As such, I am interested in questions about what type of science, what type of technology, towards what, and what determines the agenda, let us say, or the priorities, where money and where the nation's intellect and brains go. Is it targeted, untargeted? Does "untargeted" mean it is like a free-market system according to Adam Smith out there, or are some other forces at work?

• 2100

For example, looking through my file I noted that on November 20, 1980 an article in *The Citizen* rapped illiterate profs. There is also a discussion by Dr. Thomas Ingraham about—and he was suggesting at that time that around 25 to 33 per cent of the budget by 1985 should be directed towards strategic grants.

My question first of all is, what is your feeling about how much really should go into strategic grants? I think you said earlier you hoped it would not be more than 20 per cent, but then you also stated that some of the other nonstrategic grants really fell into that category too. Is there any way of first of all defining what should be strategic and what should not?

[Translation]

M. MacNabb: Monsieur le président, nous n'avons pas véritablement de plan de ce genre, et nous reconnaissons pleinement que pour chaque dollar de subvention à la recherche que nous pouvons accorder à un professeur d'université, l'université doit verser environ le même montant sous forme d'aide indirecte: le traitement du professeur, les locaux, le chauffage, l'éclairage, et ainsi de suite. Cela explique le nombre des demandes qui nous parviennent maintenant; les professeurs d'université se trouvent vraiment dans une situation difficile. Les services qu'ils s'attendaient autrefois à recevoir de l'université deviennent de plus en plus difficiles à obtenir. Ils doivent maintenant payer tout ce qu'ils pouvaient obtenir gratuitement.

Pour le moment, nous n'avons donc rien prévu pour faire face à ces coûts indirects qui sont normalement payés par les universités. Notre position reste la même, nous contribuons à la recherche, nous n'en payons pas nécessairement, loin de là, la totalité des coûts, et nous pensons encore que c'est à l'université d'aider indirectement les chercheurs.

Le président: Je vous remercie, monsieur Gurbin, votre temps de parole est terminé. Monsieur de Jong, s'il vous plaît.

M. de Jong: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Il semble nécessaire de faire quelque chose pour les subventions des professeurs, pour que le plan quinquennal et la stratégie pour l'année semblent plus ou moins tenir, compte tenu de vos prévisions. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, nous examinions la troisième possibilité, qui constituait le plus mauvais scénario, et je pense que toutes les critiques qu'avaient faites à l'époque les membres de ce Comité portent maintenant des fruits.

J'ai choisi d'être le critique de la Science et de la Technologie pour mon parti, car, entre autres raisons, je m'intéresse aux répercussions de la science sur la société et ses changements. En ce sens, je m'intéresse aux questions concernant le type de science, de technologie, leurs objectifs, les priorités, ainsi que l'affectation des fonds et des ressources intellectuelles de la nation. La science est-elle orientée, ou libre? «Libre», implique-t-il qu'il s'agisse d'un système de libre échange, selon Adam Smith, ou est-ce qu'il y a d'autres forces en jeu?

Par exemple, en examinant mes dossiers, j'ai vu que le 20 novembre 1980, le *Citizen* avait fait paraître un article critiquant l'ignorance des professeurs. Il y a aussi un exposé de M. Thomas Ingraham, dans lequel il indiquait que 25 à 33 p. 100 du budget devait être axé sur des subventions stratégiques.

Ma première question est de savoir combien, selon vous, il faudrait consacrer aux subventions stratégiques? Vous avez déjà dit, me semble-t-il, que vous voudriez qu'elles ne dépassent pas 20 p. 100, mais vous avez aussi ajouté que certaines des autres subventions non stratégiques tombaient aussi dans

[Texte]

Mr. MacNabb: I think you would probably get general agreement among most Canadians on some areas that are of strategic importance to Canada. Ones like energy I think would be on most people's list of areas of strategic importance.

I think the five areas we have selected are excellent areas. The area of oceans, with the tremendous shoreline and frontier we have in the oceans—and now that we have added specifically ocean engineering, we are getting excellent research proposals in that field as well. Communications—as I say, Canada already has a leg-up in that area; it has a world capability that is recognized; and so we are trying in that area to build on a strength. And food and agriculture clearly are an obvious one.

You will get differences of opinion. We get people coming to us, for example, and saying, you should have forestry there; you should have the mineral industry there. And I would agree that those are important in the national economy; forestry in particular. We have considered adding forestry as an area of strategic grants and giving it more money, but in assessing the competence within Canadian universities to do forestry research, we felt that just applying more money to the existing research force was not the right way to go about it. We should provide a developmental program to increase the competence first within the universities to do that research and to attract more people into it, and then provide the additional funding in the future and perhaps at that time add it to the strategic grants program. But we felt it would be a mistake just to go into it because it was a major element of the Canadian economy that needs boosting at this time.

Mr. de Jong: Those are very broad topics. You have five: ocean engineering, energy, food and agriculture, communications—what would the fifth be?

Mr. MacNabb: Environmental toxicology.

Mr. de Jong: Environmental toxicology. There must be a lot of areas in there that can be considered either pure or targeted.

Mr. MacNabb: That is right.

Mr. de Jong: Do you define this a little further, or do you leave it in the broad topic, and some of them will be directed and some will be more pure?

Mr. MacNabb: An application to us in the targeted area must meet three conditions to be successful. As in the discipline grants, the excellence of the science being proposed is judged by a committee of peers. The track record of the individual making the proposition is analysed to see whether or not he or she is felt to be capable of doing what they say they will do. But the third criterion which enters into strategic

[Traduction]

cette catégorie. Est-il d'abord possible de définir ce qui devrait être stratégique et ce qui ne devrait pas l'être?

M. MacNabb: Vous pourriez sans doute en arriver à un consensus général chez la plupart des Canadiens à propos des domaines qui revêtent une importance stratégique pour le Canada. L'énergie, par exemple, constituerait pour la plupart des gens un domaine d'importance stratégique.

Les cinq domaines que nous avons choisis sont tout à fait pertinents à ce débat. Le domaine des océans, avec le littoral immense et toutes les nouvelles zones de prospection... nous avons maintenant ajouté la discipline du génie des océans, domaine où nous avons d'excellentes propositions de recherche. Il y a ensuite les communications, où le Canada se situe déjà au tout premier plan, avec sa capacité mondialement reconnue, de sorte que nous essayons d'édifier une très grande puissance dans ce domaine. Et ensuite, l'alimentation et l'agriculture, qui sont un domaine stratégique évident.

Il existe des divergences d'opinions. Certains viennent nous demander d'intégrer les forêts, ou l'industrie minière. Je reconnais qu'il s'agit de secteurs importants dans l'économie nationale, surtout les forêts. Nous avons envisagé de les ajouter comme domaines de subvention stratégique, pour leur consacrer plus d'argent, mais en évaluant la compétence des universités canadiennes au chapitre de la recherche forestière, nous avons pensé que subventionner davantage le secteur de recherche existant déjà ne constituait pas la solution valable. Il faudrait prévoir un programme de développement pour augmenter les compétences d'abord au sein des universités, sur le plan de la recherche, afin d'intéresser davantage de spécialistes, pour ensuite accorder des subventions supplémentaires à l'avenir, et peut-être alors ajouter ce secteur au programme de subventions stratégiques. Mais nous avons pensé que ce serait une erreur de le faire tout de suite, car c'est un important élément de l'économie canadienne où il faut injecter des crédits.

M. de Jong: Ce sont là des sujets très vastes. Il y en a cinq: le génie des océans, l'énergie, l'alimentation et l'agriculture, les communications... quel serait le cinquième?

M. MacNabb: La toxicologie de l'environnement.

M. de Jong: Elle doit présenter énormément de domaines qui peuvent être considérés comme faisant partie de la recherche pure ou orientée.

M. MacNabb: En effet.

M. de Jong: Est-ce que vous donnez des définitions plus précises, ou est-ce que vous laissez ce grand titre, de sorte qu'une partie de la recherche sera orientée et que l'autre sera de la recherche pure?

M. MacNabb: Pour qu'une demande dans le domaine de la recherche orientée soit acceptée par nous, elle doit répondre à trois conditions. Comme dans le domaine des subventions par discipline, un comité de chercheurs évalue la qualité du domaine scientifique proposé. Les antécédents du candidat sont analysés, pour déterminer s'il pourra accomplir ce qu'il promet de réaliser. Mais le troisième critère qui entre dans les

[Text]

grants or targeted grants and which is not there in the more general discipline base grant is the question of relevance; and this sometimes is a very difficult one for the panelist to assess. To be successful an application must pass with high marks in all three criteria.

The success rate of the strategic grants program is about 32 per cent, in numbers approved. As Dr. Julien said, the mix of the panel members on the strategic grants panel is about 50 per cent academic and 50 per cent nonacademic. We actually have industry people chairing some of those panels, because we feel it is in the strategic grants area that industry and government researchers can make the greatest contribution in our peer committees.

• 2105

Mr. de Jong: At least for myself I am getting some useful information in terms of how the nuts and bolts operate.

One of the things that I bemoan, and what really I was quite surprised at when I became involved in politics, got elected and got into this field, is the total lack of some sort of national strategies that tie in to your economic, social and scientific institutions. Here you have the government just spending billions of dollars in all these activities and somehow I fail to discover how it all gets connected.

An hon. Member: It does not.

Mr. de Jong: It does not. That is what I am afraid of, too.

I would like you to comment on that. Does it not seem to you that Okay, let me put it this way: Would it not be more helpful to you if you felt you were a part of some national strategies that developed certain economic and social goals and said, Look, fellows, in order for us to achieve those goals we are going to need certain technological and scientific breakthroughs and assistance in this area and this is part of the whole picture and you are part of the puzzle?

Mr. MacNabb: I would feel comfortable to some extent in that total type of planning framework. However, I would feel very uncomfortable, and I am a very applied person by nature, being a civil engineer, if all of the research effort of Canada was caught up into some overall plan dictated by someone on high that these are the 10 areas that Canada should concentrate all its efforts in. I think that would be a drastic mistake. So, that is a plus and a minus answer to your question.

We, of course, from the standpoint of the council, cannot try to bring that master plan about, but we do try to ensure a significant degree of co-ordination with mission departments of government. We have 23 either existing public servants in the mission departments or former public servants on our panels that select strategic grants from the obvious departments of Communication, Energy, Agriculture, et cetera. So, by that cross-membership, we at least try to ensure that what

[Translation]

subventions stratégiques, ou subventions à la recherche orientée, et qui n'existe pas dans les subventions pour les disciplines générales, c'est la question de pertinence; elle est parfois la plus difficile à évaluer pour le comité. Pour qu'une demande soit acceptée, le candidat doit obtenir de très bons résultats pour ces trois critères.

Le succès du programme de subventions stratégiques est d'environ 32 p. 100, en nombres approuvés. Comme l'a dit M. Julien, les membres du jury qui examinent les subventions stratégiques sont à moitié des universitaires et à moitié des non universitaires. Des représentants de l'industrie siègent à certains de ces comités, car nous estimons que c'est dans le domaine des subventions stratégiques que les chercheurs de l'industrie et du gouvernement peuvent apporter une contribution extrêmement précieuse dans nos comités formés de pairs.

M. de Jong: En ce qui me concerne personnellement, j'obtiens des renseignements utiles quant au fonctionnement de tout cela.

Une des choses que je déplore, et qui m'a beaucoup surpris lorsque j'ai commencé à faire de la politique, après mon élection, c'est l'absence totale de stratégies nationales implantées dans les institutions économiques, sociales et scientifiques. Le gouvernement dépense des milliards de dollars pour toutes ces activités, mais je n'arrive pas à voir quels sont leurs liens.

Une voix: Elles n'en ont pas.

M. de Jong: C'est vrai, c'est bien ce qui m'inquiète.

J'aimerais que vous commentiez cette situation. Ne vous semble-t-il pas que . . . Très bien, en d'autres termes: est-ce qu'il ne vous serait pas plus utile de pouvoir penser que vous participez à des stratégies nationales qui concrétisent certains objectifs économiques et sociaux, de sorte que vous puissiez dire que, pour accomplir ces objectifs, vous avez besoin de certaines découvertes sensationnelles et d'aide, tout cela ne représentant qu'un élément de tout un ensemble, alors que vous faites partie du système?

M. MacNabb: Je me sentirais assez à l'aise dans une planification globale de ce type. Cependant, étant très méticuleux, à cause de ma formation en génie civil, je n'aimerais pas du tout que tout l'effort de recherche du Canada se situe dans un plan global imposé par quelqu'un des hautes sphères, voulant que le Canada concentre tous ses efforts dans 10 domaines bien définis. Ce serait là, selon moi, une erreur monumentale. Je réponds donc à votre question de façon mitigée, comme vous pouvez le voir.

Naturellement, du point de vue du conseil, nous ne pouvons pas proposer l'adoption d'un tel plan général, mais nous faisons en sorte qu'il y ait suffisamment de coordination avec les ministères qui font de la recherche. Nous avons 23 fonctionnaires en poste dans ces ministères, ou d'anciens fonctionnaires dans les groupes qui choisissent des subventions stratégiques, de ministères évidents comme ceux des Communications, de l'Énergie, de l'Agriculture, et ainsi de suite. De cette façon,

[Texte]

we are doing is known to the mission departments and vice versa. We can help the co-ordination in that way, but we are not an agency that could bring about the global type of co-ordination you are talking about.

Mr. de Jong: I would tend to agree with you. I would certainly react with horror if all the research money was directed according to some grand master plan. I am not suggesting that for a moment, though it does seem to me helpful that, in the areas where you want some directed research, you have some sense of whole. I am not under the illusion that you can ever create a master plan right down to the nth degree. I think that would be a very foolish notion; things change too often and everything is relative. But some larger cohesion between the various actors, I think, would be quite helpful.

I am wondering as well, Dr. MacNabb, if there has been a decrease at all in in-house research within government. I noticed, for example, on page 41, Table VI I believe, in the report of the president, you have

Other programs of grants and scholarships administered by NSERC on behalf of other agencies and departments 1980-81.

The Chairman: Your last question.

Mr. de Jong: Okay. Would this be money out of your budget that you are spending for other departments, and if so, has there been an increase in the amount of research that you are doing for departments? In other words, is some of the money that NSERC is getting really a loss of research money to, let us say, the Department of Agriculture, and it is a bookkeeping system that takes money from research and puts it into your column rather than the agricultural research column?

Mr. MacNabb: These are moneys that are transferred to us by the departments listed and we administer a program on their behalf of visiting fellowships. We are providing a service, if you like. We have such a broad program of fellowships ourselves and capability in-house to administer such programs that we are just providing this service on behalf of the agencies and departments listed there, and they provide the funds to us for that program.

• 2110

Mr. de Jong: So the \$2.5 million would be considered part of your budget?

Mr. MacNabb: No.

Mr. de Jong: It is not. Okay, good. Thank you.

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. de Corneille, ten minutes.

Mr. de Corneille: Mr. Chairman, I am addressing, of course, my questions to Dr. MacNabb and Dr. Julien.

[Traduction]

nous essayons de faire connaître ce que nous faisons aux ministères qui font de la recherche, et vice-versa. Nous pouvons contribuer de cette façon à l'effort de coordination, mais nous ne sommes pas l'organisme qui pourrait concrétiser la coordination globale dont vous parlez.

M. de Jong: J'aurais tendance à souscrire à votre point de vue. Je serais extrêmement mécontent si tous les fonds de recherche étaient versés selon un grand plan général. Ce n'est pas du tout ce que je veux dire, encore qu'il me semble utile que dans les domaines où vous voulez effectuer de la recherche dirigée, on ait une certaine unité. Je ne pense pas du tout qu'il soit jamais possible de créer un plan d'ensemble dans les moindres détails. Ce serait une idée tout à fait absurde; les choses changent trop souvent, et tout est relatif. Mais une plus grande cohésion entre les divers acteurs serait sans doute extrêmement utile.

Je voudrais savoir aussi, monsieur MacNabb, s'il y a eu une diminution de la recherche intra-muros faite par le gouvernement. J'ai vu, par exemple, à la page 41, au tableau VI, que dans le rapport du président, vous indiquez:

Autres programmes de subventions et de bourses administrés par le CRSNG pour le compte d'autres organismes et ministères 1980-1981.

Le président: Votre dernière question.

M. de Jong: Très bien. Est-ce qu'il s'agit de fonds provenant de votre budget, que vous dépensez pour d'autres ministères, et dans l'affirmative, est-ce que vous faites davantage de recherche pour les ministères? Autrement dit, une partie des fonds que le CRSNG obtient constitue-t-elle en fait une perte de fonds de recherche pour le compte du ministère de l'Agriculture, par exemple, et est-ce un système comptable qui fait que l'argent de la recherche passe dans votre colonne plutôt que dans celle de la recherche en agriculture?

M. MacNabb: Il s'agit de fonds transférés pour notre compte par les ministères inscrits, et nous administrons pour leur compte un programme de boursiers associés. Nous fournissons un service, si vous voulez. Nous avons nous-mêmes un programme si étendu de bourses et de possibilités maison pour administrer de tels programmes que nous ne faisons qu'offrir ce service au nom des organismes et ministères énumérés ici, mais ce sont ces derniers qui nous fournissent les fonds pour ce programme.

M. de Jong: Donc, on peut considérer que ces 2.5 millions de dollars font partie de votre budget?

M. MacNabb: Non.

M. de Jong: Non. Très bien, parfait. Merci.

Le président: Merci, monsieur.

Monsieur de Corneille, 10 minutes.

M. de Corneille: Monsieur le président, je vais évidemment poser mes questions à M. MacNabb et à M. Julien.

[Text]

First of all, by a brief comment I would like to say I certainly agree that you should be commended for the low percentage of administrative costs in your program. I also want to comment, though, that it is rather difficult for someone who is not familiar with your work to ask the kinds of perceptive questions that would help to stimulate any kind of profound commentary on your part or even anything that would stimulate you to improve further whatever you may be doing; although you may feel no further improvement is required.

My two questions are really clusters of questions. My first one is about this matter of what kind of study has been made of where the people go who receive this kind of fellowships and grants and so on. It has already been mentioned by you that you lost 140 faculty posts through people being attracted to the private sector. I wonder, therefore, what kind of studies have been made about those who have received assistance and fellowships and grants and so on to carry on research in Canada. What kind of work has been done to follow up where they go and what they do; what contribution they make to the economy; whether or not they are making a contribution to new research, and also whether they go to other countries. Is there a brain drain? Conversely, is our system comparable to the systems of other countries, and if so, does it attract foreigners who, because of this, stay here?

I am wondering what kind of study has been made about the end product. What becomes of those who graduate? Do they stay here, and if they do stay here, are they really then using their talents in the area of theoretical science and research, or are they ending up in administrative posts and so on which really do not use their skills? I am really wondering about what study has been made. I trust there must be something to show what you are doing with the dollar.

Mr. MacNabb: It is the type of question that I have asked over the last couple of years. Not enough has been done in that kind of policy, as to what has happened to people who have been supported by scholarships to take post-graduate training in Canadian universities. A study is under way now—a study of PhDs in the system—to try to ascertain this, or at least to have a snapshot of one year, and hopefully it will continue on into the future, for the plans of those people who have received support; in fact, those who have received support directly from us through scholarship support and those who have been supported in the universities through our grant system and who have been working for a researcher and have received a stipend to work for that researcher. So I would hope that if you were to ask me the same question when the main estimates come up next time around, I would be in a much better position to give you at least a snapshot of what is happening there.

We are also making an effort at the undergraduate level with these students we started to support two years ago. It is a very new program, and we felt we had to get two years under our belt first. But we are just now in the process of having a

[Translation]

Tout d'abord, j'aimerais faire remarquer brièvement que je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'on doit vous féliciter en ce qui concerne le faible pourcentage des coûts administratifs de votre programme. J'aimerais néanmoins mentionner qu'il est assez difficile pour quelqu'un qui ne connaît pas bien votre travail de poser des questions, dans ce contexte, afin de vous pousser à formuler des commentaires le moins profonds, ou même qui puissent vous encourager à améliorer encore ce que vous faites, bien que vous estimiez peut-être qu'aucune amélioration n'est nécessaire.

Mes deux questions sont en réalité des questions à plusieurs volets. D'abord, j'aimerais discuter du genre d'étude qui a été effectuée pour savoir où vont les gens qui reçoivent des bourses et des subventions. Vous avez déjà mentionné que vous avez perdu 140 postes universitaires parce que leurs titulaires avaient été attirés par le secteur privé. Je me demande par conséquent quel genre d'études ont été effectuées sur ceux qui ont reçu une aide, des bourses et des subventions afin d'effectuer de la recherche au Canada. Qu'avez-vous fait pour donner un suivi et voir où ils vont et ce qu'ils font; quelle contribution ils apportent à l'économie; contribuent-ils ou non à la nouvelle recherche et émigrent-ils vers d'autres pays? Y a-t-il une fuite des cerveaux? Inversement, notre système se compare-t-il à celui des autres pays, et dans l'affirmative, sommes-nous ainsi en mesure d'attirer des étrangers qui, à cause de notre système, resteraient ici?

Je me demande également quel genre d'études ont été effectuées sur le produit final. Que deviennent les diplômés? Restent-ils ici, et dans l'affirmative, emploient-ils vraiment leurs talents dans les domaines de la science théorique et de la recherche, ou se retrouvent-ils dans des postes administratifs, etc., où ils n'utilisent pas vraiment leur compétence? J'aimerais vraiment savoir quel genre d'étude a été effectuée. Je présume que quelque chose doit montrer ce que vous faites avec l'argent.

M. MacNabb: C'est justement le genre de questions que j'ai posées ces quelques dernières années. On n'a pas suffisamment fait dans ce secteur, c'est-à-dire sur ce qui arrive à ceux que nous avons aidés, grâce à des bourses, à suivre des études supérieures dans les universités canadiennes. Une étude est actuellement en cours—une étude sur les détenteurs de doctorat—afin de tenter de faire le point, ou tout au moins d'obtenir un aperçu d'une année, étude, peut-on l'espérer, qui continuera à l'avenir et portera sur les plans de ceux qui ont reçu une aide; en fait, sur ceux qui ont reçu une aide directement de nous, grâce à des bourses, et sur ceux qui ont, grâce à notre régime de subventions, reçu un appui dans les universités et qui ont travaillé pour un chercheur et qui ont été payés pour le faire. J'ose donc espérer que si vous me posez la même question lorsque le budget principal des dépenses sera à l'étude, la prochaine fois, je serai mieux placé pour vous donner tout au moins un aperçu de ce qui se passe.

Nous faisons également quelque chose au niveau des étudiants que nous avons commencé à aider, il y a deux ans. Il s'agit d'un programme tout nouveau, et donc, nous avons estimé qu'il fallait d'abord laisser passer les deux premières

[Texte]

very large sample of the undergraduate students we have supported to try to ascertain whether or not the support they have received from us and their exposure to a research and development environment during the summer have altered their plans in any way to move towards a research career or to take post-graduate training.

You have to take the results of those types of surveys with a grain of salt, because I am sure an element of the undergraduate population will give you the answer they think you want to get; but at the same time it will, I think, give us at least a trend and whether or not that type of program is producing the end results we would like to see. So I cannot give you a great deal in the way of specifics now, but I would expect that within the space of perhaps six months I will be able to give you a more detailed answer to your question.

No doubt there is a brain drain, and it has been very significant in the past. I do not think it is as serious now. One of the benefits of our research fellowship program, whereby we make positions available in Canadian universities at a time when faculty positions are just not opening up in many disciplines, is that of the 175 awards we have made in that program so far, something approaching 30 per cent have been to Canadians who have left employment outside the country to come back to Canada to take these positions in Canadian universities. It is not something that we set out to achieve, it is just something that has happened to the program and which is very encouraging to me. The amounts that Canadian universities can offer these people, even with our assistance—the salaries—are not great, but the attraction to come back and work in Canada, in a Canadian university, is apparently great. So, in a small way, we are reversing the brain drain that you mentioned.

• 2115

Mr. de Corneille: I am happy to see in your guesstimates that there seems to be this return flow, in the light of the brain drain. But I am sorry to have to say that I am a bit shocked—and it may sound like a reprimand—I am quite shocked that an organization that bases its life on concern about research has not researched its own results, when it is using so much money, and does not really know—after all, this is not a brand-new program on research grants, and so on—what is happening to the people who are receiving this, whether they are staying in Canada, whether we are attracting people into this country and what the percentage of brain drain is either way. To think we have no real thing on this, other than a promised snapshot! I am sorry, I am only expressing amazement that one would not have this kind of information. Maybe it is because I worked in statistics for a little while that it means something. I am not overwhelmed by just figures and numbers, it is not that, I think quality is important. I am not trying to minimize the importance of the quality that you are putting in, but I would think a very critical issue is what happens after we have gotten through putting up the money to

[Traduction]

années. Néanmoins, nous sommes justement en train de relever un large échantillonnage des étudiants que nous avons aidés, afin de voir si l'appui qu'ils ont reçu de nous et leur contact avec le milieu de la recherche et du développement, au cours de l'été, ont ou non modifié leurs plans et les ont encouragés à entreprendre une carrière de chercheur ou des études supérieures.

Évidemment, c'est avec un grain de sel qu'il faut envisager les résultats de telles enquêtes, puisque je suis persuadé qu'une partie des étudiants répondront ce que, selon eux, vous voulez entendre; par la même occasion, nous aurons au moins une idée de la tendance et nous pourrions voir si ce genre de programme donne ou non le résultat final que nous espérons. Je ne peux donc pas vous donner beaucoup de détails précis maintenant, mais j'envisage qu'au cours des six prochains mois, je serai en mesure de répondre d'une façon beaucoup plus détaillée à votre question.

Par ailleurs, il ne fait aucun doute qu'il y a une fuite des cerveaux; par le passé, elle était très importante. Je ne crois pas que le problème soit aussi grave maintenant. Grâce à notre programme de bourses de recherche, nous pourvoyons des postes dans les universités canadiennes à un moment où il est difficile de trouver des postes vacants dans de nombreuses disciplines. Nous avons accordé quelque 175 bourses, et l'un des avantages du programme est que près de 30 p. 100 d'entre elles ont été octroyées à des Canadiens qui ont décidé de quitter l'étranger pour occuper ces postes dans les universités canadiennes. C'est un hasard, car cela n'était pas un objectif du programme, mais cela me paraît très encourageant. Même avec notre aide, les universités canadiennes ne peuvent offrir de gros traitements aux chercheurs, qui semblent vouloir toutefois revenir au Canada pour travailler dans nos universités. Nous contribuons donc quelque peu à contrer la fuite des cerveaux que vous avez évoquée.

M. de Corneille: Je suis heureux de constater que d'après vos estimations, on a renversé la vapeur, en quelque sorte. Ce que je trouve époustoufflant—cela va peut-être vous paraître un reproche—c'est qu'un organisme comme le vôtre s'intéressant avant tout à la recherche n'ait pas enquêté sur ses propres résultats. Votre budget est considérable, et pourtant, vous ne pouvez préciser—après tout, votre programme de bourses de recherche n'est pas nouveau—ce qu'il advient des bénéficiaires, nous dire s'ils demeurent au Canada, si nous parvenons à attirer des gens de l'étranger, et à nous fournir des pourcentages comparatifs sur la fuite des cerveaux. Quand on pense que tout ce qu'on nous promet, c'est un tableau d'ensemble, pas très professionnel! Je suis désolé, mais je suis vraiment surpris que ce genre d'information vous manque. Mon intérêt s'explique peut-être par le fait que je me suis occupé de statistiques pendant quelque temps. Ce n'est pas que je leur accorde, ainsi qu'aux chiffres, une importance extrême, mais la qualité est importante. Je ne minimise pas la qualité de votre travail, mais il me semble essentiel de savoir ce qu'il advient des chercheurs auxquels nous avons consacré tant d'argent, et ce qu'ils en font.

[Text]

train people, as to where they go and what they are doing with what we have given them.

That leads me to the second question, which is on criteria and monitoring, monitoring the programs themselves. I am wondering what criteria are used in monitoring once a grant has been made, in terms of where it goes and how it is used. What kind of report is required? What criteria do you use in assessing the success of the grant and deciding on what to recommend should be done in the future on the basis of those assessments?

Mr. MacNabb: Before I answer that second question, I would like to say that your concern about the lack of research into research echoes what was said in our five-year plan, which was that we felt the council had to be put in a position, through the provision of some additional staff, to permit us to do that kind of analysis, which had not been done before. We are just now reaching the point where we are attempting to do that, some of it in conjunction with Statistics Canada and some on our own, in dealing with our grantees. So I share your concern and I hope, as I say, that I will be able to answer you more positively in a year's time.

As to the monitoring of the research itself, in the operating grants program, or the discipline research, which involves a large part of the council's budget, that is done by the peer committees we have. One reason why our operating costs are as low as they are is because we have a volunteer labour force from the university communities, from government researchers and from industry researchers, so that in excess of 500 people sit on our peer committees for the operating grants and for the target of grants and they serve without any compensation, other than their out-of-pocket expenses. So when an operating grantee gets a two- or three-year grant, when he comes back and applies for a renewal of that grant it is that peer committee—and referees brought in by those peer committees—that makes a judgment on what the individual has done in the past with the money provided to him or to her. So every grantee knows that when that term is up he or she will be held responsible for showing some progress and some results from the money that has been provided. The renewal will be dependent upon that.

In the strategic grants, the panels operate in the same way, except that it is more of a project-type grant. There is certainly a finite time to the grant of three years, and there is a progress report required after two years.

• 2120

In this last competition that we just completed a few weeks ago, there were a number of grants that were cut off in mid flight because it was obvious that the progress being achieved by the grantee was not adequate in the eyes of the panel, that they would not achieve what they had set out to do or were not doing what they said they would do. So it is the committee

[Translation]

Voilà qui m'amène à la deuxième question concernant les critères et la surveillance des programmes. Sur quels critères vous fondez-vous pour examiner l'utilisation qui a été faite d'une bourse et quel genre de surveillance assurez-vous? Quels sont les critères d'évaluation de l'emploi qui a été fait de la bourse de recherche, et sur quoi portent vos recommandations pour l'avenir?

M. MacNabb: Avant de répondre à votre deuxième question, je vous dirai que notre inquiétude à l'égard de l'absence de recherche dans le domaine de la recherche traduit bien l'objectif de notre plan quinquennal. En effet, nous avons estimé qu'il fallait recruter du personnel supplémentaire pour permettre au conseil de procéder à ce genre d'analyse, jamais faite auparavant. C'est précisément ce genre d'étude que nous allons commencer à effectuer de notre côté, ou encore en collaboration avec Statistique Canada, afin de voir ce qu'il advient des bénéficiaires de bourses. Je partage donc votre inquiétude, et j'espère être en mesure de me montrer plus affirmatif d'ici un an.

Pour ce qui est de la surveillance des activités de recherche dans le cadre du programme de subventions d'exploitation ou de recherche dans certaines disciplines, qui englobent une grande partie du budget du conseil, elle est effectuée par les comités de pairs. Si nos coûts d'exploitation sont si faibles, c'est parce que nous recourons à des bénévoles issus des milieux universitaires, à des chercheurs du gouvernement et de l'industrie privée. Plus de 500 d'entre eux siègent aux comités et examinent les subventions d'exploitation, les objectifs associés à chacune d'entre elles et ne touchent aucun salaire, sinon qu'on les dédommage pour leurs dépenses personnelles. Lorsqu'un chercheur ayant obtenu une bourse de deux ou trois ans demande un renouvellement, c'est le comité—et des spécialistes de l'arbitrage siégeant au comité—qui se charge d'examiner s'il a bien utilisé la première bourse obtenue. Chaque bénéficiaire sait donc qu'il aura, à la date du renouvellement, à rendre des comptes sur les progrès réalisés et les résultats de ses recherches. Le renouvellement en dépend.

Pour ce qui est des subventions à caractère stratégique, les comités fonctionnent de la même manière, sinon qu'il s'agit davantage d'une subvention axée sur un projet. On a donc fixé une échéance au bout de trois ans, et deux ans après l'octroi de la bourse, le chercheur est censé présenter un rapport sur l'état de ses recherches.

Lors du dernier concours bouclé il y a quelques semaines, un certain nombre de bourses ont été retirées, le comité ayant estimé que les résultats étaient peu satisfaisants, que les bénéficiaires n'avaient pas atteint leurs objectifs ou effectué les recherches prévues au départ. Ce sont donc les comités qui se chargent de surveiller les progrès réalisés dans le cadre de la recherche.

[Texte]

structure we have in place that monitors the progress actually being made on research itself.

Mr. de Corneille: There are no common criteria laid down by which the different committees say these are common to themselves as ways in which they estimate. So each one has its own life and its own . . .

Mr. MacNabb: That would vary considerably with the committees, chemistry versus high energy physics, for example.

Mr. de Corneille: There is one other point. I do not know if it was touched on but it has to do with—I mentioned it but I do not know if you want to comment on this—the question of attracting foreigners, or also the matter of co-operation with other countries on research projects. Since we have rather global experiences of the cross-fertilization in the scientific world, both of those questions are relevant.

Mr. MacNabb: In terms of attracting foreigners, if you are thinking of attracting them to industry, of course, that is the responsibility of industry; but if you are talking about attracting them into Canadian universities to do research, if you look at the situation in our graduate schools I would say to you we have been doing a better job of attracting foreigners than we have been of attracting Canadians, regrettably. On average, I would guess that foreign students, visa students who cannot stay in this country once they get their degree, would represent perhaps on average 30 per cent of the graduate schools in Canada today. In some disciplines that could be 50 per cent, and that is countrywide.

So I am hopeful that the turnaround that I mentioned earlier of interest by Canadians and landed immigrants in graduate training will reverse that trend, but some of the graduate schools in Canada have in fact been kept alive in the last decade by visa students during an extreme shortage of Canadians interested in taking graduate training. Dr. Bourns is the expert in that in the room, so if you wish to have more detail I could ask him to join us at the table.

The Chairman: I think his time is up, Mr. MacNabb. I would like to go to Mr. Halliday for 10 minutes and then to Mr. Berger. Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. Dr. MacNabb, I am interested still in how we are doing as a country in terms of our funding of research. You have alluded several times to the five-year plan. Is that five-year plan just a one-shot affair, or is that updated every year for the next five years?

Mr. MacNabb: We have not been updating it every year, although we have projected it beyond the original 1983 target towards 1985. As the past two years would show, we would like to continue to plan on a five-year cycle, but it is an annual submission that we must make for funding. We have been extremely fortunate in the funding that we have received, especially in the context of the financial situation that we have been battling within, but the one thing that we do miss greatly

[Traduction]

M. de Corneille: Les différents comités ne se sont donc pas fixé de critères communs d'évaluation. Chacun fait ce que bon lui semble . . .

M. MacNabb: Les critères varient considérablement selon les comités, par exemple la chimie par rapport aux recherches en réaction physique productrice de grandes énergies.

M. de Corneille: Autre observation. J'ignore si cette question a été abordée, j'y ai fait allusion mais peut-être préferiez-vous ne pas en parler, je songe à la manière d'attirer les étrangers ou aussi à la collaboration avec d'autres pays pour des projets de recherche. Toutes deux sont intéressantes étant donné que nous avons une expérience globale des échanges fructueux dans les cercles scientifiques.

M. MacNabb: Pour ce qui est d'attirer les étrangers dans l'industrie privée, c'est à elle de s'en charger. Quant à les inciter à effectuer des recherches dans les universités canadiennes, il vous suffit d'examiner la situation dans les écoles supérieures: malheureusement, nous avons attiré plus d'étrangers que de Canadiens. Les étudiants étrangers disposant d'un visa et qui doivent quitter le Canada après avoir obtenu leur diplôme représentent en moyenne 30 p. 100 des effectifs des écoles supérieures dans tout le Canada et 50 p. 100 peut-être dans certaines disciplines.

J'espère, comme je l'ai dit, que les Canadiens et immigrants reçus se montreront plus disposés à s'inscrire dans des établissements d'enseignement supérieur, c'est la tendance qui semble s'amorcer. N'oublions pas toutefois que ces dix dernières années, ce sont les étudiants étrangers détenteurs de visas qui ont constitué le plus gros des effectifs alors que les Canadiens étaient extrêmement rares. M. Bourns est notre spécialiste en la matière, aussi si vous désirez des précisions, je pourrais lui demander de venir s'asseoir à la table des témoins.

Le président: Son temps de parole est écoulé, je crois, monsieur MacNabb. Je vais à présent accorder dix minutes à M. Halliday puis passer à M. Berger. Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Monsieur MacNabb, j'aimerais connaître votre opinion sur la situation, au Canada, du financement de la recherche. Vous avez à plusieurs reprises évoqué le plan quinquennal. S'agit-il d'une initiative unique ou est-il mis à jour chaque année pour les cinq années suivantes?

M. MacNabb: Nous ne le revoyons pas chaque année même si nous avons effectué des prévisions jusqu'en 1985 au lieu de 1983, comme au début. Comme l'indiquent les résultats enregistrés ces deux dernières années, nous désirerions maintenir le plan quinquennal, mais il nous faut réclamer des fonds chaque année. Nous avons eu beaucoup de chance sur le plan des crédits obtenus surtout si l'on tient compte de la situation financière difficile, mais ce qui nous manque fortement, c'est

[Text]

is continuity of funding and the assurance as we go from one year to the next that there will be incremental funding.

It is particularly important for the manpower programs we have. You can turn equipment funding on and off if you have to because it is a one-shot effort, but many of the manpower programs that we have embarked upon carry moral, if not legal, obligations to assist those people for periods of up to five years. So the council has its neck away out, and that is why the uncertainty that we face year by year is a very difficult thing for us to cope with.

Mr. Halliday: I see. Obviously, as members of Parliament, no matter what party we belong to, we should be pushing the government to honour this requirement of yours for a five-year forecast so that you can be assured of that kind of commitment.

Mr. MacNabb: That would be nice to have, Mr. Chairman. I am not sure it is possible to have in the current financial situation. I was pleased that the minister, in announcing a framework for federal funding within the 1.5 per cent target, did identify targets for federal funding of direct support to industry, federal support to mission departments and federal support to university research. That framework is generally consistent with the last three years of the five-year plan; so, if that framework is followed, then I am hopeful that the funding of the five-year plan will be achieved.

• 2125

Mr. Halliday: Mr. Chairman, Dr. MacNabb has mentioned the 1.5 per cent. In 1978 the government said—and I am quoting the words from one of his documents—that, because of our economic recovery, the government was then announcing “a new national priority for research and development”, which was going to be 1.5 per cent by 1983. Then that was put ahead to 1985, I guess.

Now, how well are we moving? Are you saying that we are moving along well towards reaching 1.5 per cent by 1985?

Mr. MacNabb: I cannot give you the numbers, Mr. Chairman. The representatives from the Ministry of State for Science and Technology would be in a better position to give you the total package. But, without giving you specific numbers, yes, I would say that significant progress has been achieved in the last two years, particularly in relation to the government's increased expenditure on research and development.

The very considerable uncertainty that still exists is whether or not industry will come forth with the very significant increase which that 1.5 per cent target assumed would come from the industrial sector.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I wonder if I could ask either you or Dr. MacNabb: Have we had a chance to see you before

[Translation]

une certaine continuité au niveau des subventions et aussi la garantie que les crédits consentis augmenteront d'une année à l'autre.

C'est extrêmement important pour nos programmes de main-d'oeuvre. On peut accorder ou suspendre à loisir l'octroi de crédits à l'achat de matériel car il s'agit d'une initiative ponctuelle, mais il n'en va pas de même pour bon nombre de programmes de main-d'oeuvre que nous avons entrepris. En effet, nous avons une obligation morale sinon légale d'aide aux chercheurs pour ces périodes allant jusqu'à cinq ans. Le Conseil est donc placé dans une position difficile; voilà pourquoi nous avons du mal à faire face à une telle incertitude chaque année.

M. Halliday: Je vois. De toute évidence, en tant que députés, quelle que soit notre allégeance, nous devrions inciter le gouvernement à vous faciliter la tâche de manière à vous permettre de prévoir pour cinq ans et de vous acquitter de vos engagements.

M. MacNabb: Ce serait bien, monsieur le président, mais je ne suis pas sûr que cela soit possible étant donné la situation financière actuelle. Le ministre a annoncé la mise sur pied d'un programme de financement de la recherche, par les autorités fédérales, conformément à l'objectif de 1.5 p. 100. J'ai été heureux de constater qu'il avait fixé des objectifs au niveau de l'appui direct à l'industrie, à certains services ainsi qu'à la recherche universitaire. Ce plan cadre est conforme, dans les grandes lignes, à l'organisation des trois dernières années du plan quinquennal. J'espère donc que si l'on suit les directives, on arrivera à financer le plan quinquennal.

M. Halliday: Monsieur le président, M. MacNabb a parlé d'un objectif de 1.5 p. 100. En 1978, le gouvernement a déclaré dans un document—et je vous en cite un extrait—qu'étant donné la relance économique, il annonçait «une nouvelle priorité nationale en matière de recherche et de développement», soit 1.5 p. 100 d'ici 1983. C'est alors qu'on a reporté cet objectif à 1985, je suppose.

Quels sont les progrès réalisés? D'après vous, sommes-nous en bonne voie d'atteindre l'objectif de 1.5 p. 100 d'ici 1985?

M. MacNabb: Monsieur le président, je ne puis vous citer de chiffres. Les représentants du ministère d'État aux Sciences et à la Technologie pourraient mieux vous donner une vue d'ensemble du problème. Sans vous fournir de chiffres précis, effectivement des progrès considérables ont été réalisés ces deux dernières années, surtout si l'on tient compte du fait que le gouvernement a accru les crédits à la recherche et au développement.

Certaines incertitudes persistent, à savoir si l'industrie privée va réellement accorder l'augmentation importante telle que prévue dans l'objectif fixé à 1.5 p. 100.

M. Halliday: Monsieur le président, j'aimerais vous demander ou à M. MacNabb si nous avons eu l'occasion de vous

[Texte]

the committee since you released your task force report on equipment?

Mr. MacNabb: Yes.

Mr. Halliday: We have seen you since then. That report indicated that NSERC was going to fall about \$180 million short of what the task force recommended as your budgeting was going along. How do we stand now as far as that goes? Are we still going to be \$180 million short or has that been made up at all?

Mr. MacNabb: Certainly, Mr. Chairman, the funding we received in the last two years, as indicated by the material provided to you, has permitted us to almost double the amount of money we have been putting into equipment. In terms of 1981 dollars, we have gone from \$17.9 million to \$34.8 million. Now, that still falls significantly short of what that task force indicated was the challenge of refurbishing scientific equipment. So we have that assessment on the one hand.

We have another assessment, however, in that the \$34.8 million we had available to us this year was adequate to fund the truly excellent applications we received for equipment, which would be in the range of about 40 per cent of the applications we receive. So that would suggest to us that, unless the numbers and quality of the applications picked up, we would not need the level of funding that the task force concluded—either that or that the refurbishment is going to automatically take place over a longer period of time than the task force considered.

Within a matter of a couple of weeks we will be able to assess whether or not the applications that are now being screened and sorted out in the councillors' offices indicate a large increase in demands, but I do not think they do.

Therefore, at present, I would have to say that funding in real terms of about \$35 million to \$40 million today would seem to be adequate to meet the equipment applications coming to us.

If we move to a new program, as the task force suggested we might, of establishing centres of instrumentation in Canada and establishing institutes with equipment to be used by a number of universities and by industry, that would require a much larger capital involvement in the cost of the facilities and the housing of the facilities. But we are not yet contemplating that.

Mr. Halliday: One last question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Halliday: One of my colleagues around the table somewhere has brought up the area of strategic grants, and you were discussing them a few moments ago. I understand that the Worldwatch Institute, which does a lot of studying of world resources and their availability to human beings, has indicated that in the four major resource areas of fisheries, grains, grasslands and forestry, four areas that humans really depend upon, we peaked within the last decade, or before, in our per capita production in all those four areas. Is a signifi-

[Traduction]

entendre témoigner au Comité depuis la publication du rapport du groupe de travail sur le matériel?

M. MacNabb: Oui.

M. Halliday: Nous vous avons entendu depuis lors. D'après le rapport, le CRSNG allait enregistrer un déficit de 180 millions de dollars par rapport au budget recommandé par le groupe de travail. Quelles sont les prévisions, actuellement? Va-t-il nous manquer effectivement 180 millions de dollars ou si le déficit a été épongé?

M. MacNabb: Assurément, monsieur le président, les crédits qui nous ont été consentis ces deux dernières années, comme l'indiquent les documents, nous ont quasiment permis de doubler les montants investis dans l'achat de matériel. En dollars de 1981, nous sommes passés de 17.9 millions de dollars à 34.8 millions de dollars. Evidemment, c'est encore loin d'être suffisant pour relever le défi du remplacement du matériel scientifique mentionné par le groupe de travail. Nous disposons donc d'une évaluation, de ce côté-là.

Par ailleurs, les 34.8 millions de dollars dont nous disposons cette année nous ont permis de faire face aux excellentes demandes d'achat de matériel qui représentent environ 40 p. 100 de l'ensemble des demandes présentées. On peut donc en conclure qu'à moins que le nombre et la qualité des demandes augmentent, nous n'aurons pas autant besoin de fonds que l'avait prévu le groupe de travail, ou encore qu'il lui faudra moins de temps pour remplacer ou mettre à jour le matériel.

D'ici quelques semaines, nous serons en mesure de dire si les demandes examinées et triées dans les services du Conseil vont enregistrer une grande augmentation. Pour ma part, je ne le pense pas.

Je dirai donc qu'actuellement 35 ou 40 millions de dollars en termes réels devraient nous suffire pour faire face aux demandes d'achat de matériel qui nous sont présentées.

Si nous mettons en branle un nouveau programme comme l'a mentionné le groupe de travail, qui consisterait à créer des centres d'instrumentation au Canada ou encore des instituts dotés de matériel qui serait utilisé par plusieurs universités et par le secteur privé, il nous faudrait déboursier bien davantage pour ces installations. Mais nous n'envisageons pas encore une telle possibilité.

M. Halliday: Une dernière question, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Halliday: L'un de mes collègues a évoqué la question des subventions thématiques et vous en avez discuté il y a quelques instants. Sauf erreur de ma part, le Worldwatch Institute qui a effectué beaucoup de recherche sur les ressources internationales et leur disponibilité pour l'humanité, a indiqué qu'un plafond avait été atteint au niveau de quatre grandes ressources dont dépend l'humanité, les pêches, les céréales, les pâturages et les forêts—je songe plus précisément à la production par

[Text]

cant amount of your funding going into those areas to try to increase productivity?

• 2130

Mr. MacNabb: Well, I can tell you that in this year's competition, as I mentioned earlier, in the operating grants about \$8 million of funding went into agriculture, fisheries, forestry and food; and in addition to that, in the operating grant program in strategic grants we put in about another \$1.5 million. So about \$9.5 million to \$10 million of grant money went into that general area, plus equipment money on top of that—I cannot give you that number—so say \$10 million of research funding, plus equipment.

Mr. Halliday: Is the research community concerned about this problem of decreasing availability of these vital substances on a per capita basis?

Mr. MacNabb: I cannot answer for the research community. The interest in that type of research would seem to reflect a degree of concern and a desire to be involved in it. Of course, the new area of biotechnology is an area that could be of very great significance in that field. We are finding that we are already supporting a fair amount of research in the field of biotechnology under the heading of energy and under the heading of food and agriculture.

We also in the strategic grants program permit a relatively small number of applications to come to us under any subject, but they have to be screened first by the university, and quotas are provided to each university. Some of the more interesting and successful applications coming to us in that open area have been in the field of biotechnology—most of the time related to the resource industries in Canada, including the food and agriculture industries and forestry.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. Halliday.

Mr. Berger.

Mr. Berger: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. MacNabb, in answer to Dr. Halliday you indicated there was a certain amount of uncertainty about industry's role, or whether industry will reach the objectives set out for it in the minister's framework. Could you give us more details about that? What kind of a role is industry playing? Are you familiar with it? Where does it stand at the present time? Has there been any increase in the past year or so? Is it stable or is it moving ahead?

Mr. MacNabb: I cannot give you the numbers, Mr. Chairman; I do not have them with me. I would expect that industry is moving ahead, but I would also expect that it is moving ahead at a much slower rate than would be required to reach the I think 60 per cent share of research and development effort in this country that the 1.5 per cent target assumes will be achieved.

[Translation]

habitant. Une proportion importante de vos fonds est-elle consacrée à ce domaine afin d'en accroître la productivité?

M. MacNabb: Comme je l'ai déjà dit, environ 8 millions de dollars en subventions de fonctionnement ont été octroyés pour l'agriculture, les pêches, les forêts et l'alimentation. De plus, il y a eu 1.5 million de dollars en subventions thématiques. Donc, des subventions de l'ordre de 9.5 à 10 millions de dollars ont été octroyées dans ce domaine, plus l'équipement, mais je ne puis donner de chiffres là-dessus.

M. Halliday: Les chercheurs se préoccupent-ils de la rarefaction de ces ressources vitales par habitant?

M. MacNabb: Je ne puis répondre au nom de tous les chercheurs. L'intérêt que l'on porte à ce genre recherche semble traduire certaines préoccupations et un désir de participer. Bien entendu, le nouveau domaine de la biotechnologie pourrait acquérir une importance immense dans ce domaine. Nous constatons que nous subventionnons déjà beaucoup de recherche dans ce domaine sous les rubriques Énergie et Alimentation et Agriculture.

Dans le cadre du programme des subventions thématiques, nous acceptons également un petit nombre de demandes sur n'importe quel sujet, mais elles doivent tout d'abord être sélectionnées par l'université, et des contingents sont fixés pour chacune. Certaines des demandes les plus intéressantes qui nous ont été présentées sous cette rubrique libre et qui ont été acceptées touchaient le domaine de la biotechnologie. La plupart du temps, elles avaient trait aux industries des ressources du Canada, notamment l'alimentation et l'agriculture et l'industrie forestière.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci monsieur Halliday.

Monsieur Berger.

M. Berger: Merci monsieur le président.

Monsieur MacNabb, en réponse à M. Halliday, vous avez mentionné qu'il régnait une certaine incertitude à l'égard du rôle de l'industrie, ou de son aptitude à atteindre les objectifs que lui fixait le ministre. Pouvez-vous nous donner plus de détails là-dessus? Quel genre de rôle joue l'industrie? Êtes-vous au courant? Où en est-elle à l'heure actuelle? Y a-t-il eu un accroissement au cours de la dernière année? Est-ce stable, ou y a-t-il progression?

M. MacNabb: Je ne puis vous donner de chiffres, monsieur le président, je ne les ai pas ici. Je suppose que l'industrie bouge, mais aussi qu'elle le fait à un rythme beaucoup moins rapide qu'il ne serait nécessaire pour atteindre les 60 p. 100 des activités de recherche et de développement que suppose l'objectif de 1.5 p. 100.

[Texte]

Industry has historically done a much smaller percentage of research and development in Canada than in other countries. Some of the reasons for that have been related to the branch-plant economy we have to cope with in many respects in this country, but it can also, I think, be related to the fact that a large element of the Canadian economy is resource based and in the past at least it has not been as research-intensive as many of the manufacturing-based economies have been. I do not think that situation can continue, because to make the proper use of our resources and in many cases to compete with developing nations in resource development we have to be more research-intensive than we have been in the past. But I cannot give you the numbers, other than a general feeling I have that progress is being made, but not at the rate required.

Mr. Berger: How do you arrive at this general feeling? Is this just from a reading of newspapers, or is it from any particular knowledge you have?

Mr. MacNabb: No, it is from briefings I have had in the past as to what is happening to the 0.9 to 1.5 per cent target being projected; what has been done within government; and also indications of what is happening in industry.

Announcements have been made by industry. There was one recently of a rather significant development, I believe it was in Montreal. I am looking for assistance; can someone help me?

• 2135

An hon. Member: Pratt & Whitney.

Mr. MacNabb: Pratt & Whitney, yes. It is things like that which would indicate that some elements of the industrial structure are moving, but I still have the feeling that much more is required.

Mr. Berger: One of the criticisms of the recent budget was that it did not provide the 25 per cent tax credit for research and development expenditures. I think it is a tax credit, if I am not mistaken, that industry was looking for. Do you feel that a step of that kind is necessary to get industry to do more? Would you say that without that we are not going to get a higher participation from industry?

Mr. MacNabb: You will get varying answers to that, Mr. Chairman, depending upon the company and its revenue situation, et cetera. The tax structure in Canada now, I think most companies would say is quite favourable in relation to that provided in most competing nations. However, the tax structure and the write-offs provided do not really help the small companies that do not have a significant taxable income and so they are looking for greater outright grants by the government.

The comment I have received sometimes is grudging acknowledgment that yes, the tax structure is quite good at the present time. It could be better, but really do not expect us to

[Traduction]

Au Canada, l'industrie a toujours réalisé un pourcentage moindre de recherche et de développement que dans d'autres pays. Cela peut être attribué en partie au fait que notre pays compte un grand nombre de filiales, mais cela dépend également du fait qu'une grande part de l'économie canadienne est axée sur les ressources où il s'est toujours fait moins de recherche que dans d'autres domaines comme celui de la fabrication. Je ne crois pas que la situation puisse se prolonger car, pour utiliser nos ressources à bon escient et dans bien des cas faire concurrence à des pays en développement qui mettent en valeur leurs ressources, nous devons effectuer plus de recherche que l'an passé. Toutefois, je ne puis vous donner de chiffres, seulement une impression générale que des progrès ont été accomplis, mais pas au rythme nécessaire.

M. Berger: D'où tenez-vous cette impression générale? S'agit-il seulement d'une lecture des journaux ou de connaissances particulières?

M. MacNabb: Non, cela provient d'informations que j'ai eues dans le passé sur l'évolution vers la cible de 1.5 p. 100, sur ce qui se fait au gouvernement, et aussi dans l'industrie.

Des annonces ont été faites par l'industrie. Il y a eu voilà peu, à Montréal je crois, un cas assez intéressant. Quelqu'un pourrait-il me rafraîchir la mémoire?

Une voix: Pratt & Whitney.

M. MacNabb: En effet, la Pratt et Whitney. Ce sont des cas comme celui-là qui témoigneraient du fait que certains éléments de l'établissement industriel réagissent, mais j'ai néanmoins le sentiment qu'il faudrait en faire encore bien davantage.

M. Berger: Le dernier budget a été notamment critiqué en raison du fait qu'il ne prévoyait pas le crédit d'impôt de 25 p. 100 au titre des dépenses consacrées à la recherche et au développement. Si je ne m'abuse, ce que l'industrie veut, c'est un crédit d'impôt. A votre avis, une mesure de ce genre s'imposerait-elle pour faire bouger davantage l'industrie? Pensez-vous qu'à défaut d'un tel encouragement, la participation de l'industrie va rester stagnante?

M. MacNabb: Monsieur le président, les réponses à cette question seront très variables, car tout dépend de la nature de l'entreprise et de sa marge d'auto-financement. A l'heure actuelle, et à mon sens la plupart des entreprises en conviendraient, la structure fiscale du Canada est relativement favorable comparée à celle de la plupart des pays qui sont nos concurrents. Toutefois, cette même structure fiscale ainsi que les abattements dont nous disposons actuellement n'aident pas vraiment les petites entreprises, celles dont le revenu imposable est marginal, et elles préféreraient dès lors pouvoir bénéficier de la part du gouvernement d'un plus grand nombre de subventions pures et simples.

J'ai parfois entendu dire, un peu à contrecœur, qu'en effet, notre structure fiscale était assez satisfaisante à l'heure actuelle; elle pourrait être meilleure, c'est évident, mais il ne

[Text]

do a lot more research unless the general economic situation improves, and that has been the greatest impediment in the eyes of many companies. I cannot tell you, because I am not a tax expert, whether or not the additional 25 per cent is required.

Mr. Berger: Yes. I would like to explore a little bit the relationship you have with industry. Some of the committees listed in the back of your annual report are industry—government committees. In particular, I note that your grant selection committees are composed of researchers drawn from university, government and industrial sectors. But when you look at them, if you look on pages 60 to 64, the representation from industry does not seem to be that strong. As a matter of fact, there are a number of these grant selection committees which have no representation whatsoever from industry.

I am looking at chemistry and I see Xerox Research Center is one. I am leaving out Crown corporations like Atomic Energy, but if you look at industrial engineering, well, you have Air Canada and Crane Canada Limited; mechanical engineering, it seems there is one company, Cyclofurnace Inc., Quebec; computing and information science, just one company, Bell-Northern Research. Is that a satisfactory representation from industry?

Mr. MacNabb: On some committees I would say it is; on other committees I would say it is not. I agree with you that in some of the examples you have given it is not adequate, but I would also say that if you look back three years you would find it hard to find industry there at all. So, progress is being made.

You are talking now about the grant selection committees for the non-directed or targeted types of research which have been largely an academic-based peer committee, but, as I say, changes are being made slowly. But within that committee, in chemistry, when a vacancy comes up, we are not just looking for a chemist, we try to have a regional distribution within the committee, and there are specialties within chemistry and we try to have a membership that covers off that specialty at any one point in time.

It is quite often very difficult to find an industrial researcher who either fits that particular requirement or, second, is willing to volunteer the very significant amount of time they must devote to these grant selection committees. I would guess that the average call on someone on the chemistry grant selection committee would run between three to four weeks a year. There are some industries which say, thanks, but, no thanks; we cannot afford to let our people make that kind of contribution to your program.

[Translation]

faut pas vraiment s'attendre à ce que les entreprises s'activent beaucoup plus dans le secteur de la recherche aussi longtemps que la situation économique globale ne se sera pas améliorée. Pour bon nombre d'entreprises, il s'agit là en effet du principal obstacle. Je ne saurais toutefois vous dire, n'étant pas fiscaliste, si ces 25 p. 100 de plus seraient la solution.

M. Berger: D'accord. J'aimerais m'étendre quelque peu sur le lien avec l'industrie. Certains des comités dont la liste figure au verso de votre rapport annuel sont des comités mixtes composés de représentants de l'industrie et du gouvernement. Je remarque en particulier que ceux de vos comités qui étudient le choix des subventions sont composés de chercheurs provenant des secteurs universitaires, gouvernementaux et industriels. Mais un examen plus approfondi des pages 60 à 64 révèle que l'industrie semble être sous-représentée. De fait, un certain nombre même de ces comités ne comportent aucun représentant des milieux industriels.

En chimie, par exemple, je relève le cas du Centre de recherche de Xérox. Même sans tenir compte des sociétés de la Couronne comme l'Energie atomique, dans le domaine du génie industriel, il y a Air Canada et *Crane Canada Limited*, en génie mécanique, il ne semble y avoir qu'une seule entreprise, la *Cyclofurnace Inc.*, une entreprise du Québec; et en informatique, encore une fois une seule entreprise, *Bell-Northern Research*. L'industrie est-elle suffisamment représentée?

M. MacNabb: Pour certains comités, je dirais oui, pour d'autres par contre, ma réponse serait négative. Je suis d'accord avec vous pour conclure, dans le cas de certains exemples que vous avez cités, que la représentation n'est pas satisfaisante, mais j'ajouterais que si vous remontez trois ans plus loin, il n'y avait à l'époque pratiquement aucune représentation des milieux industriels. Dès lors, nous avons enregistré certains progrès à cet égard.

Mais vous parlez des comités chargés du choix des subventions pour les activités de recherche non orientées ou non ponctuelles qui, en grande partie, relèvent de comités à base universitaire, ce qui n'empêche, comme je l'ai déjà dit, que certains progrès, quoique lents, ont été réalisés. Pour en revenir à ce comité, dans le domaine de la chimie, dès qu'un poste se libère, nous ne nous contentons pas de chercher un chimiste, mais nous essayons également d'assurer la représentativité régionale au sein du comité; en outre, la chimie comporte plusieurs sous-disciplines et nous nous efforçons également de faire en sorte qu'au moins un membre du comité puisse représenter une sous-discipline donnée au moment où il en est question.

Bien souvent, il est extrêmement difficile de trouver un chercheur travaillant en milieu industriel qui corresponde à ce profil ou encore qui soit disposé à consacrer finalement énormément de temps aux activités de ces comités. Je dirais qu'en moyenne, les membres du comité de sélection des subventions en chimie, par exemple, sont appelés à siéger entre 3 et 4 semaines par an. Certaines industries nous disent c'est bien gentil, mais nous préférons nous abstenir car nous ne pouvons pas nous permettre de libérer nos collaborateurs pour qu'ils puissent participer à votre programme.

[Texte]

• 2140

However, if you go back just a couple of pages to the more targeted type of research, that on strategic grants, you will see that we have much greater industrial involvement there.

Mr. Berger: That is because they would tend to be more direct beneficiaries of those grants.

Mr. MacNabb: Potentially, yes. But they are also the beneficiaries of the other, though they just may not be that apparent at the present time. We are continuing our efforts to try to increase industrial membership on these committees, provided we can meet the technical requirements needed for them.

Mr. Berger: Mr. Chairman, I have another question. Does industry provide you with estimates of their manpower needs?

Mr. MacNabb: I am glad you asked the question. The answer is no. I am extremely discouraged about the average industrial response to the future manpower requirements in research and development. I have been making an effort to meet with as many industries as possible to present our projections to them; to try to get them to critique those projections; to try to get them to provide supplemental scholarship programs in particular disciplines where they see a shortage and a need. So far, I have totally struck out. All too often the kind of answer I get is, What shortage? For instance, I needed three PhDs last year, and I got three PhDs. In many cases they do not look beyond 1981, nor do they look to see where those three PhDs came from. So, they are only looking at their particular corporate needs year by year and they are not looking down the road adequately.

Many of the large companies I have talked to admit that, yes, in the future they are. As they build up their research competence, they are going to need PhDs in particular disciplines. But at the present time they need them at the bachelor's level critically, so they will grab them now and hope that somebody else will find the solution in the longer term.

I only wish that we did have projections coming from industry, but we do not, except in some particular cases. I believe the forest industry has been working in co-operation with departmental officials in Ottawa to provide estimates of what is needed in the forestry industry. There are a few cases like that.

Mr. Berger: Do you send out an annual questionnaire to industry, or is it on a regular basis that you ask them to assess their manpower needs?

[Traduction]

Toutefois, si vous revenez quelques pages en arrière, là où nous parlons des activités de recherche plus ponctuelles, des subventions thématiques, vous constaterez que la participation des milieux industriels y est beaucoup plus marquée.

M. Berger: Cela s'expliquant par le fait que les entreprises bénéficient beaucoup plus directement de ces subventions.

M. MacNabb: Potentiellement, c'est exact. Mais elles bénéficient également des autres types de subvention, même si cela n'est pas encore évident à l'heure actuelle. Nous poursuivons les efforts pour accroître la représentation de ces secteurs industriels au sein de ces comités, à condition toutefois que nous puissions répondre aux critères techniques indispensables.

M. Berger: J'aurais une autre question à poser, monsieur le président. L'industrie vous fournit-elle quelque estimation que ce soit de ses besoins humains?

M. MacNabb: Je suis très heureux que vous m'ayez posé cette question. La réponse est non. Je suis extrêmement déçu de la réaction générale de l'industrie à l'égard des besoins humains futurs dans les domaines de la recherche et du développement. J'ai tenté de prendre contact avec un nombre aussi grand que possible d'entreprises pour leur soumettre nos projections, pour qu'elles puissent les critiquer et également pour leur faire mettre sur pied des programmes de bourses supplémentaires destinées aux disciplines pour lesquelles elles percevaient une pénurie et un besoin. Jusqu'à présent, je me suis heurté à un mur. Il arrive bien trop souvent que les industries nient l'existence de cette pénurie et me répondent que, l'an dernier, elles ont eu besoin de trois diplômés au niveau du doctorat et qu'elles les ont obtenus. Mais très souvent, elles ne voient pas plus loin que 1981 et elles ne se demandent pas non plus d'où leur viennent ces diplômés. Les entreprises ont donc tendance à ne tenir compte que de leurs petits besoins propres à très court terme sans faire suffisamment de prospective.

Un bon nombre des grosses sociétés dont j'ai rencontré les représentants m'ont signalé qu'elles n'oubliaient pas le plus long terme. A mesure qu'elles gagnent en activités de recherche et en compétences, elles vont avoir besoin de détenteurs de doctorats dans certaines disciplines. Toutefois, à l'heure actuelle, c'est surtout au niveau du baccalauréat que le besoin se fait sentir chez elles, ce qui fait qu'elles écrèment ce niveau dans l'espoir que quelqu'un d'autre finira par trouver la solution aux problèmes du long terme.

Ce que je souhaite, c'est que l'industrie nous fournisse ses projections, ce qui n'est pas le cas sauf dans certains domaines très particuliers. L'industrie forestière par exemple a coopéré avec Ottawa pour établir une estimation de ses propres besoins. Il y a quelques autres exemples de ce genre.

M. Berger: Envoyez-vous tous les ans un questionnaire aux industries ou leur demandez-vous régulièrement de procéder à une évaluation de leurs besoins humains?

[Text]

Mr. MacNabb: No. These are efforts that I have made personally to go out and meet with industry associations and talk to them, putting up something for them to shoot at, and hoping to get a response from them.

Mr. Berger: Just one final question which is related to that point, Mr. Chairman. The Department of Employment and Immigration I think has set up a number of sector task forces or industry—government task forces with a view to determining manpower needs, although I am not quite sure if they cover the skills that you are talking about. I wonder if you are aware of that. Have you participated at all in that? Do you feel that, perhaps, if you were to participate, that kind of approach might result in getting a better planning effort from industry? I mean not only for machinists in the aerospace industry for example, but PhDs or whatever?

The Chairman: That was a short question, Mr. Berger?

Mr. MacNabb: I am aware of the exercise. We have not participated in it. You are quite right that as far as I am aware, the focus has been on something other than the graduate level, the masters level and PhDs; but our focus is on the provision of people at the post-graduate level. However, in answer to the last part of your question, it might help. To what extent, I do not know; but it might help.

The Chairman: Mr. Berger, to punish you, you are now going to take the Chair. I have a late show at 10 o'clock, and I have to leave. Mr. Greenaway wants the floor.

• 2145

Mr. de Jong: Are we going to have a chance for the second round?

The Chairman: Yes. Mr. Berger will now preside over this august assembly. Mr. Greenaway has the floor for five minutes, and then Mr. de Jong.

Mr. Greenaway: Thank you, Mr. Chairman. It seems to me that every time we sit here and talk with Dr. MacNabb or anybody else connected with research, this subject of industry's participation always comes up, and I am not convinced that our tax structure is all that good. Also, the entire purpose for R&D in industry is to try to produce a product that you can sell and make a profit with. Obviously, we have not got the markets in Canada; therefore, we have to look at selling abroad.

In last year's budget, there was a provision for the setting up of the Canadian Export Financing Corporation to lend money to countries at low interest to purchase Canadian products, and it is interesting to note that in 12 months only one Canadian company has been able to take advantage of that program. The reason for that is that the Canadian Export Financing Corporation is so slow getting on track with these

[Translation]

M. MacNabb: Pas du tout. J'ai essayé à titre individuel de prendre contact avec les associations industrielles pour leur en parler et leur présenter la situation dans l'espoir qu'elles en profiteraient pour me fournir des réponses.

M. Berger: Une dernière question dans le même ordre d'idées, monsieur le président. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a, je crois, créé un certain nombre de comités sectoriels composés de représentants de l'industrie et du gouvernement afin de déterminer les besoins humains de l'industrie, mais je ne sais pas vraiment si ces comités se penchent sur les spécialités dont vous parliez. Êtes-vous au courant et, dans l'affirmative, avez-vous participé à cette initiative? Seriez-vous d'avis qu'avec votre participation, une formule de ce genre pourrait peut-être se concrétiser par un meilleur effort de planification de la part de l'industrie? Je ne parle pas seulement ici de conducteurs de machines pour l'industrie aérospatiale, mais aussi notamment de diplômés de doctorats.

Le président: Cette question n'était pas très longue, monsieur Berger.

M. MacNabb: Je suis au courant des faits. Nous n'y avons pas pris part et vous avez tout à fait raison de dire que, du moins si je ne me trompe pas, cette initiative ne s'est pas tellement concentrée sur le secteur des diplômés de maîtrises et de doctorats; quant à nous, c'est surtout l'enseignement universitaire supérieur qui nous intéresse. Quoi qu'il en soit, pour répondre à la dernière partie de votre question, cela pourrait en effet être utile. Dans quelle mesure, je l'ignore, mais cela pourrait être utile.

Le président: Monsieur Berger, pour vous punir, je vous confie la présidence. Étant de service pour l'heure des couchetard, je dois vous quitter. M. Greenaway a demandé la parole.

M. de Jong: Pourrons-nous avoir un second tour de questions?

Le président: Oui. M. Berger va maintenant assumer la présidence de cet auguste aréopage. M. Greenaway va avoir cinq minutes, puis ce sera à M. de Jong.

M. Greenaway: Monsieur le président, je vous remercie. Il me semble que chaque fois que nous nous réunissons pour parler de recherche avec par exemple M. MacNabb, la question de la participation de l'industrie surgit inmanquablement, et je ne suis pas convaincu que notre structure fiscale soit finalement aussi bonne que cela. Qui plus est, la raison d'être de la recherche et du développement en milieu industriel est la création de produits commercialisables et rentables. De toute évidence, nous ne disposons pas de tels marchés au Canada et nous devons dès lors essayer de vendre à l'étranger.

Le budget de l'an dernier comportait une disposition relative à la création d'une société canadienne pour le financement des exportations qui prêterait à faible taux d'intérêt aux pays étrangers pour qu'ils achètent des produits canadiens, et il est intéressant de noter qu'en douze mois, une seule entreprise canadienne a été en mesure de profiter de ce programme. La raison en est que cette société d'État est tellement lente à

[Texte]

things that by the time they get the loan set up, some foreign competitor has beaten our people to the punch and we have lost the business. So I think that is an area we should look into maybe as a committee some time, if we could.

Something that interested me, Dr. MacNabb, was that you said you felt we had a leg-up in the communications industry, and while you might feel that, I do not feel that at all. I think we are trying to get on the horse, but it is running away on us. For example, both France and the U.K. are pouring billions of dollars into communications—semi-conductor and software especially. France, for instance, has committed \$25 billion over the next five years into this, and I think what we are doing is not even in the same league. I think we are going to lose any edge we ever had in that area very quickly. I know you have said that you do not like to see us put all our eggs into one basket. Well, I think this is a basket where we had some eggs, but they are practically all gone.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I was not trying to make quantitative comparisons between Canada and other countries. I agree with you that the effort we are putting into some of these fields cannot, in any way, match the effort that other nations are putting into them. What I meant to say is that it is unlike forestry where we are concerned about the total competence to do research in that field.

However, we do have a good start in the area of communications and we must continue to support it. We have it as a strategic grants area, which is a modest support program in the universities, and it has been interesting to watch the panel of strategic grants on communications operate. I think, in that case, the majority are nonacademic; it is chaired by an industrial person. They look at these applications coming in from the university and say, well, we are looking for two things; we are looking for a proposal which would help build on an existing strength, and we are looking for proposals that are fast breaking and that will give us an edge on the competition where we can move quickly.

So all I meant to say is that there is a competence and we should be trying to support it. We are not starting from scratch by any means.

Mr. Greenaway: I commend you for picking out forestry as an area that we need a lot of help in. It seems to me I read somewhere not long ago that we only have, I think, as many people on faculty in Canada—right across the country in forestry—as they do in total in the University of North Carolina. Forestry, as you know, is our biggest industry in export dollars. Surely there must be more than \$500,000 that we can somehow find and channel into this industry. It is so

[Traduction]

s'ébranler qu'au moment où le prêt est arrangé, un concurrent étranger a déjà coiffé notre entreprise nationale au poteau et lui a fait perdre son marché. Il s'agit dès lors, à mon sens, d'un secteur sur lequel notre Comité aurait intérêt à se pencher s'il en a le temps.

Vous avez également éveillé mon intérêt, monsieur MacNabb, lorsque vous disiez qu'à votre avis, nous avons une bonne avance dans l'industrie des communications et, même si c'est votre avis personnel, je ne le partage pas du tout. À mes yeux, nous essayons d'attraper le train mais il est déjà parti. Ainsi, la France et le Royaume-Uni injectent des milliards de dollars dans le domaine des communications, plus particulièrement dans celui des semi-conducteurs et des logiciels. Pour vous citer un exemple, la France a prévu d'immobiliser pour ce secteur 25 milliards de dollars pendant les cinq prochaines années, et je dirais qu'à ce niveau, nous ne lui arrivons pas à la cheville. Je crois que nous allons perdre très rapidement le peu d'avance que nous avons acquis jusqu'à présent. Vous avez dit, je le sais, que vous n'aimiez pas voir tous nos oeufs dans le même panier. Je vous répondrai qu'il s'agit en l'occurrence d'un panier où nous avons bel et bien quelques oeufs, mais que ces oeufs se sont pratiquement tous évanouis.

M. MacNabb: Monsieur le président, loin de moi l'idée de faire des comparaisons quantitatives entre le Canada et d'autres pays. Je suis d'accord avec vous pour dire que les efforts que nous consentons dans certains de ces domaines ne sauraient aucunement se comparer à ceux de certains autres pays. Je voulais par contre préciser que ce n'est pas comme dans le cas de l'industrie forestière où nous nous inquiétons de notre compétence globale en matière de recherche.

Quoi qu'il en soit, nous avons pris un bon départ dans le domaine des communications et nous devons lui conserver notre appui. C'est un secteur couvert par nos subventions thématiques, un programme à vocation universitaire relativement modeste, mais nous avons pu noter non sans intérêt la manière dont opérait le groupe de travail sur les subventions thématiques en matière de communications. En l'occurrence, je dirais que la majorité des représentants proviennent de milieux non universitaires et son président même appartient au monde de l'industrie. Le groupe de travail examine les demandes provenant des universités et cherche essentiellement deux choses: une proposition qui nous permettrait de renforcer l'infrastructure actuelle et des propositions avant-gardistes qui nous donneraient l'avantage sur la concurrence dans les secteurs où nous pourrions progresser rapidement.

Je voulais donc simplement dire que nous avons des compétences et que nous devrions essayer de leur fournir notre appui. Il ne s'agit pas du tout de partir de zéro.

M. Greenaway: Je vous félicite pour avoir mentionné le fait que l'industrie forestière avait désespérément besoin d'aide. Il me semble avoir lu quelque part il n'y a pas si longtemps que toutes nos facultés de sciences forestières d'un bout à l'autre du pays totalisent un nombre d'étudiants qui correspond à ceux qu'on peut trouver rien qu'à l'université de Caroline du Nord. Comme vous le savez, l'industrie forestière est notre principale industrie d'exportation. Il est indubitable que nous

[Text]

sick now, and we are so far behind I think we need something like 1,500 foresters by 1985 to keep up with the demand. What are we going to do in this area? What would you suggest that we, as politicians, might be able to do?

Mr. MacNabb: Well, \$500,000 looks very small, and I agree in terms of the magnitude of the challenge facing the Canadian forest industry; it is so small that you would wonder why we would put it down. We could put more money into forestry research, but our feeling is that there would be a good likelihood that a large percentage of it might not be well used. So rather than just applying more money to the existing and, as you say, very small research force within Canadian universities, we should be trying to build up that competence first. Five hundred thousand dollars is seed money—excuse the pun—but I would hope that that tree grows significantly by this time next year and I will be back before you asking for quite a lot larger an amount of money. If our programs of working with the universities and trying to negotiate with them research development programs where the existing competence within the forestry schools will work together with specialists outside of the forestry schools, either in the university or in government labs or in industry—and come back to us with a forestry research development program for that university—that is what we are looking for. Once we see the magnitude of that and the amount of money involved, then we will have to try to find the dollars to support it. The \$500,000 is just a start, and the start is limited to the six universities that have forestry schools. It is my hope that it will be extended to all universities, because by no means is it just the forestry schools that can contribute to forestry research.

• 2150

The Vice-Chairman: Mr. de Jong.

Mr. de Jong: Let me just pick up from there. It includes the forestry. How much of the research in forestry comes from private industry?

Mr. MacNabb: Private industry? I would have to say, without knowing the specific number, very little.

Mr. de Jong: The traditional arguments or the traditional reasons why private industry has not invested in research and development is it is a branch plant, or we are too small of a nation, et cetera. Yet none of that makes sense in the forest

[Translation]

pourrions lui attribuer d'une façon ou d'une autre plus de \$500,000. Ce secteur est tellement mal en point, nous avons accumulé un tel retard . . . Il nous faudra, je crois, quelque 1,500 ingénieurs-forestiers d'ici 1985 si nous voulons être en mesure de répondre à la demande. Qu'allons-nous faire? A votre avis, qu'est-ce que les milieux politiques pourraient faire à cet égard?

M. MacNabb: Bien entendu, \$500,000 peuvent sembler une somme relativement peu importante, et je suis d'accord avec vous sur l'importance du défi qui se pose à l'industrie forestière canadienne. Le montant que vous avez cité est tellement modique qu'on pourrait se demander pourquoi nous avons pris la peine de le prévoir. Nous pourrions injecter davantage de crédits dans la recherche en sciences forestières, mais nous sommes d'avis que, selon toute vraisemblance, un pourcentage important de ceux-ci pourrait n'être pas utilisé à bon escient. Dès lors, au lieu d'accorder davantage à un effectif de recherche existant et, comme vous l'avez vous-même dit, relativement réduit, celui qu'on trouve dans nos universités, nous devrions au contraire essayer de constituer pour commencer une base de compétences. Si vous me passez l'expression, je dirais que nous semons un demi-million de dollars dans l'espoir que, à la même époque l'an prochain, la récolte sera abondante et, à ce moment, je serai une fois encore ici devant vous, mais pour vous demander cette fois bien plus d'argent. Si les programmes grâce auxquels nous travaillons avec les universités et nous essayons de négocier avec elles des programmes d'expansion des recherches dans les secteurs où des compétences existent déjà, c'est-à-dire dans les écoles de foresterie, donnent de bons résultats en collaboration avec les spécialistes qui n'appartiennent pas à ces mêmes écoles, qu'il s'agisse des universités, des laboratoires de l'État ou des milieux industriels, et si à ce moment-là l'université revient nous soumettre un programme d'intensification des recherches en sciences forestières, nous n'en demandons pas davantage. Dès que nous aurons une idée de l'ampleur de ces programmes et des sommes nécessaires, nous devrons trouver les crédits pour les mettre en route. Ce demi-million de dollars n'est qu'un point de départ qui se limite aux six universités qui disposent d'une faculté de sciences forestières. Je nourris l'espoir que toutes les universités finiront par en profiter parce qu'il est évident qu'il n'y a pas que les facultés de sciences forestières qui puissent faire progresser les recherches dans ce domaine.

Le vice-président: Monsieur de Jong.

M. de Jong: Permettez-moi de poursuivre dans la même veine. Nous parlons de sciences forestières. Quel est le pourcentage des recherches en sciences forestières attribuable à l'industrie privée?

M. MacNabb: L'industrie privée? Sans pouvoir avancer de chiffres précis, je dirais que ce pourcentage est extrêmement faible.

M. de Jong: Les arguments ou les raisons pour lesquelles l'industrie privée s'est toujours refusée à investir dans la recherche et le développement sont par exemple qu'il ne s'agit que d'un secteur secondaire ou que le pays est trop petit, et j'en

[Texte]

industry. In other words, the forest industry has raped and plundered our resource, has contributed very little to replanting and very little to research; and I think at some stage we have to think in terms of other than just providing carrots if we are going to get a proper 1.5 per cent of our GNP going to R&D. I think at some stage the folks who take the resources out of this country have to start exhibiting some responsibility and putting some money back into the human resources, at least.

Pardon me for that little polemic.

Did I hear you correctly when you mentioned in response to an earlier question that the council is doing an analysis of some \$90 million in grants and expenditures, or that you have done such an analysis?

Mr. MacNabb: Each year we do an analysis of the money that we provide in operating grants. This is the area where the researchers choose their own research thrust. One of the first questions I asked was where is this money going; what type of research is being supported? I am not sure if it is in the annual report, but I can certainly provide you with the 1981 listing. We have identified 12 areas, the last one being the general advancement of knowledge. I think it is in the annual report. I think now for two or three years we have had this breakdown. It shows that about 50 per cent goes into areas of specific interest to Canada. It is on page 24 of the president's report you have.

Mr. de Jong: Okay. I wonder if there is anything in detail in terms of a more thorough breakdown—in fact, I was just skimming through this particular section—but if you have a smaller breakdown into categories, and as well I would imagine an analysis would get into the effectiveness of the grants and what has resulted in giving these grants. I think it would be helpful to the committee. Very often when we try to pressure government into putting more money into R&D, when we as politicians try to convince both the public and the government of the usefulness of increased spending in R&D, an analysis of that sort is very helpful to us.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, we have a far more detailed breakdown. We do not print it. It is governed by what we call "key words" in our computer system, so if you asked the council what university researchers are doing research in a particular sub-discipline, we can usually extract that very quickly from the system. This is a service that we can provide to industry, for example, who have a particular problem in a particular discipline.

[Traduction]

passé. Toutefois, dans le secteur forestier, ces arguments n'ont aucun sens. En d'autres termes, l'industrie forestière a littéralement pillé nos ressources, a très peu reboisé et n'a pratiquement fait aucune recherche. À mon sens, nous devons à un moment ou à un autre cesser de nous contenter de lui agiter des carottes sous le nez si, toutefois, nous voulons que 1.5 p. 100 de notre PNB finisse par être attribué aux activités de recherche et de développement. À un moment donné, les bonshommes qui exportent sans vergogne nos ressources devront, j'imagine, commencer à faire preuve d'un peu de sens des responsabilités et au moins réinvestir une partie de cet argent dans le secteur des ressources humaines.

Vous me pardonnerez, j'espère, cette tirade un peu polémique.

Vous ai-je bien entendu dire, en réponse à une question précédente, que le Conseil procédait à une analyse des quelque 90 millions de dollars dépensés notamment au titre des subventions, ou que cette analyse était en fait terminée?

M. MacNabb: Nous procédons chaque année à une analyse de l'utilisation des crédits que nous dépensons au titre des subventions de fonctionnement. Il s'agit en l'occurrence du secteur où les chercheurs décident eux-mêmes de l'orientation de leurs recherches. L'une des premières questions que je pose porte sur la destination de ces crédits: quelles sont les recherches ainsi financées? Je ne sais pas si cela figure dans le rapport annuel, mais je pourrais vous fournir une liste pour 1981. Nous avons déterminé 12 secteurs dont le dernier est l'avancement général des connaissances. Je pense que cela figure dans le rapport annuel. Cela fait, je crois, deux ou trois ans que nous fournissons ce détail. Cette analyse nous montre qu'environ 50 p. 100 des crédits sont accordés à des secteurs qui intéressent le Canada au premier chef. Vous en trouverez le détail à la page 24 du rapport du président.

M. de Jong: D'accord. Auriez-vous une ventilation encore plus détaillée—je viens tout juste de parcourir cette partie—en catégories plus restreintes? De plus, j'imagine qu'une analyse de ce genre porterait sur l'efficacité des subventions et sur les résultats qu'elles ont produits. Ces éléments seraient, je crois, très précieux pour le Comité. Très souvent, lorsque nous essayons d'insister auprès du gouvernement pour qu'il injecte davantage de crédits dans la recherche et le développement, lorsqu'en notre qualité d'hommes politiques nous essayons de convaincre à la fois la population et le gouvernement de l'intérêt qu'il y aurait à dépenser davantage en matière de recherche et de développement, une analyse de ce genre nous serait extrêmement précieuse.

M. MacNabb: Monsieur le président, nous avons un exposé beaucoup plus détaillé de ces analyses. Toutefois, nous ne le publions pas. Il s'agit en fait de dossiers informatisés que nous pouvons extraire grâce à ce que nous appelons des «mots clés» et si, par exemple, vous demandez au Conseil quel genre de recherches les chercheurs d'une université effectuent dans telle ou telle sous-discipline, nous pouvons le plus souvent trouver les renseignements très rapidement. Voilà un service que nous pouvons fournir à l'industrie, par exemple dans le cas d'un problème particulier dans une discipline particulière.

[Text]

• 2155

Mr. de Jong: Good.**Mr. MacNabb:** If they come to us, and I wish more of them would, we can direct them to the research community across Canada and to the stars of that community, if they wish.**Mr. de Jong:** You could also offer that service to members of Parliament as well?**Mr. MacNabb:** If you could identify the particular area you are interested in, we can provide you with that service, yes.**Mr. de Jong:** Good. One more question?**The Vice-Chairman:** Yes.**Mr. de Jong:** In terms again of trying to get private industry to do a greater amount of research and development—and I think, when everything is said and done, that is the major problem—how are we going to do that trick?

It seems to me that the National Research Council has some pretty good programs where, instead of just giving absolute grants or tax incentives, they work on specific things with industry. It is almost taking their hand and making them go through certain paces, a step-by-step thing. That is more open to smaller Canadian industries. They can fine-tune things in terms of production runs to suit the type of population that we have in Canada and so forth.

It seems to me that seems to be the most promising way of getting private industry to invest in R&D. Would you say it would make some sense at some stage to join the efforts that you do, that the NRC does and that various other institutions do, to develop a more coherent and co-ordinated policy to direct it to private industry, to get them to do the R&D that is necessary?

Mr. MacNabb: There certainly has been and continues to be an effort to try to co-ordinate the industrial-related programs, research and development programs of government, towards industry. That is continuing. In fact, the latest consolidation of the PILP/COPI programs within the National Research Council again was a move in that direction.

We are somewhat different from that council in that we are operating through the universities. Our assistance to industry comes through the vehicle of university research or through the vehicle of people that we provide or provide research fellowships to and then permit them to work in industry and subsidize their salaries, if you like.

We are in the university pushing out, if you like, and the NRC programs are outside pulling, we hope. We have a membership on the NRC committees and in that way try to ensure that our efforts are co-ordinated with those of the National Research Council.

[Translation]

M. de Jong: Parfait.**M. MacNabb:** Si l'on vient nous voir, et j'aimerais bien qu'un plus grand nombre d'industries le fasse, nous pouvons les orienter vers les chercheurs de tout le Canada et vers les as du milieu de la recherche, si elles le désirent.**M. de Jong:** Vous pourriez également offrir ce service aux députés?**M. MacNabb:** Si vous pouvez nous dire quels domaines particuliers vous intéressent, nous pouvons également vous fournir ce service.**M. de Jong:** Très bien. Encore une question?**Le vice-président:** Oui.**M. de Jong:** Encore une fois, pour tenter d'obtenir que l'industrie privée entreprenne plus de recherche et de développement—et je crois qu'en dernière analyse, c'est là le problème principal—comment allons-nous réaliser cet exploit?

Il me semble que le Conseil national de recherches possède quelques programmes assez bons dans le cadre desquels, plutôt que d'offrir des subventions précises ou des encouragements fiscaux, on travaille à des projets précis avec l'industrie. C'est presque comme les prendre par la main pour leur faire suivre certaines démarches, étape par étape. C'est plutôt à l'intention des petites industries canadiennes. Celles-ci peuvent en effet mettre au point les aspects de la production de façon à tenir compte du genre de population que nous avons au Canada, etc.

Il me semble que c'est là la façon la plus prometteuse d'envisager la chose si nous voulons que l'industrie privée investisse dans la recherche et le développement. A votre avis, serait-il sensé que vous, le CNR et divers autres organismes joigniez vos efforts afin de mettre au point une politique plus cohérente et mieux coordonnée visant l'industrie privée afin que celle-ci effectue la recherche et le développement nécessaires?

M. MacNabb: Il y a certainement eu des efforts, et ceux-ci se poursuivent, pour tenter de coordonner les programmes axés sur l'industrie, les programmes gouvernementaux de recherche et de développement orientés vers l'industrie. Cela se poursuit. En fait, la consolidation récente des programmes PPIL-PMCI au Conseil national de recherches va en ce sens.

Nous différons quelque peu du Conseil national de recherches parce que nous passons par les universités. Notre aide à l'université se fait par le truchement de la recherche universitaire ou par le truchement de ceux à qui nous fournissons des bourses de recherche et à qui nous permettons ensuite de travailler dans l'industrie en subventionnant leur salaire, si vous voulez.

Nous sommes à l'université en train de pousser, si vous voulez, alors que les programmes du CNR sont à l'extérieur et tirent, nous l'espérons. Nous faisons partie des comités du CNR et de cette façon, tentons de nous assurer que nos efforts s'alignent sur ceux du Conseil national de recherches.

[Texte]

Mr. de Jong: Thank you very much.

Le vice-président: Merci, monsieur de Jong. Monsieur Gimaïel, cinq minutes.

M. Gimaïel: Cinq minutes. Merci.

Monsieur MacNabb, vous avez amené un point qui m'inquiète un peu, tout à l'heure et je veux pas vous poser des questions là-dessus, mais simplement une remarque que vous avez dite tout à l'heure qu'on manquait de spécialistes en foresterie au Canada. Et je trouve cela aberrant parce que même mon grand-père qui était gardien d'écluse dans le bas, il y a 50 ans aurait pu nous dire à ce moment-là que le bois et la forêt c'est important au Canada. Et puis je me pose la question, probablement des scientifiques ou des gens hautement éduqués qui n'ont pas vu que cela serait nécessaire un jour de former des spécialistes en forêt. Et je ne voudrais pas que l'on commette les mêmes erreurs. C'est pour cela que tout à l'heure je vous amenais certains éléments. Mais les deux, trois petites questions que je voulais vous poser, c'est surtout pour le Québec. En ce qui touche le Québec, je sais que vous travaillez plus de façon sectorielle que de façon régionaliste ou géographique, mais j'aimerais savoir deux points. D'abord, est-ce qu'au Québec présentement, on est à peu près au même niveau que le reste du pays en ce qui regarde l'abondance de scientifiques et surtout en ce qui regarde le développement?

Deuxième question, elle est un petit peu politique, mais en tout cas, vous vous débrouillerez avec, c'est votre travail. Un élément comme la Loi 101, par exemple, quel peut-être l'impact d'une loi purement sentimentale sur un domaine hautement technique qui s'appelle les sciences ? Car dans mon optique à moi, la science a toujours attiré la science, je me dis que plus il y a de scientifiques dans un milieu, plus il est susceptible de s'en développer.

Et puis si on commence à les peindre de couleur, ou de langue ou de race, n'y a-t-il danger d'en éliminer de très bons, sous prétexte qu'on a de très grands idéaux culturels ou autres?

• 2200

C'est une question. Je vous laisse développer la réponse à votre goût.

Mr. MacNabb: Let me try to deal with the first question first. Generally, on the subject of the abundance of scientists in the Province of Quebec, we deal, of course, only with the university community. There was a tremendous buildup, as you know, in the universities in Quebec in the sixties. Not all of the people who were retained by the Quebec universities at that time of rapid growth, however, appear to be interested in doing research and development as such.

You were quite right in the preface to your question that we work on a discipline basis and do not establish provincial quotas, et cetera. But we do follow the end result, after the fact if you like, and assess what is happening in various regions of Canada in terms of participation in our programs.

[Traduction]

M. de Jong: Merci.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. de Jong. Mr. Gimaïel, five minutes.

Mr. Gimaïel: Five minutes. Thank you.

Mr. MacNabb, you brought up a point a while ago that I find somewhat frightening and though I do not wish to question you on it I would simply like to underline the fact that you mentioned a few moments ago that we were short of forestry specialists in Canada. I find this perfectly absurd since even my grandfather who was a dike watcher along the lower St. Lawrence 50 years ago could have told us at that time that trees and the forest are important to Canada. Which brings me to ask myself if probably it was not scientists or highly educated people who did not sense that one day it would become necessary to train forestry specialists. I would not want the same errors to be committed again. That is why a short while ago I brought out certain elements. Now to get to the two or three little questions I would like to ask you, they bear mostly on Quebec. In the case of Quebec, I know that you work mainly by sectors rather than by region or geographical area, but I should like to know two things. First of all, in Quebec presently, are we at about the same level as the rest of the country with regard to the number of scientists and more specifically with regard to development.

My second question is perhaps a little more political, but be that as it may, you can see what you can do, that is your job. Something like Bill 101 for example, what is the impact of a purely sentimental law on a highly technical area called science especially since I have always felt that science always attracts science and therefore I feel that the more scientists you have in an environment, the greater number you are likely to get.

If one starts painting them by colour, by language or by race, do we not risk eliminating some very good ones with the excuse that there are higher cultural ideals?

That was the question. I leave you to expand on the answer at will.

M. MacNabb: Laissez-moi tenter de répondre d'abord à la première question. D'une façon générale, en ce qui concerne l'abondance de chercheurs au Québec, comme vous le savez, nous ne faisons affaire qu'avec les universités. Comme vous le savez, il y a eu une expansion énorme des universités au Québec au cours des années 1960. Or, il semblerait que ce ne sont pas tous ceux que les universités du Québec ont attiré à cette époque de croissance rapide qui s'intéressent à la recherche et au développement comme tels.

Vous avez eu tout à fait raison de dire en préface à votre question que nous travaillons par discipline et non pas en fonction d'un contingentement provincial établi. Néanmoins, il y a un suivi, après le fait si vous voulez, car nous tentons

[Text]

The problem we face in Quebec, and let me deal with the francophone universities of Quebec, is that they have about 16.9 per cent of the full-time professors in Canada, which is quite high. The number of applicants we get from Quebec to our programs is only 13 per cent of the national total. So, there is a large element of the university research force in Quebec that does not apply to us. Maybe some of them are just not interested in doing research at all, as I say, and perhaps others go to other sources of funding, but we can only deal with the applications that we actually get.

So, Quebec applicants to us from francophone universities represent about 13.2 per cent of the national total and, of our total programs of support, they received 12.7 per cent of our total funding. So it is not significantly out of balance with the national average.

The difficult areas that we see, if these numbers are representative and should be averaging out, is in the Atlantic region where they have 11.7 per cent of the full-time professors. We get from them about 10 per cent of the applications but they only receive about 7.9 per cent of the funds available. That is the largest deviation from normal, if you like, and it is for that reason that we have devised programs, both in the francophone universities and in the Atlantic provinces, to try to improve the participation rate and success rate in our programs.

The difficulty in the maritime provinces, if I might diverge a bit from your question, is that many of them are very small universities; some of them do not have graduate programs and it is difficult to maintain a major research effort without graduate students to assist.

We have had the regional development program and the support to maritime universities under way for some time. I wish I could say that we have had more success. We have had some successes but it has not changed these percentages dramatically over the course of the last five years. However, we are continuing those efforts and are trying to build upon them, as was indicated in the presentation this evening. For the small universities, we are trying to give some additional help to those universities that are physically removed from other institutions, to try to bring about research co-operation with larger institutions.

On your last question, Bill 101, I really cannot comment. The only thing that I would think . . . You talk about losing confidence; the difficulty might be in trying to attract competence from other areas into Quebec universities.

Le vice-président: Monsieur Julien.

[Translation]

d'évaluer quelle est la participation dans nos programmes des diverses régions du Canada.

Le problème auquel nous faisons face au Québec, et laissez-moi parler des universités francophones du Québec, c'est que celles-ci regroupent environ 16.9 p. 100 de tous les professeurs à plein temps au Canada, taux assez élevé. Le nombre de demandes que nous recevons de Québec dans le cadre de nos programmes n'est que de 13 p. 100 du total national. Il existe donc un large segment des chercheurs universitaires au Québec qui ne nous présentent aucune demande. Certains d'entre eux ne s'intéressent peut-être tout simplement pas à la recherche, comme je l'ai dit, et les autres cherchent peut-être des fonds ailleurs, mais nous ne pouvons que traiter les demandes que nous recevons vraiment.

Ainsi donc, les demandes qui nous parviennent des universités francophones du Québec représentent environ 13.2 p. 100 de l'ensemble des demandes nationales et le Québec reçoit 12.7 p. 100 du budget total de nos programmes d'aide. Il n'existe donc pas de déséquilibre marqué avec la moyenne nationale.

Les régions où, à notre avis, il y a des difficultés, si ces chiffres sont représentatifs et devraient donc s'appareiller, c'est dans la région de l'Atlantique où se trouvent 11.7 p. 100 des professeurs à plein temps. Ceux-ci nous font parvenir environ 10 p. 100 des demandes, mais ils ne reçoivent qu'environ 7.9 p. 100 de l'argent disponible. C'est là que se trouve la déviation la plus grande si vous voulez et c'est pour cette raison que nous avons conçu les programmes et à l'intention des universités francophones et à l'intention des provinces de l'Atlantique afin de tenter d'améliorer le taux de participation et le taux de succès dans nos programmes.

La difficulté dans les provinces maritimes, si vous me permettez de m'éloigner un peu de votre question, c'est que de nombreuses universités sont très petites; certaines n'ont pas de programmes d'études supérieures et il est difficile de maintenir un effort de recherche d'envergure si on ne peut compter sur l'appui des étudiants aux études supérieures.

Nous avons déjà depuis un certain temps un programme de développement régional et un programme d'appui à l'intention des universités des Maritimes. J'aimerais pouvoir dire que nous avons remporté plus de succès. Nous avons connu certains succès, mais sans pour autant modifier de façon marquée ces pourcentages au cours des cinq dernières années. Toutefois, nous maintenons nos efforts et nous tentons de nous en servir comme base, comme je l'ai indiqué dans ma présentation de ce soir. Dans le cas des petites universités, nous tentons d'accorder une aide supplémentaire aux universités qui se trouvent géographiquement éloignées des autres institutions de façon à promouvoir une collaboration au niveau de la recherche avec les plus grandes institutions.

Quant à votre dernière question, la loi 101, je ne peux vraiment pas faire de commentaires. La seule chose qui à mon avis . . . Vous avez parlé d'une perte de confiance; la difficulté se présente peut-être lorsque les universités du Québec tentent d'attirer des gens compétents d'autres régions.

The Vice-Chairman: Mr. Julien.

[Texte]

M. Julien: Monsieur le président, si vous me permettez, en ce qui concerne la première partie de votre question qui se rapportait au nombre de chercheurs dans les universités québécoises, je pense qu'il y a un point qu'il ne faut pas oublier quand on essaie de faire des comparaisons avec le reste du Canada. Il y a quelques années, comme vous le savez, dans la province de Québec, on a créé tout un système différent de celui des autres provinces, le système de CEGEP, qui a drainé des universités une très grande partie des chercheurs qui travaillaient surtout au niveau des premières années universitaires, donc là où se trouve la base d'une pyramide de chercheurs.

Ces chercheurs-là étant maintenant retirés du système universitaire, ils ne participent pas à nos programmes ou ne font pratiquement pas de recherche dans le système des CEGEP. Il y a très peu de recherche qui se fait dans le système des CEGEP québécois.

[Traduction]

Mr. Julien: Mr. Chairman, with your permission, with regard to the first part of your question on the number of scientists in Quebec universities, I think there is a fact we must not forget when we try to compare Quebec with the rest of the country. A few years ago, as you know, in Quebec, a school system different from that of the other provinces was set up, the CEGEP that drained from the universities a large number of scientists who were working more particularly in the first years of university studies, therefore at the base of the research pyramid.

These researchers now being out of the university system, they no longer participate in our programs and to all extents and purposes do not do any research in the CEGEP system. Very little research is done in the CEGEP system of Quebec.

• 2205

C'est donc un autre élément dont il faut tenir compte lorsqu'on évalue la population de chercheurs universitaires en la comparant à celle d'autres provinces.

Merci.

Le vice-président: Où le docteur MacNabb a-t-il pris les chiffres qu'il a cités?

M. Julien: C'est une analyse que nous avons faite dans le cadre du plan quinquennal et que nous avons continuée par la suite. C'est une analyse dont les chiffres nous viennent en partie de Statistique Canada. Ensuite, il y a des enquêtes que Statistique Canada fait sur le nombre de professeurs à plein temps ou de l'équivalent de professeurs à plein temps dans les universités du Québec et du reste du Canada.

Nous poursuivons nous-mêmes dans le moment cette analyse en contactant directement les universités. Plutôt que de leur demander quels professeurs à plein temps sont dans le système, nous leur demandons quelles personnes sont admissibles à nos programmes, ce qui va nous donner des données statistiques beaucoup plus appropriées à nos programmes.

Le vice-président: Si ces données sont publiques, pourrait-on vous demander de les déposer ou d'en envoyer une copie au greffier du Comité?

Mr. MacNabb: Yes.

The Vice-Chairman: I would like to thank you, Mr. MacNabb and Dr. Julien, for being with us this evening.

I would like to remind the members of the committee that our next meeting is tomorrow afternoon in the same room at 3.30 p.m., when we will be considering Votes 1c, 5c and 15c under Treasury Board. Our witness will be the President of the Treasury Board, Mr. Johnston. Thank you.

The meeting is adjourned.

Therefore this element must also be taken into account when evaluating the number of university researchers and comparing it to the number in other provinces.

Thank you.

The Vice-Chairman: Where did Dr. MacNabb get the figures that he quoted?

Mr. Julien: From an analysis done within the framework of the five year plan that was continued. The figures used in the analysis come in part from Statistics Canada. There are also surveys done by Statistics Canada on the number of full-time professors or their equivalent in the universities in Quebec and the rest of the country.

We are ourselves continuing this analysis by contacting directly the universities. Rather than asking them the number of full-time professors in the system, we are asking how many persons are eligible for our programs, thereby giving us statistical data much more relevant to our programs.

The Vice-Chairman: If this data can be made available, could we ask you to present it or to send a copy to the clerk of the committee?

M. MacNabb: Oui.

Le vice-président: Je tiens à vous remercier, monsieur MacNabb et vous, monsieur Julien, d'avoir été ici ce soir.

Je veux rappeler aux membres du Comité que notre prochaine réunion se tient demain après-midi dans cette même salle à 15h30; nous examinerons les crédits 1c, 5c et 15c du Conseil du Trésor. Notre témoin sera le président du Conseil du Trésor, M. Johnston. Merci.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Natural Sciences and Engineering Research Council: Du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie:

Mr. G.M. MacNabb, President;

Dr. G. Julien, Executive Director.

M. G.M. MacNabb, président;

M. Gilles Julien, directeur général.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 65

Fascicule n° 65

Tuesday, November 24, 1981

Le mardi 24 novembre 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

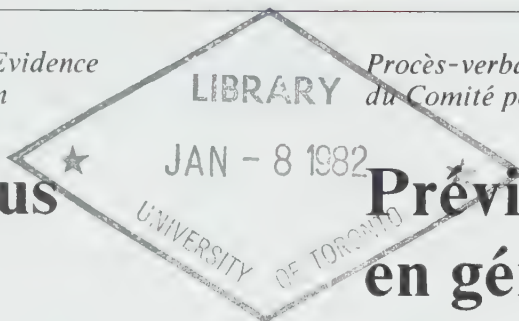
Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général



RESPECTING:

CONCERNANT:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Votes 1c, 5c and 15c under TREASURY BOARD

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédits 1c, 5c et 15c sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honourable Donald Johnston,
President of the Treasury Board

L'honorable Donald Johnston,
Président du Conseil du Trésor

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	de Corneille
Bachand	de Jong
Baker (<i>Nepean-Carleton</i>)	Gimaïel
Bloomfield	Gingras
Cousineau	Halliday

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Herbert	Lambert
Huntington	Siddon
Kelly	Stevens
King	Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, November 24, 1981:

Mr. Huntington replaced Mr. Greenaway;

Mr. Stevens replaced Mr. Gurbin.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 24 novembre 1981:

M. Huntington remplace M. Greenaway;

M. Stevens remplace M. Gurbin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, NOVEMBER 24, 1981
(82)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:35 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Berger, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anguish, Bachand, Baker (*Nepean—Carleton*), Berger, de Corneille, Gauthier, Gimaïel, Halliday, Herbert, Huntington, Kelly and Lambert.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Treasury Board of Canada: Mr. F. Drummie, Deputy Secretary, Personnel Policy Branch, Mr. J. L. Manion, Secretary of the Treasury Board and Mr. J. Glashan, Assistant Secretary, Administration Policy Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

By unanimous consent, the chairman called Votes 1c, 5c and 15c under TREASURY BOARD.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 4:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 24 NOVEMBRE 1981
(82)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h 35 sous la présidence de M. Berger (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Anguish, Bachand, Baker (*Nepean—Carleton*), Berger, de Corneille, Gauthier, Gimaïel, Halliday, Herbert, Huntington, Kelly et Lambert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparaît: L'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor.

Témoins: Du Conseil du Trésor du Canada: M. F. Drummie, sous secrétaire, Direction de la politique du personnel, M. J. L. Manion, secrétaire du Conseil du Trésor et M. J. Glashan, secrétaire adjoint, Direction de la politique administrative.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (*Voir procès-verbal du jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 63*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1c, 5c et 15c sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 16h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, November 24, 1981

• 1535

Le vice-président: A l'ordre s'il vous plaît. Nous étudions aujourd'hui le budget supplémentaire (C) 1981-1982, les crédits 1c, 5c et 15c sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR.

CONSEIL DU TRÉSOR

A—Secrétariat—

Crédit 1c—Administration centrale de la Fonction publique— Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget\$1,062,000

Crédit 5c—Eventualités du gouvernement\$60,000,000

Crédit 15c—Contributions de l'État\$13,100,000

Le vice-président: Nous avons comme témoin l'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor à qui je demanderai de présenter ses adjoints et de faire une déclaration d'ouverture s'il y a lieu.

Monsieur Johnston.

L'honorable Donald Johnston (président du Conseil du Trésor): Merci monsieur le président. J'aimerais présenter plusieurs membres de notre équipe du Conseil du Trésor. A l'extrême gauche et avec moi M. Aqualina qui est *deputy secretary* aux langues officielles.

Mr. F. Drummie, who is the Deputy Secretary of Personnel Policy Branch; Mr. J.L. Manion who is, of course, Secretary of the Treasury Board; also, I have Mr. L. O'Toole, who is the Assistant Secretary of the Program Branch; and Mr. J. Glashan, who is the Assistant Secretary of the Administrative Policy Branch.

Mr. Chairman, I have several very brief comments, which I understand are being distributed, and which I would propose to read into the record to introduce the subject of the Supplementary Estimates (C) for the fiscal period 1981-1982.

I am pleased to appear before this committee to discuss these supplementary estimates. The supplementary estimates total about \$3.9 billion and bring the total estimates tabled to date for the year, to \$69.1 billion. This total includes both Supplementary Estimates (A) and Supplementary Estimates (8) which were tabled earlier this year.

Sur un total de 3.9 milliards de dollars, plus de 75 p 100 représentent un changement dans les besoins statutaires et moins de 25 p 100 une nouvelle autorisation de dépenser qu'on demande au Parlement d'approuver.

The major changes in the statutory requirements are as follows: \$2.3 billion for servicing the public debt due to higher interest rates; \$0.5 billion for fiscal transfer payments; \$0.3 billion for increased old-age security, guaranteed income sup-

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 24 novembre 1981

The Vice-Chairman: Order, please! We are studying today the Supplementary Estimates (C) 1981-1982, Votes 1c, 5c and 15c, under Treasury Board.

TREASURY BOARD

A—Secretariat—

Vote 1c—Central Administration of the Public Service— Program expenditures and the grant listed in the Estimates.....\$1,062,000

Vote 5c—Government Contingencies\$60,000,000

Vote 15c—Government's contributions\$13,100,000

The Vice-Chairman: Our witness today is the honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board. I will ask him to introduce his officials and make an opening statement if he wishes.

Mr. Johnston, you have the floor.

Hon. Donald Johnston (President of the Treasury Board): Thank you, Mr. Chairman. I am going to introduce some members of our team at Treasury Board. At the far left is Mr. Aqualina, Deputy Secretary for the Official Languages.

Ensuite, M. F. Drummie, sous-secrétaire à la Direction de la politique du personnel; M. J.L. Manion, qui est le secrétaire du Conseil du Trésor; ensuite M. L. O'Toole, secrétaire adjoint de la Direction des programmes, et M. J. Glashan, sous-secrétaire à la Direction de la politique administrative.

Monsieur le président, j'ai quelques notes d'introduction à lire, pour le procès-verbal, et si je vois bien, on est en train de les distribuer; je vais donc aborder le budget supplémentaire (C) de l'exercice 1981-1982.

C'est avec plaisir, monsieur le président, que je me présente devant ce Comité pour vous entretenir du budget supplémentaire (C) pour 1981-1982. Ce budget supplémentaire s'élève à environ \$3.9 milliards et porte le budget total déposé jusqu'à maintenant pour cette année à \$69.1 milliards. Ce total comprend à la fois le budget supplémentaire restreint (A) et le budget supplémentaire restreint (B), qui ont été déposés au début de l'année.

Of the total of \$3.9 billion, over 75 per cent represents changes in statutory requirements with less than 25 per cent being the amount of new spending authority that Parliament is being asked to approve.

Les principaux changements apportés aux besoins statutaires sont: \$2.3 milliards pour le service de la dette publique en raison de l'augmentation des taux d'intérêt; \$0.5 milliard pour les paiements de transfert fiscal; \$0.3 milliard pour l'augmen-

[Texte]

plement and spouses allowances due to an increased population and unemployment insurance account; and \$0.2 billion decrease in payments to the unemployment insurance account.

The largest items in these supplementaries, Mr. Chairman, which require parliamentary authority, are the following: \$107 million for increased payments to Via Rail Canada Inc., for rail passenger services; \$81 million for compensation to grain producers as a result of the grain embargo; \$66 million for the Enterprise Development Program, primarily for the Vancouver automated light rapid transit system; \$65 million for community development projects of Employment and Immigration; and \$60 million to supplement the Treasury Board's contingency vote, to ensure that sufficient funds were available to meet possible payroll shortages in departmental budgets. In addition, there are a large number of other items, with individual costs ranging from \$38 million to as low as \$1,000.

Le présent budget indique une augmentation de 754 années-personnes dont 341 inscrites pour le ministère des Affaires extérieures, couvre le regroupement des opérations à l'étranger sous ce ministère. Celles-ci sont entièrement compensées par une diminution des autorisations de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada d'où elles auraient été transférées. L'augmentation nette est donc de 413 années-personnes destinées à divers besoins imprévus.

• 1540

It should be noted that there are only seven \$1 votes in these supplementary estimates: four to transfer of funds between votes within the same department; two for grants; and the remaining vote is an amendment to a previous appropriation act. The number of \$1 votes is much lower than in supplementaries of previous years.

In addition to the contingencies vote, there are two other votes in these supplementaries for the Treasury Board. The first increases the administration vote by \$1.1 million, due primarily to the cost of relocating part of the secretariat to the Vanier Building. The second vote is the employer contributions to insurance plans which is being supplemented by \$13 million to cover increased contributions under the Quebec Health Insurance Act.

Les montants indiqués dans ce Budget supplémentaire seront pris en compte dans la structure des dépenses établie dans le Budget déposé le 12 novembre dernier. Bien que l'ensemble du Budget des dépenses principales et supplémentaires déposé jusqu'à maintenant accorde des autorisations dont le total excède le niveau prévu des dépenses, la différence pourrait être expliquée par l'échéance prévue de l'autorisation des dépenses qui surviennent chaque année. De plus, il y a place dans la structure des dépenses pour 68.3 milliards de dollars établis par le ministre des Finances dans le Budget, pour couvrir d'autres budgets supplémentaires qui sont susceptibles d'être présentés avant la fin de l'année financière.

[Traduction]

tation des versements de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des allocations du conjoint, en raison de la croissance de la population et en raison de l'indexation; une diminution de \$0.2 milliard dans les paiements au compte de l'assurance chômage.

Les postes les plus importants de ce budget supplémentaire, exigeant une autorisation du Parlement, sont les suivantes: \$107 millions pour une augmentation des paiements à VIA Rail Canada Inc. pour les services aux passagers; \$81 millions de dédommagements aux producteurs de grain en raison de l'embargo sur le grain; \$66 millions pour le programme de développement de l'entreprise, principalement pour le système de transport automatisé léger et rapide de Vancouver; \$65 millions pour les projets de développement communautaire d'Emploi et Immigration; \$60 millions pour augmenter le crédit des éventualités du Conseil du Trésor afin de garantir que des fonds suffisants sont disponibles pour faire face aux déficits éventuels dans les sommes destinées à la paye, dans les budgets des ministères. De plus, il existe un grand nombre d'autres postes dont les coûts individuels varient de \$38 millions à \$1,000 seulement.

These estimates display an increase of 754 person-years of which 341, listed for the Department of External Affairs, cover the consolidation of foreign operations under that department. These are entirely offset by reduced authorizations to Canada Employment and Immigration Commission from which they were transferred. The net increase of 413 person-years are for a variety of unforeseen requirements.

Il faut souligner que ce budget supplémentaire ne comporte que sept crédits de un dollar: quatre pour un transfert de fonds entre des crédits à l'intérieur d'un même ministère; deux pour des subventions et le crédit restant est une modification à une loi antérieure portant affectation de crédits. Le nombre de crédits de un dollar est de beaucoup inférieur à ceux des budgets supplémentaires des années précédentes.

En plus du crédit des éventualités, deux autres crédits sont destinés au Conseil du Trésor. Le premier accroît le crédit de l'administration de \$1.1 million en raison principalement de la relocalisation d'une partie du Secrétariat à l'édifice Vanier. Le second crédit représente la contribution de l'employeur aux régimes d'assurance, qui est augmentée de \$13 millions pour couvrir la hausse des contributions prévues par la Loi de l'assurance-maladie du Québec.

The amounts in these supplementary estimates will be accommodated within the expenditure framework provided in the November 12th budget. Although the total of main and supplementary estimates tabled to date provide authorities which in total exceed the forecast spending level, the difference can be accounted for by the forecast lapse in spending authority which occurs each year. Furthermore, there is room within the expenditure framework of \$68.3 billion, established by the Minister of Finance in the budget to cover further supplementary estimates that are likely to arise before the end of the fiscal year.

[Text]

Je me ferai un plaisir, monsieur le président, de répondre à vos questions.

The Vice-Chairman: Mr. Herbert on a point of order.

Mr. Herbert: This is just for clarification, Mr. Chairman, because I am somewhat concerned. The President of the Treasury Board has been telling us about Supplementary Estimates (C), and I read as Orders of the Day that we are discussing Votes 1c, 5c and 15c under Treasury Board. I thought that would somewhat limit our discussions today, but it appears that the president has opened it up to just about anything that is in Supplementary Estimates (C).

The Vice-Chairman: Mr. Johnston.

Mr. Johnston: It has been my practice, which I think is the traditional practice of the President of the Treasury Board to come before this committee to answer general questions on the overall expenditure plan and the supplementary estimates, as well as on the prospective main estimates. Clearly, we are here to answer detailed questions with respect to our own supplementaries. But with respect to detailed questions on the operations of various departments, I would expect that the various committees involved would be bringing the departments before them for questioning. When we can answer general questions which are of benefit and where we have knowledge, we will be more than happy to do so.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I am not objecting; I do not think we are being limited in our questioning, but I feel that perhaps when we are sent these orders, which I assume to be our reference for this particular meeting, the notice should be stated differently in order to warn us in advance that we probably can open up somewhat the scope of our questioning.

The Vice-Chairman: All right, I will bring your comments, Mr. Herbert, to the attention of the clerk and to the chairman of the committee. Mr. Huntington has requested an opportunity to ask questions so you may begin, sir.

Mr. Huntington: Thank you, Mr. Chairman. I would like to start with Vote 15c regarding employer contributions to insurance plans. We have heard quite a lot about fairness and equity in the budget, and in the system at large in the country, and I wonder if the President of the Treasury Board could explain why \$13.1 million is being made available under the Quebec Health Insurance Act, but employees working in Ontario under the Ontario Health Insurance Act are left to pay both the employees' and the employers' shares of increased premiums. I wonder why that condition exists, and what is fair about it.

Mr. Johnston: I think there are technical reasons for that as I understand it, Mr. Chairman through you to Mr. Huntington. I will call upon Mr. Drummie, the Deputy Secretary, Personnel Policy Branch, to explain perhaps those technical columns. On April 1, 1981, their contribution was doubled from 1.5 per cent to 3 per cent, so that the government's estimated expenditure has doubled.

[Translation]

I would be pleased to answer any questions.

Le vice-président: M. Herbert fait un rappel au Règlement.

M. Herbert: Simplement une explication, monsieur le président, car je me pose ici des questions. Le président du Conseil du Trésor nous dit qu'il va nous entretenir du budget supplémentaire (C), alors que l'ordre du jour comme je le lis, porte sur les seuls crédits 1c, 5c et 15c de la rubrique Conseil du Trésor. Je pensais que ça allait limiter nos discussions d'aujourd'hui, et je constate maintenant que le président vient d'ouvrir le débat sur l'ensemble du budget supplémentaire (C).

Le vice-président: Monsieur Johnston.

M. Johnston: J'ai toujours eu l'habitude, et je crois que c'est également la tradition du président du Conseil du Trésor, de comparaître devant le Comité pour répondre à toute question portant sur l'ensemble du programme de dépenses et sur le budget supplémentaire, aussi bien que sur les prévisions budgétaires principales. Bref, nous sommes ici pour répondre à toutes les questions portant sur les suppléments. Je pense toutefois que pour ce qui concerne le détail des dépenses par ministère, les comités concernés feront comparaître les responsables ministériels pour plus amples informations. Nous sommes donc là pour répondre à toutes les questions pertinentes et, dans la mesure où nous le pourrons, nous en serons très heureux.

M. Herbert: Monsieur le président, je n'ai aucune objection à cela; je pense tout de même que les ordres du jour devraient le mentionner lorsqu'ils nous sont adressés, afin que nous sachions quel éventail de questions nous est proposé.

Le vice-président: Très bien, je porterai vos remarques, monsieur Herbert, à l'attention du greffier et du président du Comité. M. Huntington a demandé la parole; je vous la passe.

M. Huntington: Merci monsieur le président. Je commencerai par le crédit 15c où il est question de la contribution de l'employeur. Il a été largement question de justice en matière de budget, et pour l'ensemble du pays de façon générale, et j'aimerais savoir si le président du Conseil du Trésor pourrait nous expliquer pourquoi on vote un crédit de 13.1 millions de dollars utilisable conformément à la Loi sur l'assurance-maladie du Québec, alors que les employés en Ontario doivent payer à la fois la part de l'employeur et la part de l'employé, quand les cotisations sont augmentées aux termes de la Loi de l'Ontario sur l'assurance-maladie. Je ne vois pas très bien que la juste répartition des charges soit ici assurée.

M. Johnston: Monsieur le président, je répondrai à M. Huntington qu'il y a à cela un certain nombre de raisons d'ordre technique. Je demanderai à M. Drummie, sous-secrétaire de la Direction de la politique du personnel, de répondre à cette question. Le 1^{er} avril 1981, la contribution a été multipliée par deux, passant de 1.5 à 3 p. 100, ce qui multipliait également par deux les dépenses budgétaires.

[Texte]

• 1545

The Vice-Chairman: Has there been an answer? Mr. Huntington, are you satisfied with that answer?

Mr. Huntington: I have not heard an answer— I am sorry, Mr. Chairman.

Mr. Johnston: The Quebec government levies a payroll tax to finance a portion of the medical care program. It is on employers, based on the total gross salaries paid to employees reporting to work in the Province of Quebec. Cabinet had agreed that, as an employer, the federal government would comply with that provincial requirement. That payroll tax contribution rate, effective from April 1, 1981, was doubled from 1.5 per cent to 3 per cent and, as a result, the government's estimated expenditure, in meeting that employer obligation, has increased during the period by \$13.1 million.

Mr. Huntington: Does the minister, Mr. Chairman, consider that that is fair and equitable for employees remaining and working in Ontario? Is there not a fairness factor here?

The Vice-Chairman: Mr. Johnston?

Mr. Johnston: I am not sure I understand entirely the thrust of Mr. Huntington's comment, Mr. Chairman. As I understand it, subject to corrections or additions that my officials would like to make, this is an employer tax that is levied by the Province of Quebec; we have employees reporting for work in the Province of Quebec, and hence we pay the tax. I do not see how, specifically, the issue of fairness enters into it, because were there such a tax applied elsewhere, we would be in the same position, should we have employees in that jurisdiction.

Mr. Huntington: Am I wrong in my understanding, then, that employees remaining in the Province of Ontario have to pay the tax themselves?

The Vice-Chairman: Mr. Johnston?

Mr. Johnston: When Mr. Huntington says, Mr. Chairman, that they have to pay the tax themselves, my understanding is that there is no such tax in Ontario.

Mr. Huntington: Am I wrong in assuming, then, that public servants living in Ontario must pay both the employee's and employer's share of increased premiums?

Mr. Johnston: I am not familiar with the Ontario OHIP plan, Mr. Chairman, being a Quebec resident. Perhaps one of my officials would comment on that.

Mr. F. Drummie (Deputy Secretary, Personnel Policy Branch, Treasury Board): In terms of the payments for hospitalization care, for medical care, in provinces where there are premiums—there are some provinces with premiums, some without—the agreements reached under the National Joint Council undertaking are that the federal government shares in the cost up to 50 per cent of the real cost, or 50 per cent of the premiums, if 50 per cent of the premiums is less than 50 per cent of the per capita cost. In provinces where a premium is not charged, there is a return payment given to the federal

[Traduction]

Le vice-président: Monsieur Huntington, êtes-vous satisfait de cette réponse?

M. Huntington: Je suis désolé monsieur le président, mais je n'ai toujours pas entendu de réponse.

M. Johnston: Le gouvernement du Québec lève un impôt sur les salaires pour financer une partie des programmes d'assurance médicale. Cet impôt est à la charge de l'employeur, et s'applique à la masse salariale versée aux employés déclarés à la province de Québec. Le Cabinet a donné son accord, le gouvernement fédéral en tant qu'employeur respectera cette disposition provinciale. Cette taxe salariale, applicable depuis le 1^{er} avril 1981, est passée de 1.5 à 3 p. 100, ce qui imposait au gouvernement fédéral une dépense supplémentaire de 13.1 millions de dollars.

M. Huntington: Monsieur le président, j'aimerais demander au ministre s'il n'a pas le sentiment que les employés vivant et travaillant en Ontario sont quelque peu lésés?

Le vice-président: Monsieur Johnston?

M. Johnston: Je ne suis pas certain de suivre le raisonnement de M. Huntington, monsieur le président. Sauf objection de la part de mes hauts fonctionnaires, je pense que le gouvernement fédéral est ici imposé comme tout employeur dans la province de Québec, province où nous avons des employés. Je ne vois pas d'injustice ici; quelle que soit la province où nous aurions des employés, et où le même genre de dispositions prévaudraient, nous serions tenus de verser la taxe prescrite.

M. Huntington: Ai-je raison lorsque j'en déduis que les employés habitant dans la province de l'Ontario paient cette taxe de leurs propres deniers?

Le vice-président: Monsieur Johnston?

M. Johnston: Je répondrai à M. Huntington qu'il n'y a, à ma connaissance, aucune taxe semblable en Ontario.

M. Huntington: Ai-je alors raison de conclure que les fonctionnaires vivant en Ontario sont tenus de verser la part de l'employeur et de l'employé quand il y a augmentation des primes?

M. Johnston: Je ne connais pas très bien le régime OHIP de l'Ontario, monsieur le président, étant donné que j'habite moi-même au Québec. Je vais donner la parole à l'un de mes hauts fonctionnaires.

M. F. Drummie (sous-secrétaire, Direction de la politique du personnel, Conseil du Trésor): Dans les provinces où l'on adopte le système des primes—ce n'est pas toutes les provinces—les accords conclus dans le cadre du Conseil national mixte prévoient que le gouvernement fédéral assume jusqu'à 50 p. 100 du coût réel de prise en charge hospitalière ou médicale, ou 50 p. 100 des primes lorsque ces 50 p. 100 sont inférieurs aux 50 p. 100 du coût de la prise en charge individuelle. Dans les provinces qui n'appliquent pas le système de la prime, l'employé fédéral est remboursé, et ce rembourse-

[Text]

employee, calculated on the basis of the per capita cost and the amount the employee has paid towards hospitalization and medical care through the tax system of that province. In this instance, in the Province of Quebec, an additional payroll tax has been applied to the employer, as such.

Mr. Huntington: That the federal government is paying.

Mr. Drummie: That the federal government is paying, as an employer in the Province of Quebec.

Mr. Huntington: Is the federal government subsidizing employees under the Quebec plan, vis-à-vis employees under the Ontario plan? Or is that subsequently adjusted in the tax collected from the employee?

Mr. Drummie: The Ontario plan is a premium plan, rather than a tax system. For example, in the Province of Quebec there are no premiums for it, nor are there in the Province of New Brunswick nor, I believe, in Nova Scotia and Prince Edward Island. There, the costs of medical care are paid for out of sales tax and other sources. In the Province of Ontario it is a premium—OHIP—and in the Province of Ontario we are currently sharing approximately 50 per cent, slightly below that. The base is in the area of 25 per cent of the per capita cost or 50 per cent, and we are paying up to 25 per cent of the per capita cost in Ontario. So in Ontario you have a sharing of premiums. In Quebec you have a sharing of tax load.

• 1550

Mr. Huntington: Mr. Chairman, I am assuming, then, from the answer on this technical matter, that equity prevails in both provinces.

Mr. Drummie: Yes, sir, it does.

Mr. Huntington: Mr. Chairman, if I could move to Vote 1c—Central Administration of the Public Service—\$1,062,000. Under the "Objects of Expenditure" there is an estimated \$615,000 for professional and special services. Could I ask the President of the Treasury Board what the nature of these services is; why outside help is being contracted; whether he could give us the names of firms being hired; and whether the contracting is on a basis of patronage or open tender?

The Vice-Chairman: Mr. Johnston, I would appreciate it if you answered the question, but when one of your officials answers, for the purposes of the recording we have to—

Mr. Johnston: Identify him; yes, I am sorry. The person who replied before was the Deputy Secretary of Personnel, Fred Drummie.

The Vice-Chairman: Yes, thank you.

[Translation]

ment est calculé à partir du coût médical et de la contribution de l'employé au titre des impôts provinciaux. Dans le cas particulier qui nous intéresse, la province de Québec demande à l'employeur de verser une cotisation calculée sur la masse salariale.

M. Huntington: Contribution qui revient ici au gouvernement fédéral.

M. Drummie: Effectivement, puisqu'il emploie du personnel dans la province de Québec.

M. Huntington: Cela revient-il de la part du gouvernement fédéral à subventionner les employés du Québec par rapport à leurs collègues de l'Ontario? Y a-t-il un système de correction fiscale au moment où l'on calcule l'impôt revenant à l'employé?

M. Drummie: Le régime ontarien fait appel à la prime plutôt qu'à l'impôt. La province de Québec par exemple, le Nouveau-Brunswick et si je ne me trompe, la Nouvelle-Écosse et L'Île-du-Prince-Édouard ne font pas appel à ce système de primes. Dans toutes ces provinces, le fonds d'assurance médicale provient de la recette fiscale, taxe de vente, etc. En Ontario, on a un système de primes—le système OHIP—et dans cette province, nous participons approximativement pour 50 p. 100, peut-être un peu moins. Le niveau de base correspond à environ 25 p. 100 des coûts par habitant ou bien à 50 p. 100, et en Ontario, nous payons jusqu'à 25 p. 100 des coûts par habitant. Par conséquent, il existe donc en Ontario un système de partage des primes. Au Québec, par contre, il y a un partage au niveau des impôts.

M. Huntington: Monsieur le président, je suppose qu'étant donné la réponse que vous m'avez donnée à cette question très technique, il y a équité dans les deux provinces.

M. Drummie: En effet.

M. Huntington: Monsieur le président, si vous me permettez, j'aimerais maintenant passer au crédit 1c—Administration centrale de la Fonction publique—\$1,062,00. Sous la rubrique «Articles de dépense», on trouve un montant de \$615,000 prévus pour des services professionnels et spéciaux. J'aimerais poser plusieurs questions au président du Conseil du Trésor, au sujet de ces services: pourquoi doit-on passer des contrats avec des services extérieurs? Pouvez-vous nous donner les noms des entreprises avec lesquelles on a fait affaire? Et enfin, pour ces contrats, des appels d'offres ont-il été lancés ou bien y a-t-il eu favoritisme?

Le vice-président: Monsieur Johnston, j'aimerais que vous répondiez à la question, mais si l'un des hauts fonctionnaires qui vous accompagnent souhaite y répondre à votre place, il nous faut, pour l'enregistrement...

M. Johnston: L'identifier. Oui, je m'excuse. La personne qui a pris la parole tout à l'heure est le sous-secrétaire du personnel, M. Fred Drummie.

Le vice-président: Merci.

[Texte]

Mr. Johnston: Yes, I am not sure that I have all that information available, or that my officials do. Perhaps I would ask the Secretary of the Treasury Board, Mr. Jack Manion, to give you the specific details on those two items, Mr. Chairman.

Mr. J.L. Manion (Secretary of the Treasury Board): Mr. Chairman, we do have a peculiar arrangement governing the provision of administrative services to the Department of Finance, the Treasury Board, and the Office of the Comptroller General. The Department of Finance in effect provides the administration and then bills the other two departments, and this is the case. The Department of Finance administration paid the costs of the move to the Vanier Building and simply charged us this amount. However, we can get a breakdown of it for you in the detail you have asked for. We would be glad to get that from our Department of Finance administrative services.

Mr. Huntington: If you would, sir, I would appreciate it.

Mr. Manion: Yes, I would be very happy to do so.

Mr. Huntington: Mr. Chairman, another question. Why were the \$488,000 in costs—this is under Vote 1c again—associated with relocating the Vanier Building not foreseen in time to be included in the main estimates? Why do they have to come up in Supplementary Estimates (C)?

The Vice-Chairman: Mr. Manion.

Mr. Manion: Mr. Chairman, there has been under consideration for some time the question of a demand from our tenants, formerly Olympia & York Development Ltd., and now Bell Canada, to recover a portion of the space used by the Department of Finance, Treasury Board, and the Comptroller General. Negotiations had been proceeding with the landlord to defer that. However, they insisted. The Department of Public Works called for tenders for the space, and the space that was available in a nearby building unfortunately was space that was in very bad condition. The Department of Public Works had to do some substantial renovations, including changes to the air system, the security system, and the fire protection system, to bring it up to standard.

Mr. Huntington: I am wondering, just while we have opened up that subject—

Mr. Manion: I am sorry, Mr. Huntington, my answer is not entirely complete. There are also additional costs associated with operating in two locations as distinct from one: additional services to transfer files back and forth, additional administrative costs—a variety of costs of that sort.

Mr. Huntington: Mr. Chairman, might I ask, while we have brought up the subject of space, what the inventory of surplus

[Traduction]

M. Johnston: Je ne suis pas certain que nous ayons, moi ou les hauts fonctionnaires du ministère qui m'accompagnent, les renseignements que vous voulez. Je demanderai au secrétaire du Conseil du Trésor, M. Jack Manion, de vous donner quelques précisions au sujet des deux questions que vous avez soulevées.

M. J. L. Manion (Secrétaire du Conseil du Trésor): Monsieur le président, il existe des dispositions très particulières régissant la prestation de services administratifs au ministère des Finances, au Conseil du Trésor et au Bureau du contrôleur général. En fait, c'est le ministère des Finances qui s'occupe de l'administration et qui fait ensuite payer la note par les deux autres ministères. Pour le déménagement à l'immeuble Vanier, c'est le ministère des Finances qui s'en est chargé, mais il nous a envoyé la facture par la suite. Mais si vous aimeriez avoir une ventilation de ces services, nous pourrions vous la fournir. Nous devons pour ce faire communiquer avec les services administratifs du ministère des Finances.

M. Huntington: Je vous en saurais gré.

M. Manion: Je le ferai avec plaisir.

M. Huntington: Monsieur le président, j'aimerais poser une autre question. Pourquoi les \$488,000 correspondant au coût du déménagement à l'immeuble Vanier (il s'agit encore ici du crédit 1c) n'avaient-ils pas été prévus lors de la préparation du budget des dépenses? Pourquoi ces coûts doivent-ils figurer dans le Budget supplémentaire (C)?

Le vice-président: Monsieur Manion.

M. Manion: Monsieur le président, nos locataires, anciennement Olympia et York Development Limitée, et maintenant Bell Canada, demandent depuis un certain temps qu'on leur cède une partie des espaces de bureaux présentement utilisés par le ministère des Finances, le Conseil du Trésor et le Bureau du contrôleur général. Nous menions depuis un certain temps des négociations avec le propriétaire en vue de remettre cela à plus tard, mais le locataire a beaucoup insisté. Le ministère des Travaux publics a lancé un appel d'offres pour des bureaux, mais les espaces de bureaux disponibles dans un immeuble situé non loin de là n'étaient malheureusement pas en très bon état. Le ministère des Travaux publics a dû y faire d'importants travaux de rénovation, dont l'amélioration du système d'aération, du système de sécurité et du système de protection contre les incendies.

M. Huntington: Je me demande, puisqu'on a abordé le sujet...

M. Manion: Excusez-moi, monsieur Huntington, mais je n'ai pas terminé ma réponse. Il existe une autre catégorie de coûts supplémentaires qui découlent tout simplement du fait d'avoir des bureaux dans deux endroits plutôt qu'un. Je citerai à titre d'exemple les services supplémentaires nécessaires pour transporter les dossiers d'un immeuble à l'autre, et il y en a bien d'autres encore.

M. Huntington: Monsieur le président, puisqu'on a soulevé cette question d'espaces, j'aimerais savoir quel est l'inventaire

[Text]

space is in government buildings around Ottawa? Is there, in fact, a surplus of 200,000 square feet at Place du Portage?

• 1555

Mr. Johnston: I refer the specifics on that question, Mr. Chairman, to Mr. Glashan, who is the assistant director of the Administrative Policy Branch.

The Vice-Chairman: Could you please be brief, Mr. Glashan?

Mr. J. Glashan (Assistant Secretary, Administrative Policy Branch, Treasury Board): I am sorry, Mr. Chairman, but I do not have that information. We would be pleased to provide it in writing to you.

Mr. Huntington: I am wondering, Mr. Chairman, if we could be specific with the record that we are asking for: the inventory of surplus space in government buildings in the Ottawa—Hull region.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Huntington.

Mr. Huntington: How much time do I have, sir?

The Vice-Chairman: That is now close to 15 minutes; so, even taking into account the pause for a moment or two, your time unfortunately is up.

Mr. Huntington: Could I go on the second round?

The Vice-Chairman: Yes. I would like to go now to Mr. Herbert for 10 minutes, please.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

I want to put a couple of points to the President of the Treasury Board—points of which he is aware.

The first deals with the problem of the married woman who may want to take leave of absence from the public service, which I understand she can do for a period of up to five years. However, as the President of the Treasury Board is aware, there is a problem with the buy-back provisions of the pension. I also, at the same time, want to bring up here the problem of the double indexing of pensions, which occurs when a public servant chooses to retire towards the end of the year.

I have put these two pieces together because it appears to me that in both cases it requires a change to be passed through the House of Commons, through Parliament—a change in both cases with which I am certain both official parties, both the Official Opposition and the New Democratic Party, would be in accord. I would ask the President of the Treasury Board whether he has had any discussions with the two opposition parties on whether they would be prepared to pass such technical amendments, which would, in the first case, make it easier for a married woman to take leave of absence and, in the second case, remove an abuse that has been going on now since, to my knowledge, about 1977.

[Translation]

des espaces de bureaux excédentaires dans les immeubles fédéraux de la région outaouaise. Y a-t-il vraiment un surplus de 200,000 pieds carrés à Place du Portage?

M. Johnston: Monsieur le président, avec votre permission, je demanderai à M. Glashan, qui est directeur adjoint des politiques administratives, de répondre à cette question.

Le vice-président: Je vous demanderais d'être bref, monsieur Glashan.

M. J. Glashan (secrétaire adjoint, Direction des politiques administratives, Conseil du Trésor): Je regrette, monsieur le président, mais je n'ai pas ce renseignement sous la main. Je pourrai cependant répondre à votre question par écrit.

M. Huntington: Monsieur le président, pour que le procès-verbal soit bien clair, j'aimerais préciser que ce que j'aimerais avoir, c'est l'inventaire du surplus d'espaces de bureaux dans les immeubles fédéraux de la région Ottawa-Hull.

Le vice-président: Oui, monsieur Huntington.

M. Huntington: Combien de temps me reste-t-il?

Le vice-président: Vous avez la parole depuis bientôt 15 minutes. Même si l'on tient compte des quelques arrêts qu'il y a eus, vous avez écoulé la période qui vous était allouée.

M. Huntington: Puis-je vous demander d'inscrire mon nom pour le deuxième tour?

Le vice-président: Oui. La parole est maintenant à M. Herbert, qui dispose de 10 minutes.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

J'aimerais poser quelques questions au président du Conseil du Trésor, questions qui ne lui seront pas étrangères.

Ma première concerne le problème que connaissent les femmes mariées qui travaillent dans la Fonction publique et qui souhaitent avoir un congé sans solde. D'après ce que j'ai compris, ces femmes peuvent demander un congé pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. Comme le sait bien le président du Conseil du Trésor, cette possibilité qu'on offre aux femmes mariées pose un problème au niveau du rachat des droits de pension. Le deuxième problème qui me préoccupe est celui de la double indexation des pensions, qui se fait lorsqu'un fonctionnaire choisit de prendre sa retraite vers la fin de l'année.

Si j'ai choisi de juxtaposer mes deux questions, c'est qu'il me semble que pour régler les deux problèmes, il faudrait que la Chambre des communes et le Parlement apportent certains changements aux lois. Je tiens à préciser que dans les deux cas, les deux partis de l'opposition, à savoir le parti officiel et le Nouveau parti démocratique, seraient d'accord. J'aimerais savoir si le président du Conseil du Trésor a eu des discussions avec les deux partis de l'opposition pour savoir s'ils seraient prêts à approuver des changements d'ordre technique qui, dans le premier cas, faciliteraient la situation des femmes mariées qui choisiraient de prendre un congé sans solde et, dans le deuxième cas, mettraient un arrêt aux abus qui, d'après les

[Texte]

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. Herbert, I am very pleased to address both questions. But perhaps I could have some more specifics on the problem that Mr. Herbert raises with respect to the buy-back provisions of the pension for the married woman who has taken advantage of these leave provisions that were available to her.

Mr. Herbert: Essentially, she cannot afford to buy back her pension.

Mr. Johnston: Yes, Mr. Chairman, with respect to the so-called family leave package, with which most members are undoubtedly familiar, the employee's position is protected during maternity, paternity and adoption leave. Now, I appreciate that this is not the problem to which Mr. Herbert is specifically addressing himself; namely, the maximum or up-to-five-year provision, where the employer is required to pay both the employer and the employee share, in order to recover her position under the pension plan.

Mr. Herbert: Frankly, the employee is not able to afford that cost.

Mr. Johnston: That is the current regulation. With respect to the question of what Mr. Herbert has called double indexing, members may recall that I announced we would be bringing in corrective legislation, to be effective as of January, 1981, in order to eliminate that abuse. I was under the impression that this is something upon which there has been pretty much in order to eliminate that abuse. I was under the impression that this is something upon which there had been pretty much all party agreement.

• 1600

I have had some discussions with my critic, the Honourable Walter Baker, of the Progressive Conservative Party. I understand that my Parliamentary Secretary, Norman Kelly, has spoken to the House Leader of the NDP, Mr. Ian Deans and Mr. Baker. I do not think the matter has been definitely resolved. I hope we have their co-operation in introducing a legislation to give effect to the commitment I made earlier this year to eliminate that abuse. But that is the current status of that. Those discussions are underway, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, before the President of the Treasury Board leaves us, would he give the committee the assurance that also he will look into the problems of the buy-back, of the individual taking leave of absence? Both are technical amendments to legislation which could, in my opinion, be passed at the same time in the House, presumably some Friday afternoon.

In all cases where corrective measures of a somewhat technical nature can be taken, I feel they should be put through without waiting for the much lengthier changes we have been looking for for some considerable time. I am sure I can have

[Traduction]

renseignements dont je dispose, sont commis depuis environ 1977.

M. Johnston: Monsieur Herbert, je répondrai avec plaisir à vos deux questions. Cependant, il me faudrait peut-être obtenir auparavant davantage de précisions au sujet du problème que soulève M. Herbert en ce qui a trait aux possibilités de rachat des droits de pension pour les femmes mariées qui prennent des congés sans solde.

M. Herbert: En gros, ces femmes n'ont pas les moyens de racheter leurs droits de pension.

M. Johnston: Monsieur le président, dans le contexte de ce que l'on appelle les «congés familiaux», que vous connaissez tous sans doute, le poste de l'employé lui est garanti, si il ou elle prend des congés de maternité, de paternité ou d'adoption. Mais ce n'est pas là le problème auquel s'intéresse M. Herbert. Il veut plutôt parler de cette disposition en vertu de laquelle l'employé qui prend un congé sans solde pouvant aller jusqu'à cinq ans doit, pour pouvoir bénéficier des mêmes prestations de retraite, rembourser pour la période de son absence les cotisations qui reviennent et à l'employeur et à l'employé.

M. Herbert: Franchement, les employées ne peuvent pas se le permettre financièrement.

M. Johnston: C'est ce qu'exigent les règlements en vigueur à l'heure actuelle. Pour ce qui est de la question de M. Herbert concernant ce qu'il a appelé «double indexation», les députés se souviendront que j'avais annoncé que je présenterais des amendements aux lois qui auraient pour objet de redresser la situation et d'éliminer ces abus, et qui entreraient en vigueur en janvier 1981. J'avais eu l'impression que tous les partis étaient à peu près d'accord avec cette idée.

J'ai eu certaines discussions avec l'honorable Walter Baker, qui est le critique du Parti conservateur. Je pense, par ailleurs, que mon secrétaire parlementaire, Norman Kelly, a rencontré le Leader à la Chambre du NPD, M. Ian Deans, ainsi que M. Baker. Mais je ne pense pas que la question ait été réglée, une fois pour toutes. Tout ce que j'espère, c'est que ces deux partis nous offriront leur collaboration afin que nous puissions adopter une loi qui vienne appuyer la promesse que j'ai faite tôt cette année d'éliminer ces abus. Voilà donc où en sont les choses à l'heure actuelle.

M. Herbert: Monsieur le président, avant que le président du Conseil du Trésor ne nous quitte, pourrait-il garantir au Comité qu'il examinera le problème du rachat des droits de pension par les personnes qui prennent des congés sans solde? Il s'agit, dans les deux cas, d'amendements de nature technique qui pourraient, selon moi, être adoptés au même moment à la Chambre, vraisemblablement un vendredi après-midi.

Là où l'on peut prendre des mesures correctives de nature technique, je pense qu'il faut le faire sans tarder, sans attendre le processus de changements beaucoup plus long auquel on a recours depuis un certain temps déjà. Si le président du

[Text]

the okay of the President of the Treasury Board on that score, as I turn to another question.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Let him answer that question.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, before turning to the other question, I share Mr. Herbert's view with respect to the indexation issue but, on the question of the buy-backs, there are some concerns from a cost point of view that have to be addressed. I am advised that the buy-back of pension time can be spread out over a period of years. But it seems to me there are some issues of equity involved when someone has profited from the extended leave.

Mr. Herbert: Maybe, Mr. Chairman, we could wrap it up by asking the President of the Treasury Board to prepare a position paper for us to explain why he can or cannot take appropriate action and so that we would have a better knowledge of the subject.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): On the buy-backs?

Mr. Herbert: On the buy-backs.

Mr. Johnston: I would be very pleased to do so, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: All right, thank you, Mr. Johnston. If we do not get back this afternoon—and I really do not think we will—we have you back next week, do we not?

Mr. Johnston: Do you intend to resume this afternoon, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: I guess not.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Just before we adjourn, I notice that we have the President of the Treasury Board for at least two sittings. I would not want him to make a commitment to it until he has a chance to look at his schedule and perhaps consult with the chairman of the committee and the officials of the committee. But if the steering committee were willing, would the President of the Treasury Board have time for the committee beyond the period we had previously agreed upon?

The Vice-Chairman: On that point, Mr. Baker, the clerk advises me that on Tuesday, December 1, when we have time to meet with Mr. Johnston at 3.30 p.m., you could only be here for one hour. Is that correct?

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Apparently not.

Mr. Johnston: There was a problem.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That is correct.

[Translation]

Conseil du Trésor voulait bien me donner son accord là-dessus, je passerai à autre chose.

M. Baker (Nepean—Carleton): Laissez-lui le temps de répondre à la question.

M. Johnston: Monsieur le président, avant de passer à une autre question, je tiens à dire que je partage l'opinion de M. Herbert au sujet de cette question d'indexation. Cependant, pour ce qui est de la question du rachat de des droits de pension, il y a un certain nombre de coûts qui entrent en ligne de compte. On me fait savoir que le rachat de ces années de pension peut être étalé sur plusieurs années. De toute façon, lorsqu'une personne a bénéficié d'un congé sans solde assez long, il me semble qu'il y a un certain principe d'équité à respecter.

M. Herbert: Monsieur le président, peut-être pourrions-nous en terminer avec cette question en demandant au président du Conseil du Trésor de préparer une déclaration dans laquelle il nous expliquerait pourquoi il peut ou ne peut pas prendre de mesures appropriées. Nous serions ainsi mieux en mesure de comprendre la situation.

M. Baker (Nepean—Carleton): Pour le droit de rachat?

M. Herbert: Pour le droit de rachat.

M. Johnston: Je le ferai avec plaisir, monsieur le président.

Le vice-président: Très bien. Merci, monsieur Johnston. Si nous ne reprenons pas tout à l'heure la séance de cet après-midi, ce dont je doute fort, nous pourrions de toute façon vous revoir la semaine prochaine, n'est-ce pas?

M. Johnston: Pensez-vous poursuivre la réunion tout à l'heure, monsieur le président?

Le vice-président: Je ne pense pas.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président.

Le vice-président: Oui, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'aimerais dire quelque chose avant que vous ne leviez la séance. Je viens de constater que nous avons déjà prévu deux réunions du Comité avec le président du Conseil du Trésor. Avant de vous donner une réponse, il pourrait peut-être étudier son emploi du temps et en discuter avec le président du Comité. Mais si le comité directeur voulait bien, le président du Conseil du Trésor pourrait-il venir comparaître devant le Comité à d'autres occasions que celles qui figurent sur notre feuille?

Le vice-président: Monsieur Baker, le greffier vient de m'apprendre que nous avons prévu une réunion avec M. Johnston pour le mardi 1^{er} décembre, à 15h30. Mais il me semble que vous ne pourrez nous accorder qu'une heure, n'est-ce pas?

M. Baker (Nepean—Carleton): Il semblerait que non.

M. Johnston: Il y avait un problème.

M. Baker (Nepean—Carleton): C'est exact.

[Texte]

Mr. Johnston: I am always willing to come before the committee providing we can mesh our schedules.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): We will leave it like that. I think the members of the committee would be willing to have the pleasure of having the honourable gentleman appear before us.

An hon. Member: He is such a pleasant fellow.

The Vice-Chairman: Do you want to take a vote on that?

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Not on the pleasantness. I have no doubt where I stand. I was wondering if there could be some consultation through the steering committee and with the minister. I realize his problem, Mr. Chairman, in the scheduling.

The Vice-Chairman: I have just been advised that the bell will ring for about one-half an hour, so I think that takes care of this afternoon's session.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Yes.

• 1605

The Vice-Chairman: Our next session is Thursday at 8.00 p.m., when we have the Hon. Jean-Jacques Blais before the committee. And on Monday next, November 30, at 8.00 p.m., I would remind you that we will have the Hon. John Roberts before us, followed by Mr. Johnston again next Tuesday, December 1, at 3.30 p.m. We will endeavour to then set up another appointment with Mr. Johnston.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, as is usual, when a member is speaking and something adjourns his time, I will get an extra minute at the next meeting to put my last question to the President of the Treasury Board?

The Vice-Chairman: We will hang on to the list. Thank you, gentlemen. The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Johnston: Je suis toujours prêt à venir comparaître devant le Comité, dans la mesure où nos emplois du temps réciproques nous le permettent.

M. Baker (Nepean—Carleton): Nous en resterons là. Je pense que tous les membres du Comité seraient ravis que notre invité d'aujourd'hui revienne de nouveau devant le Comité.

Une voix: Il est si agréable.

Le vice-président: Voulez-vous que l'on mette la question aux voix?

M. Baker (Nepean—Carleton): Ne votons pas sur son caractère agréable. Je sais ce que j'en pense. Je me demandais si le comité directeur et le ministre ne pourraient pas s'entendre, tout de suite. Mais je reconnais bien sûr qu'il y a un problème dans l'emploi du temps.

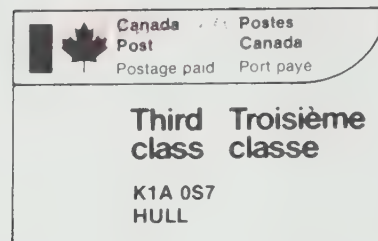
Le vice-président: On vient de m'apprendre que la cloche va sonner pendant environ une demi-heure. Notre réunion semble donc compromise.

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui.

Le vice-président: Notre prochaine réunion est prévue pour jeudi, à 20 heures. Nous accueillerons l'honorable Jean-Jacques Blais. Lundi prochain, le 30 novembre, à 20 heures, notre invité sera l'honorable John Roberts. Mardi prochain, le 1^{er} décembre, donc, à 15h30, nous nous retrouverons pour discuter de nouveau avec M. Johnston. Nous pourrions, à ce moment-là, essayer de prévoir d'autres réunions avec lui.

M. Herbert: Monsieur le président, puisque l'ajournement de la séance d'aujourd'hui a emputé de quelques minutes la période de temps qui m'avait été allouée, pourriez-vous me donner une petite minute supplémentaire lors de la prochaine réunion, afin que je puisse poser ma dernière question au président du Conseil du Trésor?

Le vice-président: Je conserverai précieusement la liste. Merci, messieurs. La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Treasury Board of Canada:

Mr. F. Drummie, Deputy Secretary, Personnel Policy
Branch;
Mr. J.L. Manion, Secretary of the Treasury Board;
Mr. J. Glashan, Assistant Secretary, Administrative Policy
Branch.

Du Conseil du Trésor du Canada:

M. F. Drummie, sous-secrétaire, Direction de la politique du
personnel;
M. J.L. Manion, secrétaire du Conseil du Trésor;
M. J. Glashan, secrétaire adjoint, Direction de la politique
administrative.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 66

Thursday, November 26, 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 66

Le jeudi 26 novembre 1981

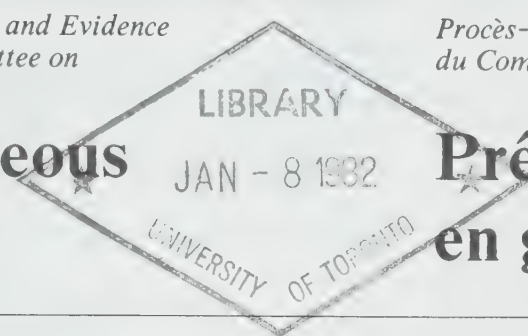
Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général



RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Vote 5c under
SUPPLY AND SERVICES

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédit 5c sous la
rubrique APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

APPEARING:

The Honourable Jean-Jacques Blais,
Minister of Supply and Services

COMPARAÎT:

L'honorable Jean-Jacques Blais,
Ministre des Approvisionnements
et Services

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish
Bachand
Baker (*Nepean-Carleton*)
Beatty
Bloomfield

Cousineau
de Corneille
de Jong
Gamble
Gimaïel

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Gingras
Herbert
Huntington
Kelly

Lambert
Siddon
Stevens
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Thursday, November 26, 1981:

Mr. Beatty replaced Mr. Halliday;

Mr. Gamble replaced Mr. King.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le jeudi 26 novembre 1981:

M. Beatty remplace M. Halliday;

M. Gamble remplace M. King.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, NOVEMBER 26, 1981
(83)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:09 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Berger, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anguish, Bachand, Beatty, Berger, de Corneille, Gamble, Gimaiel, Herbert, Huntington, Kelly and Lambert.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services.

Witnesses: From the Department of Supply and Services: Mr. A.W. Allan, Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement Service and Mr. G.A. Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

The Chairman called Vote 5c under SUPPLY AND SERVICES.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 10:13 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 NOVEMBRE 1981
(83)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h 09 sous la présidence de M. Berger, vice-président.

Membres du Comité présents: MM. Anguish, Bachand, Beatty, Berger, de Corneille, Gamble, Gimaiel, Herbert, Huntington, Kelly et Lambert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparaît: L'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services.

Témoins: Du ministère des Approvisionnements et Services: M. A.W. Allan, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement scientifique et technique et M. G.A. Berger, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement commercial.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (Voir *procès-verbal du jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 63*).

Le président met en délibération le crédit 5c sous la rubrique APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 22h 13, le Comité suspend ses travaux jusqu'à une nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Thursday, November 26, 1981

• 2010

Le vice-président: A l'ordre s'il vous plaît!

On étudie ce soir dans le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1981-1982, le Crédit 5c sous la rubrique Approvisionnements et Services.

Et je mets en délibération, si vous le voulez bien, le crédit 5c.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

A—Ministère—Programme des approvisionnements

Crédit 5c—Approvisionnements—Dépenses du programme\$10,000,000

Le vice-président: Comme invité ce soir, nous avons l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services, et je crois que, monsieur Blais, vous avez une déclaration à faire.

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Je vous remercie monsieur le président.

Je voudrais d'abord présenter mes fonctionnaires. J'ai à ma gauche immédiate mon sous-ministre aux approvisionnements, M. Guy D'Avignon; à sa gauche, M. Arthur Bailey, qui est sous-ministre adjoint sénior, et à sa gauche, M. Guruprasad, qui est sous-ministre adjoint au service de la gestion intégrée; à ma droite immédiate, M. Gerry Berger, sous-ministre adjoint, à l'approvisionnement commercial; et à sa droite M. A. Allan, sous-ministre adjoint, responsable de l'approvisionnement scientifique et technique.

Messieurs, la raison de ma venue ici de soir est d'obtenir que soient votés les crédits additionnels dans le cadre du Budget supplémentaire (C) qui me permettront d'engager, au cours de l'année financière 1981-1982, des dépenses pour un montant maximal de 10 millions de dollars à imputer au fonds nouvellement créé pour le développement des fournisseurs. Le fonds en question est destiné à favoriser l'établissement de fournisseurs désireux de soumissionner des besoins précis de l'administration en ce qui concerne la fourniture de biens et services, les projets de construction ou de crédit-bail.

Comme vous le savez sans doute, nous sommes tenus, en vertu de la politique du gouvernement du Canada en matière d'achats, de tenir compte des critères suivants au moment d'attribuer les marchés publics: obtenir la meilleure valeur possible en contrepartie de l'argent dépensé, faire en sorte que les fournisseurs aient des chances égales de soumissionner et, finalement, favoriser la poursuite des politiques et des objectifs nationaux.

Dans le Discours du trône de 1980, le gouvernement actuel s'est engagé à tout mettre en oeuvre pour que le processus d'approvisionnement contribue à favoriser le développement du

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le jeudi 26 novembre, 1981

The Vice-Chairman: Order, please!

Tonight we will be examining Supplementary Estimates (C) for the financial year ending, March 31, 1981-82, Vote 5c, under Supply and Services.

With your permission we will begin examining Vote 5c.

SUPPLY AND SERVICES

A—Department—Supply Program

Vote 5c—Supply—Program expenditures.....\$10,000,000

The Vice-Chairman: Tonight, we have with us the Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services, and I believe, Mr. Blais, that you have a statement for us.

Hon. Jean-Jacques Blais (Minister of Supply and Services): Thank you, Mr. Chairman.

I would first like to present my officials. On my immediate left, my Deputy Minister for Supply, Mr. Guy D'Avignon; on his left, Mr. Arthur Bailey who is Senior Assistant Deputy Minister and on his left, Mr. Guruprasad, who is Assistant Deputy Minister, Corporate Management Service; on my immediate right, Mr. Gerry Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service, and on his right, Mr. A. Allan, Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement Service.

Gentlemen, I am here this evening to seek authority, in Supplementary Estimates (C), to make expenditures in the fiscal year 1981-82 of up to \$10 million from the newly created source development fund. This fund is to be used to assist in the establishment of Canadian sources of supply to meet identified government requirements of goods, services, construction or leasing.

As you are, I am sure, aware, the procurement policy of the Government of Canada requires that contract awards meet several criteria—to achieve best value for the money spent—to give suppliers equal opportunity to tender—and finally to reflect national policies and objectives.

In the 1980 Speech from the Throne, this government made a commitment to use procurement vigorously, in a manner consistent with our international commitments, to aid in the

[Texte]

secteur industriel canadien, dans une mesure qui soit compatible avec nos autres engagements sur le plan international. Je considère la création de ce fonds comme une manifestation concrète de l'engagement pris par le gouvernement de se servir de son pouvoir d'achat pour promouvoir la recherche et le développement dans l'industrie et pour encourager les petites et moyennes entreprises canadiennes.

Avant de vous entretenir du fonds de développement des fournisseurs, et des diverses fins auxquelles il peut servir, j'aimerais vous exposer brièvement les circonstances qui ont entraîné sa création.

In 1979 the government set up a mechanism to look at government procurement. There is an advisory committee chaired by Treasury Board which formulates policy. There are interdepartmental procurement review committees. These are chaired by the department that will eventually place the contract. At the beginning of the planning stage for any major project the committee must deal with this problem, and that is: how can Canadian industry derive maximum benefits from this contract award?

I am talking about contracts for goods and services worth from \$2 million to \$100 million, construction activity valued from \$10 million to \$100 million or any other project that could have significant socio-economic impact regardless of value.

These committees were first introduced in March 1980, and since that time over 200 cases have been reviewed for their socio-economic potential. The aggregate value of these cases as of the end of September this year was in excess of \$3.35 billion. I believe that there is tremendous potential in this process and I intend to ensure that this potential is exploited to the maximum.

• 2015

Très tôt dans l'étude de ces cas par le comité d'examen des acquisitions, il est devenu évident que nous devons trouver un moyen de payer les frais supplémentaires qu'il nous faudrait engager si nous voulions vraiment promouvoir les objectifs nationaux.

Par le passé, ces coûts étaient absorbés par le ministère instigateur de l'achat, et comme vous l'imaginez sans peine, cette pratique jouissait de peu de faveur auprès des ministères clients, compte tenu du régime de restrictions financières qui nous était imposé.

Le ministère d'État aux sciences et à la technologie a été le premier à suggérer l'idée d'un fonds de développement des fournisseurs pour supporter ces coûts additionnels. En mars 1979, le Conseil du Trésor a approuvé en principe la création d'un tel fonds, mais ce n'est que récemment que le gouvernement a été en mesure d'affecter des ressources financières à ce programme.

Maintenant, en quoi consiste exactement le fonds de développement des fournisseurs?

Le fonds est une caisse commune de dix millions de dollars, administrée par mon ministère, Approvisionnement et Servi-

[Traduction]

development of the Canadian industrial base. I regard setting up the fund as support of this government commitment to use its spending power to increase industrial research and development, and to support small and medium-sized Canadian business.

Before talking about the potential uses of the source development fund, or the SDF, as it is more commonly known, let me first give you a little background on how the fund came into being.

En 1979, le gouvernement a institué un mécanisme chargé de superviser les achats publics. Celui-ci comprend, entre autres, un comité consultatif présidé par le Conseil du Trésor, lequel établit les politiques, ainsi que des comités interministériels d'examen des acquisitions présidés par le ministère qui aura à passer un contrat. Dès qu'il commence à planifier un projet important, le comité doit se poser la question suivante: de quelle façon l'industrie canadienne peut-elle tirer le maximum d'avantages de ce contrat?

Il est ici question de contrats pour des biens et services dont la valeur varie entre deux et cent millions de dollars, de contrats pour des travaux de construction d'une valeur variant entre 10 et 100 millions de dollars, ou de tout autre projet qui pourrait avoir des répercussions socio-économiques importantes, quelle qu'en soit la valeur.

Ces comités ont d'abord été établis en mars 1980 et, depuis, on a étudié les possibilités socio-économiques de plus de 200 cas. La valeur globale de ces cas, à la fin de septembre de l'année en cours, dépassait 3.35 milliards de dollars. Selon moi, cette méthode offre des possibilités énormes que je m'efforcerai d'exploiter au maximum.

Early in the history of these PRC cases, it became evident that we needed to find a way to pay for the incremental costs which might have to be incurred if we truly wanted to support national objectives.

In the past these costs had to be absorbed by the department that was making the purchase. As you can imagine, in a climate of fiscal restraint, this was hardly popular with our customer departments.

It was the Ministry of State for Science & Technology that first advanced the idea of a source development fund to pay these additional costs. In March, 1979, Cabinet approved in principle the creation of a source development fund but it is only recently that the government has been in a position to allocate financial resources to this program.

Well, then, what exactly is the source development fund?

It is a pool of \$10 million matched by my department, Supply & Services Canada. It will provide money to stimulate

[Text]

ces Canada. Il servira à financer le développement des fournisseurs canadiens. Et dans tous les cas, naturellement, cette initiative doit s'exercer d'une façon qui ne contrevient pas à nos obligations sur le plan international, comme l'accord GATT sur les marchés publics.

Toutes les demandes de financement doivent répondre à un critère fondamental: les fournisseurs devront prouver que l'argent du fonds servira à stimuler la recherche et le développement, à accroître les activités dans le secteur de la fabrication et à élargir les possibilités dans le domaine des services au Canada.

The fund could be used for product innovation, to improve Canadian content or to encourage investment in plant and equipment. We anticipate that the fund will be particularly beneficial in high technology areas such as electronics, communications and navigational aids. We know of a number of major government acquisition programs on the horizon which will offer significant industrial development opportunities. For example, over the next few decades, MOT will be replacing the present landing aids at most major airports with microwave landing systems. The cost in current dollars will exceed \$70 million by 1995. Several government departments, including my own, are planning the upgrading of major data processing systems, and the entire question of how the data-processing industry in Canada can be stimulated through the use of government procurement is under active consideration by a procurement review committee specifically convened to address this issue.

Computer-assisted learning equipment and, of course, the burgeoning office of the future with its electronic mail and filing, Telidon terminals, word processors and mini-computers linked in an integrated system will present multi-million dollar markets in the government alone. We must help Canadian industry reach and remain at the forefront of technology in such vital areas.

The examples I have just outlined do not exhaust all the possible areas where the fund might be used, but they do give some idea of its potential to create lasting industrial benefits. Other departments and agencies will be involved through their participation in procurement review committees, and we will use the fund only on the recommendation of the appropriate review committee.

Industry, Trade and Commerce will sit on all the review committees and will be responsible for identifying and measuring the industrial benefits. They will evaluate the relative merits of all cases coming before the committees involving the use of the Source Development Fund.

[Translation]

Canadian sources of supply. Always, of course, in a way which does not conflict with international obligations we have undertaken, like the GATT agreement on government procurement.

All claims must meet a basic test. Suppliers must be able to prove that the use of the SDF monies will lead to increased R & D, manufacturing, or services capabilities in Canada.

Le fonds pourra servir à créer de nouveaux produits, à accroître la teneur en éléments canadiens dans les produits et à favoriser l'investissement dans les installations de production et les biens d'équipement au Canada. Nous prévoyons que le fonds profitera surtout au secteur de la technologie avancée, comme l'électronique, les communications et les aides à la navigation. Nous savons par exemple que, dans un avenir rapproché, des programmes importants d'acquisition seront entrepris au gouvernement et que ceux-ci représenteront pour l'industrie des possibilités d'expansion considérables. Par exemple, au cours des prochaines décennies, le ministère des Transports remplacera les systèmes d'atterrissage actuels de la plupart des grands aéroports par des systèmes d'atterrissage à micro-ondes. Il en coûtera pour ce projet, en dollars actuels, 70 millions de dollars d'ici 1995. Plusieurs ministères fédéraux, dont le MAS, prévoient mettre en oeuvre des projets importants d'extension de leurs systèmes informatiques et un comité d'examen des acquisitions s'est vu confier la tâche expresse d'examiner à fond toute la question des mesures à prendre pour encourager l'industrie informatique canadienne.

Le matériel didactique géré par ordinateur et, bien sûr, ce nouveau secteur en plein essor qu'est la bureautique, avec les systèmes électroniques de classement et de traitement du courrier, les terminaux Télidon, les machines de traitement des textes et les mini-ordinateurs, tous reliés entre eux pour former un système intégré, représenteront un marché de plusieurs millions dans le seul secteur de l'administration publique. Nous devons aider l'industrie canadienne à se maintenir à l'avant-garde de la technique dans ces secteurs vitaux.

Naturellement, les exemples que je viens d'énumérer ne donnent pas un tableau exhaustif des utilisations possibles du fonds, mais ils donnent sûrement une bonne idée de ses possibilités pour ce qui est de créer des avantages durables pour l'industrie. D'autres ministères et organismes participeront au processus en siégeant aux différents comités d'examen des acquisitions. Nous n'emploierons le fonds que sur les recommandations du comité d'examen responsable.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce fera partie de tous les comités et aura la responsabilité de déterminer et d'évaluer les avantages industriels. C'est ce ministère qui sera chargé d'évaluer les mérites relatifs de tous les cas soumis aux comités où l'on sollicite le recours au fonds de développement des fournisseurs.

[Texte]

In conclusion, I would like to emphasize two main points. The first is that the SDF must be used only for products for which there is a firmly identified government requirement.

Secondly, the fund will be used only when the government expects that long-term industrial or technological benefits will result. It will not be used as a substitute for existing programs or to subsidize inefficient operations.

Mr. Chairman, that is the end of my statement.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Blais. I have on my list, from your party, Messrs Huntington, Beatty and Gamble, in that order. Is that fine? Mr. Anguish and Mr. Gimaïel are also on my list.

If we could begin with Mr. Huntington for 10 minutes, please.

• 2020

Mr. Huntington: Do you really believe that research and development can be delivered to this country and that we can bring about the innovation and the excellence needed to address a \$19-billion imbalance in fully-finished goods by controlling those dollars, as you have outlined here in your statement tonight? Would you not agree with me that the best way to bring about the corrected result would be through fiscal policy instead of these bureaucratic-controlled programs?

Mr. Blais: Mr. Chairman, I might indicate that of course the deficit is up to \$20 billion, so I fully sympathize with the hon. gentleman's comments. I am not saying that the Source Development Fund, or my unsolicited proposals fund which is administered within my department, are the only instruments, but they do reflect the government's willingness to use a large number of instruments, including fiscal measures, in order to promote and to provoke research and development.

There is another policy within my department, which is defined as the profits policy, which also offers incentives through increases in profits that recognize additional research and development efforts on the part of the private sector. But the Source Development Fund itself—with \$10 million a year, \$30 million over the next three years—is evidently not sufficient in order to promote and to provoke the total research and development effort that we have to envisage in the near future. It is only one part of the incentives that will provide us with the 1.5 per cent of GNP that is required in terms of investment in the future.

Mr. Huntington: We keep hearing about this 1.5 per cent. I heard about it from the minister back in the Thirtieth Parliament, but we never seem to achieve it. We certainly seem to be on the wrong path and route if we are ever going to do anything that brings about a magic and an electrification of the creative abilities of this country, sir.

[Traduction]

Enfin, je veux insister sur deux points principaux. En premier lieu, le fonds de développement des fournisseurs doit servir uniquement aux produits dont le besoin a été bien établi par le gouvernement.

Deuxièmement, le fonds doit être utilisé uniquement lorsque le gouvernement prévoit en retirer des avantages industriels ou technologiques à long terme. Il ne doit pas servir de substitut à des programmes existants ou être utilisé pour subventionner des activités inefficaces.

Monsieur le président, c'était là ce que j'avais à vous dire.

Le vice-président: Merci, monsieur Blais. Sur ma liste, de votre parti, j'ai MM. Huntington, Beatty et Gamble, dans cet ordre. Cela va? M. Anguish et M. Gimaïel figurent aussi sur ma liste.

Nous cédonc donc la parole à M. Huntington pour 10 minutes, s'il vous plaît.

M. Huntington: Croyez-vous vraiment que la recherche et le développement soient possibles dans notre pays et que nous puissions apporter des innovations et la qualité nécessaire pour redresser le déséquilibre de 19 milliards de dollars de notre balance commerciale de produits finis en contrôlant ces sommes, comme vous nous le dites ce soir? Ne conviendrez-vous pas, avec moi, que le meilleur remède se trouverait dans la politique budgétaire plutôt que dans ces programmes administratifs?

M. Blais: Monsieur le président, il est évident que le déficit s'élève à 20 milliards de dollars, et je comprends donc bien les observations du député. Je ne veux pas dire que le fonds de développement des fournisseurs, que le fonds de propositions spontanées, qu'administre mon ministère, sont les seuls instruments possibles, mais ils prouvent bien que le gouvernement est disposé à user de nombreux outils, et notamment de mesures budgétaires, pour promouvoir et encourager la recherche et le développement.

Mon ministère dispose également d'un autre programme, qui s'appelle le programme des bénéfices, et qui offre des incitations en majorant les bénéfices des entreprises privées qui ont fait des efforts évidents de recherche et de développement. Mais le fonds de développement des fournisseurs, avec 10 millions de dollars par an, soit 30 millions sur les trois prochaines années, ne suffira évidemment pas à promouvoir et à encourager tout l'effort de recherche et de développement nécessaire dans un proche avenir. Ce n'est qu'un élément des encouragements qui doivent nous permettre d'atteindre un niveau d'investissement de 1.5 p. 100 du PNB.

M. Huntington: On parle beaucoup de ce 1.5 p. 100. Le ministre en parlait pendant la 30^e législature, mais il semble que l'on ne l'atteigne jamais. Je n'ai vraiment pas l'impression que nous prenions la bonne voie pour susciter magiquement des capacités créatrices dans notre pays.

[Text]

If I could just refer you to your objectives: to encourage research and development in the private sector which contributes to departmental programs, and to provide free and subsidized distribution of saleable government publications in accordance with established policy.

We all agree that research and development is probably one of the most critical areas to address there is. Back in the Thirty-first Parliament, if tax points were given, it would cost the government about \$50 million to start a real, meaningful program of innovation out there in the market sector or the wealth-creating sector, and yet I note in the 1979-80 Supplementary Estimates (B) a \$1 vote was used to authorize the use of \$300,000 from this fund, the unsolicited research and development program, to pay for increased costs of subsidized government publications. You have also used them in 1975-76 to transfer money for other uses from this fund. I would like to ask, if you are able to divert funds from this program to the publishing program, as in the past, what justification is there for an increased funding of this program of \$125,000?

Mr. Blais: Mr. Huntington, you have brought to my attention something that I was not aware of. I am receiving some information from my officials relating to that particular transfer. If you do not mind, I would like to look into the matter more fundamentally and provide you with a more complete reply.

Mr. Huntington: Okay, Mr. Chairman, if we could have a more complete reply to the committee.

Could I ask the minister, Mr. Chairman, what criteria are used to fund possible projects?

Mr. Blais: There are two funds. The Source Development Fund is the one I have just described.

That to which you have addressed your attention is the unsolicited proposals fund, and that originates from the decision the government made in the mid-70s to contract out more research and development effort. The government ascertained that there was a great deal of expenditure being made in-house in developing research and development capacity. At that time, the government decided that the private sector would be in a better position to identify potential marketable research and development efforts. As a result of that, the government's efforts were directed towards finding capacity in the private sector to conduct research and development. The Ministry of State for Science and Technology, in effect, proceeded to retain the services of DSS, on the one hand, in order to go out into the marketplace and to identify areas or potential research and development establishments that could conduct identified projects. One part of the contracting-out provision was also to have a mechanism whereby proposals that were not identified by the government, but that were identified by the private sector, could be funded in part by the private sector and in part by the public sector so as to provide a marketable commodity or a marketable product. And that is what gave birth to the Unsolicited Proposals Fund. What we do in terms

[Translation]

Si vous me permettez de vous renvoyer à vos objectifs: pour encourager la recherche et le développement dans le secteur privé qui contribue aux programmes ministériels et pour offrir une distribution gratuite et subventionnée des publications gouvernementales vendables, conformément aux principes établis.

Nous convenons tous que la recherche et le développement sont probablement l'un des domaines les plus importants. Au cours de la 31^e législature, si l'on donnait des points fiscaux, il en coûterait au gouvernement environ 50 millions de dollars pour faire démarrer un véritable programme d'innovation dans le secteur des marchés, ou le secteur créateur de richesses, et je remarque que dans le budget supplémentaire (B) de 1979-1980, on a utilisé un crédit de \$1 pour autoriser l'utilisation de \$300,000 tirés de ce fonds, du programme de recherche et de développement spontanés, afin de payer l'augmentation du coût des publications gouvernementales subventionnées. On y a également eu recours en 1975-1976, pour d'autres usages. Si vous pouvez donc prendre des fonds dans ce programme pour votre programme de publication, comment justifiez-vous une majoration de \$125,000 pour ce programme?

M. Blais: Monsieur Huntington, vous me signalez quelque chose que je ne savais pas. Mes fonctionnaires vont me donner des renseignements sur ce transfert particulier. Si vous voulez bien, j'aimerais étudier à fond la question avant de vous répondre.

M. Huntington: D'accord, monsieur le président, le ministre pourra nous fournir une réponse plus complète.

Puis-je alors demander au ministre quels critères on utilise pour décider des projets que l'on finance?

M. Blais: Il existe deux fonds. Le fonds de développement des fournisseurs en est un.

Vous avez parlé du fonds des propositions spontanées, qui découle d'une décision gouvernementale du milieu des années 70. Le gouvernement, s'apercevant que l'on dépensait beaucoup, dans les ministères, pour la recherche et le développement, a décidé que le secteur privé serait mieux à même de définir les projets de recherche et de développement éventuellement commercialisables. Aussi, le gouvernement a-t-il commencé à encourager le secteur privé à faire de la recherche et du développement. Le ministère d'État aux sciences et à la technologie a d'ailleurs retenu les services d'Approvisionnement et Services pour essayer de déterminer, sur le marché, quels étaient les établissements qui pourraient réaliser les projets de recherche et de développement nécessaires. Une partie de la disposition touchant ces contrats à l'extérieur visait également à ce que les propositions définies non pas par le gouvernement, mais par le secteur privé, puissent être financées partiellement par le secteur privé et partiellement par le secteur public, pour offrir un produit commercialisable. C'est ce qui a donné naissance au fonds des propositions spontanées. Dans ce cas, nous ne provoquons pas les efforts de recherche et de développement, mais nous aidons le secteur privé, lorsqu'il souhaite mener un projet de recherche et de

[Texte]

of the Unsolicited Proposals Fund is not to provoke research and development efforts, but to respond to the private sector that will identify a certain piece of research and development that it wishes to conduct; will come to DSS, to our science centre; will make a proposal to us, we will receive that proposal, identify it, and identify its ramifications and the government departments that are most readily identifiable with that particular endeavour. We will go to the client department, request them to have a look at the proposal, and if they find the proposal is something that they would like to fund, they will join with us and the private sector in funding that particular proposal; we will see it develop.

• 2025

One of the areas which is of interest to you, evidently, as a member from British Columbia, is the MacDonald Dettwiler company which has—

Mr. Huntington: Mr. Chairman, if I may interrupt.

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Huntington: I do not wish to be rude and I really do appreciate the length of your answer, but you know you are working on a very limited timeframe that I am on.

Mr. Blais: I am sorry. I just wanted to identify that.

Mr. Huntington: I merely asked you what the criteria were, and do you receive assurances from the other departments that a project is worthwhile before the Department of Supply and Services or the science section sign an agreement?

Mr. Blais: Sure.

Mr. Huntington: Who makes the judgment call? Who takes the risk?

Mr. Blais: We make the judgment call in conjunction with the client department. Because their money is involved, they have to be involved in the judgment call as well.

Mr. Huntington: What are the criteria, sir? I really have not quite understood that yet.

Mr. Blais: The criteria are whether it is a project that would promote research and development; whether the project itself would advance, of course, the state of the art; whether the eventual product that would arise from that particular study or that particular effort would find a place in the marketplace; whether it would assist the company that presents the unsolicited proposal to increase its own benefits and its economic activity. There may be some additional ones, but I think that covers roughly the general criteria.

Mr. Huntington: Mr. Chairman, may I ask the minister then if the purpose of this is to aid—and I believe your statement says so—to aid in the development of the Canadian industrial base? Could he give the committee a list of projects that were funded last year and a reading on their success or failure rate?

[Traduction]

développement. Il se présente alors à notre centre scientifique, nous fait une proposition que nous étudierons, ainsi que ses ramifications, et pour laquelle nous identifierons les ministères les plus susceptibles d'en profiter. Nous demandons alors à ces ministères d'examiner la proposition, et si celle-ci les intéresse, ils participeront, avec nous et avec le secteur privé, à son financement.

Un des secteurs qui vous intéresse, de toute évidence, puisque vous venez de Colombie-Britannique, est celui de la société MacDonald Dettwiler . . .

M. Huntington: Monsieur le président, si vous me permettez d'interrompre.

Le vice-président: Oui.

M. Huntington: Je ne voudrais pas être impoli, et je remercie le ministre de sa longue réponse, mais vous savez que j'ai très peu de temps.

M. Blais: Je suis désolé, je voulais simplement vous préciser cela.

M. Huntington: Je vous ai simplement demandé quels étaient les critères et si les autres ministères vous assuraient qu'un projet de recherche et de développement les intéressait avant que votre ministère ne signe un accord?

M. Blais: Certainement.

M. Huntington: Qui prend la décision? Qui prend le risque?

M. Blais: Nous le faisons conjointement avec le ministère client. Étant donné qu'il finance aussi, il doit également participer à l'élaboration de la décision.

M. Huntington: Quels sont les critères, monsieur? Je n'ai pas encore compris.

M. Blais: Les critères sont en fait de savoir si un tel projet est susceptible de promouvoir la recherche et le développement; s'il permettrait de faire progresser le secteur touché; si le produit qui découlerait éventuellement de cette étude, ou de ces travaux, pourrait intéresser le marché; si cela aiderait la société qui soumet la proposition spontanée à accroître ses propres bénéfices et son activité économique. Il y en a peut-être d'autres, mais je crois que c'est, en gros, les critères généraux que nous appliquerons.

M. Huntington: Monsieur le président, puis-je alors demander au ministre si l'objet de tout cela est en fait d'aider, et je crois que c'est ce que vous dites, au développement de la base industrielle canadienne? Pourrait-il donner au Comité une liste des projets financés l'année dernière et une évaluation de leur succès ou de leur échec?

[Text]

Mr. Blais: Are you talking about the Unsolicited Proposals Fund now?

Mr. Huntington: Yes, sir.

Mr. Blais: I would be pleased to provide you with a complete list of the projects that were funded last year. As you can well imagine, when we got \$20 million we got a series of— what have we got here? We received last year 552 proposals. In terms of the total value of those proposals, they were \$101 million. The contracts that were awarded were in terms of 206 applications, and they represented \$24.5 million. The customer share of those proposals was 43.8 per cent. Those are figures I am given.

In terms of the identifiable projects themselves, I would be pleased to provide you with a list.

Mr. Huntington: I would appreciate that very much, Mr. Chairman, if that could also be tabled.

The Vice-Chairman: You have time for one last question.

Mr. Blais: I was very long in my first reply.

Mr. Huntington: Could I also ask if there is a follow-up and a rating on success or failure on projects? Is there a progress report; is there a follow through on these?

Mr. Blais: There is, of course, because we wish to ensure that the criteria that were applied in the initial selection were sound and, therefore, we review the projects as they proceed and their marketability. I would ask Mr. Allan, who is responsible for the program, to provide additional information.

Mr. A.W. Allan (Assistant Deputy Minister, Science and Engineering, Procurement Service, Department of Supply and Services): Just one follow-on piece of information. We have done two evaluations of this program now since it started, and this involves a series of questionnaires back to the companies that have completed contracts to indicate to us the technology that has been developed, the new products that have developed.

• 2030

Mr. Huntington: Mr. Chairman, it would be most helpful if we could be made aware of the success rating of that program.

Mr. Allan: Yes.

Mr. Huntington: My last question would be, sir, why is this work not done at the National Research Council instead of in Supply and Services?

Mr. Blais: We contract a lot of the National Research Council's research and development efforts with the private sector. As a result of that contracting-out policy which I described, my department was selected because of its contracting role to effect the contract between the research establishment and NRC. That has resulted in our being directly involved in it.

[Translation]

M. Blais: Vous parlez maintenant du fonds des propositions spontanées?

M. Huntington: Oui, monsieur.

M. Blais: Je serais heureux de vous fournir une liste complète des projets financés l'année dernière. Comme vous le devinez certainement, avec 20 millions de dollars, nous avons reçu une série de... qu'avons-nous ici? Nous avons reçu, l'année dernière, 552 propositions. Cela représentait au total 101 millions de dollars. Deux cent six contrats ont été signés, pour un total de 24.5 millions de dollars. La part du client représentait 43.8 p. 100. Ce sont les chiffres que j'ai là.

Pour ce qui est des projets eux-mêmes, je vous en fournirai une liste.

M. Huntington: Je vous serais très reconnaissant, monsieur le président, de déposer également cela.

Le vice-président: Vous pouvez encore poser une dernière question.

M. Blais: J'ai été très long dans ma première réponse.

M. Huntington: Puis-je également demander s'il y a un suivi, si l'on évalue le succès ou l'échec des projets en question? Fait-on un rapport intérimaire? Suit-on les projets jusqu'à la fin?

M. Blais: Oui, bien sûr, car nous voulons nous assurer que les critères appliqués dans la sélection initiale étaient bons, et nous suivons donc l'évolution des projets et leurs possibilités commerciales. Je demanderai à M. Allan, qui est responsable du programme, de vous donner des renseignements complémentaires.

M. A.W. Allan (sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement scientifique et technique, ministère des Approvisionnements et Services): Juste un petit complément. Nous avons effectué deux évaluations de ce programme depuis ses débuts, et cela comprend une série de questionnaires envoyés aux sociétés qui ont bénéficié de ces contrats, afin qu'elles nous informent des résultats techniques et des nouveaux produits obtenus.

M. Huntington: Monsieur le président, il nous serait très utile de savoir quel est le succès remporté par ce programme.

M. Allan: Certainement.

M. Huntington: Ma dernière question: pourquoi ce travail ne se fait-il pas au Conseil national de recherches plutôt qu'aux Approvisionnements et Services?

M. Blais: Nous adjugeons beaucoup des contrats de recherche et de développement du Conseil national de recherches. Pour ces contrats avec le secteur privé, on a sélectionné mon ministère parce qu'il a traditionnellement adjugé les contrats entre les établissements de recherche et le CNR. C'est ainsi que nous sommes directement impliqués.

[Texte]

The other reason is because our procurement effort is directed largely at the high-technology area. We have in my department the science center, which has in it scientists and engineers who have the capacity to evaluate scientific projects. Therefore, we have developed expertise over the years in providing guidance to government departments.

I might point out a piece of information that was given to me by my deputy minister. Our finding is that, in terms of investment and leverage, we have a 9:1 return in terms of economic activity. For every dollar we invest through the Unsolicited Proposals Fund, we get nine dollars of economic activity. By the way, Mr. Chairman, I am very pleased that the Unsolicited Proposals Fund has found some interest with members because I cannot recall its having been a matter which has been brought to the public's attention before.

Mr. Huntington: Mr. Chairman, I would not want the minister to think that I am in favour of anything but tax points in the area of R&D. I believe there is some in-house need and I accept that, but there is also a very large sector of entrepreneurial activity which is starving for relief and incentive.

Mr. Blais: As I said in my original comments, although it is not in my area of ministerial responsibility—because science policy is not—I fully agree that there has to be a good mix of various incentives in order to promote research and development.

Mr. Huntington: I am very pleased to hear that, sir. The next round, Mr. Berger?

The Vice-Chairman: Certainly, Mr. Huntington. Mr. Anguish, ten minutes please.

Mr. Anguish: Would the criteria you mentioned be similar to the Canadian Business Sub-Contracting Opportunities Program?

Mr. Blais: No, the Canadian Business Sub-Contracting Opportunities Program is one which is much more pedestrian, if I might use that term in its non-pejorative sense. It is one where we encourage our main suppliers, our large suppliers, to go into the Canadian marketplace and identify Canadian sources for their requirements. As you know, in terms of our own requirements, we seek to procure as much as possible within the Canadian marketplace, given the GATT and other international limitations. But, since we deal with contractors on a face to face basis, we can only reach the first level through our own procurement policy.

We have now developed an additional policy which tries to reach back beyond that first level to the sub-contractors and through those sub-contractors to the third level as well. We encourage the main suppliers of the government to identify what their own procurement strategy will be in terms of a given contract, to encourage opportunities for Canadian businessmen and producers at the second and third levels, to provide their goods and services to our main suppliers. That is the Canadian Business Sub-Contracting Opportunities Program.

[Traduction]

L'autre raison, c'est que nos achats sont largement orientés vers les secteurs de haute technologie. Le centre scientifique de mon ministère regroupe des scientifiques et des ingénieurs qui peuvent évaluer les projets scientifiques. Nous avons les experts voulus, puisqu'il nous faut, depuis des années, conseiller les autres ministères.

Je vous communiquerai un renseignement que m'a fourni mon sous-ministre. On s'est aperçu que le rapport entre les investissements et les résultats était de 1 pour 9. Chaque dollar du fonds des propositions spontanées investi produit \$9 d'activité économique. Je suis d'ailleurs, monsieur le président, très heureux de constater que le fonds des propositions spontanées semble intéresser les députés, car je ne me souviens pas que l'attention du public ait jamais été attirée dessus.

M. Huntington: Monsieur le président, que le ministre ne pense pas que je préconise autre chose que des points fiscaux en matière de recherche et de développement. Je conviens qu'il y ait certains besoins internes, mais il y a également un énorme secteur privé qui doit être aidé et encouragé.

M. Blais: Comme je le disais tout à l'heure, bien que cela ne relève pas de mes responsabilités ministérielles—je ne m'occupe pas de politique scientifique—je conviens très bien qu'il faut un bon mélange d'incitations diverses pour promouvoir la recherche et le développement.

M. Huntington: Je suis très heureux de vous l'entendre dire, monsieur. Pouvez-vous me redonner la parole au prochain tour, monsieur Berger?

Le vice-président: Certainement, monsieur Huntington. Monsieur Anguish, 10 minutes, s'il vous plaît.

M. Anguish: Les critères que vous mentionnez sont-ils similaires à ceux du programme de sous-traitance offert aux entreprises canadiennes?

M. Blais: Non, ce programme est beaucoup plus pratique; il nous permet d'encourager nos principaux fournisseurs à essayer de trouver les produits dont ils ont eux-mêmes besoin sur le marché canadien. Vous savez que, pour nous, nous nous efforçons de nous approvisionner, dans toute la mesure du possible, sur le marché canadien, en respectant les contraintes du GATT, ou autres limitations internationales. Étant donné, toutefois, que nous traitons avec les entrepreneurs eux-mêmes, nous ne pouvons juger que du premier niveau.

C'est ainsi que nous avons maintenant une autre politique par laquelle nous essayons d'aller plus loin, pour toucher également les sous-traitants, et jusqu'au troisième niveau. Nous encourageons les principaux fournisseurs du gouvernement à définir leur propre stratégie d'achat pour un contrat donné, à encourager les entreprises et producteurs canadiens, au deuxième et au troisième niveaux, à fournir leurs produits et services à nos principaux fournisseurs. C'est là le programme dont vous parlez.

[Text]

Mr. Anguish: Will funds from this Vote 5c be used for the program to the Canadian Business Sub-Contractors Opportunities Program?

Mr. Blais: It could very well be, but we have not as yet received an application by a sub-contractor relating to a product that he wants to provide to a main supplier. But that could well be. It is one of the areas which could be envisaged.

Mr. Anguish: The contracts under that program would have to be in excess of \$2 million dollars, I understand?

Mr. Blais: Yes.

Mr. Anguish: And if that criteria applied also to this new program that you are asking the \$10 million for—the Source Development Fund—I do not see how it would help small and medium-sized businesses.

• 2035

Mr. Blais: Let me put it this way: It is not necessary for a project absolutely to be of a value of \$2 million before it is funded. The \$2 million comes into play because that is the level, the threshold, that has been recognized by the procurement review committee. If you will note, in my comment I made mention of the procurement review committee, which analyzes government procurement of a value of \$2 million to a level of \$100 million. It is in that particular activity that we recognize or we identify potential sources within the Canadian marketplace that could be funded in order to provide our own requirements.

Mr. Anguish: Under the source development fund there are no criteria as to the dollar amount on the contract.

Mr. Blais: Because it is activated by the procurement review committee, the initial contract, of course, has to be \$2 million. But what we are trying to deal with is a creation of a Canadian source, not necessarily a creation of a Canadian source to provide us with a \$2 million item.

Mr. Anguish: So there is no real assurance that it will help small or medium-sized business. Are you hoping that will be a spin-off effect of that?

Mr. Blais: No. It will indeed help the small and medium-sized business because in the procurement itself the \$2 million requirement may identify a subcontractor who would provide a component part which is presently being made outside Canada and that particular requirement may not be of a value that approximates \$2 million: it may be substantially lower than that.

Mr. Anguish: So when the subcontract from the main contractor would be \$2 million or in excess of that it would qualify under this program?

Mr. Blais: Pardon me, I am sorry.

Mr. Anguish: A subcontractor then could qualify under the source development fund—

[Translation]

M. Anguish: Utilisera-t-on des fonds de ce crédit 5c pour ce programme?

M. Blais: Ce serait très possible, mais nous n'avons pas, jusqu'ici, reçu de demandes d'un sous-traitant pour un produit qu'il voudrait vendre à un de nos principaux fournisseurs. Ce serait néanmoins possible. C'est une des choses qui pourraient être envisagées.

M. Anguish: Aux termes de ce programme, les contrats doivent, si je ne m'abuse, dépasser 2 millions de dollars?

M. Blais: En effet.

M. Anguish: Et si ces critères s'appliquaient également au nouveau programme pour lequel vous demandez 10 millions de dollars, à ce fonds de développement des fournisseurs, je ne vois pas comment cela aiderait les petites et moyennes entreprises.

M. Blais: Il n'est pas absolument nécessaire que le projet représente 2 millions de dollars pour être financé. On a fixé ce seuil parce que c'est ce qu'a reconnu le comité d'examen des acquisitions. Vous vous souviendrez que j'ai parlé de ce comité qui analyse les acquisitions gouvernementales de 2 à 100 millions de dollars. C'est dans ce cadre que nous identifions les fournisseurs canadiens qui pourraient être financés pour répondre à nos besoins.

M. Anguish: Dans le cadre du fonds de développement des fournisseurs, il n'y a pas de critères pour le montant du contrat.

M. Blais: Étant donné que cela vient du comité d'examen des acquisitions, le contrat initial doit représenter 2 millions de dollars. En fait, il s'agit de créer un fournisseur canadien et non pas de créer un fournisseur canadien qui nous fournisse un article de 2 millions de dollars.

M. Anguish: Il n'est donc absolument pas assuré que cela aidera les petites et moyennes entreprises. Espérez-vous néanmoins que cela puisse avoir un effet de boule de neige?

M. Blais: Cela aidera au contraire les petites et moyennes entreprises, car dans l'acquisition même, le contrat de 2 millions de dollars peut faire état d'un sous-traitant qui fournira une pièce actuellement fabriquée à l'étranger, et la pièce en question peut très bien ne pas du tout atteindre le prix de 2 millions de dollars.

M. Anguish: Ainsi, lorsque la sous-traitance du principal fournisseur représenterait 2 millions de dollars, ou plus, elle pourrait être envisagée dans le cadre de ce programme?

M. Blais: Excusez-moi, je n'ai pas compris.

M. Anguish: Un sous-traitant pourrait alors bénéficier du fonds de développement des fournisseurs . . .

[Texte]

Mr. Blais: Yes.

Mr. Anguish: —but the main contract would have to be \$2 million, but that would not, in fact, reflect that the subcontractor's contract would have to reflect over \$2 million.

Mr. Blais: No. It could well be, as well, that the subcontractor himself may make an application under the source development fund, even though the amount of his subcontract with the main supplier is under \$2 million. We are ready to accept any request for funding under the source development fund and we would look not at the value of the goods being produced but at the source itself being established.

Mr. Anguish: When you referred to Mr. Huntington's questions about the criteria for the program, I heard you more stating the objectives of the program . . .

Mr. Blais: There are two programs. I want to make that clear. There is one . . .

Mr. Anguish: You cited, though, under the source development fund where a project promotes research and development, advanced state of the art, it would—

Mr. Blais: No, those were the criteria I advanced in terms of the Unsolicited Proposals Fund.

Mr. Anguish: Could you tell me, then, what the criteria would be under the source development fund?

Mr. Blais: Under the Source Development Fund, it would be to see whether the investment would create or would develop a source of procurement within Canada. That is basically the criterion.

Mr. Anguish: A new source.

Mr. Blais: A new source of development within the country.

Mr. Anguish: It has to be a new source. It cannot be a regional source?

Mr. Blais: What do you mean by a regional source?

Mr. Anguish: If there was a product being supplied, say, in the Maritimes and this contract applied to someone in British Columbia or Saskatchewan—

Mr. Blais: Of course.

Mr. Anguish: —it would apply because of the regional . . .

Mr. Blais: Of course. We would be very pleased. Any place within Canada. The eventual consumption of the item that is to be produced is of no consequence. It could also be one that may be required by the Government of Canada that has some export potential as well.

Mr. Anguish: So it would be more accurate to say: if it created a new source within a region of Canada.

[Traduction]

M. Blais: Oui.

M. Anguish: . . . mais le contrat principal devrait, pour cela, représenter un minimum de 2 millions de dollars. Cela n'obligerait pas le contrat du sous-traitant à se chiffrer à plus de 2 millions de dollars.

M. Blais: En effet. Il serait très possible également que le sous-traitant lui-même fasse une demande dans le cadre du fonds de développement des fournisseurs, même si le montant de la sous-traitance que lui a adjudgée le principal fournisseur est inférieur à 2 millions de dollars. Nous sommes disposés à accepter toute demande de financement dans le cadre du fonds de développement des fournisseurs, et nous ne nous occupons pas du prix des produits fabriqués, mais de la création d'une source d'approvisionnement.

M. Anguish: En répondant à M. Huntington à propos des critères, j'ai eu l'impression que vous insistiez davantage sur les objectifs du programme . . .

M. Blais: Il existe deux programmes. Que cela soit bien clair. Il y en a un . . .

M. Anguish: Vous avez néanmoins dit que pour le fonds de développement des fournisseurs, il s'agit de projets qui encouragent la recherche et le développement, qui permettent des progrès techniques, et . . .

M. Blais: Non, c'est ce que je disais pour le fonds des propositions spontanées.

M. Anguish: Pourriez-vous alors me dire ce que seraient les critères pour le fonds de développement des fournisseurs?

M. Blais: Il s'agirait alors de voir si l'investissement créerait ou développerait une source d'acquisition au Canada. C'est essentiellement le critère.

M. Anguish: Une nouvelle source.

M. Blais: Une nouvelle source de développement au Canada.

M. Anguish: Il faut que ce soit nouveau. Il ne peut s'agir d'une source régionale?

M. Blais: Que voulez-vous dire par là?

M. Anguish: Si, par exemple, un produit était offert dans les Maritimes, et que ce contrat s'appliquait à la Colombie-Britannique ou à la Saskatchewan . . .

M. Blais: Bien sûr.

M. Anguish: . . . cela s'appliquerait du fait de l'aspect régional . . .

M. Blais: Bien sûr. Nous serions très heureux. N'importe où au Canada. Peu importe quelle est la consommation finale du produit. Il pourrait également s'agir d'un article que veut le gouvernement canadien à des fins d'exportation.

M. Anguish: Il serait donc alors plus exact de dire: si cela crée une nouvelle source d'approvisionnement dans une région du Canada.

[Text]

Mr. Blais: Sure. A major portion of our efforts is to attempt to regionalize economic activity within the country.

Mr. Anguish: Out of the \$10 million that you are asking for here, then, will there be any kind of regional consideration; or could the \$10 million well go into a number of projects or one major project in a certain area of Canada? Are they allotted to different regions?

Mr. Blais: No. I want to indicate to you quite clearly that the thrust of our efforts is to try to spread the amount of the investment throughout the whole of the country and to avoid sinking the whole of the amount in any one project or in a limited number of larger projects.

• 2040

Mr. Anguish: Is some control then to these projects left with your regional offices, or is it centralized here in Ottawa?

Mr. Blais: It is centralized here in Ottawa because the Science Centre is involved in the evaluation of the process and the Procurement Review Committee's activities are in Ottawa.

But that does not interfere in any way with the location of the plant that may be considered. Quite to the contrary. Our experience in the past has been to spread the money for research and development in various areas of the country.

The Vice-Chairman: Your last question, Mr. Anguish.

Mr. Anguish: In my last question I would like to hear some of the other criteria. The only one I have heard so far is the investment in a new source in a region of Canada. Can you tell me a bit more about what the other criteria are, be a little bit more specific?

Mr. Blais: The source would have to provide lasting economic benefits. It cannot be a one-shot deal. It would have to deal with a new product, namely the creation of a new production capacity. It would also have to deal, of course, with Canadian content, the maximization of Canadian content in the eventual product. As well, we want to encourage the creation of a source and, as I indicated in my initial address, we are looking at Canadian government needs, but not exclusively Canadian government needs. We would like to use the Canadian government's procurement power as a basis for the company obtaining the funds, seeking and obtaining international markets, and in effect we are interested as well in products that have a stand-alone quality as opposed to being a small part of a piece that perhaps has a large portion of foreign content.

Mr. Anguish: Do I have time for a final question?

The Vice-Chairman: I am afraid your 10 minutes are up.

Mr. Anguish: Will you put me on the second round?

[Translation]

M. Blais: Certes. Une grosse partie de nos efforts consistent à essayer de régionaliser les activités économiques au Canada.

M. Anguish: Sur les 10 millions de dollars que vous demandez, appliquerez-vous une considération régionale quelconque? Ou accepterez-vous que ces 10 millions de dollars financent un certain nombre de projets, ou un seul grand projet dans une région du Canada? Y a-t-il une affectation par région?

M. Blais: Non. Je veux qu'il soit bien clair que nous nous efforçons là de répartir les investissements dans tout le pays et d'éviter de limiter à un projet, ou à quelques grands projets, la répartition de cette somme.

M. Anguish: Vos bureaux régionaux ont-ils un certain mot à dire à propos de ces projets, ou le contrôle est-il centralisé à Ottawa?

M. Blais: C'est centralisé à Ottawa parce que le Centre des sciences est impliqué dans l'évaluation du processus et que les activités du comité d'examen des acquisitions ont lieu ici, à Ottawa.

Cependant, cela ne nuit en rien à l'emplacement où l'on voudrait voir se faire l'installation. Au contraire. Par le passé, nous avons toujours réparti les fonds consacrés à la recherche et au développement dans les différentes régions du pays.

Le vice-président: Votre dernière question, monsieur Anguish.

M. Anguish: Ma dernière question portera sur certains autres des critères. Le seul critère dont j'ai entendu parler jusqu'ici, c'est l'investissement dans une nouvelle source dans une région du Canada. Pouvez-vous me toucher un mot des autres critères, avec un peu plus de précision?

M. Blais: La source devra justifier de bienfaits économiques durables. Il ne s'agit pas d'un travail ponctuel. Il faudra qu'il s'agisse d'un nouveau produit, c'est-à-dire la création d'une nouvelle capacité de production. Évidemment, il y a la question du contenu canadien, la maximisation du contenu canadien dans les produits finis à venir. Nous voulons aussi encourager la création d'autres sources et, comme je l'ai dit dans ma communication du début, nous étudions les besoins du gouvernement canadien, mais pas en exclusivité. Nous voudrions aussi nous servir du pouvoir d'achat du gouvernement canadien comme base, afin de permettre aux compagnies d'obtenir les fonds, pour atteindre les marchés internationaux et y remporter un certain succès, et nous nous intéressons tout aussi bien aux produits qui peuvent se vendre tout fin seuls, par opposition à ces produits qui ne seraient qu'une composante d'un plus gros ensemble où la vedette serait donnée au contenu étranger.

M. Anguish: Une dernière question?

Le vice-président: Je suis désolé, vos 10 minutes sont écoulées.

M. Anguish: Vous notez mon nom pour le deuxième tour?

[Texte]

The Vice-Chairman: Certainly.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président. Si vous permettez, monsieur le ministre, je vais déborder un petit peu le cadre du programme dont vous nous parlez dans votre présentation pour toucher le travail de votre ministère, plus spécifiquement dans d'autres dossiers.

Le premier point qui m'intéresse en est un que nous tentons de garder à l'oeil et qui nous intéresse beaucoup au Québec. Cela se rattache au programme du nouvel avion de combat des Forces armées canadiennes. J'ai des chiffres sous les yeux qui me rendent songeur un petit peu. Je regarde les chiffres par exemple, tels qu'ils ont été définis par votre ministère, pour les retombées économiques du nouvel avion de combat, du F-18, comme elles étaient définies au 30 juin 1981. Et j'y vois les chiffres suivants: Ontario, 637.9 millions de dollars de retombées; Québec, 168 millions de dollars de retombées.

Je suis porté à vous poser une première question tout de suite comme cela. D'où viennent ces chiffres-là d'abord, et que représentent-ils comme retombées économiques? Est-ce qu'il y a moyen de les identifier quelque peu?

M. Blais: Premièrement, ces chiffres-là représentent les retombées qui ont été générées depuis 1977; ça touche de 1977 à 1981. Lorsque nous avions des finalistes dans la compétition, certains de ces finalistes-là voulaient déjà faire des investissements, et ils ont suggéré qu'ils feraient ces investissements-là au Canada, si les investissements pouvaient être crédités quant aux retombées économiques pour lesquelles ils seraient redevables. Donc, nous avons encouragé McDonnell Douglas par exemple, à établir une capacité de manufactures de pièces pour ses avions civils à Hamilton, à Toronto, ce qu'ils ont fait comme vous l'avez vu. Dernièrement, il y a eu des mises à pied à cause du fait que les avions civils, les DC-10 et les KC-10 ne se vendent pas comme ils s'attendaient qu'ils se vendent; mais avant ces mises à pied, ils ont eu une activité économique assez substantielle dans la construction de composantes pour ces avions-là. Et c'est pour cela que vous avez un chiffre assez élevé de ce côté-là.

M. Gimaïel: Ensuite, en ce qui regarde la partie québécoise, quant à moi, il y a déjà un sous-contrat je pense, de 96 millions de dollars qui est allé à Canadair. Ensuite, j'avais compris qu'il y avait une usine de pales et hélices qui était déjà annoncée, pour Bromont, et qui était en construction je pense, pour une cinquantaine de millions de dollars ...

M. Blais: Non, c'est 100 millions de dollars; 97 millions de dollars.

M. Gimaïel: Si j'additionne 96 puis 97, ça donne plus que 168! Et cela c'est sans compter les 400 millions de dollars que l'usine de pales et hélices ...

• 2045

M. Blais: Ah oui! Cela, c'est la première tranche qui finissait le 30 juin 1981 et qui ne comprenait pas les investissements additionnels. Il y a aussi des contrats avec Héroux; il y a l'achat de *Challengers* de Canadair; il y a aussi le projet qui s'en vient prochainement de l'usine à contrôle numérique dans

[Traduction]

Le vice-président: Certainement.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman. If you do not mind, Mr. Minister, I would like to go outside the framework of the program you spoke of in your presentation to touch upon the work done by your department, more specifically in other areas.

The first point I would like to bear upon interests us very much, those of us who look at the situation in Quebec very closely. It has to do with the program of the new combat airplane of the Canadian Armed Forces. I have figures here which really get my questions going. I am looking at figures, for example, as they were defined by your department for the economic trickle down of the new combat aircraft, the F-18, as they were defined as of 30 June, 1981. I see the following figures: Ontario, \$637.9 million of trickle down effects; Quebec, \$168 million of trickle down.

I would like to put a first question to you, right off the bat. First of all, where do those figures come from and what do they represent as far as economic spin-offs are concerned? Could they be identified?

Mr. Blais: First of all, those figures represent the spin-offs generated since 1977; that goes from 1977 to 1981. When we had finalists in the competition, some of those finalists wanted to make investments early in the game and they suggested they would be making those investments, in Canada, if they could be credited for the economic spin-offs they would be creating. So we encouraged McDonnell Douglas, for example, to establish a parts manufacturing capacity for its civil aircraft in Hamilton, in Toronto, which they did as you saw. Recently, there were layoffs because of the fact that the civil airplanes, the DC-10s and KC-10s were not selling as they had forecast; but before those layoffs, they had rather substantial economic activity in building components for those airplanes. That is why you have a rather large figure on that side.

Mr. Gimaïel: Now, as far as the Quebec part is concerned, I think there is already a subcontract of something like \$96 million let out which went to Canadair. Then, I thought I had heard there would be a plant for fans and blades which had already been announced for Bromont and which was being built for some \$50 million, I think ...

Mr. Blais: It is \$100 million; \$97 million.

Mr. Gimaïel: If I add 96 and 97, it gives more than 168! And that is without factoring in the \$400 million that the blade and fan plant ...

Mr. Blais: Oh yes! That is the first slice which ended on 30 June, 1981, and which did not include additional investment. There are also contracts with Héroux; there is the purchase of *Challengers* from Canadair; there is also the project which is coming along concerning the numeric control plant in the

[Text]

les Cantons de l'Est. A part cela, il y a eu l'achat des simulateurs de C.A.E. à Montréal qui valent plus de 34 millions de dollars. Donc, les chiffres s'accumulent beaucoup plus rapidement.

M. Gimaïel: Si je comprends bien, c'est de l'argent dépensé qui est là.

M. Blais: Ah oui! C'est l'argent qui est déjà dépensé, les activités économiques qui ont déjà pris place.

M. Gimaïel: Dans un autre ordre d'idées mais un peu connexe, ces avions-là vont nous apporter l'installation ou la rénovation de bases. Je ne sais pas jusqu'à quel point votre ministère est impliqué dans un processus ou un programme d'achat qu'a pu définir le ministère de la Défense nationale pour moderniser ses bases ou pour se procurer de l'équipement qui va de pair avec le F-18 qui, bien souvent, n'est pas encore en leur possession.

J'aimerais en savoir davantage sur ces détails-là qu'on n'a presque pas touchés parce que, dans ma région, il y a une base des Forces armées canadiennes, à Bagotville. J'aimerais savoir un peu ce qu'il va advenir du programme qui va se rattacher à cela?

M. Blais: Eh bien, comme vous le savez, on a comme politique d'encourager la localisation au Canada des installations de réparation et d'entretien des avions. Il est un peu trop tôt pour que nous puissions identifier le contracteur avec lequel nous allons transiger pour ce que nous appelons les réparations au troisième niveau. Pensez que pour ce qui est de l'avion patrouilleur *Aurora*, nous avons reçu le dernier avion au mois de juillet et nous venons à peine de signer un contrat avec I.M.P. en Nouvelle-Écosse concernant les réparations de troisième niveau. Vous pouvez voir que c'est encore en attente quant à l'identification d'un contracteur pour l'entretien des F-18.

M. Gimaïel: Il y a une question qui me fascine depuis longtemps. Je sais comment votre ministère fonctionne, en gros, avec les autres ministères. Mais je me demande depuis longtemps si vous êtes impliqué dans le processus d'achat ou le processus de fourniture d'équipements ou de quoi que ce soit aux sociétés d'État. Si c'est le cas, est-ce que vous pouvez me dire assez rapidement la façon dont on procède? Il y en a tout de même 700 environ, de ces sociétés-là.

M. Blais: On ne les a pas toutes. On aimerait bien avoir plus de travail à faire pour les sociétés d'État. Actuellement, nous faisons du travail, comme vous le savez, pour la Monnaie royale; nous faisons aussi beaucoup de travail pour la Société commerciale canadienne, la C.C.C., comme nous l'appelons, qui est l'agence pour laquelle nous transigeons avec tous les gouvernements étrangers. Donc, pour la C.C.C., mon ministère fait les achats sur la place du marché canadienne, pour les besoins en matériel et en services des gouvernements étrangers. Nous faisons pour plus de 800 millions de dollars d'affaires avec eux. Donc, c'est un de nos gros clients.

A part cela, pour ce qui est du C.N., d'Air Canada et tout cela, nous ne faisons pas beaucoup de travail pour eux.

[Translation]

Eastern Townships. Besides that, there have been the purchase of C.A.E. simulators in Montreal which are worth over \$34 million. So the figures are adding up even more rapidly.

Mr. Gimaïel: Then I take it that the money there is money which has already been spent.

Mr. Blais: Oh yes! Those are funds which have already been spent, economic activity which has already taken place.

Mr. Gimaïel: In another area, but germane to this one, those airplanes are going to bring about the installation or the renovation of bases. I do not know to what point your department is involved in a process or purchase program which the National Defense Department has defined to modernize its bases or to procure equipment which will go along with the F-18 which, very often, they do not yet have, the equipment I mean.

I would like to know about those details that have not been touched upon because in my area, there is a Canadian Armed Forces base in Bagotville. I would like to know a little more on what is going to happen about the program attached to all that.

Mr. Blais: Well, as you know, our policy is to encourage the location in Canada of repair and maintenance installations for aircraft. It is a bit too soon for us to identify the contractor we are going to be working with for what we call the third level repairs. You know, for the *Aurora* patrolcraft, we got the last airplane in the month of July and we have only just signed a contract with I.M.P., in Nova Scotia, for the third level repairs. You can see why nothing has yet been decided really for the identification of a contractor for F-18 maintenance.

Mr. Gimaïel: There is a question which has fascinated me for a long time. I know how your department works, generally, with the other departments. But I have been wondering for a long time if you were involved in the purchasing process or the equipment supplying process or in anything of that nature with Crown corporations. If it is the case, could you tell me rapidly how you proceed? There are about 700 of those Crown corporations, I think.

Mr. Blais: We do not have them all. We would like to have more work to do for Crown corporations. Right now, we are doing the work for the Royal Mint; we also do a lot of work for the Canadian Commercial Corporation, the C.C.C., as we call it, which is the agency for which we transact with all foreign governments. Therefore, for the C.C.C., my department purchases on the Canadian marketplace for materiel and services for foreign governments. We do more than \$800 million business with them. That is one of our big clients.

Besides that, as for CN, Air Canada, and all that, we do not do much work for them.

[Texte]

M. Gimaïel: Mais qui détermine si vous vous êtes acheteur pour une société d'État ou ne l'êtes pas? Votre réponse me surprend un peu parce qu'il reste que ces organismes-là qui pullulent au pays sont tout de même... Je me demande s'ils ne seraient pas plus dépensiers que tous les ministères du gouvernement...

M. Blais: Evidemment...

M. Gimaïel: Et si cet outil de contrôle des achats qu'est votre ministère ne s'applique pas aux sociétés d'État ou très peu, je me pose des questions sur l'avenir.

M. Blais: Ecoutez, on a déjà des achats de plus de 3,200 millions de dollars cette année pour les ministères du gouvernement canadien. Je viens de me faire signaler que, maintenant que les Postes sont une société de la Couronne, on agit pour eux aussi. Mais en ce qui touche les sociétés de la Couronne en général, nous n'avons pas le mandat d'exiger qu'elles viennent transiger chez nous. En fait, si je suis l'acheteur en chef du gouvernement, c'est qu'il y a un statut qui me donne cette autorité-là et qui oblige les ministères à transiger par la voie de mon ministère.

• 2050

M. Gimaïel: Une question rapide. Désireriez-vous être beaucoup plus impliqué dans le phénomène d'achat des sociétés d'État? Pensez-vous, même, que votre mandat devrait vous donner une sorte de contrôle, ou tout au moins le pouvoir de coordonner les dépenses que font ces sociétés-là et qui peuvent faire fuir des capitaux loin des développements régionaux ou loin des buts de développement régionaux du gouvernement?

M. Blais: Evidemment, c'est une chose à laquelle je pense de façon régulière, mais nous ne sommes pas en mesure d'exiger que ces sociétés transigent avec nous. Nous essayons de les y encourager, parce que nous reconnaissons qu'il y a un pouvoir d'achat énorme dans ces milieux. Quand vous considérez que je fais tout l'achat pour le ministère des Transports en ce qui touche les bateaux et les paquebots, vous voyez que l'impact que nous avons sur les chantiers maritimes est assez considérable. Si nous pouvions ajouter C.N. Marine, cela pourrait nous donner un pouvoir d'achat substantiel, et du point de vue de l'encouragement du développement industriel, cela pourrait nous fournir un poids additionnel. C'est pour cela que j'ai encouragé mes fonctionnaires à négocier avec les provinces pour essayer de coordonner nos efforts d'approvisionnement avec les provinces.

J'ai fait une présentation aux provinces en septembre 1980, à Winnipeg, afin d'essayer de les encourager à se joindre à nous pour coordonner nos efforts d'approvisionnement et j'ai été bien reçu. On a poursuivi les pourparlers à Saint-Jean (Terre-Neuve) durant le mois de septembre de cette année et on a avancé le dossier encore une fois. Maintenant, j'espère que dans un avenir rapproché, nous pourrions avoir au moins des essais d'approvisionnement conjoint avec les provinces.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le ministre.

[Traduction]

Mr. Gimaïel: But who decides if you are a buyer for a Crown agency or not; your answer surprises me because it is a fact that those organizations which you find under every rock in the country are still... I often wonder if they do not spend even more than all departments of the government...

Mr. Blais: Of course...

Mr. Gimaïel: And if this control mechanism we have through your department for purchases does not apply to Crown agencies or very little, I am really wondering about our future.

Mr. Blais: Well, we have already purchased over \$3,200 million this year for the Canadian government departments and ministries. I have just been told that now that the Post Office is a Crown corporation we are also acting for them. However, for Crown corporations in general, we do not have the mandate to demand that their transactions go through us. In fact, if I am buyer-in-chief of the government, it is because there is a statute giving me that authority and obliging the departments to transact through my department.

Mr. Gimaïel: A fast question. Would you like to have more of a say in the Crown corporations' purchasing process? Should your mandate give you some sort of control or at least some sort of co-ordinating role over those corporations' expenditures which can attract capital away from regional development or away from the government's own objectives regarding regional development?

Mr. Blais: I very often dwell on this particular problem but I realize we are not in a position to require that those corporations go through us. We encourage them to do so because we recognize the tremendous purchasing power they represent. You have to consider that we purchase everything for the Transport Department, including all its vessels. You can imagine the impact we have on the shipyards activity. If we could add to that CN Marine, we could then have a substantial purchasing power. It could give us some extra leverage in trying to encourage industrial development. It is precisely for that reason that I encourage my officials to negotiate with the provinces in view of a co-ordinated effort with them in matters of procurement.

I made a presentation to the provinces in September 1980, in Winnipeg, to get them to join us in co-ordinating our purchasing efforts and it was well received. Negotiations followed in St. John's, Newfoundland, and progress was registered. We hope to be in a position in the very near future to conduct tests in joint-purchasing procedures with the provinces.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Minister.

[Text]

Juste pour terminer, si jamais vous avez besoin d'aide pour pousser cela, moi, je suis disponible n'importe quand.

Le vice-président: Merci bien, monsieur Gimaïel.

Mr. Beatty, I think you are ready to go.

Mr. Beatty: How long have I, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: You have 10 minutes.

Mr. Beatty: Thank you. Mr. Blais, how much will the government spend this year on advertising?

Mr. Blais: As you know, Mr. Beatty, the individual departments are responsible for their own advertising budget. The way we play a role is to provide a service at the contracting end. Therefore, once the governments have identified their budget, they then come to us and identify their particular requirements and we go out into the marketplace and . . .

Mr. Beatty: That is not the question. On May 5, 1981, you said:

Think about it. We have an advertising program involving over \$50 million of annual expenditure.

How accurate is that statement?

Mr. Blais: Well, the figures that have been given to me would indicate that in the year I was referring to we were in the vicinity of \$57 million.

Mr. Beatty: You say \$57 million. You were referring to this year?

Mr. Blais: No, I was referring to the last fiscal year. This year the estimates that have been identified to me are in the vicinity of \$63 million to \$64 million.

Mr. Beatty: \$63 million to \$64 million. How do you explain the fact that, between April 5 and September 25, weekly procurement contracts bulletins issued by your department indicate that your department contracted for, in that six-month period, \$49.1 million worth of advertising. How, then, do you keep below that target of \$63.64 million?

Mr. Blais: Mr. Berger will reply to that.

Mr. G. A. Berger (Assistant Deputy Minister, Department of Supply and Services): If I may, the figures that were shown in the bulletin of weekly contract opportunities showed some contracts that were retroactive to 1980-81. In effect, the actual amount was—and I believe these were figures that you gave already, sir—something in the order of \$38 million to \$39 million rather than the \$40-some-odd million if you add up all the stuff in the weekly bulletins.

Mr. Beatty: You used the figure of \$63 million to \$64 million. Does that include the \$8.9 million currently earmarked in Miscellaneous Estimates (C) for the Canadian Unity Information Office for an advertising campaign?

Mr. Blais: Well, I will have to review those. I am told by my officials that it is difficult to say, but I will check into that, Mr. Beatty, and provide you with additional information.

[Translation]

If you ever need some help in promoting this idea, you can count on me.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel.

C'est votre tour, monsieur Beatty.

M. Beatty: Combien de temps ai-je à ma disposition, monsieur le président?

Le vice-président: Dix minutes.

M. Beatty: Merci. Combien le gouvernement dépensera-t-il, cette année, au titre de la publicité, monsieur Blais?

M. Blais: Comme vous le savez sans doute, monsieur Beatty, les divers ministères établissent leur propre budget de publicité. Ce n'est qu'au niveau des ententes que nous intervenons. Une fois que les ministères ont établi leur budget, ils viennent nous faire part de leurs besoins. C'est nous qui cherchons sur le marché . . .

M. Beatty: Ce n'est pas la question que je vous ai posée. Le 5 mai 1981, vous avez déclaré ce qui suit:

N'oubliez pas que plus de 50 millions de dollars de nos dépenses annuelles sont consacrées à la publicité.

Il s'agit bien de ce montant?

M. Blais: Les chiffres réels montrent que pour l'année à laquelle je faisais allusion, le montant se rapprochait de 57 millions de dollars.

M. Beatty: Vous dites 57 millions de dollars. Il s'agit de l'année en cours?

M. Blais: Non, il s'agit de la dernière année financière. Cette année, le chiffre se situait autour de 63 ou 64 millions de dollars.

M. Beatty: Comment expliquez-vous, dans ce cas, que pour la période du 5 avril au 25 septembre, les relevés hebdomadaires de contrats d'approvisionnement, pour votre ministère, indiquent qu'il a acheté pour 49.1 millions de dollars de publicité? Comment pouvez-vous vous en tenir aux 63.64 millions de dollars?

M. Blais: Ce sera M. Berger qui répondra à cette question.

M. G.A. Berger (sous-ministre adjoint, ministère des Approvisionnements et Services): Les chiffres qui apparaissent dans les relevés hebdomadaires des contrats incluent certains contrats rétroactifs à 1980-1981. Le montant réel, je pense que vous l'avez déjà, se situe aux environs de 38 ou 39 millions de dollars plutôt qu'aux environs de 40 millions de dollars auxquels vous arrivez si vous faites le total de tous les contrats mentionnés dans les relevés hebdomadaires.

M. Beatty: Vous avez dit que c'était 63 ou 64 millions de dollars. Ce montant inclut les 8.9 millions de dollars prévus dans le Budget supplémentaire (C) pour une campagne de publicité par le Bureau d'information sur l'unité canadienne?

M. Blais: Il faut que je vérifie. Mes hauts fonctionnaires me signalent que ce n'est pas du tout clair. Je devrai vous fournir un supplément d'information plus tard, monsieur Beatty.

[Texte]

Mr. Beatty: Thank you. You mention your procurement policy. When the government awarded a \$2.43 million to Canadian Media Corporation, which is a corporation which did not exist before receiving the government contract—it was formed by four advertising agencies to receive the contract—why were no tenders called? And do you not feel that it would have been useful to have a company performing that function that had some experience before, instead of simply being formed to receive the contract?

• 2055

Mr. Blais: It was a judgment that was made by the government. As you know, in terms of advertising contracts, as has been the practice, the contracts themselves are not subject to tender. We are dealing with professional services, and usually the rates are standard within the industry. Therefore, what we look for is not the question of the price that is offered through a tender process, but basically, an evaluation of the capacity of the particular company to perform the services that are required.

Mr. Beatty: Who was allowed to compete against them?

Mr. Blais: It was on a sole-source basis, and the company—as you pointed out accurately—was formed in order to negotiate with the government an arrangement.

Mr. Beatty: You are aware that this is the largest contract of its kind in the country.

Mr. Blais: As you know, we stole a book from the previous administration in terms of putting some order in government contracting as it relates to advertising. The previous administration had set up its corporation, or at least did not set up a corporation, had invited—

Mr. Beatty: It was the largest and most experienced corporation of its kind in the country.

Mr. Blais: —a corporation to act as an agency of record for the previous government in order to put some order in their advertising program. We felt that the system they had set up had some very advantageous facets that we wanted to incorporate in an improved system.

Mr. Beatty: Could I refer you to a statement by the President of the Canadian Media Corporation, Mr. George Semple, in *The Globe and Mail* on July 9, 1980, where Mr. Semple said:

Within nine to twelve months, we will be operating the business in a manner that I feel would be good enough to go out and pitch commercial clients.

Is it the government's policy that with the largest contract of its kind in the country that they should give on-the-job training to a company that has done no other business?

Mr. Blais: I beg to differ, Mr. Beatty, the company had been involved in the advertising business.

Mr. Beatty: It did not exist, as you just admitted.

[Traduction]

M. Beatty: Merci. Vous avez parlé d'une politique d'achat. Quand le gouvernement a-t-il accordé un contrat de 2.43 millions de dollars à la *Canadian Media Corporation*, société qui n'existait pas auparavant, et qui a été formée par quatre agences de publicité à cette seule fin? Pourquoi n'a-t-on pas demandé de soumissions? Ne croyez-vous pas qu'il aurait été préférable de faire appel à une société ayant déjà une certaine expérience pour faire ce travail plutôt qu'à une société qui avait été formée aux seules fins de recevoir le contrat?

M. Blais: La décision appartient au gouvernement. Comme vous le savez, la pratique veut que les contrats de publicité ne fassent pas l'objet d'offres. Il s'agit de services professionnels, et les taux sont les mêmes chez toutes les sociétés. Nous ne sommes donc pas appelés à examiner un prix soumis; nous nous contentons essentiellement d'évaluer la capacité de la société choisie de fournir les services requis.

M. Beatty: A qui d'autre a-t-on permis de se présenter?

M. Blais: La société en question était la seule source des services requis. Comme vous l'avez fait remarquer, elle a été formée pour négocier ce contrat avec le gouvernement.

M. Beatty: Vous savez évidemment qu'il s'agit du contrat le plus important du genre au pays.

M. Blais: Vous n'ignorez pas, quant à vous, que nous avons imité le gouvernement antérieur, qui avait voulu mettre de l'ordre dans la procédure d'octroi des contrats relativement à la publicité. Le gouvernement antérieur avait créé une société, ou plutôt, avait décidé de demander...

M. Beatty: C'était la société la plus grande et la plus expérimentée du genre au pays.

M. Blais: ... à une société d'agir en son nom, en vue de mettre de l'ordre dans son programme de publicité. Nous avons jugé que ce système comportait certains avantages que nous voulions incorporer dans le nôtre, afin de l'améliorer.

M. Beatty: Je vous renvoie à une déclaration du président de la *Canadian Media Corporation*, M. George Semple, telle que relevée dans le *Globe and Mail* du 9 juillet 1980:

D'ici neuf ou 12 mois, nous aurons progressé suffisamment pour nous adresser à des clients commerciaux.

Le gouvernement a-t-il pour politique d'accorder le plus important contrat de publicité jamais vu à une société qui n'a aucune expérience et qui désire apprendre en cours de route?

M. Blais: Je ne suis pas de votre avis, monsieur Beatty. La société en question a déjà fait de la publicité.

M. Beatty: Elle n'existait pas auparavant, vous venez de le dire.

[Text]

Mr. Blais: The company, as you pointed out, initially was formed of four large Canadian advertising firms that had had, collectively, a substantial experience in the marketplace. What we were interested in was having a contractor that would go out into the marketplace and proceed to purchase time on a bulk-buy basis in order to effect savings for the government.

Mr. Beatty: But, by the admission of its own president, it was not, at the time you hired it, good enough to pitch for commercial clients, to use his phrase. Why would it receive the largest contract in the country, Mr. Minister?

Mr. Blais: I did not see Mr. Semple's statement; I did not see the context within which he made it. I might indicate, as well, that Mr. Semple is no longer president of that corporation.

Mr. Beatty: Yes, I know. Why did he leave?

Mr. Blais: I will have to review the causes. I may have some conversation with him and find out what his motivations were.

Mr. Beatty: Has the Canadian Media Corporation done any business now for any clients outside the government?

Mr. Blais: I am advised that it has.

Mr. Beatty: The previous government required Media Buying Services, who acted as the agency of management for the government, to open up facilities in Ottawa. Was the Canadian Media Corporation required to open up an office in Ottawa to maintain full-time staff and facilities here?

Mr. Blais: I am advised that it does not have that requirement.

Mr. Beatty: Again with regard to these contracts for advertising, can you assure the committee that the advertising agencies who will be doing creative work will be paid directly on the basis of work performed and not on a commission basis based on the amount of funds spent irrespective of the actual work performed?

Mr. Blais: My information is that the payment that they receive is based upon the work performed.

Mr. Beatty: Not on a commission basis anymore; strictly fee for service.

Mr. Blais: Mr. Berger, could you reply to that?

Mr. G.A. Berger: What is done is that that portion of the fee that is normally attributable to the placement of media is taken away from the fee that they receive. In effect, they receive a fee, but less the amount that would be paid for a commission for placement of media.

• 2100

Mr. Beatty: Can you assure us that the cost for the private sector supplier and the other necessary advertising agency creative suppliers—by this I mean CMC—plus the other creative suppliers, do not exceed, in aggregate, the standard

[Translation]

M. Blais: Comme vous l'avez signalé vous même, elle est formée par quatre agences de publicité canadiennes parmi les plus importantes. Leur expérience collective est considérable. Nous voulions pouvoir compter sur une entreprise qui va sur le marché et achète la publicité en gros, afin de réaliser des économies.

M. Beatty: Mais comme le dit le président de la société lui-même, au moment où vous avez fait appel à ses services, la société ne se considérait pas suffisamment compétente pour s'adresser aux clients commerciaux. Comment a-t-elle pu s'adjudger le plus gros contrat de publicité au pays?

M. Blais: Je n'ai pas pris connaissance de la déclaration de M. Semple. Je ne sais pas dans quel contexte elle a été faite. Je vous signale en passant que M. Semple n'est plus président de la société.

M. Beatty: Je le sais. Pourquoi l'a-t-il quittée?

M. Blais: J'essaierai de communiquer avec lui et de le savoir.

M. Beatty: La *Canadian Media Corporation* travaille-t-elle pour des clients en dehors du gouvernement, actuellement?

M. Blais: On me signale que oui.

M. Beatty: Le gouvernement antérieur avait demandé à la *Media Buying Services*, qui travaillait déjà pour lui, d'ouvrir des bureaux à Ottawa. La même demande a-t-elle été faite à la *Canadian Media Corporation*? Doit-elle avoir un personnel à temps plein à Ottawa?

M. Blais: On me dit que ce n'est pas le cas.

M. Beatty: Toujours en ce qui concerne les contrats de publicité, pouvez-vous donner l'assurance au Comité que les agences de publicité qui feront le travail de création seront payées directement pour ce travail et non pas à la commission, selon un pourcentage des fonds alloués, quelle que soit l'ampleur du travail?

M. Blais: On me dit qu'elles sont payées pour le travail qu'elles font.

M. Beatty: Non pas à la commission, comme ce fut le cas.

M. Blais: Vous pouvez répondre à la question, monsieur Berger?

M. G.A. Berger: Seulement la partie des honoraires qui a trait normalement à l'insertion de la publicité est retenue. En d'autres termes, leurs honoraires sont des honoraires normaux, moins le montant qui représente l'insertion dans les organes d'information.

M. Beatty: Pouvez-vous donner l'assurance que le coût des services du fournisseur privé et de tous les autres qui font le travail de création, y compris la CMC, ne dépasse pas la norme, universellement reconnue dans l'industrie, de 12 p. 100

[Texte]

advertising industry accepted maximum of 12 per cent of gross advertising-media dollars expended?

Mr. G.A. Berger: Well, first of all the percentage, I believe, is not 12; it is somewhat higher in terms of 15, whether it is a 15 that is grossed up or grossed down. What we have is a system whereby, in total, because of our bulk buy, the main portion of advertising, which is, of course, the cost of the advertising and the effectiveness of that advertising in terms of numbers of placements, et cetera, is optimized for the government, and we are, in effect, getting a bigger bang from our buck.

Mr. Beatty: That was not the question though. The question was—

Mr. G.A. Berger: It is very difficult to say in terms of percentages, because in effect, you are given maybe a larger percentage on a smaller amount of dollars; in effect, you are getting a better buy.

Mr. Beatty: Can you assure us that the proper advertising supplier contracts will be maintained through DSS, which was not done until quite recently? In all instances where there are suppliers supplying advertising services to the government, will proper supplier contracts be maintained? In other words, no oral contracts; no other form of contract other than a regular DSS contract.

Mr. Blais: Since I have been responsible for negotiating the contracts, the suppliers have provided the services to CMC pursuant to contracts that have been executed.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Beatty: A final question, Mr. Chairman, and it will be very brief. The minister indicated to me in the House earlier that pursuant to the clause of the CMC contract, he has undertaken a study of the costs that CMC has incurred to determine whether or not the money being paid to them is fair and proper. Will the minister make a copy of that study available to the committee?

Mr. Blais: Well, Mr. Chairman, I recall replying to the hon. gentleman on that particular inquiry, and I said I would look at whether I could provide him with that information. I have since been advised that the information is deemed to be sensitive and confidential as a result of its being commercial information.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Minister, prior to asking one of your officials to answer a question, would you please identify him for the purposes of the record?

Mr. Blais: Yes. For the record, the official who replied to the questions that were asked was Mr. Berger.

The Vice-Chairman: That Mr. Berger, not this one.

Mr. Blais: Not the Vice-Chairman.

[Traduction]

des dépenses brutes occasionnées par la publicité dans les organes d'information?

M. G.A. Berger: Premièrement, je ne pense pas que le pourcentage soit de 12 p. 100; il est de plus ou moins 15 p. 100. Le système en vigueur actuellement comporte des avantages pour le gouvernement, puisqu'il permet l'achat de la publicité en gros; il vaut tant pour la création de la publicité elle-même que pour l'insertion de cette publicité dans les organes d'information. Nous obtenons plus pour notre argent de cette façon.

M. Beatty: Ce n'est pas la question que je vous ai posée. J'ai...

M. G.A. Berger: Il est très difficile de donner des pourcentages. Vous m'avez cité un plus grand pourcentage d'un plus petit montant. Ce qui est certain, c'est que le système actuel est plus avantageux pour nous.

M. Beatty: Pouvez-vous me donner l'assurance que les contrats aux fournisseurs de publicité passeront par le ministère des Approvisionnements et Services, ce qui n'était pas le cas encore récemment? Pour les fournisseurs de publicité au gouvernement, il y aura encore des contrats véritables? En d'autres termes, pas d'ententes verbales, pas d'autre forme d'entente que le contrat normal du ministère des Approvisionnements et Services.

M. Blais: Depuis que je suis chargé de négocier les contrats, les fournisseurs travaillent pour la CMC selon ce qui a été prévu.

Le vice-président: Merci.

M. Beatty: Une dernière question, si vous le permettez, monsieur le président. Je serai très bref. Le ministre m'a déjà fait savoir, à la Chambre, que, selon une clause du contrat conclu avec la CMC, il a commencé une étude sur les coûts occasionnés à cette dernière, afin de voir si les honoraires qu'elle recevait étaient justifiés dans les circonstances. Le ministre fournira-t-il une copie de cette étude au Comité?

M. Blais: Je me souviens de la réponse que j'ai faite à l'honorable député, monsieur le président. J'ai dit que j'examinerais la situation. J'ai appris depuis que l'information en question est considérée comme délicate et confidentielle, à cause de ses ramifications commerciales.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

M. Beatty: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Je vous demanderais, monsieur le ministre, avant de demander à un de vos fonctionnaires de répondre à une question, de bien vouloir l'identifier, aux fins du compte rendu.

M. Blais: Justement, le fonctionnaire qui a répondu aux dernières questions était M. Berger.

Le vice-président: Non, pas celui-ci.

M. Blais: Non, pas le vice-président.

[Text]

The Vice-Chairman: We are not related.

Monsieur Bachand, 10 minutes.

M. Bachand: Merci.

Monsieur le ministre, dans votre exposé à la page 5, vous dites que:

Le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie . . .

... c'est dans le même ordre d'idée que ce que le député conservateur, qui a posé des questions tout-à-l'heure, a dit . . .

... a été le premier à suggérer l'idée d'un fonds de développement des fournisseurs . . .

Vous parlez par la suite, d'un comité., vous dites que le ministère de l'Industrie et du Commerce fera partie de tous les comités. Est-ce que le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie va faire partie aussi de ces comités-là?

M. Blais: Il siège sur certains comités mais surtout quand les sujets intéressent le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie.

M. Bachand: Parce qu'à un certain moment, disons, la semaine dernière, on a eu quand même ce ministère-là, c'était le Centre national de la recherche et le docteur Kerwin est venu nous demander aussi des crédits supplémentaires. Et eux aussi font des affaires avec les industriels pour développer . . . Est-ce qu'il n'y a pas de danger que cela se dédouble tous ces efforts-là ?

M. Blais: Non, il n'y a pas de danger à cela. Comme vous le savez, il y a une pénurie d'investissements au Canada en ce qui touche la recherche et le développement et c'est comme dans n'importe quelle situation où il y a une demande accrue, il n'y a pas de duplication et je puis vous assurer qu'on est très conscients qu'il faut éviter qu'il y ait des projets parallèles en cours d'exécution.

M. Bachand: Un exemple, vous dites à la page 7 :

... profitera surtout aux secteurs de la technologie avancée, comme l'électronique . . .

... et on sait que de toute façon quand le gouvernement canadien subventionne des universités., il y a l'université de Sherbrooke au Québec, entre autres, je pense que les centres par excellence en électronique ou en micro-électronique, au Centre national de la recherche aussi en fait . . . Vous, vous parlez d'en faire aussi. N'y a-t-il pas un danger que tout cela se rejoigne à un certain moment et qu'on se retrouve sur les mêmes communiqués, parce qu'en électronique . . .

• 2105

M. Blais: Non, parce qu'effectivement on fait une vérification en passant par CISTI qui est le centre d'information en technologie et qui est avec le Conseil national de recherches du Canada. On s'assure qu'il n'y a pas d'autre projet qui pourrait ressembler aux projets que nous sommes en train d'étudier. Effectivement, nous n'approuverons pas des déboursés pour un projet qui est déjà en place et qui reçoit déjà des fonds du gouvernement fédéral et des provinces.

[Translation]

Le vice-président: Nous n'avons aucun lien de parenté.

You have ten minutes, Mr. Bachand.

Mr. Bachand: Thank you.

In your statement, Mr. Minister, page five, you say:

It was the Ministry of State for Science & Technology . . .

This is the same subject alluded to by the Conservative member earlier.

... that first advanced the idea of a source development fund . . .

And then, further on you talk about a committee on which will be represented the Department of Industry, Trade & Commerce. Will the Ministry of State for Science & Technology also be part of that committee?

Mr. Blais: It already is represented in a number of committees when the subject is of some interest to it.

Mr. Bachand: Last week, we had people from that ministry, more precisely Doctor Kerwin, from the National Research Centre, who came to ask us to approve additional funding. They too have to deal with industry in order to develop . . . Is there not any danger of duplication in all these efforts?

Mr. Blais: There is no such danger. As you know, research and development in Canada suffers from a lack of investments. It is as in any other situation where there is an acute need. There is no duplication. I can assure you that I am very conscious of the need to avoid parallel projects in dealing with industry.

Mr. Bachand: You say, on page seven,

... will be particularly beneficial in high-technology areas such as electronics . . .

We all know that the Canadian government already gives grants to universities. Among them, there is the Sherbrooke University, in Quebec. There are known centres specialized in electronics and micro-electronics. There is the National Research Centre. You say you want to do something for your part. Is there not a danger that all these efforts cross over at times and give rise to the same communiqués, because in the field of electronics . . .

Mr. Blais: No, because we actually check with CISTI, which is the Canada Institute for Scientific and Technical Information, and which is with the National Research Council. We make sure that there are no other projects similar to those we are contemplating. We do not approve the expenditures relative to a project already in place and already receiving funds from the federal government or the provinces.

[Texte]

M. Bachand: On nous a dit que l'industrie planifie pour faire de la recherche sur le développement dans ce sens-là pour les années à venir. A ce moment-là, n'aurait-il pas été plus simple pour votre ministère d'approuver ce qu'il faut et que le crédit de 10 millions de dollars se retrouve avec la ...

M. Blais: Monsieur Bachand, comme je vous le disais au début, cette question comporte deux aspects. Pour ma part, je reçois des propositions spontanées qui sont faites sur le marché par les compagnies et la recherche va identifier des projets qu'on voudrait voir se développer. Elle va consulter des sociétés sur le marché pour savoir si elles seraient intéressées à effectuer de la recherche sur le développement dans le sens que le Conseil national de recherches du Canada peut identifier. Et, après avoir identifié une institution qui pourrait poursuivre ces recherches, ils vont venir voir Approvisionnement et Services pour effectuer les négociations avec cette institution-là. Donc, nous savons, chez nous, pas mal tout de ce qui se passe sur le développement de la recherche et sur les contrats qui visent le développement de la recherche sur le marché canadien et qui voient au développement de l'industrie canadienne.

Est-ce que mes propos sont assez clairs?

M. Bachand: Oui. Est-ce qu'une partie du crédit supplémentaire de dix millions de dollars va servir pour des contrats du ministère de la Défense nationale? Parce qu'on sait qu'il y a beaucoup d'achats à faire ces années-ci. Est-ce qu'il y en a une partie qui sera consacrée à la recherche?

M. Blais: Evidemment, il y aura des demandes qui nous viendront des sociétés qui sont dans la production de produits de la défense. Mais, nous avons déjà en place le programme PPIMD qui s'occupe du développement des sources d'approvisionnement pour la Défense nationale et ces fonds sont de beaucoup supérieurs à ceux dont je suis responsable. Donc, ce sera presque exclusivement dans le domaine civil que nous dirigerons nos investissements.

M. Bachand: Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci, monsieur Bachand.

Mr. Gamble, 10 minutes, please.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I have one question related to the issue before us today and I ask it simply for information. Could you tell the committee whether your department is responsible for selecting those commercial firms which undertake public opinion polls for various government departments or do the departments seek those public opinion polls themselves?

Mr. Blais: Basically, unless there is a direct mandate by the government, we do not deal in services as such. We will contract out for scientific services or we will contract out for advertising services, but, generally, we purchase hard goods, if I can use that particular term. In effect, we will not be contracting out for opinion surveys. That would be done by individual departments.

Mr. Gamble: And your department undertakes none of those itself, I take it.

[Traduction]

Mr. Bachand: We are told industry is planning in the same way its research and development effort in the coming years. In view of this, would it not be simpler for your department to approve the necessary funding and to grant the \$10 million to ...

Mr. Blais: As I was saying earlier, Mr. Bachand, there are two aspects to this question. First, I receive spontaneous proposals from companies on the market, and the research can be oriented according to these proposals. Then companies can be consulted on the kind of research and development wanted by the National Research Council of Canada. Once an entity able to do this kind of research has been identified, Supply and Services is called upon to enter into negotiations with it. So we are well aware in our department of almost all the research and development efforts as well as of almost all the contracts dealing with research and development on the Canadian scene in view of expanding Canadian industry.

I hope I am making myself understood.

Mr. Bachand: Yes. Is part of the \$10 million supplementary vote going to contracts for the National Defence Department? We all know that department has large purchases to make at this particular time. Is part of the money earmarked for the research in that field?

Mr. Blais: Of course, we will receive requests from companies engaged in defence production. But we already have in place the PPIMD, which deals with the development of sources for National Defence. This is much more than what I am responsible for. So it will almost exclusively be in the civilian field that we will invest.

Mr. Bachand: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Bachand.

Vous avez dix minutes, monsieur Gamble.

M. Gamble: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, je n'ai qu'une question au sujet des crédits supplémentaires d'aujourd'hui. Pouvez-vous nous dire si votre ministère est chargé de choisir les agences commerciales qui font les sondages d'opinion publique pour tous les ministères du gouvernement, ou si ce sont les ministères, eux-mêmes, qui décident?

M. Blais: Sauf si nous en recevons la demande directement du gouvernement, nous ne nous en chargeons pas. Nous concluons des ententes en vue de services scientifiques, de services de publicité, en vue de certains biens, mais c'est tout ce que nous faisons. Nous n'accordons pas de contrats pour les sondages d'opinion publique. Ce sont les ministères eux-mêmes qui s'en chargent.

M. Gamble: Votre ministère ne fait rien de semblable.

[Text]

Mr. Blais: Yes.

Mr. Gamble: Undertakes no public opinion polls itself?

Mr. Blais: No.

Mr. Gamble: Could you now deal with some of the—

Mr. Blais: Of course, as the minister responsible for Statistics Canada, there is a certain amount of surveying that is conducted by that establishment.

Mr. Gamble: Yes, I accept that. With respect to—

Mr. Blais: Oh, yes, and I am told by Mr. Berger that we did conduct a survey in terms of how people reacted to the government's participation at the Canadian National Exhibition. We also have our own in-house surveys relating to how people react to the services we render and have also conducted a survey in which we ascertained whether the turn-around for payments to our suppliers was satisfactory.

Mr. Gamble: But these are all done in-house, you say, without contracting the service out? Is that what you said?

• 2110

Mr. Blais: I am told that it is not necessarily without contracting out our services, but we are not doing it on behalf of other departments. We would do it for our own departmental requirements.

Mr. Gamble: Turning now to this program, Source Development Fund, I notice from the supplementary estimates that no additional persons are required for this \$10 million expenditure. I take it you are simply taking existing personnel to administer this plan?

Mr. Blais: That is right.

Mr. Gamble: Mr. Minister, let me now deal with—

Mr. Blais: We are very efficient.

Mr. Gamble: It is commendable.

An hon. Member: We work overtime.

Mr. Gamble: I doubt that.

Mr. Blais: But we do, Mr. Chairman. We do work overtime.

Mr. Gamble: Let me deal with some of the more mundane aspects of your procurement policy, unrelated to such sophisticated matters as I understand we are concerned with here. I have two very substantial complaints I would like to make. One relates to tendering terms established by other government departments that you simply implement.

I have in mind a particular constituent of mine who tendered on a tire-changing piece of apparatus which was to be used by the Canadian Armed Forces. The constituent was unsuccessful in obtaining the tender and the contract went to a German firm. The reason the contract went to the German

[Translation]

M. Blais: Non.

M. Gamble: Il ne demande pas de sondages d'opinion publique.

M. Blais: Non.

M. Gamble: En ce qui concerne . . .

M. Blais: Évidemment, je suis le ministre responsable de Statistique Canada. Il y a un certain nombre de sondages qui sont effectués par cet organisme.

M. Gamble: Je comprends. Pour ce qui est . . .

M. Blais: M. Berger me rappelle que nous avons mené une enquête sur la façon dont les gens ont réagi à la participation du gouvernement à l'Exposition nationale du Canada. Nous avons également des sondages internes, afin de savoir ce que pensent les gens des services que nous fournissons. Nous avons, par exemple, essayé de savoir si les fournisseurs du gouvernement étaient satisfaits des conditions dans lesquelles le paiement de leurs services leur a été versé.

M. Gamble: Mais ce sont toutes des enquêtes que vous menez vous-mêmes. Vous n'octroyez pas de contrats pour ces enquêtes.

M. Blais: On me dit que ce n'est pas nécessairement sans une adjudication de nos services, mais nous ne procédons pas au nom des autres ministères. Nous agissons en ce sens pour répondre aux besoins de notre propre ministère.

M. Gamble: Passons maintenant à ce programme de développement des fournisseurs; d'après le budget supplémentaire, je vois qu'on ne prévoit aucune autre personne pour cette dépense de \$10 millions. Par conséquent, vous affecterez le personnel déjà en place à la gestion de ce plan.

M. Blais: C'est exact.

M. Gamble: Monsieur le ministre, permettez-moi maintenant de traiter de . . .

M. Blais: Nous sommes très efficaces.

M. Gamble: Je vous en félicite.

Une voix: Nous faisons du surtemps.

M. Gamble: J'en doute.

M. Blais: Oui, monsieur le président. Nous faisons du surtemps.

M. Gamble: Je voudrais maintenant traiter de certains aspects plus concrets de votre politique d'achats, sans liens avec des questions plus complexes qui semblent nous préoccuper ici. Je voudrais faire deux critiques importantes. La première concerne les modalités des appels d'offre établies par d'autres ministères et que vous ne faites qu'appliquer.

Je pense en particulier à l'un de mes électeurs qui a présenté une soumission pour un équipement qui devait être utilisé par les Forces armées canadiennes, il s'agissait d'une pièce pour le changement des pneus. Il n'a pas pu obtenir le contrat qui a été accordé à une entreprise allemande parce que l'une des

[Texte]

firm was that one of the requirements in the tender was that a staff member of the supplier was to attend in Germany, where some vehicles of the Department of National Defence were located, and thereat, for a period of two weeks, instruct personnel of the Department of National Defence on how this piece of equipment was to be operated. The cost of transportation to and from Germany and the cost of accommodation while in Germany were sufficient to lose the contract for this particular constituent.

I just wonder, having regard to the comments the constituent made to me—which were that any idiot could in five minutes, on written instructions, figure out how to operate these things; as a matter of fact, anyone who ever worked in a service station garage could operate them without instructions—why your department would not insist that some regard be had to good sense when a tendering requirement like that is inserted in a contract which might have the detrimental effect which I just described.

Mr. Blais: Mr. Gamble, I am not familiar with that particular dossier. I do not believe you and I have had any exchange of correspondence on it.

Mr. Gamble: No, we have not. I have dealt with your officials.

Mr. Blais: What I would like to suggest to you is that my officials advise me that although they do not have the dossier with them, there is some recollection of what occurred, and it is not only the question of having someone go over to Germany to train someone there in the operation of the equipment. There are some other factors that were taken into consideration. I would be pleased to provide you with a full report.

Mr. Gamble: I would be delighted to have it, because that was not the information given to me by your officials when I spoke to them.

Mr. Blais: I do not want to take too much of your time, but I simply want to say to you that in my experience in this department, the fairness of my officials has, to my knowledge, not been controverted, in the sense that every time we have reviewed files we have assured that fairness, equity and probity were followed.

Mr. Gamble: Well, in line with the intended objective of this plan, which is to create lasting industrial benefits, and in line with the objectives of this plan to cover some of the implemental costs which might have to be incurred if we truly wanted to support national objectives, I would think one of the greatest national objectives you could possibly want to support would be an objective to employ Canadians and to make profits for Canadian business so that Canadian business might pay taxes and employ people who themselves might pay taxes. I am just wondering whether in light of that entire hopeful objective and the fact that Canadian firms lose contracts, you have any regard to the ultimate consequences to the national treasury of buying abroad instead of buying in Canada. Do you look at the total package and the tax benefits that accrue to the Government of Canada when you purchase abroad?

[Traduction]

conditions de l'offre était qu'un employé du fournisseur devait se rendre en Allemagne, ou se trouvaient certains des véhicules de la Défense nationale, et y séjourner pendant 2 semaines afin d'expliquer au personnel du Ministère le fonctionnement de cet équipement. Le coût du voyage aller-retour en Allemagne, et les frais d'hébergement pendant le séjour là-bas, étaient suffisants pour que cet électeur perde ce marché.

J'ai à l'esprit les remarques de cet électeur, selon lequel n'importe quel imbécile pourrait lire en 5 minutes les instructions écrites et savoir comment fonctionnent ces choses; en fait, il suffit d'avoir travaillé dans une station-service de garage pour pouvoir s'en servir sans instruction; je me demande donc pourquoi votre Ministère ne pourrait pas insister pour que l'on fasse preuve de jugement lorsque l'on ajoute une condition de ce genre dans un contrat, condition qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses que je viens de mentionner.

M. Blais: Monsieur Gamble, je ne connais pas bien cette affaire. Je ne pense que nous ayons échangé des lettres à ce sujet.

M. Gamble: C'est vrai, j'ai traité avec vos fonctionnaires.

M. Blais: Mes fonctionnaires me disent que bien qu'ils n'aient pas le dossier avec eux, ils se souviennent de ce qui s'est passé, et il n'était pas seulement question que quelqu'un se rendre en Allemagne pour expliquer le fonctionnement de cet équipement. On avait aussi tenu compte d'autres facteurs. Je serais très heureux de vous donner tous les détails voulus.

M. Gamble: J'en serai très heureux, car ce ne sont pas les renseignements que m'ont donnés vos fonctionnaires lorsque je leur ai parlé.

M. Blais: Je ne voudrais pas abuser de votre temps, mais je voudrais simplement vous dire que d'après l'expérience que j'ai de ce ministère, à ma connaissance, mes fonctionnaires ont toujours fait preuve d'équité. A chaque fois que nous avons examiné des dossiers, nous nous sommes assurés que nous avions été justes, honnêtes et équitables.

M. Gamble: A la lumière des objectifs que se propose ce plan, qui consiste à créer des avantages industriels durables, et compte tenu du fait que ce plan se propose d'assumer certains des coûts de mise en oeuvre qui pourraient se présenter si nous voulons véritablement appuyer des objectifs nationaux, j'estime que le plus important serait d'employer des Canadiens et de donner des profits aux entreprises canadiennes afin qu'elles puissent payer des impôts, et employer des gens qui pourraient eux-mêmes payer des impôts. Je me demande donc si, par rapport à un tel objectif, et étant donné que des entreprises canadiennes perdent des contrats, si vous tenez compte des conséquences ultimes, du point de vue de la trésorerie nationale, de ces opérations d'achat à l'étranger plutôt qu'au Canada. Tenez-vous compte de l'ensemble de la situation et des avantages fiscaux revenant au gouvernement lorsque vous achetez à l'étranger?

[Text]

Mr. Blais: Mr. Gamble, as you know, we first of all are bound to protect the taxpayers' interests. We must, whenever we go out into the marketplace, try to secure the goods or services at the best possible price and under the most favourable conditions in terms of quality and delivery. Having said that, we attempt as best we can to identify Canadian sources that would permit us to identify, in the Canadian marketplace, a competitive marketplace, so that we do not have to go abroad in order to secure our supply. As a result of that, about 80 per cent of our total buy is from Canadian sources, but we have signed the general agreement on tariffs and trade. Under that agreement we must, under certain circumstances, go to the international marketplace in order to request for proposals.

• 2115

Mr. Gamble: Let me give you another illustration, with which I have had particular experience. That related to the acquisition of computer tapes. I will show you how the GATT arrangements might be circumvented, as they could be in this case.

The testing of those tapes, in order to meet government specifications, was done in a U.S. testing laboratory that happened to be a subsidiary of the ultimate supplier of those tapes to the federal government. Now, I can tell you that this allegedly independent American testing laboratory did a kindness to its parent and a disservice to a Canadian supplier of a similar-quality tape, without your department ever examining, when it had the opportunity, the testing equipment available on site for the testing of the Canadian-produced tapes.

What I am saying is that, GATT or no GATT, what we had here was a reverse application of GATT, where, if the Canadian government had genuinely wished to acquire a Canadian product, that tape could have been tested in Canada; the American tape could have been tested in Canada; we could have found, as the Americans found to their benefit, that Canadian-manufactured tape did not meet the required specifications. So what I am saying is that, when you talk about GATT requirements, we know that the Japanese and other foreign governments have been for years using non-tariff barriers to keep out Canadian products. It is about time that we woke up and began to use the same process to benefit Canadian manufacturers and Canadian employers and, in the process, benefit the Government of Canada with additional tax revenues.

Mr. Blais: Well, if I might comment on your representations, I take them very seriously. I would hope that, if Canada behaves in accordance with the requirements of the GATT, our competitors also behave in accordance with the requirements of the GATT.

Mr. Gamble: But we know they do not.

Mr. Blais: Well, Mr. Chairman, if Mr. Gamble has certain allegations he wants to make and draw to the attention of the

[Translation]

M. Blais: Monsieur Gamble, comme vous le savez, nous cherchons d'abord à protéger les intérêts des contribuables. Cependant, lorsque nous passons des contrats, nous devons essayer d'obtenir des biens ou des services au meilleur prix possible, et dans des conditions les plus favorables sur le plan de la qualité et de la prestation. Cela dit, nous faisons de notre mieux pour déterminer des sources canadiennes nous permettant de trouver, dans le marché canadien, un marché concurrentiel, afin de ne pas nous adresser à l'étranger pour obtenir nos approvisionnements. De la sorte, environ 80 p. 100 de l'ensemble de nos achats proviennent de sources canadiennes, mais nous avons signé l'Accord général sur les tarifs de commerce, le GATT. En vertu de cet accord, dans certaines circonstances, nous devons nous adresser au marché international pour faire des appels d'offre.

M. Gamble: Permettez-moi de vous donner un autre exemple que je connais bien. Il concerne l'acquisition de bandes magnétiques pour ordinateur. Je vous montrerai comment il est possible de circonvenir les accords du GATT, comme dans cet exemple.

La vérification de ces bandes, afin de voir si elles correspondaient aux normes du gouvernement, s'est faite aux États-Unis dans un laboratoire qui se trouvait être une filiale d'un éventuel fournisseur de ces rubans au gouvernement fédéral. Je peux vous dire que ce prétendu laboratoire américain indépendant a rendu service à sa maison mère tout en défavorisant un fournisseur canadien de bandes de qualité semblable, sauf que votre ministère n'a jamais examiné, lorsqu'il a eu la possibilité de le faire, l'équipement d'évaluation disponible sur place pour vérifier la qualité des rubans produits au Canada.

Ce que je veux dire c'est qu'avec ou sans GATT, cet exemple en montre une application malencontreuse, car si le gouvernement du Canada avait sincèrement souhaité acquérir un produit canadien, ces bandes auraient pu être vérifiées au Canada; les bandes américaines auraient pu être vérifiées au Canada; nous aurions pu découvrir, comme l'ont découvert les Américains à leur avantage, que les bandes fabriquées à l'étranger ne correspondaient pas aux spécifications prévues. En d'autres termes, lorsque vous parlez des conditions requises par le GATT, nous savons que depuis des années, le Japon ainsi que d'autres gouvernements étrangers utilisent des barrières non tarifaires pour éviter l'entrée de produits canadiens. Il est temps que nous sortions de notre torpeur pour commencer à user du même procédé à l'avantage des manufacturiers et des employeurs canadiens, tout en faisant profiter notre gouvernement grâce à de nouvelles recettes fiscales.

M. Blais: Permettez-moi de vous dire que je prends vos observations tout à fait au sérieux. J'espère que si le Canada se conduit conformément aux exigences du GATT, nos concurrents font de même.

M. Gamble: Mais nous savons que ce n'est pas le cas.

M. Blais: Monsieur le président, si M. Gamble voulait faire certaines allégations, et attirer l'attention des administrations

[Texte]

administrations that enforce the GATT, I would be pleased to receive them.

In terms of the other comment he has made, in terms of the testing of the tape within an establishment of a subsidiary of the eventual supplier, I would like to get additional information on that transaction so that I could pursue the matter.

Mr. Gamble: That happened before I was elected to the House.

Mr. Blais: Well, undoubtedly it—

Mr. Gamble: But in any event, let me go on to another—

The Vice-Chairman: I am sorry, but your ten minutes have gone by.

Mr. Blais: Would you do that?

Mr. Gamble: The company is now out of business in Canada, by the way.

Mr. Blais: It does not matter; I would like to pursue the matter anyway.

The Vice-Chairman: I would like to pass on, then, to Mr. Herbert for ten minutes, please.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

I start off with a not-too-important item, Mr. Chairman, but on the material sent to us by the minister, he mentions our *Householders*. I would like to announce that I have noticed that, since the *Householder* has been printed by the Department of Supply and Services, we have gone to very thin paper. I have suggested to my constituents that the thin paper is to make it easier for those who do not wish to read my *Householder* to use it for other purposes.

Mr. Gamble: Is it softer, as well as being thinner?

Mr. Herbert: But I am somewhat disappointed that when we moved over to Supply and Services, we did use an inferior quality of paper.

An hon. Member: Hear, hear!

Mr. Herbert: During the supper break we were meeting the officials of TransCanada Pipelines, and I wanted to talk about something that came up in that supper break. You have also just underlined it here, when you said 80 per cent of your total buy is from Canadian sources. They said much the same thing: 90 per cent of their total buy is from Canadian sources, or, rather, Canadian companies, and that does not mean, of course, that those companies are necessarily Canadian owned. Would you like to say something on the subject of Canadian ownership of Canadian companies?

• 2120

Mr. Blais: Yes, first of all I would like to comment on the paper. I was not aware that there was a change in the quality of the paper. I know that there has been a change in the quality of the service, to the better. I would review the paper that was used, and perhaps accept the representations of

[Traduction]

qui font appliquer les dispositions du GATT, je serais très heureux de l'entendre.

A propos de ces autres remarques concernant la vérification des bandes dans la filiale d'un fournisseur éventuel, j'aimerais obtenir d'autres renseignements sur cette transaction afin de pouvoir étudier la question.

M. Gamble: Cela s'est passé avant mon élection à la Chambre.

M. Blais: Sans aucun doute . . .

M. Gamble: Mais, de toute façon, permettez-moi de passer à autre . . .

Le vice-président: Je suis désolé, mais vos dix minutes sont terminées.

M. Blais: Feriez-vous cela?

M. Gamble: La société ne fait plus d'affaires au Canada maintenant.

M. Blais: Cela n'a aucune importance, quoi qu'il en soit, je voudrais examiner cette question.

Le vice-président: Je voudrais maintenant passer à M. Herbert, dix minutes, s'il vous plaît.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président.

Je commencerai par une question qui n'est pas trop importante, monsieur le président. Mais je voudrais dire que dans les documents que nous a envoyés le ministre, il fait mention de nos envois collectifs. Je voudrais indiquer que j'ai remarqué que depuis que ces envois sont imprimés par le ministère des Approvisionnement et Services, le papier est devenu très mince. J'ai dit à mes électeurs qu'il permettait à ceux d'entre eux qui ne souhaitaient pas le lire de l'utiliser à d'autres fins.

M. Gamble: Il est plus doux et plus mince, n'est-ce pas?

M. Herbert: Mais je suis assez déçu que la qualité du papier soit moins bonne depuis que nous nous adressons à Approvisionnement et Services.

Une voix: C'est vrai!

M. Herbert: Au cours de l'interruption pour le dîner, nous avons rencontré des représentants de la *TransCanada Pipelines*, et je voulais parler d'une chose qui a été alors évoquée. Vous venez de nous indiquer ici que 80 p. 100 du total de vos approvisionnements provenaient de fournisseurs canadiens. Ils nous ont dit presque la même chose à cet égard, que 90 p. 100 de tous leurs achats provenaient de fournisseurs canadiens, ou plutôt d'entreprises canadiennes, ce qui ne signifie naturellement pas que ces sociétés soient nécessairement la propriété de Canadiens. Pourriez-vous nous dire quelques mots à propos de la propriété des entreprises canadiennes?

M. Blais: Oui. Premièrement je voudrais faire quelques commentaires sur le papier. Je ne savais pas que la qualité du papier avait changé. Par contre je sais que le service est meilleur qu'avant. Je vais examiner la qualité du papier utilisé et je donnerai peut-être suite à quelques observations qui ont

[Text]

members in terms of the quality of the paper that they would like to see incorporated within the *householder*, and pay for it, of course. Because we are on revenue dependency.

In terms of Canadian ownership, we abide by the Gillespie guidelines in terms of Canadian companies. We do not identify companies that are Canadian on the basis of complete control, or majority control. We identify Canadian companies as being Canadian corporate citizens that abide by the directives that were issued in 1976 by the Minister of Industry, Trade and Commerce. That involves their compliance with those guidelines in terms of the research and development effort; their insistence on increasing Canadian value-added; their establishing, within Canada, manufacturing capacity, and stand-alone manufacturing capacity is preferable.

We review their own subcontracting policies, in terms of securing their goods and services from Canadian sources. We also review their own autonomy in terms of their administration. One of the areas that I concentrated on more specifically has been the export potential of the individual companies and their ability to secure from their parent companies a real product mandate, in order to secure additional revenues for Canada.

Mr. Herbert: That sounds very laudable. You have a letter from me, where I have discussed a problem of one of my constituents who feels that he is in competition with a foreign-owned company. In this case, it is for what I can loosely call engineering services. In other words, we are not talking about export drive or export sales.

Quite obviously under these circumstances when we are dealing with a "Canadian company", we are also providing the potential for the export of the profits resulting from the orders which we give. Are we obliged under GATT, not to give preferential treatment to a Canadian-owned company under those circumstances?

Mr. Blais: Mr. Chairman, the question of evaluating engineering services is not just a question of price. It is a question of the capacity of the individual. There are other considerations, of course.

Mr. Herbert: I understand, Mr. Minister, but I ask you if you ignore the ownership of the company, or do you take the ownership of the company into consideration? In other words, all things being equal, would you not prefer to use a Canadian-owned company rather than a foreign-owned Canadian company?

Mr. Blais: We do, and if we can find that there are sufficient suppliers in the marketplace, and there could be as few as two suppliers that are Canadian, then we go to the Canadian supply. We do that, of course.

Mr. Herbert: I hope so. I want to pass to another subject now. I will start off by mixing a bit of language in here, and ask why your department would insist that companies operat-

[Translation]

été faites par les députés quant à la qualité du papier qui devrait être utilisé dans les envois collectifs; il faudra payer bien entendu la facture car nous devons faire nos frais.

Pour ce qui a trait à la propriété des entreprises canadiennes, je dois dire que, en la matière, nous nous en tenons aux directives émises par M. Gillespie. En effet, pour être reconnues comme canadiennes, il ne faut pas nécessairement qu'elles soient contrôlées intégralement par des Canadiens ou que plus de la moitié des actions soient détenues par des Canadiens. Par compagnies canadiennes, nous entendons les sociétés canadiennes qui respectent les directives émises en 1976 par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Ces compagnies doivent donc respecter les directives en matière de recherche et de développement, augmenter la valeur ajoutée canadienne, être sises au Canada, avoir une capacité de production manufacturière et, si possible, avoir une production originale.

Nous avons examiné leurs politiques de sous-traitance en ce qui a trait à l'achat des biens et services qui doivent provenir de source canadienne. Nous nous sommes également penchés sur leur autonomie administrative. L'un des domaines qui a le plus retenu mon attention a été le potentiel d'exportation de certaines compagnies ainsi que la possibilité pour ces dernières d'obtenir de leur compagnie mère de véritables droits d'exclusivité afin de garantir des revenus supplémentaires au Canada.

M. Herbert: Cela me semble très louable. Je vous ai soumis une lettre dans laquelle je parle du cas d'un de mes électeurs qui croit qu'une compagnie étrangère lui fait concurrence. Dans ce cas, il s'agit grosso modo de services d'ingénierie. En d'autres termes, on ne parle pas de multiplier les exportations ou les ventes à l'étranger.

De toute évidence, dans de telles circonstances lorsque l'on traite avec une compagnie canadienne, nous favorisons l'exportation potentielle des profits résultant des commandes que nous passons. Sommes-nous tenus aux termes du GATT, de ne pas accorder la préférence à une compagnie nationale canadienne?

M. Blais: Monsieur le président, l'évaluation des services d'ingénierie dépasse la simple question de prix. Il s'agit également d'une question de capacité individuelle. Il y a bien entendu d'autres considérations à prendre en lieu de compte.

M. Herbert: D'accord, monsieur le ministre mais je vous demande si vous fermez les yeux sur la «propriété» de la compagnie ou si c'est un élément que vous prenez en considération? En d'autres termes, toutes choses étant égales au demeurant, est-ce que vous ne préférez pas retenir les services d'une compagnie canadienne plutôt que d'une compagnie étrangère?

M. Blais: Bien entendu et si nous découvrons qu'il y a suffisamment de fournisseurs sur le marché, et même si, dans certains cas, il n'y en a que deux qui soient canadiens, dans ce cas nous nous adressons à eux. C'est bien entendu ce que nous faisons.

M. Herbert: Je l'espère. Je voudrais passer à quelque chose d'autre. Je vais maintenant parler un peu de linguistique et je vous demande pourquoi votre ministère insisterait pour que les

[Texte]

ing in Quebec entirely in the French language, would be obliged to put initials in their letterhead which represent the English terminology. I refer to the initials CGSB.

Mr. Blais: That is a sticky wicket, Mr. Chairman. CGSB is the Canadian General Standards Board. We have created a new logo for the CGSB because of our involvement in the insulation program. Unfortunately we could not find a logo that would be readily identifiable and that would be able to provide us both with the French initials and the English initials. As you well know, the Canadian Standards Association is the example that, in order for the standards that are listed with the CGSB to be effective, there has to be some recognition factor imprinted upon the product. We could not visually prepare a logo that would incorporate both, and would identify the CGSB both in French and English.

• 2125

Mr. Herbert: Too bad you did not pick ONGC for both the English and the French.

Mr. Blais: ONGC—well, if you have a suggestion, I am ready to go to it.

Mr. Herbert: I suggest ONGC in English and in French.

Mr. Blais: What is that?

Mr. Herbert: The French terminology.

Mr. Blais: ONGC... but how do you get ONGC and CGSB on the same logo?

Mr. Herbert: I am suggesting you use a logo ONGC, and you might get some reaction from English Canada. I will leave it at that.

Mr. Blais: Well, of course.

Mr. Herbert: I want to use that as the introduction—

Mr. Blais: If members can come to me and provide me with a logo that would be acceptable and could be imprinted on products that circulate throughout the whole of the country, that would not be cumbersome and would not be ugly, I would be pleased to use it.

Mr. Herbert: I will accept your challenge. I will have ONGC on your desk tomorrow morning.

The Vice-Chairman: Mr. Herbert, you said that you were to use that as the introduction to, I gather, your question.

Mr. Herbert: The subject of the CGSB.

The Vice-Chairman: Well, make it short, you have two minutes left.

Mr. Herbert: Okay. Mr. Minister, you recognize the problem in having the subcontractors and contractors accredited, and you recognize the difficulty that on November 1 we had probably at most a quarter of the Canadian operators legally operating. Obviously, pretty soon some poor house-owners are not going to be able to pick up their grants. It would appear to me it is going to take another couple of months at least before we can get rid of this difficulty. What representations are you

[Traduction]

compagnies opérant au Québec entièrement en français seraient tenues de mettre leurs initiales en anglais dans leur en-tête de lettre. Je parle de CGSB.

M. Blais: C'est une question difficile monsieur le président. CGSB veut dire *Canadian General Standards Board*, en français: ONGC. Nous avons créé un nouveau symbole pour l'ONGC étant donné que nous avons pris part au programme d'isolation domiciliaire. Malheureusement nous n'avons pas pu trouver un acronyme facilement reconnaissable et qui à la fois donnerait les initiales en français et en anglais. Comme vous le savez, l'Association canadienne de normalisation est un exemple et, pour que les normes établies par l'ONGC soient reconnues, il faut que le sigle apparaisse quelque part sur le produit. Nous n'avons pas pu trouver un symbole qui regroupe les deux sigles anglais et français.

M. Herbert: Dommage que vous n'ayez pas retenu ONGC pour l'anglais et le français.

M. Blais: ONGC—si vous avez une proposition à faire, je suis disposé à l'étudier.

M. Herbert: Je propose ONGC en anglais et en français.

M. Blais: Qu'est-ce que ça veut dire?

M. Herbert: C'est la terminologie en français.

M. Blais: ONGC... mais comment est-il possible de regrouper ONGC et CGSB sur le même symbole?

M. Herbert: Je propose que vous utilisiez ONGC et de voir quelles seraient les réactions du Canada anglais. Je n'en dirai pas plus.

M. Blais: Bien entendu.

M. Herbert: Je voulais parler de cela pour commencer...

M. Blais: Si les membres du Comité pouvaient me faire part de leurs idées en ce qui concerne un symbole susceptible d'être accepté et qui pourrait figurer sur les produits dans tout le pays, qui serait à la fois esthétique et qui ne prendrait pas trop de place, je serais très heureux de l'utiliser.

M. Herbert: Je relève votre défi. Dès demain matin, vous aurez l'ONGC sur votre bureau.

Le vice-président: Monsieur Herbert, vous avez dit que cette question faisait l'objet de votre introduction, vous avez je crois une question à poser maintenant.

M. Herbert: Ma question porte sur l'ONGC.

Le vice-président: Soyez bref, il vous reste 2 minutes seulement.

M. Herbert: D'accord. Monsieur le ministre, vous reconnaissez qu'il est difficile d'accréditer à la fois des sous-traitants et des entrepreneurs, vous reconnaissez également que le 1^{er} novembre, il y avait tout au plus un quart des opérateurs canadiens qui respectaient la loi. De toute évidence, bientôt, certains propriétaires démunis ne pourront pas recevoir leurs subventions. Il me semble qu'il faudra deux mois de plus au bas mot pour surmonter cette difficulté. A ce sujet, quelles ont

[Text]

making to the Minister of Energy, Mines and Resources, or what suggestions are you making to the house owners to allay their fears that they are not going to get their grants?

Mr. Blais: Mr. Chairman, to date, we have not been made aware of any delays in terms of individuals getting their grants. We have hastened the process of approving and of listing contractors under the CGSB listing program, and there is of course an acceleration now in the number of contractors that are being approved because, in effect, they knew we meant business.

In the early part of the summer we were doing everything we could to get contractors on side so that they would be properly tested, they would have their personnel tested, but there was a resistance. As we approached November and they saw that the government's position would not change, they started coming in in greater numbers and now, fortunately, with the experience that we have gained in the testing process, we are able to process a larger number of contractors and we do not feel that there is going to be a shortage.

Mr. Herbert: The consumer can be alarmed waiting for his money.

Mr. Blais: Yes, yes.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. de Corneille, 10 minutes please.

Mr. de Corneille: Mr. Minister, I would like to first of all say that I have two areas of concern. One has to—

The Vice-Chairman: Excuse me, Mr. de Corneille. Mr. Huntington, I gather, is raising the matter of the order that is being followed in the speakers. We have exhausted all the speakers on that side of the table on the first round.

Mr. Huntington: We are not exhausted, sir.

The Vice-Chairman: No, I understand that, but all of the members on that side of the table have had the chance to ask questions. So, we still have Mr. de Corneille and Mr. Kelly on this side of the table, who have not yet had the opportunity to ask questions.

Mr. Huntington: I gather there will not be a second round.

Mr. Beatty: I wonder if I could get some clarification. Seeing that the customary time of adjournment is 9.30 p.m., despite the fact that the Liberals showed up late, is it our intention to stay here beyond 9.30 p.m. to allow those people still on the list to be heard?

The Vice-Chairman: I believe that some of the members on that side of the table had asked me the question. I believe the customary time of adjournment is 10.00 o'clock; that has been my understanding.

Mr. Huntington: The other point made, Mr. Chairman, is that we lost 15 minutes at the beginning, we were sitting here at five minutes to eight. That time is now lost to us.

[Translation]

été vos recommandations au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, quelles propositions est-ce que vous faites aux propriétaires pour apaiser leurs craintes à ce sujet?

M. Blais: Monsieur le président, nous ne savions pas qu'il y avait des retards pour ce qui a trait à la réception des subventions. Nous avons fait aussi rapidement que possible pour accréditer et établir la liste des entrepreneurs dans le cadre du programme de l'ONGC et bien entendu à l'heure actuelle, il y a de plus en plus d'entrepreneurs accrédités car ils se sont rendu compte que nous étions sérieux.

Au début de l'été, nous avons fait tout notre possible pour trouver des entrepreneurs afin d'évaluer leur travail et également leur personnel mais nous nous sommes heurtés à de la résistance de leur part. Au fur et à mesure que novembre approchait et qu'ils se sont rendu compte que le gouvernement ne changerait pas d'avis, ils ont commencé à affluer et à l'heure actuelle, heureusement, compte tenu de l'expérience que nous avons accumulée, nous sommes en mesure d'évaluer en plus grand nombre les entrepreneurs et à cet égard nous ne prévoyons aucune pénurie.

M. Herbert: Les consommateurs peuvent bien s'inquiéter de ne pas recevoir leur argent.

M. Blais: D'accord.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur de Corneille, vous avez la parole pendant 10 minutes.

M. de Corneille: Monsieur le ministre, je voudrais en premier lieu dire qu'il y a deux domaines qui m'inquiètent. Le premier—

Le vice-président: Excusez-moi, monsieur de Corneille. M. Huntington soulève la question de l'ordre des intervenants. Tous ceux qui voulaient parler de ce côté ont pu le faire.

M. Huntington: Non, monsieur.

Le vice-président: Je le sais, mais tous les membres de ce côté de la table ont eu la chance de pouvoir poser leurs questions. Il nous reste M. de Corneille et M. Kelly de ce côté-ci qui ne l'ont pas fait.

M. Huntington: Je crois qu'il n'y aura pas une deuxième série de questions.

M. Beatty: Je me demande si on pourrait avoir quelques précisions. Étant donné que la séance est généralement levée à 21h30, en dépit du fait que les libéraux soient arrivés en retard, nous avons l'intention de siéger un peu plus tard pour permettre à tous ceux qui sont inscrits sur la liste de pouvoir se faire entendre.

Le vice-président: Je crois que des membres de ce côté-là de la table m'ont posé la question. Si je ne me trompe pas, la séance est d'habitude levée à 21h00.

M. Huntington: L'autre question, monsieur le président, a trait au fait que nous avons perdu 15 minutes au début de la séance, nous étions ici à 8 heures moins 5. Ce temps est perdu.

[Texte]

• 2130

The Vice-Chairman: Sir, if we can proceed with these two questioners, we then have time to get to the second round, and you are first on the list.

Mr. Beatty: I believe I am also on the list.

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Gamble: I would like to be on the list, but I do not know that there is much point in adding my name now.

The Vice-Chairman: On the list for the second round we have Mr. Huntington, Mr. Gimaiel, Mr. Beatty, and Mr. Gamble. We have another half hour at least, so we will be able to get to the second round.

You are correct, we started at 8.19 p.m., so we could perhaps continue a few minutes beyond—

Mr. Beatty: Is there agreement on that from the committee before we proceed?

Mr. Kelly: Ten o'clock.

Mr. Huntington: Why cannot the government members get here at 8.00 p.m., Mr. Chairman? It is 20 minutes of very valuable time on estimates with a very valuable department, and it is lost.

Mr. Beatty: I might indicate that Mr. Gimaiel, for example, is on the list, and I am quite prepared to stay to allow him to be heard a second time. If Mr. Kelly finds it inconvenient to stay here, he could certainly leave.

The Vice-Chairman: I just wanted to make the following clarification. The questioning started at 8.19 p.m. However, the meeting started at 8.09 p.m. The minister had his opening statement to make.

I apologize, as the chairman of the meeting this evening, for having arrived nine minutes late. It was not my intention to be here at that time.

Mr. Herbert: We will adjourn at nine minutes past 10.00 o'clock.

The Vice-Chairman: We can continue to 10.09, then.

An hon. Member: Agreed.

Mr. de Corneille: On a point of order, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. de Corneille.

Mr. de Corneille: I would like to correct the record. I was here at 8.00 p.m. and several minutes after 8.00 p.m. and then left to bring my coat back upstairs because no one from the Opposition party was present here. So I was here first.

Mr. Beatty: That is totally untrue.

The Vice-Chairman: Order, please.

Je pense qu'on va reprendre les questions et puis...

[Traduction]

Le vice-président: Si nous donnons maintenant la parole aux deux personnes qui souhaitent poser des questions, nous aurons le temps de passer à la deuxième série de questions et vous venez en tête de liste.

M. Beatty: Je crois que je suis également sur la liste.

Le vice-président: Oui.

M. Gamble: Je voudrais y figurer moi aussi, mais je me demande maintenant si cela vaut la peine d'ajouter mon nom.

Le vice-président: Pour la deuxième série de questions nous avons sur la liste M. Huntington, M. Gimaiel, M. Beatty et M. Gamble. Il nous reste au moins une demi-heure, donc nous pourrions poser au moins une deuxième série de questions.

Vous avez raison, nous avons commencé à 20h19, donc nous pourrions peut-être prolonger la séance quelques minutes...

M. Beatty: Sommes-nous d'accord là-dessus avant que le comité poursuive ses travaux?

M. Kelly: Vingt-deux heures.

M. Huntington: Pourquoi les représentants du gouvernement ne peuvent-ils pas arriver à 20h00, monsieur le président. C'est 20 minutes de travail utiles que l'on perd.

M. Beatty: Je voudrais dire que M. Gimael par exemple figure sur la liste et je suis tout à fait disposé de lui donner la parole pendant la deuxième série de questions. Si M. Kelly ne peut pas rester, libre à lui de s'en aller.

Le vice-président: Je voulais tout simplement apporter une précision. Les questions ont commencé à 20h19. Toutefois, la séance a débuté à 20h09. Le ministre avait une déclaration préliminaire à faire.

Je m'excuse en tant que président de la séance de ce soir d'être arrivé quelques minutes en retard je ne pensais pas être ici maintenant.

M. Herbert: Nous lèverons la séance à 22h09.

Le vice-président: Nous pouvons continuer jusqu'à 22h09.

Une voix: D'accord.

M. De Corneille: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le vice-président: Oui, monsieur de Corneille.

M. De Corneille: Je voudrais apporter un rectificatif. J'étais ici à 20h00 et j'ai attendu quelques minutes, puis je suis allé porter mon manteau en haut parce que personne de l'opposition n'était encore arrivé ici. Donc j'étais le premier ici.

M. Beatty: C'est parfaitement inexact.

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît.

I think that we should resume with the question and then...

[Text]

M. Gimaïel: Je voudrais moi aussi invoquer le Règlement. M. Beatty a signalé que les libéraux étaient en retard. Il ne faut tout de même pas aller trop loin; cela fait plus d'un an que je siège à des comités, et je peux vous dire qu'hier encore, et puis avant-hier, il a fallu attendre parce qu'il manquait des députés de l'opposition. On n'a jamais reporté les débats à 20 ou 25 minutes plus tard pour ces raisons-là.

Mr. Huntington: Name a committee.

M. Gimaïel: On a commencé à 20 h 09 comme cela arrive régulièrement en comité. De qui est-ce la faute? Je me le demande.

Mr. Blais: Mr. Chairman, I would be pleased to indicate that I was here at 8.00 p.m.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

I think the best way to expedite this would be to get on with the questions.

Mr. de Corneille, please.

Mr. de Corneille: First of all I wish to apologize if what I said is not the case, but when I looked over there I did not see any of the Opposition members in their seats when I came here at 8.00 p.m. They may have been walking around somewhere, and if so I apologize.

Mr. Huntington: I was sitting right here with these papers.

Mr. de Corneille: I am very sorry. That is the way I saw it.

First of all, and just as an aside, I want to support the objections, Mr. Chairman, to the problem of the *Householders*. The last two we have sent out have been on such thin paper that one can see the other side of the paper through. It is very poor quality paper. Sending out all that stuff— you might as well not even bother sending the *Householder* out, because if you cannot read them, why bother with the expense of shipping them? I was shocked the first time. I thought it was a mistake and I was being persecuted, but when I saw other peoples' *Householder* I saw that they were receiving some of the same medicine. It absolutely amazes me that such a change could be made and not dealt with by the time my next *Householder* came around. Sure enough the second one came around in the same condition.

Mr. Kelly: We are trying to tell you something.

• 2135

Mr. Blais: Mr. Chairman, honourable members of the committee will know to whom to address their complaints in future.

Mr. Beatty: His constituents can see through everything he said.

Mr. Gamble: I hope, Mr. Minister, there will be no reason for complaining in the future having regard to the comments you have heard here this evening.

Mr. Blais: I am sure there will not be.

[Translation]

Mr. Gimaïel: On a point of order. Mr. Beatty has said that the Liberals were late. Let us keep some proportion. I have sat on committees for more than a year and I can tell you that yesterday and the day before yesterday we had to wait because some members from the opposition were not present. Discussion has never been postponed 20 or 25 minutes for such reasons.

M. Huntington: Donnez le nom du comité.

Mr. Gimaïel: We have started at 8.09 p.m. as it is very often the case in committees. Whose fault is it, I wonder?

M. Blais: Monsieur le président, pour ma part je suis heureux de dire que j'étais ici à 20h00.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Je crois que la meilleure façon d'accélérer les choses serait de passer aux questions.

Monsieur de Corneille.

M. de Corneille: Premièrement, je voudrais m'excuser si ce que j'ai dit n'est pas fondé, mais lorsque j'ai regardé de l'autre côté de la table je n'ai pas vu les membres de l'opposition parce que moi je suis arrivé à 20h00. Ils étaient peut-être en train de se promener ailleurs et si c'est le cas je leur demande pardon.

M. Huntington: Mais j'étais pourtant assis ici avec ces documents.

M. de Corneille: Excusez-moi, mais je ne vous ai pas vu.

Premièrement et par parenthèse, je voudrais monsieur le président, dire que je suis d'accord avec les objections qui ont été soulevées en ce qui concerne les envois collectifs. Les deux derniers envois ont été imprimés sur un papier si fin qu'on peut presque voir à travers. En fait il s'agit d'un papier de mauvaise qualité. Pour envoyer cela, on peut se poser la question de savoir pourquoi on fait des envois collectifs, car s'il n'est pas possible de les lire, pourquoi dépenser de l'argent? J'ai été très surpris la première fois. J'ai cru qu'il s'agissait d'une erreur et qu'on me persécutait mais j'ai eu l'occasion de me rendre compte que c'était généralisé. J'ai été stupéfait que l'on puisse apporter un changement aussi radical sans qu'on en parle avant d'en envoyer un autre. C'est pourtant ce qui s'est passé et le deuxième envoi que j'ai reçu était pareil.

M. Kelly: Nous essayons de vous sensibiliser à quelque chose.

M. Blais: Monsieur le président, les honorables membres du comité sauront à qui présenter leurs doléances à l'avenir.

M. Beatty: Ses électeurs peuvent lire à travers ses pensées!

M. Gamble: J'espère monsieur le ministre qu'à l'avenir il n'y aura plus lieu de se plaindre étant donné ce que vous avez dit ce soir.

M. Blais: Certainement.

[Texte]

The Vice-Chairman: I am sure that is a matter that really should be taken up perhaps not directly with the minister but with the Speaker or with the management and members' services committee.

Mr. Blais: Oh, no. There will not be any need for that, Mr. Chairman.

Mr. de Corneille: Now, to get down to the real purpose of this meeting. I am concerned about two areas: one is the matter that has to do with the decentralization idea and the other one has to do with the same concern Mr. Gamble had in relation to the amount of support that foreign governments give to their own industries and the problems that we have in competition with such countries—at least, I assume there is some area that is in common on that concern.

The question that has to do with decentralization I am a little concerned about. You said—as I heard the question made to you, I think by the NDP member—the government is helping to set up in each area some companies when a contract is bid for, say, from Vancouver and it is available in the Atlantic provinces, at least the way I heard you say it was that the government would help to create a similar industry in the west. I thought that was something that perhaps DREE would be interested in, but I did not think that was exactly the objective. If that is not what you meant, then it seems to me that is how it came across.

Mr. Blais: I am sorry if I misled the committee in that regard. Of course, that is not the case, because one of the primary considerations in the unsolicited proposals fund as well as the Source Development Fund is product innovation. So, if the product already exists in Canada, manufactured by a Canadian concern, it would not be subject to either the unsolicited proposal or the source development funding.

Mr. de Corneille: Well, when you were asked the question, he asked: Are you trying to help with regionalization if the company out west wants to get something in that region it has to now get it in the Atlantic by using these funds to develop the Atlantic? I hope that you are using these funds to compete internationally.

Mr. Blais: Of course. What I meant to say—and what I thought I said—was that we are anxious to create capacity in all regions of Canada so that if there is an application for funds that comes from Nova Scotia that application would be dealt with very, very seriously indeed because if there is no Canadian capacity and there is a request from Nova Scotia we will encourage that capacity to locate in Nova Scotia.

Mr. de Corneille: Then that clarifies that point, but I think it was not all that clear.

Mr. Blais: I thank you for clarifying it, Mr. de Corneille.

[Traduction]

Le vice-président: A mon avis, c'est une question qu'il ne faudrait pas discuter directement avec le ministre mais plutôt avec l'Orateur ou les responsables de l'administration et le comité des services aux députés.

M. Blais: Non. Monsieur le président, ce ne sera pas nécessaire.

M. de Corneille: Revenons-en maintenant à l'objet de cette séance. Deux choses m'inquiètent, d'une part la décentralisation dont on parle et d'autre part ce que M. Gamble a dit et qui a trait aux subventions que les gouvernements étrangers accordent à leurs industries et aux difficultés que nous éprouvons à cause de la concurrence que nous font ces pays—au moins, il s'agit là d'une inquiétude que nous partageons de concert.

Au sujet de la décentralisation, je suis également un peu inquiet. Vous avez dit—lorsqu'un député du NPD vous a posé la question, que le gouvernement vient en aide aux compagnies dans certaines régions lorsque l'on met un contrat en adjudication par exemple à Vancouver et que les ressources se trouvent dans les provinces Atlantiques, j'ai cru vous entendre dire que le gouvernement vient en aide aux régions pour implanter une industrie similaire dans l'Ouest. Je pense que ce type d'opération intéresserait probablement le ministère de l'Expansion économique régionale mais je ne pense pas que c'est exactement l'objectif poursuivi. Si ce n'est pas ce que vous vouliez dire, c'est à tout le moins ce que l'on a compris.

M. Blais: Je regrette d'avoir induit en erreur le comité à ce sujet. Bien entendu, ce n'est pas le cas parce que l'une des principales conditions pour recevoir des subventions du fonds des propositions spontanées et du fonds de développement des fournisseurs a trait à l'innovation. Donc, si une compagnie canadienne fabrique déjà un produit au Canada ce produit ne peut pas bénéficier de l'un ou de l'autre fonds.

M. de Corneille: Mais lorsqu'il vous a posé la question le député vous a demandé: Est-ce que vous essayez de contribuer à la régionalisation si la compagnie située dans l'Ouest veut avoir quelque chose qui se trouve déjà dans les provinces Atlantiques en affectant ces fonds à l'expansion des compagnies atlantiques? J'espère que vous utilisez ces fonds pour devenir compétitif au plan international.

M. Blais: Bien entendu. Ce que je voulais dire—et que je croyais avoir dit—c'était que nous voulions implanter des outils de production dans toutes les régions du Canada et que si une compagnie de Nouvelle-Écosse faisait une demande de fonds, cette demande serait étudiée très soigneusement parce que s'il n'y a aucune compagnie de ce type au Canada, et que la Nouvelle-Écosse fait une demande, nous encouragerons l'implantation en Nouvelle-Écosse.

M. de Corneille: Voilà qui apporte des précisions mais je crois que ce n'était pas très clair.

M. Blais: Merci à vous d'avoir réclamé ces précisions, monsieur de Corneille.

[Text]

Mr. de Corneille: The next question I have in mind is: What is the average lag between applications for grants and the department's decisions on these applications?

Mr. Blais: I am sorry, I did not get the first part of it.

Mr. de Corneille: What is the general average lag between the time that applications are made for grants under these programs and the time that the department gets to the decisions?

Mr. Blais: Al, could you address that question, please?

Mr. Allan: When a UP comes in, it has to be evaluated, and the process for that is that we call a meeting with the client departments that are interested in that particular UP proposal. If the proposal is judged to have scientific merit, if it is judged to be unique and if it contributes to the department's mission and they are attracted to that proposal, we request from them an indication of their support by sharing the funding with us. Normally, DSS would put up about 50 per cent of the funding and the client department the other 50 per cent. Sometimes in that process this evaluation and the funding by the client department do take some time.

Mr. de Corneille: But, more specifically, what would you say is the lag between the time . . . ?

Mr. Allan: The average time?

Mr. de Corneille: Yes.

Mr. Allan: I would say it is probably about 60 to 70 working days.

• 2140

Mr. de Corneille: In terms of the decentralization efforts of the government—

Mr. Blais: You mean the regionalization.

Mr. de Corneille: Regionalization, yes I would like to ask: Have you opened up new offices throughout the country in order to provide regionalization?

Mr. Blais: Wherever there was a sufficient demand for additional office capacity, we did. We attempt to service, as best we can, the government departments as close as possible to the point of consumption of the goods and services that are being supplied. That means that whenever there is a concentration of federal government departments that justifies the establishment of a procurement office, we will establish a procurement office in that milieu to provide the requirements of the government departments. It facilitates the supply of the items.

Also, we have established in the commercial procurement area what we call the stock-item supply which is, basically, a warehousing capacity, or facility, where we stock large volume items that are used on a regular basis by given government departments in order to reduce both the time and the costs of the supply to the individual government department. So, if the

[Translation]

M. de Corneille: La prochaine question que je voudrais poser a trait aux retards qu'il y a en moyenne entre les demandes de subventions et les décisions ministérielles qui leur sont afférentes.

M. Blais: Excusez-moi je n'ai pas compris la première partie de votre question.

M. de Corneille: En moyenne, quel décalage y a-t-il entre le moment où les demandes de subventions au titre de ces programmes sont faites et le moment où le ministère donne sa réponse?

M. Blais: Al, pourriez-vous répondre à cette question, s'il vous plaît?

M. Allan: Lorsqu'on reçoit une proposition spontanée, il faut l'évaluer et pour cela, nous nous réunissons avec les ministères-clients que la proposition intéresse. Après examen, si cette proposition est jugée intéressante du point de vue scientifique, si on pense qu'elle est unique et qu'elle contribue au travail du ministère et qu'elle suscite l'intérêt, nous demandons aux responsables s'ils seraient décidés à partager les subventions avec nous. D'habitude, le MAS prend en charge 50 p. 100 des subventions consenties et le ministère-client met le reste. Parfois, l'évaluation qui est faite et les subventions fournies par le ministère-client prennent du temps.

M. de Corneille: Mais pour être plus précis quel délai y a-t-il entre . . .

M. Allan: En moyenne?

M. de Corneille: Oui.

M. Allan: Je dirais qu'à mon avis ce délai serait de l'ordre de 60 à 70 jours ouvrables.

M. de Corneille: En ce qui concerne les efforts de décentralisation du gouvernement . . .

M. Blais: Vous voulez dire de régionalisation.

M. de Corneille: De régionalisation, oui . . . J'aimerais vous poser la question suivante: avez-vous ouvert de nouveaux bureaux dans le pays en vue de favoriser la régionalisation?

M. Blais: Nous l'avons fait chaque fois que la demande était suffisante. Nous essayons, dans la mesure du possible, d'implanter les ministères aussi près que possible du point de consommation des biens et services fournis. Cela signifie que lorsque la concentration de ministères fédéraux justifie la création d'un bureau d'approvisionnement, nous en créons un en vue de répondre aux besoins de ce ministère. La fourniture des divers articles en est facilitée.

Nous avons également créé dans le secteur de l'approvisionnement commercial ce que nous appelons l'offre d'articles de séries courantes qui consiste *grosso modo*, en un entrepôt où nous stockons des articles de séries courantes qui sont utilisés régulièrement par certains ministères en vue de réduire à la fois le temps et les coûts d'approvisionnement au ministère en

[Texte]

Canada Manpower Centre in the Toronto area wanted a large number of specific items—it could be anything from pads to paper clips, as has been indicated—we would be in a position to provide that supply immediately on request without having to go through a whole process of procurement.

Mr. de Corneille: I would like to move now to the second major point of area, and that is that it is no secret that some governments that, presumably, are members of GATT do give unusual support to their industries, both by investments through R&D and also by purchasing protect . . . prevent our companies from being able to compete in their marketplaces. I think there has been plenty of evidence that has been given both by the media and those Canadian companies that have tried to crack into Japanese markets, for example, that Japan is one such country. I am wondering, are we saying that we are going to be boy scouts while everybody else is—

Mr. Blais: Mr. Chairman, that is really not an area that is within my ministerial responsibility. I am sure that you would like to address those comments to the Minister of Industry, Trade and Commerce. I can simply indicate to you that if you have specific information that might be helpful in policing the GATT, we would be pleased to receive it and to convey it to the Minister of Industry, Trade and Commerce.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. I am sorry, that is all your time for now, Mr. de Corneille. Mr. Kelly.

Mr. Kelly: Thank you.

Mr. Minister, you have been trying to create a national co-operative supply agency for some time. Would you give the committee an update on that agency?

Mr. Blais: As I said earlier, Mr. Kelly, in a reply to Mr. Gimaiel, I did propose a national procurement agency in September of 1980 in Winnipeg to my provincial counterparts, both the ministers of public works and ministers of services. At that time there was an undertaking to pursue the matter, and that was done. Then I presented a further paper to the same ministers in St. John's, Newfoundland, in September of this year.

Since that time, my officials and officials of interested provinces have continued their discussions and there has been a specific attempt to identify certain items or goods that could be procured on a co-operative basis in order to put in place, at least on an experimental basis, a system of joint procurement. As you can well understand, the additional impact that we would benefit from in terms of both cost savings and industrial strategy incentives, are substantial if there can be a cohesion between the federal and provincial procurement processes.

There are a number of areas that I could identify for the committee where efforts are being conducted. One of them, of course, is electronic data processing. Because public authorities are all involved in procurement, we have a major interna-

[Traduction]

question. Donc, si le Centre de main-d'oeuvre du Canada de la région de Toronto désirerait se porter acquéreur d'un nombre important de certains articles, que ce soient des blocs-notes ou des agrafes, comme cela a déjà été dit, nous pourrions alors les lui fournir sur demande sans avoir à passer par tout un processus d'approvisionnement.

M. de Corneille: Je voudrais maintenant passer au deuxième point important: tout le monde sait que certains gouvernements qui sont censés être membres du GATT accordent un soutien exceptionnel à leurs industries soit sous forme d'investissements en finançant la recherche et le développement soit en les protégeant, empêchant ainsi nos sociétés de pouvoir soutenir la concurrence sur leurs marchés. Je crois pouvoir dire que le Japon fait partie de ces pays selon les preuves qui en ont été données par les organes d'information et par les sociétés canadiennes qui ont essayé de s'implanter sur les marchés japonais, par exemple. Alors, allons-nous continuer à nous conduire en enfant de chœur alors que tout le monde . . .

M. Blais: Monsieur le président, cela ne relève pas de ma responsabilité ministérielle. Je suis sûr que vous pourriez adresser vos observations au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je peux simplement vous dire que si vous savez comment on pourrait ramener l'ordre au sein du GATT, nous serions très heureux d'obtenir ces observations et de les adresser au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Je suis désolé, monsieur de Corneille, mais c'est là tout le temps dont vous pouviez disposer pour le moment. Monsieur Kelly.

M. Kelly: Merci.

Monsieur le ministre, vous essayez depuis quelque temps de créer une coopérative nationale d'approvisionnement. Pourriez-vous dire au Comité où en est ce projet?

M. Blais: Comme je l'ai dit tout à l'heure, monsieur Kelly, dans la réponse que j'ai donnée à M. Gimaiel, j'ai effectivement proposé à mes homologues provinciaux, c'est-à-dire aux ministres des Travaux publics et aux ministres des Services, en septembre 1980 à Winnipeg, de créer un organisme national d'approvisionnement. À cette époque, nous nous étions engagés à étudier la question et ce fut fait. J'ai ensuite présenté un document supplémentaire aux mêmes ministres à Saint-Jean de Terre-Neuve en septembre de cette année.

Depuis lors, mes collaborateurs et ceux des provinces intéressées ont continué d'en discuter et ont tenté de déterminer les articles ou les biens qui pourraient être achetés à titre coopératif en vue de mettre sur pied, du moins à titre expérimental, un système d'approvisionnement conjoint. Comme vous le comprendrez certainement, les avantages que nous en tirerions tant du point de vue des économies d'argent que des stimulants à la stratégie industrielle sont importants s'il peut y avoir uniformité entre les processus d'achats publics des gouvernements fédéral et provinciaux.

Je pourrais citer un certain nombre de domaines où des efforts sont déployés. L'un d'entre eux est évidemment le traitement électronique des données. Car les pouvoirs publics s'intéressent tous aux achats de biens. D'ailleurs, notre déficit

[Text]

tional deficit in trade in EDP. That would point to a major potential for the establishment of a Canadian hardware capacity, and that is an area we are looking at.

• 2145

Another area of interest is in medical supply. That of course is an area where the provinces are primarily interested, but where we as a federal government, because of our responsibility especially in federal territories, are also involved. There is a substantial opportunity there for joint and co-operative procurement, and we are exploring that area as well.

Mr. Kelly: What sort of reservations do they express?

Mr. Blais: Red tape, basically, is one of their strong arguments—and I can well understand that, because as you know the federal government is really the only public administration that has been able to put all of its procurement under one roof. Most provincial administrations still have procurement agencies in each individual department. It tends to be very difficult for them to coordinate their own procurement to establish a system that is equivalent to the federal system. That creates some administrative problems. So what we are attempting to do is to do an end run around this requirement of a provincial procurement agency by identifying, in individual departments, their procurement requirements, and marrying those with our own and effecting the co-operation on that basis.

Mr. Kelly: Have any of the provincial governments prepared public papers on this issue?

Mr. Blais: I am not aware of any public papers that have been prepared by the provinces. A position has been taken by the Minister of Industry and Tourism in the Province of Ontario, where he has incorporated the principle of co-operative procurement within the larger scope of industrial benefits and the analysis of industrial benefits. I fully support that particular initiative.

Mr. Kelly: How many provinces would you need to cooperate with you to maintain some sort of momentum in this program? I notice you said at times that many of them are still with you. I am just wondering if there is a magic number in there somewhere. If a few drop out—five—

Mr. Blais: No, there is no magic number. Any number more than one is encouraging.

Mr. Kelly: So you are prepared to create a cooperative policy with all or any of the provinces that are willing to—

Mr. Blais: In the experimental stages I have described I am ready to go to joint procurement with one or more provinces on specific items to gain the experience and then to be able to encourage other provinces to recognize the advantages of that joint procurement.

[Translation]

commercial à l'échelle internationale dans ce domaine est important. Nous pourrions donc ainsi créer une capacité de production de matériel informatique au Canada et c'est un domaine que nous étudions actuellement.

Un autre domaine d'intérêt concerne les fournitures médicales. C'est un domaine qui intéresse évidemment tout particulièrement les provinces, mais qui nous intéresse également en tant que gouvernement fédéral en raison des responsabilités que nous avons envers les territoires fédéraux. Il existe donc un potentiel important d'achats communs et nous étudions ce secteur également.

M. Kelly: Quelles réserves émettent-elles à ce sujet?

M. Blais: En gros la paperasserie administrative constitue un de leurs arguments les plus fermes et je peux très bien les comprendre, car, comme vous le savez, le gouvernement fédéral est en réalité la seule administration publique qui a pu regrouper tous ses achats de biens sous un seul toit. La plupart des administrations provinciales disposent toujours d'organismes d'achats de biens dans chaque ministère. Elles éprouvent donc de plus en plus de difficultés à coordonner leurs propres achats de biens et à créer un système équivalent au système fédéral. Cela crée donc certains problèmes administratifs. Donc, nous essayons de créer un organisme provincial d'achats de biens en déterminant, dans chaque ministère, quels sont leurs besoins et nous les regrouperons avec nos propres besoins et c'est ainsi que nous procéderons.

M. Kelly: Certains gouvernements provinciaux ont-ils préparé des documents à cet effet?

M. Blais: Je n'en connais aucun. Le ministre de l'Industrie et du Tourisme de la province de l'Ontario a pris position en incorporant le principe des achats de biens en commun dans le cadre plus vaste des avantages industriels et de l'analyse des profits industriels. J'appuie entièrement cette initiative.

M. Kelly: Combien de provinces devraient coopérer avec vous pour que ce programme ne batte pas de l'aile? J'ai remarqué que vous avez dit, à plusieurs reprises, que nombre d'entre elles sont toujours de votre côté. Je me demande s'il existe un nombre magique dans toute cette affaire. Ainsi si certaines provinces se désistent, cinq . . .

M. Blais: Non, il n'existe aucun nombre magique. Tout nombre supérieur à un est déjà un signe encourageant.

M. Kelly: Vous êtes donc disposé à mettre sur pied une politique d'achats en commun avec toutes les provinces qui seront disposées à . . .

M. Blais: Au stade expérimental que j'ai décrit, je suis disposé à créer un organisme d'achats de biens communs avec une province ou plusieurs à propos de certains articles pour acquérir ainsi une certaine expérience puis pour pouvoir encourager d'autres provinces à reconnaître les avantages de cet organisme commun.

[Texte]

Mr. Kelly: So it does not have to be all the provinces, involving all the items that we purchase.

Mr. Blais: Nor does it have to be systematized to a point where we institutionalize the process.

Mr. Kelly: Do you get much feeling that a buy-Canada policy of this sort might really be a buy-central-Canada policy in disguise, and to what degree can you regionalize purchase to offset this type of concern?

Mr. Blais: Basically, Mr. Kelly, quite to the contrary, I think the regional potential is that much greater because the smaller provinces are on the periphery, and those are the provinces that usually do not have the expertise to go into the marketplace to secure a major big-ticket item. Therefore they would then be more inclined to come to the federal government to take advantage of our expertise and join with us in that sort of procurement. Effectively, you can recognize that if there is the creation of any Canadian capacity as a result of that joint procurement, that capacity would be established, more likely, in the area of the province which has joined with us in that particular procurement. This is because in our own procurement, of course, we are a national government and therefore the establishment of new capacity, in terms of its locale, is not indifferent to us but is not something that we pay particular attention to in wanting to concentrate it in one region of Canada or another. Therefore we encourage the provinces to join with us in cooperative procurement by suggesting to them that if any additional Canadian capacity is secured as a result of the joint procurement, well, then, preference will be given to that particular province which has joined with us and has created the capacity.

• 2150

Mr. Kelly: You talked about a meeting next year, in 1982. Is that at a political level, or senior officials?

Mr. Blais: Well, I would hope we would be in a position to have my provincial colleagues as well as ministers of industry address the question at the political level much before 1982 has expired.

Mr. Kelly: No definite dates right now for the next—

Mr. Blais: There are no definite dates, no.

Mr. Kelly: If I may, Mr. Chairman, I would like to move on to Expo 86 and ask what Supply and Services is doing for that.

Mr. Blais: Well, TRANSPO '86 is in my view an excellent initiative. Canada has tremendous strength in the transportation field. We are developing the leading edge of technology in rapid transit and in medium-population rapid transit.

[Traduction]

M. Kelly: Donc, toutes les provinces ne doivent pas se joindre à vous et s'intéresser à tous les articles que nous achetons.

M. Blais: Cela ne doit pas être non plus systématique au point où nous serions obligés d'institutionnaliser ce processus.

M. Kelly: Les intéressés pensent-ils qu'une politique accordant une priorité quasi absolue aux fournisseurs canadiens pour la passation des commandes de l'État ne serait pas en réalité une politique accordant une priorité aux fournisseurs du Canada central et dans quelle mesure pouvez-vous régionaliser les achats pour compenser cette préoccupation?

M. Blais: Grosso modo, monsieur Kelly, je pense, au contraire, que le potentiel régional est beaucoup plus important parce que les provinces les plus petites bordent le Canada et que ce sont ces provinces qui ne disposent pas en général des moyens techniques voulus pour s'implanter sur le marché. Par conséquent, elles seraient plus que disposées à tirer profit de l'expérience technique du gouvernement fédéral et à se joindre à nous. Il est pratiquement évident que si une entreprise canadienne est créée à la suite de ces achats de biens en commun, elle serait vraisemblablement implantée dans la province qui s'est jointe à nous en ce qui concerne cet achat de biens précis. Ceci est imputable au fait que nous sommes évidemment un gouvernement national en ce qui concerne nos propres achats de biens et que, par conséquent, nous ne sommes pas indifférents à l'endroit où cette nouvelle capacité serait implantée bien que nous ne tenions pas à ce qu'elle soit concentrée dans une région du Canada ou une autre. Donc, nous encourageons les provinces à se joindre à nous dans ce domaine en leur disant que si le Canada réussit à bâtir une capacité de production supplémentaire à la suite de ses achats de biens communs, une préférence sera donc donnée à cette province qui se sera jointe à nous et qui aura créé cette capacité de production.

M. Kelly: Vous avez parlé d'une réunion qui aurait lieu l'année prochaine, en 1982. S'agit-il d'une réunion politique ou d'une réunion entre hauts fonctionnaires?

M. Blais: En fait, nous espérons être en mesure de demander à mes collègues provinciaux ainsi qu'aux ministres de l'Industrie de résoudre ce problème au niveau politique bien avant la fin de 1982.

M. Kelly: Aucune date n'a été arrêtée à l'heure actuelle pour la prochaine...

M. Blais: Aucune date n'a été effectivement arrêtée.

M. Kelly: Si vous me le permettez, monsieur le président, je voudrais maintenant passer à la question d'Expo 86 et vous demander ce que le ministère des Approvisionnements et Services fait à ce sujet.

M. Blais: TRANSPO 86 constitue, à mon avis, une excellente initiative. L'industrie des transports est très puissante au Canada. Nous sommes à l'avant-garde des techniques en ce qui concerne les moyens de transport rapides et les systèmes des transports rapides dans les bassins de population moyenne.

[Text]

As you know, we have Canadian companies that have had some export successes in the recent past, and in effect we are very interested in those companies having a showcase. We feel that TRANSPO '86 is going to be that kind of a showcase. We have, from the government exposition centre, which is one of the profit centres of my department, an expert who has been seconded to TRANSPO '86 for the duration of the exposition.

But under a different hat, as minister responsible for Crown assets, I am now negotiating the transfer of a motor vehicle launch in Vancouver to the TRANSPO organization for the duration of the exposition, and that ship will serve as an administrative centre as well as a housing centre for personnel of the exposition.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Huntington.

Mr. Huntington: Thank you, Mr. Chairman. I am just going to—

Mr. Blais: I will even invite Mr. Huntington to the hand-over ceremonies.

Mr. Huntington: That would be a courtesy I would appreciate, because it is more than the courtesy I received from the Minister of Industry, Trade and Commerce when he opened the drydock in Vancouver—in my riding.

Mr. Chairman, I am just going to fire a few quick questions. First, could I ask the minister if the \$10 million additional on supplementary Vote 5c has an itemized budget against it, and if so, could he table for the committee the make-up and the budget against that \$10 million?

Secondly, he is spending \$12.25 million, 1980-81, on R&D assistance. For every \$1 he is spending on R&D assistance, he is spending \$5 on advertising. Does he really, truly believe that priority is good for the country and is a wise expenditure of money, as he has stated all through his statement here tonight—best value for money spent, fiscal restraint, and so on and so forth? I really would like an honest opinion from him on that priority.

On small business, what definition does DSS use for “small business” in its procurement policy? And I would like to ask him what became of the Task Force on Purchasing Practices established by the former government to study the department's interface with small business?

I would also like to ask him what was the result of the 1978 subcontracting survey. Is the department satisfied that there is adequate subcontracting, and if not, what is he doing about it?

Mr. Blais: About the itemized budget for the SDF, if you are talking about identifying given projects and the amounts of

[Translation]

Comme vous le savez, certaines sociétés canadiennes ont réussi à s'implanter sur les marchés étrangers dans un passé récent et nous voulons que ces sociétés participent et fassent état de leur expérience. Nous estimons donc que TRANSPO 86 leur permettra de se mettre en avant. Au centre d'exposition du gouvernement, qui est l'un des centres de mon ministère, nous avons un expert qui a été délégué à TRANSPO 86 pour la durée de l'exposition.

Mais d'un tout autre point de vue, en tant que ministre responsable des biens de la Couronne, je négocie actuellement le transfert d'un bateau de Vancouver à l'exposition TRANSPO pour la durée de l'exposition où il servira de centre administratif et de logement au personnel de l'exposition.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Huntington.

M. Huntington: Merci, monsieur le président. Je voudrais juste...

M. Blais: J'inviterai même M. Huntington aux cérémonies de transfert.

M. Huntington: J'apprécierais certainement ce geste car cela changerait de l'attitude du ministre de l'Industrie et du Commerce lorsqu'il a inauguré la cale sèche à Vancouver, dans ma circonscription.

Monsieur le président, je voudrais simplement vous poser quelques questions très brèves. Premièrement, pourrais-je demander au ministre si les 10 millions de dollars prévus au crédit supplémentaire 5c sont détaillés dans un budget et, dans l'affirmative, pourrait-il dire quelle est la composition de ce budget de 10 millions de dollars?

Deuxièmement, je note que 12.25 millions de dollars ont été attribués à l'aide à la recherche et au développement en 1980-1981. Pour chaque dollar qu'il y injecte, il dépense 5 dollars de publicité. Pense-t-il réellement que cette priorité qui a été accordée à la publicité soit bonne pour le pays et constitue une dépense avisée comme il l'a dit tout au long de ses observations ce soir? S'agit-il du meilleur rendement, compte tenu des restrictions budgétaires et ainsi de suite? J'aimerais qu'il nous réponde honnêtement.

A propos des petites entreprises, comment le ministère des Approvisionnements et Services définit-il des «petites entreprises», dans le cadre de sa politique d'achat de biens? Et je voudrais également lui demander ce qu'est devenu le groupe de travail sur les procédures d'achat créé par le gouvernement précédent dans le but d'étudier les relations du ministère avec les petites entreprises?

J'aimerais également lui demander quels ont été les résultats de l'enquête de 1978 sur la sous-traitance. Le ministère est-il convaincu que la sous-traitance est suffisante et dans la négative, que fait-il pour y remédier?

M. Blais: A propos du budget détaillé, si vous voulez que je vous donne des renseignements sur des projets donnés ou sur

[Texte]

moneys to be attributed to the individual projects, we are not yet in a position to provide that.

Mr. Huntington: The \$10 million asked for in Supplementary Estimates (C).

Mr. Blais: Well, the \$10 million is asked for, and we are now analysing four projects we have received—

• 2155

Mr. Huntington: It is a figure you have pulled out of the air. It is a 55 per cent increase in the supplementary estimates.

Mr. Blais: It is not a figure that we pulled out of the air. I would have preferred to have had \$20 million a year that would, in my view, have provided me with additional funds in order to create additional—

Mr. Huntington: Are you saying it is not a structured figure?

Mr. Blais: No. We are inviting sources to identify themselves and to solicit the funds. That will be identified. The criteria for the evaluation of projects was established only about six weeks ago and, therefore, we are not in a position at this time—because money has not been voted—to identify the projects which will be approved. But it is the same thing as the Unsolicited Proposals Funds.

Mr. Huntington: Why would it not be in next year's estimates?

Mr. Blais: It will be in next year's estimates as well. It is because I wanted to start the program before we went through with next year's main estimates. I wanted the money now so we could invite the potential candidates to submit their applications as soon as practicable. I have been after this for some time.

In terms of advertising, I would like to point out to the committee, Mr. Chairman, that it is not my money. It is the money of individual departments—

Mr. Huntington: Taxpayers' money.

Mr. Blais: —Of course, it is taxpayers' money—which identified their advertising requirements. As one example, I am responsible for an advertising budget of close to \$2 million for Statistics Canada. Statistics Canada has identified that money as being essential for it to advertise its programs, to advertise its surveys. We have just gone through a census where a large amount of advertising was effected in order to vulgarize the process and to—

Mr. Beatty: Vulgarize is to dirty it.

Mr. Blais: Well, yes, to make it more understandable to the public, Mr. Beatty. And we, indeed, need that item. I can name other departments. There is a substantial budget being spent by National Defence.

[Traduction]

les crédits qui seront attribués à chaque projet, nous ne sommes pas en mesure de le faire.

M. Huntington: Il s'agit des 10 millions de dollars que demande le budget supplémentaire (C).

M. Blais: Effectivement, nous avons demandé 10 millions de dollars et nous sommes actuellement en train d'analyser quatre projets que nous avons reçus . . .

M. Huntington: C'est un chiffre que vous avez pris au hasard. Il s'agit d'une augmentation de 55 p. 100 grâce au budget supplémentaire.

M. Blais: Non, il ne s'agit pas d'un chiffre que nous avons pris au hasard. J'aurais préféré que ces crédits s'élèvent à 20 millions de dollars par an, ce qui m'aurait permis, à mon avis, d'avoir des crédits supplémentaires pour pouvoir créer . . .

M. Huntington: Êtes-vous en train de dire qu'il ne s'agit pas d'un chiffre structuré?

M. Blais: Non. Nous invitons les fournisseurs intéressés à s'identifier et à demander les crédits en question. Voilà ce qui doit être déterminé. Les critères d'évaluation des projets ont été établis il y a environ 6 semaines et par conséquent, nous ne sommes pas en mesure pour le moment—car ces crédits n'ont pas été votés—de déterminer les projets qui seront approuvés. Mais c'est la même chose que pour le fonds des propositions spontanées.

M. Huntington: Pourquoi ne figureraient-ils pas dans les prévisions de l'année prochaine?

M. Blais: Ces crédits figureront également dans les prévisions budgétaires de l'année prochaine. Mais j'ai voulu lancer le programme avant le budget principal de l'année prochaine. J'ai voulu disposer des crédits maintenant pour que nous puissions inviter les candidats éventuels à présenter leurs demandes dès que possible. Je demande cela depuis quelque temps déjà.

En ce qui concerne la publicité, j'aimerais signaler au Comité, monsieur le président, qu'il ne s'agit pas de mon argent. C'est l'argent de chaque ministère . . .

M. Huntington: L'argent des contribuables.

M. Blais: Évidemment, c'est l'argent des contribuables; ce sont donc les ministères qui ont déterminé leurs besoins en publicité. Pour ne citer qu'un exemple, je suis responsable d'un budget publicitaire d'environ 2 millions de dollars pour Statistique Canada. Statistique Canada a déterminé que ces crédits lui seraient essentiels pour assurer la publicité de ses programmes, de ses enquêtes. Nous venons d'avoir un recensement de la population qui a exigé beaucoup de publicité en vue de vulgariser le processus et de . . .

M. Beatty: Le vulgariser c'est l'entacher.

M. Blais: Eh bien oui, pour le rendre davantage compréhensible au public, monsieur Beatty. Et nous avons réellement besoin de ce poste. Je peux citer d'autres ministères. Le budget de la Défense nationale est assez important aussi.

[Text]

The Vice-Chairman: Excuse me, Mr. Minister. If you want to answer the other questions for Mr. Huntington, you had better move on to them quickly.

Mr. Huntington: Could he submit them in writing to the committee?

Mr. Blais: The definition of small business we abide by is the accepted criteria of 100 person-years for a manufacturing or productive concern and 50 man-years—or person-years—for a service enterprise.

In terms of the 1978 Sub-Contracting Survey, of course we are not satisfied with subcontracting. That is why we have established the Canadian Business Sub-Contracting Opportunities Program. That is why we had our Contact 1981 shows throughout the country during the last year, in order to encourage our main suppliers to find Canadian sources with whom to subcontract.

Mr. Huntington: What became of the Task Force on Purchasing Practices established by the former government to study that department's interface with small business?

Mr. Blais: I am sorry. It is the first—

Mr. Huntington: It died, did it?

Mr. Blais: It is the first I have heard of the—

The Vice-Chairman: Perhaps you could get back to Mr. Huntington on that question, Mr. Minister.

Mr. Blais: My officials, who were there before I came, say they have never heard of the task force on small business interface.

The Vice-Chairman: Finally, you had another question relating to the 1978 subcontracting policy.

Mr. Blais: I have answered that.

Mr. Huntington: If I have some time, I have another question.

The Vice-Chairman: No, I have actually given you seven minutes.

Mr. Huntington: I do not want to be unfair to my colleagues.

The Vice-Chairman: Mr. Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président. Tout à l'heure, monsieur le ministre, vous avez parlé des provinces. Je trouve cela bien beau et bien gentil. Mais, même si je suis député depuis un an et demi seulement, cela fait presque une dizaine d'années que je tourne en rond dans la boîte et que j'occupe toutes sortes de postes. Personnellement, j'ai appris que bien souvent on essaie d'influencer les provinces dans leurs politiques et puis on oublie d'influencer nos propres ministères ou nos propres agences gouvernementales. Et, c'est là-dessus que je veux revenir. Je vous ai parlé tout à l'heure des sociétés d'État, j'y reviens. C'est un bébé que j'adore énormément. Je sais qu'il serait difficile pour votre ministère de faire des achats demain matin pour DEVCO qui produit du charbon en

[Translation]

Le vice-président: Excusez-moi, monsieur le ministre. Si vous désirez répondre aux autres questions que M. Huntington a posées, il faudra que vous vous dépêchiez.

M. Huntington: Pourrait-il donner des réponses par écrit au Comité?

M. Blais: La définition des petites entreprises dont nous servons est le critère accepté de 100 années-personnes pour une entreprise de fabrication ou de production et de 50 années-personnes pour une entreprise de service.

En ce qui concerne l'enquête de 1978 sur la sous-traitance, il est évident que nous n'en sommes pas satisfaits. C'est la raison pour laquelle nous avons créé le Programme sur la sous-traitance industrielle du Canada. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé les expositions Contact 1981 à travers le pays au cours de l'année dernière en vue d'encourager nos principaux fournisseurs à trouver des sources canadiennes avec lesquelles sous-traiter.

M. Huntington: Et qu'est devenu le groupe de travail sur les procédures d'achat créées par le gouvernement précédent en vue d'étudier les relations de ce ministère avec les petites entreprises?

M. Blais: Je suis désolé. C'est la première...

M. Huntington: Il a été supprimé?

M. Blais: C'est la première fois que j'entends parler de...

Le vice-président: Vous pourriez peut-être répondre plus tard à cette question, monsieur le ministre.

M. Blais: Mes collaborateurs, qui étaient là avant moi, me disent qu'ils n'ont jamais entendu parler de ce groupe de travail.

Le vice-président: Enfin, vous aviez posé une autre question à propos de la politique de sous-traitance de 1978.

M. Blais: Et j'y ai répondu.

M. Huntington: Si je dispose de quelque temps encore, j'aimerais poser une autre question.

Le vice-président: Non, en réalité, vous avez déjà parlé pendant 7 minutes.

M. Huntington: Je ne voudrais pas être injuste envers mes collègues.

Le vice-président: Monsieur Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman. Earlier, Mr. Minister, you talked about the provinces. This is all very well. But, even if I have been a member of Parliament for a year and a half only, I have been in this milieu for about 10 years during which I have held all sorts of positions. Personally, I have learned that very often we try to influence the provincial policies but that we forget to influence our own departments or our own government agencies. And this is what I want to talk about. I talked to you earlier about Crown corporations and I want to come back to that. This is a project that I love. I realize that it would be difficult for your department to make purchases tomorrow morning for DEVCO which produces coal in Nova Scotia, or even for CCL or any other Crown corpora-

[Texte]

Nouvelle-Écosse, ou encore pour la C.C.L. ou pour quelque société d'État que ce soit. Par contre, je me demande jusqu'à quel point il serait facile et rapide même d'établir une politique gouvernementale d'achats canadiens et qui pourrait être présentée par votre propre ministère.

• 2200

Cette politique aurait comme objectif, premièrement, de créer une sorte d'organisme de surveillance dans le but de vérifier les listes d'achats et les listes des fournisseurs des sociétés d'État. Les ministères le font déjà très bien, je pense, d'après ce que vous nous dites, et dans les meilleures conditions possibles. Deuxièmement, cette sorte de régie pourrait, si elle ne faisait pas les achats pour les sociétés d'État, au moins les obliger à considérer... Et, n'oubliez pas qu'avec Petro-Canada qui s'en vient et avec la nouvelle politique énergétique, de plus en plus on parle de milliards et non pas de millions quand on parle de politique de sociétés d'État.

Pensez-vous que vous pourriez faire un coup rapide, par exemple, puis passer cela à vos collègues du cabinet? Vous pourriez être le maître d'oeuvre d'une sorte de politique comme celle-là et dont vous pourriez être le superviseur avec un autre ministère, comme le MEER par exemple, qui lui pourrait avoir en plus une vue sur les retombées régionales. Nous aurions une politique d'achats canadiens bien définie. Parce que je vois déjà combien cela est difficile avec les provinces et je me demande comment vous allez réussir à passer à travers cela avec le Québec. Puis, il y a tellement à faire de notre côté à part cela.

M. Blais: Eh bien, monsieur Gimaiël, j'appuie chacun de vos propos. Effectivement, comme vous le savez, il y a une étude qui se fait sous l'égide du ministre responsable du Conseil du Trésor pour changer la loi des sociétés de la Couronne. Je vous inviterais à faire vos commentaires à ce gentil monsieur.

M. Gimaiël: Avec plaisir!

M. Blais: Et, je puis vous assurer que si vous ne le faites pas, je l'inviterai à aller vous rencontrer pour recevoir vos commentaires.

Je voudrais aussi vous signaler que récemment un rapport très intéressant a été publié par Robert Blair et Shirley Carr, soit le rapport Blair-Carr. D'ailleurs, il est mentionné dans le document sur le développement économique qui a été déposé avec le budget du ministre des Finances. Ce rapport touche les gros projets de plus de 100 millions de dollars. Dans ce rapport, on recommande la création d'un office des bénéfices industriels qui verrait à promouvoir l'industrialisation canadienne en ce qui touche les sources d'approvisionnement pour ces gros projets. Et comme vous le savez, suite à ce rapport, le ministre de l'Industrie et du Commerce a lui-même créé un bureau qui verra à promouvoir le contenu canadien dans tous les nouveaux gros projets d'ici la fin du siècle. Et effectivement, cela va inclure les sociétés de la Couronne, car ces sociétés, évidemment, seront appelées à participer à ces projets.

[Traduction]

tion. On the other hand, I wonder if it would be quicker and easier to establish a government policy for Canadian purchases which could be presented by your own department.

The primary goal of this policy would be to create a type of control organization to check lists of purchases and lists of suppliers of Crown corporations. The departments are already doing this very well, from what you have told me, and under the best possible conditions. Secondly, if this organization did not make the purchases for the Crown corporations it could at least force them to consider... and do not forget that with the arrival of Petro-Canada and the new energy policy, we are talking more and more in terms of billions and not in millions when we talk about policy for Crown corporations.

Do you think you could draw up a quick draft, for example, and pass it on to your colleagues in Cabinet? You could be the mastermind behind this type of policy and could supervise it with another department, such as DREE, which could monitor the effects on the regions. We would then have a well defined policy of Canadian purchases. I already see how difficult it is with the provinces and I am wondering how you will manage to get through this with Quebec. And there is so much to be done in our side apart from that.

Mr. Blais: Well, Mr. Gimaiël, I support each of your proposals. In fact, as you know, there is a study being carried out under the minister responsible for Treasury Board to change the Crown corporation Act. I would ask you to make these comments to him.

Mr. Gimaiël: With pleasure.

Mr. Blais: And I can assure you that if you do not do so, I will ask him to meet with you to hear your comments.

I would also like to mention to you that there was a very interesting report published recently by Robert Blair and Shirley Carr, namely the Blair—Carr Report. Moreover, it is mentioned in the paper on economic development which was presented with the Minister of Finance's budget. This report deals with projects valued at over \$100 million. This report recommends the creation of an industrial benefit office which will promote Canadian industrialization related to supplying these huge projects. And as you know, as a result of this report, the Minister of Industry, Trade and Commerce set up an office to promote Canadian content in all new undertakings between now and the turn of the century. This will include Crown corporations because these corporations will obviously be asked to participate in these projects.

[Text]

M. Gimaïel: Puis-je me permettre de vous interrompre, monsieur le ministre?

M. Blais: Allez-y.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question, monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Il y a un point qui me fatigue. Vous parlez de l'Industrie et du Commerce depuis le début. Vous savez que j'ai déjà fait quelques déclarations à ce sujet. Je ne me cache pas pour faire valoir mes vues sur le ministère de l'Industrie et du Commerce; c'est un ministère qui n'a qu'un *job* à faire, c'est de travailler sectoriellement. Cela me fatigue un peu, parce qu'on vient tout juste d'enchâsser dans la Constitution l'obligation pour le gouvernement canadien de travailler dans le sens du développement régional. Et partout où on rencontre de l'argent dans nos politiques gouvernementales, on frappe toujours Industrie et Commerce et vous me le ramener encore une fois sur la table.

Au-delà de cela et au-delà de l'obligation qu'ils ont de travailler sectoriellement et où ils réussissent très bien, ils n'ont pas l'obligation de s'occuper du développement régional. Et cet élément, pour ma part, est de plus en plus important, parce que c'est un des éléments majeurs de discord présentement au sujet de l'application de notre Constitution.

Vous autres, à Approvisionnements et Services, et ma question est bien directe, jusqu'à quel point travaillez-vous avec un ministère qui s'appelle Expansion économique régionale et qui est, à ma connaissance, le seul ministère qui peut établir clairement les possibilités de développement régional et les avantages et désavantages économiques de chacune des régions? C'est important, à mon avis.

Le vice-président: Merci, monsieur Gimaïel. Une courte réponse, monsieur le ministre.

M. Blais: Effectivement, ma responsabilité n'est pas directement d'effectuer le développement régional. J'ai décrit, tout à l'heure, comment nous sommes conscients de la nécessité de l'évolution des régions à l'intérieur du pays. Comme vous le savez, je viens du nord de l'Ontario qui est encore une région, puisqu'elle est au centre, qui est quelque peu limitrophe dans le sens de l'évolution économique. Donc, je suis conscient du développement régional. Vous savez aussi que le ministre de l'Expansion économique régionale a été mon prédécesseur. Donc, il y a des liens assez serrés entre nous en ce qui touche l'emploi et les achats pour effectuer le développement régional. C'est pour ça que nous efforçons de distribuer nos achats à travers tout le pays afin que ceux-ci représentent le plus possible, du point de vue numérique, l'activité économique dans les différents milieux et la population dans les différentes villes.

• 2205

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Mr. Beatty, you can close the questioning.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman. Will you supply the committee with a breakdown—

[Translation]

Mr. Gimaïel: May I interrupt, sir?

Mr. Blais: Please do.

The Vice-Chairman: This is your last question, Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: There is one point that bothers me. You have spoken of Industry, Trade and Commerce from the beginning. You know that I have already made some statements on the matter. I have not hidden my views about the Department of Industry, Trade and Commerce; it is a department who has its job to do, it works in sectors. This bothers me a little because we have just entrenched in the constitution the obligation for the Canadian government to work in regional development. And in every area of government policy connected with money we always run across Industry, Trade and Commerce and here you are again mentioning that.

Apart from that and apart from the obligation that they have to work in sectors and where they succeed very well, they are not obliged to be concerned with regional development. And this aspect in my opinion is increasingly important because it is one of the major elements of discord at the present time in the application of our constitution.

I have a very direct question for you people in Supply and Services and that is to what extent you work with a department called Regional, Economic Expansion, which is, to my knowledge, the only department which can clearly establish opportunities for regional development and the economic advantages and disadvantages in each of the regions. In my opinion this is important.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel. A short answer, Mr. Minister.

Mr. Blais: It is true that my responsibility is not to be directly involved in regional development. I have just outlined that we are aware of the need to develop the regions within the country. As you know, I come from northern Ontario which is still a region, because it is in the centre and is on the fringe of economic development. Therefore, I am aware of regional development. You also know that the Minister of Regional Economic Expansion was my predecessor. Therefore, there are fairly close bonds between us with respect to employment and purchases for regional development. It is for this reason that we are attempting to distribute our purchases throughout the country so that in terms of numbers they will be representative of economic activity in the various centres, the population in different towns.

The Vice-Chairman: Thank you, sir.

Monsieur Beatty, vous pouvez terminer.

M. Beatty: Merci, monsieur le président. Pouvez-vous fournir au comité une ventilation . . .

[Texte]

Mr. Kelly: Mr. Chairman, have we agreed that we would go on past 10.00 o'clock?

The Vice-Chairman: I think in fairness, seeing as how we started at nine minutes after 8.00 p.m., we could continue for another four and half minutes until 10.09 p.m.

Mr. Kelly: We have been here for two hours. I think that most members thought that it was going to end at 9.30 p.m. It has gone on a half hour past the time that they had expected to terminate the meeting.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I do not want to keep Mr. Kelly up beyond his bedtime, but I will be very brief. Could I ask the minister, is he prepared to—

The Vice-Chairman: Mr. Kelly, I asked the clerk and I understand that we can continue past 10.00 p.m. I am a regular member of this committee and it has always gone on until 10.00 p.m. I do not know why the members were under the impression that it only went on until 9.30 p.m. They obviously are not regular members of this committee.

Mr. Kelly: Is it the wish of the committee to go on until 10.09 p.m.?

The Vice-Chairman: Well, I—

An hon. Member: It is 10.12 p.m. now.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, you had indicated that that was your intention and, of course, the members of the committee on this side waited for Mr. Gimaiel to complete his remarks after 10.00 o'clock. I would be very surprised if the Liberals would not extend the same courtesy to the members on this side.

Mr. Kelly: I just want to make sure that technically things are proceeding ahead legitimately.

An hon. Member: They are very kosher.

Mr. Kelly: I would feel more comfortable, Mr. Chairman, if you would seek the consent or the direction of the committee.

The Vice-Chairman: Well, if that is the case—

Mr. Huntington: I have been here eight years and I have never seen this before.

The Vice-Chairman: The clerk informs me that fairly frequently committees carry on until 10.05 p.m. or 10.10 p.m., and there are no precise guidelines in that respect.

Mr. Beatty: If it would be helpful for Mr. Kelly, I am sure that my colleague, Mr. Huntington, would be prepared to put a motion seeking the consent of the committee that I be given five minutes.

Mr. Huntington: I so move—

The Vice-Chairman: The clerk informs me that we cannot pass a motion because we do not have a quorum.

Mr. Huntington: Why do we not just get on with the five minutes of questioning?

[Traduction]

M. Kelly: Monsieur le président, sommes-nous d'accord que nous n'allons pas continuer après 22h00?

Le vice-président: Comme nous n'avons pas commencé qu'à 20h09, je pense que l'on doit continuer encore pendant quatre minutes et demie jusqu'à 22h09 pour être juste.

M. Kelly: Nous sommes ici depuis deux heures. Je pense que la plupart des députés ont pensé terminer à 21h30. C'est maintenant une demi-heure plus tard que l'on a pensé terminer la réunion.

M. Beatty: Monsieur le président, je ne veux pas empêcher M. Kelly de se coucher et je serai très bref. Est-ce que le ministre est prêt à...

Le vice-président: Monsieur Kelly, j'ai demandé au greffier et il m'a fait comprendre que l'on peut continuer après 22h00. Je suis membre assidu de ce comité et on a toujours siégé jusqu'à 22h00. Je ne comprends pas pourquoi les députés avaient l'impression que les réunions se terminent à 21h30. C'est évident qu'ils n'assistent pas à ces réunions assidûment.

M. Kelly: Est-ce que c'est le désir du comité de continuer jusqu'à 22h09?

Le vice-président: Eh bien, je...

Une voix: Il est maintenant 22h12.

M. Beatty: Monsieur le président, vous aviez indiqué que c'était votre intention et, naturellement, les membres de ce comité de l'autre côté ont attendu que M. Gimaiel ait terminé ses commentaires après 22h00. Je serais très surpris que les libéraux n'accordent pas la même politesse aux députés de ce côté.

M. Kelly: Je voulais juste m'assurer que les choses sont légitimes du point de vue technique.

Une voix: Elles sont très orthodoxes.

M. Kelly: Je me sentirais plus à l'aise, monsieur le président, si vous demandiez la permission ou l'opinion du comité.

Le vice-président: Bon, dans ce cas...

M. Huntington: Je suis ici depuis 8 ans et je n'ai jamais vu un cas pareil.

Le vice-président: Le greffier m'informe que cela arrive très souvent que les comités continuent jusqu'à 22h05 ou 22h10 et qu'il n'existe pas de ligne de conduite très précise.

M. Beatty: Si cela peut rassurer M. Kelly, je suis certain que mon collègue, M. Huntington, sera prêt à demander le consentement du comité pour me donner cinq minutes.

M. Huntington: Je le propose.

Le vice-président: Le greffier m'informe que nous ne pouvons pas adopter une motion parce que nous n'avons pas de quorum.

M. Huntington: Pourquoi ne pas procéder aux cinq minutes de questions?

[Text]

The Vice-Chairman: I think that that might be the best way to do it.

Mr. Huntington: I think so.

Mr. Kelly: We are going until 10.09 p.m. is that correct?

An hon. Member: No, we are going for five minutes.

The Vice-Chairman: Mr. Beatty would have had five minutes if we had begun at... but I think that we can continue for five minutes.

Mr. Beatty: That is not counting your five minutes just then.

Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, will you supply the committee with a breakdown with that \$63 to \$64 million in advertising for fiscal year 1981-1982—

Mr. Blais: Sure.

Mr. Beatty: —and will you supply comparable figures for the fiscal year 1979-1980 and 1980-1981, because I would like to compare those figures with the material that I have, considering the fact that you are advertising far more extensively than you ever did in the past—

Mr. Blais: We are dealing with some pretty major issues, as you well understand.

Mr. Beatty: Yes, well the—

Mr. Blais: I cannot recall your government dealing with issues as—

Mr. Beatty: The question is not—

Mr. Blais: —important as the constitutional amendment and the national energy program.

Mr. Beatty: The question is not the issue, it is the question of the veracity of your figures, and I would just like to compare them with some material I have.

Mr. Blais: The issue is government—

Mr. Beatty: Could I ask you on what basis your contract bulletins would deal in this fiscal year with contracts spending last fiscal year's money? If indeed that \$49.1 million weekly contract bulletins issued this year is inaccurate, why are you issuing bulletins on contracts, spending last year's money this year?

• 2210

Mr. Blais: I am advised that it was a confirming contract for work that had been performed before the system came in place.

Mr. Beatty: Could I refer you to your speech of May 5, 1981, where you said:

Since 1981, DSS has the capability, and is in fact paying media invoices, and time, to capture prompt payment dis-

[Translation]

Le vice-président: Je pense que c'est la meilleure façon de procéder.

M. Huntington: C'est mon avis.

M. Kelly: Nous allons continuer jusqu'à 22h09. Est-ce juste?

Une voix: Non, nous allons continuer cinq minutes.

Le vice-président: M. Beatty aurait eu cinq minutes si nous avions commencé à... mais je pense que nous pouvons continuer cinq minutes.

M. Beatty: Alors c'est ne pas tenir compte des cinq minutes passées.

Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, pouvez-vous fournir au comité un état de compte des 63 à 64 millions de dollars pour la publicité pendant l'année fiscale 1981-1982...

M. Blais: Certainement.

M. Beatty: ... et pouvez-vous fournir également des chiffres comparables pour l'année fiscale 1979-1980 et 1980-1981, parce que je veux comparer ces chiffres avec les documents que j'ai, compte tenu du fait que vous faites beaucoup plus de publicité que vous ne l'avez fait dans le passé...

M. Blais: Nous sommes en train de traiter de choses assez importantes, comme vous le savez déjà.

M. Beatty: Oui, mais...

M. Blais: Je ne me souviens pas que votre gouvernement ait traité de choses aussi...

M. Beatty: La question n'est pas...

M. Blais: ... importantes que l'amendement de la constitution et le Programme national de l'énergie.

M. Beatty: Ce n'est pas là la question, c'est la question de la véracité de vos chiffres, et je veux les comparer avec les documents que j'ai.

M. Blais: La question, c'est le gouvernement...

M. Beatty: Puis-je vous demander sur quelle base vos bulletins de contrats font affaire dans cette année fiscale avec des contrats qui dépensent l'argent de l'année fiscale passée? Si, en fait, ce chiffre de 49.1 millions de dollars indiqué sur les bulletins de contrat hebdomadaires qui ont été publiés cette année est faux, pourquoi est-ce que vous publiez des bulletins sur les contrats et dépensez l'argent de l'an passé au cours de cette année?

M. Blais: On m'a dit qu'il s'agissait d'un contrat qui confirmait du travail qui avait été effectué avant que le système soit établi.

M. Beatty: Puis-je vous rappeler votre discours du 5 mai 1981 où vous disiez:

Depuis 1981, le ministère des Approvisionnements et des Services a la possibilité, et en fait acquitte des factures se

[Texte]

counts when we earn them. To date, we are batting almost one thousand.

In view of the fact that in the question on the order paper which you answered, that I put, you indicated that some 2,137 invoices with a value of \$55,624.12 of prompt payment discounts had been missed, how is that batting a thousand?

Mr. Blais: Well, evidently I did not have the total information at the time I gave that speech. That subsequently came to my attention.

Mr. Beatty: Yes. One in six is not batting a thousand.

Mr. Blais: Of course not. I can add—

Mr. Beatty: Are you recovering that money from the Canadian Media Corporation that has been lost because of their tardiness?

Mr. Blais: Of course we are.

Mr. Beatty: Thank you. Could I ask whether or not, as part of contracts you have with creative advertising agencies, you require that effectiveness audits be done after a campaign is run?

Mr. Blais: Yes, that is part of the function of the advertising management group because, in effect, one of the failings that we noted in the previous systems was our inability to review the effectiveness of the programs because of the lack of co-ordination. One of the major purposes of centralizing the procurement and having the advertising management committee is to make sure that the advertising is carried on in the way that has been identified, and that it is done professionally and that we get, as was pointed out by Mr. Berger, a bigger bang for our buck.

Mr. Beatty: Will you give us a list of those campaigns for which effectiveness audits have been done—post-audits—since your becoming minister?

Mr. Blais: As you know, the advertising management group does not come directly within my responsibilities.

Mr. Beatty: But you said it was part of those contracts that your department was signing.

Mr. Blais: If I might make myself a bit clearer, it is part of the system that we have put in place, that there is an advertising management committee. It is not a portion of the contractual process that I conduct audits of these programs through the agency of the advertising management committee. That is under the responsibility of the minister responsible for government communications.

Mr. Beatty: A final question. Will you give the committee a breakdown, because of the concern over various advertising companies dipping into the public purse under different names—one being CMC and the others, of course, the names of the component companies—will you give us a breakdown

[Traduction]

rapportant à des dépenses faites en publicité et à du temps acheté dans les médias pour profiter des escomptes résultant d'un paiement rapide. Jusqu'ici, il y a eu presque 1,000 factures de ce genre.

Étant donné qu'en réponse à une question que j'avais posée et qui était inscrite au feuillet, vous avez indiqué que vous aviez raté les escomptes donnés pour paiement rapide dans le cas de quelque 2,137 factures d'une valeur de \$55,624.12, comment en arrivez-vous à ce chiffre de mille?

M. Blais: Il est évident qu'à l'époque où j'ai fait mon discours, je n'avais pas tous les renseignements. Je me suis aperçu par la suite...

M. Beatty: Oui. Un sur six, ce n'est pas mille.

M. Blais: Naturellement. Je puis ajouter...

M. Beatty: Est-ce que vous récupérez cet argent de la *Canadian Media Corporation*, argent qui a été perdu à cause de leur retard?

M. Blais: Naturellement.

M. Beatty: Merci. Puis-je demander si oui ou non dans le cas des contrats que vous passez avec les agences de publicité, vous exigez que des vérifications sur l'efficacité soient faites après la campagne?

M. Blais: Oui, cela fait partie des fonctions du groupe de gestion sur la publicité car justement une des lacunes que nous avons remarquées dans le système précédent, c'était que nous n'étions pas capables d'évaluer l'efficacité des programmes parce qu'il y avait manque de coordination. L'un des objectifs principaux de cette centralisation des fonctions d'achat et de la création de ce comité de gestion de la publicité, c'est de s'assurer que la publicité est faite comme prévue de façon professionnelle et que nous obtenions, comme l'a fait remarquer M. Berger, une plus grande rentabilité pour les fonds que nous dépensons.

M. Beatty: Est-ce que vous pourriez nous donner une liste des campagnes pour lesquelles il y a eu des vérifications d'efficacité—des post-vérifications—et cela depuis que vous êtes devenu ministre?

M. Blais: Comme vous le savez, je ne suis pas responsable du groupe de gestion de la publicité.

M. Beatty: Mais vous avez dit qu'il entraînait en jeu dans le cadre de ces contrats que votre ministère a signés.

M. Blais: Peut-être que je pourrais m'expliquer un peu plus clairement en disant que ce groupe fait partie du système que nous avons établi. Dans le cas du processus contractuel, je ne fais pas de vérification de ces programmes en me servant du comité de gestion de la publicité. Ce processus dépend du ministre responsable des communications gouvernementales.

M. Beatty: Comme dernière question, je vous demanderais si vous pouvez fournir au Comité le détail des sommes reçues par chacune des sociétés composant la CMC provenant du gouvernement depuis que vous êtes devenu ministre. En effet, l'on s'inquiète du fait qu'il y a différentes sociétés de publicité

[Text]

for the component companies of CMC as to how much money each has received from the government since you became minister?

Mr. Blais: I do not know if that is a matter of public record but I will review that and provide information, if I am able, to the honourable gentleman.

Mr. Beatty: Thank you, Mr. Chairman, and I thank the committee for the courtesy.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Beatty. Gentlemen, I would like to thank you, Mr. Minister, and your officials for your patience.

Mr. Blais: Most enjoyable.

The Vice-Chairman: The next meeting of the committee is Monday night at 8.00 p.m. We will be considering Vote 1c of the Minister of State of Science and Technology, and the minister, Mr. Roberts, will be there, where we can pursue our interest into the matter of research and development.

This meeting is adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

qui puisent dans les fonds publics dont l'une est la CMC et les autres naturellement les sociétés qui constituent cette CMC.

M. Blais: Je ne sais pas s'il s'agit de renseignements publics, mais je vais examiner cette question et fournir les renseignements si je peux.

M. Beatty: Merci, monsieur le président et merci au Comité.

Le vice-président: Merci, monsieur Beatty. Messieurs, je voudrais vous remercier, monsieur le ministre, et remercier vos hauts fonctionnaires pour leur patience.

M. Blais: Cela a été une réunion très agréable.

Le vice-président: Nous nous réunirons à nouveau lundi soir à 20h00. Nous examinerons alors le crédit 1c du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie; M. Roberts, le ministre, témoignera; aussi nous pourrions alors nous occuper de l'étude du domaine de la recherche et du développement.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Supply and Services:

Mr. A.W. Allan, Assistant Deputy Minister, Science & Engineering Procurement Service;

Mr. G.A. Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service.

Du ministère des Approvisionnements et Services:

M. A.W. Allan, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement scientifique et technique;

M. G.A. Berger, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement commercial.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 67

Monday, November 30, 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 67

Le lundi 30 novembre 1981

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Vote 1c—
Ministry of State under SCIENCE AND
TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédit 1c—
Département d'État sous la rubrique SCIENCES ET
TECHNOLOGIE

APPEARING:

The Honourable John Roberts,
Minister of State for Science
and Technology and Minister of
the Environment

COMPARAÎT:

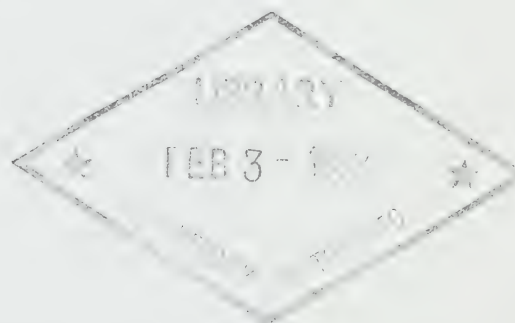
L'honorable John Roberts,
Ministre d'État chargé des Sciences
et de la Technologie et ministre de
l'Environnement

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	de Jong
Bachand	Gass
Bloomfield	Gilchrist
Cousineau	Gimaïel
de Corneille	Gingras

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Greenaway	Siddon
Gurbin	Thacker
Herbert	Watson
Kelly	Yurko—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, November 30, 1981:

Mr. Gilchrist replaced Mr. Gamble;
Mr. Greenaway replaced Mr. Beatty;
Mr. Thacker replaced Mr. Stevens;
Mr. Yurko replaced Mr. Huntington;
Mr. Gass replaced Mr. Baker (*Nepean—Carleton*);
Mr. Gurbin replaced Mr. Lambert.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 30 novembre 1981:

M. Gilchrist remplace M. Gamble;
M. Greenaway remplace M. Beatty;
M. Thacker remplace M. Stevens;
M. Yurko remplace M. Huntington;
M. Gass remplace M. Baker (*Nepean—Carleton*);
M. Gurbin remplace M. Lambert.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, NOVEMBER 30, 1981

(84)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:06 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Berger, de Corneille, de Jong, Gauthier, Gurbin, Herbert, Siddon and Thacker.

Other Member present: Mr. Simmons.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable John Roberts, Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment.

Witness: Mr. L.D. Hudon, Secretary, Ministry of State for Science and Technology.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

The Chairman called Vote 1c—Ministry of State under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

The Minister made a statement and, with the witness, answered questions.

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 30 NOVEMBRE 1981

(84)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h 06 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Berger, de Corneille, de Jong, Gauthier, Gurbin, Herbert, Siddon et Thacker.

Autre député présent: M. Simmons.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparaît: L'honorable John Roberts, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement.

Témoin: M. L.D. Hudon, secrétaire, ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (*Voir procès-verbal du jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 64*).

Le président met en délibération les crédits 1c—Département d'État sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

Le ministre fait une déclaration puis, avec le témoin, répond aux questions.

A 22 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, November 30, 1981

• 2007

The Chairman: Order, please. This meeting is now called to order.

We are studying Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. With your permission, I will call Vote 1c, Ministry of State under Science and Technology. You will find these estimates in your blue book at page 154.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

A—Ministry of State

Vote 1c—Science and Technology—Program expenditures\$140,000

The Chairman: I will now introduce to you the Hon. John Roberts, Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment.

Mr. Minister, perhaps you could introduce the officials who are with you this evening.

Hon. John Roberts (Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment): Thank you, Mr. Chairman.

I have with me to my right, Mr. Hudon, Secretary of the Ministry of State for Science and Technology. Mr. Thom is ill and we have replacing him Mr. Gillis, General Director, Industry Projects Division. Dr. Low, University Branch; Mr. Maasland, Government Branch; Mr. Saha, General Director, Program Review and Assessment Division; and Ms Campbell, Communications Services Division.

I have a prepared statement. I know that members are anxious to ask questions, so it is extremely short—it will probably only take me five minutes, if that, to go through the statement. I know you want me to leave as much time as possible for questions.

It is a pleasure, of course, to appear before the committee in connection with the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year 1981-82. I am happy to have this opportunity to reply to your questions on the support of science and the progress towards our national target for research and development.

Economic renewal is a high priority for the government. The government's policies and priorities for national economic development have been outlined in the paper entitled *Economic Development for Canada in the 1980s*, which was presented to the House of Commons, along with the budget. Even a cursory glance at that document shows the critical role that research and development plays in the government's economic development strategy.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 30 novembre 1981

Le président: A l'ordre, je vous prie. La séance est ouverte.

Nous procédons à l'examen du budget supplémentaire (C) pour l'exercice qui se termine le 31 mars 1982. Si vous le permettez, nous allons examiner le crédit 1c du département d'État aux Sciences et à la Technologie. Vous trouverez les prévisions de budget dans le Livre bleu, page 154.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

A—Département d'État

Crédit 1c—Sciences et Technologie—Dépenses du programme.....\$140,000

Le président: Je vous présente l'honorable John Roberts, ministre d'État aux Sciences et à la Technologie et ministre de l'Environnement.

Monsieur le ministre, voudriez-vous avoir l'obligeance de nous présenter vos collaborateurs?

L'honorable John Roberts (ministre d'État aux Sciences et à la Technologie et ministre de l'Environnement): Je vous remercie, monsieur le président.

A ma droite, M. Hudon, secrétaire du département d'État. M. Thom est malade et nous l'avons remplacé par M. Gillis, directeur général de la Division des projets industriels. M. Low, de la Direction universitaire, M. Maasland, de la Direction gouvernementale, M. Saha, directeur général de la Division de la révision et de l'évaluation des programmes, et M^{me} Campbell, de la Division des services de communications.

J'ai préparé un texte qui ne sera pas long, cinq minutes au plus, car je sais que vous tenez à me poser des questions, et je voudrais vous laisser le maximum de temps à cet effet.

Je suis heureux de comparaître devant ce comité pour discuter du budget supplémentaire (C) de l'exercice 1981-1982. Je me réjouis également d'avoir ainsi l'occasion de parler du soutien donné aux sciences, et des progrès réalisés dans la recherche pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé pour la nation.

Le renouveau de l'économie est l'une des priorités du gouvernement. Les politiques et priorités gouvernementales en matière de développement économique sont résumées dans le document intitulé «Le développement économique canadien dans les années 1980», qui a été présenté à la Chambre des communes concurremment avec le budget. Il suffit de feuilleter ce document pour voir le rôle primordial joué par la recherche et le développement dans les stratégies du gouvernement axées sur le développement économique.

[Texte]

The importance of research and development for economic growth led the federal government to establish a planning framework which calls for substantial increase in research and development and investment by all sectors.

The national target is 1.5 per cent of GNP by 1985-86; that is to say, something over \$7.56 billion.

Industry's share of that target is about 50 per cent of the outlay and the federal government's share would be 33 per cent, or one third. The remainder of the GNP target of 1.5 per cent is to be funded by provincial governments and universities. That is an ambitious and challenging target and it calls for a significant increase in government, and particularly, significant increases in industry expenditures on research and development. I would like this evening to review briefly how we are progressing towards the target and then outline the principles and priorities which will guide our science policies and programs as we move on through the decade of the eighties.

• 2010

I am glad to report that all of the information we have indicates the downward trend of the past few years has been reversed. The last two years have been a turning point in the recent history of R&D investment in Canada. As a nation, we have succeeded in increasing investment in R&D and industrial innovation. Industry has, so far, responded well to the R&D target challenge. The federal government is meeting its commitment; indeed, it is more than meeting its commitment for increased funding.

The latest Statistics Canada information shows that the gross expenditure on research and development rose to \$2.63 billion in 1979, up from the previous year by 14 per cent. Preliminary information indicates the national gross expenditure on research and development will increase by about another 33 per cent to about \$3.52 billion in 1981. Expressed as a ratio of gross national product, R&D expenditures have now reached 1.06 per cent of GNP compared to 1.0 in 1978 and .94 in 1976.

I understand Statistics Canada announced today we had reached the level of 1.1 per cent. I would not like to mislead the members of the committee; however, I believe the 1.1 per cent which they have now announced results from their rounding off the figure of 1.06 to 1.1. If my information is correct, I believe in the rounding-off process they have exaggerated a bit how far, in fact, we have gotten. I am saying this for the sake of clarification in order not to mislead the committee inadvertently.

More significant, perhaps, is the increase in investment by the industry sector. The latest Statistics Canada information shows R&D investment by industry was \$1.34 billion in 1979, up 24 per cent from the previous year and by far the largest recent single year increase. Preliminary information indicates

[Traduction]

Le rôle clé joué par la recherche et le développement dans la croissance économique a amené le gouvernement fédéral à mettre en place un cadre de planification qui prévoit une augmentation considérable de la recherche et du développement, ainsi que de l'investissement, dans tous les secteurs.

Il est envisagé de consacrer 1.5 p. 100 du PNB à cet objectif vers les années 1985-1986, à savoir un peu plus de 7.56 milliards de dollars.

La moitié environ de ces crédits iraient à l'industrie, et la part du gouvernement fédéral serait de 33 p. 100, soit un tiers. Le reste de ces 1.5 p. 100 du PNB doit provenir des gouvernements provinciaux et des universités. C'est un objectif ambitieux, qui ne sera pas facile à réaliser, qui exigera un gros effort de la part du gouvernement et, en particulier, de la part de l'industrie, qui devra consacrer des sommes beaucoup plus considérables à la recherche et au développement. Je voudrais vous donner ce soir un bref aperçu de notre progression vers l'objectif, et tracer ensuite les principes et les priorités qui nous serviront de guide dans nos politiques et nos programmes scientifiques au cours de la décennie que nous venons d'amorcer.

J'ai la satisfaction de vous faire savoir que, d'après l'information dont nous disposons, nous assistons à un renversement de la tendance à la baisse qui a caractérisé ces dernières années. Les deux dernières années ont marqué un tournant dans l'histoire contemporaine des investissements canadiens pour la recherche et le développement. En tant que nation, nous sommes parvenus à augmenter les investissements en R&D et en innovations industrielles. L'industrie a, pour le moment, relevé avec succès le défi. Le gouvernement fédéral, loin de se contenter d'honorer ses engagements, va bien au-delà.

Les données les plus récentes de Statistique Canada montrent que les dépenses brutes en recherche et en développement se sont élevées à 2.63 milliards de dollars en 1979, soit une augmentation de 14 p. 100 par rapport à l'année précédente. L'information préliminaire fait apparaître que les dépenses nationales brutes en recherche et développement s'élèveront encore de 33 p. 100, pour atteindre 3.52 milliards de dollars en 1981. Les dépenses en R&D ont à présent atteint 1,06 p. 100 du PNB, alors qu'elles ne représentaient que 1 p. 100 en 1978 et 0.94 p. 100 en 1976.

On me dit que Statistique Canada a annoncé aujourd'hui que nous avons atteint le niveau de 1.1 p. 100. Je ne voudrais pas induire en erreur les membres de ce comité; toutefois, je crois que le pourcentage annoncé provient du fait qu'on a arrondi le chiffre de 1.06 à 1.1. Si mes renseignements sont exacts, le chiffre a été arrondi à la hausse, ce qui fait apparaître notre performance comme meilleure qu'elle ne l'est en réalité. Je vous dis ceci par souci de précision, et pour ne pas présenter une fausse image de la réalité.

L'augmentation de la participation aux investissements du secteur industriel est probablement plus remarquable encore. D'après les renseignements fournis par Statistique Canada, les investissements de l'industrie pour la recherche et le développement s'élèveraient à 1.34 milliard de dollars en 1979, soit

[Text]

the rate of increase in this sector will average about 20 per cent for each of the years 1980 and 1981.

I would like to take this opportunity to compliment industries for responding well to the challenge of increased R&D investment for future economic growth. We, that is to say the government, are now examining other measures to stimulate further industrial R&D investment in the future. The federal government, for its part, has kept its expenditure commitment for R&D in line with the amount called for in the target and in its support to industry and universities.

The current estimate of total federal R&D expenditures for the fiscal year is \$1.57 billion, excluding tax expenditures. This represents an increase of about \$.5 billion, \$470 million to be exact, over the 1979-80 level, or an increase of over 42 per cent in R&D expenditures in two years, while the government's total expenditure increased only 24 per cent during the same period. Roughly, growth has been almost twice as great as the increases in government expenditure taken as a whole. This has happened in spite of a general restraint in government expenditures; and, it has happened because of the importance the government attaches to research and development for economic development.

The increased expenditures on R&D are \$470 million since 1979-1980, including inflationary cost allowances and new initiatives of over \$175 million in expenditure for 1981-82 and \$95 million of expenditure for 1980-81, for a total of new money of over \$270 million for these two years. A detailed listing of increases by major departments is given in a table attached to my presentation. Perhaps the members of the committee may wish to have it appended to the minutes of the meeting.

This increased investment of \$470 million has gone to areas of high priority as identified in the recent budget or in the economic development paper presented along with the budget; namely, industrial development, resource development and exploitation of advanced technology. As well, it has gone to the support of university research for the development of the necessary highly qualified human resources we will be needing in the years to come.

• 2015

For example, in the past two years, the government's industrial R&D support programs, such as the EDP, DIPP and IRAP, have increased by about \$150 million, including about \$70 million for the high-technology industries. In the area of energy, R&D expenditures have increased by about \$135 million, and the combined budget of NSERC and the Medical Research Council to support university research has increased by over \$100 million.

[Translation]

une augmentation de 24 p. 100 par rapport à l'année précédente, et l'augmentation annuelle la plus considérable qu'on ait connue. Il ressort des informations préliminaires que le taux de croissance des investissements provenant de ce secteur s'établirait à environ 20 p. 100 pour chacune des années 1980 et 1981.

Je voudrais féliciter, à cette occasion, les industries pour avoir réagi de façon aussi constructive à cette gageure. Le gouvernement a mis à l'étude d'autres mesures susceptibles de stimuler encore davantage la croissance des investissements industriels dans la recherche et le développement. Le gouvernement fédéral, de son côté, a aligné ses prévisions de dépenses en recherche et développement sur la somme qu'il s'est donnée pour objectif et a augmenté d'autant son soutien à l'industrie et aux universités.

Dans les prévisions actuelles, les dépenses totales en recherche et développement du gouvernement fédéral pour l'année financière s'élèvent à 1.57 milliard de dollars, dépenses fiscales non incluses. Ceci représente une augmentation d'environ 0.5 milliard de dollars, soit exactement 470 millions de dollars de plus que pour l'année 1979-1980, soit une augmentation de plus de 42 p. 100 en deux ans, alors que les dépenses globales du gouvernement n'avaient augmenté que de 24 p. 100 pendant la même période. On peut donc dire, en gros, que l'augmentation a été deux fois plus élevée que celle de l'ensemble des dépenses du gouvernement, malgré les restrictions que s'est imposées le gouvernement, en raison de l'importance que ce dernier attache à la recherche et au développement axés sur l'expansion économique.

Depuis 1979-1980, les dépenses en R&D ont augmenté de 470 millions, compte tenu de l'inflation, et on envisage la création de nouveaux programmes pour plus de 175 millions de dollars pour l'année 1981-1982 et 95 millions de dollars pour 1980-1981, soit un nouvel apport de fonds qui dépasse 270 millions de dollars pour ces deux ans. Vous trouverez en annexe à mon exposé la ventilation des augmentations par ministères, et les membres du comité aimeraient peut-être que cette liste figure en annexe au compte rendu de la réunion.

Ces 470 millions de dollars d'augmentation seront répartis entre les secteurs prioritaires tels que les a définis le récent budget ou le document sur le développement économique qui est présenté parallèlement au budget, à savoir le développement industriel, le développement des ressources et l'exploitation des technologies de pointe. Ces fonds ont également été affectés à la recherche universitaire axée sur le développement du perfectionnement de ressources humaines de grande qualité dont nous aurons besoin à l'avenir.

C'est ainsi qu'au cours des deux dernières années, le programme gouvernemental de soutien à l'industrie pour la recherche et le développement, qui allait à des projets tels que le programme d'expansion des entreprises, le programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, le programme d'aide à la recherche industrielle, avait augmenté d'environ 150 millions de dollars, dont environ 70 millions pour les technologies de pointe. Dans le domaine de l'énergie,

[Texte]

Mr. Chairman, a recent success of the government's initiative in industrial support in the area of high technology has attracted world-wide attention. I refer of course to the successful trial of the remote manipulator arm, the Canadarm, developed by SPAR Aerospace in conjunction with the National Research Council.

Looking to the future, our priorities for the 1980s are to expand R&D for the development and exploitation of our natural resources, including energy, agriculture and food, forestry, mining and fishing, in the transportation infrastructure and in support of the high-technology industries, such as space, communications and biotechnology.

Mr. Chairman, I would like to again thank you for this opportunity to outline the government's new R&D initiatives aimed at Canada's economic renewal. Of course, I am at your disposal and prepared to try to answer any of the questions the members may have, although I may refer some of their questions, particularly if they are difficult ones, to the officials to answer.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Vous m'avez créé un problème! Vous avez fait vos commentaires dans le cadre des prévisions budgétaires en général sans rien dire au sujet des prévisions supplémentaires qui sont devant nous et qui sont de l'ordre de \$140,000. En tant que président, au service du Comité, je dois vous dire que la pertinence est de mise quand il est question des crédits supplémentaires. Quand il s'agit de prévisions budgétaires en général, évidemment, on est plus libre et la présidence permet habituellement un éventail assez large. Ce soir, je n'ai pas encore entendu, sauf erreur, monsieur le ministre, de commentaire direct s'appliquant au crédit de \$140,000 qui est devant nous.

A moins que le Comité n'en décide autrement, j'aimerais avoir les commentaires des députés. D'abord, est-ce que vous allez nous parler de ce crédit de \$140,000? Ensuite, si les députés veulent que je leur donne de la latitude pour les questions, eh bien, je suis à leur disposition, comme toujours. J'aimerais qu'on éclaire tout de suite cette question. Monsieur le ministre, vous avez un commentaire?

Mr. Roberts: Monsieur le président, je dois d'abord vous faire des excuses. Jamais je n'oserais indiquer au Comité ce qu'il doit faire. Pour ma part, je suis prêt à essayer de répondre à n'importe quelle question, mais si voulez limiter les questions, je suis à votre disposition.

Le président: Monsieur le ministre, c'est tout à fait acceptable et innovateur, parce que la plupart des ministres, quand ils viennent, veulent restreindre les questions aux prévisions qui sont à l'étude. Vous, vous avez indiqué que vous étiez ouvert à tout. Si le Comité est d'accord, si tout le monde est d'accord, je n'y vois aucune objection.

[Traduction]

les dépenses en recherche et développement ont augmenté d'environ 135 millions de dollars, et le budget global du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie et du Conseil de recherches médicales consacré à la recherche universitaire avait augmenté de plus de 100 millions.

Monsieur le président, notre technologie de pointe, qui avait bénéficié de l'aide gouvernementale, a connu récemment un succès mondial. Je parle, bien entendu, du Canadarm, le télémanipulateur mis au point par la Spar Aérospatiale Ltée, en collaboration avec le Conseil national de recherches.

Si nous nous tournons maintenant vers l'avenir, nous voulons, dans la décennie actuelle, encourager la recherche et le développement pour l'exploitation de nos ressources naturelles, pour l'énergie, l'agriculture et l'alimentation, les ressources forestières, minières ainsi que la pêche, l'infrastructure des transports et les industries de pointe, comme l'aérospatiale, les communications et la biotechnologie.

Monsieur le président, je voudrais vous répéter combien je vous suis reconnaissant de m'avoir permis de vous parler des initiatives du gouvernement en matière de recherche et de développement axées sur la reprise économique au Canada. Je serai heureux, bien entendu, de répondre à vos questions du mieux que je pourrais, et si elles sont particulièrement difficiles, je chargerai mes collaborateurs d'y répondre.

The Chairman: Thank you, sir. You have made things quite difficult for me; you made your comments within the framework of the general estimates, without mentioning the supplementary estimates which are before us and which amount to \$140,000. As the chairman to this committee, I assure you that you have to be pertinent when speaking of supplementary estimates. With the general estimates one has more leeway, and the chair allows a wider range. But tonight, if I am not mistaken, I have not yet heard any comment on the vote for \$140,000 which is before us.

Unless this committee decides otherwise, I would like to hear what the members have to say on it. First of all, are you going to comment for us on this vote of \$140,000? If the members would like me to let them have a go with their questions, I leave it up to them, as usual. I would like this question to be settled at once. Do you have a comment, sir?

Mr. Roberts: Allow me first to apologize, Mr. Chairman. I would never dare to give directions to this committee. I will do my best to answer any question but, if you want to limit the questions, I will do as you like.

The Chairman: This is quite acceptable and innovative because most ministers prefer to limit the questions to the estimates which are before us. Since you have indicated that you were prepared to answer any question, and if the committee is in agreement, if everyone is, I see no objection to it.

[Text]

M. Roberts: Pour répondre précisément à ce que vous avez soulevé, je peux vous lire un autre paragraphe, si vous voulez, pour dire ceci:

The additional operating expenses required for 1981-1982 include expenses related to the operation of the Ministry of State for Science and Technology exhibit—\$80,000; an evaluation of the effectiveness of the Ministry of State for Science and Technology annual science publications, as recommended by the Auditor General—\$20,000; and the printing and distribution of the two annual science publications—\$40,000.

I apologize for not having indicated that before, which perhaps approaches more closely the specific concerns you have raised. I apologize to the committee for not having said so earlier.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister. You have now put me on track. Then Vote 1c is before us. Mr. Herbert.

• 2020

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I am sorry but it is up to the minister. We have had this discussion before. If the minister opens up the subject the way he has, then we are going to use that opportunity to question him on the scope of his ministry.

I only suggest, as I suggested at the last meeting, that, when we put these subjects together for discussion, we make sure the witnesses are aware of what subjects we put on the green sheet. Frankly, I do not mind. I looked at the estimates, at \$140,000, and I wondered what we were going to discuss for two hours. So I am not unhappy that we have opened up the subject.

I feel we had better start watching the way we put these meetings together because, theoretically at least, we are supposed to do a little bit of homework before we come to the meeting. Anyway, for tonight the minister has already opened the door. It is now up to us to use that opportunity to question the ministry.

The Chairman: I take it, Mr. Herbert, you will not object to our opening up the subject.

Mr. Herbert: No, but I would like to see a little more control in the future.

The Chairman: Fine. Thank you, Mr. Herbert. Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you, Mr. Chairman. In looking at the supplementary estimates, and the amount involved as it relates to the whole budget and so on, might I say to the minister that I would support it, and I think all members on our side will certainly support it, if the conversation is opened up. There is only one serious question, I think, which arises out of the supplementary estimate itself. That is: In accordance with the

[Translation]

Mr. Roberts: In answer to the question you raised, I can read to you another paragraph which runs as follows:

Les dépenses supplémentaires de fonctionnement demandées pour 1981-1982 comprennent les frais de fonctionnement du département d'État, Science et Technologie, à savoir \$80,000; une évaluation de l'efficacité des publications scientifiques annuelles du département d'État, recommandée par le vérificateur général, à savoir \$20,000; et les frais d'impression et de diffusion des deux publications scientifiques annuelles, à savoir \$40,000.

Pardonnez-moi de ne pas vous l'avoir indiqué auparavant, car cela répond de près à vos préoccupations. J'aurais dû vous le signaler plus tôt.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Vous avez clarifié nos idées. Nous étudions à présent le crédit 1c. Je donne la parole à M. Herbert.

M. Herbert: Monsieur le président, je regrette mais c'est le ministre qui est en défaut. Nous avons déjà eu cette discussion auparavant. Si le ministre entame le sujet de cette façon, nous en profiterons pour lui poser des questions sur la portée de son ministère.

Je propose seulement, comme je l'ai fait lors de la dernière réunion, que lorsque nous préparons les questions à discuter, nous veillons à ce que les témoins sachent de quel sujet nous avons l'intention de parler. Personnellement, cela m'est égal. J'ai donc examiné les prévisions budgétaires, le poste de \$140,000, et je me suis demandé de quoi nous allions bien pouvoir discuter pendant deux heures. Je ne suis donc pas fâché d'avoir élargi le sujet.

Nous devrions veiller à la préparation de ces réunions, parce qu'en théorie du moins, nous sommes censés nous y préparer. Mais ce soir, c'est le ministre qui a déjà entrouvert la porte. C'est à nous, donc, d'en tirer parti et de lui poser des questions.

Le président: J'espère, monsieur Herbert, que vous n'aurez pas d'objection à ce que ce soit nous qui commençons la discussion.

M. Herbert: Non, mais j'aimerais structurer davantage cet interrogatoire à l'avenir.

Le président: Parfait. Je vous remercie, monsieur Herbert. Je donne la parole à M. Gurbin.

M. Gurbin: Je vous remercie, monsieur le président. Après avoir examiné le budget supplémentaire et la somme sur laquelle il porte par rapport à l'ensemble du budget, j'aimerais dire au ministre que je suis en faveur de ce budget, et que je crois pouvoir en dire de même pour les collègues qui sont de mon parti. Il reste toutefois une question importante qui provient du budget supplémentaire lui-même, à savoir: compte

[Texte]

budget, how much will the minister be taxed on? I think we would certainly like to see the conversation opened with that.

The Chairman: Thank you, Mr. Gurbin. Mr. Siddon.

Mr. Siddon: Mr. Chairman, I am a little disappointed that we should contemplate restricting the scope of this committee because, as you well appreciate, having been in that chair for many months now, Mr. Chairman, we get far too few opportunities to question the Minister of State for Science and Technology. I think we should question him in as thorough a manner as he is prepared to allow this evening.

The Chairman: Thank you, Mr. Siddon. But I—

Mr. Roberts: I have been in this—

The Chairman: Mr. Minister, a final comment.

Mr. Roberts: —place every day and, after 16 years, I am beginning to think about how I might next approach the supplementary estimates.

The Chairman: For your benefit, the Chair is trying to apply the rules of the House. Beauchesne's Parliamentary Rules and Forms, Fifth Edition states that:

494. The whole management of a department may be discussed in a general way when a committee is considering the first item of the Estimates of that department—

Mr. Siddon: That is right.

The Chairman:

—which reads as follows: "Vote 1—Administration"; but the discussion must not be extended to any particular item mentioned in the Estimates of that department. If, however, the words "General Administration" cover all the expenses to be incurred during the year by that department, it is relevant to discuss every phase of the department totally or in detail.

I could go on to give you other citations which state . . . I will read it *en français* but I just . . . I can circulate those for you because there are lots of them here. But I am justified in telling you that—

Mr. Siddon: Could we get on to science and technology?

The Chairman: —on supplementary estimates, you are supposed to be pertinent to the business before us. That is why I asked the question.

Mr. Siddon, 10 minutes.

Mr. Siddon: Thank you—

Mr. Roberts: I apologize to the committee for having stretched the rule.

Mr. Siddon: Thank you, Mr. Chairman. With the chairman's permission, we will all stretch the rule to some degree.

[Traduction]

tenu du budget, quel sera le prélèvement fiscal? Je crois que ce sera la première question que nous voudrions examiner.

Le président: Je vous remercie, monsieur Gurbin. Monsieur Siddon.

M. Siddon: Je suis un peu déçu que nous envisagions de limiter la portée de ce comité, car vous en conviendrez, monsieur le président, pour avoir présidé ce comité pendant de nombreux mois, que nous n'avons que trop rarement l'occasion de poser des questions au ministre d'État aux Sciences et à la Technologie. Je crois que nous devrions profiter de sa disponibilité ce soir.

Le président: Je vous remercie, monsieur Siddon. Mais je . . .

M. Roberts: Je suis . . .

Le président: Monsieur le ministre, un dernier commentaire.

M. Roberts: . . . ici tous les jours et, après 16 ans, je commence à me poser des questions sur la meilleure façon d'examiner les prévisions supplémentaires.

Le président: Je vous signale que le président essaie d'appliquer les règles du Parlement. Le guide de jurisprudence parlementaire de Beauchesne, 5^e édition, stipule que:

494. On peut discuter toute la gestion d'un ministère, d'une façon générale, lorsque le comité des subsides est saisi de la première résolution des prévisions budgétaires du ministère en cause . . .

M. Siddon: C'est exact.

Le président:

. . . qui est ainsi libellé: «Administration générale»; cependant il ne faut pas que la discussion porte sur un crédit en particulier des prévisions budgétaires du ministère. Toutefois, si l'expression «administration générale» embrasse toutes les dépenses de l'année, on peut critiquer dans l'ensemble ou dans les détails tout ce qui se rattache au ministère.

Je pourrais vous donner d'autres citations pour démontrer que . . . Je vais les lire en français, mais je voudrais simplement . . . je peux vous les distribuer, car il y en a un paquet. Mais j'ai toutes les raisons de vous dire que . . .

M. Siddon: Pourrions-nous passer aux Sciences et à la Technologie?

Le président: . . . pour les prévisions supplémentaires, il faut s'en tenir à la question dont nous sommes saisis. C'est pourquoi j'ai posé la question.

Monsieur Siddon, vous avez 10 minutes.

M. Siddon: Je vous remercie . . .

M. Roberts: Je présente mes excuses au Comité pour avoir abusé de la règle.

M. Siddon: Je vous remercie, monsieur le président. Avec l'autorisation du président, nous allons tous donner une interprétation plus large à la règle.

[Text]

I would like to begin, on behalf of our party, by commending the minister for the substantial increases in funding that have now been allocated to the National Research Council and the Medical Research Council of Canada. I recall, some months ago, that we applied considerable pressure to the minister and to the government in this area. I am happy to see that he has been able to exercise the leverage with cabinet which, I think, is going to be regarded highly by all those members of the scientific community, in medical and technical research in particular, who will now be the beneficiaries of this great step forward.

I would like to begin, though, by asking the minister if he is going to show equal concern for the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada in view of their expressed opinion that their share of research spending from the federal government is falling to dangerously low levels, now to something less than 7 per cent of total science spending.

It has not been traditional, Mr. Chairman, for the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada to receive a very large slice of the pie. But, on the other hand, there tends to be a feeling in our society that we have too many social scientists and humanitarians and that, therefore, the work of these researchers is not all that relevant to the needs of Canadian society. But in fact, Mr. Chairman, the graduates of research programs, and undergraduate programs as well in the social sciences area, find their way into economics, history, geography, sociology, demography, management; a whole series of disciplines, Mr. Chairman, which are quite pertinent to the development of our massive natural resource potential. I would like the minister to comment on the place that he sees for the social sciences and humanities in terms of their research responsibilities, and whether he might now find a way to also increase their share to something more commensurate with their traditional share of funding available for scientific research.

• 2025

Mr. Roberts: Mr. Chairman, my short answer to the essential question that Mr. Siddon has presented is yes. I am concerned about the funding of the Social Sciences And Humanities Research Council, and I would like to see that funding increased. I think there is also a need for perhaps a clearer definition of national objectives in relation to social sciences research in Canada. I believe it is important to maintain support for curiosity-oriented research, without guidance. But I think there are also areas where there are national objectives and interests in Canada where it would be helpful to have a focus of more attention.

Just by way of example and not as any exclusive list, I would say that, for instance, there is a need for more efforts in social sciences in relation to the aging of our society and the

[Translation]

Je voudrais commencer, au nom de notre parti, par féliciter le ministre des augmentations considérables qui ont été accordées au Conseil national de recherches et au Conseil de recherches médicales du Canada. Je me rappelle comment, il y a quelques mois, nous avons fait pression sur le ministre et sur le gouvernement à cet effet. Je suis heureux de constater que nos efforts ont porté fruit, ce dont les membres de la communauté scientifique seront très heureux, en particulier ceux de la recherche technique et médicale, qui seront les bénéficiaires de ce grand progrès.

J'aimerais demander d'abord au ministre s'il manifestera le même intérêt pour le Conseil de recherches en sciences humaines, compte tenu des craintes manifestées par cet organisme de voir l'aide accordée atteindre un niveau dangereux, à savoir moins de 7 p. 100 de l'ensemble des dépenses pour les sciences.

Il est de tradition, monsieur le président, que le Conseil de recherches en sciences humaines ne se voit pas attribuer une part très importante du gâteau. D'autre part, notre société commence à penser qu'elle compte trop de spécialistes en sciences sociales et en humanités et que les travaux de ces chercheurs ne répondent pas vraiment aux besoins de la société canadienne. Mais en réalité, monsieur le président, les diplômés des programmes de recherches et des programmes d'études universitaires en sciences sociales et humaines trouvent leur voie dans des matières comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, la démographie, la gestion, toutes disciplines, monsieur le président, qui répondent admirablement aux impératifs de l'expansion de notre vaste potentiel de ressources naturelles. Le ministre pourrait-il nous dire quelle place il réserverait aux sciences sociales et aux humanités dans le domaine de la recherche et s'il est en mesure de trouver une solution immédiate visant à augmenter leur part pour porter cette dernière à un niveau qui correspond mieux à la part traditionnelle de ressources disponibles pour les travaux de recherche scientifique qu'elles se voient octroyer?

M. Roberts: Monsieur le président, ma réponse à cette question fort importante que vient de poser M. Siddon est oui. Je m'intéresse au financement du Conseil de recherches en sciences humaines et j'aimerais que ce financement soit accru. Je pense, d'autre part, qu'il conviendrait de mieux définir les objectifs nationaux du Canada en matière de recherche dans le domaine des sciences sociales. Je demeure convaincu qu'il est important d'appuyer les travaux de recherche qui sont menés plutôt par curiosité qu'autre chose, et que les chercheurs peuvent mener sans bénéficier d'un encadrement particulier. Mais je pense qu'il est également certains domaines où devraient s'imposer les objectifs et les intérêts nationaux du pays et qui méritent qu'on y prête davantage attention.

Sans vous donner une liste exhaustive, je peux vous fournir quelques exemples. Je pense notamment qu'il existe un réel besoin, dans le domaine des sciences sociales, d'étudier plus en

[Texte]

changing demographic profile of our society. This would be extremely helpful.

I would add, as another example, the whole area of the question of Canadian studies. This is something which I believe more emphasis should be placed upon in our university and other structures. I do not mean to say that those two areas are exclusive but I would perhaps indicate that there are national objectives and that the activities of the social sciences in Canada should be helped to focus on some national objectives and not disturbing the more curiosity-oriented research aspect.

For the sake of completeness, however, I have to remind the members of the committee that the Social Sciences And Humanities Research Council does not report through me, nor am I responsible for the presentation of its estimates. Those are in the hands of the Secretary of State. Or did they move to the Ministry of Culture and Communications?

The Chairman: Yes, sir. Culture and Communications.

Mr. Roberts: That is right. So, they are not my direct responsibility. While that does not take away from the support I would give to expansion of the budget, I am not responsible for preparing or advocating those budgets to the cabinet.

Mr. Siddon: Thank you, Mr. Chairman. Thank you, Mr. Minister, for that clarification. I am astonished to have to admit that I did not realize that the social sciences areas were not under the direct jurisdiction of the Minister of State for Science and Technology.

In fact, when he was giving some examples of areas which might have direct pertinence to Canada's developing needs of the next decade at least, I cannot help but think of the whole new socioeconomic problems that are faced in developing new communities in dealing with the heating-up effect of a great boom in the modern twentieth century context, a great pursuit for natural resources that we urgently need and some of the human displacement problems that type of overheating causes; also, industrial relations. How do we deal with the design of an ideal new community? How do we deal with dying communities which might be left behind after the resources are gone? So it seems to me there are a lot of things that social scientists would do which would be quite pertinent to our dedicated national interests in the next few years.

My second question, if I might, Mr. Chairman, is to probe the minister a little bit about the whole concept of five-year plans.

The minister will recall that two or three years ago the federal government was committed to looking at the concept of five-year plans, as to whether a longer-term commitment might be made for the scientific community in view of their unique requirement in order to plan the acquisition of exotic

[Traduction]

profondeur le vieillissement de notre société et la nouvelle pyramide des âges qui s'ensuit. Il me semble que ce serait fort utile.

Un autre exemple serait celui des études dites canadiennes. Selon moi, c'est là un domaine auquel devraient davantage s'intéresser nos universités et les autres établissements d'enseignement. Ces deux domaines d'activités ne sont pas les seuls qui méritent qu'on s'y penche davantage. Je vous les ai cités uniquement pour souligner qu'il existe des objectifs nationaux et qu'il faudrait peut-être prendre des mesures pour amener les spécialistes en sciences sociales du Canada à axer davantage leurs efforts sur les objectifs nationaux, tout en laissant libre cours à ceux qui entreprennent des recherches surtout par curiosité.

Pour que la situation soit bien claire, j'aimerais préciser que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ne relève pas de moi et que je ne suis pas non plus responsable de la présentation de son budget. Ce travail relève du Secrétariat d'État, ou peut-être même du ministère de la Culture et des Communications.

Le président: Je pense que c'est plutôt le ministère de la Culture et des Communications.

M. Roberts: Vous avez raison. Ces activités, donc, ne relèvent pas directement de moi. Mais cela ne diminue aucunement l'intérêt que je porte à la question de l'élargissement du budget, mais je ne suis responsable ni de la préparation ni de la défense de ces budgets devant le Cabinet.

M. Siddon: Merci, monsieur le président. Je vous remercie, monsieur le ministre, de ces éclaircissements. Je suis désolé de devoir avouer que je ne savais pas que les sciences sociales ne relevaient pas directement du ministre d'État aux Sciences et à la Technologie.

Lorsque le ministre a donné certains exemples de domaines se rapportant directement aux besoins en matière de développement que connaîtra le Canada dans la prochaine décennie, je n'ai pas pu m'empêcher de songer à tous les nouveaux problèmes socio-économiques auxquels se trouveront confrontées les nouvelles communautés compte tenu du grand boom du vingtième siècle, de la recherche de ressources naturelles dont nous avons besoin de façon urgente, des problèmes de déplacement de la main-d'oeuvre et des relations industrielles. Comment concevoir la nouvelle communauté idéale? Que faire pour les îles qui seront abandonnées une fois les ressources de la région épuisées? Il me semble que les spécialistes des sciences sociales seraient en mesure de faire beaucoup de choses pour défendre les intérêts nationaux du Canada dans les années à venir.

Si vous me le permettez, monsieur le président, j'aimerais me renseigner auprès du ministre au sujet de tout le concept des plans quinquennaux.

Le ministre se souviendra qu'il y a deux ou trois ans, le gouvernement fédéral s'était engagé à étudier la possibilité d'utiliser des plans quinquennaux. Il devait étudier la question de savoir si des engagements à plus long terme seraient plus intéressants pour la communauté scientifique étant donné ses

[Text]

and sometimes very large-scale research apparatus, and plan for the staffing of research laboratories and specific task-oriented research teams. We, of course, have been pressing the minister to find a way through the normal budgeting procedures to give our granting agencies and our research laboratories some way of feeling assured that the funding would continue for more than the 12-month period that has been traditional. I wonder what the major difficulty is that the minister is encountering at the cabinet level that is preventing him from expediting the adoption of the five-year plan, such as the one NRC and NSERC and MRC now have put before him.

• 2030

Mr. Roberts: This is an extremely interesting question, and I am glad I am in a non-partisan forum so that I am able—

Mr. Siddon: Less partisan.

Mr. Roberts: —to share my thoughts with you, perhaps too freely, on that subject.

I think there are, as you have indicated, tremendous advantages in being able to move to a longer timeframe for the planning of a variety of these activities, partially because of the capital expenditures, which often will be required, and partially because, in terms of the use of human resources, one has to have a period of time to develop them to have them in place at the proper time. I think it is fair to say that with the Natural Sciences and Engineering Research Council and the National Research Council we have been able to move ahead with a bit more of the commitment, over a longer term, that I think we would all like to see and that scientists would like to see so as to be able to plan a bit better for the future.

You asked me what the problems are. I cannot say that I have any specific problems with other members of the cabinet on this subject, but there is an obverse to the coin, there is a problem to that kind of planning. Let me try to explain what that is.

If we were to plan in an absolutely definitive way with resources, say, over a five-year period, it would be difficult to reconcile that as an absolute with the necessities of the budgetary process, which mean coming to Parliament, on the whole, on a yearly basis for the confirmation of expenditure. It is possible, of course, to earmark expenditures on the government side for a period down the road, but, with the best will in the world, one government following a government, or indeed even the same government, facing new financial and economic circumstances might, for reasons of the public interest, or at least for reasons of the public interest as seen by the government, have to change the estimates and have to change from those figures that had been previously earmarked. So there is the problem of a government in terms of economic policy, since the government's budgetary and other measures do have an impact on fiscal and monetary management; a government will always be in a position of perhaps having to reconsider

[Translation]

besoins particuliers reliés à la planification d'achat d'appareils de recherche rares et volumineux, de la dotation en personnel des laboratoires de recherche et de la création d'équipes de recherche spécialisées. Nous avons bien sûr exhorté le ministre à essayer de trouver un moyen, dans le cadre des procédures budgétaires en vigueur, d'assurer aux laboratoires et aux organismes de recherche que l'aide qui leur serait donnée se poursuivrait au-delà d'une simple période de 12 mois, comme cela a toujours été le cas. Je me demande quel gros problème que le ministre aurait rencontré au Cabinet l'empêche d'accélérer l'adoption du plan quinquennal, comme ce fut le cas pour les plans quinquennaux que lui avait présenté le CNR, le CNRSG et le CRMC.

M. Roberts: Cette question est fort intéressante et je suis heureux qu'il s'agisse ici d'une réunion non partisane afin que je puisse...

M. Siddon: Disons qu'elle n'est pas trop partisane.

M. Roberts: ... partager librement, d'ailleurs peut-être un peu trop librement, avec vous mes idées à ce sujet.

Comme vous l'avez si bien dit, des cadres temporels élargis présenteraient d'énormes avantages pour ce qui est de la planification d'un certain nombre de ces activités. Cela est dû en partie aux dépenses en capital, qui sont souvent nécessaires, et en partie au besoin en matière de ressources humaines qui doivent être mis au point bien avant qu'on en ait besoin. Je pense que dans le cas du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et du Conseil national de recherches on a réussi à progresser un peu plus vite pour ce qui est de nos engagements à long terme, mais je pense que les scientifiques et nous tous souhaitons que davantage de progrès soient réalisés afin de permettre une meilleure planification.

Vous m'avez demandé quels sont les problèmes qui se posent? Je ne pourrais pas dire que d'autres membres du Cabinet créent des problèmes, mais il faut regarder le revers de la médaille. Ce genre de planification pose lui-même un certain problème. Permettez-moi de m'expliquer.

Si notre planification se faisait de façon définitive pour une période de cinq ans, il serait difficile de la concilier avec les exigences du processus budgétaire, selon lesquelles on doit comparaître chaque année devant le Parlement pour confirmer nos dépenses. Le gouvernement peut bien sûr mettre de côté des sommes d'argent qui sont affectées à certaines dépenses futures, mais il se peut fort bien qu'un nouveau gouvernement, voire le même gouvernement, se trouvant face à des nouvelles circonstances financières et économiques, ou pour des raisons d'intérêt public, modifie les prévisions et les crédits réservés. Il existe donc un problème au niveau de la politique économique, puisque les mesures budgétaires et autres adoptées par le gouvernement ont toujours une incidence sur la gestion fiscale et monétaire du pays. Étant donné les fluctuations de la conjoncture, tout gouvernement pourrait se trouver obligé de réexaminer ses engagements.

[Texte]

commitments that were made in view of greatly changed circumstances.

There is also the problem, in relation to many of the agencies, that the acceptance of an ironclad five-year plan, as it were, would mean, since these agencies work on an arm's-length basis from government, that in losing the ability to confirm or reaffirm budgetary expenditures on a year-to-year basis, the activities of those agencies would, to a large degree, escape any kind of governmental direction. This, you might argue, is not necessarily such a bad thing, but of course it would also mean that they would lose Parliamentary direction.

I am not suggesting that these considerations outweigh the desirability of a sustained five-year planning process, and I think we should do everything we can to move toward a more solid five-year planning basis, but I think we should keep in mind that there is a difficulty—perhaps not an overwhelming difficulty, but there is a difficulty—at the same time in maintaining the year-to-year accountability to Parliament, which is the ultimate determinant of how funds are spent.

The Chairman: Thank you.

Mr. Siddon: Just a concluding comment, Mr. Chairman.

The Chairman: Just a brief one, Mr. Siddon.

Mr. Siddon: If the government sets as an objective that a certain percentage of the GNP should be dedicated to R&D and then breaks that down into the industrial portion, the provincial and federal portion, you already have a framework in terms of dollars within which to work. If you then accept the peer review system that operates within the scientific community, this whole process should be immune from political interference for at least a five-year period of time. That is what the scientific community is lobbying for. And if we are looking for precedents, task-oriented programs like the Salmonid Enhancement Program in British Columbia have been approved by this government for periods as long as five years so that the forward planning can proceed. In fact, because of the shortage of funds, that program was extended to seven years; nonetheless, they were able to establish a degree of permanence in that specific task-oriented initiative.

• 2035

If you are going to give the scientific community free rein to decide priorities among themselves, and give them an over-all fiscal window within which to work, then the next step should be easy for the government. That is why I am still puzzled by the difficulty in coming up with a commitment to these five-year plans. Maybe it will come up through other questions.

[Traduction]

Mais il y a un autre problème. L'acceptation d'un plan quinquennal immuable par certains organismes signifierait que, puisque ceux-ci sont indépendants du gouvernement, ce dernier, en cédant le droit de confirmer ou de réaffirmer chaque année les dépenses budgétaires de ces organismes, ne pourrait plus orienter leurs activités. Vous me répondrez peut-être que ce n'est pas nécessairement quelque chose de mauvais, mais il ne faut pas oublier que cela signifierait que le Parlement n'aurait plus son mot à dire.

Je ne veux pas dire par là que ces inconvénients pèsent plus lourd dans la balance que les avantages d'un système de plans quinquennaux. D'ailleurs, je pense que nous devrions faire tout notre possible pour en arriver à un système de planification de plans quinquennaux solides, mais il ne faut pas oublier qu'il existe un problème. Pas un problème gigantesque, bien sûr, mais un problème malgré tout. Il ne faut pas oublier que l'obligation de rendre compte chaque année au Parlement détermine en fait la façon dont les fonds sont dépensés.

Le président: Merci.

M. Siddon: Si vous me le permettez, monsieur le président, j'aimerais en conclusion faire un bref commentaire.

Le président: Veuillez être bref, monsieur Siddon.

M. Siddon: Si le gouvernement décidait qu'un certain pourcentage du PNB devait être affecté aux travaux de recherche et de développement et s'il déterminait quelle part devrait revenir à l'industrie, aux gouvernement provinciaux et au gouvernement fédéral, cela constituerait déjà un cadre monétaire dans lequel oeuvrer. Si vous acceptez, d'autre part, le système d'examen par ses pairs, qui fonctionne déjà dans la communauté scientifique, le processus dans son ensemble serait exempt de toute ingérence politique pour une période d'au moins cinq ans. C'est ce qu'aimerait obtenir la communauté scientifique. Et si vous vouliez qu'il y ait un précédent, prenez, par exemple, le Programme de mise en valeur des salmonidés qui a été entrepris en Colombie-Britannique. Le gouvernement fédéral l'avait approuvé pour des périodes allant jusqu'à cinq ans pour permettre une meilleure planification. D'ailleurs, étant donné une pénurie de fonds, ce programme avait même été prolongé à sept ans. Quoi qu'il en soit, ces responsables ont réussi à conférer une certaine permanence à leur travail.

Si vous comptiez laisser la communauté scientifique libre de fixer elle-même ses priorités, et si vous alliez vous borner à lui donner un cadre fiscal à l'intérieur duquel travailler, alors, la prochaine étape devrait vous être facile. Par conséquent, je ne comprends pas pourquoi vous ne voulez pas vous engager à adopter un système de plans quinquennaux. Peut-être que les réponses que vous donnerez à d'autres questions me renseigneront un peu mieux.

[Text]

The Chairman: Sorry, Mr. Minister, you can come back on the second round. Mr. Herbert, 10 minutes.

Mr. Roberts: I would like to come back at it at some stage because I think there may be a misinterpretation; not a deliberate misinterpretation, but one I would like to set the record straight on.

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. Herbert: Not to open the subject again on relevancy, Mr. Chairman, but I would just like to use my first minute to read into the record from May's 19th edition, where it says:

... if the supplementary estimate is merely to provide additional funds of a relatively moderate amount required in the normal course of working of the services for which the original vote was demanded, only the reasons for the increase can be discussed and not the policy implied in the service which must be taken to have been settled by the original vote ...

However, I will take advantage of the laxity of the Chair—

The Chairman: I just raised the point, Mr. Herbert—

Mr. Herbert: The minister is aware, because I have brought it up with him before, that this is in no way a personal criticism. I am very concerned that the Ministry of Science and Technology might not pack as much wallop as I would like to see it pack. My questioning is going to deal with one particular aspect.

The Science Council stated that one of the primary causes of low level scientific activity in Canada is foreign ownership. I just happen to have been spending my morning with a company on this very subject. The fact is that there is less R&D performed in Canada by foreign-owned companies. One of the factors involved is that these companies can operate R&D at lower cost, more effectively in that sense, in other countries. Quite obviously, the domestic company, the company that operates only in Canada, if it is going to do any R&D, has to do it in Canada; it does not have that choice. I feel, under those circumstances, it may be a little unfair to try to pin the blame on the foreign-owned company, multinationals, for example, who are doing what we would expect them to do—doing their R&D where they find it the most profitable to do their R&D.

I would like to ask the minister—I assume he has been looking at this question—presumably he relates it, as I do, to profit motivation which, whether we like it or not, is the *raison d'être* for the companies' operations. I would like to relate it specifically to an area that does not apply to his ministry—patents and copyrights—which is one of the major reasons given by many companies of why there is not more R&D done in Canada by companies that have that choice; in other words, companies that operate multinationally. What does the minis-

[Translation]

Le président: Excusez-moi, monsieur le ministre. Je vous inscrirai pour le deuxième tour. Monsieur Herbert, vous avez dix minutes.

M. Roberts: J'aimerais revenir là-dessus, à un moment donné, car je pense qu'il y a un certain malentendu que j'aimerais corriger. Mais ce malentendu n'est bien sûr pas délibéré.

Le président: Merci.

M. Herbert: Monsieur le président, je ne veux pas revenir sur la question de la pertinence, mais j'aimerais utiliser la première minute de la période de temps qui me revient pour vous lire un passage tiré de la 19^e édition du livre de M. May:

... si le budget supplémentaire n'avait pour objet que de fournir des fonds supplémentaires dont le montant n'est pas très élevé, fonds qui sont nécessaires pour exercer le travail pour lequel le crédit original avait été établi, l'on ne peut discuter que des raisons pour lesquelles l'augmentation est nécessaire et non pas du service lui-même qui aura déjà fait l'objet d'une étude lors de l'examen du crédit original ...

Je tenais à profiter de la souplesse du président ...

Le président: Je n'ai fait que soulever ce point, monsieur Herbert ...

M. Herbert: Le ministre sait bien, puisque j'en ai déjà discuté avec lui, que les remarques qui vont suivre ne constituent en rien des critiques personnelles. Je m'inquiète du fait que le département des Sciences et de la Technologie ne dispose pas d'autant de force de frappe que je l'aimerais. Les questions que je vais vous poser se rattacheront à un seul aspect de ce problème.

Le Conseil des sciences a déclaré que le bas niveau enregistré pour les activités scientifiques au Canada est surtout imputable au fait que la plupart des sociétés appartiennent à des intérêts étrangers. Il s'avère que ce matin même, j'ai discuté de cette question avec les représentants d'une firme. En fait, les sociétés étrangères installées au Canada ne font pas beaucoup de travaux de recherche et de développement dans notre pays. Ces sociétés peuvent mener ce travail de façon plus efficace et à des coûts moindres dans d'autres pays. Il est évident que les sociétés canadiennes, qui ne font affaire qu'ici, si elles veulent faire du travail de recherche et de développement, devront le faire au Canada; elles n'ont pas le choix. Cela dit, je trouve qu'il est quelque peu injuste d'accuser les multinationales qui font ce à quoi tout le monde pourrait s'attendre, à savoir mener leurs travaux de recherche et de développement là où cela leur est le plus rentable.

Je suppose que le ministre s'est déjà penché sur la question et il doit penser comme moi, que cela plaise ou non, que la première motivation, la véritable raison d'être des sociétés c'est la rentabilité. J'aimerais m'intéresser, plus particulièrement, à un domaine qui ne relève pas de votre ministère: il s'agit des marques déposées et des droits d'auteur. Selon nombre de sociétés, c'est là l'une des principales raisons pour lesquelles les sociétés qui ont le choix, c'est-à-dire les multinationales, ne font pas davantage de recherche et de développement au

[Texte]

ter do—what input does he have into legislation, such as patents and copyrights, that is coming out of another department?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Roberts: There are really three issues that Mr. Herbert has raised, though he has only asked the question specifically in one, but that one does have some relationship to the first he asked, which was his comment on the desirability of the Ministry of State for Science and Technology having more clout. It is true that the essential functions of the ministry have been defined so far in an advisory way, in a general advisory role to government or over-all science objectives; and secondly, an advisory role in relation to each government department that is carrying on research, to assess that research and perhaps to suggest areas of vacuums of research.

• 2040

It may very well be that we should have more clout in the sense of having programs we operate; that the department should cease to be simply advisory and develop an operational role, which would then give it perhaps the greater degree of clout that Mr. Herbert has suggested.

That kind of consideration, of course, is not within my hands to determine, though I can make suggestions about it. There are advantages and disadvantages to our either adopting an operational role or not.

So In relation to the question of clout, and specifically in relation to patent law, it is again not an area in which we have the lead role, but one in which we are consulted and present our views to the appropriate department, the Department of Consumer and Corporate Affairs.

I would like to make one comment as well, though, on his suggestion, if I understood it correctly, that, after all, companies pursue profits and therefore we should not be surprised and perhaps not too concerned that multinationals concentrate their research on the jurisdiction where it is most profitable for them to do so.

We believe this is a question that goes above and beyond simply the pursuit of profit, or the profit principle, on the part of companies. There are guidelines of corporate good citizenship. They were issued, if I remember correctly, by Mr. Winters, when he was minister. There are OECD guidelines on the proper approach that multinational companies should take to their operations. We believe that one of the aspects of good citizenship is doing within Canada, in all areas where it is appropriate, a significant degree of R&D, particularly R&D oriented towards the exploitation of world markets.

So from our point of view, I would not accept the suggestion you have made to us, at least as you put it; I do think it is appropriate for the national government to be concerned about the level of performance of multinational corporations on R&D within Canada, and I think it is appropriate for us to make representations to them and try to design a system or a

[Traduction]

Canada. Quel rôle le ministre joue-t-il au niveau de l'élaboration de lois relatives aux marques déposées et aux droits d'auteur?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Roberts: En fait, M. Herbert a soulevé trois points, mais il n'a posé qu'une seule question, qui se rattache d'ailleurs à la première remarque qu'il a faite au sujet du peu de pouvoir qu'exerce le département d'État aux Sciences et à la Technologie. Il est vrai que la principale fonction du ministère a été définie comme étant de jouer le rôle de conseiller auprès du gouvernement pour ce qui est des objectifs en matière de sciences. Deuxièmement, il doit conseiller tous les ministères qui mènent des travaux de recherche, en vue d'évaluer ces derniers et d'orienter les efforts de recherche vers les secteurs qui en ont le plus besoin.

Il est peut-être vrai que nous devrions exercer davantage de pouvoirs, notamment en ce qui concerne les programmes que nous gérons. Le ministère devrait peut-être jouer un rôle opérationnel en plus de son rôle de conseiller; cela lui donnerait peut-être la force de frappe dont M. Herbert parlait tout à l'heure.

Mais ce genre de décision ne relève pas de moi, bien que je puisse faire certaines propositions. L'ajout d'une dimension opérationnelle au rôle que nous jouons présenterait des avantages et des inconvénients.

Par conséquent, pour ce qui est de la question de notre force de frappe et de celle des lois régissant les marques déposées, je dois répéter que nous ne jouons pas un rôle de leader; plutôt, nous présentons notre point de vue au ministère concerné, c'est-à-dire celui de la Consommation et des Corporations.

J'aimerais cependant faire un commentaire au sujet de ce que vous avez dit relativement aux sociétés qui, puisqu'elles cherchent à réaliser des profits, ne devraient pas nous étonner lorsqu'elles mènent leurs travaux de recherche là où cela leur est le plus rentable.

Selon nous, c'est une question qui déborde largement celle de la recherche du profit. Il existe des règles de bonne conduite pour les sociétés. Si je ne m'abuse, c'est M. Winters qui les a préparées lorsqu'il était ministre. Il existe d'autre part les lignes directrices de l'OCDE au sujet de l'approche que doivent adopter les multinationales. Nous pensons que l'une des règles de bonne conduite pour ces sociétés installées au Canada, c'est qu'elles mènent leurs travaux de recherche ici, partout où c'est possible, notamment lorsqu'il s'agit d'étudier les possibilités d'exploitation des marchés mondiaux.

Je ne puis donc pas accepter votre proposition, du moins pas comme vous venez de me la présenter. Je pense qu'il est tout à fait normal que le gouvernement s'intéresse à ce que font les multinationales en matière de recherche et de développement au Canada, et je pense également qu'il serait bon que nous nous entretenions avec elles et que nous essayons de mettre en

[Text]

context that might encourage those companies to do more research in Canada.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, surely I am not that naive to believe we are going to be able to talk about good citizenship. I still believe that the name of the game in the private sector is the buck that appears at the bottom of the page. Perhaps I am being brutal, but that is the way I see it.

This morning I was discussing the case of a company that has produced a product in Canada at considerable expense. It is one of the fortunate, successful productions of that multinational organization, and legislation, right or wrong, is going to take the potential for profit away from that company, to the point that the company is at the moment considering annulling completely its plans for a \$20-million expansion, with the resulting increase in jobs in Canada and the improvement to the economy that results from such an expansion and such an increase in the number of jobs.

Now I ask the minister again. He may say he advises, but if we are going to do our job, if a Minister of Science and Technology is going to When I talked about exercising clout, I am not thinking in terms of issuing grants for research and development work; I am thinking in terms of exercising some control over the actions of the other departments that have a direct effect on the research done in this country. Obviously, I can name not only Consumer and Corporate Affairs, but Industry, Trade and Commerce, the Ministry of Agriculture and probably, if I went through the whole list of ministries, I could name a half a dozen that have a direct influence, by their legislation, on the amount of the research done in this country.

As I said earlier, if it is a domestic company, that company does not have any choice; they either do the research work here or they do not do it at all. The multinational or the company operating in other countries has that choice. I do not think, Mr. Minister, you answered me directly. You said: advise. Are you in at the start? And are you actively participating, or are the officials of your department, in the discussions? I use the Department of Consumer and Corporate Affairs as the example. Are your officials directly involved in the committee discussions between departments that deal with the legislation which is going to have a direct effect on the future of research in this country?

• 2045

Mr. Roberts: Yes. Next question.

Mr. Herbert: Then, in order to provide input into those committee discussions, have you done any research yourselves and have you prepared any documents that would illustrate your thinking on the extent to which research in the foreign-owned companies is affected by Canadian legislation?

Mr. Roberts: We have certainly done research on the performance and role of foreign-owned companies in research and development. Yes. We have certainly taken part and

[Translation]

place un système qui les encouragerait à mener une plus grosse partie de leur recherche au Canada.

M. Herbert: Monsieur le président, je ne suis pas assez naïf pour croire qu'on pourra discuter avec elles de règles de bonne conduite. La règle du jeu dans le secteur privé c'est le nombre de dollars qui figure au bas de la page. Je suis peut-être un peu brusque, mais c'est dans ce contexte que je vois les choses.

Ce matin, j'ai eu une discussion au sujet d'une société qui a dépensé beaucoup d'argent pour pouvoir fabriquer un certain produit au Canada. Il s'agit de l'un des produits de cette multinationale qui se vend le mieux et les lois du pays vont réduire les possibilités de rentabilisation de cette production pour la société à un tel point que celle-ci envisage d'annuler les projets d'agrandissement qu'elle envisageait; ils auraient coûté quelque 20 millions de dollars et ils auraient créé des emplois et bénéficié à l'économie du pays dans son ensemble.

Je vais donc répéter ma question. Le ministre prétend qu'il joue le rôle de conseiller, mais si nous voulons faire notre travail, si le ministre des Sciences et de la Technologie veut . . . Lorsque je parlais tout à l'heure de votre force de frappe, de votre pouvoir, je ne songeais pas à l'octroi de permis pour des travaux de recherche et de développement, mais plutôt au contrôle de mesures prises par d'autres ministères qui ont une incidence directe sur les travaux de recherche entrepris au pays. Il s'agirait non seulement du ministère de la Consommation et des Corporations, mais également de ceux de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, et sans doute d'une demi-douzaine d'autres ministères, qui ont tous, en vertu des lois qui les ont créés, une influence directe sur le volume de travaux de recherche entrepris au Canada.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, les sociétés canadiennes n'ont pas le choix: elles font leur recherche au Canada ou elles n'en font pas du tout. Les multinationales et les sociétés qui font affaire avec d'autres pays ont le choix. Je ne pense pas que vous ayez vraiment répondu à ma question, monsieur le ministre. Vous avez dit que vous jouez le rôle de conseiller. Intervenez-vous au début du processus? Ou bien participez-vous directement au processus? Les hauts fonctionnaires de votre ministère participent-ils aux discussions? Je vais prendre à titre d'exemple le ministère de la Consommation et des Corporations. Vos collaborateurs participent-ils aux discussions en comité qui sont menées par les différents ministères responsables des lois qui auront une instance directe sur l'avenir de la recherche au Canada?

M. Roberts: Oui. Passons à la question suivante.

M. Herbert: En vue de mieux participer à ces discussions, avez-vous préparé vous-même des documents ou des travaux de recherche qui serviraient à illustrer votre point de vue au sujet de l'incidence qu'ont les lois canadiennes sur les travaux de recherche entrepris par les sociétés étrangères?

M. Roberts: Nous avons fait de la recherche au sujet du rendement et du rôle des sociétés étrangères en matière de recherche et de développement. Nous avons d'ailleurs pris part

[Texte]

indeed, we are the lead department in interdepartmental committees preparing proposals to the government as to how possible changes—whatever form, whether legislation, of practice, of purchasing, of suasion; there might be changes in a variety of areas—could be introduced, which would induce a more satisfactory performance by foreign-owned firms.

The Chairman: Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you, Mr. Chairman, with a smile.

The Chairman: I have not got your name, sir. Did you want to ask questions, Mr. de Jong?

Mr. de Jong: I am sorry, Mr. Chairman. I thought the normal procedure was one for the Conservative Party, one for the government party and one for the NDP.

The Chairman: I must apologize to you, Mr. de Jong. I did not see your name on my list. You did not ask me, so I took it that maybe you were waiting for later on in the meeting. But if you want to go . . .

Mr. Gurbin, do you mind if Mr. de Jong goes before you in the spirit of . . .

Mr. Gurbin: Always in the spirit of . . . and with a smile.

The Chairman: Mr. de Jong, you have 10 minutes.

Mr. de Jong: Thank you very much, Mr. Chairman. In that same spirit we will continue to carry on.

I am a bit confused, Mr. Minister, with the figures you use. You are suggesting in the figures that of a total of GERD of \$2.63 billion, \$1.57 billion is the federal contribution and \$1.034 billion is from the private contribution. If I add the two together, it comes to \$2.604 billion, out of a total of \$2.6 billion, which would only leave some \$26 million. Is this all the provinces are contributing to research and development?

Mr. Roberts: Excuse me, Mr. de Jong, \$2.63 billion?

Mr. de Jong: Yes, I am subtracting the total expenditures from the private sector which you state amounts to \$1.34 million and the total federal contribution that you state is \$1.57 million. I add those two together and I subtract them from the gross expenditure on research and development, which only leaves a figure of some \$26 million. Are you suggesting that this is the total expenditures of the provinces, and I suppose universities, other than federal contributions to research and development in Canada?

Mr. Roberts: I think you are looking at two different years.

Mr. de Jong: I thought they were all 1979-1980 years.

[Traduction]

aux discussions qui ont lieu à ce sujet. Mon ministère est celui qui oeuvra le plus au sein des comités interministériels qui ont été créés pour préparer des projets pour le gouvernement au sujet des changements (qu'il s'agisse de lois, de pratiques, de modalités d'achats ou de mesures d'encouragement) que l'on pourrait apporter à divers secteurs pour amener les sociétés étrangères à améliorer leur rendement.

Le président: Monsieur Gurbin.

M. Gurbin: Je vous remercie, monsieur le président, le sourire aux lèvres.

Le président: Je n'ai pas inscrit votre nom. Vous vouliez poser des questions, monsieur de Jong?

M. de Jong: Excusez-moi, monsieur le président. Je pensais que la procédure normale voulait qu'un membre du parti conservateur prenne la parole le premier, suivi d'un représentant du parti au pouvoir et ensuite d'un député du NPD.

Le président: Toutes mes excuses, monsieur de Jong. Je n'avais pas vu votre nom sur ma liste. Comme vous ne m'en aviez pas fait la demande, j'avais pensé que vous vouliez intervenir plus tard dans la réunion. Mais si vous voulez commencer . . .

Monsieur Gurbin, cela vous ennuie-t-il que M. de Jong passe avant vous, étant donné l'esprit . . .

M. Gurbin: Toujours dans l'esprit de . . . et avec le sourire.

Le président: Monsieur de Jong, vous disposez de dix minutes.

M. de Jong: Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais poursuivre toujours dans ce même esprit.

Monsieur le ministre, je suis quelque peu confus au sujet des chiffres que vous nous avez donnés. Vous indiquez dans votre mémoire que la dépense brute en R&D (DBRD) a atteint 2.63 milliards de dollars, le gouvernement ayant apporté 1.57 milliard de dollars et le secteur privé 1.034 milliard. Si j'additionne ces deux chiffres, cela me donne 2.604 milliards de dollars. Il reste donc 26 millions de dollars. Les provinces ne contribuent-elles donc que pour ce montant-là?

M. Roberts: Excusez-moi, monsieur de Jong. Vous avez parlé de 2.63 milliards de dollars?

M. de Jong: Oui. J'ajoutais la part du secteur privé, qui se chiffre selon vous à 1.34 milliard de dollars, à la part fédérale, qui atteint 1.57 milliard. Si je soustrais ce montant des dépenses brutes en recherche et en développement, il me reste un solde de 26 millions de dollars. Cela signifie-t-il que les provinces et sans doute aussi les universités ne consacrent que ce montant à la recherche et au développement au Canada?

M. Roberts: Je pense que vous avez utilisé les chiffres de deux années différentes.

M. de Jong: Je pensais que tous les chiffres se rapportaient à l'année 1979-1980.

[Text]

• 2050

Mr. Roberts: The \$2.63 billion is 1979.

Mr. de Jong: I see. Okay. I am sorry—there has been, then, that mix-up in years.

Mr. Roberts: To try to be helpful, I believe the provinces contributed something like \$200 million.

Mr. de Jong: Okay. How does that fit in with the stated goal of achieving the 1.5 per cent of the GNP going to R&D?

Mr. Roberts: Well, we are on track. The federal government expenditures are above track.

Mr. de Jong: And the provincial expenditures?

Mr. Roberts: Mr. Hudon, can you give me the provincial . . . ?

The Chairman: Mr. Hudon.

Mr. L. D. Hudon (Secretary, Ministry of State for Science and Technology): Basically, we have to rely on Stats Canada for those statistics, and at the moment the only breakdown I have is for "other", which includes the provinces . . .

Mr. Roberts: But excludes universities.

Mr. Hudon: Excludes universities, excludes industry and excludes the federal government. "Others" are slightly below track: the total of "others" should be 16 per cent, and the preliminary figures for 1981 are 13 per cent—but those are preliminary figures.

Mr. Roberts: Again, I am sorry, Mr. Chairman, I would add that the total of those figures in 1981 for "other" is estimated at about \$389 million. So, assuming the correctness of our previous figure of about \$200 million for the provinces, that would leave \$189 million for other than the provinces, and the figure for the universities would be about \$387 million.

Now, I say those as our best estimates for 1981. You must realize that there might have to be some adaptation, but those are our estimates.

Mr. de Jong: What sort of efforts has your department made in communicating and co-ordinating policies with the provinces, because I understand there has been some significant interest by some provinces and some growth as well in their expenditures on their research facilities?

Mr. Roberts: There are some areas, certainly, where we are attempting co-operation. I will ask Mr. Hudon, or it may be that one of the other officials will want to expand.

Within the past year, a little more than a year now, we established the instrument of the task force in relation to

[Translation]

M. Roberts: Les 2.63 milliards de dollars sont pour l'année 1979.

M. de Jong: Je vois. Très bien. Excusez-moi, je me suis en effet trompé.

M. Roberts: Il me semble que les provinces ont contribué pour quelque 200 millions de dollars.

M. de Jong: Très bien. Et comment cela cadre-t-il avec l'objectif visé, qui était de consacrer 1.5 p. 100 du PNB à la recherche et au développement?

M. Roberts: Cela coïncide à peu près avec ce que nous avions prévu. Pour ce qui est des dépenses du gouvernement fédéral, celles-ci dépassent les prévisions.

M. de Jong: Et qu'en est-il de la part versée par les provinces?

M. Roberts: Monsieur Hudon, pourriez-vous nous donner les précisions au sujet de ce qu'ont fait les provinces . . . ?

Le président: Monsieur Hudon.

M. L.D. Hudon (secrétaire, département d'État, Sciences et Technologie): C'est à Statistique Canada que nous nous en remettons en général pour les données dont nous avons besoin. La seule ventilation dont je dispose à l'heure actuelle correspond à la rubrique «autres», qui comprend les provinces . . .

M. Roberts: Mais qui ne comprend pas les universités.

M. Hudon: Sont exclus de cette catégorie les universités, l'industrie et le gouvernement fédéral. La performance des «autres» est inférieure à celle qui avait été prévue. Le total pour cette colonne devrait être de 16 p. 100, et les chiffres préliminaires établis pour 1981 donnent 13 p. 100. Mais il ne s'agit que de chiffres provisoires.

M. Roberts: Monsieur le président, j'aimerais ajouter que le total des chiffres de 1981 pour la catégorie «autres» tourne aux environs de 389 millions de dollars. Par conséquent, si notre chiffre de 200 millions de dollars pour les provinces est exact, cela laisserait 189 millions de dollars pour les éléments de la catégorie «autres», à l'exception des provinces, et 387 millions de dollars pour les universités.

Ce sont là les meilleures prévisions dont nous disposons pour l'année 1981. Il nous faudra peut-être les modifier à l'avenir, mais ce sont là les chiffres prévus.

M. de Jong: Quels efforts votre ministère a-t-il déployés pour communiquer avec les provinces et coordonner vos politiques avec elles? D'après ce que j'ai compris, plusieurs provinces s'intéressent à la question et ont accru les crédits qu'elles octroient aux centres de recherches.

M. Roberts: Il existe bien sûr un certain nombre de domaines où nous essayons d'en arriver à une meilleure coopération. M. Hudon, ou un autre de mes collaborateurs, pourrait peut-être ajouter quelque chose à ma réponse.

Il y a un peu plus d'un an, nous avons créé des groupes de travail chargés d'étudier la biotechnologie, les technologies de

[Texte]

biotechnology, in relation to environment technologies and in relation to alternate energy technologies. These are task forces which report to us generally involving universities and people from industry to try to look at an area of potential which may have opportunities or may have problems involved in it. We then use those reports as a basis of discussion in those areas with other levels of government. That has taken place so far.

But clearly there is continuing consultation in an informal way back and forth between the federal government and provincial governments. This, frankly, works better with some provincial governments than it does with others.

Because I want to make sure that my answer is not unconsciously misleading by being too narrow, I might ask Mr. Hudon to add a few words to mine, if he feels that he can.

Mr. Hudon: It varies considerably. We do not co-ordinate across the board. There is a lot of co-ordination that takes place through committees that departments with large science budgets have. In the case of the Department of Agriculture, they co-operate with the universities and with the provincial research stations.

I will give you two examples of some work we have done. In the case of biotechnology, where we established a task force, they submitted their report; we tried to prepare a response to that report, and, in the course of doing that, we consulted extensively with industry, with universities and with the provinces. Another example is that in the maritime provinces, the Atlantic provinces, we spent a number of months speaking to all the players down in that part of the country—the universities, the labour unions, the industry and the provincial governments—to try to determine what their research priorities were and how they would like to address them. That was in the context of an effort made by the Council of Atlantic Premiers, and we were trying to kind of match a little with what they were doing.

Mr. de Jong: Has there been any request by the provincial ministers responsible for science in their respective governments to have a national ministers' conference?

• 2055

Mr. Roberts: Not that I am aware of. We did have the idea of using that initial experiment with the Atlantic area as a model for going to the other areas of the country and trying to do the same thing. That is going a little bit more slowly than I would like.

I stand to be corrected, but I do not recall having received any communication from another minister of science, at the provincial level, suggesting a national conference. It would not necessarily be a bad idea. If I may say this tangentially, we have found with the Canadian Council of Resource and Environment Ministers that such a national conference has been rather useful. So I would not close my ears to such a request.

[Traduction]

l'environnement et les technologies en matière d'énergies de remplacement. Ces groupes de travail, composés d'universitaires et d'industriels, sont chargés d'examiner les secteurs qui offrent des possibilités ou qui connaissent des problèmes, et de nous rendre compte. Nous utilisons les résultats des études de ces groupes de travail dans le cadre de nos discussions avec les autres paliers de gouvernement concernés dans ces domaines d'activité. C'est du moins ce qui s'est passé jusqu'à présent.

Mais il est certain qu'il y a régulièrement consultations, bien que de façon non officielle, entre le gouvernement fédéral et les provinces. Mais je dois avouer que ce système fonctionne mieux avec certains gouvernements provinciaux qu'avec d'autres.

Je veux être bien sûr de ne pas vous induire en erreur en ne vous donnant qu'une réponse incomplète. Je demanderai par conséquent à M. Hudon d'ajouter ses remarques.

M. Hudon: La situation varie considérablement. Il n'y a pas de coordination à tous les niveaux. Beaucoup d'efforts sont faits dans ce domaine par les comités que comportent les ministères qui déposent d'importants budgets pour la science. Le ministère de l'Agriculture, par exemple, collabore étroitement avec les universités et les centres de recherches provinciaux.

Je vais vous donner deux exemples de travaux que nous avons entrepris. Prenons d'abord le cas de la biotechnologie, dont est chargé un groupe de travail qui nous a d'ailleurs présenté un rapport. Nous avons essayé de préparer un document qui fasse réponse à ce rapport et c'est dans ce contexte que nous avons beaucoup consulté des représentants de l'industrie, des universités et des gouvernements provinciaux. Un autre exemple est celui des provinces Maritimes. Nous avons consacré plusieurs mois à discuter avec toutes les parties concernées, à savoir les universités, les syndicats, l'industrie et les gouvernements, pour essayer de déterminer quelles étaient leurs priorités en matière de recherche et les moyens que nous devrions mettre en oeuvre pour les réaliser. Le conseil des premiers ministres des provinces atlantiques avait fait beaucoup de travail dans ce domaine et nous avons en quelque sorte ainsi assuré la relève.

M. de Jong: Les ministres provinciaux chargés des sciences ont-ils demandé, dans leur gouvernement respectif, la tenue d'une conférence nationale des ministres?

M. Roberts: Pas que je sache, nous avons pensé mettre à profit l'expérience menée d'abord dans la région de l'Atlantique et la transplanter dans d'autres parties du pays; toutefois, les choses prennent un peu plus de temps que je ne l'aurais voulu.

Il se peut que je me trompe, mais je ne me rappelle pas avoir reçu de communication d'un ministre provincial des sciences proposant une conférence au niveau national. Cela pourrait être une idée intéressante. Permettez-moi de faire une observation à ce sujet, à savoir que nous avons constaté, avec le Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, qu'une conférence au niveau national pouvait s'avérer

[Text]

But I do not think we have received such a request up to this point.

Mr. de Jong: I wonder, Mr. Chairman, in the few remaining moments that I have, if we could get a further breakdown of the quite encouraging, as it is reported here, increase in the R&D expenditures by the private sector—because surely that is the sector that has to increase its expenditure if we are going to achieve our goal. Of the increases you have reported to us, is it possible to give us a further breakdown in what type of industry, by size? Is it the large multinationals that are increasing their R&D or the more medium- and smaller-size industries? Are they the Canadian-owned industries that are dramatically increasing their R&D, or again the multinationals; or is it perhaps the public sector? Maybe it is Petro-Canada doing a major increase in R&D that accounts for the 24 per cent increase. I think a further breakdown in here would be useful to us.

Mr. Roberts: We could give a breakdown in some areas. I am not sure it is in all of the areas you have suggested. We have done analysis, for instance, which indicates that roughly the present R&D done in Canada is done by about a thousand firms, and if my memory is correct, 50 per cent is done by 25 firms. So we do have some information. I am not sure it is broken down in exactly the categories you have described in your question. But if you agree, I would be happy to look over your question when we see the committee report and send to the chairman of the committee as detailed a breakdown as we can. I think in some areas we will be able to satisfy your concern or curiosity, but perhaps not in all areas.

Mr. de Jong: That would be very much appreciated.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. We will expect that in the near future.

Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, the minister knows in the past—actually, I think the last time he was here—we had a discussion about the scrutiny of science policy. I think the suggestions at that time were that the minister would consider some of the suggestions. I think the suggestions were centring around the way that we have as a committee, in our limited time available both acting as a committee and also with him available to us as a witness, or members of his department available as witnesses—the ability or inability that we really have to follow through in a consistent manner on science and technology policy across Canada and over the whole year.

I just have two or three short questions and I will not go on talking. First of all, I wonder how you feel about a permanent science and technology committee?

[Translation]

plutôt utile. Je ne ferai certainement pas la sourde oreille à une telle requête, mais je n'en ai pas encore reçue à ce jour.

M. de Jong: Dans les quelques minutes qui me restent, monsieur le président, me serait-il possible de demander une ventilation plus détaillée de l'augmentation fort encourageante des dépenses en recherche et développement du secteur privé—car c'est certainement ce secteur qui doit augmenter ses dépenses si nous devons atteindre notre objectif. Pour les augmentations que vous nous avez mentionnées, pouvez-vous nous donner quelques détails sur la catégorie à laquelle appartient l'industrie en question et sur son importance? S'agit-il d'une grande multinationale qui gonfle les crédits qu'elle consacre à la recherche et au développement, ou d'une industrie de taille plus modeste? Sauf les industries canadiennes qui augmentent ainsi les sommes consacrées à la recherche et au développement ou les multinationales ou peut-être le secteur public? Peut-être est-ce une augmentation de Petro Canada qui est à l'origine de l'augmentation de 24 p. 100. Quelques précisions nous seraient certainement utiles.

M. Roberts: Nous pourrions vous donner une ventilation dans certains domaines, mais je ne suis pas sûr que nous puissions le faire pour tous ceux que vous indiquez. C'est ainsi que nous avons procédé à une analyse qui fait apparaître que la recherche et le développement actuellement menés au Canada sont le fait d'un millier de sociétés environ, et si j'ai bonne mémoire, la moitié de ces activités sont réalisées par 25 entreprises. Nous pouvons donc vous donner quelques précisions. Je ne suis pas sûr que nos renseignements correspondent exactement aux catégories que vous indiquez dans votre question. Mais si vous y consentez, je reprendrai votre question en même temps que la lecture du rapport du comité, et j'adresserai au président une ventilation aussi détaillée que possible. Nous pourrions certainement satisfaire votre curiosité sur certains points, sinon sur tous.

M. de Jong: J'en serais fort heureux.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Nous serons heureux de bientôt recevoir cette précision.

Monsieur Gurbin.

M. Gurbin: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur le président, le ministre sait que nous avons eu—la dernière fois qu'il s'est présenté devant ce comité, je crois—une discussion sur la politique en matière de sciences. Nous avons à ce moment-là recommandé au ministre d'étudier certaines de nos propositions. Elles portaient essentiellement sur la façon dont nous procédons en tant que comité, avec le temps restreint dont nos témoins et nous disposons, et nous parlions de nos possibilités, et de leurs limites, de nous tenir à jour de l'évolution, au cours de l'année, des politiques du pays en matière de sciences et de technologie.

Je voudrais à cet effet poser deux ou trois brèves questions, et je m'arrêterai là. Tout d'abord, que pensez-vous d'un comité permanent des Sciences et de la Technologie?

[Texte]

Mr. Roberts: All I can do is express a personal view. I would be very happy to see such a development. I think the last time we touched on the fact that there is that committee—I am not sure exactly what its status is—which involves parliamentarians and people involved in science, as a committee. Its title is—

Mr. Siddon: Parliamentarians and engineers.

Mr. Roberts: —the Senate Committee on Science Policy. If I remember correctly, Senator Grosart is the chairman of that committee. I do not know how their activities would conform to those of the committee, but I personally would be very happy to see a committee on science.

Mr. Gurbin: Are you working towards that goal in any way? Is there anything you are doing to promote that or to encourage that?

Mr. Roberts: Not specifically, because my view is that the committee is in the hands of—Parliamentarians are the people who must decide how they want that to take place. I would be uneasy about recommending that the Miscellaneous Estimates Committee be broken up to spin off a committee or a subcommittee to do that. I would be reluctant to suggest that the parliamentarians' committee is not the proper forum to do it. I am prepared to respond to whatever way parliamentarians want to approach these problems, but I do not take it to be my role to try to work or direct parliamentarians to any particular instrument or mechanism. I am happy to respond, but I think it is for them to decide what the most convenient and most advantageous way of doing it here is.

• 2100

Mr. Gurbin: Thank you for that.

The minister will know—as far as I know, among the industrialized nations we are one of the few—if not the only one—that do not have one. I think that becomes increasingly important, particularly when we are talking about the increased government emphasis.

Mr. Roberts: One thing we have done is we have prepared an exposition of science policy. I think I have expressed my willingness to come and to speak to any of the political caucuses, for instance, if they would like me to do that, or to make my officials available to members of any caucus. I am not suggesting that that is the sum total of how we should respond, but if members would like to proceed in that way, I am at their disposal.

Mr. Gurbin: I guess this is probably my last question. One point I would like to make about the criterion—I think we talked around the five-year plan idea. I guess most of us would have some trepidation about giving, maybe even particularly in basic science, someone a full range, five-year, full programming without any scrutiny. This is one of the reasons why this question about an ongoing committee would make some sense, I think. But also, my understanding of five-year programs is that they are five-year programs, but usually with a yearly

[Traduction]

M. Roberts: Je ne puis qu'exprimer une opinion personnelle. Cela me paraît une idée intéressante et je crois que la dernière fois nous avons mentionné l'existence de ce comité dont je ne connais pas exactement le statut, mais qui est composé de députés et de gens actifs dans les sciences. Ce comité s'appelle...

M. Siddon: Parlementaires et ingénieurs.

M. Roberts: ... le comité du Sénat sur la politique scientifique. C'est le sénateur Grosart, si j'ai bonne mémoire, qui en est le président. Je ne sais pas dans quelle mesure ses activités correspondent à celles du comité, mais je serais personnellement très heureux de voir la constitution d'un comité des sciences.

M. Gurbin: Est-ce que vous prenez des mesures en ce sens? Agissez-vous en ce sens, ou prenez-vous des mesures concrètes pour encourager la création!

M. Roberts: Pas précisément, car à mon avis le comité appartient aux députés et c'est à eux de décider de la forme qu'il prendra et de son mode d'action. J'hésiterais beaucoup à recommander que le Comité des prévisions budgétaires soit morcelé pour constituer un comité ou un sous-comité chargé de s'en occuper. Je n'aimerais pas non plus donner à penser qu'un comité de parlementaires ne constitue pas la tribune qui s'impose pour cela. Je suis disposé à accueillir favorablement toute propositions émanant de parlementaires sur la façon de traiter ces problèmes, mais il ne m'appartient pas d'influencer des députés ou de les orienter vers une forme plutôt que vers l'autre. J'accueillerais donc favorablement toute demande qui émanerait d'eux, mais c'est à eux de décider de la façon la plus commode et la plus pertinente de procéder.

M. Gurbin: Je vous en remercie.

Le ministre sait sans doute que de tous les pays industrialisés, le Canada est l'un des rares—sinon le seul—à ne pas en avoir. Cette question gagne en importance, compte tenu en particulier de l'intérêt que lui porte de plus en plus le gouvernement.

M. Roberts: Il y a une chose que nous avons faite, à savoir un exposé sur les politiques scientifiques. J'ai déclaré que j'étais disposé à prendre la parole devant l'un ou l'autre des caucus politiques, si vous le souhaitez, ou de mettre mes collaborateurs à la disposition des membres de l'un ou l'autre caucus. Je n'entends nullement limiter là mon effort, mais si les membres décident de procéder de la sorte, je suis à leur disposition.

M. Gurbin: C'est sans doute la dernière question que je vais vous poser. A propos du critère, je crois que nous parlions de l'idée d'un plan quinquennal. Je crois que la plupart d'entre nous hésiteraient, particulièrement dans le domaine des sciences fondamentales, à accorder à quelqu'un la possibilité de mettre sur pied un plan quinquennal de grande envergure, sans le soumettre à aucune surveillance. C'est là que semble s'imposer l'existence d'un comité permanent, je crois. Par plan quinquennal, en effet, j'entends bien un plan qui s'étale sur

[Text]

review, which certainly gives the government an opportunity to do that. I think the points are well taken on both sides, but there is an intermediate there, and with programs other departments have, this is usually the way they function if they are long-term programs.

Mr. Roberts: Perhaps this gives me the opportunity to comment just very briefly on the point Mr. Siddon raised earlier when he talked about political direction and the peer-review process. I should make it clear that there is no political direction in any partisan sense, but there is, necessarily, by government and Parliament, an indication that there are certain objectives they wish to see pursued and those objectives are fulfilled by the necessary resource of financial support.

In effect we have, I think, what Mr. Gurbin has suggested. We have a sense of five-year planning, because we have the allocation of resources for the support of the science activity. In fact that acts as a kind of floor of a five-year plan; we have been going above and beyond that. But the process of the allocation of grants and funds is in the hands of the Natural Sciences and Engineering Research Council, which operates on the basis of peer review.

Mr. Gurbin: I will put my last question in now as a two-stage question. The parts do not necessarily have anything to do with each other, either.

The first question: the question was raised about co-operation across the country. Have you had specific difficulties in integrating science and technology policy and funding for the Province of Quebec? The specific point and the reason why I raise that is that because of other information my understanding is that the province has cut off discussions in some areas; one in particular that I know of, but there may well be others. Are you able actively to negotiate and discuss problems of mutual concern involving federal government expenditures?

That is the first part. The second part is the question of money. I think all of us share a major concern, in spite of the figures we see here, about—I think it was relating mainly to foreign companies, although I do not think that is really as big a point or as big a question as what happens to Canadian investment because of the budget. I would like to know whether you support the initiatives that are taken in the budget in science and technology investment, and what you expect to happen with Canadian corporations, Canadian investors, as for their ability and their desire to continue to spend money on research and development in Canada in face of the budget and the budget directions, in taxation particularly, and with the specific area in Industry, Trade and Commerce. You have mentioned here the EDP—Enterprise Development Program—under IT&C. One of the major problems, I understand, is the transition of technology that we have at the federal level and which we are developing within federal departments into actual Canadian companies. Mission orientation is part of it, but to come down to companies and the criteria they are involved in, for a company to actually take part in a program like that, it is restrictive to the extent that if

[Translation]

cinq ans, mais qui est généralement soumis à une révision annuelle, ce qui permet au gouvernement de jouer un rôle. Je pense que les deux parties ont bien compris la situation, mais il existe un intermédiaire, avec les programmes d'autres ministères, c'est généralement ce qui se passe quand il s'agit de programmes à long terme.

M. Roberts: Ceci me permet peut-être de commenter très brièvement la question soulevée par M. Siddon quand il a parlé d'orientation politique et d'un processus de révision par des pairs. Je voudrais bien souligner qu'il ne s'agit pas d'une faction politique partisane, mais d'un contrôle du gouvernement et du Parlement, une orientation sur les objectifs à poursuivre et sur les ressources nécessaires à y consacrer.

Nous avons, je crois, ce que proposait M. Gurbin. Nous avons quelque chose de très proche d'un plan quinquennal, parce que des ressources sont affectées pour des activités scientifiques. Ceci sert en quelque sorte de fondement au plan quinquennal: nous sommes même allés au-delà. Mais cette affectation des subventions et des crédits est aux mains du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, qui fonctionne sur la base d'une révision effectuée par des pairs.

M. Gurbin: Ma dernière question peut se dédoubler, sans que les deux parties qu'elle forme se regroupent nécessairement.

Je voudrais d'abord poser une question sur la collaboration à l'échelle du pays. Vous êtes-vous heurtés à des difficultés pour intégrer les politiques en matière de sciences et de technologie et les subventions dans la province de Québec? Je pose cette question, car on m'a informé que la province a mis fin aux discussions dans certains domaines, dont l'un en particulier méconnu, mais il n'est pas impossible qu'il y en ait d'autres. Parvenez-vous à négocier et à discuter de problèmes d'intérêt commun où des dépenses du gouvernement fédéral sont en jeu?

Quant à ma seconde question, elle porte sur les ressources financières. Je crois que nous nous posons tous des questions, malgré les chiffres qui nous sont présentés, sur... Je pense qu'il s'agissait essentiellement de sociétés étrangères, bien que cela ne me paraisse pas une question aussi importante que le sort des investissements canadiens à la suite du budget. J'aimerais savoir si vous êtes en faveur des initiatives prises par le budget en matière d'investissement dans les sciences et la technologie, et ce que vous attendez des sociétés et des investisseurs canadiens, de leurs possibilités et de leurs désirs de continuer à investir dans la recherche et le développement au Canada, compte tenu du budget et des orientations budgétaires, particulièrement en matière fiscale, et en ce qui concerne plus précisément l'industrie et le commerce. Vous avez fait mention ici du programme d'expansion des entreprises, sous la rubrique Industrie et Commerce. Le transfert de la technologie au niveau fédéral et le transfert du sein même des ministères fédéraux à des sociétés canadiennes est un de nos plus grands problèmes, à mon avis. Il faut également tenir compte de l'orientation des sociétés; si elles veulent participer à un programme comme celui-là, compte tenu de sa performance, elles

[Texte]

you have a track record, you cannot really take advantage of the opportunities which might arise. I wonder if that is not pretty restrictive, and whether we might have a major problem in the transition of technology of possible use to us in the development of our technology.

• 2105

Mr. Roberts: I will try to take the two parts of that question in turn. Mr. Hudon mentioned a few moments ago that we had worked with the Atlantic provinces to try to develop a sense of where we are both going. We wanted to make sure there were no overlaps, and make sure there were no gaps. It is my hope that we will develop that process in relation to the other regions of the country. I cannot say that, so far, there has been a resistance in co-operation, but I think the experience we have had with the Atlantic development experience shows that there are benefits from trying to work with the other provincial governments—not to supplant them or not to be replaced by them, but to co-ordinate what we do a bit better.

You mentioned specifically the Province of Quebec, and there I would say there have been some problems. There has been a tendency on the part of the provincial government to misstate in fact what is happening within the Province of Quebec. I have tried to correct those misstatements upon occasion. You may remember that the provincial government brought forward its own plan for science within the Province of Quebec. This, in terms of much of its substance, we welcomed; however, we thought there were some very grave deficiencies, particularly in its description of what the appropriate role of the provincial government is and what the appropriate role of the federal government is. We thought the analysis which they presented was insufficient, and the wrong prescription.

Nevertheless, we are concerned about an insufficiency of R&D being done in Quebec, and we have taken some steps on our own to try to assist with putting that into better balance. I would say that there are still some problems. And to be frank, the indications are that we are not getting quite the degree of co-operation and exchange that we would like, although it is true, I believe, that at the official level there has been some continuing discussion of our problems. There has been no meeting at the ministerial level and, as you know, at the present time the Government of Quebec has decided not to engage in such meetings.

On the question of the impact of the budget on research and development, I would say three things.

The Chairman: Short, please.

Mr. Roberts: Three short things. One is that the economic development paper does underline the importance of a strengthened effort in R&D, and I expect some time early in the new year to be taking some of the proposals that we have in mind to do that out for discussion with the universities and the private sector. I am not anxious to impose simply some plan conceived in Ottawa; I think it is important that we

[Traduction]

ne pourront peut-être pas profiter de toutes les occasions qui surviennent. Je me demande si la situation n'est pas restrictive et si nous pourrions rencontrer des problèmes dans le transfert de notre technologie.

M. Roberts: J'essaierai de répondre aux deux parties de votre question une à une. M. Hudon a signalé il y a quelques instants que nous avons tenté de nous donner une orientation en collaboration avec les provinces de l'Atlantique. Nous voulions prévenir le double emploi et les lacunes. J'espère que nous pourrions appliquer ce genre de programme dans toutes les autres régions du pays. Jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré d'opposition et, d'après notre expérience dans la région de l'Atlantique, il semblerait y avoir beaucoup d'avantages à travailler avec les autres gouvernements provinciaux en ce que nous pouvons mieux coordonner le travail, dans la mesure où nous ne cherchons pas à les remplacer et réciproquement.

Vous avez parlé du Québec en particulier, et je dois dire que nous avons rencontré certains problèmes dans cette province. Le gouvernement provincial a eu tendance à rapporter incorrectement la situation dans la province. A quelques reprises, j'ai tenté de corriger ces rapports inexacts. Vous vous souviendrez peut-être que le gouvernement provincial avait proposé son propre programme en matière de sciences dans la province de Québec. Dans l'ensemble, nous étions d'accord avec ce programme; toutefois, selon nous, le programme avait de graves lacunes, particulièrement au rôle approprié que devaient jouer les gouvernements provincial et fédéral. L'étude qu'il a avancée était insuffisante et ses recommandations n'étaient pas bonnes.

Quoi qu'il en soit, nous nous inquiétons du fait que Québec ne fait pas suffisamment de R&D et, de notre côté, nous avons pris certaines mesures pour équilibrer la situation. Il existe encore certains problèmes. En toute franchise, il semble que nous ne jouissions pas de la même collaboration et du même rapports que nous aurions souhaités; mais il est pourtant vrai que dans les milieux officiels, les discussions de ce problème n'ont pas cessé. Aucune rencontre n'a eu lieu au niveau ministériel et, comme vous le savez, le gouvernement du Québec a décidé de ne pas participer à de telles réunions.

J'aimerais faire trois observations sur les répercussions du budget sur la recherche et le développement.

Le président: Soyez bref, s'il vous plaît.

M. Roberts: Trois brèves observations. D'abord, le document sur le développement économique souligne qu'il est important d'augmenter les efforts dans le domaine de la R&D, et au début de l'an prochain, j'aimerais me rendre à certaines universités et dans le secteur pour discuter de certaines de nos propositions. Je ne veux pas simplement faire accepter un programme conçu à Ottawa; avant de procéder, il importe, à

[Text]

discuss the various possibilities with those who will be most affected before we move ahead.

Second, it is not necessarily true that what we need is a vast array of new programs. What we may need is a strengthening of existing programs. I will do this very quickly but, if you look at the two-year increase in funding for a variety of programs which are directed exactly to those purposes, you will find that there has been an increase of \$80 million in DIPP, \$17 million in EDP, almost \$40 million in IRAP, \$7 million in PILP. There has been Telidon funding of over \$10 million in micro-electronics; and \$27 million in energy, \$134 million, and so on. So what we may need is to provide more finances or more resources within existing programs.

Third, in response to your question about technology transfer, I think that is extremely important. Many of the programs which I have just mentioned are engaged in doing that; DIPP, PILP, IRAP; EDP certainly is. I guess TIP, the Technological Information Program of the National Research Council, is designed to try to make sure that the fruits of the research being done in the NRC are distributed into the private sector.

• 2110

I think you have touched on a key question, it is one of those things that I will be talking to people about as I go across the country. But the fact that there are no new programs announced in the budget does not indicate a lack of concern; indeed, the funding shows, I think, that we have been quite concerned with trying to respond to that problem over the last two years.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Thank you, Mr. Gurbin. I think your suggestion, Mr. Gurbin, is a serious one—

Mr. Gurbin: It sure is.

The Chairman: —that you are interested in having a subcommittee. It is quite possible. As you know, the minister's Environment estimates go to the Fisheries and Forestry committee, and they had a subcommittee that looked into the acid rain problem. We could possibly look at it. If you want the steering committee to do it, we could make a recommendation that the steering committee look into the possibility of establishing a subcommittee of this group to look at science policy.

Mr. de Jong.

Mr. de Jong: Mr. Chairman, might I suggest, as a follow-up on that, that you convene a meeting of one representative of the government, one representative of the Conservative Party and one representative of the NDP, maybe at a luncheon, to discuss and explore this idea further. I wish to go on record as definitely endorsing this idea.

The Chairman: I was trying to be helpful here. If everyone will pick up his lunch tab, I am willing to organize it.

Mr. de Jong: Of course.

[Translation]

mon avis, de discuter des diverses possibilités avec ceux qui seront le plus visés.

Deuxièmement, il ne nous faut pas nécessairement un vaste éventail de nouveaux programmes. Nous avons peut-être besoin simplement d'étayer les programmes actuels. Je vais vous expliquer très brièvement: si vous jetez un coup d'oeil sur l'augmentation des sommes affectées depuis deux ans à une série de programmes, vous constaterez une augmentation de 80 millions de dollars au PPIMD, 17 millions de dollars au PEE, près de 40 millions de dollars au PARI, 7 millions de dollars au PPIL. Dans le domaine de la micro-électronique, on a donné plus de 10 millions de dollars à Telidon, 27 millions de dollars dans le domaine de l'énergie, 134 millions de dollars, etc. Il se peut donc que nous n'ayons qu'à injecter plus de fonds ou de ressources dans les programmes actuels.

Troisièmement, je vais répondre à votre question sur le transfert de technologie, question très importante à mon avis. Un grand nombre de programmes que j'ai signalés oeuvrent dans ce domaine: le PPIMD, le PPIL, le PARI, le PEE le font certainement. Le programme d'information technique, le PIT, du Conseil national de recherches, a été conçu pour assurer que les résultats des recherches effectuées au Conseil soient diffusés dans le secteur privé.

Vous avez soulevé une question très importante dont je discuterai au cours de mes visites. Le fait que le budget n'annonce pas de nouveaux programmes ne doit pas être interprété comme un manque d'intérêt. Si l'on s'en tient aux sommes affectées, je crois qu'un très grand intérêt a été manifesté à cet égard au cours des deux dernières années.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Merci, monsieur Gurbin. Monsieur Gurbin, votre proposition est très sérieuse...

M. Gurbin: Bien sûr.

Le président: ... vous voulez un sous-comité. C'est possible. Comme vous le savez, le budget pour l'environnement sera transmis au Comité permanent des pêches et forêts et ce comité avait formé un sous-comité pour étudier la question des pluies acides. Nous pouvons étudier votre proposition. Si vous voulez que le comité directeur s'y intéresse, nous pourrions lui demander d'étudier la possibilité de créer un sous-comité qui serait chargé d'étudier la politique en matière de sciences.

Monsieur de Jong.

M. de Jong: Monsieur le président, pour faire suite à cela, permettez-moi de faire une proposition: vous devriez convoquer un représentant du gouvernement, un du Parti conservateur, un du N.P.D. à un déjeuner-réunion pour en discuter. Je me déclare en faveur de cette idée.

Le président: J'essayais d'être utile. Je suis d'accord pour organiser cette réunion si chacun paie sa note.

M. de Jong: Bien entendu.

[Texte]

The Chairman: *Monsieur de Corneille.*

An hon. Member: Can the rest of us come?

The Chairman: Yes—well, you make up your minds as to who is going to be there. It is an open invitation; the chairman invites one member from each party to meet at his office in due course, after we finish with the constitution, if we are still alive, and we can work on this idea—with the co-operation of the minister, of course.

Mr. Gurbin: Could we discuss it afterwards? I do not like to use the minister's time, but I think there are several things to be discussed there. I would sure like to pursue that.

The Chairman: I thought it was a very interesting suggestion, Mr. Gurbin.

Mr. Roberts: I do not mind if you want to send me home early.

The Chairman: I thought you were going to offer to pay for the lunch. *Monsieur de Corneille.*

Mr. de Corneille: Mr. Chairman, I would like to ask the minister how the government's policy for programs in the area of basic research versus applied research is going to be affected by the proposed supplementary estimates?

Mr. Roberts: The proposed supplementary estimates?

An hon. Member: Supplementary Estimates (C).

Mr. Roberts: I will just try to find my paragraph again. I am sorry, I have mislaid the sheet of paper I had.

You are asking simply about the supplementary estimates. The real direction of those supplementaries is, in effect, to improve the awareness concerning science and science activities in the country. They are for our technology exhibit and for the printing and distribution of the annual science publications. There is also funding for an evaluation of the effectiveness of the publications of the department.

So the specific supplementary, which is the technical subject of the discussion today, is really related to improved communications, rather than to the increase of basic research.

Mr. de Corneille: What is the status of the Ministry of State for Science and Technology leverage paper, and what form does that now take in terms of consultation? Do you envisage any kind of consultation with the private sector in that regard? And have you started to formulate any recommendations in that respect?

Mr. Roberts: Yes, Mr. Chairman. As a result of the work of my officials, we have brought together a variety of proposals, which we are presently discussing within the cabinet committee structure. Those are proposals that we believe would be useful to discuss, particularly with the private sector but with others as well, to assess whether their implementation would favourably affect the performance of research and development within the private sector.

These proposals are not, in effect, recommendations for cabinet to act upon now, but we are seeking the views of

[Traduction]

Le président: *Monsieur de Corneille.*

Une voix: Les autres peuvent-ils s'y rendre?

Le président: Oui. Vous devez décider qui vous invitez. L'invitation est lancée; le président invite un représentant de chaque parti à son bureau et, lorsque nous aurons fini les discussions sur la constitution, si nous sommes encore de ce monde, nous pourrions porter notre attention sur cette question, en collaboration avec le ministre, bien entendu.

M. Gurbin: Pouvons-nous en discuter plus tard? Je ne veux pas accaparer le ministre, mais je crois qu'il nous reste plusieurs choses à discuter. J'aimerais poursuivre.

Le président: Monsieur Gurbin, la proposition était très intéressante.

M. Roberts: Si vous voulez me renvoyer chez moi plus tôt, je ne protesterai pas.

Le président: J'ai cru que vous étiez sur le point de nous offrir à déjeuner. *Monsieur de Corneille.*

M. de Corneille: Monsieur le président, je veux demander au ministre dans quelle mesure le budget supplémentaire pourrait influencer sur la politique du gouvernement dans le cas des programmes de recherche par opposition à la recherche appliquée?

M. Roberts: Le budget supplémentaire provisoire?

Une voix: Le budget supplémentaire (c).

M. Roberts: Je vais tenter de retrouver le paragraphe en question. Je regrette, j'ai égaré ma feuille de papier.

Vous parlez du budget supplémentaire. Le budget cherche en effet à sensibiliser le pays aux sciences et aux activités scientifiques. Il servira à défrayer notre exposition sur la technologie, l'impression et la distribution des publications scientifiques annuelles. Des sommes seront également affectées à une étude sur la rentabilité des publications du ministère.

Le budget supplémentaire qui fait l'objet de cette discussion cherche avant tout à améliorer les communications et non à augmenter les recherches.

M. de Corneille: Qu'en est-il du document du département d'État (Sciences et Technologie) sur les prélèvements fiscaux et des consultations à cet égard? Prévoyez-vous consulter le secteur privé? Avez-vous commencé à formuler des recommandations à ce sujet?

M. Roberts: Oui, monsieur le président. Mes collaborateurs ont fait beaucoup de travail et nous avons relevé une série de propositions qui sont l'objet de discussions lors des réunions du Cabinet. Il serait utile de discuter de ces propositions avec des représentants du secteur privé et d'autres encore, pour déterminer si leur adoption pourrait améliorer la R&D dans le secteur privé.

Il ne s'agit pas de recommandations auxquelles le Cabinet pourrait donner suite dans l'immédiat, mais nous voulons

[Text]

cabinet before we discuss these proposals with the private sector. In that process, which we are trying to commence in January, I intend to go across the country and discuss with a variety of groups these proposals. In those discussions, we want to get the assessment by the private sector of those which would most adequately meet their needs.

• 2115

Mr. de Corneille: Mr. Chairman, to the minister, I realize that it is a vast field, and it must be very, very difficult to get a handle on these things. There are so many activities going on, and there is the speed of the advance in technology to cope with. Excuse me for putting it this way, but I wonder if you could be specific perhaps about this in terms of what instruments are being considered, say, by the government in an effort to promote industrial research and development in Canada. Rather than in a vague sense, what specific things now are being contemplated, or what instruments are being put into place to deal with the private sector in this regard?

Mr. Roberts: Well, it is, of course, a large and complicated field. Fortunately, I am assisted by some very able and dedicated civil servants who are very helpful to me in the exercise of my responsibilities. You have phrased your question specifically in terms of an industrial policy, and I suppose I should issue the warning that if one is speaking narrowly of industrial policy, the exploitation of the fruits of research or the innovation process, then you are talking about something on which, of course, I have views, but which is primarily the responsibility of the Minister of Industry, Trade and Commerce.

Putting that aside, you have asked what kinds of things one might be able to discuss, for instance, with the private sector. Again, I do not want to be too specific until cabinet has had a chance to pronounce upon some of these ideas. Clearly, there is a variety of measures which could be taken in the tax structure to provide more generous incentives or less generous incentives for research and development generally. There could be a focusing on the problem that small but new high-technology companies particularly have. Their problem tends to be not so much the need for tax benefits but to find some means of getting quick access to rapidly expanding capital needs.

Clearly, there are ways perhaps in which the information system which Mr. Gurbin was discussing might help. There is the matter of taking the benefits of research and making sure that they get into the private sector, and whether those instruments or channels of communication might be improved. We touched earlier on the role of multinationals or foreign-owned companies. Is there a means, either through the Foreign Investment Review Agency, through some process of performance review, or through some consultative mechanisms, whereby some improvements might be possible?

I do not want to be too specific because I think I owe it to my cabinet colleagues to present my ideas to them more specifically first, before I do so to the committee. But I think I

[Translation]

connaître les opinions des membres du Cabinet avant de soumettre ces propositions au secteur privé. Nous donnerons suite à tout cela au mois de janvier et j'ai l'intention de sillonner le pays pour discuter de ces propositions avec plusieurs groupes. Nous voulons demander aux gens du secteur privé quelles seraient les propositions qui répondraient le mieux à leurs besoins.

M. de Corneille: Monsieur le président, j'admets que c'est un domaine d'activité très vaste et qu'il va être très très difficile de cerner la situation. Il faut tenir compte du très grand nombre d'activités et de la vitesse des progrès de la technologie. Sauf votre respect, je me demandais si vous pourriez être plus précis quant aux mesures que le gouvernement songe à adopter pour aider la recherche et le développement industriel au Canada. Plutôt que de parler en termes généraux, pouvez-vous nous dire quelles propositions sont maintenant l'objet d'études ou quelles mesures sont adoptées concernant le secteur privé à cet égard?

M. Roberts: Il s'agit, bien entendu, d'un domaine très vaste et compliqué. Heureusement, je suis secondé par des fonctionnaires très compétents et dévoués qui m'aident beaucoup dans l'exercice de mes fonctions. Votre question porte précisément sur la politique industrielle; si l'on s'en tient strictement à ce sujet, l'exploitation des résultats des recherches ou du processus innovateur, je dois vous signaler que vous parlez de questions sur lesquelles, bien entendu, j'ai des opinions, mais qui relèvent surtout du ministre de l'Industrie et du Commerce.

Cela dit, vous avez demandé de quoi l'on pourrait discuter, avec le secteur privé par exemple. Encore une fois, je ne veux pas être trop précis jusqu'à ce que le Cabinet ait pu se prononcer sur certaines de ces idées. Il est évident que la structure fiscale pourrait être modifiée par des mesures qui donneraient des stimulants fiscaux plus généreux ou moins généreux pour la R&D de façon générale. On pourrait s'intéresser aux problèmes rencontrés par les sociétés à fort coefficient technologique, sociétés petites mais nouvelles. Elles s'intéressent un peu moins aux avantages fiscaux et cherchent davantage à trouver facilement les capitaux dont elles ont un besoin urgent.

De toute évidence, le système d'information dont parlait M. Gurbin pourrait servir. Il reste à savoir comment faire profiter le secteur privé des résultats des recherches, comment améliorer ces mesures ou ces échanges. Nous avons parlé tout à l'heure des sociétés multinationales ou étrangères. Pourrait-on faire appel à l'Agence d'examen de l'investissement étranger, ou à un processus d'étude du rendement ou à des mécanismes de consultation pour améliorer la situation?

Je ne veux pas être trop précis, car il convient, je crois, de présenter ces idées d'abord à mes collègues du Cabinet avant de vous en faire part. Mais je peux vous donner une idée

[Texte]

can give you, as I have, some general indication of areas that could be looked at.

Mr. de Corneille: Then I would like to ask about the comparison of our own efforts. To what degree are we looking at other countries? Are we looking at how they deal with R&D? What have we learned from this? What are some of the things that could be applicable here that we have seen in other countries? Obviously some countries are putting a good deal of their GNP and their efforts into R&D from both the point of view of the national governments and that of industry. So I wonder, as we look around, what has been learned from this? What are you recommending, in the light of this, to government?

Mr. Roberts: I think there is much to be learned from looking at the experience of other countries, but the information that one receives has to be treated with a great deal of caution. Quite often it is a question of comparing apples and oranges. For instance, take the situation in a country such as the United States where there is a very heavy proportion of defence expenditure, and of research and development done on the defence side, and that may tend to distort the comparable figures on the amount of R&D being done.

Second, take Canada with its heavy resource base, and where there is generally not as much research done as in the manufacturing sector. That is a special consideration in Canada which may make the comparison to some other countries inappropriate. And again, the high degree of foreign ownership has an impact on Canada which is not found in many other countries.

• 2120

One of the things I think we have learned is that Canada is not doing enough compared with almost all of our competitors; Canada has been and still is at the weak end of the batting order. This is so not because there is basically a lack of government effort, but because the response from the private sector in support of R&D—their performance as a whole—is so much below that of other countries.

I think a second thing we have learned is that in most countries, comparing the balance of research that should be done in government and research done outside of government, we are aiming towards a fairly general level. Our hope is that government will do about one third; that is to say, 0.5 per cent of GNP of the R&D done in Canada. That level of government performance of about a third compares pretty closely to the average in other countries.

We looked at the impact of the tax incentives and found that Canadian tax incentives compare favourably with other countries. It has led us to a concern for not simply tax changes as a means of encouraging R&D but looking at other factors as well. We have become perhaps more aware of the impact of government purchasing policies on R&D development.

[Traduction]

générale des domaines qui méritent notre attention, comme je l'ai fait.

M. de Corneille: J'aimerais comparer nos efforts. Dans quelle mesure nous comparons-nous aux autres pays? Nous intéressons-nous à la façon dont ils font leur R&D? Qu'avons-nous conclu? Pouvons-nous adopter certaines mesures qui ont cours dans d'autres pays? Dans certains pays, tant le gouvernement national que l'industrie affectent une bonne partie de leur PNB à la R&D et ils y consacrent beaucoup d'énergie. Qu'avons-nous retiré de ces constatations? Par voie de conséquence, que recommandez-vous au gouvernement?

M. Roberts: Je crois que nous avons beaucoup à apprendre des autres pays, mais il faut faire preuve d'une grande prudence en étudiant les renseignements qui nous sont donnés. Il ne faut pas confondre. Prenez la situation aux États-Unis, par exemple: une grande partie des dépenses vont à la défense; ce secteur fait beaucoup de recherche et de développement, ce qui peut fausser les chiffres s'y rapportant.

Deuxièmement, le Canada est riche en ressources et le secteur manufacturier canadien ne fait pas beaucoup de recherche comparativement à celui des autres pays. Le Canada se trouve dans une situation spéciale et, de ce fait, on ne peut pas le comparer aux autres pays. D'autre part, la propriété étrangère est plus répandue au Canada qu'elle ne l'est dans plusieurs autres pays, facteur dont il faut tenir compte.

Nous avons conclu que le Canada n'en fait pas autant que la plupart de ses compétiteurs. Notre pays ne fait pas bonne figure et se situe parmi les moins forts. Il ne faut pas croire que cette situation est essentiellement attribuable à un gouvernement qui ne fait pas suffisamment d'efforts; il s'agit plutôt d'une faible réponse du secteur privé en matière de R&D, ou de sa performance d'ensemble, qui est de beaucoup inférieure à celle des autres pays.

Par ailleurs, nous avons constaté qu'à l'instar des autres pays, nous cherchons le juste équilibre entre la recherche entreprise d'un côté par le gouvernement et de l'autre par le secteur privé. Nous espérons que le gouvernement se chargera du tiers des recherches; exprimé en chiffres, il s'agit de 0.5 p. 100 du PNB de la R&D au Canada. Ce pourcentage d'un tiers correspond assez bien à la moyenne des autres pays.

Nous avons étudié l'incidence des stimulants fiscaux et constaté que les stimulants canadiens sont tout aussi bons que ceux accordés dans d'autres pays. On ne s'intéresse plus maintenant à des modifications fiscales seulement dans le but d'aider la R&D, mais on tient également compte d'autres facteurs. Il se peut que nous soyons devenus plus conscients des répercussions des politiques d'achat du gouvernement sur la R&D.

[Text]

I think we have to be very careful because the situation in Canada is very different from almost every other country you can compare it to. Nevertheless, I think there are general lessons we can pull from the experience of other countries, and I think lessons which have had an impact on the framework we presented last January as an R&D expenditure framework for the country.

We still have to proceed on that important area that you touched on and that is an adaptation, a refinement, a strengthening, or an alteration of the context of government support programs which would bring forward a much more favourable performance on the part of the private sector. We are getting a pretty good increase from the private sector. Some of you may have seen the article that appeared in *The Financial Post* last weekend which gave some indication of a strong response on the part of the private sector. The tax returns seem to show that the tax changes which were made prior to 1979 are having an impact on the R&D investments in the private sector.

A third thing which perhaps I should have mentioned before is that we are finding now that the tax provisions which encourage the use of partnerships to encourage R&D activity are showing some signs of success.

So, we have learned, but I think there are still lessons to be learned, and that is the part of the process of consultation that we plan to undertake.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I just want to draw your attention to one other interesting thing on the last page of your speech notes tonight—Table I.

You say that Supply and Services supplementary estimates for 1981-82 are zero. We had them before us last week and they were asking for a \$10 million supplementary estimate to develop Canadian sources of supply and to support industrial research and industrial development in respect to government procurement. You have not included it in your figures, so perhaps you could update your figure or give us an answer as to why they were not included.

Mr. Roberts: The answer is really a technical one. It is that we are not sure whether the activities of that fund, or what proportion of the activities of that fund, will, in fact, be related to R&D as R&D expenditure is defined. We will not know that until we see what kinds of expenditures are made from it. That is why it has not been included as an assist.

The Chairman: I see. Mr. Thacker for 10 minutes.

Mr. Roberts: Which is not to deny its importance.

The Chairman: No, no, but I understood the minister as saying that there was a great co-operation between your department and his.

Mr. Roberts: Oh, yes, we strongly support the source development fund.

[Translation]

A mon avis, nous devons faire très attention, car la situation au Canada diffère beaucoup de celle des autres pays auxquels on peut la comparer. Quoi qu'il en soit, l'expérience des autres pays permet de tirer des leçons générales, qui, à mon avis, ont influé sur le cadre des dépenses en matière de R&D que nous avons présenté en janvier dernier.

Nous devons encore porter notre attention sur le domaine dont vous avez parlé, l'adaptation, le raffinement, le renforcement ou la modification des programmes d'appui du gouvernement qui amélioreraient sensiblement le rendement du secteur privé. La réaction du secteur privé est très bonne. Vous avez peut-être lu l'article paru dans le *Financial Post* du week-end dernier selon lequel le secteur privé réagissait avec énergie. Les recettes fiscales semblent indiquer que les modifications apportées avant 1979 influent sur les investissements en R&D dans le secteur privé.

Il y a une autre question que j'aurais peut-être dû signaler auparavant: nous constatons que les dispositions qui favorisent les associations en vue d'augmenter les activités de R&D semblent remporter des succès.

Nous avons donc pu tirer des leçons, mais nous avons encore beaucoup à apprendre; voilà pourquoi nous voulons entreprendre ce processus de consultation.

Le président: Merci, monsieur le ministre. J'aimerais porter votre attention sur une autre question à la dernière page de votre déclaration, le tableau I.

Selon le tableau, le budget supplémentaire de 1981-1982 est considéré comme étant néant. Des représentants de ce ministère ont comparu la semaine dernière et ils demandaient un budget supplémentaire de 10 millions pour mettre au point des sources d'approvisionnement canadiennes et pour encourager la recherche et le développement industriel en ce qui concerne les achats du gouvernement. Vos calculs ne tiennent pas compte de cela; pourriez-vous mettre vos chiffres à jour et nous dire pourquoi le tableau ne mentionne pas cela?

M. Roberts: Il s'agit d'un problème technique. Nous ne savons pas au juste si ces activités ou une partie de ces activités seront mises au chapitre des dépenses en R&D. Nous devons d'abord connaître l'ordre des dépenses. Voilà pourquoi on n'a pas demandé un budget supplémentaire.

Le président: Je comprends. Monsieur Thacker, vous avez dix minutes.

M. Roberts: Ce qui ne veut pas dire que nous ne sommes pas conscients de l'importance de cette question.

Le président: Non, mais le ministre nous a dit que son ministère collaborait étroitement avec le vôtre.

M. Roberts: Oui, nous sommes très favorables à ce projet.

[Texte]

The Chairman: So maybe you could give us some details in writing.

Mr. Roberts: My secretary reminds me that we originated the proposal.

The Chairman: You originated it?

Mr. Roberts: We are, however, not terribly jealous that Supply and Services has taken all the credit and glory for that.

The Chairman: Of course not. With your usual modesty—

• 2125

Mr. Roberts: It was our idea. We support it and it is very important.

The Chairman: You will supply us also with some further information on this as it comes along.

Mr. Roberts: Yes. We could do that.

The Chairman: A breakdown as to how much of that is R&D . . .

Mr. Roberts: We will have to do that retroactively. We cannot tell you how it is going to be spent until it is spent. Then we can tell you how much was for R&D.

The Chairman: Mr. de Jong.

Mr. de Jong: It would be interesting, as well, to get the definition which determines what R&D is.

The Chairman: Mr. Thacker, the floor is yours for 10 minutes.

Mr. Thacker: Thank you, Mr. Chairman. My question to the minister relates to the number of scientists and trained graduates who are being turned out by our universities. Earlier this month, in Toronto, at a science and technology meeting, Mr. Hudon showed, by means of some excellent colour slides, that there is a totally inadequate number of scientists and technicians being turned out.

This past summer, Mr. Herbert and I sat on the Parliamentary Task Force on Federal—Provincial Fiscal Arrangements. The evidence which came before us from the President of the University of British Columbia, for example, said that Canada needs an estimated additional 1,500 researchers by 1985 to meet the federal target of 1.5 per cent GNP to be spent on R&D by the mid 1980s. Canada needs 8,000 foresters over the next decade, or twice the number now being graduated. Canada needs 740 PhDs in agricultural science between 1980 and 1986 but is only turning out 49 graduates per year. Canadian universities have about 300 openings for business professors and yet only 15 to 20 PhDs will be graduated annually.

We are also faced with seven provinces having some pretty substantial annual deficits and accumulated deficits. In the past, as the minister knows, we developed a system of transfers

[Traduction]

Le président: Dans ce cas, pouvez-vous nous faire parvenir de plus amples renseignements par écrit?

M. Roberts: Mon secrétaire me rappelle que nous sommes les auteurs de cette proposition.

Le président: Il s'agit de votre proposition?

M. Roberts: Nous ne sommes pas jaloux du fait que le ministère des Approvisionnements et Services en ait eu tout le crédit et toute la gloire.

Le président: Bien sûr que non. Toujours aussi modeste . . .

M. Roberts: L'idée venait de nous. C'est une bonne idée et nous l'appuyons.

Le président: Vous nous donnerez également d'autres renseignements à ce sujet lorsque vous en aurez.

M. Roberts: Oui. Nous pourrions le faire.

Le président: Nous aimerions savoir dans quelle mesure il s'agit de R&D . . .

M. Roberts: Ce genre de répartition se fait à posteriori. Nous ne pouvons pas préciser les sommes qui seront dépensées avant qu'elles ne le soient.

Le président: Monsieur de Jong.

M. de Jong: Il serait bon de savoir ce que l'on entend par R&D.

Le président: Monsieur Thacker, vous avez dix minutes.

M. Thacker: Merci, monsieur le président. Ma question au ministre porte sur le nombre de scientifiques et de diplômés formés par nos universités. Lors d'une réunion où il était question de sciences et de technologie au début du mois, à Toronto, M. Hudon nous a fait voir un diaporama qui démontrait que le nombre de scientifiques et de techniciens était tout à fait insuffisant.

L'été dernier, M. Herbert et moi-même étions membres du Groupe d'étude parlementaire sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. D'après le président de l'Université de la Colombie-Britannique, le Canada aurait besoin d'environ 1,500 chercheurs d'ici à 1985 pour atteindre l'objectif fixé par le gouvernement fédéral, c'est-à-dire, 1.5 p. 100 du PNB qui serait affecté à la R&D vers le milieu des années 80. Au cours de la prochaine décennie, le Canada aura besoin de 8,000 spécialistes des forêts, soit deux fois le nombre de diplômés actuels. De 1980 à 1986, le Canada aura besoin de 740 diplômés en sciences agricoles au niveau du doctorat, mais le nombre de diplômés ne s'élève qu'à 49 par année. Les universités du Canada pourraient former environ 300 professeurs en sciences commerciales; pourtant, le nombre de diplômés au niveau du doctorat n'atteindra que 15 ou 20 chaque année.

Il ne faut pas oublier que sept provinces ont des déficits annuels considérables et des déficits accumulés. Par le passé, nous avons mis au point un système de transferts du gouverne-

[Text]

from the federal government to the provincial government for post-secondary education and for health. The budget proposes a cutback of some \$5.7 billion. Under the classical distribution of 32 per cent for post-secondary education, that means a real cutback of about \$1.8 billion for the universities. That is clearly going to have a dramatic effect on them.

While the minister's departmental budget seems to be going up for R&D, the Minister of Finance is making a major cutback. Somehow, over the broad federal system, that does not wash. I wonder how the minister can rationalize that cutback.

Mr. Roberts: I would say three things. First, we do believe that there will be tremendous shortages of trained people. We need trained scientists. You mentioned the figure of 1,500, but then went on to talk about shortages in other areas. Our estimate, between now and 1985, is a shortage of something like 4,000 scientists, about 3,300 in the applied sciences and perhaps 700 in other areas. I could go on and talk about foresters and geologists, but just say, in terms of applied sciences and the natural sciences, we see a shortage of about 4,000 people. So the problem you have identified is a very real one and one of great concern to us.

The second thing I would say is that this concern is one of the factors, and a very important factor, which underlines the tremendous increases provided to the Natural Sciences and Engineering Research Council, which is the granting body to universities. Their budget has gone up something like \$80 million over \$120 million in two years, an increase of 67 per cent in a two-year period. Because of that concern, I know, from discussions they have had with me, they believe this to be a major problem and one which they are going to orient their activities towards.

The third question is in relation to the budget and Established Programs Financing Arrangements. The decision of the government, of course, was not to cut back. In this budget, it was not a cutback on post-secondary transfers. It did away with the revenue guarantee which provincial governments in the past have insisted is not part of the Established Programs Financing Arrangements. It is our concern, however, in the negotiations which we hope will begin shortly on Established Programs Financing, that certain objectives be kept in mind in relation to post-secondary education.

• 2130

My own particular concern, as the Minister for Science and Technology, is to do the best I can—I think we will succeed—to ensure that what happens in those negotiations will strengthen universities, both as research institutions and as institutions providing the country with the necessary highly qualified human resources; that whatever changes are undertaken—and I believe there is a great need for changes, both for accountability and because there are national objectives in

[Translation]

ment fédéral aux gouvernements provinciaux au chapitre de l'enseignement postsecondaire et de la santé. Le budget prévoit une réduction de quelque 5.7 milliards de dollars. D'après la répartition traditionnelle, 32 p. 100 des sommes sont versées à l'enseignement postsecondaire; ce qui signifie une réduction réelle d'environ 1.8 milliard de dollars pour les universités. Cette réduction est lourde de conséquences pour ces dernières.

Une plus grande partie du budget du ministère semble être affectée à la R&D; pourtant, le ministre des Finances effectue des coupures considérables. Cela ne semble pas concorder avec le système fédéral dans l'ensemble. Le ministre peut-il expliquer cette réduction?

M. Roberts: J'aimerais soulever trois points. D'abord, nous ne croyons qu'il y aura une pénurie de personnel qualifié. Nous avons besoin de scientifiques compétents. Vous avez cité le chiffre de 1,500, puis vous avez parlé des pénuries dans d'autres domaines. Selon nos calculs, d'ici à 1985, nous enregistrerons une pénurie d'environ 4,000 scientifiques, de 3,300 diplômés en sciences appliquées et d'environ 700 diplômés dans d'autres domaines. Je pourrais parler des spécialistes des forêts et des géologues plus précisément, mais disons qu'il nous faudrait environ 4,000 personnes dans les sciences appliquées et les sciences naturelles. Le problème que vous avez soulevé est donc très réel et nous y sommes très sensibles.

Deuxièmement, notre conscience de ce problème explique les augmentations considérables des sommes versées au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, qui verse des subventions aux universités. Le budget du Conseil est passé d'environ 80 millions à plus de 120 millions de dollars en deux ans, soit une augmentation de 67 p. 100. Ce problème est considéré comme très important et, d'après les discussions que j'ai eues avec les représentants du Conseil, je peux vous assurer que celui-ci prendra des mesures pour améliorer la situation.

Troisièmement, j'aimerais parler des arrangements concernant le financement des programmes établis. Le gouvernement a décidé de ne pas réduire le budget de ces programmes. Dans le budget qui nous intéresse, il ne s'agit pas d'une réduction au chapitre des transferts à l'enseignement postsecondaire. On a supprimé les sommes garanties que, par le passé, les gouvernements provinciaux refusaient de reconnaître comme faisant partie des arrangements sur le financement des programmes établis. Nous entamerons bientôt, nous l'espérons, des négociations sur le financement des programmes établis et nous croyons qu'il faut tenir compte de certains objectifs en ce qui a trait à l'enseignement postsecondaire.

En ma qualité de ministre d'État chargé des sciences et de la technologie, je dois faire tout mon possible pour assurer qu'à la suite de ces négociations, la situation des universités sera plus solide, qu'on les considère comme des établissements de recherche ou comme des établissements qui donnent au pays les compétences dont il a besoin; à mon avis, un grand nombre de changements s'imposent; il faut fixer des objectifs nationaux en matière d'éducation, encourager le système d'éduca-

[Texte]

education which should be established, and which the education system should be encouraged to try to reach—there should be greater accountability, not simply for the expenditure of funds, but also for the responsible system meeting those objectives.

I think there is a great deal wrong with the university structure—the post-secondary educational structure—of the country. I think since such a large part of the expenditure of the citizens of Canada—through the Parliament of Canada—is directed towards those educational services, there should be some system for trying to establish national objectives,³⁹ and to see whether or not the expenditures which are being undertaken meet that goal.

In my own area of responsibility, as Minister for Science and Technology, I am determined that whatever necessary changes take place, they take place in such a way as to strengthen universities in the two areas I have mentioned: as research institutions and as institutions which are generating the skills we need. You have correctly said—I agree entirely—these are going to be in too short supply over the coming decade, unless we move now to ensure we produce more of the people we need.

Mr. Thacker: Mr. Chairman, there is no doubt that from the universities' point of view or the provinces' point of view, a cutback of 5.7, whether or not it is now said to be a revenue guarantee, the fact of the matter is the cheques came: 32 per cent from the Secretary of State and 64 per cent from the Minister of Health, in spite of the fact the Minister of Finance is now trying to identify that as a revenue guarantee. Had it really been a revenue guarantee, it would have come from the Minister of Finance. With great respect, I know that is what he is saying, but I do not think the minister here should necessarily accept that.

Mr. Roberts: With great respect, I too think you are mixing three things: the post-secondary transfer, the medical transfers, and revenue guarantee transfers. Those are three separate things.

Mr. Thacker: No, in fact there was never a separate cheque for revenue guarantee.

Mr. Roberts: I am not talking about cheques. I am talking about transfers of funds from the federal government to provincial governments.

Mr. Thacker: Yes.

Mr. Roberts: One of those has been affected. The other two have not, or discussions about them will certainly take place.

Mr. Thacker: But it is also . . .

Mr. Roberts: I will leave it at that.

Mr. Thacker: Mr. Minister, I do not wish to fight with you, but I know there was not a third cheque sent out for revenue guarantee.

[Traduction]

tion à les atteindre, rendre le système plus comptable non seulement sur le plan des dépenses mais aussi celui des objectifs.

Je crois qu'il y aurait beaucoup d'améliorations à faire dans le secteur des universités ou de l'enseignement secondaire en général. Puisqu'une très grande partie des deniers publics sont affectés par le Parlement du Canada à l'enseignement, un système devrait fixer des objectifs pour l'ensemble du pays et assurer que les sommes versées contribuent à les atteindre.

En ma qualité de ministre d'État chargé des sciences et de la technologie, je m'engage à faire toutes les modifications pour améliorer la situation des universités tant comme établissements de recherche que comme établissements qui nous fournissent les compétences dont nous avons besoin. Comme vous l'avez dit, au cours de la prochaine décennie, nous aurons une pénurie de personnel qualifié si nous ne prenons pas immédiatement des mesures pour augmenter le nombre de diplômés de nos universités.

M. Thacker: Monsieur le président, les chèques ont été envoyés aux universités et aux provinces, que ce soit ou non en vertu du revenu garanti, et la réduction était de 5.7 p. 100; 32 p. 100 de la somme venait du Secrétariat d'État et 64 p. 100 du ministre de la Santé, en dépit du fait que le ministre des Finances veut faire reconnaître ces chèques comme un revenu garanti. Dans ce cas, les chèques auraient été signés par le ministre des Finances. Sauf votre respect, je ne crois pas que le ministre soit tenu de croire cela.

M. Roberts: Sauf votre respect, vous semblez comprendre trois choses: Les transferts au titre de l'enseignement postsecondaire, les transferts au titre des soins médicaux et les transferts au titre du revenu garanti. Il s'agit de trois éléments distincts.

M. Thacker: Non; on n'a pas émis de chèque séparé pour le revenu garanti.

M. Roberts: Je ne parle pas de chèques. Il s'agit de transfert du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux.

M. Thacker: Oui.

M. Roberts: Un de ces trois éléments a été touché. Les deux autres ne l'ont pas été, ce qui donnera certainement lieu à des discussions à leur sujet.

M. Thacker: Mais, c'est également . . .

M. Roberts: Je m'en tiens à cela.

M. Thacker: Monsieur le ministre, je ne veux pas me disputer avec vous, mais je sais qu'on n'a pas émis un troisième chèque au titre du revenu garanti.

[Text]

Mr. Roberts: It seems to me the question is: Are taxpayers' funds being transferred and to whom, and in relation to what established programs? As I say, they are transferred in those three different aspects. One of those aspects has been affected; two others have not, though it is clear the federal government wants to discuss, with the provinces, ways of changing those systems.

Mr. Thacker: Mr. Chairman, I would hope the minister would never get on the stand and say that. It would get him in deep trouble, because for the past 10 years there never has been an identification of a revenue guarantee. It is only now the Minister of Finance wants to cut back, and he is using that. I appreciate that politically, but it is not the historic fact, as the task force—an all-party task force—found.

My next question though . . .

Mr. Roberts: I think I should be able to reply to that. All I can say is that the president of The Canadian Medical Association, and I think it was the president of the Canadian Association of University Presidents—not teachers—both have recently given speeches in which they congratulated the federal government for not doing exactly what you are suggesting we are doing. I think what we are into is a matter of debate. I am not sure whether or not this is the forum to carry on a debate on fiscal transfers, but the question was asked in terms of the objectives of myself, as the minister, in relation to the universities, and I have explained it. I think I have also correctly described the situation in relation to budgetary implications for transfers to the provinces.

Mr. Thacker: Getting into NSERC for a minute, I gathered, from what you were saying, that the NSERC itself is going to be changing the thrust of its grants through to the universities, and directing those grants more to the training of scientists. Is that correct? That is, as compared to payments for basic and applied research by existing scientists?

• 2135

Mr. Roberts: The Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada has itself defined the objectives of its expenditure policy. There are a variety of policies they have already implemented. For instance, they have placed an emphasis upon moving the percentage of funds away from pure curiosity-oriented research to research in a variety of thrust areas which they have singled out as being of national significance.

In their five-year plan, conscious of the problems we have discussed, they have been anxious to direct increased or specialized funding to the support of the training of manpower at universities, also to direct some funds to the revitalization of rather outmoded capital plans in universities. Those are objectives the council has established for itself. I think they are good objectives, and it is a question of degree, but they are concentrating their funds, shifting away from some objectives they have had in the past and concentrating on others.

[Translation]

M. Roberts: Il s'agit de savoir si l'argent des contribuables fait l'objet de transferts, qui en bénéficie et en vertu de quels programmes établis? J'ai dit que des transferts ont eu lieu dans les trois secteurs que j'ai soulignés. Un de ces secteurs a été touché; les deux autres ne l'ont pas été. Il est évident que le gouvernement fédéral veut discuter avec les provinces des façons de changer le système.

M. Thacker: Monsieur le président, j'espère que le ministre ne s'avisera jamais de dire cela en public. Cette déclaration lui vaudrait beaucoup de problèmes, car on n'a jamais défini le revenu garanti au cours des 10 dernières années. A l'heure actuelle, il en est question, car le ministre des Finances veut réduire les transferts en utilisant ce prétexte. Je comprends son raisonnement du point de vue politique, mais un groupe d'étude formé de représentants de tous les partis politiques a constaté que ce n'était pas valable sur le plan historique.

Ma prochaine question . . .

M. Roberts: Je crois pouvoir répondre à votre question. Le président de l'Association médicale canadienne et, sauf erreur, le président de l'Association canadienne des présidents d'universités, par opposition aux professeurs, ont prononcé des discours dernièrement dans lesquels ils félicitaient le gouvernement fédéral de ne pas agir précisément comme vous le dites. C'est un sujet de discussion. Je ne sais pas s'il convient de discuter des transferts fiscaux en comité; mais la question portait sur les objectifs que j'avais, en ma qualité de ministre, en ce qui a trait aux universités, et j'y ai répondu. Je crois aussi avoir brossé un tableau fidèle de la situation par rapport aux conséquences budgétaires des transferts aux provinces.

M. Thacker: Pour revenir au CRSNG, on peut conclure que le Conseil modifiera l'application de ces subventions aux universités et que les sommes serviraient plutôt à la formation de scientifiques. Est-ce exact? C'est-à-dire par comparaison aux versements pour les chercheurs actuels en recherche fondamentale et en recherche appliquée?

M. Roberts: Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a défini les objectifs de sa politique budgétaire. Il a déjà mis en oeuvre toute une gamme de politiques. Par exemple, il insiste pour que l'on consacre moins de fonds à la recherche libre—par contre, il a orienté la recherche dans un ensemble de domaines jugés d'intérêt national.

Dans son plan quinquennal, conscient des problèmes dont nous avons discuté, il a surtout voulu affecter les fonds supplémentaires ou les subventions accordées au titre de certains projets de recherche précis à la formation des chercheurs dans les universités, et il a également aidé à moderniser les installations de recherches assez démodées que l'on trouvait dans les universités. Tels sont les objectifs que le Conseil s'est fixés. Je crois pour ma part qu'ils sont valables, cela reste une question d'appréciation, mais il consent les fonds dont il dispose sur

[Texte]

Mr. Thacker: What personal changes does the minister believe should occur in the structure of universities in order to achieve more research and development?

Mr. Roberts: Personnel changes?

Mr. Thacker: Personally, what do you believe should be the structural changes in the universities to achieve your goal?

Mr. Roberts: I hesitate to say too much about this. I would say generally, of course, as the Minister for Science and Technology, I wonder whether the balance between the sciences and the non-sciences is the appropriate one for the country. I would be citing figures from memory, and I may therefore be inaccurate, but to illustrate the point, even if I am exaggerating the figures, upon occasion I have been told that, for instance in Japan the balance of science graduates to non-science graduates is relatively 70 per cent in the sciences and 30 per cent non.

In Canada the figures are the reverse, and in a country which is so heavily dependent upon its resource base and on a manufacturing sector which cannot depend on a large domestic market, cannot depend on low labour costs and must depend upon high productivity—increasing productivity—I wonder whether that balance of university effort is really the appropriate one for Canada.

I cannot help but think, in a situation in which the universities are turning out thousands of surplus journalist graduates for whom there is not remotely the prospect of employment in their chosen area, and at the same time turning out a tremendous deficiency of foresters, for instance, or some of the fields that you have mentioned, whether the post-secondary system is sufficiently sensitive to the economic opportunities and the economic challenges of the country.

I am not suggesting for a moment that all that universities should be concerned with, or their only function, is to produce highly trained people or only to respond to the economic challenges of the country. As someone who, when he was in university, was involved in very pure work that had no possibilities of commercial exploitation, I am convinced there is a very real and important place for curiosity-oriented research. But I think if one looks at what the universities are doing, one has to wonder whether we have the mix right.

The Chairman: I am sorry, Mr. Thacker, but your time expired about three minutes ago and I was, I think, generous with you. Mr. Berger, 10 minutes.

Mr. Berger: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I do not know if anyone has actually asked you this evening about the extra \$140,000, I think it is, that you are asking for in—

[Traduction]

certain projets précis, tout en abandonnant certains objectifs qu'il se proposait d'atteindre avant.

M. Thacker: De l'avis du ministre, quels changements devraient intervenir dans les universités pour que ces dernières fassent davantage de recherche et de développement?

M. Roberts: Vous me demandez mon avis?

M. Thacker: Oui, à votre avis, quels devraient être les changements qu'il faudrait apporter aux universités pour qu'elles puissent atteindre cet objectif?

M. Roberts: Je ne voudrais pas trop en dire à ce sujet. En règle générale, tout comme le ministre des Sciences et de la Technologie, je me pose la question qui consiste à savoir si le dosage entre les disciplines scientifiques et non scientifiques est suffisant au Canada. Je vais vous citer quelques chiffres que j'ai en mémoire et, en conséquence ils risquent d'être inexacts, mais pour vous donner une idée, même si j'exagère un peu à certaines reprises, on m'a dit par exemple qu'au Japon le rapport entre les diplômés scientifiques et les diplômés dans les autres domaines et de l'ordre de 70 p. 100 pour les sciences et 30 p. 100 pour les autres disciplines.

Pour le Canada, ce serait le contraire et dans un pays qui est si dépendant de ses ressources naturelles ainsi que des exportations de produits finis, le Canada ne peut compter sur une main-d'oeuvre à bon marché et doit donc compter sur une forte productivité—il faut donc augmenter la productivité—et dans cet ordre d'idée, je ne suis pas sûr que l'orientation des universités est à vrai dire la meilleure pour le Canada.

Je ne peux m'empêcher de penser qu'à l'heure actuelle les universités forment des milliers de journalistes qui, pour la plupart, ne seront pas à même de trouver de travail dans leur spécialité, et qui, parallèlement, ne font rien pour pallier le grave manque d'ingénieurs forestiers, par exemple, ou encore dans certains domaines que vous avez mentionnés—je me demande si l'enseignement postsecondaire comprend bien les perspectives économiques ainsi que les défis économiques du pays.

Loin de moi de dire que toutes les universités devraient s'efforcer, à l'exclusion d'autre chose, de former des spécialistes ou de relever les défis économiques du pays. Pour ma part, lorsque j'enseignais à l'université, je faisais de la recherche très théorique sans perspective d'exploitation commerciale et je crois que ce type de recherche orientée vers la découverte doit avoir une place importante à l'université. Par contre, si on regarde ce que font les universités, on ne peut que se poser la question de savoir si le dosage est bon.

Le président: Excusez-moi, monsieur Thacker, voilà trois minutes que votre temps de parole est terminé, et je crois que j'ai été généreux avec vous. Monsieur Berger, je vous donne la parole pour dix minutes.

M. Berger: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, je ne sais pas si l'on vous a posé une question ce soir au sujet des \$140,000 supplémentaires que, je crois, vous demandez.

[Text]

The Chairman: He will need his paragraph again, Mr. Berger.

Mr. Berger: —increased operating costs.

The Chairman: He has a small paragraph on that which he read at the last meeting.

Mr. Berger: I was wondering what exactly that extra \$140,000 is for.

Mr. Roberts: Essentially, that money is to improve the public awareness of science and science policy. It is directed towards an evaluation of our present efforts, to finance some of the exhibits that we have to try to communicate to the public the importance of science, and to the support of two annual publications on science. These are basically funds to improve our public-awareness performance.

• 2140

Mr. Berger: Where will those annual publications be distributed?

Mr. Roberts: They are basically distributed to the science community and to the more general public, to try to bring together the efforts of science so that parliamentarians would be able to look at it more—

Mr. Berger: Could you identify those two publications?

Mr. Roberts: Mr. Hudon.

Mr. Hudon: There is this one.

Mr. Roberts: This is called *Federal Science Activities*—the annual report of the department.

Mr. Berger: Those are not new publications?

Mr. Roberts: They are continuing publications. They come out each year.

Mr. Berger: They cost more to produce now than they did in the past, is that it?

Mr. Roberts: I think the answer to that is yes. We are trying to improve them. As I mentioned earlier, we are trying to make *Federal Science Activities* a more useful publication by bringing together a variety of dispersed information from all the departments and putting it together in one place.

Mr. Berger: I see.

Mr. Roberts: We do have in mind an even more improved communications program, which the department officials put together and which I have under consideration at the present time.

Mr. Berger: I see. Are those documents distributed much beyond Parliament?

Mr. Roberts: Certainly they are distributed to the scientific community.

[Translation]

Le président: Il va relire le paragraphe, monsieur Berger.

M. Berger: ... au titre des dépenses de fonctionnement additionnelles.

Le président: A ce sujet, il a rédigé quelques lignes, qu'il a lues lors de la dernière séance.

M. Berger: Je voudrais savoir à quoi ces \$140,000 supplémentaires vont exactement servir?

M. Roberts: Dans l'ensemble, cet argent est destiné à mieux informer le public des questions et des politiques scientifiques. Il s'agit de procéder à l'évaluation de nos efforts actuels, de financer quelques expositions pour essayer de sensibiliser le public à l'importance des sciences et également pour financer les deux publications scientifiques paraissant chaque année. Il s'agit donc de fonds destinés à sensibiliser le public.

M. Berger: Où ces publications seront-elles distribuées?

M. Roberts: En gros, dans la communauté scientifique, mais également dans le grand public, pour essayer de donner une vue d'ensemble des efforts déployés par les chercheurs et pour que les parlementaires soient à même d'étudier la question un peu plus—

M. Berger: Pourriez-vous nous dire de quelles publications il s'agit?

M. Roberts: Monsieur Hudon.

M. Hudon: Il y a celle-ci.

M. Roberts: Il s'agit du rapport annuel du ministère—Activités scientifiques fédérales.

M. Berger: Ce ne sont pas de nouvelles publications?

M. Roberts: Non, elles paraissent chaque année.

M. Berger: Ces publications coûtent à l'heure actuelle plus cher qu'avant n'est-ce-pas?

M. Roberts: Oui. Nous essayons d'en améliorer la qualité. Comme je l'ai dit plus tôt, nous essayons d'améliorer la qualité de cette publication en regroupant tout un éventail de données qui se trouvent dans différents ministères.

M. Berger: D'accord.

M. Roberts: Nous pensons mettre en oeuvre un meilleur programme de communications que les responsables du ministère ont élaboré et qui fait l'objet d'une étude pour l'instant.

M. Berger: Très bien. Ces deux publications sont-elles distribuées ailleurs qu'au Parlement?

M. Roberts: Certainement, on les fait également parvenir à la communauté scientifique.

[Texte]

Mr. Hudon, could you describe what distribution arrangements exist?

The Chairman: Mr. Hudon.

Mr. Hudon: The original intention of this publication, and it was devised with this in mind, was to be a companion piece to the estimates for parliamentarians. The R&D expenditures, or the science expenditures of the government, form part of the expenditures of departments and it is very difficult to bring them all together. This brings them all together, so it was devised with that in mind.

I believe that it gets a distribution of something in the order of 3,000 to 4,000, to universities, scientists, industries.

Mr. Berger: Was that the first year, 1981-82?

Mr. Hudon: No, I think this is our fifth.

Mr. Berger: It is the fifth; I see.

Thank you, Mr. Minister.

A second question, Mr. Chairman. Mr. Minister, in your statement you referred to the latest Statistics Canada information that shows that R&D investment by industry was \$1.034 billion in 1979, up 24 per cent from the previous year.

I know that we probably could dig up that information ourselves if we want to go to Statistics Canada. I was wondering if you could perhaps provide the committee with the source of that information, the catalogue numbers of Statistics Canada. Perhaps your officials could send to us copies of the actual Statistics Canada catalogues, if that would not be too much trouble, so that in the future we could verify that on our own in a bit more ready fashion.

Mr. Roberts: I will ask the officials to do that. I think the sources of the statistics are Statistics Canada and the Bank of Canada.

Mr. Berger: All right. Mr. Chairman, I thought Mr. Hudon perhaps wanted to make a comment on that.

Le président: Monsieur Hudon, vous voulez faire un commentaire?

Mr. Hudon: Non. On peut lui envoyer ces renseignements, cela nous ferait plaisir.

Mr. Roberts: Doit-on les envoyer à M. Berger ou au président?

Le président: Au greffier, s'il vous plaît.

Mr. Roberts: Au greffier, d'accord.

Mr. Berger: Finally, Mr. Chairman, I wondered if the minister would have a comment to make about the failure of this company, Consolidated Computer Inc. of Ottawa. It became news in the past week or so.

[Traduction]

Monsieur Hudon, pourriez-vous parler des arrangements au sujet de la distribution?

Le président: Monsieur Hudon.

M. Hudon: Au départ, cette publication devait venir s'ajouter au budget à l'intention des parlementaires. Les dépenses de recherche et de développement, ou les dépenses pour les sciences engagées par le gouvernement font partie des dépenses des différents ministères et, à ce titre, il est extrêmement difficile de les regrouper toutes. C'est précisément pour regrouper toutes ces informations que la publication a été conçue.

Je crois que le tirage est de l'ordre de 3,000 à 4,000 exemplaires répartis entre les universités, la communauté scientifique et l'industrie.

M. Berger: Quelle était la première année 1981-1982?

M. Hudon: Non, je crois que nous en sommes à la cinquième année.

M. Berger: La cinquième, très bien.

Merci, monsieur le ministre.

Une deuxième question, monsieur le président. Monsieur le ministre, dans votre déclaration vous avez fait état des derniers chiffres de Statistique Canada qui montrent que l'industrie a investi dans la recherche et le développement 1.034 milliard de dollars en 1979, c'est-à-dire 24 p. 100 de plus par rapport à l'année précédente.

Nous pourrions, si nous le voulions, vérifier ces informations auprès de Statistique Canada. Peut-être pourriez-vous nous dire d'où vous tenez ces informations, et le numéro de catalogue de Statistique Canada. Vos fonctionnaires pourront peut-être nous envoyer des copies des catalogues de Statistique Canada, si ce n'est pas trop leur demander, pour qu'à l'avenir nous puissions vérifier plus à notre aise.

M. Roberts: Je vais le demander. Je crois que ces chiffres proviennent de Statistique Canada et de la Banque du Canada.

M. Berger: Très bien. Monsieur le président, M. Hudon voudra peut-être dire quelque chose là-dessus.

The Chairman: Mr. Hudon, have you anything to say?

Mr. Hudon: No. We can forward him this information, it will be a pleasure.

Mr. Roberts: Shall this be sent to Mr. Berger or to the Chairman?

The Chairman: To the clerk, if you please.

Mr. Roberts: To the clerk, very well.

M. Berger: Finalement, monsieur le président, je me demande si le ministre pourrait nous dire quelques mots de la faillite de sa compagnie, *Consolidated Computer Inc of Ottawa*. Cette faillite a fait les manchettes au cours de la dernière semaine.

[Text]

According to the editorial in *The Citizen* today, the federal government had sunk approximately \$88 million into that particular company. They say here, "loan debts". I do not know exactly what they mean by loan debts; if that was by way of loan guarantees which eventually the government is obliged to make good on because of the failure of the company. *The Citizen*, in its editorial, says, "an expensive lesson". Does the minister feel there are any lessons to be learned from this particular experience? Would he care to comment?

• 2145

Mr. Roberts: I would not care to comment at any great length, Mr. Chairman. I have some general awareness of the situation, but I am not familiar with the details. It is not, of course, my department which has provided funds or guarantees; those would have been done under the auspices of Industry, Trade and Commerce.

I guess the only general comment I would hazard is that unless some risk were involved, there would be absolutely no need for investment support. Upon occasion, if one is going to support high-technology investments, which are often high-risk investments, at times one will support a loser. One should not assess a program or judge it on the basis of an individual case, but in terms of its over-all performance.

I again emphasize that the details of this particular case do not touch my responsibilities. I therefore hesitate to comment on it in any way.

Mr. Berger: In that respect, the other evening one of the members of the committee raised a question about the appropriateness of loans or subsidies as opposed to tax incentives. We all know the last budget did not provide the 25 per cent tax credit for investment for which some in the industry were looking. Do you feel this will have to be reconsidered at some time, in order to reach the goal of 1.5 per cent spending on research and development and in order to get industry to meet its share? Or, do you feel the present mix of policies will be satisfactory to enable us to reach that goal?

Mr. Roberts: I think it is clear we are considering changes in taxation as well as in a whole variety of other areas having an impact on research and development. This range of changes is really the content of the interdepartmental paper on leverage. I hope to be discussing the paper with the private sector in January after cabinet has had a chance to comment upon the range of possibilities described.

More specifically, in relation to taxation policy as you have described it, my own experience has been that well-established companies performing R&D see the attractiveness of improved tax arrangements because they would be of use to them for generating more funds through tax expenditures. However, smaller companies in a start-up position find research and development incentives not to be very useful because they do not have the kind of cashflow to enable them to take advan-

[Translation]

D'après un éditorial du *Citizen* d'aujourd'hui, le gouvernement fédéral aurait investi approximativement 88 millions de dollars dans cette compagnie. On parle ici de «dette de prêt», je ne sais pas exactement ce que l'on veut dire par là, si les fonds investis l'ont été sous forme de garantie de prêt que finalement le gouvernement a dû honorer étant donné la faillite de la compagnie. Dans son éditorial, le *Citizen* parle de «leçon qui coûte cher». Le ministre est-il d'avis qu'il est possible de tirer des leçons de cette expérience? Pourrait-il nous dire quelques mots là-dessus?

M. Roberts: Je n'en dirai pas grand-chose, monsieur le président. Je connais en gros la situation sans pour autant connaître tous les détails. Bien entendu, le ministère dont j'ai la responsabilité n'est pas responsable des fonds ou des garanties qui ont été consentis, qui auraient plutôt été accordés par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Tout ce que je peux dire, c'est que s'il n'y a pas de risque financier, il est absolument inutile de financer des investissements. A l'occasion, si l'on veut financer les investissements dans le domaine de la technologie de pointe, qui sont très souvent des investissements à risques élevés, il se peut que de temps en temps, on se trompe. Il ne faudrait donc pas évaluer tout un programme sur un cas d'espèce, mais plutôt d'une façon globale.

Je voudrais répéter que cette affaire en particulier n'est pas de ma juridiction et, en conséquence, je n'en dirai pas plus.

M. Berger: A cet égard, lors d'une séance antérieure, l'un des membres du Comité a soulevé la question de l'utilité de consentir des prêts ou des subventions par rapport aux incitations fiscales. Nous savons tous que le dernier budget ne prévoit pas les 25 p. 100 de crédit d'impôt à l'investissement, que certaines industries attendaient. Pensez-vous qu'il va falloir reconsidérer la question un peu plus tard, si l'on veut atteindre l'objectif fixé de 1.5 p. 100 pour la recherche et le développement et également pour que l'industrie fasse sa part? Ou êtes-vous d'avis que le mélange de politiques actuelles pourra nous permettre d'atteindre cet objectif?

M. Roberts: Je crois qu'il est évident que nous envisageons d'apporter des changements au système fiscal ainsi qu'à un ensemble de domaines qui ont des retombées sur la recherche et le développement. Les changements qui seront apportés font à vrai dire l'objet d'un document interministériel portant sur les prélèvements fiscaux que j'espère discuter avec le secteur privé en janvier, après que le Cabinet aura eu l'occasion de donner son avis.

Pour être plus précis, en ce qui a trait à la politique d'imposition que vous avez décrite, je crois que les compagnies bien établies qui se livrent à la recherche et au développement tiennent pour intéressantes les améliorations apportées aux arrangements fiscaux étant donné qu'elles pourront s'en servir pour obtenir davantage de fonds par le biais de dépenses fiscales. Toutefois, pour les petites entreprises qui débutent, ces stimulants à la recherche et au développement sont moins

[Texte]

tage of improved or extended R&D credit or tax exemptions. Those companies tend to focus on the need for tax arrangements which engender the kind of high-technology venture capital necessary for their growth and expansion.

The Chairman: Please make it brief because we are over time.

Mr. Roberts: Different kinds of companies, because of their positions, are more attracted to different kinds of devices. This all leads me to think we are not necessarily searching for one magic wand, but a mix of policies. Our tax arrangements already are very generous compared to those of other countries.

Mr. Berger: Just a question of information, Mr. Chairman. This department paper on leverage, is it a public document, Mr. Chairman?

Mr. Roberts: Yes, at some stage it will become a public document.

The Chairman: In the spirit of freedom of information.

• 2150

Mr. Roberts: Yes.

Mr. Chairman, I should say in addition that the present tax incentives have already shown a fairly significant response. Indeed, if the present trend continues, the tax incentives would lead to a foregoing of tax of something like \$0.5 billion by 1985.

The Chairman: Mr. Siddon.

Mr. Siddon: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, there is no doubt that over the next five-year fiscal period there is going to be a tremendous upsurge in demand for people with advanced degrees and special expertise in the applied sciences and engineering, and I think, as perhaps Mr. Gurbin and Mr. Thacker pointed out earlier, this recent document put out by your department has made the case very clearly. We could be talking, in terms of numbers, anywhere from 8,000 to 23,000 new scientists being required to 1985 if we expect to achieve that goal, 1.5 per cent of our GNP.

Yet we have, Mr. Minister, sort of an anomaly in all this in that there appears to be a high demand for people with special skills in support of the natural resource sector, in the production and extraction of our natural resources, and then at the other end of the spectrum there is a high demand in the area of high technology, microelectronics, communications and the like. But in the middle there, Mr. Minister, there is a vast area where we, as Canadians, have argued for years that we are not extracting enough finished product value from our natural resources. That is the secondary industry, the taking of our

[Traduction]

intéressants parce qu'elles n'ont pas suffisamment d'encaisse pour profiter des exemptions fiscales ou des améliorations ou des extensions des crédits consentis au titre de la recherche et du développement. Ces entreprises s'en tiennent généralement à l'idée que les arrangements fiscaux sont nécessaires, car ils leur permettent de trouver les capitaux spéculatifs nécessaires à la croissance et à l'expansion des industries de technologie de pointe.

Le président: Soyez bref, votre temps de parole est déjà terminé.

M. Roberts: Étant donné la situation relative des différentes entreprises, elles seront davantage attirées par certains mécanismes plutôt que d'autres. Cela m'amène à dire que nous n'essayons pas nécessairement de trouver une baguette magique, mais plutôt d'arrêter un mélange de politiques. Les arrangements fiscaux sont déjà fort généreux, par comparaison à ceux qui existent dans d'autres pays.

M. Berger: Une question pour mon information, monsieur le président. Le document du ministère relatif aux questions de prélèvement est-il public?

M. Roberts: Oui, le moment venu, ce document sera rendu public.

Le président: Dans l'esprit de la Loi sur la liberté d'accès à l'information.

M. Roberts: Oui.

Monsieur le président, je voudrais ajouter que les incitations fiscales actuelles ont déjà donné des résultats intéressants. En fait, si la tendance actuelle se maintient, ces incitations pourraient entraîner une diminution des taxes de l'ordre de 0.5 milliard de dollars d'ici 1985.

Le président: Monsieur Siddon.

M. Siddon: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, il ne fait aucun doute qu'au cours des cinq prochaines années financières, il y aura une grande demande de diplômés de haut niveau ainsi que d'experts dans les sciences appliquées et le génie, et comme MM. Gurbin et Thacker l'ont dit avant, le document que votre ministère a publié récemment a bien fait ressortir la question. En fait, pour donner des chiffres, d'ici 1985, on aura besoin de 8,000 à 23,000 chercheurs si nous voulons atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir 1.5 p. 100 de notre PNB.

Mais, monsieur le ministre, il y a une anomalie dans tout cela, à savoir qu'il y a une forte demande d'experts dans le secteur des ressources naturelles; dans la production et l'extraction de nos ressources naturelles, et d'autre part que la demande est également forte dans le secteur de la technologie de pointe, en microélectronique, dans les communications, etc. Mais entre les deux, monsieur le ministre, il y a un vaste domaine qui ne profite pas aux Canadiens, comme ils le disent depuis bien des années, car ils ne retirent pas suffisamment de profits de l'exploitation de leurs propres ressources naturelles.

[Text]

natural resources and producing products which Canadians need and which can be exported to the world.

I was astonished to learn the other day, Mr. Minister, that Ford Motor Company, according to one scientist who ought to know, does not employ one PhD in Oakville in support of research and development effort. I am perplexed, if that be the case, but there is an example where we are not providing employment opportunities for the graduates that we have put through our university programs. Then I learn, Mr. Minister, that recently the University of British Columbia, because of budgetary constraints, had to shrink down the actual numbers in the faculty of applied science because there was not enough money to pay the faculty the increases in salaries which would allow them to remain competitive with other universities. So here in a time when we need to have more faculty, more facilities and produce more graduates, they have shrunk the number of faculty positions by cancelling the vacancies and taking the money saved and adding it on to the salary of the existing faculty members.

So we have a serious dilemma, Mr. Chairman, and I am a little puzzled by the almost total emphasis on grants and incentives as inducements, particularly in this area in the middle of secondary industry and manufacturing, to get more employment opportunities and more finished product value out of our natural resources. I refer to the paper entitled *Economic Development for Canada in the 1980s*, which indicates that now we are going to establish an industrial opportunities program—IOP, or GOP, I suppose, Government Opportunity Program. Yet we tried two or three years ago to establish an economic development board called BED, and we have DIPP and PILP and IRAP and EDP and NSERC and all the rest of the alphabet soups, and we are not going to achieve the goal, Mr. Minister.

From what we have seen to this point, we have to raise the private sector spending on R&D from something like \$1 billion to \$2.25 billion by 1985, and that is going to require, according to your department's own estimates, an increase of some 27 per cent a year in spending by the private sector. Then we look at the three tax incentive programs that the Department of Finance has analysed in the last year and we find that in 1980 the write-off provisions and the tax credit provisions of the Income Tax Act have generated only \$140 million of additional revenue being spent in private sector research.

One hundred and forty million is far short of the \$1.2 billion or so that we are going to require over the next four years, and I want to repeat the kinds of questions that Mr. Berger and others offer. How are we going to achieve this goal if we do not introduce legislation, tariff measures or perhaps impose an R&D surtax on those primary industries? Instead of offering

[Translation]

Il s'agit de l'industrie secondaire c'est-à-dire la transformation des ressources naturelles en produits finis, dont les Canadiens ont besoin, et qui peuvent également être exportés.

J'ai été surpris d'apprendre l'autre jour, monsieur le ministre, que la compagnie Ford, d'après les dires d'un homme de science qui connaît bien la question, n'emploie pas un seul titulaire d'un doctorat à Oakville, dans son service de recherche et de développement. Si c'est le cas, cela me laisse perplexe, mais c'est un exemple qui montre que nous ne donnons aucune possibilité d'emploi à nos diplômés que nous avons formés dans nos propres universités. J'apprends, monsieur le ministre, que récemment l'Université de la Colombie-Britannique, étant donné les restrictions budgétaires, a dû diminuer le nombre de ses effectifs à la faculté des sciences appliquées, vu qu'il n'y avait pas suffisamment d'argent pour payer les augmentations des salaires des professeurs et des chercheurs pour rester compétitive avec les autres universités. Donc, à une époque où nous avons besoin de plus de facultés, d'installations et aussi de plus de diplômés, on constate que le nombre de postes a été réduit en ne dotant plus les postes vacants et en utilisant les économies ainsi faites pour accorder une augmentation aux professeurs en fonctions.

Nous faisons donc face à un grave dilemme, monsieur le président, et je suis un peu perplexe lorsque je constate que presque tous les stimulants et les subventions, notamment dans le secteur de l'industrie secondaire et dans l'industrie manufacturière, ont pour but de créer davantage d'emplois et de produire plus de produits finis par l'exploitation de nos ressources naturelles. Je parle du document intitulé «l'expansion économique du Canada dans les années 80» où il est dit que nous allons maintenant mettre en oeuvre un programme d'expansion des entreprises, c'est-à-dire un autre programme gouvernemental. Il y a deux ou trois ans, nous avons mis sur pied un organisme d'expansion économique que l'on appelle l'EED, en plus nous avons le PPIMD, le PPIL et le PARI ainsi que le PEE et le CRSNG, mais nonobstant tous ces acronymes, nous ne serons pas en mesure d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, monsieur le ministre.

Compte tenu de ce qui s'est passé jusqu'à présent, il nous faut augmenter les dépenses du secteur privé en recherche et en développement de un milliard à 2.25 milliards de dollars d'ici 1985, et pour cela compte tenu des prévisions de votre propre ministère, il faudra que le secteur privé augmente ses dépenses de quelque 27 p. 100 par année. Ensuite, en ce qui a trait aux trois programmes d'incitation fiscale que le ministère des Finances a étudiés l'année dernière, nous pensons que les dispositions régissant les déductions et les crédits d'impôts dans la Loi de l'impôt sur le revenu n'ont permis que de trouver 140 millions de dollars de revenus supplémentaires à investir dans le secteur privé.

On est loin des 1.2 milliard de dollars qui seront nécessaires dans les quatre années à venir, et je voudrais poser les questions que M. Berger et les autres ont posées. Comment allons-nous atteindre cet objectif si nous n'adoptons pas certaines lois, si nous ne prenons pas des mesures tarifaires ou peut-être si nous n'imposons pas une surtaxe à la recherche et

[Texte]

tax credits and then taking them away, as we have done in the present budget, instead of taking away tax advantages, why do we not impose an R&D surtax on those industries, particularly primary industries, perhaps largely foreign owned, which are extracting our natural resources and not reinvesting more than an insignificant amount in establishing R&D capability in Canada?

• 2155

The Chairman: Mr. Minister, you have a minute and a half to answer that question. I am sorry, but that is the rule of the game.

Mr. Roberts: I would say three things. One is that it is important to understand what the tax expenditure side is because, as Mr. Siddon has said, our effort is basically simply in loans and subsidy and support. Moving from the year 1977 to the latest one for which we have figures, the tax foregone for R&D in 1977 was \$6.2 million. For 1978 it was \$36.2 million. In 1979 it was \$75 million. In 1980 it was \$100 million. Our estimate is that by 1985, on the present structure of tax incentives, it will be \$500 million. So it would be wrong to argue that there is not a considerable support for R&D in the country, which is taking place through the tax-incentive route. In fact, it is.

Mr. Siddon: That is what I was saying. Where is the push?

Mr. Roberts: As a result of the tax incentives.

The second point I would make is that, while there will be a variation as there are fluctuations in the economic performance, so far it appears that the kind of increases in the private sector we were seeking, which is about a 17 per cent real, have been forthcoming over the past two years.

The third point I would make is that it is a matter of controversy—I would hope it would be a matter of critical debate—that the essential proposals made in the economic development paper are that the size of the Canadian economy does not permit us to depend upon, to orient our support policies or the activity of our country as a whole, into every economic sector. It does therefore try to provide a rough direction to those sectors in which comparative advantage for Canada lies, and the contention of the paper is that the efforts of government—and we hope in the private sector—would concentrate on those key sectors because they provide the greatest possibility for growth. Within that is a very strong emphasis and value added onto the resource basis economy. The theory of the resource basis economy is extraordinarily important. That is a fact of nature. It is an advantage for us. There is an emphasis on value added, but clearly, as well, in concentrating on some sectors where we do have comparative advantage, it means there will be a much lessened effort in the support of sectors in which we do not.

[Traduction]

au développement aux industries primaires? Plutôt que d'offrir des crédits d'impôts pour après les reprendre, comme nous l'avons fait avec le budget actuel, plutôt que de retirer des avantages fiscaux, pourquoi ne pas imposer une surtaxe à la recherche et au développement notamment aux industries du secteur primaire que probablement les Canadiens ne possèdent pas et qui exploitent nos ressources naturelles et qui n'investissent que le strict minimum dans la recherche et le développement au Canada.

Le président: Monsieur le ministre, vous avez une minute et demie pour répondre à la question. Excusez-moi, mais c'est la règle du jeu.

M. Roberts: J'ai trois choses à dire. La première, c'est qu'il est important de comprendre ce que l'on trouve du côté des dépenses fiscales parce que, comme M. Siddon l'a dit, nous consentons en gros des prêts et des subventions. De 1977 à la dernière année pour laquelle nous avons des chiffres, les abattements fiscaux pour recherche et développement en 1977 étaient de 6.2 millions de dollars. Pour 1978, ces réductions se montaient à 36.2 millions de dollars. En 1979, elles atteignaient 75 millions de dollars. En 1980, elles étaient de 100 millions de dollars. Nous prévoyons que d'ici 1985, compte tenu de la structure actuelle des incitations fiscales, ces réductions seront de 500 millions de dollars. Donc, il est faux de prétendre que l'on n'a pas beaucoup encouragé la recherche et le développement au Canada, car on a à cet effet accordé des incitations fiscales. En fait, on a encouragé la recherche et le développement.

M. Siddon: C'est ce que je disais. Où est la poussée?

M. Roberts: Elle découle des incitations fiscales.

Deuxièmement, on assistera à des fluctuations comme il y en a d'ailleurs aussi dans l'économie; jusqu'à présent, toutefois, il semble que l'effort auquel nous nous attendions de la part du secteur privé, de l'ordre de 17 p. 100, s'est concrétisé au cours des deux dernières années.

Troisièmement, cette question fait l'objet d'une controverse, que j'espère critique, le gros des propositions qui se trouvent dans le document portant sur l'expansion économique montrait en fait que l'économie canadienne ne nous permet pas de dépendre et d'axer notre appui ou notre activité sur tout le pays et dans tous les secteurs de l'activité économique. En conséquence, on oriente grosso modo ces secteurs là où le Canada peut retirer un avantage comparatif, et d'après l'étude en question, les efforts du gouvernement, et nous l'espérons également ceux du secteur privé, portent sur ces secteurs clés étant donné qu'ils ont le potentiel de croissance le plus élevé. On accorde donc une grande importance à la valeur ajoutée dans une économie axée sur l'exploitation des ressources naturelles. La théorie de l'économie axée sur l'exploitation des ressources naturelles a une importance considérable. C'est un fait naturel. C'est un avantage pour nous tous. On met l'accent sur la valeur ajoutée mais également on essaie de concentrer l'activité dans certains secteurs où de fait le Canada a un

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Roberts.

Mr. de Corneille, we have about five minutes. I have Mr. de Jong and I also have Mr. Thacker who wants to go on. We will have to adjourn by 10 o'clock. If you could ask your questions, Mr. de Corneille, and maybe I could have Mr. de Jong make his short intervention because I have a late show at 10.10 p.m. If you want to continue, Mr. Berger could take the chair. If you want to go on for five minutes, Mr. Thacker, Mr. de Jong . . .

Mr. Roberts: Ten o'clock is 10 o'clock.

The Chairman: Yes, 10 o'clock is 10 o'clock.

Mr. de Corneille.

Mr. de Corneille: My concern and my comments, Mr. Chairman, are addressed to the minister. I wonder what he is going to do in order to try to get across a national policy in the field of post-secondary education in the face of the game that is played constantly in Canada of buck-passing? One example of this is the unwillingness to face up to the fact that the provinces are not facing up to their responsibilities. It is not really very fair, it seems to me, after the government has now twice renewed the five-year period in terms of the adjustment period for fiscal reasons for the provinces to adjust to the new way of life and new system, that they should try to continue now to renew it again, something that is long past and long dead, instead of facing up to the fact that on the subject of post-secondary education they are not playing their role.

It is a lame excuse to start talking about the fact that they are not getting as much from the federal government if you look at the fact, Mr. Chairman, that in 1970 the federal government received approximately, in expenditures of the tax dollar, some 64 per cent of what was spent in revenues, and the provincial governments spent 36 per cent of it. And now, in one decade, that situation, through transfers and so on, has put the federal government in the position of almost a 60-40 break, but this time the federal government is only spending 40 per cent of the revenues, and the provincial governments are spending 60 per cent. We are not going to establish any kind of national policy to deal with a national crisis of a shortage of professors unless there is some way—and I would like to know what is going to be done—to stick it to the provinces and make them responsible, or else for us to undertake some kind of direct transfers to those institutions if they are going to survive, because they are certainly not going to survive at the rate that the provinces are helping them.

• 2200

Mr. Roberts: I will be working zealously with my colleagues, the Minister of Finance, the Secretary of State and the Minister of Health and Welfare, to ensure that we present

[Translation]

avantage comparatif, cela veut dire qu'il faudra faire moins d'efforts dans les autres secteurs que nous appuyons moins.

Le président: Merci, monsieur Roberts.

Monsieur de Corneille, vous avez approximativement cinq minutes. J'ai encore sur ma liste M. de Jong et M. Thacker qui veulent poser d'autres questions. Nous allons devoir lever la séance à 22 heures. Monsieur de Corneille, vous pouvez donc poser vos questions et je demanderai peut-être à M. de Jong d'intervenir brièvement parce que je dois partir à 22h 10. Si vous voulez continuer, M. Berger présidera la séance. Vous avez donc cinq minutes, monsieur Thacker, monsieur de Jong . . .

M. Roberts: Quand on dit 22 heures, c'est 22 heures.

Le président: Oui, d'accord.

Monsieur de Corneille.

M. de Corneille: Monsieur le président, c'est au ministre que je veux m'adresser. Je me demande ce qu'il fait pour essayer d'imposer une politique nationale dans le domaine de l'enseignement postsecondaire, compte tenu du fait qu'au Canada personne ne veut jamais prendre de responsabilités? Un exemple, la mauvaise volonté de reconnaître que les provinces ne font pas face à leurs responsabilités. Ce n'est pas très juste de dire cela me semble-t-il, compte tenu du fait que le gouvernement vient de renouveler à deux reprises la période d'ajustement pour des raisons budgétaires afin de permettre aux provinces de s'ajuster sur le nouveau système, de leur demander de renouveler quelque chose qui est mort depuis longtemps, plutôt que de faire face à la réalité de se rendre compte qu'en ce qui concerne l'enseignement postsecondaire, elles ne prennent pas leurs responsabilités.

C'est une bien pauvre excuse de dire que les provinces ne retirent pas autant du gouvernement fédéral, surtout si on examine les faits, monsieur le président, à savoir qu'en 1970, le gouvernement fédéral a reçu approximativement en dépenses fiscales, 64 p. 100 des recettes, alors que les gouvernements provinciaux en ont obtenu 36 p. 100. Et en dix ans, cela, à cause des transferts et cetera, a mis le gouvernement fédéral dans une position de 60-40, mais cette fois-ci le gouvernement ne dépense plus que 40 p. 100 des revenus et ce sont les gouvernements provinciaux qui dépensent les 60 p. 100 restants. Nous ne serons pas à même de mettre en oeuvre une politique nationale quelconque qui nous permettrait de faire face à une pénurie nationale d'enseignants à moins que nous trouvions une façon—et je voudrais savoir ce que l'on a l'intention de faire à cet égard—de mettre toutes les provinces face à leurs responsabilités ou encore que le gouvernement puisse transférer directement des fonds aux institutions en difficulté, parce qu'il est bien entendu qu'elles ne parviendront pas à survivre compte tenu de l'aide que les provinces leur donnent.

M. Roberts: Je ferai tout mon possible avec mes collègues, le ministre des Finances, le secrétaire d'État et le ministre de la Santé et du Bien-être, pour faire valoir aussi catégoriquement

[Texte]

as vigorously as possible to the provinces the need to understand that there are national objectives in these areas and the need for accountability for the expenditure of the funds of the Parliament of Canada in reaching those objectives.

The Chairman: Mr. Minister, gentlemen, I am sorry to have to interrupt the proceedings, but it is 10 o'clock.

Mr. Roberts: Thank you very much, Mr. Chairman. I want to thank particularly Mr. Siddon for the very kind comments which he presented to me at the beginning of the session.

Mr. Siddon: You deserved every word of them.

The Chairman: The next meeting will be Tuesday, December 1, 1981 at 3:30 p.m., Room 209, when our witness will be the Commissioner of Official Languages under "Privy Council".

The meeting adjourned.

[Traduction]

que possible aux provinces qu'il y a des objectifs nationaux à atteindre dans ces domaines et que les dépenses engagées dans ce sens doivent être justifiées au Parlement du Canada.

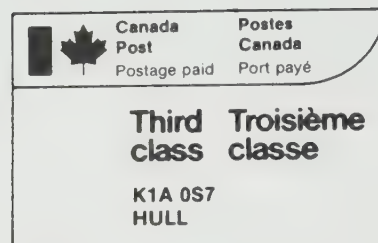
Le président: Monsieur le ministre, messieurs, je dois malheureusement mettre fin à la séance, car il est 22 heures.

M. Roberts: Merci beaucoup, monsieur le président. Je voudrais remercier particulièrement M. Siddon des aimables propos qu'il a tenus à mon égard au début de la séance.

M. Siddon: Vous les méritez.

Le président: La prochaine séance aura lieu le mardi 1^{er} décembre 1981 à 15h30, salle 209; nous accueillerons le commissaire aux langues officielles, sous la rubrique «Conseil Privé».

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison:
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Ministry of State for Science and Technology:
Mr. L.D. Hudon, Secretary.

Du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie:
M. L.D. Hudon, secrétaire.

CHAMBER OF COMMONS

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 68

Tuesday, December 1, 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 68

Le mardi 1^{er} décembre 1981

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Vote 15c—
Commissioner of Official Languages under PRIVY
COUNCIL

CONCERNANT:

Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédit 15c—
Commissaire aux langues officielles sous la rubrique
CONSEIL PRIVÉ

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish
Bachand
Baker (*Nepean-Carleton*)
Bloomfield
Cousineau

de Corneille
de Jong
Gamble
Gimaïel
Gingras

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Herbert
Huntington
Kelly
King

MacDonald (M^{lle})
Siddon
Stevens
Watson—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, December 1, 1981:

Miss MacDonald replaced Mr. Gilchrist;
Mr. Huntington replaced Mr. Greenaway;
Mr. Stevens replaced Mr. Thacker;
Mr. Gamble replaced Mr. Yurko;
Mr. King replaced Mr. Gass;
Mr. Baker (*Nepean-Carleton*) replaced Mr. Gurbin.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 1^{er} décembre 1981:

M^{lle} MacDonald remplace M. Gilchrist;
M. Huntington remplace M. Greenaway;
M. Stevens remplace M. Thacker;
M. Gamble remplace M. Yurko;
M. King remplace M. Gass;
M. Baker (*Nepean-Carleton*) remplace M. Gurbin.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 1, 1981

(85)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:42 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bachand, Baker (*Nepean-Carleton*), de Corneille, Gamble, Gauthier, Gimaïel, Herbert and King.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Mr. M.F. Yalden, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

The Chairman called Vote 15c—Commissioner of Official Languages under PRIVY COUNCIL.

The witness made a statement and answered questions.

At 5:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 1981

(85)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h 42 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Bachand, Baker (*Nepean-Carleton*), de Corneille, Gamble, Gauthier, Gimaïel, Herbert et King.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoin: Du bureau du Commissaire aux langues officielles: M. M.F. Yalden, Commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (*Voir procès-verbal du jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 63*).

Le président met en délibération le crédit 15c,—Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

Le témoin fait une déclaration et répond aux questions.

A 17h 04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, December 1, 1981

• 1543

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Je m'excuse d'être un peu en retard. Il y a parfois des raisons sérieuses, et je pense que la mienne est aussi valable que n'importe quelle autre.

Nous nous réunissons pour recevoir le témoignage du commissaire aux langues officielles aux fins de notre étude du crédit 15c sous 21 la rubrique CONSEIL PRIVE que vous trouverez à la page 132 du Budget supplémentaire (C) pour l'année 1981-1982. Avec votre permission, je mets le crédit 15c en délibération.

CONSEIL PRIVE

D—Commissaire aux langues officielles

Crédit 15c—Commissaire aux langues officielles—Dépenses de programme\$318,000

The Chairman: I would like to ask the Commissioner of Official Languages, Mr. Yalden, if he has an opening statement to make concerning these expenditures. If not, we will proceed with the usual period of questions with 10 minutes for members.

Would you mind, Mr. Yalden, introducing your companions at the head table?

Mr. M.F. Yalden (Commissioner of Official Languages): Yes, Mr. Chairman. I would like, first of all, to introduce M^{me} Christine Sirois, our Director of Information, and Mr. Maurice Héroux, Director of Audits and Complaints.

• 1545

First of all, may I say I am very happy to be here this afternoon to discuss our Supplementary Estimates (C) for 1981-82. I shall be delighted to try to answer any questions the members of the committee may have.

To explain very briefly the reasons behind the additional nine man-years and \$318,000 which constitute the budget, the additional personnel and funds have been requested in conjunction with our program of linguistic audits which is designed to evaluate the linguistic performance of federal departments and agencies.

L'objectif de ce programme de vérification est de passer en revue tous les organismes fédéraux d'importance dans un délai de cinq ans. Ce programme touche environ 120 ministères et organismes auxquels s'ajoutent une trentaine de conseils, de commissions et de sociétés. Nous avons choisi un cycle quinquennal parce que la plupart des organismes subissent au cours de cette période des changements assez importants pour rendre périmés les rapports de vérification. D'ailleurs, je mentionnais

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*Le mardi 1^{er} décembre 1981**The Chairman:** Order, please.

I apologize for being a little late. There are sometimes serious reasons for these delays and I think that my reason is just as valid as any other.

Our witness today is the Commissioner of Official Languages, who is appearing in connection with our study of Vote 15c under Privy Council, which is on page 132 of the Supplementary Estimates (C) for 1981-1982. With your permission, I will call Vote 15c.

PRIVY COUNCIL

D—Commissioner of Official Languages

Vote 15c—Commissioner of Official Languages—Program Expenditures\$318,000

Le président: Je voudrais demander au commissaire aux langues officielles, M. Yalden, s'il a une déclaration d'ouverture à faire concernant ces dépenses. Autrement, nous allons passer à la période des questions avec dix minutes pour chaque député.

Auriez-vous l'obligeance, monsieur Yalden, de bien vouloir présenter vos collaborateurs?

M. M.F. Yalden (commissaire aux langues officielles): Oui, monsieur le président. Je vous présente d'abord M^{me} Christine Sirois, directeur de l'Information, et M. Maurice Héroux, directeur de la Vérification et des plaintes.

Permettez-moi tout d'abord de dire que je suis très heureux de venir ici cet après-midi pour discuter du Budget supplémentaire (C) pour 1981-1982. Je me ferai un plaisir de répondre aux questions que pourront poser les membres du Comité.

Pour vous expliquer rapidement les raisons justifiant la demande de 9 années-personnes supplémentaires, et des \$318,000 que nous demandons, eh bien cette requête se rapporte à notre programme de vérification linguistique conçu pour évaluer la performance linguistique des ministères et organismes du gouvernement fédéral.

This audit program aims at reviewing all the important federal departments and agencies every five years. With this program, we review some 120 departments and agencies and some thirty councils, commissions and corporations. We have chosen a five year span because the majority of agencies undergo, in that period, changes that can render obsolete the audit reports. I might add at this point that the Auditor General has also a five year period for its audits.

[Texte]

que le vérificateur général a, lui aussi, adopté un cycle quinquennal pour ses vérifications.

L'analyse des ressources indispensables pour effectuer ces vérifications et pour s'assurer ensuite que les ministères ne relâchent pas leurs efforts entre les vérifications a montré qu'il nous fallait quelque 39 années-personnes, c'est-à-dire 9 de plus que les 30 déjà autorisées. Avec ces nouveaux effectifs, je crois que le bureau devrait être en mesure de répondre aux attentes du Parlement et de remplir son mandat qui est de favoriser la réforme linguistique. Comme l'indique le Livre bleu, 6 de ces 9 années-personnes se rattachent à des postes d'agents, et les trois autres à des postes de soutien, soit deux secrétaires et un commis.

The \$318,000 in the budget is of course the attendant costs. Apart from salaries which account for more than three-quarters of the allocation, the total covers expenditures for transport, communications, office equipment and supplies.

That, Mr. Chairman, is our Supplementary Estimates (C) budget in brief. As I said earlier, I shall be happy to answer questions about it or, of course, about any other aspect of our operation that members might be interested in.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur le commissaire.

I usually have a list of people who want to ask questions. I have not had one prepared yet, but I see Mr. Baker and I also see Mr. Gamble. I will take the names as I see them.

Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): What is the number of person-years, Mr. Yalden?

Mr. Yalden: Nine.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Nine person-years. How many people do you have already?

Mr. Yalden: We have 119, if my memory serves me, and the 9 brings it to 128.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): You actually do require that nine, there is no way that you can deal with the programs without this expansion, given the President of the Treasury Board's feeling, as a matter of fact, the statements he made, about cutting down on the size of the public service.

Mr. Yalden: Mr. Chairman, I believe that the number of positions we have in the area of audits and complaints is a bare minimum to conduct the kind of operation that it is my understanding Parliament wishes to conduct. I think, in fact, if we were going to go at the whole matter of auditing departmental performance in this area in a really vigorous way, we would need more people.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I see.

Mr. Chairman, I wonder if I could ask the commissioner about these audits and their importance. I have had some grave doubts about some things that the government has done under the official languages program. I think there has been,

[Traduction]

In analyzing the resources necessary to conduct these audits and to make sure afterwards that the departments do endeavour to reach their goals, we came to the conclusion that we need some 39 person-years, that is to say an addition of nine person-years to the thirty we already have. If those additional person-years are authorized, I believe that the office will be able to fulfill the expectations of Parliament which is to bring about a linguistic reform. As shown in the Blue Book, six of these nine person-years will be for officers and the three others will be support services that is to say, two secretaries and one clerk.

Les \$318,000 que nous demandons représentent bien sûr les frais connexes. Les traitements comptent pour plus des trois-quarts de la somme et le reste représente les frais de transport, de communications, de matériel de bureau et de fournitures.

Voilà, monsieur le président, un bref aperçu de notre budget supplémentaire (C). Comme je le disais précédemment, je serai heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser à ce sujet ou au sujet de tout autre aspect de notre travail.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Commissioner.

Habituellement, j'ai une liste des députés qui veulent poser des questions. Je n'en ai pas maintenant, mais je vois que MM. Baker et Gamble veulent poser des questions. Je prendrai les noms en note à mesure que les mains se lèveront.

Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Combien d'années-personnes demandez-vous, monsieur Yalden?

M. Yalden: Neuf.

M. Baker (Nepean—Carleton): Neuf années-personnes. Combien d'années-personnes avez-vous déjà?

M. Yalden: Si ma mémoire est bonne, nous en avons 119 et nous demandons à en avoir 128.

M. Baker (Nepean—Carleton): Vous avez vraiment besoin de ces 9 années-personnes supplémentaires car il vous est impossible de continuer votre programme sans cet accroissement de personnel, même dans le contexte de la déclaration du président du Conseil du Trésor sur la réduction du nombre de fonctionnaires.

M. Yalden: Monsieur le président, je considère que le nombre de postes que nous avons à l'heure actuelle pour faire les vérifications et faire enquête sur les plaintes est le minimum essentiel au genre de travail que semble vouloir nous imposer le Parlement. Par ailleurs, si nous voulions faire des vérifications serrées de la performance des ministères, nous aurions besoin de plus d'employés.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je vois.

Monsieur le président, pourrais-je poser au commissaire des questions sur ces vérifications et leur importance. Je mets sérieusement en doute certaines actions du gouvernement dans le cadre de son programme sur les langues officielles. À mon

[Text]

and I say this for the record, an attempt by the government to place within impossible time periods certain movements ahead with respect to the advancement of the official language program. In the latest announcement by the President of the Treasury Board, he has placed yet a new deadline—after not having been able to meet about five deadlines, there is yet a new deadline—of December 1, 1983, for meeting the government's objectives.

• 1550

It seems to me, and I say this with respect, because I realize the Commissioner of Official Languages does not have anything to do with setting those things—it is the government that does it, but there is pressure being put on Mr. Yalden with respect to increasing staff. He will likely be back next year to increase it again, because he has been pushed up against a barricade or a wall that no one has been able to meet thus far. And perhaps in that sense we are dealing with something that we ought to consider, and that is, whether or not these deadlines are realistic in terms of the availability of bilingual public employees from which the employer can draw sufficient employees to fill positions.

Perhaps there should be an examination of the program in two ways—perhaps more than two. First, the deadlines that have been placed by the government with respect to that matter, to the extent that the commissioner says he would have to have even more people to do a proper audit. Second, the corresponding movement by the government to cut down the number of teachers—yes teachers—in the public service. Third, the raising of language requirements for certain positions in the public service seems to be creating a difficult situation.

I regret to have to say to you, Mr. Chairman, and to you, Mr. Yalden, that I have had, over the past little while, a sense being delivered to me from the public service that there is a certain amount of unfairness being built into the system; that whereas there was unfairness before, there is now being unfairness on the other side.

So, I wonder, sir, if it is reasonable to suggest, at the outset in any event, that perhaps in order to ensure that reasonable audits can be undertaken and that reasonable programs are put in place, that some consideration ought not to be given by you with respect to these deadlines that have been set, bearing in mind that not one of them has ever been met. Not one of them has ever been met thus far. Now that may speak to a lack of commitment by the government, and I think there have been statements to that effect. But given some of the difficulties that have arisen, that have come to my attention, as to what deadlines are there now, one would have to consider the efficacy of the program in the circumstance that I mentioned. I wonder if you would care to comment on that.

The Chairman: Mr. Yalden.

Mr. Yalden: Mr. Chairman, I suppose I would say, first of all, that I do not like unrealistic deadlines, at least of one sort,

[Translation]

avis, le gouvernement a essayé d'imposer des délais impossibles dans l'application du programme des langues officielles. Dans sa déclaration la plus récente à ce sujet, le président du Conseil du Trésor a imposé un autre délai; il veut que les objectifs gouvernementaux soient atteints le 1^{er} décembre 1983; et pourtant, les cinq délais précédents n'ont pas été respectés et il en impose encore un nouveau.

Je ne veux pas critiquer le commissaire aux langues officielles car il n'a rien à voir avec cette partie du dossier qui relève du gouvernement, mais il me semble que des pressions sont exercées sur M. Yalden pour qu'il augmente le nombre de ses employés. L'année prochaine, il reviendra probablement nous demander d'augmenter encore son effectif car il est coincé par l'imposition de ce délai que personne n'a pu respecter jusqu'à maintenant. Et c'est peut-être là un sujet sur lequel il conviendrait de se pencher, c'est-à-dire que nous devrions essayer de voir si ces délais sont réalistes dans le contexte de la disponibilité de fonctionnaires bilingues capables de combler les postes.

Il conviendrait peut-être d'étudier le programme sous au moins deux aspects. Tout d'abord, les délais impartis par le gouvernement en matière de langues officielles, dans la mesure où le commissaire déclare qu'il doit avoir plus d'agents pour effectuer ses vérifications. Deuxièmement, la tendance corrélative du gouvernement à couper le nombre de professeurs dans la Fonction publique. Troisièmement, le resserrement des exigences linguistiques dans la Fonction publique semble créer des problèmes.

Je déplore devoir vous dire, monsieur le président et M. Yalden, que depuis un petit bout de temps, les fonctionnaires me transmettent un sentiment d'inéquité par rapport à ce système des langues officielles; là où le système n'était pas juste auparavant pour une partie des fonctionnaires, eh bien maintenant le système s'attaque à l'autre partie des fonctionnaires.

Alors, monsieur, je ne sais pas s'il serait raisonnable de suggérer, à ce point-ci, pour que des vérifications raisonnables puissent être faites et pour que des programmes plausibles soient mis en place, que vous ayez votre mot à dire quant à l'imposition de ces délais, car il ne faut pas oublier qu'aucun n'a jamais été respecté. Aucun délai n'a été respecté jusqu'à maintenant. Ce dépassement des délais découle peut-être d'un engagement trop faible du gouvernement et je crois avoir entendu des déclarations à ce sujet. Mais, compte tenu des problèmes qui se sont présentés, dont j'ai entendu parler, quant aux délais, il faut tenir compte du fonctionnement et de l'application du programme dans les circonstances que je viens de donner. Auriez-vous quelque chose à répondre à cela?

Le président: Monsieur Yalden.

M. Yalden: Tout d'abord, monsieur le président, je dois dire que je n'aime pas les délais impossibles à respecter. Je crois

[Texte]

and that is the sort that people do not meet. I think it is an unfortunate thing to set deadlines and then have to reset them again and again. Of course, it is true that over the years there have been a number of these deadlines and they have not been met and they have been changed.

A second point that Mr. Baker mentioned, Mr. Chairman, was the matter of unfairness. I think that I not only would wish to deal with any alleged unfairness, but that it is my duty to do that. I would like to say through you, Mr. Chairman, to Mr. Baker as a member of Parliament in a public service constituency, that, if anyone, public servant or otherwise, is aware of anything that remotely smacks of unfairness of application or of a situation in which a person has been denied a position or a promotion or anything of the sort as a result of any of these policies, then I would certainly wish to know about it and I would pursue that as vigorously as I could. I think I have always done that when I have been made aware of any such problems.

• 1555

The hon. member mentioned as well cutbacks on teachers, Mr. Chairman. I do not agree with any cutback in the area of language training. I think that the other half of the game of requiring increased bilingualism in the public service should and must be to make available to public servants, particularly public servants who may not have had an opportunity to study the other language, as much chance to become proficient in it as is humanly possible.

It is ridiculous to suggest that this can be done in the schools for the moment. I hope it is not ridiculous forever to suggest that. I hope, like everyone around the table, that it will be done in the schools eventually but it is not being done in the schools now and, therefore, it is unfair to expect many public servants to have this type of skill when they arrive on the job.

So I am in favour of as much language training as the public service can take. This, of course, is not the same thing as to say I think anybody and everybody should spend their time in public service language schools at the taxpayers' expense. I think there are probably people who might be wasting their time, principally because they have no need of a second-language skill.

It is said as well that people past a certain age have difficulty with languages. I am a touch more sceptical about that, mostly because I am past that certain age and I am not prepared to admit that I could not learn another language if it were required of me.

As to unrealistic deadlines in another sense, that is to say, whether the government is, in fact, going to be able to do what it says it is going to be able to do, then I think, with respect, Mr. Chairman, I must leave the President of the Treasury Board and his colleagues to defend their policies. They are not my policies. They are the policies of the government and, as a servant of Parliament, I do not think it would be appropriate

[Traduction]

qu'il est malheureux de devoir imposer des délais et de devoir reporter la date d'échéance à maintes reprises. Bien sûr, c'est un fait que depuis le temps, de nombreux délais ont été imposés, qu'ils n'ont pas été respectés et qu'ils ont été reportés.

M. Baker a ensuite parlé de l'inéquité. Non seulement je veux m'attaquer à toute plainte portant sur l'inéquité, mais encore je dois le faire, c'est mon devoir. Monsieur le président, j'aimerais dire à M. Baker, un député qui représente une circonscription comptant de nombreux fonctionnaires, que si une personne, fonctionnaire ou non, est consciente de ce qui pourrait être perçu comme étant une injustice, ou si cette personne est consciente d'un cas où un fonctionnaire se fait refuser un poste ou une promotion à cause de l'application de ces politiques, j'aimerais certainement en être mis au courant et je ferai enquête du mieux que je le peux. Je crois l'avoir toujours fait lorsque j'ai pris connaissance de ces problèmes.

Le député a également fait référence aux réductions du nombre de professeurs, monsieur le président. Je ne suis pas d'accord avec ces réductions dans le domaine de la formation linguistique. A mon avis, pour intensifier le bilinguisme dans la Fonction publique, il faut offrir aux fonctionnaires, notamment les fonctionnaires qui n'ont pas pu étudier l'autre langue officielle, autant de chances qu'il est humainement possible de le faire pour que ces fonctionnaires deviennent bilingues.

A l'heure actuelle, il est ridicule de dire que cela peut se faire dans les écoles. J'espère qu'à long terme, cette déclaration cessera d'être ridicule. Comme tous les gens qui sont ici aujourd'hui, j'espère que les écoles finiront par offrir des cours de langue suffisants, mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas et, par conséquent, il ne serait pas juste de s'attendre à ce que de nombreux fonctionnaires soient aussi bilingues que nous le désirons lorsqu'ils entrent en fonction.

Donc, en conséquence, je suis favorable à tous les cours de langue que peut offrir la Fonction publique. Bien sûr, je ne dis pas que tous les fonctionnaires devraient fréquenter les écoles de langue de la Fonction publique aux frais du contribuable. Je crois que certaines personnes y perdraient leur temps car certains employés n'ont pas besoin d'être bilingues.

On dit également qu'au-delà d'un certain âge, il est difficile d'apprendre une autre langue. Je ne suis pas convaincu de cette déclaration; après tout, je suis d'un certain âge et je pense être capable d'apprendre une autre langue si je devais le faire.

Quant à un autre aspect de l'impossibilité des délais, c'est-à-dire quant à savoir si le gouvernement réussira à tenir ses promesses, eh bien je crois, monsieur le président, qu'il revient au président du Conseil du Trésor et à ses collègues de défendre leurs politiques. Ces politiques ne relèvent pas de moi. Elles relèvent du gouvernement et, en tant que fonctionnaire, je ne pense pas qu'il serait approprié de pousser plus loin

[Text]

for me to say any more than I did originally; namely, that I have a decent sort of skepticism based upon experience when it comes to these deadlines. I will certainly be waiting to see what comes of them as the months unfurl towards the deadlines which have been set by the president of the Treasury Board and some of his colleagues.

The Acting Chairman (Mr. Bachand): One last short question.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much.

Mr. Chairman, I want to thank the commissioner for that and I appreciate his undertaking to conduct investigations. However, I want to inform him of something perhaps he already knows. There is a great scepticism in the public service—not of the commitment by the Commissioner of Official Languages to investigate. I can attest to the fact personally that, with respect to matters that I have brought to his attention with the consent of constituents, he has, in fact, investigated. Sometimes the constituent is happy about it and sometimes he is not but I guess that is the result of the process.

But there is a worry in the Public Service of Canada that if one raises, with the Commissioner of Official Languages or within his department, any objection to the way a process is being carried out—I will give you an example: the system for identifying bilingual positions, for instance. If there is any questioning of the system and the methods that are being used to implement it, then, as people relate to me, they are marked men and women in the department.

I say to the commissioner that this is something that has been visited upon me by constituents to such a great extent, that I cannot believe the feeling is not ingrained in the public service.

• 1600

Are there ways, sir, that investigations can be carried out by you in your office, where that person can remain anonymous, so that the person, in terms of that investigation, at least insofar as the department is concerned, will not feel a marked man or woman? And if there are complaints, those complaints can be brought to your office, because it is your duty to investigate those, and I have indicated my experience with your office. Would you comment on that?

Mr. Yalden: Yes, Mr. Chairman. I believe that it probably is the case, that a number of public servants feel the way the honourable member describes. I think there is a general sort of feeling in a large organization like this one that if you criticize the way the boss handles things, the boss gets even with you, is what Mr. Baker is saying.

As to the matter, though, specifically of complaints under the Official Languages Act, if I may distinguish between anonymity and confidentiality, both those concepts are accepted as far as our procedures are concerned. In this sense, someone can complain to us without even identifying them-

[Translation]

ma déclaration; j'ai dit au début que ces délais me laissent quelque peu sceptique d'après mon expérience. Je surveillerai de près les progrès à mesure que s'écoulent les mois vers le délai imparti par le président du Conseil du Trésor et certains de ses collègues.

Le président suppléant (M. Bachand): Une dernière question brève.

M. Baker (Nepean-Carleton): Merci beaucoup.

Monsieur le président, je veux remercier le commissaire des précisions qu'il a apportées et je lui sais gré de son engagement pour ce qui est des enquêtes. Cependant, j'aimerais l'informer de quelque chose qu'il connaît peut-être déjà. On se pose beaucoup de questions, dans la Fonction publique, mais ce n'est pas au sujet de l'engagement du commissaire aux langues officielles. Mon expérience personnelle me permet de vous dire que pour ce qui est des questions que j'ai soulevées auprès du commissaire, après avoir obtenu l'assentiment de mes commettants, il a mené des enquêtes. Le commettant est parfois satisfait de l'enquête, parfois, il ne l'est pas, mais je crois qu'il s'agit là d'une conséquence normale.

Cependant, les fonctionnaires craignent les répercussions s'ils soulèvent des objections au mécanisme d'application auprès du commissaire aux langues officielles ou de son bureau. Je vais vous donner un exemple: il s'agit du système d'identification des postes bilingues. Si un fonctionnaire remet en question le système et les mécanismes d'identification des postes bilingues, alors, on se souvient d'eux dans le ministère, c'est du moins ce qu'on m'a dit.

Je dois dire au commissaire que cette question a été soulevée tellement de fois par mes commettants que je ne peux m'empêcher de croire que cette crainte est partagée par tous les fonctionnaires.

Est-il possible de respecter l'anonymat d'une personne lors d'une enquête menée par votre bureau, pour que la personne en question ne se sente pas visée de la part du ministère? Il y a des plaintes, on peut les adresser à votre bureau, car il vous appartient de faire enquête sur ces plaintes. Je vous ai déjà parlé de mon expérience à cet égard. Avez-vous des commentaires à faire à ce sujet?

M. Yalden: Oui, monsieur le président. Je crois qu'il est probablement vrai qu'un bon nombre de fonctionnaires ressentent ce que le député nous a décrit. J'estime que dans un grand organisme comme la Fonction publique, on a l'impression que si l'on critique les actions prises par le patron, celui-ci finit par se venger. Voici ce que M. Baker fait valoir.

Pour ce qui est des plaintes en vertu de la Loi sur les langues officielles, je voudrais faire une distinction entre l'anonymat et la confidentialité. Nous acceptons ces deux concepts pour ce qui est de nos procédés. Donc, une personne peut formuler une plainte, et je pense ici à des plaintes valables bien sûr, sans

[Texte]

selves to us, and that is a valid complaint; in other words, that is a totally anonymous complaint. That is sometimes not a very useful complaint because, if the person does not give any details, of course, it is difficult to investigate it. But it is a perfectly valid kind of complaint and we would look into it, and we do look into that kind of thing. However, we have no one to whom we can report when we are done because we do not know who the complainant was, but we do that.

Second, and I think more frequent, is a complaint made by someone who wishes their name to be kept confidential but who identifies himself or herself to my office, explains the circumstances of the complaint, and if it is something that involves a specific day and hour, they tell us and we are then able to look into it. But the law requires us, very explicitly requires us, to keep confidential that person's name unless we have the explicit permission of the person to reveal the name, and that, of course, is what we do. We never reveal the name unless we are authorized to do so by the complainant, and we never would.

May I say, that if ever it came about that even though the name were confidential, or the person even remained anonymous, that it were possible for the employer to guess who that person was by deductive methods, and if ever such a person were subsequently to be harmed in their career, I would like to know about that even more than anything else because I think that would be a case of a very grave nature indeed and one that would require the most severe possible measures against anyone who would do that kind of thing.

The answer in short is that we keep these matters confidential.

The Acting Chairman (Mr. Bachand): Your ten minutes has expired, Mr. Baker. You have had 15 minutes already, I am sorry.

Monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président.

Monsieur Yalden, c'est un plaisir de vous voir ici avec nous pour discuter de votre organisme et de la Loi sur les langues officielles. Vous venez nous voir pour nous demander, je pense, neuf emplois supplémentaires ainsi que quelque \$300,000. Je vais peut-être vous parler un peu plus du contexte général de votre travail et de la Loi sur les langues officielles.

Vous nous appreniez tout à l'heure que vous aviez présentement 119 personnes à votre service. Je suis un petit peu surpris, parce que je pensais vraiment que les effectifs de votre boîte étaient plus importants que cela. Je vais vous dire le fond de ma pensée assez directement. On a une loi sur les langues officielles, elle est extrêmement importante dans le contexte du fédéralisme que l'on vit. Vous parliez tout à l'heure de plaintes que vous recevez. Étant mêlé à l'administration publique depuis quelques années, je suis à même de constater que la Loi sur les langues officielles existe, mais quand vient le temps de l'appliquer, bon temps mauvais temps, dépendamment de ce qui arrive on l'applique ou on ne l'applique pas. Encore la semaine dernière, j'ai eu une expérience. Quelqu'un de mon

[Traduction]

s'identifier. Autrement dit, il s'agit d'une plainte tout à fait anonyme. Cependant, si la personne ne nous donne pas de détails, il est très difficile de faire enquête. Néanmoins, il s'agit d'un genre de plaintes tout à fait valables et nous l'examinerions. Il nous est toutefois impossible de faire rapport suite à notre enquête parce que nous ne savons pas qui a formulé la plainte.

Il est également possible, et cela arrive plus fréquemment, qu'une personne s'identifie en faisant une plainte et demande que nous respections la confidentialité. Dans un tel cas, le plaignant décrit la situation qui a provoqué la plainte et nous donne des détails précis, par exemple le jour et l'heure, et ensuite nous sommes en mesure de faire enquête. La loi stipule explicitement que nous devons respecter la confidentialité de la personne, à moins d'avoir sa permission de divulguer son nom. D'ailleurs, c'est évidemment ce que nous faisons. Nous ne divulguons jamais le nom du plaignant à moins d'avoir son autorisation de le faire.

Permettez-moi d'ajouter que si jamais un employeur parvenait à deviner l'identité de la personne en question en procédant par déduction, même si notre bureau n'a pas divulgué le nom ou que la personne est restée anonyme, et si une telle personne subissait des inconvénients à sa carrière à cause de cela, je voudrais certainement en être informé. À mon avis, il s'agirait d'un cas très très grave qui exigerait des mesures les plus sévères possibles quant à l'employeur en question.

Pour résumer, nous respectons la confidentialité des plaignants.

Le président suppléant (M. Bachand): Vos 10 minutes sont écoulées, monsieur Baker. Je m'excuse, mais vous avez déjà eu 15 minutes.

Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

It is a pleasure to have you here to discuss your office and the Official Languages Act, Mr. Yalden. I believe you have come to request nine new positions and some \$300,000. My comments will relate more to the general context of your work and the Official Languages Act.

A few moments ago you told us that you had 119 people working in your office. I am somewhat surprised at that, because I really thought that your staff was much larger. I will come to my point quite directly. We have an Official Languages Act which is extremely important in the context of federalism. You referred earlier to the complaints you received. Since I have been involved in government for a few years, I have found that while the Official Languages Act does exist, it is not always applied. I saw an example of this again just last week. One of my constituents brought me a nice bilingual form about his release from the army, but the form had been completed in English only—and this for a franco-phone from Alma, where there are no anglophones at all. I

[Text]

comté m'a apporté une belle formule bilingue concernant sa libération de l'armée, mais la formule avait été remplie en anglais seulement, pour un francophone qui vient d'Alma et où ne demeure aucun anglophone. J'ai travaillé dans un ministère à un moment donné, il y a seulement deux ans de cela, et toutes les communications entre le bureau régional de la province de Québec, qui est 100 p. 100 francophone, et Ottawa devaient se faire strictement en anglais parce que le sous-ministre ne parlait pas français.

• 1605

Et, tous les communiqués de presse devaient d'abord être rédigés en anglais pour que M. le sous-ministre comprenne parce qu'il ne comprenait pas le français, puis traduits en français avant d'être envoyés là-bas. Cela veut dire qu'on perdait parfois une semaine ou 15 jours: C'est bon pour faire de la stratégie politique, énormément! Tout cela parce qu'on rencontrait à un moment donné en cours de route un bonhomme qui avait un blocage systématique. Il ne parlait pas français. Pourtant, je l'ai entendu parler français dans certaines circonstances, dont je ne veux pas parler.

Il reste que cette Loi sur les langues officielles, je sais que vous faites votre possible pour l'appliquer. Mais, je me pose la question suivante: est-ce que vraiment on dénote une volonté de voir la Loi sur les langues officielles s'appliquer ou s'il ne s'agit pas plutôt, présentement, tout simplement d'une belle couverture? On essaie de paraître le plus francophone possible vis-à-vis de la population et on ne fait rien en fait pour voir à l'application de cela. Je sais qu'il y a un comité mixte du Sénat et de la Chambre qui étudie cette question. Il y a votre service qui s'occupe des plaintes.

Pour ma part, la solution n'est pas là. La solution, il me semble, serait que vous puissiez avoir des gens en permanence dans chaque ministère pour voir à l'application de la Loi et surtout voir à ce que les francophones dans ce pays ne soient pas brimés dans leur travail parce qu'ils parlent français et qu'ils ne soient pas obligés de tout faire traduire parce qu'à un moment donné il y a un bonhomme dans la lignée qui n'est pas bilingue et qui occupe un poste où il devrait être bilingue.

Je trouve loyal et généreux que vous nous demandiez seulement neuf emplois, d'après moi, c'est un paquet d'emplois de plus que vous auriez besoin. Et, si vous avez une solution en tête, un système qui serait applicable et qui permettrait qu'on sorte un peu de cette espèce d'hypocrisie dans laquelle on vit, pour en arriver à un système vraiment intégré de relations de travail, de possibilités de développement et d'émancipation dans un gouvernement qui se veut bilingue, j'aimerais que vous nous en parliez et que vous fassiez connaître vos vues à ce sujet. Parce que ce n'est tout de même pas vous qui avez monté le système avec lequel vous avez à travailler aujourd'hui.

M. Yalden: Je crois bien, monsieur le président, que le système que l'on suit en ce moment est assez bon. Il n'y a rien qui ne marche pas avec le système. Mais, avec quand même, et pour les vérifications et pour les plaintes, une soixantaine de personnes, moins que cela si on compte seulement les agents, c'est presque impossible de suivre les activités de 150 organis-

[Translation]

worked in a department just two years ago, and all the dealings between the regional office in Quebec, which is 100 per cent francophone, and Ottawa had to be carried out exclusively in English, because the Deputy Minister did not speak French.

We also had to draft all press releases in English first, so that the Deputy Minister could understand them, then they had to be translated into French before being sent out. Sometimes we wasted one or two weeks this way: that is just great for political strategy! And all this trouble was caused by the fact that there was one individual along the line who did not speak French. However, I did hear him speak French on certain occasions, which I would prefer not to speak about.

I know that you are doing your best to implement the Official Languages Act. But I wonder whether there is a real will to implement the Official Languages Act, or whether it is merely window dressing. We try to give people the impression that the government is all for French, but nothing is done to really put this into practice. I know that there is a joint committee of the Senate and the House on official languages and that your office investigates complaints.

I do not think the solution lies in these areas. In my opinion, the solution would be to have people in each department on a permanent basis to ensure that the Act is implemented, and particularly to ensure that francophones are not discriminated against in their work because they speak French and that they do not have to have everything translated because there is someone along the line who is not bilingual, even though he holds a position that should be bilingual.

I think it is fair and generous on your part to be requesting only nine positions. I think you need a whole lot more than that. If you have any ideas about how we can obtain a workable situation which would get us out of the hypocritical situation we have at the present time, I would like to hear them. What we need is a truly integrated work environment, with a potential for development within a government that is supposed to be bilingual. After all, you are not the person who set up the system within which you have to work.

Mr. Yalden: I think the system we have at the present time is quite good, Mr. Chairman. There is nothing wrong with the system as such. However, with a staff of only about 60 in Audits and Complaints, less if we count only the officers, it is virtually impossible to monitor the activities of 150 government organizations, including such major ones as Air Canada,

[Texte]

mes, entre autres, des organismes aussi importants qu'Air Canada, la Défense nationale, la Gendarmerie royale ou aussi petit que le Bureau du directeur général des élections, n'est-ce pas? Ce travail est sans limite. Et, je répète que si on avait un personnel entièrement adéquat, en termes de nombre, on aurait beaucoup plus que ce qu'on a. Mais, je crois qu'il y a quand même des limites et je reconnais qu'il n'est pas toujours possible d'avoir tout le personnel qu'on voudrait avoir techniquement parlant.

Je crois que l'aspect quand même le plus important n'est pas des vérificateurs qui viennent de chez moi, pas plus d'ailleurs que les vérificateurs qui travaillent pour le vérificateur général qui sont l'élément le plus important en ce qui concerne la probité financière des ministères du gouvernement. Ce qui compte c'est l'attitude. Ce qui compte c'est l'atmosphère linguistique, si vous voulez. Et là, nous essayons de changer une situation de fond qui existe depuis la création du gouvernement du Canada, de changer en 10 ans, 12 ans ce qui existe depuis toujours n'est pas facile, n'est pas possible. Il faut être réaliste. Cela prend une génération, cela prend deux générations pour changer de fond en comble le fonctionnarisme canadien.

Par conséquent, quoique j'aimerais avoir peut-être plus de personnel, en ce sens que je pourrais à ce moment-là poursuivre des enquêtes et des vérifications à la fois plus poussées et plus fréquentes, je crois que pour l'instant dans ce secteur, plaintes et vérification, nous avons suffisamment de monde et que la vraie question reste toujours la motivation et l'attitude des ministres, des cadres et des hauts fonctionnaires vis-à-vis ce problème.

• 1610

M. Gimaïel: Je vais vous poser ma question autrement au sujet de la vérification et des vérificateurs. Est-ce qu'il y a un plan d'établi dans le but d'inculquer ce nouvel état d'esprit dont vous venez de nous parler? Est-ce qu'il y a une planification qui existe? Comment allons-nous y parvenir? Ou si on vous dit tout simplement: Monsieur Yalden, faites le chien de garde avec des gars puis surveillez où la Loi s'applique et où elle ne s'applique pas. Parce que là vous me confirmez ce que j'ai toujours pensé, à savoir que ça prend un plan global qui peut être établi sur 20 ans, s'il le faut, pour y arriver. Et si c'est cela qu'on fait, tant mieux. Si on procède seulement par surveillance, on va arriver à quoi? A pas grand chose.

M. Yalden: Oui, il y a de la planification, monsieur le président. Je n'ai pas la moindre intention de me cacher derrière le président du Conseil du Trésor, mais en fait, ce sont ses plans à lui et ce sont les plans des ministères. Ce ne sont pas mes plans à moi. Mais, il existe des plans. Par exemple, comme l'a souligné tout à l'heure M. Baker, il y a une exigence qui a été promulguée par le ministre Johnston il y a deux semaines selon laquelle, à compter de la fin du mois de décembre ou l'an prochain, en 1982, tous les cadres, toute la haute gestion dans les districts dits bilingues... Je parle d'une autre exigence, monsieur Baker, celle du 31 décembre 1982. Elle est à la page 6 de la déclaration de M. Johnston

[Traduction]

National Defence, the Royal Canadian Mounted Police or smaller ones such as the Office of the Chief Electoral Officer. There is no end to the work. I repeat that our staff would be much larger if we had all the employees we need. I do recognize, however, that there are restrictions and that it is not always possible to have all the staff one would like to have technically speaking.

I do not consider our auditors to be the most important aspect of our work, any more than I consider the auditors from the Auditor General's office to be the most important aspect of the work on the financial integrity of government departments. The important thing is attitude, or the linguistic atmosphere, if you wish. Here, we are trying to change a situation that has existed since the Government of Canada came into being, we are trying to change in ten or twelve years a situation that has always existed. That is neither easy nor possible. We must be realistic. It takes a generation or two to bring about a complete change in the Public Service of Canada.

Consequently, while I might like to have more staff to conduct more thorough and more frequent investigations and audits, I think that we have enough employees at the present time in our Complaints and Audits, and the real challenge is to work on the motivation and attitude of ministers and senior officials.

Mr. Gimaïel: Let me rephrase my question about audits and auditors. Is there any plan designed to instill this new attitude you just referred to? Is there any planning being done? How are we going to achieve this goal? Or are you simply told to act as a watchdog and make sure that the act is applied and look into cases where it is not applied. The reason I ask the question is that you just confirmed what I have always thought, namely that we need a comprehensive plan, perhaps a twenty-year plan, if necessary, to achieve our objectives. If that is what we are doing, that is great. If our approach is merely to monitor the situation, I do not think we will achieve much.

Mr. Yalden: Yes, there is some planning, Mr. Chairman. I do not intend to hide behind the president of the Treasury Board, but the plans are actually made by him and by the department. They are not my plans, but plans do exist. For example, as Mr. Baker pointed out earlier, Mr. Johnston announced two weeks ago that beginning at the end of December, that is in 1982, all senior executives in bilingual districts... I am referring to another requirement, Mr. Baker, the one that comes into effect on December 31, 1982. You will find it on page 6 of the English version of Mr. Johnston's speech. He is talking there about senior executives, and he says that beginning on that date, all these individuals located in

[Text]

dans le texte anglais. Il parle de la haute gestion et il dit qu'à compter de cette date-là il faut que tout ces gens-là dans les régions bilingues, y compris de toute évidence la capitale nationale, doivent être bilingues, soit au niveau B qui est le niveau intermédiaire.

Alors, c'est un plan, sûrement. Pour ma part, comme je le disais tout à l'heure en réponse à la question de M. Baker, je demeure un peu sceptique parce qu'il y a eu d'autres plans. Mais, il faut qu'il y ait une planification quelconque et il y en a. Ce n'est pas cela le problème. Le problème est toujours que dans les ministères, quel que soit le nombre de postes dits bilingues, quel que soit le nombre de personnes supposément diplômées des écoles de langues de la Fonction publique et ainsi de suite, à moins qu'il n'y ait un changement d'attitude marqué et assez profond, toute cette planification et tous ces changements bureaucratiques d'organigrammes ne veulent rien dire.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

Mr. Gamble, you have ten minutes.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman.

I was certainly delighted, Mr. Yalden, to hear you confess that it is not always possible for officials in your position to have all the staff you would like. One of the advantages that you and I have is that we have had some correspondence with respect to numbers of employees attached to your commission. As late as August 1979 our exchange of correspondence revealed that you had 97 members on your staff. We are now told today that you have 119, to grow by an additional 9 with supplementary estimates' approval. Roughly speaking, accordingly, we will have had a 32 per cent growth in your commission in a period of two years and three months.

I know you are not going to come here and tell us that you can do the job that you want to do with eight persons; that it is absolutely essential to have nine. I would be very surprised if you ever told us that you can do it with eight; but, your commission is expanding at a rate which is somewhat alarming to anyone who has any regard for keeping a tight grip on federal expenditures paid for by the taxpayers of this country. You might be able to explain to us exactly what the language audit, which presumably is not now undertaken, will reveal specifically.

• 1615

Mr. Yalden: Yes, Mr. Chairman, of course the language audits are undertaken now. The reason why we have asked for more positions is to be able to undertake more of these audits on a more regular basis. These audits have been done since the office was established in 1970. It was my feeling they were not done on a sufficiently regular basis and in a sufficiently coherent fashion; and, therefore, we have asked for additional man-years to do this job.

The audits are intended to reveal whether or not a department is capable of meeting and respecting the Official Languages Act with respect to service to the public, with respect to

[Translation]

bilingual regions including the National Capital Region of course, will have to be bilingual at the intermediate, B level.

So that is definitely a plan. As I said earlier in answer to Mr. Baker's question, I am a little sceptical about it, because we have seen plans before. Nevertheless, there has to be some planning, and there is. That is not where the problem lies. The problem is still that regardless of the number of bilingual positions in departments, regardless of the number of graduates from public service language schools and so on, unless there is a considerable change in attitude, all these plans and all these bureaucratic changes on organization charts will not amount to anything.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

Vous avez dix minutes, monsieur Gamble.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

J'ai été ravi de vous entendre dire, monsieur Yalden, qu'il n'est pas toujours possible pour des fonctionnaires comme vous de disposer de tout le personnel que vous voudriez avoir. Vous et moi avons déjà échangé de la correspondance concernant le nombre d'employés à votre bureau. Dans une lettre datée du mois d'août 1979, vous m'avez dit que votre personnel comptait 97 employés. Vous nous dites aujourd'hui que vous avez maintenant 119 employés, et qu'il y en aura 9 autres suite à l'approbation du budget supplémentaire. Cela veut dire que, grosso modo, il y a eu une croissance de 32 p. 100 du personnel de votre bureau dans une période de deux ans et trois mois.

Je sais très bien que vous n'allez pas nous dire que vous pouvez vous contenter de 8 employés supplémentaires. Vous allez prétendre qu'il vous en faut absolument 9. Je serais très étonné si jamais vous nous disiez que 8 nouveaux employés vous suffiraient. De toute façon, le personnel de votre bureau augmente à un rythme qui est quelque peu alarmant pour toute personne qui s'intéresse à un contrôle soigneux des dépenses fédérales. Pourriez-vous nous dire exactement ce que la vérification linguistique, qui, je présume, ne se fait pas en ce moment, vous révélera.

M. Yalden: Oui, monsieur le président, nous avons entrepris bien sûr les vérifications linguistiques. Nous avons réclamé davantage de postes pour pouvoir les mener plus régulièrement. Elles existent depuis la création du bureau en 1970. J'ai estimé qu'elles n'étaient pas effectuées avec suffisamment de régularité et de cohérence, ce qui explique pourquoi nous avons réclamé des années-personnes supplémentaires.

Les vérifications visent à démontrer qu'un ministère se conforme bien à la Loi sur les langues officielles, pour ce qui est des prestations de services au public, de permettre aux

[Texte]

permitting public servants to work in the official language of their choice, with respect to equitable participation by the two official language communities and so forth. That is the purpose of those audits.

We do a general audit of departments and agencies; we do follow up audits to try to determine whether they are carrying out the recommendations we have made to them.

I think the results of all these audits are available in the Parliamentary Library for any members of this committee who would wish to look at them. Indeed, if anyone wishes to give my office a call, I would be happy to provide them with a list of the audits we have carried out since the beginning of the office's existence and, of course, to provide copies of any particular audit of interest to anyone.

Mr. Gamble: I take it, Mr. Chairman, the commissioner has not undertaken an audit of his own commission to determine whether or not there has been satisfaction of the third requirement to which he made reference, namely, equitable participation by the two official language groups.

As I recall, at the time of our communication to which I made reference, there were 97 persons attached to Mr. Yalden's office of whom 75 were French-speaking, or referred to as francophones, and 22 were referred to as anglophones. Maybe Mr. Yalden might indicate how his commission currently is balanced in order to, as he has said, "provide equity participation" within his own commission by the two official language communities.

Mr. Yalden: Yes, Mr. Chairman, I might say, incidentally, we have been carrying out an audit of our own activities. I cannot really regard it as an official audit because we did it on ourselves, although the two people who actually did it are not with my office any longer. I have every reason to think it is a perfectly objective document; nevertheless, it was done by our people because we could not find anyone else to do it. Therefore, it might be suspect. It is not completely finished. When it is, if anyone around the table would be interested to see it, we would be happy to provide it.

One of its conclusions is precisely, I think, the one which Mr. Gamble was making, Mr. Chairman. Namely, the ratio of francophones to anglophones in my office is not satisfactory.

I believe the last time he and I exchanged views on this subject, I said the same thing. I have to tell him the situation is virtually unchanged. For example, if we talk about permanent employees, in October 1980, almost a year ago, 76.6 per cent were francophone and 23.4 per cent were anglophone; today it is 75.7 francophone and 24.3 anglophone. That is to say, virtually identical.

I have said on a number of occasions I do not find that satisfactory. I can produce a couple of reasons for this situation. I will not call them excuses, I will call them reasons. One of them is for competitions in my office, open competitions, 80

[Traduction]

fonctionnaires de travailler dans la langue officielle de leur choix et d'assurer une participation équitable des deux communautés.

Nous organisons une vérification générale des ministères et organismes et déterminons ensuite si nos recommandations ont été appliquées.

Les députés siégeant au Comité pourront consulter les résultats de toutes les vérifications en question à la Bibliothèque du Parlement. Si l'un d'entre vous passe un coup de téléphone à mon bureau, je serai tout prêt à lui procurer la liste des vérifications entreprises depuis la mise sur pied de mon bureau ainsi que des documents traitant plus particulièrement d'une vérification.

M. Gamble: Monsieur le président, si j'ai bien compris, le commissaire n'a pas entrepris de vérifications au sein de sa propre commission afin de voir si la troisième exigence relative à une participation équitable de la part des deux groupes de langues officielles a bien été satisfaite.

Sauf erreur de ma part, à l'époque de la lettre à laquelle j'ai fait allusion, le bureau de M. Yalden comptait 97 employés dont 75 francophones et 22 anglophones. M. Yalden pourrait peut-être nous expliquer la répartition actuelle du personnel de la commission visant à assurer, comme il nous l'a dit, la «participation équitable» des deux groupes de langues officielles.

M. Yalden: Oui, monsieur le président, je vous signale, entre parenthèses, que nous avons effectué la vérification de nos propres activités. Je ne la qualifierai pas de vérification officielle puisque nous l'avons entreprise nous-mêmes, encore que les deux personnes qui en avaient été chargées ne travaillent plus pour moi. J'ai toutes les raisons de croire que le document publié est parfaitement objectif, mais si nous avons dû confier cette tâche à nos employés, c'est que nous n'avons pu trouver personne d'autre. Ce qui vous explique les réserves que certains pourraient éprouver à son égard. Le texte n'est pas complètement terminé; dès qu'il le sera, nous nous ferons un plaisir de le distribuer à tous les intéressés.

Monsieur le président, l'une des conclusions auxquelles on a abouti coïncide précisément avec le reproche adressé par M. Gamble à mon bureau: effectivement, la proportion de francophones par rapport aux anglophones est peu satisfaisante.

La dernière fois que nous en avons discuté ensemble, je lui ai dit la même chose. Hélas, rien n'a pratiquement changé. À titre d'exemple, en octobre 1980, il y a près d'un an, 76.6 p. 100 des employés permanents étaient francophones, 23.4 p. 100, anglophones. Aujourd'hui, elle est pratiquement identique, 75.7 pour 24.3.

J'ai déclaré à plusieurs reprises que je n'en étais pas satisfait. Je puis évoquer plusieurs raisons, non pas des prétextes, pour expliquer cette situation. À titre d'exemple, 80 p. 100 de toutes les candidatures aux concours ouverts pour mon bureau

[Text]

per cent of all the applications received are submitted by francophones. This, of course, is something over which we have no control.

Why should this be so? Is it that anglophones are not interested in bilingualism? Is it that we have some pretty high requirements for individual bilingualism, which I think are justifiable and I expect most members of the committee would agree? I could not tell you. Both of those reasons strike me as being highly plausible reasons, but I cannot go any further than saying that they are plausible.

• 1620

So there we are in a situation where I can assure you when we recruit we try to get competently bilingual anglophones and we end up with the same, more or less, ratio that we had when first you raised this matter, Mr. Gamble.

Mr. Gamble: Mr. Yalden, you will undoubtedly, then, understand when you find some imbalance in other government agencies and they offer the same reasons that you have offered to us here for an imbalance in favour in some cases of anglophone employees that there may be some validity to the propositions that are advanced there, as there may be to the propositions that you yourself have advanced.

Do you consider that anything can be done to rectify this, and are you prepared to undertake a program to increase the anglophone representation on your commission? And, if so, when?

Mr. Yalden: If I may refer to the first observation a moment ago by the hon. member, Mr. Chairman, if any department ever gave me the reasons which I have just given the hon. member for the situation in my office, then indeed I would be sympathetic; but no department has ever given me as a reason for an overly high proportion of anglophones that they had very rigorous requirements with respect to bilingualism and the only people who qualified were anglophones. That has never been the case, and I doubt it is likely to be, in my time in any event.

As for my undertaking a campaign, or taking the initiative, to change the proportions that I mentioned a moment ago, I should be delighted to do so insofar as I can do anything within the requirements which are set down under the Public Service Employment Act with respect to competitions and merit and the like, with which the hon. member will be familiar.

I repeat that in competitions for my office some 80 per cent of the applications are submitted by francophones. This means, of course, that it is going to be difficult in the nature of things to alter the figures that we have. There is also the fact that people do not always leave in a way that would suit the desire of the manager to alter the composition of his staff. Those who stay are what they are, and one cannot change that.

Be it said again that I would wish to see my office much more in balance, much more reflect the proportion of anglo-

[Translation]

sont présentées par des francophones. Nous n'avons donc aucun recours face à ce genre de situation.

Comment l'expliquer? Les anglophones ne s'intéressent-ils pas au bilinguisme? Nos exigences en matière de bilinguisme sont-elles trop strictes? Elles sont pourtant légitimes et la plupart des membres du Comité ne sont-ils pas de cet avis. Je l'ignore. Ces deux raisons m'apparaissent très plausibles, voilà tout.

Je puis vous assurer que nous nous efforçons de recruter des anglophones bilingues et compétents. Les chiffres n'ont pas beaucoup changé depuis que vous avez soulevé cette question la première fois, monsieur Gamble.

M. Gamble: Monsieur Yalden, vous comprendrez certainement alors que si la balance penchait quelquefois en faveur des employés anglophones dans certains organismes gouvernementaux, les arguments qu'ils avancent pour justifier l'inégalité dans la répartition ont quelque validité puisqu'ils recoupent les vôtres.

Pourrait-on à votre avis corriger ce déséquilibre et seriez-vous disposé à mettre en branle un programme visant à accroître le nombre d'anglophones au sein de la Commission et sinon, pourquoi?

M. Yalden: Monsieur le président, permettez-moi de revenir à la remarque faite par le député, il y a un instant. Si un ministère justifiait le déséquilibre au niveau de la représentation dans ses services en invoquant les mêmes motifs que ceux que j'ai présentés au député, je comprendrais très bien. Mais aucun ministère n'a jamais avancé que si la balance penchait carrément en faveur des anglophones, c'est parce qu'ils imposaient des exigences extrêmement strictes en matière de bilinguisme et que seuls les anglophones disposaient des qualifications suffisantes. Cela n'a jamais été le cas et je doute fort que cela puisse arriver, du moins au cours de ma carrière.

Vous m'avez demandé si je serais prêt à entreprendre une campagne afin de modifier les chiffres que j'ai cités voici un instant. Je serais très heureux de m'en charger, pour autant que je puisse me conformer aux exigences énoncées par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique concernant les concours, la promotion au mérite, etc., principes que connaît le député.

Je vous répète que 80 p. 100 environ des candidatures présentées à mon bureau émanent de francophones. Il va donc être difficile, étant donné la situation, de corriger les chiffres. Par ailleurs, le gestionnaire désireux de modifier la composition de son personnel n'a aucune prise sur les départs. Ceux qui restent sont ce qu'ils sont et l'on n'y peut rien changer.

Mais je le répète, j'aimerais que la composition de mon bureau soit beaucoup plus équilibrée et tienne compte de la

[Texte]

phones and francophones in the Canadian populations. The numbers are what they were when I came to the office. I can say that, in respect of positions where there has been a movement, we have been able to maintain; we have been able to get anglophones from time to time. At the level of our directors, for example, we have two anglophones and two francophones, and these are people who have come since I was there.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

Mr. King for 10 minutes.

Mr. King: Second round.

The Chairman: Second round, that is right. Mr. King.

Mr. King: I am wondering, Mr. Yalden, because I am comparatively unlearned in this: What are the terms of reference of the position of the Commissioner of Official Languages and what broadly are your appointed responsibilities?

Mr. Yalden: On the terms of reference of the commissioner, in administrative terms to start with, the commissioner is appointed by the House and by the Senate and can only be removed by the House and by the Senate during the period of office of seven years.

The responsibilities of the commissioner are as follows, if I may quote the act, which is very brief:

It is the duty of the Commissioner to take all actions and measures within his authority with a view to ensuring recognition of the status of each of the official languages and compliance with the spirit and intent of this Act in the administration of the affairs of the institutions of the Parliament and Government of Canada and, for that purpose, to conduct and carry out investigations either on his own initiative or pursuant to any complaint made to him and to report and make recommendations with respect thereto as provided in this Act.

Those are his terms of reference which, as you will see, are very broad.

• 1625

Mr. King: So it is restricted to the use of the official languages in government service. You do not go beyond that.

Mr. Yalden: In fact, I do and so did my predecessor. We have, since the beginning, taken the view that unless a real effort is made to meet the needs of the minority language populations—whether French outside Quebec or English within Quebec—then all the regulations in the world about public servants would be of little consequence. As a result, both my predecessor and I have taken an active interest in minority language education, for example, and have dealt continually with provincial spokesmen on this matter, provincial ministers, provincial officials, provincial premiers. May I say, they have consistently recognized that there is a legitimate interest, in the sense that they have always been happy enough to receive me, to discuss these matters with me and to accept that this is

[Traduction]

proportion d'anglophones et de francophones au pays. Les chiffres d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux qui existaient à l'époque où je suis entré en poste. Pour les postes ayant fait l'objet de changements, nous avons pu maintenir la situation pareille et recruter, de temps à autre, des anglophones. Nous avons, par exemple, deux anglophones et deux francophones aux postes de directeurs et tous ont été recrutés depuis que j'occupe mes fonctions.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

Monsieur King, vous avez dix minutes.

M. King: Nous en sommes à la deuxième série.

Le président: Au deuxième tour, c'est exact.

M. King: Monsieur Yalden, je suis assez peu renseigné, pourriez-vous nous énoncer les fonctions du Commissaire aux langues officielles et nous expliquer, grosso modo, en quoi consistent vos responsabilités?

M. Yalden: Pour commencer, sur le plan administratif, le commissaire est nommé par la Chambre et par le Sénat pour sept ans et seules les Chambres peuvent le démettre de ses fonctions.

Si vous me le permettiez, je vous cite un extrait très bref de la loi exposant les responsabilités du commissaire:

Il incombe au Commissaire de prendre, dans les limites de ses pouvoirs, toutes les mesures propres à faire reconnaître le statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur dans l'administration des affaires des institutions du Parlement et du gouvernement du Canada. A cette fin, il procédera à des instructions, soit de sa propre initiative, soit à la suite des plaintes reçues par lui et fera les rapports et recommandations prévus en l'occurrence par la présente loi.

Comme vous le voyez, les fonctions qui lui sont confiées sont très amples.

M. King: Vous vous cantonnez à l'examen de l'utilisation des langues officielles dans les services gouvernementaux.

M. Yalden: C'est bien cela, comme mon prédécesseur, d'ailleurs. Depuis le début, nous avons estimé qu'à moins de s'efforcer réellement de satisfaire les besoins des groupes de langue minoritaires—qu'il s'agisse des francophones en dehors du Québec ou des anglais au Québec—tous les règlements relatifs aux fonctionnaires seraient inutiles. Voilà pourquoi mon prédécesseur et moi-même nous sommes montrés très intéressés par l'éducation dans la langue minoritaire et avons traité constamment avec les représentants provinciaux, ministres, hauts fonctionnaires et premiers ministres. J'ajoute qu'ils ont reconnu de tout temps qu'il était normal, pour un commissaire, de s'intéresser à cette question. Ils ont toujours été heureux de me recevoir pour en discuter. Nous avons donc

[Text]

a legitimate interest on the part of the commissioner. So we have consistently taken a broad approach to it.

We have also taken an approach based on the view of the Official Languages Act that language reforms need to be explained. Since no one else is doing it, either in the government or outside, my office will do it. We have done it, I hope, with some small success over the years. We have taken a very broad view of what the spirit and intent of the act is.

Mr. King: Do you see this as an arbitrary extension of your mandate or do you feel that it was built into the original concept?

Mr. Yalden: I would not pretend to know whether it was built into the original concept. I certainly do not think it is arbitrary. I think we have developed this approach slowly over the period of a decade. Not only have we not been challenged on our approach over these years but I think, by and large, the broad approach has been welcomed and accepted, as I say, by federal and provincial spokesmen.

Although it is obviously quite outside my jurisdiction, if I get a complaint about the private sector I will write to the president of such-and-such a company and tell him that we had such a complaint. Generally speaking, not only do we receive a cordial reply, but they actually do something about it, because they have no desire to make enemies out of their clients.

Mr. King: In your annual report on page 70 you make the comment:

What hits closest to home is that negative opinions this year outnumber the positive by three to one.

You go on to elaborate on that.

In my riding, which is Okanagan—Similkameen, British Columbia, there is a very small francophone content to the citizen mix. I find a widespread opinion that might . . . First of all, I should have asked if these are complaints, negative opinions, which come from the public at large rather than the public within the service?

Mr. Yalden: No, sir. Mr. Chairman, they come from the public at large and they are not complaints in the technical sense. These are letters we have received.

Mr. King: Yes.

Mr. Yalden: The letters are initiated by people for their own proper reasons all across the country.

Mr. King: Yes, that was my understanding.

• 1630

I just want to make the comment that, in the area I represent, there seems to be a very widespread opinion that second-language service results from a yielding to organized pressure, and that frequently a service in the second language which cannot by any measure be justified from the standpoint

[Translation]

toujours fait preuve de grande largesse de vues sur cette question.

Nous estimons aussi que les réformes linguistiques découlant de la Loi sur les langues officielles doivent être expliquées. C'est mon bureau qui s'en occupera puisque personne d'autre ne s'en charge, tant au gouvernement qu'ailleurs. J'espère que nos tentatives, ces dernières années, ont été couronnées d'un certain succès. Nous avons donné à l'esprit et à l'objectif de la loi une interprétation très large.

M. King: Estimez-vous avoir élargi arbitrairement votre mandat ou vous en être strictement tenu à ce qu'il prévoyait?

M. Yalden: Je ne prétends pas savoir si c'est bien cela qui y était prévu, mais je ne pense certainement pas avoir agi de manière arbitraire. Notre méthode a évolué lentement en dix ans. Personne ne l'a remise en question et j'irais même jusqu'à dire que dans l'ensemble, elle a été bien accueillie et acceptée par les porte-parole fédéraux et provinciaux.

Bien que cela ne relève de toute évidence pas de mes compétences, si je reçois une plainte à propos du secteur privé, j'en informe par lettre le président de la compagnie. Ils ne se contentent pas de nous transmettre une réponse cordiale généralement mais vont même jusqu'à intervenir, n'ayant pas la moindre intention de se faire des ennemis de leurs clients.

M. King: A la page 70 de votre rapport annuel:

On s'est aperçu, cette année, que le rapport entre les avis négatifs et positifs était de trois à un.

Vous poursuivez en nous donnant quelques détails.

Ma circonscription d'Okanagan—Similkameen en Colombie-Britannique comporte un petit nombre de francophones. J'aurais dû commencer par vous demander si les plaintes ou avis négatifs auxquels vous faites allusion émanent du grand public plutôt que directement des intéressés.

M. Yalden: Non, monsieur. Monsieur le président, il ne s'agit pas de plaintes au sens technique, elles émanent du grand public qui nous en avise par lettre.

M. King: Oui.

M. Yalden: Les citoyens qui se plaignent pour des raisons personnelles nous envoient des lettres issues de toutes les régions du pays.

M. King: Oui, c'est bien ce que je croyais.

Bon nombre d'habitants de ma circonscription estiment que l'instauration d'un service dans une deuxième langue provient de pressions organisées et que souvent la demande ne justifie pas sa prestation. Voilà l'une des plaintes des bureaux de main-d'oeuvre agricole de la région de l'Okanagan. Ils sont

[Texte]

of demand for the number of persons to be served in that second language, is often put into effect. That is one of the complaints I hear from farm labour offices, for instance, in the Okanagan. They speak of having to take on this capability when they may have only one person use it in a week or in two weeks. Perhaps this is bothersome to people and is one of the reasons why you get negative reactions.

Mr. Yalden: Yes. Mr. Chairman, there certainly is a feeling to this effect in some parts of the country. I think the question of demand is a very tricky one. You can very easily find yourself in a vicious circle where people do not ask for the service because they know they cannot get it, or they think they cannot get it, and they do not like to come on as sort of begging. Then the ministry will say there is no demand for it, and therefore does not lay on the service. We are in that kind of circle.

As to the specific example about farm labour in the Okanagan, I do not have, naturally, figures with me here today, but I do recall last summer and previously, it being suggested to my office that there were quite a number of French-speaking farm labourers in that part of the world for the picking season, and that they did, in fact, require service in French from the farm labour offices. Now we could try to determine how many there were. I believe that the authorities here in Ottawa have not disagreed with this view; they believed that there were sufficient to require that kind of service.

Mr. King: Well, I am reporting what farm labour officers reported to me, some of whom I know very very intimately through long association, and they are not in any way prejudiced. They are reacting to a situation which they see. Could I ask if the economic factor of cost benefit ever come into play in your decision-making?

Mr. Yalden: Again, Mr. Chairman, you will bear in mind that it is not I who am responsible for implementing the government's policy. If a decision is made about service to the public, let us say, it is made by the deputy minister or the minister responsible. My job is to comment upon the level of service in light of how I see the Official Languages Act.

But having said all that, I am not trying to dodge the question. I think the answer is that everybody takes account of cost benefit. No one, including the client, expects that you are going to get the same kind of service in British Columbia in the two official languages that you expect to get in, say, Ottawa or Moncton, or somewhere where the minority is fairly large. We are very much aware that in the interior of British Columbia, or for that matter in the interior of Quebec, you cannot expect to have that kind of wall-to-wall service. So we try to make judgments in consequence.

Where the minority is large I think we are talking about some pretty fundamental rights, and I would not like to see something called "cost benefit" used to refuse people the right to service in their language, in accordance with this act or, I suppose eventually, in accordance with a revamped constitution.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

[Traduction]

censés assurer ce service alors qu'une seule personne en requiert l'utilisation en une semaine ou deux. C'est donc ennuyeux et cela explique le caractère négatif des réactions que vous avez reçues.

M. Yalden: Oui. Monsieur le président, c'est assurément l'impression ressentie dans certaines parties du pays. La question de la demande est très compliquée. On entre très aisément dans un cercle vicieux, les citoyens se gardant de réclamer un service dans l'autre langue en pensant ou s'imaginant qu'ils ne pourront pas l'obtenir et pour éviter d'avoir à mendier. Le ministère décidera alors que la demande ne justifie pas l'établissement du service en question. Voilà en quoi consiste le cercle vicieux.

Pour ce qui est de l'exemple particulier de la main-d'oeuvre agricole dans la vallée de l'Okanagan, je n'ai pas, évidemment, de chiffres sous la main aujourd'hui, mais je me souviens que l'été dernier et même avant, mon bureau avait appris que beaucoup de francophones s'y trouvaient concentrés pour la saison de la cueillette et que les bureaux de main-d'oeuvre agricole réclamaient des services en français. Nous pourrions évaluer leur nombre. Je crois que les autorités d'Ottawa ne s'y sont pas opposées et qu'ils étaient suffisamment nombreux pour exiger l'instauration de ce genre de service.

M. King: Eh bien, je vous fais part de l'avis des agents s'occupant du recrutement de main-d'oeuvre agricole. J'en connais intimement certains, depuis longtemps, et je puis vous assurer qu'ils n'ont aucun préjugé. Ils se contentent de réagir face à une situation concrète. Puis-je vous demander si vous tenez compte, dans vos décisions, du rapport coûts-avantages?

M. Yalden: Je vous signale, encore une fois, monsieur le président, que je ne suis pas chargé d'appliquer la politique du gouvernement. C'est le sous-ministre ou le ministre intéressé qui doit décider des services à accorder au grand public. Je me contente de donner mon avis sur le niveau de services rendus, conformément à la Loi sur les langues officielles.

Cela dit, je n'essaie aucunement d'éluder la question. Je vous dirai que tout le monde tient compte du rapport coûts-avantages. Personne, ni non plus le client, ne s'attend à obtenir le même genre de service en Colombie-Britannique, et ce, dans les deux langues officielles, qu'à Ottawa, à Moncton ou ailleurs où la minorité est considérablement plus nombreuse. Nous savons très bien que les régions de l'intérieur de la Colombie-Britannique ou du Québec ne peuvent bénéficier de services complets. Nous devons donc nous prononcer en conséquence.

S'il s'agit d'une minorité importante, il faut veiller au respect de certains droits fondamentaux. Il ne faudrait pas invoquer l'argument du rapport coûts-avantages pour refuser aux citoyens le droit d'obtenir un service dans leur langue, conformément à la loi ou, j'imagine, à une nouvelle constitution.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

[Text]

I have one last name for the first round, which is Mr. Herbert for 10 minutes. Then I will go to the second round in which I have Mr. Baker and Mr. Gamble. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman, I do not think I will be very long. There were a couple of things that Mr. Yalden said this morning that I want to talk about. First of all, he seems to be looking on the objective as to ensuring that there is an adequate level of competence in both languages in those persons filling bilingual positions. He and I, I guess, are starting to part company, in that I am now, more than ever, insisting that we look at the mother tongue of the individual as an important point from which to make our judgment.

• 1635

The reason I do this, Mr. Chairman, is that many years ago—in fact, when I first came here, and we were looking at a situation that was far worse than it is today—I felt that one of the easy ways to resolve our problem was to bring a lot more francophones into personnel management, and, because one always tends, I suppose—I will say in the private sector, anyway, all things being equal—to give business to one's friends, I felt that this was one direct way to improve both the numerical count and the quality of French in the public service. But I am somewhat dismayed that we are looking at the ability—and of course, I think Mr. Yalden will realize this—of the francophones to communicate adequately in English, when there is also the question of attitude. I feel that, unless we come to grips with this problem . . . I do suggest to Mr. Yalden that, despite, I think, his comment that a lot of anglophones are becoming fluently bilingual, my feeling is that there is a certain limit to their competence in the second language and that, if the understanding is going to be necessary across this country for the francophones in English Canada and for the anglophones in Quebec, then we have to put a little more emphasis on the mother tongue of the individuals.

Before I go any further, maybe Mr. Yalden would like to comment.

The Chairman: Mr. Yalden.

Mr. Yalden: I do not think we part company necessarily, Mr. Chairman, the hon. member and I. I would like to see more francophones in these positions in the public service. I agree that there are limits for many people as to how proficient they are likely to become, because they do not use the language frequently enough. It is not that they could not become perfectly competent; it is just that they do not have occasion to. But, whatever the reasons, I agree with that.

However, there is nothing, as far as I know, in the Public Service Employment Act that permits anyone to engage in the kind of, as it were, affirmative action program that maybe is inherent in what the hon. member is suggesting. I am, of course, well aware, and I agree, that old-boy networks operate and bureaucracies perpetuate themselves; I do not find that an

[Translation]

J'ai sur ma liste un dernier intervenant pour le premier tour, M. Herbert qui a droit à dix minutes. Nous passerons ensuite au deuxième tour et à MM. Baker et Gamble. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Je ne serai pas très long. J'aimerais reprendre plusieurs observations faites par M. Yalden ce matin. Tout d'abord, l'objectif visé, selon lui, est de recruter des employés ayant de bonnes connaissances dans les deux langues pour les postes bilingues. Là où nous ne sommes plus d'accord, c'est que je suis plus que jamais convaincu qu'il est important de vérifier les connaissances, dans la langue maternelle de la personne, pour se prononcer.

Monsieur le président, je m'explique: il y a plusieurs années—quand je suis entré au gouvernement, à l'époque la situation était bien pire, je pensais que pour résoudre aisément notre problème, il fallait recruter beaucoup plus de francophones dans les services de gestion du personnel. On a souvent tendance, il faut bien le dire, disons surtout dans le secteur privé—à favoriser ses propres amis. Voilà pourquoi j'ai pensé que ce serait là une façon de relever directement le nombre de francophones et la qualité du français dans la Fonction publique. Je suis quelque peu éberlué de constater que nous examinons—et, bien sûr, M. Yalden s'en rendra compte—la capacité des francophones à bien communiquer en anglais en oubliant qu'il faut aussi tenir compte de l'attitude. J'ai bien l'impression qu'à moins de résoudre ce problème . . . M. Yalden a signalé que beaucoup d'anglophones devenaient actuellement parfaits bilingues. J'estime pour ma part que leur connaissance de la deuxième langue a certaines limites et s'il faut que les francophones du Canada anglais et les anglophones du Québec connaissent l'autre langue, il faut que l'on insiste davantage sur la langue maternelle.

Avant de poursuivre, j'aimerais demander éventuellement à M. Yalden de nous donner son avis.

Le président: Monsieur Yalden.

M. Yalden: Monsieur le président, je ne pense pas que le député et moi soyons nécessairement d'avis contraire. J'aimerais qu'il y ait davantage de francophones occupant ces postes dans la Fonction publique. Je conviens que pour bon nombre de gens, l'acquisition de bonnes connaissances dans la langue seconde a certaines limites dues au peu d'usage qu'ils en font. Ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas être parfaitement à l'aise dans l'autre langue, mais ils n'en ont pas l'occasion. Enfin, quelles que soient les raisons, je suis bien d'accord avec vous.

A ma connaissance, la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique ne prévoit aucune objection à ce qu'un employé lance un programme d'action positive similaire à celui que nous a proposé le député. Je sais très bien et j'en conviens qu'il existe un réseau d'entraide et que les bureaucraties se perpétuent. Et je n'en suis pas tout à fait satisfait. Toutefois, les dispositions

[Texte]

altogether satisfactory situation. But the fact of the matter is that, under present public service arrangements, you have to recruit in accordance with the system with which we are all familiar, and that does not allow for active involvement with the mother tongue of the persons involved.

Mr. Herbert: Mr. Yalden, directly, no, I will not dispute. But surely your assessment of competence is where you can directly become involved, because I get the impression we are bending over backwards at the present time to list an awful lot of people as being bilingual in order to make the numbers come out right.

I suggest that right here on the Hill it is pretty darned easy to get the \$800 bilingualism bonus. I say this without being critical at all of the individuals, because, after all, this is the system, and one takes advantage of the system. But, because my language is English, there are an awful lot of francophones on the Hill who have got the bilingualism bonus but whom I would not pass as being competent in the English language. It is that simple. I have no doubt in my mind that the reverse holds true, and that is for a francophone to judge. But I put it to you, Mr. Yalden, that as far as being at ease is concerned, if I have a problem with my back I might go to my friendly chiropractor, Jean-Robert Gauthier, but if I have to choose a doctor, I would probably be an awful lot more comfortable going to an English doctor, no matter how bilingual the French doctor might be.

• 1640

This is a matter of comfort level we are talking about now, and when we have been talking about anglophones in the Province of Quebec, and the decreasing numbers of anglophones in the Province of Quebec in the federal service, it is, in my opinion, because of a change in the comfort level. One is not comfortable, one seeks employment elsewhere. It is pretty easy for the anglophone to move out of the province and find a job somewhere else; it is not so easy for the francophone. But, when you say there is nothing recorded that enables you to intervene as far as mother tongue is concerned, you surely must be looking very closely now—I think we have reached that stage—at the level of competence in the second language, and this is one easy way in which we can probably push the mother tongue.

Mr. Yalden: There are a lot of phony bilinguals around, we can certainly agree on that. As for the bonus, I do not approve of that bonus in any case. I never have and I think it is—

Mr. Herbert: You can tell that I do not either.

Mr. Yalden: —a large waste of money.

I think the only step you can legitimately take is to require a knowledge of the language: when the position in question legitimately and genuinely requires bilingual skill, that skill should be required at the outset, there should be as few conditional appointments as possible, and the skill should be adequate. I do not believe, for example, many people with the

[Traduction]

réglissant actuellement la Fonction publique vous obligent à recruter conformément au système que nous connaissons tous, ce qui ne nous permet pas d'insister activement sur la qualité de la langue maternelle.

M. Herbert: Directement non, monsieur Yalden, j'en conviens. Mais assurément, c'est au niveau de l'évaluation des compétences que vous pouvez intervenir directement. J'ai bien l'impression qu'aujourd'hui on régresse en faisant passer pour bilingues un grand nombre d'employés, rien que pour que les chiffres coïncident.

Sur la Colline, il est très facile d'obtenir la prime au bilinguisme de \$800. Je ne critique personne car après tout, le système est ce qu'il est et on en profite. Un nombre incroyable de francophones touche la prime au bilinguisme sur la Colline, mais étant de langue maternelle anglaise, je ne les jugerais certainement pas compétent. C'est aussi simple que cela. Sans aucun doute, l'inverse est vrai, mais je laisse aux francophones le soin d'en juger. Monsieur Yalden, pour ce qui est de se sentir à l'aise, si j'ai un problème de dos, je m'adresserai peut-être à mon ami chiropracteur, Jean-Robert Gauthier, mais si je dois recourir aux services d'un médecin, je serai probablement beaucoup plus à l'aise avec un médecin anglophone, même si le médecin francophone parle bien les deux langues.

Il s'agit d'être à l'aise et quand on évoque le cas des anglophones du Québec et de la baisse du nombre d'anglophones travaillant pour la Fonction publique fédérale au Québec, c'est à ce niveau-là qu'il faut se placer. Certains changements sont intervenus et si une personne est mal à l'aise, elle cherche un emploi ailleurs. Un anglophone n'a aucun mal à trouver un emploi dans une autre province, mais ce n'est pas aussi facile pour un francophone. Vous avez déclaré que la loi ne vous habilite pas à intervenir en faveur de la langue maternelle. Vous devez certainement examiner attentivement le niveau de compétence dans la langue seconde, nous sommes parvenus à cette étape et c'est selon moi ainsi que l'on pourrait facilement insister sur la langue maternelle.

M. Yalden: Nous sommes assurément entourés d'un grand nombre de faux bilingues, c'est vrai. Pour ce qui est de la prime, je m'y oppose, de toute façon. J'ai toujours été de cet avis et j'estime...

M. Herbert: Moi aussi, comme vous pouvez vous en rendre compte.

M. Yalden: ... que c'est un grave gaspillage de fonds.

La seule mesure juste que l'on puisse prendre, c'est d'exiger la connaissance de la langue. Quand il est légitime et juste de recruter un bilingue pour un poste, il faudrait l'exiger dès le début, les nominations accordées à certaines conditions devraient être très rares et les bilingues devraient être de vrais bilingues. A titre d'exemple, je ne pense pas que l'on trouve

[Text]

A-capacity are adequate. Having said that, whether it turns out that there are more mother-tongue persons put in these positions or not, I think would remain to be seen.

I do not doubt, Mr. Chairman, that the hon. member has a point. There certainly is one thing that is curious about Canada, as compared with other bilingual or multilingual countries, and that is that in these other countries usually it is the people of the mother tongue in the area who are serving their compatriots of that mother tongue. For example, in the Italian-speaking part of Yugoslavia, let us say, near the Italian border, they are Italian minority-language persons who are serving Italian minority-language clients and that is, of course, what you are referring to. I agree that this is so in other countries. All I can say is, with the kind of geography we have that may be difficult. I think there not enough francophones, and all the evidence we have heard in the other committee on official languages shows that there are not enough francophones outside Quebec, particularly as you move west or east, and there are not enough anglophones in Quebec. That is the case. I agree with that and I would like to see that changed. I have to say that if you had Mr. Gallant here I think he would tell you that under the Public Service Employment Act there are limits to what can be done.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

Mr. Herbert, you said you would not be long but you have taken more than 10 minutes. You are into your 12th minute right now. Mr. Gallant will be here on Thursday night, Mr. Yalden, so maybe we will ask him that question.

Mr. Yalden: You can ask him.

The Chairman: Mr. Baker, five minutes, sir.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman, Mr. Commissioner, I suppose the long-range object of what we are talking about is to create bilinguals, whether they are bilinguals from English-speaking, so to speak, groups or bilinguals from French-speaking groups. The ideal situation will likely be some period of time down the way, when language-training programs have operated so that service to the public and service even to the limited public of employees will be available in both official languages from the public service of Canada, regardless of the racial origin—I hesitate to use the word, but it is a descriptive word—of that person. That leads me then to some recommendations that were contained in your report.

• 1645

I am referring to page 42, sir, where you recommended this:

To keep up with the growing demand for effective language programs in the schools, the federal government is urged to increase, not decrease, its financial support. For their part, the provinces should make much more of existing opportunities for joint action to improve minority and second-language education.

[Translation]

beaucoup d'employés ayant reçu la note A qui la méritent vraiment. Maintenant, il reste à démontrer si vraiment on trouve à ces postes beaucoup plus d'employés ayant une langue maternelle très forte.

Je ne conteste pas l'argument du député, monsieur le président. Si l'on compare le Canada à d'autres pays bilingues ou multilingues, on constate et c'est curieux, que généralement, à l'étranger, ce sont les gens ayant pour langue maternelle la langue de la région qui sont placés aux services de compatriotes. Prenons l'exemple de cette région de la Yougoslavie située près de la frontière italienne où l'on parle italien. Ce sont des représentants de la langue minoritaire italienne qui assurent les services aux clients parlant italien. Je reconnais que c'est bien ainsi que cela se passe dans les autres pays. Tout ce que je puis dire, c'est que c'est peut-être plus difficile, étant donné la géographie de notre pays. Tous les témoignages entendus à l'autre comité sur les langues officielles démontrent que le nombre de francophones en dehors du Québec, surtout si l'on se déplace vers l'Ouest ou vers l'Est, est insuffisant, tout comme pour les anglophones au Québec. Voilà, j'en conviens et moi aussi j'aimerais que les choses changent. Si M. Gallant était présent, il vous dirait que la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique impose certaines limites aux réformes.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

Monsieur Herbert, vous aviez dit que vous ne parleriez pas trop longtemps, mais vous avez dépassé vos dix minutes. Vous en êtes à 12. Monsieur Yalden, M. Gallant assistera à la séance de jeudi soir, nous pourrons peut-être lui poser la question.

M. Yalden: Certainement.

Le président: Monsieur Baker, vous avez 5 minutes.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, monsieur le commissaire, à long terme, j'imagine, l'objectif est de créer des bilingues parmi les anglophones ou les francophones. Nous sommes encore bien loin d'avoir atteint notre idéal qui est, grâce à des programmes de formation linguistique, qu'un jour la Fonction publique fédérale puisse assurer au grand public et à des groupes restreints, des services dans les deux langues officielles, quelle que soit l'origine raciale—j'hésite à utiliser ce mot, mais c'est un qualificatif—du client. Cela m'amène à certaines recommandations de votre rapport.

Je fais référence à la page 47 où vous faites la recommandation suivante:

Nous invitons fermement le gouvernement fédéral à accroître son soutien financier au lieu de le diminuer, face à l'augmentation de la demande d'un programme linguistique utile dans les écoles. Les provinces devraient de leur côté tirer bien davantage partie des possibilités d'actions commu-

[Texte]

I happen to agree with that general proposition. I have noted from my own experience, in my own constituency, that there is a clamouring among the English-speaking parents for the opportunities for education, in immersion, in the second language. There is a feeling that the 40 minutes a day, for instance, that is allowed in some schools, is insufficient. They put it quite bluntly, in terms of the Public Service of Canada, that unless they are trained early in the schools, there would be little opportunity for their children to compete with francophone applicants in the public service for the management positions, given the narrowing of the opportunities in the upper levels of the public service.

A lot of the people who speak to me in those terms are people who have also spoken to me about feeling that, given the narrowing restrictions, their future in the public service is cut off; that it will have to be a francophone bilingual who will occupy that upper-management position and therefore be able to communicate with the people beneath him in the language of work. I think that puts a very heavy onus on the Province of Ontario to increase, where possible, the opportunities for young people, who are not from francophone families, to learn their second language.

I think it does also put the onus on the federal government, in terms of funding those programs which, I suspect—I am going to ask for your confirmation that my suspicions are true—is not being satisfied now by the federal government.

I would also like your comments, if I might, on how we could increase the opportunities. We might consider increasing opportunities in Canada for people to be bilingual; to lessen the competition, based on language of origin, for jobs in the federal public service or elsewhere where bilingual requirements are outstanding.

Mr. Yalden: Mr. Chairman, on the matter of what the federal government is doing or not doing, vis-à-vis the educational system, I think the effort at this time is—wilfully inadequate, I think is the term I would use. I know it is a lot of money that is being put into it. It is something in the order of \$140 million per year in formula payments to the provinces and some \$30 million for other types of programs within the provinces, but this figure has been frozen at that amount for the last couple of years. Under the kind of inflation we have had in that period, the real amount being put into it is decreasing every year.

As far as the formula payments are concerned, because of the fact that there are more anglophones in the minority language schools in Quebec, and because they study more time in the English language than they do outside Quebec, the largest amount of the sums I have just quoted, is going to

[Traduction]

nes en vue d'améliorer l'enseignement dans la langue minoritaire et dans la langue seconde.

Je suis d'accord avec ce principe général. J'ai remarqué dans mon propre comté que les parents anglophones réclament de meilleures possibilités d'enseignement dans la langue seconde, ils veulent des classes d'immersion. Les parents considèrent par exemple, que 40 minutes de cours en langue seconde par jour, et c'est ce qui est prévu dans certaines écoles, ne suffisent pas. Ils sont très directs et disent que dans la Fonction publique du Canada, à moins que leurs enfants ne reçoivent une formation adéquate dans les écoles, ils ne pourront pas faire concurrence aux candidats francophones qui se présenteront aux postes de direction dans la Fonction publique, compte tenu de la réduction des postes de la haute direction de la Fonction publique.

Un bon nombre des personnes qui m'ont dit cela m'ont également avoué que, compte tenu de la restriction des possibilités d'avancement, leur avenir dans la Fonction publique est sombre; ils pensent qu'un francophone bilingue sera seul capable de combler les postes de haute direction et sera en mesure de communiquer avec ses subalternes dans leur langue de travail. A mon avis, cela place une responsabilité très lourde sur le gouvernement provincial de l'Ontario qui devrait augmenter, dans la mesure du possible, les possibilités d'apprentissage de la langue seconde pour les jeunes qui ne font pas partie de familles francophones.

A mon avis, cette responsabilité doit également être partagée par le gouvernement fédéral, pour ce qui est du subventionnement de ces programmes. Je crois, vous pourrez confirmer ou infirmer ma déclaration, mais je crois que le gouvernement fédéral ne subventionne pas suffisamment les programmes de langue.

J'aimerais également savoir comment, à votre avis, on pourrait augmenter les chances d'apprentissage de la langue seconde. On pourrait songer à augmenter les possibilités d'avoir des personnes bilingues au Canada; on pourrait relâcher la concurrence d'après la langue maternelle, pour les emplois de la Fonction publique fédérale ou d'autres emplois où les exigences linguistiques sont trop élevées.

M. Yalden: Monsieur le président, pour ce qui est des agissements du gouvernement fédéral dans le cadre du système d'enseignement, je crois qu'à l'heure actuelle ces agissements sont insuffisants et je dirais même que c'est ce que le gouvernement veut. Je sais qu'il y a beaucoup d'argent consacré au bilinguisme. Quelque 140 millions de dollars par année sont versés aux provinces sous forme de paiements de péréquation et quelque 30 millions de dollars sont également versés aux provinces pour d'autres programmes; cependant, ces paiements n'ont pas augmenté depuis quelques années. Compte tenu de l'inflation que nous avons connue, on peut dire que le montant réel affecté au programme de bilinguisme baisse tous les ans.

Pour ce qui est des paiements de péréquation, comme il y a plus d'anglophones au Québec fréquentant des écoles de langue minoritaire et comme les Québécois consacrent plus de temps que les autres Canadiens à l'apprentissage de la langue anglaise, la plus grande partie des sommes dont je viens de

[Text]

Quebec for anglophone education in the minority language of that province which is English. As a result, the money remaining for the francophone minority outside Quebec and for second-language training in French for English speakers is even more inadequate. So I feel, as I have always felt, that it is quite unacceptable for our political leaders to take the view that the way to bilingualize, if that is the verb, our population is in the schools and not with middle-aged public servants. To say that on the one hand and, on the other, not to back it up with the necessary funds I find unacceptable and irresponsible. I have said so on a number of occasions and I intend to go on saying so.

• 1650

As to the ways in which the provinces could move with the federal government, there are any number of them, such as more immersion, more exchanges, more attempts to make the two languages a living experience for youngsters who will retain those languages and, as a result, have a better handle on the two languages than anyone of my generation ever had.

With regard to participation in the public service, of course it still remains very largely an English-speaking affair. It is still running at something of the order of a proportion of 73 per cent to 27 per cent in all, and has considerably lower francophone participation than that at the executive level.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): One further question.

The Chairman: No, Mr. Baker, I am sorry. Your five minutes is actually over.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Have I used the 10 minutes? I am sorry. I apologize.

The Chairman: Thank you, but Mr. Gimaïel has asked to speak, and Mr. Gamble also has asked me for a short 5 minutes.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président.

Monsieur Yalden, pour donner suite à notre discussion de tout à l'heure, vous parliez du Conseil du Trésor qui semble avoir une planification quelconque. Mais, dans la définition du rôle du commissaire aux langues officielles, ne trouveriez-vous pas plus adéquat que ce soit en fait la prérogative de ce commissaire d'essayer de découvrir une planification qui pourrait favoriser ou inciter l'état d'esprit nécessaire? Il me semble un petit peu paradoxal que le Conseil du Trésor soit à la fois le grand bâtonnier en ce qui regarde l'argent, et l'organisme chargé de voir à ce qu'on puisse développer une politique de développement du personnel bilingue ou francophone dans notre Fonction publique.

M. Yalden: Oui. C'est bel et bien le cas que le Conseil du Trésor est, pour le meilleur ou pour le pire, «le gestionnaire de

[Translation]

parler va au Québec pour l'enseignement dans la langue minoritaire de cette province, c'est-à-dire l'anglais. Donc, les sommes qui restent pour les minorités francophones hors Québec et pour l'enseignement dans la deuxième langue, c'est-à-dire en français pour des anglophones, ne suffisent pas du tout. Donc, je crois, comme je l'ai toujours cru, qu'il est inacceptable que nos chefs politiques soient d'avis que la façon de rendre bilingue la population est par l'entremise des écoles et non pas en enseignant l'autre langue à des fonctionnaires d'un certain âge. D'une part, certains chefs politiques préconisent l'enseignement de l'autre langue dans les écoles, mais d'autre part, ils n'y accordent pas suffisamment de fonds. À mon avis, c'est tout à fait inacceptable et irresponsable. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises et j'ai l'intention de continuer de le dire.

Pour ce qui est des actions que les provinces pourraient prendre de concert avec le fédéral, il y a de nombreuses possibilités, par exemple les cours d'immersion, les échanges, davantage d'efforts pour donner aux jeunes la possibilité de vivre dans les deux langues afin de les maîtriser mieux que n'importe qui de ma génération.

Pour ce qui est de la participation, la Fonction publique reste en grande partie anglophone. Les proportions sont de 73 p. 100 contre 27 p. 100, et il y a un taux de participation des francophones beaucoup plus bas au niveau des cadres.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'ai une autre question à poser.

Le président: Non, monsieur Baker, je regrette, mais vos cinq minutes sont écoulées.

M. Baker (Nepean—Carleton): Ai-je déjà épuisé les dix minutes? Je m'excuse.

Le président: Merci, mais M. Gimaïel a demandé la parole et M. Gamble a demandé la parole pour cinq minutes.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

To follow up on our discussion of a few moments ago, Mr. Yalden, you were talking about Treasury Board, which seems to do some planning. However, as the Commissioner of Official Languages, would you not think it more appropriate that it be the commissioner's responsibility to try to plan how to bring about or encourage the necessary attitude? I think it is rather paradoxical that Treasury Board is both the watch dog over the government's money, and the body responsible for developing a bilingualism policy for the public service.

Mr. Yalden: Yes. The fact of the matter is that for better or worse Treasury Board is "the manager of the public service", and hence the body responsible for language planning.

[Texte]

la Fonction publique» et donc celui qui s'occupe de la planification linguistique.

Remarquez, quand j'ai dit tout à l'heure que c'était les ministères et les sous-ministres du Conseil du Trésor qui avaient cette responsabilité, ce n'est pas que mon personnel ne s'en occupe pas. Au contraire, dans le cadre de nos vérifications, nous avons justement un élément d'incitation vis-à-vis la haute gestion des ministères. Nous essayons, de part nos recommandations, d'esquisser pour eux une espèce de plan pour les ministères, d'encourager des changements ici et préconiser différentes attitudes là, et ainsi de suite. L'objet de toutes nos vérifications n'est pas seulement de faire une critique de la performance du ministère en question. Il s'agit d'un effort de notre part pour les aider à avancer plus vite et avancer dans un sens. Donc, nous avons un intérêt pour ces questions et nous allons continuer à avoir cet intérêt.

M. Gimaïel: Autrement dit, vous ne verriez pas de modification majeure dans la responsabilité d'application de la Loi sur les langues officielles, qui pourrait aider à ce que ça aille mieux. Vous pensez que la façon dont on fonctionne présentement c'est la bonne, puis . . .

M. Yalden: Non, je ne crois pas que la façon dont fonctionne le gouvernement est la bonne. Mais c'est une question d'attitude. Ce n'est pas en changeant la Loi sur les langues officielles qu'on va changer l'attitude des ministres et des sous-ministres.

M. Gimaïel: Comment va-t-on y arriver?

M. Yalden: Pour les pousser dans le dos, il faut que mon bureau le fasse, il faut que les députés le fassent, il faut que l'opinion publique le fasse, les journaux, les média électroniques et ainsi de suite.

C'est une des raisons pour laquelle je trouve l'autre comité sur les langues officielles, le Comité conjoint si important, parce que cela nous donne un forum public dans lequel on peut exposer les lacunes dans ce domaine et essayer de faire pression sur les ministères.

C'est une question de pression.

• 1655

Vous savez qu'il y a plusieurs endroits où j'aimerais voir des modifications à la Loi sur les langues officielles, mais ce n'est pas en donnant au commissaire aux langues officielles le pouvoir de flanquer les gens en prison qu'on va y arriver.

M. Gimaïel: Justement, une dernière question assez courte, quel est le dernier recours que vous avez vis-à-vis l'entêtement d'un ministre, ou l'entêtement d'un ministre ou d'un fonctionnaire?

M. Yalden: Le recours est un rapport au Parlement. C'est exactement le même recours qu'à le vérificateur général, sauf que dans son cas il y a une certaine unanimité à travers le pays appuyant ces recommandations, tandis que les langues, comme vous le savez, c'est toujours assez controversé. Ce n'est pas un manque de pouvoir de mon côté. Mes pouvoirs sont exactement les mêmes que ceux d'autres fonctionnaires du Parle-

[Traduction]

I would like to make it clear, however, that when I said this was the responsibility of departments and deputy ministers of Treasury Board, I did not mean that my staff is not involved. In fact, part of our audit process is to encourage senior managers in departments. In our recommendations to departments, we try to sketch a sort of plan for them—to encourage changes here, advocate different attitudes there, and so on. The idea behind all our audits is not merely to criticize the performance of the department in question. We are trying to help them progress more quickly in a particular direction. Thus, we do play a role in these matters, and we will continue to do so.

Mr. Gimaïel: In other words, you do not think that any major amendments as regards responsibility for implementing the Official Languages Act are required to improve the situation. You think things are working the way they should at the present time, and . . .

Mr. Yalden: No, I do not think that the government's approach is the right one. But it is a question of attitude. But we will not change the attitude of ministers and deputy ministers by changing the Official Languages Act.

Mr. Gimaïel: How are we going to do it?

Mr. Yalden: They are going to have to feel pressure from my office, from Members of Parliament, from public opinion, from the newspapers, the electronic media and so on.

This is one of the reasons why I find the joint committee on official languages so important, because it gives us a public forum in which we can expose the departments' weaknesses and try to apply pressure on them to change the situation.

It is a question of applying pressure.

As you know, I would like to see a number of amendments to the Official Languages Act, but we will not achieve our objective by giving the Commissioner of Official Languages the power to throw people in jail.

Mr. Gimaïel: I have one final short question on this very point. What is your ultimate recourse if a department, a minister or a public servant proves stubborn?

Mr. Yalden: My recourse lies in the report to Parliament. I have exactly the same recourse as the Auditor General, except that in his case most of the country is unanimous in supporting his recommendations, whereas the language question is always quite controversial, as you know. The problem is not that I do not have enough power. My powers are identical to those of other officers of Parliament, such as the Auditor General. The

[Text]

ment, tel que le vérificateur. Le problème est, comme je dis, que les autres instances ne prennent pas suffisamment au sérieux leur propre priorité. Par exemple, comme je le disais tout à l'heure en réponse à la question de M. Baker, c'est une priorité de tous les gouvernements au Canada; disent-ils, de favoriser une meilleure éducation bilingue. Mais quand il s'agit d'y mettre les sous, ils sont beaucoup moins enthousiastes.

M. Gimaiel: Merci, monsieur Yalden.

Le président: Merci, monsieur Gimaiel.

Mr. Gamble.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman. I am delighted I have an opportunity for a second round.

Mr. Yalden has mastered the skill of avoiding specific answers to questions asked of him. In particular, I asked him when he could bring equity participation of the two language groups in this country into full play within his own commission. He avoided giving us any answer to that question. He told us one reason he is unable to accomplish what, I would think, is a desired objective is because 80 per cent of those applying for commission positions are francophones. I suggested to him the reverse is probably true in some other government departments or agencies. I am thinking particularly of the scientific field. We have heard suggestions of a similar nature about a high anglophone percentage of those applying for positions in that area. I directed his specific attention to that response; he preferred to deflect it to some other issue.

Because I do not believe I got any answers out of the commissioner today—or, indeed, probably not at any other time, either—but, nevertheless, because I wish to place some of these issues on record, I am informing the commissioner I shall continue to ask him for answers to the following three questions until they are provided me.

Let me begin by asking him what, in his view, is the proper balance for establishing equity participation in the public service, including his own commission?

If there is a percentage I would like to have it. I would like to have him explain to us how he arrives at that percentage. Does it have anything to do with the percentage of the population who are identified as being francophone or identified as being anglophone?

Then, I would like him to identify for us who anglophones are and who francophones are.

In arriving at that explanation, I would like him to fit the answer into the context of those people who come to Canada from countries whose official languages are other than English or French. Under what category are these people placed?

I would then like him to determine if bilingual persons may come from any particular region of Canada or any specific province of Canada. Has he done such an analysis; if not, is he prepared to do such an analysis?

[Translation]

problem is, as I said, that other authorities do not take their own priorities seriously enough. For example, as I was saying earlier in reply to a question asked by Mr. Baker, all the governments of Canada say that better bilingual education is one of their priorities. But they are much less enthusiastic when it comes time to put their money where their mouths are.

Mr. Gimaiel: Thank you, Mr. Yalden.

The Chairman: Thank you, Mr. Gimaiel.

Monsieur Gamble.

M. Gamble: Merci, monsieur le président. Je suis très content de pouvoir parler au deuxième tour.

M. Yalden a très bien maîtrisé l'art d'éviter de donner des réponses précises aux questions qu'on lui pose. Je lui ai demandé, en particulier, quand il serait en mesure d'avoir une participation égale des deux groupes linguistiques au sein de son bureau. Il a évité de répondre à la question. Il nous a dit qu'une des raisons pour lesquelles il ne peut pas réaliser ce qui serait un objectif souhaitable, à mon avis, c'est que 80 p. 100 des candidats aux postes du bureau sont des francophones. Je lui ai dit que l'inverse est probablement vrai dans le cas de certains autres ministères ou organismes du gouvernement. Je pense surtout au domaine scientifique. On nous a dit des choses semblables concernant la proportion élevée d'anglophones parmi les candidats aux postes scientifiques. J'ai demandé une réponse précise à ce sujet, mais il a préféré détourner sa réponse sur une autre question.

Puisque je ne crois pas avoir reçu de réponse du commissaire aujourd'hui—ni à tout autre moment probablement, non plus—néanmoins, puisque je veux consigner au procès-verbal certaines questions, j'avise le commissaire que je vais continuer à lui poser les trois questions suivantes jusqu'à ce que j'obtienne des réponses.

Qu'est-ce qui constitue, à son avis, une participation égale dans la Fonction publique, y compris dans son propre bureau?

S'il existe une proportion, j'aimerais savoir ce qu'elle est. Je voudrais également qu'il nous explique comment il parvient à cette proportion. Cela a-t-il quelque chose à voir avec la proportion de la population que l'on identifie comme francophone ou comme anglophone?

Ensuite, je voudrais qu'il nous dise qui sont les anglophones et qui sont les francophones.

Je voudrais qu'il nous dise également dans quelle catégorie il faut placer les immigrants originaires de pays dont la langue officielle n'est ni l'anglais ni le français?

Ensuite, je lui demande de déterminer si les bilingues sont d'une région ou d'une province donnée du Canada. A-t-il fait une telle analyse? Sinon, est-il disposé à en faire une?

[Texte]

Is there any evidence, for instance, that those people occupying bilingual positions in the public service are predominantly from the Province of Quebec? Or, are they predominantly from any other region of the country?

I would like him, in addition, to supply us with information indicating the growth and representation in the public service generally from the Province of Quebec as a consequence of the implementation of the Official Languages Act. Those are my questions, Mr. Chairman.

• 1700

The Chairman: Thank you, Mr. Gamble. You will realize that your time is pretty well up.

Mr. Gamble: I realize that.

The Chairman: Mr. Yalden can choose to answer you briefly or in writing, if he prefers. But I would have a supplementary to that. I have never heard that maternal language was a criterion in the definition of the merit principle. I do not understand the first question, Mr. Gamble, that you are asking because the merit principle or system does not include maternal language as a criterion for employment in the public service. We could cover this with Mr. Gallant the next time. I think the question there needs to be a little more explicitly—

Mr. Gamble: I was warned, in view of the fact that it is very doubtful, Mr. Chairman, that I will get the answers—

The Chairman: But Mr. Gallant will be here Thursday night, so you may be wanting to put that question which I think is better put to him than to put to the Commissioner in the sense of the merit principle being the overall principle that prevails in hiring and staffing.

Mr. Gamble: You will recall that I got on to this issue as a consequence of response of the Commissioner earlier.

The Chairman: I know what you are talking about. Mr. Yalden, if you want to make a—

Mr. Yalden: Yes, Mr. Chairman, as far as proper balance in the public service, perhaps there are many opinions about this. My own opinion is that roughly speaking, very, very roughly I underline—I do not think Mr. Gamble likes very, very rough answers but there it is. Aristotle tells us that we should not try to be more exact than the subject admits of.

Very roughly, the proportion that we find in the population is very, very roughly the proportion in the public service at this time. There are imbalances with respect to grades. That is to say there are more francophones at lower levels and less at upper levels than there should be if you follow out that criterion and there are perhaps more anglophones at higher levels and less at the lower levels than you would expect. These figures exist in large, large quantities. They are generally published by the Public Service Commission but I would certainly be happy to provide any that I can on my own initiative.

[Traduction]

Y a-t-il des preuves selon lesquelles la plupart des titulaires des postes bilingues de la Fonction publique sont originaires de la province de Québec? Ou est-ce que la plupart d'entre eux proviennent d'une autre région du pays?

Je voudrais également qu'il nous donne des renseignements concernant l'augmentation du nombre de fonctionnaires provenant de la province de Québec suite à la mise en vigueur de la Loi sur les langues officielles. Telles sont mes questions, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Gamble. Vous savez que vous avez presque épuisé tout votre temps.

M. Gamble: Oui, je le sais.

Le président: M. Yalden a le choix de répondre à vos questions rapidement ou de le faire par écrit. Cependant, j'aurais une question supplémentaire. Je n'ai jamais entendu dire que la langue maternelle soit un critère de définition du principe du mérite. Je ne comprends pas votre première question, monsieur Gamble, le principe du mérite ne fait pas mention de la langue maternelle comme critère d'emploi dans la Fonction publique. Nous pourrions soulever cette question la prochaine fois lorsque M. Gallant sera ici. Je pense qu'il faudrait préciser votre question.

M. Gamble: Monsieur le président, on m'a averti qu'il était fort peu probable qu'on réponde à mes questions . . .

Le président: Cependant, M. Gallant sera ici jeudi soir, alors vous pouvez peut-être lui réserver votre question plutôt que de la poser au commissaire pour savoir si c'est le principe du mérite qui est prépondérant dans l'embauche et la dotation.

M. Gamble: Je vous signalerai que j'ai soulevé cette question à la suite de la réponse du commissaire.

Le président: Je sais à quoi vous faites référence. Monsieur Yalden, si vous voulez prendre la . . .

M. Yalden: Merci monsieur le président. Quant à cet équilibre dans la Fonction publique, il y a de nombreuses opinions. Personnellement, je pense qu'en termes généraux, bien que M. Gamble n'aime pas les réponses générales, je vais quand même en donner une. C'est Aristote qui disait qu'il ne faut pas essayer d'être plus précis que ne le demande le sujet.

En termes généraux, la proportion de francophones et d'anglophones de la population canadienne est à peu près équivalente à celle de la Fonction publique. Il y a des déséquilibres entre les niveaux. C'est-à-dire qu'il y a plus de francophones aux niveaux subalternes et moins aux échelons supérieurs et que l'inverse est vrai pour les anglophones. Ce sont des chiffres très généraux qui sont publiés par la Commission de la Fonction publique. Je serai certainement disposé à remettre tout ce que j'ai à ce sujet.

[Text]

As to what is an anglophone and what is a francophone, it is defined in the Statistics Act, as far as I know, where mother tongue is defined as being the language first learned in childhood and still understood. Therefore an anglophone is a person whose mother tongue in the definition I have just given is English and the francophone one whose mother tongue is French. Where do others fit who are not either anglophones or francophones? Well, they have this term they use in Quebec. I do not know whether it is even used in English. It is called allophone and, of course, it means simply that. One who is neither an anglophone or a francophone

The Chairman: Like—

Mr. Yalden: I do not much care for any of these terms, anglophone, francophone, allophone—

The Chairman: Telephone, saxophone.

Mr. Yalden: Telephone, saxophone or what have you but there it is. Those are the terms we use. The last two questions, for example, are those in bilingual positions predominantly from Quebec? I cannot give you an answer to that. I can try to find out. I would have to ask the Public Service Commission.

I understand you are seeing Mr. Gallant this week. Perhaps you would like to ask him too but I am not dodging that question, Mr. Chairman, and through you to Mr. Gamble. I will try to find out and if I can get an answer to that question then I shall be happy to write to the Chair or to Mr. Gamble to give you that information. Likewise, with the answer to the final question which I believe Mr. Gamble asked concerning the growth in the public service, numbers in the public service, from the Province of Quebec.

The Chairman: Thank you, thank you Mr. Yalden.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): On a point of order, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I think if the commissioner is replying to a question put by a member of the committee, you might reply to the Chair—

Mr. Yalden: Yes I will.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): And then a copy could be given to Mr. Gamble but I would—

Mr. Yalden: Sorry, that is what I have done in the past, Mr. Chairman, and—

The Chairman: The clerk sees that all members of the committee in attendance and those not in attendance get copies. Thank you very much, Mr. Yalden, for your appearance here today and the members of the committee. This meeting is now adjourned until tomorrow afternoon when we have the—or tomorrow evening rather—Public Service Commission, Mr. Gallant, and company.

[Translation]

Quant à savoir ce qui est un anglophone et un francophone, eh bien, la définition est tirée de la Loi sur la statistique où on dit que la langue maternelle est la première langue apprise dans l'enfance et qui est encore comprise. Donc, selon cette définition, un anglophone est une personne dont la langue maternelle est l'anglais et un francophone est une personne dont la langue maternelle est le français. Qu'en est-il de ceux dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français? Eh bien au Québec, il y a une expression pour cela. Je ne sais pas si on l'utilise en anglais, mais au Québec, on appelle ces personnes des allophones et c'est une très bonne appellation pour quelqu'un qui n'est ni francophone ni anglophone.

Le président: C'est comme . . .

M. Yalden: Je ne me préoccupe pas tellement de ces expressions, anglophones, francophones, allophones . . .

Le président: Téléphone, saxophone.

M. Yalden: Téléphone, saxophone ou n'importe quelle autre «phone», mais ce sont les termes consacrés. Quant à vos deux dernières questions, notamment si les employés bilingues sont surtout du Québec? Je ne peux pas répondre à cette question. Je peux essayer de trouver une réponse, mais je devrai demander à la Commission de la Fonction publique.

J'ai cru comprendre que vous rencontrerez M. Gallant cette semaine. Vous devriez peut-être lui poser la même question. Monsieur le président, je n'essaie pas d'éviter de répondre à la question de M. Gamble. J'essaierai de trouver réponse et, le cas échéant, j'enverrai une lettre au président ou à M. Gamble pour donner ce renseignement. Je ferai de même pour les dernières questions qu'a posées M. Gamble sur la croissance de la Fonction publique, le nombre de fonctionnaires qui viennent de la province de Québec.

Le président: Merci, merci, monsieur Yalden.

M. Baker (Nepean—Carleton): Puis-je invoquer le Règlement, monsieur le président?

Le président: Oui, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je crois que la réponse écrite que fera le commissaire à une question posée par un membre du Comité devrait être envoyée au président.

M. Yalden: Très bien.

M. Baker (Nepean—Carleton): Une copie de cette lettre pourra être remise à M. Gamble, mais j'aimerais . . .

M. Yalden: Excusez-moi, monsieur le président, c'est précisément ce que j'ai fait auparavant et . . .

Le président: Le greffier du Comité fait en sorte que tous les membres reçoivent une copie de la réponse, peu importe qu'ils aient assisté à la séance. Monsieur Yalden, je vous remercie beaucoup d'être venu ici aujourd'hui et je remercie également les membres du Comité qui ont assisté à la séance. La séance est levée, nous nous retrouvons demain après-midi, ou plutôt demain soir; nous entendrons le témoignage de M. Gallant et de ses fonctionnaires de la Commission de la Fonction publique.

[Texte]

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Tomorrow afternoon.

The Chairman: It is 3.30 tomorrow afternoon. There is an event in the House of Commons, but I would hope that after that event we will all assemble here to discuss—

Mr. Herbert: You said the Public Service Commission.

The Chairman: Tomorrow afternoon is Mr. Johnston, Treasury Board, and Thursday evening is Mr. Gallant from the Public Service Commission.

An hon. Member: Is it again in the afternoon?

The Chairman: It is 3.30 in the afternoon Thursday. Every afternoon this week we have got something. How is that?

Mr. Herbert: Except that it is possible we will not have Mr. Johnston tomorrow.

• 1705

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Baker (Nepean—Carleton): La séance est demain après-midi.

Le président: En effet, à 15h30 demain après-midi. Il y a un vote en Chambre demain après-midi, mais j'espère qu'après le vote nous pourrons nous réunir pour discuter . . .

M. Herbert: Vous avez dit que nous recevrons la Commission de la Fonction publique.

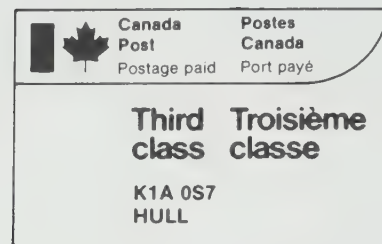
Le président: Demain après-midi, nous recevons M. Johnston du Conseil du Trésor et jeudi soir, nous recevons M. Gallant de la Commission de la Fonction publique.

Une voix: Encore une fois, c'est dans l'après-midi?

Le président: A 15h30 jeudi après-midi. Nous avons des réunions tous les après-midi cette semaine. Qu'en pensez-vous?

M. Herbert: Il est possible que M. Johnston ne puisse pas comparaître demain.

Le président: La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Office of the Commissioner of Official Languages:
Mr. M.F. Yalden, Commissioner.

Du bureau du Commissaire aux langues officielles:
M. M.F. Yalden, Commissaire.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 69

Thursday, December 3, 1981

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 69

Le jeudi 3 décembre 1981

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Supplementary Estimates (C) 1981-82: Vote 35c—
Public Service Commission under SECRETARY OF
STATE

CONCERNANT:

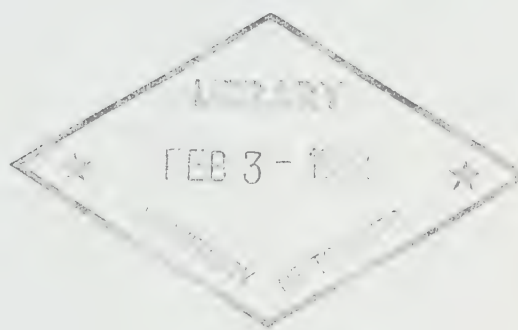
Budget supplémentaire (C) 1981-1982: crédit 35c—
Commission de la Fonction publique sous la rubrique
SECRÉTARIAT D'ÉTAT

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean-Carleton</i>)	Gamble
Collenette	Gimaïel
Cousineau	Herbert
de Jong	Huntington

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Kelly	McCauley
King	Siddon
Lonsdale	Stevens
MacDonald (M ^{lle})	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, December 2, 1981:

Mr. Peterson replaced Mr. Gimaïel;
Mr. Tessier replaced Mr. Bloomfield;
Mr. Lonsdale replaced Mr. Watson;
Mr. Dion (*Portneuf*) replaced Mr. Gingras;
Mr. McCauley replaced Mr. de Corneille;
Mr. Collenette replaced Mr. Bachand.

On Thursday, December 3, 1981:

Mr. Gimaïel replaced Mr. Peterson.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 2 décembre 1981:

M. Peterson remplace M. Gimaïel;
M. Tessier remplace M. Bloomfield;
M. Lonsdale remplace M. Watson;
M. Dion (*Portneuf*) remplace M. Gingras;
M. McCauley remplace M. de Corneille;
M. Collenette remplace M. Bachand.

Le jeudi 3 décembre 1981:

M. Gimaïel remplace M. Peterson.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 3, 1981

(86)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 4:07 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (Nepean-Carleton), Gamble, Gauthier, Gimaïel and King.

Other Member present: Mr. Tousignant.

In Attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Public Service Commission: Mr. E. Gallant, President; Mr. Florent Tremblay, Assistant Director General, Staffing Branch; Mr. J.A. St-Aubin, Director General, Staff Development Branch; Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch and Mr. J. Edwards, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Monday, November 16, 1981 relating to the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 1982. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, November 19, 1981, Issue No. 63*).

The Chairman called Vote 35c—Public Service Commission under SECRETARY OF STATE.

Mr. Gallant made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

In accordance with a motion passed by the Committee at the meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the document entitled—Roles and Responsibilities of the Treasury Board of Canada and the Public Service Commission in Personnel Management—submitted by Mr. E. Gallant, President, Public Service Commission be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "MEST-25"*)

At 5:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 3 DÉCEMBRE 1981

(86)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 16h 07 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Baker (Nepean—Carleton), Gamble, Gauthier, Gimaïel et King.

Autre député présent: M. Tousignant.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: De la Commission de la Fonction publique: M. E. Gallant, président, M. Florent Tremblay, directeur général adjoint, Direction de la dotation; M. J. A. St-Aubin, directeur général, Direction générale du perfectionnement; M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la dotation et M. J. Edwards, commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du lundi 16 novembre 1981 portant sur le Budget supplémentaire (C) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982. (Voir *procès-verbal de jeudi 19 novembre 1981, fascicule no 63*).

Le président met en délibération le crédit 35c—Commission de la Fonction publique sous la rubrique SECRÉTARIAT D'ÉTAT.

M. Gallant fait une déclaration puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que le document intitulé—Conseil du Trésor et Commission de la Fonction publique: Répartition des rôles et responsabilités en matière de gestion du personnel—soumis par M. E. Gallant, président, Commission de la Fonction publique, soit joint aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *Appendice "MEST-25"*)

A 17h 16, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Jean-Claude Devost

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Thursday, December 3, 1981

• 1608

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Order. We have the required numbers of MPs to hear and print evidence. With your permission, I will call Supplementary Estimates (C), 1981-82, Vote 35c, Public Service Commission, under Secretary of State.

SECRETARY OF STATE

B—Public Service Commission

Vote 35c—Public Service Commission—Program expenditures\$518,400

The Chairman: We have with us Mr. Edgar Gallant, Chairman of the Public Service Commission, and Mr. Edwards, also a Commissioner of the Public Service of Canada.

I understand, M. Gallant, you have an opening statement to make.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Put my name on the first round.

The Chairman: Yes, sir.

Monsieur Gallant, vous avez une déclaration d'ouverture à faire, des remarques? Je vous inviterais à les partager avec nous.

M. E. Gallant (président, Commission de la Fonction publique): Très bien, monsieur le président.

Le président: Elles ont été distribuées, je pense.

M. Gallant: Je pense qu'elles ont été distribuées hier ou avant-hier. Donc, je ne me propose pas d'en faire lecture; je me contenterai de vous les résumer très brièvement.

Nous venons devant le Comité pour discuter avec vous de notre demande de crédits supplémentaires au crédit numéro 35c. Ce crédit propose une dépense additionnelle pour deux fins, à savoir l'ouverture de bureaux de district qui nous permettront d'offrir des services de dotation dans toutes les provinces de l'Est du Canada, et l'augmentation des services de tests de langues pour l'attribution de la prime au bilinguisme conformément à la politique gouvernementale sur les langues officielles.

• 1610

De même, le crédit demande l'autorisation d'éliminer les déficits de la Commission de la Fonction publique pour la formation et le perfectionnement du personnel pour les années 1979-1980 et 1980-1981. Si vous voulez des explications pour

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le jeudi 3 décembre 1981

The Chairman: Order, please.

A l'ordre. Il y a suffisamment de députés présents pour nous permettre d'entendre les témoignages et d'en autoriser l'impression. Avec votre permission, je vais mettre en délibération le Budget supplémentaire (c), 1981-1982, le crédit 35c, Commission de la Fonction publique sous la rubrique Secrétariat d'État.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

B—Commission de la Fonction publique

Crédit 35c—Commission de la Fonction publique—Dépenses du programme.....\$518,400

Le président: Nous avons parmi nous cet après-midi M. Edgar Gallant, président de la Commission de la Fonction publique, et M. Edwards, qui est également commissaire de la Commission de la Fonction publique du Canada.

Je crois savoir, monsieur Gallant, que vous avez une déclaration préliminaire à faire.

M. Baker (Nepean—Carleton): Veuillez inscrire mon nom au premier tour, s'il vous plaît.

Le président: D'accord.

Do you have an opening statement, or some comments to make, Mr. Gallant? I would ask you to proceed with that now.

Mr. E. Gallant (Chairman, Public Service Commission): Fine, Mr. Chairman.

The Chairman: I believe your statement has been distributed.

Mr. Gallant: I believe the statement was distributed yesterday or the day before yesterday. I therefore do not plan to read it; I will merely summarize it very briefly.

We are appearing before the committee to discuss with you our request for supplementary appropriations under Vote 35c. This vote proposes additional spending for two purposes: the opening of district offices which will allow us to provide staffing services in all the provinces of eastern Canada, and increased resources for language testing for the bilingual bonus in accordance with the government's official languages policy.

The vote requires approval to eliminate deficits incurred by the Public Service Commission for staff development and training in 1979-1980 and 1980-1981. If you want some

[Texte]

chacun de ces trois sujets, nous serons prêts à répondre à toute question.

Le président: Merci, monsieur le président.

I will start with Mr. Baker. Ten minutes, sir.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much.

The Chairman: Excuse me, Mr. Baker, before you proceed, I think the committee should understand that, although we are on supplementary estimates, the chair extends the relevancy clause to mean that you can question the chairman through the chairman, and the commission from any angle.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I commend you on your wisdom, Mr. Chairman.

The Chairman: That is to avoid any further discussion with Mr. Gamble.

Mr. Gamble: He should have displayed that wisdom more recently and in public view, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): He becomes more experienced day by day. Mr. Gallant, I want to welcome you to the committee. By way of a preliminary, I would just indicate to you how pleased we are—and I think I speak for every member who is in the national capital, in any event—about the way in which you have attempted to keep us informed of developments and changes that are occurring and the impact of programs in the view of your commission with respect to its role in government and its place in the scheme of things. I want to say that at the outset to you, sir, and to your colleague, Mr. Edwards.

Given the latitude I have been allowed now by the chairman, I want to ask you about an *entente cordiale* that I think has been reached between the Public Service Commission and the Treasury Board with respect to the responsibilities each has towards the public service. As you know, that arises out of the amazing coincidence of evidence and findings by the Lambert commission, the D'Avignon commission, and the Auditor General. I found the coincidence of evidence just absolutely amazing. I commented on it before.

In any event, I gather from what I have heard and read that there have been some discussions which have taken place, and that an agreement of some kind was reached between your commission and Treasury Board allotting the responsibilities. Could you tell us what form that agreement takes? How has it been approved, if it has been approved by the appropriate authorities? What is the effect of it, and how will it affect the work of your commission?

Mr. Gallant: Yes, Mr. Chairman. I would be very pleased to comment on this question. Perhaps, first, I could recall that the Lambert commission, the Royal Commission on Financial Management and Accountability, and the Special Committee on Personnel Management and the Merit Principle, as well as the auditor general, had in different ways, recommended a number of reforms in the management of personnel in the Public Service of Canada. They had recommended reforms, generally with a view to making the management of human resources more accountable and more visibly accountable.

[Traduction]

explanation on each of these three topics, we will be ready to answer any question.

The Chairman: Thank you, Mr. Chairman.

Je commencerai par M. Baker. Vous avez 10 minutes, monsieur.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup.

Le président: Pardonnez-moi, monsieur Baker, avant de vous céder la parole le comité doit bien s'imprégner du fait que même si nous en sommes à l'examen du budget supplémentaire le président doit signaler que vous pouvez poser au président de la commission, n'importe quelle question.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je vous félicite pour votre sagesse, monsieur le président.

Le président: C'est pour éviter de prolonger la discussion avec M. Gamble.

M. Gamble: Il aurait dû faire preuve d'autant de sagesse récemment, et en public, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Il acquiert de l'expérience tous les jours. Monsieur Gallant, je vous souhaite la bienvenue au Comité. En guise de remarque préliminaire, je vous signale que nous sommes très satisfaits, et je pense me faire le porte-parole de tous les députés se trouvant actuellement dans la capitale nationale, de la manière dont vous vous êtes efforcé de nous tenir au courant de l'évolution de la situation ainsi que des répercussions des programmes et du rôle de la commission au sein du gouvernement et ailleurs. Je tenais à vous le signaler, d'entrée de jeu, monsieur, ainsi qu'à votre collègue, M. Edwards.

Étant donné la marge de manoeuvre qui m'a été consentie par le président, j'aimerais vous poser une question à propos de l'entente cordiale à laquelle ont abouti la Commission de la Fonction publique et le Conseil du Trésor quant à leurs responsabilités à l'égard de la Fonction publique. Comme vous le savez, ce problème est apparu suite aux coïncidences surprenantes entre les témoignages et les résultats obtenus par la Commission Lambert, la Commission D'Avignon et le vérificateur général. Les coïncidences constatées sont, à mon avis, absolument remarquables et j'en ai déjà parlé.

D'après ce que j'ai lu et entendu, des discussions ont eu lieu et votre commission et le Conseil du Trésor ont conclu une entente sur la répartition des responsabilités. Pourriez-vous nous donner quelques précisions sur la formule de l'entente en question? De quelle manière a-t-elle été approuvée, si elle l'a bien été par les autorités compétentes? Quelles seront ses répercussions sur les travaux de votre commission?

M. Gallant: Oui, monsieur le président, je suis tout à fait disposé à vous donner mon avis sur la question. Je vous rappelle, pour commencer, que la Commission Lambert, la Commission Royale d'enquête sur l'administration financière et l'imputabilité, le comité spécial sur la Gestion du personnel et le Principe du mérite ainsi que le vérificateur général avaient recommandé que l'on apporte diverses réformes à l'administration du personnel de la Fonction publique fédérale, réformes visant, dans l'ensemble, à rendre l'administration des ressources humaines plus visible et plus responsable.

[Text]

They had also at that time concluded that in order to carry out such reforms, there ought to be some major structural realignment at the centre of the responsibility for personnel management in the public service, and the Lambert commission had recommended that the staffing authority of the commission be passed over to the Treasury Board. It would be reconstituted as a management board, and the commission would be left basically only with the role of auditor general of personnel.

• 1615

The Special Committee on Personnel Management and the Merit Principle have gone one step further and, in view of its recommendations that staffing be negotiable, had recommended the establishment of an additional piece of machinery called a council on which the employer, the bargaining agents and the commission would be sitting. Following the tabling of the report entitled "Accountable Management" by the President of the Treasury Board, I think this was last spring, the Treasury Board Secretariat and the Public Service Commission, with the participation of officials from the Privy Council Office, met under the chairmanship of Mr. Bill Anderson, whose services had been retained by Mr. Johnston to perform this function, with a view to clarifying the roles and responsibilities of the Treasury Board and the commission in this important field of human resource management. We concluded that the kind of restructuring that had been recommended was not at all necessary to carry out the fundamental requirements that had started to take place, and indeed such a major structural change might compromise these basic reforms because of the cost attendant to such major change. We concluded instead that by clarifying the roles and responsibilities of both of these organizations it would be possible to make absolutely clear who is responsible for what and who has authority for what in the whole field of human resource management in the Public Service of Canada.

Basically, we have looked at the roles and responsibilities of both organizations in terms of three categories. Category one was those activities which derived from the exclusive statutory authority of each organization, the PSC from the Public Service Employment Act, and the Treasury Board from the Financial Administration Act, PSSRA and other legislation. The second category of activities were those that were being carried out by one or the other of these agencies under authority delegated by the other and under policies of the other. Here it is basically activities carried out by the Public Service Commission, not because such activities come under the exclusive statutory authority of the Commission—they do not—but activities which we are asked to carry out to implement policy decisions of the government. We undertake these activities at the request of the Treasury Board. That is the second category. This includes, for instance, language training, professional training and development, that sort of thing.

This leaves a third category . . .

[Translation]

Tous avaient aussi abouti à la conclusion, à l'époque, que les réformes en question exigeaient une importante réorganisation du centre de responsabilité de l'administration du personnel de la Fonction publique. La Commission Lambert avait recommandé, quant à elle, que le Conseil du Trésor se voit investi des compétences en matière de dotation relevant de la commission. Il s'agirait donc de mettre sur pied une espèce de conseil de gestion et de confier à la commission le rôle de vérificateur général du personnel.

Le comité spécial chargé de l'administration du personnel et du principe du mérite est même allé plus loin en demandant que la dotation soit négociable et a recommandé la mise sur pied d'un conseil rassemblant l'employeur, les agents de négociation et les représentants de la commission. Si ma mémoire est bonne c'est au printemps dernier que le président du Conseil du Trésor a déposé son rapport intitulé «Imputabilité de la gestion». Par la suite, le secrétariat du Conseil du Trésor, la Commission de la Fonction publique ainsi que les hauts fonctionnaires du Bureau du Conseil privé se sont réunis sous l'égide de M. Bill Anderson chargé par M. Johnston de diriger les travaux, afin d'éclaircir les rôles et responsabilités du Conseil du Trésor et de la Commission dans le domaine important de l'administration des ressources humaines. Nous avons conclu que la réorganisation recommandée n'était pas du tout nécessaire pour réaliser les exigences fondamentales énoncées et qu'elles pourraient même compromettre les réformes fondamentales en question, étant donné les coûts qu'elles entraîneraient. Nous avons donc décidé qu'en précisant les rôles et responsabilités des deux organisations, on pourrait délimiter leur domaine de compétence générale et plus précisément en ce qui a trait à l'administration des ressources humaines dans la Fonction publique fédérale.

Nous avons étudié les rôles et responsabilités incombant à ces deux organisations en fonction de trois catégories. La première correspondait aux activités découlant des pouvoirs statutaires exclusifs de chaque organisme, la CFP dans la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, le Conseil du Trésor dans la Loi sur l'administration financière, la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, etc. La deuxième catégorie d'activités coïncidait avec celles entreprises par l'une ou l'autre des organisations conformément aux pouvoirs et politiques provenant de l'autre ou qui lui sont délégués. Il s'agit, pour l'essentiel, d'activités entreprises par la Commission de la fonction publique, non pas parce que les activités en question relèvent des pouvoirs exclusifs et statutaires de la Commission, car ce n'est pas le cas, mais bien de celles que nous sommes censés entreprendre afin d'appliquer les décisions du gouvernement en matière de politiques. C'est le Conseil du Trésor qui nous le demande. Voilà pour la deuxième catégorie qui comprend la formation linguistique, la formation et le perfectionnement professionnels, etc.

Quant à la troisième catégorie . . .

[Texte]

The Chairman: Mr. Gallant, you may continue. Mr. Baker's time is going to be over in about two minutes, but I think I will be flexible.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am not going to ask another question on the first round.

The Chairman: We will come back to you. Thank you.

Okay, Mr. Gallant, continue.

Mr. Gallant: This third category is basically those areas where the two agencies operate programs in shared areas of responsibility. An example of this would be, for instance, the government policies concerning the participation of natives in the Public Service of Canada. Many of the activities that would be required under that policy fall under our exclusive jurisdiction. Therefore we carry out activities which are necessary for the implementation of the government's policies, but we carry out such activities in accordance with the provisions of our legislation and in line with the policies of the government.

• 1620

So those are the three categories of activities of the two central agencies involved in the management of human resources in the public service.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The other part of the question was, how are they divided up?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we would be very pleased to table the outcome of this exercise, and we have it not only in the form of a report, but we also have it in the form of a one-page table, which lists the activities under these three categories for both organizations.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That would be first rate.

Mr. Chairman, might I suggest that it be appended to the minutes of this meeting?

The Chairman: I think that is a positive suggestion, Mr. Baker, yes, if we could get that document in—

Mr. Gallant: This afternoon.

The Chairman: And in the further document you are going to be sending us, could you make sure that you have the delegated, the statutory, and the shared responsibilities explained? And for those members who are not here—

Mr. Gallant: Yes.

The Chairman: —examples of how this is working.

And answering Mr. Baker's question, maybe we could circulate that or append it if needed. We will see.

Mr. Gallant: I might have to add, Mr. Chairman, that while this agreement gives us now the framework, we still have to work out, over the next months, with the Treasury Board—and

[Traduction]

Le président: Monsieur Gallant, poursuivez. Le temps de parole de M. Baker sera écoulé dans environ deux minutes, mais je me montrerai conciliant.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je ne vais pas poser une autre question au premier tour.

Le président: Nous reviendrons à vous. Merci.

Très bien, monsieur Gallant, poursuivez.

M. Gallant: La troisième catégorie correspond au domaine de responsabilités partagées pour certains programmes des deux organismes. A titre d'exemple, les politiques du gouvernement relatives à la participation des autochtones dans la Fonction publique fédérale. Bon nombre des activités découlant d'une telle politique relève de notre juridiction exclusive. Nous nous acquittons donc de fonctions qui sont nécessaires à la mise en oeuvre des politiques du gouvernement, mais nous nous acquittons de telles fonctions selon les dispositions de la loi qui nous régit et selon les politiques du gouvernement.

Voici donc les trois catégories d'activités des deux organismes centraux qui s'occupent de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique.

M. Baker (Nepean—Carleton): L'autre volet de la question touchait la répartition des fonctions?

M. Gallant: Monsieur le président, nous voulons bien déposer les résultats de cette étude, qui existe non seulement sous forme de rapport, mais également sous forme d'un tableau d'une page, qui énumère des activités qui font partie de chacune des trois catégories pour les deux organismes.

M. Baker (Nepean—Carleton): Cela serait excellent.

Je voudrais proposer que l'on annexe le rapport au procès-verbal de la réunion, monsieur le président.

Le président: Il s'agit d'une très bonne suggestion, monsieur Baker. Si l'on pourrait obtenir ce document d'ici—

M. Gallant: Cet après-midi même.

Le président: Voulez-vous vous assurer d'expliquer clairement dans l'autre document que vous allez nous faire parvenir en quoi consistent les responsabilités déléguées, les responsabilités statutaires, et les responsabilités partagées? Et à l'intention des députés qui ne sont pas présents...

M. Gallant: Oui.

Le président: —pourriez-vous donner des exemples de cette répartition des responsabilités?

Pour répondre à la question de M. Baker, l'on pourrait peut-être distribuer ou annexer ce document, si on en sent le besoin. L'on verra.

M. Gallant: Je devrais peut-être ajouter, monsieur le président, que bien que cette entente nous fournit le cadre général, il faudra toujours élaborer dans les quelques mois à venir, de

[Text]

the Privy Council Office in some instances—the precise ways and means of putting that into concrete action.

The Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Mr. Baker, I will come back to you on second round.

Monsieur Gimaïel, s'il vous plaît, 10 minutes.

M. Gimaïel: Merci monsieur le président.

Monsieur Gallant, il me fait plaisir de voir ici avec toute votre équipe et mes premiers mots sont pour vous féliciter. Je sais que vous êtes l'organisme en charge de faire l'embauche des fonctionnaires fédéraux, et je tiens à vous dire qu'en ce qui concerne le Québec, je pense que la qualité des services que nous offrons à la population et celle de nos fonctionnaires est, de tous les gouvernements en place, la meilleure. Je ne vous dis pas cela parce que j'ai été fonctionnaire fédéral pendant 4 mois, mais tout simplement parce que je le pense. J'ai été à même de le constater de l'intérieur et de l'extérieur et aujourd'hui, comme député, il m'arrive de le constater régulièrement.

Mr. Gamble: The quality has declined since the time you left.

M. Gimaïel: Merci monsieur Gamble. *You are very kind.*

Le point que je voudrais toucher à la première phase—je m'inscris déjà pour un deuxième tour, s'il y en a un, monsieur le président—n'est pas du tout rattaché à ce que vous nous présentez aujourd'hui d'abord, et deuxièmement cela touche un peu le point de vue politique. Heureusement, il existe une excellente division au niveau fédéral en ce qui concerne les juridictions des fonctionnaires. Le côté politique n'a rien à voir avec le travail qu'ils effectuent. Ils ont leur propre patron et vous êtes là pour veiller à l'établissement d'une bonne structure. Mais ma question touche les expériences qu'on a vécues durant le dernier référendum au Québec, expériences que je n'ai pas aimées du tout. Beaucoup de fonctionnaires ont fait de la politique dans les bureaux du gouvernement canadien; ils se sont affichés avec des livres, des pancartes et ils allaient même jusqu'à proposer aux clients de voter oui au référendum. Dans une situation comme celle-là, nous les politiciens, sommes très mal placés. Pour condamner cela publiquement, il faut donner des noms et c'est difficile. Nous n'avons presque pas de recours. Je me demande, dans ce domaine de la définition de la tâche et surtout du respect de la tâche par le fonctionnaire, qui a juridiction? Est-ce que c'est à vous, en tant que Fonction publique, de rappeler ces gens-là à l'ordre, ou cela revient-il au ministère de le faire? Quelle recours avons-nous? Il est difficile pour un politicien de condamner un fonctionnaire pour un geste comme celui-là s'il sait très bien que demain matin le gars s'expose à un ressac politique, c'est-à-dire que le politicien lui-même peut subir le ressac politique des décisions de ce fonctionnaire. On est quelque peu soumis à un chantage, de ce côté-là, au Québec.

M. Gallant: Monsieur le président, en réponse à cette question, j'aimerais faire deux commentaires. Le premier se rap-

[Translation]

concert avec le Conseil du Trésor—et avec le bureau du Conseil privé dans certains cas—les modalités précises de la mise en oeuvre de l'accord.

Le président: Merci, monsieur Gallant.

Vous aurez la parole de nouveau au deuxième tour, monsieur Baker.

Mr. Gimaïel, please, 10 minutes.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

I am pleased to see you and your team of colleagues here this afternoon, Mr. Gallant, and I would like to start by congratulating you. I know that the commission is responsible for hiring federal public servants, and I would like to tell you that as far as Quebec is concerned, I think that the quality of our employees and the services they provide to the population are the best offered by any government. I am not saying that because I was a federal public servant for four months, but simply because I happen to believe it. I notice this from both inside and outside the public service, and I notice it regularly now as a member of parliament.

M. Gamble: La qualité a diminué depuis que vous êtes parti.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Gamble. *Vous êtes très aimable.*

The point I would like to discuss in the first round—and I would like to put my name on for the second round now, if there is one, Mr. Chairman, has nothing to do with the vote you presented today, but does have something to do with political considerations. Fortunately, the responsibilities of federal public servants is very clear. Politics has nothing to do with their work. They have their own bosses, and you are there to see that a good structure is set up. My question relates to some situations which occurred, and which I did not like at all, during the referendum campaign in Quebec. Many public servants were engaging in political activities in the offices of the Canadian government, and were distributing books and placards, and even went so far as to suggest that people should vote yes in the referendum. We politicians find ourselves in a very difficult position in such a situation. In order to make a public denunciation, one must mention names, and that becomes difficult. We have virtually no recourse. I am wondering whose responsibility it is to define the functions of a public servant and particularly to ensure that they are respected. Is it the Public Service Commission's responsibility to deal with such individuals, or is it some other department's responsibility to do so? What recourse do we have? It is difficult for a politician to denounce a public servant for engaging in such activities because he knows very well that he is running the risk of encountering a political backlash in the decisions made by the public servant in question. The members of parliament from Quebec are more or less being blackmailed in this respect.

Mr. Gallant: I would like to make two comments in replying to this question, Mr. Chairman. The first is the fact that there

[Texte]

porte à l'article de notre loi qui nous confie la responsabilité de veiller à la sauvegarde de l'impartialité du fonctionnaire dans le processus de dotation. Mais ici la loi donne à l'individu l'obligation de s'abstenir de toute activité politique et prévoit une ou deux circonstances où la Commission peut intervenir.

• 1625

Premièrement, la Commission peut intervenir lorsqu'un individu lui demande l'autorisation de prendre congé pour se présenter lors d'une campagne électorale. Deuxièmement, elle peut intervenir quand il y a eu une plainte de formulée par un candidat ou une candidate dans l'élection en question. Sauf dans ces cas particuliers, la Commission est impuissante, même lorsque nous pouvons constater des situations qui nous paraissent anormales.

Cependant, notre Loi, de même que la Loi sur l'administration financière et les termes et conditions d'emploi donnent au sous-chef du ministère la possibilité et la responsabilité d'intervenir chaque fois qu'il y a une raison d'intervenir sur le plan de la discipline. C'est par des mesures disciplinaires que des situations comme celles-là pourraient peut-être être réglées, et je crois savoir que le Conseil du Trésor s'est préoccupé justement de ces questions-là. J'espère qu'il sera plus facile, à l'avenir, d'obtenir une intervention énergique de la part des sous-ministres chaque fois qu'il y aura une raison valable de croire qu'une activité indue est entreprise par un fonctionnaire.

M. Gimaïel: Vous voulez dire qu'une plainte est obligatoire, si je comprends bien. Et les deux problèmes rencontrés étaient justement dus au fait que dans la plupart des cas, c'était le chef qui menait l'affaire. Quand vous parlez de chefs ou de sous-chefs, ce sont eux les hommes clé de toute l'histoire.

Dans le même ordre d'idées, je comprends qu'en cas de référendum, il n'y a rien de prévu. Vous me parlez d'élection, mais en cas de référendum, il n'y a rien dans la Loi présentement qui vous donne une possibilité d'action.

M. Gallant: Dans le cas du référendum, monsieur le président, nous avons obtenu une opinion juridique du ministère de la Justice, et nous avons par la suite émis une directive aux fonctionnaires, aux sous-chefs et aux gestionnaires concernant le comportement normal d'un fonctionnaire dans cette situation-là. Je serais heureux, monsieur le président, de vous faire parvenir copie de la lettre que nous avons envoyée à ce moment-là aux sous-chefs et des bulletins que nous avons émis à l'intention de tous les fonctionnaires.

M. Gimaïel: Merci.

Une autre question. Cela va peut-être vous sembler bizarre un peu. Cela touche le bilinguisme: qui détermine la langue du test de la personne qui postule pour un poste bilingue? Supposons que M^{me} Gallant demande la prime au bilinguisme. Sur quoi vous basez-vous pour déterminer la langue première de cette personne-là?

M. Gallant: Est-ce que je pourrais demander, monsieur le président, à M. Florent Tremblay de répondre à cette question?

[Traduction]

is a section in our act which gives us the responsibility for ensuring that public servants' impartiality is protected in the staffing process. But the act also requires that the person refrain from all political activities and provides for one or two situations in which the commission can intervene.

In the first place, the commission may intervene when an individual requests leave to run in an election. Second, the commission may intervene when a complaint is made by a candidate in the election in question. With the exception of these two specific cases, the commission has no authority, even in cases where we realize that the situation is rather abnormal.

However, our act, and the Financial Administration Act and the terms and conditions of employment give the deputy head of a department the option and responsibility to intervene wherever disciplinary action is warranted. Situations of this type can perhaps be dealt with through disciplinary action, and I understand that Treasury Board has in fact looked into such matters. I hope that it will be easier in the future for deputy ministers to intervene energetically whenever they have valid grounds for thinking that a public servant is engaged in inappropriate activities.

Mr. Gimaïel: If I understand you correctly, you mean that a complaint must be made. The two problems with which I am familiar resulted precisely from the fact that the chief was the main person involved in these activities. The key individuals involved in this whole matter were chiefs or assistant chiefs.

I understand that there are no provisions covering referendums. You referred to elections, but in the case of referendums there is nothing in the act at this time which allows you to take any action.

Mr. Gallant: In the case of the referendum, Mr. Chairman, we obtained a legal opinion from the Department of Justice, and we subsequently issued a directive to public servants, deputy heads and managers regarding the proper behaviour of a public servant in such a situation. I would be pleased, Mr. Chairman, to send you copies of the letter we sent out to the deputy heads and the bulletins we issued for public servants.

Mr. Gimaïel: Thank you.

I have another question, which may seem a little strange to you. It concerns bilingualism. Who determines in which language an applicant for a bilingual position will be tested? Let us assume that a Mrs. Gallant applies for the bilingualism bonus. How do you go about determining the first language of such an individual?

Mr. Gallant: Could I ask Mr. Florent Tremblay to answer this question, Mr. Chairman?

[Text]

Le président: Monsieur Tremblay.

M. Florent Tremblay (directeur général adjoint, Direction de la dotation, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, en fait, la Commission de la Fonction publique demande à l'employé quelle est sa première langue officielle, et à partir de ce moment-là, nous testons l'employé dans la deuxième langue officielle. Par la suite, le Conseil du Trésor octroie une prime si l'employé rencontre les exigences linguistiques dans la seconde langue officielle.

M. Gimaïel: Donc, si je comprends bien, il peut arriver que quelqu'un, par exemple, demande à passer un test en vue d'un emploi bilingue et soutienne que sa langue première est le français, alors que sa langue maternelle est l'anglais; elle pourrait alors passer le test en anglais. J'écoutais ce matin le président de l'Alliance de la Fonction publique qui nous disait qu'il y a présentement 85 p. 100 des postes bilingues qui sont occupés par des personnes bilingues, si je ne me trompe pas. Cela m'a surpris. Il est possible, à ce moment-là, que quelqu'un sème une certaine confusion quant à sa première langue et passe un test dans sa langue première parce qu'il prétend que c'est sa langue seconde.

• 1630

M. Gallant: Eh bien, monsieur le président, en ce qui concerne le commentaire attribué au président ou à un fonctionnaire de l'Alliance...

M. Gimaïel: C'est un fonctionnaire, excusez-moi.

M. Gallant: ... c'est un très grand nombre de titulaires de postes bilingues qui répondent aux exigences linguistiques du poste. Chaque poste bilingue a ses exigences linguistiques déterminées à différents niveaux de compétence.

M. Gimaïel: Mais vous n'avez aucune certitude concernant la langue première de l'individu qui passe le test, si je comprends bien? Sauf sa bonne foi.

M. Gallant: Monsieur le président, la Commission n'est pas autorisée à tester les connaissances linguistiques dans la langue officielle première des candidats ou des employés. Cela revient au jury de sélection.

M. Gimaïel: C'est la question que je voulais amener parce que j'ai déjà été témoin, à plusieurs reprises, de personnes qui obtenaient des primes au bilinguisme en utilisant ce stratagème-là. Je ne sais pas s'il serait possible pour votre Fonction publique, pour votre... je ne dirais pas votre ministère, cela en est presque un, mais pour la Commission, de jeter un coup d'oeil sur ce problème-là parce que cela devient un problème, à un moment donné, de bien définir... C'est le service à la clientèle qui peut, primo, en souffrir.

Deuxièmement, si l'on ne peut vraiment bien définir les critères permettant d'évaluer si une personne qui accède à un poste est vraiment bilingue, cela ne donne rien d'avoir une loi et d'essayer ensuite de l'appliquer. Cela n'est plus que du fardage ou de la poudre aux yeux. Cette situation a tendance à se propager quelque peu depuis quatre ou cinq ans, à ma connaissance.

[Translation]

The Chairman: Mr. Tremblay.

Mr. Florent Tremblay (Assistant Director General, Staffing Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, the Public Service Commission asks the employee which official language is his first language, and we then test the employee in his or her second official language. Treasury Board then awards a bonus if the employee meets the requirements for the second official language.

Mr. Gimaïel: If I understand you correctly, it could happen that someone could ask to be tested for a bilingual position and claim that his or her first language was French, even though it was actually English. Such a person could then take the test in English. This morning the President of the Public Service Alliance was telling us that 85 per cent of all bilingual positions are currently held by bilingual individuals, I believe. I was surprised to hear that. That means that a person can cause some confusion about his first language and actually be tested in his first language, because he had claimed that it was his second language.

Mr. Gallant: Well, Mr. Chairman, with respect to the comment attributed to the president or an official from the Alliance...

Mr. Gimaïel: I was an official, excuse me.

Mr. Gallant: ... many, many incumbents of bilingual positions meet the language requirements of the position. All bilingual position require different levels of proficiency.

Mr. Gimaïel: Am I correct to say that you have no way of being sure about the first language of candidates being questioned? You have to count on the person's honesty.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, the commission has no authority to test the candidates' or employees' knowledge of their first official language. That is the responsibility of the selection board.

Mr. Gimaïel: I wanted to raise this question, because I have seen a number of cases where individuals received the bilingualism bonus by using this tactic. I do not know whether it would be possible for the public service, for your... I will not use the word department, although it almost is a department, but for your commission to look into this problem, because it is becoming a problem, of defining... If there are abuses, service to the public is the first area that could suffer.

The second point I would like to raise is whether we cannot establish criteria for determining whether or not a candidate is really bilingual. It is pointless to merely have an act and try to implement it. It becomes nothing more than window dressing. To my knowledge, the situation I am describing has become more widespread in the last four or five years.

[Texte]

Le président: Merci M. Gimaïel.

Vous avez un bref commentaire à faire, monsieur Gallant?

M. Gallant: Eh bien, le seul commentaire que je devrais me permettre de faire, c'est que l'employeur détermine les exigences linguistiques du poste en ce qui concerne la langue seconde. S'il juge qu'un niveau B de compétence linguistique, dans un poste donné, est suffisant pour les besoins du poste, nous, tout ce que nous faisons, c'est de nous assurer que le titulaire du poste a ou acquerra la compétence nécessaire à ce niveau-là.

M. Gimaïel: Dans cette langue-là. Très bien.

Le président: Merci, monsieur Gimaïel.

Mr. Gamble, 10 minutes.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Gallant, I have listened to and read your statement with some considerable interest. It is delightful that your commission can come before this committee in the House and delete operating deficits. I think it would be commendable if the government generally could do that; and more importantly, if individuals in Canada could simply write them off in the fashion we are confronted with here today.

I notice that these deficits relate to a staff development and training revolving fund. You and I have had some conversations about the training and development program when you have appeared before this committee in the past. I made some specific recommendations to you when you were last here, on this program, which as I recall last year had a deficit of \$750,000, and you could project for the current year a loss, if I am not mistaken, without having the figures in front of me, of \$1.6 million or \$1.8 million. You even had the foresight to project another loss of \$1.6 million or \$1.8 million in the next fiscal period.

I suggested to you at that time that it might be appropriate, because of the way in which the losses were accumulated, that you oblige government departments that had requested space for individuals who were taking those training programs to commit themselves financially to underwrite the cost of those individuals attending those programs, so that the commission would not in fact dip into its budget in the fashion it has in the past to cover general lack of competence on the part of government departments which made arrangements for their employees to benefit from this program and then, when the time came, declined to despatch those employees to benefit from the specific courses that were offered.

Might I now ask you whether you have implemented some of the suggestions I made at that time to pare these losses? And if you have, what steps have you taken to reduce them?

• 1635

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I am very pleased to say that we have indeed come a long way since we last discussed these matters in this committee, and a long way in the right direction, as I am sure you will agree.

[Traduction]

The Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel.

Do you have a brief comment to make, Mr. Gallant?

Mr. Gallant: The only comment I should make, is that the employer sets the language requirements of a position with respect to knowledge of the second language. If he thinks that level B is adequate for the requirement of a particular position, all we do is to ensure that the incumbent is or will become proficient at the required level.

Mr. Gimaïel: In that language. Fine.

The Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel.

Monsieur Gamble, dix minutes.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

J'ai lu et écouté votre déclaration avec un intérêt considérable, monsieur Gallant. C'est charmant que votre Commission puisse comparaître devant le Comité et radier les déficits de fonctionnement. J'estime qu'il serait louable que le gouvernement puisse faire cela de façon générale; et cela serait d'autant plus louable si les Canadiens pouvaient simplement radier leur dette de la façon que l'on fait pour la Commission aujourd'hui.

Je vois que ces déficits sont relatifs à un fonds renouvelable pour la formation et le perfectionnement du personnel. Nous nous sommes déjà parlé du programme de formation et de perfectionnement lors de vos comparutions précédentes devant le Comité. Je vous ai fait des recommandations précises concernant ce programme lors de votre dernière comparution. Si je me souviens, le programme en question avait un déficit de \$750,000 pour l'année dernière, et je crois que vous avez prévu une perte d'environ 1.6 million de dollars ou 1.8 million de dollars pour cette année. Vous avez même eu la prévoyance d'anticiper une nouvelle perte de 1.6 ou 1.8 million de dollars pour la prochaine année financière.

Je vous ai dit qu'il conviendrait peut-être d'obliger les ministères à s'engager financièrement pour garantir les coûts de formation de leurs fonctionnaires qui doivent suivre des cours. De cette façon, la Commission n'aurait pas à utiliser ses propres ressources, comme elle l'a fait par le passé, dans le cas de ministères incompetents qui avaient demandé que leurs fonctionnaires participent au programme et qui ont, par la suite, refusé de libérer les employés en question pour suivre les cours.

Je voudrais vous demander si vous avez mis en oeuvre certaines des suggestions que j'ai faites à ce moment-là pour minimiser les pertes? Si oui, quelles mesures avez-vous prises pour les diminuer?

M. Gallant: Monsieur le président, je suis très heureux de constater que nous avons accompli d'énormes progrès, comme je suis sûr vous en conviendrez avec moi, depuis que nous avons abordé ces questions pour la dernière fois en Comité.

[Text]

But first, could I simply refer to the opening remarks about the operating deficit and say to the committee that if you were interested we have the privilege of having with us this afternoon an officer from the office of the Comptroller General, Mr. Jim McCrindell, who could explain to you the Section 28 of the Adjustments of Accounts Act under which this deletion is proposed in the appropriation.

As for the rest of the question, Mr. Chairman, with your permission, I will ask

M. St-Aubin, Directeur général du perfectionnement et du développement de donner les informations précises en réponse à la question de M. Gamble.

Le président: M. St-Aubin.

Mr. J.A. St-Aubin (Director General, Staff Development Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, in response to the points that were made, since the time that the subject was under discussion there has been a policy in effect authorized by a Treasury Board minute, a cancellation policy that is aiming at attendance, to the effect that any individual, but answered for by his department, cancelling 10 working days or less before a course is due to start for which he has been nominated, the 100 per cent of the cost will be recovered.

That, in itself, has made a significant difference, but to put the thing in a broader context I will refer back to the remarks that I addressed to this committee last spring in a rather lengthy statement. You will recall in the minutes that I underlined the point that a significant proportion of the losses that have been incurred were not per se necessarily attributable to the fact that people did not appear but rather to a too great amount of credence given to the demand survey which we no longer use and that I have had cancelled.

In fact, a significant amount of the loss was incurred by believing in the demand survey to which was added a discount factor that ranged anywhere from 15 per cent to 26 per cent to 30 per cent. In relation to that, to bring people aboard—instructors and administrative staff, what-have-you, would of course drive up your costs, and then when the revenue did not appear the situation was right on disastrous.

Effective April 1 of this year and in future, we staff in relation to last year's actual through-put which we reduced by 15 per cent, and in this strategic overview that I have published in my branch, which has been approved by the Chairman of the Public Service Commission and a copy deposited with Treasury Board, it states that if the demand exceeds the previous year's actual through-put then we go to part-time instructors, we go to term instructors, and only when the demand has a solid basis of historical background to it, do we consider bringing in someone on a permanent basis.

To that end, in fact, we find that our through-put now corresponds very accurately to our projections and our staff, as a result, has been reduced from somewhere around 271 in person-years to... the forecast for next year, for example, is

[Translation]

Tout d'abord, j'aimerais vous rappeler ce que j'ai dit, en guise de préambule, à propos du déficit d'exportation et vous signaler, si cela vous intéresse, que nous avons le privilège d'avoir parmi nous cet après-midi un employé du bureau du Contrôleur général, M. Jim McCrindell qui pourrait vous expliquer l'article 28 de la Loi sur la régularisation des comptes en vertu de laquelle le budget prévoit la suppression en question.

Quant au reste de la question, monsieur le président, avec votre permission je vais demander à

Mr. St-Aubin, Director general Staff development to give some precise information to Mr. Gamble.

The Chairman: Mr. St-Aubin.

M. J.A. St-Aubin (directeur général, direction du perfectionnement et du développement du personnel, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, pour répondre aux questions posées, depuis qu'on a commencé à discuter de cette question, le Conseil du Trésor a instauré une nouvelle politique portant sur la participation. Ainsi, on pourra récupérer intégralement les frais engagés au cas où un employé, dont le ministère s'est porté garant, annulerait sa participation à un cours pour lequel il a été choisi dix jours ouvrables ou moins avant le début du cours en question.

Voilà qui constitue une différence importante mais pour remettre les choses dans une perspective plus large, je vous rappelle le discours assez long que j'ai prononcé devant vous au printemps dernier. Si vous consultez le compte rendu de la séance, vous constaterez que j'avais bien insisté sur le fait qu'un pourcentage important des pertes enregistrées n'était pas en soi attribuable au fait que les employés se retiraient du cours mais plutôt parce que l'on se fiait trop à notre étude de la demande que j'ai fait annuler depuis lors.

Une grosse partie des pertes étaient précisément due au fait que l'on s'y fiait trop, outre le facteur escompte qui s'établissait à 15, 26 ou 30 p. 100. Le recrutement d'instructeurs, de personnel administratif, et cetera faisait bien sûr gonfler nos frais et quand les recettes ne suivaient pas, la situation était quasiment désastreuse.

A partir du 1^{er} avril de cette année et pour l'avenir nous organisons la dotation en personnel en fonction du nombre de l'année précédente, abaissé de 15 p. 100. Ma direction a publié une analyse stratégique approuvée par le président de la Commission de la Fonction publique dont un exemplaire a été soumis au Conseil du Trésor stipulant que si la demande dépasse le nombre réel de l'année précédente, il faudra recruter des instructeurs à temps partiel, engagés pour une période bien définie. Le recrutement de personnel permanent ne se fondera que sur une demande ferme, dans le passé.

Nous avons constaté que nos chiffres coïncident très exactement avec nos projections et notre personnel est passé d'environ 271 années-personnes à 211 pour l'année prochaine, par exemple. J'ai 148 employés permanents pour l'instant et 12

[Texte]

211. Actual strength on the ground—I have 148 at the moment, and I have 12 secondments, but our all-up strength for the next fiscal year will be approximately 185 all told, and we are running right now at a surplus of \$313,000 net.

Mr. Gamble: Well, you are to be commended. I think that kind of improvement is the kind that one would expect in all government departments and I appreciate the initiative the commission has taken in this area.

Let me, if I may, now deal in the limited time I have available with a personal issue which has been submitted to me by a constituent of mine, a former employee of the Department of National Revenue. It does not relate necessarily to these, and I take the chairman's advice with respect to relevance to this vote in hand when I make reference to this gentlemen, a man by the name of Delbert J. Adams. He filed a specific complaint with your Appeals and Investigations Branch in connection with specific invasion of privacy by his former employer—he is no longer an employee of the federal government—the Department of National Revenue and, in particular, the Toronto district office. I have examined in some detail his complaint, and the response of your Mr. P.D. Fitzmaurice, Director of the Anti-Discrimination Directorate, who, in my view, did not direct his mind to the substantial complaint Mr. Adams had made.

• 1640

I have communicated with the government department at issue and endeavoured to get some kind of satisfaction for him, and it is very clear that the Department of National Revenue released to Mr. Adams' banker confidential information that related to his financial abilities and his remuneration. The bank, in turn, in co-operating with the department, supplied to the department information that related to Mr. Adams' indebtedness to the bank, all as a consequence of exchange of correspondence and the release of information that was in Mr. Adams' file.

Now, this gentleman might have been a little more sensitive than most to this kind of disclosure; but he became so incensed—he genuinely believed, whether rightly or wrongly, there was a conspiracy involved between his creditor, the bank, and the department—that he ultimately resigned. Obviously, the investigation, if it is to be summed up through the letter to Mr. Adams of June 24, 1981, by Mr. Fitzmaurice of your Appeals and Investigations Branch, does not touch the real issue when Mr. Fitzmaurice says:

The investigation did not establish that the department interfered with your private affairs

Of course, that is exactly what happened and there is no denial of that.

I wonder whether it is appropriate, in your mind, having regard to the general interest you have for the public service and the protection of the interests of public servants, for a government department to interfere in the fashion that this government department did with the private affairs of one of the employees of that department. If you indeed believe it is

[Traduction]

employés détachés, mais le nombre total pour l'exercice financier prochain sera d'environ 185 au total et nous enregistrons actuellement un excédent de \$313,000 net.

M. Gamble: Eh bien, il faut vous en féliciter. Voilà le genre d'amélioration dont devrait s'inspirer tous les ministères et j'apprécie l'initiative prise par la commission dans ce domaine.

Permettez-moi à présent, dans les quelques minutes qui me restent de traiter d'une question personnelle dont m'a saisi un de mes électeurs, ancien employé du ministère du Revenu national. Elle n'est pas nécessairement reliée au crédit sur lequel nous devons nous prononcer, et je tiens compte de ce qu'a dit le président à propos de s'en tenir au sujet mais je vous cite le nom de la personne, Delbert J. Adams. Il a présenté une plainte précise devant la direction des appels et des enquêtes concernant son ancien employeur, le ministère du Revenu national et en particulier le bureau du district de Toronto—il n'est plus fonctionnaire fédéral aujourd'hui—qui aurait porté atteinte au droit à la protection de sa vie privée. J'ai examiné de manière approfondie sa plainte ainsi que la réponse de M. P.D. Fitzmaurice, directeur à la Direction de l'anti-discrimination qui ne s'est pas attaché à la plainte importante de M. Adams.

Je me suis mis en rapport avec le ministère intéressé afin d'obtenir satisfaction pour mon électeur et il apparaît clairement que le ministère du Revenu national a communiqué au banquier de M. Adams des renseignements confidentiels concernant ses finances et son salaire. À son tour, la banque, en collaboration avec le ministère a fourni au ministère des renseignements relatifs à l'endettement de M. Adams à sa banque, tout cela grâce aux lettres échangées ainsi qu'à la divulgation de renseignements contenus dans le dossier de M. Adams.

Il se peut que M. Adams se soit montré un peu plus ombrageux que la plupart face à ce genre de divulgation mais il est devenu tellement furieux, il croyait vraiment, à juste titre ou pas, qu'une conspiration avait été montée contre lui par son créancier, la banque et le ministère, il a fini par donner sa démission. Il est clair que l'enquête, s'il faut la résumer en s'inspirant de la lettre adressée à M. Adams le 24 juin 1981 par M. Fitzmaurice de la direction des appels et enquêtes n'aborde pas le problème réel. En effet, M. Fitzmaurice y dit:

L'enquête n'a pas établi que le ministère s'était mêlé de vos affaires personnelles . . .

Pourtant, c'est exactement cela qui s'est passé et l'on ne peut le nier.

Vous vous intéressez, dans l'ensemble, à la Fonction publique ainsi qu'à la protection des intérêts des fonctionnaires. Aussi, j'aimerais savoir si vous estimez qu'il est normal pour un ministère de se mêler des affaires personnelles, comme c'est le cas ici, de l'un de ses employés. Si vous êtes d'avis contraire, j'aimerais vous demander s'il ne conviendrait pas de revoir

[Text]

inappropriate, might I ask whether it would not be appropriate to re-examine this entire matter in the light of the specific objections that have been made in connection with the disclosure of this information?

The Chairman: That was your last question, Mr. Gamble. Mr. Gallant.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I would like to ask if I could be permitted to look at the whole file and to respond subsequently to Mr. Gamble and, if wished, to the chairman for the benefit of all members.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Gallant.

The Chairman: First to the clerk and then to Mr. Gamble, please.

Mr. Gallant: All right.

The Chairman: It is a matter of procedure.

Monsieur Tousignant, dix minutes.

M. Tousignant: Monsieur le président, je voudrais poser une question à M. le président de la Commission de la Fonction publique.

Premièrement, une question très courte: J'aimerais qu'il nous dise si, à son avis, les fonctionnaires sont plus importants que les députés? Lesquels entre les deux sont les plus importants?

M. Gallant: Les deux sont les plus importants, chacun dans leur domaine.

M. Tousignant: Je parle, bien sûr, des articles voulant que les citoyens aient 90 jours pour faire appel, et pour les députés cela peut dépasser 90 jours. Et une fois que ces 90 jours sont écoulés, les individus n'ont plus gain de cause. Est-ce que vous considérez que de s'adresser à un député a autant de valeur que de s'adresser à un fonctionnaire, dans le cas où un individu doit défendre une cause, aller en appel devant la Commission?

M. Gallant: Monsieur le président, la loi détermine pour nous les procédures à suivre en matière d'appel et nous avons un service qui nous permet de nommer une personne pour entendre les appels. Une fois notre choix arrêté, la personne nommée, nous n'avons plus absolument rien à dire au sujet de cet appel jusqu'à ce que le jugement soit rendu. Le jugement qui est rendu nous engage, tout comme il engage l'individu ou le ministère. Si nous ne sommes pas satisfaits de la décision du tribunal d'appel, notre seul recours, et le seul recours des autres, est d'aller devant la Cour fédérale. Mais je ne comprends pas très bien...

• 1645

M. Tousignant: D'accord. C'est une question, monsieur le président, qu'on devrait débattre ailleurs.

Le président: Quelle sorte d'appel, monsieur Tousignant?

M. Tousignant: Je prends par exemple le cas d'une personne qui aurait été lésée au point de vue assurance-chômage; l'assu-

[Translation]

toute la question en tenant compte des objections bien précises qui ont été présentées à propos de la divulgation de ce genre d'information?

Le président: C'était votre dernière question, M. Gamble. Monsieur Gallant.

M. Gallant: Monsieur le président, j'aimerais demander que l'on me permette de consulter l'ensemble du dossier afin de pouvoir répondre ultérieurement à la question de M. Gamble et de faire rapport au président, dans l'intérêt de tous les députés, s'ils le désirent.

M. Gamble: Merci, monsieur Gallant.

Le président: Il faut que vous vous adressiez en premier lieu au greffier puis à M. Gamble, s'il vous plaît.

M. Gallant: Très bien.

Le président: C'est une question de procédure.

Mr. Tousignant, 10 minutes.

Mr. Tousignant: Mr. Chairman, I would like to put a question to the President of the Public Service.

A very short question first: I would like him to tell us whether in his opinion civil servants are more important than members of Parliament? Who is more important?

Mr. Gallant: Both, each in his own way.

Mr. Tousignant: I am talking obviously about sections granting a 90 days delay to those citizens who want to launch an appeal. They go to members of Parliament who can go beyond 90 days before going to civil servants and once these 90 days have elapsed, the individual cannot win his case any longer. In a case when an individual has to appeal to the commission is it as useful for him to go to a member of Parliament as it is to go to a civil servant?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, there are procedures we have to follow by law in case of appeal and we have a service allowing us to appoint an individual to hear the appeal. Once the person is chosen we have absolutely nothing to say about the appeal until the judgment. The decision that is handed down is binding on us, just as it is binding on the individual or the department. If we are not satisfied with the appeal court's decision, our only remedy, and the only remedy of the other parties, is to the Federal Court. However, I do not quite understand...

Mr. Tousignant: Fine. This is a matter that should be discussed elsewhere, Mr. Chairman.

The Chairman: What type of appeal, Mr. Tousignant?

Mr. Tousignant: I am thinking, for example, of an individual who claims he has a grievance with respect to unemploy-

[Texte]

rance-chômage ou le ministère du Revenu lui réclame \$2,000 d'assurance-chômage qu'on lui aurait supposément payée en trop alors que cette personne-là était bel et bien admissible. Cette personne s'adresse au député, et le député, entre-temps, dépasse les 90 jours. Cette personne se sent en confiance quand elle s'adresse à son député. Il dépasse les 90 jours, et son appel n'est plus valable. Mais je voulais tout simplement badiner pour avoir votre avis sur les députés et les membres de la Fonction publique.

Une deuxième question, si vous me permettez. Vous parlez de revaloriser le rôle des fonctionnaires, et de les revaloriser au mérite aussi. Prenez le cas des gens qui viennent faire des inspections d'impôt. Est-ce qu'on peut en déduire que votre revalorisation au mérite équivaut, pour ces personnes, à essayer de découvrir le plus possible chez un individu quand on va faire une inspection? Mon collègue trouve cela drôle. Je pense qu'il sait ce qui s'en vient. On va faire une inspection et on essaie de condamner le plus possible les individus. Est-ce qu'on valorise ces gens-là au mérite? En d'autres termes, est-ce qu'on les paie à la pièce? Actuellement, on a l'impression que les fonctionnaires sont payés à la pièce: plus ils condamnent l'individu qui subit l'inspection, dirait-on, plus ils montent dans la hiérarchie de la Fonction publique. Est-ce le cas? On a cette nette impression.

Mr. Gamble: They get promotions.

Mr. Tousignant: Promotions, that is right.

Le président: Je reconnais que la question n'est pas de votre compétence, mais tout de même . . .

M. Gallant: J'allais justement dire, monsieur le président, que les règles de gestion à l'intérieur des ministères relèvent bien sûr de la compétence du sous-ministre qui agit par autorité déléguée en matière de dotation, autorité déléguée par la Commission, mais surtout en vertu de l'autorité qui lui est déléguée par le Conseil du Trésor et en vertu des lois qui constituent son ministère. Dans le cas du ministère du Revenu national, il faudrait s'adresser au ministre et au sous-ministre du ministère pour savoir quelles sont les règles de gestion qui prévalent dans ce ministère.

Quant à nous, pour les nominations et pour les promotions, nous suivons toujours les procédures qui nous garantissent objectivement une décision basée sur le mérite. C'est notre rôle, et notre rôle ne dépasse pas ce domaine-là.

M. Tousignant: Une dernière question, monsieur le président. Je voudrais tout simplement que vous me disiez, en tant que président de la Commission de la Fonction publique, si vous êtes au courant d'une procédure de ce genre au ministère du Revenu? Savez-vous si c'est ainsi qu'on procède au ministère du Revenu national ou si c'est en dehors de vos attributions?

M. Gallant: Je ne suis pas au courant, monsieur le président, mais je suis quand même moralement certain que ce n'est pas de cette manière que le sous-ministre gère les ressources de son

[Traduction]

ment insurance. The Unemployment Insurance Commission or the Department of Revenue says that he owes them \$2,000 in unemployment insurance payments which they claim were overpayments, although the person in question was in fact entitled to them. The person in question turns to his member of Parliament for help, and in the meantime the member of Parliament exceeds the 90-day deadline. The person feels he can trust his member of Parliament, but if the 90-day deadline is not respected the appeal is no longer valid. I was just joking when I asked for your opinion on members of Parliament as compared to public servants.

I have a second question to ask you, if I may. You talk about enhancing the role of public servants and placing increased emphasis on the merit principle as well. Consider the case of tax inspectors. When you talk about placing increased emphasis on the merit principle, does it mean, in the case of these employees, that they should try to find as many things wrong as possible when they make an inspection? My colleague thinks this is funny. I think he knows what is coming. Inspectors seem to try to find as many things as possible wrong. Are these employees judged on their merit? In other words, are they paid on a piece-work basis? The impression at the present time is that public servants are paid on a piece-work basis; the more things they find wrong with the person they are inspecting, the higher they go up in the public service hierarchy, or so it would seem. Is this the case? We certainly have that impression.

M. Gamble: Ils ont eu une promotion.

M. Tousignant: C'est ça, ils sont promus.

The Chairman: I realize that this question does not come under your jurisdiction, however . . .

Mr. Gallant: I was just about to say, Mr. Chairman, that management rules in departments are the responsibility of the deputy minister, who has delegated authority for staffing from the commission, and who has particularly authority delegated by Treasury Board and in accordance with the acts governing his department. In the case of the Department of National Revenue, you would have to ask the minister and the deputy minister about the management rules in the department.

As far as the commission is concerned, in the case of appointment and promotions, we always follow the procedures which objectively guarantee a decision based on merit. That is our role, and it does not extend beyond this.

Mr. Tousignant: One final question, Mr. Chairman. I would just like you to tell me whether, as chairman of the Public Service Commission, you are aware of a procedure of this type in the Department of Revenue. Do you know whether this is how the Department of National Revenue functions, or does that lie outside your jurisdiction?

Mr. Gallant: I am not aware of such a procedure, Mr. Chairman, but I am morally certain that the deputy minister does not manage his department's resources in this fashion.

[Text]

ministère. Les évaluations de rendement vont sans aucun doute être fondées sur le rendement de l'individu: jusqu'à quel point satisfait-il les exigences du poste qu'il occupe et de quelle manière réussit-il à réaliser les objectifs qui lui ont été fixés? Mais j'ai la conviction qu'aucun ministère n'a de règle qui garantisse à un individu que moins il est raisonnable, plus il a de chances de promotion.

• 1650

M. Tousignant: Merci.

Le président: Monsieur Tousignant, par exemple, un agent de douane qui arrêterait tout le monde n'est pas nécessairement le plus efficace à la douane, mais il va en arrêter tout de même beaucoup parce qu'il peut tous les arrêter à l'entrée au pays.

Mr. King, for 10 minutes.

Mr. King: I will make a comment on Mr. Gimaiel's point about Miss Baker. I hope Miss Baker would not be prejudiced in an assessment of first-language ability because of her name.

I have a very dear friend in your riding, who is Mr. Pearson, and his first name is Toussaint.

Mr. Gimaiel: You are right. That is why I asked the question: because Mr. Pearson could say his second language is French, but he is 100 per cent French language.

Mr. King: Another comment on political activities: One can only speculate on what the courts may have to say somewhere down the line about any attempt to deny political activism on the part of public servants, as a result of the charter that we have put into effect. That is just an observation.

Mr. Gallant, what is the effect on the commission of the recent move to Crown corporation status of the Post Office?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, if I may, so that more precise information is given in answer to the question, I would ask first Mr. Neilson, the Director General of Staffing, to talk about the immediate and longer-term impact on the staffing operations of the commission.

The Chairman: Mr. Neilson.

Mr. A.J. Neilson (Director General, Staffing Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, strange to say, in over-all impact on the PSC's operations, the departure of the Canadian Post Office from the Public Service Employment Act is not major, for the following reason, that over the years the rather homogeneous type of operation run by the Post Office has resulted in a delegation of staffing authority which is about the most complete you can have. We had granted the Post Office prime user status in the very large areas of postal operations and other groups. The net impact in person-year utilization on the part of the commission—direct utilization—

[Translation]

Performance appraisals are doubtless based on an individual's performance; that is the extent to which he meets the requirement of his position and the extent to which he achieves the objectives set for him. But I am convinced that no department has a rule ensuring that the less reasonable a person is, the greater his chances of promotion.

Mr. Tousignant: Thank you.

The Chairman: Mr. Tousignant, a customs officer who stops everyone is not necessarily a very efficient employee, but he is in a position to stop many people who cross the border because he has the authority.

Monsieur King, vous avez dix minutes.

M. King: Tout d'abord, au sujet de l'observation de M. Gimaiel concernant M^{lle} Baker. J'espère que celle-ci ne sera pas handicapée dans son évaluation de la connaissance de la langue maternelle à cause de son nom.

J'ai un très bon ami dans votre circonscription qui s'appelle M. Pearson, son prénom étant Toussaint.

M. Gimaiel: Exactement. C'est pour cette raison que j'ai posé la question. Ce M. Pearson, même s'il est entièrement francophone, pourrait indiquer le français comme sa deuxième langue.

M. King: Une autre observation concernant les activités politiques. On ne peut que faire des conjectures concernant les décisions éventuelles des tribunaux sur des tentatives d'interdire aux fonctionnaires des activités politiques, compte tenu de la Charte des droits que nous venons d'adopter. C'est simplement une observation.

Monsieur Gallant, quel est l'effet sur la Commission de la transformation récente des Postes canadiennes en société de la Couronne.

M. Gallant: Monsieur le président, je vais demander à M. Neilson, le directeur général de la dotation, de vous décrire les répercussions à moyen et long terme sur les activités de dotation de la Commission.

Le président: Monsieur Neilson.

M. A.J. Neilson (directeur général, Direction de la dotation, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, même si cela paraît étrange, le fait que les Postes canadiennes ne relèvent plus de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique n'a pas une grande incidence sur nos activités pour la simple raison que les Postes avaient déjà depuis quelque temps une délégation presque complète d'autorité en matière de dotation. Nous avons accordé aux Postes le statut d'utilisateur principal dans le domaine des activités postales. Une douzaine d'années-personnes seraient consacrées à servir directement les besoins en dotation des Postes.

[Texte]

to service Post Office needs in staffing would be approximately 12.

However, over the next three years, under agreement with the Post Office, the employees of the Post Office will retain certain residual rights. What are defined as original employees, those who were employees on Declaration Day, will retain rights to compete back into the general public service, which will mean that the Public Service Commission will have to maintain services ready to effect transfers, to allow for people in the Post Office to compete back into jobs in departments still under the Public Service Employment Act. So for the next 3 years we doubt very much that our workload will decrease that much.

Mr. King: Surely there would not be that degree of transfer, desire to transfer, that would compensate for the loss of all those positions?

Mr. A.J. Neilson: We are expecting a great amount of transfer activity. We do not expect that there will be a large-scale exodus from the Post Office for the simple reason that it has come out from under the Public Service Employment Act; but we must be ready to service that need if it arises.

Mr. King: Do you keep these 12 years in reserve in case there is an inflow of activity?

Mr. A.J. Neilson: We are predicting there will be a certain level of person-year utilization towards servicing the needs of the Post Office Department. We do not have 12 bodies standing by waiting to take up the charge. No. However, we expect there will be a fair amount of activity over the next three years during the residual rights period.

• 1655

Mr. King: With regard to district staffing offices, what is their responsibility and what is their area, physical area?

The Chairman: Mr. Gallant.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we have regional offices with, in some regions, district offices. With these additional two, we have a presence in all provinces of Canada. We have the ability to serve all of the departments in all of the provinces and can, at the same time, serve the people from all the provinces most directly. These all come, from the staffing point of view, under the responsibility of the director general of staffing. He could provide a little bit more information.

Mr. A.J. Neilson: Yes, Mr. Chairman. The regional district offices are responsible for providing a recruitment referral service to government departments and the general public served in the regions in which they operate. They provide an advice and assistance role to departments in the application of the regulatory framework affecting staffing, the act and the regulations, the policies coming out from the commission. They are available to departments on a consulting basis for dealing with systems problems in delivering staffing operations, interpretations of the act, to both the line operators and

[Traduction]

L'accord avec les Postes prévoit qu'au cours des trois prochaines années les employés de cet organisme retiendront certains droits. Les personnes qui étaient employées des Postes au moment où la transformation est entrée en vigueur auront le droit de réintégrer la Fonction publique, ce qui veut dire que la Commission de la Fonction publique devra maintenir des services pour effectuer des mutations à des ministères qui relèvent de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Donc, nous doutons fort que notre charge de travail accuse une importante baisse pendant cette période de trois ans.

M. King: Il me paraît très improbable que le nombre de mutations compense la perte de tous ces postes.

M. A.J. Neilson: Nous prévoyons beaucoup de mutations. Nous ne pensons pas qu'il y aura un exode massif des Postes simplement parce qu'elles ont cessé de relever de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique mais nous devons être prêts à répondre à la demande, si elle se manifeste.

M. King: Gardez-vous cette réserve de 12 années-personnes dans le cas où il y aurait beaucoup de travail?

M. A.J. Neilson: Nous prévoyons qu'il faudra un certain nombre d'années-personnes nécessaires pour répondre aux besoins des Postes. Nous n'avons pas 12 personnes en disponibilité permanente pour faire face à cette éventualité. Mais nous prévoyons qu'il y aurait un travail assez important à faire pendant les trois prochaines années au cours desquelles les employés auront ce droit de mutation.

M. King: Je voudrais savoir quelle est la responsabilité et l'emplacement géographique de vos bureaux régionaux de dotation?

Le président: Monsieur Gallant.

M. Gallant: Monsieur le président, nous avons des bureaux régionaux et, dans certaines régions, des bureaux de district. Nous sommes ainsi représentés dans toutes les provinces canadiennes. Nous avons la capacité de servir tous les ministères dans toutes les provinces et nous pouvons aussi offrir un service plus direct à la population des provinces. Tous ces bureaux relèvent du directeur général de la dotation qui pourra vous donner des renseignements plus précis.

M. A.J. Neilson: Oui, monsieur le président. Les bureaux de district dans les régions ont la responsabilité d'aider à choisir des candidats pour les postes dans les ministères et renseigner en même temps la population de leurs régions. Ils conseillent et aident les ministères dans l'application des règlements en matière de dotation, ils expliquent la loi et les règlements aussi bien que la politique arrêtée par la commission. Ils peuvent aussi envoyer des fonctionnaires comme experts conseils dans les ministères pour régler des difficultés reliées à la dotation et

[Text]

the staffing experts in the department. They are decentralized from—

Mr. King: They do not actually hire.

Mr. A.J. Neilson: Beg your pardon?

Mr. King: They do not actually hire.

Mr. A.J. Neilson: In the field, as in Ottawa, there are two types of recruitment activity. One is recruitment selection activity which the commission handles exclusively. Above certain levels, the commission has not delegated responsibility for the selection process, the recruitment process. There is the other portion of our work, which relates to delegated staffing activity. If a department needs to recruit certain groups and levels, numbers of people, the commission is responsible for doing the advertising for those jobs, determining whether people are qualified, placing them in inventories, and referring those qualified individuals to departments for filling those jobs.

On the delegated side, we do not do the direct hiring; the department does the hiring. We do the recruitment and referral. On the non-delegated side, we do the recruitment and run the selection process with the manager participating fully.

Mr. King: One of the suggested questions for us to ask is about the case of Charlottetown. With your knowledge of what was happening there, why was it not anticipated, if you had required this, why was it not in the main estimates rather than in...

The Chairman: Mr. Gallant.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, For two years now, we have been anxious to open district offices in the last two provinces. We made the recommendation to the previous government and to this government. It was only after the main estimates were printed, were we not only authorized, but requested to open offices in those two provinces.

Mr. King: How many district offices would there be in B.C., for instance?

Mr. A.J. Neilson: There are two district offices in B.C.: the Vancouver district office and the district office covering the rest of B.C. We split B.C. into two types of districts, the general district and...

Mr. King: Where is the second office?

Mr. A.J. Neilson: Well, they both operate out of Vancouver; I must, however, to be clear, point out that the territorial office operating in White Horse also is responsible, in a line sense, to the Vancouver office.

Just to review: We also have a district office in Yellowknife, responsible to Edmonton; we have a district office in Regina, responsible to our Winnipeg regional office; a regional office in Ontario. Further, we have a regional office in Montreal with the district operating in Quebec City; a regional office in Halifax with a district in Charlottetown and a district in Moncton; and, additionally, a district in St. John's, Newfoundland. Ottawa is served by two district offices: the National Capital regional office which serves the administrative support

[Translation]

interpréter la loi tant aux gestionnaires qu'aux spécialistes en dotation du ministère. C'est un service décentralisé...

M. King: Mais ce n'est pas ces bureaux qui embauchent.

M. A.J. Neilson: Pardon?

M. King: Ils n'embauchent pas.

M. A.J. Neilson: Dans les régions comme à Ottawa, il y a deux sortes de recrutement. D'abord, celui qui relève uniquement de la commission. Au-delà d'un certain niveau, la commission n'a pas délégué sa responsabilité en ce qui concerne le recrutement et la sélection. L'autre partie de notre travail concerne la dotation effectuée par autorité déléguée. Si le ministère doit recruter des employés pour certains groupes et niveaux, la commission est chargée de faire la publicité de ces postes et doit déterminer les compétences des candidats, inscrire leurs noms sur les listes d'admissibilité et diriger les personnes compétentes au ministère en question.

Quant il y a délégation, nous ne faisons pas l'engagement, c'est le ministère. Nous nous occupons du recrutement et du classement. Pour le reste, nous faisons le recrutement et toute la sélection et le gestionnaire y participe entièrement.

M. King: On nous a suggéré de vous poser des questions concernant Charlottetown. Puisque vous saviez ce qui s'y passait, pourquoi n'avez-vous pas prévu cette nécessité dans le budget principal plutôt que...

Le président: Monsieur Gallant.

M. Gallant: Monsieur le président, depuis deux ans nous essayons de préparer l'ouverture d'un bureau de district dans les deux provinces qui n'en ont pas. Nous avons fait une recommandation dans ce sens au gouvernement antérieur et à celui-ci. C'était seulement après l'impression du budget principal que nous n'avons pas seulement reçu l'autorisation mais des directives d'ouvrir des bureaux dans ces deux provinces.

M. King: Combien de bureaux de district y a-t-il en Colombie-Britannique, par exemple?

M. A.J. Nielson: Il y a deux bureaux de district en Colombie-Britannique, celui de Vancouver et le bureau de district qui couvre le reste de la province. Nous avons établi deux sortes de district, le district général et...

M. King: Où se trouve le second bureau?

M. A.J. Nielson: Il se trouve tous les deux à Vancouver et je devrais aussi vous signaler que le bureau à Whitehorse relève aussi de celui de Vancouver.

Donc, en résumé, nous avons un bureau de district à Yellowknife qui relève d'Edmonton; un bureau de district à Regina qui relève du bureau régional de Winnipeg; un bureau régional en Ontario. Nous avons aussi un bureau régional à Montréal et le bureau de district se trouve à Québec; un bureau régional à Halifax, les bureaux de district à Charlottetown et à Moncton; de plus, un bureau de district à Saint-Jean, Terre-Neuve. Ottawa est servi par les deux bureaux de district: le bureau régional de la Capitale nationale qui s'occupe des

[Texte]

needs of the departments operating in the National Capital region, and a National Capital region staffing office which serves the officer groups which are delegated to departments on an advice and assistance basis.

• 1700

The Chairman: What about the Yukon and the Territories?

Mr. A.J. Neilson: I mentioned that the Yukon is served out of Whitehorse, Mr. Chairman.

The Chairman: What about the Northwest Territories?

Mr. A.J. Neilson: Yellowknife is responsible to Edmonton, the Alberta regional office.

Mr. King: You say in your statement that the present Treasury Board policy has led to a demand to undertake additional language testing to determine employee's ability. How does this fit with last year's Treasury Board proposal to abolish some 4,000 bilingually designated positions?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, what this request refers to is the workload that emanates from the government's decision to give linguistic bonuses, or bonuses to employees, in bilingual positions who actually meet the linguistic requirements of the job. In order to determine who these employees are who fully meet the linguistic requirements of the positions they occupy, we have had to increase our language testing activity. We have gone before the Treasury Board and explained that this increased workload was undertaken directly in response to the requirement of their policy and, therefore, we were asking for the necessary resources to be able to carry out this activity for them.

The Chairman: Thank you, Mr. King. Regretfully, we have to pass on.

I see it is 5.00 p.m., but since we started a bit late, would it be agreeable, gentlemen, that Mr. Gamble go for five minutes and Mr. Gimaiel for five minutes and then we adjourn? Is Mr. Gallant available for another 10 minutes?

Mr. Gallant: Yes, we are at your disposal.

The Chairman: Okay. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: Okay, Mr. Gamble. Mr. King do you want five minutes extra?

Mr. King: No. Well, not now, thank you.

The Chairman: Okay. Mr. Gamble.

Mr. Gamble: Mr. Gallant, knowing the inclination of government departments and commissions to prepare statistics, I wonder whether you have any statistics on the component element of the bilingual segment of the public service; that is to say, has an analysis been done to determine what mother tongue English bilingual public servant there is in the bilingual component and what French mother tongue component there is in that group? Bilinguals are of two categories initially, they

[Traduction]

besoins en matière de soutien administratif des ministères de la région de la Capitale nationale, et un bureau de dotation de la région de la Capitale nationale qui sert les agents délégués au ministère comme conseillers et adjoints.

Le président: Qu'en est-il du Yukon et des Territoires?

M. A.J. Neilson: J'ai mentionné que le Yukon est servi à partir de Whitehorse.

Le président: Et les Territoires du Nord-Ouest?

M. A.J. Neilson: Yellowknife relève du Bureau régional d'Alberta à Edmonton.

M. King: Dans votre déclaration, vous dites que la politique du Conseil du Trésor vous oblige à effectuer des tests de connaissances linguistiques pour déterminer la compétence de l'employé. Comment cela cadre-t-il avec la proposition faite l'année dernière par le Conseil du Trésor, en vue d'abolir quelques 4,000 postes désignés bilingues?

M. Gallant: Il s'agit ici de la charge de travail reliée à la décision du gouvernement d'accorder des primes de bilinguisme aux titulaires de postes bilingues qui répondent effectivement aux exigences linguistiques de leurs postes. Afin de déterminer qui sont ces employés, nous devons faire davantage de tests de connaissances linguistiques. Nous avons expliqué au Conseil du Trésor que ce travail supplémentaire a été nécessité par leurs politiques et qu'il nous faut en conséquence les ressources appropriées.

Le président: Merci, monsieur King. Malheureusement, il faut passer à quelqu'un d'autre.

Je vois qu'il est 17 heures, mais puisque nous avons commencé un peu en retard, je demande votre consentement, messieurs, pour que MM. Gamble et Gimaiel puissent avoir chacun cinq minutes, après quoi nous ajournerons. M. Gallant pourra-t-il rester encore dix minutes?

M. Gallant: Oui, nous sommes à votre disposition.

Le président: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

Le président: Monsieur Gamble. Monsieur King, voulez-vous encore cinq minutes?

M. King: Pas maintenant, merci.

Le président: Monsieur Gamble.

M. Gamble: Monsieur Gallant, sachant que les ministères et les commissions donnent beaucoup d'importance aux statistiques, je voudrais savoir si vous avez des statistiques concernant la composition du groupe des fonctionnaires bilingues; c'est-à-dire, avez-vous déterminé combien de ces fonctionnaires bilingues sont de langue maternelle anglaise et combien ont le français comme langue maternelle? Ces personnes bilingues se divisent en deux groupes, elles commencent par parler soit

[Text]

start off in some fashion speaking either English or French. They may, indeed, start off speaking Japanese, but—

The Chairman: But they are unilinguals.

Mr. Gamble: That is right. Eventually they acquire an initial official language mother tongue, whether it be by adoption or as a result of birth acquisition from family. But what I wanted to know is whether within that designation of bilingual you have a category, having done an analysis, to show what portion of the total bilingual component of the public service is French mother tongue and what portion is English mother tongue.

Mr. Gallant: Could I ask Mr. Florent Tremblay, who is the Director of the Official Languages Directorate in the commission, to answer that?

The Chairman: Mr. Tremblay.

Mr. Florent Tremblay (Assistant Director General, Staffing Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, 60 per cent of all bilingual positions are occupied by francophones and 40 per cent by anglophones.

Mr. Gamble: When were those figures compiled?

Mr. Tremblay: They were compiled from the last annual report of the commission.

Mr. Gamble: The last annual report.

Mr. Tremblay: Yes, and these figures take into consideration the evolution of the situation from January 1981 until the end of September, 1981.

• 1705

Mr. Gamble: I take it then that there have been figures of a corresponding nature for prior years?

Mr. Tremblay: Yes.

Mr. Gamble: What were the figures for the year before, for the 1980 period? Do you have those?

Mr. Tremblay: I do not have the information, Mr. Chairman, but I am sure that the DSC computers could provide that information.

Mr. Gamble: Could you tell me when these figures were first compiled?

Mr. Tremblay: I believe that the Treasury Board issued a series of statistics on these matters, starting in 1975 or 1976, but I could check that information.

Mr. Gamble: I wonder if we might have the figures for the period 1975 or 1976, so that we might compare them with the figures for the latest period that you have?

Let me ask you whether you believe that as a consequence of the implementation of Bill 101 in the Province of Quebec, which denies francophones access to English language instruction, whether there might be a decline in the percentage of persons whose mother tongue was originally French, from gaining access to the public service because they did not

[Translation]

l'anglais ou le français. Evidemment, cela peut être aussi le japonais mais...

Le président: Mais elles sont unilingues.

M. Gamble: Exactement. Elles acquièrent une des langues officielles comme langue maternelle ou par adoption. Avez-vous des statistiques qui indiquent quelle portion des fonctionnaires bilingues ont le français comme langue maternelle et quel pourcentage l'anglais?

M. Gallant: Je vais demander à M. Tremblay, directeur de la Direction des langues officielles, de vous répondre.

Le président: Monsieur Tremblay.

M. Florent Tremblay (directeur général adjoint, Direction de la dotation, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, 60 p. 100 de tous les postes bilingues sont occupés par des francophones et 40 p. 100 par des anglophones.

M. Gamble: Quand ces chiffres ont-ils été compilés?

M. Tremblay: Ils remontent au dernier rapport annuel de la Commission.

M. Gamble: Au dernier rapport annuel.

M. Tremblay: Oui, et ces chiffres tiennent compte de l'évaluation de la situation de janvier 1981 jusqu'à la fin de septembre de la même année.

M. Gamble: J'en conclus qu'il y a eu des chiffres correspondants pour les années précédentes?

M. Tremblay: Effectivement.

M. Gamble: Pouvez-vous me dire quelle a été la répartition en 1980? Avez-vous cette information?

M. Tremblay: Non, monsieur le président, mais je suis sûr que les ordinateurs de la CFP pourraient l'obtenir.

M. Gamble: Pouvez-vous me dire à quel moment ces chiffres ont été établis pour la première fois?

M. Tremblay: Je crois que le Conseil du Trésor a commencé à fournir une série de statistiques de ce genre en 1975 ou 1976 mais je pourrais vérifier cela.

M. Gamble: Je voudrais demander les chiffres pour la période qui commence en 1975 ou 1976 pour que nous puissions faire une comparaison avec les chiffres les plus récents.

Pensez-vous que l'application de la Loi 101 de la province du Québec, qui nie aux francophones l'accès aux écoles anglaises, aura comme conséquence une diminution du pourcentage des francophones de langue maternelle française dans la fonction publique, en raison du manque de connaissance de l'anglais? Savez-vous, monsieur Gallant?

[Texte]

acquire a knowledge in the English language? Mr. Gallant, would you know that?

Mr. Gallant: No, I would not, Mr. Chairman. But one would have to consider a number of possibilities. What will be the future decisions of the government with respect to imperative staffing, which is staffing of bilingual positions on the pure application of merit, and requiring the linguistic competence in both languages, at the time of appointment. If that were to be generalized to all bilingual positions, that would indeed have an impact far greater than otherwise would be the case. We could, Mr. Chairman, look into this matter and report, through you, some preliminary analyses.

The Chairman: Thank you. Mr. Gamble, this will be your last question. You are into the seventh minute.

Mr. Gamble: There is another that I wonder if you have any figures on.

We know that for some long time there have been pockets of French-speaking persons in a variety of areas in Canada, outside of the Province of Quebec—and we need not go into where they are. Do you have any analysis that would show, in identifying bilingual groups, the province of origin of the people who find bilingual positions in the public service? That is to say, whether a bilingual came from the Province of Quebec; whether a bilingual came from the Province of Ontario; whether a bilingual came—as an illustration—from the Province of New Brunswick or Manitoba. Would you have any of those figures?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, not ready made, for the simple reason that there are a number of subquestions here again, which would have to be asked. Is it the person that was born in the province or was brought up in the province or was educated in the province or happened to work in the province? Were they in the particular province at the time he or she joined the public service? We would have to look at all of these subquestions, in order to provide some reasonable picture.

Mr. Gamble: What I asked was whether you had any statistics on this figure, dealing with any of those various subtopics that you described?

Mr. Gallant: I think we do, Mr. Chairman, with respect to universities, but I am not sure that we do with respect to province of birth. I do not think we do. I think we have, with respect to the place of residence at the time of appointment first to the public service.

Mr. Gamble: I wonder if we could have those figures, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, Mr. Gamble, we will try and get them for you.

Monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président.

J'ai encore beaucoup de questions à poser. Je vais essayer de vous les poser rapidement. Ce sont des questions qui exigent de courtes réponses. Premièrement, si jamais vous avez un bureau

[Traduction]

M. Gallant: Non, je ne sais pas, monsieur le président. Mais il faudrait considérer plusieurs possibilités. Quelle décision prendra le gouvernement à l'avenir concernant la dotation impérative selon laquelle les postes bilingues doivent être remplis par un candidat ayant les connaissances linguistiques nécessaires au moment de la nomination? Si cette pratique devait se généraliser, l'effet se ferait sentir beaucoup plus largement que si cela se passait autrement. Nous pourrions étudier la question et vous faire part des résultats de quelques analyses préliminaires, monsieur le président.

Le président: Merci. Monsieur Gamble, ceci sera votre question puisque vous en êtes à votre septième minute.

M. Gamble: Je voudrais des chiffres concernant un autre sujet.

Nous savons qu'il existe des enclaves de francophones dans diverses régions du Canada en-dehors du Québec, ce n'est pas nécessaire de les préciser. Avez-vous fait une analyse qui identifie la province d'origine des titulaires des postes bilingues dans la Fonction publique? Il s'agit de savoir le nombre de bilingues qui proviennent de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick ou du Manitoba, par exemple. Avez-vous fait une répartition de ce genre?

M. Gallant: Monsieur le président, nous n'avons pas ces renseignements sous cette forme exacte pour la simple raison que c'est une question qui appelle des précisions. S'agit-il d'une personne née dans la province, élevée dans la province, instruite dans la province ou qui a simplement travaillé dans la province en question? La personne se trouvait-elle dans cette province au moment où elle est entrée dans la Fonction publique? Il faut tenir compte de toutes ces variables afin de fournir des renseignements significatifs.

M. Gamble: Je voulais savoir si vous aviez des données à ce sujet, des statistiques portant sur les diverses questions que vous avez soulevées.

M. Gallant: Oui, monsieur le président, en ce qui concerne les universités mais je ne suis pas sûr que nous en avons concernant la province de naissance. Je ne le crois pas. Je crois que nous avons aussi des statistiques au sujet du lieu de résidence au moment de la nomination à la Fonction publique.

M. Gamble: Je voudrais que ces chiffres nous soient communiqués, monsieur le président.

Le président: Oui, monsieur Gamble, nous allons essayer de les obtenir.

Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

I still have lots of questions to ask. I will try to do it quickly. They require short answers only. Let me say, first of all, that if you are interested in setting up an office, you would be very

[Text]

à installer et que vous êtes intéressés de venir à Alma ou au Lac St-Jean, vous êtes les bienvenus; puis, je n'ai pas besoin de réponse. C'est bon pour le procès-verbal, mais pas de réponse, s'il vous plaît.

• 1710

Voici ma deuxième question à laquelle vous pourrez répondre rapidement. Avez-vous quelque chose à voir avec les les Forces armées canadiennes en tant que Fonction publique en ce qui a trait à l'embauche du personnel, aux promotions dans les Forces armées, etc.? 15 Cela ne vous concerne pas du tout?

M. Gallant: Non, monsieur le président, pas en ce qui concerne les Forces armées en tant que telles. En ce qui concerne le personnel civil dans le ministère de la Défense nationale, ceux-là tombent sous notre juridiction et notre compétence.

M. Gimaïel: Très bien. Donc, il n'y a personne d'autre qu'eux-mêmes qui décident de la façon de traiter leurs officiers et leurs sous-officiers.

M. Gallant: C'est exact.

M. Gimaïel: Une autre question. Je vais vous conter un petit roman et vous me direz si c'est possible et j'aimerais savoir quelle est votre participation, en tant qu'organisme, là-dedans? Il y a une dizaine d'années, il est arrivé un gars au Saguenay-Lac-St-Jean qui était un pur inconnu. Il s'en venait travailler pour un certain ministère comme employé à temps partiel. Ce gars-là commence à établir une structure, fait son travail, engage des gens, une première personne, ensuite une autre; ces gens sont toujours embauchés pour des postes contractuels. A un moment donné, il laisse son poste et donne sa place à un collègue qu'il a entraîné et s'en va occuper un autre poste dans un ministère comme permanent. Son remplaçant embauche 3 ou 4 autres personnes, l'échelle s'agrandit et on se retrouve, aujourd'hui, avec un *establishment* et où il reste encore des contractuels du même niveau que celui qui est rentré au début. Celui qui est rentré au début est rendu dans l'entreprise privée. Certaines des personnes du début occupent des postes extrêmement intéressants dans la Fonction publique du Canada maintenant et on continue toujours à embaucher du personnel et à grossir le circuit. Je trouve cela merveilleux de vivre dans un pays où ce n'est pas comme aux États-Unis et en France, où à chaque fois qu'il y a un changement de président, tout le monde est mis dehors et on embauche du nouveau personnel. Par contre, ce que je trouve malheureux c'est qu'il semble se créer des espèces de filières par le biais des contractuels, filières qui fonctionnent très bien, mais qui se trouvent à bloquer l'accès, à mon avis, à beaucoup de personnes qui seraient intéressées à travailler, mais qui malheureusement, pour toutes sortes de raisons, soit à cause des connaissances, de l'idéologie ou autres n'ont pas eu accès à la Fonction publique. Et c'est ce statut de contractuel qui m'inquiète. Nous autres, nous n'avons rien à dire, c'est normal, nous sommes des élus. Je ne suis pas sûr que vous ayez votre mot à dire vous autres non plus. Mais, rien n'empêche que ce contractuel-là, quand vient le temps de se chercher un emploi, il est dans une position privilégiée par rapport au reste de la population. Et là,

[Translation]

welcome to come to Alma or the Lac St-Jean region. Of course I do not need any answer to that. It is good to get the question on the record but no answer please.

Now my second question, a short answer would be fine. Do you have something to do with the Canadian Armed Forces and their hiring, promotions and so forth? Does this have nothing to do with you?

Mr. Gallant: We are not involved with the Armed Forces as such. But the civilian personnel working for the Department of National Defence comes under our jurisdiction.

Mr. Gimaïel: I see. Then the Armed Forces are exclusively responsible for decisions relating to the treatment of their officers and NCO's.

Mr. Gallant: Yes.

Mr. Gimaïel: Another question. I will tell you a little story, you can let me know if it is possible, and I would also like to know what your involvement would be in this as an agency. Some 10 years ago a fellow arrived in the Saguenay-Lac-Jean area, completely unknown. He started working for a certain department as a part-time employee. He began establishing a structure, did his job, hired one person and some others; these people were always engaged for contractual positions. He later left his position, giving it to a colleague he trained, and went to work as a full-time staff member in another department. His replacement hired three or four other persons, things expanded and we now find ourselves with a whole establishment still containing contract employees at the same level as the man who started off at the beginning. This person is now in private business. Some of the people who were there in the early days now have very attractive positions in the public service of Canada and staff is still being hired and the circuit expanded. I think it is wonderful to live in a country where the practice is quite unlike that of the United States and France where every time there is a change of president, everyone is thrown out and new people are hired. However, I think it is unfortunate that certain channels seem to be created through contract employees which, although they function very well, block access to the public service to many people who would like to but do not happen to have the right connections, political viewpoint and so forth. I am concerned about the status of contract employees. We elected representatives are not asked for our opinion and this is normal. But I am not sure whether you have your say in the matter. The fact remains that a contract employee does have an advantage over others when there is a job opening. He has a springboard so to speak. I would like to know, first of all, what recourse there is and secondly, how you monitor this type of situation.

[Texte]

vous lui donnez un tremplin. J'aimerais savoir, premièrement, quel est le recours? Deuxièmement, quel est le genre de surveillance que vous effectuez à ce sujet?

Le président: Merci, monsieur Gimaïel. Monsieur Gallant, voulez-vous lui répondre?

M. Gallant: Oui, monsieur le président; dans nos vérifications que nous faisons de la gestion de la dotation dans les ministères, chaque fois que nos vérificateurs rencontrent des situations de contractuels, on les examine de très près et on fait rapport au Conseil du Trésor. Parce que les politiques régissant le personnel à contrat relèvent du Conseil du Trésor. Je pourrais demander à mon collègue, John Edwards, qui est beaucoup plus compétent que moi dans ce domaine-là, d'apporter peut-être quelques éclaircissements additionnels.

Le président: Monsieur Edwards.

M. Gimaïel: Monsieur le président, j'aurais une autre question importante qui ne nécessite qu'une courte réponse.

Mr. J. Edwards (Commissioner, Public Service Commission): Very quickly, Mr. Chairman. My chairman, Ed Gallant, has referred to the master-servant relationship, the issue that cannot be violated in a contractual arrangement in a personal service contract. If you take someone in on contract, you cannot have a relationship with him as an employee; otherwise, you will violate our act. When we uncover cases of that kind, we report them to Treasury Board.

But, in addition, I think it is very important to stress that a person in a personal service contract cannot get into competitions for jobs inside the public service over other people outside. A temporary employee can; a temporary employee can compete as a public servant for public service jobs, but someone on a personal service contract is an outsider for competition purposes.

M. Gimaïel: Je suis content d'apprendre cela, parce que ce n'est pas ce que j'ai vécu comme expérience. Je peux vous dire que cela se fait régulièrement: des gens qui sont contractuels et qui se présentent à des postes, et pas à des postes de bas calibre, s'il vous plaît. Ils ne rentrent pas par la porte d'en arrière, ils rentrent par en avant. En tout cas, c'est un point que je voulais soulever. Si vous pouviez y jeter un coup d'oeil.

Une dernière question, monsieur le président, bien courte. D'abord, juste une petite interjection. Au sujet du test sur le bilinguisme, ne serait-il pas bon que vous ayez un test portant sur chacune des langues plutôt que sur la langue seconde seulement? Faites-le donc porter sur les deux langues nécessaires pour travailler. Cela réglerait peut-être le problème.

• 1715

J'ai une autre question à vous poser. Il s'ouvre un centre de données fiscales à Jonquière présentement, et ce centre va embaucher au moins 300 employés permanents et peut-être 600 ou 700 employés temporaires. Le problème est le suivant: ce sont les centres d'emploi du Canada locaux qui envoient les personnes passer les examens. Le Canada étant un pays sans frontière où les séparatistes sont mal vus, je comprends mal

[Traduction]

The Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel. Will you answer, Mr. Gallant?

Mr. Gallant: Yes, Mr. Chairman. In our audits of staffing management in departments whenever we come across contract employee situations, we always scrutinize them very closely and report to the Treasury Board. The policies governing contract employees come under the Treasury Board. I could ask my colleague, John Edwards, who is very well versed in this matter, to add a few clarifications.

The Chairman: Mr. Edwards.

Mr. Gimaïel: Mr. Chairman, I have another important question which only requires a short answer.

M. J. Edwards (commissaire, Commission de la Fonction publique): Très rapidement, monsieur le président. M. Gallant a parlé du rapport hiérarchique dont on doit tenir compte dans une situation contractuelle. D'après notre loi, on ne peut pas passer un contrat avec un de ses employés. Quand nous découvrons un cas de ce genre, nous en faisons rapport au Conseil du Trésor.

Je crois qu'il faut souligner qu'un employé contractuel ne peut pas avoir un traitement préférentiel dans les concours destinés à combler des postes dans la Fonction publique. Par contre, un employé à temps partiel peut avoir un avantage, il peut passer un concours de la Fonction publique comme fonctionnaire, mais tel n'est pas le cas pour un employé contractuel.

Mr. Gimaïel: I am glad to hear that but that does not correspond with my experience. The situation I described occurs regularly: contract employees who compete for positions, and not just any position if you please. They do not get in through the back door, they walk in by the front. In any case, I wanted to draw your attention to this and ask you to examine the situation.

One last short question, Mr. Chairman. First of all, a brief aside. With reference to the bilingualism tests, would it not be good for you to have a test for each of the languages rather than for the second language only? I think you should test the knowledge of both languages required for work. This might help deal with the problem.

I have another question to ask concerning the tax data centre which is opening in Jonquière. This centre will be hiring at least 300 permanent employees and perhaps 600 or 700 part-time employees. The problem is that it is the local Canada Employment Centres which send people to try the exams. Since Canada is a country without any borders where separatists are not well considered, I cannot understand why

[Text]

que des gens qui demeurent à 30 milles du Centre d'emploi de Jonquière et qui dépendent d'un autre centre aient de la difficulté à se qualifier pour aller passer les entrevues et l'examen. Autrement dit, je soupçonne un boycottage de la part d'un centre d'emploi envers les autres de la région pour ce qui est des candidatures à ces postes-là. Je n'aime pas cela du tout, parce que les 300 *jobs* et les 1,000 *jobs*, chez nous, cela ne court pas les rues, je vous le jure!

M. Gallant: C'est à Jonquière?

M. Gimaïel: Oui. J'aimerais que vous jetiez un coup d'oeil là-dessus. Je ne porte pas plainte, mais j'aimerais que vous jetiez un coup d'oeil serré pendant que l'embauche se fait, pour que tous les gens de la région puissent avoir également la possibilité de participer aux entrevues et aux concours pour ces emplois-là.

Le président: Merci, monsieur Gimaïel.

Monsieur Gallant, une courte réponse à la première question de M. Gimaïel, parce ce qu'il a en fait posé trois questions. Il voulait savoir si vous étiez prêts à tester les gens dans les deux langues officielles.

M. Gallant: Monsieur le président, nous ne sommes pas équipés pour tester formellement les gens dans les deux langues officielles. Nous avons tout l'équipement voulu pour tester la compétence dans la langue seconde. C'est le jury de sélection, c'est le gestionnaire qui fait la sélection, dans le processus de dotation lui-même, qui a la responsabilité de juger si l'individu est capable de s'exprimer dans la langue première du poste et de l'écrire d'une façon convenable.

Le président: Merci, monsieur Gallant,

Monsieur Gimaïel, je vous ferai remarquer qu'il faudrait avoir un lexique approuvé des langues parlées au Canada, parce que je peux vous dire que M. Gallant est un Acadien et que chez lui, on a une façon de dire les choses qui est différente de la vôtre, chez vous, et différente de la nôtre, chez nous.

M. Gimaïel: Oui, mais il reste qu'en Acadie comme au Lac Saint-Jean, on s'exprime mieux que dans l'Outaouais ontarien.

Le président: Je n'en suis pas certain, mais on va ajourner avant de s'engueuler.

La séance est levée.

[Translation]

people living 30 miles from the Jonquière employment centre, and thus coming under another employment centre, would have a hard time qualifying for the interviews and the exam. In other words, I suspect that the employment centre is boycotting applications for these positions from the other centres in the area. I cannot countenance that sort of thing because we are talking about 300 and maybe a 1,000 jobs and that is no laughing matter, you had better believe me.

Mr. Gallant: In Jonquière, you say?

Mr. Gimaïel: Yes. I would like you to investigate what is happening. I am not making a complaint but I would like you to have a good watch over the hiring so that people from the area also get the opportunity to take part in the interviews and the competition for these positions.

The Chairman: Thank you, Mr. Gimaïel.

Mr. Gallant, a short answer to Mr. Gimaïel's first question, since he asked three altogether. He wanted to know whether you were ready to test people on their knowledge of both official languages.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we are not equipped to undertake formal testing of people in both official languages. We have everything required to test proficiency in the second language. The selection board and the manager involved in the staffing process must decide whether the individual is able to express himself in the principal language of the position and whether his written language is acceptable.

The Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Mr. Gimaïel, I think we would need an approved lexicon of the various languages spoken in Canada. Mr. Gallant is an Acadian, and in his part of the country, people do not express themselves in the same way as in your region or in mine.

Mr. Gimaïel: In any case, Acadians and people from Lac Saint-Jean speak better French than people from the Ottawa area.

The Chairman: I am not sure about that, but we will adjourn before we get into an argument.

The meeting is adjourned.

APPENDIX "MEST-25"

ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE TREASURY BOARD
AND THE PUBLIC SERVICE COMMISSION IN PERSONNEL MANAGEMENT* EXCLUSIVE STATUTORY AUTHORITY OF THE
TREASURY BOARD (FAA., PSSRA., PUBLIC
SERVICE PENSION ACTS)

- The organization of the Public Service and determination and control of establishments
- Determination of human resource requirements and provisions of allocation and effective utilization of human resources; examples include: forecasting and assessing human resource demand; human resource policy and planning at a government-wide level; incorporating government priorities (e.g., on special interest groups) into personnel policies
- Training and development
- Classification
- Pay, hours of work and leave
- Awards
- Standards of discipline
- Standards of physical working conditions and health and safety
- Performing the role of Employer for purposes of collective bargaining
- Acting for the Governor in Council for purposes of pension legislation
- Public Service pension policy

PROGRAM OPERATIONS IN SHARED
FIELDS WHERE POLICY LEAD
BELONGS TO TREASURY BOARD

- Human Resource Planning
- Programs for special groups - women, indigenous, handicapped, francophones
- Management of the Management Category
- Administration of the priorities clearance system to support the Work Force Adjustment Program

EXCLUSIVE STATUTORY AUTHORITY OF THE
PUBLIC SERVICE COMMISSION (PSEA)

- Policy relating to the appointment process
- Development of selection standards, including standards for assessing linguistic competence
- Development of selection tools, including tests
- Delegation of staffing authority
- Monitoring and audit of delegated staffing
- Appeals and investigations
- Recruitment and referral
- Administration of statutory priorities
- Administration of requests for official languages exemptions
- Anti-discrimination investigations (assigned by Governor in Council)

FUNCTIONS AND ACTIVITIES DELEGATED TO THE PUBLIC SERVICE
COMMISSION AND UNDER TREASURY BOARD POLICY

- Staff training and development including professional and management training, course development and training operations
- Certification of trainers
- Northern Careers
- Career Assignment Program
- Special Development Programs
- Interchange Canada and International Assignments
- Assessment centres for developmental programs
- Development of language aptitude tests
- Language training
- Testing for bilingual bonus
- Audit of:
 - Classification, Training, Pay and Benefits, Health and Safety, Staff Relations (proposed)
 - Official Languages activities related to P.S.C. responsibilities
 - Personal Service Contracts
- Provision of advisory services on the administration of the Post-Employment Activities Guidelines for public servants

* Includes the statutory authority of the President of the Treasury Board

FUNCTIONS AND ACTIVITIES DELEGATED TO THE
TREASURY BOARD AND UNDER PUBLIC SERVICE
COMMISSION POLICY

- Evaluation of staffing policies (proposed)

Annex "A"

APPENDICE «MEST-25»

CONSEIL DU TRÉSOR ET COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE:
REPARTITION DES RÔLES ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE DE GESTION DU PERSONNEL* POUVOIRS STATUTAIRES EXCLUSIFS DU CONSEIL
DU TRÉSOR DU CANADA (LAF, LRTFP, LOIS SUR
LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE)

- Structurer la fonction publique, déterminer et contrôler les effectifs
- Détermination des besoins en ressources humaines et dispositions relatives à l'attribution et à l'utilisation efficace des ressources humaines; à titre d'exemples, citons: prévision et évaluation de la demande de ressources humaines; politique en matière de ressources humaines et planification à l'échelon du gouvernement; intégration des priorités gouvernementales (par exemple pour ce qui est des groupes spéciaux) aux politiques en matière du personnel
- Formation et perfectionnement
- Classification
- Paye, heures de travail et congés
- Primes
- Normes relatives à la discipline
- Normes relatives aux conditions de travail et à la santé et à la sécurité
- Jouer le rôle d'employeur dans le cadre des négociations collectives
- Agir au nom du gouverneur en conseil en ce qui touche les lois sur la pension et la politique de la fonction publique à cet égard

ACTIVITÉS DE PROGRAMME DANS
DES DOMAINES À RESPONSABILITÉ
PARTAGÉE OU LE CONSEIL DU
CANADA CONSERVE L'INITIATIVE
EN MATIÈRE DE POLITIQUE

- Planifier les ressources humaines
- Programmes à l'intention de groupes spéciaux - femmes, autochtones, handicapés, francophones
- Gérer la Catégorie de la gestion
- Exploiter le régime d'autorisation en matière de priorités pour appuyer le programme de réaménagement des effectifs
- Planifier les ressources humaines
- Programmes à l'intention de groupes spéciaux - femmes, autochtones, handicapés, francophones
- Gérer la Catégorie de la gestion
- Exploiter le régime d'autorisation en matière de priorités pour appuyer le programme de réaménagement des effectifs

- Politique relative au processus de nomination

- Élaborer des normes de sélection, y compris des normes pour évaluer la compétence linguistique
- Élaborer des instruments de sélection y compris des tests
- Déléguer des pouvoirs de dotation
- Surveiller et vérifier les pouvoirs de dotation délégués
- Appels et enquêtes
- Recruter et présenter des candidats
- Gérer les priorités statutaires
- Gérer les demandes d'exemption relatives aux langues officielles
- Enquêtes anti-discrimination (demandées par le gouverneur en conseil)

FONCTIONS ET ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES À LA COMMISSION DE LA FONCTION
PUBLIQUE, MAIS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU CONSEIL DU TRÉSOR

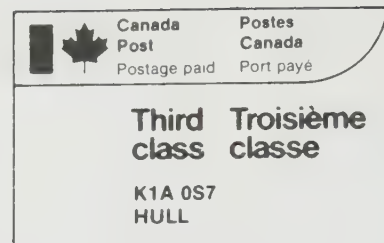
- Formation et perfectionnement du personnel, y compris la formation professionnelle et administrative, élaboration de cours et activités de formation
- Accréditer les formateurs
- Programme de promotion professionnelle dans le Nord
- Cours et affectations de perfectionnement
- Programmes spéciaux de perfectionnement
- Échanges Canada et affectations internationales
- Centres d'évaluation des programmes de perfectionnement
- Élaborer des tests d'aptitudes linguistiques
- Formation linguistique
- Examens pour l'attribution de la prime au bilinguisme
- Vérifier:
 - Classification, formation, paye et avantages, santé et sécurité, relations de travail (proposée)
 - Langues officielles - Activités liées aux responsabilités de la CFP
 - Marchés de services personnels
- Fournir des conseils au sujet de l'administration des lignes directrices concernant l'après-emploi des fonctionnaires

- * Comprend les pouvoirs statutaires du président du Conseil du Trésor

Annexe "A"

FONCTIONS ET ACTIVITÉS DÉLÉGUÉES, AU
CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA, MAIS
RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION
DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Évaluation des politiques de dotation (proposée)



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Public Service Commission:

Mr. E. Gallant, President;
Mr. Florent Tremblay, Assistant Director General, Staffing
Branch;
Mr. J.A. St-Aubin, Director General, Staff Development
Branch;
Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch;
Mr. J. Edwards, Commissioner.

De la Commission de la Fonction publique:

M. E. Gallant, président;
M. Florent Tremblay, directeur général adjoint, Direction
de la dotation;
M. J.A. St-Aubin, directeur général, Direction générale du
perfectionnement;
M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la
dotation;
M. J. Edwards, commissaire.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 70

Fascicule n° 70

Thursday, March 18, 1982

Le jeudi 18 mars 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 5, 15 and 20—National
Research Council of Canada under SCIENCE AND
TECHNOLOGY

CONCERNANT:

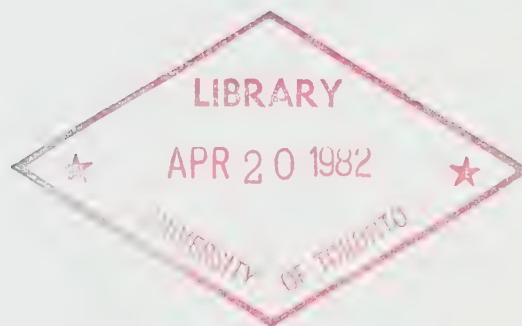
Budget principal 1982-1983: Crédits 5, 10, 15 et 20—
Conseil national de recherches du Canada sous la
rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Collenette	Gimaïel
Cousineau	Greenaway
de Jong	Halliday

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Herbert	Siddon
Huntington	Smith
Kelly	Stevens
McCauley	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, January 27, 1982:

Mr. Peterson replaced Mr. Lonsdale.

On Tuesday, February 9, 1982:

Mr. Stewart replaced Mr. Gimaïel;

On Wednesday, February 10, 1982:

Mr. Gimaïel replaced Mr. Peterson.

On Thursday, February 11, 1982:

Mr. Smith replaced Mr. Stewart.

On Thursday, March 18, 1982:

Mr. Greenaway replaced Mr. King;

Mr. Halliday replaced Mrs. MacDonald.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 27 janvier 1982:

M. Peterson remplace M. Lonsdale.

Le mardi 9 février 1982:

M. Stewart remplace M. Gimaïel.

Le mercredi 10 février 1982:

M. Gimaïel remplace M. Peterson.

Le jeudi 11 février 1982:

M. Smith remplace M. Stewart.

Le jeudi 18 mars 1982:

M. Greenaway remplace M. King;

M. Halliday remplace M^{me} MacDonald.

ORDER OF REFERENCE

Tuesday, February 23, 1982

ORDERED—That Finance Vote 15; That Governor General Vote 1; That Parliament Votes 1 and 10; That Privy Council Votes 1, 5, 15 and 25; That Science and Technology Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 and 35; That Secretary of State Vote 50; That Supply and Services Votes 1, 5, 10 and 15; and That Treasury Board Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 for the fiscal year ending March 31, 1983, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

ATTEST:

Le Greffier de la Chambre des communes

C.B. KOESTER

The Clerk of the House of Commons

ORDRE DE RENVOI

Le mardi 23 février 1982

IL EST ORDONNÉ:—Que le crédit 15, Finances, le crédit 1, Gouverneur général, les crédits 1 et 10, Parlement, les crédits 1, 5, 15 et 25, Conseil privé, les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35, Sciences et Technologie, le crédit 50, Secrétariat d'État, les crédits 1, 5, 10 et 15, Approvisionnements et Services et les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Conseil du Trésor, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, soient déferés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

ATTESTÉ:

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, March 18, 1982
(87)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:10 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Berger, Cousineau, de Jong, Gamble, Gauthier, Greenaway, Halliday, Herbert and Stevens.

Other Member present: Mr. Schroder.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the National Research Council of Canada: Dr. L. Kerwin, President; Mr. W.A. Cumming, Executive Vice-President; Mr. Keith Glegg, Vice-President (Industry) and Mr. E.F. Grabowy, Chief, Financial Services.

The Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1983, being read as follows:

ORDERED,—That Finance Vote 15; That Governor General Vote 1; That Parliament Votes 1 and 10; That Privy Council Votes 1, 5, 15 and 25; That Science and Technology Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 and 35; That Secretary of State Vote 50; That Supply and Services Votes 1, 5, 10 and 15; and That Treasury Board Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 for the fiscal year ending March 31, 1983, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

By unanimous consent, the Chairman called Votes 5, 10, 15 and 20 under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

Dr. Kerwin made a statement and, with the witnesses, answered questions.

In accordance with a motion passed by the Committee at the meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the letter to the Chairman of the Committee, dated Monday, December 7, 1981 from the President of the Treasury Board, regarding a question put to him at the Standing Committee's meeting held on Tuesday, November 24, 1981 be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See Appendix "MEST-26").

At 10:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le jeudi 18 mars 1982
(87)

[Traduction]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h10 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Berger, Cousineau, de Jong, Gamble, Gauthier, Greenaway, Halliday, Herbert et Stevens.

Autre député présent: M. Schroder.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: Du Conseil national de recherches du Canada: M. L. Kerwin, président; M. W.A. Cumming, vice-président exécutif; M. Keith Glegg, vice-président (Industrie), et M. E.F. Grabowy, chef, Services financiers.

Lecture est faite de l'ordre de renvoi suivant du mardi 23 février 1982 portant sur le budget principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983:

Il est ordonné,—Que le crédit 15, Finances, le crédit 1, Gouverneur général, les crédits 1 et 10, Parlement, les crédits 1, 5, 15 et 25, Conseil privé, les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35, Sciences et Technologie, le crédit 50, Secrétariat d'État, les crédits 1, 5, 10 et 15, Approvisionnements et Services, et les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Conseil du Trésor, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983, soient déferés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 5, 10 et 15 et 20 sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

M. Kerwin fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que la lettre adressée au président du Comité en date du lundi 7 décembre 1981 du Président du Conseil du trésor concernant une question qui lui fut posée lors de la séance du Comité permanent tenue le mardi 24 novembre 1981, soit jointe aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir Appendice «MEST-26»).

A 22 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, March 18, 1982

• 2010

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. *This meeting is called to order.*

Nous avons le nombre suffisant de députés pour recevoir les témoignages.

Je demanderais au greffier de lire l'ordre de renvoi.

Le greffier du Comité: Il est ordonné que le crédit 15, Finances, le crédit 1, Gouverneur général, les crédits 1 et 10, Parlement, les crédits 1, 5, 15 et 25, Conseil privé, les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35, Sciences et technologie, les crédits 50, Secrétariat d'État, les crédits 1, 5, 10 et 15, Approvisionnement et Services, et les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, Conseil du Trésor, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983 soient déferés au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le président: Merci, monsieur Prigent. *I have asked the clerk to distribute two documents, which I think you have received.* Le premier c'est le neuvième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure; et l'autre c'est la grille horaire.

Evidemment, ces témoins ont été invités par le Comité et c'est l'heure et la date auxquelles ils ont convenu de se présenter devant le Comité. Pour le moment, je sais que ce rapport ne peut pas être adopté parce que l'on n'a pas le quorum, mais je vous le distribue pour information.

As far as the schedule of meetings is concerned, as you can see, these are confirmed witnesses who will be coming in front of this committee. There may be some changes. As you know, we had the Supplementary Estimates (E) tabled today in the House. There are about nine estimates in there that are deferred to this committee, and some of us may want to hear some of these witnesses before March 31, 1982. It is quite a tight schedule. What is the final date for reporting?

The Clerk: March 26.

The Chairman: Okay, March 26.

If anybody has any comments on the supplementaries and wants to—Dr. Halliday, could you take it upon yourself to consult with your people, and Mr. de Jong, so that we would have notice? Maybe tomorrow morning you could communicate with me. If there is anything in Supplementary Estimates (E) that you would like to look at, on an emergency basis, we could possibly next Wednesday, March 24, and Thursday, March 25, have meetings and arrange to invite these people. I will leave it with you.

The Main Estimates for 1982-83 are before us, ladies and gentlemen. I would like to call Votes 5, 10, 15 and 20, National Research Council of Canada, under Science and

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 18 mars, 1982

The Chairman: This meeting is called to order. *A l'ordre, s'il vous plaît.*

Enough members are present to hear evidence.

Would the clerk please read our order of reference.

The Clerk of the Committee: Ordered that Finance Vote 15; that Governor General Vote 1; that Parliament Votes 1 and 10; that Privy Council Votes 1, 5, 15 and 25; that Science and Technology Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 and 35; that Secretary of State Vote 50; that Supply and Services Votes 1, 5, 10 and 15; and that Treasury Board Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30 for the fiscal year ending March 31, 1983, be referred to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

The Chairman: Thank you, Mr. Prigent. *J'ai demandé au greffier de faire distribuer deux documents; je crois que vous les avez reçus.* The first is the ninth report of the subcommittee on agenda and procedure, and the second is our proposed schedule.

The witnesses in question were, of course, invited by the committee and have agreed to appear before the committee at the time and on the date indicated. Since we do not have a quorum, I know that we cannot adopt the report for the time being; I just distributed it for informational purposes.

Pour ce qui est du calendrier de nos réunions, comme vous pouvez le voir, la comparution de ces témoins devant ce comité est confirmée. Il est possible que certaines modifications soient apportées. Comme vous le savez, le budget supplémentaire (E) a été déposé aujourd'hui à la Chambre. Ce document comprend environ neuf prévisions budgétaires renvoyées à ce comité, et certains d'entre nous voudront peut-être entendre certains de ces témoins avant le 31 mars 1982. Notre horaire sera très serré. Quel est le dernier jour auquel on peut faire rapport?

Le greffier: Le 26 mars.

Le président: D'accord, le 26 mars.

Si quelqu'un veut faire des commentaires sur le budget supplémentaire—Messieurs Halliday et de Jong, pourriez-vous accepter la responsabilité de consulter vos collègues et de nous aviser des résultats? Vous pourriez peut-être communiquer avec moi demain matin. Si vous voulez étudier d'urgence certains aspects du budget supplémentaire (E), nous pourrions peut-être nous réunir les mardi 24 et jeudi 25 mars, et inviter les témoins indiqués. Je m'en remets à vous.

Mesdames et messieurs, nous avons devant nous le budget principal 1982-1983. Je voudrais mettre en délibération les crédits 5, 10, 15 et 20, Conseil national de recherches du

[Text]

Technology. You will find that in your blue book, the big thick one, on pages 25-10 to 25-30.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

B—National Research Council of Canada—Scientific and Industrial Research Program.

Vote 5—Scientific and Industrial Research—Operating expenditures.....\$185,383,000

Vote 10—Scientific and Industrial Research—Capital expenditures.....\$58,240,000

Vote 15—Scientific and Industrial Research—The grants listed in the Estimates.....\$74,357,000

Vote 20—Scientific and Technical Information—Program expenditures and contributions.....\$17,647,000

The Chairman: We have with us tonight Dr. Larkin Kerwin, President of the National Research Council. I wonder if you would like to introduce the people at the table with you, sir, before you proceed to an opening statement.

M. L. Kerwin (président, Conseil national de recherches du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président, de votre accueil sympathique comme d'habitude.

I have the pleasure to introduce to the committee Mr. William Cumming, Executive Vice-President of NRC and Chief of Operations; beside him is Mr. Keith Glegg, Vice-President, in charge of industrial programs; and on my left is Mr. Ed Grabowy, who is in charge of financial record statements and analyses.

The Chairman: Do you have a statement, Dr. Kerwin, to make at the beginning of your ... ?

• 2015

M. Kerwin: Eh bien, avec votre permission, monsieur le président, j'aimerais faire rapport à ce Comité que le Conseil national de recherches a commencé depuis les douze derniers mois, soit depuis que nous sommes venus la dernière fois pour les prévisions générales, à donner suite à ces programmes, à initier plusieurs projets majeurs, et en particulier, nous avons pu connaître la première année de notre nouveau plan de cinq ans qui est caractérisé, comme vous le savez, par une augmentation de nos services à l'industrie et par l'augmentation de la recherche sur le développement conduisant à la production de produits de haute technologie pour le marché domestique et aussi pour l'exportation.

Ce soir nous venons vous prier d'accorder un examen sympathique à nos prévisions pour la deuxième année de ce plan quinquennal. L'an dernier, nous avons eu des prévisions de 288 millions de dollars et cette année nous demandons une augmentation de 61 millions de dollars, notre budget serait donc rendu à 350 millions de dollars.

In very broad terms, Mr. Chairman, this \$61 million, in addition to the budget of last year, is made up as follows: approximately 30 percent of it represents the inflation on last year's \$288 million budget; approximately 30 percent of it is the increased cashflow on projects which the government has already approved, in the knowledge that these increases in

[Translation]

Canada, sous la rubrique Sciences et technologie. Vous les trouverez dans le gros livre bleu, aux pages 25-10 à 25-31.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

B—Conseil national de recherche du Canada—Programme de recherches scientifiques et industrielles

Crédit 5—Recherches scientifiques et industrielles—Dépenses de fonctionnement.....\$185,383,000

Crédit 10—Recherches scientifiques et industrielles—Dépenses en capital.....\$58,240,000

Crédit 15—Recherches scientifiques et industrielles—Subventions inscrites au budget.....\$74,357,000

Crédit 20—Information scientifique et technique—Dépenses du programme et contributions.....\$17,647,000

Le président: Nous accueillons ce soir le docteur Larkin Kerwin, président du Conseil national de recherches. Avant de passer à votre déclaration liminaire, monsieur, vous voudrez peut-être présenter les personnes qui vous accompagnent.

Mr. L. Kerwin (President, National Research Council of Canada): Mr. Chairman, thank you very much for your usual kind welcome.

J'ai le plaisir de présenter aux membres du Comité M. William Cumming, vice-président exécutif du CNR et chef des opérations; à côté de lui, M. Keith Glegg, vice-président, responsable des programmes industriels; et à ma gauche, M. Ed Grabowy, responsable des données et analyses financières.

Le président: Monsieur Kerwin, voulez-vous faire une déclaration au début de votre ... ?

Mr. Kerwin: With your permission, Mr. Chairman, I would like to report to the committee on what the National Research Council has started in the last 12 months, since our last appearance before you on the Main Estimates. We have followed up on these programs, initiated several major projects, and, in particular, completed the first year of our new five-year plan which, as you know, is characterized by an increase in our services to industry and an increase in research into development leading to the production of high-technology products for the domestic market as well as for export.

We are here this evening to request that you grant favourable consideration to our Estimates for the second year of our five-year plan. Last year, our Estimates amounted to \$288 million; this year we are requesting an increase of \$61 million, bringing our budget to \$350 million.

Monsieur le président, ces 61 millions de dollars, ajoutés au budget de l'année dernière, se ventilent en gros comme suit: environ 30 p. 100 représentent l'inflation par rapport au budget de 288 millions de dollars de l'année dernière; environ 30 p. 100 représentent une augmentation des liquidités pour des projets déjà approuvés par le gouvernement, sachant que

[Texte]

cashflow would occur; approximately 15 percent is necessary for increased workload as the requirements of industry and other clients make themselves known; approximately 20 percent of the increase is for our participation in the National Energy Program. As you know, we are charged with the research and development of renewable energy sources and of fusion, and this year we have begun several major projects, which are echoed by this 20-per cent increase in the cash flow for them. I refer in particular to the fusion Tokamak project and to the Aeolus wind project. There remain a few other percent, but these are the major items.

My colleagues and I would be very happy, *monsieur le président*, to give you further detail on any of these and, of course, to answer your questions.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin. I thank you mostly for the brief statement, because it gives us more chance to ask some questions. Usually witnesses spend more time than that in presenting their case.

Dr. Halliday, you are on for 10 minutes and then we will proceed as we do usually—10 minutes per speaker. Please do respect your 10 minutes, and the witness also must understand that the member has 10 minutes; so short, precise and concise answers are always appreciated. Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I am certainly pleased to welcome Dr. Kerwin and his colleagues back again. We have always enjoyed their being here as witnesses in the past.

May I first of all say that it is with regret that my colleague who is the critic for science and technology is not with us here tonight. Gordon Gilchrist has been very much involved, as Dr. Kerwin knows, in this whole area and I am sure that he is pleased at the increase that we see in the spending estimates for your Council this year. He has also asked me to tell you, Mr. Chairman, through you to Dr. Kerwin, that he is very pleased with the work that has been done by the Council over the last number of years and asked that I pass that compliment on to Dr. Kerwin.

A couple of years ago, Mr. Chairman, Dr. Kerwin caused several of us here to be most interested in his comments that he made regarding the investment of \$93 million in research that had a return of something in the order of \$1.8 billion, I recall, over a four-year period, I believe, in terms of sales of products, with a significant increase in pay-back by way of taxation into the government revenue. I am wondering if there is any updating that Dr. Kerwin could give us tonight on that study that was done then over a four-year period from, I believe, 1974 to 1977.

• 2020

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, the updating is even now being prepared, but it is not ready, I am sorry to say, for this

[Traduction]

ces augmentations auraient lieu; environ 15 p. 100 sont nécessaires pour faire face à l'augmentation de la charge de travail au fur et à mesure que les exigences de l'industrie et des autres clients se font connaître; environ 20 p. 100 de l'augmentation représentent notre participation au Programme énergétique national. Comme vous le savez, nous sommes chargés de chercher des sources d'énergie renouvelables et d'explorer le domaine de la fusion; nous avons lancés cette année plusieurs projets majeurs, d'où cette augmentation de 20 p. 100 des liquidités. Je fais principalement référence au projet de fusion Tokamak et au projet d'énergie éolienne Aeolus. Il reste quelques points de pourcentage non expliqués, mais je vous ai donné les éléments les plus importants.

Mes collègues et moi, monsieur le président, seront heureux de vous fournir des détails supplémentaires sur tout ce qui précède et, évidemment, de répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Kerwin. Je vous remercie surtout de votre courte déclaration, car cela nous donne plus de temps pour poser quelques questions. En général, les témoins prennent plus de temps que vous pour présenter leur cas.

Monsieur Halliday, vous aurez 10 minutes; ensuite, nous procéderons comme d'habitude: dix minutes par intervenant. Je vous prie de respecter la limite de 10 minutes; le témoin doit aussi doit comprendre que chaque député n'a que 10 minutes, et que des réponses courtes, précises et concises sont toujours appréciées. Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. J'ai beaucoup de plaisir à accueillir de nouveau M. Kerwin et ses collègues. Nous avons été ravis d'entendre leurs témoignages précédents.

Je voudrais commencer en exprimant mon regret que mon collègue, critique pour la science et la technologie, n'est pas parmi nous ce soir. Comme M. Kerwin le sait, Gordon Gilchrist s'est toujours beaucoup intéressé à ce domaine; je suis sûr qu'il est heureux de voir cette augmentation dans les prévisions de dépenses pour le conseil. Il m'a aussi demandé de vous dire, monsieur Kerwin, qu'il est très content du travail accompli par le Conseil ces dernières années. Il m'a demandé de vous transmettre le compliment.

Il y a un an ou deux, M. Kerwin a suscité beaucoup d'intérêt avec ses commentaires au sujet d'un investissement de 93 millions de dollars en recherches qui aurait généré environ 1.8 milliard de dollars sur quatre ans, si je me souviens bien, grâce à la vente de produits, avec une augmentation importante des recettes fiscales du gouvernement. M. Kerwin aurait peut-être des détails sur cette étude de quatre ans, de 1974 à 1977, je crois?

M. Kerwin: Monsieur le président, cette mise à jour est en voie de préparation mais, malheureusement, nous n'avons pas

[Text]

evening's meeting. For certain reasons, we like to do this over a three-year period, but I would like to think we might shorten this and get you more prompt updates in the future. However, all the indications are that the programs are continuing to have the same yield as they had in the 1974 to 1977 period.

Mr. Halliday: Was that yield a significant factor in your being able to get a significant increase this year in your budget?

Mr. Kerwin: I would like to think so, Mr. Chairman, because it was the first time NRC had made such an analysis and it demonstrated, I think, in a convincing manner, that the investment in R&D in Canadian industry gives, in Canada, the same sort of return that it gives in other industrialized countries and it is, therefore, a good investment.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, at about the same time, perhaps on that first visit here to the committee of Dr. Kerwin, he also made a statement that I think was interesting. It related to the returns on investment in terms of percentage of GNP. I think he said at that time that one half per cent of GNP invested in research had a return, in terms of jobs, of some 400,000 jobs, if our records are correct. It was a significant amount of job creation. In this day and age, with the problems we are having with unemployment, I wonder if Dr. Kerwin could comment on whether or not we could still expect that kind of return on jobs by increasing our spending on research and development.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I would certainly say so. At the moment, the high-technology industries in Canada have a tendency to be hiring people rather than to be laying them off, which is quite characteristic of the group. Our analysis at the time indicated that some 1,000 companies then engaged in high technology were employing 750,000 people. It was our estimate, and it is part of our five-year plan to assist in attaining that, that if this sector could double its efforts it would hire an additional 650,000 people, and this would simply occur if the country were able to attain its goal of spending 1.5 per cent of gross national product on R&D by 1985.

Mr. Halliday: Obviously, Mr. Chairman, you cannot just suddenly jump from the figure we are at now—I forget what the current figure is of our GNP—to 1.5 per cent and have it used in a meaningful and appropriate manner. How much more do you think you could spend effectively than you are going to be getting this year?

Mr. Kerwin: Given sufficient lead time, Mr. Chairman, we could probably have increased our effective research and development by the order of approximately 35 to 40 per cent. As it is, we are asking for an increase which is, as you see, in the order of \$60 million on \$280 million, which is in the order of 25 or 24 per cent. This includes, however, a sizeable part of inflation. So the simple answer to your question, Mr. Chairman, is that we could probably have doubled the increase in real dollars had it been available.

[Translation]

pu la terminer pour ce soir. Certaines raisons expliquent cette mise à jour triennale, mais j'aimerais raccourcir la période de mise à jour afin de présenter des informations plus ponctuelles. Cependant, tout donne à penser que les programmes ont le même rendement que pendant la période de 1974 à 1977.

M. Halliday: Ce rendement a-t-il contribué à votre capacité d'obtenir une augmentation marquée de vos prévisions budgétaires cette année?

M. Kerwin: Je crois que oui, monsieur le président, car en effet il s'agissait de la première analyse du CNR; cette analyse a prouvé, je crois, que les investissements en recherche et développement dans l'industrie canadienne donnent à l'économie nationale le même rendement que dans les autres pays industrialisés; par conséquent, il s'agit d'un bon investissement.

M. Halliday: A la même époque, monsieur le président, à sa première visite au Comité, M. Kerwin avait fait une déclaration qui m'avait intéressé. Il avait parlé du rendement des investissements par rapport au Produit national brut. Il avait dit, je crois, qu'un investissement de l'ordre de un demi pour cent du PNB permettait de créer quelque 400,000 emplois si nos dossiers sont exacts. Cela représente beaucoup d'emplois. Avec le contexte économique difficile que nous connaissons, je me demande si M. Kerwin pense encore qu'en augmentant nos dépenses de recherche et de développement nous pouvons espérer le même genre de rendement pour ce qui est des emplois créés.

M. Kerwin: Très certainement, monsieur le président. À l'heure actuelle, les industries canadiennes de haute technologie semblent embaucher, il n'y a pas de mise à pied; à l'époque, notre analyse avait montré que quelque 1,000 entreprises à caractère hautement technique faisaient travailler 750,000 personnes. Telle était notre évaluation de la situation et dans notre plan quinquennal, nous voulons aider l'industrie à atteindre cet objectif; si ce secteur industriel pouvait doubler ses efforts, quelque 650,000 personnes pourraient y trouver un emploi et tous ces emplois seraient créés si le pays consacrait 1.5 p. 100 de son Produit national brut à la recherche et au développement d'ici à 1985.

M. Halliday: De toute évidence, monsieur le président, on ne peut pas faire un tel bond à partir du pourcentage auquel nous sommes à l'heure actuelle, j'ai oublié le chiffre précis, mais nous ne pouvons pas passer de ce pourcentage à 1.5 p. 100 sans qu'il y ait de pertes. Quelle somme supplémentaire auriez-vous pu dépenser raisonnablement?

M. Kerwin: Si nous avions eu un préavis suffisant, monsieur le président, nous aurions probablement pu augmenter nos travaux de recherche et de développement d'environ 35 à 40 p. 100. Aujourd'hui, nous demandons une augmentation de 60 millions de dollars sur un budget de 280 millions, ce qui représente 24 ou 25 p. 100. Cette augmentation est cependant largement imputable à l'inflation. Donc, en clair, pour répondre à la question, nous aurions probablement pu doubler l'augmentation en dollars réels.

[Texte]

Mr. Halliday: We are certainly, Mr. Chairman, I am sure, all pleased that we are getting this increase, but obviously we could have done better if that had been seen to be possible.

I suspect that we may know the answer to this question, Mr. Chairman, but on the matter of whether one should be devoting research moneys to basic research in our resource industries, vis-à-vis the industrial sector—our high technology areas, such as communications and so on—I wonder if Dr. Kerwin could comment on whether we are allocating appropriate amounts of funds to those two types, whether he has a preference for more research in the resource-based industries or more research in the highly technological ones.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, it would be desirable that both the resource industries and the manufacturing industries engage in more research and development. However, for the very short term, it is the industrial sector that is the fast-growing part of our economy and it is this sector that can give returns over a few years. Therefore, we feel that this deserves priority over the short term so as to give us more income and more resources, which we could then address to the primary industry sector.

• 2025

However, even now we are devoting considerable effort to this. An example of it was the testing, approximately one month ago, of a new tunnel borer developed in Canada by Canadian industry with the help of NRC and DSS financing. This research contract turned out very well and the machine will now enable the coal-mining industry of Canada to dig its tunnels with Canadian-produced machinery, rather than machinery imported from the United States, Germany or England. In the case of this particular machine, it is estimated that the new Donkin coal mine in Cape Breton will be brought into production on the order of one and a half to two years ahead of schedule, had it used the older methods. This means 700 jobs a year, or a year and a half, ahead of schedule. This is an example of high technology applied to a natural-resource industry, which should pay off very handsomely.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, Dr. Kerwin favours the double-barrelled approach to this whole problem of investment and research. Had you been able to get that extra amount of money that you say you could have used had it been available to you, where would you have directed that extra amount, into the resource industries or into the high technology ones?

Mr. Kerwin: I think, Mr. Chairman, I would first of all have devoted much of the increase, oddly enough, to basic and fundamental research in our core laboratories. This is where the ideas come from, this is where the expertise exists and this is the area at NRC that has been spread very thin over the last few years. That is where new resources are needed most, therefore, it is a priority item for us in the next budget year.

[Traduction]

M. Halliday: Monsieur le président, nous sommes enchantés de l'augmentation qui est accordée mais il est évident que nous aurions pu mieux faire si l'intensification des travaux avait été jugée possible.

Je crois que nous connaissons déjà la réponse à la question que je vais poser, monsieur le président; au sujet du débat entre les travaux de recherche fondamentale par rapport aux recherches dans le secteur industriel, comme les secteurs de haute technologie, notamment les communications, j'aimerais savoir si M. Kerwin pourrait nous dire si notre affectation budgétaire est adaptée à ces deux types de recherche; j'aimerais savoir s'il préfère la recherche fondamentale à la recherche dans les secteurs de haute technologie.

M. Kerwin: Monsieur le président, il faudrait que les industries productrices de matières premières et les industries de fabrication fassent plus de recherche et de développement. Cependant, à très court terme, c'est le secteur industriel qui connaît la croissance la plus rapide dans notre économie et c'est précisément ce secteur qui peut se révéler profitable pendant quelques années. Nous croyons donc que cela devrait être une priorité à court terme, ce qui augmenterait nos revenus et nos ressources et nous permettrait ensuite de nous tourner vers le secteur primaire.

Il est vrai que nous y consacrons déjà beaucoup d'efforts. Par exemple, il y a environ un mois, il y a eu des tests portant sur une nouvelle machine pour forer les tunnels conçue et construite au Canada par l'industrie canadienne avec l'aide du Conseil national de recherches et des fonds fournis par le ministère des Approvisionnements et Services. Ce contrat de recherche a connu un aboutissement heureux et cette machine permettra maintenant à notre industrie charbonnière de creuser ses galeries en se servant de machines produites au Canada plutôt que de machines importées des États-Unis, d'Allemagne ou d'Angleterre. Dans le cas de cette machine précise, on croit que la nouvelle mine de charbon *Donkin*, au Cap Breton, sera exploitable un an et demi ou deux ans avant la date prévue, si les anciennes méthodes avaient servi. Cela signifie 700 emplois l'an, c'est-à-dire un an et demi avant la date prévue. Voilà un exemple de technologie avancée appliqué à l'industrie des ressources naturelles qui devrait être très payante.

M. Halliday: Monsieur le président, M. Kerwin est en faveur de la double approche face à tout ce problème d'investissement et de recherche. Si vous aviez eu ce montant d'argent supplémentaire dont vous dites que vous auriez pu vous en servir si vous l'aviez eu à votre disposition, vous vous en seriez servi dans quel domaine? Celui des ressources ou celui de la haute technologie?

M. Kerwin: Monsieur le président, j'aurais consacré le gros de ce montant, aussi étrange que cela puisse paraître, à la recherche fondamentale dans nos laboratoires principaux. C'est de là que surgissent les idées, c'est là que se trouvent les experts et c'est ce domaine qu'on néglige depuis quelques années au Conseil national de recherches. C'est là qu'il nous

[Text]

Mr. Halliday: There is time for one more question, I guess, Mr. Chairman?

The Chairman: A short one.

Mr. Halliday: This must be an old chestnut by now, but the UFFI issue—the urea-formaldehyde foam business: All of us, as members, are being harassed by our constituents who have problems with that, and I believe you have had some involvement in the development of the dosimeter that is used for measuring the amount of formaldehyde gas in houses and institutions. I am just wondering, Mr. Chairman, if Dr. Kerwin has any observations to make to us about this whole problem of UFFI, whether it has been overblown in terms of its damaging effect on people, whether he is doing any research in that area that may be of interest to us as a committee, or . . .

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, it is a serious problem, but probably not for as many people as the general publicity would lead us to believe. However, it is a serious problem and at NRC we have diverted three person-years and added three new person-years to general field investigations, answering questions from the public, producing leaflets, giving information, preparing other publications, answering questions. We have had to put six people on this over the last few months. In addition to that—this takes place in our division of building research—at the National Aeronautical Establishment we have developed the trace vapour detector for formaldehyde and believe we will have to develop them for other gases as well.

We have also developed a standard formaldehyde vapour leak, against which all the detectors can be calibrated. The division of chemistry is right now engaged in developing the analytical methodologies to identify not only the formaldehyde vapour but trace vapour components, because we are all pretty certain that there are other things than formaldehyde vapour in many of the insulations and that these are probably just as serious contaminants as are the formaldehyde vapours themselves.

Then we have an interdivisional task force to make a thorough examination of the literature and identify further irritants that might be present in the insulation. We have given out numerous contracts to this effect. One of the reports on one of the contracts made the headlines last week, when it indicated that the formaldehyde, and other as yet unidentified vapours, might be catalysts in stimulating other irritants.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin and Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you very much.

Le président: Monsieur Cousineau, vous avez dix minutes.

[Translation]

faut le plus de ressources et c'est donc une priorité dans notre budget de l'an prochain.

M. Halliday: Une autre question, monsieur le président?

Le président: Très brève.

M. Halliday: Cette question commence à dater, mais la bonne vieille MIUF nous préoccupe tous: en tant que députés, nous sommes constamment relancés par les gens qui ont des problèmes à cause de ce produit, et je crois que vous vous êtes intéressés à un dosimètre servant à mesurer les émanations qui se dégagent dans les habitations et les grands édifices. Je me demandais, monsieur le président, si M. Kerwin aurait quelques observations à nous faire à propos de toute cette question de l'urée formaldéhyde, si ses effets néfastes sur la santé sont dramatisés, s'il se fait de la recherche dans ce domaine qui pourrait intéresser notre comité ou . . .

M. Kerwin: Monsieur le président, c'est un problème très grave, mais peut-être pas, cependant, pour autant de gens qu'on pourrait le croire à la suite de tout ce battage publicitaire. Cependant, il s'agit d'un problème grave et le Conseil national de recherches a réaffecté trois années-personnes et en a ajouté trois autres au domaine général des enquêtes; ces gens répondent aux questions du public, publient des dépliants, donnent des renseignements, préparent toutes sortes de publications, répondent à toutes sortes de questions. Nous y avons affecté six personnes depuis les quelques derniers mois. De plus, et cela se passe dans notre division des recherches sur les édifices, à l'Établissement aéronautique national, nous avons conçu le détecteur de traces de vapeur de formaldéhyde et nous croyons que nous pourrions nous en servir pour d'autres gaz aussi.

Nous avons aussi établi une norme pour les traces de vapeur de formaldéhyde et nous pouvons nous en servir pour calibrer tous les autres détecteurs. La division de la chimie cherche des méthodes analytiques pour détecter non seulement la vapeur de formaldéhyde mais aussi pour trouver des composantes de traces de diverses vapeurs parce que nous avons la quasi certitude qu'il y a autre chose que les vapeurs de formaldéhyde dans bien des isolants et que ces autres composantes sont tout aussi dangereuses.

Nous avons demandé à un groupe de travail inter-services d'étudier à fond tout ce qui est publié sur le sujet et de trouver d'autres matériaux irritants qui pourraient se trouver dans les produits d'isolation. Nous avons accordé de nombreux contrats à cet égard. Un des rapports a fait la manchette la semaine dernière: on disait que le formaldéhyde, tout comme d'autres vapeurs qui n'ont pas encore été identifiées, pourrait peut-être servir de catalyseur pour aviver l'effet d'autres produits irritants.

Le président: Merci, messieurs Kerwin et Halliday.

M. Halliday: Merci beaucoup.

The Chairman: Mr. Cousineau, you have ten minutes.

[Texte]

M. Cousineau: Ce n'était pas mon intention de poser des questions sur l'urée-formaldéhyde.

• 2030

Étant donné que le docteur Harvey a touché ce point, avez-vous une opinion au sujet de toute cette histoire, sur la publicité négative qui se fait actuellement à savoir que les maisons où on a installé de l'urée-formaldéhyde devraient être détruites?

M. Kerwin: Monsieur le président, absolument. Il n'est pas question de détruire des maisons. Il n'est même pas question d'enlever l'isolation dans neuf dixièmes des maisons.

C'est seulement dans des cas extrêmes où il y a une combinaison de problèmes de ventilation particuliers, où il y a des problèmes de sensibilité très aigus, où il y a des problèmes d'une composante dans l'isolation qui est différente des autres, car il y a au moins 20 sortes d'isolations en cause venant de différentes compagnies où, *in extremis*, on devrait enlever l'isolation.

Mais, dans la vaste majorité des cas ce n'est pas indiqué du tout. Et dans une brochure que nous avons adressée au public, ceci a été dit très clairement.

M. Cousineau: Mais, dans le cas de certaines personnes où il a été prouvé que l'urée-formaldéhyde avait été une des causes principales de leur maladie, ne trouvez-vous pas que les moyens de rectification ne sont pas apportés assez vite? Prenez par exemple les détecteurs dont le docteur parlait tout à l'heure, est-ce qu'ils sont maintenant installés chez les gens afin de procéder aux tests?

M. Kerwin: Alors, monsieur le président, pour les personnes qui deviennent malades, je compte cela comme des cas *in extremis* et là sans doute qu'on devrait, dans beaucoup de cas, enlever l'isolation. Mais, les gens qui deviennent ainsi malades ne sont qu'une faible proportion des personnes qui ont l'isolation dans leurs maisons.

Quant au détecteur, oui, monsieur le président, il est maintenant disponible et utilisé.

M. Cousineau: Très bien. Merci, docteur.

Je remarque à la page 25-23, en vertu du Programme de recherches scientifiques industrielles, au sujet des contributions attribuées à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec l'augmentation est tout près de 4.5 millions de dollars. Est-ce que vous exercez un contrôle quelconque sur ces fonds qui sont versés à l'Hydro-Québec?

M. Kerwin: Oui, monsieur le président, nous connaissons le total de ce contrat. C'est 18 millions de dollars en dollars de 1981. L'Hydro-Québec ajoute 18 millions de dollars et alors le contrat total serait de l'ordre de 36 millions de dollars. C'est un projet qui est planifié sur environ cinq années. C'était connu d'avance que cela coûterait tant la première année, tant la deuxième année et ainsi jusqu'à l'extinction du contrat. L'augmentation que vous voyez là a été prévue et suit la route ou le chemin normal du contrat proposé.

[Traduction]

Mr. Cousineau: I was not intending to put questions on urea formaldehyde.

Since Dr. Harvey touched on this issue, do you have an opinion on what has been happening, on the negative publicity we now hear, according to which houses insulated with urea formaldehyde should be destroyed?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I definitely do have an opinion. There is no question of destroying houses. In 90 per cent of all cases, it is not even necessary to remove the insulation.

Only in extreme cases should the insulation be removed. These extreme cases involve a combination of factors including special ventilation problems, extreme sensitivity or unusual component elements in the insulation, since at least 20 types of insulation from different companies are involved.

But in the vast majority of cases, removal is not indicated at all. And this is stated very clearly in a pamphlet of ours addressed to the public.

Mr. Cousineau: But in some cases, where it has been proven that urea formaldehyde was one of the main causes of illness, do you not think that corrective measures have been too slow in coming? Earlier, the doctor mentioned detectors. Are these detectors now installed in homes in order to proceed with testing?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I include cases of illness amongst the extreme cases; in many such cases, the insulation should no doubt be removed. But only a very low proportion of those with insulation in their houses do fall ill.

As for the detector, Mr. Chairman, it is now available and in use.

Mr. Cousineau: Fine. Thank you, Doctor.

I noticed on page 25-22, under the Scientific and Industrial Research Program, for contributions to the *Institut de recherche d'Hydro-Québec* there is an increase of close to \$4.5 million. Do you have some sort of control over the funds turned over to Hydro-Québec?

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman. We know the total value of the contract. It comes to \$18 million in 1981 dollars. Hydro-Québec matches our contribution with another \$18 million, bringing the contract to a total of \$36 million. This project is to be carried out over a period of about five years. We know in advance that it would cost a certain amount in the first year, a certain amount in the second year, and so on, until the contract runs out. The increase you mentioned was forecast, and follows the normal progression of the proposed contract.

[Text]

M. Cousineau: Quelle est la visibilité du gouvernement canadien dans ce programme-là? Est-ce que l'on joue à cache-cache?

M. Kerwin: Pas le moindre, monsieur le président. D'abord, ce n'est pas mon habitude, et lorsque je suis...

M. Cousineau: Là, je ne parle pas de vous comme tel, mais je veux parler surtout des cadres d'Hydro-Québec et du gouvernement provincial, où on semble avoir une certaine tendance depuis quelque temps à dire que toutes les contributions du gouvernement canadien sont dépensées sous silence et ils ne font pas tellement de tapage pour dire que le gouvernement canadien fait sa part dans le domaine de la recherche. C'est la raison pour laquelle je vous pose la question. Est-ce que vous affichez cela quelque part, est-ce qu'il y a quelque chose qui dit que le gouvernement canadien contribue dans tout cela?

M. Kerwin: Eh bien, monsieur le président, dans le cas des contrats de recherche avec l'Hydro-Québec, cela marche très bien. Le directeur de recherche, tant le Dr Lionel Boulet et moi-même, nous nous entendons fort bien sur ce sujet particulier. Et lors des annonces, lors des communiqués de presse, et bientôt lorsqu'il y aura l'inauguration du site, le Conseil national de recherches du Canada et l'Hydro-Québec partageront également l'espace, la publicité et l'attention du public.

M. Cousineau: Le site est situé où, docteur?

M. Kerwin: Dans le cas de cette turbine, ce n'est pas encore décidé. En ce moment, il y a, je crois, cinq sites où nous avons des instruments de mesures qui, après plusieurs mois, nous donnerons les vitesses moyennes des vents et autres détails météorologiques. Ce qui nous permettra de déterminer le site. Mais cela sera, il n'y a aucun doute, à un endroit venteux, c'est-à-dire sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, ou la partie nordique de la Gaspésie, ou peut-être aux Îles-de-la-Madeleine. Ils sont tous dans la même région en ce qui concerne l'intensité du vent.

M. Cousineau: Mais, vous avez pris part à cette décision-là...

M. Kerwin: Ah oui! Nous sommes...

M. Cousineau: Vous avez touché aux critères puis à tout cela, et vous avez participé activement à la prise de décision.

• 2035

M. Kerwin: La décision n'est pas prise, mais nous allons participer à la décision. Nous participons à la cueillette des données.

M. Cousineau: Merci. Je remarque qu'il y a un certain montant d'alloué pour votre programme d'emploi pour étudiants en 1981-1982; mais, dans les prévisions de 1982-1983 il n'y en a pas. Est-ce que le programme d'emploi pour étudiants a été un échec? Est-ce parce que les étudiants n'ont pas démontré assez d'intérêt pour entrer dans votre ministère?

M. Kerwin: Monsieur le président, non, il s'agit ici d'une question technique. Il faut que nous ayons l'approbation d'un autre ministère pour lancer le programme, et lorsque ces

[Translation]

Mr. Cousineau: What sort of visibility does the Canadian government have in this program? Is it playing hide and seek?

Mr. Kerwin: Not at all, Mr. Chairman. In the first place, that is not my style, and when I...

Mr. Cousineau: I am not referring to you personally. I refer to the fact that recently Hydro-Québec management and the provincial government seem to have a tendency to say that all Canadian government contributions should be kept in the dark; they do not make a lot of noise about the fact that the Canadian government is doing its share in research. That is the reason behind my question. Are there posters or something stating that the Canadian government is contributing to the project?

Mr. Kerwin: Well, Mr. Chairman, things are going very well in the area of research contracts with Hydro-Québec. The Director of Research, Dr. Lionel Boulet, and myself, are in perfect agreement on this issue. Whenever there are announcements or press releases, and soon, when the site is inaugurated, the National Research Council of Canada and Hydro-Québec will have an equal share in space, advertising, and public attention.

Mr. Cousineau: Where is the project site?

Mr. Kerwin: For this turbine, no decision has been taken as yet. I believe we now have measuring instruments at five sites; after a few months, these instruments will provide us with average wind speeds and other meteorological information. And this will allow us to choose the site. But one thing is certain: the site will be in a windy area on the north shore of the St. Lawrence, in the northern part of the Gaspé Peninsula, or perhaps on the Magdalen Islands. All of these sites are in the same region as far as wind intensity is concerned.

Mr. Cousineau: But you have participated in that decision...

Mr. Kerwin: Yes! We are...

Mr. Cousineau: You were involved in establishing criteria and so on, and you have been active partners in the decision-making process.

Mr. Kerwin: A decision has not yet been made but we will be involved in it. We will be involved in gathering data.

Mr. Cousineau: Thank you. I notice that there is a certain amount allocated for your student employment program for 1981-82; but in the 1982-83 budget there is no amount. Has the student employment program been a failure? Is it because students have not demonstrated sufficient interest in being hired by your department?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, no, this is a technical question, here. We need the approval of another department to launch the program and when these sheets were set up that technical-

[Texte]

feuilles ont été mises à point cette technicalité n'avait pas encore été adressée, donc, nous n'avions pas le droit légal d'indiquer des montants. Depuis, c'est réglé. Et j'ai le plaisir de vous dire que cette année nous avons proposé d'engager environ 250 étudiants comme l'an dernier. L'an dernier, nous avions 350 demandes, nous en avons accepté 250. Cette année, nous avons reçu 400 demandes et étant donné que plusieurs compagnies à travers le pays n'ont pas pu respecter leur tradition pour l'été prochain et engager des étudiants, et qu'il y a moins d'emplois que d'habitude, nous avons cru bon augmenter notre quota et nous allons engager environ 350 étudiants, c'est-à-dire 100 de plus, grosso modo, que l'an dernier.

M. Cousineau: Merci beaucoup.

M. Kerwin: Nous allons en engager . . . le chiffre exact à ce jour est de 332, et j'espère que cela atteindra le 350.

Le président: Maintenant, les coûts de ce programme?

M. Kerwin: Ah! les coûts . . . C'est équivalent à 105 personnes-années, ce qui veut dire environ 2.5 millions de dollars.

Le président: Avez-vous fini? Merci, monsieur Cousineau.

Mr. Greenaway.

Mr. Greenaway: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Before you start, I have on my list—I take it, Mr. de Jong, that you would like to be on, after, and Mr. Gamble.

Mr. Greenaway: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, I think it is a well-known fact that the NRC has a record of setting its own priorities. Is this record still intact? Do you set your own research priorities? Is there any interference at all from any outside agencies as to how you set your research priorities?

Mr. Kerwin: I would say not, Mr. Chairman. For example, our five-year plan was conceived by council members and worked out by them in detail. It is the Council that selected the high technology industrial sector as its priority for the next five years, and this in spite of competing demands that might have been considered, such as the primary industry that was mentioned, or the basic research that I have mentioned. So it is Council that determines these.

It is not surprising that various groups of scientists and engineers, in analysing national problems, should come, by and large, to the same conclusions. Thus it turns out that the problem of energy occurs to everyone as being a problem of urgent national concern, because it stares you in the face. NRC came to this conclusion just as did other governmental agencies such as the Science Research Council, and the MOSST, and the Canadian Federation of Engineers, to mention just one particular topic. So subjects like energy, like oceanography, like transportation, like communications, like biogenetics are all very urgent problems and since, by and large, all of them are not as advanced in Canada as they

[Traduction]

ity had not yet been addressed so we did not have the legal right to put in any amounts. This question is, however, now settled. And I do have the pleasure of saying here that this year we had intended to hire approximately 250 students like last year. Last year we had 350 requests and we took in 250. This year we got 400 requests and as many companies across the country have not been able to respect the tradition of hiring students for next summer and that there are less jobs than usual, we believed it would be best to increase our quota and we will be hiring approximately 350 students, 100 more, grosso modo, than last year.

Mr. Cousineau: Thank you very much.

Mr. Kerwin: We will be hiring . . . the exact number to date is 332 and I hope we will be hitting 350.

The Chairman: And now, how much will that program cost?

Mr. Kerwin: Oh! Costs! That is the equivalent of 105 person-years which means roughly \$2.5 million.

The Chairman: You are through? Thank you, Mr. Cousineau.

Monsieur Greenaway.

M. Greenaway: Merci, monsieur le président.

Le président: Avant que vous ne vous lanciez, j'ai sur ma liste . . . Je crois que M. de Jong voudrait vous suivre et ensuite M. Gamble.

M. Greenaway: Merci, monsieur le président.

Docteur Kerwin, il est bien connu que le Conseil national de recherches détient une sorte de record pour ce qui est de fixer ses propres priorités. Ce record est-il toujours intact? Fixez-vous toujours vos propres priorités pour la recherche? Les organismes de l'extérieur essaient-ils de s'ingérer lorsque vous voulez fixer vos propres priorités en matière de recherche?

M. Kerwin: Je dirais que non, monsieur le président. Par exemple, notre plan quinquennal a été conçu par les membres du Conseil qui en ont fixé tous les détails. C'est le Conseil qui a décidé que la technologie de pointe du secteur industriel serait sa priorité pour les cinq prochaines années malgré les autres sujets intéressants, comme l'industrie primaire dont on a déjà parlé, ou la recherche fondamentale dont on a aussi dit un mot. Donc, c'est le Conseil qui décide de ses priorités.

Il n'est pas surprenant que les divers groupes de scientifiques et d'ingénieurs, en analysant les problèmes de la nation, en viennent, grosso modo, aux mêmes conclusions. Le problème de l'énergie préoccupe donc tout le monde et il est considéré comme problème d'urgence nationale parce qu'on en subit les conséquences tous les jours. Le Conseil national de recherches en est venu à cette conclusion tout comme les autres organismes du gouvernement tels le Conseil des sciences du Canada, le département d'État aux sciences et à la technologie, la Fédération canadienne des ingénieurs, et je ne parle que d'un seul problème. Donc, lorsqu'il s'agit de questions comme l'énergie, l'océanographie, les transports, les communications,

[Text]

should be, they are selected by almost everyone who studies the question seriously as being priority items.

Mr. Greenaway: Before I get on to another question, I would just like to ask you a couple more questions on the urea-formaldehyde problem. I am under the impression that some homes that are not a problem today might be a problem two or three or five years down the road. Is that true? Do you know if that is a fact?

Mr. Kerwin: I do not have any hard and fast data on that, Mr. Chairman, but I can easily conceive that in a home presently inhabited by persons who are not sensitive to formaldehyde or accompanying vapours, if they were to be replaced by other tenants or other homeowners who were sensitive to these vapours, then, of course, the problem would come up. So it depends in large measure on the mobility of people into and out of these homes. But the number of people who are unable to live in such a home is relatively small.

• 2040

Mr. Greenaway: But the problem then is, I guess, that the value of the home is pretty well zero, if that can happen. You do not know if two or three years from now you might be selling your home to this kind of a person. The person who buys it certainly will not want to take that gamble. You are saying, of course, that 90 per cent of the homes we could probably leave as is; but then, economically, they are not worth anything on the market. So I guess what I am saying is you are going to tear the stuff out regardless if you want to sell your home. Would you agree with that?

Mr. Kerwin: I do not believe I would, Mr. Chairman, because I think the number of homes insulated with urea-formaldehyde is estimated at 100,000. This is a very impressive figure, but it is still a small fraction of the homes that exist in Canada, so there should be enough flexibility among home owners, particularly if the construction of homes were to continue, to enable shoppers to find the majority of homes which do not have urea-formaldehyde insulation, and for individuals who are not sensitive to urea-formaldehyde to be able to live in them. So it is not my opinion that the 100,000 houses will have to be either rid of the insulation or demolished; not at all.

Mr. Greenaway: Well, what if you owned a house yourself right now, and it had urea foam in it and you wanted to sell it? What would you do? Would you just put it on the market?

Mr. Kerwin: No. I believe I would have to seek out a buyer who was not sensitive to urea-formaldehyde and accompanying vapours.

Mr. Greenaway: Okay. Thank you.

I think one of the problems I see, and I think you see, in this whole science and technology subject is still manpower and where we are going to get our future manpower from. Is this

[Translation]

la biogénétique, les problèmes se font pressants et puisque, en gros, les études portant sur ces questions ne sont pas aussi avancées, au Canada, qu'elles le devraient, presque tous ceux qui les étudient sérieusement les prennent comme priorité.

M. Greenaway: Avant d'aborder un autre sujet, j'aimerais tout simplement vous poser quelques questions de plus sur le problème de l'urée formaldéhyde. J'ai l'impression que certains domiciles qui ne posent aucun problème aujourd'hui pourraient en poser dans trois ou cinq ans. Est-ce vrai?

M. Kerwin: Je n'ai pas de données très précises à ce propos, monsieur le président, mais je peux facilement concevoir que des personnes qui ne sont pas sensibles au formaldéhyde ou à ses émanations puissent habiter un logement où elles pourraient être remplacées par d'autres locataires ou propriétaires qui, eux, le seraient; évidemment, cela entraînerait alors un problème. Donc, en définitive, cela dépend grandement du taux de mobilité des occupants de ces maisons. Cependant, il y a relativement peu de personnes qui sont incapables de vivre dans une maison isolée à la mousse d'urée-formol.

M. Greenaway: Oui, mais le problème c'est que votre maison ne vaut plus rien. Dans deux ou trois ans, vous pouvez décider de vendre votre maison à un certain genre de personnes. L'acheteur n'est pas prêt à courir le risque que représente la mousse d'urée-formol. Vous dites qu'on pourrait laisser intacts quelques 90 p. 100 des foyers; cependant, d'un point de vue économique, ces maisons ne valent rien. Alors, je crois que si vous voulez vendre votre maison, vous voudrez enlever la mousse. N'êtes-vous pas d'accord?

M. Kerwin: Je crois que non, monsieur le président, car on pense que quelque 100,000 maisons sont isolées à la mousse d'urée-formol. Ces chiffres semblent énormes, mais ce n'est qu'un petit pourcentage de l'ensemble des maisons au Canada; donc, il devrait y avoir suffisamment de possibilités, surtout si on continue de construire des maisons, pour que les acheteurs éventuels puissent trouver des maisons qui ne sont pas isolées à la mousse d'urée-formol; par ailleurs, les gens qui ne sont pas allergiques aux émanations de cette mousse pourront vivre dans ces maisons. Donc, je ne pense pas que ces 100,000 maisons devront être démolies ou qu'il faudra enlever l'isolant qu'on y a installé.

M. Greenaway: Bon, que feriez-vous si vous étiez propriétaire d'une maison qui était isolée à la mousse d'urée-formol et que vous vouliez la vendre? Vous offririez votre maison sur le marché?

M. Kerwin: Non, je crois qu'il me faudrait trouver un acheteur qui n'est pas allergique à la mousse d'urée-formol et à ses émanations.

M. Greenaway: D'accord. Merci.

Je perçois un problème et je crois que vous le percevez également, dans toute cette histoire de la science et de la technologie: celui de la main-d'oeuvre et de ses origines. Selon

[Texte]

still, in your opinion, a major problem? Do you see any daylight, or is it going to get worse because of cutbacks and so on?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I do not see much daylight, and I believe the problem will in the next few years become aggravated. It is variously estimated that one or several thousand engineers and scientists will be numbered in the shortfall per year over the next few years, and opinions on where these people will come from can be divided into three. Possibly a third of them could be produced by increasing the training of youngsters in the schools and universities. Another third might come from recycling and retraining older people presently in industry and laboratories, or by removing or extending the retirement age of 65. And a third source might be immigration.

However, none of these three sources is assured, by any means. The increased training in universities is not achieving these figures; far from it. The recycling of people has not been a success to date, and immigration is no longer what it was a generation ago. Europe needs its own specialists and so do the developing countries.

The approach in France is very different. I had the privilege of being at their *Colloque national* a month and a half ago, and in taking the long-term view the French government has decided that it must reorganize the whole educational system, beginning in the primary schools, if it is going to solve the problem with any degree of certainty. But no such approach has even been discussed in Canada, as far as I know.

Mr. Greenaway: So we do have a serious problem. We still have this serious problem.

Mr. Kerwin: We do indeed.

Mr. Greenaway: What you are saying is we are really not addressing the problem.

Mr. Kerwin: We are trying to address it, and in the case of the universities, the Natural Sciences and Engineering Research Council has produced a five-year plan and has requested funds to solve approximately half the problem, which is about all the universities could do in the short period. So they are addressing the problem. The courses and projects of recycling people, or re-educating them, however, have not been a signal success, except in a few instances. We are banking heavily on the development of new computer technologies to help in doing this, and NRC in particular is working on that problem.

• 2045

Mr. Greenaway: So you are hoping computers will replace people. Is that what you are saying?

Mr. Kerwin: No. We are hoping that computers may be used to teach people, and we have developed new software and new languages. One in particular is called "Natal", which combined with the Mitel developments should be a powerful

[Traduction]

vous, est-ce encore un problème important? Pourra-t-on en venir à bout bientôt ou pensez-vous plutôt que le problème s'aggraverait à cause des restrictions budgétaires?

M. Kerwin: Monsieur le président, l'avenir est plutôt sombre et je crois qu'au cours des prochaines années, le problème s'aggraverait. D'aucuns prévoient pour les années à venir des pénuries annuelles d'ingénieurs et de scientifiques de l'ordre de 1,000 personnes, si ce n'est de plusieurs milliers. On donne trois sources de provenance possibles de ces spécialistes. L'intensification de la formation scolaire et universitaire pourrait résoudre un tiers du problème. Un deuxième tiers pourrait provenir du recyclage ou du perfectionnement de gens plus âgés qui travaillent déjà dans l'industrie et dans les laboratoires ou alors par la levée de l'âge de la retraite qui est de 65 ans. La troisième source serait l'immigration.

Or, aucune de ces trois sources n'est garantie. La formation dans les universités est loin de répondre à la demande. Le perfectionnement des employés n'a pas été couronné de succès jusqu'à maintenant et l'immigration n'est plus ce qu'elle était il y a une génération. L'Europe, tout comme les pays en voie de développement, a besoin de ces spécialistes.

En France, on s'attaque au problème d'une façon toute différente. J'ai eu la chance d'assister, il y a un mois et demi, au Colloque national où j'ai pu prendre connaissance des perspectives du gouvernement français à long terme; celui-ci a décidé de procéder à une réforme totale de son système d'enseignement, en commençant par les écoles primaires; le gouvernement français veut tenter de résoudre ce problème. Cependant, à ma connaissance, on n'a jamais discuté au Canada d'une approche semblable.

M. Greenaway: Donc, nous avons un problème grave qui n'est pas encore résolu.

M. Kerwin: En effet.

M. Greenaway: Et vous dites que nous ne cherchons pas réellement à le résoudre.

M. Kerwin: Nous essayons de le régler, et pour ce qui est des universités, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a présenté un plan quinquennal demandant des subventions pour résoudre la moitié du problème, car les universités ne peuvent rien faire d'autre à court terme. Alors, on essaie de régler le problème. Sauf exception, cependant, les cours de perfectionnement et les projets de recyclage n'ont pas été couronnés de succès. Nous espérons grandement que les nouvelles techniques informatiques nous aideront à atteindre ce but et le CNR notamment est un des organismes chargé de faire la recherche dans ce domaine.

M. Greenaway: Donc vous espérez remplacer les personnes par des ordinateurs. Est-ce bien ce que vous dites?

M. Kerwin: Non. Nous espérons utiliser les ordinateurs pour l'enseignement et nous avons mis au point de nouveaux langages informatiques et du nouveau matériel. Nous avons notamment le langage «Natal» lequel, associé aux appareils Mitel,

[Text]

tool in helping people to learn science and technology and to be recycled. But this is only now being developed and it is not yet in general application.

Mr. Greenaway: So as parliamentarians, would it be wise for us, or would it be helpful to you, if we spread the word that we are approaching this crunch as far as trained people are concerned? Is that something we should really be pushing in trying to solve that problem?

Mr. Kerwin: The interest of Parliament should be of an inestimable value, Mr. Chairman. I remember the parliamentary committee on energy, which gave a great impetus to energy R&D in Canada a couple of years ago. For Parliament to pay attention in a particular way to the training of manpower would certainly give a similar impetus.

Mr. Greenaway: Have you any recent papers or figures on this that I could have, as a matter of interest?

Mr. Kerwin: Yes. I could gather a dossier for you.

Mr. Greenaway: And on the French program— if you have anything published on what they are doing?

Mr. Kerwin: The French program is in the project stage. It has been announced as a commitment by the Prime Minister, but I do not know if any detailed documents have been published yet. However, I will inquire immediately, Mr. Chairman, and furnish the committee with whatever documents I can get on France. Certainly I can get you the details for Canada.

Mr. Greenaway: Just one short question. Last year I think there were 50,000 students in Japanese universities studying micro-electronics, and 2,500 in United States universities. Could you tell us how many students are studying micro-electronics in Canada? Would you have any knowledge of how many people would be doing that?

Mr. Kerwin: I am sorry, Mr. Chairman, I do not have that information. However, from my personal experience I would say it is probably a few hundred.

Mr. Greenaway: Thank you.

The Chairman: Thank you, Dr. Greenaway.

Mr. de Jong.

Mr. de Jong: Thank you, Mr. Chairman.

In your opening remarks you mentioned some of the programs the NRC is involved in in dealing with the National Energy Program and in developing some alternative forms of energy. Can you elaborate a little on what those programs are and what sort of dollar figures we are looking at?

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman, with pleasure.

NRC is currently spending on the order of \$55 million on energy research. We have 80 scientists and engineers working

[Translation]

devrait contribuer à l'apprentissage de la science et de la technologie et au recyclage des travailleurs. Cependant, cet outil informatique n'est pas encore au point et il n'est pas encore d'application générale.

M. Greenaway: Donc, en tant que parlementaires, pourrions-nous vous aider en faisant savoir que bientôt, nous manquerons de spécialistes? Est-ce que cela pourrait contribuer à régler ce problème?

M. Kerwin: Monsieur le président, l'intérêt du Parlement serait d'une valeur incommensurable. Il faut se rappeler le comité parlementaire de l'Energie, qui a vraiment donné le coup d'envoi aux travaux de recherche et de développement dans le secteur énergétique canadien il y a quelques années. Si le Parlement se penche sur ce problème de la formation de la main-d'oeuvre, on peut prévoir des résultats similaires.

M. Greenaway: Pourriez-vous nous communiquer des documents ou des chiffres récents à ce sujet?

M. Kerwin: Oui. Je pourrais monter un dossier à votre intention.

M. Greenaway: Et au sujet du programme français, avez-vous des publications?

M. Kerwin: Le programme français est encore à l'étude. Le Premier ministre a pris un engagement envers ce programme mais je ne sais pas encore si des documents précis ont été publiés. Cependant, monsieur le président, je vais m'informer immédiatement et je remettrai aux membres du Comité les documents que je pourrais avoir reçus sur le programme français. Cependant, pour ce qui est du Canada, je peux vous remettre les particularités.

M. Greenaway: Une dernière question rapide. L'année dernière, il y avait 50,000 étudiants dans les universités japonaises dans les programmes de micro-électronique et quelque 2,500 aux États-Unis. Pourriez-vous nous dire combien d'étudiants au Canada étudient la micro-électronique? Est-ce que vous avez des chiffres sur le nombre d'étudiants dans ce domaine au Canada?

M. Kerwin: Je m'excuse, monsieur le président, mais je n'ai pas ces renseignements. Cependant, d'après mon expérience personnelle, je dirais qu'il y en a quelques centaines.

M. Greenaway: Merci.

Le président: Merci, monsieur Greenaway.

Monsieur de Jong.

M. de Jong: Merci, monsieur le président.

Dans votre déclaration liminaire, vous avez parlé de programmes de recherche du CNR ayant trait au programme énergétique national et à la mise au point d'autres sources d'énergie. Pourriez-vous nous expliquer un peu ces programmes et les sommes qui y sont consacrées?

M. Kerwin: Oui, avec plaisir, monsieur le président.

Le CNR affecte à l'heure actuelle quelque 55 millions de dollars à la recherche sur l'énergie. Nous avons 80 scientifiques

[Texte]

directly on the problem, and we have 250 other scientists and engineers providing back-up and doing work in associated areas. We are responsible for R&D in renewable energy and fusion, and the breakdown of our work is approximately as follows.

We are doing work on oil sands and coal extraction and we devote about \$1.5 million to this, and 10 person-years. This is a relatively small program because this is a non-renewable source. We are spending, at the moment, on the order of \$5 million on the fusion program. This involves the Tokamak with Hydro-Québec, some tritium work in collaboration with Ontario; and we have our own small program, on the order of \$1 million, at NRC. We are just now investigating the possibility of developing the inertial confinement fusion program—the total coming to about \$5 million.

Then we are doing work, particularly in the Chemistry Division, on new liquid fuels. This takes up on the order of \$6 million, and we have about nine people working on it. The new liquid fuels include biomass, whereby alcohols would be produced from cellulose and other vegetable matter.

We are doing a small amount of work on gasification, where we would convert wood directly to gas. We are spending about \$1 million a year on the development of research on the engines or carburetors that will be needed in the future to take on these new exotic fuels. We are spending on the order of \$4 million at the moment on hydrogen research. As an example of this I mentioned the metal hydrides, which can contain enormous volumes of hydrogen in a very small volume, and which may be the answer to the transportation of hydrogen in vehicles, because in any other form hydrogen of course is a very dangerous substance to take around. So we are spending, as I say, on the order of \$6 million on new liquid fuels.

• 2050

We are spending a small amount of attention on conventional systems. By this I mean on the order of half a million dollars and three person-years. This concerns the molecular behaviour of gas hydrates, and in particular the hydrates that are confined in muskeg and in the permafrost, frozen into the earth or ice, or both, below the surface. We are also putting in some research on electrical transmission, because as the generation of electrical energy becomes more and more important vis-à-vis oil, there are improvements to be made in the transmission of electricity; in particular, probably with the use of direct current transmission instead of the standard alternating current.

One of the most important parts of this program, however, and by far the most promising, is the conservation of energy. This could produce, in effect, more energy than all the other programs combined in the short and medium terms. So, for

[Traduction]

et ingénieurs exclusivement affectés à ces travaux et 250 autres spécialistes font des recherches connexes. Nous sommes chargés de la recherche et du développement en matière d'énergie renouvelable et de la fusion nucléaire. Je vais maintenant vous expliquer le détail de nos travaux.

Nous faisons des recherches sur les sables bitumineux et l'extraction du charbon; nous consacrons environ \$1.5 millions et 10 années-personnes à ce programme qui demeure de petite envergure car il s'agit de sources non renouvelables d'énergie. Nous consacrons également quelque \$5 millions au programme de fusion à l'heure actuelle. Ce programme comporte le projet Tokamak, en collaboration avec l'Hydro-Québec, et des travaux sur le tritium, en collaboration avec l'Ontario; en outre, le CNR a son propre projet auquel est affecté \$1 million. Nous étudions la possibilité de réaliser le programme de fusion électro-nucléaire fondée sur le confinement par inertie; tous ces projets de recherche coûtent environ \$5 millions.

Par ailleurs, à la division de la chimie, des recherches sont effectuées sur les nouveaux carburants liquides. Ces travaux coûtent environ \$6 millions et 9 personnes s'y consacrent. Parmi les nouveaux carburants liquides, on compte l'alcool tiré de la biomasse, soit la cellulose et les matières végétales.

Nous faisons également quelques travaux sur la gazéification, un procédé qui permettrait de transformer directement le bois en gaz. Nous consacrons environ 1 million de dollars par année au développement de la recherche sur des moteurs ou carburateurs dont on aura besoin à l'avenir pour brûler ces nouveaux combustibles. Nous dépensons actuellement 4 millions de dollars en recherches sur l'hydrogène. J'ai déjà mentionné par exemple les hydrures qui peuvent avoir une très forte teneur d'hydrogène dans un très faible volume, ce qui pourrait peut-être constituer la réponse au transport d'hydrogène dans des véhicules, parce que sous toute autre forme, l'hydrogène est évidemment une substance très dangereuse à transporter. Alors, nous dépensons, je le répète, près de 6 millions de dollars sur les nouveaux combustibles liquides.

Nous portons un peu d'attention aux systèmes classiques. Par cela, je veux dire que les dépenses sont de l'ordre d'un demi-million de dollars et de trois années-personnes. La recherche porte sur le comportement moléculaire des hydrates de gaz, et particulièrement sur les hydrates que l'on retrouve dans les marécages et dans le pergélisol, gelés dans la terre ou dans la glace, ou les deux. Nous effectuons aussi de la recherche sur le transport de l'électricité, puisque au fur et à mesure que la production d'énergie électrique prend de l'importance par rapport au pétrole, il faudra apporter des améliorations au système de transport de l'électricité; c'est-à-dire en particulier recourir à un système de transport de courant continu plutôt qu'au système de courant alternatif ordinaire.

L'un des éléments les plus importants de ce programme, toutefois, et de loin le plus prometteur, c'est la conservation de l'énergie. Cet élément pourrait produire, en effet, plus d'énergie que tous les autres programmes mis ensemble à court et à

[Text]

conservation we have about 18 people working on it, with a budget of \$4.5 million, and they are involved with the development of heat pumps; the energy use in buildings, as determined by the air-tightness of buildings; concern for the air quality in buildings; the development of better walls and of better windows; testing and producing standards for materials; the improvement of heating and ventilation systems, lighting systems, and so on.

Another project we are involved in, in building research, concerns what we call high-temperature storage, where we would have furnaces which would use energy at off-peak moments to develop heat which they would then store for release to the buildings at times when the peak electricity is required for other uses. So this in a sense is our most important program, because it holds the most promise for the short term.

In energy-related areas, that is to say basic research in physics and chemistry and engineering, we are using approximately \$10 million. We have given out contracts to industry on the order of \$3 million or \$4 million for PILP and IRAP projects.

So you get there the total of about \$55 million that we are spending, almost all of it on renewable energy sources or on fusion.

Mr. de Jong: Are there any interesting breakthroughs?

Mr. Kerwin: There have been some promising developments in photo-voltaics. If we can get a breakthrough there, it will be important, because otherwise the capital cost of solar energy sources is still much too high.

You have all heard of our wind energy development. We believe the 4-megawatt Aeolus project we are doing jointly with Hydro-Québec will be a breakthrough, in that it will establish the commercial or economic viability of wind energy for certain areas—certain remote areas, usually—of the country where the cost of transporting oil and diesel fuel is extremely high. We think this will be not only the scientific breakthrough that the Aeolus project represented some years ago, but an economic breakthrough.

• 2055

Then another breakthrough we believe we have achieved is in the use of small vertical generators, similar to the wind ones, for use in slow-current streams. If you can imagine a vertical axis windmill turned upside down and attached to a rack, it will turn in a slow-current stream and produce energy. This might be particularly important in tidal estuaries, where the current goes up and down, because the Aeolus will generate power even if the river is going sideways. So this may also be a certain breakthrough in technology.

[Translation]

moyen termes. Alors, nous avons environ 18 personnes qui travaillent dans ce domaine et qui disposent d'un budget de 4.5 millions de dollars. Elles s'intéressent au perfectionnement des pompes thermodynamiques, à l'utilisation de l'énergie dans les édifices, compte tenu de l'étanchéité de ces derniers, à la qualité de l'air dans les édifices, à la création de meilleures parois et de meilleures fenêtres, aux essais et à la mise au point de normes pour les matériaux, à l'amélioration des systèmes de chauffage et de ventilation, des systèmes d'éclairage et ainsi de suite.

Un autre projet auquel nous participons, dans le domaine de la recherche sur les bâtiments, porte sur ce que nous appelons l'entreposage de chaleur qui permettrait aux chaudières d'utiliser l'énergie pendant les périodes creuses pour produire de la chaleur qu'elles pourraient par la suite entreposer pour chauffer les édifices aux périodes de pointe alors que l'électricité est nécessaire à d'autres fins. En un sens, c'est là notre programme le plus important, parce que c'est le plus prometteur à court terme.

Dans les domaines reliés à l'énergie, c'est-à-dire, dans la recherche en physique, en chimie et en génie, nous dépensons environ 10 millions de dollars. Nous avons consenti des contrats de l'ordre de 3 ou 4 millions de dollars à l'industrie pour des projets PPIL et PARI.

Cela donne au total des dépenses d'environ 55 millions de dollars presque entièrement consacrés aux sources d'énergie renouvelable ou à la fusion.

M. de Jong: Y a-t-il des progrès intéressants?

M. Kerwin: Il y a eu certains progrès encourageants dans les piles photovoltaïques. Si nous pouvons percer dans ce domaine, ce sera important, sinon le coût des sources d'énergie solaire restera beaucoup trop élevé.

Vous avez tous entendu parler de notre projet d'énergie éolienne. Nous croyons que le projet Aeolus de 4 mégawatts que nous menons conjointement avec Hydro-Québec constituera une percée importante dans la mesure où il permettra d'établir la viabilité commerciale ou économique de l'énergie éolienne pour certaines régions—certaines régions isolées, habituellement—du pays où le coût du transport du pétrole et du combustible diesel est extrêmement élevé. Nous pensons que cela va constituer non seulement le succès scientifique auquel était promis le projet éolien il y a quelques années, mais aussi un succès économique.

Nous pensons avoir accompli un autre progrès important dans l'utilisation de petites génératrices verticales, analogues aux génératrices éoliennes, pouvant être utilisées dans les cours d'eau à faible courant. Si vous pouvez vous imaginer un moulin à vent à axe vertical renversé et attaché à un support, il fonctionnera dans un cours d'eau à faible courant et produira de l'énergie. Cela peut s'avérer particulièrement important dans les estuaires où il y a des marées, parce que le système Aeolus produira de l'énergie même si le courant de la rivière

[Texte]

Mr. de Jong: A few committee meetings ago, I think it was in 1980, I asked you about electricity from solar. You suggested, I think, at that time, that in around five years it would become conceivably cost comparative to nuclear and coal. Do you see that still as a future possibility?

Mr. Kerwin: I am less optimistic, Mr. Chairman, and now I would modify my remark by saying that in five years it may indeed become competitive in particular areas where there are both a lot of sun and high transportation costs for oil. This is an unlikely combination, but it may happen in other parts of the world, and therefore a Canadian technology might find international markets, were we particularly to make the breakthroughs in photo-voltaics.

Mr. de Jong: At the beginning of the year, I with a few other members of Parliament and members of the Senate visited the United States and had a look at their space program. We had members from Hughes Aircraft tell us that essentially the American space program and the NASA program and the Space Shuttle really would not exist if it were not for the interest of the Defense Department. Would you make a comment on that comment? Would you see that the contributions of the space program, both our Canadian space program and the American space program, exist in their own right? In other words, is the program not justified by the defence consideration?

Mr. Kerwin: I do not believe the comment made to you would hold in Canada. There is no doubt that the space programs of the Soviet Union and of the United States were accelerated to an enormous extent by the military interest. However, this did not obtain in Canada; and Canadians are not sufficiently aware, in my opinion, of the use Canada makes of space. Canada was probably the first country, and the most aggressive, to use space; and were the satellites and other space activities to disappear tomorrow, Canada would be the country that would feel their absence, I think, more than any other.

Satellites are now essential to our communications. They are vital to our mineral exploration. They are used to a greater and greater extent for identifying sources of pollution in our lakes and rivers and on our coastal areas. They are used for ice surveillance. They are used for resource spotting, whether it be of vegetation or fish or certain minerals. They are more and more in use in attacking problems such as the spruce budworm problem. So Canada has used space, I believe, much more per capita than any other country, and therefore we indeed know the economic and the ecological importance of space science and space technology to an extent that I do not believe obtains even in the Soviet Union or in the United States, per capita.

[Traduction]

pousse de côté. Alors cela peut également constituer une certaine percée dans la technologie.

M. de Jong: Je pense que c'était en 1980, à une autre réunion du comité, je vous ai interrogé au sujet de l'électricité produite à partir de l'énergie solaire. Vous avez laissé entendre, je pense, à ce moment-là, que dans environ cinq ans, le coût pourrait être comparable à celui de l'électricité produite au nucléaire et au charbon. Pensez-vous que cela constitue toujours une possibilité?

M. Kerwin: Je suis moins optimiste, monsieur le président, et j'aimerais maintenant modifier ma remarque en disant que dans cinq ans ce système pourra peut-être s'avérer concurrentiel dans certaines régions où il y a beaucoup de soleil et où les coûts du transport du pétrole sont élevés. Cela est peu probable chez nous, mais peut se produire dans d'autres régions du monde, et la technologie canadienne pourrait peut-être percer les marchés internationaux si elle réussissait particulièrement à réaliser des progrès importants en ce qui concerne les piles photovoltaïques.

M. de Jong: Au début de l'année, j'ai eu l'occasion avec d'autres députés et sénateurs de visiter les États-Unis et d'examiner leur programme spatial. Certains membres de la Hughes Aircraft nous ont révélé que, essentiellement, le programme spatial américain et le programme de la NASA ainsi que le projet de navette spatiale n'existeraient pas si ce n'était de l'intérêt du ministère de la Défense. Pensez-vous que les programmes spatiaux tant canadiens qu'américains existent de leur propre droit? En d'autres termes, les programmes ne sont-ils justifiés que par des considérations de défense?

M. Kerwin: Je ne crois pas que le commentaire qu'on vous a fait s'applique au Canada. Il n'y a pas de doute que les programmes spatiaux de l'Union soviétique et des États-Unis ont été accélérés dans une très large mesure par des intérêts militaires. Cependant, cela ne s'est pas produit au Canada; et les Canadiens ne sont pas suffisamment au courant, à mon avis, de l'utilisation que le Canada fait de l'espace. Le Canada a probablement été le premier pays et le plus dynamique à utiliser l'espace; et si les satellites et autres activités spatiales devaient disparaître demain, le Canada serait le pays qui s'en ressentirait le plus, je pense.

Les satellites sont maintenant essentiels à nos communications. Ils sont un élément indispensable à nos projets d'exploration minière. On les utilise de plus en plus pour déterminer les sources de pollution dans nos lacs et nos rivières et dans les régions côtières. On les utilise pour la surveillance des glaces. On les utilise pour déceler les ressources, qu'il s'agisse de végétation, de poisson ou de certains minéraux. On les utilise de plus en plus pour lutter contre les problèmes comme celui de la tordeuse des bourgeons d'épinette. Alors, le Canada a utilisé l'espace, je pense, beaucoup plus que tout autre pays, par rapport à sa population et, en conséquence, nous connaissons effectivement l'importance économique et écologique de la science spatiale et de la technologie spatiale, à un niveau

[Text]

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

Your time is up Mr. de Jong. Maybe I will put you on the second round, if you do not mind.

Mr. de Jong: Please do.

The Chairman: Mr. Gamble, for 10 minutes.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, it is unusual for me to comment in a favourable fashion upon estimates presented by government departments or agencies which seek increases of the kind you have, but I must say that is not my view of your presentation. I think very clearly the National Research Council of Canada has done a remarkably fine and essential job, and every dollar you obtain is well worth the cost to the taxpayers of the country.

• 2100

Let me just comment upon some of the remarks made by my colleague, Dr. Greenaway.

Not long ago, the legal profession was looked upon as the area in which most young people might indeed make their fortunes. That, until very recently, has been a forlorn hope of a lot of people who have gone into law. With our new constitution, however, I am convinced that we will have an opportunity to take care of all of the slack employment, not only for the future generation, but for generations to come.

But, in the meantime, I am very encouraged by what you have had to say about the scientific profession; and I just wonder whether you have made it abundantly clear to people who might be inclined to go into university—done a promotional job convincing them that it is really in this area where they should look for good-paying, steady employment of a rewarding nature. Have you undertaken any speaking engagements where that might be made clear to the public?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I have indeed had quite a few speaking engagements where I have underlined this need and encouraged young people to continue in science or to switch to science or to begin studying it in the case of high school students.

However, NRC does not have a systematic program of stimulating grade school or high school students into following scientific careers. We have the beginnings of such a program, elements of which are our open house that we hold every year; the increased distribution of our magazine that explains scientific projects in rather non-technical terms; and our summer employment program, which we are increasing this year, as I mentioned.

[Translation]

supérieur par habitant par rapport même à l'Union soviétique ou aux États-Unis.

Le président: Merci, monsieur Kerwin.

Votre temps est écoulé, monsieur de Jong. Je peux peut-être vous inscrire pour le deuxième tour si vous n'avez pas d'objection.

M. de Jong: Faites donc, s'il vous plaît.

Le président: Monsieur Gamble, vous avez 10 minutes.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

Monsieur Kerwin, je n'ai pas l'habitude de commenter favorablement les prévisions budgétaires des ministères ou organismes gouvernementaux qui cherchent à obtenir des augmentations de l'ordre de celle que vous convoitez, mais je dois dire que c'est différent pour votre présentation. Je pense très clairement que le Conseil national de recherches du Canada a fait un travail remarquable et essentiel, et que chaque dollar que vous obtenez en vaut bien le coût aux contribuables du pays.

Permettez-moi simplement de commenter certaines remarques de mon collègue, M. Greenaway.

Il n'y a pas très longtemps, la pratique de droit était considérée comme la profession dans laquelle la plupart des jeunes pouvaient espérer faire fortune. Jusqu'à tout récemment, cela a été le mince espoir de nombreuses personnes qui se sont lancées en droit. Avec notre nouvelle constitution, toutefois, je suis convaincu qu'on pourra remédier au manque d'emplois dans ce domaine non seulement pour la prochaine génération, mais pour bien des générations à venir.

Mais, dans l'intervalle, je suis très encouragé par ce que vous nous avez dit au sujet de la profession scientifique; et je me demandais simplement si vous l'avez fait comprendre assez clairement aux personnes susceptibles de faire des études universitaires; je me demandais si vous aviez suffisamment fait de publicité pour les convaincre que c'est vraiment dans le domaine scientifique qu'il faut se diriger si l'on veut un emploi stable, bien rémunéré et satisfaisant sur le plan personnel. Avez-vous donné des conférences pour bien informer la population à cet égard?

M. Kerwin: Monsieur le président, j'ai effectivement fait de nombreuses conférences au cours desquelles j'ai souligné ce besoin et encouragé les jeunes à poursuivre leurs études en sciences, à changer pour une discipline scientifique ou à se lancer en sciences dans le cas des étudiants au secondaire.

Cependant, le Conseil national de recherches du Canada n'a pas de programme systématique de promotion des carrières scientifiques auprès des étudiants de niveau primaire ou secondaire. Nous avons des amorces d'un tel programme qui se traduisent par la visite publique générale à laquelle toute la population est invitée chaque année, la distribution accrue de notre journal qui explique les projets scientifiques en termes relativement peu techniques, et notre programme d'emplois

[Texte]

But we have not devoted any important resources to this problem.

Mr. Gamble: You have described a very serious circumstance for our future. You have explained, in addition, how another nation, France, has undertaken a task designed to rectify their future lack of scientists. Very clearly, this kind of program might well be followed in Canada, and I would think it might be appropriate for you to look upon the discharge of your normal duties and obligations through an extension of some of the undertakings which you have already begun, to draw attention not only to the universities but to young people in Canada generally through press conferences, statements that might appear in the paper, so that the young people of Canada might fully recognize that there is a genuine future in science that they should pursue. I think that would be a worthwhile project for you, if I may suggest it.

Let me pass on to some of the comments that you made. One of them related to wood gasification. Have you done any work on coal gasification in Canada?

Mr. Kerwin: Work has been done on this in Canada. It is the primary responsibility of the Department of Energy, Mines and Resources. Therefore, we get into this in a peripheral way. There is a good deal of collaboration between the ministries and NRC, and our chemists and others are at the service of our colleagues at EMR when they need special services or analyses or consultation.

However, in addition to this, we have recently increased our own team that is devoting its attention to coal—in particular in the Atlantic region, thanks to the interest of our Atlantic regional laboratory in Halifax—and we now have increased our staff from two to six in the last year. These six people are now examining the various problems of the Atlantic coal industry. This is concentrated mainly on the sulphur problem, which is the worst one in the case of Atlantic coal. There is also the ash problem, which is also very considerable in Atlantic coal, and they hope to introduce presently a study of the current state of the art of coal gasification in the world and whether any of the techniques developed might be applicable to the high-sulphur, high-ash coal that is found in the Cape Breton area.

So this is a new stimulus that we have. New resources have been put into it and the coal gasification dossier will be taken up as soon as possible.

• 2105

Mr. Gamble: It is my understanding, and of course I stand to be corrected, that western coal is particularly suitable for this kind of gasification because it is in short sulphur content layers which can be used. Has there been any effort made to

[Traduction]

d'été, qui sont tous des éléments auxquels nous accorderons plus d'importance cette année, comme je l'ai déjà dit.

Mais nous n'avons pas affecté d'importantes ressources à ce niveau.

M. Gamble: Vous avez décrit une chose très grave pour notre avenir. Vous avez expliqué en outre comment la France a entrepris de remédier à la pénurie de scientifiques à l'avenir. Il est très clair que ce genre de programme pourrait être appliqué au Canada, et je pense qu'il conviendrait peut-être de songer à laisser de côté certaines de vos fonctions et obligations habituelles pour continuer un travail que vous avez déjà commencé, soit attirer l'attention non seulement des universitaires, mais aussi des jeunes du Canada en général, par le biais de conférences de presse et de déclarations qui pourraient paraître dans les journaux sur tout ce que les études en sciences pourraient leur apporter dans l'avenir. Je pense que ce serait un projet qui en vaudrait la peine pour vous.

Permettez-moi de passer à d'autres commentaires que vous avez faits, notamment sur la gazéification du bois. Avez-vous effectué du travail sur la gazéification du charbon au Canada?

M. Kerwin: On a fait du travail là-dessus au Canada. C'est une responsabilité qui appartient principalement au ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources. En conséquence, nous ne pouvons intervenir que de façon indirecte. Il existe beaucoup de collaboration entre les ministères et le CNR, et nos chimistes et d'autres spécialistes sont au service de nos collègues au ministère de l'EMR quand ces derniers ont besoin de services spéciaux ou d'analyses ou de consultations.

Nous avons aussi grossi récemment notre propre équipe chargée de se pencher sur le charbon, particulièrement dans la région de l'Atlantique, grâce à l'intérêt de notre laboratoire régional de l'Atlantique à Halifax, et nos effectifs ont également augmenté de 2 à 6 employés au cours de la dernière année. Ces six personnes étudient présentement les divers problèmes de l'industrie du charbon dans la région de l'Atlantique. On se penche principalement sur le problème du soufre, le plus grave problème dans le cas du charbon de l'Atlantique. Il y a également le problème des cendres qui, dans le cas du charbon de l'Atlantique, est considérable. Une étude doit être faite des progrès accomplis dans le monde entier dans le domaine de la gazéification du charbon pour voir si certaines techniques nouvelles ne pourraient pas s'appliquer au charbon à haute teneur en soufre et en cendre que l'on trouve dans la région du Cap-Breton.

Voilà donc pour nous, une nouvelle source d'encouragement. De nouvelles ressources ont été consacrées à ce projet et dès que possible, nous nous pencherons sur le dossier de la gazéification du charbon.

M. Gamble: Je crois comprendre, mais reprenez-moi si je me trompe, que le charbon de l'Ouest se prête particulièrement bien à la gazéification à cause de son faible contenu en soufre. A-t-on essayé d'utiliser ce charbon de particulièrement bonne

[Text]

employ that particularly good brand of coal in encouraging the production of gas from coal in the west?

Mr. Kerwin: Yes, and this is where EMR's main effort has been put.

Mr. Gamble: I see.

I was interested by your reference to the fusion project. As I understand it from the estimates, it is a project that you have jointly undertaken with Hydro-Québec. If I understand the estimates—I think Vote 15—accurately, there is about \$4,400,000 allocated to that project, part of which may be separate from the Quebec venture itself. There are two items on page 25—22 of the estimates, one related directly to Quebec and one standing separate for \$500,000. Are you doing some work independently on fusion?

Mr. Kerwin: Yes, we are, Mr. Chairman. We have, roughly speaking, two programs of our own. One is basic research on elementary fusion processes, and in particular work with plasmas. Our plasma laboratory is well-known and has a program of the order of a million dollars a year. The other program that we have concerns materials. The big problem in fusion research today is the development of materials that will withstand for a reasonable time the high temperatures and pressures of the fusion reaction, and our new laboratory now being built in Montreal, but temporarily housed in quarters at Saint-Henri, will devote considerable attention to the materials problem of fusion, in close collaboration with Hydro-Québec. So these are two of our own in-house programs which are separate and in addition to the Tokamak project, which is down at \$4.6 million, I think it is, for this year.

Mr. Gamble: There was a news story some years ago about the collaboration between Canada and, if I am not mistaken, West Germany and some other nations with respect to the establishment of a facility somewhere in the world, hopefully, as I recall at that time, in western Canada, for the purpose of establishing a fusion test site. Whatever happened with respect to those negotiations?

Mr. Kerwin: Afghanistan happened, Mr. Chairman. This is the main reason. You are speaking of the INTOR project, which was to be an international project jointly funded by the United States, the Soviet Union, some of the western European countries and, hopefully, Japan. It would have been a very major project, which should have advanced the attainment of the fusion reaction by probably a decade. The suggestion was that some sort of neutral country was needed for the installation of this major laboratory, and Canada was said to be in the running. However, then Afghanistan came and the whole project just disappeared. However, it is very much alive in the minds of fusion engineers, and should the world political situation improve, I am sure it will surface again.

[Translation]

qualité pour encourager la production de gaz tiré du charbon dans l'Ouest?

M. Kerwin: Oui, c'est d'ailleurs le secteur dont le ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources s'est occupé le plus activement.

M. Gamble: Je vois.

Vous avez parlé du projet de fusion; si je comprends bien le budget, c'est un projet que vous avez entrepris en collaboration avec Hydro-Québec. Je crois qu'il s'agit du Crédit 15, quelque 4,400,000 dollars sont réservés à ce projet dont une partie est peut-être distincte de l'entreprise québécoise. En effet, à la page 25—23 du budget, il y a deux postes, l'un qui intéresse directement le Québec, l'autre, de 500,000 dollars, qui est à part. Est-ce que vous vous faites de la recherche sur la fusion indépendamment du Québec?

M. Kerwin: Oui, monsieur le président. Nous avons deux programmes qui nous sont propres. L'un est un programme de recherche fondamentale sur les processus élémentaires de la fusion et en particulier de la recherche sur les plasmas. Notre laboratoire de plasmas est bien connu et bénéficie d'un programme de l'ordre de 1 million de dollars par année. À côté de cela, nous avons un programme sur les matériaux. Le grand problème actuel de la recherche sur la fusion, c'est la mise au point de matériaux susceptibles de résister suffisamment longtemps à des températures très élevées et aux pressions considérables de la réaction de la fusion. Notre nouveau laboratoire est en construction à Montréal mais, en attendant, nous nous sommes installés à Saint-Henri. Ce laboratoire s'intéressera tout particulièrement aux problèmes de matériaux posés par la fusion, et cela, en étroite collaboration avec Hydro-Québec. Voilà donc deux de nos programmes qui viennent s'ajouter au projet Tokamak dont le financement a été réduit à 4.6 millions de dollars pour cette année.

M. Gamble: Il y a quelques années, on parlait de la collaboration entre le Canada et, si je ne me trompe, l'Allemagne de l'Ouest, entre autres pays, pour la création d'un centre de recherche quelque part dans le monde, je crois qu'à l'époque on parlait de l'ouest du Canada. Il devait s'agir d'un centre d'essai pour la fusion. Qu'est-il advenu de ces négociations?

M. Kerwin: Ce qui s'est produit, monsieur le président, c'est l'Afghanistan. C'est la principale raison. C'est au projet INTOR que vous faites allusion; il devait s'agir d'un projet international financé par les États-Unis, l'Union soviétique et plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest ainsi que le Japon que l'on espérait intéresser. Il s'agissait d'une entreprise très ambitieuse qui aurait probablement fait progresser la cause de la fusion d'une dizaine d'années. À l'époque, on estimait que le laboratoire devait être installé dans un pays plus ou moins neutre, et le Canada avait des chances. Malheureusement, l'Afghanistan est entré dans le tableau et le projet fut abandonné. Malgré tout, tous les ingénieurs qui s'occupent de fusion ne l'ont pas oublié et si jamais la situation politique mondiale s'améliorait, c'est une idée qui referait certainement surface.

[Texte]

Mr. Gamble: I take it it is too costly to be undertaken by the United States, western Europe and Canada?

Mr. Kerwin: I would say that the order of investment envisaged would be too expensive even for these three countries, because it was a crash program intended to bring about fusion much faster than the current programs in Europe and the United States.

Mr. Gamble: Thank you very much, Dr. Kerwin.

The Chairman: Dr. Herbert, would you like 10 minutes, sir?

Mr. Herbert: Sure. Just as a start-off, Mr. Chairman, this is a sort of housekeeping item that I had spoken to you about a little earlier today. Maybe the letter which the President of the Treasury Board addressed to you under date of December 7, 1981, in answer to questions in this committee, could either be circulated to the membership or, alternatively, appended to the minutes of this meeting. As I told you this morning, I do have an English translation of the letter which was sent to you *en français*. I think that particular letter is of interest to the members.

• 2110

The Chairman: Is it agreed that we append this letter to the minutes?

Mr. Herbert: It deals with the five-year period that the employees in the public service are allowed to be absent from employment and then return again. It was an issue on which we questioned the President of the Treasury Board, and he answered via a letter to the president of the committee.

The Chairman: Agreed?

Mr. Herbert: Dr. Kerwin, my first question follows from the response you made on urea-formaldehyde— and forgive me for returning to the subject, but you know it is of considerable interest to the public today. If a family is intending to purchase and move into a house that has been insulated with this material, is there a facility where they can go for testing to see if they are in fact allergic to the gas?

Mr. Kerwin: I am sorry, Mr. Chairman, but I do not know the answer to that question. May I ask if my colleagues are so informed, with your permission?

Mr. Cumming (Executive Vice President, National Research Council of Canada): There is, Mr. Chairman, established under the aegis of the Department of Consumer and Corporate affairs, an office dealing with the UFFI problem generally, and while I am not absolutely certain as to the services and advice that are available, certainly I would direct the person to approach that office in the first instance.

Mr. Herbert: The reason I put the question is that Dr. Kerwin spoke of the fact that this family could get themselves tested to see if they were going to be allergic and of course there would have to be a means by which they were tested. I assume that it is possible for them to be tested?

[Traduction]

M. Gamble: J'imagine que ce serait trop coûteux pour les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Canada seulement?

M. Kerwin: Effectivement, même pour ces pays-là, les investissements prévus seraient trop considérables puisqu'il s'agissait d'un programme accéléré qui devait rendre la fusion possible beaucoup plus rapidement que les programmes qui sont actuellement en cours en Europe et aux États-Unis.

M. Gamble: Merci beaucoup, M. Kerwin.

Le président: Docteur Herbert, est-ce que vous voulez dix minutes?

M. Herbert: Bien sûr. Pour commencer, monsieur le président, je voudrais résoudre un petit problème administratif dont je vous ai parlé tout à l'heure. Le président du Conseil du Trésor vous a écrit une lettre le 7 décembre 1981 en réponse à certaines questions posées au comité; peut-être pourrait-on distribuer des copies de cette lettre aux membres du comité ou encore l'annexer au procès-verbal de cette séance. Comme je vous l'ai dit ce matin, j'ai une traduction anglaise de la lettre que vous avez reçue en français. Je crois qu'elle intéresserait les députés.

Le président: Êtes-vous d'accord pour que nous annexions cette lettre au procès-verbal?

M. Herbert: Il s'agit de la période de cinq ans pendant laquelle les fonctionnaires peuvent s'absenter de leur poste puis l'occuper de nouveau. Nous avons posé des questions au président du Conseil du Trésor à ce sujet et il nous a répondu par une lettre adressée au président du comité.

Le président: D'accord?

M. Herbert: Monsieur Kerwin, pour ma première question, je reviens à la réponse que Vous nous avez donnée au sujet de la mousse d'urée-formaldéhyde; pardonnez-moi de revenir sur cette question, mais vous savez à quel point cela intéresse le public. Si une famille a l'intention d'acheter une maison isolée avec ce matériau, à qui peut-elle s'adresser pour subir des examens et voir si certains membres de la famille n'y seraient pas allergiques?

M. Kerwin: Monsieur le président, je suis désolé, mais je n'en sais rien. Je vais demander à mes collègues s'ils sont au courant, si vous le permettez?

M. Cumming (vice-président exécutif, Conseil national de recherches du Canada): Monsieur le président, sous l'égide du ministère de la Consommation et des Corporations, il y a un service chargé des problèmes posés par la mousse d'urée-formaldéhyde; je ne connais pas exactement les services offerts, mais si un particulier me posait cette question, certainement c'est là que je l'adresserais.

M. Herbert: Si j'ai posé cette question, c'est que M. Kerwin a parlé de tests d'allergies que cette famille pourrait subir; j'imagine qu'il est donc possible de faire faire des examens?

[Text]

Mr. Cumming: If I may, Mr. Chairman, there are a number of federal government departments of course involved with this problem. NRC is just one of them. They are co-ordinated, as I said, under the aegis of Consumer and Corporate Affairs, and there has been established an office in that department which is intended, really, to be the focal point to which the consumer would go to deal with specific problems.

Mr. Herbert: On the last point, also for clarification: when we were talking about a deteriorating condition in the house, from your answer you talked of the fact there might be a sale and there might be a change in the condition of the new owners. I do not believe that you answered the essential question as to whether there was a possibility of a deteriorating condition. Do you envisage a situation where aging will result in a deterioration in the condition in those houses that are insulated with urea-formaldehyde?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we do not have enough information to give an answer to this question. However, it is conceivable because the generation of formaldehyde vapour and attendant vapours is a function of humidity. Therefore, if a house that was formerly quite dry were to deteriorate in such a way as to admit humidity, then conceivably the circumstances of the contamination could change.

Mr. Herbert: I do not think we have got rid of this problem by a long stretch.

The chairman of the committee drew to my attention, Dr. Kerwin, a possible misunderstanding arising from your earlier testimony, where you said, as I understood it, that 250 students were employed by you last summer. The estimate shows that the student employment program is listed at \$41,000, which would imply some pretty cheap labour. Then you went on to say that you will employ 350 this year at a cost of \$2.5 million. So the first question is: What is that \$41,000? The second is: Where is the \$2.5 million?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, concerning the first point, Mr. Cumming has the details.

Mr. Cumming: Mr. Chairman, the Department of Manpower and Immigration has on a number of occasions in the past had a program of their own which they have made available to other departments. Now, this particular program is different inasmuch as a sum of money is made available to a group of supervisors who in turn hire students to do specific tasks in the field. Now, last year we were invited to participate in that program. We had some field work to be done at our Atlantic research laboratory in Halifax, and so we obtained from that department the \$41,000 which was used to fund that very, very small, specific program. That is in the form of a contribution, and that is why it is in Vote 15.

• 2115

Now, our general summer student program, which the president spoke of recently, in which we are planning at the present time to hire something in the order of 330 to 350 students, is one which is really borne out of our own budget. In

[Translation]

M. Cumming: Monsieur le président, permettez; plusieurs ministères du gouvernement fédéral s'intéressent à ce problème. Le Conseil national de recherches est l'un d'entre eux. Leurs activités sont coordonnées, comme je l'ai dit, sous l'égide de la Consommation et des Corporations. Ce ministère a ouvert un bureau qui centralise les services aux consommateurs qui ont des problèmes particuliers.

M. Herbert: Un éclaircissement à ce sujet. Nous avons parlé d'une aggravation possible de la situation à l'intérieur d'une maison; vous nous avez dit qu'après la vente d'une maison, les conditions pouvaient changer. Mais Vous n'avez pas parlé de l'essentiel, de la possibilité d'une aggravation de la situation. Pensez-vous que le vieillissement des matériaux, de la mousse d'urée-formaldéhyde qui isole ces maisons, puisse provoquer une aggravation de la situation à l'intérieur de ces maisons?

M. Kerwin: Monsieur le président, nous n'avons pas suffisamment d'information pour répondre à cette question. Toutefois, étant donné que les émanations de vapeurs de formaldéhyde et de vapeurs secondaires dépendent du facteur d'humidité, cela est concevable. Par conséquent, si une maison se détériore et qu'elle devient humide il est possible, effectivement, que les émanations s'aggravent.

M. Herbert: Je crois que nous sommes loin d'avoir résolu ce problème.

Monsieur Kerwin, le président du comité a attiré mon attention sur certaines observations que vous avez faites et qui risquent de prêter à confusion. Vous avez dit que vous aviez employé 250 étudiants l'été dernier. D'après le budget, le programme d'emploi des étudiants représente \$41,000, ce qui vous ferait de la main-d'oeuvre à très bon marché. Vous avez dit ensuite que cette année vous aviez l'intention d'employer 350 étudiants et qu'il vous en coûterait 2.5 millions de dollars. Ma première question est donc la suivante: que sont ces \$41,000? Deuxièmement: où sont ces 2.5 millions de dollars?

M. Kerwin: Monsieur le président, pour la première question, c'est M. Cumming qui a les détails.

M. Cumming: Monsieur le président, par le passé, il est arrivé à plusieurs reprises que le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration mette sur pied un programme qu'il ouvrait ensuite aux autres ministères. Dans le cas présent, c'est assez différent puisqu'une certaine somme d'argent est mise à la disposition d'un groupe de responsables qui, à leur tour, embauchent des étudiants pour effectuer certaines tâches. Or, l'année dernière on nous a invités à participer à ce programme. Nous avons certains travaux à effectuer dans notre laboratoire de recherche de l'Atlantique à Halifax et nous avons donc demandé à ce ministère ces \$41,000 qui ont servi à financer ce petit programme bien précis. Il s'agissait d'une contribution et c'est la raison pour laquelle cela figure au crédit 15.

Maintenant, notre programme d'emploi des étudiants dont le président a parlé récemment et dans le cadre duquel nous envisageons d'embaucher environ 330 à 350 étudiants, est financé à même notre budget. Autrement dit, dans le budget,

[Texte]

other words, in our person-years, in estimates, we have provision for 187 summer students for the coming year. That is built into our person-years in the estimates. I also went into the Treasury Board about one and a half months ago and sought permission to get another 31 person-years to be used for summer students and agreed that we would pay their salaries out of our revenues. That provides an additional 91. We have just this week taken the decision because of the shortage of jobs for science students to, if you like, use some of the additional person-years that we have had in estimates this year, and which we will not be able to recruit until the fall because of the time lag, to hire an additional 54. But those all come out of our operating vote and are not visibly displayed in the estimates.

Mr. Herbert: Are these students being hired at your facilities here in Ottawa?

Mr. Cumming: All across the country, wherever we have laboratories. We allocate positions to our laboratory in Halifax, for example, to our new facility at Boucherville and to our Prairie regional laboratory in Saskatoon, to our astrophysical radio observatory in Penticton, British Columbia, to our astrophysical observatory in Victoria. But certainly the bulk of them are employed here in our laboratories in Ottawa.

Mr. Herbert: Do you do your own hiring?

Mr. Cumming: Yes. We are a separate employer under the terms of the Public Service Staff Relations Act, so we do our own hiring.

Mr. Herbert: So after we distribute the testimony of tonight's meeting, you are likely to be inundated with inquiries.

Mr. Cumming: Well, we have right now something in the order of 400 applications that we were not able to deal with in our first allocation of positions, so we still have a pool right now of 400. I might remark that in terms of our hiring we do make a practice of trying to get a distribution of students all across the country. In other words, while the bulk of them are employed here in Ottawa, they come from all parts of Canada. We have a conscious policy decision to try to select from all parts of the country, and then of course we subsidize their travel costs if they come to Ottawa from, say, Victoria.

Mr. Herbert: Dr. Kerwin, because time runs so quickly and because I want to relate what you are doing to the objectives of the Ministry of Science and Technology, in your objectives, if I may read just that one sentence that says:

research in direct support of industrial innovation and development, performance and promotion of exploratory and applied research in selected areas for the advancement of technology required for Canadian industrial development . . .

In the estimates I read that, whereas last year you were spending some \$750,000 as a contribution to small industries for support of contracted research laboratory investigation,

[Traduction]

nous avons prévu 187 étudiants qui seront embauchés l'été prochain. Cela fait partie du calcul de nos années-personnes dans le budget. Il y a un mois et demi, j'ai également contacté le Conseil du Trésor pour obtenir 31 années-personnes supplémentaires, des étudiants également, en précisant que nous avions l'intention de payer leurs salaires à même nos propres revenus. Cela fait 91 de plus. Nous venons tout juste cette semaine de prendre la décision d'embaucher 54 étudiants de plus, à cause de la pénurie d'emplois ouverts aux étudiants en sciences; pour ce faire, nous avons l'intention d'utiliser une partie des années-personnes supplémentaires dont nous disposons dans le budget mais pour des raisons administratives, il ne sera pas possible de les embaucher avant l'automne. Quoi qu'il en soit, tout cela vient de notre crédit de fonctionnement et cela n'est pas expliqué en détail dans le budget.

M. Herbert: Est-ce que ces étudiants vont travailler ici à Ottawa?

M. Cumming: Dans tout le pays, dans tous nos laboratoires. Nous répartissons le personnel entre notre laboratoire de Halifax, le nouveau centre de Boucherville, le laboratoire de la région des Prairies qui se trouve à Saskatoon, l'observatoire de radio-astrophysique de Penticton en Colombie-Britannique, et l'observatoire d'astrophysique de Victoria. Mais évidemment, la majeure partie d'entre eux travailleront ici dans nos laboratoires d'Ottawa.

M. Herbert: Vous les embauchez vous-même?

M. Cumming: Oui. La Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique fait de nous un employeur distinct ce qui nous permet d'embaucher notre propre personnel.

M. Herbert: Par conséquent, quand les témoignages de la séance de ce soir seront publiés, vous risquez de recevoir une avalanche de demandes d'emploi.

M. Cumming: Vous savez, nous avons déjà quelque 400 demandes qui sont restées sur une liste d'attente après notre première campagne d'embauche. Soit dit en passant, nous essayons d'embaucher des étudiants qui représentent toutes les régions du pays. Autrement dit, la majeure partie d'entre eux sont employés ici, à Ottawa, mais ils viennent de tout le Canada. Nous essayons délibérément de les choisir dans toutes les régions du pays et, bien sûr, nous défrayons leurs coûts de déplacement s'ils viennent à Ottawa, de Victoria par exemple.

M. Herbert: M. Kerwin, le temps passe très vite mais comme je tiens à faire le lien entre ce que vous faites, vos objectifs et ceux du ministère des Sciences et de la Technologie, je me permets de vous lire un seul passage:

Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels—Réalisation et encouragement de la recherche exploratoire et appliquée dans des domaines choisis pour l'avancement technologique nécessaire au développement industriel canadien . . .

D'après le budget, l'année dernière votre contribution à la recherche en laboratoire des petites industries s'élevait à \$750,000 et cette année, il n'y en a plus trace nulle part.

[Text]

there is no sum this year. Can you tie those two things together to explain what part you are playing in promoting research and development in the industrial sector?

Mr. Kerwin: Yes, Mr. Chairman. The lack of an item on that line this year indicates a change in our administrative procedures. Until last year our industrial assistance program was divided into sectors. We had IRAP and we had mini-IRAP and we had other programs with allotted amounts of money, and we found this to be a little unnecessary, and it sometimes resulted in an industry being sent from one of our officers to another while we decided into which slice he fitted. We have decided that we should eliminate these distinctions and have as much as possible a single program to which the industry addresses itself and from which it can get an answer in as quick a turnaround time as possible. So the absence of an item this year simply means it has been absorbed into the general program, and of course the general program this year shows a considerable increase.

• 2120

Mr. Herbert: I guess my time is up, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. I have Mr. Berger on the first round and then I have a few names on the second round. Mr. Berger, 10 minutes.

Mr. Berger: Thank you, Mr. Chairman. Dr. Kerwin, in the estimates on page 25-12, I guess it is, no, I am sorry, page 25-16, you have the amounts for the IRA program and the program for Industry-Laboratory Projects. The IRA program shows an increase of 11.6 per cent this year. That is \$3,184,000 over last year's level of \$27,373,000. This is an increase of about, as I say, 11.6 per cent when your overall budget is increasing by 22 per cent. Is this significant? Does this indicate a decrease in emphasis in this program or not?

Mr. Kerwin: No, Mr. Chairman, it does not. The assistance of high technology industry is still the main thrust of NRC's program over the next five years. What we are up against here is a series of technical reasons. Let me explain one of them. Following a request for supplementary estimates last year, it was determined by the government committee that an envelope of \$20 million dollars could be set aside for NRC for several years. But in this envelope there were various projects—Tokamak was one of them and Aeolus was another—and these projects take some time to get under way, achieve a maximum of spending after, say, three or four years, and then decrease as the project is terminated. But the total amount in all cases voted to us was \$20 million dollars. Therefore, in the first year of the program we could put a lot more on IRA and PILP because we were just starting up the Tokamak and the Aeolus. In the second year we have to put more on Tokamak and Aeolus and therefore have less to put on these other programs, and we will have less again next year. Then after the fourth year we will start getting more on these programs and less on

[Translation]

Pouvez-vous faire le lien entre ces deux choses-là et nous expliquer quel rôle vous jouez dans la promotion de la recherche et du développement du secteur industriel?

M. Kerwin: Oui, monsieur le président. Si cette année il n'y a pas de poste à cette ligne-là, c'est que nos procédures administratives ont changé. Jusqu'à l'année dernière, notre programme d'aide industrielle était divisé en secteurs. Nous avions le PARI et le mini-PARI de recherche, entre autres, dans le cadre desquels nous répartissions certaines sommes d'argent. Or, il arrivait souvent qu'un industriel perde du temps à aller d'un bureau à l'autre en attendant que nous décidions de quel programme il relevait. Nous avons donc décidé d'éliminer ces distinctions et dans la mesure du possible, nous ne conservons qu'un seul programme qui est ouvert à l'ensemble de l'industrie, ce qui nous permet de donner des réponses dans les délais les plus courts possibles. Dès lors, l'absence d'une rubrique au budget de cette année signifie simplement que cette rubrique a été absorbée dans le programme général, et ce dernier s'assortit bien entendu cette année, d'une augmentation considérable.

M. Herbert: Je pense que mon temps de parole est écoulé, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Herbert. Il me reste M. Berger pour le premier tour, puis j'ai une petite liste pour le second tour. Monsieur Berger, vous avez 10 minutes.

M. Berger: Je vous remercie, monsieur le président. Monsieur Kerwin, je relève aux pages 25-16 et 25-17 du budget, oui c'est bien cela, les postes consacrés au programme ARI et au programme des projets entre l'industrie et les laboratoires. Le premier s'assortit cette année d'une augmentation de 11.6 p. 100, soit 3.184 millions de dollars par rapport au budget précédent de 27.373 millions de dollars. Il s'agit donc, comme je le disais, d'une augmentation de l'ordre de 11.6 p. 100, alors que l'ensemble de votre budget connaît une augmentation de 22 p. 100. Est-ce que cela veut dire quelque chose? Ce programme serait-il en perte de vitesse?

M. Kerwin: Non, monsieur le président. Le programme du CNR des cinq prochaines années continue à accorder une attention particulière à l'aide aux secteurs des technologies de pointe. Les chiffres que vous voyez ici sont attribuables à une série de causes d'ordre technique et, si vous me le permettez, je vous en exposerai une. Suite à une demande de budget supplémentaire déposé l'an dernier, le comité gouvernemental avait découvert qu'il était possible de réserver au CNR pour une période de plusieurs années, une enveloppe budgétaire de 20 millions de dollars. Toutefois, cette enveloppe regroupait plusieurs projets, dont le projet Tokamak et le projet Eole. Ces projets prennent un certain temps avant de démarrer, il leur faut trois ou quatre ans pour atteindre leur niveau de dépenses maximum, après quoi celui-ci décroît à mesure que le projet arrive à son terme. Quoi qu'il en soit, nous avions reçu des crédits totaux de 20 millions de dollars. Par conséquent, au cours de la première année de déroulement du programme, nous pouvions consacrer davantage de crédits aux programmes ARI et PPIL, du fait que les projets Tokamak et Eole venaient

[Texte]

Tokamak and Aeolus because they will be winding up, unless we can obtain more funding for these programs in further supplementary estimates.

Mr. Berger: Well, so what you are saying really is that, apart from those two projects, there is a reduction of your funding to general IRAP programs.

Mr. Kerwin: There is a reduction in our available funding but not in our interests.

Mr. Berger: Again, if you could refresh our memory, who typically would be the beneficiary of this general funding in the IRAP program?

Mr. Kerwin: The IRAP program is addressed to Canadian industry in general; therefore, it would be spread across the industry. One must remember that the Tokamak and Aeolus programs are also industrial in nature. So it is an industrial package.

Mr. Berger: As far as the PILP program is concerned, you have Again, on pages 25-16 and 25-17 of the estimates, you have Research Projects Undertaken by External Performers and you have Program for Industry-Laboratory Projects which shows a decrease of \$2.3 million dollars, but then further down on the page you have Grants and Contributions and, again, Program for Industry-Laboratory Projects which shows an increase of about 76 per cent. Could you elaborate on those two, please, for us?

• 2125

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, in a word, it is because of the switch from the contract to the grant contribution mode. With your permission, Mr. Chairman, I would ask Vice-President Glegg, in charge of industrial programs, to give some details of this.

Mr. Keith Glegg (Vice-President, Industry, National Research Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. In fact, the reason is precisely as Dr. Kerwin is suggesting and that is that the peak program is being shifted progressively from a program whose theory was procurement to one in which the theory is contribution. That is, the notion originally was much more one that, in effect, the government was buying something in the firm. As we came to understand how the program became effective, we began to see that indeed the government was really not buying anything in principle but was assisting the firm to do what it wanted to do. So we got agreement from the Treasury Board that the contractual instruments would be shifted from procurement instruments to contribution instruments.

[Traduction]

tout juste de commencer. Au cours du second exercice, ces deux derniers projets doivent proportionnellement recevoir un financement plus important et, dès lors, la quote-part des autres programmes diminue, ce qui se poursuivra d'ailleurs l'an prochain. Après la quatrième année, ce sera l'inverse, les projets Tokamak et Eole coûteront moins cher parce qu'ils commenceront à arriver à échéance et nous pourrions accorder davantage d'argent aux autres programmes, à moins toutefois, que nous puissions leur obtenir davantage de crédits par le biais d'autres budgets supplémentaires.

M. Berger: Pour vous résumer donc, si ce n'est ces deux projets que vous venez de mentionner, votre niveau de financement du programme ARI général, connaît une diminution.

M. Kerwin: Les crédits que nous pouvons lui attribuer sont moins élevés, ce qui ne veut pas dire que l'intérêt que nous lui marquons diminue pour autant.

M. Berger: Une fois encore, pourriez-vous nous rafraîchir la mémoire et nous dire quels seraient les bénéficiaires types de ce financement général au terme du programme ARI?

M. Kerwin: Le programme ARI vise l'industrie canadienne en général et le financement doit dès lors être réparti entre ses diverses composantes. Il importe de se rappeler que les projets Tokamak et Eole ont également une vocation industrielle. Il s'agit dès lors d'un ensemble de mesures destinées à l'industrie.

M. Berger: Pour ce qui est du programme PPIL, je vois aux pages 25-16 et 25-17 du budget, une rubrique générale intitulée Projets de recherches entrepris par des organismes de l'extérieur dans le cadre général duquel les projets entre l'industrie et les laboratoires connaissent une réduction budgétaire de 2.3 millions de dollars; un peu plus bas, à la rubrique Subventions et Contributions, les projets entre l'industrie et les laboratoires sont également mentionnés, avec par contre une augmentation d'environ 76 p. 100. Pourriez-vous nous dire quelques mots à ce sujet?

M. Kerwin: En deux mots, monsieur le président, cette différence s'explique par le fait que nous sommes passés du mode des contrats au mode des contributions et subventions. Avec votre permission, monsieur le président, je demanderais à notre vice-président M. Glegg, qui a la charge des programmes destinés à l'industrie, de vous l'expliquer.

M. Keith Glegg (vice-président, Industrie, Conseil national de recherche du Canada): Merci, monsieur le président. De fait, M. Kerwin a précisément mis le doigt sur l'origine de cette différence: le programme de crête, qui était auparavant essentiellement fondé sur les contrats de service, est désormais progressivement financé par voie de contributions. En d'autres termes, nous partions auparavant du principe que le gouvernement achetait quelque chose auprès d'une entreprise. A mesure que nous nous sommes rendu compte que le programme portait fruit, nous avons compris du même tenant que, en réalité, le gouvernement n'achetait pas vraiment quelque chose mais plutôt aidait l'entreprise à faire ce qu'elle voulait faire. Nous avons donc reçu la permission du Conseil du trésor de faire

[Text]

Now, the business of shifting the program from its procurement instruments to its contribution instruments is taking some time because there are in fact a number of projects that were in place as procurements that are now running down. So the one vote is in fact running down and the other one is in fact running up.

Mr. Berger: This shift in policy or in the design of the program, you said the idea originally was that government was buying something and then realized that it was not really buying something, that it was just making a direct contribution to a company that was using the money for its own purposes. Does that indicate the government realized that originally it was supposed to be getting something but realized that there was no way it could get anything out of this and that it was—

Mr. Glegg: No.

Mr. Berger: —a direct benefit to industry or ... ?

Mr. Glegg: No. Mr. Chairman, if I might just elaborate on that, I think that the basic notion of the program is that the government is assisting the firm to exploit the laboratory sources that exist in the government. In general, the outcome of a project does not include anything that is in fact delivered to the government. The outcome of the project is a condition in the firm that allows the firm to exploit some product condition which it now is in possession of.

So we now view the contribution nature of the program as being much more in line with economic impact than the previous notion which had to do with procurement. And I think that basically all that happened initially was that the procurement instrument was used simply because this was what had always been used, but on viewing what the process really consists of, I think everyone is convinced that the contribution instrument is far more appropriate.

Mr. Berger: Do I have time for a final question?

The Chairman: Yes, a short question.

Mr. Berger: To get back to IRAP, Dr. Kerwin, we have been provided with a graph here, which comes from a study by Symons and Armstrong into the results of the IRAP program, which shows that the grants given under IRAP have declined in constant dollars since 1975. What is your response to that?

• 2130

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, this is correct as of the date this graph was drawn. However, in the last year, the IRAP program has increased in constant dollars.

[Translation]

relever ces instruments contractuels non plus de la rubrique achat mais de la rubrique contribution.

Evidemment, ce processus prend un certain temps en raison du fait que plusieurs projets en cours actuellement ont été entamés au terme d'un contrat d'achat. Le résultat net est que l'un des deux crédits s'amenuise progressivement à mesure que l'autre augmente.

M. Berger: Cette évolution de la politique ou de la conception du programme provient du fait, comme vous l'avez dit, qu'à l'origine on partait du principe que le gouvernement achetait quelque chose et que ultérieurement vous vous êtes rendu compte que ce n'était pas vraiment le cas mais qu'au contraire le gouvernement fournissait une contribution financière directe à une entreprise qui utilisait cet argent comme elle l'entendait. Ceci signifie-t-il que le gouvernement pensait à l'origine qu'il était censé obtenir quelque chose en échange mais qu'il s'est rendu compte par la suite qu'en fait il n'en était rien ...

M. Glegg: Non.

M. Berger: ... et qu'il finançait directement l'industrie ... ?

M. Glegg: Pas du tout. Monsieur le président, si vous me permettez une explication, je dirais que le programme repose sur une notion fondamentale, à savoir que le gouvernement aide l'entreprise à tirer parti des laboratoires officiels. En règle générale, un projet ne débouche pas sur la livraison d'un produit fini au gouvernement. Le projet se matérialise en ce sens que l'entreprise qui l'a mené à bien peut exploiter le produit de la recherche qu'elle a effectuée et qui lui appartient.

Nous partons désormais du principe qu'un programme financé par voie de contributions correspond beaucoup mieux à l'élément incidence économique qu'un programme financé, comme c'était le cas auparavant, par voie d'achat. Et je dirais qu'au départ, ce qui s'est produit, c'est que nous avons eu recours au mode achat parce que nous avons toujours procédé de la sorte, mais, après nous être rendu compte des véritables composantes du processus, il ne fait, je crois, plus de doute pour personne que le mode contributions convient beaucoup mieux.

M. Berger: Ai-je suffisamment de temps pour poser une dernière question?

Le président: A condition qu'elle soit brève.

M. Berger: Pour en revenir au Programme ARI, monsieur Kerwin, nous avons sous les yeux un graphique tiré de l'étude des résultats du Programme ARI effectué par Symons et Armstrong, graphique qui nous montre que les subventions accordées au terme du PARI ont diminué en valeur constante depuis 1975. Qu'auriez-vous à répondre à cela?

M. Kerwin: Monsieur le président, c'était tout à fait exact au moment où le graphique a été établi. Toutefois, l'an der-

[Texte]

Mr. Berger: And I understand that the big increase has been in the past two years, has it not?

Mr. Kerwin: Yes.

Mr. Berger: All right, thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. de Jong, five minutes.

Mr. de Jong: Mr. Chairman, just going back to the question of urea-formaldehyde. Would it not be correct, Dr. Kerwin, to say that if a house is safe now, it is no guarantee that numbers of years from now it might not be so. I come from Regina, Saskatchewan, and our houses are shifting all the time and it is not unusual in the springtime for a new crack to appear in the wall somewhere which would allow vapours to get into the house again. Are you at all addressing the long-term problem of devising ways and means in which we can get rid of the urea-formaldehyde that is in the walls in an efficient and an inexpensive manner?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we are not addressing that problem at the moment. The facilities we have are stretched to dealing with the current day-to-day worries and problems, but this will certainly be part of our concern when we are able to turn to it or if we add further resources. There have been several schemes proposed to the public which are alleged to neutralize formaldehyde vapour, but we have not been aware of any that we would consider to be serious.

Mr. de Jong: Thank you.

What part of the National Research Council budget would be related to defence, and how has this as an item in your budget... has that gone up or down in the last number of years?

Mr. Kerwin: For defence? Mr. Cumming will speak to that but generally speaking it is negligible and consists of certain services which we are sometimes asked to give the Department of National Defence. These concern mostly questions of aircraft safety, because we have tests which are available to the Canadian aircraft industry as well as to the armed forces and other ministries. Mr. Cumming could answer in greater detail, Mr. Chairman.

Mr. Cumming: Mr. Chairman, thank you.

Well, as Dr. Kerwin has said, the defence-related activities are largely in making specialized facilities available. For example, we do fatigue testing on aircraft at the national aeronautical establishment and we are currently doing some

[Traduction]

nier, le programme ARI a pris de l'ampleur en dollars constants.

M. Berger: Et, si j'ai bien compris, le plus gros de l'augmentation a eu lieu au cours des deux dernières années, n'est-ce pas?

M. Kerwin: C'est exact.

M. Berger: Parfait, je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Monsieur de Jong, vous avez cinq minutes.

M. de Jong: Monsieur le président, j'aimerais revenir à la question de l'urée-formaldéhyde. N'est-il pas exact, monsieur Kerwin, que si une maison isolée à l'aide de ce produit ne présente aucun danger pour l'instant, rien ne prouve qu'il en sera de même dans quelques années. Je suis moi-même originaire de Regina en Saskatchewan et nos maisons s'y caractérisent par un manque de stabilité, de sorte qu'il n'est pas rare, à chaque printemps de constater l'apparition d'une nouvelle fissure par laquelle les émanations peuvent pénétrer à l'intérieur. Vous êtes-vous demandé dans quelles mesures il serait possible d'arriver à résoudre ce problème à long terme en parvenant à éliminer facilement et à peu de frais de façon définitive l'urée-formaldéhyde utilisée pour l'isolation des murs?

M. Kerwin: Monsieur le président, nous ne nous penchons pas sur ce problème pour l'instant. Nos ressources sont déjà fortement mises à contribution en raison des problèmes quotidiens qui nous sont soumis, mais il ne fait aucun doute que nous nous pencherons sur cette question dès que nous en aurons la possibilité ou que nous aurons pu agrandir notre infrastructure. Certaines méthodes ont été proposées aux victimes de ce problème, méthodes qui apparemment permettraient de neutraliser les émanations de formaldéhyde mais, à notre connaissance aucune d'entre elles n'offre suffisamment de garanties.

M. de Jong: Je vous remercie.

Quel serait, diriez-vous, le pourcentage du budget du Conseil national de recherche qui pourrait être lié à la défense et de quelle façon ce pourcentage a-t-il évolué au cours des dernières années dans un sens ou dans l'autre?

M. Kerwin: La défense dites-vous? M. Cumming va vous en dire un mot mais, de façon générale, ce pourcentage est négligeable en ce sens qu'il ne représente que certains services que nous demande à l'occasion le ministère de la Défense nationale. Il s'agit le plus souvent de problèmes relatifs à la sécurité des avions parce que nous avons mis au point à l'intention de l'industrie aéronautique, comme d'ailleurs des Forces armées et d'autres ministères, certains tests dans ce domaine. M. Cumming pourrait vous donner davantage de détails à ce sujet, monsieur le président.

M. Cumming: Je vous remercie, monsieur le président.

Comme vient de le dire M. Kerwin, nos activités dans le cadre de la Défense nationale reviennent en grande partie à mettre à la disposition du ministère nos installations spécialisées. Ainsi, nous procédons à des essais de fatigue du métal

[Text]

work for them in that area right at the moment. We also do certain amounts of work in our cold chamber on military vehicles in the north. We do work for the services with regard to ships in our marine dynamics and ship laboratory.

In total, we receive from the Department of National Defence financial encumbrances that would total something in the order of \$2 million per year, to give you an idea of the scale; in other words, they pay us for work; they pay incremental costs for work that we do on their behalf. So that really is the extent of our defence-related activities.

Mr. de Jong: When we met with some of our American counterparts in discussing the space program, it was definitely the interest of some of the congressional people to accelerate the commercial uses of the shuttle program in terms of doing experiments in outer space and some industrial processes—optics, metals, et cetera—and they were telling us that for them the priority was going to be to make space and the space program pay for itself. They were quite interested in developing new industrial techniques, et cetera, in conditions that exist in outer space. Are we, in Canada, interested in this area and are we doing anything in this new area?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, the Canadian contribution of the remote manipulator system is well known and will, of course, result in direct economic benefits to the country, not only in the fabrication of further manipulator systems or Canadarms, but in the reduction of cost to Canadian users of space.

• 2135

The cost of placing communication satellites or other satellites, sensor satellites, in orbit, will be reduced by the use of the shuttle and of the arm and by Canada's privileged position.

In addition to that, NRC is in charge of Canada's space science program; that is to say, the examination of the qualities of space itself and of the particles in space, the energy in space and the meteorological consequences of this, and we are carrying out programs of this nature.

We have just been admitted, in a sense, to the European space agency program and here we will be participating in experiments that involve, for example, the use of what is called micro-gravity, crystal formation and similar material work. But we are just beginning, at NRC, to get interested in this phase. For the moment, our program has been heavily involved in the space science aspect and in the Canadarm project.

The Chairman: Dr. Halliday.

[Translation]

dont sont faits les avions à l'Institut aéronautique national et, pour l'instant, nous travaillons eu peu pour le ministère dans ce domaine. Nous utilisons également notre chambre froide pour certains essais de véhicules militaires destinés aux opérations en milieu arctique. Nous utilisons également pour la marine notre laboratoire maritime et nos installations d'essais dynamiques.

Au total, les crédits impartis au ministère de la Défense nationale totaliseraient plus ou moins 2 millions de dollars par an pour vous donner un ordre de grandeur; en d'autres termes, le ministère nous paie les travaux que nous effectuons pour lui, il nous paie les frais supplémentaires entraînés par ces travaux. Voilà en deux mots ce que représentent nos activités dans le domaine de la défense.

M. de Jong: Lorsque nous avons rencontré certains de nos homologues américains pour discuter du programme spatial, des représentants du Congrès nous ont fait part de leur vif intérêt pour une intensification des applications commerciales du programme de la navette spatiale par exemple pour des expériences dans le vide intersidéral et la mise au point de certains procédés industriels, optiques, métallurgiques et ainsi de suite, et ils nous ont dit en l'occurrence que, à leurs yeux, la priorité allait être l'autofinancement du programme spatial. Ils se montrent particulièrement intéressés notamment par la mise au point de nouvelles techniques industrielles dans les conditions particulières de l'espace intersidéral. Le Canada manifeste-t-il à cet égard un intérêt comparable et sommes-nous actifs dans ce domaine?

M. Kerwin: Monsieur le président, la contribution apportée par le Canada et son bras manipulateur télécommandé est parfaitement évidente et cette initiative aura naturellement des retombées économiques directes chez nous, non seulement au niveau de la fabrication de nouveaux bras manipulateurs, les bras canadiens comme on les appelle, mais également en permettant de réduire les frais d'utilisation de l'espace pour les usagers canadiens.

L'utilisation du bras et de la navette ainsi que la position privilégiée du Canada réduiront le coût de mise en orbite des satellites de communication, de surveillance ou autres.

De plus, le CNR est responsable du programme canadien de sciences spatiales, c'est-à-dire de l'étude des propriétés de l'espace même, des particules, de l'énergie cosmique et de leurs effets météorologiques. C'est le genre de programme que nous poursuivons.

Dans un sens, nous venons tout juste d'être admis dans le programme de l'agence spatiale européenne où nous participerons à des expériences touchant, par exemple, l'utilisation de ce que l'on appelle la microgravité, la formation des cristaux et à des travaux semblables sur la matière. Toutefois, au CNR nous commençons tout juste à nous intéresser à cette étape. Jusqu'ici notre programme visait surtout l'aspect science spatiale et le projet Canadarm.

Le président: Monsieur Halliday.

[Texte]

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

I have some points we could probably touch on briefly with Dr. Kerwin. The first relates to the fact that last year was the International Year of the Disabled Person. It created a lot of interest here in Canada and it is not just going to die off or dwindle away, I do not think, in the years ahead. I see that in your plans, expenditures, you are maintaining an expenditure of \$140,000, as identified on page 25-22, entitled, "Research to provide Technological Support of Social Objectives given to Canadian Rehabilitation Council for the Disabled". I do not want to be picky about this, but is that money that is spent here in your lab in Ottawa, or is that spent elsewhere?

My other question related to this is: Does that amount of money, \$140,000, is that the total amount of money that NRC would spend on the whole area of technical aid for handicapped people?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, no, this is only the contribution to the agency mentioned. We, in addition to that, have our own in-house program which is very successful and it takes up a sizeable amount of resources. With your permission, Mr. Chairman, Mr. Grabowy could tell us what the budget for this section is. Our electrical engineering section on the programs for the disabled, at the moment, is allotted 16 person-years, full-time, and \$1 million.

Mr. Halliday: Thank you.

The other thing I wanted just to touch on too, Mr. Chairman, and Dr. Kerwin has alluded to the matter of energy and fuels for automobiles, and so on, transportation fuels. From time to time, we get letters from constituents, somebody who is pushing and cannot understand why we are not using hydrogen or why we are not using alcohol, and there are obviously a number of different fuels that could be used, propane and so on. I wonder if Dr. Kerwin could just comment briefly on the relative merits of these different prospective fuels that are being talked about and work is being done on. Which of these do you see replacing eventually gasoline, if indeed any of them will?

Mr. Kerwin: Well, Mr. Chairman, this is trying to peer into the future and I do not think we should venture to assert, with any certainty, that hydrogen or alcohol or other fuels derived from biomass will take the lead before an awful lot more basic research is done on them.

But I would say that the hopes of the public in a quick change to hydrogen as a fuel are rather misplaced and very optimistic. Hydrogen is not a new fuel; it is simply a vehicle, and we have a long way to go before we can develop economic means of generating hydrogen in industrial quantities and in finding techniques for carrying the hydrogen about. And, as I said before, the most hopeful prospect at the moment is in the solid hydrides and then in the development of engines that can use the hydrogen from the hydrides in a realistic way. We have laboratory demonstrations now that are very appealing. We

[Traduction]

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Monsieur Kerwin, j'ai certains points dont nous pourrions probablement parler brièvement. Le premier touche au fait que l'an dernier c'était l'année internationale des personnes handicapées. Au Canada cela a soulevé un vif intérêt qui, à mon avis, ne se dissipera pas ou ne diminuera pas dans des années à venir. Je vois dans vos prévisions, à la page 25—23, que vous maintenez une dépense de 140,000 dollars pour les recherches en vue de fournir un appui technologique à des objectifs sociaux accordés au Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés. Sans être pointilleux je voudrais savoir si cette somme est dépensée ici dans vos laboratoires d'Ottawa ou ailleurs?

Voici ma deuxième question: est-ce que la somme de 140,000 dollars représente l'appui technique total du CNR aux handicapés?

M. Kerwin: Non, monsieur le président, il s'agit simplement là de la contribution à l'agence mentionnée. En plus de cela, nous avons notre propre programme interne qui a beaucoup de succès et qui demande des ressources importantes. Si vous le permettez, monsieur le président, M. Grabowy pourrait nous dire à combien s'élève ce budget. Nous accordons 16 années-personnes à plein temps et 1 million de dollars à notre section de l'ingénierie électrique au chapitre des programmes pour les handicapés.

M. Halliday: Merci.

Monsieur le président, l'autre sujet que je vais aborder et auquel M. Kerwin a fait allusion est la question de l'énergie et des carburants automobile, pour le transport et ainsi de suite. À l'occasion nous recevons des lettres d'électeurs affirmant qu'ils ne comprennent pas les raisons pour lesquelles nous n'utilisons pas l'hydrogène, l'alcool, le propane et différents types de carburant que nous pourrions utiliser. Monsieur Kerwin, pourriez-vous brièvement nous parler des mérites respectifs des différents types de carburants possibles en question qui font l'objet de travaux. Le cas échéant, lequel selon vous pourrait un jour remplacer l'essence?

M. Kerwin: Ma foi, monsieur le président, ce serait essayer de prédire l'avenir et je ne pense pas que nous devrions nous aventurer à avancer péremptoirement que l'hydrogène, l'alcool ou d'autres carburants dérivés de la biomasse remplaceront l'essence avant qu'ils aient fait l'objet de beaucoup de recherches fondamentales.

Toutefois, j'ajouterais que les espoirs dans le public d'une conversion rapide à l'hydrogène comme carburant sont plutôt mal placés et très optimistes. L'hydrogène n'est pas un nouveau carburant. C'est simplement un nouveau véhicule et nous avons beaucoup de chemin à parcourir d'ici à ce que nous développions un mode économique de production de l'hydrogène en quantité industrielle et que nous découvrions une technique pour son transport. Je le répète, pour l'instant la perspective la plus prometteuse c'est l'utilisation des hydrides solides et la mise au point de moteurs pouvant, de façon

[Text]

turn wheels and pump water using hydrogen that we boil off solid hydrides. But this is years away from a widespread public use of hydrogen as a fuel in a transportation system. Probably the easiest thing to do right now is to produce liquid hydrogen using fusion energy or fission energy or hydro energy, but if you were to line up many tank-loads of liquid hydrogen outside of our laboratories tomorrow, we would not know what to do with it. We are far away from developing the engines required to burn it efficiently, and the ways to store it safely.

• 2140

So I would not say that hydrogen was a front runner. I believe we may get along faster in the development of alcohol from vegetable matter through the use of the new bacteria that are being developed in many laboratories by biogenetic engineering.

The Chairman: Thank you, Mr. Kerwin. Mr. Greenaway, five minutes.

Mr. Greenaway: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, the Ministry of State for Science and Technology, I think, is basically involved in co-ordinating programs of some of the 60-odd research arms of various government departments, and funding priorities and so on. I do not think it has been what you would call an operational department. Evidently in the very near future it is going to be decided whether or not to change this ministry quite drastically. As I understand it, there is a real chance that the ministry will be given a much higher profile, more manpower, and will become deeply involved in prioritizing specific research and development thrusts that will produce jobs, exports and profits.

You might not want to comment on this but I understand that this has a number of people disturbed in the Science Council, NRC and so on. I guess what it means is that the government is going to play a much larger role in selecting what research projects you might tackle. Are you aware of this? Is it going to be a problem?

Mr. Kerwin: No information has crossed my desk, Mr. Chairman, concerning a modification of the Ministry of Science and Technology's mandate. So I really cannot comment on that question.

Mr. Greenaway: Fair enough; I will leave it at that.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Dr. Kerwin, I wonder whether you are familiar with a little brochure put out by the Ministry of State for Science and Technology, entitled *Limited Partnerships, Investment Opportunities for Financing R&D in Canada*? If you are familiar

[Translation]

pratique, fonctionner à l'hydrogène provenant de ces hydrides. Nous avons présentement des démonstrations en laboratoire qui sont très intéressantes. En faisant bouillir des hydrides solides nous en dégageons l'hydrogène dont nous nous servons pour actionner des roues et des pompes à eau. Mais nous sommes encore à des années de l'utilisation généralisée de l'hydrogène comme carburant pour les moyens de transport. Pour l'instant, il est probable que la chose la plus facile à faire c'est de produire de l'hydrogène liquide en utilisant l'énergie de fusion, de fission ou hydro-électrique, mais, même si nous avions tout un train de camions-citernes d'hydrogène liquide devant nos laboratoires demain, nous ne saurions qu'en faire. Nous sommes loin d'avoir mis au point les moteurs nécessaires pour le brûler efficacement et les moyens sûrs de le stocker.

Alors je me dirais pas que l'hydrogène mène la course. Je pense que nous progressons peut-être plus rapidement vers le développement d'un alcool provenant de matières végétales par l'utilisation de nouvelles bactéries présentement mises au point, en de nombreux laboratoires de biogénétique.

Le président: Merci, monsieur Kerwin. Monsieur Greenaway, cinq minutes.

M. Greenaway: Merci, monsieur le président.

Monsieur Kerwin, je pense que le ministère d'État à la Science et à la Technologie s'occupe fondamentalement de la coordination de programmes de quelque 60 groupes de recherche des divers ministères du gouvernement et du financement des priorités, ainsi de suite. Je ne pense pas qu'il s'agisse de ce que l'on appelle un ministère fonctionnel. Évidemment, dans un avenir très rapproché la décision sera prise de transformer profondément ou non ce ministère. Si j'ai bien compris, il y a de fortes possibilités pour que ce ministère soit beaucoup plus en vue, qu'il ait plus d'effectifs et participe plus étroitement à l'établissement de priorités spécifiques en recherche et à l'établissement d'orientations favorisant l'emploi, l'exportation et les profits.

Vous ne voudrez peut-être pas en parler mais je crois savoir que cela a inquiété bien des gens notamment au Conseil des sciences et au CNR. Cela signifie que le gouvernement jouera un plus grand rôle dans le choix des projets de recherche à entreprendre. Êtes-vous au courant? Est-ce que ce sera un problème?

M. Kerwin: Monsieur le président, je n'ai reçu aucun renseignement visant à la modification du mandat du ministère des Sciences et de la Technologie. Aussi, je ne peux vraiment pas faire de commentaire.

M. Greenaway: Dans ce cas-là je n'insisterai pas.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Monsieur Kerwin, connaissez-vous un petit livret publié par le Département d'État des Sciences et de la Technologie, intitulé: «Société en commandite: l'occasion d'investir dans la recherche et le développement au Canada»? Le cas échéant,

[Texte]

with this, could you tell the committee how much input your organization had in the preparation of the department's suggestions here. In short, have you any comment to make whether you feel there is great or little potential in trying to attract tax shelter money, I guess that is what you would call it, into the research and development field?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, other than casual exchanges between my colleagues and those of MOSST which take place all the time, we did not submit a formal contribution to this particular brochure, which of course is mostly an economic and fiscal concern and not really a bench matter. But we are sensitive to these questions and anything that will encourage industry to undertake more R&D is also encouraged by us.

Concerning that particular program though, with your permission, Mr. Chairman, Vice-President Glegg would have a more detailed answer.

The Chairman: Mr. Glegg.

Mr. Glegg: Thanks, Mr. Chairman. Indeed NRC has not contributed a very great deal to that particular effort on the part of MOSST. I think however, there is a clear need to try to induce as much private sector money to flow into research activity as is reasonable. There are probably a number of ways in which this can be done, and that is certainly one of them—the limited partnership notion in which in fact limited partnerships would invest in research-performing agencies and the losses incurred in these agencies would in fact flow through to the members of the limited partnership. That is the theory of that particular one. In fact, of the two ways that have been proposed recently at all seriously, that is probably the more viable and the more reasonable in terms of administration.

• 2145

Another suggestion has been made in which tax shelters resembling the sorts of shelters now provided, for instance, for the film industry would also be considered. I guess in our discussions with MOSST we have, I suppose one might say, asked some questions about how practical that would be to administer, because it is a little bit more difficult to identify activity as genuine research than to identify it as a film, for instance. But we certainly see that as a generally useful thing to want to do: to induce private sector money to flow into the research process.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, to Dr. Kerwin. If an entrepreneur wanted to contract with the National Research Council with a view to having you do some research work, would you entertain such a contract knowing that he intended to raise most of his money through a limited partnership?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I believe we would, because if the limited partnership is a recognized and approved method of putting funds into R&D, then of course if we are called upon to provide services, it is our duty to do so. So I would not

[Traduction]

pouvez-vous nous dire quelle a été la participation de votre organisme dans la préparation des suggestions du ministère contenues dans ce document. En résumé, quels sont vos commentaires ou pensez-vous qu'il y a peu ou beaucoup de chances pour faire du domaine de la recherche et du développement un abri fiscal, je pense que c'est comme cela qu'on l'appellerait?

M. Kerwin: Monsieur le président, sauf les échanges officiels continus entre mes collègues et ceux du Département d'État des Sciences et de la Technologie, nous n'avons fait aucune contribution officielle à ce livret lequel, bien sûr, porte surtout sur des questions d'ordre économique et fiscal, et non de recherche. Toutefois, nous sommes intéressés par ces questions et nous encourageons tout ce qui favorisera une plus grande participation de l'industrie à la recherche et au développement.

Avec votre permission, monsieur le président, le vice-président Glegg aurait plus de précisions à fournir sur ce programme.

Le président: Monsieur Glegg.

M. Glegg: Merci, monsieur le président. En fait, le CNR a peu contribué à cette initiative particulière du ministère. Toutefois, je pense qu'il faut clairement essayer d'attirer le plus d'argent possible du secteur privé vers des activités de recherche raisonnables. Il y a probablement de nombreuses façons de le faire et la société en commandite est sans doute l'une d'elles. Si cette société investissait dans des agences effectuant des recherches, les pertes encourues par ces agences lui seraient en fait transférées. C'est l'hypothèse de cette proposition. En fait, des deux propositions sérieuses formulées récemment, c'est probablement la plus rentable et la meilleure sur le plan administratif.

Une autre suggestion visait des abris fiscaux à l'instar de ceux que l'on offre par exemple à l'industrie du cinéma. Dans le cadre de nos discussions avec le ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie, nous avons posé des questions sur l'aspect pratique de cette proposition car il serait un peu plus difficile d'identifier une réelle activité de recherche qu'un film, par exemple. Toutefois, nous reconnaissons certainement que c'est très utile de vouloir inciter les capitaux privés à s'orienter vers les activités de recherche.

M. Stevens: Monsieur le président, monsieur Kerwin. Si l'entrepreneur désirait faire effectuer certains travaux de recherche à contrat par le Conseil national de recherches, envisageriez-vous de le faire sachant qu'il a l'intention d'obtenir la plus grande partie de son financement par le truchement d'une société en commandite?

M. Kerwin: Monsieur le président, je pense que nous le ferions, car si la société en commandite est la méthode connue et autorisée d'investissements dans la recherche et le développement, ce serait alors notre devoir d'offrir les services si on

[Text]

see any objection to responding to such a client and considering the client in the same way as any others.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman again, I was wondering if Dr. Kerwin could give us the benefit of his insight or observations with respect to the complaint that we hear sometimes that subsidiaries of multinational corporations are rather curtailed in the amount of research and development they do in Canada. There is one large concern I talked to only last week and they pointed out that their research and development complement in Canada was 150 people and the parent in the United States had 6,000. The parent had 6,000 people in research and development activities, more than the entire workforce of this company in Canada.

Mr. Kerwin: I know the company, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: You probably do. Well if you know the company, perhaps I do not have to go much further. Do you feel that this is a problem in Canada: that the parents are tending to snuff out, if you like, research and development activities that you would normally expect Canadian companies to be engaged in?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I consider it to be one of the several problems that are currently preventing Canada from achieving its R&D goals. Two solutions have been proposed for this problem. One appears to me to be more practical than the other. That one is the solution of the limit of the global mandate. This, Mr. Chairman, as I believe the committee knows, is a solution whereby the parent company gives to its Canadian branch the responsibility for imagining new products, doing the research and development necessary and subsequently the manufacture and marketing of these products without competition from any other branch of that company. Therefore the Canadian branch has a world right to the results of its research and development.

Quite a few multinationals have done this, some of them very extensively and quite successfully, and this, I believe, is currently the preferred way we would like to see them go.

A second solution has been proposed which is much more drastic. Considering that the Canadian government policy is that 1.5 per cent of GNP should be spent on research and development, then it would be made mandatory that all Canadian manufacturers spend the equivalent of 1.5 per cent of their contribution to the gross national product. If they did not choose to spend this on their own R&D in their own laboratories, they would simply contribute the equivalent amount to a central fund which would then be used for industrial R&D in Canada. This is a very drastic solution and one can immediately see objections to it, but it has been proposed.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, again to Dr. Kerwin. You indicated that you knew the company I was

[Translation]

nous le demandait bien sûr. Alors je n'aurais aucune objection à répondre à un tel client qui serait traité comme tout autre client.

M. Stevens: Monsieur le président, M. Kerwin pourrait-il nous faire part de ce qu'il sait ou de ce qu'il a vu au sujet de la plainte que nous entendons parfois, à savoir que l'on limite la quantité de recherche et de développement que les filiales des compagnies multinationales effectuent au Canada. La semaine dernière, je m'entretenais avec les gens d'une grande entreprise qui m'ont indiqué qu'au Canada leur section de recherche et de développement comptait 150 personnes alors que celle de la compagnie-mère aux États-Unis en comptait 6,000, soit plus que l'effectif total de cette compagnie au Canada.

M. Kerwin: Je connais cette compagnie, monsieur le président.

M. Stevens: Vous la connaissez probablement. Dans ce cas-là, je n'ai peut-être pas besoin d'en dire davantage. Selon vous, est-ce un problème au Canada, le fait que les compagnies-mères ont tendance à s'accaparer, si vous voulez, les activités de recherche et de développement que l'on s'attendrait de voir effectuées normalement par les compagnies canadiennes?

M. Kerwin: Monsieur le président, je considère que c'est l'un des nombreux problèmes qui empêchent présentement le Canada d'atteindre ses objectifs en matière de recherche et de développement. On a proposé deux solutions à ce problème dont l'une semble plus pratique que l'autre. Cette solution vise à limiter le mandat global. Comme vous le savez probablement, monsieur le président, selon cette solution, la compagnie-mère donne à sa filiale canadienne la responsabilité d'inventer de nouveaux produits, d'effectuer la recherche et le développement nécessaires et subséquemment de les fabriquer, de les commercialiser sans concurrence d'autres filiales de cette compagnie. Donc, la filiale canadienne a des droits mondiaux sur les résultats de ces activités de recherche et de développement.

De nombreuses multinationales l'ont fait, certaines d'entre elles de façon très poussée et avec beaucoup de succès. Présentement, c'est la démarche que nous préfererions qu'elles adoptent.

La deuxième solution proposée est beaucoup plus draconienne. Comme la politique du gouvernement canadien dit que 1.5 p. 100 du PNB devrait être consacré à la recherche et au développement, alors il serait obligatoire pour tous les manufacturiers canadiens d'y affecter l'équivalent de 1.5 p. 100 de leur contribution au produit national brut. S'ils décidaient de ne pas consacrer ce montant à la recherche et au développement dans leurs propres laboratoires, alors ils contribueraient simplement l'équivalent de ce montant à un fonds central qui serait utilisé pour la recherche et le développement industriels au Canada. C'est là une solution très draconienne et on peut immédiatement avoir des objections, mais cela a été proposé.

M. Stevens: Monsieur le président, je m'adresse de nouveau à M. Kerwin. Vous avez dit connaître la compagnie à laquelle

[Texte]

referring to when I described what they felt was a bit of a problem. Can you tell the committee how much there is of this? How often do companies such as that come to you and say that they feel they are living with a problem? Is it an exceptional thing? Would you say that roughly half the companies that you know of, that you would normally expect in research and development are curtailed in this way?

• 2150

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, my personal experience has apparently been quite limited, because I only have knowledge of two cases in which the Canadian branch complained to me, personally or privately, that they were dissatisfied with the policy of the parent company. However Mr. Glegg is in much broader communication with Canadian industries and his experience on this particular question may be more extensive. With your permission, Mr. Chairman, he might answer.

The Chairman: Mr. Glegg.

Mr. Glegg: Thank you, Mr. Chairman. I think it is fair to say that there is an enormous increase in the extent to which the managements of the Canadian subsidiaries of foreign-owned multinationals now wish to perform research. I say that there has been a very large and rapid increase, because in fact 10 years ago there really was not all that much interest on the part of the managements of foreign-owned subsidiaries to perform research really, because at that time the implications of not being in control of one's product existence really were not so sharply felt. However, I think within the last few years, and especially in view of the fact that with shifting tariff protection possibilities resulting from our GATT arrangements, I think, Canadian managements are now beginning to see that the basis on which they traded before in Canada is in fact shifting and that in their own interest it will be essential for them to be able to develop products in Canada, or the theory of their existence will indeed become very marginal. So, I think it is fair to say that among the some hundreds of contacts that are made with Canadian subsidiaries in the course of a year or so on the part of the National Research Council, which really has a high rate of contact with this sort of firm, more than a half of them are now extremely sensitive to the issues that are involved; to the necessities of becoming much more technologically intensive. I must say very many of them now very actively seek the support of the National Research Council in setting up programs of research.

The Chairman: Thank you, Mr. Glegg. Thank you, Mr. Stevens, I have given you 10 minutes because of the fact that you—

Mr. Stevens: When do I get my extra five?

The Chairman: After I make a comment, which I hope you will allow me to do.

Members of the committee will know that every year we have some votes that are referred to this committee which, by

[Traduction]

je faisais allusion lorsque j'ai décrit ce qu'ils pensaient être un réel problème. Est-ce que vous pouvez dire au Comité s'il se pose beaucoup de problèmes de ce type? Ainsi, les sociétés comme celles dont vous avez parlé s'adressent-elles souvent à vous pour vous dire qu'elles ont des difficultés? Est-ce que c'est rare? Diriez-vous qu'approximativement la moitié des sociétés que vous connaissez et qui normalement font de la recherche et du développement connaissent les restrictions de ce type?

M. Kerwin: Monsieur le président, mon expérience personnelle est assez limitée étant donné que je n'ai eu vent que de deux cas de filiales canadiennes qui se sont plaintes à moi, personnellement ou en privé, pour me dire qu'elles étaient mécontentes de la politique adoptée par la société-mère. Toutefois, M. Glegg est plus au courant de la situation des industries canadiennes et il a beaucoup plus d'expérience que moi dans ce domaine. Donc, avec votre permission, monsieur le président, je vais lui demander de répondre.

Le président: Monsieur Glegg.

M. Glegg: Merci, monsieur le président. En toute justice, je crois qu'il faut reconnaître qu'il y a eu une augmentation importante du nombre de filiales canadiennes de multinationales étrangères qui font maintenant de la recherche. Cette augmentation est importante et s'est faite rapidement parce qu'en fait, il y a dix ans, les responsables des filiales de sociétés étrangères n'étaient pas très intéressés à faire de la recherche parce que, à l'époque, le fait qu'elles n'avaient pas le contrôle de leurs opérations n'était pas une question aussi délicate qu'à l'heure actuelle. Toutefois, au cours des dernières années et à mon avis, surtout à cause des mesures de protection tarifaire concédées par les accords du GATT, je crois que les responsables canadiens commencent à se rendre compte que la façon dont ils opéraient avant au Canada est en train de changer et qu'à l'avenir, il sera essentiel qu'ils soient à même de développer les produits au Canada, faute de quoi leur existence sera remise en cause. Donc, en toute justice, on doit reconnaître que parmi les centaines de filiales canadiennes avec lesquelles le Conseil national de recherches s'est mis en rapport, plus de la moitié sont à l'heure actuelle extrêmement sensibilisées à ces questions et admettent qu'elles doivent faire une plus large place à la technologie. Je dois dire que la plupart d'entre elles font tout ce qu'elles peuvent à l'heure actuelle pour obtenir l'appui du Conseil national de recherches, afin d'élaborer des programmes de recherche.

Le président: Merci, monsieur Glegg. Merci, monsieur Stevens, je vous ai donné 10 minutes étant donné que...

M. Stevens: Quand est-ce que je pourrai utiliser les cinq minutes qu'il me reste?

Le président: Lorsque j'aurai fini de parler si vous me le permettez.

Messieurs les membres du Comité, vous savez que chaque année, le Comité doit étudier certains crédits dont l'étude se

[Text]

tradition, are not heard or not witnessed. I am thinking of Vote 1 for the Senate. It has been a tradition also that we send a letter to the Senate, asking the Senate to send us a letter attesting to the fact that they have looked at their Senate estimates 1982-83; that they have looked at the outlines in Vote 1 and respond to this committee, saying that they have indeed looked at the vote. I would like to have the permission of the committee to write to the Senate and ask for that traditional letter, unless there are some other contributions from members on this very important—

Mr. Stevens: I so move.

The Chairman: Thank you, sir. That was my only point of discussing business. Mr. Stevens.

Mr. de Jong: Would it be in order to make a motion that the estimates be reduced to \$1?

The Chairman: No, we do not have a quorum. I just wanted to inform the committee, for the record, that I was writing a letter to the Senate, asking for their comments. Mr. Stevens, I may give you a few minutes more, if you would like, sir.

• 2155

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. Dr. Kerwin, I think you recently were familiarized with the research and development thrust that France is now embarking on. I wonder whether you could help the committee by summarizing what you understand are the main points to which they are trying to orient their program. Secondly, is there anything that you could supply us with in the line of a brief or whatever you might have picked up there, setting out the program in more detail—giving a good platform here.

Mr. Kerwin: It is a wonderful platform, Mr. Chairman, and I hope that at some date we may be able to extend it in time because the *Colloque national* which I attended in France was one of the most unusual events I have ever witnessed with respect to research and development. A synthesis of the great deal of documentation available is now being prepared at Science Council under the direction of Dr. L'Abbé and we hope to have it available for Canada within a couple of months.

It was an unusual event which had been prepared for six months. It involved 5,000 specialists, and the culmination was the *Colloque national* in Paris, where 4,500 people attended, heard a three-quarter hour speech by the President of France at the beginning, another one by the Prime Minister of France at the end and several by the Minister of Science and Technology in between. For four days it was divided up into 15 commissions discussing the details of the great new leap forward into science and technology by France.

President Mitterrand gave the rationale as follows: He declared it to be unacceptable that France should be only in

[Translation]

fait par tradition à huis clos et sans débat. C'est le cas du crédit 1^{er} pour le Sénat. Par tradition, nous envoyons également une lettre au Sénat dans laquelle nous demandons aux sénateurs de nous répondre qu'ils ont étudié les prévisions budgétaires du Sénat pour 1982-1983, qu'ils ont pris en considération le crédit 1^{er} et qu'ils en ont étudié la substance. Avec votre permission, je voudrais écrire au Sénat pour lui demander de nous envoyer cette lettre, à moins que certains autres députés aient quelque chose d'autre à ajouter sur cette question importante.

M. Stevens: Je le propose.

Le président: Merci monsieur. C'est tout ce que je voulais dire. Monsieur Stevens.

M. de Jong: Pourrait-on présenter une motion pour que les prévisions budgétaires soient ramenées à \$1.00?

Le président: Non, nous n'avons pas le quorum. Tout ce que je voulais, c'était informer le Comité que j'allais adresser une lettre au Sénat pour lui demander son point de vue. Monsieur Stevens, je vous donne la parole quelques minutes si vous le voulez.

M. Stevens: Merci, monsieur le président. Monsieur Kerwin, je crois que récemment vous avez eu l'occasion de vous familiariser avec les tendances actuelles de la recherche et du développement en France. Peut-être pourriez-vous aider le Comité en essayant de résumer les tendances qui, d'après vous, sont à la base des programmes de recherche et de développement en France. Deuxièmement, auriez-vous certains documents, par exemple des mémoires qui vous auraient été remis lors de votre visite en France, lesquels pourraient indiquer plus en détail au Comité les programmes suivis par la recherche française, ce qui constituerait pour nous une excellente base de discussion.

M. Kerwin: En effet, monsieur le président, et j'espère qu'il nous sera possible d'en discuter parce que le Colloque national, consacré à la recherche et au développement, auquel j'ai assisté en France a été un événement tout à fait extraordinaire. Le Conseil des sciences, sous la direction de M. L'Abbé, est en train de regrouper et de faire la synthèse d'un grand nombre de documents présentés lors du colloque et j'espère que dans quelques mois, il nous sera possible au Canada de la consulter.

J'ai dit que le colloque a été un événement hors du commun qui a nécessité six mois de préparation et auquel ont participé 5,000 spécialistes et où le point culminant a été le discours d'ouverture du président Mitterrand aux 4,500 participants réunis à Paris ainsi que le discours de clôture du Premier ministre et plusieurs autres discours, notamment celui du ministre des Sciences et de la Technologie. Pendant quatre jours, les congressistes se sont répartis en 15 commissions pour discuter en détail le «grand bond» que doit faire la France dans le domaine des sciences et de la technologie.

Le président Mitterrand en a expliqué les raisons de la façon suivante: il a déclaré qu'il était inacceptable que la France se

[Texte]

fourth or fifth position among the industrialized nations in the development of high technology products and industries. He therefore announced that within the next five years France would climb from fourth or fifth position to first position. The reason for this was that it was necessary to face up to the economic crisis in which France finds itself. The objectives, which were repeated several times, are twofold: First, to recapture the domestic market of high technology products from the companies of other countries; secondly, to dominate the international market in high technology products.

For the purpose of achieving this goal, France intends to move from its currently disgraceful position of only spending 1.8 per cent of its gross national product on science and technology to 2.5 per cent by 1985, which, of course, is only three and a half years away. He therefore announced increased credits for research and development in France at the rate of 18 per cent per year for the next four years in constant francs and an increase in scientific personnel in the various agencies and laboratories of 5 per cent per year in terms of constant scientists.

He also announced a number of priorities. These included four items of current technology, such as nuclear energy, and four items of new technology, such as micro-electronics and bio-genetics, and two areas of social science.

The Prime Minister pointed out that this would only be accomplished by very vigorous and extraordinary initiatives, even going so far as to set out to revamp the curriculum in the primary schools to make children more sensitive to science and technology before they got to high school.

It was an extraordinary political commitment and I was disappointed that relatively little publicity was given to this colloquium in Canada by the Canadian media. I hope considerable attention will be paid to this colloquium by the various agencies and authorities because, while it may be ambitious and all of it may not come to pass, it remains that it is a very clear indication of the move of other countries and of, what we may call, the temperature of the high technology field in the world just now.

• 2200

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin. Thank you, Mr. Stevens. This, being 10 o'clock—

Mr. Stevens: Mr. Chairman.

The Chairman: Yes, sir.

Mr. Stevens: I just wonder whether I could have one brief question. On that scale that Mr. Mitterrand was referring to, of France's being fourth or fifth, where would Canada be on that scale?

Mr. Kerwin: On that scale, we are approximately twelfth.

[Traduction]

située en 4^e ou en 5^e position parmi les pays industrialisés dans le développement d'industries et de produits de haute technologie. En conséquence, il a annoncé que dans les cinq prochaines années, la France devrait rattraper son retard et prendre la tête. En effet, la France doit se ressaisir, a dit le président, pour faire face à la crise économique qui sévit sur son territoire. Les objectifs, sur lesquels on a insisté à de multiples reprises, sont doubles: premièrement, il s'agit de reprendre le marché national des produits de haute technologie aux compagnies étrangères; deuxièmement, d'assurer la suprématie de la France sur les marchés internationaux des produits de haute technologie.

Pour ce faire, la France a l'intention de subventionner beaucoup plus la recherche et le développement; à cet effet, le gouvernement français d'ici 1985 consacra 2.5 p. 100 du produit national brut aux sciences et à la technologie par rapport à 1.8 p. 100 à l'heure actuelle, ce qui représente une augmentation de 1.7 p. 100 sur trois années et demie. En conséquence, le président a annoncé une augmentation des subventions à la recherche et au développement en France de l'ordre de 18 p. 100 par année en francs constants pour les quatre prochaines années et une augmentation de 5 p. 100 du nombre des effectifs scientifiques des différents laboratoires et agences du gouvernement.

Il a également annoncé plusieurs domaines prioritaires, dont l'énergie nucléaire, les nouvelles technologies comme la micro-électronique et la bio-génétique, ainsi que deux domaines en sciences sociales.

Le Premier ministre a fait remarquer aux congressistes que ces objectifs ne pourraient être atteints que si l'on prenait des mesures extraordinaires, par exemple repenser les cours dans les écoles primaires pour sensibiliser davantage les enfants aux sciences et à la technologie avant qu'ils n'entrent au lycée.

Il s'agit d'un engagement politique hors du commun et j'ai personnellement été déçu que les médias au Canada ne se soient pas fait davantage l'écho des travaux de ce colloque. J'espère que les différentes instances et les responsables se pencheront davantage sur les travaux du colloque parce que, même s'il s'agit d'un projet ambitieux dont certains objectifs ne seront pas atteints, il n'en reste pas moins qu'il témoigne clairement de ce que font d'autres pays et constitue ce que nous pourrions appeler le baromètre de la haute technologie mondiale à l'heure actuelle.

Le président: Merci, monsieur Kerwin. Merci, monsieur Stevens. Étant donné qu'il est 22 heures...

M. Stevens: Monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Stevens: Est-ce que je peux poser une brève question. Le président Mitterrand a dit que la France venait en quatrième ou en cinquième position, où se situerait le Canada?

M. Kerwin: Eh bien, sur la même échelle, nous serions approximativement en douzième position.

[Text]

An hon. Member: Fifteenth.

I have the current order. On one list, and there are various, it goes like this: United States, United Kingdom, Germany, France, Netherlands, Norway, Australia, Japan, Switzerland, Belgium, Sweden and Canada, followed by Denmark, Italy and Finland.

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin.

This was most interesting, Dr. Kerwin, thank you for coming tonight.

I do not know if we are going to see you again on these estimates. We may see you some other time, sir. Thank you for your testimony.

Good night.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Une voix: En quinzième position.

Je peux vous donner l'ordre des pays. J'ai une liste, qui n'est d'ailleurs pas la seule, qui se présente comme suit: États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Norvège, Australie, Japon, Suisse, Belgique, Suède et Canada, suivis par le Danemark, l'Italie et la Finlande.

Le président: Merci, monsieur Kerwin.

C'était très intéressant, monsieur Kerwin, merci beaucoup d'être venu ce soir.

Je ne sais pas si nous aurons l'occasion de vous revoir pendant l'étude des prévisions budgétaires. Nous vous verrons peut-être à un autre moment. Merci beaucoup d'être venu ce soir.

Bonsoir.

La séance est levée.

APPENDIX "MEST-26"

"TRANSLATION"

OTTAWA, Ontario,
Monday, December 7, 1981

Mr. Jean-Robert Gauthier, M.P.
Chairman, Standing Committee
on Miscellaneous Estimates
Room 552-D
House of Commons

Dear Sir,

As I promised, I am replying to the question asked by Mr. H. Herbert, Member of Parliament, at the November 24th meeting of the Miscellaneous Estimates Committee, with respect to payments of retirement pension plan contributions in cases involving leave without pay. I gather that this question referred to the provisions of recently concluded collective agreements which, in keeping with the policy approved by the Treasury Board whereby public servants will be allowed to take leave in order to assume family responsibilities, authorizes an employee to take in the course of his or her career leave without pay in one or more periods to a total maximum of five years for the care of pre-school age children.

The basic aim of this policy of family leave was to update existing policies which no longer reflected present-day realities and social trends such as the growing number of working mothers and the new division of parental responsibilities within couples. We attempted to set a flexible, fair and non-discriminatory policy on leave and benefits to meet as adequately as possible our employees' needs while at the same time respecting the government's operational objectives.

The provision authorizing leave without pay for up to five years for the care and nurturing of pre-school age children is part of this policy. Previously it was the responsibility of the Deputy Chief to grant leave without pay for personal reasons for periods generally not exceeding one year. Under the new provision application for this type of leave may not be refused but is granted at the request of the employee. Moreover, such leave, which may be extended for a

maximum period of five years, is available to both men and women although it is mainly the latter who are expected to take advantage of it since the mother will be entitled to remain home with her pre-school age children while retaining her status as an employee and continuing to participate in the pension plan throughout her career in the Public Service. This feature constitutes an important advance for women since their pensions will not be reduced as a result of periods when they have temporarily left their employment in order to look after their children. In this respect the Public Service pension plan is somewhat ahead of many other pension plans offered by employers which generally do not take into account periods of leave without pay for family reasons in calculating the years of service providing entitlement to a pension.

The cost for the employee depends on the length of the leave and the reason for which it was granted. In the case of leave without pay, the employee must usually continue contributions as if still working and also pay the employer's contribution. This amounts to a double rate. However, for leave without pay which does not exceed six days and for maternity, paternity and sick leave, the employee pays only his contribution, that is a single rate. I should point out that even if an employee pays a double rate, that is 12.8 per cent of his salary if we take into account CBP contributions, there is still a cost to the government amounting to about 3 per cent of the salary.

In answer to Mr. Herbert's question about the method of payment of contributions in the case of leave without pay, there is now a regulation under the Public Service Superannuation Act stipulating that the employee may pay his contributions in one lump sum upon resuming employment or in several instalments from the moment of his return to work throughout a period equivalent to that of the leave. For example, if an employee was on leave without pay for five years, he would be entitled on his return to spread out payments over a five-year period. The regulation also provides for the possibility of extending the period of reimbursement should it prove too difficult for the employee to make his contributions. In some cases employees have requested that the reimbursement period be extended even though they were experiencing no financial difficulties.

Lastly, I would like to mention that the Secretariat and the Department of Supply and Services which is responsible for administrative procedures are now examining all aspects of the employer and employee contributions to the pension plan in all cases of leave without pay as well as the method of payment and are contemplating various possibilities. I shall not attempt to predict the results of the studies.

I hope that this information will be useful to the committee.

Yours sincerely,

Donald J. Johnston

APPENDICE "MEST-26"

OTTAWA, Ontario,
Le lundi, 7 décembre 1981

Monsieur Jean-Robert Gauthier, député
Président, Comité chargé des prévisions
budgétaires en général
Pièce 552-D
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur,

Tel que je vous l'avais promis, je réponds à la question concernant le paiement des cotisations au régime de pension de retraite dans le cas d'un congé non payé, posée par M. H. Herbert, député, lors de la réunion du Comité chargé des prévisions budgétaires en général tenue le 24 novembre. Si j'ai bien compris, cette question avait trait aux dispositions de conventions collectives conclues récemment qui, en vertu de la politique approuvée par le Conseil du Trésor au sujet du droit des fonctionnaires de prendre un congé pour assumer des responsabilités familiales, autorisent un employé à prendre, au cours de sa carrière, une ou plusieurs périodes de congé non payé ne dépassant pas en tout 5 ans pour s'occuper d'enfants d'âge préscolaire.

Fondamentalement, la politique du "congé familial" a été adoptée pour actualiser les politiques en vigueur qui ne répondaient plus à la réalité et aux tendances sociales actuelles, telles que le nombre croissant de mères qui font partie de la population active et la nouvelle répartition des responsabilités parentales à l'intérieur du couple. On a tenté d'établir une politique souple, juste et non discriminatoire concernant les congés et les avantages afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins des employés, tout en respectant les objectifs opérationnels du gouvernement.

La disposition qui autorise un congé non payé de 5 ans pour les soins et l'éducation d'enfants d'âge préscolaire fait partie de cette politique. Jusque-là, c'était au sous-chef qu'il incombait d'accorder des congés non payés pour des raisons personnelles, pour des périodes ne dépassant pas un an habituellement. En vertu de la nouvelle disposition, un congé de cette nature ne peut être refusé: il est accordé sur demande. De plus, un tel congé, dont

la durée a été prolongée jusqu'à maximum de cinq ans au total, est certes accessible aussi bien aux hommes qu'aux femmes, mais ce sont surtout ces dernières qui en bénéficieront puisqu'il permettra à la mère de rester à la maison avec ses enfants en bas âge tout en conservant son statut d'employée et, partant, en continuant d'adhérer au régime de pension pendant toute sa carrière dans la Fonction publique. Cet aspect constitue un important pas en avant pour les femmes puisque leurs pensions ne seront plus diminuées à cause de la période pendant laquelle elles ont quitté temporairement leur emploi pour s'occuper de leurs enfants. A cet égard, le régime de pension de la Fonction publique devance quelque peu celui de nombreux autres employeurs puisque la plupart des régimes ne tiennent pas compte des périodes de congé non payé pour des raisons familiales dans le calcul du service ouvrant droit à pension.

Le coût pour l'employé dépend de la durée du congé et de la raison pour laquelle il a été accordé. En général, dans le cas d'un congé non payé, l'employé doit continuer de verser ses cotisations comme s'il ne s'était pas absenté de son travail, et il doit aussi payer la contribution de l'employeur, c'est-à-dire un "taux double". Toutefois, dans le cas des périodes de congé non payé ne dépassant pas six jours et pour les congés de maternité, de paternité et de maladie, l'employé ne verse que sa cotisation, c'est-à-dire, le "taux simple". Je dois vous signaler que, même si l'employé paye le taux double, c'est-à-dire 12,8% du traitement si l'on tient compte des contributions au RPC, le gouvernement assume tout de même un coût qui correspond à environ 3% du traitement.

En réponse à une autre question de M. Herbert concernant les modalités de paiement des cotisations dans le cas d'un congé non payé, le Règlement qui se rapporte à la Loi sur la pension de la Fonction publique stipule maintenant que l'employé peut payer ses contributions en un seul versement global lorsqu'il retourne au travail ou en plusieurs versements à partir du moment où il retourne au travail et pendant une période équivalente à la période de congé. Par exemple, si un employé est en congé non payé pendant cinq ans, à son retour au travail il pourra étaler ses versements sur une période de cinq ans. Le Règlement prévoit aussi qu'il serait possible de prolonger la période de remboursement, dans les cas où il serait trop difficile pour l'employé de verser ses cotisations. Dans certains cas, des employés ont demandé que l'on prolonge la période de remboursement bien qu'ils n'aient pas été dans une situation financière difficile.

Finalement, j'aimerais souligner que le Secrétariat et le ministère des Approvisionnements et Services, ce dernier étant responsable des procédures administratives, examinent actuellement tous les aspects des cotisations au régime de pension versées par l'employé et l'employeur dans le cas de tous les types de congé

non payé ainsi que les modalités de paiement des cotisations, et envisagent diverses possibilités. Je ne voudrais pas prédire les résultats de ces études.

Espérant que ces renseignements s'avèreront utiles au comité, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNED BY
A SIGNÉ L'ORIGINAL

Donald J. Johnston



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the National Research Council of Canada:

Dr. L. Kerwin, President;
Mr. W.A. Cumming, Executive Vice-President;
Mr. Keith Glegg, Vice-President (Industry);
Mr. E.F. Grabowy, Chief, Financial Services.

Du Conseil national de recherches du Canada:

M. L. Kerwin, président;
M. W.A. Cumming, vice-président exécutif;
M. Keith Glegg, vice-président (Industrie);
M. E.F. Grabowy, chef, Services financiers.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 71

Monday, March 22, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 71

Le lundi 22 mars 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 50—Public Service
Commission under SECRETARY OF STATE

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: Crédit 50—Commission de
la Fonction publique sous la rubrique SECRÉTARIAT
D'ÉTAT

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	Gamble
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gimaïel
Collenette	Greenaway
Cousineau	Halliday
Dion (<i>Portneuf</i>)	Herbert

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Huntington	Siddon
Kelly	Smith
McCauley	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, March 22, 1982:

Mr. Murphy replaced Mr. de Jong.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 22 mars 1982:

M. Murphy remplace M. de Jong.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, March 22, 1982

(88)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:07 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (Nepean—Carleton), Cousineau, Gauthier, Halliday and Herbert.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Public Service Commission: Mr. Edgar Gallant, Chairman; Ms. Anita Szlazak, Commissioner; Mr. Jim Ferguson, Director General, Corporate Systems and Services Branch; Mr. Roger Lapointe, Director General, Language Training Branch; Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch; Mr. Arthur St-Aubin, Director General, Staff Development Branch; Mr. Peter Smith, Director General, Audit Branch and Mr. Jacques Ranger, Director General, Management category—Programs Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 50—Public Service Commission under SECRETARY OF STATE.

Mr. Gallant made a statement and, with the witnesses, answered questions.

In accordance with a motion passed by the Committee at the meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the opening statement of the Public Service Commission of Canada to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates at the meeting held on Monday, March 22, 1982, be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "MEST-27"*).

At 10:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le lundi 22 mars 1982

(88)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h07 sous la présidence du président, M. Gauthier.

Membres du Comité présents: MM. Baker (Nepean—Carleton), Cousineau, Gauthier, Halliday et Herbert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: De la Commission de la Fonction publique: M. Edgar Gallant, président; Mad Anita Szlazak, commissaire; M. Jim Ferguson, directeur général, Direction générale des services et systèmes de gestion; M. Roger Lapointe, directeur général, Direction générale de la formation linguistique; M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la dotation; M. Arthur St-Aubin, directeur général, Direction générale du perfectionnement; M. Peter Smith, directeur général, Direction générale de la vérification et M. Jacques Ranger, directeur général, Programmes de la catégorie gestion.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur les Prévisions budgétaires en général 1982-83 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, Fascicule no 70*).

Le président met en délibération le crédit 50—Commission de la Fonction publique sous la rubrique SECRÉTARIAT D'ÉTAT.

M. Gallant fait une déclaration et, avec les témoins, répond aux questions.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que la déclaration préliminaire de la Commission de la Fonction publique devant le Comité permanent des Prévisions budgétaires en général à la réunion de lundi le 22 mars 1982, soit jointe aux procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *Appendice "MEST-27"*).

A 22h04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, March 22, 1982

• 2007

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous avons le nombre nécessaire de députés pour entendre les témoignages. Je mets en délibération le crédit 50—Commission de la Fonction publique sous la rubrique Secrétariat d'État. Vous trouverez ces renseignements dans le Livre bleu, à la page 26-53.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

C—Commission de la Fonction publique

Crédit 50—Commission de la Fonction publique—Dépenses du programme\$96,273,000

Le président: Nous avons, ce soir, le plaisir d'avoir avec nous le président de la Commission de la Fonction publique du Canada ainsi que M^{me} Szlajak, commissaire; nous avons également M. Jacques Ranger, M. Winston Wells et M. Jim Ferguson.

Bonjour. Monsieur Gallant, bienvenue, encore une fois, au Comité. Étant donné que nous nous occupons, ce soir, de l'administration, nous sommes intéressés à vous entendre. Mais, comme vous avez eu la gentillesse de nous faire parvenir copie de votre déclaration préliminaire, le greffier a pu la distribuer à tous les membres du Comité dans les deux langues officielles je crois.

Donc, vous pourriez peut-être ajouter quelques remarques et ensuite nous procéderons aux questions en bonne et due forme.

Monsieur Gallant.

M. Edgard Gallant (président, Commission de la Fonction publique): Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, comme vous l'avez fait remarquer, ma déclaration a été distribuée le 16 ou le 17 du mois, puisque nous pensions comparaître le 17. Par conséquent, il y a quelques petites modifications à y apporter.

En premier lieu, ma collègue, Anita Szlajak, est ici au lieu de notre autre collègue, John Edwards, qui est absent. J'aimerais également apporter une petite correction à la page 2 où l'on parle des augmentations du crédit demandé. Au deuxième point, on parle de compensation de la hausse des coûts salariaux et non salariaux annoncés par le Conseil du Trésor. Il faudrait s'arrêter là, 9.9 millions de dollars, parce qu'il n'y a aucune augmentation en ce qui concerne les coûts de la prime au bilinguisme.

En somme, monsieur le président, ce qu'il y a de plus nouveau à présenter, c'est d'abord le fait que la Commission de la Fonction publique, en collaboration avec le Bureau du contrôleur général et à la demande de celui-ci, a publié cette partie III du Budget des dépenses qui s'intitule Plan de dépenses.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 22 mars 1982

The Chairman: Order, please.

We have a quorum to hear witnesses. I now call Vote 50—Public Service Commission under Secretary of State. You will find that in the Blue Book at page 26-52.

SECRETARY OF STATE

C—Public Service Commission

Vote 50—Public Service Commission—Program expenditures\$96,273,000

The Chairman: Tonight we have the pleasure of welcoming the Chairman of the Public Service Commission of Canada as well as Mrs. Szlajak, one of the commissioners; we also have with us Messrs. Jacques Ranger, Winston Wells and Jim Ferguson.

Good evening. Mr. Gallant, once again, welcome to the committee. Tonight we are going to be speaking about management and we are quite eager to hear you. However, as you were nice enough to have a copy of your opening remarks sent to us, the Clerk has had it distributed to all members of the committee in both official languages, I believe.

So perhaps you could add a few remarks to that and we would then proceed to questions.

Mr. Gallant.

Mr. Edgar Gallant (Chairman, Public Service Commission): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, as you have said, my statement was distributed the sixteenth or seventeenth of this month as we thought we would be appearing on the seventeenth. There are therefore a few minor amendments to be made to it.

First of all, my colleague, Anita Szlajak, is here instead of our other colleague, John Edwards, who is absent. I would also like to make a small correction on page 2 where mention is made of requested increases in the budget. On the second point, what is mentioned is the compensation for the increase in salary and non-salary costs announced by Treasury Board. It should stop right there, at \$9.9 million, because there is no increase concerning costs for the bilingual bonus.

In brief, Mr. Chairman, the most recent thing we have to present here is, first of all, the fact that the Public Service Commission, in co-operation with the Office of the Comptroller General, produced part three of the estimates entitled Expenditure Plan.

[Texte]

Il y a lieu de faire remarquer également que la Commission a accepté de prendre en charge le Programme des carrières du Nord, un transfert de responsabilité du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien à la Commission.

• 2010

Autre fait saillant, il y a une réduction assez considérable des années-personnes et des budgets d'opération de la Direction générale du perfectionnement, ce qui a donné, par exemple, pour l'année qui vient, ou qui est à la veille de se terminer, une situation non plus déficitaire, mais de surplus.

Enfin, il conviendrait peut-être de souligner une couple de points en ce qui concerne les événements importants au cours de l'année. Ce sont, premièrement, la mise en oeuvre de la catégorie gestion qui, à notre sens, est en quelque sorte une mesure tellement importante que c'est la pierre angulaire, si vous voulez, de la réforme administrative dans la Fonction publique fédérale. Enfin, nous avons réalisé une entente entre la Commission et le Conseil du Trésor sur la clarification, la définition des rôles et responsabilités de chacun de ces deux organismes en ce qui concerne la gestion du personnel dans la Fonction publique canadienne.

Voilà, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Gallant.

Mr. Baker, would you like to start with 10 minutes?

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I would like to welcome the chairman, and John, and their colleagues.

I know; it happens to me too, sometimes.

I read the statement when it was distributed, and I have also had a chance to read the material that has been prepared on the estimates, Mr. Chairman. I want to raise a matter with you, sir, with which you are perhaps familiar, and that is the case of the problem of the public utterances of public servants, which has caused some difficulty and some confusion in the Public Service. I have in mind particularly the case of Neil Fraser, but there have been others, as you know.

It seems to me that we are in a situation of some considerable confusion. Various views were expressed by yourself the other day, when you were speaking quite candidly and frankly to The Forum of Young Canadians. I am inclined to do that too. But sometimes they are wired up to other offices when that happens. I must say I have had some views expressed from my constituents on the matter—expressed both ways: some saying that a public servant has no right at all to make any statement whatsoever on government policy, others saying that with government policies that affect the public generally a public servant is in no different a position from anyone else, save and except any statements that may be made on the work and the policies of his own department, where in effect he would be required—or ought not to deal with anything on the programs of the government.

[Traduction]

It should also be noted that the commission did accept to take charge of the Northern Careers Program, a responsibility which was transferred to the Commission from the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Another point worth mentioning is that there is a rather considerable decrease of person-years and operating budgets in the staff development branch which resulted, for example, for the coming year or for the one which is almost over now, not in a deficit situation any more, but in a surplus position.

Finally, it would perhaps be time to note a couple of points concerning important events which occurred during the year. First of all, the implementation of the management category which, in our minds, is a sort of very important measurement because it is the cornerstone, if you will, of the management reform in the federal Public Service. Finally, we got an agreement between the Commission and the Treasury Board on the clarification, definition of roles and responsibilities of each of those two organizations concerning staff management in the Canadian Public Service.

That was all I had to say, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Monsieur Baker, vous voulez les dix prochaines minutes pour poser vos questions?

M. Baker (Nepean—Carleton): J'aimerais souhaiter la bienvenue au président ainsi qu'à John et à leurs collègues.

Je le sais; cela m'arrive aussi parfois.

J'ai lu la déclaration préliminaire lorsqu'elle nous a été remise et j'ai aussi eu l'occasion de lire les documents concernant le budget, monsieur le président. J'aimerais soulever une question, ici, monsieur, que vous connaissez peut-être assez bien et il s'agit du problème que pose le cas d'un fonctionnaire qui se prononce sur certains sujets en public, ce qui a créé certaines difficultés et certaines confusions au sein de la Fonction publique. J'ai plus particulièrement à l'esprit le cas de Neil Fraser, mais il y a eu d'autres cas, comme vous le savez.

Il me semble que nous vivons une situation de confusion extrême. Vous même avez dit certaines choses l'autre jour lorsque vous avez parlé de façon très ouverte et franche au Forum des jeunes Canadiens. J'ai tendance à faire cela moi aussi. Cependant, on est parfois entendu ailleurs lorsque cela se produit. Je dois dire que les avis de mes commettants sont partagés à ce sujet: certains disent qu'un fonctionnaire n'a aucun droit de faire de déclaration publique à propos de quelque politique gouvernementale que ce soit, d'autres maintiennent que lorsqu'il s'agit de politique gouvernementale touchant le grand public, tout fonctionnaire a exactement les mêmes droits que tout autre citoyen, sauf lorsqu'il s'agit de déclaration portant sur le travail et les politiques de son propre ministère où l'on exigerait de lui... ou que ses commentaires ne devraient pas du tout porter sur les programmes du gouvernement.

[Text]

The matter was dealt with by the Finkelman Committee some time ago. That was in 1976. Since that time there have been some changes in the behaviour of public servants. I dare say public servants marched on Parliament Hill when the CLC had their demonstration against interest rates. Public servants are affected by the compensation program, or the adequacy of the compensation program, for the urea-formaldehyde cases. They are affected by policies in the budget; they are affected by a whole host of things, as are other citizens in the community. As I understand the statute, there is nothing specific in any statute law that prohibits a public servant from speaking on issues that do not bear directly on the work of his department, although there is custom and precedent other matters. If there are, as I understand, cases in 30-odd government departments, there are some who have very strict guidelines and some who do not. Now I go through that recitation to you to say that, at least with respect to guidance, there is none in Section 32 of the statute; in fact, it is a bit confused, as you and I know, because we have corresponded with respect to that statute; there is some mixture in the guidelines.

• 2015

I want to ask you this, sir: What is your view certainly with respect to the position of a public servant in that case? And second, given the confusion that there is in the minds of many people, would you consider this to be an appropriate subject for consideration by a parliamentary committee to see if there is some way by which the issues could be cleared? Finally, is there any reason why that latter suggestion might strike some opposition in your mind, given the position that both of us know exists?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, thank you for giving me the opportunity to, in a way, put the record straight. With respect to my appearance before the forum of young Canadians, I was invited to come to meet these young students from across the country, and to spend one hour with them. I was asked to speak to them for 10 to 15 minutes about the role of the public servant and the main characteristics of Canada's public service. This I did. And in these preliminary remarks, there was nothing said whatsoever relating to the subject matter of anything except the Public Service Employment Act, namely Section 32, the question of the impartiality of our federal public service; there I pointed out that in my humble opinion, Canadians would be the losers if this impartiality of our professional public service were to be compromised.

In the course of the discussion which followed these preliminary remarks—discussion which lasted for almost three quarters of an hour—there was one question, one question, concerning that subject. I then explained that this matter was not under the jurisdiction of the Public Service Employment Act, which dealt only with partisan political activities and, therefore, these were questions that came under the general umbrella of management. The pieces of legislation which apply are the Public Service Staff Relations Act and the Financial

[Translation]

Le comité Finkelman a traité de ce sujet il y a quelque temps. C'était en 1976. Depuis lors, il y a eu certaines modifications pour ce qui est du comportement des fonctionnaires. Il y avait des fonctionnaires à cette marche organisée sur la Colline parlementaire quand le CTC a organisé cette démonstration contre les taux d'intérêt. Les fonctionnaires sont touchés par le programme d'indemnisation des victimes de la fameuse urée-formaldéhyde, ou par son efficacité. Ils sont touchés par les politiques énoncées dans le budget; ils sont touchés par toutes sortes de choses comme tous les autres citoyens de la collectivité. D'après ce que j'en sais, aucune loi n'interdit à aucun fonctionnaire de faire connaître ses opinions lorsqu'il s'agit de sujets qui ne touchent pas directement le travail effectué par son ministère, quoiqu'il y ait certaines coutumes et précédents pour ce qui est d'autres sujets. S'il est vrai, comme j'ai cru le comprendre, que parmi les quelque 30 ministères gouvernementaux, certains ont des directives très strictes, d'autres n'en ont pas. Si je vous raconte tout cela, c'est pour vous dire que l'on ne trouve aucune directive à l'article 32 de la loi; en fait, la loi est floue, comme nous le savons tous deux, puisque nous avons échangé des lettres à ce sujet. Il y a une certaine confusion dans les directives.

Je veux donc vous poser la question suivante, monsieur: quelle serait, à votre avis, la position d'un fonctionnaire dans ce cas? Deuxièmement, compte tenu de la confusion qui existe dans de nombreux esprits à ce sujet, croyez-vous que ce soit là une question dont il faudrait saisir un comité parlementaire afin que celui-ci voie s'il serait possible de préciser ces questions? Enfin, vous vient-il des réserves à l'esprit quant à cette dernière suggestion, compte tenu de la situation dont nous sommes tous deux conscients?

M. Gallant: Monsieur le président, merci de m'offrir la possibilité de tirer les choses au clair d'une certaine façon. Au sujet de mon allocution devant le forum des jeunes Canadiens, on m'avait invité à venir rencontrer ces jeunes étudiants d'un peu partout au pays, à passer une heure avec eux. On m'avait demandé de leur adresser la parole pendant dix ou quinze minutes sur le rôle du fonctionnaire et les caractéristiques principales de la Fonction publique du Canada. C'est ce que j'ai fait. Dans mes remarques préliminaires, je n'ai rien dit sur cette question sauf pour parler de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, notamment l'article 32, concernant l'impartialité du fonctionnaire fédéral; à ce sujet, j'ai fait remarquer qu'à mon humble avis, les Canadiens y perdraient si l'impartialité de notre Fonction publique professionnelle était compromise.

Au cours de la discussion qui a suivi mon allocution—discussion qui a duré presque trois quarts d'heure—on m'a posé une question, une seule, sur ce sujet. J'ai alors expliqué que ce sujet ne relevait pas de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, laquelle ne parle que d'activités politiques partisans et, par conséquent, qu'il tombait sous le coup du domaine général de la gestion. Les lois qui s'appliquent sont celles des relations de travail dans la Fonction publique et de l'administration financière. J'ai néanmoins ensuite expliqué

[Texte]

Administration Act. Then I proceeded, nevertheless, to explain what the considerations were in that particular case which had been raised. I put it in terms that it was not a matter relating to a particular subject, to a particular issue, which had been discussed but, rather, it was a question of the insubordination of a senior public servant vis-à-vis the management of that department. So, for the record, that is what went on at this forum of young Canadians, contrary to some of the allegations that were made in some of the reports in the press.

Now to come to the question by Mr. Baker, Mr. Chairman, I would welcome, as I am sure my colleagues and undoubtedly many others in the system would welcome, the opportunity to have a parliamentary committee examine all aspects of this difficult question. And it is a difficult question, and as you have said, sir. There are differing views about the matter. It is extremely important, in my opinion, that these views be aired, and that all sides of the issue be given a chance to be heard.

• 2020

What is most important in the end is that, whatever decision is made, it be made *en connaissance de cause*; that is, it be made on the basis that the probable consequences are known and accepted. There is nothing more frustrating, I am sure, for political authorities, as it is for any other authority, to take a decision expecting certain results and to find out that the actual consequences are very different from expectations.

My own view, Mr. Chairman, which is strictly personal because, as I indicated, this is not a matter which was entrusted to the Public Service Commission because it is not covered under the Public Service Employment Act, my own view is that this country has fared very well on the basis of traditions—traditions not only of neutrality and impartiality of the Public Service of Canada, but tradition regarding the behaviour of public servants. Now as you have indicated, traditions change with the changes in societal values. There have been changes in our society, and there have been changes, undoubtedly, in the values by which many public servants are governed. As a result of these changes, it may be that what was adequate for the previous generation is no longer adequate for the current generation of public servants. So that is something which would be interesting and useful to examine, and I cannot think of a better forum for such a review than a parliamentary committee.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am very pleased to hear you say that. Just so you will know how much this case has affected some people, Mr. Chairman, I would like just to mention to the committee that I get out around in my riding, as we all do, where there are all kinds of things from chicken dinners to community meetings, and I have had public servants come to me and suggest that, well, they do not know whether they should be speaking to me or not. They say it half humorously, but it is still said and the issue is there. So I tell them that I am absolutely harmless and, in any event, I will

[Traduction]

quelles étaient les considérations que ce cas particulier avait soulevées. J'ai fait valoir que ce n'était pas le fait d'avoir parlé d'un sujet ou d'une question donnée, mais qu'il s'agissait plutôt de l'insubordination d'un fonctionnaire supérieur à l'égard de la direction de ce ministère. Je veux donc qu'il soit noté que c'est ce qui s'est passé devant le forum des jeunes Canadiens, contrairement à certaines allégations publiées dans certains journaux.

Maintenant, pour en revenir à la question de M. Baker, monsieur le président, je serais heureux, tout comme mes collègues, j'en suis persuadé, et de nombreuses autres personnes intéressées, qu'un comité parlementaire puisse examiner tous les aspects de cette épineuse question. Et c'est bel et bien une question épineuse, comme vous l'avez dit vous-même, monsieur. Il existe des opinions divergentes à cet égard. À mon avis, il est extrêmement important de faire connaître ces opinions et d'offrir à tous les tenants la possibilité d'être entendus.

L'essentiel, en dernière analyse, quelle que soit la décision prise, c'est qu'elle soit prise en connaissance de cause, en ce sens qu'il faudra en connaître et en accepter les conséquences probables. Rien n'est plus frustrant, j'en suis persuadé, pour les autorités politiques, comme pour toutes autres autorités, de prendre une décision dans l'espoir d'obtenir certains résultats pour ensuite se rendre compte que les conséquences réelles sont bien différentes de ce qui était prévu.

À mon avis, monsieur le président, avis purement personnel, puisque comme je l'ai déjà dit, cette question n'a pas été confiée à la Commission de la Fonction publique, puisqu'elle n'est pas régie par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, à mon avis donc, notre pays s'est très bien porté en se fondant sur les traditions—traditions non seulement de neutralité et d'impartialité de la Fonction publique du Canada, mais traditions visant le comportement des fonctionnaires. Or, comme vous l'avez mentionné, les traditions évoluent en fonction des changements dans les valeurs de la société. Il y a eu des changements dans notre société, et il y a aussi eu des changements, sans aucun doute, dans les valeurs qui gouvernent de nombreux fonctionnaires. À la suite de ces changements, il se peut fort bien que ce qui convenait à la génération précédente ne convienne plus à la génération actuelle de fonctionnaires. Il serait donc intéressant et utile d'examiner cette question et je ne saurais penser à une meilleure tribune où effectuer une telle révision qu'un comité parlementaire.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je suis très heureux de vous l'entendre dire. Afin que vous sachiez jusqu'à quel point cette affaire touche certains, monsieur le président, j'aimerais expliquer simplement au Comité que je me déplace dans ma circonscription, comme nous tous, que j'assiste à toutes sortes d'événements, à des soupers au poulet et à des réunions communautaires, et des fonctionnaires sont venus me parler en me disant qu'ils ne savaient pas s'ils devaient le faire ou non. Ils le disent un peu en blague, mais leurs propos sont malgré tout empreints de vérité. Je leur réponds donc que je suis

[Text]

respect any confidence. None of them ever reveal any secrets to me but they do talk about things that are affected by it.

To crystallize the problem: Is the public interest not served, for instance, if an employee of the Department of Justice should criticize the interest rate policy of the government when he is renewing his mortgage at the bank? That is one question. Is there some damage done to the public service process or the position of the public service, if a public servant should sit in a committee room and stuff envelopes on behalf of a candidate? What do you do about the public servant and his wife who own a home and the husband says that he cannot take any part in politics, but the wife says that while he may not be able to, she is going to put the lawn sign on her half of the lot? You know and I know that we have run into that situation and there is no clear law with respect to that kind of thing. It is an issue which we may be able to settle.

The writing of letters can vary. I want to put this so that it is properly framed for you, but what has concerned me is that the Minister of National Revenue took one position and the President of the Treasury Board in the House took one position, but the Minister of Supply and Services took another position. He said in the House that it was quite appropriate for public servants to go out and promote policies. He said this in Halifax. One minister says one thing and another minister says another, and there is some confusion. So I am very pleased that you have agreed that that would be it. I know the chairman will join me in urging that on the government, even if we have to petition them together and use Standing Order 43 which is the most effective weapon we have.

• 2025

The Chairman: Mr. Baker, your time is up.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I was watching the clock. I want to thank you for that answer because I think I agree with you, sir. I am pleased that you say it is a matter that should be investigated.

The Chairman: Thank you, Mr. Baker. For my own information and maybe for the information of other members of the committee, under what section and under what law was Mr. Fraser, *congedié, comment dit-on cela?*

Mr. Gallant: Released.

The Chairman: Released. Do you know? Does anybody know in this room?

Mr. Gallant: I think it is under the Financial Administration Act, but I stand to be corrected on this.

Mr. A.J. Neilson (Director General, Staffing Branch, Public Service Commission): I believe Mr. Fraser was released under the Public Service Staff Relations Act.

An hon. Member: Section 31?

[Translation]

parfaitement inoffensif et que de toute façon, je garderai pour moi leurs confidences. Aucun d'entre eux ne me révèle de secrets, mais ils me parlent des conséquences de cette affaire.

Pour mettre le problème en relief, demandons-nous si l'intérêt public est servi si, par exemple, un employé du ministère de la Justice critique la politique de taux d'intérêt du gouvernement lorsqu'il doit renouveler son hypothèque à la banque. C'est là une question. Y a-t-il atteinte au processus de la Fonction publique ou à la position de la Fonction publique si un fonctionnaire s'installe dans une salle de comité et remplit des enveloppes pour le compte d'un candidat? Que faire dans le cas d'un fonctionnaire et de son épouse, propriétaires d'une maison, si le mari dit qu'il ne peut pas participer à la vie politique, mais que sa femme déclare que bien qu'il ne puisse le faire, elle va installer une affiche sur la partie du terrain qui lui appartient? Vous savez comme moi que nous avons éprouvé ce genre de difficultés et qu'il n'existe aucune loi claire à ce sujet. C'est peut-être une question que nous pourrions régler.

Les lettres peuvent varier. Je tiens à bien formuler la chose à votre intention, ce qui me préoccupe, c'est que le ministre du Revenu national a adopté une position, comme le président du Conseil du trésor à la Chambre, mais le ministre des Approvisionnements et Services en a adopté une autre. Il a dit en Chambre qu'il convenait tout à fait que les fonctionnaires fassent la promotion de politiques. Il l'a dit à Halifax. Un ministre affirme une chose, alors qu'un autre ministre en dit une autre, ce qui crée une certaine confusion. Je suis donc très heureux de vous entendre dire que ce serait là la chose à faire. Je sais que le président se joindra à moi pour y encourager le gouvernement, même si nous devons présenter une pétition conjointe, et utiliser l'article 43 du Règlement, arme la plus efficace dont nous disposons.

Le président: Monsieur Baker, votre temps est écoulé.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je surveillais l'horloge. Je tiens à vous remercier de cette réponse, parce que je suis d'accord avec vous, monsieur. Je suis heureux de vous entendre dire qu'il faut examiner cette question.

Le président: Merci, monsieur Baker. Pour ma propre gouverne et peut-être celle des autres membres du Comité, en vertu de quel article ou de quelle loi M. Fraser a-t-il été «fired, is that the word?»

M. Gallant: Renvoyé.

Le président: Renvoyé. Le savez-vous? Quelqu'un ici le sait-il?

M. Gallant: Je crois que c'est aux termes de la Loi sur l'administration financière, mais qu'on me corrige si je fais erreur.

M. A.J. Neilson (directeur général, Direction de la dotation, Commission de la Fonction publique): Je crois que M. Fraser a été licencié aux termes de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique.

Une voix: Article 31?

[Texte]

Mr. A.J. Neilson: No, that is the Public Service Employment Act, sir. I believe the reason for release was insubordination.

The Chairman: Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Mr. Chairman, is it not a fact that a person who wants to, let us say, be a candidate for a political party has to demand a leave of absence? Is it also a fact that if he wants to do any political activity he must also demand a leave of absence?

The Chairman: Mr. Cousineau, it is your turn so you may ask those questions of Mr. Gallant.

Mr. Cousineau: I am just trying to complete the conversation here.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, as I believe you are so well aware, the current legislation, Section 32 of the Public Service Employment Act, simply says that no public servant may engage in activities in support of a candidate or a party in a federal, provincial or territorial election. It provides for two exceptions, that public servants may provide funds and that public servants may hold membership cards. But the general prohibition is that there is to be no activity in support of a candidate or a party. That was the wish of Parliament in 1967, which was a continuation of the wish of previous Parliaments in previous legislation.

Parliament then proceeded to imply that it was the individual public servant who had to be guided in the decisions he or she would make before engaging in certain types of activities, that it would be a decision for that public servant based on the law as Parliament approved it in 1967. However, if a public servant wanted to become a candidate, run in a nomination convention and subsequently run as a candidate during an election, he or she could only do this if he or she had obtained in advance a leave of absence granted by the Public Service Commission for this purpose. That was the only exception, really, where the commission itself was granted a direct role in determining whether or not a public servant, if he or she were to run and be defeated, that her or his usefulness in the job would not be impaired; then the commission may approve the leave.

In addition, Section 32 provided that where there were allegations or claims made by somebody who was or had been a candidate that a public servant had engaged in proscribed political activities, then the commission should establish an inquiry and take whatever action following the report of the inquiry. But those are the limits of the involvement of the Public Service Commission under the legislation voted in 1967.

• 2030

M. Cousineau: Merci, monsieur Gallant. Ce n'était pas le sujet que je voulais aborder ce soir. Je voulais plutôt vous parler des handicapés, mais vu que M. Baker avait amené le sujet, je voulais compléter et vous donner une chance de donner plus d'explications.

[Traduction]

M. A.J. Neilson: Non, il s'agit de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, monsieur. Je crois que la raison évoquée était l'insubordination.

Le président: Monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Monsieur le président, n'est-il pas vrai qu'une personne désirant, disons, représenter un parti politique comme candidat doit demander un congé? N'est-il pas vrai également que si cette personne désire s'adonner à toute activité politique, elle doit aussi demander un congé?

Le président: Monsieur Cousineau, c'est votre tour et vous pouvez donc poser ces questions à M. Gallant.

M. Cousineau: J'essayais simplement d'ajouter à la conversation.

M. Gallant: Monsieur le président, comme vous le savez fort bien, les dispositions actuelles prévues à l'article 32 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique stipulent simplement qu'il est interdit à tout employé de travailler pour un candidat ou un parti lors d'une élection fédérale, provinciale ou territoriale. Deux exceptions sont prévues, à savoir que les fonctionnaires peuvent verser des fonds et détenir des cartes de membres de parti. Néanmoins, il est interdit d'une façon générale d'exercer la moindre activité en vue d'appuyer un candidat ou un parti. C'était là le désir du Parlement en 1967, lequel faisait suite au désir exprimé par les gouvernements précédents dans les lois antérieures.

Le Parlement a ensuite laissé entendre qu'il revenait à chaque fonctionnaire de fonder sa décision de participer à certains types d'activités sur la loi approuvée par le Parlement en 1967. Toutefois, si un fonctionnaire désirait se porter candidat et se présenter à un congrès à la chefferie ou lors d'une élection, il fallait auparavant qu'il obtienne un congé accordé par la Commission de la Fonction publique à cette fin. En réalité, c'était là la seule exception, ce n'est que dans ce cas que la Commission s'est vue confier un rôle direct afin de décider si un fonctionnaire qui se porterait candidat et y serait défait pourrait réintégrer son poste sans qu'aucun préjudice ne soit causé, auquel cas la Commission peut autoriser le congé.

En outre, l'article 32 prévoit que s'il est allégué ou prétendu par quiconque qui est ou a été candidat à une élection qu'un fonctionnaire s'est adonné à des activités politiques interdites, la Commission doit alors tenir une enquête et prendre les mesures qui s'imposent à la fin de l'enquête. Néanmoins, c'est là l'étendue des intérêts de la Commission de la Fonction publique, conformément à la loi adoptée en 1967.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Gallant. That was not the point I wanted to raise tonight. I rather wanted to speak about the handicapped but as Mr. Baker has raised that point, I would like to complete it and give you an opportunity to give more detailed explanations.

[Text]

A la suite de la tournée du Comité spécial qui avait été formé pour venir en aide aux handicapés, je crois, et vous me corrigerez si je me trompe, que certaines personnes de la Fonction publique s'occupent actuellement de préparer un certain répertoire portant strictement sur les handicapés. Celui qui est affecté de surdité partielle ou de cécité peut être classé et faire certains travaux à l'intérieur de la Fonction publique.

Est-ce que vous êtes en mesure de me dire combien de personnes à la Fonction publique s'occupent de rencontrer ces handicapés-là? Deuxièmement, est-ce qu'un grand nombre de ces malheureux Canadiens ont été rencontrés et ont été classés? Enfin, est-ce que vous avez, à l'intérieur de ces 96 millions de dollars, un montant précis pour ces gens-là?

M. Gallant: Monsieur le président, je vais répondre à une partie de la question. Si vous me le permettez, je demanderai à M. Neilson, le directeur général de la dotation, de compléter la réponse.

Nous avons, à la Commission, un certain nombre de personnes qui passent tout leur temps au service de l'emploi des personnes handicapées. Le nombre exact, je ne saurais vous le mentionner, mais nous avons au moins un coordonnateur dans chaque région et, aux quartiers généraux, nous en avons au moins une demi-douzaine qui ne font que cela, en plus des nombreux agents de dotation qui doivent également s'occuper de ces questions-là.

Mais l'embauche des personnes handicapées n'est pas un programme ou une politique de la Commission de la Fonction publique exclusivement. Au contraire, c'est l'employeur, c'est le gouvernement qui a la responsabilité de la politique et la Commission, en vertu de l'autorité exclusive qui lui est donnée dans la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, apporte son concours à la réalisation des politiques du gouvernement dans ce domaine. M. Neilson pourrait vous donner de plus amples renseignements.

M. A.J. Neilson: Merci, monsieur le président.

We started gathering statistics on the employment of the handicapped as of January 1, 1981. Prior to that, we did not have in place applications for employment which allowed people who were handicapped voluntarily to identify themselves as such, and also voluntarily identify themselves as people who would be willing or who would want to take advantage of the special programs which are available. But since January 1, 1981, and through to December 31, 1981, there were a total of 547 people with a variety of handicapping situations who achieved employment in the federal public service, and that is in all occupational categories.

Of these people, 460 were hired across the country in the administrative support and operational categories and 87 were hired into the scientific and professional, administrative and foreign service, and the technical categories. That is the first year we have been able to really track individuals who are handicapped in one way or another seeking employment in the public service. I must point out that these are voluntary self-identifications. We know that there are more people with

[Translation]

As a follow-up to the trip made by the special committee across the country, a committee which was set up to help the handicapped, and you will correct me if I am wrong, I believe that certain people in the public service are presently preparing a certain repertory strictly concerning the handicapped. A partially hearing impaired person or visually impaired person can be classified in a certain category and do certain work in the Public Service.

Are you in a position to tell me how many people in the Public Service are busy meeting those handicapped people? Secondly, are there a large number of those unfortunate Canadians who have been met and classified? Finally, in the framework of that \$96 million budget, is there a certain specific amount earmarked for those people?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I will answer part of the question. If you do not mind, I would then ask Mr. Neilson, Director General, Staffing Branch, to complete the answer.

Within the Commission, we have a certain number of people who spend all of their time on employment of the handicapped. I could not give you the exact number, but we have at least one coordinator in each region and at headquarters, we have at least half a dozen who do only that besides a number of staffing officers who must also address themselves to those questions.

But the hiring of the handicapped is not a program or a policy exclusive to the Public Service Commission. On the contrary, it is the employer, it is the government who is responsible for policy and the Commission, by virtue of the exclusive authority given to us by the Public Service Employment Act helps implement government policies in that area. Mr. Neilson could give you more information.

Mr. A.J. Neilson: Thank you, Mr. Chairman.

Nous avons commencé à cumuler les statistiques sur l'emploi des handicapés le 1 r janvier 1981. Avant cette date, nous n'avions pas de formule d'emploi qui permettait aux handicapés de s'identifier comme tels, volontairement, ni de s'identifier comme personnes qui seraient prêtes à se prévaloir des programmes spéciaux disponibles. Cependant, depuis le 1 r janvier 1981 et jusqu'au 31 décembre de cette même année, 547 handicapés ont trouvé de l'emploi au sein de la Fonction publique fédérale, et ce dans toutes les catégories.

De ces handicapés, 460 ont été embauchés partout au pays dans les catégories opérationnelles et de soutien administratif et 87 ont été embauchés dans les catégories suivantes: scientifique et professionnel, administratif et affaires extérieures, et catégories techniques. C'est la première fois que nous avons vraiment pu suivre les carrières des handicapés sollicitant un emploi au sein de la Fonction publique. Je dois souligner que les handicapés qui s'identifient comme tels le font volontaire-

[Texte]

a variety of handicaps who have not identified themselves as such for a variety of personal reasons.

M. Cousineau: Vous dites que 547 personnes ont été rencontrées en 1981 par les responsables, et que ces 547 personnes sont entrées dans le répertoire.

M. A.J. Neilson: Sont embauchées actuellement.

• 2035

M. Cousineau: Elles sont sur place?

M. A.J. Neilson: Oui.

M. Cousineau: Je vais poser ma question différemment. Combien de personnes avez-vous vues?

M. A.J. Neilson: Je pourrais fournir ces chiffres au Comité, mais je ne les ai pas avec moi actuellement, monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Donc, vous ne seriez pas en mesure de dire: on a embauché 25, 30, 40 ou 50 personnes.

M. A.J. Neilson: Pas ce soir, mais on pourrait fournir ces chiffres-là au Comité.

M. Cousineau: Sans nous donner de chiffres, est-ce que, d'après votre expérience à la Fonction publique, vous croyez que, durant une période de 12 mois, cela a été un succès pour les handicapés?

M. Gallant: Monsieur le président, je crois qu'il n'y a aucun doute que les efforts entrepris, surtout pendant l'année internationale des personnes handicapées, ont donné des résultats dont nous pouvons être très fiers. Je pense que cela a été un succès qui est reconnu, non seulement par nous, mais aussi par les nombreuses personnes handicapées qui nous écrivent pour féliciter le service de la Commission pour les succès obtenus.

M. Cousineau: C'est tout. Merci, monsieur le président. Merci.

The Chairman: Thank you, Mr. Cousineau. Mr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I might just follow on from Mr. Cousineau's last question. I have been involved in this committee on the disabled and handicapped so I am interested in your comments to Mr. Cousineau. Mr. Neilson seems to be encouraging about what has happened in the first year, and certainly our committee has been encouraged too. I am wondering if you can anticipate if these figures will be getting even better, say, in 1982 and 1983? Do you anticipate being able to incorporate a larger percentage of handicapped in the newly employed people into the public service?

Mr. A.J. Neilson: Mr. Chairman, I do not think we can but improve on the situation since we will have our co-ordinators on handicapped employment in place and better experienced out in the field in this second year of operation. We have been encouraged. We are optimistic. As an example, on the staff of the commission we have a special adviser on federal employ-

[Traduction]

ment. Nous savons qu'il y en a beaucoup d'autres qui n'ont pas fait connaître leur état pour toutes sortes de raisons personnelles.

Mr. Cousineau: You are telling me that 547 people were met in 1981 by those in charge and that those 547 names were put into the repertory.

Mr. A.J. Neilson: Are presently employed.

Mr. Cousineau: They are on the job?

Mr. A. J. Neilson: Yes.

Mr. Cousineau: Then I will put my question differently. How many people were seen?

Mr. A. J. Neilson: I could give those figures to the committee, but I do not have them with me presently, Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Therefore, you would not be able to tell us how many people were hired: 25, 30, 40, or 50.

Mr. A. J. Neilson: Not tonight, but we could give those figures to the committee.

Mr. Cousineau: Without giving us any figures, based on your experience in the Public Service, do you believe that during a 12-month period, it was a success for the handicapped?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, there is no doubt that the efforts undertaken, especially during the International Year of the Handicapped, did give results we can be proud of. I think it was a success which is recognized not only by ourselves but also by the numerous handicapped people who write to us to congratulate the Commission for our success.

Mr. Cousineau: That is all. Thank you, Mr. Chairman. Thank you.

Le président: Merci, monsieur Cousineau. Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. J'aimerais tout simplement faire suite à la question de M. Cousineau. J'ai fait partie de ce comité concernant les invalides et les handicapés et je m'intéresse donc à ce que vous avez répondu à M. Cousineau. M. Neilson semble très encouragé par ce qui a été accompli pendant la première année et notre comité aussi, pour tout dire. Je me demande si vous croyez que ces chiffres s'amélioreront pour 1982 et 1983? Croyez-vous pouvoir augmenter le pourcentage de handicapés parmi les personnes nouvellement embauchées dans la Fonction publique?

M. A.J. Neilson: Monsieur le président, je crois que la situation ne peut que s'améliorer puisque nos coordonnateurs en matière d'emplois pour handicapés seront en place et auront plus d'expérience pendant cette deuxième année de mise en oeuvre du programme. Les résultats ont été encourageants. Nous sommes optimistes. Par exemple, le personnel de la

[Text]

ment of the handicapped. That individual will be remaining on staff for one year past the end of the International Year of the Disabled Persons and is there as a type of overseer and monitor of progress against objectives set by the commission for improving such employment.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I think those of us who have been interested in this problem will be certainly looking to the next few years ahead to see what happens because we are being challenged by the public, from time to time, as to whether or not this was all worthwhile and if this is going to be sort of a one shot in the dark thing rather than an ongoing policy. So I am sure we are going to raise these same questions in another year and we hope we will get that same kind of encouraging report.

Let me say this parenthetically, in the few contacts I have had with the co-ordinator in our region we have been very encouraged. I cannot tell you who it is offhand, but certainly we have had very good support from that person and I think a real, genuine effort in trying to get people involved, which has certainly pleased me, I must say.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, could I just add that in this area we should not forget that it is the government, the employer, the Treasury Board, that is the body responsible for the major policies, and they have indeed, as you will undoubtedly hear from them when they appear before this committee, introduced policy initiatives which require departments to develop plans and demonstrate progress in this area year after year. So that is an additional reason for being rather optimistic for the future.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, if I could just ask one quick, factual question which has come to my attention recently and which I think I have written to Mr. Gallant about. It relates to an application which came in from a constituent, it happens to be one of mine but I am sure it happens in other cases, and I know you will have an answer for it. He happened to be a Ph.D., an individual who is well qualified, but he had a letter back from one of your officials indicating that there was no opening at the present time, as I recall. The constituent's question to me was: Is my name now going to be off the list, and is that the last I am going to be considered? There was some mention of six months in the letter that came from your official, I think; does that mean that he has to re-apply in six months' time if he wants still to stay on your list? And will you still accept another re-application in six months? How does that work, particularly at this time when jobs are not that easy to come by? If a highly qualified person does not have an offer from you at the present time, what are his chances in the future?

• 2040

Mr. Gallant: Mr. Chairman, could Mr. Neilson explain the whole process?

[Translation]

Commission compte un conseiller spécial en matière d'emploi des handicapés par le gouvernement fédéral. Cette personne fera partie de notre personnel pendant un an encore après la fin de l'année internationale des handicapés et agira comme surveillant et moniteur des progrès qui seront jugés par rapport aux objectifs fixés par la Commission pour améliorer la situation de l'emploi dans ce domaine.

M. Halliday: Monsieur le président, je crois que ceux d'entre nous qui s'intéressent à ce problème suivront la situation de près pendant les années à venir pour voir ce qui se passera car le grand public, de temps à autre, nous demande si tout cela en valait vraiment la peine et si cet effort ne sera pas tout simplement réduit à néant plutôt que de se transformer en politique permanente. Je suis donc certain que nous allons poser ces mêmes questions à l'avenir et nous espérons que la réponse sera tout aussi encourageante qu'à l'heure actuelle.

Permettez-moi d'ajouter que les quelques fois où j'ai eu affaire au coordonnateur de notre région, les résultats ont été encourageants. Je ne me rappelle pas exactement de qui il s'agit, mais cette personne nous a été d'un grand secours et fait vraiment des efforts pour que les gens s'engagent, ce qui, je dois l'avouer, m'a fait beaucoup plaisir.

M. Gallant: Monsieur le président, j'aimerais tout simplement ajouter qu'il ne faudrait pas oublier, dans ce domaine, que c'est le gouvernement, l'employeur, le Conseil du trésor qui est l'organisme responsable de ces grandes politiques et, comme les représentants de cet organisme vous le diront fort probablement lorsqu'ils auront à comparaître devant vous, ils ont adopté des politiques qui obligent les ministères à planifier et à faire des progrès dans ce domaine chaque année. Voilà une autre raison pour laquelle nous pouvons faire preuve d'optimisme.

M. Halliday: Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais poser une question très brève relative à un fait qui a été porté à mon attention tout dernièrement et à propos duquel j'ai envoyé une lettre à M. Gallant, me semble-t-il. Cela porte sur une demande d'emploi présentée par un de mes commettants, et même s'il s'agit d'un de mes commettants, je suis sûr que cela arrive aussi dans bien d'autres cas, et je sais que vous saurez me donner une réponse. Ce monsieur a un doctorat ainsi que toutes les compétences requises, mais un de vos fonctionnaires lui a fait parvenir une lettre pour lui dire qu'il n'y avait pas de poste de libre à l'heure actuelle, si ma mémoire est bonne. Le commettant m'a donc posé les deux questions suivantes: mon nom sera-t-il rayé de la liste et est-ce la dernière occasion que j'ai d'être embauché? Il était question de six mois, dans la lettre que votre service a envoyée, je crois; cela signifie-t-il qu'il doit repostuler dans six mois s'il désire rester sur la liste? Accepterez-vous une nouvelle demande dans six mois? Comment cela fonctionne-t-il, surtout à notre époque alors qu'il n'est pas facile de trouver du travail? Si une personne hautement compétente ne reçoit aucune offre de vous en ce moment, quelles seraient ses chances à l'avenir?

M. Gallant: Monsieur le président, M. Neilson pourrait-il expliquer le processus?

[Texte]

The Chairman: Yes, sir.

Mr. A.J. Neilson: With any inventory applicant, Mr. Chairman, what we normally do is respond to an applicant for whom there are no immediate job vacancies; we tell the individual that his or her name will be kept in our active inventory for a period of six months, at which time we will write back and ask the individual if he wishes his name to be retained in the inventory against employment possibilities. This is done to keep our inventories current, active and up to date. But we will be back in touch with that individual and I will ensure that that is so if you will give me the name of that individual following tonight's hearing, sir.

Mr. Halliday: I am sure, Mr. Chairman, a letter has gone through, I think, to Mr. Gallant about that. But that is what I was wondering—whether you made a positive effort to contact that person a second time to see whether or not he was, in fact, still looking for employment.

Mr. A.J. Neilson: We write and ask the individuals if they wish their names to be considered as actively seeking work.

Mr. Halliday: That is commendable too, Mr. Chairman, I am pleased that it is that way.

If I may get on to another aspect of these affirmative action programs—perhaps I will not have time to pursue it to its ultimate—it involves affirmative action on behalf of women. I know there are certain policies regarding that, but one of the areas we were wondering about was the affirmative action program in your own secretariat, in your own commission and the staff you have. Today I see about 14 officials here, and one lady—by the name of John. I can appreciate that that may not be a fair representation of the total staff you have, but—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Or the correct name.

Mr. Halliday: —maybe you would like to comment. In particular, where you may have, let us say, a 10- or 15-per cent population of women employees, do you break it down in relationship to the level? For instance, at the administrative level from class 1 to class 8, say, do you also break it down as to how many are class 8 vis-à-vis the men at class 8, and so on, or do you look only at the women in a particular part of your office?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we have, indeed, human resource planning in the commission, which is aimed at improving the participation of under-represented groups and the participation of women, perhaps, in particular, and it is not just in global terms but in various occupations and at different levels in these occupations. I am pleased to say, for instance, that the commission appointed a woman as director of personnel in the commission a few weeks ago, and she happens to be the only current director of personnel in the federal public service, I believe one of the few, at least, who is a woman.

[Traduction]

Le président: Oui, monsieur.

M. A.J. Neilson: Dans le cas d'une demande versée au répertoire, monsieur le président, nous répondons normalement au candidat pour qui il n'existe aucun débouché que son nom sera maintenu dans notre répertoire pendant six mois et qu'à cette date, nous lui réécrivons pour demander s'il désire que son nom soit maintenu au répertoire au cas où un emploi deviendrait disponible. Nous procédons de la sorte afin que nos répertoires soient à jour. Nous recommuniquerons avec l'individu et je m'en assurerai personnellement si vous voulez me donner le nom de cette personne après la réunion de ce soir, monsieur.

M. Halliday: Je suis persuadé, monsieur le président, qu'une lettre a été envoyée à M. Gallant à ce sujet. Toutefois, je me demandais simplement si vous faisiez un effort pour communiquer avec la personne une deuxième fois afin de voir si celle-ci cherchait toujours un emploi.

M. A.J. Neilson: Nous écrivons pour demander aux gens s'ils désirent que leurs noms soient maintenus sur la liste de ceux qui cherchent activement du travail.

M. Halliday: C'est tout à fait louable, monsieur le président, je suis heureux qu'on procède de la sorte.

Permettez-moi maintenant de passer à un autre aspect des programmes d'action positive—je n'aurai peut-être pas le temps d'en finir—il s'agit des programmes en faveur des femmes. Je sais qu'il existe certaines politiques à cet égard, mais nous nous posons des questions au sujet du programme d'action positive dans votre propre secrétariat, au sein de votre propre commission, de votre effectif. Aujourd'hui, je vois qu'il y a ici 14 fonctionnaires, une dame... qui s'appelle John. J'admets que cela n'est peut-être pas une représentation exacte de votre effectif, mais...

M. Baker (Nepean—Carleton): Le nom n'est pas exact non plus.

M. Halliday: ...vous aimeriez peut-être faire quelques remarques à ce sujet. Plus particulièrement, si vous avez par exemple 10 ou 15 p. 100 de personnel féminin, est-ce que vous faites une ventilation par niveau? Par exemple, au niveau administratif, des échelons 1 à 8, est-ce que vous regardez pour voir combien il y en a à l'échelon 8 comparé aux hommes à l'échelon 8, etc., ou est-ce que vous ne tenez compte que du nombre de femmes dans un secteur particulier de votre service?

M. Gallant: Monsieur le président, nous faisons certainement à la Commission une planification des ressources humaines visant à améliorer la participation des groupes sous-représentés, les femmes plus particulièrement, et ce non seulement en termes généraux, mais aussi en fonction des catégories et des niveaux d'emploi. Je suis heureux de dire par exemple que la Commission a nommé une femme au poste de directeur du personnel, il y a quelques semaines, et qu'elle est actuellement la seule femme à occuper un tel poste à la Fonction publique fédérale, ou tout au moins une des seules.

[Text]

We do not have, as you have pointed out, many women in the senior echelons within the Public Service Commission itself at the moment. One must understand that, as the staffing agency for the public service, we are not inclined to insist on serving our own needs first, but rather we help to serve to meet the needs of departments. Nevertheless, we have in our own human resource plans firm goals for increasing the number of women in our most senior echelons within the Public Service Commission itself.

At the intermediate level, we are extremely well represented by women in the Public Service Commission.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, just to pinpoint it a little more closely, then, at these various organizational levels are you able to tell us now how many women would have been admitted to any given level, say in the last year, as compared with men at the same level? And how has that changed from the year before? Perhaps that is not a fair question to expect you to answer tonight, but . . .

• 2045

Mr. Gallant: Yes.

Mr. Halliday: Is that information available?

Mr. Gallant: It is available both for the Public Service Commission, as a department, and for the public service as a whole.

Mr. Halliday: Suppose we add one more parameter—and I will upstage Mr. Cousineau—suppose we add one more parameter of, say, francophone versus anglophone, could you do the same with women who are francophone and anglophone too? Could you break it down to that level as well?

Mr. Gallant: Within the commission—

Mr. Halliday: You could within the commission.

Mr. Gallant: —we can certainly. For the public service as a whole, I think we can as well and we would be very pleased, Mr. Chairman, to provide this information.

Mr. Halliday: Is that information available somewhere now? Is it in this blue book, which I have not had a chance to read fully?

Mr. Gallant: No.

Mr. Halliday: But you could provide it if we asked for it, I guess?

Mr. Gallant: Yes, and it will be, as well, in our annual report, which is now with the printer and will, hopefully, be available for tabling in Parliament, in the House of Commons, by the end of April, early May.

Mr. Halliday: That should contain some answers to these questions that we are asking about—

Mr. Gallant: Yes, indeed.

[Translation]

Nous n'avons pas, comme vous l'avez souligné, de nombreuses femmes aux échelons supérieurs de la Commission de la Fonction publique. On doit comprendre que comme organisme de dotation pour la Fonction publique, nous ne sommes pas portés à nous servir d'abord, mais plutôt à aider les ministères à répondre à leurs besoins. Néanmoins, on trouve dans nos propres plans de ressources humaines des objectifs fermes visant à augmenter le nombre de femmes aux échelons supérieurs de la Commission de la Fonction publique même.

Au niveau intermédiaire, la représentation des femmes est extrêmement bonne à la Commission de la Fonction publique.

M. Halliday: Monsieur le président, afin de cerner la chose d'un peu plus près, êtes-vous en mesure de nous dire, maintenant, combien de femmes ont accédé à tout niveau donné, par exemple au cours de la dernière année, par opposition au nombre d'hommes aux mêmes niveaux? Et quel est le changement par rapport à l'année précédente? Il n'est peut-être pas juste que de s'attendre à ce que vous répondiez à cela ce soir, mais . . .

M. Gallant: Oui.

M. Halliday: Les renseignements sont-ils disponibles?

M. Gallant: Les renseignements sont disponibles pour la Commission de la Fonction publique en tant que ministère et pour l'ensemble de la Fonction publique.

M. Halliday: Supposons que nous ajoutons un paramètre de plus . . . et je vais aller un pas plus loin que M. Cousineau, supposons que nous ajoutons un paramètre de plus et que nous disions, francophones par rapport aux anglophones, pourriez-vous nous donner les chiffres visant les femmes qui sont francophones et celles qui sont anglophones? Pourriez-vous faire la ventilation à ce niveau également?

M. Gallant: Au sein de la Commission . . .

M. Halliday: Au sein de la Commission.

M. Gallant: . . . Nous le pouvons certainement. Quant à l'ensemble de la Fonction publique, je crois que nous pouvons le faire et je serais très heureux, monsieur le président, de fournir ces renseignements.

M. Halliday: Trouve-t-on ces renseignements quelque part actuellement? Dans le livre bleu, que je n'ai pas encore eu l'occasion de lire au complet?

M. Gallant: Non.

M. Halliday: Toutefois, vous pourriez nous fournir ces données si nous le demandions, je suppose?

M. Gallant: Oui, nous le ferons et en outre ces données apparaissent dans notre rapport annuel, lequel se trouve actuellement en cours d'impression et pourra être déposé, nous l'espérons, à la Chambre des communes fin avril ou début mai.

M. Halliday: On devrait y trouver les réponses à certaines des questions que nous posons maintenant au sujet de . . .

M. Gallant: Oui, certainement.

[Texte]

Mr. Halliday: —relative proportions, increases and so on?

Mr. Gallant: But we will, nevertheless, provide answers to these questions in advance.

Mr. Halliday: If we ask for it, yes.

Do I have time for one other question, or shall I go on the second round?

The Chairman: Sure, there is time for another question, Dr. Halliday.

Mr. Halliday: I suppose at times parliamentarians can be unreasonable, because we are on different hobby-horses at various times and sometimes we are on the hobby-horse of the merit principle. Do you have difficulty reconciling the merit principle with these affirmative action programs, let us say, for the handicapped and for women, at the same time keeping the merit principle front and foremost? Does that cause a problem?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we do not have a problem in this regard at all at the Public Service Commission, for the simple reason that we have consistently argued and maintained that our so-called affirmative action approaches have to be, in fact, based on equality of opportunity to compete. So, appointments are made on the basis of merit, but it is to make sure that the candidates from the under-represented groups have an effective equality of opportunity to compete. As well, with respect to linguistic qualifications and with respect to the sensitivity of the public service to the concerns, the needs, the feelings of the population being served, you must then take into account in the qualifications for certain jobs, or for jobs in given units, the linguistic background of individuals, or even in terms of natives serving the native population or to ensure an adequate representativeness of the public service generally.

It is something, as well, that through our audit program we examine—that is, our audit branch examines it in detail—to ascertain that the appointments do not contravene the merit principle. So we have no problem, so long as we are not in a situation where a policy would call for quotas, or for reverse discrimination and this sort of thing. As long as it is based on effective equality of opportunity and on the principle of sensitivity and responsiveness of the public service, we have no difficulty as to a conflict between the two objectives.

Mr. Halliday: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: I think a question begs to be asked, since you are the protector of the merit principle: How is the merit principle right now, Mr. Gallant? How is it bearing up under your protection? Will we be told again this year that your audit—which you just mentioned to Dr. Halliday—shows us that there are a lot of exceptions to the rule, that . . . ?

Mr. Gallant: No, Mr. Chairman, we—

[Traduction]

M. Halliday: . . . des augmentations proportionnelles, etc.

M. Gallant: Néanmoins, nous vous fournirons à l'avance les réponses à ces questions.

M. Halliday: Si nous le demandons, oui.

Ai-je le temps de poser une autre question, ou devrai-je m'inscrire au deuxième tour?

Le président: Certainement, vous avez le temps de poser une autre question, monsieur Halliday.

M. Halliday: Je suppose qu'il arrive que parfois, nous, parlementaires ne soyons pas raisonnables, parce que nous adoptons différents chevaux de bataille, à divers moments, et que nous optons parfois pour le principe du mérite. Éprouvez-vous des difficultés à réconcilier le principe du mérite aux programmes d'action positive, disons dans le cas des handicapés et des femmes, tout en assurant la prééminence du principe du mérite? Cela vous cause-t-il des difficultés?

M. Gallant: Monsieur le président, à la Commission de la Fonction publique, nous n'éprouvons aucune difficulté à cet égard, pour la raison très simple que nous avons toujours prétendu et maintenu que notre approche aux programmes dits d'action positive devait en fait reposer sur l'égalité des chances dans le cadre de concours. Les nominations sont donc fondées sur le mérite, afin de s'assurer que les candidats venant de groupes sous-représentés obtiennent bel et bien les mêmes chances que les autres candidats lors des concours. En outre, lorsqu'il s'agit des compétences linguistiques, de la réaction de la Fonction publique aux besoins, aux préoccupations et aux sentiments de la population desservie, il faut tenir compte dans les compétences requises pour certains emplois ou pour les emplois dans des unités données des antécédents linguistiques des candidats ou voir s'il faut des autochtones pour desservir la population autochtone ou enfin pour assurer une représentation adéquate d'une façon générale au sein de la Fonction publique.

En outre, grâce à notre programme de vérification, nous examinons, c'est-à-dire que notre direction de la vérification examine d'une façon détaillée les nominations afin de s'assurer que celles-ci ne contreviennent pas au principe du mérite. Nous n'éprouvons donc aucune difficulté aussi longtemps que la politique ne prévoira pas de contingentement ou de discrimination à rebours et ce genre de chose. Aussi longtemps que la politique reposera sur une égalité réelle des chances et sur le principe de l'accessibilité et de la sensibilité de la Fonction publique, aucun conflit ne résultera de ces deux objectifs.

M. Halliday: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Je crois qu'une question se pose forcément, puisque vous êtes le défenseur du principe du mérite: comment se porte actuellement le principe du mérite, monsieur Gallant? Comment se porte-t-il sous votre protection? Nous dira-t-on encore une fois cette année que votre vérification, celle dont vous venez de parler à M. Halliday, démontre qu'il existe un grand nombre d'exceptions à la règle, que . . . ?

M. Gallant: Non, monsieur le président, nous . . .

[Text]

• 2050

The Chairman: Or can we say, as you answering to Parliament, that everything is well with the merit principle, and that the Commission is doing its work; and reporting to government and to Parliament that the merit principle is well and alive?

Mr. Gallant: We would like to think that everything is reasonably well with the merit principle. However, everything is not perfect, and there are always possibilities for improvement. I believe, in the 15 departments that were subjected to detailed audit in the course of 1981, there were no findings of glaring sins against the principle or practice of merit. There were weaknesses found in the management of staffing functions in certain departments; weaknesses found in certain departments concerning the time it takes to staff positions; weaknesses in the absence of clearly-stated policies for that particular department, but on the whole, the findings and general conclusions of the audit reports were quite reassuring to the three commissioners.

The Chairman: Thank you.

Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman, page four of Mr. Gallant's statement deals with the staff training policy that was implemented just about a year ago. From time to time, and quite often, I have people come to me in the public service who find themselves for one reason or another declared redundant, and they have the priorities that are established by the guidelines that have been set forth. Does this training policy apply to them? In other words, when they come to see me, can I say that there is a training scheme in place. Can I say, Treasury Board announced this, and you can be assured that there is an obligation assumed by the Government of Canada, to fit as many square pegs into square holes as possible, even if that may mean remaking a round peg into a square peg in order to do that?

Does that policy encompass that kind of training, which is really retraining? And if so, to what degree has it been successful?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I think only the body responsible for the policy could give a comprehensive, adequate answer to that question, and that would be the Treasury Board.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I saw it in your statement, and that is the reason I raised it here.

Mr. Gallant: We have delegated responsibility for the implementation of many parts of certain parts of that policy, but Mr. Neilson is familiar with certain aspects of the retraining part of the government's policy, and Mr. St-Aubin could then follow with more information about the involvement of the Staff Development Branch in the implementation of the Treasury Board's training policy.

Mr. A.J. Neilson: Mr. Chairman, I believe the policy that Mr. Baker is referring to is not the staff training policy for managerial development in the public service or for profession-

[Translation]

Le président: Pourrait-on, si on répondait en votre nom au Parlement, dire que le principe du mérite se porte bien et que la Commission fait son travail et, faisant rapport au gouvernement et au Parlement, que le principe du mérite continue d'être appliqué?

M. Gallant: Nous aimons penser que le principe du mérite se porte assez bien. Toutefois, rien n'est parfait et il y a toujours lieu d'améliorer. Je crois que dans les 15 ministères que nous avons soumis à une vérification détaillée au cours de 1981, on n'a trouvé aucune violation flagrante du principe ou de la pratique du mérite. On a constaté des faiblesses dans l'administration de la dotation dans certains ministères; on a constaté des faiblesses dans certains ministères à la suite du temps qu'il faut pour doter un poste, des lacunes résultant de l'absence de politiques clairement définies à l'intention d'un ministère particulier, mais dans l'ensemble, les constatations et conclusions générales des rapports de vérification ont beaucoup rassuré les trois commissaires.

Le président: Merci.

Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, à la page 4 de sa déclaration, M. Gallant traite de la politique de formation du personnel mise en oeuvre il y a tout juste un an. De temps à autre, assez souvent même, des fonctionnaires qui, pour une raison ou pour une autre, se voient déclarer surnuméraires, viennent me trouver informés des priorités fixées par les directives formulées. Cette politique de formation les vise-t-elle? En d'autres termes, lorsqu'ils viennent me voir, puis-je dire qu'il existe un programme de formation, puis-je dire que le Conseil du trésor a annoncé ceci et les assurer que le gouvernement du Canada assume l'obligation d'insérer autant de bâtons carrés dans des trous carrés même si cela signifie qu'il faut équarrir un bâton rond afin de le faire?

Cette politique englobe-t-elle ce genre de formation, en réalité ce genre de recyclage? Dans l'affirmative, jusqu'à quel point cela donne-t-il les résultats escomptés?

M. Gallant: Monsieur le président, seul l'organisme responsable de cette politique pourrait répondre d'une façon globale et adéquate à la question, c'est-à-dire le Conseil du trésor.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'en ai vu la mention dans votre déclaration et c'est pourquoi j'en ai parlé.

M. Gallant: Nous avons une responsabilité déléguée en vue de la mise en oeuvre de certains aspects de cette politique, mais M. Neilson connaît certains points de la politique gouvernementale touchant le recyclage et M. St-Aubin pourrait ensuite vous donner plus de renseignements quant au rôle de la direction générale du perfectionnement dans la mise en oeuvre de la politique de formation du Conseil du trésor.

M. A. J. Neilson: Monsieur le président, je crois que M. Baker fait allusion non pas à la politique de formation du personnel de gestion à la Fonction publique ou de formation

[Texte]

al training, but it is the training policy associated with the workforce adjustment procedures covered by the employers' personnel management procedures or manual. And that policy states that where an individual is marginally qualified for a job, but who, with additional training, would qualify for a job, and that individual is facing lay-off, moneys are provided to train that individual to the level where he or she could enter the job; and that is something completely separate from the overall staff training policy as instituted by the employer and which, as Mr. Gallant mentioned, Mr. St-Aubin is responsible for application.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): In that policy, Mr. Chairman, that Mr. Neilson is referring to, judgments have to be made as to who is marginally qualified. Where are those judgments made? Are they made within the department, by the Public Service Commission, or where?

• 2055

Mr. A.J. Neilson: Let us follow a case through, say, of an individual who is on a surplus list or who is on a lay-off list. If a job becomes vacant in a department, then the department must come to the commission to seek what is known as clearance to fill that job. Clearance is only issued to the department to fill that job by another means if we do not have someone on our lists who might qualify for that job. If we feel that an individual is basically qualified but is missing some elements or some requirements for the job, but through training could fill that job, we make the judgment that the person must be offered employment and be given training at the employer's expense. It is the commission that makes that judgment.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The Commission makes the judgment. Thank you very much.

Mr. A.J. Neilson: I will go further than that, if a department demurs and does not want to accept that judgment, it is then referred to the employer for a further decision.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The employer being?

Mr. A.J. Neilson: The Treasury Board.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): In that referral to the Treasury Board—and I suppose it is possible that there could be a disagreement between the Public Service Commission and the department involved—does the Public Service Commission get involved in that process with the Treasury Board on behalf of that employee?

Mr. A.J. Neilson: The Treasury Board has never overturned a Commission judgment, to my knowledge, since we have put the priority clearance system in place.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Fine. Thank you.

The Chairman: Yes.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): May I go into one other subject while we have a moment? There has been a great deal

[Traduction]

professionnelle, mais plutôt à la politique de formation portant sur les procédés d'adaptation de la main-d'oeuvre prévus dans le manuel de gestion du personnel de l'employeur. Cette politique stipule que lorsqu'une personne n'est pas compétente pour un emploi, mais pourrait y être admissible grâce à une formation supplémentaire, et qu'en outre cette personne fait face à une mise en disponibilité, des crédits seront prévus afin d'offrir à cette personne la formation nécessaire pour atteindre le niveau lui permettant d'accéder à cet emploi; il s'agit là d'une directive tout à fait distincte de la politique générale de formation du personnel mise en oeuvre par l'employeur et dont, comme l'a mentionné M. Gallant, M. St-Aubin est responsable.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, dans le cadre de la politique dont vient de parler M. Neilson, quelqu'un doit décider qui est à peine qualifié. Qui en décide? Est-ce le ministère ou la Commission de la Fonction publique, ou quelque autre organisme?

M. A.J. Neilson: Suivons un dossier; prenons par exemple quelqu'un dont le nom figure sur la liste des surnuméraires ou qui se trouve sur la liste des employés mis en disponibilité. Si un emploi se libère dans un ministère, le ministère doit venir à la Commission pour demander la permission de doter ce poste. Cette permission n'est accordée au ministère en vue de combler le poste par d'autres moyens que si nous n'avons personne sur nos listes qui se qualifie pour cet emploi. Si nous estimons que quelqu'un est compétent de façon générale mais qu'il ne satisfait pas à certains éléments ou à certaines exigences auxquelles il pourrait répondre grâce à une formation, nous décidons que la personne doit se voir offrir l'emploi et la formation voulue, aux frais de l'employeur. C'est donc la Commission qui en décide.

M. Baker (Nepean—Carleton): C'est la commission qui décide. Merci beaucoup.

M. A.J. Neilson: J'irai même plus loin, si un ministère refuse et ne veut pas accepter notre décision, la question est renvoyée à l'employeur.

M. Baker (Nepean—Carleton): Qui est l'employeur?

M. A.J. Neilson: Le Conseil du trésor.

M. Baker (Nepean—Carleton): Lors de ce renvoi au Conseil du trésor—et je suppose qu'il est tout à fait possible qu'il y ait des accords entre la Commission de la Fonction publique et le ministère en cause—est-ce que la Commission de la Fonction publique plaide la cause de l'employé auprès du Conseil du trésor?

M. A.J. Neilson: Le Conseil du trésor n'a jamais renversé, à ma connaissance, une décision de la commission depuis la mise en place du système de priorité.

M. Baker (Nepean—Carleton): Parfait.

Le président: Oui.

M. Baker (Nepean—Carleton): Puis-je passer à une autre question pendant que nous avons un instant? Il y a eu beau-

[Text]

of discussion within the public service about the purpose and the efficacy of the management category and, as I understand it, it is about a year old now. Could Mr. Gallant tell me, Mr. Chairman, what progress has been made in terms of the experience thus far? Has there been enough experience for confirmation in the commission's mind, in any event, that the move was a sound move? I believe there is intention to move into the second phase—you can correct me if I am wrong—relatively soon. If so, when?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, Mr. Jacques Ranger, who is the Director General, of the Management Category Programs Branch of the commission, will add to what I am going to say in response to Mr. Baker's question.

The Commission argued from 1977 that the most effective way of improving the equitable treatment of public servants, and improving the efficiency and effectiveness of management in the public service, was to increase the quality of our managers. That was the point of departure we felt then, and feel today, for these major reforms. We are satisfied that since the decision was taken to establish the management category, and since it has been put in place from April of last year, that a number of steps have been taken to improve, indeed, the selection, deployment, career planning of our executives and senior managers and, more particularly, the training and development.

After Mr. Ranger has spoken about the various steps that have been taken, Mr. St-Aubin could sum up the important achievements in the field of management training for members of this category. We are, in a nutshell, very pleased. The progress that has been made, in our view, warrants totally the policy decision that was made to establish such a category.

With respect to what Mr. Baker calls the second phase, that is, presumably, the extension to include not only one level below the EX but two levels below the EX. That is something that will only be possible if and when there is legislation passed in the House of Commons. So, there could not be a second phase unless and until the legislative base is there.

• 2100

Jacques.

Mr. Jacques Ranger (Management Category, Programs Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, to you, Mr. Baker, since the implementation of the management category some months ago—and it was only in 1981 that the decision was made and we started to proceed—there have been some noticeable improvements, I think, in the management of the public service, mainly through the provision of better managers. A number of important pieces have been put into place, such as, for instance, much more rigorous appraisals and performance evaluations of executives in the federal public service. We now have performance appraisals on files of all executives of the public service, where they have, in fact, been in the public service for the last four years.

[Translation]

coup de discussions au sein de la Fonction publique même quant à l'objectif et à l'efficacité de la catégorie de gestion et si j'ai bien compris, son existence remonte maintenant à environ un an. M. Gallant pourrait-il me dire, monsieur le président, quels ont été les progrès réalisés? A-t-on accumulé suffisamment d'expérience afin de confirmer, du moins dans l'esprit de la Commission, l'opportunité de cette décision? Je crois qu'on a l'intention de passer à la deuxième étape... Corrigez-moi si je fais erreur... bientôt. Si oui, quand?

M. Gallant: Monsieur le président, M. Jacques Ranger, directeur général des programmes de la catégorie de gestion à la Commission ajoutera quelques remarques à ce que je vais dire en réponse à la question de M. Baker.

A compter de 1977, la Commission a prétendu que la façon la plus efficace de promouvoir le traitement équitable des fonctionnaires et d'améliorer l'efficacité et le rendement de la gestion à la Fonction publique consistait à accroître le niveau de compétence de nos gestionnaires. Nous étions d'avis, et nous le sommes toujours, que c'était là le point de départ de ces réformes fondamentales. Nous sommes convaincus que depuis qu'a été prise la décision d'établir une catégorie de gestion et depuis sa mise en place au mois d'avril de l'an dernier, plusieurs mécanismes ont été institués afin d'améliorer le choix, le déploiement, la planification de carrière de nos cadres et de nos gestionnaires supérieurs et plus particulièrement, leur formation et leur perfectionnement.

Lorsque M. Ranger vous aura parlé des diverses étapes déjà franchies, M. St-Aubin pourra vous résumer les réalisations importantes effectuées au niveau de la formation en gestion des membres de cette catégorie. Bref, nous sommes très satisfaits. Les progrès réalisés justifient tout à fait, à notre avis, la décision d'établir une telle catégorie.

Quant à ce que M. Baker appelle la deuxième étape, je présume qu'il veut parler d'inclure non seulement le niveau inférieur au niveau EX, mais deux niveaux en-dessous du niveau EX. Cela ne deviendra possible que si jamais la Chambre des communes adopte une loi à cette fin. Il ne saurait donc y avoir de deuxième étape à moins qu'une loi n'existe à cette effet.

Jacques.

M. Jacques Ranger (catégorie de gestion, Direction des programmes, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, monsieur Baker, depuis la mise en place de la catégorie de gestion il y a quelques mois, et ce n'est qu'en 1981 que la décision a été prise et que nous appliquons le processus, nous avons constaté quelques améliorations dans la gestion à la Fonction publique, surtout grâce à de meilleurs gestionnaires. Plusieurs éléments importants ont été introduits, notamment des appréciations et des évaluations du rendement beaucoup plus strictes des cadres à la Fonction publique fédérale. Nous avons maintenant dans nos dossiers des appréciations du rendement de tous les cadres de la Fonction publique qui s'y trouvent depuis au moins quatre ans.

[Texte]

We have some human resources plan coming from departments indicating to us how they propose to use their people, how they propose to redeploy them, and how they propose to develop their high flyers in a more accelerated way.

We have some succession plans from the departments for positions at the executive levels, and we ourselves in the Public Service Commission, together with some colleagues from the Treasury Board Secretariat, are developing some career plans and succession plans for high flyers.

A whole set of comprehensive and mandatory training courses have been developed and have started to be presented to members of the management category, as well as the executive category.

We have in place the capability in my own program for providing some career counselling and career advice to executives who want to make a career change, who think it may be appropriate for them to make a career change, and this has been in place for some time now.

We have also developed some selection guidelines for entry into the executive category, and the standards expressed in the guidelines are much more rigorous than what was available before.

To your second question, it is somewhat early to provide a very detailed and comprehensive report. I think it is somewhat early to make a judgment, other than to say that we are very encouraged by the progress that has been achieved in these important elements of better people management that have been put in place in the last several months. It is very encouraging, and we of the commission are of that view, as well as colleagues from the Privy Council Office, the Treasury Board and, I dare say, people from departments as well. I am referring to deputy ministers of departments, assistant deputy ministers, and associate deputy ministers.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): There seems to be some problem, Mr. Chairman, with the Professional Institute of the Public Service. I hear particularly from them as related to the scientific people being moved out of the scientific disciplines into the management aspect. Has that created a problem? Is there a problem there that you can see from your vantage point? If so, are there steps being taken to convince them that there is no problem, if there is no problem in your view?

Mr. Ranger: In the conversion of positions to the executive category, a number of positions, heretofore classified in the scientific and professional groups, have come over to the executive category. I think the institute is quite concerned about the fact that, as the conversion process goes into lower levels, shall I say, within the scientific and professional category, they will find their ranks depleted of some of their members. I think that in itself is a source of grave concern to the institute.

[Traduction]

Nous recevons des plans de ressources humaines des ministères nous disant comment ceux-ci ont l'intention d'utiliser leur personnel, de les réaffecter et d'accélérer le perfectionnement de leurs éléments exceptionnels.

Nous avons reçu des ministères quelques plans de succession visant des postes aux niveaux supérieurs et nous-mêmes, à la Commission de la Fonction publique, en collaboration avec quelques collègues au secrétariat du Conseil du trésor, mettons au point quelques plans de carrière et de succession à l'intention des éléments exceptionnels.

Nous avons conçu toute une gamme de cours de formation exhaustifs et obligatoires et nous avons commencé à les présenter aux membres de la catégorie de gestion ainsi qu'à ceux de la catégorie de la direction.

Nous sommes en mesure, dans le cadre de notre propre programme, de fournir quelques services d'orientation aux cadres qui désirent changer de carrière, qui croient que le moment est venu de se réorienter, services qui sont offerts depuis quelque temps déjà.

Nous avons également mis au point quelques directives de sélection de candidats à la catégorie de la direction et les normes qui figurent dans les directives sont beaucoup plus strictes que celles qui existaient auparavant.

En ce qui concerne votre deuxième question, il est un peu tôt pour fournir un rapport détaillé. Il est encore assez tôt pour faire un jugement, sauf pour dire que nous sommes très encouragés par les progrès réalisés en vue d'une meilleure gestion du personnel grâce aux éléments importants mis en place au cours des quelques derniers mois. C'est très encourageant, nous sommes de cet avis à la Commission, tout comme nos collègues au bureau du Conseil privé et au Conseil du trésor et même, si j'ose dire, des ministères. Je parle des sous-ministres, des sous-ministres adjoints et des sous-ministres associés.

M. Baker (Nepean—Carleton): Il semblerait, monsieur le président, que l'Institut professionnel de la Fonction publique pose quelques problèmes. J'ai entendu dire que c'était particulièrement le cas du personnel de la catégorie scientifique qui passe maintenant à la gestion. Ai-je raison? Selon vous, y a-t-il effectivement un problème? Dans l'affirmative, prenez-vous des mesures afin de les convaincre qu'il n'y a pas de problème si vous n'en voyez pas?

M. Ranger: Lors du transfert de postes à la catégorie de la gestion, plusieurs postes classés auparavant dans la catégorie scientifique et professionnelle sont passés à la catégorie de la direction. Je crois que l'Institut s'inquiète du fait que lorsque les transferts se feront à des niveaux plus bas, disons de la catégorie scientifique et professionnelle, il pourrait perdre certains de ses membres. Je crois qu'en soi, c'est là une source de grandes préoccupations pour l'Institut.

[Text]

• 2105

Mr. Gallant: The same applies, Mr. Chairman, to the ESSA, who are also, in this regard, in the same situation.

The Chairman: That is a problem of classification not under your jurisdiction.

Mr. Gallant: No, but it is a problem of whether or not these jobs come into the management category; which is a matter of classification.

The Chairman: That is a good question.

Mr. Gallant: Mr. St-Aubin, Mr. Chairman, would be able to add in response to the question of Mr. Baker concerning the important training program that has been developed for the members of the management category.

The Chairman: Mr. St-Aubin.

Mr. Arthur St-Aubin (Director General, Staff Development Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, the training program in question—and I refer to some comments made earlier—forms part of the staff training policy; and as a result of that policy, there is now obligatory management orientation training aimed at the three upper levels. There are really five management orientation courses, of which the upper three are obligatory; and those are at the ADM, the EX, and the SM levels. To date, since November 15, when the first senior managers orientation course was conducted, we have put through approximately 182 people. It is still in a pilot program stage. The pilot program stage is due to end March 31, with an initial evaluation—not a formal, but an initial evaluation—due to the Staff Training Council at the end of June. Our anticipated throughput for the next year, and every year thereafter until we deal only with new accessions to the management category, rather than previous incumbents—the rate of throughput will be 753 a year.

The program to date has been very favourably received. The highlights of the management orientation program—the ADM course is one week; the first one will be conducted beginning March 28. We have had a number of EX courses and a number of SM courses already. The system is basically—the difference between public administration as one would see it in a university and what we do is we are really into the how-to business; in other words, this is how we do business in this particular organization. It is somewhat like joining IBM with an MBA; after a little while in IBM they have certain idiosyncracies they would like to see the inmates follow.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Scrub that word.

Mr. St-Aubin: So we find we have a staff there headed by a principal executive, Mr. Basil Robinson, senior deputy minister level officer, and a staff of 14 EXs who are the tutors. The method used is syndicate tutorial. It emphasizes how to; it emphasizes a tremendous amount of active participation on the part of the members, and a lot of doing: overnight assignments and so on. The feedback from the courses themselves—

[Translation]

M. Gallant: La même chose s'applique, monsieur le président, à l'Association des économistes, des sociologues et des statisticiens.

Le président: C'est un problème de classification qui n'est pas de votre ressort.

M. Gallant: Non, c'est parce qu'on ne sait pas si ces emplois entrent dans la catégorie de la gestion, ce que fait intervenir une question de classification.

Le président: C'est une bonne question.

M. Gallant: M. St-Aubin, monsieur le président, pourrait répondre à la question de M. Baker concernant l'important programme de formation mis au point pour les membres de la catégorie de la gestion.

Le président: Monsieur St-Aubin.

M. Arthur St-Aubin (directeur général, Direction générale du perfectionnement, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, le programme de formation en question—je reviens à certains commentaires faits précédemment—constitue l'un des volets de la politique de formation du personnel en application de laquelle il existe à présent un programme obligatoire de formation des cadres destiné aux trois niveaux supérieurs. Il existe à vrai dire cinq cours d'orientation des cadres, dont trois sont obligatoires pour les trois échelons les plus élevés, à savoir les ADM, les EX et les SM. Depuis que les premiers cours d'orientation pour cadres supérieurs ont été mis en place le 15 novembre, 182 personnes les ont suivis. Ces cours en sont encore au stade expérimental, et le programme doit prendre fin le 31 mars avec une évaluation préliminaire, mais non officielle, qui sera présentée au Conseil de la formation du personnel à la fin de juin. Nous comptons faire suivre ces cours, chaque année, à 753 personnes jusqu'à ce que toutes les personnes en place les aient suivis et qu'il ne reste plus à former que les nouveaux venus.

Ce programme a été très bien accueilli jusqu'à présent. Le cours destiné aux ADM dure une semaine, et le premier commencera le 28 mars. Nous avons déjà eu un certain nombre de cours à l'intention des EX et des SM. Le cours vise à faire le lien entre les cours d'administration publique tels qu'ils sont donnés à l'université, et leur application pratique dans la Fonction publique; autrement dit, nous insistons surtout sur les aspects pratiques de l'administration. C'est un peu comme lorsqu'un diplômé entre chez IBM où l'on attend de lui, après un certain temps, qu'il se plie aux habitudes de la maison.

M. Baker (Nepean—Carleton): Attention à ce que vous dites.

M. St-Aubin: Nous avons un personnel enseignant dirigé par un haut fonctionnaire, M. Basil Robinson, qui occupe un poste de niveau comparable à celui d'un sous-ministre supérieur et qui dispose d'un personnel de 14 assistants de niveau EX. L'enseignement est assuré, à tour de rôle, par chacun des assistants et exige une participation active et intense de la part des élèves ainsi qu'un travail de renforcement considérable

[Texte]

and one has to be careful of that, because it is still in evolution—has been extremely positive, dealing with the pedagogical method used and primarily that we make much greater use of the abilities of the participants to help each other, rather than the rather more formal, traditional, talking-head approach, where I talk and they listen. So to date we are very, very encouraged with it, and few, if any, negative feedbacks have been received.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Is that the course you conduct at Touraine?

Mr. St-Aubin: That is correct.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I have been over there, I must say, Mr. Chairman, and I have talked twice, I believe, to that group. I was impressed with what I saw. I have to say that; I was impressed with the keenness of the participants in the courses I saw, in any event.

Thank you very much. I appreciate your indulgence, Mr. Chairman.

The Chairman: Sir, it is a pleasure.

I just wonder if the committee would allow me a short question on that same subject, but dealing with—*un programme qui s'appelle "Programme d'orientation des carrières"*. Le fameux Career Assignment Program—or whatever it is, from the blue book. That was especially what they call a pilot project. Mr. Chairman, you are now a pilot project, as you know. There are 10 of these this year.

On page 31, I want to go through just a few questions with you, because there are some—

C'est à la page 31, en français, monsieur le président.

Programme d'orientation des carrières

1. Objectif:

Offrir aux fonctionnaires fédéraux faisant partie du groupe Enseignement la possibilité de faire carrière dans des postes administratifs au sein de la Fonction publique.

Au graphique 22, vous indiquez qu'il y a 100 années-personnes pour un total de 3,890 mille dollars. À la page 32, pour la même année, 1982-1983, le nombre total de participants est de 90, et le coût moyen par participant est de \$43,289. Il semble y avoir plus d'enseignants, c'est-à-dire plus d'années-personnes, soit 100, qu'il n'y a d'élèves, soit 90, et cela coûte \$43,289 pour former un enseignant afin qu'il puisse faire carrière dans la Fonction publique du Canada. Je vous vois faire un signe négatif. Expliquez-moi cela, monsieur le président.

• 2110

Mr. Gallant: Monsieur le président, si vous me le permettez, je vais demander à M. Jim Ferguson de vous expliquer cela en détail. Mais essentiellement, le programme d'orientation de carrière est tout simplement une allocation d'années-ressource, d'années-personnes et de dollars pour payer les salaires des personnes qui veulent s'orienter vers une nouvelle carrière. Elles étaient dans l'enseignement des langues, soit comme

[Traduction]

sous forme de travaux à faire à domicile. Les réactions ont été très favorables, mais il faut être prudent en portant un jugement, car nous en sommes encore à la période d'essai. Nous n'avons pas adopté la méthode des cours magistraux, mais une approche pédagogique fondée sur l'entraide des participants. Les résultats ont été très encourageants, et nous n'avons guère eu de commentaires négatifs.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Est-ce le cours qui est organisé à Touraine?

Mr. St-Aubin: Oui, c'est celui-ci.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Je me suis rendu sur place, monsieur le président, à deux reprises, et j'ai parlé aux personnes inscrites à ce cours. J'ai été frappé par l'intérêt des intéressés et leur ardeur au travail.

Merci beaucoup. Je vous remercie particulièrement, monsieur le président, pour votre indulgence.

Le président: Avec plaisir, monsieur.

Le comité me permettrait-il une brève question sur le même sujet, mais qui traite du *A Program called Career Counselling Program*. *The famous* Cours et affectations de perfectionnement, ou est-ce bien ainsi qu'on l'appelle? Vous le trouverez dans le livre bleu. C'est ce qu'on appelle un projet pilote, monsieur le président, comme vous le savez, et il y en a dix cette année.

C'est à la page 31 du texte français (page 28 du texte anglais) et je voudrais vous poser quelques questions, parce qu'il y a certaines...

It is on page 31, in French, Mr. Chairman.

Career Orientation Program

1. Objective:

To offer federal public servants in the Education group the opportunity to move into another administrative career within the Public Service.

You indicate, in figure 22, that there are 100 person-years for a total sum of \$3,890,000. You will see on page 29, for the same year 1982-83, that the total number of participants is 90, and the average cost per participant is \$43,289. There seems to be more teaching staff, that is more person-years (100), than there are students, who number only 90, and it costs \$43,289 to train a teacher to move into another administrative career within the Public Service of Canada. I see that you do not agree. Please explain it to me, Mr. Chairman.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, if you will allow me, I will ask Mr. Jim Ferguson to give you more details on this point, but the career orientation program is essentially an allocation of resources, person-years and monies to pay the salaries of those who want to move into a new career. These people were language teachers, either as professors or tutors, and they want to move into another administrative category. This program is

[Text]

professeur ou comme spécialiste d'appui, et elles veulent s'en aller faire carrière ailleurs dans la Fonction publique. Ce programme-là est utilisé pour leur permettre de prendre une affectation dans un ministère et voir si, tout en travaillant elles peuvent contribuer et se rendre compte si cela les intéresserait de faire une carrière dans cette partie-là de la Fonction publique.

Le président: J'ai bien compris cela, mais il y a 3 millions. Je lis l'article 2:

Il est prévu de consacrer en 1982-1983, la somme de \$3,890,000 et 100 années-personnes au Programme d'orientation des carrières de la Commission de la Fonction publique.

Cela c'est à la page 31. Et à la page 32, je vois que le coût annuel moyen par participant est de \$43,289 et qu'il y a 90 participants.

C'est cela que je ne comprends pas. Il y a 100 années-personnes et il y a 90 participants. Est-ce que quelqu'un peut m'expliquer comment cela se fait que le coût moyen par participant est de \$43,289; puis il y a \$3,890,000 avec 100 années-personnes, ce qui donne \$38,900 par enseignant et \$43,289 par élève. Est-ce que je me trompe ou bien...

M. Gallant: Il n'y a pas d'élèves ni d'enseignants dans ce programme.

Le président: Il n'y en a pas.

M. Gallant: Non, il n'y a que des participants qui, eux, étaient dans le domaine de l'enseignement avant de participer au programme.

Le président: Déchiquetez-moi les \$3,890,000, les 100 années-personnes, les 90 participants et les \$43,289 par individu.

M. Gallant: Monsieur Ferguson.

Mr. Jim Ferguson (Director General, Corporate Systems and Services Branch, Public Service Commission): Mr. Chairman, the average cost per participant is simply derived from dividing the \$3,890,000 by the 90 participants, projected for next year on the program. There are 100 person-years set aside for that program, but at the present time we have not been able to fill up the total 100 person-years, primarily because the participants on this program come from the language training branch from the education group. It depends on those who wish to get on to the program and whether or not they can be spared from the operational requirements of the program. This is why we foresee next year, and this has been the case in past years, being somewhat under the authorized person-year strength. And so we have, at any one time, 90 people on the program, but as they go off, others come on.

The Chairman: Okay. I will have to give that some thought and re-read that, because I do not think... Anyway, I do not want to take the time of the committee. Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

designed to allow them to take an assignment in a department in order to find out, during their time of employment, if they would be interested in pursuing a career in this department.

The Chairman: Yes, I got that, but there are 3 million. I read section 2:

The Public Service Commission's career orientation program is anticipating expenditure of \$3,890,000 and 100 person-years for 1982-83.

This is on page 28, and on page 29, I read that the average cost per participant is \$43,289, and that there are 90 participants.

This is what I do not understand. There are 100 person-years, and 90 participants. Can anyone explain to me how the average cost per participant can be \$43,289, whereas the total annual cost with 100 person-years is \$3,890,000, which makes \$38,900 per teacher and \$43,289 per student. Am I mistaking, or...

Mr. Gallant: There are neither students nor teachers in this program.

The Chairman: Are there not?

Mr. Gallant: No, there are only participants who were already teaching before enrolling.

The Chairman: Can you please give us a breakdown of those figures?

Mr. Gallant: Mr. Ferguson.

M. Jim Ferguson (directeur général, Direction générale des services et systèmes de gestion, Commission de la Fonction publique): Monsieur le président, on est arrivé au coût moyen par participant en divisant tout simplement la somme de \$3,890,000 par les 90 participants prévus pour le programme de l'an prochain. On a demandé 100 années-personnes pour ce programme, mais on n'a pas pu les obtenir jusqu'à présent, et c'est surtout parce que les participants proviennent des rangs de la direction de la formation linguistique. Cela dépend du nombre de personnes intéressées et du nombre de personnes qui peuvent être détachées à cet effet. C'est pourquoi nous prévoyons que l'an prochain, comme pour les dernières années, nos effectifs n'atteindront pas le nombre prévu. Et c'est ainsi que nous avons, à tout moment, une participation de 90 personnes qui sont remplacées au fur et à mesure de leur départ.

Le président: Très bien. Il faudra que je relise tranquillement cela et que j'y réfléchisse, parce que je ne veux pas prendre le temps du comité pour ce faire. Monsieur Halliday.

M. Halliday: Je vous remercie, monsieur le président.

[Texte]

There are two other areas of questioning I want to pursue. This is probably like one of my other questions, a very simple one, but we as members, not infrequently, have constituents who are looking for a job come to us wondering whether or not we can help them. Let us take something like a meat inspector's job or a milk inspector's job. I come from a farming area, and we are qualified to some extent in that kind of work. They wonder whether or not we can speak or write to the minister. I am wondering in your hiring practice to what extent you are influenced by advice from a department. In other words, and I am not talking about senior levels, I am talking about the more basic levels, is it worth while for us to try to promote some particular constituent with some skills with the minister, or not?

• 2115

Mr. Gallant: Mr. Chairman, perhaps again I could ask Mr. Neilson to explain the process. Certainly we take the position that candidates may be and could be and should be referred by any person. Obviously, MPs are in a good position to refer candidates to the Public Service Commission for jobs, but this does not add or subtract from their qualifications. From then on the examination is on the basis of their qualifications for the job. Mr. Neilson could explain the process.

Mr. Halliday: I understand that as far as we are concerned. Now, when a minister's department or one of his executive assistants talks to you or somebody, does that make a difference? Not officially anyway, right?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, under the Canadian legislation it is the deputy head that has the delegated authority from the Public Service Commission, not the minister. In the federal government setup the exclusive authority to appoint rests with the commission, and the commission is authorized to delegate, not to a minister but only to a deputy minister and his or her managers.

Mr. Halliday: Oh, I see. So you do then, in the hiring process, lay quite a bit of weight on the advice you get from deputy ministers and on down. Am I correct? Am I interpreting you right?

Mr. Gallant: For most of the appointments, deputy ministers make the appointments under authority delegated from us, and they have to follow the policies that we have promulgated; the rules of the game that we have established. At the end of the year, or in cyclical terms, we have our audit branch examine how that deputy minister and his managers have exercised the staffing authority that we had delegated to them.

Mr. Halliday: Thank you very much, Mr. Gallant. May I, Mr. Chairman, go on to another tack, back to the affirmative action program on the hiring of women.

[Traduction]

Je voudrais encore poser deux questions, dont l'une, comme l'une des précédentes, est très simple. En tant que députés, ils nous arrive souvent de recevoir des commettants qui cherchent un emploi et s'adressent à nous en nous demandant si nous pouvons les aider. Ainsi, prenons le cas d'un inspecteur des viandes ou du lait. Je viens d'une circonscription agricole, où il existe des gens qualifiés pour ces professions. Ces gens se demandent si nous pouvons nous adresser directement ou par écrit au ministre. Je me demande dans quelle mesure vous consultez votre ministère pour l'embauche du personnel. Autrement dit, et sans qu'il soit question des niveaux supérieurs mais bien des premiers échelons, il serait utile que nous essayons de promouvoir la candidature de quelqu'un ayant les aptitudes particulières auprès du ministre, ou est-ce le contraire?

M. Gallant: Monsieur le président, peut-être pourrais-je encore demander à M. Neilson d'expliquer le processus. Certes, nous croyons qu'un candidat peut et doit être recommandé par quiconque. Bien entendu, les députés sont bien placés pour recommander des candidats à la Commission de la Fonction publique, mais cela n'ajoute ni n'enlève quoi que ce soit à leurs aptitudes. En effet, à partir de ce moment, on étudie leur candidature en fonction de leurs aptitudes pour le poste recherché. M. Neilson pourra vous expliquer ce processus.

M. Halliday: Pour ma part, je le comprends. Maintenant, lorsqu'un haut fonctionnaire du ministère vous parle de quelqu'un, est-ce que cela fait une différence? Enfin, ça n'en fait pas officiellement, c'est bien cela?

M. Gallant: Monsieur le président, d'après la loi canadienne, c'est au sous-ministre que la Commission de la Fonction publique délègue son autorité et non au ministre. Dans le cadre du gouvernement fédéral, c'est la Commission qui dispose de l'autorité exclusive d'effectuer des nominations, et la Commission a le pouvoir de déléguer son autorité, non à un ministre, mais uniquement au sous-ministre et aux gestionnaires travaillant sous sa direction.

M. Halliday: Oh, je vois. Par conséquent, vous accordez assez d'importance aux avis que vous donnent les sous-ministres et leurs subordonnés lorsqu'il s'agit d'embaucher quelqu'un. Ai-je raison?

M. Gallant: Dans la plupart des cas, ce sont les sous-ministres qui effectuent les nominations en vertu de l'autorité qui leur a été déléguée par nous, et ils sont tenus de se conformer à nos politiques, aux règlements que nous avons établis. A la fin de l'année ou sur une base périodique, notre service de vérification examine la dotation effectuée par le sous-ministre et ses administrateurs en fonction de l'autorité que nous leur avons déléguée.

M. Halliday: Merci beaucoup, monsieur Gallant. Monsieur le président, me permettez-vous d'aborder une autre question, c'est-à-dire de revenir au programme d'action positive en matière d'embauche des femmes.

[Text]

We are blessed in the Official Opposition, Mr. Chairman, with some very pleasant but aggressive people advising us on what we need to know about your policies regarding the hiring of women. Having sat on the public accounts committee for a few years, I am interested in the work of the Auditor General. I neglected to check on what he is saying about you people before I came tonight, but he is very interested in to what extent you evaluate any of the programs you have in place. I am wondering what kind of evaluation you have in place regarding the efficacy of your affirmative action program for women? Do you have a policy in place to evaluate how effective and how successful it is in getting women, both into your own branch, if I may call it that, or department or commission, as well as the public service in general?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, it just so happens that the Office of the Comptroller General has completed recently, in co-operation with the Public Service Commission staff, an IMPAC study. One of the areas of focus in this study is precisely the whole matter of the program evaluation. Perhaps, Mr. Ferguson could say a few words about that particular aspect of our policies.

Mr. J. Ferguson: Mr. Chairman, at the present time, the commission, as a department, does not really have in place a mechanism for carrying out program evaluation of our on-going programs. Certain of the programs are subjected to evaluation. For example, the whole staff training policy will be the subject of an evaluation by the staff training council, and certain of our other in-house programs, such as the success we have had increasing the representation of women, natives and handicapped people within the Commission itself, are the subject of annual reports to the Treasury Board. We state in these reports what it was we set out to do in the forthcoming year and then we report on how well we achieved those targets.

• 2120

But as for our total programs, the only other source of evaluation, for example, of all our staffing programs is the audit that is carried out by the Audit Branch. This year we have now passed through our senior management committee a policy on program evaluation which we hope to be able to start implementing next year because this year we will be spending most of our time responding to some of the findings of the IMPAC study to increase, for example, our planning ability, our ability to plan further ahead into the future, to get our information systems in place so that we can provide some of the basic data we need to carry out program evaluations in the future. So this year we will be concentrating on that and next year we will be starting to implement program evaluation for our various programs, both as a central agency and as a department.

Mr. Halliday: Might I ask if the results of that evaluation study would be available to us then?

[Translation]

Monsieur le président, nous de l'opposition officielle avons la chance de disposer de personnes très agréables mais très dynamiques pour nous rapporter ce qu'il nous faut savoir au sujet de vos politiques en matière d'embauche des femmes. Par ailleurs, étant donné que j'ai siégé au sein du Comité des comptes publics pendant quelques années, le travail du Vérificateur général m'intéresse. J'ai négligé de vérifier ce qu'il a dit au sujet de vos employés avant de venir ce soir, mais il s'intéresse de très près à la façon dont vous évaluez vos programmes. J'aimerais donc savoir comment vous évaluez l'efficacité de votre programme d'action positive en matière de recrutement des femmes? Avez-vous énoncé une politique pour évaluer cette efficacité, c'est-à-dire si vous réussissez à embaucher des femmes, et cette politique provient-elle de chez-vous, c'est-à-dire du ministre ou de la Commission aussi bien que des autres services de la Fonction publique en général?

M. Gallant: Monsieur le président, le bureau du Contrôleur général, en collaboration avec le personnel de la Commission de la Fonction publique, vient de terminer une étude PPCG. Or, une des questions sur lesquelles on s'est penché concerne précisément l'évaluation des programmes. M. Ferguson pourra peut-être dire quelques mots sur cet aspect de nos politiques.

M. J. Ferguson: Monsieur le président, à l'heure actuelle, la Commission, en tant que ministère, ne s'est pas dotée d'un mécanisme lui permettant d'effectuer une évaluation de ses programmes permanents. On évalue bien certains de nos programmes. Je songe par exemple à la politique en matière de formation des effectifs qui fera l'objet d'un examen de la part du Conseil de formation du personnel, et il y a certains autres programmes internes qui feront l'objet de rapports annuels présentés au Conseil du trésor. Je me rapporte ici aux programmes visant à augmenter la proportion des femmes, des autochtones et des handicapés au sein de la Commission. Ces rapports précisent quels étaient les objectifs au début de l'année et la mesure dans laquelle nous les avons atteints.

Pour ce qui est cependant de l'ensemble de nos programmes de dotation, la seule autre source d'évaluation se trouve dans les chiffres relatifs à la vérification effectuée par la direction de la vérification. Cette année, nous avons fait adopter par notre comité supérieur de régie une politique relative à l'évaluation des programmes, et nous espérons pouvoir commencer à la mettre en vigueur cette année car cette année, nous passerons le plus clair de notre temps à répondre à certains des points soulevés par l'étude PPCG et ce, afin d'améliorer nos activités de planification, notre aptitude à planifier à plus long terme et à mettre sur pied des systèmes d'information nous permettant de fournir certaines données principales dont nous aurons besoin pour effectuer nos évaluations de programmes à l'avenir. Cette année donc, nous allons nous concentrer là-dessus, et l'an prochain, nous commencerons à évaluer nos divers programmes, à la fois en tant qu'organisme central et en tant que ministère.

M. Halliday: Les résultats de cette étude d'évaluation nous seront-ils disponibles alors?

[Texte]

Mr. J. Ferguson: Mr. Chairman, I am not quite sure what the policy of the government is going to be with respect to program evaluations, but I understand that the Auditor General can ask for those.

Mr. Halliday: Prior to 1975 you had some kind of policy in effect that established the relative level of female versus male in the public service. Then since 1975 this Affirmative Action Program has been in effect. Is it written down somewhere in policy how you approach in your hiring policies vis-à-vis affirmative action for women? In other words, you had policies prior to 1975 and then since 1975 things have changed and you have this affirmative action program in. Is something written down that says in more detail more than just, yes, you have an Affirmative Action Program? How is it being implemented? Is it written down somewhere?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, perhaps I could ask Peter Smith, the Director General of Staffing, to answer because of his intimate involvement with the Treasury Board in some of these areas.

Mr. Peter Smith (Director General, Audit Branch, Public Service Commission): There are a couple of things, I think, that we should point out. The first is that all departments and agencies are required by the Treasury Board to submit annually action plans in relation to all equal opportunities programs, be they francophone, female, native, et cetera. That serves as a basis for our audit to the extent that we have accessibility to these action plans. In addition, the commission, on a semi-annual basis, sends out to departments report cards, so to speak, on how the departments are doing with respect to the public service averages. If it happens to be 29 per cent female as a public service average, what is the department's record over the last six months in relation to that particular percentage?

When we go in and do an audit, we do not specifically go in to take a look at whether the department has been successful or otherwise in relation to the Equal Opportunities for Women programs, but we do report on it for a couple of reasons. One, which you mentioned earlier on, is whether the department is doing anything aggressively that would be in contravention to the merit system. Alternatively, if they are not doing well, this information is provided to the Treasury Board for the simple reason that it is feedback to them on some of the activity in relation to the department's projections as stated in the action plan that they submitted the year before.

What we do look at during the course of audits are such initiatives as a co-ordinator in a department and what interrelationship that co-ordinator has with staffing. What are some of the barriers that have been in existence, such as salary, education, things of this kind? How much has the department gotten involved, for instance, in the francophone program with respect to imperative staffing practices? All of these things we have reported on to the extent that—I am pleased to say, at

[Traduction]

M. J. Ferguson: Monsieur le président, je ne sais pas tout à fait quelle sera la politique gouvernementale en matière d'évaluation des programmes, mais je crois savoir que le Vérificateur général pourra demander à obtenir ces données.

M. Halliday: Avant 1975, vous étiez doté d'une politique quelconque établissant les proportions de femmes et d'hommes dans la Fonction publique. Depuis lors, le programme de redressement progressif a été mis en vigueur. Or, j'aimerais savoir si quelque chose dans cette politique précise quelle doit être votre attitude en matière d'embauche. Autrement dit, avant 1975, certaines politiques étaient mises en oeuvre et depuis cette date, les choses ont été modifiées compte tenu de ce programme d'action positive. Y a-t-il donc autre chose de plus détaillé à part le fait que le programme de redressement est en vigueur. Comment le met-on en oeuvre? Ces détails sont-ils consignés quelque part?

M. Gallant: Monsieur le président, je vais demander à M. Peter Smith, directeur général de la dotation, de répondre à cela si vous permettez, compte tenu de sa participation active en la matière, auprès du Conseil du trésor.

M. Peter Smith (directeur général, Direction de la vérification, Commission de la Fonction publique): Je crois qu'il importe de faire quelques précisions. La première est que le Conseil du trésor oblige tous les ministères et organismes à soumettre des projets annuels ayant trait à ces programmes d'égalité des chances, qu'ils portent sur les francophones, les femmes, les autochtones, etc. Cela fournit donc des données fondamentales auxquelles se reporter au moment de la vérification, dans la mesure où nous avons accès à ces projets. En outre, la Commission envoie tous les six mois des bulletins aux ministères, si l'on peut dire, les mettant au courant de leur position par rapport aux moyennes observées dans la Fonction publique. Si cette moyenne de la Fonction publique est de 29 p. 100 de femmes employées, on veut connaître la position du ministère ou de l'organisme par rapport à cela au cours des six derniers mois.

Lorsque nous nous rendons faire une vérification, nous ne le faisons pas dans le but de déterminer si le ministère s'est conformé ou non aux objectifs des programmes d'égalité des chances pour les femmes, mais bien pour deux raisons. L'une d'elles, que vous avez déjà mentionnée, est de savoir si le ministère prend des mesures tellement zélées qu'elles contreviendraient au système de promotion au mérite. À l'inverse, si le ministère ne fait pas grand-chose, les renseignements pertinents sont fournis au Conseil du trésor pour la simple raison qu'ils constituent des données indiquant les activités en cours par rapport aux projections établies, aux projets soumis l'année précédente.

Ce que nous examinons au cours de ces vérifications, ce sont des initiatives telles que la mise sur pied d'un poste de coordonnateur au sein d'un ministère et les relations que son titulaire entretient avec le service de dotation. On se demande quels sont les obstacles auxquels il a dû faire face comme la rémunération, le niveau d'instruction, ce genre de choses. On se demande dans quelle mesure le ministère a participé, par exemple, au programme de promotion des francophones par le

[Text]

least—the departments we audited this year have taken aggressive steps to increase the market availability. For instance, the normal area of competition may have ended up with very few females involved in that area of competition, but supplemented by that they would have their co-ordinator give names of persons who were female, francophone or whatever the case may be to be part of that area of competition in order to make a proper judgment on it.

Mr. Halliday: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Halliday. Mr. Cousineau, you have a question. I would like to go to Mr. Herbert because he has not had any questions tonight yet.

• 2125

M. Cousineau: Je voudrais revenir sur les handicapés, monsieur le président, avec une courte question à M. Neilson.

Est-ce que vous êtes en mesure de me dire combien des 547 handicapés embauchés en 1981 étaient autonomes et combien ne l'étaient pas, c'est-à-dire combien de personnes handicapées pouvaient subvenir à leurs propres besoins et combien de personnes n'avaient, comme seul moyen de subsistance, qu'un chèque d'invalidité provenant des gouvernements provinciaux?

M. A.J. Neilson: Je ne pense pas qu'on serait en mesure de fournir ces renseignements, monsieur le président. Ce ne sont pas des renseignements qu'on demande sur notre formule de demande d'emploi. On ne demande pas d'un individu, par exemple, une certification de son handicap.

M. Cousineau: Mais vous ne seriez pas en mesure de me dire que Jean-Pierre X était sur le marché du travail ou ne l'était pas? Ne pourriez-vous pas trouver cette proportion-là? En parlant du travail de ce Comité spécial, ce à quoi je veux en venir, c'est qu'il y a peut-être un certain nombre de personnes qui travaillent aujourd'hui et sont complètement indépendantes grâce aux recommandations du groupe dont faisait partie M. Halliday.

M. A.J. Neilson: Monsieur le président, sur notre formule de demande d'emploi, l'emploi le plus récent est inscrit, et on pourrait déceler combien des personnes handicapées embauchées par le gouvernement ont déjà été employées par une société ou une autre avant de devenir employés du gouvernement fédéral. On serait peut-être capables de fournir ces renseignements, mais ce serait un travail énorme.

M. Cousineau: Eh bien, je peux comprendre que cela représenterait peut-être un travail énorme, mais il me semble que, dans les circonstances, on devrait être capable de dire: un certain nombre de personnes ne recevaient qu'une pension d'invalidité à la fin du mois, mais maintenant, elles ont un travail, elles endossent un chèque, et elles ont contribué à l'avancement d'un ministère quelconque à l'intérieur de la Fonction publique.

[Translation]

biais de la dotation impérative. On a fait des rapports sur toutes ces choses, à tel point qu'il me fait plaisir de signaler que les ministères ayant fait l'objet de vérification cette année ont pris des mesures fort dynamiques pour augmenter les possibilités du marché. Par exemple, si l'on suit la filière normale des concours, on peut se retrouver avec très peu de femmes dans un domaine donné; toutefois, la coordonnateur peut ajouter à cette liste le nom d'autres femmes, d'autres francophones ou d'autres membres d'un autre groupe afin qu'il ou elle participe au concours et que les choses soient rééquilibrées.

M. Halliday: Merci.

Le président: Merci, monsieur Halliday. Monsieur Cousineau, vous avez une question à poser. Auparavant cependant, j'aimerais accorder la parole à M. Herbert car il n'est pas encore intervenu ce soir.

Mr. Cousineau: I would like to come back on the subject of the handicapped persons, Mr. Chairman, and ask a brief question to Mr. Neilson.

Could you tell me how many of the 547 handicapped persons hired in 1981 were autonomous and how many were not, that is to say how many handicapped persons were financially self-supporting and how many people only received a disability cheque from one of the provincial governments to be able to make a living?

Mr. A.J. Neilson: I do not think we would be able to provide this information, Mr. Chairman. The applicants are not required to give it to us. We do not ask either for a handicapped certification from any individual.

Mr. Cousineau: But you could not tell me if John Smith was working or not? Could you not give me a percentage? Speaking of the work of the special committee, my point is that there maybe a number of people who work today and are completely financially independent thanks to the recommendation of the group of which Mr. Halliday was a member.

Mr. A.J. Neilson: Mr. Chairman, any person fitting one of our application forms must give the latest position he or she held, so we could identify how many handicapped persons hired by the government were already employed a company or another before becoming civil servants. We might be able to provide you with this kind of information but there would be a great deal of work involved.

Mr. Cousineau: I can understand that this will perhaps be a lot of work, but it seems to me that given the circumstances, we should be able to say: a number of persons were only receiving a disability pension at the end of the month but now have a job, cash a pay cheque, and have contributed to the progress of a government department.

[Texte]

M. Gallant: Il n'y a aucun doute, monsieur le président, qu'un certain nombre des personnes handicapées qui ont été recrutées à la Fonction publique n'étaient pas sur le vrai marché du travail avant d'y venir. Il y en a un certain nombre qui oeuvraient à temps partiel dans des associations d'handicapés et des associations de bienfaisance, mais il y en a aussi un très grand nombre qui étaient déjà sur le marché du travail. Mais nous pouvons fournir assez facilement, je crois, une indication du nombre de personnes handicapées qui ont besoin d'une aide technique spéciale pour pouvoir apporter leur contribution en milieu de travail, soit parce qu'elles sont aveugles, soit parce qu'elles ont des difficultés d'ouïe, de déplacement ou autres. Ce sont des renseignements, je crois, que nous pourrions facilement obtenir pour le Comité.

M. Cousineau: J'apprécierais cela, monsieur Gallant.

Merci, monsieur le président. C'est tout.

Le président: Merci, monsieur Gallant.

Madame Szlajak, vous vouliez ajouter quelque chose?

Ms Anita Szlajak (Commissioner, Public Service Commission): Could I just add a word to what Mr. Smith, I think it was, or Mr. Neilson, said earlier about women in response to Dr. Halliday's question? There was one area that he did not cover, the difference between what happened in the mid-seventies with respect to under-represented groups, in particular women.

The whole area of selection guidelines, I think, did present an obstacle, in that very often selection guidelines put too much emphasis on degrees, and so on, as opposed to experience on the job. This prevented a lot of women, for instance, who had worked in the government as secretaries but had acquired a lot of other administrative experience, from moving into administrative jobs. So we changed selection guidelines. Also, now, a lot of emphasis is being put on voluntary work and the kind of work that a lot of women do outside the government, work for which they are not paid but where they are directing large efforts and acquiring a lot of useful experience that can be relevant to jobs within the public service.

The employer, the Treasury Board, as well—needless to say with encouragement from us—has a number of policies now in place that were not there before with respect to part-time work and also with respect to leaves of absence. We discovered that many women who had reached middle-management ranks were leaving the public service at a far greater rate than men. When we looked into this further and made some studies we found out it was mainly for two reasons. Either because they decided they wanted to have a family before it was too late, or else they wanted or had to accompany a spouse—women do still tend to have to follow men around when they go on postings abroad. I am clever; I do not have a job but I have to follow . . .

[Traduction]

Mr. Gallant: There is no doubt, Mr. Chairman, that a number of the handicapped persons who were hired by the government were not members of the labour force before. Some of them had a part-time job within an association for the handicapped or with a charitable organization, but also a lot of them were in the ranks of the labour force. I would think we could provide rather readily an indication of the number of handicapped persons who require a special assistance to be able to work in a regular working environment, either because they are blind, hearing impaired or do not transport well. This is the kind of information that, I would believe, we could easily obtain for the committee.

Mr. Cousineau: I would appreciate that, Mr. Gallant.

Thank you, Mr. Chairman. That is all.

The Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Mrs. Szlajak, have you anything to add?

Mme Anita Szlajak (commissaire, Commission de la Fonction publique): Pourrais-je ajouter un commentaire sur ce qu'a dit M. Smith ou M. Neilson sur les femmes en répondant à la question de M. Halliday? Il n'a pas parlé de ce qui s'est produit vers 1975 en ce qui concerne les groupes sous-représentés, et notamment les femmes.

L'ensemble des directives en matière de sélection présentait un obstacle du fait que trop souvent, elles insistaient sur les diplômes plutôt que sur l'expérience sur le tas. Cela a empêché un grand nombre de femmes, qui avaient travaillé comme secrétaires au gouvernement mais avaient acquis en même temps un bagage dans d'autres domaines administratifs, d'accéder à des postes administratifs. Nous avons donc modifié les directives de sélection. En outre, nous insistons beaucoup maintenant sur le travail bénévole et le genre de travail qu'exécutent un grand nombre de femmes à l'extérieur du gouvernement, travail qui n'est pas rémunéré mais pour lequel elles déploient moult efforts et acquièrent une expérience utile qui pourrait leur servir dans la Fonction publique.

L'employeur, le Conseil du trésor . . . vivement encouragé par nous cela va sans dire . . . a maintenant mis sur pied un certain nombre de politiques concernant le travail à mi-temps et concernant également les congés autorisés. Nous avons découvert que nombre des femmes qui avaient atteint le niveau de cadre moyen quittaient la Fonction publique à un rythme beaucoup plus grand que les hommes. Lorsque nous nous sommes penchés sur la question, nous nous sommes aperçus que cela était dû principalement à deux raisons. Que ce soit parce qu'elles ont décidé d'avoir une famille avant que ce soit trop tard ou parce qu'elles ont dû accompagner leur époux à l'occasion d'une mutation à l'étranger, car les femmes ont encore tendance à suivre leur époux, même si elles se considèrent intelligentes mais sans emploi, elles peuvent bénéficier de deux programmes de congé spécial mis en place par le Conseil du trésor et tenant compte de ces deux raisons.

[Text]

• 2130

Treasury Board put in place special leave of absence policies for one of these two reasons. For instance, a woman can get up to five years leave of absence from the public service to go and raise a family but there is a real problem with that. It came up once with respect to one or two handicapped people. If you want to take a leave of absence like that as a woman, you not only have to pay your share of your superannuation, which is 7.5 per cent of your salary, you also have to pay the employer's share. This presents a very real deterrent because 15 per cent of your salary, if you are making \$30,000, is a lot of money; if you are not working any more, you do not have the money to pay it and your husband is not likely to want to pay it either. So, whether in fact you are going to be able to take advantage of that leave of absence provision, is another matter.

The Chairman: That last comment of yours is sure to excite one from Mr. Herbert. We have an answer from the Treasury Board on exactly that problem which was raised some time ago.

Ms Szlazak: Which comment—the one that I do not have a job?

The Chairman: Mr. Herbert, the floor is yours.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I have just good things to say about the Public Service Commission so they need not fear I will be voting against the budget. In answer to what has just been raised there, there are probably two points; one concerning this problem of the buy-back and, since our friend from Ottawa in the opposition is here this evening, it is quite apparent that for several years the President of the Treasury Board has wanted to bring legislation in the House, and probably even the member for what was then Ottawa—Carleton when he was a minister wanted to bring legislation into the House to look after many of the problems that we have in the public service. The difficulty is—and I will not get too partisan—that because of all the obstructive tactics of the opposition—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am glad he is not getting partisan.

Mr. Herbert: —we have such a backlog of legislation right now that and I have said it bluntly to the President of the Treasury Board—he is not likely to get anything through the House this year, and it bothers me a lot. So, I say this only in support; the intent is good but I just do not know what the heck we are going to do to get this kind of legislation through; there are so many things that have to be done. I was complaining last week about the changes to the two acts that affect the public service, which are not particularly contentious, but which are not likely to go through without some debate, and neither of those are going to be proceeded with for quite some period of time.

However, there is one other aspect. When you were talking about experience versus university degrees, I think we should

[Translation]

Par exemple, une femme peut obtenir un congé d'une durée maximale de cinq ans de la Fonction publique pour élever une famille, et cela ne cause pas de problème. Une ou deux personnes handicapées se sont déjà prévaluées de ce programme. Cependant, si une femme veut prendre ce genre de congé, non seulement elle doit payer sa contribution à sa pension de retraite, ce qui correspond à 7.5 p. 100 de son salaire, mais aussi celle de l'employeur. Or, cela est nettement dissuasif car lorsqu'on gagne \$30,000, 15 p. 100 d'un tel traitement représente beaucoup d'argent et si l'on ne travaille plus, on n'en a pas, on ne peut donc faire ce paiement et le mari ne voudra probablement pas le faire non plus. La question qui se pose donc est de savoir si on pourra se permettre de bénéficier de cette disposition accordant un congé.

Le président: Votre dernière remarque incitera certainement M. Herbert à intervenir. En effet, le Conseil du trésor nous a justement fourni une réponse sur cette question même, qui avait déjà été soulevée il y a quelque temps.

Mme Szlazak: De quelle remarque s'agit-il, celle à propos du fait que je n'ai pas d'emploi?

Le président: Monsieur Herbert, à vous la parole.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Je n'ai que des félicitations à adresser à la Commission de la Fonction publique; elle n'a donc pas à craindre que je vote contre le budget. Par ailleurs, en réponse à ce qui vient d'être soulevé, il y a probablement deux choses à dire. D'abord, au sujet de ce problème que représente l'obligation d'assumer les contributions aux prestations de retraite, puisque notre collègue représentant Ottawa au sein de l'opposition est présent ce soir, je dirai qu'il est manifeste que pendant plusieurs années, le président du Conseil du trésor a voulu soumettre un projet de loi à la Chambre afin de régler bon nombre des problèmes que nous connaissons dans la Fonction publique, et même le député de ce qui était alors Ottawa-Carleton, lorsqu'il était ministre, était du même avis. Sans vouloir devenir trop partisan ici toutefois, le problème vient de ce que l'opposition s'est lancée dans toutes sortes de tactiques visant à bloquer cela . . .

M. Baker (Nepean—Carleton): Je suis heureux de remarquer qu'il ne devient pas trop partisan.

M. Herbert: . . . et, il y a un tel arriéré de projets de loi, ce dont j'ai avisé le Conseil du trésor sans ménagement, qu'il est peu probable que quoi que ce soit soit adopté par la Chambre cette année, ce qui me contrarie beaucoup. Par conséquent, bien que je vous appuie et que les objectifs de votre projet me paraissent louables, je ne sais vraiment pas quand nous pourrions le faire adopter car il y a fort à faire. La semaine dernière, je me plaignais des modifications qu'on propose aux deux lois touchant à la Fonction publique. Ce n'est pas que ces amendements prêtent particulièrement à controverse, mais il est peu probable qu'ils soient adoptés sans qu'on en discute quelque peu, et même cela ne sera pas amorcé avant quelque temps encore.

Cela dit, il y a autre chose. Lorsque vous avez parlé de l'expérience acquise par opposition aux diplômes universitaires

[Texte]

be a little careful there. Although you were swinging away from the experience towards the degree in saying that the person will not necessarily have the experience, remember there is another side to the story. I think we have gone through the university degree period right now and are moving somewhat away from that. There will be fewer persons with university degrees and we should not necessarily, therefore, make it more difficult for that class of person to get employment in the public service. That type of person should be able to build the experience and illustrate that just having a degree is not necessarily the end of the world.

I have two or three questions here. First of all, my secretary who always likes to put a package together for me gives me the annual report for 1980. I wonder what happened to 1981? I assume it is not out yet. Can you tell us when we are going to receive it?

Mr. Gallant: Yes, Mr. Chairman. As mentioned a few minutes ago, the report is with the printer and we are hopeful that it will be available for tabling in the House of Commons late April.

Mr. Herbert: Oh, yes, I suppose the delay is because of translation.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): No, the opposition.

• 2135

Mr. Gallant: There is no delay, Mr. Chairman. I think that having it for late April is keeping an excellent tradition of having it as early as possible.

Mr. Herbert: I made this point because I am sometimes bothered by these annual reports. We go through the estimates exercise every spring but we are always working with reports that are out of date, and this just does not apply just to the Public Service Commission, of course.

I want to, Mr. Gallant, touch on a subject which you probably anticipated I was to talk about, and that is the problem we are having in the province of Quebec at the moment where in many departments we have 3 or 4 per cent of the total number of employees listing English as their first language. I should say, incidentally, that when I just glanced at the estimates I was very pleased to see they come from the Secretary of State because I have been somewhat bothered by the closeness of the Public Service Commission and Treasury Board. I know that the President of the Treasury Board is also interested in this particular aspect. What are we going to do to try to encourage more anglophones to enter the public service in the province of Quebec?

M. Gallant: Monsieur le président, peut-être que vous me permettriez de demander à M. Neilson de vous expliquer les études ou l'exercice spécial qui est en cours maintenant, précisément...

M. Herbert: Pourquoi répondez-vous en français quand je pose une question concernant les anglophones?

[Traduction]

res, je crois qu'il faut se montrer prudent. Bien que vous ayez précisé que la personne n'aura pas nécessairement acquis de l'expérience si elle n'a pas de diplôme, n'oubliez pas qu'il y a un revers à cette médaille. Je crois qu'à l'heure actuelle, nous insistons un peu moins sur les diplômes universitaires. Il y aura donc moins de gens détenant des diplômes universitaires, et nous ne devrions pas nécessairement faire en sorte qu'il leur soit plus difficile d'obtenir un emploi dans la Fonction publique. En effet, ce genre de candidats devrait être en mesure d'acquérir l'expérience correspondante et de prouver que le fait d'avoir atteint tel ou tel niveau de scolarité n'est pas nécessairement ce qu'il y a de plus important au monde.

J'ai deux ou trois questions à poser ici. Pour commencer, ma secrétaire qui aime toujours me réunir de la documentation m'a fourni le rapport annuel de 1980. Or, je me demande ce qui s'est passé en 1981? Je suppose que le rapport s'y rapportant n'est pas encore publié. Pouvez-vous nous dire quand nous allons le recevoir?

M. Gallant: Oui, monsieur le président. Comme cela a été mentionné il y a quelques minutes, le rapport est en cours d'impression et nous espérons donc pouvoir le déposer à la Chambre des communes à la fin avril.

M. Herbert: Oh, oui, je suppose que s'il est en retard, c'est à cause de la traduction.

M. Baker (Nepean—Carleton): Non, c'est à cause de l'opposition.

M. Gallant: Il n'y a aucun retard, monsieur le président. Je crois que l'échéance susmentionnée permettrait de respecter notre tradition qui consiste à le publier le plus tôt possible.

M. Herbert: Je dis cela parce que les rapports annuels m'ennuient parfois. Chaque printemps, nous étudions les prévisions budgétaires, mais nous travaillons toujours à partir de rapports qui sont dépassés et, bien entendu, cela ne s'applique pas seulement à la Commission de la Fonction publique.

Monsieur Gallant, je voudrais parler de quelque chose que vous avez sans doute deviné: il s'agit du pourcentage d'anglophones dans les ministères de la province de Québec, pourcentage qui s'élève à 3 ou 4 p. 100 du nombre total d'employés, et c'est là le problème. Je dirais que lorsque j'ai jeté un coup d'oeil sur les prévisions, j'ai eu le plaisir de constater que ce pourcentage venait du Secrétariat d'État. En effet, l'étroitesse des rapports entre la Commission de la Fonction publique et le Conseil du trésor m'ennuyait. Je sais que le président du Conseil du trésor s'intéresse également à cet aspect en particulier. Qu'allons-nous faire pour inciter plus d'anglophones à venir travailler dans la Fonction publique du Québec?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, you will maybe allow me to ask Mr. Neilson to explain to you the nature of the studies or the special exercise that is now taking place, namely...

Mr. Herbert: Why do you answer in French when I ask you a question concerning the anglophones?

[Text]

Mr. Gallant: My apologies.

Mr. Herbert: I see.

Mr. Gallant: In order to identify the specific reasons why we have had difficulties in maintaining a high level of participation from the anglophone community of Quebec in the federal public service there is a special effort underway. Mr. Neilson could speak to that.

Mr. A.J. Neilson: Leading on from the Commission's appearance before the joint committee of the Houses on official languages wherein this same subject was raised, the Commission and the Treasury Board has embarked on a joint study on the participation of minority groups, anglophone and francophone, anglophones in Quebec and francophones in Ontario and New Brunswick, with a view to examining just that, the factors affecting the low participation rates of these minority groups in the federal public service. That, in a nutshell, is where we are at. It is not action news in terms of increasing the participation rates, but some members will remember that we started from a pretty feeble information base and this study was undertaken to enable us to better understand the problem.

As to the direct question of what we are doing to increase the participation rates of anglophones in the federal public service in Quebec, we have gone into a couple of departments where we felt that the participation rates were unusually low and studied those situations from the standpoint of the accusations that had been made. Those accusations were that there was discrimination against the minority group and perpetrated by those departments. We found those charges to be unfounded and we chalked up the experience to being one of, in a way, an abort on the study.

But we did come away satisfied that while there were low participation rates in the large groups and categories, the administrative support, the lower-level supervisory levels, there was a healthy representation in the more senior levels. This posed another question: with the high representation in the senior management levels at the region, why was it that the lower levels were not being staffed by at least an equitable representation of minority group members? We are unable to come up with an answer on that to date.

Mr. Herbert: The last thing I would suggest, Mr. Chairman, is that there is any discrimination here. In fact, I suspect that the problem stems from the lack of interest, and the lack of interest often because it is generally assumed by the anglophone minority in Quebec that one must be bilingual and, of course, the anglophones tend to be less bilingual than the francophones, in the Province of Quebec that is.

[Translation]

M. Gallant: Je m'en excuse.

M. Herbert: Bon.

M. Gallant: Nous avons entrepris une étude spéciale pour trouver les raisons pour lesquelles nous avons eu des difficultés à attirer dans la Fonction publique fédérale du Québec un plus grand nombre d'anglophones. M. Neilson pourrait vous en parler.

M. A.J. Neilson: A la suite de la comparution de la Commission devant le Comité mixte des langues officielles, où le même sujet a été abordé, la Commission et le Conseil du trésor se sont lancés dans une étude mixte sur la participation des groupes minoritaires, anglophones ou francophones, anglophones au Québec et francophones en Ontario et au Nouveau-Brunswick, afin d'examiner les facteurs qui entrent en jeu. Nous n'avons pas de nouvelles à vous annoncer pour ce qui est de l'augmentation du taux de participation, mais vous vous rappellerez que nous avons commencé avec une base d'information très limitée et que l'étude entreprise doit nous permettre de mieux saisir le problème.

Quant à ce que nous avons fait pour augmenter le taux de participation des anglophones dans la Fonction publique fédérale au Québec, nous pouvons vous dire que nous sommes allés voir deux ou trois ministères où le pourcentage était particulièrement bas et avons étudié les situations à partir des accusations faites. D'après celles-ci, le groupe minoritaire faisait l'objet de discrimination, laquelle était encouragée par les ministères en cause. Nous avons jugé que ces accusations n'étaient pas fondées et ne faisaient qu'entraver l'étude.

Toutefois, nous avons quand même eu la satisfaction de voir que même s'il y avait une faible participation dans les groupes et les catégories importants, c'est-à-dire le soutien administratif et le premier niveau de surveillance, il y avait une bonne représentation au niveau exécutif. Nous nous sommes alors posés une autre question: compte tenu de cette forte représentation parmi les cadres, comment se fait-il que les niveaux inférieurs ne jouissent pas d'une représentation au moins comparable à celle du groupe minoritaire? Nous n'avons pas encore pu répondre à cette question jusqu'à maintenant.

M. Herbert: D'après moi, monsieur le président, il n'y a aucune discrimination. Mais le problème vient d'un manque d'intérêt provoqué souvent par le fait que la minorité anglophone du Québec pense qu'il faut être bilingue. Et bien entendu, les anglophones ont tendance à être moins bilingues que les francophones, du moins dans la province de Québec.

• 2140

However, leading from that—and you are aware that I have put this question to you in writing—those Anglophones that are unilingual in the Province of Quebec and who would like to work in the public service, and recognize that it might be difficult for them to get a position in the public service in the

Toutefois, à partir de là—et n'oubliez pas que je vous ai posé la question par écrit—les anglophones unilingues de la province de Québec qui aimeraient travailler dans la Fonction publique et pensent qu'il serait difficile de le faire se tournent ailleurs, notamment vers Ottawa. Comme je vous l'ai écrit, je

[Texte]

Province of Quebec, then look elsewhere and, of course, they look to Ottawa. As I have written to you, for some 15 years I worked in Ottawa despite the fact that I live in Quebec, and yet, under those circumstances, according to the rules established by the Ministry of Employment and Immigration, I would not be eligible to get a job here in the province of Ontario, in the city of Ottawa, and much the same rules seem to apply in the public service. Do you not think that you might be able to help the anglophone minority in Quebec who want to stay in Quebec and who are prepared, as many of us do, to make the journey on Monday morning and Friday evening to get employment in the Public Service Commission here in Ottawa, where it is not always necessary that they be bilingual?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, two points that I would like to make in response. First, a minor one, which is a bit reassuring, is that after having seen the proportion of federal public servants in Quebec who were anglophone, reducing year after year, at least in 1981 the trend was arrested; indeed, there was a very slight improvement—it went from 7.3 percent in 1980 to 7.6 percent in 1981. So, that is a very small comfort.

Mr. Herbert: Excuse me for interrupting, Mr. Gallant. Can we be clear, because I have received answers to questions concerning percentages which have been—I was going to say falsified—certainly mystified by the inclusions of large pockets—for example francophone participation over in Hull, anglophone participation in Hull, and so on. When you use those percentages, are you excluding special cases?

Mr. Gallant: Excluding, firstly the new Crown corporation of the Post Office; that is excluded. It also excludes the Quebec portion of the National Capital Region; that is excluded. We never include that portion in our statistics about the Province of Quebec.

Mr. Herbert: But you include decentralization?

Mr. Gallant: Oh, yes.

Mr. Herbert: For example, you are including that big pocket of anglophones that work in my own constituency at Rigaud.

Mr. Gallant: Yes, they would be.

Mr. Herbert: That is Customs and Excise. I only point it out because we should be clear here. That somewhat distorts the figures. If you put a big pocket of anglophones into a place like Rigaud, then obviously you are going to get a substantial increase in the percentage figures, as if there was a bigger proportion of anglophones.

Mr. Gallant: Well, I doubt that it is such a large number that are there on a continuing basis. It is basically a small staff; it is the customs officers who come in for training who constitute the large number.

Mr. Herbert: I was using it as an example.

Mr. Gallant: Yes. Now, with respect to the substance of Mr. Herbert's question, this refers, of course, to the area of competition policy in the public service. Here I would like to point out that the levels he is addressing, that is those who would

[Traduction]

travaille à Ottawa depuis environ quinze ans, malgré que j'habite au Québec, et même dans ces circonstances, je ne pourrais, en vertu des règles établies par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, obtenir un emploi ici dans la province de l'Ontario, voire à Ottawa. Les mêmes règles semblent s'appliquer dans la Fonction publique. Ne pourriez-vous pas aider la minorité anglophone du Québec qui désire rester au Québec et qui est prête à faire la navette le lundi matin et le vendredi soir pour travailler ici à la Commission de la Fonction publique, à Ottawa, où il n'est pas toujours nécessaire d'être bilingue?

M. Gallant: Monsieur le président, je désire apporter deux précisions. Premièrement, la proportion de fonctionnaires fédéraux anglophones au Québec après avoir diminué d'année en année, a légèrement augmenté en 1981: elle est passée de 7.3 p. 100 en 1980 à 7.6 p. 100 en 1981.

M. Herbert: Permettez-moi de vous interrompre, monsieur Gallant. Pourrions-nous être précis, car j'ai reçu au sujet des pourcentages des réponses qui ont été, j'allais dire falsifiées, tout au moins complexes à cause de l'inclusion d'éléments plus importants, comme la participation des francophones à Hull et celle des anglophones dans cette même ville. Lorsque vous parlez de ces pourcentages, excluez-vous les cas spéciaux?

M. Gallant: Nous avons tout d'abord exclu la nouvelle société des Postes. Cela exclut également la partie québécoise de la Région de la Capitale nationale, ainsi que nous le faisons toujours.

M. Herbert: Mais vous tenez compte de la décentralisation?

M. Gallant: Oui.

M. Herbert: Par exemple, vous incluez le large groupe d'anglophones qui travaillent dans ma circonscription, à Rigaud.

M. Gallant: Oui.

M. Herbert: Il s'agit de Douanes et Accise. Je le mentionne car il faut être précis. Cela modifie quelque peu les chiffres. Si vous incluez le large groupe d'anglophones qui se trouve dans un endroit comme Rigaud, de toute évidence votre pourcentage va augmenter d'une manière importante.

M. Gallant: Je doute fort que ce nombre d'anglophones soit là en permanence. Il s'agit en principe d'un personnel peu important, ce sont les préposés aux douanes qui viennent recevoir une formation qui en font augmenter le nombre.

M. Herbert: Ce n'était qu'un exemple.

M. Gallant: Oui. Pour en revenir à la question de M. Herbert, elle a trait à la politique de concurrence dans la Fonction publique. Les personnes dont il parle, celles qui seraient prêtes à venir travailler à Ottawa pendant la semaine

[Text]

come to work in Ottawa during the week and go back to Montreal for the weekend, would generally not be in the operational categories, but rather in the officer categories. Here the areas of competition are much broader; the minimum area of competition is usually broader than for filling the administrative support and operational categories. Indeed, the higher you go—at a certain level the area of competition is national; that is, for the senior management and all members of the executive category or group, the area of competition is national. So that would not be a limiting factor for those more highly paid jobs.

• 2145

Having said this, perhaps you would be interested, Mr. Chairman and members of the committee, if Mr. Neilson were to say a few words about the work we have set in train concerning possible revisions to the area of competition policy, particularly anticipating the Constitution situation.

The Chairman: You anticipated my question.

Mr. Neilson.

Mr. A.J. Neilson: Thank you, Mr. Chairman. I can give you a very brief résumé of what has been happening, if you wish.

The Chairman: A brief résumé or a position paper? We will finish with the constitutional impact on your mobility rights and all that nonsense, and then you can send us the study you made *en profondeur* on the subject-matter, Mr. Neilson.

Mr. A.J. Neilson: Just continuing on Mr. Gallant's last answer to Mr. Herbert, the big area of recruitment is post-secondary recruitment—that is, national recruitment—and people being recruited nationally have the right to ask or to demand first choice of placement across the country. They can ask to work in Ottawa or Toronto or wherever. Sometimes efficiency considerations in government operations prevail, but generally speaking we try to meet the demands of individuals in the post-secondary recruitment area.

But on the area of competition, you will recall that last year we got into trouble with questions raised on the floor of the House about area of competition, especially in relation to Section 6 of the Charter of Rights, which essentially forbids corporations, and specifically provinces, from advertising jobs with restrictions dictated by provincial boundaries. What we have been doing is we have sought Justice opinions on whether our present area of competition guidelines are *vires* or *ultra vires* in relation to the Charter of Rights. We have been told that we are not essentially *ultra vires*; that within our guidelines, as long as we do not advertise on strictly provincial boundaries, but go broader, we are not in contravention of the charter. However, we wanted to do a thorough study of the situation, and we have been examining specifically a combination area of competition and area of recruitment policy, whereby for a given labour market sector, or slice, where we feel we can efficiently and effectively tap a labour market for a given

[Translation]

et à repartir à Montréal la fin de semaine ne sont pas en général dans les catégories opérationnelles mais plutôt dans les catégories de cadres. Dans ces dernières, les domaines de concurrence sont bien plus vastes. En fait, plus vous allez haut, à un certain niveau, plus la concurrence est nationale, c'est-à-dire que pour la haute direction et tous les membres de la catégorie exécutive, le domaine de concurrence est national. Donc, cela ne constituerait pas un facteur restrictif pour les cadres supérieurs.

Cela dit, vous aimeriez peut-être, monsieur le président et membres du comité que M. Neilson dise quelques mots sur le travail que nous avons entrepris au sujet des éventuelles révisions à apporter à la politique de concurrence, à la lumière de la nouvelle constitution.

Le président: Vous avez devancé ma question.

Monsieur Neilson?

M. A.J. Neilson: Merci, monsieur le président. Je peux vous donner un très bref résumé des derniers événements si vous voulez.

Le président: Un bref résumé ou un document de référence? Nous terminerons par l'incidence de la constitution sur les droits en cas de déplacement et autres absurdités et ensuite vous pourriez nous envoyer l'étude en profondeur que vous avez faite sur la question, monsieur Neilson.

M. A.J. Neilson: Ne serait-ce que pour poursuivre ce qu'a dit M. Gallant à M. Herbert, le niveau où l'on recrute le plus c'est le niveau post-secondaire—et il s'agit d'un recrutement national—et les personnes recrutées à l'échelle nationale ont le droit de demander ou d'exiger qu'on leur accorde la priorité pour ce qui est du choix du lieu de travail. Ils peuvent demander de travailler à Ottawa ou Toronto ou ailleurs. Parfois, on donne la priorité aux facteurs d'efficacité dans les affaires gouvernementales mais en général on essaie de répondre à la demande des personnes du niveau post-secondaire.

Quant à la concurrence, vous vous rappellerez que l'année dernière certaines questions posées à la Chambre dans ce domaine, notamment au sujet de l'article 6 de la charte des droits qui interdit aux sociétés et plus précisément aux provinces, d'annoncer des emplois accompagnés de restrictions relatives aux frontières de la province, nous ont causé des difficultés. Nous avons donc recherché l'opinion de juges pour savoir si nos directives actuelles en matière de zones de concurrence étaient statutaires ou non en vertu de la charte des droits. On nous a répondu qu'elles l'étaient dans la mesure où nous n'imposions pas de restrictions relatives aux frontières de la province. Toutefois, nous voulions faire une étude approfondie de la situation et nous avons songé à une politique combinant zones de concurrence et niveaux de recrutement, en vertu de laquelle nous pourrions déterminer pour un secteur ou une tranche donnée du marché du travail où nous pensons pouvoir efficacement prospecter pour un poste donné, une zone ou de recruter

[Texte]

job, we will determine an area of advertising or an area of recruitment. Within that area of recruitment, you get into such factors as paying the cost of individuals to come to an interview and be assessed. What we are experimenting with is looking at a situation where anybody across the country who happened to see an ad could apply, but it would only be in that area of recruitment which the commission judged, using manpower data, using labour market data, would be the most fruitful area of recruitment. Those individuals would have their expenses paid and others would not.

We have a number of alternatives on the books. They are being assessed. You must understand that we would have a lot of consultative rounds to go through on this, including the parliamentarians, and we expect that it will be at least another year before the commission can come to a decision on what is in the best interests of the Public Service in this matter.

The Chairman: Thank you, Mr. Neilson.

Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Just as a preliminary comment, I will wager that opinion of Justice, whatever it is, and whatever your method is, will be challenged at some stage of the game, and it will likely go to the courts. It is one of those things.

While we are on the subject of language training, I want to relate to you, Mr. Chairman, through you, Mr. Chairman, and your colleagues, a problem that has come up for me now on three occasions, in constituency work, and that has to do with the appointment of unilinguals to bilingual positions.

• 2150

They have come to me in this way. Someone has made an application, and they have been told that if they qualify, they can be appointed to the bilingual position. In both cases—I will give the instance in both cases, because they are pretty well the same; the numbers are a little different—the positions in the two cases were at the same level of language proficiency required; and if I recollect correctly it is level B. They went and had a test of aptitude to learn a language, and both of these people were told that within the timeframe that had been laid down—and in both cases, I believe, there were 10 months—one of them was told at the time of the testing that it would take her longer than 10 months—i.e., 13 months—and the other person was told that it would take 12 months for them to qualify; therefore they could not be considered for that position. They were very disappointed, because in both cases they had taken language training. One of them was told that their reason for not qualifying was that they did not elaborate enough on the answers; yet my constituent tells me that in the course of things they carried on a conversation which seemed to follow satisfactorily. In any event, they were disqualified.

I put it to you that the process of weeding out by aptitude testing has a character of arbitrariness which is too—I will use the phrase “dangerous”—in either understanding or appointment. And this has caused me some concern, because I notice

[Traduction]

ment. Dans le cadre de ce deuxième élément, entrent en considération les frais de déplacement des candidats pour qu'on puisse les interviewer et les évaluer. Nous songeons maintenant à une situation où n'importe quel Canadien pourrait répondre à une annonce. Toutefois, cela pourra se faire seulement dans la zone de recrutement que la Commission aura jugé comme étant, à l'aide des données de la main-d'œuvre et des données du marché du travail, la plus favorable. Les frais de déplacement de ces personnes seront payés, ce qui ne sera pas le cas pour tout le monde.

Nous avons un certain nombre d'autres solutions. On est en train de les évaluer. Vous devez comprendre qu'il nous faudra avant d'arriver à la phase finale consulter beaucoup de gens y compris les parlementaires et il nous faudra au moins une autre année avant de pouvoir prendre une décision qui servirait au mieux les intérêts de la Fonction publique.

Le président: Merci, monsieur Neilson.

Monsieur Baker?

M. Baker (Nepean—Carleton): Je suis certain que l'opinion du juge sera contestée à un moment ou à un autre et que la question ira devant les tribunaux.

Pendant que nous parlons de formation linguistique, je voudrais vous parler, à vous monsieur le président, ainsi qu'à mes collègues, d'un problème qui m'a été signalé à trois reprises dans ma circonscription et qui touche à la nomination de candidat unilingue à des postes bilingues.

Mes électeurs se sont adressés à moi de cette manière: «Quelqu'un a fait une demande, et on lui a répondu que s'il était qualifié il pouvait être nommé à un poste bilingue. Dans les deux cas—et je vais parler de deux cas parce qu'ils sont très semblables, bien que les chiffres soient quelque peu différents, les postes comprenaient les mêmes exigences linguistiques. Et si je me souviens bien, il s'agissait du niveau «B». Les deux candidats sont allés passer le test d'aptitude à apprendre une langue; on leur dit à tous deux qu'ils ne pourraient réussir à apprendre la langue dans le temps proposé, soit dix mois, et que, par conséquent, on ne pouvait retenir leur candidature. Ils étaient très déçus parce qu'ils avaient tous deux reçu une formation linguistique. A l'un d'eux, on a donné comme prétexte qu'il n'avait pas suffisamment élaboré ses réponses. Pourtant mon électeur me dit qu'il a subi une épreuve orale qui semblait satisfaisante. Quoi qu'il en soit, ni l'un ni l'autre ne s'est qualifié.

Je pense que cette méthode présente un caractère arbitraire qui est trop dangereux que ce soit au niveau de l'interprétation ou de la nomination. Et cela m'a quelque peu préoccupé parce que j'ai remarqué que cela résultait de la mise en oeuvre de la nouvelle politique.

[Text]

they are now coming in as a result of the implementation of the new policy.

If a person is disqualified in that way, first, is there an appeal process that person can deal with; and how is it administered? Second question—because I do not want to take too much time—would you be able to file with the committee some information on the number of people who have not been appointed, as a result of failing to pass the aptitude tests that have been applied? I can tell you, sir, it is of great concern in my own constituency and elsewhere. I get so many calls about it. But these two cases have come up specifically because I have asked them for the detail and they have given it to me.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I would, with your permission, like to have Roger Lapointe add to what I will say.

Let me just recall a few basic things. First, the government policy which determines access to language training suggested, or required, that to stop sending people on language training who through the testing and orientation programs at the outset had been demonstrated would not be able to attain the level within the prescribed period of time—the government's policy has required now that language training be made more efficient; that is, you do not send people on training unless it is demonstrated to the specialist that they have the capability to attain the required level in the timeframe set by the policy.

This is not a process that is just put in place overnight. This process of testing and orientation had been going on since Day 1 in our language training schools, and had been validated by experience in those years while the process could tell individual candidates, it is your right; you can come to language training; we can keep you in here for months and months and months; but we know from your performance through this process that your chances of ever attaining the required level are minimal.

• 2155

It is through this experience that the testing and the orientation were validated. All of this is under the responsibility of the Director General of Language Training, Mr. Lapointe, who could explain how it is done and explain precisely the appeal processes which are provided for, and indeed, I think, very effective processes.

Le président: Monsieur Lapointe.

M. Roger Lapointe (directeur général, Direction générale de la formation linguistique, Commission de la Fonction publique): Merci, monsieur le président.

Le processus comprend non seulement un ensemble de tests pour mesurer l'aptitude, mais également une entrevue très scientifique qui dure environ une heure et demie pour valider davantage les tests et revoir tous les facteurs qui sont déterminés par les tests. Donc, c'est un processus très complet. On administre une batterie de tests et ensuite il y a une entrevue pour étudier tous les facteurs autres que ceux qui ne seraient pas décelés dans les tests eux-mêmes.

[Translation]

Si une personne est disqualifiée de cette manière, peut-elle faire appel? Et comment peut-elle le faire? Deuxièmement, et je ne veux pas prendre trop de temps, pourriez-vous nous fournir certains renseignements sur le nombre de personnes qui n'ont pas été nommées parce qu'elles ont échoué au test d'aptitude? Je peux vous dire que cela constitue une grosse source d'inquiétude pour ma circonscription et pour d'autres. Je reçois beaucoup d'appels à ce sujet. Mais ces deux derniers cas m'ont le plus frappé car j'ai demandé des détails et les ai obtenus.

M. Gallant: Monsieur le président, j'aimerais demander, avec votre permission que Roger Lapointe complète ce que je vais dire.

Permettez-moi de rappeler quelques éléments de base. Premièrement, la politique gouvernementale qui détermine l'accès à la formation linguistique est maintenant plus rigoureuse: on ne peut envoyer à la formation que ceux qui ont montré avoir les capacités voulues pour atteindre au cours du délai imparti le niveau requis.

Ce n'est pas un système que l'on peut mettre sur pied du jour au lendemain. Tests et orientation existent depuis le premier jour de la création de nos écoles de formation linguistique et se sont trouvés enrichis par l'expérience bien que l'on pouvait toujours dire aux candidats: «Vous avez le droit de suivre des cours, nous pouvons vous garder pendant des mois et des mois mais nous savons d'après les épreuves que vous avez subies que vos chances d'atteindre le niveau requis sont minimes.

C'est cette expérience qui a permis de valider le contrôle des connaissances et l'orientation. C'est le directeur général de la formation linguistique, M. Lapointe, qui est chargé de ces opérations, et qui pourrait vous expliquer comment cela fonctionne, ainsi que les processus d'appel prévus.

The Chairman: Mr. Lapointe.

Mr. Roger Lapointe (Director General of Language Training, Public Service Commission): Thank you, Mr. Chairman.

The procedure consists not only of a series of tests for measuring the capacity, but includes as well a very rigorous interview of about one hour and a half in order to review all the factors assessed by the tests and to validate them. This is a very thorough procedure, with a whole series of tests followed by an interview designed to check on criteria which are beyond the scope of the test.

[Texte]

Deuxièmement, l'aptitude qui est déterminée par ce processus-là est toujours pour une durée donnée et, très souvent, le candidat a déjà reçu une formation linguistique. S'il a déjà reçu une formation linguistique pendant une période d'environ quatre, cinq ou six mois et que dans sa banque il ne lui reste que six mois et que cela lui prendrait dix ou douze mois pour atteindre un autre niveau, naturellement, on mesure l'aptitude en fonction d'un niveau donné et de l'aptitude pour atteindre ce niveau-là. Et quand on dit que le candidat n'a pas l'aptitude pour atteindre le niveau, c'est toujours en fonction de la durée requise pour atteindre ce niveau et des heures qu'il y a dans sa banque pour toute sa carrière.

Deuxièmement, si le candidat, une fois qu'on a évalué son aptitude pour un niveau donné, n'est pas satisfait, il peut demander une autre évaluation. A ce moment-là, il est revu par un autre conseiller en orientation et les données sont étudiées par un comité. Jusqu'à présent, environ 90 p. 100 des candidats à qui nous avons dit qu'ils n'avaient pas l'aptitude nécessaire pour un poste ont demandé que les données soient revues. Leurs cas ont été revus une deuxième fois en processus d'orientation et jusqu'à présent, je crois qu'il n'y a eu qu'un seul appel. Ce qui veut dire qu'en général, le candidat est satisfait des raisons qu'on invoque pour dire qu'il ne peut pas avoir accès à la formation linguistique.

Une fois que le cas a été revu par un processus interne, par un comité et un autre agent d'orientation, si le candidat n'est pas satisfait, il peut toujours faire appel par le truchement du système de recours et d'appels, à la Commission. Et je crois qu'il n'y a eu qu'un seul appel depuis qu'on a mis le processus en marche.

Vous manifestez de l'inquiétude présentement... On avait prédit que le résultat serait négatif pour environ 19 à 20 p. 100 des candidats. Depuis que les nouvelles politiques sont en marche, environ 19 p. 100 des candidats qui font une demande pour un poste bilingue n'ont pas l'aptitude et le pronostic est négatif. Cela peut fluctuer entre 17, 18 ou 19 p. 100, mais c'est autour de 19 ou 20 p. 100.

Le président: Merci.

The Chairman: This will be your last question.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): All right.

The standards that are established for language proficiency for positions, are they established by you for the public service or are they established by Treasury Board? Have they changed within the last five years? The standards, the requirements for positions, have they changed within the last five years?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, the answer is, yes, they are established by the Treasury Board, or under the Treasury Board policy; that is, the matter of the classification of the job or the duties of the job. Indeed, they have changed with the changes in the government's policy.

[Traduction]

Moreover, the capacity assessed by the test are always a temporary assessment, and very often the candidate has already had linguistic training. If he has already received four, or five or six months training and if he is only entitled to six more months of training, whereas it would take him ten to twelve months to reach another level, his performance is measured with regard to a certain level, into what it would take him to reach that level. When we say of an applicant that he has not the capacities needed for a certain level, we always take into account the time required to reach that level and the amount of hours that the applicant is still entitled for his whole career.

Moreover, if the applicant, after evaluation of his capacity for a given level, does not agree, he can request another evaluation. Another guidance counsellor will examine him, and the results will be submitted to a committee. Approximately 90 per cent of the applicants who have been advised by us, to date, that they had not the capacities required for a position, have requested a review of their case. Their case has been reviewed for the second time during the guidance procedure, and I believe that there has been only one single appeal. This means that, on the whole, the applicant recognizes the reasons for which he has been denied linguistic training.

When the case has been reviewed through internal procedure, by a committee or a guidance counsellor, the candidate has another recourse and can appeal to the Commission. I believe that there has been only one case in which such an appeal has been made since that procedure has been set up.

You expressed some concerns. We expected that the result would be negative for about 19 to 20 per cent of the applicants. With the implementation of the new policy, there are indeed 19 per cent of applicants who apply for bilingual positions and fail their tests. And the prognosis is negative. The percentage is approximate and can fluctuate between 17 and 20 per cent.

The Chairman: Thank you very much.

Le président: Ce sera votre dernière question.

M. Baker (Nepean—Carleton): Très bien.

Les normes linguistiques de chaque poste ont-elles été fixées par vous ou la fonction publique, ou par le Conseil du Trésor? Ont-elles été changées au cours des cinq dernières années? Ces normes, ces exigences ont-elles été revues au cours des cinq dernières années?

M. Gallant: Monsieur le président, la réponse est affirmative. Ces normes ont été fixées par le Conseil du Trésor, ou conformément à la politique du Conseil du Trésor; à savoir, la classification du poste, ou les fonctions du poste. Des changements sont effectivement intervenus, parallèlement à la politique du gouvernement.

[Text]

• 2200

On the other hand, we are responsible for determining the linguistic competence of an individual in order to carry out the linguistic tasks of a position. The work that has been done by the commission is being used by departments to help to determine the linguistic competence or the linguistic tasks to be performed in the job. Perhaps Roger Lapointe could add a little bit to that.

M. Lapointe: Je voudrais ajouter quelque chose. C'est un point qu'on n'a pas couvert tout à l'heure, et c'est la question de la validation. Deux études ont été faites dans le passé pour valider tout le processus d'orientation, et il y a présentement une troisième étude indépendante qui est faite par des universitaires pour valider encore une fois le processus d'orientation. On espère qu'à maintes reprises, de temps à autre, une vérification sera faite par des instances extérieures pour s'assurer que le processus est juste et équitable.

Quant à la question des standards, je crois que les standards, c'est vrai, sont établis. La politique d'accès est également établie par le Conseil du Trésor. Ce que nous vérifions, c'est l'aptitude à l'intérieur des politiques d'accessibilité établies par le Conseil du Trésor.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you, Mr. Lapointe.

Le président: Merci.

Monsieur Gallant, avant de partir, puisque la création d'emplois est toujours une préoccupation des députés, surtout en période de haut taux de chômage, je remarque, à la page 26-57 de vos crédits, qu'au poste Été Canada, Programme d'emploi pour étudiants, en 1981-1982, vous aviez \$15,777. En 1982-1983, on dit: crédit non requis. Est-ce que vous pouvez m'expliquer si la Commission a décidé de ne pas créer d'emplois d'été, ou si, au contraire, vous avez aboli ce poste ou ce crédit, et l'avez transféré ailleurs, là où on ne peut pas le voir, nous, les députés? Quelqu'un peut-il m'expliquer cela? Est-ce que la Commission, cette année, ne crée pas d'emplois pour les étudiants? Si elle en crée, où peut-on trouver ces années-personnes ou ces crédits qui seront dépensés par la Commission l'été prochain pour encourager les jeunes Canadiens à participer aux travaux de la Commission et à prendre le goût de travailler chez vous?

M. Herbert: Est-ce qu'on ne nous a pas donné la réponse la semaine passée?

Le président: Oui, mais je veux savoir s'il va me donner la même réponse.

M. Gallant: Monsieur le président, les politiques du programme d'emploi d'été sont des politiques et des programmes du gouvernement. La Commission administre ce qui touche l'emploi dans la Fonction publique proprement dite, les programmes d'emplois d'été axés sur les carrières. En vertu d'une approbation très récente du Conseil du Trésor, qui date de la semaine dernière, je pense, nous aurons quelque 3,000 postes à

[Translation]

C'est à nous, d'autre part, de déterminer si une personne est suffisamment compétente au plan linguistique pour s'acquitter correctement des tâches linguistiques liées à un poste. Les ministères se fondent sur le travail réalisé par la Commission afin de déterminer la compétence linguistique d'une personne, ou les tâches linguistiques que celle-ci doit remplir lorsqu'elle occupe un poste. Roger Lapointe pourrait peut-être vous en dire un peu plus à ce sujet.

Mr. Lapointe: I would like to dwell on a point which we have overlooked up to now, which is the question of validation. Two studies have been made to validate the guidance procedure, and there is a third one, independent and done by academicians, which is currently being made for a new validation of the guidance procedure. It is hoped that the checking procedure will take place from time to time, by people external to the public service, in order to check that the procedure is just and fair.

As far as the standards are concerned, I believe that they indeed have been established. The Treasury Board has also set up rules for the access policy. The object of our verification is to check on capacities within the access policies set up by the Treasury Board.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je vous remercie, monsieur Lapointe.

The Chairman: Thank you.

Before you leave, Mr. Gallant, I would like to ask you, job creation is a permanent concern of the members, particularly at a time when unemployment rates are so high, I notice, on page 26-57 of your estimates, that under the item "Summer Jobs for Students" you had an allocation of \$15,777 for 1981-1982 whereas for 1982-1983, there is a mention: not required. Can you tell me if the commission has decided not to create any summer jobs or if on the contrary, this item has been cancelled and has been transferred elsewhere, and out of reach of the members? Can anyone give me an explanation? Are there no summer jobs for students this year created by the commission? And if the answer is yes, where are the person years for the sums that will be expanded by the commission during the next summer in order to encourage young Canadians to work for the commission and to learn to like working for us?

Mr. Herbert: Has this question not been answered last week?

The Chairman: Yes, but I would like to know if the answer is the same.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, the policies of the summer job program are policies and programs of the government. The commission is only responsible for public service employment, and summer jobs only insofar as they are related to careers. It is only very recently that the Treasury Board has approved our request theory not sooner than last week, after that we will have about 3,000 vacancies for students within the program for summer jobs related to careers.

[Texte]

combler par des étudiants à l'intérieur du programme d'emploi d'été axé sur les carrières.

J'aimerais ajouter que ce programme fait l'objet d'une publicité sur les campus universitaires depuis déjà quelque temps, et un très grand nombre d'étudiants ont soumis leur demande d'emploi. Il y a eu quelque 28,000 demandes d'emploi pour un programme qui comportera environ 3,000 postes pendant les vacances d'été.

Le président: Où prenez-vous l'argent pour cela?

M. Gallant: Monsieur le président, je devrai consulter... c'est par l'entremise d'Emploi et Immigration Canada.

Le président: Je vous remercie. Alors, pour ce soir, ce sera tout. Espérons que l'on vous reverra d'ici peut-être un mois, monsieur Gallant. Je vous souhaite bonne nuit.

M. Gallant: Merci.

Le président: La séance est terminée.

[Traduction]

May I add that this program has been advertised for some time already on the university campuses, and that a very high number of students have applied. There have been about 28,000 applications for the program which allows for 3,000 summer jobs.

The Chairman: Where do you get the money from?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I should ask—it is through employment and Immigration Canada.

The Chairman: That will be all for tonight. Thank you very much. I hope that we will see you again in another month or so, Mr. Gallant. I wish you all good night.

Mr. Gallant: Thank you very much.

The Chairman: The meeting is adjourned.

APPENDIX "MEST-27"

OPENING STATEMENT
OF THE
PUBLIC SERVICE COMMISSION OF CANADA
TO THE
STANDING COMMITTEE ON MISCELLANEOUS ESTIMATES

Mr. Chairman,

The Public Service Commission appreciates the opportunity to discuss with members of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates the Commission's estimates submitted for approval for the 1982-83 fiscal year. These funds are being requested to support the programs and activities that will be undertaken to fulfill the responsibilities of the statutory mandate assigned to the Commission under the Public Service Employment Act, and to carry out or support Government policies. I am accompanied today by Commissioner John Edwards, who will participate with me in our discussion. Several senior officials of the Commission also are in attendance and will be able to provide specific information on their areas of responsibility, should their assistance be required.

I would like to mention that, last fall, the Public Service Commission agreed to participate, with the Office of the Comptroller General, in a pilot project for the production of the Commission's Annual Expenditure Plan for the 1982-83 fiscal year. The Expenditure Plan was tabled in the House of Commons on February 23, 1982, and I understand that members of the Committee have received copies. You may wish to refer to this document in the course of your consideration of the Estimates.

The Expenditure Plan is a structured document which provides a summary of the results expected from operation of the Commission's program directly related to planned expenditures during the fiscal year under review. In future years, it also is intended to report actual performance in relation to the plan previously outlined to Parliament for the most recently completed fiscal year.

The resources required to carry out the activities of the Public Service Commission are obtained from two sources:

- an Annual Appropriation under Vote 50, through which the amount of \$96,273,000 is being requested, and
- Statutory Appropriations for \$276,000 under the Staff Development and Training Revolving Fund and \$9,298,000 for contributions to Employee Benefit Plans.

Under Vote 50, the Commission is seeking approval for funding amounting to \$96,273,000, which represents an increase of 13.3% or \$11,317,600 over the approved Estimates (including Supplementaries of \$518,400) for the 1981-82 fiscal year. This change is the net result of the following increases and decreases:

Increases

- to cover the increased costs associated with additional demands for recruitment advertising (\$1.5 million);
- to provide for specific salary and non salary increases announced by Treasury Board Canada (\$9.9 million); and
- to provide the necessary funds (\$2.5 million) to administer the Northern Careers Program, which is being transferred from Indian Affairs and Northern Development Canada to the Public Service Commission, effective April 1, 1982.

Decreases

- to effect a reduction of \$1.9 million in the subsidy to the Staff Development and Training Revolving Fund; and
- to effect other miscellaneous program reductions (\$0.7 million).

With respect to person-years, the Estimates of the Public Service Commission (excluding the Revolving Fund requirement of 213 person-years), reflect the need for 2,384 person-years. This represents an increase of 58 person-years over the 1981-82 Main and Supplementary Estimates, an increase that results from the following changes in the Commission's activities:

- the transfer of 74 person-years from Indian Affairs and Northern Development Canada to the Public Service Commission to enable the Commission to carry out the responsibilities of the Northern Careers Program;
- a reduction of 18 person-years in the Career Orientation Program, reflecting indeterminate placements in departments of employees registered in the program to seek career development opportunities, who were members of the Education group;
- an increase of 2 person-years for the Redress Activity associated with work load increases.

In considering the funding requested by the Public Service Commission for 1982-83, you will find relevant the analysis by activity provided in Section II of the Expenditure Plan document (pages 13-40). For example, page 28 provides a breakdown of the fundings sought for the Career Orientation

Program, as well as a description of the participants and the operation of this program.

May I also direct your attention to the activities of the Commission's Staff Development Branch, described on pages 24-36 of the Expenditure Plan document, particularly to pages 32-33 summarizing the resource requirements for training and development of Public Service employees. A major reorganization of the Staff Development Branch planned by the Commission to which I referred in the course of our last appearance before the Committee, now has been completed including changes in the funding mechanisms associated with the program, with the objective of ensuring the efficiency and effectiveness of program operations.

The significant improvements accomplished in this area, were made possible by a new approach to training and development that was implemented just over a year ago. A new Staff Training Policy was announced by Treasury Board, followed by formation of the Staff Training Council. Under the policy and the advice of the Staff Training Council, and in accordance with the Commission's authority and policies, the Staff Development Branch assists federal departments and agencies in meeting their job-related training requirements, necessary for the achievement of occupational competence of federal employees. Management orientation training provided by the Branch now is mandatory throughout the Public Service and constitutes an important demand upon the training and development resources of the Commission. The costs of management training, which supports the recently implemented Management Category are met largely through course fees, for which departments are responsible.

Implementation of the Management Category last year was one of the most important accomplishments of recent years in terms of the potential for strengthening and improving the provision of public services at the federal level. It represents the corner stone of the administrative reform initiated several years ago. We are convinced that the best way to guarantee both equitable treatment for Public Service employees and effective and efficient management of the public sector is to improve the quality of managers, and the precise purpose of the Management Category is to ensure that the federal Public Service is staffed by the highest quality of managers.

Another important step has been taken with the publication in November 1981, of the document, Roles and Responsibilities of the Treasury Board and the Public Service Commission in Personnel Management. This policy statement clarifies and defines more precisely the responsibilities of the two central agencies. Potentially, it will put an end to the

confusion felt by some, especially in relation to the area of personnel management where the Commission has both statutory and delegated or assigned responsibilities.

While respecting the statutory responsibilities of each agency, the agreement allows the Commission to contribute to certain government policies relating to Public Service Employment. We feel that the responsibilities assumed by the Commission in areas that may not be directly under the purview of the Public Service Employment Act reinforce the fundamental role of the Public Service Commission which is to protect staffing actions from any undue influence and thus allow it to fulfil more effectively the role entrusted to it by Parliament.

We will be pleased to answer any questions you may have with respect to the Commission's estimates for the 1982-83 fiscal year for which approval is sought. Thank you.

APPENDICE «MEST-27»

DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE
DE LA
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEVANT
LE COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Monsieur le Président,

La Commission de la Fonction publique est heureuse de profiter de l'occasion qui lui est offerte pour discuter avec les membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général, le budget des dépenses que la Commission a soumis à son approbation pour l'année financière 1982-83. Les fonds demandés ont pour objet de financer les activités et les programmes qui seront mis en oeuvre afin que la Commission s'acquitte du mandat qui lui a été assigné aux termes de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, et afin qu'elle réalise ou appuie les politiques du gouvernement. Je suis accompagné aujourd'hui par le Commissaire John Edwards qui participera avec moi à notre discussion. Quelques hauts fonctionnaires de la Commission sont également présents afin de vous fournir, si besoin est, des informations précises par rapport à leur domaine de responsabilités.

J'aimerais tout d'abord rappeler que la Commission de la Fonction publique a accepté, l'automne dernier, de participer avec le Bureau du Contrôleur général, à un projet pilote en vue de produire le budget des dépenses annuelles de la Commission pour l'année financière 1982-83. Le plan des dépenses a été déposé à la Chambre des communes le 23 février 1982 et on m'informe que les membres du Comité en ont reçu copies. Vous voudrez peut-être référer à ce document au cours de votre étude du budget des dépenses.

Le plan des dépenses est un document structure qui fournit un résumé des résultats attendus de l'opération des programmes de la Commission, lesquels sont directement reliés aux dépenses prévues pour l'année financière en cause. Au cours des prochaines années, ce document servira à faire état des réalisations concrètes en rapport avec le plan présenté antérieurement au Parlement pour la plus récente année financière complétée.

Les ressources requises pour mener à bien les activités de la Commission proviennent de deux sources:

- le crédit annuel 50, au titre duquel un montant de \$96,273,000 est demandé, et
- un crédit statutaire de \$276,000 au titre du fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel et \$9,298,000 pour les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Au titre du credit 50, la Commission demande l'approbation d'un montant de \$96,273,000 ce qui représente une augmentation de 13,3% ou de \$11,317,600, par rapport au budget des dépenses approuvées (y inclus les dépenses supplémentaires de \$518,400) pour l'année financière 1981-82. Ce changement est attribuable aux augmentations et aux diminutions suivantes:

Augmentations

- pour couvrir la hausse des coûts associés à l'accroissement de la demande de publicité à des fins de recrutement (\$1,5 million);
- pour compenser pour la hausse des coûts salariaux et non-salariaux annoncés par le Conseil du Trésor (\$9.9 millions); et
- pour se procurer les fonds nécessaires (\$2.5 millions) à l'administration du programme Carrières du Nord, suite au transfert de ce programme des Affaires indiennes et du Développement du Nord Canada à la Commission de la Fonction publique, lequel s'effectuera le 1er avril 1982.

Diminutions

- pour mettre en vigueur une réduction de \$1.9 million de la subvention au fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel; et
- pour effectuer d'autres réductions de programmes (\$0,7 million).

En ce qui a trait aux personnes-années, le budget des dépenses de la Commission de la Fonction publique (excluant la demande de 213 personnes-années au fonds renouvelable) reflète un besoin de 2,384. Ceci représente une augmentation de 58 personnes-années au budget des dépenses principales et supplémentaires pour 1981-82, augmentation qui résulte des changements suivants relatifs aux activités de la Commission:

- le transfert de 74 personnes-années des Affaires indiennes et du Développement du Nord Canada à la Commission de la Fonction publique afin de permettre à la Commission d'assumer la responsabilité du programme Carrières du Nord;

- une réduction de 18 personnes-années au programme d'orientation des carrières, laquelle reflète les affectations au sein de ministères, des employés membres du groupe professionnel de l'enseignement et qui étaient inscrits à ce programme afin de rechercher les perspectives de carrières; et
- une augmentation de 2 personnes-années pour l'activité de recours suite à l'augmentation du volume de travail.

En examinant les fonds demandés par la Commission de la Fonction publique pour 1982-83, vous constaterez l'â propos de l'analyse par activité qui se trouve à la partie II du document intitulé «Plan de dépenses» (pages 13-14). Par exemple, en page 28 se trouve une répartition des fonds demandés par le programme d'orientation des carrières, ainsi qu'une description du groupe de personnes visées et du fonctionnement de ce programme.

Je me dois également d'attirer votre attention sur les activités de la Direction générale du perfectionnement, décrites aux pages 24 à 36 du document «Budget des dépenses», particulièrement aux pages 32 et 33 qui résument les besoins en ressources pour la formation et le perfectionnement des employés de la Fonction publique. Une réorganisation importante de la Direction générale du perfectionnement, planifiée par la Commission et à laquelle j'ai fait référence lors de notre dernière comparution devant le comité, a maintenant été complétée, y inclus les changements dans les modes de financement reliés à ce programme, avec comme objectif d'assurer l'efficacité et l'efficience des opérations de ce programme.

Les améliorations significatives accomplies dans ce domaine ont été rendues possibles par une nouvelle approche à la formation et au perfectionnement mise en oeuvre il y a un an. Une nouvelle politique de formation du personnel a été annoncée par le Conseil du Trésor, suivie de la mise sur pied d'un Conseil de formation du personnel. En vertu de la politique et des recommandations du Conseil de formation du personnel et conformément à l'autorité et aux politiques de la Commission, la Direction générale du perfectionnement doit aider les ministères et agences fédérales à satisfaire les besoins de formation liée à l'emploi et nécessaire à l'atteinte de la compétence occupationnelle des employés fédéraux. Le programme d'orientation en gestion, dispensé par la direction générale, est maintenant obligatoire à l'échelle de la fonction publique et représente une demande importante par rapport aux ressources de la Commission affectées à la formation et au perfectionnement. Les coûts de la formation en gestion, laquelle soutient la récente mise en oeuvre

de la Catégorie de Gestion, sont satisfaits pour une large part par les frais de cours à la charge des ministères.

La mise sur pied, l'an dernier, de la Catégorie de Gestion, a été une des réalisations les plus importantes des dernières années en termes de possibilités offertes pour renforcer et améliorer la prestation de services publics au niveau fédéral. Elle constitue la pierre angulaire de la réforme administrative amorcée il y a quelques années. Nous sommes convaincus que le meilleur moyen d'assurer à la fois un traitement équitable pour les employés de la Fonction publique et une gestion efficace et efficiente de la chose publique est de miser sur la qualité des gestionnaires et le but précis de la Catégorie de Gestion est justement d'assurer la plus haute qualité de gestionnaires à la Fonction publique fédérale.

Un autre pas important a été accompli avec la publication en novembre 1981 du document intitulé Rôles et Responsabilités du Conseil du Trésor et de la Commission de la Fonction publique en gestion du personnel. Cet énoncé de politique clarifie et définit plus précisément les responsabilités des deux agences centrales. Il pourra mettre fin à la confusion ressentie par certains, spécialement dans le domaine de la gestion du personnel où la Commission a des responsabilités à la fois statutaires et déléguées ou assignées.

Tout en respectant les responsabilités statutaires de chaque agence, l'entente permet à la Commission de contribuer à certaines politiques gouvernementales reliées à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique. Nous croyons que les responsabilités assumées par la Commission dans des secteurs qui ne relèvent pas directement de la L.E.F.P., viennent renforcer le rôle fondamental de la Commission, soit protéger l'acte de dotation de toute influence indue et ainsi lui permettre de jouer plus efficacement le rôle qui lui fut confié par le Parlement.

Il nous fera plaisir de répondre à vos questions relativement au budget des dépenses de la Commission pour l'année financière 1982-83, lequel vous a été soumis pour approbation.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Public Service Commission:

Mr. Edgar Gallant, Chairman;
Ms. Anita Szlazak, Commissioner;
Mr. Jim Ferguson, Director General, Corporate Systems
and Services Branch;
Mr. Roger Lapointe, Director General, Language Training
Branch;
Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch;
Mr. Arthur St-Aubin, Director General, Staff Development
Branch;
Mr. Peter Smith, Director General, Audit Branch;
Mr. Jacques Ranger, Director General, Management cate-
gory, Programs Branch.

De la Commission de la Fonction publique:

M. Edgar Gallant, président;
Mad Anita Szlazak, commissaire;
M. Jim Ferguson, directeur général, Direction générale des
services et systèmes de gestion;
M. Roger Lapointe, directeur général, Direction générale de
la formation linguistique;
M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la
dotation;
M. Arthur St-Aubin, directeur général, Direction générale
du perfectionnement;
M. Peter Smith, directeur, Direction générale de la
vérification;
M. Jacques Ranger, directeur général, Programmes de la
catégorie gestion.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 72

Tuesday, March 23, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 72

Le mardi 23 mars 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 1, 5, 10, 15 and 20
under TREASURY BOARD

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: Crédits 1, 5, 10, 15 et 20
sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR

APPEARING:

The Honourable Donald Johnston
President of the Treasury Board

COMPARAÎT:

L'honorable Donald Johnston
Président du Conseil du Trésor

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	Gamble
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gimaiel
Collenette	Halliday
Cousineau	Herbert
Dion (<i>Portneuf</i>)	Huntington

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Kelly	Murphy
Lambert	Smith
McCauley	Stevens
McLean	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Tuesday, March 23, 1982:

Mr. McLean replaced Mr. Greenaway;
Mr. Lambert replaced Mr. Siddon.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 23 mars 1982:

M. McLean remplace M. Greenaway;
M. Lambert remplace M. Siddon.



MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 23, 1982
(89)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:33 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Berger, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (Nepean—Carleton), Berger, Cousineau, Halliday, Kelly, Lambert and McLean.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Treasury Board of Canada: Mr. E. Aquilina, Deputy Secretary, Official Languages Branch; Miss Denise Moncion, Assistant Secretary, Personnel Policy Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under TREASURY BOARD.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 23 MARS 1982
(89)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h33 sous la présidence du vice-président, M. Berger.

Membres du Comité présents: MM. Baker (Nepean—Carleton), Berger, Cousineau, Halliday, Kelly, Lambert et McLean.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparait: L'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor.

Témoins: Du Conseil du Trésor du Canada: M. E. Aquilina, sous-secrétaire, Direction des langues officielles; M^{lle} Denise Moncion, secrétaire adjointe, Direction de la politique du personnel.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur les Prévisions budgétaires en général 1982-83 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, Fascicule no 70*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1, 5, 10, 15 et 20 sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 17 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, March 23, 1982

• 1533

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Je vous souhaite tous la bienvenue à cette séance du Comité permanent des prévisions budgétaires en général. On étudie aujourd'hui le budget des dépenses pour 1982-1983; les crédits 1^{er}, 5, 10, 15 et 20 du Conseil du Trésor.

CONSEIL DU TRÉSOR

A—Secrétariat—Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique

Crédit 1^{er}—Administration centrale de la Fonction publique—Dépenses du programme\$44,339,000

A—Secrétariat—Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Crédit 5—Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor\$315,000,000

Crédit 10—Emplois d'été des étudiants et placement des jeunes—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor\$100,000,000

A—Secrétariat—Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Crédit 15—Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale\$194,318,000

A—Secrétariat—Programme d'affectation temporaires

Crédit 20—Affectations temporaires—Dépenses du programme\$303,000

Le vice-président: Aujourd'hui, nous avons comme témoin l'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor. Alors j'inviterais tout de suite M. Johnston à lire sa déclaration préliminaire ou à survoler son mémoire.

Monsieur Johnston.

L'honorable Donald Johnston (président du Conseil du Trésor): Merci, monsieur le président.

D'abord, j'aimerais présenter les fonctionnaires du Conseil qui m'accompagnent aujourd'hui.

Dr. P. Meyboom, the Deputy Secretary of the Administrative Policy Branch; Mr. Larry O'Toole, Assistant Deputy Secretary of the Program Branch; Mr. Jack Manion, Secretary of the Treasury Board; Mr. Fred Drummie, Deputy Secretary, Personnel Policy Branch; and Mr. Ed Aquilina, Deputy Secretary, Personnel Policy Branch. I also have with me today, Mr. Chairman, a number of other officials from various areas of the department who will be available for assistance in answering questions from committee members.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 23 mars 1982

The Vice-Chairman: Order, please.

Welcome to this meeting of the Miscellaneous Estimates Committee. We will be studying today the 1982-83 Main Estimates; Treasury Board Votes 1, 5, 10, 15 and 20.

TREASURY BOARD

A—Secretariat—Central Administration of the Public Service Program

Vote 1—Central Administration of the Public Service—Program expenditures\$44,339,000

A—Secretariat—Government Contingencies and Centrally Financed Programs

Vote 5—Government Contingencies—Subject to the approval of the Treasury Board\$315,000,000

Vote 10—Student Summer and Youth Employment—Subject to the approval of the Treasury Board\$100,000,000

A—Secretariat—Employer Contributions to Insurance Plans Program

Vote 15—Government's contributions to surgical-medical and other insurance payments\$194,318,000

A—Secretariat—Temporary Assignments Program

Vote 20—Temporary Assignments—Program expenditures\$303,000

The Vice-Chairman: Our witness today is the honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board. I will now ask him to read his opening statement or to summarize it.

Mr. Johnston.

The Hon. Donald Johnston (President of the Treasury Board): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to introduce the Treasury Board people that are with me today.

M. Meyboom, sous-secrétaire de la Direction de la politique administrative; M. Larry O'Toole, sous-secrétaire adjoint de la Direction des programmes; M. Jack Manion, secrétaire du Conseil du Trésor; M. Fred Drummie, sous-secrétaire de la Direction de la politique du personnel; M. Ed Aquilina, sous-secrétaire de la Direction des langues officielles. J'ai aussi avec moi aujourd'hui, monsieur le président, un certain nombre d'autres fonctionnaires de divers services du ministère, qui pourront nous prêter leur concours pour répondre aux questions des membres du Comité.

[Texte]

• 1535

I am pleased, Mr. Chairman, to appear today before this committee to discuss the main estimates for 1982-83. Before I specifically comment on the main estimates to the Treasury Board, and in fact the 1982-83 main estimate levels in general, I would like to take this opportunity to discuss the relationship of these estimates to the total forecast spending levels for 1982-83.

In the budget of November 12, 1981, my colleague, the Minister of Finance, indicated that the total forecast spending requirements for 1982-83 would be \$76.3 billion. This represents an increase of 11.7 per cent over the 1981-82 forecast requirements of \$68.3 billion, which was identified in that same document. Historical and other related information on these total spending levels may be found in chapters 2 and 4 of Part 1 of the 1982-83 main estimates. The calculation of the total spending requirements for 1982-83 is based on a number of individual, but related, pieces of information.

To summarize, the total outlays target of \$76.3 billion includes the proposed total of the main estimates, reserves for additional requirements that may occur during the fiscal year, an estimation of the lapse in the total authorizations, and a forecast of repayments against loans made in previous years. Because of the importance of the concept of total outlays, I would like to take a few moments to describe the details of this target and how it specifically relates to the 1982-83 resource requirements.

First of all, the government has proposed spending \$74.1 billion in the main estimates, of which \$72.9 billion will be for budgetary expenditures and \$1.2 billion for loans, investments and advances. In addition, a provision in the form of reserves is included for changes which may occur during the fiscal year. These include adjustments to forecast requirements under statutory programs, additional costs of ongoing operations of programs, and amounts for policy committee decisions to fund new initiatives the government may wish to undertake.

Le montant de ces réserves, compris dans les dépenses totales prévues, se chiffre à 3.9 milliards de dollars. Je dois préciser, toutefois, qu'une fraction importante de cette somme a déjà été engagée pour le financement de programmes que le gouvernement a annoncés et qui exigent l'établissement ou la modification de lois avant que l'on puisse demander au Parlement d'approuver les niveaux des dépenses. L'exemple le plus frappant de cette situation est celui des dépenses considérables que représentent les paiements d'indemnisation pétrolière contenus dans le projet de loi sur la sécurité énergétique. Si, d'ici la fin de l'année financière 1982-1983, le Parlement autorise toutes ces dépenses additionnelles au moyen de budgets supplémentaires ou d'autres lois, le Budget total s'établira à 78 milliards de dollars environ.

Il ne faut pas perdre de vue que cette somme correspond aux dépenses maximales que le gouvernement est autorisé à faire, qu'il ne peut légalement outrepasser l'autorisation accordée par le Parlement et qu'une partie de ce total tombera en

[Traduction]

Je suis très heureux, monsieur le président, de parler aujourd'hui du Budget des dépenses principal pour 1982-1983 aux membres de ce Comité. Avant d'aborder de façon précise le budget du Conseil du Trésor et, en général, les niveaux prévus dans le Budget des dépenses pour 1982-1983, je voudrais profiter de cette occasion pour parler des liens qui existent entre ce budget et les niveaux globaux des dépenses prévus pour 1982-1983.

Dans son exposé budgétaire du 12 novembre 1981, mon honorable collègue, le ministre des Finances, indiquait que les dépenses fédérales atteindraient environ 76,3 milliards de dollars en 1982-1983, soit une augmentation de 11,7 p. 100 par rapport aux prévisions de 1981-1982, qui s'établissaient à 68,3 milliards de dollars. Des renseignements chronologiques et autres figurent dans les chapitres 2 et 3 de la Partie I du Budget des dépenses pour l'année financière 1982-1983. Le calcul des besoins totaux pour 1982-1983 repose sur des renseignements divers, mais liés entre eux.

En résumé, la somme de 76,3 milliards de dollars fixée comme plafond comprend le total proposé dans le Budget principal, les réserves destinées à couvrir les nouveaux besoins qui peuvent survenir au cours de l'exercice, une estimation de la fraction des autorisations qui ne sera pas utilisée et les remboursements qu'on prévoit toucher à l'égard des prêts consentis les années précédentes. Étant donné l'importance du concept des dépenses totales, je m'arrêterai quelques instants aux composantes du total des dépenses autorisées et à la façon dont il se rattache aux ressources requises pour 1982-1983.

Il convient de rappeler en premier lieu que le gouvernement a proposé, dans le Budget principal, de dépenser 74,1 milliards de dollars, dont 72,9 milliards en dépenses budgétaires et 1,2 milliard en prêts, placements et avances. En outre, le Budget comprend des réserves dans le cas où des changements se produiraient pendant l'année financière. Ces réserves couvrent les rajustements des ressources attribuées aux programmes statutaires, les coûts additionnels des activités permanentes des programmes et les sommes nécessaires pour que le Comité des politiques puisse financer les nouvelles initiatives que le gouvernement peut décider de prendre.

The amount included in the forecast total spending for these reserves is \$3.9 billion. I should point out, however, that a substantial portion of this amount has already been committed to announced programs of the government which require new or amended legislation before Parliament can be asked to approve the levels of expenditure. The most obvious example of this situation involves the large expenditures for the petroleum incentive payments that are proposed in the energy security bill. If, by the conclusion of the 1982-83 fiscal year, Parliament has authorized all of these further expenditures through supplementary estimates or other legislation, total estimates would be about \$78 billion.

It must be remembered that this amount represents a maximum authority and, since the government cannot legally spend more money than Parliament authorizes, a certain portion of this total will lapse. While it cannot be predicted which

[Text]

annulation. Bien qu'on ne puisse prévoir avec certitude les sommes précises qui tomberont en annulation dans les divers ministères, une analyse des dépenses antérieures révèle qu'environ 1.5 pour 100 de l'autorisation budgétaire globale ne sera pas utilisée et qu'il en sera de même en ce qui concerne les prêts, les placements et les avances autorisés. La réduction du montant total du Budget des dépenses en raison des autorisations qui tomberont en annulation à la fin de l'année 1982-1983 se chiffre à 1.2 milliard de dollars.

Il faut apporter un autre rajustement à ce niveau afin d'obtenir des dépenses totales de 76,3 milliards de dollars. On prévoit que 480 millions de dollars qui ne peuvent être déduits de prêts particuliers nécessaires pour l'année du budget seront remboursés en 1982-1983 sur des prêts consentis les années précédentes. Le détail de ces remboursements, par ministère ou organisme, figure au tableau I du Livre bleu.

• 1540

Cette année encore, la façon de présenter le Budget des dépenses au Parlement a été modifiée. On retrouve dans la Partie I, Plan de dépenses du gouvernement, présentée pour la première fois en 1981-1982, un aperçu des dépenses publiques. Cette partie s'attarde surtout aux grands secteurs de politiques auxquels le Parlement attribue des ressources par l'intermédiaire de divers programmes des ministères et des organismes.

La principale des dernières modifications apportées au Budget des dépenses est l'adjonction des plans de dépenses distincts de dix ministères ou organismes dans lesquels sont décrits en détail les objectifs, l'organisation et le fonctionnement des programmes de chaque ministère, la contribution des diverses activités à chacun de ces objectifs et les résultats escomptés. Ces plans deviendront plus nombreux au cours des prochaines années et finiront par englober tous les programmes du gouvernement. Si vous avez des observations à formuler sur la structure ou le contenu de ces plans, n'hésitez pas à m'en faire part.

I would now like to comment on the levels of anticipated spending that are included in the 1982-83 main estimates. The forecast requirement of \$16.8 billion for public debt, as the largest single item, represents 23 per cent of the total budgetary levels of \$72.9 billion included in the main estimates. In fact, when comparing the amount for budgetary expenditures to the main estimates of the previous year, almost one half of the total increase, or \$4.4 billion, is due to this item, because of higher interest rates and growth in the debt itself.

Transfer payments account for a further 31 per cent of growth in budgetary requirements, with the largest increases occurring in payments to persons for programs such as Old Age Security and Family Allowances. I should state once again at this point that the amounts included in these estimates for public debt, and many of the major transfer pay-

[Translation]

departments will lapse specific amounts, historical analysis of past spending levels indicates that approximately 1.5 per cent of the total budgetary authority will not be used and 10 per cent of the authorized levels for loans, investments and advances, will lapse as well. The provision for reducing the total estimates by the forecast of lapsing authority in 1982-83 is \$1.2 billion.

One further adjustment must be made to this level of anticipated spending in order to arrive at the forecast total outlays of \$76.3 billion. During 1982-83, it is expected that \$480 million will be repaid on loans which have been issued in previous years that cannot be offset against specific loan requirements in the estimates year. The details of these repayments by department and agency may be found in a new display within Table I of the Blue Book.

Again this year there have been major changes in the method of presenting the Estimates to Parliament. Part I—the government expenditure plan—which was introduced for the first time in 1981-82—continues this year to provide an overview of government spending. Particular attention is focussed on the broad policy areas to which resources are allocated by Parliament through the various programs of departments and agencies.

The most significant of the current revisions is the inclusion of separate expenditure plans for ten departments. The plans describe in detail the programs of each department in terms of their underlying objectives, their organization and operation, the way in which various activities contribute to these objectives, and the results expected. Over the next few years, the number of these plans will be expanded to include all programs of government and I would certainly welcome any comments you may have on their format or composition.

J'ajouterai, si vous me le permettez, quelques commentaires sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses pour 1982-1983. Les 16.8 milliards de dollars nécessaires pour assurer le service de la dette publique, poste budgétaire le plus considérable, représentent 23 p. 100 du total des dépenses comprises dans le Budget des dépenses principal, lequel se chiffre à 72.9 milliards de dollars. En fait, quand on compare les dépenses budgétaires de cette année à celles de l'année précédente, on constate que près de la moitié de l'augmentation, c'est-à-dire 4.4 milliards de dollars, est attribuable à ce poste en raison de la montée des taux d'intérêt et de la croissance de la dette elle-même.

Les paiements de transfert interviennent, quant à eux, pour 31 p. 100 de l'expansion des besoins budgétaires, surtout les paiements à des particuliers en vertu de programmes tels que celui de la sécurité de la vieillesse et des allocations familiales. Je dois rappeler encore une fois que les montants prévus dans le Budget des dépenses pour assurer le service de la dette

[Texte]

ments, are identical to the forecasts included in the November budget.

The remainder of the year-over-year change is attributable to increased operating and capital requirements of departments and agencies of \$2.6 billion. Almost one-half of this amount occurs in the Department of National Defence, where the estimates have increased by 19.2 per cent, or \$1.1 billion, to ensure a real growth in expenditures of at least 3 per cent, as advocated by NATO. Further details on the year-over-year changes by the types of payment I have described may also be found in chapter 4 of Part I of the estimates.

The conversion of the Post Office to a Crown corporation has had a significant impact on the levels of resources that have been included in the 1982-83 main estimates. Under its new status, the government is only required to finance the corporation's net deficit, which is currently forecast at \$400 million for 1982-83. Parliament will be asked to authorize the payment of this deficit through a supplementary estimate, for which provision has been made in the calculation of our total spending requirements as part of the reserves I described earlier.

Since the 1982-83 main estimates do not include any provision for the Post Office, the comparisons between fiscal years included in Part I of the estimates have been adjusted to treat Canada Post as if it had always been a Crown corporation. However, the blue book does include a chapter on the Post Office with information on the authorized level of appropriations for 1981-82 and a forecast of the anticipated utilization of this authority for the period when Canada Post was still a department of government.

In considering the size of the public service, the person-years of the new Canada Post Corporation are no longer subject to Treasury Board control and are thus no longer included in the standard measure of public service population. For comparative purposes, the 1981-82 total authorized level of person-years has been adjusted for Canada Post and another similar technical modification has been made concerning locally engaged staff who are hired abroad by various departments and agencies. After these adjustments, the 1982-83 level of person-years of 255,322 has increased by 0.8 per cent from the comparable totals for 1981-82.

This increase of 2,152 person-years represents the continuing effort of the government to minimize growth in the public service despite growing pressures for the provision of more and more services. This increased demand is reflected in many of the largest year-over-year increases that have been provided. As I mentioned in my tabling speech, many of the 434 additional person-years for the RCMP will be used for policing at the detachment level, which is recoverable through the recently renegotiated contracts with the provinces and municipalities. In the Department of Transport, almost one-half of the total increase of 375 person-years will be used for air

[Traduction]

publique sont identiques à ceux qui ont été mentionnés dans l'exposé budgétaire de novembre.

Le reste de la variation annuelle est attribuable à l'augmentation de 2.6 milliards de dollars des besoins de fonctionnement et des besoins en capital des ministères et organismes. Près de la moitié de cet écart est attribuable au ministère de la Défense nationale, où les prévisions ont été majorées de 19,2 p. 100, soit de 1,1 milliard de dollars, en vue d'assurer une croissance réelle des dépenses, d'au moins 3 p. 100, comme le recommande l'OTAN. D'autres renseignements sur les variations annuelles des catégories de paiements dont j'ai parlé figurent également au chapitre 4 de la Partie I du Budget des dépenses.

La transformation du ministère des Postes en société de la Couronne a eu des répercussions importantes sur les niveaux des ressources qui figurent dans le Budget des dépenses pour 1982-1983. En raison du nouveau statut de cet organisme, le gouvernement n'a plus qu'à financer son déficit net; celui-ci atteindra, prévoit-on, 400 millions de dollars en 1982-1983. Le Parlement sera prié d'autoriser le paiement de ce déficit au moyen d'un budget supplémentaire qui a déjà été prévu dans le calcul des dépenses totales, dans le cadre des réserves que j'ai mentionnées précédemment.

Comme le Budget des dépenses pour 1982-1983 ne prévoit rien en ce qui concerne les Postes, les comparaisons qu'on trouve à la Partie I de ce document pour certaines années financières ont été rajustées pour traiter cet organisme comme s'il avait toujours été une société de la Couronne. Toutefois, le Livre bleu ne contient aucun chapitre où l'on trouve des renseignements sur les niveaux de crédits autorisés à l'égard du ministère des Postes pour 1981-1982, ni de prévisions de ce que l'on fera de la somme autorisée pour la période pendant laquelle cet organisme était encore un ministère.

Il faut noter que les années-personnes de la nouvelle société ne sont plus assujetties au contrôle du Conseil du Trésor et il n'en est donc plus tenu compte dans la mesure normalisée de la taille de la fonction publique. Pour des besoins de comparaison, le nombre d'années-personnes autorisées pour 1981-1982 a été rajusté pour Postes Canada, et une autre modification technique semblable concernant le personnel recruté sur place à l'étranger par divers ministères et organismes a été apportée. Ainsi rajusté, le niveau des années-personnes autorisées pour 1982-1983 (255,322) ne représente que 0,8 p. 100 de plus que celui de 1981-1982.

Cette augmentation de 2,152 années-personnes seulement est le fruit des efforts déployés par le gouvernement pour limiter l'expansion de la fonction publique en dépit de pressions grandissantes pour l'obtention de services sans cesse accrus. Ces pressions sont la cause d'un bon nombre des augmentations annuelles les plus importantes qui ont été accordées. Comme je le mentionnais dans le discours prononcé à l'occasion du dépôt de mon budget, bon nombre des 434 années-personnes additionnelles de la GRC seront affectées à des détachements locaux de police; les dépenses connexes sont recouvrables en vertu des contrats négociés récemment avec les

[Text]

traffic control, and systems that derive revenues from various sources related to the use of airports and Canada's airways.

• 1545

Now, Mr. Chairman, I would like to turn to a discussion of the main estimates for the Treasury Board Secretariat and the Office of the Comptroller General.

The 1982-83 main estimates provide \$658.6 million, and 792 person-years, for the Treasury Board Secretariat. While this represents an increase of \$98.9 million over the main estimates of last year, \$95 million of the gross year-over-year change is for government contingencies, which primarily covers salary requirements of departments resulting from the signing of collective agreements at rates greater than provided for in the estimates.

Historically, this item has been authorized at a level which approximated one per cent of the total items to be voted in the annual main estimates. Recently this ratio has slipped, and in fact it was necessary to request an additional \$60 million in the 1981-82 Supplementary Estimates (C) to cover our forecast payroll requirements for this fiscal year.

Vous n'ignorez certainement pas que le Programme des éventualités du gouvernement vise deux objectifs principaux. Le premier, que j'ai déjà mentionné, est de pourvoir aux besoins salariaux non prévus dans les budgets des ministères. Les sommes exactes exigées par cet objectif ne seront pas connues avant la fin de l'année financière et la conclusion des négociations salariales; par conséquent, l'augmentation des crédits supplémentaires autorisés pour l'exercice financier de 1982-1983 ne se traduira pas nécessairement par une augmentation équivalente des dépenses.

Comme on n'aura pas besoin d'argent à cette fin avant que l'année ne soit fort avancée, le crédit des éventualités du gouvernement peut également satisfaire temporairement des besoins financiers urgents et imprévus en attendant qu'ils soient couverts par un budget supplémentaire. Les sommes ainsi utilisées ne sont pas déduites définitivement du crédit; elles seront retournées à ce crédit dès que le budget supplémentaire aura été approuvé par le Parlement.

En ce qui concerne les autres postes budgétaires du secrétariat du Conseil du Trésor, mentionnons la majoration de 16.9 millions de dollars des contributions du gouvernement aux régimes d'assurance de la Fonction publique, à titre d'employeur et l'augmentation de 7 millions de dollars des sommes prévues pour les activités de l'administration centrale de la Fonction publique.

Le nombre net d'années-personnes allouées au secrétariat du Conseil du Trésor a augmenté de dix par rapport à celui de

[Translation]

provinces et les municipalités. Au ministère des Transports, près de la moitié de 375 années-personnes additionnelles seront affectées à la surveillance de la circulation aérienne et aux systèmes prévus à cet effet, lesquels tirent des revenus de diverses sources liées à l'utilisation des aéroports et des voies aériennes du Canada.

Cela dit, j'aimerais maintenant, monsieur le président, examiner le budget du Secrétariat du Conseil du Trésor et du Bureau du Contrôleur général.

Le Budget des dépenses pour 1982-1983 prévoit des dépenses de 658,6 millions de dollars et 792 années-personnes pour le Secrétariat du Conseil du Trésor. Cela représente une augmentation de 98,9 millions de dollars par rapport au budget de l'année dernière, mais de ce montant, 95 millions proviennent du Programme des éventualités du gouvernement, qui sert surtout à couvrir les besoins salariaux des ministères, lesquels ont augmenté en raison de la signature de conventions collectives prévoyant des taux supérieurs à ceux prévus dans le Budget des dépenses.

Par le passé, les sommes allouées pour ce poste représentaient environ 1 p. 100 de la valeur des postes votés des budgets principaux. Récemment, cette proportion a diminué; de fait, il a même fallu demander 60 millions de dollars supplémentaires au moyen du Budget supplémentaire (C) de 1981-1982 pour obtenir les sommes suffisantes pour couvrir les traitements prévus de notre service pendant l'année financière.

As you are aware, the government contingencies vote is used for two distinct purposes. The first, which I have already mentioned, is to provide any additional salary requirements beyond those included in departmental estimates. The actual expenditure requirements for this purpose will not be known until the end of the fiscal year, after the various salary negotiations have been completed, and thus the increased appropriation authority for 1982-83 will not necessarily result in additional expenditures.

Since the funds for this purpose will not be required until late in the year, the government contingencies vote is also authorized to provide a source of funding to temporarily finance urgent and unforeseen requirements during the year until they can be included in a supplementary estimate. This second use does not represent a permanent charge to the vote since the amounts will be refunded once the supplementary estimate is approved by Parliament.

For the remaining items within the Treasury Board Secretariat, there is an increase of \$16.9 million in the government's contribution, as an employer, to public service insurance plans and \$7.0 million for activities within the central administration of the public service.

The person-years for the Treasury Board Secretariat have increased by a net of 10 over the 1981-82 levels, including an

[Texte]

1981-1982, tandis que six et sept années-personnes de plus ont été attribuées respectivement à la gestion du personnel et à l'administration centrale.

The 1982-83 main estimates for the Office of the Comptroller General are \$19.1 million, an increase of \$1.9 million from 1981-82. Authorized person-years have declined, for the second year in a row, by 37, to a level of 236.

As in 1981-82, the reason for the reduction is a restructuring of the Implementation Assistance Program which provides temporary additional resources to departments. This permits them to implement approved action plans to improve departmental financial management practices.

The reduction of 50 person-years in this program has been partially offset by increased resources, including 13 person-years for the Management Practices and Controls Program. The majority of these additional resources will be involved with the project to improve estimate presentations to Parliament, specifically in relation to assisting departments in developing their Part III program expenditure plans.

Voilà qui met fin à mon exposé. Si vous avez des questions, je serai très heureux d'y répondre.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. I would like to invite Mr. Baker to begin our questioning.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, Mr. Chairman.

Just by way of a preliminary, if I could note that it appears the projected spending between 1980-81 and 1983-84 is considerably higher than what was projected by the government of Mr. Clark, both in absolute dollar terms and in terms of percentage increase.

During the 1980 election campaign, Mr. Chairman, the minister's government, in response to a *Financial Post* questionnaire on spending, stated their policy as follows, and I am quoting:

Our policy is to continue ensuring that government spending grows less rapidly than the Gross National Product. As this policy will require the same kind of restraint which kept spending increases below 10 per cent over the last four years, most changes will have to be in the form of reallocation of existing budgets to ensure continued emphasis on economic development and to protect the least fortunate in society.

When you were in private life, Mr. Minister, you wrote a book called *Fi\$calamity*, which I am sure was a best seller. You said this. You singled out in that book certain programs—bureaucrats, Opportunities for Youth, the Local

[Traduction]

additional six for personnel management and a further seven for departmental administration.

Le budget du Bureau du contrôleur général pour 1982-1983 s'établit à 19,1 millions de dollars, c'est-à-dire à 1,9 million de dollars de plus qu'en 1981-1982. Le nombre d'années-personnes autorisées a baissé pour une deuxième année d'affilée et s'établit à 236 par suite d'une diminution de 37.

Tout comme pour 1981-1982, cette réduction est attribuable à la réorganisation du Programme d'aide à la mise en oeuvre, qui fournit temporairement des ressources additionnelles aux ministères afin qu'ils puissent mettre en application les plans d'action approuvés qui ont pour but d'améliorer leurs pratiques de gestion financière.

La réduction du nombre d'années-personnes accordées à ce programme est de 50; elle est toutefois partiellement annulée par les ressources additionnelles, y compris 13 années-personnes, accordées au Programme des pratiques et contrôles de gestion. La plus grande partie de ces ressources supplémentaires servira à l'amélioration des budgets présentés au Parlement; elle servira surtout à aider les ministères à mettre au point leurs plans de dépense, qui constituent la Partie III du Budget.

And now, I would be happy to answer any questions you may have on these matters.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. J'aimerais inviter M. Baker à amorcer la période des questions.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur le président.

Simplement en guise de déclaration préliminaire, j'aimerais faire remarquer que les prévisions des dépenses entre 1980-1981 et 1983-1984 sont considérablement plus élevées que celles qui avaient été prévues par le gouvernement de M. Clark, aussi bien en termes de dollars absolus qu'en termes d'augmentations procentuelles.

Pendant la campagne électorale de 1980, monsieur le président, le gouvernement du ministre ici présent avait déclaré, en réponse à un questionnaire du *Financial Post* portant sur les dépenses, que sa politique était la suivante, et je cite:

Notre politique est de continuer à nous assurer que les dépenses gouvernementales augmentent moins rapidement que le produit national brut. Comme cette politique devra reposer sur le même genre de restrictions qui ont permis de limiter l'augmentation des dépenses à moins de 10 p. 100 au cours des quatre dernières années, la plupart des changements devront être apportés sous forme de réaffectation de postes budgétaires existants, pour continuer à mettre l'accent sur le développement économique et sur la protection des moins fortunés de la société.

Avant que vous ne soyez dans la vie publique, monsieur le ministre, vous avez écrit un livre intitulé: *Fiscalamity* qui, j'en suis sûr, a été un best-seller. Vous avez dit ceci. Vous avez dit, au sujet de certains programmes, de certains bureaucrates, de

[Text]

Initiatives Program, the Canada Council, and welfare—and you said in that book:

Because of these taxes we are able to afford such luxuries as youth opportunities programs, local initiative programs, subsidies to would-be film makers, and grants from the Canada Council to academicians who wished to indulge themselves in obscure studies . . .

That is at page 22 of that best seller.

Most of the targets of the past, however, seem to have disappeared, because in the *Ottawa Citizen* on March 13, 1980 you are quoted as saying:

There is not much fat left in the federal government's discretionary budget. We are not going to eliminate an \$11 million deficit by more efficiency in government.

Then you went on to say in the *Montreal Gazette* on March 8, 1980, that the tax base is eroded on the revenue side and that the government is therefore crippled in bringing spending reasonably under control.

• 1550

I am wondering what happened to the campaign promise to keep spending from growing by reallocation of existing budgets, based on your estimates.

Mr. Johnston: That is the specific question? The policy as stated by the Minister of Finance, and I believe it has been reiterated from time to time by other cabinet ministers, is that the spending of the government should be within the trend line—trend line, note—of the increase in the gross national product. It seems to me it is clearly impossible to say in any given year that you are going to be either under or over a GNP target, because you do not know what the GNP is until after the year is closed out. I believe if you look at the record and at the projections Mr. MacEachen published with his budget in November, it is intended that that objective be adhered to.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): But you still managed to say that in 1980, and the fact of the matter is that—

Mr. Johnston: A lot has been said since 1980.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Yes, but the fact of the matter is that that promise of the government has not been kept. The increase in spending has not kept within the growth of GNP, which was what you had indicated.

Mr. Johnston: No, the trend line.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The trend line; and it is far removed from the trend line.

Mr. Johnston: I am not sure it is far removed from the trend line. I think it is within the trend line.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): We can debate that. I am not going to argue your statement, but I want to ask you about the policy of your department. Since becoming President of the Treasury Board, you have promised, but have yet to introduce or arrange to introduce four major bills: first, legis-

[Translation]

certain projets de Perspectives-jeunesse et du Programme d'initiatives locales:

À cause de ces impôts, nous pouvons nous payer le luxe des projets de Perspectives-jeunesse, du programme d'initiatives locales, des subventions à des cinéastes en herbe, et des subventions du Conseil du Canada accordées à des universitaires qui souhaitent se lancer dans des études obscures . . .

C'est ce que vous disiez à la page 22 de votre best-seller.

La plupart des objectifs du passé, toutefois, semblent avoir disparu parce que, dans le *Ottawa Citizen*, vous avez déclaré:

La marge de manoeuvre budgétaire du gouvernement fédéral n'est pas tellement grande. Nous n'allons pas éliminer un déficit de 11 millions de dollars en accentuant l'efficacité au gouvernement.

Ensuite, vous avez déclaré à la *Gazette* de Montréal du 8 mars 1980 que l'assiette fiscale présentait des lacunes du côté des revenus et que le gouvernement pouvait difficilement contrôler les dépenses.

Je me demande, en regardant votre budget, ce qui est arrivé de votre promesse d'empêcher les dépenses d'augmenter en réaffectant les postes budgétaires existants.

M. Johnston: Est-ce là votre question? La politique, telle qu'énoncée par le ministre des Finances, et je pense qu'elle a été réitérée de temps à autre, vise à ce que les dépenses du gouvernement suivent la courbe de l'augmentation du produit national brut. Il me semble qu'il est absolument impossible de dire si vous allez vous limiter à votre objectif du produit national brut, ou le dépasser, parce que vous ne savez pas ce que le PNB va être avant que l'année ne soit terminée. Je pense que si vous regardez ce qui s'est produit et si vous jetez un coup d'oeil sur les prévisions de M. MacEachen dans son budget de novembre, on compte bien réaliser cet objectif.

M. Baker (Nepean—Carleton): Mais vous avez quand même dit qu'en 1980, et le fait est . . .

M. Johnston: On a dit beaucoup de choses depuis 1980.

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui, mais le fait demeure que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. L'augmentation des dépenses n'a pas suivi le taux de croissance du PNB, comme vous l'aviez indiqué.

M. Johnston: Non, la courbe de croissance.

M. Baker (Nepean—Carleton): La courbe; mais nous en sommes quand même très loin.

M. Johnston: Je ne suis pas convaincu que ce soit le cas. Je pense que nous avons suivi la courbe.

M. Baker (Nepean—Carleton): Nous pouvons en discuter. Je ne vais pas contester votre déclaration, mais je vais vous poser une question au sujet de la politique du Conseil du Trésor; vous avez promis, mais vous ne l'avez toujours pas fait, de présenter quatre projets de loi principaux: le premier visant

[Texte]

lation to provide increased accountability and control of Crown corporations; second, legislation to increase the financial soundness of the public service pension plan; third, legislation to improve the regulatory process; and fourth, legislation to deal with a wide range of labour-management matters in the public service.

I wonder if the minister could tell me, Mr. Chairman, as specifically as he can, what is the schedule for the introduction of those bills. Is the government ready to introduce those bills; and when will they be introduced? Has the government given any consideration, in the event that the introduction of the bills may take some time, to introducing draft legislation or a green paper or a white paper which could be referred to committee so these matters could be discussed in advance of the legislation?

• 1555

Mr. Johnston: With respect to the first piece of legislation mentioned by the member from Nepean—Carleton, namely the attempt to have better accountability, direction and control of Crown corporations, as I have indicated I think on several occasions in the House and perhaps here in committee, we have embarked upon very wide consultation with Crown corporation heads, with departmental heads, with anyone who could be affected by this legislation, the Auditor General of Canada, the auditing community and so on. And we have tried to come up with a technique which will give the necessary accountability, direction and control that the government requires, while maintaining the independence that is so necessary for these Crown corporations.

The matter has had a fair amount of public debate already. You may recall, Mr. Chairman, what I think was called a blue paper published by the Privy Council back, I think around 1976 or so. Bill C-27 was actually tabled by the previous government. There were many responses to that, constructive criticism. An interdepartmental task force was then formed which provided us with further advice and all of this has been in addition to the consultations to which I have made reference.

I would like to tell the committee that substantial progress has been made. I would hope that in the relatively near future we will be bringing forward what we regard as the essential legislation at this point to establish that direction accountability and control. I would hope that would be in the very near term.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Before June 30 perhaps?

Mr. Johnston: It is indeed possible that the legislation in this area would be tabled before June 30. It is indeed possible.

With respect to the public service pension plans, again a great deal of work has gone into the improvement, if you like, of the public sector pension plans but, since that was undertaken by me and my officials when I first came into this post as President of the Treasury Board, a major movement has gone

[Traduction]

à accroître l'imputabilité et le contrôle des sociétés de la Couronne; le deuxième visant à accroître l'intégrité financière du Régime de pensions de la fonction publique; le troisième visant à améliorer le processus réglementaire; et le quatrième visant à traiter d'une vaste gamme de questions de relations de travail dans la fonction publique.

J'aimerais, monsieur le président, que le ministre me dise aussi précisément que possible quel est l'échéancier en ce qui concerne la présentation de ces projets de loi. Le gouvernement est-il prêt à les présenter; et quand le fera-t-il? Le gouvernement a-t-il songé, au cas où la présentation des projets de loi serait retardée, à présenter un projet de loi, ou un livre vert, ou un livre blanc qui pourrait être renvoyé en comité, pour qu'on puisse discuter de ces questions avant que les projets de loi ne soient présentés?

M. Johnston: En ce qui concerne le premier projet de loi dont a parlé le député de Nepean—Carleton, soit le projet de loi visant à assurer l'imputabilité, une direction et un contrôle plus efficaces des sociétés de la Couronne, comme je l'ai dit, je pense, à plusieurs occasions à la Chambre, et peut-être même ici en Comité, nous avons établi un vaste processus de consultation auprès des chefs des sociétés de la Couronne, de ministères, et d'autres personnes susceptibles d'être visées par cette loi, le vérificateur général du Canada, le service de vérification, et ainsi de suite, et nous avons essayé d'en arriver à une technique qui permettrait l'imputabilité, la direction et le contrôle dont le gouvernement a besoin, tout en assurant l'indépendance qui est si indispensable aux sociétés de la Couronne.

La question a déjà été débattue. Vous vous souviendrez peut-être, monsieur le président, du livre bleu publié par le Conseil privé autour de 1976. Le Bill C-27 avait effectivement été déposé par le gouvernement précédent. On avait eu beaucoup de réponses et de critiques constructives. Un groupe de travail interministériel avait ensuite été formé, ce qui nous a permis d'obtenir d'autres conseils, et tout cela s'ajoute au processus de consultation dont j'ai parlé tout à l'heure.

J'aimerais dire au Comité qu'un progrès substantiel a été accompli. J'espère que dans un avenir relativement rapproché, nous pourrions mettre de l'avant ce que nous considérons être une loi indispensable, à ce point-ci, pour assurer cette direction, cette imputabilité et ce contrôle. J'espère que ce sera dans un avenir très prochain.

M. Baker (Nepean—Carleton): Avant le 30 juin, peut-être?

M. Johnston: Il est effectivement possible que le projet de loi puisse être déposé avant le 30 juin. C'est effectivement possible.

En ce qui concerne les régimes de pension de la fonction publique, encore une fois, beaucoup d'efforts ont été déployés pour améliorer, si vous voulez, le secteur public. A mes débuts comme président du Conseil du Trésor, mes fonctionnaires et moi-même avons entrepris un travail qui a permis d'améliorer

[Text]

forward with respect to pensions in general, as you are aware. A national pensions conference was held last year and it was felt appropriate not to go out in front, if you like, of what may be an emerging national consensus on pension legislation. What I would hope to achieve in the immediate term, and which I attempted to achieve last year, is to correct some of the aberrations, if you like—the prorating provision and so on. I still am contemplating bringing forth specific legislation on that point; it is simply to correct an abuse and I hope I will have the support of the member from Nepean—Carleton at that time on that subject.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): As I mentioned to the minister on that point, Mr. Chairman, I worry about the retroactivity aspect of that legislation, if we delay too long. I think if the government moved rather quickly on that, there might be some reason it could be dealt with. But I am concerned if we leave it till the end of the year and plug it in just before Christmas. And may I just say to him that I support the view that he has indicated; that they are considering the public service pension matter in terms of the pension review that is going on. I think that is positive. I am sorry, I did not mean to interrupt. You may go on with the answer now.

Mr. Johnston: That is quite all right. With respect to the third aspect, much work has been done in the area of regulatory reform through the Office of the Co-ordinator of Regulatory Reform. You may recall, Mr. Chairman, that that reform package had essentially three thrusts. One was effectively a house-cleaning operation in terms of the elimination of obsolete statutes and regulations. And that will require regulation. I would hope that the way to bring that about is through an omnibus bill which I hope will enjoy the support of the member from Nepean—Carleton to clean from the record these obsolete statutes and regulations. I hope that will be brought forward again in the very near future.

The other aspect is, of course, one which has a direct impact on the private sector in terms of costs saving; that is the record protection aspect which is further legislation which I hope to bring forward in the very near future.

The whole issue of the publication of regulatory agendas by departments does not require legislation per se. That is moving forward. I am pleased to see that some departments and agencies are taking that very seriously. I understand the National Energy Board is publishing such an agenda. We hope that by the completion of our work, we will have institutionalized some process for that kind of advance notice and for addition of sound consultation with the private sector.

• 1600

I know we are examining and should continue to examine the benefits that have been introduced by the SEIA procedures presently in existence. That is the Socio-Economic Impact Analysis done by Treasury Board with respect to regulations that are forthcoming which, as you know, are published in the *Canada Gazette* together with a cross-benefit analysis. So I

[Translation]

substantiellement les pensions en général, comme vous n'êtes pas sans le savoir. Une conférence nationale sur les pensions a eu lieu l'année dernière et on a jugé bon de ne pas devancer, si vous voulez, ce qui pouvait ressortir comme consensus national sur la Loi sur les pensions. Ce que j'aimerais faire dans l'immédiat, et ce que j'ai essayé de faire l'année dernière, c'est de corriger certaines aberrations, si vous voulez, le calcul au prorata, et ainsi de suite. Je songe encore à proposer une mesure législative précise à cet égard; elle vise simplement à corriger un abus, et j'espère que j'aurai l'appui du député de Nepean—Carleton à ce moment-là.

M. Baker (Nepean—Carleton): Comme je l'ai mentionné au ministre à ce sujet, monsieur le président, je m'inquiète de l'aspect rétroactivité de cette mesure législative, si nous attendons trop longtemps. Je pense que si le gouvernement s'empressait d'agir sur cette question, il serait peut-être possible de la régler. Mais je crains que nous attendions jusqu'à la fin de l'année et que nous en parlions juste avant Noël. Et permettez-moi d'ajouter que je suis d'accord avec lui quand il dit qu'il étudie la question des pensions dans la fonction publique dans le cadre de la révision présentement en cours sur ce sujet. Je pense que c'est bien. Excusez-moi, je ne voulais pas vous interrompre. Vous pouvez continuer avec votre réponse.

M. Johnston: C'est très bien. En ce qui concerne le troisième projet de loi, on a beaucoup travaillé sur la question de la réforme réglementaire, par l'intermédiaire du bureau du coordonnateur de la réforme réglementaire. Vous vous souviendrez peut-être, monsieur le président, que le projet de réforme a essentiellement trois objectifs, dont l'un consiste en une épuration efficace, afin d'éliminer les lois et règlements désuets. Et cela va nécessiter un règlement. La façon d'y arriver serait peut-être de proposer un bill omnibus qui, je l'espère, aura l'appui du député de Nepean—Carleton, bill qui proposerait d'éliminer les lois et règlements désuets. J'espère que cela va être mis de l'avant dans un avenir très prochain.

L'autre aspect a évidemment une incidence directe sur le secteur privé en termes d'économie sur le plan des coûts; c'est-à-dire la conservation des dossiers, qui nécessite une autre loi qui devrait être présentée très prochainement.

Toute la question de la publication de listes de règlements par les ministères n'exige pas nécessairement une loi. On réalise des progrès. Je suis heureux de voir que certains ministères et organismes prennent cela très au sérieux. Je sais que l'Office national de l'énergie publie une liste comme celle-là. Nous espérons que d'ici la fin de nos travaux, nous aurons institutionnalisé un certain processus pour assurer la publication de ce genre d'avis et une consultation plus efficace avec le secteur privé.

Je sais que nous sommes en train d'étudier et que nous devrions continuer à étudier les avantages qui ont été présentés en vertu des dispositions actuelles du PAISE, c'est-à-dire du Programme d'analyse d'impact socio-économique réalisé par le Conseil du Trésor et portant sur les règlements sur le point d'être présentés et qui, comme vous le savez, sont publiés dans

[Texte]

would say that we are making good progress in that area and in terms of specific legislation I look forward to being able to table the two bills to which I made reference at a very early date.

Finally, with respect to the PSSRA, to which I believe the Hon. member for Nepean—Carleton also made reference, yes, indeed with cabinet colleagues we are currently moving forward on that point as well. Again, I hope we will be able to bring forward some proposals, taking into account, and in fact very dependent upon, much of the work that has gone before, including the joint parliamentary committee and the Finkelman report as well as our experience since that date. All these projects are very well advanced.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I have one question just to wind up, Mr. Chairman, if I may. It will be short indeed.

With the exception of the public service pension matter, which I gathered has a problem that is quite global in nature, but dealing with the other three pieces of legislation I mentioned, would it be fair to say that the House can expect that legislation to be introduced at least prior to June 30, 1982?

Mr. Johnston: You are talking about it being tabled, I presume, for first reading.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That is right.

Mr. Johnston: I would hope so. I certainly think it would probably be in a position to be tabled. Whether it will be tabled or not will depend on the business in the House. I would really have to confer with the House Leader to determine whether it will or will not be tabled by that time. But as far as I am concerned, I would like to see it tabled by that time. I would also go so far as to say that I expect the issues involved will be resolved by that time. In other words, it will be a mechanical procedure at that time.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, sir. Thank you for your indulgence. I appreciate it.

The Vice-Chairman: Thank you Mr. Minister.

Monsieur Cousineau, vous avez 10 minutes. Vous n'êtes pas prêt. Bon, je m'excuse. Monsieur Lambert.

M. Lambert: Monsieur le président, puisque le président du Conseil du Trésor est le membre du Conseil qui est chargé du programme du bilinguisme dans la Fonction publique, j'aimerais bien le questionner sur l'état de ce programme en ce moment. Quelles sont les règles d'application à certains niveaux et qu'est-ce que l'on prévoit pour l'avenir?

There has been a great deal of water under the bridge on the program of bilingualism in the public service since its inception with a great deal of *éclat* back about 1968-69, somewhere around there, at any rate, in the last 10 to 12 years. There were designations of positions here in Ottawa and across the country, and then the undesignation of a lot of those positions. There was a tremendous expansion of the public service lan-

[Traduction]

la *Gazette du Canada*, accompagnés d'une analyse. Donc, je dirais que nous accomplissons des progrès dans ce domaine, et pour ce qui est de mesures législatives comme telles, j'espère pouvoir déposer les deux projets de loi dont j'ai parlé très prochainement.

Finalement, en ce qui concerne la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique dont l'honorable député de Nepean—Carleton a également fait mention, je puis vous dire que nous faisons du progrès là-dessus en compagnie de collègues du Cabinet. Encore une fois, j'espère que nous pourrions faire certaines propositions, en tenant compte toutefois, et en fait, en se fondant largement sur ce qui a déjà été fait, notamment par le comité mixte parlementaire et le rapport Finkelman, ainsi que sur notre expérience depuis cette date. Tous ces projets sont en bonne voie.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'ai une autre question pour terminer, monsieur le président, si vous me le permettez. Je serai bref.

Sauf pour ce qui est de la question des pensions dans la fonction publique, qui semble présenter un problème assez général, serait-il juste de dire que les trois autres projets de loi pourraient être présentés à la Chambre avant le 30 juin 1982?

M. Johnston: Vous voulez dire présentés en première lecture, n'est-ce pas?

M. Baker (Nepean—Carleton): C'est exact.

M. Johnston: J'espère bien que oui. Je pense vraiment qu'il sera possible de les présenter. De là à savoir s'ils le seront ou non dépend du programme de la Chambre. Il faudrait vraiment que je discute avec le leader de la Chambre pour déterminer si les projets de loi seront déposés d'ici ce temps-là. Mais, personnellement, j'aimerais bien qu'ils soient présentés d'ici là. J'irais même jusqu'à dire que je m'attends à ce que les questions en cause soient réglées d'ici là. En d'autres termes, ce ne sera qu'une question de procédure à ce moment-là.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur. Merci pour votre indulgence. Je l'apprécie.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Mr. Cousineau, you have ten minutes. You are not ready? All right, I am sorry. Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Mr. Chairman, since the President of the Treasury Board is the member of the board responsible for the bilingualism program in the public service, I would like to question him on the status of this program at the present time. What are the rules of implementation at certain levels and what do we expect for the future?

Il s'est passé beaucoup de choses depuis l'établissement du programme de bilinguisme dans la fonction publique autour de 1968-1969, ou de toute façon, depuis les 10 ou 12 dernières années, programme qui a fait beaucoup de bruit. On a désigné des postes ici, à Ottawa, et dans tout le pays; ensuite, on a annulé la désignation d'un grand nombre de ces postes. Les écoles de langue de la fonction publique ont connu une expan-

[Text]

guage schools and then very substantial contractions. After all the experience, could we now get an idea of how many positions are deemed to be bilingual, requiring actual knowledge of both official languages in the discharge of the duties of those positions and occupied by people, not by persons enjoying grandfather privileges or who may be at language school? Also, I want to know more about what I have heard are requirements that persons shall have the knowledge of the second language before assuming the new position they are taking, or which they might seek to take. I think we will start off with that.

• 1605

Mr. Johnston: Well, that is a fair start, Mr. Chairman.

Mr. Lambert: Well, I think you should just open it up by kind of . . . all right, let us have the policy on it.

Mr. Johnston: Well, first of all, I am pleased to report, in the words of the Commissioner of Official Languages, who tabled his report just a few days ago, that 1981 has been one of the best years for the Treasury Board in terms of the official language program. The program, I think, is developing as it should. Obviously, we would like to see more rapid progress on many fronts, but ultimately it would be my hope that it would become so much a part of the managerial landscape that it would effectively not be highlighted as it has in the past; it would simply be an accepted fact of life that official languages are here to stay and are very much incorporated as part of the entire management systems of the federal government.

Mr. Lambert asked the number of bilingual positions. The information I have is that there are 59,922 positions designated bilingual, and that represents 21.5 per cent of the total positions in the public service. The question with respect to how many of these positions are actually occupied by bilingual personnel, the number we have, as of December 29, 1981, is 84.4 per cent are actually now occupied by bilingual persons, which I think is very encouraging.

The representation across government, as a whole, is about 27 per cent, which is very much in keeping with the numerical objectives that we have set as a percentage of the population. As I am sure you may know from reports and from other statements that I have made, there are certain areas where there are, indeed, weaknesses. In the scientific and technical field, for example, the percentage has been below the average that we would like, and we have encouraged, through Treasury Board, various departments who have come forward with their action plans for their bilingual programs to seek ways to encourage a higher participation of scientific and technical personnel—

[Translation]

sion extraordinaire, pour ensuite subir des réductions très substantielles. Après toute l'expérience qu'on a vécue, pourrions-nous avoir une idée du nombre de postes qui sont considérés comme étant bilingues ou comme nécessitant une connaissance réelle des deux langues officielles pour l'accomplissement des fonctions rattachées au poste, et du nombre de ces postes remplis par des personnes qui ont cette compétence et non par des personnes qui jouissent de l'ancienneté ou qui suivent des cours de langue? Aussi, j'aimerais en savoir davantage au sujet des conditions que devront remplir les personnes en ce qui concerne leur langue seconde avant d'assumer les fonctions du nouveau poste qu'elles viennent d'obtenir ou qu'elles convoient. Je pense que nous allons commencer avec cela.

M. Johnston: Eh bien, c'est une bonne façon de commencer, monsieur le président.

M. Lambert: Eh bien, je pense qu'on pourrait simplement commencer . . . avec l'énoncé de la politique en la matière.

M. Johnston: Eh bien d'abord, je suis heureux de vous dire, pour reprendre les propos du commissaire aux langues officielles, qui a déposé son rapport il y a quelques jours seulement, que 1981 a été l'une des meilleures années pour le Conseil du Trésor sous le rapport du Programme des langues officielles. Je pense que le programme évolue comme il se doit. Évidemment, nous aimerions des progrès plus rapides sous de nombreux rapports, mais en fin de compte, j'aimerais que cela s'intègre au processus de gestion, de manière à ce qu'on n'ait plus à en faire état comme par le passé. J'aimerais qu'on finisse par accepter simplement que les langues officielles sont là pour y rester et qu'elles font partie de l'ensemble des systèmes de gestion du gouvernement fédéral.

M. Lambert a demandé quel était le nombre de postes bilingues. Selon les renseignements que j'ai, il y a 59,922 postes désignés bilingues, et cela représente 21,5 p. 100 de l'ensemble des postes de la fonction publique. Quant à la question de savoir combien de ces postes sont remplis par des employés bilingues, selon les chiffres que nous avons en main, et qui remontent au 29 décembre 1981, 84,4 p. 100 des postes en question sont remplis par des employés bilingues, ce qui est très encourageant, je pense.

La représentation, dans l'ensemble du gouvernement, est d'environ 27 p. 100, ce qui correspond étroitement aux objectifs que nous nous étions fixé en tant que pourcentage de la population. Je suis sûr que vous savez, à partir de la lecture des rapports ou d'autres déclarations que j'ai faites, qu'il y a un certain nombre de secteurs qui présentent effectivement des lacunes. Dans le domaine scientifique et technique, par exemple, le pourcentage est inférieur à la moyenne, et nous avons encouragé, par l'intermédiaire du Conseil du Trésor, divers ministères qui nous ont présenté leurs plans d'action pour leurs programmes de bilinguisme à chercher des façons d'encourager une plus forte participation du personnel scientifique et technique.

[Texte]

Mr. Lambert: May I stop you there? There is something I hope some people will recognize. There is a very difficult, shall we say, obstacle to that, and that is that the literature in so many of the technical subjects in North America is in English, and English only.

Et même les francophones doivent travailler dans la langue anglaise, même l'Institut Arsenes à Genève, doit travailler en anglais. C'est pour cela qu'il ne faut pas faire trop dans ce secteur, parce que vous allez dépenser des millions et des millions pour des traductions inutiles.

Mr. Johnston: Ce n'est pas tout à fait de la traduction . . .

Mr. Lambert: Non, mais si vous voulez insister pour que les gens travaillent avec des textes français, eh bien, il faudra les préparer vous-mêmes.

Mr. Johnston: Pour ce qui est des textes, c'est peut-être une question à part. Mais je parle surtout de la participation des francophones au sein de la Fonction publique et . . .

Mr. Lambert: Oui, mais d'un autre côté, il faut considérer le nombre de francophones qui sont spécialistes dans ces domaines au Canada. Il y a toujours ce point-là, vous savez. On ne peut pas créer un certain nombre de candidats là où ils n'existent pas. Cela a toujours été une des difficultés dans le système d'enseignement de la province de Québec. Maintenant, ils ont peut-être apporté des changements. J'espère bien que oui. Mais pendant longtemps, vous le savez, il fallait s'éloigner du Québec pour entreprendre certaines études.

• 1610

Mr. Johnston: Monsieur le président, si vous me le permettez, peut-être pourrais-je demander à M. Aquilina de faire quelques commentaires à ce sujet.

Le vice-président: Certainement. Monsieur Aquilina.

M. E. Aquilina (sous-secrétaire, Direction des langues officielles, Conseil du Trésor): Monsieur le président, en réponse à la question concernant la catégorie scientifique et professionnelle, ce que vous venez de dire, monsieur Lambert, est tout à fait vrai. Nous venons de compléter une étude sur la participation francophone dans diverses catégories scientifiques et professionnelles et le nombre varie considérablement. Cela varie de 6 p. 100 dans certaines catégories jusqu'à une participation francophone qui est tout à fait en rapport avec la population elle-même, c'est-à-dire de l'ordre de 26 à 30 p. 100. L'étude est en train d'être complétée et nous avons l'intention de soumettre un rapport au président avec des recommandations précises quant à l'action qu'il faudrait apporter dans divers domaines, selon la réalité à laquelle le pays doit faire face dans ces catégories-là.

Mr. Lambert: Très bien. Mais . . .

Le vice-président: Vous n'avez plus de questions, monsieur Lambert?

Mr. Lambert: Ah, ah! Ecoutez, j'en aurais toute une série, mais je ne veux pas abuser du temps.

Le vice-président: Non, il vous reste encore trois minutes.

[Traduction]

Mr. Lambert: Puis-je vous interrompre ici? Il y a quelque chose que j'espère qu'on va comprendre. Il est très difficile . . . disons qu'il y a des obstacles à cela, en ce sens que la documentation technique, en Amérique du Nord, est en anglais, et en anglais seulement.

And even the francophones must work in English, and this is so even for the Arsenes Institute, in Geneva. So, this is why we should not do too much in this area, because you are going to spend millions and millions of dollars for unnecessary translations.

Mr. Johnston: It is not really translation . . .

Mr. Lambert: No, but if you want to insist that people work with French documents, well you will have to prepare them yourself.

Mr. Johnston: On the question of documents, it may be different. But I am speaking of francophones within the public service and . . .

Mr. Lambert: Yes, but on the other hand, we must consider the number of francophones who are trained in these areas in Canada. That is always something to consider, as you know. You cannot just create candidates out of nowhere. It has always been a problem with the education system in the Province of Quebec. We believe the situation has changed now. I sure hope so. But for a long time, as you know, one had to go out of Quebec to pursue certain studies.

Mr. Johnston: With your permission, Mr. Chairman, I will ask Mr. Aquilina to comment further.

The Vice-Chairman: Certainly. Mr. Aquilina.

Mr. E. Aquilina (Deputy Secretary, Official Languages Branch, Treasury Board): As regards to the scientific and professional category, what you have just said, Mr. Lambert, is quite true. We have just gone through a study on the French-speaking participation in the scientific and professional category and are able to say that it varies considerably according to the different positions. There are spreads of up to 6 per cent up to a total French-speaking participation which is equivalent to the population rate itself, that is, 26 per cent to 30 per cent. The study in fact is in its last stages and we intend to submit a report to the president with precise recommendations for action at different levels according to the reality of the country.

Mr. Lambert: Fine. However . . .

The Vice-Chairman: You are through with your questions, Mr. Lambert?

Mr. Lambert: Oh, I still have a whole series, but I do not want to abuse my time.

The Vice-Chairman: You still have three minutes.

[Text]

M. Lambert: Bon, d'accord. Pourrions-nous parler des normes qui sont appliqués en ce moment pour les personnes qui voudraient présenter une demande pour des postes soit disant bilingues, soit pour obtenir une promotion, soit pour les gens de l'extérieur? Parce que c'est là, je pense, que vous rencontrerez de grandes difficultés.

M. Johnston: Vous voulez peut-être parler de notre politique de dotation impérative. C'est-à-dire que quelqu'un doit être capable de s'exprimer dans la langue avant d'être nommé à un poste.

M. Lambert: D'accord. Parce que je dis, premièrement, qu'il y a certains principes de base qui s'appliquent, à savoir que toute personne de l'Ouest, ou de l'Est, ou du centre du Canada a droit d'avoir accès à ces postes et que vous ne devez pas faire de discrimination à cause de la langue. Vous-mêmes, à cause des droits humains, ne pouvez insister, qu'il s'agisse d'un francophone ou d'une personne d'une autre langue, pour qu'il connaisse une langue ou l'autre. J'en doute fort.

M. Johnston: Mais, vous me posez là une question légale.

M. Lambert: Écoutez, ce n'est pas une question légale, c'est une question bien pratique parce que je vais vous dire, monsieur le ministre, qu'à l'extérieur du centre ici, vous n'avez pas les formations dites éducationnelles, secondaires dans les deux langues dans tous les secteurs du pays. Vous ne pouvez pas simplement dire: eh bien, oui, on peut apprendre le français à l'université. Vous n'apprenez pas le français à l'université. Cela ne s'apprend pas comme cela. Et je peux bien vous dire que déjà, dans la classe étudiante et la classe universitaire il y a, comment dirais-je...

There is objection and a sense of discrimination and frustration that so much of the public service is shut to those persons coming out of schools and training establishments who would wish to make a career in the Public Service of Canada, but they do not have the formation in French. Then, try to get it! In 20 years' time perhaps, but not now.

• 1615

Mr. Johnston: Well, Mr. Chairman, I pointed out that a relatively small percentage of positions in the federal government are designated bilingual. The question, I guess, is what balance to strike, so that opportunities are available to unilingual English-speaking Canadians and unilingual French-speaking Canadians, while recognizing that certain positions clearly have to be filled by people capable of serving the public in both official languages. I am sure Mr. Lambert would agree that language is a necessary qualification for certain positions in government just as a knowledge of accounting would be for an accountant, depending upon the responsibilities that person is called upon to discharge.

I think there are circumstances clearly where a post has to be filled by someone with a capacity in both languages. I can only say that, as the Commissioner of Official Languages has pointed out, it is regrettable that the universities have not pushed further and faster to produce bilingual graduates across this country. I hope that is a problem that will be

[Translation]

Mr. Lambert: Fine. Could we now turn to the criteria applied in the case of nominations to so-called bilingual positions, either for people who want a promotion or for people who come from the outside. It is one of the major difficulties right now.

Mr. Johnston: You probably are referring to our imperative staffing policy where we ask that the person be able to speak the language before being nominated to the position.

Mr. Lambert: Yes. I am saying that there are to be basic principles applied where people from the West, from the East or from the centre of Canada have access to the different positions without discrimination on the basis of language. Even you cannot, because of the human rights legislation, require that the people speak French or another language, that they know such and such a language, I doubt it very much.

Mr. Johnston: You are asking me a legal question.

Mr. Lambert: It is not a legal question, it is a practical question, because you do not have outside the centre, here, education in both languages at the secondary level. You cannot just say: well, French can be learned in university. French cannot be learned at the university. It is not so easy. And there is a feeling among the students at universities, how should I put it...

On se plaint, on éprouve un sentiment de frustration devant le fait que la fonction publique est fermée à ceux qui sont issus des écoles et des établissements de formation, qui veulent faire carrière dans la fonction publique du Canada, mais ne possèdent pas le français. Il faut peut-être 20 ans pour qu'ils puissent le parler après.

M. Johnston: J'ai déjà indiqué, monsieur le président, que ce n'était qu'un faible pourcentage des postes, au gouvernement fédéral, qui étaient désignés bilingues. Il s'agit de savoir où se trouve l'équilibre, de façon à donner la chance aux Canadiens anglophones unilingues et aux Canadiens francophones unilingues, tout en assurant certains services au public dans les deux langues officielles. Je suis sûr que M. Lambert admet que la langue peut être une qualité nécessaire pour certains postes au gouvernement, tout comme la connaissance de la comptabilité doit être une qualité pour d'autres postes, selon les responsabilités dont on doit s'acquitter.

Il arrive que des postes doivent être clairement remplis par des personnes pouvant s'exprimer dans les deux langues. Comme le commissaire aux langues officielles l'a fait remarquer, il est regrettable que les universités n'aient pas fait davantage pour produire des diplômés bilingues un peu partout au pays. Il est à espérer que le programme va être résolu,

[Texte]

addressed because, as he has also pointed out in the past, it was hoped that by this time we could do away with language training at the federal level in the hope that there would be a sufficient number of bilingual people coming onstream from our educational institutions so as to render further training by the federal government unnecessary. However, as you know, we elected to continue with language training because that has not proved to be the case.

Mr. Lambert: Mr. Chairman, I trust the minister is not suggesting that the university level is the place where you start learning a language or that you teach a language.

Mr. Johnston: Oh no, I am not.

Mr. Lambert: That has to start right down in, shall we say, the first years. They are the most important years as a matter of fact, and the easiest years. In those first half dozen years of a student attending school to learn a second language, it becomes almost absorption like a blotter.

The Vice-Chairman: Mr. Lambert?

Mr. Lambert: All right, fine, but I would like to continue that because I am leading up to something further about the millions we have wasted and the millions we could have gained.

The Vice-Chairman: Excuse me, Mr. Lambert. Order please. Mr. Lambert, you will probably have a chance on the second round. I would like to get to your colleague, Mr. McLean, because I understand he has another committee to go to. Mr. McLean, please.

Mr. Lambert: I am finished. For now.

Mr. McLean: Thank you, Mr. Chairman; colleagues. Mr. Minister, if I could for a few moments, I would like to discuss with you the progress in the public service in relation to affirmative action. As you well know and be very familiar with, in 1979 the plan of action was published committing the government to the achievement of a quality and economic independence of women, and it read:

... by means including short-term measures to reduce or eliminate discrimination and the disadvantaged.

Then in the following year, 1980, the D'Avignon committee, noting the failure of existing equal opportunity programs in the public service, recommended a well designed program of positive action. It included:

... if necessary, the suspension of the merit principle to help the disadvantaged achieve at least relative equality of opportunity.

Then, later that year and following that report, three departments announced affirmative action programs, the Treasury Board, CEIC and the Secretary of State. Their purpose was:

To eliminate systemic discrimination in the recruitment hiring, training and promotion of women in the public service.

[Traduction]

puisque, comme il l'a fait remarquer déjà, il avait été prévu, à ce moment-ci, de mettre fin à la formation linguistique au gouvernement fédéral, en supposant qu'il y aurait un nombre suffisant de personnes bilingues issues des maisons d'éducation. Le programme de formation du gouvernement fédéral devait devenir inutile à ce stade-ci. Il se trouve que nous avons dû maintenir la formation linguistique parce que ces prévisions ne se sont pas réalisées.

M. Lambert: J'espère que le ministre ne veut pas dire que c'est à l'université qu'il faut commencer à apprendre ou à enseigner une langue.

M. Johnston: Pas du tout.

M. Lambert: Il faut commencer dès les premières années. Ce sont les années les plus importantes, les années où il est le plus facile d'apprendre. Les élèves des six premières années d'école absorbent une langue seconde presque comme des buvards.

Le vice-président: Monsieur Lambert.

M. Lambert: Très bien. J'espère avoir l'occasion d'y revenir, parce que je voudrais parler des millions de dollars que nous aurions pu économiser et que nous avons gaspillés.

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Vous aurez probablement l'occasion d'avoir un deuxième tour, monsieur Lambert. Je voudrais passer tout de suite à votre collègue, M. McLean, parce qu'il est attendu à un autre comité. Monsieur McLean.

M. Lambert: C'est tout pour le moment.

M. McLean: Merci, monsieur le président. Si vous le permettez, monsieur le ministre, je voudrais discuter avec vous, pendant quelques instants, des progrès des programmes d'action positive à l'intérieur de la fonction publique. Comme vous le savez, c'est en 1979 qu'a été publié un plan d'action engageant le gouvernement vis-à-vis de l'égalité des femmes et de leur indépendance économique. Il prévoyait, entre autres:

... des mesures à court terme visant à réduire ou à éliminer la discrimination dans le cas des personnes désavantagées.

L'année suivante, en 1980, le comité D'Avignon, notant l'échec des programmes existants de chances égales dans la fonction publique, recommandait un programme d'action positive bien pensé. Il prévoyait ce qui suit:

... au besoin, la suspension du principe du mérite, pour aider les personnes désavantagées à avoir des chances au moins égales.

A la suite de ce rapport, plus tard au cours de l'année, trois ministères ont annoncé des programmes d'action positive: le Conseil du Trésor, la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et le Secrétariat d'État. Leur but était le suivant:

Éliminer la discrimination intrinsèque dans les pratiques de recrutement, d'embauche, de formation et de promotion des femmes à l'intérieur de la fonction publique.

[Text]

There are a number of questions coming out of this decision. I welcome for the record your response to what studies and analysis the government has carried out to determine where the barriers lie in the recruitment and hiring practices, training and promotion. Secondly, what programs and policies have been put into place to remove the systematic barriers; thirdly, what monitoring procedures have been devised to determine the effectiveness of the policies.

• 1620

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. McLean, perhaps I could begin by making a general statement, and then, perhaps, I could call upon Denise Moncion, the Assistant Secretary of the Treasury Board, who is with us today and who has responsibility in these areas.

Members will probably recall that pilot projects on affirmative action were launched in three departments, including Treasury Board; Treasury Board and the Secretary of State, as well as CEIC. Since that time, in fact, we have also had participation from CMHC. The objective of this particular affirmative action program was to improve the representation of women, indigenous peoples, and the handicapped at all levels of the public service. The process that was adopted was an exhaustive audit of employee data and the employment systems to detect systemic discrimination, I believe it is called, in these various departments.

I might say that the purpose of beginning with three departments, one a central agency, The Secretary of State, and then a very large agency, was to try to develop some overall criteria and judgments that could ultimately be made applicable across government. The process then requires the development of new non-discriminatory systems and the development of special systems or special measures to remedy the effects of past discrimination that has become uncovered through this process.

I think it might be appropriate, if I may suggest, Mr. Chairman, that Madame Moncion comment on the program: where it is at the present time and where she sees its going in the near future.

The Vice-Chairman (Mr. Berger): Madame Moncion.

Ms Denise Moncion (Assistant Secretary, Developmental Personnel Policies and Activities, Personnel Policy Branch, Treasury Board): Thank you. Of the three departments that joined the program in August of 1980, two have now almost finished their data collection, their analysis, and will be submitting to their management committee some action plans. The third department, Employment and Immigration, because of its size and the degree of decentralization with all their local offices, has a different approach to the data analysis and is doing a lot of the work through computer, which is probably a better way of doing it for them. Their report, their analysis will be concluded a little later.

[Translation]

Un certain nombre de questions se posent maintenant. Je voudrais d'abord savoir ce que vous pensez des études et des analyses que le gouvernement a menées en vue de déterminer quelles sont les barrières qui existent au niveau des pratiques de recrutement, d'embauche, de formation et de promotion. Je voudrais également savoir quels programmes et quelles politiques ont été mis en place pour éliminer les obstacles intrinsèques. Enfin, je voudrais savoir quels systèmes de procédure ont été instaurés en vue de déterminer l'efficacité des politiques.

M. Johnston: Monsieur le président, monsieur McLean, je pourrais faire une déclaration d'ordre général avant de faire appel à M^{me} Denise Moncion, la sous-secrétaire du Conseil du Trésor chargée de ces domaines.

Les députés se souviendront que des projets pilotes d'action positive ont été mis de l'avant dans trois ministères, y compris le Conseil du Trésor; il y avait en outre le Secrétariat d'État et la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Depuis ce temps, la Société canadienne d'hypothèques et de logement s'est jointe au groupe. Le but de ce programme d'action positive était d'améliorer la représentation des femmes, des autochtones et des handicapés à tous les niveaux de la fonction publique. Le processus impliquait une vérification complète des données et des systèmes touchant le personnel, afin de déceler la discrimination intrinsèque dans les divers ministères.

En commençant avec trois ministères, un organisme central, le Secrétariat d'État, et un autre très grand, on voulait parvenir à établir des critères et des jugements de base pouvant être appliqués à l'ensemble du gouvernement. Cela impliquait également la mise au point de systèmes non discriminatoires et l'adoption de mesures spéciales en vue de remédier à la discrimination ainsi mise à jour.

Pour faire le point sur la situation actuelle et indiquer les perspectives d'avenir du programme, je voudrais maintenant faire appel à M^{me} Moncion.

Le vice-président (M. Berger): Madame Moncion.

Mme Denise Moncion (secrétaire adjointe, Politiques et Activités de développement du personnel, Direction de la politique du personnel, Conseil du Trésor): Merci. Des trois ministères qui ont décidé de participer au programme, en août 1980, deux ont presque terminé la cueillette de leurs données, leurs analyses, et sont sur le point de soumettre à leur comité de gestion des plans d'action. Le troisième, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à cause de sa taille et de son degré de décentralisation, de tous ses bureaux locaux, procède à l'analyse des données d'une façon différente et fait beaucoup appel à l'ordinateur, ce qui est probablement indiqué dans son cas. Son rapport, et son analyse devraient être terminés très bientôt.

[Texte]

However, we have obtained the co-operation of two more departments. Two other departments will join the pilot project phase pretty soon—in a couple of months. We are now working with them in establishing the program, so as to continue the testing of the processes that we are putting in place. The processes of affirmative action which were developed in the United States in the 1960s must be adapted to the situation of the federal government in the 1980s. Because of that, and because of the extent of the data analysis, we are developing processes which can be easily integrated into our actual information systems. It is extremely pleasant for me to report that our information systems are working extremely well and are giving us the information, the data, we need. It may not be going as fast as everybody would like it to go, but it is moving forward. We are obtaining some interesting information and certainly a lot of co-operation in the departments we are working with.

I do not know if there are specific questions that you would like to ask.

Mr. McLean: I wonder whether we could get some idea of what sort of time limits you speak about. You are almost finished putting these plans into place. When the plans are in place what sort of timeframes will we be looking at?

• 1625

Ms Moncion: Well, I think the plans of action for the two departments that have finished will certainly have received approval from the management committee of the departments by early fall. As for the third department, the plan was next April, but I am told they are moving a little faster than that and it will probably be sooner than that. I would not know exactly, but I would say probably towards the end of 1982 or very early in 1983.

As for the two new departments, because we know a little bit more about this process, we hope it is going to be much faster, and that within a year the total analysis will be done and completed.

Mr. McLean: Mr. Chairman, the D'Avignon Report suggests that the key to implementing this sort of action will rest with the actual involvement of department managers. In the programs that you suggest are about to go into place, is this a key factor?

Ms Moncion: Absolutely. Nothing can be done without the total involvement of managers, and especially of senior management. In fact, in the three departments already involved, the senior management committee is the review committee which looks at the data—the findings of the program—and makes decisions. They are fully involved. It could not be put in place without their involvement.

Mr. McLean: I wonder whether you could give us some idea if, in the studies you have, there will be a comparative length of time which female employees, for example, spend at a particular level, compared to male employees. In other words, often what happens is that they say there are promotions, but

[Traduction]

Entre temps, nous avons obtenu la coopération de deux autres ministères. Ils appliqueront le projet pilote d'ici quelques mois. Nous travaillons avec eux à l'établissement d'un programme, de façon à ce que les procédés utilisés puissent être vérifiés. Les procédés d'action positive mis de l'avant aux États-Unis en 1960 doivent être adaptés à la situation du gouvernement fédéral pour les années 80. Ce facteur, et l'étendue de l'analyse des données, nous obligent à mettre au point des procédés qui peuvent être facilement intégrés à nos systèmes d'information existants. À ce sujet, je suis particulièrement heureuse de déclarer que tout se déroule extrêmement bien et que nous obtenons tous les renseignements et toutes les données dont nous avons besoin. Ce n'est peut-être pas autant que quelques-uns souhaiteraient, mais c'est déjà quelque chose. Nous obtenons de l'information utile et nous avons certainement la coopération des ministères.

Je ne sais pas si vous avez des questions précises sur le sujet.

M. McLean: Je me demande si vous pourriez nous préciser davantage ces délais dont vous parlez. Vos plans sont presque en place maintenant. Il faudra combien de temps, une fois qu'ils seront en place?

Mme Moncion: Pour ce qui est des deux ministères qui ont terminé leurs plans d'action, ils auront certainement reçu l'approbation de leur comité de gestion d'ici le début de l'automne. En ce qui concerne le troisième, la date prévue était avril prochain, mais il semble qu'ils progressent très bien et qu'ils pourront procéder avant. Je ne saurais dire quand au juste, mais ce devrait être à la fin de 1982, ou au tout début de 1983.

Pour ce qui est des deux nouveaux ministères, comme nous avons pu raffiner le procédé quelque peu, nous pouvons nous attendre à une année d'analyse.

M. McLean: Le rapport D'Avignon estime que la clé de ces programmes d'action sera la participation des gestionnaires des ministères. Dans le cas des programmes que vous êtes sur le point de mettre en place, est-ce qu'ils ont ce rôle clé?

Mme Moncion: Certainement. Rien ne peut être fait sans leur totale coopération, surtout au plus haut échelon. Pour les trois ministères déjà lancés dans le processus, c'est le comité de gestion principal qui est le comité de révision, le comité qui examine les données, les conclusions du programme, et qui prend les décisions. Ils sont impliqués à 100 p. 100. Rien ne pourrait être fait sans leur participation.

M. McLean: A la suite des études que vous avez menées, je me demande si vous pouvez nous dire, par exemple, le temps que passent les femmes à certain niveau, par rapport aux hommes. En d'autres termes, il arrive que les promotions n'aillent qu'à un certain niveau, d'où il n'est plus possible d'avancer.

[Text]

there are only promotions to a certain level, and then there is an ongoing blockage.

Ms Moncion: Yes. It is certain that by looking at the data you can sort of identify at which level... about where the blockage is. As for the length of time in position, it really varies significantly, because no one would propose that people who are not fully qualified be promoted. On the other hand, it varies. If you look at a group of men, their length of stay in positions varies very much, depending on their past experience, their educational level and, up to a point, the opportunities that are there. If opportunities are there, you move a little faster. The same will definitely apply for women.

It is my personal view, though, that because some women have been held at the intermediary level for a long period of time, they may be very well prepared and very well qualified to move a little faster, but this will have to pass the test of the normal competition route.

Mr. McLean: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. McLean. Mr. Cousineau.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, j'aimerais continuer sur le sujet soulevé par M. Lambert, soit le bilinguisme dans la Fonction publique.

Je dois dire qu'il a parfaitement raison lorsqu'il avance que ce n'est pas à l'université que l'on apprend le français, mais plutôt à l'école primaire. Alors, nous verrons à l'avenir que la Constitution aidera sûrement nos jeunes anglophones et nos jeunes francophones...

M. Lambert: Il faut avoir le désir.

M. Cousineau: Le désir, et aussi la volonté politique de l'appliquer, et je pense que le gouvernement a prouvé qu'il avait la volonté politique de le faire.

Monsieur le ministre, M. Yalden, le commissaire aux langues officielles, a formulé un commentaire qui a fait pas mal de bruit surtout en ce qui concerne non pas l'absence totale, mais une absence de bilinguisme au niveau des sous-ministres. Sur une cinquantaine de sous-ministres en place, si ma mémoire ne fait pas défaut, il y en a à peu près une quinzaine qui seraient bilingues et il recommandait une augmentation du nombre de personnes bilingues à ce niveau-là. Est-ce que vous auriez des commentaires à formuler là-dessus?

M. Johnston: Je ne me souviens plus des pourcentages qu'il a mentionnés dans son rapport. De toute façon, mes renseignements sont les suivants: il y en a 15, ce qui représente 32 p. 100 des sous-ministres, qui sont francophones. Il y en a 31, soit 66 p. 100, qui sont bilingues. Il y a six sous-ministres qui sont unilingues. Quand je dis qu'il y en a 31 qui sont bilingues, ce sont des anglophones bilingues. Alors, on est sur le bon chemin, et il semble y avoir du progrès.

[Translation]

Mme Moncion: Il est certain qu'en examinant les données, il est possible de dire à quel niveau les promotions sont bloquées. Pour ce qui est du temps passé à un certain niveau, il varie considérablement, du fait que les personnes doivent être parfaitement compétentes avant d'être promues. Même pour les hommes, le temps passé à divers postes varie considérablement, selon l'expérience, la formation scolaire, et, dans une certaine mesure, les chances d'avancement. Si les chances existent, le processus est un peu plus rapide. C'est la même chose dans le cas des femmes.

J'estime, quant à moi, que le fait que certaines femmes ont passé beaucoup de temps aux échelons intermédiaires les rend aptes à avancer un peu plus rapidement, mais il faut quand même que leurs qualifications soient établies par voie de concours.

M. McLean: Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur McLean. C'est à M. Cousineau.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I would like to pursue Mr. Lambert's line of questioning regarding bilingualism in the Public Service.

He is quite right in saying that it is not at the university that one can learn French, but when in grade school. In the future, our constitution will help English-speaking and French-speaking...

Mr. Lambert: One has to have the desire to learn it.

Mr. Cousineau: The desire and the political will to implement it. I think the government has had the political will to implement it.

Mr. Minister, Mr. Yalden, the Commissioner of Official Languages, has made a comment which has had considerable impact regarding the almost total absence of bilingualism at the deputy minister level. If I remember right, of about 50 deputy ministers, there are only about 15 who are bilingual. The commissioner wants more at that level. Would you have any comment on this situation?

Mr. Johnston: I do not remember the percentages mentioned in his report. My own information is the following: There are 15 deputy ministers who are French-speaking and that is 32 per cent. There are 31, that is 66 per cent, who are bilingual. Finally, there are six who are unilingual. When I say that there are 31 who are bilingual, I mean English-speaking bilingual. So, we seem to be making good progress.

[Texte]

• 1630

M. Cousineau: Vous avez la volonté d'augmenter le nombre. Bon! Est-ce qu'il y a des francophones unilingues au niveau des sous-ministres?

M. Johnston: Pas que je sache, je ne pense pas.

M. Cousineau: Je ne sais pas si M. Lambert a parlé de la prime au bilinguisme... J'aimerais poser juste quelques questions. Est-ce que le nombre des bénéficiaires a augmenté ou diminué?

M. Johnston: Peut-être que M. Aquilina pourrait répondre à cette question.

M. Aquilina: Monsieur le président, je ne pourrais pas vous répondre directement. Le nombre de personnes qui sont admissibles à la prime au bilinguisme est resté à peu près le même. Il se situait à environ 52,400 à la fin de décembre 1981, je parle de personnes admissibles, alors qu'il était d'à peu près 52,000 en 1978.

M. Cousineau: Vous dites admissibles; ce n'est pas synonyme de bénéficiaires, ce sont des gens qui ont droit...

M. Aquilina: Qui ont droit à la prime au bilinguisme.

M. Cousineau: Ils n'ont pas fait la demande?

M. Aquilina: C'est-à-dire qu'il y a une procédure de confirmation et la procédure de confirmation est en train d'être appliquée actuellement. Donc dans quelque temps, nous aurons les chiffres exacts des personnes qui reçoivent la prime comparativement à celles qui sont admissibles à la prime. Les chiffres que je vous ai donnés sont pour les personnes qui sont admissibles à la prime.

M. Cousineau: Monsieur le ministre, dans votre déclaration, vous dites que:

La transformation du ministère des Postes en société de la Couronne a eu des répercussions importantes au niveau des ressources. En raison du nouveau statut de cet organisme, le gouvernement n'a plus qu'à financer son déficit net. Celui-ci atteindra, prévoit-on, 400 millions de dollars en 1982-1983.

Est-ce que ce chiffre de 400 millions de dollars était avant ou après le timbre de 30¢?

M. Johnston: C'est le montant prévu pour l'année 1982-1983; donc, les revenus provenant du de n'importe quel timbre font partie des revenus de la société. Alors, c'est la limite qu'on veut établir pour le déficit financé par le gouvernement fédéral.

M. Cousineau: Ce qui veut dire que s'il y avait un déficit de plus de 400 millions de dollars, à ce moment-là il faudrait augmenter le prix des timbres, j'imagine.

M. Johnston: Ou faire d'autres économies quelque part.

M. Cousineau: Il ne faudrait pas parler de réduction de personnel, parce qu'à ce moment-là nous aurions les syndicats sur le dos.

[Traduction]

Mr. Cousineau: You seem to have the will to raise the number. Are there any unilingual French-speaking deputy ministers?

Mr. Johnston: Not to my knowledge.

Mr. Cousineau: I do not know if Mr. Lambert has raised the question of the bilingualism bonus. I have a few queries on the subject. Has the number of beneficiaries gone up or down?

Mr. Johnston: Maybe Mr. Quilina could answer that question.

Mr. Aquilina: I would not be able to answer you directly, Mr. Chairman. The number of people eligible to the bilingualism bonus has remained fairly constant. It was about 52,400 at the end of December, 1981. I am speaking, of course, of the number of persons eligible. There were about 52,000 in 1978.

Mr. Cousineau: You say eligible. It is not the same as beneficiary. These people have the right—

Mr. Aquilina: They have the right to receive the bilingualism bonus.

Mr. Cousineau: But they did not all request it?

Mr. Aquilina: Well, there is a confirmation procedure and it is on the way. Sometime soon we will have the exact figures for the people receiving the bonus and those who are eligible to receive it. The figures I have given you are for the people who are eligible to receive it.

Mr. Cousineau: In your statement, Mr. Minister, you indicated that:

The conversion of the Post Office to a Crown corporation has had a significant impact on the levels of resources that have been included in the 1982-1983 Main Estimates. Under its new status, the government is only required to finance the corporation's net deficit, which is currently forecast at \$400 million for 1982-1983.

Was the amount of \$400 million established after the 30 cent stamp?

Mr. Johnston: This is the figure estimated for 1982-83, taking into account the revenues from stamps, whatever their level. This is the limit of the deficit financed by the federal government.

Mr. Cousineau: That means that if the deficit is more than \$400 million, the price of the stamps has to be raised again.

Mr. Johnston: Or other savings have to be made.

Mr. Cousineau: If you talk about reducing personnel, you could have trouble with the unions.

[Text]

Je ne sais pas à quel endroit dans votre déclaration, mais vous avez parlé d'une augmentation dans le budget de la Défense en vertu des engagements que le gouvernement avait pris auprès de l'OTAN. Est-ce que cette augmentation est pour du matériel de guerre que nous devons fournir comme partenaire de l'OTAN ou si c'est pour des ressources humaines, des militaires?

M. Johnston: En effet, nous avons comme pays l'obligation de maintenir nos quotas réels à 3 p. 100. Alors, pour atteindre ce pourcentage cette année, notre augmentation est de 19 p. 100. Vous êtes sans doute au courant des contrats intervenus entre le gouvernement fédéral et... Au sujet des avions de chasse, par exemple, il y a encore les Long Ranger Aircraft, surtout du côté capital à investir.

M. Cousineau: C'est tout, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Cousineau. Docteur Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I think you will recall, Mr. Chairman, and the minister will, that when Mr. Baker began this afternoon, he read from the 1980 election campaign... for the Liberals. I do not want to reread that again, but there are two points there I want to touch on today regarding current issues. This was a quote regarding keeping the spending under the gross national product, but that is not the point I want to make. I want to go on to the last sentence in that quote where it talks about the need for reallocations of existing budgets to ensure continued emphasis on economic development—economic development note—and, secondly, to protect the least fortunate in society.

Regarding the economic development, Mr. Chairman, I wonder if I could bring to the minister's attention the budget for the National Research Council. If I am not mistaken, if my memory is correct, I think I raised this last year about this same time, bringing to the attention of the minister some figures that Dr. Kerwin, the President of the National Research Council, has on the side effects, the benefits, of investing some money in research and development. Let me first of all say also that I congratulate the minister for having increased this allocation to NRC by about 22 per cent this year; it has gone up significantly.

• 1635

In meeting with the president of the NRC just last week, we were reviewing with him whether he still felt the same as he had previously about some issues he had brought to our attention in the last couple of years. One point was that from a study done between, I believe, 1975 and 1977, a four-year span, spending \$93 million in investment in research had a return of, I think it was, \$1.3 billion in external foreign trade and a return of something over \$300 million in taxes. A very significant return on investment, obviously. We asked Dr. Kerwin whether that was still a valid result in his opinion, and he holds that that still holds true.

[Translation]

I do not know exactly where in your statement, but you mention an increase in the defence budget in view of obligations contracted by the government with NATO. Is the increase earmarked for equipment that we have to provide as partners in NATO or for the human resources, the personnel?

Mr. Johnston: We have, as a country, commitment to maintain our real level at three per cent. To be able to meet our commitment this year, we had to effect an increase of 19 per cent. You are of course aware of the contracts that the federal government has given for fighter aircrafts; there are still capital investments to be made for the long range aircraft.

Mr. Cousineau: I have no more questions, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Cousineau. Mr. Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Vous vous souvenez sans doute, monsieur le président, monsieur le ministre... M. Baker, cet après-midi, a commencé son intervention en rappelant les promesses électorales des libéraux en 1980. Je ne veux pas en faire de nouveau la lecture, mais il y a deux points, dans ces promesses, sur lesquels je voudrais revenir. Il était question de maintenir un taux de croissance des dépenses inférieur à celui du produit national brut. Ce n'est pas ce qui m'intéresse pour le moment, cependant. Je veux parler de cette dernière phrase où il est question de réaménager les budgets existants, de façon à favoriser l'expansion économique, je dis bien l'expansion économique, et à protéger les moins fortunés de notre société.

En ce qui concerne l'expansion économique, monsieur le président, j'attire l'attention du ministre sur le budget du Conseil national de recherche. Si ma mémoire m'est fidèle, j'ai posé la question à peu près à la même époque l'année dernière en citant certains chiffres de M. Kerwin, président du Conseil national de recherche, sur les retombées, les avantages des investissements au titre de la recherche et du développement. Soit dit en passant, je félicite le ministre d'avoir accru le budget du Conseil national de recherche d'environ 22 p. 100 cette année. C'est une augmentation assez importante.

Nous avons justement rencontré le président du Conseil national de recherche la semaine dernière, afin de voir s'il était toujours du même avis au sujet de certaines questions qu'il avait portées à notre attention il y a deux ans déjà. Entre autres, il y avait cette étude qui indiquait que de 1975 à 1977, si je me souviens bien, une période de quatre ans, des dépenses de l'ordre de 93 millions de dollars au titre de la recherche avaient rapporté quelque 1.3 milliard de dollars en commerce étranger, et des recettes fiscales de l'ordre de 300 millions de dollars. C'est un rendement fort appréciable. Nous avons demandé à M. Kerwin si les mêmes rapports existaient aujourd'hui, et il nous a indiqué que c'était le cas.

[Texte]

We all acknowledge the fact that you can only spend so much at one time on research; you cannot just pour in unlimited amounts and expect to get good benefit from that. It was his opinion that his allocation, which was up this year by about \$60 million, could well have been doubled—another \$60 million—and he could have made good use of that money in his research work. Over and above that would not have been cost-efficient. So my question to the minister is, Mr. Chairman: If he is, indeed, concerned about economic development in this country, and concerned about raising taxes and increasing our external trade, why did he not increase his allocation to NRC by another \$60 million, which, according to the president of NRC, could have been well spent and obviously would have had great returns for Canada, both in terms of external trade and in terms of revenue?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I will accept the question in my capacity as a member of the Economic Development Committee and as a minister of the Crown. It is a policy decision and not a decision of the Treasury Board to increase the resources allocated to research or to the National Research Council, or to any of the other granting councils.

The points that Dr. Halliday raises are valid and well accepted by the minister responsible, but it is again a question of competing priorities in our system. I think the allocation was generous. I am not surprised that Dr. Kerwin would like more funds for research. I think all ministers would like to have more funds for research. The question is one of the policy committee balancing the various priorities and demands upon its policy reserve.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, there has been a recent meeting in France in the last few months, a colloquium there—I forget the precise name—on research and development, which was, I guess, sponsored by the Government of France. First of all, my question to the minister is: Did any of his officials have an opportunity to attend that colloquium in France, or not? The president of NRC was there, but I wondered whether anybody from Treasury Board might have been there.

Mr. Johnston: No one from Treasury Board was present.

Mr. Halliday: I see. Briefly, as I understand it, the French government is embarking on an amazing program of further investment into research and development in such a radical manner. They are going back to the elementary school level to revamp courses leading up to increasing attention being paid to research and development, right through the educational system on up, which is going to end up in an expenditure of something like 3 per cent of GNP on research and development, way, way ahead of us. I am wondering if the president of the Treasury Board, Mr. Chairman, is expecting to get a report from NRC, or a report from any other of his colleagues or officials, regarding this, and whether or not we should be looking at some sort of move in that direction, too, or we are going to be left further and further behind in the development of science and technology, vis-à-vis Japan and Germany; and now France looks to be one of the leaders in the world.

[Traduction]

Nous savons tous que vous n'avez qu'un certain montant à dépenser au titre de la recherche. Vous ne pouvez pas dépenser sans limites et vous attendre à des miracles. M. Kerwin estimait que son budget, qui a été augmenté de 60 millions de dollars cette année, par rapport à l'année dernière, pouvait très bien être haussé de 60 millions de dollars supplémentaires; il pourrait en faire bon usage. Au-delà, c'était trop. Ma question est donc la suivante: si le ministre est vraiment intéressé à l'exploitation économique du pays, à l'augmentation des recettes fiscales et du commerce extérieur, pourquoi n'a-t-il pas ajouté 60 millions de dollars au budget du Conseil national de recherche, qui, selon son président, pourrait en faire bon usage et en faire profiter grandement le Canada?

M. Johnston: Monsieur le président, je vais répondre à la question en ma qualité de membre du comité de l'expansion économique et de ministre de la Couronne. Les décisions touchant les ressources allouées à la recherche, au Conseil national de recherche, ou à n'importe quel autre conseil accordant des subventions, sont des décisions politiques et non pas des décisions du Conseil du Trésor.

La question de M. Halliday est valable et se pose très bien, mais notre système fonctionne à partir de certaines priorités. Je pense que le budget du Conseil national de recherche est assez généreux. Je ne suis pas surpris d'apprendre que M. Kerwin voudrait voir ses fonds augmenter encore davantage. C'est le cas de tous les ministres pour ce qui est de la recherche. Le comité qui établit les politiques, cependant, doit tenir compte de diverses priorités et de ses réserves.

M. Halliday: Un colloque sur la recherche et le développement a eu lieu, il y a quelques mois, en France, si je comprends bien; il était organisé par le gouvernement français. Je voudrais demander au ministre si certains de ses hauts fonctionnaires ont eu l'occasion de participer à ce colloque. S'ils n'en ont pas eu l'occasion, pourquoi? Je sais que le président du Conseil national de recherche y était. Je voudrais savoir s'il y avait des représentants du Conseil du Trésor.

M. Johnston: Il n'y avait personne du Conseil du Trésor.

M. Halliday: Si je comprends bien, le gouvernement français s'engage dans un programme assez surprenant de recherche et de développement. Il y met le paquet. Il a décidé d'accorder une attention plus grande à la recherche et au développement dans tout son système scolaire, à partir de l'école primaire; il consacrerait à ce titre près de 3 p. 100 de son produit national brut. C'est beaucoup plus que nous. Je me demande si le président du Conseil du Trésor s'attend à recevoir un rapport du Conseil national de recherche, ou de ses collègues, ou de ses hauts fonctionnaires, sur ce nouveau développement, et s'il envisage d'empoigner le pas, de façon à ce que nous ne soyons pas dépassés, au niveau de la science et de la technologie, vis-à-vis de pays comme le Japon, l'Allemagne, la France, maintenant, qui battent la marche.

[Text]

• 1640

Mr. Johnston: I know, Mr. Chairman, that it is a preoccupation of the Minister of Science and Technology, who fights very hard for increased funding for the whole area of research and development.

There is some useful information, I find, in Part I of the estimates I tabled, on page 18, where it is pointed out, in comments on the economic development envelope, and I quote:

The largest planned expenditure increases are in Technology, which amount to a one-third increase over the 1981-82 levels. This covers both federal research and federal assistance to university and industry research and development. The federal government has established a target for the mid 1980s for national gross expenditures on research and development of 1.5 per cent of GNP. The 1982-83 Main Estimates levels for research and development are such that the government is ahead of schedule in meeting its portion, which is one-third of the total national target. In addition, support to Industrial Innovation is being enriched through the Enterprise Development Program and the Defence Industry Productivity Program, which will spend approximately 50 per cent more in 1982-83 than in 1981-82.

Then the paragraph goes on to cite support to Telidon, the Office Communication System, and so on.

I only raise these, Mr. Chairman, to point out that we cannot look just at the National Research Council per se. There is a broader-based program than appears from the estimates of that particular agency.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, the last comment by the minister raises another question, which is a rumour around just now that there may be a move to centralize more control in science and technology research and development in the hands of MOSST, the Minister of State for Science and Technology. This is alarming to those people who are involved with NRC in that kind of research program—to think that there would be more control over research by MOSST. I am wondering if the minister can confirm that is going to happen.

Mr. Johnston: I have no comment on that at all, Mr. Chairman.

Mr. Halliday: One final question on one other little area, Mr. Chairman, if I may.

That second part I began with, from the Liberal election campaign, was to protect the least fortunate in society. That is going to be one of the priorities now: to protect the least fortunate in society. I certainly have to subscribe to that, and having been a member of the Special Committee on the Disabled and the Handicapped, I guess I am convinced there are not many people in our society who are more unfortunate than the handicapped people are. The minister now is aware of the proposals the committee has made by way of recommenda-

[Translation]

M. Johnston: C'est certainement une préoccupation constante du ministre des Sciences et de la Technologie, qui ne ménage pas ses efforts pour faire accroître le budget consacré à la recherche et au développement.

Il me semble que la partie I du plan de dépense que j'ai présenté, page 18, contient des renseignements utiles sur le sujet. Relativement à l'enveloppe du développement économique, on peut lire ce qui suit:

L'augmentation de dépenses prévue la plus considérable va à la technologie, qui augmente du tiers par rapport à 1981-1982. Sont comprises dans cette augmentation la recherche et l'aide du gouvernement fédéral aux universités, ainsi que la recherche et le développement industriel. Le gouvernement a fixé à 1.5 p. 100 du PNB son objectif national brut de contribution à la recherche et au développement, objectif qu'il prévoit atteindre au milieu des années 80. Compte tenu des chiffres qui figurent à ce chapitre dans le budget principal, le gouvernement marque un pas d'avance dans le calendrier qu'il a établi en vue de réaliser sa part, qui correspond à un tiers de l'objectif national total. De plus, l'aide à l'innovation industrielle bénéficiera de crédits par le biais du Programme de l'expansion des entreprises et du Programme de production du matériel de défense qui, en 1982-1983, seront dotés d'environ 50 p. 100 de plus qu'en 1981-1982.

Le paragraphe parle également de l'aide à Télidon, au Programme de la bureautique, et le reste.

Je le signale à votre attention, monsieur le président, parce qu'il n'y a pas que le Conseil national de recherche. Il y a un programme beaucoup plus vaste que celui qui s'applique strictement à cet organisme, tel que le décrit le budget des dépenses.

M. Halliday: A ce sujet, monsieur le président, il y a une rumeur, actuellement, qui veut qu'un plus grand contrôle en matière de science et de technologie, de recherche et de développement, soit confié au ministre d'État à la Science et à la Technologie. Les chercheurs du Conseil national de recherche ne voient pas d'un bon oeil qu'un contrôle accru de la recherche soit exercé par le ministre d'État à la Science et à la Technologie. Je me demande si le ministre peut confirmer la nouvelle.

M. Johnston: Pas de commentaire, monsieur le président.

M. Halliday: Une dernière question concernant un autre point, monsieur le président.

La deuxième partie de la promesse électorale des libéraux que j'ai lue parlait de protéger les moins fortunés de notre société. Ce doit être une priorité, maintenant, la protection des moins fortunés de notre société. Je souscris certainement à cet objectif. Ayant fait partie du Comité spécial sur les invalides et les handicapés, j'estime qu'il n'y a pas beaucoup de gens, dans notre société, qui sont moins fortunés que les handicapés. Le ministre est certainement au courant des recommandations du Comité, dont certaines impliquent des dépenses. D'après la

[Texte]

tions, some of which involve some spending of money. The preliminary response we have been getting from the different departments suggests that we are going to see some delays in expenditures because they involve money, and we cannot afford it now. Yet the program here, as promised in the election campaign, was going to be an emphasis on reallocation of priorities.

I am wondering, Mr. Chairman, what pressure the minister is putting on his various departments as they develop their budgets and as he approves them, to see to it that they are indeed reallocating priorities within their respective departments so there will be greater recognition of the needs for the handicapped and disabled. We have seen very little evidence of it yet in any of the reports coming through from his colleague, the Minister of State.

Mr. Johnston: Yes, the Secretary of State, as you know, I believe, tabled a document showing the government's response to the problems of the handicapped, and more specifically directed to *Obstacles*, the report of the committee. The Treasury Board itself has quite an active role to play, clearly, in employment issues within the public service. I do not know whether anyone is here today who can respond specifically to some of the steps we have taken in that connection. I know I enumerated some of them myself in front of the committee when I appeared last year.

Mademoiselle Moncion, êtes-vous en mesure d'y répondre?

Mlle Moncion: Oui, si vous voulez.

Le vice-président: Mademoiselle Moncion.

Mlle Moncion: Merci.

In employment of the handicapped, certainly our policy is being implemented—the policy which was enunciated in February of 1981. We have reviewed the first annual plans, and certainly there is movement.

The problem we have in really measuring the movement and the success of our policies is in the difficulty of identifying who is a handicapped. Because of the legislation on human rights, we cannot have an inventory of handicapped persons unless these people self-identify themselves. Therefore it is difficult to do a fair head count. However, the last head count that was taken in 1978 indicated roughly 1,200 handicapped persons in the public service, and we know for sure, among the people who have identified themselves in 1981, that about 270 additional have been hired. So there is a movement. The Public Service Commission is also establishing a number of programs.

• 1645

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I want to clarify my question, if I may; and it will be my last one.

The minister may have misunderstood my question a bit. In fact, we got this information just last night from the Public Service Commission. It is one of the facets I am concerned about—the employment in the Public Service—but our greater concern is the overall activity of all departments in govern-

[Traduction]

réponse initiale que nous ont faite les divers ministères, il semble qu'il y aura des retards dans l'application des recommandations du Comité, du fait qu'elles impliquent des dépenses et que les fonds manquent actuellement. Il n'en demeure pas moins que les promesses électorales que j'ai mentionnées parlaient d'un réaménagement des priorités.

Je me demande, monsieur le président, à quel point le ministre exerce des pressions sur les divers ministères lorsque vient le moment d'approuver leur budget, pour qu'ils réaménagent vraiment leurs priorités, de façon à tenir compte d'avantage des besoins des invalides et des handicapés. Il y a eu très peu de fait à ce niveau, s'il faut en croire les rapports émanant de son collègue, le ministre d'État.

M. Johnston: Le Secrétaire d'État a en effet déposé un document indiquant la réponse du gouvernement aux problèmes des handicapés, en particulier au rapport «Obstacles». Le Conseil du Trésor lui-même a un rôle très actif à jouer au niveau de l'emploi dans la fonction publique. Je ne sais pas s'il y a quelqu'un, ici, aujourd'hui, qui puisse donner les détails des mesures qui ont été prises à cet égard. J'en ai moi-même relevées quelques-unes lorsque j'ai comparu devant le Comité, l'année dernière.

Miss Moncion, you are in a position to answer?

Miss Moncion: If you want.

The Vice-Chairman: Miss Moncion.

Miss Moncion: Thank you.

Pour ce qui est de l'emploi des personnes handicapées, notre politique, annoncée en février 1981, est déjà appliquée. Nous avons revu les premiers plans annuels et avons eu l'occasion de nous rendre compte qu'il y a des progrès.

Le problème que nous avons, pour ce qui est de mesurer le succès de nos politiques, tient à la difficulté d'identifier les personnes handicapées. À cause des lois sur les droits de la personne, nous ne pouvons pas dresser de liste vraiment complète; c'est aux personnes handicapées de s'identifier elles-mêmes. Il est difficile d'en faire le compte. La dernière fois que nous avons procédé à une énumération comme telle a été en 1978; il y avait environ 1,200 personnes handicapées dans la fonction publique. Or, nous savons, les personnes s'étant identifiées elles-mêmes, qu'il y en avait 270 de plus en 1981. Il y a donc des progrès. La Commission de la Fonction publique a elle aussi un certain nombre de programmes.

M. Halliday: Je vais préciser ma question, si vous le permettez, monsieur le président. Ce sera ma dernière.

Je ne sais pas si le ministre a bien compris. C'est hier soir seulement que nous avons obtenu de la Commission de la Fonction publique ces renseignements dont j'ai parlé. L'emploi dans la fonction publique n'est qu'un des points qui m'intéressent. Il y a toute cette activité que devaient entreprendre les

[Text]

ment regarding the handicapped not employed within the department itself. Let me suggest, for instance, the expenditures by National Health and Welfare on programs related to the handicapped, expenditures by Transport Canada on airports, trains, and so on. They are all using the excuse, or many of them are using the excuse, that they do not have the funds available yet. Yet as your election promise indicated, you were insisting there had to be reallocation of priorities.

That is my question: to what extent is the minister, Mr. Chairman, who I understand, if I am not mistaken, has some influence over how priorities are established and money spent within each department—to what extent is the minister insisting that these reallocations take place among these other departments which have the opportunity to spend money on behalf of the handicapped people? We seem to be finding that just is not happening.

Mr. Johnston: My understanding is that many departments have expended funds on behalf of handicapped people. Your question seems to be directed more to the public than internally, in that sense. I think particularly of DPW, which I understand has begun a retrofit program of all federal buildings, which I believe is significant. That will also apply, of course, to leased buildings under its jurisdiction. The Year of the Handicapped, I believe, made all of us much more sensitive to the needs of handicapped people. Offices themselves—I think of my own and perhaps those of other members of Parliament—which I think are inadequate in access for handicapped people, which I think we all should identify; and that is what we are doing in government. I hope members of Parliament will also do the same with access for their constituents. My own office happens to be on a second-floor location with a very steep staircase, and with no access, essentially, for people who are physically handicapped.

I mentioned at the outset that the Secretary of State had tabled in the House, I think about two months ago—I cannot recall specifically; I am never good at remembering how long it was—but I remember the Secretary of State did table a report showing what steps have been taken in the various departments on the problems of the handicapped.

I also believe Treasury Board has been very supportive in equipment requirements by various departments for handicapped employees; specialized equipment to enable them to carry out their duties. These are not enormous sums. Some of the equipment is quite expensive, but relatively speaking these are not enormous expenditures. But my recollection is that Treasury Board has been very supportive in ensuring that these requirements are met when the demand is there.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I would like to pursue that further, but we will do it another time.

The Vice-Chairman: Mr. Halliday, thank you for some very interesting questions about the handicapped.

I think it could be mentioned that one of the more visible programs in the past year has been the Program for the Employment of the Disadvantaged of the Department of

[Translation]

ministères du gouvernement à l'égard des personnes handicapées. Il y a, par exemple, les programmes du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, les mesures que prend le ministère des Transports dans les aéroports, les trains, et le reste. Ils s'excusent tous en disant, du moins, beaucoup d'entre eux s'excusent en disant qu'ils n'ont pas suffisamment de fonds pour faire davantage. Vous aviez cependant promis d'insister pour qu'il y ait un réaménagement des priorités.

Dans quelle mesure le ministre, qui a, sauf erreur, son mot à dire dans l'établissement des priorités et la dépense des fonds des ministères, insiste-t-il pour qu'il y ait ce réaménagement des priorités, de façon à ce que les personnes handicapées aient quelque chose? Il semble qu'il n'y ait pas grand-chose de fait.

M. Johnston: Je crois savoir que beaucoup de ministères ont effectué des dépenses pour venir en aide aux personnes handicapées. Votre question semble s'appliquer davantage à ce qui se passe à l'extérieur qu'à l'intérieur du gouvernement. Je songe particulièrement au ministère des Travaux publics, qui vient de lancer un programme de réaménagement de tous les immeubles fédéraux. C'est quand même important. Le programme s'appliquera également aux immeubles loués par le gouvernement fédéral. L'Année des personnes handicapées nous a tous rendus plus conscients de leurs besoins. Nos bureaux eux-mêmes, le mien, et d'autres bureaux de députés, ne sont pas facilement accessibles aux personnes handicapées. Nous devons identifier le problème. C'est justement ce que nous faisons au gouvernement. J'espère que tous les députés ont l'intention de se rendre davantage accessibles à leurs commettants. Nos bureaux se trouvent au deuxième étage; il faut monter un long escalier pour y accéder. C'est un problème pour les handicapés physiques.

J'ai dit tout à l'heure que le Secrétaire d'État avait déposé à la Chambre, je pense que c'était il y a deux mois—j'ai toujours du mal à me souvenir des dates—un rapport indiquant les mesures prises par les divers ministères pour résoudre les problèmes des personnes handicapées.

Je pense que le Conseil du Trésor s'est montré très conciliant à l'égard des ministères réclamant de l'équipement pour les personnes handicapées y travaillant. Dans bien des cas, il ne s'agit pas de sommes énormes. Que je sache, le Conseil du Trésor a bien accueilli les demandes lorsque les besoins existaient.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. J'aimerais bien poursuivre, mais j'y reviendrai une autre fois.

Le vice-président: Merci de vos questions très intéressantes au sujet des personnes handicapées, monsieur Halliday.

Un des programmes les plus visibles au cours de l'année a été le programme d'emploi des personnes handicapées du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Je pense que des

[*Texte*]

Employment and Immigration, which I understand considerable sums were allocated to, which may have been replenished during the course of the year, and which was very popular with employers throughout the country. That is one program in particular that we could mention.

Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much.

Mr. Chairman, I wanted to turn to a matter that was raised last evening with the Chairman of the Public Service Commission when he was here, and that is the whole question of the right of public servants to speak generally about public issues; the problem that arises when a public servant speaks out publicly, specifically on matters relating to his own department. The issue as to whether or not there may be a difference in discussions of that specific kind as against occasions when a public servant may speak generally about the general policies of the government which would affect him equally with other Canadians one way or the other. For instance, a public declaration of some kind that he is concerned about the government's high interest rate policy when he goes to the bank to renew his mortgage, when he may be an employee of, let us say, Revenue Canada or the Department of Employment and Immigration.

• 1650

It seems to me that over the course of the last few years, with the advent of collective bargaining in the public service, the conditions that originally existed in 1918 have changed a great deal. This problem was addressed, I know, in the course of the Finkelman period, but that was in 1976 and the issue is still with us.

Last night I raised the question with the chairman of the Public Service Commission. He has certain specific responsibilities with respect to political rights and the adjudication of Section 32 of the Public Service Employment Act, and he expressed some concern about it. There was also some expression of concern by the chairman of this committee, the member for Ottawa-Vanier, that there seemed to be no fixed criteria, that perhaps what ought to be the case varied with the position of the person putting the case, that a minister of the Crown, like yourself, may have one view but the Prime Minister may have another view. His view was that they could all discuss philosophy; an older public servant who had been trained in another school might have a particular view, yet a younger public servant might have certain views that would differ, but that there was no fixed criteria in the law.

There were certainly what I would call legal prohibitions against speaking with respect to the work of one's own department, but not in those general fields, and there is a growing concern in the country about it. As a result of that, I put it to the chairman of the Public Service Commission that perhaps the time had come when we should examine this matter again and suggested that perhaps a committee of the House, this committee or some special committee, could examine it. He

[*Traduction*]

sommes considérables y ont été allouées; il s'en est ajouté en cours de route. Le programme a été très populaire auprès des employeurs de tout le pays. Il convient de le mentionner.

Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup.

Monsieur le président, je voudrais revenir sur un sujet qui a été abordé hier soir avec le président de la Commission de la Fonction publique, à savoir toute cette question du droit des fonctionnaires de faire connaître leur point de vue sur les grandes questions, ce problème qui se pose lorsque les fonctionnaires s'expriment publiquement sur des sujets intéressant leur ministère. Peut-on faire la distinction entre des discussions de cette nature et les circonstances où un fonctionnaire peut exprimer son avis, d'une façon générale, sur une politique gouvernementale qui le concerne au même titre que d'autres Canadiens, quelle que soit la façon dont on considère les choses? Prenons, à titre d'exemple, le cas d'un employé de Revenu Canada ou du ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui, obligé de renouveler son hypothèque bancaire, déclarerait en public que la politique du gouvernement en matière de taux d'intérêt l'inquiète beaucoup.

Je crois que la situation ne se présente plus du tout comme à l'origine, en 1918, et que les choses ont beaucoup changé avec l'instauration du système des négociations collectives dans la fonction publique. Je sais que ce problème a été mis à l'étude à l'époque de Finkelman, mais cela remonte déjà à 1976, et le problème n'est pas résolu pour autant.

J'ai parlé hier soir de ce problème avec le président de la Commission de la Fonction publique, qui a des responsabilités très précises en matière de droits politiques, de l'interprétation de l'article 32 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, et il m'a fait part de son inquiétude à ce sujet. Le président de ce comité, le député d'Ottawa-Vanier, a exprimé les mêmes sentiments, faisant remarquer qu'il n'existait pas de critères précis, que les opinions exprimées sont peut-être jugées en fonction du poste occupé par la personne qui les exprime, et qu'un ministre de la Couronne, comme vous-même, peut avoir une opinion qui n'est pas nécessairement celle du premier ministre. Il était d'avis que toute discussion théorique devrait être autorisée; un fonctionnaire formé à l'ancienne école peut voir les choses d'une certaine façon, que ne partage pas nécessairement un fonctionnaire d'une autre génération, mais la loi ne prévoit pas de critères précis.

Certes, il y a ce que j'appellerais l'obligation de réserve pour tout ce qui touche au travail du ministère au service duquel on se trouve, mais cette obligation ne s'étend pas aux questions générales, et cette question a soulevé une vive inquiétude dans le pays. C'est pourquoi j'ai fait remarquer au président de la Commission de la Fonction publique qu'il serait peut-être opportun de réexaminer cette question, que l'on pourrait peut-être soumettre à un comité parlementaire, celui-ci, ou à un

[Text]

agreed that perhaps the time has come when the matter should be examined. He said that it is extremely important that all sides should be given a chance to be aired. I indicated to him that public opinion was divided on the issue in the national capital area but there was also some public confusion.

I have had some interesting mail, I want to say to the minister, as a result of it. At the moment, the mail is weighted in favour of openness rather than restriction. But I am prepared to concede that it is a problem, and it has to be a problem for public servants, it must be a problem for deputy ministers who have to enforce it.

I am asking the minister whether or not he would at least consider a reference of this matter to a committee of the House of Commons, consider a consultation between his government and the other parties in the House of Commons as to the length and breadth of the reference, even the period of time during which the committee might consider that and report to the House of Commons, given that I believe there is sufficient in the concern in the community to have that. The chairman of the Public Service Commission thinks that the time has come. I am not asking the minister to say yes or no today, but would he undertake to take that up with his colleagues to see if that could be done? I tell him that I would do my best to deal with my own colleagues in the House of Commons to shorten the debate or to eliminate it if that were possible—probably shorten it, would be the best commitment I could make—so that there would not be any undue taking up of House time in this kind of reference because the matter should be discussed in the committee. Would he undertake to at least consider that point of view, given the fact that it has been backed by the Chairman of the Public Service Commission?

• 1655

Mr. Johnston: Well, Mr. Chairman, even if it were not backed by the Chairman of the Public Service Commission, I certainly have no objection to the question being aired in any form. The question is not an easy one and I would doubt very much that we would emerge with a set of fixed rules on the issue. I am surprised that people think there should be fixed rules on the issue. I think there are issues of judgment involved in this. Clearly it is a question which, to my knowledge, has not arisen that frequently. There has been recently a celebrated case which has brought the matter into the limelight, as it were, but I would judge that over the years the system has worked quite well; but, as I say I certainly have no hesitation in saying, and I would recommend to my colleagues, if that is the wish of members of this committee and others, that I have no objections to seeing the matter discussed. It certainly has been widely discussed now and any light that could be shed on the issue, would be most welcome.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Very interesting, Mr. Chairman, that the minister should indicate that that issue

[Translation]

comité créé à cet effet. Le président a reconnu qu'il serait en effet peut-être temps d'examiner cette question, en ajoutant qu'il importait que toutes les opinions puissent se faire entendre. Je lui ai fait remarquer que l'opinion publique, dans la capitale nationale, était divisée sur ce point, mais qu'on constatait, d'une façon générale, une certaine confusion des esprits sur cette question.

Je voudrais aussi faire remarquer au ministre que j'ai reçu, sur ce problème, des lettres très intéressantes, et que j'y distingue une tendance générale en faveur de la liberté d'opinion et contre les restrictions imposées à celle-ci. La question n'est pas résolue pour autant; elle met en difficulté aussi bien les fonctionnaires que les sous-ministres chargés de l'application de la loi.

Je voudrais demander au ministre s'il consentirait à charger un comité de la Chambre des communes d'examiner cette question, et s'il voudrait consulter le gouvernement et les autres partis sur le mandat dont serait investi ledit comité, et le temps qui lui serait donné pour étudier cette question et déposer un rapport à la Chambre des communes, car je crois réellement que cette question préoccupe suffisamment l'opinion pour justifier une telle démarche. Le président de la Commission de la Fonction publique pense que ce serait une mesure opportune; et je ne presse pas le ministre de répondre sans tarder, mais de s'entretenir avec ses collègues, pour voir si la chose est réalisable. Je l'ai assuré que je m'emploierais, avec mes collègues parlementaires, à abréger les discussions, voire à les éviter dans la mesure du possible, encore que cette dernière solution me paraisse difficilement réalisable, mais en tout cas à ne pas nous y attarder indûment, car cette question est de celles qui se discutent en comité plutôt qu'au Parlement. Le ministre pourrait-il réfléchir à cette proposition, compte tenu du fait que le président de la Commission de la Fonction publique a exprimé son intérêt pour elle?

M. Johnston: Même si cette question n'intéressait pas le président de la Commission de la Fonction publique, monsieur le président, je n'aurais certainement aucune objection à ce qu'on en débattenne en public. C'est une question particulièrement épineuse, et je doute fort que nous puissions aboutir à une série de règles rigides en la matière. Je m'étonne d'ailleurs que certains y songent. C'est une question où il est nécessaire d'exercer son jugement, et qui, d'ailleurs, à ma connaissance, ne s'est pas posée trop fréquemment. Un cas récent est devenu notoire, et a attiré l'attention du public, mais dans l'ensemble, le système a fonctionné de manière satisfaisante au cours des ans. Cela dit, je n'hésiterai pas à dire, et à recommander à mes collègues, si tel est le désir des membres de ce Comité, et d'autres, que je ne vois pas d'inconvénient à discuter de cette question. Toutes sortes d'opinions ont maintenant été exprimées, et il serait bon, effectivement, que l'on fasse la lumière sur ce sujet.

M. Baker (Nepean—Carleton): Il est intéressant, monsieur le président, d'entendre le ministre dire que ce problème ne se

[Texte]

does not arise. I have to tell him that it does arise. That general issue arises in every election campaign around here. It does not arise in Montreal, I am sure, but it certainly does here.

Mr. Johnston: That is political activity you are referring to.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Yes, and I was including that in my question too, because if the minister would read the transcript of the discussion last evening with the Chairman of the Public Service Commission, we were discussing not only the questions that have arisen in the celebrated case and the other celebrated cases that have arisen recently, because there have been a number of them, but also political rights. It is a question that arises and I put two or three possibilities to the President of the Public Service Commission last night. I do not know whether I share the view. I do not know whether it is possible for the committee to come up with anything firm or whether that is wise. I think that is a matter indeed for the committee to discuss and to conclude. I think it is open to the committee to look at the experience in other countries; it is open to the committee to look at the evolution that has occurred in our own country. I believe the introduction of collective bargaining into the public service in 1967 was more than just a matter of wages; it was a matter of a number of other things. Those are things which I think the committee could look at and see to what extent it might prevail. I want to thank the minister for saying that he has no objection and undertaking that he will deal with his colleagues on the matter. I look forward to hearing from him.

The Vice-Chairman: I thank you Mr. Baker. Mr. Lambert, our time is practically up. The minister will be back next Wednesday afternoon at 3:30 p.m.

Mr. Lambert: In competition with the House's most important committee—Management and Members' Services.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Vice-Chairman: Dr. Halliday, if that is the case, would you be able to come back then?

Mr. Lambert: Not on Wednesday, unless I am given absolute right at the very beginning; then I can start here and then go to my other committee.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): For you, I will do that.

Mr. Lambert: All right, we could continue the discussion we had with regard to the bilingual training and the positions of bilinguals in the public service and from all parts of Canada, now and in the future.

The Vice-Chairman: All right, I thank members of the committee then and I thank you Mr. Johnston and your officials.

[Traduction]

pose guère, car je puis lui dire, moi, qu'il se pose bel et bien. Qu'il se pose chaque fois que nous avons une campagne électorale. Pas à Montréal, j'en suis sûr, mais certainement ici.

M. Jonston: Vous parlez ici d'activités politiques.

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui, et j'y avais également songé en posant ma question, car si le ministre veut bien lire la transcription de la discussion d'hier soir avec le président de la Commission de la Fonction publique, nous ne discutons pas seulement des questions qui s'étaient posées à propos du cas notoire, et des autres cas célèbres que nous avons eus récemment, car il y en a eu un certain nombre, mais nous parlions également des droits politiques. C'est un problème qui se pose effectivement, et j'ai envisagé deux ou trois cas que j'ai soumis hier soir au président de la Commission de la Fonction publique. Je ne sais pas au juste quelle position j'adopterai, ni s'il est possible ou judicieux, pour le Comité, de proposer des règles précises, mais je crois que c'est au Comité d'en discuter et de parvenir à une conclusion. Le Comité devrait pouvoir étudier ce qui se passe dans d'autres pays, ainsi que l'évolution qui se dessine dans le nôtre. Je crois que l'introduction, en 1967, de la négociation collective dans la fonction publique déborde beaucoup la question des traitements et que ses répercussions sont beaucoup plus profondes. Ce sont des questions que devrait étudier le Comité, afin de voir dans quelle direction son influence peut s'exercer. Je voudrais remercier le ministre de ne pas avoir soulevé d'objection, et de s'être engagé à s'entretenir avec ses collègues sur cette question, et j'attends, avec un vif intérêt, ce qui en résultera.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur Baker. Il ne nous reste plus guère de temps, monsieur Lambert, mais le ministre reviendra devant ce Comité mercredi prochain, à 15h30.

M. Lambert: En concurrence avec le comité le plus important, à savoir le Comité de la gestion et des services aux députés.

Des voix: Bravo, bravo!

Le vice-président: S'il en est ainsi, monsieur Halliday, pourriez-vous revenir à ce moment?

M. Lambert: Pas mercredi, à moins que vous ne me donniez la parole dès le début de la séance, car je pourrais alors me rendre à l'autre comité.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'y consens, pour vous faire plaisir.

M. Lambert: Très bien. Nous pourrions alors continuer la discussion sur la formation bilingue et sur les postes bilingues dans la fonction publique, dans toutes les régions du Canada, maintenant et à l'avenir.

Le vice-président: Très bien, je remercie les membres du Comité, et je vous remercie également, monsieur.

[Text]

• 1700

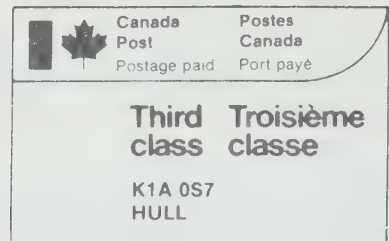
The next meeting of this committee is next Monday, March 29, at 8 o'clock p.m., in this room, Votes 1 to 10, under Supply and Services, and as I indicated, the President of the Treasury Board will be back with us next Wednesday, at 3.30 p.m.

This meeting is adjourned.

[Translation]

Ce Comité se réunira lundi prochain, le 29 mars, à 20 heures, dans cette salle. Nous étudierons alors les crédits 1 à 10, Approvisionnement et Services, et comme je vous l'ai indiqué, le président du Conseil du Trésor sera de nouveau parmi nous, mercredi prochain, à 15h30.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
l'imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Treasury Board of Canada:

Mr. E. Aquilina, Deputy Secretary, Official Languages Branch;

Miss Denise Moncion, Assistant Secretary, Personnel Policy Branch.

Du Conseil du Trésor du Canada:

M. E. Aquilina, sous-secrétaire, Direction des langues officielles;

M^{lle} Denise Moncion, secrétaire adjointe, Direction de la politique du personnel.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 73

Monday, March 29, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 73

Le lundi 29 mars 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

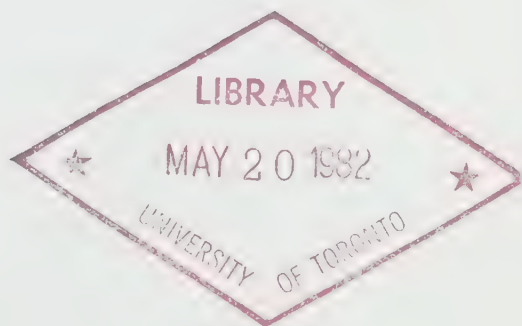
Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:Main Estimates 1982-83: Votes 1, 5 and 10 under
SUPPLY AND SERVICES**CONCERNANT:**Budget principal 1982-1983: crédits 1, 5 et 10 sous la
rubrique **APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES****APPEARING:**The Honourable Jean-Jacques Blais,
Minister of Supply and Services**COMPARAÎT:**L'honorable Jean-Jacques Blais,
Ministre des Approvisionnements
et Services**WITNESSES:**

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish	Collenette
Beatty	Cousineau
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Blackburn	Gamble
Bossy	Gimaïel

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Halliday	Reid (<i>St. Catharines</i>)
Herbert	Smith
Kelly	Stevens
Lambert	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prégent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, March 29, 1982:

Mr. Reid (*St. Catharines*) replaced Mr. Huntington;
Mr. Bossy replaced Mr. McCauley;
Mr. Beatty replaced Mr. McLean;
Mr. Blackburn replaced Mr. Murphy.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 29 mars 1982:

M. Reid (*St. Catharines*) remplace M. Huntington;
M. Bossy remplace M. McCauley;
M. Beatty remplace M. McLean;
M. Blackburn remplace M. Murphy.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MARCH 29, 1982

(90)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:03 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Beatty, Bossy, Gauthier, Herbert, Kelly, Lambert and Reid (*St. Catharines*).

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services.

Witnesses: Mr. D. Kirkwood, Deputy Minister (Services) and Deputy Receiver General for Canada; Mr. G.G. Capello, Assistant Deputy Minister, Operational Services; Mr. A.W. Allan, Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement; Mr. G.A. Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply and Mr. R.W. Jones, Comptroller, Supply Administration.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 1, 5 and 10 under SUPPLY AND SERVICES.

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 9:51 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 29 MARS 1982

(90)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h03 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Beatty, Bossy, Gauthier, Herbert, Kelly, Lambert et Reid (*St. Catharines*).

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparait: L'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services.

Témoins: M. D. Kirkwood, sous-ministre (Services) et sous-receveur général du Canada; M. G.G. Capello, sous-ministre adjoint, Services opérationnels; M. A.W. Allan, sous-ministre adjoint, Service de l'Approvisionnement scientifique et technique; M. G.A. Berger, sous-ministre adjoint, Service de l'Approvisionnement commercial et M. R.W. Jones, contrôleur, Administration des Approvisionnements.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 1, 5 et 10 sous la rubrique APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES.

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 21h51, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prégent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, March 29, 1982

• 2004

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons commencer les délibérations, étant donné que nous avons le nombre requis de députés pour entendre les témoignages. Avec l'accord du Comité, je mettrai en délibération les crédits suivants: crédits 1^{er}, 5, 10, sous la rubrique Approvisionnements et Services. Vous trouverez ces crédits aux pages 29-3 et 29-27 du Livre bleu.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

A—Ministère—Programme des services

Crédit	1 ^{er} —Services—Dépenses	du	pro-
programme			gramme
			\$156,387,000

Crédit	5—Service—Paiement aux Arsenaux canadiens, Limitée pour la conversion à une source énergétique non pétrolière		\$250,000
--------	---	--	-----------

A—Ministère—Programme des approvisionnements

Crédit	10—Approvisionnements—Dépenses	du	pro-
programme			gramme
			\$28,159,000

Le président: Nous avons le plaisir d'accueillir ce soir l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services. Monsieur le ministre, pourriez-vous nous présenter les hauts fonctionnaires qui vous accompagnent?

• 2005

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre des Approvisionnements et Services): La délégation du Ministère se compose de M. David Kirkwood, sous-ministre (Services); M. Guy D'Avignon, sous-ministre (Approvisionnements); M. David Steel, sous-ministre adjoint, Services de gestion; M. Gerry Capello, sous-ministre adjoint, Services opérationnels; M. G.A. Berger, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement général, ainsi que de M. Al Allan, sous-ministre adjoint, Service de l'approvisionnement scientifique et technique.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Est-ce que vous avez une déclaration préliminaire?

M. Blais: Monsieur le président, j'ai décidé cette année, contrairement à mon habitude, de restreindre ma présentation orale à une ventilation de nos besoins financiers et de vous remettre le compte rendu des événements importants qui se sont produits dans les deux administrations du ministère des Approvisionnements et Services. En effet, j'ai fait parvenir ce matin à tous les bureaux des députés membres du Comité une déclaration d'à peu près 15 pages qui donne un aperçu assez général des initiatives que nous avons prises durant l'année écoulée.

Monsieur le président et messieurs les membres du Comité, je suis heureux de me trouver de nouveau parmi vous pour vous faire connaître nos besoins financiers pour l'année 1982-

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 29 mars 1982

The Chairman: Order, please. We are starting our deliberations since there are enough members to listen to the evidence. With the agreement of the committee, I shall call the following votes: Votes 1, 5, 10 under Supply and Services. You will find them on pages 29-4 and 29-28 of the Blue Book.

SUPPLY AND SERVICES

A—Department—Services Program

Vote 1—Services—Program Expenditures	\$156,387,000
--------------------------------------	---------------

Vote 5—Services—Payment to Canadian Arsenals Limited for Off-Oil Conversion	\$250,000
---	-----------

A—Department—Supply Program

Vote 10—Supply—Program Expenditures	\$28,159,000
-------------------------------------	--------------

The Chairman: We have the pleasure to have with us this evening the Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services. Mr. Minister, could you introduce us to the officials who are with you?

Hon. Jean Jacques Blais (Minister of Supply and Services): The department delegation is made up of Mr. David Kirkwood, Deputy Minister (Services); Mr. Guy D'Avignon, Deputy Minister (Supply); Mr. David Steele, Assistant Deputy Minister, Management Services; Mr. Gerry Capello, Assistant Deputy Minister, Operational Services; Mr. G.A. Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service; and finally, Mr. A.W. Allan, Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Do you have a preliminary statement?

Mr. Blais: Mr. Chairman, this year, in a departure from my usual practice, I decided to confine my oral presentation to a breakdown of our financial requirements and distribute to you this written outline of significant developments in both administration of Supply and Services. Indeed this morning I sent to the office of every member of the committee a statement of about 15 pages outlining the initiatives we have taken during the past year.

Mr. Chairman, members of the committee. I am happy to be back among you to inform you about our financial needs for

[Texte]

1983. Ayant déjà présenté mes fonctionnaires, j'aborderai tout de suite les crédits à l'étude.

My department, as a whole, asked Parliament to approve spending of \$215,922,000 when the main estimates were submitted in February of this year. The amount requested for supply consists of \$28,159,000 for program expenditures and \$12,501,000 for statutory items. The amount requested for services breaks down into \$156,637,000 for program expenditures and \$18,625,000 for statutory items. The amount for services includes the cost of internal administration for the whole department.

Now I would like to comment briefly on the estimates for each administration.

Le montant total requis par les Services, soit \$175,262,000, comprend une augmentation de \$25,393,000 par rapport au budget des dépenses pour 1981-1982. Le budget pour les Services compte une augmentation de \$30,365,000 pour les hausses de prix et les salaires en général, ainsi que pour les contributions aux régimes de prestations des employés. Il compte également une augmentation de \$6,214,000 pour divers besoins, tels que les frais d'expédition et le développement des systèmes d'émission de chèques du gouvernement. Ces augmentations sont partiellement compensées par une hausse des recettes de \$11,186,000 provenant de la prestation de services à d'autres ministères et organismes.

Passons maintenant à l'administration des Approvisionnement.

The supply administration operates on a revenue-dependent basis. This means that the total costs of operation are recovered by charging client departments for services at rates approved by the Treasury Board. However, supply has the authority to draw on the Supply Revolving Fund and the Defence Production Revolving Fund to meet its working capital and operating requirements. Thus, for this fiscal year, the administration estimates that advances from both funds will amount to \$12,501,000.

The amount for program expenditures, \$28,159,000, requested by supply under Vote 10, breaks down into \$15 million for operation of the unsolicited proposals fund; \$3,159,000 to carry out a program of free and subsidized distribution of government publications and \$10 million for a new activity called source development, to fund certain costs incurred on government contracts resulting from the use of those contracts to support industrial research or industrial development objectives in Canada.

C'est donc ainsi que je termine ma présentation. Mes collègues et moi serons heureux de répondre à vos questions portant sur les besoins financiers ou sur tout autre sujet mentionné dans le document remis au Comité.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

[Traduction]

1982-83. Since I have already introduced my officials, I will now tackle the vote under consideration.

Lorsque le budget des dépenses a été présenté en février de l'année en cours, nous avons demandé au Parlement d'approuver, pour l'ensemble du ministère, des dépenses totalisant \$215,922,000. Pour les Approvisionnements, le montant demandé pour les dépenses de programmes est de \$28,159,000 alors que, pour les services votés, il est de \$12,501,000. Quant au montant requis pour l'Administration des services, il se répartit comme suit: \$156,637,000 pour les dépenses de programmes et \$18,625,000 pour les services votés. Le montant s'appliquant aux services comprend le coût de l'administration interne pour tout le ministère.

J'aimerais d'abord faire quelques brefs commentaires sur le budget de chaque administration.

The total amount required by services—\$175,262,000—includes an increase of \$25,393,000 over the estimates for 1981-82. The estimates for services reflect an increase of \$30,365,000 for general salary and price increases and contributions to employee benefit plans as well as \$6,214,000 for requirements such as postage and further development of the cheque-issue processes of government. These increases are partially offset by a rise in revenue of \$11,186,000, largely from the provision of management services to all the departments and agencies.

Let us now tackle the question of supply administration.

L'Administration des approvisionnements fonctionne selon la formule de la rentabilisation, c'est-à-dire qu'elle recouvre la totalité de ses frais d'exploitation en facturant ses clients pour les services rendus et ce, aux taux fixés par le Conseil du Trésor. Il reste toutefois que les Approvisionnements peuvent puiser dans le Fonds renouvelable des approvisionnements et le Fonds renouvelable de la production de défense pour subvenir à leurs besoins en capitaux d'exploitation et pour répondre aux nécessités du service. Ainsi, pour la présente année financière, l'Administration des approvisionnements prévoit que les sommes puisées dans ces deux fonds se chiffreront à \$12,501,000.

Le montant des dépenses de programmes, \$28,159,000, demandé par les Approvisionnements en vertu du crédit 10 est réparti comme suit: \$15 millions pour l'exploitation du fonds des propositions spontanées, \$3,159,000 pour un programme de diffusion gratuite et subventionnée de publications de l'État et \$10 millions pour notre nouveau fonds de développement des fournisseurs servant à défrayer certains coûts engagés par des contrats du gouvernement lorsque ces derniers sont utilisés pour appuyer les objectifs de recherche et de développement dans le domaine industriel.

This concludes my formal remarks, Mr. Chairman, but my officials and I will be pleased to answer questions on the financial requirements as well as any of the topics I discussed in my written statement that has been given to the committee.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

[Text]

I have on my list Mr. Beatty and Mr. Herbert.

Mr. Beatty, for 10 minutes.

Mr. Beatty: Thank you very much, Mr. Chairman.

Let me first of all commend the minister for setting a good example for his colleagues in tabling his statement as opposed to reading a lengthy one. It is very helpful to the committee, I think, that he do that. I would like to comment also at the outset that I find the Section III of the estimates to be a useful means of making comparisons. I am pleased that the project has come to fruition and that we have this sort of information for the consideration of the estimates.

• 2010

Mr. Blais: I am very glad you have made that comment and would ask the chairman not to take that away from your 10 minutes.

The Chairman: Mr. Minister, the chairman can handle himself quite okay. Mr. Beatty has his 10 minutes; if he wants to handle it by making comments, that is his decision.

Mr. Blais: Far be it for me to tell you.

Mr. Beatty: As long as your assertion did not come off my time, Mr. Chairman.

The Chairman: That is right, sir.

Mr. Beatty: Could I ask the minister a question with regard to the Advertising Management Service. You and I had an exchange the last time you were here. I do not think it will surprise you that I am interested in advertising. Who pays bills on behalf of the government? Does the agency of record pay bills, or are bills paid directly by the Department of Supply and Services?

Mr. Blais: No, the bills are paid directly by Supply and Services.

Mr. Beatty: Then do I not correctly understand that, when we last met and had a discussion over the number of invoices which had late payments on them, the number of foregone prompt-payment discounts, you indicated to me that you were going to require that the agency of record pick up the cost for prompt-payment discounts which are lost? Why was that, if you people are the ones responsible for not paying?

Mr. Blais: In effect and as you can well understand, the amounts that are owing to the agency of record are not paid on a prepayment basis but on a billing basis, and adjustments can be made on the billings that are submitted, as they have been.

Mr. Beatty: I am not sure we understood each other there. What I was asking was with regard to prompt-payments discounts.

Mr. Blais: Yes.

Mr. Beatty: Many media outlets give discounts to advertisers who pay within a specified period of time. You will remember that the last time we had an exchange, you conceded

[Translation]

J'ai deux intervenants sur ma liste, MM. Beatty et Herbert.

Monsieur Beatty, vous avez 10 minutes.

M. Beatty: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens d'abord à féliciter le ministre d'avoir donné l'exemple à ses collègues puisqu'il nous a soumis le texte de sa présentation, évitant ainsi d'en faire une trop longue lecture. Je crois que son initiative a été très utile au Comité. Je tiens aussi à signaler qu'à mon avis, la Partie III du budget constitue un moyen de comparaison utile. Je suis heureux de constater que le projet ait été mené à bien et que nous disposions de ces renseignements pour l'étude du budget.

M. Blais: Je suis très content de votre observation et je demanderais au président de ne pas la déduire de votre temps de parole de 10 minutes.

Le président: Monsieur le ministre, le président s'en tire très bien seul. M. Beatty a reçu un temps de parole de 10 minutes et s'il veut l'occuper par des observations, c'est à lui d'en décider.

M. Blais: Loin de moi l'idée de vous donner des conseils.

M. Beatty: Pour autant que vos propos n'empiètent pas sur mon temps de parole, monsieur le président.

Le président: C'est très bien, monsieur.

M. Beatty: J'aimerais poser au ministre une question sur le Service de gestion de la publicité dont nous avons parlé la dernière fois que vous êtes venu témoigner. Je ne pense pas que vous serez surpris de me voir m'intéresser à cette question. Qui se charge du paiement des factures pour le gouvernement? Le Bureau de gestion ou sont-elles payées directement par le ministère des Approvisionnements et Services?

M. Blais: Non, directement par le ministère des Approvisionnements et Services.

M. Beatty: Est-ce que je me trompe, mais lors de notre discussion sur le nombre de factures acquittées en retard et de rabais dus à un paiement rapide, il me semble que vous m'aviez dit que vous alliez charger le Bureau de gestion d'assumer les frais des rabais qui avaient été perdus? Comment cela se fait-il si ce sont vos services qui n'ont pas acquitté les factures à temps?

M. Blais: Comme vous le savez, les montants dus au Bureau de gestion ne sont pas payés à l'avance et on utilise une méthode de facturation qui nous permet d'y apporter des ajustements, à mesure qu'elles nous parviennent, comme nous l'avons toujours fait.

M. Beatty: Je ne pense pas que nous nous comprenions très bien. Ma question portait sur les rabais dus à un paiement rapide.

M. Blais: Oui.

M. Beatty: Bon nombre de services d'information accordent des rabais aux agences de publicité qui acquittent leurs factures dans un laps de temps bien précis. Vous vous souviendrez

[Texte]

ed that the government had foregone a large number of prompt-payment discounts. You told me at the time that you were going to take it out of the money otherwise paid to the agency of record. But if the agency of record is not responsible for the delays, why are they the ones picking up the cost?

Mr. Blais: What happens, of course, is that the original billing from the agency or from the media is submitted to the agency of record and, of course, it is then certified to our department. Then it was on that certification that the lateness occurred, and that prevented us from paying within the time that required the attention of that prompt-payment discount.

Mr. Beatty: So the agency of record is dilatory between the time they received the invoice and the time when they submitted—

An hon. Member: For certain billings.

The Chairman: One at a time, please.

Mr. Blais: If you want me to identify the bills, we could attempt to do that, but what happens is that there is a submission of a bill by the agency of record and it is the timing of the submission of that account that prevented us from gaining the prompt-payment discount.

Mr. Beatty: What figures have you for, say, the last four months since we last got together, as to the number of foregone prompt-payment discounts for advertising, and the amount of money involved?

Mr. Blais: We will get that, but I am advised by my officials that it is a very, very small amount.

Mr. Beatty: When would that be made available to the committee?

Mr. Blais: I could make that available within a day or so.

Mr. Beatty: That will be excellent. Thank you. Could I ask with regard to the rate structure, page 53 of Section III. It points out that:

There are two components to the rate structure applied to provision of services by Advertising Management. The first is applied to contracts for advertising production services and uses the value of class interval by contract rates established for commercial acquisitions. The second applies to acquisition of media time and space and consists of a 7% charge applied to the net amount of media paid by DSS to the Supply Revolving Fund and subsequently invoiced to the client departments.

I am just trying to get some indication in terms of what overhead costs there are here. With that 7 per cent charge that you refer to there, does the payment to the agency of record come out of that 7 per cent?

Mr. Blais: I will ask Mr. Berger to address that question.

[Traduction]

que lors de notre dernière conversation, vous aviez admis que le gouvernement avait renoncé à accorder un grand nombre de rabais. Vous m'aviez signalé, à l'époque, que vous alliez déduire ces sommes des montants qui seraient payés au Bureau de gestion. Or, ce ne sont pas ces derniers qui sont responsables des retards, alors pourquoi leur en faire assumer les frais?

M. Blais: La situation est la suivante: l'agence de publicité ou l'organe d'information, selon le cas, envoie au Bureau de gestion une facture qui devra être certifiée par notre ministère. C'est à cause de cette opération qu'il y a eu des retards qui nous ont empêchés d'acquitter la facture dans les temps prévus et d'accorder les rabais dus à un paiement rapide.

M. Beatty: C'est donc le Bureau de gestion qui a traîné, entre le moment où il a reçu la facture et où il vous a facturés . . .

Une voix: Un certain montant.

Le président: Un à la fois, s'il vous plaît.

M. Blais: Nous pourrions vous donner des précisions concernant les factures en question, si vous le désirez, mais ce qui s'est passé, c'est que le Bureau de gestion nous a renvoyé les factures avec du retard, ce qui nous a empêchés d'accorder des rabais, comme cela aurait été le cas si le paiement avait été rapide.

M. Beatty: Avez-vous, à votre disposition, des chiffres portant sur les quatre derniers mois, depuis notre dernière réunion, concernant le nombre de rabais pour services publicitaires qui n'ont pas été accordés et les sommes que cela représente?

M. Blais: Nous pourrions vous les obtenir, mais mes fonctionnaires m'indiquent qu'il s'agit de sommes modestes.

M. Beatty: Pourriez-vous fournir les chiffres en question au Comité?

M. Blais: Certainement, dans un jour ou deux.

M. Beatty: Ce serait très bien, je vous remercie. J'aimerais vous poser une question concernant le barème des tarifs, à la page 58 de la Partie III. Il y est dit:

Le barème des tarifs appliqués aux services fournis par le Service de gestion de la publicité comporte deux éléments. Le premier est appliqué aux marchés de services de production de publicité et est fondé sur les tarifs de la tranche de valeur des marchés établis pour les acquisitions commerciales. Le deuxième s'applique à l'acquisition de temps et d'espace dans les médias et est constitué d'un tarif de 7 p. 100 sur le montant net payé aux médias par le MAS par l'entremise du fonds renouvelable des approvisionnements et facturé par la suite aux ministères clients.

J'essaye de calculer combien représenteraient les frais généraux. Étant donné le tarif de 7 p. 100 auquel il est fait allusion dans le texte, le paiement effectué au Bureau de gestion provient-il des 7 p. 100 en question?

M. Blais: Je vais demander à M. Berger de répondre à votre question.

[Text]

Mr. Beatty: How much of that 7 per cent will be taken up in the way I mentioned?

Mr. G.A. Berger (Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service, Department of Supply and Services): Approximately 3 percentage points.

Mr. Beatty: So, as overhead, Supply and Services is taking approximately 3 per cent in addition to what is being taken by the agency of record.

Mr. G.A. Berger: There is overhead; there is interest, and one of the main elements there is interest on the drawdown of the Supply Revolving Fund.

Mr. Beatty: On average then and relative to billings, what have expenses been to the agencies which have been performing creative services?

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. G.A. Berger: How much have we paid?

Mr. Beatty: Yes, relative to total billings.

Mr. G.A. Berger: We will be glad to provide that.

• 2015

Mr. Beatty: The reason why I am asking is, as you are aware, usually with a commercial client what would happen would be that the agency would do the bookings of space and time and the creative service, both, and would be paid on a flat percentage basis and I am wondering how this compares.

Mr. G.A. Berger: We have advertising contracts for this year. Mr. Chairman, there have been 171 for creative work, totalling \$23.9 million. That is exclusive of media, that is for creative.

Mr. Beatty: \$23.9 million?

Mr. G.A. Berger: That is right.

Mr. Beatty: Creative?

Mr. G.A. Berger: Creative.

Mr. Beatty: During what period?

Mr. G.A. Berger: April 1 to almost—let us say March 16.

Mr. Beatty: Good Lord! So that is creative.

Mr. G.A. Berger: It does not include the media.

Mr. Beatty: Yes, that is precisely the point. Your total advertising budget, you are conceding, during that period of 1981 to 1982 is roughly \$66,472,000. Is that \$23.9 million included in that?

Mr. G.A. Berger: Yes.

Mr. Beatty: So, you are saying that fully one-half of the expenditures on advertising is for creative work?

Mr. G.A. Berger: No, I am saying about one-third.

[Translation]

M. Beatty: Quelle part des 7 p. 100 cela va-t-il représenter?

M. G.A. Berger (sous-ministre adjoint, Services de gestion, ministère des Approvisionnements et Services): Environ 3 p. 100.

M. Beatty: Donc, le ministère des Approvisionnements et Services perçoit, à titre de frais généraux, environ 3 p. 100, en plus du tarif appliqué par le Bureau de gestion.

M. G.A. Berger: Il faut compter les frais généraux, l'intérêt, et l'un des éléments principaux est l'intérêt appliqué sur la somme tirée du fonds renouvelable des approvisionnements.

M. Beatty: En moyenne, et par rapport aux sommes imputées, quelles dépenses cela représente-t-il pour les agences ayant fourni des services de création?

Le président: Monsieur Berger.

M. G.A. Berger: Combien nous avons payé?

M. Beatty: Oui, par rapport au total de la facturation.

M. G.A. Berger: Nous nous ferons un plaisir de vous fournir les chiffres que vous réclamez.

M. Beatty: Si je vous pose la question, c'est que dans une transaction commerciale, c'est l'agence qui s'occuperait des réservations d'espaces et de temps ainsi que des services créateurs et serait payée selon un pourcentage forfaitaire et je me demandais comment on pouvait établir une comparaison.

M. G.A. Berger: Nous avons conclu des contrats de publicité cette année. Monsieur le président, nous en avons passé 71 pour services de création qui s'élèvent, au total, à \$23.9 millions de dollars, sans compter les médias.

M. Beatty: Vous avez dit 23.9 millions de dollars?

M. G.A. Berger: C'est bien cela.

M. Beatty: Pour services de création?

M. G.A. Berger: De création.

M. Beatty: Pour quelle période?

M. G.A. Berger: Du 1^{er} avril au, disons, 16 mars.

M. Beatty: Seigneur! C'est là-dessus que portent les services de création?

M. G.A. Berger: Cela ne comprend pas les contrats passés avec les médias.

M. Beatty: Tout est là, précisément. Vous nous avez dit que pour 1981 à 1982, vous aviez prévu, au total, un budget publicitaire d'environ \$66,472,000. Y incluez-vous les 23.9 millions de dollars?

M. G.A. Berger: Oui.

M. Beatty: Donc, d'après vous, la moitié des dépenses de publicité sont consacrées à des contrats de services de création?

M. G.A. Berger: Non. A peu près un tiers.

[Texte]

Mr. Beatty: I am sorry, yes, one-third.

Mr. G.A. Berger: The costs of media are 169 programs valued at about \$42 million—\$42,086,003.33. The total amount, to March 16, is \$66,175,379.87.

Mr. Beatty: But you are saying that they would be paid the equivalent of a 33⅓ per cent commission, based on—

Mr. G.A. Berger: No. I am suggesting to you that—

Mr. Beatty: They would be paid the equivalent of 50 per cent of media billings.

Mr. G.A. Berger: No. What I am suggesting is that creative agencies get paid two sums of money. They get paid for traditional work on the 15 per cent commission and they also get paid for production work.

Mr. Beatty: Right.

Mr. G.A. Berger: Production is outside the 15 per cent. What you have with the creative contracts is, in effect—

Mr. Beatty: Production is outside the 15 per cent?

Mr. G.A. Berger: Yes, sir.

Mr. Beatty: What is DSS's understanding of what percentage, usually, for the creative work would go in terms of percentage of billings, roughly? Is there any rule of thumb that you would use?

Mr. G.A. Berger: I am sorry. I do not understand.

Mr. Beatty: Is there any rule of thumb that you would use as to a yardstick for creative expenditures relative to total billings?

Mr. G.A. Berger: I assume that, that is what we have here. This is, in effect, the kind of thing that pertains in the private sector.

Mr. Beatty: I think that remains to be seen. I find that figure for creative billings extremely high. Would you be prepared to table with the committee—not tonight, obviously, but whenever it is available in the near future—a breakdown of that \$42 million? To which agencies it went?

Mr. G.A. Berger: The \$42 million or the \$23 million?

Mr. Beatty: I am sorry, the \$23.9 million, the \$42 million went to media outlets.

Mr. Blais: There is no problem with that. Any information that is required we will attempt to find for you.

Mr. Beatty: When would that be available?

Mr. G.A. Berger: This week.

Mr. Beatty: That would be excellent.

The Chairman: Send it to the clerk.

[Traduction]

M. Beatty: Désolé, effectivement un tiers.

M. G.A. Berger: Les contrats passés avec les médias portent sur 169 programmes atteignant \$42,086,003.33 millions de dollars et au total, jusqu'au 16 mars, cela nous donne \$66,175,379.87.

M. Beatty: Les agences chargées des services de création toucheraient une commission de l'ordre de 33.3 p. 100 selon . . .

M. G.A. Berger: Non, je vous disais que . . .

M. Beatty: Elles se verraient accorder environ 50 p. 100 des contrats conclus avec les médias.

M. G.A. Berger: Non, ce que je vous disais, c'est que les agences de services de création sont payées pour services rendus et touchent une partie de la commission de 15 p. 100, mais touchent aussi pour la production.

M. Beatty: Très bien.

M. G.A. Berger: La production n'est pas comprise dans les 15 p. 100. En fait, dans le cadre des contrats de création . . .

M. Beatty: La production ne fait pas partie des 15 p. 100?

M. G.A. Berger: C'est bien cela, monsieur.

M. Beatty: D'après le MAS, quel pourcentage représente *grosso modo* les services de création par rapport à la facturation? Y a-t-il une règle générale?

M. G.A. Berger: Désolé, je n'ai pas compris votre question.

M. Beatty: Y a-t-il une règle générale qui vous permette de calculer les dépenses de création par rapport à l'ensemble de la facturation?

M. G.A. Berger: J'imagine que c'est ce que nous avons ici. C'est la méthode qui prévaut dans le secteur privé.

M. Beatty: Cela reste à voir, à mon avis. Il me semble que le budget réservé aux services de création est extrêmement élevé. Pourriez-vous fournir au Comité—pas ce soir, évidemment, mais assez rapidement—la ventilation de ce poste de 42 millions de dollars, ce qui nous permettrait de voir quels contrats ont été conclus avec les différentes agences?

M. G.A. Berger: Parlez-vous des 42 ou des 23 millions de dollars?

M. Beatty: Excusez-moi, de la somme de 23.9 millions de dollars puisque 42 millions de dollars ont été accordés aux organes d'information.

M. Blais: Cela ne pose aucun problème. Nous essaierons de vous procurer tous les renseignements que vous demandez.

M. Beatty: Quand les recevrons-nous?

M. G.A. Berger: Cette semaine.

M. Beatty: Ce serait formidable.

Le président: Envoyez-les au greffier.

[Text]

Mr. Beatty: Could I then also ask about a third area: The Advertising Management Service is also responsible for contracting for opinion research services and paying opinion research invoices and certification under the Financial Administration Act—you are shaking your head?

Mr. Blais: No, we do not have any structured responsibility. There is a discussion going on relating to that issue.

Mr. Beatty: Why, then, does it say in the blue book, on page 29-20:

Advertising Management Service—To provide advertising services including the acquisition of print and broadcast media, advertising agencies and advertising research and opinion research services; advertising advisory services; auditing of Agency of Record, advertising agency, advertising research and opinion research invoices and certification under Financial Administration Act 27.b;

Mr. Blais: As I understand it, Mr. Beatty, that is a description that was included at the time that your government was in power, but it was not a responsibility that was afforded to the Agency of Record and we have no structured mandate in order to do the sort of contracting for opinion surveys. There are from time to time requests that come to us to effect the contracting with a given company identified by the client for the purposes of opinion surveys.

• 2020

Mr. Beatty: Why would you have included that as the description of the Advertising Management Services if in fact it is not their responsibility?

Mr. Blais: I would review that, but as I understand it, it was included in previous estimates and was never removed. In view of present discussions we thought perhaps we might be able to avoid having to change the printing now in order to replace it at some future time. That is a surmise on my part and I would have to check it out, Mr. Chairman.

Mr. Beatty: Is it your intention that the Advertising Management Service should be performing this service over the course of this year?

Mr. Blais: No, not the Advertising Management Service. But there may be some other structure within—

Mr. Beatty: But it is not being done at the present time.

Mr. Blais: No.

The Chairman: Thank you, Mr. Beatty, and thank you, Mr. Minister. Mr. Herbert.

Mr. Blais: That question, by the way, Mr. Chairman, was asked by Mr. Gamble at the last meeting of estimates and was replied to at that time. I remember because the initial information I provided I subsequently qualified.

Mr. Beatty: And it still was not corrected.

[Translation]

M. Beatty: J'aimerais vous poser une troisième question: le Service de gestion de la publicité est chargé de se procurer des services de recherche publicitaire et de sondages d'opinion et leur accréditation en vertu de la Loi sur l'administration financière, vous hochez la tête?

M. Blais: Non, non, nous n'avons aucune responsabilité de ce genre. D'ailleurs, on en discute actuellement.

M. Beatty: Pourquoi alors, dit-on, dans le Livre bleu, à la page 29-21:

Service de gestion de la publicité—Fournir les services de publicité, y compris l'achat de services auprès de la presse écrite et parlée et des agences de publicité, des services de recherche publicitaire et de sondages d'opinion; services consultatifs de publicité; vérification des factures du Bureau de gestion, des agences de publicité et celles relatives à la recherche publicitaire et aux sondages d'opinion, et leur accréditation en vertu du paragraphe 2 7b) de la Loi sur l'administration financière;

M. Blais: Sauf erreur de ma part, M. Beatty, il s'agit là d'une description de fonctions qui avait été incorporée à l'époque où votre gouvernement était au pouvoir, mais il ne s'agit pas d'une responsabilité assignée au Bureau de gestion et nous n'avons pas été chargés de passer contrat en vue d'entreprendre des sondages d'opinion. Nos clients nous demandent de temps à autre de passer contrat avec des compagnies bien particulières chargées d'entreprendre des sondages d'opinion.

M. Beatty: Pourquoi auriez-vous inclus la description des fonctions du Service de gestion de la publicité si cela ne relevait pas de ses responsabilités?

M. Blais: J'examinerai la question, mais sauf erreur de ma part, on l'avait incorporée dans le budget précédent et cela n'a jamais été retiré. Étant donné les discussions que nous avons eues à ce sujet, nous avons voulu éviter les changements d'impression et les effectuer plus tard. Mais c'est une hypothèse et il faudra que je la vérifie, monsieur le président.

M. Beatty: Avez-vous l'intention de charger le Service de gestion de la publicité de cette activité dans le courant de l'année?

M. Blais: Non, pas lui. Mais peut-être qu'un autre service dans...

M. Beatty: On ne le fait pas, actuellement.

M. Blais: Non.

Le président: Merci, monsieur Beatty, et à vous aussi, monsieur le ministre. Monsieur Herbert.

M. Blais: Monsieur le président, entre parenthèses, M. Gamble a posé la même question lors de la dernière séance consacrée au budget et nous y avons répondu. Je m'en rappelle car les renseignements que je lui avais fournis étaient sujets à vérification.

M. Beatty: L'erreur n'a toujours pas été corrigée.

[Texte]

Mr. Blais: No, not in these estimates. It shows you—

Mr. Beatty: The speed with which the government works.

Mr. Blais: —the size of the bureaucracy.

Mr. Herbert: As the statement by the minister was referred to by the previous questioner, Mr. Chairman, I suggest that it should probably be appended to our minutes today for its excellent publicity value. The statement itself. He read from a brief.

Mr. Blais: It was simply for information purposes, it had nothing whatsoever to do with publicity.

The Chairman: Mr. Herbert, I do not follow you. The remarks were appended; he read them.

Mr. Herbert: No, it is not the same thing. We are not talking about the same thing. But I will not press the point; the minister does not seem to feel that it is a good publicity item.

The Chairman: You are talking about the 15-page document.

Mr. Herbert: Let me carry on with my questions, Mr. Chairman. The minister will know from previous meetings what my first question is going to be. I hope he does not take too long to answer because I have three questions to get through in my 10 minutes.

I think we have agreed before that the ministry is a service ministry, and the minister read tonight that the supply side operates on a revenue-dependent basis. He knows my opinion, that I would like to see everything, except the small programs that have been referred to, operate on such a basis. When are we going to see the service side operate on a revenue-dependent basis?

Mr. Blais: On the services side it is a bit more difficult to have a totally revenue-dependent basis introduced. On the services side we act on a cost recovery basis. As you will see from the estimates, all of the overhead of the department is on the services side. The management of the operation is the responsibility of services, and the total infrastructure is the responsibility of services. But all the output services we have identified within the services side are costed on a cost recovery basis as far as practicable and for the foreseeable future. That is the methodology that will be in use.

Mr. Herbert: That would be an omission as I would see it, Mr. Chairman.

Mr. Blais: I am sorry, I should make the distinction: that is for the optional services; in terms of the mandatory services, you can well recognize that we cannot have those on a cost recovery basis. That is one other reason why we cannot go to the revenue-dependency mode, because of the mix as between optional and mandatory services.

[Traduction]

M. Blais: Non, pas celle de ce budget-ci. Cela vous donne une idée...

M. Beatty: De la rapidité du fonctionnement du gouvernement.

M. Blais: ... de l'ampleur de la bureaucratie.

M. Herbert: Monsieur le président, étant donné que l'intervenant précédent a fait allusion à la déclaration du ministre, je suggère qu'on la fasse verser au compte rendu d'aujourd'hui car elle est excellente, sur le plan publicitaire. Je vous parle de la déclaration proprement dite. Il nous a lu son mémoire.

M. Blais: C'était à titre informatif et elle n'avait rien à voir avec la publicité.

Le président: Monsieur Herbert, je ne vous suis pas. Le texte des propos du ministre a été versé au compte rendu et il nous l'a lu.

M. Herbert: Non, nous ne parlons pas de la même chose, mais je n'insisterai pas. Le ministre n'a pas l'air de se rendre compte que c'est un bon texte publicitaire.

Le président: Vous parlez du document de 15 pages.

M. Herbert: Permettez-moi de poursuivre mes questions, monsieur le président. Étant donné les réunions précédentes, le ministre sait sans doute quelles questions je vais lui poser en premier. J'espère qu'il ne me répondra pas trop longuement car j'en ai trois à lui soumettre et je n'ai que dix minutes.

Nous avons convenu, je crois, que le ministère était axé sur la prestation de services et dans le texte qu'il nous a lu ce soir, le ministre nous a dit que l'administration des Approvisionnements fonctionnait selon la formule de la rentabilisation. Or, il connaît mon opinion là-dessus et sait très bien, que à l'exception des programmes mineurs dont on a parlé, je préférerais que l'ensemble des services se base sur une telle formule. Quand verrons-nous l'administration des services adopter la formule de rentabilisation?

M. Blais: De ce côté-là, il est un peu plus difficile de dépendre entièrement de la rentabilisation. En effet, il nous faut rentrer dans nos frais. Comme vous le constaterez dans le budget, tous les frais généraux du ministère sont portés du côté des services. Ce sont eux qui s'occupent de la gestion et de l'ensemble de l'infrastructure. Tous les services produits côté services sont calculés en fonction d'une formule de recouvrement des frais, dans la mesure du possible, et c'est ce qui a été prévu pour l'avenir. C'est donc la méthode qui sera utilisée.

M. Herbert: A mon avis, ce serait un oubli, monsieur le président.

M. Blais: Désolé, il faudrait que j'établisse une distinction: cette formule s'appliquerait aux services à option, pour les autres, les services obligatoires, vous comprendrez que l'on ne peut prévoir de recouvrement des frais. Voilà une raison supplémentaire expliquant pourquoi nous ne pouvons adopter la formule de la rentabilisation, précisément à cause du mélange entre ces deux catégories de services.

[Text]

Mr. Herbert: I have a question which I will not pursue any further, but from what you just said, Mr. Minister, I would suggest that when you say supply administration operates on a revenue-dependent basis, if all your administration is charged to the supply side then there is not really true revenue-dependent basis for the supply administration. Is that not so?

Mr. Blais: There is a charge that is made to supply for the services rendered by the services administration.

Mr. Herbert: Okay, but you said that all the overhead is charged to services and then it is charged back via the charge-outs.

Mr. Blais: Yes. In order to maintain the purity of the revenue-dependency system.

Mr. Herbert: As you know, Mr. Minister, I am looking forward to the day when your budget, your salary, your car and the programs are administered by the department.

• 2025

However, the next question, and I gave you notice of this, concerns a news release of yours of March 16 regarding a boost which you say you are giving to Connaught Laboratories Ltd. Essentially it is for research into biotechnology. You say that you, the minister Mr. Blais, fully supports Connaught's intent to capture by 1990 a major share of the North American and European biosynthetic market. In view of the fact that, undoubtedly, the foreign-owned pharmaceutical industry will use our compulsory licensing provisions to make sure that Connaught does not get that benefit which it would like, how can you put these two things together?

Mr. Blais: Licensing is a matter which can be dealt with through legislative means, and that is our business is it not, Mr. Chairman? The question of research and development, however, is a matter that cannot be controlled through legislation; it needs a great deal of inventiveness, imagination, hard work, in effect drudgery, and that is what we are seeking to encourage of course. Through that contract, that is what I was seeking to encourage.

Mr. Herbert: And I welcome that. Mr. Chairman, I guess the minister is well aware of the point I am making, which is that this may be very good for Connaught as far as their research work is concerned, but they are not likely to get the kind of benefits that he thinks they will get, because we have in our legislation at the present time compulsory licensing provisions which have effectively eliminated research in the pharmaceutical industry in Canada. The minister may not agree with that statement, but what I wonder is how he can be so sure that Connaught is going to be able to capture by 1990 a major share of the North American and European biosynthetic market.

[Translation]

M. Herbert: J'ai une question sur laquelle je ne tiens pas à m'attarder, mais vous nous dites que l'administration des approvisionnements se fonde sur la formule de la rentabilisation. Si tous les frais administratifs sont imputés aux approvisionnements, alors on ne peut pas vraiment parler de rentabilisation, n'est-ce pas?

M. Blais: On impose un tarif à l'administration des approvisionnements pour les services rendus par l'administration des services.

M. Herbert: Très bien, vous nous dites que tous les frais généraux sont imputés aux services qui ensuite les imputent à d'autres.

M. Blais: Oui, tout cela pour maintenir l'application saine de la formule de rentabilisation.

M. Herbert: Comme vous le savez, monsieur le ministre, j'attends impatiemment le jour où votre budget, votre traitement, votre voiture et les programmes seront administrés par le ministère.

Ma question suivante—dont vous avez été averti—concerne votre communiqué de presse du 16 mars dans lequel vous dites que vous allez aider la Société Connaught Laboratories Ltd. qui s'occupe essentiellement de recherche en biotechnologie. Vous vous y dites, M. Blais, en votre qualité de ministre, entièrement en faveur de l'intention des laboratoires Connaught de s'approprier, d'ici 1990, une grande partie du marché de la biosynthétique nord-américain et européen. Étant donné qu'il ne fait aucun doute que l'industrie pharmaceutique qui se trouve aux mains de sociétés étrangères va s'appuyer sur nos dispositions en matière d'octrois de permis obligatoires pour enrayer la tentative des laboratoires Connaught, je me demande comment vous pouvez concilier les deux?

M. Blais: L'octroi de permis est une question qui peut se régler par le biais de moyens législatifs, et c'est à nous de nous en charger, n'est-ce pas, monsieur le président? Toutefois, la recherche et le développement ne peuvent être contrôlés par le biais de la loi puisqu'ils font appel à un grand esprit d'invention, à l'imagination, à un travail assidu et même fastidieux et c'est précisément ce que nous essayons d'encourager par le biais de ce contrat.

M. Herbert: J'en suis fort aise. Monsieur le président, j'imagine que le ministre se rend bien compte que si tout cela est très bien pour les recherches effectuées par les laboratoires Connaught, il ne faut tout de même pas qu'il s'imagine que cette compagnie va pouvoir retirer toutes sortes d'avantages car la loi actuelle prévoit des dispositions en matière d'octrois de permis qui ont en fait contribué à éliminer la recherche dans l'industrie pharmaceutique de notre pays. Le ministre ne sera peut-être pas d'accord avec cette affirmation, mais je me demande comment il peut être aussi convaincu que les laboratoires Connaught vont pouvoir conquérir, d'ici 1990, une grosse partie du marché nord-américain et européen des produits biosynthétiques.

[Texte]

Mr. Blais: Well, as you will see from that release, there are three areas that were identified for Connaught's further research. One is the creation of insulin—a protein, as you well know, which is now extracted from the pancreas. That protein would be now manufactured through a biotechnical process. Of course the Connaught laboratory, as you know, is really the embodiment of the Banting and Best research and development in that particular regard, and they are looking forward to the day when they will be able to replace their present technology in terms of the creation of insulin. As a result of being able to do that, the purity of their insulin, the competitive nature of that particular product, is going to ensure for them a huge portion of the insulin market.

The other aspect, of course, is rabies vaccine. That is another vaccine or product that can be produced through biotechnical means, and is one that is in large demand throughout the world. I am not going to describe to the gentleman the nature of the present and very painful vaccination method currently in use, and the sort of benefit that would flow from the development of this new technology. I am sure there will not be any trouble getting it past any regulatory provisions.

The third, of course, is a coagulant. It involves what they call *factor 8*, if my memory serves and, although that is far from being a commercial product, it is something that would be required greatly. The demand for that particular product, manufactured through biotechnical means, would ensure full production and, of course, the sort of moneys I described at the time I signed that contract—namely in the vicinity of \$200 million. I doubt very much if the foreign-based, foreign-owned, pharmaceutical industry would be able to stand in the way of that sort of progress.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I do not think they would want to stand in the way of that progress; they would like to be able to make the same progress themselves if they could see some profit at the end of the tunnel.

Mr. Blais: Of course.

Mr. Herbert: We will leave that one alone.

Mr. Chairman, j'aimerais poser ma prochaine question en français. En ce qui concerne l'Office des normes générales du Canada, le sigle *CGSB*, a-t-il été changé? J'espère.

M. Blais: Je vous dirai très franchement, monsieur le président, qu'à la suite des représentations faites par M. Herbert, le lapsus a été corrigé. Nous avons en effet changé le sigle. Maintenant, le sigle comprend *CGSB* et l'Office des normes générales du Canada avec les acronymes juxtaposés pour que le tout soit bilingue. On se propose d'obtenir éventuellement un sigle énormément simplifié qui ne comprendra que le «O» d'un côté et le «N» de l'autre, avec un trait d'union pour identifier les activités de cet Office des normes.

• 2030

M. Herbert: Ouf! C'est trop compliqué pour moi.

Mr. Blais: No, it is very simple, Hal.

[Traduction]

M. Blais: Comme l'indique le communiqué de presse, les laboratoires Connaught vont effectuer des recherches dans trois domaines: tout d'abord, la création de l'insuline qui, comme vous le savez, est une protéine que l'on extrait aujourd'hui du pancréas et qui devrait être fabriquée grâce à une méthode biotechnique. De toute évidence, les laboratoires Connaught sont en fait les représentants de la compagnie Banting and Best qui s'occupe de recherches dans ce domaine et qui attend impatiemment de pouvoir mettre au point une nouvelle technique permettant la production d'insuline. S'ils arrivent à créer de l'insuline pure, ils s'assureront une énorme partie du marché.

En deuxième lieu, il y a le vaccin contre la rage. Voilà encore un produit qui peut être fabriqué grâce à la biotechnique et pour lequel la demande est très forte à travers le monde. Je m'abstiendrai de vous décrire les méthodes de vaccination en usage actuellement qui sont très douloureuses ainsi que les avantages qui résulteraient de la mise au point de cette nouvelle technique. Je suis convaincu que nous n'aurons aucun mal à la faire admettre, en dépit de la réglementation.

Il faut citer, troisièmement, la mise au point d'un agent de coagulation pour lequel on parle de 'facteur 8', si ma mémoire est bonne. Bien que l'on soit encore loin d'en avoir fait un produit commercial, il serait extrêmement utile. La demande pour ce produit fabriqué grâce à la biotechnique nous permettrait d'en entreprendre toute la production et nous rapporterait environ 200 millions de dollars, somme que je vous ai mentionnée à l'époque où j'ai signé le contrat. Je doute fort que l'industrie pharmaceutique étrangère nous empêche de réaliser de tels progrès.

M. Herbert: Monsieur le président, je ne pense pas, effectivement, que cela soit le cas; ils préféreraient être eux-mêmes à la pointe du progrès s'ils pouvaient envisager d'en tirer bénéfice au bout du compte.

M. Blais: Bien sûr.

M. Herbert: Restons-en là pour cette question.

Monsieur le président, I would like to ask my next question in French. Did we change the initials for the Canadian General Standards Board? I hope so.

Mr. Blais: Frankly, Mr. Chairman, I must say that following Mr. Herbert's representation, the slip has been corrected. The initials have been changed and now they include *CGSB* and l'Office des normes générales du Canada with their acronyms side by side so that everything be bilingual. We are hoping to eventually have an extremely simplified abbreviation which will only have an "O" and "N" separated by a hyphen to identify the activities of this standards office.

Mr. Herbert: Oh! That's too complicated for me.

M. Blais: Non, c'est très simple, Hal.

[Text]

M. Herbert: Est-ce que l'on a complété tous les tests pour les entrepreneurs généraux?

M. Blais: Oui. Eh bien, il y aura toujours des tests qui seront faits. Et il y aura surtout un renouveau d'intérêt à cause du fait que l'on vient d'augmenter les fonds qui seront disponibles et les années qui rendent les maisons admissibles. On est remonté maintenant jusqu'à 1971, ce qui veut dire qu'il y aura une demande accrue pour les produits d'isolation. Cela rendra la chose beaucoup plus attrayante pour les entrepreneurs. Donc, nous n'aurons pas seulement des contrats, mais aussi des enquêtes qui seront faites et des tests à passer pour les entrepreneurs pour une période qui va s'étendre maintenant de façon indéfinie.

M. Herbert: Est-ce qu'il y a une liste d'attente pour l'examen?

M. Blais: Si je comprends bien, nous sommes capables d'accepter les sociétés qui se présentent sans problème administratif. Donc, il n'y a pas de liste d'attente, à ma connaissance.

M. Herbert: Dans leur région ou à Hull?

M. Blais: Dans toutes les régions du Canada, évidemment.

M. Herbert: D'accord. Mais, seulement s'il y a une légion...

M. Blais: Dans les légions?

M. Herbert: Je ne sais pas, je pose la question parce qu'il y a des régions sans légion...

M. Blais: Ah! Il n'y en a pas beaucoup. S'il y en a, il n'y en a pas beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Herbert.

Mr. Reid (St. Catharines): Thank you, Mr. Chairman. I would like to come back to a very narrow line of questioning, Mr. Minister. I am sorry; I missed the opening comments and the reference perhaps to the Canadian Media Corporation. It is agreed, I am assuming, that the Canadian Media Corporation is an agency of record of the government of Canada.

Mr. Blais: Yes.

Mr. Reid (St. Catharines): And that it is an agent of perhaps a dozen or more of the departments of the Government of Canada.

Mr. Blais: Well not the Canadian Media Corporation as such, as I understand it. Gerry, have you some additional information on that?

Mr. G.A. Berger: No. The Canadian Media Corporation, Mr. Chairman, is our agent for doing certain functions. We are charged with providing certain services to departments and we in effect accomplish those particular tasks through this agency.

Mr. Reid (St. Catharines): Mr. Chairman, I only understand English, and I would like to have it put forward in a very straightforward form. I will tell you frankly, Mr. Minister,

[Translation]

Mr. Herbert: Have all the tests for general contractors been completed?

Mr. Blais: Yes. There will always be tests being carried out and there will of course be a renewal of interest as funds to be made available for this program have been increased and houses going as far back as 1971 are now admissible. This means that there will be an increased demand for insulation products and this will make things much more attractive to contractors. So, there will not only be contracts, but studies and tests for contractors for what will now be an indefinite period.

Mr. Herbert: Is there a waiting list for the test?

Mr. Blais: As I understand it, we can accept companies where their application involves no administrative problem. Therefore, there is no waiting list, as far as I know.

Mr. Herbert: In their region or in Hull?

Mr. Blais: In all regions of Canada.

Mr. Herbert: That's fine. However, if there is a legion...

Mr. Blais: Legion?

Mr. Herbert: I don't know; I am asking the question because there are regions where there is no legion...

Mr. Blais: Well, if there are, there cannot be many of them.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

M. Reid (St. Catharines): Merci, monsieur le président. Je voudrais revenir à certaines questions précises, monsieur le ministre. J'ai malheureusement manqué la déclaration préliminaire et l'allusion qui a peut-être été faite à la Corporation canadienne des médias. Je présume que nous sommes d'accord pour dire que cette corporation est un bureau de gestion du gouvernement du Canada.

M. Blais: Oui.

M. Reid (St. Catharines): Et que cette agence travaille pour peut-être un douzaine ou un peu plus d'une douzaine de ministères du gouvernement du Canada.

M. Blais: Eh! bien, il ne s'agit pas de la Corporation canadienne des médias en tant que telle, si je comprends bien. Gerry, est-ce que nous avons des renseignements supplémentaires sur cette question?

M. G.A. Berger: Non. Monsieur le président, la Corporation canadienne des médias remplit certaines fonctions pour notre ministère. Il nous incombe de fournir certains services aux ministères et nous nous acquittons de ces tâches par l'entremise de cette agence.

M. Reid (St. Catharines): Monsieur le président, je ne comprends que l'anglais et je voudrais qu'on m'explique cette question de façon très simple et directe. Je vais vous dire en

[Texte]

that I have a document from the *St. Catharines Standard* which points out billing to nine departments of the government of Canada with respect to the Canadian Media Corporation. If that is not close to a dozen that is nine for a small daily and I am assuming that it does work as an agent for a dozen or more departments. May I ask, Mr. Minister, how long this corporation has been doing business as an agent of the Government of Canada?

Mr. Blais: Well I cannot recall exactly the date, but it was sometime in January of 1981.

Mr. Reid (St. Catharines): How did this corporation come about, or are you familiar with that?

Mr. Blais: Well the corporation itself, how it formed itself, I do not have all the details, the legal details. What I do have information on is the fact that it is a legal entity with which I am permitted and entitled in law to contract.

Mr. Reid (St. Catharines): Then if you are entitled to contract with the Canadian Media Corporation, what is the basis of your contract in areas of responsibility which would fall upon each?

Mr. Blais: Each what?

Mr. Reid (St. Catharines): The government as it contracts with this particular agency.

Mr. Blais: Well what happens, Mr. Reid, is that I am requested by departments, who are my clients, to enter into contracts with the Canadian Media Corporation as an agency of record, to perform certain services, and that is the mandate which permits me to enter into that contract.

Mr. Reid (St. Catharines): Then might I, Mr. Chairman, Mr. Minister, put it directly to you: if that particular agency does not take advantage of discount dates within the billing terms which it incurs on behalf of the Government of Canada or its department, does the Government of Canada pick up whatever loss that is sustained? Does the Government of Canada pick up whatever loss that is sustained? What is the responsibility of the agent to pay within time limits and take advantage of discounts when those time limits provide for the giving of discounts?

• 2035

Mr. Blais: One of the purposes, Mr. Reid, for the concentration of the advertising contracting function was in order to take advantage of the prompt-payment discounts, and therefore it would not really be according to Hoyle to have the government pick up any loss that is suffered as a result of the billing not being submitted in time to take advantage of those prompt-payment discounts. As a consequence of that, the Canadian Media Corporation has to pay any loss that is suffered as a result of their not meeting the prompt-payment discount period.

Mr. Reid (St. Catharines): When was the last time, Mr. Minister, that you had an accounting with the Canadian Media Corporation as to its services for 1981, and what

[Traduction]

toute sincérité, monsieur le ministre, que j'ai un document du journal *St. Catharines Standard* qui indique la facturation à neuf ministères du gouvernement du Canada relativement à la Corporation canadienne des médias. Cela n'est pas loin d'une douzaine, et il s'agit d'un petit quotidien seulement, et je présume que cette corporation travaille pour au moins une douzaine de ministères, sinon plus. Puis-je demander, monsieur le ministre, depuis combien de temps cette corporation agit au nom du gouvernement du Canada?

M. Blais: Je ne me souviens pas de la date précise, mais je pense qu'il s'agit du mois de janvier de 1981.

M. Reid (St. Catharines): Connaissez-vous l'origine de cette corporation?

M. Blais: Bien, je n'ai pas tous les détails juridiques sur la création de cette corporation. Mais je sais pertinemment qu'elle est une entité légale avec laquelle j'ai le droit, en vertu de la loi, de conclure des contrats.

M. Reid (St. Catharines): Alors, si vous avez le droit de passer des contrats avec la Corporation canadienne des médias, comment réglez-vous le problème des responsabilités qui incombent à chacun dans vos contrats?

M. Blais: A chacun?

M. Reid (St. Catharines): C'est-à-dire, le gouvernement quand il passe des contrats avec cette agence.

M. Blais: Eh! bien, monsieur Reid, les ministères qui sont mes clients me demandent de passer des contrats avec la Corporation canadienne des médias qui doit donc remplir certaines fonctions à titre d'agence de recouvrement et c'est en vertu de ce mandat que je peux passer de tels contrats.

M. Reid (St. Catharines): Alors, monsieur le ministre, permettez-moi de vous poser une question directe: si cette agence décide de ne pas profiter des dates de rabais en ce qui concerne les montants qui lui sont facturés au nom du gouvernement du Canada ou d'un de ses ministères, est-ce que le gouvernement du Canada doit assumer la responsabilité des pertes? Est-ce que le gouvernement du Canada a la responsabilité financière de toute perte? L'agent n'est-il pas tenu de régler dans les délais prescrits et de profiter ainsi des rabais qui sont offerts lorsque les délais le permettent?

M. Blais: Monsieur Reid, l'une des raisons pour lesquelles les fonctions de publicité ont été accordées à un seul organisme était précisément pour pouvoir profiter des rabais offerts et donc, selon Hoyle, il ne serait pas normal que le gouvernement assume la responsabilité financière des pertes causées par le manque de respect des délais prescrits pour le règlement des factures. Par conséquent, la Corporation canadienne des médias est tenue d'assumer la responsabilité de toute perte subie pour cette raison.

M. Reid (St. Catharines): Monsieur le ministre, quand la Corporation canadienne des médias vous a-t-elle fourni des données comptables relativement à ces services en 1981, et

[Text]

repayment, if any, did they make to the Government of Canada with respect to lost discounts?

Mr. Blais: If my memory serves, it was early in this year that an accounting was made, and that there was a review of their billing. Of course, there was a request that we accept a portion of their loss as a result of their not meeting the prompt-payment discount. At that time, in accordance with my understanding of the arrangement, I directed that we not accept any penalty; that we not pick up any payment as a result of their not meeting their bills on time.

Mr. Reid (St-Catharines): The minister caught himself when he said that there was a serious . . . I thought he was going to say that there was serious flaw in the operation of that agency, and that he undertook to share that discount loss cost.

Mr. Blais: No, I did not; not at all.

Mr. Reid (St-Catharines): All right. I will paraphrase—

Mr. Blais: To the contrary. I refused any suggestion that we should pick up any portion of it.

Mr. Reid (St-Catharines): I understood you to say, Mr. Minister, though, that in that particular instance, after discussing it with them, you did share some of the loss.

Mr. Blais: No, we did not. I did not say that; I did not even suggest it.

Mr. Reid (St-Catharines): What was the amount of the loss of the discount for the year 1981 in that particular instance, then?

The Chairman: Mr. Berger.

Mr. G.A. Berger: Mr. Chairman, I am sorry I do not have the details with me, but there was an accounting done the last number of months with regard to the question of loss discounts. Each invoice was examined, and it was determined that of the total amount, and again I am going by memory, of about \$50,000, \$55,000, about \$25,000 or so was the direct responsibility of the Canadian Media Corporation. They were held responsible for that, and they had to pay that. We can provide to the clerk the exact accounting that was done on that.

Mr. Reid (St-Catharines): Mr. Chairman, before we leave the matter of discounts, when the government undertook contracting with this agent, did it determine limits of responsibility and how far they were prepared to go with an agent that continues to not take advantage of discounts?

Mr. Blais: I cannot recall if there was a specific provision within the contract. I can review the contract to ascertain that and get back to you, Mr. Reid.

Mr. Reid (St-Catharines): The other side, Mr. Chairman and Mr. Minister, relates to interest which is incurred. Not only does this agent, an agent of the government, not pay its accounts on time to take advantage of the discounts, but it

[Translation]

quel remboursement a-t-elle fait au gouvernement du Canada en raison de rabais perdus?

M. Blais: Si ma mémoire est bonne, nous avons étudié les données comptables et les factures au début de cette année. Elle nous a demandé, évidemment, d'accepter une part des pertes qu'elle a subies du fait de ne pas avoir respecté les délais pour les rabais. À ce moment-là, si j'ai bien compris les arrangements pris, j'ai ordonné que nous ne soyons pas responsables des pertes subies en raison du manque de respect des délais de rabais.

M. Reid (St. Catharines): Le ministre s'est corrigé . . . je pensais qu'il allait dire que le fonctionnement de cette agence montrait de très graves lacunes et qu'il avait accepté de partager la responsabilité financière des pertes subies.

M. Blais: Non, pas du tout.

M. Reid (St. Catharines): Bon, d'accord. Je vais paraphraser . . .

M. Blais: Au contraire, j'ai refusé de considérer toute suggestion que nous en soyons responsables.

M. Reid (St. Catharines): Je croyais avoir compris, monsieur le ministre, que dans ce cas-là, après en avoir discuté avec les responsables de la corporation, vous avez effectivement assumé une part des pertes subies.

M. Blais: Non, ce n'est pas le cas. Je n'ai jamais dit cela; je ne l'ai même pas suggéré.

M. Reid (St. Catharines): Quel a été le montant des pertes pour l'année 1981 dans ce cas particulier?

Le président: Monsieur Berger.

M. G. A. Berger: Monsieur le président, je ne puis malheureusement vous fournir des détails là-dessus, mais nous avons étudié la question des rabais perdus il y a quelques mois. Chaque facture a été examinée, et on a déterminé que du montant total, et encore une fois, je fais appel à ma mémoire, d'environ \$50,000 ou \$55,000, environ \$25,000 étaient la responsabilité directe de la Corporation canadienne des médias. C'est elle qui a été tenue de payer cette somme. Nous pouvons fournir au greffier les chiffres précis sur cette question.

M. Reid (St. Catharines): Avant de passer à autre chose, monsieur le président, lorsque le gouvernement a passé des contrats avec cet agent, a-t-il déterminé les limites de responsabilité et ses obligations envers un agent qui continue de ne pas profiter des rabais?

M. Blais: Je ne me souviens pas si le contrat contenait une disposition particulière à cet égard. Je peux tout de même étudier le contrat et vous répondre plus tard, monsieur Reid.

M. Reid (St. Catharines): L'autre aspect, monsieur le président et monsieur le ministre, concerne les frais des intérêts. Non seulement cet agent du gouvernement ne règle pas ses factures à temps afin de pouvoir profiter des rabais, mais il

[Texte]

incurs serious interest charges or accounts. Who is responsible for the payment of the interest on overdue accounts?

Mr. Blais: I am not aware of any overdue accounts, Mr. Reid, for which we would have been responsible, and therefore for which any interest would have been paid by the Government of Canada. As you know, we have not recognized to date any obligation to pay interest on overdue accounts, but I am not aware, as of this time, of any overdue accounts upon which interest was claimed. I will look into that matter and report to you.

• 2040

Mr. Reid (St. Catharines): The key word, as I gathered from the minister, was, for which you were responsible or your department was responsible—the Government of Canada was responsible.

Mr. Blais: Well, I am not aware of any account on which interest was claimed by any party who rendered service to the government under an advertising contract.

Mr. Reid (St. Catharines): Let me put it this way, Mr. Minister, I have, from a small newspaper in the City of St. Catharines, known as the *St. Catharines Standard*, an account for the year 1981 showing interest on overdue accounts, in the amount of \$892.75. That is perhaps a small account, but—

Mr. Blais: For the *Standard*, I am sure.

Mr. Reid (St. Catharines): But when you spread that out over the other newspapers across this country—at least the nine departments for which it acts as a media, and I am assuming there are others—then that \$892.75 will have been enlarged considerably.

Mr. Blais: Yes, I can see that.

Mr. Reid (St. Catharines): I am suggesting to you, Mr. Minister, that this is not an isolated instance.

Now then, who is responsible for the payment of that interest? Is it the government or is it that agent?

Mr. Blais: Mr. Chairman, the government does not recognize an obligation to pay interest on overdue accounts. I have that problem, not as a result of the advertising agency, but indeed as a result of other claims that are made of my department from time to time as a result of overdue payments.

I might point out to you that I am not familiar with the case that you have raised. We would like to see a copy of the letter, if you do not mind. And I might indicate to you that no other case has been brought to my attention to date by any media or by any MP relating to a claim for interest on overdue accounts.

Mr. Reid (St. Catharines): But you can appreciate, Mr. Chairman, and Mr. Minister, perhaps why that is the case.

Mr. Blais: Why?

[Traduction]

engage des frais importants d'intérêts. Qui est responsable du paiement des intérêts relativement aux comptes en souffrance?

M. Blais: Je ne suis pas au courant des comptes en souffrance, monsieur Reid, dont nous aurions été responsables, et à l'égard desquels le gouvernement du Canada aurait donc payer des intérêts. Comme vous le savez, nous n'avons pas jusqu'à présent reconnu une responsabilité de payer des intérêts sur les comptes en souffrance, mais je ne suis pas au courant des comptes en souffrance au sujet desquels des intérêts auraient été réclamés. Je vais examiner la question et vous fournir des détails là-dessus.

M. Reid (St. Catharines): Le mot clé dans ce que vient de dire le ministre, c'est le mot responsabilité, qui a été responsable de vous ou de votre ministère : le responsable, c'est le gouvernement du Canada.

M. Blais: Que je sache, il n'y a personne qui ait signé un contrat de publicité avec le gouvernement et qui ait assuré des services aux termes de ce contrat et qui ait également réclamé des intérêts sur un compte quelconque.

M. Reid (St. Catharines): Monsieur le ministre, j'ai trouvé dans un article d'un petit journal de la ville de St. Catharines qui s'appelle le «St. Catharines Standard» un bilan pour l'année 1981 et je vois la somme de \$892.75 qui représente des intérêts sur des comptes dus. Ce n'est peut-être pas tellement, mais...

M. Blais: Pour le «Standard», sûrement.

M. Reid (St. Catharines): Mais si vous répartissez cela entre tous les autres journaux de ce pays, en tout cas pour les neuf ministères qui font appel à la Corporation, et je suis certain qu'il y en a d'autres, vous verrez que de \$892.75, cela devient quelque chose de considérable.

M. Blais: Effectivement, c'est probable.

M. Reid (St. Catharines): Je prétends, monsieur le ministre, que ce n'est pas un cas isolé.

Et alors, qui est responsable du paiement de ces intérêts? Est-ce le gouvernement ou est-ce l'agence?

M. Blais: Monsieur le président, le gouvernement ne reconnaît pas l'obligation de payer des intérêts pour des comptes en souffrance. Mon problème ne vient pas de l'agence de publicité, mais plutôt de réclamations qui parviennent à mon ministère de temps en temps au sujet de comptes en souffrance.

Je vous signale que je connais mal l'exemple que vous avez cité. J'aimerais bien voir une copie de cette lettre, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Je pourrais vous dire que jusqu'à présent, ni les médias ni les députés n'ont porté à mon attention une réclamation de ce genre.

M. Reid (St. Catharines): Mais monsieur le président, monsieur le ministre, vous devez bien en comprendre la raison.

M. Blais: Quelle est-elle?

[Text]

Mr. Reid (St. Catharines): That this happens to be a one newspaper town and—

Mr. Blais: Newspapers are usually not shy to make their views known whenever governments may falter.

Mr. Reid (St. Catharines): I am suggesting to you, Mr. Minister, that if they do not take advantage of discounts then the obvious converse seems to be that they run their accounts into overdue accounts.

Mr. Blais: I would like to have a look at that, but I simply indicate to you, no case of similar nature has been brought to my attention.

Mr. Reid (St. Catharines): One last question, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Reid, that was your last question.

Mr. Reid (St. Catharines): Did you give me that notice, Mr. Chairman?

The Chairman: I did not give you notice, and that is why I am going to allow you to have another one. Mr. Beatty is next on the list and I am sure he would agree.

Mr. Blais: Mr. Chairman, could I ask Mr. Reid to provide us with a copy of that letter now so that I can take it under advisement?

The Chairman: You can ask, but it will have to be done after the meeting. Mr. Reid, you can proceed with your last question, if you want.

Mr. Reid (St. Catharines): Mr. Chairman, I am concerned with rectifying an approach or administration or a system which is not working properly, as it should, nor is it to the credit of the Government of Canada. What action is the minister prepared to take to rectify this kind of situation?

Mr. Blais: Mr. Chairman, I can tell you that from all the information that I have, the system is working very well. And I might indicate, Mr. Chairman, to members of the committee, that I was involved as a member of the government previous to the integration of our advertising services under one roof. This system is much more orderly, much more effective and, in my view, provides to the public administration a system of purchasing time and obtaining advertising services on a much more effective and competent basis than we have ever had before. I am the first one to recognize that the initiative was not our government's but indeed the previous government's; that the question of integrating advertising services with an agency of record and really co-ordinating advertising on a government-wide basis, was indeed a very, very, commendable initiative. And this system, having been introduced by the Conservatives, we quickly seized upon, improved in some substantial details from time to time, and have been able now to prove out as being the best way to deal with government advertising.

[Translation]

M. Reid (St. Catharines): Eh bien, il se trouve qu'il n'y a qu'un seul journal dans cette ville-là . . .

M. Blais: D'ordinaire, les journaux ne se privent pas de dire ce qu'ils pensent chaque fois qu'un gouvernement fait un faux pas.

M. Reid (St. Catharines): Monsieur le ministre, s'ils ne profitent pas des termes d'escompte, il semble que forcément ils auraient du mal à obtenir le paiement de leurs factures.

M. Blais: J'aimerais bien y jeter un coup d'oeil, mais tout ce que je peux vous dire, c'est que rien de ce genre n'a été porté à mon attention.

M. Reid (St. Catharines): Une dernière question, monsieur le président.

Le président: Monsieur Reid, c'était votre dernière question.

M. Reid (St. Catharines): Est-ce que vous m'aviez prévenu, monsieur le président?

Le président: Je ne vous avais pas prévenu et c'est la raison pour laquelle je vais vous permettre de poser une autre question. Monsieur Beatty, vous êtes le suivant; je suis certain que vous ne protesterez pas.

M. Blais: Monsieur le président, est-ce que M. Reid peut nous donner une copie de cette lettre pour que je puisse m'informer?

Le président: Vous pouvez toujours la demander, mais on vous la donnera après la réunion. Monsieur Reid, votre dernière question, je vous en prie.

M. Reid (St. Catharines): Monsieur le président, ce que je voudrais, c'est modifier une démarche, un système d'administration, bref, quelque chose qui ne fonctionne pas comme cela devrait et qui n'ajoute en rien au crédit du gouvernement canadien. Qu'est-ce que le ministre a l'intention de faire pour rectifier ce genre de situation?

M. Blais: Monsieur le président, que je sache, le système fonctionne très bien. J'en profite d'ailleurs, monsieur le président, pour préciser qu'à titre de membre du gouvernement, j'ai participé à l'intégration des services de publicité. Le nouveau système est bien plus efficace, bien plus ordonné et donne à l'administration publique un système d'achat des services publicitaires qui est beaucoup plus compétent que tout ce que nous avons eu jusqu'à présent. Je suis le premier à reconnaître que ce n'est pas notre gouvernement qui en a pris l'initiative, mais plutôt le gouvernement précédent; de toute façon, l'intégration des services de publicité, la coordination de tous ces services dans l'ensemble du gouvernement, sont une initiative qu'il faut applaudir très fort. Si le système a été imaginé par les conservateurs, nous avons immédiatement repris l'idée et même apporté d'importantes améliorations de détail et finalement, nous avons prouvé que c'est le meilleur moyen d'administrer la publicité gouvernementale.

[Texte]

• 2045

I know criticism will come from time to time, but based upon the total amount of contracting this year, which is upward of \$65 million, the level of criticism or the level of objections from those people involved in the trade has been minimal indeed.

The Chairman: Thank you, Mr. Reid. Thank you, Mr. Minister. Mr. Beatty.

Mr. Beatty: I want to deal with some of the improvements, Mr. Minister, that you feel you have made. If I seem a little incredulous because of the answers before about the creative agencies—

Mr. Blais: The nature of the systems—

Mr. Beatty: —it is because I am. Is there an industry rule of thumb about the agencies being paid roughly 15 per cent of media billings? Is it your understanding that the 15 per cent applies only to the cost of doing the bookings and does not cover any of the creative costs involved at all in campaigns?

Mr. Blais: Mr. Berger, please.

Mr. G.A. Berger: Normally the 15 per cent that goes to the creative agencies covers a variety of functions. It covers the function of concept of campaign; it covers media planning; it covers a variety of functions. It does not cover the question of production. The production of ads whether they be for print or for electronic is not covered by the 15 per cent. They are billed for separately; there are overheads related to that and they are charged that way. One reason why you may have trouble with some of the numbers is that in effect the media number that I gave you is in effect net of the 15 per cent. It is a net figure. It is not a gross number which would include 15 which would be taken off because that goes to the creative agency. It is a net number. The other thing that one must understand in advertising is that, depending on the advertiser and whether there are new campaigns or old campaigns, if there are continually changing campaigns, then you have a heavy degree of production. If they are campaigns that just go on year after year and do not change, then you have little production. So it depends on which companies you are comparing these figures with.

Mr. Beatty: No doubt, and I certainly can, Mr. Berger, grasp the concept that if you have more work done, it tends to cost more than if you have less work done, but I would appreciate it if we could perhaps review the figures again that you gave before. What were total advertising billings during the period you are referring to?

Mr. G.A. Berger: We are talking of a figure of approximately \$66 million which includes \$23.9 million for creative agencies and \$42.1 million to the agency of record, and that was to cover media placement without profit or overhead or anything. That is a net, net number.

Mr. Beatty: To the agency of record. I thought you said the agency of record did not—

[Traduction]

Je sais bien que de temps en temps il y aura des critiques, mais si l'on se fonde sur l'ensemble des contrats accordés cette année qui dépassent 65 millions de dollars, les critiques ou les objections des intéressés ont été vraiment minimales.

Le président: Merci, monsieur Reid. Merci, monsieur le ministre. Monsieur Beatty.

M. Beatty: Monsieur le ministre, je vais parler de ces améliorations que vous estimez avoir apportées. Je suis un peu incrédule parce que ce que vous avez dit tout à l'heure des agences à vocation créatrice...

M. Blais: La nature même des systèmes...

M. Beatty: C'est que voyez-vous, je le suis. Est-ce que la règle générale dans l'industrie veut que les agences touchent environ 15 p. 100 des factures des médias? Jugez-vous que ces 15 p. 100 s'appliquent uniquement aux arrangements et en aucun cas aux travaux de création qui sont effectués par les agences à l'occasion d'une campagne?

M. Blais: Monsieur Berger, je vous en prie.

M. G.A. Berger: D'ordinaire, les 15 p. 100 qui sont versés aux agences à vocation créatrice couvrent toute une série de services. Il y a d'une part le concept de la campagne; il y a également la planification de la campagne dans les médias; il y a plusieurs choses. La production n'est pas en cause. La production des annonces publicitaires, qu'elles soient imprimées ou diffusées, n'est pas couverte par les 15 p. 100. Elle est facturée séparément. Il faut tenir compte également des frais généraux et ils sont facturés de cette façon-là. Si certains chiffres ne vous semblent pas très clairs, c'est que le chiffre que je vous ai cité pour les médias, ne tient pas compte des 15 p. 100. C'est un chiffre net. Il ne s'agit pas d'une somme globale qui comprendrait les 15 p. 100 qui sont destinés à l'agence qui a fait le travail de conception. Ce n'est pas un chiffre net. Il faut comprendre également que l'importance de la production varie d'une agence de publicité à une autre, que cela dépend s'il s'agit d'une vieille campagne ou d'une nouvelle campagne; il y a des campagnes qui changent sans arrêt. S'il s'agit d'une campagne qui ne change jamais, qui se poursuit d'année en année, il y a très peu de production. Tout dépend donc des compagnies.

M. Beatty: Monsieur Berger, je comprends très bien que plus vous faites faire de travail, plus cela coûte cher, mais j'aimerais tout de même que vous passiez en revue avec moi les chiffres que vous nous avez cités. Pour toute cette période dont vous nous avez parlé, quelle a été la facture totale pour la publicité?

M. G.A. Berger: Environ 66 millions de dollars, ce qui comprend 23.9 millions de dollars pour les agences à vocation créatrice et 42.1 millions de dollars pour l'agence qui a organisé la campagne dans les médias sans bénéfices ou frais généraux. C'est un chiffre net.

M. Beatty: Pour le Bureau de gestion... je croyais vous avoir entendu dire qu'il ne...

[Text]

Mr. G.A. Berger: Via the agency of record. The agency of record does not pay the bills but in effect they book on our behalf.

Mr. Beatty: It does not go to them?

Mr. G.A. Berger: No.

Mr. Beatty: Thank you.

Mr. G.A. Berger: It is a net, net number.

Mr. Beatty: Right, and the agency of record was how much in addition to that?

Mr. G.A. Berger: How much did we pay to them? Approximately \$2 million; \$2.1 million to January.

Mr. Beatty: To January?

Mr. G.A. Berger: Yes.

Mr. Beatty: Then the remainder was all money that was kept by DSS; that presumably is your other 3 per cent—pardon me, your other 4 per cent.

Mr. G.A. Berger: That is right. They were interest costs et cetera. A big bulk of it is interest costs.

Mr. Beatty: When you produce the figures on how much was paid to the creative agencies, it would be very helpful in each case if you could identify the department for which the campaign was undertaken—the nature of the campaign. In other words, if it was Energy, Mines and Resources and it is on conservation—

Mr. G.A. Berger: It would take longer. We have printouts now that we can give you of numbers of contracts by agency, and we can give you those numbers virtually tomorrow.

Mr. Beatty: Perhaps we could have that initially and you could give us further information; we could give you a couple of weeks for that even.

Mr. Blais: That is very nice.

Mr. Beatty: Well, I am very much aware of your efficiency, Mr. Blais. Perhaps we could also have an indication of the agency which performed the function.

Now, how do you determine what the fees are going to be to the creative agencies? What formula do you use for doing that? You indicated before that you do not tender for it. How do you determine what the fees are?

Mr. G.A. Berger: In the case of creative agencies, it works on a 12.75 per cent of estimated media, plus production. That normally is what is done in the commercial area as well, when you use an agency of record. I have done a study of that.

• 2050

Mr. Beatty: Then, 12.75 per cent of estimated media—

Mr. G.A. Berger: The estimated media plus production.

[Translation]

M. G.A. Berger: Par son entremise. Le Bureau de gestion ne paie pas les factures, mais il fait les réservations en notre nom.

M. Beatty: Il ne reçoit pas les factures?

M. G.A. Berger: Non.

M. Beatty: Merci.

M. G.A. Berger: C'est un chiffre net.

M. Beatty: Exactement. Et pour le Bureau de gestion, combien d'argent en plus?

M. G.A. Berger: Combien l'avons-nous payé? Environ 2 millions de dollars; 2.1 millions de dollars jusqu'en janvier.

M. Beatty: Jusqu'en janvier?

M. G.A. Berger: Oui.

M. Beatty: Et le reste, ce sont les 3 p. 100 . . . non, pardon, les 4 p. 100.

M. G.A. Berger: Exactement. Les intérêts, et cetera. Les intérêts en sont une partie importante.

M. Beatty: Quand vous préparez les chiffres sur ce qui a été payé aux agences de création, il serait bon que vous citiez le ministère qui est à l'origine de la campagne, que vous expliquiez de quelle campagne il s'agit. Autrement dit, s'agissait-il de l'Énergie, des Mines et des ressources et d'une campagne de conservation . . .

M. G.A. Berger: Cela prendrait plus de temps. Nous avons déjà des listes que nous pouvons vous communiquer sur le nombre de contrats par agence; nous pourrions même vous les donner demain.

M. Beatty: Eh bien, nous pourrions commencer par ça et vous compléteriez plus tard. Nous pourrions même vous donner deux semaines.

M. Blais: C'est très gentil.

M. Beatty: Monsieur Blais, je connais votre grande efficacité. Vous pourriez également dire quelle agence a fait le travail.

Maintenant, comment fixez-vous ce qui est payé aux agences de création? Quelle formule utilisez-vous? Vous avez déjà dit que vous ne faisiez pas d'appels d'offres. Comment déterminez-vous le prix de ces services?

M. G.A. Berger: D'ordinaire, les agences de création reçoivent 12.75 p. 100 des coûts des médias plus les coûts de production. C'est également le tarif normal dans le secteur privé pour l'organisation d'une campagne par une agence. J'ai bien étudié la situation.

M. Beatty: Dans ce cas, 12.75 p. 100 des coûts estimés des médias . . .

M. G.A. Berger: Plus la production.

[Texte]

Mr. Beatty: Plus production. So if you were to take the 12.7 per cent of estimated media and CMC charges alone, you would be over 15 per cent?

Mr. G.A. Berger: Approximately. But then, of course, you are talking in percentages now, rather than in dollars and, with that, of course, you are getting the greater efficiencies; you are getting the savings, and the 2 per cent off and all of that sort of thing.

Mr. Beatty: In some cases you are getting 2 per cent off, perhaps but—

The Chairman: Mr. Beatty, may I ask you what CMC stands for?

Mr. Beatty: Canadian Media Corporation. In addition, that would not include the 4 per cent that would go to DSS. The point I am getting at is, how can you demonstrate that, in fact, the taxpayers made a savings through using your system as opposed to paying creative agencies directly and having them do the bookings as well?

Mr. Blais: I was given an interesting sheet here that perhaps we might circulate to the members. In it there is an identification of a saving of \$1.2 million based upon the amount for the volume or the frequency; after that there was added to that amount the prompt-payment savings and, then, the reduction in the commission from 15 per cent to 12.75 per cent. The gross savings are identified as \$3.2 million, or \$3.3 million roughly, and the fee paid to CMC was 2.0 for a net saving of 1.2.

Mr. Beatty: And where does the DSS 4 per cent come into that?

Mr. G.A. Berger: It was always there.

Mr. Beatty: It is where?

Mr. G.A. Berger: It was there before and after the last system so, really, to cover the cost benefit on whether the system is working or not.

Mr. Beatty: DSS was not always the contracting agent with the agencies.

Mr. G.A. Berger: No, but DSS always handled the advertising audit function. We always audited the bills.

Mr. Beatty: And you always charged 4 per cent for this?

Mr. G.A. Berger: Yes. I think the fee was 4 per cent.

Mr. Blais: Could we review those figures, Mr. Beatty, and provide you with the most accurate figures we can get?

Mr. G.A. Berger: Also, we used to do certain negotiations on certain rates as well.

[Traduction]

M. Beatty: Plus la production. Par conséquent, si vous preniez 12.7 p. 100 des coûts des médias plus ce qui est perçu par la SCM, cela dépasse 15 p. 100?

M. G.A. Berger: Approximativement. Mais de toute façon, vous parlez de pourcentages et non pas de dollars et bien sûr, cela permet une plus grande efficacité, cela permet des économies, comme les 2 p. 100, par exemple.

M. Beatty: Dans certains cas, vous obtenez un escompte de 2 p. 100, c'est bien possible, mais...

Le président: Monsieur Beatty, pouvez-vous me dire ce que signifie SCM?

M. Beatty: Société canadienne des médias. Il faut tenir compte également que cela ne comprend pas les 4 p. 100 destinés au ministère. Ce que j'essaie de vous faire expliquer, c'est comment les contribuables peuvent réaliser des économies avec votre système, plus que s'ils payaient directement les agences de publicité en leur demandant aussi de faire les réservations?

M. Blais: On vient de me passer une page très intéressante que je pourrais vous montrer. Vous verrez que des économies de 1.2 million de dollars ont été réalisées grâce au volume et à la fréquence; il faut ajouter à cela les économies réalisées grâce aux paiements immédiats et également la réduction de la commission qui est passée de 15 à 12.75 p. 100. Tout cela nous donne des économies brutes de l'ordre de 3.2 millions de dollars, 3.3 même, la SCM a touché 2.0, ce qui donne une économie nette de 1.2.

M. Beatty: Et où sont passés les 4 p. 100 du ministère?

M. G.A. Berger: Ils n'ont pas bougé.

M. Beatty: Où?

M. G.A. Berger: Ils étaient déjà là avant et ils n'ont pas bougé avec le nouveau système, ils restent inchangés, que le système marche ou ne marche pas.

M. Beatty: Mais le ministère des Approvisionnements et Services n'a pas toujours servi d'intermédiaire pour les contrats avec ces agences.

M. G.A. Berger: Non, mais par contre il a toujours assuré la vérification des contrats de publicité. Nous avons toujours vérifié les factures.

M. Beatty: Et vous avez toujours exigé 4 p. 100 pour ce service?

M. G.A. Berger: Effectivement, je crois que le tarif était de 4 p. 100.

M. Blais: Monsieur Beatty, si vous le permettez, nous allons vérifier ces chiffres et vous donner ce que nous pourrions trouver de plus exact.

M. G.A. Berger: Il fut un temps également où nous nous chargions de négocier certains tarifs.

[Text]

Mr. Beatty: I think that would be very helpful. You would probably have that within a couple of days, Mr. Minister?

Mr. Blais: It may take a little longer. It may take two-and-a-half or three days.

Mr. Beatty: I am very patient. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Blais: I can see that.

The Chairman: Thank you, Mr. Beatty. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Maybe we could have a couple of questions on the Defence Production Revolving Fund and fill in some blanks for me. I read that you have a maximum drawdown of \$100 million. However, I also read that, as we have said before, you are operating on a revenue-dependent basis and, therefore, you are recovering total costs. What then is this \$45 million that I see in the estimates? On page 65, Section III.

Mr. Blais: I will ask Mr. Jones to reply to that question.

The Chairman: Mr. Jones.

Mr. R.W. Jones (Comptroller, Supply Administration, Department of Supply and Services): The \$45 million represents the flow-through of expenditures through the fund itself, which is recovered. You will notice on page X, you have expenses of \$45.5 million and revenues of \$46.4, giving an excess of revenues of \$816,000.

Mr. Herbert: So now we are saying that is the figure to indicate the anticipated flow-through during the year?

Mr. Jones: Yes.

• 2055

Mr. Herbert: Do we know in advance precisely what is going to be required in the way of purchases?

Mr. Blais: But you see, that is on the Supply Revolving Fund. That is DPRF, under the defence production part. What happens is that the Defence Production Revolving Fund provides us with the float that permits us to go into the market and buy the items we require.

Mr. Herbert: That I understand.

Mr. Blais: We are permitted, under the law, to draw down from the Supply Revolving Fund certain operating expenses.

Mr. Herbert: Up to \$100 million.

Mr. Blais: Well, the fact is that we have up to \$100 million in the float, but we can also finance our operations from the Supply Revolving Fund as long as we remit the amounts to the fund, and we then raise the amounts from the estimates in order to replenish the fund.

[Translation]

M. Beatty: Ce serait une très bonne idée, j'imagine que vous devriez pouvoir nous donner cela dans un ou deux jours, monsieur le ministre?

M. Blais: Peut-être un peu plus. Peut-être deux jours et demi ou trois jours.

M. Beatty: Je suis très patient. Merci, monsieur le président.

M. Blais: C'est ce que je vois.

Le président: Merci, monsieur Beatty. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Si vous le permettez, je vais vous poser une ou deux questions à propos du fonds renouvelable de la production de défense. J'aimerais bien que vous me précisiez certaines choses. J'ai lu que le maximum que vous pouviez tirer était de 100 millions de dollars. À côté de cela, j'ai lu aussi que vos dépenses sont liées directement à vos revenus, et que par conséquent vous devez absolument recouvrer tous vos coûts. Dans ce cas, quels sont ces 45 millions de dollars que je vois dans le budget? C'est dans la troisième partie à la page 65.

M. Blais: Je vais demander à M. Jones de vous répondre.

Le président: Monsieur Jones.

M. R.W. Jones (contrôleur, Administration des approvisionnements, ministère des Approvisionnements et Services): Ces 45 millions de dollars représentent le passage des dépenses par le fonds proprement dit et cela est ensuite récupéré. À la page X, vous pouvez constater que les dépenses sont de 45.5 millions de dollars et les revenus de 46.4 millions de dollars, ce qui donne des revenus excédentaires de \$816,000.

M. Herbert: Vous venez donc nous dire que ce chiffre-là représente ce qui normalement devra passer par le fonds pendant l'année?

M. Jones: Oui.

M. Herbert: Est-ce que vous savez d'avance avec précision à combien s'élèveront les achats qui seront nécessaires?

M. Blais: Non, mais c'est justement la raison d'être du fonds renouvelable des approvisionnements. Dans ce cas, il s'agit du fonds renouvelable de la production de défense qui relève du service de la production de défense. Je vais vous expliquer: le fonds renouvelable de la production de défense nous donne les liquidités dont nous avons besoin pour aller sur le marché acheter les articles nécessaires.

M. Herbert: Ça, je comprends bien.

M. Blais: La loi nous autorise à tirer des fonds du fonds renouvelable des approvisionnements pour certaines dépenses courantes.

M. Herbert: Jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars.

M. Blais: Effectivement, nous avons 100 millions de dollars en liquides, mais nous pouvons également financer nos opérations à même le fonds renouvelable des approvisionnements à condition de réapprovisionner ce fonds; pour réapprovisionner ce fonds, nous augmentons les sommes du budget.

[Texte]

Mr. Herbert: You buy and sell to National Defence.

Mr. Blais: That is right. We get paid by National Defence; we replenish the fund and so on.

Mr. Herbert: So your turnover in the year could be considerably more.

Mr. Blais: Yes. But you see, there are two main streams of expenditures; there is the expenditure for products and services and there is also the expenditure of our costs, or the spending for our own costs of doing business, and that we pay for through the revolving fund as well.

Mr. Herbert: Presumably, the costs are charged off. You have said this before.

Mr. Blais: That is right.

Mr. Herbert: I still ask why you anticipate that there is going to be a \$45 million figure in the following year. How can you know in advance what they are going to request of you, what they are going to ask you to do? And since you charge if off, what does it matter anyway?

Mr. Blais: It is the whole purpose of the exercise, in order for us to be able to establish what rates we are going to charge the clients. Perhaps Bob might provide some extra details.

Mr. Jones: Actually, it is the same thing as we do in the Supply Revolving Fund where we estimate what our expenditures will be for the year. You start off in the revolving fund by estimating the quantities or the volumes of business you will do. From that you develop what the product cost will be and what the operating cost will be, and that equation then gives you the rate you must charge in order to come out with a break-even. So actually what we are doing here is estimating for 1982-83 that our expenses will be \$45.5 million, whereas in 1981-82 our estimates were \$68.7 million.

Mr. Herbert: I would then say that figure is purely for administrative purposes and does not necessarily represent what demands are going to be made by another department on Supply and Services during the following year.

Mr. Blais: No.

Mr. Herbert: And that demand could be twice as much or half as much, you would not know. At least you put in that figure in order to establish some charge-up procedures.

Mr. Blais: Yes. But we try to forecast, as best we can, the level of business we are going to be carrying out for the various clients so that we can budget our own expenditures and our own person-years in order to meet that particular projection and to establish the sort of rate we are going to charge on the revenue-dependency basis.

Mr. Herbert: Presumably you got that figure from National Defence.

[Traduction]

M. Herbert: Vous achetez et vous vendez à la Défense nationale.

M. Blais: Exactement. La Défense nationale nous paye; nous réapprovisionnons le fonds, etc.

M. Herbert: Si bien que le roulement au cours d'une année pourrait être bien plus considérable.

M. Blais: Effectivement. Mais vous comprenez, il y a deux courants de dépenses principaux: d'une part, les dépenses pour les produits et les services et d'autre part, les dépenses qui représentent nos propres coûts, ce qu'il nous en coûte pour fonctionner. Ça, nous le payons également avec le fonds renouvelable.

M. Herbert: J'imagine que les coûts sont défalqués. Vous l'avez déjà dit.

M. Blais: Exactement.

M. Herbert: Mais tout de même, comment faites-vous pour prévoir que vous aurez besoin de 45 millions de dollars l'année prochaine? Comment pouvez-vous savoir d'avance ce qu'on va vous demander, ce qu'on va vous demander d'acquiescer et puisque de toute façon vous facturez tout cela, quelle importance cela a-t-il?

M. Blais: C'est le but même de l'exercice, cela nous permet de fixer le tarif que nous allons demander à nos clients. Bob peut peut-être vous donner d'autres détails.

M. Jones: En fait, c'est exactement comme ce que nous faisons avec le fonds renouvelable des approvisionnements: nous prévoyons nos dépenses pour l'année à venir. Avec le fonds renouvelable, nous commençons par évaluer le volume des transactions futures. Partant de là, nous cherchons à déterminer le coût du produit et les frais généraux et c'est cette équation qui permet de fixer le tarif qu'il faudra exiger pour rentrer exactement dans nos frais. Autrement dit, nous prévoyons qu'en 1982-1983, nos dépenses seront de 45.5 millions de dollars, alors que pour 1981-1982, nous avions prévu 68.7 millions de dollars.

M. Herbert: On peut donc dire que ce chiffre-là, vous le calculez à des fins purement administratives et qu'il n'équivaut pas forcément aux demandes qui vous seront faites par d'autres ministères au cours de l'année à venir.

M. Blais: Non.

M. Herbert: Et la demande pourrait être le double ou la moitié de ce que vous avez prévu, vous n'en savez rien. Vous calculez ce chiffre pour vous faire une idée du tarif que vous devez exiger.

M. Blais: Oui. Mais nous essayons tout de même de prévoir le plus justement possible la somme des transactions que nous ferons au nom de nos divers clients, parce que cela nous permet également de calculer nos propres dépenses, le nombre d'années-personnes dont nous aurons besoin pour faire face à la demande, en plus de nous permettre d'établir un tarif susceptible d'équilibrer nos revenus et nos déboursés.

M. Herbert: J'imagine que c'est la Défense nationale qui vous a donné ce chiffre.

[Text]

Mr. Blais: Yes, we get figures from National Defence in terms of what their capital budgets will be, and MOT, DOE and all the various clients, and we do a review and establish what the projections will be.

Mr. Herbert: Is this \$45 million National Defence?

Mr. Blais: Yes, and this is because I have two revolving funds. We have the Defence Revolving Fund, and you will see from the estimates that we also have the Supply Revolving Fund.

Mr. Herbert: If I can get in a question on unsolicited proposals, can you bring us up to date on how that program is going?

Mr. Blais: Very well. Mr. Chairman, I might point out that I am strongly encouraged by the sort of support I am getting from the Ministry of State for Science and Technology. I would hope to be in a position at the time we table our next estimates to have an increase in the amount of our unsolicited proposals fund because, of course, we cannot meet the demand there is on that fund, and we have found that in terms of return we are getting upwards of \$9 return for every \$1 invested in that fund. So under all criteria of evaluation, it is working very, very well.

Mr. Herbert: If it is such a useful program, it is rather strange that the \$15 million budget for next year is the same as it was at the last year.

Mr. Blais: It is strange, but you must agree that I did get \$10 million for the development fund which I did not have last year.

• 2100

Mr. Herbert: Before we go off the unsolicited proposals, you say that you cannot ever satisfy the demand. Can you give us some idea of what the demand is? I do not mean necessarily the total demand, or what is the demand from those that are proposing putting forward proposals that have some validity, that you would like to approve but do not have the funds to approve. What is the scope of that?

Mr. Blais: Mr. Allan, who is the Assistant Deputy Minister responsible for Science and Engineering Procurement, would be pleased to reply.

Mr. A.W. Allan (Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement, Department of Supply and Services): To date, for the period April 1, 1981 to December 31, 1981, we received 369 proposals for a total amount of \$64 million. Of that we accepted 94, and there is about \$9 to \$10 million that we are unable to finance at the present time because of our limitation on the \$15 million.

Mr. Herbert: The 94 spend the \$15 million?

Mr. Allan: That is right.

[Translation]

M. Blais: Oui, c'est la Défense nationale qui nous communique son budget d'immobilisations, de même que le ministère des Transports, celui de l'Environnement, tous nos clients. Nous les passons ensuite tous en revue pour faire des projections.

M. Herbert: Ces 45 millions de dollars sont pour la Défense nationale?

M. Blais: Oui, et cela s'explique du fait que j'ai deux fonds renouvelables. D'une part, le fonds renouvelable de la production de défense et également le fonds renouvelable des approvisionnements, comme vous le verrez dans le budget.

M. Herbert: Maintenant, j'aimerais bien poser une question au sujet des propositions spontanées; où en est ce programme?

M. Blais: Très bien. Monsieur le président, je tiens à préciser que le ministère d'État pour les Sciences et la Technologie m'a accordé le soutien le plus total. J'espère que la prochaine fois que nous déposerons notre budget, nous pourrions vous annoncer une augmentation des fonds destinés aux propositions spontanées parce qu'évidemment, pour l'instant, nous sommes loin de pouvoir faire face à la demande. Or, nous nous sommes aperçus que pour chaque dollar investi dans ce fonds, nous en récupérons plus de neuf. Quel que soit votre critère d'évaluation, il faut reconnaître que cela fonctionne excessivement bien.

M. Herbert: Si c'est tellement utile, n'est-il pas étrange que le budget n'ait pas changé depuis l'année dernière et qu'il soit resté à 15 millions de dollars?

M. Blais: C'est effectivement étrange, mais remarquez que j'ai obtenu 10 millions de dollars pour le fonds de développement que je n'avais pas l'année dernière.

M. Herbert: Avant de passer à autre chose, vous dites que vous ne pouvez jamais satisfaire à la demande. Pouvez-vous nous donner une idée de son importance? Je ne veux pas dire nécessairement la demande globale, mais quelle est la demande de ceux qui font des propositions valables, que vous voudriez approuver, mais pour lesquelles vous n'avez pas assez de fonds. Quelle est son importance?

M. Blais: M. Allan, le sous-ministre adjoint de l'Approvisionnement scientifique et technique, sera heureux de vous répondre.

M. A.W. Allan (Sous-ministre adjoint, Approvisionnement scientifique et technique, ministère des Approvisionnements et Services): Jusqu'à maintenant, pour la période du 1^{er} avril 1981 au 31 décembre 1981, nous avons reçu 369 propositions pour un montant total de 64 millions de dollars. De ce chiffre, nous en avons accepté 94 et il y a un montant d'environ 9 à 10 millions de dollars que nous ne pouvons accorder à l'heure actuelle à cause de notre limite à 15 millions de dollars.

M. Herbert: Ces 94 dépensent tous les 15 millions de dollars?

M. Allan: C'est exact.

[Texte]

Mr. Herbert: And you have an additional how many?

Mr. Allan: We have an additional amounting to about \$9 to \$10 million—

Mr. Herbert: That you would like to have funded.

Mr. Allan: —that we would like to fund, but we have run out of commitment authority and have to hold those over till the following year.

Mr. Herbert: Till next year.

Mr. Allan: Yes.

Mr. Herbert: Which means that, of the \$15 million you have available for next year, in essence you can look at a \$10-million commitment already.

Mr. Allan: That is right.

Mr. Herbert: It does not leave very much room to breathe for next year.

Mr. Allan: That is right.

Mr. Blais: Except that it provides us with some leverage to pry some money from the economic development envelope and stick it into the unsolicited proposals fund.

Mr. Herbert: If the return is nine to one, as you say, then this is a program which surely is worthy of expansion.

Mr. Blais: Yes, of course, because, as you see, it is an off-shoot of our contracting-out policy. In effect, these are proposals that come from the marketplace, and one of the basic criteria is that the proposal itself have some market value and some economic benefit that will flow from the completed research and development so that the cost-benefit ratio can be established relatively readily as a result of the experience. It is, you know, an emanation of our contracting function.

Mr. Herbert: Is the cost-benefit ratio you have been talking about, the nine to one, estimated in advance or estimated by experience after?

Mr. Blais: It is estimated from the experience after, from the contracts that have been met.

Mr. Herbert: It is real, then; it is not guessed at?

Mr. Blais: Yes, very much so.

Mr. Allan: It is based on input from the contractors themselves. We solicit the information from them through questionnaires, and this is the information that has been fed back.

Mr. Herbert: Anybody reading the minutes of this meeting should not rush out to put in a proposal; you do not have any money left.

Mr. Blais: I do not mind their putting in proposals, because they compete with the others. You know, we are in a very fortunate position of being able to pick A-1 proposals because there are so many coming through. Most of them, and I say that without any hesitation, are fundable proposals. I review them on a monthly basis in terms of those that were rejected

[Traduction]

M. Herbert: Et combien en reste-t-il?

M. Allan: Il en reste pour un montant d'environ 9 à 10 millions de dollars...

M. Herbert: Qui devraient être financés d'après vous.

M. Allan: ... que nous aimerions financer, mais nos crédits sont épuisés et nous devons les reporter à l'année prochaine.

M. Herbert: L'an prochain.

M. Allan: Oui.

M. Herbert: Par conséquent, sur les 15 millions de dollars qui seront à votre disposition l'an prochain, vous avez déjà des engagements de l'ordre de 10 millions de dollars.

M. Allan: C'est exact.

M. Herbert: Cela ne vous laisse pas beaucoup de marge de manoeuvre pour l'an prochain.

M. Allan: C'est exact.

M. Blais: Sauf que cela nous permet d'aller chercher des fonds dans l'enveloppe du développement économique et de les transférer au fonds des propositions spontanées.

M. Herbert: Si le rapport est de neuf sur un, comme vous le dites, il vaut certainement la peine de donner de l'expansion à ce programme.

M. Blais: Certes, parce que comme vous le constatez, il s'agit d'une retombée de notre politique d'adjudication de contrats au privé. En fait, ces propositions viennent du marché privé et l'un des premiers critères est que la soumission elle-même ait une certaine valeur marchande et que des avantages économiques découlent de ses activités de recherche et de développement de sorte que l'on puisse établir facilement sa rentabilité. Cela découle donc de nos fonctions à l'égard des contrats.

M. Herbert: Ce coefficient de rentabilité dont vous avez parlé, soit neuf sur un, provient-il d'une estimation préalable ou après coup?

M. Blais: Il s'agit d'une estimation effectuée après coup, d'après les contrats respectés.

M. Herbert: Elle est réelle, donc ce n'est pas une hypothèse?

M. Blais: Certes.

M. Allan: Elle est fondée sur les renseignements obtenus des entrepreneurs eux-mêmes. Nous leur soumettons des questionnaires dont nous compilons les résultats.

M. Herbert: Tout lecteur de ce compte rendu ne devrait pas se précipiter pour vous faire une soumission parce que vous n'avez plus d'argent.

M. Blais: Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il fasse des soumissions parce qu'elle crée un climat de saine concurrence. Nous avons la chance de pouvoir choisir d'excellentes soumissions parce que nous en recevons beaucoup. La plupart, et je le dis sans hésitation, pourrait être financée. Chaque mois, je fais une revue des soumissions refusées et acceptées et il s'agit dans

[Text]

and those that were accepted, and they are all legitimate proposals put forward by recognizable, legitimate concerns in the marketplace.

Mr. Herbert: You must find some means, now and again, to be able to switch these to other departments?

Mr. Blais: We attempt to. That is all part of the bargaining process that Mr. Allan is involved in.

Mr. Allan: That is a good point, Mr. Chairman. Generally, the unsolicited proposal fund puts up a portion of the funding required, and the client department puts up another proportion.

Mr. Blais: And the entrepreneur puts up another portion.

Mr. Allan: Yes. So, as far as government funding goes, the unsolicited proposal fund would put up 50 per cent of the funding, and the client department who has taken on the sponsorship of that particular proposal would put up the other 50 per cent. So, in fact, the \$15 million gets stretched, in effect, to \$30 million through that process.

Mr. Herbert: And you bargain with the other departments?

Mr. Allan: We bargain with the other departments, and that is how we stretch this \$15 million in a number of directions to make it go as far as we can.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

• 2105

The Chairman: You were told some weeks ago, Mr. Minister, that normal returns on cost benefits from the National Research Council were 20 to 1; yours being 9 to 1, would you be funding the high-risk research?

Mr. Blais: No. I would not want to make any judgment on the value of the NRC's figures—ours are very real, though.

The Chairman: You do not mind if I quote you, Mr. Minister?

Mr. Blais: You do not have to quote me.

The Chairman: Mr. Lambert, you just came in; do you have a few questions you would like to ask, sir?

Mr. Lambert: Oh, yes.

The Chairman: Would you wait until Mr. Reid has had his second round and then you can come on?

Mr. Lambert: May I please crave the indulgence, because I have a date upstairs, too?

The Chairman: We all have dates. What is her name?

Mr. Lambert: I have another committee, too.

I wonder, Mr. Minister, whether your department is one of those that fits into the perimeters of remarks by the Auditor General in his present report, and also in his previous report, concerning what he deems to be a shortfall in the Treasury Board's monitoring of a thing called, euphemistically, payroll

[Translation]

tous les cas de soumissions valables présentées par des intérêts légitimes du secteur privé.

M. Herbert: De temps à autre, il doit vous être possible de les transférer à d'autres ministères?

M. Blais: Nous tentons de le faire. Cela fait partie du processus de négociation auquel participe M. Allan.

M. Allan: C'est juste, monsieur le président. En général, le fonds des propositions spontanées débloque une partie du financement nécessaire et le ministère-client verse aussi sa part.

M. Blais: Ainsi que l'entrepreneur.

M. Allan: Oui. Donc, pour ce qui est du financement venant du gouvernement, le fonds des propositions spontanées fournit 50 p. 100 du financement et le ministère-client l'ayant parrainé en assume aussi 50 p. 100. Le montant de 15 millions de dollars est donc porté à 30 millions de dollars par ce processus.

M. Herbert: Et vous négociez avec les autres ministères?

M. Allan: En effet et c'est ainsi que nous tentons de faire autant que nous pouvons avec ces 15 millions de dollars.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Le président: On nous a dit il y a quelques semaines, monsieur le ministre, que le rapport normal coût-bénéfices était de 20 pour au Conseil national de recherches; le vôtre est de neuf pour un, financez-vous des recherches à risque élevé?

M. Blais: Non. Je ne voudrais faire aucune observation sur la valeur des chiffres du CNR... toutefois les nôtres sont bien réels.

Le président: Vous ne voyez pas d'inconvénient à ce que je vous cite, monsieur le ministre?

M. Blais: Ce n'est pas nécessaire.

Le président: Monsieur Lambert, vous venez d'arriver, avez-vous des questions à poser?

M. Lambert: Oui.

Le président: Pouvez-vous attendre que M. Reid ait eu son deuxième tour?

M. Lambert: Puis-je vous demander votre indulgence parce que j'ai aussi un rendez-vous en haut?

Le président: Nous avons tous des rendez-vous. Comment s'appelle-t-elle?

M. Lambert: Je dois assister à un autre comité.

Monsieur le ministre, votre ministère est-il l'un de ceux visés par les observations que fait le vérificateur général dans son rapport, ainsi que dans le précédent, au sujet du fait que le Conseil du Trésor ne semble pas capable de surveiller ce qu'on affuble de l'euphémisme, gestion du coût de la paie... Je

[Texte]

cost management—that, I suppose, in the latest bureaucratised, is just personnel administration—in the planning forward for the greater utilization of personnel?

You may recall that, two years ago, the Auditor General said that he thought only about 60-odd, per cent of the Public Service of Canada were profitably employed and that there were some 30-odd per cent under-employed and there was a shortfall—

Mr. Blais: Did he not retract that?

Mr. Lambert: No, he translated that high jargon into everyday language, when he said:

Well, I suppose it could be said that 35 per cent or so of them are sitting on their buns.

He retracted that.

Mr. Blais: Yes, but he made that statement after an investigation of one department under—

Mr. Lambert: That is not the point that I wish—

Mr. Blais: Was it 160 people? It was 160 people spread over a whole bunch of departments, and there were only two in our department.

Mr. Lambert: That is not what I am concerned about, whether those remarks were good, bad or indifferent. What I am concerned about—

Mr. Blais: Ours are never indifferent, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: —is this thing called payroll cost management. These are the standards for personnel policy—"human resources management" is also the current buzz-word—in that it is the responsibility of Treasury Board to set the guidelines to departments with regard to personnel performance, et cetera, et cetera.

The Auditor General, you may recall, has said that it is also the task of Treasury Board to monitor and enforce those programs. I am not taking the part of the Auditor General here, but are you one of the 16 departments that are involved in this? Shall we say, are you the bird in the game of shuttlecock between Treasury Board, the Auditor General and the Public Service Commission?

Mr. Blais: No, we do not like getting shuttlecocked around. I can tell you very frankly that the only comments we got from the Auditor General relating to payroll cost management were complimentary. In fact, he said some very nice things about our training programs, so in effect we were never the subject of criticism.

I might point out, although it has not been drawn to the attention of the public, that the Department of Supply and Services, in the last Auditor General's Report, came out very, very, very well, very positively.

Mr. Lambert: Mr. Kirkwood would understand this: Did you get a first or did you get a second in the book of the Auditor General?

[Traduction]

suppose que c'est le dernier terme du jargon bureaucratique pour désigner l'administration du personnel... lors de la planification en vue d'une meilleure utilisation du personnel?

Vous vous souviendrez qu'il y a deux ans, le vérificateur général avait dit qu'à son avis environ seulement 60 p. 100 des fonctionnaires du Canada étaient utilisés à profit, que 30 p. 100 étaient sous-employés et qu'il y avait des lacunes...

M. Blais: N'a-t-il pas retiré ces observations?

M. Lambert: Non, il a simplement traduit ce jargon en langage de tous les jours lorsqu'il a dit:

Je suppose qu'on peut dire que 35 p. 100 d'entre eux se tournent les pouces.

Cela, il l'a retiré.

M. Blais: Oui, mais il a fait ces déclarations à la suite d'une enquête portant sur un ministère...

M. Lambert: Ce n'est pas ce que je voudrais...

M. Blais: C'étaient 160 personnes? Cela portait sur 160 fonctionnaires répartis entre plusieurs ministères, et seulement deux se trouvaient dans le nôtre.

M. Lambert: Peu m'importe si ces observations étaient justes ou non. Ce qui m'intéresse...

M. Blais: Nous ne sommes jamais indifférents, monsieur Lambert.

M. Lambert: ... c'est ce qu'on appelle la gestion du coût de la paie. Il s'agit des normes de la politique relative au personnel... «Gestion des ressources humaines... est l'expression à la mode... en ce sens que le Conseil du Trésor est chargé d'émettre des lignes directrices aux ministères au sujet de la performance du personnel, etc., etc.

Le vérificateur général a dit que le Conseil du Trésor était également chargé de veiller à la mise en oeuvre de ces programmes. Je ne défends pas la position du vérificateur, mais votre ministère fait-il partie des 16 ministères en cause? Autrement dit, êtes-vous le volant de la partie de badminton qui se joue entre le Conseil du Trésor, le vérificateur général et la Commission de la Fonction publique?

M. Blais: Non, nous n'aimons pas être la balle que l'on se renvoie. En toute franchise, je puis vous dire que le vérificateur général n'a fait que des commentaires élogieux à l'égard de notre gestion du coût de la paie. En fait, il nous a félicités de nos programmes de formation, nous n'avons jamais fait l'objet de critiques.

Je signale, bien qu'on ne l'aie pas porté à l'attention du public, que le ministère des Approvisionnements et Services fait l'objet d'observations extrêmement positives dans le dernier rapport du vérificateur général.

M. Lambert: M. Kirkwood le comprendrait: êtes-vous arrivé premier ou deuxième dans le livre du vérificateur général?

[Text]

• 2110

Mr. Blais: I think we got an A, was it not? Or an A plus, if I recall correctly.

Mr. Lambert: Did you get the gold star put up over the door?

Mr. Blais: No. He has not come around to put a star over our door yet, unless I missed something.

Mr. Lambert: Now, what I am concerned about, and I have been having a look at this, I must say, that is I find it just a bit difficult to understand how Treasury Board should also run a department because in effect, in my understanding of the language, this is almost implied in the words "monitoring and enforcing" policies insofar as personnel administration is concerned. There I wonder whether the Auditor General is not going too far.

For instance, I think your department and the Department of National Revenue would be the greatest users of computers in government service—

Mr. Blais: Yes.

Mr. Lambert: —because of your responsibilities. This means that you have to have an entirely different, trained support staff. The question is, as you move on, in the expansion of that computer capability, so must you have a larger and larger requirement for staff and also staff have to be replaced. Now, the question comes, who does the training of those people and how much of that training should you, as an employer, do or should you expect them to have when they finish school. You know, it is like the football coach who says, look I am not supposed to teach them to block, tackle or run—that is supposed to be something that they have when they come to me.

Now, how do you find the people that come to you in the competitions—you set up your requirements to the Public Service Commission, and what kind of candidates do you get? How much training on the job, or preliminary training do you have to do? I am more interested in those people who are going to flow in, not those who are there now because some of them you cannot retrain. The greatest number are those that are going to come in, and what it will mean to the cost of government to either retrain your younger staff, and secondly to insist upon properly trained staff who have the fundamentals before you take them on to your specialty work.

Mr. Blais: Mr. Chairman, as Mr. Lambert well knows, especially in EDP, electronic data processing, there is a shortage of manpower.

Mr. Lambert: What per cent do you estimate?

Mr. Blais: I cannot give you an estimation for that, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: All right. You say a shortage, you must have some—

Mr. Blais: The fact is that one of the problems we are facing is that we train personnel and the personnel may not stay with us; they find employment in other areas, but we find that we

[Translation]

M. Blais: Je crois que nous avons eu un A, n'est-ce pas? Ou A plus, sauf erreur.

M. Lambert: Avez-vous collé une étoile d'or sur la porte?

M. Blais: Non. Il ne nous a pas encore donné d'étoile, à moins que cela ne m'ait échappé.

M. Lambert: En fait, il m'est difficile de comprendre comment le Conseil du Trésor peut également gérer un ministère, du point de vue de l'administration du personnel, car c'est bien ce que veulent dire pour moi les termes 'surveiller et veiller à la mise en oeuvre'. Et je me demande si le vérificateur général ne va pas un peu trop loin.

Par exemple, je suppose que votre ministère et celui du Revenu national sont les plus grands usagers d'ordinateurs au gouvernement.

M. Blais: Oui.

M. Lambert: ... de part la nature de vos responsabilités. Cela signifie que votre personnel de soutien a reçu une formation tout à fait différente. Donc, à mesure que l'informatique prend de l'importance dans votre ministère, vous devez trouver et remplacer de plus en plus de personnel. On se demande donc qui forme ces gens et quel degré de formation devriez-vous vous attendre à trouver chez eux, en tant qu'employeur, à leur sortie de l'école. C'est comme l'entraîneur de football qui dit qu'il n'est pas là pour leur enseigner à bloquer, plaquer ou courir, ils doivent déjà savoir le faire lorsqu'ils se joignent à l'équipe.

Comment trouvez-vous les gens qui se présentent à vos concours? Vous faites part de vos exigences à la Commission de la fonction publique, mais quel genre de candidats obtenez-vous? Dans quelle mesure devez-vous les former en cours d'emploi? Je m'intéresse plutôt aux nouveaux, parce que chez les anciens, il y en a qu'on ne peut recycler. Combien coûtera au gouvernement le recyclage du personnel actuel et l'obtention de candidats formés au préalable.

M. Blais: Monsieur le président, comme le sait fort bien M. Lambert, on connaît une pénurie de main-d'oeuvre dans le domaine de l'informatique.

M. Lambert: Dans quelle proportion?

M. Blais: Je ne puis vous donner de pourcentage, monsieur Lambert.

M. Lambert: Très bien. Vous parlez de pénurie, vous devez avoir ...

M. Blais: Un des problèmes est que nous risquons de former des employés qui nous quitteront par la suite. Ils se trouvent des emplois ailleurs, mais nous estimons avoir la responsabilité

[Texte]

have a responsibility to train notwithstanding that. Perhaps Mr. Capello might be able to reply more precisely to your question on percentages.

Mr. G.G. Capello (Assistant Deputy Minister, Operational Services, Department of Supply and Services): Right now we are having difficulty in recruiting qualified CSs for specific occupations; that is, with a responsibility for payroll management to put out the payroll system. We need people who specialize—

Mr. Lambert: Just a minute. On payroll management, that is not what the Auditor General calls payroll management. Payroll management is a personnel policy.

Mr. Capello: We run the payroll system.

Mr. Lambert: I agree. I agree with the terminology you would normally use, that that is what is the overhead of operating the payroll system. That to me is payroll cost management, but other people have fancier names and fancier meanings to that.

• 2115

Mr. Blais: Well, as you know, we administer the payroll system in the sense that we issue the cheques to all the public servants, including members of Parliament.

Mr. Lambert: Yes, but that is the overhead part of your operation.

Mr. Blais: Yes. But you are talking about the payroll management in individual departments.

Mr. Lambert: No, what I am talking about, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, is—

The Chairman: Your last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: All right. You need qualified electronic equipment personnel.

Mr. Blais: Yes.

Mr. Lambert: The question at issue was: Have you sufficient trained personnel on hand? Can you see the next ones coming on? This is because there has to be some longer term planning for it, and if you do not have them now, how short are you? The statement was made, I believe, that you are short.

Mr. Blais: Okay. I will ask Mr. Kirkwood, my deputy minister, to address that question.

Mr. D. Kirkwood (Deputy Minister, Services, and Deputy Receiver General for Canada, Department of Supply and Services): Mr. Chairman, I can speak to that not only as it concerns our own department, but, to some degree, as it affects the system government-wide, because the Treasury Board Secretariat has had in existence for some time, an Advisory Committee on Information Systems, which I chair. All of the departments that are substantial users of computer facilities are represented on this committee and it is, in essence, an advisory committee relating to the use of computers in government.

[Traduction]

d'offrir une certaine formation, quoi qu'il en soit. M. Capello pourrait peut-être vous donner une réponse plus précise quant aux pourcentages.

M. G.G. Capello (sous-ministre adjoint, Services opérationnels, ministère des Approvisionnements et des Services): A l'heure actuelle, nous avons de la difficulté à recruter des CS qualifiés pour certaines tâches, comme le système de la paye. Nous avons besoin de gens qui se spécialisent . . .

M. Lambert: Un instant. Le vérificateur général ne parle pas de gestion de la paye. Cela est une politique relative au personnel.

M. Capello: Nous gérons le système de la paye.

M. Lambert: J'en conviens. Selon les termes qu'on emploierait normalement, il s'agit là des frais généraux qu'entraîne la responsabilité du système de la paye. C'est ce que j'appelle la gestion du coût de la paye, mais d'autres se servent de termes plus sophistiqués.

M. Blais: Comme vous le savez, nous administrons le système de la paie vu que nous émettons les chèques de tous les fonctionnaires, y compris les députés.

M. Lambert: Oui, mais il s'agit des frais généraux.

M. Blais: Oui. Mais vous parlez de la gestion de la paie dans les ministères.

M. Lambert: Non, je songe plutôt au, monsieur le président, . . .

Le président: Votre dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert: Très bien. Vous avez besoin de personnel qualifié à l'informatique.

M. Blais: Oui.

M. Lambert: Je voulais savoir si vous aviez assez de personnel compétent chez vous? Savez-vous quand vous pourrez en accueillir d'autres? Il faut une planification à long terme, et si vous en manquez maintenant, quelle est l'importance de cette pénurie? Vous avez dit qu'il vous en manquait?

M. Blais: Très bien. Je demanderai à M. Kirkwood, mon sous-ministre, de répondre à cette question.

M. D. Kirkwood (sous-ministre, Services et Receveur général adjoint du Canada, ministère des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, je puis en parler non seulement en ce qui concerne notre propre ministère, mais aussi en ce qui a trait au gouvernement dans son ensemble car le secrétariat du Conseil du Trésor a créé, il y a quelque temps, un comité consultatif sur le système d'information dont je suis président. Tous les ministères se servant sur une grande échelle d'installations informatisées sont représentés au sein de ce comité qui traite, en substance, de l'emploi des ordinateurs au gouvernement.

[Text]

During the last year or year and a half, one of the subjects that has been of considerable concern in that committee has been the adequacy of the supply of trained computer personnel. The shortage that has been identified in that committee, and I should say that there are some disagreements as to the accuracy of the figures, because it is not an easy thing to determine with precision, but the ballpark area is 5 to 10 per cent shortage below the level of staffing that departments would like to see. That was increasing a year ago.

With the successful conclusion of the collective agreement for CSs this past year, the atmosphere has improved, recruitment is improving, and it would appear that the percentage shortfall is probably declining now. At least there is much less active concern in departments than there was a year ago about a coming acute shortage of computer specialists. Undoubtedly, there will continue to be a shortage. There is competition, not only within government, but in the market as a whole for specialists in this area. There is a general shortage. But by and large, we seem to be holding our own at the present time.

Mr. Lambert: Mr. Chairman, do any of these jobs call for bilingual qualifications?

Mr. Kirkwood: Oh yes, indeed.

Mr. Lambert: To what degree?

Mr. Kirkwood: Do you mean what percentage of these jobs are bilingual?

Mr. Lambert: Yes, in the CS category, and those people whom you are recruiting for electronic equipment utilization.

Mr. Kirkwood: I would find it very difficult to produce any estimate that would apply across the government. We could probably produce some estimates as it would relate to particular units within our own organization.

Mr. Lambert: Well, within the limits of your knowledge, then.

Mr. Kirkwood: Mr. Capello, I think, can answer that question.

Mr. Capello: Yes. I think right now it is roughly between 10 and 15 per cent, if you are referring to working in French and programming in that particular language.

Mr. Lambert: Well, the jobs are there or are said to be there. How well are you recruiting to those requirements?

Mr. Capello: From the point of view of linguistic capability?

Mr. Lambert: Yes, because the norm now is that persons have to come to the job with the knowledge of language.

Mr. Kirkwood: Not necessarily.

Mr. Lambert: You are still training on the job?

Mr. Kirkwood: Yes.

Mr. Lambert: All right. Fine, because the sword of Damocles is about to fall on those who do not have the language. It has already in certain areas.

[Translation]

Au cours de la dernière année et demie, le comité s'est beaucoup préoccupé, entre autres choses, de l'existence d'un personnel compétent dans ce domaine. Le comité a identifié une pénurie, et je dois dire qu'on ne s'entend pas sur l'exactitude des chiffres, car ce n'est pas facile à déterminer avec précision, mais on évalue le manque à gagner à 5 à 10 p. 100 par comparaison au niveau de dotation que le ministère aimerait atteindre. Cet écart grandissait encore il y a un an.

Grâce à la conclusion d'une convention collective avec les CS l'an dernier, l'atmosphère s'est améliorée, le recrutement s'accroît et tout semble indiquer que cet écart s'amenuise maintenant. Du moins, le ministère s'inquiète beaucoup moins d'une pénurie grave de spécialistes en informatique. Sans aucun doute, il y aura toujours une pénurie. La concurrence est forte, pas seulement au sein du gouvernement, mais sur le marché dans son ensemble. Cette pénurie se retrouve partout. Mais pour l'instant nous semblons y survivre.

M. Lambert: Monsieur le président, certains de ces postes sont-ils des postes bilingues?

M. Kirkwood: Certes.

M. Lambert: Dans quelle mesure?

M. Kirkwood: Vous voulez dire quel pourcentage de ces postes sont bilingues?

M. Lambert: Oui, dans la catégorie CS, et chez ceux que vous recrutez comme préposés à l'équipement électronique.

M. Kirkwood: Il me serait très difficile de l'évaluer à l'échelle du gouvernement. Nous pourrions probablement vous fournir une estimation de ce pourcentage dans certaines unités de notre propre organisation.

M. Lambert: Eh bien, pour autant que vous le sachiez alors.

M. Kirkwood: Je crois que M. Capello peut répondre à votre question.

M. Capello: Oui. Pour l'instant, cela se situe entre 10 et 15 p. 100, pour ce qui est de travailler et d'établir des programmes en français.

M. Lambert: Des emplois existent donc. Dans quelle mesure trouvez-vous des recrues?

M. Capello: Du point de vue des aptitudes linguistiques?

M. Lambert: Oui, parce que maintenant on exige que les candidats connaissent déjà l'autre langue.

M. Kirkwood: Pas nécessairement.

M. Lambert: Vous offrez toujours une formation linguistique?

M. Kirkwood: Oui.

M. Lambert: Très bien, parce que l'épée de Damoclès tombera bientôt sur ceux qui n'ont pas appris l'autre langue. C'est déjà arrivé dans certains cas.

[Texte]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Lambert. Mr. Beatty.

Mr. Lambert: Too bad we cannot continue on that.

Mr. Beatty: May I just go over those figures again? I apologize if I am a little slow—

The Chairman: This is the third round on those figures, Mr. Beatty.

Mr. Beatty: Yes.

The Chairman: The figures of \$66 million and \$23 million.

Mr. Beatty: Right. Perhaps you can get them to add up better than I can, Mr. Chairman.

• 2120

Mr. Berger, the figure of \$66,175,379.87, correct me if I am wrong, total billings DSS—

Mr. G.A. Berger: I think that is to March 16.

Mr. Beatty: —April 1, 1981 to March 16, 1982, of which \$42,086,003.33 for media, creative agencies, \$23,900,000.

Mr. G.A. Berger: \$23,912,000.

Mr. Beatty: CMC, \$2.1 million?

Mr. G.A. Berger: CMC is not in the \$66 million, if you are looking for that; no.

Mr. Beatty: Thank you. Where is the remainder for DSS?

Mr. G.A. Berger: The other is research contracts of \$177,003.00.

Mr. Beatty: I am sorry. Research?

Mr. G.A. Berger: The sum of \$177,003. And those three figures make up the \$66,175,379.87, to which is added the fee that we paid to the agency of record.

Mr. Beatty: Which was \$22,100,000 to January.

Mr. G.A. Berger: To the end of January.

Mr. Beatty: To January what?

Mr. G.A. Berger: I have figures here of January 19 of approximately \$2 million.

Mr. Beatty: And how much was kept by DSS in addition to that?

Mr. G.A. Berger: I do not have those numbers, but I will be glad to provide them.

Mr. Beatty: But it would be safe to say more than \$2,100,000, because you are counting on 4 per cent for yourself, 3 per cent—

Mr. G.A. Berger: Yes, covering our staff expenses for advertising audit, for negotiation, for interest payments, overheads rent, and all that sort of thing.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Lambert. Monsieur Beatty.

M. Lambert: Dommage que nous ne puissions continuer dans cette veine.

M. Beatty: Puis-je reprendre ces chiffres? Je m'excuse si je suis un peu lent . . .

Le président: C'est votre troisième tour au sujet de ces chiffres, monsieur Beatty.

M. Beatty: Oui.

Le président: Ces chiffres de 66 millions de dollars et de 23 millions de dollars?

M. Beatty: C'est exact. Vous arriverez peut-être mieux que moi à les faire concorder, monsieur le président.

Monsieur Berger, sauf erreur, le chiffre de \$66,175,379.87 représente le total des facturations du MAS . . .

M. G.A. Berger: Jusqu'au 16 mars.

M. Beatty: . . . du 1^{er} avril 1981 au 16 mars 1982, dont \$42,086,003.33 pour les médias, \$23,900,000 pour les agences artistiques.

M. G.A. Berger: \$23,912,000.

M. Beatty: La CMC, 2.1 millions de dollars?

M. G.A. Berger: La CMC n'est pas incluse dans les 66 millions de dollars, si c'est ce que vous cherchez.

M. Beatty: Merci. Où se trouve le reste pour le ministère des Approvisionnements et Services?

M. G.A. Berger: Il s'agit des contrats de recherche de l'ordre de \$177,003.00.

M. Beatty: Pardon, vous avez dit la recherche?

M. G.A. Berger: Pour \$177,003.00. Ces trois chiffres forment le montant de \$66,175,379.87 auxquels s'ajoutent les honoraires que nous versons au Bureau de gestion.

M. Beatty: Soit \$22,100,000 jusqu'en janvier.

M. G.A. Berger: Jusqu'à la fin de janvier.

M. Beatty: De quoi?

M. G.A. Berger: Jusqu'au 19 janvier, environ 2 millions de dollars.

M. Beatty: Et combien est resté au ministère en plus de cela?

M. G.A. Berger: Je n'ai pas ces chiffres, mais je serai heureux de vous les fournir plus tard.

M. Beatty: Mais, sans risque de se tromper, on pourrait dire plus de \$2,100,000 vu que vous comptez 4 p. 100 pour vous-même, 3 p. 100 . . .

M. G.A. Berger: Oui, pour ce qui est des frais relatifs à la vérification comptable, à la négociation, aux versements d'intérêt, au loyer, etc.

[Text]

Mr. Beatty: So, in fact, the government's advertising budget for those areas of government that were covered by DSS for 1981-82 will be more than \$71 million?

Mr. G.A. Berger: Yes. But you are lumping some apples and oranges in there.

Mr. Beatty: But as a result of the government's advertising, they are going to be spending more than \$71 million for the fiscal year.

Mr. G.A. Berger: But, if you are adding in DSS costs, then you could say, Let us add in the departmental information officer costs and—

Mr. Beatty: Okay, then assume we take out the DSS costs, would you say \$70 million is a fair ballpark figure for government advertising expenses?

Mr. G.A. Berger: That would be a little high.

Mr. Beatty: How little?

Mr. G.A. Berger: It is, say, \$68 million.

Mr. Beatty: \$68 million.

Mr. G.A. Berger: Including the agency of record. It is \$66 million for what would be referred to as program-related advertising, and what you have with an agency of record is, in effect, the government contracting out a function.

Mr. Beatty: Yes, I fully accept that. What I am trying to get at is the cost to the taxpayer of the government's advertising. Even if you take the \$66.175 million, add on your \$2.1 million to January 19, by the time you take CMC's contract to the end of the year, plus an extra two weeks for the advertising, you are getting closer to \$69 million minimum, even before you are counting DSS. The forecast expenditure for 1981-82, according to the blue book, was \$61 million. Sorry. I am saying that, according to forecast revenues, in any case, for 1981-82, was \$61 million, according to the blue book.

Mr. G.A. Berger: At the time this was done, they forecast revenues at \$69 million.

Mr. Beatty: When would that have been?

Mr. G.A. Berger: In September.

Mr. Beatty: In September.

Mr. Blais: That is really a departmental estimate for our own purposes.

Mr. Beatty: It was printed in the blue book for parliamentary purposes.

Mr. Blais: Yes, I recognize that but, as you well know, Mr. Beatty, the question of advertising basically is one that relates to the individual line departments or client departments, who identify their own advertising budget and then retain our services in order to contract for that advertising.

Now the question is that we attempt to forecast the level of expenditure relating to advertising in the same way as we

[Translation]

M. Beatty: En fait, le budget du gouvernement consacré à la publicité pour les domaines relevant du ministère des Approvisionnement et Services en 1981-1982 dépassera 71 millions de dollars?

M. G.A. Berger: Oui. Mais vous additionnez des pommes et des oranges.

M. Beatty: Mais on consacrera plus de 71 millions de dollars à la publicité du gouvernement pour l'année financière...

M. G.A. Berger: Mais si vous ajoutez les frais généraux du ministère des Approvisionnement et Services, pourquoi ne pas calculer également le coût de l'agent d'information du ministère et...

M. Beatty: Très bien, retranchons ces frais, peut-on dire alors que le gouvernement consacre environ 70 millions de dollars à la publicité?

M. G.A. Berger: C'est un peu élevé.

M. Beatty: Un peu quoi?

M. G.A. Berger: Je dirais 68 millions de dollars.

M. Beatty: Soixante huit millions de dollars.

M. G.A. Berger: Y compris le Bureau de gestion. Ce seraient donc 66 millions pour ce qu'on appelle publicité relative au programme. En fait, la présence d'un bureau de gestion signifie que le gouvernement délègue une fonction sous contrat.

M. Beatty: Oui, je suis entièrement d'accord. Je cherche à savoir combien coûte aux contribuables la publicité du gouvernement. Même en ne prenant que les 66.175 millions de dollars et y ajoutant nos 2.1 millions de dollars jusqu'au 19 janvier, vous vous rapprochez d'un minimum de 69 millions de dollars au moment où vous concluez un contrat avec la CMC à la fin de l'année, plus deux semaines supplémentaires pour la publicité. Selon le Livre bleu, vous prévoyez de dépenser 61 millions de dollars en 1981-1982. Pardon, selon les recettes prévues.

M. G.A. Berger: Au moment où cela a été fait, on prévoyait des recettes de 69 millions de dollars.

M. Beatty: Quand cela?

M. G.A. Berger: En septembre.

M. Beatty: En septembre.

M. Blais: C'est vraiment une estimation du ministère faite à nos propres fins.

M. Beatty: Elle se trouve aussi dans le Livre bleu aux fins du Parlement.

M. Blais: Oui, je l'admets, mais comme vous le savez, la publicité relève avant tout des ministères-clients qui déterminent leur propre budget de publicité et ont ensuite recours à nos services pour l'adjudication d'un contrat.

Nous tentons donc de prévoir le niveau des dépenses relatives à la publicité comme nous le faisons pour d'autres approvi-

[Texte]

attempt to forecast the level of expenditure of client departments relating to other procurement. Therefore, you cannot identify the projected advertising that we had identified as being a government intention as such. It is simply a means for our being able to project the level of activity that we will be engaged in.

Mr. Beatty: Yes. What I am trying to get at is that you are suggesting in the blue book, again page 53, where you deal with business volume:

the face value of contracts for acquisition of media time and space will be 14.8 per cent higher than in fiscal year 1981-82.

Is that a rough figure that we can apply to the government's total advertising budget for increases year over year? Roughly, 14.8 per cent.

• 2125

Mr. Blais: If you continue that sentence, you will see that it is due to the increased product cost.

Mr. Beatty: The question was not what is was due to, the question is whether we could apply that figure roughly across the board in terms of getting some projection of what actual costs will be for advertising for the government for fiscal year 1982-83.

Mr. Blais: You can if you wish to.

Mr. G.A. Berger: There is a figure there, which is an estimate of \$70 million.

Mr. Beatty: So you are saying, then, Mr. Berger—

Mr. G.A. Berger: For 1982-83.

Mr. Beatty: —that actual expenditures in 1982-83 will be roughly equal to actual expenditures in fiscal year 1981-82.

Mr. G.A. Berger: That is the estimate that is there now, on the basis of programs that have been forecast at this stage. If that changes, our figures will change, but right now that is the estimate.

Mr. Beatty: Yet you say that the level of federal advertising is forecast as remaining unchanged for fiscal year 1982-83. Then you say, "however, the face value"—by level you are referring to volume. So, if the volume remains unchanged, if costs have escalated by about 15 per cent how do you come out with the same figure?

Mr. G.A. Berger: We were suggesting that it was going, in effect, from 61 to 70, so you are talking about a program's going from \$61 million to \$70 million.

Mr. Beatty: But, in fact, it was at \$69 million—we have been able to isolate that.

Mr. G.A. Berger: Using comparable figures, we are talking about \$66 million.

Mr. Beatty: Now it is \$66 million.

[Traduction]

sionnements des ministères-clients. On ne peut donc dire que ces prévisions reflétaient l'intention du gouvernement à cette époque. Cela nous sert simplement à prévoir le niveau d'activités que nous devons entreprendre.

M. Beatty: Oui. Mais vous dites à la page 58 du Livre bleu, au sujet du volume des affaires:

... la valeur nominale des contrats d'acquisition de temps et d'espace dans les médias sera de 14.8 p. 100 plus élevée qu'au cours de l'année financière 1981-1982.

S'agit-il d'un chiffre approximatif des augmentations annuelles que connaîtra le budget total du gouvernement pour la publicité? Environ 14.8 p. 100.

M. Blais: Si vous poursuivez la phrase, vous verrez que c'est à cause de l'augmentation du coût des produits.

M. Beatty: Je n'ai pas demandé quelle en était la cause, mais plutôt si nous pouvions nous servir de ce chiffre pour avoir une idée des dépenses réelles que consacrera le gouvernement à la publicité pour l'année financière 1982-1983.

M. Blais: Vous pouvez le faire si vous le voulez.

M. Berger: Il y a un chiffre ici, une estimation de 70 millions de dollars.

M. Beatty: Vous dites donc, monsieur Berger...

M. G.A. Berger: Pour 1982-1983.

M. Beatty: ... que les dépenses réelles en 1982-1983 seront à peu près les mêmes que celles de 1981-1982.

M. G.A. Berger: C'est l'estimation qui se trouve ici, en se fondant sur les programmes prévus jusqu'à maintenant. Si cela change, nos chiffres changeront en conséquence, mais pour l'instant, telle est l'estimation qui a été faite.

M. Beatty: Pourtant, vous dites que l'on prévoit que le niveau de l'activité fédérale dans le domaine de la publicité restera le même pour l'année financière 1982-1983. Ensuite, vous dites «cependant la valeur nominale», vous faites allusion au volume. Donc, si le volume demeure le même, les coûts ont augmenté d'environ 15 p. 100, comment arrivez-vous aux mêmes chiffres?

M. G.A. Berger: Nous voulions dire que le programme passerait de 61 millions de dollars à 70 millions de dollars.

M. Beatty: Mais en fait il a atteint 69 millions de dollars, c'est ce que nous avons pu établir.

M. G.A. Berger: En se servant de chiffres comparables, il s'agit plutôt de 66 millions de dollars.

M. Beatty: Il atteint maintenant 66 millions de dollars.

[Text]

Mr. G.A. Berger: That is the figure we have always used.

Mr. Blais: Mr. Chairman, to get Mr. Beatty on the right track, you do not compare apples and oranges. The comparison made in terms of the business volume in this instance is relating to the cost of advertising such as we have identified it in accordance with the criteria that we have applied, and that brings us to a figure of \$66 million to the end of March 1982.

You are now adding on to those figures your own particular sums, in order to bring that figure up to \$71 million. We are not using the criteria that you are applying in order to arrive at the \$71 million, therefore you cannot now, having added additional criteria, or having identified additional criteria, then apply the 14.8 per cent that we identify in the business volume to the figure that you have arrived at through your calculations.

Mr. Beatty: The payments this year to Canadian Media Corporation increase; if so, what are your projections?

Mr. Blais: Depending on the volume of business that is carried out, the payment to the Canadian Media Corporation may well increase.

Mr. Beatty: It says here that the volume is expected to remain—

Mr. Blais: But in terms of the payments, themselves they will be in accordance with the contract that we have executed with Canadian Media Corporation.

Mr. Beatty: Yes. Mr. Berger indicated before, Mr. Blais, that the payments to CMC were roughly 3 per cent of the billings. If the billings are, in fact, inflating at the rate of 14.8 per cent, presumably you can take that 3 per cent figure, which to January 19 was \$2.1 million, and inflate it for a comparable period by about 14.8 per cent. Is that not right, assuming that that ratio holds.

Mr. G.A. Berger: When I said—the numbers were approximately 3 per cent, that is not how they are determined; they are determined, in effect, by negotiation. The result of the negotiation that we have is that they are approximately 3 per cent.

Mr. Beatty: But you are expecting that they will remain at approximately 3 per cent, Mr. Berger.

Mr. G.A. Berger: It depends on the effort that is expended, and we will, by negotiation and by audit, determine what they should be for next year.

Mr. Beatty: What would your projection be? Surely when you were budgeting for this—the money presumably is in the estimates here somewhere, you must have some estimate as to what it will be. Is the 3-per cent figure still an acceptable yardstick?

Mr. G.A. Berger: At the current time it is, approximate, Mr. Beatty.

[Translation]

M. G.A. Berger: C'est le chiffre dont nous nous sommes toujours servis.

M. Blais: Monsieur le président, pour ramener M. Beatty sur la bonne voie, on ne peut comparer des pommes et des oranges. La comparaison faite pour ce qui est du volume des affaires dans le cas qui nous occupe se rapporte au coût de la publicité telle que nous l'avons identifiée conformément aux critères que nous avons appliqués, et cela nous donne un chiffre de 66 millions de dollars jusqu'à la fin de mars 1982.

Vous ajoutez à ces chiffres vos propres données pour les porter à 71 millions de dollars. Toutefois, vous ne vous servez pas des mêmes critères que nous. Par conséquent, vous ne pouvez pas maintenant, en ayant ajouté de nouveaux critères, vous servir du chiffre de 14.8 p. 100, que nous avons déterminé pour le volume des affaires, et l'appliquer au chiffre auquel vous êtes arrivé après vos calculs.

M. Beatty: Les paiements qui seront effectués cette année à la *Canadian Media Corporation* augmenteront-ils? Dans l'affirmative, quelles sont les prévisions?

M. Blais: Selon le volume des affaires, il se peut fort bien que les paiements à cette société augmentent.

M. Beatty: On dit ici que l'on s'attend à ce que le volume demeure...

M. Blais: Mais les paiements eux-mêmes seront effectués conformément aux contrats que nous avons conclus avec cette société.

M. Beatty: Oui. M. Berger a dit plus tôt que les paiements à la CMC représentaient environ 3 p. 100 de la facturation. Donc, si cette dernière augmente au rythme de 14.8 p. 100, on peut calculer ce 3 p. 100, soit 2.1 millions de dollars au 19 janvier, et lui faire subir une augmentation de 14.8 p. 100. N'est-ce pas?

M. G.A. Berger: Il est vrai que c'est environ 3 p. 100, mais ce chiffre est déterminé lors de négociations. Le résultat de nos négociations est donc qu'ils atteignent environ 3 p. 100.

M. Beatty: Mais vous vous attendez à ce qu'ils restent à ce niveau, monsieur Berger.

M. G.A. Berger: Cela dépendra des efforts déployés et nous déterminerons le pourcentage de l'an prochain par négociation et vérification.

M. Beatty: Quelles seraient vos prévisions? Sans aucun doute, lorsque vous préparez votre budget... les fonds nécessaires doivent se trouver quelque part dans le budget, vous devez donc avoir une certaine estimation. Peut-on toujours se servir du chiffre de 3 p. 100 comme étalon?

M. G.A. Berger: Oui, pour l'instant, monsieur Beatty.

[Texte]

Mr. Beatty: Okay. It is not unreasonable, then, if it is roughly 3 per cent of billings, and billings are inflating by 14.8 per cent, that the increase to CMC would be roughly 14.8 per cent. Is that unreasonable?

Mr. Blais: Mr. Beatty, the difficulty is that you are attempting now to project figures that you have arrived at through past calculations into the future—and that tends to be very difficult.

Mr. Beatty: I would be quite prepared to accept your figures. Have you budgeted money to pay Canadian Media Corporation? Is there money budgeted in the estimates to pay them for this coming year? If my figures are wrong, how much are you budgeting for?

Mr. G.A. Berger: We will be glad to provide those things. We will provide them this week.

Mr. Beatty: One thing that is clear, then, is that when the government uses a figure of \$70 million on advertising for fiscal year 1982-83, that does not cover DSS's 4 per cent, nor does it cover the between \$2 million and \$3 million which goes to Canadian Media Corporation. Is that right?

• 2130

Mr. G.A. Berger: That is right.

Mr. Beatty: So in fact, if we were to say what the actual cost of federal government advertising was, the projection even for this year would be well in excess of \$70 million.

Mr. Blais: For 1983-84?

Mr. Beatty: For 1982-83.

Mr. Blais: For 1982-83, yes, it would be.

Mr. G.A. Berger: The costs are there though. The costs of DSS services and of the Canadian Media Corporation, the agency of record, are in effect in the estimates forecast that you have right in front of you. In effect, the product costs are the costs to the media and to the creative agencies; the expenses that are shown there include DSS expenses and the expenses to the Canadian Media Corporation.

Mr. Beatty: All right. Let us take another run at it then. Either Mr. Blais or Mr. Berger. What will be the total cost for advertising for which DSS is responsible for fiscal year 1982-83 which would not be incurred if the government did not advertise? In other words, if the government did not advertise you would not need Canadian Media Corporation; they would have to work for a living. What will be the total cost incurred through DSS for advertising by the federal government in fiscal year 1982-83 relative to what would be spent if indeed no money was spent on advertising?

Mr. Blais: Well it is very difficult to provide you with an exact figure, Mr. Beatty, because . . .

Mr. Beatty: It is on your spec.

[Traduction]

M. Beatty: Très bien. Donc, si cela représente 3 p. 100 de la facturation et que cette dernière augmente de 14.8 p. 100, il en serait probablement de même pour la CMC, n'est-ce pas?

M. Blais: Monsieur Beatty, malheureusement, vous tentez ici de faire des prévisions à partir de chiffres tirés du passé, et c'est très difficile.

M. Beatty: Je suis tout à fait disposé à accepter vos chiffres. Votre budget prévoit-il des fonds pour le paiement de la CMC? Si mes chiffres sont erronés, combien prévoyez-vous de lui verser?

M. G.A. Berger: Nous vous fournirons volontiers ces chiffres au cours de la semaine.

M. Beatty: Ce qui est clair, toutefois, c'est que lorsque le gouvernement dit qu'il consacrera 70 millions de dollars à la publicité en 1982-1983, cela n'inclut pas le 4 p. 100 du MAS, ni les deux millions de dollars, ni les trois millions de dollars qui iront à la CMC, n'est-ce pas?

M. G.A. Berger: C'est exact.

M. Beatty: Si nous devons donc prévoir quelles seront les dépenses du gouvernement fédéral en publicité, nous arriverions à un chiffre bien supérieur à 70 millions de dollars, même pour cette année.

M. Blais: Pour 1983-1984?

M. Beatty: Pour 1982-1983.

M. Blais: Oui, effectivement, pour 1982-1983.

M. G.A. Berger: C'est bien ce à quoi se chiffrent les dépenses. Le coût des services de MAS, et de ceux de la CMC, le bureau de gestion, se trouve en fait dans les prévisions budgétaires que vous avez devant vous. Ce sont les dépenses pour les médias, et pour les agences publicitaires; les dépenses qui apparaissent ici comprennent celles du MAS, ainsi que les dépenses pour la CMC.

M. Beatty: Très bien. Réexaminons alors la chose. Je donne la parole à M. Blais, ou à M. Berger. Quelles sont les dépenses globales pour la publicité dont est responsable le MAS pour l'année financière 1982-1983, dépenses qui ne seraient pas engagées si le gouvernement ne faisait pas de publicité? Vous n'auriez donc pas besoin de la Compagnie de média du Canada dans ce cas, et celle-ci devrait travailler comme tout le monde. À combien s'élèverait toute la publicité faite par le MAS, au nom du gouvernement fédéral, pour l'année financière 1982-1983, en regard de la somme qui serait dépensée en l'absence de publicité?

M. Blais: Il est difficile de vous donner un chiffre précis, monsieur Beatty, parce que . . .

M. Beatty: Donnez-moi un chiffre approximatif.

[Text]

Mr. Blais: Well no, because Mr. Berger, although he is responsible, and his salary of course can be apportioned in part to the advertising service, is also responsible for all commercial procurement, is responsible for the Queen's Printer and a number of other functions, and if you want . . .

Mr. Beatty: So Mr. Berger's salary is taken out of the 4 per cent he referred to earlier. Is that right?

Mr. Blais: Well it may be, and then again . . . But what portion of that salary goes to the 4 per cent? The question is that we have an overhead. If you want us to go through the whole rate structure in order to establish exactly what the cost is to DSS, we would be pleased to do that, but we are not in a position to provide you with those figures this evening.

Mr. Beatty: What we are trying to get at is simply what the cost is to the taxpayer of Canada for federal government advertising. A good deal of it does not go through you. CMHC, for example, does not go through you. Various and sundry other Crown corporations, VIA Rail, Air Canada—

Mr. Blais: That is right.

Mr. Beatty: —various other commercial corporations, CBC . . .

Mr. Blais: It is true.

Mr. Beatty: That does not go through you.

Mr. Blais: That is true.

Mr. Beatty: But of the advertising that does go through you, what I am trying to do is to pin down what the cost to the taxpayer is.

Mr. Blais: Well it is very difficult for you to do that through this department because in effect the cost of advertising to the government of Canada is the sum total of all those items identified in each one of the departments as being their cost of advertising as they are projecting for the future. What we are doing in my department is attempting to forecast, through a normal forecasting method that we are using in our procurement generally, the level of activity that we will be engaging in to contract, on behalf of client departments, their advertising services. So it is very difficult for you to come down to hard and fast figures. I know it is easier for you to come through this committee in order to ask this department for those figures, but the figures that you will get will be speculative at best because a part of the forecasting is speculating on the level of activity of client departments.

Mr. Beatty: Right, but at least we could get the figures for this fiscal year we are just concluding now.

Mr. Blais: That is right.

Mr. Beatty: And then we can use your figures for projected volumes for next year and extrapolate from that.

Mr. Blais: Yes, but . . .

[Translation]

M. Blais: Ce n'est pas possible, parce que M. Berger, tout en étant responsable de ces opérations, et bien que son traitement, bien entendu, fasse partiellement partie du service de publicité, est également responsable de tous les achats commerciaux, de l'Imprimeur de la Reine et d'un certain nombre d'autres attributions, et si vous voulez . . .

M. Beatty: Le traitement de M. Berger est donc prélevé sur les 4 p. 100 dont il a fait mention. Est-ce bien cela?

M. Blais: Oui, c'est bien possible, mais là encore . . . mais quelle partie de ce traitement est-elle couverte par les 4 p. 100? Nous avons des frais généraux. Si nous voulons étudier toute la structure des tarifs, afin de déterminer avec précision à combien cela revient au MAS, nous sommes disposés à le faire, mais nous ne pouvons vous fournir ces chiffres ce soir même.

M. Beatty: Ce que nous essayons de découvrir, c'est à combien la publicité du gouvernement fédéral revient aux contribuables canadiens. Une grande partie de cette publicité ne passe pas par vous, ainsi par exemple, la SCHL. De même, diverses autres sociétés de la Couronne, VIA Rail, Air Canada . . .

M. Blais: C'est exact.

M. Beatty: . . . différentes autres sociétés commerciales, Radio-Canada . . .

M. Blais: C'est exact.

M. Beatty: Tout cela ne passe pas par votre intermédiaire.

M. Blais: C'est vrai.

M. Beatty: Mais en ce qui concerne la publicité qui passe par vous, j'essaie de déterminer quel en est le coût pour le contribuable.

M. Blais: Eh bien, vous trouverez très difficile de faire faire cela par ce ministère, car le coût de la publicité, pour le gouvernement du Canada, est la somme de toutes les rubriques, indiquées dans chacun des ministères sous l'intitulé: Prévisions de frais de publicité. Nous essayons en effet, dans mon ministère, de faire des prévisions, en faisant appel à une méthode généralement utilisée pour nos achats, en prévoyant le niveau des activités que pourront avoir nos clients, les ministères. Il vous sera donc très difficile de trouver des chiffres précis. Je sais qu'il est plus simple pour vous de vous adresser à ce Comité, afin de demander ces chiffres à ce ministère, mais les chiffres que l'on pourra vous fournir ne seront qu'approximatifs, car nos prévisions s'appuient sur des hypothèses portant sur les besoins futurs des ministères.

M. Beatty: D'accord, mais nous pourrions tout au moins obtenir les chiffres pour l'année financière qui se termine.

M. Blais: Oui, sûrement.

M. Beatty: Et à partir de ces chiffres, nous pouvons faire des extrapolations pour l'année prochaine.

M. Blais: Oui, mais . . .

[Texte]

Mr. Beatty: And surely, seeing as you can see that in these figures you have included money that you have budgeted on the strength of your projections of what the advertising—

Mr. Blais: Yes.

Mr. Beatty: —is going to be, surely it is not unreasonable that a committee of parliamentarians would request to know what those figures are.

Mr. Blais: Yes.

Mr. Beatty: Now you may make the argument that your estimates may be wrong, and I can accept that, but at least we are entitled to know what your estimates are.

Mr. Blais: But you see we have identified . . . We have said to you what our estimates are. They are contained on page 53 in the estimates of our business volume. You do not accept that because you find that based upon this year's experience we ought to be projecting a higher figure. Well that is your judgment. That is not our judgment.

Mr. Beatty: No. I am saying that what is apparent is that the cost of advertising is considerably more than is given on page 52.

• 2135

Mr. Blais: That is your judgment, Mr. Beatty. The question is that we have done a forecast and we have based our own estimates upon that forecast. You are free to criticize that forecast as you see fit. All I am saying to you is that you would be more secure in your own criticism if you were to do a sum of the individual departmental advertising budgets and you were to question the responsible ministers relating to what their own departmental projections might be.

Mr. Beatty: Of course, for 18 months I have had a question on the order paper on that which has not been answered.

The Chairman: Order, please. We have had enough of that.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, a couple of weeks ago I was at a meeting with United States' senators and congressmen discussing problems existing between the United States and Canada. Obviously, preferential purchasing was one of the items that was brought up. Can you tell us, in not too long an exposé, what your policy is in this regard? Would you include in that such things as Canadian content, which is obviously restrictive as far as the United States is concerned? Do you have any percentages which you apply in your preferential treatment for Canadian purchasing?

Mr. Blais: Well, as you know, Mr. Chairman, we are signatories of the GATT and therefore we are bound by the provisions of the GATT which require to submit to international tender a certain number of our contracts. However, under those GATT provisions there are certain areas of our

[Traduction]

M. Beatty: Et considérant, comme vous le voyez, que vous avez inclus dans ces chiffres les dépenses prévues sur la foi de prévisions sur ce que sera la publicité . . .

M. Blais: Oui.

M. Beatty: . . . il vous paraît certainement raisonnable qu'un comité de députés vous demande de prendre connaissance de ces chiffres.

M. Blais: Oui.

M. Beatty: Vous pouvez certes arguer que vous vous êtes trompé dans vos prévisions, et c'est un argument acceptable, mais nous voudrions tout au moins connaître ces prévisions.

M. Blais: Mais c'est que nous avons déterminé . . . nous vous avons dit quelles étaient nos prévisions, et vous les trouverez en page 58 des Prévisions budgétaires sur le volume d'affaires que vous prévoyez. Vous ne l'acceptez pas parce que vous considérez que si nous nous basons sur l'expérience de cette année, nous devrions prévoir un chiffre plus élevé. C'est votre opinion à vous, mais ce n'est pas la nôtre.

M. Beatty: Je dis que ce qui ressort, c'est que les frais de publicité sont considérablement plus élevés que ce que l'on trouve en page 57.

M. Blais: C'est votre opinion, monsieur Beatty. Mais nous avons fait des prévisions, que nous avons prises pour base de notre évaluation. Libre à vous de les critiquer. Tout ce que je vous dis, c'est que vos critiques seraient plus fondées si vous additionniez tous les budgets de publicité des différents ministères et demandiez aux ministres responsables quelles sont leurs propres prévisions pour leur ministère.

M. Beatty: Voilà 18 mois que j'ai mis cette question au Feuilleton, et je n'ai pas reçu de réponse.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît. Nous en avons suffisamment entendu sur ce sujet.

Monsieur Herbert.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président.

Il y a quelques semaines, monsieur le ministre, j'ai assisté à une réunion avec des sénateurs et des membres du Congrès des États-Unis. On a discuté des difficultés qui existaient entre les États-Unis et le Canada. Bien entendu, les achats préférentiels constituaient l'une d'elles. Pouvez-vous nous dire, sans trop entrer dans les détails, quelle est votre politique à cet égard? Cette politique prévoit-elle d'imposer des conditions en matière de contenu canadien, ce qui constitue de toute évidence une restriction en ce qui concerne les États-Unis? Avez-vous fixé des pourcentages à appliquer en matière d'achats préférentiels canadiens?

M. Blais: Comme vous le savez, monsieur le président, nous sommes signataires du GATT et, conséquemment, liés par les dispositions du GATT qui exigent qu'un certain nombre de contrats soient accordés par appel d'offres international. Et ces mêmes dispositions prévoient une exemption dans certains

[Text]

procurement that are exempted from its provisions. Therefore, in that context we can apply some preferential measures in terms of our procurement. Of course, as you well know, one of our largest clients is DND, the Department of National Defence. DND, in their strategic and in their technical and in their sensitive procurement, is exempted from the provisions of the GATT. Therefore, we are free in that particular context to secure sourcing from within Canada.

As a matter of interest, I was in Ingersoll today in south-western Ontario in order to sign a contract with what we would like to define as a chosen instrument, Ingersoll Machine and Tool Company Ltd., which is a Canadian source for large-calibre projectiles, and that is a new productive facility. As you know as well, we are looking at procurement of a frigate, the Canadian patrol frigate, and we have insisted that the bidders be led by a Canadian contractor. We are, therefore, very much favouring Canadian content in that particular contract.

I am going into an exposé, but the same thing applies for communications equipment, high technology equipment where we are permitted under the GATT to secure from domestic sources, and we do that. But where we are not permitted under the GATT to restrict our procurement we of course conform.

Mr. Herbert: What you are obviously saying, Mr. Minister, and this is what was maintained by the United States' congressmen, is that we have restrictive policies in Canada, whether we are legally entitled or not, which they maintain will more often than not effectively shut out the United States' supplier. They suggest that we, on the other hand, are always ready to complain when we do not have access into the American market for our own Canadian suppliers of goods. In effect they feel, they maintain—and I am not saying I support this, but nevertheless they maintain—that we have a domestic policy in Canada which tends to exclude the American supplier while at the same time complaining because we do not have adequate access to the American market.

Mr. Blais: Mr. Chairman, I would simply wish to point out to Mr. Herbert, and I know he is sympathetic to that view, that we have a major responsibility to increase the Canadian capacity in the manufacturing of end products. Mr. Herbert is not without knowing that in 1980 our deficit in end products was close to \$20 billion. In effect, a large portion of that deficit was as a result of imports of end products from the United States.

• 2140

Mr. Herbert: That is because of their higher productivity, is it not?

Mr. Blais: No, it is not necessarily their higher productivity. It is a question of the given industrial structure within Canada where, as a result of our having subsidiaries of multinationals, there tends to be a very proximate relationship between the

[Translation]

domaines d'achat, et c'est pourquoi nous pouvons adopter certaines mesures préférentielles. Or, comme vous le savez, l'un de nos clients les plus importants est le DND, le ministère de la Défense nationale. Or le DND est dispensé des dispositions du GATT pour les achats stratégiques, techniques et autres qui font l'objet de mesures spéciales, et pour lesquels nous sommes affranchis de contraintes.

Je voudrais vous faire savoir, à cet effet, que je me suis trouvé aujourd'hui à Ingersoll, dans le sud-ouest de l'Ontario, pour y signer un contrat avec *Ingersoll Machine and Tool Company Ltd.*, choisi par nous comme source canadienne de livraison de projectiles de grand calibre, nouvellement mis en place. Vous savez également que nous envisageons également l'approvisionnement d'une frégate de patrouille canadienne, et que nous avons insisté pour que les soumissionnaires aient à leur tête un entrepreneur canadien. Nous manifestons donc, dans ce contrat, une nette préférence pour la participation canadienne.

Je vois que je me lance dans un exposé, mais on peut en dire autant pour le matériel des communications, matériel de technologie de pointe que nous sommes autorisés, aux termes du GATT, à acquérir sur notre propre marché, et c'est ce que nous faisons. Et nous nous plions aux règlements du GATT dans tous les cas où celui-ci ne nous autorise pas à accorder une préférence aux produits canadiens.

M. Herbert: Cela revient à dire, monsieur le ministre, comme l'ont affirmé les membres du Congrès américain, que nous avons des politiques restrictives au Canada, que nous y soyons autorisés ou non, politiques qui empêchent très souvent l'accès des États-Unis à notre marché. Mais on nous reproche, d'autre part, d'être toujours prêts à pleurer misère lorsque nous ne pouvons écouler nos produits sur le marché américain. On nous dit donc—et je n'exprime pas là une opinion personnelle, mais je répète simplement ce qu'on nous dit—que la politique du Canada tend à élever des barrières aux fournisseurs américains, tout en se plaignant des obstacles qu'elle même rencontre sur le marché américain.

M. Blais: Monsieur le président, je ferai simplement remarquer à M. Herbert—qui, je le sais, me comprend bien—qu'il nous incombe d'augmenter le contenu canadien dans la fabrication des produits que nous écoupons à l'étranger. M. Herbert n'ignore pas que notre déficit en produits finis s'établissait autour de \$20 milliards en 1980. En fait, une grande partie de ce déficit était due aux importations de produits chimiques en provenance des États-Unis.

M. Herbert: C'est parce qu'ils ont une plus grande productivité, n'est-ce pas?

M. Blais: Non, ce n'est pas nécessairement à cause de cela. C'est dû à la structure de l'industrie canadienne, et au fait que nous avons des filiales de multinationales dans notre pays, et qu'il existe entre ces filiales canadiennes et la société-mère des

[Texte]

subsidiaries in Canada and the parent company which is, in large measure, the source of a lot of the imported manufactured products. I do not have the specific figures here but I can make them available to you. Having said that, again, we are signatories of GATT, but we have a responsibility to maximize as best we can the level of economic activity in Canada and to use Canadian tax dollars in order so to do.

I might point out to you though that if you look at our procurement exercise you will find that a large number of our major suppliers are subsidiaries of foreign multinationals. They have been of course dealing with the Department of Supply and Services for a large number of years, and we have been instrumental in getting a large number of those multinationals to increase the level of manufacturing activity in Canada, not only for the domestic market but indeed for the international market. We have been able to rationalize their operations so that in effect even those products that they import from offshore and sell to the Government of Canada, if they come within the rationalization criteria, can be deemed to be Canadian products. So by and large Canada has been very fair to the international community, the international manufacturing community, including the Americans.

Mr. Herbert: Wrapping up this part then concerning the international trade, would you state categorically that you do not at any time impose a percentage on price as a criterion by which you establish whether you will buy domestic or foreign?

Mr. Blais: No, but from domestic suppliers, we will look at the Canadian content and the foreign content and we will offer a 10 per cent premium on the difference between the two in order to provide some favouritism, if you might call it that, to one supplier that would increase the amount of Canadian content in the product he would sell to us.

Mr. Herbert: And you find that within the terms of the GATT agreement.

Mr. Blais: Well, they are Canadian suppliers. We are not dealing with an international supplier. But there are a number of tiers in the supply process, Mr. Herbert. You may purchase the product that is from a Canadian supplier, but when you analyse that product you will find that 95 per cent of that product is basically foreign content, even though it is a Canadian source. What we are attempting to do is go behind the first tier into the second and third tiers in order to encourage our suppliers to increase the Canadian value-added by doing an analysis of the Canadian content of the goods that are offered to us and then doing a calculation of the difference between the Canadian and foreign content, as between the various competitors. But there is only a 10 per cent premium, which in most instances has not been very material in the selection process.

The Chairman: Next question, Mr. Herbert.

[Traduction]

liens qui rendent compte de l'importation d'une grande quantité de produits finis. Je ne dispose pas ici de chiffres précis, mais je puis vous les fournir. Cela dit, et tout en étant signataires du GATT, nous avons le devoir de tout mettre en oeuvre pour promouvoir l'économie canadienne et, à cet effet, d'utiliser les deniers du contribuable canadien.

Je voudrais toutefois vous signaler que, si vous regardez la liste de nos acheteurs, vous constaterez qu'un grand nombre des principaux sont des filiales de multinationales étrangères. Celles-ci traitent depuis des années, bien entendu, avec le ministère des Approvisionnements et Services, et nous avons tout mis en oeuvre pour qu'un grand nombre de ces sociétés multinationales augmentent le nombre de produits qu'elles fabriquent au Canada, et ce non seulement pour le marché interne, mais également pour le marché international. Nous avons pu rationaliser les opérations de ces sociétés, de sorte que même les produits qu'elles importent de l'étranger et vendent au gouvernement du Canada peuvent être considérés comme canadiens si les critères de rationalisation ont été respectés. Le Canada a donc fait preuve, dans l'ensemble, d'esprit de justice envers la communauté internationale, envers les industries internationales de fabrication, y compris les Américains.

M. Herbert: Pour conclure sur cet aspect du commerce international, pourriez-vous affirmer que vous n'adoptez jamais comme critères, pour décider si vous achèterez un produit canadien ou étranger, l'imposition d'un pourcentage sur le prix?

M. Blais: Non, mais quand il s'agit de fournisseurs canadiens, nous tenons compte du contenu canadien et du contenu étranger, et nous offrons une prime de 10 p. 100 sur la différence entre les deux, afin de marquer une certaine préférence, si tel est le nom que vous voulez lui donner, pour le fournisseur qui augmente le contenu canadien du produit qu'il veut nous vendre.

M. Herbert: Et vous considérez que vous respectez les accords du GATT.

M. Blais: Mais il s'agit de fournisseurs canadiens, et non de fournisseurs internationaux. Nous devons passer par un certain nombre de tiers, monsieur Herbert. On peut acheter le produit d'un fournisseur canadien, mais quand vous analysez ce produit, vous constatez qu'il est à 95 p. 100 étranger, et ce même s'il s'agit d'une source canadienne. Nous essayons de pousser l'examen plus loin, de remonter d'un intermédiaire à l'autre afin d'encourager nos fournisseurs à augmenter la valeur ajoutée canadienne en procédant à une analyse du contenu canadien des marchandises proposées et en calculant ensuite la différence entre le contenu canadien et le contenu étranger, et ce pour départager plusieurs concurrents. Mais nous n'accordons qu'une prime de 10 p. 100, qui a le plus souvent joué un rôle peu important dans le processus de sélection.

Le président: Question suivante, monsieur Herbert.

[Text]

Mr. Herbert: Yes, Mr. Minister, I want to put a question on regional preference now, but just a very quick comment. I do hope that when you look at content you are more concerned about what the content is and what the percentage is inasmuch as sometimes the 15 per cent could be more valuable to us maybe than the 85 per cent, depending on what it is.

But let me ask you . . .

Mr. Blais: I have never seen a case like that, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Well I say it in this sense, that if it is 15 per cent high technology it can be a damned site more important than 85 per cent raw materials. That is just as an example. I am going to the two extremes.

Mr. Blais: I think that is a very very good example.

Mr. Herbert: On regional preference, you have regional offices and regional purchasing. Can you translate that into percentages as far as the preference is concerned?

Mr. Blais: Come again? I do not think I followed that line of questioning.

Mr. Herbert: I understand that you exercise some regional preference in your purchasing. In order to exercise regional preferences you must presumably apply some percentage figures.

• 2145

Mr. Blais: No. The only regional preference, Mr. Herbert, is in terms of our attempting to purchase through regional offices as high a percentage as possible of the goods and services consumed by the government departments within that general area.

Mr. Herbert: That means local purchasing.

Mr. Blais: That is right, local purchasing. We have increased now the delegated authority to the individual departments from \$100 to \$250 so that they can, in effect, secure their own requirements from a regional source. We have opened regional offices in areas of Canada in order to attempt to maximize the level of procurement that is made in those particular areas. But through the contracting exercise itself, there is no percentage preference on a regional basis.

Mr. Herbert: Let us clarify an extreme. Can an Alberta supplier supply to a Quebec regional office?

Mr. Blais: Yes, he can. But, you see, the question is that we will attempt, in most instances, in our requests for quotes to require the supplier to give us a quote—free-on-board, plant gate—so that we can then evaluate their relative competitiveness and therefore be able to select the individual even though the government may be facing additional transportation costs. That is the only one I can think of.

[Translation]

M. Herbert: Je voudrais, monsieur le ministre, poser une question sur la préférence régionale, mais avant cela, je voudrais faire une brève observation. J'espère que, en examinant le contenu, vous vous préoccupez davantage de la nature exacte du contenu, et du pourcentage, car il arrive que les 15 p. 100 pourraient être de plus grande valeur pour nous que les 85 p. 100 restant, selon la nature respective.

Mais permettez-moi de vous demander . . .

M. Blais: Je n'ai jamais rencontré de cas pareil, monsieur Herbert.

M. Herbert: Je veux dire que si les 15 p. 100 représentent une technologie de pointe, ils pourraient s'avérer beaucoup plus importants que les 85 p. 100 de matières premières. Il ne s'agit que d'un exemple, et j'ai choisi les deux extrêmes.

M. Blais: L'exemple me paraît excellent.

M. Herbert: Mais pour en revenir aux préférences régionales, vous avez des bureaux régionaux, et des services d'achat régionaux. Pouvez-vous nous dire en pourcentage, comment s'établit cette préférence?

M. Blais: Pourriez-vous répéter cette question? Je ne crois pas vous avoir compris.

M. Herbert: Vous exercez, m'a-t-on dit, des préférences en matière d'approvisionnement auprès de certaines régions. J'imagine que vous vous êtes fixé à cet effet un certain pourcentage dans la répartition des régions auprès desquelles vous vous approvisionnez.

M. Blais: Non. La seule préférence régionale, monsieur Herbert, c'est d'essayer d'acheter par les bureaux régionaux un pourcentage aussi élevé que possible de biens et services consommés par les ministères du gouvernement de cette région.

M. Herbert: Cela revient à faire des achats locaux.

M. Blais: C'est exact, des achats locaux. Nous avons maintenant augmenté le pouvoir délégué aux différents ministères, en le faisant passer de \$100 à \$250, afin qu'ils puissent s'approvisionner dans la région. Nous avons ouvert des bureaux régionaux dans certaines parties du Canada afin d'étendre les achats qui sont faits dans ces régions. Mais dans la passation des contrats, nous n'avons pas de préférence régionale établie en pourcentage.

M. Herbert: Je vais vous donner un exemple poussé à l'extrême: un fournisseur de l'Alberta peut-il vendre des produits à un bureau régional du Québec?

M. Blais: Oui, il le peut. Mais dans la plupart des cas, nous nous efforcerons, dans nos demandes de devis, d'exiger du fournisseur qu'il établisse le devis FOB à la sortie d'usine, afin que nous puissions voir s'il est concurrentiel et désigner le fournisseur même si le gouvernement peut assumer des frais de transport supplémentaires. C'est le seul cas auquel je puisse penser.

[*Texte*]

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Beatty.

Mr. Beatty: When you use the figure of \$66 million for the period between April 1 and March 16—

The Chairman: Mr. Beatty, may I interrupt you? I am not leaving because of the repetition. I have a late show, sir, and, if you did not mind, Mr. Herbert will take the Chair.

Mr. Beatty: We will struggle on with your substitute.

The Chairman: Thank you.

Mr. Beatty: When you use the figure of \$66 million for the period April 1 to March 16—

Mr. Blais: Mr. Chairman, you could not take 15 minutes to explain to us what a late show is?

Mr. Beatty:—comparing it to page 52, paragraph 3, of the blue book, Mr. Blais, would that properly come under the classification of product costs on that page? So, what you are saying is that your projection for 1981-82 was approximately 14 per cent low.

Mr. G.A. Berger: You must remember, when this figure was done, that was the estimate as to what the size of the program would be. There were subsequent programs approved, and, as a matter of fact, one of them was discussed by you at our November meeting where you asked a question as to whether or not that program was included in the \$57 million, and the answer the minister gave was no.

Mr. Beatty: No, the answer the minister gave was that he did not know. But, just coming back to that, you are conceding that, in fact, the projection of \$57.925 million was approximately 14 per cent low. What reason is there to believe that the projection for this year of \$66.472 million will not be 14 per cent approximately low?

Mr. G.A. Berger: All I can say, Mr. Chairman, is what the minister said before. It is the best estimate we have at this time.

Mr. Beatty: Right. So there is no reason to believe that it would not be.

Could I ask with regard to the program you just mentioned, that is, the Canadian Unity Information Office expenditures on the constitution for which a supplementary estimate was voted in December to the tune of \$8.9 million—the campaign has not started yet, and the fiscal year ends in two days—out of what fiscal year will that expenditure be made? Will it be made out of fiscal year 1981-82 or when the campaign gets under way, will it be made under fiscal year 1982-83?

Mr. Blais: Mr. Chairman, on that one, all I can say to Mr. Beatty is that it proves the point I was making before. We have no control over how that expenditure is going to be made, because, in effect, the Department of Justice is responsible for

[*Traduction*]

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Je donne la parole à Monsieur Beatty.

M. Beatty: Vous nous donnez le chiffre de 66 millions pour la période allant du 1^{er} avril au 16 mars . . .

Le président: Permettez-moi de vous interrompre, monsieur Beatty. Je suis obligé de vous quitter, non pas parce que nous revenons sur la même question, mais je dois sortir ce soir, monsieur, et j'espère que vous ne voyez pas d'objection à ce que M. Herbert assume la présidence.

M. Beatty: Je tâcherai de m'en tirer avec votre remplaçant.

Le président: Je vous remercie.

M. Beatty: Lorsque vous indiquez le chiffre de 66 millions pour la période allant du 1^{er} avril au 16 mars . . .

M. Blais: Monsieur le président, vous disiez que vous deviez sortir ce soir au spectacle: un spectacle à cette heure, de quoi s'agit-il?

M. Beatty: . . . si je compare ces chiffres à la page 52, paragraphe 3 du Livre bleu, monsieur Blais, est-ce qu'il est justifié de ranger ce chiffre dans la catégorie de coûts de produits sur cette page? Vous dites que vos prévisions pour 1981-1982 étaient trop basses d'environ 14 p. 100.

M. G.A. Berger: Il faut vous rappeler que lorsque ces chiffres ont été calculés, c'étaient les prévisions sur l'ampleur du programme. Mais d'autres programmes ont été approuvés par la suite, et l'un d'entre eux a été discuté par vous, en fait, lors de notre réunion de novembre; vous avez alors demandé si ce programme était inclus, ou non, dans les 57 millions de dollars, et le ministre a répondu par la négative.

M. Beatty: Non, le ministre a dit qu'il ne savait pas. Mais pour revenir à cette question, vous reconnaissez que la prévision de \$57,925,000 était trop basse d'environ 14 p. 100. Quelle raison y a-t-il de penser que la prévision pour cette année, qui est de \$66,472,000 ne sera pas d'environ 14 p. 100 trop basse?

M. G.A. Berger: Tout ce que je peux dire, monsieur le président, c'est ce qu'a déjà dit le ministre: c'est la meilleure prévision que nous ayons à l'heure actuelle.

M. Beatty: Bon. Nous n'avons pas de raison de croire qu'elle ne le sera pas.

En ce qui concerne le programme que vous venez de mentionner, à savoir le programme des dépenses pour le Bureau d'information sur l'Unité canadienne, pour lequel un crédit supplémentaire de 8.9 millions avait été voté en décembre, pourrais-je vous demander—la campagne n'ayant pas encore commencé, alors que l'année financière prend fin dans 2 jours—sur quelle année financière seront imputés ces crédits? Sur 1981-1982, ou si la campagne démarre, sur l'année financière 1982-1983?

M. Blais: Tout ce que je peux dire sur ce point à M. Beatty, monsieur le président, c'est qu'il apporte de l'eau à mon moulin. Nous n'avons pas de contrôle des dépenses qui seront engagées parce que, en fait, le ministère de la Justice est

[Text]

the Canadian Unity Information Office, and we only react to their request for contracting services.

I do not want to belabour the point, but that is the—

Mr. Beatty: Are you projecting putting through bills . . . ? Your figures took us to March 16. Are you projecting—

Mr. G.A. Berger: Those are contracts awarded; those are not expenditures made.

Mr. Beatty: All right.

Mr. G.A. Berger: You know the law better than I do, sir; that if expenditures are made in one fiscal year, they can be paid in that fiscal year. If they are not made in that fiscal year, they cannot be paid in that fiscal year.

Mr. Beatty: So that moneys voted in December, if the expenditures are not made in the next two days, could not be used on that campaign?

Mr. Blais: They would lapse. The authorization, as I understand it, was under that vote for a specific purpose. For them to change that expenditure for another purpose they would need another vote, and therefore the funds would lapse if they are not used for the purpose identified.

• 2150

Mr. Beatty: Have you as yet let the contracts for that campaign?

Mr. G.A. Berger: I assume that those contracts have been awarded. But if, in effect, work has not been done, then I would have to check that, but—

Mr. Blais: We would be pleased to provide you with that information, Mr. Beatty.

Mr. Beatty: I would appreciate that. Thank you. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Blais: I am saying that the information we have within my department as to whether we have been requested to put the contract, and whether in fact we have contracted. Okay?

Mr. Beatty: I know you will do your best.

Mr. Blais: Oh, I always do.

Mr. Beatty: That is the problem.

The Acting Chairman (Mr. Herbert): Mr. Minister, on behalf of the members of the committee, I would like to thank you for your presentation tonight.

As we have no more members indicating a willingness to ask any more questions, I will adjourn this committee to the call of the Chair.

I understand our next meeting is scheduled for tomorrow morning at 11 in this same room. The vote will be Vote 15, Privy Council. I understand the witness will be the Commissioner of Official Languages, Mr. Max Yalden.

This meeting is adjourned.

[Translation]

responsable du Bureau d'information sur l'Unité canadienne, et nous ne faisons que réagir à une demande de contrats.

Au risque de me répéter, c'est la . . .

M. Beatty: Avez-vous l'intention de faire adopter des bills? Vos chiffres nous amènent au 13 mars. Avez-vous l'intention de . . .

M. G.A. Berger: Ce sont les contrats que nous avons passés, et non les dépenses.

M. Beatty: Très bien.

M. G.A. Berger: Vous connaissez la loi mieux que moi, monsieur: si les dépenses sont engagées dans une année financière, les paiements peuvent se faire dans cette même année financière. Mais si elles ne sont pas faites dans l'année financière, elles ne peuvent être payées pendant cette année-là.

M. Beatty: De sorte qu'étant donné que les crédits ont été votés en décembre, ils ne peuvent être utilisés pour cette campagne si les dépenses ne sont pas faites au cours des deux jours qui suivent?

M. Blais: Ils seraient périmés. Les crédits sont votés, si je comprends bien, à une certaine fin. Pour affecter ces dépenses à une autre fin, il faudrait voter de nouveaux crédits, et ceux qui ont été accordés seront périmés s'ils ne sont pas utilisés comme il avait été prévu.

M. Beatty: Est-ce que vous avez déjà passé le contrat pour cette campagne?

M. G.A. Berger: Oui, je suppose, mais si les travaux n'ont pas été commencés, il faudrait que je vérifie, mais . . .

M. Blais: Nous nous ferons un plaisir de vous fournir cette information, monsieur Beatty.

M. Beatty: Je vous en serais reconnaissant. Je vous en remercie, et je vous remercie également, monsieur le président.

M. Blais: Vous voulez donc savoir s'il a été demandé à mon ministère de faire les appels d'offres, et si nous avons passé des contrats. Est-ce bien cela?

M. Beatty: Je sais que vous ferez de votre mieux.

M. Blais: Je fais toujours de mon mieux.

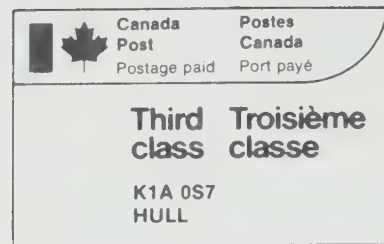
M. Beatty: C'est là la difficulté.

Le président suppléant (M. Herbert): Au nom des membres de ce Comité, je voudrais vous remercier, monsieur le ministre, d'avoir bien voulu comparaître ce soir.

Puisque nous avons épuisé toutes les questions, le président déclare la séance levée.

La séance reprendra demain matin à 11h00, dans cette salle. Nous étudierons les prévisions budgétaires du Conseil privé, crédit 15. Le témoin sera M. Max Yalden, commissaire aux langues officielles.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Supply and Services:

Mr. D. Kirkwood, Deputy Minister (Services) and Deputy Receiver General for Canada;
Mr. G.G. Capello, Assistant Deputy Minister, Operational Services;
Mr. A.W. Allan, Assistant Deputy Minister, Science and Engineering Procurement;
Mr. G.A. Berger, Assistant Deputy Minister, Commercial Supply Service;
Mr. R.W. Jones, Comptroller, Supply Administration.

Du Ministère des Approvisionnements et Services:

M. D. Kirkwood, sous-ministre (Services) et sous-receveur général du Canada;
M. G.G. Capello, sous-ministre adjoint, Services opérationnels;
M. A.W. Allan, sous-ministre adjoint, Service de l'Approvisionnement scientifique et technique;
M. G.A. Berger, sous-ministre adjoint, Service de l'Approvisionnement commercial;
M. R.W. Jones, contrôleur, Administration des Approvisionnements.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 74

Tuesday, March 30, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 74

Le mardi 30 mars 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 15—Commissioner of
Official Languages under PRIVY COUNCIL

CONCERNANT:

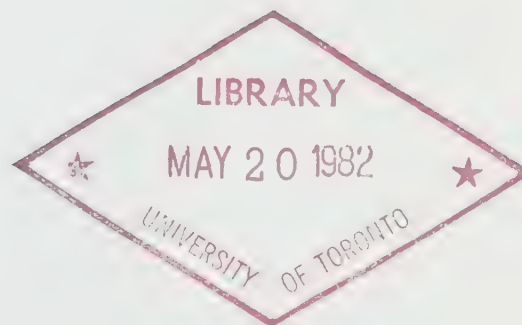
Budget principal 1982-1983: Crédit 15—Commissaire
aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL
PRIVÉ

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Anguish
Baker (*Nepean—Carleton*)
Beatty
Blackburn
Bossy
Collenette
Cousineau
Dion (*Portneuf*)
Gamble
Gimaïel

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

Halliday
Herbert
Kelly
Kilgour
Lambert
Smith
Stevens
Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

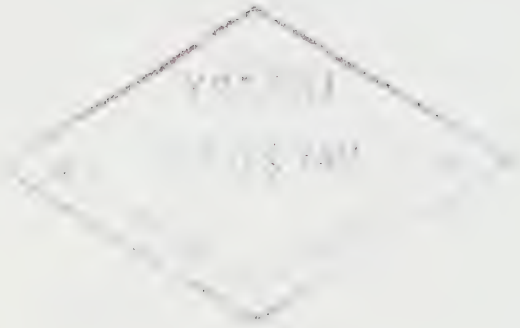
On Tuesday, March 30, 1982:

Mr. Kilgour replaced Mr. Reid (*St. Catharines*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mardi 30 mars 1982:

M. Kilgour remplace M. Reid (*St. Catharines*).



MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 30, 1982

(91)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 11:22 o'clock a.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (*Nepean—Carleton*), Cousineau, Gauthier, Gimaiel, Halliday, Herbert, Kilgour and Lambert.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Mr. M. F. Yalden, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (*See Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 15 under PRIVY COUNCIL.

Mr. Yalden made a statement and answered questions.

At 1:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

Le MARDI 30 MARS 1982

(91)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 11h22 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: MM. Baker (*Nepean—Carleton*), Cousineau, Gauthier, Gimaiel, Halliday, Herbert, Kilgour et Lambert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoin: Du Bureau du Commissaire aux langues officielles: M. M. F. Yalden, Commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le président met en délibération le crédit 15 sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

M. Yalden fait une déclaration puis répond aux questions.

A 13h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prégent,

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, March 30, 1982

• 1122

The Chairman: I call the meeting to order.**Mr. Baker (Nepean—Carleton):** Mr. Chairman, on a point of order.**The Chairman:** Mr. Baker.**Mr. Baker (Nepean—Carleton):** During the official languages hearing, Senator Lowell Murray was seven minutes late to start the hearing and he was ripped up and down by Senator Guay for that omission. I believe that before people are hanged they should get a chance for a fair trial. Is there an explanation?**The Chairman:** Mr. Baker, my own explanation to you is that a belt on an alternator is not supposed to break, but it happened this morning, sir. I have had some car problems and I apologize to all the members and to the witnesses for being late, but those are the things . . .**Mr. Baker (Nepean—Carleton):** The second submission I would like to make is that the member for Vaudreuil has a car he will sell you.**Mr. Herbert:** We had 20 members here at 11 o'clock but some of them have gone home.**The Chairman:** Mr. Herbert, I thank you for your kindness and your understanding.

I would like to call Vote 15, Commissioner of Official Languages under Privy Council.

PRIVY COUNCIL

D—Commissioner of Official Languages

Vote 15—Commissioner of Official Languages—Program expenditures\$6,548,000

The Chairman: As you have all had time to read the estimates, I am sure you will find them at pages 22-20 to 22-24.

M. Yalden est notre témoin ce matin. Je vous souhaite la bienvenue et je m'excuse encore une fois, monsieur Yalden. Est-ce que vous avez une déclaration d'ouverture à faire?

M. Max F. Yalden (commissaire aux langues officielles): Monsieur le président, j'aimerais simplement dire combien je suis heureux de me présenter devant le Comité ce matin to

to discuss our main estimates for 1982-83. I think the estimates are very straightforward, but I might refer very briefly to the two or three changes over last year.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mardi 30 mars 1982

Le président: A l'ordre s'il vous plaît.**M. Baker (Nepean—Carleton):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.**Le président:** Monsieur Baker.**M. Baker (Nepean—Carleton):** L'autre jour, le sénateur Lowell Murray a fait démarrer la réunion du comité des Langues officielles avec un retard de sept minutes, et le sénateur Guay lui en a fait voir de toutes les couleurs. Il me semble qu'avant d'envoyer quelqu'un à l'échafaud on lui donne la possibilité de se défendre devant un tribunal. Avez-vous une explication à nous donner?**Le président:** Monsieur Baker, la courroie de l'alternateur n'est pas censé casser. Pourtant, c'est ce qui est arrivé ce matin. J'ai eu quelques ennuis de voiture et je m'excuse auprès de tous les membres du Comité et des témoins de mon retard. Mais, c'est la vie . . .**M. Baker (Nepean—Carleton):** La deuxième remarque que j'ai à faire c'est que le député de Vaudreuil a une voiture qu'il souhaiterait vous vendre.**M. Herbert:** A 11 heures, nous étions 20 députés dans la salle, mais certains sont rentrés chez eux.**Le président:** Monsieur Herbert, je vous remercie de votre gentillesse et de votre indulgence.

Je veux maintenant mettre en délibération le crédit 15—Commissaire aux langues officielles, sous la rubrique Conseil privé.

CONSEIL PRIVÉ

D—Commissaire aux langues officielles

Crédit 15—Commissaire aux langues officielles Dépenses du programme.....\$6,548,000

Le président: Vous avez tous eu le temps de lire les prévisions budgétaires. Je suis sûr que vous trouverez ces renseignements aux pages 22-20 à 22-24.

Our witness for this morning is Mr. Yalden. I would like to welcome you to our meeting and to reiterate my apologies. Do you have an opening statement you would like to make?

Mr. Max F. Yalden (Commissioner of Official Languages): Mr. Chairman, I simply wish to say how happy I am to be appearing before your committee this morning

pour discuter de notre Budget principal pour 1982-1983. Je pense que les prévisions sont très claires, mais j'aimerais vous fournir quelques renseignements au sujet de deux ou trois changements qui y ont été apportés au cours de l'année écoulée.

[Texte]

There is an increase of five man-years which includes two in our Policy Analysis and Liaison branch and three in our Administration branch; another is for a Financial Control position and a third for a personnel officer.

Vous remarquerez aussi une augmentation de \$1,353,000 au crédit 15. Cette augmentation découle de plusieurs facteurs dont les plus importants sont l'accroissement de la masse salariale, soit quelque \$800,000 à cause des augmentations et des nouvelles années-hommes; le programme d'information, surtout la distribution des jeux *Explorations* et *Oh! Canada 2*, soit quelque \$400,000; et d'autres facteurs tels l'inflation, les frais de matériel et les dépenses rattachées aux colloques que nous organisons pour l'automne.

• 1125

I think, as I said, that the changes are pretty straightforward and that I need not elaborate further on them. I expect that it would be a better use of our time, in any event, if members wish to put questions. I would be very happy to try to answer on anything having to do with our estimates or any other topic related to the work of our office.

If I might, just before we begin, introduce the members of the office who are here with me: Mr. G. Lalande, Deputy Commissioner; Mr. Laurent, Lalonde, Chief, Financial Services; and Mr. Stuart Beaty, Head of our Policy and Liaison Branch.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, Mr. Chairman, Mr. Yalden. May I raise a particular case with you, and that is the case of Mr. D.C. Kelso? I am going to take a bit of time in this first round, in any event, to read partly from a letter which he left with me on March 24, 1982. It is a case in which your office has been involved.

I just want to refresh your memory, sir. I quote from Mr. Kelso's letter:

First as you are aware I was awarded my operational controllers position back as a result of a Supreme Court ruling. After having been awarded the position back the Department of Transport invited me to discuss what they felt was an unacceptable award. It was pointed out that although I had been awarded the position and the benefits of my previous position other duties besides the actual control of aircraft could be assigned.

And this did have a language implication for that reason.

I pointed out that during the Supreme Court proceedings this was the position that Chief Justice Bora Laskin had taken and that I agreed with it. With this in mind and given the fact that the Dept. of Transport strongly opposed my return to any duties in the Prov. of Quebec an agreement was arrived at whereby I would be awarded my old position number and I would remain in Cornwall under temporary duty status.

[Traduction]

Tout d'abord, il y a eu un ajout de cinq années-personnes, dont deux à la Direction de l'analyse des politiques et de la liaison et trois à la Direction de l'administration; ont également été créés un poste au Service du contrôle financier et un autre d'agent du personnel.

You will also note that Vote 15 has increased by \$1,353,000. This increase is due to several factors of which the following are the most important: The increase in salaries paid out to employees and the addition of new person-years, which add up to \$800,000; the information program, especially the distribution of games kits ("Explorations") and ("O Canada"), which totals \$400,000 as well as other factors, such as inflation, supplies and expenses due to the conferences that we organize for the fall.

Je pense, comme je l'ai déjà dit, que ces changements sont assez simples et des explications supplémentaires seraient superflues. D'ailleurs, il me semble qu'il serait préférable pour tout le monde que l'on passe tout de suite aux questions. Je me ferais un plaisir de répondre à toute question relative aux prévisions budgétaires ou à tout autre domaine de notre travail.

Mais avant de commencer, j'aimerais vous présenter les hauts fonctionnaires qui m'accompagnent aujourd'hui. Il s'agit de M. Gilles Lalande, sous-commissaire, de M. Laurent Lalonde, chef des Services financiers, et de M. Stuart Beaty, chef de la Direction de la politique et de la liaison.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur le président et monsieur Yalden. J'aimerais, si vous le voulez bien, examiner avec vous un cas très particulier, notamment celui de M. D.C. Kelso. Je vais vraisemblablement consacrer le gros de mon temps de parole pour ce premier tour à la lecture d'une lettre que M. Kelso m'a remise le 24 mars 1982. Je tiens à préciser qu'il s'agit d'un cas auquel votre bureau s'est intéressé.

J'aimerais tout simplement rafraîchir votre mémoire. Voici donc ce que dit M. Kelso dans sa lettre, et je cite:

Tout d'abord, comme vous le savez, on m'a rétabli dans mes fonctions de contrôleur opérationnel par suite de la décision de la Cour suprême. Après qu'on m'eut rendu mon poste, des représentants du ministère des Transports m'ont invité à discuter avec eux de ce qui leur semblait être une décision inacceptable. On m'a signalé que bien qu'on m'ait rendu le poste et les avantages qui me revenaient en vertu du poste que j'avais occupé précédemment, d'autres tâches, en plus du contrôle des avions, pourraient m'être assignées.

La question linguistique s'est donc posée.

Je leur ai fait savoir que c'était là l'attitude qu'avait adoptée le juge Bora Laskin lors des délibérations de la Cour suprême et que j'étais d'accord. Ceci étant, et compte tenu du fait que le ministère des Transports s'opposait farouchement à ce que je reprenne mon poste dans la province de Québec, on en est arrivé à un accord en vertu duquel je reprendrais le numéro de mon ancien poste et je resterais à Cornwall où je serais nommé pour une durée temporaire.

[Text]

At the time this was going on the Minister of Transport and later his Deputy Minister and his Administrator Air along with other minor regional officials were making public statements that basically stated that I could not return to active control duties but that other non-control duties would be assigned to me and that I would benefit from various operational benefits that the position I had been reinstated to had.

Suddenly and without notice the Department withdrew its previously agreed to settlement and decided to force me into an impossible position. I am of the opinion that they could have no other motive for their actions but to break me.

He told me that he had suffered some health problems which did in fact worry him and cause him inconvenience and a great deal of suffering. The letter goes on:

Once they had accomplished this they then gave me a choice, continue with the impossible or return to Cornwall with no benefits.

The "impossible" was, as an anglophone air traffic controller, to be involved in air traffic control in the Province of Quebec.

They point blank refused to assign any alternate non-control duties as per the public statements being made by Department officials at the time. These public statements went so far as to have the Deputy Minister publicly announce the type of settlement that had been agreed to and then withdrawn some three months prior.

Which correspondence has gone on since then and nothing has been accomplished. It is as though all the public statements made do not exist. The DOT seems to feel they have won the battle and how they won is of no consequence so long as they won. They still even at this late date say when they are publicly questioned that they are negotiating with me to try and reach a fair and agreeable solution. In actual fact they refuse to even discuss the matter and are challenging my claim for reimbursement through adjudication.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Yalden. Monsieur Baker.

• 1130

In other correspondence, sir, with your office, notably, correspondence on March 3, 1982, directed to you directly, Mr. Kelso indicates that the issue is not the question of compensation. The issue is seeing to the carrying out of the order of the Supreme Court of Canada. As a result of that letter, of correspondence with your department and discussions with your department, your official Division Chief, Complaints and Audit Branch, Mr. André Creusot, on February 24, 1982, on your behalf, wrote to Mr. Kelso at his home in Hudson Heights, Quebec, in the following vein. He says:

As I mentioned to you, the commissioner . . .

[Translation]

Pendant ce temps, le ministre des Transports et, plus tard le sous-ministre et l'administrateur des affaires aériennes ainsi que d'autres fonctionnaires régionaux, faisaient des déclarations publiques selon lesquelles je ne pourrais pas exercer des activités de contrôle actif mais que des tâches autres que le contrôle me seraient assignées et que je bénéficieras des avantages qu'offrait le poste qu'on m'avait rendu.

Tout d'un coup, et sans me donner de préavis, le ministère a annulé l'accord qu'on avait conclu ensemble et a décidé de m'acculer au mur. Je pense pour ma part que son seul objectif était de me démoraliser.

M. Kelso m'a dit qu'il avait des problèmes de santé qui le préoccupaient beaucoup et qui lui causaient beaucoup de problèmes et de souffrance. Je poursuis ma lecture de la lettre:

Une fois cela fait, ils m'ont donné un choix. Je devais continuer à supporter cette situation impossible ou alors retourner à Cornwall mais sans bénéficier d'aucun avantage.

La situation était «impossible» car elle voulait qu'un contrôleur aérien anglophone travaille dans le domaine du contrôle aérien dans la province de Québec.

Ils ont refusé catégoriquement de m'affecter à des tâches autres que le contrôle, comme convenu à l'époque avec les représentants du ministère. Le sous-ministre a même expliqué publiquement le genre d'accord qui avait été conclu puis retiré trois mois auparavant.

Une abondante correspondance a été entretenue depuis, mais rien n'a été fait. C'est comme si toutes ces déclarations publiques n'avaient jamais été prononcées. Le ministère des Transports semble penser qu'il a gagné une bataille, et que c'est la seule chose qui compte; les moyens et la mise en oeuvre pour le faire, par contre, n'importent pas du tout. Les représentants du ministère prétendent encore, lorsqu'on leur pose des questions, qu'ils sont toujours en train de négocier avec moi pour essayer d'en arriver à une solution juste et équitable. En réalité, ils refusent même de discuter de la question avec moi et s'opposent à ce que je sois remboursé par jugement.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden. Mr. Baker.

Ailleurs, dans la correspondance qu'il a adressée à votre bureau, notamment dans une lettre du 3 mars 1982 qui vous avait été adressée, M. Kelso souligne que le problème n'est pas celui de l'indemnisation. La question qui le préoccupe c'est la mise à exécution de la décision rendue par la Cour suprême du Canada. En réponse à cette lettre et à la suite des discussions qu'a eues M. Kelso avec votre ministère, M. André Creusot, chef de la Division des plaintes et de la vérification a écrit, en votre nom, à M. Kelso le 24 février 1982, adressant la lettre à sa résidence à Hudson Heights au Québec. Il lui dit:

Comme je vous l'ai déjà dit, le commissaire . . .

[Texte]

and that is you, sir,

is keenly interested in seeing this issue come to a successful resolution. To this end Mr. Yalden wrote to Mr. Kroeger, pointing out that your case might well represent an unintended consequence of the application of the official languages policy. He also requested Mr. Kroeger to seek an equitable solution acceptable to all parties.

My question to you, sir, having given you that—and I apologize for its length but I thought we should be fair—is, what progress has been made with respect to settling this matter which arose out of a difficulty caused by the policy on bilingual air traffic control? What interventions have been made with the Deputy Minister of Transport in this matter? And if you cannot report in detail, could I have an undertaking from you, sir, that after your general comment today, if you can make one, that you could report in detail to me, not only with respect to what has happened but what steps you intend to take to solve this matter, which you have described, I believe, quite rightly, in your letter.

Mr. Yalden: Mr. Chairman, first, a yes to Mr. Baker's last point. I can certainly give him the assurance that I will provide him with a detailed report as soon as possible. As to the general nature of the problem, it is a rather complex one. There are different versions of reality on both sides. Nevertheless, it has been my view that when there are differing versions of reality, since one side is a large and massive organization, which is the government, and the other side is an individual who feels he has been wronged, the government probably has as much or more of an obligation to be reasonable than does the individual. This is what we have tried to put to the authorities.

This case does not appear to represent a violation of the Official Languages Act in any literal or legal sense, but it certainly represents a case where the linguistic issue has caused problems for an individual, a member of the public service, and it is perfectly true that I wrote to the Deputy Minister of Transport pointing out that, as far as I was aware, Parliament had never intended that persons should be in any way harmed, if that was avoidable, by this policy. I was sure he would agree to that and I was sure he would wish to seek an equitable solution.

The last time I had been made aware of this case it had been put to me that a submission was being made to the Treasury Board with a view to arriving at a solution which would be satisfactory to the Department of Transport, presumably to the financial authorities and to Mr. Kelso. I had not heard anything to the contrary for a time. The latest correspondence of Mr. Kelso suggests that, at least as viewed from his side of the fence, this is not happening.

Again, Mr. Chairman, I cannot say more than that today. I and my colleagues will look into the case immediately and I shall report to Mr. Baker on it.

[Traduction]

et il parle de vous, monsieur . . .

souhaite que cette question soit réglée de façon satisfaisante. C'est pourquoi M. Yalden a écrit à M. Kroeger, soulignant que votre cas représente peut-être une conséquence imprévue de l'application de la Loi sur les langues officielles. Il a d'autre part demandé à M. Kroeger d'essayer d'en arriver à une solution équitable qui soit acceptée par toutes les parties concernées.

La question que j'aimerais vous poser, monsieur, est la suivante: compte tenu de tout ce que je viens de dire (et je dois m'excuser de la longueur de mon discours, mais j'ai pensé qu'il fallait être juste), quels progrès ont été faits en vue de régler ce problème qui découle de difficultés provoquées par la politique sur le contrôle aérien bilingue? Quelles interventions ont été faites auprès du sous-ministre des Transports? Enfin, si vous ne pouvez pas nous fournir de plus amples précisions, pourriez-vous vous engager, monsieur, à me fournir un rapport détaillé sur cette question après les commentaires d'ordre général que vous ferez aujourd'hui, si vous en avez à faire bien sûr. J'aimerais savoir non seulement ce qui s'est passé mais quelles mesures vous comptez prendre pour régler ce problème que vous avez, il me semble, très bien décrit dans votre lettre.

M. Yalden: Monsieur le président, tout d'abord, pour ce qui est du dernier point soulevé par M. Baker, ma réponse est oui. Je pourrais bien sûr lui fournir sous peu un rapport détaillé. Pour ce qui est de la nature générale du problème, je dois dire que la situation est assez complexe. Diverses versions des événements ont été données de part et d'autre. Quoi qu'il en soit, étant donné que les versions présentées diffèrent, et puisque d'un côté il y a un organisme très important, à savoir le gouvernement, et de l'autre un individu qui a l'impression d'avoir été lésé, le gouvernement est probablement plus tenu d'être raisonnable que l'individu. C'est d'ailleurs ce que nous avons essayé d'expliquer aux autorités concernées.

Ce cas ne semble pas représenter une violation de la Loi sur les langues officielles dans un sens littéral ou juridique, mais il représente très certainement un cas où une question linguistique a posé des problèmes pour un fonctionnaire. Il est d'autre part vrai que j'ai écrit au sous-ministre des Transports lui disant que selon moi le Parlement n'avait jamais voulu que cette politique nuise à qui que ce soit, dans la mesure où cela pouvait être évité. J'étais certain qu'il serait d'accord avec moi là-dessus et qu'il voudrait en arriver à une solution équitable.

La dernière fois qu'on m'a entretenu de ce cas, on m'a dit qu'on était en train de préparer un document devant être soumis au Conseil du Trésor en vue d'en arriver à une solution qui satisfasse le ministère des Transports et sans doute également les autorités financières et M. Kelso. Pendant très longtemps je n'ai rien entendu qui prétextait le contraire. Mais dans sa dernière lettre, M. Kelso nous dit que selon lui les choses ne se passent pas ainsi.

Monsieur le président, je ne peux malheureusement pas vous en dire davantage aujourd'hui. Mes collègues et moi-même

[Text]

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you.

The Chairman: Will you report to the committee, Mr. Yalden?

Mr. Yalden: Yes, I will be happy to report to the committee, Mr. Chairman. If you will permit me to say, with respect, that as far as Mr. Kelso's private affairs are concerned, I believe he has agreed that Mr. Baker should be made aware of them since he is in direct correspondence with Mr. Baker and has been all along. He might not wish to have his affairs discussed in public. I do not say that he would or he would not. Our usual procedure is to enquire of the person concerned, and if you would permit me I would do that. But in principle, of course, I have no problem at all.

• 1135

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman, I would be very pleased to speak to Mr. Kelso to see what his views are given the, I think, quite correct statement as to what the process ought to be. If he has no objection at all personally, I would undertake to circulate to members of the committee.

Mr. Yalden: In that case then, if he has no objection, Mr. Chairman, and through you to Mr. Baker, I can write to you.

The Chairman: The Chair takes it that Mr. Kelso is in agreement with Mr. Baker that his letter be made public because Mr. Baker read it.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Part of it.

The Chairman: Mr. Baker, I think all members of the committees are interested in the solution. I am taking a very simple approach here in that, if it is at all possible, Mr. Yalden should send us a report on the question. Fine.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): May I just say that from my conversation with him, in the way in which it was addressed to me, I do not believe there is any objection at all on Mr. Kelso's part. I can confirm that very very quickly. Thank you.

The Chairman: You still have another two minutes, Mr. Baker.

Mr. Herbert: Maybe I can intercede just to say that—

The Chairman: Mr. Herbert, on a point of order.

Mr. Herbert: —I thought you might have brought it up. There is on the record a letter from Mr. Kelso, and most of us have the correspondence in which he wants it to be brought out. This subject has been discussed previously in this committee or, no, maybe not in this committee but, certainly, in the Official Languages committee it has been discussed, so the matter is in the public domain already.

[Translation]

examineront tout de suite la chose et j'en rendrai compte à M. Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci.

Le président: Pourriez-vous en rendre compte au Comité, monsieur Yalden?

M. Yalden: Oui, je serai ravi, monsieur le président. Mais je dois dire, sans vouloir vous offenser, que pour ce qui est des affaires personnelles de M. Kelso, il me semble qu'il a accepté que M. Baker soit au courant, puisqu'il entretient une correspondance avec lui depuis un certain temps. Mais il se peut qu'il ne veuille pas que ses affaires privées soient discutées en public. Mais je ne peux bien sûr pas me prononcer en son nom. En général, on se renseigne auprès de la personne concernée et, si vous le voulez, je le ferai. Mais en principe, cela ne pose bien sûr aucun problème.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, je me ferai un plaisir de contacter M. Kelso pour savoir ce qu'il en pense, compte tenu de la déclaration fort juste, il me semble, qu'on a faite sur la façon dont on devrait procéder. Si M. Kelso n'a pas d'objection, je ferai circuler le rapport à tous les membres du Comité.

M. Yalden: Dans ce cas, s'il ne s'y oppose pas, je vous écrirai.

Le président: Il me semble que M. Kelso doit avoir accepté que sa lettre soit rendue publique, puisque M. Baker nous l'a lue.

M. Baker (Nepean—Carleton): En partie.

Le président: Monsieur Baker, il me semble que tous les membres du Comité s'intéressent à la solution. Mon approche est très simple: si cela est possible, M. Yalden devrait nous faire parvenir un rapport sur la question.

M. Baker (Nepean—Carleton): Permettez-moi tout simplement de dire que d'après les conversations que j'ai eues avec M. Kelso, je ne pense pas qu'il s'y opposerait. Mais je pourrais vous confirmer cela très rapidement. Merci.

Le président: Il vous reste encore deux minutes, monsieur Baker.

M. Herbert: J'aimerais intervenir pour dire tout simplement que...

Le président: Monsieur Herbert, vous invoquez le Règlement?

M. Herbert: ...je m'attendais à ce que vous en parliez. Une lettre de M. Kelso figure au procès-verbal et la plupart d'entre nous avons copie de la correspondance dans laquelle il demande que la question soit examinée. La question a déjà été étudiée lors d'une autre réunion, mais ce n'était peut-être pas notre Comité, mais celui des langues officielles. Quoi qu'il en soit, la question a déjà été rendue publique.

[Texte]

Mr. Yalden: Oh, yes I agree with that. It is just that I do not know what new developments there might be, and whether Mr. Kelso wants them in the public domain. But I am sure there is no problem about it, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden. M. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I will turn to another subject, Mr. Chairman. How much time do I have left? Two minutes? All right. I will very briefly turn to another subject. Other members may wish to follow it up. That is with respect to the question of funding for second language training in the provincial institutions and in schools, primary and secondary schools within the provinces of Canada. It has been suggested, sir, that increasing money for second language training is rather pointless until the Government of Canada can see that this money actually will be used for that purpose at the provincial level. There have been allegations made publicly that, somehow or other, this money finds its way into the building of highways and other very worthy public works; whereas Parliament intended for it to be used for language training. There have been expressions from all parties in the House of Commons that it is important that we increase the second language capability of Canadians from all provinces, whether from francophone or anglophone provinces. Can you recount for us briefly the experience and what steps you have taken and can take, and what suggestions you might have for policy changes on the part of the Government of Canada?

Mr. Yalden: I suppose, Mr. Chairman, I might say first that I think the moneys which go for minority language education and second language education probably are the most important elements in the whole structure of language reform in this country. I will leave aside minority language education in answer to the hon. member's question because he was speaking specifically about second language training. I should say that of course the heart of the matter is minority language instruction. But second language training is also extremely important.

This question of whether the provinces do, or do not, use the money for purposes for which it was intended, I think, is perhaps a large red herring. There used to be, I think, at the beginning of the program 10 years or so ago, some reason for feeling that some of this money was perhaps being diverted or was being used to build gymnasiums or highways or hockey rinks, or what have you. I do not think that is the case in 1982. I think the Secretary of State's department is probably well aware that such is not the case. I certainly think with respect to Ontario and Manitoba and a number of other provinces that they are perfectly prepared to provide any information that the Secretary of State's department requires to prove what they are doing in the area of bilingualism and education.

[Traduction]

M. Yalden: Oui, je suis d'accord avec vous là-dessus. Mais je ne sais pas quelles nouvelles mesures ont été prises et si M. Kelso aimerait que celles-ci soient rendues publiques. Mais je suis persuadé qu'il n'y aura aucun problème, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Yalden. Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je vais maintenant passer à autre chose, monsieur le président. Combien de temps me reste-t-il? Deux minutes? Très bien. Je vais passer à autre chose, mais je serai très bref. D'ailleurs, d'autres députés voudront peut-être prendre la relève. Ce qui m'intéresse, c'est la question du financement des cours de langue seconde au sein des institutions provinciales et des écoles primaires et secondaires des différentes provinces. Il a déjà été dit, monsieur, qu'il serait ridicule d'augmenter les fonds consacrés aux cours de langue seconde tant que le gouvernement canadien n'est pas en mesure de s'assurer que cet argent sera utilisé à cette fin au niveau provincial. Certains ont même déclaré publiquement que cet argent sert parfois à la construction d'autoroutes ou d'autres ouvrages publics fort louables, tandis que le Parlement voulait qu'il serve à la formation linguistique. Des représentants de tous les partis à la Chambre ont dit qu'il est important d'améliorer les capacités linguistiques des Canadiens de toutes les provinces, francophones ou anglophones, pour ce qui est de leur langue seconde. Pourriez-vous nous expliquer brièvement ce qui a été fait, les mesures qui ont été prises et qui pourraient l'être et les propositions que vous auriez pour que le gouvernement canadien apporte certaines modifications à ces politiques dans ce domaine?

M. Yalden: Pour commencer, je suppose, monsieur le président, que l'élément le plus important dans toute cette question de la réforme linguistique c'est l'argent qui est consacré à l'enseignement dans la langue de la minorité et de langue seconde. Dans ma réponse à la question du député, je laisserai de côté l'enseignement dans la langue de la minorité, car il me semble qu'il s'intéresse tout particulièrement à l'apprentissage de la langue seconde. Mais coeur du problème c'est l'enseignement dans la langue de la minorité. Quoi qu'il en soit, les cours de langue seconde sont également très importants.

La question de savoir ce que font les provinces de l'argent qu'on leur donne pour les cours de langue est, je pense, un faux problème. Lors du lancement du programme, il y a peut-être dix ans, on avait peut-être certaines raisons de croire que certaines sommes d'argent étaient détournées et servaient à construire des gymnases, des autoroutes, des patinoires ou autre chose. Mais je ne pense pas que ce soit le cas en 1982. D'ailleurs, je pense que le Secrétariat d'État est persuadé que ce n'est pas le cas. Je pense que l'Ontario, le Manitoba et un certain nombre d'autres provinces seraient prêtes à fournir des renseignements au Secrétariat d'État prouvant qu'elles affectent les crédits qui leur sont donnés au domaine du bilinguisme et de l'éducation.

• 1140

Quebec is a rather special case, of course, insofar as there, they are not willing to provide detailed statistics to the federal

Le cas du Québec est bien sûr assez particulier, car celui-ci refuse de fournir aux autorités fédérales des statistiques détaillées.

[Text]

authorities on what they are doing in the field of education even if they are receiving sizable transfers of money from the federal government. However, leaving aside the restrictive elements of Bill 101 and that whole area, the proof of what they are doing is, of course, the anglophone school structure within Quebec. I think, and we have thought all along that in Quebec, and for that matter in New Brunswick as well, the proof of what is going on is the schools that exist and are there for the minority.

In the other provinces I have mentioned, we are of the view that either they do provide or would be prepared to provide information that is necessary. So, in a word, the argument that there is something wrong with the program because the provinces are not prepared to be sufficiently accountable, I do not think really holds water.

Having said that, however, I think the more the better for the provinces to be prepared to be open and accountable to the Canadian public, if not the federal government, as to what they do with that money. I see no reason why they would not want to do so. There is, of course, the companion argument which has to do with visibility, but that is rather more a matter for a government spokesman to interest himself in than me.

I think the program is important. I think political leaders from every party have said over and over again that the way to succeed eventually is through education, through getting at young people. I think, therefore, there should be more money put into this sector and less into others. If we can save money in others, so much the better. I do not believe these arguments about accountability and visibility are overriding objections, and I wish that all the governments concerned would get on with it.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, sir.

The Chairman: Thank you, Mr. Baker. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I had a few questions based on the estimates, but because the subject has been introduced this morning via the case of one individual, I think I would like to talk to Mr. Yalden about the essential problem which goes back to the start of all this discussion on bilingualism, the rights of two groups. In one case, there is the group which sees that it is not being adequately represented, and there is the other group which sees that the increase in representation is a direct attack on its rights, such as its right to progression, its right to security of employment, and so on. That, to me, is the nub of the problem in the case discussed a little earlier. I do not think we ever really came to grips with it. At some point in time, we are going to have to face the fact that, whenever we do anything to rectify what is seen as an injustice, automatically we are going to impose some type of injustice on another group.

Mr. Yalden, we have been going at this for just about a decade now. Some people believe that enough time has now passed and enough water has flowed under the bridge for it to

[Translation]

lées sur ce qu'il fait dans le domaine de l'éducation, même s'il reçoit du gouvernement fédéral des sommes d'argent importantes. Cependant, si on laisse de côté les éléments restrictifs de la loi 101, la preuve que le Québec fait quelque chose nous est fournie par le système des écoles anglaises au Québec. Depuis le début, et cela s'applique autant au Québec qu'au Nouveau-Brunswick, les preuves dont nous avons besoin nous sont fournies par la simple existence des écoles qui desservent la minorité.

Pour ce qui est des autres provinces, nous sommes d'avis qu'elles nous fournissent déjà des renseignements ou qu'elles seraient prêtes à le faire si nous leur en faisons la demande. Par conséquent, l'argument selon lequel il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le programme puisque les provinces ne sont pas prêtes à se découvrir ne tient pas.

Cela dit, je pense que plus les provinces sont prêtes à s'ouvrir et à rendre compte de leurs dépenses au public canadien, sinon au gouvernement fédéral, mieux ce sera. Je ne vois aucune raison pour laquelle les provinces ne voudraient pas le faire. Il y a bien sûr le revers de la médaille et l'argument concernant la visibilité, mais il me semble que c'est là une question auquel devrait plutôt s'intéresser un porte-parole du gouvernement.

Je pense que le programme est important. Il me semble d'autre part que les leaders politiques de tous les partis ont dit à maintes reprises que le seul moyen de réussir c'est de passer par l'éducation, par les jeunes. C'est pourquoi je suis d'avis que l'on devrait consacrer davantage d'argent à ce secteur et moins à d'autres. Si l'on peut économiser dans d'autres domaines, alors tant mieux. Ces arguments concernant la responsabilité et la visibilité ne sont pas valables selon moi, et j'aimerais pour ma part que tous les gouvernements concernés s'attellent à la tâche.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur.

Le président: Merci, monsieur Baker. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. J'aurais voulu poser quelques questions à M. Yalden au sujet des prévisions budgétaires, mais puisqu'on a parlé ce matin du cas d'une personne en particulier, j'aimerais discuter maintenant d'un problème essentiel qui existe depuis le tout début du débat sur le bilinguisme, à savoir celui des droits de deux groupes. D'un côté, il y a un groupe qui estime ne pas avoir été représenté de façon satisfaisante, et de l'autre un groupe qui considère que l'augmentation au niveau de la représentation est une attaque directe contre ses droits, notamment son droit à la progression, son droit à la sécurité d'emploi, etc. Selon moi, c'est là le noyau du problème dont on a parlé tout à l'heure. Et il me semble que l'on a jamais réussi à le régler tout à fait. Il nous faudra, tôt ou tard, nous rendre compte que chaque fois que l'on fait quelque chose pour corriger ce qui semble être une injustice, on impose automatiquement une injustice à un autre groupe.

Monsieur Yalden, nous procédons de la sorte depuis près d'une dizaine d'années. Certains sont d'avis qu'on a attendu suffisamment longtemps, qu'assez d'eau a coulé sous le pont et

[Texte]

be time to take a hard stand. What is your feeling? You know that in the other committee we discussed at length a problem concerning a fixed date by which we were going to change to imperative staffing. What is your own feeling? Really, the essential question, I feel, right from day one is this: To what degree are we going to make one group suffer, if you like, in order to ensure that the rights of the other group are properly respected?

• 1145

Mr. Yalden: Though I am not sure, I detect that Mr. Herbert may have been speaking, Mr. Chairman, at one and the same time about both the question of participation, which is of course an anglophone—francophone thing, and the question of language capacities, particularly imperative staffing, which does not necessarily bring into play anglophone and francophone participation.

If I may speak first to the latter point, imperative staffing, which Mr. Herbert made just a moment ago, for a long time I have felt that the farther down the road we can go towards imperative staffing, the better. I think the other committee asked itself the question as to how long can we go on with what is fundamentally an anomalous way of proceeding with so-called conditional employments. How long can we go on, on a very sizable scale, filling bilingual jobs with non-bilingual people provided they make a promise someday to become bilingual? It is a topsy-turvy, Alice-in-Wonderland, kind of world you are encouraging. Some 16 years after Mr. Pearson's statement of April 1966 about the future of a bilingual public service, I find that increasingly less acceptable. So my answer in principle is: the more imperative staffing the better.

Now however we have to deal with the kind of personnel problems which inevitably would result if you went all out for imperative staffing. I cannot give any general answer as to how they should be dealt with. I do not think that, thus far, there has been any large scale harm done to employees of the Public Service of Canada. I think one would have to look pretty hard to find very many documented cases of people who have been unfairly treated.

I know there exist many stories and rumours about people who have been harmed in their careers because of language requirements. However, this committee and other committees of Parliament have been through this in the past with the languages commissioner and with the chairman of the Public Service Commission of Canada, and I believe there are very few people who have, in fact, found themselves in that kind of difficulty.

As far as the public service generally is concerned, and I am looking at 1980 statistics here, after all, if you consider that there are something just in excess of 53,000 bilingual positions across the country, of which 48,000 are in the National Capital Region and in Quebec, then in the rest of Ontario—that portion other than the National Capital Region—and in the other eight provinces outside Quebec, you have only some-

[Traduction]

qu'il faut maintenant adopter une position ferme. Qu'en pensez-vous? Vous êtes au courant que notre comité a discuté longuement d'un problème concernant une date précise à laquelle on devait opter pour la dotation impérative. Qu'en pensez-vous? La véritable question qui se pose est, me semble-t-il, la suivante: jusqu'à quel point devons-nous faire souffrir un groupe donné, si vous voulez, pour assurer le respect des droits d'un autre groupe?

M. Yalden: Je n'en suis pas certain, monsieur le président, mais il me semble que M. Herbert voulait parler en même temps de la question de la participation, qui est bien sûr une affaire anglophone-francophone, et de celle des capacités linguistiques, notamment la dotation impérative, qui ne se rattache pas nécessairement à la participation anglophone ou francophone.

J'aimerais parler tout d'abord de la dotation impérative dont a parlé M. Herbert il y a quelques instants. Depuis un certain temps, il me semble que plus on progresse vers la dotation impérative, mieux c'est. Il me semble que l'autre comité dont vous parliez s'était penché sur la question de savoir pendant combien de temps on pourrait maintenir une façon de procéder assez anormale, celle de l'offre d'emploi conditionnelle. Pendant combien de temps encore pourra-t-on combler des postes bilingues avec des personnes qui ne sont pas bilingues, mais qui promettent de le devenir un jour? Nous ne sommes pas au pays des merveilles. Je trouve cela de moins en moins acceptable, surtout étant donné que c'est il y a 16 ans, en avril 1966, que M. Pearson a fait une déclaration au sujet de l'avenir d'une Fonction publique bilingue. Ma réponse est donc: Plus on dote des postes de façon impérative, mieux c'est.

Mais il ne faut pas pour autant laisser de côté les problèmes de personnel que l'on rencontrerait si l'on optait pour une application stricte des pratiques de dotation impérative. Mais je ne peux malheureusement pas vous dire comment on pourrait les régler en général. Je n'ai cependant pas l'impression que cela ait beaucoup nui jusqu'à présent à des employés de la Fonction publique du Canada. Il faudrait je pense chercher pendant bien longtemps pour trouver des cas très bien documentés de gens qui ont été traités de façon injuste.

Je sais qu'on entend beaucoup d'histoires et de rumeurs au sujet de gens dont la carrière a été bloquée ou détruite à cause d'exigences linguistiques. Or, votre comité et d'autres comités permanents ont examiné le problème avec le commissaire aux Langues officielles et le président de la Commission de la fonction publique du Canada, et j'ai l'impression qu'il n'y a que très peu de gens qui ont rencontré pareils problèmes.

Pour ce qui est de l'ensemble de la Fonction publique (et j'ai devant moi les statistiques pour 1980), il n'y a que quelques 53,000 postes bilingues répartis dans tout le pays, dont 48,000 sont dans la région de la Capitale nationale et au Québec. Cela veut dire que dans le reste de l'Ontario (sans compter, donc, la région de la Capitale nationale) et dans les huit autres provinces, à l'exception du Québec, il n'y a que quelque 5,000 postes

[Text]

thing in the order of 5,000 bilingual positions in the whole public service. So that is not likely to wreak great hardship on anyone. Those, by the way, are not 5,000 imperative positions; that number is 5,000 all in. And many of those positions unquestionably are staffed by people who are not themselves bilingual.

Mr. Herbert: Mr. Yalden, I was somewhat concerned that if I introduced the term "imperative staffing" we might get into the federal public service. I wanted to look at the broader picture. Obviously if we have an injustice in an area due to the minority not being adequately represented, and we take measures to ensure that the minority is adequately represented, then there will be fewer jobs, fewer positions, for the majority; there will be a smaller percentage than there were before.

Mr. Yalden: In the public service, generally.

Mr. Herbert: In any operation.

Mr. Yalden: Right.

Mr. Herbert: In any operation, not just in the public service. I mean, if we are going to cure what we see as an injustice. If you want, I will use the public service as an example, and if we say that it is an injustice that there be only 3 percent or 4 percent anglophones in the public service in the Province of Quebec, and that this injustice has to be corrected; that there has to be 10 per cent 12 or 15 per cent, although the percentage is not important; it means automatically that there will be fewer positions for the francophones. And the same applies, of course, in English Canada in the public service where the francophones have been employed.

What I am saying simply is that in looking at this total picture, when we correct an injustice as we see it then somebody somewhere has to suffer. Maybe not an individual. You say you have not been able to put your finger on an individual. I think I can discuss this without any suggestion that I am pushing a cause, but there has been a suggestion that, in order to bring bilingual personnel onto the Hill, the number of francophones is increased because the francophone tends to be the bilingual; therefore, there will be fewer jobs for the anglophone and, therefore, the anglophone's career path is affected. Now at some point in time surely we have to accept and not hide the fact that, in order to correct an injustice, someone may have to suffer somewhat.

• 1150

Now, you brought up the subject of schooling. In order to co-operate in the Province of Quebec, for example, many anglophones are sending their children to either immersion courses or to French schools. The major problem we face in Quebec amongst the anglophones right now is that, if there is a change of heart for the grandchildren, it is possible that those grandchildren may not then be able to go back into English schools because our system does not give freedom of choice to those in the French system. We go through the exercise in the Province of Quebec of saying, Well, the protection at the moment is in the hands of the provincial government. I say that there is protection inasmuch as one can retain the right to

[Translation]

bilingues. C'est pourquoi je doute fort que cette situation puisse nuire à qui que ce soit. Je tiens d'ailleurs à préciser que ces 5,000 postes ne sont pas des postes impératifs. C'est le total pour le reste du Canada. Bon nombre de ces postes sont donc dotés par des gens qui eux-mêmes ne sont pas bilingues.

M. Herbert: Monsieur Yalden, j'avais bien peur qu'en parlant de «dotation impérative» on en arriverait à parler de la Fonction publique fédérale. Mais je voulais qu'on examine la situation dans un contexte plus général. Il est évident que s'il y a une injustice parce que la minorité n'est pas bien représentée, si l'on prend des mesures pour corriger la situation en faveur de la minorité, alors il y aura moins de postes pour la majorité. Le pourcentage réservé à la majorité sera réduit.

M. Yalden: Dans la Fonction publique en général.

M. Herbert: Dans n'importe quel organisme.

M. Yalden: C'est exact.

M. Herbert: Dans n'importe quel organisme, et pas uniquement dans la Fonction publique. C'est ce qui se passera, si nous décidons de corriger ce qui nous semble être une injustice. Si vous voulez, j'utiliserai la Fonction publique à titre d'exemple. Admettons que la Fonction publique au Québec ne compte que 3 ou 4 p. 100 d'anglophones et que l'on veuille rectifier la situation. Disons que l'on voudrait porter ce pourcentage à 10, 12 ou 15 p. 100, peu importe. Cela signifie automatiquement qu'il y aura moins de postes pour les francophones. Les mêmes remarques s'appliqueraient bien sûr à la Fonction publique dans le Canada anglais.

Tout ce que je veux dire, compte tenu du tableau d'ensemble, c'est que lorsqu'on corrige une injustice, quelqu'un d'autre en souffre. Il ne s'agit pas nécessairement d'une personne en particulier. Vous dites que vous n'avez pas réussi à trouver quelqu'un. Je crois pouvoir en discuter sans être accusé de défendre une cause mais on a dit que pour avoir davantage de personnel bilingue sur la Colline, il a fallu augmenter le nombre de francophones parce que ceux-ci sont en général bilingues, qu'il y a moins de postes pour les anglophones et que leurs possibilités d'avancement s'en ressentent. Il est bien évident qu'il nous faut un jour ou l'autre accepter que pour corriger une injustice, certains doivent peut-être un peu souffrir.

Vous avez soulevé le problème de la scolarité. Pour coopérer par exemple au Québec, de nombreux anglophones envoient leurs enfants soit à des cours d'immersion, soit dans des écoles françaises. Le gros problème au Québec parmi les anglophones est que si l'on changeait d'avis pour les petits enfants, il est possible que ceux-ci ne soient même plus autorisés à aller à l'école anglaise parce que notre système ne donne pas la liberté de choix à ceux qui vont à l'école française. On accepte à l'heure actuelle au Québec que le gouvernement provincial assure pour le moment cette protection. Or, cette protection existe tant que l'on garde le droit d'envoyer ses enfants à l'école anglaise au Québec. C'est dans la Loi 101. C'est là

[Texte]

send the children to English schools by registering with the Province of Quebec. That is in Bill 101. That is the protection which is afforded there, but it is provided at the provincial level. Nevertheless, the federal government did not see it as being essential to put that protection into the constitution. Once again we are making compromise all the time. But always someone must suffer. In a compromise someone has to be on the short end of the stick.

We have just gone through an exercise in the courts right now where a case has been lost in the Province of Quebec concerning an anglophone, and the jurisprudence was a case in Ontario concerning francophones! I look back at all this history and I say to myself: At some point in time we have to make up our minds. How long are we going to go on? Surely, the ultimate is either on a percentage basis, or accessibility on some defined basis, but in order to achieve that objective, someone is going to have to suffer. Do you not agree? You say you cannot pinpoint the individual, but it is inevitable. There must be some compromise on the part of the majority.

Mr. Yalden: In respect to the education matter that Mr. Herbert raises, Mr. Chairman, of course I agree with him. I would have preferred, and have said so over and over again, that it be "mother tongue" and, moreover, that it be applicable to landed immigrants as well as citizens. The government has chosen to put forward a text in which it is mother tongue in nine provinces but, in Quebec, it is where you were educated. Let us hope that will change with time.

As to the matter of participation and whether you necessarily have to harm someone or not, I might point out that if you look again outside central Canada at, say, seven provinces, the three prairie provinces and British Columbia on the one hand, and Newfoundland, P.E.I. and Nova Scotia on the other, you come up with participation figures in the federal public service of something like 76,000 anglophones and 1,100 francophones. Now, it seems to me that you could hire quite a number more francophones by taking advantage of simple attrition and movements within the public service without harming the anglophones concerned. That could be, unless one takes the view that every job which goes to a francophone does not go to an anglophone and, therefore, harms somebody. But even that would not be the case, as long as the public service is expanding. Let us assume that for once in a way the public service will not expand; that it is static or even contracting a little bit; it does seem to me that there is no great harm done by hiring a few more francophones. The fact, for example, as I see from the 1980 figures I have in front of me, that there are 697 francophones in the four provinces in the west, strikes me that we could go a little further than that without harming anybody. Similarly I think—and as you and I have discussed this before, Mr. Herbert—but we can certainly do something to reverse the downward trend in the participation of anglophones in the Public Service of Canada in the Province of Quebec, without necessarily harming francophones. I do not see that to be a problem.

[Traduction]

protection qui est offerte mais c'est à l'échelon provincial. Toutefois, le gouvernement fédéral n'a pas jugé essentiel d'inscrire cette protection dans la constitution. Là encore, nous avons accepté un compromis. Il y en a toujours qui doivent souffrir. Dans un compromis, il y en a qui sont désavantagés.

Un anglophone vient de perdre une cause devant les tribunaux du Québec alors que la jurisprudence utilisée était une affaire touchant les francophones en Ontario! Quand je vois tout cela, je me dis qu'il faut qu'à un moment ou un autre on se décide. Combien de temps cela va-t-il durer? Il est évident que l'idéal serait un pourcentage ou l'accessibilité sur une base définie mais pour parvenir à cet objectif, il faut bien que quelqu'un souffre, n'est-ce pas? Vous dites que vous ne pouvez trouver cette personne mais c'est inévitable. Il faut accepter un compromis de la majorité.

M. Yalden: Monsieur le président, M. Herbert soulève le problème de l'éducation et je suis bien sûr d'accord avec lui là-dessus. J'aurais préféré, et je l'ai dit à maintes et maintes reprises, qu'il s'agisse de la «langue maternelle» et qu'en plus cela s'applique aussi aux immigrants reçus. Le gouvernement a choisi un texte où il s'agit de la langue maternelle dans neuf provinces mais de l'endroit où vous avez fait vos études dans le cas du Québec. Espérons que cela changera avec le temps.

Quant à la question de la participation et de la nécessité de faire souffrir certains, je vous signalerai que si vous considérez les sept provinces qui ne sont pas au centre du Canada, les trois provinces des Prairies et de la Colombie-Britannique d'une part et Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse d'autre part, vous obtenez des chiffres de participation à la Fonction publique fédérale qui s'approchent de 76,000 anglophones et 1,100 francophones. Il me semble que l'on pourrait embaucher pas mal plus de francophones en profitant simplement des départs naturels et des mutations au sein de la Fonction publique sans que cela ne gêne les anglophones. Ce serait une possibilité à moins que l'on ne considère que tout emploi qui est offert à un francophone ne l'est pas à un anglophone et qu'il y a donc quelqu'un de lésé. Mais ce ne serait même pas le cas tant que les effectifs de la Fonction publique augmentent. Supposons que pour une fois ils n'augmentent pas; que la Fonction publique reste statique ou même diminue un peu; il ne me semble pas qu'on lèse grand monde en embauchant quelques francophones de plus. Le fait par exemple que d'après les chiffres de 1980 que j'ai sous les yeux, il y a 697 francophones dans les quatre provinces de l'Ouest prouve bien que l'on pourrait faire un peu mieux sans léser personne. Je crois de même, et nous en avons déjà discuté ensemble, monsieur Herbert, que l'on peut certainement faire quelque chose pour renverser le déclin de la présence anglophone dans la Fonction publique du Canada au Québec, sans nécessairement léser les francophones. Je ne pense pas que cela puisse poser un problème.

[Text]

• 1155

The Chairman: Mr. Herbert, I am sorry. I have been very lenient up to now—the last question.

Mr. Herbert: Surely to goodness, the case we have discussed this morning—whether we agree or disagree that the individual has been harmed, that individual sees himself as being harmed, by a policy that was brought in for what was considered to be the good of the majority. I will leave it at that.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: Perhaps to pick up that point, Mr. Yalden. You sit at our Official Languages committee meetings and the thing that is causing, I think, a lot of us who are highly sympathetic or empathetic with bilingualism concern is the fact that in Quebec it seems to me—or at least charges are made—that the public service, the agencies of the federal Crown, are hiring only francophones, whereas in the rest of Canada—as I think you know better than I do—it seems to me that francophones . . . They may be hired but they certainly are not hired, it seems to me, for bilingual positions.

Mr. Yalden: They are not hired at all, Mr. Chairman, is what I am trying to say. There is, I think, and the figures reveal it . . . and by the way, these are figures I sent to our chairman in response to some questions raised at the last meeting of this committee, in a letter to him dated December 22, 1981. They are in the annex to that letter to Mr. Gauthier. Without complicating life more than we need to, as I say, there are 76,000 anglophones and something like 1,100 francophones in three of the eastern provinces and four of the western provinces. And the other side of the coin is something like 2,500 anglophones in Quebec and 45,000 francophones.

So you are getting a kind of polarization which I do not think is very sensible and wise in the Public Service of Canada, if it is supposed to be at all representative. And I do not feel that to rectify that in both directions need in any way be considered harmful to one group or the other. I grant that in the case we began discussing this morning, there is a gentleman who feels he has been harmed in his career for language-related reasons, certainly, though it is not a francophone/anglophone thing; it is rather more a bilingual/unilingual thing.

Mr. Kilgour: Well, time is short, but—you can correct me again—I think it was something like 300 French language teachers were let go—I think it was about two and a half years ago—here in Ottawa, and perhaps across the country. Have you expressed yourself publicly on that assumed fact, or can you . . . ?

Mr. Yalden: Yes, Mr. Chairman. I have always felt, and still do feel, that the requirements for bilingual positions should be as rigorous as possible, but the other side of that operation is to provide language training which is as effective and as generous as possible. In other words, you cannot lay down requirements for people to be bilingual and at the same time be reluctant to give them the language training. So I believe it was a mistake to let go those language teachers. I

[Translation]

Le président: Monsieur Herbert, je suis désolé, j'ai été très indulgent mais ça doit être votre dernière question.

M. Herbert: Il est bien évident que le cas dont nous avons discuté ce matin, que l'on accepte ou non que l'individu ait été lésé, montre bien que cet individu se considère comme lésé par une politique que l'on a adoptée pour ce que l'on considèrerait être le bien de la majorité. J'en resterai là.

Le président: Merci, monsieur Herbert.

M. Kilgour: J'aimerais poursuivre là-dessus, monsieur Yalden. Vous assistez à nos réunions du comité des langues officielles et ce qui inquiète beaucoup d'entre nous qui sont tout à fait favorables au bilinguisme est le fait qu'au Québec il semble, ou au moins l'on dit, que la Fonction publique, les organismes fédéraux, n'embauchent que des francophones alors que dans le reste du Canada, comme vous le savez probablement mieux que moi, il me semble que les francophones . . . On les embauche peut-être mais certainement pas, me semble-t-il, pour des postes bilingues.

M. Yalden: On ne les embauche pas du tout, monsieur le président, c'est ce que j'essaie de dire. Les chiffres sont éloquentes, et j'ai d'ailleurs envoyé ces chiffres à notre président en réponse à certaines questions soulevées lors de la dernière réunion du comité, dans une lettre du 22 décembre 1981. Ils se trouvent en annexe à la lettre à M. Gauthier. Sans vouloir plus compliquer les choses que nécessaire, je répète qu'il y a 76,000 anglophones et quelque 1,100 francophones dans les trois provinces de l'Est et les quatre provinces de l'Ouest. Par contre, il y a quelque 2,500 anglophones au Québec et 45,000 francophones.

Il y a donc dans la Fonction publique du Canada un genre de polarisation qui ne me semble pas très judicieuse ni sage si l'on veut que cette Fonction publique soit représentative. Je ne pense pas que chercher à rectifier cela dans un sens et dans l'autre puisse léser l'un ou l'autre groupe. Je conviens que dans le cas dont nous discutons ce matin, ce monsieur s'estime lésé dans sa carrière pour des questions de langue alors qu'il ne s'agit pas d'un problème francophone-anglophone; c'est plutôt une question de bilinguisme et d'unilinguisme.

M. Kilgour: Nous n'avons pas beaucoup de temps, et vous pourrez me corriger, mais je pense que l'on a remercié quelque 300 professeurs de français il y a environ deux ans et demi, ici, à Ottawa, et peut-être dans tout le pays. Avez-vous donné publiquement votre avis à ce sujet ou pouvez-vous . . .

M. Yalden: Oui, monsieur le président. J'ai toujours estimé et j'estime toujours que les exigences pour les postes bilingues devraient être aussi rigoureuses que possible mais que par contre il faut offrir des cours de langue qui soient aussi efficaces et généreux que possible. Autrement dit, on ne peut imposer des exigences de bilinguisme importantes si l'on ne veut pas offrir les cours de langue voulus. Je crois donc que ce fut une erreur que de remercier ces professeurs de langue. Je crois qu'on aurait dû pouvoir les utiliser plus efficacement.

[Texte]

think they should have been used more effectively and I have always believed that.

M. Kilgour: Un autre sujet, si vous me le permettez, celui des panneaux pour les agences du gouvernement fédéral. Est-ce que vous pouvez nous dire si ces panneaux sont bilingues un peu partout dans le pays?

Mr. Yalden: Gosh, that is a very complicated question. Basically, if we are talking about the signs outside government offices—let us say, the Department of External Affairs passport offices or something like that—then they are supposed to be in both languages everywhere in the country. If we are talking about service in the two languages, it may not be available as readily as it might be in both languages in the areas where the minority population is less large and, therefore, where there is very little demand. But signage forms—all that kind of thing—should be available in both languages all across the country. Yes.

M. Kilgour: Par exemple, on me dit que les panneaux de Petro-Canada, au Québec, sont en une seule langue. Est-ce que c'est vrai ou non?

• 1200

M. Yalden: C'est vrai. Petro-Canada, dans mon esprit, ne respecte pas les termes de la Loi sur les langues officielles, ni au Québec et ni ailleurs. D'après nous, Petro-Canada, étant une société de la Couronne, est assujettie à la Loi sur les langues officielles et elle devrait donc, dans la mesure du possible, respecter les exigences de la Loi sur les langues officielles en ce qui concerne l'affichage, les formules bilingues, les services bilingues, etc.

Cela ne veut pas nécessairement dire que toutes les stations-service de Petro-Canada doivent être bilingues, avec service dans les deux langues, etc. Mais en ce moment, en ce qui concerne la situation de Petro-Canada, il ne nous semble pas y avoir une qualification linguistique satisfaisante. Nous ne sommes même pas parvenus à discuter des détails, à savoir si, en plein Westmount, on ne pourrait pas avoir quelques mots d'anglais sur les affiches ou bien si à, Saint-Boniface, il ne pourrait pas y avoir un certain bilinguisme dans les stations-service parce que dans le cas du Québec, on nous répond tout bonnement que ses stations-service sont assujetties à la Loi 101. Nous ne sommes pas d'accord avec cela.

Dans l'Ouest du pays, ils n'ont même pas l'excuse d'une Loi 101. Ce sont des raisons de marketing, sans doute, qui les poussent à afficher en anglais seulement.

Mr. Kilgour: A different subject, if I can be specific. I was speaking at a school in the Welland area, as I think I mentioned to you earlier—*École Secondaire de la Confédération*—where teachers, at least, were terrified—I think that is putting it not too strongly—that the cuts in federal grants to education were going to result in some severe, increased difficulty for them in minority language education—at least in that part of the country.

[Traduction]

Mr. Kilgour: On another topic, if you allow me, I would like to ask you about the signs in the federal government agencies. Could you tell us whether these signs are bilingual right across the country?

M. Yalden: Ma foi, c'est une question très difficile. Si l'on parle des panneaux à l'extérieur des bureaux du Gouvernement, par exemple des bureaux de passeports du ministère des Affaires extérieures ou de ce genre de bureaux, ils sont censés être dans les deux langues partout au pays. S'il s'agit du service dans les deux langues, il n'est pas toujours offert aussi facilement qu'il devrait dans les régions où la minorité est moins importante et où la demande est donc très faible. Mais la signalisation, tout ce genre de choses, devrait exister dans les deux langues dans tout le pays. C'est certain.

Mr. Kilgour: For instance, I was told that the signs of Petro-Canada in Quebec are in one language only. Is that true or not?

Mr. Yalden: That is true. To my mind, Petro-Canada does not respect the terms of the Official Languages Act, either in Quebec or elsewhere. It seems to us that Petro-Canada, being a crown corporation, should be subject to the Official Languages Act, and should therefore, inasmuch as possible, abide by the terms of the Act with regards to signs, forms, services, et cetera.

This does not necessarily mean that all Petro-Canada service stations must be bilingual, and offer their service in both languages, et cetera. But at this time, we feel that Petro-Canada does not have a satisfactory language achievement. We have not even been able to discuss these details, namely to know whether in the heart of Westmount we could not have a few words of English on their signs, or whether in Saint-Boniface it would not be possible to have some bilingualism in the service stations because in the case of Quebec, we were simply told that these service stations were ruled by Bill 101. We do not agree with this.

In western Canada, they do not even have the excuse of a bill. It is probably for marketing reasons that they only have their signs in English.

M. Kilgour: Je changerai de sujet et passerai à quelque chose de plus précis. J'ai pris la parole dans une école de la région de Welland, je crois que je vous l'ai déjà dit, il s'agit de l'École secondaire de la confédération, où les enseignants du moins étaient terrifiés, et je ne pense pas que le mot soit trop fort, car ils disaient que les réductions des subventions fédérales à l'éducation allaient avoir des conséquences très sévères et très graves pour l'éducation dans la langue de la minorité, au moins dans cette partie du pays.

[Text]

Can you give us any of your thoughts on that—again, perhaps, both sides of the question?

Mr. Yalden: Well, my understanding, and I hope I am right about this, is that there is no intention to cut the funds that go for bilingualism in education. The negotiations between provinces and the federal government have been stalled for a long time, and the moneys given by the federal government to the provinces for this purpose have been frozen for two or three years, and, therefore, there have been de facto cuts owing to inflation. But there has never been any public announcement, at least, of which I am aware, of any intention on the part of the Government of Canada to cut back on those subsidies, in the way there sometimes has been a suggestion that the Government of Canada cut back on the post-secondary sector.

I personally believe very strongly, as I was saying earlier, that the education sector is the most important one in the whole matter of bilingualism and that this is a federal policy. It is the policy of the present government—indeed of Parliament, because it has been supported by parties on all sides of the House. It is a program that was presented to the provinces—some would say pushed on the provinces—and to that extent it seems to me the Government of Canada has a duty, political, moral and otherwise, to continue to fund that program at the highest possible level.

Mr. Kilgour: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Kilgour.

Mr. Cousineau.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président.

Monsieur Yalden, lors de l'étude du Bill C-88, le député de Pembina, M. Elzinga, a souligné l'élection d'un candidat séparatiste en Alberta, en alléguant que son élection était due à une campagne contre le gouvernement fédéral et, entre autres, au bilinguisme. Cette allégation, naturellement, m'a frappé, parce que si M. Elzinga pense cela, il n'est pas le seul. Ce matin, je suis très heureux de voir M. Kilgour ici, puisque s'il y a quelqu'un qui a maîtrisé la langue française, c'est bien lui. Il est maintenant parfaitement bilingue. J'ai eu l'honneur de l'avoir à mes côtés lors d'une assemblée quasi contradictoire à Gatineau; il fera peut-être des commentaires tout à l'heure.

• 1205

Mais ne fait-on pas fausse route avec notre publicité? Est-ce que la loi est comprise dans l'Ouest? Auriez-vous des suggestions pour améliorer la situation ou existe-t-il quelque chose en ce moment pour faire comprendre aux gens qu'il ne s'agit pas de leur imposer le bilinguisme, qu'il ne s'agit pas d'imposer le français de force aux anglophones ni d'imposer l'anglais de force aux francophones? Auriez-vous des commentaires à formuler là-dessus, monsieur Yalden?

M. Yalden: Je crois que mon principal commentaire serait qu'il y a très peu, beaucoup trop peu de publicité tout court. Dans l'Ouest, dans l'Est et ailleurs, avec le plus grand respect que je dois aux autorités, il n'y a presque pas de députés, de

[Translation]

Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez, nous présenter les deux aspects de la question?

M. Yalden: Je crois, et j'espère que je ne me trompe pas, que l'on n'a pas l'intention de diminuer les fonds consacrés au bilinguisme. Les négociations entre les provinces et le gouvernement fédéral sont interrompues depuis longtemps et les fonds donnés par le gouvernement fédéral aux provinces à cette fin ont été gelés depuis deux ou trois ans si bien qu'il s'agit de réductions de facto si l'on considère l'inflation. Mais on n'a jamais annoncé publiquement, du moins pas à ma connaissance, que le gouvernement canadien avait l'intention de diminuer ces subventions comme on a quelquefois dit qu'il envisageait de diminuer ces subventions à l'éducation postsecondaire.

Je crois personnellement, comme je le disais tout à l'heure, que le secteur de l'éducation est le plus important dans toute cette question du bilinguisme et qu'il s'agit là d'une politique fédérale. C'est la politique du gouvernement actuel, du parlement actuel, puisqu'elle a été appuyée par tous les partis représentés à la Chambre. C'est un programme qui a été présenté aux provinces, et certains diront qu'il a été imposé aux provinces, et il me semble donc que le gouvernement canadien a le devoir, politique, moral et autre, de maintenir au plus haut degré possible les subventions qu'il consacre à ce programme.

M. Kilgour: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Kilgour.

Monsieur Cousineau.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Yalden, during consideration of Bill C-88, the member for Pembina, Mr. Elzinga, stated about the election of a separatist in Alberta that it was the result of an anti-federal campaign, an anti-bilingualism campaign. I was obviously struck by such an allegation because if this is what Mr. Elzinga thinks, he is obviously not alone. I am very happy to see Mr. Kilgour here this morning because if there is one who have been able to master French, it is certainly him. He is now perfectly bilingual. I had the honour of attending a rather controversial meeting in Gatineau; perhaps he might comment on that later.

Are we really on track with our publicity? Is the official languages act really well understood in the west? Do you have any suggestions to improve this situation, or is there something that we could use now to make people understand that we are not trying to shove bilingualism down their throat, that we are not trying to forcibly impose a french on anglophones anymore than we are trying to force english onto the francophones? Do you have any observations in this respect, Mr. Yalden?

Mr. Yalden: Mainly, I would say that there is really much too little publicity period. With the greatest respect to the authorities, in the west, in the east and elsewhere, there are very few members of parliament, government spokesmen or

[Texte]

ministres, de porte-parole du gouvernement, de hauts fonctionnaires et ainsi de suite qui font de la publicité concernant la réforme linguistique au Canada. Je ne veux pas parler de la propagande. Il n'y a pas d'information, il n'y a pas de programme éducatif sur les langues.

Il y a un certain effort de la part de mon bureau. Cela a d'ailleurs été discuté à ce Comité dans le contexte de nos programmes d'information. Nous espérons que ces efforts-là ont un effet positif. La réaction que nous avons est en général assez bonne, mais cela ne peut pas se substituer à une action concertée de la part du gouvernement et de la part des députés de tous les partis politiques, ce qui est très rare, du moins si j'en juge par les journaux; je reçois quotidiennement toutes les coupures de presse au sujet du bilinguisme et c'est très rare de voir, au Canada anglais, que quelqu'un a pris la parole à ce sujet. Au Québec, c'est une autre affaire; les journaux sont remplis d'articles sur cette question tous les jours de la semaine. Ce n'est pas nécessairement le cas de dire qu'il s'agit d'un dialogue rationnel et raisonné, mais au moins, c'est une question qui attire l'attention, ce qui n'est pas le cas au Canada anglais. Pour ma part, je suggérerais aux députés présents et à tous les autres députés de tous les partis que c'est une question d'une profonde importance pas seulement au Canada, mais partout dans le monde où il y a deux ou trois langues dans un même pays et qu'il serait très souhaitable que les députés puissent amorcer un dialogue avec leurs commettants pour discuter de cette question. Et évidemment, l'autre comité pourrait beaucoup aider s'il siégeait dans des villes canadiennes en dehors d'Ottawa et s'il entendait des témoins à Red Deer ou à Rimouski. Ce qu'il faut c'est un dialogue public à ce sujet.

M. Cousineau: Mais étant donné que vous devez voir au respect de la Loi sur les langues officielles, ne trouvez-vous pas qu'il pourrait entrer dans votre mandat, si la loi était changée, d'aller expliquer cette loi-là?

M. Yalden: Pour ma part, je crois que je fais déjà, monsieur le président, tout ce qui est possible pour un homme, étant donné les moyens de transport, les difficultés de voyager dans ce pays en hiver, etc. Je suis allé très souvent aux lignes ouvertes à la radio, je parle aux représentants de la presse, je parle à des groupes de parents et d'éducateurs. La semaine dernière, par exemple, je suis allé à Montréal visiter l'Université Concordia et pour parler à une ligne ouverte du côté anglophone; j'irai cette semaine à St. Catharines et à Hamilton pour faire la même chose, pour parler aux groupes universitaires, aux groupes ethniques, etc, toujours dans le but d'expliquer ce qu'est la Loi sur les langues officielles. Quelle est l'idée d'un pays ayant deux langues? Le français et l'anglais ne devraient pas représenter un fardeau pour le pays, et ainsi de suite. Alors j'espérerais voir d'autres gens, et surtout des députés, faire la même chose.

• 1210

M. Cousineau: Il n'était pas question d'ouvrir des bureaux régionaux?

[Traduction]

senior officials, et cetera, who publicize linguistic reform in Canada. I am not speaking of propaganda. There is no information, no educational programs on linguistic reform.

My office is making some effort. Indeed, the committee that looked into that when it examined my information programs. We hope that these efforts will have a positive effect. In general, reaction has been rather good, but that cannot replace a concerted effort on the part of the government and the members of parliament from all political parties which happens rarely, at least according to the newspapers; I receive every day all the newspaper clippings concerning bilingualism, and it is very rare indeed that anyone speaks on the matter in english Canada. In Quebec, it is quite another matter; the newspapers are filled with articles on the issue, every day of the week. That does not necessarily mean that there is a rational and reasonable dialogue on the matter, but at least, the issue has attracted attention, something that is not taking place in english speaking Canada. Personally, I would suggest to all members present, and to all other members from all parties, that this is an extremely important matter, not only in Canada, but everywhere in the world, particularly in those countries where two or three languages are spoken, and that it would be most desirable if members could open a dialogue with their constituents on the issue. And of course, the other committee could be of great assistance if it would hold hearings in other Canadian cities than Ottawa, and heard witnesses in Red Deer or Rimouski. There must be some public dialogue on the matter.

Mr. Cousineau: Well, since you must see to the application of the official languages act, do you not think that the law might be changed so that it might be part of your mandate to explain the act Canada-wide?

Mr. Yalden: Really, as only one man, Mr. Chairman, I believe I am doing everything I possibly can, if you take into account the means of transportation, the difficulties of travelling in this country in winter, et cetera. I have often attended open line radio shows, spoken to representatives of the press, and to groups of parents and educators. For instance, last week I was in Montreal visiting Concordia University in order to speak on a english speaking open line show. This week I shall visit St. Catharines and Hamilton for the same purpose, and to speak to university groups, ethnic groups, always in view of explaining the objectives of the official languages act. What is a country with two languages? French and english should not be a burden for a country, and so on. So I was hoping to see other people and especially other members do the same.

Mr. Cousineau: There was no mention of opening regional offices?

[Text]

M. Yalden: C'est ce qu'on a fait. On a maintenant un petit réseau de cinq bureaux régionaux, dont trois ont été ouverts l'année dernière seulement. Nous avons maintenant un bureau à Moncton, et à Montréal, ...

M. Cousineau: Et dans l'Ouest?

M. Yalden: ... Sudbury, Winnipeg et Edmonton. Ce sont de tout petits bureaux, mais, en plus de mon propre travail et de celui de mes collègues, il y a un effort d'information de fait par nos bureaux régionaux. Mais ce sont de petits bureaux. À Edmonton, il y a un agent et sa secrétaire; à Winnipeg, il y a deux agents, des commis et des secrétaires.

M. Cousineau: Vous avez dit Winnipeg et Edmonton: cela fait combien de temps que ces bureaux ont été créés?

M. Yalden: A Winnipeg, depuis deux ans, à peu près; à Edmonton, seulement depuis le mois de novembre ou d'octobre dernier. C'est tout récent.

M. Cousineau: Peut-être qu'à ce moment-là, mon savant collègue d'Edmonton-Strathcona pourrait faire des commentaires sur cette nouvelle initiative.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Cousineau.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Cousineau has raised the issue of the recent elections in Alberta, and I wanted to touch on that area too. The Western Canada Concept people have come out with a brochure which some of us have received, sort of a fact sheet. If I could just read it, Mr. Chairman, I would like to have Mr. Yalden's comments on whether he feels it is factual or not:

The federal government spends well over \$1 billion annually on bilingualism and biculturalism. All of Canada is to be bilingual, except Quebec which would be unilingual French.

Could Mr. Yalden comment on that? Is that fairly factual?

Mr. Yalden: I guess they are making two points; one, that it is \$1 billion annually; two, that all of Canada would be bilingual, except Quebec, which would be unilingual. As far as I know, both those points are false.

The total bill for the last 10 or 12 years for bilingualism is certainly not peanuts. It is of the order of \$4 billion, I believe, for the whole period in question. Last year, according to our figures, we were talking about \$450 million, which is a lot of money in anybody's terms, but it is not \$1 billion.

The second point about all Canada except Quebec, with great respect to the gentlemen who put out that brochure—and it is a free country, they are entitled to their views—if they present them as facts, frankly, I think that is more in terms of a scare tactic than anything else. That makes people in B.C. feel that somehow or other everybody is going to be made to speak French, and that is the furthest possible thing

[Translation]

Mr. Yalden: That was done. We now have a small network of five regional offices, three of which having only opened in the last year. We now have an office in Moncton, one in Montreal, ...

Mr. Cousineau: And in the West?

Mr. Yalden: ... Sudbury, Winnipeg and Edmonton. They are very small offices but over and above my own work and the work of my colleagues, our regional offices are trying to spread the information. Yet they are only small offices. In Edmonton, we have one officer and a secretary; in Winnipeg, there are two officers, the clerks and the secretaries.

Mr. Cousineau: You said Winnipeg and Edmonton: how long have these offices been open?

Mr. Yalden: In Winnipeg, roughly two years; in Edmonton, only since October or November. It is quite recent.

Mr. Cousineau: Then my learned colleague from Edmonton-Strathcona could comment on this new initiative.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Cousineau.

Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. M. Cousineau a parlé d'élections récentes en Alberta et je voulais également y faire allusion. Le *Western Canada Concept* a publié une brochure que certains d'entre nous ont reçue. C'est une sorte de tableau dont j'aimerais lire quelques éléments, monsieur le président, pour demander l'avis de M. Yalden.

Le gouvernement fédéral consacre plus d'un milliard de dollars par an au bilinguisme et au biculturalisme. Tout le Canada doit être bilingue, sauf le Québec qui serait unilingue français.

Qu'en pense M. Yalden? Est-ce vrai?

M. Yalden: Je crois qu'il y a là deux éléments; d'une part que l'on dépense un milliard de dollars par an; deuxièmement que l'ensemble du Canada devrait être bilingue, sauf le Québec, qui serait unilingue. Je crois personnellement que ces deux points sont faux.

Les dépenses totales dans les 10 ou 12 dernières années sont certainement élevées. C'est de l'ordre de 4 milliards de dollars, si je ne m'abuse, pour toute cette période. L'année dernière, d'après nos chiffres, il s'agissait d'environ 450 millions de dollars ce qui est évidemment beaucoup mais ce qui est loin d'un milliard.

Deuxièmement, quant au fait que tout le Canada devrait être bilingue sauf le Québec, je crois qu'en toute déférence pour les responsables de ce prospectus, ils ont le droit de dire ce qu'ils pensent, nous vivons dans un pays de liberté, si c'est ce qu'ils présentent comme vérité, je dirais très franchement que c'est à mon avis plus une tactique d'épouvante que toute autre chose. C'est pour essayer de faire croire aux gens de la

[Texte]

from the truth, never mind everybody in general in the population. Even if you take the Public Service of Canada in B.C., and I was referring earlier to some statistics which I had sent to the chairman, you have something like 23,538 anglophones and 178 francophones in the Public Service of Canada. Now, that does not sound to me like a French invasion. It sounds to me like a situation, on the contrary, where we could use a few more. I think to members of this committee who sat on the other committee where the various deputy ministers and heads of agencies were questioned about participation of our two language groups it revealed very, very clearly that there was no question of that happening. So that all of Canada should be French, I cannot say anything more about this than that it is a scare tactic.

As to Quebec being unilingual, I have said over and over again, to the extent that I sometimes get myself in difficulties with some commentators in that province, that I do not approve of certain aspects of Bill 101, which is restrictive and, I think, unwise. But there is a long way between that and saying that the province is unilingual. The province is not unilingual. It is demonstrably not unilingual.

• 1215

I have had people call up while I was sitting on an English language open-line show and tell me the same thing. You have to reply to them—and I do not doubt that they are very sincere people—that there is a full-scale English language educational system in Quebec. There is, particularly in Montreal where the largest number of anglophones are located, a full cultural life in English. There are restrictions on signage. Even they are exaggerated. God knows, they are not satisfactory, but there are many exemptions to these unilingual signage rules.

So it is not true that Quebec is unilingual, and it is certainly not true, as far as I know, that either the Parliament of Canada or the present government or the previous Government of Canada in any way wished the other nine provinces to become French.

Mr. Herbert: We even have English immigrants elected by the francophones.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I would never know from whatever you said.

Mr. Halliday: I appreciate Mr. Yalden's expanding on that. Of course, the thing that has come to the fore is this Petro-Canada sign business. I am just wondering what authority you have to enforce bilingualism in those signs. Do you have that authority and, if so, do you intend to exert it?

Mr. Yalden: I do not have authority to enforce anything, Mr. Chairman. The authority given me by Parliament is to report to Parliament and to bring to Parliament's attention what I consider to be either violations of the act or lack of respect for the spirit of the act, and that is what I have done in the case of Petro-Canada in our latest annual report.

[Traduction]

Colombie-Britannique que d'une façon ou d'une autre il va falloir que tout le monde parle français et ce n'est absolument pas vrai, c'est entièrement faux. Même si vous considérez la Fonction publique fédérale en Colombie-Britannique, et je donnais tout à l'heure quelques chiffres que j'ai fait envoyer au président, elle compte quelque 23,538 anglophones et 178 francophones. Si c'est ce qu'ils appellent une invasion française, libre à eux, mais pour moi j'ai bien l'impression qu'on pourrait avoir un peu plus de francophones. Je crois que pour tous les membres du Comité qui siègent également au Comité des langues officielles où ont comparu divers sous-ministres et présidents d'organismes gouvernementaux, il ne fait aucun doute que ce n'est absolument pas ce qu'il en est. Tout ce que je puis dire c'est que c'est une tactique d'épouvante que de dire que tout le Canada est censé devenir français.

Pour ce qui est de l'unilinguisme au Québec, j'ai répété à maintes reprises, et tellement que cela me pose quelquefois des problèmes avec certains commentateurs de la province, que je n'approuve pas certains aspects de la Loi 101 qui me semblent restrictifs et peu sages. Mais cela ne veut absolument pas dire que la province est unilingue. Elle ne l'est pas. Il est évident qu'il n'est pas unilingue.

Alors que je participais à une ligne ouverte en anglais, j'ai entendu des gens dire la même chose. Il faut leur répondre, et je ne doute pas qu'ils soient très sincères, qu'il existe un système scolaire anglais complet au Québec. Qu'il existe, et surtout à Montréal où se trouve la plus grosse concentration d'anglophones, une vie culturelle complète en anglais. Il existe évidemment certaines restrictions pour ce qui est des panneaux, mais même cela est exagéré. La situation est insatisfaisante mais il y a beaucoup d'exceptions à ces règles d'unilinguisme dans la signalisation.

Il n'est donc pas vrai que le Québec est unilingue et il n'est certainement pas vrai, pour autant que je sache, que le Parlement canadien ou le gouvernement actuel ou encore le gouvernement précédent souhaite en aucune façon que les autres provinces deviennent francophones.

M. Herbert: Il y a même des immigrants anglophones qui sont élus par des francophones.

M. Baker (Nepean—Carleton): On ne s'en douterait pas à vous entendre.

M. Halliday: Je remercie M. Yalden d'avoir précisé cela. Il est évident que ce qui a fait les manchettes est cette signalisation de Petro-Canada. Je me demande si vous avez quelque pouvoir pour imposer le bilinguisme dans ces cas? Dans l'affirmative, avez-vous l'intention de l'exercer?

M. Yalden: Je ne puis rien faire appliquer, monsieur le président. Le Parlement m'autorise simplement à faire rapport et à signaler à son intention ce qui me semble être des infractions à la loi ou ne pas respecter l'esprit de la loi et c'est ce que j'ai fait dans le cas de Petro-Canada dans notre dernier rapport annuel.

[Text]

I have read some things coming out of western Canada that, by their phraseology and by the half-teasing tone they take, are designed to show that I—I will not say I and my colleagues—but that I am some sort of linguistic nut who wants every Petro-Can station in the western provinces to be manned by people who are able to serve gas, literally, in the language of Molière. That is not my wish.

Mr. Lambert: Some Quebec deputies do insist on that now.

Mr. Yalden: What we are trying to do with Petro-Canada is, first of all, have them recognize that they are not like Gulf or Esso, that they were paid for by the people of Canada, both French speaking and English speaking, that they are a Crown corporation and that they have certain duties under the Official Languages Act. Those duties obviously require providing service—which they are trying to do, by the way—in terms of their buildings and credit cards and that kind of stuff. When we get to the gas stations, which is the touchy point, I want them to sit down and discuss how you deal with this problem.

We have 10 complaints, for example, this year, so far, from Quebec, most of which revolve around the lack of service in English in Petro-Can stations. I wish that some of the commentators from the west who are taking the line that my office is being extreme about the language requirements would get together with these people from Montreal who are worried about not getting service on Montreal Island and the west island, let us say, in English.

As far as the west is concerned, I would ask Petro-Can to think in terms of the TransCanada Highway, for example, the stations on the TransCanada Highway, stations perhaps in St. Boniface, where there are large French speaking concentrations and so on, to see what can be done, instead of letting it be understood that it is impossible to do anything.

The Chairman: Still one further question?

Mr. Halliday: With regard to the budget and the estimates for this coming year, it appears that the estimates for your person-years for the Complaints and Audit Branch go up by about nine person years, and yet in your annual report there is a very limited increase in the number of complaints you had in 1981 over the previous years. How do you justify this significant increase in personnel with a relatively small increase in complaints up until now?

Mr. Yalden: Mr. Chairman, the justification lies in that the nine additional man-years are for what we call audits, rather than complaints. The number of complaints has remained static over the past couple of years, although, if you take a slightly longer timeframe, they have gone up quite considerably over the last five or six years. For example, in 1978 there were almost 1,100; in 1979, almost 1,250; in 1980, 1,673; and last year, 1,696.

• 1220

The reason for the nine man-years lies in the capacity of our office to carry out language audits of departments and agencies. We are projecting being able to do 30 a year. When I

[Translation]

J'ai lu certaines choses qui viennent de l'Ouest qui, dans les termes choisis et le ton mi-moqueur adopté veulent de toute évidence laisser entendre, et je n'inclurai pas mes collègues là-dedans, que je suis un genre de maniaque des langues qui veut que toutes les stations Petro-Canada de l'Ouest aient du personnel pouvant vendre de l'essence dans la langue de Molière. Ce n'est évidemment pas ce que je souhaite.

M. Lambert: Certains députés du Québec insistent pourtant là-dessus.

M. Yalden: Ce que nous essayons avec Petro-Canada c'est, tout d'abord, de faire reconnaître à la société, qu'elle n'est pas comme Gulf ou Esso, qu'elle a été achetée par le peuple canadien, francophones et anglophones, qu'il s'agit d'une société d'État et que la Loi sur les langues officielles lui impose certaines obligations. Que celle-ci l'oblige à offrir un service, ce que j'essaie d'ailleurs de faire, dans ses bâtiments, avec ses cartes de crédit et ce genre de choses. Quand on passe aux stations-service, et c'est là que c'est délicat, je dirais que la société accepte de discuter au moins du problème.

Nous avons reçu par exemple 10 plaintes cette année du Québec, qui, pour la plupart, déplorent l'absence de services en anglais dans les stations Petro-Can. J'aimerais que certains des commentateurs de l'Ouest qui déclarent que mon bureau exagère sur les exigences linguistiques rencontrent ces gens de Montréal qui s'inquiètent de ne pas obtenir de services à l'île de Montréal et dans le West Island en anglais.

Pour ce qui est de l'Ouest, je demanderais à Petro-Can de réfléchir au problème de la Transcanadienne, par exemple, d'envisager que les stations de la Transcanadienne, à Saint-Boniface, par exemple, où il y a de fortes concentrations francophones, fassent un effort plutôt que de dire que c'est tout simplement impossible.

Le président: Encore une question?

M. Halliday: A propos du budget et des prévisions budgétaires de l'année, il semble que vous demandiez pour la direction générale des plaintes et de la vérification, environ 9 années-personnes de plus, alors que dans votre rapport annuel, il ne semble pas que le nombre de plaintes en 1981 ait beaucoup augmenté. Comment justifiez-vous cette importante augmentation de personnel alors que vous n'avez pas jusqu'ici eu beaucoup plus de plaintes?

M. Yalden: Monsieur le président, c'est parce que ces 9 années-hommes supplémentaires devront s'occuper des vérifications plutôt que des plaintes. Le nombre de plaintes n'a pas augmenté depuis deux ans alors que si vous considérez une période un peu plus longue, elles sont beaucoup plus nombreuses qu'il y a cinq ou six ans. Par exemple, en 1978, il y en a eu près de 1,100; en 1979, près de 1,250; en 1980, 1,673 et, l'année dernière, 1,696.

Si l'on demande neuf années-hommes de plus c'est pour que notre bureau puisse effectuer les vérifications linguistiques des ministères et autres organismes. Nous pensons pouvoir en

[Texte]

came to the office, the average figure was less than 10, and in order to be able to do that, we needed additional personnel. We have put the audits and complaints branches together in one branch, Complaints and Audits, and that is why you see the figure rising. It is something that looks as if it had to do with complaints, but it is really the audits side of the operation that has called for the new personnel, and we hope to be able to conduct, as I say, about 25 such audits this year and then, in the future, when we have fully staffed those positions, about 30.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Yalden.

The Chairman: Thank you, Dr. Halliday. Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Yes, Mr. Chairman. Two points that I wanted to particularly raise with the commissioner. The first deals with an ongoing difference of opinion I am having with the Auditor General in the determination of what they call "salary cost management", which is, in effect, personnel policies in departments. Salary cost management is something that the Treasury Board has set guidelines for within the departments. This includes second language training and the use of language, et cetera. The Treasury Board, according to the Auditor General, should not only monitor, but should have a means of enforcing, what is laid down.

Now, where you are concerned is the effectiveness of government language training policy as it affects public servants and their continuing use of the second language that they have learned at public expense, presumably for the purpose of work, not for their greater glorification or personal satisfaction. To that extent, I then come back and say, well, Treasury Board has frankly taken ages and ages to approve of the programs to be determined by the departments with regard to the maintenance and the improvement in second language capabilities by those people they have sent off to language school for a year or more, but they have not done this.

I know of many senior public servants who went to language school and sweated blood for about a year, and I do not suppose that they have written one French letter since they came out. They may have signed the odd one, but it came up through the translation section in the department.

This is the point, I think: In your examination of the working of the second-language program, what do you do with regard to maintenance and improvement of language facilities and working conditions in the second-language? Otherwise, there is just so much down the drain, and the flood has been fantastic. That is my view, actually, Mr. Chairman. I just want to simply say that this has been a big boondoggle exercise.

• 1225

Mr. Yalden: Mr. Chairman, I think Mr. Lambert expresses himself rather more colourfully than is necessary. I agree there has been a fair amount of boondoggling, all right, but I do not think the whole exercise can be declared to be a flop. There are in fact many, many people who have learned the other language, both English and French, in the public service

[Traduction]

effectuer 30 par an. Lorsque j'ai pris mon poste, le chiffre moyen était inférieur à dix et pour pouvoir le faire, il nous faut davantage de personnel. Nous avons regroupé les directions des vérifications et des plaintes et c'est pourquoi nous augmentons le nombre d'années-personnes. Même si cela semble toucher les plaintes, c'est en fait les vérifications qui exigent davantage de personnel et nous espérons pouvoir effectuer cette année environ 25 vérifications et par la suite une trentaine.

M. Halliday: Merci, monsieur Yalden.

Le président: Merci, monsieur Halliday. Monsieur Lambert.

M. Lambert: Monsieur le président, j'aimerais poser deux questions en particulier au commissaire. Tout d'abord à propos d'une divergence d'opinion entre le Vérificateur général et moi sur la détermination de ce qu'il appelle « la gestion des coûts et traitements » qui est en fait les politiques de personnel des ministères. Le Conseil du Trésor a fixé des lignes directrices à ce sujet dans les ministères. Cela inclut les cours de langue seconde et l'utilisation des langues, etc. Le Conseil du Trésor, d'après le Vérificateur général, devrait non seulement surveiller mais également pouvoir veiller à l'application de ces lignes directrices.

Evidemment, ce qui vous intéresse, c'est l'efficacité des cours de langue du gouvernement en ce qu'ils touchent les fonctionnaires et l'utilisation qu'ils font de la deuxième langue qu'ils ont apprise auprès du public, vraisemblablement dans une perspective professionnelle, et non pas pour leur satisfaction ou leur gloriole personnelle. Je trouve vraiment que le Conseil du Trésor a pris bien longtemps pour approuver les programmes des ministères quant à l'entretien et à l'amélioration des connaissances de la langue seconde des fonctionnaires qu'ils avaient envoyés suivre un cours d'un an ou plus.

Je connais beaucoup de hauts fonctionnaires qui sont allés suivre des cours exténuants pendant un an et qui n'ont pas rédigé une lettre en français depuis qu'ils sont revenus. Peut-être en ont-ils signée une par-ci par-là mais elle était d'abord passée par le service de traduction du ministère.

Je crois que c'est ce qui est important: dans votre examen du programme de langue seconde, que faites-vous à propos de l'entretien et de l'amélioration des connaissances linguistiques et des conditions de travail dans la langue seconde? Sinon, c'est simplement du gaspillage et ce gaspillage est énorme. C'est en tout cas mon avis, monsieur le président. Je veux simplement dire que ce serait un exercice parfaitement futile.

M. Yalden: Monsieur le président, je pense que M. Lambert s'exprime avec un peu plus de force qu'il est nécessaire. Je suis d'accord qu'il y a pas mal de bricolage, mais je ne pense pas qu'on puisse dire que le programme entier a été un fiasco. En effet, beaucoup ont appris l'autre langue, l'anglais ou le français, dans les écoles de langues de la Fonction publique. Je ne

[Text]

language schools. I do not believe there is anything wrong with the teaching methods in those schools, on the whole.

Mr. Lambert: I am not suggesting that is so.

Mr. Yalden: No, I know you are not.

Mr. Lambert: It is the ultimate purpose of recycling middle-aged and aging public servants in the second language and the government not coming through to utilize that.

Mr. Yalden: I quite agree that is the great weakness of the whole language training system. That was what I was about to say: that it is not the fault of the teachers or the language schools or the way they teach. The problem arises, and of course particularly on the English-speaking side, when a person is through his or her course. On the French-speaking side, on the whole, this does not arise, because if you are in Ottawa and you have taken a course to give yourself a grounding in English, it is pretty hard not to use your English.

You might say the same should be the case with the French. After all, plenty of French is spoken around Ottawa and there are plenty of occasions to use French, occasions to hear French. There is television; there is radio; there is theatre. In most departments you are going to find you have colleagues who are French speaking.

The problem is not really—and I say this with the greatest respect to my fellow public servants; I have been in the public service for more than 25 years—with the greatest respect to them, it is really an excuse to claim there are no opportunities to use French. In many, many, many cases—in the majority of cases—there are in fact opportunities to use French. The problem is when you come back from the language school, you are reticent about your French. Your French is not quite as good as it might be in many, many cases; and you also come back into an environment where you have had the habit of speaking English for many years, probably. You try some of your new-found French. Your French-speaking colleagues do not respond. They speak at you in English. Unless you are a very stubborn individual, within a few weeks you have lost the taste for this and you are back where you were before you went to the school. Then it is only a matter of time until you forget.

So you have to have departmental management, Mr. Chairman, that is prepared to use its influence and use its clout to ensure that the language is used.

M. Lambert: Mais la volonté n'y est pas.

M. Yalden: Non, elle n'y est pas, et c'est cela le problème.

M. Lambert: Bon. Maintenant, monsieur le président, par contre, et peut-être que vous êtes au courant, j'avais discuté maintes et maintes fois avec le prédécesseur de M. Yalden, M. Spicer, de l'avantage de consacrer les fonds dépensés inutilement, selon mon dire, pour le fonctionnarisme dans des programmes de bilinguisme dans les écoles, dans les provinces. Maintenant, c'est surprenant, on dira; eh bien oui, les provinces ne veulent pas faire cela. Ecoutez, c'est seulement dans le centre du pays ici qu'ils ne sont pas conscients de ce qui se passe. Parce que malgré les restrictions imposées à l'éducation

[Translation]

crois pas que globalement parlant ces méthodes d'enseignement ne marchent pas.

M. Lambert: Je ne dis pas que c'est le cas.

M. Yalden: Non, je sais.

M. Lambert: Ce que je dis c'est que le but est d'inviter des fonctionnaires d'âge mûr ou plus âgés à la langue seconde et que le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut.

M. Yalden: Je suis d'accord que c'est là la grande faiblesse du système de formation linguistique. J'étais sur le point de dire que ce n'était la faute ni des enseignants ni des écoles de langue ni de leur pédagogie. Le problème survient, surtout pour les anglophones, quand une personne a terminé son cours. Normalement ce problème ne se produit pas pour les francophones car si vous êtes à Ottawa et si vous avez pris un cours d'anglais, il n'est pas difficile de le parler.

Vous pouvez dire que ce doit être le cas pour le français. Après tout, on parle souvent français à Ottawa et il y a beaucoup d'occasions d'utiliser le français, ou de l'entendre. Il y a la télévision, la radio, le théâtre. Dans les ministères vous allez trouver des collègues qui parlent français.

Le problème n'est pas vraiment—et je le dis avec le plus grand respect pour mes collègues fonctionnaires... Je suis dans la Fonction publique depuis 25 ans et le problème, donc, n'est pas vraiment qu'on essaie de prétendre qu'on manque d'occasions de parler français. Dans plusieurs cas, même la majorité des cas, il y a des occasions de parler français. Le problème est qu'à l'issue du cours de langue, on est réticent à parler français. La connaissance de la langue n'est pas merveilleuse et quand on retourne dans un milieu où on avait l'habitude de parler anglais depuis des années, on essaie d'appliquer ses nouvelles connaissances. Les collègues francophones ne répondent pas. Ils vous parlent en anglais. À moins d'être très têtu, après quelques semaines on a perdu le goût d'essayer et on se trouve dans la même situation qu'au moment d'aller à l'école. Après, ce n'est qu'une question de temps avant d'oublier.

Alors, monsieur le président, les cadres du ministère doivent être prêts à user de leur autorité afin d'assurer que la langue est utilisée.

Mr. Lambert: But the desire is not there.

Mr. Yalden: No, it is not there, and that is the problem.

Mr. Lambert: Well, now, Mr. Chairman, on the other hand, and perhaps you are aware, I have discussed with Mr. Yalden's predecessor, Mr. Spicer, on numerous occasions the advantage of allocating these funds which in my opinion are spent unnecessarily to bilingual programs in schools in the provinces. Now, what is surprising is that people say the provinces do not want that. Listen, it is only here in the centre of the country that they are not aware of what is going on. Because in spite of the restrictions imposed on education by the Minister of Finance, in the province of Alberta at this

[Texte]

par le ministre des Finances, dans la province de l'Alberta en ce moment, l'enseignement du français et la demande des parents anglophones pour l'instruction totalement en français causent des ennuis énormes aux commissions scolaires d'Edmonton et de Calgary. Ils envisagent, actuellement, la fermeture de certaines classes anglophones dans des écoles parce que les parents exigent que leurs enfants, les premières années, étudient entièrement en français. Nous en avons des milliers à Edmonton et des milliers à Calgary. Et je suis conscient que dans les districts où cela s'applique, dans mon comté et ailleurs, ce ne sont pas des secteurs où il y a un noeud de francophones. Il se pourrait peut-être qu'il y ait 1 p. 100 de francophones. Mais, à l'école primaire, vous avez 75 à 80 p. 100 des élèves dans les premières classes et les parents insistent pour que l'enseignement soit entièrement en français.

• 1230

Alors, c'est là qu'il faut concentrer l'argent. C'est surprenant. Les gens et les journalistes de cette partie-ci du pays devraient être conscients d'une chose: dans une province comme l'Alberta, d'habitude, on accuse les gens d'être anti-franco, mais ce n'est pas le cas, du tout, du tout.

Mais, d'un autre côté, quand vous parlez de Petro-Canada sur la route... Mettez des enseignes sur le poste d'essence Petro-Canada à Brooks c'est ce que vous avez sur le dépliant... Brooks sera un autre Didsbury cost, parce que pour mille et une raisons, Brooks et Stettler, Lloydminster et d'autres centres ont été tellement touchés par le programme énergétique national qu'ils n'accepteront même pas des enseignes bilingues sur les stations-service de Petro-Canada.

You do it at your peril, Mr. Commissioner. You would be ridden out on a rail. If you went to Brooks, you would be ridden out on a rail if you put up a bilingual sign on a Petro-Canada station.

The Chairman: That was your last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: But this is the point. All right, fine. Far better, rather than concentrating on Petro-Canada stations, far better, I would suggest to you, to develop that natural feeling, and it is present also in British Columbia, to get into the schools and forget about this business of trying to bilingualize the country in a decade. It will not work.

The Chairman: Thank you, Mr. Lambert. Mr. Yalden, do you have a statement?

Mr. Yalden: Mr. Chairman, Mr. Lambert raised a number of questions. If I may start with just one sort of comment on the Petro-Can business, I am not concentrating on Petro-Can—a long way from it. There is a very minor reference in my report to Petro-Can because I have had 13 complaints so far this year, and I suppose if you multiply that I am going to have quite a few by the end of the year, and because the law requires me to investigate complaints and because I am having, I suppose, what you could call a dialogue with the

[Traduction]

time, French language teaching and the demand of anglophone parents for French immersion programs are causing tremendous problems for the school boards in Edmonton and Calgary. They are currently looking at closing some anglophone classrooms in some schools because parents are demanding that their children, in primary schools, study entirely in French. There are thousands in Edmonton and thousands in Calgary. I know that in the districts where this applies, in my riding and elsewhere, they do not have a nucleus of francophones in these sectors. It may be that one percent are francophones. But in primary school, 75 to 80 percent of the students in the first grades are anglophones and the parents insist that teaching be entirely in French.

So that is where the money must be concentrated. It is surprising. People and journalists in this part of the country should be aware of one thing: often people accuse people in a province like Alberta as being anti-francophone, but this is not the case at all.

However, on the other hand, when you speak about Petro-Canada on the highway... putting signs for Petro-Canada gas stations in Brooks which is what you have on the folder... Brooks would be another Didsbury Cost because for multiple reasons, Brooks and Stettler, Lloydminster and other centres have been so affected by the National Energy Program that they would not accept even bilingual signs on Petro-Canada service stations.

Vous le ferez à vos risques, monsieur le commissaire. On vous jettera hors de la ville. À Brooks, vous seriez refoulé si vous apposiez une enseigne bilingue dans une station-service de Petro-Canada.

Le président: C'était votre dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert: Mais c'est de cela qu'il s'agit. D'accord, très bien. Plutôt que de se concentrer sur les postes d'essence de Petro-Canada, il serait de loin préférable, à mon avis, de développer ce sentiment naturel, qui existe d'ailleurs aussi en Colombie-Britannique, et de se concentrer sur les écoles et d'oublier ce projet de bilinguisation du pays en une dizaine d'années. Ça ne va pas marcher.

Le président: Merci, monsieur Lambert. Monsieur Yalden, avez-vous quelque chose à dire?

M. Yalden: Monsieur le président, M. Lambert a soulevé diverses questions. Si vous permettez, je commencerai avec l'affaire Petro-Canada. Je ne veux pas me concentrer sur Petro-Canada—loin de là. Il y a une référence mineure à Petro-Can dans mon rapport à cause du fait qu'on a déjà eu 13 plaintes cette année, et j'ai l'impression que j'en aurai pas mal d'ici la fin de l'année, et parce que la loi exige que j'enquête sur ces plaintes; en outre, mes pourparlers avec les autorités de Petro-Canada ne semblent pas nous avancer. C'est le premier point.

[Text]

authorities in Petro-Canada that does not seem to be getting us very far. That would be point number one.

Point number two: As to individual towns, or Brooks, or areas in western Canada or elsewhere, I am not saying, certainly not, sitting here in Ottawa, I do not presume to suggest or dictate arbitrarily where Petro-Can stations should have bilingual signs on them. I think that is something for discussion, and I think you have to take account of the local demand and the feelings of local populations. So I do not feel that that point is at issue. I have not got that far with Petro-Can.

As to Mr. Lambert's comment about money going to education versus money for public servants, I am all in favour of diverting as much money as we can to the education sector. I would start, of course, with the bilingualism bonus, which has cost more than the language training. It is \$42 million or so this year, in excess of \$40 million anyway, and that could well be sent to the education sector. Even the unions are a little bit unhappy and embarrassed by the bilingualism bonus.

The language training is \$26 million, according to our figures, this past year, and 700—plus man-years—750 or so. Undoubtedly, some of that is a waste. How much of it is a waste, however, is another matter, and I think, if I may say so with great respect, that this language training business was not designed, after all, for francophones, essentially, but for anglophones. Mr. Baker, for example, comes from a public service constituency, and I have been in this town for a long, long time.

• 1235

I can assure Mr. Lambert that there would be hell to pay if you had some kind of a bilingualism program that required some people to be bilingual and, at the same time, you were not prepared to help people who came from, say, your part of the world, sir, or from Halifax or somewhere, who did not know the other language, if you did not have a program to help them learn the other language, so that they could participate fully in the positions open to them. I mean, it is simply human justice.

Mr. Lambert: I will discuss that question with you again. The chairman holds me off.

Mr. Yalden: It is human justice. It is because there is a desire to be reasonable and just with anglophone public servants, principally, and because it was realized that you could not wait a whole generation to give some service in French to francophones, that these things are to be done.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden. Mr. Gimaïel.

M. Gimaïel: Merci, monsieur le président.

Deux ou trois petits points, monsieur Yalden. Le premier touche l'ACFO: à ce sujet, vous avez déjà fait des commentaires. J'en étais heureux, parce que votre rôle déborde la Loi sur les langues officielles; il touche le principe même des langues

[Translation]

Le deuxième point: en ce qui concerne des villes précises, comme Brooks, ou des régions de l'Ouest ou d'ailleurs, je ne dis pas, «certainement pas»; d'Ottawa, je ne prétends pas suggérer ni dicter quelles stations de service de Petro-Can doivent avoir des enseignes bilingues. A mon avis c'est à discuter, et je pense que l'on doit tenir compte de la demande locale et des sentiments du public. Je ne pense pas que c'est un point de controverse. Je ne suis pas allé assez loin avec Petro-Can.

Quant aux remarques de M. Lambert sur l'argent qui est employé pour l'enseignement par rapport aux crédits alloués pour les fonctionnaires, je suis en faveur d'affecter le plus gros montant possible à l'enseignement. Je commencerai, bien sûr, avec la prime de bilinguisme, qui coûte beaucoup plus cher que la formation linguistique. Il s'agit d'à peu près 42 millions de dollars cette année, plus de 40 millions en tous cas, et l'on peut très bien affecter cette somme au secteur de l'enseignement. Même les syndicats sont un peu gênés et mécontents de la prime de bilinguisme.

La formation linguistique a coûté 26 millions de dollars l'année passée, selon nos chiffres, et un peu plus de 700 années-personnes—750 à peu près. Certes, il y a du gaspillage. Mais combien, c'est une autre question; et si vous permettez, je pense que la formation linguistique n'était pas destinée, après tout, aux francophones, essentiellement, mais aux anglophones. M. Baker, par exemple, vient d'une circonscription où il y a beaucoup de fonctionnaires et, pour ma part, j'habite cette ville depuis longtemps.

Je peux assurer M. Lambert que de graves problèmes surgiraient, s'il y avait un programme de bilinguisme qui exigeait que certains soient bilingues et qu'en même temps vous n'étiez pas prêts à aider des gens qui viennent, disons, de votre coin, monsieur, ou de Halifax ou de quelque part d'autre, si vous n'aviez pas un programme pour aider ces gens qui ne connaissaient pas l'autre langue afin qu'ils puissent aspirer pleinement aux postes qui leur sont ouverts. C'est simplement une question de justice humaine.

M. Lambert: Je soulèverai cette question avec vous une autre fois. Le président met fin à mon tour.

M. Yalden: C'est la justice humaine. Ce sera fait parce qu'il y a une volonté d'être raisonnable et équitable envers les fonctionnaires anglophones surtout et parce qu'on ne pouvait pas attendre une génération avant d'offrir des services en français aux francophones.

Le président: Merci, monsieur Yalden. Monsieur Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Thank you, Mr. Chairman.

Two or three small points, Mr. Yalden. The first has to do with ACFO. You have already made some comments on this subject. I was happy that you did because your role goes beyond the official languages Act; it deals with the very

[Texte]

officielles. Il y a cette fameuse décision qui vient du Secrétariat d'État: en effet, on travaillera maintenant avec les groupes locaux; on subventionnera les groupes locaux de l'ACFO. Par contre, on ne semble plus vouloir subventionner l'organisation provinciale, et je voudrais connaître votre point de vue parce que je suis un peu perturbé. Ma vision est un petit peu embrouillée. Jusqu'à quel point le Secrétaire d'État a-t-il raison de dire que l'organisme provincial répartit mal les crédits ou encore ne donne pas le rendement escompté? Finalement, avez-vous rencontré le secrétaire d'État pour discuter de ce sujet? Je suis un peu inquiet des effets négatifs que cette décision peut avoir, à moyen terme, sur la solidité du mouvement, qui est tout de même excessivement important, si on compte le nombre de francophones qu'il y a en Ontario et surtout le nombre d'avantages que cette province refuse de leur donner encore, même après avoir appuyé les changements constitutionnels qui s'apprêtent à être ratifiés.

Avez-vous rencontré le secrétaire d'État? Quel est votre opinion sur la question?

M. Yalden: La réponse, à savoir si j'ai rencontré le secrétaire d'État, c'est oui. Mais, pour revenir un peu en arrière, concernant la question de principe, j'ai toujours été d'avis que la Loi sur les langues officielles ne veut rien dire à moins qu'elle ne soit un moyen de protéger les droits et les intérêts de la minorité. Les droits et les intérêts de la minorité, c'est beaucoup plus étendu que la possibilité d'acheter, en anglais, un timbre au Québec ou, en français au Canada anglais. En tout premier lieu, les droits et les intérêts de la minorité sont définis par ces minorités.

De fait, depuis dix ans, que le poste de commissaire aux langues, d'ombusman linguistique, existe, il y a toujours eu des demandes d'aide et d'appui de la part de la minorité auprès des autorités du gouvernement. Dans le cas présent; j'ai reçu des lettres, à plusieurs reprises, de l'Association canadienne française de l'Ontario (ACFO) et de la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), me demandant de faire les démarches qui s'imposent auprès du secrétaire d'État.

Alors je me sens parfaitement à l'aise en ce qui concerne mon rôle vis-à-vis des minorités même si cela n'est pas défini dans le texte de la Loi sur les langues officielles et, ce faisant, je me repose sur, maintenant, 12 ans de précédents.

Dans ce cas particulier, il ne semble pas de mon ressort ni approprié que j'intervienne dans cette question du financement d'une organisation telle que l'ACFO. Autrement dit, il me semble que ce serait aussi bien une ingérence de ma part d'appuyer les tenants de la décentralisation, comme le veut le Secrétariat d'État apparemment, en finançant directement les 19 régionales, que de contester cette décision. D'une part, cette décision doit être prise par la centrale et les régionales de l'ACFO et, d'autre part, il faut trouver une solution acceptable au secrétaire d'État puisqu'il fournit les crédits.

[Traduction]

principle of official languages. There was a famous decision by the Secretary of State Department to the effect that we would now work with local groups, we would subsidize local ACFO groups. On the other hand, it appears that we do not want to subsidize the provincial organization and I would like to know your viewpoint because I am somewhat disturbed. I am somewhat confused. To what extent is the Secretary of State correct in saying that provincial body does not decide the points properly or does not give the accepted performance? Finally, have you met with the Secretary of State to discuss this subject? I am a little concerned about the negative effects that this decision might have, over the medium term, on the strength of the movement, a movement which is extremely important if you count the number of francophones there are in Ontario and especially the number of advantages that this province still refuses to give them, even after having supported the constitutional changes which are about to be ratified.

Have you met with the Secretary of State? What is your opinion on the subject?

Mr. Yalden: The answer as to whether I met with the Secretary of State is yes. But to go back a little bit, with respect to the question of principle, I have always been of the opinion that the Official Languages Act is meaningless unless it protects the rights and interests of the minority. By rights and interests of the minority we mean much more than the possibility of buying a stamp in English in Quebec or in French in English Canada. In the first place, the rights and interests of the minority are defined by these minorities.

In fact, over the ten years that the position of Commissioner of Official Languages, of linguistic ombudsman has existed, there have always been requests for assistance and support from the minority in dealing with government authorities. In the present case, I have received letters on many occasions from the *Association canadienne-française de l'Ontario* (ACFO) and the *Fédération des francophones hors Québec* (FFHQ) asking me to make the necessary representations with the Secretary of State.

I feel completely at ease with respect to my role with regard to minorities, even if this is not defined in the text of the Official Languages Act and I now have 12 years of precedence to rely on.

In this particular case, it does not appear appropriate to me to intervene in this question of financing an organization such as ACFO. In other words, it seems to me that it would be as inappropriate for me to support the upholders of decentralization, as the Secretary of State apparently wishes to do, by financing the 19 regional offices directly, as it would be to contest this decision. This decision must be made by both the central and the regional offices of ACFO, and a solution which would be acceptable to the Secretary of State must also be found because he provides the points.

[Text]

• 1240

Ce que j'ai dit publiquement, c'est que je trouvais que, la décision prise apparemment sans motif par le Secrétariat d'État, apparemment sans consultation avec l'ACFO, était prématurée; elle n'était pas de nature à encourager une coopération entre l'ACFO et le Secrétariat d'État. J'ai fortement encouragé le ministre et ses fonctionnaires à prendre tout le temps nécessaire pour consulter l'ACFO d'une façon démocratique et ouverte pour arriver à une solution qui satisferait les deux parties; en deux mots, c'est ce que j'ai dit, la semaine dernière, lors de ma conversation avec M. Regan à ce sujet.

M. Gimaïel: Quand vous parlez de consulter l'ACFO, est-ce que vous voulez dire consulter les régionales? C'est sûr que s'il y a une consultation auprès de la centrale, elle voudra obtenir la subvention directement du Secrétariat d'État. Mais, dans votre idée, est-ce qu'il serait mieux que le gouvernement consulte les régionales afin de savoir si elles sont désireuses de continuer à maintenir l'organisation centrale?

M. Yalden: Je crois qu'il est du devoir du Secrétariat d'État, vu le système qui existait jusqu'à tout récemment, de consulter les deux. Autrement dit, il faudrait d'abord trouver un moyen de consultation qui satisfasse les deux groupes, l'ACFO centrale et l'ACFO régionale. De consulter uniquement l'ACFO centrale et d'arriver à la conclusion de subventionner uniquement l'organisation centrale en lui laissant le soin de subventionner les 19 régionales... On sait très bien ce que serait la réponse. D'agir en consultant uniquement les 19 régionales, ... on a déjà un aperçu de ce qui se passerait; les 19 sont divisées, semble-t-il, certaines étant prêtes à faire affaire directement avec le Secrétariat d'État, d'autres voulant passer par la centrale. Non, à mon avis, si on veut changer le système, ce qui semblait être le but des fonctionnaires du Secrétariat d'État, il est raisonnable de consulter les deux; il faut d'abord sonder l'opinion de la centrale et de ses régionales et, ensuite, une fois la moyenne trouvée, entamer une consultation vraiment valable.

M. Gimaïel: Si je comprends bien votre proposition, cette année, le Secrétariat d'État continue de subventionner la centrale, quitte à ce qu'il y ait une discussion au cours de l'année entre les différentes régionales et la centrale et qu'à force de consultations, on présente une proposition qui définit vraiment l'action du Secrétariat d'État tout en tenant compte des vues de la centrale et des régionales.

M. Yalden: Monsieur le président, même prendre position sur la question d'un moratoire, c'est d'entrer dans le vif d'une controverse. Je sais que, d'un côté, on insiste pour avoir une année de moratoire; de l'autre côté, on voudrait aller de l'avant: *bing! bang!* Ce n'est peut-être pas une année, ce n'est sûrement pas tout de suite. Si on a l'intention d'entreprendre une consultation significative, cela prend du temps. Deux mois, trois mois ou plus.

• 1245

M. Gimaïel: Le temps nécessaire.

[Translation]

What I said publicly was that I found this decision had been made apparently without a reason by the Secretary of State, apparently without consultation with ACFO, and that it was premature, that it was not of a kind to encourage cooperation between ACFO and the Secretary of State. I strongly encourage the minister and his officials to take all the time needed to consult with ACFO in a democratic and open way in order to reach a solution which would satisfy both parties. Briefly, that is what I said last week when I spoke with Mr. Regan on the matter.

Mr. Gimaïel: When you refer to consulting with ACFO, do you mean consulting with the regional offices? It is clear that if there is consultation with the central office, it will want direct subsidization from the Secretary of State. But, in your opinion, would it be better for the government to consult the regional offices in order to find out if they want to continue to maintain the central organization?

Mr. Yalden: I think it is the duty of the Secretary of State, given the system which has existed until quite recently, to consult both of them. In other words, a method of consultation must be found which will satisfy both groups, the central ACFO office and the regional offices. We know very well what will be the answer if the central office alone were consulted and it were decided to only subsidize the central organization, and let it subsidize the 19 regional offices. If we consulted only the 19 regional offices, we have already had an idea of what would happen. The 19 are divided it seems. Some are prepared to deal directly with the Secretary of State, and others want to go through the central office. No, in my opinion, if we wish to change the system, as it appears the officials in the Secretary of State wish to do, it is only reasonable to consult both of them. First of all, we must get opinions from the central and the regional offices and once a method is found, enter into discussions that will be really valuable.

Mr. Gimaïel: If I understand your proposal correctly, the Secretary of State would continue to subsidize the central office with the expectation that there will be discussions during the year between the different regional offices and the central office, and that after consultation, a proposal be presented clearly defining the desired action to the Secretary of State, taking into consideration the views of both the central office and the regional offices.

Mr. Yalden: Mr. Chairman, even by taking a position on the question of a moratorium, is to enter into a controversy. I know that on one hand there is a desire for a year moratorium; on the other hand, there are those who want to get on with it. It may not take a year, but it will certainly not be right away. If meaningful discussions are desired, it will take time. Two months, three months, or more.

Mr. Gimaïel: The time necessary.

[Texte]

M. Yalden: Là, il faut que l'ACFO et le secrétaire d'État tombent d'accord là-dessus, et j'espère que des deux côtés, il y a un sens de l'importance de l'enjeu et de la fragilité de la communauté francophone ontarienne. C'est cela qui compte, ce ne sont pas les rouages administratifs, bureaucratiques ou autres. Ce qui compte, c'est que des deux côtés, du côté du secrétaire d'État et du côté des autorités de l'ACFO, on soit capable de trouver un compromis raisonnable entre personnes de bonne foi.

Le président: Dernière question, monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Très bien. Cela touche ce que M. Lambert disait tout à l'heure, et que je trouve très intéressant, sur la langue d'affichage. Il existe une loi au Québec, la Loi 101, qui exige à l'affichage en français, mais je pense qu'il n'existe pas de loi similaire dans les autres provinces; par exemple, l'Alberta pourrait exiger l'affichage en anglais. J'ai aussi remarqué que dans la plupart des cas, les reproches qui nous viennent de l'Ouest canadien, ou des parties à 100 p. 100 anglophones ou presque du pays sur notre loi sur le bilinguisme ont justement trait au fait que l'affichage bilingue a été fait extrêmement vite, sans que la population ait été préparée, sans qu'il y ait d'avis de donné. Les gens se retrouvaient à brûle-pourpoint en contact avec une culture dont ils connaissaient l'existence, mais dont ils ne connaissaient pas l'importance dans ce pays appelé le Canada, et ce du jour au lendemain. Je parle d'il y a quelques années, lorsqu'on a fait l'affichage.

Ma question est la suivante: dans le contexte de la Loi 101, ou dans le contexte de toute autre loi provinciale exigeant l'affichage unilingue, est-ce que la Loi sur les langues officielles prime? Je prends l'exemple des affiches de Petro-Canada ou encore de VIA Rail, VIA qui est bilingue par son appellation, ou du Canadien national. Est-ce que ces affiches-là doivent se plier à la loi provinciale et être unilingues, ce que je concevrais comme étant très naturel, ou si elles doivent suivre la loi sur le bilinguisme, la Loi sur les langues officielles?

Le président: Monsieur Yalden.

M. Yalden: Eh bien, il est clair que Petro-Canada, VIA Rail et le CN, en tant que compagnies de la Couronne, sont assujetties à la Loi sur les langues officielles. Là il n'y a pas de doute.

M. Gimaïel: Qu'est-ce qui prime?

M. Yalden: Eh bien, les tribunaux seuls pourraient répondre à cette question... en général, mais j'y arrive. En ce qui concerne VIA et CN, il y a eu de temps à autre certains problèmes, si vous voulez, entre nous et l'Office de la langue française, mais pas des problèmes sérieux parce qu'ils reconnaissent que le transport ferroviaire, les gares, les stations et tout cela, c'est fédéral. Pas de problème de ce côté-là. On ne voit pas d'objection à ce que VIA et CN affichent dans les deux langues, même au Québec, que ce soit dans les hôtels, que ce soit aux stations, aux gares et ainsi de suite. Parfois, il y a certains problèmes: est-ce qu'une compagnie de location de voitures, dans un aéroport, doit afficher dans les deux langues? D'après nous, la réponse est oui et, d'après eux, c'est parfois un peu différent. Mais il n'y a pas vraiment de problème. Ce qui

[Traduction]

Mr. Yalden: ACFO and the Secretary of State must agree and I hope that both parties are aware of the importance of the issue and the fragility of the Franco-Ontarian community. This is what is important, not the administrative, bureaucratic or other mechanisms. What is important is that both sides, the Secretary of State and ACFO officials, find a reasonable compromise in all good faith.

The Chairman: Last question, Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Very well. It has to do with what Mr. Lambert was saying a moment ago on the language of signs and I found it very interesting. There is a law in Quebec, Bill 101, which requires signs to be posted in French, but I do not believe that there is a similar law in other provinces, namely that Alberta for example, could demand signs in English. I have also noticed that in most cases the reproaches which come from the west of Canada or in 100 per cent anglophone areas of the country with respect to our bilingualism bill are concerned with the fact that bilingual signs have been required very quickly without preparing the population and giving them advance notice. People find themselves point-blank in a situation with a culture whose existence they know, but of whose importance they are unaware in the Canadian context and this happened overnight. I am referring to a few years ago when the signs were required.

My question is the following: does the Official Languages Act take precedence over Bill 101 or any other provincial law requiring unilingual signs? Let us take the example of Petro-Can signs or VIA Rail, although VIA is bilingual by title, or Canadian National. Do these signs have to reflect the provincial law and be unilingual, which I think would be very natural, or do they have to follow the laws on bilingualism, namely the Official Languages Act?

The Chairman: Mr. Yalden.

Mr. Yalden: Well, it is clear that Petro-Canada, VIA Rail and CN, as crown corporations, are subject to the Official Languages Act. There is no doubt there.

Mr. Gimaïel: Which has precedence?

Mr. Yalden: Well, only the courts can answer this question... generally speaking, but I am getting to the point. With respect to VIA and CN, there have been some problems from time to time if you like between us and *Office de la langue française*. These were not serious problems because they realized that railway transportation, stations, depots and so forth are federal. No problem there. They did not see any objection to VIA and CN putting up signs in both languages, even in Quebec, whether on hotels, stations, depots, or wherever. Sometimes there are problems. Does a car rental company in an airport have to put up signs in both languages? In our opinion, the answer is yes but they sometimes have a somewhat different opinion. But there is no real problem. In the case of Petro-Canada, however, which is unique, there are

[Text]

arrive dans le cas de Petro-Canada, qui est unique, c'est qu'il y a les stations-service. Ce n'est pas l'opération de Petro-Canada en ce qui concerne les cartes de crédit ou les factures mensuelles et tout cela, ce sont les stations-service. Et si la chose est plus compliquée, toujours au Québec, c'est qu'il y a trois sortes de stations-service. Il y en a qui appartiennent à Petro-Canada et qui sont gérées par Petro-Canada; il y en a qui ont des baux et il y en a d'autres qui sont gérées par des indépendants qui ont une espèce de franchise de Petro-Canada. La loi, sans doute, est différente dans chacun de ces cas-là.

Écoutez, nous aimerions nous asseoir avec vous pour discuter afin de savoir quel devrait être le régime linguistique au Québec. La réponse, grosso modo, est que nous sommes assujettis à la Loi 101, sans aucun doute. Nous ne sommes pas d'accord, surtout pas dans le cas des stations qui appartiennent à Petro-Canada et qui sont gérées par Petro-Canada.

• 1250

Qu'est-ce qui arriverait dans le cas des stations ayant un bail avec Petro-Canada? C'est moins clair. Mais il faut, avant d'identifier ces stations-service, que l'on sache où elles sont. S'il y en a une en plein Westmont, par exemple, serait-il raisonnable d'afficher en anglais ainsi qu'en français? Et est-ce que ce serait une station ayant un bail ou une station indépendante? A ce moment-là, il est possible de parler de détails concrets parce qu'il s'agit de 1,400 stations-service à travers le pays. Je ne suis pas en mesure de dire, quand il s'agit d'une ville de l'Ouest ou d'une ville du Québec, surtout pas aujourd'hui, assis devant ce Comité, que telle ou telle station-service devrait être bilingue. Ce n'est pas cela. Ce que nous disons à Petro-Canada c'est: Écoutez, vous n'êtes pas comme Gulf ou Esso. Vous ne pouvez pas prendre vos décisions uniquement en vous basant sur des stratégies de *marketing*, pas plus qu'Air Canada, même face à une concurrence de la part de C.P., peut prendre ses décisions sur une base purement commerciale. Ce n'est pas très chic pour Air Canada d'avoir cette concurrence, mais la loi s'applique pour Air Canada et la loi s'applique pour Petro-Canada. C'est ma réponse. Je m'excuse, monsieur le président.

Le président: Monsieur Yalden, je vous remercie.

Monsieur Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Yalden, I am not going to be very long, but I want to make a couple of observations, if I may. They arise out of something my friend Mr. Herbert said earlier, when he was talking about the adjustments that have to take place. He said there appeared to be a time when bullets would have to be bitten, when compromises would have to be made, and as a result of making compromises, someone would be hurt. I listened to that, and I have been thinking about it during your testimony; and I have to quarrel with the general objective that necessarily in compromises people will be hurt. In fact, it is the essence of compromise that people will not be hurt, and that as part of that compromise all efforts will be made to ensure that the adjustment will take place. I have spoken to you about the Kelso case; and you were going to look into that. That is a case

[Translation]

service stations. The problem does not lie with the operation of Petro-Canada as far as credit cards or monthly invoicing and so forth is concerned, it is the service stations. And to make matters more complicated, still referring to Quebec, there are three types of service stations. There are those which belong to Petro-Canada and are managed by Petro-Canada; there are some that are leased, and there are others which are managed by independent operators with a type of franchise from Petro-Canada. Undoubtedly the law is different in each of these cases.

We would like to sit down with you to discuss this to determine what should be the language policy in Quebec. In broad terms the answer is doubtless that we are subject to Bill 101. We do not agree, especially in the case of stations which belong to Petro-Canada and are managed by Petro-Canada.

What would happen in the case of stations which have a lease with Petro-Canada? That is not so clear. However, before identifying these service stations, we must know where they are located. If there was one right in the middle of Westmont, for example, would it be reasonable to have signs in both french and english? Would it be a station with a lease or an independent station? Then we could talk about concrete details, because there are 1,400 service stations across the country. I am not in a position, particularly not today, before the committee, to determine whether or not a particular service station in a city in Western Canada or in Quebec should be bilingual. That is not the point. What we are saying to Petro-Canada is this: look, you are not like Gulf or Esso. You cannot make your decisions solely on the basis of marketing strategy, any more than Air Canada can make its decisions on a purely commercial basis, even when it has to deal with competition from C.P. I know that it is not very nice for Air Canada to have this competition, but the act applies to Air Canada and to Petro-Canada. That is my answer. I am sorry, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, mr. Yalden.

Mr. Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'ai quelques brèves observations à faire si vous permettez, monsieur Yalden. Elles découlent d'un commentaire fait par mon ami M. Herbert, lorsqu'il parlait des adaptations qu'il faudra faire. Il a dit qu'à un moment donné il faudra faire des compromis, et que certains en souffriraient. Je pensais à ces commentaires pendant que vous parliez; et je dois m'objecter à la notion selon laquelle les compromis vont forcément faire du mal à certains. En fait, c'est l'essence même d'un compromis que personne n'en souffrira pas, et que l'on déploiera tous les efforts afin de s'assurer que l'adaptation se fait. Je vous ai déjà parlé de l'affaire Kelso, et vous vous êtes engagé à l'examiner. Comme vous l'avez dit vous-même, il s'agit d'une affaire où le gouvernement du Canada est peut-être l'instance qui peut faire l'adaptation, plutôt que le particulier.

[Texte]

where, as you said yourself, the Government of Canada may be the one that can make the adjustment, as opposed to the individual.

I recall something the Prime Minister said in 1973 in the debate on languages. He said—and I think I am quoting him fairly correctly—it would be important with the development of the official languages policy and implementation within the Public Service of Canada—because that is what that 1973 resolution dealt with—that we not take the bricks off one house to build a house for ourselves. I have never forgotten that general approach, and I liken it almost to an undertaking—“almost” is significant for language, as was the veterans’ preference for veterans in the public service when Mackenzie King said to a public servant, now deceased, who had suggested otherwise, that perhaps at some time we could forget about veterans; and Mackenzie King said, no, you cannot forget about veterans.

What I receive from my constituency—constituents—who are public servants—is a basic acceptance of the principles of the Official Languages Act. They understand, I think, it is not unreasonable to suggest that services from the federal government be provided for taxpayers equally, in language. But the problem relates to implementation; and what concerns them is the announcements on the deadlines that were made recently by Mr. Johnston on implementation. It worries them that they are moving into positions that are staffed on an imperative basis at the same time that language teaching is being cut back. It concerns them, I think, about the level of funding into the primary schools and the secondary schools and the fact that it is not increasing.

• 1255

The whole examination process worries them in terms of their ability to acquire a second language, the timeframes for those examinations. They see themselves competing against the examinations rather than competing in the workplace itself.

There are concerns expressed about the honesty of designation of bilingual positions, and most important, I think, that I get across, is there is a feeling within the public service, at least among anglophones, who complain to me—on the basis of being—who approve generally of the principle, that there is a woeful lack of consultation by the Treasury Board and others with the National Joint Council in terms of programs of implementation. And the most serious one of recent times was when the announcement was made by—I have it here—the President of the Treasury Board in his last group that there was no real consultation, although the President of the Treasury Board says there was. What there was was an announcement of what it was going to be. I believe sincerely in the process of consultation, that many of the difficulties we run into could be overcome if that consultative process was worked to a greater degree.

[Traduction]

Je me souviens d'un commentaire du premier ministre, en 1973, lors du débat sur les langues officielles. Il a dit—et je crois que je le cite assez fidèlement—qu'il serait important dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique des langues officielles au sein de la Fonction publique du Canada—parce que c'est sur cela que la résolution de 1973 portait—de ne pas enlever les briques d'une maison pour nous en construire une autre. Je n'ai jamais oublié cette perspective générale, qui je crois constitue presque un engagement—et le mot «presque» est important dans le cas des langues officielles tout comme la préférence accordée aux anciens combattants l'était dans le cas des anciens combattants dans la Fonction publique. Un fonctionnaire, qui est maintenant décédé, avait proposé d'oublier les anciens combattants à un moment donné, et M. Mackenzie King lui a dit qu'on ne peut pas oublier les anciens combattants.

Mes commettants—dont beaucoup sont des fonctionnaires—acceptent en général les principes de la Loi sur les langues officielles. Je crois qu'ils comprennent qu'il n'est pas déraisonnable que le gouvernement fédéral fournisse ses services dans les deux langues officielles. Il existe cependant un problème quant à la mise en oeuvre de la politique. Ce qui préoccupe l'électorat, ce sont les annonces faites dernièrement par M. Johnston concernant les dates limites de la mise en oeuvre de la politique. Ils s'inquiètent du fait qu'ils vont occuper des postes qui seront dotés de façon impérative à une époque où on réduit les cours de langues. Je crois que ce qui les inquiète c'est le montant des contributions apportées aux écoles primaires et aux écoles secondaires et le fait que ce montant n'augmente pas.

Tout le processus d'examen les inquiète pour la seconde langue, pour les délais d'examen. Ils ont l'impression de travailler pour l'examen plutôt que pour le travail.

On s'inquiète également de l'honnêteté avec laquelle on a désigné les postes bilingues et, ce qui est plus important, on a l'impression au sein de la Fonction publique, du moins parmi les anglophones qui se plaignent à moi, qui ait en général approuvé le principe, que le Conseil du Trésor et d'autres ne consultent absolument pas le conseil national mixte pour les programmes de mise en oeuvre. Ce qui a encore été le plus grave récemment, c'est lorsque le président du Conseil du Trésor déclarait qu'il y a des consultations alors que pour ce dernier groupe, il n'y en a absolument pas eu. On a simplement annoncé ce qui allait se passer. Je crois sincèrement à la consultation et au fait que bien des difficultés pourraient être évitées si ce processus était développé.

[Text]

What I am wondering about is if you would consider that? You cannot answer fully, perhaps, today; but if you would consider that in terms of your next report: how the processes could be improved so that we will be dealing with the real facts; that no one can ever complain there was no consultation; that there will be a serious examination by the people who are involved, namely, the public service unions and the Government of Canada represented on that agenda, that the imperative aspect, the imperative placement program, is carried out appropriately, and it can be, to the greatest extent possible; rather than being stated as appropriate, to be demonstrated as appropriate.

I know there are figures one can produce about francophones here and anglophones there, but my own feeling about that is it is really quite crude. I say, with great respect, that the method for choosing optimum numbers of bilingual and French-essential positions and using the ratios is really quite a crude and imperfect measure. I would like you to look at that from the point of view of advancing the process of understanding.

I have to say to you, sir—and I have been here since 1972—that there is a greater degree of understanding in the Public Service of Canada, at least in the area that I represent, than there was in 1972. But there are enough cases that come to my attention; there are enough telephone calls that come to my attention; there are enough people who come to my office, who raise it inside and outside the public service, that it leads me to believe there are still some problems in terms of understanding. It is for that reason, sir, I ask you whether you would consider reviewing these consultative practices, making perhaps some suggestions, if that is a reasonable thing, to see if we can advance the cause of understanding just a bit further.

The Chairman: Mr. Baker, I am in your hands. It is close to adjourning time. I have given you—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): You are very kind.

The Chairman: —10 minutes to make your statement.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Did I take 10 minutes?

The Chairman: Yes. Mr. Yalden possibly could give us a short answer, but . . .

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am sorry, I did not mean to cut into your time.

The Chairman: I am really in your hands. I would like to adjourn the meeting because we have other things to do shortly in the House and I do not want you to miss your lunch.

Mr. Yalden, if you want to respond to Mr. Baker in a few minutes.

Mr. Yalden: Let me say first, Mr. Chairman, I think that is a good idea; it is an excellent and helpful suggestion that Mr. Baker has made; and, as far as we can review those practices and make some suggestions, as he has put it, without finding myself meddling in yet another area that is not said to be of my concern, we will do so.

[Translation]

Pourriez-vous y réfléchir? Vous ne pouvez peut-être pas répondre de façon complète aujourd'hui, mais pourriez-vous réfléchir à cela pour votre prochain rapport: comment améliorer ce processus de sorte que l'on nous présente vraiment des faits; que personne ne puisse se plaindre qu'il n'y a pas eu de consultations; que les intéressés, notamment les syndicats de fonctionnaires et le gouvernement canadien puissent veiller à ce que l'aspect impératif, le programme de dotation impérative, est convenablement appliqué, qu'on ne se contente pas de dire qu'il l'est, mais qu'on puisse le prouver.

Je sais qu'il y a des chiffres sur les francophones ici et les anglophones là-bas, mais j'ai l'impression que les choses ne se passent pas comme elles devraient. Je dirais, si vous permettez, qu'il est assez grossier de définir ainsi le nombre idéal de postes bilingues et de postes où le français est essentiel et d'utiliser ce genre de rapport. J'aimerais que vous examiniez la chose.

Je dois vous dire, monsieur, et je suis ici depuis 1972, que les membres de la Fonction publique canadienne comprennent beaucoup mieux la situation, du moins dans la région que je représente, qu'en 1972. Il y a toutefois suffisamment de cas qui sont portés à mon attention, de coups de téléphone, de gens qui viennent me voir, qu'ils appartiennent ou non à la Fonction publique, qu'il me faut croire qu'il y a encore certains problèmes de compréhension. C'est pourquoi je vous demande si vous ne voudriez pas étudier ces pratiques consultatives, peut-être faire certaines suggestions si c'est possible pour voir si l'on ne peut pas aider encore davantage les gens à comprendre.

Le président: Monsieur Baker, c'est à vous de choisir, c'est presque l'heure d'ajourner. Je vous ai donné . . .

M. Baker (Nepean—Carleton): Vous êtes très gentil.

Le président: . . . 10 minutes pour faire votre déclaration.

M. Baker (Nepean—Carleton): Ai-je pris 10 minutes?

Le président: Oui. M. Yalden voudra peut-être répondre brièvement, mais . . .

M. Baker (Nepean—Carleton): Je suis désolé, je ne voulais pas dépasser le temps qui m'est alloué.

Le président: Vraiment c'est à vous de choisir. J'aimerais ajourner car nous avons d'autres choses à faire d'ici peu à la Chambre et je ne voudrais pas que vous vous priviez de déjeuner.

Monsieur Yalden, si vous voulez répondre en quelques minutes à M. Baker.

M. Yalden: Je dirai tout d'abord, monsieur le président, que c'est à mon avis une bonne idée; c'est une excellente suggestion et que dans la mesure où nous pouvons examiner ces pratiques et faire nous-mêmes des suggestions, comme il le proposait, sans me mêler encore de quelque chose qui ne me regarde pas, nous le ferons.

[Texte]

There is a whole process, you are quite right, of consultation that often does not go on. At the same time, I suppose one could say the handwriting has been very clearly on the wall for 16 years at least, and how long do people need to have it held up to them before they get the message?

• 1300

I would hate to think that someone of my children's generation will come along and join the public service a decade from now, and say no one ever told them you had to be bilingual in order to get to be a general in the army or something.

In a manner of speaking, the message is there, but each time there is a new declaration with respect to implementation—for example, on imperative staffing or different types of management jobs being compulsory bilingual or raising the standards of bilingualism, doing away with that lowest grade and so on—there is a shock.

I will finish on this: It seems to me that on the one hand you have to have that kind of a shock; you have to push, or nothing ever happens in this bureaucracy of ours; nothing, ever. You have to push. On the other hand, you have to be humane and realize that when you push, even if the persons in the situation ought to have known, in some abstract way, what was going on because it was there if they opened their eyes, many of them did not know and they only learn when this added push comes.

You have to do both; it is extremely difficult to do both. That is what this whole game is all about. The suggestion is an excellent one, and we shall certainly try to see what we can do about it.

The Chairman: Thank you, Mr. Yalden.

I want to tell the committee that our meeting tomorrow with the Treasury Board has been cancelled. The minister wrote me last night to tell me he found himself in a difficult situation; a conflict came up. He will be coming to us on Monday, April 5, at 8 p.m. I want you to note this. Instead of having the Comptroller General, we will have Treasury Board; Monday night, 8 o'clock, this room, 209.

Thank you, Mr. Yalden, for coming this afternoon.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Vous avez raison, il y a tout le processus de consultation que l'on oublie souvent. Je suppose que l'on peut toutefois dire que l'on explique les choses très clairement depuis au moins 16 ans et qu'il est difficile de savoir combien de temps il faudra pour que le message passe.

Je ne voudrais surtout pas que quelqu'un de la génération de mes enfants décide de se joindre à la Fonction publique d'ici une dizaine d'années et déclare qu'on ne lui a jamais dit qu'il fallait être bilingue pour devenir général dans l'armée ou quelque chose du genre.

En règle générale, le message est clair, mais chaque fois que l'on fait une nouvelle déclaration quant à son application, par exemple pour la dotation impérative de certains postes de gestion bilingues ou pour le relèvement des normes de bilinguisme, afin de supprimer les échelons inférieurs, etc., c'est un coup.

Je conclurai là-dessus: il me semble que d'un côté il faut provoquer ce genre de bouleversement; il faut presser les gens sinon rien n'arrive jamais dans l'administration. Il faut toujours pousser. D'un autre côté, il faut rester humain et comprendre que lorsque l'on pousse, même si les intéressés auraient bien dû s'attendre à cela étant donné que les choses leur étaient bien connues, beaucoup n'en prennent conscience que lorsque l'on exerce cette poussée supplémentaire.

Il faut l'un et l'autre; il est extrêmement difficile de réaliser l'équilibre. C'est tout l'art. C'est une excellente suggestion et nous essayerons certainement de voir ce que nous pouvons faire.

Le président: Merci, monsieur Yalden.

Je veux signaler au Comité que notre séance de demain avec le Conseil du Trésor a été annulée. Le ministre m'a écrit hier soir qu'il se trouvait dans une situation difficile, qu'il avait une autre obligation. Il viendra donc le lundi 5 avril à 20h. Plutôt que le contrôleur général, nous aurons le Conseil du Trésor, lundi à 20 heures dans cette même salle 209.

Merci, monsieur Yalden d'être venu cet après-midi.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Office of the Commissioner of Official Languages:
Mr. M.F. Yalden, Commissioner.

Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:
M. M.F. Yalden, Commissaire.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 75

Fascicule n° 75

Monday, April 5, 1982

Le lundi 5 avril 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:**CONCERNANT:**Main Estimates 1982-83: Votes 1, 5, 10, 15 and 20
under TREASURY BOARDBudget principal 1982-1983: crédits 1, 5, 10, 15 et 20
sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR**APPEARING:****COMPARAÎT:**The Honourable Donald Johnston,
President of the Treasury BoardL'honorable Donald Johnston,
Président du Conseil du Trésor**WITNESSES:****TÉMOINS:**

(See back cover)

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Beatty	Gamble
Bossy	Gimaïel
Collenette	Herbert
Cousineau	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

King	Parker
Lambert	Smith
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, April 2, 1982:

Mr. King replaced Mr. Kilgour.

On Monday, April 5, 1982:

Mr. Parker replaced Mr. Blackburn;
Mr. Murphy replaced Mr. Anguish;
Miss MacDonald replaced Mr. Halliday.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 2 avril 1982:

M. King remplace M. Kilgour.

Le lundi 5 avril 1982:

M. Parker remplace M. Blackburn;
M. Murphy remplace M. Anguish;
M^{lle} MacDonald remplace M. Halliday.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, APRIL 5, 1982

(92)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:05 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. David Berger, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (Nepean—Carleton), Beatty, Berger, Gamble, Herbert, Kelly, Lambert, Miss MacDonald, Messrs. Murphy and Parker.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Treasury Board of Canada: Mr. J.L. Manion, Secretary; Mr. L.J. O'Toole, Acting Deputy Secretary, Program Branch; Mr. E. Aquilina, Deputy Secretary, Official Languages Branch; Mr. P. Meyboom, Deputy Secretary, Administrative Policy Branch and Mr. J.W. Quinn, Assistant Secretary, General Management Division.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Committee resumed consideration of Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under TREASURY BOARD.

The minister and the witnesses answered questions.

At 9:51 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 5 AVRIL 1982

(92)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h05 sous la présidence de M. David Berger, (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Baker (Nepean—Carleton), Beatty, Berger, Gamble, Herbert, Kelly, Lambert, M^{lle} MacDonald, MM. Murphy et Parker.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie, Bibliothèque du Parlement.

Comparait: L'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor.

Témoins: Du Conseil du Trésor du Canada: M. J.L. Manion, secrétaire; M. J.L. O'Toole, sous-secrétaire intérimaire, Direction des programmes; M. E. Aquilina, sous-secrétaire, Direction des langues officielles; M. P. Meyboom, sous-secrétaire, Direction de la politique administrative et M. J.W. Quinn, secrétaire-adjoint, Division de la gestion du personnel en général.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le Comité reprend l'étude des crédits 1, 5, 10, 15 et 20 sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR.

Le ministre et les témoins répondent aux questions.

A 21h51, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prégent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, April 5, 1982

• 2005

The Vice-Chairman: Order, please. We are examining, of course, the government's main estimates 1982-83, resuming consideration of Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under Treasury Board.

TREASURY BOARD

A—Secretariat—Central Administration of the Public Service Program

Vote 1—Central Administration of the Public Service Program expenditures\$44,339,000

A—Secretariat—Government Contingencies and Centrally Financed Programs

Vote 5—Government Contingencies\$315,000,000

Vote 10—Student Summer and Youth Employment.....\$100,000,000

A—Secretariat—Employer Contributions to Insurance Plans Program

Vote 15—Government's contributions to surgical medical and other insurance payments.....\$194,318,000

A—Secretariat—Temporary Assignments Program

Vote 20—Temporary Assignments—Program expenditures\$303,000

The Vice-Chairman: We have the pleasure of having with us again the Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board. I believe before his last visit to our committee he made a statement; so I gather he does not have another statement tonight. Is that correct, Mr. Johnston?

Hon. Donald J. Johnston (President of the Treasury Board): That is correct, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Perhaps you could begin by introducing once more your officials and then we can begin questioning.

Mr. Johnston: I have with me Dr. Peter Meyboom, who was with us last time; Mr. Larry O'Toole, Mr. Jack Manion, Mr. Ed Aquilina, and Mr. Fred Drummie, as well as other officials who are present to respond to specifics that many members may wish to raise.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Johnston. Well, we will begin with Mr. Beatty; ten minutes, please.

Mr. Beatty: Thank you very much, Mr. Chairman. Could I, first of all, ask the minister with regard to his responsibilities for Crown corporations? I want to raise a question that I have raised with him—probably on over a dozen occasions, at most of which he responded by saying that work was well under way

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 5 avril 1982

Le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous allons étudier le budget des dépenses du gouvernement pour l'année financière 1982-1983, et notamment les crédits 1^{er}, 5, 10, 15 et 20, sous la rubrique Conseil du Trésor.

CONSEIL DU TRÉSOR

A—Secrétariat—Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique

Crédit 1^{er}—Administration centrale de la Fonction publique
Dépenses du programme.....\$44,339,000

A—Secrétariat—Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Crédit 5—Éventualités du gouvernement.....\$315,000,000

Crédit 10—Emplois d'été des étudiants et placement des jeunes.....\$100,000,000

A—Secrétariat—Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Crédit 15—Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes.....\$194,318,000

A—Secrétariat—Programme d'affectations temporaires

Crédit 20—Affectations temporaires—Dépenses du programme.....\$303,000

Le vice-président: M. Donald Johnston, président du Conseil du Trésor, nous a fait l'honneur de revenir assister à notre réunion. Comme il a déjà fait une déclaration d'ouverture lors de la dernière réunion, je ne pense pas qu'il en ait une à faire aujourd'hui, n'est-ce pas?

L'honorable Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): C'est exact, monsieur le président.

Le vice-président: Dans ce cas, je vous demanderais de bien vouloir nous présenter vos adjoints.

M. Johnston: Il y a M. Peter Meyboom, qui était ici lors de la dernière réunion; M. Larry O'Toole, M. Jack Manion, M. Ed Aquilina et M. Fred Drummie, ainsi que d'autres fonctionnaires qui se feront un plaisir de répondre à vos questions.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur Johnston. C'est M. Beatty qui va entamer la discussion. Vous avez dix minutes.

M. Beatty: Merci, monsieur le président. Je voudrais tout d'abord poser au ministre une question concernant les sociétés de la Couronne. Je lui en ai déjà parlé à plusieurs reprises, et chaque fois, il m'a répondu qu'un projet de loi sur les sociétés de la Couronne est à l'étude. Le ministre peut-il nous dire

[Texte]

on a Crown corporations bill, that some action will be taken. When will we be seeing some action from the government to bring some centralized regime of accountability and control for Crown corporations?

Mr. Johnston: Well, through Mr. Chairman to Mr. Beatty, I hope that we will see some action imminently. As Mr. Beatty knows, having been a member of the government, putting dates on proposed legislation is not always the most prudent thing to do because this legislation in particular has been the subject of very widespread consultations, as I have indicated in response to questions in the House. My concern has been to ensure that we are able to bring forth those measures which are necessary to establish what Mr. Beatty has referred to as central control and accountability, I believe, and that is what we wish to achieve. So we want to make sure that the legislation is well focused, that we can satisfy the objections that have been raised in numerous quarters to certain provisions of Bill C-27, and which have subsequently also been raised during the interdepartmental task force committee review by Crown corporations themselves and ourselves.

Mr. Beatty: Well the bottom line is this, notwithstanding the fact that you have had two years, you still do not know when there will be legislation before Parliament.

Mr. Johnston: Well when you say "know when", the likelihood is that legislation could be brought before Parliament certainly within a matter of months. That is the likelihood. That is what my hope would be.

Mr. Beatty: Can you confirm to the committee that in fact the concept of an omnibus Crown corporations bill is dead, and in fact what you are looking at at the present time is amendments to the Financial Administration Act?

Mr. Johnston: The approach has been essentially—through you, Mr. Chairman, to Mr. Beatty—to establish the central control and accountability to which he refers. That could very well take a form other than an omnibus bill. It could take the form of amendments to the Financial Administration Act. That is certainly one option.

• 2010

Mr. Beatty: Let me ask you this question with regard to the government's policy on Crown corporations. One of the problems is that while the government has been dithering and trying to decide what to do, there has been a rash of new bills going through the House which have dealt with Crown corporations. One of them is before the House at the present time and will be debated tomorrow evening, and that is one of the sons of the Energy Security Act, which provides for unlimited Crown corporations to be incorporated without the sort of centralized control that was envisaged under the omnibus Crown Corporations bill tabled under the Clark government. Is it consistent with your policy, Mr. Johnston, that the government should give that authority to create Petro-Can 3, 4, 5 6, 7, ad infinitum in this way?

Mr. Johnston: Mr. Chairman to Mr. Beatty, when you say consistent with the policy, the policy is to ensure that the government has control, direction, accountability of Crown corporations, and that there not be a means of unlimited proliferation of Crown corporations without parliamentary

[Traduction]

quand le gouvernement compte prendre des mesures pour centraliser les modalités de contrôle des sociétés de la Couronne?

M. Johnston: J'espère que cela ne va pas tarder. M. Beatty est d'ailleurs bien placé pour savoir qu'il serait imprudent de ma part de fixer une date précise pour le projet de loi en question, d'autant plus que ce bill a fait l'objet de nombreuses consultations, ainsi que je l'ai déjà expliqué à la Chambre. Notre objectif, dans tout ceci, est d'assurer un contrôle central de l'ensemble des sociétés de la Couronne, ainsi qu'une plus grande transparence. Il s'agit en particulier de tenir compte des nombreuses objections dont les dispositions du Bill C-27 ont fait l'objet, objections qui ont d'ailleurs été reprises par le comité interministériel chargé d'étudier la situation des sociétés de la Couronne.

M. Beatty: Bien que cette affaire traîne depuis deux ans déjà, vous ne pouvez toujours pas nous dire quand ce projet de loi sera déposé à la Chambre.

M. Johnston: J'espère pouvoir déposer le projet de loi d'ici quelques mois.

M. Beatty: Est-ce vrai que l'idée d'un bill omnibus sur les sociétés de la Couronne a été abandonnée et que vous comptez modifier les dispositions de la Loi sur l'administration financière?

M. Johnston: Pour assurer un système central de contrôle des sociétés de la Couronne, un bill omnibus n'est effectivement pas indispensable. Une des possibilités serait de modifier les dispositions de la Loi sur l'administration financière.

M. Beatty: Alors que le gouvernement hésite quant à la voie à suivre, toute une série de nouveaux bills traitant des sociétés de la Couronne ont été déposés à la Chambre. Ainsi, demain soir, la Chambre sera saisie d'un projet de loi qui fait suite à la Loi sur la sécurité énergétique, projet de loi qui permettrait la constitution d'un nombre illimité de sociétés de la Couronne sans les mesures de contrôle qui avaient été prévues aux termes du bill omnibus sur les sociétés de la Couronne déposé par le gouvernement Clark. Estimez-vous que la création de Pétro-Canada 3, 4, 5, 6, 7, et caetera, soit compatible avec vos principes en matière de sociétés de la Couronne?

M. Johnston: Notre objectif est de veiller à ce que le gouvernement puisse contrôler et diriger les sociétés de la Couronne, qui doivent lui rendre des comptes, ce qui veut dire qu'il ne saurait être question d'une multiplication illimitée desdites sociétés sans que le Parlement ait son mot à dire. Je

[Text]

review or certainly without central controls. I do not see the proposals as necessarily being in conflict with that. As I understand, they are currently before the House for debate in the first instance. My recollection of the provisions is that they do not permit the minister of his volition to simply incorporate and create Crown corporations as you suggest.

Mr. Beatty: What do you see in terms of the need to come back to Parliament? Do you see any requirement there?

Mr. Johnston: Well, the authority that is being sought is to establish a certain *champ d'action*, if you like, for the Minister of Energy, Mines and Resources, working in co-operation with cabinet or Governor in Council.

Mr. Beatty: I think I would use another French phrase, *carte blanche*, instead.

Could I ask you how many wholly owned Crown corporations there are at the present time? What figure do you have?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, if I may, I would like to consult with my officials. Sorry, Mr. Chairman, for the delay, I want to make sure that I do not give them a false number.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, is this consultation coming off my time?

Mr. Johnston: Well, I will have to give you the exact information, Mr. Chairman, because those numbers change from time to time. The recollection I had of wholly owned is about 170 or 172, with direct and indirect interests in substantially more than that.

Mr. Beatty: To the nearest dozen, how many have been incorporated since the Trudeau government came back into office?

Mr. Johnston: I do not have that number, Mr. Chairman.

Mr. Beatty: Perhaps you could supply that figure for the committee.

Mr. Johnston: I would be happy to.

Mr. Beatty: What about the concept of a single window in Treasury Board for Crown corporations? Is that alive at the present time, or is it dead?

Mr. Johnston: Well, to go back historically, the notion of a single window is one which, in my judgment, was quite ill-defined. The importance is that there be access to relevant information in the hands of Treasury Board and in the hands of other central agencies which provide for the kind of control, direction and accountability that we have been discussing here this evening. That is the essence of the way in which I want to see us proceed. To ensure that we have the information at our disposal, that we have access to information so as to permit Treasury Board, and policy committees and others, to know precisely what the financial circumstances and the corporate plans of these various operations will be. But I do not regard that as a single window concept in the way I think Mr. Beatty is referring to it.

Mr. Beatty: Let me turn for a minute to regulatory reform. You are charged with the responsibilities of regulatory reform

[Translation]

ne vois pas en quoi ces propositions contredisent ce principe. La Chambre va d'ailleurs examiner un de ces projets de loi en première lecture. Si ma mémoire est bonne, le ministre n'est pas habilité, aux termes de ce bill, à créer des sociétés de la Couronne comme bon lui semble.

M. Beatty: Quelque chose a-t-il été prévu pour que le Parlement puisse se prononcer?

M. Johnston: Ce projet de loi prévoirait un champ d'action pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, travaillant de concert avec le conseil des ministres et le gouverneur en conseil.

M. Beatty: Plutôt que champ d'action, je dirais *carte blanche*.

Combien existe-t-il actuellement de sociétés de la Couronne appartenant entièrement à l'État?

M. Johnston: Je vais demander à mes adjoints. Je m'excuse de vous retarder, mais je ne voudrais surtout pas vous induire en erreur.

M. Beatty: La consultation ne va quand même pas être imputée à mon temps de parole?

M. Johnston: Les chiffres varient selon les dates. Si ma mémoire est bonne, il existe 170 ou 172 sociétés appartenant entièrement à l'État, et d'autres dans lesquelles l'État a une participation.

M. Beatty: Pourriez-vous me dire, grosso modo, combien de nouvelles sociétés de la Couronne ont été créées depuis que le gouvernement Trudeau est revenu au pouvoir?

M. Johnston: Je n'ai pas ce chiffre sur moi.

M. Beatty: Vous pourriez nous le communiquer plus tard.

M. Johnston: Avec plaisir.

M. Beatty: Où en est l'idée de créer un bureau de coordination pour les sociétés de la Couronne?

M. Johnston: Cette idée a été, à l'origine, très mal définie, à mon avis. L'essentiel, c'est que le Conseil du Trésor et d'autres agences centrales puissent disposer de tous les renseignements nécessaires leur permettant d'assurer un contrôle et une gestion centralisés. Le Conseil du Trésor doit également être tenu au courant de la situation financière et du plan d'avenir des sociétés de la Couronne. Tout ceci ne passe pas obligatoirement par la constitution d'un bureau de coordination.

M. Beatty: Je voudrais maintenant passer au problème de la réforme réglementaire, qui relève également de vos compéten-

[Texte]

within the government. There have been three substantive reports on regulatory reform. There was one by the Standing Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments, the fourth report; another by the Peterson committee and a third by the Economic Council Regulation Reference. Nowhere has the government made a substantive response to those three reports, where it has gone down point by point, recommendation by recommendation, to indicate what its policies are. Have you, anywhere, a list of the recommendation of those three reports in which you can indicate to the committee what the specific policy of the government is on those various recommendations?

• 2015

Mr. Johnston: There are a number of issues that are involved when we get into the question of regulatory reform. As Mr. Beatty knows, Mr. Chairman, the Office of the Co-ordinator of Regulatory Reform reports to me as President of the Treasury Board. Essentially, the approach which we took in that office—and heartily applauded, incidentally, the creation of the parliamentary task force chaired by Jim Peterson—is essentially to move in stages. The first was to look at the house-cleaning operation, which is very well advanced, and I expect you will be seeing some legislative action in that regard in the very near term. That is a matter, essentially, of cleaning up bills and regulations which are out-moded, which are no longer applicable.

Second, of course, is a matter of procedures, such issues as regulatory agendas, cost consultative mechanisms with the private sector, and so on. In other words, our focus has been on process and I would say that the way in which we have been moving, and the way which I hope we will soon be able to bring forward to members of the House, is very much compatible with the suggestions and recommendations of the reports to which Mr. Beatty makes reference.

Mr. Beatty: Thank you, but could you answer the question now? The question was: Have you anywhere a list of the recommendations of each of the reports, and a response by the government to each of the points raised? One of the problems the standing joint committee has had is that we tabled our report a year and a half ago, going on two years ago now, and there is yet to be any substantive response from the government, other than that they did not want it debated. Where do we go? Where does Parliament go to get a substantive point-by-point response to recommendations made by parliamentary committees and others on the subject of regulatory reform?

Mr. Johnston: Well, Mr. Chairman, I expect that, at the time I bring forward relevant legislation that touches upon regulatory reform, Mr. Beatty and other interested members will have ample opportunity to debate the merits of the government's program and where we are going.

Mr. Beatty: And when will that be?

Mr. Johnston: Well, I again say it is in the very near term.

Mr. Beatty: Such as when? Before June?

[Traduction]

ces. Trois rapports à ce sujet ont été rédigés, notamment le quatrième rapport du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, le rapport du comité Peterson et celui du Conseil économique. Or, jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas donné une suite sérieuse aux recommandations contenues dans ces trois rapports, ni fait connaître sa position à leur égard. Pourriez-vous nous dire ce que le gouvernement pense de ces recommandations?

M. Johnston: La question de la réforme réglementaire soulève toute une série de problèmes. Comme vous le savez, la personne chargée de la coordination de la réforme réglementaire doit me rendre compte de l'état de la question en ma qualité de président du Conseil du trésor. Il a été décidé de procéder par étape, et à ce propos, la création du groupe de travail parlementaire présidé par Jim Peterson me paraît une excellente idée. On a donc commencé par mettre les choses en ordre, et notamment par mettre à jour différents textes législatifs et règlements qui ne sont plus d'application, étant dépassés.

Il va ensuite falloir étudier les calendriers de différents règlements, les modalités de paiement en consultation avec le secteur privé, etc. Je suis convaincu que les propositions que nous serons en mesure de soumettre bientôt à la Chambre seront compatibles avec les recommandations figurant dans les rapports évoqués par M. Beatty.

M. Beatty: Vous ne m'avez toujours pas dit si vous avez établi une liste des recommandations figurant dans chacun de ces trois rapports et quelle a été la réaction du gouvernement à ce sujet. Alors que le comité mixte permanent a déposé son rapport il y aura bientôt deux ans déjà, jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas donné de réponse sur le fond, se bornant à faire savoir qu'il ne voulait pas que la question fasse l'objet d'un débat. A qui devons-nous nous adresser pour connaître la position exacte du gouvernement relativement aux différentes recommandations faites par les comités parlementaires concernant la réforme de la réglementation?

M. Johnston: Lorsque je déposerai le projet de loi relatif à la réforme réglementaire, M. Beatty et les autres députés qui s'intéressent à la chose pourront discuter à loisir des orientations proposées par le gouvernement.

M. Beatty: Et c'est prévu pour quand?

M. Johnston: Très prochainement.

M. Beatty: Avant juin?

[Text]

Mr. Johnston: Quite possibly, Mr. Chairman. Quite possibly.

Mr. Beatty: I will not protract the last question by asking what he has been doing for two years.

Mr. Johnston: Well, Mr. Chairman, there has been opposition that let matters proceed through the House without obstruction and delving—

Mr. Beatty: I see. You have been tied down in the House and have been incapable of doing your work in the department. Thank you, Mr. Johnston.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): A response to a committee as upon a point of order would not take any House time at all. I just thought that might be interesting for us to know.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Beatty, Mr. Baker. Mr. Herbert, please.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Much as I would like, having only 10 minutes I will have to lay off Finkelman, D'Avignon and Lambert tonight. I will leave that for another evening.

Mr. Minister, you made a speech in Montreal recently and expressed your concern about language. I just happened to notice one of the many questions I have asked about the public service that you answered this year, that there were some 15,500 persons, public servants in Quebec, receiving the bilingualism bonus, and only a third of that number outside the Province of Quebec. I am excluding, of course, the National Capital Region. Can you explain why, with approximately equal numbers of francophones outside of Quebec and anglophones in Quebec, it takes three times as many persons being paid the bilingualism bonus in the Province of Quebec as it does outside the Province of Quebec?

Mr. Johnston: In terms of the actual disposition of numbers, Mr. Chairman, I would invite Mr. Ed Aquilina to respond to Mr. Herbert's question as to what that distribution reflects.

The Vice-Chairman: Mr. Aquilina.

Mr. E. Aquilina (Deputy Secretary, Official Languages Branch, Treasury Board): Mr. Chairman, the people who receive the bonus, of course, are those who fill bilingual positions and who meet the requirements of those positions. So depending on the number of bilingual positions in any one region and the people who fill those positions and meet the standards, those are the people who get the bonus.

Mr. Herbert: Well, I am sorry, but that does not answer my question. Why do you pay three times as many people the bilingualism bonus in Quebec as you pay the same bonus outside Quebec when you have to serve, I assume, approximately the same number of minority language persons outside of Quebec as you have to serve inside Quebec. There must be some reason why the proportion is so . . .

[Translation]

M. Johnston: C'est possible, monsieur le président.

M. Beatty: Je suppose qu'il est inutile de demander au ministre ce qu'il a fait à ce sujet depuis deux ans.

M. Johnston: Entre autres, l'opposition a fait obstruction à la Chambre, empêchant ainsi les travaux d'avancer.

M. Beatty: C'est donc parce que vous avez été pris à la Chambre qu'il ne vous a pas été possible de travailler au ministère. Merci.

M. Baker (Nepean—Carleton): Si vous répondiez au Comité comme cela se fait lorsqu'il y a un rappel au Règlement, cela n'empiéterait pas sur le temps de la Chambre.

Le vice-président: Merci. La parole est à M. Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Comme je ne dispose que de dix minutes, je ne veux pas aborder les rapports Finkelman, D'Avignon et Lambert, quitte à y revenir un autre jour.

Dans un discours que vous avez prononcé à Montréal récemment, monsieur le ministre, vous évoquiez la question des langues officielles. Or, il se fait que 15,500 fonctionnaires travaillant au Québec touchent des primes de bilinguisme, alors qu'un tiers seulement de ce nombre touchent ces mêmes primes en dehors de la province de Québec, compte tenu, bien entendu, de la région de la capitale nationale. Comment se fait-il que trois fois plus de fonctionnaires touchent la prime de bilinguisme au Québec, alors que le nombre des francophones vivant en dehors du Québec et celui des anglophones au Québec sont approximativement égaux.

M. Johnston: Je demanderais à M. Aquilina de répondre à cette question.

Le vice-président: Monsieur Aquilina.

M. E. Aquilina (sous-secrétaire, Direction des langues officielles, Conseil du trésor): Les fonctionnaires qui touchent la prime de bilinguisme sont bien entendu ceux qui occupent des postes bilingues et qui remplissent toutes les conditions prévues. Le nombre de personnes qui touchent cette prime dépend donc du nombre de postes bilingues existant dans telle ou telle région, ainsi que du nombre de personnes qui remplissent les conditions requises.

M. Herbert: Cela ne répond pas à ma question. Comment se fait-il que vous ayez versé trois fois plus de primes de bilinguisme au Québec qu'en dehors du Québec, alors que le nombre de personnes de langue minoritaire que l'on doit desservir en dehors du Québec et au Québec même est plus ou moins équivalent? Il doit bien y avoir une raison pour ce déséquilibre.

[Texte]

• 2020

I was astounded to find that you pay 15,500 in Quebec and you pay 5,200 outside Quebec—again excluding the National Capital Region, which I thought was only fair, and you gave those figures separately. There must be some reason why there is such a radically different proportion for what is approximately the same number of minority language persons.

Mr. Aquilina: Mr. Chairman, I guess my answer is that in the Province of Quebec the number of bilingual positions is higher than in other parts of the country, excluding the National Capital Region, on the basis of the service to be provided to the public and on the basis of requirements that departments have identified in supervisory and managerial positions as requiring knowledge of the two official languages. That is the only answer I can give, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: I would like you to look into that, Mr. Minister, because I would see a fair concentration of anglophones in the Province of Quebec, therefore presumably requiring even fewer positions, whereas there is a tendency for the francophones outside of Quebec to be spread right across this country of ours. I would like you to look into it, anyway, and explain it to me, because, frankly, I do not understand it. There must be some reason why the proportion is as it is.

I would like to ask you a question and I hope it does not take too much time for this answer too. There are certain moneys that go into your consolidated revenue fund that are the results of repayments from various programs. An example, and you wrote me a letter on this, is the program for export market development. In your estimates, how do you estimate this sum and to what purpose do you put these moneys, which are, in fact, repayment for moneys that have been spent in previous years on various programs?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, to Mr. Herbert, except for those where there is specifically netting provided for—certain revolving funds, and so on—the funds returned to the CRF simply go into the consolidated revenue fund and can be applied to any purpose.

Mr. Herbert: I am well aware of that, but I am saying this. Here we have programs that have been going on for years; there is income coming from those programs and it is going into the consolidated revenue fund. Are they just swallowed up in this mass of spending so that we do not see what they are? What happens to these moneys? We do not get a credit at the end of the year, we do not get a bonus because we have some moneys coming in that we did not figure on, and certainly they are moneys that come from programs for which the spending has long since gone. Do you make an estimate, then, of the amount that is coming in to the consolidated revenue fund from these programs from previous years?

Mr. Johnston: On the accounting of the items, would Mr. O'Toole care to respond?

Mr. L. J. O'Toole (Acting Deputy Secretary, Program Branch, Treasury Board): Mr. Chairman, there really are two categories of loan repayments, as far as treatment in the estimates is concerned. In a program such as export market

[Traduction]

Par ailleurs, j'ai été sidéré d'apprendre que vous payez 15,500 primes au Québec et 5,200 ailleurs, à l'exclusion, bien entendu, de la région de la capitale nationale, ces chiffres figurant séparément. Il doit bien y avoir une raison pour cette énorme différence.

M. Aquilina: Le nombre de postes bilingues est supérieur au Québec que dans le reste du pays, à l'exclusion de la région de la capitale nationale, et ce, en fonction du service au public et du nombre de postes de surveillance et de direction dont les titulaires doivent connaître les deux langues officielles.

M. Herbert: Je n'en suis pas si sûr, monsieur le ministre, car les anglophones, au Québec, sont concentrés, ce qui devrait nécessiter moins de postes, alors qu'ailleurs, les francophones sont répartis sur l'ensemble du territoire national. Je vous demanderais donc d'avoir l'obligeance d'examiner la chose et de m'expliquer les raisons de cet écart.

Je voudrais maintenant vous poser une question concernant les montants versés au Fonds du revenu consolidé, montants provenant du remboursement au titre de divers programmes. Vous m'avez naturellement écrit une lettre au sujet du programme pour le développement des exportations. Comment faites-vous pour prévoir le montant de ces remboursements, et à quoi les utilisez-vous?

M. Johnston: A l'exception de certains fonds renouvelables, les montants remboursés au Fonds du revenu consolidé peuvent être utilisés à n'importe quelle fin.

M. Herbert: Ça, je le sais. Le fait est que des montants provenant de programmes qui existent depuis des années sont versés au Fonds du revenu consolidé. Je voudrais savoir si ces montants disparaissent simplement dans la masse générale des dépenses. Lorsqu'à la fin de l'année, il reste des sommes qui n'avaient pas été prévues, nous n'en sommes pas crédités, même lorsque les dépenses au titre de ces programmes ont été faites il y a de nombreuses années déjà. Prévoyez-vous les montants qui seront versés au Fonds du revenu consolidé à même les programmes des années précédentes?

M. Johnston: Je demanderais à M. O'Toole de vous répondre.

M. L.J. O'Toole (sous-secrétaire suppléant, Direction des programmes, Conseil du Trésor): Aux fins du budget des dépenses, il existe deux types de remboursements des prêts. En ce qui concerne la promotion des exportations, des prêts sont

[Text]

development, there is an ongoing program in which the loans are turning over; loans are being made each year and repayments are coming in during the year from previous loans.

The amount that is shown in estimates is net of the new loans minus the repayments on old loans. For programs where there are no new loans being made in the course of the estimates year, and a favourite example is the Veterans' Land Act, an estimate is made for a number of programs such as that, where there is no item in estimates and the total amount of expected repayments are netted off the total government outlays as part of the Minister of Finance's expenditure framework. They are treated, in other words, just as revenue to the consolidated revenue fund.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, we were told in a previous committee that those funds were not netted, that that was an expenditure and any return was not credited to the program—in fact, I suggested that it probably should be. We were told that it was not, and in fact all the moneys that came back went directly into the consolidated revenue fund. Maybe, again, this could be looked into and maybe the committee could be provided with some details of what is estimated for the return from these programs from previous years, and what is the disposition of the moneys that were obtained in that fashion.

• 2025

If that is complicated, may I end up with a question which perhaps is not quite so complicated. It deals with statutory expenditures which, for this year, are up some 18 per cent in the estimates and, apparently, statutory expenditures are some 60 per cent of the total main estimates. In order to make any change in this spending, we have to bring legislation into the House. Mr. Minister, have you been reviewing the programs, and is there likely to be any suggested changes so as to bring the increase in the spending on the statutory items nearer to the rate of inflation?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. Herbert. If you would like a specific breakdown, perhaps we can provide it, but as many members are aware, many of the programs are specifically indexed to the rate of inflation. You are suggesting that the statutory programs, by and large, have increased and grow locally at a rate greater than the rate of inflation?

Mr. Herbert: At 18 per cent.

Mr. Johnston: The reasons for that, I would invite Mr. O'Toole to comment upon. But the fact is that the governing provisions in each case, as you point out, are in the statutes whether it is a population change, a clientele change, or whatever. The Canada Assistance Plan, for example, is one which relates directly to the amounts expended by the provinces, as I recall. Is that not correct, Mr. O'Toole?

Mr. O'Toole: It is a shared cost.

Mr. Johnston: It is a shared-costs program, so it is entirely dependent upon what a particular province might spend. It would be impossible with respect to such a program to tie it to the rate of inflation, because it is an obligation. There is an

[Translation]

accordés chaque année, et en même temps, des remboursements sont effectués pour des prêts accordés précédemment.

Le montant figurant dans le budget des dépenses n'inclut ni les nouveaux prêts ni le remboursement des anciens prêts. Pour les programmes qui ne bénéficieront pas de nouveaux prêts au cours d'une année financière donnée, comme la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, le montant global des remboursements prévus est défalqué du montant global des dépenses du gouvernement, dans le cadre des dépenses du ministère des Finances. Ces montants sont donc assimilés aux recettes du Fonds du revenu consolidé.

M. Herbert: On nous avait assuré, à une précédente réunion, que ces montants ne seraient pas défalqués, qu'il s'agissait de dépenses et que les remboursements ne seraient pas portés au crédit du programme, alors qu'à mon avis, c'est ce qui devrait être fait. On nous a néanmoins assuré que tous les montants remboursés étaient versés directement au Fonds du revenu consolidé. Je vous demanderais donc d'examiner cette question de plus près et de nous faire savoir quelles sont les prévisions de remboursement au titre de ces programmes pour les années précédentes, et à quoi ces montants seront utilisés.

Je vais terminer par une question plus simple. Il s'agit notamment des dépenses statutaires, qui connaîtront une augmentation de 18 p. 100 pour l'année en cours, alors que ces mêmes dépenses statutaires représentent 60 p. 100 du montant global du budget des dépenses. Nous avons essayé de réduire ces dépenses par des moyens législatifs. Avez-vous examiné les programmes, monsieur le ministre, de façon à rapprocher le rythme d'augmentation de ces dépenses du taux actuel de l'inflation?

M. Johnston: Nous pouvons, bien entendu, vous donner des chiffres exacts, mais vous savez aussi bien que moi que bon nombre de ces programmes sont indexés. J'imagine que vous faites allusion au fait que la majorité de ces programmes augmentent plus rapidement que l'inflation.

M. Herbert: Dix-huit p. 100.

M. Johnston: M. O'Toole vous en donnera les raisons. Toujours est-il que les montants des dépenses pour ces différents programmes sont régis par des facteurs prévus par la loi, changements démographiques, etc. Ainsi, les dépenses au titre du Régime d'assistance publique du Canada dépendent des montants affectés par les provinces, si je me souviens bien.

M. O'Toole: Les frais sont partagés.

M. Johnston: Exactement, si bien que notre contribution dépend de ce que les provinces dépensent. Il n'est donc pas question de limiter ces dépenses au taux de l'inflation, la loi nous obligeant à verser autant que les provinces. M. O'Toole pourra peut-être vous donner plus de détails à ce sujet.

[Texte]

obligation on the part of the federal government to match it dollar for dollar. But Mr. O'Toole may have other comments.

Mr. Herbert: I will go on the second round.

Mr. O'Toole: I was just going to ask, Mr. Chairman, if the member was referring to public debt as part of a statutory category.

Mr. Herbert: I guess so, since we are talking about 60 per cent of the main estimates.

Mr. O'Toole: Yes. That would be the explanation, I think, because the percentage change from main estimates to main estimates in public debt alone was close to 36 per cent on a year-over-year basis between the two sets of main estimates.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Herbert. Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Thank you, Mr. Chairperson. I would like to follow up with a question to the minister which I asked him in the House last week, and which affects the workers at les Terrasses de la Chaudière. I guess maybe in the shortness of questions and answers within the House, the minister did not have a chance to respond to the question directly. But it related to those workers who are pregnant; those workers who are ill and who have doctors' certificates which say that, indeed, the illness may be related to the workplace. And I ask whether or not, in those circumstances, the minister would allow the workers to seek transfers to other places of employment during the duration of their illness or the duration of the pregnancy.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I responded to Mr. Murphy in the House on the basis that my understanding was from meetings I have had with my officials, that a concerted effort is being made to address all the problems, all the safety health concerns. I think I indicated in my answer in the House that I presumed that the issue he raised with respect to pregnancy would be dealt with in that context. What I suggest, if I may, Mr. Chairman, is that I invite Mr. Quinn to provide Mr. Murphy, through you, Mr. Chairman, with an update on the current situation as to what is being done and what protections are being afforded to personnel.

Mr. J.W. Quinn (Assistant Secretary, Personnel Policy Branch, Treasury Board): Mr. Chairman, starting about a year ago and after much publicity about the problems, and much concern having been expressed both by the employer and the employees, a concerted effort was made to really find out if there was a major problem within the building. As is well known, I think, we hired a consultant to take a look at the building to see what the problems were. We had for a number of years been conducting at periodic intervals measurements of possible toxic or other dangerous substances in the air in the building to see if there was a problem. All tests that had been conducted revealed that any chemicals or substances in the air were well below any international or Canadian standards.

[Traduction]

M. Herbert: Veuillez m'inscrire pour le deuxième tour.

M. O'Toole: Je voudrais savoir si M. Herbert inclut la dette publique dans les dépenses statutaires.

M. Herbert: Je présume que si, étant donné que ces dépenses représentent quelque 60 p. 100 du montant global du budget des dépenses.

M. O'Toole: Dans ce cas, c'est ça la raison, car, en ce qui concerne la dette publique uniquement, elle est en augmentation de 36 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Le vice-président: Merci, monsieur Herbert. Monsieur Murphy.

M. Murphy: Merci, monsieur le président. Je voudrais reprendre une question que j'ai posée à la Chambre, la semaine dernière, concernant les employés des Terrasses de la Chaudière. Étant donné la rapidité des interventions à la Chambre, le ministre n'a sans doute pas eu la possibilité de répondre à ma question. Je voudrais savoir si le ministre est prêt à autoriser les employées enceintes, ou ceux qui ont obtenu un certificat médical certifiant que leurs malaises sont dus aux conditions de travail qui règnent dans l'immeuble, à obtenir une mutation ailleurs.

M. Johnston: Je vous ai expliqué à la Chambre qu'on est en train d'essayer de résoudre l'ensemble du problème qui se pose en ce qui concerne la sécurité et la santé des employés. La question des femmes enceintes serait donc réglée dans ce contexte plus général. Je demanderais à M. Quinn de vous dire où en est au juste la question, et ce qu'on a fait pour assurer le bien-être du personnel.

M. J.W. Quinn (secrétaire adjoint, Direction de la politique du personnel, Conseil du Trésor): Il y a un an environ, après que cette affaire eut fait l'objet d'une énorme publicité et que les employés se furent plaints de l'atmosphère régnant dans l'immeuble, on a fait un sérieux effort pour savoir ce qu'il en était au juste. Un spécialiste a donc été engagé pour faire le point de la situation. Pendant plusieurs années, nous avons effectué périodiquement des mesures, pour déterminer la teneur éventuelle en émanations toxiques. D'après ces tests, cette teneur était de loin inférieure aux normes canadiennes et internationales.

[Text]

• 2030

However, the problems did persist of employees feeling unwell and complaints of headaches, et cetera, so with the consultant we decided the first thing to look at was the whole air-handling system. We hired a consultant from Montreal who came in and, using the standards for the building and the standards which are established for permissible levels in the buildings, carried out a detailed analysis of the air-handling systems in the whole complex. The result of those studies, looking at the contract for the building when it was constructed, together with any changes that might have been made by the employer or employees whilst in the building, resulted in clearly establishing that there were deficiencies in the air-handling system.

Since that time there has been a tremendous amount of work done. The building itself is a very complex building, having three inner major complexes plus a hotel attached to it, with an outside sort of perimeter, with air brought in centrally and then distributed to these things, all under thermostatic controls. It was found in a detailed analysis of the building that there had been some shortcomings in the contract, that our employees, once they had occupied the building, had done other things. The end result is that we were not delivering, for a variety of reasons, the quantity of air to the work places that in fact was called for in the design of the building.

Since that time, as I have said, detailed alterations have been made to all the intake systems, the distribution systems, and because they are all temperature related they all had to be then rebalanced. This work is very close to completion now. There is still a bit to be done.

In addition, we have been approached—as was, I think, in the news the other day—by the unions. We have addressed every other aspect of the problems of the building except perhaps epidemiology; that is, the business of if there were any health problems that could not have been detected by anything we had done thus far. We did have a number of complaints from people in the building. We did arrange for a doctor to be available to interview those persons. Those that made themselves available were interviewed, and I think the record indicates that to date none of the complaints, from the doctor's point of view, can be directly attributed to health causes from the building. But we are working now with the unions, at their request and our desire as well as theirs, wanting to get this thing behind us. We are looking now at several proposals that have been made to do detailed epidemiology studies within the building. That is where we are at this particular time.

Mr. Murphy: If I can follow up along the same lines, you admit that all the work that has to be done on the building itself is yet to be done. You are saying that you have had doctors, and it was his opinion on the people he investigated that there were no problems. How many people did that doctor see? How many workers in that place of employment?

Mr. Quinn: Mr. Chairman, I want to be careful of the number, but the numbers that came forward to be seen by

[Translation]

Toutefois, comme les employés continuaient à se plaindre de malaises divers, on a engagé un expert de Montréal pour étudier le système de ventilation et d'aération. Une analyse détaillée a donc été effectuée pour l'ensemble des immeubles, analyse dont il découle que le système de ventilation et d'aération présente certaines lacunes, compte tenu de ce qui avait été prévu à l'origine et des travaux effectués par la suite.

Car beaucoup a effectivement été fait par la suite. Il s'agit d'un énorme ensemble comportant trois immeubles distincts, plus un hôtel, le tout entouré d'une espèce d'enceinte, l'air étant amené dans une centrale et ensuite diffusé automatiquement sous le contrôle de thermostats. Or, on a pu constater que le contrat lui-même présentait certaines lacunes et que les employés, pour leur part, avaient apporté toutes sortes de modifications. Tout ceci pour dire que la quantité d'air amené dans l'immeuble était inférieure à ce qui avait été prévu à l'origine.

Depuis lors, le système d'appel et de distribution d'air a été modifié et rééquilibré, puisqu'il sera utilisé en fonction de la température. Les travaux sont pratiquement terminés.

Les syndicats nous ont également contactés à ce sujet. Toutefois, nous n'avons pas effectué d'étude épidémiologique pour savoir si des problèmes de santé seraient passés inaperçus. Comme un certain nombre d'employés s'étaient plaints, des rendez-vous ont été fixés avec un médecin chargé de les interroger. Or, d'après le médecin en question, ces malaises ne seraient pas attribuables aux conditions régnant dans l'immeuble. Nous sommes actuellement en train de voir avec le syndicat ce qu'il y a moyen de faire. On examine notamment la possibilité d'effectuer des études épidémiologiques dans l'immeuble.

M. Murphy: Donc, d'après vos propres dires, les travaux ne sont pas encore terminés. D'après le médecin chargé d'interroger le personnel, les malaises ne seraient pas dus aux conditions régnant dans l'immeuble. Combien d'employés le médecin a-t-il interrogés?

M. Quinn: Vingt personnes seulement, bien que des avis aient été apposés dans l'immeuble. C'étaient toutes des femmes enceintes.

[Texte]

him, despite postings and so on in the building, were in the area of 20-odd. They were looking at pregnancies only.

Mr. Murphy: They only looked at pregnancies at that time?

Mr. Quinn: That is right.

Mr. Murphy: Okay, the other thing is, why has it taken so long to get the health-related study, which we have yet to have, of all the employees? I understand this original request was made by the employees in 1979. There was a massive demonstration last April, which I attended along with a number of other people on the Hill. The union had asked for a health study last fall in addition to all these other requests. We still have not had a comprehensive health study of the workers in that complex. When is that going to happen?

• 2035

Mr. Quinn: Mr. Chairman, it is true that it took quite some time, as I think I acknowledged at the beginning, to recognize that there were serious problems. There had been tests carried out at various times on air quality, but complaints of the employees persisted and it was not until last year—just a year ago about now—that it was decided that there must be more to the problem than we had been able to detect through tests. We went into the building this time last year with the examinations I indicated. Everything we have done to this point has been in consultation with the unions. We formed a committee, and the co-chairman of the National Joint Council is on that committee, and everything we have done to this point has been in full consultation with the unions. We have not denied anything to them. We are in the process now of seeing whether it is necessary, and we are going to proceed as soon as we can decide which consultant to proceed with on further epidemiology studies.

Mr. Murphy: Okay. I actually was aware of all that information, which leads me into the question I had asked the minister. It is my understanding that complaints were made in 1979 and again in 1981—almost a year ago now. When will the workers have some rights? Do we have to wait until this study is finally commissioned and then takes place and then some recommendations are made after that? Can the workers who are pregnant, and I do not believe most pregnancies last four years, be transferred to some other place of employment?

Mr. Johnston: I am not aware, Mr. Chairman, through to Mr. Murphy, of specific people who have asked for transfers to other places of employment. Perhaps Mr. Quinn is aware of specific requests.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, through the interdepartmental working group—a working group which was created once we started to do this work in the building—we made it quite clear that if anyone in that building was genuinely suffering and wished to transfer, by approaching their department arrangements could be made for them to transfer to another department without any penalty.

[Traduction]

M. Murphy: Toutes?

M. Quinn: Oui.

M. Murphy: Pourquoi a-t-on attendu si longtemps pour entreprendre l'étude épidémiologique, alors que la demande en avait été faite en 1979? En avril dernier, j'ai participé à une énorme manifestation sur la colline. L'automne dernier, le syndicat avait, à son tour, exigé une étude épidémiologique. Nous n'avons toujours pas d'étude complète sur la santé des travailleurs dans cet édifice. Quand allons-nous l'avoir?

M. Quinn: Monsieur le président, il est vrai qu'on a mis passablement de temps, comme je pense l'avoir indiqué au début, avant de reconnaître qu'il y avait de graves problèmes. On avait effectué des tests, à différentes occasions, sur la qualité de l'air, mais les plaintes des employés continuaient d'affluer, et ce n'est que l'an dernier, il y a près d'un an maintenant, que l'on a jugé que le problème devait être plus complexe que ne semblaient l'indiquer les tests. Nous sommes donc allés dans l'édifice à peu près à ce temps-ci, l'an dernier, et avons effectué les examens dont j'ai parlé plus tôt. Tout ce que nous avons fait jusqu'à présent a été fait en consultation avec les syndicats. Nous avons formé un comité, le coprésident du Conseil national mixte fait partie de ce comité, et nous avons toujours consulté les syndicats, jusqu'à présent, dans tout ce que nous avons fait. Nous ne les avons privés de rien. Nous sommes maintenant en train de décider, avec des conseillers, s'il y a lieu de procéder à d'autres études épidémiologiques.

M. Murphy: Très bien. J'étais au courant de tout cela; ce qui m'amène à la question que j'avais posée au ministre. J'ai entendu dire que des plaintes avaient été formulées en 1979, et encore en 1981, il y a presque un an de cela. Quand les travailleurs auront-ils des droits? Devons-nous attendre qu'on décide enfin d'effectuer une étude et de faire des recommandations par la suite? Les travailleuses qui sont enceintes, et je ne crois pas que ce fut le cas pour la plupart des grossesses au cours des quatre dernières années, pourraient-elles être mutées ailleurs?

M. Johnston: Je ne sais pas, monsieur le président, selon les renseignements que me confie M. Murphy, s'il y a eu des demandes de mutation dans d'autres lieux de travail. M. Quinn est peut-être plus au courant de ces demandes.

M. Quinn: Monsieur le président, par l'intermédiaire du groupe de travail interministériel—groupe de travail qui a été créé une fois que nous avons commencé à travailler dans cet édifice—nous avons fait savoir très clairement que toute personne travaillant dans cet édifice, qui était véritablement malade et qui souhaitait être mutée, pouvait en faire part à son ministère, et que des dispositions seraient alors prises pour assurer sa mutation sans pénalité.

[Text]

Mr. Murphy: Would that go for pregnancies as well?

Mr. Quinn: That would go for any reason. It could be, Mr. Chairman, that when we finish our epidemiology study we will find that as a result of these types of buildings people are more sensitive to some of these conditions that exist in closed buildings and it may be that these people will have to move to other types of buildings in order to be able to work. It may be that some of the people in that building are like that, and we have acknowledged that. We have said that we would consider their moves and that departments would co-operate in moving them to other areas if they felt they had to.

The Vice-Chairman: Your final question, Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Final question? The minister, in response to the second question I asked him last week, indicated that he did not particularly feel a need to put the federal civil servants under Part IV of the Labour Code as he felt they had enough protection under the existing Treasury Board directives. With that in mind, can I ask him: Who does investigations of workplace sites for federal government employees, and who comes in to investigate specific complaints by public servants with regard to workplace safety? What experts do you have on hand?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I understand that Labour does those investigations, but Mr. Quinn can perhaps give full details of the application of safety rule standards that we have set through the public service. My response in the House, incidentally, Mr. Murphy, was to the effect, and it has been to the effect, that the standards... and the information that I have is that the protection enjoyed by members of the public service under the Treasury Board guidelines is equal to or superior to that under Part IV. I remember in meetings with Labour that I asked for examples where that was not the case, but I do not recall receiving any representations in writing with concrete evidence that that is not true. I have also indicated that the safety of the employees is of primary concern. In fact, we are quite proud of the record we have achieved to this point, so if you have any information, or if Mr. Murphy has information, that that is not correct, I would like to have it. In the meantime, I would like Mr. Quinn to respond on the issue of safety inspection.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, the only thing I could add to what the minister has already said is that in fact Labour Canada and National Health and Welfare are both charged with the responsibility for carrying out periodic health inspections in the buildings occupied by the public service. Whether that be in a region or not, a labour inspection officer can go in; he takes a Health and Welfare officer with him and they make reports which are reported to the department concerned and to

[Translation]

M. Murphy: Est-ce que cela s'appliquerait aux cas de grossesses également?

M. Quinn: Toutes les raisons peuvent être bonnes. Il se peut, monsieur le président, qu'après avoir terminé notre étude épidémiologique, nous constatons que certaines personnes sont plus sensibles aux conditions qui existent dans ce type d'édifices fermés et que certaines d'entre elles devront être mutées dans d'autres genres d'édifices, pour être capables de travailler. Il se peut qu'il y ait des gens comme cela dans l'édifice, et nous l'avons reconnu. Nous avons dit que nous envisagerions leur mutation et que les ministères collaboreraient en ce sens, s'il le fallait.

Le vice-président: Votre dernière question, monsieur Murphy.

M. Murphy: Ma dernière question? Dans sa réponse à la deuxième question que je lui ai posée la semaine dernière, le ministre a fait savoir qu'il n'estimait pas particulièrement nécessaire d'assujettir les fonctionnaires fédéraux à la partie IV du Code du travail, puisqu'il pensait que les fonctionnaires étaient suffisamment protégés en vertu des directives du Conseil du Trésor. À la lumière de ce qui précède, puis-je lui demander qui effectue les enquêtes sur les lieux de travail pour le compte des employés du gouvernement fédéral, et qui fait enquête sur les plaintes des fonctionnaires en ce qui concerne la sécurité au travail? Avez-vous des spécialistes à votre service?

M. Johnston: Monsieur le président, je pense que c'est le ministère du Travail qui effectue ces enquêtes, mais M. Quinn peut peut-être nous donner plus de détails sur l'application des normes de sécurité que nous avons établies dans l'ensemble de la fonction publique. La réponse que j'ai donnée à la Chambre, soit dit en passant, monsieur Murphy, disait que les normes... et selon les renseignements dont je dispose, la protection dont jouissent les membres de la fonction publique en vertu des directives du Conseil du Trésor est égale, sinon supérieure, à la protection qui leur est assurée en vertu de la partie IV. Je me souviens d'avoir demandé, lors de réunions avec le ministère du Travail, qu'il me donne des exemples où cela n'était pas le cas, mais je ne me souviens pas d'avoir reçu de réponse par écrit me donnant des preuves concrètes que j'étais dans l'erreur. J'ai également indiqué que la sécurité des employés revêt une importance primordiale. En fait, nous sommes très fiers de notre dossier jusqu'à présent; alors, si vous avez de l'information, ou si M. Murphy en a, qui démontre que je suis dans l'erreur, j'aimerais bien qu'on m'en fasse part. Entre temps, j'aimerais que M. Quinn réponde à la question sur les enquêtes de sécurité.

M. Quinn: Monsieur le président, la seule chose que je pourrais ajouter à ce que le ministre a déjà dit, c'est que, en fait, Travail Canada et Santé et Bien-être social sont tous les deux chargés d'effectuer périodiquement des inspections de santé dans les édifices occupés par la fonction publique. Que ce soit dans une région ou non, un agent d'inspection du ministère du Travail peut entrer dans l'édifice, accompagné d'un agent du ministère de la Santé et du Bien-être, et ils peuvent

[Texte]

the Treasury Board, to the health and safety group of the Treasury Board, and we take followup action with the department to make sure that, if required, remedy is taken in those particular buildings.

The Vice-Chairman: Miss MacDonald.

Miss MacDonald: Last Tuesday, March 23, when the minister was before committee, my colleague Walter McLean put some questions to him with regard to affirmative action programs. At that time Miss Moncion answered and indicated that the data and analyses in two of the departments which had undertaken affirmative action programs had been completed and recommendations were being made to the departments concerned. What I would like to know is whether or not the data and the analyses can be made available to members of this committee, either by tabling or by allowing individual members to request the information.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, Miss MacDonald is referring to the analyses now completed, not the one of, I believe, CEIC which is . . .

Miss MacDonald: No, it is further down the road, I understand that.

Mr. Johnston: Mr. Chairman. Mr. Manion is actually very much directly involved in this process. Perhaps he could respond to Miss MacDonald's question.

Miss MacDonald: Thank you.

Mr. J.L. Manion (Secretary, Treasury Board): Mr. Chairman, I would have some reservations about releasing the data at this stage, and for reasons which I will explain.

First of all, the process is one that involves a complete systematic analysis of all the employment and personnel functions of the department concerned, including such things as the personnel appraisal process, the process by which people get promoted, trained, transferred and so forth. The data is very, very specific and I think does open up the internal management processes of the department to the degree that would make the management awkward if the data were released in its present crude form. I personally would be happy to speak to individual members of Parliament about the data as produced in the Treasury Board Secretariat, but it would make management of the department difficult if it were released publicly at this stage.

We have, as is known, representation on the steering committee and the working group dealing with affirmative action, representation from the Public Service Alliance of Canada. They have participated in the overall process but they have not participated in the examination of the internal processes in each department, and for the reasons I have mentioned. We would want to consider the question very, very carefully and we would want to review the data before a decision could be made to make it public. I think this is probably the position

[Traduction]

effectuer des rapports qui sont transmis au ministère concerné et au Conseil du Trésor, plus particulièrement au groupe de la santé et de la sécurité au travail du Conseil du Trésor; ensuite, nous prenons avec le ministère les mesures qui s'imposent, pour nous assurer que, au besoin, on remédie à la situation dans les édifices visés.

Le vice-président: Mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Mardi dernier, le 23 mars, alors que le ministre comparaisait devant le Comité, mon collègue, Walter McLean, lui a posé des questions au sujet des programmes d'action positive. C'est M^{lle} Moncion qui a répondu et qui a fait savoir que la cueillette des données et les analyses, dans deux des ministères qui avaient établi des programmes d'action positive, étaient terminées, et que des recommandations étaient en train d'être faites aux ministères concernés. J'aimerais savoir si les données et les analyses pourraient être mises à la disposition des membres du Comité, soit qu'on les présente au Comité, soit qu'on permette aux députés d'en faire la demande.

M. Johnston: Monsieur le président, M^{lle} MacDonald parle des analyses qui sont maintenant terminées, et non pas de celles de la CEIC, qui . . .

Mlle MacDonald: Non, c'est plus loin que cela, je comprends.

M. Johnston: Monsieur le président, en fait, M. Manion s'occupe directement de ce procédé. Il pourrait peut-être répondre à la question de M^{lle} MacDonald.

Mlle MacDonald: Merci.

M. J.L. Manion (secrétaire, Conseil du Trésor): Monsieur le président, j'hésite un peu à vous communiquer de l'information à ce stade-ci, et je vais vous expliquer pourquoi.

D'abord, le procédé comporte une analyse systématique complète de toutes les fonctions de l'emploi et du personnel du ministère concerné, y compris des éléments comme le processus d'appréciation du personnel, le processus servant à l'avancement, à la formation, à la mutation, et ainsi de suite, du personnel. Les données sont très, très spécifiques, et si on les dévoilait dans leur forme actuelle, je pense qu'elles révéleraient les procédés de gestion interne du ministère, ce qui pourrait gêner l'administration. Je me ferai personnellement un plaisir de discuter avec les députés des données fournies par le secrétariat du Conseil du Trésor, mais ce serait porter préjudice à la direction du ministère si l'on rendait publiques les données à ce stade-ci.

On le sait, nous sommes représentés au sein du comité de direction et du groupe de travail sur les programmes d'action positive, et nous avons une représentation auprès de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. Ces groupes ont participé au processus global, mais n'ont pas participé à l'étude des procédés internes de gestion dans chaque ministère, et ce, pour les raisons que j'ai mentionnées. Nous aimerions étudier la question très attentivement et souhaiterions revoir les données avant qu'on décide de les rendre publiques. Je pense que c'est

[Text]

that any employer in the private sector would take on the same issue.

Mr. Johnston: If I may just supplement that, Mr. Chairman, to avoid any misunderstanding, the data that we are looking at and which has been referred to is very technical. If Miss MacDonald would like to be briefed, this is something we had ultimately planned when we had a package in place because there are a number of members of Parliament, and Miss MacDonald is one who we would single out as perhaps wanting to sit down and go over the results we have achieved to date, the steps we have taken, the thrust of the program, where we are at, how we see it evolving and so on. I certainly would not have any objection to it; I would very much welcome it. I do not really think the data which the Secretary of the Treasury Board has referred probably would be of particular interest to members of Parliament in any event.

• 2045

Mr. Manion: In a small agency, Mr. Chairman, you deal with such small numbers that in fact they are very revealing, not only about the management processes of departments but, in some cases, about individuals in certain situations within the department.

Miss MacDonald: Would you apply those same restrictions to the analysis that has been made of the data?

Mr. Manion: The data and the analysis are essentially the same document. I would be happy personally to speak to the hon. member about the data and the analysis, but I hope she would understand my reluctance to release this publicly at this stage.

Miss MacDonald: As I am sure you will understand, one of our problems is that it is so difficult to get any idea of movement in the affirmative action programs. Only very infrequently from time to time do we get results or developments of the program conveyed to us. What I am trying to do is to find out if there is any real movement.

Just let me give you an example of some of the figures that I have been trying to get, to see where women are progressing in the Public Service of Canada. I find that in the years from 1972 to 1981 in the senior executive category, there has been an improvement of 3.6 per cent. In the scientific and professional category there has been a backward movement of 3.2 per cent. In the administrative and foreign service category, the improvement is 14.8 per cent; in the technical category it is 2.9 per cent and, in the administrative support and operational categories, it is 20.2 per cent. If you look at that, in the overall numbers you will find that, still, even in 1980, 78.6 per cent of all women in the public service were in the support categories; that is, in the very lowest categories.

So I do not see that much progress has been made, from those figures I have just read relating to an 11-year period. I would like to be able to look at data, to look at analyses, to see if there are any breakthrough areas. So if there have been

[Translation]

probablement la position que tout employeur du secteur privé adopterait dans les mêmes circonstances.

M. Johnston: Si vous me permettez d'ajouter à cela, monsieur le président, pour éviter tout malentendu, disons que les données que nous étudions et dont on parle ici sont très techniques. Si M^{lle} MacDonald tient à en être informée, nous avons prévu un programme à cet effet, parce que nous savions qu'il y avait un certain nombre de députés, dont M^{lle} MacDonald, qui aimeraient peut-être s'asseoir et revoir les résultats que nous avons obtenus jusqu'à présent, les mesures que nous avons prises, les visées du programme, la situation où nous en sommes, l'évolution prochaine que nous envisageons, et ainsi de suite. Je n'aurais certainement aucune objection à cela; même que je l'encouragerais fortement. De toute façon, je ne pense pas que les données que nous a transmises le secrétariat du Conseil du Trésor soient susceptibles d'intéresser les députés.

M. Manion: Dans un petit service, monsieur le président, les chiffres auxquels vous avez affaire sont très petits, mais ils n'en sont pas moins très révélateurs, non seulement au sujet des procédés de gestion des sections, mais aussi, dans certains cas, au sujet des personnes qui occupent certains postes au sein du ministère.

Mlle MacDonald: Appliqueriez-vous les mêmes restrictions à l'analyse des données?

M. Manion: Les données et l'analyse constituent essentiellement le même document. Je me ferai personnellement un plaisir de discuter avec l'honorable député des données et de l'analyse, mais j'espère qu'elle comprendra mon hésitation à les rendre publiques à ce stade-ci.

Mlle MacDonald: Comme je suis sûre que vous allez comprendre, l'un de nos problèmes est qu'il est très difficile d'avoir une idée de l'évolution des programmes d'action positive. On ne nous fait part des résultats ou des progrès du programme que très peu souvent. Ce que j'essaie de faire, c'est de déterminer si le programme d'action positive avance vraiment.

Permettez-moi de vous donner un exemple des chiffres que j'essaie d'obtenir pour voir si les femmes font du progrès dans la fonction publique du Canada. J'ai constaté qu'entre 1972 et 1981, il y a eu une amélioration de 3,6 p. 100 dans la catégorie des cadres supérieurs. Dans la catégorie scientifique et professionnelle, il y a un recul de 3,2 p. 100. Dans la catégorie des services administratifs et extérieurs, l'amélioration est de 14,8 p. 100; dans la catégorie technique, on parle de 2,9 p. 100, et dans les catégories du soutien administratif et des services opérationnels, il y a eu une amélioration de 20,2 p. 100. Si vous regardez tous ces chiffres, vous allez constater qu'en 1980, encore, 78,6 p. 100 de toutes les femmes, dans la fonction publique, occupaient des postes des catégories de soutien; c'est-à-dire dans les catégories inférieures.

Alors, je ne vois pas qu'on a fait beaucoup de progrès, compte tenu des chiffres que je viens de lire, portant sur une période de 11 ans. J'aimerais pouvoir consulter les données, examiner l'analyse, pour voir si des progrès ont été accomplis

[Texte]

breakthroughs, what indeed has occasioned those? What has caused them? Can they be repeated elsewhere?

Mr. Johnston: May I just respond, Mr. Chairman, to Miss MacDonald's questions. Speaking not as an expert on affirmative action but in my role as President of the Treasury Board, I would say that the situation you describe is why, of course, the kind of affirmative action that we are taking was introduced. It is meant to determine whether there are systemic barriers to female representation throughout the public service. It could very well be, I suppose, that you might find an area where there are very few women in that particular department and, yet, there might not be any systemic barriers. This exercise is to ensure that we get at whatever systemic problems there are and have them eliminated. It is complementary, if you like, to the equal opportunities program which focuses more on individuals than on systems to ensure that there are not these barriers in the system.

So going back over the period, as you have done, from 1972 to 1981 demonstrates why this affirmative action is important, because the evidence is there to suggest that there must be something systemic that prevents the representation of women in the public service that one should have. There may be other reasons as well which we will have to identify over a period of time, but bear in mind that our program is recent. The program is a pilot project which, we hope, will bring forth results which will enable us to move forward across the public service at large to open up these opportunities through the elimination of the so-called systemic barriers. Those can take many, many forms. I suppose one kind which springs to mind is the over-qualification of positions which requires certain levels of education or expertise in certain categories which, in fact, are not required. And the removal or modification of those might open up any number of opportunities for women which otherwise would not be available. That is the direction in which we are moving and I hope that this exercise will bear fruit.

• 2050

Miss MacDonald: I have two or three quick questions I am going to throw at you

The Vice-Chairman: Very brief, Miss MacDonald.

Miss MacDonald: All right. First of all, Miss Moncion mentioned on March 23 that there were two other departments which were going to come into the pilot project. I would like to know which other two departments she meant when she made that statement. The second thing I would like to ask is whether or not you have discovered to date any systemic barriers that do exist in the system, and if you can explain these.

Finally, I know that each department has a co-ordinator in the equal opportunities for women office and that they have to report annually to the Treasury Board to indicate their

[Traduction]

dans certains domaines. S'il y en a eu, qu'est-ce qui les a provoqués? Quelles en ont été les causes? Cela peut-il se répercuter ailleurs?

M. Johnston: J'aimerais répondre aux questions de M^{lle} MacDonald, si vous me le permettez, monsieur le président. En parlant non pas comme un spécialiste des programmes d'action positive, mais plutôt en ma qualité de président du Conseil du Trésor, je dirais que la situation que vous décrivez est la raison pour laquelle ce genre de programme d'action positive a évidemment été établi. Le programme vise à déterminer s'il existe des obstacles, inhérents au système, à la représentation de la femme dans l'ensemble de la fonction publique. Il se pourrait très bien, je suppose, que vous trouviez un secteur dans lequel on ne trouve que très peu de femmes, sans pour autant qu'il y ait des obstacles inhérents au système. Le programme d'action positive a pour objet de déterminer les problèmes inhérents au système, et de les éliminer. Il complète, si vous voulez, le programme de promotion de la femme, qui met davantage l'accent sur les personnes, par opposition aux systèmes, afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'obstacles dans le système.

Alors, si on remonte dans le temps, comme vous l'avez fait, soit depuis 1972 à 1981, on voit pourquoi le programme d'action positive est important, parce qu'on a la preuve qu'il doit exister quelque chose, dans le système, qui empêche la femme de tenir sa place dans la fonction publique. Il peut y avoir d'autres raisons aussi que nous devons déceler au cours d'une certaine période, mais il ne faut pas oublier que notre programme est récent. Le programme est un projet pilote qui, nous l'espérons, apportera des résultats qui nous permettront d'offrir les mêmes perspectives à tous, dans l'ensemble de la fonction publique, grâce à l'élimination des obstacles qu'on dit inhérents au système. Ces obstacles peuvent prendre de nombreuses formes. L'une qui me vient à l'esprit est la surestimation des postes, ce qui fait qu'on exige des niveaux de scolarité ou une expérience dans certaines catégories qui ne sont effectivement pas nécessaires. En éliminant ces conditions ou en les modifiant, la femme aurait alors accès à autant de postes qui ne lui étaient pas ouverts auparavant. Nous nous orientons dans cette voie et nous espérons que nos efforts seront fructueux.

Mlle MacDonald: Je voudrais poser deux ou trois questions, brièvement.

Le vice-président: Soyez brève, mademoiselle MacDonald.

Mlle MacDonald: Entendu. Le 23 mars, M^{lle} Moncion a dit que deux autres ministères allaient participer au projet pilote. Je voudrais savoir lesquels? Ensuite, je voudrais savoir si on a découvert des obstacles inhérents au système; éventuellement, pouvez-vous les expliquer?

En terminant, je sais que dans chaque ministère, il existe un coordonnateur affecté à la promotion de la femme qui, chaque année, fait rapport au Conseil du Trésor sur les éventuels

[Text]

progress or lack of progress in promoting equal opportunities for women in that department. Can these departmental reports, along with your Treasury Board evaluation of the department, be made public?

Mr. Johnston: First of all, with respect to the first part of the question I will respond to part of it and invite Mr. Manion to respond to the second part that relates to what systemic barriers have been discovered in the three departments currently under review. In fact, we also have CMHC, as I recall, involved in this process. In addition, the two departments that were specifically mentioned, besides Treasury Board, the Secretary of State and the CEIC, I believe would be Environment and the Public Service Commission. Mr. Manion, do you have any comment on the systemic barriers?

Mr. Manion: Mr. Chairman, first of all, if I could just say a word about the delay, this has occurred primarily because we are developing the technology; we do not have a model that can be dropped into the public service and applied. The public service processes, the operation of the merit system, the structure of law, are such that we have had to develop our own system to apply affirmative action. We have discovered some serious weaknesses in data systems, which have been corrected. We have discovered some very serious questions about the nature of the market in which availability is determined, that it had to be defined and literally developed into a workable process. We are past all of that stage.

We have not discovered any specific single systematic barriers. What we have discovered is that the entire human resources planning and management system in the government needs to be improved, not only for the members of these three target groups but also for people generally. The whole process of performance evaluation, staff training and development, career planning and counselling, all of these things need to be improved. We think that in addition to improving the numbers the hon. member spoke about, the process we have underway is going to produce a significant improvement in the quality of human resources management generally.

We have found that part of our difficulty is simply the perceptions about the rigidity of the personnel system. In fact, there is more flexibility within the Public Service Employment Act, as the Public Service Commissioners have pointed out in a recent paper which we have distributed widely in the public service. There are many more tools available to the manager who is trying to improve the representation of people in these groups than has been realized in the past, and within the present law. In that sense the project is already having a spinoff into the general public service.

As to the departmental reports on equal opportunities for women, they are made available annually to anyone who is interested in receiving them, and the Treasury Board Secretariat's analysis of them is also made available. We would be happy to provide the last batch and the next batch to the hon. member.

[Translation]

progrès de la situation des femmes au sein du ministère. Pourrait-on rendre publics ces rapports ministériels, de même que l'évaluation que le Conseil du Trésor fait de chaque ministère à cet égard?

M. Johnston: Je répondrai tout d'abord à la première partie de votre question et j'inviterai ensuite M. Manion à vous parler des obstacles inhérents au système qu'on a découverts dans trois ministères à l'étude. En fait, la Société canadienne d'hypothèques et de logement est aussi étudiée. Outre le Conseil du Trésor, le Secrétariat d'État et la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration, deux autres ministères ont été choisis, et il s'agit du ministère de l'Environnement et de la Commission de la Fonction publique. Monsieur Manion, avez-vous des remarques à faire sur les obstacles inhérents au système?

M. Manion: Monsieur le président, tout d'abord, quelques mots au sujet du retard. Il nous faut, avant toute chose, mettre au point un modèle technologique qui puisse être appliqué à la fonction publique. Les mécanismes actuels, l'application du système du mérite, les dispositions législatives ne faisant pas l'affaire, nous avons dû mettre au point notre propre système pour l'application des mesures d'action positive. Nous avons découvert que la banque de données comprenait des lacunes graves, qui sont désormais comblées. D'autre part, il nous a fallu définir la nature du marché et élaborer, à partir de rien, des mécanismes utiles pour déterminer quelle était la main-d'oeuvre disponible.

Nous n'avons pas repéré d'obstacle unique inhérent au système. Nous avons cependant découvert que tout le système de gestion et de planification des ressources humaines, dans la fonction publique, exigeait des améliorations, non seulement pour les trois groupes cibles, mais en général. Tous les mécanismes d'évaluation de la performance, de la formation du personnel, de la planification et de l'orientation des carrières, doivent être améliorés. Outre le grossissement du nombre, dont le député a parlé, les mécanismes que nous envisageons de mettre en application permettront une amélioration de la qualité de la gestion des ressources humaines en général.

Nous avons découvert que notre difficulté provient en partie du fait qu'on imagine que le système d'administration du personnel est rigide. En fait, la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique permet plus de latitude qu'on ne le croit, comme en fait état un document diffusé récemment par les commissaires de la Fonction publique. Les gestionnaires soucieux d'améliorer la représentation des groupes cibles disposent, en vertu des dispositions de la loi actuelle, de beaucoup plus de leviers qu'ils ne le pensaient. Ainsi, le projet pilote a d'ores et déjà des répercussions dans la fonction publique en général.

Les rapports ministériels sur la promotion de la femme sont disponibles tous les ans, et quiconque en fait la demande peut les obtenir, comme du reste l'analyse que le secrétariat du Conseil du Trésor en fait. Nous nous ferons un plaisir de fournir aux députés le dernier en date et le prochain.

[Texte]

Miss MacDonald: Put me on the list. Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you, Miss MacDonald. I might say that the Chair engaged in a little bit of affirmative action in giving you 15 minutes for your questioning, Mr. Parker.

• 2055

Mr. Parker: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to follow up on Mr. Murphy's question, if I may. The answer was that the inspections were done by the Department of Labour. The Department of Labour was before this committee last week with their estimates. He indicated that they had just taken on the role of the new Crown corporation of the post office, which created a lot of extra work. We were told that each inspector . . . We had figured it out, that each inspector had about 300 sites to inspect. We presented cases where a grain elevator had not been inspected for over two years. Do you, as the minister for public service, feel that this is adequate inspection for the public service sector?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, we receive person-year requests from time to time from the Department of Labour, among other departments, and they are analysed by the secretariat—evaluated. I think the board has been very fair in allocating person-years for areas that have been designated as important and priority.

Mr. Parker: In other words, Mr. Minister, you do not have an ongoing program; something has to be identified before an inspection would take place. Is that what you are telling us?

Mr. Johnston: No, that is not what I am telling you. I inferred from the question, Mr. Chairman, that there was an absence of adequate personnel to carry out safety inspection. That is not my advice, but I am quite happy to look into it.

Mr. Parker: The point I am trying to get to, if I may, Mr. Chairman is the fact that the tool that you are using, which was explained to us, was the Department of Labour and you have a large segment of public servants out there . . . What kind of inspections are taking place, through what departments? If it is the Department of Labour, it certainly puts an extra heavy burden on them.

Mr. Johnston: An extra heavy burden depends on the resources that they have at their disposal to carry out their respective responsibilities. To be specific, we provided an additional 58 authorized person-years for Labour in the current year—that is the year 1982-83.

I see that 21 person-years, in fact, were allocated specifically for the Canada Post Corporation. Yes, 18 person-years for occupational safety and the health program, and we have allocated funds to remain attributable to the growth of the Canadian Centre for Occupational Health and Safety. And I would guess, without actually going through the numbers, that that would be, percentage-wise, quite a substantial increase compared to what other departments have received.

[Traduction]

Mlle MacDonald: Merci. En effet, je tiens à les recevoir.

Le vice-président: Merci, mademoiselle MacDonald. Comme je vous ai accordé 15 minutes, on pourrait peut-être dire que c'est là une mesure d'action positive. Monsieur Parker.

M. Parker: Merci, monsieur le président.

Mes questions seront dans la même veine que celles de M. Murphy. En effet, on lui a répondu que c'est le ministère du Travail qui se chargeait des inspections. La semaine dernière, à l'occasion de l'étude des prévisions budgétaires du ministère, nous en avons entendu les représentants. On nous a dit que la nouvelle société des Postes donnait un surcroît de travail au ministère. En effet, chaque inspecteur a désormais 300 lieux à inspecter. Nous avons rappelé le cas d'un silo à céréales qui n'avait pas été inspecté depuis deux ans. Vous êtes ministre responsable de la fonction publique, et je vous demande donc si vous estimez que le secteur public bénéficie de toutes les inspections souhaitables?

M. Johnston: Monsieur le président, nous recevons de temps à autre des demandes d'années-personnes de la part du ministère du Travail, entre autres, et le secrétariat du Conseil du trésor les évalue. Le conseil s'est toujours soucié d'affecter le nombre d'années-personnes requis aux secteurs désignés comme importants et prioritaires.

M. Parker: Autrement dit, monsieur le ministre, vous n'avez pas de programme permanent, et il faut qu'un secteur soit identifié pour qu'il fasse l'objet d'une inspection, n'est-ce pas?

M. Johnston: Ce n'est pas ce que j'ai dit. Monsieur le président, j'ai cru que le député alléguait que l'effectif n'était pas en nombre suffisant pour faire les inspections sécuritaires. Ce n'est pas ainsi que je vois les choses, mais je veillerai toutefois à me renseigner.

M. Parker: Monsieur le président, voici où je veux en venir. C'est au ministère du Travail, nous a-t-on dit, que l'on fait appel pour ce qui est de l'inspection, et j'aimerais savoir quels ministères s'occupent précisément des inspections dans la fonction publique. Si c'est le ministère du Travail, cela lui donne certainement une charge de travail accrue.

M. Johnston: Tout dépend de l'effectif dont il dispose pour mener à bien cette tâche. Ainsi, pour l'exercice financier 1982-1983, nous avons autorisé 58 années-personnes supplémentaires au ministère du Travail.

Je constate que 21 années-personnes ont en fait été assignées précisément à la Société canadienne des Postes. En effet, 18 d'entre elles ont été affectées au programme de sécurité et d'hygiène du travail et nous avons consenti des crédits qui pourront servir à donner de l'ampleur au Centre canadien de sécurité et d'hygiène du travail. Au pied levé, en pourcentage, j'imagine que c'est une augmentation substantielle par rapport à ce que les autres ministères ont reçu.

[Text]

Mr. Parker: It is a total, we were told, of 136 inspectors in the Department of Labour, period. That is what we were told when the estimates were before this committee.

But I would like to pursue something else, if I may. I have a letter from a fellow who works for the federal government on the docks at Halifax. In that letter he says that it appears that the workers there are concerned that the study by Treasury Board, by a fellow by the name of O. Smith, recommended that 527 casual and term employees be laid off. What is the situation here? What sort of studies are these? Is this sort of lay-off of temporary and casual workers on the docks going to take place?

Mr. Johnston: I am sorry, Mr. Chairman, I just cannot respond to that question. I do not have special details. It is not something that has been brought to my personal attention, to the best of my knowledge.

Mr. Parker: I will leave that one, then.

I will go on with the next one. What is the situation of term employees in general with the federal government? I know that a few years ago the federal government was supposed to be paying private employment agencies in Ottawa to provide 2,000 or 3,000 people a day. Is this still the case? How many people are hired a day from private employment agencies?

Mr. Johnston: I would ask Dr. Meyboom to respond to that if he has the data with him.

Mr. P. Meyboom (Deputy Secretary, Administrative Policy Branch, Treasury Board): We will have to supply that to your committee in writing, Mr. Chairman. I do not have that information with me.

• 2100

Mr. Parker: That will be fine. Could I go on with the next, Mr. Chairman? One of the concerns about these term and casual employees is that they can work for years and then be laid off with very little notice. Further, they do not have any rights to compete for other jobs in the public service. Is this still the case? Is that the procedure?

Mr. Johnston: Mr. Quinn, do you want to spell out specifically the rights of term employees for Mr. Parker?

Mr. Quinn: Mr. Chairman, first of all there are three types of employees, generally, in the public service. Continuous or full-time employees of course count against person-years. Term employees also count against person-years, and they can be of any period. The way things are at the moment, if they are less than six months they are not employees, but once they are six months and a day, they become employees and therefore eligible for benefits, pensions and so on. Then the third type is casuals; the types who would be hired from local employment agencies. The situation with an employee who has been engaged for six months or more and, in fact, even less than that, if they are laid off for any reason, they are terminat-

[Translation]

M. Parker: On nous a dit qu'il y avait 136 inspecteurs au ministère du Travail. C'est ce qu'on nous a dit quand nous avons étudié les prévisions budgétaires du ministère.

Je pense cependant à autre chose. J'ai reçu une lettre de quelqu'un qui travaille pour le gouvernement fédéral sur les quais, à Halifax. Dans sa lettre, il explique qu'on s'inquiète à cause d'une étude du Conseil du trésor, faite par M. O. Smith, qui recommande que 527 employés occasionnels et nommés pour une période déterminée soient mis à pied. Qu'en est-il? De quel genre d'étude s'agit-il? Va-t-on effectivement procéder à la mise à pied d'employés occasionnels et temporaires travaillant sur les quais?

M. Johnston: Excusez-moi, monsieur le président, je ne puis répondre à cette question. Je n'ai pas de détail, car on ne m'en a pas parlé personnellement.

M. Parker: Je laisserai donc tomber.

Autre chose. Quelle est, en général, la situation des employés nommés pour une période déterminée dans la fonction publique fédérale? Je sais qu'il y a quelques années, le gouvernement fédéral, disait-on, payait des agences de placement privées, à Ottawa, pour obtenir les services de 2,000 à 3,000 personnes par jour. Est-ce encore le cas? Combien de personnes sont employées quotidiennement par l'intermédiaire d'agences de placement privées?

M. Johnston: Je vais demander à M. Meyboom de vous répondre, si toutefois il a des données entre les mains.

M. P. Meyboom (sous-secrétaire, Direction de la politique administrative, Conseil du trésor): Nous devons vous faire parvenir la réponse par écrit, car je n'ai pas ces renseignements avec moi.

M. Parker: D'accord. Puis-je poser une autre question, monsieur le président? Ces employés occasionnels et nommés pour une période déterminée peuvent travailler pendant des années et être mis à pied à bref délai. En outre, ils ne peuvent pas participer aux concours ailleurs dans la fonction publique. La situation a-t-elle changé? Quelle est la procédure suivie?

M. Johnston: Monsieur Quinn, pouvez-vous énumérer précisément les droits des employés nommés pour une période déterminée, pour la gouverne de M. Parker?

M. Quinn: Dans la fonction publique, il y a trois catégories d'employés, en général. D'une part, les employés permanents ou à plein temps, dont le nombre est calculé en années-personnes. Les employés nommés pour une période déterminée font aussi grossir le nombre des années-personnes, et leur durée d'emploi peut varier. En vertu du règlement actuel, si la durée d'emploi est de six mois et un jour, ces employés sont considérés au même titre que des employés permanents et peuvent être admissibles aux avantages sociaux, à la pension, etc. En troisième lieu, il y a les employés occasionnels. Ces employés sont recrutés, d'ordinaire, auprès d'agences de placement locales. Le poste d'un employé, embauché pour six mois ou plus,

[Texte]

ed in their job. If they have a term of six months, they work for the six months and at the end of that term they are terminated. If, however, they are terminated before the completion of the six months, they have priority rights for competitions in the public service.

Mr. Parker: I am talking about the case where it is a term employee, and they could go four or five years and be laid off. Is this procedure still being carried out?

Mr. Quinn: Mr. Chairman, generally speaking, there are some departments who do make rather protracted use of term employees because of the type of work they do. By and large, we have had minimal numbers laid off. It would be possible for someone at the end of a term to be laid off, but by and large that has not happened to long-term employees. As recently as two years ago, we tried to regularize what had become, you will recall, a practice of carrying people on for protracted periods. We did a survey, and all those who were five years or more we made indeterminate employees because it is not the policy of the government to carry them on like that.

Mr. Parker: Could I ask the minister, Mr. Chairman, if he plans on continuing this type of operation? I can understand six months; I can understand your department wanting an employee to serve a term of six-months as a probationary period, but I have deep concerns about the seniority rights or the rights of individuals who have worked for term after term after term and can be told that they are a term employee and that they are now laid off. I want to know, do you plan on continuing this type of operation?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. Parker, I have not addressed this problem specifically, I am very much aware of term employees, and I should say that where we see a need for term employees, we insist upon it at the Board when we assign additional person-years, because we are operating in a period of restraint. Where we see that a specific assignment has to be carried out by a department and it will take a limited period of time, then we approve term employees, or term person-years, if you like, on that basis, which do go into our controlled person-years for the purpose of statistical presentation, but they are, as Mr. Quinn has pointed out, subject to lay-off at the end of the term.

You describe a situation, I take it, where almost by tacit acceptance a term employee, in your view, has been converted into an indeterminate employee. I think Mr. Quinn responded that steps had been taken with respect to those who had been five years or more—

Mr. Quinn: That is right.

Mr. Johnston: —to, I presume, correct what otherwise might be perceived as perhaps an unfair position for a term employee to find himself or herself in.

[Traduction]

voire moins longtemps, disparaît si l'employé est mis à pied pour une raison quelconque. Un employé embauché pour six mois travaille six mois, après quoi, il est mis à pied. Toutefois, s'il est mis à pied avant l'expiration des six mois, il jouit de droits prioritaires pour les concours organisés par la fonction publique.

M. Parker: Je faisais allusion au cas d'un employé nommé pour une période déterminée qui travaillerait quatre ou cinq ans et serait ensuite mis à pied. Se peut-il qu'il existe encore de tels cas?

M. Quinn: Monsieur le président, en règle générale, certains ministères, à cause de la nature de leur travail, gardent longtemps leurs employés nommés pour une période déterminée. Le nombre des mises à pied est toutefois minime. Il est possible qu'à l'expiration de la période, un employé soit mis à pied, mais d'ordinaire, ce n'est pas le cas de ceux qui sont employés depuis longtemps. Il y a deux ans environ, nous avons essayé de régulariser le cas des employés nommés pour une période prolongée. Nous avons fait une enquête, et tous les employés qui avaient cinq ans d'ancienneté ou plus sont devenus des employés permanents, parce que la politique du gouvernement ne vise pas à reconduire les périodes indéfiniment.

M. Parker: Je voudrais savoir si le ministre entend maintenir cette pratique. Je puis comprendre qu'on embauche quelqu'un pour six mois. Je puis comprendre qu'on puisse vouloir qu'un employé travaille six mois, à l'essai, mais je me préoccupe des droits d'ancienneté de ceux dont on a renouvelé la période à plusieurs reprises et qui, à cause de la catégorie à laquelle ils appartiennent, se voient menacés d'être mis à pied. J'aimerais savoir si le ministre entend maintenir cette pratique.

M. Johnston: Monsieur le président, je ne me suis pas occupé précisément de ce problème, mais je connais très bien la situation des employés nommés pour une période déterminée. Toutefois, nous sommes en période de restrictions, et quand la situation l'impose, nous insistons, au conseil, pour que les années-personnes supplémentaires affectées soient réparties ainsi. En effet, quand il s'agit d'une tâche spéciale, limitée dans le temps, que l'on confie à un ministère donné, nous approuvons des postes pour des employés nommés pour une période déterminée, des années-personnes, si vous voulez, et c'est ainsi que ces années-personnes sont calculées dans les présentations statistiques. En effet, comme l'a dit M. Quinn, ces employés risquent d'être mis à pied une fois la période expirée.

Vous avez parlé d'une situation où, presque tacitement, un employé nommé pour une période déterminée, à votre avis, pouvait se considérer comme un employé permanent. M. Quinn vous a expliqué quelles sont les mesures qui ont été prises dans le cas de ceux qui avaient cinq ans d'ancienneté ou plus...

M. Quinn: Je sais.

M. Johnston: ... pour, je suppose, redresser une situation qu'on pourrait juger injuste à l'égard d'un employé nommé pour une période déterminée.

[Text]

Mr. Parker: Mr. Chairman, if I could respond to that one.

The Vice-Chairman: Your last question, Mr. Parker.

Mr. Parker: I had a case within the Revelstoke Canada Employment Office where an employee had worked for two and a half years. She felt she had seniority, but she was a term employee, and because she had not bid on a permanent position, she was notified at a certain period of time that her term had expired and she would be laid off on such and such a date, even though several had been hired after her. I think this kind of procedure, Mr. Chairman, is one that leaves with me with a great deal of suspicion as to whether or not good labour practices are being followed I would like to ask the minister if his department is more interested in using the term as a probationary period and then giving them the seniority as other people in other departments, or if they recognize the seniority structure.

• 2105

Mr. Johnston: Mr. Parker, you raise a question I will be quite happy to look at. As I say, I have looked at term employees as being simply that, hired for a term to carry out specific responsibilities during a period when additional employees are required for a particular purpose, be it a census or whatever.

I gathered from Mr. Quinn's response that the situation you described tends to be the exceptional one rather than the rule, but I do not know. I would have to rely on Mr. Quinn's advice in that regard, but it is something we can certainly take a look at.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, I might point out that a term employee is appointed for, as the minister has just said, a specific term and at the end of that term he can be terminated. It is a matter of the law; he is hired for a fixed term. Generally, we have not encouraged the prolonged cases, such as we had—the five years—but some departments do have seasonal work, work in which term employees best fill the operational need. As a practice we are not discouraging the employment of terms; we are discouraging the protracted use of them and not recognizing that there is a commitment to these people in the long term.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Parker. Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Minister, the last time you were here we had discussed briefly the question of what rights, if any, public servants had with respect to their right to speak on public issues, and prior to that we had the Chairman of the Public Service Commission here. The Chairman of the Public Service Commission, as you know, had indicated that he felt perhaps the time had come when this whole matter of that right, Section 32 and the

[Translation]

M. Parker: Monsieur le président, je voudrais répondre à cela.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question, monsieur Parker.

M. Parker: On m'a signalé le cas d'une employée, au bureau de main-d'oeuvre de Revelstoke, qui y travaillait depuis deux ans et demi. Elle estimait avoir acquis une certaine ancienneté, mais elle n'en était pas moins une employée nommée pour une période déterminée. Parce qu'elle n'avait pas postulé un emploi permanent, on l'a avisée que sa période était expirée et qu'elle était mise à pied à partir d'une date donnée, même si d'autres employés avaient été embauchés après elle. Ce genre de situation m'amène à me demander si les normes mises en pratique sont adéquates. Le ministère cherche-t-il plutôt à se servir de la période déterminée comme période de probation et à reconnaître ensuite l'ancienneté, comme dans d'autres ministères, ou procède-t-il autrement?

M. Johnston: Monsieur Parker, vous soulevez une question sur laquelle je me pencherai volontiers. Comme je l'ai dit, je considère que les employés nommés pour une période déterminée sont simplement embauchés pendant une période déterminée pour assumer des responsabilités bien précises lorsque l'on a besoin d'employés supplémentaires pour une tâche bien particulière, que ce soit un recensement ou autre chose.

D'après la réponse de M. Quinn, la situation que vous décrivez semble être l'exception plutôt que la règle, mais je l'ignore. Je dois m'en remettre à l'opinion de M. Quinn là-dessus, mais nous pouvons certainement nous informer.

M. Quinn: Monsieur le président, je signale que l'employé pour une période déterminée est nommé, comme vient de le dire le ministre, pour une période bien précise et qu'il peut être remercié à la fin de cette période. C'est ce que la loi prévoit; il est embauché pour une période déterminée. En général, nous n'avons pas encouragé d'emplois prolongés, comme il y en a déjà eu—cinq ans—mais certains ministères connaissent des besoins saisonniers auxquels les employés nommés pour une période déterminée peuvent le mieux satisfaire. En pratique, nous ne nous opposons pas au recours à ce genre d'employés, mais nous ne voulons pas qu'on s'en serve pour des périodes prolongées sans reconnaître ainsi qu'on s'engage d'une certaine façon à leur égard.

Le vice-président: Merci, monsieur Parker. Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, lors de votre dernière comparution, nous avons discuté brièvement du droit, s'il existe, qu'ont les fonctionnaires de faire part de leur opinion sur des questions d'intérêt public, et auparavant, le président de la Commission de la Fonction publique avait comparu. Comme vous savez, ce dernier avait dit qu'il était peut-être maintenant opportun qu'un comité parlementaire se penche sur la question de ce

[Texte]

related problems, should be examined by a parliamentary committee. That he would welcome it, I think, was the essence of his testimony.

When you were here last time, you indicated that you would have no objections to that kind of matter and, if my recollection serves me, that you would speak to your colleagues to see what their views were. You may not have had a chance to do that. Could you tell me whether or not you have had a chance to speak to your colleagues? Has there been a decision made with respect to the matter? If not, when will you be speaking to your colleagues about this question?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I have not raised the issue specifically with my cabinet colleagues, nor even with my caucus colleagues as a group, although I have had occasion to discuss it with a number of individual colleagues and in fact informally with the Chairman of the Public Service Commission.

The thrust of my remarks last time, so as to make sure they were not misconstrued, is that I think any issue of this kind deserves to be aired, particularly when there is so much, I think, misinformation and misunderstanding about the nature of the relationship between employers and employees in general and the relationships between employees and their employer as the Government of Canada. So it was really in that context. I think I also indicated that I would not expect a great deal to emerge should this go before committees, which would be of great value. But again I have been surprised at matters as they evolved in the past, and if your efforts perceive that there is a problem in this area, I would be the first to welcome some intelligent light being shed on it.

But I would point out that in fact the system seems to be functioning reasonably well. We have hundreds of thousands of employees in the public service, and we have had one celebrated case in particular which has tended to focus public attention on an issue, which I think is quite normal in the course of events to have an issue of this kind arise. The case in question, I understand, is scheduled for hearing before the PSSRB and the employee in question will have every right to make representations and fully expose his point of view. It may very well be that the judge from the PSSRB itself, or subsequently the courts, will indeed shed light on the problem, on the essential areas of controversy if there are any.

• 2110

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The answer to the question, I think, is plain. You have not yet had a chance to speak to your colleagues as you undertook you would do. You have indicated your own judgment with respect to the matter in terms of the experience, and I assume a parliamentary committee would either confirm or vary that judgment. But the question is: Will you speak to your colleagues and will you put to them the question that you said you would put to them the last time we were here; namely that there was no real objection in your mind, it was a question that should be aired. That is the essence of my question on that point. I know you are busy and you probably have not had time to do that now. I am sure

[Traduction]

droit, l'article 32 et les problèmes connexes. D'après son témoignage, il verrait une telle étude d'un bon oeil.

La dernière fois, vous avez mentionné que vous ne verriez aucun inconvénient à ce genre de mandat et, sauf erreur, que vous en parleriez à vos collègues pour connaître leur opinion là-dessus. Vous n'avez peut-être pas eu l'occasion de le faire. Pouvez-vous me dire si vous avez pu le faire ou non? Une décision a-t-elle été prise à cet égard? Sinon, quand en parlerez-vous à vos collègues?

M. Johnston: Monsieur le président, je n'ai pas encore abordé cette question avec mes collègues du cabinet, ni même avec mes collègues du caucus, bien que j'aie eu l'occasion d'en discuter en privé avec un certain nombre de députés, et même avec le président de la Commission de la Fonction publique.

Pour éviter toute erreur quant à mes observations, la dernière fois, j'ai dit qu'une question de ce genre méritait d'être discutée, surtout quand il y avait un si grand malentendu au sujet de la nature de la relation entre employeurs et employés en général, et entre les employés et le gouvernement du Canada comme employeur. Il faut donc placer cette observation dans son contexte. J'ai ajouté qu'une étude de cette question en comité ne permettrait pas vraiment d'aboutir à quelque chose. Mais j'ai déjà été surpris par l'évolution des choses dans le passé, et si vous croyez qu'il existe un problème dans ce domaine, je serais le premier à accueillir volontiers des éclaircissements à cet égard.

Toutefois, je vous signale que le système semble fonctionner assez bien. Nous avons des centaines de milliers d'employés dans la fonction publique et avons connu un cas, en particulier, sur lequel s'est portée toute l'attention du public, mais cela me semble assez normal. Je crois que le cas en cause sera entendu devant la CRTFP et que l'employé en question aura entièrement le droit d'intervenir et d'expliquer à fond son point de vue. Il se peut fort bien que le juge de la commission lui-même, ou par la suite les tribunaux, donnent des éclaircissements sur le problème, sur les domaines controversés, au besoin.

M. Baker (Nepean—Carleton): Votre réponse est donc claire. Vous n'avez pas encore eu l'occasion d'en parler à vos collègues, comme vous vous y étiez engagé. Vous nous avez fait part de votre propre opinion sur la question, et je suppose qu'un comité parlementaire viendrait la confirmer ou l'infirmer. Mais la question est la suivante: parlerez-vous à vos collègues et soulèverez-vous la question que vous vous étiez engagé à soulever la dernière fois que vous avez comparu, à savoir que vous ne voyez aucun inconvénient et qu'on devrait en débattre? C'est ce que je veux savoir à ce sujet. Je sais que vous êtes occupé et que vous n'avez probablement pas eu le temps. Je suis sûr que vous-même et le leader du gouverne-

[Text]

there are some considerations in your mind and the mind of the government House Leader with respect to the time a reference might take. You may want to consider the form of the reference, whether to this committee, a special committee, a task force or a joint committee of both Houses—a whole host of considerations one may wish to go through. My question is, if you have not spoken to your colleagues yet, would you do so?

Mr. Johnston: I would not depart from the statement I made when I was here before. I said I would have no objections to speaking to my colleagues about these issues, and if it is a decision of Cabinet that this should be referred to committee, then so be it.

I simply have raised some questions here in the committee and elsewhere as to what will be served by the deliberations of such a committee, but that no way detracts from the statement that I made.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That is fine; then I look forward to hearing from you at some future time with respect to that.

I want to go to another matter and that has to do, Mr. Chairman and Mr. Minister, with the position of the members of the veterinary science group of the Professional Institute of the Public Service vis-à-vis the management category.

As you know, two veterinary members of Parliament, Dr. Gus Mitges, MP, and Dr. Maurice Foster, MP, have been in touch with you and you have very kindly responded to them. Your letter to Dr. Foster, for example, being dated February 15, 1982, with respect to the problem. However, I want to say to you that your letter raised a couple of questions in the minds of the veterinary surgeons vis-à-vis the management category.

In your letter you said and I quote:

Managers in the Veterinary Science level 5 will be allocated to EX-1 level of the Executive Group and possibly to the Senior Management Group.

and this has alarmed them somewhat because a veterinary surgeon 5 level veterinarian who is put into the senior management category will be red-circled and eventually paid essentially the same as a veterinary science 4. That, of course, would be unacceptable to veterinary surgeons, and I hope that would be unacceptable, on reflection, to the minister. There is some concern among veterinarians that their placing in the senior management category would deny them compensation for their professional knowledge and would affect parity with the public sector where it is not unusual for professionals such as MDs and veterinarians to command higher salaries in all but the most senior executive. It has been the policy of your government to deal generally, as a matter of principle, with public service salaries as being comparative to private sector salaries. Those are two concerns.

There is one further matter which I would ask you to consider. The fact of the matter is that in the public service, medical officers and legal officers are not to be included in the

[Translation]

ment à la Chambre songez au temps que prendrait un tel renvoi. Vous voudrez peut-être vous pencher sur la forme que ce mandat pourrait prendre, qu'il soit confié à ce Comité, à un comité spécial, à un groupe d'étude ou à un comité mixte—toutes sortes d'aspects dont on voudra tenir compte. Je vous demande donc, si vous n'en avez pas encore parlé à vos collègues, le ferez-vous?

M. Johnston: Je ne reviendrai pas sur la déclaration que j'ai faite la dernière fois. J'ai dit que je ne voyais aucun inconvénient à parler de ces questions à mes collègues, et que si le Cabinet décidait de les renvoyer au Comité, qu'il en soit ainsi.

J'ai simplement abordé la question de savoir quels résultats donneront les délibérations d'un tel comité, mais cela ne vient aucunement contredire la déclaration que j'ai faite.

M. Baker (Nepean—Carleton): Fort bien, j'attendrai donc avec impatience que vous nous en parliez à nouveau.

J'aimerais aborder un autre sujet, à savoir, monsieur le président et monsieur le ministre, la position des membres du groupe des sciences vétérinaires de l'Institut professionnel de la Fonction publique par rapport à la catégorie de la gestion.

Comme vous le savez, deux députés, qui sont également vétérinaires, M. Gus Mitges et M. Maurice Foster, ont communiqué avec vous et vous avez eu l'obligeance de leur répondre. Par exemple, vous avez envoyé une lettre à M. Foster le 15 février 1982 à ce sujet. Toutefois, je dois vous dire que votre lettre a suscité des doutes dans l'esprit des vétérinaires quant à leur position vis-à-vis de la catégorie de la gestion.

Dans votre lettre, vous dites, et je cite:

Les gestionnaires au niveau 5 des sciences vétérinaires seront placés au niveau EX-1 du groupe des cadres supérieurs et peut-être dans le groupe de la haute direction.

Ceci les a inquiétés, parce qu'un vétérinaire du niveau 5 placé dans la catégorie de la haute direction sera plafonné et recevra finalement le même traitement qu'un membre du groupe des sciences vétérinaires au niveau 4. Évidemment, les vétérinaires ne pourraient accepter une telle situation, et le ministre non plus, je l'espère. Les vétérinaires craignent que leur entrée dans la catégorie de la haute direction n'empêche qu'on les compense pour leurs connaissances professionnelles et ne nuise à la parité avec le secteur public, où il n'est pas rare que des professionnels, comme des médecins et des vétérinaires, reçoivent des salaires plus élevés que toutes les catégories, sauf la plus haute direction. Votre gouvernement a toujours tenté d'offrir, dans la fonction publique, des traitements comparables à ceux du secteur privé. Ce sont deux de leurs préoccupations.

Il y a un autre aspect que je vous demanderais d'envisager. Le fait est que dans la fonction publique, les agents médicaux et juridiques ne seront pas inclus dans la nouvelle catégorie,

[Texte]

new category, except at the assistant deputy minister level. There was a statement made in the documents of Treasury Board with respect to the management category that this exception, I would respectfully submit on behalf of veterinarians, should also apply to veterinarians. Would you be prepared—you may want to look into this to take it under advisement, and I would be quite happy, if that were the case—to consider, first, the treatment of veterinary surgeons in the public service in exactly the way in which medical professionals and legal professionals are treated? Secondly, would you be prepared to meet with representatives of the veterinary group to discuss their problems in detail? I believe they would like an opportunity to meet with you and your officials.

• 2115

Mr. Johnston: Mr. Chairman, my recollection is that within recent days, I believe, I have received a request from members of caucus. I believe we have at least three veterinarians—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Two that I know of.

Mr. Johnston: — Jim Schroder, Maurice Foster and Gus Mitges. So, Mr. Chairman, my recollection is that I advised my staff that I would be very pleased to meet with them to air this issue.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That is fine.

Mr. Johnston: That is the only request I recall. It came, I believe, from them, probably originating with Dr. Foster.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): And Mitges as well, I believe.

Mr. Johnston: Perhaps Mitges as well, yes.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am not sure about Dr. Schroder. So that will end that now and that meeting can go forward. I want to thank you very much for that.

How much time do I have?

The Vice-Chairman: Your time is just about up. You have a minute or so, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I guess we are not going to have a round.

I wonder, then, if I could ask the President of the Treasury Board if he could table with the committee, at some time, the new process that has been undertaken by the Treasury Board dealing with questions of cost overruns. I realize that I could not ask the series of questions I want to ask in the time, but, as you know—

The Vice-Chairman: You still have further time, Mr. Baker. We continue until 10 p.m.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): If I do not reach it, I would like it tabled; if I do reach it, that is the next question I want to deal with.

[Traduction]

sauf au niveau de sous-ministre adjoint. Les documents du Conseil du Trésor portant sur la catégorie de la direction laissent entendre que cette exception, suggestion que je ferais aussi au nom des vétérinaires, s'applique aussi aux vétérinaires. Seriez-vous disposé—vous voudrez peut-être vous pencher sur la question, et j'en serais ravi—à vérifier, premièrement, la façon dont sont traités les vétérinaires dans la fonction publique, par comparaison aux professionnels de la médecine et du droit? Deuxièmement, seriez-vous disposé à rencontrer des représentants du groupe vétérinaire pour discuter de leurs problèmes en détail? Je crois qu'ils aimeraient bien avoir l'occasion de vous rencontrer, ainsi que vos collaborateurs.

M. Johnston: Monsieur le président, sauf erreur, je viens de recevoir une requête des membres du caucus. Je crois que nous avons au moins trois vétérinaires..

M. Baker (Nepean—Carleton): Deux, pour autant que je sache.

M. Johnston: ... Jim Schroder, Maurice Foster et Gus Mitges. Donc, si je me souviens bien, j'ai informé mon personnel que je serais ravi de les rencontrer pour débattre de cette question.

M. Baker (Nepean—Carleton): Fort bien.

M. Johnston: Et si ma mémoire est bonne, c'est la seule demande que j'ai reçue. Elle venait de ces députés, je crois; probablement de M. Foster.

M. Baker (Nepean—Carleton): Et de Mitges aussi.

M. Johnston: Peut-être aussi Mitges.

M. Baker (Nepean—Carleton): Quant à M. Schroder, je ne suis pas sûr. Nous pouvons donc conclure que cette réunion aura lieu. Je tiens à vous en remercier.

Combien de temps me reste-t-il?

Le vice-président: Il est presque écoulé. Il vous reste une minute environ, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je suppose que nous n'aurons pas un tour.

Le président du Conseil du Trésor pourrait-il déposer, à un moment donné, auprès du Comité le nouveau processus qui doit être amorcé par le Conseil du Trésor au sujet des dépassements de coûts? Je me rends compte que je n'aurai pas le temps de poser toutes les questions que je voudrais, mais, comme vous le savez...

Le vice-président: Il vous reste encore du temps, monsieur Baker. Nous poursuivons jusqu'à 22 heures.

M. Baker (Nepean—Carleton): Si je n'ai pas l'occasion de poser ma question, je voudrais qu'il soit déposé; autrement, c'est le prochain sujet que j'aborderai.

[Text]

Mr. Johnston: Is there not a vote, Mr. Chairman, at 9.45 p.m.?

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Yes, there may be a vote.

The Vice-Chairman: I forgot it.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): May I ask, then, that—

Mr. Johnston: Yes, I would be very pleased—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): —you table the new processes, please; and also, if I may, just to be clear, may we have an estimate from you, minister, as to the efficacy of those process—if you could do it for the benefit of the committee?

Mr. Johnston: Indeed, I would be very pleased to. My recollection is, Mr. Chairman, that in a previous appearance I discussed . . . I believe I have discussed—but I would be happy to do it again—the procedures for approval of estimates from which point a cost overrun would be calculated. I would be very pleased to do that.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Baker. Mr. Gamble.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman.

I listened with considerable interest to some of the minister's responses to Miss MacDonald as she questioned the hiring practices of the government, specifically those relating to women in the public service. Within moments, he referred both to affirmative action and equal opportunity. The latter term, as I can best recall, I first saw in contracts that the United States government had participated in, financing contracts. I do not know whether it is quite a Canadian term, but we heard a great deal about affirmative action when the constitution was before the House. The chairman, just a moment ago, I think, aptly illustrated what affirmative action meant when he suggested that he participated in some personal affirmative action by giving Miss MacDonald 15 minutes when the rest of us were entitled to 10. In other words, affirmative action means special treatment. Let me ask the minister, then: If that, indeed, is the case, how can you have both equal opportunity and special treatment all at the same time?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, the term "affirmative action" is perhaps an unfortunate one—

Mr. Gamble: Both terms are unfortunate, sir.

Mr. Johnston: —in the sense that it has had an interpretation, I believe, reflecting the experience in American systems. I refer particularly to the issue of quotas, for example, which I think is the kind of thing Mr. Gamble is getting at, which does suggest special treatment and which can result in a form of, I suppose, reverse discrimination. But that is not what we are talking about in terms of the affirmative action programs in the public service. We are not talking about a special treatment at all.

[Translation]

M. Johnston: N'y a-t-il pas un vote, monsieur le président, à 21h45?

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui, c'est possible.

Le vice-président: J'avais oublié.

M. Baker (Nepean—Carleton): Puis-je alors demander que . . .

M. Johnston: Oui, volontiers . . .

M. Baker (Nepean—Carleton): . . . que vous déposiez les nouveaux processus? De plus, pour être plus précis, pourrions-nous avoir de vous une estimation de l'efficacité de ce processus, pour la gouverne du Comité?

M. Johnston: Avec plaisir. Sauf erreur, lors d'une comparution précédente, monsieur le président, j'ai déjà discuté—mais je le ferai volontiers à nouveau—des procédures visant l'approbation des estimations à partir desquelles on calculerait un dépassement des coûts. Je serais ravi de le faire.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Baker. Monsieur Gamble.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

J'ai écouté avec grand intérêt certaines des réponses qu'a données le ministre à M^{lle} MacDonald au sujet des pratiques d'embauche du gouvernement, surtout celles ayant trait aux femmes dans la fonction publique. À quelques instants d'intervalle, il a mentionné aussi bien les programmes d'action positive que l'égalité des chances. Pour autant que je me souviens, j'ai vu pour la première fois la deuxième expression dans des contrats conclus par le gouvernement des États-Unis. J'ignore si c'est aussi une expression canadienne, mais nous avons beaucoup entendu parler d'action positive lorsque la Chambre étudiait la constitution. Le président vient d'illustrer ce que signifie l'action positive lorsqu'il a dit qu'il y participait lui-même en accordant 15 minutes à M^{lle} MacDonald, alors que le reste d'entre nous avait droit à 10. Autrement dit, action positive signifie traitement spécial. Permettez-moi donc de demander au ministre comment on peut avoir l'égalité des chances et un traitement spécial en même temps?

M. Johnston: Monsieur le président, l'expression «action positive» est peut-être mal choisie . . .

M. Gamble: Les deux, monsieur.

M. Johnston: . . . en ce sens qu'on l'a interprétée en fonction de l'expérience américaine. Je songe plus particulièrement aux contingents, ce à quoi veut en venir M. Gamble, à mon avis, qui suppose en effet un traitement spécial dont peut découler un certain genre de discrimination à l'envers. Mais telle n'est pas la signification d'action positive dans la fonction publique. Nous ne parlons pas du tout de traitement spécial.

[Texte]

• 2120

The affirmative action which is under way in the three departments is getting out systemic barriers in those departments and, perhaps ultimately, across government, to the employment and, more particularly, to the advancement of women in the public service, because the Public Service Commission, as hon. members know, is responsible for employment practices per se. But the significance of it is that it is not a special treatment affirmative action approach.

Mr. Gamble: Equal opportunity to me implies that every person, be they man, woman, French Canadian, francophone, English Canadian, anglophone, black, white green or yellow, is entitled to the same chance to both compete for, and attain, a position in the public service; then, having once attained that, to compete with one's peers within the public service for advancement. Now, in light of what I view equal opportunity to represent, is that in fact the kind of programs which the government advocates? Are there, indeed, equal, fair opportunities for all Canadians, regardless of their heritage, regardless of their sex or racial origin, to compete for and obtain positions and advancement in the public service?

Mr. Johnston: Well, first of all, Mr. Chairman, there are two concepts that we are talking about here. We have had equal opportunities programs for some years, and that is not to be confused with the affirmative action programs which were introduced on a pilot basis since our government came into office in 1980. Regarding the equal opportunities programs to which Miss MacDonald made reference, reports are published each year with respect to them and the progress made in various departments. The program focuses, as I understand the program, very much upon individual's opportunities within various departments, but not on systems.

Miss MacDonald pointed out, quite properly, that the statistical evidence suggests that there may be barriers in the system which prevent the advancement of women in the public service, particularly into management categories. So the affirmative action programs which are under way are not designed to create special opportunities for women; what they are designed to do is to identify and, ultimately, to eliminate barriers which may exist by virtue of the systems which are in place.

I referred to the issue of over-qualification. Mr. Gamble, being a lawyer, for example, might know that it may not require a lawyer to do contract administration—I am only suggesting this as a hypothetical issue—but if that qualification were in existence and were to be eliminated, it would perhaps open up the position of contract administrator to many women, but if it were restricted to lawyers, very few women would be eligible to fulfil it. To my mind, that is the nature of a systemic barrier, and I would be interested in having Mr. Manion comment further on it.

[Traduction]

Ce qui se passe de positif dans ces trois ministères, c'est que l'on cherche à supprimer systématiquement tous les obstacles qui se présentent dans ces derniers, et peut-être finalement dans tout le gouvernement, empêchant que des femmes soient embauchées et plus particulièrement promues dans la fonction publique, car comme les députés le savent, la Commission de la Fonction publique est responsable de la politique d'emploi. Mais en réalité, il ne s'agit pas d'une approche positive spéciale.

M. Gamble: Pour moi, l'égalité des chances, c'est que toute personne, qu'elle soit homme, femme, Canadienne française, francophone, Canadienne anglaise, anglophone, noire, blanche, verte ou jaune, a droit aux mêmes chances en vue d'essayer d'obtenir un poste dans la fonction publique; puis, ayant obtenu ce poste, de concourir, sur un pied d'égalité, avec ses collègues de la fonction publique en vue d'obtenir une promotion. Or, compte tenu de ce que j'estime être l'égalité des chances, est-ce là le genre de programme que préconise le gouvernement? L'égalité des chances existe-t-elle vraiment pour tous les Canadiens, quels que soient leurs antécédents, leur sexe ou leur race, et peuvent-ils tous se présenter à des concours, obtenir des postes et être promus au sein de la fonction publique?

M. Johnston: Eh bien, tout d'abord, monsieur le président, nous abordons ici deux concepts différents. Nous avons institué, depuis déjà un certain nombre d'années, des programmes d'égalité des chances, ce qu'il ne faut pas confondre avec les programmes d'action positive, programmes pilotes, qui ont été institués depuis que notre gouvernement a pris le pouvoir en 1980. En ce qui concerne les programmes d'égalité des chances auxquels M^{lle} MacDonald faisait allusion, des rapports à ce sujet sont publiés chaque année, ainsi que les progrès réalisés dans les divers ministères. Si je comprends bien l'objectif du programme, celui-ci est centré sur les chances de chaque individu au sein des divers ministères, et non pas autour de systèmes.

M^{lle} MacDonald a eu tout à fait raison de signaler que les statistiques donnent à penser qu'il existe des obstacles dans ce système empêchant ainsi les femmes d'être promues au sein de la fonction publique, et en particulier dans la haute direction. Donc, les programmes d'action positive qui ont été créés n'ont pas pour objet de créer des chances spéciales pour les femmes; ils ont pour objet de découvrir, et en fin de compte, de supprimer les obstacles qui peuvent exister en raison des systèmes en place.

J'ai fait allusion à la question des compétences trop élevées. Étant avocat, M. Gamble, par exemple, sait peut-être qu'il ne faut pas être avocat pour administrer des contrats—ceci n'est qu'un exemple—mais si cette compétence existait et devait être supprimée, de nombreuses femmes pourraient obtenir ces postes, alors que s'ils n'étaient ouverts qu'aux avocats, très peu de femmes pourraient les combler. A mon avis, voilà ce qu'est un obstacle systémique, et je demanderais à M. Manion de faire d'autres observations à ce sujet.

[Text]

Mr. Gamble: Thank you. I am satisfied with the minister's response. I had some additional comments with respect to it though and, since the time is running, I would like to press on. I can specifically recall the minister's comment about over-qualification and if, indeed, that is some kind of a barrier, then I would think the government is in a very awkward position in determining how a choice should be made. Quite frankly, I would prefer the most qualified person for any job. In the event that you could acquire the services of someone with a Ph.D. whereas, in the past, someone with a simple B.A. performed the service, I would think that the government would benefit from the extra abilities provided by what one might refer to as an over-qualified individual. Not only is the government benefiting but, presumably, the public is benefiting; that is assuming the man or the woman is carrying out the duties assigned to him or to her in a proper fashion. Why is over-qualification a burden and something that should be discouraged? Surely we should be endeavouring to get the best for the job.

Mr. Johnston: Let me respond as I understand it. I will be corrected by my experts perhaps. I will go back to my example of the contracts administrator, where it is said that you do not have to be a lawyer. However, if a lawyer applies and wins the post, so be it. One is not discriminating against lawyers. It is just unlikely, perhaps, that lawyers are going to apply. In any event, you open up the field to many people with a variety of qualifications, perhaps more experience in contract administration than a lawyer who might apply.

• 2125

My point is that it is not a question of saying that a lawyer cannot apply; what we are saying is that it is not a barrier to application for that particular job, hence the job becomes available to more people.

Mr. Gamble: But in the selection process I assume that the one with the greatest qualifications, even if he were over-qualified, should be selected for the job.

Mr. Johnston: Not necessarily. It would depend entirely upon all aspects of a person's experience and qualifications, I would presume.

Mr. Gamble: Mr. Minister, I have in my possession a copy of a memorandum sent by an official in a minister's office to staffing managers in the department. That memo is very brief. It provides that the minister will not consider the appointment of anyone for positions in the department unless they are (a) francophone, (b) women, (c) handicapped, unless an explanation is given as to why people in the above three categories who applied were not hired.

Into which category would that kind of instruction fall? Would it be equal opportunity or affirmative action?

[Translation]

M. Gamble: Merci. La réponse du ministre me satisfait. J'avais d'autres commentaires à faire à ce sujet; cependant, étant donné que nous n'avons plus beaucoup de temps, j'aimerais poursuivre. Je me souviens très bien de l'observation qu'a faite le ministre à propos des postes pour lesquels trop de compétences étaient demandées, et si cela représente en fait un obstacle, alors, je pense que le gouvernement n'est pas très bien placé pour déterminer quel choix devrait être fait. Très franchement, je préférerais que la personne la plus compétente occupe n'importe quel poste. Au cas où vous pourriez retenir les services de quelqu'un ayant un doctorat, alors que, dans le passé, quelqu'un ayant un simple baccalauréat suffisait, je pense que le gouvernement pourrait profiter des compétences supplémentaires qu'aurait quelqu'un ayant trop de diplômes. Non seulement le gouvernement pourrait en profiter, mais probablement également le public; cela suppose évidemment que l'homme ou la femme exerçant les fonctions qui lui ont été assignées le fasse de façon appropriée. Pourquoi cette question pose-t-elle un problème et ne devrait pas être encouragée? Nous devrions certainement essayer d'obtenir la personne la plus compétente pour n'importe quel emploi.

M. Johnston: Permettez-moi de répondre à cette question. Mes experts me corrigeront si je suis dans l'erreur. Je voudrais revenir à l'exemple que j'ai cité tout à l'heure à propos de l'administration des contrats, lorsque j'ai dit qu'il ne fallait pas être avocat pour obtenir ce poste. Cependant, si un avocat pose sa candidature et obtient le poste, très bien. On ne fait pas de discrimination contre les avocats. Mais il est très improbable que des avocats posent leur candidature. De toute façon, ce poste est ouvert à toutes sortes de personnes ayant toute une gamme de compétences, et peut-être plus d'expérience en matière d'administration de contrats qu'un avocat.

Ce que je veux dire, c'est qu'on ne peut pas empêcher un avocat de présenter sa candidature; ce que nous voulons dire, c'est que cela ne l'empêche pas de présenter sa candidature pour ce poste, ce dernier étant ouvert à un plus grand nombre de personnes.

M. Gamble: Mais lors du processus de sélection, je suppose que celui dont la candidature est retenue est celui qui est le plus compétent, même s'il l'est trop.

M. Johnston: Pas nécessairement. Cela dépend entièrement de l'expérience et des compétences d'une personne.

M. Gamble: Monsieur le ministre, je possède un exemplaire d'une note de service adressée par un haut fonctionnaire du bureau d'un ministre au directeur de la dotation du ministère. Cette note est très courte. Elle stipule que le ministre n'étudiera la candidature de personne au ministère si la personne n'est pas a) francophone, b) femme, c) handicapée; dans le cas contraire, une explication devra être donnée quant à la raison pour laquelle ceux qui ont présenté leur candidature et qui faisaient partie de ces trois catégories n'ont pas été embauchés.

Dans quelle catégorie ce genre de directive tombe-t-elle? S'agit-il de l'égalité des chances ou de l'action positive?

[Texte]

Mr. Johnston: I would say that must fall into quite an extraordinary category—the kind of memorandum I would very much like to see.

Mr. Gamble: You will see it if you wish, sir.

Mr. Johnston: I would be happy—

Mr. Gamble: I am just wondering into what category that kind of memorandum would fall— gross discrimination, I would suspect, Mr. Minister.

If I could just pass on to another subject, Mr. Chairman.

Mr. Johnston: I was just looking for the appropriate word to describe the category . . . words fail me.

Mr. Gamble: I said “gross discrimination”, but you may find that a bit excessive.

The Vice-Chairman: Your final question, Mr. Gamble.

Mr. Gamble: One of the problems that the nation generally faces through inflation is the allegation that excessive wage demands lead to inflationary pressures on the economy. While that may or may not be true, it is true that currently public service wage settlements exceed the private sector wage settlements by about 2 per cent per annum.

I can well see that the tendency of the public sector to acquire better wage settlements will have an effect upon the private sector, and the resulting snowball effect will itself produce detrimental effects upon any efforts, be they by government or otherwise, to restrict inflationary pressures. What specific measures does the government have in mind to rectify any imbalance that may exist between private sector and public sector wage settlements?

The Vice-Chairman: A brief answer, please, Mr. Minister.

Mr. Johnston: If I may, first of all, I challenge the statistics. The numbers for 1981, as I recall them, are that the private sector and the federal public sector are dead on at 11.5 per cent each. Other public sectors in Canada are, I think, something less than a point above that. I will give it to you specifically, if I may: It is 11.5 and 11.5; provincial, in public administrations, are 13.2, for example.

To go back to the beginning of the question, I think it is founded upon a false statement. It is not intended to be false, I am sure, but certainly for 1981 the federal public service has been faithful to its undertakings back in 1978, amongst first ministers, not to lead the private sector. That is pretty well consistent; in fact, it has consistently been the case. Last year was the first year, I believe, in looking at the numbers, where we were as high as the private sector. That has been the guiding principle and, to date, we have adhered to it.

[Traduction]

M. Johnston: Je dois dire que cela tombe dans une catégorie tout à fait extraordinaire; il s'agit là d'une note que j'aimerais bien voir.

M. Gamble: Vous pourrez la consulter si vous le désirez, monsieur.

M. Johnston: C'est avec plaisir . . .

M. Gamble: Je me demande simplement dans quelle catégorie ce genre de note tomberait . . . dans celle de la discrimination la plus grossière, je suppose, monsieur le ministre.

Permettez-moi de passer à un autre sujet, monsieur le président.

M. Johnston: Je cherchais le terme approprié pour décrire cette catégorie . . . mais je ne pense à rien.

M. Gamble: J'ai proposé «discrimination la plus grossière», mais vous jugerez cela peut-être un peu excessif.

Le vice-président: Votre dernière question, monsieur Gamble.

M. Gamble: Un des problèmes auxquels doit faire face la société à cause de l'inflation, c'est que l'on dit souvent que les revendications salariales excessives entraînent des pressions inflationnistes sur l'économie. Que cela soit vrai ou non, il est un fait que, actuellement, les accords salariaux de la fonction publique dépassent ceux du secteur privé d'environ 2 p. 100 par an.

Il est tout à fait probable que le fait que le secteur public ait obtenu de meilleurs accords salariaux aura des retombées sur le secteur privé; de plus, l'effet de boule de neige qui s'ensuivra entraînera des effets néfastes sur les efforts déployés par le gouvernement, ou par d'autres, pour restreindre les pressions inflationnistes. Quelles mesures précises entend prendre le gouvernement pour redresser le déséquilibre qui peut exister entre les accords salariaux du secteur privé et du secteur public?

Le vice-président: Votre réponse devra être brève, monsieur le ministre.

M. Johnston: Permettez-moi tout d'abord de contester les statistiques. Si je me rappelle bien, d'après les statistiques de 1981, le secteur public fédéral et le secteur privé ont obtenu des hausses de salaires de 11,5 p. 100 chacun. Les autres secteurs publics du Canada sont supérieurs, je crois, d'un point. Je vais vous donner les chiffres précis, si vous me le permettez: il s'agit donc de 11,5 et de 11,5, et pour le secteur public provincial, 13,2.

Pour revenir à votre première question, tout ceci repose sur de fausses statistiques. Je suis sûr que cela n'a pas été fait délibérément, mais pour 1981, la fonction publique fédérale a respecté les engagements qu'elle avait pris en 1978, après consultation des premiers ministres, en vue de ne pas l'emporter sur le secteur privé. Tout ceci est très cohérent; en fait, cela a toujours été le cas. L'année dernière a été la première année, je crois, si l'on analyse les chiffres, où les salaires ont été supérieurs à ceux du secteur privé. Cela a été notre principe directeur et, jusqu'à présent, nous l'avons respecté.

[Text]

Mr. Gamble: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gamble.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): On a point of order, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Yes, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Is that document to which the minister just referred in a form that might be tabled here? Are those public figures? Are they on the record?

Mr. Johnston: Yes, they are from the Department of Labour.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you.

• 2130

The Vice-Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Mr. Minister, in answer to a question last month you indicated that the benefits for public servants as a percentage of public service salaries came to an average of 42.84 per cent. I did note, incidentally, that productivity bonuses, including suggestions, merit, and long service awards, were a grand total of 0.01 per cent. However, the 43 per cent as benefits paid to public servants across the board: how does that compare with the private sector?

Mr. Johnston: I am afraid we do not have that number specifically.

Mr. Herbert: I get the impression, Mr. Minister, that is probably higher than what the private sector might be paying as benefits on basic salaries, and I wonder how that falls into line with your contention that public service salaries should not lead the private sector. Surely the benefits are part of the package.

Mr. Johnston: Indeed they are. But in the formula of total compensation comparability, the benefits are calculated. In other words, a comparison is made that includes basic salary plus benefits.

Mr. Herbert: So to be equivalent, then, if the benefits are greater, the salary should be less.

Mr. Johnston: Correct.

Mr. Herbert: Okay. You might, if you have those figures, Mr. Minister, let us have them on another occasion.

I have another quickie question here, which surprises me. It is from one of your circulars, which says the Treasury Board will not entertain submissions requesting funds for cost overruns or requests for retroactive approval. That is a directive on cost control. If you do not entertain submissions for funds for cost overruns, or requests for retroactive approvals, who pays them? How do they get paid?

Mr. Johnston: Well, it does not mean they are not paid.

[Translation]

M. Gamble: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Gamble.

M. Baker (Nepean—Carleton): Rappel au Règlement, monsieur le président.

Le vice-président: Oui, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Le document dont vient de parler le ministre pourrait-il être déposé? S'agit-il de chiffres officiels? Sont-ils inscrits au compte rendu?

M. Johnston: Oui, ils proviennent du ministère du Travail.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci.

Le vice-président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Monsieur le ministre, en réponse à une question posée le mois dernier, vous avez indiqué que les prestations versées aux fonctionnaires, en tant que pourcentage des salaires de la Fonction publique, s'élevaient à environ 42.84 p. 100. J'ai noté également que les primes à la productivité, y compris les primes pour les propositions faites, au mérite et pour la longueur des états de service, s'élevaient à 0.01 p. 100. Cependant, à propos des 43 p. 100 des prestations versées aux fonctionnaires dans toute la Fonction publique, quelle est la situation dans le secteur privé?

M. Johnston: Excusez-moi, mais nous n'avons pas ce genre de statistiques.

M. Herbert: J'ai l'impression, monsieur le ministre, que ces prestations sont vraisemblablement plus élevées que ce que paie le secteur privé à ses employés et je me demande alors comment vous pouvez dire que les salaires versés aux fonctionnaires ne devraient pas être supérieurs à ceux du secteur privé. Or, les prestations font partie des salaires.

M. Johnston: En effet. Mais il est tenu compte des prestations dans la formule de comparabilité de l'ensemble des rémunérations. En d'autres termes, une comparaison est établie en fonction du salaire de base et des prestations.

M. Herbert: Donc pour être égaux, si les prestations sont plus élevées, le salaire devrait l'être moins.

M. Johnston: Vous avez raison.

M. Herbert: Bien. Si vous avez ces statistiques, monsieur le ministre, vous pourriez peut-être nous les donner une autre fois.

J'ai une autre question très brève à vous poser qui me surprend. Dans l'une de ses circulaires, le Conseil du trésor précise qu'il ne donnera aucune suite à toute demande de crédit pour dépassement des coûts ou à toute demande d'approbation rétroactive. C'est une directive qui porte sur le contrôle des coûts. Si vous refusez toute demande de crédit pour dépassement de coût ou pour approbation rétroactive, qui paie ces coûts? Comment les assume-t-on?

M. Johnston: Mais, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas payés.

[Texte]

Mr. Herbert: Which pocket do they come from?

Mr. Johnston: I presume they would have to come out of a vote of that department. I might say, to expand on that point somewhat, the purpose of that directive is to make departments conscious of the fact that there will not be any automatic approval of cost overruns, as there has been, I believe, in the past. The Treasury Board ministers, since I have presided over Treasury Board, have been most concerned about the tendency of some departments to come in for retroactive approvals on cost overruns. Effectively, with that directive in place, it exercises some discipline on departments, so in the event that a cost overrun is anticipated or apparent, it may very well require them to reduce the scope of the project, as one alternative, to fit the project within available funding.

I might add that does not mean there are never approvals for retroactive submissions.

Mr. Herbert: I suspected that, Mr. Minister, but the statement itself is very specific.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Murphy.

Mr. Murphy: Yes, I would like to follow up on the issue I raised earlier. In a letter to Mr. Parker, my colleague, the Minister of Labour gave a list of the number of employees he had looking into workplace safety. He also listed the number of employees and work sites he had responsibility to investigate.

• 2135

In neither list does he list the federal government worksites, nor does he list the federal government employees. We had calculated that the number of full-time safety inspectors the Department of Labour had, including the extra number allocated for this coming year; each safety inspector, or safety specialist as they were called, had 300 worksites. If you add the approximately 250,000 to 300,000 federal government workers in the number of federal government worksites across this country, obviously federal government safety inspectors cannot do the job, and obviously the coroner's inquest into the grain-handling situation that was mentioned earlier by my colleague, Mr. Parker, where the federal government was cited again for not having enough federal safety inspectors, was quite valid. So we are not impressed by an increase of 18 people who are full time-safety inspectors.

My question is on something related to that, the studies, commissions and all the rest of the things that have been done with regard to les Terrasses de la Chaudière. Are those studies available to the public and available to all the employees at that site?

Mr. Johnston: Mr. Quinn, please.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, those reports have been made available to the unions, and are public.

Mr. Murphy: Every one?

[Traduction]

M. Herbert: D'où proviennent ces fonds?

M. Johnston: Je suppose qu'ils proviennent d'un crédit de ce ministère. Et je dois dire, pour étayer ce fait, que cette directive a pour objet de sensibiliser les ministères au fait qu'il n'y aura pas d'approbation automatique de dépassement de coûts, comme tel a été le cas, je crois, dans le passé. Les ministres du Conseil du trésor, depuis que je préside à ses destinées, ont été très préoccupés par les demandes de certains ministères cherchant à obtenir des crédits pour approbation rétroactive ou pour dépassement de coûts. En fait, cette directive permet d'exercer un peu plus de discipline sur les ministères; donc, s'ils pensent que les coûts seront dépassés, ils devront peut-être réduire la portée du projet pour que celui-ci ne dépasse pas les crédits disponibles.

Je voudrais ajouter que cela ne signifie pas que les demandes rétroactives ne sont jamais acceptées.

M. Herbert: C'est ce que je supposais, monsieur le ministre, mais ce qui est dit dans cette directive est très précis.

Le vice-président: Merci, monsieur Herbert.

Monsieur Murphy.

M. Murphy: Oui, je voudrais poursuivre sur la même lancée que tout à l'heure. Dans une lettre adressée à M. Parker, mon collègue, le ministre du Travail, a donné une liste du nombre des employés responsables de la sécurité au travail. Il a également donné une liste des employés et des chantiers sur lesquels ils devaient enquêter.

Aucune des listes ne vise les chantiers du gouvernement fédéral ni ses employés. Nous avons calculé combien le ministère du Travail comptait d'inspecteurs de sécurité à plein temps, compte tenu du nombre supplémentaire prévu pour cette année; chacun de ces spécialistes de la sécurité, comme on les appelait, devait inspecter 300 chantiers. Si vous ajoutez à ces chantiers, répartis dans le tout le pays, environ 250,000 à 300,000 employés du gouvernement fédéral, il est évident que ces inspecteurs ne suffisent pas à la tâche, et l'enquête du coroner sur la manutention des céréales, mentionnée précédemment par mon collègue, M. Parker, à la suite de laquelle il a de nouveau été reproché au gouvernement fédéral de ne pas avoir suffisamment d'inspecteurs de sécurité, était parfaitement pertinente. Aussi ne sommes-nous pas impressionnés par le fait qu'on ait augmenté de 18 le nombre d'inspecteurs à plein temps.

Je voudrais poser une question sur un sujet connexe, à savoir les Terrasses de la Chaudière, et les commissions, études et autres auxquelles elles ont donné lieu. Ces études sont-elles à la disposition du public et, plus particulièrement, à celle des fonctionnaires qui travaillent dans cet immeuble?

M. Johnston: La parole est à vous, monsieur Quinn.

M. Quinn: Monsieur le président, ces rapports ont été communiqués aux syndicats et ont été rendus publics.

M. Murphy: Chacun d'entre eux?

[Text]

Mr. Quinn: Yes, they have.

Mr. Murphy: The other question relates to something Mr. Quinn said earlier, that workers who are ill or pregnant would be allowed to transfer out of the building. How has that been communicated to the workers?

Mr. Quinn: Mr. Chairman, that has been communicated to them through their in-house committee which is made up of both union reps and the departments in the building.

Mr. Murphy: Are you saying that they will be given a chance to transfer in each different case?

Mr. Quinn: Mr. Chairman, they were informed, on the advice of National Health and Welfare, that if in fact there were people who felt that the conditions in the building were such they were going through more than the normal amount of sickness or were being bothered, we would consider transferring them to other parts of the same department or to other departments by application through their departmental staff.

Mr. Murphy: I met with those employees you are referring to, the committee, just a week ago and that is not the impression they have. That was from the policy of the department.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, I have no comment. I do not know which committee he met with. There is an environmental working group over there, but that is not the committee I am referring to.

Mr. Murphy: Which committee are you referring to?

Mr. Quinn: I am referring to the in-house committee which is the committee that was put together as a result of the steering committee to look into the problems of les Terrasses, and it has on it union representatives and departmental representatives. There is an environmental working group over there which has no official status whatsoever.

Mr. Murphy: You are saying that the workers at that site do know they have the right to transfer.

Mr. Quinn: Mr. Chairman, that is so.

The Vice-Chairman: Your last question, please.

Mr. Murphy: The president of the Treasury Board indicates that he feels the federal government's Treasury Board guidelines are equal to if not better than the situation that exists elsewhere in the country. Are you talking about the Canadian Labour Code or are you talking about provincial legislation?

Mr. Johnston: I was referring essentially to the Part IV application that has been suggested a number of times by the party to which Mr. Murphy belongs. The suggestion has been that the application of Part IV would provide greater protection to public service employees, and my advice is that is not the case, that the standards in place are in many instances equal or superior to what we find under Part IV. I have also said that I would welcome any evidence to the contrary but none has yet been produced.

[Translation]

M. Quinn: Oui, chacun d'entre eux.

M. Murphy: L'autre question porte sur un point mentionné précédemment par M. Quinn, à savoir que les employés qui sont malades ou les femmes enceintes seraient autorisés à demander une mutation. Comment a-t-on fait savoir cela aux employés?

M. Quinn: On le leur a fait savoir, monsieur le président, par l'intermédiaire de leur comité d'entreprise, constitué de délégués des syndicats et des ministères qui ont leur bureau dans l'immeuble.

M. Murphy: Entendez-vous par là que chaque intéressé pourra obtenir une mutation?

M. Quinn: On leur a fait savoir, monsieur le président, sur le conseil du ministère de la Santé et du Bien-être, que s'il y avait parmi eux des gens qui pensaient qu'en raison des conditions de travail dans l'immeuble, ils avaient des difficultés d'ordre médical ou étaient incommodés de façon anormale, nous envisagerions de les muter dans d'autres services du même ministère, ou dans d'autres ministères, s'ils en faisaient la demande par l'intermédiaire de leur ministère.

M. Murphy: Il y a une semaine exactement, j'ai rencontré ce comité, ces employés dont vous parlez, et ce n'est pas l'impression qu'ils ont. La leur se basait sur la politique de leur ministère.

M. Quinn: Je ne puis répondre à cela, monsieur le président, car je ne sais pas de quel comité il est question. Un groupe de travail sur l'environnement a été constitué aux Terrasses de la Chaudière, mais ce n'est pas le comité dont je parle.

M. Murphy: Mais de quel comité parlez-vous?

M. Quinn: Du comité local, celui qui a été constitué à la demande du comité directeur, pour étudier les problèmes des Terrasses, lequel est constitué de délégués des ministères et de représentants syndicaux. Il existe également un groupe de travail sur l'environnement, qui n'a toutefois pas caractère officiel.

M. Murphy: Vous affirmez donc que les employés de cet immeuble savent qu'ils ont le droit de demander leur mutation.

M. Quinn: Oui, monsieur le président, c'est exact.

Le vice-président: Ce sera votre dernière question.

M. Murphy: Le président du Conseil du trésor déclare qu'à son avis, les directives du Conseil sont au moins aussi bonnes, sinon meilleures, que les conditions existant ailleurs au pays. Parlez-vous du Code canadien du travail, ou des lois provinciales?

M. Johnston: Je parlais surtout de l'application du chapitre IV qui avait été proposé à plusieurs reprises par le parti auquel appartient M. Murphy. Il avait été dit que l'application de ce chapitre IV assurerait une meilleure protection aux employés de la fonction publique, et à mon avis, il n'en n'est rien; les normes adoptées sont, bien souvent, aussi bonnes ou meilleures que celles qui sont proposées au chapitre IV. J'ai également dit que j'étais disposé à accueillir toute preuve du contraire, sans qu'aucune ne m'en ait été fournie à ce jour.

[Texte]

Mr. Murphy: I believe I sent the minister specific examples last year. Whether you believe them to be accurate or not, is another matter. The very fact that the federal government is presumably proposing changes to Part IV of the Labour Code to try to make it as strong as the provincial legislation would indicate that the situation for the federal government workers is not parallel to those people who work under provincial legislation.

• 2140

Mr. Johnston: Well, I think that question should be directed to the Department of Labour with whom these proposals originate.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): One short question on decentralization. I am not going to go over all of the issues, as they are well known to the minister and to me, but I want to ask the minister whether or not it is the intention of the government to table shortly in the House—or somewhere, in the House preferably, as they did on one previous occasion—the complete set of their decentralization plans for the Government of Canada on the grounds that the government will have laid its cards on the table; the public will be able to make a judgment on the appropriateness of those plans; the public servants involved in the departments will know what their position is. I ask that question because on a couple of occasions in the House the parliamentary secretary, in answering questions on the adjournment debate, has said that these things would be announced by ministers from time to time. It seems to me that has an element of unfairness in it. I wonder if at least that could be removed from the program by the government considering tabling, say, before we rise on June 30, which is the estimated time, a list of all of its proposals for decentralization.

Mr. Johnston: Well, Mr. Chairman, I can understand why the hon. member representing Nepean—Carleton, as he does, raises that issue, but the fact is that there is no hidden agenda on decentralization. There was Phase II, which was widely publicized. The list of proposed decentralized projects was known and a number were cancelled and remain cancelled. A number have been announced as going ahead, but it is not fair to announce projects when no final determination has been made. That is the other side of that coin and that is why it is the responsibility of individual ministers to make determinations. It would not be appropriate for me to publish a list or say that certain moves are going to be made, until final decisions have been made with respect thereto.

The hon. member, Mr. Baker, is aware of what projects had been in train, as it were. There is no massive decentralization hidden agenda on the part of the federal government at all. In fact, Treasury Board has developed effective criteria for any decentralization issues. I have even said in the past that the kind of decentralization have even said in the past that the kind of decentralization that Treasury Board ministers are particularly interested in when opportunities come forth, are

[Traduction]

M. Murphy: Je crois avoir envoyé au ministre, l'an dernier, des exemples précis à cet effet. Evidemment, rien ne me dit que vous y ajoutiez foi. Mais le fait même que le gouvernement fédéral envisage d'apporter des modifications au chapitre IV du Code du travail, pour l'aligner sur la législation provinciale, donne à penser que les conditions de travail des fonctionnaires fédéraux ne sont pas les mêmes que celles des personnes assujetties à une loi provinciale du travail.

M. Johnston: Je crois qu'il faudrait adresser cette question au ministère du Travail, d'où émanent ces propositions.

Le vice-président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Une brève question sur la décentralisation. Je ne passerai pas en revue toutes les questions, qui sont bien connues du Ministre et de moi-même, mais je voudrais demander au ministre si le gouvernement a effectivement l'intention de déposer sous peu en Chambre—ou ailleurs, mais de préférence en Chambre, comme cela a déjà été le cas—un dossier complet des projets de décentralisation du gouvernement du Canada, afin de mettre cartes sur table. Le public pourra ainsi juger de la pertinence de ces projets et les fonctionnaires concernés sauront où ils en sont. Je pose cette question parce qu'à plusieurs reprises, le secrétaire parlementaire, en réponse à des questions sur le débat d'ajournement, a dit que les ministres feraient périodiquement des communiqués sur ce sujet. Il me semble qu'il y a là un élément d'injustice. Je me demande s'il serait tout au moins possible de retirer ceux-ci du programme et si le gouvernement pourrait envisager de déposer une liste de toutes ces propositions de décentralisation devant le Parlement avant la date prévue pour notre ajournement, à savoir le 30 juin.

M. Johnston: Je peux comprendre, monsieur le président, pourquoi le député représentant Nepean—Carleton soulève cette question, mais le fait est qu'il n'existe pas d'ordre du jour secret sur la décentralisation. Il y a eu la phase II qui a fait couler beaucoup d'encre. La liste des projets éventuels de décentralisation a été publiée, et un certain nombre d'entre eux ont été annulés. D'autres ont été maintenus, mais il serait injuste d'annoncer publiquement des projets lorsqu'aucune décision ferme n'a été prise à leur sujet. C'est là le revers de la médaille, et c'est pourquoi il incombe à chacun des ministres de prendre des décisions. Il serait inconvenant pour moi d'en publier une liste, ou d'annoncer que certaines décisions vont être prises lorsqu'elles ne l'ont pas encore été.

M. Baker connaît les projets qui sont à l'étude. Mais le gouvernement fédéral n'a pas d'ordre du jour secret sur les projets de décentralisation. Le Conseil du trésor, en fait, a mis au point des critères efficaces pour toute question portant sur la décentralisation. Je me rappelle même avoir dit que ce qui intéresse particulièrement le Conseil du trésor en matière de décentralisation, lorsque l'occasion s'en présente, ce sont de nouveaux programmes. Mais en période d'austérité, il n'y a

[Text]

new programs. There are not that many new programs in this period of restraint. Hence, as the member knows, there have not been great numbers of decentralization projects proposed.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I take it from what the minister says that the program as originally announced, which was in part deferred or cancelled by the government of which I was a member, has in effect been reinstated; that nothing beyond that is being considered by the government and that they will be announced piecemeal. Is that the state of play at the moment? That is how I interpret the minister's answer.

Mr. Johnston: Yes, I think in summary that is the status of those particular projects. There was Phase I; there was Phase II and some of the Phase II were reinstated. There were some modest substitutions made in certain cases. The one that comes to mind is the issue of the Passport Office which originally was destined for Sydney and that was replaced with a project of comparable magnitude.

I am not saying that decentralization as an approach or as a thought is dead at all. In other words, whenever there are any major programs or major reorganizations, it may be looked at. The hon. member himself raised the issue of the defence establishment test site at Orleans, for example. When major capital expenditures were proposed for that site, Treasury Board ministers, having regard to the location of the site, which has become very close to downtown Ottawa, and the nature of the operations, mandated me as President to examine it as a possible candidate for decentralization.

• 2145

I even conducted a physical examination of the site, together with other officials, and the conclusion reached by the board was that it was not an appropriate candidate for decentralization. But that is my point; in other words, it does not mean that the concept of decentralization is dead, but there are no plans to have, for example, a Phase III of a series of decentralization projects across the country; not at all.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Not in the sense of new projects, and I understand that; that is new projects from the point of view of moving. But my question was, and to get back to my question, that there was an original announcement with respect to decentralization plans of the government prior to the time that the minister was in fact the minister. Those were changed. I take it now that the cases of those that were changed, subject to minor modifications, are now in force for consideration and that at some time there will be announcements made with respect to carrying on a program that is in place. That is how I interpret the minister's remarks. That is the policy of the government. They have ear-marked the projects to go. The question now is with respect to timing only.

Mr. Johnston: Timing and funding.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Pardon?

Mr. Johnston: Timing and funding, and that means that a final decision has to be made by departments, and a depart-

[Translation]

pas tant de nouveaux programmes. C'est pourquoi, le député le sait bien, peu de projets de décentralisation ont été présentés.

M. Baker (Nepean—Carleton): D'après les propos du ministre, je crois comprendre que le programme initialement annoncé et ensuite partiellement annulé ou réservé par le gouvernement dont j'étais membre, a été remis sur les rails; le gouvernement n'aurait pas d'autres projets en vue et annoncera au fur et à mesure ceux qu'il voudra adopter. Est-ce bien là la situation à l'heure actuelle? C'est ainsi que je comprends la réponse du ministre.

M. Johnston: Oui, je crois qu'en bref, telle est bien la situation pour ce qui concerne ces projets. Il y a eu la phase I, puis la phase II, et une partie de la phase II a été rétablie. Certains changements mineurs ont été opérés. Je pense, entre autres, au cas du Bureau des passeports, qui devait être installé à Sydney, et qui a été remplacé par un projet de même ampleur.

Je ne veux pas dire par là que l'idée de décentralisation a été complètement repoussée. Je donne plutôt à entendre que tout programme d'importance, tout grand projet de réorganisation pourrait être examiné. Le député lui-même a soulevé la question du terrain d'essais de défense à Orléans, par exemple. Lorsqu'il a été proposé d'engager de grandes dépenses d'infrastructure pour cet emplacement, les ministres du Conseil du trésor, compte tenu de ce que cet emplacement se trouve à proximité du centre-ville d'Ottawa, et vu la nature des opérations, m'ont donné comme mandat, en tant que président, d'étudier la possibilité d'en faire un projet de décentralisation.

J'ai même procédé, en compagnie d'autres fonctionnaires, à un examen des lieux, et le Conseil a conclu qu'il ne pouvait servir à la réalisation d'un bon projet de décentralisation. Ce que je veux dire, c'est que la notion de décentralisation n'est pas périmée, mais que nous n'avons pas l'intention, par exemple, d'entamer la phase III d'une série de projets de décentralisation à travers le pays. Ce n'est pas du tout notre intention.

M. Baker (Nepean—Carleton): Vous n'envisagez pas de nouveaux projets, je comprends bien cela, à savoir de nouveaux projets de déplacement. Mais je reviens à ma question, qui portait sur l'annonce de projets de décentralisation du gouvernement avant la nomination de l'actuel ministre. Des changements sont intervenus depuis. Ceux de ces projets qui ont été modifiés, sous réserve de modifications secondaires, sont maintenant à l'étude, si je comprends bien, et des déclarations seront faites sur la mise en oeuvre du programme actuellement existant. C'est ainsi que je comprends les observations du ministre. C'est là la politique gouvernementale. Certains projets ont été désignés, et leur mise en oeuvre n'est plus qu'une question de temps.

M. Johnston: De temps et de financement.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je vous demande pardon?

M. Johnston: De temps et de financement. Ce qui signifie qu'une décision ferme doit être prise par les ministères et qu'il

[Texte]

ment may very well decide not to make a particular move because resources simply are not available. So it is more than timing.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Timing and funding are the two things. One last question. The Mapping Branch of the Department of Energy, Mines and Resources to Sherbrooke is one move that was trumpeted prior to 1979. There has been a considerable number of rumours with respect to that. Is that move on or off?

Mr. Johnston: Again, Mr. Chairman, that is a perfect example of the situation I am describing. That move had been planned. The Prime Minister, I believe, even answered some questions in the House with respect to it in response to—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I remember well.

Mr. Johnston: —questioning from the member from Sherbrooke. But the minister responsible has not come forward with a firm decision at this time on that move. That is not to say that that will not happen, but it is not one that a decision has been taken on. Hence, it would not be appropriate for me to comment any further than to say that that was one of the ones in Phase II. You have heard the Prime Minister comment on it, and that is where it sits.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): What you are really saying is that an announcement depends on timing from the point of view of the minister, which would be dependent on funding and other matters, and that that project is still part of the policy of the government, but it just has not occurred as yet.

Mr. Johnston: That project, to be more specific, was not one subject to cancellation.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Yes, that is right. Okay. I just want to make sure that that is in place. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Parker, five minutes, and then Mr. Gamble.

Mr. Parker: Thank you, Mr. Chairman. A recommendation has been made and accepted that calls for the centralization of the five regional water quality labs of the Department of the Environment to Burlington, Ontario. Does the Treasury Board have anything to do with such decisions regarding centralization and decentralization? I ask because of the considerable cost involved. Is the minister aware that these labs have only been decentralized in the last 10 years? How can this move be justified, given the expense and the need for water quality labs in all the regions of the country?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. Parker, perhaps it has been clear in my discussion on decentralization, where obviously a central co-ordination was required to carry

[Traduction]

est fort possible qu'un ministère se refuse à le faire, tout simplement parce qu'il ne dispose pas des ressources voulues. Ce n'est donc pas qu'une simple question de temps.

M. Baker (Nepean—Carleton): Il y a donc deux problèmes, celui du temps et celui du financement. Permettez-moi de vous poser une dernière question. La réinstallation à Sherbrooke de la Direction des levées et de la cartographie, du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, avait été l'une des initiatives annoncées avec tambour et trompette avant 1979. On en a beaucoup parlé depuis. Ce projet est-il maintenu, ou a-t-il été mis au rancart?

M. Johnston: Voilà de nouveau, monsieur le président, un excellent exemple de la situation dont je parlais. Ce projet avait été envisagé. Le premier ministre, je crois, avait même répondu au Parlement à certaines questions y ayant trait, en réponse à...

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui, je m'en souviens bien.

M. Johnston: ...des questions posées par le député de Sherbrooke. Mais le ministre responsable n'avait pas pris, à l'époque, de décision ferme sur ce projet. Cela ne veut pas dire pour autant que ce projet ne se réalisera pas, mais la décision est encore en suspens. C'est pourquoi il ne m'appartient pas de faire de commentaires à ce propos, sinon pour signaler que c'était l'un des projets de la phase II. Vous avez entendu les remarques du premier ministre à ce sujet, et c'est tout ce que je peux vous dire.

M. Baker (Nepean—Carleton): Ce que vous voulez dire, en réalité, c'est que c'est au ministre de décider du moment opportun pour annoncer un projet, en fonction du financement et d'autres questions, et que ce projet a été mis en veilleuse par le gouvernement jusqu'à ce qu'une décision soit prise à son sujet.

M. Johnston: Ce projet, voudrais-je préciser, n'était pas de ceux dont on avait envisagé l'annulation.

M. Baker (Nepean—Carleton): Oui, c'est juste. Je voulais simplement vous faire mettre les points sur les «i». Merci.

Le vice-président: Vous avez cinq minutes, Monsieur Parker, et la parole sera ensuite à M. Gamble.

M. Parker: Je vous remercie, monsieur le président. Une recommandation a été formulée et adoptée aux termes de laquelle les cinq laboratoires régionaux pour la qualité de l'eau, du ministère de l'Environnement, devraient être centralisés à Burlington, en Ontario. Le Conseil du trésor pèse-t-il sur les décisions concernant la centralisation et la décentralisation? Je pose cette question en raison des dépenses considérables qu'une opération de ce genre entraîne. Le ministre sait-il que ces laboratoires n'ont été décentralisés qu'au cours des dix dernières années? Comment justifier cette initiative, compte tenu des dépenses et de la nécessité, pour chaque région du pays, d'avoir ces laboratoires de contrôle de la qualité de l'eau?

M. Johnston: Monsieur le président, je voudrais répondre par votre intermédiaire à M. Parker que je crois avoir fait ressortir, dans mes remarques sur la décentralisation, que le

[Text]

out a policy which was originally introduced in the mid-seventies, that Treasury Board has had an active co-ordinating role in that regard. But I think it is clear from my answers to Mr. Baker that it is not the Treasury Board that decides whether a move takes place or does not take place. That is a managerial decision under the responsibility of the minister of the particular department.

Now, the issue that is raised by Mr. Parker is one in which I have no direct knowledge—perhaps one of my officials has—but where I am told of certain proposals to remove water quality labs from the Atlantic provinces into, you referred to, Burlington. I know nothing more about it than this information I have received. I believe this is the responsibility of the Department of the Environment. As a matter of fact, the matter only came to my attention, I might say, today, so I have not had the opportunity to inform myself beyond what I have just said here before members. But I will be happy to inform myself and make the information available should members so desire.

• 2150

I was going to ask Mr. Baker a question on centralization—

The Vice-Chairman: I would like to remind Mr. Baker—the clerk has reminded me that tomorrow we have appearing before the committee Mr. Brown of the Public Service Staff Relations Board.

You might be able to pursue some of the questions—

Mr. Baker (Nepean—Carleton): If it is appropriate, then.

The Vice-Chairman: —asked today, if appropriate.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Some of them may not be appropriate.

The Vice-Chairman: That is tomorrow at 3.30 in this same room.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you very much, ladies and gentlemen, and good evening.

[Translation]

Conseil du trésor a joué un rôle important de coordination lorsqu'il a fallu un coordonnateur central pour mettre en oeuvre une politique qui a été conçue au milieu de la dernière décennie. Je crois qu'il ressort également des réponses que j'ai données à M. Baker que ce n'est pas le Conseil du trésor qui décide de l'opportunité de mettre en oeuvre une mesure donnée. La décision relève de la haute direction d'un ministère, sous la responsabilité du ministre.

Je n'ai pas eu directement connaissance du problème soulevé par M. Parker—l'un de mes collaborateurs pourrait peut-être vous répondre—mais on me dit qu'il s'agit de certaines propositions visant à installer à Burlington des laboratoires pour le contrôle de la qualité de l'eau, actuellement établis dans les provinces de l'Atlantique. C'est tout ce que je sais sur ce projet, et je crois qu'il relève du ministère de l'Environnement. Je vous avoue que je n'en ai été prévenu qu'aujourd'hui et je n'ai donc pas eu le temps de m'informer; tout ce que je sais, c'est ce que je viens de vous dire. Toutefois, je me ferai un plaisir de m'informer et de vous faire part de mes découvertes.

J'allais poser une question à M. Baker au sujet de la centralisation.

Le vice-président: Je me permets de rappeler à M. Baker, comme le greffier vient de me le faire observer, que M. Brown de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, doit comparaître demain devant le comité.

Vous pourriez en profiter pour poser certaines questions . . .

M. Baker (Nepean—Carleton): Si vous pensez que cela vaut mieux.

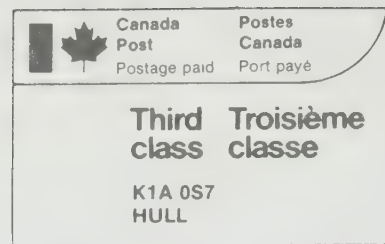
Le vice-président: . . . qui ont déjà été posées aujourd'hui.

M. Baker (Nepean—Carleton): Certaines d'entre elles risquent de ne pas être bien accueillies.

Le vice-président: Donc demain après-midi à 15h 30 dans la même pièce.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur le président.

Le vice-président: Merci beaucoup, mesdames et messieurs et bonne soirée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Treasury Board of Canada:

Mr. J.L. Manion, Secretary;
Mr. L.J. O'Toole, Acting Deputy Secretary, Program Branch;
Mr. E. Aquilina, Deputy Secretary, Official Languages Branch;
Mr. P. Meyboom, Deputy Secretary, Administrative Policy Branch;
Mr. J.W. Quinn, Assistant Secretary, General Management Division.

Du Conseil du Trésor du Canada:

M. J.L. Manion, secrétaire;
M. J.L. O'Toole, sous-secrétaire intérimaire, Direction des programmes;
M. E. Aquilina, sous-secrétaire, Direction des langues officielles;
M. P. Meyboom, sous-secrétaire, Direction de la politique administrative;
M. J.W. Quinn, secrétaire-adjoint, Division de la gestion du personnel en général.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 76

Tuesday, April 6, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 76

Le mardi 6 avril 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

4

Miscellaneous Estimates

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 25—Public Service Staff
Relations Board under PRIVY COUNCIL

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 25—Commission des
relations de travail dans la Fonction publique sous la
rubrique CONSEIL PRIVÉ

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Beatty	Gamble
Bossy	Gimaiel
Collenette	Herbert
Cousineau	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

King	Parker
Lambert	Smith
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

YAN 0-25

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 6, 1982

(93)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:35 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Gamble, Gauthier, Herbert, King and Parker.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witness: From the Public Service Staff Relations Board: Mr. J.H. Brown, Chairman.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 25 under PRIVY COUNCIL.

Mr. Brown made a statement and answered questions.

At 3:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 6 AVRIL 1982

(93)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15 heures 35 sous la présidence de M. Gauthier, (président).

Membres du Comité présents: MM. Gamble, Gauthier, Herbert, King et Parker.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie, Bibliothèque du Parlement.

Témoin: De la Commission des relations de travail dans la Fonction publique: M. J.H. Brown, président.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le Président met en délibération le crédit 25 sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

M. Brown fait une déclaration puis répond aux questions.

A 15 heures 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerck of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, April 6, 1982

• 1535

The Chairman: Order, please. We have before us the main estimates for 1982-83 and I would like to call, with your permission, Vote 25, Public Service Staff Relations Board, under Privy Council. You will find those estimates on pages 22-30 to 22-34.

PRIVY COUNCIL

F—Public Service Staff Relations Board

Vote 25—Public Service Staff Relations Board— Program expenditures\$7,521,000

The Chairman: It is with pleasure that I see Mr. J.H. Brown, Q.C., Chairman of the Public Service Staff Relations Board, and I greet him with the usual smile and welcome. Mr. Brown, I would like you to possibly present the gentlemen who are with you at the table, and then maybe if you have a short statement or presentation to make we would be happy to hear you and then proceed with questioning.

An hon. Member: On a point of order, do we not need a quorum here to start the meeting?

The Chairman: You do not need a quorum, sir. You only need to have representatives of the Official Opposition and the government to hear witnesses. Mr. Brown.

Mr. J.H. Brown (Chairman, Public Service Staff Relations Board): Mr. Chairman, first of all, I would like to say that my colleagues and I are pleased to appear before this committee and to assist it in any way that we can in discharging its responsibilities. As you have indicated, you would like me to introduce my colleagues who are with me at this table: Mr. Robert DesLauriers, Director General, Pay Research Bureau; Mr. Leon Mitchell, Deputy Chairman of the Board responsible for interest arbitrations; Mr. David Kates, Deputy Chairman, responsible for adjudications; and Mr. Louis Labrecque, Acting Director of Administration.

I would just mention that I regret the Vice-Chairman, Mr. Maurice Cantin, is not able to be with us here today.

As I indicated, I would like to make a brief statement outlining some of the work of the Board over the past year, but I do not propose to take up your time with a description of the role, structure and functions of the Board. Rather, in advance of this appearance, as on other occasions, the members were provided with a document which gave such a description. As I indicated, I will take a few minutes of your time to apprise you, in summary form, of some of the Board's activities over the fiscal year that ended on March 31, 1982, and to make

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 6 avril 1982

Le président: A l'ordre, je vous prie. Nous sommes saisis du Budget principal des dépenses pour l'exercice 1982-1983 et j'aimerais, avec votre permission, mettre en délibération le crédit 25 du Conseil privé, à la rubrique de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique. Vous le trouverez aux pages 22-30 à 22-34 du budget.

CONSEIL PRIVÉ

F—Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Crédit 25—Commission des relations de travail dans la Fonction publique—Dépenses du programme...\$7,521,000

Le président: J'ai le plaisir d'accueillir avec le même sourire que d'habitude M. J.H. Brown, C.R., président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, et de lui souhaiter une nouvelle fois la bienvenue ici. Monsieur Brown, auriez-vous l'obligeance de nous présenter les collègues qui vous accompagnent, puis peut-être de nous faire une brève allocution, après quoi nous pourrions passer aux questions?

Une voix: Un rappel au Règlement, monsieur le président: ne nous faut-il pas le quorum pour pouvoir commencer?

Le président: Non, nous pouvons entendre les témoins, à condition que le parti ministériel et l'opposition officielle soient représentés, ce qui est le cas. Monsieur Brown.

M. J.H. Brown (président, Commission des relations de travail dans la Fonction publique): Monsieur le président, pour commencer, j'aimerais vous dire à quel point mes collaborateurs et moi-même sommes heureux de comparaître devant vous et de vous aider, dans toute la mesure du possible, à vous acquitter de votre mandat. Vous m'avez demandé de vous présenter mes collaborateurs qui sont assis à cette table: M. Robert DesLauriers, directeur général du Bureau de recherches sur les traitements, M. Leon Mitchell, président suppléant chargé de l'arbitrage des conflits d'intérêts, M. David Kates, président suppléant chargé de l'arbitrage des griefs, et M. Louis Labrecque, directeur de l'Administration par intérim.

J'aimerais ajouter que je déplore l'absence de notre vice-président, M. Maurice Comtois, qui n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui.

Comme je l'ai déjà dit, j'aimerais vous faire une brève allocution pour faire le point de nos activités de l'exercice écoulé, mais je n'ai pas l'intention d'accaparer votre temps en vous décrivant le rôle, la structure et les fonctions de la commission. Au contraire, comme nous l'avons fait à d'autres reprises, nous avons soumis aux membres du Comité, en prévision de cette réunion, un document explicatif à ce sujet. Je vais dès lors vous demander quelques instants pour vous présenter un sommaire de quelques-unes de nos activités pour

[Texte]

some comparisons with previous years, where they seem appropriate.

During the fiscal year just past there were filed with the Board approximately 2,950 references to adjudication. Of these, some 1,150 originated in the Post Office; 1,350 are related to disciplinary action imposed by the employer in connection with the strike action taken by the clerical and regulatory groups in the fall of 1980. Another 450 references to adjudication came from other departments and agencies of the federal government. In the previous fiscal year, that is, 1980-81, in round figures there were 1,200 references filed with the Board, of which approximately 800 had their origin in the Post Office. There were 400 references from other sources.

I would mention that the number of references from other sources than the Post Office in the two years previous to that, that is, 1979-80, was 350, and in 1978-79 was 200. So you can see that the number of references to adjudication from sources other than the Post Office over the past four years has steadily increased, that is, 200 to 350 to 400 and to 450 in the most recent years. For that matter, there was an increase in the number of adjudications coming from the Post Office in the past year, that is, 1981-82, over the previous year. I would point out in this regard that the Board continues to have jurisdiction with respect to those Post Office grievances referred to adjudication that occurred prior to the coming into effect of the Post Office Crown Corporation Act on October 16, 1981. Notwithstanding the increase in the number of references from the Post Office in the past year, the Board can anticipate the resolution of all references to adjudication from that source over the next two years, or even less, depending on the party's readiness to schedule and attend hearings.

• 1540

We do not anticipate any decrease in the actual adjudication hearing load of the Board with the cessation of the Post Office adjudication. My reason for making this statement is based on the Board's experience in the past years that, taking into account the availability of the human resources of the parties of interest, the average number of hearings the parties can reasonably accommodate is limited to approximately 35 each month. In fact, 400 adjudication hearings are scheduled into 1980-1981, as compared with 425 in the 1981-1982 fiscal year. That is, there was a larger number in this past year.

These figures, in our experience, indicate that even without Post Office adjudications the Board will continue to be called upon to deal with references to adjudication at least at its current level. Based on the trend over the past four years to which I have referred, that level will be even higher. As well, the Board is called upon to deal each year with approximately 100 applications relating to other types of proceedings; and in making that reference to 100, I am not including references to arbitration.

On mediation services of the Board, the 1981-1982 fiscal year has been both a busy and a rewarding one. During that period, on the request of one or other of the parties, a total of

[Traduction]

l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1982 et pour vous fournir quelques comparaisons utiles par rapport aux exercices précédents.

Au cours de l'année financière qui vient de prendre fin, la commission a reçu environ 2,950 demandes d'arbitrage de griefs. Sur ce nombre, 1,150 demandes considéraient des griefs présentés par des employés du ministère des Postes, et 1,350 portaient sur des mesures disciplinaires imposées par l'employeur à la suite de la grève déclenchée par le groupe des commis aux écritures et aux règlements à l'automne 1980. De plus, 450 griefs provenaient d'autres ministères et organismes de l'administration fédérale. Au cours de l'année financière précédente, 1980-1981, la commission avait reçu, grosso modo, 1,200 demandes d'arbitrage, dont 800 concernaient des griefs présentés par des employés du ministère des Postes et environ 400 par les employés d'autres ministères et organismes.

Je mentionnerai à votre attention que les chiffres comparables pour 1979-1980 et 1978-1979 s'établissaient respectivement à 350 et à 200 pour le ministère des Postes. Ces données indiquent que le nombre des demandes d'arbitrage de griefs présentées par les fonctionnaires des ministères et organismes de l'administration fédérale, à l'exception du ministère des Postes, a augmenté régulièrement au cours des dernières années, passant de 200 à 350, puis à 400, puis enfin à 450. En l'occurrence, le nombre de demandes provenant d'employés du ministère des Postes a également augmenté l'année dernière par rapport à l'année précédente. Signalons que la commission demeure compétente pour entendre les griefs du ministère des Postes qui ont été renvoyés à l'arbitrage avant la proclamation de la Loi sur la Société canadienne des Postes, le 16 octobre 1981. Même si leur nombre a augmenté l'an dernier, la commission prévoit que tous les griefs renvoyés à l'arbitrage par les employés du ministère des Postes seront réglés d'ici deux ans au plus si les parties parviennent à s'entendre sur les dates des auditions et à assister à ces dernières.

Nous ne prévoyons pas que notre charge de travail en matière d'arbitrage de griefs diminuera, même si les griefs des employés des Postes ne sont plus renvoyés à nos services d'arbitrage. En effet, la commission sait par expérience que les ressources humaines des parties concernées ne permettent la tenue que d'environ 35 auditions par mois en moyenne. De fait, 400 renvois à l'arbitrage ont été mis au rôle en 1980-1981, par opposition à 425 au cours de l'année financière 1981-1982. Ce chiffre a dès lors augmenté l'an dernier par rapport à l'exercice précédent.

Ces chiffres et notre expérience indiquent que même sans les griefs des employés des Postes, la charge de travail de la commission en matière d'arbitrage des griefs se maintiendra au moins à son niveau actuel. En outre, les tendances des quatre dernières années démontrent que le nombre de renvois à l'arbitrage augmentera. La commission entend également environ 100 demandes par an portant sur d'autres questions, ceci excluant, comme je viens de vous le dire, les renvois à l'arbitrage.

En ce qui concerne les services de médiation de la commission, l'exercice 1981-1982 a été chargé, mais intéressant. Au cours de cette période, à la demande de l'une ou l'autre des

[Text]

20 conciliators or mediators were appointed to assist in reaching a collective agreement. In 12 of those disputes a complete settlement was achieved with such third-party assistance. In one instance mediation followed the release of a conciliation Board report and subsequent strike action. This was the strike of the inside postal workers last summer. In five disputes the issues were considerably reduced as a result of the mediation process, when the parties in fact did proceed either to binding arbitration or to a conciliation Board. At year's end, two other cases were still pending, and in all but four situations members of the Board's own mediation staff were appointed.

During the past year there were nine requests for the appointment of conciliation Boards. In three instances a settlement was reached prior to the establishment of a Board. Thus only six Boards were appointed. I would add here that three conciliation Boards were carried over from the previous year. Of the nine Boards established, one settlement was reached while the matters in dispute were before the conciliation board, and seven board reports were issued. The remaining one, the conciliation board for the air traffic control group, has been carried forward into the current year.

Of particular interest are the average wage increases resulting from interest arbitration awards compared with the wage settlements reached in the public service by direct negotiations, with or without the assistance of a mediator, conciliator, or conciliation board. Stated another way, we have compared wage settlements for those bargaining units where the bargaining agents used arbitration as the process to resolve their collective bargaining disputes as compared with the wage settlements for those bargaining units of the public service who did not use arbitration. This provides an internal comparison between these two methods of reaching wage settlements. The differences are based on a comparison of the simple annualized average annual increases, weighted by the number of employees. The Pay Research Bureau of the Board analysed these data, which show that the average wage increase awarded in arbitration has been lower than the average wage settlement that came about through other means by 2.7 per cent in both of the fiscal years 1980-1981 and 1981-1982.

This relatively large differential of 2.7 per cent requires some explanation and adjustment to avoid misleading conclusions. The general services occupational group, numbering over 12,000 employees, negotiated a collective agreement that provided an average increase of over 16.5 per cent in each of the two fiscal years 1980-1981 and 1981-1982.

[Translation]

parties, 20 conciliateurs ou médiateurs, au total, ont été nommés pour les aider à conclure une convention collective. Des règlements sont ainsi intervenus dans 12 litiges, tandis que dans un autre cas, un médiateur a été nommé après la parution du rapport du bureau de conciliation et le déclenchement d'une grève: en l'occurrence, la grève des postiers qui eut lieu l'été dernier. En cinq occasions, la plupart des points en litige avaient été réglés à l'étape de la médiation lorsque les parties ont demandé l'arbitrage exécutoire ou la constitution d'un bureau de conciliation. A la fin de l'année, deux affaires restaient en instance. Dans tous les cas, sauf quatre, ce sont des membres des services de médiation de la commission elle-même qui ont agi à titre de médiateurs.

L'année dernière, il y eut neuf demandes relatives à la constitution d'un bureau de conciliation. Dans trois cas, un règlement est intervenu avant l'établissement du bureau, de sorte que six bureaux seulement ont été constitués. J'ajouterai en outre que trois bureaux de conciliation constitués l'année précédente n'étaient pas encore dissous. Sur ces neuf dossiers ayant entraîné la constitution d'un bureau de conciliation, un a été réglé pendant que les points en litige se trouvaient devant le bureau et un rapport de conciliation a été publié dans sept autres cas. Le dernier bureau de conciliation, soit celui établi dans l'affaire mettant en cause le groupe du contrôle de la circulation aérienne, a continué son travail pendant l'année en cours.

Les augmentations salariales moyennes accordées par des arbitres de conflits d'intérêts, comparativement aux ententes salariales conclues dans la fonction publique grâce à des négociations directes, avec ou sans l'aide d'un médiateur, d'un conciliateur ou d'un bureau de conciliation, présentent un intérêt particulier. En d'autres termes, nous avons comparé les augmentations salariales accordées aux unités de négociation de la fonction publique qui ont choisi l'arbitrage comme méthode de règlement des différends découlant de la convention collective à celles accordées aux unités qui ont choisi une autre méthode. Cette comparaison en permet une autre, interne celle-là, entre ces deux moyens de parvenir à une entente sur les salaires. Les différences sont fondées sur une comparaison de la simple augmentation annuelle moyenne annualisée, pondérée par le nombre d'employés. Le Bureau de recherches sur les traitements, un élément de la commission, a analysé ces données, qui indiquent que l'augmentation salariale moyenne accordée aux unités qui ont choisi l'arbitrage au cours des années financières 1980-1981 et 1981-1982 a été inférieure dans une proportion de 2.7 p. 100 à celle accordée aux unités qui ont choisi d'autres méthodes de règlement des différends.

Cette différence relativement importante de 2.7 p. 100 nécessite certaines explications pour éviter des conclusions trompeuses. Le groupe professionnel des services divers, qui comprend plus de 12,000 employés, a négocié une convention collective qui prévoit une augmentation moyenne de 16.5 p. 100 pour chacune des deux années financières en question, soit 1980-1981 et 1981-1982.

[Texte]

• 1545

This average increase was inflated for the reason that the parties agreed to give effect to the principle of equal pay for work of equal value. The general labour and trades group, numbering over 19,000 employees negotiated an average increase of close to 16 per cent in each of those fiscal years. In this case the explanation for the relatively high increase was that the public service rates of pay had lagged significantly behind the rates paid in similar occupations outside the public service. A more realistic comparison of average wage settlements between those units of employees who rely on arbitration as the process for dispute resolution and those who do not do so, is achieved by excluding the above two groups.

The average annual increase resulting from arbitral awards for each of the fiscal years 1980-81 and 1981-82 was somewhat over 10.5 per cent compared to just over 11.5 per cent in the fiscal year 1980-81, and just under 12.5 per cent in the fiscal year 1981-82 for those units not using the arbitration option. In other words, arbitral wage awards are, on average, a little more than 1 per cent less than the wage settlements reached by other methods of dispute resolution in the 1980-81 fiscal year and close to 2 per cent lower in the past fiscal year.

I have also caused to be prepared a comparison between the average wage increase in the public service just referred to, and the average wage increase in base rates in the private industrial sector in Canada, other than construction, during the fiscal year 1980-81. I would mention that the data for 1981-82 as yet has not been reported. However, in that year the average wage increase was 11.8 per cent in the private industrial sector, compared to an average wage increase in the public service of 11.6 per cent for those units not using arbitration, and just above 10.5 per cent for those settled by arbitral awards.

I think it is important to emphasize that about 80 per cent, or 670, of the collective agreements entered into during the period 1969 to 1981 were the result of settlements reached by the parties in direct negotiations or with the assistance of conciliation even though, on average, 60 per cent or more of the bargaining units had selected arbitration as the means of settling their collective bargaining disputes. Only about 20 per cent, or 170, of the collective agreements were resolved by arbitration during this 12-year period.

During the fiscal year 1981-82, some 49 collective agreements were entered into between the Treasury Board and the bargaining agents. Only 6 of these 49 agreements were the result of arbitral awards. In other words, nearly 87 per cent of the agreements were concluded by negotiations between the parties, with or without conciliation assistance, during 1981-82.

[Traduction]

Cette augmentation moyenne est élevée parce que les parties ont convenu de mettre en application le principe d'un salaire égal pour un travail égal. En outre, le groupe des manoeuvres et hommes de métier, qui compte plus de 19,000 employés, a négocié une augmentation moyenne de près de 16 p. 100 pour chacune de ces deux mêmes années financières. Dans ce cas, cette augmentation relativement élevée s'explique du fait que les taux de rémunération en vigueur dans la fonction publique accusaient un retard considérable sur les taux accordés aux titulaires de postes semblables hors de la fonction publique. La comparaison entre les augmentations salariales moyennes accordées aux unités d'employés qui ont eu recours à l'arbitrage en tant que méthode de règlement des différends et à celles qui ont choisi une autre méthode est plus réaliste si on exclut ces deux groupes.

L'augmentation annuelle moyenne accordée par un arbitre pour chacune des années financières 1980-1981 et 1981-1982 a été quelque peu supérieure à 10,5 p. 100, comparativement à un plus de 11,5 p. 100 en 1980-1981, et à un peu moins de 12,5 p. 100 en 1981-1982 pour les unités qui n'ont pas choisi l'arbitrage. En d'autres termes, les augmentations accordées aux unités qui ont choisi l'arbitrage étaient en moyenne inférieures d'un peu plus de 1 p. 100 à celles accordées aux unités qui ont choisi d'autres méthodes de règlement des différends pour l'année financière 1980-1981 et inférieures de près de 2 p. 100 au cours de la dernière année financière.

J'ai aussi demandé que soient comparées l'augmentation salariale moyenne consentie dans la fonction publique, dont je viens de parler, et l'augmentation salariale moyenne des taux de base accordée dans le secteur privé au Canada, à l'exclusion du secteur de la construction, au cours de l'année financière 1980-1981. Les données applicables à 1981-1982 n'ont pas encore été publiées. Dans le secteur des entreprises, l'augmentation salariale moyenne a été de 11,8 p. 100, et dans le secteur public, elle a été de 11,6 p. 100 dans le cas des unités qui n'ont pas eu recours à l'arbitrage, et d'un peu plus de 10,5 p. 100 pour ce qui est des augmentations accordées par un arbitre.

Il est important, je crois, de souligner qu'environ 80 p. 100 des conventions collectives conclues entre 1969 et 1981, soit 670 conventions au total, ont été le résultat d'ententes entre les parties au moyen de négociations directes ou avec l'aide d'un conciliateur, même si environ 60 p. 100 des unités de négociation avaient choisi l'arbitrage pour régler les différends découlant de la négociation collective. Au cours de cette même période de 12 ans, donc, seulement 20 p. 100 des conventions collectives, soit 170 au total, ont été signées à la suite d'une décision arbitrale.

Au cours de l'année financière 1981-1982, quelque 49 conventions collectives ont été conclues entre le Conseil du Trésor et les agents négociateurs. Sur ce nombre, six seulement ont été le résultat de décisions arbitrales. En d'autres termes, en 1981-1982, près de 87 p. 100 des ententes ont été conclues grâce à la négociation entre les parties avec ou sans l'aide d'un conciliateur.

[Text]

On that note I would turn to the Board's main estimates for the coming fiscal year which are provided for in Vote 25, as you have mentioned, Mr. Chairman. The amount requested is \$7,521,000 an increase of \$979,000, or 15 per cent, over the 1981-82 estimates. Approximately 90 per cent of this requested increase is attributable to salaries, which were calculated in accordance with a formula established by the Treasury Board. The balance of the increase is an allowance for inflation applied to all non-salary items.

Mr. Chairman, I and my colleagues will be happy to answer any questions which you or the members of this committee may have regarding the estimates or the operations of the Board.

The Chairman: Mr. Gamble; 10 minutes.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Brown, I have noted with interest your explanation as to why, despite the fact that in essence you have lost two thirds of the entire workload for last year, you anticipate that your complement of staff should remain at its current level. This is on the basis that apparently there is an average of 35 hearings concluded every month and, therefore, your backlog justifies a continuation of your current staffing numbers. Even by the most pessimistic views, if history is to be any guide, the maximum number of references that you should receive this year would not exceed 800. Would that be true, that 800 would be an absolute maximum, outside number?

• 1550

Mr. Brown: As a matter of fact, the number of references to adjudication—

Mr. Gamble: You have given the number of 425 for 1981-1982. Is that an estimate or do you have them already? How would you know?

Mr. Brown: The number . . .

Mr. Gamble: 425 for the year that we just finished.

Mr. Brown: Yes.

Mr. Gamble: I just wonder. We just finished it. Your figure is right up to date, I take it. Is it?

Mr. Brown: That is right.

Mr. Gamble: What is your anticipated number of referrals then for the current year?

Mr. Brown: As I indicated, I think there would probably be a lessening of the references to adjudication coming from the Post Office. I have indicated that in that area there would be a decrease.

You can never tell when you are suddenly going to get a large increase as a result of some strike activity or other situations such as the very large number that came in, growing

[Translation]

Je désire maintenant attirer votre attention sur les prévisions budgétaires de la commission pour l'exercice financier 1982-1983, inscrites sous le crédit 25, comme vous l'avez mentionné, monsieur le président. Le montant demandé est de \$7,521,000, soit une augmentation de \$979,000, ou 15 p. 100, par rapport au budget de l'exercice précédent. Environ 90 p. 100 de l'augmentation demandée est attribuable aux salaires, qui ont été calculés conformément à la formule établie par le Conseil du Trésor. Le reste nous permettra de tenir compte des conséquences de l'inflation pour tous les postes autres que les salaires.

Monsieur le président, mes collègues et moi-même seront heureux de répondre aux questions des membres du Comité au sujet des prévisions budgétaires ou des activités de la commission.

Le président: Monsieur Gamble, vous avez dix minutes.

M. Gamble: Je vous remercie, monsieur le président. Monsieur Brown, je vous ai suivi avec intérêt lorsque vous nous avez expliqué pourquoi, même si vous avez perdu deux tiers de la charge de travail que vous aviez l'an dernier, vous prévoyez devoir conserver à vos effectifs leur niveau actuel. Ceci se fonde sur le fait qu'apparemment, vous procédez en moyenne à 35 auditions par mois et que, par conséquent, le retard que vous avez accumulé justifie le maintien des effectifs actuels. Même en étant extrêmement pessimiste, et si on part du principe que l'histoire est un éternel recommencement, vous ne devriez, cette année, recevoir au maximum que 800 demandes. Me trompé-je lorsque je dis que ce serait un maximum absolu?

M. Brown: En fait, le nombre de demandes d'arbitrage . . .

M. Gamble: Vous nous avez parlé de 425 demandes pour 1981-1982. S'agit-il d'une prévision, ou ces demandes ont-elles déjà été déposées? Comment le savez-vous?

M. Brown: Le nombre . . .

M. Gamble: Il s'agit de 425 demandes pour l'année qui vient de se terminer.

M. Brown: En effet.

M. Gamble: Je me posais la question. Nous venons de terminer l'exercice, et je suppose que vos chiffres sont à jour. Le sont-ils?

M. Brown: Ils le sont.

M. Gamble: Combien de demandes prévoyez-vous pour l'année en cours?

M. Brown: Comme je vous l'ai dit, le nombre de demandes d'arbitrage émanant des Postes va probablement diminuer, et j'ai également signalé qu'il y aurait une diminution globale dans ce secteur.

Toutefois, il est impossible de prédire avec certitude qu'il n'y aura pas une augmentation subite et massive, en raison d'une grève par exemple, comme ce fut le cas suite à la grève de

[Texte]

out of the clerical and regulatory group strike in 1980, to which I have referred.

It is hard to fully anticipate in advance how many you will get, but what I was referring to was from sources, other than the Post Office, and from unusual situations like the clerical and regulatory group strike that we have seen over the past four years an increase in the number of references to adjudication, and we have no reason to anticipate that there will be any particular decrease.

Mr. Gamble: What is your current unresolved backlog, Mr. Brown?

Mr. Brown: Just a minute. Our current backlog from the Post Office is 1,635 references to adjudication, and there are 1,693 from all other sources, so there is a total backlog of 3,328.

Mr. Gamble: That figure would have been very helpful.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, on a point of order.

The Chairman: I am sorry, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Just a point of order, would you advise, if the bells are not ringing for too long before the vote is taken, are we coming back?

The Chairman: I would like, first of all, to find out why the bell is ringing, and I have asked the clerk to enquire.

Mr. Herbert: The bells are ringing for a vote, obviously.

The Chairman: Is it a vote that can last for some time, or is it a bell that can be taken to last maybe 15 minutes?

Mr. Herbert: It is not for us to make a decision right here anyway. I intend to leave right now, as I am summoned to the House, but I want to know, if the vote is taken, and if it finishes, are we coming back to another meeting?

The Chairman: Well, by agreement, I guess, we could make it that if the vote is taken before 4.30 p.m., we will reconvene in this room—

Mr. Herbert: Okay.

The Chairman: —and continue with Mr. Brown.

Mr. Parker, did you have something to say?

Mr. Parker: Just before I leave, if I may, I would like clarification on that last point of Mr. Gamble, if it is appropriate, because it is something I would like to think about while I am gone.

Am I to understand on this Post Office that the agreement was reached that the public service sector would be looking after these outdated programs until such and such a date, so there is a deadline for these to be wrapped up. Is that the intent of your question, or is it the Canada Labour—

[Traduction]

1980 du groupe des commis aux écritures et aux règlements dont j'ai d'ailleurs parlé.

Il est extrêmement difficile de prévoir avec quelque degré de certitude le nombre de demandes dont nous serons saisis, mais je voulais parler en l'occurrence de demandes émanant d'autres organismes et ministères que les Postes et de cas exceptionnels, comme la grève des commis qui, au cours des quatre dernières années, a provoqué une multiplication du nombre de demandes d'arbitrage, de sorte que nous n'avons pas lieu de prévoir une diminution particulièrement sensible.

M. Gamble: Combien de demandes sont encore en suspens, monsieur Brown?

M. Brown: Attendez voir. Pour les Postes, il nous reste 1,635 demandes d'arbitrage en suspens, plus 1,693 demandes provenant d'autres organismes, soit un total de 3,328.

M. Gamble: Il nous aurait été très précieux de connaître ce chiffre.

M. Herbert: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Le président: Excusez-moi, monsieur Gamble, monsieur Herbert.

M. Herbert: Pourriez-vous nous préciser si nous allons reprendre la séance après le vote, à condition que le timbre ne sonne pas trop longtemps?

Le président: J'aimerais, pour commencer, savoir pourquoi le timbre résonne, et j'ai demandé au greffier de se renseigner.

M. Herbert: De toute évidence, pour un vote.

Le président: S'agit-il d'un vote qui risque de durer longtemps, ou pourrions-nous en avoir terminé en un quart d'heure?

M. Herbert: Il ne nous appartient pas d'en décider ici. Je me propose de me rendre immédiatement à la Chambre, puisque le timbre nous convoque, mais j'aimerais savoir si, à la fin du vote, nous allons poursuivre la séance.

Le président: Nous pourrions par exemple convenir de poursuivre la séance si le vote a lieu avant 16h30...

M. Herbert: D'accord.

Le président: ... et nous continuerons à entendre M. Brown.

Monsieur Parker, aviez-vous quelque chose à ajouter?

M. Parker: Avant de me rendre à la Chambre, j'aimerais, si vous me le permettez, obtenir une précision sur la dernière intervention de M. Gamble, si toutefois vous le jugez opportun, parce que j'aimerais y réfléchir pendant l'intermède.

A propos des Postes, dois-je comprendre qu'il y a une entente selon laquelle le secteur de la fonction publique continuerait à se charger des programmes périmés jusqu'à une date donnée, de sorte que ces mêmes programmes aient une échéance fixe? Est-ce de cela que vous parliez, ou s'agit-il de Travail Canada...

[Text]

Mr. Gamble: No. That is what I wanted to find out from Mr. Brown, but I thought I would pursue it later.

Mr. Parker: Okay.

The Chairman: Gentlemen, with your agreement, we will adjourn until 4.30 p.m. Mr. Brown, will you wait for us? We have our duty to do. It is a vote on the ways and means motion of Mr. Lalonde, so it should not be too long; but, if at 4.30 p.m. we are not back, sir, we will call upon you for future meetings.

Mr. Brown: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, sir.

Mr. Gamble: Saved by the bell.

[Translation]

M. Gamble: Non. C'est ce que je voulais découvrir auprès de M. Brown, mais j'avais pensé y revenir plus tard.

M. Parker: Merci.

Le président: Avec votre permission, donc, messieurs, nous levons la séance jusqu'à 16h30. Monsieur Brown, pouvez-vous nous attendre? Le devoir nous appelle. Il s'agit d'un vote sur la motion de voies et moyens de M. Lalonde, qui ne devrait pas durer trop longtemps. Toutefois, si nous ne sommes pas revenus à 16h30, nous vous demanderons de revenir ultérieurement.

M. Brown: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci à vous aussi.

M. Gamble: Vous êtes sauvé par le timbre.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESS—TÉMOIN

From the Public Service Staff Relations Board:

Mr. J.H. Brown, Q.C., Chairman.

*De la Commission des relations de travail dans la Fonction
publique:*

M. J.H. Brown, c.r., président.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 77

Tuesday, April 20, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 77

Le mardi 20 avril 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 35—Science Council of
Canada under SCIENCE AND TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 35—Conseil des
Sciences du Canada sous la rubrique SCIENCES ET
TECHNOLOGIE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Bossy	Gimaïel
Collenette	Halliday
Cousineau	Herbert
Dion (<i>Portneuf</i>)	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

King	Orlikow
Lambert	Smith
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, April 19, 1982:

Mr. Orlikow replaced Mr. Parker.

On Tuesday, April 20, 1982:

Mr. Halliday replaced Mr. Beatty.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 19 avril 1982:

M. Orlikow remplace M. Parker.

Le mardi 20 avril 1982:

M. Halliday remplace M. Beatty.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 20, 1982
(94)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:38 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Berger, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker (Nepean—Carleton), Berger, Halliday and Herbert.

Other Member present: Mr. Schroder.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Science Council of Canada: Dr. Stuart L. Smith, Chairman; Dr. J. Gilmour, Director of research; Dr. M. L'Abbé, Executive Director and Mr. J. Miedzinski, Deputy Executive Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 35 under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

Dr. Smith made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 20 AVRIL 1982
(94)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15 heures 38 sous la présidence de M. Berger, (vice-président).

Membres du Comité présents: MM. Baker (Nepean—Carleton), Berger, Halliday et Herbert.

Autre député présent: M. Schroder.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: Du Conseil des Sciences du Canada: M. S.L. Smith, président; M. J. Gilmour, directeur de la recherche; M. M. L'Abbé, directeur général et M. J. Miedzinski, directeur général adjoint.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le Président met en délibération le crédit 35 sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

M. Smith fait une déclaration puis, avec les témoins répond aux questions.

A 17 heures 06, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerck of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Tuesday, April 20, 1982

• 1538

Le vice-président: A l'ordre! Nous reprenons aujourd'hui l'étude du Budget principal 1982-1983. Nous étudions aujourd'hui le crédit 35 sous la rubrique Sciences et Technologie.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

D—Conseil des sciences du Canada

Crédit 35—Conseil des sciences du Canada—Dépenses du programme.....\$3,763,000

Le vice-président: Nous avons comme témoin le docteur Stuart Smith, président du Conseil des sciences du Canada. Je vous demanderais tout de suite, docteur Smith, de nous présenter les témoins qui sont avec vous et de faire une déclaration d'ouverture si vous en avez une.

M. Stuart Smith (président du Conseil des sciences du Canada): Merci, monsieur le président. Il me fait plaisir d'être ici parmi vous. Je veux vous présenter notre directeur général, le docteur Maurice L'Abbé; le directeur de la recherche au Conseil, le docteur James Gilmour; et notre directeur général adjoint, M. Miedzinski. D'autres membres de notre équipe sont ici pour nous aider à répondre à vos questions, et s'il était nécessaire de vous les présenter, je le ferais à ce moment-là.

Je n'ai pas vraiment de déclaration à faire; je veux prendre seulement quelques moments pour faire une petite revue du rôle du Conseil des sciences et vous faire part de quelques idées de petits changements que nous avons ces temps-ci.

• 1540

I am a little more comfortable if I can address you in English, but I would be very happy to respond to any questions in French if the member of Parliament would prefer that a response be given in French. It is entirely up to the member.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): French will be perfect for me.

Mr. S.L. Smith: I would just begin, Mr. Chairman, by saying that the Science Council, by mandate, as I am sure the members are well aware, is supposed to be a body that gives advice. It gives advice to the government; it gives advice to the nation. Unlike the line ministries, it is in an unusual position because it does not have access to confidential information, and furthermore, does not give advice confidentially. So whatever it does is in the open, and in that sense it is an unusual kind of advice-giver. But there are other agencies of government that do this, as well; I am sure you have heard from the Economic Council, among others.

The council has tended to define its role by performing studies of subjects that it feels are of current interest related to

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le mardi 20 avril, 1982

The Vice-Chairman: The meeting will now come to order. We will resume consideration of the Main Estimates for 1982-83. Today we will be looking at Vote 35 under Science and Technology.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

D—Science Council of Canada

Vote 35—Science Council of Canada—Program expenditures.....\$3,763,000

The Vice-Chairman: Our witness today is Doctor Stuart Smith, Chairman of the Science Council of Canada. I would like to ask you, Doctor Smith, to introduce the witnesses who are here with you today and to make your opening statement if you have one.

Mr. Stuart Smith (Chairman of the Science Council of Canada): Thank you, Mr. Chairman. I am very pleased to be here today. I would like to first introduce our director general, Dr. Maurice L'Abbé; the Director of Research on the Council, Dr. James Gilmour; and our assistant Director General, Mr. Miedzinski. Some other members of our team are also here to help answer your questions, and if I need their assistance, I will introduce them to you at that time.

I do not really have any statement to make at this time; I would just like to take a few moments to review briefly the role of the Science Council and make you aware of some changes we are making these days.

Je me sens un peu mieux si je peux vous parler en anglais, mais je serais heureux de répondre à toute question qui pourrait être posée en français, si les députés le préfèrent.

M. Baker (Nepean—Carleton): Je m'accommoderai très bien du français.

M. S.L. Smith: Je commencerai, monsieur le président, en disant que le Conseil des sciences, de par son mandat, et je suis sûr que les députés en ont conscience, est un organisme chargé de conseiller. Il conseille le gouvernement, il conseille l'ensemble du pays. A la différence des ministres, il se trouve dans une position un peu particulière, étant donné qu'il n'a pas accès aux renseignements secrets, et ne donne pas non plus ses conseils à titre confidentiel. Tout ce qu'il fait se fait donc en pleine lumière, et c'est donc un organe consultatif tout à fait particulier. Il y a d'autres organismes gouvernementaux dans le même cas; je suis sûr, par exemple, que vous connaissez le cas du Conseil économique.

Le Conseil a cherché à définir son rôle en faisant faire des études dans des sujets qui lui semblent particuliers par rapport

[Texte]

science and technology and the application of both in our country. These studies, which have taken the resources of council and have taken a fair bit of time, have been published and are available for all who are interested. It has been our feeling, certainly in recent times, that perhaps the council should go beyond that and that the studies we do perhaps ought to be more focused, a little more directed toward policy recommendations, be done in a shorter time frame with a narrower frame of reference in each instance and that if a recommendation is worth making at all, it is probably worth making with a lot of emphasis on bringing the public along so that the public will know what is being recommended.

So we are now shifting our emphasis a bit to shorter, policy-oriented recommendations with a great deal of public follow-up activity to make sure that the ideas are being understood by citizens who actually have an interest in Science Council matters. We would hope to react in a co-operative way with some of the other agencies, and that is perhaps something we have not done much of in the past. I will be meeting with the Economic Council of Canada shortly to see if there is some way we can work together in some studies that would be of benefit to Canada. We are not sure how that is going to work out, but it is a first effort on our part to try to work in consultation and conjunction with other agencies.

I should tell you something of my own role. What I have decided to do as the first full-time chairman—there has never been a full-time chairman—is spend about three-fifths of my time in the office and in the area of the corridors of government, talking to civil servants, speaking to the various people who are involved in policy-making and making sure that the council is running properly.

I am devoting about 40 per cent of my time to travel. It is my intention to travel to every part of the country, and what I have been doing is dropping in to see various companies that are actually applying technology successfully here in Canada. I am getting to know as much as I can about the science base of the country by visiting various universities. On Thursday, for instance, I shall be at Queen's University for the day listening to about 25 of their top researchers to find out what they are hoping to accomplish. Last night I met with 20 of McMaster's top science people; and, as I say, it has been very worth while because from my travels I have been bringing ideas back to the council and we have been discussing them.

One last thing I would like to say and then I want to listen to questions and answer. Some of you will know I used to be on the other side of these tables, and every time a witness would come to report and present a lengthy opening statement I remember I always felt it was a deliberate attempt to avoid having to respond to questions from the members. So, since I know how that feels, I will be very brief and we can use our time for questions and answers and discussion.

• 1545

I feel that the three themes that the Science Council must concern itself with are, first of all, the state of our basic science and engineering base in this country. That includes the

[Traduction]

à la recherche scientifique, la technologie et leurs applications. Ces études, auxquelles nous consacrons nos moyens financiers et notre temps dans une large mesure, ont été publiées et sont disponibles pour toute personne intéressée. Nous avons eu le sentiment, depuis quelque temps, que le Conseil pourrait peut-être aller au-delà, et que les études pourraient être plus centrées et plus orientées en fonction de recommandations politiques, qu'elles devraient être faites également dans un laps de temps plus court, en poursuivant des objectifs plus modestes et plus précis, et que toute recommandation digne de ce nom, mérite par ailleurs que l'ensemble du public en prenne conscience et sache qu'elle a été faite.

Nous avons donc déplacé un peu notre centre de gravité, vers des recommandations plus concises, orientées dans un sens politique, en cherchant à sensibiliser le public, par ailleurs, afin que nos idées soient comprises de l'ensemble de la population. Nous aimerions travailler en collaboration avec les autres organismes gouvernementaux, ce que nous n'avons pas toujours pu faire par le passé. Je prendrai contact dans très peu de temps avec le Conseil économique du Canada pour voir ce qui peut être fait dans ce sens, dans le cadre d'études qui profiteraient à l'ensemble du Canada. Nous ne savons pas comment cela fonctionnera, mais voilà un premier pas de notre part pour chercher à collaborer et travailler en harmonie avec d'autres organismes et agences.

Je vais vous parler un peu de mon rôle. En tant que président à plein temps, et ceci pour la première fois—il n'y a jamais eu de président à plein temps jusqu'ici—je passe environ trois cinquièmes de mon temps dans mon bureau, et dans les couloirs des ministères du gouvernement, en conversation avec des fonctionnaires, et avec diverses personnes chargées de l'élaboration des politiques et, en même temps, soucieuses de veiller à ce que le Conseil fonctionne correctement.

Je consacre 40 p. 100 de mon temps environ aux déplacements. J'ai l'intention de me rendre dans toutes les régions du pays, et jusqu'ici, j'ai eu des contacts ponctuels avec diverses sociétés et compagnies qui ont déjà enregistré des succès dans certaines applications technologiques. Je cherche à en savoir autant que possible sur l'infrastructure scientifique du pays, en me rendant dans les universités. C'est ainsi que je serai, jeudi, à l'université Queen's, pour une réunion avec 25 des chercheurs de pointe, qui exposeront leurs intentions et leurs désirs. Hier soir, j'ai rencontré 20 autres chercheurs de McMaster, et comme je le disais, cela a été extrêmement fructueux, puisque j'ai ramené au Conseil des idées dont nous avons pu discuter.

Avant de passer aux questions, laissez-moi vous rappeler que mon expérience de ces séances, et certains d'entre vous ont l'habitude de me voir plutôt de l'autre côté de la barre, m'ont montré que les déclarations préliminaires et les mémoires trop longs présentés en début de séance ont souvent pour rôle de permettre d'échapper aux questions de la part des membres du Comité. Sachant très bien quelle impression on a, dans ces cas-là, je m'attacherai à être bref, ici, pour permettre ensuite que les questions et les réponses puissent s'échanger.

Je pense que les trois grands domaines qui doivent préoccuper avant tout le Conseil des sciences sont tout d'abord l'état de notre recherche scientifique et de nos techniques, ce qui

[Text]

manpower situation, the educational programs and training, the research—such as it is. It seems to me that ought to be one of our major thrusts. A second one is what you might call the regulatory; the quality-of-life aspects of science, the impact of science, the impact of technology, for good or ill, on our quality of life, including many areas of regulation such as environment, toxic materials in the workplace, the impact of computers on privacy, all that sort of thing.

And the third—and frankly I think it has to be our most important one at this time, maybe occupying 50 per cent of our effort—is the application of science and technology to the economy of Canada, in the hope that by the judicious application of technology we will be able to produce a productive base for this country which will create the wealth and the employment the country so desperately needs.

We believe we can usefully offer suggestions, and we have an industrial policies committee which has been working on this over the years and continues to do so.

I will bring my statement to a close, then, Mr. Chairman. My colleagues and I are very pleased to have the opportunity to share with members of Parliament these hours together, and we look forward to responding to questions.

The Vice-Chairman: Thank you, Dr. Smith.

We will begin right away then with Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Dr. Smith, I guess I am the first member of Parliament who will have the opportunity to question you directly in a committee of the House. While you have been on the other side of the table, as you described it, I want to say before the review that I watched your career with more than just passing interest, and that I am quite honoured that I should be first. As first, on behalf of my colleagues in the Progressive Conservative Party—and and I hope I speak for all members of the committee—I want to welcome you here and I want to wish you well in your work, because we believe, and have said so for a number of years, that there is indeed a connection between the economy of the country, its prosperity, the realization of its potential, and the place of science in the broad sense. We have some great problems to solve and we have to look at the solutions in a practical sort of way. So I welcome you.

I also welcome your statement, and, if I may say so, your third theme is likely your most important. I do not denigrate the other two by any means, but your third theme is likely most important in the long term of the future of the country. Moreover, I think it is important that—not neglecting the times and approaches of studies that have gone on before—when your council, with its reputation, approaches something, it ought to approach it not just from the study point of view, but from the policy point of view, in terms of recommendation,

[Translation]

inclut la situation de la main-d'oeuvre et du personnel, les programmes de formation et la recherche. Voilà un des premiers objectifs sur lesquels notre attention doit se porter. Le deuxième point est celui de la réglementation, si vous voulez l'appeler ainsi; il s'agit de la science dans ses rapports avec certains aspects de la qualité de la vie, l'impact des sciences, l'impact des techniques, pour le meilleur et pour le pire, sur la qualité de notre vie, ce qui inclut divers aspects de la réglementation concernant l'environnement, l'impact des produits toxiques sur les lieux de travail, les répercussions de l'informatique sur la vie privée, etc.

Troisièmement—et cela devrait être sans doute un des chapitres prioritaires, auquel 50 p. 100 de nos efforts devraient sans doute être consacrés—je pense aux répercussions et à l'utilisation des sciences et technologies dans le domaine économique, et à ce sujet, nous avons tous l'espoir qu'une application judicieuse de la technologie permettra de garantir une base productive créatrice de richesse et d'emploi, ce dont le pays a tant besoin.

Nous pensons que nous pouvons faire des suggestions utiles; et nous avons constitué un comité responsable des politiques industrielles, qui fonctionne depuis plusieurs années.

Je vais en rester là, monsieur le président. Mes collègues et moi-même sommes très heureux de pouvoir rencontrer ici les députés, et nous nous réjouissons d'avance des questions qu'ils nous poseront.

Le vice-président: Merci, monsieur Smith.

Nous allons donc passer la parole tout de suite à M. Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur Smith, je pense que je suis le premier député qui va pouvoir vous poser des questions directement dans une réunion de comité de la Chambre. Alors que vous avez l'habitude d'être de l'autre côté de la barre, comme vous l'avez déjà dit, je tiens ici à déclarer que j'ai suivi votre carrière avec un intérêt soutenu, et je suis très honoré de pouvoir être le premier à vous poser des questions. Tout d'abord, je tiens, au nom de mes collègues du parti conservateur—mais je pense que cela concerne également tous les membres du Comité—à vous souhaiter la bienvenue et à vous souhaiter en même temps bonne chance dans votre travail, puisque—et voilà de nombreuses années que je le déclare—il y a effectivement un rapport étroit entre l'avenir économique du pays, sa prospérité, la réalisation de ses potentialités, et la place qu'occupe la science dans le sens large du terme. Nous avons des problèmes graves à résoudre, et nous devons chercher des solutions pratiques. Je vous souhaite donc d'abord la bienvenue.

Je vous félicite également pour votre déclaration d'introduction, et je peux sans doute dire que votre troisième thème est sans doute le plus important. Je ne cherche pas à diminuer l'importance des deux autres, mais ce dernier est sans doute prioritaire à long terme pour le pays. De plus, je pense qu'il est important—sans vouloir ici minimiser les efforts et les études du passé—que votre conseil, étant donné sa réputation, aborde les études dans un sens non seulement de recherche, mais également par rapport aux politiques impliquées, puisqu'il y a

[Texte]

because it is against your nonpolitical, unbiased, scientific approach to a problem that we can judge, as members of Parliament, and the public can judge, the response of governments, whatever their stripe, to the problems of the day.

I think it is important those studies be narrow. We found here, if I may relate from experience, that the select committee process, with a narrow mandate and also a very short time frame, has tended to concentrate the mind. It is like the prospect of a man hanging; it tends to concentrate the mind. And that has happened with Parliament. Indeed, I think we have a job in the country to have the people of Canada become familiar, at least in the lay sense, with the language and the problems of science, its application and its importance to the future, so I am very pleased with your opening statement. I wanted to say that. I am honoured to be the first member to say that. I say to you, on behalf of all members of Parliament, we do wish you well, because this is an important council.

• 1550

Mr. S.L. Smith: Thank you for your statement, Mr. Baker.

Mr. Baker: I note that it is consistent as well. I read an article in *Maclean's* where you say this:

... the economy is number 1, with the quality of life a close second—he sees the Science Council as an irreplaceable asset to a country that has watched its branch-plant economy deteriorate underneath a steady shower of acid rain. Smith sees a clear connection between Canada's present economic woes and the fact that the national percentage of GNP spent on research and development has fallen over the past decade to its present level of one per cent.

I must say that is something that has concerned me.

I ask you this question, sir: in doing your work in the policy studies, would you consider undertaking as a policy review the question of the fiscal policy of the government as it relates to the Canadian high-technology industry? I am selfish in asking you to do that, but I happen to represent an area that is high-tech oriented.

Also, one of the things the Canadian Advanced Technology Association presented to our party was a concern about the federal budget of November 12. It said, first off, that the budget had been a disappointment and that they objected to three specific measures which they felt impacted on their ability to excite capital out of people's pockets and into investment in that industry; and they were the constraints in that budget placed on interest deductibility, the proposed elimination of tax-free roll-overs on share exchanges, and also the limitations on capital cost allowances. Some adjustments were made to that by the Finance Minister on December 18, 1981, but their concern still remained. They expressed a concern that just under 1 per cent of GNP is spent on research and development, which is about half as much as is spent in

[Traduction]

des recommandations, et puisque c'est par rapport à l'approche non politique, impartiale et scientifique qui est la vôtre, que nous pouvons juger, nous, les députés, et que le public peut juger, de l'opportunité des solutions que propose le gouvernement aux problèmes du jour.

Je pense qu'il est important que ces études soient extrêmement précises dans leur objectif. Nous avons nous-mêmes constaté ici que la formule du comité spécial, ou d'enquête, dont le mandat et la durée sont réduits, a permis de concentrer les esprits. Il y a un moment où le couperet tombe, et cela amène toujours les gens à être plus concentrés. L'une de nos tâches est effectivement de familiariser l'ensemble de la population, disons les non-spécialistes, avec la terminologie et les problèmes de la science, ses applications et leur importance pour notre avenir; je suis donc tout à fait satisfait de votre déclaration d'ouverture. Voilà ce que je voulais dire d'abord, et je suis très honoré d'être le premier à le dire. J'insiste: au nom de tous les députés, je vous souhaite bonne chance, étant donné l'importance du conseil.

M. S.L. Smith: Merci, monsieur Baker, pour ces paroles.

M. Baker: Je pense qu'il y a là une certaine logique. J'ai lu un article dans *MacLean's* où vous dites:

... l'économie est la priorité numéro 1, avec la qualité de la vie tout de suite après... il voit le Conseil des sciences comme un actif irremplaçable pour le Canada, qui a assisté à la destruction de sa base économique par des pluies acides continues. M. Smith voit un rapport évident entre la situation économique difficile du Canada, et le fait que la part du PNB consacrée à la recherche et au développement ait pu régresser depuis 10 ans, jusqu'à ne plus représenter que 1 p. 100.

Voilà quelque chose qui m'inquiète également, je dois le dire.

Je vous pose donc la question suivante: dans le cadre de vos études d'orientation politique, pourriez-vous envisager de faire une étude sur la question des politiques budgétaires du gouvernement, dans leur rapport avec l'avenir des industries de pointe du Canada? Je vous pose cette question de façon un peu égoïste, étant donné que je représente moi-même un secteur d'avant-garde.

Un des points qui inquiète la *Canadian Advanced Technology Association* (Association canadienne de technologie avancée), et dont cette association s'est ouverte à notre parti, concerne le budget du 12 novembre. Tout d'abord, l'association a été extrêmement déçue par ce budget, et on conteste plus particulièrement trois mesures, dont les répercussions sur la capacité de ce secteur particulier d'attirer l'investissement et le capital ont été néfastes; il était question de l'attitude extrêmement négative du budget par rapport à la déductibilité de l'intérêt, de la proposition de supprimer les dispositions libérant de l'impôt les échanges de participation, ainsi que des limitations qui seraient appliquées aux déductions pour amortissement. Malgré les ajustements pratiqués par le ministre des Finances le 18 décembre 1981, les inquiétudes de cette associa-

[Text]

the United States, in percentage terms, and in west Germany and Japan.

They pointed out in their brief that General Motors and IBM in the United States have spent, each of them, more on R&D in 1981 than all of Canadian industry put together. I think that crystalizes the importance of the appropriate financial and economic framework within which that industry must operate.

The first question I wanted to ask you is on your view of the level of research and development. If you are concerned about the question of spending and the commitment, as I am concerned about it—and I put that to you in as nonpartisan a way as I possibly can—could you comment on it? Would you be prepared to look into this as one of those practical applications of recommendations to the economy in science?

Mr. S.L. Smith: I will be happy to answer that, Mr. Baker. First of all, I want to thank you again for your very gracious statement of welcome and for the good wishes from such a respected member of Parliament as yourself. I am very moved by that and thank you very much, sir.

Your question is an excellent one. Am I satisfied with the level of research and development in the country? Certainly not. Would we be willing to look into specific constraints which some of the entrepreneurs and the high-technology companies are now complaining of? The answer is certainly yes. In our book, entitled *Hard Times, Hard Choices*, which was put out before I came to the Science Council, a number of fiscal measures were recommended. Those were based on perceived needs at the time. We are constantly meeting with companies and with entrepreneurs, with venture capitalists and with financial institutions, to determine in a dynamic way the ongoing situation.

• 1555

Naturally, with each succeeding budget and each succeeding series of world events and new discoveries and so on, different measures are helpful or unhelpful, depending on how they impact. This is not something you can just speak of once. You have to continue to review them. I will in fact be meeting with CATA shortly. I have been asked to address them and we will be discussing these matters. I make a point of asking each company what problems now, they find, stand in the way of their improved development.

For instance, I met with a company yesterday that has an interesting R&D problem. They are a technology outfit. They make semi-conductor devices. They are very successful; they export about 90 per cent of their material in the world market, even to Japan, believe it or not. They have a problem. They are now dealing with the tax department because their R&D is not all hived off in an office somewhere in a lab. They are a small outfit so they have R&D people all over the place. Well,

[Translation]

tion persistent. Elle se plaint en effet que seulement 1 p. 100 du PNB soit consacré à la recherche et au développement, ce qui est à peu près la moitié de ce que les États-Unis y consacrent, de même que le Japon et la République fédérale d'Allemagne.

Cette association a fait remarquer dans son mémoire que *General Motors* et IBM, aux États-Unis, ont dépensé, chacune, en 1981, pour la recherche et le développement, plus que toute l'industrie canadienne réunie. Voilà qui met donc l'accent sur l'importance de donner un cadre financier et économique approprié à l'industrie.

Je voudrais donc vous demander votre point de vue sur le niveau de recherche et de développement que vous jugez approprié. Si ces questions de financement et d'engagement vous posent également des problèmes, vous pourriez peut-être nous le dire, et je cherche à vous poser la question d'une façon aussi impartiale que possible. Seriez-vous donc prêt à étudier la question, et à en faire l'objet de recommandations concernant l'économie et la science?

M. S.L. Smith: Je vais répondre à cette question, monsieur Baker. Tout d'abord, j'ai été très heureux d'entendre un député aussi respecté que vous l'êtes prononcer des paroles de bienvenue et formuler des souhaits comme vous l'avez fait. Voilà qui m'a beaucoup touché, et je vous remercie.

Votre question est tout à fait pertinente. Suis-je satisfait du niveau de la recherche et du développement au pays? Certainement pas. Serions-nous disposés à étudier de près certaines contraintes plus particulières dont les entreprises et les sociétés à technologie de pointe se plaignent? La réponse est oui. Dans notre livre, «L'industrie dans une conjoncture difficile», qui est sorti avant que je n'entre moi-même au conseil, nous proposons un certain nombre de mesures budgétaires. Elles ont été conçues en fonction d'une certaine perception des besoins de l'époque. Nous avons des contacts permanents avec les sociétés et les entreprises, avec les personnes qui s'associent et avec les institutions financières, pour chercher à déterminer de façon dynamique l'évolution des situations et leur état.

Bien sûr, avec les budgets qui se suivent, et compte tenu de la progression de la technologie dans le monde, les mesures sont bénéfiques ou nuisibles, c'est selon. C'est un sujet où il n'y a pas de réponse définitive, il faut constamment étudier la question. En fait, je rencontrerai l'Association canadienne de technologie avancée très bientôt. On m'a invité à discuter de ces questions avec des représentants de l'ACTA. Je me fais un point d'honneur de demander à chaque entreprise quels sont les problèmes qui nuisent à leur expansion.

Par exemple, hier, j'ai rencontré des représentants d'une entreprise qui a un problème assez intéressant au sujet de la recherche et du développement. Il s'agit d'une entreprise technologique fabriquant des semi-conducteurs. Cette entreprise est florissante et elle parvient à exporter environ 90 p. 100 de sa production sur les marchés mondiaux, même au Japon. Cette entreprise a un problème avec le ministère du Revenu parce que le service de recherche et de développement de cette

[Texte]

apparently they are having difficulty with a particular interpretation which says that they can subtract the salaries of their R&D people for purposes of tax write-off but they cannot assign any amount of cost for the space, for the heating—the overhead, in other words. They are okay on salaries and equipment, but nothing for overhead. It is as though the salaries and the people and the equipment are located nowhere simply because they are not big enough to have them separated off, but they have them in different corners of their existing plant. Plainly, it is absurd to suggest that R&D can be carried out with zero overhead and yet apparently that is what is being suggested.

So these are the kinds of things we think we can help with. We are quite prepared to draw public attention, and draw the attention of various ministers of the government, to areas where the government's excellent policy of wanting to improve R&D is being hampered by existing regulations or by particular rules or measures.

So the answer simply is, yes, certainly. Anything we can recommend to improve the state of R&D, we are prepared to do; whether it is arising from the last budget or from 10 budgets before that.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Do I have any more time?

The Vice-Chairman: I am sure we could get back to you.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Okay.

Thank you, Dr. Smith.

Mr. S.L. Smith: Could Dr. Gilmour, our Research Director, add a few words on that?

Dr. J. Gilmour (Director of Research, Science Council of Canada): Yes. The council, from time to time, has made various proposals in the fiscal policy area, but I think the council, too, has been very vocal and very serious in trying to point out to the Canadian public that probably fiscal policies within Canada in relation to stimulating R&D would be less effective than in other countries, and they would be less effective because essentially we have structural problems that reduce the efficacy of fiscal measures.

We have a situation in Canada such that no matter what fiscal policies you put in place and what alterations you make, you will not get the sort of responsiveness out of firms that you might get in, say, France or west Germany or Sweden.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Is there a reason?

Dr. Gilmour: Yes, there is. There are a number of reasons. First of all, we have a very large number of firms in Canada which are simply not of the nature that you would expect to do R&D at all. You simply do not expect soft-drink bottling

[Traduction]

entreprise n'est pas concentré dans un bureau de laboratoire. Il s'agit d'une petite entreprise, si bien que les spécialistes de la recherche et du développement travaillent dans tous les secteurs. Il semblerait qu'il y ait un petit problème au sujet d'une interprétation de la loi, selon laquelle on peut déduire les salaires des spécialistes de la recherche et du développement de l'impôt à payer; cependant, cette entreprise ne peut pas déduire les frais afférents aux locaux, au chauffage, autrement dit, les frais généraux. On lui permet de déduire les salaires et le matériel, mais aucun frais général. Cela revient à dire que ces spécialistes rémunérés, et le matériel qu'ils utilisent, n'existent pas vraiment, car l'entreprise n'est pas assez grosse pour avoir un laboratoire distinct de recherche et de développement: ces travaux s'effectuent dans l'ensemble de l'entreprise. De toute évidence, on ne peut pas faire des travaux de recherche et de développement sans subir de frais généraux, et pourtant, c'est ce qu'il faut en déduire de cette interprétation.

Ce sont là des problèmes que nous pouvons aider à régler. Nous sommes tout disposés à attirer l'attention du public, des différents ministres du gouvernement sur ces questions où la politique gouvernementale d'intensification de la recherche et du développement est réduite par des règlements ou des règles en vigueur.

Donc, en bref, la réponse est oui. Nous sommes prêts à tout recommander pour améliorer la situation de la recherche et du développement au Canada; il importe peu que les mesures découlent du budget qui vient d'être présenté ou d'un budget présenté dix années avant.

M. Baker (Nepean—Carleton): Est-ce qu'il me reste encore du temps?

Le vice-président: Nous pourrions revenir.

M. Baker (Nepean—Carleton): D'accord.

Merci, monsieur Smith.

M. S.L. Smith: M. Gilmour, directeur de la recherche, aurait quelque chose à ajouter.

M. J. Gilmour (directeur de la recherche, Conseil des sciences du Canada): Merci. Le conseil a fait différentes propositions en matière de politique fiscale; cependant, nous avons également essayé de faire comprendre à l'ensemble du public canadien qu'au pays, l'ensemble des politiques fiscales de stimulation de la recherche et du développement seraient probablement moins efficaces que dans les autres pays, à cause de ces problèmes structurels qui réduisent l'efficacité des mesures fiscales.

Au Canada, peu importe les politiques fiscales adoptées et peu importe les modifications, les réactions sont beaucoup moins fortes qu'en France, en Allemagne de l'Ouest ou en Suède.

M. Baker (Nepean—Carleton): Pourquoi donc?

M. Gilmour: Pour différentes raisons. Premièrement, au Canada, beaucoup d'entreprises ne sont pas les types d'entreprises à faire de la recherche et du développement. On ne s'attend donc pas à ce qu'un embouteilleur de boisson gazeuse

[Text]

plants to do R&D, and you do not expect people who make stockings or socks or cement, or whatever, to do R&D. We have a disproportionately large number of firms and industries which are of that nature. Structurally, we have a disproportionately small number of the sorts of firms and industries that you could expect to do R&D in the first place. In other words, you have to look at the basic structure of the kind of industry that we have here and then you have to go to another level in looking at that structure. You have to say, in those firms in those industries where you would expect R&D to occur, will you get that responsiveness, and this is when you then run into the foreign-ownership issue because we have a lot of firms and a lot of industries where you would expect R&D and it is not happening. It is not happening, of course, because a large proportion of those firms are in Canada for very good business reasons, to supply the Canadian market.

• 1600

They came in as a process of import substitution over tariff barriers a long time ago, and they are now supplying that Canadian domestic market. Their R&D, for very good reasons, is done at home. So you are not getting the responsiveness out of many of the firms that in other countries—and when you look at the position they occupy in industry or our economy, you would think that, as these are our leaders, you would expect them to be doing a lot. They are not doing it because they are, in a sense, spill-over appendages of firms which do a great deal of R&D but are being responsive to the R&D incentives of the American government, or the French government, or the British government.

I think what I am saying is that we have a situation in Canada—yes, there is room for fiscal policy improvement, but I do not think we are going to get the leverage and the change out of fiscal policy that other countries might expect to get. And it goes right back to the structure, which goes right back to the very way we developed in Canada.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Would that apply equally to the high-technology industries in the area that I am talking about here?

Mr. Gilmour: Yes, it applies in high technology. We are lucky in the sense that it is in high technology where we see quite a number of indigenous Canadian-based firms which have proven themselves to be very responsive to various policy improvements we have seen over the last few years, and which have taken advantage of them. The problem is there are just not enough of them. That is the really basic difficulty. I think we have excellent firms in Canada, truly entrepreneurial firms. We need more of them. That is the real difficulty, and many of them are small or medium size. And what we really like are a lot of the large entrepreneurial indigenous firms. We can almost count those firms on one hand. What we have to try to do is to encourage the small and medium to come up to that size, and the types of things we have to do lie not only in the

[Translation]

fasse de la recherche et du développement, la même chose pour les entreprises de fabrication des bas, de béton, etc. Proportionnellement, nous avons énormément d'entreprises et d'industries de ce genre. Cela laisse très peu de petites entreprises et industries qui peuvent faire de la recherche et du développement. Autrement dit, c'est la structure même du secteur industriel qu'il faut regarder. Il faut voir la réaction de ces entreprises, de ces industries qui font de la recherche et du développement. C'est là qu'on se heurte aux problèmes des filiales étrangères. Nous avons beaucoup d'entreprises et d'industries qui ne font pas de recherche et de développement, alors qu'elles devraient le faire. Elles n'en font pas, bien sûr, parce qu'une bonne partie de ces entreprises sont installées au Canada pour des raisons commerciales évidentes, pour approvisionner le marché canadien.

Ces entreprises sont venues s'installer au Canada, il y a longtemps, pour contourner les barrières tarifaires, et maintenant, elles approvisionnent le marché canadien. Pour des raisons très évidentes, les travaux de recherche et de développement se font à la société mère. Donc, nous n'avons pas autant de réactions de bon nombre de ces firmes que dans les autres pays, et pourtant, si nous regardons leur position économique, on penserait que ces entreprises sont des chefs de file et on penserait qu'elles réagiraient énormément. Eh bien, ce n'est pas le cas, parce qu'en fait, ces entreprises sont des excroissances de sociétés qui font beaucoup de recherche et de développement, mais qui réagissent plutôt aux encouragements consentis par le gouvernement américain, le gouvernement français ou le gouvernement britannique.

Ce à quoi je veux en venir, c'est qu'au Canada, eh bien oui, on peut améliorer la politique fiscale, mais la politique fiscale en ce domaine n'a pas autant de répercussions que dans d'autres pays. Cela nous ramène à la structure économique du pays, à notre développement au Canada.

M. Baker (Nepean—Carleton): Est-ce que cela s'applique également aux industries de pointe du secteur dont je parle?

M. Gilmour: Oui, cela s'applique également aux techniques de pointe. Nous pouvons nous féliciter; dans ce secteur, il y a un bon nombre d'entreprises vraiment canadiennes qui ont su très bien s'adapter aux différentes modifications de politique qui sont survenues depuis quelques années. Le problème, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de ces entreprises. C'est là le problème de base. Nous avons des entreprises d'excellente qualité au Canada, des entreprises très dynamiques. Il nous en faut plus. Un autre problème, c'est que beaucoup de ces entreprises sont de petite ou de moyenne taille. Et ce que nous préconisons, c'est un grand nombre d'entreprises dynamiques canadiennes de grande dimension. A l'heure actuelle, on peut compter ces entreprises sur les doigts de la main. Nous devons encourager les petites et moyennes entreprises à se développer,

[Texte]

fiscal area, but in export incentives and government support in various forms. There is hope, but sometimes not enough.

I have said enough.

Mr. S.L. Smith: I might just complete the picture for you, Mr. Chairman.

In fairness, there are some Canadian firms who are not sufficiently risk-oriented in doing the R&D. If there are fiscal constraints in their way, certainly they should be removed. And there are some branch plants who are doing a good R&D. I visited Pratt & Whitney the other day and they do a lot of R&D. So it is not 100 per cent black and white. But I do believe Dr. Gilmour is correct when he says that as a general tendency we have suffered from a structural problem in our economy which is related to the degree of foreign ownership although not identical to the question of foreign ownership.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you very much. Thank you, Dr. Smith. Mr. Gilmour, thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Baker.

Mr. Herbert, please.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Well, I have a major disagreement with Dr. Gilmour, and I will come to that in a minute. But first of all, may I add to the comments of Mr. Baker my own personal congratulations to Dr. Smith on his appointment, and, because of his past political allegiance, maybe it will be appropriate for me to start off by discussing the political independence of the Science Council of Canada.

Inasmuch as the reason why the Science Council of Canada is here today is to look at the estimates—and the estimates come out of the government, and the government has a minister who is responsible—is it your intention, Dr. Smith, to ensure the independence of the council, as your predecessor said on many occasions, and not be influenced by the fact that you do have to go cap-in-hand to the minister for the moneys to keep your organization intact?

Mr. S.L. Smith: I am glad you put the question, Mr. Herbert, because anyone who knows me will know that the aspect of myself, of my personality, and of my being that I prize the most highly is my integrity. I came through six or seven years in politics with that unblemished, and in my present role I believe I owe it to the people of Canada to conduct the affairs of the council in a way which is best for the council and for the people of Canada, and that means in an absolutely nonpartisan manner. The fact that I have to go to the people of Canada for money—and that means one goes through the normal process of the government—is simply the way things operate in a democracy. If there were a change in government, it would not change the way we would behave one

[Traduction]

et pour cela, nous devons non seulement nous pencher sur la politique fiscale, mais nous devons aussi étudier la question des encouragements à l'exportation et de l'appui gouvernemental. Il y a une petite lueur d'espoir.

J'en ai assez dit.

M. S.L. Smith: Si je peux continuer à répondre, monsieur le président.

En toute honnêteté, certaines entreprises canadiennes ne prennent pas suffisamment de risques pour ce qui est de la recherche et du développement. Si les raisons de cela, ce sont des empêchements fiscaux, eh bien, il faut les enlever. Par ailleurs, certaines filiales font beaucoup de travaux de recherche et de développement. L'autre jour, j'ai visité la Pratt & Whitney, où se font beaucoup de travaux de recherche et de développement. Donc, il faut faire des nuances. Cependant, je pense que M. Gilmour a raison lorsqu'il dit que globalement, nous avons souffert d'un problème de structure de notre économie qui se rapporte au nombre des filiales étrangères, bien que ce ne soit pas nécessairement identique à la question des filiales des multinationales.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci beaucoup, monsieur Smith. Monsieur Gilmour, merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Baker.

Monsieur Herbert, vous avez la parole.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Je ne suis pas d'accord sur ce que vient de dire M. Gilmour, et j'y reviendrai bientôt. Tout d'abord, permettez-moi d'ajouter mes félicitations à celles de M. Baker pour la nomination de M. Smith. Compte tenu de son passé politique, je pense qu'il convient de commencer par une discussion sur l'indépendance politique du Conseil des sciences du Canada.

Le Conseil des sciences du Canada comparaît aujourd'hui pour défendre son budget des dépenses; ce budget des dépenses est présenté par le gouvernement, et un ministre de ce gouvernement est responsable du conseil. Monsieur Smith, avez-vous l'intention de défendre, comme l'a fait votre prédécesseur à maintes occasions, l'indépendance du conseil, même si vous devez aller demander au ministre l'argent nécessaire à votre fonctionnement?

M. S.L. Smith: Je suis content que vous posiez cette question, monsieur Herbert; toute personne qui me connaît sait très bien que j'accorde la plus haute importance à mon intégrité. J'ai traversé six ou sept ans de vie politique, et mon intégrité n'en a pas souffert; en ma qualité actuelle, je suis responsable devant les Canadiens de mener le conseil de la meilleure façon possible, tant pour le conseil que pour l'ensemble des Canadiens, et cela signifie que je dois le faire d'une façon totalement objective. Après tout, un des principes de fonctionnement de la démocratie, c'est que je dois recevoir de l'argent des contribuables du Canada, par l'entremise du gouvernement. Un changement de gouvernement ne changera en rien notre comportement. Nous continuerons encore à demander de l'argent pour offrir des conseils objectifs.

[Text]

iota. We would still in fact be seeking money for nonpartisan advice.

• 1605

And I assure you, you will be able to judge me by my actions. I am not going to go out of my way to make unnecessary criticism of the government just to prove how independent I am. That would be silly. But I am quite prepared to answer all subjects as they arise objectively, and I think you will see that with the passage of time I will prove that point, because to me that is far more important than any political relationships I might have had in the past.

Mr. Herbert: I thought it was important to get that on the record, Dr. Smith, because obviously it may be necessary for you in the future to be criticizing government legislation, for example.

Mr. S.L. Smith: Certainly.

Mr. Herbert: And I assume you would feel quite free to do that.

That brings me to my second point: that in looking at the amount of research done in this country, you presumably are looking at legislation. We have already discussed some aspects of that. If I may give a comparison, I always look upon construction, which I like to consider as my own industry, as being the catalyst for the economy, and as construction goes, so the economy goes. Why does construction go? Because construction makes a profit; otherwise, it just does not go. We do not get any apartment building at the present time because it is not profitable, and so on.

Now, R&D for me is also the catalyst, particularly for the industrial sector, and it is done by the private sector if they can see some profit coming out of it; if they can get a buck out of it. That is the only reason why they do it. The *raison d'être* for any company is to make a profit, obviously.

That is why I was taking issue with Dr. Gilmour. He introduced the subject of foreign ownership. Now, foreign ownership—we have a lot of multinationals in this country, and particularly in my area do I have many, many industrial concerns that are foreign owned. The problem with those concerns is that they can make more profit in other countries. Not necessarily the home country—Dr. Gilmour seemed to infer, and that is why I was taking issue with him, that there was some force on the company to do its R&D at home in its native country. I find that the broader a company is in different countries, the more it is likely to go wherever it can make the biggest buck from doing its research. Ireland is a good case in point. Why does everything not go to Ireland? A lot of it is going to Ireland already, because that is where the profits are.

Under those circumstances, if we are going to increase R&D in the private sector, which is probably what we want to do, do we not have to look at the reasons why it is not being

[Translation]

Croyez-moi, vous pourrez juger de mes actions. Je n'ai pas l'intention de critiquer inutilement le gouvernement pour prouver mon indépendance; ce serait ridicule. Cependant, je suis prêt à m'attaquer à tous les problèmes, à mesure qu'ils se produiront, et je pense qu'avec le temps, je réussirai à prouver mon objectivité, car pour moi, cette qualité est beaucoup plus importante que tout lien politique que j'ai pu avoir auparavant.

M. Herbert: J'ai pensé qu'il était important de vous poser cette question, monsieur Smith, car, de toute évidence, vous devrez faire la critique des lois gouvernementales.

M. S.L. Smith: Bien sûr.

M. Herbert: Et je suppose que vous ne vous gênez pas.

Cela m'amène au deuxième volet de mon intervention: lorsque vous étudiez le dossier de la recherche au Canada, on peut supposer que vous étudiez aussi les lois. Nous en avons discuté déjà un peu. Cependant, si je peux faire une comparaison, parlons du secteur de la construction, c'est un secteur que je connais assez bien, qui peut servir de catalyseur économique; l'industrie de la construction est un baromètre de l'économie, et quand le bâtiment va, tout va. Pourquoi y a-t-il des entrepreneurs en construction? Parce qu'on peut faire un profit; autrement, il n'y en aurait pas. Par exemple, à l'heure actuelle, personne ne construit d'immeubles résidentiels, car ce n'est pas profitable.

Je pense que, de la même façon, la recherche et le développement sont un catalyseur pour le secteur industriel; le secteur privé se lance dans la recherche et le développement s'il y a un profit à faire. C'est la seule raison. Bien sûr, la raison d'être d'une compagnie, c'est de faire des profits.

C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec M. Gilmour. Il a parlé des filiales étrangères. Bien sûr, nous avons au Canada beaucoup de multinationales, notamment dans ma région, où il y a beaucoup d'usines appartenant à des sociétés étrangères. La difficulté, c'est que ces entreprises peuvent faire des profits plus intéressants dans d'autres pays. Je ne parle pas du pays où est installée la société mère; M. Gilmour semblait dire, et c'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec lui, que la société tend à faire les travaux de recherche et de développement dans son pays d'origine. Personnellement, je crois que plus une société est répandue dans le monde, plus elle est susceptible d'aller dans le pays où elle peut tirer le meilleur profit de sa recherche. L'Irlande est un bon exemple. Beaucoup de travaux de recherche se font déjà en Irlande, car on peut y faire un profit.

Dans ce cas, si nous voulons augmenter la proportion de recherche et de développement dans le secteur privé—je crois que c'est ce que nous voulons faire—est-ce qu'il ne faudrait

[Texte]

done in Canada? And if you agree with me that in large measure it has to do with profit motivation, then we have to look at the legislation which is stopping companies from making profits on R&D, ultimately, comparable with what they make elsewhere. The things I have in mind— for example, we are going to be discussing patent legislation very soon, and we obviously have to have some changes.

Are you looking at this type of thing, and are you making recommendations that will make it easier for all companies, including multinationals, to do their R&D in Canada in at least as profitable a manner as they will be doing it elsewhere?

Mr. Gilmour: I will take aspects of it, anyway. I guess I have to take issue with you instantly on some points you made. For example, you mentioned Ireland. Ireland is a very interesting example of sharp growth in high-technology industries. I am sure you are fully aware that that represents a response to certain policies the Irish Republic has put in place. I do know a small number of multinational companies are doing some forms of R&D in Ireland. But what we are seeing in the republic at the present time is basically the putting together of sub-assemblies and basic assembly work. But we are not really seeing at this point in the Irish Republic, although I know they have aspirations somehow over the longer term to turn the situation around, the core functions of industrialization being established there. Of course, their present unemployment rate is running at 12 per cent. As you may know, Ireland traditionally has had a very high unemployment rate. Here we are in Canada talking about Ireland. Therefore, they find what they are doing there really a satisfactory, although perhaps a temporary, response to a long-term problem they have had. That is point one.

• 1610

Point two: I make the assertion, and a strong assertion, that it is characteristic of multinationals— and I can name some exceptions, but it is characteristic of multinational companies, including companies from not just the United States, but from whatever country— that they centralize what I would call key functions in the home country, the key functions being design and engineering and marketing. There are several good reasons for doing that; there is a synergism, there is the issue of critical mass, and, in many cases, a question of national loyalty.

It is interesting to pursue the Swedish multinationals, for example. The Swedish market is a very small one and it is almost incumbent upon Swedish multinationals that they transplant a very large part of their production overseas. If you take SKF, which is in ball bearings, or the Husquvarna company, et cetera, you find that they are widespread in multinational terms. Phillips, of the Netherlands, is another good example. But the key functions are, indeed, the design and engineering functions, which tend to be kept at home. So I would take issue with you.

[Traduction]

pas chercher à connaître les raisons pour lesquelles il n'y a pas de ce genre de travaux au Canada? Vous devez reconnaître avec moi que dans une bonne mesure, c'est à cause des profits; nous devons donc étudier les lois qui empêchent les compagnies de faire des profits sur la recherche et le développement, des profits qui pourraient se comparer aux profits ailleurs dans le monde. Je pense notamment à la législation sur les brevets que nous étudierons très bientôt; nous devons la modifier, cette loi.

Vous penchez-vous sur ce genre de questions? Faites-vous des recommandations qui permettront à toutes les entreprises, y compris les multinationales, de faire leurs travaux de recherche et de développement au Canada, et d'une façon qui sera au moins tout aussi rentable qu'ailleurs dans le monde?

M. Gilmour: Je vais répondre à certains points que vous avez soulevés. Dès le départ, il me faut réfuter certaines affirmations que vous avez faites. Par exemple, vous avez parlé de l'Irlande. Il y a là un exemple très intéressant d'une croissance en flèche du secteur des techniques de pointe. Vous savez très bien que cette croissance est due à certaines politiques adoptées par la République d'Irlande. Je sais qu'un petit nombre de multinationales font certains travaux de recherche et de développement en Irlande. Cependant, ces travaux sont essentiellement l'intégration d'autres travaux et de travaux de base. En Irlande, je sais que c'est le but ultime du gouvernement irlandais, mais à l'heure actuelle, les fonctions de base de l'industrialisation ne sont pas établies dans ce pays. Bien sûr, le taux de chômage s'y élève à 12 p. 100. Comme vous le savez probablement, l'Irlande a toujours eu un taux de chômage très élevé. Nous voici au Canada en train de parler de l'Irlande. Ils estiment avoir trouver une réponse satisfaisante, bien que temporaire, à un problème à long terme. C'est là mon premier point.

J'en viens maintenant à mon deuxième point. Je crois et j'affirme que c'est une caractéristique des multinationales, il y a quelques exceptions, mais c'est une caractéristique des multinationales, y compris des sociétés sises non seulement aux États-Unis mais ailleurs aussi—elles centralisent ce que nous pouvons appeler les principales fonctions dans le pays d'origine. Ces principales fonctions sont la conception, les éléments techniques et la mise en marché. Il y a plusieurs bonnes raisons pour ce faire: il y a la synergie, la masse critique et également, dans bien des cas, une question de loyauté nationale.

Le cas des multinationales suédoises est fort intéressant. Le marché suédois est assez limité et les multinationales de ce pays doivent par conséquent transplanter une grande partie de leurs installations de production à l'étranger. Prenons le cas de la SKF qui fabrique des roulements à bille ou de la Husquvarna, etc. Ces sociétés ont beaucoup d'installations à l'étranger dans le contexte multinational. Phillips des Pays-Bas est un autre bon exemple. Mais les principales fonctions, la conception et les aspects techniques sont concentrés dans le pays

[Text]

Mr. Herbert: But you do not explain why.

Mr. Gilmour: Well, it is not—

Mr. Herbert: Well, at least you have not tied in what I was trying to tie in—the profit motivation.

Mr. Gilmour: Your question is, if it were profitable to do it outside, then they would do it outside. Well, R&D is a factor which is not really very cost-sensitive.

Mr. Herbert: Well, let us take the pharmaceutical industry, 85 per cent foreign owned. We have killed R&D in Canada with Canadian legislation, compulsory licensing, and the reason why is simply that it is no longer profitable to do it in Canada. We have lost a tremendous amount of construction and jobs.

Mr. Gilmour: Yes, but that is a special case. My general point would be that the cost of R&D in the total cost of producing the goods that ultimately flow off a company's production lines—whether it be pills in packets, whether it be automobiles, or whatever—is not, in fact, very locationally sensitive. There are few R&D operations that could not in fact be carried out anywhere. Factors other than cost factors come into play in the location of R&D facilities. I personally feel that probably too much emphasis is put on narrow R&D. If I were asked, I would actually be more concerned about the design and engineering function. That is much more interesting to me and much more important, because we have found in work that we have done that a lot of innovative firms do not, in fact, do something that is called R&D. If you go to the firm and say, do you do R&D, they look at you as if you are crazy, yet they are actually quite innovative firms. We might call them incrementally innovative, but they are still bringing out new products all the time that are beating their competitors. They do not have an R&D function, but they have damn good engineers, they have good designers, and they are winning against their competitors on the basis of imaginative change in their products. That is more important to me than this magical thing called R&D.

Mr. Herbert: In that connection, when we talk Canadian content, when we give a contract and talk about Canadian content, will you look at the Canadian content not in terms of the percentage, which is the way the government presently specifies it—in other words, it is looked upon as being 65 per cent Canadian content in terms of dollar signs—but in terms of what the Canadian content is. It seems to me, and I have argued this point, if the 35 per cent is the high-technology content, then we are losing out and we should not have such percentage figures. We would be better, I think, to have the 35

[Translation]

d'origine. Je me permets donc de ne pas partager votre avis à cet égard.

M. Herbert: Mais vous n'avez pas expliqué pourquoi.

M. Gilmour: Eh bien, ce n'est pas . . .

M. Herbert: Vous n'avez pas parlé de ce qui m'intéresse, c'est-à-dire la recherche du profit.

M. Gilmour: Ce que vous voulez savoir, c'est si c'était rentable de transplanter ces fonctions à l'étranger, le feraient-elles? Eh bien, la recherche et le développement ne constituent pas vraiment un facteur lié au coût.

M. Herbert: Prenons l'exemple de l'industrie pharmaceutique qui appartient à des étrangers à 85 p. 100. Nous avons étouffé la recherche et le développement au Canada avec nos lois et nos exigences en matière de permis. Cela fait qu'il n'est donc plus rentable d'effectuer ces travaux ici au Canada. Nous avons ainsi perdu beaucoup de projets de construction et d'emplois.

M. Gilmour: Mais cela est un cas très spécial. Ce que je veux dire, c'est qu'en général, le coût de la recherche et du développement par comparaison au coût total de la production des biens d'une société—qu'il s'agisse de comprimés en paquets, d'automobiles ou de quoi que ce soit—n'est pas très important localement. Il y a très peu de fonctions de recherche et de développement qui ne pourraient pas se faire ailleurs. Les facteurs autres que les coûts entrent en jeu dans le choix du lieu des installations de recherche et de développement. Je pense que l'on met un peu trop l'accent sur cet aspect fort limité. Si on me demandait mon avis, je me préoccuperais un peu plus des éléments de conception et de technique. Ces aspects me semblent beaucoup plus intéressants et beaucoup importants car nos études ont révélé qu'un grand nombre de sociétés innovatrices ne s'adonnent à aucune activité de recherche et de développement. Ces sociétés, même si elles sont fort innovatrices, sont très étonnées lorsqu'on leur parle de recherche et de développement. On ne pourrait les qualifier de progressivement innovatrices, mais elles fabriquent néanmoins sans cesse de nouveaux produits et l'emportent sur leurs concurrents. Elles n'ont pas de fonctions de recherche et de développement, mais elles ont de bons ingénieurs, de bons concepteurs, et elles l'emportent sur leurs concurrents pour la bonne raison qu'elles font preuve de beaucoup d'imagination au niveau de l'amélioration de leurs produits. Et cela me semble beaucoup plus important que cet aspect magique que l'on appelle la recherche et le développement.

M. Herbert: A cet égard, lorsque nous parlons de participation canadienne dans le cadre d'un contrat, est-ce que vous considérez la participation canadienne non pas en terme de pourcentage, qui est le critère utilisé par le gouvernement—autrement dit, la participation canadienne est fixée à 65 p. 100 en termes de dollars—mais en termes de participation canadienne réelle. Il me semble, et je l'ai déjà dit, que si les 35 p. 100 restants représentent l'élément de technologie avancée, nous nous retrouvons perdants et nous ne devrions pas appliquer un critère de pourcentage. Il me semble qu'il serait

[Texte]

per cent high technology in Canada and the 65 per cent in another country. Will you look at that aspect, too?

• 1615

Mr. S.L. Smith: We already have, and we would agree with you on your general view. I suggested the other day in my first public address in my new position, Mr. Herbert, that there should be a national goal which would be to cut in half, in real dollar terms, within 10 years, so that this is not an impossible thing, the international trade deficit that Canada has in manufactured end products. The purpose of that would be to diversify our economy so that we do not find ourselves, as we presently are, in situations where most of the money coming into the country comes from the exploitation of resources and comes from rather low-level work, and the best jobs and the highest-level jobs which come with advanced technology and sometimes even with medium technology, but with senior management and so on, are outside the country.

I agree with you that I am not impressed if in the building of, let us say, a shipbuilding enterprise using the latest computerized equipment the 65 per cent Canadian is laying the cement and the bricks to build the building and all the computerized equipment is brought in from outside. Our trade deficit in manufactured end products will be worsened, not improved. In fact, that is one of my serious concerns about the mega-projects. We also hope, as I think all good Canadians hope, that whatever big amounts of money need to be invested will stimulate our economy and result in jobs for Canadians. I am sure nobody would differ with that; we would all wish that to happen.

We are concerned, however, that if the only jobs for Canadians turn out to be the laying of pipe or some of the construction of heavy oil plants, or whatever, but with all the design and all the machinery and the valves and the equipment and the numerically controlled machines and so on all brought in from outside, we will worsen our international situation for the future in manufactured products and become totally dependant upon our resources as the only way to keep the country afloat and to keep up our standard of living.

The more we have to depend on our resources—rich as the country is—the more there will be pressure on us to exploit those resources more and more rapidly, and probably not even in the best interests of our resource industries, because you know the problem with forests, for instance. We are not regrowing the trees the way we should, and if you are going to put double the pressure on the forest industry to keep the country afloat because we are sinking lower and lower in manufacturing, it is going to be very tough to tell them at the same time that they have to curtail their logging in certain

[Traduction]

préférable d'avoir 35 p. 100 de technologie avancée au Canada et les autres 65 p. 100 dans un autre pays. Avez-vous l'intention de vous pencher sur cet aspect aussi?

M. S.L. Smith: Nous nous sommes déjà penchés sur ces aspects et je partage votre opinion. J'ai déclaré dernièrement dans ma première déclaration publique depuis que j'occupe mon nouveau poste, monsieur Herbert, que nous devrions avoir pour objectif national de réduire de moitié, en termes de dollars réels, au cours des 10 prochaines années, et ce n'est pas impossible, les déficits commerciaux internationaux du Canada au niveau des produits finis. Une telle politique servirait à diversifier notre économie de sorte que nous ne nous retrouverions pas, comme c'est le cas à l'heure actuelle, dans la situation où la plupart des sommes qui entrent dans ce pays proviennent de l'exploitation des ressources et de travail très peu spécialisé tandis que les emplois spécialisés et les emplois à un niveau supérieur qui sont liés à la technologie avancée et même parfois à la technologie moyenne, avec une administration supérieure et ainsi de suite, sont situés à l'extérieur du pays.

Je suis d'accord avec vous en ceci que je ne serais pas très impressionné si, dans le cadre de la mise sur pied d'une entreprise de construction navale, mettons, qui ferait appel aux techniques informatisées les plus avancées, la participation à 65 p. 100 du Canada consistait en ciment et en briques pour l'édifice et que tout l'équipement d'ordinateur provenait de l'étranger. Cela contribuerait à empirer plutôt qu'à améliorer notre déficit commercial sur le plan des produits finis. En fait, c'est là une de mes grandes préoccupations en ce qui concerne les méga-projets. Nous espérons également, comme tous les bons Canadiens, que les investissements considérables nécessaires à ce genre de projet stimuleront notre économie et entraîneront la création d'emplois pour les Canadiens. Je doute que quiconque pense le contraire. C'est ce que nous voulons tous.

Il y a un aspect qui nous préoccupe beaucoup. Si les seuls emplois créés pour des Canadiens se limitent à la pose de tuyaux ou à certains aspects de la construction d'usines de pétrole lourd, et que tous les travaux de conception, de machinerie, de valve, d'équipement et de machine contrôlée numériquement viennent de l'étranger, cela pourrait empirer notre situation internationale sur le plan des débouchés pour nos produits finis et nous pourrions nous retrouver complètement dépendants de nos ressources pour maintenir notre pays à flot et conserver notre niveau de vie.

Plus nous devons dépendre de nos ressources—aussi riche notre pays soit-il à ce niveau—plus il y aura de pressions exercées sur nous pour exploiter ces ressources encore davantage et plus rapidement, ce qui n'est probablement pas dans l'intérêt de nos industries de ressources. Vous connaissez en effet le problème de nos forêts, par exemple. Nous ne procédons pas à leur reforestation comme nous devrions le faire et si vous doublez les pressions exercées sur l'industrie forestière pour maintenir notre pays à flot parce que nous en perdons sans cesse sur le plan de la fabrication, il sera très difficile de

[Text]

areas until they have replanted them, and so on. There is going to be tremendous pressure to exploit resources in ways that are not in our long-term interest. So all we are saying is: resources, great; mega-projects, fine; but let us balance our economy by making sure we get in Canada the manufactured products being produced which, as an intelligent nation of educated people, we ought to be able to do.

Your point that Canadian content in a blanket way is insufficient and it must be broken down by category is one we could endorse whole-heartedly.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

I might inform the members of the committee that we gave Mr. Baker approximately 16 minutes on the first round, and Mr. Herbert now has just had about 14 or 15 minutes, so I will do the same with the remaining two members of the committee. That will bring us to 4.49 p.m. and should leave time for anybody else to ask some supplementary questions.

Dr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. You have a really scientific approach to this.

I too want to add my congratulations to Dr. Smith, Mr. Chairman, and welcome him here, because not only have we a history of being political colleagues, in a sense, but we are also professional colleagues in medicine. I am glad to see more physician types here in the House of Commons, one way or another.

Mr. S.L. Smith: Thank you.

Mr. Halliday: There are a number of areas, Mr. Chairman, I would like to question Dr. Smith on, some of which have come to mind just listening to the previous discussion, particularly about fiscal policies and Mr. Herbert's comments about profit being a very highly motivating factor. I would love to talk about that vis-à-vis our tax system, and perhaps we will have a second round.

• 1620

I would like, first of all, to go into some comments that relate to concerns that have been in existence here in Ottawa for some while, and they may have existed also in Queen's Park—I do not know—but your background there is certainly going to be a help to understanding our problems here. We are having a difficulty—and I think it is perhaps true on both sides of the House; it makes no difference—and that is to get a valid assessment of the role of in-house research, for one thing.

[Translation]

convaincre cette industrie de réduire ses activités de coupe du bois dans certaines régions en attendant qu'elles se repeuplent et ainsi de suite. D'énormes pressions seront exercées sur nous pour que nous exploitions nos ressources de façon qui ne soit pas dans notre intérêt à long terme. Donc, nous sommes en faveur de l'exploitation de nos ressources, nous sommes en faveur des méga-projets, mais nous ne devons pas oublier l'importance d'équilibrer notre économie en veillant à ce que le Canada produise des biens finis, ce que nous devrions pouvoir faire, le Canada étant un pays à niveau de scolarisation très élevé.

Nous sommes entièrement d'accord avec ce que vous venez de dire, à savoir que le critère actuel sur la participation canadienne est insuffisant et qu'il devrait être subdivisé en catégories.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Merci, monsieur Herbert.

J'aimerais dire aux membres du comité que nous avons accordé quelque 16 minutes à M. Baker au premier tour et que M. Herbert vient d'avoir quelque 14 ou 15 minutes. J'accorde-rais donc autant de temps aux deux autres membres du comité. Cela nous amènera à 16h49, ce qui devrait nous laisser assez de temps pour des questions supplémentaires, s'il y en a.

Docteur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Je vous félicite de votre approche scientifique à cette question.

J'aimerais également féliciter M. Smith, monsieur le président, et lui souhaiter la bienvenue au comité, car nous ne sommes pas seulement des collègues sur le plan politique, dans un certain sens, mais aussi des collègues sur le plan professionnel et je veux parler de la médecine. Je suis heureux de voir la recrudescence de médecins ici à la Chambre des communes, d'une façon ou d'une autre.

M. S.L. Smith: Merci.

M. Halliday: J'aimerais poser des questions, monsieur le président, au docteur Smith sur un certain nombre de domaines. Certaines de ces questions me sont venues à l'esprit en écoutant la discussion précédente, surtout en ce qui concerne la politique fiscale et les observations de M. Herbert quant à la recherche du profit. J'aimerais en parler dans le contexte de notre système fiscal et j'espère que nous aurons le temps d'avoir un deuxième tour de questions.

J'aimerais tout d'abord savoir ce que vous pensez de certaines préoccupations qui existent ici à Ottawa depuis un certain temps et qui existent peut-être également à Queen's Park—je n'en sais rien— mais votre connaissance de Queen's Park va certainement vous aider à comprendre nos problèmes ici. Nous avons un problème—et je crois que c'est probablement vrai des deux côtés de la Chambre; cela ne fait aucune différence— nous avons du mal à obtenir une évaluation valable du rôle de la recherche-maison.

[Texte]

Perhaps I might just stop there and ask Dr. Smith to comment briefly on his views about in-house research. I notice that in a very recent bulletin from the Professional Institute of the Public Service of Canada, dated this March, so it is quite new, they are raising this question of in-house research. They think members of Parliament do not understand this too much and they are obviously putting in a plea here for greater in-house research.

I know you would have some views as a physician, probably, and as a university person, about the value of in-house research in the governmental sense. Do you think this should be encouraged and promoted further or not?

Mr. S.L. Smith: Are you referring, sir, to in-house research within the government itself, within the various line ministries and so on?

Mr. Halliday: Yes, correct.

Mr. S.L. Smith: Well, the council has certainly supported increased amounts of research on every front, and that includes line ministries. It includes the National Research Council, which we have supported certainly in our policies.

I am really not sure of the thrust of your question, Dr. Halliday. We have no objection to in-house research.

Dr. L'Abbé, would you like to add something on that?

Dr. M. L'Abbé (Executive Director, Science Council of Canada): I think everybody is aware that Canada was one of the countries where intramural research was the highest. It has been in the past nearly 60 per cent research, and over the years I think it was a real policy of the government to change that situation, to lower the amount of money inside government and to switch it into the private sector. This has been accomplished through the last few years.

I just saw recently some data where I think the proportion of in-house research now has gone down to 45 per cent, which is much more in line with an industrial country. Of course, this is a reflection of what Dr. Gilmour was saying about the research in the private sector in Canada. It is a question of proportion. But the government has this policy of privilege in buying research rather than doing it inside, because the main problem of Canada is to encourage the research where it can be applied quickly in the private sector.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I got the impression in the past that universities—and Dr. Smith is not unfamiliar with universities, I am sure—are a little bit reluctant to see too much in-house research at the governmental level, the departmental level. I wondered if you really feel that should be encouraged or not. I dare say the same might be true for the private sector, who may not want to see too much directed towards the in-house area.

[Traduction]

Je devrais peut-être m'arrêter là et demander à M. Smith de nous dire brièvement ce qu'il pense de la recherche-maison. Je remarque que dans un feuillet très récent de l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, du mois de mars, c'est donc très récent, on soulève la question de la recherche-maison. On s'est dit d'avis que les députés ne comprennent pas grand-chose à cette question et ils plaident évidemment en faveur d'une plus grande proportion de recherche-maison.

Je sais qu'en votre qualité de médecin et probablement comme universitaire, vous avez des idées sur la valeur de la recherche-maison au sens gouvernemental. Croyez-vous qu'il faille encourager et promouvoir ou non cette activité?

M. S.L. Smith: Vous voulez sans doute parler, monsieur, de la recherche-maison au gouvernement même, à l'intérieur même des divers ministères?

M. Halliday: Oui, en effet.

M. S.L. Smith: Eh bien, le Conseil a certainement appuyé l'augmentation des sommes réservées à la recherche, sur tous les fronts, y compris les ministères. Le Conseil national de recherches que nous avons certainement appuyé dans le cadre de nos politiques est du nombre.

Je ne suis vraiment pas certain de la portée de votre question, monsieur Halliday. Nous n'avons aucune objection à la recherche-maison.

Monsieur L'Abbé, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. M. L'Abbé (directeur exécutif, Conseil des sciences du Canada): Je crois que tous savent que le Canada est l'un des pays où le taux de recherches-maison est le plus élevé. Par le passé, le pourcentage s'est élevé à presque 60 p. 100, et je crois qu'avec les années, le gouvernement, par sa politique, a tenté de changer cette situation, de diminuer les sommes dépensées à l'intérieur du gouvernement afin de remettre la recherche au secteur privé. On a vu la réalisation de ce phénomène au cours des quelques dernières années.

J'ai tout récemment vu certaines données qui indiquent que le pourcentage de recherches-maison est maintenant passé à 45 p. 100, ce qui est plus conforme à la moyenne pour un pays industrialisé. Evidemment, cela reflète ce que M. Gilmour disait au sujet de la recherche dans le secteur privé au Canada. C'est une question de proportion. Toutefois, le gouvernement a adopté cette politique de privilège dans l'achat de la recherche, plutôt que de faire la recherche lui-même, car pour le Canada, le problème principal, c'est d'encourager la recherche là où ses résultats peuvent être appliqués rapidement dans le secteur privé.

M. Halliday: Monsieur le président, j'ai eu l'impression par le passé que les universités—et M. Smith n'est pas sans connaître les universités, j'en suis persuadé—sont un peu inquiètes de voir trop de recherches-maison au niveau gouvernemental, dans les ministères. Je me demande si vous croyez vraiment qu'on doive ou non encourager ce phénomène. J'ose dire que la même chose est peut-être vraie dans le secteur privé, qui ne désire peut-être pas voir trop de recherches-intramuros.

[Text]

I am just wondering whether you want to comment further. I have another question—

Mr. S.L. Smith: Let me ask Mr. Miedzinski to say something on that. He is familiar with the subject and the history. He has been on council longer than most of us.

Mr. J. Miedzinski (Deputy Executive Director, Science Council of Canada): Mr. Chairman, the problem with all the in-house research is not one of quantity but of relative proportions. It is true that Canada had a relatively higher than usual proportion of in-house research in the total research effort in Canada. But that simply means there was not enough research being done in industry and most certainly not enough applied research in universities.

It would be very incorrect to interpret this lack of proportion as meaning there should be less done in-house. The correct proportion should be established in accordance with the present policies, expanding the amount of industrial research, and also assisting universities to play their role. There is also the question of the value of in-house research as measured by the extent to which it is coupled with what is going on outside; and this brings up the subject of technology transfer. The research in house can have very little impact on what is going on, especially an economic impact on the country, if it is not related to industrial research and industrial innovations through technology transfer.

• 1625

Council has recommended after very extensive studies of in-house research that technology transfer from government laboratories to industry be included in the mandate of federal laboratories. So, if it becomes part of planning, it becomes an objective by which people are judged on whether their work is successful or not—not solely by production of learned papers, but by achieving a technology transfer.

I am very glad to say that this particular recommendation was later incorporated in a cabinet document and became cabinet policy. So it is now being implemented.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman. I cannot resist this observation coming out of this same document from the Professional Institute of the Public Service of Canada because Dr. Miedzinski just referred to a policy of some sort. I am quoting precisely from their paragraph here headed, "Policies", and it says:

We have neither a science policy nor an economic policy.

—speaking of Canada. I could ask Dr. Smith to comment on that, but I will not.

I will go on to one supplementary to my last question in a sense, and that is there are rumours around the Hill here that a move is on foot by the government to centralize all research

[Translation]

Je me demande si vous voulez ajouter quelque chose. J'ai une autre question . . .

M. S.L. Smith: Laissez-moi demander à M. Miedzinski de dire quelque chose à ce sujet. Il connaît bien le sujet et l'historique. Il fait partie du conseil depuis plus longtemps que la plupart d'entre nous.

M. J. Miedzinski (sous-directeur exécutif, Conseil des sciences du Canada): Monsieur le président, le problème de la recherche-maison n'est pas quantitatif mais proportionnel. Il est vrai qu'au Canada, nous avons un taux relativement plus élevé que la moyenne de recherches-intra-muros par rapport à l'effort total de recherche au Canada. Cela signifie simplement qu'il ne se fait pas suffisamment de recherches dans l'industrie et certainement pas assez de recherches appliquées dans les universités.

Ce serait tout à fait faux que d'interpréter ce manque de proportion comme signifiant qu'il faille effectuer moins de recherches-maison. On devrait atteindre une proportion juste dans le cadre des politiques actuelles, en augmentant la recherche industrielle et en aidant également les universités à jouer leur rôle. Il faut aussi tenir compte de la question de la valeur de la recherche-maison par rapport à ce qui se fait à l'extérieur, ce qui nous amène au sujet des transferts technologiques. La recherche maison peut n'avoir que très peu de répercussions sur ce qui se passe, surtout peu d'effets économiques sur le pays, si elle n'est pas associée à la recherche industrielle et aux innovations industrielles grâce à des transferts technologiques.

Le Conseil a recommandé après des études très approfondies sur la recherche maison que le mandat des laboratoires fédéraux soit modifié de façon à inclure les transferts technologiques des laboratoires gouvernementaux à l'industrie. Ainsi, cet aspect fait partie de la planification, cela devient un objectif qui permet de juger si le travail des chercheurs est ou non un succès—non seulement par la publication de documents savants, mais par la réalisation de transferts technologiques.

Je suis très heureux de dire que cette recommandation particulière a été incluse par la suite dans un document du Cabinet et est devenue politique du Cabinet. Sa mise en oeuvre se fait actuellement.

M. Halliday: Merci, monsieur le président. Je ne peux résister à cette remarque tirée du même document publié par l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, car M. Miedzinski a mentionné une politique quelconque. Je vais citer ici précisément le paragraphe intitulé «Politiques,» où il est dit:

Nous n'avons ni de politique scientifique ni de politique économique.

. . . en parlant du Canada. Je pourrais demander à M. Smith ce qu'il en pense, mais je n'en ferai rien.

Je vais plutôt en un certain sens poursuivre dans la même veine que ma dernière question, car il y a des rumeurs sur la colline voulant que le gouvernement ait l'intention de centrali-

[Texte]

now spread among various departments, to centralize it all in one department under one minister. Naturally, many people are concerned about that. Your terms of reference as Chairman of the Science Council are, as you said yourself, to advise the government and to assess the scientific and technological requirements of the country. I am quoting from the objectives of your council. You would probably feel like Dr. Kerwin does, and that is fairly independent—and, by the way, you and he see eye to eye on a lot of these things—we can tell that from what you have said—and I hope maybe the day will come when you and he will get together and mount a solid front on some of these science matters. May I just ask, through you, Mr. Chairman, to Dr. Smith, what are your views on the wisdom of centralizing all science research from all departments into one department or one minister?

Mr. S.L. Smith: That is a very tough one, Dr. Halliday. What I call the matrix problem is an enormous problem. When I say a matrix, I mean the following: that you have divided, if you like, vertically on a piece of paper the line ministries, and you have horizontally matters that are common to a number of ministries and that pertain to a given area, such as, in this instance, science. There are other aspects that cross ministerial boundaries as well. We have that problem with the federal-provincial difficulty as well, but let us leave that one for a moment. Within the territoriality of the line ministries, how can you achieve co-ordination in certain areas where co-ordination is necessary?

The choices you have, basically, are either to give the predominance to the horizontal component, and that is to take a program approach as opposed to a ministerial approach, in which case you would take out of each ministry matters pertaining to that program and centralize it in a program ministry or give it a new name or cause it to be a separate agency. Or is it better to have everybody doing their own thing and then attempt to co-ordinate to some extent by having either an overseer or a co-ordinative committee that meets from time to time and keeps each other in touch?

My general reaction on those kinds of matrix questions has always been that, if it is a large situation that is widespread and in many instances very, very institutionalized, the attempt to horizontalize it, the attempt to draw it out of where it is and force it into a new horizontal program, is probably a situation where the game is not worth the candle. You would get more co-ordination, but you would still have so many institutional problems in the large, new super-ministry or whatever it was that I do not know if the total result is really worth the effort. The Council itself, I should tell you, has not studied that particular matter. Perhaps we should. We have not done so. I am giving you a personal impression. If, however, the subject matter is a little more discrete, much more identifiable and comes in bite-size packages if you like, then the centralization out of individual territorial-minded ministries into a separate program is an excellent idea.

[Traduction]

ser toute la recherche qui se trouve actuellement répartie dans les divers ministères, pour confier cette tâche à un seul ministère relevant d'un seul ministre. Naturellement, de nombreuses personnes s'inquiètent de la chose. Votre mandat comme président du Conseil des sciences, comme vous l'avez dit vous-même, consiste à conseiller le gouvernement et à évaluer les besoins scientifiques et techniques du pays. Je cite les objectifs de votre conseil. Vous êtes probablement d'avis, comme M. Kerwin, ce qui est assez objectif—et en passant, vous et lui voyez bien des choses sous le même angle—nous sommes à même d'en juger d'après ce que vous avez dit—et j'espère que le jour viendra où vous et lui travaillerez ensemble pour constituer un front solide face à certaines de ces questions scientifiques. Puis-je donc simplement vous demander, avec votre permission, monsieur le président, monsieur Smith, si vous pensez qu'il est sage de centraliser toute la recherche scientifique qui se fait dans tous les ministères en un seul ministère ou sous un seul ministre?

M. S.L. Smith: C'est vraiment une question difficile, monsieur Halliday. Ce que j'appelle le problème de matrice est un problème énorme. Lorsque je parle de matrice, voici ce que j'entends: vous avez divisé, si vous voulez, verticalement, sur une feuille de papier, les ministères et sur le plan horizontal, certaines questions sont communes à plusieurs ministères dans certains domaines, par exemple les sciences. Nous avons le même problème avec la difficulté fédérale-provinciale mais laissons cela de côté pendant un instant. À l'intérieur de chaque ministère, comment assurer au besoin la coordination de certains secteurs?

Au fond, vous pouvez soit accorder la prédominance à l'élément horizontal, c'est-à-dire adopter une approche par programme plutôt qu'une approche ministérielle en tirant de chaque ministère les questions se rapportant à un programme pour centraliser dans un ministère programme ou sous un autre nom ou créer un organisme distinct. Par contre, vaut-il mieux que quelqu'un poursuive ses propres intérêts pour ensuite tenter de coordonner jusqu'à un certain point la chose en ayant soit un surveillant soit un comité de coordination qui se réunit de temps à autre et tient au courant les divers intéressés?

Ma réaction générale face à ce genre de question de matrice a toujours été que s'il s'agit d'une situation d'envergure qui est répandue et dans de nombreux cas extrêmement institutionnalisée, toute tentative visant à horizontaliser la chose, à tirer la chose d'où elle est pour la placer de force dans un nouveau programme horizontal ne vaut probablement pas la peine d'être entreprise. Il y aurait une plus large part de coordination, mais vous auriez toujours un si grand nombre de problèmes institutionnels dans ce nouveau vaste super-ministère ou quel que soit le nouvel organisme, que je ne sais vraiment pas si le résultat final en vaut vraiment le coup. Le Conseil, je dois vous l'avouer, n'a pas étudié cet aspect particulier. Peut-être devrions-nous le faire. Nous ne l'avons pas fait. Je ne donne donc que mon impression personnelle. Si, toutefois, la matière est un peu plus discrète, vient en petits morceaux facilement identifiables, alors, sortir cette recherche des confins des

[Text]

• 1630

I would give as an example of that, the space program. I believe Canada would benefit, and the Council has said that Canada would benefit. If we could draw the space aspects of EM&R, of Department of Communications, Defence to the extent that they are prepared to go along, Transport—if we were to take the space aspects of Industry, Trade and Commerce, and put them together into a space agency, we certainly believe that would actually benefit Canada. That it is still small enough that you can do it. Now, that is one thing.

But to take all of science, you know, and the vast amount of research that goes on in EM&R and Agriculture, in Environment and so on, and try to pull it together into one ministry—well, first of all, you could not really do it in terms of geography. They would probably end up where they are now, only reporting to a new chief. I do not know if the game would be worth the candle.

Still, the cabinet has to consider that as an option, as opposed to having each group doing its own work separately. They have not asked our opinion. Frankly, we have not given an opinion on it because it is a very tough decision, and I know they are working on it and you know it really is a tough one. Whatever party forms a government, that kind of issue in a big, big government with territorial ministries and a long tradition of running their own show, is a very, very tough one, and I do not have a simple answer for you, sir.

Mr. Halliday: Have we got time for one more question?

The Vice-Chairman: Short.

Mr. Halliday: I can introduce it anyway. Thank you, Mr. Chairman, and I appreciate those comments from Dr. Smith on that last question and I am sure we will perhaps see him again here and we can pursue this further.

Mr. S.L. Smith: I should just say without taking time from Mr. Halliday's time, that I have written to the three caucuses and offered to visit with them, to speak to interested members, so this is not the only occasion where we will be available for discussion.

Mr. Halliday: I congratulate the Chairman on that, so that is very good Mr. Chairman. Now my last question that would be again derived from this communications journal of the Professional Institute. Obviously the comments expressed in this are coming from the very scientists that we are talking about in general. As I understand they are not bureaucrats in the true sense, they are scientists, and they are talking here about attitudes. They are very upset because the private sector of the economy, I am reading, is to a large degree made up of branch-plant operations, as we talked about before, that acts

[Translation]

ministères pour centraliser dans le cadre d'un problème distinct serait excellent.

A titre d'exemple, je vous parlerai du programme spatial. Je crois que le Canada en tirerait profit et le Conseil l'a déjà dit. Si nous pouvions réunir les aspects spatiaux du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du ministère des Communications, de la Défense nationale, dans la mesure où ce ministère est disposé à collaborer, des Transports... si nous prenions les questions qui touchent à l'espace, qui intéressent le ministère de l'Industrie et du Commerce, pour tout réunir sous un organisme de l'espace, nous croyons certainement que cela profiterait au Canada. C'est un domaine assez restreint pour que cela soit possible. C'est là une chose.

Par contre, de réunir toutes les sciences, la somme énorme de recherche qui se fait au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à l'Agriculture, à l'Environnement, etc., pour tenter de tout réunir sous un seul ministère... eh bien, tout d'abord, vous ne pourriez pas le faire en termes de géographie. Les services resteraient probablement où ils sont déjà, mais feraient rapport à un nouveau chef. Je ne sais pas si le jeu en vaut la chandelle.

Néanmoins, le Cabinet doit examiner cette option plutôt que de laisser chaque groupe faire son propre travail séparément. On ne nous a pas demandé notre opinion. Franchement, nous n'avons pas donné d'opinion à ce sujet, car il s'agit d'une décision très difficile. Quel que soit le parti qui forme le gouvernement, il est toujours extrêmement difficile de résoudre ce genre de questions, dans le cadre d'une structure gouvernementale vaste comportant des ministères ayant toujours fonctionné avec autonomie, et je n'ai aucune réponse simple à vous donner, monsieur.

M. Halliday: Ai-je le temps de poser encore une question?

Le vice-président: Brève.

M. Halliday: Je peux au moins la présenter. Merci, monsieur le président, et je suis reconnaissant à M. Smith de ses remarques sur ma dernière question; je suis persuadé que nous le reverrons probablement ici et nous pourrions alors étudier la question plus à fond.

M. S. L. Smith: J'aimerais simplement dire, sans réduire le temps de M. Halliday, que j'ai écrit aux trois caucus et que j'ai offert de les rencontrer, de parler aux députés intéressés, et donc, aujourd'hui ne constitue pas la seule occasion que nous aurons de discuter ensemble.

M. Halliday: J'en félicite M. Smith, c'est excellent, monsieur le président. Ma dernière question maintenant, tirée encore une fois du Journal de l'Institut professionnel. Il est évident que les remarques qu'on y trouve viennent des mêmes scientifiques dont nous parlons en général. Si je comprends bien, ils ne sont pas des bureaucrates au vrai sens du terme, ils sont des scientifiques, et ils parlent ici d'attitudes. Ils sont très ennuyés parce que le secteur privé de l'économie, et je lis, est constitué en grande partie de filiales, comme nous le disions plus tôt, qui agissent comme si nous avions des ressources

[Texte]

as though we have limited—or unlimited I am sorry—natural resources, and regards research and development as a frill rather than an investment. And then it goes on:

The Government listens to and is strongly influenced by the negative private sector . . .

and then

In addition, bureaucrats distrust scientists . . .

Now, I have heard this before. I think what they are saying here is that the scientists in our public service feel that they are not trusted by the bureaucrats, let us say in Treasury Board, who have to approve their programs. This is not the first time I have heard of this sort of situation cited as being a real problem.

So my question is sort of a multi-question here. In other words, what are your comments about this situation which is, I think, a serious situation in our government scientific community? That is the bureaucrats seem to not trust the scientists. They are telling us that right here. The second thing is from your experience as a parliamentarian, drawing on that, do you feel that Parliament has an adequate opportunity to assess and analyze and be a critic of our science policy or whatever is going on by way of science policy? My reference here is to the *Commonwealth Parliamentary Association* journal which you may have seen dated in November of this year—October, I am sorry, of 1981. The leading article is on the scrutiny of science policy.

They mention, for instance, Canada and that neither the House nor the Senate has a science committee. Some members of Parliament have argued a joint committee could best fill this role. So it is sort of a double-barrelled question. I am concerned about the attitudes that exist between scientists and the bureaucrats, and whether parliamentarians have an adequate opportunity to scrutinize them in Canada. There have been suggestions that we should have a purely science committee which we do not have at all. That is, we should have a standing committee that would deal with that.

• 1635

What are your views on that, as you look at the reform of Parliament we have been talking about for the last few years?

Mr. S.L. Smith: I will attempt to answer your second point, and then I will ask Mr. Miedzinski to say something about the relationship between the bureaucrats and the scientists. Frankly, I just have not been here long enough to know about that.

On parliamentary control, I believe it is most regrettable that we do not have in Canada a method for members of Parliament to exert much more scrutiny over science and technology policy. I think it is important to throw in the word "technology" because we are learning more and more that science and technology are not the same, and in fact the intelligent application of technology is yet a third matter that deals with planning and management; and all of those really

[Traduction]

naturelles limitées—ou plutôt illimitées—et qu'ils considèrent que la recherche et le développement sont, non pas un investissement, mais plutôt un luxe. On dit ensuite:

Le gouvernement écoute et se trouve fortement influencé par le secteur privé négatif . . .

et ensuite

En outre, les bureaucrates se méfient des scientifiques . . .

J'ai déjà entendu la même chose. Je crois qu'on veut dire ici que les scientifiques, dans notre Fonction publique, estiment que les bureaucrates ne leur font pas confiance, soit le Conseil du Trésor qui approuve leurs programmes. Ce n'est pas la première fois que j'entends dire que cette situation est un vrai problème.

Ma question comporte donc plusieurs volets. En d'autres termes, que pensez-vous de cette situation qui, à mon avis, pose un grave problème dans le milieu scientifique gouvernemental. En effet, les bureaucrates semblent ne pas avoir confiance dans les scientifiques. C'est ce qu'ils disent ici. Ensuite, j'aimerais savoir à partir de votre expérience de parlementaire si vous croyez que le Parlement dispose d'une possibilité adéquate d'évaluer, d'analyser et de critiquer nos politiques scientifiques, ou ce qui se fait dans le cadre de la politique scientifique? Je me réfère ici au journal de l'Association parlementaire du Commonwealth que vous avez peut-être vu, en date du mois de novembre de cette année, octobre, excusez-moi, de 1981. L'article principal porte sur l'examen de la politique scientifique.

On y dit, par exemple, que ni le Canada, ni la Chambre ni le Sénat n'ont de comité sur les sciences. Certains députés ont fait valoir qu'un comité mixte pourrait le mieux remplir ce rôle. C'est une question extrêmement chargée. Je m'inquiète de voir les attitudes qui existent entre les scientifiques et je m'inquiète de savoir si les parlementaires ont vraiment la possibilité d'examiner leurs travaux au Canada. Il a été proposé que nous ayons un comité qui s'occupe purement de sciences, ce que nous n'avons pas. Un comité permanent devrait étudier ces questions.

Qu'en pensez-vous, dans le contexte de la réforme parlementaire dont on parle depuis quelques années?

M. S.L. Smith: Je tenterai de répondre à votre deuxième question et je demanderai à M. Miedzinski de parler du rapport entre les bureaucrates et les scientifiques. Franchement, je suis là depuis trop peu longtemps pour m'en être fait une idée.

Quant au contrôle exercé par le Parlement, il est très regrettable, à mon avis, que nous n'ayons pas au Canada une méthode permettant aux députés de contrôler plus vigoureusement la politique scientifique et technologique. Il importe de faire mention de la «technologie», car nous prenons de plus en plus conscience que la science et la technologie ne sont pas une seule et même chose; en fait, l'application judicieuse de la technologie est un domaine qui intéresse la planification et la

[Text]

have to be looked at, in a sense, separately. I know I would welcome, and my colleagues on council would welcome, the existence of a parliamentary committee, be it of the Commons or of the Senate or joint, because we believe what we are doing is important, and a chance to discuss these matters with parliamentarians, with the scrutiny of the press and so on, is very important to us.

I would think it is important for you as well. I have had experience in your situation—at a lower level than the federal level, but it is the same analogously—and it is very, very tough to stay on top of the technical issues of the day. And let us face it, almost all the issues nowadays are technical issues. Nothing is simple any more. Most of the really important things that impinge on the quality of life of Canadians are highly complex, technical issues which you need time and expertise to understand thoroughly.

I really believe a parliamentary committee would be an excellent idea. It is one we endorse totally, and it would certainly allow us to have a much better relationship with parliamentarians of all stripes, which is very important.

About the question of what mistrust may exist between bureaucrats and scientists, I will turn that over to Mr. Miedzinski, if I may.

Mr. Miedzinski: Mr. Chairman, before coming to the first question, I would just like to add a short comment on the relationship with parliamentarians. The Science Council is one of the founding organizations of the Committee of Parliamentarians, Scientists and Engineers, and it is working very actively in trying, on one side, as Dr. Smith said, to promote the idea of a special committee, but on the other side, trying to establish better links with parliamentarians in the absence of such a committee. Of course, it is rather unfortunate that the number of scientists and engineers among parliamentarians is rather low.

Coming back to the first question, yes, indeed, I believe, after many years of experience in the federal service, but not only in the federal service, there is that mistrust; and there are some very clear reasons for it. I think to some extent it is unavoidable. First of all, when scientists come up with a proposal, they want to develop a project and they need funding for that project, it is very, very difficult for them to explain to Treasury Board people in tangible, fiscal terms what will be the benefits of that project. It is easy to say how much it will cost, but the cost-benefit analysis is virtually impossible; and hence, the first and fundamental difficulty. Secondly, how can Treasury Board analysts determine, when they meet with a proposal that a project needs \$2 million, whether indeed it does need \$2 million? Maybe \$1 million would be enough, or maybe \$2 million is just a starting game and we will end up with \$4 million before it is over.

So there are very good reasons for this mistrust. And there is another problem; namely that most of these projects, in the

[Translation]

gestion; toutes ces questions méritent d'être étudiées séparément. Mes collègues au Conseil et moi-même approuverions la création d'un comité parlementaire, que ce soit un comité de la Chambre, du Sénat ou mixte car nous sommes convaincus de l'importance de nos travaux, de la possibilité de discuter de ces questions avec les parlementaires et du contrôle rigoureux exercé par les médias.

Je crois également que ces questions vous tiennent à coeur. J'ai déjà eu le même genre d'expérience que vous, à un niveau inférieur au niveau fédéral, bien entendu, et je sais qu'il est fort difficile de se tenir au courant de l'évolution de la technologie de pointe. Il faut l'admettre, la majorité des questions actuelles relèvent de la technologie. Tout est devenu compliqué. La plupart des facteurs qui influencent le niveau de vie des Canadiens sont très compliqués, très techniques et il faut faire appel à beaucoup de temps et de compétence pour les comprendre à fond.

Je suis convaincu du bien-fondé de l'idée d'un comité parlementaire. Nous appuyons l'idée sans réserve car un comité nous permettrait certainement d'entretenir de meilleurs rapports avec les parlementaires, quelle que soit leur allégeance politique, ce qui est très important.

Quant à la méfiance qui caractérise les rapports entre les bureaucrates et les scientifiques, je vais demander à M. Miedzinski d'en parler, si vous le permettez.

M. Miedzinski: Monsieur le président, avant de répondre, j'aimerais faire une observation sur les rapports avec les parlementaires. Le Conseil des sciences du Canada est un des organismes fondateurs du Comité des parlementaires, des scientifiques et des ingénieurs, qui déploie beaucoup d'efforts pour promouvoir l'idée d'un comité spécial, comme M. Smith l'a indiqué, et pour établir une meilleure communication entre parlementaires, en l'absence de ce comité. Malheureusement, on ne compte pas parmi les parlementaires une forte présence de scientifiques et d'ingénieurs.

Pour en revenir à la première question, mes nombreuses années de service au niveau fédéral, entre autres, me portent à croire qu'existe la méfiance dont on a parlé; des raisons très évidentes l'expliquent. Dans une certaine mesure, c'est inévitable. Lorsque des scientifiques font une proposition, ils veulent élaborer un projet et ont besoin de fonds pour le faire; il leur est difficile d'expliquer aux fonctionnaires du Conseil du Trésor quelles seront les avantages de ce projet en des termes fiscaux concrets. On peut facilement déterminer les coûts du projet, mais il est pratiquement impossible de faire une analyse de rentabilité du projet, d'où la première grande difficulté. D'autre part, lorsqu'ils sont saisis d'une proposition de projet nécessitant un versement de \$2 millions, comment les fonctionnaires du Conseil du Trésor peuvent-ils déterminer si le calcul est juste? Un million de dollars ne suffiraient-ils pas? Ne pourrait-on pas affecter \$2 millions à ce projet au départ pour écoper d'une note de \$4 millions au bout du compte?

Cette méfiance existe donc pour de très bonnes raisons. D'autre part, selon les bureaucrates, la plupart des ces projets

[Texte]

perception of the bureaucrats, are projects which are not absolutely necessary. That is, the country will not fall apart, at least in the short term, if they are not launched; while if we stop processing income tax forms, well, the country will fall apart: there will be no money in the treasury. So there is this lack of feeling of importance of science or of, say, the absolute necessity for investment in science and engineering. Perhaps one of the major tasks for Science Council is to try to improve the understanding of the fundamental role which science and technology does play in the fabric of a modern developed society. If we succeed, that mistrust then will either disappear or will become much less important. Thank you, Mr. Chairman.

• 1640

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Miedzinski.

I would like to point out to Mr. Miedzinski that although it is probably true that we could benefit from more scientists and engineers in Parliament, the new minister in France, who was apparently doing such a terrific job in the area of science, is just a simple administrator.

Dr. Schroder, please.

Mr. Schroder: Thank you very much. Dr. Smith, I would like to add my word of congratulations and welcome you here today.

Mr. S.L. Smith: Thank you, Dr. Schroder.

Mr. Schroder: I trust that you will be impressed that while the quantity of members here on the committee is not high, the quality is pretty high.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Hear, hear!

Mr. Schroder: That really shows that I have no partisanship.

I have a couple of questions that have been partly answered, I think. These, I suppose, could be said to be philosophical questions; they are about the structure and function of the Science Council. In the objectives and the program description we talk about the Science Council's assessment of the scientific and technological needs and the creation of some public awareness. Although I have had enough experience in trying to create public awareness I have not found a satisfactory way yet that does it. I just wonder whether you have given any thought to the techniques or the ways that you are going to go about creating this public awareness.

Mr. S.L. Smith: Oh, my, have we ever given thought to that, Dr. Schroder!

First of all, I want to congratulate you. I believe you were named a parliamentary assistant in the science and technology area and I am looking forward to discussions with you, sir.

We have thought about it and thought about it; the question really primarily is a public awareness of what? At the very

[Traduction]

ne sont pas absolument nécessaires. Autrement dit, la situation du Canada ne sera pas catastrophique, du moins à court terme, si l'on ne donne pas suite à ces projets. Par contre, si nous cessons de contrôler les formules d'impôt sur le revenu, ce serait la catastrophe: le trésor serait à sec. On ne comprend donc pas l'importance de la science ou, disons, de la nécessité d'investir dans les domaines de la science ou du génie. Il se peut qu'un des principaux rôles du Conseil des sciences soit de favoriser, dans la mesure du possible, une compréhension du rôle fondamental que jouent la science et la technologie dans une société moderne et industrialisée. S'il réussit à le faire, il supprimera ou réduira l'importance de ce climat de méfiance. Merci, monsieur le président.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Miedzinski.

Même s'il est probablement vrai que nous aurions avantage à faire appel à un plus grand nombre de scientifiques et d'ingénieurs au Parlement, je tiens à signaler à M. Miedzinski que le nouveau ministre français qui semblait faire un merveilleux travail n'est néanmoins qu'un simple administrateur.

Monsieur Schroder, s'il vous plaît.

M. Schroder: Merci. Monsieur Smith, j'aimerais vous féliciter à mon tour et vous souhaiter la bienvenue.

M. S.L. Smith: Merci, monsieur Schroder.

M. Schroder: Vous conviendrez, j'en suis sûr, que même si le nombre des députés siégeant au comité n'est pas élevé, leur compétence ne laisse pas à désirer.

M. Baker (Nepean—Carleton): Bravo!

M. Schroder: Vous voyez bien que je n'ai pas l'esprit partisan.

J'ai deux questions à poser auxquelles on a déjà répondu, en partie du moins. Il s'agit de questions théoriques, je suppose, qui portent sur la structure et les activités du Conseil des sciences. Selon l'objectif et la description du programme, le Conseil doit faire l'évaluation des besoins et des possibilités scientifiques et technologiques du Canada et sensibiliser une plus grande partie du public à ces besoins. J'ai eu l'occasion d'essayer de sensibiliser le public à ces besoins, mais je n'ai pas encore trouvé une bonne façon de le faire. Avez-vous songé à des moyens de sensibiliser le public?

M. S.L. Smith: Et comment, monsieur Schroder!

D'abord, j'aimerais vous féliciter. Vous avez été nommé adjoint parlementaire dans le domaine de la science et de la technologie et je serai heureux de discuter de certaines questions avec vous.

Nous avons beaucoup étudié la question de la sensibilisation du public. A quoi doit-on le sensibiliser? Au départ, il faut

[Text]

most fundamental level there is the question whether the people ought to know basic science facts such as that the earth goes around the sun rather than the sun going around the earth, and so on and so forth. The question is how important is it that the people have heard of Einstein or know fundamental aspects of electricity, and things of this kind.

The second question, the second possibility which you might want to make people aware of is; should they be aware of the impact of science on our lives and the potential that science and technology has to change things? Maybe you can do that by letting them know some of the successes that have already occurred. Maybe you can do that by warning them of changes that are about to occur. I think, for instance, of the micro-processor and the impact that is going to have on everything from our labour pattern to our education system. Every aspect of life as we know it in our society will be altered radically in the next little while by this revolutionary technology. Perhaps we have a role in alerting the public to these matters, and we are certainly looking at that very closely.

Then, you know, you can come all the way up to the question whether it is our job on the Science Council to make the public aware of what policy recommendations we are making, and that one I wholeheartedly subscribe to. I have no difficulty; that is something we must do and we must do it a lot better than we have done it in the past. That has been, in my view, a deficiency.

I do not see the Science Council's taking the lead in things like making people aware of basic science knowledge. However, I do see the Science Council encouraging a better education system in science and at the moment we are doing a science and education study which you may have seen some report of because we commented that women were opting out of science in high school, and consequently opting out of decent jobs in their future by so doing. We are very concerned about that and we have issued an alert on this topic.

• 1645

But in the middle, in that area of achievements of science, potential impact of science, we think we have a role but probably a role which we would like to exercise in conjunction with others, with other agencies of government, with the ministry, with MOSST, with NSERC—which has grants to hand out; we do not—and possibly with the other granting agencies as well, with the social sciences and amenities research council and the Medical Research Council, and also with the National Research Council which, although not a granting agency, has a very big budget and plays a big role.

I think it would be wise if Dr. L'Abbé added a few words on this because he has been instrumental in bringing together, or at least in assisting in the bringing together of the various bodies to try to develop a public awareness program of a co-ordinated kind. We at council simply do not have the human or financial resources to take it all on ourselves. Perhaps Maurice L'Abbé could add a few words.

[Translation]

déterminer si le public doit être au courant de certaines notions scientifiques fondamentales, à savoir si la terre tourne autour du soleil ou si le soleil tourne autour de la terre, par exemple. Dans quelle mesure est-ce important que les gens aient entendu parler d'Einstein ou qu'ils comprennent les notions fondamentales de l'électricité?

Deuxièmement, les gens doivent-ils être au courant de l'impact de la science sur notre existence et des possibilités de changement qu'offrent la science et la technologie? On pourrait les mettre au courant de certaines réussites sur ce plan. On pourrait les avertir des changements qui sont en train d'être apportés. Citons, par exemple, la mise au point du micro-processor et de l'influence considérable qu'il aura, que ce soit sur la main-d'œuvre ou sur le système d'éducation. Dans peu de temps, des changements radicaux seront apportés à notre mode de vie grâce à cette technologie révolutionnaire. Nous avons peut-être un rôle à jouer pour mettre le public au courant de cette évolution; nous y portons beaucoup d'attention.

Reste à savoir si les membres du Conseil des sciences doivent mettre le public au courant des recommandations que nous apportons en matière de politiques; quant à moi, je suis convaincu que nous devons le faire. Mieux que nous l'avons fait par le passé. On ne l'a pas fait convenablement jusqu'à présent, à mon avis.

Je ne crois pas que le Conseil des sciences doive prendre l'initiative de mettre les gens au courant de certaines connaissances scientifiques fondamentales. Par contre, le Conseil des sciences devrait selon moi favoriser un meilleur système d'enseignement des sciences; à l'heure actuelle, nous entreprenons une étude sur les sciences et l'éducation; vous avez probablement lu des extraits de notre rapport où il était dit que les femmes ne s'intéressaient pas aux sciences au niveau secondaire et qu'en ce faisant, elles se refusaient des emplois valables. Ce sont des questions qui nous préoccupent et nous avons demandé que l'on y porte une attention particulière.

Mais, parmi toutes ces possibilités, les réussites et l'incidence possible des sciences, nous avons un rôle à jouer en collaboration avec d'autres organismes ou ministères qui offrent des subventions car nous ne le faisons pas; que ce soit Sciences et technologie Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ou d'autres: le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada, le Conseil des recherches médicales et le Conseil national de recherches; ce dernier n'offre pas des subventions mais son rôle est prépondérant et son budget très élevé.

Il serait bon, je crois, que M. L'Abbé prenne la parole car il a beaucoup travaillé au regroupement de certains organismes qui doivent mettre au point un programme structuré de sensibilisation du public. Au Conseil, nous ne disposons pas des ressources financières ou humaines pour nous charger nous-mêmes de tout ce travail. Monsieur Maurice L'Abbé, si vous voulez bien intervenir.

[Texte]

Mr. L'Abbé: I think you are aware, because I think last May when we came before you we told you that we were just going to be starting an exercise, which the Science Council will lead, in trying to develop a program for the federal government on public awareness of science and technology and also recommending who should do what within that program and with which means.

Unfortunately, again this year we come too early. We are going to report to the minister, the Hon. John Roberts, who did ask us to do that exercise, probably within a month now, during the month of May. We will hand the report to Mr. Roberts and possibly, as usually he does, he will make it available soon afterwards.

But this committee, which is called SCAG, Science Communication Advisory Group, made up of representatives of the three granting councils of NRC, MOSST and ourselves, and also with an observing member from the Privy Council, has this responsibility and we are just going to try to finalize our report next month. We are hoping that the recommendations by that committee will lead the government to take direct responsibility, with these various agencies in their various roles, in bringing a better program for general public awareness.

Mr. S. L. Smith: I would really ultimately like to see a public awareness program that really aims at a cultural problem we have. I have referred to it before. I referred to it in the legislature, in my final address to my colleagues there, and I have referred to it in my first speech to the Air Industries Association. You must have seen it, as a practitioner of politics. When you stand on a platform and say to people that this country has enormous wealth in the ground and that we have these fabulous rivers and lakes and mountains and prairie, and trees and rocks, there is a terrific national pride which builds up.

There is a real identification with the soil of this country which we cling to and we respect for its richness and the way it has sustained a great country and a great nation. Yet when you stand up on the same platform and speak of Canadians' ingenuity, inventiveness, competitiveness, shrewdness, any of the things that have to do more with the use of our minds, the use of our training, the use of our ingenuity—that is the best word I can think of—that just does not play the same emotional chord. It just does not. People might agree with you, but there is not that swelling of pride.

In addition to this, we have a lot of economists in the country today who are prepared to introduce what they call the law of comparative advantage which looks to me very much like a sort of a theology which in essence really says that if you are doing well at something it is because you have an advantage and therefore ought to continue without ever stopping to find out how come you are doing well at some of those things and what would happen if you put your mind to doing well at something else. No economist who believes in the law of comparative advantage would have predicted the success of

[Traduction]

M. L'Abbé: Je crois que vous êtes au courant de la situation car lorsque nous avons comparu au mois de mai dernier, nous vous avons dit que nous tenterions, sous l'égide du Conseil des sciences, d'élaborer un programme fédéral de sensibilisation du public aux domaines de la science et de la technologie et que nous ferions des recommandations quant au rôle et aux ressources de chacun.

Malheureusement, notre comparution est quelque peu hative, encore une fois. Dans moins d'un mois, au cours du mois de mai plus précisément, nous ferons probablement rapport au ministre, l'honorable John Roberts, qui nous a chargés de ces démarches. Nous lui remettrons un rapport et, comme d'habitude, il en assurera probablement la diffusion peu de temps après.

Ce comité, connu sous le nom de Groupe consultatif de la communication scientifique et technique, est composé de représentants des trois organismes d'octroi de subventions du Conseil national de recherches, du ministère d'État, Sciences et Technologie, et de notre conseil; il comprend également un observateur du Conseil privé, et il a été chargé de cette étude; nous tenterons de mettre le point final à notre rapport durant le mois prochain. Nous espérons que les recommandations de ce groupe consultatif incitera le gouvernement et les divers organismes à élaborer un meilleur programme de sensibilisation du public.

M. S. L. Smith: Au fond, j'aimerais que le programme de sensibilisation du public soit dirigé pour combattre un problème culturel. J'y ai déjà fait allusion, en prenant la parole pour la dernière fois à l'assemblée législative et dans mes premiers discours prononcés devant l'*Air Industries Association*. Comme hommes politiques, vous n'êtes pas sans l'ignorer. Lorsque vous êtes sur un podium, lorsque vous dites à la foule que ce pays regorge de richesses naturelles, qu'il a des rivières, des lacs, des montagnes, des plaines et des forêts fabuleux, on sent surgir une immense fierté nationale.

On constate un attachement à la terre dans ce pays; nous la respectons car elle est riche et elle a nourrit un grand pays. Pourtant, sur le même podium, si vous parlez de l'ingéniosité, de l'esprit créateur, concurrentiel et perspicace des Canadiens, de qualités qui font appel à notre esprit et à notre formation, on ne semble pas toucher la même corde sensible. Ceux qui vous écoutent peuvent être d'accord mais on ne sent pas surgir chez eux la même fierté.

D'autre part, on trouve au pays bon nombre d'économistes qui préconisent ce qu'ils appellent la loi de l'avantage comparatif; selon cette loi, la réussite d'une entreprise dépend d'un avantage gratuit; il suffit donc de poursuivre ses activités sans chercher à comprendre pourquoi l'on réussit, sans penser aux conséquences possibles si l'on s'avisait d'entreprendre d'autres activités. Aucun économiste qui croit en la loi des avantages comparatifs n'aurait pu prédire le succès du bras spatial *Canadarm*, par exemple, parce que, après tout, les Canadiens

[Text]

Canadarm, for instance, because, after all, we Canadians are good at resources, are we not? How come we are good at space arms?

• 1650

Well, I think Canadians are good at everything if we will give ourselves the chance to prove it. I think, therefore, if we could get a public awareness program that shows Canadians we are very good at things other than resources and hockey—that we are, in fact, very, very good at using our brains and at applying our minds and at problem solving and at being tough international bargainers in business and in government—I think people will begin, little by little, to believe it.

Up to now, the only way they will believe something is good in Canada is if an American says it is good. Thank God, in Canadarm, we saw two American astronauts come out and say Canadarm is the best thing that happened on the space flight. Now Canadians will believe it.

But it really is an aspect of national culture. So whatever we do in public awareness, I would hope it would ultimately have the underlying theme to Canadians that we are good at using our brains, that we can enrich the country by so doing, and that we need not turn our back on our resources. We can combine the two and have the richest standard of living of any country in the world, because no other country has both. No other developed country has both a highly educated population and a vast resource base; we are the only country that has both of those. So I think, on a per capita basis, we should be ahead of everybody.

Mr. Schroder: Okay. Now, my second question has to do, then, with the second objective that you have in the Science Council of Canada, and that is to advise the government. Have you given much thought to any new ways of doing this that would be more satisfactory than what has happened to date?

Mr. S.L. Smith: I think we have given a lot of thought to that, Dr. Schroder. What has happened to date, sadly, has been that government has found it very easy to ignore the papers that we publish. What happens, it seems to me, is we publish a paper and, in fairness, many of the ideas in our papers tend to end up in government policies many years afterwards, and they do not even know where those ideas came from. But frequently it happens that we throw the ideas into the—what shall we call it—the atmosphere around the decision-makers and then the ideas eventually filter through. People may have forgotten they appeared originally in a Science Council document. But apart from that kind of fate, where you just throw the ideas out and hope they will percolate through at some point, I think we ought to be very direct in our advice-giving.

So one of the roles we have set out recently, since my arrival and since my colleagues and I have discussed this, is that from now on in the studies that we undertake, the key recommenda-

[Translation]

sont bons au niveau des ressources, n'est-ce pas? Comment pouvons-nous avoir du succès avec un bras spatial?

Eh bien, je pense que les Canadiens sont bons dans tout si nous nous donnons la chance de le prouver. En conséquence, si nous pouvions établir un programme de sensibilisation de la population pour montrer aux Canadiens que nous sommes très bons dans des domaines autres que les ressources et le hockey—qu'en fait nous savons très bien nous servir de notre tête, résoudre des problèmes, tenir notre bout dans les relations internationales, tant sur le plan commercial que gouvernemental—je pense que le public va commencer peu à peu à y croire.

Jusqu'à présent, on croyait que le Canada faisait quelque chose de bien lorsque les Américains le disaient. Dieu merci, dans le cas du bras spatial *Canadarm* les deux astronautes américains ont déclaré que cette facette de l'expérience avait été la mieux réussie. Maintenant les Canadiens le croiront.

Mais c'est vraiment là un aspect de notre culture nationale. Alors, j'espère qu'au niveau de la sensibilisation de la population, nous essaierons de faire prendre conscience aux Canadiens que nous savons nous servir de notre tête, que nous pouvons améliorer le pays en ce faisant, et que nous ne devons pas tourner le dos à nos ressources. Nous pouvons combiner les deux et nous donner le niveau de vie le plus élevé au monde, parce qu'aucun pays ne possède ces deux éléments. Aucun autre pays industrialisé n'a une population si bien instruite et une si vaste base de ressources; nous sommes le seul pays qui possède les deux. Alors, je pense que, sur une base individuelle, nous devançons tout le monde.

M. Schroder: Très bien. Ma deuxième question porte sur le deuxième objectif du Conseil des sciences du Canada: conseiller le gouvernement. Avez-vous songé sérieusement à de nouvelles façons de remplir ce mandat de façon plus satisfaisante que par le passé?

M. S.L. Smith: Je pense que nous nous sommes penchés très sérieusement sur cette question, monsieur Schroder. Ce qui s'est produit jusqu'à présent, malheureusement, c'est que le gouvernement était très porté à ne pas s'intéresser aux documents que nous publions. Ce qui semble arriver, c'est que bien des idées énoncées dans nos documents ont tendance à être reprises dans des politiques gouvernementales bien des années après, et on ne sait même pas à ce moment-là d'où viennent ces idées. Il arrive fréquemment que nous lancions des idées dans ce que nous pourrions appeler le milieu des décideurs et que ces idées finissent pas faire leur chemin. On a tendance à oublier que ces idées-là ont d'abord été énoncées dans un document du Conseil des sciences. Mais en plus de cette démarche consistant à émettre des idées en espérant qu'elles ressortiront quelque part, je pense que nous devons prodiguer nos conseils de façon très directe.

Alors, l'un des rôles que nous nous sommes donnés récemment, depuis mon arrivée et depuis que mes collègues et moi-même en avons discuté, c'est que désormais les principales

[Texte]

tions that come out of those studies will be highlighted and they will be presented in person by the chief person doing the study and a senior person from Science Council to the deputy ministers, possibly the ministers, and the opposition critics—whoever are the key people involved—in person across a table. So that way, the person doing the study knows that this is not a post-graduate research institute; this is not a place where ideas can just be tossed around. He or she is going to have to sit opposite a person with practical responsibility and say: Here is what we recommend. That ought to focus the mind a bit, so we are going to do that.

Secondly, our studies are going to be much shorter. They are going to be timely and policy-oriented rather than just, you know, is it not interesting that such and such is happening in the world type of recommendations. They are going to be policy-oriented recommendations. I would hope that would be helpful and, as I say, everything we do is in the open, so these policies will, I hope, eventually be implemented.

As I say, many policies which have come about have originated from Science Council documents, even if this is not always recognized by the time the policies are implemented.

• 1655

The Vice-Chairman: Thank you, Dr. Smith. We would have time for a couple of quick questions.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I have just a comment particularly with respect to the last part, the throwing of ideas into the air. I think if you are on the right track in the approach, and I would hope something could be done within the House fairly shortly, at least to begin the process of creating the kind of committee which could be a body that would be helpful to you in the public area, because I think it is important. I agree with my friend on that area. When you meet the Canadian Advanced Technology people they presented a brief to the task force we had, and they said a very interesting thing which ties in with something you said, Mr. Smith. I am quoting from page 12 of their brief to our task force on January 20, 1982:

We further contend that the resource-base philosophy and the inferiority complex of government planners that ignores the critical importance of micro-electronics and other non-resource technologies will doom Canada to the status of a have-not nation.

That ties in with this business you have been talking about.

In some of your studies, perhaps some time you might consider—you can tell me if this is feasible or not—taking a look at, in a rifle shot way, the foreign marketing structures of the government with respect to the marketing of the technology one would hope the appropriate use of research and development could employ. I, for one, happen to believe the government was on the right track when they brought the foreign trade arm of the government into the Department of

[Traduction]

recommandations des études que nous allons effectuer vont être mises en lumière et présentées personnellement par le chargé de projets et un haut fonctionnaire du Conseil des sciences directement aux sous-ministres, peut-être même aux ministres et aux critiques de l'Opposition—en fait, à tous les intéressés occupant des postes d'importance. Ainsi, l'auteur de l'étude saura qu'il ne s'agit pas d'un institut de recherche postuniversitaire et que ce n'est pas simplement un endroit où l'on brasse des idées. Alors, l'auteur de l'étude va présenter directement les recommandations à une personne détenant des responsabilités pratiques. Cela va mettre les choses dans leur juste perspective.

Deuxièmement, nos études vont être beaucoup plus courtes. Elles vont être opportunes et axées sur des politiques et non pas simplement sur des questions d'intérêt et des recommandations générales. Il va s'agir de recommandations axées sur la politique. J'espère que ce sera utile et, je le répète, nous ne cachons rien, et j'espère que ces politiques seront mises en oeuvre.

Comme je l'ai dit, de nombreuses politiques ont été énoncées d'abord dans des documents du Conseil des sciences, même si ce fait n'est pas toujours reconnu lorsque les politiques sont appliquées.

Le vice-président: Merci, monsieur Smith. Nous avons le temps pour quelques questions rapides.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'ai un commentaire en ce qui concerne particulièrement la dernière partie de la réponse de M. Smith au sujet des idées lancées. Je pense que vous êtes sur la bonne voie, et j'espère que nous pourrions faire quelque chose à la Chambre bientôt, du moins pour amorcer le processus de création d'un comité qui pourrait vous être utile sur le plan des relations publiques, parce que je pense que c'est important. Je suis d'accord avec mon collègue. Des représentants des milieux de la haute technologie canadienne ont présenté un mémoire à notre groupe de travail et ils ont déclaré quelque chose de très intéressant qui se rattache à quelque chose que vous avez dit, monsieur Smith. Je cite un extrait de la page 12 du mémoire présenté au groupe de travail le 20 janvier 1982:

Nous disons en outre que le principe axé sur les ressources et le complexe d'infériorité des planificateurs gouvernementaux qui ignorent la très grande importance du domaine micro-électronique et autres technologies non fondées sur les ressources condamneront le Canada à un statut de pays démuné.

Cela correspond à ce que vous disiez tout à l'heure.

Dans certaines de vos études, vous pourriez peut-être à l'occasion—et vous allez me dire si cela est possible ou non—jeter un coup d'oeil, très rapide, sur les structures d'exportation du gouvernement en ce qui concerne les méthodes de mise en marché de la technologie la plus susceptible d'être utilisée dans le domaine de la recherche et du développement. Pour ma part, je pense que le gouvernement était sur la bonne voie quand il a confié le secteur du commerce extérieur au minis-

[Text]

External Affairs because that is a focusing of that effort. I know some people in External Affairs do not like that, particularly, but I think they will become accustomed to it. I think it is a good thing.

There may be other areas where it could be important. For instance, people in the high-technology industries say their products have non-obsolescence life, a life and being as products, of about three to four years and yet quite often it takes 18 months of that three to four years to get approvals with respect to grants, approvals with respect to marketing schemes abroad and that the high-technology industry, as such, is a pioneering industry, that it outstrips government and outstrips the normal—for want of a better word—bureaucratic processes of approval.

It seems to me that if you are going to really talk about science in the applied sense you have been dealing with, and the importance of dealing with it in the sense of its immediate advantage to Canada, not only do you have to look at it from the point of view of the policy of the government, but from the point of view of that partnership that should exist between governments from the marketing point of view and the industry from the producers' point of view. We have to stop thinking of ourselves as being in separate little compartments rather than part of an integrated whole leading to the marketing of products abroad.

It is a very broad way of asking, I guess, whether you might consider looking at that aspect of affairs at some stage during your tenure, because I believe it is important that somewhere along the way the government comes to terms with the velocity of development in the microtechnological field in the non-resource technologies. It is just tremendous the development that is occurring in terms of new products. These people actually go out and create needs and then design products, or identify needs for customers and then design products to fill those needs. It is a tremendous industry. That might be something your council could look at.

Mr. S.L. Smith: Absolutely. We are looking at it from two points of view. What you said last, I think, is crucial, sir, because what you are saying, Mr. Baker, is that a whole lot of what we call R&D is not really some guy sitting in a lab dreaming things up; it is a person out there dealing with the client, getting a sense of what that client's needs will be developing into in the future, saying they could make that product, and coming home and producing it.

• 1700

The person in that pivotal role between the marketing side and the production side is usually an engineer, and yet we have paid almost no attention to the way in which we train engineers for that specific role. The other problem—and we are going to look at it—is that when people are out trying to develop products for the markets abroad, there is a tendency for the client to continue doing business with previous suppliers. It is the old story, like the kid to whom you say we will hire you if you have experience, but you never give him a

[Translation]

tère des Affaires extérieures, permettant ainsi la centralisation des efforts. Je sais que certains fonctionnaires des Affaires extérieures n'aiment pas cela, mais je pense qu'ils vont s'y habituer. Je pense que c'est une bonne chose.

Il y a peut-être d'autres domaines où cela pourrait être important. Ainsi, les gens de la haute technologie disent que leurs produits ont une vie utile de trois ou quatre ans avant de tomber en désuétude et, assez souvent, il faut 18 mois pour obtenir les autorisations voulues concernant les subventions et les programmes de commercialisation à l'étranger. Il faudrait que le gouvernement ou, si vous voulez, l'appareil bureaucratique accélère le processus en ce qui concerne l'industrie de haute technologie.

Il me semble que si vous vous intéressez à la science appliquée et à l'importance des avantages immédiats pour le Canada, il vous faut regarder non seulement le point de vue de la politique gouvernementale, mais aussi le point de vue de la collaboration qui devrait exister entre les gouvernements sous le rapport de la commercialisation et l'industrie sous le rapport de la production. Nous devons cesser de nous considérer comme des petits éléments distincts plutôt que comme un ensemble intégré de mise en marché de produits à l'étranger.

C'est une façon peut-être très générale de vous demander si vous avez l'intention d'aborder cet aspect des affaires au cours de votre mandat, parce que je pense qu'il est important qu'à un certain point le gouvernement se penche sur la rapidité d'évolution du domaine micro-technique dans les technologies non fondées sur les ressources. Les nouveaux produits apparaissent à un rythme tout à fait extraordinaire. Ces gens là créent des besoins et inventent des produits, ou déterminent les besoins de leurs clients et conçoivent des produits pour combler ces besoins. C'est une industrie extraordinaire. Votre Conseil pourrait peut-être se pencher là-dessus.

M. S.L. Smith: Vous avez absolument raison. Nous étudions la question sous deux rapports. Vos derniers propos sont à mon sens d'une importance cruciale, monsieur, parce que ce que vous dites, monsieur Baker, c'est que la personne qui travaille à la recherche et au développement n'est pas assise dans un laboratoire à rêver à des inventions; c'est une personne qui s'occupe d'un client, qui essaie de comprendre ce que seront les besoins de ce client à l'avenir, et qui cherche à mettre au point un produit satisfaisant.

La personne qui peut jouer ce rôle de pivot entre les secteurs de la commercialisation et de la production c'est habituellement l'ingénieur; pourtant, nous n'avons presque pas porté d'attention à la façon de former les ingénieurs en vue de ce rôle particulier. L'autre problème—et nous allons nous y attarder—c'est que lorsqu'on essaie de créer un produit pour des marchés étrangers, le client a tendance à continuer de faire affaire avec les mêmes fournisseurs qu'auparavant. C'est une vieille histoire comme celle du jeune à qui vous dites que vous

[Texte]

chance to get the experience. Most new products—successful ones—are developed from your relationship with a client but, unless you have a product to sell in the first place, there is no relationship.

I have already been to speak to somebody in the Department of External Affairs—who used to be in ITC, under the reorganization there—to discuss the defence-sharing agreement. As you may know, in defence, space is now part of that agreement and yet we have not sold one cent's worth of space equipment to the United States for defence purposes. That has been in the agreement now for a couple of years and we still have not sold.

The question is: How can we market a rapid-turnover product like space products to people in the United States who are used to dealing with their own suppliers? We are seriously thinking of launching a very short study on that. It is just a question of setting our priorities within our relatively small budget, and we are not sure when we can get around to it. One problem, as you may know, is that I made a deliberate decision not to ask for more money this year—except for inflation—but, apart from that, not to increase our resources, to live within the resources we have, and to prove that we can do a really good service for the government and the people of Canada. If we prove ourselves, then we shall really require great increase in resources to do all the things we are talking about today. But I have accepted the challenge to prove our relevance first, and then to seek the additional funds later.

Certainly the two questions: the pivotal role of the engineer—the entrepreneurial engineer, in a sense, and his or her training—and the question of how government bureaucrats, who are not suited to rapid decision-making, can truly help Canadian companies break into foreign markets in high tech areas, these two are key questions which have to be studied. We would hope to study them within 12 or 18 months.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you, Dr. Smith.

The Vice-Chairman: Dr. Halliday, we could continue perhaps, but we have to leave at 5 after. We could continue for two minutes.

Mr. Halliday: Two minutes would be all I need.

The Vice-Chairman: A quick question and a quick answer would be all—

Mr. Halliday: My question just needs a yes or no, I think. Earlier this afternoon we discussed the need for motivating industry to get involved in more research and development, and Mr. Herbert mentioned the role of profits as one of the motivating factors. We have a tax system in Canada which we

[Traduction]

l'embaucherez s'il a de l'expérience, mais vous ne lui donnez jamais l'occasion de l'acquérir. La plupart des nouveaux produits—ceux qui réussissent—sont inventés par suite de rapports avec un client, mais si vous n'avez pas de produits à vendre au premier abord, ce rapport-là n'existera pas.

Je me suis déjà entretenu avec un ancien fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce qui travaille maintenant au ministère des Affaires extérieures par suite de la nouvelle réorganisation—pour discuter de l'entente en matière de défense. Comme vous le savez sans doute, l'espace fait maintenant partie de cette entente et, pourtant, nous n'avons pas encore vendu pour un sous d'équipement spatial de défense aux États-Unis. Cet élément fait partie de l'accord depuis maintenant quelques années, et nous n'avons pas encore vendu quoi que ce soit.

La question est la suivante: comment pouvons-nous commercialiser un produit qui est appelé à être remplacé rapidement, comment pouvons-nous vendre des produits spatiaux aux États-Unis, par exemple, qui ont l'habitude de traiter avec leurs propres fournisseurs? Nous pensons sérieusement à faire une étude très brève là-dessus. C'est simplement une question d'établissement de nos priorités dans le cadre de notre budget relativement modeste, mais nous ne savons pas quand nous y arriverons. L'un des problèmes, comme vous le savez peut-être, c'est que j'ai décidé délibérément de ne pas demander plus de fonds cette année—sauf compensation pour l'inflation—mais, outre cela, je n'ai pas demandé d'augmentation de nos ressources, et j'ai décidé de vivre avec les ressources dont nous disposons et de prouver que nous pouvons assurer un service vraiment efficace au gouvernement et à la population. Si nous réussissons à prouver cela, nous aurons vraiment besoin de fortes augmentations de nos ressources pour accomplir tout ce dont nous parlons aujourd'hui. Mais j'ai entrepris de prouver d'abord notre importance et je tenterai d'obtenir des fonds additionnels plus tard.

Ce sont certes deux questions importantes qui doivent être étudiées: le rôle de pivot de l'ingénieur—l'ingénieur d'entreprise, en un sens, et sa formation—et la façon dont les bureaucrates du gouvernement qui ne sont pas faits pour prendre des décisions rapides peuvent vraiment aider les sociétés canadiennes à percer sur les marchés étrangers dans les domaines de la haute technologie. Nous espérons étudier ces questions dans les 12 ou 18 mois à venir.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci, monsieur Smith.

Le vice-président: Monsieur Halliday, nous pourrions peut-être continuer, mais nous devons terminer à 17h05. Nous pourrions continuer pendant deux minutes.

M. Halliday: Je n'ai pas besoin de plus de deux minutes.

Le vice-président: Nous n'avons le temps que pour une courte question et une courte réponse.

M. Halliday: Ma question ne demande qu'un oui ou un non, je pense. Cet après-midi, nous avons discuté du besoin d'encourager l'industrie à s'intéresser davantage à la recherche et au développement, et M. Herbert a parlé des profits en tant que facteur de motivation. Nous avons un système fiscal au

[Text]

have been used to for a number of years; it has certain characteristics, but it is not the only tax system known to exist.

I wonder, Mr. Chairman, if Dr. Smith and the council would at least agree to looking at the feasibility of doing a study on our tax system, in particular, on the work that has been done on a proposed radical change to it, by a man right here in Ottawa who is quite knowledgeable. He is Mr. John R. Ferguson. Mr. Ferguson is proposing that we should look at some changes in the tax system which would change it from the present tax, based on ability to pay, to a tax based on benefits received or, to put it another way, that we move to a tax based on net business costs for industry, as opposed to the present tax based on profits. It is a disincentive, of course, to doing anything when you tax profits. It is a very interesting concept. He has it all worked out and there is a lot of material on it. He is not the only person in this country who is promoting this change. I wonder, Mr. Chairman, in view of the earlier discussion on the need to motivate industry, whether we might not have the council look at this as one way of motivating industry to getting into research and development.

Mr. S.L. Smith: I am afraid I have not heard of Mr. Ferguson's ideas. I do not know if my colleagues—

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I can easily send him a bundle of material on it. I will send you a bundle.

Mr. S.L. Smith: For sure, we are prepared to examine anything that might encourage innovation and research.

• 1705

Mr. Halliday: I am quite serious about it, Mr. Chairman. Perhaps Dr. Smith would look at it and either send a note to the committee or to myself, or I will ask him again the next time we are together on this.

The Vice-Chairman: I would like to thank Dr. Smith and his colleagues for their visit today.

I would like to remind members that the next meeting of this committee is on Monday, April 26, Room 269 at 8.00 p.m., when the National Research Council will be appearing before the committee, and next Wednesday, April 28 at 3.30 p.m. the Prime Minister will be appearing before this committee for his estimates.

Thank you very much. This meeting is adjourned.

[Translation]

Canada qui est utilisé depuis un certain nombre d'années, il comporte certaines caractéristiques mais il n'est pas le seul.

Je me demande, monsieur le président, si M. Smith et le Conseil accepteraient au moins d'étudier la possibilité d'effectuer une étude de notre système fiscal, en particulier du projet de changement radical qui a été proposé par un homme d'Ottawa qui connaît assez bien son domaine. Il s'agit de M. John R. Ferguson. M. Ferguson propose certaines modifications au système fiscal qui changeraient l'impôt actuel fondé sur la possibilité de payer en un impôt fondé sur les gains; en d'autres termes, il propose qu'on adopte un système fiscal axé sur les coûts nets d'exploitation de l'industrie plutôt que sur les profits. Quand on impose les profits, cela n'encourage évidemment pas à en faire davantage. C'est une idée très intéressante. M. Ferguson a tout bien pensé et il y a énormément de documents là-dessus. Il n'est pas la seule personne au pays à préconiser ce changement. Monsieur le président, à la lumière des discussions que nous avons eues plus tôt sur le besoin de motiver l'industrie, je me demandais si nous ne pourrions pas demander au Conseil de songer à cette possibilité pour encourager l'industrie à s'intéresser davantage à la recherche et au développement.

M. S. L. Smith: Je pense que je n'ai jamais entendu parler des idées de M. Ferguson. Je ne sais pas si mes collègues...

M. Halliday: Monsieur le président, je peux facilement lui envoyer un paquet de documentation. Je vais vous en envoyer.

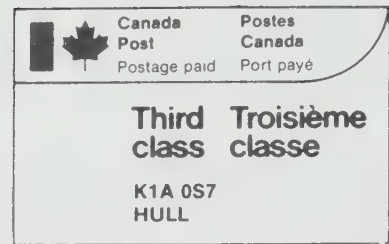
M. S. L. Smith: Nous sommes évidemment prêts à étudier toute proposition visant à encourager l'innovation et la recherche.

M. Halliday: Je suis tout à fait sérieux à cet égard, monsieur le président. M. Smith pourrait peut-être examiner cette question et faire parvenir une petite note soit au comité, soit à moi-même, ou alors je lui demanderai encore une fois quand nous en reparlerons à l'avenir.

Le vice-président: J'aimerais remercier M. Smith et ses collègues d'être venus témoigner aujourd'hui.

Je vais rappeler aux membres que la prochaine réunion du Comité se tiendra le lundi 26 avril dans la salle 269, à 20h00, avec les représentants du Conseil national des recherches; mercredi prochain, le 28 avril à 15h30, le premier ministre comparaitra au sujet de ses prévisions budgétaires.

Merci beaucoup. La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Science Council of Canada:

Dr. S.L. Smith, Chairman;
Dr. M. L'Abbé, Executive Director;
Dr. J. Gilmour, Director of Research;
Mr. J. Miedzinski, Deputy Executive Director.

Du Conseil des Sciences du Canada:

M. S.L. Smith, président;
M. M. L'Abbé, directeur général;
M. J. Gilmour, directeur de la recherche;
M. J. Miedzinski, directeur général adjoint.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 78

Monday, April 26, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 78

Le lundi 26 avril 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 5, 10, 15 and 20—
National Research Council of Canada under SCIENCE
AND TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédits 5, 10, 15 et 20—
Conseil national de recherches du Canada sous la
rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. David Berger

Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Bossy	Gimaïel
Collenette	Halliday
Cousineau	Herbert
Dion (<i>Portneuf</i>)	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. David Berger

Messrs. — Messieurs

King	Orlikow
Lambert	Schroder
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, April 26, 1982:

Mr. Schroder replaced Mr. Smith.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 26 avril 1982:

M. Schroder remplace M. Smith.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, APRIL 26, 1982

(95)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:13 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Berger, Gauthier, Halliday, Herbert, Schroder and Stevens.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the National Research Council of Canada: Dr. Larkin Kerwin, President; Mr. Keith Glegg, Vice-President (Industry) and Mr. Carl B. Crawford, Director, Division of Building Research.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Committee resumed consideration of Votes 5, 10, 15 and 20 under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

The witnesses answered questions.

At 8:51 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 26 AVRIL 1982

(95)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h13 sous la présidence de M. Gauthier, (président).

Membres du Comité présents: MM. Berger, Gauthier, Halliday, Herbert, Schroder et Stevens.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: Du Conseil national de recherches du Canada: M. Larkin Kerwin, président; M. Keith Glegg, vice-président (Industrie) et M. Carl B. Crawford, directeur, division des recherches en bâtiment.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le Comité reprend l'étude des crédits 5, 10, 15 et 20 sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

Les témoins répondent aux questions.

A 20h51, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, April 26, 1982

• 2010

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Bonsoir et bienvenue à tous à cette réunion qui a été convoquée pour entendre les témoignages relatifs aux prévisions budgétaires en général.

J'aimerais, avant de procéder à nos délibérations, vous faire part de deux ou trois petites choses qui nous sont parvenues aujourd'hui. D'abord, j'ai trois documents devant moi: le premier vient de la Commission de la Fonction publique du Canada en réponse à des questions qui ont été posées par les députés le 22 mars dernier; un deuxième vient de l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services, en réponse à des questions qui ont été posées le 29 mars dernier; et enfin, un dernier qui a été soumis en réponse aux questions de M. Greenaway; un document qui a été envoyé, j'imagine, par le Conseil national de recherches du Canada. Ces documents sont assez volumineux; si vous voulez bien, je vais demander au greffier de les conserver chez elle et si les députés veulent les consulter, ils seront à leur disposition.

Monsieur Herbert?**M. Herbert:** On ne peut pas en faire la distribution.

• 2015

Le président: ... Pour la simple raison qu'il y en a un qui est bilingue et que les autres ne le sont pas!**M. Herbert:** Je parle de distribution aux membres du Comité.**Le président:** Eh bien, si vous voulez que je vous distribue les documents unilingues français, monsieur Herbert, je suis prêt à le faire.**M. Herbert:** Oui.**Le président:** Et ces documents-là, pour votre gouverne, sont unilingues français.**M. Herbert:** Oui.**Le président:** Alors, vous voulez que je les distribue?**M. Herbert:** Oui, si vous ...**Le président:** C'est contre le Règlement de la Chambre, monsieur Herbert, que je distribue un document unilingue.**M. Herbert:** Qui a envoyé ...

Le président: Le document de la Commission de la Fonction publique est entièrement bilingue, comme je vous l'ai expliqué tout à l'heure. Je peux vous le distribuer, si vous voulez. Le document de M. Blais est en partie unilingue anglais et en partie français. Il y a une partie bilingue et une partie unilingue anglaise.

M. Herbert: Il est donc bilingue.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 26 avril 1982

The Chairman: Order, please.

Good evening ladies and gentlemen. I wish to welcome all of you who have been called upon to attend this meeting to hear evidence on Miscellaneous Estimates.

Before we go on with our meeting, I would like to communicate to you two or three bits of information that we received today. First, I have three documents before me. The first is from the Public Service Commission of Canada in answer to questions raised by the members last March 22; the second from the honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services in answer to questions raised last March 29; and finally a document submitted in answer to questions raised by Mr. Greenaway; I believe this document comes from the National Research Council. As these are rather thick documents, I will ask the Clerk to keep them and make them available to members who would wish to apprise themselves of their contents.

Mr. Herbert.**Mr. Herbert:** Can they not be distributed?**The Chairman:** ... for the simple reason that one of them is bilingual and that the others are not.**Mr. Herbert:** I am talking about distribution to committee members.**The Chairman:** Well, if you want me to distribute documents in French only, Mr. Herbert, I am prepared to do so.**Mr. Herbert:** Yes.**The Chairman:** For your information, these documents are in French only.**Mr. Herbert:** Yes.**The Chairman:** Do you want me to distribute them?**Mr. Herbert:** Yes, if you ...

The Chairman: It is against the Standing Orders of the House to distribute documents in one language only, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Who sent ...

The Chairman: As I said a few minutes ago, the document from the Public Service Commission is in both languages. I can distribute it, if you wish. Mr. Blais' document is partially in French and partially in English. Part is in both languages and part is in English only.

Mr. Herbert: In other words, it is bilingual.

[Texte]

Le président: Non, non, il est en deux langues . . .

M. Herbert: Il utilise les deux langues.

Le président: Oui, et le document de M. Greenaway est en anglais pour ce qui est des questions posées par M. Greenaway, mais les réponses et la documentation à l'appui, qui est assez volumineuse, sont en français. Ce sont des documents de recherche, des photocopies de magazines, des sujets de ce genre-là. Je pense qu'il en coûterait très cher de les faire traduire, monsieur Herbert.

M. Herbert: Ce n'est pas une question d'avoir la traduction. Est-ce que M. Greenaway peut utiliser ces documents en français?

Le président: Il n'est pas ici et on ne peut pas le lui demander, mais je peux bien lui en envoyer une copie puisque c'est lui qui a posé la question.

D'accord?

Nous avons le plaisir ce soir de recevoir le Conseil national de recherches du Canada représenté par le docteur Kerwin, M. Cumming et M. Clegg. Je ne vois pas M. Grabowy; est-ce qu'il est ici?

Une voix: Il n'est pas ici.

Le président: Il n'est pas ici. Ah bon!

Docteur Kerwin, encore une fois, je vous souhaite la bienvenue. C'est votre deuxième ou troisième visite, je pense, cette année. Nous sommes toujours heureux de vous recevoir parce que vous êtes un témoin fort intéressant. Avez-vous des commentaires d'ouverture ou des remarques à faire faire au Comité avant que nous ne passions aux questions?

M. L. Kerwin (président, Conseil national de recherches du Canada): Monsieur le président, autre que de réitérer l'honneur qui est le nôtre de nous présenter devant vous, je n'ai rien de spécial à ajouter aux remarques préliminaires que j'avais faites la dernière fois.

Le président: Donc, le premier député à poser des questions sera M. Stevens.

Mr. Stevens, for 10 minutes, sir.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Kerwin, we certainly welcome you back to the committee. I was wondering if I could introduce my remarks by referring you to the current economic situation and prospects for the Canadian economy in the short and medium term.

This is a publication put out by the Department of Finance at the time of the last budget, on November 11, 1981. On page 4, they specifically deal with comparative figures with respect to productivity amongst Canada, the United States, the United Kingdom, Germany, France, Italy and Japan. These figures may not be new to you, Dr. Kerwin, but they show that between 1973 and 1980, on average, Canada was unfortunately at the bottom of that list. Their productivity change, on an average basis, from 1973 through to 1980, was 0.2 per cent; that of the United States was 0.6; the United Kingdom 1.5—in other words, they had almost eight times the productivity growth during that period that we did, on aver-

[Traduction]

The Chairman: No, it is in both languages . . .

Mr. Herbert: It uses both languages.

The Chairman: Yes, the questions asked by Mr. Greenaway are in English, but the answers and the supporting documentation, which is fairly voluminous, are in French. They consist of research material, photocopies of magazine articles, and so on. I think it would be very expensive to have them translated, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I am not talking about getting a translation. Can Mr. Greenaway use this material in French?

The Chairman: He is not here and we cannot ask him, but I can send him a copy of the material since he is the person who asked the question.

Agreed?

We are pleased to have with us this evening the National Research Council of Canada represented by Dr. Kerwin, Mr. Cumming and Mr. Clegg. I do not see Mr. Grabowy; is he here?

An hon. Member: He is not here.

The Chairman: Oh, he is not here.

I would like to welcome you once again, Dr. Kerwin. I think this is your second or third visit this year. We are always pleased to have you with us, because you are a very interesting witness. Do you have any opening remarks or comments to make to the committee before we move on to the questions?

Mr. L. Kerwin (President, National Research Council of Canada): Mr. Chairman, I have nothing special to add to preliminary remarks I made last time, except to say once again that we are honoured to appear before you.

The Chairman: Then the first questioner will be Mr. Stevens.

Monsieur Stevens, vous avez dix minutes.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

Nous vous resouhaitons la bienvenue, monsieur Kerwin. En guise d'introduction, je voulais faire allusion à la conjoncture économique et aux perspectives de l'économie canadienne à court et à moyen termes.

J'ai ici un document publié par le ministère des Finances au moment de la présentation du dernier budget, le 11 novembre 1981. À la page 4, on trouve des chiffres pour la productivité au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Italie et au Japon. Vous connaissez déjà peut-être ces chiffres, monsieur Kerwin, mais ils indiquent en moyenne que, entre 1973 et 1980, le Canada se trouvait en bas de la liste malheureusement. L'augmentation de notre productivité a été en moyenne de 0,2 p. 100 entre 1973 et 1980; le chiffre aux États-Unis fut 0,6; celui du Royaume-Uni, 1,5 p. 100. Autrement dit, ce pays connaissait une croissance de productivité qui était presque huit fois plus importante que le

[Text]

age; for Germany, of course, it was 3.1; France, 2.7; Italy, 2.2; Japan, 3.4.

As it is my understanding that one of the, if you like, essential ingredients to improving productivity in a country is research and development, is science and technology, is, I suppose, keeping abreast of the state of the art, and that is a function of your National Research Council, can you give me any comment as to what is your reflected view on why this has occurred in Canada, why we would have had a 0.2 per cent growth on average during those years, compared with those figures that I read out with respect to so many other countries? Unfortunately, as you perhaps know, it is even forecast in this review that we are not going to better our position even in the current year.

• 2020

The Chairman: Mr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, these figures are well known. They are accompanied by similar statistics concerning the investment in research and development of these various countries concerning the number of people per million that are employed in industrial research in all these countries; concerning the number of technology intensive industries and firms that are in each of these countries. All of these sorts of statistics follow the same pattern and show that Canada is relatively weak.

The last three governments of the country have emphasized that if Canada's economic picture is to improve, then high technology industry must be encouraged, and the national investment in research and development must increase. Most of these statements were made when the investment was about 0.9 per cent of the gross national product. Various goals have been suggested, of which the most frequently used one, and the official one at the moment, is 1.5 per cent which we expect to reach by approximately 1985.

Therefore, in answer to the first part of the question, there is no doubt but that there is a connection between the economic problems of the country and the fact that, compared to these other countries mentioned, we have been less active in research and development, and particularly in industrial research and development.

The second part of the question mentions that matters may get worse before they get better. This, of course, is because the research and development investment takes a long time to mature. You do not get results within one or two years, normally speaking. The time constant is more of the order of ten years. Therefore, if one neglects research and development, particularly in industry, over a two or three or four year period of time, the effect will be felt eight or ten years later.

[Translation]

nôtre, en moyenne. Bien sûr, le chiffre pour l'Allemagne est de 3,1 p. 100, pour la France, 2,7 p. 100; pour l'Italie, 2,2 p. 100 et pour le Japon, 3,4 p. 100.

Je crois savoir qu'un facteur essentiel pour améliorer la productivité dans un pays est la recherche et le développement, la science et la technologie et ces responsabilités relèvent du Conseil national de recherches. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi cette situation s'est produite au Canada? Pourquoi avons-nous connu une croissance moyenne de seulement 0,2 p. 100, par rapport aux chiffres plus élevés des autres pays? Malheureusement, comme vous le savez peut-être, il est ressorti de cet examen que nous ne pourrions probablement pas améliorer notre situation, même pour l'année en cours.

Le président: Monsieur Kerwin.

M. Kerwin: Monsieur le président, ces données sont bien connues. Elles sont accompagnées de statistiques semblables sur les investissements en recherche et en développement de ces divers pays et portent sur le nombre de personnes par million qui travaillent dans le domaine de la recherche industrielle dans tous ces pays. Elles portent également sur le nombre d'industries et d'entreprises à forte concentration de technologie pour chacun de ces pays. Toutes ces statistiques ont la même configuration et montrent que le Canada est relativement faible sur ce plan.

Les trois derniers gouvernements de ce pays ont mis l'accent sur le fait que si l'on voulait améliorer le profil économique du Canada, il faudrait encourager l'industrie de la technologie de pointe et augmenter nos investissements dans le domaine de la recherche et du développement. La plupart de ces déclarations ont été faites à un moment où les investissements en ce domaine s'élevaient à quelque 0.9 p. 100 de notre produit national brut. Divers objectifs ont été proposés, le plus populaire et celui qui a été retenu étant 1.5 p. 100 du PNB que nous espérons pouvoir atteindre d'ici 1985.

Par conséquent, et pour répondre à la première partie de la question, il ne fait aucun doute qu'il existe un lien entre les problèmes économiques du pays et le fait que, comparativement aux autres pays que j'ai mentionnés, nous ne serons pas très actifs dans le domaine de la recherche et du développement, surtout dans le secteur industriel.

La deuxième partie de la question porte sur la préoccupation suivante: que la situation est susceptible d'empirer avant de s'améliorer. Cela est bien entendu attribuable au fait que les investissements en matière de recherche et de développement n'entraînent pas de résultat immédiat. L'on ne peut en effet pas s'attendre à obtenir des résultats en dedans d'un an ou deux. Il s'agit plutôt de 10 ans. Par conséquent, si l'on met de côté la recherche et le développement, surtout au niveau industriel, pendant 2, 3 ou 4 ans, les effets se feront sentir 8 ou 10 ans plus tard.

[Texte]

Similarly, if corrective measures are taken, as they are being taken now, to improve the situation, we cannot look for impressive results for six or eight or ten years. You cannot change the picture overnight. Research and development takes a long time to build up and its results take several years to become apparent in the marketplace. That is why it requires great patience, and great constancy of effort.

Mr. Stevens: Through, you, Mr. Chairman, and tied in then with the general theme that we have started out on, I would refer Dr. Kerwin to a *Canadian Research* article of April, 1981 in which you are interviewed by a Gordon Hutchison. On page 23 of that article, you are discussing the fact that—and I will use the words that are attributed to you:

When major projects come up that are of interest to the government, the money seems to appear. I am referring to the purchase of Petrofina; \$1.5 billion will apparently be available for that.

Mr. Hutchison: Of course, you and I pay for that at three cents a litre.

Mr. Kerwin: If given the choice, maybe we would rather put the three cents per litre into research and development for a secondary industry.

Through you, Mr. Chairman, as the bill that is putting in place the very tax that is referred to there, which the government has suggested that Parliament accept, is now before us—we may be voting on it later tonight at second reading stage—could you be more specific as to what you had in mind there. I refer those words, again, to you:

... if given the choice, maybe we would rather put the three cents per litre into research and development or a secondary industry.

Unless I misunderstand what you are saying there, you feel that perhaps instead of that type of money being dedicated to the purchase of companies such as Petrofina, it might be better to earmark it for research and development or a secondary industry, and if that is your feeling, would you welcome an amendment to the bill that is now before us to say that in future the government divert that revenue to that type of activity as opposed to picking up existing oil and gas companies such as Petrofina?

• 2025

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, my remark was made in the context of the energy crisis: The Canadian public became very exercised over the coming shortage of oil, the increase in the world price and the need to do something about it, and Parliament, reacting to what apparently was a public mood, decided that it would obtain its own oil resources and gasoline distribution network. Although the country was in the midst of economic difficulties, the public requirement for this activity was such that Parliament did not hesitate to find additional money, by some means or another, in order to acquire this

[Traduction]

Ceci veut donc dire que si nous prenons des mesures correctives, comme c'est le cas à l'heure actuelle, en vue d'améliorer la situation, nous ne pouvons pas nous attendre à obtenir des résultats significatifs avant 6, 8 ou 10 ans. L'on ne peut pas changer la situation du jour au lendemain. La recherche et le développement nécessitent énormément de temps et il faut plusieurs années avant que les résultats ne se fassent sentir sur le marché. C'est pourquoi il faut faire preuve de beaucoup de patience et de persévérance.

M. Stevens: Pour continuer dans la même veine, monsieur le président, j'aimerais attirer l'attention de M. Kerwin sur un article publié dans le numéro d'avril 1981 de la revue *Canadian Research* qui comprend une entrevue qu'il a accordée à Gordon Hutchison. A la page 23 de cet article, vous parlez, et je cite les propos que l'on vous attribue:

Il semble toujours possible d'obtenir des fonds pour les grands projets qui intéressent le gouvernement. Je veux parler de l'achat de Petrofina. On a bien réussi à trouver les 1,5 milliard de dollars nécessaires.

M. Hutchison: Bien entendu, vous et moi payons pour cela au rythme de 3c. le litre.

M. Kerwin: Si j'avais le choix, je crois que je préférerais voir ces 3c. le litre investis dans la recherche et le développement au niveau de l'industrie secondaire.

Monsieur le président, comme nous sommes actuellement saisis du projet de loi visant à imposer cette taxe que le gouvernement a proposé au Parlement d'adopter—et nous serons peut-être appelés à voter là-dessus ce soir en deuxième lecture—pourriez-vous nous donner quelques précisions à cet égard? Je vous répète ces propos que l'on vous attribue:

Si j'avais le choix, je préférerais voir ces 3c. le litre investis dans la recherche et le développement au niveau de l'industrie secondaire.

A moins que j'interprète mal vos propos, vous semblez d'avis qu'il serait peut-être préférable d'investir ces fonds dans la recherche et le développement ou au niveau d'une industrie secondaire plutôt que de les consacrer à l'achat de sociétés comme Petrofina. Si c'est ce que vous pensez, seriez-vous en faveur d'un amendement à ce projet de loi dont nous sommes actuellement saisis portant qu'à l'avenir le gouvernement transfère ses fonds à ce genre d'activité plutôt que de les consacrer au rachat de sociétés de pétrole et de gaz comme Petrofina?

M. Kerwin: Monsieur le président, j'ai fait cette remarque dans le contexte de la crise de l'énergie. Le public canadien s'est beaucoup inquiété de la pénurie prochaine de pétrole, de l'augmentation du prix mondial et de la nécessité de réagir. Le Parlement, en réponse à cette préoccupation du public, a décidé de développer ses propres ressources de pétrole et son propre réseau de distribution du gaz. Même si le pays se trouvait en fort mauvaise situation économique, la demande du public à cet égard a pris une telle ampleur que le Parlement a fini par trouver le moyen d'obtenir des fonds supplémentaires,

[Text]

network and in order to satisfy this public view of the situation.

If the Canadian public could be brought to the same state of urgency and the same state of excitement about the need for industrial research and development and about the fact that industrial research and development is one of the important keys to our economic recovery and should set up a clamour similar to that which arose when the public found it was having difficulties in obtaining oil supplies and other energy supplies and was facing further difficulties in paying for them, then I feel sure that Parliament, recognizing a public outcry, would do similar things and would find similar amounts of money and other resources to implement it. So, I believe it is a question of what is exercising the public at the moment; when it is obviously a deeply rooted and important national concern governments react to it. It is our hope, as I said in my statement, that a similar circumstance would arise for research and development in general and industrial research and development in particular.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman . . .

The Chairman: This will be your last question, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you.

Dr. Kerwin, that is hardly the inference, though, of your comment a year ago this month, in April 1981. You say that, if given the choice, maybe we would rather put the 3 cents per litre into research and development or a secondary industry. So my follow-up question is simply this: You have replied that if 6 cents per litre might be proposed maybe the public, if they were suitably excited and what not, could endorse that. But if there is only 3 cents per litre that is to be used, what is your feeling as to whether it should go into research and development or a secondary industry, compared with the purchase of things such as Petrofina and like acquisitions, bearing in mind the context of what you were saying in this Canadian research article?

The Chairman: I hesitate, Dr. Kerwin, I do not want you to start—

Mr. Schroder: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Schroder: I was just going to say that I think the line of questioning is rather perverse, as far as the witness is concerned. I would think we are asking him to answer questions that we, as politicians, are supposed to be able to answer.

The Chairman: I was just about to make that statement, Dr. Schroder. The last question, Dr. Kerwin, you do not have to take in a political sense. I think it is quite evident to us that you are not responsible for government policy and therefore you may want to respond as an academic, as the President of the National Research Council, but not as in any way attached to government decisions. I just wanted to make that clear.

[Translation]

d'une façon ou d'une autre, pour établir ce réseau et satisfaire le public.

Si on pouvait amener le public canadien à éprouver les mêmes sentiments d'urgence quant à la nécessité d'investir dans la recherche et le développement industriels et au fait que nous pourrions par là rétablir notre économie, si le public canadien réagissait à cette situation avec autant de vigueur que lorsqu'il a commencé à éprouver des difficultés au niveau de l'approvisionnement en pétrole et d'autres ressources énergétiques et à l'augmentation des prix pour ces services, je suis persuadé que le Parlement serait obligé de prendre des mesures semblables et de trouver des fonds pour investir dans ce secteur et mettre les résultats en application. Tout dépend donc des grandes préoccupations du public, car c'est ce à quoi le gouvernement réagit. Nous espérons donc, comme je l'ai dit dans ma déclaration, que les mêmes circonstances se présenteront pour ce qui concerne la recherche et le développement en général et la recherche et le développement dans le secteur industriel en particulier.

M. Stevens: Monsieur le président . . .

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Stevens.

M. Stevens: Merci.

Monsieur Kerwin, ce n'est absolument pas ce que vous disiez il y a un an en avril 1981. Vous dites que s'il n'en tenait qu'à vous, vous préféreriez voir ces trois cents le litre investis dans la recherche et le développement ou dans une industrie secondaire. Cela m'amène donc à la question suivante: Vous dites que si l'on proposait six cents le litre au public, s'il était suffisamment conscientisé, qu'il l'accepterait. Mais si nous ne pouvons obtenir que trois cents le litre, combien d'après vous conviendrait-il d'investir dans la recherche et le développement ou dans une industrie secondaire, par comparaison à ce qui est consacré à l'achat de compagnies comme Petrofina et à d'autres acquisitions, compte tenu du contexte que vous mentionnez dans cet article?

Le président: J'hésite, monsieur Kerwin, comme je n'aimerais pas commencer . . .

M. Schroder: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Très bien.

M. Schroder: J'allais simplement dire que ces questions sont assez insidieuses, pour ce qui concerne le témoin. Nous lui posons des questions auxquelles nous devrions pouvoir fournir des réponses, en tant qu'hommes politiques.

Le président: C'est justement ce que j'allais dire, monsieur Schroder. Vous n'avez pas, monsieur Kerwin, à interpréter cette question dans son contexte politique. Nous comprenons bien que vous n'êtes pas responsable de la politique du gouvernement et vous pouvez donc répondre en votre capacité de scientifique, de président du Conseil national de recherches, car vous n'avez rien à voir avec les décisions du gouvernement. Je tenais à éclaircir ce point.

[Texte]

If you want to answer, sir, you can answer. If you do not want to

Mr. Kerwin: I was simply going to say, Mr. Chairman, that Parliament is a better judge of what is in the public interest and particularly what is required by the public at a given moment, and this is the judgment that Parliament will have to exercise this evening, if the question comes up.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, just as a fast supplementary: I think it would be very helpful to us, though, in trying to come to that conclusion, to hear your views as a scientist— after all, you are part of this public that we are supposed to be reflecting later tonight. What is your own personal view?

Mr. Kerwin: My personal view is that an additional 3 cents per litre, or the equivalent, would represent a most useful and reasonable sum for the people of Canada to invest in its future, insofar as industrial research and development is concerned. I would heartily applaud if the public mood were such that sums of this nature were forthcoming.

• 2030

The Chairman: Thank you, Dr. Kerwin. Dr. Halliday.

Mr. Stevens: It is not going that way though. You are going to pay off your Belgian friends.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, Mr. Stevens has us on a very interesting attack here which we pursued before with Dr. Kerwin. He has indicated to us before the importance he attaches to spending more money on this. There is no question in my mind that we should be doing exactly what Mr. Stevens is suggesting and what, in a way, I think Dr. Kerwin has agreed to.

I wonder if I could ask him something about some recent employment ads that have been in the daily papers for scientists specializing in various domains, including the energy area. Has this recruitment campaign been completed now? What proportion of the positions were reserved for recent graduates?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, the period for addressing these competitions is now over, and we have received a great many applications from people all over the country. I do not believe that all of these applications have been processed, and while I will get the detailed information for the committee, if it wishes, tomorrow, I do not believe that at the moment any firm contracts or engagements have been made. We were of mixed emotions, as it were, concerning the response to our ad. We are very gratified with the numbers, with the quality of the responses, and the fact that we shall be able to recruit some very top-flight people; however, we were a little surprised though that so many top flight people should be available, and this would appear to indicate that some of the R&D programs are not developing as fast as we hoped in the country.

Mr. Halliday: There has been a feeling that there is a certain shortage, Mr. Chairman, of scientists in the energy

[Traduction]

Vous êtes libre de répondre, monsieur. Si vous préférez ne pas . . .

M. Kerwin: J'allais simplement dire, monsieur le président, que le Parlement est meilleur juge de l'intérêt public et des besoins du public et que par conséquent, c'est exactement ce jugement que le Parlement devra exercer ce soir si la question est soulevée.

M. Stevens: Monsieur le président, une courte supplémentaire. Il nous serait utile, pour tirer nos conclusions, d'entendre vos opinions d'homme de science. Après tout, vous faites partie de ce public que nous sommes supposés représenter un peu plus tard ce soir. Quel est votre avis personnel?

M. Kerwin: Eh bien, d'après moi, une taxe supplémentaire de trois cents le litre ou l'équivalent constituerait une somme fort utile et raisonnable que le public canadien pourrait investir dans son avenir sur le plan de la recherche et du développement industriels. Je serais très heureux si les sentiments du public étaient tels que ces sommes deviennent disponibles.

Le président: Merci, monsieur Kerwin. Docteur Halliday.

M. Stevens: Mais ce n'est pas cependant la façon dont vont les choses. Vous allez devoir payer vos amis Belges.

M. Halliday: Monsieur le président, M. Stevens s'est lancé dans une attaque qui a déjà fait l'objet de discussions avec M. Kerwin. Il nous a fait part de l'importance qu'il attache à l'investissement de fonds dans ce domaine. Je partage tout à fait l'opinion de M. Stevens à cet égard et M. Kerwin semble aussi d'accord.

J'aimerais maintenant lui poser une question sur des offres d'emploi publiées récemment dans les journaux pour recruter des spécialistes dans divers domaines, y compris celui de l'énergie. Cette campagne de recrutement est-elle maintenant terminée? Quel pourcentage des postes ont été réservés aux nouveaux diplômés?

M. Kerwin: Monsieur le président, la période du concours est maintenant terminée et nous avons reçu beaucoup de demandes de partout au pays. Je ne crois pas que l'on ait étudié toutes ces demandes et même si je pouvais transmettre des renseignements plus détaillés au comité dès demain, s'il le souhaite, je crois savoir qu'aucun contrat n'a encore été conclu ni aucune offre d'emploi ferme faite. Notre réaction au résultat de ces offres d'emploi est assez partagée. Nous sommes très heureux du nombre de réponses, de leur qualité et du fait que nous serons en mesure de recruter quelques hommes de science très compétents. Cependant, nous avons été étonnés de constater combien de ces grands experts étaient disponibles ce qui nous porte à croire que les programmes de recherche et de développement ne se développent pas aussi vite que nous l'avions espéré, au Canada.

M. Halliday: On semblait penser qu'il existait une certaine pénurie, monsieur le président, d'experts dans le domaine de

[Text]

field. I am wondering if Dr. Kerwin knows at this point whether or not there were sufficient applicants in that area or whether they will have to resort to getting people from off-shore to fulfill our needs in that area.

Mr. Kerwin: By and large, Mr. Chairman, we feel we have enough applications in all of these areas.

Mr. Halliday: Another point in this same area of questioning: Are there any training programs that are available for candidates who do not fully meet the academic requirements of a given position?

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, we do not have such training programs at NRC. When we hire a scientist, he is supposed to have all of the qualifications that we require and then, inevitably, he undergoes further adaptation or training, if you wish to call it that, in our laboratory or in our projects; but in general we do not hire people who are not already qualified by reason of their university training or their community college training or similar formal training in educational institutions.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, if I can ask Dr. Kerwin, the Auditor General and, I dare say, some other government departments are interested in exchanging some of their senior staff between industry and the public service on a temporary basis. Is there any exchange of that nature that goes on between private sector industry and NRC regarding scientists?

Mr. Kerwin: Yes, there is, Mr. Chairman. Through our industrial assistance programs, about which Mr. Glegg could give further detail, if you wish, many of our engineers and scientists act as project managers or as contract consultants with hundreds of industries, and therefore they spend a great deal of time with the industry working out the details of the new project or the new product with the industrial engineers. Similarly, the engineers from industry come to our laboratories and spend a great deal of time there, either in making specialized measurements or in consultations with our people. So, there is a continual exchange of people between NRC and various industries in the context of our industrial assistance programs.

In addition to that, we have certain specialized laboratories.

• 2035

I am speaking now of the Institute of Engineering Materials in Montreal, which contracts out most of their research. But some of it, although contracted out, is done on the premises, so to speak, so there are industrial engineers who though not our personnel, are personnel of other industries, are with us constantly, and we are always seeking to increase this because one of the strengths of NRC is that we do not just offer grants or

[Translation]

l'énergie. Est-ce que M. Kerwin pourrait nous dire s'il y a suffisamment de candidats dans ce domaine ou si le Conseil devra faire appel à des compétences de l'extérieur pour satisfaire à nos besoins dans ce domaine?

M. Kerwin: Je crois, monsieur le président, que nous avons reçu suffisamment de demandes pour couvrir tous ces domaines.

M. Halliday: Pour poursuivre dans la même veine: existe-t-il des programmes de formation pour les candidats qui ne satisfont pas pleinement aux exigences scientifiques d'un poste donné?

M. Kerwin: Monsieur le président, il n'existe pas de programme de formation en ce sens au Conseil national de recherche. Lorsque nous embauchons un homme de science, nous supposons qu'il a toutes les qualifications nécessaires et que toute adaptation ou formation supplémentaire se fera dans nos propres laboratoires ou dans le cadre de nos projets. Mais en règle générale, nous n'embauchons pas d'experts qui n'ont pas déjà obtenu les qualifications nécessaires, soit à l'université, dans les collèges communautaires ou dans d'autres établissements d'éducation.

M. Halliday: Monsieur le président, j'aimerais poser cette autre question à M. Kerwin: le Vérificateur général et, que je sache, d'autres ministères du gouvernement, sont intéressés à échanger certains de leurs hauts fonctionnaires avec l'industrie sur une base temporaire. Existe-t-il un programme d'échanges de cette nature entre l'industrie privée et le Conseil national de recherches au niveau des hommes de science?

M. Kerwin: Oui, nous avons de tels programmes, monsieur le président. Nous avons un programme d'aide à l'industrie dont M. Glegg pourra vous parler plus longuement, si vous le souhaitez. Dans le cadre de ce programme, un bon nombre d'ingénieurs et d'hommes de science agissent à titre d'administrateurs de projets ou de consultants auprès de centaines d'industries, ce qui veut dire qu'ils passent beaucoup de leur temps à collaborer avec les diverses industries pour mettre au point les détails d'un nouveau projet ou d'un nouveau produit en collaboration avec les ingénieurs industriels. De la même façon, des ingénieurs de diverses industries viennent travailler dans nos laboratoires et passent beaucoup de temps chez nous, soit pour faire des travaux de mesures spécialisées ou consulter nos hommes de science. Il y a donc un échange continu de personnel entre le Conseil national de recherches et diverses industries dans le contexte de nos programmes d'aide à l'industrie.

Nous avons en outre un certain nombre de laboratoires spécialisés.

Laissez-moi vous donner l'exemple de l'Institut de génie des matériaux, à Montréal, dont la majorité des travaux de recherche sont donnés à contrat. Mais certains de ces travaux, même s'ils sont faits sous contrat, s'effectuent sur les lieux mêmes, en quelque sorte, ce qui veut dire qu'il y a des ingénieurs industriels qui, tout en ne faisant pas partie de notre effectif car ils travaillent pour d'autres industries, travaillent avec nous cons-

[Texte]

scholarships or contracts involving paperwork but these are engineers and scientists who with their sleeves rolled up work at the bench with the industrial scientists and engineers.

Monsieur le président, si vous le désirez, M. Glegg pourrait ajouter des détails à ce sujet.

Mr. Keith Glegg (Vice-President, Industry, National Research Council of Canada): Thank you. Mr. Chairman, an aspect of this intermingling between the industrial community and the National Research Council is formal enough that there is a program with a name, and it is called "The Incubator". Within the framework of this program there are reasonably well defined procedures for bringing members of the industrial community into our laboratories and allowing them to take advantage of the resources in the laboratory, and there have been a number of cases where this has already led to some quite demonstrable successes on the part of the firms that in fact have taken advantage of this arrangement.

Mr. Halliday: May I have another question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Halliday: Back in November, I think, Mr. Chairman, NRC was given in their budget \$800,000 to publicize certain information, to print brochures regarding urea formaldehyde foam insulation. I am wondering where the authorization or the impetus to have that expenditure arose, whether it was from within NRC, or whether from outside NRC and you took on the job.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, NRC has had a very widespread program of building research for many generations. The problem of insulation for heat-efficient homes and the stability and quality of insulation has been studied by us for a long time and we have had a very lengthy and detailed publishing program because all of NRC research eventually gets published in the usual fashion, in engineering and scientific publications.

When the problem of the urea formaldehyde insulation arose and assumed considerable proportions, we found that far more members of the public were interested in this and wanted to have information on it. This whole problem was, of course, being handled by an interministerial or an interdepartmental committee to which NRC is a consultant and we were encouraged to increase the availability of our publications on the subject, therefore this required further funding, although not all of the \$800,000 was intended for that purpose. A lot of it went for research contracts given to outside contractors. However, our principal brochure on the method of handling urea formaldehyde insulation, if it becomes a problem, I believe we have distributed so far 50,000 copies. When we remember that there are about 100,000 homes containing this

[Traduction]

tamment. Nous essayons toujours d'augmenter cette activité car l'un des points forts du Conseil national de recherches est que nous ne nous contentons pas d'offrir des subventions, des bourses ou des contrats, ce qui implique beaucoup de paperasserie, mais que nous avons aussi des ingénieurs et des hommes de science qui travaillent aux laboratoires avec des hommes de science et des ingénieurs de l'industrie.

Mr. Chairman, should you wish so, Mr. Glegg could give you more details on that program.

M. Keith Glegg (vice-président pour l'industrie, Conseil national de recherches du Canada): Merci, monsieur le président. Un des éléments de cet échange entre la collectivité industrielle et le Conseil national de recherches est si officiel qu'il constitue un programme que nous appelons l'incubateur. Dans le cadre de ce programme, il existe des procédures assez bien établies pour nous permettre d'amener des représentants de la collectivité industrielle travailler dans nos laboratoires et profiter de nos ressources. En outre, ce programme a permis, dans de nombreux cas, à certaines entreprises qui ont profité de cet arrangement de réaliser des succès assez étonnants.

M. Halliday: Puis-je poser une autre question, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Halliday: Il me semble, monsieur le président, que le Conseil national de recherches s'est vu octroyer dans son budget un montant de \$800,000 pour rendre certaines informations publiques, pour faire imprimer un dépliant sur la mousse isolante d'urée-formaldéhyde. J'aimerais savoir d'où provenaient l'idée et l'autorisation de cette dépense, de l'intérieur du Conseil ou de l'extérieur et à qui en a été donné la responsabilité.

M. Kerwin: Monsieur le président, cela fait maintenant de nombreuses générations qu'il existe au Conseil national de recherches un programme très vaste de recherche en construction. Le problème de l'isolation pour des maisons plus efficaces sur le plan thermique et de la stabilité et la qualité des isolants a fait l'objet d'études chez nous depuis très longtemps. Nous avons également un gros programme détaillé de publication parce que tous les travaux de recherche du Conseil finissent par être publiés dans des journaux techniques ou scientifiques.

Quand le problème de la MIUF a surgi et quand il a commencé à atteindre des proportions tellement considérables, nous avons découvert que de nombreux membres du public s'y intéressaient et voulaient obtenir des renseignements sur la question. Ce problème relevait, bien entendu, de la responsabilité d'un comité interministériel auprès duquel le Conseil national de recherches agissait à titre de consultant. L'on nous a encouragés à augmenter la disponibilité de nos publications sur le sujet et c'est pourquoi nous avons eu besoin de fonds supplémentaires, bien que nous n'ayons pas consacré les \$800,000 au complet à cette question. Une grande partie de cette somme a été affectée à des contrats de recherches conclus avec des entrepreneurs privés. Toutefois, je pense que nous avons distribué jusqu'à maintenant 50,000 exemplaires de notre prin-

[Text]

insulation in the country, this is a relatively wide distribution because each copy is usually read by several readers.

Mr. Chairman, I have with me this evening, in case it should be useful to the committee, Mr. Crawford, the Director of the Division of Building Research of the National Research Council, and he could answer any further and more detailed questions concerning the publication process or the publication program of his division, particularly in connection with the urea formaldehyde insulation problem. Mr. Crawford is here and *il est à votre disposition, si vous le désirez.*

The Chairman: You would not have a copy of that brochure, would you?

Mr. C. Crawford (Director, Division of Building Research, National Research Council): I have one copy.

Mr. Kerwin: I understand that Mr. Crawford has a copy of the principal publication. I perhaps should not say principal, I was referring to the one that was the most popular, the one that has been sent out in such numbers.

The Chairman: Mr. Halliday, are you finished?

Mr. Halliday: I am interested in that.

• 2040

The Chairman: You could go for another supplementary.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I am sure a lot of people out in the public would be very anxious to know what the latest information is from NRC on this whole subject. Maybe Mr. Crawford could update us on some of the latest information NRC are distributing, or thoughts he might have on this problem either to give people in Canada some idea of what they can expect in the immediate future or to give them some consolation that things are not as bad as they may think the situation is.

The Chairman: Mr. Crawford, maybe shortly you could just glean over the situation as it is.

Mr. Crawford: Yes, Mr. Chairman.

As the pressure built up—and UFFI—we were under a good deal of pressure from the public and from other government departments to carry out research for that very purpose: to try to develop methods of dealing with the problem. So the \$800,000 was part of the support for that purpose. But in the meantime, in the last eight months, we have diverted—in the last year we have diverted four research officers in the Division of Building Research to this problem. We got three positions with the \$800,000, which have been filled to work on the problem. In-house, we have a task force whose primary objective is to understand the problem, digest literature, discuss the possibilities for what is coming off UFFI—what gases, in particular, may be coming off, and what influence they may be

[Translation]

cipale brochure sur la façon de traiter la MIUF dans les cas où elle pose des problèmes. Si on tient compte du fait qu'environ 100,000 maisons sont isolées à la MIUF dans ce pays, cela veut dire que nous avons rejoint un public considérable si l'on pense que chaque exemplaire est lu par plusieurs personnes.

Monsieur le président, j'aimerais vous signaler que j'ai demandé à M. Crawford, directeur de la division des recherches en bâtiment du Conseil national de recherches de m'accompagner ici ce soir. Il pourrait répondre à toutes questions supplémentaires détaillées sur le processus de publication ou le programme de publication de sa division, surtout en ce qui concerne le problème de la MIUF. Donc, M. Crawford est ici *should you require any clarification on this issue.*

Le président: Vous n'auriez pas un exemplaire de cette publication?

M. C. Crawford (directeur, division des recherches en bâtiment, Conseil national de recherches): J'en ai un exemplaire.

M. Kerwin: Je crois savoir que M. Crawford a un exemplaire de la principale publication. Je ne devrais pas dire principale, je devrais plutôt dire la plus populaire, celle qui a été distribuée à 50,000 exemplaires.

Le président: Monsieur Halliday, avez-vous terminé?

M. Halliday: Cela m'intéresse.

Le président: Vous pouvez poser une autre question supplémentaire.

M. Halliday: Monsieur le président, je suis persuadé que beaucoup de Canadiens sont très désireux de connaître les dernières données disponibles du Conseil national de recherches sur cette question. Nous pourrions peut-être demander à M. Crawford de nous mettre au courant des derniers renseignements que distribue le CNR, de nous dire ce qu'il pense de ce problème afin de donner une idée aux Canadiens de ce à quoi ils peuvent s'attendre à court terme ou quelques encouragements en ce sens que la situation n'est peut-être pas aussi grave qu'ils craignent.

Le président: Monsieur Crawford, vous pourriez peut-être nous donner un bref aperçu de la situation.

M. Crawford: Très bien, monsieur le président.

A mesure que le problème de la MIUF prenait de l'ampleur, nous avons été soumis à beaucoup de pressions de la part du public et d'autres ministères pour ce qui est d'effectuer des recherches afin d'essayer de mettre au point des moyens de régler le problème. Donc, ces \$800,000 ont été mis à notre disposition dans ce but. Dans l'intervalle, au cours des huit derniers mois, nous avons détaché quatre agents de recherche de la Division des recherches en bâtiment pour étudier ce problème. Nous avons aussi reçu, avec ces \$800,000, trois années-personnes que nous avons consacrées à la recherche sur ce problème. Nous avons mis sur pied au Conseil même un groupe d'étude dont l'objectif premier est de comprendre le problème, d'étudier la documentation disponible et de discuter

[Texte]

having on the people exposed to them. This has been most useful. It has involved four divisions of the National Research Council.

In addition to the brainstorming operation, we are developing cheap, accurate dasymeters to measure the gases. Eight months ago it cost \$300 to make a measurement. We now have a dasymeter that can be produced for a few cents, and analysed for a few cents.

The other major activity is in the Chemistry Division, to try sophisticated analysis of the gases that are coming off. This is extremely difficult, because they must measure down to parts per trillion. This has been time-consuming. We are sorry it is taking so long, but it simply cannot be hurried and we have to be certain before we can make recommendations.

The other main research job that is being carried on right now on a crash basis is to try to profile the material itself. As you may know or have read, there is a great variation of the material in the field; so one must look at many samples and profile them and find the variation.

The Chairman: Thank you, Mr. Crawford.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

On this same line of questioning, I do not know if you can answer this, Dr. Kerwin, but on Friday I noticed the Minister of Consumer and Corporate Affairs tabled some documents in the House. Noting this, when I read Hansard this morning, of course I sent for copies, which I have not yet received. But it raises the point in my mind of what was in those documents. They referred to this insulation question. You may not be aware, but the question in my mind is obviously where do you start and stop and where does Consumer and Corporate Affairs start and stop?

We also received today the news release from the Minister of Consumer and Corporate Affairs on the appointment of Campbell Mackie to the new position of Federal Co-ordinator of the UFFI program.

Before I go any further, can you comment on that? I know I am being a little unfair, but I have nothing more to go on at the moment. Do you know what the Minister of Consumer and Corporate Affairs is doing, or what he has tabled? Are you in constant consultation with him?

Mr. Kerwin: I do not, Mr. Chairman, and I am not.

Mr. Herbert: Okay, that is clear enough. It is a good answer. The problem, of course, is that you will not be back

[Traduction]

des répercussions de la MIUF, et plus particulièrement, des gaz qui en émanent et de l'incidence sur les personnes qui y sont exposées. Cela a été très utile. Quatre divisions du Conseil national de recherche sont impliquées dans ces travaux.

En plus des activités de remue-ménages, nous mettons au point des dasymètres exacts pour mesurer les gaz. Il y a huit mois, il en coûtait \$300 pour effectuer une seule mesure. Nous avons maintenant un dasymètre qui ne coûte que quelques cents à produire, ce qui fait qu'il n'en coûte plus que quelques cents pour effectuer une analyse.

L'autre grande activité se fait à la Division de chimie et consiste à mettre à l'essai des analyses poussées des gaz qui émanent du produit en question. C'est un processus extrêmement compliqué car les experts doivent essayer de mesurer les parties par billion. Cela prend beaucoup de temps. Il est fort dommage que cette activité prenne autant de temps, mais il est impossible d'aller plus vite et il nous faut être certain de notre coup avant de pouvoir formuler des recommandations.

L'autre grande activité de recherche que nous effectuons à l'heure actuelle de toute urgence est une tentative d'élaborer le profil du matériel en soi. Comme vous le savez peut-être, il existe une grande variété de matériel dans ce domaine. Nous devons donc examiner de nombreux échantillons, en dresser le profil et établir les variantes.

Le président: Merci, monsieur Crawford.

Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Pour continuer dans la même veine, je ne sais pas si vous pouvez répondre à cette question, monsieur Kerwin, mais j'ai remarqué vendredi dernier que le ministre de la Consommation et des Corporations avait déposé des documents en Chambre. Comme j'avais observé cela, j'ai demandé des copies de ces documents après avoir lu le Hansard ce matin. Je ne les ai toujours pas reçus. Mais je me demande encore que contiennent ces documents. Ils ont trait à la question de l'isolation. Vous ne pourrez peut-être pas répondre à ma question, mais la voici: où s'arrêtent vos responsabilités et où commencent celles du ministère de la Consommation et des Corporations?

Nous avons également reçu aujourd'hui un communiqué de presse du ministre de la Consommation et des Corporations sur la nomination de Campbell Mackie au nouveau poste de coordinateur fédéral du programme de la MIUF.

Avant d'aller plus loin, pourrions-nous avoir votre avis là-dessus? Je suis peut-être un peu injuste, mais je n'ai pas d'autres détails à l'heure actuelle. Savez-vous ce que fait le ministre de la Consommation et des Corporations ou connaissez-vous la teneur des documents qu'il a déposés en Chambre? Êtes-vous en rapport constant avec lui?

M. Kerwin: Je ne sais pas, monsieur le président et je ne le suis pas.

M. Herbert: Très bien, c'est assez clair, c'est une bonne réponse. Le problème réside en ceci, bien entendu, que vous ne

[Text]

after I receive whatever material he may have tabled on Friday, which may or may not be of interest—I do not know.

My line of questioning, then, will deal with another aspect of this problem. That is the construction side of it.

• 2045

Without wanting to pass the buck, because obviously the owner of the house is not concerned who is responsible, whether it is provincial or federal, nevertheless there are many suggestions that one of the problems has been an inadequacy on the part of contractors; that if everything had been done properly, we would not necessarily have this problem at the present time. Therefore it raises the question whether there is not some way what we can also, while examining the problems, since a lot of money is involved, determine whether there is not an inadequacy in the installation itself, so that we can pin the problem on some other party. Now this may be a little unfair, but I imagine that when you are looking into the whole problem, you are also looking into the installation aspect.

The Chairman: Mr. Kerwin.

Mr. Kerwin: Mr. Chairman, I believe the Canadian public is seized with an extremely difficult and complex problem and is concentrating on it without possibly realizing that Canada is one of the most advanced countries as far as this problem is concerned. We recognized it before any other country. Before any other country we did research and development on it and got it publication before any other country.. Now that several other nations have decided, long after Canada, to ban the material, all of a sudden NRC and I am sure the other ministries involved, are receiving dozens of visitors and requests for help and information. Although this is cold comfort to the individual with a home who has a personal problem, it remains that Canada is considerably ahead of the rest of the world in having recognized the problem and in taking steps to avoid it, or at least to correct it.

As for the interdepartmental committee, this is composed, as you know, of the various ministries of Health, of Consumers and Corporate Affairs. NRC's role in it is as it should be, that of a consultant and in attending to research and development.

Because of the pressure of events, we do not carry out all the research ourselves; a lot of it is contracted out to individual contractors, and this leads to a distinction in the publications. When a report is received from a contractor in its final form, it is published as soon as possible, but NRC cannot take responsibility for the material that is in it. When the work is done in our own laboratories, then it is also published as soon as possible, but in this case of course NRC takes responsibility. We have a very well structured system, particularly in the

[Translation]

reviendrez pas dans le comité après que j'aurai reçu les documents qui ont été déposés vendredi et qui s'avéreront intéressants ou non, je l'ignore.

Je veux donc vous poser des questions sur un autre aspect du problème, à savoir l'élément de construction.

Sans rejeter la responsabilité sur d'autres, car bien entendu, les propriétaires touchés ne se préoccupent pas vraiment de savoir qui est responsable au bout du compte, le provincial ou le fédéral, certains pensent que l'un des problèmes est attribuable à l'inaptitude des entrepreneurs, en ce sens que si ces travaux avaient été effectués de manière appropriée, nous ne ferions pas face à ce problème maintenant. Par conséquent, il faut maintenant essayer de déterminer dans le cadre de notre étude des problèmes, s'il n'y aurait pas moyen, comme cela implique beaucoup d'argent, de déterminer s'il n'y a pas eu d'inaptitude au niveau de l'installation même, ce qui nous permettrait de rejeter le blâme sur une autre partie. C'est peut-être un peu injuste, mais l'on ne peut pas examiner l'ensemble du problème sans tenir compte de l'aspect de l'installation.

Le président: Monsieur Kerwin.

M. Kerwin: Monsieur le président, le public canadien fait face à un problème extrêmement difficile et complexe et ne sait pas nécessairement que le Canada est l'un des pays le plus avancés dans ce domaine. Nous avons reconnu le problème avant aucun autre pays. Nous avons effectué des travaux de recherche et de développement sur le problème et avons publié les conclusions avant aucun autre pays. Mais maintenant que plusieurs autres pays ont décidé, bien après le Canada, d'interdire la MIUF, le Conseil national de recherches et d'autres ministères aussi, sans aucun doute, reçoivent des douzaines de visiteurs et de demandes d'aide et de renseignements. Même si cela ne peut pas vraiment consoler les propriétaires des maisons qui ont ce problème, il n'en demeure pas moins que le Canada est considérablement en avance sur le reste du monde pour ce qui est d'avoir reconnu le problème, d'avoir pris des mesures pour essayer de l'éviter ou du moins, pour essayer de le corriger.

En ce qui concerne le comité interministériel, il est composé, comme vous le savez, de représentants de divers ministères, dont la Santé et la Consommation et les Corporations. Le Conseil national de recherches joue, un rôle de consultant auprès de ce comité et effectue des travaux de recherche et de développement.

A cause des pressions exercées à la suite des événements que nous connaissons, nous ne pouvons pas effectuer toute la recherche nous-mêmes. Un grand nombre de projets de recherche ont été octroyés sous forme de contrats à divers entrepreneurs individuels, ce qui fait une différence au niveau des publications. Lorsque nous recevons un rapport d'un entrepreneur dans sa forme définitive, nous le publions dès que possible, mais le Conseil ne peut accepter la responsabilité du contenu des documents ainsi publiés. Lorsque nous effectuons

[Texte]

division of building research, for making sure that these reports are not only technically correct but are also understandable, and that they are given out in units and in language that is understandable to the public.

With your permission, Mr. Chairman, Mr. Crawford might care to comment a little further on the specific question raised by the gentleman concerning contracted research.

The Chairman: Yes. Dr. Kerwin I appreciate that, but I have a difficulty. The division bells are ringing, actually calling members to a vote in the House of Commons. Normally we must adjourn to go to the call of the bell, but if it is going to be a short comment, Mr. Crawford, I guess . . .

Mr. Crawford: I think the question concerned contractors installing the installation . . .

Mr. Herbert: The quality of the work done, in other words, the ability of the contractor. It has been inferred that if the job had been done right in the first place, we would not have a problem.

Mr. Crawford: Not research contracts, but installation contracts.

Mr. Herbert: Yes, but your research is presumably also into the method of installation.

Mr. Crawford: The difficulty is that a cottage industry built up very, very quickly and there were thousands of people installing this. All or most have gone out of business now and did not have great resources anyway. They had \$10,000 or \$20,000 to get into business and they lost that when the ban was put on, so it is very difficult for a home owner or anybody else to get at the contractor who put it in.

Mr. Herbert: What you are implying then is that there is no point in going into the question of whether the installation was done correctly or not?

Mr. Crawford: Well, that may be, but the fact that it is it very difficult to get money from these people. The home owners are suing the chemical companies and they will be a little difficult too, because there is the contractor in between them and the home owner, so it is a terribly difficult problem.

• 2050

The Chairman: Thank you, Mr. Crawford.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman, I wonder if rather than adjourn we should not check to see when the

[Traduction]

les travaux dans nos propres laboratoires, les conclusions sont également publiées aussitôt que possible, mais le Conseil national de recherches prend bien entendu la responsabilité de ses propres travaux. Nous avons un système bien structuré, surtout au niveau de la division de la recherche en construction pour veiller à ce que ces rapports ne soient non seulement corrects sur le plan technique, mais aussi compréhensibles et pour nous assurer également qu'ils sont publiés en unités et dans une langue que le public est en mesure de comprendre.

Si vous le permettez, monsieur le président, M. Crawford pourrait peut-être s'étendre un peu sur la question précise qu'a soulevée l'honorable député, au sujet des travaux de recherche effectués sous contrat.

Le président: Oui, monsieur Kerwin, je comprends bien, mais nous avons un problème. Les cloches sonnent pour un vote, c'est-à-dire qu'elles convoquent les députés à un vote à la Chambre des communes. Dans ce genre de situation, nous levons la séance pour répondre à l'appel des cloches, mais si vous pouvez être bref, monsieur Crawford, je suppose . . .

M. Crawford: La question portait sur les entrepreneurs qui ont installé . . .

M. Herbert: La qualité du travail effectué, en d'autres termes, les aptitudes de l'entrepreneur. On a allégué que si le travail avait été bien fait au départ, nous n'aurions pas ce problème.

M. Crawford: Il ne s'agit donc pas des contrats de recherche, mais bien d'installations.

M. Herbert: Oui, mais je suppose que vous effectuez également des travaux de recherche sur les méthodes d'installation.

M. Crawford: Mais le problème est que l'industrie de l'isolation domiciliaire a connu un essor rapide et qu'il y a des milliers d'entrepreneurs qui ont installé ce produit. La plupart ont maintenant fait faillite et n'avaient pas au départ de très grandes ressources. Ils avaient \$10,000 ou \$20,000 qu'ils ont investis dans leur entreprise et qu'ils ont perdus au moment où l'interdiction a été appliquée. Il est donc très difficile pour un propriétaire ou n'importe qui d'autre, de retrouver la trace de ces entrepreneurs.

M. Herbert: A votre avis donc, cela ne donnerait pas grand-chose que d'essayer de déterminer si l'installation a été faite correctement ou non?

M. Crawford: C'est à peu près cela, mais le fait est qu'il est très difficile d'obtenir dommages et intérêt de ces entrepreneurs. Les propriétaires poursuivent les compagnies de produits chimiques et cela posera également quelques difficultés, car il ne faut pas oublier que l'entrepreneur servait de médiateur entre les compagnies et les propriétaires de maisons. C'est donc un problème très complexe.

Le président: Merci, monsieur Crawford.

M. Stevens: Un rappel au règlement, monsieur le président. Je me demande si, plutôt que de lever la séance, nous ne

[Text]

vote will actually occur. My understanding is that it will be much closer to 10 than to the present.

The Chairman: Mr. Stevens, I have no way of knowing that because I would have to consult with the three Whips: Conservative, Liberal and NDP. My only comment to you would be that I have never been able to extract any accurate information as to when the vote is going to be held. All I know is that the bell is ringing.

Mr. Stevens: I can assure you, Mr. Chairman, it can be done without too much difficulty.

The Chairman: We have had bells ringing before for a length of time. I do not know. It is the practice in committees, unless the committee wants to decide otherwise, to adjourn when the bell rings and proceed to the House of Commons for the division.

Mr. Herbert: Quite the contrary, Mr. Chairman, we have no choice; we are called to the House.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. Therefore, this meeting stands adjourned. Dr. Kerwin, I apologize. Maybe we will come back if the vote is held early. If it is not by 9.30, I guess you must count us as being unavailable for a further meeting.

Thank you, gentlemen. This meeting is adjourned until Wednesday afternoon when the Prime Minister will be here.

[Translation]

pourrions pas vérifier quand le vote se fera. Je crois savoir qu'il se prendra vers les 10h.

Le président: Monsieur Stevens, il n'y a pas moyen de savoir quand le vote se tiendra car pour ce faire, il nous faudrait consulter les trois whips: conservateur, libéral et néo-démocrate. Il est donc impossible de savoir exactement à quelle heure le vote aura lieu. Tout ce que je sais, c'est que la cloche sonne.

M. Stevens: Mais je vous assure, monsieur le président, qu'il n'est pas trop difficile de connaître l'heure exacte du vote.

Le président: Les cloches ont déjà sonné pendant très longtemps. Je ne sais pas. C'est la pratique des comités, à moins que les membres n'en décident autrement, de lever la séance lorsque la cloche sonne et de se rendre à la Chambre des communes pour le vote.

M. Herbert: Nous n'avons pas le choix, monsieur le président. Nous devons nous rendre à la Chambre.

Le président: Merci, monsieur Herbert. Le comité lève donc la séance. Je m'excuse, monsieur Kerwin. Nous pourrions peut-être revenir plus tard si le vote se tient assez tôt. Si le vote n'a pas lieu avant 21h30, cela voudra dire que nous ne serons pas disponibles pour continuer la séance.

Merci, messieurs. La séance est levée jusqu'à mercredi après-midi lorsque le Premier ministre viendra comparaître.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the National Research Council of Canada:

Dr. L. Kerwin, President;

Mr. K. Glegg, Vice-President (Industry);

Mr. C.B. Crawford, Director, Division of Building Research.

Du Conseil national de recherches du Canada:

M. L. Kerwin, président;

M. K. Glegg, vice-président (Industrie);

M. C.B. Crawford, directeur, Division des recherches en bâtiment.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 79

Wednesday, April 28, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 79

Le mercredi 28 avril 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 1 under PRIVY
COUNCIL

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 1 sous la rubrique
CONSEIL PRIVÉ

APPEARING:

The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau,
Prime Minister

COMPARAÎT:

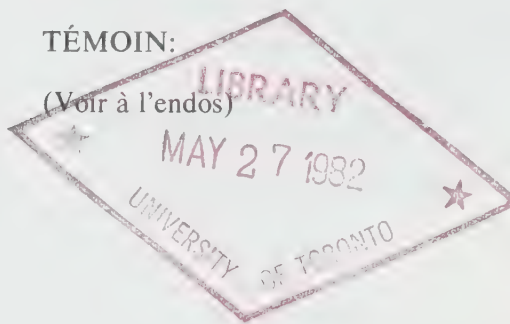
Le très honorable Pierre Elliott Trudeau,
Premier ministre

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Appolloni (Mrs.)	Deniger
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Beatty	Dubois
Clarke	Fretz
Cousineau	Herbert

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

Kilgour	Schroder
King	Smith
Orlikow	Stevens
Robinson (<i>Burnaby</i>)	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prégent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, April 28, 1982:

Mr. Kilgour replaced Mr. Gamble;
Mr. Robinson (*Burnaby*) replaced Mr. Murphy;
Mr. Deniger replaced Mr. Bossy;
Mr. Smith replaced Mr. Schroder;
Mr. Schroder replaced Mr. Berger;
Mr. Dubois replaced Mr. Gimaïel;
Mrs. Appolloni replaced Mr. Collenette;
Mr. Clarke replaced Mr. Halliday;
Mr. Beatty replaced Miss MacDonald;
Mr. Fretz replaced Mr. Lambert;
Mr. Gimaïel replaced Mr. Dubois;
Mr. Dubois replaced Mr. Kelly.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 28 avril 1982:

M. Kilgour remplace M. Gamble;
M. Robinson (*Burnaby*) remplace M. Murphy;
M. Deniger remplace M. Bossy;
M. Smith remplace M. Schroder;
M. Schroder remplace M. Berger;
M. Dubois remplace M. Gimaïel;
M^{me} Appolloni remplace M. Collenette;
M. Clarke remplace M. Halliday;
M. Beatty remplace M^{lle} MacDonald;
M. Fretz remplace M. Lambert;
M. Gimaïel remplace M. Dubois;
M. Dubois remplace M. Kelly.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, APRIL 28, 1982

(96)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:30 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Mrs. Appolloni, Messrs. Beatty, Clarke, Cousineau, Deniger, Dion (*Portneuf*), Dubois, Fretz, Gauthier, Gimaïel, Herbert, Kelly, Kilgour, King, Robinson (*Burnaby*), Schroder, Smith, Stevens and Tessier.

Other Members present: Messrs. Bockstael, Bossy, Burgardt, Evans, Harquail, Parent, Prud'homme et Speyer.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau, Prime Minister.

Witness: From the Privy Council Office: Mr. P. M. Pitfield, Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 1 under PRIVY COUNCIL.

The Prime Minister with Mr. Pitfield answered questions.

On motion of Mr. Deniger, it was agreed,—That Mr. Pierre Gimaïel be elected Vice-Chairman of the Committee.

At 5:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 28 AVRIL 1982

(96)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15 heures 30 sous la présidence de M. Gauthier, (président).

Membres du Comité présents: M^{me} Appollini, Messieurs Beatty, Clarke, Cousineau, Deniger, Dion (*Portneuf*), Dubois, Fretz, Gauthier, Gimaïel, Herbert, Kelly, Kilgour, King, Robinson (*Burnaby*), Schroder, Smith, Stevens et Tessier.

Autres députés présents: Messieurs Bockstael, Bossy, Burgardt, Evans, Harquail, Parent, Prud'homme et Speyer.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparait: Le très honorable Pierre Elliott Trudeau, Premier ministre.

Témoin: Du bureau du Conseil privé: M. P. M. Pitfield, greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-83 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70.*)

Le président met en délibération le crédit 1 sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

Le Premier ministre avec M. Pitfield répondent aux questions.

Sur motion de M. Deniger, il est convenu,—Que M. Pierre Gimaïel soit élu vice-président du Comité.

A 17h15, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Wednesday, April 28, 1982

• 1530

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous poursuivons aujourd'hui l'étude de nos prévisions budgétaires en général, et je mets en délibération le crédit 1 sous la rubrique Conseil privé.

CONSEIL PRIVÉ

Crédit 1 ^{er} —Conseil Privé—Dépenses du programme	\$31,248,000
---	--------------

Vous trouverez ces crédits aux pages 22-4 à 22-10.

J'ai le plaisir de vous présenter le très honorable Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada. Monsieur le premier ministre, avez-vous une déclaration d'ouverture à faire aux députés ou bien préférez-vous que l'on passe tout de suite aux questions? Je laisse cela à votre discrétion.

Le très honorable Pierre Elliott Trudeau (premier ministre du Canada): C'est comme vous voulez, monsieur le président.

Le président: Voulez-vous faire quelques commentaires d'ouverture?

M. Trudeau: Je peux vous dire ma joie d'être présent devant ce Comité très important qui fait si admirablement son travail sous un président qui, me dit-on, est un des meilleurs que nous ayons. Je voudrais souhaiter longue vie au Comité puisque moi-même j'ai l'intention d'avoir une longue vie. Nous pourrions vivre longuement ensemble et nous voir une fois par année.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre, et je vous souhaite également longue vie.

Alors, monsieur Stevens—

—as you know, the questions and the answers are restricted to 10 minutes. I will start with you.

I have on my list Mr. Stevens, Mr. Kilgour, Mr. Deniger, and Madam Appolloni. I will take names as they are shown to the clerk.

Mr. Stevens, 10 minutes.

Mr. Stevens: I thank you, Mr. Chairman, and we welcome once again, on behalf of the Official Opposition, the Prime Minister and his staff appearing before us in this committee. I was wondering, Mr. Chairman, if my first question to the Prime Minister could centre on something he is very well acquainted with, and that is his role in the uranium cartel, which, as he knows, was something that was conceived and executed entirely during his time in the Office of Prime Minister.

My first question to the Prime Minister would be, in view of the fact that you have secreted various documents touching on the uranium cartel, refusing to let them be seen by, for

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mercredi 28 avril 1982

The Chairman: Order, please.

We are resuming today our review of the main Estimates and I am calling Vote 1, under Privy Council.

PRIVY COUNCIL

Vote 1—Privy Council—Program expenditures	\$31,248,000
---	--------------

You will find these votes on pages 22-4 to 22-10.

I have the pleasure to introduce the Right Honourable Pierre Elliott Trudeau, Prime Minister of Canada. Mr. Prime Minister, do you have an opening statement to make to the members or would you prefer that we go directly to questions, I leave this to your discretion.

The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau (Prime Minister of Canada): As you wish, Mr. Chairman.

The Chairman: Do you want to make a few opening remarks?

Mr. Trudeau: I can say that I am very happy to appear before this very important Committee which is doing wonderful work under a Chairman who, I am told, is one of the best we have. I would also like to wish long life to this Committee as I also have the intention to have a long life. We could live for a long time together and see each other once a year.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister. I also wish you long life.

Then, Mr. Stevens, . . .

. . . comme vous le savez, les questions et les réponses sont limitées à dix minutes. Je vous donne la parole le premier.

J'ai sur ma liste les noms de MM. Stevens, Kilgour, Deniger, et celui de M^{me} Appolloni. J'inscrirai les noms au fur et à mesure que le greffier me les indiquera.

Monsieur Stevens, vous avez dix minutes.

M. Stevens: Merci, monsieur le président; nous souhaitons de nouveau la bienvenue, au nom de l'opposition officielle, au premier ministre et aux personnes qui l'accompagnent à cette séance du Comité. Je me demandais, monsieur le président, si ma première question au premier ministre pourrait porter surtout sur une question qu'il connaît très bien, c'est-à-dire le rôle qu'il a joué dans le cartel de l'uranium, puisque la chose a été conçue et traitée entièrement pendant qu'il occupait son poste de premier ministre.

Ma première question au premier ministre est donc la suivante: étant donné que vous avez caché divers documents concernant le cartel de l'uranium, que vous avez refusé de les

[Texte]

example, the former government under Mr. Clark, refusing to let them be seen by Mr. Bertrand when he was conducting the Combines Investigation Act touching on the uranium cartel, would you, Mr. Prime Minister, to assure a complete openness on this subject, now agree to make those cabinet documents you have secreted to this point public, so there could be a better understanding of the government's role in the uranium cartel?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, I am not sure this is really a matter having to do with my estimates. I will rely on your judgment in that regard.

I am prepared and happy to talk at great length about that cartel. I would want you, sir, and the members of the committee, to know that there is a long history to that particular cartel. It began, you will recall—and I am coming to your question, sir—when the American government and companies took restrictive measures, the effect of which was to damage Canadian industry and Canadian workers.

But I do not want to get into that. I would merely, on the point raised by the hon. member, remind him that Mr. Bertrand indicated clearly that he had access to all the documents he needed, and though there are some documents that were privileged, there was a clear indication by him in his report that he was not inhibited in any way in making his report by the fact that some documents are privileged.

Since the hon. member asks me a specific question, I am wondering what particular documents he is asking for. If he could refer me to them, I will consider the matter and see if there is some reason whereby the privilege that covers these documents could now be set aside. But I would be happy if he gave me a notice of those documents. I might be able to answer him now, or I might be able to take it under advisement.

The Chairman: Mr. Stevens.

• 1535

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, I thank the Prime Minister for his answer, and perhaps I can assist the Prime Minister in a way he would find helpful. As the Prime Minister undoubtedly can see, an impossible conflict of interest appears to be developing where we have the Attorney General of Canada purporting to prosecute various companies, including two Crown corporations, under the Combines Investigation Act, arising from the evidence found in the Bertrand report; but, on the other hand, he, as a former Cabinet minister at this time, and a present Cabinet minister, has a very clear implication himself in what happened during the uranium cartel—and the Prime Minister himself, of course, has a clear implication.

Now, in order to avoid this conflict of interest that has arisen, where a person who is supposed to be neutral, the Attorney General of Canada, may be a person who in fact was implicated himself in the uranium cartel—and certainly the Prime Minister had full knowledge of what was happening—would the Prime Minister, if a provincial Attorney General

[Traduction]

montrer, par exemple, à l'ancien gouvernement de M. Clark, que vous avez refusé également de les montrer à M. Bertrand lorsqu'il enquêtait sur le cartel de l'uranium dans le cadre de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, accepteriez-vous maintenant, monsieur le premier ministre, d'être tout à fait ouvert sur le sujet des documents du Cabinet qui, jusqu'à maintenant, ont été dissimulés au public, afin que nous puissions mieux comprendre le rôle que le gouvernement a joué dans ce cartel de l'uranium?

M. Trudeau: Monsieur le président, je ne suis pas tout à fait certain que cette question ait trait à l'étude du budget. Je me fie à votre jugement sur la question.

Je suis disposé à parler longuement de ce cartel, et heureux de le faire. Je voulais seulement que vous sachiez, monsieur, membres du Comité, qu'il s'agit d'une longue histoire. Elle a commencé, vous vous souviendrez—et j'en arrive à votre question, monsieur—lorsque le gouvernement américain et les sociétés adoptèrent des mesures restrictives qui ont eu pour effet de nuire à l'industrie canadienne, et aux travailleurs canadiens.

Je ne désire pas parler de cette question, toutefois. Je voulais simplement rappeler au député qui a soulevé la question que M. Bertrand a déclaré très clairement qu'il avait accès à tous les documents dont il avait besoin, et que même si certains documents étaient confidentiels—il l'a souligné de façon évidente dans son rapport—cela ne l'avait pas empêché de rédiger son rapport.

Puisque le député m'a posé une question bien précise, je me demande à quels documents particuliers il fait allusion. S'il peut me les mentionner, je vais étudier la question, pour voir si l'aspect confidentiel de ces documents ne pourrait pas être levé. Je serais heureux, toutefois, qu'il me les fasse connaître. Je pourrais lui répondre maintenant, ou je pourrais y réfléchir.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Je remercie le premier ministre de sa réponse, par votre intermédiaire, monsieur le président, et je pourrais peut-être aider le premier ministre d'une façon qu'il jugera utile. Comme il peut le constater sans doute, un conflit d'intérêts insupportable semble se poser alors que le procureur général du Canada prétend poursuivre diverses sociétés, y compris deux sociétés de la Couronne, au titre de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, suite aux témoignages contenus dans le rapport Bertrand. Par ailleurs, le procureur général, en tant qu'ancien ministre du Cabinet à l'époque et actuel ministre du Cabinet, sait très bien ce qui s'est passé pendant ce cartel de l'uranium, de même que le premier ministre, évidemment.

Afin d'éviter ce conflit d'intérêts qui se pose, alors qu'une personne qui est censée être neutre, le procureur général du Canada, est peut-être une personne qui, en fait, a été impliquée elle-même dans le cartel de l'uranium—et il est certain que le premier ministre était au courant de tout ce qui se passait—est-ce que le premier ministre, si le procureur général

[Text]

wished to take this matter up, agree to turn over the records that he is referring to that are privileged to the provincial attorney general and let that officer of the court decide if charges should be laid or what steps should be taken, bearing in mind it could result in charges being laid against the present Attorney General of Canada, against the Prime Minister, against the former Minister of Energy, Mines and Resources and his former Deputy Minister of Energy, Mines and Resources?

The Chairman: Mr. Smith, on a point of order.

Mr. Smith: Yes, Mr. Chairman. This is an interesting issue, and it is not one that, I am sure, the Prime Minister is unwilling to discuss; but it seems to me that the purpose of this meeting is to discuss the estimates of the Prime Minister's Office, and I really think this goes beyond the scope of what we are doing here today. This is a matter than can be dealt with in the House during Question Period, and has been on a regular basis. I would suggest that these really go beyond the scope of miscellaneous estimates.

The Chairman: It has been a practice that when we call Vote 1 under Privy Council, it opens up all the policy questions dealing with that particular department. If this committee wants to restrict that today, they had better make it clear for the chairman. Up to now, we have always allowed members to ask questions on general policy, and as far as I am concerned, Mr. Stevens is in order.

Some hon. Members: Hear, hear.

The Chairman: Unless I hear different argumentations on the point.

Mr. Stevens.

Mr. Stevens: I have put my question.

The Chairman: Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: I think we are in a bit of a circular reasoning here. The hon. member asked me if I would produce some documents. I asked him to tell me what documents he felt were necessary and I would take it under advisement. He comes back and he is not asking for any documents; he is asking, really, or he is implying, that there are certain documents which Mr. Bertrand said he did not need in order to reach his conclusions that might implicate some government ministers. They might also implicate the member from York—Simcoe and the former Prime Minister, the present Leader of the Opposition.

Mr. Stevens: We are willing to take that chance.

Mr. Trudeau: It might implicate your grandmother, too.

Mr. Stevens: We are willing to take that chance. Would you take the chance?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, the hon. member is prepared to take chances. Why do we not begin by an example from his party? Let him open all the records of the Clark government

[Translation]

de la province désirait soulever la question, serait d'accord pour remettre tous les dossiers qu'il dit confidentiels au procureur général de la province, pour laisser cet officier de justice décider si des accusations doivent être portées, ou quelles mesures pourraient être prises, nous souvenant que cela pourra résulter en des accusations portées contre le procureur général actuel du Canada, contre le premier ministre, contre l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et l'ancien sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources?

Le président: M. Smith invoque le Règlement.

M. Smith: Oui, monsieur le président. Il s'agit d'une question intéressante, et certainement pas une question que le premier ministre ne serait pas disposé à débattre, mais il me semble que cette séance a été prévue pour étudier le budget du bureau du premier ministre. Il me semble que nous dépassons le cadre des discussions prévues pour aujourd'hui. La question soulevée pourrait être débattue en Chambre pendant la période de questions, comme cela se fait régulièrement. Je prétends que cette question déborde du cadre prévu pour l'étude du budget.

Le président: Habituellement, lorsque nous mettons en discussion le crédit 1^{er} sous la rubrique Conseil privé, cela ouvre la porte à toutes sortes de questions de politique relatives à ce service en particulier. Si le Comité veut limiter le débat aujourd'hui, les membres voudront bien l'indiquer clairement au président. Jusqu'à maintenant, nous avons toujours permis aux membres du Comité de poser des questions de politique générale; quant à moi, la question de M. Stevens est recevable.

Des voix: Bravo, bravo!

Le président: A moins d'entendre des arguments contraires sur la question.

Monsieur Stevens.

M. Stevens: J'ai déjà posé ma question.

Le président: Monsieur le premier ministre.

M. Trudeau: Je pense qu'on tourne un petit peu en rond. Le député m'a demandé si je voulais déposer certains documents. Je lui ai demandé de me dire de quels documents il s'agissait, et que j'y réfléchirais. Il me répond sans préciser de quels documents il a besoin; il demande, en réalité, ou il laisse entendre, au sujet de certains documents dont M. Bertrand a déclaré qu'il n'avait pas besoin pour en arriver à ses conclusions, que certains ministres du gouvernement se trouveraient impliqués. Ils pourraient également impliquer le député de York—Simcoe et l'ancien premier ministre, le leader actuel de l'opposition.

M. Stevens: Nous sommes prêts à prendre ce risque.

M. Trudeau: Votre grand-mère pourrait être impliquée également.

M. Stevens: Nous sommes également prêts à courir ce risque. L'êtes-vous?

M. Trudeau: Monsieur le président, le député est disposé à prendre le risque. Pourquoi ne commençons-nous pas par un exemple tiré de son parti? Laissons-le ouvrir tous les dossiers

[*Texte*]

when it was in office as a precedent, and then that might lead to something.

It is a rhetorical question, Mr. Chairman, because the hon. member knows that these documents are privileged, whether they be his For instance, Cabinet minutes are privileged whether they be the minutes of the Cabinet which I happen to head or the Cabinet of which he was a member. But I am trying to be helpful and indicate to him, if there are some documents that he feels are needed, that I am prepared to look at it if he would tell me which.

The Chairman: Your last question, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, I take from the Prime Minister's answer that he is not overly anxious to turn over what he refers to as privileged documents.

• 1540

But in a more general sense, could I ask the Prime Minister, touching on his own office, the Office of the Prime Minister, whose estimates are before us: Has he any explanation as to why his salary levels have risen 22 per cent in these estimates, bearing in mind the authorized person-years is unchanged at 525? While he is perhaps giving us the benefit of why this salary increase is taking place, could he compare—undoubtedly he has done it—the salary levels of his people, including Mr. Pitfield and others of a senior nature in his office, with their counterparts in Washington?

We are most startled to see that, while a high deputy minister's salary in Washington is somewhere in the \$60,000 a year bracket, his deputy ministers range up as high as \$99,000.

Is there any particular reason, first, why his own office has a salary jump of 22 per cent at a time when we are asking people for restraint at the wage level in Canada? Secondly, specifically why should officers or deputy ministers in Canada have salaries 40 to sometimes 50 per cent higher than their counterparts in the United States?

The Chairman: Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: Well, Mr. Chairman, I take it from the hon. member, since he has changed the subject, that he is not himself particularly anxious to make public the documents of the government of which he was a member. He seems to confirm that there are certain documents which are privileged, and that is true of every government since the beginning of Canada. But, in changing the subject, he is making the same mistake that he made last year, if I recall correctly, when he compared projected expenditures with estimates.

Insofar as the general idea of salary levels is concerned, Mr. Chairman, the hon. member knows that we do not have the same system here; we never did. Deputy ministers in the United States change with each government. In this country,

[*Traduction*]

du gouvernement Clark alors qu'il était au pouvoir; ce serait un précédent, mais cela pourrait peut-être nous mener à quelque chose.

Il s'agit d'une question théorique, monsieur le président, car le député sait que ces documents sont confidentiels, qu'il s'agisse des siens Ainsi, par exemple, les procès-verbaux du Cabinet sont confidentiels, qu'il s'agisse des procès-verbaux du Cabinet que je préside ou du Cabinet dont il faisait partie. J'essaie de l'aider, de lui montrer que s'il y a des documents qu'il croit nécessaires, je suis disposé à les étudier, s'il me dit desquels il s'agit.

Le président: Ce sera votre dernière question, monsieur Stevens.

M. Stevens: Par votre intermédiaire, monsieur le président, si j'ai bien compris la réponse du premier ministre, il n'est pas trop désireux de remettre ce qu'il considère être des documents confidentiels.

Mais de façon plus générale, puis-je demander au premier ministre, à propos de son bureau, dont nous examinons les prévisions budgétaires, pourquoi le niveau des salaires augmenté de 22 p. 100, alors que le nombre d'années-personnes autorisées reste le même, soit 525? Par la même occasion, pourrait-il comparer, comme il l'a sans doute fait, le niveau des salaires de son personnel, y compris M. Pitfield et d'autres cadres supérieurs de son bureau, et celui de leurs homologues à Washington?

Nous sommes extrêmement étonnés de voir qu'alors que le salaire d'un important sous-ministre, à Washington, se situe aux environs de \$60,000 par an, celui de ses sous-ministres peut atteindre jusqu'à \$99,000.

Tout d'abord, y a-t-il une raison particulière qui justifie pourquoi, dans son propre bureau, les augmentations de salaire ont atteint 22 p. 100, alors que nous demandons aux Canadiens de faire des restrictions quant à leurs salaires? En second lieu, pourrait-il nous dire pourquoi les fonctionnaires ou les sous-ministres du Canada ont des traitements qui sont de 40 à 50 p. 100 plus élevés que ceux de leurs homologues aux États-Unis?

Le président: Monsieur le premier ministre.

M. Trudeau: Monsieur le président, étant donné que le député a changé de sujet, il ne doit sans doute pas être très impatient de rendre publics les documents du gouvernement dont il faisait partie. Il semble confirmer que certains documents sont confidentiels, ce qui est vrai de tous les gouvernements, depuis le début de la création du Canada. Mais en changeant de sujet, il fait la même erreur que celle qu'il faisait l'an dernier, où, si mes souvenirs sont exacts, il avait comparé les dépenses prévues et le budget des dépenses.

En ce qui concerne le principe général des niveaux de traitement, monsieur le président, l'honorable député n'ignore pas que notre système est différent de celui des États-Unis et qu'il l'a toujours été. Leurs sous-ministres changent avec

[Text]

deputy ministers are in a much more permanent position, and their salaries are set by an outside task force. At least they are recommended by an outside task force which has been making a report every year—or every other year—to Parliament, and which has only been followed by the government at some distance.

In other words, whether you go back to the early Clyne committee, the more recent Lambert one, and the present Burns committee, they make recommendations every year or 18 months which are designed to ensure that the Public Service of Canada will have a remuneration which, at the higher levels, is not at all comparable to the private sector, but which is the minimum needed in order to keep people in the public sector, or to draw them there from the private sector if they are willing to take part of the compensation from the pleasure of serving the Canadian people through the federal public service.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Stevens.

Mr. Stevens: The Prime Minister, who undoubtedly is very familiar with his estimates, indicated that perhaps I had made a mistake that he alleges I made last year, dealing with projected, as opposed to actual, expenditures. I would refer him to page 22-8 of the current estimates, which, under Salaries and Wages, lists Forecast Expenditures, 1981-82, as \$15,400,000; Estimates, 1982-83, \$18,909,000; a change of \$3,509,000, which works out a 22 per cent hike, year over year. Of course, I have not mentioned that expenditures for 1980-81 were \$11,879,000. So, if you go back that far, there has actually been a \$7 million jump in the salary levels within the Prime Minister's Office.

• 1545

Mr. Trudeau: I have the table to which the hon. member refers, and he will see that there are three columns there. One is the known expenditures of 1980. That is one figure which is known and audited. When we get to 1981-82, all we have at that point is a forecast, because, obviously, at the time the estimates are printed, it can only be a forecast, because the term of 1981-82 is not completely over; whereas, when we go to 1982-83, we are just in the estimates; our estimates allow us to have a certain number of man-years, I think—is it 91 or 84 or something?—but in fact we only hire 74. Therefore, I repeat, he, like last year, is comparing apples and oranges. It is not a fair comparison.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister, thank you. I think the point has been well taken on both sides. Mr. Robinson.

Mr. Robinson (Burnaby): Thank you, Mr. Chairman.

Last Saturday afternoon in Vancouver, over 35,000 people demonstrated peacefully, a cross-section of the community

[Translation]

chaque gouvernement. Au Canada, ils occupent un poste beaucoup plus permanent, et leurs traitements sont fixés par un groupe d'étude extérieur, qui fait son rapport chaque année, ou tous les deux ans, au Parlement, et le gouvernement ne le suit pas de très près.

En d'autres termes, qu'il s'agisse du très ancien Comité Clyne, ou du plus récent Comité Lambert, et de l'actuel Comité Burns, il présente tous les ans, ou tous les 18 mois, des recommandations visant à assurer que la fonction publique du Canada aura une rémunération qui, au niveau supérieur, n'est pas du tout comparable à celle du secteur privé, mais qui constitue le minimum nécessaire pour intéresser les fonctionnaires à rester dans la fonction publique, ou pour intéresser des membres du secteur privé à s'intégrer à la fonction publique, s'ils sont désireux de compenser ce minimum par le plaisir de servir les Canadiens par le biais de la fonction publique fédérale.

M. Stevens: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Stevens.

M. Stevens: Le premier ministre, qui connaît sans doute très bien ses prévisions budgétaires, a dit que j'avais peut-être fait une erreur, l'an dernier, selon lui, à propos des dépenses prévues, par opposition aux dépenses effectives. Je voudrais le renvoyer à la page 22-9 du Budget des dépenses courantes; aux traitements et salaires, les dépenses prévues pour 1981-1982 étaient de \$15,400,000, et pour les prévisions de 1982-1983, le total est de \$18,909,000, soit une différence de \$3,509,000, et donc, une augmentation annuelle de 22 p. 100. Naturellement, je n'ai pas dit que les dépenses de 1980-1981 s'élevaient à \$11,879,000. Par conséquent, si l'on remonte aussi loin, l'accroissement effectif des niveaux de salaire du bureau du premier ministre a été de 7 millions de dollars.

M. Trudeau: J'ai devant moi le tableau dont parle le député, et il peut voir qu'il comprend trois colonnes. L'une concerne les dépenses connues de 1980. De plus, ce chiffre a été vérifié. Lorsque nous arrivons à 1981-1982, tout ce que nous avons à ce stade est une prévision, parce que, naturellement, lorsque le budget est imprimé, il ne peut s'agir que d'une prévision, étant donné que l'année 1981-1982 n'est pas entièrement terminée, mais, pour ce qui est de 1982-1983, il ne s'agit que de prévisions; les nôtres nous autorisent à avoir un certain nombre d'années-personnes, qui est, je crois, de 91 ou de 84, alors qu'en fait, nous n'en engageons que 74. Par conséquent, et je le répète, comme l'an dernier, il compare des pommes et des oranges, ce qui n'est pas une comparaison juste.

Le président: Je vous remercie, monsieur le premier ministre. Je pense que l'argument a été bien débattu par les deux partis. Monsieur Robinson.

M. Robinson (Burnaby): Je vous remercie, monsieur le président.

Samedi dernier, l'après-midi, à Vancouver, plus de 35,000 personnes ont fait une manifestation pacifique. Cet échantillon

[Texte]

from the lower mainland of British Columbia, calling for very significant and fundamental changes in the direction of this government's policy with respect to the question of disarmament, Mr. Prime Minister. As you know, there have been two reports prepared on this question: a majority report by the Standing Committee on External Affairs, and a minority report, a minority report which was supported by members from all three parties. Which of those two reports do you support?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, I must confess that I have not done justice to these reports yet by reading either of them, though I have a great respect for the chairman of the committee, the member from Saint-Denis, who submitted the majority report, and I also have equal respect for the member from, I think, the Lakehead, who signed the minority report. Both have talked to me about the content of their report. I am happy to discuss with the hon. member the orientation of the government's policy in this matter as it is now, but I cannot tell him, because it has not been a matter discussed in Cabinet yet or, as I say, read by myself, what our reaction to the minority or the majority report is. But I would gladly try to answer his questions if, once again, they are in order and a discussion on the estimates.

Mr. Robinson (Burnaby): So the Prime Minister has read neither report? This was not a priority?

Mr. Trudeau: Is that a question, Mr. Robinson?

Mr. Robinson (Burnaby): Yes.

Mr. Trudeau: Well, if you look at what I said, you will have the answer to it.

Mr. Robinson (Burnaby): Again, one of the concerns of those people that Saturday afternoon was the question of the testing of Cruise missiles in Northern Alberta. What is the position . . . what is your position, Mr. Prime Minister, on this question of the testing of the Cruise missile in northern Alberta, and how would it accord with your strategy of suffocation as enunciated at the first United Nations Special Session on Disarmament?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, my position on that testing is the position of the government; to wit, we are presently negotiating with the United States an umbrella agreement which, if implemented, would permit the United States to make application to test certain types of arms. That is my position.

Insofar as the consistency of that with the strategy of suffocation, I would want to make two points. The first is that strategy, as presented, as still supported by the government, and myself, in particular, never called for unilateral suffocation any more than it called for unilateral disarmament. It appealed to the nations of the world, those who are heavily involved in the armaments business, and it appealed particularly to the two superpowers who each control the nuclear deterrent: the strategic nuclear arms. It appealed to them to discuss with a view to co-operating on a strategy of suffocation. Unfortunately—

[Traduction]

de la collectivité de la région continentale sud de la Colombie-Britannique demandait des modifications très importantes et fondamentales quant à l'orientation de la politique de ce gouvernement à propos de la question du désarmement, monsieur le premier ministre. Comme vous le savez, deux rapports ont été rédigés sur cette question, un rapport majoritaire émanant du Comité permanent des affaires extérieures, et un rapport de la minorité, qu'appuyaient des membres des trois partis. Lequel endossez-vous?

M. Trudeau: Monsieur le président, je dois avouer que je n'ai pas encore fait honneur à ces rapports; je n'en ai lu aucun, bien que j'aie beaucoup de respect pour le président du comité, le député de Saint-Denis, qui a soumis le rapport majoritaire, et j'ai un même respect envers le député de Lakehead, je crois, qui a signé le rapport minoritaire. Tous deux m'ont parlé de la teneur de leur document. Je suis heureux de discuter avec le député de l'orientation de la politique du gouvernement à cet égard, dans l'état actuel des choses, mais je ne peux pas lui dire ce que nous pensons de ces deux rapports, car le Cabinet n'en a pas encore été saisi, et comme je l'ai déjà dit, je ne les ai pas encore lus. Mais je serais heureux de répondre à ses questions, si, encore une fois, elles sont recevables, et s'inscrivent dans le cadre de la discussion sur le budget.

M. Robinson (Burnaby): Le premier ministre n'a donc lu aucun des rapports? Est-ce que ce n'était pas une priorité?

M. Trudeau: Me posez-vous une question, monsieur Robinson?

M. Robinson (Burnaby): Oui.

M. Trudeau: D'après la réponse que je vous ai donnée, vous devrez y répondre.

M. Robinson (Burnaby): Encore une fois, l'une des préoccupations de ces citoyens, samedi après-midi, était la question des essais des missiles Cruise, dans le nord de l'Alberta. Quelle est la position . . . Quelle est votre position, monsieur le premier ministre, sur cette question des essais des missiles Cruise dans le nord de l'Alberta, et comment s'accorde-t-elle avec votre stratégie de l'asphyxie, énoncée lors de la première session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement?

M. Trudeau: Monsieur le président, ma position sur ces essais est la position du gouvernement, autrement dit, nous négocions actuellement avec les États-Unis un accord cadre, qui, une fois mis en vigueur, permettrait aux États-Unis de demander de procéder à des essais de certains types d'armements. Voilà ma position.

En ce qui concerne le lien avec la stratégie de l'asphyxie, je voudrais dire deux choses. La première, c'est que la stratégie en question, telle qu'elle a été présentée, et qui appuie toujours le gouvernement, et moi-même en particulier, n'a jamais demandé d'asphyxie, ni de désarmement unilatéral. Il s'agissait d'en appeler aux nations du monde, celles qui sont lourdement impliquées dans la vente des armements, et en particulier d'en appeler aux deux superpuissances, qui contrôlent chacune le dispositif de dissuasion nucléaire, les armes nucléaires stratégiques. Nous leur demandions de discuter afin de coopérer sur une stratégie d'asphyxie. Malheureusement . . .

[Text]

• 1550

Mr. Robinson (Burnaby): But would the testing of the Cruise be in accordance with that?

Mr. Trudeau: I believe I mentioned that, Madam Speaker.

Since I made that speech, the Soviet Union, far from suffocating its research and its deployment, has deployed some 300 SS-20s in the European part of the Soviet Union, each of them with a capability of having three nuclear bombs in those missiles. As I said in another circumstance, I must report with regret that the strategy of suffocation—for which I do not recall I had great support from the hon. member's party or these people he is referring to who were marching in Vancouver—which is still a valid suggestion—has not been accepted by the superpowers, nor indeed by many of the others. Therefore, since it was not a strategy for unilateral suffocation, I think there is an argument to be made that it would not be a safe course to disarm unilaterally. That is certainly the position of this government, but we have never advocated unilateral disarmament. We have advocated—

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Prime Minister, that was not the question.

Mr. Trudeau: —mutual and balanced arms reductions.

Mr. Robinson (Burnaby): The Prime Minister has indicated that the umbrella agreement would permit the United States to make application to test the Cruise missile. Has the Prime Minister or his government made a decision yet as to whether or not that application would be accepted by this government?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, we have enough real questions to deal with that we have not decided in advance that if an application were made we would necessarily agree. I am not trying to evade the question, because I would concede to the hon. member if that is his thought. But having reached hypothetically an agreement on the umbrella, knowing that the Americans, and indeed all the NATO powers, have reached a conclusion and have enunciated a policy to the effect that we should be on two tracks, one would be to press disarmament and détente, and the other would be to ensure that we are not outdone or outflanked by the potential enemy. The United States is now developing a mode of defence that is meant to be an answer to, as I say, the 300 newly deployed SS-20s of the Soviet Union.

Mr. Robinson (Burnaby): But you are saying, Mr. Prime Minister, that no decision has been yet made on the actual question of the testing of the Cruise missile pursuant to that umbrella agreement.

Mr. Trudeau: I really would want to make sure the Secretary of State for External Affairs confirms me in my perception of the facts, but my perception is that the umbrella agreement has not yet been finalized and therefore an application under it is still hypothetical. But I concede right away that this is the direction, and this is the reason, I presume, why the United States wants us to get on with the umbrella agreement.

[Translation]

M. Robinson (Burnaby): Mais où se situent les essais des missiles par rapport à cette position?

M. Trudeau: Madame le président, je pense l'avoir indiqué.

Depuis que j'ai fait ce discours, l'Union soviétique, loin de freiner sa recherche et son développement, a déployé quelque 300 SS-20 dans les régions européennes de son territoire, chacun de ces missiles ayant la capacité de transporter trois bombes nucléaires. Comme je l'ai dit dans une autre circonstance, je dois vous informer avec regret que la stratégie de l'asphyxie—pour laquelle je ne me souviens pas que le parti de l'honorable député, ni ceux qui manifestaient, selon lui, à Vancouver, éprouvaient beaucoup de sympathie—qui reste une proposition valable, cette stratégie, dis-je, n'a pas été acceptée, ni par les superpuissances, ni par nombre d'autres nations. Par conséquent, étant donné qu'il ne s'agissait pas d'une stratégie de l'asphyxie unilatérale, on peut dire qu'il ne serait pas prudent de procéder à un désarmement unilatéral, que nous n'avons jamais recommandé. Telle est la position de ce gouvernement; nous avons recommandé...

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le premier ministre, ce n'était pas la question.

M. Trudeau: ... une réduction mutuelle et équilibrée des armements.

M. Robinson (Burnaby): Le premier ministre a indiqué que l'accord cadre permettrait aux États-Unis de demander de faire des essais concernant les missiles Cruise. Le premier ministre ou son gouvernement ont-ils déjà décidé si ce gouvernement accepterait une telle demande?

M. Trudeau: Monsieur le président, nous avons déjà suffisamment de questions réelles à résoudre; nous n'avons donc pas décidé d'avance d'accepter nécessairement une demande qui serait présentée. Je n'essaie pas de me soustraire à la question, si c'est ce que pense le député. Mais ayant conclu, semble-t-il, un accord cadre, et sachant que les Américains, et en fait, toutes les puissances de l'OTAN, sont parvenus à une conclusion, et ont énoncé une politique à deux volets, le premier étant de pousser au désarmement et à la détente, et l'autre, de faire en sorte que nous ne soyons pas débordés par l'ennemi possible. Actuellement, les États-Unis mettent au point un moyen de défense pour répondre aux 300 nouveaux SS-20 déployés par l'Union soviétique.

M. Robinson (Burnaby): Mais, monsieur le premier ministre, vous avez dit qu'aucune décision n'avait encore été prise à propos de la question des essais des missiles Cruise, conformément à cet accord cadre.

M. Trudeau: Je voudrais vraiment m'assurer que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures confirme ma façon de voir les faits, mais je pense que cet accord cadre n'a pas encore été confirmé, de sorte qu'une demande qui en relèverait reste encore hypothétique. Mais je suis prêt à admettre que c'est là que l'on s'oriente, et c'est sans doute la raison pour laquelle les États-Unis veulent que nous participions à l'accord cadre.

[Texte]

Mr. Robinson (Burnaby): Turning to another area, Mr. Chairman, another area that is of very fundamental importance to, I think, all Canadians, and that is the question of freedom of information legislation. Your colleague, the Minister of Communications, has indicated that this matter is now before the Cabinet; that he has made his recommendations and the matter is before the Cabinet. Could you, Mr. Prime Minister, assure this committee, and through this committee, the many groups and individuals that have pressed the government to bring in strong freedom of information legislation, that this will be dealt with as a high priority by the Cabinet?

Second, will you assure us that the fundamental principle of independent judicial review, one that certainly the gentleman sitting on your right has a great deal of difficulty with, which is presently included in the bill, will in fact not in any way be weakened as a result of any amendments that may be proposed?

So, it is two questions: First, is this, in fact, a high priority on the Cabinet agenda to be brought back this session; and second, will you assure us, Mr. Prime Minister, that this essential principle of independent judicial review will not be weakened in the legislation?

• 1555

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, on the first question as to whether it is a high priority, the answer is yes. But when the hon. member qualifies that by saying "... to be brought back in this session", I must throw the ball back to him and to the Official Opposition. As he knows, between now and the normally-aimed-for date on which this session will end, say the end of June, I believe the government has less than 16 days of government time remaining once we have disposed of the order of the House on the energy bill. I think it is 14 days to be more precise, because there are many Opposition days and so on. And in that time as he knows, because the matter is before the House now, we will have to deal with the borrowing authority and other pieces of essential legislation.

So, I could not guarantee to him that it will be brought back before the end of this session, any more than I guess he could guarantee to me that government legislation of absolute urgent necessity in order to keep the country running will be dealt with expeditiously.

On the second part of the question, the hon. member talks about judicial review. As he knows, that is linked to a matter on which the Minister of Communications has reported. I heard him myself in the House. It is linked to the new interpretation of the common law, and is an interpretation put forward by two tribunals in Canada to the effect that Cabinet documents and Cabinet minutes are no longer privileged. For much the same reason as I mentioned to the hon. member from York—Simcoe, I am not one of those who is convinced

[Traduction]

M. Robinson (Burnaby): Pour en revenir à une autre question, monsieur le président, qui revêt une importance fondamentale pour tous les Canadiens sans doute, je veux parler de la loi sur l'accès à l'information. Votre collègue, le ministre des Communications, nous a dit que le Cabinet est actuellement saisi de cette question, à propos de laquelle il avait présenté ses recommandations. Monsieur le premier ministre, pourriez-vous assurer ce Comité, et par l'intermédiaire de ce dernier, les nombreux groupes et particuliers qui ont demandé instamment au gouvernement de présenter une mesure législative en faveur de l'accès à l'information, que le Cabinet accordera une très grande priorité à cette question?

En second lieu, pourriez-vous nous assurer que le principe fondamental du contrôle judiciaire de la validité de cette mesure législative,—qui pose de très grandes difficultés au monsieur assis à votre droite—et qui est actuellement prévu dans le projet de loi, ne sera pas limité en raison de modifications qui pourraient être proposées?

Je reprends mes deux questions: tout d'abord, s'agit-il d'une question prioritaire pour le Cabinet, et va-t-il la représenter lors de cette session; par ailleurs, pourriez-vous nous assurer, monsieur le premier ministre, que la loi n'atténuera pas ce principe essentiel du contrôle judiciaire indépendant?

M. Trudeau: Monsieur le président, à propos de la question de savoir s'il s'agit d'une très grande priorité, la réponse est oui. Mais lorsque le député parle de représenter le projet de loi lors de cette session, je dois lui renvoyer la balle, et cela s'applique aussi bien à l'Opposition officielle. Il sait sans doute qu'entre maintenant et la date normalement prévue pour la fin de cette session, disons la fin juin, je pense que le gouvernement aura moins de 16 jours une fois que nous aurons disposé de l'ordre de la Chambre concernant le projet de loi sur l'énergie. Pour être plus précis, je pense qu'il reste 14 jours, compte tenu des nombreux jours réservés à l'Opposition et ainsi de suite. Pendant ce temps, et il le sait bien, car la Chambre est actuellement saisie de cette question, il nous faudra traiter des pouvoirs d'emprunt et d'autres mesures législatives essentielles.

Je ne peux donc pas lui garantir que cette question sera représentée avant la fin de cette session, pas plus, sans doute, qu'il pourrait me garantir qu'une loi que propose le gouvernement, et qui présente un caractère de nécessité urgente et absolue pour que le pays continue à fonctionner, sera étudiée promptement.

À propos de la seconde partie de sa question, l'honorable député parle de contrôle judiciaire. Il sait bien que ce dernier est en rapport avec une question dont a parlé le ministre des Communications. Je l'ai entendu moi-même à la Chambre. Cette question est en rapport avec la nouvelle interprétation de la *common law*, interprétation présentée par deux tribunaux du Canada, selon laquelle les documents ainsi que les minutes du Cabinet ne sont plus confidentiels. Pour la même raison que celle que j'ai indiquée au député de York—Simcoe, je suis loin

[Text]

that this is a good development for parliamentary government or, for that matter, for any form of democratic government.

I will explain myself. If discussions in Cabinet are no longer going to be privileged then, Mr. Chairman, we are in the position of being asked to break our oath of office which is to keep our discussions in Cabinet in the utmost confidence.

Now, the hon. member could argue: Well, you could still have discussions and keep them in confidence. Not if the courts are going to make public, copies of the minutes of those discussions.

Mr. Robinson (Burnaby): It is covered by an exemption in the legislation already, Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: It is covered in a general sense.

The Chairman: Very briefly, Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: Well, I just want to make the point because it is the essence of our concern. It is that the operations of Cabinet government do call for secrecy and the privileged character of the discussions and of the documents which underly them. We have a choice to follow. Either we put nothing in writing and we destroy all the minutes which have been accumulated, at least since I have been in government—I would not want to destroy the records of the Tory government as they might make interesting reading in 30 years time—but either we destroy those records, which I think would be a disservice to those who, in a decade or two, will want to look at the record; or we prevent the courts from having access to them. That is the dilemma we are in and that is the dilemma which, at the request of the Minister of Communications, is before Cabinet now.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister. Mr. Deniger.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: It had better be a good point, Mr. Stevens, because you bootlegged in the last one, but this one is not going to be as easy.

Mr. Stevens: Oh no, this is a good one.

The Chairman: Thank you.

Mr. Stevens: The Prime Minister has referred to me twice, Mr. Chairman, as the member from York—Simcoe. Now, I do not doubt I made an indelible impression on him as the member from York—Simcoe, but I am now the member from York—Peel and have been so since 1979, and will be for a long time to come.

Mr. Beatty: The same goes for you, Madam Speaker.

• 1600

The Chairman: The same point, that I have not been trans-sexualized yet.

[Translation]

d'être convaincu qu'il s'agisse là d'une bonne chose pour le gouvernement parlementaire, et aussi pour toute forme de gouvernement démocratique.

Permettez-moi de m'expliquer. Monsieur le président, si les discussions du Cabinet ne sont plus confidentielles, cela revient à nous demander de rompre notre serment professionnel, en vertu duquel nous devons garder secrètes les discussions qui se déroulent au Cabinet.

L'honorable député pourrait me dire que nous pourrions continuer à discuter de façon confidentielle, ce qui ne tiendra pas si les tribunaux rendent publiques les copies des minutes de ces discussions.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le ministre, la question est déjà prévue dans la loi par une exemption.

M. Trudeau: Oui, dans un sens général.

Le président: Très brièvement, monsieur le premier ministre.

M. Trudeau: Je voudrais insister là-dessus, parce que c'est justement ce qui nous préoccupe. Les activités du Cabinet exigent le secret, ce qui s'applique aux discussions et aux documents y afférents. Nous avons deux possibilités. Ou bien nous ne mettons rien par écrit et nous détruisons toutes les minutes qui se sont accumulées, du moins depuis que j'ai été au pouvoir, je ne voudrais pas détruire les archives du gouvernement conservateur, qu'il pourrait être intéressant de lire dans 30 ans, mais si nous détruisons ces documents, ce serait un mauvais service à ceux qui dans une ou deux décennies voudraient les examiner; l'autre possibilité serait d'empêcher les tribunaux d'y avoir accès. Voilà le dilemme dans lequel nous nous trouvons, et le Cabinet en est actuellement saisi, à la demande du ministre des Communications.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre. Monsieur Deniger.

M. Stevens: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Il faudrait qu'il soit valable, monsieur Stevens, parce que le précédent n'était pas recevable, et je ne serais pas aussi accommodant cette fois-ci.

M. Stevens: Oh non, celui-ci est valable.

Le président: Je vous remercie.

M. Stevens: Monsieur le président, le premier ministre m'a mentionné deux fois comme étant député de York—Simcoe. J'ai dû lui faire une impression indélébile en tant que député de York—Simcoe, mais je suis maintenant député de York—Peel, depuis 1979, et je le serai encore très longtemps.

M. Beatty: C'est vrai aussi de vous, monsieur le président.

Le président: Je n'ai pas encore changé de sexe.

[Texte]

Mrs. Appolloni: On that same point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Madam Appolloni.

Mrs. Appolloni: I find it very, very refreshing that our Prime Minister should make a slip, should use "Madam" instead of "Mister". It is a very good point, a good Freudian slip. Congratulations, Mr. Prime Minister.

The Chairman: Thank you, Madam Appolloni. Mr. Trudeau.

Mr. Trudeau: Madam Speaker, on the same point of order—

The Chairman: I am going to call you Mrs. Prime Minister, if you continue.

Mr. Trudeau: —no offence is intended to the hon. member from York—Peel. I was going to emphasize the point the hon. member from York South—Weston is making, but I meant it as a compliment when I called you Madam Speaker.

Le président: Monsieur Deniger.

M. Deniger: Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, récemment, un certain nombre de politiciens, tant sur la scène fédérale que provinciale, ainsi qu'un certain nombre de politicologues semblent mettre en doute, pour ne pas dire contester, la structure même du secrétariat du cabinet et de l'influence dite indue des hauts fonctionnaires ou hauts bureaucrates au sein de l'appareil décisionnel de notre gouvernement. Par exemple, le premier ministre de l'Alberta, M. Lougheed, disait récemment et je cite:

Hell, I think the bureaucrats are 80 per cent of the problem. In Ottawa's present half-day Cabinet meetings with long agendas, ministers present the cases fed to them by the bureaucrats. With no time to really question proposals, it ends ends up with the bureaucracy running the government.

Récemment, le chef de l'opposition officielle se référait aux *senior bureaucrats* «as appointed governments».

Plus récemment, l'ancien sous-secrétaire du Conseil du Trésor, M. Douglas Hartle, dans une étude publiée par le *Canadian Tax Foundation* sur le processus du budget écrivait:

The erosion of the once all-powerful finance department of the Cabinet committee structure devised by Mr. Trudeau to streamline the Cabinet system, gives them greater control over policy decisions.

En résumé, monsieur le premier ministre, on semble indiquer dans ces quelques citations que la structure actuelle enlève, en fait, le pouvoir décisionnel des élus pour la mettre entre les mains de gens qui seraient nommés, mais nommés à

[Traduction]

Mme Appolloni: J'invoque le même règlement, monsieur le président.

Le président: Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Je trouve qu'il est très agréable de constater que notre premier ministre a dit «madame» plutôt que «monsieur». C'est un excellent lapsus. Félicitations, monsieur le premier ministre.

Le président: Merci, madame Appolloni. M. Trudeau.

M. Trudeau: Madame le président, j'invoque le même règlement...

Le président: Si vous continuez comme cela, je vais vous appeler madame le premier ministre.

M. Trudeau: Je ne voulais pas froisser le député de York—Peel. Je voulais soulever ce qu'a dit le député de York South—Weston, mais je vous adressais un compliment en vous appelant madame le président.

The Chairman: Mr. Deniger.

Mr. Deniger: Thank you, Mr. Chairman.

Recently, Mr. Prime Minister, a number of federal and provincial politicians, and a number of political scientists seem to be questioning, and in fact challenging, the very structure of the cabinet secretariat and of the alleged undue influence of senior officials or bureaucrats in our government's decision-making process. For example, the Premier of Alberta, Mr. Lougheed, recently said and I quote:

À mon avis les bureaucrates représentent 80 p. 100 du problème. A l'heure actuelle, les réunions du cabinet fédéral durent une demi-journée et ont des ordres du jour très chargés. Les ministres ne font que présenter les cas que leur donnent les bureaucrates. Puisqu'il n'y a pas vraiment de temps pour poser des questions concernant les propositions, c'est en fin de compte la bureaucratie qui dirige le gouvernement.

Recently, the Leader of the Official Opposition said that *les hauts bureaucrates constituaient «des gouvernements nommés»*.

More recently, the former Deputy Secretary of Treasury Board, Mr. Douglas Hartle, made the following statement in an article on the budget process published by the Canadian Tax Foundation:

L'effritement du ministère des Finances, qui était autrefois tout puissant au sein de la structure des comités du Cabinet conçue par M. Trudeau afin de rationaliser le mode de fonctionnement du cabinet, donne aux fonctionnaires beaucoup plus de contrôle sur les décisions de politique générale.

These quotations seem to indicate, Mr. Prime Minister, that our present structure actually removes the decision-making authority from the elected representatives and gives it to people who are appointed for life, as compared to elected

[Text]

vie par rapport à ceux qui ont à rendre compte à l'électorat à tous les quatre ans. J'aimerais avoir vos commentaires là-dessus.

M. Trudeau: Je crois que c'est une question sur laquelle se penchent, comme vous le dites, de nombreux politiciens et de biens nombreux hommes et femmes engagés dans la chose publique. Des études considérables ont été faites dans le système britannique puis dans les autres systèmes sur tout ce sujet à savoir si la démocratie parlementaire n'était pas en train de glisser vers la bureaucratie parlementaire. Et comme préface ou préambule à ma réponse, je dirais qu'il y a là un sujet fort important et qui appelle tous les élus à la plus grande vigilance; parce qu'il est certain que ceux qui ont une permanence par leur fonction et qui assurent la permanence des rouages gouvernementaux ont souvent beaucoup plus d'expérience, de connaissances que le député ou la députée nouvellement élu ou que le ministre qui arrive.

Alors, la question est extrêmement importante. Je trouve assez révélateur peut-être que les citations que vous donnez viennent de personnes qui n'ont jamais fait partie de mon gouvernement. Pour ce qui est de M. Lougheed, il se peut que ce soit un cri du coeur et qu'il se plaigne que lui passe des demi-journées au terminal à essayer de débrouiller les questions qui seront résolues par la bureaucratie.

• 1605

Il se peut que M. Clark ait vu précisément la confusion dans laquelle a sombré son gouvernement, causée par le fait qu'ils essayaient d'en arriver à des décisions collectives sans mettre en marche une machine collective.

Quant au fait que M. Hartle semble se plaindre de ce que le ministère des Finances ait été quelque peu amputé de ses pouvoirs, cela me paraît un peu contradictoire. Le ministère des Finances, si on parle du ministère, c'est des bureaucrates qui sont fort importants et fort puissants dans la machine gouvernementale, et il me semble que sa plainte, s'il y en a une, va dans le sens contraire des deux autres, parce que c'est en établissant des comités de ministres, dits comités du cabinet, que nous pouvons faire des choix et contrôler les choix ou même les recommandations qui émanent d'un ministère aussi important que le ministère des Finances.

Le système qui existe dans mon gouvernement et ces comités dont vous avez parlé sont faits précisément pour permettre au ministre de prendre la décision. Je pense que ce n'est pas briser des confidences du Conseil des ministres que de dire que les bureaucrates et les ministres, quand ils viennent au Conseil des ministres, ont le mandat d'indiquer des choix, d'offrir des choix au gouvernement, de sorte que les ministres élus puissent porter un jugement politique sur les différentes options possibles, ce qui n'est pas le cas, évidemment, si l'on demande aux fonctionnaires de faire des recommandations et de ne présenter aucune alternative. Il est possible que des ministres pressés ou pas assez informés acceptent la recommandation, mais en demandant qu'un éventail de choix soit mis devant le Conseil des ministres. Nous nous assurons, au niveau du comité d'abord et ensuite au niveau du cabinet lui-même, que la

[Translation]

representatives who are accountable to the people every four years. I would like to hear your comments on this.

Mr. Trudeau: As you said, I think that a number of political scientists and public affairs specialists are looking at this issue. A number of studies have been made of the British and other systems to determine whether parliamentary democracy was not flipping toward parliamentary bureaucracy. I would like to preface my answer by saying that this is an extremely important subject of which all elected representatives must be acutely aware. There is no doubt that individuals in permanent positions who are responsible for keeping the government working often have the more experience and knowledge than newly-elected members of Parliament or new ministers.

It is an extremely important question. I find it quite revealing that the individuals you quoted have never been part of my government. As far as Mr. Lougheed goes, perhaps he is the one who is complaining about spending half days in front of the terminal trying to sort out the matters that will be dealt with by the bureaucracy.

It could be that Mr. Clark saw the confusion into which his government fell, precisely because of the fact that they were trying to make collective decisions without setting up a collective apparatus.

As to Mr. Hartle's complaint that the Department of Finance has had its powers cut back, I think this is rather contradictory. If we are talking about the Department of Finance, it is composed of bureaucrats who are very important and very powerful within the government machine. I think his complaint, if it is in fact a complaint, makes the opposite point to that made by the other two individuals you quoted. The fact is that it is by setting up cabinet committees that we can make choices, and control the choices or even the recommendations of a department as important as the Department of Finance.

The cabinet committee system which exists in my government is designed specifically to allow ministers to make decisions. I do not think I would be violating any cabinet confidences to say that when bureaucrats and ministers come to cabinet meetings, it is up to the bureaucrats to lay out the options available to the government, so that the elected ministers can make a political judgment about the various choices open to them. Of course, this is not the case if officials are asked to make recommendations without presenting any alternatives. It could happen that if a minister were in a hurry or not sufficiently informed about a particular matter he might accept the recommendation, but he would ask that a range of options be outlined to the cabinet. We ensure, first at the committee level and then in cabinet itself, that the decision is made by politicians elected by the people, but the decisions are

[Texte]

décision soit prise par des hommes et des femmes politiques élus, comme vous le dites, par le peuple, mais toujours sur la base de documents qui ont été préparés partiellement à l'aide des fonctionnaires. Mais ce ne sont pas les fonctionnaires qui prennent les décisions, ce sont les élus au cabinet et aux comités du cabinet.

M. Deniger: Ce que je retiens de votre réponse, monsieur le premier ministre, c'est que vous vous opposez à ce qu'un nouveau gouvernement qui arrive remplace tous les hauts fonctionnaires qui servaient l'ancien gouvernement, et que, deuxièmement, vous ne croyez donc pas que ce qui semble être le pouvoir accru de l'exécutif de l'appareil gouvernemental crée un écart entre les élus et les membres de cet exécutif. Quand je parle d'élus, je me réfère autant à l'opposition officielle ou à d'autres partis qu'aux simples députés d'arrière-ban.

M. Trudeau: Eh bien, sur le premier point, ce n'est pas que je m'oppose à un système ou à un autre; il est de tradition, au Canada, qu'un gouvernement nouvellement élu ne vide pas tous les hauts fonctionnaires pour les remplacer par d'autres hauts fonctionnaires plus partisans, lesquels seront vidés quand un autre parti prendra le pouvoir, etc. C'est un peu ce qui se fait aux États-Unis. Chez nous, au Canada, comme dans le système britannique, nous avons plutôt tendance à garder les sous-ministres, règle générale. Il y a des exceptions, il y a des mutations, mais, règle générale, cette bureaucratie, chez nous, a pour fonction d'assurer que les rouages gouvernementaux ne soient pas interrompus à chaque élection, avec les conséquences qu'on voit aux États-Unis et dans d'autres pays qui suivent ce système, à savoir que les premiers mois ou la première partie du mandat est souvent marquée au point du désarroi, parce que ce sont des hommes et des femmes nouveaux qui sont en place et qu'ils ne peuvent pas assurer une relève aussi rapide.

• 1610

Quant à votre deuxième question, je reconnais que le danger est toujours présent, ce danger d'un fossé ou d'un trop grand écart entre les législateurs en tant que tels et le pouvoir exécutif. Cela, c'est un peu le prix qu'on paie pour avoir un système comme celui qu'on a, à l'opposé du système congressiste ou du système présidentiel. Il se trouve que dans notre système, les ministres doivent non seulement administrer des ministères considérables et consacrer une bonne partie de leur temps à cela, mais ils doivent aussi être des hommes politiques qui, sur la scène canadienne et internationale, ont des obligations qui leur font faire des déplacements souvent très onéreux; en même temps ils sont membres d'un caucus et ils doivent consulter ce caucus-là, et en même temps ce sont des élus d'un comté où ils doivent essayer de donner satisfaction aux besoins de leurs électeurs. Dans le système américain, un ministre, au fond, n'a qu'un ministère à administrer. Il n'a pas à être élu puisqu'il est nommé par le président. Il n'a pas à se soucier de son caucus parce que le Congrès marche différemment. C'est un membre de l'exécutif sans plus. Chez nous, le ministre est en même temps membre de l'exécutif, membre de la législature et, au surcroît, un mandaté du peuple d'un certain comté.

[Traduction]

always based on documents prepared partially by officials. But the officials do not make the decisions, they are made by the elected representatives in cabinet and in cabinet committees.

Mr. Deniger: I gather from your answer, Mr. Prime Minister, that you would be opposed to the idea of a new government replacing all the senior officials who served the former government. I also understand that you do not believe that what seems to be the increased power of the executive arm of government is creating a gap between the elected representatives and the members of the executive. When I talk about elected representatives, I am referring to the official opposition, other parties and ordinary back-benchers.

Mr. Trudeau: On your first point, I would not say that I am opposed to one system or to another. Traditionally in Canada, a newly elected government does not get rid of all the senior officials and replace them with other more partisan people, who in turn would be out of a job when another party took power. That is more or less what happens in the United States. In Canada, as in the British system, we tend rather to keep the Deputy Ministers on, as a general rule. There are some exceptions, there are some transfers, but as a general rule, the rule of our bureaucracy is to ensure that the working of government are not interrupted each time there is an election. We have seen the consequences of this in the United States and in other countries with the same system—there is often considerable confusion in the first part of the new government mandate because the officials are all newly appointed and cannot simply carry on where the others left off.

With respect to your second question, I realize that there is always a danger of having too great a gap between the legislators as such and the executive authority. It could be said that this is the price we pay for a system such as ours, as compared to the congressional or presidential system. In our system, ministers must not only administer large departments and spend a large percentage of their time doing so, but they also have to be politicians on the Canadian and international scene, which often involves very trying travel obligations. At the same time, they are members of a caucus and they have to consult with the caucus and at the same time, they are the elected representatives of a riding and they have to try to meet their constituents' needs. In the American system, on the other hand a minister is really just responsible for administering his department. He does not have to get elected, because he is appointed by the President. He does not have to worry about his caucus because the congress works differently. He is a member of the executive and nothing more. In our system, a minister is, at the same time, a member of the executive, a member of the legislature and in addition, an elected representative of the people.

[Text]

Alors, cette contradiction existe. Il y a un débat, je pense, qui ne sera terminé ni aujourd'hui, ni de notre temps, à savoir si nous ne ferions pas mieux d'aller vers le système américain où les ministres ne seraient pas des représentants du peuple, mais feraient partie d'un exécutif, lequel serait indépendant non seulement du judiciaire, mais aussi du législatif.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

Avant de donner la parole à M. Kilgour, j'aimerais profiter de l'occasion, puisque nous avons quorum, ce qui est assez inusité, pour vous suggérer d'élire un vice-président du Comité. M. Berger, notre ancien vice-président, a été promu au poste de secrétaire parlementaire. Pourrait-on, avec l'accord unanime, faire tout de suite l'élection?

Oui, monsieur Deniger.

M. Deniger: Est-ce que je pourrais proposer au poste de vice-président le député de Lac-Saint-Jean, M. Pierre Gimaïel?

Le président: Monsieur Pierre Gimaïel . . .

M. Dion (Portneuf): J'appuie la proposition.

M. Trudeau: Est-ce que j'ai droit de vote?

Le président: Non.

M. Deniger: Il a eu peur.

Le président: Est-ce qu'il y a d'autres propositions? Quelqu'un propose-t-il que les nominations soient closes?

M. Bockstael: Je propose que les nominations soient closes.

Le président: Donc, monsieur Gimaïel, je vous déclare élu à l'unanimité vice-président de ce Comité.

J'aimerais également demander au premier ministre de nous présenter les gens qui sont avec lui afin qu'on puisse identifier les personnalités de son bureau.

M. Trudeau: Le mot est bien choisi. Je suis très heureux de présenter les personnalités qui sont venues ici. Ce sont M. Michael Kirby, qui est secrétaire adjoint du Conseil des ministres et préposé aux relations fédérales-provinciales; M. Tom Axworthy, ne pas confondre, de Winnipeg, qui est mon principal secrétaire; M. Michael Pitfield, secrétaire du Conseil des ministres et secrétaire du Cabinet; M. Bill Pratt et M. Lucien Proulx, les deux personnes de la section administrative qui assurent la bonne marche administrative du secrétariat du Cabinet.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre. Monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Monsieur le président, avant de commencer, j'aimerais féliciter notre collègue, M. Gimaïel. Jamais je n'ai vu autant de députés libéraux assister à une réunion de comité. C'est agréable.

M. Dubois: Où sont les conservateurs?

M. Kilgour: Comme la langue anglaise est aussi élégante que la langue française, je vais parler en anglais si le président

[Translation]

So there is this contradiction. There is a debate which will not be settled today or in our time as to whether it would be preferable to go toward the American system, in which ministers would not be representatives of the people, but would be part of an executive which would be independent not only from the traditional arm of government, but also from the legislative arm.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister.

Before giving Mr. Kilgour the floor, I would like to take this opportunity since for once we have a quorum, to suggest that you elect a vice-chairman of the committee. Mr. Berger, the former vice-chairman, has been promoted to the position of Parliamentary Secretary. Do we have unanimous consent to proceed with the election right away?

Yes, Mr. Deniger.

Mr. Deniger: Could I move that our vice-chairman be the member for Lac-Saint-Jean, Mr. Pierre Gimaïel?

The Chairman: Mr. Pierre Gimaïel? . . .

Mr. Dion (Portneuf): I second the motion.

Mr. Trudeau: Can I vote?

The Chairman: No.

Mr. Deniger: He was afraid.

The Chairman: Are there any other motions? Would someone move that the nominations be closed?

Mr. Bockstael: I move that the nominations be closed.

The Chairman: I, therefore, declare you unanimously elected as vice-chairman of this committee, Mr. Gimaïel.

I would also like to ask the Prime Minister to introduce the people he has with him from his office so we will know who they are.

Mr. Trudeau: I am pleased to introduce the people I have with me today. They are Mr. Michael Kirby, Assistant Secretary to the Cabinet and the official in charge of federal-provincial relations; Mr. Tom Axworthy, who should not be confused with his brother, from Winnipeg who is my principal secretary; Mr. Michael Pitfield, the Clerk of the Privy Council and Secretary to the Cabinet; Messrs. Bill Pratt and Lucien Proulx who are from the Administration Section, which ensures that the Cabinet Secretariat runs smoothly.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister. Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: Mr. Chairman, I would first like to congratulate our colleague, Mr. Gimaïel. I have never seen so many Liberal members at a committee meeting. It is a pleasant change.

Mr. Dubois: Where are the Conservatives?

Mr. Kilgour: Since the English language is just as elegant as the French language, I will speak English if the chairman of

[Texte]

du Comité de la justice et des questions juridiques me le permet.

M. Dubois: Certainement.

Mr. Kilgour: Could you tell us, Mr. Prime Minister, the salaries of the people to your immediate left and to your immediate right?

Mr. Trudeau: Would you accept an answer which gave the range?

• 1615

Mr. Kilgour: No. We all know the range. I would be more interested if you gave us the precise salary of Mr. Pitfield, Mr. Axworthy and Mr. Kirby.

Mr. Trudeau: I do not know it, Mr. Chairman. I could, of course, find out. But I would merely want to assure myself that they are within the range, as I am sure they are; otherwise Treasury Board would be doing something about it.

Mr. Kilgour: In view of all of the talk about restraint, perhaps I could be permitted to put a question to each of the respective individuals and ask them what their salaries are, so that the public—

The Chairman: I regret, Mr. Kilgour, that the witness is the Prime Minister; you should put your question to the Prime Minister.

Mr. Kilgour: Well, could the Prime Minister quickly put the question to each of the three, so that we will all know what the salaries are of the three people.

The Chairman: I am sorry, but I do not think that would be appropriate either, Mr. Kilgour. You will put your questions to the Prime Minister, who is the witness. He does not have to question—

Mr. Kilgour: The Prime Minister declines to answer the question.

The Chairman: No, no. I am ruling. No, that is not right, Mr. Kilgour. I think you know, since you have been around here long enough, that the procedure is to ask the witness. The witness is the Prime Minister; if you want to ask him questions, you go right ahead, sir.

Mr. Kilgour: I will ask him again: Will you tell us the salaries of the little group around you, other than the two gentlemen at the far left?

Mrs. Appolloni: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mrs. Appolloni.

Mrs. Appolloni: I think the question to ask ourselves, all Canadians, is whether we all earn our salaries or not; that is the important question, not how much they are.

Some hon. Members: Oh, oh!

[Traduction]

the Standing Committee on Justice and Legal Affairs has no objection.

Mr. Dubois: Of course.

M. Kilgour: Pourriez-vous nous dire, monsieur le premier ministre, combien gagnent les personnes assises à votre gauche et à votre droite immédiates?

M. Trudeau: L'échelle de salaire vous satisferait?

M. Kilgour: Non. Nous savons tous très bien quel est l'éventail des salaires. En fait, nous voudrions savoir quel est le salaire exact de M. Pitfield, de M. Axworthy et de M. Kirby.

M. Trudeau: Je ne le sais pas, monsieur le président. Il est évident cependant que je pourrais me renseigner. Mais je voudrais simplement m'assurer que leurs salaires s'inscrivent dans cet éventail, et je suis sûr que c'est le cas; autrement, le Conseil du Trésor devra faire quelque chose.

M. Kilgour: Étant donné qu'on nous rabache les oreilles à propos des restrictions, je pourrais peut-être demander à chacun de ces individus quel est leur salaire réel pour que le public . . .

Le président: Je regrette, monsieur Kilgour, mais le témoin est le premier ministre, vous devez poser votre question au premier ministre.

M. Kilgour: Dans ce cas, le premier ministre pourrait-il rapidement poser cette question à chacun de ces trois individus, pour que nous puissions tous savoir quel est leur salaire.

Le président: Je regrette, mais je ne pense pas que cela puisse se faire, monsieur Kilgour. Posez des questions au premier ministre qui est le témoin. Il n'a pas à poser des questions . . .

M. Kilgour: Donc, le premier ministre refuse de répondre à cette question.

Le président: Non, non. Et je dois prendre une décision. Non, ce n'est pas ainsi qu'il faut procéder, monsieur Kilgour. Je crois que vous savez, étant donné que vous êtes député depuis assez longtemps, que selon la procédure, il faut poser des questions aux témoins. Le témoin est le premier ministre; si vous voulez lui poser des questions, allez-y.

M. Kilgour: Bien, je vais lui poser la question une nouvelle fois, pourriez-vous nous dire quels sont les salaires du petit groupe qui vous entoure, autre que les deux messieurs qui se trouvent à l'extrême gauche?

Mme Appolloni: Un rappel au Règlement, monsieur le président.

Le président: Madame Appolloni.

Mme Appolloni: Je crois que la question qu'il faut se poser, en tant que Canadiens, c'est si nous méritons tous nos salaires ou pas; c'est là la question importante et non pas de savoir quel est ce salaire.

Des voix: Oh, oh!

[Text]

The Chairman: Order, please!

Mrs. Appolloni: Mr. Chairman, as a member of this House of Parliament, I refuse to sit by and have servants of Canada intimidated and embarrassed by anybody in this room.

Mr. Kilgour: I think Michael Pitfield—

The Chairman: Mr. Kilgour . . . Order please! Order, order!

Mr. Kilgour: you have the floor please. You are into your fourth minute.

Mr. Kilgour: I will ask again, Mr. Prime Minister. A number of years ago I was a public servant in one of the departments down the way here, and I was told by a member of the Privy Council that, as far as he knew, he was the only person in the Privy Council office who had been hired on the basis of open competition. Can you tell us what your practice is with respect to hiring people, men and women today, in that regard? I might add that it was not Mr. Pitfield who told me that.

Mr. Trudeau: I understood the first part of your question, but I did not understand the two last sentences.

Mr. Kilgour: I was asking on what basis people are hired by the various departments, the various offices, for which you are speaking today. Whether it is on merit, or on being deserving Liberals, or on being knowledgeable about open competition, is really what I am asking.

Mr. Trudeau: Well, if you are talking of deputy ministers and my principal secretary, the answer is well known and quite clear: they are not hired on competition. Deputy ministers are order in council appointments.

Mr. Kilgour: No, I am talking about the 525 people who work in the Office of the Prime Minister, the Office of the President of the Privy Council, the Cabinet Secretariat, the Federal-Provincial Relations office and the administration. How many of the 525 are hired on the basis of open competition?

Mr. Trudeau: Well, let me say that Privy Council is one thing and the Prime Minister's Office is another. All the people in the Prime Minister's Office are hired by the Prime Minister, with the advice of his Principal Secretary. There is no competition there, exactly as the 90-some people who work in the Leader of the Opposition's office, now or even, indeed, when he was Prime Minister, are appointed by the head of that office, without any recourse to competition or the civil service.

Mr. Kilgour: Let us take out the Prime Minister's office. How about the others?

Mr. Trudeau: If we are looking at all those except those at the very top of deputy ministerial or quasi deputy-ministerial

[Translation]

Le président: A l'ordre s'il vous plaît.

Mme Appolloni: Monsieur le président, en tant que député, je refuse de rester ici sans bouger alors que des fonctionnaires canadiens se font intimider par quelques personnes dans cette salle.

M. Kilgour: Je crois que Michael Pitfields . . .

Le président: Monsieur Kilgour, . . . à l'ordre s'il vous plaît. A l'ordre, à l'ordre.

Monsieur Kilgour, vous avez la parole et vous entamez votre quatrième minute.

M. Kilgour: Je vais de nouveau vous poser une question, monsieur le premier ministre. Il y a un certain nombre d'années, j'étais fonctionnaire dans un des ministères et un membre du Conseil privé m'a dit que, d'après lui, il était la seule personne du Conseil Privé à avoir été embauchée à la suite d'un concours libre. Pouvez-vous nous dire quelle procédure vous suivez pour recruter des femmes et des hommes à cet égard? Je voudrais ajouter, cependant, que cette personne n'était pas M. Pitfield.

M. Trudeau: J'ai compris la première partie de votre question, mais non pas les deux dernières phrases.

M. Kilgour: Je vous demandais comment les divers ministères et bureaux, au nom desquels vous parlez aujourd'hui, retiennent les services de certaines personnes. Sont-elles recrutées en fonction de leurs compétences, en fonction de leur loyauté au parti libéral ou en fonction de renseignements qu'elles ont eus à propos de concours libres?

M. Trudeau: Bien, si vous parlez des sous-ministres et de mon secrétaire principal, la réponse est bien connue et ne souffre aucune ambiguïté : ces personnes ne sont pas embauchées à la suite d'un concours. Les sous-ministres sont nommés sur publication de décret en conseil.

M. Kilgour: Je parle des 525 personnes qui travaillent dans le bureau du premier ministre, le bureau du président du Conseil Privé, le Secrétariat du Cabinet, le Bureau des relations fédérales-provinciales et l'Administration. Quelle proportion de ces 525 personnes sont embauchées à la suite d'un concours libre?

M. Trudeau: Bien, permettez-moi de vous dire que le Conseil Privé est une chose et que le Bureau du premier ministre en est une autre. Tous les gens travaillant au Bureau du premier ministre sont embauchées par le premier ministre, sur conseil de son secrétaire principal. Il n'y a pas de concours, tout comme les 90 personnes qui travaillent pour le chef de l'opposition, maintenant ou alors qu'il était premier ministre, sont nommées par le directeur de ce bureau, sans que des concours soient organisés ou que l'on fasse appel à la Fonction publique.

M. Kilgour: Supprimons donc le bureau du premier ministre et les autres.

M. Trudeau: Tous ceux qui n'ont pas rang de sous-ministre ou presque, lesquels sont nommés sur décret en conseil et donc

[Texte]

rank, who are appointed by order in council and therefore without competition, generally speaking all the others are.

A competition means that they are hired through the public service. They have tenure or rank because they are members of the public service, and there is nothing that the minister or myself can do about that. We can, of course, within the public service, ask that a particular public servant, who, for instance, has worked two or three years in the Privy Council Office, go on to become a deputy minister somewhere; then he gets appointed by order in council and is replaced by somebody who is in the public service, generally, and moves in from some other department. So I really do not know if—

• 1620

Mr. Kilgour: You have no idea what I am asking here. The indication in the blue book is that your spending in PMO, PCO and FPRO is going to go up 22 per cent. The person-years are unchanged. Do you think that is an example of restraint for Canadians across the land?

Mr. Trudeau: I know that we have fewer people in the PMO than are authorized by the estimates and fewer, as I explained last year to the committee, than were in the PMO in the Conservative government's time. Insofar as the public service generally is concerned, I would want to be corrected, perhaps, on minor statistics, but by and large my recollection is that there are fewer people in the Public Service of the Government of Canada now than there were in 1977 when we began restraint.

Mr. Kilgour: How about the \$581,000 for professional and special services, which is up 23 per cent? Can you tell us what kinds of professional services you are paying for?

Mr. Trudeau: I will have to ask for the assistance of my officials. I cannot, offhand, give that answer.

The Chairman: Mr. Pitfield.

Mr. P.M. Pitfield (Clerk of the Privy Council, Secretary to the Cabinet): Mr. Chairman, may I go back, in answering this, also to one of the previous questions?

I do not know to whom the hon. member was speaking, but I came into the Privy Council Office in 1963 or 1965—I forget which—by open competition, as a PCO Officer 2.

Mr. Kilgour: Last one?

Mr. Pitfield: No, I think the vast majority of our staffing—all our staffing—is done through the Public Service Commission. I think we have, on occasion, had contract employees. We do it as rarely as we possibly can. We try to use the Privy Council Office as a training post for the public service at large. We are no longer a career department; 90 per cent of our officers spent three to five years in the department, most of them three. They are drawn from right across the government,

[Traduction]

sans qu'un concours soit organisé, sont recrutés sur concours en général.

Un concours signifie que ces personnes sont embauchées dans la Fonction publique. Elles détiennent leur poste ou un certain rang parce qu'elles sont membres de la Fonction publique et le ministre ou moi-même ne peut rien faire à ce sujet. Au sein de la Fonction publique, nous pouvons bien sûr demander qu'un fonctionnaire qui, par exemple, a travaillé deux ou trois ans au bureau du Conseil privé, devienne sous-ministre dans un ministère; il est alors nommé par décret du conseil et remplacé par quelqu'un qui fait partie de la Fonction publique en général et qui provient d'un autre ministère. Donc, je ne sais pas si . . .

M. Kilgour: Vous n'avez aucune idée de ce que je demande. Il est question dans le livre bleu d'une augmentation de 22 p. 100 de vos dépenses au cabinet du Premier ministre, au Bureau du Conseil privé et au Bureau des relations fédérales-provinciales. Le nombre d'années-personnes toutefois ne change pas. Pensez-vous que c'est un exemple de restriction pour les Canadiens?

M. Trudeau: Je sais qu'il y a moins de monde au cabinet du Premier ministre que ce que n'autorise le budget et, comme je l'expliquais l'année dernière au comité, moins également qu'il n'y en avait au cabinet du Premier ministre pendant le régime conservateur. Pour ce qui est de la Fonction publique en général, on me corrigera peut-être sur quelques détails, mais si je me souviens bien, il y a moins de monde à la Fonction publique aujourd'hui qu'il n'y en avait en 1977 lorsque nous avons décidé d'imposer des restrictions.

M. Kilgour: Et les \$581,000 pour les services professionnels et spéciaux, soit une augmentation de 23 p. 100? Pourriez-vous nous dire quel genre de services professionnels vous rémunérez ainsi?

M. Trudeau: Je devrais demander l'aide de mes collaborateurs. Je ne puis vous répondre comme cela à brûle pourpoint.

Le président: Monsieur Pitfield.

M. P.M. Pitfield (greffier du Conseil privé, secrétaire du cabinet): Monsieur le président, puis-je d'abord revenir à une des questions précédentes avant de répondre à celle-ci?

Je ne sais pas à qui le député parlait mais je suis entré au Conseil privé en 1963 ou 1965, je ne sais plus trop, à l'occasion d'un concours public, au niveau 2 d'agent du Bureau du Conseil privé.

M. Kilgour: C'était le dernier?

M. Pitfield: Non, je crois que la grande majorité de nos opérations de dotation en personnel, toute notre dotation en personnel, se fait par la Commission de la Fonction publique. Il nous est arrivé d'avoir recours à des contractuels. Mais c'est aussi rare que possible. Nous essayons d'utiliser le Bureau du Conseil privé pour former en général les fonctionnaires. Nous ne sommes plus un département où l'on fait carrière; 90 p. 100 de nos agents y passent de trois à cinq ans, en général trois ans.

[Text]

not only by a wide competition process but, indeed, by a process that has been specially designed, between ourselves and the Public Service Commission, to be exceptionally wide.

Mr. Kilgour: Thank you. I am glad to be reassured, Mr. Pitfield.

Can you tell us what percentage, or what amount, of your budget is going to pay for Senator Austin and *M. Serge Joyal, qui, comme ministres, manquent de responsabilités précises, semble-t-il?*

Mr. Trudeau: What percentage of the budget?

Mr. Kilgour: Or what amount.

Mr. Trudeau: It must be there in the estimates.

Mr. Kilgour: I cannot find it. Perhaps one of your officials can tell us.

Mr. Trudeau: They are ministers of state. As ministers, their salaries come under our estimates and they are in the estimates. If you are asking for the general funding of the office, Mr. Austin is funded through the Indian Affairs and Northern Development ministry; Mr. Joyal is funded through the Secretary of State. One would have to refer there to see the amounts carried under the estimates of those departments.

The Chairman: Mr. Kilgour, this is your last question—very short, please.

Mr. Kilgour: I see that your Federal-Provincial Relations Office is going to go up by \$1.178 million, 37 per cent, this year. Could you explain to us why a 37 per cent increase is considered to be in the public interest in the present climate?

Mr. Trudeau: You are asking where the figure comes from, Mr. Kilgour?

Mr. Kilgour: No, I take it from the blue book that the FPRO is going up by \$1.178 million, or 37 per cent.

Mr. Trudeau: What page of the blue book are you referring to—just to help us?

Mr. Kilgour: Page 22-6.

Mr. Trudeau: 22-6?

• 1625

Mr. Kilgour: Yes.

Mr. Trudeau: Page 22-6, Federal-Provincial Relations Office. There again, I think, as with the member from York—Peel, you are comparing expenditures with forecasts with estimates. You cannot arrive at a clear change by comparing these three things; you would have to compare expenditures with expenditures.

Mr. Kilgour: That is all they give us to compare, as my colleague points out, Mr. Trudeau.

[Translation]

Ils viennent de toute la Fonction publique, non seulement par des nombreux concours mais également grâce à un système spécialement conçu par la Commission de la Fonction publique et nous-mêmes pour que l'éventail soit extrêmement large.

M. Kilgour: Merci. Merci de me rassurer, monsieur Pitfield.

Pourriez-vous nous dire quel pourcentage, ou quelle somme, de votre budget va payer le sénateur Austin et M. Serge Joyal *who, as ministers, do not have any precise responsibilities, as it seems to me?*

M. Trudeau: Quel pourcentage du budget?

M. Kilgour: Ou quelle somme?

M. Trudeau: Cela doit bien être dans les prévisions budgétaires.

M. Kilgour: Je n'ai pas pu le trouver. Peut-être qu'un de vos collaborateurs pourrait nous aider.

M. Trudeau: Ce sont des ministres d'État. À titre de ministres, leurs traitements sont comptés dans nos prévisions budgétaires et sont donc publics. Si vous nous demandez comment sont financés leurs bureaux, M. Austin est financé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord alors que M. Joyal est financé par le Secrétariat d'État. Il faudrait alors se reporter à ces chapitres pour voir les sommes qui leur sont affectées.

Le président: Monsieur Kilgour, c'est votre dernière question—très brièvement, s'il vous plaît.

M. Kilgour: Je vois que votre bureau des relations fédérales-provinciales va recevoir une augmentation de \$1,178,000, de 37 p. 100 donc pour cette année. Pourriez-vous nous expliquer en quoi cela servira l'intérêt public dans la situation actuelle?

M. Trudeau: Vous nous demandez d'où viennent ces chiffres, monsieur Kilgour?

M. Kilgour: Non, je les ai pris dans le livre bleu, le bureau des relations fédérales-provinciales accuse cette année une augmentation de \$1,178,000, soit 37 p. 100.

M. Trudeau: A quelle page du livre bleu êtes-vous?

M. Kilgour: Page 22-7.

M. Trudeau: 22-7?

M. Kilgour: Oui.

M. Trudeau: Page 22-7, Bureau des relations fédérales-provinciales. Là encore, je crois que comme pour la question du député de York—Peel, vous comparez les dépenses, les prévisions et les prévisions budgétaires. On ne peut avoir un tableau exact en comparant ces trois éléments; il vous faudrait comparer les dépenses avec les dépenses.

M. Kilgour: C'est tout ce qu'on nous donne à comparer, comme le signale très bien mon collègue.

[Texte]

Mr. Trudeau: Well, it is all you have in front of you, but if you wanted to look at last year's blue book you might be able to compare expenditures with expenditures.

Mr. Kilgour: They give estimates and a change. If you look at the book, you will see an estimate and a change, and so on.

The Chairman: Mr. Pitfield.

Mr. Pitfield: If I may, Mr. Chairman, there is an explanation for that, and I would like to offer it to the member.

The problem is one of utilization of man-years. You provide a certain number but you only in fact use a certain number. What we have done in the Federal-Provincial Relations Office, which is reflected also elsewhere in the Privy Council Office, is that we have had a different rate of utilization as opposed to authorized man-years. In the case of the Federal-Provincial Relations Office, it has, in fact, declined; the utilization rate has declined. However, the allocations have remained more or less constant against the development of changes such as the government organization act that was just announced by the Prime Minister.

The Chairman: Thank you, Mr. Pitfield. Thank you, Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: Thank you.

Le président: Monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Monsieur le président, je crois que M^{me} Appolloni avait signalé avant moi son intention d'adresser la parole au premier ministre et de lui poser des questions. Est-ce que vous pourriez vérifier, s'il vous plaît?

Le président: Très bien. Je vous remercie, monsieur Cousineau.

Madame Appolloni.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Cousineau. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Prime Minister, I had not intended to refer to the disarmament report in this particular committee, but now that Mr. Robinson has brought it up, I would like to clear the record, if I may.

You said you have not had time to read either the minority or the majority report. I would hasten to urge you, Mr. Prime Minister, that there is very little divergence between them; in fact, what you read in the minority, you can very easily read in the majority report. The differences are in four areas.

One of them, in which the minority report called for a freeze, we felt that would be unfair because, in essence, what it would be doing would be freezing the present Soviet superiority.

[Traduction]

M. Trudeau: Ma foi, c'est tout ce que vous avez devant les yeux mais si vous vouliez regarder le livre bleu de l'année dernière, vous réussiriez peut-être à comparer des dépenses avec des dépenses.

M. Kilgour: On nous donne des prévisions budgétaires et la différence que cela représente par rapport à l'année précédente. Si vous voulez bien vous reporter au livre, vous verrez que c'est ce qui est inscrit.

Le président: Monsieur Pitfield.

M. Pitfield: Monsieur le président, je peux fournir une explication à cela si le député le veut bien.

Il s'agit d'un problème d'utilisation des années-hommes. On en prévoit un certain nombre mais l'on en utilise en fait un autre nombre. Nous avons au bureau des relations fédérales-provinciales, comme vous le retrouverez à d'autres endroits au bureau du Conseil privé, un taux d'utilisation qui ne correspond pas au nombre d'années-hommes autorisées. Dans le cas du bureau des relations fédérales-provinciales, le chiffre a décliné; le taux d'utilisation a décliné. Toutefois, les affectations sont restées plus ou moins constantes étant donné les changements qui sont survenus comme la Loi sur l'organisation gouvernementale que vient d'annoncer le premier ministre.

Le président: Merci, monsieur Pitfield. Merci, monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Merci.

The Chairman: Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Mr. Chairman, I think that Mrs. Appolloni had called your attention before me because she wants to ask the Prime Minister a few questions. Could you please check?

The Chairman: Very well. I thank you very much, Mr. Cousineau.

Mrs. Appolloni.

Mme Appolloni: Merci, monsieur Cousineau. Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, je n'avais pas l'intention de parler du rapport sur le désarmement ici, mais maintenant que M. Robinson a soulevé la question, j'aimerais, si vous le permettez, rétablir les faits.

Vous avez déclaré que vous n'aviez eu le temps de lire ni le rapport majoritaire ni le rapport minoritaire. Je m'empresse de vous préciser, monsieur le premier ministre, qu'il y a très peu de différence entre les deux; en fait, ce que vous trouvez dans le rapport minoritaire se trouve également facilement dans le rapport majoritaire. Les différences portent sur quatre points.

D'une part, là où le rapport minoritaire demande un gel, nous avons estimé que ce serait injuste car cela reviendrait à geler la supériorité soviétique actuelle.

[Text]

The other about the Cruise missile test, we felt that the arguments to stop that were more intended to be arguments to take us out of NATO and NORAD; and if that were the case, of course it would be a totally different argument.

The other one was for referendum. I do not have to tell you, Mr. Prime Minister, how many of us feel about referenda in any context, particularly in view of the fact that we have no guarantee that the Soviet bloc would allow any kind of open referendum. We felt that the results of such a referendum would be much more a political than a bellicose weapon, and equally lethal.

Finally, there was a recommendation that we set up five or six chairs of peace studies in universities. Many of us—we did not feel very strongly about that, but the recommendation was loosely worded and nobody suggested who would pay for it: whether it would be DND which already, believe you me, has a tough enough time meeting its own budget for the weapons it needs and the payroll it has to keep, or whether it would be put to the government. I notice my friends across the road are already talking about an . . . to government restraint.

Finally, we felt that peace chairs are no more likely to cause peace than chairs of strategic studies are likely to cause a war.

They were the main differences, Mr. Prime Minister, and I would not like you to leave this room with the wrong impression.

Now, coming back to these particular estimates, Mr. Prime Minister, you will notice from my intervention earlier on that I have no doubt whatsoever that you and your government are very committed to pursuing equality for women. That is mainly the reason why I support your government, sir.

• 1630

Now, despite the highest ever female participation in the labour force, there still remains a considerable imbalance in the amount of power or influence, if you will, that women do wield in the labour force. Mr. Prime Minister, I would like to know from you what example you give in your own office. How many women are employed in the P.M.O. and, more particularly, what is their station, what is their rank?

Mr. Trudeau: On the first part of the explanation, I am grateful to have heard it; not having assisted at the debates of the committee nor, I regret, having read yet, I do take your explanation as important about the desire of Canada to follow NATO policy. Any attack on the Cruise missile that is designed to get Canada to withdraw from NATO, of course, would not have the support of the government. But thank you for the explanation.

On the question itself, I would at this time mainly want to say that in the Prime Minister's Office a good number of

[Translation]

L'autre porte sur les essais de missiles croisières, nous avons estimé que les arguments visant à les arrêter étaient surtout avancés pour nous inciter à quitter l'OTAN et NORAD, et que dans ce cas, c'était évidemment tout à fait différent.

L'autre point portait sur un référendum. Je n'ai pas besoin de vous dire, monsieur le premier ministre, ce que pensent beaucoup d'entre nous sur les référendum, quel que soit le contexte, particulièrement si l'on sait que nous n'avons aucune garantie que le bloc soviétique autoriserait ce genre de référendum libre. Nous avons donc estimé que les résultats d'un tel référendum seraient beaucoup plus politiques qu'il ne nous servirait d'arme mais serait tout à fait aussi mortel.

Enfin, il y est recommandé que nous instituions dans les universités cinq ou six chaires d'étude sur la paix. Beaucoup d'entre nous, même si nous n'avions pas d'idées très arrêtées là-dessus, ont jugé que la recommandation était mal libellée et personne ne disait qui en assumerait le coût: si ce serait le ministère de la Défense qui a déjà du mal, vous pouvez me croire, à faire suffire son budget pour les armes et les salaires qu'il doit défrayer ou si ce serait au contraire le gouvernement. Je remarque que nos collègues de l'autre côté parlent déjà d'accrocs aux restrictions gouvernementales.

Enfin, nous avons estimé que les chaires spécialisées dans les questions de paix n'avaient pas beaucoup plus de chance d'amener la paix que les chaires spécialisées dans les études stratégiques n'ont de chances de provoquer une guerre.

Enfin, ce sont, monsieur le premier ministre, les différences principales entre ces deux rapports et je ne voulais pas que vous quittiez cette salle sur une fausse impression.

Maintenant, pour revenir à ces prévisions budgétaires, monsieur le premier ministre, vous aurez remarqué dans mon intervention tout à l'heure que je suis tout à fait persuadée que vous et votre gouvernement êtes fermement engagés dans la promotion de l'égalité des femmes. C'est essentiellement la raison pour laquelle j'appuie votre gouvernement, monsieur.

Maintenant, bien qu'il n'y ait jamais eu autant de femmes dans les forces actives, il n'en demeure pas moins qu'il y a un grand déséquilibre si vous considérez le pouvoir ou l'influence qu'elles peuvent exercer. Monsieur le premier ministre, je voudrais savoir quel exemple vous pouvez nous fournir dans votre propre bureau. Combien de femmes sont employées au cabinet du premier ministre et, plus particulièrement, quel est leur échelon, leur niveau?

M. Trudeau: Je vous remercie beaucoup de l'explication que vous nous avez d'abord donnée. N'ayant pas assisté aux débats du Comité et n'ayant pas encore lu le rapport, je juge que votre explication est importante pour la participation du Canada à l'OTAN. Toute attaque sur les missiles de croisière qui viserait à faire sortir le Canada de l'OTAN ne pourrait évidemment pas être soutenue par le Gouvernement. Mais je vous remercie de votre explication.

Quant à votre question, j'aimerais tout d'abord dire qu'au cabinet du premier ministre, il y a un bon nombre de femmes

[Texte]

women hold senior positions. A number of them are known to you: the press secretary, Nicole Sénécal; my two legislative assistants, Joyce Fairbairn and Ruth Derrick; the order in council secretary—that is, the person in my office who is entrusted with ensuring that all nominees come forward who have in council appointment at the right time—is a woman, Florence Ievers; I have a political adviser, Mrs. Heather Peterson; an economic advisor, Denise Chong; and the executive assistant to the Principal Secretary, Mr. Axworthy, is Marie-Hélène Fox. So there are several women holding important posts in my office. I might add that if you just take the very top ones of an EX or equivalent category, four of the 11 are women.

In the Privy Council Office, if I turn to that, the percentage—I do not have the exact percentage, but I have the numbers; of 89 superior officials, 28 of them are women. If you compare that to previous years you will see that the number has been increasing, and there are specific plans to continue increasing the numbers next year.

Mrs. Appolloni: Thank you, Mr. Prime Minister. I will not ask how much they earn, because I am sure they earn it very well.

I want to talk about another point related to that same topic, Mr. Prime Minister, and this is on page 22-4 of the main estimates. I refer to the statutory allowance to the widow of the Former Prime Minister. I imagine that is Mrs. Pearson, Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: It is, Mr. Chairman.

Mrs. Appolloni: Yes. My point is that I remember it was he who said that behind every successful man there is a surprised woman. I would like to add that behind every successful person there is a very hard-working spouse, and I would hate to think that she, or any other future widow of a Prime Minister of Canada, would be reduced to . . . I know from the the questions we have heard from across the way that we are nickel and diming ourselves into mediocrity here, but it would really bother me to think that the widow or widower of any Canadian Prime Minister would be reduced to this sum. I do not know Mrs. Pearson's present circumstances, nor are they my concern; my concern is that we pay tribute to her. I wish, frankly, that Stanley Knowles were here. If he has to talk about widows, maybe this is a very good one to start with. It seems to me that the amount is very, very small, Mr. Prime Minister.

• 1635

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, if I might be permitted two comments on that. The first is to concede that it does not seem extraordinarily generous. Of course, the hon. member knows that that salary is set by law, and that prior to 1975 the allowance payable was one-third of the allowance payable to a former prime minister. At that time, the amount, of course, was even smaller, and I had the same reaction as the member from York; and we amended that to ensure that the allowance would be raised from one-third to one-half, and we amended the act to ensure that.

[Traduction]

aux postes supérieurs. Vous en connaissez certaines: la secrétaire de presse, Nicole Sénécal; mes deux adjointes législatives, Joyce Fairbairn et Ruth Derrick; la secrétaire des décrets du conseil, c'est-à-dire la personne qui, dans mon bureau, est chargée de s'assurer que toutes les personnes désignées pour une nomination par décret se présente au bon moment, s'appelle Florence Ievers; j'ai une conseillère politique, M^{me} Heather Peterson; une conseillère économique, Denise Chong; et le chef de cabinet du secrétaire principal, M. Axworthy, est Marie-Hélène Fox. Il y a donc plusieurs femmes qui ont des postes importants dans mon bureau. J'ajouterai que parmi les 11 premiers postes de catégorie EX ou équivalents, il y a 4 femmes.

Au bureau du conseil privé, le pourcentage, je n'ai pas ici le pourcentage exact, mais j'ai les chiffres: sur 89 fonctionnaires supérieurs, il y a 26 femmes. Si vous comparez ça aux années précédentes, vous constaterez que ce chiffre a augmenté et nous avons des plans précis pour maintenir cette tendance l'année prochaine.

Mme Appolloni: Merci, monsieur le premier ministre. Je ne vous demanderai pas combien elles gagnent car je suis sûre qu'elles gagnent bien leur vie.

J'aimerais passer à un autre point connexe, monsieur le premier ministre, et plus précisément à la page 22-5 du budget principal. Il s'agit de l'indemnité statutaire à la veuve d'un ancien premier ministre. Je suppose qu'il s'agit de M^{me} Pearson.

M. Trudeau: Oui.

Mme Appolloni: Si je pose la question c'est parce que si je me souviens bien, c'est lui qui avait dit qu'il y avait toujours une femme surprise derrière tout grand homme. J'ajouterai qu'il y a toujours un conjoint laborieux derrière toute grande personnalité et je ne voudrais surtout pas qu'elle ou qu'une autre veuve de premier ministre canadien soit réduite à . . . je sais d'après les questions que nous avons entendues venant de l'opposition, la médiocrité ne les effraie pas mais je serais vraiment ennuyé de penser que la veuve ou le veuf d'un premier ministre canadien soit réduit à cette somme. Je ne sais pas quelle est la situation actuelle de M^{me} Pearson et cela ne me regarde pas; ce qui me regarde c'est que nous lui rendions hommage. Très franchement, j'aimerais que Stanley Knowles soit ici. S'il doit parler de veuve, peut-être que ce serait là un très bon point de départ. Il me semble que cette somme est très très modique, monsieur le ministre.

M. Trudeau: Monsieur le président, j'aimerais faire deux observations là-dessus. D'abord, je suis d'accord pour dire que cela ne semble pas extraordinairement généreux. Évidemment, l'honorable député sait que le traitement est fixé en vertu de la loi, et qu'avant 1975 l'indemnité payée correspondait au 1/3 de l'indemnité versée à un ancien premier ministre. À cette époque-là, il s'agissait évidemment d'une somme encore plus faible, et j'avais eu la même réaction que le député de York. Alors, nous avons modifié la loi de manière à ce que l'indem-

[Text]

My second remark is that, in addition, Mrs. Pearson, as the widow of a former member of Parliament, is also entitled to the supplementary retirement benefit allowance paid by the House of Commons, and that, as we know, is three-fifths of the amount payable to the retired member and is subject to indexing. So, as a widow of a former Prime Minister, Mrs. Pearson receives a certain amount which is in the estimates at \$8,333 a year, but from the House of Commons she receives another amount which is, I would say, substantially in excess of that, and that is the way the law was made.

I know in my own case, if I ever retire, which God forbid, I will be eligible for two pensions: one, as a former Prime Minister, when I reach the age of 65, which I presume will have been a date long passed, and the other as a former member of Parliament. So the two must be added in order to get an idea of what that support is.

I think as members of Parliament you probably could guess at what the amount of the supplementary retirement benefit allowance is to Mrs. Pearson.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: As I said, it is well in excess of what she receives as a widow of a Prime Minister.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister. Your time is up, Mrs. Appolloni.

I have nine members who would like to ask questions. I have been very generous in the first round; I gave 15 minutes to Mr. Kilgour, Mr. Stevens and Mr. Robinson. I have been trying to keep it to 10 minutes with the last few questioners. I wonder if you would all agree that we could maybe reduce our questions to five minutes—five minutes, question and answer—so that we could get at least half of those who want to ask questions and give them that chance, democratically, to proceed.

Mr. Beatty, you are next. Would you agree to five minutes, sir, short and brief?

Mr. Beatty: Assuming that the answers were equally short and succinct.

The Chairman: That is part of the gentlemen's agreement.

Mr. Beatty: Thank you. Mr. Prime Minister, under what circumstances should Crown corporations operating in a commercial context be granted blanket immunity from criminal prosecution in your opinion?

Mr. Trudeau: Under no circumstances, Mr. Chairman.

Mr. Beatty: Are you aware of the finding in the Supreme Court of Ontario that says the conferring of agent-of-Her-Majesty status upon Uranium Canada and upon Eldorado Nuclear confers immunity from criminal prosecution? The justice says as follows:

[Translation]

nité passe du 1/3 à la moitié de l'indemnité versée à un ancien premier ministre.

Ma deuxième observation est que, en outre, M^{me} Pearson, en tant que veuve d'un ancien député du Parlement a également droit à une indemnité supplémentaire des retraites payée par la Chambre des communes, et cela, comme nous le savons, correspond aux 3/5 de la pension versée au député à la retraite, et cette somme est aussi indexée. Alors, à titre de veuve d'un ancien premier ministre, M^{me} Pearson reçoit une somme d'environ \$8,333 par année, mais la Chambre des communes lui verse une autre somme beaucoup plus substantielle je pense, et c'est la façon dont la loi a été établie.

Je sais que, dans mon cas, si jamais je prends ma retraite, j'aurai droit à deux pensions: l'une en tant qu'ancien premier ministre, quand j'aurai 65 ans, âge que j'aurai dépassé depuis longtemps, et l'autre en tant qu'ancien député. Alors il faut additionner les deux pour avoir une idée de ce qu'il en est.

Je pense qu'en tant que député du Parlement vous pourriez probablement calculer le montant de l'indemnisation supplémentaire de retraite versé à M^{me} Pearson.

Le président: Merci monsieur le Premier ministre.

M. Trudeau: Comme je l'ai dit, cette somme est de beaucoup supérieure à ce qu'elle reçoit à titre de veuve d'un premier ministre.

Le président: Merci monsieur le Premier ministre. Votre temps de parole est écoulé, madame Appolloni.

J'ai neuf députés qui aimeraient poser des questions. J'ai été très généreux au premier tour de table; j'ai accordé 15 minutes à MM. Kilgour, Stevens et Robinson. J'ai essayé de limiter les autres à 10 minutes. Seriez-vous tous d'accord pour qu'on réduise le temps de parole à cinq minutes—cinq minutes pour les questions et réponses—de sorte qu'au moins la moitié de ceux qui ont demandé de prendre la parole aient l'occasion de le faire.

Monsieur Beatty, vous avez la parole. Êtes-vous d'accord pour vous en tenir à cinq minutes monsieur, court et bref?

M. Beatty: Pourvu que les réponses seront aussi brèves et succinctes.

Le président: Cela fait partie de l'entente.

M. Beatty: Merci. Monsieur le Premier ministre, dans quelle circonstance, selon vous, des sociétés de la Couronne fonctionnant dans un contexte commercial devraient-elles jouir d'une immunité complète contre des poursuites au criminel?

M. Trudeau: Dans aucune circonstance, monsieur le président.

M. Beatty: Êtes-vous au courant de la décision de la Cour suprême de l'Ontario qui dit que le statut de mandataire de Sa Majesté accordé à Uranium Canada et à Eldorado Nuclear leur confère l'immunité contre des poursuites au criminel? Le juge dit ce qui suit:

[Texte]

In summary, I find (a) neither of these Crown agents can be implicated in a criminal case, each having Crown immunity unaffected by the Combines Investigation Act.

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, the hon. member asked me about blanket immunity. I said under no circumstances. There are cases where the courts will decide immunity, and I take it that this is one.

Mr. Beatty: Then in what circumstances do you as Prime Minister, believe that it is justified that Crown corporations should be immune from prosecution under the Combines Investigation Act?

Mr. Trudeau: As Prime Minister, I would not want there to be a blanket immunity for anyone. I would want to examine the particular case and read the particular judgment in that case. I have not read this particular judgment.

• 1640

Mr. Beatty: You are aware of the fact that the court has found the conferring of agent-of-Her-Majesty's status grants immunity from criminal prosecution, including immunity from prosecution under the Combines Investigation Act. Do you believe that federal Crown corporations operating on commercial context should be immune from the application of the Combines Investigation Act?

Mr. Trudeau: Well, the hon. member is asking me—

Mr. Beatty: A statement of policy, Mr. Trudeau.

Mr. Trudeau:—for a statement of policy in a matter where the courts have just rendered judgment Mr. Chairman. I would want to look at that judgment and consider the effects of it. Certainly if they have judged there is immunity it is not as a result of any government policy, it is a result of the law which has existed and of Crown privilege which has existed time immemorial.

Mr. Beatty: Is the Prime Minister prepared to amend the legislation to ensure it is made clear that Crown corporations operating on commercial context have no immunity from the Combines Investigation Act?

Mr. Trudeau: Well, Mr. Chairman, the hon. member knows that, because he was the minister responsible for that area when he was minister of the Clark government—of Mr. Clark's government—he knows the general question of Crown agencies and Crown corporations is a very complex one. He, as a minister, inherited a great deal of work which had been done by his immediate predecessors, ourselves, and in the admittedly short time he was in office, he was not able to answer some of the questions he is asking now. Could I add, Mr. Chairman, I would have to also find out if this particular judgment is not under appeal. My recollection is that it is under appeal and one would have to await the final judgment before deciding

[Traduction]

En résumé, je déclare que (a) aucun de ces mandataires de la Couronne ne peut être traduit dans une cause au criminel, chacun jouissant de l'immunité de la Couronne, nonobstant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

M. Trudeau: Monsieur le président, l'honorable député m'a posé une question au sujet de l'immunité complète. J'ai dit en aucune circonstance. Il y a des cas où les tribunaux peuvent décider d'accorder l'immunité, et je vois que s'en est un.

M. Beatty: Alors dans quelles circonstances croyez-vous, en tant que premier ministre, qu'il est justifié que les sociétés de la Couronne jouissent d'immunité contre toute poursuite en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

M. Trudeau: En tant que premier ministre, je ne voudrais que personne ne jouisse d'immunité complète. Je voudrais étudier ce cas particulier et lire la décision qui a été prise dans ce cas. Je ne l'ai pas lue.

M. Beatty: Vous savez que le tribunal a déclaré que l'octroi du statut de mandataire de Sa Majesté confère l'immunité contre des poursuites au criminel, y compris contre des poursuites en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Croyez-vous que les sociétés de la Couronne fédérale fonctionnant dans un contexte commercial devraient être exemptées de l'application de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

M. Trudeau: Et bien, l'honorable député me demande . . .

M. Beatty: Un énoncé de politique, monsieur Trudeau.

M. Trudeau: . . . un énoncé de politique concernant une question sur laquelle les tribunaux viennent justement de rendre une décision monsieur le président. J'aimerais voir cette décision et étudier les effets qu'elle peut avoir. Si on a jugé qu'il y avait immunité, ce n'est certainement pas par suite d'une politique du gouvernement, c'est en vertu de la loi actuellement en vigueur et du privilège de la Couronne qui existe depuis très longtemps.

M. Beatty: Le premier ministre est-il prêt à modifier la loi pour veiller à ce qu'il soit clair que les sociétés de la Couronne fonctionnant dans un contexte commercial n'ont pas droit à l'immunité contre l'application de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

M. Trudeau: Et bien, monsieur le président, le député sait que, étant donné qu'il était ministre responsable de cette question sous le gouvernement Clark—sous le gouvernement de M. Clark—il sait que la vaste question des agences de la Couronne et des sociétés de la Couronne est très complexe. En tant que ministre, il a hérité énormément de travail qui avait été entrepris par ses prédécesseurs immédiats, nous mêmes, et pendant la brève période au cours de laquelle il a exercé ses fonctions, il ne pouvait pas répondre à certaines questions qu'il me pose maintenant. Je voudrais ajouter, monsieur le président, qu'il faudrait que je vérifie si cette décision particulière n'a pas été portée en appel. Si je me souviens bien, on en a

[Text]

whether the policy has to be changed or whether it should be changed.

Mr. Beatty: It is not yet under appeal, Mr. Prime Minister, and I would point out as well that unlike your government—that for two years, it has been incapable of introducing comprehensive Crown corporations policy. The Clark government had legislation introduced within seven months.

I am going to ask you, with regard to Bill C-102, in view of the fact that the court found that the reason why criminal immunity had been granted was these Crown corporations were given agent of Her Majesty's status. Is the Prime Minister aware of the fact that in Bill C-102 all of the new Crown corporations created with the aegis of the bill would be automatically given agent of Her Majesty's status, which according to the court would make them immune from criminal prosecution, including under the Combines Investigation Act, and secondly, that any indebtedness run up by these new Crown corporations as agents of Her Majesty would automatically be charges against the Consolidated Revenue Fund for which the people of Canada will be directly responsible?

Can the Prime Minister indicate on what basis he justifies giving commercial Crown corporations (a) this immunity and (b) the right to make automatic charges on the consolidated revenue fund without any further parliamentary approval?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, on the member's remark about having introduced legislation after seven months in office, the point is that legislation was never debated. It may have been—and there again my recollection is vague—it may have been introduced for the purpose of creating discussions—

Mr. Beatty: No.

Mr. Trudeau: —but it was introduced to be passed. I can only tell the hon. member it would have needed considerable improvement before it would have been supported by the then Official Opposition, because it was not by any means perfect legislation.

As far as his other question, I think the hon. member is referring to a matter which is being actively debated now in another committee of this Parliament. I will not invoke the rules there, but I would say I have not been following those debates closely. The minister has, the members of the Liberal caucus have and if they see fit to make representations or propose amendments, that matter will obviously be discussed with me.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister.

Monsieur Dubois.

M. Dubois: Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, j'ai trouvé curieuse la question de mon collègue de l'opposition concernant le projet de loi sur les sociétés de la Couronne, parce que j'apprends que

[Translation]

appelé de la décision et il faudrait attendre la décision finale avant de déterminer si la politique doit être changée.

M. Beatty: On en a pas encore appelé de la décision, monsieur le premier ministre, et je vous ferais remarquer aussi que contrairement à votre gouvernement—qui pendant 2 ans a été incapable de présenter une politique complète en matière de société de la Couronne, le gouvernement Clark avait présenté une loi en moins de 7 mois.

Je vais vous demander au sujet du bill C-102, étant donné que la Cour a déclaré que l'immunité avait été accordée parce que ces sociétés de la Couronne avaient obtenu le statut de mandataire de Sa Majesté, si le premier ministre sait qu'en vertu du bill C-102 toutes les nouvelles sociétés de la Couronne constituées au titre de cette loi auraient automatiquement le statut de mandataire de Sa Majesté, ce qui, selon la Cour, leur conférerait l'immunité contre des poursuites au Criminel, y compris au terme de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, et deuxièmement, que toute dette contractée par ces nouvelles sociétés de la Couronne en tant que mandataires de Sa Majesté serait automatiquement imputée au fonds du revenu consolidé dont la population du Canada est directement responsable?

Le premier ministre peut-il nous expliquer comment il justifie le fait que a) les sociétés de la Couronne commerciales jouissent d'immunité et b) qu'on puisse imputer automatiquement des sommes au fonds du revenu consolidé sans autre autorisation du Parlement?

M. Trudeau: Monsieur le président, en ce qui concerne la remarque du député au sujet de l'introduction d'une loi après 7 mois au pouvoir, il ne faut pas oublier qu'il n'y a jamais eu de débat sur cette loi. Il se peut, et je ne me souviens pas exactement, il se peut qu'on ait introduit la loi pour amorcer des discussions...

M. Beatty: Non.

M. Trudeau: ... mais la loi a été présentée en vue d'être adoptée. Permettez-moi de dire à l'honorable député qu'il aurait fallu améliorer considérablement la loi avant qu'elle ne soit appuyée par l'opposition officielle, parce que la loi était loin d'être parfaite.

Pour ce qui est de son autre question, je pense que l'honorable député parle de quelque chose qui est en train d'être débattu dans un autre comité du Parlement. Je ne vais pas invoquer le règlement ici, mais je dirais que je n'ai pas suivi le débat de près. Le ministre responsable de la question a suivi le débat, les membres du caucus libéral également, et s'ils jugent opportun de faire des représentations ou de proposer des modifications, on va évidemment en discuter avec moi.

Le président: Merci monsieur le premier ministre.

Mr. Dubois.

Mr. Dubois: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Prime Minister, I find it odd that my colleague from the opposition asked a question concerning the bill on Crown corporations, because I have just learned that the bill that they

[Texte]

c'était un bill omnibus qui touchait plusieurs lois. On nous a fait des reproches il n'y a pas longtemps sur les bills omnibus.

Monsieur le premier ministre, tout à l'heure, ma collègue, M^{me} Appolloni, demandait combien de femmes travaillaient à votre bureau.

• 1645

J'aimerais savoir, concernant la situation des francophones, quel est le pourcentage des employés présentement à votre bureau qui sont de langue maternelle française, et également quels postes d'autorité dans votre bureau sont présentement occupés par des personnes francophones? Ce sont mes deux premières questions, monsieur le premier ministre.

M. Trudeau: Monsieur le président, pour la première partie de la question, j'ai dit qu'il y avait 72 personnes en fonction dans le bureau du premier ministre; 34, soit 47.2 p. 100, soit presque la moitié, sont francophones. Ce qui est peut-être plus intéressant, c'est le fait que dans la catégorie senior, la catégorie EX, quatre sur les onze sont francophones, soit plus que le tiers.

M. Dubois: D'accord, merci.

Maintenant, monsieur le premier ministre, suite à votre passage à Radio-Québec il y a quelques jours, où vous avez parlé de la Constitution par rapport au Québec et principalement de la situation du droit de veto, j'aimerais savoir si à ce jour vous avez eu des nouvelles du gouvernement du Québec sur cette situation-là, à savoir si le premier ministre Lévesque était prêt à, pour employer votre expression, vous donner la main et à travailler sur cette situation de la formule d'amendement, et enfin, voir un peu quelle serait la situation du droit de veto du Québec. Est-ce que vous avez eu des nouvelles de cette situation-là à ce jour?

M. Trudeau: Monsieur le président, je n'ai pas eu de communication du premier ministre de la province de Québec. Tout ce que je sais, c'est que l'on m'a montré deux coupures de presse à la suite de mon entrevue avec M. Pierre Nadeau, et c'étaient des coupures qui sont mises devant moi comme une question de routine par ma secrétaire de presse; et sauf erreur, ce n'était pas en rapport avec cette réunion. Mais, je pense que cela me donne matière à répondre. Si je comprends bien, le premier ministre Lévesque interrogé a dit qu'il faudrait qu'on le prie ou quelque chose... de venir travailler avec nous à cela. Et si c'est le cas, je le prie, bien sûr.

Mais, en ce qui concerne l'article 133 précisément, et l'espoir que plusieurs députés certainement de notre côté de la Chambre, à exprimer que cet article-là qui s'applique au Québec et au Manitoba, et avec encore plus de force au Nouveau-Brunswick par son étendue, s'applique un jour à l'Ontario, j'ai noté la réponse du ministre Tom Wells, ministre des Relations interprovinciales ou intergouvernementales du gouvernement de l'Ontario, qui a dit que ce souhait que l'article 133 s'applique à l'Ontario n'était pas le souhait de la population québécoise ni certainement du gouvernement de la province de Québec.

[Traduction]

introduced was an omnibus bill. We were criticized not so long ago on these same omnibus bills.

Mr. Prime Minister, awhile ago, my colleague Mrs. Appolloni asked how many women worked in your office.

With respect to the situation of francophones in your office, could you tell us what is the percentage of employees whose mother tongue is French, and also what senior positions are presently occupied by francophones? Those are my first two questions, Mr. Prime Minister.

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, with respect to the first part of the question, I have already mentioned that 72 people work in the PMO's office; 34, that is 47.2 per cent, or almost half are francophones. What is more interesting, is that within the executive category, four out of eleven are francophones, that is more than one-third of the staff.

Mr. Dubois: Very well, thank you.

Prime Minister, following your appearance on Radio-Québec a few days ago, at which time you spoke of the Constitution with respect to Quebec and principally of the right of veto, have you since had any news from the Government of Quebec; that is, has Premier Levesque shown that he is ready, to use your expression, to give you his hand and to work on the amendment formula, and to see of course what eventually might be done regarding Quebec's right of veto? Could you provide an update on that particular situation?

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, I have had no communication from the Premier of the Province of Quebec. To my knowledge, all I have seen are two press clippings following my interview with Mr. Pierre Nadeau, clippings which are put before me on a routine basis by my press secretary; and unless I am mistaken, it had nothing to do with that particular meeting. However, I think I should elaborate further. If I understood correctly, Premier Levesque when asked, answered that we would have to beg him or something of that nature... to come to work with us on this matter. If that is the case, of course, I do beg him to do so.

However, with respect more particularly to Section 133, and the hope expressed by many members, certainly on our side of the House, that this section which now applies to Quebec and Manitoba, and even more rigourously to New Brunswick as a whole, will be one day applied to Ontario, I noted the answer of Mr. Tom Wells, Minister for Interprovincial or Intergovernmental Affairs for the Government of Ontario, that this desire that Section 133 apply to Ontario was not supported by the population of Quebec, and certainly not by the government of the Province of Quebec.

[Text]

Pour ce qui est de la population québécoise, sauf erreur, M. Wells est victime d'une méprise parce que je crois que la population québécoise aimerait bien que cette égalité du traitement accordé à la langue minoritaire existe entre l'Ontario et le Québec. Mais, je pense que ce qu'il a dit, d'après une autre coupure, le premier ministre, M. Davis, lui-même, donnait écho au même sentiment. Je pense que sur l'attitude du gouvernement québécois, les ministres de l'Ontario ont raison. Le gouvernement québécois ne s'est jamais, je parle du gouvernement péquiste, ne s'est jamais battu, à ma connaissance, et n'a jamais fait pression, à ma connaissance, pour que le gouvernement de l'Ontario adopte cette politique d'application de l'article 133 à l'Ontario. Et si M. Wells a raison, j'espère qu'enfin le gouvernement péquiste passera aux actes et posera un geste à la prochaine conférence. Il n'est pas nécessaire d'attendre la prochaine conférence constitutionnelle, qu'il le fasse à la conférence annuelle des premiers ministres provinciaux qui se réunissent tous les étés, qu'il fasse un geste pour essayer d'appuyer la lutte que nous faisons depuis fort longtemps pour accroître les droits des minorités francophones de l'Ontario et des autres provinces.

• 1650

Mais, si par hasard, M. Wells n'a pas eu raison de dire cela, j'aimerais que le gouvernement péquiste nous dise quand et où ils ont appuyé cette demande, ce souhait du gouvernement fédéral. Certainement jamais, autant que je sache. Peut-être ont-ils parlé directement aux gens de l'Ontario, auquel cas ils devraient contredire les dires de M. Wells. Mais je pense que nous connaissons assez bien l'idéologie péquiste pour savoir qu'il n'est pas de leur intérêt, ni de leur propos, de protéger les minorités francophones des autres provinces. Ils voient l'avenir comme un Canada anglais partout dans ce pays, sauf au Québec, où un Québec indépendant serait hypothétiquement entièrement francophone. Les politiques qu'ils ont adoptées ne les ont jamais amené à appuyer le gouvernement fédéral lorsque nous avons voulu donner l'égalité à la langue française dans toutes les institutions nationales d'une mer à l'autre. C'est une lutte, comme vous le savez, monsieur le président, que nous avons dû mener contre le gouvernement québécois plutôt qu'avec son appui.

Le président: Merci monsieur le premier ministre. Monsieur Clarke.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Thank you, Mr. Chairman. I want to ask the Prime Minister about his estimates for the Office of the Prime Minister as outlined on page 22-6 of the main estimates. I note that the estimates for 1982-83 show \$4,196,000, which is an increase of 24 per cent, and that it includes 94 person-years authorized. Further, in the program description I note that the estimate includes, in addition to the Office of the Prime Minister, the residence. It is particularly the residence that I am concerned about, Mr. Chairman. Could the Prime Minister tell the committee how many household staff are included in that estimate?

Mr. Trudeau: It is 10, including the driver, Mr. Chairman.

[Translation]

Unless I am mistaken, Mr. Wells has misread the Quebec population, because I believe that indeed it does wish to see equal treatment of the language minority between Ontario and Quebec. However, what I believe he actually said, according to another clipping, has been reflected by Premier Davis himself. Regarding the attitude of the Quebec Government, the Ontario ministers are quite right. The Quebec government, and I mean the PQ Government, to my knowledge has never fought, has never made any pressure on the Government of Ontario a policy implementing Section 133 in Ontario. And if Mr. Wells is right, I hope that at last the PQ Government will make some move at the next conference. It is not necessary to wait until the next constitutional conference, he could easily do so at the next annual conference of Provincial Premiers, who meet every summer, let him make some move to support our long struggle to increase the rights of the francophone minority in Ontario and in other provinces.

However, by chance Mr. Wells was not right in saying that, let the PQ Government tell us when and where they have supported this request, this wish of the Federal Government. To my knowledge, they have never done so. Perhaps they spoke directly to the people of Ontario, in which case, they should certainly deny Mr. Wells' statement. But, I think that we know the PQ ideology well enough to know that it is not in their interest, nor their intention to protect the francophone minority of other provinces. They see Canada in the future as completely English everywhere, except in Quebec, where an independent Quebec would hypothetically be completely French speaking. The policies which they have adopted have certainly never led to support of the Federal Government when we tried to ensure equality of the French language in all national institutions from sea to sea. As you know, Mr. Chairman, it was a struggle against the Quebec Government, rather than with its support.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister. Mr. Clarke.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Merci, monsieur le président. Ma question au Premier ministre porte sur le budget de dépenses au Bureau du premier ministre décrit à la page 22-7 du Budget principal. Les dépenses pour l'année financière 1982-83 s'élèvent à \$4,196,000, soit une augmentation de 24 p.100, et un personnel autorisé de 94 années-personnes. Je note aussi qu'en plus du bureau du premier ministre, le programme de dépenses comprend aussi les dépenses de résidence. C'est surtout à ce sujet que je m'inquiète, monsieur le président. Le Premier ministre pourrait-il dire au comité combien de personnes il emploie à la résidence?

M. Trudeau: Dix, y compris le chauffeur, monsieur le président.

[Texte]

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Does that include both residences, Mr. Chairman?

Mr. Trudeau: There is no permanent staff at the country residence at Lac Mousseau. When I live up there, I move staff from 24 Sussex, with the exception of a charwoman, I believe, who goes up there when I am not there to keep the house aired and tidy and so on, who is not on my staff.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, I think it is well known that the Prime Minister makes no payment whatever for the occupancy of the Prime Minister's official residences. Could he tell the committee what happens about personal expenses like child care costs, for example. Are those people included in the staff of 10 which he has alluded to?

Mr. Trudeau: Yes, Mr. Chairman. When figures are given, they do include one of the staff who, in my case particularly, looks after the children as opposed to other members of the staff who serve at table, or make the beds, or keep the house generally clean and tidy.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, could the Prime Minister then inform the committee about what precisely the Prime Minister himself must pay out of his salary of \$100,000-plus for living expenses attached to the residence?

Mrs. Appolloni: On a point of order, Mr. Chairman. I understood we were here to discuss government money, not private moneys that happen to belong to the witness.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): The question was asked if the Prime Minister could tell us what he does not provide out of his government-provided salary of \$100,000?

• 1655

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, it is somewhere in the Official Residences Act. I do not have it here. But, out of memory, I would remind the hon. member that the Prime Minister is under the Official Residences Act, as is the official Leader of the Opposition and, indeed, as is the Speaker of the House of Commons. They are all supplied with an official residence, with the staff for that residence; there is even a specific provision indicating that, when the inhabitant of the Leader of the Opposition's office has young children, an extra person can be hired at public expense to look after that young family. These provisions, in the case of the Prime Minister, cover food, beverages and generally what is required to run a house. If the hon. member is asking me what I pay for, I am afraid we might get into small details, but—

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I am not asking for that—

The Chairman: That is out of order. What you do with your money, Mr. Prime Minister, is your own business.

Mrs. Appolloni: Hear, hear!

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman, what I was asking, if I could just have a final question . . . I wanted

[Traduction]

M. Clarke (Vancouver Quadra): S'agit-il là du personnel des deux résidences, monsieur le président?

M. Trudeau: Il n'y a pas de personnel permanent à la résidence de campagne du lac Mousseau. Lorsque j'y habite, j'emmène avec moi le personnel du 24 Sussex, sauf pour une femme de journée, je crois qui garde la maison en ordre quand je n'y suis pas; elle ne fait pas partie de mon personnel.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, c'est bien connu qu'il n'en coûte absolument rien au Premier ministre pour loger dans ses deux résidences officielles, peut-il dire au comité quelles sont ses dépenses personnelles consacrées aux enfants, par exemple. Les gouvernantes font-elles partie des dix employés qu'il a mentionnés?

M. Trudeau: Oui, monsieur le président. Dans mon cas, ce chiffre de dix comprend une personne qui s'occupe des enfants, tandis que les autres membres du personnel servent à la table font les lits ou s'occupent de nettoyer la maison.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Alors, monsieur le président, le Premier ministre peut-il nous dire exactement ce qu'il paie lui-même de son salaire de plus de \$100,000 pour ses dépenses personnelles relatives à la résidence?

Mme Appolloni: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Il me semble qu'on devait discuter des fonds du gouvernement, non pas de l'argent appartenant au témoin.

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'ai demandé au Premier ministre s'il pouvait nous dire ce qu'il ne paie pas à même son salaire de \$100,000 que lui paie le gouvernement.

M. Trudeau: Monsieur le président, on peut retrouver cela dans la Loi sur la résidence du Premier ministre. Je ne l'ai pas sous les yeux. Si je me souviens bien toutefois je dois rappeler à l'honorable député que le Premier ministre tombe sous le coup de la Loi sur la résidence du Premier ministre, comme c'est le cas du leader officiel de l'opposition, et en fait comme c'est le cas de l'orateur de la Chambre des communes. Tous ont droit à une résidence officielle, y compris le personnel nécessaire; il y a même une disposition particulière qui prévoit si le leader de l'opposition a de jeunes enfants, qu'il puisse engager une personne de plus aux frais des contribuables pour s'occuper de ses enfants. Selon les dispositions de la loi, dans le cas du Premier ministre, cela couvre les aliments, les boissons, et tout ce qu'il faut pour tenir maison. Si l'honorable député veut savoir ce que je fais de ma poche, il faudra rentrer dans de menus détails, toutefois . . .

M. Clarke (Vancouver Quadra): Ce n'est pas ce que je demande . . .

Le président: Votre question est hors de propos. Monsieur le Premier ministre, ce que vous faites avec votre argent est votre affaire.

Mme Appolloni: Bravo!, bravo!

M. Clarke (Vancouver Quadra): Si vous me permettez une dernière question, monsieur le président, je voulais savoir si le

[Text]

to know if the Prime Minister himself, or—let us keep it so that it will keep Mrs. Appolloni happy—if the government provides, in addition to the things we have heard about, all the services at the residence, such as the garden, and the police, and the car, and the driver, and the food, and the liquor, and the things that normal Canadians pay for . . . does the Prime Minister pay for any of the things that normal Canadians pay for? That is the kind of question to which he should know the answer.

Some hon. Members: Hear, hear!

Some hon. Members: Oh, oh!

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): The question is put, Mr. Chairman.

M. Cousineau: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Un instant! A l'ordre! Monsieur Cousineau fait un rappel au Règlement.

M. Cousineau: Monsieur le président, habituellement, à ce Comité, on garde un ton assez pondéré et si l'honorable député n'est pas . . . Je ne crois pas qu'il soit membre de ce Comité, il l'est . . . Bien., de toute façon, je ne le vois pas tellement souvent! Mais il reste une chose, c'est que tous les autres députés de l'opposition ont gardé un ton respectueux en s'adressant au premier ministre. Alors, je me demande . . . même si la question du député d'Edmonton semble peut-être . . . correcte . . . Alors, je me tais et je demande au député, M. Clarke, de faire attention à ses paroles, s'il vous plaît.

M. Kilgour: Est-ce qu'il faut répondre ou non? C'est simple comme question.

An hon. Member: The question was put, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. The witness can answer, or he is free not to answer, as far as I am concerned.

Mr. Kilgour: I bet you he does not answer.

Mr. Trudeau: How much do you want to bet? If you are serious, put your money on the table.

Some hon. Members: Oh, oh!

Mr. Kilgour: I will bet you a nickel.

Mr. Trudeau: That is what the question is worth.

The Chairman: Your time is up.

Mr. Kilgour: I win the nickel.

Le président: Monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président. Combien de temps ai-je?

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: On a point of order, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Yes, Mr. Chairman. I know that the committee members would be very interested to know this. I think there has been a significant advance made, in that earlier the Prime Minister indicated that he would be willing to turn various documents over, or at least he would consider turning

[Translation]

Premier ministre lui-même . . . ou plutôt pour respecter les désirs de M^{me} Appolloni—si en plus de ce qu'a décrit le Premier ministre, le gouvernement payait tous les services de la résidence, comme l'entretien du jardin, la police, la voiture, le chauffeur, les aliments, les spiritueux, et toutes autres choses que doivent payer normalement les Canadiens. Le Premier ministre paie-t-il pour ces choses que doivent acheter normalement les Canadiens? Il devrait connaître les réponses à ces questions.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Clarke (Vancouver Quadra): J'ai posé ma question, monsieur le président.

Mr. Cousineau: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: One moment, please! Order please! Mr. Cousineau, on a point of order.

Mr. Cousineau: Mr. Chairman, normally members of this committee try to be more level headed, and if the honourable member is not . . . I do not believe that he is a member of the committee, he is . . . very well . . ., in any case I do not see him here very often! The fact remains, that other members of the opposition have been respectful of the Prime Minister. So I would ask . . . even if the question of the Member for Edmonton may seem . . . correct . . . very well, I will stop and request the Member, Mr. Clarke, to be more respectful, please.

Mr. Kilgour: Must he answer or not? The question seems simple enough.

Une voix: Une question a été posée, monsieur le président.

Le président: Oui. Le témoin peut répondre, ou quant à moi, il est libre de ne pas répondre.

M. Kilgour: Je vous parie qu'il ne répondra pas.

M. Trudeau: Combien voulez-vous parier? Si vous êtes sérieux, montrer la couleur de votre argent.

Des voix: Oh, oh!

M. Kilgour: Je gage 5c.

M. Trudeau: C'est à peu près ce que vaut la question.

Le président: Votre temps de parole est écoulé.

M. Kilgour: Je gagne le 5c.

The Chairman: Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman. How much time am I allowed?

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: M. Stevens sur un rappel au Règlement.

M. Stevens: Oui, monsieur le président. Mon propos intéressera sûrement les membres du comité. Je crois qu'on a fait beaucoup de progrès puisque plus tôt, le Premier ministre a indiqué qu'il serait prêt à divulguer certains documents ou, au moins serait prêt à divulguer ces documents concernant le

[Texte]

them over, touching on the uranium cartel. He indicated that he thought the former government should be willing to do likewise. The former Prime Minister has authorized me to tell the committee that he is perfectly willing to turn over all of his documents, privileged or otherwise, touching on the uranium cartel, if the Prime Minister will do likewise with respect to his documents.

Some hon. Members: Hear, hear!

An hon. Member: That is not a point of order.

The Chairman: Mr. Stevens, with all due respect, you have to recognize that you are actually asking for more time to debate this question with the Prime Minister. If you want to make deals, I think this committee will allow you to make them; but I think that, in the context of the meeting right now, I cannot accept your point of order, sir. It is not a point of order. It is a question of negotiating some exchanges between the Prime Minister and the former Prime Minister, and I cannot entertain that as a point of order.

Mr. Cousineau.

Mr. Stevens: Well, on the—

Mr. Trudeau: I will answer that. I am quite prepared to answer that, because I think the hon. member has made an offer. I will counter that. I would be prepared to render public all documents in the possession of my government, present or past, having to do with the movement of the Canadian Embassy from Tel Aviv to Jerusalem, if his government would do the same thing.

The Chairman: Thank you, Mr. Prime Minister.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Is it a new point of order, Mr. Stevens?

Mr. Stevens: Yes.

• 1700

The Chairman: A new point of order. I will cut you off at the pass; all right, go ahead.

Mr. Stevens: All right. Thank you, Mr. Chairman.

Does the present Prime Minister by inference mean that he will turn over the uranium cartel documents at the same time he turns over these embassy documents, and if so, I will take that message back to the former Prime Minister.

An hon. Member: That is not a point of order.

Le président: Monsieur Cousineau.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président.

Une voix: Silence!

M. Cousineau: Quand l'honorable député a pris la parole, je l'ai laissé poser des questions au premier ministre.

Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre . . .

[Traduction]

cartel sur l'uranium. Il a aussi laissé entendre que le gouvernement précédent devrait être prêt à faire de même. Son prédécesseur m'autorise à dire au comité qu'il serait tout à fait prêt à divulguer tous ces documents, confidentiels ou autres concernant le cartel de l'uranium, si le Premier ministre veut bien faire de même.

Des voix: Bravo!

Une voix: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

Le président: Monsieur Stevens, sauf tout le respect que je vous dois, vous devez admettre qu'en vérité vous demandez un autre temps de parole pour discuter de cette question avec le Premier ministre. Si vous désirez conclure un marché, le comité vous le permettra sans doute; mais dans le contexte actuel, je ne peux accepter votre rappel au Règlement. Ce n'est pas un rappel au Règlement. C'est une négociation sur des échanges entre le Premier ministre et son prédécesseur, et votre rappel au Règlement est irrecevable.

Monsieur Cousineau.

M. Stevens: Alors . . .

M. Trudeau: Je répondrai. Je veux bien répondre, car l'honorable député a fait une offre. Je lui fais une contre-proposition. Je suis prêt à divulguer tous les documents de mon gouvernement, actuels et des gouvernements précédents, concernant le déplacement de l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem, si son gouvernement veut bien faire de même.

Le président: Merci, monsieur le Premier ministre.

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Est-ce un nouveau rappel au Règlement, monsieur Stevens?

M. Stevens: Oui.

Le président: Un nouveau rappel au règlement. Je vous arrêterai autrement; allez-y.

M. Stevens: Très bien, merci, monsieur le président.

Faut-il conclure que le premier ministre actuel remettra ces documents sur le quartel de l'uranium en même temps que ceux concernant l'ambassade; le cas échéant, je remettrai ce message à l'ancien premier ministre.

Une voix: Ce n'est pas un rappel au règlement.

The Chairman: Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman.

An Hon. Member: Silence!

Mr. Cousineau: When the honourable member has the floor, I let him ask his questions to the Prime Minister.

Thank you, Mr. Chairman.

Prime Minister . . .

[Text]

Mr. Herbert: On a new point of order.

The Chairman: Mr. Herbert, on a new point of order.

Mr. Herbert: At what time are you going to call adjournment?

The Chairman: I was going to call it at 5 o'clock, but I was going to recognize Mr. Cousineau because he has been on my list for a long time.

Mr. King: So have I.

The Chairman: One of my assiduous members of this committee, Mr. King, if you would like to, and if the committee agrees, I think you should also be recognized. So the last two speakers will be Mr. Cousineau and Mr. King.

Mr. Cousineau: Mr. Chairman, I will be very co-operative. If you want to end this at 5 o'clock, I could talk privately with the honourable Prime Minister very easily tomorrow in the House of Commons.

The Chairman: Are you giving up your turn, Mr. Cousineau?

Mr. Cousineau: That is right, sir.

The Chairman: Mr. King, for five minutes.

Mr. Cousineau: On the condition we close.

The Chairman: On the condition we quit at 5 o'clock.

Mr. Cousineau: Yes. If we do not close at 5 o'clock, I am going to ask my question of the Prime Minister.

The Chairman: I put it to you, Mr. Cousineau, that I would entertain two questioners, you and Mr. King, for five minutes, if the committee agrees—

Mr. Cousineau: Go ahead.

The Chairman: —as the last two speakers.

Mr. Cousineau: Okay.

Mrs. Appolloni: I want to hear Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: You want to hear me?

Mrs. Appolloni: Yes, sir.

M. Cousineau: Monsieur le premier ministre, en 1969, nous avons procédé à la délimitation de la Région de la capitale nationale. Vous connaissez, je crois, la position de mon honorable collègue, le docteur Gaston Isabelle, en ce qui concerne la création d'un district fédéral. Je pense aussi que vous connaissez la position du député du comté de Pontiac—Gatineau—Labelle qui est très sympathique à cela. Je dois vous avouer que je deviens de plus en plus sympathique à cette histoire de création d'un district fédéral. Chez nous, j'en entends parler tous les jours. Et pour vous prouver que les députés fédéraux ne sont pas les seuls, je dois dire que les députés provinciaux, dernièrement, ont demandé au gouvernement du Québec un statut particulier à la suite du désastre causé par l'augmentation de la taxe sur l'essence au Québec, et à la suite de l'application de la Loi 101 en ce qui concerne la langue

[Translation]

M. Herbert: J'invoque un nouveau rappel au règlement.

Le président: M. Herbert, sur un nouveau rappel au règlement.

M. Herbert: A quelle heure allez-vous lever la séance?

Le président: J'allais le faire à 5h00, je voulais d'abord donner la parole à M. Cousineau, car il est inscrit à la liste depuis longtemps.

M. King: C'est mon cas aussi.

Le président: Vous êtes un des membres assidus du comité, monsieur King, et si le comité le permet, je vous donnerai aussi la parole. Les deux derniers intervenants donc sont M. Cousineau et M. King.

M. Cousineau: Dans un esprit de coopération, monsieur le président, si vous désirez terminer la séance à 5h00, je pourrai poser mes questions aussi facilement en privé demain à la Chambre.

Le président: Cédez-vous votre tour, monsieur Cousineau?

M. Cousineau: Justement, monsieur le président.

Le président: Monsieur King, vous avez 5 minutes.

M. Cousineau: Sous condition qu'on ajourne.

Le président: Sous condition qu'on termine à 5 heures.

M. Cousineau: Oui. Sinon, je voudrais poser mes questions au premier ministre.

Le président: Je vous ai dit, monsieur Cousineau, que j'accepterai deux autres intervenants, vous-même et M. King, pour 5 minutes chacun avec l'accord du comité...

M. Cousineau: Allez-y.

Le président: ... et que vous seriez les derniers intervenants.

M. Cousineau: Très bien.

Mme Appolloni: Je veux entendre M. Cousineau.

M. Cousineau: Vous voulez m'entendre?

Mme Appolloni: Oui, monsieur.

Mr. Cousineau: Mr. Prime Minister, it was in 1969 that we established that the boundaries of the national capital region. You are no doubt aware of the position of my honourable colleague, Dr. Gaston Isabelle, with respect to the creation of a federal district. You are also no doubt aware of the position of the member for Pontiac—Gatineau—Labelle, who is most sympathetic to that proposal. I must admit, that I am also more and more favourable to the creation of a federal district. People talk to me about it every day. And to show that the federal members of Parliament are not the only ones who think about it, I must say that lately, the provincial MLAs have asked the Government of Quebec to grant special status to the region following the disastrous increase in the gas tax in Quebec, and following the implementation of Bill 101 with respect to the language of education, which has nearly wiped

[Texte]

d'enseignement qui a réduit quasiment à zéro la construction de résidences, étant donné que les gens d'Ottawa ne traversent pas la rivière pour se faire construire, parce qu'ils ne peuvent pas faire instruire leurs enfants dans leur langue maternelle, l'anglais. Le référendum de 1980 qui a donné une majorité, c'est-à-dire un pourcentage de 60 ou 70 contre 30 p. 100, a démontré un certain attachement, ou plutôt un attachement très profond au Canada.

Seriez-vous en faveur de la création d'un district fédéral? Sinon, est-ce que vous auriez des réflexions à faire à ce sujet? Cette question de district fédéral, est-ce du domaine de la possibilité ou si, juridiquement, c'est impossible?

M. Trudeau: Monsieur le président, c'est une proposition intéressante et qui, de fait, a été discutée... Vous parlez de 1969...

M. Cousineau: Des délimitations de la Région de la capitale nationale.

M. Trudeau: C'était à ce moment-là une question que nous avions débattue dans les conférences fédérales-provinciales sur la Constitution. Nous avions songé à la possibilité de faire sinon un district fédéral dans le sens du district de Washington, aux États-Unis, qui a une complète autonomie par rapport à tout autre État, nous avions songé à la possibilité de faire une étape intermédiaire où les trois niveaux de gouvernement, le gouvernement provincial de l'Ontario, le gouvernement provincial du Québec et le gouvernement fédéral, auraient pu avoir une sorte d'administration conjointe, où ils auraient pu faire des installations du genre de celle dont vous parlez pour les écoles, et éventuellement pour les transports, etc. mest7920-1030

• 1705

Et cette discussion a échoué, parce que, dans ces années-là, les autorités québécoises nous ont dit clairement qu'elles ne voulaient pas considérer ou s'engager dans cette sorte d'administration conjointe. Je ne sais pas que la question ait été posée dernièrement au gouvernement actuel de la province de Québec. Je pense qu'il est presque évident, il va presque de soi qu'il ne serait pas prêt à le faire; mais je vais m'enquérir d'une façon ou d'une autre pour voir si cela pourrait entrer dans le désir du gouvernement québécois et si oui, je pense qu'il vaudra la peine, à la prochaine rencontre, de réexaminer l'idée, parce qu'il y a certainement des avantages pour la population et pour l'image que la Capitale du pays doit projeter d'une mer à l'autre, à savoir d'être une capitale où il y a une collaboration entre les deux paliers de gouvernements et où, dans les domaines que vous signalez, il y a une mobilité de part et d'autre de la frontière qui est la rivière des Outaouais.

M. Cousineau: Merci, monsieur le premier ministre. C'est-à-dire..., que la porte est ouverte, encore une fois, à certaines négociations.

M. Trudeau: En ce qui nous concerne. Mais elle avait été fermée il y a plusieurs années par le gouvernement de la province de Québec et il faudrait que je vérifie si maintenant ils sont prêts à l'entrouvrir.

[Traduction]

out housing construction since people from Ottawa are no longer crossing the river to build homes, since they cannot have their children educated in their mother tongue, English. The 1980 referendum, between 60 and 70 per cent against 30 per cent of the population showed they had a certain attachment, or rather a very profound attachment to Canada.

Would you be in favour of creating a federal district? If not, could you tell us why? Is the whole issue of a federal district within the realm of possibility, or is it illegally impossible?

Mr. Trudeau: It is an interesting proposal, Mr. Chairman which indeed has been discussed... You mention 1969...

Mr. Cousineau: Yes the year the boundaries of the national capital region were established.

Mr. Trudeau: Indeed, at that time, the matter was debated at the federal-provincial conferences on the Constitution. We had thought of either creating a federal district similar to that in Washington, which is completely autonomous in relation to other states, or taking an intermediate step, to the creation of a federal district, wherein the three levels of government, the Government of Ontario, the Government of Quebec and the federal government would administer the district jointly, particularly facilities such as schools, transport perhaps, et cetera.

However, the proposal was defeated, since at that time, the Quebec authorities had clearly refused to consider the matter or participate in any such joint administration. I am not sure that lately the proposal has been put to the present government of the Province of Quebec. I think it is fairly obvious, almost certain that they would not consider such a proposal; but I shall certainly enquire, in one way or another as to what are the feelings of the Quebec government in this regard, and if favourable, I think at our next meeting, it maybe worthwhile to reconsider the idea, since there are certainly some advantages to the population, and it would certainly enhance the image of the national capital across the country, that in the capital the two levels of government can collaborate, and that there is a certain mobility in the areas you have mentioned, across the Ottawa River boundary.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Prime Minister. Then, the door is once again open to certain negotiations.

Mr. Trudeau: Certainly, on our part. But several years ago, it had been closed by the government of the Province of Quebec, and I will check to see if they are now ready to crack it open.

[Text]

M. Cousineau: Merci.

Le président: Merci, monsieur Cousineau.

Mr. King:

Mr. King: Mr. Prime Minister, if we provide you a list of documents related to the uranium cartel situation, will you agree to release these documents as per your conditional response?

Mr. Trudeau: Why do you not take my earlier answer: provide the list of documents and I will see if anything in it can be declassified without contravening the general rules of confidentiality.

Mr. King: So the answer is no.

An hon. Member: No.

An hon. Member: Very strange, very strange.

Mr. Trudeau: Mr. Chairman, I am asked for short answers. If I must give a short answer, it is, it depends: two words.

What was Stevens telling you to ask me? He speaks for himself.

Mr. King: Let me ask you, is there a concern you have that documents may incriminate your own position, your own person?

Mr. Trudeau: Only the member from York-Peel.

Mr. King: No, but I am asking about yourself.

Mr. Trudeau: You are taking a bigger chance than you know, because there is no danger that it would incriminate me, but there might be a danger that, knowing the hon. member, it might incriminate him in some way.

An hon. Member: There is no worry.

Mr. Trudeau: Well, then, neither of us is worried.

Mr. Chairman, my recollection of it is that the only documents which were not shown to Mr. Bertrand, who wrote the report, and his lawyers, are Cabinet minutes; and these, I must insist, are privileged. They are covered by oath. They cannot be communicated. One exception was made, to my knowledge. It was in the case of the McDonald commission of inquiry. I am not prepared to generalize that practice any more, I am sure, than the Conservative government headed by Mr. Clark or the Conservative government headed by Mr. Diefenbaker, I guess in the name of whom would have to speak the surviving privy councillors of that day, would be prepared to make all these records of Cabinet discussions public. It is against every tradition of Parliament and it is, I repeat, implicitly prohibited by the oath of office.

If there are other documents, I tell him now if he is going to ask me to make the minutes of Cabinet discussion public, the answer is no, just as Mr. Clark's or Mr. Diefenbaker's privy councillors' answer would be no. But if he is going to give the other documents, which Mr. Bertrand did not feel necessary, I will see what they are and I will see if they can be declassified.

[Translation]

Mr. Cousineau: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Cousineau.

Monsieur King.

M. King: Monsieur le premier ministre, si on vous fournissait une liste des documents portant sur le cartel de l'uranium, seriez-vous prêt à les publier selon les conditions que vous avez posées?

M. Trudeau: Pourquoi n'acceptez-vous pas ma réponse antérieure? Fournissez la liste des documents, et je vérifierai si certains peuvent être publiés sans enfreindre les règles générales du secret.

M. King: Alors la réponse est non.

Une voix: Non.

Une voix: Très étrange, très étrange.

M. Trudeau: Monsieur le président, on m'a demandé de répondre brièvement. Si je dois donner une réponse brève, elle sera: cela dépendra, deux mots.

Quelle question M. Stevens vous-a-t-il dit de me poser? Il pourrait parler à son propre compte.

M. King: Craignez-vous que certains de ces documents puissent compromettre votre position ou vous-même?

M. Trudeau: Seulement le député de York-Peel.

M. King: Mais pas vous?

M. Trudeau: Le risque est plus grand que vous ne le croyez, car quoi qu'il n'y ait aucun danger à mon sujet, connaissant l'honorable député, vous risquez que cela le compromette d'une façon ou d'une autre.

Une voix: Il n'y a rien à craindre.

M. Trudeau: Alors nous n'avons pas à nous en faire ni l'un ni l'autre.

Monsieur le président, si je me rappelle bien, les seuls documents que M. Bertrand, qui a écrit le rapport, et ses avocats n'auraient pas vu sont les procès-verbaux du Cabinet; et ces derniers, je dois insister, sont confidentiels. Ils tombent sous le serment du secret, et ne doivent pas être communiqués. Il n'y a eu qu'une exception à ma connaissance, dans le cas de la Commission royale d'enquête MacUonald. Et je ne suis pas plus enclin à faire des exceptions à cette règle de rendre publics des dossiers concernant le Cabinet que ne le seraient l'ancien gouvernement conservateur de M. Clark, ou celui dirigé par M. Diefenbaker, au nom duquel seuls les membres du Cabinet du temps pourraient parler. Cela va à l'encontre de toutes les traditions parlementaires, et, je le répète, absolument défendu par le serment d'office.

S'il s'agit d'autres documents, je peux lui affirmer que s'il me demande de révéler les procès-verbaux du Cabinet, je refuserai, comme le ferait M. Clark ou les ministres sous M. Deifenbaker. Et s'il s'agit d'autres documents que M. Bertrand n'a pas cru bon de demander, je les reverrai pour voir si on peut les divulguer.

[Texte]

Mr. King: I want to get to my question.

• 1710

An hon. Member: That one was not yours, Fred.

Mr. King: It is very obvious that the present structure and inbred procedures of Parliament are failing in fulfilling the democratic ideals of the nation. It is increasingly apparent that the parliamentary system relies to a great extent on respect for traditions of responsibility and for traditional curbs to the undoubted powers which a prime minister and his cabinet can use and, unfortunately, can also abuse. In two recent incidents the opposition was forced to use tactics unbecoming to Parliament, simply because the government you head was using tactics unbecoming to our democratic federation. The disaffection felt in the west, particularly, has been demonstrated by the electoral results west of Ontario, where the preoccupation of your government is seen as primarily being that of protecting your electoral majority achieved in central Canada.

May I ask you, Mr. Prime Minister, what major changes to our parliamentary structure and authority do you anticipate would be necessary to achieve in sense and in fact institutions, positions, and procedures that would counter the electoral imbalance which will always exist?

The Chairman: Mr. King, that is a far-ranging and wide-ranging question. You would perhaps get a speech on proportion representation and everything else, and we would agree that there would be five minutes for the question and the answer. If the Prime Minister wants to answer the question briefly, fine, but I will not go any further than the allowed one minute left on your question time.

Mr. Trudeau: I can just give a brief answer, perhaps referring to the recent incident where, to the member's own admission, his party behaved in a manner unbecoming of Parliament: the bells incident.

Mr. King: Carry on with the statement that I made, please.

Mr. Trudeau: I do not follow you.

Mr. King: I said that we are forced to because the government you had was using tactics unbecoming to our democratic federation.

Mr. Trudeau: What tactics are you referring to?

Mr. King: Well, Bill C-94 on the matter of constitutional resolution. It is obvious that the public did not accept your tactics, because they were undemocratic.

Mr. Trudeau: If it is obvious to the hon. member, it is not obvious to me. I refer him to—

Mr. King: Well, then, you had better talk to people in the west.

Mr. Trudeau: Could I have the floor, Mr. Chairman, or—

M. Dubois: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: Monsieur Dubois.

[Traduction]

M. King: Maintenant, je veux en venir à ma question.

Une voix: Alors cette dernière n'était pas la vôtre, Fred.

M. King: Il est très évident que la structure actuelle et les procédures internes du Parlement ne répondent plus à l'idéal démocratique du pays. Il est de plus en plus apparent que le système parlementaire dépend dans une grande mesure du respect des traditions concernant la responsabilité et des restrictions traditionnelles des pouvoirs reconnus dont le premier ministre et son Cabinet peuvent user et malheureusement, abuser. Récemment, par deux fois, l'Opposition s'est vue obligée d'utiliser des tactiques qui ne conviennent pas au Parlement, justement parce que le gouvernement dont vous êtes le chef, avait utilisé des tactiques qui ne convenaient pas à notre fédération démocratique. Ce mécontentement est reflété particulièrement dans l'Ouest par les résultats électoraux à l'ouest de l'Ontario, où l'on croit qu'à prime abord, votre gouvernement se préoccupe surtout de protéger sa majorité électorale dans le centre du Canada.

Monsieur le premier ministre, quels changements importants à notre structure et à l'autorité parlementaire croyez-vous nécessaires pour obtenir en principe comme en fait, des institutions, des politiques et des procédures pour rectifier le déséquilibre électoral qui existera toujours?

Le président: Monsieur King, cette question est très vaste. Elle exige presque un discours sur la représentation proportionnelle, tout ce que cela peut entraîner, et pourtant nous étions d'accord qu'on allouerait cinq minutes pour la question et la réponse. Si le premier ministre veut répondre brièvement, tant mieux, mais je n'accorderai pas plus que la minute qu'il vous reste sur votre temps de parole.

M. Trudeau: Bref, reprenons cet incident récent lors duquel, comme l'admet lui-même le député, son parti s'est comporté d'une façon inconvenante, l'incident des cloches.

M. King: Tenez-vous en à ma déclaration, s'il vous plaît.

M. Trudeau: Je ne vous suis pas.

M. King: Je disais que nous avons été obligés d'agir ainsi parce que votre gouvernement avait utilisé des tactiques qui ne convenaient pas à notre fédération démocratique.

M. Trudeau: De quelles tactiques parlez-vous?

M. King: Eh bien, le Bill C-94 et la résolution constitutionnelle. Le public n'a certainement pas accepté vos tactiques, car elles n'étaient pas démocratiques.

M. Trudeau: Ce qui semble évident à l'honorable député, ne l'est pas à mes yeux. Je lui rappellerai . . .

M. King: Peut-être feriez-vous bien de parler aux gens de l'Ouest.

M. Trudeau: Puis-je répondre, monsieur le président, ou . . .

Mr. Dubois: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Dubois.

[Text]

M. Dubois: Monsieur le président, le premier ministre a la parole pour répondre à la question! M. King a eu tout le temps pour la poser, qu'il laisse le premier ministre lui répondre.

Le président: D'accord! Monsieur le premier ministre.

Mr. Trudeau: Referring to the bell ringing incident, Mr. Chairman, I take note that it was unbecoming of a parliamentary party to behave as yours did—as the hon. members did. I would remind him that the incident grew out of the fact that we had presented an omnibus piece of legislation but that before, during, and after the presentation of that legislation we had indicated a willingness to split that omnibus piece of legislation if the Opposition would agree to some reasonable time limit for the debate of that piece of legislation.

If you split one bill into, shall we say, eight, and that on, shall we say, second reading of half of those eight the Opposition intends to spend weeks and months, and they are going to do it anyhow, it is normal for the government to say, well, if we are going to have endless filibuster on second reading, let us try to have it only once rather than eight times.

But, we realize that it is easier and more convenient for Parliament to look at legislation which is split in parts, and that is why we made an offer, I repeat, before introducing it, after it was introduced, and even when the bells were ringing to split the omnibus piece of legislation, providing the opposition accepted a reasonable timetable for debate and ultimate disposal of that bill. Finally, they came to their senses and accepted a timetable, and it was a very simple matter to split it. Now, if the people of the west understood this—

Mr. King: That is simply not the case. You tried to do an end run around Parliament—

Some hon. Members: Order. Order, Mr. Chairman.

The Chairman: Order, Mr. Dubois. Thank you, Mr. King. Thank you, Mr. Prime Minister.

• 1715

Members of the committee, you would probably like to know that next Thursday, April 29—that is tomorrow—at 8 p.m., we will have, under Science and Technology, Vote 1. The Minister of the Environment will be with us. I would invite you all to come back tomorrow again in great numbers.

Mr. Prime Minister, thank you very much for your testimony.

Members, this meeting is adjourned.

[Translation]

Mr. Dubois: Mr. Chairman, the Prime Minister has been recognized so he can answer the question! Mr. King has had sufficient time to put the question, he should now let the Prime Minister answer.

The Chairman: Agreed! Mr. Prime Minister.

M. Trudeau: Au sujet de l'incident des cloches, monsieur le président, je suis d'accord qu'il s'agissait d'un comportement mal séant à un parti parlementaire. Il se souviendra aussi que cet incident ressortait de la présentation d'un projet de loi omnibus, mais que avant, durant et après sa déposition nous avons indiqué notre volonté de diviser ce projet de loi omnibus si l'Opposition acceptait de limiter le temps du débat de ce projet.

Si l'on divise un tel bill disons en huit, et qu'à la deuxième lecture de la moitié de ces projets l'Opposition décide d'étirer le débat pendant des semaines et des mois, et qu'ils le feront de toute façon, il est tout à fait normal que le gouvernement devant une telle obstruction systématique, décide d'en finir une fois pour toutes.

Toutefois, nous avons reconnu qu'il était plus facile et plus commode pour le Parlement d'étudier cette législation par étape, et pour cette raison nous avons offert, et je le répète, avant sa présentation, comme après, et même pendant que les cloches sonnaient, de diviser le bill omnibus, à condition que l'Opposition accepte une période raisonnable de débat, et l'adoption en fin de compte de ce bill. L'Opposition a finalement compris, a accepté un échéancier, et ce fut très simple de diviser le bill. Si les gens de l'Ouest ont compris cette logique...

M. King: Ce n'est certainement pas le cas. Vous avez essayé de contourner le Parlement...

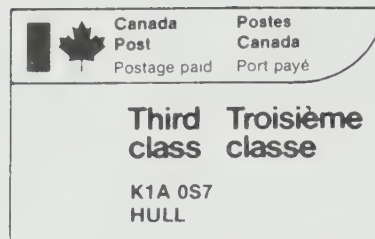
Des voix: A l'ordre, à l'ordre monsieur le président.

Le président: A l'ordre, monsieur Dubois. Merci, monsieur King. Merci, monsieur le premier ministre.

Je rappelle aux membres du comité, que le jeudi 29 avril, c'est-à-dire demain à 20 heures, comparaitra le ministre de l'Environnement au sujet du Crédit 1, Sciences et Technologie. Je vous invite donc tous à revenir demain.

Monsieur le premier ministre, merci beaucoup d'être venu.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESS—TÉMOIN

From the Privy Council Office:

Mr. P.M. Pitfield, Clerk of the Privy Council, Secretary to
the Cabinet.

Du bureau du Conseil privé:

M. P.M. Pitfield, greffier du Conseil privé et secrétaire du
Cabinet.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 80

Thursday, April 29, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 80

Le jeudi 29 avril 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 1—Ministry of State
under SCIENCE AND TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 1—Département
d'État sous la rubrique SCIENCES ET
TECHNOLOGIE

APPEARING:

The Honourable John Roberts,
Minister of State for Science and Technology and
Minister of the Environment

COMPARAÎT:

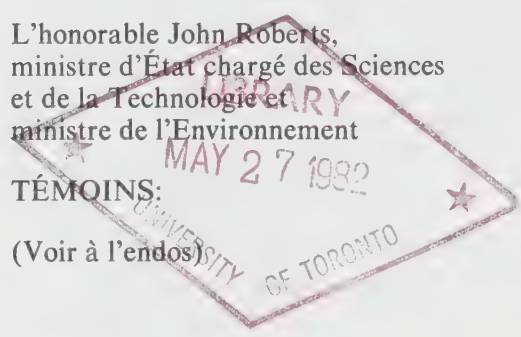
L'honorable John Roberts,
ministre d'État chargé des Sciences
et de la Technologie et
ministre de l'Environnement

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Appolloni (Mrs.)	Dubois
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gass
Cousineau	Gilchrist
Deniger	Herbert
Dion (<i>Portneuf</i>)	Kilgour

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

King	Robinson (<i>Burnaby</i>)
Lambert	Schroder
MacDonald (M ^{lle})	Smith
Orlikow	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, April 28, 1982:

Miss MacDonald replaced Mr. Beatty;
Mr. Halliday replaced Mr. Clarke (*Vancouver Quadra*);
Mr. Lambert replaced Mr. Fretz.

On Thursday, April 29, 1982:

Mr. Gilchrist replaced Mr. Stevens;
Mr. Gass replaced Mr. Halliday.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 28 avril 1982:

M^{lle} MacDonald remplace M. Beatty;
M. Halliday remplace M. Clarke (*Vancouver Quadra*);
M. Lambert remplace M. Fretz.

Le jeudi 28 avril 1982:

M. Gilchrist remplace M. Stevens;
M. Gass remplace M. Halliday.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 29, 1982

(97)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:08 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Gass, Gauthier, Gilchrist, Herbert, Orlikow and Schroder.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable John Roberts, Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment.

Witnesses: From the Ministry of State for Science and Technology: Mr. D.C. Thom, Assistant Secretary, Industry Branch and Dr. D. Maasland, Assistant Secretary, Government Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

The Chairman called Vote 1—Ministry of State under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

In accordance with a motion passed by the Committee at the meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the document entitled: "Notes for the Honourable John Roberts, Minister of State for Science and Technology at the Miscellaneous Estimates Committee on April 29, 1982" be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "MEST-28"*).

The Minister, with the witnesses, answered questions.

At 9:48 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 29 AVRIL 1982

(97)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h 08 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: Messieurs Gass, Gauthier, Gilchrist, Herbert, Orlikow et Schroder.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparait: L'honorable John Roberts, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement.

Témoins: Du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie: M. D.C. Thom, secrétaire adjoint des Affaires industrielles et M. D. Maasland, secrétaire adjoint des Affaires gouvernementales.

Le comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le président met en délibération le crédit 1—Département d'État sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que le document intitulé: «Notes pour une allocution de M. John Roberts ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie devant le Comité des prévisions budgétaires en général, le 29 avril 1982» soit joint au procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *Appendice "MEST-28"*).

Le ministre avec les témoins, répondent aux questions.

A 21h 48, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Thursday, April 29, 1982

• 2006

The Chairman: Order, please.

We shall continue the study of our estimates. With your permission, I would like to call Vote 1 under Ministry of State for Science and Technology. You will find those votes in the blue book, pages 25-4 to 25-8.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

A—Ministry of State

Vote 1—Science and Technology—Program expenditures\$10,014,000

The Chairman: I would like to introduce the minister, the Hon. John Roberts, Minister of State for Science and Technology. Mr. Minister, I know you have circulated a statement. I just noticed also that it is a large, voluminous and interesting one. For the sake of—

Hon. John Roberts (Minister of State for Science and Technology and Minister of the Environment): It is only seven or eight pages long.

The Chairman: No, I have seven pages with tables, sir.

Mr. Roberts: I was not planning to read the tables.

The Chairman: Some of them do that.

Mr. Roberts: I mean read out.

The Chairman: If you will not attempt to do that, I just wondered if you could possibly either go through it diagonally for the benefit of the members. Then we could proceed with questions; the questions are the interesting part of the meetings.

Mr. Roberts: I always find them the most interesting part. Mr. Chairman, I am in your hands. I would be quite prepared to read the statement, which is seven pages long, as I said, either quickly or slowly as you like. But, if you would prefer just to append it and take it as read, then I will try and answer questions. I am in the committee's hands.

The Chairman: Why do you not go through it, sir? Do I read the members' will properly? Do you want the minister to read this quickly? Okay, agreed.

Mr. Gilchrist: It is a very small audience.

The Chairman: Yes, but you are the audience, sir.

Mr. Herbert: There is just one point.

The Chairman: Mr. Herbert?

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le jeudi 29 avril 1982

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Nous allons reprendre notre étude du budget principal. Nous allons, si vous le voulez bien, examiner le crédit 1^{er}, sous la rubrique Département d'État des sciences et de la technologie. Vous trouverez tous les crédits relatifs à ce département d'État aux pages 25-4 à 25-8 du livre bleu.

Sciences et Technologie

A—Département d'État

Crédit 1^{er}—Sciences et Technologie—Dépenses du programme\$10,014,000

Le président: J'aimerais vous présenter notre témoin, l'honorable John Roberts, ministre d'État aux Sciences et à la Technologie. Monsieur le ministre, je sais que vous avez fait circuler des copies de votre mémoire; j'ai cependant également pu constater que ce dernier est très intéressant, mais très volumineux. Afin de . . .

L'honorable John Roberts (ministre d'État aux Sciences et à la Technologie et ministre de l'Environnement): Il ne fait que sept ou huit pages.

Le président: J'ai compté sept pages avec les tableaux, monsieur.

M. Roberts: Je n'avais pas l'intention de lire les tableaux.

Le président: Certains témoins le font.

M. Roberts: Je parlais de les lire à haute voix.

Le président: Je me demandais si vous ne pourriez pas brièvement résumer votre mémoire pour la gouverne de tous les députés. Nous pourrions alors passer à la période des questions, qui constitue la partie la plus intéressante de nos réunions.

M. Roberts: Je trouve moi aussi que les questions sont l'élément le plus important. C'est à vous de décider de la façon dont vous voulez qu'on procède, monsieur le président. Comme je vous l'ai déjà dit, je suis tout à fait prêt à vous lire rapidement ou lentement le texte de mon mémoire. Mais si vous préférez qu'on l'annexe simplement au compte rendu, on pourrait tout de suite passer aux questions, et je ferai de mon mieux pour y répondre. C'est à vous d'en décider.

Le président: Pourquoi ne nous le liriez-vous pas? Il me semble que cela correspond aux vœux des députés. Souhaitez-vous que le ministre le parcoure rapidement? Très bien. C'est d'accord.

M. Gilchrist: Votre public est très restreint.

Le président: Oui, mais le public, c'est vous.

M. Herbert: J'aimerais faire une remarque.

Le président: Monsieur Herbert?

[Texte]

Mr. Herbert: I would feel, because you mentioned the tables, and, as the minister said, he is not going to read the tables. If they are of any interest to the public, they have to be printed. There is no point in printing the tables without the statement. I think the minister is making a good suggestion. We should print the whole kit and kaboodle and let the questioning go on.

The Chairman: Fine. Are you making the proposition that we print the statement as tabled by the minister, including the tables?

Mr. Herbert: It is up to the opposition.

The Chairman: Mr. Gilchrist?

Mr. Gilchrist: I see no reason to burden the committee with the reading of it.

The Chairman: Thank you, Mr. Gilchrist. Then it is agreed that the statement of the minister will be appended to the minutes of today's meeting, including the tables, and Mr. Minister will proceed with the questioning.

Would you introduce the gentleman at your left, Mr. Minister?

Mr. Roberts: Yes, I should have done that before. This is Mr. Don Thom, who is the Assistant Secretary of the Industry Branch of the Ministry of State for Science and Technology.

The Chairman: Thank you. Welcome, gentlemen.

• 2010

Mr. Gilchrist, 10 minutes.

Mr. Gilchrist: Thank you. I would like to welcome the minister very much and, contrary to normal practice, compliment him on last year's substantial increase in the funding, which I think we all applauded vigorously.

Mr. Roberts: Thank you.

Mr. Gilchrist: However, I am concerned to know how the minister will persuade his colleague in Industry, Trade and Commerce, who also has a very large research component to consider, to become imbued with the same enthusiasm for increase and how he will get the private sector to move in that same direction.

Unless my mathematics are wrong, sir, your \$350 million or so budget is a little over 0.1 per cent of the gross national product of this country and could stand a great increase before it becomes anything more than a drop in the bucket. I wonder if you could tell us how much our target should be and how we will get the private sector to reach its component now, which is substantially more than when past governments contributed roughly half the total budget and now will contribute about one-third. The slack must be taken up by the private sector. I am wondering, in the absence of any kind of inducement in the budget of last November—either positive or negative—through the tax system, how you will convince your colleagues to do the same as you did and what kind of back-up they will be prepared to offer to the private sector to perform.

[Traduction]

M. Herbert: Vous avez parlé des tableaux tout à l'heure, et le ministre nous a dit qu'il ne comptait pas les lire. Si ces tableaux sont susceptibles d'intéresser le public, alors, il faudrait les faire imprimer. Et il serait ridicule de faire imprimer des tableaux sans faire également imprimer le mémoire. La proposition du ministre est très bonne. Nous devrions faire imprimer le tout et passer aux questions.

Le président: Très bien. Proposez-vous donc que nous fassions imprimer le mémoire, accompagné des tableaux?

M. Herbert: Qu'en pensent les députés membres de l'opposition?

Le président: Monsieur Gilchrist?

M. Gilchrist: Je ne vois pas pourquoi on perdrait notre temps à faire lire le mémoire.

Le président: Merci, monsieur Gilchrist. Tout le monde est donc d'accord pour que l'on annexe le mémoire et les tableaux présentés par le ministre au compte rendu de la réunion d'aujourd'hui, et qu'on passe tout de suite aux questions.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous présenter la personne assise à votre gauche?

M. Roberts: Oui, je pensais le faire. Il s'agit de M. Don Thom, qui est secrétaire adjoint aux Affaires industrielles du Département d'État aux sciences et à la technologie.

Le président: Merci. Je vous souhaite la bienvenue, messieurs.

Monsieur Gilchrist, vous avez 10 minutes.

M. Gilchrist: Merci. J'aimerais tout d'abord souhaiter la bienvenue au ministre et, contrairement à ce qui se fait d'habitude, je veux le féliciter pour l'augmentation importante des fonds qui a été inscrite l'an dernier. Nous l'applaudissons tous pour son initiative.

M. Roberts: Merci.

M. Gilchrist: Je me demande cependant comment le ministre compte convaincre son collègue du ministère de l'Industrie et du Commerce (qui doit lui aussi établir des prévisions pour un important programme de recherche) d'appuyer avec autant d'enthousiasme des augmentations, et également comment il pourra amener le secteur privé à se lancer lui aussi dans cette voie.

Sauf erreur de calcul, votre budget, qui s'élève à environ 350 millions de dollars, correspond à un tout petit plus que 0,1 p. 100 du produit national brut du pays. Tant que ce budget ne sera pas augmenté de beaucoup, il ne sera rien de plus qu'une simple goutte d'eau dans la mer. Pourriez-vous nous dire quel montant nous devrions viser et ce qu'il faudra faire pour que le secteur privé assume sa part de la charge qui sera certes supérieure à ce qu'elle était lorsque les gouvernements contribuaient environ la moitié du budget d'ensemble. Le gouvernement ne contribuera plus qu'environ un tiers, et il faudra bien que le secteur privé prenne le dessus. Étant donné que le budget de novembre dernier ne prévoit aucune mesure d'encouragement, que celle-ci soit positive ou négative, dans le contexte du régime fiscal, comment allez-vous pouvoir con-

[Text]

Mr. Roberts: Mr. Chairman, perhaps I could make a few comments. I am not seeking to avoid any of the questions Mr. Gilchrist has asked and I will try to do that briefly, so that he can ask them in a supplementary way in case I miss something.

Of course we have to keep in mind, first of all, that the Ministry of State for Science and Technology is not an operational department. It does not have programs of its own. I have sometimes reflected on whether that is desirable and wondered whether it would not be a good idea for the ministry to have some funds available to it that it could use to promote, perhaps, desirable technological developments. Or I have often wondered, indeed, whether there was not a need in the government for a stronger focus, bringing together a knowledge of science and technology and their opportunities and knowledge of the commercial, or the innovation, process so that those two different bases of knowledge could be more closely linked in one institution, rather than tending to be, as they are now, compartmentalized in a variety of ones.

To me, that is a very interesting and important question and I welcome the views of members of the committee on it. I only raise it in this context to say that when you look at our budget you are, of course, not looking at an operational budget. Our budget is simply one that is designed to enable us to advise and counsel the government, including other government departments.

Secondly, Mr. Gilchrist is correct in his indications that what we have been hoping to have from 1980 to 1985 is a very great increase in private-sector research and development. While we want to have, and expect to have, increased activity on the part of the federal government, proportionately the private-sector funding would increase more strongly so that there would be a better balance, and that is a balance more in favour of industry and private-sector performance of R&D when we get to 1985.

So far we seem to be on track with that, or pretty well on track. I had hoped that we would see an increase in funding in the private sector, on average, from 1980 to 1985 of about 27 per cent, or 17 per cent real, each year. We are not quite at that figure, but we are pretty close to it.

Yesterday, in speaking to the Venture Capital Association, I was able to outline both the figures for our present accomplishment in terms of government expenditure and the performance we are getting from the private sector. From the exigencies of logistics, I would have liked to have had that speech perhaps here today to distribute. I am not sure that we do have it here, but it may have already been distributed to members. All I am saying is that I think, looking at that, it lays out the picture, the present picture and possibilities for the future, rather clearly.

[Translation]

vaincre vos confrères de faire comme vous et quel genre d'appui allez-vous pouvoir offrir au secteur privé afin de le stimuler?

M. Roberts: J'ai quelques commentaires à faire là-dessus, monsieur le président. Je n'ai pas l'intention d'éluder les questions de monsieur Gilchrist, mais je vais essayer d'y répondre brièvement, afin qu'il puisse me poser des questions supplémentaires, si j'omettais quelque chose.

Je tiens tout d'abord à souligner que le Département d'État aux sciences et à la technologie n'est pas un ministère opérationnel. Il n'a pas de programme propre. D'ailleurs, je me suis souvent demandé si c'était là quelque chose de souhaitable et s'il ne serait pas bon, au contraire, que le département dispose de certains fonds dont il pourrait se servir pour, par exemple, appuyer certains programmes de développement technologique. Je me suis d'autre part demandé si le gouvernement ne devrait pas rassembler au sein d'un même organisme ses connaissances et ses capacités scientifiques, technologiques, commerciales et d'innovation, au lieu de les avoir réparties dans plusieurs ministères et organismes, comme c'est le cas à l'heure actuelle.

Il s'agit là, selon moi, d'une question très intéressante et très importante, et j'aimerais bien savoir ce qu'en pensent les membres du Comité. Si j'en parle ici, c'est tout simplement pour souligner que le budget que vous êtes en train d'étudier n'est pas un budget opérationnel. Ce budget a été conçu de façon à nous permettre uniquement de conseiller le gouvernement et ses divers ministères.

Deuxièmement, monsieur Gilchrist a tout à fait raison de dire que nous espérons qu'entre 1980 et 1985, il y aura une importante amélioration au niveau des travaux de recherche et de développement qui seront entrepris par le secteur privé. Bien que nous souhaitions que le gouvernement fédéral augmente ses activités dans ce secteur (d'ailleurs, nous nous y attendons), nous aimerions également voir le secteur privé miser davantage là-dessus, ce qui nous permettrait d'en arriver à un meilleur équilibre. Nous espérons d'ailleurs qu'en 1985, la balance penchera davantage du côté de l'industrie privée, pour ce qui est des efforts de recherche et de développement.

On semble pour l'instant être sur la bonne voie. J'espère que la participation du secteur privé augmentera en moyenne, de 1980 à 1985, d'environ 27 p. 100 par an, c'est-à-dire 17 p. 100, en chiffres réels. L'industrie n'a pas encore atteint ce chiffre, mais elle n'en est plus très loin.

Hier, dans un discours que j'ai prononcé devant la *Venture Capital Association*, j'ai donné les chiffres correspondant à la participation du gouvernement et à celle du secteur privé. Il aurait peut-être été bon que je vous en fasse remettre des exemplaires. Je ne suis pas certain de l'avoir ici, mais vous l'avez peut-être déjà reçu. J'y pense, car ce document donne un assez bon tableau d'ensemble de la situation présente et des perspectives d'avenir.

[Texte]

Mr. Gilchrist mentioned the existing incentives, or the fact that there had been no change in incentives—if I am interpreting him correctly—in the present budget.

• 2015

I would point out that tax changes were introduced, three of them, in 1978-79. At that time there was a commitment that those changes not be undermined or lessened over the succeeding 10 years. We have seen, we think as a result of those changes, that foregone tax in research and development has increased from something under \$10 million to, we now estimate, something close to \$125 million. One of those aspects of tax incentive which had not been fully utilized, we believe, was the partnership arrangement, so we did arrange in recent months to issue booklets outlining the advantages of that arrangement.

So we perhaps need a little more time to assess the impact of the relatively favourable tax incentives which were provided for at the very end of the 1970s. We have seen, as a result of those changes, a pretty considerable improvement in private-sector research and development.

The last point I would make is really in relation to the future, because Mr. Gilchrist was putting his questions in terms of what can be done, or what will be done, to provide, at least if I interpret him correctly, a more supportive context in the private sector. I outlined that, again, in a speech I gave to the Venture Capital Association yesterday.

I have, as a result of the consultations I have had with the private sector over the past 18 months, but most intensively since the beginning of January, brought forward to my Cabinet colleagues proposals for improving the context of federal government support; the context which will encourage the private sector to increase its performance. Those principles have been accepted by the Cabinet, and they are outlined in the speech. They relate to the reassessment of the tax context, to the streamlining of delivery systems, to a variety of objectives which we think can and should be met to improve private-sector performance. The Cabinet has approved those principles and has asked me to prepare, in conjunction with the Minister of State for Economic Development, Mr. Olson, an action plan based on those principles, and I will be undertaking—I am not sure quite in what form—a consultation process with the private sector to see how those principles and objectives we have described can best be put into action. If Mr. Gilchrist wants now or at a subsequent turn for me to read out what those principles are, I would be happy to do that, because I do have the text of the speech in front of me. But he may be content simply to have me send him a copy of the speech, if he has not already received it.

The Chairman: Mr. Gilchrist.

Mr. Gilchrist: I have not received it, and if you will do that, I guess I would be able to—

[Traduction]

Monsieur Gilchrist a parlé de mesures d'encouragement, ou plutôt du fait qu'il n'y ait eu aucun changement dans le budget pour ce qui est de ces mesures d'encouragement. Du moins, c'est ce que j'ai compris.

Je tiens à souligner qu'en 1978-1979, on a apporté trois changements à la politique fiscale. On s'était engagé à l'époque à ne pas permettre, pendant les dix prochaines années, l'amointrissement de ces changements. D'après nos prévisions, ces changements ont permis de faire porter de 10 millions de dollars à près de 125 millions de dollars les taxes délaissées pour la recherche et le développement. L'une des mesures fiscales qui n'a pas été souvent utilisée est celle relative aux associations; c'est pourquoi, ces derniers mois, nous nous sommes occupés de la publication de livrets qui décrivent les avantages de cette formule.

Il nous faudra sans doute attendre quelque temps encore avant d'être vraiment en mesure d'évaluer l'incidence des déductions fiscales annoncées à la fin des années 70. Nous pouvons cependant affirmer que grâce à ces changements, d'importantes améliorations ont été enregistrées au niveau des programmes de recherche et de développement entrepris par le secteur privé.

La dernière remarque que j'ai à faire concerne l'avenir. Si j'ai bien compris sa question, M. Gilchrist aimerait savoir ce que nous pourrions faire et ce que nous comptons faire pour offrir au secteur privé un meilleur appui. J'ai aussi parlé de cela dans le discours que j'ai présenté à la *Venture Capital Association*.

Suite aux consultations que j'ai eues avec le secteur privé ces 18 derniers mois, mais surtout depuis le mois de janvier, j'ai présenté à mes collègues du Cabinet certaines propositions visant l'amélioration du contexte de l'appui du gouvernement fédéral, afin d'en arriver à un cadre qui encouragerait le secteur privé à multiplier ses efforts. Ces principes, qui sont d'ailleurs décrits dans mon discours, ont été acceptés par le Cabinet. Elles traitent de la réévaluation du contexte fiscal, de la simplification des systèmes de livraison et d'un certain nombre d'objectifs qui pourraient, je pense, améliorer le rendement du secteur privé. Le Cabinet a approuvé ces principes et m'a demandé de préparer, de concert avec le ministre d'État au développement économique, M. Olson, un plan d'action fondé sur ces mêmes principes. Je compte d'autre part lancer un processus de consultation—qu'il me reste à définir—avec le secteur privé, afin de savoir comment ces principes et objectifs pourraient être mis en oeuvre. Si M. Gilchrist veut que je lui lise ces principes, je veux bien le faire tout de suite, ou pendant son prochain tour, car j'ai le texte du discours devant moi. Mais peut-être que le texte de mon discours lui suffirait, s'il ne l'a pas encore reçu.

Le président: Monsieur Gilchrist.

M. Gilchrist: Je ne l'ai pas encore reçu, et ce que vous proposez . . .

[Text]

Mr. Roberts: We can probably get them before—I apologize for not having them with me.

Mr. Gilchrist: It would be useful.

Mr. Minister, you mentioned that yours is more a supporting role in science and technology, rather than the doing role of other departments of government, but I think you would agree that with the title "Science and Technology", probably the conception of the public is that that is the department which handles research in Canada and pulls the strings in all senses of the word. While we know that is not true, I think it is important that we get down to the meat of this thing and get the results rather than the perceptions organized here. I find it difficult to understand why an American company which split off 10 per cent of its research from Princeton or Caltech or any other of these critical-mass areas where a lot of research is done and moved it to Canada just to satisfy some kind of altruistic view that if this is a 10 per cent sales market, they should do 10 per cent of their research—it really does not work that way. I wonder what thought the government has given to a serious incentive of virtually a 100 per cent write-off of legitimate research, or some kind of non-research penalty to enforce research in this country.

I am concerned because of the situation in a number of our industries, such as the automotive industry—that is probably the most visible right now and the one that is having the greatest effect on our economy.

• 2020

I do not think that long-range solutions are the answer when an auto worker comes in and says, I have lost my job, and I say, well, free enterprise and good research and development and higher technology five or ten years from now will build a better, lower-priced car in Canada which will outsell the Japanese, and your job will be safe for the millennium. He says, how would you like to put that in your ear, sir? I lost my job yesterday and I want to know what you are going to do. The only answer is import controls, quotas, and that is the wrong way to go because that protects our industry more and allows less efficient cars and higher labour settlements and all the other things that go with protected industries.

So what is the government doing in a serious way to get at the problem of much higher research, much higher innovation and much better processing in the immediate future, not just long-term plans?

Mr. Roberts: I will just briefly ask Mr. Gilchrist, at the beginning of his question he mentioned the contrast between the United States situation and the Canadian situation, but then towards the end of his question it seemed to me he was shifting to a bit of a different perspective. Did you want me to

[Translation]

M. Roberts: On pourrait sans doute en obtenir des copies . . . Je m'excuse de ne pas en avoir apporté avec moi.

M. Gilchrist: Cela pourrait nous être utile.

Monsieur le ministre, vous avez dit que votre rôle dans le domaine des sciences et de la technologie était plutôt un rôle de soutien qu'un rôle d'action, contrairement aux autres ministères. Mais je pense que vous serez d'accord avec moi pour dire que le titre «sciences et technologie» donne au public l'impression que c'est votre département qui s'occupe de la recherche au Canada et qui tient les rênes et les cordons de la bourse. Nous savons bien sûr que cela n'est pas vrai, mais je pense qu'il nous faut approfondir la chose, et aller au-delà des simples perceptions. J'ai du mal à comprendre pourquoi une société américaine enlèverait 10 p. 100 de ses travaux de recherche de Princeton, de Caltech, ou d'ailleurs, où se fait beaucoup de recherches, et déplacer ces 10 p. 100 au Canada, tout simplement pour satisfaire un certain esprit altruiste en vertu duquel, si le marché compte pour 10 p. 100 des ventes, 10 p. 100 de la recherche devraient y être faites . . . Cela ne fonctionne tout simplement pas de cette façon. Le gouvernement a-t-il songé à permettre des déductions de 100 p. 100 lorsqu'il s'agit de travaux de recherche légitimes? A-t-il envisagé d'imposer des pénalités aux sociétés qui ne font pas de recherche, afin de les y encourager?

Si je vous pose ces questions, c'est parce que la situation d'un certain nombre de nos industries me préoccupe beaucoup, et je songe notamment à l'industrie automobile, dont on entend beaucoup parler à l'heure actuelle. C'est d'ailleurs elle qui exerce en ce moment le plus d'influence sur notre économie.

Lorsqu'un travailleur de l'automobile vient me voir pour me dire qu'il a perdu son emploi, je ne pense pas que ce soit une bonne idée de lui parler de solutions à long terme. Il m'enverra tout simplement promener si je lui dis que la libre entreprise, la recherche et le développement et des améliorations technologiques amèneront la construction, d'ici 5 ou 10 ans, d'une voiture canadienne qui se vendra mieux que les voitures japonaises, et que son emploi sera alors garanti *ad vitam aeternam*. Il me dira quoi faire de ma théorie, qu'il a perdu son emploi et qu'il veut savoir ce que je compte faire. La seule réponse, c'est le contingentement des importations, mais ce n'est pas là une solution, car cela ne fait que protéger l'industrie, permettre la fabrication de voitures moins efficaces et amener la négociation de conventions collectives encore plus coûteuses, toutes choses qui sont inhérentes aux industries protégées.

J'aimerais donc savoir ce que compte faire le gouvernement dans l'immédiat, et non à long terme, pour amener une multiplication des travaux de recherche et d'innovation et une amélioration des techniques de traitement.

M. Roberts: Au début de sa question, M. Gilchrist a souligné les différences qui existent entre la situation américaine et la situation canadienne, mais vers la fin, il m'a semblé qu'il avait opté pour une perspective différente. Voulez-vous que je me penche sur les sociétés étrangères travaillant au Canada,

[Texte]

comment on the foreign as opposed to Canadian company in Canada, or did you want me really to focus in on both?

Mr. Gilchrist: No. My question, sir, really has to do with the immediacy of the problem. I do not see how we will get American corporations to voluntarily detach unless there is inducement, positive or negative, and I was simply emphasizing the need for urgency by saying that in one of our major businesses, which affects one job in seven, how do we get at this thing right away rather than wait for fall budgets or future philosophies? What is being done in an emergent way to get at this problem?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Roberts: I think there is an urgency to the problem we have, and I think we all agree that we have been lagging too far behind in our effort in research and development in this country. But I do not really think that one can look on research and development as a faucet that can just be twiddled on and we will have results by next autumn or by next Christmas or next spring.

I think by its nature we are dealing with a kind of economic investment which is vital to this country because it responds to productivity problems, and that is the basis for dealing with both employment and inflationary problems. But it is urgent to get on with that necessary task, but the return to it is necessarily, in my view, somewhat downstream.

The limitations of proceeding quickly are various in nature and therefore there is no single magic wand, it seems to me, for generating the kind of increased effort we would like to see. But we have had over the past two years almost certainly as great an effort of response as we think could have been attained, given limitations of opportunity and limitations in the number of highly qualified people necessary to carry on the work. I do not think there are instant solutions which will produce instant results, but we are on the kind of five-year spending track and reaching the kinds of objectives that we established for ourselves 18 months ago. We are meeting those commitments.

I agree with the comment that companies do not do research and development as some sort of voluntary or altruistic effort. They do it in the expectation that, while it may be risky, there are great longer-term benefits to it. I think the implication for that is not that we must try to generate an artificial activity in Canada but to recognize that the kind of research that is most likely to be done in Canada is that research which meets either special opportunities or special problems that Canada has, and that companies, international companies, Canadian companies, are most likely to undertake that research work if there are particular reasons for doing it in this country.

[Traduction]

plutôt que sur les sociétés canadiennes, ou voulez-vous que je vous parle des deux?

M. Gilchrist: Non. Ma question porte à vrai dire sur l'urgence du problème. A moins de mettre en place des mesures d'encouragement, qu'elles soient positives ou négatives, je ne vois pas comment nous pourrions amener les sociétés américaines à s'engager d'elles-mêmes à faire le nécessaire. Pour souligner l'urgence du problème, j'ai tout simplement cité l'exemple de l'industrie qui compte, au Canada, pour un emploi sur sept. J'aimerais savoir ce que l'on pourrait faire tout de suite pour régler le problème, sans attendre de nouveaux budgets ou de nouvelles idées. Quelles mesures est-on en train de préparer en vue de régler ce problème?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Roberts: Je pense, moi aussi, que le problème est urgent et que nous accusons, au Canada, beaucoup de retard au niveau de la recherche et du développement. Mais il ne faudrait pas se leurrer en pensant que l'on peut ouvrir le robinet de la recherche et du développement et s'attendre à avoir des résultats concrets d'ici à l'automne prochain, Noël, ou le printemps prochain.

Il s'agit, je pense, d'un investissement économique qui est, de par sa nature, vital au Canada, car il réagit face aux problèmes de productivité et, partant, aux problèmes du chômage et de l'inflation. Il est, je pense, impératif que nous agissions rapidement, mais il ne faudrait pas que nous nous attendions à avoir des résultats tout de suite.

Les limites qui s'imposent à toute initiative que nous pourrions prendre rapidement sont très diverses, et je ne vois aucun coup de baguette magique qui puisse produire le genre d'effort que nous aimerions voir. Les efforts déployés ces deux dernières années ont été aussi importants que possible, compte tenu des possibilités et du personnel qualifié limité dont nous disposions. Je ne pense pas qu'il existe de solutions instantanées qui puissent donner des résultats instantanés, mais si nous continuons de nous en tenir au programme de dépenses quinquennal que nous avons établi, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés il y a 18 mois. Nous avons jusqu'à présent tenu nos engagements.

Je suis d'accord avec vous pour dire que les sociétés ne font pas des travaux de recherche et de développement pour des raisons altruistes. Si elles le font, c'est parce qu'elles sont convaincues qu'elles pourront, malgré les risques, en tirer des bénéfices à long terme. Il s'ensuit logiquement que nous ne devrions pas essayer de générer des activités artificielles au Canada, mais plutôt déterminer quel genre de recherches sont le plus susceptibles d'être menées au Canada: c'est-à-dire des travaux de recherche qui correspondent soit à des possibilités spéciales, soit à des problèmes spéciaux au Canada. Il faut reconnaître en outre que les sociétés internationales et canadiennes seront plus portées à entreprendre ces travaux de recherche si le fait de le faire au Canada offre certains avantages.

[Text]

Let us say in communications and transportation—I am just taking an example to cite, not to be in any exclusive way—that because of the special challenges in Canada there are opportunities for the successful application of that technology here. There is a natural base for doing it here.

• 2025

I do think it is important to remind foreign-based companies that we expect them to act as good corporate citizens and that we believe it would be desirable for them to develop a research effort here to the greatest degree practicable. Clearly, if one compares the statistics on the performance of foreign-owned subsidiaries with that of Canadian companies, or if one compares the performance of foreign-owned subsidiaries with their parent companies, though with many valuable exceptions, generally they are not performing at the same level.

One of the challenges we face is to find ways of encouraging them to do better and to realize that there are reasons here to do research in a way that does not bring in such a detailed surveillance of performance review, that as Canadians we would find that unacceptable, that we would have a degree of government looking over the shoulder which would be intolerable and undesirable.

I do not think I have responded as directly to your questions, as I would like, but I have tried to give you at least a general response.

The Chairman: Mr. Gilchrist, I find it interesting, but as you will notice by the clock, you have had 15 minutes with the minister. Perhaps you can wait till the second round. I will now call on Mr. Orlikow for 10 minutes, and then we can come back. Mr. Orlikow.

Mr. Orlikow: I have some specific questions that I wanted to ask, but I can follow up with just one question which I think flows out of the kind of questions Mr. Gilchrist was asking.

Mr. Minister, when one makes an adjustment for the increased costs, for the rate of inflation, I do not think our record for the last couple of years is nearly as good as you make it appear to be. I do not know if we have time today, but I think if we put the record of the last couple of years against the 5-year target of raising expenditures for research and development to 1.5 per cent of GNP by 1985, we are way short of that mark.

Mr. Roberts: That is not true.

Mr. Orlikow: I do not want to argue that now, but a very important aspect of your plan is based, as I think you indicate somewhere in your comments, on the fact that at some point you expect half of the research to be done by the private sector. Obviously, to do that, to succeed in that, the private sector would have to be operating in an expanding economy because the way you are encouraging them to do that is by

[Translation]

Prenons l'exemple des communications et des transports: les défis très particuliers que présente le Canada dans ces secteurs sont d'excellentes motivations pour l'application de nouvelles technologies sur le territoire canadien. Il existe ainsi une base naturelle.

Je pense qu'il est important de rappeler aux sociétés étrangères que nous nous attendons à ce qu'elles agissent en tant que bons citoyens et que nous pensons qu'elles déploient au Canada autant d'efforts de recherche que possible. Si l'on compare le rendement de filiales étrangères à celui de sociétés canadiennes, ou encore le rendement de filiales américaines avec celui de leur société mère, on constate généralement qu'il y a un écart entre les deux, mais il y a bien sûr des exceptions.

L'un des défis que nous devons relever, c'est celui de trouver le moyen d'encourager ces sociétés à faire mieux et à se rendre compte qu'il y a d'autres raisons que la peur de se faire surveiller pour faire des recherches au Canada, et qu'en tant que Canadiens, nous trouverions inacceptable et intolérable que le gouvernement regarde sans cesse par-dessus leurs épaules.

Je n'ai pas répondu aussi directement que je l'aurais souhaité à vos questions, mais je pense au moins avoir pu vous donner une réponse générale.

Le président: Monsieur Gilchrist, j'ai trouvé cela très intéressant, mais si vous avez regardé l'horloge, vous savez que vous avez discuté pendant 15 minutes avec le ministre. Vous pourriez peut-être attendre le deuxième tour pour poursuivre. Je vais maintenant donner la parole à M. Orlikow, pour dix minutes, après quoi je vous rendrai la parole. Monsieur Orlikow.

M. Orlikow: J'ai plusieurs questions à vous poser, mais je vais d'abord vous interroger au sujet de quelque chose qui découle des questions de M. Gilchrist.

Monsieur le ministre, pour ce qui est des rajustements à cause de l'augmentation des coûts et de l'inflation, il me semble que notre dossier des dernières années ne nous est pas très favorable. Je ne sais pas si on aurait le temps de le faire aujourd'hui, mais il faudrait peut-être comparer les résultats des deux dernières années avec les attentes que l'on s'est fixées pour les cinq prochaines années, à savoir porter à 1,5 p. 100 du PNB, d'ici à 1985, les sommes d'argent consacrées à la recherche et au développement. Il me semble que pareille comparaison révélerait que nous sommes encore loin de notre but.

M. Roberts: Ce n'est pas vrai.

M. Orlikow: Je ne veux pas discuter de cela maintenant, mais vous dites quelque part dans votre mémoire que votre plan est fondé sur le fait que vous vous attendez à ce qu'à un moment ou à un autre, la moitié des travaux de recherche soient faits par le secteur privé. Il est évident que pour que le secteur privé puisse faire cela, il faudrait que l'économie soit en pleine expansion, car les mesures que vous prévoyez mettre

[Texte]

giving them tax incentives, tax rebates, when they do research and development.

But the fact is that for the last year at least rather than expanding, companies are cutting back. Not a day goes by where you do not see a report in the business section of one of the newspapers, the *Financial Times* or *The Financial Post*, that companies are reporting either actual losses or sharply reduced profits, announcing that they are not going ahead with planned expansion of plants or equipment and are cutting back on manpower. Given that situation, how can we expect them to continue to expand their expenditures on research and development as you want them to do, and as many of them did in the last year or two?

Mr. Roberts: Mr. Chairman, I would have to say first that when we began, the level of national expansion of R&D was something like 0.94 of 1 per cent of GNP. At the moment, the present figures are that it is running at 1.07 and indeed I think in the next few weeks new figures will show that we are up over 1.1. In fact, we are well on target with the track. The average increase in private sector spending has been 22 per cent a year, which is well above the inflationary rate which Mr. Orlikow was referring to. So indeed there has been an impressive performance so far, and so far we are on track.

I am worried about the impact the recession will have. But Mr. Orlikow is incorrect in saying we have been relying on tax incentives. Mr. Gilchrist's comment was that we were not relying enough on them; again, I am interpreting what he says, but he was suggesting we should do more.

• 2030

But it is not simply a question of tax incentives; it is also a question of a variety of programs such as the IRAP program, the DIPP program, the EDP program and so on. A variety of programs provide grants and subsidies for research and development. Indeed, the total expenditure in those programs by the federal government of support to the private sector would far outweigh the tax forgone as a result of the tax incentives. It is running at the present time, 1982-83, at close to \$400 million—actually, I think, \$389.4 million, if that is the correct figure.

So it is not simply a question of tax incentives; and, up to this point, the forecasts for R&D expenditures in the private sector are good. There is a lot of pain in the private sector, and there is certainly a cutting back in activities. But we have not yet seen an indication that the cutback is taking place on the R&D section. But perhaps, to make sure I am not misleading the committee, I might ask Mr. Thom to comment, if we have more, later knowledge than I have described.

[Traduction]

en place pour l'encourager sont des mesures fiscales, des déductions fiscales, etc.

Or, depuis au moins un an, les sociétés, au lieu de s'agrandir, sont en train de rétrécir. Tous les jours, on voit dans les journaux, dans le *Financial Times*, ou dans le *Financial Post*, des articles sur des sociétés qui ont subi des pertes, ou dont les profits ont baissé de beaucoup, ou encore qui annoncent qu'elles ont annulé leur plan d'expansion ou d'achat de matériel, ou qu'elles vont mettre des employés à pied. Comment peut-on s'attendre à ce que ces sociétés continuent, dans ce contexte, à engloutir de l'argent dans la recherche et le développement, comme vous le souhaitez, et comme beaucoup d'entre elles l'ont fait ces deux dernières années?

M. Roberts: Monsieur le président, j'aimerais dire tout d'abord qu'au départ, l'expansion nationale, au niveau de la recherche et du développement, s'est chiffrée à quelque chose de l'ordre de 0,94 p. 100 du PNB. A l'heure actuelle, ce taux d'expansion se chiffre à environ 1,07, et il passera sans doute, dans les semaines à venir, à plus de 1,1. Cela correspond tout à fait aux prévisions que nous avions établies. L'augmentation moyenne des dépenses affectées à la recherche et au développement par le secteur privé a été de 22 p. 100 par an, ce qui est bien au-dessus du taux d'inflation dont a parlé M. Orlikow. Les résultats enregistrés jusqu'à présent ont donc été très bons, et ils correspondent tout à fait à nos prévisions.

Je m'inquiète au sujet de l'incidence qu'aura la récession. Mais M. Orlikow a tort lorsqu'il dit que nous misons surtout sur des mesures fiscales. M. Gilchrist, quant à lui, disait que nous ne nous servions pas suffisamment. C'est là, bien sûr, une interprétation de ce qu'il a dit, mais il me semble qu'il proposait que nous en fassions davantage.

Ce n'est donc pas uniquement une question de mesures fiscales; c'est également une question de programme. Je songe notamment au programme d'aide à la recherche industrielle, au programme de productivité de l'industrie et du matériel de défense, au programme de développement des exportations, etc. Il existe toute une gamme de programmes qui prévoient des subventions à la recherche et au développement. D'ailleurs, les sommes que le gouvernement consacre à ces programmes qui visent à appuyer le secteur privé dépassent, et de loin, les taxes que le gouvernement ne touche pas à cause de ces mesures fiscales spéciales. Pour l'année 1982-1983, cela s'élève à près de 400 millions de dollars. Il me semble que le chiffre exact est 389.4 millions de dollars.

C'est pourquoi je dis que ce n'est pas uniquement une question de mesures fiscales. D'autre part, les prévisions pour ce qui est des dépenses du secteur privé dans le domaine de la recherche et du développement sont très bonnes. Il est vrai que le secteur privé est en difficulté et qu'il réduit ses activités. Mais jusqu'à présent, rien ne nous mène à croire que des réductions ont également eu lieu dans le secteur de la recherche et du développement. Mais je ne voudrais pas vous induire en erreur. Je vais donc demander à M. Thom de compléter ce que je viens de vous dire.

[Text]

Mr. D.C. Thom (Assistant Secretary, Industry Branch, Ministry of State for Science and Technology): You are absolutely correct, Mr. Minister. I do not have the latest estimates for 1982 as produced officially by Statistics Canada; but I was talking to *The Financial Post* the other day, who have just completed their annual, though somewhat informal, survey of Canadian industry, which turned out to be remarkably accurate last year, and their feeling is that the increases in research and development expenditures by Canadian industry are, over all, holding up remarkably well, and they expect to see another substantial increase this year over last year. Last year was a very substantial increase over the year before. We are talking in the order of an average of 22 per cent. I think last year, 1981 over 1980, it was in the order of 26 per cent.

There are some areas that are softening; but there are certain companies, especially in the high technology areas, which are perhaps less exposed to the recessionary situation and which, on top of that, are saying that in their fields research and development is their future: if they do not do research and development, they will not exist. So they are continuing to invest very substantial amounts of money in research and development.

Mr. Orlikow: Mr. Chairman, the objective of the government as set out a year or two ago was that by 1985 we would be spending 1.5 per cent of the GNP on research and development. The federal government is to play an important role in that. The private sector is to play an even greater role than they have in the past. But a fairly substantial amount, both as a percentage and in actual money, under the federal government's plan is to be invested by the provinces.

Now, the federal government made its plans, passed the legislation. The Established Programs Financing which we have had, in which the federal government has transferred billions of dollars to the provinces to pay for post-secondary education, health and welfare programs, is to be ended. In my own province, the Province of Manitoba, for example, in the next five years, speaking from memory, the province will get \$700-and-something million less than they would have under the old arrangement. Now, the present Government of Manitoba starts its first year with a \$250 million deficit.

So my question to the minister is: How can the minister expect the provinces to do their share when—and I am speaking from memory—seven or eight of the provinces are already in a deficit situation? How can they be expected to meet the requirements for manpower in high technology occupations such as micro-electronics or biotechnology?

• 2035

Mr. Roberts: Well, without wishing to in any way diminish the importance of provincial efforts, the spending track and objectives which we established in the beginning of 1981—I think, in January 1981—established an overall objective of one-half the research and development effort being performed by the private sector, one-third by the federal government and one-fifth by the universities and provincial governments. I

[Translation]

M. D.C. Thom (secrétaire adjoint, Affaires industrielles, Département d'État aux sciences et à la technologie): Vous avez tout à fait raison, monsieur le ministre. Je n'ai pas sous la main les dernières prévisions pour 1982 établies par Statistique Canada, mais j'ai discuté l'autre jour avec des gens du *Financial Post*, qui viennent de terminer leur enquête annuelle sur l'industrie canadienne, enquête qui a d'ailleurs été remarquablement juste l'an dernier. Ils ont l'impression que l'augmentation des sommes d'argent consacrées par l'industrie canadienne à la recherche et au développement est très bonne, et ils s'attendent à ce que cette augmentation se maintienne pendant l'année à venir. L'an dernier, l'augmentation avait été très importante, quelque chose de l'ordre de 22 p. 100 en moyenne. Pour l'année 1981, je pense que l'augmentation avait été de 26 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Il y a certes des secteurs en difficulté et qui ralentissent leurs opérations, mais il y a également des sociétés, notamment dans le secteur de la technologie de pointe, qui subissent moins les effets de la récession et qui, de surcroît, se disent que si elles ne font pas des efforts sur le plan de la recherche et du développement, elles ne pourront pas survivre. Ces sociétés continuent donc d'investir d'importantes sommes d'argent dans la recherche et le développement.

M. Orlikow: Monsieur le président, il y a un an ou deux, le gouvernement s'était fixé comme objectif de consacrer, d'ici à 1985, 1.5 p. 100 de son PNB à la recherche et au développement. Le gouvernement fédéral devra jouer un rôle important, mais le secteur privé devra jouer un rôle beaucoup plus important que par le passé. Cependant, selon le plan du gouvernement fédéral, les provinces devront y investir beaucoup, en pourcentage et en chiffres réels.

Le gouvernement fédéral a élaboré ses projets et il a adopté les lois nécessaires. Le financement des programmes établis, en vertu duquel le gouvernement fédéral transférerait des milliards de dollars aux provinces pour l'éducation post-secondaire et les programmes de santé et de bien-être, va bientôt prendre fin. Si ma mémoire est exacte, ma province, le Manitoba, recevra, dans les cinq prochaines années, 700 et quelques millions de dollars de moins qu'elle n'aurait touché en vertu des anciens accords. L'actuel gouvernement du Manitoba commence donc sa première année avec un déficit de 250 millions de dollars.

Ma question est donc la suivante: comment le ministre peut-il s'attendre à ce que les provinces fassent leur part lorsque sept ou huit d'entre elles sont, si je ne m'abuse, déjà déficitaires? Comment peuvent-elles pourvoir à des postes de technologie de pointe, en micro-électronique, par exemple, ou en biotechnologie?

M. Roberts: Je ne voudrais pas minimiser l'importance de l'effort des provinces, mais les objectifs et prévisions des dépenses que nous avons fixés au début de 1981—en janvier 1981, si je ne me trompe—prévoient, comme objectif général, de confier au secteur privé la moitié de l'effort de recherche et de développement, en réservant un tiers au gouvernement fédéral et un cinquième aux universités et aux

[Texte]

would be delighted at everything and anything that provincial governments do. I would welcome their efforts. But it was not the foundation stone upon which the policy was built.

We have been extremely concerned about the state of university research, particularly in the natural sciences. I will not speak for the social sciences, since that is not an agency which comes under my umbrella. But we have been extremely concerned about the state of university research, in terms of the quality of the infrastructure. There has been a dilapidation of lab equipment over the last 10 years which is striking and unfortunate. And we have also been concerned about the failure of the university structure to maintain and develop more highly skilled people. And, in my view, those phenomena spring directly from the kind of funding formulas which provincial governments have developed in support of post-secondary education.

The federal government's support for post-secondary education has expanded remarkably. I do not know the figures for Manitoba offhand, but I have some idea of what they are for Ontario. And aside from the Province of Quebec, which is in a somewhat different position, the figures, I think, are the same across the country. But as the federal government has expanded its funding, provincial governments have withdrawn. We are concerned about the problem and that is what has led us, as a government, to increase very substantially the funding for the Natural Sciences and Engineering Research Council—the driving agency of the federal government—which provides support directly to university researchers.

I am not sure that, at least for me, this is the appropriate place to make it, because I am not sure it is part of these estimates that we are discussing, but if there is any criticism to be made of the inadequacy of university support, that criticism I think cannot really reasonably be directed towards the federal government, given its increased financial support. I believe it should be placed at the door of those who are responsible. And, in the honourable gentleman's case, it should not be directed at the government which is presently in office perhaps, but should be placed at the door of those past administrations which have, in my view, wrongly developed policies which have not provided sufficient support; and this is badly needed for the support of the university capacity, both in terms of people and equipment.

Mr. Orlikow: Well, Mr. Chairman, let me ask you this question—

The Chairman: Your last question, Mr. Orlikow.

Mr. Orlikow: —which deals specifically with the way you are doing things. Mr. Minister, you appointed a task force on biotechnology which reported to you recently, and in its report it stated that there would be a shortage of 3,000 highly skilled researchers in the area of biotechnology by the end of 1983. Now, how do you reconcile the withdrawal of funds for the

[Traduction]

gouvernements provinciaux. J'applaudirais avec satisfaction tout effort que les gouvernements provinciaux voudront bien faire, mais ce ne sont pas eux qui constituent la pierre angulaire de l'édifice.

Nous nous préoccupons vivement de la situation de la recherche universitaire, en particulier dans les sciences naturelles. Je ne puis parler pour les sciences sociales, car c'est une discipline qui n'est pas de ma compétence. Mais nous nous sommes très préoccupés de la situation dans la recherche universitaire, en particulier de la qualité de l'infrastructure. Le matériel de laboratoire a connu, au cours des dix dernières années, l'usure et des détériorations qui sont fort regrettables. Nous déplorons également le fait que les structures universitaires n'aient pas été à même de former et de conserver un plus grand nombre de gens hautement qualifiés. Ces phénomènes résultent directement, à mon avis, des formules de financement adoptées par les gouvernements provinciaux pour financer l'enseignement postsecondaire.

L'appui accordé par le gouvernement fédéral à l'enseignement post-secondaire a fait des progrès remarquables. Je n'ai pas en tête les chiffres pour le Manitoba, mais je connais approximativement ceux de l'Ontario, et à l'exception de la province du Québec, qui n'est pas tout à fait dans la même situation, ces chiffres sont du même ordre dans tout le pays. Mais les gouvernements provinciaux ont retiré leur concours au fur et à mesure que le gouvernement fédéral augmentait le sien. Cet état de chose nous inquiète et c'est ce qui nous a amené, en tant que gouvernement, à augmenter considérablement le financement pour le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—organisme moteur du gouvernement fédéral, qui finance directement la recherche universitaire.

Je ne suis pas sûr que ceci soit la tribune appropriée pour exprimer mon opinion, parce que je ne suis pas sûr que cela s'applique aux prévisions budgétaires dont nous discutons. Mais si l'on veut critiquer l'insuffisance des crédits universitaires, c'est à tort qu'on vise le gouvernement fédéral, qui a augmenté son concours financier. La critique devrait viser ceux qui sont responsables. Et dans le cas de ce monsieur, elle ne devrait pas s'adresser au gouvernement en place à l'heure actuelle, mais aux administrations précédentes qui, à mon avis, ont élaboré à tort des politiques qui ne prévoyaient pas un appui financier suffisamment généreux, dont les universités ont grand besoin, tant pour le personnel que pour le matériel.

M. Orlikow: Permettez-moi, monsieur le président, de vous poser cette question . . .

Le président: C'est votre dernière question, monsieur Orlikow.

M. Orlikow: . . . qui porte spécifiquement sur la façon dont vous agissez. Vous avez nommé, monsieur le ministre, un groupe d'étude sur la biotechnologie qui vous a récemment présenté un rapport, d'après lequel on prévoyait, à la fin de 1983, une pénurie de 3,000 chercheurs spécialisés en biotechnologie. Comment expliquez-vous que, compte tenu du rapport

[Text]

training of researchers in this area with the report of the commission which you yourself appointed?

Mr. Roberts: I am a bit at a loss for logistics here. I am not sure whether the Natural Sciences and Engineering Research Council and Mr. MacNabb have been before you. But if Mr. MacNabb has, he would have been able to tell you that there has been an expansion of funding in the Natural Sciences and Engineering Research Council directed towards this problem.

And I can also say that the National Research Council has very much in mind the need for improving our resources directed towards biotechnology, that their programs are sensitive to it as well. So that the results of that task force, which was an extremely valuable task force, are being incorporated in both the expenditure decisions of government and in the allocations of funds available for support of university researchers in the area.

The Chairman: Thank you, Mr. Roberts.

For the information of the committee, the Natural Sciences and Engineering Research Council will be before this committee at 8 p.m. on May 10. Perhaps Mr. Orlikow would like to question the witness at that time.

Mr. Herbert.

• 2040

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I cannot help but remark that the well over 20 members of Parliament we had at this committee yesterday afternoon have now dwindled to 6. Whilst I would not attribute that to the change in the witnesses before us, it might indicate a lack of interest of the members generally—

The Chairman: Mr. Herbert, for your information, we had 27 members of Parliament; 20 were members of the committee and 7 were observers. But it is nothing to reflect on the—

Mr. Roberts: Mr. Chairman, if I have such an unfortunate effect on the attendance of the committee, I would hesitate to impose my presence on you if you feel it is counter-productive.

Mr. Herbert: I received from the minister's department today the two volumes you can see: *Federal Science Activities 1982-1983* and *Federal Science Expenditures and Personnel, 1982-1983*. The first, the red volume, *Federal Science Activities, 1982-1983*, is a most interesting document. The second, I would say, is much less interesting; in fact, I wonder what it is all about.

May I ask the minister, to whom do you distribute these documents?

The Chairman: What was the second document, Mr. Herbert?

Mr. Roberts: The red one I am more familiar with.

[Translation]

de cette commission que vous avez vous-même créée, les crédits pour la formation de chercheurs dans cette discipline aient été diminués?

M. Roberts: Je ne sais pas très bien comment m'y prendre pour vous répondre, ne sachant pas si le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, et M. MacNabb, ont comparu devant vous. Dans l'affirmative, M. MacNabb aurait pu vous dire que les crédits du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ont été augmentés à cette fin.

Je puis ajouter que le Conseil national de recherches se préoccupe beaucoup d'améliorer les ressources consacrées à la biotechnologie, et en tient compte dans ses programmes. Il est donc dûment tenu compte des conclusions de ce groupe de travail, qui était de haute qualité, pour les décisions gouvernementales en matière de crédits et pour l'affectation de crédits accordés à la recherche universitaire dans ce domaine.

Le président: Je vous remercie, monsieur Roberts.

Je voudrais signaler au comité que le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie comparaitra devant ce comité le 10 mai à 20 heures. M. Orlikow aura sans doute des questions à poser à ce moment-là.

Je donne la parole à M. Herbert.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président. Je ne puis m'empêcher de remarquer que ce Comité, qui comptait 20 députés hier après-midi, n'en compte plus que 6. Je n'ose l'imputer aux témoins qui comparaissent aujourd'hui, mais cela me semble plutôt relever d'un manque d'intérêt des membres, d'une façon générale...

Le président: Je voudrais vous faire remarquer, monsieur Herbert, que nous avons 20 députés, dont 20 étaient membres du Comité, et sept observateurs. Mais il ne faudrait pas blâmer...

M. Roberts: Si ma comparution a pour effet de faire fuir les membres du Comité, j'hésiterais, monsieur le président, à vous imposer ma présence si vous jugez qu'elle compromet vos efforts.

M. Herbert: J'ai reçu, aujourd'hui, du bureau du ministre, les deux volumes que voici: *Activités scientifiques fédérales 1982-1983* et *Dépenses et main-d'oeuvre scientifiques fédérales 1982-1983*. Le premier de ces documents, à savoir le volume rouge, est fort intéressant, le second beaucoup moins, et je me demande même de quoi il s'agit au juste.

Puis-je demander au ministre à qui ces documents sont distribués?

Le président: Quel était le second document, monsieur Herbert?

M. Roberts: Je connais le volume rouge.

[Texte]

Mr. Herbert: The grey one seems to me to be some sort of a computer print-out of something or other.

Mr. Roberts: Maybe it was given to you by mistake.

Mr. Herbert: Maybe. I just received it today.

Mr. Roberts: I am sorry. To be serious, you said who are these given out to? These are printed up, if I remember correctly, overall, in both official languages, in something like 8,000 copies, and they are made available to those who, like members of Parliament, but not just members of Parliament, have an interest in the science and technology activities of the federal government. So it is available, I think, to anyone who writes to us and asks for it, but we do have a distribution list of people who, for business or university or other reasons, are interested in these activities.

Mr. Herbert: These are of interest; this red book certainly is of great interest in informing us on what you do. Is it a tool in any way to promote R&D in the private sector?

Mr. Roberts: A tool on our part? Yes.

Mr. Herbert: Are you trying to communicate something to the private sector?

Mr. Roberts: Yes.

Mr. Herbert: For example, the R&D that is presently carried out, the part that the government plays in promoting that R&D, and possibly in trying to indicate to various sectors in the private sector what they could do themselves?

Mr. Roberts: Perhaps I could answer your question directly and then expand briefly.

By the way, I said there are 8,000 copies; and that was right about the red book. The grey book, I am told, has a much narrower distribution of about 800 copies.

Yes, it is part of our attempt to provide information to those who are likely to find it interesting and therefore will be able to use our programs. I have tried over the past 21 months to increase and improve the communications aspect of the Ministry of State for Science and Technology to the outside world; I mean to the world outside government. We have done a variety of things to do that. I think particularly of the brochure which we published on partnership arrangements. We found that there were tax possibilities which were not being exploited by the private sector; we therefore prepared material to draw this to the public's attention and then found that the public thought we had announced a new program when in fact we were drawing attention to a program that had been there for several years. This convinced me, among other things, that we were not doing as good a job as we should in communicating out to the public what programs were available and what the stance of the government was.

[Traduction]

M. Herbert: Le volume gris semble être le produit d'un ordinateur, mais je ne sais trop à quoi il se rapporte.

M. Roberts: Peut-être vous a-t-il été remis par erreur.

M. Herbert: Peut-être. Je viens de le recevoir.

M. Roberts: Je suis désolé, mais pour en revenir à votre question, vous me demandiez à qui ces documents sont distribués? Ils sont imprimés, si j'ai bonne mémoire, en 8,000 exemplaires dans les deux langues, et sont destinés à ceux qui s'intéressent aux activités du gouvernement fédéral en matière de sciences et de technologie, par exemple, les députés, mais également à d'autres. Nous les envoyons à tous ceux qui veulent bien nous le demander, et nous avons une liste d'envoi de gens qui s'y intéressent, que ce soit les milieux d'affaires ou les milieux universitaires ou d'autres encore.

M. Herbert: C'est très intéressant, en particulier le volume rouge, qui donne de bonnes indications sur la marche à suivre. Sert-il également à encourager la recherche et le développement dans le secteur privé?

M. Roberts: S'il nous sert à nous? Certainement.

M. Herbert: Contient-il un message que vous essayez de faire passer au secteur privé?

M. Roberts: Oui.

M. Herbert: Ainsi, la recherche et le développement qui existent à l'heure actuelle, la participation du gouvernement dans leur promotion, est peut-être une identification aux divers secteurs privés de ce qu'ils pourraient entreprendre eux-mêmes?

M. Roberts: Je pourrais peut-être répondre directement à votre question, et y ajouter quelques commentaires.

Je vous parlais de 8,000 exemplaires, et c'est exact pour le volume rouge. Mais le volume gris n'est imprimé, me dit-on, qu'en 800 exemplaires.

Oui, c'est l'un des éléments de notre campagne d'information à ceux que la question peut intéresser et qui pourront peut-être utiliser nos programmes. Je me suis efforcé, au cours des 21 derniers mois, d'augmenter et d'améliorer la communication entre le département d'État des sciences et de la technologie avec le monde extérieur, j'entends par là le monde extérieur au gouvernement. Nous avons, à cet effet, pris différentes mesures, je pense en particulier à la brochure que nous avons publiée sur les associations et les formes qu'elles peuvent prendre. Nous avons constaté qu'il existait des dispositions fiscales qui n'étaient pas exploitées par le secteur privé, nous avons préparé des documents pour attirer l'attention du public sur ce sujet et avons alors constaté que le public avait pensé que nous annoncions un nouveau programme alors qu'en réalité nous ne faisons qu'attirer l'attention sur un programme mis en place depuis plusieurs années. Ceci m'a convaincu, entre autres, que nous ne nous acquittions pas suffisamment bien de notre devoir de faire connaître au public les programmes qui existent et la position adoptée à leur égard par le gouvernement.

[Text]

I think we have improved the performance considerably. There is an information kit we have assembled. You see the brochure I have just referred to on limited partnerships, *Investment Opportunities for Financing*. There is the *Government of Canada's Investment in Science*. There is a publication called the *Federal Government's Incentives for Industrial R&D*.

I think it is fair to say—I do not mean to insult any officials here—that this kind of effort was practically nonexistent when I became minister two years ago. I think we have made great strides in improving it. I also say—I hope I am not stepping on anybody's toes—that we still have a way to go in improving our information approach.

So you are right: this is part of an increasing effort on our part to communicate to the public what we are doing, why it is important, and how they can relate to it.

• 2045

Mr. Herbert: Right. Since you are promoting programs and each of these programs has its own individual budget, and presumably in most cases that budget is used up, you must, I assume, be making some assessment of the efficiency of the various programs which you list in here. Therefore, you are probably able to make some comments within Cabinet—since you may not wish to make them public—as to the varying degrees of efficiency from department to department of the various programs and the way they spend their moneys.

It occurs to me that since the department is not likely to receive funding for more than . . . I was going to say for more than it spends, which is the reverse way of putting it, but in fact its funding obviously is based on its past performance and presumably applications are received and certain sums of money are available and used by the department. In other words, since the funds are used up in most cases, I assume, you must surely have to look at the way these moneys are spent between departments. I assume that is one of your major jobs, to assess the efficiency of the spending. Let me compare, say, Agriculture with Energy, Mines and Resources, being two completely different departments, to see whether the moneys are as well spent in one department as they are in another, since I assume also there is a limitation on the funds that are available.

Mr. Roberts: I warned Mr. Thom that I was going to ask him to supplement my answer. I will try to respond in a general way.

Again, we must remember that we are not dealing with programs of the Ministry of State for Science and Technology. Your comments, therefore, I believe, focus in on programs which are administered by other departments.

[Translation]

Je crois que nous avons fait de grands progrès dans ce domaine. Nous avons mis au point un dossier d'information, et voici la brochure dont je viens de vous parler, sur les associations limitées, *Investment Opportunities for Financing* (possibilités d'investissement). Nous avons également une brochure sur l'investissement dans le gouvernement canadien dans les sciences, ainsi qu'une publication intitulée *Federal Government's Incentives for Industrial R&D* (Mesures d'incitations du gouvernement fédéral pour la recherche et le développement industriels).

Il n'est que juste, je crois, de faire remarquer, sans vouloir insulter qui que ce soit . . . qu'à mon entrée en fonction, il y a deux ans, rien, ou à peu près, n'avait été fait en ce sens, et nous avons fait de grands progrès dans cette voie. Mais je m'empresse d'ajouter, en espérant n'offenser personne, qu'il nous reste encore beaucoup à faire pour améliorer cet effort de communication.

Vous avez donc raison de le dire: nous avons l'intention de renforcer cette campagne d'information du public, en l'informant de ce que nous faisons, quelle en est l'importance et en quoi cet effort le concerne.

M. Herbert: Très bien. Puisque chacun des programmes que vous lancez à son propre budget, qui dans la majorité des cas est sans doute épuisé, je suppose que vous avez une méthode pour évaluer l'efficacité des différents programmes dont vous dressez la liste. C'est pourquoi vous pourriez sans doute faire quelques observations devant le conseil des ministres, puisque vous ne souhaitez pas les faire en public, sur l'efficacité des différents programmes selon le ministère, et la façon dont ces fonds sont dépensés.

Il me semble que puisque le ministère ne reçoit, selon toute probabilité, des crédits que pour . . . J'allais dire qu'il ne reçoit sans doute pas plus qu'il ne dépense, ce qui est une autre façon de dire, mais ce financement, de toute évidence, est établi en fonction de l'efficacité des programmes précédents, et les demandes sont reçues et certaines sommes sont mises à la disposition du ministère et utilisées par celui-ci. Autrement dit, puisque les fonds sont épuisés dans la plupart des cas, je suppose que vous examinez la façon dont ils sont répartis entre les ministères. J'imagine que cette évaluation constitue l'une de vos principales responsabilités. Permettez-moi de comparer, par exemple, le ministère de l'Agriculture avec celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui constituent deux ministères complètement différents, afin d'examiner si leurs dépenses respectives se comparent en efficacité, puisque les fonds disponibles doivent être limités.

M. Roberts: J'ai averti M. Thom que j'allais avoir à lui demander d'ajouter quelques précisions. J'essaierais de répondre d'une façon générale.

Il convient de nous rappeler que nous ne parlons pas, dans ce cas, de programme du département d'État en sciences et technologie et que vos observations, par conséquent, portent sur des programmes administrés par d'autres ministères.

[Texte]

Mr. Herbert: That is correct.

Mr. Roberts: I do provide counselling advice to the government on the overall expenditure framework related to research and development. That was published, as you know, over a year ago. Then specifically, as projects come before Cabinet for consideration, I do provide, on the basis of the information I receive from my officials, a commentary on the implications for research and development of the various proposals which a department presents. Let us say that Agriculture may come forward with a research proposal, or Industry, Trade and Commerce, that we do provide through Cabinet an assessment of the degree to which those proposals do or do not meet the science and technology objectives of the government. But when you talk about the assessment . . .

Mr. Herbert: I am talking about existing programs.

Mr. Roberts: Yes. But when you talk about the assessment of existing programs, then I do receive advice. But those programs, from time to time—perhaps Mr. Thom will say often—are also subjected to the review of the Treasury Board, what we usually call an A-Base Review. Usually, and I am subject to correction, my understanding of the system is that A-Base Reviews are the vehicle by which the efficiency of existing programs is assessed, and that vehicle is essentially one in the hands of the Treasury Board.

Mr. Herbert: Mr. Minister, if you . . .

Mr. Roberts: It might be helpful if I ask Mr. Thom to supplement and say to what degree, if any . . .

Mr. Herbert: I do want to interrupt here a little bit—

Mr. Roberts: Sorry.

Mr. Herbert: —because I am not talking about whether the moneys are well spent within a ministry, but recognizing there must surely be some restraint on the total amount of money spent, I was only thinking in terms of whether it would not be better to spend more moneys in ministry A and less moneys in ministry B. I know, because I have discussed it with different ministers, that you immediately get resistance and they will maintain that their moneys are well spent. But I would see it as a responsibility of your ministry to look very closely at what is being spent in the various ministries for R&D and to be prepared if necessary to criticize the spending of those moneys, well spent though they may be, inasmuch as you may see a much better program or a better reason for the spending in another department.

I think you may be in some difficulty here because it implies criticizing the work of another ministry and maybe that you are not prepared to do.

• 2050

Mr. Roberts: Again, I am going to ask Mr. Thom to speak because he is more involved in the administrative details than I am. All I can speak about is from the ministerial perspective.

[Traduction]

M. Herbert: Oui, c'est exact.

M. Roberts: Je donne des conseils au gouvernement sur l'ensemble des dépenses qui portent sur la recherche et le développement, conseils qui ont fait l'objet d'une publication il y a un peu plus d'un an, comme vous le savez. Puis au fur et à mesure que les projets sont discutés en conseil des ministres, j'apporte des commentaires, basés sur l'information que me fournissent mes collaborateurs, sur les répercussions sur la recherche et le développement des différentes propositions avancées par un ministère. Si par exemple le ministère de l'Agriculture propose un sujet de recherche, ou le ministère de l'Industrie et du Commerce, nous donnons au conseil des ministres une opinion sur la pertinence de tel projet pour les objectifs gouvernementaux en matière de sciences et de technologie. Mais lorsque vous parlez d'évaluation . . .

M. Herbert: Je parlais de programmes existants.

M. Roberts: Bien. Si vous parlez d'évaluation du programme existant, je reçois des avis. Mais ces programmes sont régulièrement, peut-être même souvent, dirait M. Thom, soumis à révision par le Conseil du Trésor, ce que nous appelons généralement une révision de base A. Je peux me tromper, mais je crois savoir que ces révisions de base A sont le mode d'évaluation de l'efficacité des programmes existants, et que cette tâche revient surtout au Conseil du trésor.

M. Herbert: Monsieur le ministre, si vous . . .

M. Roberts: Il vaut peut-être mieux que je demande à M. Thom de vous donner quelques précisions et de vous dire dans quelles mesures, s'il en est . . .

M. Herbert: Je voudrais vous interrompre ici . . .

M. Roberts: Excusez-moi.

M. Herbert: . . . car la question n'est pas de savoir si les fonds sont bien dépensés au sein d'un ministère, mais de reconnaître qu'il doit certainement y avoir une limite imposée à l'ensemble des crédits, et en conséquence je me demande s'il ne vaudrait pas mieux en dépenser davantage dans un ministère A et moins dans un ministère B. Je sais, pour en avoir discuté avec différents ministres, que vous vous heurtez immédiatement à une résistance, et que chaque ministre affirme qu'il fait bon usage de ses crédits. Mais je voudrais que votre ministère soit chargé d'étudier de très près les dépenses des différents ministères en recherche et développement, et se réserve le droit, si besoin est, de critiquer l'utilisation de ces fonds, si bien utilisés soit-il, si vous jugez qu'un autre programme eut été préférable, ou si vous voyez une bonne raison pour attribuer ces crédits à un autre ministère.

J'imagine que c'est une situation délicate pour vous, car vous pourriez être entraîné à critiquer les dépenses d'un ministère, et vous n'êtes peut-être pas disposé à le faire.

M. Roberts: Je vais, de nouveau demander à M. Thom d'ajouter des observations, car il s'occupe davantage que moi

[Text]

From time to time, we do go through that process. From time to time, in a period of economic restraint, there is a recognition by the members of the Cabinet that there is a need to find funds, and at that point there is an examination by members of the Cabinet of possible sources, possible cutbacks, areas where cutbacks could take place. And when I enter into that process, as one of the members of the Cabinet, one of the matters I have very much in my mind is what scientific programs throughout the government have, in our view, not panned out. Necessarily, research is a somewhat risky operation. So I may very well make a suggestion saying my own assessment, or my assessment based on official advice, is that program *x* in department *y* is unfortunately not succeeding with the kinds of results we had hoped it would have and therefore should be cut.

Mr. Herbert: Even though that makes you unpopular amongst some of your Cabinet colleagues.

Mr. Roberts: I have always been ready to face the unpopularity with my Cabinet colleagues. It is the members of the House whom I worry about.

Mr. Herbert: Mr. Minister, my time now is running out fast, and I want to take up the subject of the multinationals. When the National Research Council was here and Dr. Kerwin, the president, was before us, he had with him a Dr. Gilmour, and I took issue with something that Dr. Gilmour said. He was stating that the R&D in the multinationals tends to be done in their own home country, in their home base. Since we in this country, for good or bad, are largely controlled by multinationals, do you go from industry to industry looking at the problems of that industry—I am talking about the multinationals—to see what you can suggest within that particular industry to encourage them to do their R&D in Canada? When I suggested, for example, that it paid a certain sector to hightail it into Ireland, he said: Oh, that was because of the tax structure, the tax benefits. But we have mentioned tax incentives here. What do you do in this area amongst the multinationals?

Mr. Roberts: Yes, Mr. Chairman, we do. I do this and officials of my department do this. I think it has been done in a relatively haphazard way in the past, and one of the suggestions I made to the Cabinet, which was accepted by the Cabinet and which I discussed in my speech yesterday, was our belief that we should have a much more systematic process for doing this. The number of companies in Canada doing research and development is remarkably small, and we do believe that this kind of personal, face-to-face contact, and not confrontation, would be helpful, if done in a relatively systematic way, to organize discussions between the companies who are doing research or have the potential for doing research and myself or the officers of my department.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Herbert, your time has expired.

[Translation]

de l'aspect administratif de ces questions. Je ne puis parler que du point de vue du ministre.

Il nous arrive de temps en temps de faire effectivement cela. Dans une période de difficultés économiques, les membres du Cabinet, conscients de la nécessité de freiner les dépenses, envisagent la possibilité d'imposer des restrictions et cherchent où pratiquer des coupures. Lorsque je procède à cela, en tant que membre du Conseil des ministres, je cherche à cet effet quels sont les programmes scientifiques qui, à notre avis, n'ont pas eu tout le succès espéré. La recherche, par sa nature, est toujours une entreprise quelque peu risquée et c'est pourquoi je fais une proposition en disant qu'à mon avis, ou en me fondant sur l'avis de mes collaborateurs, un programme *X* d'un ministre *Y* n'a pas eu les résultats escomptés et qu'il faudrait donc l'éliminer.

M. Herbert: Même s'il faut pour cela subir le ressentiment de certains de vos collègues du Cabinet?

M. Roberts: J'ai toujours été prêt à prendre ce risque; ce sont les députés qui m'inquiètent.

M. Herbert: Monsieur le ministre, il ne me reste plus beaucoup de temps, et je voudrais aborder le sujet des multinationales. Lorsque le Conseil national de la recherche a comparu en la personne de son président M. Kerwin, il était accompagné d'un M. Gilmour, et je me suis élevé contre ce qu'a dit ce dernier. Il disait que les sociétés multinationales tendaient, d'une façon générale, à faire faire les travaux de recherche dans leur pays d'origine. Puisque nous nous trouvons, dans ce pays, dans une large mesure sous la dépendance des sociétés multinationales, pour le meilleur et pour le pire, examinez-vous les problèmes des multinationales pour voir dans quelle mesure vous pouvez encourager chaque industrie à faire faire la recherche au Canada? C'est ainsi que lorsque j'ai fait remarquer qu'il pouvait être payant, pour un certain secteur, de décamper en Irlande, qu'on m'a dit que c'était en raison de la structure, des avantages fiscaux. Mais nous avons fait remarquer qu'il y avait également des avantages fiscaux ici. Comment agir, en cette matière avec les sociétés multinationales?

M. Roberts: Oui, monsieur le président, nous intervenons auprès des multinationales, moi de mon côté, et les cadres de mon ministère également. Nos efforts n'ont pas été très bien dirigés autrefois, et j'ai proposé hier, dans mon discours au Conseil des ministres que nous nous organisions mieux à cet effet. Il n'existe, en effet, qu'un nombre très limité de sociétés canadiennes qui font de la recherche et du développement, et nous pensons qu'au lieu de rechercher la confrontation, nous devrions cultiver les contacts personnels, et de façon relativement systématique, afin d'engager le dialogue entre les sociétés qui font de la recherche ou qui ont les moyens de le faire, et moi-même et les cadres de mon Ministère.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Vous avez épuisé le temps qui vous était alloué, monsieur Herbert.

[Texte]

Mr. Herbert: Okay. Thank you.

The Chairman: We are on second round. Mr. Gilchrist.

Mr. Gilchrist: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, I hardly know where to continue. Mr. Orlikow asked you about the cutback in post-secondary education and how that seems to be incompatible with the views of your department to expand research. You said it was a downstream thing and there was a long-range pay-back. I agree with all that. I cannot see why we would not be using directed funding for post-secondary education in order to supply ourselves with the appropriate number of scientists and technicians which we will need. We know we will need them. But I will not flog that point.

The mathematics of the objective of 1.5 per cent—correct me if I am wrong—would seem to be like this: when we were spending 1 per cent, which is almost now, and a short while back, your federal government was responsible for half of that; therefore, you spent 0.5 per cent of GNP. You are now undertaking to spend one third of the increased objective of 1.5 per cent, so you are still spending 0.5 per cent of GNP as the federal government. Perhaps the mathematics are out a little, but that is roughly where we are. I do not see that this is progress. I do not see that the objective is adequate. I think it is quite inadequate. I think the 2.5 per cent that was talked about in past government was more realistic to the national need and I, for one, would not quarrel with you on your estimates if you came in with 10 times the budget, 20 times the budget. I think that is exactly what we should be doing. So I would not be worrying about whether you publish an 800-volume book or not; it is such an inconsequential matter with regard to the total need.

• 2055

I am wondering, if you do give this kind of guidance as you have suggested to the other ministers, how are you going to get them to direct specific research into areas of great need? For example—I am sorry this is sounding like a lecture but I am trying to make a point—in Taiwan, the Republic of China, you have a steel mill that is becoming a very efficient steel mill and it is located alongside a shipbuilding facility, which brings to mind Sydney Steel or something like that. Should we always be worrying about our inefficient government maintained at great cost, inefficient facilities of steelmaking, when we might take another approach to shipbuilding? After all we are an exporting nation; we ship a lot of renewable and non-renewable resources.

Could we not direct our research into the specific areas of marine technology of shipbuilding and thereby also help the

[Traduction]

M. Herbert: Je vous remercie.

Le président: Nous passons au second tour, et je donne la parole à M. Gilchrist.

M. Gilchrist: Merci, monsieur le président.

Je ne sais au juste où reprendre le fil de la discussion, monsieur le ministre. Monsieur Orlikow vous a interrogé sur les réductions de crédit dans l'enseignement postsecondaire, en insistant sur le fait qu'elles sont incompatibles avec les intentions de votre ministère de développer la recherche. Vous disiez que les répercussions de ces réductions se font en aval, que les répercussions se font sentir à long terme, et je suis bien d'accord avec vous. Je ne vois pas pourquoi nous n'utiliserions pas les subventions directes pour l'enseignement secondaire, afin de former un nombre suffisant de chercheurs et de techniciens dont nous aurons besoin plus tard, car nous savons que nous en aurons besoin. Mais je ne veux pas insister sur ce point.

Vous proposez comme objectif de défense 15 p. 100 du PNG, si j'ai bien compris, et en ce cas, lorsque nous dépensons 1 p. 100—nous dépensons presque ce pourcentage à l'heure actuelle—et il y a un certain temps—votre gouvernement fédéral était responsable de la moitié de ces crédits et vous dépensiez donc 0,5 p. 100 du PNG. Vous vous proposez à présent de dépenser un tiers des crédits augmentés, à savoir 1,5 p. 100 de sorte que vous ne dépensez toujours que 0,5 p. 100 du PNG. Le calcul n'est peut-être pas fait avec une grande précision, mais c'est ainsi que se présente approximativement les choses. Je ne vois pas où est le progrès, et je ne crois pas que l'objectif soit suffisant. Je pense que c'est tout à fait insuffisant, et que 2.5 p. 100 dont nous parlions avec le gouvernement précédent répondaient beaucoup mieux aux besoins de la nation. Si vous proposiez une somme dix ou vingt fois supérieure, je ne trouverais rien à y redire, car je pense que c'est exactement ce dont nous avons besoin. Je ne vais donc pas vous chercher chicane parce que vous publiez, ou non, un livre en 800 exemplaires, car il s'agit de somme dérisoire au regard de l'ensemble de nos besoins.

Vous disiez que vous donniez des conseils et des orientations aux autres ministres, et je me demandais comment vous pourriez les convaincre pour encourager la recherche dans les domaines où le besoin se fait particulièrement sentir. Je vous citerai un exemple, en m'excusant de paraître vous donner un cours, mais j'essaie de bien me faire comprendre; il existe à Taiwan une aciérie dont l'efficacité est en voie de devenir remarquable, qui se trouve à côté d'un chantier de construction naval, et qui nous rappelle *Sydney Steel*, ou des installations similaires. Faut-il continuer d'entretenir à grands frais des installations gouvernementales peu rentables, des usines sidérurgiques mal utilisées alors qu'il existe une autre façon d'envisager la construction navale? N'oublions pas que nous sommes une nation d'exportateurs, et que nous disposons d'une grande quantité de ressources renouvelables ou non.

Ne serait-il pas possible de diriger la recherche vers des domaines spécifiques de technologie marine et de construction

[Text]

Atlantic provinces' problem and some of our other balance of payments' problems? Would this not be something you could counsel your colleagues to look at very seriously? A company that might want to get into the higher technologies of radar and communications and a lot of the very sophisticated marine systems today would not be inclined to do so with the view that we might build six frigates down the road—we might not, too—but rather that we would build a frigate a year for the next 30 years, guaranteed, along with another ship bottom or two or three on a planned basis, and so our technologies could broaden very significantly into areas of great economic need. Would this not be the kind of counsel that your department should look at seriously and virtually instruct other ministries to consider implementing?

Mr. Roberts: Mr. Chairman, I must say to Mr. Gilchrist that he need not apologize for the way in which he has expressed his views. I think they are very helpful and I think, by and large, our views are very similar. I think it is important to realize that when we talk about 1.5 per cent we are not talking about under the finish line at the race—the 100-yard dash and that is where we stop. The critical path for reaching 2.5 per cent is the same critical path for reaching 1.5 per cent, and I am not suggesting that we will have a plateau at 1.5 per cent. My task was to try to establish how quickly we could get to 1.5 per cent and what were the policies needed to do it. I think that is what I did, and we are on that track. I am not suggesting that 1.5 per cent is the stop point. I think we will go on past that, to the 2.5 per cent for instance.

My view is that what we have done so far has been the correct approach; that for a variety of reasons the 1.5 per cent figure was the one we should have pursued and designed our policies to reach as quickly as possible. But I do not think that same approach is really the proper approach for the subsequent stage. I think if we were to follow the same approach we would have the danger of making the means or the financial resource expenditure the end of the policy rather than the means of the policy, and we have to ask ourselves the kinds of questions Mr. Gilchrist was asking, perhaps not in relation to specific companies but in relation to sectors of the economy. The proper step for us to take is to say what kind of research needs to be done and can be done in Canada to take advantage of opportunities that we have, or respond to problems that we have. Instead of saying we have so much money to spend, what do we spend it on, we should say, what needs to be done and what kind of financial resources are needed to do that? And that, I think, is the next step of the process, of moving to what I think is an adequate soundly-based research and development policy.

• 2100

What I said I think indicates that that research and development policy can only really be soundly based if it takes itself

[Translation]

navale, et de contribuer ainsi à apporter une aide aux provinces Maritimes tout en portant une aide au déséquilibre de notre balance de paiements? Pourriez-vous demander à vos collègues d'étudier attentivement cette question? Une société qui envisagerait de se lancer dans l'exploitation des techniques du radar, communications et autres techniques marines de pointe à l'heure actuelle sera peu encline à le faire si nous ne pouvons nous engager à construire plus que six frégates à l'avenir—sans même pouvoir nous engager à cela—mais il en irait différemment si nous pouvions construire une frégate par an pour les 30 prochaines années, et quelques fonds de navire selon un calendrier établi, afin que nous puissions améliorer et étendre nos technologies dans des domaines où elles sont particulièrement nécessaires. Ne serait-ce pas là l'une des questions auxquelles votre ministère devrait consacrer toute son attention en intervenant auprès d'autres ministères pour leur conseiller d'agir en ce sens?

M. Roberts: Je voudrais prier M. Gilchrist, monsieur le président, de ne pas s'excuser pour la façon dont il exprime ses opinions, car elles me paraissent très utiles et je suis, dans l'ensemble, d'accord avec lui. Il est important pour nous de nous rendre compte lorsque nous parlons de 1.5 p. 100, que nous ne parlons pas d'un objectif idéal, ou maximal, la ligne d'arrivée, à la course, vers laquelle tendent tous nos efforts. La voie critique pour atteindre 2.5 p. 100 est la même que pour atteindre 1.5 p. 100, et je ne propose pas que nous la fixions pour limite. J'essayais simplement de découvrir combien de temps il nous faudra pour arriver à 1.5 p. 100, et quelle orientation devrait prendre notre politique à cet effet. Je crois que c'est ce que je fais, et c'est la voie sur laquelle nous nous sommes engagés, et je ne prétends pas que le but soit atteint. Je crois que nous arriverons au-delà, jusqu'à 2.5 p. 100 par exemple.

Mais nous avons adopté la bonne attitude, à mon avis: pour un certain nombre de raisons, le chiffre de 1.5 p. 100 était l'objectif à poursuivre, et nous avons visé à l'atteindre aussi rapidement que possible. Mais nous ne devrions pas, je crois, adopter la même tactique pour l'étape suivante, car si nous le faisons, nous serions en danger de faire du moyen—à savoir les fonds dépensés—la fin de la politique plutôt que le moyen, et nous devons nous poser le genre de questions soulevées par M. Gilchrist, moins peut-être pour certaines sociétés que pour certains secteurs de l'économie. La bonne méthode, c'est de définir le genre de recherche qui peut et doit se faire au Canada pour tirer le meilleur parti de nos chances, ou pour résoudre les problèmes qui se posent à nous. Au lieu de se dire: que va-t-on faire de l'argent dont on dispose, on devrait plutôt se dire: qu'y a-t-il à faire et de quels crédits a-t-on besoin pour le faire? A mon avis, cette étape est absolument essentielle si l'on veut s'orienter vers ce que j'appelle une politique solide de recherche fondamentale et appliquée.

A mon avis, une politique de recherche fondamentale et appliquée ne peut être solide que si elle s'inscrit dans le

[Texte]

within the context of a larger economic development strategy. That is why, I think, among other reasons, the document which the government presented along with the budget in November, the *Economic Development for Canada in the 1980s*, is an important document, and we should read our research and development efforts and the programs and policies we develop to support them in conjunction with the economic development strategy.

I think it is true that the economic development strategy has not received as much attention as I would have liked to have seen it receive. In hindsight, I think one can say that issuing it at the same time as the budget was probably not the best way to provide the public focus of attention for it we would have liked. It is not a blueprint. It does not set out the nuts and bolts of what should be done. But I think it does indicate a path; and, to mix the metaphor, a path we want to discuss with the public. It indicates a path of direction into realizing the economic potential of the country. It talks about the necessity of exploiting our resource base, the international comparative advantage we have in resources. It talks also about the strengthening of our manufacturing base. It very clearly establishes a high priority to be attached to high-technology industries. It goes on to describe the special emphasis that should be given to a variety of infrastructure programs on the part of government, designed to produce a supportive context in the realization of that potential.

Fundamentally, the document suggests that we follow the approach—perhaps the way one cashed it out in practice would be different from the way Mr. Gilchrist would, but it virtually uses the phrase he has used, of reinforcing our strengths, of finding those things which Canada does well or does best, where we have an international comparative advantage. And there is a whole variety of them. It says we have to find, in both the private sector and the public sector—because a kind of co-operative and constructive partnership is required here; the private sector is the engine of growth, but government, because it deals with infrastructure policies, creates a setting for growth—and both in the private sector and in the public sector there has to be a shared consensus about where these areas are. We cannot afford to be in everything across the board. We have to concentrate our efforts in those things where we can realize potential quickly.

It seems to me that you, Mr. Gilchrist, and I, are on the same wavelength in this, and the next stage, if we are really to have an effective research and development policy, is to flesh out, or perhaps I should say, to add muscle, to that skeleton which has been put forward in the economic development strategy, in exchange with the private sector, and the research and development objectives should be developed in the same way and at the same time. That is why I hope the consultation process with the private sector will be in relation to research and development: so we develop a consensus on what are those areas where we should be concentrating. Is fusion research one of them, for instance; to take a specific example? My own feeling is no, not really; not much. I think we have had this debate before. Perhaps that is right; perhaps it is wrong. We

[Traduction]

contexte d'une stratégie plus générale de développement économique. C'est l'une des raisons pour lesquelles le document que le gouvernement a présenté en même temps que le budget, en novembre dernier, et intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80», est un document important qui stipule notamment que les efforts, programmes et politiques que nous consacrons à la recherche fondamentale et appliquée devraient s'inscrire dans une stratégie de développement économique.

Il est vrai que ce genre de stratégie ne fait pas parler autant d'elle qu'elle le devrait. Avec du recul, on peut dire que le fait de la présenter en même temps que le budget n'était peut-être pas le meilleur moyen d'attirer sur elle l'attention du public. Il ne s'agit pas d'un projet détaillé quant aux mesures précises à prendre, mais à mon avis, il indique une orientation générale, orientation dont nous voulons discuter avec le public et qui consiste à définir le potentiel de notre économie. Ce document souligne notamment la nécessité d'exploiter nos différentes ressources et l'avantage concurrentiel que nous donnent, au niveau international, toutes les richesses que contient notre sous-sol. Le document parle également de renforcer notre secteur de la fabrication et souligne très clairement le rôle très important que jouent les industries de pointe. Il décrit ensuite les efforts tout particuliers que le gouvernement devrait consacrer à différents programmes d'infrastructures, programmes qui permettraient d'étayer les objectifs d'exploitation du potentiel de notre pays.

En substance, le document propose, et ce sont-là les mêmes termes qu'a employés M. Gilchrist, peut-être pas dans le même sens qu'il leur donnait, propose donc de renforcer nos points forts, de déterminer les secteurs dans lesquels le Canada excelle et où nous avons un avantage concurrentiel au niveau international. Et croyez-moi, ces secteurs sont nombreux. Ce document fait également appel à la collaboration constructive du secteur privé et du secteur public, car le secteur privé est le moteur de la croissance, mais le gouvernement, parce qu'il établit les politiques d'infrastructures, suscite un certain climat pour cette croissance, et il est évident que le secteur privé et le secteur public doivent s'entendre quant à la sélection des secteurs dont je parlais tout à l'heure. On ne peut pas se spécialiser dans tout. Nous devons plutôt concentrer nos efforts dans les domaines où nous pouvons avoir des résultats rapidement.

Il me semble donc, monsieur Gilchrist, que nous sommes tous les deux sur la même longueur d'onde et la prochaine étape consistera, si nous voulons vraiment une politique efficace de recherche fondamentale et appliquée à étoffer et à renforcer les grandes lignes qui nous aurons été proposées dans la stratégie de développement économique, et cela en collaboration avec le secteur privé, qui participera donc à l'établissement des objectifs en matière de recherche fondamentale et appliquée. J'espère donc que ce processus de consultation avec le secteur privé aboutira, de sorte que nous pourrions nous entendre sur les secteurs qui méritent des efforts particulière-ment soutenus de notre part. Par exemple, la recherche en matière de fusion en est-elle un? A mon avis, pas vraiment, mais je crois que nous en avons déjà parlé. J'ai peut-être

[Text]

should say, here is an area where we should do a little, but not a lot. We should do some, but not everything. We have limited resources; we have to concentrate; but through the process of discussion, exchange, and consultation, to ensure that the private sector and the public sector are on track, we do have that concentration of emphasis I think you were getting at when you spoke of reinforcement of strength.

I am not trying to answer a one-minute question with a 15-minute answer and to take up your time. I really am not. I know you are going to have time to come back anyway. But to me this is the fundamental question in getting an economic development strategy in Canada on a sound track. It seems to me to be the important political question of the 1980s; not necessarily of the next six months, but for the next year, when we have immediate economic problems that are tremendously important. But dealing with that question effectively is really the secret to responding to the economic challenge of this country. I think it is the most important question we face.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Gilchrist, he has given you a nine-minute answer to your one-minute question. But I will get back to you. You will get a chance to have revenge that. You can ask one nine-minute question to get a one-minute answer.

• 2105

Mr. Gilchrist: I gave him a pretty long question. Thank you.

The Chairman: Thank you. Mr. Orlikow

Mr. Orlikow: Mr. Chairman, I want to ask a couple of questions. I am not blaming the minister for his answers, but it sure eats up the time.

Let me just make a comment following on the question Mr. Gilchrist asked and the answer which the minister gave and say to the minister that the trouble with following the economic development strategy outlined in the documents tabled at the same time as the budget is that the forecast, the calculations and the numbers have been proven all wrong. GNP is not growing at the rate which the government estimated. Unemployment is already higher, much higher than the government estimated it would be for the whole of 1982, and growing. You talked about the necessity of having a strong manufacturing sector. Employment and manufacturing has been cut by over 200,000 in the last six months. I say to you, Mr. Minister, that your calculations sound fine in theory, but it is not working.

Let me ask you a specific question which follows some of the questions I asked earlier. As I indicated, the government made a decision to phase out EPF, to cut back on the funding of programs they shared with the provinces. In your answer, I accept a good deal of the truth of what you said. That the provinces have not done their share, I accept that. Some of the ministers have indicated either directly or indirectly that with the cutback in the EPF funding by the federal government, the

[Translation]

raison, mais j'ai peut-être tort. On pourrait s'entendre pour dire qu'il s'agit-là d'un secteur auquel nous devrions consacrer certains efforts, mais de façon limitée. Nous avons en effet des ressources limitées et il nous faut donc savoir les concentrer là où elles seront les plus utiles. Cela se fera donc grâce au processus de discussions, d'échanges et de consultations, de sorte que le secteur privé et le secteur public iront tous les deux dans le même sens.

Je n'essaie pas de vous donner une réponse de quinze minutes à une question d'une minute, dans le but d'utiliser tout votre temps. Ce n'est pas cela du tout. De toute façon, je sais que vous aurez le temps de revenir là-dessus. Je voulais cependant vous faire comprendre que, pour moi, il est absolument fondamental d'avoir une stratégie de développement économique, et une stratégie saine. Je crois même que ce sera le défi politique important des années 80, pas forcément dans six mois, mais peut-être l'année prochaine, lorsque nous nous heurterons à des problèmes économiques considérables. La question maintenant est de savoir comment nous allons relever ce défi.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Gilchrist, le ministre vous a donné une réponse de neuf minutes à votre question d'une minute, mais vous aurez la parole à nouveau. Vous aurez donc la chance de prendre votre revanche. Vous pourrez en effet poser une question de neuf minutes et demander une réponse d'une minute.

M. Gilchrist: Ma question était assez longue. Merci.

Le président: Merci. Monsieur Orlikow.

M. Orlikow: Monsieur le président, j'ai une ou deux questions à poser. Sans vouloir faire de reproches au ministre, il prend vraiment son temps pour répondre.

J'aimerais d'abord faire quelques commentaires sur la question qu'a posée M. Gilchrist et la réponse qu'elle a suscitée. Le problème que pose la stratégie de développement économique qui a été présentée en même temps que le budget, est que ses prévisions, ses calculs et ses chiffres se sont tous révélés faux. Le PMB n'augmente pas au taux prévu par le gouvernement. Le taux de chômage est déjà plus élevé, et en fait beaucoup plus élevé que le gouvernement ne l'avait prévu pour l'ensemble de 1982, et l'année n'est pas terminée. Vous avez parlé de la nécessité d'avoir un secteur manufacturier vigoureux, mais l'emploi dans ce secteur a diminué de 200,000 au cours des six derniers mois. En conséquence, monsieur le ministre, vos calculs semblent parfaits en théorie, mais certainement pas en pratique.

Permettez-moi de vous poser une question à la suite de celles qui vous ont été posées tout à l'heure. Comme je l'ai indiqué, le gouvernement a décidé d'éliminer progressivement le financement des programmes établis et, donc, de réduire ses contributions au financement de programmes dont il assurait les coûts avec les provinces. Une grande partie de la réponse que vous avez donnée tout à l'heure est exacte, je vous l'accorde. Lorsque vous dites que les provinces n'ont pas respecté leur

[Texte]

federal government will have the funds to do a better job. They will be able to better target the money and put it into programs which will be much more productive than the programs which were to a large extent planned and operated by the provinces and by, for example, the universities.

What are these programs, these better planned, better targeted programs that the federal government is going to put its effort into? Will the federal government consult with the research communities and the provinces which do have the universities and the technical institutes? Even if they have been used wrongly, as some people say, you are not going to build a whole new set of institutions so how do you foresee better targeting? How is that going to be done? What direction are you going to go? Are you going to do that on your own or are you going to work with the provinces and the universities?

Mr. Roberts: I am very conscious of the mild reproach that I answered too long.

The Chairman: We meant no offence.

Mr. Roberts: There is no offence. I will just say that Mr. Regan, the Secretary of State, is leading those discussions with the provinces and certainly meeting with the representatives of the university sector to discuss those questions.

Mr. Orlikow: Supposing the provinces do not agree, or the universities are not seized with the idea that the federal government and its departments have better answers than before and that they have to follow the federal example, then what?

Mr. Roberts: In terms of my responsibilities, I have said frequently and I still maintain that my concern in these discussions and negotiations will be twofold; to ensure that whatever is done is done in such a way that it is done with sufficient gradualness as not to completely *bouleversé* the system, and secondly, that whatever is done should lead to the strengthening of the universities as research institutions rather than weakening them.

Mr. Orlikow: But are we going to get from you or from other ministers a much clearer and more specific sort of description of the targeted areas, where new programs are going to take the place of the old programs or going to improve on the old programs, and what areas are going to be implemented?

• 2110

Mr. Roberts: I can only assume that Mr. Regan will be making whatever announcements are appropriate after his discussions with the provinces take place.

Mr. Orlikow: Over the last year and a half or so, we have had, I think, seven task forces—smaller groups of members of Parliament than the usual standing and special committees—

[Traduction]

engagement, cela est exact. Certains ministres ont indiqué, directement ou indirectement, que grâce à cette réduction de sa contribution au financement des programmes établis, le gouvernement fédéral aura les fonds nécessaires pour accroître son efficacité. En effet, il pourra mieux identifier les sommes nécessaires et les consacrer à des programmes qui seront plus productifs que ceux qui étaient organisés et administrés par les provinces et, notamment, pas les universités.

Qu'entendez-vous par programmes mieux planifiés et mieux orientés que le gouvernement fédéral va mettre sur pied? Ce gouvernement va-t-il consulter le milieu de la recherche et les provinces qui ont des universités et des instituts technologiques? Même si, comme certains le prétendent, ces programmes n'ont pas été utilisés à bon escient, vous n'allez certainement pas vous mettre à construire de nouveaux établissements... Alors, comment allez-vous faire pour mieux orienter ces programmes? Comment allez-vous procéder? Quelle orientation allez-vous prendre? Allez-vous le faire tout seul de votre côté, ou bien allez-vous consulter les provinces et les universités?

M. Roberts: Je suis très conscient d'avoir donné une réponse trop longue, et j'accepte votre léger reproche.

Le président: Il ne voulait pas vous offenser.

M. Roberts: Bien sûr que non. Je dirais simplement que M. Regan, le Secrétaire d'État, poursuit des discussions avec les provinces et, notamment, avec des représentants des universités.

M. Orlikow: Que se passerait-il si les provinces n'étaient pas d'accord avec vous ou si les universités n'étaient pas convaincues que les idées avancées par le gouvernement fédéral et ses ministères ne sont pas meilleures que les leurs?

M. Roberts: En ce qui concerne mes propres responsabilités, j'ai déjà dit à plusieurs reprises, et je le répète, que je poursuis un double objectif dans ces discussions et négociations; tout d'abord, je veux m'assurer que, quelles que soient les décisions qui seront prises, on procèdera progressivement afin de ne pas bouleverser le système; deuxièmement, je vais également m'assurer que toutes les mesures qui seront prises auront pour résultat de renforcer les établissements de recherche des universités, et non pas de les affaiblir.

M. Orlikow: J'aimerais bien savoir si vous, ou un autre ministre, allez nous donner une description un peu plus précise en ce qui concerne les secteurs désignés, c'est-à-dire les secteurs dans lesquels de nouveaux programmes amélioreront ou remplaceront les anciens?

M. Roberts: Je ne peux que supposer que M. Regan fera les déclarations qui s'imposent après ses discussions avec les provinces.

M. Orlikow: Depuis environ 18 mois, sept groupes de travail—c'est-à-dire des groupes plus restreints que les comités permanents—ont été constitués et ont fait des études appro-

[Text]

that did some pretty intensive studies of a series of what the government, and opposition members of Parliament thought were important subjects. These task forces did some very useful work. Would you consider the establishment of an all-party committee to look at the kinds of problems we are facing, the kind of field we are going into? We are talking about the expenditure of hundreds of millions of dollars, billion of dollars, in the next few years.

Mr. Roberts: Are you referring to the field of science and technology, or are you talking about the post-secondary field?

Mr. Orlikow: No, I am talking about science and technology and research and where our research efforts should be. I do not want to give you a long question to which you will have a long answer, but at the same time as these expanded programs have been implemented, there have been some very curious cutbacks in fishery research and forestry research, the very fields in which we have these comparative advantages that you talked about. It seems to me that it would be useful if we could have a great deal more open discussion than we have had in the past. I suggest to you that some kind of all-party committee, or a task force of members of Parliament, could perform a very useful function.

Mr. Roberts: I would welcome enthusiastically any effort. There is, however, already, a joint committee made up of parliamentarians, including members of the House and senators, and people from outside who have a knowledge of this. It is chaired, I believe, by Mr. Deans, your colleague—at least he is a co-chairman. I do not know whether some other separate instrument would be better to use, or whether to use this committee or that committee, but, without pronouncing on the methods, any such effort is certainly welcome, as far as I am concerned. Perhaps you could have a chat with Mr. Deans and see how he might respond to that approach.

Mr. Orlikow: That committee does not meet very often; it does not have the continuing, frequent meetings that I am thinking of.

Because of the constraint of time, could I ask you a very specific question?

As a result of a decision made by, I suppose, the Revenue department, the government rescinded tariff item number 69605-1. As a result of that, hospitals and universities and other public institutions are now losing \$12 million a year, because they are going to have to pay a tariff on equipment that previously came in with no duty. Given the fact that these items are not manufactured in Canada and there is no evidence that Canadian companies will manufacture these items, could you find out, if you do not know now, Mr. Minister, why that decision was made? Why these institutions, all of which are in financial difficulties, are having to pay this money, which simply adds to the great difficulties of these public institutions?

[Translation]

fondées sur une série de questions que le gouvernement, ainsi que l'opposition, considéraient comme très importantes. Ces groupes de travail ont produit des rapports très intéressants. Seriez-vous prêts à demander la création d'un comité multipartite qui serait chargé d'étudier tous les problèmes auxquels nous faisons face dans ce domaine? Il s'agit d'un domaine important puisque, au cours des prochaines années, nous allons lui consacrer des centaines de millions de dollars et même un milliard de dollars.

M. Roberts: Voulez-vous parler de la science et de la technologie ou de l'enseignement postsecondaire?

M. Orlikow: Je parle de la science et de la technologie, ainsi que de la recherche, et je me demande tout simplement quelle orientation on devrait donner à nos efforts en matière de recherche. Je ne veux pas vous poser une longue question car vous allez me donner une réponse tout aussi longue, mais il n'empêche qu'avec la mise sur pied de ces nouveaux programmes élargis, on a assisté à des réductions de crédits très bizarres dans la recherche halieutique et forestière, alors qu'il s'agit justement de deux domaines dans lesquels nous avons les avantages concurrentiels dont vous parliez tout à l'heure. À mon avis, il serait utile que nos discussions soient beaucoup plus franches et ouvertes que dans le passé et c'est pour cela que je vous propose la création d'un comité multipartite ou d'un groupe de travail composé de députés et qui serait chargé d'étudier cette question très importante.

M. Roberts: J'accepte avec enthousiasme toute initiative de ce genre mais je dois vous signaler qu'il existe déjà un comité mixte, composé de députés et de sénateurs, ainsi que de spécialistes en la matière. Je crois qu'il est présidé, ou tout du moins coprésidé, par M. Deans, votre collègue. Je ne sais pas s'il serait souhaitable d'avoir recours à un autre instrument mais, sans me prononcer sur les méthodes qui seront choisies, je peux vous dire que j'accepte avec enthousiasme ce genre d'initiative. Vous pourriez peut-être en parler avec M. Deans pour voir sa réaction.

M. Orlikow: Ce comité ne se réunit pas très souvent et je pensais, moi, à un comité qui se réunirait justement très régulièrement.

Étant donné que mon temps est limité, j'aimerais vous poser une question bien précise.

À la suite d'une décision prise par le ministère du Revenu, le gouvernement a abrogé le poste tarifaire numéro 69605-1. En conséquence, les hôpitaux, les universités et les autres établissements publics perdent maintenant 12 millions de dollars par an étant donné qu'ils vont devoir payer des droits douaniers sur des équipements qui étaient autrefois importés sans douane. Étant donné que ces équipements ne sont pas fabriqués au Canada et qu'il n'y a pas lieu de croire que des entreprises canadiennes les fabriqueront un jour, pourriez-vous nous dire, monsieur le ministre, pourquoi cette décision a été prise? Pourquoi tous ces établissements, qui ont déjà de sérieuses difficultés financières, sont-ils maintenant obligés de payer ces droits douaniers, ce qui ne fait qu'aggraver leur problème?

[Texte]

Mr. Roberts: This is a question that we have discussed with the Department of Finance in the past, and one on which I think there is some continuing discussion. By the way, you mentioned universities and hospitals: I understand that hospitals are eligible for an exemption if they apply for it and if the value of the mest - 14 a - 1^e good imported is sufficiently high.

There are arguments on both sides. One of the problems is that by the nature, often, of scientific equipment, it is one-of-a-kind, it is a custom-made job, and there are those who advocate a certain amount of protection to assist in the development within Canada of companies or individuals capable of undertaking this kind of scientific and technical work. The objection, on the other hand, is that which you have described as an added cost to research institutions. It has also been suggested that the increase in NSERC grants is one way of compensating for this tax impact. It is a matter which is under continuing scrutiny by us and which there are, I think, continuing discussions with Finance. And if you could leave my answer as it is at the moment, I would like to write to you perhaps more fully when I have had a chance to find out exactly what the present . . . and have it appended to the minutes, if you wish. Perhaps I can apply, after some examination, a bit more detail than that.

• 2115

The Chairman: Mr. Minister, maybe you can send your letter to the clerk and we will circulate the answer. Mr. Orlikow, your time is up. You have had 10 minutes in the second round, so I will go to Mr. Herbert. I will come back to you later on. Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, if I may interject, because the subject comes up so often. Mr. Orlikow once again talks about cuts in federal transfers despite the fact that there are substantial increases. Now the bill has been passed, the figures are on the table. We get the same line from Rene Lévesque and the Province of Quebec, and it is not being answered. It burns me that we continually increase by hundreds of millions of dollars per annum our transfers to the provinces and all we get is kicks. And these moneys are transferred absolutely unconditionally with the exception of medicare on which there are just minimal conditions. The rest of the moneys—post-secondary, equalization, are transferred absolutely without condition whatsoever, and the Province of Quebec alone last year . . .

From January of 1981 to the end of the last fiscal year, there was the increase in equalization alone of more than \$400 million. In addition, equalization is going up again this year by an extra \$400 million dollars. These hundreds of millions of dollars are breaking the federal treasury. The provinces are putting in, in proportion to the federal contribution, a peanut item despite the fact that they have the power themselves to

[Traduction]

M. Roberts: C'est une question dont nous avons déjà parlé avec le ministère des Finances et la discussion n'est pas encore terminée. A propos, vous avez parlé des universités et des hôpitaux; or, je crois savoir que les hôpitaux peuvent obtenir une dispense s'ils la demandent et si la valeur de l'équipement importé est suffisamment élevée.

Il y a le pour et le contre. L'un des problèmes qui se posent est que les équipements scientifiques sont, par leur nature même, uniques et généralement faits sur mesure; il y en a donc qui préconisent l'établissement de droits douaniers afin d'aider les entreprises canadiennes qui voudraient se lancer dans ce genre de fabrication. Toutefois, comme vous l'avez dit, cette mesure augmente les coûts des établissements de recherche. D'aucuns prétendent aussi que l'augmentation des subventions versées au CRSNG permet entre autres, de compenser cette mesure douanière. Toutefois nous continuons d'étudier la question, notamment avec le ministère des Finances. Si vous me le permettez, j'en resterai là pour l'instant et vous transmettrai une réponse plus détaillée lorsque j'aurai eu l'occasion de savoir exactement ce que . . . vous pourrez annexer ma réponse au compte rendu de votre Comité, si vous le désirez.

Le président: Monsieur le ministre, auriez-vous l'obligeance d'adresser votre lettre au greffier, qui la fera distribuer aux membres du Comité? M. Orlikow, votre temps est écoulé. Vous avez eu 10 minutes au second tour et je vais donc donner la parole à M. Herbert. Je vous la redonnerai tout à l'heure. Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Permettez-moi, monsieur le président, d'intervenir dans la discussion, mais c'est une question qui revient trop souvent. M. Orlikow parle encore de réduction des transferts fédéraux, alors qu'il s'agit en fait d'augmentations importantes. Maintenant que le projet de loi a été adopté, tout le monde connaît les chiffres. René Lévesque et la province du Québec avancent le même genre d'arguments, et personne ne leur répond. Cela me rend furieux quand je vois que nous augmentons continuellement de centaines de millions de dollars par an nos paiements de transfert aux provinces et qu'en retour, on nous envoie sur les roses. De plus, ces paiements de transfert ne sont assortis d'aucune condition, à l'exception de ceux pour l'assurance-maladie, et encore ces conditions sont minimales. Tous les autres paiements de transfert, notamment l'enseignement postsecondaire, la péréquation, etc., ne sont assortis d'aucune condition, et la province du Québec, l'année dernière . . .

Entre janvier 1981 et la fin du dernier exercice financier, les paiements de péréquation ont augmenté à eux seuls de plus de 400 millions de dollars. De plus, cette péréquation va encore augmenter cette année de 400 millions de dollars. Ces centaines de millions de dollars pompent énormément sur le trésor fédéral. Par rapport à la contribution fédérale, celles des provinces sont négligeables, alors qu'elles ont le pouvoir de

[Text]

tax both the individual and the corporation at whichever level they want, and still we get this nonsense about the inadequacy of the federal funding. Well, someone has to stand up one day and say, well, okay, provinces, if that is the way you feel about it, let us cut it all off and raise your own funds—it has to come out of the pocket of the taxpayer somewhere, and let the provinces raise the funds they spend. We give them such huge sums of money at the present time with absolutely no condition.

Personally, and I say this without any reservation, I do not like the unconditional transfers that we are making—the hundreds of billions of dollars of moneys that we are giving them and getting no credit for.

Now, having got that off my chest, Mr. Minister, there is something that bothers me, and that is R&D. When it comes to research, we do not have too much difficulty, but when we come to development, we have some complaints about the definition of development and the arguments as to what is to be included for the benefit of whatever programs are available. You must be looking into this problem. Would you make some comment, please.

Mr. Roberts: Yes, I think that you are quite right, Mr. Herbert. I hinted at that earlier, but perhaps I did not say so directly. I said that one of our problems is that we have compartmentalized and separated the knowledge of science and technology in, let us say, the National Research Council and a variety of the mission departments, and we have put the knowledge of the innovation process, the exploitation process, the marketing process that is in government in, say, the old Department of Industry, Trade and Commerce. And one of the functions of the Ministry of State for Science and Technology is to try and bridge that compartmentalization, to bring together these two concerns.

So, you are right, it is a strong concern of ours. And another strong concern of ours is that we believe increasingly, research in Canada must be pulled or encouraged or drawn by commercial possibilities, by market potential. There clearly is still a very important place for curiosity-oriented research, particularly the universities, but not simply.

I am sorry, I will answer very briefly. When we talk about development, we are talking about innovation, taking the fruits of research into the marketplace; and that is a responsibility about which we have views. It is obviously a very strong responsibility of the Department of Regional Industrial Expansion.

• 2120

Mr. Herbert: You do recognize, Mr. Minister, that some companies complain that they are limited in what they can include for whatever federal program they are trying to benefit from, in the extent to which they can include what they consider to be development costs.

[Translation]

percevoir des impôts auprès des particuliers et des sociétés au taux où elles le veulent; malgré cela, elles critiquent encore l'insuffisance de la contribution fédérale. Il me semble qu'un de ces jours, il faudra bien que quelqu'un dise à ces provinces que, si c'est vraiment ce qu'elles pensent, eh bien elles n'auront plus rien du fédéral... puisqu'il faut que cet argent vienne de la poche du contribuable, eh bien que les provinces se débrouillent pour aller chercher cet argent. A l'heure actuelle nous leur donnons des sommes considérables qui ne sont assorties d'aucune condition.

Personnellement, et je le dis franchement, je n'aime pas ces paiements de transferts inconditionnels. Nous leur donnons des centaines de milliards de dollars sans en tirer aucun crédit.

Maintenant que je me suis défoulé, monsieur le ministre, j'aimerais aborder une autre question qui me préoccupe, à savoir la recherche fondamentale et appliquée. En ce qui concerne la recherche fondamentale, nous n'avons pas trop de problème, mais lorsqu'on en arrive à la recherche appliquée beaucoup se plaignent de la définition qui est donnée à ce terme et des programmes mis sur pied dans ce domaine. Il faut absolument que vous étudiez ce problème. Avez-vous quelques commentaires à faire?

M. Roberts: Vous avez tout à fait raison, monsieur Herbert. J'en ai parlé un peu tout à l'heure, mais peut-être pas directement. J'ai dit que l'un de nos problèmes était que nous avons compartimenté nos différentes disciplines scientifiques et technologiques puisque nous avons le Conseil national de recherches et toute une gamme de ministères à vocation bien spécifique; en ce qui concerne les processus d'exploitation et de commercialisation, le gouvernement les a confiés à l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce. Le rôle du ministère d'État à la science et à la technologie consiste notamment à essayer de relier ces différents compartiments pour avoir une idée d'ensemble de la situation.

Vous avez donc tout à fait raison de dire que cela nous préoccupe beaucoup. Par ailleurs, nous sommes de plus en plus convaincus que la recherche au Canada doit être encouragée par des possibilités commerciales, et la recherche «désintéressée», celle qu'on fait surtout dans les universités, a toujours un rôle très important à jouer.

Je m'excuse, mais je préfère vous donner une réponse très brève. Lorsque nous parlons de développement, nous entendons par là des mesures innovatrices, la concrétisation sur le marché des résultats de la recherche. Or, nous avons des idées sur cette responsabilité, car il s'agit effectivement d'une responsabilité très importante du ministère de l'Expansion économique et régionale.

M. Herbert: Monsieur le ministre, vous reconnaîtrez que certaines entreprises se plaignent du peu qu'elles peuvent inclure dans le cadre des programmes fédéraux dont elles essaient de bénéficier, j'entends par là ce qu'elles appellent les coûts relatifs au développement.

[Texte]

Mr. Roberts: That is true; but there is a difficult choice to be made here, because if you expand the net to bring in more and more costs of development as eligible for tax incentives or tax support, then clearly the total amount of tax support you can give is going to be diluted.

Mr. Herbert: I agree.

Mr. Roberts: So there are some advantages if you could detect as clearly as possible those areas in which you want a concentration of effort. There is some incentive in saying we can have a more targeted impact by narrowing the definition. If we widen the definition, there is a danger that we will have our resources, or foregone tax, in this case, spread too widely. So that is a balance question.

Mr. Herbert: In this connection, and getting back and combining it with the discussion we had on the multinationals, have you looked at the government policy towards transfer pricing? Have you come to any conclusions about how government policy in that regard may affect R&D in Canada?

Mr. Roberts: For my own knowledge, you mean the price a parent company charges its subsidiary for the transfer of technology—

Mr. Herbert: To include whatever they consider to be their R&D in a foreign country. And, of course, the reverse might apply if we are exporting from Canada.

Mr. Roberts: Could I ask Mr. Thom to comment on that?

Mr. Thom: In a detailed way, no, we have not looked at that particular issue. We have some general notions from consultations with industry and from consultations with the Department of Industry, Trade and Commerce, which has been more deeply concerned with those kinds of issues in more areas than simply research and development. There is not a detailed and specific piece of work I can refer to, no.

Mr. Herbert: You are aware, I assume, that National Revenue does some fairly detailed examinations of different private sectors to see whether, from their point of view, they are getting their justifiable buck out of a company. There appears to be quite an effort on the part of the multinationals always to have their profits accrue in the country that gives it the biggest buck. That is abundantly apparent.

Mr. Thom: On that, sir, all indications we have—and this is an issue which occurs most directly on the taxation side—all indications we have at the moment are that with the single exception of Singapore, the taxation system in Canada seems to be the most generous in the world. So there is a tendency for the multinationals, if anything, to let the dollars accrue in Canada.

Mr. Herbert: I wonder, then, why National Revenue would be having such difficulty in investigating the prices which are

[Traduction]

M. Roberts: C'est vrai, mais il faut faire un choix difficile ici, car si l'on accorde des avantages fiscaux ou une aide fiscale en plus de ces coûts, alors cela diminuera forcément le total qu'on accordera en guise d'aide fiscale.

M. Herbert: J'en conviens.

M. Roberts: Il y aurait donc quelque avantage à concentrer ces efforts dans des domaines où on en a le plus besoin, et qu'il faudrait donc déceler le plus clairement possible. Cela motivera peut-être de dire que, si l'on restreint la portée de la définition, nous serons mieux à même d'atteindre l'objectif. Par contre, si nous l'élargissons, nous risquons que nos ressources fiscales se voient partagées entre trop de bénéficiaires. Il faudra donc peser le pour et le contre eu égard à cette question.

M. Herbert: J'aimerais rester sur ce sujet tout en le liant à la discussion que nous avons eue sur les multinationales; à cet égard, avez-vous examiné la politique gouvernementale en matière de fixation des prix par transfert? Avez-vous des conclusions sur la façon dont une telle politique gouvernementale peut avoir des répercussions sur la recherche et le développement au Canada?

M. Roberts: J'aimerais savoir si vous entendez par là le prix qu'une société mère peut exiger de sa filiale contre un transfert de technologie...

M. Herbert: Ce prix comprendra tout ce que la société considèrera être ses activités de recherche et de développement dans un pays étranger. Bien entendu, la situation inverse peut également se produire si l'on exporte du Canada.

M. Roberts: Me permettez-vous de demander à M. Thom de s'exprimer là-dessus?

M. Thom: Nous n'avons pas étudié cette question de façon poussée. Bien sûr, nos consultations auprès de l'industrie et du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui s'est davantage préoccupé de ce genre de questions, et pas seulement en ce qui a trait à la recherche, nous ont permis d'acquérir certaines connaissances générales. Cependant, non, je ne puis mentionner d'études détaillées là-dessus, il n'y en a pas.

M. Herbert: Vous n'ignorez sans doute pas que le ministère du Revenu national effectue des études assez poussées de diverses industries du secteur privé afin de voir s'il reçoit l'argent qui lui revient. Or, il semble que les multinationales cherchent toujours à accumuler leurs bénéfices dans les pays où cela leur rapporte le plus. Il n'y a pas de doute là-dessus, les faits l'indiquent clairement.

M. Thom: A ce sujet, monsieur Herbert, on trouve surtout cela en matière fiscale et quoi qu'il en soit, d'après tous les renseignements dont nous disposons à l'heure actuelle, exception faite de Singapour, le régime fiscal canadien semble être l'un des plus généreux au monde. C'est pour cela que les multinationales ont tendance à laisser s'accumuler leurs dollars dans notre pays.

M. Herbert: Je me demande alors pourquoi le ministère du Revenu national a tant de difficulté à faire enquête sur les

[Text]

charged, particularly for products that are coming from Europe. If that were so, there surely would be a tendency to import at lower prices to increase the profit potential in Canada.

Mr. Thom: Sir, as a general case, there are those problems. I am only referring to technology-related issues: payments for licences, patents, and that sort of thing. In that specific area I think it is quite clear National Revenue has some difficulties, for two reasons: first, as the minister has already described, the definitional problems of development can become very fuzzy indeed when confronted with specific instances. The second one is that the officials of National Revenue who are being asked to make those judgments are people with accounting backgrounds rather than technological backgrounds. That has been a continuing issue for 20 years. We have tried various different techniques to deal with it and I do not think we have found, by any means, the perfect answer yet.

• 2125

Mr. Herbert: Okay. You have answered my question, though, that you are interested and you are looking into it and that, as your ministry is responsible, you are looking into that aspect of the effect on R&D.

Mr. Thom: Yes, sir.

Mr. Herbert: I saw an interesting question here; it is not—

The Chairman: Your last question.

Mr. Herbert: Okay. It is not my own, but I think it is worth putting. It concerns the new policy on capital cost allowance, and it states:

It would greatly reduce the incentive for Canadian firms to make technological change. Is not this new tax measure likely to counteract the effects of the tax credits granted for R&D spending? Would it not be appropriate to undertake extensive consultations with the business world in order to develop a set of tax measures free from any problems of inconsistency?

Of course, without necessarily answering the details in this question, the implication is that we bring in statutory measures which are in conflict with objectives in a department like your own. I assume this has had your attention, Mr. Minister.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Roberts: I think all I can really say, Mr. Herbert, is that I have been taking part in two kinds of consultations with the private sector: one with the firms involved in research and development, and the other with Mr. Olson and Mr. MacEachen and a variety of groups who are concerned about and interested in the government's overall economic policy. I do not recall that the companies involved in research and develop-

[Translation]

prix, particulièrement sur ceux des produits venant d'Europe. Si c'était vrai, on aurait certainement tendance à importer à des prix inférieurs afin d'augmenter les possibilités de bénéfices au Canada.

M. Thom: Monsieur Herbert, en général, on connaît certains problèmes. Je songe ici uniquement aux questions liées à la technologie: les paiements entraînés par l'obtention de permis, de brevets, ce genre de choses. Or, à cet égard, il est très clair que le ministère du Revenu national connaît quelques difficultés, et pour deux raisons. Premièrement, comme le ministre vient de le dire, il peut être très compliqué de définir ce qu'on entend par développement face à certains cas précis. En second lieu, les fonctionnaires du ministère du Revenu chargés de porter ces jugements ont de l'expérience dans le domaine de la comptabilité plutôt que dans le secteur technologique. C'est donc un problème qui dure depuis 20 ans. Nous avons essayé diverses techniques pour le résoudre et, à ma connaissance, nous sommes loin d'y avoir trouver une réponse parfaite.

M. Herbert: Bien. Vous avez répondu à ma question, toutefois. Vous vous y intéressez, vous l'examinez, et puisque votre ministère en a la responsabilité, vous considérez cet aspect dans les conséquences qu'il peut avoir sur la recherche et le développement.

M. Thom: Oui, monsieur.

M. Herbert: J'ai vu une question intéressante ici. Ce n'est pas...

Le président: Vous en êtes à votre dernière question.

M. Herbert: D'accord. La question n'est pas la mienne, mais je crois qu'elle vaut la peine d'être posée. Il s'agit de la nouvelle politique concernant les allocations des coûts d'immobilisation qui déclare notamment:

Cette mesure réduirait de beaucoup la motivation pour les compagnies canadiennes de faire des changements technologiques. N'est-ce pas que cette nouvelle mesure fiscale risque de contrecarrer les conséquences des crédits fiscaux accordés pour les dépenses en matière de recherche et de développement? Ne serait-il approprié d'entreprendre des consultations importantes avec le monde des affaires afin de mettre au point une série de mesures fiscales qui seraient libres de tout élément de contradiction?

Bien sûr, cela laisse entendre qu'il faut des mesures statutaires qui sont en conflit avec les objectifs d'un ministère comme le vôtre. Je présume que vous êtes conscient de cette anomalie, monsieur le ministre.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Roberts: Je crois que tout ce que je peux dire, monsieur Herbert, c'est que je participe à deux services de consultation avec le secteur privé: une avec les entreprises qui s'impliquent dans la recherche et le développement, et l'autre avec M. Olson et M. MacEachen et toute une série de groupes qui s'intéressent surtout à la politique économique globale de l'État. Si ma mémoire est bonne, les compagnies s'intéressant

[Texte]

ment have particularly focused on the capital cost write-off changes as a matter of great concern to them as research-oriented institutions.

I do not say that there have not been some who have expressed that concern, but it has not dominated our discussions. Certainly, it is a matter that has been raised frequently in the discussions I have had with the private sector in general.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Gass.

Mr. Gass: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Minister, I have a very localized question, not nearly as broad in scope as the other questioners'. It pertains to a father-and-son combination of fishermen who fish in the little village of French River, which is on the north shore of Prince Edward Island.

They have worked on and perfected a piece of equipment over the last 10 years that they use for long-lining—I guess that is probably the term—where they lay out long lines of baited hooks for codfish, 300 feet or 400 feet of line. This particular piece of mechanical equipment that they have developed and built lays out the line, baits the hooks and so on, and then brings it back in, takes the fish off, takes the old bait off and very neatly rolls up the hooks and line.

Now, they have applied for a grant of some sort for this—I think it cost them about \$25,000 to build this particular unit—and they have been turned down for this grant. I wonder if there is any program that you might know of through research and development that would cover the cost of developing this piece of equipment; and, following Mr. Herbert's question: Is there any source of money that these people can go to to put this equipment out on an assembly-line basis and manufacture this equipment for sale to the fishing industry for the good of the overall industry?

Mr. Roberts: May I say, first, I am delighted to see Mr. Gass here. To try to respond to his question: I think he knows that, wearing my other hat as Minister of the Environment, whenever he has come to me with a problem, I have tried to respond to it, and I think we have.

I cannot give him a tremendously explicit reply to his question without knowing more about the details, but my feeling would be that there would be a possibility under the Enterprise Development Program of receiving assistance. It may be that one which was turned down; but if he can let me have either a copy of the application or more details about it, I will see where it might appropriately fit.

It does not sound to me like something that would come within the range of the National Research Council. It is certainly not the Natural Science and Engineering Research Council, which deals with university grants, and I do not think

[Traduction]

à la recherche et au développement ne s'intéressaient pas beaucoup aux changements dans les exemptions applicables aux immobilisations. Du moins elles ne s'y intéressaient pas en tant que compagnies s'intéressant à la recherche.

Je ne dis pas qu'il n'y en a pas eu qui ont exprimé cette préoccupation, mais ce n'est certes pas une question qui ait dominé nos délibérations. C'est certainement un sujet qui a été soulevé fréquemment dans les discussions tenues avec le secteur privé en général.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Gass.

M. Gass: Merci, monsieur le président. Monsieur le ministre, ma question a une saveur très locale et elle est beaucoup moins large dans sa portée que celles des autres intervenants. Il s'agit de deux pêcheurs, père et fils, qui exploitent leur entreprise dans le petit village de French River, sur la rive nord de l'île du Prince-Édouard.

Ils ont élaboré et perfectionné un dispositif au cours des dix dernières années qu'ils utilisent pour la pose de lignes de pêche longues. Cet appareil leur permet de poser des lignes très longues d'hameçons avec appât pour prendre la morue, sur 300 ou 400 pieds de ligne. Ce dispositif mécanique qu'ils ont mis au point et qui pose la ligne met l'appât à l'hameçon et ainsi de suite puis retire la ligne, enlève le poisson, remplace l'appât et puis enroule le tout très proprement.

Ils ont fait une demande pour une subvention, je ne sais pas laquelle, je crois que le tout leur a coûté dans les \$25,000 pour construire une unité... et on leur a refusé la subvention. Je me demande s'il existe un programme que vous connaissez qui leur permettrait de couvrir le coût de cette ligne qu'ils ont pu développer au moyen de leurs recherches. Et à la suite de la question de M. Herbert, est-ce qu'il y a une source de financement à laquelle ces gens peuvent s'adresser afin de fabriquer cet équipement sur une base industrielle ou commerciale pour le bien de l'industrie de la pêche en général?

M. Roberts: Permettez-moi de vous dire d'abord que je suis ravi de voir M. Gass ici. J'essaierai de répondre à votre question: je crois que M. Gass doit savoir que si je mets mon autre chapeau, en tant que ministre de l'Environnement, à chaque fois qu'il s'est adressé à moi avec un problème, j'ai essayé de lui répondre d'une façon satisfaisante et je crois que c'est ce que nous avons fait.

Je ne peux pas lui donner une réponse très précise à cette question sans mieux connaître les détails, mais j'ai le sentiment qu'il devrait y avoir des possibilités en vertu du programme d'expansion des entreprises d'obtenir de l'aide. Or, il se peut que ce soit ce programme qui a rejeté leur demande. Mais s'il veut bien me faire parvenir copie de la demande ou davantage de détails à ce sujet, j'essaierai de voir à quelle source ces gens peuvent s'adresser avec de meilleures chances de succès.

Je n'ai pas l'impression que c'est le genre de chose qui relèverait du Conseil national de recherches. Ce n'est sûrement pas le genre de projet dont s'occuperait le CRSNG, qui s'occupe de subventions universitaires, et je ne crois pas que

[Text]

it would fit under the National Research Council from what he has described. But there might well be under the Enterprise Development Program a niche that could receive it. I will be happy to try to see what can be done with it.

• 2130

Mr. Gass: Along the same lines, what procedure would these gentlemen have to follow in order to get the patent rights on this piece of equipment? Also, if they receive money from the government, assistance in developing this, does the government then own part of their patent rights?

Mr. Roberts: I am going to ask Mr. Thom to comment more explicitly. The general answer is that quite often with the development of a new process, or something that is patentable, if it is done with federal government assistance there is a requirement that if it succeeds, before that invention or patent is developed offshore, outside of Canada, then a clearance must be received from the federal government. The purpose behind this is to try to ensure that if we support the development of a technology here then we try to develop or take advantage of it within Canada. Sometimes that is not possible. When that is not possible, I think we generally give our clearance to have it exploited some place else, if there is a possibility of that happening.

Mr. D. Maasland (Assistant Secretary, Government Branch, Ministry of State for Science and Technology): Mr. Chairman, there are some exceptions to it, but normally in the contracts that are given by government to industry the intellectual property that would be generated would belong to the Crown. On the other hand, on the grants and contributions, in most instances the intellectual property would belong to the person or the company that would have done the investigation.

Right now we are undertaking a study as to whether or not changes ought to be made in this area, whether in fact the government could not in more instances grant intellectual property to the company that undertakes the research and development.

Mr. Gass: Thank you. Mr. Gilchrist is going down to P.E.I. next weekend to see these particular fishermen and see this particular piece of equipment. I am sorry that I will not be able to be there with him, but I am sure that when he comes back Mr. Gilchrist will be reinforcing my questions as to where we can go to give this type of person some assistance because these are the type of people that do bring innovation and higher technology into being.

Mr. Roberts: When you say next weekend, do you mean the day after tomorrow or do you mean . . . ?

Mr. Thom: As a short footnote to that, my impression is that P.E.I. is a province which has, on a scale appropriate to the province, a highly innovative program for the assistance of people endeavouring to do that sort of thing. So certainly one

[Translation]

cela pourrait être considéré par le Conseil national de recherches d'après ce que m'a dit M. Gass. Mais il se peut bien que le programme d'expansion des entreprises puisse lui trouver une place. Cela me fera plaisir de voir ce que je peux y faire.

M. Gass: Toujours au sujet de la même question, quelle procédure est-ce que ces messieurs doivent suivre afin d'obtenir des droits de brevet sur cet appareil? Et puis, s'ils touchent de l'argent du gouvernement, s'ils reçoivent de l'aide à mettre au point leur invention, est-ce que l'État devient alors copropriétaire de leurs droits de brevet?

M. Roberts: Je vais demander à M. Thom de vous donner une explication plus complète. La réponse en général est celle-ci: très souvent, quand il s'agit de développer un nouveau processus ou quelque chose de brevetable, si c'est fait au moyen de l'aide du gouvernement fédéral, il existe une exigence qu'en cas de succès, avant que cette invention ou ce brevet ne soit exploité à l'étranger, il faut que l'approbation du gouvernement soit obtenue. Le but qui sous-tend ce règlement est simplement de s'assurer que si nous appuyons le développement d'une technologie au Canada, nous ayons la possibilité de l'exploiter au Canada également. Parfois, la chose n'est simplement pas possible. Lorsque c'est impossible, je crois que nous donnons permission aux détenteurs du brevet de l'exploiter ailleurs, si cela est possible.

M. D. Maasland (secrétaire adjoint, Direction gouvernementale, ministère d'État aux Sciences et à la Technologie): Monsieur le président, il y a des exceptions à cette règle, mais normalement les contrats passés par le gouvernement avec l'industrie veulent que la propriété intellectuelle qui en découle appartienne à la Couronne. D'un autre côté, concernant les octrois et les contributions, dans la majorité des cas, la propriété intellectuelle appartient à la personne ou à la société qui aurait fait les recherches.

Nous entreprenons à l'heure actuelle une étude pour décider si oui ou non des changements devraient être effectués dans ce domaine, si en réalité le gouvernement ne pourrait pas dans beaucoup plus de cas accorder la propriété intellectuelle à la société qui entreprend la recherche et le développement.

M. Gass: Merci. M. Gilchrist s'en va à l'Ile-du-Prince-Édouard en fin de semaine prochaine pour voir ces pêcheurs et ce dispositif de pêche. Je regrette de ne pas pouvoir l'accompagner, mais je suis certain que dès son retour, M. Gilchrist pourra renforcer mes questions quant à la manière de donner de l'aide supplémentaire à ce genre de personne car c'est cette catégorie d'individus qui apporte l'innovation et la technologie.

M. Roberts: Lorsque vous dites en fin de semaine prochaine, est-ce que vous voulez dire après-demain ou voulez-vous dire . . . ?

M. Thom: Si vous me permettez d'ajouter quelque chose à tout cela, mon impression est que l'Ile-du-Prince-Édouard est une province qui possède sur une échelle appropriée à la province, un programme très innovatif pour aider les gens qui

[Texte]

of their first approaches would be with the provincial government, although, as the minister and my colleague have said, there are federal programs which also might give assistance.

Mr. Roberts: If you can get me the material first thing in the morning, perhaps we would have some useful information before Mr. Gilchrist goes. I would be happy to have Mr. Gilchrist take it as long as he gives fulsome credit.

The Chairman: Will you take that into consideration?

Mr. Gilchrist: Absolutely.

Mr. Roberts: We may not be able to get it in time but I would like to try.

Mr. Gass: Thank you, Mr. Minister, and thank you, Mr. Chairman. I have no further questions at this time.

The Chairman: Thank you, Mr. Gass. Mr. Gilchrist.

Mr. Gilchrist: I am so overwhelmed at the singularity of purpose and thought here today that I am trying to debate why we are not technologists to the world. We should somehow be pre-eminent in the field of development and innovation in the light of the fact that we all think the same way. I guess the question would be: why are we not?

Mr. Roberts: I am ready to try to hazard and answer to that if you need it to be answered.

Mr. Gilchrist: If you do it in 30 seconds, you have the floor.

Mr. Roberts: I think there are a variety of factors, but two certainly are important: the predominance of foreign ownership and manufacturing, and secondly, the resource base of the economy. There are areas where we are predominant. For instance, in the space area, in communications and transportation we have a world-class technology. But I think the short answer to your question, among other things, is the predominance of foreign ownership and the resource base of the economy.

• 2135

Mr. Gilchrist: That is reasonable. I guess that goes back to incentives, both positive and negative, and what we might do to rectify that problem. I suspect we could agree on that, too.

I agreed with Mr. Herbert's view that your ministry, sir, should perhaps be the marketing arm of government and perhaps instruct other ministries on what the military might call targets of opportunity. When you consider the 1973-77 study by the National Research Council, which showed—will I mention that, then? All right—the \$93 million worth of investment on a dollar-for-dollar basis with the private sector, the sales of \$1.8 billion generated as a result of the innovation

[Traduction]

se lancent dans ce genre d'entreprise. Or, une des premières démarches à entreprendre serait auprès du gouvernement provincial. Toutefois, comme le ministre et mon collègue l'ont déjà dit, il existe des programmes fédéraux qui pourraient aussi accorder de l'aide.

M. Roberts: Si vous pouvez me faire parvenir les données pertinentes dès demain matin, peut-être que nous pourrions avoir l'information utile avant même que M. Gilchrist s'en aille. Je serais bien aise de le laisser emporter par M. Gilchrist à condition qu'il nous donne le crédit voulu.

Le président: Est-ce que vous allez tenir compte de cela?

M. Gilchrist: Absolument.

M. Roberts: Peut-être que nous ne l'aurons pas à temps, mais je vais essayer de toute façon.

M. Gass: Merci, monsieur le ministre et merci monsieur le président. Je n'ai plus d'autres questions à ce stade-ci.

Le président: Merci, monsieur Gass. Monsieur Gilchrist.

M. Gilchrist: Je suis tellement impressionné par l'esprit de décision et la qualité de la pensée qu'on voit ici aujourd'hui que je me demande pourquoi nous ne servons pas de technologues au monde entier. Nous devrions être éminents dans le domaine du développement et de l'innovation étant donné que nous pensons tous de la même façon. La grande question est plutôt celle-ci: pourquoi ne le sommes-nous pas?

M. Roberts: Si c'est vraiment une réponse dont vous avez besoin, je pourrais m'aventurer.

M. Gilchrist: Si vous donnez la réponse en 30 secondes, vous avez la parole.

M. Roberts: Je crois qu'il y a toute une gamme de facteurs qui entrent en ligne de compte, mais deux certainement sont très importants: la dominance de la propriété étrangère et les entreprises de fabrication étrangères, et deuxièmement, la base de ressources de l'économie. Il y a là deux domaines où nous dominons. Dans le domaine de l'espace, par exemple, dans les communications, dans le transport, nous avons une technologie de classe mondiale. S'il est possible de donner une réponse courte à votre question, cela tient entre autres choses, à la dominance de la propriété étrangère et au fait que notre économie est basée sur les ressources.

M. Gilchrist: C'est raisonnable. Je crois qu'au fond cela nous ramène aux mesures d'incitation, positives et négatives, et aux mesures que nous pourrions prendre pour résoudre ce problème. J'ai l'impression que nous pourrions nous mettre d'accord là-dessus aussi.

Je me suis trouvé d'accord avec l'opinion de M. Herbert qui veut que votre ministère, monsieur, pourrait peut-être s'occuper du marketing au nom du gouvernement et pourrait peut-être donner de l'information aux autres ministères pour leur permettre de choisir ce que les militaires traiteraient de cible prioritaire. Lorsqu'on considère l'étude faite entre 1973 et 1977 par le Conseil national de recherches, qui a démontré, si j'ose le mentionner, qu'il y a eu des investissements pour 93

[Text]

created by that investment, and the \$350 million worth of return to the government through the tax base, that is virtually a 100 per cent pay-back per year in investment in research. That is the kind of thing that I think your ministry could well advise, if not instruct, other ministries to do. You have mentioned where we are pre-eminent—in space communications, you said. I might mention that we could be in marine construction or technology and monorail technologies—air cushion and all that kind of thing—micro systems and computer systems and data transmission systems, higher technologies and even agricultural development, nitrogen fixing and all the stuff that would be of tremendous wealth-generating advantage to this country. I wonder if we could not get more targets of opportunity studies done by your department so as to advise these other departments, which do not seem to be grasping these situations, and show them everything—not just a return on investment in dollar terms, but the return on investment in human terms, the employment opportunities that go with these investigations.

Again, the National Research Council says that for every 0.1 per cent of GNP spent on research, there will be the creation of 400,000 jobs. One per cent then, or \$3 billion, roughly, would virtually eliminate unemployment in this country. That is simplistic, but perhaps it is closer to accurate than not. I contrast that with last year's \$4.8 billion spent by the federal government in paying Canadians not to work, in unemployment insurance. It seems to me that three-fifths of that fund could well be channelled through your ministry to targets of opportunity. I wonder if you would comment on whether this is feasible and whether you see problems in getting these other ministries to accept this philosophy, on which you yourself, and your ministry, have clearly shown a positive course of action over the last two years.

Mr. Roberts: Again, I agree with your general approach.

I would make two brief comments. One is that "targets of opportunity", I think, is a good phrase. It is something we are trying to do. We have convened task forces: I think Mr. Gilchrist mentioned the one on biotechnologies; there was one on environmental technology, one on alternative energy. This is an instrument that, we think, has worked fairly well. I know that the Science Council, as well, plans to do narrower studies but ones with a more immediate time future, trying to isolate those targets of opportunity. That is my first comment.

[Translation]

millions de dollars de concert avec le secteur privé, des ventes de 1.8 milliard de dollars qui en ont résulté, et puis les 350 millions de dollars en taxes que le gouvernement a pu en retirer, cela veut dire à toutes fins pratiques, une récupération à 100 p. 100 de l'investissement en recherche. C'est là le genre de choses que votre ministère pourrait peut-être bien conseiller sinon ordonner aux autres ministères d'entreprendre. Vous avez mentionné ces domaines où nous sommes éminents... Il y a les communications spatiales, comme vous l'avez dit. Je pourrais mentionner que nous pourrions être également bien connus dans la construction maritime, dans la technologie, dans la technologie des monorails... surcoussin d'air et tout ce genre de choses... micro systèmes, systèmes de traitement de données, système de transmission de données, les grandes technologies, et même dans le domaine de l'agriculture, la fixation de l'azote de l'atmosphère et toute une série d'initiatives qui pourraient enrichir ce pays. Je me demande si nous ne pourrions pas trouver davantage de cibles prioritaires et en faire faire des études par votre ministère afin de conseiller les autres ministères qui ne semblent pas comprendre cette situation. Vous pourriez leur montrer tout... non seulement le rendement sur l'investissement en fonction de dollars, mais aussi du point de vue humain, les possibilités d'emploi qui vont de pair avec de tels investissements.

Encore, le Conseil national de recherches dit que pour chaque 0.1 p. 100 du PNB dépensé en recherches, il en résultera la création de 400,000 emplois. Si l'on atteignait 1 p. 100 du PNB, alors c'est-à-dire 3 milliards de dollars, à peu près, cela éliminerait le chômage à toutes fins pratiques au Canada. Cela a l'air simpliste, mais c'est peut-être plus près de la vérité qu'on ne le croit. Comparons d'autre part, les 4.8 milliards de dollars dépensés par le gouvernement fédéral l'année dernière en paiements faits aux Canadiens pour qu'ils ne travaillent pas, l'assurance-chômage. Il me semble que les trois cinquièmes de ce fonds auraient pu passer par votre ministère pour financer des cibles prioritaires. Je me demande si vous voulez commenter cette thèse. Est-ce faisable? Ou est-ce que vous voyez des problèmes à convaincre les autres ministères d'accepter cette manière de penser au sujet de laquelle vous-même et votre ministère avez démontré une attitude très positive au cours des deux dernières années?

M. Roberts: Encore une fois, je suis d'accord avec votre approche générale.

J'aurais deux commentaires courts à faire. D'abord, concernant les cibles prioritaires. Je crois que c'est là une bonne expression. C'est bien ce que nous tentons de faire. Nous avons convoqué des groupes d'étude. Je crois que M. Gilchrist en a mentionné un au sujet de la biotechnologie. Il y en a eu un autre sur la technologie de l'environnement, un autre sur l'énergie de remplacement. C'est là un instrument qui a assez bien réussi, je crois. Je sais bien que le Conseil des sciences aussi, projette de faire des études plus étroites mais qui porteraient fruit dans un avenir plus rapproché, pour essayer d'isoler ces cibles prioritaires comme vous dites. C'est là mon premier commentaire.

[Texte]

The second comment would be that I think we have come to a stage in the development of the role of the Ministry of State for Science and Technology where the question poses itself as to whether the past or the future require the Ministry of State for Science and Technology to develop a wider range of powers and responsibilities than it now has. I do not know the answer to that question. But I think our success, and it is a great success, in moving government effort and private sector effort to the point we have, leads us to ask I am not self-satisfied, really, I think we have a long way to go, but two years have been a good record. They have led us to ask this: Can what needs to be done next be successfully done if the Ministry of State for Science and Technology has its role constrained by its present limitations, or does it need to have a wide range of instruments at its disposal? Can it succeed simply if it is an adviser to government rather than an instrument for delivering a policy? Those are very serious questions, and I think they are ones that have to be asked now.

• 2140

The original conception of ministries of state was that they would be started, have a co-ordinating function and perhaps disappear; and some of them have disappeared. I think we have to ask ourselves the question of whether it is time the ministry of state was transformed into something else, whether it should continue as it is, or whether it should not continue at all. I certainly have views on those questions. I have some inclinations and some views, and my experience over the past two years has brought me to certain views. But that is, I think, a very important question that still has to be hammered out. I was quite serious when I touched on it earlier, saying it would be useful for me to have the views of parliamentarians in relation to it.

The Chairman: Mr. Gilchrist, your last short question.

Mr. Gilchrist: Perhaps a more immediate question, then, sir. Are we at that time of year where we must kick and scream for increased funding for NSERC in order to get another 22 per cent, 30 per cent, 40 per cent increase over and above the estimates which seem to be quite inadequate again, and can we presume the five-year plan really means a plan for increase? Can we keep the scientists on who are working on various research projects? Can we fix the laboratories and the roofs and the toilets and all the other things that have fallen into a dilapidated condition in the universities? Can we count on you to give a massive increase over and above what we see in the estimates?

Mr. Roberts: Mr. Chairman, knowing how you want me to answer briefly, I would say, without necessarily accepting all of the qualifying phrases and comments that were contained within that question, that we are at that time of year when supplementary estimates are being considered by government.

[Traduction]

Mon autre réaction serait celle-ci: je crois que nous en sommes maintenant au point où l'on se demande si le passé ou l'avenir exige que le ministère d'État aux sciences et à la technologie mette au point une série de pouvoirs et de responsabilités plus larges qu'à l'heure actuelle. J'ignore la réponse à cette question. Mais je crois que notre succès, et c'est bien un grand succès, à stimuler l'effort du secteur public et du secteur privé au point où nous l'avons fait, nous amène à demander . . . Je ne suis pas trop égoïste à vrai dire, je crois qu'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir mais ces deux années ont été bonnes. Elles nous ont amenés à poser cette question: Est-ce que nous pouvons faire ce qu'il y a à faire ensuite, si notre ministère se voit contraint par ses limites actuelles, ou est-ce qu'il nous faut avoir toute une gamme d'instruments très larges à notre disposition? Est-ce que cela peut réussir simplement en tant que conseiller au gouvernement plutôt qu'un organisme qui émet des politiques? Ce sont là des questions très sérieuses mais je crois que ce sont celles qu'il faut se poser dès maintenant.

La conception initiale des ministères d'État voulait que ces organismes seraient lancés, auraient une fonction de coordination et seraient voués à disparaître. Certains d'entre eux sont bien disparus. Je crois qu'il faut qu'on se demande s'il est temps que le ministère d'État revête une autre forme, si ce genre d'organisme devrait continuer tel qu'il est ou bien devrait tout simplement disparaître. J'ai des idées très arrêtées sur ces questions. J'ai certains penchants et certaines opinions et mon expérience au cours des 2 années qui viennent de s'écouler m'ont apporté certains éclaircissements. Mais c'est une question des plus importantes à laquelle il faut élaborer patiemment une réponse. J'étais tout à fait sérieux quand j'ai évoqué le sujet plus tôt, disant qu'il me serait utile d'écouter les opinions des parlementaires à cet égard.

Le président: Monsieur Gilchrist, c'est votre dernière question courte.

M. Gilchrist: Peut-être que je vais vous poser une question de portée plus immédiate, monsieur. Est-ce que c'est bien la saison à laquelle il faut lever un tollé épouvantable pour obtenir un financement accru pour le CRSNG afin d'obtenir encore 22 p. 100, 30 p. 100, 30, 40 p. 100 par rapport aux prévisions qui semblent encore une fois tout à fait inadéquates. Est-ce que nous pouvons tenir pour acquis que le plan quinquennal prévoit vraiment une augmentation? Est-ce que nous pouvons garder nos effectifs de scientifiques qui travaillent sur divers projets de recherche? Est-ce que nous pouvons réaménager les laboratoires et réparer les toits et les toilettes et toutes les autres choses qui sont dans un état plutôt dilapidé dans les universités? Est-ce qu'on peut compter sur vous pour donner une augmentation massive par rapport à ce qu'on voit dans les prévisions budgétaires?

M. Roberts: Monsieur le président, sachant que vous voulez une réponse brève, je voudrais dire, sans nécessairement faire miennes toutes les expressions contenues dans cette question, que nous sommes bien à la saison à laquelle les prévisions supplémentaires sont considérées par le gouvernement.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Orlikow, you have about four or five minutes if you would like to take up the time of the committee.

Mr. Orlikow: Mr. Minister, last year you published a five-year plan entitled "R & D Policies Planning and Programming" in which you set the goal to reach, by 1985, expenditures for research and development of 1.5 per cent of GNP. That would have required, according to your document, a 17 per cent increase in spending for R&D by the federal government, 15 per cent by the provincial governments, 27 per cent for industry, and 9 per cent for others.

Now, as you have indicated, the percentage of GNP that is devoted to R&D has gone from just under 1 per cent to 1.07 per cent. That is still a long way from 1.5 per cent. If I look at the figures that you give yourself in your statement, you say on page 2 that for NSERC the 1982-83 estimates are up by 13 per cent, and then further down the page you say that total S&T expenditures in both the natural and human sciences, as shown in Table 1, are estimated to reach \$2.94 billion, which is 13 per cent over the forecast for 1981-82. Now, 13 per cent sounds not bad, Mr. Minister, but if you think of the fact that inflation was almost 11 per cent in the last year, 1.07 does not get us very far to that 1.5 per cent that you are aiming at by 1985.

Mr. Roberts: What is the question?

Mr. Orlikow: I do not see that we are getting to that 1.5 per cent.

Mr. Roberts: We started off at .94 per cent, and from the latest figures we are now at 1.07 per cent. With the figures coming forward, I expect it will be higher than that. So the increase from .94 to our present state is indeed a very significant increase. It is on track to reaching 1.5 per cent by 1985. The increases in the federal government expenditure—I am trying to find the figures. My recollection is they are at 18 per cent average compound, which is what we thought they should be. At least, we forecast 17 per cent and I think they are at 18 per cent.

• 2145

The private-sector figures: we had hoped for an average of 27 per cent and I think your figures show a 22 per cent average increase; and indeed, I think with subsequent figures probably percentage will shift up to 25 per cent. It is a couple of percentage points below what we had hoped to get, but it is pretty well on target. We were talking about averages over a five-year period.

I am worried about the impact of the recession. The preliminary information seems to be that things are holding up pretty well on the R&D side. I cannot guarantee to you that we will meet our targets. All I can say is I think virtually we are on the targets we set, now.

[Translation]

Le président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Orlikow, il vous reste 4 ou 5 minutes si vous voulez prendre ce temps.

M. Orlikow: Monsieur le ministre, l'année dernière, vous avez publié un plan quinquennal intitulé «R & D Planification des politiques et des programmes», dans lesquelles vous vous êtes fixés comme cible d'atteindre d'ici 1985 des dépenses pour recherches et développement de 1.5 p. 100 du PNB. Cela aurait exigé selon votre document une augmentation de 17 p. 100 de dépenses en R&D par le gouvernement fédéral, 15 p. 100 par les gouvernements provinciaux, 27 p. 100 par l'industrie, et 9 p. 100 par les autres.

Or, comme vous l'avez bien fait valoir, le pourcentage du PNB qui est consacré à la R&D est passé de juste en deçà de 1 p. 100 à 1.07 p. 100. C'est là bien loin de 1.5 p. 100. Si je regarde les chiffres que vous donnez vous-même dans votre déclaration, vous dites à la page 2 que pour CRSNG les prévisions budgétaires pour 1982-1983 sont augmentées de 13 p. 100, et puis plus loin à la même page vous dites que le total des dépenses R&D dans les sciences naturelles et humaines, telles qu'elles apparaissent au tableau 1, sont prévues à 2.94 milliards de dollars, ce qui représente 13 p. 100 au-dessus de ce qui avait été prévu pour 1981-1982. Or 13 p. 100 n'est pas mal, monsieur le ministre, mais si vous pensez d'abord au fait que l'inflation a été presque de 11 p. 100 au cours de l'année dernière, 1.07 ne nous avance pas loin vers le chiffre de 1.5 p. 100 qui était votre cible pour 1985.

M. Roberts: Mais quelle est la question?

M. Orlikow: Je vois mal comment vous pouvez dire qu'on avance vers 1.5 p. 100.

M. Roberts: Nous sommes partis de .94 p. 100, et d'après les tout derniers chiffres nous sommes à 1.07 p. 100. Quand nous disposerons des prochains chiffres, je m'attends à ce que ce chiffre soit plus élevé que cela. Alors l'augmentation de .94 au chiffre actuel représente une augmentation significative. Nous sommes bien engagés dans le bon chemin et nous atteindrons 1.5 p. 100 en 1985. Les augmentations des dépenses du fédéral... J'essaie de trouver les chiffres... Si ma mémoire est bonne cela se situe à 18 p. 100, intérêt composé, en moyenne, à peu près ce que nous avions calculé. Du moins nous avions prévu 17 p. 100 et je crois que le chiffre en réalité est de 18 p. 100.

Les chiffres pour le secteur privé: nous avions espéré une moyenne de 27 p. 100 et je crois que vos chiffres accusent une augmentation moyenne de 22 p. 100. En effet, je crois que grâce aux chiffres subséquents, le total sera de 25 p. 100. C'est 2 p. 100 de moins que ce que nous avions espéré obtenir, mais c'est assez juste tout de même. Nous parlions de moyennes sur une période de 5 ans.

J'ai des inquiétudes concernant l'impact de la récession. L'information préliminaire semble laisser entendre que les choses tiennent assez solidement du côté R&D. Je ne peux pas vous garantir que nous atteindrons nos cibles. Tout ce que je

[Texte]

Mr. Orlikow: Let me ask you a question has been asked before. You are targeting the expenditure of 1.5 per cent of GNP for R&D by 1985. But when you set that target in 1980, most of the industrialized countries in the western world, and Japan, were already spending 1.5 per cent or more. We know a number of countries, the new Government of France, Japan, and Germany, have already increased their targets. So even if we reach 1.5 per cent by 1985 we will in fact be way below what the other western industrialized countries will be devoting to research and development.

Mr. Roberts: I do not expect for a moment we will stop at the 1.5 per cent. I was trying to indicate earlier that the path of reaching 1.5 per cent is a path you have to go through to go on past 1.5 per cent. I do not know what the Japanese figures are, offhand, but I do know, because the French situation has interested me quite a bit and I have met with their Minister of Science and Technology, that they are expanding their effort; but in fact their effort, even though it is a tremendous expansion, is not an effort of increase at the same rate as ours. We are outpacing them. We are starting from a lower level, I must say that, but ours is a steeper rise.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

The bells are ringing to call the members to a vote in the House of Commons. Therefore I want to thank you, Mr. Minister, and Mr. Thom, also, for witnessing here tonight.

I would like to remind members that Monday next, May 3, we will have with us, under Privy Council, the Public Service Staff Relations Board, which were before us the last time when we were interrupted by the bell. This time I hope we will have them for the full meeting.

This meeting stands adjourned until Monday, May 3, 1982.

[Traduction]

peux vous dire, c'est que nous sommes en bonne voie pour le faire à l'heure actuelle.

M. Orlikow: Permettez-moi de vous poser une question qui a été posée déjà. Vous prévoyez des dépenses de 1.5 p. 100 du PNB pour la recherche et le développement pour 1985. Mais lorsque vous vous êtes fixé cette cible en disant 1980, le gros des pays industrialisés du monde occidental, et le Japon, dépensaient déjà 1.5 p. 100 ou davantage. Nous savons qu'un bon nombre de pays, le nouveau gouvernement de France, le Japon, l'Allemagne ont déjà augmenté leurs cibles. Alors même si nous atteignons 1.5 p. 100 d'ici 1985, nous serons en réalité distancés par les autres pays industrialisés du point de vue financement de la recherche et du développement.

M. Roberts: Je ne prévois pas un instant que nous nous arrêterons à 1.5 p. 100. J'essayais de vous expliquer plutôt que la voie qui mène vers ce chiffre de 1.5 p. 100 est un chemin qu'il faut emprunter si l'on compte dépasser ce chiffre. Je ne sais pas quels sont les chiffres pour les Japonais, je ne peux pas vous les donner comme cela, mais je sais très pertinemment, parce que la situation française m'a beaucoup intéressé, et que j'ai rencontré leur ministre de la science et de la technologie, que ce pays augmente ses efforts. Mais en réalité leurs efforts, quoiqu'ils accusent une expansion formidable, ne sont pas une augmentation au même rythme que le nôtre. Nous les distançons. Nous partons d'un niveau inférieur, je dois bien vous dire cela, mais notre montée est plus raide.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Les cloches sonnent pour rappeler les députés à voter à la Chambre des communes. Alors je dois vous remercier, monsieur le ministre, et M. Thom aussi, d'être venus témoigner ici ce soir.

Je voudrais rappeler aux députés que lundi prochain, le 3 mai, lors de l'étude des crédits du Conseil privé nous aurons avec nous la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, qui a comparu devant nous la dernière fois lorsque les cloches nous ont interrompus. J'espère que cette fois nous aurons le temps de leur accorder une réunion complète.

La séance est levée jusqu'au lundi 3 mai 1982.

APPENDIX "MEST-28"

NOTES FOR THE
HONOURABLE JOHN ROBERTS

MINISTER OF STATE FOR
SCIENCE AND TECHNOLOGY

MISCELLANEOUS ESTIMATES COMMITTEE

April 29, 1982

Notes for the Minister's

Appearance before Miscellaneous Estimates Committee

Mr. Chairman, I am pleased to appear once again before this Committee to discuss the science activities of the Government. I propose to refer briefly to the estimates of the Ministry itself and of those agencies coming within my portfolio, then to discuss the overall science activities of the Government and finally to review progress toward the R&D target.

Expenditures and Activities in the Science and Technology
Portfolio

With respect to the Ministry itself, the estimated increase of about \$1 million over the current year is essentially to cover price and salary increases. The estimates provide for continuing membership in the International Institute of Applied Systems Analysis in Vienna and for a contribution to maintain our partnership in the European Space Agency administration. Similarly, the increase in estimates for the Science Council of Canada relate entirely to the provision for price and salary increases.

For NRC, the 1982/83 Main Estimates are nearly \$350 million, a \$63 million or 21% increase over forecast expenditures of \$287 million. Among the major items giving rise to the increase are: the construction of facilities for the new Arctic Vessel and Marine Research Institute at Memorial University in Newfoundland and for L'institut de génie des matériaux at Boucherville, Quebec; the expansion of the Program of Industry - Laboratory Projects (PILP) and the Industrial Research Assistance Program (IRAP); the cooperative space science program with N.A.S.A. in the U.S. and workload and cost increases for the TRIUMF high energy physics facility at Vancouver, B.C.

For NSERC the 1982/83 Main Estimates are \$227 million, an increase of \$25 million or 13% over current year forecast expenditures so that grants and scholarships keep pace with inflation. The estimates also includes a continuation of the \$20 million program increase approved in Supplementary Estimates during 1981/82.

Federal S&T Expenditures in 1982/83 Main Estimates

Increased support for scientific and technical activities is a key element of the government's economic development strategy. As shown in Table 1 total S&T expenditures, in both the Natural and Human Sciences, are estimated to reach \$2.94 billion in 1982/83, an increase of about 13% over the \$2.60 billion forecast for 1981/82 and 63% since 1978/79, or an average of about 13% per

year.

As part of total S&T activities, R&D in the Natural Sciences is of special interest, since it is this component which was selected as the basis for a measurable target in adopting the policy of increasing Canada's investment in science and technology. Expenditures for R&D in the Natural Sciences constitute about 61% total S&T expenditures in the 1982/83 estimates. Reference to Table 2 shows that the government's R&D expenditures are estimated to be nearly \$1.8 billion in 1982/83, i.e., \$250 million or 16% over the forecast expenditures of \$1.5 billion in 1981/82. Since 1978/79, the total increase has been \$763 million, for an average rate of growth of 15%, compared to 13% per year for total S&T. Both the 1981/82 and the 1982/83 expenditures exceed the amounts required for the government to reach its share of the R&D target, i.e., 0.5% of GNP.

I want next to touch briefly on where the R&D funded by the government is being performed. Referring again to Table 2, one will note that there has been a significant shift in the balance between intramural and extramural performance. The latter has been growing at an average rate of 19.5% per year over the period 1978/79 to 1982/83, compared to 12% per year for in-house R&D.

Within the extramural expenditures, the payments for industrial R&D have grown the fastest, having doubled from 1978/79 to nearly \$390 million in 1982/83, an average increase of 21% per year. As

a consequence, these industrial R&D payments represent about 22% of federal R&D funding, compared to 18% in 1978/79. The need to increase industrial R&D is recognized as a major factor in the government's priority on industrial and regional development, as presented in the November budget paper: Economic Development for Canada in the 1980's.

With payments for university research estimated to reach \$350 million in 1982/83, the growth rate since 1978/79 will average about 17% per year, compared to 13% for total science, and to 12% per year for the growth in intramural expenditures. About 80% of these payments are channelled through the Medical Research Council and the Natural Sciences & Engineering Research Council. As to the focus of these expenditures on natural sciences R&D, as Table 3 reveals, those directed to opportunities and problems in the energy and natural resources areas account for 40% of the total. Indeed over the past 3 years the growth in energy R&D has been significantly greater than for any other area.

As shown in Table 4 1982/83 expenditures for both R&D and Related Scientific Activities in the Human Sciences are estimated to reach nearly \$580 million, essentially unchanged from 1981/82. It should be noted, however, that the 1981/82 expenditures included the temporary increase in the budget of Statistics Canada for conducting the 1981 Decennial Census.

R&D Target and Planning Framework

I would like now to relate the government's expenditures on Natural Sciences R&D to the R&D target and Planning Framework and to review what has happened with respect to national expenditures on R&D since the target was established.

To recap quickly, in setting a target of raising Gross Expenditures on R&D to 1.5% of Gross National Product by 1985, the government's funding share was targetted at one-third of the GERD/GNP ratio, i.e., 0.5% of GNP, and industry's share at one-half of the target, i.e., 0.75% of GNP, while the remainder of the target, 0.25% of GNP, would be funded by provincial governments, universities and other sources.

With respect to the government's funding share of GERD, the relationship between the GERD data and the budgetary expenditure data is not at all straight forward. Because of definitional and timing differences, there is a significant difference between GERD data and the federal budgetary expenditure data. For example, payments to foreign performers of science activities are not included in GERD data. The GERD data are restricted to activities conducted within national boundaries. Consequently, it has been necessary to construct a track of federal budgetary expenditures required to achieve the government's share of GERD.

As shown in Table 5 the forecast expenditures in 1981/82 and the science expenditures contained in the 1982/83 estimates indicate that we are now somewhat above the track for meeting our funding commitment.

An examination of the data on GERD shows that the establishment of the R&D target and planning framework and other policy initiatives such as the increased tax incentives for R&D has had a significant effect. Referring to figure 1, one can see that the downward trend in the GERD/GNP ratio which persisted in the early 70's has been halted and clearly reversed. Our latest information indicates that Canada's GERD in 1981 was more than 1.1% of GNP, compared to 1.0% in 1979.

I want to draw to your attention the fact that this latest information became available after our annual Federal Science Activities - the Red Book - and our highlights report - The Government of Canada's Investment in Science - had gone to press so the data in them will not correspond to this more recent information. This recent information also shows more than a 25% increase in industry sector's investment on R&D in 1981 over the 1980 level of about \$1.2 billion. The federal investment in R&D in 1981 is also estimated to increase by about 21% over 1980.

From 1979 to 1981, the increases in R&D investment by the private sector (and the federal government) has been particularly

impressive. Investment in R&D by industry increased at an average annual rate, i.e., a compounded rate of about 22% per year during this period. This rate of growth, although falling short of the planned rate, is indeed higher than that for any period since the 60's. I would like to compliment the industry sector for responding so well to the challenge of the target. The federal government, with 18% annual growth rate in R&D investment, has also exceeded the rate of growth suggested by the Plan. The growth rate in total GERD of 18% is very close to the 20% rate required by the Plan.

In spite of the gratifying increases in GERD, the increase overall to date is somewhat less than was proposed for 1980 and 1981, in establishing the R&D target. In order to assist in meeting the target and in keeping with the priorities for the 80's, and in particular industrial and regional development, natural resources development and human resources development, the government will be taking additional measures to encourage more science and technology in general and more R&D specifically.

Thank you, Mr. Chairman. I would be pleased to answer questions members may have.

TABLE 1THE FIVE-YEAR GROWTH IN FEDERAL SCIENCE EXPENDITURES

	<u>Expenditures</u>		<u>Increase</u>	
	<u>1978/79</u>	<u>1982/83</u>	<u>Cumula-</u>	<u>Average</u>
			<u>tive</u>	<u>Per Year</u>
	(\$ millions)			
<u>Human Sciences</u>				
R&D & RSA	411	579	41%	9%
<u>Natural Sciences</u>				
R&D	1,011	1,784	76%	15%
RSA	387	578	49%	11%
R&D & RSA	1,398	2,362	69%	15%
<u>TOTAL Science</u>	1,809	2,941	63%	13%

TABLE 2FEDERAL BUDGETARY EXPENDITURES IN THE NATURAL SCIENCES

	(millions of dollars and (%))				
	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Total Natural Sciences	1397.8	1494.5	1677.6	2025.3	2362.5
<u>R&D Expenditures (Total)</u>	1011.2 (100)	1100.3 (100)	1240.0 (100)	1533.9 (100)	1784.3 (100)
<u>Intramural</u>	583.4 (58)	587.8 (53)	665.3 (54)	771.2 (50)	912.8 (51)
<u>Extramural (Total)</u>	427.8 (42)	512.5 (47)	574.7 (46)	762.7 (50)	871.5 (49)
Industry	181.8 (18)	213.4 (19)	237.2 (19)	337.3 (22)	389.4 (22)
University	190.3 (19)	200.6 (18)	254.1 (20)	312.6 (20)	351.2 (20)
Private Non-Profit	8.3 (1)	8.9 (1)	8.6 (1)	11.8 (1)	15.3 (1)
Prov. & Munic. Govts	13.8 (1)	53.8 (5)	31.7 (3)	45.9 (3)	55.7 (3)
Other Canadian	4.3 (-)	4.3 (-)	4.3 (-)	8.0 (1)	8.7 (-)
Foreign	29.3 (3)	31.7 (3)	38.8 (3)	47.0 (3)	51.3 (3)
<u>PSA Expenditures (Total)</u>	386.6 (100)	394.2 (100)	437.6 (100)	491.4 (100)	578.2 (100)
<u>Intramural</u>	296.1 (77)	313.4 (79)	342.1 (78)	381.6 (78)	448.0 (77)
<u>Extramural (Total)</u>	90.4 (23)	80.8 (21)	95.5 (22)	109.8 (22)	130.2 (23)
Industry	58.0 (15)	45.8 (12)	55.4 (13)	63.2 (13)	74.7 (13)
University	13.7 (4)	15.0 (4)	19.9 (5)	25.4 (5)	28.3 (5)
Private Non-Profit	2.5 (1)	2.6 (1)	3.2 (1)	3.3 (1)	3.6 (1)
Prov. & Munic. Govts	7.5 (2)	7.4 (2)	7.4 (2)	8.4 (2)	13.9 (2)
Other Canadian	6.3 (2)	7.2 (2)	6.3 (1)	5.6 (1)	5.4 (1)
Foreign	2.4 (1)	2.8 (1)	3.2 (1)	4.0 (1)	4.4 (1)

TABLE 3NATURAL SCIENCES R&D BY APPLICATION AREAS

Area	1979/80		1980/81		1981/82		1982/83	
	\$000,000	%	\$000,000	%	\$000,000	%	\$000,000	%
Advancement of Science	110.8	10.1	168.9	13.6	205.9	13.4	230.4	12.9
Communications	25.0	2.3	34.8	2.8	44.8	2.9	39.7	2.2
Developing Nations	18.5	1.7	27.8	2.2	32.8	2.1	39.2	2.2
Energy	191.0	17.4	199.7	16.1	268.5	17.5	338.2	19.0
Environmental Issues	27.7	2.5	36.2	2.9	34.7	2.3	39.2	2.2
Health	102.8	9.3	117.4	9.5	141.3	9.2	157.9	8.8
Resources, Food and Oceans	240.6	21.9	282.0	22.7	327.2	21.3	372.7	20.9
National Security	87.6	8.0	103.5	8.3	112.9	7.4	140.0	7.8
Space	57.2	5.2	58.4	4.7	63.5	4.1	55.7	3.1
Transportation	32.9	3.0	38.3	3.1	43.5	2.8	53.1	3.0
Others			178.3	14.4	258.4	16.8	318.4	17.8
Total	1,100.3	100	1,240.0	100	1,533.9	100	1,784.3	100

TABLE 4.FEDERAL BUDGETARY EXPENDITURES IN THE HUMAN SCIENCES

	(millions of dollars and (%))				
	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Total Human Sciences	411.3	397.3	443.7	579.2	578.9
<u>R&D Expenditures</u> (Total)	100.3 (100)	90.7 (100)	95.1 (100)	109.5 (100)	130.4 (100)
<u>Intramural</u>	42.2 (42)	36.4 (40)	39.8 (42)	47.2 (43)	55.3 (42)
<u>Extramural</u> (Total)	58.1 (58)	54.3 (60)	55.3 (58)	62.3 (57)	75.1 (58)
Industry	4.9 (5)	4.7 (5)	3.3 (3)	4.6 (4)	5.0 (4)
University	26.0 (26)	26.9 (30)	30.5 (32)	34.6 (32)	42.4 (33)
Others	27.2 (27)	22.8 (25)	21.5 (23)	23.1 (21)	27.7 (21)
<u>RSA Expenditures</u> (Total)	311.1 (100)	306.6 (100)	348.6 (100)	469.7 (100)	448.5 (100)
<u>Intramural</u>	266.6 (86)	264.7 (86)	303.7 (87)	418.3 (89)	392.5 (88)
<u>Extramural</u> (Total)	44.5 (14)	41.8 (14)	44.9 (13)	51.4 (11)	56.0 (12)
Industry	9.6 (3)	9.6 (3)	10.2 (3)	12.0 (3)	13.9 (3)
University	14.9 (5)	13.6 (4)	15.5 (4)	17.7 (4)	19.3 (4)
Others	20.0 (6)	18.6 (7)	19.2 (6)	21.7 (5)	22.7 (5)

TABLE 5R&D IN THE NATURAL SCIENCESACTUAL AND ESTIMATED EXPENDITURES

<u>Year</u>	<u>Target Track</u>	<u>Original Estimate</u>	<u>Revised Estimate</u>	<u>Above(Below) Track</u>
(in millions of dollars)				
1979/80	1100	1100	1100	--
1980/81	1282	1298	1240	(42)
1981/82	1493	1495	1534	41
1982/83	1738	--	1784	46

TABLE 6

A COMPARISON OF PLANNED AND ACTUAL
INCREASES IN GERD BY FUNDER

	Annual Average Rate of Growth 1979/81	
	<u>Planned</u>	<u>Actual*</u>
Federal Government	17%	18% (16%)
Provincial Government	19%	13% (11%)
Industry	27%	22% (20%)
University	9%	5% (6%)
Other	<u>9%</u>	<u>20%</u> (13%)
TOTAL	20%	18% (16%)

* Most recent estimate, the data in brackets are those reported in the MOSST reports The Government of Canada's Investment in Science (1982) and Federal Science Activities, 1982/83.

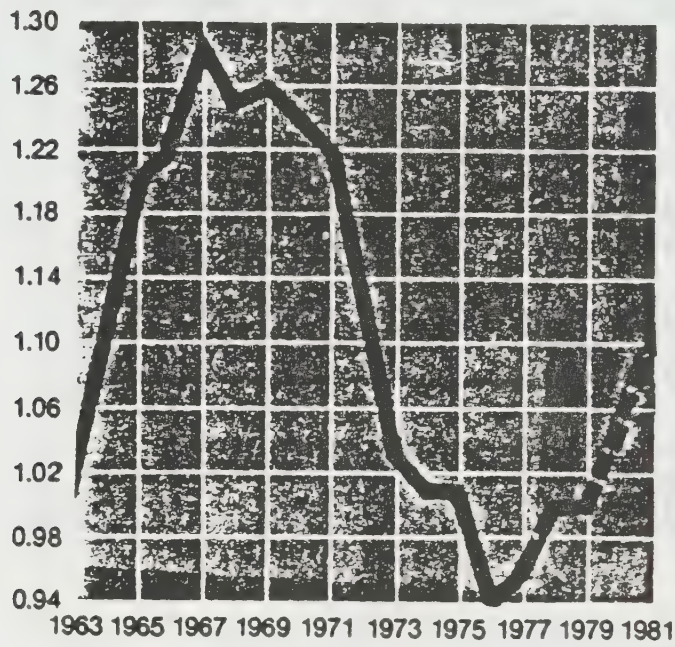
TABLE 7

FEDERAL EXPENDITURES ON ACTIVITIES IN THE NATURAL AND
HUMAN SCIENCES BY CABINET COMMITTEE

Department	(millions of dollars)				
	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
Total Science	1,809.0	1,891.8	2,121.2	2,604.6	2,941.5
Total Economic Development	1,019.9	1,088.5	1,221.3	1,511.2	1,754.7
Agriculture	127.2	143.9	152.4	168.5	196.1
Communications	61.9	58.6	65.3	81.3	66.7
Energy Mines & Resources	124.5	162.7	179.1	229.7	280.5
Atomic Energy of Canada Ltd.	92.0	88.9	96.8	114.2	132.4
Environment Can. Forestry Ser.	29.8	39.8	50.3	58.3	69.4
Fisheries & Oceans	122.5	112.7	116.4	130.0	145.8
Industry, Trade & Commerce	61.4	83.5	97.5	143.5	173.3
Science and Technology					
National Research Council	197.2	201.4	226.1	297.4	360.7
NSERC	111.9	121.0	162.9	201.8	227.1
Supply & Services (Unsol. Prop.)	12.4	14.9	15.0	15.1	15.1
Transport	42.1	27.7	17.2	21.4	24.0
Others	37.0	33.4	42.3	50.0	63.6
Total Social Development	454.0	473.0	526.9	604.4	693.4
Communications					
National Library	13.1	14.7	17.2	21.6	25.8
National Museums of Canada	55.1	50.1	54.0	58.7	61.8
SSHRC	34.6	36.6	42.4	46.6	56.7
Employment & Immigration	10.0	16.0	17.3	18.9	18.3
Environment (except Can. For. Ser.)	176.6	180.3	196.9	220.7	264.7
National Health & Welfare	58.2	58.0	63.8	72.6	80.9
Medical Research Council	64.2	70.1	82.0	100.2	112.9
Others	42.2	47.2	53.3	65.1	72.3
Total - External Affairs & Defence	160.5	166.1	187.1	207.9	251.4
External Affairs					
Can. Intern'l Develop't Agency	35.6	37.4	36.5	40.4	45.0
Intern'l Develop't Research Ctr.	36.7	36.5	39.8	46.0	56.6
National Defence	83.3	87.1	102.6	112.0	139.6
Others	4.9	5.1	8.2	9.5	10.2
Total - Services to Government	174.7	163.7	185.9	281.1	242.0
Supply and Services					
Statistics Canada	133.3	122.2	144.1	230.0	187.2
Treasury Board	10.5	10.0	10.7	12.9	15.4
Others	30.9	31.5	31.1	38.2	39.4

**Canada's Gross Expenditures on R&D
(GERD) — Natural Sciences — 1963-81.**

GERD/GNP (%)



APPENDICE "MEST-28"

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE

M. JOHN ROBERTS

MINISTRE D'ETAT CHARGE DES
SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

DEVANT LE

COMITE DES PREVISIONS BUDGETAIRES EN GENERAL

Le 29 avril 1982

M. le Président, j'ai le plaisir de me présenter encore une fois devant le Comité pour examiner les activités scientifiques du gouvernement. J'entends d'abord me reporter brièvement aux prévisions du Ministère et à celles des organismes dont je suis responsable, examiner ensuite l'ensemble des activités scientifiques du gouvernement et, finalement, passer en revue les progrès accomplis en vue d'atteindre l'objectif de la R-D.

Dépenses et activités dans les sciences et la technologie

Pour ce qui est du Ministère lui-même, l'augmentation prévue d'environ un million de dollars sur les dépenses de l'année courante servira essentiellement à combler la hausse des salaires et des prix. Le budget des dépenses prévoit les frais liés au maintien de notre adhésion à l'Institut international pour l'analyse de systèmes de haut niveau, à Vienne, ainsi qu'une contribution au maintien de notre participation comme partenaire, à l'Agence spatiale européenne. De la même manière, l'augmentation des prévisions de dépenses du Conseil des sciences du Canada ne porte que sur les hausses des salaires et des prix.

Quant au CNRC, le budget des dépenses pour 1982-1983 est d'environ 350 millions de dollars, soit une hausse de 63 millions de dollars ou de 21 p. 100 sur les prévisions budgétaires de 287 millions de dollars. Au nombre des postes budgétaires qui entraînent l'augmentation, on trouve la construction d'installations pour le nouvel Institut de recherches maritimes et de recherches sur les navires arctiques à l'Université Memorial à Terre-Neuve ainsi que pour l'Institut de génie des matériaux à Boucherville, Québec, l'expansion du programme de coopération laboratoire-industrie (PCLI) et du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), le Programme coopératif de science spatiale avec la NASA aux États-Unis et l'augmentation de la charge de travail et des coûts de l'installation de physique énergétique de pointe (TRIUMF) à Vancouver (C.-B.).

Le budget principal des dépenses du CRSNG pour 1982-1983 est de 227 millions de dollars, une augmentation de 25 millions de dollars ou de 13 p. 100 sur les prévisions budgétaires de l'année courante, pour faire en sorte que les subventions et les bourses suivent le cours de l'inflation. Le budget prévoit le maintien de l'augmentation de 20 millions de dollars approuvée dans le budget supplémentaire au cours de 1981-1982.

Dépenses fédérales de S-T prévues dans le budget
principal des dépenses pour 1982-1983

L'aide accrue aux activités scientifiques et techniques est un élément essentiel de la stratégie de développement économique du gouvernement. Comme le démontre le tableau 1, on estime que les dépenses totales en S-T, pour les sciences naturelles et les sciences humaines, atteindront 2,94 milliards de dollars en 1982-1983, soit une augmentation d'environ 13 p. 100 sur les 2,60 milliards de dollars prévus pour 1981-1982 et de 63 p. 100 depuis 1978-1979, donc une moyenne d'environ 13 p. 100 par année.

Parmi les activités de S-T, la R-D dans les sciences naturelles est particulièrement intéressante, puisque c'est la composante qui a été choisie comme mesure de référence de l'objectif lors de l'adoption de la politique visant à augmenter l'investissement du Canada dans les sciences et la technologie. Les dépenses de R-D dans les sciences naturelles comptent pour environ 61 p. 100 du total des dépenses de S-T dans le budget de 1982-1983. Le tableau 2 révèle que les dépenses du gouvernement en R-D approcheront 1,8 milliard de dollars en 1982-1983, c'est-à-dire 250 millions de dollars ou 16 p. 100 de plus que les dépenses prévues de 1,5 milliard de dollars en 1981-1982. Depuis 1978-1979, l'augmentation totale s'est chiffrée à 763 millions de dollars, soit un taux moyen de croissance de

15 p. 100, comparativement à 13 p. 100 par année pour toutes les dépenses de S-T. Les dépenses des années 1981-1982 et 1982-1983 excèdent le montant que doit fournir le gouvernement pour atteindre sa part de l'objectif de R-D, soit 0,5 p. 100 du PNB.

Je voudrais ensuite signaler brièvement où est exécutée la R-D financée par le gouvernement. En examinant de nouveau le tableau 2, on note un déplacement important dans l'équilibre entre l'exécution intra muros et extra muros. Cette dernière s'est accrue à un taux moyen de 19,5 p. 100 par année au cours de la période allant de 1978-1979 à 1982-1983, comparativement à 12 p. 100 par année pour la R-D intra muros.

Parmi les dépenses extra muros, les paiements versés à la R-D industrielle sont ceux qui ont augmenté le plus rapidement. De ce qu'ils étaient en 1978-1979, ils ont presque doublé pour atteindre 390 millions de dollars en 1982-1983, une augmentation moyenne de 21 p. 100 par année. Par conséquent, ces versements à la R-D industrielle représentent environ 22 p. 100 du financement fédéral de la R-D, comparativement à 18 p. 100 en 1978-1979. Le besoin d'augmenter la R-D industrielle est reconnu comme un facteur important dans la priorité que le gouvernement donne à l'expansion industrielle et régionale, comme on le constate dans le document budgétaire présenté en novembre

et intitulé: " Développement économique du Canada pour les années 80 ".

Avec les paiements destinés à la recherche universitaire qui atteindront 350 millions de dollars en 1982-1983, le taux de croissance depuis 1978-1979 sera en moyenne de 17 p. 100 par année, comparativement à 13 p. 100 des dépenses totales pour les sciences et à 12 p. 100 par année pour la croissance des dépenses intra muros. Environ 80 p. 100 de ces paiements sont acheminés par l'intermédiaire du Conseil de recherches médicales et du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Quant à l'objet des dépenses consacrées à la R-D pour les sciences naturelles, selon le tableau 3, 40 p. 100 du total est affecté à l'étude des possibilités et des problèmes dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles. Au cours des trois dernières années, la croissance de la R-D appliquée à l'énergie a surpassé tous les autres domaines.

Selon le tableau 4, on estime que les dépenses pour la R-D et les activités scientifiques connexes dans les sciences humaines atteindront près de 580 millions de dollars en 1982-1983, et resteront donc à peu près au même niveau qu'en 1981-1982. Cependant, il convient de noter que les dépenses de 1981-1982 comprenaient l'augmentation temporaire du budget de Statistique Canada pour le recensement de 1981.

L'objectif de R-D et le cadre de planification

J'aimerais maintenant rattacher les dépenses du gouvernement, affectées à la R-D dans les sciences naturelles, à l'objectif de R-D et au cadre de planification, puis revoir ce qui est advenu aux dépenses nationales de R-D depuis l'établissement de l'objectif.

Pour récapituler, disons qu'en établissant un objectif visant à augmenter les dépenses brutes de R-D à 1,5 p. 100 du produit national brut d'ici à 1985, la part de financement du gouvernement a été fixée à un tiers du rapport DBRD/PNB, c'est-à-dire à 0,5 p. 100 du PNB; la part de l'industrie a été fixée à la moitié de l'objectif, c'est-à-dire à 0,75 p. 100 du PNB, tandis que le reste, 0,25 p. 100 du PNB, a été laissé aux gouvernements provinciaux, aux universités et à d'autres sources.

Pour ce qui est de la part du gouvernement dans le financement des DBRD, le rapport entre les données des DBRD et les données des dépenses budgétaires n'est pas très clair. En raison de leurs définitions non similaires et de l'écart dans la parution, il existe une différence importante entre les données des DBRD et les données des dépenses budgétaires fédérales. Par exemple, les paiements versés aux exécutants étrangers d'activités scientifiques ne sont pas compris dans les données des DBRD. Ces données

se limitent aux activités nationales. Par conséquent, il a fallu établir une courbe des dépenses budgétaires fédérales nécessaires afin que le gouvernement atteigne son objectif des DBRD.

Suivant le tableau 5, les prévisions budgétaires pour 1981-1982 et les dépenses pour les sciences figurant dans le budget de 1982-1983 indiquent que nous dépassons maintenant quelque peu la courbe fixée.

Un examen des données sur les DBRD révèle que l'établissement de l'objectif de R-D et du cadre de planification ainsi que d'autres initiatives, telles l'augmentation des stimulants fiscaux pour la R-D, ont eu un effet considérable. En examinant le graphique 1, on constate que la tendance à la baisse dans le rapport DBRD/PNB qui persistait au début des années 70 a été refrénée et même nettement renversée. L'information récente nous démontre que les DBRD du Canada représentent plus de 1,1 p. 100 du PNB en 1981, comparativement à 1,0 p. 100 en 1979.

J'aimerais attirer votre attention sur le fait que nous avons pu disposer de ces derniers renseignements après que les " Activités scientifiques fédérales " (le livre rouge) et notre rapport sur les faits saillants " L'investissement du gouvernement du Canada dans les sciences " aient été mis

sous presse, de telle sorte que les données qu'ils contiennent ne correspondent pas à cette information récente. Ceux-ci indiquent également que l'investissement dans la R-D par l'industrie en 1981 s'est accru de plus de 25 p. 100 par rapport au 1,2 milliard de dollars investis en 1980. On prévoit également que l'investissement du fédéral en R-D pour l'année 1981 représentera une augmentation d'environ 21 p. 100 par rapport à 1980.

De 1979 à 1981, les augmentations d'investissement en R-D par le secteur privé et le gouvernement fédéral ont été particulièrement impressionnantes. L'investissement en R-D par le secteur industriel s'est accru d'environ 22 p. 100 par année pendant cette période. Ce taux de croissance, même s'il n'atteint pas tout à fait le taux prévu, est sans nul doute plus élevé qu'à toute autre période depuis les années 60. Je tiens à féliciter le secteur de l'industrie pour avoir si bien relevé le défi que représente l'objectif. Le gouvernement fédéral, avec une croissance annuelle de 18 p. 100 d'investissement en R-D, a également dépassé le taux de croissance prévu par le cadre de planification. Le taux de croissance de 18 p. 100 des DBRD totales est très près du 20 p. 100 requis par le cadre de planification.

Néanmoins, malgré les augmentations substantielles des DBRD, l'ensemble de l'augmentation jusqu'à maintenant

n'atteint pas tout à fait le niveau qui avait été prévu pour 1980 et 1981 quand on avait établi l'objectif pour la R-D. Afin d'atteindre l'objectif tout en tenant compte des priorités pour les années 80, notamment de l'expansion industrielle et régionale, de la mise en valeur des ressources naturelles et des ressources humaines, le gouvernement prendra des mesures supplémentaires pour encourager les sciences et la technologie en général et la R-D en particulier.

Je vous remercie, M. le Président, et je me ferai un plaisir de répondre aux questions que l'on voudra bien me poser.

TABLEAU 1CROISSANCE DES DÉPENSES SCIENTIFIQUES FÉDÉRALES EN CINQ ANS

	<u>Dépenses</u>		<u>Augmentation</u>	
	<u>1978-1979</u>	<u>1982-1983</u>	<u>cumula-</u> <u>tive</u>	<u>moyenne</u> <u>par année</u>
	(en millions de dollars)			
<u>Sciences humaines</u>				
R-D et ASC	411	579	41%	9%
<u>Sciences naturelles</u>				
R-D	1 011	1 784	76%	15%
ASC	387	578	49%	11%
R-D et ASC	1 398	2 362	69%	15%
<u>TOTAL</u>	1 809	2 941	63%	13%

TABLEAU 2

DÉPENSES BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES EN SCIENCES NATURELLES

	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983
(en millions de dollars et en %)					
TOTAL-SCIENCES NATURELLES	1 397,8	1 494,5	1 677,6	2 025,3	2 362,5
DÉPENSES DE R-D (TOTAL)	1 011,2 (100)	1 100,3 (100)	1 240,0 (100)	1 533,9 (100)	1 784,3 (100)
Intra muros	583,4 (58)	587,8 (53)	665,3 (54)	771,2 (50)	912,8 (51)
Extra muros (Total)	427,8 (42)	512,5 (47)	574,7 (46)	762,7 (50)	871,5 (49)
Industrie	181,8 (18)	213,4 (19)	237,2 (19)	337,3 (22)	389,4 (22)
Universités	190,3 (19)	200,6 (18)	254,1 (20)	312,6 (20)	351,2 (20)
Secteur privé à but non lucratif	8,3 (1)	8,9 (1)	8,6 (1)	11,8 (1)	15,3 (1)
Gouvernements provinciaux et municipaux	13,8 (1)	53,8 (5)	31,7 (3)	45,9 (3)	55,7 (3)
Autres exécutants canadiens	4,3 (-)	4,3 (-)	4,3 (-)	8,0 (1)	8,7 (-)
Étrangers	29,3 (3)	31,7 (3)	38,8 (3)	47,0 (3)	51,3 (3)
DÉPENSES D'ASC (TOTAL)	386,6 (100)	394,2 (100)	437,6 (100)	491,4 (100)	578,2 (100)
Intra muros	296,1 (77)	313,4 (79)	342,1 (78)	381,6 (78)	448,0 (77)
Extra muros (Total)	90,4 (23)	80,8 (21)	95,5 (22)	109,8 (22)	130,2 (23)
Industrie	58,0 (15)	45,8 (12)	55,4 (13)	63,2 (13)	74,7 (13)
Universités	13,7 (4)	15,0 (4)	19,9 (5)	25,4 (5)	28,3 (5)
Secteur privé à but non lucratif	2,5 (1)	2,6 (1)	3,2 (1)	3,3 (1)	3,6 (1)
Gouvernements provinciaux et municipaux	7,5 (2)	7,4 (2)	7,4 (2)	8,4 (2)	13,9 (2)
Autres exécutants canadiens	6,3 (2)	7,2 (2)	6,3 (1)	5,6 (1)	5,4 (1)
Étrangers	2,4 (1)	2,8 (1)	3,2 (1)	4,0 (1)	4,4 (1)

TABLEAU 3

R-D POUR LES SCIENCES NATURELLES PAR DOMAINE D'APPLICATION

Domaine d'application	1979-1980		1980-1981		1981-1982		1982-1983	
	(en millions de dollars et en %)							
Avancement des sciences	110,8	10,1	168,9	13,6	205,9	13,4	230,4	12,9
Communications	25,0	2,3	34,8	2,8	44,8	2,9	39,7	2,2
Pays en voie de développe- ment	18,5	1,7	27,8	2,2	32,8	2,1	39,2	2,2
Énergie	191,0	17,4	199,7	16,1	268,5	17,5	338,2	19,0
Environnement	27,7	2,5	36,2	2,9	34,7	2,3	39,2	2,2
Santé	102,8	9,3	117,4	9,5	141,3	9,2	157,9	8,8
Ressources, alimentation et océans	240,6	21,9	282,0	22,7	327,2	21,3	372,7	20,9
Sécurité nationale	87,6	8,0	103,5	8,3	112,9	7,4	140,0	7,8
Espace	57,2	5,2	58,4	4,7	63,5	4,1	55,7	3,1
Transports	32,9	3,0	38,3	3,1	43,5	2,8	53,1	3,0
Autres			178,3	14,4	258,4	16,8	319,4	17,8
TOTAL	1 100,3	100	1 240,0	100	1 533,9	100	1 784,3	100

TABLEAU 4

DÉPENSES BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES EN SCIENCES HUMAINES

	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983
(en millions de dollars et en %)					
TOTAL-SCIENCES HUMAINES	411,3	397,3	443,7	579,2	578,9
DÉPENSES DE R-D (TOTAL)	100,3 (100)	90,7 (100)	95,1 (100)	109,5 (100)	130,4 (100)
Intra muros	42,2 (42)	36,4 (40)	39,8 (42)	47,2 (43)	55,3 (42)
Extra muros (Total)	58,1 (58)	54,3 (60)	55,3 (58)	62,3 (57)	75,1 (58)
Industrie	4,9 (5)	4,7 (5)	3,3 (3)	4,6 (4)	5,0 (4)
Universités	26,0 (26)	26,9 (30)	30,5 (32)	34,6 (32)	42,4 (33)
Autres	27,2 (27)	22,8 (25)	21,5 (23)	23,1 (21)	27,7 (21)
DÉPENSES D'ASC (TOTAL)	311,1 (100)	306,6 (100)	348,6 (100)	469,7 (100)	448,5 (100)
Intra muros	266,6 (86)	264,7 (86)	303,7 (87)	418,3 (89)	392,5 (88)
Extra muros (Total)	44,5 (14)	41,8 (14)	44,9 (13)	51,4 (11)	56,0 (12)
Industrie	9,6 (3)	9,6 (3)	10,2 (3)	12,0 (3)	13,9 (3)
Universités	14,9 (5)	13,6 (4)	15,5 (4)	17,7 (4)	19,3 (4)
Autres	20,0 (6)	18,6 (7)	19,2 (6)	21,7 (5)	22,7 (5)

TABLEAU 5

DÉPENSES RÉELLES ET PRÉVUES DE R-D
EN SCIENCES NATURELLES

<u>Année</u>	<u>Courbe prévue</u>	<u>Prévisions initiales</u>	<u>Prévisions corrigées</u>	<u>Courbe au-dessus (au-dessous)</u>
	(en millions de dollars)			
1979-1980	1 100	1 100	1 100	—
1980-1981	1 282	1 298	1 240	(42)
1981-1982	1 493	1 495	1 534	41
1982-1983	1 738	--	1 784	46

TABLEAU 6

**COMPARAISON DES HAUSSES PRÉVUES ET RÉELLES
EN DBRD PAR BAILLEUR DE FONDS**

<u>Secteur des bailleurs de fonds</u>	<u>Taux moyen de croissance annuelle</u>		
	<u>prévu</u>	<u>réel</u>	<u>*</u>
Gouvernement fédéral	17%	18%	(16%)
Gouvernements provinciaux	19%	13%	(11%)
Industrie	27%	22%	(20%)
Universités	9%	5%	(6%)
Autres	9%	20%	(13%)
TOTAL	20%	18%	(16%)

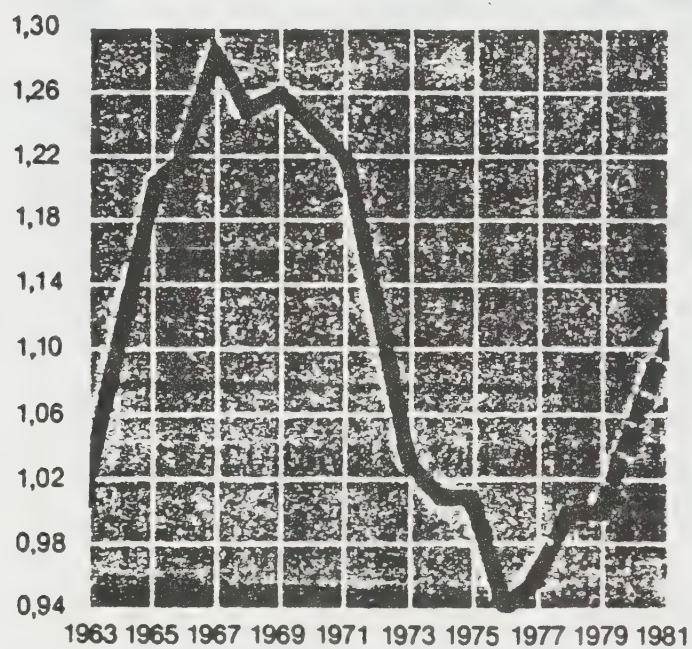
* Prévisions les plus récentes; les données entre parenthèses sont celles des rapports du MEST:
" L'investissement du gouvernement du Canada en science (1982) " et " Activités scientifiques fédérales, 1982-1983 ".

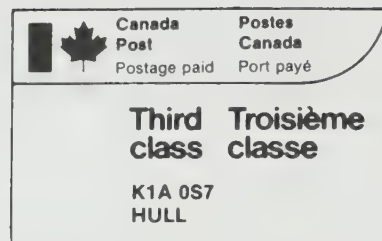
TABLEAU 7
DÉPENSES FÉDÉRALES EN SCIENCES NATURELLES ET
EN SCIENCES HUMAINES SELON LES COMITÉS DU CABINET

Ministère	(en millions de dollars)				
	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983
Total-Sciences	1 809,0	1 891,8	2 121,2	2 604,6	2 941,5
Total-Développement économique	1 019,9	1 088,5	1 221,3	1 511,2	1 754,7
Agriculture	127,2	143,9	152,4	168,5	196,1
Communications	61,9	58,6	65,3	81,3	66,7
Énergie, Mines et Ressources	124,5	162,7	179,1	229,7	280,5
Énergie atomique du Canada Ltée	92,0	88,9	96,8	114,2	132,4
Environnement Canada					
Services des forêts	29,8	39,8	50,3	58,3	69,4
Pêches et Océans	122,5	112,7	116,4	130,0	145,8
Industrie et Commerce	61,4	83,5	97,5	143,5	173,3
Sciences et Technologie					
Conseil national de recherches	197,2	201,4	226,1	297,4	360,7
CRSNG	111,9	121,0	162,9	201,8	227,1
Approvisionnements et Services (Propositions spontanées)	12,4	14,9	15,0	15,1	15,1
Transports	42,1	27,7	17,2	21,4	24,0
Autres	37,0	33,4	42,3	50,0	63,6
Total-Développement social	454,0	473,0	526,9	604,4	693,4
Communications					
Bibliothèque nationale	13,1	14,7	17,2	21,6	25,8
Musées nationaux du Canada	55,1	50,1	54,0	58,7	61,8
CRSH	34,6	36,6	42,4	46,6	56,7
Emploi et Immigration	10,0	16,0	17,3	18,9	18,3
Environnement (excepté Service des forêts)	176,6	180,3	196,9	220,7	264,7
Santé nationale et Bien-être social	58,2	58,0	63,8	72,6	80,9
Conseil de recherches médicales	64,2	70,1	82,0	100,2	112,9
Autres	42,2	47,2	53,3	65,1	72,3
Total-Affaires extérieures et Défense	160,5	166,1	187,1	207,9	251,4
Affaires extérieures					
Agence canadienne de développement international	35,6	37,4	36,5	40,4	45,0
Centre de recherche pour le développement international	36,7	36,5	39,8	46,0	56,6
Défense nationale	83,3	87,1	102,6	112,0	139,6
Autres	4,9	5,1	8,2	9,5	10,2
Total-Services au gouvernement	174,7	163,7	185,9	281,1	242,0
Approvisionnements et services					
Statistique Canada	133,3	122,2	144,1	230,0	187,2
Conseil du Trésor	10,5	10,0	10,7	12,9	15,4
Autres	30,9	31,5	31,1	38,2	39,4

**Dépenses brutes en R-D (DBRD) au Canada
— en sciences naturelles — de 1963 à 1981**

DBRD/PNB (%)





If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Ministry of State for Science and Technology:

Mr. D.C. Thom, Assistant Secretary, Industry Branch;

Dr. D. Maasland, Assistant Secretary, Government Branch.

Du ministère d'État chargé des Sciences et de la technologie:

M. D.C. Thom, secrétaire adjoint, Affaires industrielles;

M. D. Maasland, secrétaire adjoint, Affaires gouvernementales.

HOUSE OF COMMONS

✓3

Issue No. 81

Monday, May 3, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 81

Le lundi 3 mai 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 25—Public Service Staff
Relations Board under PRIVY COUNCIL

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 25—Commission des
relations de travail dans la Fonction publique sous la
rubrique CONSEIL PRIVÉ

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Appolloni (Mrs.)	Dion
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Dubois
Clarke	Gass
Cousineau	Gilchrist
Deniger	Herbert

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

King	Robinson (<i>Burnaby</i>)
Lambert	Schroder
MacDonald (M ^{lle})	Smith
Orlikow	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prégent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, May 3, 1982:

Mr. Clarke replaced Mr. Kilgour.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 3 mai 1982:

M. Clarke remplace M. Kilgour.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MAY 3, 1982

(98)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:20 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Clarke, Gauthier and Herbert.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Public Service Staff Relations Board: Mr. J.H. Brown, Chairman; Mr. D.H. Kates, Deputy Chairman; Mr. L. Mitchell, Deputy Chairman; Mr. L. Labrecque, Acting Director of Administration and Mr. R.C. DesLauriers, Director General, Pay Research Bureau.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70.*)

The Committee resumed consideration of Vote 25—Public Service Staff Relations Board under PRIVY COUNCIL.

The witnesses answered questions.

At 10:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 3 MAI 1982

(98)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h20 sous la présidence de M. Gauthier, président.

Membres du Comité présents: Messieurs Clarke, Gauthier et Herbert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: De la Commission des relations de travail dans la la Fonction publique: M. J.H. Brown, président; M. D.H. Kates, président suppléant; M. L. Mitchell, président suppléant; M. L. Labrecque, directeur intérimaire de l'administration et M. R.C. DesLauriers, directeur général du Bureau de recherches sur les traitements.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, Fascicule no 70.*)

Le Comité reprend l'étude du crédit 25—Commission des relations de travail dans la Fonction publique sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

Les témoins répondent aux questions.

À 22h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee.

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Monday, May 3, 1982

• 2021

The Chairman: Order, please. We have the required number of members of Parliament to hear witnesses. Mr. Brown, it is very nice of you to come twice a year. The last time you were here I think the bells interrupted the proceedings. So with your permission, sir, I would like to first of all put into the record that we are on Vote 25, Public Service Staff Relations Board, under Privy Council.

PRIVY COUNCIL

F—Public Service Staff Relations Board

Vote 25—Public Service Staff Relations Board—Program expenditures\$7,521,000

The Chairman: We will continue, Mr. Brown, with your testimony. I think you had read your opening statement. For the sake of the record again, I wonder if you would reintroduce people at the head table so that we can keep everything in order.

Mr. J.H. Brown (Chairman, Public Service Staff Relations Board): Yes, I will do that, and I will just reiterate again that is is our pleasure to again appear before this committee.

I will introduce the members of the board and the staff who are with me this evening: Robert DesLauriers, Director General of the Pay Research Bureau; Leon Mitchell, the Deputy Chairman responsible for Interest arbitrations; David Kates, the Deputy Chairman responsible for Adjudications; Louis Labrecque, the Acting Director of Administration; and Mr. Maurice Cantin, the Vice-Chairman of the board.

As you have indicated, Mr. Chairman, at the outset of the appearance by this board before this committee on April 6, I read an introductory statement into the record. Accordingly, I take it there is no need for me to repeat that performance. That being the case, I and my colleagues are prepared to try to answer any questions that the members of the committee may have.

The Chairman: Thank you, Mr. Brown. Mr. Clarke, would you like to open the questioning?

Mr. Clarke: I would like to defer, Mr. Chairman, being unfamiliar at the moment.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Brown, you are aware of my first question since we had an exchange of correspondence, but I would like to say first of all that I am somewhat disappointed that we have such little

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le lundi 3 mai 1982

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés sont en nombre suffisant pour que nous puissions entendre les témoins. Monsieur Brown, c'est très gentil à vous de venir deux fois l'an. La dernière fois, le timbre a interrompu nos discussions, je crois. Si vous le permettez, je voudrais tout d'abord consigner aux comptes rendus que nous en sommes au crédit 25, Commission des relations de travail dans la Fonction publique sous la rubrique Conseil privé.

CONSEIL PRIVE

F—Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

Crédit 25—Commission des relations de travail de la Fonction publique—Dépenses du programme\$7,521,000

Le président: Nous allons donc poursuivre et entendre votre témoignage, monsieur Brown. Vous aviez, je crois, une déclaration préliminaire. Aux fins du compte rendu, je vous demanderai de nouveau de présenter une nouvelle fois des gens qui sont à la table principale, afin que tout soit bien dans l'ordre.

M. J.H. Brown (président, Commission des relations de travail de la Fonction publique): Je vais le faire, et je voudrais répéter qu'il nous fait plaisir de comparaître une nouvelle fois devant ce Comité.

Tout d'abord je présente les membres de la Commission et le personnel qui m'accompagnent ce soir: Robert DesLauriers, directeur général du Bureau de recherche sur les traitements, Leon Mitchell, président suppléant, chargé de l'arbitrage des conflits d'intérêt, Louis Labrecque, directeur intérimaire de l'administration, et Maurice Cantin, vice-président de la Commission.

Comme vous l'avez souligné, monsieur le président, j'ai lu une déclaration préliminaire lors de la première comparution de la Commission le 6 avril. Je crois donc comprendre qu'il n'est pas nécessaire de répéter cela. Par conséquent, mes collègues et moi-même voulons bien répondre à toutes questions posées par les membres du Comité.

Le président: Merci, monsieur Brown. Monsieur Clarke, voulez-vous commencer?

M. Clarke: Je voudrais céder mon tour, monsieur le président, car je ne suis pas très au courant du sujet pour le moment.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Monsieur Brown, vous connaissez ma première question puisque nous avons échangé de la correspondance à ce sujet, mais je voudrais souligner tout d'abord que je suis un peu déçu

[Texte]

interest in the appearance of your group before the committee. I find even today we get a lot of comments from the private sector about the public service. I do not know if the feeling is as strong as it used to be. Certainly four or five or six years ago, we used to have a lot of comments about the inefficiency of the public service. We still hear some comments today, particularly because of the call for improved productivity, and some of us have some opinions on how productivity could be improved, including the public service. A lot of it derives from our work on the hill. Some of us that have been here a long time, maybe too long, run into daily experiences of the inefficiency of the operation, which, I suppose, is probably inevitable. We have such a large public service that it would be extraordinary if we were not running into this type of thing on almost a daily basis.

But now perhaps I am going to be a little cynical. Maybe part of the waning interest of the private sector in the public service generally is attributable to an attitude that nothing can be done anyway. And certainly some of us feel that maybe it is almost a lost cause. I say that because, having been involved in a committee that did extensive work some seven or eight years ago now, called the Special Joint Committee on Employer-Employee Relations in the Public Service of Canada, there was lots of testimony given by your group at that time. I am certainly personally disappointed that so little has been derived from the work done at that time. As you are aware, in fact there has been no legislative proposals whatsoever arising from the recommendations of the work of that committee, although we tackled many subjects. I may say that I am not trying to make a speech but there are only two of us, and I am sure Mr. Clarke, my colleague, is not going to worry too much about me perhaps drifting a little bit. Unfortunately, I do get the impression that we are just going over the same old ground time and time again, so the subjects I am bringing up are the same subjects I brought up before.

• 2025

We will start with the letter I wrote to you and to which I referred earlier. You said you would be appearing before the committee and we could discuss this matter. What I had sent to you was an article which appeared in the magazine *Executive* which dealt with wrongful dismissal and how companies can reduce lawsuits. You said in your response that the subject dealt with senior management; that it dealt with executives. That is so, but we are using it for the purpose of illustration.

One of the things I have been concerned about since the hearings on the Finkelman committee is that the grievance procedure which we follow in the public service is such as to discourage a manager from dismissing a person even if, in the opinion of the manager, there is just cause. That is because in the final analysis there has to be an appearance, if it goes that far, before a quasijudicial body which is yourselves, that being a sort of court appearance.

There, the employer, in the presence of the manager, clearly has to establish for the court, if you like, that he was correct in coming to the decision that a person should be dismissed.

[Traduction]

du peu d'intérêt que suscite la comparution de votre groupe devant le Comité. Je me rends compte que même aujourd'hui, nous recevons beaucoup de commentaires du secteur privé au sujet de la Fonction publique. Je ne sais pas si les sentiments sont aussi forts qu'autrefois. Il est certain qu'il y a quatre, cinq ou six ans, on entendait beaucoup parler de l'inefficacité de la Fonction publique. On entend encore parfois des remarques de ce genre, à cause surtout de l'exigence d'une meilleure productivité, et certains parmi nous ont leur opinion sur la façon d'améliorer cette productivité, y compris dans la Fonction publique. Cela est dû en grande partie à notre travail sur la colline. Certains députés y sont depuis longtemps, trop longtemps peut-être, et tous les jours ils se rendent compte de l'inefficacité de la machine, ce qui est probablement inévitable. Nous avons une Fonction publique d'une telle importance qu'il serait vraiment extraordinaire de ne pas rencontrer ce genre de difficultés presque quotidiennement.

Je serai peut-être un peu cynique, mais le désintérêt du secteur privé pour la Fonction publique vient peut-être d'une attitude contre laquelle nous ne pouvons rien de toute façon. Certains parmi nous estiment que c'est une cause perdue, ou presque, même s'il est cynique de le déclarer. Je le dis, car j'ai participé à un comité qui a fait énormément de travail depuis sept ou huit ans maintenant, le Comité spécial mixte sur les relations employeur-employés dans la Fonction publique du Canada. Votre groupe a largement témoigné à l'époque. Je suis certainement déçu personnellement que l'on ait si peu tiré profit du travail fait. Vous le savez, il n'y a pas eu de propositions législatives à la suite des recommandations de ce comité, même si nous avons abordé de nombreux sujets. Je dois dire que je n'essaie pas de faire un discours, mais nous ne sommes que deux, et je suis sûr que mon collègue, M. Clarke, ne va pas beaucoup s'inquiéter si je me laisse un peu aller. Malheureusement, j'ai l'impression que nous couvrons toujours le même terrain, par conséquent les sujets que je soulève maintenant sont les mêmes que je soulevais précédemment.

Commençons par la lettre que je vous ai écrite et que je vous ai mentionnée plus tôt. Vous alliez comparaître devant le Comité, avez-vous dit, et nous pourrions discuter de la question. Je vous avais envoyé un article paru dans la revue *Executive*, qui traitait de renvoi injustifié et de la façon dont les sociétés peuvent diminuer les poursuites judiciaires. Vous avez répondu que le sujet traitait des cadres supérieurs, de la haute direction. C'est exact, mais nous l'avons mentionné comme exemple.

Une des choses qui me préoccupent depuis les audiences du comité Finkelman, c'est que la procédure de grief adoptée à la Fonction publique décourage un gestionnaire qui veut renvoyer une personne, même si, de l'avis de ce gestionnaire, le motif de renvoi est juste. Car en dernière analyse il doit y avoir comparution, si les choses vont jusque-là, devant un organisme quasi judiciaire, vous-même, autrement dit, qui êtes une sorte de tribunal.

Ainsi l'employeur, en présence du gestionnaire, doit clairement prouver au tribunal, si vous voulez, qu'il avait raison de prendre la décision de renvoyer un employé. Peut-être que mes

[Text]

Maybe some of my feeling is showing through here, but let us try to treat the subject as fairly as we can.

First of all, would you like to give us some idea of the nature of the cases which are brought before you? Would you give us your general impression which you must have formed over the years about the types of cases and the results? How do you dispose of them? Are you able to put them into neat little packages and say x per cent are thrown out for specific reasons and the rest are accepted as justified dismissals, and so on? Would you like to discuss the general area of your feeling on the grievance procedures that come before the board?

The Chairman: Mr. Brown.

Mr. Brown: Mr. Chairman, Mr. Herbert, I am not able to give the kind of breakdown that you are asking for in the latter part of your question. I would refer to some degree back to the letter of response that I wrote you on April 20. In that I started off with the point that, in enacting the Public Service Staff Relations Act in 1967, it provided a system for collective bargaining and a process of grievances, as well as the adjudication of those grievances where a resolution of the dispute, largely between an employee and his employer, was not resolved during the grievance process. So therefore, what was envisaged was a form of protection. It can be sometimes for the employer, but I am speaking here of the individual employee. What I suggested was that, if there were just cause for disciplinary action being taken against an employee and, using the extreme example of discharge, what you had suggested in your letter of managers or executives being reluctant to take that action, even if they thought it was justified, was perhaps because it seemed to be a very very laborious procedure.

• 2030

What I was suggesting in my letter was that, while there was certainly a quasi-judicial process to go through, if an employee was discharged, it should not be an impediment to the supervisor or manager who did so, provided that that manager had just cause for doing so and in any adjudication hearing then could support that particular action. Does that . . . ?

Mr. Herbert: That I understand. I do not want to be unfair to the employee; I understand why it has been put into place, and I do not have any issue necessarily with the organizational set-up. What concerns me is the fact that the manager or the person who does the firing, the person responsible for the dismissal, has to, in effect, prove his or her case.

Now, in my 20 or 30 years in management in the private sector, before getting into this crazy political business, it was very infrequent that I had to fire an employee. And in those very, very few cases . . . because, very frankly, having to get rid of an employee is a traumatic experience anyway. At least it should be for a good manager because you have made a wrong choice, you have made a wrong decision, and you have to do something you do not want to do. Nevertheless, you finally

[Translation]

sentiments percent à travers cette déclaration, mais essayons de traiter de la question le plus équitablement possible.

Premièrement, voulez-vous nous donner une idée de la nature des cas qui sont portés devant vous? Voulez-vous nous donner l'impression générale que vous retirez après plusieurs années sur le type de causes et les résultats? Comment réglez-vous cela? Êtes-vous capable de les classer et de nous dire: tant p. 100 sont rejetées pour des raisons précises et le reste est accepté comme étant des renvois justifiés, par exemple? Pourriez-vous nous dire en général ce que vous pensez de la procédure de griefs pour les causes entendues devant la commission?

Le président: Monsieur Brown.

M. Brown: Monsieur le président, monsieur Herbert, je ne peux pas vous donner la ventilation que vous me demandez à la fin de votre question. Je voudrais me reporter à la réponse que je vous ai envoyée le 20 avril. Au début je disais qu'en promulguant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique en 1967, on avait prévu un système de négociation collective et un processus de griefs, de même que l'arbitrage des griefs lorsqu'un différend n'était pas résolu, surtout entre l'employé et l'employeur, au cours de ce processus. Par conséquent, on avait donc prévu une sorte de protection. C'est peut-être parfois pour l'employeur, mais je parle ici de l'employé lui-même. Mon argument, dans ma réponse, était le suivant: s'il y avait un juste motif pour prendre des mesures disciplinaires contre un employé et, reprenant l'exemple extrême du renvoi, si, comme vous le disiez dans votre lettre, les gestionnaires ou les cadres répugnaient à prendre ces mesures, même justifiables à leurs yeux, c'était peut-être parce que la procédure était très, très laborieuse.

Je vous disais dans ma lettre que même s'il existait certainement un processus quasi-judiciaire, si un employé était renvoyé, cela ne devait pas gêner le surveillant ou le gestionnaire qui s'en acquittait, à la condition que ce gestionnaire ait un motif légitime pour agir ainsi et que, en cas d'une audience d'arbitrage, il puisse apporter des preuves à l'appui de cette décision. Est-ce que cela . . . ?

M. Herbert: Cela, je le comprends. Je ne veux pas être injuste envers l'employé, je comprends pourquoi cette mesure existe, et je désapprouve pas nécessairement la procédure mise en place. Ce qui m'inquiète, c'est que le gestionnaire ou la personne qui renvoie, celle qui est responsable de ce renvoi, doit en réalité faire la preuve de sa cause.

Au cours de mes 20 ou 30 années de gestion dans le secteur privé, avant de venir dans le domaine dingue de la politique, il m'est arrivé très peu souvent d'avoir à congédier un employé. Dans ces très, très rares cas . . . car très franchement c'est une expérience traumatisante de toute façon que d'avoir à se débarrasser de quelqu'un. Du moins ce devrait l'être pour un bon gestionnaire puisqu'on a fait le mauvais choix, on a pris la mauvaise décision, et qu'il faut faire quelque chose qu'on n'a

[Texte]

have to come to that decision. Now, presumably you have warned the employee, you have gone through a process over a period of time, and you finally come to the decision that the employee just does not shape up to the responsibilities of the job.

Often this is a matter of loyalty to the employer. Now, this is a very touchy subject. I am a great believer in the loyalty of the employee to the employer, and I mean the direct management responsibility here. In those cases where I have had to fire an employee I would not particularly like to have to appear before a board and go over, blow by blow, the reasons for the dismissal. It would be a very, very unpleasant experience, even if I had no doubt about the justification. And I think if I had to go through such a procedure, if I did not have the freedom as an employer to say, well, I am very sorry, I have warned you three times, I have gone over it, I find your work unsatisfactory, blah, blah, blah, I would find some other way to resolve my problem, probably, in the public service, if I was a manager, by transferring the employee to another department.

Maybe that is the way to proceed; I do not know. Some people believe that is the way to proceed, that the employee is in the wrong slot, maybe working for the wrong employer. But when I look at it from that point of view, I say: What kind of cases do you get? Do you get any where the manager says simply, well, I told the person four times that I did not feel that the work was sufficiently satisfactory and I finally had to come to the decision that there was not that much effort being put into the job and we had to call it quits?

Mr. Brown: I will start by responding in this manner: The whole system of the filing of grievances and the possibility of referring those grievances to arbitration is what is envisaged by the Public Service Staff Relations Act; and I think it is certainly a wise course of action by any manager or supervisor, if they are finding that a particular employee is not working out satisfactorily, to issue warnings, which appear on his record if necessary—if the kind of offence is more serious, perhaps suspensions, leading possibly to a culminating incident which leads the employer, the particular manager, to impose discharge. If that is done, then it is much simpler for the manager to establish just cause before an adjudicator. Where I believe managers run into problems is where there is no record of any shortcoming in the work performance or in the behaviour of a particular employee and suddenly some incident occurs, and on the basis of that one incident the person is discharged. Then there may be a greater difficulty on the manager to establish that that particular act warranted that severe a disciplinary penalty. It may have been that some lesser penalty would be more appropriate.

• 2035

I finally add, it is not necessary in all instances to go through a whole grievance procedure. The grievance procedure, incidentally, is a procedure that is designed to work out a resolution, and it is only where a resolution cannot be worked out that a grievance is referred to adjudication. So there are

[Traduction]

pas envie de faire. Néanmoins, on finit par prendre cette décision. On a probablement averti l'employé, on a étudié la procédure pendant un certain temps, et finalement on en vient à la décision que l'employé ne s'acquitte pas des responsabilités de son emploi.

Souvent, c'est une question de loyauté envers l'employeur. Le sujet est très délicat. Je crois fermement en la loyauté de l'employé envers l'employeur, et je veux parler de la responsabilité directe de la haute direction. Dans ces cas, lorsqu'il m'a fallu congédier un employé, je n'avais pas particulièrement aimé comparaître devant une commission pour expliquer, en détail, les raisons du renvoi. C'est une expérience très, très désagréable, même s'il ne faisait aucun doute que j'étais justifié. Si j'avais à le faire, si je n'avais pas la liberté en tant qu'employeur de dire: je regrette, je vous ai averti à trois reprises, je vous ai tout expliqué, j'ai trouvé votre travail insatisfaisant, etc. etc., je trouverais un autre moyen de résoudre le problème, et à la Fonction publique, si j'étais gestionnaire, en transférant probablement l'employé à un autre ministère.

C'est peut-être là la façon de procéder, je ne sais pas. Certaines personnes croient que c'est la façon de faire, que l'employé n'est pas au bon endroit, qu'il ne travaille pas pour le bon employeur. Si je vois la chose de ce point de vue, je me dis: quel genre de cause entendez-vous? En avez-vous où les gestionnaires disent simplement: j'ai dit à cette personne quatre fois qu'à mon avis son travail n'était pas assez bon et finalement j'en suis venu à la décision qu'à cause du peu d'efforts manifesté dans cet emploi, il fallait en finir?

M. Brown: Je vais commencer par vous répondre de cette façon: tout le système de présentation des griefs et la possibilité de présenter ces griefs à l'arbitrage est prévu dans la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Je crois certainement que c'est la bonne façon de procéder pour un gestionnaire ou un surveillant, s'il trouve qu'un employé ne travaille pas de façon satisfaisante, que de l'avertir, le mentionner à son dossier si nécessaire—si le genre d'infraction est plus grave, le suspendre peut-être, ce qui pourrait peut-être avoir pour résultat un incident qui obligerait l'employeur, le gestionnaire, à recourir au congédiement. Dans ce cas-là, il est beaucoup plus facile pour le directeur de plaider sa cause devant un arbitre. Par contre, des problèmes se posent à lui lorsqu'il n'y a aucune preuve que l'employé en question a eu un rendement insuffisant ou a eu un comportement inadéquat. Un incident se produit et c'est alors le seul prétexte visible qui conduit au renvoi de la personne. Dans ce cas-là, il est certainement plus difficile au directeur de démontrer que le comportement de l'employé méritait une mesure disciplinaire aussi sévère. Une sanction moins sévère aurait peut-être été plus appropriée.

J'aimerais ajouter qu'il n'est pas nécessaire, dans tous les cas, de franchir toutes les étapes de la procédure de grief. Soit dit en passant, cette procédure est destinée à résoudre un conflit, et le grief n'est renvoyé à l'arbitrage que lorsque le conflit n'a pas été réglé. La procédure dans son ensemble offre

[Text]

many opportunities throughout the whole procedure for there to be a satisfactory resolution to be worked out between the particular employee and his employer prior to reference to adjudication.

Mr. Herbert: Mr. Brown, I understand and I understand your responsibilities to the board—and give me the signal if my colleague there is thinking I am taking too long, Mr. Chairman.

The Chairman: He has not complained yet, Mr. Herbert. For your information, there are three of us, not only two of you.

Mr. Herbert: I beg your pardon, Mr. Chairman.

The Chairman: That is all right, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Mr. Brown, a constituent came to one of my office meetings. The complaint was concerning the suspension, and I went into the record. The employee was complaining about the third suspension. Being a member of Parliament and a politician, I took down all the details and made the inquiry. I could not for the life of me imagine why in blazes we had to go through over a period of many, many months three suspensions of this employee. And then the employee comes to me and complains about the suspension. Of course, the unwritten answer I obtained was simply: Well, you know the way the set-up is. We really do not have much choice; we have to build a case. This guy should have been fired a heck of a long time ago, but we have to build the case.

And here was the constituent coming to me complaining about the third suspension as being unfair. Now, as an employer, without even knowing the details of the case, I feel that if after a period of seven months an employee has had three suspensions, by jiminy crickets, he would not be in my employ any more. But we have built the protection for the employee. I do not want to be unfair to anybody, but I think we have built the protection for the employee to such an extent that it makes the manager think twice before dismissing.

Several years ago when I put a question on the Order Paper, it was discovered in this particular year—I think it was about 1977, but the year is not important—that there were 33 dismissals in that particular year for cause, for reason. I thought in terms of roughly at that time 300,000 employees, and I said this is just not possible. I just could not conceive that with that number of employees there could only be 33 cases. And of those cases, probably—and some of it was analyzed—were cases where the employee had his or her hand in the till and was caught in the act and therefore not very difficult to prove.

But, anyway, I do not think we are going to get any further today than we have before. I see it as a difficulty, a problem, an impediment to the manager. I have suggested many times—and I do not know if I refer to it in my letter, but I feel that maybe we should be turning in a different direction to a method by which the manager would not have to appear before the board and the employee would receive reasonably good financial compensation for dismissal in lieu of going

[Translation]

toutes sortes de possibilités d'accord entre l'employé et son employeur avant le renvoi en arbitrage.

M. Herbert: Monsieur Brown, je sais quelles sont vos responsabilités à la commission... et faites-moi signe si mon collègue manifeste son impatience, monsieur le président.

Le président: Il ne s'est pas encore plaint, monsieur Herbert. Pour votre gouverne, il n'y a pas que deux députés, il y en a trois.

M. Herbert: Veuillez m'excuser, monsieur le président.

Le président: Je vous en prie, monsieur Herbert.

M. Herbert: Monsieur Brown, l'un de mes électeurs a assisté à l'une des réunions que j'organise régulièrement dans mon bureau. Il se plaignait d'une mesure de suspension, et je me suis fait son porte-parole. Or, c'était la troisième fois qu'il faisait l'objet d'une mesure de suspension. En bon député, j'ai noté tous les détails de l'affaire et j'ai fait une petite enquête. Je n'arrivais pas à comprendre pourquoi il avait fallu attendre si longtemps pour que finalement l'employé fasse l'objet de trois suspensions. La seule réponse que l'on m'a donnée, oralement, c'est que c'était à cause du système. Nous n'avons pas le choix, il nous faut préparer tous nos arguments. La personne en question aurait dû être renvoyée il y a bien longtemps, mais il fallait préparer tous nos arguments.

Par ailleurs, j'ai cet électeur qui vient me voir pour se plaindre de l'injustice dont il est victime avec cette troisième suspension. Moi, en tant qu'employeur, sans même connaître les moindres détails de l'affaire, j'estime que si, en l'espace de sept mois, l'employé a eu trois suspensions, diable il ne devrait plus être à mon service. Malheureusement, nous avons adopté toutes sortes de dispositions pour protéger l'employé et, sans vouloir être injuste envers quiconque, j'estime que cette protection est telle que le directeur hésite beaucoup avant de renvoyer un employé.

Il y a plusieurs années, en 1977 je crois, j'avais inscrit une question au *Feuilleton* en raison de 33 renvois qui avaient été décrétés cette année-là, pour des raisons bien précises. A l'époque, il y avait à peu près 300,000 employés et je trouvais ce chiffre tout à fait impossible. En effet, je n'arrivais pas à comprendre comment, avec 300,000 employés, il ne pouvait y avoir que 33 renvois. Dans certains de ces cas, et cela a été prouvé, l'employé avait été pris la main dans le sac et il n'était donc pas très difficile de donner des preuves.

Quoi qu'il en soit, je ne pense pas que nous allons progresser plus rapidement dans ce domaine. À mon avis, il s'agit d'une difficulté et d'un obstacle pour les patrons. Comme je l'ai suggéré à plusieurs reprises, et je ne me souviens plus si j'en parle dans ma lettre, j'estime que nous devrions modifier notre méthode pour ne plus obliger le patron à comparaître devant la Commission des relations de travail; de plus, l'employé renvoyé devrait recevoir une indemnisation raisonnable, plutôt que de

[Texte]

through this process. When a manager—well, I will not say a manager—when an executive is fired from a company because he just has not performed, in that in the figure at the bottom of the line the profits have not been high enough, in all cases it is done on as pleasant a basis as possible. The executive is given six months', nine months' or a year's severance pay. And we members of Parliament, if we are considered as not good enough by our constituents and are chucked out of office, are now given six months' severance pay, which is a means of lightening the load. We might take issue with the decision of our constituents, but it has been set up that way in the law, so at least we get the financial compensation. I have felt that maybe that was one way we could move, so that we would not have to go through this court proceeding.

• 2040

Mr. Brown: Mr. Herbert, as I understood the essence of the article that was attached to your letter, the distinction, I felt, was that you were dealing with executives and possible mergers of companies and you had superfluous additional employees. What was being suggested, I felt, in part, in the article, was what there should be and what there was in situations like that—and perhaps it was transferable to the public service—that there really should not be too great a job security, that the employer should not have to make too strong a case of just cause against the particular executive. The quid pro quo for that was that in order, frankly, to avoid legal action in the courts for wrongful dismissal, you make the compensation for the termination of the employee sufficiently attractive so that if he calculated it out it would probably not be worth his while to proceed with a court action.

What I was suggesting was that I did not feel that that situation, on the whole, was perhaps comparable, because we are largely dealing with bargaining unit employees. However, as I also pointed out it is open to managerial personnel to come before the board when they feel they have been unjustly discharged. We have had a number of cases, one quite recently, which was taken by Mr. Kates. It may be that Mr. Kates would like to add to this conversation. I leave it to you—with your permission, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: Before you do, I will finish off here. Though the article dealt with executives, I see no difference, myself, in the principle, no matter at what level the employee is. True, it was an executive article, but it is the principle we are dealing with.

Mr. Brown: I see your point there.

The Chairman: Mr. Kates.

Mr. D. H. Kates (Deputy Chairman, Public Service Staff Relations Board): It seems to me that the grievance procedure serves the purpose to which you are addressing yourself. It is a forum where the employee, through his bargaining agent, if he has one, and the employer, through its staff representatives, can negotiate what you are talking about, and that is a settlement to avoid litigation. I think the assumption you are making is that all grievances go to adjudication, which is far from the case. The settlement process, particularly when a

[Traduction]

déclencher tout ce processus. Lorsqu'un cadre est renvoyé d'une entreprise parce que son rendement est insuffisant, c'est-à-dire que les bénéfices de l'entreprise ne sont pas assez élevés, cela se fait d'une façon aussi plaisante que possible. Le cadre en question reçoit une indemnité de départ de six mois, de neuf mois ou d'un an. Nous, les députés, si nous sommes rejetés par nos électeurs pour incompétence, nous touchons maintenant une indemnité de départ de six mois, ce qui arrange bien les choses. Certes, on peut critiquer la décision de nos électeurs, mais la loi prévoit maintenant une indemnisation pour les députés. Je pensais qu'on pourrait en faire autant pour les employés, ce qui éviterait beaucoup de formalités judiciaires.

M. Brown: Monsieur Herbert, dans l'article qui accompagnait votre lettre, il s'agissait de cadres qui avaient été renvoyés parce que plusieurs entreprises avaient fusionné et qu'il en résultait donc du personnel superflu. L'article suggérait notamment que, dans des cas comme celui-ci, et éventuellement dans le cas de la Fonction publique, on ne devrait pas accorder une sécurité d'emploi trop grande, de sorte que l'employeur ne serait pas obligé de fournir des arguments et des preuves justifiant le renvoi du cadre en question. Ainsi, pour éviter toute poursuite devant les tribunaux pour renvoi injustifié, vous accordez une indemnité de départ suffisamment importante pour décourager l'employé de recourir aux tribunaux.

A mon avis, cette situation ne se compare généralement pas à celle de la Fonction publique, où nous avons essentiellement affaire à des employés appartenant à des unités de négociation. Cependant, je mentionnais également dans ma réponse que les cadres peuvent comparaître devant la Commission lorsqu'ils estiment avoir été renvoyés injustement. Nous avons été saisis de plusieurs cas de ce genre, notamment M. Kates, très récemment. Il voudra peut-être vous donner plus de détails. C'est à vous de décider.

M. Herbert: J'aimerais auparavant en terminer avec ce sujet. Certes, l'article traite de cadres supérieurs, mais à mon avis, le principe peut s'appliquer quel que soit le niveau de l'employé. C'est du principe dont nous parlons ici.

M. Brown: Je comprends.

Le président: Monsieur Kates.

M. D.H. Kates (président suppléant de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique): A mon avis, la procédure de griefs poursuit exactement le même objectif que vous. C'est un forum où l'employé, par l'intermédiaire de son agent négociateur, s'il en a un, et l'employeur, par l'intermédiaire de son représentant du personnel, peuvent négocier, dans le but d'éviter le litige. J'ai l'impression que vous supposez que tous les griefs sont renvoyés en arbitrage, ce qui est loin d'être le cas. Le processus de règlement, surtout en cas de renvoi,

[Text]

reference is made, expedites the type of process you are referring to, and that is a trade-off, where the employer compromises, the employee compromises and there is a settlement. It does not always result in the severance of the employee, if that is what you are getting at, but it represents a trade-off.

I think what you are getting at is, what are the criteria? What is the basis of the trade-off? That happens to be the arbitral jurisprudence, which is borrowed from both the private and the public sector and that is implicit in the process of collective bargaining. What you are addressing yourself to is the fundamental assumption of the act; that is, is collective bargaining, in the sense that it is intended to provide a rule of law in the work place, a worthwhile objective? I do not think, in this day and age, that value is being questioned the way you are questioning it.

Mr. Herbert: No, I know it is not. I will only conclude by saying—I must make this point—that I would hate to be the manager who lost his case before the board.

• 2045

Mr. Kates: Managers do lose a case, but, look, it is no shame to lose a case. We do apply the criteria. The types of cases we have are not only disciplinary cases, there are contractual cases. Those cases serve useful purposes for giving guidance to managers as well as to employees.

In terms of discipline, you asked what types of cases there are. There are conflict of interest cases, insubordination cases, negligence cases, theft cases, et cetera. In terms of contractual cases, there are leave entitlements, pay problems and supplementary benefits, all of which cannot necessarily be anticipated within the four corners of the agreement so you require adjudication and interpretation to resolve the difficulties. So what you are raising in issue is the process whereby these matters are resolved, and if your process works then perhaps it will require some sort of change. But other than that, this is what the process is intended to achieve.

The Chairman: Thank you, Mr. Kates, and thank you, Mr. Herbert. Mr. Clarke, equal time.

Mr. Clarke: Thank you, Mr. Chairman. That is not what you said last time I was in front of you.

The Chairman: No, I did not, that is right. There are 27 members of Parliament here, Mr. Clarke.

Mr. Clarke: I noticed that Mr. Herbert had some more help the last time.

Mr. Brown, I must confess that I have not had occasion to meet with your board before tonight, and I am glad to have an opportunity. As I look through the material that has been given to me I notice that your caseload, I guess you would call it, workload, has increased dramatically over the last few years. More than double since 1979, and yet you are holding the line on person-years authorized, it appears from the estimates. If that is the case, that is commendable. Could you

[Translation]

accélère le processus dont vous parlez, puisque l'employeur et l'employé essaient de se mettre d'accord sur un compromis. Cela n'aboutit pas toujours au renvoi de l'employé, si c'est ce que vous voulez savoir, mais cela constitue un compromis.

Je crois qu'en fait, ce qui vous intéresse, ce sont les critères. Vous aimeriez en savoir davantage sur la négociation de ce compromis? Il s'agit de la jurisprudence en matière d'arbitrage, qui emprunte à la fois au secteur privé et au secteur public et qui est implicite dans le processus de négociation collective. Votre question est absolument fondamentale puisqu'il s'agit de savoir si la négociation collective, au sens où elle est censée réglementer les conditions de travail, est un objectif valable. Je ne pense pas qu'aujourd'hui cela soit contesté de la façon dont vous le faites.

M. Herbert: Je sais bien que non. Je voudrais simplement conclure en vous disant que je n'aimerais pas du tout être à la place du patron qui perd sa cause devant la Commission.

M. Kates: Il arrive que la direction n'ait pas gain de cause, mais il n'y a pas de honte à cela. Nous respectons les critères. Il ne s'agit pas simplement de cas où il est question de discipline, il peut également s'agir de contrats. Ces cas servent d'exemple et sont utiles autant à la direction qu'aux employés.

Vous avez demandé des exemples de cas où il est question de discipline. Il peut s'agir de conflit d'intérêts, d'insubordination, de négligence, de vol, etc. Quant aux cas qui intéressent les contrats, il peut s'agir du droit d'obtenir un congé, de problèmes relatifs à la paye ou à des avantages supplémentaires, questions qui ne peuvent pas nécessairement être prévues dans le contrat; il faut donc faire appel à l'arbitrage pour que la situation soit interprétée et les difficultés aplanies. Vous soulevez donc la question du processus permettant de résoudre ces questions; si ce processus est opérant, il nécessitera certains changements. Mais sans tenir compte de cela, voilà l'objectif visé du processus.

Le président: Merci, monsieur Kates. Merci, monsieur Herbert. Monsieur Clarke, vous avez le même nombre de minutes.

M. Clarke: Merci, monsieur le président. Ce n'est pas ce que vous avez dit la dernière fois que je me trouvais devant vous.

Le président: Non, c'est exact. Nous comptons 27 députés dans la pièce, monsieur Clarke.

M. Clarke: J'ai noté qu'on avait facilité la tâche à M. Herbert, lors de la dernière réunion.

Monsieur Brown, je dois admettre que je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer les représentants de votre organisme avant ce jour et je suis heureux de l'occasion qui n'est offerte. En parcourant les documents qui m'ont été remis, je constate que votre charge de travail a augmenté sensiblement au cours des dernières années. Elle est plus du double de ce qu'elle était en 1979; pourtant, d'après le budget, il semblerait que vous n'augmentez pas le nombre d'années-personnes autorisées. Si

[Texte]

comment on that? How can you operate with the same staff, same person-years, with a doubled caseload?

Mr. Brown: The short answer to that, I guess, is that if you have a huge volume of cases come before the board, and let us take adjudication which is the largest group we get, and we have seen that development since the fiscal year 1978-79, if the board had to hear each and every one of those references through adjudication separately, clearly we could not do it on the basis of the complement on the board and the support staff.

But the numbers, the very substantially increased numbers, starting in 1978-79, by and large reflect a great increase in the number of references to adjudication coming to the board from the Post Office. In fact, the vast numbers coming from the Post Office include, if you will bear with me for a moment, for instance in the fiscal year 1978-79, in round figures, there were 2,150 references to adjudication from the Post Office as compared with a little over 400 in the previous year. There is another even higher year, fiscal year 1979-80, where there were something like 2,450 reference to adjudications. But the figures in themselves are misleading because they do not on the whole represent individual grievances. So many of them represent what in essence are group grievances; that is, hundreds of grievances are filed based on a single incident.

I will give you an example, if it is agreeable. These are simply examples; in May of 1978, some 400 references were filed as a group in respect of incidents relating to technological change.

• 2050

In July of 1978 some 500 references were filed as a group relating to alleged bypass of employees for overtime. In February of 1979, some 400 grievances were referred as a group relating to casual sick-leave and the requirement of medical certificates. And in September of 1979, three groups, totalling close to 600 references, were filed with the board relating again to bypass for overtime.

Now I am just using those as a particular examples.

Mr. Clarke: Where any of those from the Post Office?

Mr. Brown: Well, in fact, these were all from the Post Office—

Mr. Clarke: It sounded like that kind.

Mr. Brown: —that I was talking about.

Now what the board has done in those situations is that it has selected, often with the assistance of the parties, typical test cases out of that particular group and rendered decisions

[Traduction]

c'est exact, vous méritez des félicitations. Pouvez-vous nous donner quelques explications? Comment pouvez-vous rester opérationnel sans augmenter votre personnel ou le nombre d'années-personnes en dépit d'une charge de travail qui a doublé?

M. Brown: Si la commission est saisie d'un très grand nombre d'affaires ayant trait à l'arbitrage, par exemple, ce qui est le plus souvent le cas, depuis l'année financière 1978-1979, elle ne pourrait certainement pas étudier chacune d'elles si sa composition et le personnel de soutien n'étaient pas augmentés.

Mais l'augmentation considérable des dossiers depuis 1978-1979 traduit la grande augmentation du nombre d'affaires soumises à l'arbitrage en provenance des Postes. Si vous le voulez bien, je vais vous donner le nombre de cas qui ont été renvoyés à l'arbitrage en provenance des Postes: pour l'année financière 1978-1979, 2,150 contre un peu plus de 400 l'année précédente; pour l'année financière 1979-1980, environ 2,450 litiges ont été renvoyés à l'arbitrage. Mais les chiffres peuvent donner une fausse idée de la situation car il ne s'agit pas, dans l'ensemble, de griefs individuels. Dans une très grande partie des cas, il s'agit de griefs collectifs; c'est-à-dire que des centaines de griefs sont logés qui portent à la même situation.

Si vous êtes d'accord, je vais vous donner un exemple. Il s'agit d'exemples, bien entendu; au mois de mai 1978, nous avons reçu environ 400 griefs dans le cadre d'un grief collectif qui portait sur une situation découlant d'un changement technologique.

Au mois de juillet 1978, nous avons reçu environ 500 griefs dans le cadre d'un grief collectif concernant des prétendues infractions au règlement concernant les heures supplémentaires. Au mois de février 1979, quelque 400 griefs ont été logés dans le cadre d'un grief collectif concernant des prétendus abus de congés de maladie et la nécessité de fournir un certificat médical. Au mois de septembre 1979, trois groupes déposaient environ 600 griefs auprès de la Commission portant sur de prétendus abus au règlement concernant le temps supplémentaire.

Je ne vous donne ces chiffres qu'à titre d'exemple.

M. Clarke: Parmi ces griefs, y en avait-il par les employés des Postes?

M. Brown: Eh bien, tous ces griefs ont été déposés par des employés des Postes . . .

M. Clarke: J'avais cru le comprendre.

M. Brown: . . . c'est bien ce que je disais.

Voici ce que la Commission a fait dans de telles situations: souvent avec l'aide des parties en cause, elle a choisi des cas-types parmi le nombre de griefs logés et a pris une décision

[Text]

on them. And the whole design of it is that the decisions in these test cases will presumably settle all the rest of the cases. Of course, whether or not it did depended on whether the parties, and that is the Treasury Board as the employer and the Canadian Union of Postal Workers, were prepared to accept those precedent cases. In fact, I would say, by and large, the parties did not utilize those test cases in any great numbers to dispose of this very high backlog, and so they just stood there as a matter of the record—these high volume numbers. They were just outstanding records, but they did not really affect the hearing workload of the board.

I do not know whether I am answering your question but that is the way we have handled these very large volume situations. Now, what did transpire in relation—

Mr. Clarke: Mr. Brown, before we go on there, are you saying then that you made a decision in test cases there, but the employer and the employees declined to take your ruling as acceptable to themselves?

Mr. Brown: I would not say that was true in all cases, but I think it is a fair statement to say that, in these high volume situations arising out of single incidents, one or other of the parties or both . . . The end result was that these high volume groups were not resolved by the test cases.

Mr. Clarke: Well, then, what happened?

Mr. Brown: What happened was that they just stayed there as a record of outstanding adjudications before the board. Where they finally, by and large, got settled, was once it was determined that there was going to be the Canada Post Corporation . . . I believe it was in the collective agreement that covered the calendar year 1980, between the Canadian Union of Postal Workers and the Treasury Board, that part of that collective agreement provided for what is called an Appendix J. And that appendix provided for the establishment of two national committees representative of equal numbers of the employer and the bargaining agent. And actually the board was involved in this provided that the parties would agree to a mediator-arbitrator to try to resolve the outstanding grievances at that time. In the summer of 1980, I believe there was something like 35,000 outstanding grievances, and before the board there was something like 2,000 references to adjudication.

I will try to be very brief on this and simply say that the two committees—one in Montreal and one in Toronto—were headed by a mediator-adjudicator, agreed to by the parties and appointed by myself as Chairman of the Board. Over a six-month period from September 1980 to about March 1981, the parties managed to dispose of most of the outstanding 35,000 grievances and, I would say, a great majority of the references to adjudication. What I am suggesting is that there was a mutual desire on the part of the parties when these precedent cases were used to settle the outstanding grievances and references to adjudication. That is the manner in which that particular group was disposed of.

[Translation]

sur ces cas-types. L'idée était de régler tous les autres griefs en se fondant sur la décision prise pour les cas-types. Bien entendu, il fallait que le Conseil du Trésor et le Syndicat des postiers du Canada soient disposés à accepter les décisions rendues comme précédents. Dans l'ensemble, les parties en cause n'ont pas fait appel à ces cas-types pour réduire le nombre très élevé de griefs en suspens; ces griefs, sur lesquels on n'a pas statué, sont demeurés en suspens, mais ils n'ont pas augmenté le nombre d'auditions tenues par la Commission.

Je ne sais pas dans quelle mesure je réponds à votre question, mais voilà la façon dont nous avons agi lorsque nous étions aux prises avec un très grand nombre de griefs. Or, ce qui est arrivé . . .

M. Clarke: Monsieur Brown, avant de poursuivre, dites-vous que vous avez rendu une décision dans des cas-types et que le patronat et le syndicat ont estimé que votre décision était inacceptable?

M. Brown: Je ne dis pas que c'est vrai dans tous les cas, mais lorsqu'il s'agissait d'un très grand nombre de griefs déposés pour la même situation, l'une ou l'autre des parties en cause ou les deux . . . Au bout du compte, on n'a pas utilisé des décisions rendues dans les cas-types pour régler tous les griefs.

M. Clarke: Qu'est-il arrivé, alors?

M. Brown: Ces griefs sont restés en suspens et on les a considérés comme des questions soumises à l'arbitrage sur lesquelles la Commission ne s'est pas prononcé. Lorsqu'on a décidé de créer la Société des postes, on a réussi à statuer sur chacun des cas. La convention collective de l'année 1980, signée par le Syndicat des postiers du Canada et le Conseil du Trésor, prévoyait ce que l'on appelle l'annexe J. Cette annexe assurait la création de deux comités nationaux composés d'un nombre égal de représentants du patronat et des agents de négociation. La Commission participait à ce processus à condition que les parties s'engagent à faire appel à un médiateur-arbitre pour tenter de statuer sur les griefs en suspens à ce moment-là. Durant l'été de 1980, on comptait environ 35,000 griefs en suspens, je crois, et la Commission avait été saisie d'environ 2,000 demandes d'arbitrage.

Très brièvement, ces deux comités, dont l'un siégeait à Montréal et l'autre à Toronto, étaient présidés par un médiateur-arbitre dont la nomination avait reçu l'accord des deux parties et que j'avais moi-même nommés, en ma qualité de président de la Commission. Sur une période de six mois comprise entre septembre 1980 et mars 1981 environ, les parties ont réussi à régler la plupart des 35,000 griefs en suspens ainsi que la grande majorité des demandes d'arbitrage. Ce que je dis, c'est que les deux parties souhaitaient régler ces questions lorsque ces précédents ont été utilisés. C'est la façon dont les affaires de ce groupe particulier ont été arrangées.

[Texte]

• 2055

Does that answer your question?

Mr. Clarke: Well, it probably does not in some respects, and it may raise a few more.

I am trying to get it straightened out here. I was not asking initially about the post office cases, but since those came up let me ask you a couple of short questions on that. You point out on page 2 that you continue to have jurisdiction with respect to the post office grievances referred to adjudication that occurred prior to the coming into effect of the Canada Post Corporation Act on October 16, 1981. I take that to mean that you will no longer, after that, have any post office cases or grievances or anything else referred to you. Is that right?

Mr. Brown: That is correct.

Mr. Clarke: How will those cases be settled now, then? Does the Post Office act?

Mr. Brown: After that date, I am aware of the situation with the letter carriers unions. They have entered into a collective agreement, and my understanding is that by the terms of that collective agreement they have developed a roster of adjudicators or rights arbitrators right across the country, and all unresolved grievances will be referred to that particular group for resolution.

Mr. Clarke: Those arbitrators are coming from . . . ?

Mr. Brown: They are in the private sector. They are private sector people, not government people.

Mr. Clarke: I see. Is that spelled out in the Canada Post Corporation Act or just in the agreement between the letter carriers and . . . ?

Mr. Brown: My understanding is that it is spelled out in the collective agreement between the letter carriers and the Canada Post Corporation.

Mr. Clarke: Do you still have a backlog of cases arising from the Post Office as of now?

Mr. Brown: Yes, we do. As of March 31, 1982—that is, the end of the last fiscal year, and I will use round figures here—there are approximately 3,300 outstanding references to adjudication, and of that number 1,600 were references emanating from the Post Office and 1,700 were references emanating from other sources; that is, from other departments and agencies of the central administration or separate employers.

Mr. Clarke: Did 1,700 include the CR dispute that arose, the 1,350 referred to in your notes?

Mr. Brown: Yes, there were, in the group of 1,700, 1,350 which were references to adjudication arising out of disciplinary action taken by the employer with respect to the clerical and regulatory strike that took place in the fall of 1980. There will be an outstanding balance somewhere in the area of 425 or 450 references to adjudication from sources other than the CR ones I referred to.

[Traduction]

Est-ce que cela répond à votre question?

M. Clarke: Bien, peut-être pas sous certains rapports, et cela m'amène à poser quelques autres questions.

J'essaie de mettre les choses au clair. Au début, mes questions ne portaient pas sur les cas du ministère des Postes, mais étant donné que vous en avez parlé, j'aurais quelques brèves questions à vous poser là-dessus. Vous dites à la page 2 que la Commission demeure compétente pour entendre les griefs des employés des Postes qui ont été renvoyés à l'arbitrage, avant la proclamation de la Loi sur la Société canadienne des postes le 16 octobre 1981. Si je comprends bien, après cela, les cas, les griefs ou toute autre question relative aux Postes ne vous seront plus renvoyés. Est-ce exact?

M. Brown: Vous avez raison.

M. Clarke: Comment va-t-on alors régler ces cas? Est-ce que la Loi sur les postes?

M. Brown: Après cette date, je suis au courant de la situation en ce qui concerne l'Union des facteurs du Canada. Elle a conclu une convention collective, et si je comprends bien, c'est aux termes de cette convention collective qu'elle a établi une liste de juges ou d'arbitres pour l'ensemble du Canada, et tous les griefs en suspens seront renvoyés à ce groupe particulier d'arbitres et de juges.

M. Clarke: Ces arbitres viennent d'où?

M. Brown: Ils viennent du secteur privé. Il s'agit de gens du secteur privé et non du gouvernement.

M. Clarke: Je vois. Est-ce que cela est précisé dans la Loi sur la Société canadienne des postes ou en est-il question uniquement dans l'accord intervenu entre les facteurs et . . . ?

M. Brown: A ma connaissance, cela est précisé dans la convention collective conclue entre les facteurs et la Société canadienne des postes.

M. Clarke: Est-ce que vous avez toujours un arriéré de cas des Postes?

M. Brown: Oui. Au 31 mars 1982, c'est-à-dire à la fin du dernier exercice financier, et je vais donner des chiffres ronds . . . il restait environ 3,300 demandes d'arbitrage et, de ce nombre, 1,600 provenaient des Postes, et 1,700 provenaient d'autres sources, c'est-à-dire d'autres ministères et organismes de l'administration centrale ou d'employeurs distincts.

M. Clarke: Est-ce que les 1,700 demandes comprennent les 1,350 cas de litiges des CR dont vous parlez dans vos notes?

M. Brown: Oui, de ces 1,700 cas, 1,350 étaient des demandes d'arbitrage relatives à des mesures disciplinaires imposées par l'employeur à la suite de la grève des commis aux écritures déclenchée à l'automne 1980. Il devrait rester environ 425 ou 450 autres cas provenant de sources autres que les CR dont j'ai parlé.

[Text]

Mr. Clarke: Which means, ignoring the CR and the Post Office, you are about a year behind. You have a year's backlog, I guess you would say, because you get in about 400 other cases a year now.

Mr. Brown: What we get in a year I believe is outlined here. Our records show that on the manpower and facilities of the parties of interest, the Treasury Board, the Alliance, the professional institutes and the other bargaining agents, the board is able to schedule upwards of 35 references to adjudication each month, together with approximately eight other board proceedings. Using the last two fiscal years, there have been 100 other proceedings besides adjudication. What we have seen is that in the last four years there have been references to adjudication from other sources: in 1978-79 the number from other sources was 200; in 1979-80 it was 350; in 1980-81 it was 400.

• 2100

Mr. Clarke: Yes, you put that on your notes.

Mr. Brown: Yes, and there is a backlog. The only thing I will say about this situation is, and as I believe I stated in my opening remarks, we anticipated that the reference to adjudication from the Post Office would be disposed of within the next two years, provided the parties were able to attend scheduled hearings or otherwise dispose of the cases. If that were the case, it would mean that the board would more rapidly be able to dispose of any backlog that accumulated in the succeeding years.

Mr. Clarke: It seems to me it must be very infuriating to have a grievance against one's employer, but it would be more infuriating to wait years to have it settled. I cannot understand why you have not been given the machinery to make decisions more quickly than you have.

Mr. Brown: The only thing I can say in that respect is that based on resources of the parties, our own resources, particularly the resources of the parties, we endeavour to schedule those cases with the greatest urgency as rapidly as possible. For instance, disciplinary cases, in particular discharge case, are given a very high priority so that you do not have someone out of a job for a protracted period of time. It has meant that there may be some delay in interpretation of contract cases.

It may be, Mr. Chairman, with your permission, that Mr. Kates could elaborate on that particular question. Mr. Kates, as deputy chairman responsible for adjudication, is the person who makes the case assignments.

The Chairman: Mr. Kates.

Mr. Kates: Once a month I meet with all the representatives of the bargaining agent and the representatives of the Treasury Board. Bearing in mind that the optimum the parties can handle in one particular month is 35 cases—that could represent any number of references, but it is basically 35 cases—they then have some decisions to make as to what their priorities are in terms of what is important to them. As Mr.

[Translation]

M. Clarke: Ce qui signifie, sans compter les CR et les Postes, que vous accusez à peu près un an de retard. Je dirais que vous avez un arriéré d'un an parce que vous êtes saisis d'environ 400 cas par année maintenant.

M. Brown: Notre rapport fait état de ce que nous recevons comme cas annuellement. Nos dossiers montrent qu'en matière de main-d'oeuvre et d'installations concernant les parties intéressées, le Conseil du Trésor, l'Alliance, les instituts professionnels et les autres agents négociateurs, la Commission peut prévoir à son horaire plus de 35 demandes d'arbitrage chaque mois, en plus d'environ 8 autres procédures. Au cours des deux dernières années financières, il y a eu 100 autres procédures en plus des demandes d'arbitrage. Au cours des quatre dernières années, il y a eu des demandes d'arbitrage émanant d'autres sources: en 1978-1979, ce nombre était de 200; en 1979-1980, de 350; et en 1980-1981, il y en a eu 400.

M. Clarke: Oui, vous en faites état dans vos notes.

M. Brown: Oui, et il y a du retard. La seule chose que je vais dire à propos de cette situation, c'est que, et je pense l'avoir dit dans ma déclaration d'ouverture, nous prévoyons de régler au cours des deux prochaines années les demandes d'arbitrage provenant du ministère des Postes, pourvu que les parties puissent assister aux auditions prévues au rôle ou régler les cas d'une autre façon. Si tout fonctionne comme prévu, cela voudra dire que la Commission pourra réduire plus rapidement le retard accumulé dans les années suivantes.

M. Clarke: Il me semble qu'il doit être très exaspérant d'avoir un grief contre son employeur, mais cela doit être encore pire d'avoir à attendre des années avant que le grief ne soit réglé. Je ne comprends pas pourquoi on ne vous a pas donné ce qu'il fallait pour prendre des décisions plus rapidement que vous ne l'avez fait.

M. Brown: La seule chose que je peux dire à cet égard, c'est que compte tenu des ressources des parties en cause, de nos propres ressources, et particulièrement de celles des parties, nous nous efforçons de mettre ces cas au rôle le plus rapidement possible. Par exemple, on accorde la plus haute priorité aux cas de discipline, en particulier les cas de renvoi, de sorte qu'une personne ne se retrouve pas sans emploi pour une période trop longue. Cela veut dire qu'il peut y avoir eu des retards pour ce qui est de l'interprétation des contrats.

Monsieur le président, avec votre permission, M. Kates pourrait peut-être nous donner plus de détails sur cette question. Monsieur Kates, en tant que président suppléant chargé de l'arbitrage, est la personne qui établit l'horaire des cas.

Le président: Monsieur Kates.

M. Kates: Une fois par mois, je rencontre tous les représentants de l'agent négociateur et les représentants du Conseil du Trésor. Sachant que les parties ne peuvent assister qu'à environ 35 auditions par mois—ce qui pourrait vouloir dire un certain nombre de cas d'arbitrage, mais de toute façon, 35 auditions—alors il faut décider des priorités. Comme M. Brown l'a mentionné, il est évident qu'un renvoi a plus d'im-

[Texte]

Brown mentioned, obviously a discharge case that is outstanding is given more priority than some contractual matter involving vacation or leave entitlement. So it is up to the parties, and we leave it to the parties, to determine the priority and then I schedule the cases in accordance with their concerns. Now that is not to say that discipline cases take priority. There are also contractual cases involving lots of money and having service-wide implications which are equally important.

Mr. Clarke: Either party can stress the importance of the particular case.

Mr. Kates: Yes, that is the whole purpose of having the meeting. It is not the board that says they are hearing this, that and the other case on these days, because the parties may not abide by that and then it would be wasteful because then the parties would simply adjourn the cases and we would be losing the resources, the days and the manpower we have allocated for that day. So given the 35 days and given their limited manpower resources, we try to serve them in accordance with their needs. So what you have is your accumulation of the backlog. Now that is not to say that is necessarily a bad thing because a backlog often means something that was important at one point is no longer important next week, next month or next year. And from the collective bargaining viewpoint, what do you do if you are sitting where we sit? Do you raise up old sores and take the chance of renewing the hostility which resulted in the dispute, or do you let sleeping dogs lie? That is the fundamental concern we have where we sit when we present these figures to you.

• 2105

Therefore, I think one of the tests is, and one of the things you have to ask yourself is if the matter was so important because each grievance represents an employee who purportedly has been prejudiced and has a beef to be resolved, you ask yourself where they are, and are they being served by a bargaining agent to whom they are paying dues. So what service are they getting? So how important is this outstanding issue? And to what extent do you make an issue of it when they meet with you, and have things like a discharge case or an expensive overtime case, et cetera, all the way down the line? What you do is what is practical. And what is practical is to meet their immediate concerns. Hopefully then, our resolution or the resolution as reviewed by the courts, is the ultimate answer. And that is the way the system works. But the main focus is that 35 cases a week.

An hon. Member: A month.

Mr. Brown: That is what our estimate is all about. If we heard every reference that was referred to us, we would be asking you for five times the money. We do not expect all references to go to adjudication. Hopefully, ultimately down the road they will be settled but, if they are not, we leave it alone.

[Traduction]

portance qu'une question de contrat relative aux vacances ou aux congés. Alors il appartient aux parties, et c'est à elles de prendre les décisions, de déterminer les priorités, après quoi j'établis le calendrier, compte tenu de leurs recommandations. Maintenant, cela ne veut pas dire que les cas de discipline passent en priorité. Il y a aussi des cas de contrats où il est question d'énormes sommes d'argent et qui ont des répercussions sur l'ensemble du service qui sont tout aussi importantes.

M. Clarke: Les deux parties peuvent faire valoir l'importance d'un cas particulier.

M. Kates: Oui, c'est le but de la réunion. Ce n'est pas à la Commission de dire quel cas elle veut entendre à une date donnée, parce que les parties peuvent ne pas être d'accord et ce serait là une perte de temps parce que les parties demanderaient simplement d'ajourner les cas et nous perdriions les ressources, les journées et la main-d'oeuvre qui nous étaient attribuées pour cette journée en particulier. Alors, compte tenu des 35 jours et compte tenu des ressources en main-d'oeuvre limitées des parties, nous essayons de tenir compte de leurs besoins. Alors vous accumulez des retards. Cela n'est peut-être pas nécessairement mauvais parce que lorsqu'il y a arriéré, cela signifie souvent qu'une chose était importante à un certain moment donné, mais qu'elle ne l'est plus la semaine d'après, ou le mois prochain ou l'année suivante. Pour les négociations collectives, que faire dans notre situation? Doit-on ranimer d'anciennes querelles et courir les risques de ramener les hostilités qui avaient abouti à un différend ou bien est-il plus sage de ne pas réveiller les morts? C'est notre préoccupation fondamentale en vous présentant ces chiffres.

La question essentielle qu'il faut se poser est la suivante: chaque cas revêt une importance car chaque revendication signifie qu'un employé aurait pu être lésé et donc il faut se demander si l'agent négociateur défend bien les intérêts des employés qui versent leurs cotisations. Sur quels services les employés peuvent-ils donc compter? Quelle importance revêt la question encore non résolue? Comment décide-t-on de défendre un employé qui se présente à vous parce qu'il a été licencié ou parce qu'il s'agit d'un cas de surtemps onéreux? Il faut donc être pratique. Pour être pratique, il faut répondre aux préoccupations immédiates. On ne peut qu'espérer que la solution que nous trouvons ou que celle que trouvent les tribunaux est la meilleure réponse. C'est ainsi que fonctionne le système. L'élément essentiel est le fait qu'on nous présente 35 cas par semaine.

Une voix: Par mois.

M. Brown: C'est à partir de ces chiffres que nous présentons nos prévisions. Si nous entendions chacun des cas dont nous sommes saisis, il nous faudrait demander cinq fois plus d'argent. Nous ne nous attendons pas à ce que tous les cas qui sont présentés se rendent jusqu'à l'arbitrage. Nous espérons qu'en cours de processus, ils seront réglés, mais s'ils ne le sont pas, nous laissons les choses suivre leur cours.

[Text]

Mr. Clarke: I must say I was surprised to see that you had 180 person-years. Do you think now that you are getting rid of the Post Office, you will ever be able to reduce that number?

Mr. Brown: I would say not since, based on the current hearings load to which I have referred, which is upwards of 35 adjudications and 8 other cases from other sources, together. These are ones that are based on past background experience, which we can reasonably anticipate. We have been seeing in the last 4 years, as I have indicated to you, an increase in the number of adjudications coming from other sources. Also, you can never accurately assess how many proceedings and adjudications you are going to get in any particular year. As you know, I have referred already to the fact that there were 1,350 references to adjudication growing out of the CR strike. Already, in the first two weeks of April of the current fiscal year in fact, we have had something like 136 references to adjudications being filed by individual air traffic controllers, arising out of disciplinary action taken by the employer in respect of those activities relating to the handling of U.S. carriers during the PATCO strike of air traffic controllers in the United States last fall. So what I am saying is that, as things now stand, and based on the kind of hearings load that we see now and can project into the foreseeable future, we need all current resources of the board.

I might add that one half of the person-years belonging to the board are, in fact, employees of the board's pay research bureau; its operations, the kind of data and surveys that they provide, are not affected by the number of adjudications or the number of cases.

Mr. Clarke: All right. If I may go on to a different topic. I understand that the bargaining units which have chosen to use the conciliation processes are greater now than they used to be, and that a criticism is being made about it. It is said that it is because they have been more successful with the conciliation process rather than the arbitration process. Is that a correct assessment? What do you have to say about that?

• 2110

Mr. Brown: First of all, in terms of units, there is no question that more units have opted for arbitration as a method of dispute settlement than there are units that have opted for the conciliation board strike route for the option of settlement—that is in terms of numbers. There are 118 bargaining units—and I am using figures as of April 5—of which 71 had opted for binding arbitration which covers 52,500 employees, and 47 bargaining units have opted the conciliation board strike option covering 150,000 employees; that is, out of 202,000 employees covered by the Public Service Staff Relations Act, 150,000 are on the conciliation board strike route and 52,000-plus are on the arbitration route.

Now there are really a great number of possible explanations as to why a great many of them have opted for the conciliation board strike route. In my opening statement I indicated that, looking at the record, the settlements by binding arbitration have been lower on a percentage basis than the settlements that have been reached by negotiations between

[Translation]

M. Clarke: J'ai été étonné que vous ayez 180 années-personnes. Pensez-vous qu'une fois débarrassé du ministère des Postes, vous arriverez à réduire votre effectif?

M. Brown: Je ne pense pas étant donné le nombre d'audiences en cours, qui dépasse 35 arbitrages auxquels s'ajoutent huit autres cas provenant d'autres sources. Nous avons fait nos calculs d'après l'expérience passée et c'est ce que nous prévoyons pour l'avenir. Depuis quatre ans, comme je vous l'ai dit, nous avons connu une augmentation du nombre des arbitrages provenant d'autres sources. En outre, il est difficile de calculer avec précision combien d'audiences et d'arbitrages il y aura au cours d'une année donnée. Comme vous le savez, par suite de la grève des commis, nous avons été saisis de 1,350 cas d'arbitrage. Déjà, au cours des deux premières semaines d'avril de l'exercice financier actuel, nous avons reçu environ 136 cas d'arbitrage dont nous ont saisis des contrôleurs aériens, contre lesquels on a pris des mesures disciplinaires à cause d'activités touchant les transporteurs américains durant la grève des contrôleurs aériens américains, l'automne dernier. Autrement dit, dans la situation actuelle, et d'après la charge de travail que nous envisageons dans un avenir immédiat à la Commission, nous aurons besoin de toutes les ressources dont nous disposons actuellement.

Je voudrais ajouter que la moitié de notre effectif est constitué d'employés qui travaillent au bureau de la recherche sur la paye de la Commission. Ce bureau et le genre de données et d'enquêtes dont il s'occupe n'ont rien à voir avec le nombre des cas d'arbitrage que la Commission entend.

M. Clarke: Je vois. Je voudrais passer à autre chose. Je crois comprendre que les unités de négociations qui choisissent le recours à la conciliation sont de plus en plus nombreuses, situation que l'on critique. D'aucuns disent que c'est parce qu'elles obtiennent plus facilement gain de cause par la conciliation que par l'arbitrage. Est-ce exact? Qu'en pensez-vous?

M. Brown: Tout d'abord, il est indéniable qu'en chiffres absolus, les unités de négociation qui ont choisi l'arbitrage pour régler leurs différends sont plus nombreuses que celles qui ont choisi l'option conciliation-grève. Au 5 avril, sur 118 unités de négociation, 71 avaient choisi l'arbitrage obligatoire et représentaient 52,500 employés tandis que 47 unités de négociation avaient choisi l'option conciliation-grève et elles représentaient 150,000 employés. Autrement dit, des 202,000 employés régis par la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, 150,000 ont choisi l'option conciliation-grève et 52,000 ont choisi l'arbitrage.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent pourquoi beaucoup d'entre eux ont choisi la conciliation-grève. Dans ma déclaration préliminaire, j'ai souligné que les règlements issus de l'arbitrage obligatoire ont été moins intéressants, en pourcentage, que les règlements obtenus par voie de négociation entre les parties. C'est peut-être une explication. En outre, au moins

[Texte]

the parties. That can be one explanation. I think it is a matter of record certainly that at least two of the principal bargaining agents, the Public Service Alliance of Canada and the Professional Institute, have been urging their members to opt for the conciliation board strike route over binding arbitrations. I think it is clearly a matter of record as well, and which has been stated on many occasions, that one of the limitations the bargaining agents see to the binding arbitration route is the fact that it is considerably more limited in those matters that can be dealt with by binding arbitration than under the conciliation strike route.

Now I simply say that if the conciliation board route is the preferred route as a matter of policy, it may be that some thought needs to be given to widening the scope of bargaining to make that particular route more attractive for the bargaining units and for the bargaining agents.

Again, Mr. Chairman, with your permission, I would like to refer this question to Mr. Mitchell who is the deputy chairman responsible for interest arbitrations.

Mr. Mitchell (Deputy Chairman, Public Service Staff Relations Board): Thank you. I think Mr. Brown has alluded to some of the factors that probably affect the decision-making process of whether to take one route or the other. I am going to speculate that there are others, and I would merely say my speculation is based on meetings that I call of the bargaining agents and the employer for the purpose of discussing the arbitration process and asking them to tell me what they find is unsatisfactory or unattractive in the arbitration route.

Some of the matters that I have been told by the bargaining agents include—I should add that it is the bargaining agent that decides which option it will take; the employer has no say in that matter. It is therefore what they say that may be of some relevance and interest.

• 2115

One of them is the matter, and one of the most important is the matter that the chairman has already indicated, namely, the scope of the matters that are arbitrable is limited compared to the scope of the matters that they can get resolved in conciliation.

Secondly, the bargaining agent indicated that they would like to be able to appoint their own nominees to an arbitration board, as is done in conciliation.

Thirdly, they have indicated that they would like to have something to say about who the chairman will be of the arbitral board. I think there may be other factors involved and that is the experience of their peers, that is, let us say, nurses. What is the experience of nurses in the outside sector, whether it is private or public, in provincial and municipal areas where they bargain in hospitals?

In some areas, as you know, in Ontario, there is a Hospital Labour Disputes Arbitration Act, but in other areas nurses have used conciliation with great effectiveness and they have set the standard of much higher pay and other benefits. So in

[Traduction]

deux des principaux agents de négociation, l'Alliance de la Fonction publique du Canada et l'Institut professionnel, ont exhorté leurs membres à choisir la conciliation-grève plutôt que l'arbitrage obligatoire. Je pense qu'il est connu également, car cela a été répété à plusieurs reprises, que les agents de négociation savent qu'ils sont beaucoup plus limités dans ce qu'ils peuvent négocier quand ils ont recours à l'arbitrage obligatoire plutôt qu'à la conciliation-grève.

Je prétends que si l'on juge plus souhaitable la conciliation-grève, on pourrait envisager d'élargir la portée des questions négociables afin de rendre cette option plus intéressante pour les unités et les agents de négociation.

Monsieur le président, avec votre permission, je demanderais à M. Mitchell, président suppléant de la Commission, responsable des arbitrages, de répondre à cette question.

M. Mitchell (Président suppléant, Commission des relations de travail dans la Fonction publique): Merci. M. Brown a cité quelques facteurs qui incitent à choisir une voie plutôt que l'autre. Il y en a d'autres et pour répondre, je me fonde sur des rencontres que j'ai eues avec les agents des négociations et les employeurs. En effet, au cours de ces rencontres nous avons discuté du processus d'arbitrage et j'ai pu leur demander ce qui faisait qu'ils étaient moins attirés et moins satisfaits de l'arbitrage.

On m'a dit, par exemple... Je dois ajouter tout de suite que c'est l'agent de négociation qui décide de la voie à emprunter. L'employeur n'a pas son mot à dire. C'est donc le point de vue des agents de négociation qui importe ici.

Une des raisons, et une des plus importantes comme le président l'a déjà indiqué, est le fait que le nombre de questions pouvant être soumises à l'arbitrage est limité comparativement au nombre de celles qui peuvent être résolues par voie de conciliation.

Deuxièmement, les agents de négociation ont indiqué leur désir de pouvoir nommer leurs propres candidats au sein des conseils d'arbitrage comme cela se fait pour la conciliation.

Troisièmement, ils ont également indiqué leur désir d'être consultés quant au choix du président du conseil d'arbitrage. Je crois qu'il y a peut-être d'autres facteurs et entre autres, l'expérience de leurs pairs, disons, par exemple, celle des infirmières. Quelle est l'expérience des infirmières dans les autres secteurs, qu'il s'agisse du privé ou du public, en matière de négociations dans les hôpitaux provinciaux et municipaux?

Dans certaines régions, en Ontario, comme vous le savez, il y a la *Hospital Labour Dispute Arbitration Act* (Loi d'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux), mais dans d'autres régions, les infirmières ont recouru à la conciliation

[Text]

the arbitral scheme we are bound by the provisions of Section 68 of the act which provide the criteria by which matters are determined, namely, comparison of the working conditions and the rates of pay that are in vogue in the public service compared to the outside sectors—the private sector and other outside sectors.

In the conciliation strike route, it is a question of, to use the term used in an article by the ESSA group—that is, the statisticians and sociologists and so on—it is time to switch from arbitration, and the heading is *It is a Matter of Bargaining Power*, that if we feel we have bargaining power then the conciliation route is more attractive than the arbitral route. I think that the policy guidelines of the centre of each of these organizations is having effect on the way the bargaining units are determining this issue. It is understandable that this would be the case.

As the chairman mentioned at the recent convention just a week or so ago, the Public Service Alliance went on record that all bargaining units should switch from arbitration to conciliation. I think the reasons outlined are the major reasons for, shall we call it, disaffection, or that they find the arbitral route unattractive in a relative sense. Does that answer your question?

Mr. Clarke: Yes. One step further, though. If the bargaining group is not happy with the conciliation, then are they not forced to strike to obtain their wishes?

Mr. Mitchell: Yes, they may settle . . . in the first place, I should say that about 80 per cent of all of the agreements, collective agreements, that are entered into are entered into as a result of direct negotiation and conciliation assistance. So it would be presenting a misleading picture to suggest that strikes are frequent. Only 3 per cent of all the agreements over the past 14 years resulted from conciliation after a strike; of all the other agreements, 20 per cent of them resulted from arbitral awards, that is, imposing a decision through arbitration, and the balance, nearly 80 per cent, were arrived at by direct negotiation. I think the data clearly indicate that the collective bargaining process operates whether they are in arbitration or in conciliation, that it is not as critical as it may appear. The direct answer to your question, do they not then have to strike, is, even after a conciliation board has sat, frequently they ask for further conciliation, or what they call post conciliation board mediation or conciliation, and they arrive at an agreement then, in most cases. In very few cases—only 3 per cent, as I have indicated—does a strike follow.

• 2120

Mr. Clarke: I think you have indicated that you have seen the trend toward conciliation and that you also feel it is because the bargaining units feel that it is more productive for them. If that is the case, how do you see that—

Mr. Mitchell: That is what they say, is what I am saying.

[Translation]

avec beaucoup de succès. Leurs salaires sont plus élevés et leurs avantages sociaux plus nombreux. En matière d'arbitrage, nous sommes donc liés par les dispositions de l'article 68 de la loi qui énonce les critères devant être utilisés, à savoir, la comparaison avec les conditions de travail et les échelles de salaire offertes dans les autres secteurs, le secteur privé et les autres secteurs publics.

Dans le cas de la conciliation-grève, pour reprendre les termes utilisés dans l'article rédigé par le groupe des statisticiens et des sociologues, etc., quant aux pouvoirs de négociations, il est temps de cesser d'avoir recours à l'arbitrage; si un groupe estime avoir suffisamment d'atouts pour la négociation, la voie de la conciliation est plus séduisante que la voie de l'arbitrage. Je crois que le Bureau central de chacun de ces organismes influe sur la décision de chacune des unités de négociation. C'est tout à fait compréhensible.

Comme le président de l'Alliance de la Fonction publique l'a dit lors de la dernière convention il y a une semaine ou deux, toutes les unités de négociation devraient abandonner l'arbitrage pour la conciliation. Je crois que les raisons indiquées sont les principales raisons pour, disons, cette désaffection pour l'arbitrage qui semble être une option moins séduisante. Est-ce que cela répond à votre question?

M. Clarke: Oui. Franchissons l'étape suivante. Si le groupe de négociation n'est pas satisfait de la décision en conciliation, n'a-t-il pas d'autre solution que la grève pour obtenir gain de cause?

M. Mitchell: Oui, il y a la solution . . . En premier lieu, je devrais dire qu'environ 80 p. 100 de toutes les conventions collectives ratifiées le sont à la suite de négociations directes et grâce à la conciliation. Il serait donc trompeur de suggérer que les grèves sont fréquentes. Seulement 3 p. 100 de toutes les conventions ratifiées au cours des 14 dernières années l'ont été par voie de conciliation après une grève; 20 p. 100 des autres conventions ont été réglées par voie d'arbitrage, c'est-à-dire qu'une décision a été imposée par voie d'arbitrage, et le reste, près de 80 p. 100, a été réglé par des négociations directes. Je crois que les chiffres démontrent clairement que le processus de négociation collective fonctionne et que le fait d'avoir recours à l'arbitrage et à la conciliation n'est pas aussi inquiétant qu'il puisse paraître. Pour répondre directement à votre question sur la nécessité d'une grève, même si la commission de conciliation a rendu sa décision, très souvent la prolongation du processus de conciliation est réclamée, ou le recours à la médiation est réclamé, et dans la majorité des cas, cela aboutit à un accord. C'est dans très peu de cas, seulement 3 p. 100 comme je l'ai indiqué, que cela aboutit à la grève.

M. Clarke: Vous avez mentionné que la tendance était à la conciliation parce que les unités de négociation estiment que cela leur rapporte plus. Si tel est bien le cas, quelle est l'incidence . . .

M. Mitchell: Je ne fais que répéter ce qu'ils disent.

[Texte]

Mr. Clarke: —how does that trend affect the work or the position of the board—your board?

Mr. Mitchell: The average number of cases over the 14 years of collective bargaining has been 20 requests for arbitration per year. During the last five years—other than 1982—the average was 24. There was a slight increase from 20 to 24. In 1981-82, the number of arbitral requests were 19. The number of bargaining units in arbitration has risen slightly in the past year. That is now at 71; it was 68 the year before, but it is a very narrow range. I would say that, at the moment, with 72 bargaining units in arbitration, the number of requests will probably be very similar in 1982-83 to what it was in 1981-82.

Mr. Brown: I might add here, in terms of the strike action that has been referred to by Mr. Mitchell—and I believe I am correct in saying this, Mr. Mitchell—that you were referring to units that were on the arbitration board route. Is that . . . ?

Mr. L. Mitchell: No, on the whole, throughout the public service.

Mr. Brown: Throughout the whole province.

I was just going to say that over a 15-year period, by our records, from 1967 when the act came into force until 1982 there has been a total of 27 legal strikes in all that period.

Mr. Clarke: I just want to get this clear, Mr. Chairman, because I thought I understood and then Mr. Mitchell's last comment left me wondering. Does Mr. Mitchell not agree that the trend recently has been toward conciliation in the numbers of units as opposed to arbitration?

Mr. Mitchell: In the number of units there has not been much movement over the past five or six years, but there has been in the number of employees affected; in other words, we now have many more smaller bargaining units, each of which has the right to request arbitration if they cannot come to an agreement. The number of employees affected has gone down from—well, last year it was 37 per cent and now it is about 26 per cent of the total workforce.

Mr. Clarke: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Brown and Mr. Clarke.

I wondered if the members would allow me to ask a couple of questions?

Mr. Herbert: I was going to ask you if you had a question, Mr. Chairman.

Mr. Clarke: Are you on the list?

The Chairman: I wonder if you would open your book of estimates at page 22-30, Mr. Brown. I have a question that arises from those figures. It is something I do not understand, and maybe you could explain it to me.

In the estimates for 1981-82 you have a total sum for the program of \$7,183,000. That is at the top of page 22-30. If I go down to "Program by Activities" and look at the forecast

[Traduction]

M. Clarke: . . . quelle est l'incidence sur la charge de travail de votre commission?

M. Mitchell: Au cours de ces 14 années de négociations collectives, le nombre moyen de demandes d'arbitrage par année a été de 20. Au cours des 5 dernières années, en excluant 1982, la moyenne a été de 24. Il y a donc eu une petite augmentation de 20 à 24. En 1981-82, le nombre de demandes d'arbitrage a été de 19. Le nombre d'unités de négociation allant à l'arbitrage a légèrement augmenté au cours de la dernière année. Il est actuellement de 71 alors que l'année dernière, il n'était que de 68, mais c'est une toute petite différence. A l'heure actuelle, avec 72 unités de négociation en arbitrage, le nombre de demandes en 1982-1983 sera fort probablement très analogue à celui de 1981-1982.

M. Brown: Je crois, monsieur Mitchell, que lorsque vous avez parlé de grève, il s'agissait d'unités qui avaient déjà opté pour l'arbitrage, n'est-ce pas?

M. Mitchell: Non, pour l'ensemble de la Fonction publique.

M. Brown: Pour l'ensemble de la province.

Je voulais simplement ajouter que depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1967, c'est-à-dire en 15 ans, il y a eu un total de 27 grèves légales.

M. Clarke: Je voudrais que les choses soient bien claires, monsieur le président, je croyais avoir compris, mais le dernier commentaire de M. Mitchell me laisse perplexe. Dernièrement, la tendance a-t-elle été de favoriser la conciliation par opposition à l'arbitrage?

M. Mitchell: Au niveau des unités, il n'y a pas eu beaucoup de changements au cours des 5 ou 6 dernières années mais il y en a eu au niveau du nombre d'employés touchés; en d'autres termes, nous avons maintenant un nombre accru de petites unités de négociation dont chacune a le droit d'aller en arbitrage si elle ne peut parvenir à un accord. Le nombre d'employés touchés a diminué; l'année dernière, il représentait 37 p. 100 de l'ensemble des effectifs, par opposition à 26 p. 100 à l'heure actuelle.

M. Clarke: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, MM. Brown et Clarke.

Me permettez-vous de poser une ou deux questions?

M. Herbert: J'allais vous demander si vous vouliez poser une question, monsieur le président.

M. Clarke: Est-ce que vous êtes inscrit sur la liste?

Le président: Voudriez-vous ouvrir votre budget à la page 22-31, monsieur Brown. J'ai une question à vous poser au sujet de ces chiffres. Il y a quelque chose que je ne comprends pas et vous pouvez peut-être me donner des explications.

Dans le budget des dépenses pour 1981-1982, vous avez une somme totale pour votre programme de \$7,183,000. Cela se trouve en haut de la page 22-31. Si je passe au programme par

[Text]

expenditures for 1981-82, I get a figure of \$7,213,000, and if I project that to the total, adding on the capital expenditures, I get \$7,270,000. I am missing \$87,000, and I just wondered if you could find it for me.

• 2125

Mr. Clarke: Will you make a check?

Mr. Brown: With your permission, I am going to ask Mr. Labrecque to answer that question which deals with supplementary estimates.

The Chairman: Mr. Labrecque.

Mr. L. Labrecque (A/Director of Administration, Public Service Staff Relations Board): The only way I can answer it is that it is as the result of a submission we had made to Treasury Board for an additional amount of \$87,000 which was approved. I cannot really give you more information at this time. If you want more information, we can provide it to you later one.

The Chairman: I think I need some because these are forecast expenditures for 1981-82, and if there is a supplementary estimate . . .

Mr. Labrecque: Oh, I am sorry. The figures for 1982-83 estimates were developed in September and October of 1981. It was forecast at that time that \$87,000 would be needed to augment salaries. It is now known that it was not needed.

The Chairman: That is why they call them forecast expenditures, they are forecasts. So your forecast expenditures on pages 22-31, which says \$7,270,000, should not say that; it should say \$7,213,000.

Mr. Brown: All the other comparisons are estimates, that is the only which is a forecast.

The Chairman: There are three columns: one is estimates for the coming year; another is the forecast for the present year; and in the other column are the expenditures as reported spent in the year gone by. I can understand the year gone by; it is quite clear that is the money you have spent. In the forecast expenditure I can understand some of your problems, but we have now passed the fiscal year; it ended as of March 31 and you people should know exactly where that \$87,000 is. If you could supply me with more information, I would appreciate it, Mr. Brown.

Mr. Brown: We did not spend that money. It turned out that we did not require it.

The Chairman: All right. Now I want to follow up on a couple of questions which Mr. Clarke put to you because Mr. Mitchell's answer brought forth some old thoughts that I had shared with Mr. Herbert some seven or eight years ago, maybe nine years ago, when we reviewed the Finkelman report on the joint committee on staff relations.

[Translation]

activités et aux dépenses prévues pour 1981-1982, je trouve un chiffre de \$7,213,000 alors que si j'ajoute au total du programme les dépenses en capital, j'arrive à \$7,270,000. Il me manque \$87,000 et je me demandais simplement si vous pourriez les retrouver pour moi.

M. Clarke: Vous vérifierez?

M. Brown: Si vous ne voyez pas d'inconvénient, je vais demander à M. Labrecque de répondre à cette question concernant les crédits supplémentaires.

Le président: Monsieur Labrecque.

M. L. Labrecque (Directeur intérimaire de l'administration, Commission des relations de travail dans la Fonction publique): Tout ce que je puis vous dire à ce sujet, c'est que nous avons fait une demande au Conseil du Trésor afin d'obtenir un montant supplémentaire de \$87,000 et que notre demande avait été approuvée. Je ne puis malheureusement vous donner plus de détails. Si vous le désirez, je pourrai vous faire parvenir d'autres renseignements plus tard.

Le président: Je pense que ce serait utile, parce qu'il s'agit de prévisions de dépenses pour 1981-1982; s'il y a des prévisions supplémentaires . . .

M. Labrecque: Je regrette, les prévisions pour 1982-1983 ont été établies en septembre et en octobre 1981. A ce moment-là, on estimait qu'il fallait un montant supplémentaire de \$87,000 au titre des salaires. Il se trouve que ce montant n'a pas été nécessaire.

Le président: C'est pourquoi on dit bien qu'il s'agit de prévisions. Donc, vos dépenses prévues à la page 22-31, au montant de 7,270,000 de dollars, devraient indiquer 7,213,000 de dollars.

M. Brown: Toutes les autres comparaisons sont des prévisions.

Le président: Il y a trois colonnes: d'abord, les prévisions pour l'année qui vient; ensuite, les prévisions pour l'année courante; enfin, les dépenses réelles au cours de l'année écoulée. Je veux bien admettre le chiffre pour l'année écoulée; il s'agit de dépenses réelles que vous avez effectuées. Pour ce qui est de vos prévisions de dépenses, je puis comprendre votre problème dans une certaine mesure, mais l'année financière courante vient de se terminer le 31 mars. Vous devriez savoir exactement ce qu'il en est de ces \$87,000. Je vous serais reconnaissant de me faire parvenir les renseignements nécessaires à ce sujet, monsieur Brown.

M. Brown: Nous n'avons pas dépensé ce montant. Il se trouve que nous n'en avons pas eu besoin.

Le président: Très bien. Je voudrais revenir sur une ou deux questions que vous a posées M. Clarke. Les réponses de M. Mitchell ont ravivé certaines préoccupations que je partage avec M. Herbert depuis sept ou huit ans, peut-être neuf ans, soit l'époque où le rapport Finkelman a été étudié par le comité mixte sur les relations de travail.

[Texte]

Mr. Mitchell said that bargaining agents would like the scope of bargaining or matters arbitrable to be expanded by allowing their own nominees to be part of the arbitration board. Then he talked about consultation in the choice of a chairman. Then he talked about the peers phenomena and what is happening.

Mr. Mitchell: That is what they said to me.

The Chairman: That is what they said to you; that is not what you feel as an official, sir? I am with Mr. Clarke and Mr. Herbert; I feel we are losing an awful lot of possibly good agreements by actually looking pretty tight and severe on our arbitration awards which, as Mr. Brown pointed out in his remarks, are a point or 2 per cent below what they can get if they go conciliation-strike. Here we are trying to encourage more public servants to go to the arbitration route, yet they know damn well they cannot go there because if they do they will lose maybe 1 or 2 per cent.

I am trying to find in my mind what can we do to improve it, and you said to me maybe if we give them further consultation as to who chairs these arbitration boards, maybe if we give them more consultation as to bringing them into the process of having their own nominee on that board. Would you briefly, for me and for the members here, explain how it operates now so that we can understand these improvements if the improvements . . .

• 2130

Mr. Mitchell: Yes. Certainly.

At the present time, as provided by the act, there are two panels: one person representative of the interest of the employer; one representative of the interest of the employees. The board appoints the members to this panel.

The Chairman: You do.

Mr. Mitchell: The chairman determines that. The employee side is based on recommendations from the bargaining agents; the employer side is based on recommendations received from the employer, as to who they would like to see appointed. Then when a board is requested, a selection is made from that panel by myself with the approval of the chairman as to who will act on the particular boards. The board also, myself, decides who will act as chairman of the board. That constitutes the board.

What the bargaining agents would like to see is something very similar as to what happens in conciliation under the act; namely, that each side appoints its own nominee in each case—each party. The employer appoints its nominee. The bargaining agent appoints its nominee. The two members meet and try to agree on a chairman. If they cannot agree, then the chairman of the board appoints the chairman. Does that answer the question?

Mr. Brown: Mr. Chairman, with your permission, I would just like to add that there is provision in the act as far as adjudication is concerned. There is provision in the act for the

[Traduction]

M. Mitchell a indiqué que les agents de négociation voudraient que soit étendue la portée de la négociation ou les questions sujettes à l'arbitrage par la nomination de leur propre candidat à la commission d'arbitrage. Il a parlé de consultations touchant le choix d'un président. Il a évoqué le phénomène des pairs et les situations actuelles.

M. Mitchell: C'est le message qu'ils nous livraient.

Le président: Ce n'est pas ce que vous croyez personnellement en tant que haut fonctionnaire? Je suis du même avis que M. Clarke et M. Herbert à ce sujet. Je pense que nous fermons la porte à beaucoup de bonnes conventions en étant trop sévères dans nos décisions arbitrales lesquelles, comme M. Brown l'a fait remarquer, se situent toujours à un ou deux pour cent de moins que les décisions obtenues par la voie de la conciliation et de la grève. Nous essayons d'encourager les fonctionnaires à choisir l'arbitrage. Ceux-ci, cependant, savent très bien qu'ils risquent de perdre un ou deux pour cent s'ils le font.

J'essaie de voir comment nous pourrions améliorer la situation. Vous proposez que les agents de négociation soient consultés davantage sur le choix des présidents des commissions d'arbitrage, soient appelés à participer au processus en ayant leur propre représentant au sein des commissions. Vous pouvez expliquer brièvement comment le processus se déroule actuellement, de façon que nous sachions exactement quelles sont les améliorations nécessaires le cas échéant . . .

M. Mitchell: Certainement.

Actuellement, comme la loi le prévoit, il y a deux personnes nommées: une représentant les intérêts de l'employeur, une autre, les intérêts des employés. C'est la Commission qui les nomme.

Le président: Vous-même.

M. Mitchell: Le président décide. Le représentant des employés est choisi à partir des recommandations des agents de négociation; le représentant de l'employeur est choisi à partir de recommandations de l'employeur. Lorsqu'il y a lieu d'établir une commission, je choisis, avec l'approbation du président, les personnes qui doivent y siéger. La Commission, c'est-à-dire moi-même, décide qui doit agir en tant que président. Une commission d'arbitrage est alors constituée.

Ce que les agents de négociation souhaitent, c'est un peu la même chose qui se passe dans le cas de la conciliation en vertu de la loi, c'est-à-dire que chaque partie choisit son représentant. L'employeur nommerait son représentant. Les agents de négociation nommeraient le leur. Les deux essaieraient de s'entendre sur le choix d'un président. Au cas où ils ne pourraient le faire, ce serait le président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique qui aurait le dernier mot. Cela répond à votre question?

M. Brown: Avec votre permission, monsieur le président, je voudrais ajouter qu'il y a des dispositions de la loi qui s'appliquent à l'arbitrage. La loi permet aux parties de nommer leur

[Text]

parties to name their own adjudicator in collective agreements, but in fact that provision has not been acted upon and the parties have relied on the board itself to assign the adjudicator.

Le président: Le Bureau de recherches et des traitements a comme mandat premier de fournir des renseignements aux employeurs et agents négociateurs afin qu'ils disposent de certaines informations nécessaires sur les salaires et les conditions d'emploi. Les dernières études du Bureau de recherches ont-elles démontré des écarts significatifs entre le secteur privé et le secteur public? Moi, par exemple comme député, je me fie au rapport annuel publié par le Bureau de recherches sur les traitements..., c'est publié en septembre..., 1981, et c'est le dernier je pense qui a été publié... Est-ce que vos données sont utilisables? Est-ce qu'elles sont pertinentes, en ce sens qu'elles sont tenues à jour? Et, deuxième question, est-ce qu'elles sont suffisamment explicites pour démontrer que le secteur privé a, disons, un écart significatif avec le secteur public ou bien si c'est le contraire?

Parce que, voyez-vous, la moitié de vos sommes d'argent est dépensée pour faire le traitement de ces données-là et je me demande si aujourd'hui, étant donné que 150,000 fonctionnaires ont choisi la conciliation-grève, 50,000 ont choisi l'arbitrage obligatoire..., les données de votre Bureau de recherches sur les traitements apporte quelque chose de positif, de concret et de vraiment utile à ces négociations, quand ça nous coûte \$3,603,000 par année pour faire quoi au juste?

Je ne me fais pas l'avocat du diable!

I am not the devil's advocate here, Mr. Brown. All I am trying to find out is—I know Treasury Board has done the same thing. The employer does his work on the salaries and the benefits, what they call the compensation package. You are doing it with your bureau. How relevant are these, and how useful are they to those who want to negotiate on an arbitral award. Do they have these in their hands? Secondly...

• 2135

Mr. Brown: These surveys?

The Chairman: Yes, these surveys which come out once a year. My point is: Are you being relevant and useful to the arbitration process by coming out once a year with a very probably up-to-date—as far as I am concerned, it is not, but maybe you think it is—

Mr. Brown: My simple answer to that is yes. There is an advisory committee on pay research which meets approximately four times a year, and all of the bargaining agents, the Treasury Board and the separate employers, have an opportunity then to present their views as to what surveys they feel are relevant to them in the collective bargaining process. They also have an opportunity to make an input as to what should be the universe throughout the composition of a survey.

Mind you, the ultimate determination in that respect is made by the senior officials of the Pay Research Bureau itself. But in the collective bargaining process I think it is fair to say

[Translation]

propre arbitre en vue de la négociation collective mais les parties jusqu'à présent n'ont pas jugé bon d'en profiter et ce sont fiées à la Commission des relations de travail pour la nomination de l'arbitre.

The Chairman: The Pay Research Bureau's basic role is to provide information to employers and bargaining agents so that they be aware of salaries and conditions of employment. Did its last studies show significant gaps between the private and the public sectors? Personally, as a member, I rely on the annual report of the Pay Research Bureau... it always comes out in September... the last one is for 1981... is your information useful? Is it relevant, is it up to date? Is it explicit enough to show that there is a significant gap between the private sector and the public sector or that there is none?

You see, half your expenses are for processing these data and since 150,000 public servants have opted for the conciliation strike procedure compared to 50,000 who chose binding arbitration, I wonder... the Pay Research Bureau is supposed to provide you with positive, concrete, useful information in view of the bargaining process. What are these \$3,603,000 per year for?

I am not trying to be the devil's advocate!

Je n'essaie pas de me faire l'avocat du diable, monsieur Brown. Je veux simplement... Je sais que le Conseil du Trésor fait la même chose. L'employeur fait sa recherche sur les salaires et les avantages sociaux, ce qu'il appelle la rémunération. Vous faites la même chose. Est-ce que cette information est pertinente, utile, dans le contexte de processus d'arbitrage? Est-ce que cette information est disponible? Deuxièmement...

M. Brown: Ces relevés?

Le président: Oui, ces relevés qui sont publiés une fois par année. J'aimerais savoir si vous avez le sentiment d'être vraiment utile au processus d'arbitrage avec ces relevés annuels dont vous pensez probablement qu'ils sont à jour; quant à moi, j'ai des doutes.

M. Brown: Oui. Il y a un comité consultatif chargé de recherche sur les traitements qui se réunit environ quatre fois par année, ce qui donne à tous les agents de négociation, au Conseil du Trésor et aux employeurs indépendants, la possibilité d'exprimer leurs opinions et de demander les relevés précis dont ils ont besoin pour leur processus de négociation collective. Ils peuvent également en profiter pour dire ce qui constitue, à leur avis, le meilleur échantillonnage pour un relevé.

Remarquez que la décision finale est prise par les dirigeants du Bureau de recherches sur les traitements. Mais pour le processus de négociation collective, ces relevés ainsi que les

[Texte]

that the surveys and the data provided by the Pay Research Bureau have been accepted and have been relied on by both of the parties to collective bargaining, and, of course, have been relied upon by the parties when they appear before an arbitration tribunal of the board.

I think it might be useful to you to have the Director-General of the Pay Research Bureau, Mr. DesLauriers, also address this particular question that you have raised, if that is agreeable to you.

Le président: Monsieur DesLauriers.

M. R.C. DesLauriers (directeur-général du Bureau de recherches sur les traitements): Oui, monsieur le président, le Bureau publie un grand nombre de rapports chaque année, c'est au dessus de 100 en fait de nombre, et pour les publications majeures qui touchent les classes clés dans la Fonction publique, les rapports sont publiés sur les salaires deux fois par année.

Le président: Deux fois par année?

M. DesLauriers: Deux fois par année, oui. La date effective de nos relevés majeurs sont le 1^{er} mars et le 15 août; et le mois après ces deux dates, les parties ont en mains les dernières données du secteur privé et autres organismes pour la préparation de leur mandat à la négociation collective, la négociation collective même et si des différends existent., la date de publication des rapports du Bureau dans la vaste majorité des cas, c'est à l'arbitrage., ce sont les parties mêmes qui présentent les *exhibit* du Bureau de recherches sur les traitements, dans la présentation de leur cause.

Sur une base annuelle, monsieur le président, nous préparons des rapports qui touchent environ 60 p. 100 des fonctionnaires de la Fonction publique fédérale, et ces rapports clés, et sur les salaires et sur les avantages sociaux, les parties les conservent comme *exhibit* principaux étant donné le fait que nous sommes en affaires pour préparer, pour eux, autant que possible leurs besoins au point de vue des futures négociations collectives.

Vous avez soulevé en plus la question d'écart qui peut-être existe entre les secteurs privé et public., si j'ai bien compris, monsieur le président... Le Bureau de recherches publie également sur une base régulière, et les salaires et les traitements, et les conditions dans la Fonction publique fédérale, et aussi dans le secteur essentiellement privé.

Nous sommes d'ailleurs, maintenant, dans notre vingt-cinquième année d'opérations, et il est évident qu'il existe certaines tendances faisant que les salaires, et les conditions en général, sont plus ou moins équivalents avec l'extérieur de la Fonction publique.

Je crois bien qu'avec la présentation régulière des *exhibit* du Bureau qui rencontrent, je crois, en grande partie les besoins des parties, il est à croire que les tendances générales, en des comparaisons, doivent exister.

[Traduction]

données communiquées par le Bureau de recherches sur les traitements, sont des instruments accessibles et jugés utiles par les deux parties aux négociations collectives. D'autre part, évidemment, les parties se fondent sur ces données lorsqu'elles comparaissent devant un tribunal d'arbitrage de la commission.

Si vous le souhaitez, nous pourrions demander au directeur général du Bureau de recherches sur les traitements, M. DesLauriers, de développer plus avant cette question.

The Chairman: Mr. DesLauriers.

Mr. R.C. DesLauriers (Director-General of the Pay Research Bureau): Yes, Mr. Chairman. The Bureau prepares a great many reports each year, over 100 reports, and the main ones regarding key categories in the Public Service and their salaries go out twice a year.

The Chairman: Twice a year?

Mr. DesLauriers: Yes, twice a year. Our main surveys are published on March 1 and August 15 and in both cases, one month later, the parties receive the most up-to-date data on the private sector and various organizations and they can use it to lay down their strategies for collective bargaining. Bargaining itself, even in cases where there is a disagreement... in most cases, it is during arbitration that the parties themselves make use of exhibits from the Pay Research Bureau, it is part of their arguments.

Mr. Chairman, each year we prepare reports that are linked to some 60 per cent of the federal public servants. Moreover, we prepare these key reports concerning pay and social benefits and all of them are used by the parties as main exhibits because after all we are there to meet their needs in anticipation of future collective bargaining.

You have raised the matter of a discrepancy between the private and the public sectors. The Pay Research Bureau publishes regularly a list of salaries and fees and a report on general conditions within the federal Public Service and also in the private sector.

We have now been operating for 25 years and it is becoming obvious that salaries and general conditions have become more or less the same within and without Public Service.

I am quite sure this tendency will be confirmed by regular use by the parties of exhibits prepared by the Bureau and meeting their needs.

[Text]

• 2140

Le président: Selon vous monsieur DesLauriers, monsieur le président, ces données sont utilisées par le Conseil du Trésor et par les agents négociateurs?

M. DesLauriers: Certainement!

Le président: Et cela n'entre pas en conflit avec leurs propres recherches sur les mêmes sujets, c'est-à-dire la comparaison des traitements, dans le secteur privé et le secteur public? Ou cela se compare-t-il bien, vos données avec les leurs? Parce que je sais, et ce n'est même pas un secret de polichinelle, que le Conseil du Trésor dans ses travaux quotidiens, tient à jour, tant dans sa gestion que dans ses études sur la gestion et la comparabilité des salaires, ou des traitements si vous préférez..., eux aussi ont une section qui se penche là-dessus presque quotidiennement. Est-ce qu'ils vont chez vous surtout pour obtenir ces données-là, ou bien est-ce qu'il y a aussi collecte des deux..?

M. DesLauriers: Ah non!..

Le président: Pardon?

M. DesLauriers: .. D'accord, les représentants du Conseil du Trésor nous rencontrent de façon périodique pour nous laisser savoir leurs besoins dans les négociations futures. Je crois...

Le président: Et c'est vous...

M. DesLauriers: ... que nous sommes leur agence principale de recherche en rémunération, monsieur le président.

Le président: C'est vous qui faites la recherche, et c'est vous qui faites...

M. DesLauriers: C'est nous qui faisons la cueillette des données à l'extérieur. Maintenant, la différence existe comme ceci, si je peux vous l'expliquer. Le Bureau n'analyse pas les comparaisons..., c'est-à-dire qu'il présente les faits sur les divers éléments de la rémunération de l'extérieur et il laisse aux parties, aux «chercheurs en rémunération», dis-je, et du Conseil du Trésor et des agents négociateurs, à faire l'analyse pour la préparation, disons, des négociations futures.

Le Bureau n'analyse pas, pour les parties, aucun renseignement de ce genre. Je crois que peut-être...

Le président: Cela clarifie la question.

M. DesLauriers: ... cette explication touche le point que vous avez soulevé.

Le président: Oui, cela clarifie...

In other words, you do not editorialize your data, you supply it to—

Mr. Deslauriers: We present the findings, Mr. Chairman, as we see them on the outside with the necessary caveats for analysis. We call the shots as we see them, if you will, then the parties go to it.

The Chairman: Thank you, Mr. Deslauriers. Thank you, Mr. Brown.

Mr. Herbert, on your second round, sir. You have five minutes.

[Translation]

The Chairman: You are telling us, Mr. DesLauriers, Mr. Chairman, that this data is being used by the Treasury Board and by the bargaining agents?

Mr. DesLauriers: Absolutely!

The Chairman: And you do not see a conflict with their own research on the same subjects, a comparison between salaries in the private and public sectors? Are there no discrepancies between your data and theirs? Because, you see, I know, and it is not even a fool secret, that Treasury Board always keeps an up-to-date comparison with salaries, pay skills, if you like; they have people who do that all day long and they use the data for studies on management. Are you their main source of information or are they being picked up from both...?

Mr. DesLauriers: Not at all!

The Chairman: Pardon me?

Mr. DesLauriers: Well, there are people from Treasury Board who come to us regularly to tell us about their needs in anticipation of future negotiations. I believe...

The Chairman: And you are...

Mr. DesLauriers: ... that we are their main source for pay research, Mr. Chairman.

The Chairman: You are doing all the research and you are...

Mr. DesLauriers: We are a clearing house for the data coming from the outside. Now, if you like, I can explain the difference. The Bureau does not make an analysis of the comparisons. It merely gets all the data concerning pay, whatever can be found outside and it is up to the parties, to the pay researchers, to Treasury Board and to bargaining agents to make an analysis while preparing for future negotiations.

The Bureau does not make an analysis of the data for the parties. Perhaps this...

The Chairman: This makes it clearer.

Mr. DesLauriers: ... is a satisfactory answer to your question.

The Chairman: Yes, it is much clearer.

Autrement dit, vous ne commentez pas vos données, vous les fournissez...

M. Deslauriers: Nous communiquons le fruit de nos recherches, monsieur le président, tel quel, avec, parfois, certaines mises en garde aux fins d'analyse. Autrement dit, nous livrons tel quel, c'est ensuite aux parties de jouer.

Le président: Merci, monsieur Deslauriers. Merci, monsieur Brown.

Monsieur Herbert, c'est votre deuxième tour. Vous avez cinq minutes.

[Texte]

Mr. Herbert: I will not be very long.

Mr. Brown, as a politician, just for the record, it must not seem as if I am only concerned with the employer or manager side of the problem. I will just put on the record one particular case where I felt the employee was at a distinct disadvantage and that was where the employer brought witnesses to a hearing who were public servants, of course, and therefore were paid when they were subpoenaed, whereas the employees subpoenaed by the employee who was making the case were not paid. Therefore, there was a distinct disadvantage for the employee, and particularly in this case where it seemed that the fates—maybe intentionally—were against him because, having subpoenaed employees to attend, the particular hearing did not proceed and, as one of the members was absent, had to be called another time.

Of course, the employees were then aware that this was going to be another day in which they were not going to get paid, and were not particularly anxious to be willing witnesses of the employee who wanted to subpoena them to hearings. That is just another side to a story, but it works sometimes in both directions.

I wanted to pursue the questions on the Pay Research Bureau. You did not mention it and I think it should go on the record, because according to your estimates, 93 of 180 positions which you list are for the Pay Research Bureau, which is even more than half.

The President of the Treasury Board often maintains that he likes to have comparable rates with the private sector, and in answer to one of my questions on the order paper, it turns out that fringe benefits in the public sector, as a whole, are some 50 per cent of the salary scales. I think, to be precise, the figure was 48.7 per cent—it was so near 50 per cent that it makes little difference. I have questioned whether that is not considerably more than in the private sector. I have been away from the private sector some 10 years now. When I left, we used to consider fringes as being worth about 14 per cent. I assume in the Pay Research Bureau you look at this side as well. Do you find, to substantiate the argument of the President of the Treasury Board, that private sector fringes average, as they do in the public service, some 50 per cent of salaries?

• 2145

Mr. Brown: Mr. Chairman, I would like to refer this question to Mr. DesLauriers.

The Chairman: Mr. DesLauriers.

Mr. DesLauriers: The Pay Research Bureau does provide on a two-year cycle the various costs of employee benefits, both incurred by employers and employees, and the maintenance of such benefits on the outside market. These are provided to the bureau in confidence. Therefore we provide the data in aggregate, to protect the sources in the private sector; this is a condition of their contribution to our voluntary surveys.

[Traduction]

M. Herbert: Ce ne sera pas long.

En ma qualité d'homme politique, monsieur Brown, il ne faudrait pas que je m'inquiète uniquement du sort de l'employeur ou de la direction. Je veux vous citer un cas particulier où il m'a semblé que l'employé était nettement désavantagé, puisque l'employeur avait convoqué des témoins, des fonctionnaires, bien sûr, qui, à ce titre, étaient payés pour leur comparution, alors que les témoins cités par l'employé n'étaient pas payés. Cela constituait un désavantage certain pour l'employé, surtout dans ce cas particulier où, apparemment, le sort était contre lui, puisque l'audience fut annulée à cause de l'absence d'une personne; les témoins s'étaient dérangés pour rien.

Bien sûr, les employés savaient qu'ils perdraient forcément une autre journée de salaire le jour où l'audience aurait vraiment lieu, ce qui n'était pas de nature à les encourager à témoigner. Voilà donc une autre situation qui peut se produire, mais cela va parfois dans les deux sens.

Je reviens maintenant au Bureau de recherches sur les traitements. Il y a une chose dont vous n'avez pas parlé qui me paraît importante: d'après votre évaluation, 93 des 180 postes qui figurent dans votre liste se trouvent au Bureau de recherches sur les traitements; c'est plus de la moitié.

Le président du Conseil du Trésor aime à répéter qu'il est en faveur d'échelles comparables à celles du secteur privé. D'après la réponse à une de mes questions inscrites au Feuilleton, les avantages sociaux pour l'ensemble du secteur public représentent environ 50 p. 100 des échelles salariales. Pour être précis, je crois qu'il s'agissait de 48.7 p. 100, mais, quoi qu'il en soit, de là à 50 p. 100, la différence est négligeable. Je me demande si cela n'est pas vraiment beaucoup plus considérable que dans le secteur privé. J'ai quitté le secteur privé depuis dix ans. Lorsque je suis parti, nous avions l'habitude de juger que ces avantages représentaient environ 14 p. 100. Je suppose que le Bureau de recherches sur les traitements s'est également penché sur la question. Pour étayer l'argument du président du Conseil du Trésor, avez-vous constaté que les avantages dans le secteur privé représentaient en moyenne, comme dans la fonction publique, 50 p. 100 des traitements?

M. Brown: Monsieur le président, je demanderai à M. DesLauriers de répondre à cette question.

Le président: Monsieur DesLauriers.

M. DesLauriers: Tous les deux ans, le Bureau de recherches sur les traitements présente le coût des avantages offerts aux employés, du côté des employeurs et des employés, et de l'offre des mêmes avantages sur le marché extérieur. Ces renseignements sont soumis au bureau à titre confidentiel. C'est pourquoi nous présentons ces données de façon globale, pour ne pas divulguer les sources dans le secteur privé. C'est seulement à cette condition qu'ils participent à nos relevés.

[Text]

The Pay Research Bureau produces these expenditures and the analysts can add up the various elements of compensation here, Mr. Herbert, and arrive at a figure of the cost of employee benefits. They used to be called fringe benefits; that phrase in the community is no longer used, if only because of the dramatic increases in costs in the late sixties to the present moment. They do total very high numbers. The costs vary considerably, depending on the type of industry, but there are firms that indeed pay more than 40 per cent of payroll in benefits to their employees.

Mr. Herbert: Are you then prepared to say that in your opinion, since apparently as you say the figures are submitted in confidence, 50 per cent which is paid in the public sector as employee benefits, fringes as we used to call them, is not out of line with the private sector on a roughly comparable, I can hardly say industrial sector basis, but on a roughly comparable basis as far as the employees are concerned?

Mr. DesLauriers: Because of the neutrality and objectivity and independence, Mr. Chairman, of the Pay Research Bureau in the collective bargaining process, the bureau is not mandated nor in a position to actually carry out analyses of comparability. As for the direct question raised, there is in any event a difficulty for the Pay Research Bureau to answer because we consider the Government of Canada as an employer and I do not have the authority to divulge their costs of benefits because they are considered by us as a neutral agency, as other employers as well. Now if the President of the Treasury Board does officially table these figures, obviously the figures you mentioned are representative of the Government of Canada.

What I can do for you is provide you with data on the costs of the various elements of compensation on the outside which can permit an evaluation, but as you can appreciate, it has traditionally not been our role to analyse these data to the extent of saying that bargaining unit X, Y or Z is ahead or at par with the market in the sense that given the central or neutral role that we play in the bargaining process—

Mr. Herbert: But gentlemen, Mr. Brown, going back to Finkelman once again, and we have discussed at length the Pay Research Bureau, the idea was that when we go to the bargaining table, we have sets of figures that are relatively reliable so that we can at least start off with a common base, and we are not going to argue. Now if you do not produce figures for Treasury Board on fringes or employee benefits in the private sector, how in blazes can we talk about comparability between the private and public sectors?

If we were discussing the old figures of 14, 15 and 16 per cent, then a couple of per cent variation is not particularly serious, but up in the 50 per cent range—I was quite surprised, and the answer when it was printed on the order paper, I considered quite extraordinary, that that is the size of the employee benefits today. I do not think it is generally realized. Now would it not be a good idea if some of the stuff that is produced by the Pay Research Bureau was made public?

[Translation]

Le bureau présente ces données sur les dépenses, et les analystes peuvent additionner les différentes indemnités et arriver ainsi au coût des avantages de l'employé. On les appelait les avantages sociaux, mais cette expression est tombée en désuétude en partie à cause de l'augmentation dramatique de leurs coûts depuis la fin des années 60. Ils représentent en fait un montant considérable. Les coûts varient grandement selon le genre d'industrie, mais en fait, certaines sociétés versent plus de 40 p. 100 du traitement en avantages à leurs employés.

M. Herbert: Êtes-vous donc disposé à dire qu'à votre avis, vu que les données elles-mêmes sont confidentielles, les 50 p. 100 versés en avantages sociaux dans le secteur public se rapprochent fort du pourcentage versé dans le secteur privé pour des employés dont la situation est comparable?

M. DesLauriers: Étant donné la neutralité et l'autonomie du Bureau de recherches sur les traitements dans le processus de négociation collective, ce dernier n'est pas en mesure, ni autorisé à établir de telles comparaisons. Pour ce qui est de votre question, il est difficile d'y répondre, car nous considérons le gouvernement du Canada comme un employeur et n'avons pas le pouvoir de divulguer le coût de ces avantages, vu que nous le jugeons comme tout autre employeur. Si le président du Conseil du Trésor déposait officiellement ces données, ces chiffres seraient évidemment représentatifs du gouvernement du Canada.

Toutefois, je puis vous offrir des données sur les coûts des différents éléments d'indemnisation à l'extérieur, afin de permettre une évaluation, mais vous comprendrez que notre rôle n'a jamais été d'analyser ces données en vue de déterminer que telle ou telle unité de négociation reçoit un traitement ou des avantages comparables au secteur privé, vu que nous demeurons neutres devant le processus de négociation . . .

M. Herbert: Mais, monsieur Brown, pour en revenir encore une fois à Finkelman, nous avons longuement discuté du bureau, et l'idée était d'arriver à la table de négociation avec une série de chiffres auxquels on puisse se fier, afin de partir au moins sur une base commune et de ne pas ergoter là-dessus. Par conséquent, si vous ne donnez pas au Conseil du Trésor des chiffres sur les avantages sociaux offerts dans le secteur privé, comment pourrait-on alors parler de la façon dont se comparent ces deux secteurs?

S'il s'agissait des anciens pourcentages de 14, 15 et 16 p. 100, des fluctuations d'un ou deux p. 100 n'auraient pas beaucoup d'importance, mais lorsqu'il s'agit de 50 p. 100 . . . j'ai été très étonné, lorsque cette réponse a été imprimée au Feuilleton, que les avantages prennent aujourd'hui une telle dimension. Je ne crois pas qu'on s'en rende compte, en général. Ne serait-ce pas une bonne idée de rendre publiques certaines des conclusions du Bureau de recherches sur les traitements?

[Texte]

• 2150

Mr. DesLauriers: All our data is indeed available on the outside markets for all of these elements of compensation—salaries, benefits, pensions, paid holidays. We cover virtually all of the elements that are normally considered in the compensation package, and this is available for the reader to analyse, if you will. These data are not secret to the bureau; they are published in aggregate form, representing the outside national market for broad categories of employees on the outside, and these are parallel and incidental with the internal situation in the Public Service of Canada.

The only specific point that I mentioned that is not available for me to divulge is that the Government of Canada, as employer, has its costs, and if they would authorize me to publish it, I would, but we treat all employers in terms of protecting their own particular costs . . . But these are available, as you mentioned earlier, Mr. Herbert, and our data on the outside is also available to anyone who would wish to see it.

Mr. Herbert: I think, Mr. Chairman, The Canadian Manufacturers' Association and the Chamber of Commerce are one of the other groups. Thank you.

The Chairman: Mr. Clarke.

Mr. Clarke: Mr. Chairman, I just wanted to ask the board about essential services—a question that comes up from time to time. Does the board have a view on what is an essential service, what should be an essential service, and how we might deal with stoppages in those essential services?

Mr. Brown: Well, I am going to give a reply that I think I gave at two previous appearances before this committee—I believe it was in June of 1980—where a not dissimilar question was posed. The board is called upon to interpret the act, and Section 79 of the act requires the board to determine those persons whose performance of duties in whole or in part are required for the safety or security of the public in the event of strike action.

What the board has been called upon to do, and there has been no further direction given, is to interpret what is meant by the words "safety or security of the public". Now, the board has been interpreting that language over the past dozen years, and there is a whole jurisprudence with respect to it. One thing I would say is that in the interpretation of it, even though it does not appear there, we have included by interpretation the word "health".

This whole question of what is required for the safety or security of the public has fairly recently come into issue with respect to the air traffic control group. What the board said in that particular case was that it involved emergency service: that which was required for the health and safety in terms of . . . of employees.

I might add that since the inception of that particular provision in respect of the air traffic control group, the parties themselves had agreed that was the interpretation that should be placed upon the safety and security of the public. I think we

[Traduction]

M. DesLauriers: En fait, les gens de l'extérieur peuvent avoir accès à toutes nos données sur ces éléments d'indemnisation—traitements, avantages, pensions, congés payés. Nous touchons à peu près tous ces éléments et n'importe qui peut consulter ces renseignements. Ils ne sont pas secrets mais publiés sous forme globale. Ils reflètent le marché extérieur à l'échelle nationale pour des catégories générales d'employés, établies corollairement et parallèlement au sein de la Fonction publique du Canada.

Le seul renseignement qui n'est pas disponible, comme je l'ai mentionné, est celui ayant trait aux coûts du gouvernement du Canada en tant qu'employeur. S'il m'autorisait à le publier, je le ferais, mais nous traitons tous les employeurs de la même façon quant à la non divulgation de leurs coûts . . . mais les autres renseignements sont disponibles, comme vous l'avez dit plus tôt, et nos données sur le marché extérieur peuvent également être vues par quiconque le demande.

M. Herbert: Monsieur le président, je crois que l'Association des fabricants du Canada et la Chambre de commerce sont un des autres groupes. Merci.

Le président: Monsieur Clarke.

M. Clarke: Monsieur le président, je voulais seulement poser une question au bureau su sujet des services essentiels—question qui revient de temps à autres. Le bureau a-t-il une opinion sur ce qui constitue un service essentiel et sur la façon de répondre aux arrêts de travail dans ce secteur?

M. Brown: Je vais vous donner une réponse que j'ai déjà donnée lors de deux comparutions précédentes devant le Comité: en juin 1980, je crois, à une question semblable. Le bureau est chargé d'interpréter la loi, et l'article 79 de cette dernière exige que la Commission décide quelles sont les personnes dont les fonctions sont, en tout ou en partie, des fonctions dont l'exercice est nécessaire dans l'intérêt de la sûreté ou de la sécurité du public.

La Commission a donc dû, et aucune autre ligne directrice n'a été émise, interpréter les termes «sûreté ou de la sécurité du public». C'est ce que fait la Commission depuis 12 ans, et il existe toute une jurisprudence à cet égard. Je mentionnerais que dans cette interprétation nous avons inclus le terme «sûreté» même s'il ne paraît pas dans l'article lui-même.

Toute la question de ce qui est nécessaire dans l'intérêt de la sûreté ou de la sécurité du public a récemment fait l'objet d'un débat en ce qui touche le groupe du contrôle du trafic aérien. Dans cette affaire, la Commission a déclaré qu'il s'agissait de services d'urgence, soit un service nécessaire dans l'intérêt de la santé et de la sûreté pour tant d'employés.

J'ajouterais que depuis l'introduction de cette disposition relative au groupe du contrôle du trafic aérien, les parties elles-mêmes ont convenu que telle devait être l'interprétation donnée à l'expression «sûreté ou sécurité du public». Nous

[Text]

are all aware that that is a matter that was challenged in the current round of negotiations with the air traffic control group by the Treasury Board. As the employer, the board maintained the position which the parties agreed on for a 12-year period and which was consistent with its own jurisprudence. That decision was not upheld. The employer took the board's decision to the Federal Court of Appeal. The Federal Court of Appeal did not agree with the board decision. That decision was then subsequently taken to the Supreme Court of Canada. The hearing before the Supreme Court of Canada was on February 2 of this year. We are now all awaiting a decision from the Supreme Court of Canada which may cast some light on this whole issue of what constitutes safety and security of the public.

• 2155

But coming back to our original question, the board is not the policy-maker other than in the case of interpretation and I do not think it would be appropriate for me this evening to try to volunteer any definition if the question is what is essential or for the well-being of the public, which is an entirely different question from what is posed and the language that is posed in the act we are called upon to administer.

Mr. Clarke: Do you think that changes in the act might be forthcoming in the event of either kind of a decision?

Mr. Brown: I am really not in a position to answer that. Only the government can provide that answer to you.

Mr. Clarke: Are you ever in a position of recommending that kind of thing to the government?

Mr. Brown: No, I am not.

Mr. Clarke: The board does not behave that way; if the board has difficulty with the act they would not recommend to the government that a change is needed.

Mr. Brown: I would simply say that, again going back to the hearing before this particular committee on June 12, 1980, growing out of that meeting, I submitted it to the Chairman of this committee, Mr. Gauthier, a number of recommendations which the board felt would assist it in the actual administration of the act. But what I said on that occasion, and I reiterate tonight, was that matters of policy in terms of what should be included in the act are a matter for the government of the day. If the government of the day should choose to consult with the board on any of these matters, I would simply say that I would certainly be prepared to offer an opinion.

Mr. Clarke: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Is that the letter we were discussing earlier today?

The Chairman: No, I think it is a document, if I am not mistaken. It is a document which was circulated to some members, called *Some problems encountered by the Public Service Staff Relations Board in the administration of the Public Service Staff Relations Act*.

[Translation]

sommes tous conscients que ceci a été contesté au cours des dernières négociations entre le groupe de la circulation aérienne et le Conseil du Trésor. En tant qu'employeur, le Conseil adoptait la position dont les parties avaient convenu pendant 12 ans et qui était conforme à sa propre jurisprudence. Cette décision n'a pas été maintenue. L'employeur a porté la décision de la Commission à la Cour d'appels fédérale. Cette cour n'a pas approuvé la décision de la Commission. Par la suite, cette décision a été soumise à l'attention de la Cour Suprême du Canada. La Cour Suprême du Canada a entendu cette cause le 2 février dernier. Nous attendons tous maintenant le jugement de la Cour Suprême du Canada qui donnera peut-être certaines explications sur ce qui constitue la sécurité et la sûreté du public.

Mais pour en revenir à notre première question, la commission n'est pas chargée d'élaborer les diverses actions à prendre, elle ne peut que les interpréter, et je ne pense pas que je devrais ce soir essayer de vous donner une définition quelconque si la question qui se pose est de savoir ce qui est essentiel ou ce qui sert le mieux les intérêts du public, ce qui est une question entièrement différente de celle qui est en fait posée dans la loi que nous sommes appelés à administrer.

M. Clarke: Pensez-vous que des modifications devraient être apportées à la loi quelle que soit la décision prise?

M. Brown: Je ne suis vraiment pas en mesure de répondre à cette question. Seul le gouvernement peut le faire.

M. Clarke: Êtes-vous en mesure de recommander ce genre de proposition au gouvernement?

M. Brown: Non, je ne le peux pas.

M. Clarke: La commission ne fonctionne pas ainsi; si la loi pose des problèmes à la commission, celle-ci ne recommanderait pas au gouvernement des modifications.

M. Brown: Pour revenir une fois de plus à ce qui a été dit devant ce Comité le 12 juin 1980, j'ai présenté, à la suite de cette séance, au président de ce Comité, M. Gauthier, un certain nombre de recommandations qui, de l'avis de la commission, l'aideraient à administrer la loi. Mais ce que j'ai dit à cette occasion, et je le répète ce soir, c'était que les questions de politique, c'est-à-dire ce que devrait stipuler la loi, relève uniquement du gouvernement. Si le gouvernement décide de consulter la commission à ce propos, je vous dirais très simplement que je serais tout à fait disposé à offrir mon opinion.

M. Clarke: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: S'agit-il de la lettre dont nous discutons plus tôt aujourd'hui?

Le président: Non, je pense qu'il s'agit d'un document, si je ne me trompe pas. C'est un document qui a été distribué à un certain député et qui s'intitule *Some problems encountered by the Public Service Staff Relations Board in the administration of the Public Service Staff Relations Act*, (Problèmes

[Texte]

Mr. Brown: That is consistent with what I have just said. Presumably, from what has just been said . . . Is this a document bearing my signature?

The Chairman: No, it just says "some problems" and at the end says "thank you." I do not suppose it bears your name, Mr. Brown; I am not giving any authorship to this. It is just a document which has been available to members upon request. I guess the chairman of this committee has been instrumental in trying to get that statement from somebody, but if you want a copy, Mr. Herbert, I will send you one, and Mr. Clarke.

Mr. Herbert: Just a point of order, really. The points Mr. Brown has been alluding to in the document, is that document available to the public in any form, in any place, in any way? It was not printed as an appendix to our *Minutes of Proceedings and Evidence*.

The Chairman: No.

Mr. Herbert: Has it been submitted in any form which the public can see the recommendations, the points that Mr. Brown has raised?

The Chairman: Not that I know of. I would sure like to have it circulated. If you want to read it first, Mr. Herbert, and then . . .

Mr. Herbert: I agree. I am cynical enough to feel that no matter what is recommended, after all these years we are not likely to see any changes in the legislation in the next foreseeable future.

The Chairman: Mr. Brown, I heard you say that by regulation you have included health in the designation process.

Mr. Brown: I am simply saying that I think it is fair to say that in the interpretation the board has given to safety and security of the public we have in essence encompassed in the definition health the physical well-being of citizens of this country when we are looking at safety and security.

The Chairman: If my memory serves me right, health had a wider definition than that in the committee meetings. Health could involve even tests that were going on in, say, scientific matters where certain animals were being used to prove or disprove certain theories, and where a strike in that particular laboratory would put that whole health, *entre guillemets*, in jeopardy if they did strike and therefore the people were judged to be essential in the services they were rendering to that lab. I mean, there is a whole . . . I do not want to open up this whole discussion, but if you have included health, I would be interested in finding out or having a reading about how you did it, because we did recommend that health be added to the other two factors of security and safety.

[Traduction]

rencontrés par la Commission des relations de travail dans la Fonction publique à propos de l'administration de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique).

M. Brown: Cela est tout à fait conforme à ce que je viens de dire. Ce document porte-t-il ma signature?

Le président: Non, on y lit simplement: «problèmes» et à la fin «merci». Je suppose que ce document ne porte pas votre nom, monsieur Brown; je ne sais pas qui en est l'auteur. Il s'agit simplement d'un document qui a été distribué aux députés sur leur demande. Je crois que le président de ce Comité a essayé d'obtenir cette déclaration de quelqu'un mais si vous en voulez un exemplaire, monsieur Herbert, je vous en enverrai un ainsi qu'à M. Clarke.

M. Herbert: Un rappel au Règlement. A propos des points auxquels M. Brown fait allusion dans le document, ce dernier a-t-il été rendu public sous une forme ou une autre? Il n'a pas été imprimé en annexe de nos *Procès-verbaux et témoignages*.

Le président: Non.

M. Herbert: Ce document a-t-il été publié permettant ainsi au public de lire les recommandations, les points que M. Brown vient de soulever?

Le président: Je ne crois pas, autant que je sache. J'aimerais cependant le voir distribuer. Si vous désirez le lire d'abord, monsieur Herbert; et après . . .

M. Herbert: D'accord. Mon scepticisme est assez profond pour penser que quelles que soient les recommandations que renferme ce document, il est peu probable que des modifications soient apportées à la loi au cours d'un avenir prévisible après toutes ces années.

Le président: Monsieur Brown, je vous ai entendu dire que vous avez inclus la santé dans le processus de désignation par voie de règlement.

M. Brown: Je voudrais tout simplement dire que dans l'interprétation qu'a donnée la commission de la sécurité du public, nous avons en fait introduit dans la définition de la santé, le bien-être physique des citoyens de ce pays lorsqu'il s'agit de sécurité.

Le président: Si ma mémoire ne me fait pas défaut, la définition du mot «santé» est plus vaste que celle qu'en donnent les comités. La santé pourrait également inclure des recherches faites dans certains domaines scientifiques où certains animaux sont utilisés pour infirmer ou confirmer certaines théories; si une grève avait lieu dans un laboratoire-oeuvrant à cette recherche, tout le système de santé, *entre guillemets*, serait menacé si les employés y faisaient grève et par conséquent les services de ceux-ci seraient considérés comme étant essentiels. Je veux dire, c'est tout un . . . Je ne voudrais pas approfondir toute cette question, mais si vous y avez inclus la santé, je voudrais savoir comment vous y êtes parvenus, car nous avons en fait recommandé que la santé soit ajoutée aux deux autres facteurs que sont la sécurité et la sûreté.

[Text]

• 2200

Mr. Brown: Well, this has come up in a couple of instances where, when it came to the designation of employees, one of the matters that was considered was whether certain social welfare programs were required for the safety and security of the public. The board took into account that if this particular program was withdrawn, it would be difficult for somebody to survive if they could not get a particular pension. It also came up when we were dealing with meat inspectors. That is another situation, a former situation that is currently subject to a court challenge.

The Chairman: It is?

Mr. Brown: Yes . . . within the data processing, which it again relates to the same issue.

The Chairman: A court challenge means the Federal Court?

Mr. Brown: Yes.

The Chairman: Well, it is 10 o'clock and I want to thank Mr. Brown and his assistants and directors for coming tonight and talking with us. I think the meeting was interesting and I wish you the best. We will see you next year.

Mr. Brown: Right. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you. This meeting is adjourned.

[Translation]

M. Brown: Bien, on en a déjà eu un ou deux exemples où, lorsqu'il s'est agi de désigner des employés, une des questions à l'ordre du jour était de savoir si certains programmes d'aide sociale étaient nécessaires à la sécurité du public. La Commission s'est dit que si ce programme était abrogé, il aurait été difficile de survivre si les gens ne pouvaient pas obtenir leur retraite. Cette question a également été abordée lorsque nous avons étudié le cas des inspecteurs des viandes. Mais c'est une tout autre situation qui fait en ce moment l'objet de poursuites judiciaires.

Le président: Ah oui?

M. Brown: Oui . . . Cela porte sur le traitement des données qui porte sur la même question.

Le président: Par poursuites judiciaires, vous voulez dire la Cour fédérale?

M. Brown: Oui.

Le président: Bien, il est 22h00 et j'aimerais remercier M. Brown et ses collaborateurs et directeurs d'être venus ce soir nous parler. Je crois que cette séance a été intéressante et je vous souhaite bonne chance. Nous vous retrouverons l'année prochaine.

M. Brown: En effet. Merci, monsieur le président.

Le président: Merci. La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESSES—TÉMOINS

From the Public Service Staff Relations Board:

Mr. J.H. Brown, Chairman;
Mr. D.H. Kates, Deputy Chairman;
Mr. L. Mitchell, Deputy Chairman;
Mr. L. Labrecque, Acting Director of Administration;
Mr. R.C. DesLauriers, Director General, Pay Research Bureau.

De la Commission des relations de travail dans la Fonction publique:

M. J.H. Brown, président;
M. D.H. Kates, président suppléant;
M. L. Mitchell, président suppléant;
M. L. Labrecque, directeur intérimaire de l'administration;
M. R.C. DesLauriers, directeur-général du Bureau de recherches sur les traitements.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 82

Tuesday, May 4, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 82

Le mardi 4 mai 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 25 and 30—
Comptroller General under TREASURY BOARD

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédits 25 et 30—
Contrôleur général sous la rubrique CONSEIL DU
TRÉSOR

APPEARING:

The Honourable Donald Johnston,
President of the Treasury Board

COMPARAÎT:

L'honorable Donald Johnston,
président du Conseil du Trésor

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Cousineau
Appolloni (Mrs.)	Deniger
Bachand	Halliday
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Herbert
Clarke (<i>Vancouver Quadra</i>)	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

King	Schroder
Lambert	Smith
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Murphy	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Monday, May 3, 1982:

Mr. Murphy replaced Mr. Robinson (*Burnaby*).

On Tuesday, May 4, 1982:

Mr. Anguish replaced Mr. Orlikow;

Mr. Kelly replaced Mr. Dubois;

Mr. Bachand replaced Mr. Dion (*Portneuf*);

Mr. Stevens replaced Mr. Gass;

Mr. Halliday replaced Mr. Gilchrist.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le lundi 3 mai 1982:

M. Murphy remplace M. Robinson (*Burnaby*).

Le mardi 4 mai 1982:

M. Anguish remplace M. Orlikow;

M. Kelly remplace M. Dubois;

M. Bachand remplace M. Dion (*Portneuf*);

M. Stevens remplace M. Gass;

M. Halliday remplace M. Gilchrist.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 4, 1982
(99)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:32 o'clock p.m., this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Anguish, Bachand, Gauthier, Halliday, Herbert, Kelly and Lambert.

Other Member present: Mr. Kilgour.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Appearing: The Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Office of the Comptroller General of Canada: Mr. H.G. Rogers, Comptroller General of Canada; Mr. W. Bindman, Deputy Comptroller General, Management Practices Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 25 and 30—Comptroller General under TREASURY BOARD.

In accordance with a motion passed by the Committee at the meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the document entitled: "Opening statement by the Honourable Donald J. Johnston, President of the Treasury Board to the Standing Committee on Miscellaneous Estimates, May 4, 1982" be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "MEST-29"*).

The Minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:09 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 4 MAI 1982
(99)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15 heures 32 sous la présidence de M. Gauthier (président).

Membres du Comité présents: Messieurs Anguish, Bachand, Gauthier, Halliday, Herbert, Kelly et Lambert.

Autre député présent: M. Kilgour.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Comparaît: L'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor.

Témoins: Du Bureau du contrôleur général du Canada: M. H.G. Rogers, Contrôleur général du Canada et M. W. Bindman, sous-contrôleur général, Direction des pratiques de gestion.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 25 et 30—Contrôleur général sous la rubrique CONSEIL DU TRÉSOR.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que le document intitulé: «Allocution d'ouverture prononcée le 4 mai 1982 par l'honorable Donald J. Johnston, président du Conseil du Trésor, à la réunion du Comité permanent des prévisions budgétaires en général» soit joint au procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *Appendice "MEST-29"*).

Le ministre fait une déclaration puis, avec les témoins, répond aux questions.

A 17 heures 09, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, May 4, 1982

• 1532

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous reprenons l'étude des prévisions budgétaires en général.

The Orders of the Day are the main estimates 1982-83.

With the consent of the committee, I shall call Votes 25 and 30—Comptroller General, under the Treasury Board.

TREASURY BOARD

B—Comptroller General—Management Practices and Controls Program

Vote 25—Management Practices and Controls—Programs expenditures and.....\$10,716,000

Vote 30—Implementation Assistance—to supplement other votes.....\$7,400,000

The Chairman: I would like to introduce to you the Honourable Donald Johnston, President of the Treasury Board, accompanied by Mr. H.G. Rogers, the Comptroller General of Canada.

Mr. Minister, could you introduce the other people at the head table, so that we could identify your acolytes?

Mr. H.G. Rogers (Comptroller General of Canada): Mr. Chairman, the minister has asked me to introduce the members of my staff. To my immediate right is Mr. Bill Bindman, Deputy Comptroller General, Management Practices Branch; to his right is Mr. Don Lusby, Director, Financial Services, Administration Branch, which serves my office as well as Treasury Board Secretariat in the Department of Finance; to the left of the minister is Mr. Jacques Léger, Deputy Comptroller General, Policy Development Branch; and to his left, Mr. Jim Brophy, Deputy Comptroller General, Program Evaluation Branch.

The Chairman: Thank you, Mr. Rogers.

I understand, Mr. Johnston, you have a statement to make, an opening statement. If you would proceed, sir, and then we will take the questions.

L'honorable Donald Johnston (président du Conseil du Trésor): Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, je suis très heureux d'avoir l'occasion d'examiner aujourd'hui les plans de dépenses du Bureau du contrôleur général (B.C.G.) de concert avec les membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le budget total du Bureau pour l'année en question, c'est-à-dire 1982-1983, s'élève à 19.1 millions de dollars et 236 années-personnes. Ces chiffres indiquent une hausse de 1.9

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mardi 4 mai 1982

The Chairman: Order, please. We resume consideration of the Main Estimates.

Notre ordre du jour est le Budget principal 1982-1983.

Avec l'accord du Comité, je mets en délibération les crédits 25 et 30—Contrôleur général, sous la rubrique Conseil du Trésor.

CONSEIL DU TRÉSOR

B—Contrôleur général—Programme des pratiques et contrôles de gestion

Crédit 25—Pratiques et contrôles de gestion—Dépenses du programme.....\$10,716,000

Crédit 30—Aide à la mise en oeuvre—Pour ajouter à d'autres crédits.....\$7,400,000

Le président: J'aimerais vous présenter l'honorable Donald Johnston, président du Conseil du Trésor, accompagné de M. H.G. Rogers, contrôleur général du Canada.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous présenter les autres personnes qui vous accompagnent, afin que nous sachions qui sont vos acolytes?

M. H.G. Rogers (contrôleur général du Canada): Monsieur le président, le ministre m'a demandé de présenter les membres de mon équipe. Immédiatement à ma droite se trouve M. Bill Bindman, sous-contrôleur général, Direction des pratiques de gestion; à sa droite, M. Don Lusby, directeur des services financiers, Direction générale de l'administration, qui travaille pour moi, ainsi que pour le secrétariat du Conseil du Trésor, au ministère des Finances; à la gauche du ministre se trouve M. Jacques Léger, sous-contrôleur général, Direction de l'élaboration des politiques; et à sa gauche, M. Jim Brophy, sous-contrôleur général, Direction de l'évaluation des programmes.

Le président: Merci, monsieur Rogers.

Je crois comprendre, monsieur Johnston, que vous avez une déclaration préliminaire. Si vous voulez bien commencer, monsieur, nous passerons ensuite aux questions.

Hon. Donald Johnston (President of the Treasury Board): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, I welcome the occasion today to discuss the spending plans of the Office of the Comptroller General (OCG) with members of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

The total estimates for the Office in 1982-83 are \$19.1 million and 236 person years. This represents an increase of \$1.9 million, but a decrease of 37 person years from 1981-82.

[Texte]

millions de dollars et une diminution de 37 années-personnes par rapport à 1981-1982.

The Office of the Comptroller General will utilize these resources, to develop, promote, and monitor the establishment and improvement of management practices and controls across the public service.

• 1535

The \$19.1 million and 236 person-years will be allocated to two programs; the Management Practices and Controls Program, whose cost is estimated at \$11.7 million, and the Implementation Assistance Program, known under the acronym of IAP, with an estimated cost of \$7.4 million.

The Office of the Comptroller General is requesting an increase of 13 person-years for the Management Practices and Controls Program. Later in my opening remarks, I will discuss the need for these additional person-years to implement revisions to the estimates and for new work on the public accounts.

The increase of 13 person-years for the Management Practices and Controls Program will be offset by an estimated reduction of 50 person-years in the Implementation Assistance Program.

Now a word, Mr. Chairman, about the Implementation Assistance Program. I indicated that it was known as IAP. It is a program of short-term resource assistance available to departments involved in the project known as IMPAC, a Program to Improve Management Practices and Controls. Through IAP, the Office of the Comptroller General provides resources over the short-term—

Mr. Lambert: On a point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lambert, on a point of order.

Mr. Lambert: Mr. Johnston has been good enough to supply us with a copy of his remarks at this time, and I notice that he is following them very faithfully. Since we have only 80 to 90 minutes, I wonder if, in the interest of time, we could take these remarks as having been read; they could be entered into the record as they appear, and we could proceed to the questioning.

The Chairman: If it is the will of the committee, Mr. Lambert, I have no objections. Do I hear any objections to the suggestion made?

Mr. Kelly?

Mr. Kelly: What is the traditional practice of things?

The Chairman: Both are traditional; we do both. The committee is the master of its own work.

Mr. Johnston: Well, I am in your hands, Mr. Chairman. Might I make a suggestion? Perhaps I could very quickly, Mr. Lambert, simply tell you the points upon which my statement touches, so as to alert members to questions they may want to raise. That will take me, say, one minute—

[Traduction]

Le Bureau du contrôleur général utilisera ces ressources pour élaborer, favoriser et contrôler l'établissement et le perfectionnement de pratiques et de contrôles de gestion dans l'ensemble de la fonction publique.

Le montant de 19.1 millions de dollars et les 236 années-personnes seront affectés à deux programmes: celui des pratiques et contrôles de gestion, dont le coût est évalué à 11.7 millions de dollars, et celui de l'aide à la mise en oeuvre, connu sous le sigle PAMO, dont le coût est estimé à 7.4 millions de dollars.

Le Bureau du contrôleur général demande 13 années-personnes de plus pour le Programme des pratiques et contrôles de gestion. J'examinerai plus tard le besoin de ces années-personnes supplémentaires pour apporter des révisions au budget des dépenses et pour effectuer un nouveau travail concernant les comptes publics.

L'accroissement de 13 années-personnes pour le Programme des pratiques et contrôles de gestion sera compensé par une réduction estimative de 50 années-personnes relativement au Programme d'aide à la mise en oeuvre.

Un mot maintenant, monsieur le président, au sujet du Programme d'aide à la mise en oeuvre. J'ai indiqué qu'il était connu sous le sigle PAMO. Ce programme permet de fournir, à court terme, des ressources supplémentaires aux ministères qui participent à un projet connu sous le sigle PPCG, qui vise le perfectionnement des pratiques et des contrôles de gestion. Au moyen du PAMO, le Bureau du contrôleur général fournit aux ministères, au besoin et à court terme, des ressources supplémentaires...

M. Lambert: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Le président: M. Lambert invoque le Règlement.

M. Lambert: M. Johnston a eu la bonté de nous faire parvenir une copie de sa déclaration, et je constate qu'il suit son texte très fidèlement. Étant donné que nous n'avons que 80 ou 90 minutes, je me demande si nous ne pourrions pas considérer cette déclaration comme ayant été lue; elle pourrait être imprimée dans le compte rendu et nous pourrions passer directement aux questions.

Le président: Si c'est la volonté du Comité, monsieur Lambert, je n'ai pas d'objection. Y a-t-il des objections?

Monsieur Kelly?

M. Kelly: Quelle est la coutume?

Le président: Les deux méthodes sont traditionnelles. Le Comité est maître de ses propres décisions.

M. Johnston: Monsieur le président, je m'en remets à votre décision. Pourrais-je faire une suggestion? Monsieur Lambert, je pourrais peut-être faire un bref résumé des points importants de ma déclaration, pour aider les députés dans leur travail. Cela me prendra, disons, une minute...

[Text]

Mr. Lambert: Well, fine; I am quite prepared even to give you three or four, but—

Mr. Johnston: —if that would be the preference of the committee. I am not suggesting that, but I am quite happy to do that and to—

The Chairman: What if we compromise, Mr. Minister? We will give you three or four minutes, as Mr. Lambert says, and you will go rapidly through pages and tell us what it is in this statement.

Mr. Johnston: Yes, indeed.

Well, I have mentioned that the comments deal with the Implementation Assistance Program. I think members are probably familiar with IMPAC, and this program is to provide short-term resource assistance for IMPAC. The details of that, the causes of that, are set forth and may be the subject of some questioning during the course of these comments.

We also have a section in the statement dealing with Management Practices and Controls Program per se. These activities, as members also probably know, include financial and operational management policy, management practices, internal audit, program evaluation, reporting to Parliament, and administration.

The statement then deals in turn with management practices, going on through that to the program evaluation. This is an area, Mr. Chairman, where there has been considerable progress during the past year and upon which I would invite members to ask questions, either to me or to officials present, because I believe that this is probably one of the most important areas the office is currently undertaking. It ties into the whole resource-allocation issue, into the program of expenditure management system—that is, the Cabinet resource and policy committees. So I would hope that we would have an opportunity of dealing with that further.

In addition, we deal at some length with the progress that has been made in the area of—

vérification interne. Encore une fois, il y a pas mal de progrès dans ce domaine-là, et c'est également un élément extrêmement important de notre gestion.

So I would hope that this question of internal audit will also be dealt with.

Again, there is the financial and operational management policy, which should also, I think, be of interest to members.

On reporting to Parliament, the committee is already familiar with much of what we have done in the area of performing the estimates. Part I was tabled for the second time this year in live form, and we increased the number of Part IIIs this year. That program is on schedule, and my recollection is that it will be completed by the year 1985-86. Is that all right, Mr. Rogers? I think this is very important, particularly from the

[Translation]

M. Lambert: Très bien; je suis même prêt à vous donner trois ou quatre minutes, mais . . .

M. Johnston: . . . si c'est ce que le Comité désire. Ce n'est pas ce que je propose, mais je suis tout à fait prêt à le faire et . . .

Le président: Que penseriez-vous d'un compromis, monsieur le ministre? Nous vous donnons trois ou quatre minutes, comme l'a proposé M. Lambert, au cours desquelles vous parcourrez rapidement les pages de votre déclaration pour nous dire ce qu'elles contiennent.

M. Johnston: D'accord.

Je vous ai dit que ces remarques portaient sur le Programme d'aide à la mise en oeuvre. Je crois que les députés connaissent le PPCG, et ce Programme d'aide à la mise en oeuvre doit permettre de fournir, à court terme et en fonction des besoins, des ressources supplémentaires aux ministères qui participent à un PPCG. Cette partie de ma déclaration vous donne des détails au sujet de ce programme, et vous trouverez peut-être utile de poser des questions.

Une autre partie de ma déclaration est consacrée au Programme des pratiques et contrôles de gestion en tant que tel. Ces activités, comme les députés doivent également le savoir, incluent les politiques de gestion financières et opérationnelles, les pratiques de gestion, la vérification interne, l'évaluation des programmes, les rapports au Parlement et l'administration.

Je commente tout d'abord les pratiques de gestion, puis je passe à l'évaluation des programmes. C'est un domaine, monsieur le président, dans lequel les progrès ont été considérables au cours de l'année passée, et j'inviterais les députés à me poser des questions, ou à en poser aux fonctionnaires présents, car je crois que c'est probablement une des activités les plus importantes du bureau actuellement. Toute la question de l'affectation des ressources est liée au programme des systèmes de gestion des dépenses, c'est-à-dire aux décisions prises par les comités de politiques et de ressources du Cabinet. J'espère donc que nous aurons l'occasion d'y revenir.

De plus, nous parlons longuement des progrès réalisés dans le domaine de la . . .

internal audit. Once again, a lot of progress has been made in that area, and it is also a very important component of management.

J'espère donc que cette question de la vérification interne fera également l'objet de questions.

Ensuite, je passe à la politique de gestion financière et opérationnelle qui, je pense, devrait également intéresser les députés.

Pour ce qui est des rapports au Parlement, vous êtes au courant des initiatives que nous avons prises pour réviser la présentation du Budget des dépenses. La partie I a été déposée pour la deuxième fois cette année, et nous avons augmenté le nombre de brochures constituant la partie III. Ce programme est dans les délais, et si ma mémoire est exacte, tout devrait être terminé d'ici à 1985-1986. C'est bien cela, monsieur

[Texte]

point of view of parliamentarians and, I might say, particularly from the point of view of this committee in examining various departments on the content, performance, and performance measurement of various programs under their respective jurisdictions.

• 1540

There have been some additional person-years requested with respect to the estimates project, and I am sure Mr. Rogers and his officials would be very pleased to explain technically why these additional resources are required.

Mr. Chairman, I do not know if I need go much further than that. I think that gives a broad overview of the areas that are touched upon, and I have no objection to accepting—

la suggestion de notre collègue, M. Lambert.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Lambert, dix minutes.

Mr. Lambert: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to turn to page 4, item 2 of the minister's statement, headed up: Program Evaluation.

The Chairman: I take it, by the way, that these minutes, Mr. Lambert, will be appended as read.

Mr. Lambert: Oh, yes. Not appended, taken as read right at the start—part of the record—so that it makes the thing sensible.

Mr. Herbert: Technically it is going to be difficult for the printing staff. Where are you going to fit it in? It can be printed as an appendix.

The Chairman: We will leave it to the clerk.

Mr. Lambert: I have always been bothered, and I have spoken to you and to your predecessors in committee, with regard to the purpose of the Treasury Board and certainly its secretariat and the central administration that has to do with program evaluation. But insofar as members of Parliament are concerned, those are the deepest and darkest state secrets that man has devised—we are not to see them. Frankly, I am absolutely puzzled as to the thinking behind that.

Parliament is there to set policy, to which the Cabinet in theory—anyways in theory—is responsible. The administration is in the hands of the public service to assist the ministers. Programs are instituted by Parliament at the behest of the government. That may be the Cabinet who have their source, whether it may be within their party policy or it may become as a matter of recommendation of caucuses or, as time goes on in an administration, up to as high as 70 to 80 per cent coming up from the administration.

Now these programs are evaluated. Naturally, Mr. Rogers' office has a great deal to do with program evaluation. But, by God, nobody sees it other than the interested person—either the deputy minister of the department in issue or possibly some

[Traduction]

Rogers? Je crois que c'est très important, surtout du point de vue des parlementaires et, j'ajouterai, tout particulièrement du point de vue de ce Comité, qui mesure la performance des programmes relevant des divers ministères.

Des années-personnes supplémentaires ont été demandées pour ce projet de réforme du budget des dépenses, et je suis certain que M. Rogers et ses collaborateurs se feront un plaisir de vous donner les raisons techniques du besoin de ces ressources supplémentaires.

Monsieur le président, je crois que je peux m'en tenir là. C'est un aperçu très général des diverses activités, et je n'ai aucune objection à accepter . . .

the suggestion of our colleague, Mr. Lambert.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Lambert, ten minutes.

M. Lambert: Merci, monsieur le président.

J'aimerais aller directement à la page 5 de la déclaration du ministre et à la rubrique intitulée: Évaluation des programmes.

Le président: Je suppose, monsieur Lambert, que cette déclaration sera annexée.

M. Lambert: Oh, oui. Pas annexée, mais incluse au tout début de la réunion, comme si elle avait été lue, pour qu'il y ait une suite logique.

M. Herbert: D'un point de vue technique, cela va causer des problèmes aux responsables de l'impression. Ou va-t-on la faire figurer? Elle peut être imprimée en annexe.

Le président: Le greffier décidera.

M. Lambert: Comme je vous en ai déjà parlé, ainsi qu'à vos prédécesseurs, l'intervention du Conseil du Trésor, de son secrétariat et de son administration centrale en particulier, en matière d'évaluation des programmes m'a toujours posé des problèmes. Pour les parlementaires, cela correspond aux secrets d'État les plus insondables et les plus sombres que l'homme ait jamais inventés—cela doit rester secret pour nous. Franchement, je n'arrive pas à comprendre la logique de ces secrets.

Le Parlement a pour tâche de déterminer des politiques dont le Cabinet, en théorie—en théorie, du moins—a la responsabilité d'exécution. La fonction publique a la responsabilité d'aider les ministres à les appliquer. Les programmes sont votés par le Parlement sur ordre du gouvernement. Ces programmes trouvent parfois leur origine au Cabinet, parfois dans la politique du parti au pouvoir, parfois dans les caucuses, ou parfois, et de plus en plus, jusqu'à 70 ou 80 p. 100, dans l'administration elle-même.

Ces programmes sont évalués. Naturellement, les responsabilités du bureau de M. Rogers en matière d'évaluation des programmes sont grandes. Mais personne, mis à part l'intéressé, qu'il s'agisse du sous-ministre ou des sous-ministres

[Text]

other cabinet deputy ministers. At least, this is how it was explained to me by a former secretary to the Treasury Board.

Now, how on earth a government could ask its supporters to either extend or continue or to vary a plan without some expert assessment that comes up from those people who are carrying out the program, I fail to see. Mr. Chairman, it is always . . . They may say: We have to keep it away from the opposition, because we might get our fingers burned. But on the other hand, members of Parliament are to be treated alike.

And I frankly, Mr. Minister, through you, Mr. Chairman, would like to know what the official reluctance is to letting us have a look at some of this evaluation. Some of that evaluation might be helped by some of the members of Parliament. There are some intelligent members—I will even go so far as to say on both sides of the House.

• 1545

Mr. Johnston: You are very generous today, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Yes, even amongst the ministers, some of the other ministers. We are all working for the same cause, we are working for the good of the people of this country. We are not out for internecine war or some sorts of funny games—at least we should not be. Would you let me have your views on that?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, through you to Mr. Lambert, I really do not have much quarrel with anything Mr. Lambert has said. I regard this whole area of program evaluation as being fundamental to the efficiency and effectiveness of government. The directive on program evaluation, as I recall, was developed under one of my predecessors, I think back in 1977. During that period, and perhaps when you had discussions with other secretaries of the board or perhaps other ministers, I do not really know whether any policy had been developed with respect to how those evaluations should be treated. I recall having an ad hoc committee struck. I think it was when I was actually member of the opposition and you may very well have been there. I think it was the initiative of Peter Dobell to discuss whether these program evaluations should be available to Parliament, or how they should be dealt with by Parliament.

Mr. Lambert, let me put it this way: The directive has been there for many years but the actual program evaluation methodology and mechanism has really only recently been established, in a large number of departments, through the Office of the Comptroller General; that is, to establish independent evaluation teams. I see those evaluations as having several purposes. I would like to see them, first of all, being used in the context of resource allocation by policy committees of Cabinet. I would like to see them used in the context of overall committee reform of the House, so that they would be available to members of Parliament in perhaps committees such as these or others that are—

Mr. Lambert: Small committees.

[Translation]

d'autres ministères, n'en a connaissance. Tout du moins, c'est ce que m'a expliqué un ancien secrétaire du Conseil du Trésor.

Comment le gouvernement peut-il demander à ses sympathisants d'élargir, de proroger ou de modifier un programme sans consulter les administrateurs de ce programme? Je ne comprends pas. Monsieur le président, c'est toujours . . . Ils vous répondent parfois: nous devons les cacher à l'opposition, pour ne pas nous brûler les doigts. Les parlementaires doivent être traités sur un pied d'égalité.

Monsieur le ministre, j'aimerais connaître la raison officielle pour laquelle on nous refuse l'accès à certaines de ces évaluations. Certaines de ces évaluations pourraient être facilitées par certains parlementaires. Il y a des parlementaires intelligents . . . j'irais même jusqu'à dire des deux côtés de la Chambre.

M. Johnston: Vous êtes très généreux, aujourd'hui, monsieur Lambert.

M. Lambert: Oui, même parmi les ministres, certains des autres ministres. Notre cause est commune, c'est le bien de la population de notre pays. Nous ne sommes pas là pour nous détruire mutuellement ou jouer à des jeux idiots . . . tout du moins, nous ne le devrions pas. Voudriez-vous me dire ce que vous en pensez?

M. Johnston: Monsieur Lambert, je ne conteste pas vraiment ce que vous venez de dire. Je considère que ces évaluations sont à la base même de l'efficacité et de l'efficacéité du gouvernement. Si je me souviens bien, la directive concernant l'évaluation des programmes a été mise au point par un de mes prédécesseurs, en 1977. Au cours de cette période, et vous en avez peut-être discuté avec d'autres secrétaires du Conseil, ou peut-être avec d'autres ministres, que je sache, aucune politique concernant ces évaluations n'a été arrêtée. Je me souviens de la formation d'un comité spécial. Je crois que c'était lorsque j'étais membre de l'opposition, et il se peut fort bien que vous faisiez partie de ce comité. Je crois que c'est Peter Dobell qui a demandé si ces évaluations de programmes devraient être communiquées au Parlement. C'est lui qui a lancé le débat.

Monsieur Lambert, cette directive existe depuis de nombreuses années, mais les méthodes et les techniques à utiliser n'ont été arrêtées que tout dernièrement, dans un grand nombre de ministères, grâce au Bureau du contrôleur général, c'est-à-dire grâce à la formation d'équipes indépendantes d'évaluation. Selon moi, ces évaluations devraient servir plusieurs objectifs. Tout d'abord, j'aimerais qu'elles soient utilisées dans le contexte de l'affectation des ressources décidée par les comités politiques du Cabinet. J'aimerais qu'elles servent dans le contexte de la réforme générale des comités de la Chambre, afin qu'elles soient utilisées par les membres de comités comme celui-ci, ou d'autres qui sont . . .

M. Lambert: De petits comités.

[Texte]

Mr. Johnston: Perhaps smaller committees. I see no reason why they should not be. In fact, I think the programs, if anything, could be improved. It is a better technique, I believe—from what I have been told and what I have been able to learn—than, for example, sunseting programs automatically, that programs should be subject to periodic evaluation. In this manner, the resources of the taxpayer are better applied.

I would also like to say that, as part of the whole regulatory reform approach, the program evaluation will be extended, or is being extended, to regulatory programs as well, which I think is very important. Again, not only do I not have any objection, I would hope that in the course of parliamentary reform a mechanism will be established for these to come before parliamentary committees as well, all these evaluations.

I really do not have any quarrel with what you say. I agree with you. We are all interested in an effective application of taxpayers' dollars and program evaluation is absolutely fundamental to that. It is fundamental, I think, to enabling the government also to make objective decisions on existing programs, getting into some programs that have been there for some years and should be evaluated to determine whether they are achieving their objectives and whether they should be modified to achieve those objectives, or whether those objectives, in fact, are still applicable. I would recall, Mr. Chairman, to Mr. Lambert, some of the comments of the Economic Council of Canada in its report—I believe it is now of last June—when they made that very point, that some programs can be introduced at a given point in time with a legitimate set of goals and objectives, but over a period of years no one bothers to reassess whether those objectives are still valid or whether those objectives are still being attained. Again, here is a role, it seems to me, for program evaluation on a cyclical basis.

That is my view. I do not know whether Mr. Rogers might care to add something to that.

• 1550

Mr. Lambert: Might I add just one remark to that to reinforce—

The Chairman: Your last question.

Mr. Lambert: The Auditor General, some three or four years ago, charged that government had lost financial control, that there was no financial management left, basically because there was no program evaluation. Things just went on and kept rolling like the proverbial top.

It seems to me that this is what we are after. First of all, you have to have financial control—that is, the management of your expenditures—and then program evaluation, all rolled into one. There members of Parliament as such should participate, because how on earth can government be helped in this field at all if their own backbenchers are completely kept out?

[Traduction]

M. Johnston: Peut-être de plus petits comités. Je ne vois pas de raison contraire. J'estime, en fait, que ces programmes ne pourraient qu'y gagner. C'est une meilleure technique, je crois—d'après ce qu'on m'a dit et d'après ce que j'ai pu apprendre—les programmes devraient être soumis à une évaluation périodique plutôt que de devenir automatiquement caducs, par exemple. De cette manière, il y a meilleure utilisation des deniers des contribuables.

J'aimerais également ajouter que, dans le cadre de la réforme généralisée de la réglementation, l'évaluation des programmes sera élargie, ou est en train d'être élargie, également aux programmes de réglementation, ce qui, à mon avis, est très important. Non seulement je n'y vois pas d'objections, mais j'espère qu'au cours de la réforme parlementaire, une méthode permettra aux comités parlementaires d'étudier également ces évaluations.

Je ne conteste pas du tout votre point de vue, je suis d'accord avec vous. Une utilisation efficace de l'argent des contribuables nous intéresse tous, et l'évaluation des programmes est absolument fondamentale. Il est fondamental, à mon avis, de permettre aussi au gouvernement de prendre des décisions objectives quant aux programmes existants, d'évaluer les programmes en place déjà depuis un certain nombre d'années, pour déterminer s'ils atteignent leurs objectifs ou s'ils devraient être modifiés pour atteindre ces objectifs, ou si d'autres objectifs, en fait, devraient leur être fixés. Monsieur le président, je rappellerais à M. Lambert certains des commentaires contenus dans le rapport du Conseil économique du Canada—rapport de juin dernier, si je ne m'abuse—où il est dit justement que certains programmes peuvent être institués à un moment donné et correspondre à des séries d'objectifs tout à fait légitimes, mais qu'au bout d'un certain nombre d'années, personne ne semble s'inquiéter de savoir si ces objectifs sont toujours valables et si ces objectifs sont toujours atteints. Il me semble que cette évaluation des programmes devrait se faire d'une façon cyclique.

C'est mon point de vue; je ne sais si M. Rogers voudra ajouter quelque chose.

M. Lambert: Puis-je simplement ajouter une dernière remarque, pour étayer...

Le président: C'est votre dernière question.

M. Lambert: Il y a trois ou quatre ans, le vérificateur général a affirmé que le gouvernement ne maîtrisait plus la situation financière, que la gestion financière était devenue non existante, et que cela était dû principalement au fait qu'il n'y avait pas d'évaluation des programmes. Mais les choses ont continué de plus belle à aller à vau-l'eau.

Je crois que c'est là ce que nous devons rechercher. Tout d'abord, il faut avoir le droit de regard en matière financière—c'est-à-dire la gestion des dépenses—et il faut ensuite mettre en place l'évaluation des programmes, et les deux processus ne doivent faire qu'un. Les députés devront pouvoir participer, car

[Text]

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: I really have very little quarrel with anything Mr. Lambert has put forward.

Mr. Lambert: Thank you, Mr. Minister.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

I want to go on record once again as deploring the fact that there has been no meaningful legislation introduced into the House affecting the public service for the past 10 years that I have been here and hoping that the minister can bring in some legislation this fall, at least to clean up some of the problems which we have and of which we are all aware.

I did not really know what area to tackle, so I thought probably I would tackle a question that should interest the minister.

The President of the Treasury Board has the major responsibility, and therefore, presumably, a major interest, in the public service. The President of the Treasury Board also happens to be the only anglophone minister from the Province of Quebec, and therefore, whether or not that responsibility is designated to him, he is still looked upon by the public as being the anglophone spokesman from the Province of Quebec.

The President of the Treasury Board will be aware that in the department that is responsible for placements in the Province of Quebec, not in the public service, but outside the public service—that is, the Department of Employment and Immigration—the number of anglophones employed in Quebec at the present time is 2 per cent.

To tie that in with a question that I put to the minister the last time, to which I did not find a satisfactory answer, I want to discuss with him the number of persons who are paid to speak both official languages in the public service and therefore, presumably, are competent to speak both official languages. Outside the Province of Quebec, there are 5,264 such persons—

Mr. Johnston: Do you mean persons subject to the bilingual bonus?

Mr. Herbert: Exactly—of whom the split between the anglophones and francophones is almost the same, 2,742 anglophones and 2,522 francophones. I am, of course, leaving out the national capital region. In the Province of Quebec, the proportion is 11 to 1. There are three times as many persons who are paid to speak both official languages, 15,500; and, of these, 1,296 are anglophones and 14,208 are francophones.

Now, I ask you, Mr. Minister, as the minister who must have some responsibility for the anglophone community in the Province of Quebec and presumably, as I already indicated, has an interest in this situation, do you not see that there is some tie-in between the fact that the anglophone population in

[Translation]

comment le gouvernement peut-il se faire aider sur ce terrain si ses propres députés sont tenus à l'écart?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Je n'ai effectivement que très peu à redire à tout ce qu'a proposé M. Lambert.

M. Lambert: Je vous remercie, monsieur le ministre.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Je vous remercie, monsieur le président.

Je voudrais de nouveau faire figurer au compte rendu le regret que j'éprouve du fait que depuis 10 ans que je suis au Parlement, aucun texte de loi significatif concernant la fonction publique n'a été présenté—et j'espère que le ministre pourra en présenter un à l'automne—pour mettre au clair certaines des questions qui se posent et dont nous ne sommes que trop conscients.

Je ne savais pas exactement par où commencer, et c'est pourquoi j'ai pensé traiter d'une question qui devrait intéresser le ministre.

C'est au président du Conseil du trésor que revient la principale responsabilité pour la fonction publique, et cette question doit donc l'intéresser au premier chef. Or, il se trouve que le président du Conseil du trésor est également le seul ministre anglophone de la province de Québec, ce qui fait que le public le considère, à tort ou à raison, comme le porte-parole anglophone de la province de Québec.

Le président du Conseil du trésor doit savoir qu'au ministère responsable du placement au Québec, non dans la fonction publique, mais dans le secteur privé, à savoir le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, le nombre d'anglophones employés au Québec à l'heure actuelle représente 2 p 100.

Je voudrais enchaîner ceci avec une question que j'ai posée la dernière fois au ministre, et à laquelle il n'avait pu donner une réponse satisfaisante, à savoir le nombre de personnes qui, étant rétribuées pour parler les deux langues officielles dans la fonction publique, sont censées parler les deux langues officielles. Ailleurs que dans la province de Québec, ce nombre s'élève à 5,264...

M. Johnston: Vous voulez dire les personnes qui touchent la prime de bilinguisme?

M. Herbert: Oui, c'est bien cela... dont la répartition est à peu près égale, à savoir 2,742 anglophones et 2,522 francophones. Je ne parle pas, bien entendu, de la région de la capitale nationale. Dans la province de Québec, cette proportion est de 11 à 1. Il y a donc trois fois plus de gens qui sont rémunérés pour parler les deux langues officielles, à savoir 15,500, et sur celles-ci, 1,296 sont anglophones et 14,208 sont francophones.

Je vous demande à présent, monsieur le ministre, en tant que ministre qui a une certaine responsabilité pour la communauté anglophone de la province de Québec et qui, selon toute probabilité, s'intéresse à cette question, si vous ne voyez pas un lien entre le fait que la population anglophone de la fonction

[Texte]

the public service in Quebec is falling down to almost zero, 2 per cent—it cannot go much lower—in Employment and Immigration; and yet at the same time, for some reason that I do not understand, to serve an anglophone community in Quebec which is approximately the same size as the francophone community outside of Quebec we need three times as many persons to be paid to speak both official languages?

Mr. Johnston: Unfortunately, Mr. Chairman, I really do not have an answer to that question. The issue is one that is under another area of my responsibilities and not really concerned with the Office of the Comptroller General, but it is a question which certainly falls within my area of responsibility as President of the Treasury Board with the responsibility for official languages.

• 1555

We are looking at this issue of anglophone representation in the public service in the Province of Quebec and trying to determine whether there is some form of systemic barrier to the increase of that representation. However, one thing which most of the numbers that are put forward ignore is the very substantial anglophone presence in what I would call, if you like, the para-public service, that is, the Crown corporations which are located in the Province of Quebec such as the CNR and Air Canada, to name two, where I think one will find that the situation is quite different from what one finds in some of the departments of government.

I say that. It may be considered as a red herring, but I think it is something that we must take into account in looking at the anglophone presence in federal government institutions within the province. However, I take note of the issue raised by Mr. Herbert, Mr. Chairman, and I will see where we are at in terms of our studies on this matter and get back to him, perhaps, in another context.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I like to play with figures myself, but I do not like the introduction of a suggestion that the Crown corporations provide some sort of balance, because I can do that myself. I can point, for example, to the fact that I have a fisheries research station in my riding where all the employees are English. I can point to decentralization in my riding of National Revenue, where three-quarters of the staff are English, and this distorts the figures.

I do not need to have the Crown corporations brought in where, for example, in Dorval in Air Canada we have almost an entire maintenance staff that is speaking the English language. I appreciate those points, but what I see from the figures which have been produced by yourself, signed by the President of the Treasury Board, is that first of all we have to pay three times as many people in the public service in the Province of Quebec to speak both official languages as we do

[Traduction]

publique, au Québec, est descendue à 2 p 100, c'est-à-dire presque à zéro—elle ne saurait baisser beaucoup plus—au ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Mais concurrentement, et pour une raison qui me paraît mystérieuse, il faut trois fois plus de personnes rémunérées pour parler les deux langues officielles pour desservir la communauté anglophone du Québec, qui est à peu près aussi nombreuse que la communauté francophone à l'extérieur du Québec.

M. Johnston: Je regrette, monsieur le président, mais je n'ai malheureusement pas réponse à cette question. Ce problème relève d'un autre aspect de mes fonctions qui ne touche pas réellement à celle de contrôleur général; mais il relève certainement de ma responsabilité de président du Conseil du trésor, en ma capacité de responsable des langues officielles.

Nous examinons cette question de la représentation anglophone dans la fonction publique au Québec, et essayons de déterminer s'il existe une forme de barrière diffuse qui fait obstacle à l'augmentation de cet effectif. Mais il est toutefois un fait dont les chiffres avancés ne tiennent pas compte, c'est la présence de très nombreux anglophones dans ce que j'appellerais, si vous voulez, le service para-public, à savoir les sociétés de la Couronne qui se trouvent dans la province de Québec, comme le CN et Air Canada, pour en nommer deux, et où l'on constate une situation très différente de celle qui se présente dans certains des ministères.

Vous pensez peut-être qu'il s'agit d'une diversion, mais je crois que c'est un fait dont il faut tenir compte lorsqu'on étudie la présence des anglophones dans les institutions, au Québec, qui relèvent du gouvernement fédéral. Je prends toutefois note, monsieur le président, du problème soulevé par M. Herbert, et je verrai où nous en sommes dans nos études sur cette question et lui donnerai à ce moment des précisions, peut-être dans un autre contexte.

M. Herbert: Monsieur le président, j'aime aussi jouer avec les chiffres, mais l'argument selon lequel les sociétés de la Couronne compenseraient en quelque sorte les effectifs des ministères ne me semble pas acceptable, parce que j'aurais pu arriver tout seul à cette conclusion. Je pourrais vous faire remarquer, par exemple, qu'il existe dans ma circonscription un établissement de recherche sur les pêches, où tous les employés sont anglophones. Je peux prouver qu'il y a décentralisation, au Revenu national, dans ma circonscription, où les trois quarts du personnel sont anglophones, mais ceci fausse les chiffres.

Je ne veux pas que l'on introduise ici les sociétés de la Couronne, car il est vrai, par exemple, qu'à Air Canada, à Dorval, presque tout le personnel de l'entretien est anglophone. C'est très bien, mais ce que révèlent les chiffres fournis par vos propres services et signés par le président du Conseil du Trésor, c'est que nous avons à payer trois fois plus de personnes dans la fonction publique, au Québec, pour parler les deux langues officielles que nous ne le faisons pour les neuf autres

[Text]

in the entire nine provinces, with francophones spread from coast to coast. I ask why.

Secondly, I ask why, since we have a problem with anglophone representation, the split in the rest of Canada is roughly 50-50 between anglophones and francophones amongst the bilinguals, whereas in the Province of Quebec it is 11 francophones to 1 anglophone. Are you saying that the anglophone is less bilingual in Quebec than the anglophone outside of Quebec? That is a possibility; that is an answer. If you can tell me that, I shall be very surprised.

Mr. Johnston: I am not sure one could draw any conclusions from those numbers other than the numbers themselves. The question is how many people are receiving the bilingual bonus. You are aware that . . .

Mr. Herbert: Let us deal with why. Why are there three times as many in Quebec as there are outside of Quebec? Why is it necessary to have three times as many persons speaking both official languages in Quebec?

Mr. Johnston: I cannot give you that answer here this afternoon. If I had my Official Languages personnel, Mr. Aquilina, with me, perhaps he could demonstrate what the demand is in certain offices and why they are staffed bilingual and why bilingual positions are designated in the concentrated area undoubtedly of Montreal and other areas where there is a requirement for bilingual posts. People who fill those posts receive the bilingual bonus. I expect that there is an explanation that can be given.

I do suggest to you, Mr. Chairman, that had I known we were going to be discussing official languages in the context of the Office of the Comptroller General I would have brought some of that data with me, but I did not realize that the subject was going to come up.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I will conclude with this.

The Chairman: This is your last question, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: This will not be a question; it is just a statement.

We are discussing management practices, and good management practices are supposed to encompass the problems of language in this country. I feel too—and this is not the first time I have brought this matter up—that the President of the Treasury Board, since it is one of his questions that has been answered on the order paper, must be aware of the situation. I am asking him, I am pleading with him, as our only anglophone representative, surely by the next meeting at least to be able to give us some indication that someone in this government has some feeling for the anglophones in the Province of Quebec.

[Translation]

provinces réunies, avec des francophones dispersés d'un océan à l'autre; et je vous en demande la raison.

Je voudrais également vous demander, puisque nous avons un problème en ce qui concerne la représentation anglophone, pourquoi, dans le reste du Canada, la répartition entre anglophones et francophones, parmi les bilingues, est à peu près égale, alors que dans la province de Québec, elle est de 11 francophones pour 1 anglophone. Voulez-vous me faire croire que l'anglophone est moins bilingue au Québec que l'anglophone hors du Québec? C'est possible, mais cela me surprendrait fort.

M. Johnston: Je ne suis pas sûr qu'on puisse tirer des conclusions de ces chiffres, et je crois qu'il faut laisser les chiffres parler pour eux-mêmes. La question est de savoir combien de personnes touchent la prime de bilinguisme. Vous savez sans doute que . . .

M. Herbert: Allons au fond de la question. Pourquoi y a-t-il trois fois plus de gens au Québec qu'ailleurs? Pourquoi est-il nécessaire d'avoir trois fois plus de personnes officiellement bilingues au Québec?

M. Johnston: Je ne puis vous donner cette réponse cet après-midi. Si M. Aquilina, qui est le responsable pour les langues officielles, se trouvait ici cet après-midi, il pourrait peut-être vous montrer quelle est la demande dans certains bureaux, pourquoi il est nécessaire d'y avoir un personnel bilingue et pourquoi le bilinguisme est exigé dans les postes, par exemple, de Montréal et de sa périphérie, où il y a une grande concentration de population, et dans d'autres régions également. Les gens qui occupent ces postes touchent une prime de bilinguisme, et je pense que c'est là une explication plausible.

Si j'avais su, monsieur le président, que nous discuterions des langues officielles dans le cadre de la fonction de contrôleur général, j'aurais apporté certains chiffres, mais je ne savais pas que ce serait de ce sujet que nous parlerions.

M. Herbert: J'en resterai là, monsieur le président.

Le président: C'est votre dernière question, monsieur Herbert.

M. Herbert: Ce ne sera pas une question, mais simplement une déclaration.

Nous discutons des pratiques de gestion, et ces dernières, si elles sont bonnes, sont censées, dans notre pays, englober les questions de langue. Il me semble—ce n'est pas la première fois que je soulève cette question—que le président du Conseil du Trésor, puisque c'est l'une des questions inscrites au Feuilleton auxquelles il a répondu, doit être au courant de la situation. Je lui demande instamment, en tant que notre seul représentant anglophone, d'essayer, lors de la prochaine réunion, de nous rassurer en nous disant que quelqu'un, au gouvernement, se préoccupe de ces anglophones du Québec.

[Texte]

Mr. Johnston: If I may, Mr. Chairman, I would like to clarify Mr. Herbert's concern, if I could, so that I can have a precise idea of the information or the explanation he requires.

• 1600

Mr. Chairman, is the concern of Mr. Herbert that only 2 per cent of the posts of CEIC are filled by anglophones in the province of Quebec? Is he concerned with staffing practices, or does he feel there is some kind of discrimination against the staffing of anglophones in that department in the province of Quebec? That is one question I would like him to tell me so I could look at that specifically.

Or is he concerned about the number of people who received the bilingual bonus in the province of Quebec—which is a separate issue—as opposed to those who receive it outside the province of Quebec? Now, there are two separate questions here and, if I could just get the exact nature of the concerns, I will be happy to respond to him as soon as I obtain that information.

Mr. Herbert: I put the two together, Mr. Chairman, because I read the two as being some form of management discrimination.

The Chairman: Maybe the ministry can supply the answer to both questions, Mr. Herbert. Apply to the clerk for distribution to all members.

Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: I have ten minutes, Mr. Chairman.

The Chairman: Exactly.

Mr. Kilgour: I should put my questions only to the minister—we had a problem with this the last time—is that right?

The Chairman: The minister is here to answer questions.

Mr. Johnston: Well, I have no objection if Mr. Kilgour wants to put questions to the officials.

The Chairman: I have.

Mr. Johnston: Oh, sorry, Mr. Chairman.

Mr. Kilgour: In terms of your mandate, gentlemen, to give people value for money and sound management practices, essentially what sort of rating between one and ten would you give yourselves?

The Chairman: Mr. Minister, you can refer a question to the Comptroller General, if you wish. That is up to you, but you are the witness at this point in time.

Mr. Johnston: Essentially, Mr. Kilgour is asking . . .

Mr. Kilgour: I guess I am asking you, or preferably your Comptroller General—since he can speak perhaps more dis-

[Traduction]

M. Johnston: Monsieur le président, permettez-moi de tirer au clair le problème qui préoccupe M. Herbert, car je voudrais savoir exactement quelle est l'information ou l'explication qu'il demande.

Monsieur le président, est-ce que M. Herbert s'inquiète du fait que seulement 2 p. 100 des postes de la Commission de l'emploi et de l'immigration sont comblés par des anglophones dans la province de Québec? Est-ce qu'il se préoccupe des méthodes de dotation, ou croit-il que ce ministère exerce une certaine forme de discrimination dans le cadre de ses pratiques de dotation à l'endroit des anglophones du Québec? J'aimerais avoir sa réponse à cette question, car cela me permettrait d'examiner l'affaire de plus près.

Ou encore, est-ce qu'il s'inquiète du nombre de fonctionnaires qui touchent une prime au bilinguisme dans la province de Québec—et c'est une question tout à fait distincte—par comparaison au nombre de fonctionnaires qui touchent cette même prime à l'extérieur de la province de Québec? Ce sont deux questions très distinctes, et j'aimerais qu'il me donne un peu plus de précisions sur ses préoccupations. Je serai heureux de lui fournir une réponse dès qu'il m'aura précisé sa pensée.

M. Herbert: J'ai lié ces deux questions, monsieur le président, car je les perçois toutes deux comme étant de la discrimination exercée par les cadres.

Le président: Le ministère pourrait vous fournir la réponse à ces deux questions, monsieur Herbert. Vous pourrez demander au greffier de faire circuler la réponse à tous les membres du Comité.

Monsieur Kilgour.

M. Kilgour: J'ai dix minutes, monsieur le président.

Le président: C'est cela.

M. Kilgour: J'aimerais adresser mes questions seulement au ministre—cela nous a posé un problème la dernière fois—d'accord?

Le président: Le ministre est ici pour répondre aux questions.

M. Johnston: Il n'y a pas de problèmes si M. Kilgour veut poser des questions aux fonctionnaires.

Le président: Justement si, cela pose un problème.

M. Johnston: Alors, excusez-moi, monsieur le président.

M. Kilgour: Votre mandat, messieurs, consiste à fournir au public des services qu'il paie et à appliquer de bonnes pratiques de gestion. J'aimerais savoir quelle cote vous estimez mériter, de 1 à 10?

Le président: Monsieur le ministre, vous pouvez toujours renvoyer une question au contrôleur général. C'est à vous de décider. Mais vous êtes le témoin.

M. Johnston: M. Kilgour demande, essentiellement..

M. Kilgour: En fait, ce que je vous demande, ou ce que je demande au contrôleur général—il est peut-être mieux en

[Text]

passionately than you can as a minister—what sort of rating he would give his performance to date as the Comptroller General?

Mr. Johnston: May I just get some clarification on that question?

Mr. Kilgour: Well, Mr. Johnston, let us not play word games. If you do not want to answer the question, just say.

Mr. Johnston: No, I am quite happy If Mr. Kilgour is not interested in an answer from me The fact is that there are processes

Mr. Kilgour: Okay, I withdraw the question, Mr. Johnston.

I will try another tack. I was a public servant, federal and provincial, for a long time. I think the people who are most concerned about wasted money, aside from the public, are those of us who were public servants ourselves. In that context I would ask you, do you ever consult with public servants in the various departments to ask how you might eliminate the vast quantities of waste?

Mr. Johnston: Well, under the Administrative Policy Branch, we in fact have a program whereby people are rewarded for suggestions in terms of means of improving efficiency and cutting down waste. There are awards given each year which are published in the *Administration Policy Report*, which is under the Deputy Secretary of the Treasury Board, Dr. Peter Meyboom.

Mr. Kilgour: In fairness, it may have changed in the years since I have been gone, but at the Department of Justice, for instance, I remember somebody would get two secretaries once they got to be an assistant deputy minister, whether they needed them or not, or somebody would take two lawyers with them to an examination for discovery in another city. Does your office, Mr. Rogers—through the Chairman and through the minister—have any way of looking at patent idiocies like that and saying that this is nuts and the public is entitled not to have to put up with it?

The Chairman: Mr. Rogers.

Mr. Rogers: The answer is yes. The answer is also that we do not have a sufficiently sound infrastructure of information on program operations across the system of the major departments in government to get at those issues at this point. I guess if there is any shorthand message I would leave, it is that we have been at this work now for four years. The government has, in addition, take a whole series of additional steps, such as the whole PEM system in order to—

Mr. Kilgour: What system?

Mr. Rogers: The Policy and Expenditure Management System—the envelope system—in order to better ration resources against expenditures. All these things take time to bring to fruition. The product, however, is undeniable, sir.

[Translation]

mesure d'être objectif que vous ne pouvez l'être, en tant que ministre—c'est comment il cote son rendement, à ce jour, en sa qualité de contrôleur général?

M. Johnston: Je ne comprends pas très bien, pouvez-vous élaborer un peu?

M. Kilgour: Ne jouons pas sur les mots, monsieur Johnston. Si vous ne voulez pas répondre à cette question, dites-le.

M. Johnston: Non, j'accepte volontiers . . . Mais si M. Kilgour ne veut pas que je réponde à sa question . . . Le fait est qu'il n'existe pas de processus . . .

M. Kilgour: D'accord, monsieur Johnston. Je retire ma question.

Je vais m'y prendre d'une autre façon. J'ai été fonctionnaire fédéral et provincial pendant assez longtemps. Je pense que les personnes qui s'inquiètent le plus du gaspillage d'argent, mis à part le grand public, bien entendu, ce sont justement ceux d'entre nous qui ont déjà été fonctionnaires. C'est pourquoi j'aimerais savoir si vous consultez jamais les fonctionnaires de divers ministères sur les manières de limiter ce gaspillage considérable?

M. Johnston: Eh bien, nous avons un programme, à la Direction de la politique administrative, dans le cadre duquel nous offrons des récompenses aux fonctionnaires qui nous recommandent des moyens d'améliorer notre efficacité et de réduire le gaspillage. Des récompenses sont accordées chaque année, et une liste est publiée dans le rapport sur la politique administrative, qui relève du sous-secrétaire du Conseil du Trésor, M. Peter Meyboom.

M. Kilgour: En toute justice, la situation a peut-être changé depuis que je n'y suis plus, mais je me rappelle que, au ministère de la Justice, quiconque était promu au poste de sous-ministre adjoint avait deux secrétaires, qu'il en ait besoin ou non, ou les services de deux avocats étaient retenus pour une enquête visant à obtenir des preuves dans une autre ville. Est-ce que votre bureau, monsieur Rogers—et je m'adresse à vous par l'intermédiaire du président et du ministre—a des moyens à sa disposition pour se pencher sur ce genre de problèmes bien évidents et, lorsqu'il arrive à la conclusion que c'est de la folie pure et simple, pour dire que le public ne devrait pas avoir à endurer ce genre de choses?

Le président: Monsieur Rogers.

M. Rogers: Oui. Mais notre infrastructure pour obtenir des renseignements sur les activités des programmes à travers les divers ministères du gouvernement n'est pas suffisamment élaborée pour nous permettre de cerner tous ces problèmes. Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous déployons des efforts en ce sens depuis quatre ans. En outre, le gouvernement a appliqué toute une gamme de mesures additionnelles, comme le système GPD pour . . .

M. Kilgour: Quel système?

M. Rogers: Le système de gestion de la politique et des dépenses—le système des enveloppes—ce qui lui permet de mieux répartir les ressources pour couvrir les dépenses. Mais il

[Texte]

Mr. Kilgour: Okay. Well, I see in the national finances of the Canadian Tax Foundation, page 3, that your expenditure plan by envelope is going to go from \$68 billion in 1981-82 to \$103.3 billion in 1985-86. Mr. Rogers—through the Chairman and through the minister—you have no way of deciding that the \$103 billion should, perhaps, be considerably less than that. Is that correct?

• 1605

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Essentially, the multi-year operational plans of departments are scrutinized by the Treasury Board Secretariat Program Branch to determine what resources are required to meet ongoing programs.

Mr. Kilgour: So the \$103 billion has then been approved by the procedures, practices and standards of the Comptroller General. Is that what you are saying?

Mr. Johnston: We do not know what . . .

Mr. Kilgour: You say a specific number. The fact is that these were multi-year projections which were subject to update and revision each year as time goes on, allowing that aside.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, those are budget-year dollars, building in certain assumptions with respect to inflation and depending on the department and the nature of the program.

Mr. Kilgour: Does the \$103 billion figure reflect input from the Comptroller General? The answer, I take it, is yes.

Mr. Rogers: Just to quickly distinguish the role, Mr. Chairman, we do not have a role in recommending to ministers what gets spent where.

Mr. Kilgour: Thank you. That has answered the question.

In today's *The Globe and Mail* there is a reference to a \$100 million federal advertising estimate, albeit by one of the members of the opposition, on various things that are in massive explosion. As to the ads that say, at least all of them in my riding, "making Canada work" with Mr. Axworthy's name on them, would it be fair to say that you have no input whatsoever on whether or not this kind of propaganda is put out?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, as President of the Treasury Board, and looking at it from the Treasury Board Secretariat, the ads were not developed or approved by the Treasury Board. To the extent there is input, say, from a communications committee of Cabinet, and that a particular ad might or might not come before that committee, there would be input

[Traduction]

faut beaucoup de temps avant que ce genre de mesures aboutissent. Mais les résultats sont là, monsieur.

M. Kilgour: Très bien. J'aimerais maintenant passer à la page 3, où l'on traite des finances nationales de l'Association canadienne d'études fiscales. On y constate que votre programme de dépenses par enveloppe passera de 68 milliards de dollars pour l'exercice financier 1981-1982 à 103.3 milliards de dollars pour l'exercice financier 1985-1986. Monsieur Rogers, et je m'adresse à vous par l'intermédiaire du président et du ministre, vous ne voyez aucun moyen de réduire considérablement ces 103 milliards de dollars, n'est-ce pas le cas?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Règle générale, les programmes d'activité des ministères qui portent sur plusieurs années sont soumis à la considération de la Direction des programmes du secrétariat du Conseil du Trésor, qui détermine les ressources nécessaires pour rencontrer les besoins de ces programmes.

M. Kilgour: Donc, ces dépenses de 103 milliards de dollars ont été approuvées selon les procédures, pratiques et normes du contrôleur général. C'est ce que vous nous dites?

M. Johnston: Nous ne savons pas . . .

M. Kilgour: Vous avez cité un chiffre précis. Mais ces prédictions sur plusieurs années sont néanmoins assujetties à des procédures de mise à jour et de révision chaque année, soit dit en passant.

M. Johnston: Monsieur le président, ces dollars sont calculés en termes de dollars de l'exercice financier visé à partir d'hypothèses sur l'inflation, en fonction, bien entendu, du ministère concerné et de la nature du programme.

M. Kilgour: Est-ce que le contrôleur général a été consulté avant que ne soit établi ce chiffre de 103 milliards de dollars? Je suppose que la réponse est affirmative.

M. Rogers: Je tiens à vous dire, monsieur le président, pour éclaircir la situation, que nous ne sommes pas chargés de formuler des recommandations aux ministres quant aux dépenses.

M. Kilgour: Merci. Vous avez répondu à ma question.

Dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, on rapporte les propos d'un député, bien qu'il soit membre de l'opposition, qui a prétendu que le gouvernement fédéral prévoyait dépenser 100 millions de dollars en publicité sur diverses questions controversées à l'heure actuelle. Dans ma circonscription, par exemple, on a publié beaucoup d'annonces du genre «Canada au travail», qui mentionnent le nom de M. Axworthy. Avez-vous quelque chose à voir avec ce genre de propagande?

M. Johnston: Monsieur le président, en tant que président du Conseil du Trésor, je peux vous dire que ni le Conseil du Trésor ni le secrétariat du Conseil du Trésor n'ont quoi que ce soit à voir avec ce genre de publicité. Notre seul apport se situe au niveau du comité des communications du Cabinet, auquel est soumis ce genre de publicité. Mais je ne me rappelle pas cette annonce. En fait, je ne l'ai jamais vue.

[Text]

by ministers. But I do not recall that specific ad. In fact, I have not seen that ad.

Mr. Kilgour: I guess what we are all getting at here is: what is within your grasp, Mr. Rogers? Is anything really within your grasp? I see that 18 departments are going to be subject to your part in 430 major projects. Really, do you have any more influence in keeping this public money down than somebody who chooses to spit at a tank?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: I think the roles have to be defined, Mr. Chairman. There is a control function Treasury Board plays in terms of determining that once a committee of Cabinet has been reached a policy decision to undertake a particular program the resources then allocated to that program are those needed, and no more or no less; in other words, to determine that program is properly funded and there is no waste with respect to that program.

Someone can say that they do not like the program; that is a policy issue. But the policy decision being taken, the issue is then one of controlling those expenditures. In turn, the office of the Comptroller General, management systems orientated, is there to ensure that the management practices within departments, and a marrying of the management practices to the resource allocation and the policy decisions, are carried out effectively and efficiently. We now have program evaluation assigned to get it, to determine in due course whether a particular program is achieving its objectives, whether its effective.

So the mechanism is one of determining that there is value for money, but that does not go to the policy issue itself, as to whether or not it is a program everyone might approve of, that we all agree is good, that is a political question.

Mr. Kilgour: If the Cabinet decided that a program would be set in place to move large quantities of dirt from a piece of earth, move it over and then move it back, you are saying that your department and the Comptroller General would only be able to see that was done without waste. Is that really what it comes to? Is that the bottom line of all of this stuff?

Mr. Johnston: The example you give sounds as though there were not appropriate management practices in place. If there was no purpose served by a particular decision, it would also be fingered by the Auditor General. I do not think that is exactly what I had in mind. I do not regard that as a program. I would regard that as an accident.

Mr. Kilgour: I am being serious. There are other governments... I have a neighbour, who works for the American government, who tells me, for instance, that government has stated that there will be no trips taken by public servants in a particular fiscal year. I know you cannot be unreasonable about it, but have you ever considered some of these techniques that are working in other countries, in other administra-

[Translation]

M. Kilgour: En fait, ce à quoi nous voulons tous en venir, ici, c'est en quoi consiste votre rôle, monsieur Rogers? De quoi êtes-vous responsable? Je constate que 18 ministères vous seront assujettis pour 430 grands projets. Mais j'ai parfois l'impression qu'il vous est aussi facile de contrôler ces dépenses de deniers publics que d'arrêter un char d'assaut avec un pistolet à eau. Ai-je raison?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Je pense qu'il faut définir les rôles, monsieur le président. Le Conseil du Trésor joue un rôle de contrôle, en ce sens que lorsqu'un comité du Cabinet adopte une politique quelconque et décide de lancer un programme particulier, il est responsable de veiller à ce que les ressources affectées à ce programme ne soient ni plus ni moins que ce qui est nécessaire. En d'autres termes, le Conseil du Trésor doit veiller à ce que le programme soit financé de manière appropriée et qu'il n'y ait aucun gaspillage.

On peut s'opposer à certains programmes, mais cela est une question de politique. Une fois la décision prise, il s'agit de contrôler les dépenses. Pour sa part, le Bureau du contrôleur général, qui a une responsabilité en matière de systèmes de gestion, veille à l'efficacité des pratiques de gestion des ministères et des pratiques de gestion en ce qui a trait à l'affectation des ressources et aux décisions de politique. Nous avons maintenant en place un programme d'évaluation dont le rôle est de déterminer, en temps opportun, si un programme donné rencontre ses objectifs, s'il est efficace.

Nous avons donc un mécanisme qui nous permet de contrôler les dépenses, mais qui n'a aucune responsabilité en matière de politique, à savoir que, ce n'est pas le rôle de ce mécanisme de déterminer si un programme quelconque rencontre l'approbation de tous. C'est là une question de politique.

M. Kilgour: Donc, si le Cabinet décidait de mettre sur pied un programme pour déplacer de grosses quantités de terre d'un endroit à un autre, pour ensuite les ramener à l'endroit original, le rôle de votre ministère et du contrôleur général serait de veiller à ce que cela se fasse sans gaspillage. N'est-ce pas le cas?

M. Johnston: Votre exemple donne à penser qu'il y a des lacunes sur le plan des pratiques de gestion. Est-ce que vous ne croyez pas que, si une décision aussi inutile était prise, le Vérificateur général s'y intéresserait de près? Ce n'est pas exactement ce à quoi je pensais. A mon avis, ce genre de décision ne pourrait pas être considérée comme un programme. On la considérerait comme un accident.

M. Kilgour: Mais je suis sérieux. Il y a d'autres gouvernements... J'ai un voisin qui travaille au gouvernement américain et qui m'a dit que tous les voyages des fonctionnaires avaient été supprimés pour un exercice financier donné. Je sais que vous ne pouvez faire autrement que d'être raisonnable, mais avez-vous déjà considéré certaines méthodes qui fonctionnent très bien dans d'autres pays, dans d'autres gouverne-

[Texte]

tions in other parts of the world where there is some concern to see that the public tax moneys are spent efficiently?

• 1610

Mr. Johnston: Very much so. In fact, Mr. Chairman, in the current year we have applied a reduction to departmental overheads and the areas we have asked departments to single out for particular treatment are such things as travel, telecommunications and other areas where the amounts have to be found within the departments. Those are management decisions within those departments, but those are the areas that we feel should be first on the hitting list.

Mr. Kilgour: Do you have a policy—

The Chairman: Your last question, Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: I was afraid that was coming.

Do you have a policy, for instance, that states that there shall be—you could word it a million ways—no unnecessary travel by any public servant across Canada? Is there such a policy—as, I am told, they have now in the U.S.?

Mr. Johnston: The administrative policy manuals issued by Treasury Board have a vast array of regulations that cover any conceivable number of activities. I cannot tell you, but I doubt very much if there is one that says that there can be no unnecessary travel. Travel is necessary in the judgment of the managers and the managers are appraised each year on their own performance. So, if there is unnecessary travel, and there is found to be unnecessary travel, those managers should be held to account. But, as you know, Mr. Chairman, there are regulations governing furniture, space, equipment, furnishings, rent, space per person, and so on, all of which are designed to achieve standards and maximize value for money.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister, Mr. Kilgour. Mr. Anguish, 10 minutes.

Mr. Anguish: Thank you, Mr. Chairman.

It is my understanding that the Office of the Comptroller General has the authority to work with Crown corporations. Is that true?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: No. It is not true.

Mr. Anguish: So the Office of the Comptroller General has no input as to what happens in Crown corporations? The IMPAC program, for example, cannot be conducted with a federal Crown corporation?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, Crown corporations do not fall under the jurisdiction of my department, hence they do not fall under the jurisdiction of the Office of the Comptroller General.

The Chairman: Thank you. Mr. Anguish.

[Traduction]

ments, ailleurs dans le monde, où l'on se préoccupe beaucoup de ce que l'argent des contribuables soit dépensé efficacement?

M. Johnston: Tout à fait. En fait, monsieur le président, au cours de l'année courante, nous avons réduit les frais généraux des ministères et nous avons demandé aux ministères d'accorder une attention particulière à des domaines tels que les voyages, les télécommunications et d'autres secteurs pour lesquels l'argent doit être récupéré aux ministères mêmes. Il s'agit là de décisions de la direction de ces ministères, mais à notre avis, ce sont ces domaines qui doivent figurer en priorité sur la liste des compressions.

M. Kilgour: Avez-vous une politique...

Le président: Dernière question, monsieur Kilgour.

M. Kilgour: C'est ce que je craignais.

Y a-t-il une politique qui prévoit, par exemple, qu'il n'y aura pas—il y a un million de façons de le dire—de voyages inutiles de fonctionnaires au Canada? Existe-t-il une telle politique—comme, dit-on, il en existe une aux États-Unis?

M. Johnston: Les manuels de politique administrative publiés par le Conseil du Trésor contiennent toute une gamme de règlements qui touchent à un nombre incroyable d'activités. Je ne peux vous le dire, mais je doute fort qu'il s'en trouve une pour stipuler qu'il ne peut y avoir aucun voyage inutile. Les voyages sont nécessaires, de l'avis des gestionnaires, et ceux-ci sont évalués chaque année sur leur propre rendement. Donc, s'il y avait des voyages inutiles, s'il était démontré que ces voyages étaient inutiles, ces gestionnaires devraient en être tenus responsables. Néanmoins, comme vous le savez, monsieur le président, il existe des règlements visant les meubles, l'espace, l'équipement, les accessoires, le loyer, l'espace par employé, etc., le tout conçu en vue de maintenir des normes et d'obtenir la plus grande valeur possible pour notre argent.

Le président: Merci, monsieur le ministre, monsieur Kilgour. Monsieur Anguish, 10 minutes.

M. Anguish: Merci, monsieur le président.

Je me suis laissé dire que le Bureau du contrôleur général avait l'autorisation de travailler avec les sociétés d'État. Est-ce exact?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Non. Ce n'est pas juste.

M. Anguish: Ainsi, le Bureau du contrôleur général n'a rien à dire sur ce qui se passe dans les sociétés d'État? Le PPCG, par exemple, ne peut être implanté dans une société d'État fédérale?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Monsieur le président, les sociétés d'État ne relèvent pas de la compétence de mon ministère, et donc, ne relèvent pas du Bureau du contrôleur général.

Le président: Merci. Monsieur Anguish.

[Text]

Mr. Anguish: Something came to mind as you were answering Mr. Herbert's question on bilingualism: You mentioned two Crown corporations, Canadian National Railways and Air Canada, as being good examples of—achieving government policy. As a part of government policy, the bilingualism program being part of it—you used that as an example with the Crown corporations—is it, in fact, the view of your office that the Crown corporations are instruments of government policy?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Yes, indeed. Mr. Chairman, I should clarify, perhaps, what I said.

Mr. Anguish: Could I clarify my question, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Anguish: I should ask, is it your view that Crown corporations are instruments of public policy?

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I think there are now, we counted them after our last meeting here when we were discussing Crown corporations, something in the neighbourhood of 171—I think we finally agreed—wholly owned Crown corporations. I think it is clear that some of these Crown corporations are instruments of, if you like, public policy. I think it is also clear that others are probably not, that they have come under the control of the Crown in a variety of circumstances, in certain cases, and not necessarily for what some of us would say is a public policy reason—certainly not a national public policy reason, there may be specific public policy reasons. I suppose, in that sense, they are all public policy reasons, but they were not as instruments—I think that is the term you used—necessarily of public policy.

Going back to my exchange with Mr. Herbert, I simply referred to those Crown corporations in the context of trying to place the question of the anglophone federal presence in the province in a larger perspective. That was the only intent of that.

• 1615

I might say, by the way, that with respect to the Official Languages program we do request ministers to ensure that Crown corporations accept their obligations with respect to Official Language policy. But we do not deal directly with those Crown corporations; we deal through the responsible ministers.

Mr. Anguish: Mr. Chairman, if there was to be legislation brought in, such as a Crown corporations act, what involvement would your office have with a Crown corporations act?

[Translation]

M. Anguish: Il m'est venu quelque chose à l'esprit lorsque vous répondiez à la question de M. Herbert sur le bilinguisme. Vous avez mentionné deux sociétés d'État, le Canadien National et Air Canada, à titre de bons exemples... qu'ont réalisé la politique gouvernementale. Dans le cadre de la politique gouvernementale, le programme sur le bilinguisme en faisant partie—c'est l'exemple que vous avez donné en parlant des sociétés d'État—est-ce en fait votre opinion que les sociétés d'État constituent des instruments de la politique gouvernementale?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Oui, certainement. Monsieur le président, je devrais peut-être préciser ce que j'ai dit.

M. Anguish: Puis-je préciser ma question, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Anguish: Je devrais demander si vous êtes d'avis que les sociétés d'État constituent des instruments de politique publique?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Monsieur le président, je crois qu'il y a actuellement, nous les avons comptées après notre dernière réunion ici, lorsque nous y avons discuté des sociétés d'État, quelque 171—je crois que nous avons fini par nous entendre sur ce chiffre—sociétés d'État en propriété exclusive. Je crois qu'il est clair que certaines de ces sociétés sont des instruments, si l'on veut, de politique publique. Je crois qu'il est également clair que d'autres ne le sont probablement pas, qu'elles sont passées sous le contrôle de la Couronne dans diverses circonstances, et dans certains cas, non pas pour des raisons qu'on pourrait appeler de politique publique—et certainement pas pour des raisons de la politique publique nationale, bien qu'il puisse y avoir des raisons précises en matière de politique publique. Je suppose qu'en ce sens, toutes les sociétés d'État le sont pour des raisons de politique publique, mais non pas comme instruments—je crois que c'est l'expression que vous avez utilisée—nécessairement, de la politique publique.

Pour revenir à mon dialogue avec M. Herbert, j'ai simplement mentionné ces sociétés d'État en vue de placer la présence fédérale anglophone dans la province dans une perspective plus vaste. C'est tout ce que je voulais faire.

Je pourrais peut-être mentionner en passant que dans le cas du programme des langues officielles, nous demandons aux ministres de s'assurer que les sociétés d'État acceptent leurs obligations dans le cadre de la politique des langues officielles. Néanmoins, nous ne traitons pas directement avec ces sociétés d'État; nous passons par les ministres responsables.

M. Anguish: Monsieur le président, si l'on devait présenter un projet de loi, par exemple une loi sur les sociétés d'État, quelle serait la participation de votre bureau?

[Texte]

Mr. Johnston: I expect there will be legislation for members to look at, I hope, in the relatively near term regarding Crown corporations. It would be premature of me to discuss those specific rules that Treasury Board might or might not have under those proposals at this stage.

Mr. Anguish: Will you definitely have some role in a Crown corporations act? You have said, Mr. Johnston, that you have no responsibility under your office or your position for Crown corporations. If there is a Crown corporations act brought in, just what specifically would be the role of your office in bringing in that legislation?

Mr. Johnston: Let me clarify again what I said. When I talked about having no responsibility for Crown corporations, put it in a context of the Comptroller General and perhaps I went too far when I said that I, as President of the Treasury Board, have no responsibility. Under the Financial Administration Act, we do approve budgets of scheduled Crown corporations—capital budgets of Schedule D, and in other cases we approve operating and capital budgets. But that is the only effective input from Treasury Board.

Now, in the area of Crown corporations, the concern I have and that I believe Treasury Board should always have is of accountability, in particular. Responsible ministers are clearly concerned with policy matters with respect to Crown corporations, and I think we can assume that if we are to improve the control direction and accountability of Crown corporations, in line with recommendations that have been made by independent observers and, I think, in line with the wishes of members of both sides of the House, Treasury Board must continue to play an important role in terms of the financial accountability aspects of Crown corporations.

Mr. Anguish: I would certainly hope so. I suppose what I am trying to get at is that if there is a Crown corporations act in the works, are you working on that now as part of the Treasury Board? Like, who would initiate that? Are you pushing yourself in your capacity as the President of Treasury Board?

Mr. Johnston: Oh, indeed, Mr. Chairman. The history of this is quite well known. The Privy Council Office, back in the mid-1970s, published a blue paper on Crown corporations. A Bill C-27 was actually tabled in the House under the predecessor government, under the Conservative government. An interdepartmental task force was established to examine the whole question of Crown corporations and to make recommendations with respect to that bill that had been tabled.

Extensive consultations have gone on over a period of effectively two years, ranging from the Auditor General to the heads of various Crown corporations or to various departments that have direct responsibility for Crown corporations, all with a view to coming forward with improvements to the existing

[Traduction]

M. Johnston: Je m'attends à ce qu'un projet de loi relatif aux sociétés d'État soit, je l'espère, bientôt présenté aux députés, pour examen. Il serait prématuré que je discute maintenant des règlements précis que le Conseil du Trésor voudra voir inclus dans ces dispositions.

M. Anguish: Est-il certain que vous jouerez un rôle quelconque dans une loi sur les sociétés d'État? Vous avez déclaré, monsieur Johnston, que ni votre bureau ni votre poste ne comportaient de responsabilité face aux sociétés d'État. Si l'on devait adopter une loi sur les sociétés d'État, quel rôle précis jouerait votre bureau dans la présentation de ce projet de loi?

M. Johnston: Laissez-moi préciser, encore une fois, ce que j'ai dit. Lorsque j'ai déclaré n'avoir aucune responsabilité à l'égard des sociétés d'État, je situais la question dans le contexte du contrôleur général, et je suis peut-être allé trop loin en disant que moi-même, en ma qualité de président du Conseil du Trésor je n'avais aucune responsabilité. En vertu de la Loi sur l'administration financière, nous approuvons les budgets des sociétés d'État énumérés en annexe à cette loi—les budgets en capital des sociétés à l'annexe D, et dans certains cas, nous approuvons les budgets de fonctionnement et de capital. Néanmoins, c'est là le seul rôle réel du Conseil du Trésor.

Quant aux sociétés d'État, ma grande préoccupation et celle à mon avis que le Conseil du Trésor devrait toujours avoir se situe au niveau de l'imputabilité. Les questions politiques relatives aux sociétés d'État intéressent clairement les ministres responsables et je crois que nous pouvons présumer que si nous voulons améliorer le contrôle, la gestion et l'imputabilité des sociétés d'État, conformément aux recommandations formulées par des observateurs indépendants, et conformément, je crois, aux souhaits des députés des deux côtés de la Chambre, le Conseil du Trésor doit continuer à jouer un rôle important en ce qui concerne l'imputabilité, sur le plan financier, des sociétés d'État.

M. Anguish: J'ose l'espérer. Voici, je suppose, ce à quoi je veux en venir; si l'on prépare une loi sur les sociétés d'État, y travaillez-vous, actuellement, au Conseil du Trésor? Par exemple, qui prendrait cette initiative? Agissez-vous en votre qualité de président du Conseil du Trésor?

M. Johnston: Certainement, monsieur le président. L'histoire de toute cette affaire est bien connue. Le Conseil privé, vers le milieu des années 70, publiait un livre bleu sur les sociétés d'État. Le Bill C-27 a été déposé à la Chambre par le gouvernement précédent, le gouvernement conservateur. Un groupe de travail interministériel a été mis sur pied afin d'examiner toute la question des sociétés d'État et de formuler des recommandations à l'égard du projet de loi qui avait été déposé.

Depuis deux ans, des consultations poussées se tiennent auprès du vérificateur général, des dirigeants des diverses sociétés d'État ou des divers ministères directement responsables de sociétés d'État, le tout en vue d'améliorer la situation actuelle—afin d'établir un contrôle, une gestion et une imputa-

[Text]

situation—to establish better control direction and accountability and, at the same time, be able to maintain the necessary independence of Crown corporations where that independence is required and where it is appropriate. All of that has been under way for some time. As I say, I would hope that in the very near term members will finally see the results of those efforts.

Mr. Anguish: I hope that when you do do that, Mr. Minister, there is some consideration given to having Crown corporations act in the best public interest with the programs that are set down for them by the government. I recall my experiences as a member of the Standing Committee on Public Accounts. Two specific Crown corporations that came before us, Eldorado Nuclear and Canada Post, did not feel that they have any responsibility to carry out public policy. That was the impression we got in the Public Accounts committee from Mr. Ediger, in the case of Eldorado Nuclear and Mr. Warren in the case of Canada Post. I think it is wrong for any Crown corporation funded by the people of Canada, at least initially—or the employment development programs throughout Canada. I hope it is definitely given due consideration that Crown corporations are instruments of public policy, or should at least follow programs set down by the government, especially the Parliament of Canada.

• 1620

I would like to move on now to ask you, Mr. Minister, if the Office of the Comptroller General has at all had any involvement in looking at the oil compensation program, which has created a bit of a problem within Canada. In fact, we have a holdback of some 100,000 barrels a day in western Canada, and at the same time we are importing oil from foreign countries, which I do not think is in the spirit of the National Energy Program. This is a result mainly of the world oil glut and the falling world prices, and at the same time those contracts are being compensated by tax dollars, and oil is not being purchased from Canadian sources, as it could well be. I would like to know whether the Office of the Comptroller General has any involvement in, or intends to look into, that situation, or whether in fact it should be looking into such a situation, in your opinion.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I believe that Mr. Anguish has raised what is in substance a policy issue. It really falls within the jurisdiction of the Minister of Energy, Mines and Resources. I really do not feel that I would be in a position to respond to it; nor would Mr. Rogers.

Mr. Anguish: So when there is a program gone astray within government, Mr. Minister, it is not the job of some people such as the Office of the Comptroller General to take action on cases which are definitely in violation of the National Energy Program and which do not work towards the goal of energy self-sufficiency by the year 1990. Is that correct?

[Translation]

bilité qui soient meilleurs, tout en maintenant l'indépendance nécessaire des sociétés d'État lorsque celle-ci est bel et bien nécessaire et appropriée. C'est déjà en marche depuis quelque temps. Comme je l'ai dit, j'ose espérer que dans un avenir très rapproché, les députés verront enfin les résultats de ces efforts.

M. Anguish: J'espère que lorsque vous le ferez, monsieur le ministre, on songera à formuler la loi sur les sociétés d'État dans l'optique de ce qui vaut mieux pour l'intérêt public lorsqu'il s'agit de programmes qui leur sont confiés par le gouvernement. Je me souviens de mes expériences comme membre du Comité permanent des comptes publics. Deux sociétés d'État qui avaient comparu devant nous, l'Eldorado Nucléaire et Postes Canada, n'estimaient pas avoir la moindre responsabilité d'appliquer une politique publique. C'est l'impression que nous ont laissé, au Comité des comptes publics, M. Ediger, de l'Eldorado Nucléaire et M. Warren, de Postes Canada. J'estime que ce n'est pas l'attitude que devrait prendre toute société de la Couronne financée par les deniers publics, du moins au départ... ou en vue de la création d'emplois à travers le Canada. J'espère qu'on réfléchira profondément au fait que les sociétés d'État sont des instruments de politique publique, ou tout au moins devraient suivre les programmes établis par le gouvernement, et plus particulièrement par le Parlement du Canada.

J'aimerais maintenant vous demander, monsieur le ministre, si le Bureau du contrôleur général a examiné le moindre programme d'indemnisation du pétrole, qui a créé un petit problème au Canada. En fait, on retient quelque 100,000 barils de pétrole par jour dans l'Ouest du Canada, et en même temps, nous importons du pétrole de l'étranger, ce qui ne se conforme pas, à mon avis, à l'esprit du Programme énergétique national. C'est le résultat, principalement, du surplus mondial de pétrole et de la chute du prix mondial, mais par la même occasion, c'est à même les recettes fiscales qu'on respecte ces contrats, et le pétrole ne provient pas de sources canadiennes, comme il se doit. J'aimerais savoir, donc, si le Bureau du contrôleur général a examiné—ou a l'intention de le faire—cette situation, ou si, en fait, celui-ci devrait se pencher sur une telle situation, à votre avis.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Monsieur le président, je crois que M. Anguish soulève là ce qui, au fond, est une question de politique. Cela relève, en réalité, de la compétence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je ne crois vraiment pas être en mesure d'y répondre; pas plus que M. Rogers.

M. Anguish: Ainsi, lorsqu'un programme fait fausse route, au gouvernement, monsieur le ministre, ce n'est pas la tâche de certains, comme le personnel du Bureau du contrôleur général, de prendre des mesures, comme lorsqu'il y a très certainement infraction au Programme énergétique national et lorsque certains agissements vont à l'encontre de l'objectif d'autosuffisance énergétique d'ici à 1990. Est-ce cela?

[Texte]

Mr. Johnston: I am not quite clear what that question is. Theoretically, I suppose, programs established under the NEP would in due course be subject to program evaluation; thereby one could determine whether or not they are meeting their objectives. But the decision then rests with the responsible ministers to determine how that program should then be dealt with. That is a policy decision.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Anguish: I have one final question.

The Chairman: I am sorry, Mr. Anguish. I will put you on the second round.

Mr. Halliday.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

My questions, Mr. Chairman, are largely directed, I think, towards Mr. Rogers, in a sense. I do not want to challenge you, but I understand that Mr. Rogers is here as a witness today, according to our votes and proceedings.

The Chairman: Yes, but he also comes under Treasury Board, and my experience with this committee over the years has been that the minister who speaks for Treasury Board is also responsible for Mr. Rogers; so that is why he is here. So, as far as I am concerned as Chairman, unless I am told otherwise, the minister is the senior person in the witness box, if I may use that term, at this time, and I recognize the spokesman as being the minister. Mr. Rogers, of course, is accompanying the minister as a *fonctionnaire*, as a senior assistant to the minister.

Mr. Halliday: His name is down in the votes and proceedings as being a witness, as opposed to the other gentlemen who are here.

The Chairman: To the same purpose, Mr. Halliday, since you bring it up, up to now all the questions have been on Vote 1 on Treasury Board. I have not heard many questions on Vote 25, which is before us, or on Vote 30 for that matter. The three or four questioners who have been asking questions up to now have not addressed either Vote 25 or Vote 30; they have addressed Vote 1, Treasury Board, which is a general discussion of bilingualism, oil companies and programs, and many other things. So the minister is useful to us in the sense that he is going to be here on May 17, I understand, on your Vote 1 and others, but today he is here on Vote 25 and Vote 30.

Mr. Johnston: Perhaps in view of the questioning today, you will dispense with my presence then.

The Chairman: Mr. Halliday, you can put your questions to the minister.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I will never take issue with the rulings of the chairman; nevertheless, I feel that one should be able to discuss the matters we have been discussing under management practices. If I read correctly the statement of the minis-

[Traduction]

M. Johnston: Je ne sais pas au juste quelle est la question. En théorie, je suppose, les programmes établis en vertu du Programme énergétique national feront l'objet d'une évaluation de programme le moment venu; on pourra alors voir s'ils rencontrent ou non leurs objectifs. Néanmoins, c'est au ministre responsable que revient la décision de voir quel sort on doit réserver à ce programme. C'est une décision de politique.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

M. Anguish: J'ai une dernière question.

Le président: Je regrette, monsieur Anguish. Je vais vous inscrire au deuxième tour.

Monsieur Halliday.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Mes questions, monsieur le président, en un certain sens, s'adressent surtout, je crois, à M. Rogers. Je ne veux pas vous contredire, mais, que je sache, M. Rogers est ici comme témoin, aujourd'hui, selon le procès-verbal.

Le président: Oui, mais il relève également du Conseil du Trésor, et au cours des années, dans ce Comité, d'après mon expérience, le ministre qui parle au nom du Conseil du Trésor est également responsable de M. Rogers; c'est pourquoi il est ici. En ce qui me concerne, comme président, sauf preuve du contraire, le ministre est le principal témoin, si je puis m'exprimer ainsi, et c'est le ministre que je reconnais comme porteparole. M. Rogers, évidemment, accompagne le ministre comme «fonctionnaire», comme adjoint principal du ministre.

M. Halliday: Son nom figure sur l'avis de convocation à titre de témoin, ce qui n'est pas le cas des autres qui sont ici.

Le président: Dans cette même optique, monsieur Halliday, puisque vous avez abordé la question, jusqu'à présent, toutes les questions ont porté sur le crédit 1^{er}, Conseil du Trésor. Je n'ai pas entendu de nombreuses questions sur le crédit 25, dont nous sommes saisis, ni sur le crédit 30 non plus. Trois ou quatre intervenants ont posé des questions qui n'avaient rien à voir non plus avec les crédits 25 ou 30; elles visaient le crédit 1^{er}, Conseil du Trésor, une discussion générale du bilinguisme, les sociétés pétrolières et les programmes énergétiques, et de nombreuses autres choses. Le ministre nous est utile, en ce sens qu'il va revenir le 17 mai, lors de l'étude des crédits 1^{er} et autres, mais aujourd'hui, il est ici pour l'étude des crédits 25 et 30.

M. Johnston: Vu les questions, aujourd'hui, vous voudrez peut-être vous passer de ma présence le 17.

Le président: Monsieur Halliday, vous pouvez poser vos questions au ministre.

Monsieur Herbert.

M. Herbert: Je ne critique jamais les décisions du président; néanmoins, je crois que nous devrions pouvoir discuter des questions que nous avons abordées sous la rubrique «pratiques de gestion». Si j'ai bien lu la déclaration du ministre, aujour-

[Text]

ter today, that is exactly what is up for discussion—management practices in the public service.

The Chairman: Management practices versus staffing practices? Versus—

Mr. Herbert: Management practices includes good morale in the public service, and it includes a whole kit and caboodle. I would find it very difficult to—

• 1625

The Chairman: I apologize if I interpreted this wrongly. Dr. Halliday, you have the floor; 10 minutes, sir.

Mr. Halliday: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Perhaps you could bring some light to the chairman on the issue.

Mr. Halliday: I think I am, because I am going to be dealing with Vote 30, for one.

The Chairman: Thank you. I appreciate that.

Mr. Halliday: The first question relates to some testimony given to us last year, Mr. Chairman, by Mr. Rogers in response to Mr. Berger, as I recall, in which the question was raised about efforts that Mr. Rogers was making to divide up more equally commitment and spending by government departments throughout the months of the year, rather than having departments suddenly spending a lot of money toward the end of the fiscal year.

Mr. Rogers indicated he was in a program of about three years trying to make improvements. I wonder whether he has been able to succeed and whether he has any new figures for us or any new observations to make on the success of that attempt to equalize spending effectively throughout the 12 months.

The Chairman: A great question. Mr. Minister.

Mr. Johnston: I will direct that question to Mr. Rogers, Mr. Chairman.

Mr. Rogers: We do not have the figures out yet on that topic. I think I described last year a number of things that were in train to try to minimize the extent of that phenomenon, and I hope by the fall we will have a data set that we do not have today that allows us to examine the incidence of it by department. Unfortunately, we do not have the data.

I also know that the Auditor General is going to undertake a similar test and we are going to indeed share our common work so that we do not end up with a duplication of effort. So I would have to answer that question later this year.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I do not want to be unfair to Mr. Rogers, but he told us last year, and I quote him from page 48:8, March 21, 1981:

I think we would have better evidence six months or so from now to answer that question more fully.

[Translation]

d'hui, c'est justement le sujet de discussion—les pratiques de gestion dans la fonction publique.

Le président: Les pratiques de gestion opposées aux pratiques de dotation? Opposées . . .

M. Herbert: Les pratiques de gestion incluent un bon moral dans la fonction publique, et incluent toutes sortes de choses. Je trouve très difficile de . . .

Le président: Je m'excuse si j'ai mal interprété la chose. Monsieur Halliday, vous avez la parole; 10 minutes, monsieur.

M. Halliday: Merci, monsieur le président.

Le président: Peut-être pourriez-vous éclairer le président sur la question.

M. Halliday: Probablement, puisque je vais notamment traiter du crédit 30.

Le président: Merci, je vous en suis reconnaissant.

M. Halliday: Ma première question porte sur le témoignage donné l'an dernier, monsieur le président, par M. Rogers, en réponse à M. Berger, si j'ai bonne mémoire, qui demandait quels efforts faisait M. Rogers afin de répartir d'une façon plus équitable les engagements et les dépenses faits par les ministères au cours de l'année, plutôt que de voir les ministères dépenser soudainement beaucoup d'argent vers la fin de l'année financière.

M. Rogers avait répondu qu'il avait mis en marche un programme d'environ trois ans pour tenter d'apporter des améliorations. Je me demande s'il a pu réussir et s'il a de nouveaux chiffres à nous donner, ou de nouvelles remarques, sur le succès de cette tentative de répartir équitablement les dépenses sur douze mois.

Le président: Une question formidable. Monsieur le ministre.

M. Johnston: Je vais demander à M. Rogers de répondre, monsieur le président.

M. Rogers: Nous n'avons pas encore les chiffres sur ce sujet. Je crois que j'ai décrit, l'an dernier, plusieurs éléments que nous avons instaurés afin de tenter de diminuer l'étendue de ce phénomène, et j'espère que d'ici à l'automne, nous aurons les données, que nous n'avons pas encore aujourd'hui, qui nous permettront d'examiner l'incidence de ce phénomène dans les ministères. Malheureusement, nous n'avons pas ces données.

Je sais également que le vérificateur général va entreprendre un examen semblable, et nous allons en fait partager le travail commun, afin d'éviter tout double emploi. Il faudra donc que je réponde à cette question plus tard cette année.

M. Halliday: Monsieur le président, je ne veux pas être injuste à l'égard de M. Rogers, mais il nous a dit, l'an dernier, et je le cite, à la page 48:8, le 21 mars 1981:

Je pense que nous serons mieux en mesure de résoudre le problème d'ici à six mois environ.

[Texte]

Perhaps he will remember we are anxious to learn about that, as soon as he is able—

Mr. Rogers: I realize that it sounds as though I am coming back with the same song a year later, and I am embarrassed by that, but I just might explain that the available resources were just absolutely 100 per cent committed to this reform of the estimates task and that is where we had to divert the staff to. We are staffed to do both now.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, in order to please you as chairman—

The Chairman: You please me very well.

Mr. Halliday: On that question, too? Very good. The Implementation Assistance Program and the budget show on page 31-32 a decrease of 52.6 per cent in total person-years authorized and yet the very same number of dollars spent.

About a year ago, Mr. Chairman, Mr. Rogers was discussing this problem of the difficulty he has getting specialists to do the kind of term work he needs to do, specialists in systems, cost accountants, auditors and so on, and he was hoping to be able to rectify that problem by getting people trained within the system itself or by using the executive interchange more effectively.

I wonder just how he explains this drop of over 50 per cent in person-years, yet the funding is the very same. Perhaps that will lead us into another question, if we could get some observations or commentary on that.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Rogers: May I take that question, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Rogers.

Mr. Rogers: When we put the IAP program together, we did not have significant evidence as to what the split would be in terms of the demand by departments for temporary resources representing public servants as opposed to the level of use of external sources such as consultants.

• 1030

Frankly, the drop in the person-years is a reflection primarily of estimates which were too high in relation to the experience, in fact, that we have had over the last two years as regards the actual off-take. What I am saying is that the preference of departments has been to use consultants more extensively because they can get them in and out and they can get the kind of expertise they want. They do not go through such an extensive learning curve as if they had brought somebody in who was not as familiar or capable of picking up the knowledge as quickly. So it does not represent a problem in the program of IAP; it merely represents a correction that reflects a greater level of reality. We will know, I guess, as we

[Traduction]

Il voudra peut-être se rappeler que nous avons hâte d'être renseignés, aussitôt qu'il pourra . . .

M. Rogers: Je me rends compte qu'on pourra penser que je reviens chanter la même chanson un an plus tard, et j'en suis gêné, mais permettez-moi d'expliquer que les ressources disponibles ont été engagées à 100 p. 100 en vue de cette réforme de la tâche des prévisions budgétaires, et donc, c'est là que nous avons dû affecter notre personnel. Nous avons maintenant le personnel voulu pour faire les deux.

M. Halliday: Monsieur le président, afin de vous donner satisfaction comme président . . .

Le président: Vous me donnez entière satisfaction.

M. Halliday: Sur cette question aussi? Très bien. Le Programme d'aide à la mise en oeuvre, qu'on trouve à la page 31-33 des prévisions budgétaires, indique une diminution de 52.6 p. 100 du nombre total d'années-personnes autorisées, et pourtant, on dépense la même somme.

Il y a environ un an, monsieur le président, M. Rogers discutait de la difficulté qu'il éprouvait à retenir les services de spécialistes pour effectuer le genre de travail dont il a besoin, des spécialistes en systèmes, en comptabilité des coûts, des vérificateurs, etc., et il espérait être en mesure de résoudre ce problème en permettant aux employés d'obtenir la formation voulue en milieu de travail, ou en utilisant plus efficacement les échanges de cadres.

Comment explique-t-il alors cette diminution de plus de 50 p. 100 des années-personnes, alors que le financement est le même? Cela nous amènera peut-être à poser une autre question, si nous pouvons avoir quelques remarques ou commentaires à ce sujet.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Rogers: Puis-je répondre à cette question, monsieur le président?

Le président: Monsieur Rogers.

M. Rogers: Lorsque nous avons élaboré le Programme d'aide à la mise en oeuvre, rien ne nous disait quelle serait la répartition de la demande des ministères en matière de ressources temporaires, comment cette demande se répartirait entre les fonctionnaires et les gens de l'extérieur, tels que les consultants.

À la vérité, il y a eu diminution du nombre d'années-personnes parce que nos prévisions, fondées sur la poussée que nous avions connue au cours des deux années précédentes, se sont révélées trop élevées. Il s'est produit que les ministères préfèrent avoir recours plus intensément aux experts-conseils car ils peuvent les embaucher au pied levé tout en obtenant les compétences désirées. Cela évite tout le processus d'apprentissage dont il faut tenir compte quand on engage quelqu'un qui n'a pas autant d'expérience ou ne peut pas l'acquérir aussi rapidement. Cette situation ne révèle pas un problème dans le programme d'aide à la mise en oeuvre mais elle reflète tout simplement un rajustement qui traduit mieux la réalité. Au fur

[Text]

go through this year whether or not that level, which we have brought it down to, is sufficient. We think it is, but again, depending on what actually takes place this year, we might have a requirement for some additional resources beyond that—I am not sure—in terms of people, not dollars, I do not think.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I wonder if I could ask Mr. Rogers, are you talking about the executive interchange or not? You did indicate last year that you hoped to see greater use made of the executive interchange idea.

Mr. Rogers: Yes, it has not happened.

Mr. Halliday: Do you foresee it happening in the future, or is it . . . ?

Mr. Rogers: We are working with several departments where we may make appropriate use of that.

Mr. Halliday: Could I ask the minister, this is a small budget item, relatively speaking, but here we have a drop of over 50 per cent in person-years and yet with the same budget. If that was spread over the total public service it would be very misleading. It would make the people of Canada think that indeed we had a much smaller public service staff, and yet our payments out, our cost, would be just the same. I wonder if the minister has any observations on that. It has a way of deceiving the Canadian people into thinking that government is not as great as it used to be, that we are not as big as we used to be and that we are having less public servants.

Mr. Johnston: I am sorry, Mr. Chairman, the—

Mr. Halliday: The point that I am trying to make . . .

Mr. Johnston: —point is that the budget has remained approximately the same.

Mr. Halliday: But the number of person-years is in half, greater than half.

Mr. Johnston: The number of person-years has been reduced.

Mr. Halliday: Reduced to below half, then.

Mr. Johnston: Well, that is not a normal occurrence, as you know, across the public service.

Mr. Halliday: Are we going to see more of that, though?

Mr. Johnston: I would be surprised. I am trying to think of other examples where we have had major . . . Obviously, in some departments where there may be heavy expenditures of different kinds of service programs you might see a reduction in person-years and yet even a higher budget because of other costs of an ongoing program. DND in particular comes to mind because of the heavy commitment to capital equipment programs and so on. But in a program of this size I do not expect that would be a normal occurrence.

Mr. Halliday: Mr. Chairman, I am going on to one other question which is . . .

The Chairman: Before you leave that question, Dr. Halliday, I think you have raised a point of interest. On page 31-30,

[Translation]

et à mesure que nous progresserons cette année, nous saurons si cette compression est suffisante. Nous pensons qu'elle l'est mais une fois de plus, il faudra se reporter à la situation cette année, et il se pourrait très bien que nous ayons besoin de ressources humaines supplémentaires mais je ne pense pas que nous ayons besoin de plus de crédits.

M. Halliday: Monsieur le président, monsieur Rogers pourrait-il nous dire si le programme de permutation des cadres est toujours en vigueur? L'année dernière, vous avez dit que vous espériez pouvoir intensifier les échanges dans le cadre de ce programme.

M. Rogers: Cela ne s'est pas produit.

M. Halliday: Prévoyez-vous que cela se fera à l'avenir?

M. Rogers: Nous travaillons avec plusieurs ministères où le programme est utilisé à bon escient.

M. Halliday: Je voudrais poser une question au ministre au sujet d'un poste budgétaire qui n'est pas très élevé mais où l'on constate une baisse de 50 p. 100 du côté des années-personnes, les crédits demeurant les mêmes. Si cela se produisait partout dans la Fonction publique, cela pourrait induire en erreur. La population canadienne serait portée à croire que l'effectif de la Fonction publique diminue, alors que les coûts se maintiennent. Le ministre a-t-il des remarques à faire là-dessus? La population canadienne pourrait être portée à croire que l'appareil gouvernemental n'est pas aussi gros qu'il l'était et qu'il y a moins de fonctionnaires.

M. Johnston: Excusez-moi, monsieur le président, . . .

M. Halliday: Voici ce que je veux dire . . .

M. Johnston: Il n'en demeure pas moins que le budget est environ le même.

M. Halliday: On a cependant la moitié moins d'années-personnes.

M. Johnston: En effet, le nombre des années-personnes a été réduit.

M. Halliday: De plus de la moitié.

M. Johnston: Comme vous le savez, ce n'est pas le cas dans toute la Fonction publique.

M. Halliday: Est-ce que cela se reproduira ailleurs?

M. Johnston: Cela m'étonnerait. J'essaie de trouver d'autres exemples où il y a eu des compressions majeures . . . De toute évidence, dans certains ministères, où il y a de fortes dépenses du côté des programmes de services, on pourra constater, malgré une réduction dans le nombre des années-personnes, un budget plus élevé qu'expliquent les coûts des programmes courants. Le ministère de la Défense nationale, par exemple, s'est engagé dans de vastes programmes d'immobilisation. Dans le cas qui nous occupe, ce n'est pas chose courante.

M. Halliday: Monsieur le président, je voudrais poser une autre question . . .

Le président: Ne quittons pas tout de suite ce sujet car vous avez soulevé un point intéressant. A la page 31-31, les dépen-

[Texte]

I see your forecast expenditures are \$7.5 million, and on the same vote on forecast expenditures on page 31-32, you have no figures for expenditures. What happened to that figure there? Has it disappeared? That is the question I think Dr. Halliday is referring to. I just wondered if you have an answer to that.

Mr. Rogers: It is a technique, Mr. Chairman, used by the program branch in the instances where the funds are transferred by us to departments, which is the way in which this is administered. It is budgeted in our Vote 30 and then, as we receive Treasury Board authorization to turn those funds over to the departments, they disappear from our vote and end up in the department votes. There is another Vote 5 in Treasury Board, which you would find when you come to look at Vote 1, where you find exactly the same technique of handling. The thesis is that since those forecast expenditures are in the various departments, they should not show in our budget centre.

The Chairman: Thank you. Off your time, Dr. Halliday. You have another . . .

Mr. Halliday: Yes, I just have one other question; it is a short one. Thank you, Mr. Chairman. It relates to something that is on the periphery, I suspect, of the responsibilities of the Comptroller General, but in reading the objectives and the program description for the Comptroller General, one of the sub-headings is management practices, the improvement of management practices in departments and agencies.

• 1635

In southwestern Ontario, in Revenue Canada, we have always had good service—extremely efficient service from the Revenue Canada regional office in London. We found that we could phone them or write to them and get very prompt action. We had very few complaints relative to the speed of service.

Now that the records have all been transferred to Sudbury, we are having difficulty getting the answers that we want as quickly as we were used to getting them in the past. One of the problems that has come to our attention recently has been the frequency that people have received threatening letters from the department about collecting unpaid taxes, when the constituent actually has the cancelled cheque in his possession.

So there is a real delay somewhere in the system that did not exist before. We are embarrassed and, of course, the constituents are annoyed, because they have the cancelled cheque, and yet they are being threatened with collection by the department. I realize it is basically a problem in Revenue Canada somewhere, but also I see that, by your program description, you are responsible for the improvement of management practices in the departments. So, I wonder whether you have had an opportunity to take a look at that sort of thing, or whether you would take a look at it, in view of the increasing prevalence of that problem.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, just as a point of interest, when was that transfer to Sudbury effected?

[Traduction]

ses prévues indiquées sont de 7.5 millions de dollars alors qu'à la page 31-33, il n'y a pas de chiffres figurant en regard du même crédit. Que s'est-il passé? Les dépenses se sont-elles évaporées? Je pense que c'est à cela que M. Halliday fait allusion. Pouvez-vous nous répondre?

M. Rogers: Monsieur le président, il s'agit d'une technique administrative à laquelle la direction des programmes a recours quand nous effectuons des virements de fonds aux ministères. Nous imputons ces sommes au crédit 30 et ensuite, une fois que nous avons obtenu l'autorisation du Conseil du Trésor d'effectuer les virements aux ministères, ces sommes passent de notre crédit aux crédits ministériels. Il y a un autre crédit 5, au Conseil du Trésor, que vous retrouverez au crédit 1, car la même technique est employée. Étant donné que ces dépenses prévues sont effectivement celles des divers ministères, elles n'ont pas lieu de figurer dans notre budget.

Le président: Merci. Monsieur Halliday, votre temps de parole ne s'en trouve pas écourté. Vous avez droit à une autre question . . .

M. Halliday: Elle sera brève. Merci, monsieur le président. C'est une question qui est reliée de loin aux responsabilités du contrôleur général mais j'ai constaté en lisant la description des objectifs et du programme du bureau du contrôleur général qu'il y avait une rubrique intitulée pratiques de gestion, améliorations des pratiques de gestion des ministères et organismes.

Le bureau régional de London de Revenu Canada, dans le sud-ouest de l'Ontario a toujours fourni un service extrêmement efficace. Nous pouvions téléphoner ou écrire et recevoir une réponse dans les plus brefs délais et il y avait donc très peu de plaintes à ce propos.

Désormais, les dossiers sont à Sudbury et les réponses ne nous parviennent pas aussi rapidement qu'autrefois. Récemment, de plus en plus de gens ont reçu des lettres d'avertissement concernant des impôts non payés, alors qu'ils avaient bel et bien versé tout le montant dû, ayant même leur chèque pour preuve.

Il y a désormais beaucoup de retard dans le système, ce qui n'était pas le cas auparavant. Bien entendu, nous faisons triste figure et les contribuables sont irrités car ils ont en leur possession un chèque qui prouve qu'ils ont payé, et voilà que le ministère les menace. Je pense qu'il y a un problème quelque part à Revenu Canada mais je constate, dans la description de votre programme, que vous êtes responsable de l'amélioration des pratiques de gestion dans les ministères. Je me demande si vous vous êtes penchés sur cette situation, ou bien si vous entendez le faire, car les cas de ce genre semblent se multiplier.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Monsieur le président, je voudrais savoir quand les dossiers ont été transférés à Sudbury.

[Text]

Mr. Halliday: Within the last year, I think. It was affected about a year ago probably.

Mr. Johnston: Well, that is just for my own information.

Mr. Halliday: I am not precise on that. I do not know exactly.

Mr. Johnston: But it is relatively recent?

Mr. Halliday: Yes, it is.

Mr. Johnston: I do not think we could probably explain why that is occurring. I think that would be a question to be put to the Minister of National Revenue, or his deputy.

Mr. Halliday: Well, I guess I have a more fundamental question. Is that an area that the Comptroller General should be interested in pursuing, if that problem is brought to his attention? Or would he be doing it on a regular, ongoing basis anyway?

Mr. Rogers: Mr. Chairman, Mr. Bindman might like to comment, with your permission and Mr. Halliday's. Mr. Bindman runs the IMPAC program on behalf of our office.

The Chairman: Mr. Bindman.

Mr. W. Bindman (Deputy Comptroller General, Management Practices Branch, Office of the Comptroller General of Canada): Mr. Chairman, the answer to that question requires an explanation. The problems of the kind you describe generally fall under the heading of data processing difficulties, because Revenue Canada is a very highly automated department and is probably, if not the biggest automated system in Canada, very close to it. Any move from one locale to another will disturb The slightest disturbance to that thing will produce an array of aberrations of the kind you allude to, which will take some months, or even years in some cases, to purge themselves and the whole thing settles down again.

Your question was: Would the Office of the Comptroller General concern itself with that? As to the technicalities of the data processing systems and the reasons why that was producing the problem—the answer, probably not.

However, what would be of concern to us, and we do involve ourselves, and Revenue Canada has a rather good performance record, in our opinion, is whether or not there is a reporting practice in place that would measure the incidence of the complaints coming from various constituencies, and whether or not that reporting practice is such as to disclose to management the trend of the incidence of these errors or other aberrations in data processing and their cost.

And if we were satisfied that there was no such detection system in place, that kind of management practice would then become material that we would transact with Revenue Canada. But we could not possibly, logistically, nor could we possess the technical expertise in the OCG, to attack the very problems themselves, the data processing problems and organizational problems which caused the thing that you allude to.

[Translation]

M. Halliday: Au cours de l'année dernière, je pense. Il y a environ un an.

M. Johnston: C'est la première fois que j'entends parler d'une telle situation.

M. Halliday: Je ne sais pas exactement quand le déménagement a eu lieu.

M. Johnston: Est-ce que c'est assez récent?

M. Halliday: En effet.

M. Johnston: Je ne pense pas que nous puissions vous expliquer la cause de ce problème. Je pense qu'il vaudrait mieux poser la question au ministre du Revenu national ou au sous-ministre.

M. Halliday: Ma question est plus générale. Je voudrais savoir si le contrôleur général a lieu de se pencher sur ce genre de problème, quand on le lui signale, ou bien s'il se renseigne sur la situation de façon permanente?

M. Rogers: Monsieur le président, avec votre permission et celle de M. Halliday, je demanderais à M. Bindman de répondre. M. Bindman s'occupe du PPCG.

Le président: Monsieur Bindman.

M. W. Bindman (sous-contrôleur général, direction des pratiques de gestion, Bureau du contrôleur général du Canada): Monsieur le président, je me dois de vous donner des explications. Le problème que vous venez de décrire provient de difficultés dans le traitement de données, car Revenu Canada est un ministère très informatisé, possédant peut-être le système informatique le plus élaboré au Canada. Quand il y a un déménagement, il y a perturbation . . . En effet, c'est dans ces cas-là que se produisent les genres d'erreurs aussi farfelues que celles que vous venez de décrire et il faudra des mois, voire des années dans certains cas, pour redresser ces erreurs et ramener les choses à la normale.

Vous nous demandiez si le Bureau du contrôleur général se penchait sur ce genre de question? Puisqu'il s'agit d'ennuis techniques dans le traitement des données, étant donné que je vous ai donné les causes du problème, notre bureau ne s'en occupera peut-être pas.

Néanmoins, ce qui nous intéresse au premier chef, et Revenu Canada a un tableau assez honorable à cet égard, c'est l'existence d'un mécanisme de rapport qui permette de mesurer la quantité de plaintes provenant des contribuables, et il nous intéresse de vérifier si ce mécanisme de rapport permet aux gestionnaires de détecter la quantité d'erreurs qui se glissent dans le traitement des données et ce qu'elles coûtent.

Si nous constatons qu'un mécanisme permettant de détecter les erreurs n'existe pas, nous interviendrions auprès de Revenu Canada. Nous ne pouvons absolument pas, du point de vue matériel, du point de vue technique non plus, nous attaquer à des problèmes précis de traitement de données ou d'organisation au sein de Revenu Canada.

[Texte]

I hope that answer will clarify our office's position.

Mr. Halliday: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Bindman.

You are on a second round, now. We have about 20 minutes to go and I have four people to go. Mr. Lambert, five minutes.

Mr. Lambert: Mr. Rogers, do you have within your section, or it is perhaps under Mr. Dye, auditors who work to procedures with regard to computers? In other words, do people use the computers in the right way? It is the equivalent as in the banks. They have auditors dealing with... procedures are being followed and there was a consistency in the practices, so that the same results come out if you follow the same practices—and also to guard against, shall we say, white-collar theft.

• 1640

Mr. Rogers: If I may take that question, Mr. Chairman. We have several things we do in this area you referred to. The first is that we have recently published a set of standards for internal audit, which includes a chapter on computer audit. To my knowledge, this is the first publication anywhere where a set of standards has been described as practice to be followed by users.

Those standards were developed jointly by our office and the Auditor General, and both of us worked with the Institute of Internal Auditors, an American and international institution, in the preparation of that chapter. That chapter describes the things auditors should do to audit computer programs for having audit trails, and checks within the system for covering such things as diversion of funds, fraud and the like—what we commonly call, or that these programs possess, suitable audit trails.

Second, we work with departments on their refinement and enhancement, and development of new management information systems. We maintain a central library of systems-in-place departments which all departments can refer to as they proceed with enhancements or development work, to try and prevent reinvention of the wheel. More importantly, they can examine some of those existing systems without having to go through all the work to establish audit trails.

Third, on the whole process of systems development and design, there is a policy framework under the responsibility of the Administrative Policy Branch in the Treasury Board Secretariat that prescribes for departments the kind of staging they should go through for program development; that is, computer program development and verification. I hope that answers your question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Secondly, may I switch now to another particular field. You heard me ask you this question before; maybe Mr. Johnston would like to answer it first, though. How do you feel about rewarding good performance in the public service by salary increases or bonuses or what have you and

[Traduction]

J'espère que cette réponse vous précise le rôle de notre bureau.

M. Halliday: Merci.

Le président: Merci, monsieur Bindman.

Nous passons au deuxième tour. Il nous reste vingt minutes de séance et j'ai 4 noms sur ma liste. Monsieur Lambert, vous avez 5 minutes.

M. Lambert: Monsieur Rogers, y a-t-il chez vous, ou chez M. Dye, des vérificateurs qui s'intéressent à l'utilisation des ordinateurs? En d'autres termes, vérifie-t-on si les ordinateurs sont utilisés à bon escient? La situation est un peu semblable à celle des banques. Les banques ont des vérificateurs qui s'assurent que les procédures sont respectées et qu'il y a conformité dans les pratiques, pour que les mêmes pratiques donnent les mêmes résultats. Cela offre également une certaine protection contre ce qu'on pourrait appeler des vols de la part des cols blancs.

M. Rogers: Monsieur le président, je voudrais répondre à cette question. Nous prenons diverses mesures à propos de ce que vous venez de décrire. Tout d'abord, nous avons publié récemment une série de normes pour la vérification interne, qui contiennent un chapitre sur la vérification informatique. À ma connaissance, il s'agit du premier guide contenant des normes à l'intention des usagers.

Ces normes ont été établies conjointement par notre bureau et celui du Vérificateur général et dans la préparation de ce chapitre, nous avons fait appel à l'Institut des vérificateurs internes, qui est une institution américaine de portée internationale. Ce chapitre décrit à l'intention des vérificateurs la marche à suivre pour dépister des anomalies comme les détournements de fonds, les fraudes, etc. et nous nous assurons que les programmes offrent les mécanismes de dépistage souhaitables.

Deuxièmement, nous aidons les ministères à mettre au point des systèmes plus élaborés d'information de gestion. Nous avons une bibliothèque centrale des systèmes en place auxquelles les ministères peuvent se reporter au fur et à mesure qu'ils apportent des améliorations à leur propre système et pour éviter le double emploi. Qui plus est, les ministères peuvent se reporter aux systèmes en place sans avoir à refaire tout le travail de dépistage.

Troisièmement, en ce qui concerne la conception et la mise au point des systèmes, il existe une politique qui relève de la direction de la politique administrative au Conseil du Trésor qui fournit aux ministères des directives sur l'élaboration et la vérification des programmes informatiques. J'espère que cela répond à votre question, monsieur Lambert.

M. Lambert: Je voudrais passer à autre chose. J'ai déjà posé cette question et M. Johnston voudra peut-être y répondre en premier. Que pensez-vous de la possibilité de récompenser les bons offices des fonctionnaires en augmentant leur traitement ou en leur versant des primes? Je songe ici à un fonctionnaire à

[Text]

not . . . that is, for the man who comes in with a tight ship and who has actually saved money, rather than now, when ranking and what have you is deemed to be dependant on . . . the money you spend determines the number of people while the number of people determines your own rank and numbers and pay.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I feel very strongly about it. I hope it is changing. I suppose one of the first things anybody from the private sector thinks of when they come into government is how you can reward performance when you have no bottom line to look at. As you may recall, Mr. Chairman, the conversion to the management category also brought about a conversion to a new form of performance pay, so that bonuses would replace everything beyond the median in the job-rate classification category. These have to be earned year by year, instead of being built into the basic pay structure as they were in the past. That is an improvement. I think that, combined with the managerial appraisal system which is in place, hopefully will result in rewards for performance and for running a tight ship and will tend to diminish the proclivity, as I understand it, that has always existed for managers to build empires rather than make empires efficient.

• 1645

I think it has to be linked into those two elements; at least, those are the only tools we have at our disposal at the moment. If someone could suggest other ones that would work, I would be glad to hear about it; but these two, I think, are major improvements—namely, the performance bonus combined with the annual appraisal of performance.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Kilgour.

Mr. Kilgour: How much of a deputy minister's or a program head director's bonus would depend upon cost efficiencies or vary with cost efficiencies?

Mr. Johnston: Mr. Chairman, that is a difficult question for me to answer because a whole range of elements are taken into account and the appraisals are done by committees of deputies, except, of course, at the deputy level itself, where the minister is responsible for the appraisal, in which case the minister takes into account those matters which he considers to be relevant. Certainly, cost efficiencies would be one of them.

Mr. Kilgour: You would say that ministers take that into account in assessing their deputies' performance?

Mr. Johnston: I cannot, frankly, speak for other ministers because I am not privy to what they take into account.

Mr. Kilgour: Okay, can I go back to something that Dr. Halliday raised? Your person-years are down by, I guess, 45 per cent or 52 per cent, but your budget remains the same, if I understand it. Did you tell him the difference was due to the fact that you were contracting out a lot of your functions?

[Translation]

qui l'on confie une tâche délicate et qui, grâce à sa compétence, permet au gouvernement de faire des économies. Les sommes dépensées déterminent le nombre de personnes qui relèvent d'un fonctionnaire tandis que cet effectif détermine la catégorie, le niveau et la rémunération du fonctionnaire.

M. Johnston: Monsieur le président, j'ai une opinion très arrêtée sur la question. J'espère que les choses changent et je suppose que quelqu'un qui vient du secteur privé se demande avant tout comment on peut récompenser les bons offices des fonctionnaires en l'absence de points de repère. Monsieur le président, vous vous souviendrez que la transformation de la catégorie de la direction a signifié une transformation dans la rémunération à la compétence, si bien qu'au delà d'un certain seuil, on verse des primes suivant une classification au rendement. On peut se mériter ces primes d'une année à l'autre, et elles ne font pas partie de l'échelle des salaires de base, comme dans le passé. C'est une amélioration. On peut espérer que ces nouvelles mesures qui viennent s'ajouter au système d'évaluation des gestionnaires, déjà en place, inciteront les gestionnaires à améliorer leur rendement, à veiller au grain et diminueront cette propension qu'ont les gestionnaires à préférer la construction d'empires plutôt que de se soucier de leur efficacité.

Je pense qu'il faut compter sur ces deux éléments. En effet, ce sont les deux seuls leviers dont nous disposons pour l'instant. Je suis prêt à accueillir toute autre suggestion valable. Je pense que la prime au rendement et l'évaluation annuelle du rendement constituent deux améliorations majeures.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Kilgour.

M. Kilgour: Quelle part de la prime versée à un sous-ministre ou à directeur de programme dépend de son tableau coût-efficacité?

M. Johnston: Monsieur le président, c'est une question à laquelle il est difficile de répondre car toute une gamme d'éléments interviennent et les évaluations sont faites par des comités de sous-ministres, sauf dans le cas des sous-ministres eux-mêmes, bien entendu, et dans ce dernier cas, c'est le ministre qui est responsable de l'évaluation et c'est à lui de faire intervenir les facteurs qu'il juge pertinents. Le tableau coût-efficacité en fait certainement partie.

M. Kilgour: Vous voulez dire que les ministres prennent cela en compte dans l'évaluation du rendement de leurs sous-ministres?

M. Johnston: Je ne puis parler au nom des autres ministres car je ne sais pas comment ils procèdent.

M. Kilgour: D'accord. Je voudrais revenir à une question soulevée par M. Halliday. Le nombre des années-personnes a baissé de 45 p. 100 ou 52 p. 100, chez vous, mais votre budget est le même. Avez-vous dit que cela s'expliquait du fait que vous faisiez appel intensément à des contractuels?

[Texte]

Mr. Rogers: May I take that question, Mr. Chairman?

The Chairman: Mr. Rogers.

Mr. Rogers: First, it is Vote 30, the second of our two votes, and it deals with funds which we make available to departments to supplement their own resources for the progressing of their IMPAC plans. So it is that particular vote.

The person-year reduction is related to what we experienced in the prior fiscal year as the actual requirement for people, and the shorthand answer is that more dollars have been taken by departments and used for consultants with a consequential lower than estimated level of requirements for people. From year to year, we cannot be sure whether the people count is the right level of people count or not. It might happen that next year they go back to using more internal resources than we have shown here, because it is based on the prior year. I am just putting you on notice: we cannot know precisely at this point.

Mr. Kilgour: Last week, the chairman will recall, the Prime Minister was here, and I think the blue book shows that he was going to spend \$521,000 in his office for his consultants' fees. How much is the government, as a whole, spending on consultants fees? It is probably in the blue book. Can you give me the figure, though, for this fiscal year?

Mr. Rogers: I do not have it handy on a government-wide basis, unfortunately.

Mr. Kilgour: My time is going. Could I get it from you afterwards? Have you any way of saying, say, to the Prime Minister's Office that he should not be spending \$521,000 in consultants fees—or any other minister? Is that within your mandate?

Mr. Rogers: Mr. Chairman, no. Again, my role is to try to make as whole as we can the processes of management in departments and agencies, including the design of information on the physical operations of programs, by which they are planned and controlled, and the translation of those into their financial counterparts.

Mr. Kilgour: So if a minister or a ministry wants to spend a trillion dollars on consulting fees, it is beyond the terms of your mandate. Is that a fair way of putting it?

• 1650

Mr. Johnston: Mr. Chairman, the departmental budget and resources, the allocation of resources to every area of the department's activities, of course come before the Treasury Board Secretariat during program review, and if anything is highlighted, it would be brought to the attention of Treasury Board ministers and recommendations could be made. But if the policy committee of Cabinet decides that a certain amount is going to be allocated to a particular program and then in bringing the terms and conditions of that program forward the use of consultants is brought to our attention, questions could

[Traduction]

M. Rogers: Monsieur le président, je voudrais répondre à cette question.

Le président: Monsieur Rogers.

M. Rogers: Au crédit 30, le deuxième de nos deux crédits, sont imputés des fonds que nous mettons à la disposition des ministères qui peuvent donc compter sur des crédits supplémentaires pour la mise en oeuvre du PPCG. Voilà donc pour ce crédit-là.

Nous avons pu réduire le nombre des années-personnes forts de l'expérience que nous avons de l'exercice financier précédent et en résumé, les ministères ont utilisé plus de crédits pour embaucher des experts-conseils. D'une année à l'autre, nous ne pouvons pas déterminer exactement le nombre d'années-personnes dont on aura besoin. Il se peut en effet que l'année prochaine nous ayons besoin d'un effectif permanent accru, car nous nous fondons dans nos estimations sur l'année précédente. Nous ne pouvons rien préciser pour l'instant.

M. Kilgour: La semaine dernière, c'est le Premier ministre qui comparaisait et le Livre bleu indique que son Cabinet dépensera \$521,000 en honoraires d'experts-conseils. Je voudrais savoir combien le gouvernement dépense, au total, en honoraires d'experts-conseils? Le Livre bleu doit pouvoir nous renseigner là-dessus, mais pouvez-vous, vous-même, me donner un chiffre pour l'exercice financier actuel?

M. Rogers: Malheureusement, je n'ai pas ce renseignement.

M. Kilgour: Pour gagner du temps, pouvez-vous me le fournir plus tard? Votre mandat vous permet-il, par exemple, de dire au Cabinet du Premier ministre, ou à un autre ministre, qu'une somme de \$521,000 versée en honoraires est trop élevée? Est-ce votre rôle?

M. Rogers: Non. Mon rôle est d'essayer de cerner de la façon la plus précise les pratiques de gestion des ministères et organismes, en mettant l'accent sur la collecte de renseignements sur la concrétisation des programmes, renseignements qui servent à la planification et au contrôle et je dois ensuite surveiller le financement de ces programmes.

M. Kilgour: Si un ministre choisit de dépenser 1 million de dollars en honoraires d'experts-conseils, vous n'y pouvez rien, n'est-ce pas?

M. Johnston: Monsieur le président, bien entendu, la répartition des ressources entre les différents activirés d'un ministère est soumise au secrétariat du Conseil du Trésor lors de l'examen des programmes et tout point saillant est soumis à l'attention des ministres du Conseil du Trésor et fait l'objet de recommandations. Mais si le comité du Cabinet décide qu'un certain montant doit être affecté à un programme en particulier et que nous constatons que sa réalisation prévoit le recours à des experts conseils, des questions doivent être soulevées à cet égard, si c'est soumis à notre attention. Par exemple, si le

[Text]

be raised with respect to it at that time—if it comes to our attention. If it is a contract that exceeds the \$25,000 contracting limit, for example, it might be brought to our attention, it might be questioned and it might have to be justified.

We had a study made government-wide when we came in in 1980 to get at this problem which at least was a perceived problem of there perhaps being consulting arrangements which in substance were master-servant relationships, perhaps former employees of government going out and getting contracts with their departments and so on. That is an area we have focused on particularly.

The Chairman: Mr. Kilgour, this is your last question, sir.

Mr. Kilgour: May I preface it with a short comment?

The Chairman: You may.

Mr. Kilgour: I do not dispute your good faith, Mr. Johnston, though I think you are literally like old King Canute struggling with the tides, and unfortunately you do not have enough people on your side in Cabinet. I think that is being fair to you—I hope it is—and of course to Mr. Rogers and the others as well.

But would you not agree that instead of you two discussing this all together over coffee—I think Mr. Lambert raised the point before—it would be better if Mr. Rogers could give us a public statement once a year, telling us whether or not he thinks he has made a centimetre of progress or whether anything has happened that would give the Canadian public grounds for hope with respect to doing something about expenditures which under the recent budget are more out of control than ever?

The Chairman: That was a statement in the form of a question.

Mr. Kilgour: I plead guilty, Mr. Chairman.

Mr. Johnston: If I may respond to that very quickly, Mr. Chairman, there is no doubt that when you look at expenditures of \$76 billion you are going to be able to put your finger on inefficiencies, and you are going to be able to put your finger on waste. The issue, it seems to me, is the question of relativity. In 1976 the Auditor General said that Parliament had just about lost control of the public purse. I do not think he would make the same condemnation today. I think a lot has been done in the intervening period to improve accountability, and through such things as the new form of the estimates, through the IMPAC program and through the expanded mandate of the Auditor General himself to conduct comprehensive auditing.

Mr. Kilgour: You are not speaking in his name right now, are you, Mr. Johnston?

Mr. Johnston: No, I am just saying that these are steps which have been taken through the implementation of nearly all of the Lambert commission recommendations. I hope we will see parliamentary reform as closing the loop on that issue.

[Translation]

contrat dépasse la limite de \$25,000 cela pourrait être porté à notre attention, faire l'objet de questions et être justifié.

Lors de notre création en 1980, nous avons mené une étude à l'échelle du gouvernement pour cerner le problème que l'on percevait à cet égard, à savoir que certaines dispositions laissaient à désirer. Par exemple, d'anciens employés du gouvernement obtenaient des contrats de leur ancien ministère après avoir démissionné etc. C'est un domaine sur lequel nous nous sommes particulièrement attardés.

Le président: Monsieur Kilgour, votre dernière question.

M. Kilgour: Puis-je faire tout d'abord une brève introduction?

Le président: Oui.

M. Kilgour: Je ne mets pas en doute votre bonne foi, monsieur Johnston, mais votre tâche me fait penser à celle du roi Canute qui cherchait à arrêter la marée, et malheureusement vous n'avez pas assez de gens de votre côté au Cabinet. Il faut donc vous rendre justice, ainsi qu'à M. Rogers et aux autres.

Toutefois, ne convenez-vous pas que plutôt que d'en discuter tous les deux à la pause-café, M. Lambert y a déjà fait allusion, il vaudrait mieux que M. Rogers fasse chaque année une déclaration pour nous dire s'il estime avoir fait du progrès ou apporter des changements susceptibles de donner un certain espoir au public canadien quant à la réduction des dépenses qui échappent de plus en plus à notre contrôle, comme on peut le voir dans le dernier budget?

Le président: C'était une observation sous forme de question.

M. Kilgour: Je plaide coupable, monsieur le président.

M. Johnston: Si vous me permettez de répondre brièvement, monsieur le président, il est évident qu'en examinant bien des dépenses de l'ordre de 76 milliards de dollars, on pourra toujours trouver des lacunes et du gaspillage. Ce qui importe, pour moi, c'est que tout est relatif. En 1976, le vérificateur général a déclaré que le Parlement avait perdu le contrôle des dépenses publiques. Je ne crois pas qu'il ferait la même accusation aujourd'hui. Bien des mesures ont été prises depuis en vue d'améliorer l'imputabilité, grâce à des mesures comme la nouvelle présentation des budgets, le programme PPCG et le programme de vérification comptable intégrée du vérificateur général.

M. Kilgour: Vous parlez en son nom, monsieur Johnston?

M. Johnston: Non, je dis simplement qu'il s'agit des mesures prises lors de la mise en oeuvre de presque toutes les recommandations de la Commission Lambert. J'espère qu'une réforme parlementaire viendra fermer la boucle. Je crois donc

[Texte]

So I think a lot of mechanisms have been in place which have undoubtedly given the taxpayers greater value for money.

But I am sure people will always be able to put their finger on a particular point, whether there was too much Xeroxing here or whether somebody sends out For example, I get complaints that sometimes people receive government documents in manila envelopes when they could go in small-sized letter envelopes. That kind of thing is bound to happen. As I say, I think we have probably made dramatic improvements. I do not think it is necessary to say we have made a centimetre of progress; we have probably made light years of progress but there is still a hell of a lot of progress to be made.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Kilgour, I draw your attention to page 1-46, under Professional and Special Services you will find a list of \$2,193,659,000 worth of interesting reading for about 12 or 13 departments.

Mr. Kilgour: Would you repeat that figure 5,000 times, Mr. Chairman? I think the Canadian people would be astounded to hear it.

The Chairman: I thought for your own education, you would be interested.

Mr. Kilgour: Thank you very much.

The Chairman: A lot of that is transferred to the provinces.

Mr. Anguish, for five minutes.

• 1655

Mr. Herbert: What time are you planning on finishing?

The Chairman: This is the last speaker, Mr. Herbert.

Mr. Anguish: Under Vote 25—to try and justify what I was saying before about the oil compensation program being tied into what we were discussing today—Vote 25, Management Practices and Controls, the objectives of that program on page 31-26 of the estimates says:

To see to the establishment of sound management practices in the federal government by developing policies and standards for financial and operational planning, reporting and controls, and by promoting and monitoring improvements in the practice of financial and operational management, in departments and agencies.

Under the program description, the first item is:

Financial and Operational Management Policy—Establishment of an effective structure and related processes for financial and operational planning and control in departments and agencies by developing and interpreting policies, guidelines and standards, monitoring their implementation

[Traduction]

qu'on a mis en place un grand nombre de mécanismes qui donnent sans aucun doute maintenant aux contribuables une plus grande valeur en contrepartie des fonds dépensés.

Mais il sera toujours possible de trouver certaines erreurs, comme trop de photocopies ici ou autres choses ailleurs . . . Par exemple, des gens se plaignent parfois à mon bureau de recevoir des documents du gouvernement dans des enveloppes grand format alors qu'ils auraient pu les recevoir dans des enveloppes plus petites. On ne peut empêcher ce genre d'erreur. Comme je l'ai dit, j'estime que nous avons accompli de grands progrès. Toutefois, il nous reste quand même beaucoup de chemin à faire.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Kilgour, j'attire votre attention sur la page 1-46, sous la rubrique Services professionnels et spéciaux, vous trouverez une liste de \$2,193,659,000 touchant 12 ou 13 ministères qui peut être très intéressante à lire.

M. Kilgour: Pourriez-vous répéter ce chiffre 5,000 fois monsieur le président? Les Canadiens n'en reviendraient pas.

Le président: Ce pourrait être intéressant, pour votre propre gouverne.

M. Kilgour: Merci beaucoup.

Le président: Une bonne partie de ce montant est transférée aux provinces.

Monsieur Anguish, cinq minutes.

M. Herbert: A quelle heure prévoyez-vous finir?

Le président: C'est le dernier intervenant, monsieur Herbert.

M. Anguish: Au crédit 25—pour justifier ce que je disais plus tôt au sujet du lien entre le programme des indemnités pétrolières et le sujet d'aujourd'hui—au programme des pratiques et contrôles de gestion, selon la page 31-27 du budget, les objectifs de ce programme sont:

Voir à l'établissement, au sein de l'administration fédérale, de pratiques de gestion valables, par l'élaboration de politiques et de normes en matière de planification, de rapports et de contrôles financiers et opérationnels, et par la promotion et le contrôle des perfectionnements apportés par les ministères et organismes dans leurs pratiques de gestion financière et opérationnelle.

Sous la rubrique description du programme, le premier paragraphe est le suivant:

Politique de gestion financière et opérationnelle—L'établissement, dans les ministères et organismes, d'une structure et de processus efficaces en matière de planification et de contrôle financiers et opérationnels, par l'élaboration et l'interprétation de politiques, de lignes directrices et de

[Text]

and participating in the recruitment and training of financial officers.

Now, I ask you, I am really disillusioned if the Office of the Comptroller General does not have some authority to go to a program gone astray, that is working in opposition to government policy, and investigate that situation. I would like you to respond to that, Mr. Johnston. It is not a matter of policy. I think it is stated here, and I want to know whether or not the Office of the Comptroller General has any authority in an area like that or not.

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, when you say that a program has gone astray, in other words, you are making a program evaluation determination. You are saying that the program is not achieving its objectives. That is why we have these program evaluation units. Yes, I could see that Treasury Board ministers might request that a program be evaluated, and once the results of that evaluation are in hand the existing mechanism would be for them to refer that evaluation with a recommendation to the relevant policy committee, ask the policy committee to have a look at that program evaluation and, as a policy decision, determine whether the program should be modified or whether it should be terminated.

Mr. Anguish: How does the initiative take place? Who puts the initiative on to the Office of the Comptroller General to look at such a program? Who makes the value judgment whether it is working or whether it is not working?

Mr. Johnston: First of all, all programs are to be evaluated periodically, and in an operation of this magnitude obviously those that come to the attention of Treasury Board Secretariat Program Review Officers, for example, if there is a problem in a particular program, it would be singled out for attention either to me or to the members of the board. It would be looked at by the Treasury Board and then referred.

Mr. Anguish: Has that particular program been pointed out to you as having a problem in it?

Mr. Johnston: That particular program that you are referring to is part of the National Energy Program. I think that . . .

Mr. Anguish: Has it not been pointed out to you as being a problem?

Mr. Johnston: The National Energy Program is under the responsibility of the Minister of Energy, Mines and Resources.

Mr. Anguish: We are talking about the Office of the Comptroller General going and looking at that program and how that is triggered. You told me that if it was brought to your attention, and not the attention of the . . .

Mr. Johnston: First of all, it is not the Office of the Comptroller General who would go and look at that program. The Office of the Comptroller General is responsible for systems. The Office of the Comptroller General determines

[Translation]

normes, par le contrôle de la mise en oeuvre et par la participation au recrutement et à la formation d'agents financiers.

Je ne vois pas l'utilité du Bureau du contrôleur général si ce dernier n'a même pas le pouvoir d'entreprendre l'examen de tout programme s'étant écarté de la politique du gouvernement. Je voudrais que vous répondiez à cela, monsieur Johnston. Il ne s'agit pas de la politique. C'est indiqué ici, et je voudrais savoir si le Bureau du contrôleur général a ou non un tel pouvoir.

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Monsieur le président, si vous dites qu'un programme s'est écarté de la politique, vous effectuez en fait une évaluation du programme. Vous dites que le programme n'atteint pas ses objectifs. C'est pourquoi nous avons des unités d'évaluation des programmes. Il est vrai que les ministres du Conseil du Trésor peuvent demander qu'un programme soit évalué, et après avoir reçu le résultat de cette évaluation, la renvoyer accompagnée d'une recommandation au comité pertinent, demander à ce comité de l'étudier et prendre une décision relative à la politique en déterminant si le programme doit être modifié ou abandonné.

M. Anguish: Qui prend l'initiative? Qui charge le Bureau du contrôleur général d'étudier un tel programme? Qui décide si le programme fonctionne ou non?

M. Johnston: Tout d'abord, tous les programmes doivent faire l'objet d'une évaluation périodique, et au sein d'une administration d'une telle envergure, tout programme porté à l'attention des agents du secrétariat du Conseil du Trésor serait également porté à mon attention ou à celle des autres membres. Il serait étudié par le Conseil du Trésor et renvoyé ensuite.

M. Anguish: Vous a-t-on signalé que ce programme posait des difficultés?

M. Johnston: Le programme auquel vous faites allusion fait partie du Programme énergétique national. Je crois que . . .

M. Anguish: Ne vous a-t-on pas signalé qu'il posait des difficultés?

M. Johnston: Le Programme énergétique national est la responsabilité du ministre de l'Énergie, des Mines et Ressources.

M. Anguish: Nous parlons de la façon dont le Bureau du contrôleur général évalue ce programme et de comment se déclenche ce processus. Vous m'avez dit que si c'était porté à votre attention, et non à celle du . . .

M. Johnston: Tout d'abord, ce n'est pas le Bureau du contrôleur général qui se charge d'aller étudier le programme. Le Bureau est responsable des systèmes. Il détermine si une équipe d'évaluation des programmes existe au sein de ce ministère.

[Texte]

that there is an objective program evaluation team in place in that particular department.

Mr. Anguish: Okay. So if our only avenue is to have the Auditor General bring it up in his report, we are dealing with hindsight, and I do not think that you want to correct some of the programs that have gone astray. You would rather try and cover them up, go with them for a year or a period of time and then let the Auditor General have a look at them, and we never deal with them. We are dealing with hindsight then all the time to say that was a bad program.

I am very disillusioned if it is not the job of the Office of the Comptroller General to look at programs like that and bloody well set them straight.

Mr. Johnston: Through you, Mr. Chairman, to Mr. Anguish, if Mr. Anguish has questions with respect to that program and believes that the program, as he puts it, has gone astray, I think he should raise them with the appropriate minister.

Mr. Anguish: I think I am raising them with you—

The Chairman: Last question.

Mr. Anguish: —because of the job of the Office of the Comptroller General.

Mr. Johnston: I am sorry, Mr. Anguish is asking us to determine whether or not the program has gone astray. I thought he had reached that conclusion himself, that he had made his own evaluation of the program. But that program, I presume, like all other programs, would be subject at some point to evaluation by the evaluation team in the Department of Energy, Mines and Resources.

Mr. Anguish: We are getting nowhere there. I would like to close with my final question, Mr. Chairman. I would like to ask you what has happened to the *Parliamentary Task Force on Regulatory Reforms Report* at this point in time. What is the status of that report, and are you going to take any action on it from your office? Has there been any action taken? What are your plans for that report?

• 1700

The Chairman: Mr. Minister.

Mr. Johnston: Well, that is another mandate, Mr. Chairman. That report, together with the report of the Joint Committee on Regulations and Other Statutory Instruments, together with the report of the Economic Council of Canada, together with various other recommendations that have been made over a number of years, have all been brought together and studied by the Office of the Co-ordinator of Regulatory Reform, headed by Wendy Porteous in the Treasury Board. The mandate, I think, is proceeding well. I would hope that we will be tabling legislation, hopefully before Parliament rises, with respect to some of the initial areas that were undertaken and recommended; namely, the cleaning up of obsolete statutes and regulations. We are also interested in the issue of retention of documents to cut down on the cost to the private sector of retaining documents for great lengths of time.

[Traduction]

M. Anguish: Très bien. Par conséquent, s'il faut attendre que le Vérificateur général le signale dans son rapport, c'est toujours après coup, et vous ne voulez pas vraiment remettre ces programmes sur la bonne voie. Vous tentez plutôt de cacher ces erreurs, de les accepter pendant un certain temps et de laisser ensuite le Vérificateur général les étudier. On se rend toujours compte après coup qu'il s'agissait d'un mauvais programme.

Je suis vraiment déçu si le Bureau du contrôleur général n'a pas pour tâche de se pencher sur de tels programmes et de les ramener sur la bonne voie au plus vite.

M. Johnston: Monsieur le président, si M. Anguish a des questions à poser au sujet de ce programme et estime qu'il s'écarte de la politique, il devrait les poser au ministre compétent.

M. Anguish: Je vous les pose . . .

Le président: Dernière question.

M. Anguish: . . . parce que c'est le mandat du Bureau du contrôleur général.

M. Johnston: Je suis désolé, mais M. Anguish nous demande de décider si ce programme s'est écarté ou non de la politique. D'après moi, il en était déjà venu à cette conclusion, il avait fait sa propre évaluation du programme. Toutefois, ce programme comme tout autre programme, j'imagine, fera l'objet à un moment donné d'une évaluation par l'équipe d'évaluation du ministre de l'Énergie, des Mines et Ressources.

M. Anguish: Nous tournons en rond. J'en viens à ma dernière question, monsieur le président. Je voudrais savoir où en est le rapport du groupe d'étude parlementaire sur la réforme de la réglementation. Allez-vous prendre des mesures découlant de ce rapport au sein de votre bureau? Des mesures ont-elles été prises? Quels sont vos projets à l'égard de ce rapport?

Le président: Monsieur le ministre.

M. Johnston: Il s'agit d'un autre mandat. Monsieur le président, ce rapport, ainsi d'ailleurs que le rapport du Comité mixte des Règlements et autres textes réglementaires, que le rapport du Conseil économique du Canada ainsi que d'autres recommandations qui ont été faites au cours des années, ont été regroupés et étudiés par le bureau de coordination de la réforme réglementaire sous la direction de Wendy Porteous du Conseil du Trésor. Leur travail, d'après ce que j'en sais, va de l'avant. J'espère que nous serons en mesure de déposer à la Chambre un projet de loi avant l'ajournement d'été portant sur certaines questions, notamment l'élimination de lois et règlements périmés. Nous voulons également nous attaquer à la question de la conservation des documents pendant des périodes de temps prolongées afin de réduire les coûts pour le secteur privé.

[Text]

The consultation mechanisms with the private sector is another area where a considerable amount of progress has been made, which is another part of the report of the specific task force to which you refer. The question of publishing a regulatory agenda of sorts—well, I should not say of sorts, that whole process of prior notice and consultation is another area where progress has been made. I think it is the National Energy Board which is now actually publishing such an agenda and we hope to see that practice developed across government.

In addition to that, there has been the progress made with respect to the evaluation of regulatory programs, which is also fundamental to regulatory reform. I made reference to that in the context of program evaluation and the teams that are being established in the various department's under the supervision of the Office of the Comptroller General.

So generally speaking, I would say that good progress is being made. I do not have the specific recommendations of the task force report in front of me, but certainly in the whole area of consultation and process that the report was directed to, I think members will be very satisfied that we have taken their recommendations very seriously.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Herbert, for five minutes.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. I was glad to hear Mr. Anguish, as the spokesman for the New Democratic Party, supporting proposed legislation to give Crown corporations an increased role as the instrument of government policy, and I hope that is one other measure that the minister will decide to bring in this fall.

I want to ask just a short question, following up on Mr. Halliday's questioning on the Implementation Assistance Program. The minister's statement says this program helps implement "action plans for better management practices and controls." I was intrigued because we were talking about the difficulty in obtaining specialists in Canada, where I get the impression that every second person considers himself or herself to be a management consultant. Did we identify the reason why it was difficult to obtain specialists in this area of management practices and controls? I thought we had an abundance of such people in Canada.

The Chairman: Mr. Rogers.

Mr. Rogers: The right skills, Mr. Chairman, through you to Mr. Herbert, are always in short supply. And the numbers in relation to the tasks at hand that department's have taken on, who are resident in Ottawa, are a subset of that, although indeed they can be brought in by major firms for very large jobs. But I guess it is merely sizing the amount of work to do over the period of a few years that the departments have set for themselves to accomplish, and the base that is available. That was the context of my last year's remarks.

[Translation]

Les mécanismes de consultation avec le secteur privé sont également un domaine où nous avons enregistré beaucoup de progrès, d'ailleurs cette question fera l'objet d'une partie du rapport du groupe de travail auquel vous avez fait allusion. Quant à la publication d'un calendrier réglementaire ou de quelque chose du genre... en fait, il s'agit bel et bien d'un calendrier... je dois dire que nous avons là encore fait des progrès. Je crois que l'Office national de l'énergie publie maintenant un tel calendrier et nous espérons que la pratique se généralise pour tous les services gouvernementaux.

De plus, nous avons également fait des progrès dans l'évaluation des programmes de réglementation, qui sont également à la base de la réforme de la réglementation. J'en ai parlé lorsque j'ai évoqué l'évaluation des programmes ainsi que lorsque j'ai parlé des équipes mises sur pied dans les différents ministères «encadrés» par le Bureau du contrôleur général.

Donc, en règle générale, je dois reconnaître que nous faisons des progrès importants. Je n'ai pas sous les yeux les recommandations que le groupe de travail a faites dans son rapport, mais, de toute évidence, en ce qui a trait à la consultation ainsi que pour les autres questions étudiées par le groupe de travail, je crois que les membres du Comité seront heureux d'apprendre que nous avons pris toutes ces recommandations très au sérieux.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Herbert, vous avez cinq minutes.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. C'est avec plaisir que j'ai écouté ce que M. Anguish, porte-parole du Nouveau parti démocratique, a dit en faveur du projet de loi qui permet aux sociétés de la Couronne de jouer un rôle plus important dans l'élaboration des politiques gouvernementales, et j'espère que c'est là une autre mesure que le ministre introduira l'automne prochain.

Je voudrais poser une brève question pour faire suite aux questions qu'a posées M. Halliday sur le programme d'aide à la mise en oeuvre. Dans sa déclaration, le ministre dit que ce programme permettra de mettre en oeuvre «des plans d'action qui permettront d'assurer une meilleure gestion ainsi que des contrôles». Cela m'intrigue parce que nous avons dit qu'il était difficile de trouver des spécialistes au Canada, alors que j'ai l'impression que presque n'importe qui se considère comme un expert-conseil en gestion. Avons-nous discuté des raisons pour lesquelles il est difficile de trouver des experts en gestion ainsi que pour les questions de contrôle? Pour ma part, je croyais qu'il y avait pléthore de telles compétences au Canada.

Le président: Monsieur Rogers.

M. Rogers: Les gens très qualifiés, monsieur Herbert, sont toujours assez rares. Compte tenu du travail que doit faire le ministère, il y en a relativement peu à Ottawa, mais néanmoins pour étudier les questions les plus importantes, on peut toujours s'en remettre au secteur privé. Il s'agit tout simplement d'évaluer la quantité de travail que les ministères envisagent de faire sur quelques années et également d'évaluer le nombre de spécialistes disponibles. C'est ce que j'ai dit l'année dernière.

[Texte]

Mr. Herbert: Probably because it was short term. That was maybe one of the difficulties of it.

Mr. Rogers: Well, short term in the sense of three to five years for some of these plans and the fact that many of the companies themselves were not staffed at the levels that were required to take on that body of work.

Mr. Herbert: Okay. My last question also is quite short. I will read, also in answer to a question, that as of the present time, only 25 per cent of all public servants who are covered by collective agreements, are covered by contracts that claim maternity leave. Is it the intention of Treasury Board to ensure that collective agreements in the future will bring us to the point where 1, 2 or 3 years down the road, 100 per cent of public servants covered by collective agreements will be covered by contracts which pay for maternity leave?

• 1705

Mr. Johnston: It is a matter for negotiation on an individual contract basis.

Mr. Herbert: But you have the power to negotiate, as well as the union.

Mr. Johnston: We do not give away benefits. It is a matter for negotiation. If you are going to grant paid maternity-leave benefits then, presumably, there should be some quid pro quo on the other side, either in terms of rate increase or whatever other demands there may be on the table.

Mr. Herbert: Do you mean that as policy, if the unions for some reason do not give on another point, you would be prepared to continue with only 25 per cent of public servants covered for maternity leave?

Mr. Johnston: Well, it is an item which has been negotiated in each case.

Mr. Herbert: But you have no policy? I would suggest, Mr. Minister, that the policy should be to try to include it in all agreements from here on in, as your policy, and as good management practice. Having introduced it as an entitlement for 25 per cent, surely it should be an item that covers 100 per cent.

Mr. Johnston: Well, I will certainly take your representation on paid maternity leave under advisement through you Mr. Chairman, to Mr. Herbert. It has been regarded as an employee benefit. It was raised by the translators some time ago and was rejected. You may recall we took a strike partially on that issue. It became an issue subsequently in the Post Office. It was granted, in fact, to the Post Office. We agreed to negotiate it beyond the normal package which we have negotiated in almost every case but the enhanced maternity benefit. Before the strike actually began, it was offered to the inside postal workers.

[Traduction]

M. Herbert: L'une des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés était peut-être due au fait que certaines opérations étaient à court terme.

M. Rogers: A court terme, on peut entendre par là de trois à cinq ans pour certains projets, mais ces difficultés proviennent également du fait que beaucoup de compagnies n'avaient pas le personnel nécessaire au niveau voulu pour faire le travail.

M. Herbert: Très bien. Ma dernière question sera également brève. En réponse à une question qui a été posée, à l'heure actuelle, il n'y aurait que 25 p. 100 des fonctionnaires couverts par des conventions collectives prévoyant des congés de maternité. Le Conseil du Trésor a-t-il l'intention de garantir dans les conventions collectives qui seront signées l'année prochaine ou dans deux ou trois ans le paiement des congés de maternité?

M. Johnston: Cela dépendra des négociations qui auront lieu pour chaque convention collective.

M. Herbert: Mais vous pouvez négocier, tout comme les syndicats.

M. Johnston: Nous ne faisons pas cadeau d'avantages sociaux. Ces avantages font l'objet de négociations. Si le Conseil du Trésor décide de payer les congés de maternité aux fonctionnaires, il faudra que les syndicats fassent des compromis, soit au niveau de leurs augmentations salariales ou en ce qui concerne leurs autres revendications.

M. Herbert: Dois-je comprendre que si les syndicats pour une raison ou pour une autre ne cèdent pas sur certains points, vous êtes disposés à accepter que seulement 25 p. 100 des fonctionnaires puissent bénéficier de congés de maternité payés?

M. Johnston: Cela a, dans chaque cas, fait l'objet de négociations.

M. Herbert: Mais vous n'avez pas de politique bien établie? Monsieur le ministre, je pense que dans les négociations ultérieures, vous devriez accorder à tous les fonctionnaires le congé de maternité payé, ce serait faire preuve de bonne gestion. Étant donné que c'est maintenant un droit pour 25 p. 100 des fonctionnaires. Il faudrait étendre ce droit à tous les fonctionnaires.

M. Johnston: Je prends note de ce que vous dites au sujet des congés de maternité payés, monsieur Herbert. Il s'agit d'un avantage social dont profitent les employés du gouvernement. Les traducteurs du gouvernement fédéral l'avaient demandé il y a quelque temps et nous refusé de le leur accorder. Vous vous souviendrez qu'il y a eu une grève qui a porté en partie sur cette question. Ensuite les postiers ont fait la même demande. Ils ont eu gain de cause. Nous avons accepté de négocier le paiement des congés de maternité plus que nous ne l'avions fait avec d'autres groupes. Avant que la grève ne commence, nous en avons fait la proposition aux postiers.

[Text]

Some groups may not want paid maternity leave either. There may be other benefits which they would prefer.

Mr. Herbert: I hope the unions are listening.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, if Mr. Herbert, as I presume from his question, is suggesting that this is something which should not be part of the collective agreement and that it should be a matter of government policy to extend it to all employees and not to negotiate it, then that is something which I will discuss with my colleagues.

The Chairman: This will be your last question, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I have a statement, not a question. It is just a statement of representation, if you like. In any area of the public service, when we are prepared to introduce a benefit for a section of the public service with one union, at that time we should make up our minds as public policy whether that benefit is to be extended throughout the public service. So under those circumstances, we should not wait for the unions; we should pursue the inclusion of such a provision in all agreements as part of public policy.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, may I say to Mr. Herbert that what he is suggesting is that the maximum benefit obtained on any particular point in the course of negotiations should be extended to all contracts.

Mr. Herbert: I am talking about maternity benefits.

Mr. Johnston: I am sorry. I thought you were talking about other items, or any item.

Mr. Herbert: Well, any item that is similar to maternity benefits, where it becomes public policy. We either do, or we do not, accept maternity benefits.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. I think it is a representation that you have made.

Mr. Herbert: It is a representation. Agreed.

The Chairman: We thank you for it. Mr. Minister, Mr. Rogers and gentlemen, I thank you for coming here this afternoon.

Mr. Herbert?

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I know you have run out of time but I just want to say that when the minister comes back, I want to discuss the Consolidated Revenue Fund. He thought I was not giving him notice this time.

The Chairman: That will be on May 17. This meeting is adjourned until this Thursday at 9.30 a.m., when the witness will be the Public Service Commission. This meeting is adjourned.

[Translation]

Au demeurant, certains groupes d'employés peuvent ne pas tenir à ce qu'on leur paie des congés de maternité. En effet, ils pourraient préférer bénéficier d'autres avantages sociaux.

M. Herbert: J'espère que cela tombe dans l'oreille des syndicats.

M. Johnston: Monsieur le président, si j'ai bien compris sa question, si M. Herbert pense que cette question ne devrait pas faire partie des négociations des conventions collectives, mais que le gouvernement devrait accorder sans négociation les congés de maternité payés à tous les employés, il pourra dans ce cas en discuter avec mes collègues.

Le président: Votre dernière question, monsieur Herbert.

M. Herbert: J'aurais une déclaration à faire et non pas une question. Il s'agit d'une observation si vous voulez. Dans n'importe quel secteur de la Fonction publique, si l'on est disposé à faire bénéficier un secteur de certains avantages, il faudrait parallèlement se décider si cet avantage ne doit pas être accordé dans toute la Fonction publique. Dans ces circonstances, nous ne devrions pas attendre que les syndicats nous en fassent la demande mais plutôt accorder les mêmes avantages pour tous les fonctionnaires. Ce devrait être la politique du gouvernement.

M. Johnston: Monsieur le président, permettez-moi de dire à M. Herbert que ce qu'il propose revient à dire que l'on devrait faire bénéficier du maximum d'avantages possibles obtenus par voie de négociation toutes les conventions collectives ratifiées par le gouvernement.

M. Herbert: Je parle des congés de maternité payés.

M. Johnston: Excusez-moi, je croyais que vous parliez d'autre chose, de n'importe quel autre avantage.

M. Herbert: De tous les avantages que l'on peut comparer aux congés de maternité payés. Il faudrait que d'un point de vue politique, le gouvernement refuse d'accorder les congés de maternité payés ou alors les paie à tous ses fonctionnaires.

Le président: Merci, monsieur Herbert. En fait c'est une démarche que vous venez de faire.

M. Herbert: Très bien, c'est une démarche.

Le président: Je vous en remercie. Monsieur le ministre, monsieur Rogers, messieurs merci d'être venus cet après-midi.

Monsieur Herbert?

M. Herbert: Monsieur le président, je sais qu'il ne me reste plus de temps de parole mais pour finir je voulais dire que lorsque le ministre recomparaîtra devant le comité je voudrais discuter du fond du revenu consolidé. Il est averti.

Le président: Ce sera le 17 mai. La séance est levée jusqu'à jeudi 9h30 et à cette occasion comparaitront les représentants de la Commission de la Fonction publique. La séance est levée.

APPENDIX "MEST-29"

OPENING STATEMENT BY THE HONOURABLE DONALD J. JOHNSTON
PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD
TO THE STANDING COMMITTEE ON MISCELLANEOUS ESTIMATES
MAY 4, 1982

Mr. Chairman, I welcome the occasion tonight to discuss the spending plans of the Office of the Comptroller General (OCG) with Members of the Standing Committee on Miscellaneous Estimates.

The total Estimates for the Office in 1982-83 are \$19.1 million and 236 person-years. This represents an increase of \$1.9 million but a decrease of 37 person-years from 1981-82.

The Office of the Comptroller General will utilize these resources to develop, promote and monitor the establishment and improvement of management practices and controls across the public service.

The \$19.1 million and 236 person-years will be allocated to two Programs: the Management Practices and Controls Program, whose cost is estimated at \$11.7 million, and the Implementation Assistance Program (IAP) with an estimated cost of \$7.4 million.

The Office of the Comptroller General is requesting an increase of 13 person-years for the Management Practices and Controls Program. Later in my opening remarks, I will discuss the need for these additional person-years to implement revisions to the Estimates and for new work on the Public Accounts.

The increase of 13 person-years for the Management Practices and Controls Program will be offset by an estimated reduction of 50 person-years in the Implementation Assistance Program.

Implementation Assistance Program

IAP is a program of short-term resource assistance available to departments involved in the project known as IMPAC to improve management practices and controls. Through IAP, the Office of the Comptroller General provides resources over the short-term and when necessary, to supplement departmental funds for the purpose of assisting them to implement their OCG-approved action plans for better management practices and controls. These resources are provided to departments from a temporary, centrally-financed pool of resources approved by the Treasury Board in 1979 and 1981.

I should point out that departments receiving IAP funds supply approximately 80 per cent of the resources needed to make the improvements outlined in their action plans. IAP funds, which average 20 per cent of the total implementation costs, are available in those circumstances where, without IAP funds, departmental resource constraints would delay implementation of action plans.

In 1981-82, \$7.5 million in IAP funds were allocated to 16 departments. This year, 17 departments will share \$7.4 million in IAP funds.

IAP resources are applied to a wide variety of projects to improve management practices and controls. For example, several departments have employed IAP funds to develop and implement planning systems. With IAP assistance, one department developed automated financial management and accounting systems.

In 1981-82, departments experienced some difficulty in obtaining specialists on a "term" basis to assist in action plan implementation. During 1982-83, more reliance will be placed on internal departmental staff, permitting a reduction of 50 person-years in the IAP centrally-financed pool of resources.

I would like to take a few minutes now to summarize the accomplishments and plans of the Office of the Comptroller General with respect to the Management Practices and Controls Program.

Management Practices and Controls Program

Management practices and controls is a broad concept. The key activities of this program are identified and clearly described in the Blue Book. These activities include Financial and Operational Management Policy, Management Practices, Internal Audit, Program Evaluation, Reporting to Parliament, and Administration.

1) Management Practices

Let me begin with the Management Practices activity. The OCG and departments made significant progress in the development and implementation of IMPAC action plans in 1981-82. Since my last appearance before this Committee on March 26, 1981, nine more action plans were developed by departments and approved by the OCG. Of the 31 departments and agencies involved in IMPAC, 25 now have approved action plans and are implementing them.

In 1982-83, the Management Practices activity will concentrate on advising departments and assessing progress on action plan implementation. In addition, it is expected that one more department will participate in the first stage of the IMPAC project - a survey of management practices and controls to determine areas where improvements are required. The OCG also expects that the remaining IMPAC departments will have their action plans developed and approved by the end of 1982-83.

It is important to appreciate that IMPAC is a large, complex and unique initiative to reform management practices. Action plans encompass hundred of projects with estimated completion times ranging from two to five years.

I am encouraged that we are beginning to see the results of this cooperative effort with departments to improve management practices and controls. Since action plans are tailored to departmental circumstances, the nature of these results varies from department to department, ranging from improved planning to more specific results such as cost savings in the administration of government programs. Already annually recurring cost savings of \$8.3 million have been achieved by departments as a result of IMPAC.

IMPAC's objective to improve management practices and controls is reinforced by other dimensions of the Management Practices and Controls Program; namely, Program Evaluation, Internal Audit, Financial and Operational Management Policy, and Reporting to Parliament.

Let me outline briefly the OCG's work in the past year and plans for 1982-83 in relation to each of these activities.

2) Program Evaluation

The OCG is working with departments and agencies to see that evaluation of efficiency and effectiveness becomes an integral part of the management of government programs. Program evaluation is intended to improve the quality of information available to deputy ministers, Cabinet Committees and their Secretariats about the performance of government programs.

The establishment of the program evaluation function is well underway in many government departments. The OCG's work with departments in program evaluation goes beyond the 31 departments I mentioned earlier which are involved in IMPAC action plans. As of December 31, 1981, 25 departments had program evaluation policies, 33 had corporate evaluation units and 27 had program evaluation plans. All of this has been accomplished without the assignment of further resources to departments from Treasury Board for the purpose of program evaluation.

With the establishment of the infrastructure necessary to program evaluation progressing well, it will be possible in 1982-83 for the OCG to shift its emphasis somewhat in program evaluation from advising on the establishment of the function to developing the capability in departments to conduct good quality evaluations.

3) Internal Audit

With regard to the internal audit activity of the Management Practices and Controls Program, I am pleased to report that the establishment of organizational units required to carry out this function has now been largely achieved in 43 departments. In 36 of these 43 departments, this has been accomplished through the reallocation of departmental resources.

In addition, "Standards for Internal Audit in the Government of Canada" developed by the OCG were recently approved by Treasury Board. These standards, to be published soon, will guide departments in the conduct of internal audit, keeping deputy heads informed of the state of a broad range of departmental management practices.

In 1982-83, the OCG's internal audit work will move from concentrating on designing a policy and process framework and establishing internal audit organizations to monitoring the implementation of the standards and assuring that departments are conducting quality audit studies.

4) Financial and Operational Management Policy

In the area of financial and operational management policy, most of the resources are allotted to research, development, interpretation and advice on the Financial Administration Act (FAA) and its regulations, and financial administrative or financial management policies and systems.

In 1981-82, a series of changes to the Financial Administration Act (FAA) were developed to improve the financial control processes of government. These proposals were incorporated into a Bill (C-96) to amend the FAA which I tabled in the House of Commons on Thursday, March 18.

In 1982-83, the financial and operational management policy area will be involved in a number of projects to strengthen the integration of financial or budgetary control processes and operational or program planning control. This integration is essential to sound management control of resources.

Information systems are an important part of this work. The OCG has already published and maintains a catalogue of existing departmental financial systems. In 1982-83 the OCG will publish additional segments of its "Specifications for Departmental Systems", which provides standards for the design of the systems required by many departments and agencies.

5) Reporting to Parliament

The final activity of the Management Practices and Controls Program that I would like to discuss tonight is reporting to Parliament - the OCG project to improve information available to Parliament in the government's Estimates and Public Accounts.

The results of this project are increasingly evident to members of Committees like this one as you examine the government's Estimates.

Last year when I appeared before this Committee, I reported the tabling of a new Part I Government Expenditure Plan outlining the government's spending plans on a multi-year basis. I also noted that two "pilot" Departmental Expenditure Plans were tabled to illustrate to Members of Parliament how information aimed at relating resources to results might become an integral part of the Main Estimates.

This year, ten "live" Part III Departmental Expenditure Plans were tabled as well as a Guide to the Estimates to assist Parliamentarians in using these documents.

The new Departmental Expenditure Plans, improvements to the Part I overview of the government's spending plans, and the Guide to the Estimates all were developed in light of feedback we received from interviews with 25 Members of Parliament and from several discussions with the Standing Committee on Public Accounts.

In its Twelfth Report, the Standing Committee on Public Accounts strongly endorsed both the OCG approach and the implementation plan to reform the Estimates.

Our timetable is an ambitious one, calling for government-wide implementation of departmental expenditure plans by 1985-86.

In order to meet this ambitious target, 13 additional person-years have been proposed for this activity in the 1982-83 Estimates. Ten of these thirteen person-years will provide the resources needed to effect the implementation of the revisions to the Estimates. The remaining three person-years requested will support new work on the Summary Level Financial Statements of the Public Accounts and related development of accounting policies for the government.

The need for this work on the Summary Level Financial Statements has been recognized by the Auditor General who has criticized their nature and content, and by the Canadian Institute of Chartered Accountants, which has recently initiated a multi-year study to address the lack of a generally accepted set of accounting principles for governments.

The Public Accounts will also be examined in view of revisions made to the Estimates to ensure that the Estimates and the Public Accounts are complementary documents which have the intended result of improving the accountability of government to Parliament.

The Comptroller General, Mr. Rogers, and I would be pleased to respond to your questions on the 1982-83 Estimates for the Office of the Comptroller General.

APPENDICE "MEST-29"

ALLOCUTION D'OUVERTURE PRONONCEE LE 4 MAI 1982 PAR
L'HONORABLE DONALD J. JOHNSTON, PRESIDENT DU CONSEIL DU TRESOR,
A LA REUNION DU COMITE PERMANENT DES PROVISIONS BUDGETAIRES
EN GENERAL

Monsieur, le président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'examiner ce soir les plans de dépenses du Bureau du Contrôleur général (BCG) de concert avec les membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le budget total du BCG pour 1982-83 s'élève à \$19.1 millions et 236 années-personnes. Ces chiffres indiquent une hausse de \$1.9 million et une diminution de 37 années-personnes par rapport à 1981-82.

Le Bureau du Contrôleur général utilisera ces ressources pour élaborer, favoriser et contrôler l'établissement et le perfectionnement de pratiques et de contrôles de gestion dans l'ensemble de la Fonction publique.

Le montant de \$19.1 millions et les 236 années-personnes seront affectés à deux programmes: celui des pratiques et contrôles de gestion, dont le coût est évalué à \$11.7 millions, et celui de l'aide à la mise en oeuvre, dont le coût est estimé à \$7.4 millions.

Le Bureau du Contrôleur général demande 13 années-personnes de plus pour le Programme des pratiques et contrôles de gestion. J'examinerai plus tard le besoin de ces années-personnes additionnelles pour apporter des révisions au budget des dépenses et pour effectuer un nouveau travail concernant les Comptes publics.

L'accroissement de 13 années-personnes pour le Programme des pratiques et contrôles de gestion sera compensé par une réduction estimative de 50 années-personnes relativement au Programme d'aide à la mise en oeuvre.

Programme d'aide à la mise en oeuvre

Le Programme d'aide à la mise en oeuvre (PAMO) permet de fournir, à court terme, des ressources supplémentaires aux ministères qui participent à un projet connu sous le sigle PPCG, qui vise le perfectionnement des pratiques et des contrôles de gestion. Au moyen du PAMO, le Bureau du contrôleur général fournit aux ministères, au besoin et à court terme, des ressources supplémentaires afin de les aider à réaliser leurs plans d'action approuvés par le BCG concernant l'amélioration des pratiques et contrôles de gestion. Ces ressources proviennent d'une réserve temporaire de ressources, qui est financée de façon centralisée et qui a été approuvée par le Conseil du Trésor en 1979, puis en 1981.

Permettez-moi de vous signaler que les ministères qui reçoivent des crédits dans le cadre du PAMO fournissent approximativement 80% des ressources nécessaires aux améliorations énoncées dans leurs plans d'action. Les crédits susmentionnés, qui représentent en moyenne 20% des coûts totaux de la mise en oeuvre des plans d'action, sont disponibles dans les cas où ces crédits sont indispensables pour éviter que les contraintes touchant les ressources des ministères retardent cette mise en oeuvre.

En 1981-82, un montant de \$7.5 millions de crédits a été affecté à 16 ministères dans le cadre du PAMO. Cette année, \$7.4 millions seront répartis entre 17 ministères.

Les ressources du PAMO sont utilisées pour la réalisation d'un grand nombre de projets concernant le perfectionnement des pratiques et contrôles de gestion. Par exemple, plusieurs ministères ont employé ces ressources tant pour l'élaboration que pour la mise en oeuvre de systèmes de planification. Grâce au PAMO, un ministère a mis au point des systèmes automatisés de gestion financière et de comptabilité.

En 1981-82, les ministères ont eu certaines difficultés à obtenir des spécialistes qui devaient les aider, pendant une période déterminée, à mettre en oeuvre leurs plans d'action. En 1982-83, les ministères devront compter davantage sur leur propre personnel, permettant ainsi une réduction de 50 années-personnes de la réserve de ressources du PAMO financées de façon centralisée.

Je vous demanderais de m'accorder quelques minutes, maintenant, pour récapituler les réalisations et les plans du Bureau du Contrôleur général, qui touchent le Programme des pratiques et contrôles de gestion.

Programme des pratiques et contrôles de gestion

Ce qu'on appelle "pratiques et contrôles de gestion" constitue un principe général. Les principales activités qui y sont reliées sont énoncées et définies clairement dans le Livre bleu. Ces activités sont: les politiques de gestion financière et opérationnelle, les pratiques de gestion, la vérification interne, l'évaluation des programmes, les rapports au Parlement, et l'administration.

1) Pratiques de gestion

Permettez-moi de commencer par les pratiques de gestion. Le BCG et les ministères ont fait des progrès

considérables en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans d'action de PPCG en 1981-82. Depuis ma dernière allocution devant ce comité le 26 mars 1981, neuf autres plans d'action ont été élaborés par les ministères, puis approuvés par le BCG. Des 35 ministères et organismes qui participent au projet de perfectionnement des pratiques et contrôles de gestion (PPCG), 25 ont maintenant des plans d'action approuvés et les mettent en oeuvre.

En 1982-83, les activités du programme des politiques de gestion porteront, en particulier, sur la prestation de conseil aux ministères et sur l'évaluation de l'avancement de la mise en oeuvre des plans d'action. De plus, on s'attend à ce qu'un autre ministère participe à la première étape du projet de PPCG, une enquête sur les pratiques et contrôles de gestion, qui permet de déterminer les domaines auxquels il y a lieu d'apporter des perfectionnements. Par ailleurs, le BCG s'attend aussi à ce que les plans d'action du reste des ministères qui participent au projet de perfectionnement des pratiques et contrôles de gestion (PPCG), soient élaborés et approuvés avant la fin de l'année 1982/83.

Il faut comprendre que le PPCG est une initiative vaste, complexe et unique visant à modifier les pratiques de gestion. Les plans d'action englobent des centaines de projets dont la durée d'exécution estimative est de deux à cinq ans.

Je suis encouragé par le fait que nous commençons à voir les résultats de l'effort commun fourni par les ministères en vue d'améliorer les pratiques et contrôles de gestion. Etant donné que les plans d'action sont élaborés en fonction des situations propres à chaque ministère, la nature de ces résultats varie de l'un à l'autre, allant d'une planification améliorée à des

économies touchant les dépenses en matière d'administration des programmes gouvernementaux. Jusqu'à ce jour, les ministères ont réalisé des économies de \$8.3 millions au chapitre de leurs coûts cycliques, annuels par suite du PPCG.

L'objectif du PPCG consistant à améliorer les pratiques et les contrôles de gestion, est renforcé par d'autres parties de ce programme, nommément: l'évaluation des programmes, la vérification interne, les politiques de gestion financière et opérationnelle, et les rapports au Parlement.

Permettez-moi d'exposer brièvement les travaux réalisés par le BCG au cours de l'année écoulée ainsi que les plans concernant chacune de ces activités pour 1982-83.

2) Evaluation des programmes

Le BCG s'assure, en collaboration avec les ministères et les organismes, que l'évaluation de l'efficience et l'efficacité devient partie intégrante de la gestion des programmes gouvernementaux. L'évaluation des programmes vise à améliorer la qualité des informations touchant la performance des programmes gouvernementaux qui sont mises à la disposition des sous-ministres, des comités du Cabinet et de leurs secrétariats.

L'évaluation des programmes est bien avancée dans de nombreux ministères. Le BCG ne collabore pas à cette activité susmentionnée uniquement avec les 31 ministères qui ont des plans d'action de PPCG. Au 31 décembre 1981, 25 ministères avaient des politiques d'évaluation des programmes, 33 des sections d'évaluation globale, et 27 des plans d'évaluation de programmes.

Toutes ces activités ont été exécutées sans que le Conseil du Trésor affecte des ressources supplémentaires aux ministères aux fins de l'évaluation de leurs programmes.

Etant donné que l'établissement de l'infrastructure nécessaire à l'évaluation des programmes avance de façon satisfaisante, en 1982-83, le BCG pourra accorder un peu moins d'importance à la prestation de conseils au sujet de la mise sur pied de cette infrastructure et s'occuper davantage du développement de la capacité des ministères à effectuer de bonnes évaluations.

3) Vérification interne

Quant à l'activité "vérification interne" du Programme des pratiques et contrôles de gestion, je suis heureux de vous informer que la création des sections organisationnelles qui sont nécessaires à l'exécution de cette fonction est maintenant en grande partie terminée dans 43 ministères. Dans 36 de ces ministères, ces sections ont été créées en réaffectant des ressources internes.

De plus, les normes de vérification interne du gouvernement du Canada, élaborées par le BCG, ont récemment été approuvées par le Conseil du Trésor. Ces normes, qui doivent être publiées prochainement, aideront les ministères à effectuer les vérifications internes, tenant les sous-ministres au courant de la situation d'un large éventail de pratiques de gestion appliquées par les ministères.

En 1982-83, les travaux du BCG reliés à la vérification interne ne s'attarderont plus à la conception d'une structure de politiques et de procédures et à l'établissement de services de vérification interne, mais s'attaqueront surtout au contrôle de la mise en application

des normes pertinentes et de la qualité des vérifications faites par les ministères.

4) Politique de gestion financière et opérationnelle

Dans le domaine des politiques de gestion financière et opérationnelle, la plupart des ressources sont affectées à la recherche, au développement, à l'interprétation et à la prestation de conseils relativement à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements d'application, ainsi qu'aux politiques et systèmes d'administration et de gestion financière.

En 1981-82, une série de modifications à apporter à la Loi sur l'administration financière ont été élaborées en vue d'améliorer les processus de contrôle financier du gouvernement. Ces modifications ont été incorporées dans le Bill C-96, que j'ai déposé à la Chambre des communes le jeudi 18 mars.

En 1982-83, le domaine des politiques de gestion financière et opérationnelle portera sur un certain nombre de projets visant à renforcer l'intégration des processus de contrôle financier ou budgétaire et des processus de contrôle des opérations ou de la planification des programmes. Cette intégration est indispensable pour que la direction puisse contrôler convenablement l'utilisation des ressources.

Les systèmes d'information constituent un élément important des activités susmentionnées. Le BCG a publié et tient à jour un catalogue des systèmes financiers existant dans les divers ministères. En 1982-83, le BCG publiera des parties additionnelles de son document "Spécifications pour les systèmes des ministères du gouvernement du Canada", qui contient des normes de conception de

systèmes dont de nombreux ministères et organismes ont besoin.

5) Rapports au Parlement

La dernière activité reliée au Programme des pratiques et contrôles de gestion, que je voudrais examiner avec vous ce soir, est intitulée "Rapports au Parlement"; c'est le projet du BCG qui vise l'amélioration des informations sur le budget des dépenses du gouvernement et sur les Comptes publics qui sont mises à la disposition du Parlement.

Les membres de comités comme celui-ci constatent, en examinant le budget des dépenses du gouvernement, un nombre croissant de résultats produits par ce projet.

Lorsque j'ai comparu devant ce comité l'année dernière, j'ai annoncé le dépôt de la nouvelle Partie I du Budget des dépenses, le "Plan de dépenses du gouvernement", qui expose les prévisions de dépenses de l'administration fédérale pour plusieurs années à venir. Par ailleurs, j'ai également signalé que deux spécimens de "Plan de dépenses du ministère" avaient été déposés afin d'expliquer aux députés la manière dont les informations visant à lier les ressources aux résultats pourraient devenir partie intégrante du Budget des dépenses.

Cette année, dix brochures distinctes qui constituent la Partie III (Plan de dépenses du ministère) ont été déposées à la Chambre, ainsi qu'un "Guide du Budget des dépenses" qui doit aider les députés à utiliser ces documents.

Les nouveaux plans de dépenses des ministères, qui sont des améliorations de l'aperçu général des plans

de dépenses du gouvernement que constitue la Partie I, ainsi que le Guide du Budget des dépenses, ont été élaborés en fonction des informations tirées des entrevues qui ont eu lieu avec 25 députés et de plusieurs consultations avec les membres du Comité permanent des comptes publics.

Dans son douzième rapport, le Comité permanent des comptes publics appuie fermement tant l'approche du BCG que le plan de mise en oeuvre touchant la réforme du Budget des dépenses.

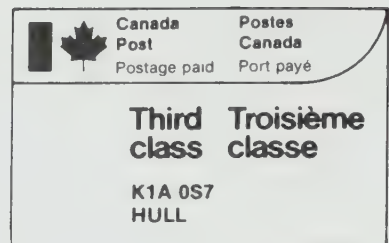
Notre calendrier de travail, qui vise la mise en application à l'échelle du gouvernement des plans de dépenses des ministères d'ici à 1985-86, est très exigeant.

Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, treize années-personnes supplémentaires ont été proposées dans les prévisions de dépenses pour 1982-83. De ces treize années-personnes, dix serviront à fournir les ressources nécessaires à la réforme du Budget des dépenses. Les trois autres années-personnes demandées soutiendront les nouvelles activités reliées aux états financiers récapitulatifs des Comptes publics et à l'élaboration de politiques comptables pour le gouvernement.

Le besoin de ce travail touchant les états financiers récapitulatifs a été reconnu par le Vérificateur général qui a critiqué tant la nature que le contenu de ces états financiers, et par l'Institut canadien des comptables agréés qui a récemment entrepris une étude devant durer plusieurs années concernant l'absence de méthodes comptables généralement acceptées pour les gouvernements.

Les Comptes publics seront également examinés par suite des révisions apportées au Budget des dépenses afin de s'assurer que ces documents, qui se complètent, permettent d'améliorer la présentation de rapports au Parlement.

M. Rogers et moi-même serons heureux de répondre, pour le Bureau du Contrôleur général, aux questions que vous souhaiteriez poser au sujet du Budget des dépenses pour 1982-83.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Office of the Comptroller General of Canada:

Mr. H.G. Rogers, Comptroller General of Canada;

Mr. W. Bindman, Deputy Comptroller General, Management Practices Branch.

Du Bureau du Contrôleur général du Canada:

M. H.G. Rogers, Contrôleur général du Canada;

M. W. Bindman, sous-contrôleur général, Direction des pratiques de gestion.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 83

Thursday, May 6, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 83

Le jeudi 6 mai 1982

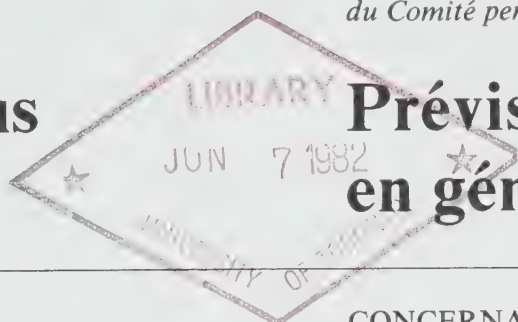
Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général



RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 50—Public Service
Commission under SECRETARY OF STATE

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 50—Commission de
la Fonction publique sous la rubrique SECRÉTARIAT
D'ÉTAT

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Deniger
Appolloni (Mrs.)	Gamble
Bachand	Halliday
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Herbert
Cousineau	Kelly

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

King	Schroder
Lambert	Smith
MacDonald (M ^{lle})	Stevens
Parker	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, May 5, 1982:

Mr. Parker replaced Mr. Murphy;

Mr. Gamble replaced Mr. Clarke (*Vancouver-Quadra*).

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 5 mai 1982:

M. Parker remplace M. Murphy;

M. Gamble remplace M. Clarke (*Vancouver-Quadra*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 6, 1982

(100)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 9:45 o'clock a.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Gimaïel, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Baker, Cousineau, Gimaïel, Herbert, King and Parker.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Public Service Commission: Mr. Edgar Gallant, Chairman; Mrs. Anita Szlazak, Commissioner; Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch and Mr. Peter Smith, Director General, Audit Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70.*)

The Committee resumed consideration of Vote 50—Public Service Commission under SECRETARY OF STATE.

The witnesses answered questions.

At 11:16 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 6 MAI 1982

(100)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 9h45 sous la présidence de M. Gimaïel, vice-président.

Membres du Comité présents: Messieurs Baker, Cousineau, Gimaïel, Herbert, King et Parker.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque de Parlement.

Témoins: De la Commission de la Fonction publique: M. Edgar Gallant, président; M^{me} Anita Szlazak, commissaire; M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la dotation et M. Peter Smith, directeur, Direction générale de la vérification.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-83 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (*Voir procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, Fascicule no 70.*)

Le Comité reprend l'étude du crédit 50—Commission de la Fonction publique sous la rubrique SECRÉTARIAT D'ÉTAT.

Les témoins répondent aux questions.

A 11h16, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Thursday, May 6, 1982

• 0946

Le vice-président: Mesdames et messieurs, nous avons quelques minutes de retard sur l'horaire prévu pour la réunion. Je vais donc procéder dès maintenant à l'ouverture de nos débats.

Je voudrais saluer le président de la Commission de la Fonction publique, M. Gallant, qui comparaît aujourd'hui pour une deuxième fois en rapport avec le crédit 50 sous la rubrique Secrétariat d'État.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

C—Commission de la Fonction publique

Crédit 50—Commission de la Fonction publique—Dépenses du programme\$96,273,000

Le vice-président: J'espère que tout va bien aller comme d'habitude, étant donné que c'est la première fois que je préside le Comité. Je demanderais d'ores et déjà à M. Gallant de nous présenter les gens qui l'accompagnent ce matin. Par la suite, nous pourrions passer aux questions dès qu'il sera prêt à y répondre.

M. Edgar Gallant (président, Commission de la Fonction publique): Merci, monsieur le président.

Je voudrais en tout premier lieu vous présenter ma collègue, Anita Szlazak. Comme vous le savez, notre autre collègue, ou ex-collègue, n'est plus avec nous, puisque le commissaire John Edwards a été nommé à un autre poste et est maintenant parti de la Commission. Donc, nous ne sommes que deux commissaires ce matin. J'ai également avec moi le directeur général de la dotation, M. A.J. Neilson; le directeur général des services et systèmes de gestion, M. Jim Ferguson; et le directeur des Services de secrétariat de la Commission, M. Winston Wells. Nous avons également avec nous les autres directeurs généraux de la Commission qui seront disponibles pour répondre à des questions si le désir en est exprimé.

Monsieur le président, puisque nous avons déjà comparu le 22 mars, qu'à la suite de cette comparution, nous avons fait distribuer aux membres du Comité une série de réponses aux questions qui étaient restées partiellement sans réponse à la réunion et que, depuis, nous avons publié notre rapport annuel, je pense que la meilleure chose serait de tenter de répondre dès maintenant aux questions qui nous seront posées par les membres du Comité.

Le vice-président: Merci beaucoup, monsieur Gallant.

Dès maintenant, je tiens à signaler à mes collègues que M. Gauthier a l'habitude d'être assez strict pour ce qui est des limites de temps. C'est-à-dire que l'on a une période de dix minutes; comme vous le savez, j'entends respecter cette même formule, comme il me l'a conseillé d'ailleurs. Dès maintenant, je vais céder la parole à M. Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le jeudi 6 mai 1982

The Vice-Chairman: Ladies and gentlemen, we have a few minutes delay on the time anticipated for this meeting. So I will now call the meeting to order.

I would like to welcome the Chairman of the Public Service Commission, Mr. Gallant, who is before us today for the second time, relating to Vote 50 on the Secretary of State.

SECRETARY OF STATE

C—Public Service Commission

Vote 50—The Public Service Commission—Program expenditures.....\$96,273,000

The Vice-Chairman: I hope that everything will be as usual as this is the first time that I chair this Committee. I will now ask Mr. Gallant to introduce us to the officials who are with him this morning. Subsequently, we could get down to the questions as soon as he is ready to answer.

Mr. Edgar Gallant (Chairman, Public Service Commission): Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to introduce to you my colleague, Anita Szlazak. As you are aware, our other colleague, or ex-colleague, is not with us anymore, as Commissioner John Edwards has been appointed to another job and is not anymore involved with the Commission. So, there are only two commissioners this morning. With me is the Director General of Staffing, Mr. A. J. Neilson, the Director General of Services and Management Systems, Mr. Jim Ferguson, the Director of the Secretariat Services of the Commission, Mr. Winston Wells. Also present are the other Directors General of the Commission who will be available for questioning if this is the wish of the Committee.

Mr. Chairman, as we have already been here on March 22 and as, after that meeting, we sent to the members of the Committee a whole series of answers to questions which had been partially answered at the meeting and as we have since published our annual report, I think that the best thing to do would be to try to answer now the questions which the members of the Committee will ask.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mr. Gallant.

I would like to inform my colleagues now that Mr. Gauthier is quite strict about time limits. We have a ten minute period available; as you are aware, I intend to respect that formula, as he advised me to. So, Mr. Herbert, you have the floor.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

[Texte]

J'aimerais féliciter notre nouveau vice-président, étant donné qu'il va présider la réunion.

Mr. Gallant, my first point is really a request to you. The matter has been brought to our attention that in your annual report you have expressed some concern about the Canadian Charter of Rights and Freedoms and its effect requiring modifications to the commission's regulations and policies. Now, rather than answer that here, can I request of you that you prepare some paper for the benefit of this committee that we can look at? I think the subject is likely to be complicated and I do not think it can be adequately answered in a session like this.

So I think in view of the fact that the issue has been raised by you, that we should receive from you some document outlining where you think changes may be necessary, where you think modifications may be necessary. And I noted the points that were brought to our attention in connection with this subject, the problem of mobility rights, and something which I have taken an interest in and questioned you before, concerning regional restrictions for competition. Maybe, if you are agreeable, because of the complexity of the subject, you could prepare for us, for some subsequent date, a paper on this matter.

• 0950

I would say, too, that this is the first meeting this year that I have attended where we have had before us a current annual report. I am glad that it has been produced in time for us to question on the report itself, although I have not had that much time to go through it as yet. But I find one of the disadvantages at our spring meetings, where we are looking at the main estimates, is that we are ordinarily working with reports that are already a year out of date. So in that sense it is an advantage.

Of course, my first point concerns your annual report, since this matter is brought up by you in the report. Do you think this is a reasonable request, Mr. Gallant? Could you prepare a paper on the subject for us?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we would be very pleased to prepare a paper and have it distributed to the members of the committee; we shall do so.

I should warn, however, that such a paper at this stage cannot go very far. What we say in our annual report is that we raised the question. We say that here is a fundamental document, the Charter of Fundamental Rights and Freedoms; it is new. We say that it is most likely to have an impact; exactly what impact, it is not possible to say. But it is clear that, as a result of the charter, one can expect individuals in the workplace to be invoking various or different parts of this charter in different circumstances; perhaps matters will be referred to courts, and courts will be ruling; as a result, we expect that we may have to revise, we may have to change, some of our policies and practices and find other ways of achieving the objectives we are pursuing with our present policies, regulations and practices.

[Traduction]

I would like to congratulate our new vice-president as he is going to preside over this meeting.

Monsieur Gallant, ma première question s'adresse à vous. On a attiré notre attention sur le fait que dans votre rapport annuel, vous avez exprimé certaines craintes à propos des conséquences de la promulgation de la charte canadienne des droits et libertés, étant donné que les règlements et la politique de la Commission devront être modifiés. Au lieu de répondre tout de suite, puis-je vous demander de nous préparer un document quelconque, pour que le Comité puisse l'examiner? Je pense que ce sujet est vraisemblablement très compliqué, et je ne pense pas qu'on puisse y répondre de façon complète aujourd'hui.

Donc, étant donné que cette question a déjà été soulevée par vous-même, je pense que vous devriez nous adresser un document précisant les modifications qui pourraient devenir nécessaires. Lorsque ce sujet a été porté à notre attention, j'ai également noté le problème des droits de mobilité de la main-d'oeuvre, et un autre sujet qui m'intéresse beaucoup et à propos duquel je vous ai déjà posé des questions; il s'agit des restrictions d'ordre régional imposées aux concours. Vous pourriez donc peut-être avoir l'obligeance, étant donné la complexité du sujet, de rédiger pour nous un document explicatif.

Je pense que c'est la première réunion de l'année à laquelle je suis présent où nous ayons un rapport annuel sous les yeux. Je suis heureux qu'il ait été rédigé à temps, afin que nous puissions poser des questions, bien que je n'aie pas eu la possibilité de le lire dans le détail. Mais de façon générale, je pense qu'un des inconvénients d'une réunion de printemps, au moment où nous étudions le budget principal, c'est que nous avons souvent à travailler avec des rapports qui ont déjà une année d'âge. Dans ce sens, cette fois-ci, nous avons un avantage.

La demande que je fais s'explique par votre rapport annuel, puisque vous y abordez la question. Pensez-vous, monsieur Gallant, que vous puissiez répondre positivement? Pourriez-vous rédiger ce document pour nous?

M. Gallant: Monsieur le président, nous serons heureux de le faire, et de le distribuer aux membres du Comité; ma réponse est donc oui.

Je voudrais tout de même vous avertir qu'un document comme celui-là ne peut, pour le moment, aller très loin. Comme vous le dites, nous avons soulevé la question dans notre rapport annuel, et nous faisons remarquer qu'il y a donc un document fondamental qui est nouveau, la Charte des droits et libertés. Nous pensons qu'elle aura des répercussions, dont nous ne pouvons pas pour le moment préjuger. Mais il est clair que l'on peut s'attendre à ce que différentes personnes concernées dans leur travail s'y réfèrent, dans des situations diverses, et que cela sera porté devant les tribunaux, qui rendront des décisions. Il se pourrait donc qu'alors, nous ayons à revoir certaines de nos politiques et pratiques et que nous devions chercher d'autres moyens, règlements et pratiques pour atteindre nos buts.

[Text]

But we shall, in a paper, set this out and identify those areas where we think that the potential for change in our practices and policies is greatest.

Mr. Herbert: Mr. Gallant, I am hoping that the federal government, including all its agencies and Crown corporations, is going to respect the spirit of the new Constitution, and not look to individuals to take actions through the courts to establish their rights. We surely have, by attempting to pass the Constitution in its present form, indicated the direction in which we want to see the country going. In that sense, I do not like the idea that a person is going to have to prove he has a right by taking an action through the courts. Therefore, I would like to see the Public Service Commission and all the government agencies indicating their active approval of the principles under which we are now supposed to be operating in Canada.

That means—and I use this as an illustration, because I have brought the point up before—that we will not need to have an anglophone from Quebec, who is finding it extremely difficult to get a job in Quebec because of language, go through the courts in order to establish his right to a competition in the city of Ottawa. I use it just as an example; I do not want to argue the point today.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, most certainly I take the point that Mr. Herbert is making, and I would like to reassure him that we do indeed wish to take account of the spirit as well as the letter of the charter. Indeed, we think that we have, in many areas, anticipated this and have already, in our policies and our practices, incorporated, if you wish, the spirit underlying the Charter of Fundamental Rights and Freedoms. But we will set this out in a paper.

Mr. Herbert: I was at a dinner meeting last night with the Canadian Chamber of Commerce, and the problem of comparability with the public service came up again as an issue.

• 0955

We had discussions in this committee last week concerning the Pay Research Bureau, for example, and we found that much of the information was not available to the public and therefore we could not get our hands on it. What I am looking at now is this continuing allegation that the public service leads, whereas the public service, in effect, should not be better than the private sector.

Mr. Gallant, as head of the Public Service Commission, what can you do to help us as members of Parliament sell to the private sector the fact that the public service does not lead, if we genuinely believe that it does not lead. It is a very, very difficult question for us at the present time.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I can assure you that the commission shares the concern expressed by Mr. Herbert. Indeed, I was discussing this very point with a senior businessman, a vice-president of a large financial company, not very long ago and he was expressing the view that the facts show

[Translation]

Mais dans ce document dont vous parlez, nous soulèverons et développerons ce point, et chercherons à identifier ces secteurs où nous pensons que la charte aura le plus de répercussions.

M. Herbert: Monsieur Gallant, j'espère que le gouvernement fédéral—et tous ses organismes et sociétés de la Couronne—respectera l'esprit de la nouvelle constitution, afin qu'un minimum de cas soient portés devant les tribunaux. En proposant la constitution dans la forme qu'elle revêt actuellement, nous avons indiqué la direction dans laquelle nous aimerions voir le pays s'engager. Le résultat escompté n'est pas que les citoyens aient à prouver qu'ils disposent bien d'un droit, en faisant appel aux tribunaux. Voilà pourquoi j'aimerais voir la Commission de la Fonction publique, et les autres organismes gouvernementaux, reprendre activement à leur compte les grands principes de notre nouvelle orientation.

Cela signifie—je me sers de cet exemple pour illustration, j'en ai déjà parlé—qu'un anglophone du Québec, qui a du mal à trouver un emploi pour des raisons linguistiques, n'aura pas besoin de recourir aux tribunaux pour participer à un concours dans la ville d'Ottawa. Cela dit en passant, je ne tiens pas à m'étendre là-dessus aujourd'hui.

M. Gallant: Monsieur le président, je comprends très bien M. Herbert, et j'aimerais le rassurer là-dessus: nous tiendrons compte aussi bien de l'esprit que de la lettre de la charte. En fait, nous avons pris les devants dans de nombreux secteurs, et nous avons déjà, dans de nombreuses mesures, fait droit à cet esprit sous-jacent à la Charte des droits et libertés. Mais, comme vous le demandiez, nous rédigerons une note sur cette question.

M. Herbert: Je participais hier soir à un dîner-débat, avec la Chambre de commerce du Canada, et nous avons soulevé la question du régime de la fonction publique en comparaison du secteur privé.

Nous avons soulevé à ce Comité, la semaine dernière, certaines questions concernant le Bureau de recherches sur les traitements, et nous avons constaté que de nombreux renseignements n'étaient pas publics, et que nous ne pouvions donc pas y avoir accès. J'aimerais donc savoir si la fonction publique, comme on le dit fréquemment, est favorisée par rapport au secteur privé.

Puisque vous êtes à la tête de la Commission de la Fonction publique, monsieur Gallant, pouvez-vous faire quelque chose pour aider les députés à convaincre le secteur privé qu'il n'en est rien; ce que, en toute honnêteté, nous croyons nous-mêmes. Voilà pour nous une question très difficile à résoudre en ce moment.

M. Gallant: Monsieur le président, je puis vous assurer que la Commission partage les préoccupations de M. Herbert. J'en discutais précisément avec un homme d'affaires, vice-président d'une grande société financière, d'après qui les chiffres montrent très bien que, en termes globaux, les traitements des

[Texte]

that public servants do not lead Canadian society in terms of total compensation. But the perception is different, and we were discussing ways and means of trying to correct that perception. It is a matter that we will be discussing with our colleagues on Treasury Board, with a view to doing whatever we as commissioners can do to help disseminate the facts of the situation.

Mr. Herbert: I suppose my time is up, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: No, no, a few more minutes, Mr. Herbert. You have a good chairman, eh?

Mr. Cousineau: A point of order. Mr. Gauthier never said that.

The Vice-Chairman: I was reigning in humility.

Mr. Herbert: I will be very glad to see what you can produce for us because we have to lay this to rest once and for all. I have heard you maintain on previous occasions that we have difficulty filling many positions in the public service because of the inadequacy of the pay levels and so on.

At the same time, we have a problem here in Ottawa, right on the Hill, which may be outside the public service. It would be very difficult for me to, in all honesty, suggest that the employees on the Hill were not being paid above private-sector levels, particularly when I go down to the local employment office and look up the amounts that are being paid in the private sector by comparison to the amounts that are being paid to employees on the Hill.

We always try to set up the Hill as an example to the rest of the public service. It probably is not a very good example, but I do think that maybe through the Public Service Commission we can produce some sort of documentation. I was questioning the president of Treasury Board concerning the fact that fringe benefits, or what I always used to call fringe benefits—I do not know what you call them now in the new terminology—as I recall, 42.8 per cent in the public service was the answer the president of Treasury Board gave in answer to a question on the order paper. I cannot in my wildest dreams imagine that the fringe benefits in the private sector are anywhere near as high. But once again, the Pay Research Bureau cannot answer my question because they will not release the figures, so once again we are stuck. It means that if the private sector fringes are less than the public sector fringes, then the salary levels in the public sector would have to be lower in order for the total package to be comparable. If a member of Parliament, particularly a government member of Parliament, does not have access to the information to illustrate the contention that there is comparability, then you see the difficulty we are in as politicians.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, as you and Mr. Herbert know, these matters are exclusively under the jurisdiction of Treasury Board, and I am sure that since the point has been raised with Treasury Board the matter is under consideration. The policy of the government is clear: it is general comparability

[Traduction]

fonctionnaires ne dépassent pas ceux du secteur privé. Malheureusement, l'impression qui prévaut généralement est différente, et nous avons cherché par quels moyens nous pourrions corriger ce phénomène. Nous en parlerons nous-mêmes avec nos collègues du Conseil du trésor, et chercherons de quels moyens nous pouvons nous-mêmes user pour rétablir la situation.

M. Herbert: Je suppose, monsieur le président, que j'ai utilisé tout mon temps?

Le vice-président: Non; vous avez encore quelques minutes. Vous avez un bien bon président!

M. Cousineau: J'invoque le Règlement. M. Gauthier ne s'est jamais permis ce genre de sortie!

Le vice-président: C'était dit en toute humilité!

M. Herbert: J'ai hâte de voir la réponse que vous nous donnerez, étant donné qu'il serait bon de clore ce genre de débat une fois pour toutes. Je vous ai d'ailleurs entendu, en plusieurs occasions, exposer à quel point il est difficile de trouver du personnel pour certains postes dans la fonction publique, en raison précisément des insuffisances des rémunérations proposées.

En même temps, nous avons ici un problème réel, sur la colline même, bien que cela ne fasse pas partie de la fonction publique. Je ne pense pas que je puisse, en toute honnêteté, faire croire que les employés de la Chambre sont moins bien payés que ceux du secteur privé, lorsqu'en particulier je regarde les propositions qui sont faites dans les bureaux de la main-d'oeuvre, et que j'en compare les salaires avec ceux de nos employés sur la colline.

De façon générale, nous cherchons à donner l'exemple au reste de la fonction publique. En l'occurrence, ce n'est pas un très bon exemple, mais j'espère que grâce à la Commission de la Fonction publique, nous pourrions réunir des chiffres là-dessus. J'interrogeais le président du Conseil du trésor sur la question des avantages sociaux, ce que moi, j'appelle les avantages sociaux—je ne sais pas exactement quel nouveau terme vous utilisez—qui représentaient 42.8 p. 100 dans la fonction publique; c'est du moins la réponse du président à une question du Feuilleton. Même dans le meilleur des cas, je ne peux pas réussir à imaginer que le secteur privé puisse s'en approcher. Mais, là encore, le Bureau de recherches sur les traitements ne peut répondre à la question, soi-disant parce qu'ils ne peuvent publier les chiffres; une fois de plus, je suis coincé. Si ce renseignement est exact, le niveau des salaires de la fonction publique devrait être logiquement inférieur à celui du secteur privé, pour que l'on en arrive à des résultats comparables. Mais si nous n'arrivons pas, les députés, et dans ce cas, les députés du parti au pouvoir, à obtenir ce type de renseignement qui permette d'étayer nos argumentations, vous imaginez à quel point notre travail est rendu difficile.

M. Gallant: Monsieur le président, comme vous et M. Herbert le savez, ces questions relèvent uniquement et exclusivement du Conseil du trésor, et je suis persuadé que le Conseil a mis la question à l'étude, puisqu'elle a été soulevée. La politique du gouvernement est claire: il doit y avoir équiva-

[Text]

but in terms of total compensation, and this includes the so-called fringe benefits. Total compensation comparability, up to the first level of the executive group; beyond that, it is no longer comparable.

• 1000

Mr. Herbert: I do not want to be unfair to you, Mr. Gallant, but obviously you can illustrate, by publicizing the problems of staffing, whether there is genuinely comparability. Because one way we can illustrate that is by saying you cannot fill a position, or are having difficulty filling a position, because of the inadequacy of the salary levels. That is one thing you can do for us.

Mr. Gallant: Yes, but it depends, Mr. Chairman, on the economic circumstances. We have a full chapter on the difficulties encountered in certain occupational groups. I think it is chapter 4.

I have no doubt, not the slightest doubt, were the Canadian economy in better shape, were some of the projects taking off, the difficulties we are encountering in filling these positions would be compounded because there is no way we, as the staffing agent, would be able to succeed in attracting, in those shortage groups, the people needed to fill the vacancies when the government departments are not in a position to be anywhere near the offers the private sector can, in those instances, offer.

The Vice-Chairman: Merci, monsieur Gallant.

I will now give the floor to my honourable friend, Mr. King, and then to Mr. Cousineau. Mr. King, for the next 10 minutes.

Mr. King: It is a pleasure to be here again, Mr. Gallant. I do not know that it is a pleasure for me to be the only Tory on this side, because I am not considered to be one of the big guns nor one of the best informed on this matter. However—

An hon. Member: Quality, Fred.

Mr. King: That is right. Then to have a friend like Mr. Herbert who uses up all the questions prepared by the Library of Parliament We will struggle along and if you will make your answers just as long as possible, we will use up our time very well.

One of the questions is on the francophone anglophone balance. I have to admit to you I do not have any hangups about this; I am not leading off with a chip on my shoulder.

But, in your estimation, will we ever get away from this numbers game, percentages to a tenth of a point, comparisons francophone to anglophone and service and in appointment? I think it is evidence there is some sort of a national hangup somewhere along the line, and I would like to think we are going to move away from this and just start appointing people. Would you comment, at length?

[Translation]

lence des rémunérations, mais cela inclut les avantages sociaux. Il y aurait donc équivalence absolue jusqu'au premier niveau du groupe de direction; au-delà, il n'y a plus équivalence.

M. Herbert: Sans vouloir vous critiquer du tout, monsieur Gallant, je pense que vous pourriez illustrer très bien la question en publiant les problèmes de dotation et d'affectation auxquels vous vous heurtez, ce qui permettrait de voir s'il y a véritablement équivalence. Je pense que l'on peut tirer argument du fait que vous ne réussissez pas toujours à trouver le personnel dont vous avez besoin, précisément en raison de l'insuffisance de certains salaires. Voilà ce que vous pourriez faire pour nous.

M. Gallant: Oui, mais cela dépend, monsieur le président, de la situation économique. Nous avons tout un chapitre sur les difficultés que nous rencontrons dans certaines catégories professionnelles. Je crois que c'est le chapitre 4.

Mais je pense, j'en suis même convaincu, que nous aurions des difficultés encore plus graves si l'économie canadienne était en meilleure forme, si certains projets démarraient, et que nous n'aurions aucune chance d'attirer dans la fonction publique certains éléments de ces catégories professionnelles très demandés, puisque les ministères n'ont absolument pas les moyens de leur faire des offres comparables à celles du secteur privé.

Le vice-président: *Thank you, Mr. Gallant.*

Je vais donner la parole à mon honorable collègue, M. King, et ensuite à M. Cousineau. Monsieur King, vous avez dix minutes.

M. King: Je suis heureux de pouvoir vous rencontrer, monsieur Gallant. Je ne sais pas si je dois me féliciter d'être le seul conservateur présent, n'étant ni le plus virulent ni le mieux informé de ces questions. Toutefois . . .

Une voix: Jouez la qualité, Fred.

M. King: Exactement. Alors que j'ai ici un collègue qui s'appelle M. Herbert, et qui peut poser toutes les questions que la Bibliothèque du Parlement lui a préparées . . . Nous allons faire de notre mieux, et si vous arrivez à répondre de façon suffisamment complète, nous réussirons à faire bon usage du temps qui nous est alloué.

Ma première question concernera la proportion franco-anglophone. Rassurez-vous, je n'ai aucun préjugé dans ce domaine.

Mais dans la mesure où vous pouvez prévoir, pensez-vous que nous réussirons un jour à nous débarrasser de ce petit jeu statistique permanent, des comparaisons de points de pourcentage, etc., en ce qui concerne les nominations de francophones et d'anglophones dans la fonction publique? Il est évident qu'il y a là un problème et une espèce de complexe national, mais j'aimerais que l'on puisse un peu s'en libérer, et faire les

[Texte]

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I am usually warned by my colleagues—

Mr. Herbert: To cut it short . . .

Mr. Gallant: —to cut it short, because I tend to be long-winded in my answers.

What we attempt to do, in our annual report, is to show the situation as at the end of 1981, the end of the calendar year. Since there are occupational groups, departments, regions where the objectives of the government policies on official languages, as well as the objectives underlying the parliamentary resolution on official languages and the Official Languages Act, where these objectives have not been entirely met.

• 1005

We still have a number of departments where, obviously, the progress, in terms of better balanced participation of the two linguistic communities, is still very limited. There are occupational groups where the same situation prevails.

So, as long as there are these instances of clear imbalance, in terms of the representativeness of the public service, I should think that parliamentarians, as well as public servants and the government, would want us, as the commission, to provide the facts about the situation, year after year.

It will be possible perhaps, on the other hand, to move gradually towards more global presentations, presenting the situation in more global terms, and do away with a large number of these percentages, where obviously there is no longer any problem of imbalance.

But in terms of staffing itself, I would like to assure you, Mr. Chairman, and the members of the committee, that the policies and practices of the commission ensure that there is no discrimination. We are asked to do this by the act, and there is no question of establishing quotas and thereby overlooking meritorious considerations in staffing actions. I believe our annual report makes this quite clear. We have, I believe, made substantial progress in the means by which, not only we as a commission, but deputy ministers to whom we delegate authority, do, in fact, apply merit in their staffing of departments.

Mr. King: I guess that is going to mean a supplementary question. Does this preoccupation with these statistics interfere with appointments? I think maybe you answered that. It would be based simply on the quality . . . I have my assistant with me now.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman, I would be delighted to be his assistant.

Mr. King: Are there any instances where our preoccupation with this interferes with the quality of the appointment?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I would like to emphasize that we are satisfied, and we are keeping a vigilant eye, through our monitoring, through our auditing, as well as through the bulletins that we issue, describing our policies and practices.

[Traduction]

nominations là où elles sont demandées. Pourriez-vous nous donner là-dessus tous les renseignements possibles?

M. Gallant: Monsieur le président, on me demande en général . . .

M. Herbert: D'être bref . . .

M. Gallant: Exactement, ma tendance étant plutôt d'allonger les réponses.

Nous avons cherché, dans notre rapport annuel, à présenter un tableau de la situation à la fin de 1981; je parle de la fin de l'année civile. Il est évident que certains objectifs des politiques gouvernementales, de la résolution du Parlement sur les langues officielles, et de la loi correspondante, n'ont pas été réalisés dans certaines catégories professionnelles, régions et administrations.

Il y a encore des ministères où, de toute évidence, les progrès laissent à désirer en matière d'équilibrage des communautés linguistiques. Il y a aussi des catégories professionnelles où ce type de situation prévaut.

Je pense donc que, tant qu'il y aura des déséquilibres dans la fonction publique, les parlementaires et les fonctionnaires concernés continueront à nous demander, année après année, l'état et l'évolution de la situation.

Il sera sans doute possible, au fur et à mesure que la situation évoluera, de fournir des chiffres globaux, et de laisser tomber ces pourcentages détaillés, lorsque ce problème de l'équilibre sera résolu.

En matière de dotation même, je puis vous assurer, monsieur le président, et membres du Comité, que la Commission cherche par tous les moyens possibles à prévenir la discrimination. La loi, d'ailleurs, nous l'impose, mais il n'est pas question de fixer des quotas, et de laisser de côté toute considération concernant les compétences. Je pense que la Commission, mais également les sous-ministres auxquels nous délégons des pouvoirs, a fait des progrès réels, et que nous réussissons à tenir compte des compétences dans notre politique de dotation.

M. King: Voilà donc qui demande une question supplémentaire. Est-ce que les statistiques vous gênent dans votre politique de nomination? Vous y avez peut-être déjà répondu. Vous nous parlez donc des compétences . . . Voilà mon assistant qui vient d'arriver.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, je serais ravi d'être l'assistant de mon collègue.

M. King: Y a-t-il des exemples où ces quotas ont fait obstacle à la compétence et à la qualité?

M. Gallant: Monsieur le président, j'aimerais souligner ici que nous sommes satisfaits de notre travail, et que nous continuons à surveiller de très près ce problème, en faisant d'ailleurs paraître des bulletins d'information où nos politiques

[Text]

We are satisfied that the overriding emphasis is always quality—qualifications for the job.

Now, certain jobs in certain administrative units of government departments will, in addition to the professional qualifications, the technical qualifications, include an element of the representativeness of that department, representativeness of the population being served, so as to have a sensitivity to the concerns of the population being served. That is now part of the merit process. But it does not, in any way, undermine or underestimate the importance, the overriding importance of the professional qualifications.

Mr. King: On the matter of public service remuneration, to what extent are you involved in that determination?

• 1010

Mr. Gallant: Mr. Chairman, in the domain of compensation, it is an exclusive statutory authority of the Treasury Board. In the management of the management category, since we are partners with the Treasury Board, because staffing is such an important aspect of management, we have a number of opportunities to discuss with our colleagues in the Treasury Board certain aspects of the proposals that they have under consideration, but since this is an exclusive statutory authority and responsibility of the board, we do not intervene in any direct way.

Mr. King: Well, then why would you be undertaking a study on this matter of comparison—did I misunderstand you—between the public and private sectors? I understood it was in the matter of remuneration and that you were going to undertake some type of a study, comparison.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I am sorry if I misled the committee. I certainly did not have in mind to suggest we would be undertaking that kind of study. The government policy is for total compensation comparability, as I explained, and the government, in addition to the research and analytical capabilities of the Treasury Board itself, have access to the Pay Research Bureau for data, but it is not for the commission to undertake any study in those areas.

We are concerned, however, about areas where we run into staffing difficulties and where we are unable to meet the requirement of a department, say, in a given occupational group, in a given region of the country, because the offer made to potential employees, to candidates, does not compete with what is offered to them from the private sector. Then it is our duty to bring these cases to the attention of the employer of the government and to, at times, make suggestions as to possible ways and means of improving the situation so we can meet the staffing requirements of the departments.

The Vice-Chairman: *Merci, monsieur Gallant.* Mr. King, your 10 minutes—*Oui*, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I have a question when my time comes.

[Translation]

et pratiques sont expliquées. Nous sommes persuadés, donc, que la priorité absolue va à la qualité, à la compétence.

Toutefois, dans certaines divisions administratives, il faut tenir compte d'un élément de représentativité auprès de la population qui est servie par cette division administrative, et cet élément vient se surajouter aux considérations de qualité et de compétence. Cela fait partie d'un ensemble de qualités nécessaires. Mais dans aucun cas ces considérations ne prennent le pas sur les questions de compétence purement professionnelle.

M. King: Dans quelle mesure participez-vous au processus de détermination des salaires dans la fonction publique?

M. Gallant: Monsieur le président, la fixation des rémunérations revient exclusivement au Conseil du Trésor. En ce qui concerne le groupe de direction, et puisque nous sommes partenaires du Conseil du Trésor et que les questions de dotation prennent un relief tout particulier à ce niveau, nous avons l'occasion de discuter avec nos collègues du conseil certaines des propositions qui leur sont soumises, mais nous n'intervenons absolument pas directement, puisque le pouvoir de décision est entre les mains du seul conseil.

M. King: Dans ce cas, pourquoi entreprendre une étude sur l'équivalence—vous ai-je bien compris—des rémunérations entre les secteurs public et privé? Vous parlez de faire une comparaison entre les niveaux salariaux.

M. Gallant: Monsieur le président, je vous prie de m'excuser si je me suis fait mal comprendre. Je n'ai jamais eu l'intention de proposer ce type d'étude. Comme je l'ai déjà expliqué, la politique gouvernementale vise à l'équivalence des rémunérations, et comme je l'ai déjà expliqué, le gouvernement, en sus des recherches et des analyses qui peuvent être faites par le Conseil du Trésor lui-même, a accès aux chiffres du Bureau de recherches sur les traitements, mais la Commission n'a pas l'intention d'entreprendre une étude de ces questions.

Toutefois, lorsqu'un ministère rencontre des difficultés particulières dans la dotation de certaines catégories professionnelles, ou dans certaines régions, en raison de la concurrence des salaires du secteur privé, nous nous penchons sur la question. Dans ces cas, il nous revient d'attirer l'attention de l'employeur sur certaines possibilités de remédier à ces difficultés.

Le vice-président: *Thank you, Mr. Gallant.* Monsieur King, vos dix minutes sont écoulées. Monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): J'aurai une question à poser lorsque mon tour viendra.

[Texte]

Le vice-président: Monsieur Cousineau, s'il vous plaît, pour les 10 prochaines minutes.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président.

Mr. King has touched a very interesting point, Mr. Gallant, as to this question of percentages appearing all over the place. It makes me remember an intervention by Mr. Gamble of this question of art for native Canadians, English Canadian and French Canadian, and I honestly think right now that the constitution and bilingualism, at the next enumeration, we will be able to speak two languages and this will make the distinction between an American and Canadian.

This also makes me remember a conversation I had with the member from Calgary—I do not know which part of Calgary—John Kushner. One day he said to me, you French guys from Quebec. I said, “Just a moment. No way, Canadian who speaks French from Quebec”. Now John Kushner, I think—maybe correct me if I am wrong—but I think he was born in Poland and I said, “John, how do you like being called an Englishman?” I am not an Englishman; I am a Canadian. So there you are, and I think the next generation will come about and say a Canadian is a person who speaks both languages and an American is a person who speaks the English language. I think it is important I bring this in this morning because I can understand his point he brought up this morning.

• 1015

Monsieur Gallant, tout à l'heure, M. Herbert a parlé de la mobilité dans le cadre de la Charte. Certains concours, je pense que vous me voyez venir, certains concours sont restreints, certains postes sont restreints aux gens de la région de la Capitale nationale. Avez-vous une opinion là-dessus?

M. Gallant: Monsieur le président, est-ce que je pourrais en premier lieu demander à mon directeur général de la dotation, M. Neilson, de rappeler l'explication générale de la politique des zones de concours, le bien-fondé de cette politique, et le besoin d'une telle politique en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et pour d'autres considérations. Par la suite, j'ajouterai quelques remarques en réponse à la question de M. Cousineau.

Le vice-président: Monsieur Neilson.

Mr. A. J. Neilson (Director General, Staffing Branch, Public Service Commission): Thank you, Mr. Chairman. The commission has an area policy which, in effect, is designed to take into account several factors; a representative public service; one which respects responsiveness dimensions to Canadian citizens. But it is also one which has to respect efficiency of operations and, of course, the effectiveness of government operations.

The area of competition policy essentially tries within reason to ensure that all Canadians get a crack at serving their country through their public service. It does not mean that every clerical, stenographic or administrative job becomes available in the country, or that every Canadian from coast to coast would have a right to compete and have expenses paid to

[Traduction]

The Vice-Chairman: Mr. Cousineau, you have ten minutes.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman.

M. King a soulevé un certain nombre de questions très intéressantes, monsieur Gallant, en ce qui concerne ces pourcentages dont on se sert en permanence. Cela me rappelle une intervention de M. Gamble concernant les Canadiens de naissance, anglophones et francophones, et je pense vraiment que cette constitution et les dispositions sur le bilinguisme feront qu'au prochain recensement, nous serons tous en mesure de parler deux langues, et c'est ce qui fera toute la différence entre un Canadien et un Américain.

Cela me rappelle également une conversation que j'avais avec un député de Calgary—je ne me souviens plus de son comté—il s'agit de John Kushner. Il me disait: «Vous, les Français du Québec». Et je lui répondis: «Minute. Il s'agit de Canadiens qui parlent français et qui viennent du Québec». Or, John Kushner, si je ne me trompe, est né en Pologne; et je lui ai demandé: «Aimez-vous que l'on parle de vous comme d'un Anglais?»—«Je ne suis pas Anglais, je suis Canadien». Voilà précisément où je voulais en venir; je pense que la génération de demain parlera d'un Canadien comme de quelqu'un qui parle deux langues, alors que l'Américain n'en parle qu'une. Je crois qu'il était important que je rappelle cela, et je comprends ce qu'a dit mon collègue.

Mr. Gallant, Mr. Herbert was talking about mobility within the purview of the charter. Competitions, for a number of positions, and you probably know what I am aiming at, are restricted to the people living in the National Capital Region. Do you have an opinion on that?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Neilson, Director General for staffing, to give a general explanation of our area of competition policy, the rationale behind it and the need for such a policy because of the provisions contained in the Public Service Employment Act as well as for other reasons. Following his remarks I will add something in answer to Mr. Cousineau's question.

The Vice-Chairman: Mr. Neilson.

M. A.J. Neilson (directeur général, Direction de la dotation, Commission de la Fonction publique): Merci, monsieur le président. La commission a une politique de zones de concours qui tient compte de divers facteurs. Elle vise à former une fonction publique représentative qui respecte la diversité des besoins des citoyens canadiens. Par ailleurs, elle traduit un souci d'efficacité des services et, bien entendu, un souci d'efficacité de l'appareil gouvernemental.

Essentiellement, cette politique vise, dans des limites raisonnables, à donner à tous les Canadiens la possibilité de servir leur pays dans la fonction publique. Il ne s'agit pas, chaque fois qu'il faut pourvoir un poste de sténographe ou d'administrateur, de prétendre que tous les Canadiens d'un océan à l'autre ont le droit de se porter candidats, tous frais payés.

[Text]

go or come and compete on every single job. It does try, however, to ensure that, on a regional basis and on a national basis, the element of representativity is respected and, also, that the principle of the best qualified and available person is appointed to the public service.

There is a geographical element to the area of competition which essentially outlines which general area people will be residing in to be able to compete. This also is cross-referenced with the type or level of position it is being staffed for. As an example, in the management category, that is the executive group and the senior management group, and in the levels of groups just below the management category, the area of competition is usually national. So advertising is usually done on a national basis. But below that level, the area of competition narrows down. For closed competitions, which are those competitions which are restricted to people who are already members of the Public Service of Canada, there is a departmental element that can be added. In other words, it can be a national competition within a department or it can be expanded to include other departments should it be felt that there are not enough qualified candidates to look at in that competition.

So in general terms, it is a policy which tries to ensure representativity. It tries to ensure justice and equity, in that as many Canadians are given an opportunity to compete as is reasonably possible. In terms of our experience with it, we have had little difficulty until the Canadian Charter of Rights and Freedoms question came alive and discussions were opened up on the charter.

Essentially, the reason that we have put our policy under review is that Section 6 of the charter speaks about the rights of all Canadians to work anywhere in the country where they wish to. We are trying to review our policy essentially against that section of the charter. Also we are trying to review it and perhaps revise it, but are doing so with a view to respecting the spirit and intent of the charter, and not the legalistic provisions contained therein. Is that adequate as an opener, sir?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, if I may, I will add to that just a simple consideration. Essentially, our area of competition policy under the existing legislation or the Public Service Employment Act, was intended to ensure that the area was sufficiently large to guarantee an adequate number of candidates. It is to prevent a situation where an area of competition could be defined so narrowly as to effectively rule out the competition. So, it was essentially to ensure that the area defined was large enough to guarantee an adequate number of candidates to provide for a real competition.

• 1020

At the same time, it was to ensure that the interests of the taxpayers were also taken into account, and therefore, that you would not open up a certain competition to too large an area if it was going to give rise to expenses in bringing candidates from a very large area for an interview, and then most likely, in moving a family from a distant area to the place of work, when there were sufficient number of available qualified can-

[Translation]

Néanmoins, nous voulons assurer une certaine représentativité à l'échelon régional et national, et en outre, nous tenons à ce qu'en principe, la personne disponible la mieux qualifiée soit nommée à la fonction publique.

Il y a donc une composante géographique qui identifie dans quelle zone générale du pays devront résider les candidats à certains concours. Par ailleurs, nous tenons compte également de la catégorie et du niveau des postes offerts. Par exemple, dans la catégorie de la direction, c'est-à-dire le groupe des cadres supérieurs, de même que dans les groupes de cadres intermédiaires, les concours sont d'ordinaire à l'échelle nationale. La publicité est donc faite partout au pays. Pour les niveaux inférieurs, les zones sont plus restreintes. Quant aux concours fermés, c'est-à-dire ceux qui sont réservés aux gens qui font déjà partie de la fonction publique du Canada, il y a un autre élément qui tient compte du ministère. En d'autres termes, il peut s'agir d'un concours national au sein d'un ministère, ou bien, si on estime qu'il n'y aura pas assez de candidats qualifiés dans un ministère donné, on peut l'étendre à d'autres ministères.

On constate que la politique vise essentiellement à assurer la représentativité. Pour que l'équité soit respectée, elle vise à donner, dans des limites raisonnables, l'occasion au plus grand nombre de Canadiens possible de se porter candidats. Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions de la charte canadienne des droits et libertés, qui a ouvert le débat, cette politique ne posait pas de problème.

Nous avons décidé de réexaminer notre politique, à cause de l'article 6 de la charte, qui précise que tous les Canadiens ont le droit de postuler un emploi là où ils le désirent au Canada. Nous voulons voir si notre politique respecte les dispositions de cet article de la charte. Ainsi, notre politique sera remaniée pour tenir compte de l'esprit et de l'intention de la charte, et non pas des dispositions juridiques qu'elle contient. Cette entrée en matière est-elle suffisante?

M. Gallant: Monsieur le président, avec votre permission, j'ajouterai quelque chose. En substance, notre politique des zones de concours, en vertu de la loi actuelle, en l'occurrence la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, visait à délimiter des zones assez vastes pour garantir un nombre suffisant de candidats. Il s'agit d'éviter une situation où la concurrence disparaîtrait en raison de conditions trop restreintes. Il faut donc qu'une zone soit assez vaste pour garantir un nombre suffisant de candidats pour maintenir la concurrence.

En outre, cette politique vise à protéger les intérêts des contribuables c'est-à-dire que s'il y a un nombre suffisant de candidats qualifiés dans la région avoisinante, nous n'en débordons pas les limites, car cela entraînerait des frais onéreux, parce qu'il faut faire venir les candidats pour une entrevue et songer à l'éventuelle déménagement des familles des candidats choisis. Voilà donc les deux principales considérations qui sous-tendent cette politique.

[Texte]

didates in the immediate area. So, those were the two major considerations.

Now, with the spirit of the charter, and as I indicated earlier in response to Mr. Herbert, we have been reviewing our policies and we have been asking Treasury Board for its input into this review. We have asked, as well, the departments to make their inputs into this review, and we are hoping to find new means of, at the same time, guarding against the too narrow definition of an area. We also want to prevent a situation where the taxpayers would have to foot too large a bill to bring people from across the land for competitions when that is not appropriate.

We think that it might be possible to achieve this by having a policy and a system that would allow candidates to come to the area of competition on their own—at their own expense, as opposed to having the taxpayer pay to bring those candidates to a particular interview. But these are matters that are now under review, and we hope to be able to come up with some options in the not too distant future.

M. Cousineau: Merci, monsieur le président. Est-ce qu'il me reste encore du temps?

Le vice-président: Une toute petite question, avec une petite réponse, monsieur Gallant. Il vous reste une minute.

M. Cousineau: Voulez-vous me donner encore cinq minutes? J'ai seulement une dernière question, et vous n'aurez pas besoin d'élaborer.

Le vice-président: Cinq minutes?

M. Cousineau: Combien de postes existe-t-il actuellement à l'intérieur de la Fonction publique qui sont restreints à la Région de la capitale nationale?

Je n'ai pas besoin de savoir cela tout de suite...

M. Gallant: Monsieur le président, on pourrait donner le renseignement. M. Neilson peut donner les principes et on pourrait donner les statistiques par la suite.

Le vice-président: Monsieur Neilson.

Mr. Neilson: If I understood the question well, Mr. Cousineau, you asked: What number of positions are restricted to National Capital Region—

Mr. Cousineau: How many people are occupying these positions at this time?

Mr. Neilson: How many...?

Mr. Cousineau: Let us say you have a— *concours, comment on dit ça?*

Mr. Neilson: A competition.

• 1025

Mr. Cousineau: There was a competition at one time or another and they were filled by people from the National Capital Region. How many of those? Do you have statistics on that?

[Traduction]

Comme je l'ai dit tout à l'heure en réponse à M. Herbert, nous sommes en train de revoir nos politiques à la lumière de l'esprit de la charte, et nous avons demandé sa collaboration au Conseil du trésor. De plus, nous avons demandé aux ministères de nous aider également, et nous espérons que nous trouverons une nouvelle formule qui ne nous astreindra pas à une définition trop rigide des zones. Nous voulons éviter que les contribuables aient à assumer des frais inutilement exorbitants pour le déplacement des gens.

Nous pensons qu'il est possible d'atteindre cet objectif en mettant en place une politique et un système qui permettraient aux candidats de se déplacer vers une zone de concours à leurs propres frais plutôt qu'aux frais des contribuables. Toute la question est actuellement à l'étude et nous espérons pouvoir présenter des solutions sous peu.

Mr. Cousineau: Thank you, Mr. Chairman. Do I still have time?

The Vice-Chairman: You can ask a quick question. You have one minute left.

Mr. Cousineau: Could you give me an extra five minutes? I have a last question which does not require development.

The Vice-Chairman: Five minutes?

Mr. Cousineau: How many positions within the public service are now restricted to the National Capital Region?

I do not require the answer right away...

Mr. Gallant: Mr. Chairman, that information can be provided. Mr. Neilson can give you the principles and the data will follow.

The Vice-Chairman: Mr. Neilson.

M. Neilson: Monsieur Cousineau, vous avez demandé combien de postes étaient actuellement restreints à la région de la capitale nationale, n'est-ce pas?

M. Cousineau: Combien de fonctionnaires occupent ces postes actuellement?

M. Neilson: Combien...?

M. Cousineau: Disons qu'il y a un concours...

M. Neilson: En effet, un concours.

M. Cousineau: Je voudrais savoir combien de gens de la région de la capitale nationale ont été recrutés pour occuper un poste dans le cadre d'un concours restreint? Avez-vous des statistiques là-dessus?

[Text]

Mr. Neilson: That is a tall order. We could take a crack at it and see if we could provide you with the information. If it is retrievable you can have it.

... ce que nous pouvons donner, monsieur le président, c'est le nombre de concours pour lesquels la zone de concours est définie comme étant la Région de la capitale nationale, et pourquoi. Cela, nous pouvons vous le donner très facilement.

M. Cousineau: Oui, ce serait suffisant pour moi.

Le vice-président: Merci, monsieur Gallant.

I want to apologize. I should have recognized Mr. Parker before Mr. Cousineau. He has been very kind not to bring a point of order on that and I recognize him.

Mr. King: He looks like a Conservative, does he not?

Mr. Parker: Thank you, Mr. Chairman. First of all, if I may start off, Mr. Gallant, have there been any discussions taking place with your department and the government with regard to the possibility of wage controls in the public service sector? We have heard rumours about this. British Columbia has brought forward legislation with regard to the public service sector, and I would like to know if discussions have taken place with your department on this matter.

Mr. Herbert: That is an opposition rumour.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, since this matter in no way comes under the jurisdiction of the commission, we have not been approached for any discussion on this and this is quite proper. If the government were to proceed with a scheme where they wanted to consult individual deputy ministers and they felt that as a deputy minister of the commission my views would be relevant, then in such circumstances they would consult me.

Mr. Parker: You have had no discussions?

Mr. Gallant: No.

Mr. Parker: Okay. I think I would like to pursue the affirmative action program in your department because, within the public service sector, statistics on women and where they are located and how much they make, I believe, are pretty dismal in your department. I would like to give a few examples, if I may. Out of the 1,600 employees who comprise the management category, the stepping-stone positions to deputy ministers, only 4.3 per cent are women. In the scientific and professional category, there are 21,689 employees and only 4,762, or 22 per cent, of these are women. In the technical categories only 11 per cent of the public service are women.

However, at the other end of the spectrum, in the administrative support category, fully 81.6 per cent are women. The minister responsible for the status of women in the public sector states that they are doing nicely compared to women in the private sector. However, these figures indicate that women in the public sector are subjected to the exact problems as those in the private markets—occupational segregation or job

[Translation]

M. Neilson: Ce que vous me demandez constitue une grosse bouchée. Nous allons essayer de voir si nous pouvons vous fournir ces renseignements, en interrogeant notre ordinateur.

What we can give you, Mr. Chairman, is the number of competitions for which the area of competition was defined as the National Capital Region, and the reason why. I think we can give you that information very easily.

Mr. Cousineau: That would satisfy me.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Je vous dois des excuses, car j'ai donné la parole à M. Cousineau, alors que c'était au tour de M. Parker. Merci d'avoir eu l'amabilité de ne pas me rappeler à l'ordre. Monsieur Parker, vous avez la parole.

M. King: Il ressemble à un conservateur, n'est-ce pas?

M. Parker: Merci, monsieur le président. Tout d'abord, je voudrais que M. Gallant me dise s'il y a eu des discussions à la Commission, ou au gouvernement en général, concernant d'éventuels contrôles des rémunérations dans la fonction publique? Il y a eu des rumeurs à cet effet. En Colombie-Britannique, on a adopté une loi sur le secteur public, et je voudrais savoir s'il est question d'en faire autant dans la fonction publique fédérale.

M. Herbert: C'est une rumeur qui court dans les milieux de l'opposition.

M. Gallant: Monsieur le président, cette question ne relève, ni de près ni de loin, de la compétence de la Commission, et on ne nous a pas pressentis à ce propos, ce qui est normal. Si le gouvernement décide d'adopter une telle politique, et s'il estime nécessaire de consulter les sous-ministres, je serai peut-être consulté à titre de président de la Commission.

M. Parker: Il n'y a pas eu de discussions sur ce sujet-là?

M. Gallant: Non.

M. Parker: Je vois. Je voudrais aborder la question du programme d'action positive, à la Commission, car les statistiques démontrent que les femmes, du point de vue de leur rémunération et du poste qu'elles occupent, ne sont pas choyées à la Commission. Je vais vous donner quelques exemples. Sur les 1,600 employés qui font partie de la catégorie de la direction, c'est-à-dire les échelons inférieurs qui permettent de passer à un poste de sous-ministre, seulement 4.3 p. 100 sont des femmes. Dans la catégorie scientifique et professionnelle, il y a 21,689 employés, et seulement 4,762, soit 22 p. 100, sont des femmes. Dans les catégories techniques, seulement 11 p. 100 des employés sont des femmes.

Néanmoins, dans la catégorie du soutien administratif, 81.6 p. 100 des employés sont des femmes. Le ministre responsable de la condition féminine déclare que la situation des femmes dans le secteur public est bien plus enviable que dans le secteur privé. Quoi qu'il en soit, ces chiffres démontrent que le secteur public n'échappe pas aux problèmes que connaissent les marchés privés—ségrégation et ghettos—anomalies que reflètent

[Texte]

ghettoes—and this is reflected in their pay scales exactly as it is in the public sector.

Of those public servants earning \$10,000 or less in 1981, 68.6 per cent of them are women. Of public servants earning \$50,000 or over, only 3 per cent are women. In addition, statistics show that women in the public service are disproportionately laid off, perhaps subject to the last-hired first-fired syndrome. In 1981 women comprised 39.3 per cent or roughly 40 per cent of the public service, yet the laid-off table shows that, of the total number of people laid off in 1981, 54 per cent of them were women. Possibly what I would like to know is if you can explain this discrimination. Perhaps you could tell us how this is happening and what kind of affirmative action is taking place within your department to correct this situation.

The Vice-Chairman: Mr. Gallant.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, firstly I would like to reassure the committee that there is no discrimination in the staffing. If there are cases where there are reasons to believe that some discrimination is taking place, there are the mechanisms for investigations and recourse. Our Investigations and Appeals Branch is very vigilant on those.

• 1030

To come to the substance of the point, and my colleague, Anita Szlazak, will want to add to what I shall say, we are saying, as a result of the considerable efforts undertaken over the past few years, that there has been continuing progress in the policies of the government, as well as those of the Public Service Commission. We all recognize that the progress is not as rapid as many of us would like to see it, but there are in many instances some very special reasons.

We have to look at the marketplace. That is where candidates are found. If we do not have in a particular occupational group, such as the scientific and professional categories—some of those groups in that category—a large number of women candidates or native candidates, it is not surprising that the staffing process results in a larger number of male or white persons being appointed. We have, however, and this shows up in a post-secondary recruitment—year after year over the past three or four years, the proportion of women appointed to the federal public service has been greater than the proportion of women graduating from universities. This is a trend that has been continuing now over a period of a few years.

For training and development within the public service, the training events in which women participate, this proportion has been consistently greater than the proportion of women in those occupational categories.

So the efforts are there. Undoubtedly, more efforts will have to be undertaken, and this is the reason why the government established this special program of affirmative action: to develop analytical tools to be able to investigate more fully the

[Traduction]

les échelles de salaire, dans ce secteur comme dans le secteur public.

Parmi les fonctionnaires qui touchaient un salaire de \$10,000 ou moins, en 1981, 68.6 p. 100 étaient des femmes. Chez les fonctionnaires touchant plus de \$50,000, seulement 3 p. 100 étaient des femmes. En outre, les statistiques démontrent que les femmes, dans le secteur public, sont plus souvent mises à pied, peut-être à cause du fait qu'elles ont moins d'ancienneté que leurs collègues masculins. En 1981, les femmes représentaient 39.3 p. 100, environ 40 p. 100, donc, de tous les fonctionnaires, et cependant, les chiffres indiquent qu'elles ont compté pour 54 p. 100 de toutes les mises à pied. Je voudrais savoir si vous pouvez expliquer cette discrimination. Comment cela s'est-il produit et quel genre de programme d'action positive la Commission a-t-elle mis en chantier pour redresser la situation?

Le vice-président: Monsieur Gallant.

M. Gallant: Je tiens tout d'abord à assurer les membres du Comité qu'il n'y a pas de discrimination dans la dotation. Si l'on soupçonne qu'il y a une discrimination quelque part, les mécanismes d'enquête et de recours sont mis en branle. Notre Direction des enquêtes et des appels est un service très vigilant.

Ma collègue, Anita Szlazak, ajoutera quelques remarques aux miennes. Nous pouvons cependant affirmer que par suite des efforts considérables que nous avons faits depuis quelques années, nous avons pu constater un progrès constant dans les politiques gouvernementales, de même que dans celles de la Commission de la Fonction publique. Le progrès n'est pas aussi accéléré qu'on pourrait le souhaiter, mais très souvent, cela est dû à des circonstances spéciales.

Nous devons composer avec les forces du marché, car c'est là que nous trouvons nos candidats. Si dans certaines catégories, comme la catégorie scientifique et professionnelle, et notamment certains groupes de cette catégorie, nous n'avons pas un grand nombre de candidats femmes ou autochtones, il ne faut pas s'étonner que la dotation aboutisse à l'embauche d'un grand nombre d'hommes, ou de Blancs. Néanmoins, le recrutement de détenteurs de diplômes post-secondaires indique que depuis trois ou quatre ans, la proportion de femmes nommées à des postes dans la fonction publique fédérale est plus élevée que la proportion de femmes ayant obtenu un diplôme universitaire. C'est une tendance que nous observons depuis quelques années.

Pour ce qui est de la formation et du perfectionnement au sein de la fonction publique, les femmes y participent de plus en plus, et leur proportion dépasse la proportion qu'elles représentent au sein de leur catégorie respective.

Il n'y a donc aucune ambiguïté: des efforts ont été entrepris, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a lancé le programme spécial d'action positive. Ce programme vise à fournir les techniques d'analyse permettant de déterminer

[Text]

reasons why the results are not as encouraging as we would all hope and expect them to be.

Perhaps my colleague—

Mr. Parker: Mr. Chairman, before he leaves that. Clearly you have not received the message I have put forward here.

In 1981, women comprised 39.3 per cent, or roughly 40 per cent, of the public service sector, yet the layoff table shows that of the total number of people laid off in 1981, 54 per cent of them were women. This is the point I am trying to make—only 40 per cent of them comprised the work force, yet in 1981, out of the people that were laid off, 54 per cent of them were women. Clearly it indicates that the program is not working.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, I would not agree that these results indicate that the program is not working. What these results indicate are where the cuts are being made, where positions are being eliminated. We all know, with the rapid progress of automation and the progress that is being made in office equipment these days, that it is this particular group that is currently undergoing the larger reductions, and the threat is that these reductions will accelerate in the future. This is why the emphasis is currently being placed on retraining of people in the admin support categories, and these are primarily women—the vast majority of admin support employees are women. The considerable effort that is now being put into the retraining is to prevent the disasters that will occur if the progress in the automation of offices continues.

• 1035

Mr. Parker: Perhaps I could pursue it this way, Mr. Chairman, if I may. Are you aware that the minister responsible for the status of women and the Minister of Labour have indicated to the business sector in Toronto that there is a possibility that they may have to look to compulsion in the private sector to see that the affirmative action is going to take place. Have there been discussions in your department of that nature, because of the situation that we are faced with here? What I am trying to bring out of this is that if we have a department that is concerned about affirmative action programs and we are discussing with the private sector in that kind of a tone, it would seem that we should be setting the trend in departments such as yours. I want to know if those kinds of discussions have been taking place, or if you have a program that is firmly put into place to upgrade this discrepancy?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we not only have a program; we have a number of programs. These were spelled out in a special chapter of our annual report last year with the support of the analysis of a whole decade of experience. This year again this is spelled out in part of our annual report.

As for the question raised whether the commission has been approached with a view to having the compulsory affirmative

[Translation]

pourquoi les résultats ne sont pas aussi probants qu'on l'aurait espéré.

Peut-être que ma collègue . . .

M. Parker: Monsieur le président, avec votre permission, je pense qu'on n'a pas compris le message que j'essaie de transmettre ici.

En 1981, les femmes représentaient environ 40 p 100 du secteur public, et cependant, elles figurent dans une proportion de 54 p 100 dans les statistiques de mises à pied. Il y a donc une différence, dans les chiffres de 1981, entre leur participation et les mises à pied dont elles ont fait l'objet. De toute évidence, le programme n'atteint pas ses objectifs.

M. Gallant: Monsieur le président, j'en conviens, ce résultat semble indiquer que le programme n'atteint pas ses objectifs. Il faut tenir compte des catégories où il y a eu des compressions, où des postes ont été supprimés. Nous savons très bien que l'automatisation a réalisé des progrès rapides, dans le domaine de l'équipement de bureau, et c'est le groupe des employés de bureau qui est frappé le plus durement actuellement, et le sera à l'avenir. Voilà pourquoi nous mettons l'accent actuellement sur le recyclage des gens qui font partie de la catégorie du soutien administratif, des femmes, en grande majorité. L'effort de recyclage vise à éviter que le progrès de l'automatisation de l'équipement de bureau n'aboutisse à des désastres.

M. Parker: Monsieur le président, avec votre permission, j'ajouterai ceci. Vous savez sûrement que le ministre responsable de la condition féminine et le ministre du Travail ont indiqué au milieu des affaires de Toronto qu'ils envisageaient d'imposer au secteur privé certaines mesures d'action positive. Y a-t-il eu des discussions au sein de la Commission par suite de la situation que nous constatons ici? Il me semble que c'est un ministère comme le vôtre qui devrait donner l'exemple, surtout quand, dans l'administration gouvernementale, il existe un ministère qui s'occupe précisément des programmes d'action positive, et qui plus est, qui tient un langage assez ferme à l'intention du secteur privé. Je voudrais savoir si on a discuté de ces questions et si vous offrez un programme rigoureux pour aplanir ces divergences.

M. Gallant: Monsieur le président, il n'y a pas qu'un seul programme, il y en a plusieurs. Ces programmes sont décrits dans un chapitre spécial de notre rapport annuel de l'an dernier, et à l'appui, nous fournissons une analyse de la situation sur dix ans. Une fois de plus, cette année, ce programme est décrit de nouveau, en partie, dans notre rapport annuel.

Quant à votre question concernant des mesures obligatoires d'action positive dans la fonction publique, il n'en a pas encore

[Texte]

action approach in the public service, the answer is no. We have not been approached with that particular view in mind.

We have, however, been participating, and very actively, with the employer, with the Treasury Board, in their affirmative action pilot project study as an additional means of ensuring the continuing progress, in ensuring effective equality of opportunity.

Mr. Chairman, our position under the laws of the land has been that we have to marry the merit system, the equality of access to public service for all Canadians, the representativeness of the public service and the sensitivity of the public service to the Canadian population. If, as a result of all of this, our public service turns out not to be representative of what we find on the labour market, then there must be some special reasons. This is why we have been systematically reviewing our standards, our procedures, our policies—to eliminate any conceivable obstacle that would account for the imbalance that still prevails in these areas.

Commissioner Szlazak, who has some special responsibility in these areas, could add considerably to this.

Ms Anita Szlazak (Commissioner, Public Service Commission): The chairman mentioned that, as far as recruitment is concerned, in general we have been doing well with the recruitment of university graduates for women. For instance, last year, 177 of the 221 university graduates recruited were women, which is a very high percentage.

To go back to the question of the lay-offs, one has to look at some of these figures very carefully. For instance, 294 women were laid off in 1981; of that, 134 were in fact women working in veterans hospitals which were then transferred to provincial jurisdiction. So these women did not lose their jobs; they went with the hospital to another jurisdiction. You know, as far as the executive category is concerned, I think the point is well taken. It does show that when the conversion took place in senior executive positions from three levels to five, all the jobs were looked at in terms of the level of responsibility; that is done on a basis of the problem solving, the accountability, the know-how required; the more difficult the job, if you like, the more points the job gets. And the fact is that out of the 80 to 85 jobs that did come out in the very top level, there is not a single woman in any one of those jobs. Now, you can draw your own conclusions.

• 1040

Also at the lower level, and this appeared in the press last week, having been picked up by them, you have 249 jobs which had been just below the executive category before the conversion took place and, when the conversion did take place, many of them went into the senior management category, which is the lower group, if you like. Of the 249 that went into the EX-1 level, only 2 were occupied by women.

[Traduction]

été question à la Commission. Personne n'a abordé le sujet avec nous.

Néanmoins, nous avons collaboré activement avec l'employeur, le Conseil du Trésor, à une étude d'un projet pilote d'action positive, pour trouver une façon de garantir que les progrès se poursuivent du côté de l'égalité des chances.

Monsieur le président, en vertu des dispositions de la loi, nous devons agencer judicieusement le respect du principe du mérite, veiller à l'égalité d'accès à la fonction publique pour tous les Canadiens, à la représentativité de la fonction publique, sans pour cela négliger le fait que la fonction publique doit répondre aux besoins de la population canadienne. C'est ainsi que l'on peut dire que notre fonction publique n'est pas le reflet du marché du travail, pour des raisons toutes particulières. Nous revoyons systématiquement nos normes, nos procédures et nos politiques, pour en supprimer tout obstacle éventuel qui expliquerait les déséquilibres.

Le commissaire Szlazak, qui a des responsabilités particulières dans ce domaine, pourrait vous en dire davantage.

Mme Anita Szlazak (commissaire, Commission de la Fonction publique): Comme l'a dit le président, nous avons en général amélioré notre recrutement de diplômées. Par exemple, l'an dernier, 221 des 609 diplômés universitaires recrutés étaient des femmes, ce qui représente un pourcentage très élevé.

Pour revenir à la question des mises à pied, il faut bien interpréter les chiffres. Par exemple, en 1981, il y a eu 294 femmes mises à pied, mais 134 d'entre elles travaillaient dans les hôpitaux pour anciens combattants, dont l'administration relève désormais des provinces. Ces femmes n'ont donc pas perdu leur emploi, car elles travaillent toujours à l'hôpital, mais pour un autre employeur. En ce qui concerne les hauts fonctionnaires, je crois que vous avez raison de soulever la question. Lorsque la conversion est entrée en vigueur, c'est-à-dire pour les hauts fonctionnaires du niveau 3 au niveau 5, on a passé en revue toutes les responsabilités que ces fonctions comportaient; ainsi, les responsables devaient-ils prendre des décisions, dans quelle mesure ils étaient responsables des décisions prises, les qualifications requises; en fait, si vous voulez, plus la tâche est difficile, plus la fonction comporte un nombre de points élevés. Et on constate qu'aucun des 80 ou 85 postes de cette catégorie n'est occupé par une femme. Vous pouvez maintenant tirer vos propres conclusions.

Au niveau inférieur, comme s'en est fait l'écho la presse, la semaine dernière, qui a très bien relevé le fait, il y a 249 postes qui avaient été classés juste au-dessous du niveau de la haute direction avant la conversion, mais après que la conversion fut entrée en vigueur, nombre de ces postes ont été reclassés dans la catégorie des cadres de gestion, qui est le groupe le moins élevé à ce niveau, pour ainsi dire. Sur les 249 postes qui ont été reclassés au niveau EX-1, deux seulement étaient occupés par des femmes.

[Text]

Well, the obvious conclusion one has to draw is that all the meaningful jobs are, in fact, filled by men. I mean, there is no other way of looking at it. But as you get more and more women with university degrees moving up through the system, this will be rectified. But it takes a long time. It normally takes at least 15 years to get to that senior executive level.

The other point is that, if women had degrees in the kinds of areas where we have skill shortages, they would have no difficulty getting jobs. They are going to have to revise the kind of studies they undertake, if they want to get jobs. I constantly get calls from women, for instance, who have degrees in public administration. One would think that this would be a useful sort of discipline to have, but there are so many people with degrees in public administration these days that we cannot even put them all in our inventories. Now, it is unfortunate that they have gone and spent the money on education in this area as opposed to one where there is a real skill shortage. But there is really nothing we can do about it. Also, they have to compete against the men who have degrees in public administration.

There is the question again of the salaries. It does show that although a lot of women went over the \$50,000 mark, the percentage of men who went over the \$50,000 mark is much higher. Again, you cannot help it. You have to draw your own conclusions from that.

Mr. Parker: Perhaps I could ask one last very short question, Mr. Chairman?

The Vice-Chairman: I have just a point, Mr. Parker. I gave you 18 minutes right now because I felt guilty a little bit. Thank you, Madam Szlazak.

Mr. Parker: Okay. Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Now I have to go to Mr. Baker, who is the next questioner for the P.C. party. I understand that you want to be on the next round, and I will put your name on it.

Mr. Parker: Thank you.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Mr. Chairman, I am intrigued by the question of a charter of rights which Mr. Herbert has dealt with, I understand. It seems to me there are two possible sections that are of interest in the public service area. There may be others. One is Clause 6 under mobility rights "... with the right to pursue the gaining of a livelihood in any province". And the other one is Clause 15, the right to equality before the law. Possibly there may be more. But I quote:

... to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination ...

[Translation]

Une conclusion s'impose donc: tous les postes importants, en fait, sont occupés par des hommes. Il n'y a pas d'autre façon de voir les choses. Mais, étant donné qu'il y a de plus en plus de femmes qui terminent leurs études universitaires et qui entrent dans le système, les choses vont changer. Mais il faut du temps. En effet, il faut normalement au moins 15 ans pour arriver au niveau de cadre supérieur.

Autre chose; si les femmes étaient qualifiées dans des domaines où il y a pénurie, elles n'auraient pas de difficulté à se trouver du travail. Il faudra donc qu'elles repensent l'orientation de leurs études, si elles veulent trouver du travail. Je reçois beaucoup d'appels de femmes, par exemple, qui ont un diplôme en administration publique. On pourrait croire que de telles qualifications seraient très en demande, mais en fait, on constate qu'il y a tellement de gens qui ont des diplômes en administration publique, de ces temps-ci, qu'il ne nous est pas possible de leur trouver du travail. Il est regrettable que ces personnes aient passé leur temps et dépensé leur argent pour obtenir des qualifications dans un domaine qui ne leur assure aucun débouché, plutôt que de se lancer dans un domaine où il y a véritablement des pénuries. Mais on n'y peut rien. En outre, la situation se complique, étant donné que les femmes subissent la concurrence de leurs homologues masculins qui ont fait les mêmes études qu'elles en administration publique.

Il y a ensuite la question des salaires. En effet, on constate, même si beaucoup de femmes font des salaires qui dépassent \$50,000, que le pourcentage d'hommes qui touchent un salaire équivalent est beaucoup plus élevé. Une fois de plus, on ne peut rien faire à ce sujet. A vous de tirer vos propres conclusions.

M. Parker: Je voudrais poser une dernière brève question, monsieur le président.

Le vice-président: Juste une petite chose, monsieur Parker. Je vous ai donné 18 minutes parce que je me sentais un peu coupable. Merci, madame Szlazak.

M. Parker: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Je cède la parole à M. Baker, qui est le prochain intervenant du parti conservateur. Je crois que vous souhaitez poser des questions au deuxième tour, et je vais donc ajouter votre nom sur ma liste.

M. Parker: Merci.

M. Baker (Nepean—Carleton): Monsieur le président, la question relative à la Charte des droits qu'a soulevée M. Herbert m'intrigue un peu. Il me semble qu'il y a peut-être deux articles de la Charte qui pourraient s'appliquer à la fonction publique. Il se peut, en outre, qu'il y en ait d'autres. Le premier est l'article 6, qui traite de la liberté de circulation et d'établissement et qui stipule, entre autres, que «... tout citoyen canadien... a le droit de se déplacer dans tout le pays et... de gagner sa vie dans toute province». L'autre article est l'article 15, c'est-à-dire le droit à l'égalité devant la loi. Il y en a peut-être d'autres. Néanmoins, cet article stipule, et je cite:

... tous sont égaux devant la loi indépendamment de toute distinction ...

[Texte]

That is, discrimination generally and particularly without certain other discriminations.

I want to ask you whether or not there has been any testing done by the Department of Justice of your affirmative action programs, your retraining programs, the question of open and closed competitions, the question of national as opposed to local competitions, to see whether or not they meet the test that seems to be implicit in that charter. That is of the existing programs. I want to know, if the commission has received an opinion about that from the Department of Justice. Can you tell me generally the opinion and whether, in fact, any of the existing programs have been found wanting as a result of a change in the law? I am not for the moment implying that they are found wanting, but have they been found wanting as a result of the change in the law?

• 1045

Mr. Gallant: Mr. Chairman, as I had indicated I believe, partly in response to the comments and questions by Mr. Herbert, we have been revealing all of these areas, and wherever and whenever there were questions raised as to the possibility of an impact, the possibility of a conflict or of a difficulty, we raised this informally in a working committee with the Department of Justice.

In addition, we do seek, and have sought, more formal advice and opinions on specifics. For instance, you refer, Mr. Baker, to the area of competition. Our legal advice at the moment is that there would be, in legal terms, very little impact. However, as I was pointing out—and Mr. Herbert was making that point—in addition to the letter of the law, we are also looking at the spirit underlying the whole charter, and there are sections of the charter, and I have taken that into account in our policy reviews. We shall be preparing the summary paper that Mr. Herbert asked for, where we will attempt to define the areas where we feel we are most likely to have to make some adaptations, some revisions but, as I said, I doubt that we have come up with any subject matter to date where the objectives being pursued by our present policies or by the principles enunciated by the Public Service Employment Act, where those objectives could not be pursued and should be abandoned. It is the manner in which we will continue to seek to achieve those objectives that may need some adaptation.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): May I just put another question to . . . I will leave the comments in the blues for Mr. Herbert's remarks. I want you to address the question of the charter, specifically with respect to the redress procedure that is set forth in fact sheet number 7 attached to your release when you tabled your report, or the report was released. I put it in context of some experience that I have had. I have had a number of people who have come to me and are concerned about the form of appeals that are handled by the Appeals and Investigations Branch of the Public Service Commission.

[Traduction]

Il s'agit de discrimination générale, et surtout d'autres types de discrimination.

Je voudrais vous demander si le ministère de la Justice a testé ce principe dans les programmes d'action positive, dans les programmes de restrictions, dans les concours ouverts ou fermés, dans les concours locaux, par opposition aux concours nationaux, pour vérifier si les dispositions implicites dans la charte sont respectées par le gouvernement. C'est-à-dire, donc, dans les programmes en vigueur. Je voudrais savoir si la Commission a reçu un avis à ce sujet du ministère de la Justice. Pouvez-vous me dire ce qu'il en est et si, en fait, les programmes en vigueur prêtent maintenant le flanc à la critique, à la suite des changements qui sont intervenus dans la loi? Je ne dis pas pour l'instant que ces programmes pèchent par quelque côté, mais je pose la question de savoir si, à la suite des changements qui sont intervenus dans la loi, certains pourraient prêter le flanc à la critique.

M. Gallant: Monsieur le président, comme j'espère l'avoir dit, en partie, en réponse aux commentaires et aux questions de M. Herbert, nous avons examiné tous ces domaines, et là où nous nous sommes rendu compte qu'il y avait risque de conflit ou de difficulté, nous en avons saisi officiellement, pour étude, un comité de travail du ministère de la Justice.

En outre, nous essayons, comme nous l'avons fait avant, d'obtenir des avis plus circonstanciés sur des questions précises. Par exemple, vous parlez, monsieur Baker, des questions de concours. Pour l'instant, nos services juridiques nous ont avisés que les changements découlant de l'adoption de la Charte des droits n'auraient, juridiquement parlant, que peu de retombées. Toutefois, comme je le disais—à M. Herbert, qui soulevait cette question—nous n'étudions pas seulement la lettre de la loi, mais également l'esprit sous-tendant toute la charte, et dans l'examen de nos politiques, j'ai pris en considération certains articles de la Charte des droits. Nous allons élaborer l'abrégé que M. Herbert nous a demandé, et ce faisant, nous essaierons de définir les domaines où, selon nous, il faudra vraisemblablement faire certaines adaptations ou révisions, mais, comme je l'ai dit, je ne pense pas que dans les questions que nous avons étudiées jusqu'à présent, les objectifs fixés par nos politiques actuelles ou par les principes énoncés dans la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique ne puissent être atteints, et donc, abandonnés. C'est plutôt au niveau de la façon dont nous continuerons d'essayer à atteindre ces objectifs qu'il faudra apporter certains changements.

M. Baker (Nepean—Carleton): Permettez-moi de poser une autre question . . . Je ne ferai aucun autre commentaire à propos des remarques de M. Herbert. Je voudrais que vous me parliez de la charte, plus précisément en ce qui a trait à la procédure d'appel décrite à la feuille numéro 7 que vous avez jointe à votre rapport lorsque vous l'avez déposé, ou lorsqu'il a été publié. Ainsi, pour vous donner quelques renseignements, plusieurs personnes se sont adressées à moi qui s'inquiètent des types d'appels dont s'occupe la Direction des enquêtes et des appels de la Commission de la Fonction publique.

[Text]

They are concerned about it in this sense that they feel the Appeals and Administration Branch of the Public Service Commission is part of the commission, that it bears some resemblance—and this is one simile that was given to me—to the problem that can exist in provincial courts when the provincial court judge occupies premises in the same building, and indeed on the same floor, as the police officers who are investigating crimes which will eventually be adjudicated by those judges. They are saying that the Public Service Commission, with its responsibilities of which we are all aware, is not the appropriate place to have an appeals division placed; that there ought to be an appeals and investigations branch of something, but not of the Public Service Commission; that there is a danger of it being perceived; that the Appeals and Administration Branch is the part of the apparatus against which an appeal is being launched; and that this aspect of it is so important that it not only be separate, in fact, but that it give the appearance that it is separate, so that justice will not only be done, it will appear to be done.

• 1050

I ask it particularly in view of the fact that the report itself, and the fact sheet, indicate an increase in the use of that procedure. I am asking whether or not you would consider taking a look at that and, perhaps making some comment on it today. But would it be reasonable to ask you to take a look at that redress matter? If it was to be changed, would it require legislative requirement, in other words, a bill in Parliament to make the change, and what are your thoughts about that as chairman of the commission? I have to tell you that I am having some concerns about it. Some concerns come from people who are articulate with respect to the problem, and who have spoken to me, not about themselves, but who have looked at the thing systemically and think there could be a great deal done in improving the public view of the appeals and investigation procedure that was set up separately from the commission rather than as part of the commission.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, first, may I say that I am a little disappointed in hearing that there are maybe many complaints continuing to be expressed along this line, for that was the case a few years ago. But as a result of a number of investigations, reviews and then decisions—and among these investigations I would include the D'Avignon committee on personnel management and the merit principal, the discussions we have had with the union representatives, with public servants generally and with departments—we have indeed taken a number of steps to increase substantially, we thought, the visibility of the independence of an appeal board when it is established.

Indeed, the proof of the fact of the independence of the appeal board, when it is established, is found in the fact that its findings are binding on all parties, including the Public Service Commission. Last year and the year before we have, I believe for the first time in the history of the Public Service Commission, ourselves taken the decision of some appeal boards to the federal court because we could not in some instances accept the findings.

[Translation]

En effet, ces personnes s'inquiètent du fait que la Direction des enquêtes et des appels de la Commission de la Fonction publique fait partie de la Commission, et l'on peut comparer cette situation—et certains font l'analogie—au problème qui existe dans les cours provinciales, où le juge se trouve dans le même édifice, et parfois même au même étage, que les policiers qui sont chargés d'enquêter sur les délits sur lesquels les magistrats auront à se prononcer. Ces personnes disent que la Commission de la Fonction publique, étant donné les responsabilités que nous lui reconnaissons, n'est pas l'endroit le plus indiqué où créer une division des appels; certes, il faut avoir une Direction des enquêtes et des appels, mais il ne faudrait pas qu'elle relève de la Commission de la Fonction publique, car l'on pourrait penser qu'elle fait partie du mécanisme contre lequel on pourrait interjeter appel; et cette question est si importante qu'il faudrait que cette division soit non seulement physiquement bien distincte, mais également qu'on ait l'impression qu'il s'agit d'un service à part, pour que justice non seulement soit faite, mais semble être faite.

Je pose la question surtout à cause du fait que dans le rapport, ainsi que dans l'annexe, il est dit que l'on recourt de plus en plus à cette procédure. Je me demande donc si vous avez pensé à jeter un coup d'oeil à ce sujet, et également si vous pouvez faire certains commentaires aujourd'hui. En tout état de cause, pourrait-on vous demander d'étudier la question de la procédure d'appel? Si elle doit être modifiée, cela devrait-il se faire par une loi du Parlement, et en tant que président de la Commission, qu'en pensez-vous? Je dois vous dire que cette question m'inquiète. Ceux qui connaissent bien cette question s'en inquiètent également; ils me l'ont dit, pas tellement pour eux-mêmes, mais après avoir étudié systématiquement la procédure d'appel, ils en sont arrivés à la conclusion qu'on pourrait substantiellement améliorer la procédure d'enquête et d'appel en la dissociant de la Commission.

M. Gallant: Monsieur le président, premièrement, je dois dire que je suis un peu déçu de constater que les gens continuent de se plaindre à ce sujet, comme c'est le cas depuis quelques années. Mais à la suite de plusieurs enquêtes, examens et décisions rendues—au nombre de ces enquêtes, j'inclurais le comité D'Avignon sur la gestion du personnel et le principe du mérite, les discussions que nous avons eues avec les représentants syndicaux, avec les fonctionnaires et les ministères—nous avons pris des mesures pour augmenter de beaucoup, pensions-nous, l'indépendance de la commission d'appel, lorsqu'elle sera mise sur pied.

En fait, on en veut pour preuve que lorsque la commission d'appel entrera en fonction, ses conclusions seront exécutoires pour toutes les parties, notamment pour la Commission de la Fonction publique. L'année dernière, ainsi que l'année d'avant, nous avons, je crois, pour la première fois dans l'histoire de la Commission de la Fonction publique, saisi la Cour fédérale de certaines décisions rendues par quelques commissions d'appel, car dans certains cas, nous n'étions pas d'accord.

[Texte]

We have taken a number of steps to familiarize public servants, to make sure that public servants were much more familiar with their rights under the Public Service Employment Act, and much more familiar with the processes of appeal investigation and discrimination investigation. We have emphasized this and, it seems to me, in part shown results in the fact that such a large increase in appeals and investigations took place over the past year. But it is only, I think, a small reason for the increase.

I am convinced, Mr. Chairman, that the big reason for the increase is simply the fact that in a situation of virtually no growth, in a situation where therefore there are very few opportunities for advancement, and with the efforts that are made to continue a substantial input from outside the public service at various entry points, it is quite normal for those who are in to be watching much more closely than before all the opportunities for advancement, and where they feel their opportunities for advancement might not have been safeguarded they would seek a redress either through the appeals mechanism or through the investigations. If it were of interest, Mr. Baker, Tom Morry, who is the Director General of Appeals and Investigations Branch, could elaborate on this.

• 1055

Mr. Baker (Nepean—Carleton): I am not terribly interested in an elaboration today—

The Vice-Chairman: Your time is up, Mr. Baker.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Do I have one more question? I wanted to save the committee some time.

The Vice-Chairman: It is because I have three more people who asked for a second turn and it is 10.55. Perhaps if you have one more question, we could agree that each of you could have three more minutes for one question.

Mr. Cousineau: I do not mind—unanimous consent, Mr. Chairman—Mr. Baker having a couple of minutes.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): That is very generous of you. Thank you very much. I do not want a detailed reply on the record today, but if Mr. Morry could prepare a memorandum that would be very helpful because I want you to know, sir, I am not interested in destroying the system. If there is a weakness in it, I would be interested in strengthening it. That is something we might take a look at together.

Mr. Gallant: Yes.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): The final question, you opened a branch of the commission in eastern Canada recently. I saw a press release. Correct?

[Traduction]

Nous avons pris des mesures pour nous assurer que les fonctionnaires connaissent mieux les droits que leur confère la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, et également qu'ils connaissent mieux les procédures d'enquête après appel, ainsi que les enquêtes pour cause de discrimination. Nous avons insisté là-dessus et, à mon avis, cela a donné des résultats, en ce sens que l'année dernière, il y a eu une forte augmentation du nombre d'appels et d'enquêtes.

Je suis convaincu, monsieur le président, que ce qui explique surtout l'augmentation du nombre des appels est dû au fait qu'il n'y a virtuellement aucune croissance de l'emploi dans la fonction publique, c'est-à-dire que les fonctionnaires ont très peu de possibilités d'avancement et que, compte tenu des efforts que l'on fait pour continuer de recruter beaucoup ailleurs qu'à la fonction publique, il est tout à fait normal que ceux qui sont dans la fonction publique étudient beaucoup plus qu'ils ne le faisaient avant toutes les possibilités d'avancement, et donc, s'ils ont de bonnes raisons de croire qu'on a porté préjudice à leur plan de carrière, ils peuvent demander qu'on leur fasse droit, soit en interjetant appel, soit en demandant la tenue d'une enquête. Si cela vous intéresse, monsieur Baker, M. Tom Morry, qui est directeur général des enquêtes et des appels, pourra vous donner d'autres explications à ce sujet.

M. Baker (Nepean—Carleton): Non, pas aujourd'hui . . .

Le vice-président: Il ne vous reste plus de temps, monsieur Baker.

M. Baker (Nepean—Carleton): Me permettez-vous de poser une question supplémentaire? Je voulais faire économiser du temps au Comité.

Le vice-président: Étant donné qu'il est déjà 10h55 et qu'il reste sur ma liste trois autres personnes pour le deuxième tour . . . mais si vous n'avez qu'une seule question à poser, nous pourrions nous mettre d'accord pour que tous ceux qui poseront une question aient trois minutes de temps supplémentaire.

M. Cousineau: Cela ne me fait rien—il y a consentement unanime, monsieur le président—M. Baker peut avoir quelques minutes supplémentaires.

M. Baker (Nepean—Carleton): C'est très généreux. Merci beaucoup. Je ne veux pas que vous me répondiez en détail aujourd'hui, mais si M. Morry pouvait, à l'intention du Comité, préparer un petit mémoire, cela nous aiderait, parce que je voudrais que vous sachiez que je ne veux pas détruire le système. S'il présente des faiblesses, je voudrais plutôt y remédier. Nous pourrions étudier la chose ensemble.

M. Gallant: Oui.

M. Baker (Nepean—Carleton): Dernière question: vous avez récemment ouvert un bureau régional de la commission dans l'Est du Canada. J'ai vu un communiqué de presse à ce sujet. Est-ce exact?

[Text]

Mr. Gallant: Mr. Chairman, we have regional offices and district offices and we have now a presence in every province and in both territories. The last official opening was the district office in Newfoundland and the last official opening—to take place very soon, I hope—is the district office in the Province of Prince Edward Island.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): How do you see it impacting on the problems of recruitment, leaving recruitment in terms of the requirement, the perceived right that might exist from the new charter of rights to have a person in, let us say, British Columbia being able to apply for a situation that might otherwise be open only in the Province of Quebec? Are these being used for testing so that people can come and make application for positions in other parts of Canada?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, that is what I was referring to a minute ago in the policy revision that is under way and in the options that are being examined so as perhaps to be able at the same time to protect the interest of the taxpayer, the efficiency of government operations, by looking at a labour market for a certain kind of specialization while not depriving other Canadians of any right also to throw their hats in the ring and to compete if they are willing to pay their expenses.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): So it is part of the charter.

Mr. Gallant: That is an option we are examining.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Okay, that is fine. Thank you very much, Mr. Chairman. Thank you, Mr. Cousineau.

The Vice-Chairman: I suggest three more minutes for each of the three questioners asking for a second round. Mr. King, followed by Mr. Parker and Mr. Cousineau.

Mr. King: I am sorry time is running out. I am just warning up to this opportunity. How serious a factor are regional disparities? I am thinking particularly of the case of firemen at Vancouver International Airport and at Penticton where their wage scales are substantially below city and municipal remuneration—\$13,000, perhaps \$14,000 or \$15,000 less. I think in Penticton it may be something like \$6,000, \$7,000 or \$8,000.

Mr. Gallant: Mr. Chairman, could I ask Mr. Neilson and if, with your permission, he would add one element of information to the answer that I gave to Mr. Baker at the same time.

Mr. Neilson: An exciting development that has come in conjunction with our capacity to operate in every territory and province is our capacity now to operate a national applicant inventory system. Whereas previously inventories were essentially compiled and built on a regional basis and had a tendency to lock people in on a regional basis, we now will be on-line across the country with a computerized inventory which will enable individuals to express an interest in employment elsewhere in Canada. This will be able to be accessed by any territory or region. If there are skill shortages, for instance, in Manitoba for fish biologists in the interlake region and there happens to be someone in the Atlantic region who

[Translation]

M. Gallant: Monsieur le président, nous avons des bureaux régionaux et des bureaux de district, et à l'heure actuelle, nous sommes représentés dans toutes les provinces et dans les deux territoires. Nous venons dernièrement d'ouvrir un bureau de district à Terre-Neuve, et bientôt, je l'espère, nous en ouvrirons un autre dans l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Baker (Nepean—Carleton): A votre avis, quel sera l'effet de ces bureaux régionaux sur les questions de recrutement, étant donné qu'à l'heure actuelle, aux termes de la nouvelle charte des droits, quelqu'un, disons, en Colombie-Britannique pourra postuler un emploi dans la province de Québec? Va-t-on se servir de ces bureaux pour tester la charte des droits, pour permettre aux gens de postuler des emplois dans d'autres parties du Canada?

M. Gallant: Monsieur le président, c'est ce que j'ai mentionné, il n'y a pas longtemps, en parlant de l'examen en cours des politiques et des options étudiées pour qu'on puisse en même temps protéger les intérêts des contribuables, l'efficacité des opérations gouvernementales, en étudiant le marché du travail pour certains types de spécialisation, tout en permettant aux autres Canadiens de postuler des emplois s'ils sont disposés à payer les dépenses y afférentes.

M. Baker (Nepean—Carleton): Cela fait donc partie de la charte des droits.

M. Gallant: C'est une option que nous étudions.

M. Baker (Nepean—Carleton): Très bien. Parfait. Merci beaucoup, monsieur le président. Merci beaucoup, monsieur Cousineau.

Le vice-président: Ceux qui poseront des questions au deuxième tour auront trois minutes de plus. M. King commencera, suivi par MM. Parker et Cousineau.

M. King: Le temps presse. Les disparités régionales constituent-elles un facteur important? Je pense en particulier aux pompiers qui travaillent à l'aéroport international de Vancouver et à Penticton, et dont l'échelle de salaire est très inférieure à ce que touchent leurs homologues municipaux—peut-être moins de \$13,000, \$14,000 ou \$15,000. À Penticton, je crois que le salaire serait de \$6,000, \$7,000 ou de \$8,000.

M. Gallant: Monsieur le président, pourrais-je demander à M. Neilson, avec votre permission, d'ajouter quelques éléments d'information à la réponse que j'ai donnée à M. Baker?

M. Neilson: Parallèlement au fait que nous opérons dans tous les territoires des provinces, nous sommes à l'heure actuelle en mesure d'exploiter, au niveau national, une réserve de demandeurs d'emplois. Alors que par le passé les listes étaient dans l'ensemble élaborées par région et que, par voie de conséquence, on avait tendance à enclaver les demandeurs d'emplois dans des régions bien précises, nous sommes maintenant en mesure, grâce à l'inventaire informatique, de permettre aux particuliers qui veulent trouver du travail ailleurs que dans leur province de le faire. Les territoires ou les régions pourront accéder à ce système. Ainsi, au Manitoba, on manque par exemple d'ichtyologistes dans la région des lacs et s'il y a

[Texte]

would like to move to the Prairies, that need or that desire will be entered into the computerized inventory and it can be accessed on that basis.

• 1100

So, in that sense, opening up in every province and territory has indeed gotten at the problem of access to employment across the country, but it has been the advent of the computerized inventory on a national basis that is going to enable us to get at that problem, in addition to the area of competition.

Mr. Baker (Nepean—Carleton): Thank you, Mr. Chairman. I thank my colleagues, too. I appreciate the indulgence of my friend, Mr. Cousineau. I shall return the compliment, I promise.

Mr. Cousineau: Capital region!

Mr. Neilson: Mr. Chairman, in answer to Mr. King's question, sir, I would like some clarification. Are you talking about a difference in rate in a federal government department between Vancouver Airport and Penticton?

Mr. King: No, I am thinking between Vancouver Airport firemen and city firemen in the municipality of Richmond in Vancouver.

Mr. Neilson: In our federal system we do not have the advantage—or disadvantage, some would call it—of prevailing rates, and I must say that that is an employer's prerogative, an employer's domain for inquiry and resolution. But our firefighters' rates are established nationally, and that does cause us, as employers, some problems; but the whole question of prevailing rates is one that is fraught with collective bargaining implications, and we are not involved in that, sir.

Mr. King: No. I understand that. My question was: How big a problem is it? I know it is looming as a very large problem with the individual members of the public service.

Mr. Neilson: I think I am right in saying that firefighters is not a shortage group for the federal government as an employer at the moment. I am not saying that it could not become one. Where we do have problems in terms of disparities are in areas such as Alberta in the petroleum geology specialties, any mineralogists, physicians; we have difficulty competing with the private sector at the upper levels, and at the entry levels from university, because of the disparity in wage rates.

Mr. King: So the only measure of the problem would be whether we have trouble in recruitment.

Mr. Neilson: That is our only felt need, yes.

Mr. King: The complaints of existing members do not weigh very heavily upon the system?

[Traduction]

quelqu'un, dans la région Atlantique, qui voudrait aller s'établir dans les Prairies, ces données seront versées dans l'inventaire informatisé auquel pourront accéder les régions et territoires.

Donc, dans ce sens, le fait d'avoir ouvert des bureaux dans toutes les provinces et territoires s'attaque au problème de l'accès à l'emploi dans tout le pays, mais c'est l'élaboration d'un inventaire informatisé sur le plan national qui nous a permis de nous attaquer à ce problème, ainsi d'ailleurs qu'à celui de la concurrence.

M. Baker (Nepean—Carleton): Merci, monsieur le président. Je voudrais également remercier mes collègues. Je suis sensible à la patience dont témoigne M. Cousineau; lorsque j'en aurai l'occasion, je ferai de même à son endroit.

M. Cousineau: Région de la capitale!

M. Neilson: Monsieur le président, je voudrais que l'on m'apporte certains éclaircissements à propos de la réponse qui a été donnée à la question de M. King. S'agit-il d'une différence de salaire au sein d'un ministère du gouvernement fédéral, c'est-à-dire entre les salaires versés aux pompiers de l'aéroport de Vancouver et ceux de Penticton?

M. King: Non, d'une différence de salaire entre les pompiers travaillant à l'aéroport de Vancouver et leurs homologues de la municipalité de Richmond, à Vancouver.

M. Neilson: Dans notre système fédéral, nous n'avons pas l'avantage—ou l'inconvénient, comme disent certains—de bénéficier des taux du marché, et je dois dire que le montant des salaires reste la prerogative de l'employeur. Mais les salaires versés à nos pompiers sont les mêmes partout au Canada, et cela nous cause, nous qui sommes employeurs, des difficultés; mais il faut dire également que toute cette question dépend beaucoup des négociations collectives, et c'est un domaine où nous n'avons rien à voir.

M. King: Je comprends. La question que je posais était la suivante: est-ce un problème important? Je sais que les fonctionnaires pensent qu'il s'agit d'un grave problème.

M. Neilson: Je crois ne pas me tromper en disant que le gouvernement fédéral n'est pas à court de pompiers pour l'instant. La question ne cause donc pas de problème, mais les choses pourraient changer. Avons-nous des problèmes de disparité comme peuvent en avoir certaines régions? Comme l'Alberta, qui manque de géologues spécialisés dans les questions pétrolières, de médecins, de minéralogistes; nous éprouvons de la difficulté à concurrencer le secteur privé, tant aux niveaux les plus élevés qu'à la sortie des universités, étant donné les disparités de salaire.

M. King: Donc, en termes concrets, vous éprouvez des difficultés de recrutement.

M. Neilson: C'est exact.

M. King: Les plaintes des membres ne pèsent pas lourdement sur le système?

[Text]

Mr. Gallant: But, Mr. Chairman, the relation is being negotiated effectively. We as a commission do not enter that picture. Collective bargaining is between the employer, the Treasury Board and the employee organizations.

Mr. King: So the alliance has to carry the ball.

The Vice-Chairman: I have to go to Mr. Parker, but I thank you for your questioning—

Mr. Parker: Mr. Chairman, I will try to be as brief as I can.

The Vice-Chairman: —toward the end of this discussion about discrimination. It was very interesting.

Mr. Parker: I will have one quick question to sum up the affirmative action program. In competition, is there any point schedule laid out? Say, for instance, there were two applications, a male and a female applicant in a competition; they were equal throughout the competition: Would the female applicant receive a percentage point because of her...? Do you have any kind of program at all as to how you deal with trying to upgrade the employment of females in the system?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, there is no system of that kind which we would regard as being consistent with the merit principle and with the provisions of non-discrimination. But it is a matter of judgment and if you have a position, say, in an occupational group where women are obviously underrepresented and you have a competition and you have women or a situation that you have described where one male and one woman are equally qualified professionally. Well then, the principle of representativeness, or of sensitivity and responsiveness, of that administrative unit comes into play. The selection board will take that into account. Then because it is an area of underrepresentation, obviously that will be a positive factor for the woman concerned.

• 1105

Mr. Parker: I am not advocating that. I was just wondering whether there was a system such as that. Now possibly my last question, Mr. Chairman, is with regard to the professional people in your department. I have had several representations made from the professional people in the public service sector with regard to the commission's attitude towards bringing them into the management part. They believe very strongly that they have the knowledge and the ability to divert their efforts to the profession they are in, rather than to get into the management side. Is this program still going on? Are you trying to find ways of coping with that?

Mr. Gallant: Well, Mr. Chairman, would you permit me before I answer that particular question to add two little bits of information in response to the previous question. One, for instance, is that we have a policy to encourage department—indeed we do a little bit more than encourage at times—to

[Translation]

M. Gallant: Mais, monsieur le président, le processus de négociation est efficace. La Commission ne se mêle pas de cela. La négociation collective se fait entre l'employeur, le Conseil du Trésor, et les organisations des employés.

M. King: Donc, c'est l'alliance qui doit faire face aux problèmes.

Le vice-président: Je dois donner la parole à M. Parker, mais je voudrais vous remercier pour les questions que vous avez posées...

M. Parker: Monsieur le président, je vais essayer d'être aussi bref que possible.

Le vice-président: ... vers la fin de la discussion portant sur la discrimination. C'était très intéressant.

M. Parker: J'aurais une rapide question, pour résumer le programme d'action affirmative. Pour les concours, existe-t-il un système de compensation de points? Disons, par exemple, que deux personnes, un homme et une femme, postulent pour un même poste, et réussissent aussi bien l'une que l'autre le concours: la femme se voit-elle attribuer des points de compensation à cause de...? Existe-t-il des programmes qui indiquent comment faire pour recruter davantage de femmes dans la fonction publique?

M. Gallant: Monsieur le président, il n'existe aucun programme de ce type que nous puissions considérer comme respectant le principe du mérite et les dispositions en matière de non-discrimination. C'est une question de jugement, et s'il y a un poste, disons, dans une catégorie où les femmes sont de toute évidence sous-représentées, et que vous faites un concours, il se peut qu'il n'y ait que des femmes qui se présentent ou, comme vous l'avez dit avant, qu'un homme et une femme de compétence professionnelle égale se présentent. C'est alors que le principe de la représentativité, ou de la flexibilité et de la souplesse, de cette unité administrative entre en jeu. Le jury de sélection en tiendra compte. Puis, étant donné qu'il s'agit d'un domaine où les femmes ne sont pas suffisamment représentées, cela constituera un facteur positif pour la femme en question.

M. Parker: Ce n'est pas ce que je préconise. Je me demandais s'il existait un système tel que celui-là. Ma dernière question, monsieur le président, porte sur les hommes de métier dans votre ministère. Ceux qui font partie de la fonction publique ont déjà effectué auprès de moi diverses démarches à propos de l'attitude de la Commission, qui désire les faire passer dans la catégorie de la gestion. Ils estiment qu'ils ont les compétences et le savoir-faire nécessaires pour consacrer leurs efforts à leur profession, et non pas devenir gestionnaires. Ce programme se poursuit-il? Essayez-vous de résoudre ce problème?

M. Gallant: Eh bien, monsieur le président, avant de répondre à cette question, permettez-moi d'ajouter deux éléments d'information à la réponse donnée à la question précédente. Premièrement, par exemple, la Commission de la Fonction publique a établi une mesure permettant d'encourager les

[Texte]

ensure that selection boards include women; to ensure that we have women candidates to be interviewed. These are the ways that I use to ensure that the equality of opportunity is guaranteed. Now to cite a few figures, let me just mention, for instance, that out of an increase of 4,723 employees in the officer category last year, 2,997 were women. For a few years in a row, as I was pointing out, women have been given more than proportional representation on training. But if you look at promotions, likewise, women accounted for roughly 50 per cent of promotions last year; 48 per cent the year before. With outside appointments and post-secondary appointments, you will find the same situation; the percentage of women is larger than either their proportions within the public service or their proportions on the labour market in those categories.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

Mr. Parker: My question was on the professional and technical aspects.

Mr. Gallant: Yes. On the professional institute, what is being referred to here is the establishment of the management category. We had, quite rightly you point out, been arguing for some time that the way to improve personnel management, and management generally in the public service, is to start with improving the quality of management and the quality of managers. To do that, public service managers must be recognized as managers and treated like managers. So we had been arguing for the establishment of the management category. The government followed the recommendations of the Lambert commission, advisory committees and executive compensations, to establish such a category. The decision was made last year, and the category was established.

The question which remains now is whether, in addition to the EX executive group and the group which is one level below, which we call the SM and which used to be the PM-7 and equivalent, it will be possible, advisable, for the category to be extended at least one level below that at the PM-6 level and equivalent. This, of course, raises some considerable concerns for some of the unions. PIPSC is one; ESSA would be another; PAFSO would also be one, because of the large number of members they have who are at those levels, in those categories.

• 1110

Le vice-président: Merci, monsieur Gallant.

Le dernier à vouloir poser des questions, il s'est montré très patient, et il est très possible qu'il nous parle de la Région de la capitale nationale, encore une fois, est M. Cousineau.

M. Cousineau: Monsieur Gallant, on a souvent reproché, je dois dire injustement à la Fonction publique, de limiter certains concours aux gens à l'intérieur de la Région de la capitale nationale et j'aimerais vous faire part d'un cas qui est

[Traduction]

ministères—et en fait, nous faisons plus que les encourager, parfois—à faire en sorte que les jurys de sélection comportent des femmes, de faire en sorte que des candidates soient interviewées. Voilà comment j'essaie de faire en sorte que l'égalité des chances soit respectée. Pour citer quelques chiffres, permettez-moi de dire, par exemple, que la catégorie des agents a augmenté, l'année dernière, de 4,723 employés, dont 2,997 étaient des femmes. Pendant plusieurs années de suite, comme je l'ai déjà dit, les femmes ont bénéficié d'une représentation plus que proportionnelle aux stages de formation. Mais si vous examinez les promotions, les femmes en ont obtenu environ 50 p. 100, l'année dernière, alors que ces chiffres étaient de 48 p. 100 l'année précédente. En tenant compte des nominations effectuées à l'extérieur de la fonction publique et des nominations post-secondaires, vous constaterez la même situation: le pourcentage des femmes est plus important que leur proportion au sein de la fonction publique ou sur le marché du travail dans ces catégories.

Le vice-président: Merci, monsieur Gallant.

M. Parker: Ma question portait sur les aspects professionnels et techniques.

M. Gallant: Oui. A l'Institut professionnel, on appelle cela la création de la catégorie de la direction. Comme vous l'avez très bien dit, nous avons, depuis un certain temps, prétendu que l'un des moyens d'améliorer la gestion du personnel et la gestion générale de la fonction publique, c'est de commencer à améliorer la qualité de la gestion et des gestionnaires. Pour ce faire, les gestionnaires de la fonction publique doivent être considérés comme des gestionnaires, et traités en tant que tels. Donc, nous nous battons pour que soit créée la catégorie de la direction. Le gouvernement a suivi les recommandations proposées par la Commission Lambert, la création d'un comité consultatif et les rémunérations de la haute direction, en vue d'établir une catégorie de ce genre. Cette décision a été prise l'année dernière, et cette catégorie a donc été créée.

On en est maintenant à se demander si, outre le groupe de la haute direction EX et le groupe juste en-dessous, qui s'appelle le groupe SM et qui, autrefois, correspondait à la catégorie PM-7 et équivalent, si, donc, il était possible et même souhaitable que la catégorie passe à un échelon inférieur, au niveau PM-6 et équivalent. Cela pose évidemment des problèmes considérables à certains des syndicats, à savoir l'IPFPC, l'AESS, et également le PAFSO, en raison du nombre important de membres se trouvant à cet échelon, dans ces catégories.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gallant.

The last questioner has shown a lot of patience and he will probably speak once again about the National Capital Region. Mr. Cousineau.

Mr. Cousineau: Mr. Gallant, the public service has been criticized, and I must say unjustly so, of limiting some competitions to people who live in the capital region and I would like to mention a case which cropped up in my constituency. An

[Text]

arrivé dans mon comté. Un employé du ministère des Postes, un facteur de Buckingham décède. Je reçois un appel d'une personne qui demande comment présenter une demande d'emploi. Alors, l'information lui est donnée. J'apprends par la suite qu'un facteur de Gatineau, ayant demandé une mutation, s'en irait à Buckingham; et qu'une personne d'Orléans qui a demandé une mutation à Gatineau s'en irait à Gatineau. Et la personne de Hull serait remplacée par un employé du ministère des Postes d'Edmonton qui a demandé une mutation à Hull. Est-ce là un exemple frappant de dire: eh bien, écoutez, le poste est ouvert à Edmonton, et comme M. Nielson le mentionnait tout à l'heure, ce poste serait limité au district d'Edmonton, à cause justement des frais occasionnés par... parce que là tout le monde le sait, les gens de Buckingham, Gatineau, Hull, qu'il y a un poste d'ouvert à Edmonton. Est-ce que c'est un exemple de frais occasionnés par une personne de Hull qui voudrait travailler à Edmonton?

M. Gallant: Monsieur le président, premièrement, la société des Postes n'est plus sous...

M. Cousineau: Oui, d'accord. Mais, à ce moment-là, elle l'était...

M. Gallant: Et notre direction générale de la vérification fait les vérifications pour les postes pour les employés qui étaient employés dans la Fonction publique au moment du transfert à la société.

Cela dépendra du niveau du poste en question.

M. Cousineau: Facteur...

M. Neilson: Cela dépendra aussi, monsieur le président, de la politique actuelle qui s'impose aux Postes, parce que les ministères ont le droit de déterminer pour quels postes ils paieraient les frais de déplacement ou les frais d'interview.

M. Gallant: Je pourrais demander à M. Peter Smith d'ajouter un élément d'information.

Mr. Peter Smith (Director General, Audit Branch, Public Service Commission): There is one other thing to remember under the Canada Post Corporation. The transfers are very much the subject of collective agreements and it is on the basis of seniority, so there is a bumping system. Nevertheless, the Public Service Employment Act has to be applied for a period of three years because these are the residual rights that have been indicated.

What I would suggest, if there were a problem of this kind, that perhaps you bring it to Mr. Morry's attention, for the simple reason that an investigation could be looked into, for the simple reason that, if the person's rights were not respected, then I think corrective action could be taken because the commission does have a responsibility in that regard.

M. Cousineau: Ce que je voulais dire s'appliquait au moment où c'était le ministère des Postes. Cela n'a rien à faire avec la société de la Couronne.

Pour ce qui est des frais occasionnés, je peux comprendre cela. Mais, ce sur quoi je voulais réellement insister c'est que le poste est ouvert à l'intérieur de la Région de la capitale

[Translation]

employee of Post Canada, a postman from Buckingham, dies. I get a call from a person who asks me how to present an application for employment. That information is given to him. I learn subsequently that a postman from Gatineau who had asked a transfer was going to Buckingham and that a postman from Orleans who had asked a transfer to Gatineau was going to Gatineau. The postman in Hull would be replaced by an employee of the Post Corporation in Edmonton who asked for a transfer to Hull. Can we say, look, there is a job in Edmonton and as Mr. Nielsen said earlier, this job would be limited to those living in the areas of Edmonton because of the cost... because everybody knows it in Buckingham, in Gatineau and in Hull, that there is a job open in Edmonton. Are those costs incurred by a person from Hull who would want to work in Edmonton?

Mr. Gallant: Mr. Chairman, first, the Post Corporation is no longer under...

Mr. Cousineau: Yes, okay. But, at that moment, it was...

Mr. Gallant: And our general audit branch makes audits for the Post Corporation employees who were employees of the public service at the time of the transfer to the corporation.

It all depends on the level of the job concerned.

Mr. Cousineau: This is an element...

Mr. Neilson: It also depends, Mr. Chairman, on the policy established by the corporation, because departments are entitled to determine for what jobs they would pay the travel costs or the interview costs.

Mr. Gallant: I may ask Mr. Peter Smith to add something to this.

M. Peter Smith (directeur général, Direction de la vérification, Commission de la Fonction publique): Il faut se souvenir d'autre chose à propos de la Société des Postes. Les mutations font partie des conventions collectives et se font à titre d'ancienneté, et il y a donc là un hic. Néanmoins, la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique doit être suivie pendant trois ans, en raison des droits résiduels dont nous avons parlé tout à l'heure.

S'il existe un problème de ce genre, vous pourriez peut-être en parler à M. Morry, qui pourrait procéder à une enquête et déterminer si les droits de la personne en question ont été ou non respectés, et alors, un redressement pourrait être opéré, car la Commission détient une responsabilité à cet égard.

Mr. Cousineau: What I said applied to the period when it was still Post Canada period. This has nothing to do with the Crown corporation.

As for the costs incurred, I can indeed understand, but what I wanted to insist upon was that the job was open for people living in the National Capital Region, but in reality this job

[Texte]

nationale, mais en réalité, ne sera pas rempli par une personne à l'intérieur de la Région de la capitale nationale, il sera rempli par une personne d'une autre municipalité.

M. Neilson: Oui.

M. Cousineau: Justement, à cause des frais occasionnés . . .

M. Gallant: Sans connaître le cas particulier, il serait difficile de généraliser parce que cela peut être un cas de priorité, soit parce qu'il y avait eu une situation excédentaire ou de mise à pied. Cela peut être un cas de mutation latérale pour des raisons humanitaires, en vertu de notre politique. Il y a un tas de facteurs qui peuvent intervenir. Mais, en principe, je ne vois pas que des concours pour combler des postes à ce niveau-là soient ouverts automatiquement à l'échelle nationale.

• 1115

M. Cousineau: Merci.

Le vice-président: Merci, monsieur Cousineau.

Monsieur Gallant, madame Szlazak et vos collègues, il a été extrêmement intéressant de vous recevoir, une fois de plus. Vous savez, la Fonction publique est très importante pour nous, députés. Il y avait en fin de semaine une excellente émission à Radio-Canada sur ce qu'est être membre de la Fonction publique canadienne et surtout haut fonctionnaire. On y a vu quelques-uns de vos collègues et vous-même, pour un bout de temps, je crois. Il y avait du bon à y prendre et peut-être quelques points d'interrogation. Je pense que vous êtes très conscients de tout cela.

En ce qui me regarde, j'apprécie énormément les services que vous nous rendez en venant répondre à nos questions.

Avant de clore la réunion, je voudrais tout simplement informer les membres du Comité que la prochaine réunion aura lieu le lundi 10 mai, à 20 heures, à la salle 209; il sera question des crédits 25 et 30: Conseil de recherches en sciences naturelles et technologie sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE. Merci beaucoup.

M. Gallant: Merci bien.

Le vice-président: La séance est levée.

[Traduction]

will not be taken up by a person living within the National Capital Region, but by a person from another town.

Mr. Neilson: Yes.

Mr. Cousineau: So then, because of the costs incurred . . .

Mr. Gallant: I do not know that particular case, but it would be very difficult to make generalizations because it could be one of those priority situations either because there had been an excess of staff or a firing. It could also be a lateral transfer for humanitarian reasons under our policy. A lot of factors come into play. But in principle I do not see why competitions for jobs at this level should be open to anyone across Canada.

Mr. Cousineau: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Cousineau.

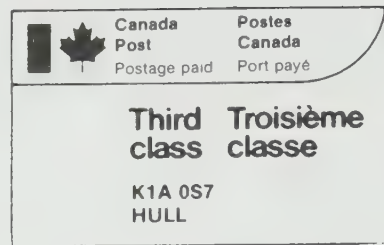
Mr. Gallant, Ms. Szlazak and your colleagues, it has been extremely interesting to hear you once again. You are all aware that the Public Service is a very important issue for us as members of Parliament. During the weekend, CBC presented an excellent program on what it is to be members of the Canadian Public Service and, above all, an official. We saw some of your colleagues, and even you I think. There were some interesting points and, maybe, some question marks. I think that you are all very aware of all this.

For my part, I appreciate it greatly when you come here to answer our questions.

Before I adjourn the meeting, I would like to inform the members of the Committee that the next meeting will take place in room 209 on Monday, May 10, at 8 p.m. We will talk about Votes 25 and 30, Natural Sciences and Engineering Research Council, under Science and Technology. Thank you very much.

Mr. Gallant: Thank you.

The Vice-Chairman: The meeting is adjourned.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacre-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Public Service Commission:

Mr. Edgar Gallant, Chairman;
Mrs. Anita Szlajak, Commissioner;
Mr. A.J. Neilson, Director General, Staffing Branch;
Mr. Peter Smith, Director General, Audit Branch.

De la Commission de la Fonction publique:

M. Edgar Gallant, président;
M^{me} Anita Szlajak, commissaire;
M. A.J. Neilson, directeur général, Direction générale de la
dotation;
M. Peter Smith, directeur, Direction générale de la
vérification.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 84

Monday, May 10, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 84

Le lundi 10 mai 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Votes 25 and 30—Natural
Sciences and Engineering Research Council under
SCIENCE AND TECHNOLOGY

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédits 25 et 30—Conseil
de recherches en sciences naturelles et en génie sous la
rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Deniger
Appolloni (Mrs.)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Cousineau	Gilchrist
De Jong	Gurbin

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

Herbert	Schroder
Kelly	Smith
Lambert	Stevens
MacDonald (M ^{lle})	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, May 7, 1982:

Mr. de Jong replaced Mr. Parker.

On Monday, May 10, 1982:

Mr. Gurbin replaced Mr. Halliday;

Mr. Gilchrist replaced Mr. King;

Mr. Dion (*Portneuf*) replaced Mr. Bachand.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 7 mai 1982:

M. de Jong remplace M. Parker.

Le lundi 10 mai 1982:

M. Gurbin remplace M. Halliday;

M. Gilchrist remplace M. King;

M. Dion (*Portneuf*) remplace M. Bachand.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MAY 10, 1982

(101)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:23 o'clock p.m. this day, Mr. Stevens, Acting Chairman, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. de Jong, Dion (Portneuf), Gauthier, Gurbin, Herbert and Stevens.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Natural Sciences and Engineering Research Council: Dr. Gordon M. MacNabb, President; Dr. René J.A. Lévesque, Vice-President; Dr. A.N. Bourns, Member of the Council and Chairman of the Committee on Grants and Scholarships.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70*).

By unanimous consent, the Chairman called Votes 25 and 30—Natural Sciences and Engineering Research Council under SCIENCE AND TECHNOLOGY.

In accordance with a motion passed by the Committee at a meeting held on Thursday, April 24, 1980, the Chairman authorized that the document entitled: "Statement to the Miscellaneous Estimates Committee by Gordon M. MacNabb, President of the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada, 10 May 1982" be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (See *Appendix "MEST-30"*).

The Chairman, Mr. Gauthier, assumed the Chair.

The witnesses answered questions.

At 10:07 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 10 MAI 1981

(101)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h23 sous la présidence de M. Stevens, président-suppléant.

Membres du Comité présents: MM. de Jong, Dion (Portneuf), Gauthier, Gurbin, Herbert et Stevens.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: Du Conseil de Recherches en Sciences naturelles et en génie: M. Gordon M. MacNabb, président; M. René J.A. Lévesque, vice-président; M. A.N. Bourns, membre du Conseil et président du Comité des Subventions et Bourses.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-83 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Du consentement unanime, le président met en délibération les crédits 25 et 30—Conseil de Recherches en Sciences naturelles et en génie sous la rubrique SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

Conformément à une motion adoptée par le Comité à la séance du jeudi 24 avril 1980, le président autorise que le document intitulé: «Comité chargé des prévisions budgétaires en général—Exposé par Gordon M. MacNabb, président du Conseil de Recherches en Sciences naturelles et en génie du Canada, le 10 mai 1982» soit joint au procès-verbal et témoignages de ce jour. (Voir *Appendice «MEST-30»*).

Le président, M. Gauthier, prend place au fauteuil.

Les témoins répondent aux questions.

A 22h07, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Monday, May 10, 1982

• 2023

The Acting Chairman (Mr. Stevens): With the consent of the members in attendance, I would suggest that we commence our proceedings this evening.

We have before us tonight, on the Main Estimates 1982-83, Votes 25 and 30 of the Natural Sciences and Engineering Research Council, under Science and Technology. You will find that in your blue book at page 25-30 and from pages 25-25 to 25-34.

SCIENCE AND TECHNOLOGY

C—Natural Sciences and Engineering Research Council

Vote 25—Natural Sciences and Engineering Research Council—Operating.....\$5,334,000

Vote 30—Natural Sciences and Engineering Research Council—The grants.....\$220,851,000

The Acting Chairman (Mr. Stevens): I would like to introduce this evening Mr. G.M. MacNabb, President of the Natural Sciences and Engineering Research Council.

Perhaps, Dr. MacNabb, you would like to introduce some of the witnesses you may be calling on as the meeting proceeds.

Mr. Gordon M. MacNabb (President, Natural Sciences and Engineering Research Council): Thank you, Mr. Chairman. I would be pleased to do so.

• 2025

On my right is Dr. Arthur Bourns, who is one of the founding members of the council and past president of McMaster University. On my left is Dr. René J.A. Lévesque, Vice-Rector of the University of Montreal and also Vice-President of the Natural Sciences and Engineering Research Council. Seated across is Mr. Jean-Louis Meunier, the Director of Finance and Administration; Mr. Leo Derikx, Associate Director for Planning and Budgeting; Dr. Gilles Julien, Executive Director of the council; and Mr. Fred Turner, the Controller of the council.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): Thank you, Dr. MacNabb.

I know you circulated a paper before the meeting commenced. I was wondering if you wanted us just to receive that paper, or did you want to make a statement for the record?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I am in your hands. I had hoped it would have reached you well before the meeting. We sent it last Wednesday in the hope you would have had a chance to read it before the meeting.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le lundi 10 mai 1982

Le président suppléant (M. Stevens): Avec le consentement des membres présents, je propose que nous commençons nos travaux de ce soir.

Nous avons, devant nous, ce soir, dans le Budget principal 1982-1983 les crédits 25 et 30 du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, sous la rubrique Sciences et Technologie. Vous trouverez cela dans votre livre bleu à la page 25-30 et des pages 25-25 à 25-34.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

C—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Crédit 25—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonctionnement.....\$5,334,000

Crédit 30—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—les subventions.....\$220,851,000

Le président suppléant (M. Stevens): Je voudrais présenter, ce soir, M. G.M. MacNabb, président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.

Peut-être M. MacNabb, aimeriez-vous présenter certains des témoins auxquels il se peut que vous fassiez appel à mesure que l'audience se déroulera.

M. Gordon MacNabb (président, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie): Merci, monsieur le président. Cela me fera plaisir.

A ma droite, le Dr Arthur Bourns, l'un des membres fondateurs du Conseil et ex-président de l'Université McMaster. À ma gauche, le Dr René J.A. Lévesque, vice-recteur de l'Université de Montréal et également vice-président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. En face, M. Jean-Louis Meunier, Directeur des Finances de l'Administration; M. Léo Derikx, Directeur associé de la Planification et du Budget; Le Dr Gilles Julien, Directeur exécutif du Conseil et M. Fred Turner, Contrôleur du Conseil.

Le président suppléant (M. Stevens): Merci, Dr MacNabb.

Je sais que vous avez distribué un document avant que la réunion commence. Je me demandais si vous vouliez seulement remettre ce document ou si vous vouliez faire une déclaration pour le procès-verbal?

M. MacNabb: monsieur le président, Je suis à votre disposition. J'avais espéré que ce document vous parviendrait bien avant l'audience. Nous l'avons envoyé mercredi dernier dans l'espoir que vous pourriez le lire avant l'audience.

[Texte]

I am in the hands of the committee. I could read it all; I could read the latter part, dealing only with the estimates for this fiscal year; or we could just start in on the questions.

I always do like to present the estimates for the fiscal year in question in the context of what we have been doing within our five-year plan, but it would take me about 14 minutes to read this, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): What is the pleasure of the members? Would you like to hear Dr. MacNabb go through the estimates themselves? He says it would take about 14 minutes. Or do you want to go directly to questions?

Mr. Dion: I would prefer directly going into questions. I had an opportunity, while waiting for other members, to read it quickly.

Mr. Gurbin: I think omitting the statement would be in the interest of time and would be the right thing to do.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): Mr. Gauthier?

Mr. Gauthier: Yes, if I may prevail upon you— there are a lot of charts and a lot of interesting figures which are, I think, of interest to the committee and which should be maybe appended to the minutes as tabled. I would suggest we append this statement to our minutes of today's proceedings and proceed to questions.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): Would that be acceptable?

Mr. Dion: Yes.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): Is that all right, Dr. MacNabb?

Mr. MacNabb: Yes.

The Acting Chairman (Mr. Stevens): Fine. It is so done, then. We can start the first round of questions.

Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: Thank you very much, Mr. Chairman. I think the committee has taken a turn for the better in co-operation, at least, we will say, without any judgment on the—

Mr. Gauthier: Do you think it looks better?

Mr. Gurbin: —terrific qualities of both of the people who have occupied the Chair tonight for periods of time.

I will have to admit to not having had an opportunity to read this. I did have an opportunity to read what other information I had, and I have been looking at the estimates.

I have some general questions, Dr. MacNabb. It seems it is almost each time you are before us that we get into a round of the same kind of questioning. I guess in looking back over the last two or three years, I look forward to the next two or three years and I wonder if we will be doing the same thing, with the same problems and the same kinds of questions.

There has been a new approach with the estimates now, which I think might serve some purpose in the area of science, in giving us an ability to scrutinize a little better the actual

[Traduction]

Je suis à la disposition du comité. Je pourrais le lire en entier, je pourrais en lire la dernière partie qui ne traite que des prévisions pour l'année financière, ou bien nous pourrions commencer par les questions.

Je tiens toujours à présenter les prévisions pour l'année financière en question à la lumière de ce que nous avons fait dans le cadre de notre plan quinquennal, mais il me faudrait environ 14 minutes pour lire cela, monsieur le président .

Le président suppléant (M. Stevens): Que désirent les membres? Aimeriez-vous entendre le Dr MacNabb lire les prévisions proprement dites? Il dit que cela prendrait environ 14 minutes, ou préférez-vous passer directement aux questions?

M. Dion: Je préférerais passer directement aux questions. En attendant les autres membres, j'ai eu la possibilité de le lire rapidement.

M. Gurbin: Je pense que supprimer la déclaration ferait gagner du temps et que c'est ce qu'il faut faire.

Le président suppléant (M. Stevens): M. Gauthier?

M. Gauthier: Oui, si je peux avoir la préséance sur vous . . . il y a une grande quantité de tableaux et de chiffres intéressants qui, je le pense, intéressent le comité et qui devraient peut-être être joints au procès-verbal. Je propose que nous ajoutions cette déclaration au procès-verbal des travaux d'aujourd'hui et que nous passions aux questions.

Le président suppléant (M. Stevens): Est-ce acceptable?

M. Dion: Oui.

Le président suppléant (M. Stevens): Êtes-vous d'accord, Dr MacNabb?

M. MacNabb: Oui.

Le président suppléant (M. Stevens): Très bien. Il en sera fait ainsi, alors. Nous pouvons commencer la première série de questions.

M. Gurbin.

M. Gurbin: Merci beaucoup, monsieur le président . Je pense que le comité fait de son mieux pour coopérer, au moins, nous pouvons le dire, sans préjuger . . .

M. Gauthier: Pensez-vous que cela soit mieux?

M. Gurbin: . . . des extraordinaires qualités des deux personnes qui ont présidé la séance ce soir pendant des périodes.

Je dois admettre que je n'ai pas eu le temps de lire ceci. J'ai eu la possibilité de lire les autres informations que j'avais et j'ai étudié les prévisions.

J'ai quelques questions générales, Dr MacNabb. Il semble que presque chaque fois que vous êtes devant nous, nous devons vous poser le même genre de questions. Je pense en étudiant ce qui s'est passé les deux ou trois dernières années, que je peux prévoir ce qui se passera les deux ou trois années prochaines, et je me demande si nous ferons la même chose, avec les mêmes problèmes et le même genre de questions.

Il y a une nouvelle approche dans les prévisions actuelles qui, je le pense, pourrait aider à atteindre un certain but dans le domaine de la science en nous permettant de scruter un peu

[Text]

programming, and whether or not the goals of the program have been achieved, and whether or not the allocation of funds is appropriate, and so on. Are you familiar with that new estimates procedure, and the new small blue books, so called? Do you have any comment on that?

• 2030

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I am aware of it. The council is not being subjected to that particular aspect of the main estimates submission yet, but we are scheduled to become part of that process. It is, I believe, quite consistent with the type of evaluation procedure we are initiating, as a council, in any event. So, to the extent that I am aware of the system, I see absolutely no difficulty with it. It is quite consistent with my effort, every time I appear before this committee, to try to tell you what we have done and what we are proposing to do with the money.

Mr. Gurbin: I know, from reading past presentations and listening to you, that this is the kind of thing you have tried to do, so I suspected that you would be supportive of that kind of measure.

What types of difficulties, from your point of view, when you come before us do you find in our ability to scrutinize your effort?

Mr. MacNabb: I suppose, Mr. Chairman, it is the amount of detail involved in our programs. We now have a large number of programs involving individual grants to people, whether they be discipline or free grants, or whether they be targeted—various manpower-training types of awards. Tonight is a good example: I tried to be as concise as possible in putting information before members of this committee, updating them on what we have done and what we hope to do, but it still comes out to a fairly significant piece of information—15 minutes. My greatest difficulty is really, I guess, trying to get that information before you with time for you to be able to absorb it and to probe as you might want to probe if you had that kind of detail. But there is absolutely no hesitation on the part of the council at all in providing any type of information that the committee would want.

Mr. Gurbin: Do you feel that in the number of times you are before this committee there is an appropriate opportunity for a group of people like ourselves really to get into, not the detail of the programs, for sure, just the basic scrutiny of them?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, as has been said, I have been appearing perhaps more frequently than I would want to, in that I have had to come back through the supplementary estimates route to get the five-year plan funded.

Specifically, in answer to your question, I would welcome, I think, at least a quarterly opportunity to appear before a committee like this to talk about the evolving programs of the council in a fair amount of detail. I do think we are doing some

[Translation]

mieux le programme actuel et de constater si les buts du programme ont été atteints ou non et s'il faut allouer des fonds ou non, etc. Êtes-vous familier avec cette nouvelle méthode pour établir les prévisions et les nouveaux petits livres bleus? Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. MacNabb: Monsieur le président, je le sais. Le Conseil n'est pas encore assujéti à cet aspect particulier de la soumission du budget principal mais il est prévu que nous fassions partie de ce processus qui est, je crois, très conforme au type de méthodes d'évaluation que nous commençons à utiliser, en tant que Conseil, en tout cas. Ainsi, dans la mesure où je connais ce système, je ne prévois absolument aucune difficulté. J'ai toujours essayé chaque fois que j'apparais devant ce comité, de vous dire ce que nous avons fait et ce que nous nous proposons de faire avec l'argent.

M. Gurbin: D'après vos présentations et en vous écoutant, je sais que c'est le type de chose que vous avez essayé de faire, c'est pourquoi je pensais que vous approuveriez ce type de mesure.

Quels types de difficulté, de votre point de vue, lorsque vous venez devant nous, constatez-vous dans notre capacité de scruter votre travail?

M. MacNabb: Je suppose, monsieur le président, que c'est la quantité de détails figurant dans nos programmes. Nous avons maintenant un grand nombre de programmes comprenant différentes subventions à des personnes, subventions accordées en raison de la discipline des bénéficiaires ou subventions sans condition. Subventions orientées vers un but... différents types de subventions orientés vers la formation du personnel. Ce soir constitue un bon exemple: J'ai essayé d'être aussi concis que possible en exposant l'information aux membres de ce comité, en les mettant au courant de ce que nous avons fait et de ce que nous espérons faire, mais ceci constitue encore une information assez importante... 15 minutes. La plus grande difficulté est réellement, je crois, d'essayer de vous communiquer cette information en vous donnant le temps de pouvoir l'absorber et de poser des questions comme vous pourriez vouloir le faire si vous aviez ce type de détail. Mais il n'y a absolument aucune hésitation de la part du Conseil à vous fournir tout type d'information que le Comité désire.

M. Gurbin: Pensez-vous que, depuis que vous vous présentez devant ce Comité, il est possible à un groupe de personnes comme nous d'entrer réellement non pas dans les détails des programmes, naturellement, mais seulement de les étudier de façon générale?

M. MacNabb: Monsieur le président, comme il l'a été dit, j'ai comparu peut-être plus fréquemment que je ne l'aurais voulu parce que j'ai dû revenir par la voie des budgets supplémentaires pour faire financer le plan quinquennal.

Pour être spécifique, en réponse à votre question, j'aimerais avoir, je pense, au moins l'occasion tous les trois mois de paraître devant un comité comme celui-ci pour parler de l'évolution des programmes du Conseil d'une façon assez

[Texte]

innovative things and we are achieving a significant degree of progress and change within the university research sector. I would be extremely pleased to have more frequent opportunities to talk about those and to have my colleagues on the council join me to talk about those.

Mr. Gurbin: At the present time we are looking, usually, at about twice a year?

Mr. MacNabb: Yes, Mr. Chairman: main estimates and, as the record has shown, supplementary estimates.

Mr. Gurbin: Let us move away from there a bit. This may be even a philosophical thing right now, but I do not think I have any preconceived notions about it, except when I look at the question of scholarships, and you have mentioned already the different ways funding can be allocated through your council. What is the most effective way If we have a job we are setting out to do, the question is, how much control do you have and how much productive ability do we get for the funds we put in? This question is broader than your own specific area, but it is, I think, a question that might become more pertinent as we talk about federal transfers and this sort of thing. I guess I would have to voice a concern that it might not always be the civil service—and I put you outside of that—that would have a full appreciation of where the funds would be best allocated.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, as to flexibility, of course we have significant flexibility as a council. We have, as you see before you this evening, the two votes, administration and programs. Within the program vote, of course, the council has flexibility in how it moves that money into manpower training, equipment purchases, grants, et cetera.

• 2035

I think that is really the way it should be, because many of the programs of the council are responsive by nature; the amount of money that we actually end up spending in the year depends upon the numbers and the quality of the applications we get during the year. We cannot tell that at the beginning of the fiscal year; we can get an indication from past performance, but only an indication.

Also, of course, the role of the council itself—as a board of directors, if you like, of the corporation—are chosen because of their backgrounds from the academic and the business communities to try to give a broad appreciation of where the priorities should be. So if there was a great deal of additional control exercised on the council's judgments of allocations within major votes, then you would have to begin to question the need to have a council as such, and you would be making the council more into a department of government where you expect more finite control.

Mr. Gurbin: That is precisely the point, I think. Do you see any other mechanism within the federal system right now that

[Traduction]

détaillée. Je pense que nous réalisons certaines innovations et que nous obtenons un degré important de progrès et de modification dans le secteur de la recherche universitaire. Je serais extrêmement heureux d'avoir plus fréquemment l'occasion de parler de ces choses et que mes collègues du Conseil se joignent à moi pour en parler.

M. Gurbin: Actuellement, nous les étudions, habituellement, environ deux fois par an?

M. MacNabb: Oui, Monsieur le président: les budgets principaux et, comme l'indique le dossier, les budgets supplémentaires.

M. Gurbin: Éloignons-nous un peu de cela. Cela pourrait même être de la philosophie actuellement, je ne pense avoir aucune notion préconçue sur le sujet, sauf quand j'étudie la question des bourses et vous avez mentionné déjà les différentes façons dont les subventions peuvent être allouées par votre Conseil. Quelle est la façon la plus efficace S'il est un travail que nous nous disposons à faire, la question est, quel degré de contrôle avez-vous et quelle est la capacité de production que nous obtenons pour les fonds que nous allouons? Cette question est plus générale que votre propre domaine spécial mais c'est, je pense, une question qui peut devenir plus pertinente à mesure que nous parlons des transferts fédéraux et de cette sorte de chose. Je pense que je dois exprimer une préoccupation que ce pourrait ne pas être toujours la Fonction publique . . . et je vous mets en dehors de celle-ci . . . qui peut le mieux apprécier la meilleure affectation des fonds.

M. McNabb: Monsieur le président, en ce qui concerne la souplesse, nous avons naturellement une grande souplesse en tant que Conseil. Nous avons, comme vous pouvez le voir devant vous ce soir, les deux crédits, administration et programmes. Dans le crédit relatif aux programmes, naturellement, le Conseil a le pouvoir de répartir cet argent en formation du personnel, achats d'équipement, subventions, etc.

Je crois que c'est vraiment la bonne façon de faire parce qu'un grand nombre de programmes du conseil sont souples de nature; le montant que nous dépensons dans l'année dépend du nombre et de la qualité des demandes que nous recevons au cours de cette année. Nous n'en savons rien au début de l'année financière; nous pouvons avoir une certaine idée en étudiant les rapports des années précédentes, mais ce n'est qu'une appréciation.

Il y a également le rôle du conseil qui est en tant que conseil d'administration est composé de membres choisis en fonction de leur expérience dans les secteurs universitaires et des affaires en vue d'établir l'ordre des priorités. Alors, si un contrôle additionnel est exercé sur les décisions du Conseil relativement à l'affectation des principaux crédits, il faut s'interroger sur la nécessité d'avoir un tel conseil puisque vous en faites une sorte de ministère.

M. Gurbin: Je crois que s'est justement ce dont il est question. Connaissez-vous actuellement un autre mécanisme à

[Text]

has the competence to make the kind of decisions you are required to make in the allocation of funds?

Mr. MacNabb: A different mechanism, or another mechanism?

Mr. Gurbin: If the council is not doing it, somebody else would have to.

Mr. MacNabb: Let me say, Mr. Chairman, this is my first experience with a council of this nature. I have come up through the departmental system, and I feel quite comfortable with the way decisions are made in the council as a council. Perhaps you should be asking my colleagues their opinions. It is not just the advice of the 21 other members of the council that goes into these decisions, but their advice is based upon a hierarchy of committees under them right down to the grant selection committee as the peer committee which is drawn from the academic, business, government, and research laboratories. So if you like, you have a pyramid of expertise coming up to the council that entails, I would estimate, between 500 and 600 people. It is the distillation of that advice that the council takes and makes its judgment on at the top.

I must say I came into this position with a bit of a jaundiced view on the peer system and how it might operate. I am sure there are improvements that could be made in the totality of the system, but I do not know of a better system for making those very difficult decisions.

The Chairman: This will be your last question, Mr. Gurbin.

Mr. Gurbin: I think there is a valid argument to make that the federal government, if it is putting a significant amount of funding into post-secondary levels, should have the credit, if you want to put it in those bald terms, for the allocation of the funds. I suppose there are many mechanisms that that could happen under. However, in the science area, I would have a real concern about that at several levels. One is the allocation that you are talking about, and the other one is that if a student, for instance, would go to a Canada education centre for a direct grant in lieu of other types of federal support for education and be allowed to go where he will with a certain amount of support to enter into what kind of science or other program he might want to have, I see a potential real waste and a loss of control from areas that we know we have to develop and the kind of direction that could come through the Science Council. The problem is that I do not know whether I am seeing a boogeyman where there is none, but that is the kind of argument that has been filtering through my head for the last while. I think we have enough problems because of poor integration already, and I just see that as compounding the problems. I would like your comment on that, if you will.

That is my last question, and so I will also say that Dr. MacNabb has problems with smoke and so we are only allowed one cigarette each tonight.

The Chairman: Nobody smokes here.

[Translation]

l'intérieur du système fédéral qui a la compétence voulue pour prendre le genre de décision nécessaire pour allouer des fonds?

M. MacNabb: Un mécanisme différent, ou un autre mécanisme?

M. Gurbin: Si le Conseil ne le fait pas, quelqu'un d'autre doit le faire.

M. MacNabb: Permettez-moi de dire monsieur le président que c'est ma première expérience avec un tel conseil. J'ai évolué dans le système ministériel et je suis très satisfait de la façon dont sont prises les décisions au Conseil. Peut-être devriez-vous demander l'opinion de mes collègues. Ce n'est pas seulement l'avis des 21 autres membres du Conseil qui entre dans ces décisions, mais également leur avis basé sur une hiérarchie de comités, jusqu'au comité de sélection des subventions comme le comité paritaire composé de représentants des secteurs universitaires, financiers, gouvernementaux et des laboratoires de recherches. Vous avez donc une pyramide d'experts chapeauté par le Conseil qui compte environ 500 à 600 personnes. C'est donc à la suite de tous ces conseils et avis que le Conseil prend ses décisions.

Je dois dire que lorsque j'ai accepté ce poste, ma vue était quelque peu faussée relativement au système paritaire et à son fonctionnement. Je suis certain que des améliorations pourraient être apportées dans tout ce système, mais je n'en connais pas de meilleur pour prendre ces décisions difficiles.

Le président: Ce sera votre dernière question M. Gurbin.

M. Gurbin: Je crois qu'il est juste de dire que le gouvernement fédéral, s'il finance de façon importante les études post-secondaires, doit recevoir le crédit pour l'affectation de ces fonds. Je suppose qu'il y a de nombreux mécanismes où cela pourrait arriver. Cependant, dans le domaine scientifique, j'aurais quelques inquiétudes à plusieurs niveaux. L'un d'eux est l'affectation dont vous parlez et l'autre, concerne les étudiants; par exemple, si un étudiant s'adresse à un centre d'éducation du Canada pour demander une subvention directe au lieu de faire la demande d'autres genres d'appui fédéral pour l'éducation et d'aller s'inscrire au genre de programme scientifique ou autre de son choix, je vois là bien du gaspillage possible et une perte de contrôle dans des domaines que nous devons développer et dans le genre de direction dont on pourrait s'attendre du Conseil des sciences. Le problème provient du fait que je ne sais pas si je vois vraiment un épouvantail là où il n'y en a pas, mais c'est le genre de confusion qui règne dans ma tête depuis un certain temps. Je crois que nous avons déjà assez de problèmes à cause d'une piètre intégration et je vois que le sujet de notre discussion ne fait qu'empirer les choses. J'aimerais avoir votre opinion là-dessus s'il-vous-plaît.

C'est là ma dernière question, et je voudrais ajouter que monsieur MacNabb a des problèmes avec la fumée et que nous n'avons droit qu'à une cigarette chacun ce soir.

Le président: Défense de fumer ici.

[Texte]

• 2040

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, it is a very major question that has been asked about allocations and control. I might ask you to turn to page 23 of the material that has been distributed and I will give you an indication of what the council has planned to do and has done.

The figures on page 23 express in terms of per cent of our total budget where we propose to put the emphasis during the course of the five-year plan and where we have actually put the emphasis during the first two years of the five-year plan. Now, the thrust of the question posed to me was this: Really, to what extent should there be freedom of choice of individuals to pursue the research that they want to pursue as opposed to national priorities identified by someone else?

The largest single program of the council is the one of disciplined grants that you see in the top curve in that family of curves and that is discipline or free or curiosity research—use whatever adjective you like—where the researcher, he or she, is free to choose what he wishes to do, and to change as circumstances suggest a change. That started off when the council was established at . . . in fact, in excess of 60 per cent of our total budget. And as you can see by this graph, in the five-year plan, we propose to bring that down into the range of 40 to 45 per cent. I am a very targeted individual by nature, but I would personally be very concerned if that percentage of the budget were reduced below 40 to 45 per cent. And I will use just one example.

Everyone is now jumping on the biotechnology bandwagon with great new possibilities for the future, and yet you look around and say, well, where is the competence in this country to do research into biotechnology? You will find that the largest grouping of competent researchers exist within the university system, and it is not because someone told them that biotechnology was going to be important for the future of Canada; it is because they had an interest in fields of research that related to biotechnology. So, if we do not support this type of fundamental basic research, we will not have the capability as a council or as a country to be able to respond to these new opportunities that suddenly the planners appreciate.

So, while we see and we are actually bringing that percentage of our budget down, as I say, I would be very concerned if it dropped below the 40 to 45 per cent range, because if we as a council do not support that type of research, there are very few other opportunities to get that freedom of research activity within the university system. It also provides a stability of funding for the researchers which permits them to do some of the more short term targeted types of research that last for two, three or four years and permits them to hire the continuing staff that they need. So I, for those reasons and perhaps from my experience, looking back at the great priorities and targets we have set and how those have fallen by the wayside, would strongly endorse continuation of the discipline grant program.

[Traduction]

M. MacNabb: Monsieur le président, c'est là une importante question qui a été posée au sujet des affectations et du contrôle. Je demanderais d'aller à la page 23 du document qui a été distribué et je pourrai alors vous donner une indication de ce que le Conseil a prévu de faire et ce qu'il a fait.

Les chiffres de la page 23 expriment en pourcentage de notre budget total les postes sur lesquels nous voulons mettre l'accent au cours de ce plan quinquennal et où nous avons effectivement mis l'accent au cours des deux premières années de ce plan. La question qui m'a été posée se résume à ceci: jusqu'à quel point une personne a-t-elle réellement le choix de faire la recherche qu'elle veut plutôt que de suivre les choix imposés par les priorités nationales établies par quelqu'un d'autre?

Le plus important programme du Conseil est celui des subventions accordées en fonction des disciplines qui est représenté par la courbe du haut, c'est-à-dire la recherche disciplinaire ou recherche libre ou originale, qualifiez-la comme vous voulez, où le chercheur est libre de choisir ce qu'il veut faire et de changer l'orientation de ces recherches selon les circonstances. Ce programme a commencé lorsque le Conseil a été créé—et prend en fait plus de 60 pour cent de notre budget total. Et comme vous pouvez le voir sur ce graphique, dans le plan quinquennal, nous prévoyons ramener ce pourcentage entre 40 et 45 pour cent. Je suis très précis de nature, mais personnellement, je serais très préoccupé si ce pourcentage était réduit davantage.

Tout le monde veut maintenant entrer dans les sciences biotechniques qui offrent de vastes possibilités nouvelles pour l'avenir et pourtant, si nous regardons bien autour de nous, nous pouvons nous demander où sont dans ce pays les personnes assez compétentes pour faire des recherches dans ce domaine. Vous verrez que le plus important groupe de chercheurs compétents se trouvent dans le système universitaire et ce n'est parce que quelqu'un leur a dit que ce domaine serait très important pour l'avenir du Canada qu'ils y sont; c'est parce qu'ils s'intéressent à des domaines connexes. Ainsi, si nous n'appuyons pas ce genre de recherche fondamentale, nous ne pourrions pas en tant que conseil ou pays répondre à ces nouvelles exigences subites des planificateurs.

Ainsi, comme vous le voyez, nous réduisons ce pourcentage de notre budget, mais je ne voudrais pas le voir baisser au-dessous de 40 à 45 pour cent, parce que si le conseil n'appuie pas ce genre de recherche, il y a très peu d'autres possibilités pour la recherche libre dans le système universitaire. De cette façon, les chercheurs ont à leur disposition un certain montant stable qui leur permet de faire des recherches très précises à court terme qui durent en moyenne de deux à quatre années et d'employer le personnel permanent nécessaire. Alors, pour ces raisons et peut-être à cause de mon expérience, et aussi en voyant ce qui est arrivé aux priorités et aux objectifs que nous avons établis, j'appuie fortement la continuation du programme de subventions par discipline.

[Text]

Mr. Gurbin: Thank you. Put me down for the second round.

The Chairman: Thank you. Mr. Dion.

Mr. Dion: Thank you, Mr. Chairman. We note that the amount allocated to you does not meet up to the five-year projected plan. That being the case, are you considering a sort of alternative strategy in order to achieve the objective of NSERC?

Mr. MacNabb: Well, Mr. Chairman, we are in the same position this evening as we were last year when we appeared with main estimates. At that time we indicated that the estimates before this committee did not have any real growth in them; it was inflation coverage. We had made an argument for supplemental funding to permit the five-year plan to proceed and we subsequently received supplemental funding—not to the level of any of the alternatives of the five-year plan, but very significant increases given the fiscal situation. This has permitted us to make some real headway in what we had hoped to do.

• 2045

As this document says, we are in that grey area once again; and on page 25 the contingency plan is laid out in terms of real growth. Our problem, as it was last year, is that we hold our major competition in February and we have to make difficult decisions on allocation at that time. Once again the council has decided that to keep our manpower training initiatives proceeding, we would have to gamble and put new money into those programs at the expense of equipment, which is more of a one-year sort of operation, which can take those shocks more easily. As the document says, the council's opinion as expressed by one of the members was that young people appreciate while equipment depreciates, and we have acted on that basis.

However, if we do not get the additional funding for the third year, it is clear that our system is then out of balance. We do not take the money from equipment because it is not important; we take it because of the convenience of a short-term operation. It would take us, lacking additional funding, about two to three years to get our system of programs back into balance again. But it would then turn out to be a two-year plan, not a five-year plan.

Mr. de Jong: In fact, that was going to be my second question: what happens if your gamble does not work; if you lose on the gamble? I think you have answered that in part: the five-year plan would be out of kilter.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, the problem is that on lot of the manpower initiatives we have launched, the people we have appointed are still in the system, and will be for another two to three years. So if we want to make new appointments each year to keep those initiatives going, we need real increases each year. So we would have to take a very difficult decision

[Translation]

M. Gurbin: Merci. Inscrivez-moi pour le second tour.

Le président: Merci. Monsieur Dion.

M. Dion: Merci, monsieur le président. Nous remarquons que le montant qui vous a été alloué ne correspond pas à celui prévu pour votre plan quinquennal. Si c'est le cas, prévoyez-vous adopter une stratégie afin d'atteindre l'objectif du CRSNG?

M. MacNabb: Monsieur le président, nous sommes ce soir dans la même position que l'année dernière lorsque nous avons présenté notre budget. Nous avons alors fait savoir que le budget présenté devant le comité ne comportait aucune croissance réelle mais qu'il ne faisait que rattraper l'inflation. Nous avons débattu la question du financement complémentaire pour permettre au plan quinquennal de continuer et nous avons par la suite reçu ces fonds, pas tout à fait comme l'exigeait notre plan quinquennal, mais suffisamment si nous tenons compte de la situation financière. Cela nous a permis de réaliser certains progrès dans ce que nous nous étions proposés de faire.

Comme le mentionne ce rapport, nous nous retrouvons de nouveau dans la même situation et, en ce qui concerne la croissance réelle, le plan d'action est donné à la page 25. Tout comme l'année dernière, des difficultés sont suscitées par le fait que nous devons déterminer nos priorités en février et que nous devons prendre simultanément des décisions ardues concernant l'affectation des fonds. Encore une fois, le Conseil a décidé qu'en vue d'assurer la mise en oeuvre des initiatives de formation de la main-d'oeuvre, il sera nécessaire de courir des risques et de consacrer une partie des fonds à ces programmes au détriment de l'équipement qui, étant donné sa nature à plus court terme, risque d'être moins perturbé. Comme le rapport l'indique, l'un des membres a su exprimer l'avis du Conseil en déclarant que les jeunes gens prennent de la valeur tandis que l'équipement en perd. Par conséquent, nos décisions sont fondées sur ce principe.

Cependant, si l'on ne nous accorde pas les fonds supplémentaires pour la troisième année, il est évident que notre système sera déséquilibré. Nous ne retirons pas des fonds destinés à l'équipement parce que nous jugeons que ce domaine n'est pas important; nous le faisons étant donné la nature à court terme de l'exploitation. Sans les fonds supplémentaires, il faudrait environ 2 ou 3 ans pour réorganiser notre système de programme. Il s'agirait alors d'un plan d'une durée de deux ans et non pas de cinq ans.

M. de Jong: En fait, c'était-là ma deuxième question: que va-t-il se produire si vos décisions s'avèrent non judicieuses? Je crois que vous avez répondu à ma question en partie, c'est-à-dire que votre plan d'action de cinq ans serait désorganisé.

M. MacNabb: Monsieur le président, le problème est dû au fait que sur l'ensemble des initiatives prises au sujet de la main-d'oeuvre, les personnes concernées font encore partie du système et y demeureront pour deux ou trois ans encore. Par conséquent, si nous désirons recruter de nouvelles personnes chaque année afin d'assurer l'avancement des programmes,

[Texte]

about terminating some of the manpower training programs which will have started.

Mr. de Jong: I noticed as well that the CAUT speculated there may be quite a shortage of engineers in Canada in the near future. I think as well there was at one stage a suggestion that a special fund be set aside to encourage expansion in such areas as engineering. Have steps been taken to establish such a fund?

Mr. MacNabb: Not by our council, Mr. Chairman. We have placed an emphasis on engineering to try to acknowledge the difference between engineering research and scientific research per se. To that extent we have tried to achieve greater interest in young people in engineering research. But we have not put special funds into engineering over and above what we are providing in the way of scholarships, for example, to people taking biology, et cetera.

About the shortages, yes, there may well be shortages of engineers. There have been in the past and there may well be again. At the present time I am afraid that shortage situation has evaporated quickly. I think you will find today—and my colleagues on both sides of me can tell you—the situation of engineers graduating today at the bachelor's level is one of offers being withdrawn or salaries being reduced or time of appointment being put back into the future. We all hope, of course, that that is a short-term situation. We may find that more people apply for post-graduate training because of that situation at the bachelor's level; but that is not the reason I like to see.

Mr. de Jong: Right.

Mr. MacNabb: We have identified the problems of engineering, earth science, computer science in particular, and we have not put added money particularly into those disciplines, because we are seeing that our general programs are reaching those disciplines and we are getting an increase in interest in post-graduate training.

Mr. de Jong: In the area of equipment for laboratories and research projects, is there some consultation among universities so you would not have duplication? Is that type of mechanism in place?

• 2050

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, we insist upon that in major equipment, expensive pieces of equipment, not just with neighbouring universities but hopefully with government laboratories and industrial laboratories.

Mr. Dion : Good. I would imagine a lot of the equipment has to be imported as well and they are all subject to tariffs. Have you made representation to the government requesting that the tariffs be reduced or removed?

[Traduction]

nous avons besoin d'augmentations annuelles considérables. Sans fonds supplémentaires, il sera très difficile de décider quels programmes de formation de la main-d'oeuvre devront être abandonnés.

M. de Jong: J'ai également remarqué que l'ACU a estimé qu'il risquait d'y avoir une pénurie notable d'ingénieurs au Canada dans un proche avenir. Je crois également qu'à un moment donné, quelqu'un a proposé qu'un nouveau fond soit constitué en vue de stimuler l'expansion dans les domaines comme le génie. Est-ce que certaines mesures ont été prises à cette fin?

M. MacNabb: Monsieur le président, notre conseil ne s'en est pas occupé. Nous avons accordé notre attention à la discipline de génie afin de relever les différences entre la recherche en ingénierie et la recherche scientifique pure. Dans ce sens, nous avons essayé de susciter l'intérêt des jeunes gens dans le domaine de la recherche en génie. Mais, les fonds spéciaux affectés au domaine du génie se limitent à des bourses accordées, par exemple, à des personnes qui se dirigent en biologie, etc.

En ce qui concerne la pénurie d'ingénieurs, il risque effectivement d'y en avoir. Cette situation s'est déjà produite antérieurement et se produira sans doute de nouveau à l'avenir. Actuellement, le problème ne se pose plus; comme mes collègues à mes deux côtés peuvent le confirmer, les nouveaux titulaires d'un baccalauréat en génie se retrouvent actuellement sur un marché où les offres d'emploi ou les salaires sont réduits, ou bien le moment de nomination est reporté à une date ultérieure. Bien sûr, tout le monde espère que ces conditions ne persisteront pas. Un plus grand nombre de personnes poursuivront probablement des études supérieures étant donné l'insuffisance du baccalauréat; d'après moi, il ne s'agit pas d'une raison optimale.

M. de Jong: D'accord.

M. MacNabb: Nous avons cerné les problèmes particuliers aux domaines du génie, des sciences de la terre et de l'informatique et nous n'avons affecté aucun fonds supplémentaire à ces disciplines étant donné que nos programmes d'ordre général les favorisent déjà et que nous avons constaté une augmentation du nombre d'étudiants à l'enseignement supérieur.

M. de Jong: En ce qui concerne les appareils de laboratoire et les projets de recherche, y a-t-il consultation entre les universités en vue d'éviter le double emploi? Existe-t-il un type de mécanisme de ce genre?

M. MacNabb: Monsieur le président, il s'agit là d'une de nos priorités en ce qui concerne les appareils majeurs dont le coût est élevé. Ce mécanisme vise non seulement les universités voisines mais également, nous l'espérons, les laboratoires du gouvernement et de l'industrie.

M. Dion: C'est bien. Je suppose qu'une grande partie des appareils doivent être importés et sont, par conséquent, soumis à des droits de douane. Vous êtes-vous chargé de faire des

[Text]

Mr. MacNabb: Not a formal representation, Mr. Chairman. We have noted the possible impact of this on the cost of equipment and, therefore, the applications coming to us. At the same time I have been urging the university community itself to really embark upon a buy-Canadian policy for research equipment. In conjunction with some other councils and MacLean-Hunter Publishing, we are publishing a catalogue of Canadian research equipment, starting this summer.

Mr. de Jong: The fact that you are down from your projected five-year plan or the amount of government money that you needed— what effect that on the overall government target of 1.5 of the GNP? For example, do you sit down with the three other agencies that come under the Ministry of State for Science and Technology to discuss the state of science and research and development in Canada; that there are manpower shortages in certain areas; that the biomedical people or the NRC should be doing this? Is there co-ordination amongst the various sections of the Ministry of State for Science and Technology?

Mr. MacNabb: The co-ordination, Mr. Chairman, goes beyond the functions coming under that minister. There is an inter-council co-ordinating committee that is chaired by Mr. Hudon, Secretary of the Ministry of State for Science and Technology, and has membership on it from each of the granting councils: the Medical Research Council, Social Sciences and Humanities, NSERC and the National Research Council. That grouping discusses science and the funding of science, and we try to ensure that things are not allowed to fall between or among the various councils' programs. We do not have a formal mechanism of sitting down with the Science Council, although I am an associate member of the Science Council and am invited to attend meetings of that council and similar exchanges take place with the others.

Mr. de Jong: I would like to, if I may, just ask some questions in another area. I have had discussions with some physicists and scientists from the University of Toronto and I have noted that they are quite concerned about defence-type projects on the university campuses. Apparently, there is an agreement between Canada and the United States, and I was given one internal memo from the U.S. Department of Defence, in which they are suggesting that 75 per cent of development costs and research costs can be borne by the Canadian government, and then:

... this cost-sharing arrangement could save the U.S. government millions of dollars annually ...

The scientists were concerned on several grounds. First, the whole secrecy part of defence contracts which runs counter to the whole notion of open research that a university is engaged in; secondly, they are concerned that scarce research dollars

[Translation]

démarches auprès du gouvernement pour la réduction ou l'élimination des droits de douane?

M. MacNabb: Monsieur le président, nous n'avons pas fait de recommandation formelle. Nous avons tenu compte de l'impact possible de cette mesure sur le coût des appareils et, par conséquent, sur les demandes qui nous parviennent. Par ailleurs, j'ai expressément recommandé aux universités d'acheter uniquement des produits canadiens en ce qui concerne les appareils de recherche. En collaboration avec d'autres conseils et la maison d'édition MacLean-Hunter, nous sommes en train de publier un catalogue sur l'équipement de recherche canadien qui paraîtra cet été.

M. de Jong: Quelles sont les répercussions de l'abandon de votre plan d'action de cinq ans ou du manque de fonds nécessaires du gouvernement sur l'objectif général de 1.5 du PNB? Par exemple, est-ce que vous rencontrez les trois autres organismes qui relèvent du ministère d'État aux sciences et à la technologie pour étudier l'état de la science, de la recherche et du développement au Canada, pour déterminer s'il existe des pénuries de main-d'oeuvre dans certains domaines, pour déterminer s'il s'agit d'une décision des responsables en biologie et en médecine ou du CNR. Une coordination est-elle assurée entre les diverses sections du ministère d'État aux sciences et à la technologie?

M. MacNabb: Monsieur le président, la coordination dépasse les sphères d'attributions établies pour ce Ministère. Il existe un Comité de coordination des conseils qui est présidé par monsieur Hudon, le secrétaire du ministère d'État aux sciences et à la technologie, et dont les membres représentent les conseils de subventions, à savoir le Conseil de recherches médicales, le Conseil de recherches en sciences humaines, le CRSNG et le Conseil national de recherches. Ce comité étudie les questions relatives aux sciences et aux subventions accordées à ce domaine et nous tâchons de nous assurer qu'il n'y ait pas chevauchement entre les divers programmes des conseils. Il n'existe pas de rencontre formelle avec le Conseil des sciences, bien que je sois moi-même un membre associé du Conseil des sciences et, à ce titre, j'ai l'occasion d'assister aux réunions de ce conseil et d'avoir des échanges de vue de ce genre avec les autres membres.

M. de Jong: Si vous le permettez, j'aimerais poser certaines questions au sujet d'un autre domaine. Au cours de discussions avec certains physiciens et scientifiques de l'université de Toronto, je me suis rendu compte que ces personnes sont très préoccupées par les projets du type défense dans les cités universitaires. Il semble exister un accord entre le Canada et les États-Unis et l'on m'a remis une note de service interne du ministère de la Défense des États-Unis qui propose que 75 pour cent des coûts de développement et de recherche soient supportés par le Gouvernement canadien,

... ce qui permettrait au Gouvernement des États-Unis d'épargner des millions de dollars chaque année ...

Les préoccupations des scientifiques se fondent sur plusieurs raisons. D'abord, la nature secrète des contrats de la défense va à l'encontre du principe même de la recherche libre des universités; deuxièmement, ils se préoccupent du fait que les

[Texte]

would be going into this area, whereas they felt it should be going into other areas as well. What part of NSERC goes into defence research, if any? Do you consider this a problem?

Mr. MacNabb: What part of NSERC funding. None is specifically targeted in that direction, but of course, Mr. Chairman, I cannot say that some of the results of the research that might be done in our discipline grants would not have a spin-off benefit into the defence area. It is impossible for me to say whether it would or would not. I suspect that some of it very well could; but as for our interface with specific Department of Defence programs, we have none, as a council.

Mr. de Jong: So all your programs are publicly open?

Mr. MacNabb: Yes.

• 2055

The Chairman: Last question.

Mr. René J.A. Lévesque (President, The Natural Sciences and Engineering Research Council): If you permit, let me add one point. It would be very dangerous for a researcher to use some of the money to do defence research of the secretive type because he would not be publishing it. If he does not publish it, his committee of peers would say, well, what has he done with the money? Therefore, he would not be getting grants in the future. So I think internally there is a system that prevents this type of abuse of the money.

Mr. Dion: Yes, that is exactly one of the concerns that the physicists expressed to me, the negative effect it would have not only on the researcher but on the research community and the university itself.

Let me go back to the 1.5 per cent of the GNP going to R&D. Dr. MacNabb, if there are going to be ongoing shortages of trained manpower, if there are going to be continual cuts in your projections, both on equipment and the amount of money that is available for manpower grants, how successful do you think we will be in achieving that goal? In other words, I am asking really how important you think NSERC is to the achievement of that goal.

Mr. MacNabb: I could observe, Mr. Chairman, that the GNP is not racing rapidly ahead of us.

The Chairman: We will pass on that one.

Mr. MacNabb: When we made projections for the five-year plan and our annual updates, with more modest projections of GNP growth, our concern was that, even if a modest growth took place in GNP, we did not see the trained people available in Canada to effectively spend that money by the mid 1980s. But I still think it is a very useful target to be trying to achieve, whether it be 1985 or 1986; we should still be surely trying to pursue that. And I still think again, given any modest growth in GNP, that people are going to be the critical element. So I still feel, in spite of what has happened to GNP

[Traduction]

fonds de recherche limités soient affectés à ce domaine au lieu d'être répartis dans d'autres disciplines. Le cas échéant, dans quelle mesure les fonds du CRSNG sont-ils accordés à la recherche pour la défense; d'après vous, s'agit-il d'un problème?

M. MacNabb: Aucune somme précise des subventions du CRSNG n'est consacrée particulièrement à ce domaine mais, monsieur le président, je ne peux pas affirmer que certaines recherches effectuées dans les disciplines qui nous concernent ne profiteraient pas indirectement à la défense. Il m'est impossible de donner plus de précisions. Je suppose que cela pourrait se produire mais, à titre de conseil, nous ne subventionnons aucun programme précis du ministère de la Défense.

M. de Jong: Vos programmes peuvent donc être connus du public?

M. MacNabb: Oui.

Le président: Dernière question.

M. René J.A. Lévesque (président, Conseil de recherche en Sciences naturelles et en Génie): Si vous permettez, j'aimerais ajouter un dernier point. Il serait très dangereux pour un chercheur d'utiliser une partie de l'argent à des fins de recherche militaire à caractère secret, car il ne pourrait publier. S'il ne publie pas, ses confrères se demanderaient ce qu'il a fait de cet argent? Par conséquent, il n'obtiendrait plus de subvention à l'avenir. Je pense donc qu'il existe un système interne qui empêche ce genre d'abus.

M. Dion: Oui, c'est exactement l'une des préoccupations dont m'ont fait part les physiciens, c'est-à-dire l'effet négatif que cela aurait non seulement sur les chercheurs, mais aussi sur la communauté des chercheurs et l'université elle-même.

J'aimerais revenir sur la question du 1.5 pour cent du PNB allouée à la recherche et au développement. M. MacNabb, si nous devons bientôt connaître une pénurie prolongée de main-d'oeuvre qualifiée, s'il doit continuer à y avoir des coupures dans vos prévisions, tant sur l'équipement que sur les sommes allouées aux subventions pour la main-d'oeuvre, comment pensez-vous que nous atteindrons cet objectif? En d'autres mots, quel est, selon vous, l'importance réel du CRSNG pour l'atteinte de cet objectif.

M. MacNabb: Je ferai observer, monsieur le président, que le PNB ne progresse pas beaucoup plus rapidement que nous.

Le président: Disons que l'on ne retiendra pas cela.

M. MacNabb: Quand nous avons fait les prévisions pour le plan quinquennal et nos mises à jour annuelles, à l'aide des projections plus modestes sur la croissance du PNB, nous étions conscients que, même en présence d'une modeste croissance du PNB, nous ne prévoyions pas que les personnes qualifiées disponibles au Canada dépensent effectivement cette somme pour le milieu des années 80. Il n'en reste pas moins que tenter d'atteindre cet objectif, que ce soit pour 1985 ou 1986, demeure un objectif très utile; nous devrions quand même essayer de l'atteindre. Et je pense encore une fois,

[Text]

growth, that our manpower programs remain the top priority program of the council. But our programs are interlinked. There is no sense putting bright young people into the universities and facing them with scientific equipment that is 15 to 20 years old and expecting them to be prepared to work in high technology industries when they come out. So there is that linkage and that is why we would have to move to put some balance back into our system if we do not get supplemental money.

Mr. Dion: Good. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Dion.

Dr. MacNabb, I just wondered, for the sake of my own clarification, if you could explain to me, in your estimates on page 25-30, the sum of \$201,259,000, which is the estimate for 1981-82. What portion of that would be supplementary funds which were given to you during that fiscal year?

Mr. MacNabb: I think it was \$20 million, Mr. Chairman, exactly.

The Chairman: I wonder if you could take me through 1979, 1980 and 1981. I remember 1979 when you came here and made a heck of a good pitch for a lot of support. I think you got that. I just wondered if you could take me where we are going, as far as projection is concerned, from base year 1979, in regard to the mains. What are estimates and what are supps that you had to apply for?

Mr. MacNabb: Each year we have received from the government, I think, quite a fair increase for cost increases—an inflation increase, if you like. But over and above that, we have received real increases for the first two years of our five-year plan. The real increase we received in the first year, in 1980-81, was \$26.8 million, and the real increase we received last year was \$20 million.

The Chairman: \$21 million?

Mr. MacNabb: \$20 million.

The Chairman: \$20 million.

Mr. MacNabb: Now, the amount that this fell short of two of the three alternatives in the five-year plan is shown on page 5 of my presentation. But it has, as I say, brought about a rather dramatic reversal of the trends through the 1970s, as shown on page 3 of the presentation.

• 2100

The Chairman: But I am not being over-pessimistic in telling you that you have been going down in the last two years

[Translation]

compte tenu d'une croissance modeste du PNB, que le personnel constituera un élément critique de notre réussite. Je crois donc qu'en dépit de ce qui peut survenir dans la croissance du PNB, nos programmes de main-d'oeuvre demeurent la grande priorité du Conseil. Mais nos programmes sont interreliés. Il serait insensé d'envoyer des jeunes gens brillants à l'université où ils travailleront avec un équipement scientifique vieux de 15 à 20 ans et de s'attendre ensuite à ce qu'ils soient prêts à travailler dans les industries de pointe à leur sortie de l'université. Il faut donc tenir compte de cette réalité et c'est pourquoi il faudrait établir un certain équilibre dans notre système si nous n'obtenons pas d'argent supplémentaire.

M. Dion: Bon merci beaucoup.

Le président: Merci, M. Dion.

M. MacNabb pourriez-vous cependant m'expliquer, à titre d'information, ce que signifie la somme de \$201,259,000 qui figure dans votre budget aux pages 25-30, qui constitue votre budget de dépenses pour l'année 1981-1982. Quelle proportion de cette somme représente les fonds supplémentaires qui vous ont été accordés au cours de cette année financière?

M. MacNabb: Je crois qu'il s'agit précisément de \$20 millions, monsieur le président.

Le président: Pourriez-vous revenir aux années 1979, 1980 et 1981. Je me rappelle qu'en 1979, lorsque vous êtes venu ici, vous aviez fait une présentation convaincante pour obtenir beaucoup vous aviez fait une présentation convaincante pour obtenir beaucoup d'appuis, appuis que vous avez d'ailleurs obtenus je crois. J'aimerais que vous fassiez une petite rétrospective jusqu'à ce jour, pour ce qui est des prévisions, en partant de l'année de référence 1979, en ce qui a trait au sujet qui nous occupe. Quelles étaient vos prévisions de dépenses et quels étaient les fonds supplémentaires que vous demandiez?

M. MacNabb: Chaque année, le gouvernement nous a, je crois, accordé des augmentations passablement raisonnables pour nos augmentations de coût—un genre de prime d'inflation si vous voulez. Mais en plus de cela, nous avons reçu de réelles augmentations pour les deux premières années de notre plan quinquennal. La première année, en 1980-1981, il s'agissait d'une augmentation réelle de \$26.8 millions, et l'an dernier nous avons reçu \$20 millions.

Le président: \$21 millions?

M. MacNabb: \$20 millions.

Le président: \$20 millions.

M. MacNabb: Cette somme était cependant inférieure à ce qui était prévu pour deux des trois options de notre plan quinquennal, comme je le souligne à la page 5 de ma présentation. Cela a entraîné, comme je le dis, un renversement plutôt dramatique de la tendance dans les années 1970, comme je l'indique à la page 3 de mon mémoire.

Le président: Mais ce n'est pas être top pessimiste de vous dire que vous allez en descendant depuis le sommet que vous

[Texte]

from the peak you reached in 1980; in 1981 it was a little less and this year a little less—

Mr. MacNabb: Yes.

The Chairman: —in the increase, the net increase.

Mr. MacNabb: Again, at the bottom of page 5, you will see the deviation between what we have received and what the third alternative would have called for, the cumulative deviation, I believe that is, Mr. Derikx. In the first year, we fell \$15.5 million short of the third alternative and a further \$6-odd million in the second year.

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Herbert, did you have any questions?

Mr. Herbert: Yes, I would like to follow up your point, because I am a little confused. Maybe Dr. MacNabb can straighten us out.

Unfortunately, when we got these estimates we got estimates compared with estimates and we did not get a total picture. It gets very confusing. Just adding \$201 million last year to \$20 million still leaves me \$5 million short of your actual expenditures of \$226 million.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, the \$20 million is already included in the \$201 million. The difference between last year's estimates and this year's estimates represents an inflation allowance, or cost increase allowance, to the council of about 12.5 per cent. So, there is no real growth in the estimates before you this evening.

Mr. Herbert: What have you done on page 25, then, when you show actual expenditures of \$226 million?

Mr. MacNabb: I am expressing those in—

Mr. Herbert: In this year's dollars?

Mr. MacNabb: —this year's dollars, so it shows that there is no real growth in this year's dollars.

Mr. Herbert: We have our problems.

The Chairman: That is a good question and that is where I am confused; I do not know whether the the other members are. On the \$201 million, Dr. MacNabb, the supps included, what was your main estimate last year?

Mr. MacNabb: It was \$181 million, Mr. Chairman.

The Chairman: That is better. That is the figure I am looking for.

Mr. MacNabb: And we appeared before you last fall and had supplementary estimates, too.

The Chairman: Yes, I have all that here. I just wondered why you do not show the main estimates, as were requested,

[Traduction]

atteint en 1980; en 1981, vous avez reçu un peu moins et cette année encore un peu moins—

M. MacNabb: Oui.

Le président: Pour ce qui est de l'augmentation, l'augmentation nette.

M. MacNabb: Encore une fois, vous verrez, au bas de la page 5, l'écart entre ce que nous avons reçu et ce qui était nécessaire pour la réalisation de la troisième option, l'écart cumulatif comme on l'appelle je crois, M. Derikx. La première année, il nous manquait \$15.5 millions pour cette troisième option et un autre \$6 millions environ la deuxième année.

Le président: Merci, Dr MacNabb.

M. Herbert, avez-vous des questions?

M. Herbert: Oui, j'aimerais ajouter quelque chose à ce que vous avez dit, parce que je suis un petit peu confus. Peut-être le Dr MacNabb peut-il m'éclairer.

Malheureusement, lorsque nous avons reçu ces évaluations, il s'agissait d'évaluations comparées à d'autres évaluations, et nous n'avons pu nous faire une idée d'ensemble. À la fin, on finit par s'y perdre. En additionnant les \$201 millions de l'année dernière aux \$20 millions, il me manque toujours \$5 millions pour arriver à vos dépenses réelles de \$226 millions.

M. MacNabb: monsieur le président, Ces \$20 millions sont déjà compris dans les \$201 million. La différence entre les évaluations de l'année dernière et celles de cette année représente pour le Conseil, une prime à l'inflation ou une indemnité pour l'augmentation des coûts d'environ 12.5 p. 100. Cela ne représente donc pas une croissance réelle dans les évaluations que vous avez devant les yeux ce soir.

M. Herbert: De quoi s'agit-il alors, à la page 25, lorsque vous présentez vos dépenses réelles de \$226 millions?

M. MacNabb: Cette somme est exprimée en—

M. Herbert: En dollars de cette année?

M. MacNabb: En dollars de cette année, de façon à montrer qu'il n'y a aucune progression réelle compte tenu de la valeur actuelle du dollar.

M. Herbert: Nous avons également nos problèmes.

Le président: C'est une bonne question et c'est en effet sur ce point que je suis embrouillé; je me demande si c'est le cas des autres membres. Sur les \$201 millions, M. MacNabb, suppléments compris, qu'elle était votre principale évaluation l'année dernière?

M. MacNabb: Elle se situait à \$181 millions, M. le président.

Le président: Voilà! C'était-là le chiffre que je voulais connaître.

M. MacNabb: Et nous sommes venus ici l'automne dernier pour présenter des évaluations supplémentaires également.

Le président: Oui, j'ai tout cela. Je me demande pourquoi vous ne présentez pas vos prévisions budgétaires principales,

[Text]

and then the supp to them later, so we can see that clearly in our minds— but I guess that is not the way it is done.

Mr. Herbert: Also, of course, we have to compare the expenditures 1980-81 with the forecast expenditures for 1981-82. I assume that the figure in the blue book of \$162 million is for the actual expenditures in that year including the \$26 million, which you said were supplementaries.

Mr. MacNabb: That is correct, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: Okay. One of these days they will give us some figures that we can understand before we come to the meeting.

Mr. MacNabb: The totals, Mr. Chairman, in the blue book, of course, are expressed in dollars of the day. I tried to show both on the first chart in my presentation, but then I tried to concentrate on the real increase in funding provided to us in order to take the new initiatives.

Mr. Herbert: I am not placing the responsibility on your shoulders, Dr. MacNabb. I am only saying that some of us find it very confusing. It would be very nice if we could have a simplified answer as to what the government has in their figures before we come to a committee meeting, and this is an example.

You talked of supplementaries of \$26 million, supplementaries of \$20 million; we have not had any supplementaries so far this year, but that is a possibility too, of course.

Mr. MacNabb: Yes, of course.

Mr. Herbert: Until we know what the government does with this year's supplementaries, we will not know whether there are going to be comparable figures or not, progressing from year to year.

Mr. MacNabb: Exactly.

Mr. Herbert: At the moment, comparing just last year's total, including supplementaries, with this year's figure in the blue book, we see only the inflationary figure added on.

Mr. MacNabb: That is correct.

Mr. Herbert: Okay.

If I ask a question, Dr. MacNabb, that has already been asked, stop me right away. I apologize for being late, but I was at a meeting of the Canadian Association of University Teachers here in Ottawa trying to get from them some of their concerns, now that we have fiscal transfers out of the way and we know what the federal scene is going to be there.

They were expressing now their concern—one of their major concerns— about a deterioration in the standards in the universities and in the ability of the universities to maintain

[Translation]

tel que requis, puis ensuite les montants supplémentaires, de façon à ce que nous puissions nous faire une idée claire de la situation—je suppose que cela ne se fait pas de cette façon.

M. Herbert: Il faut également, bien sûr, comparer les dépenses de 1980-1981 avec les dépenses prévues pour 1981-1982. Je présume que le chiffre de \$162 million qui figure dans le livre bleu représente les dépenses réelles effectuées au cours de l'année en cause, y compris les \$26 millions, dont vous nous avez dit qu'il s'agissait de sommes supplémentaires.

M. MacNabb: C'est exact, monsieur le président .

M. Herbert: Parfait. Un de ces jours ils nous donneront des chiffres que nous pouvons comprendre avant de venir à la réunion.

M. MacNabb: Les totaux qui figurent dans le livre bleu, monsieur le président , sont, bien sûr, exprimés en dollars d'aujourd'hui. J'ai essayé de montrer cela d'abord dans le premier graphique de ma présentation puis j'ai tenté de me concentrer sur l'augmentation réelle dans les subventions qui nous sont accordées en vue d'entreprendre les nouvelles initiatives.

M. Herbert: Je ne mets pas toute la responsabilité sur vos épaules, Dr MacNabb. Je dis simplement que certains d'entre nous trouvent cela très confus. Nous apprécierions beaucoup avoir une réponse simple sur ce que le gouvernement inclut dans ses chiffres avant d'arriver à une réunion de comité comme celle-ci.

Vous parlez de sommes supplémentaires de \$26 millions et de \$20 millions; nous n'avons pas eu de sommes supplémentaires jusqu'à maintenant pour cette année, mais cela reste également une possibilité, bien sûr.

M. MacNabb: Oui, bien sûr.

M. Herbert: Jusqu'à ce que nous sachions ce que le gouvernement veut faire des sommes supplémentaires de cette année, nous ne saurons pas si les sommes seront comparables ou non, et progresseront d'une année à l'autre.

M. MacNabb: Exactement.

M. Herbert: Pour le moment, en comparant uniquement le total de l'année dernière, y compris les sommes supplémentaires, à celui de cette année qui figurent dans le livre bleu, nous ne tenons compte que de la prime à l'inflation.

M. MacNabb: C'est exact.

M. Herbert: D'accord.

Si j'ai déjà posé la question, Dr MacNabb, arrêtez-moi tout de suite. Je m'excuse de mon retard, mais j'étais à une réunion de l'Association canadienne des professeurs d'université, qui se tient ici à Ottawa, où j'essayais de connaître certaines de leurs préoccupations, maintenant que nous avons réglé le problème des transferts fiscaux et que nous savons que le fédéral va s'engager dans cette voie.

Les professeurs sont préoccupés—et c'est là l'une de leurs préoccupations principales—par la détérioration des normes dans les universités et de la capacité des universités de mainte-

[Texte]

their standards, attributing this, of course, to a lack of funding. They say that the effect is going to be not necessarily on the university student. They told me, for example, that the numbers of foreign students, despite the fairly substantial increase in fees, has not appreciably declined.

They did say, though, that because of the cutbacks the tendency is for the moneys to be cut on material things rather than on the individuals. They were talking about equipment, as an example. Of course, I looked at the blue book, and I see here a figure—I do not know why they put it this way, frankly. But nevertheless it says:

CAPITAL**Construction and Acquisition of Machinery and Equipment**

We look it up, and it is the princely sum of \$68,000. I assume this is for your own material, machinery and equipment, and I think that probably it could have been put under miscellaneous or whatever expenditures.

• 2105

Nevertheless, it does raise the point, because, looking at page 13 of your statement—and you commented on it earlier—it seems that equipment requests seem to run of the order of . . . What? Is it 15 per cent of your total funding?

Mr. MacNabb: The equipment requests would run, I think, perhaps higher than—

Mr. Herbert: I should say, not the requests, but the amount awarded on the basis of the requests.

Mr. MacNabb: Yes, the amount awarded in terms of capital funding; that is correct.

Mr. Herbert: Would you like to express an opinion? Now, the drift of my question, of course, is that there is not enough money at the present time going into the . . . Despite what you commented earlier about the individual being more important than the equipment, if you like, the suggestion has been made, right this evening at the meeting I attended, that the problem at the present time is in the more physical things. For example, specifically, they quoted the library at McGill as now having deteriorated because of lack of funding and the effect it is having on the students themselves.

Do you feel that this proportion that we have talked about—you say, roughly, 15 per cent—should not be changed, even if it means cutting on the moneys going to the students?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, the five-year plan, as I say, put a high priority on equipment. We estimated, at the time we developed that plan in 1979, the seriousness of the problem. We have studied it in detail since. The task force studied 16 universities across the country in detail as to the age of the equipment they were attempting to use, the maintenance, the

[Traduction]

nir leurs normes, fait qu'ils attribuent, bien sûr aux subventions insuffisantes. Selon eux, les effets de cette situation ne se manifesteront pas nécessairement au niveau des étudiants. Ils m'ont dit, par exemple, que le nombre d'étudiants étrangers, en dépit des augmentations substantielles des frais de scolarité, n'a pas vraiment baissé.

Ils ont toutefois affirmé que, à cause des coupures, la tendance est plutôt de couper les fonds pour les biens matériels plutôt que pour les personnes. Ils parlaient du matériel, par exemple. Bien sûr, j'ai consulté le livre bleu, et je vois ici un chiffre—Je ne sais pas pourquoi cela apparaît de cette façon, franchement. Néanmoins, voilà ce qui est indiqué:

CAPITAL**Construction et acquisition de machines et de matériel**

On se rend compte que les fonds prévus à ce poste atteignent la somme princière de \$68,000. Je suppose que cette somme est prévue pour vos propres machines et matériel. Et je pense qu'elle aurait pu tout aussi bien apparaître à la rubrique Divers ou Autres dépenses.

Néanmoins, il vaut la peine de s'y attarder, car selon les renseignements apparaissant à la page 13 de votre déclaration—et vous en avez parlé plus tôt—il semble que les demandes en matériel soient de l'ordre de . . . Combien? Est-ce 15 p. 100 de tous vos crédits?

M. MacNabb: À mon avis, les demandes en matériel dépasseraient peut-être—

M. Herbert: Je devrais dire non pas les demandes, mais les sommes allouées en réponse aux demandes.

M. MacNabb: Oui, les sommes accordées au titre du financement d'immobilisation; c'est exact.

M. Herbert: Aimerez-vous exprimer une opinion? Maintenant, le sens de ma question, bien sûr, est qu'actuellement, il n'y a pas assez d'argent consacré à . . . Même si vous avez dit plus tôt que la personne était plus importante que le matériel, on a laissé entendre ce soir même, à la réunion à laquelle j'ai assisté, qu'actuellement, le problème est plutôt d'ordre matériel. Plus précisément, on a donné l'exemple de la détérioration des services offerts par la bibliothèque de l'Université McGill et de ses conséquences pour les étudiants mêmes.

Ne croyez-vous pas que le pourcentage dont nous avons parlé—vous dites à peu près 15 p. 100—devrait être modifié, même si cela représente une diminution des sommes destinées aux étudiants?

M. MacNabb: Monsieur le président, comme je l'ai dit, le plan quinquennal accorde une grande importance au matériel. Au moment où nous avons établi ce plan, en 1979, nous avons évalué la gravité de ce problème. Et nous avons examiné cette question de près depuis ce temps. Le groupe de travail a étudié la situation de 16 universités dans tout le pays eu égard à l'âge

[Text]

time it was used. That indicated that we had underestimated the magnitude of the problem.

The erosion of funding that we see—and I would like to ask my colleagues on either side of me to speak to this, because they have seen it first-hand—comes not so much in the capital purchase of the equipment, but in the infrastructure support to maintain and operate the equipment once it goes to the university. There is no sense in investing in a large, expensive piece of equipment, and not have it operated well.

So we see increasing pressures on our funding to provide infrastructure support. In fact, we have had to launch new programs. We see that in time we will be spending a significant amount of money maintaining and operating the capital equipment we are putting into the universities, because it is in our interests to do so. So that is one area where we see the pressure, and I know very well that, in the discipline grants we award, the kind of services the individual professor used to get from the university as direct support is being eroded; they are looking to our grants more and more to carry that.

But if I may, Mr. Chairman, I might ask my colleagues to comment.

The Chairman: Dr. Bourns.

Mr. A.N. Bourns (Chairman, Committee on Grants and Scholarships, Natural Sciences and Engineering Research Council): Mr. Chairman, what the president has said is very true. There has always been a sharing of the responsibility for the support of university research between the provincial governments, in their direct funding to universities, and the federal government. Up until a few years ago, when you would go into a research laboratory and see new equipment, there was a good probability that it would have come through university funds, as frequently as it would have come from the research council. Furthermore, the majority of the technicians who were operating that equipment were being financed through the university's general operating funds.

That has essentially dried up. Universities are not able to purchase research equipment and, as the president has said, are drastically cutting back on the funding of technicians.

So the load that has to be picked up for NSERC is increasing every year. Even though there has been a very substantial increase, through these two years of the five-year plan, in what NSERC has been able to do, nevertheless the gap between total need and total resource seems to be broadening.

• 2110

Mr. Herbert: A further—

The Chairman: Last question.

Mr. Herbert: Okay. A further comment before. There is not much point in putting expensive equipment into a university if there are not the funds to maintain that piece of equipment.

[Translation]

du matériel qu'elles essayaient d'utiliser et à l'entretien et au temps d'utilisation de ce matériel. Cela nous a permis de conclure que nous avions sous-estimé l'ampleur du problème.

L'érosion du financement que nous constatons—et je demanderais à mes collègues d'en parler, car ils sont les premiers à l'avoir constatée—ne se fait pas sentir tellement à l'achat du matériel, mais plutôt au chapitre du soutien à l'infrastructure qui assure l'entretien et l'exploitation du matériel acquis par les universités. Il est insensé d'acheter une grosse machine coûteuse si celle-ci est mal utilisée.

Donc, une part de plus en plus importante de notre financement est destinée au soutien des infrastructures. En fait, nous avons dû lancer de nouveaux programmes. Nous nous rendons compte que nous allons bientôt devoir accorder beaucoup d'argent pour l'entretien et l'exploitation du matériel que les universités ont acheté avec notre aide. Nous y avons tout intérêt. C'est donc un domaine où les pressions se font sentir. Et je sais très bien qu'au chapitre des subventions accordées par discipline, les professeurs ne reçoivent plus le même genre de service direct qu'ils recevaient de l'université. Ils comptent de plus en plus sur nos subventions.

Mais, monsieur le président, puis-je me permettre de demander les commentaires de mes collègues?

Le président: M. Bourns, vous avez la parole.

M. A.N. Bourns (président du Comité des subventions et bourses, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie): Ce que M. MacNabb vient de dire est exact. Les gouvernements provinciaux, par le financement direct des universités, et le gouvernement fédéral ont toujours partagé certaines responsabilités pour le soutien de la recherche universitaire. Jusqu'à il y a quelques années, il est probable que les laboratoires de recherche achetaient leur nouveau matériel autant avec les fonds consentis par les universités qu'avec ceux accordés par le Conseil de recherches. De plus, le salaire de la plupart des techniciens qui utilisaient ce matériel était prévu dans le budget général d'exploitation des universités.

Mais cette époque est essentiellement révolue. Les universités ne peuvent plus acheter du matériel de recherche et, comme M. MacNabb l'a dit, elles réduisent considérablement les sommes prévues pour payer les techniciens.

Par conséquent, chaque année, nous devons assumer une part de plus en plus grande du financement. Même si l'aide du CRSNG a augmenté de façon très marquée au cours de ces deux années du plan quinquennal, il n'en demeure pas moins que le fossé semble s'élargir entre les besoins et les ressources disponibles.

M. Herbert: Une autre question—

Le président: La dernière.

M. Herbert: D'accord. Mais d'abord un commentaire. Il ne sert pas à grand chose d'installer du matériel coûteux dans une université s'il n'y a pas assez de fonds pour son entretien. Juste

[Texte]

Just a general point, Dr. MacNabb. Not to concede that there should be any reduction in funding but, allowing that the purse strings are being tightened, would you not see, as a generality, that we should probably put our emphasis on increasing the qualifications and the calibre of the graduate, even at the expense of decreasing the number of students in university? I know this is a questionable point. Of necessity—if we are forced, of necessity—particularly in view of the problems we are encountering today in, as I have said here, I believe the machine has moved faster than the operator.

Mr. MacNabb: Well, Mr. Chairman, I will comment on one or two areas, but then I would like Dr. Lévesque perhaps to take a crack at that question. I share your concern greatly in some disciplines that I am familiar with. Let me take computer science as an example where the universities have not been able to retain even the extremely capable staff that they did have. They have been losing them to industry—the same industry that is looking for more graduates, highly trained, coming out of the universities. If something cannot be done to correct that situation, I think it will . . . the suggestion you have made will come about automatically. The universities will just not be able to cope with the numbers of people interested in taking those attractive courses at the present time—electrical engineering, computer science, et cetera. In fact, I think that in many cases that is already happening. But again, I am standing in Ottawa looking at this happening. I would perhaps like Dr. Lévesque to comment.

Mr. Lévesque: Before answering this question, I would like to add to what Dr. Bourns said about instrumentation. Not only is it becoming more and more difficult for the universities to maintain the technicians to maintain and run the equipment, but the equipment is becoming more and more highly sophisticated, and the expertise necessary to run some of the equipment goes much beyond the technicians. If you take some of the regional labs who have set up in universities, for a large piece of equipment, whether it be NMR's or mass spectrometers, for these you have to hire somebody with a Ph.D. to run this type of equipment and do the work. So it is becoming very, very complex. They have computers; they are all computer run; the data is computer analyzed, and you really have to have the expertise to do it. So it becomes more and more expensive, not only because . . . it is because the technology is becoming more advanced.

But to answer your second question about the students: I think one of the main points of the five-year plan is that, unless we do something, there would not be enough people in Canada to reach 1.5 per cent. Now, if you look at the curve, many of the students who have been leaving science, who have stopped coming into science—in many fields, for instance, like in physics and chemistry, in geology. You have much less students coming into first year than there used to be ten years ago. That came down because, as their financing came down, less and less students were either interested or felt there was not any future. Now, since the beginning of the five-year plan and since the plan has been financed, some more students are coming in. So it is coming up, and I do not think there are low-grade students. I think we are picking up some very good

[Traduction]

une question de portée générale, monsieur MacNabb. Sans dire que le financement devrait être réduit, mais en admettant que les cordons de la bourse se resserrent, ne croyez-vous pas, d'un point de vue général, qu'il faudrait probablement s'efforcer surtout d'augmenter le calibre des diplômés universitaires, même s'il faut pour cela contingenter les admissions? Je sais que cela est discutable. Mais en cas de nécessité—si nous sommes forcés de le faire—compte tenu particulièrement des problèmes auxquels nous faisons face. Comme je l'ai dit, je crois que nous avons été dépassés par les événements..

M. MacNabb: Bien, monsieur le président, je vais donner mon opinion sur quelques disciplines. Mais j'aimerais que monsieur Lévesque puisse répondre. Je partage grandement votre opinion en ce qui touche certaines disciplines que je connais. L'informatique par exemple: les universités n'ont pu retenir même leur personnel extrêmement compétent. Elles ont perdu leurs éléments à l'industrie, cette même industrie qui recherche plus de diplômés hautement spécialisés qui sortent des universités. Si aucun remède ne peut être apporté à ce problème, je crois que vos appréhensions se révéleront justes. Les universités ne pourront simplement pas accueillir tous ceux qui veulent suivre les cours qui sont actuellement en vogue (génie électrique, informatique, et le reste). En fait, je crois que c'est ce qui se passe déjà. Mais, encore une fois, je ne vois la situation que de mon point de vue. Monsieur Lévesque pourrait peut-être ajouter autre chose.

M. Lévesque: Avant de répondre à cette question, j'aimerais ajouter à ce que monsieur Bourns a dit au sujet de l'instrumentation. Non seulement les universités ont de plus en plus de mal à retenir les techniciens nécessaires pour l'entretien et l'utilisation du matériel, mais ce dernier se perfectionne de plus en plus et les connaissances nécessaires à l'emploi des instruments dépassent de beaucoup celles des techniciens. Par exemple, certains laboratoires régionaux établis dans des universités ont fait l'acquisition de gros appareils, comme des appareils RMN ou des spectromètres de masse, dont l'utilisation nécessite un doctorat. La situation devient très, très complexe. Tous ces appareils sont reliés à des ordinateurs et les données sont analysées par l'ordinateur; il faut donc avoir la compétence pour s'en servir. Cela entraîne des coûts de plus en plus élevés . . . c'est parce que les techniques se perfectionnent de plus en plus.

Mais, en réponse à votre seconde question, au sujet des étudiants, je crois que l'un des principaux points qui ressort de l'examen du plan quinquennal est le suivant: si nous ne remédions pas à la situation, il n'y aura bientôt plus assez de diplômés au Canada pour atteindre ce 1.5 p. 100. Maintenant, la courbe indique que dans de nombreuses disciplines (la physique, la chimie, la géologie par exemple), nombreux sont ceux qui abandonnent leurs études ou l'idée même d'en poursuivre. Il y a beaucoup moins d'inscriptions à l'université maintenant qu'il y a dix ans. Celles-ci ont diminué car, faute de moyens financiers ou de perspectives d'avenir, il y a de moins en moins d'intéressés. Alors, la situation empire. Et je ne pense pas qu'il y ait des étudiants médiocres; je pense au contraire que nous avons des diplômés très qualifiés. Si l'on

[Text]

quality students. If you look at the scholarships at councils or the post-doctorates, you will see that the quality this year is very high. The number of people of good quality is increasing, and we have to put in more money this year to finance those; and this is all with the purpose of trying to reach that 1.5 per cent, to have the people to do it. So I do not think cutting down on the number of students would serve the purpose; I think to the contrary.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert. Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman.

• 2115

Dr. MacNabb, I will come down to the little more nitty-gritty stuff and direct your attention to page 25-34 of the estimates. In those estimates you will note that management is listed as being four person-years in each of the years mentioned. I was wondering if you could tell me what in the current estimate is budgeted for the total salaries of those management people, the four.

Mr. MacNabb: For the four executive or management positions, Mr. Chairman, the amount in the projection is \$269,000.

Mr. Stevens: I take it you are one of those listed.

Mr. MacNabb: That is right, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: What is your salary?

The Chairman: The range will do, Dr. MacNabb.

Mr. MacNabb: I do not even know if I know the range, Mr. Chairman.

The Chairman: Well then, if you do not know the range . . .

Mr. MacNabb: I do not even know if I know the salary, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, let me put the question directly: are you telling us tonight that you do not know your own salary?

Mr. MacNabb: I think I know my own salary, Mr. Stevens, within the range of about \$2,000, but I would be guessing.

Mr. Stevens: That would be good enough. Within a range of \$2,000, what is your salary?

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: On a point of order, Mr. Chairman, we have gone through this process before and I feel this is an embarrassment to the witness. I would like you to suggest that the answer should be restricted to range, as you have said already.

The Chairman: It is usual procedure that we do not question specific salary; we usually go by range. I would put it to Dr. MacNabb if he wants to give us the range.

[Translation]

regarde les bénéficiaires de bourses d'études universitaires ou supérieures, on constate que la qualité est très élevée cette année. Le nombre de diplômés de grande qualité augmente et nous devons consacrer plus d'argent cette année pour les aider, tout cela dans le but d'atteindre ce 1.5 p. 100, de bâtir les compétences pour atteindre ce but. Donc, je ne pense pas que la solution consiste à contingenter les admissions à l'université, au contraire.

Le président: Merci, M. Herbert.

M. Stevens: Merci, monsieur le président.

M. MacNabb, j'aimerais revenir au fond et attirer votre attention sur la page 25-34 du budget. Vous remarquerez que sous la rubrique gestion, il y a quatre années-personnes pour chacune des quatre années mentionnées. Pourriez-vous me dire quels sont les salaires totaux de ces quatre gestionnaires?

M. MacNabb: Pour les quatre postes de direction ou de gestion, monsieur le président, le montant prévu est de \$269 000.

M. Stevens: J'imagine que vous êtes l'une des quatre personnes mentionnées.

M. MacNabb: C'est exact, monsieur le président.

M. Stevens: Quel est votre traitement?

Le président: L'échelle de traitement suffira, monsieur MacNabb.

M. MacNabb: Je ne connais même pas l'échelle, monsieur le président.

Le président: Eh bien, si vous ne connaissez pas l'échelle . . .

M. MacNabb: Je ne crois pas connaître le traitement non plus, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur MacNabb.

M. Stevens: Monsieur le président, j'aimerais poser une question directe: Vous nous dites que vous ne connaissez pas votre propre salaire?

M. MacNabb: Je pense connaître mon propre salaire, monsieur Stevens, à quelque \$2 000 près, mais cela ne serait qu'une estimation.

M. Stevens: Cela serait suffisant. À quelque \$2 000 près, combien gagnez-vous?

Le président: M. Herbert.

M. Herbert: Rappel au Règlement, monsieur le président. Nous avons discuté de cela auparavant, et je pense que c'est une question embarrassante pour le témoin. J'aimerais que la question se limite à l'échelle, comme vous l'avez souligné plus tôt.

Le président: Selon la coutume parlementaire, nous ne demandons pas le salaire exact; on s'en tient généralement à

[Texte]

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, it is the DM-2 range, whatever that is. I am afraid I do not keep track of it.

Mr. Stevens: Let me put the question to you again. Are you saying that all you know is that you are getting a deputy minister 2 salary range but you do not know what that range is?

The Chairman: Mr. Stevens, in all justice, Mr. Stevens, I think Dr. MacNabb is entitled to keep his salary private. I think he has given you the range, which is deputy minister 2.

Mr. Stevens: But, Mr. Chairman, in all fairness, all I am asking is that surely he has some at least casual knowledge of what that range is.

The Chairman: He does not want to tell you.

Mr. MacNabb: Quite candidly, Mr. Chairman, I could not tell you this evening, nor could I guess what that range is. As I say, I think I could tell you my gross salary within \$2,000 and be correct, but I could not even attempt to guess this evening what the range is.

Mr. Stevens: Well, how much is that? Look, I am very serious.

Mr. Herbert: I think the question is improper, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman, I think it is an intolerable thing that people are appearing before this committee, are asking for the approval of public funds, and when we ask them something which I think is the most relevant information we could possibly be asking—and that is what are those funds to be used for, including who gets what in the salary line—we are told that is none of our business.

I am asking Dr. MacNabb to simply tell us, within whatever range he cares to, what his salary is as included in the \$269,000 vote we have identified.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: On the same point of order, Mr. Chairman, the witness has answered that he is in the DM-2 salary bracket. He does not know what those precise figures are. I assume we accept the word of the witness. Can we not have an investigation made to find out the range of salary of DM-2 and can the clerk distribute that figure to the members of the committee, please?

The Chairman: That can be done.

Mr. Stevens: Dr. MacNabb, are you a full-time employee with the council?

Mr. MacNabb: Yes, I am, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: How long have you been a full-time employee with the council?

Mr. MacNabb: I was appointed the first president of the council when it was established on May 1, 1978.

[Traduction]

l'échelle. Si monsieur MacNabb veut bien nous indiquer l'échelle.

M. MacNabb: Monsieur le président, il s'agit de l'échelle DM-2, quelle qu'elle soit. Je crain de ne pas m'en souvenir.

M. Stevens: Je vais vous poser la question. Vous nous dites que vous recevez un traitement de sous-ministre mais que vous ne connaissez pas les chiffres de cette échelle?

Le président: Monsieur Stevens, en toute justice, monsieur Stevens, je pense que M. MacNabb a le droit de ne pas préciser son traitement. Il vous a indiqué l'échelle de traitement qui est celle d'un sous-ministre de classe 2.

M. Stevens: Monsieur le président, en toute impartialité, tout ce que je demande, c'est qu'il est sûrement au courant de cette échelle.

Le président: Il ne tient pas à vous le dire.

M. MacNabb: Je vous assure, monsieur le président, je ne pourrais pas vous dire ce soir quelle est cette échelle. Je pourrais vous indiquer mon traitement brut à quelque \$2,000 près, mais pas l'échelle.

M. Stevens: Eh bien, combien faites-vous? Écoutez, il s'agit d'une question importante.

M. Herbert: J'estime que la question est déplacée, monsieur le président.

M. Stevens: Rappel au Règlement, monsieur le président. Je pense qu'il est inconcevable que les personnes qui comparaissent devant le comité et demandent l'approbation des fonds publics refusent de répondre à une question des plus importantes, c'est-à-dire à quoi ces fonds seront-ils utilisés, y compris le salaire des personnes intéressées.

Je demande simplement à monsieur MacNabb de nous dire quelle part représente son traitement dans les \$269 000 que nous avons mentionnés?

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: En vertu du même rappel au Règlement, monsieur le président, le témoin a répondu que son échelle de traitement était celle de DM-2. Il ne connaît pas les chiffres précis. Je suppose que nous ne mettons pas sa parole en doute. Ne pourrait-il pas y avoir une enquête pour déterminer cette échelle de traitement et le greffier pourrait-il la communiquer aux membres du comité, s'il-vous-plaît?

Le président: Cela est possible.

M. Stevens: M. MacNabb, êtes-vous un employé à plein temps du Conseil?

M. MacNabb: Oui, monsieur le président.

M. Stevens: Depuis combien de temps?

M. MacNabb: J'ai été nommé premier président du Conseil au moment de sa création le 1^{er} mai 1978.

[Text]

Mr. Stevens: You have been full-time since that time.

Mr. MacNabb: Yes.

Mr. Stevens: Are you also an officer with Uranium Canada?

• 2120

Mr. MacNabb: Yes, I am, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: What, as such, are you paid? as an officer of Uranium Canada?

Mr. MacNabb: Nothing, Mr. Chairman. I have no difficulty in telling you that salary.

Mr. Dion: Is it enough?

Mr. Stevens: Dr. MacNabb, do you have to spend a considerable amount of time on Uranium Canada?

Mr. MacNabb: Not in the last couple of years, Mr. Chairman; but an increasing amount recently.

Mr. Stevens: Would that include the instructing of counsel or receiving of advice from counsel about the uranium cartel?

Mr. MacNabb: That would include receiving advice from the counsel for Uranium Canada, that is right.

Mr. Stevens: And who actually instructs Uranium Canada counsel on what proceedings they should take about the cartel?

Mr. Herbert: On a point of order, Mr. Chairman. I consider the questions improper and out of the range of votes and estimates before us tonight.

Mr. Stevens: If I may speak on that point of order, Mr. Chairman—we have a witness who has told us that he is a full-time employee with the council; that he earns a salary in a certain range he does not care to identify. We have also learned that he is an officer with Uranium Canada; that he is spending time both receiving and presumably advising counsel on Uranium Canada's legal problems. I think it very pertinent that we find out why a President of the Natural Sciences and Engineering Research Council feels free to be spending time, on presumably a gratuitous basis, instructing counsel on another company.

Mr. Herbert: On the same point of order, Mr. Chairman, I have no objection to what Mr. Stevens has just said. The question he put dealt with the work the witness may do for another organization. It dealt with the way information is received and is a back-door approach to getting a question which Mr. Stevens has been unable to get from other sources. As such, I consider it improper and it does not fall within the items for discussion tonight.

Mr. Stevens: Well, that is a strange twisting of logic.

The Chairman: With all due respect, I think if you would follow the reasoning, that Dr. MacNabb is before us as President of the National Sciences and Engineering Research

[Translation]

M. Stevens: Vous occupez ce poste à plein temps depuis ce temps.

M. MacNabb: Oui.

M. Stevens: Travaillez-vous également pour Uranium Canada?

M. MacNabb: Oui, monsieur le président.

M. Stevens: Combien recevez-vous d'Uranium Canada?

M. MacNabb: Rien, monsieur le président. Je n'ai aucune difficulté à préciser ce traitement.

M. Dion: Est-ce tout?

M. Stevens: M. MacNabb, consacrez-vous beaucoup de temps à Uranium Canada?

M. MacNabb: Pas au cours des deux dernières années, monsieur le président, mais davantage depuis peu.

M. Stevens: Cela comprend-il donner des instructions au conseiller ou en recevoir à propos du cartel de l'uranium?

M. MacNabb: Cela comprend recevoir des avis du conseiller pour Uranium Canada en effet.

M. Stevens: Qui donne des instructions au conseiller d'Uranium Canada sur les mesures légales à prendre au sujet du cartel?

M. Herbert: Rappel au Règlement, monsieur le président. J'estime que ces questions sont injustifiées et qu'elles n'ont aucun rapport avec le budget et les crédits que nous étudions ce soir.

M. Stevens: J'aimerais commenter ce rappel au Règlement monsieur le président. Le témoin a indiqué qu'il travaillait à plein temps au Conseil; que son salaire se situait dans une certaine échelle qu'il n'a pas voulu définir. Nous savons également qu'il est un administrateur d'Uranium Canada; et qu'il passe un certain temps à recevoir des avis du conseiller et probablement lui en donner sur les problèmes juridiques d'Uranium Canada. Je pense qu'il serait intéressant de savoir pourquoi le président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie consacre du temps, sans être rémunéré semble-t-il, à renseigner le conseiller d'une autre entreprise.

M. Herbert: En vertu du même rappel au Règlement, monsieur le président, je n'ai aucune objection à formuler sur ce que vient de dire monsieur Stevens. La question porte sur le travail que le témoin pourrait accomplir pour un autre organisme. Elle concerne la façon dont l'information est reçue et constitue une façon détournée d'obtenir une réponse que monsieur Stevens n'a pu obtenir autrement: comme telle, je considère qu'elle est injustifiée et ne se rapporte pas aux sujets à l'étude ce soir.

M. Stevens: C'est une drôle de logique.

Le président: Avec tout le respect que je vous dois, je pense que monsieur MacNabb comparaît en tant que président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et non

[Texte]

Council and he is not before us as an adviser of Uranium Canada, I guess there are other places and other estimates where these questions could be brought up. I do not know that Dr. MacNabb's role as President of the Natural Sciences and Engineering Research Council is at any time, or in these estimates, anyway, to be taken as also being paid-for action or work he is doing on Uranium Canada. I cannot see the relevancy of your question, sir, I regret. If you want to pursue it—

Mr. Stevens: On a point of order, then, Mr. Chairman, let me suggest to you why it is very relevant. Surely if we have estimates before us which include an allowance for the paying of a salary to a full-time President of the Natural Sciences and Engineering Research Council, it is very pertinent for us to find what extracurricular activities the president has and in what way he justifies spending his time on something other than on council activity. Now, surely if Dr. MacNabb came in and we confronted him with the fact that we understood he was working for some company *x*, "Gauthier Inc.", it would be very relevant to say: Please tell us more, Dr. MacNabb; why do you feel you are warranted in spending that kind of time? That is all I am wanting to hear him out on. He may have a very good explanation for where Uranium Canada fits squarely under the mandate of the council and where it is one of the most interesting research and development programs the nation has under way. That is all I am wanting to hear.

We have heard him say he is an officer, that he is not paid, which is mildly curious; but on the other hand he does pick up his salary in the estimates that are now before us. Well, now, what could be more relevant than to find out why he is so underworked, if you like, in the council, that he feels he has time to spend on a thing called Uranium Canada?

• 2125

The Chairman: That is unfair, Mr. Stevens, I think—

Mr. Stevens: Well, I am only—

The Chairman: —to the extent that we all know that there are a lot of deputy ministers who are members of Crown corporations.

Mr. Stevens: But he is not a deputy minister.

The Chairman: He is paid at deputy minister level, and he has been asked most likely, or elected. I do not know how you got there, Dr. MacNabb, but you have been probably asked to sit on that council. As such he could be doing it at night, for example, for all I know, or could be doing it at other times that would exceed the 40 hours or the 60-hour week that you put in, or whatever time you put in in a week. I do not see the relevancy—

Mr. Stevens: Well, Mr. Chairman, on—

The Chairman: Let me finish. —of asking a person who is doing this work out of the context of his position to explain to us or to answer questions relevant to that role as adviser to that council on uranium. If the committee does not—

[Traduction]

pas en tant que conseiller d'Uranium Canada. Ces questions pourraient être posées à un autre moment. Le fait que monsieur MacNabb est président du Conseil des recherches en sciences naturelles et en génie n'a aucun rapport avec le travail qu'il accomplit pour Uranium Canada. Je regrette, monsieur, mais votre question n'est pas pertinente. Si vous voulez poursuivre ...

M. Stevens: Objection, monsieur le président. J'aimerais vous dire pourquoi c'est une question très pertinente. Les prévisions budgétaires comprennent une allocation pour le versement d'un salaire au président à plein temps du Conseil des recherches en sciences naturelles et en génie, et il est très important pour nous de connaître les activités extra-professionnelles du président et de savoir pourquoi il consacre son temps à d'autres choses qu'à son poste au Conseil. Si nous disions à monsieur MacNabb que nous savons qu'il travaille pour une entreprise, disons "Gauthier Inc.", il serait très pertinent de lui demander: Je vous en prie, monsieur MacNabb, dites-nous pourquoi vous consacrez du temps à une autre activité? C'est tout ce que je veux savoir. Il pourrait nous expliquer comment Uranium Canada fait partie du mandat du conseil et qu'il s'agit des programmes de recherches et de développement les plus intéressants actuellement en oeuvre. C'est tout ce que je veux savoir.

Il nous a dit qu'il était un administrateur et qu'il n'était pas payé à ce titre; c'est plutôt curieux. Par contre, son traitement se retrouve dans les prévisions budgétaires. Il serait intéressant de savoir pourquoi il n'a pas suffisamment de travail au Conseil et qu'il a du temps à consacrer à Uranium Canada?

Le président: C'est injuste, M. Stevens, je pense que—

M. Stevens: Eh bien, c'est-à-dire que—

Le président: —dans la mesure où nous savons tous qu'un grand nombre de sous-ministres font partie de sociétés de la Couronne.

M. Stevens: Mais il n'est pas sous-ministre.

Le président: Son traitement est équivalent à celui d'un sous-ministre et il est fort probable qu'il ait été sollicité ou élu. J'ignore comment vous avez été nommé, Dr MacNabb, mais on vous a probablement demandé de siéger à ce conseil. Ainsi il pourrait faire cela le soir, par exemple, autant que je sache, ou il pourrait le faire à un autre moment qui dépasserait la semaine réglementaire de 40 ou 60 heures, ou peu importe le nombre d'heures que vous attribuez à une semaine. Il est hors de propos—

M. Stevens: Monsieur le président, j'invoque—

Le président: Laissez-moi terminer. —de demander à une personne qui accomplit ce travail en dehors du cadre de ses fonctions, de nous expliquer ou de répondre à des questions au

[Text]

Mr. Stevens: Mr. Chairman, on a point of order, if I may say so, I think you have put the questions much more ably than I have, and it shows how relevant they are. Surely, we should find out. Does he do this on his after-hour midnight stretch or something like this?

Mr. Herbert: Let me clarify, if I may on the same point of order, Mr. Chairman. Mr. Stevens tends to switch between two things. If Mr. Stevens wants to question the witness on how much time he may spend on extra-curricular activities and so on, I think it is relevant; I see a relevance. But when he questions the witness about the work he is doing in some other capacity, that is when I object, and I want to make that very clear-line distinction between the two. If Mr. Stevens wants to continue on questioning about whether Dr. MacNabb spends his week-ends with the council, or his evenings, or what he does during the night, I do not mind; but when he starts questioning about the specific work that he does in that other capacity, I object.

The Chairman: I have to agree with you, Herb; that is the point I was trying to make. I do not mind Mr. Stevens asking Dr. MacNabb how well he puts his time to work for the council. That is, I think, an appropriate question for him to ask. I just do not think it is proper for us to go into at this time the other daily or weekly or monthly or yearly activities of Dr. MacNabb outside the council.

Mr. Stevens: All right. Well, perhaps I may dare to put this question then to Dr. MacNabb. Dr. MacNabb, can you tell us, with respect to your extra-curricular activities with Uranium Canada Limited for which you have told us you are not paid, have you ever found a need to take part of your working day to consider or in any way spend time with respect to what you may feel is a matter that must be dealt with in Uranium Canada Limited?

Mr. MacNabb: Yes, Mr. Chairman, of course; it depends upon your definition of the working day. I am used to working weeks, the same as you have to experience, of 60 hours to 70 hours; and within that working week, I do feel, having been given the responsibility for Uranium Canada Limited, the responsibility of spending time on it. It has not been onerous. I do not feel it has detracted in any way from my efforts on the part of the council, and until recently, perhaps in the last two years, involved no more than two to four days a year of my attention. I also spend, I would guess, between 12 to 14 regular working days as a director of Atomic Energy of Canada, again at the request of the minister who appointed me to the board of directors; and I would spend, perhaps, measured in regular working days, two to four days a year as Chairman of the Columbia River Engineering Board. I think that is about the range of the duties the government has asked me to perform and that I do attempt to perform.

[Translation]

sujet de ce rôle de conseiller auprès du conseil sur l'uranium. Si ce comité ne . . .

M. Stevens: Monsieur le président, j'invoque le règlement, si je peux me permettre, je pense que vous avez soulevé les questions avec beaucoup plus d'adresse que je n'ai pu le faire, et cela démontre à quel point elles sont pertinentes. Sûrement, nous devrions découvrir la vérité. Est-ce qu'il fait cela après ses heures de travail jusqu'à minuit ou quelque chose comme ça?

M. Herbert: Permettez-moi de préciser, si je puis sur cette même question, monsieur le président. M. Stevens a tendance à louvoyer entre deux choses. Si M. Stevens veut questionner le témoin sur le nombre d'heures qu'il peut consacrer à des activités en dehors de son travail et ainsi de suite, je pense que cette question est pertinente. Mais lorsqu'il questionne le témoin sur le travail qu'il fait dans quelque autre domaine, c'est là où je m'oppose, et je veux établir une distinction très nette entre les deux. Si M. Stevens veut continuer de poser des questions pour savoir si le Dr MacNabb passe ses fins de semaine avec le conseil, ou ses soirées, ou ce qu'il fait pendant la nuit, je n'ai pas d'objections; mais lorsqu'il commence à poser des questions sur le travail particulier qu'il accomplit dans un autre domaine, je proteste.

Le président: Je suis d'accord avec vous, Herb; c'est le point que j'essayais de faire ressortir. Je ne vois aucun inconvénient à ce que M. Stevens demande au Dr MacNabb comment il s'organise pour travailler pour le conseil. Cela est, je pense, une question judicieuse à lui poser. Je ne pense pas qu'il nous appartient de fouiller en ce moment dans les autres activités quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles ou annuelles du Dr MacNabb à l'extérieur du conseil.

M. Stevens: Parfait. J'oserai, dans ce cas, poser cette question au Dr MacNabb. Dr MacNabb, pouvez-vous nous dire, en ce qui concerne vos activités hors service avec Uranium Canada Limitée pour lesquelles vous nous avez dit que nous n'êtes pas rémunéré, avez-vous jamais éprouvé le besoin de consacrer une partie de votre journée de travail à étudier, ou d'une manière ou d'une autre, consacrer du temps à ce que vous estimez être une question qui doit être traitée au sein d'Uranium Canada Limitée?

M. MacNabb: Oui, monsieur le président, bien entendu; cela dépend de votre définition de la journée de travail. Je suis habitué à des semaines de travail, les mêmes que vous connaissez, de 60 à 70 heures; et à l'intérieur de cette semaine de travail, j'estime que, puisque la responsabilité d'Uranium Canada Limitée m'a été confiée, je me dois d'y consacrer du temps. Cela n'a pas été une lourde tâche. Je ne pense pas que cela a diminué de quelque manière que ce soit mes efforts au conseil et jusqu'à tout récemment, peut-être au cours des deux dernières années, cela n'a pas demandé plus que deux à quatre jours par année de mon temps. Je consacre également, je dirais, de 12 à 14 jours de travail régulier à titre de directeur de l'Énergie atomique du Canada Limitée, encore une fois à la demande du ministre qui m'a nommé au Conseil d'administration; et je pourrais consacrer, peut-être, selon une évaluation en jours de travail ordinaires, de deux à quatre jours par année à titre de président du Columbia River Engineering Board. Je

[Texte]

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Stevens: Again to Dr. MacNabb, is it true that you have been charged as an unindicted co-conspirator with respect to the uranium conspiracy?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I think the word is “named”, not “charged”.

Mr. Stevens: Well, may I put it that way, then? Have you been named as an unindicted co-conspirator with respect to the uranium conspiracy?

Mr. MacNabb: Yes, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: Do you find that the litigation and the various hearings that take place and the various council meetings that you must be subjected to with legal counsel and other counsel is taking up a fair amount of your time?

• 2130

Mr. MacNabb: Not a great deal yet, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: Could you estimate the amount of time?

Mr. MacNabb: To date, as I have said, Mr. Chairman, it has not taken any more than two to four full days of my time, but if events proceed as they might proceed, obviously it is going to take a great deal more of my time—not of my choice, I may say.

But clearly if the corporation is going to be defended against the charges laid against the corporation, then it is my responsibility as president of that corporation to take what measures I can to protect it, to defend it.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman, I hope I get another round here Mr. Chairman. All these points of order and one thing and another chew . . .

The Chairman: I have taken those off. I have taken those off.

Mr. Stevens: But again, to Dr. MacNabb, and I hope there is no confusion here in that I can understand that as an officer of Uranium Canada, he has to devote certain time, but in addition to that, as I understand it, in the indictment with respect to the uranium cartel conspiracy, your name, to use your term as a co-conspirator, well now, does that not of itself take up time—the fact that you are being called upon to inform those who have the right to know exactly what your part or alleged part was in the conspiracy? To what extent had you a hand in the cartel, or is . . .

Mr. MacNabb: I might say, Mr. Chairman, alleged part in the conspiracy might be reworded—alleged part in the alleged conspiracy—and being named as an unindicted co-conspirator

[Traduction]

pense que cela entre dans le cadre des fonctions que le gouvernement m'a demandé de remplir et que j'essaie de remplir.

Le président: Merci, Dr MacNabb.

M. Stevens: Encore une fois, Dr MacNabb, est-ce vrai que vous avez été accusé d'être un conjuré non incriminé dans le complot de l'uranium?

M. MacNabb: Monsieur le président, je pense que l'expression est “qualifié” et non pas “accusé”.

M. Stevens: Puis-je alors formuler ma question de cette manière? Avez-vous été qualifié de conjuré non incriminé dans le complot de l'uranium?

M. MacNabb: Oui, monsieur le président.

M. Stevens: Trouvez-vous que le litige et les diverses audiences qui ont lieu ainsi que les diverses réunions du conseil auxquelles vous devez assister à titre de conseiller juridique et autres, vous prennent beaucoup de temps?

M. MacNabb: Pas beaucoup jusqu'à présent, monsieur le président.

M. Stevens: Pourriez-vous estimer le nombre d'heures ou de jours?

M. MacNabb: Jusqu'à présent, comme je l'ai dit, monsieur le président, cela n'a pas pris plus de deux à quatre jours entiers de mon temps, mais si les événements se déroulent comme ils devraient se dérouler, évidemment cela me demandera beaucoup plus de temps—et cela n'est pas une question de choix personnel, je vous l'assure

Mais en clair, si la société doit se défendre contre des accusations portées contre elle, il m'incombe alors, à titre de président de cette société de prendre les mesures nécessaires pour la protéger, pour la défendre.

M. Stevens: Par votre intermédiaire, monsieur le président, j'espère pouvoir revenir sur la question. Tous ces rappels au règlement, puis une chose et une autre . . .

Le président: Je les ai éliminés. Je les ai éliminés.

M. Stevens: Mais encore une fois, au Dr MacNabb, et j'espère qu'il n'y a pas de confusion ici en ce sens que je peux comprendre qu'à titre de responsable d'Uranium Canada, il doit consacrer un certain temps, mais en outre, si je comprends bien, dans l'accusation par rapport à la conspiration du cartel de l'uranium, vous êtes cité, pour utiliser votre expression, comme conjuré, et bien, est-ce que cela en soi ne demande pas du temps—le fait que vous êtes convoqué pour informer ceux qui ont le droit de savoir exactement quel rôle réel ou supposé vous avez joué dans la conspiration? Jusqu'à quel point avez-vous été impliqué dans le cartel, ou est-ce . . .

M. MacNabb: Je dirais, monsieur le président, que l'expression rôle supposé dans la conspiration devrait être reformulée—rôle supposé dans la supposée conspiration—et le fait

[Text]

has not as yet taken a considerable amount of my time, as I have said, but if the court proceedings proceed, there is no doubt there will be a considerable amount of my time taken as president of Uranium Canada which had been charged. Of course there has been a court action since overriding that, and an appeal is presently underway.

If the charge against the corporation does proceed, there is no doubt that as president of the corporation and appearing as witnesses for other companies, that will take a considerable amount of my time. But as yet, no, it has not.

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Gurbin, five minutes, second round.

Mr. Gurbin: This can be kind of boring.

The Chairman: Pardon? You mean this is getting boring?

Mr. Gurbin: No. In line with my questions.

The Chairman: Oh, no. You go ahead, sir. You are always very interesting.

Mr. Gurbin: I just have one question; it could take five minutes to answer. But I think the question I would like to ask this time relates to the sudden shift—I think you touched on before and that I would have actually asked if you had not—in the direction of all the training programs that NSERC might have had anything to do with . . . and we were talking about the variation in how much would be targeted and how much would be less targeted training, what has that done with Alsands and Cold Lake and the pipeline? Has that not pretty well blown out of the water any projections or urgency? Would that not destroy a lot of the confidence even of the young people who thought they might have a future in science and engineering in Canada?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I think it will certainly erode the confidence or the expectations of the young people who have enrolled into engineering, earth science courses with the expectation of jobs in those areas, for the reason that I mentioned earlier; those coming out of the university system at this time are now having difficulties—all of them—getting the jobs they expected.

It might, if you want to look on the bright side, also prompt some of them to try to set themselves a bit distinct or separate from the mass of bachelor degree holders and to go on to take master's courses and doctoral courses, and we hope we can attract good ones into those courses.

• 2135

So during this period, which everyone hopes will be a short period, in which there may well be a temporary surplus of these people, I hope a number of good people interested in postgraduate training will apply to us for scholarship support; but, there is no doubt that in the short term it will disillusion some of the people leaving at the bachelor's level today.

[Translation]

d'être cité comme conjuré non incriminé ne m'a pas demandé jusqu'à présent un temps considérable, comme je l'ai dit, mais lors des procédures judiciaires, il ne fait pas de doute qu'une grande partie de mon temps sera pris à titre de président d'Uranium Canada, société qui a été accusée. Bien sûr, il y a eu une action en justice qui, a renversé cette décision, et un appel est actuellement en cours.

Si la poursuite contre la société suit son cours, il ne fait pas de doute qu'à titre de président de la société et de témoin pour d'autres sociétés, cela me prendra beaucoup de temps. Mais jusqu'à présent, non, cela n'est pas le cas.

Le président: Merci, Dr MacNabb.

M. Gurbin, cinq minutes, deuxième tour.

M. Gurbin: Cela peut être ennuyeux.

Le président: Pardon? Vous voulez dire que cela risque de devenir ennuyeux?

M. Gurbin: Non. Cela a rapport à mes questions.

Le président: Oh, non. Vous pouvez y aller, monsieur. Vous êtes toujours très intéressant.

M. Gurbin: Je n'ai qu'une seule question; la réponse pourrait demander cinq minutes. Mais je pense que la question que j'aimerais poser cette fois se rapporte au changement soudain—je pense que vous avez abordé la question avant et que je l'aurais posée si vous ne l'aviez pas fait—dans l'orientation de tous les programmes de formation dans lesquels le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie a eu quelque chose à voir . . . et nous parlions de la variation de l'importance à accorder à la formation cible, qu'est-ce que cela a eu à faire avec Alsands et Cold Lake et le pipeline? Est-ce que cela n'a pas détruit tout projet ou différé toute urgence? Est-ce que cela n'a pas détruit une grande partie de la confiance, même des jeunes gens, qui pensaient pouvoir faire leur avenir en science et en génie au Canada?

M. MacNabb: Cela mine certainement la confiance ou les espoirs des jeunes gens qui se sont inscrits à des cours de génie, de sciences de la terre, avec l'espoir d'avoir du travail dans ces domaines, pour la raison que j'ai mentionnée plus tôt; ceux qui sortent de l'université en ce moment—tous indistinctement—ont maintenant des difficultés à obtenir les emplois qu'ils espéraient.

Cela pourrait, si vous voulez voir le bon côté des choses, inciter également certains d'entre eux à se distinguer de la masse des bacheliers et à suivre des cours de maîtrise et de doctorat, et nous espérons pouvoir attirer les bons éléments dans ces cours.

Donc, au cours de cette période qui, nous l'espérons tous, sera de courte durée et dans laquelle il peut fort bien y avoir un surplus temporaire de ces personnes, j'espère qu'un certain nombre de ces personnes intéressées par la formation universitaire supérieure nous demanderont des bourses d'étude; mais, il ne fait pas de doute, qu'à court terme, certains perdront

[*Texte*]

Mr. Gurbin: Just on that same thing, the lead times and the question of what we are going to do in energy or in other technology or whatever, there has to be some planning. The balance of 45 per cent, you have picked, and it might be absolutely correct. I have no argument with that at all, but if we are really going to get the maximum cost effectiveness, we have to have some kind of planning. Where do we plan now?

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, we try to put a degree of focus on our granting programs through our Strategic Grants Program, this is a fairly new initiative that the council inherited from the National Research Council when we were established in 1978. At that time it had a budget of, I think, \$2.2 million; the papers before you would indicate that it is in the \$20-odd million range now. We inherited three of those areas, one of them being energy. When it came to add to that program, we adopted the policy that not only should it be an area of national priority, but there should be competence in the universities to contribute to it. There is no sense loading a priority on the universities if they cannot really assist, so we canvassed all the universities in the country to ascertain their views on priorities and their ability to do research in those areas. Two of those areas came out clearly at the top of that method of assessment; one was communications generally, and this is mainly electronic communications; the other was the whole area of food and agriculture. So we are putting a lot of additional targetted money into those areas in addition to what is being done in the discipline grants.

This year, to try to get more money into it but also to provide a better focus on it, we are adding the area of biotechnology. We are supporting a lot of biotechnology research now, but it is being funded under the discipline grants; either under energy research or environmental toxicology research, so we want to bring the management of that thrust of biotechnology under one panel, under the Strategic Grants Program. So to that extent, we are providing a degree of focus on research grants which reflects the ability of the research community to respond.

The Chairman: This will be your last question, Mr. Gurbin. Mr. Dion.

Mr. Dion: Is NSERC involved with what has been called the trilateral commission?

Mr. MacNabb: I do not believe so.

[*Traduction*]

leurs illusions en quittant l'université au niveau du baccalauréat.

M. Gurbin: Pour continuer dans le même sens, il faut une certaine planification quant aux délais et à la question de savoir ce que nous allons faire en matière d'énergie ou pour toute autre technologie. Le bilan de 45 p. 100 que vous avez choisi peut s'avérer absolument exact. Je ne m'oppose pas à cette donnée, mais si nous voulons vraiment assurer une rentabilité maximale des coûts, il nous faut une certaine forme de planification. Que faisons-nous maintenant?

M. MacNabb: monsieur le président, nous essayons, dans une certaine mesure, d'attirer l'attention sur nos programmes de subventions par l'intermédiaire de notre Programme des subventions, il s'agit d'une initiative relativement nouvelle que le Conseil a hérité du Conseil national de recherches lors de la création de notre service en 1978. À cette époque, le programme avait un budget de, je crois, \$2.2 millions; les documents que vous avez devant vous indiquent probablement que ce montant est maintenant de l'ordre de quelque \$20 millions. Nous avons hérité de trois de ces secteurs dont l'un d'entre eux est l'énergie. Lorsque l'énergie a été ajoutée à ce programme, nous avons adopté la politique que non seulement devrait-il s'agir d'un secteur de priorité nationale, mais qu'il devrait y avoir également suffisamment de professeurs compétents dans les universités pour contribuer à ce programme. Il n'y a aucun sens à imposer une priorité aux universités si les professeurs ne peuvent pas réellement participer. Ainsi, nous avons sollicité toutes les universités du pays pour obtenir leurs points de vue sur leurs priorités et leur capacité à effectuer de la recherche dans ces secteurs. Grâce à cette méthode d'évaluation, deux de ces secteurs avaient le pas sur tous les autres. Le premier était la communication en général, il s'agissait essentiellement des communications électroniques tandis que l'autre englobait tout le secteur de l'agriculture et de l'alimentation. Ainsi, nous investissons beaucoup d'argent supplémentaire dans ces secteurs en plus de ce qui est déjà fait dans les disciplines subventionnées.

Cette année, en vue d'investir plus d'argent dans ce secteur, mais également pour le mettre plus en évidence, nous ajoutons le secteur de la biotechnologie. Nous appuyons maintenant un grand nombre de programmes de recherche en biotechnologie mais ces derniers sont subventionnés selon les disciplines; qu'il s'agisse de la recherche en énergie ou de la recherche en toxicologie environnementale. Donc, nous voulons amener la gestion de cette poussée de biotechnologie dans un seul cadre, celui du programme des subventions thématiques. De cette manière, nous nous assurons un certain degré de concentration sur les subventions de recherche, lesquelles sont le reflet de la capacité de réponses des chercheurs.

Le président: Il s'agit de votre dernière question, M. Gurbin. M. Dion.

M. Dion: Le CRSNG fait-il partie de ce qui a été appelé la Commission trilatérale?

M. MacNabb: Je ne crois pas.

[Text]

Mr. Dion : I understand it is a commission that engages in technical sharing between Great Britain, the United States and Canada.

How do you determine where the strategic grants are and what the targetted areas are? Is this because of input from the university or is it also in consultation with the governments both federal and provincial—the other science bodies.

Mr. MacNabb: No, as I said, Mr. Chairman, we inherited three areas from the National Research Council, who started the program before us. The two additional areas that we have already added came as a result of consultation with the universities, to make sure that they had the competence and strength of research ability to respond, but we were also, of course, fully aware that when we did add those, that these areas had been identified in the past by the Ministry of State for Science and Technology, and others in Ottawa, as areas of importance for Canada. Biotechnology was added because we had already received so many applications for that type of work under our other programs that we knew the competence was in the universities. Of course, at that time we had also seen the task force report on biotechnology which was prepared for the minister.

The Chairman: Thank you, Mr. Dion.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. MacNabb, I have no problems with the amount of funding.

• 2140

I just wish you luck in hoping that supplementaries come through again this year, so I will go on to something that is more political. You will excuse me but I think it is necessary. I do not know whether Dr. Levesque may be able to answer this question but it concerns the imbalance in

le tableau 6, entre la province de Québec et la province de l'Ontario. Par exemple, je remarque que les chiffres pour les autres provinces sont la moitié moins élevés que les chiffres pour la province de l'Ontario. Je me demande, pourquoi?

Mr. Lévesque: Il faudrait que je prenne le tableau . . . Ce qu'il faut vraiment comparer dans ces tableaux, c'est B et C., et je pense que ceci nous donne une partie de la réponse, en ce sens qu'une des raisons, et peut-être la plus importante, c'est que le nombre de personnes qui font une demande au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie est beaucoup plus faible au Québec qu'il ne l'est en Ontario.

M. Herbert: Oui.

Mr. Lévesque: Et si vous comparez l'ensemble de ceux qui reçoivent des subventions avec ceux de l'Ontario, vous vous

[Translation]

M. Dion: Je crois qu'il s'agit d'une Commission qui est engagée dans le partage technique entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada.

De quelle façon sont déterminées les subventions thématiques et quelles sont les zones cibles? Les renseignements nécessaires vous proviennent-ils des universités ou sont-ils rassemblés suite à des consultations entre les gouvernements fédéral et provinciaux—les autres corps scientifiques.

M. MacNabb: Non, comme je l'ai mentionné, monsieur le président, nous avons hérité de ces trois secteurs du Conseil national de recherche, lequel avait commencé le programme avant nous. Les deux secteurs additionnels que nous avons déjà ajoutés sont venus suite à des consultations avec les universités pour s'assurer qu'ils avaient la compétence et la capacité de recherche nécessaires pour répondre à nos besoins mais nous étions, bien sûr, entièrement conscients que nous ajoutions ces secteurs et que ces derniers avaient été identifiés dans le passé par le ministère d'État de la science et de la technologie, et d'autres à Ottawa, comme secteurs d'importance pour le Canada. La biotechnologie a été ajoutée parce que nous avions déjà reçu tellement de demandes pour ce type de travail dans le cadre de nos autres programmes que nous savions que les universités avaient les enseignants compétents. Bien sûr, à ce moment, nous avions également vu le rapport du groupe d'études sur le biotechnologie qui avait été rédigé pour le Ministre.

Le président: Merci, M. Dion.

M. Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Monsieur MacNabb, je n'ai pas de difficulté avec les montants de financement.

Je vous souhaite bonne chance en espérant que des montants supplémentaires vous seront également versés cette année. Nous allons maintenant passer à des questions plus politiques. Veuillez m'excuser mais je crois que cela est nécessaire. Je ne sais pas si D. Lévesque peut répondre à cette question mais il s'agit du déséquilibre

table 6, between the province of Quebec and the province of Ontario. For example, I note that the figures for the other provinces correspond to half of the figures for the province of Ontario. I wonder why . . .

Mr. Lévesque: I wish I had the table in front of me . . . What is really necessary to compare in these tables is B and C, and I think that this gives us part of the answer in that sense that one of the reasons, if not the most important one, is that the number of persons who make a request to the Natural Science and Engineering Research Council is a lot more reduced in Quebec than it is in Ontario.

Mr. Herbert: Yes.

Mr. Lévesque: And if you compare the total number of those who receive grants with those of Ontario, you will notice

[Texte]

apercevez qu'il n'y a pas de grande différence. Le taux de succès au Québec est aussi élevé que le taux de succès en Ontario; la difficulté, c'est le nombre de personnes qui font des demandes. Il y a quelques raisons à cela.

M. Herbert: Mais pourquoi, est-ce un manque d'expérience?

M. Lévesque: Il y a différentes raisons. En premier lieu, une des choses est que la science au Québec a commencé beaucoup plus tard qu'en Ontario qui est probablement la province la plus développée dans ce domaine-là.

Si vous vous rappelez, en 1960, dans les universités, même à l'Université de Montréal qui, à l'heure actuelle et de ce côté-là, est peut-être la plus développée, la plupart des domaines scientifiques étaient à peine existants. Je suis arrivé au département de physique à Montréal en 1959 et il n'y avait presque rien. Alors, le développement a commencé en 1960. Dans plusieurs disciplines, comme en génie par exemple, la recherche dans les écoles polytechniques a commencé il y a environ 10 ans, en 1970, 1971. Or, il reste encore beaucoup... En médecine vétérinaire, par exemple, à l'Université de Montréal, la recherche n'a commencé qu'il y a quatre ou cinq ans. Avant cela c'était une école provinciale qui a été incorporée à l'Université de Montréal il y a 10 ans et les programmes ont été adaptés aux programmes universitaires. Maintenant, la recherche se développe.

Or, il est compréhensible que dans une école polytechnique, par exemple, il y ait beaucoup moins de chercheurs que dans d'autres écoles de génie comme celle de Toronto. Il y a des secteurs qui ne sont pas complètement développés encore. Et en plus, il y a cette question des CEGEP qui eux, il est évident, jouent un rôle. Comme nous n'avons que trois ans au niveau du premier cycle et des études supérieures, toute la première année est dans les CEGEP qui sont des institutions sans mission de recherche. Et ceci aussi diminue le nombre de personnes.

Je crois que c'est l'ensemble de ces effets-là qui fait que les demandes sont plus faibles. Par contre, depuis quelques années, le Conseil a un programme pour développer la recherche dans les universités francophones..., et aussi dans les petites universités des Maritimes..., et ainsi de suite. Nous espérons qu'avec ces programmes, nous réussirons à augmenter... D'ailleurs, il y a une augmentation continue.

Je n'ai pas les chiffres avec moi, mais si vous comparez les dernières années, vous verrez que dans plusieurs secteurs et dans plusieurs universités le nombre de demandes augmente. Mais, dans un domaine scientifique, cela prend plusieurs années avant de créer une réputation et que vous ayez, disons, des chercheurs qui sont solides, bien établis, et qui, de façon continue, font des demandes, ne se découragent pas facilement et ont une réputation..., et sont absolument à la hauteur de la situation. Cela prend un certain temps et le Québec francophone est jeune au niveau de la recherche.

M. Herbert: Merci.

Le président: Merci, monsieur Herbert.

Mr. Stevens.

[Traduction]

that there is only a slight difference. The rate of achievement in Quebec is as high as the one in Ontario; the difficulty lies in the number of persons who ask for the grants. There are some reasons for that.

Mr. Herbert: But why, is it a lack of experience?

Mr. Lévesque: There are different reasons. First of all, science in Quebec started a lot later than in Ontario which is probably the most developed province in that area.

If you remember in 1960, in the universities, even at the Université de Montréal, which at the present time and on that aspect is probably the most developed, most of the scientific areas were barely existent. I arrived at the Physics Department in Montreal in 1959 and there was almost nothing. The real development started in 1960. In many disciplines, in engineering for example, research in polytechnic schools started only ten years ago, in 1970-1971. But, there is a lot more to do... For example, at the Université de Montréal, the research in veterinary medicine started only four or five years ago. Before that, there was a provincial school which has been integrated in the Université de Montréal, ten years ago, and its programs were adapted to the university programs. Now, research is on its way.

It is then comprehensible that in a politechnical school, for example, there is a lot less research workers than in other engineering schools like the one in Toronto. There are still areas not entirely developed as yet. Furthermore, there is the question of the CEGEP which, of course, plays a certain role. Since we only have three years in secondary education and graduate studies, the first year is in the CEGEP and these schools do not have any research program. This fact also reduces the number of persons.

I believe that all these reasons reduce the number of requests. On the other hand, the Council has created a few years ago a program to develop research in french universities..., and also in small universities of the Maritimes..., and so on. We hope that these programs will help to increase the number of persons... There are already a steady increase.

I do not have the figures with me, but if you compare the last years, you will see that in many areas and in a number of universities, the number of requests increased. But, in a scientific area, it takes many years before gaining a reputation and having good research workers who make requests, do not get easily discouraged and have a good reputation..., and are extremely capable. It takes a while but French Quebec is young at the research level.

Mr. Herbert: Thank you.

The Chairman: Thank you, M. Herbert.

M. Stevens.

[Text]

Mr. Stevens: Thank you, Mr. Chairman. If I could bring Dr. MacNabb back to what we were discussing.

I had mentioned that you were named as unindicted co-conspirator.

• 2145

The Chairman: Mr. Stevens, before you proceed, may I have a bit of information for my own use? Is this a proceeding before a court or tribunal at this time?

Mr. Dion: Yes.

Mr. Stevens: It is in a preliminary hearing stage. It is not actually—

The Chairman: If that is true then I will have to call *Beauchesne's Parliamentary Rules and Forms* 335:

Members are expected to refrain from discussing matters that are before the courts or tribunals which are courts of record. The purpose of this sub judice convention is to protect the parties in a case awaiting or undergoing trial and persons who stand to be affected by the outcome of a judicial inquiry.

Mr. Stevens: I was going to say, if you like, I will put it in the form of a point of order. Technically, my questioning would not fall under *Beauchesne's* reference—I am well acquainted with it. There is nothing technically . . . Of course, Dr. MacNabb made this clear. When I used the word “charged”, he said that he had been named. It is in a preliminary hearing stage and, as a result of the preliminary hearing, there may or may not be charges laid which would put it before a court. Of course, as you know, Mr. Chairman, it is simply under consideration at the present time. It would not fall under *Beauchesne's* reference that you are referring to.

The Chairman: I beg to differ. It says specifically that “the purpose of this sub judice convention is to protect the parties in a case awaiting,”—awaiting, which means there could be an inquiry or could be undergoing certain processes. And if you let me finish, may I ask you to consider the last sentence of that quotation 335:

It is a voluntary restraint imposed by the House upon itself in the interest of justice and fair play.

I think, you know, it has been customary for us to refrain from asking questions of witnesses when indeed there have been these kinds of sub judice clauses or circumstances; and with the consent of the committee I would ask you to try and follow that procedure.

Mr. Stevens: Well, on a point of order, certainly for my own clarification, Mr. Chairman, it is a very strange thing if we cannot pursue a line of questioning touching on how Dr. MacNabb spends his time. He has told us, and I was just going to, in due course, ask him to clarify that—

[Translation]

M. Stevens: Merci, monsieur le président. Si le Dr MacNabb pouvait revenir à la discussion précédente.

J'ai mentionné que vous aviez été nommé co-conspirateur non inculpé.

Le président: M. Stevens, avant que vous continuiez, puis-je avoir quelques informations pour ma propre gouverne? Cela fait-il l'objet de poursuites devant une cour ou un tribunal en ce moment?

M. Dion: Oui.

M. Stevens: Cette affaire est au stade de l'instruction. Ce n'est pas vraiment . . .

Le président: Si c'est vrai alors je devrai faire appel au Précis de procédures parlementaires de *Beauchesne*, 335.

Les membres doivent éviter de discuter des questions qui sont devant les cours aux tribunaux dont les actes font foi jusqu'à l'inscription en faux. Le but de cette convention judiciaire est de protéger les parties dans les causes en instance ou pendant un procès en cours et les personnes qui risquent être touchées par les résultats d'une enquête judiciaire.

M. Stevens: Je vais dire, si vous voulez, que j'en ferai un rappel au Règlement. Techniquement, mes questions n'entraient pas dans le cadre du précis *Beauchesne*—que je connais très bien. Il n'y a rien de technique . . . Bien sûr, le Dr MacNabb a été clair à ce sujet. Lorsque j'ai utilisé le mot d'accusation, il a dit qu'il avait été cité. L'affaire est au stade de l'audition préliminaire et, à la suite de cette instruction, il se peut qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'accusation portée devant une cour. Bien sûr, comme vous le savez, monsieur le président, pour l'instant c'est simplement à l'étude. Le précis de *Beauchesne* auquel vous faites référence ne s'y appliquerait pas.

Le président: Je regrette mais je ne suis pas d'accord. Il est dit précisément que le but de cette convention judiciaire est de protéger les parties dans une cause en instance—en instance, ce qui signifie qu'il pourrait y avoir une enquête ou certaines actions en justice. Et si vous me laissez finir, puis-je vous demander d'examiner la dernière phrase de cette citation, 335:

C'est une restriction volontaire que la Chambre s'impose elle-même dans l'intérêt de la justice et par fair play.

Je pense, vous savez, que la tradition chez nous a été d'éviter de poser des questions en ce qui concerne les témoignages lorsque cela risquait de toucher indirectement des affaires en cours d'instance; et avec l'accord du comité j'aimerais que vous essayiez de suivre cette procédure.

M. Stevens: Bon, sur une question relative au Règlement, et pour éclairer ma lanterne, monsieur le président, il est très étrange que nous ne puissions poser une série de questions concernant la façon dont le Dr MacNabb passe son temps. Il nous a dit, et j'allais, en temps utile, lui demander de clarifier cela—

[Texte]

The Chairman: I have no objection to that.

Mr. Stevens: —he has told us he spends full time with the council; that he is being paid something that we still have not exactly identified, but it is well up in the stratosphere.

The Chairman: DM-2.

Mr. Stevens: I am just trying to find out why, if he is spending full time on the council, does he find time to do certain other things.

The Chairman: He told you he had.

Mr. Stevens: My question was simply one of clarification in that from his comments when I referred to the fact that he was an unindicted co-conspirator—“namee” if you like—I was a little confused as to whether he meant in his mind he was such only as an officer of Uranium Canada Limited or whether he was involved as a Uranium Canada Limited officer in certain-time activities and at the same time he was also occupied with his activities as a result of being named as an unindicted co-conspirator. I am not asking for any evidence, I am not commenting about what may be said with respect to any preliminary hearing. I am simply saying, as a full-time employee of the council, tell us a little more as to what you are getting involved with in these extra-curricular activities.

Mr. Herbert: A point of order, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: I object to the question quite apart from the ruling you have just given. I object to the question as being outside the scope of the estimates which we have before us inasmuch as the questioning is now directed to the responsibilities of Dr. MacNabb in another capacity. I feel, once again, that the line of questioning should be restricted to finding out how much time Dr. MacNabb spends doing other things, that I would agree; how it might interfere with his responsibilities as President of the Natural Sciences and Engineering Research Council. That line of questioning I can accept, but any question that pertains to his duties in some other capacity I consider as improper, and I would like you to . . . I think you mentioned this already, Mr. Chairman.

The Chairman: I have already ruled on that, Mr. Herbert. I have already said that—following your reason—I would accept the questions being put to Dr. MacNabb as to his duties as President of the Natural Sciences and Engineering Research Council.

• 2150

Mr. Stevens: Mr. Chairman, I in no way want to be difficult. All I am trying to do is to find out exactly where he is spending his time. If he has been doing some moonlighting, I think it is a fair question to find out on what basis.

[Traduction]

Le président: Je n'ai aucune objection.

M. Stevens: —Il nous a dit qu'il passait tout son temps au conseil; qu'il est payé pour un poste que nous n'avons pas encore exactement identifié, mais cela semble une somme astronomique.

Le président: DM-2.

M. Stevens: J'essaie juste de trouver comment, s'il passe tout son temps au conseil, il trouve le temps de faire certaines autres choses.

Le président: Il vous a dit qu'il y était tenu.

M. Stevens: Ma question visait simplement à obtenir des éclaircissements étant donné que selon ses remarques lorsque j'ai dit qu'il était un conjuré non incriminé—cité si vous voulez—je n'ai pas très bien compris si dans son esprit il n'était cité que comme fonctionnaire de Uranium Canada Limitée ou s'il était mis en cause comme un fonctionnaire d'Uranium Canada Limitée qui s'occupait d'autres activités à temps partiel et qui en même temps s'occupait aussi de ses propres activités après avoir été cité comme conjuré non incriminé. Je ne demande pas de preuve, je ne fais pas de commentaire au sujet de ce qui peut être dit relativement à toute audition préliminaire. Je dis seulement, qu'à titre d'employé à plein temps du conseil, il faudrait que vous nous expliquiez un peu dans quel genre d'activités extraprofessionnelles vous êtes engagé.

M. Herbert: Objection, monsieur le président.

Le président: M. Herbert.

M. Herbert: Je m'oppose à la question pour des motifs extérieurs au Règlement que vous venez de rappeler. Je m'oppose à la question parce qu'elle dépasse les limites des prévisions budgétaires que nous avons devant nous, et qu'elles visent maintenant les responsabilités du Dr MacNabb dans un autre domaine. Je crois, une fois encore, que la série de questions devrait être limitée à découvrir combien le Dr MacNabb passe de temps à faire autre chose, là ce serait d'accord; et comment ses autres activités peuvent interférer avec ses responsabilités comme président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Ce genre de questions je peux les accepter, mais toutes autres questions qui portent sur ses fonctions dans d'autres domaines je les considère comme inappropriées et j'aimerais que vous . . . je pense que vous avez déjà mentionné cela M. le président.

Le président: Je me suis déjà prononcé sur cela M. Herbert. J'ai déjà dit—en abondant dans votre sens—que j'accepterais les questions posées au Dr MacNabb relativement à ses fonctions de président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.

M. Stevens: Monsieur le président, je ne veux en aucune façon faire des histoires. Tout ce que j'essaie de faire est de savoir exactement où il passe son temps. S'il a fait du travail noir, je pense qu'il est juste de vouloir savoir sur quelle base.

[Text]

My follow-up question was, you have mentioned not only are you on Uranium Canada, but you are in Atomic Energy of Canada, and I want a clarification: do you find your time, be it on council hours or otherwise, is also taken up dealing not with Uranium Canada matters but with what comes out of your being named as an unindicted co-conspirator?

Mr. MacNabb: I answered that, Mr. Chairman. My answer was "no".

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Stevens: My follow-up question then would be, presumably in the Science Council, if there is a minister you respond to—I take it it would be the Science and Technology Minister—whom do you respond to on any activities involving Uranium Canada?

Mr. Herbert: That is an improper question, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: Do not be ridiculous.

Mr. Herbert: I am sorry, I see it as an improper question.

Mr. Stevens: Boy, you talk about whitewash.

The Chairman: It is not a whitewash, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Well, that is just ridiculous. If he has nothing better to do than sit here and talk about improper questions when a matter as grave as this uranium cartel is at stake—

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I believe we have another committee that deals with this matter. I believe there is another forum for the questions. I believe the opposition have as much opportunity as they wish to put this type of questioning at another committee, where the estimates of the appropriate group are before that committee.

Mr. Stevens: On a point of order, Mr. Chairman—

The Chairman: Yes, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: —all I am trying to get clarified is, if Dr. MacNabb is getting involved with these extracurricular activities, who, presumably within the government hierarchy, is giving them their blessing or instructing him? Is it the Minister of State for Science and Technology who says, go, take this position with Uranium Canada and spend the time on it, or is it the Minister of Energy, Mines and Resources?

The Chairman: Mr. Stevens, I know your point and I take it that what you are asking Dr. MacNabb is to confirm that he is an order-in-council appointment, that he takes his orders from Cabinet, and that if Cabinet says, Dr. MacNabb, you serve as President of the Natural Sciences and Engineering Research Council, you do, and if they ask you to do something else, you also take that into consideration. I do not think there is any secret here about the fact that Dr. MacNabb—in my own

[Translation]

Ma question de rappel était, vous avez mentionné non seulement que vous étiez à Uranium Canada mais vous êtes aussi à l'Énergie Atomique du Canada et je désire des éclaircissements: considérez-vous que vous prenez du temps, que ce soit sur les heures du Conseil ou autrement, pour vous occuper non seulement des questions d'Uranium Canada mais aussi pour les activités pour lesquelles vous avez été appelé comme un co-conspirateur non accusé?

M. MacNabb: J'ai déjà répondu à cette question, monsieur le président: ma réponse était non.

Le président: Merci Dr MacNabb.

M. Stevens: Ma question de rappel serait alors, je présume qu'au Conseil des sciences, s'il y a un ministre dont vous relevez—je suppose que ce serait le ministre des Sciences et de la Technologie—de qui relevez-vous pour vos activités d'Uranium Canada?

M. Herbert: Monsieur le président c'est une question inappropriée.

M. Stevens: Ne soyez pas ridicule.

M. Herbert: Je regrette, je la considère comme une question inappropriée.

M. Stevens: Vous parlez de le disculper.

Le président: Il ne s'agit pas de disculper monsieur Stevens.

M. Stevens: Bien, c'est simplement ridicule. S'il n'a rien de mieux à faire que de siéger ici et de parler de questions inappropriées lorsque une affaire aussi grave que celle du cartel de l'Uranium est en jeu—

M. Herbert: Monsieur le président, je crois que nous avons un autre comité qui traite de cette question. Je crois qu'il y a un autre lieu pour poser les questions. Je pense que l'opposition a toutes les possibilités qu'elle désire pour poser ce type de question à un autre comité, où les prévisions budgétaires du groupe approprié sont présentées à ce comité.

M. Stevens: Sur une question relative au Règlement, monsieur le président—

Le président: Oui Monsieur Stevens.

M. Stevens: —tout ce que j'essaye d'éclaircir est le point suivant: si le Dr MacNabb s'occupe de ces activités en-dehors du programme, qui, présumément dans la hiérarchie gouvernementale lui donne sa bénédiction ou lui donne des instructions? Est-ce le ministre d'État pour les sciences et la technologie qui lui dit d'occuper ce poste à Uranium Canada et de lui consacrer du temps ou est-ce le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources?

Le président: Monsieur Stevens, je sais où vous voulez en venir et je comprends que vous demandez au Dr MacNabb de confirmer qu'il a été nommé par décret, qu'il reçoit ses ordres du Cabinet et que si le Cabinet dit, Dr MacNabb, vous assumez les fonctions de président du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie, vous le faites, et s'il vous demande de faire autre chose vous l'examinez. Je ne pense pas qu'il y ait un secret quelconque au sujet du fait que le Dr

[Texte]

judgment; if I am wrong, now, Mr. Stevens, you can correct me; you were a minister—and Dr. MacNabb can correct me; I am only a backbencher—but I take it you people know that orders in council are Cabinet appointments, and as such, I guess he has to follow instructions that are given to him by Cabinet, as the Chairman of the NCC does other things than just administer the NCC, which is the National Capital Commission. I know an awful lot of other deputy ministers who do all kinds of other functions than their own little shop-operating—or whatever it is.

Anyway, Mr. Stevens, I do not think your question has been out of order, but I take it you know the answer to that question and I am wondering why you ask it, because you have been there.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, it would be rare that you ever asked a question you did not know the answer to.

The Chairman: That is a good political—

Mr. Stevens: You specifically want to get something on the record.

Thanks for your help. Perhaps I could word it this way, then.

Is the chairman of this committee correct in saying that any time you have been given guidance or instructions on Uranium Canada, it is an actual decision of the Cabinet that you are advised of and that is where your instructions come from?

Mr. MacNabb: No, I think the chairman said the appointment is an order-in-council appointment.

Mr. Stevens: I am asking you where you get your instructions. Are you just in orbit; you do as you like?

The Chairman: You do not have to answer that question, Dr. MacNabb, if you do not want to.

Mr. MacNabb: It depends, Mr. Chairman, upon the mandate of the agency in question.

Mr. Stevens: Well, in your role as an officer of Uranium Canada—and you have been asked to take a position to do something, bearing in mind that you are a full-time employee of the council—that is where you are paid—at the point where you feel you need some direction from, say, the main shareholder of Uranium Canada, which happens to be the Government of Canada, whom do you turn to?

Mr. Herbert: An improper question, Mr. Chairman.

Mr. Stevens: Let me put it this way. Is it the Minister of State for Science and Technology, whose estimates we have before you, who instructs you on what you should or should not do in case you want some direction on Uranium Canada?

[Traduction]

MacNabb—à mon propre avis; si j'ai tort maintenant monsieur Stevens, vous pouvez me corriger; vous étiez ministre—et le Dr MacNabb peut me corriger aussi; je ne suis qu'un député de l'arrière-plan—mais je présume que vous savez que les décrets sont des nominations du Cabinet et à ce titre, je devine qu'il doit suivre les instructions qui lui sont données par le Cabinet, comme le président de la CCN ne fait pas qu'administrer simplement la CCN, qui est la Commission de la Capitale Nationale. Je connais un grand nombre d'autres sous-ministres qui remplissent toutes sortes d'autres fonctions—ou quelles que soient les activités—que leur propre petit travail quotidien.

De toute façon, Monsieur Stevens, je ne pense pas que votre question ait été déplacée, mais je suppose que vous savez la réponse à cette question et je me demande pourquoi vous la posez, parce que vous étiez là.

M. Stevens: Monsieur le président, ce serait plutôt rare que vous posiez jamais une question dont vous ne connaîtriez pas la réponse.

Le président: C'est de bonne politique—

M. Stevens: Vous désirez avoir une réponse précise.

Merci pour votre aide. Peut-être je pourrais le formuler de cette façon alors.

Est-ce que le président de ce Comité est exact lorsqu'il dit que chaque fois que vous avez reçu des directives ou des instructions sur Uranium Canada, c'est par décision du Cabinet que vous êtes averti et c'est du Cabinet que proviennent les instructions?

M. MacNabb: Non, je pense que le président a dit que la nomination était une nomination par décret.

M. Stevens: Je suis en train de vous demander d'où vous recevez vos instructions. Êtes-vous juste en orbite; faites-vous ce que vous voulez?

Le président: Vous n'avez pas à répondre à cette question, Dr MacNabb, si vous ne désirez pas le faire.

M. MacNabb: Cela dépend, Monsieur le président du mandat de l'organisme en question.

M. Stevens: Bien, dans votre rôle comme fonctionnaire d'Uranium Canada—et on vous a demandé d'occuper un poste pour faire quelque chose, en tenant compte du fait que vous êtes un employé à plein temps du Conseil—pour lequel vous êtes payé—au moment où vous sentez que vous avez besoin de directives, par exemple, du principal actionnaire d'Uranium Canada, lequel se trouve être le gouvernement du Canada, à qui vous adressez-vous?

M. Herbert: Monsieur le président, c'est une question inappropriée.

M. Stevens: Laissez-moi poser la question d'une autre façon. Est-ce le ministre d'État pour les sciences et la technologie, dont les prévisions budgétaires sont devant nous, qui vous donne des ordres sur ce que vous devriez ou ne devriez pas

[Text]

[Translation]

faire dans le cas où vous désirez obtenir quelques directives sur Uranium Canada?

• 2155

The Chairman: I am not a lawyer, Mr. Stevens, but you are leading the witness. He is.

Mr. MacNabb: But there has been instruction.

The Chairman: I presume that also.

Mr. Stevens: All right, presuming—are you saying, that in anything you have ever done in Uranium Canada Limited, nobody has given you any guidance? You are completely on your own?

The Chairman: That question is out of order, Mr. Stevens, because that is sub judice and that will be decided by that enquiry and that I do not think is proper and I will not accept that question.

Mr. Stevens: Let me, through you then Mr. Chairman, ask this very simple question. Do you do completely as you like there with respect to your extra-curricular activities involving Uranium Canada Limited? You answer to no one?

Mr. MacNabb: Involving Uranium Canada Limited, Mr. Chairman?

Mr. Stevens: Right.

Mr. MacNabb: Again, I am not sure whether . . .

The Chairman: You cannot answer that question. You are not supposed to answer that question. You cannot be forced to answer that kind of question. Mr. Stevens you know that.

Mr. Stevens: I want to know where he is spending our money.

The Chairman: He is spending your money doing what he is supposed to be doing for this committee and that is answering for his estimates as President of the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada.

Mr. Stevens: Oh, no Mr. Chairman, he has told us, he wanders off—

The Chairman: Does it cost you any money, Mr. Stevens, when he does that?

Mr. Stevens: —he has told us, he wanders off on occasion,—

The Chairman: Yes.

Mr. Stevens: —he agrees that it is during normal business hours on occasion.

The Chairman: He did not say that.

Mr. Stevens: I think you will find the record says that—

The Chairman: Well—

Mr. Stevens: —anyway, somehow or other, some type of inspiration comes on him to do something in the name of Uranium Canada Limited and I am just asking him—

Le président: Je ne suis pas avocat, monsieur Stevens, mais vous orientez le témoignage.

M. MacNabb: Il y a eu des instructions.

Le président: Je suppose que c'est le cas également.

M. Stevens: Bon, à supposer que—êtes-vous en train de dire que pour tout ce que vous avez fait à Uranium Canada Ltée, personne ne vous a donné de conseils? Vous agissez entièrement de votre propre chef?

Le président: Cette question est déplacée, monsieur Stevens, étant donné que l'affaire est pendante et qu'une décision sera prononcée à l'issue de l'enquête. Votre question est donc jugée irrecevable.

M. Stevens: Permettez-moi, monsieur le président, de poser une question toute simple. Est-ce que dans vos activités à Uranium Canada Limitée vous agissez entièrement comme bon vous semble? Vous n'avez de comptes à rendre à personne?

M. MacNabb: Concernant Uranium Canada Limitée, monsieur le président?

M. Stevens: Exactement.

M. MacNabb: Une fois encore, je ne sais pas si . . .

Le président: Vous ne pouvez pas répondre à cette question. Vous n'avez pas à y répondre. On ne saurait vous y forcer. Vous le savez très bien, monsieur Stevens.

M. Stevens: Je veux savoir ce qu'il advient de l'argent du contribuable dans tout cela.

Le président: Il dépense l'argent du contribuable en exécutant ce qu'il est tenu de faire pour ce comité, c'est-à-dire justifier son budget en tant que président du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

M. Stevens: Oh non, monsieur le président, il nous l'a dit, il s'occupe ailleurs—

Le président: Monsieur Stevens, avez-vous à déboursier de votre poche lorsqu'il agit ainsi?

M. Stevens: —il nous a dit qu'à l'occasion il faisait autre chose,—

Le président: Oui.

M. Stevens: —il admet que cela se produit, à l'occasion, pendant les heures normales de travail.

Le président: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Stevens: Je pense que vous pourrez constater que c'est ce que rapporte le compte rendu—

Le président: Bon—

M. Stevens: —enfin, de toute façon, il décide de travailler pour Uranium Canada Ltée et je voudrais simplement qu'il me dise—

[*Texte*]

The Chairman: Ask him.

Mr. Stevens: Where does he feel he gets the authority to do that?

The Chairman: From the appointment that was given to him by Cabinet, order-in-council of Parliament. You do not—

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I need some explanation of where we are going with this line of questioning, because many of us—

Mr. Stevens: Well, if you would shut up we would get some place.

Mr. Herbert: Well, maybe. Many of us have other responsibilities and we do not expect to be questioned on what we do with time on these other responsibilities except inasmuch as it may affect the work that we do for which we are paid our princely sum as members of Parliament. I think the same surely must apply to any individual. Any line of questioning which questions the witness on how his principal job as president of this organization is affected by his extra-curricular activities—other jobs, second, third, fourth jobs and so on—either timewise, or even if your question is put as to whether he spends from midnight to 6 a.m. on these jobs, I would think would be in order, because I want to know what state the man is in in the morning. But when it comes to asking him what he does when he is performing that other function is like asking me how many drinks I take when I go to the bar, and I just do not think it is proper.

Mr. Stevens: I agree Mr. Chairman.

An hon. Member: And I would not be interested.

The Chairman: That was your last question, Mr. Stevens. Make it short, and please try and keep away from the issue that I have pointed out to you many times now, which is relating to Uranium Canada Limited. I do not think it has anything to do . . . and I do not think it is proper.

Mr. Stevens: All right. Well let me word the question this way then. As you have told us, Dr. MacNabb, that you are 100 per cent occupied with your duties as president of the council, would you indicate to the committee where you get time and when that time is spent, with respect to any activities that you feel you are warranted in entering into with respect to Uranium Canada Limited, or your being named as an unindicted co-conspirator with respect to the uranium cartel and, in short, can you estimate how much of your time that you are being paid to spend in the Research Council is being diverted to these other activities?

The Chairman: I think that question has been answered, but perhaps Dr. MacNabb, you may answer that again.

Mr. MacNabb: I would have to say, Mr. Chairman, that I am paid to work for the Government of Canada, and the Government of Canada, in its wisdom, pays me one salary to do a number of things, and I have mentioned what those are. I held all the other three positions prior to my appointment as president of this council. So, in the wisdom of the government,

[*Traduction*]

Le président: Qu'il vous dise quoi?

M. Stevens: Qu'est-ce qui, selon lui, l'autorise à agir ainsi?

Le président: Sa nomination par le cabinet avec le décret du conseil du Parlement. Vous ne—

M. Herbert: Monsieur le président, j'aimerais savoir où nous allons avec cet interrogatoire, parce que plusieurs d'entre nous—

M. Stevens: Si vous vouliez bien vous taire et nous laisser la chance de parler.

M. Herbert: Un bon nombre d'entre nous ont d'autres responsabilités à assumer, et nous ne nous attendons pas à être interrogés sur notre emploi du temps à ce sujet, si ce n'est dans la mesure où cela nuit au travail que nous sommes tenus d'accomplir et pour lequel nous sommes princièrement rémunérés en tant que députés. Je pense que la même chose s'appliquerait à toute autre personne. N'importe quelle question visant à demander au témoin dans quelle mesure sa principale fonction de président de l'organisation est affectée par ses autres activités—qu'il y en ait une ou quatre, ou plus encore—ou même si votre question est de savoir s'il y consacre ses nuits. Cela peut être approprié parce que je veux savoir dans quel état d'esprit notre homme se trouve le matin. Mais de là à lui demander ce qu'il fait quand il exécute ces autres fonctions, c'est un peu comme si on me demandait combien de verres je prends quand je vais dans un bar, et je pense qu'une telle question est déplacée.

M. Stevens: Je suis d'accord, monsieur le président.

Une voix: Et cela ne m'intéresserait pas de le savoir.

Le président: C'était votre dernière question, monsieur Stevens. Soyez bref. Je vous prierais en outre d'éviter le point que je vous ai signalé concernant Uranium Canada Ltée. Cela n'a rien à voir avec le sujet . . . cela me paraît inapproprié.

M. Stevens: D'accord. Je vais formuler ma question ainsi. Comme vous nous l'avez dit, monsieur MacNabb, vous être absorbé à 100 p. 100 par votre charge de président, pourriez-vous indiquer au comité où vous trouvez le temps, et à quel moment de la journée, pour les activités que vous jugez être autorisé à mener à Uranium Canada Ltée, ou pour comparaître en tant que conjuré non incriminé au sujet du cartel de l'uranium, enfin bref, pouvez-vous évaluer quelle part de votre temps qui devrait être consacré au Conseil de recherches est détournée au profit de ces autres activités?

Le président: Il me semble que l'on a déjà répondu à cette question, mais, monsieur MacNabb, peut-être pouvez-vous y répondre de nouveau.

M. MacNabb: Je dirai, monsieur le président, que je suis payé pour travailler pour le gouvernement canadien, que ce dernier dans sa sagesse me verse un traitement pour exécuter un certain nombre de tâches que j'ai déjà mentionnées. J'occupais déjà les trois autres postes avant d'être nommé président de ce conseil. Donc je présume que le gouvernement a dû juger

[Text]

they must have felt that I could cope with all of those responsibilities within, what I call, my regular working week.

The Chairman: Thank you.

• 2200

The Chairman: Thank you—

Dr. Bourns, did you have a—

Mr. de Jong: Mr. Chairman, on a point of order.

Mr. Gurbin: Yes, that cancels everything you have said.

Mr. de Jong: Mr. Chairman, what we are now discussing is the estimates of the salary, and we have just heard the witness say that under that salary he does all these functions. So I would suggest to you that all the questions posed so far are totally in order.

Mr. Gurbin: That is right.

The Chairman: Dr. Bourns.

Mr. Bourns: Mr. Chairman, you will have to rule that it is proper for me to comment. I am a member of the council. I represent the university community. I have an opportunity to observe the work of the president of the council. I have been associated with the National Research Council in a similar capacity as a member when it had the responsibility of the university program and indeed I have been associated with those councils since about 1969.

I can say with the fullest conviction that I have not known a president of the council who has worked harder, with respect to the overall responsibilities the president of the council has, than Dr. MacNabb. The hours he spends on council business are phenomenal. So if the question is; is he doing a full-time job as president of the council, I, as a voluntary unpaid member of the Natural Sciences and Engineering Research Council, would give an emphatic yes.

The Chairman: Thank you, Dr. Bourns.

Mr. Gurbin, did you have a point?

Mr. Gurbin: On a point of order, I just want to make it clear for the record too. I do not think there is any personal incrimination here as far as Dr. MacNabb... at least not from my point of view. Mr. Stevens, I think, will be in tune with what I am saying in the question of... I think it is clear that the Government of Canada has used many brilliant people in many mysterious ways and I think we might well question their judgment...

The Chairman: The government's judgment.

Mr. Gurbin: —the government's judgment in allocating Dr. MacNabb's time in this way—

The Chairman: Good.

Mr. Herbert.

[Translation]

que j'étais en mesure d'assumer toutes ces fonctions au cours de ce que j'appellerais ma semaine normale de travail.

Le président: Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie—

M. Bourns, avez-vous—

M. de Jong: monsieur le président, sur une question de règlement.

M. Gurbin: Oui, cela annule tout ce que vous avez dit.

M. de Jong: monsieur le président, ce dont il est question maintenant c'est le budget des traitements, et nous venons tout juste d'entendre le témoin dire que, moyennant ce traitement, il s'acquitte de toutes ces tâches. Aussi je vous dirais que toutes les questions posées jusqu'à maintenant sont tout à fait recevables.

M. Gurbin: C'est juste.

Le président: M. Bourns.

M. Bourns: monsieur le président, vous voudrez bien m'autoriser à faire les remarques suivantes. En tant que membre du Conseil, je représente la communauté universitaire et j'ai eu l'occasion d'observer le travail du président du Conseil. J'ai été associé au Conseil national de recherches au même titre en tant que membre, lorsqu'il avait la charge du programme universitaire. En fait, j'ai pris part à ces conseils depuis environ 1969.

Je puis affirmer avec la plus entière conviction que je n'ai pas encore rencontré un président du Conseil qui travaille autant, compte tenu de ses responsabilités, que ne le fait M. MacNabb. Le nombre d'heures qu'il consacre au Conseil est phénoménal. Donc, si la question est de savoir si le président travaille vraiment à plein temps au Conseil, moi, en tant que membre bénévole du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, j'affirmerai que oui sans une seule hésitation.

Le président: Je vous remercie, M. Bourns.

Monsieur Gurbin, vous aviez quelque chose à ajouter?

M. Gurbin: Pour une question relative au Règlement, j'ai vu que tout soit bien clair. Je ne pense pas qu'il soit question ici d'incriminer M. MacNabb... tout au moins à mon avis. M. Stevens sera d'accord avec ce que je dis... Il est clair, il me semble, que le gouvernement canadien a fait appel à un bon nombre de personnes exceptionnelles, mais de façon un peu mystérieuse, et je crois que nous pouvons très bien nous poser des questions sur le jugement...

Le président: Le jugement du gouvernement.

M. Gurbin: —le jugement du gouvernement au sujet de l'emploi du temps de M. MacNabb—

Le président: Bon.

Monsieur Herbert.

[Texte]

Mr. Herbert: I just want to go on record as being opposed to the line of reasoning of Mr. de Jong, for the simple reason that the government in its wisdom can decide on how the estimates will be split. If in this case they have decided to put x dollars in this particular item for this particular job and y dollars where y happens to be zero in the estimates of another department, for another particular job, then this gentleman may have to appear to substantiate the estimates; be it zero dollars in the other department, that is entirely up to the government.

Still, the subject for discussion tonight is the amount of money that is put into these estimates. If this committee, in its wisdom, decides that the amount is too much because the witness is not able to devote full-time or adequate time and so on and so on, that is up to the committee. The committee can only study the amount the government has decided to allocate in these estimates for this particular job, for this particular department. That is why I disagree with the suggestion that anything has been opened up. I do not see that at all.

The Chairman: Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Stevens, shortly, please.

Mr. Stevens: Through you, Mr. Chairman. I think it is unfortunate we have lost so much time on all these points of order. But I think Dr. MacNabb summed it up very accurately.

He said he is paid one sum and for that he performs various duties for the Government of Canada. Well now, surely it is completely in order for us to lead him out, if you like, as to exactly how he budgets his time and who exactly has told him to perform these various functions. He says he held three posts in addition to his presidency of the council prior to taking over the presidency. Surely, we should hear what their terms of reference were. What exactly was the understanding when he became president of this council?

And if we could have a few minutes, Mr. Chairman, I think we could hear the doctor out now, explain what he understands was to be his relationship, not only to the council, but to the other responsibilities he has confirmed were part of his terms of reference when he was appointed.

The Chairman: Thank you, Mr. Stevens.

Dr. MacNabb, you have the last word and then we will adjourn.

Mr. MacNabb: Mr. Chairman, I may have said something a minute ago that confused the issue. I said that I am paid one salary by the government, and I have been asked to do four things, but clearly the principal task I have been asked to do is be president of this council, and the total salary I receive is identified with this council. There is no salary identified with the other functions I carry out.

• 2205

With regard to those other functions, I have a responsibility under the Columbia activity to report annually to the govern-

[Traduction]

M. Herbert: Je veux simplement faire savoir que je m'oppose au raisonnement de M. de Jong, parce que le gouvernement peut, dans sa sagesse, décider de la manière de répartir les fonds. En l'occurrence, il a décidé d'investir telle somme à ce chapitre et rien du tout dans un autre ministère pour un autre poste en particulier, et cette personne peut avoir à justifier cette évaluation; qu'il n'y ait rien d'accordé à l'autre ministère, cette décision relève entièrement du bon vouloir du gouvernement.

Encore une fois, le sujet de la discussion ce soir concerne le montant d'argent inscrit au budget. Si notre comité décide dans sa sagesse que le montant est trop élevé parce que le témoin ne semble pas en mesure de consacrer tout son temps ou le temps requis à sa tâche, etc., c'est son affaire. Mais tout ce que le comité peut faire c'est d'examiner le montant que le gouvernement a décidé d'allouer pour ce poste en particulier. C'est pourquoi je ne pense pas que nous ayons découvert quoi que ce soit. Ce n'est pas du tout mon avis.

Le président: Je vous remercie, M. Herbert.

M. Stevens, soyez bref, je vous prie.

M. Stevens: monsieur le président, il est vraiment malheureux que nous ayons passé autant de temps à discuter de toutes ces questions. Il me semble que M. MacNabb a très bien résumé le tout.

Il déclare recevoir une certaine somme pour accomplir certaines tâches au nom du gouvernement canadien. Cela me paraît tout à fait correct de l'inciter à nous expliquer comment il organise son emploi du temps et comment il s'acquitte de ses différentes fonctions. Il nous a dit qu'il occupait trois postes avant d'accepter la charge de président du Conseil. Il serait certainement intéressant de savoir quelles étaient les conditions. Quelle fût exactement l'entente au moment de sa nomination à la présidence de ce Conseil?

Et si nous pouvions encore disposer de quelques instants, M. le président, nous pourrions peut-être demander à M. MacNabb de nous expliquer comment il comptait concilier les obligations de son poste à la présidence avec les autres responsabilités qui lui incombait au moment de sa nomination, comme il nous l'a lui-même confirmé.

Le président: Je vous remercie, M. Stevens.

Monsieur MacNabb, encore un dernier mot, si vous le voulez bien, puis la séance sera levée.

M. MacNabb: Monsieur le président, j'ai probablement prononcé quelques paroles tout à l'heure qui ont un peu mêlé les cartes. J'ai dit que le gouvernement me versait un salaire, que j'avais quatre tâches à accomplir, mais je précise que la principale d'entre elles c'est la présidence du Conseil et c'est d'ailleurs ce pourquoi je suis rémunéré. Il n'est pas question de salaire pour les autres fonctions que j'assume.

A propos de ces dernières, j'ai des comptes à rendre au gouvernement chaque année dans le cadre du programme

[Text]

ment, and it is up to me to decide what is required to make that report, and to make it on time.

With regard to Atomic Energy of Canada Limited, I am, of course, at the call of the Chairman of the Board of that company. I attend when I can attend to the extent that it does not interfere with the duties of this council.

With regard to Uranium Canada, as I have said, as president of that Crown corporation I have tried to meet the needs of that corporation, and in the last couple of years that has not required a significant amount of time at all on my part. But, as I have said, it may well do that in the future.

The Chairman: Thank you, Dr. MacNabb.

Mr. Stevens: Mr. Chairman, may I ask just one supplementary to clarify that?

The Chairman: Mr. Stevens, you have already had quite a few questions tonight. If you are going to come back on the same supplementary . . .

Mr. Stevens: Yes, but I think it was interesting and surely . . .

The Chairman: Is it agreed by all members that Mr. Stevens . . . ?

Mr. Dion: No.

Mr. Herbert: We will have to have some limits, a new line or something. We have been over the same thing several times, Mr. Chairman.

The Chairman: Consequently, without the agreement of the committee, Mr. Stevens. I cannot proceed. I would like to advise you . . .

Mr. Stevens: I would like to give notice that I think we should have Dr. MacNabb back because to me this is an unbelievable scenario, that we are expected to investigate where moneys are being expended but we have nothing but a sandbagging on the part of the government members, and for what purpose I just do not understand.

The Chairman: The steering committee will take that into consideration, Mr. Stevens.

Mr. Stevens: Thank you.

The Chairman: Gentlemen, the meeting will stand adjourned until Wednesday, May 12, 1982, when we have before us Statistics Canada under Supply and Services.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Columbia, et c'est à moi de décider en quoi consistera ce rapport, de le produire en temps voulu.

Avec Énergie atomique du Canada Ltée je suis, bien sûr, à la disposition du président de la Commission. Évidemment je m'en occupe quand je le peux et dans la mesure où cela ne vient pas en conflit avec mes obligations auprès du Conseil.

Pour ce qui est d'Uranium Canada, j'ai dit que j'avais tenté, en tant que président de cette société de la couronne de répondre à ses besoins, mais que ces deux dernières années cette charge m'avait pas demandé beaucoup de temps. Cependant, le contraire pourrait très bien se produire dans l'avenir.

Le président: Je vous remercie, M. MacNabb.

M. Stevens: monsieur le président, j'aimerais ajouter quelque chose pour clarifier ce point.

Le président: M. Stevens, vous avez déjà posé pas mal de questions ce soir. Si c'est pour reparler des mêmes choses . . .

M. Stevens: Oui, mais je pense que cela a été très instructif et sûrement . . .

Le président: Tous les autres membres sont-ils d'accord pour que M. Stevens . . . ?

M. Dion: Non.

M. Herbert: Il faudra que nous ayons certaines limites, une nouvelle ligne de conduite ou que sais-je! Nous sommes revenus sur le sujet à plusieurs reprises, monsieur le président.

Le président: Par conséquent, M. Stevens, sans le consentement des membres du comité, il n'est pas possible de poursuivre le débat. Je dois donc vous aviser que . . .

M. Stevens: Selon moi, il faudrait que M. MacNabb revienne parce que tout cela me paraît une farce incroyable, notre premier devoir est de savoir de quelle manière les fonds publics sont dépensés, et de la part des membres du gouvernement nous nous heurtons à l'inertie la plus totale. C'est à n'y rien comprendre.

Le président: Le comité directeur tiendra compte de ces remarques, M. Stevens.

M. Stevens: Je vous remercie.

Le président: Messieurs, le débat reprendra le mercredi 12 mai 1982 pour discuter de Statistique Canada avec Approvisionnements et Services.

La séance est levée.

APPENDIX ' 'MEST-30' '

STATEMENT TO THE MISCELLANEOUS ESTIMATES COMMITTEE

by

GORDON M. MACNABB

PRESIDENT OF THE NATURAL SCIENCES
AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL OF CANADA

10 MAY 1982

Mr. Chairman, Members of the Committee:

I am pleased to have the opportunity once again to present to you the estimates of the Natural Sciences and Engineering Research Council. As has been my practice in the past, I would like to discuss those estimates in the context of the Five-Year Plan of the Council. Fiscal year 1982-83 represents the third year of that Plan.

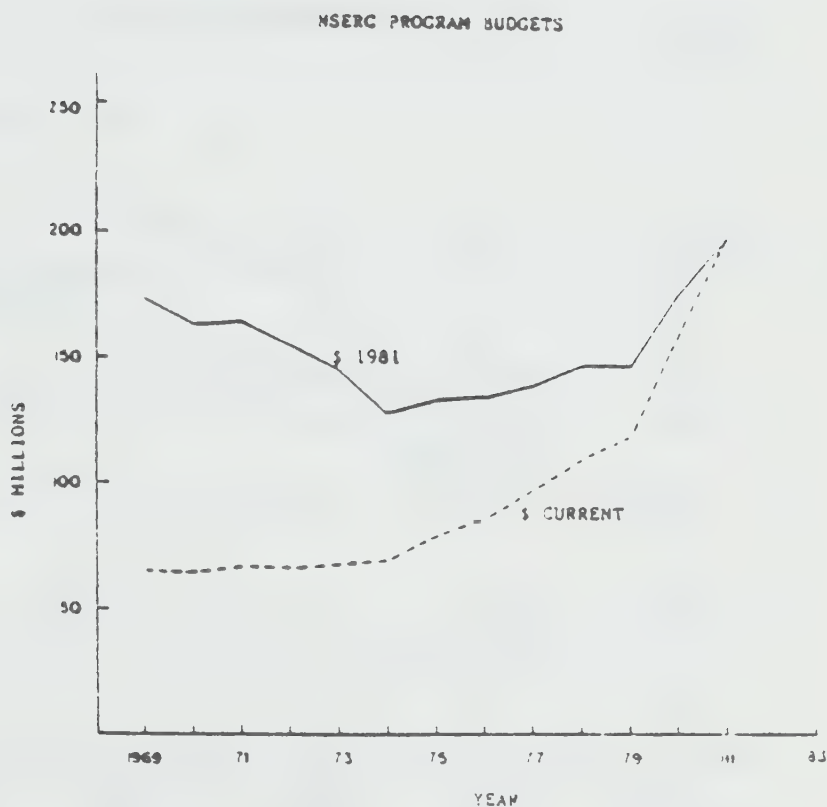
As background, I would remind you of the four basic objectives of the Plan. They are:

- (1) To increase the supply of highly-trained Canadian researchers in the natural sciences and engineering,
- (2) To update the increasingly obsolete scientific equipment in universities so as to improve the level and productivity of the research efforts and to train postgraduate students with state-of-the-art technology,
- (3) To direct a larger share of the research budget to activities having a direct relevance to identified areas of national concern, and
- (4) Within the context of the above, to protect and improve the major Council program of "free" or "curiosity-driven" research which is largely unique to the university community and which is essential for any balanced program of national research effort.

The government has approved in principle both the Plan and its objectives and has provided significant real increases in funding over the past two years.

Figure I shows how the funding decline of the 1970s (in real terms) has been corrected, while Figure II compares the increases with two of the three funding scenarios presented by our 1979 Plan. These two figures do not include consideration of the estimates before you today which, in essence, represent a situation of no real growth in 1982-83.

Figure I



As shown by Figure II, the increases provided have fallen somewhat short of Alternative III of the Plan. However, given the general fiscal situation, they represent a strong endorsement of the programs of the Council. For the Council's part we have made every effort to ensure that the additional resources have been invested in a manner consistent with the approved objectives of the Plan. Table 1 documents our record in this regard. Over 65% of the real increase we have received has gone towards the top two priorities of manpower training and the refurbishment of scientific equipment at Canadian universities. Obviously, there is a strong interdependence between these two programs.

Figure II: Comparison of Funding Levels

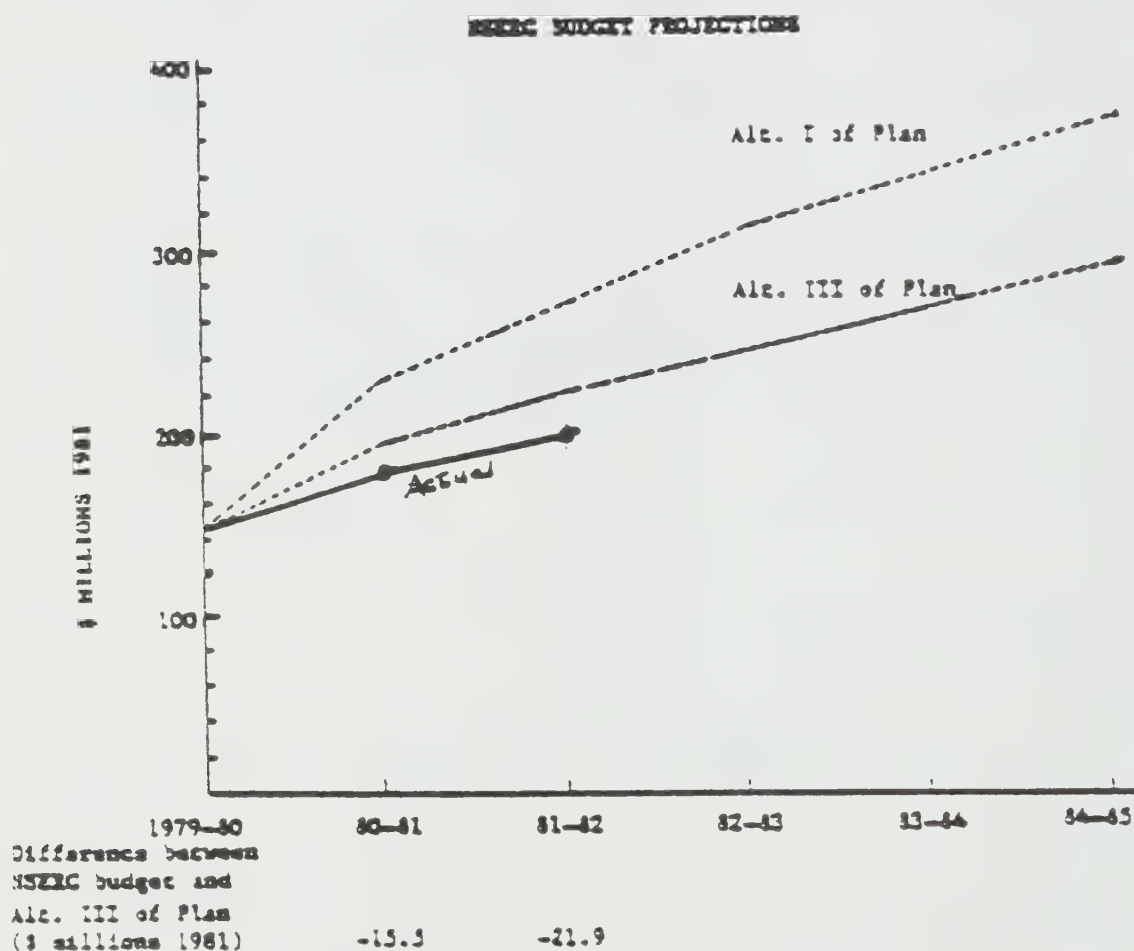


Table 1: Summer of Program Expenditures

(Millions of constant 1981 dollars)

Major Element	Actual 1979/80	Actual 1981/82	Percent Real Increase	Share of Real Increase
Manpower	15.5	27.3	76.1%	22.4%
Equipment	17.9	41.6	132.4%	45.1%
Targeted Research Discipline (Free)	13.1	21.1	61.1%	15.2%
Research	89.1	95.1	6.7%	11.4%
General Programs	10.2	11.8	15.7%	3.0%
	145.8	196.9	35.0%	97.1%
Administration	2.8	4.3	53.6%	2.9%
Total Program	148.6	201.2	35.4%	100.0%

Table 2 provides greater detail on where \$27.3 million was invested in manpower training in 1981-82. Some points worthy of note are that:

- The undergraduate support program did not exist prior to the Five-Year Plan;
- There has been a 32% increase in scholarships held over the past two years (Figure III);
- Within that total, there has been a 42% increase in scholarships held by the "endangered species", i.e., engineering, computer science and earth science;
- NSERC provides financial support to over 55% of all graduate students studying in the areas of natural sciences and engineering;
- The Research Fellowships Program is new and now has over 200 exceptionally bright young researchers positioned in universities and industries;

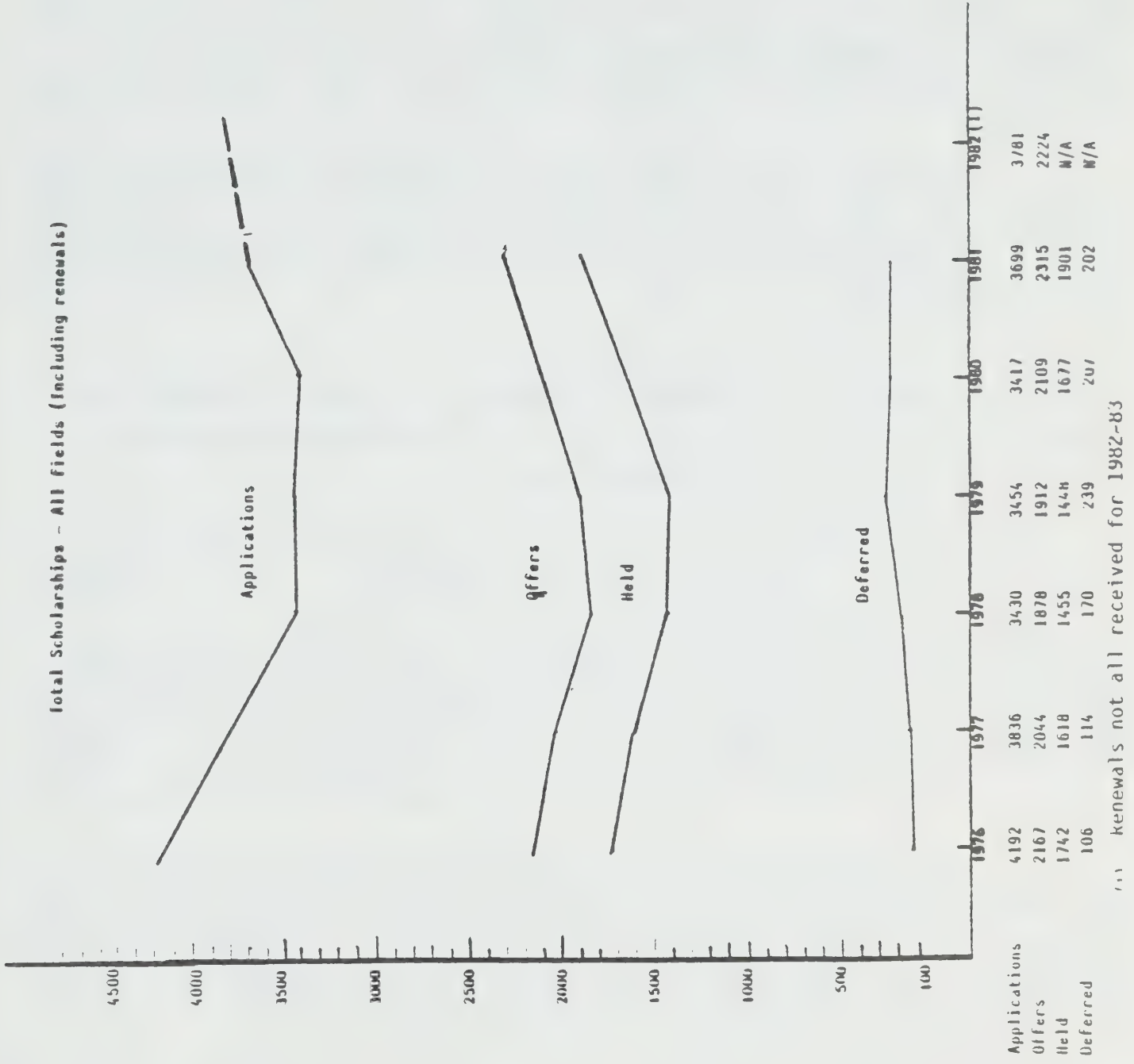
- In total, NSERC's programs provide research support to approximately 14,000 individuals, ranging from technicians to professors.

Table 2: Manpower Programs 1981-82

Program	Number of Awards Offered	Unit Value (\$)	Actual Expenditures (\$ million)
<u>Undergraduate Research Awards</u>			
University	1,000	2,400	2.3
Industry (new)	120	2,400	0.3
<u>Postgraduate Scholarships</u>			
Regular	2,144	9,350	15.4
1967 Scholars	116	14,000	1.1
<u>Postdoctoral Fellowships</u>			
University	160	18,700	2.0
Industry	47 (2)	18,700	1.0
<u>Research Fellowships</u>			
University	175	25,850 (1)	3.7
Industry	110 (2)	22,000	1.0
<u>Steacie Fellowships</u>	12	Variable	0.4
<u>Senior Industrial Fellowships</u>	10 (2)	Variable	0.1
	<u>3,894 (3)</u>		<u>27.3</u>

- (1) Plus minimum \$10,000 research grant (not included in total).
 (2) Forecast.
 (3) Other manpower training support is made via the route of research grants.

FIGURE III



With regard to the funding of scientific equipment, previous presentations to this Committee have commented on the immensity of the challenge to get that equipment back to something approaching state-of-the-art. The increases to our budget have permitted us to purchase more equipment in the past two years than was acquired over the previous six. This year's experience regarding the replacement of pieces of major equipment still indicates that the average age of the installations being updated is more than 14 years. That is hardly the cutting edge of technology.

Table 3 shows the record of equipment applications and funding since 1970-80. Council plans to continue its emphasis on Canadian content in its purchases and the provision of increased support for the proper operation and maintenance of the equipment which is purchased.

Table 3: Funding of Equipment Requests in Grants Competitions

(\$ Million)

Year	Amount Requested	Amount Awarded	Funding Ratio
			%
1979-80	22.5	7.7	34
1980-81	27.0	10.4	39
1981-82	62.6	29.9	46
1982-83	57.8	N/A	N/A

The Council's major initiative of targeted research is the Strategic Grants Program. In the interests of time, I will let Table 4, which presents a 3-year record of expenditures by research area, speak for itself. The Program has proved to be very successful in promoting group research and fostering closed linkages between university and industrial researchers.

Table 4: Strategic Grant Expenditures

(\$ Million)

Area	Actual 1979-80	Actual 1980-81	Actual 1981-82
Energy	3.7	6.0	6.6
Environmental Toxicology	2.7	3.5	3.0
Oceans	1.6	2.4	2.7
Communications	1.0	2.1	2.8
Food/Agriculture	1.7	2.7	4.0
Open Area	N/A	1.1	2.5
Total	10.7	17.8	21.6
Less: Equipement Portion:	- 1.1	- 1.8	- 2.1
Strategic Operating Grants	9.6	16.0	19.5

The largest single program of Council remains that of 'Discipline Grants' where the direction of the research is at the discretion of the researcher. Table 5 presents an analysis of the areas of application being pursued. About 50% of this so-called 'free research' is directly relevant to economic activity areas 1 to 11 inclusive. About 1/3 of the remainder has a degree of relevance to those same areas.

Table 5: Discipline-Based Research

Operating Grants Awarded in 1981-82
by Primary Area of Application

(Individual, Team and Co-Op Grants)

	Number	Total Amount (Thousand \$ 1981)
1. Agriculture, Fisheries, Forestry, Food	460	7,911.3
2. Energy	360	5,993.2
3. Environment: Management, Protection and Restoration	212	3,360.9
4. The Solid Earth, Hydrosphere and Atmosphere: Exploration and Exploitation	287	4,841.8
5. Health	260	4,198.4
6. Construction: Urban and Rural Planning	229	3,609.7
7. Social Development and Services	138	1,665.6
8. Industrial Productivity and Development	462	7,348.5
9. Transport and Telecommunications	170	2,462.6
10. Space and Aeronomy	40	1,152.8
11. Northern Development	30	489.7
12. General Advancement of Knowledge	2,744	44,517.3
Not Reported	138	1,839.2
<u>Total</u>	5,530	89,391.0

A major benefit of the Discipline Grant Program which is frequently overlooked is the training element. Over 54% of all grant funds goes towards salaries, in fact, NSERC supports more graduate students via this route than through its Scholarships programs.

I will not take the time to deal with the other activities of the Council although I would be pleased to respond to any questions. I will observe, however, that our administration costs continue to run in the 2.2% to 2.5% range in spite of the increased complexity of our new programs.

The other aspect which is always of interest is the regional distribution of our funds. Recognizing that the Council's programs are responsive in nature, with no regional or institutional quotas, the distribution is remarkably uniform when measured in terms of the numbers of professors who actually apply to us (line b and e of Table 6).

Finally, as a summary of where we planned to go, and where we are now, Figure IV presents an analysis of the proposed and actual allocation of our budget over the first two years of the Five-Year Plan.

Looking backwards, Mr. Chairman, is always easier than looking ahead. This evening is no exception. As mentioned earlier, the estimates before this Committee reflect an allowance for cost increases in the range of 12.5% for 1982-83 but no real growth for year three of the Five-Year Plan. Council is currently in that grey zone between these main estimates and what we hope will be supplementary estimates to fund the third year. In the meantime however, our programs cannot stop and wait; during this past February we had to complete our regular competition for Grants and Scholarships representing a very large fraction of our budget. As a result of that competition, and the subsequent decisions of Council, the distribution of the proposed funding as shown in the "Blue Book" has been altered. In effect, Council has had to either gamble that increased real funding will be forthcoming or to suspend some of our new initiatives, especially those in the manpower area.

Table 6: Regional Distribution of NSERC Grants

(Data are presented for fiscal years 1971-72 and 1980-81 as percent of total Canada)

Factor	Region				
	Atlantic 1971-72/1980-81	Québec 1971-72/1980-81	Ontario 1971-72/1980-81	Prairies 1971-72/1980-81	British Columbia 1971-72/1980-81
a) Numbers of full-time professors	10.9/11.2	22.9/25.0	37.8/36.0	18.7/18.0	9.7/9.9
b) Numbers of operating grant applicants	8.9/10.0	18.3/21.0	41.6/40.3	19.6/18.2	11.6/10.5
c) Numbers of operating grant recipients	8.3/9.9	18.1/20.3	42.1/41.1	19.5/18.1	12.0/10.7
d) Total operating support	6.3/7.7	16.9/17.8	44.7/43.9	19.3/18.0	12.8/12.6
e) Funds awarded under all NSERC programs	7.1/7.9	20.1/20.0	42.8/43.3	18.3/17.1	11.7/11.7

Average number of experts on NSERC grant selection committees from each region as a percentage of the national total over the period 1971-1981

12.6 24.2 34.2 29.0

Figure IV

Actual and Proposed Expenditures
as a Percent of Total Budget

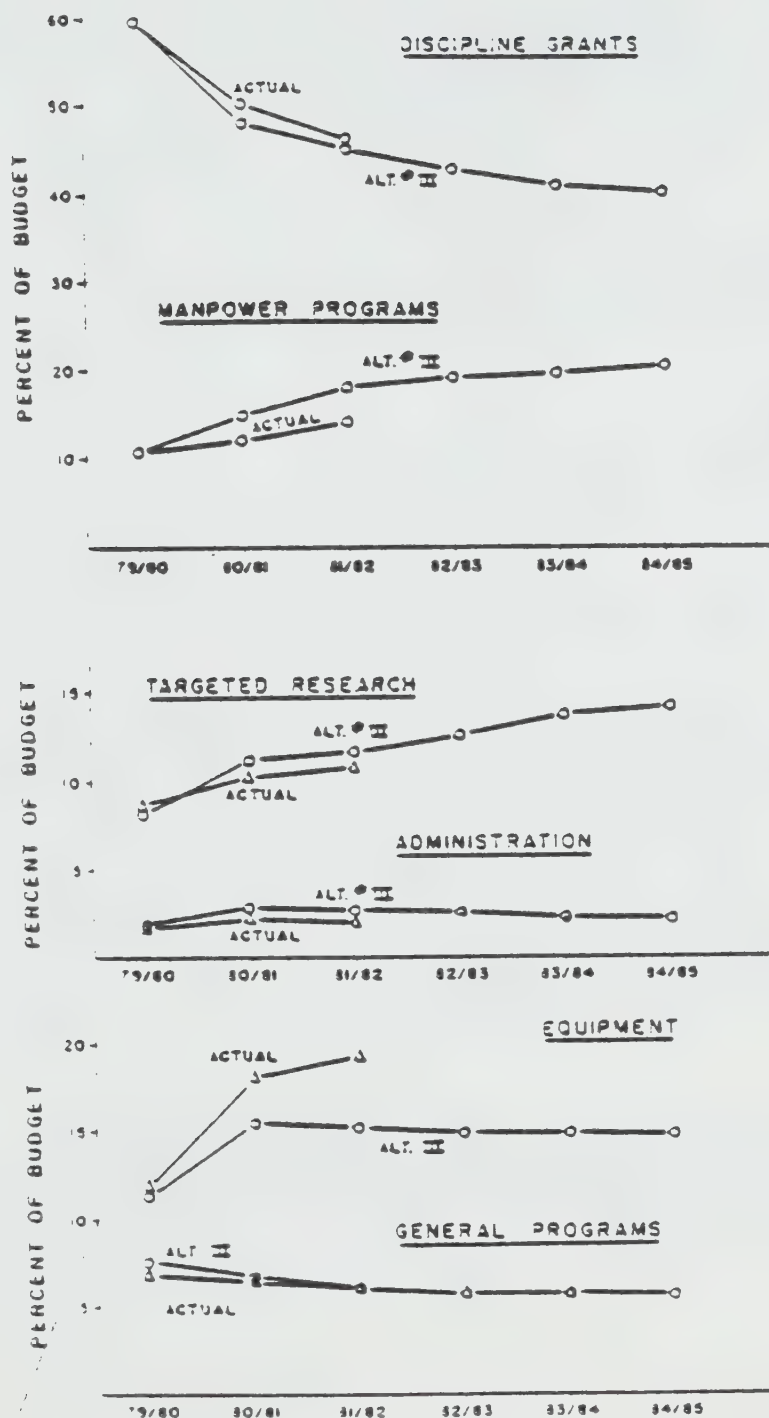


Table 7 which follows reflects Council's high priority on the programs designed to increase Canada's capacity to carry out excellent research and development. It also reflects the fact that the truly talented new people we are now attracting to our programs will not wait for a decision on supplemental funding. Accordingly, and following the principle that "young people appreciate while equipment depreciates", we have opted once again to reduce our equipment fund in order to maintain the Manpower Training programs.

Table 7: Tentative Budget Allocation for 1982-83

(Millions of 1982-83 dollars)

Element	Actual Expenditures 1981-82	Forecast Expenditures 1982-83	Real Growth
Manpower	30.7	37.0	6.3
Equipment	46.8	26.0	(-20.8)
Targeted Research	23.7	27.3	3.6
Discipline Research	107.0	114.2	7.2
General Programs	13.3	16.3	3.0
Administration	4.8	5.8	1.0
Total Budget	226.3*	226.6	0.3

* Does not include \$0.3 M lapsing funds.

Our dedication to manpower training shows up under the activity elements of both "Manpower" and "Discipline Research". In the former, the increase of \$6.3 million in real terms is accounted for as follows:

580 additional Undergraduate Summer Research Awards	\$ 1.6 million
133 additional Postgraduate Scholarships	0.9 million
62 University Research Fellowships	1.2 million
50 Industrial Research Fellowships	0.6 million
Sub-Total	\$ 4.3 million
Involuntary real increases resulting from new awards made in 1981-82	\$ 2.0 million
Total	\$ 6.3 million

The "involuntary" increase results from the fact that manpower awards, during the year of the initial award, are not held for a full 12 months. The full financial impact of the award is, however, felt in the subsequent year.

The real growth devoted to Discipline Grants reflects the need to provide research funding to the new research fellows and also the fact that the grants of established researchers have not had any real increase for some time; on average, they have a spending power roughly $3/4$ that of a decade ago. A modest real growth was therefore deemed essential, especially in view of the major manpower training element mentioned earlier. The allocation of the real growth was done in a selective fashion however; it went to 613 researchers of the total of 2,373 who were successful in the annual competition held last February.

The real growth in targeted research will permit us to proceed with our plans to include biotechnology in our Strategic Grants Program. It also reflects continued growth in our Program which moves innovations from the university laboratories to Canadian industry.

Obviously Mr. Chairman, the victim of this allocation exercise is the Program of Equipment Funding. It was chosen as the vehicle for planning flexibility, not because it is a non-critical component, but rather because it is mainly a one-year capital item which can take budget swings with less long-term impact than would be the case if we interrupted the multi-year awards for research and research training.

If new funds are made available during the course of this year, the lion's share will go towards funding the "B-list" of equipment which has already been subjected to review and strongly recommended for support. If new funds do not come, then our response rate to equipment applications this year will be only 25% to 26% compared to 46% last year. This would represent an imbalance in our programs which we would have to move to correct as soon as possible. Some minor corrections could be made in 1982-83 by suspending or limiting some activities, but a complete correction would take several years to realize.

In summary, we have made significant progress towards the realization of the objectives of the Five-Year Plan. The last two years have seen a rather dramatic revitalization in the research community we serve and a significantly increased interest in postgraduate training. Obviously, I hope that we will be permitted to maintain that momentum.

APPENDICE «MEST-30»

COMITE CHARGE DES PREVISIONS BUDGETAIRES EN GENERAL

Exposé par

GORDON M. MACNABB

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET
EN GÉNIE DU CANADA

LE 10 MAI 1982

Au Président et aux membres du comité,

Je suis heureux d'avoir, une fois de plus, l'occasion de vous présenter les prévisions budgétaires du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Comme je l'ai fait lors de mes derniers exposés, j'aimerais présenter ces prévisions dans le contexte du plan quinquennal du Conseil. L'année financière 1982-1983 constitue la troisième année de ce plan.

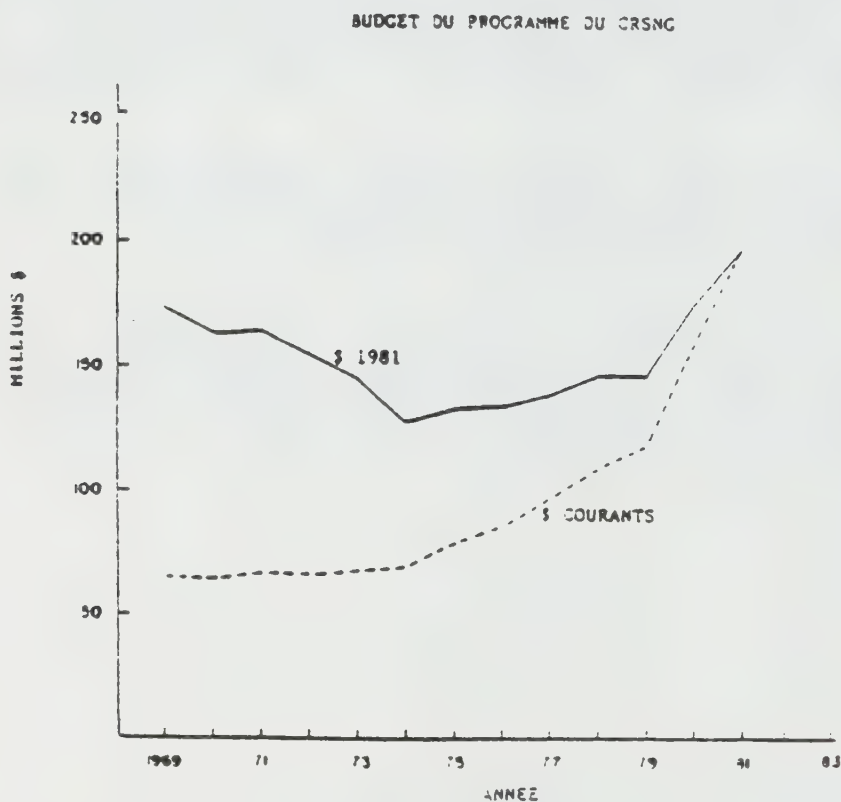
D'abord, j'aimerais vous rappeler les quatre grands objectifs du plan. Ils sont:

- (1) d'augmenter le nombre de chercheurs canadiens spécialisés dans les sciences naturelles et le génie au Canada,
- (2) de moderniser l'appareillage scientifique universitaire de plus en plus désuet, de façon à améliorer la quantité et la productivité des efforts de recherche et de former des étudiants diplômés à l'aide d'appareillage de pointe,
- (3) d'affecter une plus grande proportion du budget de recherche à des activités pertinentes à des domaines d'intérêt national, et
- (4) dans le cadre énoncé ci-dessus, de protéger et d'améliorer le grand programme de recherche libre (ou motivée par la curiosité) propre à la collectivité universitaire et essentielle à tout programme national équilibré en matière de recherche.

Le gouvernement a donné son approbation de principe au plan et à ses objectifs et a accordé au Conseil des augmentations réelles importantes au cours des deux dernières années.

La figure I démontre que la diminution réelle du budget au cours des années soixante-dix a maintenant été corrigée, alors que la figure II établit une comparaison entre les augmentations obtenues et deux des trois options du plan de 1979. Ces deux figures ne tiennent pas compte des prévisions que vous avez devant vous aujourd'hui, car elles ne comportent aucune augmentation réelle pour 1982-1983.

Figure I



Comme on le voit à la figure II, les augmentations sont quelque peu en deçà de la troisième option du plan quinquennal. Cependant, compte tenu du contexte financier actuel, ces augmentations laissent entendre que le gouvernement appuie fortement les programmes du Conseil. Pour sa part, le Conseil a fait tous les efforts possibles pour veiller à ce que les ressources additionnelles soient investies en respectant les objectifs du plan. Le tableau 1 résume les mesures que nous avons prises à cet effet. Plus de 65% de l'augmentation réelle est allée aux deux grandes priorités que constituent la formation de chercheurs et la modernisation de l'appareillage scientifique dans les universités canadiennes. Il est évident que ces deux programmes sont étroitement reliés entre eux.

Figure II: Comparaison des niveaux de financement

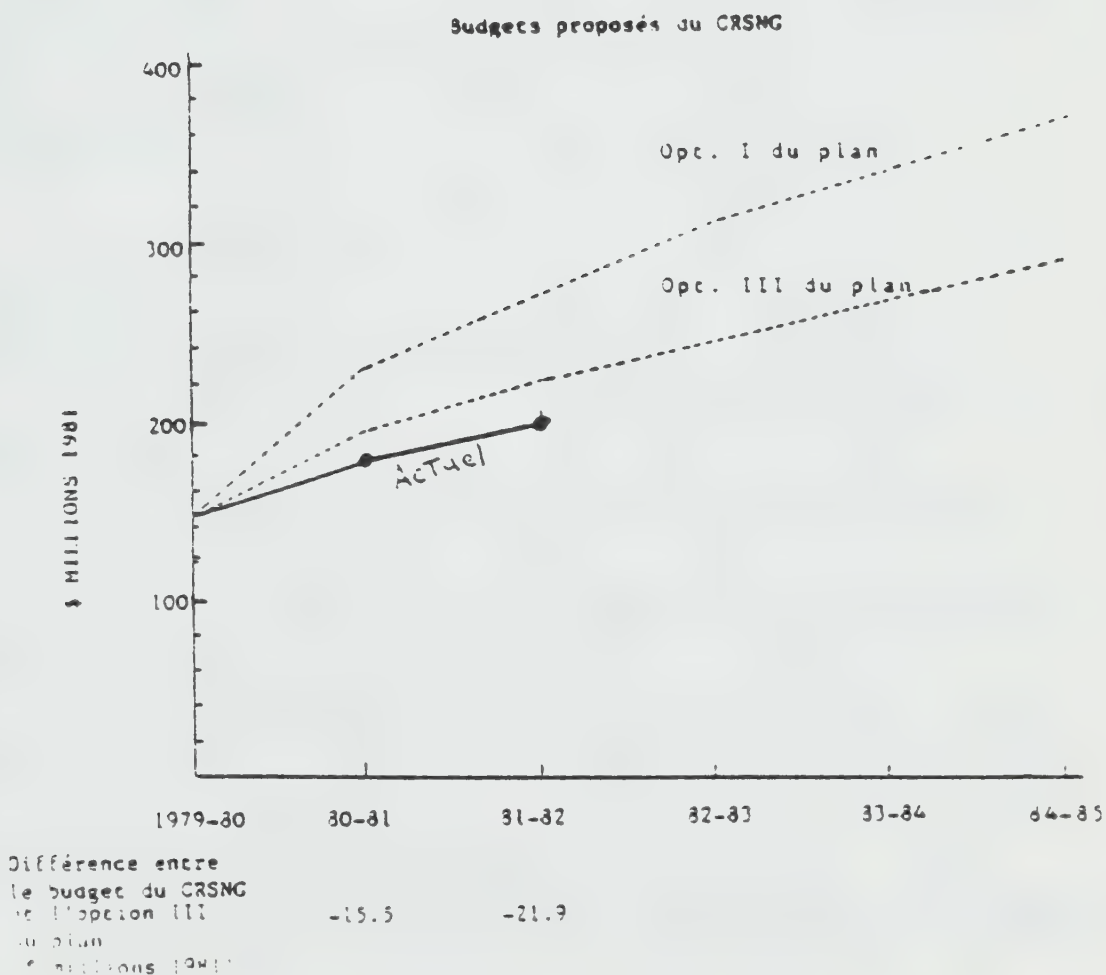


Tableau 1: Sommaire des dépenses du programme

(en millions de dollars constants de 1981)

Grande activité	Final 1979-1980	Final 1981-1982	Pourcentage d'augmen- tation réelle	Proportion de l'augmen- tation réelle
	millions \$	millions \$		
Main-d'oeuvre	15,5	27,3	76,1%	22,4%
Appareillage	17,9	41,6	132,4%	45,1%
Recherche orientée	13,1	21,1	61,1%	15,2%
Recherche par discipline (libre)	89,1	95,1	6,7%	11,4%
Programmes généraux	10,2	11,8	15,7%	3,0%
	145,8	196,9	35,0%	97,1%
Administration	2,8	4,3	53,6%	2,9%
Programme total	148,6	201,2	35,4%	100,0%

L'investissement de \$27,3 millions dans la formation de chercheurs en 1981-1982 est expliqué en plus de détails au tableau 2. Il est intéressant de noter que:

- le programme d'aide aux étudiants de premier cycle n'existait pas avant le plan quinquennal;
- le nombre de bourses détenues a augmenté de 32% au cours des deux dernières années (figures III);
- 42% de ce total représente l'augmentation du nombre de bourses détenues dans les «disciplines en voie d'extinction», c'est-à-dire le génie, l'informatique et les sciences de la Terre;
- le CRSNG fournit une aide financière à plus de 55% de tous les étudiants diplômés dans les domaines des sciences naturelles et du génie;

- le programme de chercheurs-boursiers est nouveau et permet maintenant à plus de 200 jeunes scientifiques de calibre exceptionnel d'occuper un poste dans les universités ou les industries;
- au total, les programmes du CRSNG fournissent une aide financière à environ 14 000 personnes, des techniciens aux professeurs.

Tableau 2: Programmes de main-d'oeuvre 1981-1982

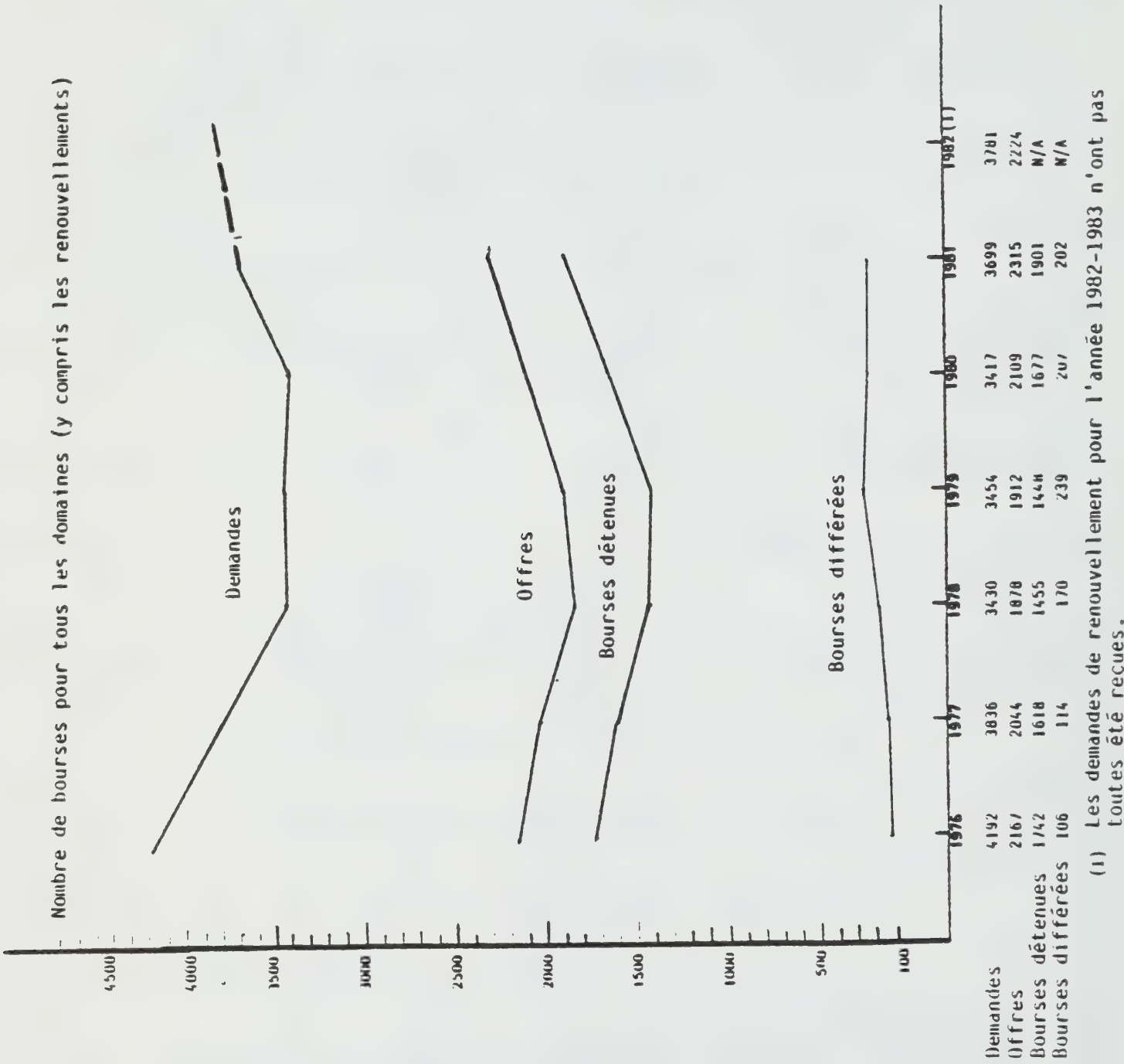
Programme	Nombre de bourses offertes	Valeur de chaque bourse (\$)	Dépenses finales (en millions de dollars)
<u>Bourses de recherche d'été (1er cycle)</u>			
Universitaires	1 000	2 400	2,3
Industrielles	120	2 400	0,3
<u>Bourses postgrade</u>			
Ordinaires	2 144	9 350	15,4
Sciences 67	116	14 000	1,1
<u>Bourses postdoctorales</u>			
Universitaires	160	18 700	2,0
Industrielles	47 (2)	18 700	1,0
<u>Chercheurs-boursiers</u>			
Universitaires	175	25 850 (1)	3,7
Industriels	110 (2)	22 000	1,0
<u>Bourses Steacie</u>	12	Variable	0,4
<u>Bourses de stages Industriels</u>	10 (2)	Variable	0,1
	<u>3 894 (3)</u>		<u>27,3</u>

(1) Plus une subvention de recherche d'un minimum de \$10 000 (non incluse dans le total).

(2) Prévisions.

(3) Le CRSNG soutient aussi la formation de chercheurs dans le cadre de ses subventions de recherche.

Figure III



En ce qui touche le financement de l'appareillage scientifique, je signalais, dans mes exposés antérieurs, l'ampleur du défi que nous devons relever pour moderniser cet appareillage. Grâce aux augmentations de notre budget, nous avons pu financer plus d'appareillage au cours des deux dernières années qu'au cours des six années précédentes. Les données relatives au récent concours pour les subventions d'appareillage indiquent encore que l'âge moyen des installations à remplacer est de plus de 14 ans. On peut difficilement parler de «fine pointe de la technologie».

Le tableau 3 donne des renseignements sur les demandes de subvention d'appareillage et sur les montants accordés depuis 1979-1980. Le Conseil a l'intention de continuer à insister sur l'achat de produits canadiens et de subventionner davantage le fonctionnement et le maintien adéquat de l'appareillage acheté à l'aide des fonds du Conseil.

Tableau 3: Financement des demandes d'appareillage
dans les concours de subventions

(en millions de dollars)

Année	Montant demandé	Montant accordé	Taux de financement
			%
1979-1980	22,5	7,7	34
1980-1981	27,0	10,4	39
1981-1982	62,6	29,0	46
1982-1983	57,8	--	--

Le programme le plus important de recherche orientée du Conseil est celui des subventions thématiques. Pour ne pas perdre de temps, je laisserai le tableau 4, qui présente les dépenses par domaine de recherche pour une période de trois ans, parler de lui-même. Le programme a très bien réussi à favoriser la recherche de groupe et a encouragé une liaison accrue entre les chercheurs universitaires et industriels.

Tableau 4: Dépenses, subventions thématiques

(en millions de dollars)

Thème	Final 1979-1980	Final 1980-1981	Final 1981-1982
Énergie	3,7	6,0	6,6
Toxicologie de l'environnement	2,7	3,5	3,0
Océanographie	1,6	2,4	2,7
Télécommunications	1,0	2,1	2,8
Alimentation et agriculture	1,7	2,7	4,0
«Ouvert»	--	1,1	2,5
Total	10,7	17,8	21,6
Moins: part de l'appareillage:	- 1,1	- 1,8	- 2,1
Subventions thématiques de fonctionnement	9,6	16,0	19,5

Le programme le plus considérable du Conseil demeure toutefois celui de la «recherche par discipline», dans le cadre duquel le chercheur est libre de déterminer l'orientation de ses travaux. Le tableau 5 présente une analyse des domaines d'application des travaux de recherche subventionnés dans le cadre de ce programme. Environ 50% de cette recherche dite «libre» est directement pertinente aux domaines d'activité économique 1 à 11. Environ le tiers du reste a également un certain degré de pertinence à ces mêmes domaines.

Tableau 5: Recherche par discipline

Subventions pour dépenses courantes octroyées en 1981-1982
par domaine primaire d'application

(subventions individuelles, d'équipe ou coop)

	Nombre	Montant total (en milliers de \$ de 1981)
1. Agriculture, pêcheries, foresterie, alimentation	460	7 911,3
2. Énergie	360	5 993,2
3. Environnement: gestion, protection et restauration	212	3 360,9
4. La terre, l'hydrosphère et l'atmosphère: exploration et exploitation	287	4 841,8
5. Santé	260	4 198,4
6. Construction: aménagement urbain et rural	229	3 609,7
7. Développement et services sociaux	138	1 665,6
8. Productivité et développement industriels	462	7 348,5
9. Transport et télécommunications	170	2 462,6
10. Espace et aéronomie	40	1 152,8
11. Développement du Nord	30	489,7
12. Avancement général de la science	2 744	44 517,3
Non rapporté	138	1 839,2
<u>Total</u>	<u>5 530</u>	<u>89 391,0</u>

L'une des retombées du programme de subventions par discipline que l'on néglige souvent de souligner est l'élément de formation de chercheurs. En effet, plus de 54% des fonds servent à payer des salaires, et le CRSNG soutient plus d'étudiants diplômés dans le cadre de ce programme que dans le cadre de ses programmes de bourses.

Je ne traiterai pas des autres activités du Conseil, mais je serais heureux de répondre à toute question que vous pourriez soulever. Je me permets cependant de faire remarquer que nos coûts d'administration demeurent entre 2,2% et 2,5% des coûts

du programme, malgré la complexité accrue de nos nouveaux programmes. Il existe un autre aspect toujours intéressant: la distribution régionale de nos fonds. Compte tenu du fait que les programmes du Conseil ne sont pas assujettis à des quotas par région ou par institution, la distribution est remarquablement uniforme lorsqu'on la calcule en fonction du nombre de professeurs qui demandent des subventions au Conseil (lignes b et e du tableau 6).

Finalement, pour résumer nos projets et notre situation actuelle, la figure IV compare les prévisions du plan quinquennal et les réalisations du Conseil au cours des deux premières années de ce plan.

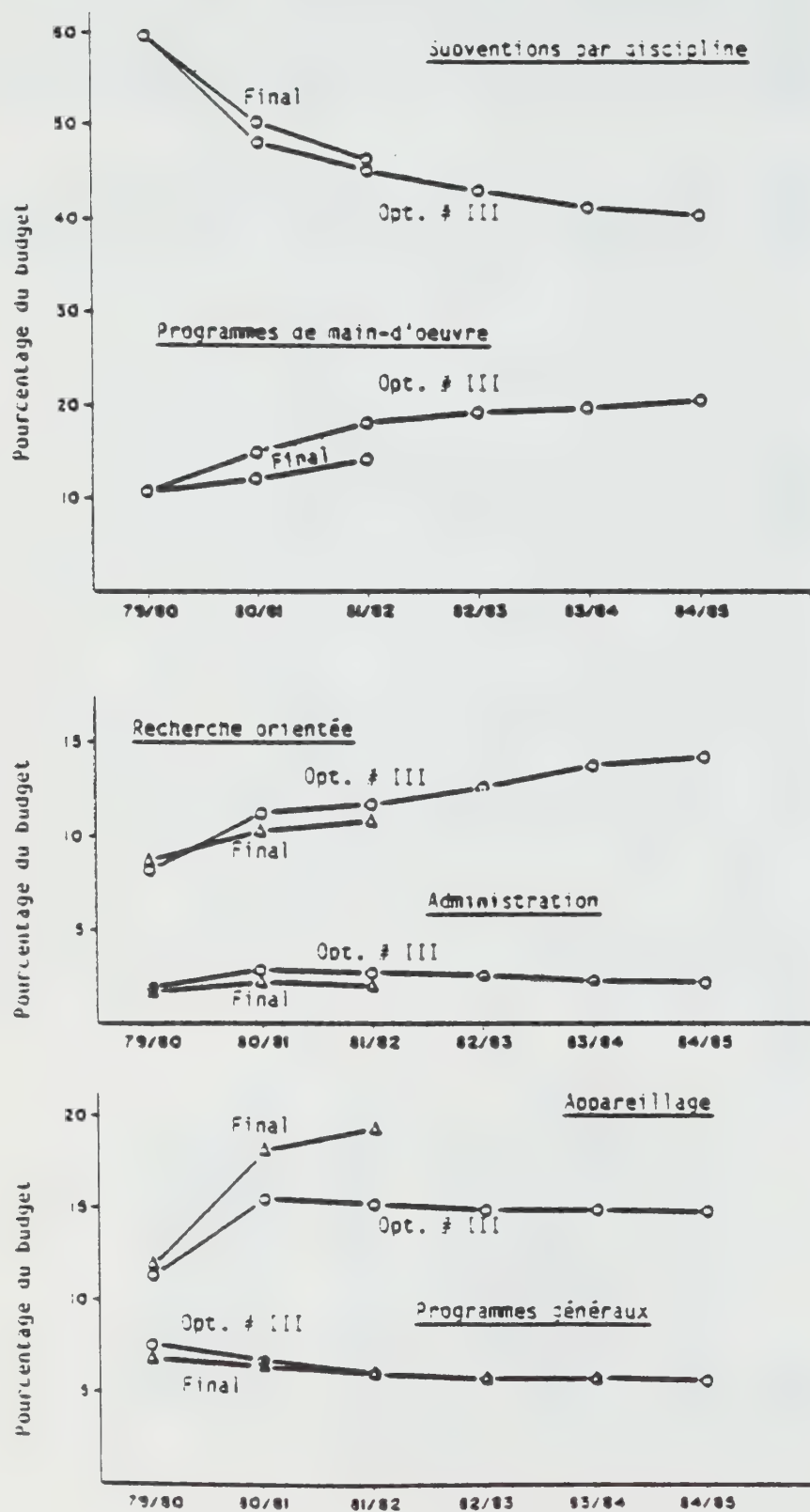
Il est toujours plus facile, Monsieur le Président, de faire un retour en arrière que de prévoir l'avenir. Mon exposé de ce soir ne fait pas exception à cette règle. Comme nous l'avons dit plus tôt, les prévisions budgétaires soumises à ce comité reflètent une augmentation des coûts de 12,5% pour 1982-1983, mais aucune croissance réelle pour cette troisième année du plan quinquennal. Le Conseil se situe présentement dans cette zone grise entre les prévisions budgétaires principales et ce qu'il espère obtenir pour financer la troisième année du plan quinquennal, dans le cadre des prévisions supplémentaires. Entre-temps cependant nos programmes ne peuvent s'arrêter et attendre; en février dernier, nous avons dû tenir notre concours habituel pour l'obtention des subventions et bourses, ce qui représente une très grande proportion de notre budget. A la suite de ce concours et des décisions ultérieures s'y rapportant, le Conseil a dû modifier la distribution des fonds telle que proposée dans le «Livre Bleu». De fait, le Conseil a dû soit spéculer sur une augmentation prochaine de ses fonds, soit interrompre quelques-uns de ses nouveaux programmes, particulièrement ceux de la main-d'oeuvre.

Tableau 6: Distribution régionale des subventions du CRSNG

(Les données sont présentées en pourcentage pour tout le Canada pour les années financières 1971-1972 et 1980-1981)

Élément	Atlantique 1971-1972/1980-1981	Québec 1971-1972/1980-1981	Région Ontario 1971-1972/1980-1981	Prairies 1971-1972/1980-1981	Colombie-Britannique 1971-1972/1980-1981
a) Nombre de professeurs à temps plein	10,9/11,2	22,9/25,0	37,8/36,0	18,7/18,0	9,7/9,9
b) Nombre de candidats pour les dépenses courantes	8,9/10,0	18,3/21,0	41,6/40,3	19,6/18,2	11,6/10,5
c) Nombre de bénéficiaires de subventions pour dépenses courantes	8,3/9,9	18,1/20,3	42,1/41,1	19,5/18,1	12,0/10,7
d) Total des subventions accordées	6,3/7,7	16,9/17,8	44,7/43,9	19,3/18,0	12,8/12,6
e) Montant total octroyé pour tous les programmes du CRSNG	7,1/7,9	20,1/20,0	42,8/43,3	18,3/17,1	11,7/11,7
Proportion des membres des comités de sélection des subventions du CRSNG en provenance de chaque région entre 1971 et 1981	12,6	24,2	34,2		29,0

Figure IV: Dépenses actuelles et dépenses proposées, exprimées en pourcentage du budget total



Le tableau 7 révèle que le Conseil accorde la priorité aux programmes conçus pour augmenter la compétence du Canada en matière de recherche et de développement tendant vers l'excellence. Il révèle également que les jeunes chercheurs chevronnés qui participent maintenant à nos programmes n'attendent pas qu'une décision soit rendue quant à un financement supplémentaire. Par conséquent, en s'appuyant sur le principe que «les jeunes chercheurs prennent de la valeur, alors que l'appareillage ne peut qu'en perdre», le Conseil a choisi, une fois encore, de maintenir les programmes de formation de chercheurs aux dépens des programmes d'appareillage.

Tableau 7: Affectation préliminaire du budget pour l'année 1982-1983

(en millions de dollars de 1982-1983)

Élément	Dépenses finales 1981-1982	Dépenses prévues 1982-1983	Croissance réelle
Main-d'oeuvre	30,7	37,0	6,3
Appareillage	46,8	26,0	(-20,8)
Recherche orientée	23,7	27,3	3,6
Recherche par discipline	107,0	114,2	7,2
Programmes généraux	13,3	16,3	3,0
Administration	4,8	5,8	1,0
Budget total	226,3*	226,6	0,3

* Ne comprend pas un montant de \$0,3 M inutilisé.

L'engagement du Conseil envers la formation des chercheurs se manifeste à la fois dans les activités de main-d'oeuvre et de recherche par discipline. Dans le premier cas, l'augmentation réelle de \$6,3 millions peut se résumer comme suit:

580 bourses additionnelles de recherche d'été d'été à des étudiants du premier cycle	\$1,6 million
133 bourses postgrade additionnelles	0,9 million
62 chercheurs-boursiers universitaires	1,2 million
50 chercheurs-boursiers en milieu industriel	0,6 million
Total partiel	\$4,3 millions
Augmentation réelle involontaire résultant des nouvelles bourses accordées en 1981-1982	\$2,0 millions
Total	\$6,3 millions

L'augmentation « involontaire » résulte du fait que les bourses, dans l'année où elles sont offertes, ne sont pas en vigueur pendant douze mois complets. L'impact financier total de ces bourses se fait donc sentir au cours de l'année suivante.

L'augmentation réelle accordée aux subventions par discipline reflète le besoin de financer la recherche des nouveaux chercheurs-boursiers; elle démontre également que les subventions des chercheurs établis n'ont pas connu d'augmentation réelle depuis fort longtemps: en moyenne, leur pouvoir d'achat est d'environ les trois quarts de ce qu'il était il y a dix ans. Le Conseil a donc jugé qu'une croissance réelle limitée était essentielle, tout particulièrement en vue de l'élément important que nous avons mentionné plus tôt, soit la formation de chercheurs. Cette croissance réelle a été distribuée de façon sélective cependant; 613 chercheurs, sur un total de 2 373 subventionnés en février dernier, en ont bénéficié.

L'augmentation réelle accordée à la recherche orientée nous permettra d'ajouter la biotechnologie à notre programme de subventions thématiques et d'intensifier notre programme qui transfère à l'industrie canadienne les innovations des laboratoires universitaires.

Il est évident, Monsieur le Président, que la victime de ces allocations budgétaires est le programme d'appareillage. L'appareillage a été choisi comme outil permettant d'assurer la flexibilité de la planification, non pas parce qu'il n'est pas important, mais bien parce qu'il s'agit d'un élément d'investissement d'un an; les conséquences de fluctuations du budget sont moins graves dans le cas de l'appareillage que dans celui des subventions et des bourses de recherche accordées pour plusieurs années.

Si de nouveaux fonds sont accordés au Conseil au cours de l'année, la part du lion reviendra au financement de la « liste B » d'appareillage qui a déjà fait l'objet d'une évaluation favorable par les comités de pairs. Si de nouveaux fonds ne nous sont pas accordés, nous ne pourrions répondre qu'à 25% ou 26% des demandes de subventions d'appareillage, comparativement à 46% l'an dernier. Voilà qui donnerait lieu à un déséquilibre qu'il nous faudrait corriger le plus tôt possible. Nous pourrions apporter quelques corrections mineures dès 1982-1983 en suspendant ou en limitant certaines activités, mais il faudrait plusieurs années pour redresser complètement la situation.

En résumé, nous avons fait un grand pas vers la réalisation des objectifs du plan quinquennal. Les deux dernières années ont été marquées par un regain de vie de la collectivité des chercheurs que nous desservons et par un intérêt accru pour les études supérieures. Il va sans dire que j'espère que nous pourrons maintenir cet élan.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacre-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien
Approvisionnement et Services Canada
45, boulevard Sacre-Coeur
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Natural Sciences and Engineering Research Council: *Du Conseil de Recherches en Sciences naturelles et en génie:*

Dr. Gordon M. MacNabb, President;

Dr. René J.A. Lévesque, Vice-President;

Dr. A.N. Bourns, Member of the Council and Chairman of
the Committee on Grants and Scholarships.

M. Gordon M. MacNabb, président;

M. René J.A. Lévesque, vice-président;

M. A.N. Bourns, membre du Conseil et président du Comité
des Subventions et Bourses.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 85

Wednesday, May 12, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 85

Le mercredi 12 mai 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

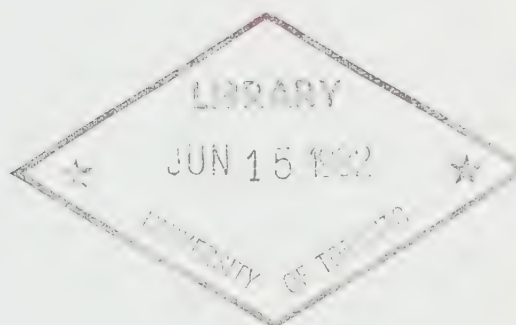
Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:Main Estimates 1982-83: Vote 15—Statistics Canada
under SUPPLY AND SERVICES**CONCERNANT:**Budget principal 1982-1983: crédit 15—Statistique
Canada sous la rubrique APPROVISIONNEMENTS
ET SERVICES**APPEARING:**The Honourable Jean-Jacques Blais,
Minister of Supply and Services**COMPARAÎT:**L'honorable Jean-Jacques Blais,
Ministre des Approvisionnements
et Services**WITNESSES:**

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Deniger
Appolloni (Mrs.)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Bossy	Gass
Cousineau	Gilchrist

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

Gurbin	MacDonald (Miss)
Heap	Siddon
Herbert	Smith
Kelly	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, May 12, 1982:

Mr. Bossy replaced Mr. Schroder;
Mr. Young replaced Mr. de Jong;
Mr. Siddon replaced Mr. Stevens;
Mr. Gass replaced Mr. Lambert;
Mr. Heap replaced Mr. Young.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 12 mai 1982:

M. Bossy remplace M. Schroder;
M. Young remplace M. de Jong;
M. Siddon remplace M. Stevens;
M. Gass remplace M. Lambert;
M. Heap remplace M. Young.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 12, 1982
(102)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:38 o'clock p.m. this day, the Vice-Chairman, Mr. Gimaïel, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bossy, Cousineau, Gass, Gimaïel, Heap, Herbert and Siddon.

Appearing: The Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services.

Witnesses: From Statistics Canada: Mr. Martin B. Wilk, Chief Statistician of Canada and Mr. I.P. Fellegi, Assistant Chief Statistician, Social Statistics Field.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No.70*).

The Chairman called Vote 15—Statistics Canada under SUPPLY AND SERVICES.

The Minister and Mr. Wilk made a statement and with Mr. Fellegi answered questions.

At 5:13 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 12 MAI 1982
(102)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h38 sous la présidence de M. Gimaïel, (vice-président).

Membres du Comité présents: Messieurs Bossy, Cousineau, Gass, Gimaïel, Heap, Herbert et Siddon.

Comparaît: L'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services.

Témoins: De Statistique Canada: M. Martin B. Wilk, statisticien en chef du Canada et M. I.P. Fellegi, statisticien en chef adjoint, Secteur de la statistique sociale.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70*).

Le président met en délibération le crédit 15—Statistique Canada sous la rubrique APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES.

Le ministre et M. Wilk font une déclaration et avec M. Fellegi répondent aux questions.

A 17h13, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Wednesday, May 12, 1982

• 1537

Le vice-président: Mesdames et messieurs nous nous sommes réunis cet après-midi pour étudier le crédit 15—Statistique Canada, sous la rubrique APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

B—Statistique Canada

Crédit 15—Statistique Canada—Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année\$162,871,000

Le vice-président: Je veux tout d'abord souhaiter la bienvenue au ministre, et avant de lui demander de procéder à la lecture de sa présentation, je lui demanderais, s'il vous plaît, de nous présenter les personnes de son ministère qui l'accompagnent; après quoi, évidemment, M. le ministre présentera la documentation qu'il a à nous présenter et les députés, membres du Comité, pourront poser des questions, comme à l'habitude, sur le crédit 15 de Statistique Canada.

Donc, monsieur le ministre, vous avez la parole.

L'honorable Jean-Jacques Blais (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le président, je voudrais d'abord vous présenter M. Martin B. Wilk, statisticien en chef; M. I.P. Fellegi, statisticien en chef adjoint, et M. Guy Labossière, qui est aussi statisticien en chef adjoint.

Comme vous le voyez nous sommes munis d'une source quasi illimitée de renseignements en statistiques avec des professionnels qui offrent une contribution remarquable aux données statistiques qui nous servent à tous.

• 1540

Mr. Chairman, I trust that members of the committee have all received a copy of the background document I circulated yesterday. The document describes several of Statistics Canada's major programs, some of them recently undertaken or completed, and others of an ongoing nature. It details a wide variety of activities. I would be pleased to answer any questions you may have, and my officials are here also for that purpose.

As you have had an opportunity to familiarize yourselves, to some extent, with Statistics Canada's activities, I will confine my remarks today to the department's financial requirements for the fiscal year, 1982-83. Following my short statement, Mr. Wilk also has a short statement that he would like to communicate to the committee members.

Statistics Canada has asked Parliament to approve spending of \$179,097,000. I cannot draw a representative comparison between this year's estimate and last year's, because the

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mercredi 12 mai 1982

The Vice-Chairman: Ladies and gentlemen we are going to examine, this afternoon, Vote 15 Statistics Canada, under Supply and Services.

SUPPLY AND SERVICES

B—Statistics Canada

Vote 15—Statistics Canada—Program expenditures the grants listed in the Estimates, contributions and authority to spend revenue received during the year\$162,871,000

The Vice-Chairman: I would like to welcome the Minister and ask him, before he proceeds to reading his presentation, to introduce the staff from his Department; then the Minister will read his opening statement, and the Members of Parliament, members of the committee, will be able to ask questions, concerning Vote 15 of Statistics Canada.

Mr. Minister, you have the floor.

Hon. Jean-Jacques Blais (Minister of Supply and Services): Mr. Chairman, I would like to introduce first, Mr. Martin B. Wilk, Chief Statistician; Mr. I.P. Fellegi, Assistant Chief Statistician, and Mr. Guy Labossière, who is also Assistant Chief Statistician.

As you see, we have access to an endless source of information and statistics, made available to us thanks to the outstanding work of professional statisticians.

Monsieur le président, les membres du Comité ont sans doute tous reçu un exemplaire du document de base que j'ai fait distribuer hier. Ce document décrit divers programmes majeurs de Statistique Canada, dont quelques-uns ont été entrepris ou achevés récemment, tandis que d'autres revêtent un caractère permanent. Le document fait état d'un large éventail d'activités. C'est avec plaisir que je répondrai aux questions du Comité, avec l'aide de mes fonctionnaires qui m'ont accompagné à cette fin.

Étant donné que vous avez eu l'occasion de vous familiariser avec les activités de Statistique Canada, je restreindrai aujourd'hui mes observations aux besoins financiers du bureau pour l'année 1982-1983. M. Wilk prendra la parole après moi et lira lui aussi, une brève note d'introduction.

Statistique Canada demande au Parlement d'approuver des prévisions de dépenses totalisant \$179,097,000 pour l'ensemble du bureau. Il m'est impossible d'établir une comparaison

[Texte]

1981-82 budget included the considerable sum required to take the decennial census and to effect the initial processing of data collected. However, I will indicate our requirements by the major fields of activity in the bureau.

The economic-statistics activity comprises the system of national accounts, current economic analysis, gross national product, balance of payments, financial flows and multinational enterprises, public finance, the business register, manufacturing and primary industries, business finance, labour, external trade and prices, among others. The amount requested for this field is \$72,294,000. This represents an increase of \$6,929,000 over the previous year's estimates, which includes resources to complete design of questionnaires seeking ownership and financial data to comply with the recent amendments to CALURA. As well, resources were approved to improve the use of our central business register in order to reduce business response burden. The remaining amount reflects increases due to inflation.

Notre secteur de la statistique sociale englobe différents programmes statistiques concernant le revenu et les dépenses des consommateurs, les taux d'activité, la statistique juridique, les sciences, la santé, l'éducation, la culture, l'agriculture, la statistique de l'état civil et de nombreux autres domaines. Le montant demandé pour ce secteur se chiffre à \$52,441,000, soit une hausse de \$6,096,000 qui comprend les ressources requises pour établir le Centre canadien de la statistique juridique, ainsi que pour élaborer et mettre en oeuvre un programme destiné à perfectionner les statistiques et l'information juridiques nationales. Une affectation de ressources est aussi prévue aux fins du programme d'enquête sur les dépenses de familles; il s'agit d'une enquête périodique dont on tire les pondérations de dépenses de l'indice des prix à la consommation. Une affectation de fonds est aussi prévue pour l'enquête sur la consommation d'énergie dans les fermes. Les autres montants correspondent à des changements attribuables à l'inflation.

Dans le domaine du recensement de la population, nos services ont besoin de ressources pour les activités postcensitaires, y compris le traitement, l'analyse et la publication des données, pour la production de renseignements sur les migrations alternantes et pour les premiers travaux de planification du recensement de 1986. Le montant demandé totalise \$12,184,000, en baisse de \$61,067,000 sur l'année dernière. Nous prévoyons recouvrir \$5,049,000 auprès d'autres ministères et organismes fédéraux. Cette rentrée de fonds réduira à \$7,075,000 la somme requise cette année au titre du recensement.

Pour les services de la diffusion, de la promotion et de l'information, nous demandons \$10,699,000, soit un redressement par rapport à 1981-1982 de \$1,170,000 au titre de

[Traduction]

valable entre les prévisions de cette année et celles de l'an dernier, parce que le budget de 1981-1982 comprenait d'importantes sommes requises pour la tenue du recensement décennal et la mise en train du traitement des données recueillies. Toutefois, j'indiquerai nos besoins en fonction des grands secteurs d'activité du bureau.

Nos services de statistique économique englobent le système des comptes nationaux, les analyses de conjoncture, le produit national brut, la balance des paiements, les flux financiers et les entreprises multinationales, les finances publiques, les répertoires des entreprises, les industries manufacturières et primaires, les finances des entreprises, le travail, le commerce extérieur et les prix, pour ne mentionner que ces divisions. Le montant demandé pour ce secteur s'établit à \$72,294,000. C'est là une augmentation de \$6,929,000 sur les prévisions budgétaires de l'année précédente; cette somme comprend les ressources nécessaires pour achever la conception des questionnaires ayant pour objet de recueillir des données sur la participation au capital des corporations, ainsi que d'autres renseignements financiers, conformément aux récentes modifications de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA). En outre, une affectation de ressources est prévue pour l'amélioration de l'accès à notre registre central des entreprises, afin d'alléger le fardeau de réponse des entreprises enquêtées. Le reste de la somme correspond aux accroissements de frais attribuables à l'inflation.

The social statistics activity comprises statistical programs in the areas of consumer income and expenditure, labour force activity, justice, science, health, education, culture, agriculture, vital statistics, and many other activities. The amount requested for this activity is \$52,441,000, an increase of \$6,096,000, which includes resources to establish the Canadian Centre for Justice Statistics and to develop and implement a program designed to enhance and upgrade national justice statistics and information. Resources were also approved for the family expenditure survey program, a cyclical survey from which the expenditure weights of the consumer price index are derived. Also approved was funding for the farm energy use survey. The remaining amounts reflect changes due to inflation.

The population census activity includes resources for post-censal activities, including data processing, analysis and publication, the production of journey-to-work data, and initial planning for the 1986 census. The amount requested is \$12,124,000, down \$61,067,000 from last year. We expect to recover \$5,049,000 from other federal departments and agencies. This will reduce this year's net census requirement to \$7,075,000.

The amount of \$10,699,000 has been requested for marketing and information services, an inflation adjustment of \$1,178,000 from 1981-1982. Statistics Canada intends to com-

[Text]

l'inflation. Statistique Canada entend communiquer ses données et vendre ses produits avec plus de dynamisme que dans le passé. Nous attribuons le succès du dernier recensement en partie au programme énergique d'information du public que le bureau central aussi bien que les bureaux régionaux ont mis en oeuvre, et nous prévoyons que les mesures novatrices prises dans ce domaine stimuleront la vente des produits du recensement et autres. Les nouvelles activités prévues comportent de la publicité payée et de la publicité par la poste, la diffusion de communiqués, l'envoi d'articles aux médias, des interviews à la radio et à la télévision, ainsi que la tenue de séminaires.

We have begun to promote our products and services as well through exhibitions and displays. We had a display at the 1981 Canadian National Exhibition, at the Royal Winter Fair and at the World Retailers Congress in Toronto this spring. We are discussing proposals for booths at the 1982 Canadian National Exhibition, the Pacific National Exhibition and Quebec Expo. Displays are also planned for the Learned Society meetings in Ottawa and the Canadian Labour Congress in Winnipeg.

• 1545

We have also been testing television advertising, promoting the use of statistical data in community planning, and have been advertising specific bureau products, such as the weekly news publication *Infomat*, in a variety of publications.

We are also keeping abreast of plans to introduce office automation equipment in the House of Commons and will use the new electronic links to provide easy access for members of Parliament to Statistics Canada's data in both standard formats and specially designed regional and constituency packages.

For management and administrative services, which include data processing, the amount requested, \$39,661,000, represents an increase of \$4,130,000 over last year to reflect inflation.

In connection with provision of special services, we expect to recover \$3,073,000. This will reduce our main estimate requirement for 1982-83 to \$179,097,000. Sales of Statistics Canada products and publications generate additional revenue of approximately \$1.6 million for the Government of Canada.

Statistics Canada is considering further regionalization of its data collection operation, as well as of the initial editing and processing of data collected locally. Parallel improvements would be made in our regional operations for the provision of information services for the public and for communications with the public in order to secure better understanding of and co-operation with the bureau's survey programs. With respect to these activities, Statistics Canada may be requesting further funding later this year.

[Translation]

municate its statistical information and market its products more aggressively than has been the case in the past. We attribute the success of the recent census in large part to a vigorous program of public information, both at headquarters and in the regions, and expect the sale of census and other products to benefit from continuing initiatives in this field. Planned activities include paid and direct mail advertising, new releases, prepared media articles, radio and television interviews and seminars.

Nous avons également entrepris de promouvoir nos produits et services au moyen d'expositions et d'étalages. En 1981, Statistique Canada a organisé un stand à l'Exposition nationale canadienne, à la Foire royale d'hiver et au Congrès mondial des détaillants tenu à Toronto au printemps; de plus, nous étudions de nouveaux projets de stands en vue de l'Exposition nationale canadienne, de l'Exposition nationale du Pacifique et de l'Exposition de Québec. Des étalages de Statistique Canada sont également prévus pour les congrès de sociétés savantes à Ottawa et l'assemblée du congrès du travail du Canada, à Winnipeg.

Nous avons aussi fait l'essai d'émissions de publicité à la télévision, encouragé le recours aux données statistiques dans la planification des projets communautaires et annoncé certains produits du bureau, notamment le bulletin hebdomadaire de nouvelles «Infomat» dans divers périodiques.

Par ailleurs, nous nous tenons au courant des plans qui s'élaborent en vue d'introduire à la Chambre des communes du matériel bureautique et nous utiliserons ces nouveaux liens électroniques pour assurer aux députés un accès facile aux données de Statistique Canada suivant des présentations standard et des présentations spéciales ventilées par région et par circonscription.

Quant à la gestion et aux services administratifs, domaine qui englobe le traitement des données, le montant demandé, \$39,661,000, représente, par rapport à l'année dernière, un accroissement de \$4,130,000 pour tenir compte de l'inflation.

La prestation de services spéciaux devrait nous permettre de récupérer \$3,073,000. Ainsi, le chiffre global de nos prévisions de dépenses pour 1982-1983 s'élève à \$179,097,000. La vente des produits et publications de Statistique Canada assure au gouvernement du Canada un revenu additionnel de 1.6 million de dollars environ.

Statistique Canada envisage de régionaliser davantage encore ses opérations de collecte des données, ainsi que les premiers travaux de mise en forme et de traitement des données recueillies à l'échelon local. Parallèlement, nous apporterons à nos activités régionales des améliorations en vue de fournir des services d'information au public et d'établir des communications avec le public, de manière à amener la population à mieux comprendre les programmes du bureau et à y collaborer avec plus d'empressement. Aux fins de ces activités,

[Texte]

That is the statement that I intend to give, Mr. Chairman.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Je crois que vous nous disiez que M. Wilk a une petite déclaration à nous faire aussi.

Mr. Wilk, the floor is yours.

Mr. Martin B. Wilk (Chief Statistician of Canada): Thank you very much. I appreciate the opportunity to meet with the committee and to make a few opening remarks. With your permission, Mr. Chairman, I would like to share a few observations regarding Statistics Canada, and then to remind you of the coverage of Statistics Canada's programs by quoting a few selected statistics.

Statistique Canada est un organisme complexe, qui accomplit à l'intention des Canadiens l'importante mission de fournir des renseignements pertinents, fiables et ponctuels sur la situation sociale et économique du pays. Le système statistique canadien est l'un des plus centralisés qui soient et passe pour un des meilleurs du monde. Nous exploitons plus de 500 programmes statistiques, et la masse d'informations qui en résulte constitue pour le public une importante source de renseignements sur les problèmes, les possibilités, les besoins et les réalisations du Canada.

Notre société devient de plus en plus complexe et ses composantes de plus en plus interdépendantes. Il en résulte notamment une intensification constante de la demande de données nouvelles et plus détaillées, d'explications plus pénétrantes de l'information statistique et de moyens d'accès plus rapide et plus facile à cette information.

These increasing statistical requirements would, evidently, imply a need for more resources. Fortunately, there are some factors which help to ameliorate the resource needs. These factors include productivity gains from developments in use of electronic information processing, from good management controls, from closer relationships with our users and our respondents, and from research and analysis work to assure efficient designs and full exploitation of our data.

To illustrate the scope of Statistics Canada's programs and operations, I thought it might be of interest to give some examples of our statistics.

• 1550

First of all, let me talk about people. The first results of the 1981 census are now available and indicate a Canadian population of more than 24.25 million people, representing an average rate of increase of 1.2 per cent per year over each of the past five years. Perhaps the most dramatic population shift over the past five years has been the nearly 22-per-cent increase in Alberta's population and an approximately 26-per-cent growth for the city of Calgary.

[Traduction]

il se peut que Statistique Canada demande de nouvelles sommes au cours de l'année.

Monsieur le président, voilà les précisions que je tenais à vous fournir.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. I think you told us that Mr. Wilk also had a preliminary statement.

Monsieur Wilk, vous avez la parole.

M. Martin B. Wilk (statisticien en chef du Canada): Merci. Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de me présenter devant vous. En guise de préambule, permettez-moi, monsieur le président, de formuler quelques observations au sujet de Statistique Canada et de rappeler aux membres l'ampleur des programmes de Statistique Canada, en leur citant quelques chiffres.

Statistics Canada is a complex organization with an important mission for Canada—namely to provide relevant, reliable and timely information concerning social and economic conditions of the country. The Canadian statistical system is one of the most centralized in the world, and has a reputation as being one of the best in the world. We operate more than 500 statistical programs, and the information so provided constitutes a major basis of public knowledge of Canada's problems, opportunities, needs and accomplishments.

Our society is increasingly complex and increasingly inter-related. One consequence is a sustained increase in demand for broader data coverage, for more data detail, for deeper understanding of data, and for more timely and convenient access to information.

De toute évidence, il faudrait davantage de ressources pour répondre à cette demande. Heureusement, il existe certains moyens pour diminuer les besoins en ressources. Ces moyens sont les gains de productivité que permettent les progrès de l'informatique, les contrôles efficaces de gestion, le resserrement des relations avec nos utilisateurs et nos enquêtés, enfin, les travaux d'analyse et de recherche capables d'assurer une judicieuse conception des programmes de collecte et l'exploitation intégrale des données que nous recueillons.

Pour illustrer l'ampleur des programmes et des opérations de Statistique Canada, peut-être conviendrait-il que je vous donne quelques exemples de nos travaux.

Permettez-moi d'abord de vous parler de la population. Les premiers résultats du recensement de 1981, maintenant disponibles, indiquent que le chiffre de la population canadienne est de 24,343,181 personnes, ce qui représente un taux annuel moyen d'accroissement de 1.2 p. 100 sur les cinq dernières années. Le mouvement démographique le plus frappant des cinq dernières années est peut-être l'augmentation de 21.8 p. 100 de la population albertaine et l'augmentation de 25.7 p. 100 de la population de Calgary.

[Text]

A continuing significant change on the demographic scene is the persistently increasing level of longevity of Canadians. Life expectancy currently stands at 79 years for women and 71 years for men. Interestingly, as the life expectancy of both men and women has increased, the difference between their respective longevity has also increased.

Another example of dramatic change is the increase and incidence of divorce in recent years. About one in four marriages in Canada ends in divorce, and there are about half a million children of divorced parents in Canada.

Demographic changes are at least partly responsible for changing lifestyles. For example, there has been a sharp increase in recent years in the number of Canadians living alone. Currently, about 20 per cent of households consist of one person, compared with 7.5 per cent in the year 1951, 30 years ago. Elderly women living alone constitute a particularly significant component of this increase.

Nous avons un programme très vaste de statistiques économiques, qui englobe notamment le système des comptes nationaux. De juillet 1981 jusqu'à décembre 1981, les comptes nationaux révèlent une baisse du produit national brut réel du Canada, qui a fléchi au taux annuel de 2.8 p. 100.

Statistique Canada mesure le mouvement des prix sur une base mensuelle, et l'inflation, mesurée au moyen de notre indice des prix à la consommation, a atteint un taux annuel moyen de 11.6 p. 100 au cours des douze derniers mois.

L'observation statistique de la propriété étrangère constitue un autre domaine de grand intérêt. Nos chiffres de 1979 indiquent que 36.8 p. 100 de l'avoir propre de l'industrie canadienne est sous contrôle étranger.

Nous surveillons avec beaucoup de soin le tableau de l'emploi. Depuis juin 1981, le chômage, mesuré au moyen de notre enquête mensuelle sur la population active, atteint en moyenne 8.3 p. 100. Durant la même période, le chiffre désaisonné de l'emploi a fléchi dans la proportion de presque 300,000 personnes.

A recent Statistics Canada survey, a study, has revealed that two years after graduation only one-half of university and college graduates felt that their jobs were directly related to their courses of study.

Over a longer time horizon, a very significant development relates the changes in the labour-force participation rate. Male participation in the labour force has remained stable over the past 20 years at about 80 per cent of working-age male population. Female participation has risen from about 35 per cent in 1966 to a current national level of about 51 per cent. This varies significantly across the country. For instance, in Quebec 45 per cent of working-age women are in the labour force, while in Ontario the proportion is 55 per cent.

[Translation]

Parmi les faits saillants du tableau démographique canadien, il convient de mentionner l'accroissement continu et significatif de la longévité des Canadiens. Aujourd'hui, l'espérance de vie s'établit à 79 ans pour les femmes et à 71 ans pour les hommes. Étant donné que l'espérance de vie s'est accrue tant chez les hommes que chez les femmes, l'écart entre leur longévité respective s'est également élargi.

Un autre cas remarquable de changement démographique est la progression du nombre de divorces ces dernières années—Au Canada, environ 1 mariage sur 4 se termine par le divorce, et il y a dans notre population environ un demi-million d'enfants de parents divorcés.

Les changements démographiques expliquent, en partie du moins, l'évolution des modes de vie. Par exemple, on observe depuis quelques années une hausse marquée du nombre de Canadiens vivant seuls. Présentement, 20 p. 100 environ des ménages consistent en une seule personne; en 1951, la proportion correspondante était de 7.5 p. 100 à peu près. Les femmes âgées vivant seules représentent une fraction particulièrement importante de ce segment de la population.

We have a comprehensive program of economic statistics, including the system of national accounts. From July 1981 to December 1981, the accounts indicate a decline in Canada's real gross national product at an annual rate of 2.8 per cent.

Price levels are measured by Statistics Canada on a monthly basis, and inflation, as measured by our consumer price index, has shown an average annual rate of 11.6 per cent over the last twelve months.

Foreign ownership is another area of interest. Our 1979 statistics indicate that 36.8 per cent of Canadian industry equity is foreign controlled.

We monitor the employment picture carefully. Since June 1981, unemployment as measured by our monthly labour force survey has averaged 8.3 per cent. Over the same period, seasonally adjusted employment has declined by nearly 300,000 people.

Une étude récente de Statistique Canada fait apparaître que deux ans après avoir terminé leurs études, seulement la moitié environ des diplômés de collège et d'université estiment que leurs emplois ont un lien direct avec les cours qu'ils ont suivis.

Observé sur une plus longue période, le taux d'activité présente une évolution très significative. Chez les hommes, le taux d'activité est demeuré stable au cours des 20 dernières années, s'établissant à 80 p. 100 environ de la population active de sexe masculin. Chez les femmes, il s'est accru, passant de 35 p. 100 environ, en 1966, au niveau national actuel de 51 p. 100. Ce chiffre varie beaucoup d'une région à l'autre du pays—par exemple, dans le Québec, 45 p. 100 des femmes en âge de travailler font partie de la population active, tandis qu'en Ontario, la proportion correspondante est de 55 p. 100.

[Texte]

Not all work in Canada involves earning wages or salaries. Our study of volunteer activity in Canada indicates that about 15 per cent of our working-age population contributes volunteer work and performs the equivalent of 212,000 persons working full time.

• 1555

I will conclude with three short statistics of social significance. Our Canada health survey of 1979 supplied some statistical information on the 12 per cent of our population who are disabled. A second example is drawn from the education arena. Over the past 20 years, the fraction of Canadians with less than a ninth grade education has declined from 44 per cent to 22 per cent. The third example relates to crime rates. These are increasing and have currently reached a level of nearly 9 crimes for every 100 persons in the population each year.

I hope these few examples help to illustrate the broad coverage of Statistics Canada's programs. Thank you.

Le vice-président: Merci, monsieur Wilk. Ce sont des chiffres très intéressants. J'ai remarqué que vous aviez beaucoup de statistiques qui touchent la femme, des chiffres concernant la longévité chez l'homme et la femme, et les pourcentages respectifs des femmes au travail et de celles qui ne le sont pas. Il est un peu bizarre que tout cela arrive le lendemain du rapport sur les femmes battues, d'autant plus que la longévité chez la femme semble beaucoup plus grande que chez l'homme. Je ne voudrais pas continuer là-dessus, mais tout de même, il demeure... J'espère qu'il n'y a pas de relation entre les deux rapports ou entre vos statistiques.

Dès maintenant, je voudrais passer la parole à M. Gass.

Mr. Gass: Thank you, Mr. Chairman. I would like to commence by welcoming the minister here. It is good to see him and also welcome his officials here.

I would also like to start by telling them that I am in the tourist business. I have been in the tourist business on Prince Edward Island for 12 years now. An interesting thing I will relate to the minister and his officials is that three or four years ago I happened to be talking to a chap in the office and we got to chatting about where he was from and whom he worked for and what he did. In the course of our discussion I found out that he worked for Statistics Canada. He lived here in Ottawa. I forget now what his name was; I forget what department he worked in. But the interesting thing he told me was that for 17 years he had filed information, compiled and gathered at Statistics Canada from all across the country. The comment he made that struck me was that in those 17 years of filing that information, not one person asked for one question out of that file of 17 years.

So my question is, is all of this information that is being gathered ever used to any extent?

[Traduction]

Le travail n'est pas toujours rémunéré. Notre étude de l'activité bénévole au Canada laisse voir qu'environ 15 p. 100 de la population en âge de travailler pratiquent le bénévolat et fournissent l'équivalent de 212,000 personnes travaillant à plein temps.

Je terminerai par trois statistiques assez brèves, importantes sur le plan social. Notre sondage sur la santé au Canada, organisé en 1979, nous a procuré quelques renseignements statistiques sur les 12 p. 100 de handicapés. Mon deuxième exemple a trait à l'éducation. Au cours des 20 dernières années, le pourcentage de Canadiens n'ayant pas dépassé la neuvième année est passé de 44 à 22 p. 100. Mon troisième exemple porte sur le taux de criminalité, qui a augmenté: aujourd'hui, on enregistre près de 9 infractions pour 100 personnes chaque année.

J'espère que ces quelques exemples vous permettront de mieux comprendre à quel point les programmes entrepris par Statistique Canada couvrent des domaines très vastes. Je vous remercie de votre attention.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Wilk. Your figures are very interesting. I noticed that you have many statistics concerning women, male and female longevity, so as statistics regarding working and non-working women. It is a bit strange that you are providing us that kind of statistics just after the publication of the report on battered women, and besides, women seem to live much longer than men. I do not want to pursue this question however... I hope there is no relation between the two reports or your statistics.

I would now like to give the floor to Mr. Gass.

M. Gass: Merci, monsieur le président. Je tiens à adresser la bienvenue au ministre et à ses collaborateurs, dont la visite nous fait plaisir.

Je tiens à signaler d'emblée que je travaille dans l'industrie touristique de l'Île-du-Prince-Édouard depuis 12 ans à présent. Voici 3 ou 4 ans, j'ai eu une conversation avec une personne, dans nos bureaux, et je lui ai demandé d'où elle était originaire, ce qu'elle faisait et pour qui elle travaillait. Elle m'a répondu qu'elle travaillait pour Statistique Canada et qu'elle habitait à Ottawa. J'ai oublié son nom et celui du ministère où elle travaillait. Toutefois, ce qui est intéressant, c'est qu'elle m'a raconté que pendant 17 ans, elle avait classé, compilé et recueilli des statistiques, à Statistique Canada, provenant de tout le pays. Or, personne ne lui a jamais demandé un renseignement concernant les statistiques en 17 ans.

Je voudrais donc savoir si tous les renseignements que l'on recueille sont, de temps à autre, utilisés.

[Text]

Mr. Blais: I am not exactly clear what questionnaire he filled out, but I can tell you very frankly, Mr. Chairman, that the information that is compiled is used. As a matter of fact, I think we have 1,800 publications of one form or another that are disseminated throughout the Canadian population on a regular basis. I am sure you can tell your constituent that if he has specific information we want to get, if he is not now being served by receiving the publications, or if he feels the publications he is getting do not address the sort of data requirements he has, either through you or directly to the Chief Statistician or to myself he can make a specific inquiry and we will provide him with the data.

But I might point out, without taking your time, that really our attempt now, as I indicated in my opening statement, is to increase our ability to communicate with the public, with the user, and to enlarge the user public, so that in effect the amount of information we have is useful for as wide a variety of individuals and society as is possible.

Mr. Gass: Thank you, Mr. Minister.

Further to that, I will add that on hearing this statement of this chap who worked in Statistics Canada, when the forms came around for me to fill out for the motel I run on how many months we are open and how many employees we have and how much is paid out, I filed that form in the garbage can. And when the first notice came asking for it and the second notice came asking for it, I did the same thing.

Consequently, six months later or nine months later, I would be in another office, because the motel office is only seasonal—so I would be running another business in Charlottetown. The phone would ring and it would be somebody from Stats Canada in Halifax and they would be phoning me to say that I had not filled out the form—either that or, if I did, it had got lost in the mail, quite diplomatic. “Could you take the time, Mr. Gass, to fill out this form over the telephone? I get paid by the number of applications or number of forms that I get completed, so, if you will do me the favour of giving me some figures to put on this form, then I would receive some compensation for my time,” they would say. So, with that in mind, I would simply ask, if he had five minutes, what his question was. The question would be asked and, to the best of my recollection, without any figures in front of me, I would give the answer. It would be in the ballpark, but it would not be factual to the cent or to the week or to the day. So, again, I have sort of a scepticism about how effective and how factual Stats Canada figures really are.

• 1600

Mr. Blais: I will ask Mr. Wilk to address that question, but you touch on two very sensitive issues, and that is why as politicians we have a responsibility. You are touching on the—

Mr. Gass: This was before I got into politics.

Mr. Blais: You have the responsibility now. The question is to communicate to the public at large the need for statistics. There is no doubt that any person who is in the tourist industry

[Translation]

M. Blais: Je ne sais pas exactement quel questionnaire cette personne a rempli, mais je puis vous assurer, bien franchement, monsieur le président, que les renseignements recueillis sont utilisés. D'ailleurs, sauf erreur de ma part, nous envoyons 1,800 publications partout au Canada, et ce, régulièrement. Vous pouvez assurer à votre électeur que s'il a besoin de renseignements précis qui ne sont pas repris dans les publications, ou s'il estime que les brochures que nous envoyons lui sont inutiles, il peut s'adresser directement au statisticien en chef, ou à moi-même, pour nous faire part de sa demande bien précise, et nous les lui fournirons.

Sans empiéter sur votre temps, j'aimerais toutefois signaler, comme je l'ai fait dans ma déclaration en guise de préambule, que nous cherchons actuellement à nous rendre davantage utiles au grand public et aux utilisateurs et que ce que nous cherchons, avant tout, c'est de communiquer le plus possible de renseignements au plus grand nombre de gens.

M. Gass: Merci, monsieur le ministre.

J'ajoute qu'après ma conversation avec l'employé de Statistique Canada, chaque fois que l'on m'a envoyé des formulaires à remplir ou que l'on me demandait combien de mois par an mon motel restait ouvert, à combien s'élevait le nombre de nos employés et quel était le montant de leur salaire, j'ai jeté le formulaire à la poubelle. J'ai fait pareil pour le premier et le deuxième rappel.

En effet, étant donné que mon motel n'est ouvert que pendant certaines saisons, au bout de 6 ou 9 mois, je dois me rendre à Charlottetown pour m'occuper d'un autre commerce. J'ai reçu un coup de téléphone d'un employé de Statistique Canada, à Halifax, qui me signalait que j'avais omis de remplir le formulaire ou, avec beaucoup de tact, que si je l'avais fait, il s'était perdu à la poste. Il m'a demandé: «Pourriez-vous prendre le temps, monsieur Gass, de remplir ce formulaire par téléphone? Je suis payé en fonction du nombre de demandes ou de formulaires que je parviens à faire remplir; aussi, vous me feriez une faveur en me fournissant les chiffres nécessaires, ce qui me permettrait de me faire dédommager.» Je lui ai donc simplement demandé si je pouvais répondre à sa question en cinq minutes. Si ma mémoire est bonne, je lui ai cité les chiffres de mémoire. Il s'agissait de chiffres approximatifs, pas tout à fait justes, aux cents, à la semaine ou à la journée près. Voilà donc pourquoi je suis quelque peu sceptique quant à l'utilité et à la véracité des chiffres de Statistique Canada.

M. Blais: Je vais demander à M. Wilk de répondre à votre question, mais vous avez abordé deux domaines extrêmement délicats, et c'est précisément là qu'intervient notre responsabilité d'hommes politiques. Vous nous avez parlé de...

M. Gass: C'était avant que j'entre dans l'arène politique.

M. Blais: Aujourd'hui, vous avez certaines responsabilités. Il s'agit, pour nous, de bien faire comprendre au grand public qu'il a besoin de statistiques. Il ne fait aucun doute que ceux

[Texte]

needs statistics related to tourist traffic and the incidence of tourist traffic when it comes through, how it comes into Canada and how it leaves Canada. Especially if you have a motel on a main highway or a secondary highway—that is the sort of information you require in order to contemplate what investments you would make. So there is a requirement.

The next point you touch is the quality of the information. Of course, there are people who will not provide you with the exact, to-the-cent sort of information you require, and they may be rather negligent; and, of course, we attempt to minimize that as much as possible. Of course, the latest example of that was in the last census, where the information was most timely. Because over 90 per cent of the returns were made within a very short period of time after June 3, the information was fresh and very timely. The nature of that information and the accuracy of that information was above the normal; and that, in my view, is the result of the co-operation we received from the public media and MPs and other actors in the Canadian marketplace who insisted that people should comply with the requests for fresh and accurate data.

So what you have related in terms of the telephone call is not really what we like to see, but it is better to get that than to have nothing at all. In effect, if you look at the individual who got that information from you, he was evidently a surveyor or someone who was hired as a part-time Statistics Canada employee. We want to save money, as well, and not hire somebody unless it is productive work, and these people usually work not on a piece basis but their compensation is based upon the number of inquiries they do make. There are weaknesses in any system, but we try to minimize them as best we can.

Perhaps, Mr. Wilk, you would like to add something to what I have said.

Mr. Wilk: I would be pleased to try. First of all, I certainly sympathize with the concerns expressed about the burden of filling out forms. Having come to the public service only recently and spent most of my life in other sectors of activity, I, like everyone else, have a substantial frustration with the burden of reporting that sometimes seems to come with government activities.

I may say that, though you may not have intended it in that way, I listened to much of your remarks as illustrating very well the difficulties of establishing and operating in the public interest a national statistical agency. This is, perhaps, one of the most difficult items to cope with; to persuade individual respondents that their contributions are essential in the broad public interest even though they, as individuals, do not immediately perceive what direct, immediate benefit may be derived from them. I would, however, hope that people carrying a political responsibility in addition to those who carry a public service responsibility would appreciate that there are activities that individuals do have to contribute, which are for the general good even if the immediate benefit to the individual may not be immediate and apparent to them.

[Traduction]

qui travaillent dans l'industrie touristique ont besoin de statistiques concernant le nombre de touristes, la manière dont ils entrent au Canada et en sortent. Surtout si vous tenez un motel le long d'une autoroute ou d'une route secondaire, voilà des renseignements dont vous avez besoin pour calculer le montant de vos investissements.

Vous avez aussi abordé la question de la qualité des renseignements. De toute évidence, certaines personnes ne nous fournissent pas des renseignements extrêmement précis, aux cents près, et on peut peut-être les accuser de négligence. Voilà pourquoi nous nous efforçons de réduire ce risque le plus possible. L'exemple le plus récent est celui du dernier recensement, où les renseignements sont arrivés au bon moment. En effet, plus de 90 p. 100 des questionnaires nous sont parvenus quelque temps après le 3 juin, ce qui fait que les renseignements sont arrivés au moment où nous en avons besoin. On a constaté aussi que les renseignements obtenus étaient meilleurs et plus précis qu'en temps normal, et cela s'explique par la collaboration que nous ont prêtée les organes d'information, les députés et d'autres qui travaillent sur le marché et ont insisté pour que la population fasse bien en sorte que les données soient précises et à jour.

La communication de statistiques par téléphone n'est pas la solution idéale, selon nous, mais c'est mieux que rien. En effet, la personne qui vous a téléphoné devait être de toute évidence un recenseur ou un employé à temps partiel de Statistique Canada. Nous tenons à réaliser certaines épargnes et nous n'embauchons que s'il s'agit d'une activité productive, et généralement, nos employés sont payés en fonction du nombre d'enquêtes effectuées. Effectivement, tout système présente des faiblesses, mais nous nous efforçons de réduire celles-ci au minimum.

M. Wilk voudra peut-être ajouter une observation.

M. Wilk: Je suis tout prêt à le faire. Tout d'abord, je comprends très bien ce que vous nous avez dit à propos de la charge que représentent ces questionnaires. Il y a très peu de temps que je suis devenu fonctionnaire, et j'ai surtout travaillé dans d'autres secteurs d'activités. Comme tout le monde, la paperasserie qui entoure bien souvent toute activité gouvernementale me gêne.

J'ai écouté votre intervention, et il me semble que même si vous ne l'avez pas cherché, elle traduit bien les difficultés que l'on rencontre quand on cherche à établir et à faire fonctionner un organisme statistique national dans l'intérêt du grand public. Notre tâche la plus difficile consiste à persuader les répondants que les renseignements qu'ils peuvent nous fournir sont essentiels et servent la collectivité, même si, en tant que particuliers, ils n'en perçoivent pas immédiatement tous les avantages pour eux. Toutefois, j'ose espérer que les personnes chargées d'une responsabilité politique, outre celles qui occupent des fonctions administratives, acceptent l'idée que les citoyens puissent avoir parfois à contribuer, et cela dans l'intérêt général, même si l'intérêt immédiat n'est pas évident.

[Text]

• 1605

About the utility of each and every body of data that a national statistical agency collects, I think it is always a legitimate question and one we have to cope with all the time as to which are the important sources of information; which are those we might be able to do without.

As far as the general principle is concerned, I invite you to consider what you believe you know about the national problems of the country and, at the same time, on what basis do you believe you understand these. I suggest to you that a careful examination of that will indicate that a great deal of what you know about the problems of the country, the opportunities of the country, derives either directly or indirectly from the operation of information gathering agencies such as Statistics Canada, and failing the existence of such an organization, you, as politicians, and the rest of us as citizens, would be virtually at the mercy of anecdotal accounts, the accident of personal experiences, myths of one kind or another that have currency and media events, which would not even be very firmly based. So I sympathize with the view regarding the burden on respondents.

I agree also that there is a need for very careful scrutiny of the character and calibre of programs to be sure that we are emphasizing those that are really important and eliminating those that are not useful to the public and the many constituencies that we have to serve. But, as far as the general utility of statistical information I think, of course, subject to political judgment, that there is little question that it is impossible to run a complex enterprise such as Canada without having a reliable and effective information gathering mechanism that is involved.

I might add as a footnote—I know it was not the thrust of your question—but I am pleased that you were treated courteously and diplomatically by our interviewer and that they did not attempt to exercise any heavy-handed, threatening mode in trying to persuade you to provide the information that was needed.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Gass, to the next questioner. We can take your name for the second round because we are now 15 minutes over.

Mr. Gass: Okay, the second round. We will try to get some short answers to the short questions.

The Vice-Chairman: Mr. Heap followed by Mr. Bossy.

Mr. Heap: Thank you, Mr. Chairman. I have a question about the labour force data. I believe it was the Allmand report, Mr. Chairman, that suggested the labour force statistics seriously undercount the unemployed, and the statistics reports imply that by adding a supplementary figure to the official unemployed count. I wonder whether the department is considering any change in its method of assessing or evaluating the data collected on the number of unemployed.

[Translation]

Je pense toutefois qu'il est légitime de poser la question de l'utilité des informations et renseignements recueillis à des fins statistiques par une agence nationale—elle nous est posée en permanence—en même temps que celle des sources essentielles d'informations, ou au contraire, des sources dont nous pourrions nous passer.

Pour revenir au principe général du bien-fondé de ce travail statistique, je vous invitais simplement à vous poser la question de savoir à partir de quoi vous pouvez vous former une idée des grands problèmes de notre pays. Je suppose qu'un examen scrupuleux vous révélera que l'essentiel de la compréhension que vous pouvez en avoir est issu directement ou indirectement d'un travail d'information auquel contribuent de grandes agences comme Statistique Canada, et disons qu'en l'absence de ces grands organismes de sondage, vous, hommes politiques, mais également le reste de la population, seriez virtuellement à la merci de ce qui peut se raconter, à la merci des méandres de votre expérience personnelle, de mythes d'une sorte ou d'une autre, et des médias, le tout constituant une base d'information insuffisante. Mais pour tout dire, je comprends les préoccupations que vous avez exprimées en ce qui concerne le travail que nous demandons parfois à nos enquêtés.

Je suis également d'accord pour dire qu'il convient d'examiner avec la plus grande attention le profil de nos programmes, afin de nous assurer que nous mettons l'accent sur les questions les plus importantes, pour ensuite éliminer les programmes qui sont sans intérêt pour la population, et les comtés au service desquels nous sommes. Mais revenant encore à cette question de l'utilité générale de la statistique, je pense—et c'est sans doute une question de point de vue politique également—qu'il est impossible de gérer une entreprise aussi complexe que le Canada, sans avoir à sa disposition un instrument d'enquête et d'information fiable et efficace; là-dessus, je n'ai aucun doute.

Je pourrais ajouter ceci en note finale—bien que ce soit un peu éloigné de votre question—c'est que je me félicite de constater que vous avez été abordé de façon courtoise et diplomatique par notre enquêteur, lequel, apparemment, n'a pas essayé de faire pression sur vous pour vous arracher les quelques éléments d'information dont il avait besoin.

Le vice-président: Merci. Monsieur Gass, nous allons vous inscrire pour le deuxième tour, étant donné que nous avons déjà dépassé les quinze minutes.

M. Gass: Très bien pour le deuxième tour. Nous essaierons d'être bref, dans les questions et dans les réponses.

Le vice-président: M. Heap, suivi de M. Bossy.

M. Heap: Merci, monsieur le président. J'ai une question à poser sur les chiffres concernant la population active. Si ma mémoire est exacte, le rapport Allmand, monsieur le président, indiquait que les statistiques sur la population active sous-estimaient largement le volume des sans-emploi, ce que les rapports statistiques semblent impliquer, puisqu'on ajoute un chiffre supplémentaire au premier résultat du décompte des sans-emploi. Je voudrais donc savoir si le ministère envisage de

[Texte]

Mr. Blais: Mr. Chairman, a brief reply to that. No, we are not contemplating any changes. The standards that are being employed now in the labour force survey are recognized international standards that are used by other OECD countries and Canada's application of those standards is recognized as being superior to most other data collecting agencies.

Mr. Heap: There is not any problem of underfunding in the fact that the figures of the official unemployment always fall several hundred thousand short of what is recognized as the actual number of people who are without work?

Mr. Blais: No. You are speaking of the "hidden unemployed"?

Mr. Heap: Yes.

Mr. Blais: No. In effect, most of the countries that conduct labour force surveys recognize a component that could correspond to the hidden unemployed. But the standards that are in force relate to individuals being counted who are actively seeking employment.

• 1610

I would point out that figures were quoted last week in the House, I think by Mr. Riis, that tended not to be accurate. He referred to a figure of 750,000, if my memory serves. The figures of the hidden unemployed that have been ascertained are in the vicinity of 161,000, if memory serves. Therefore, the figures he was quoting were completely inaccurate. I might point out to you that we publish the figures relating to the hidden unemployed in March of each year, and last year we published them twice, in March and in September as well.

But you recognize, Mr. Heap, that the labour-force survey is one of the most expensive surveys we have, because it is a monthly survey, a wide sampling and a national sampling, and provides us with information that has stood the test of time.

Perhaps, Mr. Wilk, you might want to add something to that.

Mr. Wilk: I would certainly endorse the assessment that the Canadian-labour-force survey is recognized as virtually a standard of excellence in the world. It has been subject to a very recent review by the Moser committee in 1980, and it received the highest of praise for its design and its mode of operation.

The information regarding the hidden unemployed, the discouraged workers, the people who have been laid off and so forth, that information, of course, is available to you by virtue of the labour-force survey that we conduct. We try to make the findings of that labour-force survey, including the findings

[Traduction]

modifier sa méthode d'évaluation et de traitement des chiffres concernant les sans-emploi.

M. Blais: Monsieur le président, ma réponse sera d'abord rapide. Non, nous n'envisageons aucune modification. Les normes que nous utilisons pour notre enquête sur la force de travail sont reconnues internationalement, elles sont utilisées par d'autres pays de l'OCDE, et il a été reconnu que notre utilisation de ces méthodes standards et de ces normes est d'une valeur supérieure à celle de la plupart des autres organismes statistiques.

M. Heap: Y aurait-il derrière tout cela une insuffisance de moyens financiers, expliquant que les chiffres officiels soient toujours inférieurs de quelques centaines de milliers à ce qui est reconnu comme étant le nombre véritable des personnes sans travail?

M. Blais: Non. Vous voulez ici parler des chômeurs non déclarés?

M. Heap: Oui.

M. Blais: Non. De fait, la plupart des pays qui font des enquêtes sur la population active tiennent compte d'un facteur qui correspondrait à ce dont vous nous parlez ici, c'est-à-dire le chômage qui n'apparaît d'abord pas dans les chiffres. Mais les normes statistiques en vigueur cherchent à donner un décompte des personnes qui cherchent activement un emploi.

Je vous ferais remarquer que les chiffres qui ont été cités la semaine dernière à la Chambre, je pense par M. Riis, n'étaient pas exacts. Le chiffre mentionné était de 750,000, si ma mémoire est exacte. Le chiffre du chômage dissimulé qui a été utilisé était environ 161,000, si ma mémoire est encore exacte. Disons donc que ces chiffres utilisés étaient complètement faux. Je signalerais que nous publions chaque année des chiffres concernant le chômage non déclaré, et l'an dernier, nous les avons publiés deux fois, en mars et en septembre.

Mais vous reconnaîtrez, monsieur Heap, que l'enquête sur la population active est une de nos enquêtes les plus onéreuses, étant donné qu'elle est conduite mensuellement, sur des échantillons extrêmement larges et nationaux, et que jusqu'ici, elle nous a donné des résultats qui se sont montrés à l'épreuve du temps.

Peut-être auriez-vous quelques remarques à ajouter là-dessus, monsieur Wilk.

M. Wilk: Il est vrai que l'enquête sur la population active du Canada est une enquête qui a donné des résultats reconnus dans le monde entier pour leur qualité. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'une étude de la commission Moser, en 1980, qui lui a décerné toutes ses félicitations pour sa conception et les méthodes qu'elle utilise.

Pour revenir maintenant au chômage non déclaré, aux ouvriers découragés, aux personnes qui ont été licenciées, etc., tous ces renseignements, bien sûr, vous sont dispensés grâce à l'enquête sur la population active dont nous sommes responsables. Dans la mesure de nos possibilités, nous essayons de

[Text]

on discouraged workers, as available to the public as we reasonably can.

The definition of unemployment and, for that matter, of employment is a rather complex matter, when you take into account that you need to make the determination by asking of persons questions they can understand and respond to in a way that the listener can understand; that is one of the factors. It may sound like an esoteric consideration, but it is one of the major factors in the way in which the international statistical community has evolved in regard to the development of concepts and definitions of employment and unemployment for statistical purposes.

The Chairman: Mr. Heap.

Mr. Heap: Further, Mr. Chairman, on the matter of the CPI, or at least related to the CPI, was there recently a revision of the poverty line, the low-income cut-off line worked out by the department and the staff, that would have resulted in an upward revision of the poverty line that would have considerably added to the number of people classified therefore as in poverty? Was that revised approach cancelled after discussion with other departments or other bodies?

Mr. Blais: No, Mr. Chairman. I can say that quite candidly.

But I would like to point out that I tend to react a bit negatively when I hear the expression "poverty line". That is, in my view, a public misconception. There has been a low-income cut-off.

Mr. Heap: Yes.

Mr. Blais: But "poverty line" is an interpretation you may unwisely wish to make. In any event, there has been no cancellation.

Mr. Heap: Are you saying there was no new approach to a definition of it, as compared to the basis used, for example, in 1978?

Mr. Blais: No.

Mr. Heap: Is there any proposal to re-examine the method of counting it—for example, comparable to the American proposal to treat all people as tenants for the purpose of costing, so as to segregate home homeowners' costs, which do not apply to tenants?

Mr. Blais: I am not aware of any consideration.

Mr. Chairman, I might indicate that, when you are dealing with statistical methodology and when you are dealing as professional an operation as the StatsCan agency, there is constant consideration of alternatives and new methodology.

• 1615

Mr. Heap: But there has been no task force convened to review the low income cut-off line or to review the method of making up the basket for statistics?

[Translation]

rendre publics les résultats, y compris les chiffres concernant les ouvriers et les employés découragés.

Il est extrêmement difficile de saisir le phénomène complexe du chômage et de définir le terme d'employé; pour le faire, vous devez réussir à poser des questions que les enquêtes comprennent et auxquelles ils puissent répondre de façon compréhensible pour l'enquêteur; voilà un des facteurs. Ces considérations vous paraîtront peut-être ésotériques, mais il s'agit précisément là d'un domaine où le travail statistique fait dans le monde entier a beaucoup évolué, en matière de définition des concepts d'emploi et de chômage utilisés à des fins statistiques.

Le président: Monsieur Heap.

M. Heap: J'aimerais en venir, monsieur le président, à l'IPC, ou du moins à une question connexe: y a-t-il eu récemment une révision du seuil de pauvreté, une révision en hausse de cette limite inférieure qui avait été fixée par le ministère, ce qui aboutirait à considérer comme faisant partie de la population des démunis beaucoup plus de personnes que par le passé? Ce projet de révision aurait-il été annulé après consultation d'autres ministères et organismes centraux?

M. Blais: Non, monsieur le président. Je peux le dire en toute franchise.

Mais permettez-moi de vous dire que j'ai une réaction un peu négative chaque fois que j'entends l'expression 'seuil de pauvreté'. Je crois qu'il y a là une espèce de malentendu général. Disons que nous avons fixé une limite pour les tranches inférieures de revenu.

M. Heap: Oui.

M. Blais: Mais je crois que le terme «seuil de pauvreté» est une interprétation un peu abusive. En tout cas, rien n'a été annulé.

M. Heap: Vous nous dites donc qu'il n'y a eu aucune nouveauté dans ce domaine, disons, par rapport à la base que vous utilisiez en 1978.

M. Blais: Non.

M. Heap: Y a-t-il eu des propositions visant à revoir la méthode de calcul... quelque chose de comparable à ce projet américain visant à traiter tout le monde comme locataire pour le calcul des charges, afin de pouvoir distinguer les charges qui n'incombent pas aux locataires?

M. Blais: Pas que je sache.

Monsieur le président, je pourrais peut-être indiquer que lorsqu'il est question de méthodes, en statistique, et lorsque vous en parlez en professionnel, dans le cadre de Statistique Canada, on envisage en permanence de nouvelles méthodes, de nouvelles formules.

M. Heap: Il n'y a cependant pas eu de groupe de travail d'établi pour examiner la limite des faibles revenus ou la composition du panier, aux fins de la statistique?

[Texte]

Mr. Blais: That is a different kettle of fish. In terms of what you call the "basket" of the CPI, that of course is now being revised. We will have the 1978 basket of goods affecting the CPI coming out on May 21, coming out this month; that is, we have readjusted the basket of goods in accordance with the family expenditure survey that was conducted in 1978.

Mr. Heap: Coming out when, Mr. Chairman?

Mr. Blais: On May 21.

Mr. Heap: Thank you.

One further question, Mr. Chairman. Would there be consideration of using any of the comments made in the Allmand report—back to the labour statistics? The Allmand report on employment opportunities did indicate that there is a serious under-counting of unemployment. Have you any comment on that evaluation made by the Allmand report?

Mr. Blais: I have no other comments to add to what I said before. Perhaps, Mr. Wilk, you would have some?

Mr. Wilk: No, I really have not. I think the problems respecting the measurement and the concepts that lie behind those measurements, the definitions employed, are of long-standing duration and knowledge, so far as professional statisticians are concerned. As I indicated earlier, the procedures we employ are regarded as being of the highest quality and are used as a model by other countries—I might say including the United States. It is, of course, always possible under changing circumstances—such as changing conditions of the Canadian labour market or changing conditions of the Canadian economy and society—that variations need to be considered and we are always alert to that. We have a continuing research effort in that area. We are, in fact, well under-way in having established within Statistics Canada, at a very senior level, a position of labour market analysis with the intention of integrating and co-ordinating our programs to serve best the requirements regarding labour market information. It, of course, is possible that in the context of those developments we may have changes that we will feel are worthy of being made.

Mr. Heap: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Bossy, for the next 10 minutes, followed by Mr. Siddon.

Mr. Bossy: I am going to be fairly brief, based on some of the inquiries we were making as far as the inaccuracy of reporting on unemployment is concerned. I would like to go to an area that seems to be of fairly major concern right now, our economic situation as it is—and we are forever talking on the inflation rate. Apparently there were, and there have been in the newspaper, some comments made by the President of The Canadian Bankers' Association, some claims concerning the inaccuracy of reporting—in other words, the inflation rate, based on the consumer price index. You probably all read this in the newspapers. He made statements that the real thing should be in the area of 7 to 8 per cent, rather than 11 or 12, or whatever we seem to have. He went further in his comments to say that he recommended that there should be a task force to investigate the consumer price index. I am just wondering—

[Traduction]

M. Blais: En ce qui concerne le «panier», comme vous l'avez appelé aux fins de l'indice des prix à la consommation, il est évidemment en voie d'être examiné. Le panier de denrées de 1978, aux fins de l'indice des prix à la consommation, doit être prêt le 21 mai, c'est-à-dire ce mois-ci; il a été réaménagé selon l'enquête sur les dépenses familiales menée en 1978.

M. Heap: Il doit être prêt quand?

M. Blais: Le 21 mai.

M. Heap: Merci.

Une autre question, monsieur le président. Envisage-t-on de tenir compte des observations du rapport Allmand relativement à la statistique sur le travail? Le rapport Allmand sur les possibilités d'emploi a indiqué que le chômage était sérieusement sous-évalué. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M. Blais: Je n'ai rien d'autre à ajouter. M. Wilk a peut-être quelque chose à dire à ce sujet.

M. Wilk: Pas vraiment. Les problèmes en ce qui concerne les mesures et les concepts sur lesquels se fondent ces mesures, les définitions employées, existent depuis toujours et sont bien connus des statisticiens. Comme je l'indiquais plus tôt, les procédés que nous employons sont considérés comme les meilleurs et servent de modèle à bien d'autres pays, y compris les États-Unis. Il est toujours possible, avec l'évolution des conditions du marché canadien du travail, de l'économie de la société canadienne, d'avoir des variantes, et nous en sommes toujours conscients. Nous effectuons constamment des recherches sur ces questions. A un échelon très élevé de la hiérarchie de Statistique Canada, nous sommes actuellement à créer un poste d'analyste du marché du travail, en vue de l'intégration de la coordination de nos programmes, de façon à mieux répondre encore à la demande d'informations sur le marché du travail. Il se peut que ce changement entraîne d'autres, si le besoin s'en fait sentir.

M. Heap: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Ce sera M. Bossy, pour dix minutes, suivi de M. Siddon.

M. Bossy: Je vais être bref, après ces questions sur l'inexactitude des chiffres sur le chômage. Je voudrais aborder un domaine qui donne lieu à beaucoup de préoccupations actuellement, celui de notre situation économique et de notre taux d'inflation. Selon les journaux, le président de l'Association des banquiers canadiens aurait mis en doute les chiffres sur le taux d'inflation fondé sur l'indice des prix à la consommation. Vous êtes probablement au courant. Selon lui, le taux d'inflation devrait se situer autour de 7 ou 8 p. 100, plutôt qu'autour de 11 ou 12 p. 100. Il recommande même qu'un groupe de travail enquête sur l'indice des prix à la consommation. Je me demande, comme tout le monde semble le faire actuellement, d'ailleurs, comment nous pouvons nous assurer de l'exactitude de notre taux d'inflation.

[Text]

and this is quite a subject right now—how we can really indicate that the inflation rate is accurate today.

Mr. Blais: You are talking about Mr. MacIntosh and his comments?

Mr. Bossy: The one who was quoted when he appeared before the bankers.

• 1620

Mr. Blais: Mr. Chairman, the comments made by Mr. MacIntosh were unfortunate, to say the least. In effect, he indicated that the CPI somehow was not in accordance with some other indices of price variation. However, he did not identify what the other indices were and, when you look at the CPI, it tends to be an index that results from a pretty elaborate data-gathering process that involves a large number of goods that are identified after another survey, called the Family Expenditure Survey, and other data that has been previously collected. So the judgment on the CPI tends to be that we present it after a very, very thorough analysis and it does not compare with any other index that deals with price variations.

I do not know which one he was comparing it to. He was making a judgment that since has not been elaborated, nor has additional information been transmitted to us relating to what he was banking it on.

In terms of changing the CPI, as you know, we have had a number of seminars where individuals have been invited to Canada from other sources and Canadian users have been invited to discuss with Statistics Canada officials the CPI and its application for two purposes: first, to ascertain that the methodology presently used is the best that can possibly be used; and, second, to rectify some of the misapprehensions, such as that which has been expressed by Mr. MacIntosh.

There have been three such seminars since the beginning of the year, and the review that we are proposing is in three stages. The seminars were the first stage. Now there will be consultation with the users on a nation-wide basis, followed in October by a full conference to which those parties who have been interested in the CPI, the elaboration of the methodology and its use, will be convoked. Hopefully, the results will be salutary to all concerned.

Perhaps, Mr. Wilk, you would like to add a few comments.

Mr. Wilk: Yes, I really appreciate an opportunity to address this matter. As the committee will, I am sure, appreciate, we were rather concerned that a responsible person would make a statement of the sort that Mr. MacIntosh is alleged to have made. With your permission, Mr. Chairman, I would like to share with the committee some portions of a letter I have addressed and sent to Mr. MacIntosh.

I quote now from the letter:

[Translation]

M. Blais: Vous voulez parler des observations de M. MacIntosh?

M. Bossy: De celui qui a été cité après sa comparution.

M. Blais: Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'agit de propos malheureux de la part de M. MacIntosh. Ce qu'il a dit, c'est que l'indice des prix à la consommation ne concordait pas avec les autres indices de variation des prix. Il n'a pas indiqué cependant quels étaient ces autres indices. L'indice des prix à la consommation est le résultat d'un processus très élaboré de cueillette de données faisant appel entre autres à un grand nombre de denrées identifiées par une autre enquête, l'enquête sur les dépenses des familles. L'indice des prix à la consommation n'est donc publié qu'après une analyse très poussée et ne se compare pas, à ce niveau, aux autres indices de variation des prix.

Je ne sais pas avec quel autre indice il le comparait. Il a porté un jugement qu'il n'a pas expliqué depuis, à l'appui duquel il ne nous a pas donné d'information supplémentaire.

Pour ce qui est des changements à apporter à l'indice des prix à la consommation, nous avons tenu, comme vous le savez, un certain nombre de colloques auxquels des particuliers d'autres organismes et des usagers canadiens ont été invités en vue d'en discuter avec les fonctionnaires de Statistique Canada. Le but de ces colloques était double: d'abord, on voulait s'assurer que la méthodologie utilisée était la meilleure; deuxièmement, on voulait mettre fin aux impressions erronées comme celles que M. MacIntosh a exprimées.

Il y a eu trois colloques de ce genre depuis le début de l'année. De même, la révision que nous proposons doit se faire en trois étapes. Les colloques constituent la première étape. Maintenant, il y aura consultation avec les usagers à l'échelon national. Enfin, en octobre, il y aura une conférence plénière à laquelle seront conviés tous ceux qui sont intéressés par l'indice des prix à la consommation, la méthodologie utilisée pour l'établir et l'usage qui en est fait. Il est à espérer que le résultat de cet effort sera salutaire pour tous.

Vous voulez peut-être ajouter quelque chose, monsieur Wilk.

M. Wilk: Je suis heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots à ce sujet. Comme le comité s'en doute sûrement, nous sommes très préoccupés par une déclaration comme celle-là de la part d'une personne aussi responsable que M. MacIntosh. Avec votre permission, monsieur le président, je voudrais lire au comité quelques extraits d'une lettre que j'ai fait parvenir à M. MacIntosh à ce sujet.

Et je cite:

[Texte]

We are concerned about the views which were attributed to you in The Citizen of May 5, 1982 especially since those views were attributed to a representative of a responsible and influential association.

There were three particular views, as reported in The Citizen, which we found disturbing.

First, you were reported to have stated that "... the CPI may well be invalid because it estimates the inflation rate at 12 percent while other economic indicators put the rate at only seven or eight percent".

To our knowledge, the only other existing comprehensive indicator of inflation is the Implicit Price Index

utilized in the system of national accounts.

Between 1980 and 1981, this index increased by 11.1% compared to the 12.5% registered in the CPI.

That is a long way from the 7 per cent alleged by Mr. MacIntosh.

The only indicator which would suggest 7 per cent to 8 per cent inflation is the industry selling price index which we also produced which, in fact, in March 1982 registered a 7 per cent year-over-year increase.

My letter continues:

I am informed that this is likely the indicator which you were alluding to. I am rather surprised that you would refer to this index as a general measure of inflation. The industry's selling price index, which measures the change in Canadian manufacturers' selling prices is very limited in scope.

It excludes a large number of items and, in particular, it excludes the industry selling price index, services which make up approximately 40 per cent of the Consumer Price Index, and therefore cannot in any sense be seen as a substitute for it.

• 1625

Next, my letter says:

Secondly, you purportedly suggested that the government should appoint an independent task force to review the CPI.

I go on to remind him that in 1972 there was a Royal Commission on Prices and Incomes examined the CPI. In 1976 there was a review of procedures carried out by the auditor general and, in 1980, there was a review of the Consumer Price Index methodology carried out by Mr. Popkins who was previously Assistant Commissioner for Labour Statistics in the U.S. Bureau of Labour Statistics and is an internationally known expert. In each of those reviews the Canadian CPI was found to be of the highest standards. And as Mr. Blais has outlined, as of last fall within Statistics Canada, we did decide to undertake a price-measurement review program and announced this publicly in a press release dated January 18, 1982.

[Traduction]

Nous sommes très préoccupés par les propos qui vous ont été attribués, en tant que représentant d'une association responsable et puissante, dans l'édition du 5 mai 1982 du Citizen.

Nous sommes particulièrement choqués par trois opinions que vous avez émises selon le Citizen.

D'abord, vous auriez dit que «... l'indice des prix à la consommation pourrait être nul du fait qu'il part d'un taux d'inflation de 12 p. 100 alors que les autres indicateurs économiques établissent ce taux à seulement 7 ou 8 p. 100».

À notre connaissance, le seul autre indicateur complet de l'inflation est l'indice implicite des prix.

Il est utilisé pour les comptes nationaux.

Entre 1980 et 1981, cet indice s'est accru de 11.1 p. 100 comparativement aux 12.5 p. 100 calculés dans l'indice des prix à la consommation.

C'est loin des 7 p. 100 avancés par M. MacIntosh.

Le seul indicateur qui aboutirait à un taux d'inflation de 7 à 8 p. 100 est l'indice des prix industriel que nous calculons également et qui, en mars 1982, a donné une augmentation de 7 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Ma lettre poursuit en disant que:

On me dit que c'est certainement l'indicateur auquel vous faites allusion. Je suis surpris que vous le considériez comme un instrument général de mesure du taux d'inflation. L'indice des prix industriel, qui mesure l'évolution des prix de vente des fabricants canadiens, est d'une portée très limitée.

Il exclut un grand nombre d'articles, notamment l'indice des prix industriel et des services qui représentent 40 p. 100 de l'indice des prix à la consommation; en conséquence, il ne peut être en aucun cas considéré comme un substitut.

Ma lettre dit plus loin:

Deuxièmement, vous suggérez que le gouvernement charge un groupe de travail indépendant de revoir l'indice des prix à la consommation.

J'aimerais rappeler au député qu'en 1972, une commission royale d'enquête sur les prix et les revenus avait justement examiné l'IPC. En 1976, le Vérificateur général a étudié les procédures et, en 1980, M. Popkins, ancien commissaire adjoint aux statistiques sur le travail au bureau américain des statistiques sur le travail, et expert international en la matière, a effectué une étude de la méthodologie de l'indice des prix à la consommation. Chacune de ces études a conclu que l'indice des prix à la consommation canadienne était l'un des instruments les plus exacts. Comme l'a indiqué M. Blais, l'automne dernier, Statistique Canada a décidé d'entreprendre un programme d'évaluation des instruments de mesure des prix et l'a annoncé dans un communiqué de presse le 18 janvier 1982.

[Text]

The Vice-Chairman: I would like you to produce this letter. I suppose you will not have any objections to copies being made so that the letter may be available to each member of the committee?

Mr. Wilk: Certainly, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mr. Bossy, I owe you one more short question because your time is up.

Mr. Bossy: I want to go back to some comments Mr. Gass made. It relates back to the amount of paperwork involved. I have had several complaints myself, especially from small businessmen. They get bundles of requests to fill in this and fill in that. So the small businessman is wondering if we are going to increase this even more. It seems already to have been increasing. Because of the necessity for statistics, I am a great believer in stats, but there comes a point, really, where one must ask how much can these little businessmen really take? I suppose people in big business have people in their offices who can devote full time, to such things. But the little guy has not got the time to fill these in; that is why they go in the waste-paper basket. So I just wonder if anything is being done to simplify all that. I know when I was on the farm I will tell you, that the forms seemed to be getting longer and had more questions. So you become frustrated and tend to throw them in the waste-paper basket. Can you enlighten me as to whether or not there is any chance of a reduction in the paper burden.

Mr. Blais: Mr. Chairman, as you know, the question of paper burden has been with us for some time. There has been a great deal of pressure and we have succumbed to that pressure; we have reduced substantially the paper burden.

There are two basic causes. One of them dates back to the Diefenbaker time when, in effect, they permitted Statistics Canada to have access to tax information in order to avoid duplication of information in terms of the provision of that information. Therefore, Statistics Canada, on the basis of maintenance of confidentiality, can now gain access to data from small business income tax returns, so that we can get that administrative and tax information in order to compile the data that we require for the various uses to which it is put. Of course, that data is completely laundered, as you understand. It cannot identify any of the individuals who filed that information.

The other cause is one that is more recent; I mean the amendments to CALURA which we passed last June in the House. That reduced the paper burden for about 96,000 small businesses by increasing the threshold of reporting. Because CALURA needs information that relates to foreign ownership, technology transfer, and matters of interest primarily to the medium and large-sized corporations, we have removed the obligation of reporting from the backs of the small business; as I said, 96,000 small businessmen were removed from having to report.

[Translation]

Le vice-président: J'aimerais vous demander de déposer cette lettre et, avec votre permission, en faire faire des photocopies afin que chaque membre du Comité en ait une.

M. Wilk: Assurément, monsieur le président.

Le vice-président: Monsieur Bossy, je vous autorise à poser encore une brève question car votre temps est écoulé.

M. Bossy: J'aimerais revenir sur certaines remarques de M. Gass concernant les formalités administratives. Personnellement, j'ai reçu plusieurs plaintes, surtout de la part de petits chefs d'entreprise. Ils sont obligés de remplir un tas de formulaires et ils se demandent si cette mesure va encore alourdir leur tâche sur ce plan-là. Il leur semble déjà que ce soit le cas. Certes, les statistiques sont nécessaires, et j'en suis fermement convaincu, mais il y a des limites à ce qu'on peut demander à ces petits chefs d'entreprises. Dans les grandes entreprises, il y a du personnel pour remplir tous ces formulaires, mais le petit chef d'entreprise, lui, n'a pas le temps de les remplir et c'est pour cela qu'ils aboutissent dans la corbeille à papier. J'aimerais donc savoir si vous avez l'intention de simplifier tout ce processus. Quand j'étais agriculteur, j'avais l'impression de recevoir des formulaires de plus en plus longs et qui comportaient de plus en plus de questions. C'est extrêmement frustrant et vous finissez par les jeter au panier. Pouvez-vous me dire si l'on peut espérer une réduction de toutes ces formalités administratives?

M. Blais: Monsieur le président, vous savez bien que toute cette question nous préoccupe depuis quelque temps. Nous subissons certaines pressions et, en conséquence, nous avons pris des mesures pour réduire sensiblement toutes ces formalités administratives.

Il y a deux causes fondamentales à cela. L'une remonte à l'époque Diefenbaker lorsqu'on a permis à Statistique Canada d'avoir accès aux informations données sur la déclaration d'impôt afin de lui éviter de devoir redemander les mêmes renseignements aux Canadiens. En conséquence, Statistique Canada peut maintenant, tout en préservant le caractère confidentiel de ces informations, avoir accès aux renseignements figurant sur les déclarations d'impôt sur le revenu des petites entreprises, ce qui est extrêmement utile pour nos calculs. Bien sûr, toutes ces données nous sont fournies de façon tout à fait anonyme, et je ne peux absolument pas identifier les particuliers auxquels correspondent ces données.

L'autre cause est un peu plus récente puisqu'il s'agit des amendements apportés à CALURA en juin dernier. En haussant le seuil à partir duquel les entreprises sont censées remplir ces formulaires, nous avons réduit les tâches administratives d'environ 96,000 petits chefs d'entreprises. Étant donné que CALURA exige des données sur le taux de participation étrangère, les transferts technologiques et autres questions intéressant essentiellement les grandes et moyennes entreprises, les petits chefs d'entreprises ne sont plus obligés de nous fournir des données là-dessus; comme je l'ai dit, 96,000 petits chefs d'entreprises sont ainsi dispensés de faire ce genre de rapport.

[Texte]

• 1630

Mr. Bossy: Would there be—

The Vice-Chairman: Mr. Bossy, you are at 13 minutes right now, and I have to go to Mr. Siddon. If you want to be on for a second round, I will put your name.

An hon. Member: I have another question.

Mr. Blais: Once we have an electronic system . . . As I pointed out, we are trying to provide information to members of Parliament through an accessible CRT—cathode ray tube—by television screens, so they can get information on statistics. Once that sort of information can be readily available to Canadian users, and with the new videotex system, we can contemplate the possibility of gaining information not through the normal surveys, but through the interplay of the user and the basic collection agency.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Siddon.

Mr. Siddon: *Monsieur le président*, I would like to help Mr. Bossy out by continuing the line of questioning he and Mr. Gass opened up earlier.

Gentlemen, I note if you discount the \$67 million for last year's census from the 1981-82 estimates, you come up with a departmental budget of \$155,600,000, while the projection for this year is \$179 million. In other words, this is approximately a 15 per cent increase over last year's spending for normal programs, and a 30 per cent increase over the 1980-81 expenditures.

I want to deal, Mr. Chairman, with our witnesses for a few moments in the area of value for money, or the cost effectiveness of the work Statistics Canada does on behalf of the taxpayers of Canada, and to begin by pointing out that the budget has increased by 30 per cent since 1980-81 and by 15 per cent for the present year—considerably in excess of the rate of inflation, whichever index we use. I note in the minister's opening statement that there is even a possibility of additional expenditures later this year because of a program of decentralization, which in my simple-minded way of looking at things should, in fact, reduce costs, not increase them.

I wonder, Mr. Chairman, if I might ask our witnesses if any of them recall what the budget of Statistics Canada would have been in 1970?

Mr. Blais: No, I am afraid my memory does not go back that far, Mr. Chairman. I was not around in those days.

Mr. Siddon: None of our statisticians could recall? If Mr. Wilk knew, I would appreciate—

Mr. Blais: Well, Mr. Wilk is new, and as you can see from the young appearance of all the senior officials in the department, very few of them—

Mr. Siddon: I understand that.

[Traduction]

M. Bossy: Y a-t-il . . .

Le vice-président: Monsieur Bossy, vous avez eu 13 minutes et je dois maintenant donner la parole à M. Siddon. Si vous le voulez, je peux inscrire votre nom pour un second tour.

Une voix: J'ai une autre question à poser.

M. Blais: Une fois que nous aurons un système électronique . . . Comme je l'ai indiqué, nous essayons de fournir des renseignements et des statistiques aux députés au moyen d'un écran cathodique. Une fois que cela sera accessible aux usagers canadiens, avec le nouveau système vidéo, nous pourrions finalement obtenir des renseignements, non pas au moyen de nos enquêtes ordinaires, mais grâce à l'interaction de l'utilisateur et de l'organisme chargé de compiler ces données.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Siddon.

M. Siddon: Monsieur le président, M. Bossy sera certainement content que je m'attarde sur le sujet que lui et M. Gass ont abordé tout à l'heure.

Messieurs, je constate que si vous soustrayez du budget de 1981-1982 le montant de \$67 millions qui correspond au recensement de l'année dernière, vous obtenez un budget ministériel de \$155,600,000, alors que les prévisions de cette année s'élèvent à \$179 millions. En d'autres termes, il s'agit d'une augmentation d'environ 15 p. 100 par rapport aux dépenses ordinaires de l'année dernière, et d'une augmentation de 30 p. 100 par rapport aux dépenses de 1980-1981.

Monsieur le président, j'aimerais discuter un peu du principe de la valeur obtenue en contre-partie de l'argent dépensé ou, en d'autres termes, de la rentabilité des activités que Statistique Canada entreprend au nom des contribuables canadiens. J'ai commencé par indiquer tout à l'heure que le budget avait augmenté de 30 p. 100 par rapport à 1980-1981, et de 15 p. 100 par rapport à celui de l'année dernière, soit un taux d'augmentation bien supérieur au taux d'inflation, quel que soit l'indice que nous utilisons. Dans sa déclaration préliminaire, le ministre a indiqué qu'il est même possible que des dépenses supplémentaires soient engagées à la fin de l'année en raison du Programme de décentralisation, alors qu'à mon humble avis, un tel programme devrait plutôt réduire les coûts, et non pas les augmenter.

Monsieur le président, j'aimerais savoir si nos témoins se souviennent à combien s'élevait le budget de Statistique Canada de 1970?

M. Blais: Je suis désolé, mais je n'ai pas une aussi bonne mémoire. De toute façon, je n'étais pas là à l'époque.

M. Siddon: Aucun de vos statisticiens ne s'en souvient? Si M. Wilk le savait, j'aimerais beaucoup . . .

M. Blais: M. Wilk n'est pas à Statistique Canada depuis longtemps et, comme vous pouvez en juger, tous les hauts fonctionnaires du ministère sont jeunes.

M. Siddon: Je comprends.

[Text]

Mr. Blais: —were around in those days.

Mr. Siddon: I understand that factor, Mr. Chairman. In fact, that has something to do with the problem. I would wager the budget—

Mr. Blais: It has nothing to do with the problem. We can provide you with the replies you require, Mr. Siddon. I might point out that when you start doing the tabulations, you can recognize that the census requires a period of preparation; even though the census was conducted in 1981, a large portion of the budget was expended in the 1980-81 and 1979-80 period. So if you are going to make an abstraction of the census expenditures, you have to do it over the total period of time.

Mr. Siddon: Well, I appreciate, Mr. Chairman—

Mr. Blais: And not only that, but Statistics Canada was subjected to tremendous cuts that really impaired its efficiency back in 1979. Now I cannot recall exactly who the government was in those days, but much of the difficulty was that its effectiveness as a result of that was substantially limited. There has been a very thorough analysis of our needs, and we feel the budget that is being presented now is a cost efficient one.

Mr. Siddon: Well, Mr. Chairman, if I might go back to the comment that provoked the laugh, I did not mean there was a problem in the sense that these younger men and women are not every bit as capable as their predecessors. But I would speculate that if we went back to 1970, the budget of Stats Canada was probably in the order of \$10 million, perhaps \$20 million. I think if we check the record we will find that to be the case, which would mean an increase, not merely in accordance with inflation, but an increase that reflects a mushrooming of the level of activity in Statistics Canada. Now, the gentlemen who have the statistics at their fingertips could probably refute me, but I would suggest, if we discounted the cost of the decennial census, that the budget of Stats Canada would have been less than a tenth of what it is today, 10 years ago.

• 1635

That being the case, one has to ask the question as to whether all of these additional statistics, which have been made possible with modern computer technology and the like, have really improved our ability to manage our economy, because that is principally the objective of gathering all these statistics. I would suggest that if we looked at the economic indicators we might have to conclude that has not been the case. In fact, if we look at the statistical projections of last autumn, in terms of the direction our economy was headed, we would have seen that from September onwards in the autumn we were heading into a recession; and yet the budget of November 12 defied the whole notion of an economy heading into a recession; it assumed there was lots of fat in the system.

The point I want to make, Mr. Chairman, is that statistics themselves lead to the projection of trends, and I, as an engineer and a scientist, have looked at a lot of data. I have

[Translation]

M. Blais: ... et très peu d'entre eux étaient là à l'époque.

M. Siddon: Je comprends, monsieur le président. Pourtant, cela a quelque chose à voir avec notre problème actuel.

M. Blais: Cela n'a rien à voir avec le problème actuel. Nous pourrions vous fournir la réponse si vous le désirez, monsieur Siddon. Puisque vous faites des calculs précis, monsieur Siddon, je dois vous rappeler qu'un recensement exige certains préparatifs et que, même si le recensement a été fait en 1981, une grande partie du budget consacré à cette fin a été dépensée en 1980-1981 ainsi qu'en 1979-1980. Donc, si vous voulez soustraire les dépenses relatives au recensement, il faut les soustraire des budgets couvrant toute cette période.

M. Siddon: Je comprends, monsieur le président...

M. Blais: J'ajouterais même que Statistique Canada s'est vue imposer des réductions budgétaires considérables en 1979, ce qui a nui considérablement à son efficacité. Je ne me souviens pas qui était au gouvernement à ce moment-là, mais ces réductions budgétaires ont eu une incidence préjudiciable. Nous avons procédé à une analyse très détaillée de nos besoins et nous estimons que le budget que vous étudiez aujourd'hui est basé sur le principe de la rentabilité.

M. Siddon: Monsieur le président, j'aimerais revenir sur la remarque qui a provoqué des rires, tout à l'heure; je ne voulais pas dire que le problème venait du fait que tous ces jeunes gens n'étaient pas aussi compétents que leurs prédécesseurs. Je voulais simplement dire que si nous remontions à 1970, on constaterait que le budget de Statistique Canada était certainement alors de l'ordre de \$10 millions, peut-être même de \$20 millions. Si l'on faisait une vérification, je suis sûr que c'est ce que nous constaterions et, dans ce cas, cela correspondrait à une augmentation supérieure au taux d'inflation et reflétant l'expansion des activités de Statistique Canada. Les témoins qui sont ici aujourd'hui me corrigeront peut-être car ils doivent connaître ces chiffres par coeur, mais je prétends que, si nous déduisions le coût du recensement décennal, le budget de Statistique Canada d'il y a dix ans correspondrait à moins de 10 p. 100 du budget actuel.

Dans ces conditions, on doit se demander si toutes ces statistiques supplémentaires auxquelles on a accès grâce aux ordinateurs, etc., ont vraiment amélioré notre capacité de gérer l'économie, étant donné que c'est là l'objectif principal de la compilation de toutes ces statistiques. Si l'on en juge d'après les indicateurs économiques, on se doit de conclure que ce n'est pas le cas. En fait, selon les prévisions statistiques de l'automne dernier, en ce qui concerne l'évolution de notre économie, à partir de septembre dernier, nous nous dirigeons vers une récession; or, le budget du 12 novembre ne correspondait absolument pas à celui d'une économie se dirigeant vers une récession; ce budget supposait qu'on pouvait encore comprimer le système.

A mon avis, monsieur le président, les statistiques permettent de faire des prévisions et, en tant qu'ingénieur et scientifique, je peux vous dire que j'ai eu l'occasion d'examiner une

[Texte]

seen a lot of researchers who get carried away with their own enthusiasm and fill up all kinds of magnetic tapes and files with all kinds of numbers, and then only extract a few salient features. In other words, they collect far more data than they require to come up with the results they are looking for. Furthermore, the projection of trends does not in any way account for the dynamics of circumstances. And I have to ask to what extent a lot of the statistical data that is gathered is cost effective in the sense of the drastic impact an overnight change of government policy, as represented by the November 12 budget or the major increase in federal tax on gasoline—those overnight changes—has on tourism, for example, to the extent there is a tremendous bump—impulse—to the system which drives it in a different direction. Statisticians have no way of predicting those factors.

I would appreciate the response of our witnesses, Mr. Chairman, to my suggestion that we gather far too much data on the notion that we can extrapolate by logarithmic extrapolation or linear extrapolation, or whatever means you like, and try to then decide corrective measures when, in fact, the politicians and world economic factors can turn the whole thing topsy-turvy overnight. Are we really placing too much emphasis on statistics and projections to the extent that we are spending far more on this exercise than is necessary from the point of view of cost effectiveness?

Mr. Blais: Mr. Chairman, I have to take issue with nearly all of the statements that the—

Mr. Siddon: I would like to hear from the experts, Mr. Chairman.

Mr. Blais: I thought I was hearing from the expert, who has just announced his particular philosophy on matters.

Mr. Siddon: No. You are the spokesman for the government.

Mr. Blais: I will turn it over to the statisticians in two seconds, but I think there is one misconception that Mr. Siddon has, Mr. Chairman, that has to be rectified, and it has nothing to do with expertise on statistics. It is the fact that Statistics Canada is not in the forecasting game; it is not the Ministry of Finance. Statistics Canada is an agency that gathers and compiles statistics and presents it in a form that is usable by the actors in the marketplace. It is not in the prediction game; it is not in the forecasting game; it is simply in the collection game. The use that is made of that information is the use that is made by those people who, for one reason or another, want to use these statistics and employ them to their end.

Mr. Siddon: But, Mr. Chairman, if I could just interject. Why is Statistics Canada producing what is known as a Canadian composite leading indicator, if it is not for the purpose of predicting trends and providing input to political decisions, when there are three chartered banks providing a corresponding index free of charge to the private sector? That

[Traduction]

foule de données. J'ai constaté que beaucoup de chercheurs se laissaient emporter par leur propre enthousiasme et qu'ils accumulaient toutes sortes de chiffres dans leurs bandes magnétiques et dans leurs dossiers pour n'en extraire que quelques faits saillants. En d'autres termes, ils ont tendance à compiler beaucoup plus de données qu'ils n'en ont besoin pour aboutir aux résultats escomptés. De plus, la prévision des tendances n'a rien à voir avec la dynamique des circonstances. J'aimerais donc savoir dans quelle mesure les données statistiques que vous compilez sont rentables, étant donné qu'il suffit d'une mesure spectaculaire, comme le budget du 12 novembre dernier ou l'augmentation de la taxe fédérale sur l'essence, pour bouleverser ces tendances. En effet, cette augmentation de la taxe fédérale sur l'essence, décidée du jour au lendemain, a eu des effets considérables sur le tourisme, par exemple. Or, les statisticiens ne peuvent absolument prévoir ce genre de mesures, qui pourtant modifient radicalement l'orientation d'une économie.

J'estime donc, monsieur le président, que nous compilons beaucoup trop de données en pensant que l'on pourra faire des extrapolations logarithmiques ou linéaires pour ensuite déterminer les mesures correctives qui s'imposent, alors que les politiciens et les facteurs économiques mondiaux peuvent modifier la situation radicalement du jour au lendemain. Accordons-nous beaucoup trop d'importance aux statistiques et aux prévisions et y consacrons-nous trop d'argent par rapport à leur niveau d'utilité?

M. Blais: Monsieur le président, je m'oppose à presque tout ce qu'a dit . . .

M. Siddon: J'aimerais que ce soit les experts qui me répondent, monsieur le président.

M. Blais: Je pensais que c'était justement un expert qui venait de nous exposer sa philosophie personnelle.

M. Siddon: Non, vous êtes le porte-parole du gouvernement.

M. Blais: Je donnerai la parole aux statisticiens dans deux secondes, mais j'aimerais d'abord dissiper un malentendu, monsieur Siddon, qui n'a rien à voir avec l'expertise en statistiques. Il s'agit du fait que Statistique Canada ne s'occupe pas de faire des prévisions, contrairement au ministère des Finances. Statistique Canada est un organisme qui rassemble et compile des statistiques afin de les présenter sous une forme accessible aux différents intervenants sur le marché. Statistique Canada ne s'occupe donc pas de faire des prévisions, il se contente de rassembler des données. Libre aux personnes intéressées, pour une raison ou pour une autre, d'utiliser ces données et ces statistiques comme elles le veulent.

M. Siddon: Monsieur le président, permettez-moi d'intervenir. Pourquoi Statistique Canada calcule-t-il ce qu'on appelle un indice composite majeur si ce n'est pas pour faire des prévisions sur lesquelles se fonderont des décisions politiques, alors que trois banques à charte fournissent gratuitement au

[Text]

is an example, I believe, of absolutely unnecessary wasted effort by Statistics Canada.

Mr. Blais: Quite to the contrary, Mr. Chairman. The leading indicators are not in any way meant to, or at least are not purported to be gazing into the future. They are simply the presentation for whatever use the public may wish to make of data in sensitive areas, in those areas that tend to be very sensitive to changing trends. There can be an ability on the part of those people who look at those indicators, to attempt to predict what there may be in the future. It is the user who predicts. It is not Statistics Canada.

• 1640

Mr. Siddon: Mr. Chairman, the purpose is prediction. The minister used the example of the motel business in wanting to know how things were headed, in order to be able to determine an investment decision. Now, that is looking into the future. If not for that reason, for God's sake whatever reason would there be for collecting all this data?

Mr. Blais: In the same way as undoubtedly Mr. Siddon, Mr. Chairman, has studied the history. One studies history and human deportment in order to be able to attempt to forecast what human behaviour may bring to us in the future. Statistics are basically a compilation of data relating to human experience as immediate to the time of that particular experience so we can, in effect, provide a cross-section of that experience at a relevant time, as close as possible to the happening, so we are able to provide information to those people who may wish to attempt to predict into the future or may attempt to analyse future courses of events.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Herbert, dix minutes. Il sera suivi de M. Gass pour cinq minutes.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Chairman, I am going to go over something that I have been over before with the minister. I have been here some 10 years now. Every time I speak to a business group, whether it be the manufacturers association or the chamber of commerce or any of the business groups or for that matter any businessmen and the subject of statistics and forms comes up, I put a challenge to them: Will they please produce for me a form which they consider unnecessary or a form on which there are questions which they consider unnecessary, so I can follow it up for them. You know, we have been through this exercise before in previous years. Of all the questions I have been placing over the last 10 years, I have received only one form. It was from a friend, an architect, which I followed up and you identified for me, Mr. Minister, that the form originated with the architectural association of which that individual was a member.

Now, here after 10 years challenging the business sector to produce forms, either in whole or in part, considered by them to be unnecessary, I still have to receive a document originating with government that has been produced for me. The Canadian Federation of Independent Business has made a big

[Translation]

secteur privé un indice correspondant? C'est un exemple des efforts totalement inutiles de Statistique Canada.

M. Blais: Bien au contraire, monsieur le président. Ces indicateurs majeurs ne sont pas destinés à faire des prévisions; ils servent simplement à présenter des données dans certains domaines, surtout dans les domaines qui sont très vulnérables aux fluctuations. Ceux qui se penchent sur ces indicateurs peuvent essayer de prédire ce que nous réserve l'avenir. C'est l'utilisateur qui le fait et non pas Statistique Canada.

M. Siddon: Monsieur le président, ces prévisions sont importantes. Le ministre a cité comme exemple le gérant d'un motel qui voulait savoir ce que lui réservait l'avenir en vue de décider s'il allait investir ou pas. C'est ce qu'on appelle prévoir. Si ce n'est pour cette raison, pour l'amour de Dieu, pour quelle raison est-ce que l'on réunirait toutes ces données?

M. Blais: Pour les mêmes raisons que M. Siddon, monsieur le président, a appris l'histoire. On apprend l'histoire et le comportement humain en vue de pouvoir prédire ce que nous réserve l'avenir. Les statistiques représentent grosso modo un ensemble de données portant sur l'expérience humaine le plus proche possible de cette expérience pour que nous puissions en fait avoir un aperçu de cette expérience à un moment donné, aussi rapproché que possible de l'expérience elle-même; nous pouvons ainsi fournir des renseignements à ceux qui désirent tenter de prévoir l'avenir ou d'analyser le cours des événements.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mr. Herbert, you have ten minutes. Then Mr. Gass for five minutes.

M. Herbert: Merci, monsieur le président. Monsieur le président, je voudrais parler d'une question dont je me suis déjà entretenu avec le ministre. Je suis député depuis maintenant dix ans. Chaque fois que je parle à un groupe privé, qu'il s'agisse de l'Association des fabricants ou de la Chambre de commerce ou de tout autre groupe et même à tout homme d'affaires, et que les questions de statistiques viennent sur le tapis, je leur pose un défi: peuvent-ils me montrer un formulaire qu'ils considèrent inutile ou un formulaire sur lequel figurent des questions qui leur semblent inutiles, pour que je puisse me pencher sur la question. Vous savez, nous passons par là depuis des années maintenant. De toutes les questions que j'ai posées au cours des dix dernières années, je n'ai reçu qu'une seule formule. Elle provenait d'un ami, un architecte, et j'ai suivi l'affaire et vous m'avez dit, monsieur le ministre, que cette formule provenait de l'association d'architectes dont cet individu était membre.

Donc, depuis dix ans que je lance un défi au secteur privé pour qu'il me montre des formules, en tout ou en partie, qu'il considère inutiles, j'attends toujours de recevoir un document provenant du gouvernement. La Fédération canadienne de l'entreprise privée a fait beaucoup de bruit autour des formules

[Texte]

noise about forms and statistics. Mr. Bulloch has chosen to make this a big issue. Can you tell me, since no one in the small business sector has produced any such form at my request, how many forms have been produced by Mr. Bulloch or the staff of the Canadian Federation of Independent Business as suggestions to you of either unnecessary forms in total or in part and what has been your reaction to the forms that have been submitted to you?

Mr. Blais: I have had meetings and I have had discussions with Mr. Bulloch since I have accepted the responsibility for Statistics Canada. He has not communicated to me any dissatisfaction with the Statistics Canada. When we were dealing with matters relating to small business as they affect my ministerial responsibilities, there were no complaints from him.

Mr. Herbert: I did not say dissatisfaction with Statistics Canada, I talked about forms and I talked about paper burden and I am talking about the alleged unnecessary questionnaires that are sent out from government.

Mr. Blais: He has never discussed that. He has never written to me complaining about that and I would have to check my files to see what his attitude was when we were dealing with CALURA. If memory serves, there was some correspondence from the federation supportive of our effort in CALURA, in reducing the paper burden for small businessmen.

• 1645

Mr. Herbert: So can I take it from what you say that, to the best of your knowledge at the moment, any efforts in reducing the paper burden, either reducing the length of forms or eliminating certain forms, is a government initiative and that it would appear that the private sector, whether it be big business or small business, has not come up with anything to support their suggestion that there is a deluge of forms which is taking up all their time and costing them a fortune.

Mr. Blais: No, I have not been made aware of any such representations.

Mr. Herbert: Well, Mr. Minister, it annoys me that we go through year after year after year listening to these representations, and when we challenge the sector, we get no response whatsoever, and I feel annoyed about it.

I put it on the record once again: if there is anybody in the business sector who has a form, why the blazes do they not produce it so we can look at it, study it and answer them as to its need—yes, no, indifferent—and debate the point.

Mr. Blais: Mr. Chairman, I do not want any of my replies in this matter to be interpreted as being antagonistic to small business. My replies are not meant to cast any aspersions on the small business sector; quite to the contrary. We feel very readily that we need to obtain the co-operation of the small business sector in order to be able to provide the sort of services they themselves require; therefore, the level of co-operation with the small business sector has to be of the

[Traduction]

et des statistiques. M. Bulloch a voulu grossir l'affaire. Pouvez-vous me dire, étant donné que personne dans le secteur privé n'a pu me montrer une de ces formules sur ma demande, combien de formules ont montrées M. Bulloch ou le personnel de la Fédération canadienne de l'entreprise privée en vous disant qu'il s'agissait de formules inutiles en tout ou en partie; quelle a été votre réaction à propos des formules qui vous ont été présentées?

M. Blais: Je me suis entretenu avec M. Bulloch depuis que j'ai accepté la responsabilité de Statistique Canada. Il n'a pas manifesté le moindre désenchantement à propos de Statistique Canada. Il n'a présenté aucune plainte lorsque nous avons discuté de questions portant sur les petites entreprises relevant de ma responsabilité.

M. Herbert: Je n'ai pas parlé de Statistique Canada, mais des formules, du fardeau administratif et des questionnaires supposément inutiles que le gouvernement envoie.

M. Blais: Il n'en a jamais discuté. Il ne m'a jamais écrit pour se plaindre de cette affaire et je devrais vérifier mes dossiers pour voir quelle a été son attitude lorsque nous nous sommes entretenus de CALURA. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, dans un échange de lettres, la fédération appuyait nos efforts au sein de CALURA en vue de réduire le fardeau administratif des petits entrepreneurs.

M. Herbert: D'après ce que vous dites, autant que vous sachiez à l'heure actuelle, tous les efforts en vue de réduire le fardeau administratif, qu'il s'agisse de réduire la longueur des formules utilisées ou de supprimer certaines formules, est une initiative gouvernementale; d'autre part, il semble que le secteur privé, qu'il s'agisse des petites ou des moyennes entreprises, n'a pas pu vous prouver qu'il croulait sous un déluge de formules qui lui prennent tout son temps et qui lui coûtent une fortune.

M. Blais: Non, pas que je sache.

M. Herbert: Eh bien, monsieur le ministre, cela est très irritant car année après année, nous écoutons ce que ces gens-là ont à dire et lorsque nous leur demandons de relever le défi, nous n'obtenons aucune réponse et cela m'irrite.

Je voudrais donc dire qu'une fois de plus, officiellement: si un entrepreneur quelconque se plaint de l'inutilité d'une formule, pourquoi alors ne la montre-t-il pas pour que nous puissions l'examiner, l'analyser et lui donner une réponse—oui, non, indifférent—et en discuter.

M. Blais: Monsieur le président, je ne voudrais pas que mes réponses à ce sujet soient interprétées comme allant à l'encontre des petites entreprises. Je ne voudrais médire du secteur des petites entreprises, tout au contraire. Nous estimons que nous devons obtenir la collaboration des petites entreprises en vue de fournir les services dont elles ont besoin; par conséquent, la collaboration avec les petites entreprises doit être très étroite et tous nos efforts portent précisément là-dessus.

[Text]

highest order and all our efforts are geared to doing exactly that.

Mr. Herbert: Mr. Minister, all I can say is that this area seems to be much the same as the budget; I receive hundreds and hundreds of letters. I received six that contained what I could put my finger on as being legitimate things I could pursue as representations to the government. Maybe we have a public relations problem in the government. Maybe—and I suggest this obviously with tongue in cheek—we do not do anywhere near enough advertising to point out to the public exactly what the government is doing.

Let me go on to another point. We do have some problems, all of us, when we receive forms in understanding them and in answering them. We are sometimes most anxious to co-operate, but I found, when I was in business that it was not always clear what the government wanted when it put a question.

Do you have a staff that is available, and attempts voluntarily to help the business sector if there is difficulty, either in understanding forms or in putting together the answer which you need for your purposes?

Mr. Blais: Of course, we have a very elaborate field organization. One of the reasons we are attempting to decentralize to a greater extent is so that the people in the field from Statistics Canada are available to the general public to provide them with the information they require. It is not only a recommendation from the Chief Statistician, but there is an insistence on his part that field officers go out of their way to provide information to people who fill out the forms.

As you know, under a different act I am also responsible for the task force on service to the public. One of the responsibilities of that task force is to increase the level of the services that are available from different government departments. One of the facets of that increase is the toll-free telephone line; StatsCan has now installed a toll-free line in all of its offices—it is in all of its bureaux—to make themselves readily accessible to all Canadian taxpayers and users.

Mr. Herbert: So they do not call me, Mr. Minister, is this number readily available in the telephone directory?

Mr. Blais: It is in the blue pages, which is another innovation of the task force on service to the public.

Mr. Herbert: Blue pages! What are the blue pages? I thought they had yellow pages.

Mr. Blais: No, they are blue now. I would like you not to read any political implications into this. It is simply a selection that was made for reasons that I have not been able to ascertain, but the pages are blue. They are in most telephone directories throughout the country, starting with this fiscal year.

Mr. Herbert: That would be in my own telephone directory?

Mr. Blais: They should be.

[Translation]

M. Herbert: Monsieur le ministre, tout ce que je puis dire c'est que cette question semble être de la même teneur que le budget; je reçois des centaines et des centaines de lettres, j'en ai reçu six qui renfermaient des points intéressants dont je pourrais discuter avec le gouvernement. Nous avons peut-être un problème de relations publiques au sein du gouvernement. Peut-être—et je dis cela en plaisantant—que nous ne faisons pas assez de publicité pour informer le public du travail accompli par le gouvernement.

Permettez-moi d'aborder un autre point. Lorsque nous recevons des formules, nous avons tous des difficultés à les comprendre et à y répondre. Nous voulons parfois être tout à fait coopérants, mais j'ai constaté, lorsque j'étais dans le privé, que les questions posées par le gouvernement n'étaient pas toujours très claires.

Existe-t-il des employés qui aident le secteur privé à comprendre les formules ou à rédiger les réponses dont vous avez besoin?

M. Blais: Il est évident que nous avons une organisation très poussée sur place. L'une des raisons pour lesquelles nous essayons de décentraliser le système, c'est pour permettre aux employés de Statistique Canada de répondre aux demandes de renseignements du public. Il ne s'agit pas seulement d'une recommandation du statisticien en chef, mais il insiste pour que ceux qui se trouvent sur place aident les gens à remplir les formules en leur fournissant tous les renseignements possibles.

Comme vous le savez, en vertu d'une autre loi, je suis également responsable du groupe de travail sur les services au public. Ce groupe de travail a pour responsabilités, entre autres, d'augmenter le niveau des services des différents ministères. A titre d'exemple, on peut citer le téléphone sans frais; Statistique Canada a maintenant installé une ligne non payante dans tous ses bureaux pour qu'ils puissent entrer en communications avec tous les contribuables et usagers canadiens.

M. Herbert: Ils ne m'appellent pas, monsieur le ministre; ce numéro de téléphone se trouve-t-il dans l'annuaire?

M. Blais: Il se trouve dans les pages bleues, autre innovation du groupe de travail sur les services au public.

M. Herbert: Les pages bleues! Qu'est-ce que c'est? Je croyais qu'elles étaient jaunes.

M. Blais: Non, elles sont bleues maintenant. Je ne voudrais pas que vous y voyiez une allusion politique. Il s'agit simplement d'un choix qui a été fait pour des raisons que je n'ai pas pu déterminer, mais les pages sont bleues. Elles se trouvent dans la plupart des annuaires du pays à partir de cet exercice budgétaire.

M. Herbert: Donc elles se trouvent dans mon propre annuaire?

M. Blais: Elles devraient y être.

[Texte]

Mr. Herbert: I do not have a telephone directory because I do not have a telephone.

Mr. Blais: Well, borrow your neighbours'.

• 1650

Mr. Herbert: Anyway, sincerely, in the blue pages in the directory is the identification so that people can call direct, toll free for information and for assistance.

Mr. Blais: That is right.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Blais: But again, if I could just sell Telidon a bit more, once Telidon is in place and has a wide subscription list—as you know, we are participating in field trials with the task force, that is StatsCan is. We now have a data bank, a data base called CANSIM which is machine readable, and we are hopeful that it will be dispensed generally through the Telidon system so that individuals will not have to phone or look in blue pages; they will have the statistical data directly on their television screens.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, I have a habit of showing my ignorance when I open my mouth, when we have mentioned CANSIM and Telidon. I do not know whether they have anything to do with Telesat or what but, nevertheless, these acronyms, and so on, leave me completely confused. Perhaps some time the minister could explain what it is all about.

Mr. Blais: I would be pleased to provide a description of CANSIM. I will provide a description of it for committee members, because they ought to have that information.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Minister. Mr. Gass, for the next five minutes.

Mr. Gass: Thank you, Mr. Chairman. I will try to be brief. I do not know if I can do it all in five minutes, but I will do my best.

Mr. Blais: So will I.

Mr. Gass: The minister said that StatsCan is not in the prediction game, and I am sceptical about how effective the statistics are that are gathered but, if they are going to be of any benefit to the private sector, they have to be more current; they have to be more up-to-date so that the private sector can use these statistics.

The minister also said that the statistics should be as close as possible to the happening. I am wondering whether statistics that were gathered in 1980 and released in May of 1982 are close enough to the happening, in the minister's definition?

Mr. Blais: It all depends, Mr. Chairman, to the happening and the nature of the statistics that are provided.

What happens is that we have to collect the data; it has to be compiled; it has to be messaged; and it has to be prepared for release. Depending the level of the survey, the size of the

[Traduction]

M. Herbert: Je n'ai pas d'annuaire, car je n'ai pas de téléphone.

M. Blais: Alors empruntez celui de votre voisin.

M. Herbert: De toute façon, dans les pages bleues de cet annuaire figure le numéro de téléphone que l'on peut composer sans frais pour avoir des renseignements et de l'aide.

M. Blais: C'est exact.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

M. Blais: Mais, si je puis parler une fois de plus de Télidon, dès que cet ordinateur sera en service et que la liste d'abonnés sera suffisamment importante, comme vous le savez, nous participons aux essais sur place avec le groupe de travail, c'est-à-dire Statistique Canada. Nous avons maintenant une banque de données, une base de données appelée CANSIM qui est lisible à la machine; nous espérons que l'on pourra y avoir accès par le système Télidon pour que les gens n'aient pas à appeler ou à regarder dans les pages bleues; ils pourront obtenir toutes les statistiques directement sur leurs écrans de télévision.

M. Herbert: Monsieur le président, j'ai l'habitude de laisser paraître mon ignorance dès que j'ouvre la bouche, surtout lorsqu'on parle de CANSIM et Télidon. Je ne sais pas si cela a quelque chose à voir avec Telesat, mais néanmoins ces acronymes me laissent dans le doute le plus total. Peut-être que le ministre pourrait m'expliquer ce que c'est.

M. Blais: C'est avec plaisir que je vous fournirai une description de CANSIM. J'en adresserai une description à tous les membres du Comité, car ils devraient avoir ces renseignements en leur possession.

Le vice-président: Merci, monsieur le ministre. Monsieur Gass, vous avez cinq minutes.

M. Gass: Merci, monsieur le président. J'essaierai d'être bref. Je ne sais pas si je peux vous dire tout ce que je veux vous dire en cinq minutes, mais je ferai de mon mieux.

M. Blais: Moi aussi.

M. Gass: Le ministre a dit que Statistique Canada ne s'intéressait pas aux prévisions et je doute quelque peu de l'efficacité des statistiques qui sont ainsi réunies car si elles doivent profiter au secteur privé, elles doivent être actuelles; elles doivent être à jour pour que le secteur privé puisse les utiliser.

Le ministre a également dit que les statistiques devraient être le plus proche possible de l'expérience. Je me demande si les statistiques réunies en 1980 et publiées en mai 1982 entrent dans cette définition, d'après le ministre?

M. Blais: Cela dépend, monsieur le président, de l'événement en question et du type de statistiques produites.

Nous devons tout d'abord réunir les données puis les rassembler et les préparer pour la publication. En fonction de l'enquête, de son importance, et de la complexité des renseigne-

[Text]

survey, the complexity of the information required and the intermeshing of the various data sources, you can have information that tends to be that old. It is not because we want it that way; it is because the level of technology of today does not permit us to do it any faster.

Perhaps Mr. Wilk would like to address that question.

Mr. Gass: I only have two minutes left, Mr. Minister, and I would like to get another question in, if I might.

Mr. Blais: Okay.

Mr. Gass: Just for your information, the information I was talking about is the statistics gained on the 1980 air flight statistics, destinations and so on. I can assure the minister that this information, gathered in 1980, released in 1982, is not close enough to the happening to be of any benefit to the tourist industry, because trends change.

Two years ago, the Canadian package for European travellers was a bargain. In two years' time it has changed completely. The fact that the Canadian tourist industry has upped their prices, combined with the fact that the Canadian currency in relation to the European currency has increased in value, has made the Canadian product not nearly the bargain it used to be two years ago.

I am suggesting and would like to ask the minister and his officials if they can produce information much closer to the date of the happening than two years down the road. In order for this information to be of benefit to the tourist industry, I would suggest, Mr. Minister and the officials, that it should be done on a quarterly basis. If you gather statistics on where people are coming from, it should be done on a quarterly basis so that the industry can look at those statistics on a quarterly basis and decide where they are going to promote. The budget of the tourist industry is too late. The tourist industry is something that you have to work on six or nine months or a year before the actual happening.

I just came from Rendez-vous Canada for 1982 and we were meeting with travel agents and tour brokers from all over the world working on next year's business—

• 1655

So my question is this, simply. Is Statistics Canada prepared to change some of its practices to provide more practical information for the tourist industry, first, by producing more current information, up to date, maybe on a quarterly basis; by making statistics available to sector components such as hotel, bus, and other tours? This information is very important, Mr. Minister, for proper planning purposes. As I said, the tourist industry—you are working a year ahead, not a year and a half behind. Information a year and a half after it has been gathered is of no use to the industry, because of trends and changing patterns of travel.

[Translation]

ments requis et des différentes sources de données, on peut très bien obtenir des renseignements qui semblent être dépassés. Ce n'est pas parce que nous le voulons ainsi, c'est parce que, compte tenu des techniques, nous ne pouvons pas le faire plus vite.

Mais M. Wilk voudrait peut-être ajouter quelque chose à cela.

M. Gass: Il ne me reste que deux minutes, monsieur le ministre, et j'aimerais passer à une autre question, si vous me le permettez.

M. Blais: Bien.

M. Gass: Pour votre gouverne, les renseignements dont je vous parlais portaient sur les statistiques de vols, destinations et ainsi de suite de 1980. Je puis assurer le ministre que ces renseignements, réunis en 1980 et publiés en 1982, ne sont pas assez proches de l'événement et ne sont d'aucun secours pour l'industrie du tourisme en raison des évolutions.

Il y a deux ans, les Européens pouvaient venir au Canada à un prix relativement intéressant. En deux ans, la situation a complètement changé. Le fait que l'industrie canadienne du tourisme ait augmenté ses prix, auxquels il faut ajouter le fait que la devise canadienne par rapport aux devises européennes a augmenté en valeur, font que le produit canadien n'est pas aussi intéressant qu'il l'était il y a deux ans.

J'aimerais demander au ministre et à ses collaborateurs s'ils peuvent nous donner des renseignements qui datent de moins de deux ans. Pour que ces renseignements puissent profiter à l'industrie du tourisme, je propose, à vous, monsieur le ministre et à vos collaborateurs, que cela soit fait trimestriellement. Si vous réunissez des statistiques sur la provenance des gens, cela devrait être fait trimestriellement pour que l'industrie puisse se pencher sur ces statistiques chaque trimestre et décider du secteur qu'elle entend encourager. Le budget de l'industrie du tourisme arrive trop tard. Dans l'industrie du tourisme, il faut prévoir six ou neuf mois ou même un an avant l'événement réel.

Je reviens de la réunion «Rendez-vous Canada pour 1982» et nous avons discuté avec les agents de voyage et les courtiers de tous les pays à propos des opérations de l'année prochaine...

Ma question est dès lors très simplement la suivante: l'administration de Statistique Canada est-elle prête à changer son fusil d'épaule de manière à fournir davantage de renseignements d'ordre pratique à l'industrie touristique, en premier lieu en fournissant des données plus à jour, par trimestre peut-être, en mettant à la disposition de toutes les composantes du secteur comme par exemple l'industrie hôtelière et les transporteurs par autocar les statistiques pertinentes? Ces données sont très importantes, monsieur le ministre, pour la planification. Comme je l'ai dit, l'industrie touristique doit prévoir un an d'avance et ne peut pas se contenter de tirer des leçons vieilles de 18 mois. Des données sur ce qui s'est passé il y a 18

[Texte]

Mr. Blais: I will ask Mr. Wilk to answer that reply, but I am just saying to you that any way you or the industry can suggest we might be able to get data that would be more helpful to them would be welcome. We would like to have additional exchanges with them. Of course the industry, and all those who are in the tourism industry, would have to recognize that if you want timely information, that increases the paper burden. So if it is going to be a quarterly sort of operation, that means every quarter the industry will have to reply to inquiries.

But having said that in a general way, I will ask Mr. Wilk to reply.

Mr. Wilk: I will interpret your question in the following way; would we be willing and indeed anxious to provide information which in the judgment of the users would be of greatest use to them? My answer to that is obviously yes, because that is our fundamental mission in life, and our satisfaction, our measure of a job well done, is basically in those terms.

We would, of course, want our information to be timely. We would like our information to be reliable; and so would you. We would like our information to be pertinent. And as you just indicated in your question, we would like our information to be sufficiently detailed so as to be useful to the various segments and sectors that have particular application of that.

It is elementary, having gone down that check-list, for us to agree that that is a set of useful, agreeable, more or less obvious desiderata for statistical information provision. It is virtually an immediate derivative of that that one has now to face the question of feasibility; of operational constraints. For example, it is extremely difficult to provide information about 1980 before the end of 1980. As they say, there really are no facts about the future; and however much it is in the interests of persons to want to foretell the future, you cannot have any facts about the future. Statisticians by and large try to deal with matters they will identify as facts, therefore the events have to occur before we can collect information about them. I repeat, it is extremely difficult to provide information about the year 1980 until the conclusion of 1980. Therefore, as a practical matter, you really have to wait until the following year to provide information about the year that has past.

However, having said that, there is a question of the feasibility. The process of collecting information involves a follow-up by, for example, our interviewers needing to be in touch with people who have not completed their forms and persuading them that they should indeed, in the public interest, provide the information—to go back to your earlier question and comments. They have to go through an editing process to assure themselves that the data given to them make some kind

[Traduction]

mois sont absolument inutiles pour l'industrie du tourisme étant donné l'évolution constante du secteur des voyages.

M. Blais: Je vais demander à M. Wilk de répondre, mais permettez-moi de vous dire que toute proposition, que ce soit de votre part ou de celle des milieux de l'industrie, sera la bienvenue si elle peut nous permettre de fournir à ce secteur de l'économie des données plus utiles. Nous aimerions multiplier les échanges avec les milieux du tourisme. Bien sûr, l'industrie et tous ceux qui gravitent autour d'elle devront admettre que, pour avoir des données à jour, il faut multiplier la paperasserie. Si donc vous voulez des données trimestrielles, cela signifie également que les milieux intéressés devront répondre tous les trois mois à nos questionnaires.

Après cette réponse d'ordre général, je vais demander à M. Wilk d'approfondir les choses.

M. Wilk: J'interprète votre question de la façon suivante: serions-nous disposés, voire désireux de le faire, à vous fournir des données qui, de l'avis même des utilisateurs, leur seraient du plus haut intérêt? De toute évidence, je répondrai par l'affirmative car c'est là notre objectif fondamental, celui dont dépend essentiellement notre satisfaction du travail accompli.

Bien sûr, nous tiendrions à ce que ces données soient à jour. Nous ne demandons pas mieux que nos données soient valables, et vous êtes d'ailleurs du même avis. Nous voulons que nos données soient utiles. Comme vous le disiez dans votre question, nous aimerions que ces données soient suffisamment détaillées pour pouvoir servir aux divers secteurs et aux divers segments intéressés.

Après avoir ainsi vérifié tous les facteurs l'un après l'autre, il est élémentaire pour nous de reconnaître qu'il s'agit d'un désir plus ou moins évident de la part des utilisateurs d'obtenir des données statistiques qui leur soient utiles et utilisables. Toutefois, cela entraîne immédiatement la question des contingences d'ordre opérationnel ou, en d'autres termes, de la faisabilité. Ainsi, il est extrêmement difficile de fournir des données sur 1980 avant la fin de 1980. Comme on le disait, il n'existe aucun fait établi à propos de l'avenir et, même si tout le monde a intérêt à vouloir prévoir l'avenir, il est impossible de le faire avec certitude. En règle générale, les statisticiens essaient de partir d'éléments qu'ils qualifient de faits et, par conséquent, nous ne pouvons recueillir des données à propos d'un événement que s'il s'est déjà produit. Je le répète, il est extrêmement difficile de fournir des données sur l'année 1980 avant la fin de cette même année. Sous un angle pratique, il faut dès lors attendre l'année suivante avant de pouvoir fournir des données sur l'année qui vient de s'écouler.

Ceci dit toutefois, il y a également la question de la faisabilité. Pour pouvoir recueillir des données, il faut que nos agents suivent leurs dossiers par exemple en prenant contact avec les gens qui n'auraient pas rempli leur questionnaire et en les persuadant qu'il est de l'intérêt public qu'ils fournissent les données qu'on leur demande, et nous en revenons là à l'objet de votre question précédente. Nos agents doivent faire littéralement de la correction d'épreuves en vérifiant que les données

[Text]

of sense, so we are not including irrelevant or erroneous information in the package. They have to go through a process of analysis to gather and organize the data according to the segments and the categories you assert is of interest to persons. There has to be a checking of these to be able to assure the public the information is valid. These have to be organized in a readable form. It is not a matter of turning out numbers; numbers are of no interest to anyone. It is only numbers that are identified in some coherent fashion that are of interest.

All of these things, of course, take a substantial amount of time. If I might add, since it is the main subject of today's interaction, they do take a fair amount of resources.

• 1700

Le vice-président: Merci.

Il est 17h00, mais on a débuté le deuxième tour, et il reste M. Bossy et M. Siddon qui ont demandé à poser des questions au deuxième tour. Donc, nous allons terminer par les questions de ces deux députés.

Monsieur Bossy, pour cinq minutes, suivi de M. Siddon.

Mr. Bossy: Thank you, Mr. Chairman.

There is a question whether there is any relevance here in what has happened in the budgeting end of it. I was looking at some of the comments you made concerning the census and I note there is a saving in the census—money saved in the census. Is that because of being over-budgeted in the first place? Because, you know, budgets really are sometimes just set to look good in the end.

Mr. Blais: Not our budget, Mr. Chairman.

Mr. Bossy: But why? I believe the figures in here . . . there are a couple of places that show you are going to have more money left over; I think you mentioned something like several million dollars, and that is quite a bit of money.

Mr. Blais: Mr. Chairman, I am glad somebody asked a question about the census, because we want to crow about the way we conducted the census and nobody has given us the chance to do that.

Mr. Gass: There is nothing to crow about.

Mr. Blais: There is a lot to crow about. Could you imagine in Canada we conducted the full of the single census in 1981, completing it ahead of schedule? Now we are way ahead of our schedule. You look at what the Americans did in 1980 and the problems they had; sure, they have ten times our population, but nevertheless, the problems they are facing and that they faced, we have not seen because of the excellence of our own system and the excellence of the people who are working on the census.

I would like to ask Mr. Fellegi to perhaps comment on your question, Mr. Bossy.

[Translation]

qu'on leur a fournies sont logiques, de manière à ce que nos rapports ne contiennent rien d'inexact ou de déplacé. Il faut donc tout un processus d'analyse pour recueillir et classer les données en fonction des segments et des catégories qui, comme vous l'avez déterminé, intéressent les requérants. Il faut vérifier toutes ces données pour que la population puisse compter sur des renseignements valables. Ensuite, il faut les classer pour les rendre intelligibles. Il ne suffit pas de publier des chiffres car les chiffres n'intéressent personne. Seuls les chiffres qui sont organisés sous une forme cohérente présentent un certain intérêt.

Tout cela prend évidemment énormément de temps. J'ajouterais également, puisqu'il s'agit de l'objet même de la réunion d'aujourd'hui, que cela exige aussi énormément de ressources.

The Vice-Chairman: Thank you.

It is now 5.00 p.m. but, since we have started our second round, I still have on my list the names of Mr. Bossy and Mr. Siddon who have asked for a second chance. We are thus going to allow them to put their questions.

Mr. Bossy, five minutes, then Mr. Siddon.

M. Bossy: Merci, monsieur le président.

J'aurais une question qui a peut-être un rapport avec l'aspect budgétaire. Je relisais certaines de vos observations à propos du recensement et j'y ai relevé que vous auriez réussi à faire des économies. Ces économies sont-elles dues au fait que vous aviez surestimé initialement vos prévisions budgétaires? En effet, comme vous le savez, il arrive que des budgets soient établis uniquement pour faire bonne figure.

M. Blais: Ce n'est pas le cas ici, monsieur le président.

M. Bossy: Pourquoi alors? A plusieurs endroits, on peut se rendre compte qu'il vous reste de l'argent, et vous avez parlé, je crois, à l'occasion, de plusieurs millions de dollars, ce qui n'est pas mal.

M. Blais: Monsieur le président, je suis heureux que quelqu'un ait relevé la question du recensement parce que nous voulions nous glorifier de la façon dont nous nous étions acquittés de cette tâche, mais personne ne nous en avait donné l'occasion.

M. Gass: Il n'y a pas de quoi se glorifier.

M. Blais: Bien au contraire. Figurez-vous que nous avons terminé avant les délais tout le recensement de 1981. Nous sommes ici encore en avance sur les délais. Regardez ce que les Américains ont fait en 1980, regardez les problèmes qu'ils ont eus. Bien sûr, vous me direz qu'ils ont une population dix fois plus nombreuse que la nôtre, mais il n'empêche que nous n'avons pas eu les mêmes problèmes qu'eux pour la bonne raison que notre système est excellent et que nos collaborateurs ne le sont pas moins.

J'aimerais demander à M. Fellegi de répondre à votre question, monsieur Bossy.

[Texte]

Mr. Bossy: You are talking about the next census already—planning for the next census—and I am just wondering how you will be budgeting for the next census, based on your final figures on this one?

Mr. I. P. Fellegi (Assistant Chief Statistician, Social Statistics Field, Statistics Canada): Thank you, Mr. Chairman.

The saving on the 1981 census amounts to about \$4 million; it came about as the result of a number of factors. I have to put number one on the list the excellence of the staff who planned and carried out that activity. They had managed to put in place an extremely tight operation, one that was monitored very closely and one that communicated to the public very effectively.

I have to, in that context, continue to say that the public has co-operated with us magnificently. We have had a totally unbelievable response to the census and that, alone, in a direct collection cost saved one of those \$4 million; \$1 million out of the \$4 million is directly attributable to reduced collection costs, occasioned by the fact that we did not have to chase too many people because they completed their questionnaires.

Another \$2 million was saved on the manual processing of the census questionnaires, partly because of tight management, partly because, again, the quality of the information we received from the public was superior to anything we had any right to expect. I think that, again, part of that was public co-operation, part of it, I would have to say, was very good questionnaire design and clearly understandable questions that communicated very effectively to the public.

And lastly, on the data captured—the keying—we saved another million dollars. That was due to the very effective and underbudget work of Revenue Canada, who have undertaken on their spare capacity to capture our data for us.

Mr. Blais: In order to make this a nonpartisan sort of pat on the back, it might be indicated by Mr. Fellegi that the design of the questionnaire and the questionnaire, itself, in its form and content, was approved by the former government, the Conservative government. So they can take credit for the excellence in that particular regard, but everything else is our responsibility.

• 1705

Mr. Siddon: You do not need to provide an advertising budget.

Mr. Blais: Oh, yes; we have to, but—

[Traduction]

M. Bossy: En fait, vous nous parlez du prochain recensement, que vous êtes déjà en train de planifier, et j'aimerais savoir quel en sera le budget compte tenu du bilan final de 1981.

M. I.P. Fellegi (statisticien en chef adjoint, Statistiques sociales, Statistique Canada): Merci, monsieur le président.

L'économie que nous avons réalisée à l'occasion du recensement de 1981 s'élève environ à 4 millions de dollars, et elle est le produit de plusieurs facteurs. En premier lieu, je mentionnerais la qualité extraordinaire de nos collaborateurs qui ont assuré la planification et l'exécution du programme. Ils ont en effet réussi à exécuter une opération parfaitement orchestrée en suivant de très près le déroulement et en communiquant très efficacement avec la population.

Sous cette optique, je me dois de poursuivre en disant que la coopération du public a été extraordinaire. Le recensement a été suivi d'une manière absolument incroyable et ce seul facteur nous a permis d'épargner 1 million de dollars sur un total de 4, rien qu'en frais de cueillette directe; un million sur quatre est donc directement attribuable à une diminution des frais de cueillette, diminution due au fait que nous n'avons pas dû vraiment pourchasser beaucoup de gens qui avaient omis de remplir leur questionnaire.

Nous avons également économisé 2 millions de dollars au niveau du tri manuel des questionnaires, et cette économie est attribuable en partie à une gestion très serrée des opérations et en partie aussi au fait qu'une fois encore nous avons reçu des données excellentes, d'une tenue bien supérieure à ce à quoi nous étions en droit de nous attendre. Je dirais qu'une fois encore la coopération de la population a été un des facteurs importants en jeu, outre le fait, je dois le dire, que le questionnaire avait été très bien conçu, que les questions étaient très compréhensibles et que la communication avec le public a été très efficace.

Enfin, au niveau du triage des données, nous avons économisé un quatrième million en raison du travail très efficace effectué pour nous par Revenu Canada à un coût moindre que ce qui avait été prévu au budget: Revenu Canada, en effet, s'est chargé du tri de nos données en utilisant les temps morts de son ordinateur.

M. Blais: Pour que les louanges ne viennent pas toutes du même côté, je dirais, comme aurait pu le dire M. Fellegi, que le questionnaire, sa présentation et son libellé, avaient été approuvés par le gouvernement précédent, le gouvernement conservateur. Une partie du mérite rejait donc sur lui. Toutefois, tout le reste est notre oeuvre.

M. Siddon: Vous n'avez pas besoin de faire un budget publicitaire.

M. Blais: Que si, mais . . .

[Text]

Mr. Bossy: This is a short one. You said the response was excellent. What percentage? Do you have percentages?

Mr. Fellegi: Yes, the mail-return rate received . . . I should add that about two-thirds of the population of the country was asked to complete their census form and mail it back. What I am talking about now is that part of the population that was asked to mail it back as opposed to holding it for us to collect the questionnaire.

Of those people who were asked to mail it back, 91 per cent actually completed and mailed their questionnaire, which is something totally incredible. It is just unprecedented in the history not only of Canadian census-taking, but of any statistical operation that I know. Of course, the remainder were collected through follow-up. I do not want to imply that the 9 per cent were missed.

Le vice-président: Merci, monsieur Fellegi.

Last questioner, Mr. Siddon.

Mr. Siddon: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to echo the congratulations that have been expressed on the information brought by Mr. Fellegi regarding the conduct of the census. I think many of us would only hope now that the redistribution, based on that census, might be accomplished in advance based on that census, might be accomplished in advance of the next federal election, because that might have some interesting influence on the outcome of the election.

I also wanted to say, in regard to Mr. Wilk's comments about the time taken to reduce data, that any member of Parliament can do a survey, albeit not scientifically contrived; but he can do a survey, reduce the results and publicize them within four weeks, with a sample size in excess of a thousand on every question.

I also wanted to say, echoing the examples Mr. Gass gave in regard to time limits, that, in the case of the decisions taken last summer to terminate 20 per cent of VIA Rail services, those decisions were based on statistics regarding passenger-load volumes that were produced in 1978 and 1979 and were quite inappropriate to the circumstances of 1980 and 1981, when escalation of fuel costs was driving more and more people back to use of passenger trains. At the same time, as a member of our party's task force inquiring into those cutbacks and their impact on people, we have tried extensively to obtain consistent information, from Statistics Canada and other sources, on passenger-load factors and fuel-consumption figures per passenger mile that was uniform among the various transportation modes. We are not able to obtain that sort of information.

[Translation]

M. Bossy: Il n'est pas long. Vous avez dit que le taux de réponse avait été excellent. Quel est le pourcentage, pouvez-vous nous le dire?

M. Fellegi: Oui, mais je dois ajouter auparavant que les deux tiers environ de la population devaient renvoyer leurs formulaires de recensement par la poste. Et je parle justement ici du taux de réponse par voie postale par rapport au taux de réponse par collecte directe.

Dans le cas des réponses par voie postale, 91 p. 100 des gens ont effectivement rempli et posté leurs questionnaires, ce qui est absolument incroyable. C'est un chiffre qui n'avait jamais été atteint non seulement dans le cadre d'un recensement au Canada, mais dans le cadre de toute autre activité statistique que je connaisse. Bien sûr, le reste des questionnaires a été recueilli par sollicitation directe, car je ne veux pas donner l'impression que 9 p. 100 des réponses ne nous sont jamais parvenues.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Fellegi.

Monsieur Siddon, vous êtes le dernier.

M. Siddon: Merci, monsieur le président.

J'aimerais moi aussi féliciter les témoins pour les renseignements qui nous ont été communiqués, en particulier par M. Fellegi, à propos de l'organisation du recensement. Nous sommes nombreux je crois à formuler l'espoir que la redistribution des sièges basés sur ce recensement puisse être effectuée avant les prochaines élections fédérales en raison de l'influence assez particulière qu'elle devrait sans nul doute avoir sur l'issue du scrutin.

Je tiens également à préciser, suite à ce que M. Wilk nous a dit à propos du temps qu'il fallait pour trier les données, que n'importe quel membre du Parlement peut procéder à un sondage, même s'il n'est pas parfaitement scientifique, en calculer les résultats et les publier en moins de quatre semaines, même si l'échantillonnage dépasse le millier pour chaque question.

Je tiens également à dire, pour poursuivre dans la même veine que M. Gass lorsqu'il nous a donné des exemples de limitation due au temps, que lorsqu'il avait été décidé l'été dernier de supprimer 20 p. 100 des dessertes de VIA Rail, les autorités s'étaient fondées sur des statistiques sur le nombre de passagers transportés remontant à 1978 et 1979, statistiques qui ne correspondaient plus du tout à la situation de 1980 et 1981, compte tenu du fait que l'escalade du prix du carburant avait poussé de plus en plus de gens à abandonner l'automobile pour le train. Simultanément, dans le cadre de l'enquête du comité qui avait été chargé d'étudier ce problème et les incidences de cette diminution de service pour la population, notre parti et moi-même nous étions efforcés avec insistance d'obtenir auprès de Statistique Canada, notamment, des données valables sur les coefficients de remplissage des trains et la consommation de carburant par mille-passager pour chacun des modes de transport possibles. Toutefois, nos efforts avaient été vains.

[Texte]

So these are areas where, I think, it is absolutely crucial that appropriate statistics be made available, and yet they are not available on a timely basis, to the extent that political decisions might be made incorrectly.

I wanted, Mr. Chairman, to put four specific questions on the record. I would appreciate getting answers to these if the minister or his officials might write them down. I would appreciate their being perhaps submitted and circulated to members of this committee in future.

First of all, I would like to see some indication of the basic categories of statistical inquiry and the criteria used in advance to determine the cost effectiveness of new statistical studies. In other words, I want to know how Statistics Canada staff decide what is a worthwhile inquiry to make, what is a worthwhile index to follow up and what is not, and whether those initiatives come from industry, come from the users or come out of the pearls of wisdom of the individual statisticians within the department, and in what ratio.

The second question would relate to some comparisons between other westernized countries and Canada in regard to the gathering of statistical data. I am thinking of Great Britain, the U.S.A. and Japan. I think it would be interesting to know what the per-capita spending is on statistics in those countries as compared with Canada, on census in those countries as compared with Canada on an equivalent dollar basis, and what the policies are in those countries in comparison with Canada on whether there is the equivalent of the mandatory requirements under the Statistics Act, the mandatory requirement to comply, in all of those countries.

My final question relates to the selection of sample size. I hope we might, Mr. Minister, have some information presented, perhaps in written form later, on how the statisticians determine sample size in relation to the dynamic variation of the variable being measured or indicized. In other words, if you have a fluctuation of plus- or minus-15 per cent in a particular index because of natural dynamic factors and if you are taking a sample size to ensure accuracy to one tenth of 1 per cent. You are wasting a hell of a lot of money because in a year or two years from now the dynamic fluctuation will more than swamp any benefit you obtain through a large statistical sample. If we look at Gallup polling and the requirement that samples of 400, or maybe 800 at maximum, give us a statistical confidence level within 95 per cent of the time or something to that effect, then I think it would be important to know, in assessing the cost effectiveness of statistical work of Statistics Canada, just to what extent the dynamic variation, the natural variation, in these indices is used in determining how large a sample size may be. In the case of some indices, probably a sample size of 800 is more than adequate.

[Traduction]

Voilà donc autant de domaines où il est à mes yeux absolument vital que nous ayons des statistiques convenables. Pour tant, ces statistiques ne sont jamais disponibles à temps, et certaines décisions politiques qui en découlent sont dès lors erronées.

Monsieur le président, j'aimerais que quatre questions distinctes soient consignées au procès-verbal, et j'aimerais énormément que le ministre ou ses collaborateurs me fournissent des réponses par écrit. J'aimerais également que ces réponses puissent être distribuées aux membres du Comité.

En premier lieu, j'aimerais qu'on m'explique quelles sont les principales catégories d'enquêtes statistiques et les critères utilisés a priori pour déterminer la rentabilité des nouvelles études statistiques envisagées. En d'autres termes, je voudrais savoir comment l'administration de Statistique Canada peut arriver à la conclusion que telle ou telle enquête est valable, à la conclusion que tel ou tel indice est valable et que tel autre ne l'est pas, et j'aimerais de plus savoir si ces initiatives viennent de l'industrie, des utilisateurs ou des monuments de sagesse que sont les statisticiens qui travaillent au ministère et, en l'occurrence, quels sont les pourcentages respectifs.

Ma deuxième question porte sur certaines comparaisons entre le Canada et d'autres pays occidentaux en matière d'obtention de données statistiques. Je pense plus particulièrement à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Japon. Il serait, je crois, intéressant de savoir ce que ces pays dépensent par habitant en statistiques et en recensements, par rapport au Canada, et quelles sont les politiques poursuivies par ces pays par rapport au nôtre, ces pays ont-ils des contingences législatives comparables à notre Loi sur les statistiques?

Ma dernière question porte sur le choix de l'échantillon. J'espère, monsieur le ministre, que vous pourrez nous soumettre, par écrit peut-être, certaines données qui nous permettraient de voir comment les statisticiens déterminent l'envergure de l'échantillonnage par rapport à la variation dynamique de la variable à mesurer. En d'autres termes, si un indice connaît une fluctuation de plus ou moins 15 p. 100 en raison de facteurs dynamiques naturels, l'échantillon devra-t-il être tel que la réponse soit précise au millième près. Parce que, si c'est cela que vous faites, vous fichez beaucoup d'argent par les fenêtres parce qu'après un an ou deux, les fluctuations dynamiques auront plus que détruit tout l'avantage d'un échantillonnage statistique à grande envergure. Dans le cas par exemple des sondages Gallup qui portent sur un échantillonnage de 400 ou de 800 personnes au maximum, on n'obtient un résultat statistique exact à 95 p.100 le plus souvent et il importe dès lors de savoir, si nous voulons juger de la rentabilité des activités statistiques de Statistique Canada, dans quelle mesure la variation dynamique, la variation naturelle, de ces indices entrent en ligne de compte pour déterminer l'envergure des échantillons. Dans le cas de certains indices, un échantillonnage de 800 personnes est probablement suffisant.

[Text]

• 1710

I know these are very general questions and detailed but perhaps, if the witnesses have time to respond, it would be appreciated. If not I would like to see a written—

The Vice-Chairman: Before the minister answers, Mr. Siddon, I have to tell you that this is your last question.

Mr. Siddon: I will not ask any more questions today.

The Vice-Chairman: You have taken 7 minutes and Mr. Minister—

Mr. Blais: Those were all very informed questions and I would be pleased to undertake to provide written replies to Mr. Siddon. I would also invite Mr. Siddon, or anyone else of the committee who would want to get additional information relating to any matters pertaining to Statistics Canada, the discharge of its responsibilities or any of its publications, please to feel free to address the Chief Statistician at any time for that sort of information, and benefit from any briefing that they would wish to obtain.

Mr. Siddon: Thank you, sir. Do we have an undertaking to obtain a written reply?

Mr. Blais: To all those questions, and it will be circulated to the committee next time.

Mr. Siddon: It seems we do not get enough time in our offices and this is one forum where we can.

Mr. Blais: But that is why I also put in the trailer on my comment.

Mr. Siddon: Thank you.

Le vice-président: Monsieur le ministre, messieurs les représentants de Statistique Canada, merci beaucoup de votre présence cet après-midi.

Chers collègues du Comité, je tiens à vous souligner que . . .

. . . our next meeting will be held on Thursday, May 13, 1982. It will be in Room 209, West Block, at 8.00 p.m. and the vote, Library of Parliament, under Parliament would be . . . Mr. Eric Spicer will be the guest at this meeting.

Thank you.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Je sais que ce sont des questions très générales et détaillées à la fois, mais, si nous en avons le temps, nous aimerions avoir une réponse de leur bouche. Si ce n'est pas possible, j'aimerais obtenir au moins une réponse écrite . . .

Le vice-président: Avant de laisser répondre le ministre, monsieur Siddon, je dois vous dire que ce sera votre dernière question.

M. Siddon: Ce sera tout pour aujourd'hui, monsieur le président.

Le vice-président: Il vous a fallu sept minutes et le ministre . . .

M. Blais: C'étaient des questions très bien préparées et je m'engage avec plaisir à y répondre par écrit. J'inviterais également M. Siddon ou tout autre membre du comité d'ailleurs qui voudrait davantage de renseignements à propos de Statistique Canada, à propos de la façon dont cet organisme s'acquitte de ses responsabilités, ou encore à propos de n'importe laquelle de ses publications, à ne pas hésiter à s'adresser au statisticien en chef pour un complément d'informations ou une séance de documentation s'ils le préfèrent.

M. Siddon: Je vous en remercie. Vous vous êtes donc engagé à nous fournir une réponse par écrit?

M. Blais: En effet, et les réponses seront distribuées aux membres du comité à l'occasion de la prochaine séance.

M. Siddon: Il me semble que nous n'avons pas beaucoup de temps à nous et le comité est dès lors la tribune tout indiquée pour le faire.

M. Blais: C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai ajouté mon grain de sel.

M. Siddon: Je vous remercie.

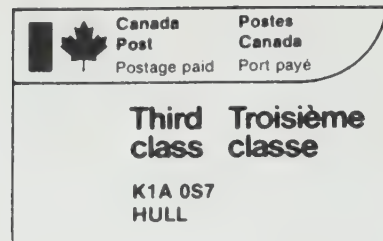
The Vice-Chairman: Mr. Minister, and you too gentlemen from Statistics Canada, thank you very much for having come here this afternoon.

Dear colleagues, I would like to stress that . . .

. . . notre prochaine réunion aura lieu le jeudi 13 mai 1982 à 20 heures dans la salle 209 de l'Edifice de l'Ouest et nous nous pencherons sur le poste de la Bibliothèque du Parlement en compagnie de M. Eric Spicer qui sera notre invité.

Je vous remercie.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From Statistics Canada:

Mr. Martin B. Wilk, Chief Statistician of Canada;

Mr. I.P. Fellegi, Assistant Chief Statistician, Social Statistics Field.

De Statistique Canada:

M. Martin B. Wilk, statisticien en chef du Canada;

M. I.P. Fellegi, statisticien en chef adjoint, Secteur de la statistique sociale.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 86

Thursday, May 13, 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 86

Le jeudi 13 mai 1982

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 10—Library of
Parliament under PARLIAMENT

CONCERNANT:

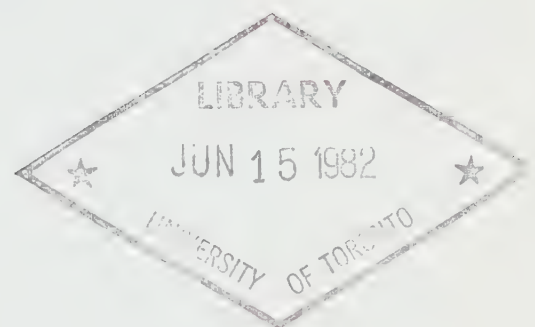
Budget principal 1982-1983: crédit 10—Bibliothèque du
Parlement sous la rubrique PARLEMENT

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Cousineau
Appolloni (Mrs.)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Bloomfield	Gilchrist
Bossy	Gurbin

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

Herbert	Ogle
Kelly	Smith
Lambert	Stevens
MacDonald (M ^{lle})	Tessier—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Wednesday, May 12, 1982:

Mr. Stevens replaced Mr. Siddon;
Mr. Lambert replaced Mr. Gass.

On Thursday, May 13, 1982:

Mr. Bloomfield replaced Mr. Deniger;
Mr. Ogle replaced Mr. Heap.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le mercredi 12 mai 1982:

M. Stevens remplace M. Siddon;
M. Lambert remplace M. Gass.

Le jeudi 13 mai 1982:

M. Bloomfield remplace M. Deniger;
M. Ogle remplace M. Heap.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 13, 1982
(103)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 8:04 o'clock p.m. this day, the Chairman, Mr. Gauthier, presiding.

Members of the Committee present: Messrs. Bloomfield, Gauthier, Herbert, Lambert and Ogle.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witnesses: From the Library of Parliament: Mr. Erik J. Spicer, Parliamentary Librarian; Mr. Hugh Finsten, Acting Director, Research Branch; Mr. Lloyd Heaslip, Director, Information and Reference Branch; Mr. Bernard Dumouchel, Director, Technical Services and Mr. Jean-Jacques Cardinal, Director, Administration and Personnel.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue No. 70.*)

The Chairman called Vote 10—Library of Parliament under PARLIAMENT.

Mr. Spicer made a statement and the witnesses answered questions.

At 9:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 13 MAI 1982
(103)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 20h04 sous la présidence de M. Gauthier, président.

Membres du Comité présents: Messieurs Bloomfield, Gauthier, Herbert, Lambert et Ogle.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie de la Bibliothèque du Parlement.

Témoins: De la Bibliothèque du Parlement: M. Erik J. Spicer, bibliothécaire parlementaire; M. Hugh Finsten, Directeur intérimaire, Service de recherche; M. Lloyd Heaslip, Directeur, Service de l'information et référence; M. Bernard Dumouchel, Directeur, Services techniques et M. Jean-Jacques Cardinal, Directeur, Administration et Personnel.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars, 1983. (Voir *procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no 70.*)

Le président met en délibération le crédit 10—Bibliothèque du Parlement sous la rubrique PARLEMENT.

M. Spicer fait une déclaration et les témoins répondent aux questions.

À 21h33, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Text]

Thursday, May 13, 1982

• 2004

Le président: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous n'avons pas le quorum, mais nous avons le nombre suffisant de députés pour entendre les témoignages.

I am pleased, in the name of the committee, to receive the Library of Parliament and Mr. Spicer. I think this is the first time you have had the privilege, if I may use that word, of coming before this committee. I understand that prior to this you went to the Members' Services committee or

le Comité permanent de la Gestion et des Services aux députés, je crois, où les prévisions budgétaires de votre organisme étaient étudiées.

Cette année, nous avons pensé vous inviter, monsieur Spicer, pour que vous puissiez partager avec nous certains commentaires sur les prévisions budgétaires allouées à votre Bibliothèque, qui est une institution fort importante pour le Parlement canadien.

• 2005

Il me fait donc plaisir de vous recevoir. Je vous demanderais, monsieur Spicer, de nous présenter les gens qui sont à la table avec vous. Mais d'abord, je mets en délibération le crédit 10—Bibliothèque du Parlement, sous la rubrique PARLEMENT.

PARLEMENT

C—Bibliothèque du Parlement

Crédit 10—Bibliothèque du Parlement—Dépenses du programme.....	\$8,053,000
--	-------------

Le président: Monsieur Spicer, voulez-vous nous présenter les gens qui vous accompagnent?

Mr. Erik J. Spicer (Parliamentary Librarian, Library of Parliament): Thank you very much, Mr. Chairman. It is a long time since I have come before this committee, but before we went to Management and Members' Services Committee we appeared before this committee, I think, for two or three years.

I would like to present the Associate Parliamentary Librarian, Mr. Richard Paré; the head of the Information and Reference Branch, Mr. Lloyd Heaslip; and Mr. Bernard Dumouchel, the head of the Technical Services Branch; Mr. Jacques Cardinal, the Director of Administration and Personnel; and the Acting Director of the Research Branch, Mr. Hugh Finsten.

The Chairman: Thank you, Mr. Spicer. I wonder, sir, if you have any opening statement that you would like to make to the members before receiving questions.

I take it you are aware that the procedure after the few remarks you make is that members of Parliament question the

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Translation]

Le jeudi 13 mai 1982

The Chairman: Order, please. Although we do not have a quorum, we do have enough members to hear evidence.

Au nom du comité, j'ai le plaisir d'accueillir M. Spicer et ses adjoints de la Bibliothèque du Parlement. C'est la première fois je crois, que vous comparez devant le comité, car avant vous présentiez votre budget devant le comité permanent de la Gestion et des Services aux députés.

In the past, it was the Members' Services Committee which used to consider the budget of the Library of Parliament.

This year we invited you, Mr. Spicer, to discuss with you the library's budget which plays an important role in Canadian parliamentary life.

It is therefore a pleasure for me to welcome you here. I would also ask you to introduce the officials who are with you at the table. But before that I will call Vote 10, Library of Parliament, under the heading of Parliament.

PARLIAMENT

C—Library of Parliament

Vote 10—Library of Parliament—Program expenditures.....	\$8,053,000
---	-------------

The Chairman: Mr. Spicer, would you please introduce the people who are with you?

M. Erik J. Spicer (bibliothécaire du Parlement, bibliothèque du Parlement): Merci, monsieur le président. Il y a longtemps que je n'ai comparu devant le Comité; mais avant de comparaître devant le Comité de la gestion et des services aux députés, nous avons, je crois, comparu deux ou trois fois devant vous.

Permettez-moi de vous présenter le bibliothécaire adjoint du Parlement, M. Richard Paré, le chef de la Division de l'information et des références, M. Lloyd Heaslip, le chef de la Direction des services techniques, M. Bernard Dumouchel, le directeur de l'Administration du personnel, M. Jacques Cardinal, et le directeur suppléant de la Direction de la recherche, M. Hugh Finsten.

Le président: Merci, monsieur Spicer. Vous voudrez peut-être nous dire quelques mots avant que je donne la parole aux membres du Comité.

Vous savez certainement qu'après l'intervention des témoins, les députés disposent de dix minutes au cours du premier tour

[Texte]

witness for about 10 minutes each. We go on a first round of ten minutes each and then we come back on another round of five minutes each. So if you please, sir, if you have a comment or some comments to make.

Mr. Spicer: Yes, there are one or two things I would like to say. I am particularly happy to be here because we have not had a meeting of the Joint Committee on the Library of Parliament since 1979, and therefore I sometimes feel that I lose touch with the committee system in the House and Senate, although we do serve those committees.

I think you have copies of the annual report; I believe they have been handed out. I mailed them to you earlier so that you would have a chance to see them, and there may be some questions about these as well as questions about the budget.

You have in front of you, of course, the projected program expenditure for the fiscal year 1982-83. It is \$8,053,000 for an increase of \$1,084,000, or 15.6 per cent, over last year's budget of \$6,969,000. Now, the greater portion of this is salaries and wages. It is roughly 82 per cent, or \$6,603,000. The remaining amount, \$1,450,000 or 18 per cent, is for operating costs. The changes in our budget are—well, I do not think I need to go into that, except that it provides for 234 person-years, which is the same number of person-years we had last year. There is no change from the previous year.

A major part of the increase is due to Treasury Board suggested figures of 9.5 per cent for salary revisions, plus 2 per cent for reclassifications and annual increments. The increase also provides funds for the payment of an equalization adjustment to our librarians following similar action for librarians in the public service. You may recall that under the Human Rights Commission a findings was awarded equating librarians with historical research officers and there was a certain amount of back pay due librarians for that.

The increase in operating costs is largely attributable to an increased book budget for printed and audio-visual materials and microform due to the rapidly rising costs of all printed materials and the growth of our branch libraries. Many of you are not aware of the number of branch libraries we have. This is something that was unforeseen when I came here some 20 years ago. I do not think I will go on with that. You can ask detailed questions later.

I would like to point out, though, that there has been, and continues to be, tremendous increase in the use of our Information and Reference Branch. In March of this year, we had a record number of inquiries; the first time we have ever gone over 4,000. We had 4,321 inquiries in March of this year.

The Chairman: Did you say 3,000 inquiries?

Mr. Spicer: I said 4,321.

[Traduction]

pour leur poser des questions et de cinq minutes au deuxième tour. Vous avez donc la parole, monsieur Spicer.

M. Spicer: Je suis d'autant plus heureux d'être ici que le comité mixte chargé de la bibliothèque du Parlement ne s'est plus réuni depuis 1979, ce qui fait que j'ai parfois l'impression que nous perdons le contact avec les comités mixtes de la Chambre des communes et du Sénat pour lesquels nous travaillons.

Vous avez certainement reçu des exemplaires de notre rapport annuel que j'ai fait expédier à l'avance de façon à ce que vous puissiez le consulter et éventuellement me poser des questions à ce sujet.

Les dépenses du programme pour l'année 1982-1983 s'élèveront à \$8,053,000, ce qui correspond à une augmentation de \$1,084,000 ou 15.6 p. 100 par rapport au budget de l'an dernier d'un montant de \$6,969,000. Cette augmentation est imputable en majeure partie à la hausse des traitements et des salaires qui s'élève à \$6,603,000 et représente 82 p. 100 environ du budget global. Les 18 p. 100 restants, soit \$1,450,000 sont imputables aux frais d'exploitation. Nous avons prévu pour cette année 234 années-personnes, chiffre identique à celui de l'an dernier.

L'augmentation de notre budget est due essentiellement à la hausse de 9.5 p. 100 des traitements fixés par le Conseil du Trésor plus 2 p. 100 au titre de la reclassification et des augmentations annuelles. On a également en compte les crédits nécessaires pour les ajustements de péréquation accordés à nos bibliothécaires comme ils l'ont déjà été aux bibliothécaires de la Fonction publique. Vous vous souvenez sans doute que la Commission des droits de la personne a décidé d'assimiler les bibliothécaires aux employés faisant de la recherche historique, ce qui veut dire que les bibliothécaires avaient droit à une rétroactivité.

La hausse des frais d'exploitation est imputable essentiellement à l'augmentation des crédits nécessaires pour l'achat de matériel imprimé et audio-visuel ainsi que de microfiches, les prix de tout ce qui est imprimé ayant subi une hausse très rapide. L'augmentation de notre budget est attribuable également à l'expansion de notre réseau de bibliothèques qui a pris une ampleur que beaucoup d'entre vous ignorent sans doute. C'est là un phénomène qui n'avait pas été prévu il y a vingt ans lorsque j'ai commencé à travailler à la bibliothèque. Mais vous pourrez me poser des questions plus détaillées à ce sujet par la suite.

Je voudrais vous signaler que le nombre d'utilisateurs de la Direction de l'information et de la référence a enregistré une augmentation très marquée. Nous avons battu tous les records au mois de mars dernier avec 4,321 demandes; c'est la première fois de notre histoire que le nombre de demandes dépasse 4,000.

Le président: Avez-vous dit 3,000 demandes de renseignement et de recherche?

M. Spicer: J'ai dit 4,321.

[Text]

The Chairman: In one month?

Mr. Spicer: In one month. Normally we average about 3,200 to 3,400. Although we have an on-line service, and I think this is mentioned in the report, we have three terminals that tap into some 150 outside databases. There has been no marked growth in the use of these. We have fewer than 200 requests for information a month—that is of the 4,000 or so requests we have. Fewer than 200 are answered through the three computer terminals combined. And I think that is important to keep in mind because clearly it means that either the information required by federal parliamentarians is readily available by other means, or it is not yet in data banks. And I think it is important, when they talk of automation and so forth, to keep in mind that at the present time most of the information that you want is, I say again, readily available by other means or it is not yet accessible through data banks.

Another item I think you should know about is that we now have the Canadian Press wire service in both French and English. This is located in one of our branch libraries and this was put in to serve primarily the caucus research branches over in the Wellington Building; and this is a new item that otherwise you might not be aware of.

We reached a decision the other day, and I think it should be of interest to you, and that is to publish *Quorum*, which is a selection of newspaper articles which comes out every morning. We reached a decision to issue it weekly during the recess. It seems to me that members do touch base from time to time during the recess and it would be useful to have a summary of what has gone on in their absence.

Another thing that we are doing is closing our card catalogue, and I think that is worth particular mention at this time. I think that those of you who have been using the Library over the years have become very accustomed to the card catalogue we have in the main Library. We now have that on line. Our cataloguing system is on line and that means it is computerized. We have terminals to access that back to 1975—from 1975 through to the current day.

We have also microfiched this so that the branches have copies of our catalogues now, so they do not have to call the main Library in order to get that information. And those are two things I thought you might like to know about.

I could, I guess, go on and on and tell you things that I might like to tell you, but I think the only other thing I will underline now, before giving you a chance to ask the things you really want to know, is to point out that we have been giving increasing service to committees.

If one reads the press, one gets the impression that committees have no staff, or they have no good staff, or they are handicapped for lack of staff. I would just like to say that we have been serving a great many committees and that is men-

[Translation]

Le président: En un mois?

M. Spicer: En effet. Normalement nous avons une moyenne de 3,200 à 3,400. Comme il est déjà mentionné dans le rapport, nous disposons d'un service en ligne, et nous avons également trois terminaux qui sont reliés à quelque 150 banques de données extérieures. Nous n'avons noté aucune croissance marquée dans l'utilisation de ces trois terminaux. Cela représente à peu près 200 demandes de renseignement par mois—parmi les 4,000 demandes totales. Moins de 200 demandes donc sont satisfaites grâce à ces trois ordinateurs combinés. Je pense qu'il est important de conserver ce chiffre en tête, parce qu'il signifie que l'information demandée par les parlementaires fédéraux est disponible ailleurs, ou qu'elle ne peut être obtenue par l'intermédiaire des banques de données. Je pense que cela est important, lorsque l'on parle d'automatisation etc., de se rappeler que pour le moment la plupart des renseignements que vous demandez sont disponibles par d'autres moyens, ou ne se trouvent pas dans les banques de données.

Je pense qu'un autre point qui devrait être mentionné, c'est que nous avons en ce moment à notre disposition le service par câble de la Presse canadienne, en français et en anglais. Cela se trouve dans une de nos bibliothèques succursales et l'objectif poursuivi est de servir essentiellement les groupes de recherche des caucus de l'édifice Wellington, c'est un élément nouveau dont vous n'auriez peut-être pas autrement connaissance.

Nous avons pris une décision, l'autre jour, qui je pense vous intéressera; il s'agit du mensuel «*Quorum*», qui reprend des extraits d'articles de journaux du matin. Nous avons donc pris la décision de faire paraître ce bulletin de façon hebdomadaire pendant l'intersession. J'ai l'impression que les députés prennent régulièrement contact avec la colline pendant l'intersession, et il serait donc intéressant d'avoir un résumé de ce qui s'est passé en leur absence.

Je voudrais également mentionner que nous allons abandonner notre fichier traditionnel, que nombre d'entre vous avez l'habitude d'utiliser à la bibliothèque depuis plusieurs années. Ce fichier est maintenant disponible sur ordinateur. Nous avons des terminaux qui permettent déjà de remonter jusqu'à 1974.

Ce catalogue a également été microfilmé, et nos succursales en ont une copie, ce qui évite d'avoir toujours recours à la bibliothèque centrale.

Je pense que je pourrais ainsi continuer sans m'arrêter, mais je crois qu'avant de vous laisser poser des questions, j'aimerais souligner que nous avons accru de façon continue nos services aux comités.

Si vous lisez les journaux, vous aurez l'impression que les comités ne disposent d'aucun personnel de soutien, ou que celui-ci n'est pas toujours adéquat, ce qui représenterait un désavantage majeur. A cela j'aimerais répondre que nous

[Texte]

tioned in my report. Those that are currently being served, I have a list of them here and I could read it to you if you wished, but in the absence of such an expressed desire I will just tell you that we are serving a total of 14 House of Commons committees and subcommittees, and those 14 committees and subcommittees are being served by a total of 21 researchers.

We also serve the Senate, but I do not suppose you are particularly interested in that. However, we do serve the Senate committees with researchers as well.

Those of you who work in other committees are no doubt aware that we have given very substantial service to some committees, and of course, lesser service to others.

One of the new things we added, I think it was last year, was a current issuing system and this is something that I am sure you are all circularized on and know something about, and that we continue to produce background papers.

One of the things that I might also mention which is not quite so well known, although a number of members know about it, is that we have an audio-visual service. We tape programs and we occasionally buy programs. We have four taping machines and viewers, so if you happen to be out of town making a speech and you hear that someone else has made an even better speech, and you want to see it in action, you can make arrangements to come to the Library and see it there or, if you have a machine in your office, we can lend a tape to you providing that we have it.

• 2015

We also have certain radio tapes and there are Anything in that area that you think would be useful to us, we are very receptive to ideas.

I think, too, I should mention that although we have not had meetings of the full Joint Committee on the Library of Parliament we have two subcommittees which have been working very hard, and I must say that it is a great comfort to me to know that, even if they do insist on meeting at 8 o'clock in the morning—or is it 8.30?; it is early in the morning—they do meet and it does help us keep in touch with the Senators and members we serve.

In addition, we sent out a questionnaire that was answered by a very large proportion of Senators and members, and we do feel that we have made every reasonable effort to keep in touch with what you want and provide it for you. If you feel differently, this is the time to tell us.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Spicer.

Talking about assistance to committees, I must congratulate you, Mr. Spicer. I think the services rendered to the committees in the House of Commons are exceptional. This commit-

[Traduction]

avons mis nos services à la disposition de nombreux comités, vous pourrez en prendre connaissance dans mon rapport. Ceux qui utilisent actuellement nos services, sont sur une liste que je tiens ici à votre disposition si vous le désirez, et je vous dirai simplement que nous travaillons en ce moment pour 14 comités et sous-comités de la Chambre, et que ces 14 comités et sous-comités occupent 21 chercheurs.

Nous desservons également le Sénat, mais je ne pense pas que cela vous intéresse particulièrement. Rappelons toutefois que les comités du Sénat ont également recours à nos services.

Ceux d'entre vous qui siègent à d'autres comités ont certainement conscience de ces travaux qui nous ont été demandés par certains comités, et dont l'ampleur varie d'un comité à l'autre.

Nous avons par ailleurs ajouté un système de bulletin d'actualité, comme vous le savez certainement, et nous produisons donc de façon continue des documents d'information.

Je pourrais également mentionner maintenant l'existence d'un service audio-visuel, qui n'est peut-être pas encore très connu mais avec lequel certains d'entre vous se sont déjà familiarisés. Grâce à ce service, nous enregistrons sur bande des programmes et parfois nous en achetons. Nous avons quatre machines enregistreuses et visionneuses, dont vous pourrez vous servir lorsque vous aurez des discours à faire à l'extérieur, ou que vous aurez entendu parler d'un discours excellent fait par quelqu'un d'autre que vous aimeriez vous-même entendre; vous pouvez venir à la bibliothèque, ou emprunter une bande si vous avez une visionneuse dans votre bureau.

Nous avons également enregistré certaines émissions radio, qui Toutes suggestions dans cet ordre d'idées sont les bienvenues.

Bien que nous n'ayons pas eu de réunion de tout le Comité mixte de la bibliothèque du Parlement, nous avons deux sous-comités qui ont fait un travail énorme, et il est très encourageant de savoir qu'ils se réunissent effectivement tous les matins à 8h00 ou 8h30—ce qui est tout de même assez tôt—et que cela nous permet de rester en contact avec les sénateurs et les députés pour lesquels nous travaillons.

Nous avons par ailleurs distribué un questionnaire auquel ont répondu de nombreux sénateurs et députés, et nous avons le sentiment que nous avons fait tous les efforts raisonnablement possibles pour nous tenir au courant de ce que vous attendez de nous et pour vous l'offrir. Si vous avez une impression différente, voilà le moment de nous en faire part.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci monsieur Spicer.

Puisque vous parliez de réunions de comités, je dois vous féliciter, monsieur Spicer. Je crois que les services rendus aux comités de la Chambre sont d'une qualité exceptionnelle. Pour

[Text]

tee has had Mr. J.G. Gauthier for more than a year, and we are very satisfied with his services, although he does not hear anything I am saying right now.

Mr. Spicer: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: He has been very useful to us.

Mr. Lambert, did you want to start the questioning?

Mr. Lambert: Sure, fine.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Herbert: That brings up a point of order.

The Chairman: It does?

Mr. Herbert: I was just wondering if there was not some conflict of interest in having as our research assistant for questioning of the Library someone from the Library.

The Chairman: Mr. Herbert, for your information, I asked Mr. Gauthier if he had shown the questions to the witness. He told me that under no circumstances has he shown the questions that he has prepared for us to the witness. So I do not think there is a conflict of interest.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Lambert.

Mr. Spicer: I wish he had.

Mr. Lambert: Mr. Chairman, there is one thing I would say to Mr. Spicer: I do not think he should be at all reticent to discuss the activities of the Library relative to the Senate, because we are dealing with the Library of Parliament and I think one must recognize that this Library does not exist only for the House of Commons.

The one thing that I was going to say is: How is it that the joint committee has not met? It seems to me that it is not the responsibility necessarily of the librarian to convene that. The committees are under the joint speakerships, and that is where the responsibility should lie to convene. I have been on that committee many years, and it is my considered view, frankly, Mr. Chairman, that that committee should meet at least once every six months. There may be some reasons, but I put it to you that the committee should meet every six months.

The reason I say that is that one tends to get out of touch with this. I am one particularly— and I think I am one of those here, possibly the only one, who is a member of the joint committee, and there are some pertinent questions that I think we in the joint committee should be seized of and assist the librarian on: Is there a plan for the expansion or a long-range plan for the better utilization or for major changes in the composition and the service of the Library of Parliament which the joint committee would be participating with the librarian and his senior officers in formulating? I do not think that can be discussed at any length for advice or pertinent discussion at a short committee session of whatever standing committee in the House of Commons is going to hear the annual estimates, and I do not think it should be the responsibility of the librarian to shoulder all of the burden of the

[Translation]

notre part, nous avons eu M. J.G. Gauthier depuis plus d'une année à notre service, et nous pouvons nous déclarer satisfaits de son travail, ce que je puis dire puisqu'en ce moment il ne m'écoute pas.

M. Spicer: Merci monsieur le président.

Le président: Il nous a beaucoup aidés.

Monsieur Lambert, voulez-vous poser la première question?

M. Lambert: Oui, merci.

Le président: Monsieur Lambert, vous avez la parole.

M. Herbert: J'invoque le Règlement.

Le président: Vraiment?

M. Herbert: Je me demandais s'il n'y avait pas une contradiction, un conflit d'intérêt, du fait que notre chercheur provient aussi de la Bibliothèque du Parlement.

Le président: Monsieur Herbert, pour votre information, j'ai demandé à M. Gauthier s'il avait montré les questions au témoin. Il m'a répondu bien évidemment que non, qu'il n'a pas dévoilé le contenu des questions au témoin. Je ne pense donc pas qu'il y ait conflit d'intérêt.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Le président: Monsieur Lambert.

M. Spicer: J'aurais bien aimé qu'il le fasse.

M. Lambert: Monsieur le président, j'aimerais dire d'abord une chose à M. Spicer: je ne pense pas qu'il doive hésiter à discuter ici de ce que la Bibliothèque du Parlement fait pour le Sénat, puisque cette bibliothèque dont il est question ce soir, n'est pas à la seule disposition de la Chambre des communes.

Je voulais ensuite poser la question suivante: comment se fait-il que ce Comité mixte n'ait pas siégé? Je pense que la charge de le convoquer n'incombe pas uniquement au bibliothécaire. Je pense qu'il n'est du ressort du bibliothécaire de convoquer de telles réunions. Voilà plusieurs années que je siège à ce Comité, et je pense, en toute honnêteté, monsieur le président, qu'il devrait se réunir au moins une fois à tous les six mois. A cela, il y a de nombreuses raisons, mais en tous les cas, au moins deux fois par an.

Je le dis parce que l'on a tendance à perdre contact avec les questions d'importance. Je suis sans doute le seul ici à être également membre du Comité mixte, et il y a des questions extrêmement pertinentes dont le Comité mixte pourrait être saisi, et à propos desquelles nous pourrions aider le bibliothécaire: on peut par exemple poser la question d'un plan d'expansion, ou d'un plan à long terme pour une meilleure utilisation, ou d'un plan prévoyant des modifications importantes dans la composition des services de la Bibliothèque du Parlement, toutes questions dont le Comité mixte pourrait débattre avec le bibliothécaire et ses cadres supérieurs. Je ne pense pas que ces questions puissent être discutées suffisamment en profondeur et de façon pertinente lors d'une réunion rapide d'un quelconque comité permanent de la Chambre des communes chargé d'étudier le budget annuel et je ne pense pas non plus que le

[Texte]

development of the Library. Having said that, perhaps Mr. Spicer could tell us what he foresees with regard to meetings of the joint committee—from his point of view.

• 2020

The Chairman: Mr. Spicer, I know that this is not an easy question for you to answer, since you answer to that committee, it is above you. And, I do not know if you have any control about where it meets. Mr. Lambert, you know just as well as I do it may be that Mr. Spicer is not responsible for calling the meetings of this committee.

Mr. Lambert: Well, that is so but—

The Chairman: Mr. Bloomfield is a member. I see on the—

Mr. Lambert: My purpose for the question, though, is recognition of the problem—which I think the librarian himself is very much aware of—but then, there is, I think, the joint... the responsibility of consultation with the joint committee.

The Chairman: I agree.

Mr. Lambert: And, that creates problems for the librarian. That committee has not met.

The Chairman: Okay, that is a fair question.

Mr. Spicer: I think one of the difficulties, of course, were the last two elections. They are not only hard on you they are hard on people who wanted to have meetings of the joint committee. Under the Library regulations, however, the joint committee is to meet at least once per session.

Mr. Lambert: This is a two-year session.

Mr. Spicer: Yes.

Well, as you say, I am not empowered to hold committee meetings. Fortunately, though, we have had the subcommittees and both subcommittees—the one on services and the one on policy—both have reports for the joint committee. And, when the joint chairmen decide to hold a meeting, at least these reports will be ready. As I say, it has been very helpful to have the subcommittees to work with.

We have, for example, a staff handbook that has been approved and will be submitted to the full committee. There are a number of other things that are ready to go.

One of the things that the subcommittee felt strongly about was the annual report. It was not a credit to the Canadian Parliament and, in fact, one of the members felt it was—I think he said... well, he probably did not say it but it sounded as if he did—bloody embarrassing and not on a par with other reports. We have been investigating ways of improving that. Many of the provincial Library reports, for example, are much more magnificent than this. And, the reports from most of the other libraries that produce reports are better.

[Traduction]

bibliothécaire soit tenu d'assumer toutes les charges concernant le développement de la bibliothèque. Cela dit, je pense que M. Spicer pourrait peut-être nous dire ce qu'il prévoit en matière de réunion du comité mixte—du moins de son point de vue à lui.

Le président: Monsieur Spicer, je sais que c'est une question à laquelle il vous est difficile de répondre, puisque vous relevez également de cet autre comité. Je ne sais pas d'ailleurs si vous avez un quelconque contrôle sur ces réunions. Monsieur Lambert, vous savez aussi bien que moi que M. Spicer n'a pas la responsabilité des convocations.

M. Lambert: Bon, très bien mais...

Le président: M. Bloomfield y est également membre. Je vois sur...

M. Lambert: La question que je pose, vise tout d'abord à faire reconnaître le problème—dont je suppose que le bibliothécaire lui-même a conscience—mais je pense qu'il y a tout de même ensuite une responsabilité de consultation auprès du comité mixte.

Le président: Je suis d'accord.

M. Lambert: Voilà qui crée des problèmes aux bibliothécaires; et ce comité ne s'est toujours pas réuni.

Le président: Très bien, je comprends la question.

M. Spicer: L'une des difficultés tient, bien sûr, au fait des deux dernières élections. Elles ont été dures, pour vous, mais également pour les personnes qui auraient voulu que ce comité mixte siège. D'après le règlement de la bibliothèque, le comité mixte est tenu de se réunir au moins une fois par session.

M. Lambert: Voilà une session qui dure depuis deux ans.

M. Spicer: Oui.

Comme vous l'avez dit, je n'ai pas l'autorité de convoquer des réunions de comité. Mais fort heureusement, nous avons eu des réunions de nos deux sous-comités—l'un responsable des services et l'autre des politiques—qui ont, l'un et l'autre, des rapports prêts pour le comité mixte. Dès que le co-président décidera de réunir son comité, les rapports seront disponibles. Comme je l'ai déjà dit, ces sous-comités ont fait un travail très utile.

C'est ainsi que l'on a rédigé un manuel à l'intention du personnel, qui a été approuvé et qui sera soumis au comité plénier. Il y a un certain nombre d'autres questions qui sont également prêtes à être soumises.

Une question qui a beaucoup préoccupé le sous-comité est celle du rapport annuel. Il semblait qu'il n'était pas à la mesure du Parlement canadien et, de fait, un des députés a dit—peut-être pas aussi directement, mais c'est ce que j'ai compris—que ce rapport était un peu problématique et qu'il n'était pas au niveau des autres rapports. Nous avons cherché à améliorer cette situation. De nombreux rapports de bibliothèque provinciale sont effectivement plus brillants que

[Text]

But, I suppose a meeting will be held in due course. That is all I can say.

The Chairman: Thank you, Mr. Spicer.

Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Well, all right then. If that is so, I think that . . . Mr. Chairman, the questions that I wanted to ask are more directed to the joint committee because they go to the policy of the expanded use of the research section, with regard to the committees.

We have seen a substantial increase in that. And, what has become a new pattern, it seems to me, is the almost permanent assignment of certain research officers to the committees—to individual committees. That in itself, I think, poses some problems, until we recognize that our committees must change. The popular impression is that our committees should be much like the committees of the U.S. Congress where they have a whole plethora of staff per committee and they act as, shall we say, individual little empires. Well, that is not our purpose and it is not our structure, unless we decide that shall be done.

• 2025

It seems to me that if staff are going to be assigned permanently to committees, it must be recognized as an expense of the committee and not of the Library of Parliament, because the estimates of the Library of Parliament could be thrown entirely out of kilter by a huge expansion of people who would be assigned more or less permanently to various committees, both of this House and of the Senate, and of little or no use except that they are lodged under the librarian for housekeeping purposes. It seems to me that if the Library of Parliament is going to assign staff in permanence to committees, there should be a charge for it. It is a bookkeeping entry; but then, on the other hand, if committees are prepared to pay for research persons to the Parliamentary Institute or otherwise to outside contractors, as, for instance, the committee on finance at the present time in dealing with the question of bank profits: they have persons outside entirely, and that is going to be a proper committee expense It seems to me to be consistent, then, if we are to evolve in our committees this feature that there shall be assigned to, shall we say, the framework of the committee, under the direction of the chairman and responsible to the committee but not to any particular faction in the committee, staff members from the parliamentary research section, then that should be an appropriate charge to the committee and not to the Library.

What are your views on that?

The Chairman: Mr. Spicer.

Mr. Spicer: I think it varies a great deal from committee to committee. Some committees are formed to do a specific task and they need to have someone quickly. I remember, for example, since you expressed an interest in Senate committees,

[Translation]

celui-ci. Et il faut reconnaître que la plupart des bibliothèques rédigent un rapport de meilleure qualité.

Je pense qu'une réunion aura lieu là-dessus dès que possible. Voilà tout ce que je puis dire.

Le président: Merci, monsieur Spicer.

Monsieur Lambert.

M. Lambert: Très bien. S'il en est ainsi, je pense, monsieur le président, que les questions que je voulais poser concernent plus le comité mixte, étant donné qu'elles tournent autour des politiques de l'utilisation accrue des services de recherche, par les comités.

Nous avons constaté effectivement une augmentation du volume de travail fourni. Il semble par ailleurs qu'une nouvelle pratique se soit généralisée, consistant à affecter de façon presque permanente certains chercheurs à certains comités. Voilà qui, je pense, pose quelques problèmes jusqu'à ce que soit modifié notre système de comités. De façon générale, on pense que nos comités devraient ressembler à leurs homologues du congrès américain, où chaque comité dispose d'un personnel pléthorique, et fonctionne comme un véritable petit empire. A cela, je répondrai que tel n'est pas notre objectif, que telle n'est pas notre structure, du moins jusqu'à nouvel ordre.

Je pense que toute affectation permanente de personnel auprès des comités devrait élarger comme dépenses du comité et non pas de la Bibliothèque du Parlement, dont le budget ne peut tout de même pas être bouleversé du fait qu'un personnel de plus en plus important serait affecté aux comités, à la Chambre et au Sénat. Je le répète, si la Bibliothèque du Parlement délègue du personnel permanent auprès des comités, on devrait en tenir compte dans leur comptabilité. On sait que si les comités font faire des travaux par des chercheurs de l'extérieur, instituts parlementaires ou autres, comme c'est le cas du Comité des Finances en ce qui concerne les profits des banques, cela vient s'inscrire dans le budget de leurs dépenses . . . Il me semble qu'il est logique de faire payer par le comité les chercheurs qui sont affectés de façon permanente à ses services, dans le cadre de la structure du comité et sous la direction de son président, et non pas d'une faction particulière du comité.

Qu'en pensez-vous?

Le président: Monsieur Spicer.

M. Spicer: La question se pose différemment pour chaque comité. Certains comités ont été constitués à l'occasion d'une question précise, et ils ont besoin rapidement de documents. Puisque vous avez mentionné les comités du Sénat, je me

[Texte]

when Senator Davey's committee on the mass media was set up, he wanted to get going, but it takes a while to get going when you have no staff. We were then able to attach two of our research officers to work with him to prepare some material; they did some travel, too. Then, working with them, he could start work right away, and then he hired his own people later and the people came back to us.

I think, too—and, of course, I am not an accountant—I do not see any particular value in charging Parliament for what Parliament is already paying for. I can understand if someone has to come from outside and the committee is paying. But, of course, we hire people on contract work, too, and we pay those and we feel that information and research for Parliament is what we are set up for. It seems to me a legitimate charge on the Library of Parliament. Obviously, if a decision is made to charge other people or to make a bookkeeping entry against someone else, it does not matter in one sense except that it creates work for accountants.

I do not think it is really necessary. I believe that our system is much more flexible, because some committees need a lot of help, or they need it when they are meeting but they do not need it when they are not meeting, and I think, having a number of research officers, if they are not working for a committee they can be preparing a background paper; they can be preparing current issues briefs; they may even be off on a conference updating themselves. This is the sort of thing. I suspect most committees would not want to, say, send a scientist down to a meeting at Laval University where he would meet with his colleagues and it might cost \$800 or so. The committee might feel that is not quite a fair charge against them; but from the point of view of, you may call it, the knowledge industry of the Library that is a legitimate charge and it is necessary to keep the man up to date.

So I think overall this is a perfectly rational system. If it is not acceptable, of course, I am sure I will be told in due course.

The Chairman: One last question, Mr. Lambert.

Mr. Lambert: Mr. Chairman, I think Mr. Spicer unfortunately got a misapprehension in part of what I was saying. I realize that the research staff personnel assigned to a committee are not there in permanence. They are not there in permanence. But the general impression is that the research section, is for the benefit of members and senators. But, say, if on the other hand, the research section is required to furnish on a long term basis staff members to committees where that person will be preoccupied with work for months on end. Let us take, as an example, the joint committee on the Constitution. That was a particularly long exercise, which that took up I do not know but maybe three or four man-years. It distorts the picture in your overall budget insofar as everyone is concerned, simply to say, Well all those people were there for

[Traduction]

souviens du comité du sénateur Davey sur les moyens de diffusion de masse, et qui voulait commencer à siéger et à travailler, ce qui était difficile étant donné qu'il n'avait pas de personnel de recherche. Nous avons pu alors lui détacher deux de nos chercheurs chargés de lui fournir la documentation; ils se sont d'ailleurs également déplacés avec le comité. Le sénateur Davey a pu donc commencer à travailler immédiatement, il a ensuite engagé son propre personnel de recherche, et nos chercheurs nous sont revenus.

Je pense également... bien que je ne sois pas comptable... qu'il n'y a pas intérêt à ce que le Parlement paie deux fois pour la même chose. Je comprends très bien que le Comité ait à payer les services de personnel recruté à l'extérieur. Mais nous faisons appel également à des personnes de l'extérieur pour des contrats particuliers, et avons le sentiment que notre travail est un travail d'informations et de recherches au service du Parlement. Je pense donc qu'il est normal que la Bibliothèque du Parlement dans ce cas s'acquitte des dépenses nécessaires. Si ensuite on décide de reporter cela dans la comptabilité de quelqu'un d'autre, cela n'a pas beaucoup d'importance si ce n'est que cela fait du travail supplémentaire pour les comptables.

Je ne pense donc pas que cela soit nécessaire. Je pense que notre système est beaucoup plus souple, puisque nous pouvons mettre à la disposition des comités, sur demande, un certain nombre de chercheurs, qui peuvent ensuite travailler à autre chose lorsque le comité n'en a plus besoin; ce personnel travaillera alors à la rédaction d'un document de fond, ou d'un bulletin d'actualité, ou assistera à une conférence pour mettre à jour ses connaissances. De façon générale, je ne pense pas que les comités soient disposés à engager des dépenses de 800 dollars pour envoyer un de leurs chercheurs rencontrer des scientifiques à l'université Laval; le comité ne trouverait peut-être pas cette dépense justifiée, alors que la Bibliothèque, du point de vue de l'accumulation et de la mise à jour des connaissances, est prête à faire face à ce genre d'éventualités.

Je pense donc que ce système, globalement, est rationnel. S'il ne l'était pas, je pense que nous en serions avertis au plus tôt.

Le président: Une dernière question, monsieur Lambert.

M. Lambert: Monsieur le président, je pense que M. Spicer a malheureusement mal interprété ce que je voulais dire. Je me rends compte que le personnel de recherche n'est pas rattaché à un comité en permanence. La section de recherche est au service de tous les députés et sénateurs. Néanmoins, on demande parfois à la section de détacher certains chercheurs auprès d'un comité pendant des mois. Prenez l'exemple du Comité mixte sur la constitution, dont les séances ont duré très longtemps, ce qui a signifié qu'on a peut-être monopolisé 3 ou 4 années-personnes. Quand on étudie le budget d'ensemble, il faut se garder d'en tirer une impression fautive en imaginant que tout le personnel est constamment à la disposition des députés pour les renseigner.

[Text]

the information of members, implying that members had all these people available to prepare information for them.

• 2030

But that is not so. Perhaps this future evolution is something we should be discussing in the joint committee. This is a growing thing, and we may see more and more committees where, as in this committee, there is an officer of the research section who is assigned to it on a more or less permanent basis while that committee is meeting. I think you may recognize the problems. It is something that we will have to address our minds to.

Mr. Spicer: May I respond to that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes, Mr. Spicer.

Mr. Spicer: If there was any implication that, say, the individuals needs of senators and members have suffered, I do not think that is—

Mr. Lambert: No, it is not suffering. It is just a question of the impression, on the public again, that it costs x millions of dollars and there are maybe 80 to 100 people, or whatever the figure may ultimately come to, who are assigned merely for the preparation of material for individual members and senators. That is not the case.

Mr. Spicer: No. But I think eventually the word will get out that we work for committees as well. I think also, from the point of view of the individual research officer, it is a nice change of pace to serve for a committee and then do all the work. I think with respect to the committee you mentioned, the one on the Constitution, now, the fact that our officers worked for that, and then went back into the pool of research officers was beneficial. All officers who worked for that committee learned a great deal; their expertise and the knowledge they gained from working for that committee was not lost to Parliament; whereas, if you had just hired people from outside, those people would take that knowledge away with them. In fact, the research officers are learning all the time, and improving their value to Parliament and to the individual members by having that experience. That is my feeling on it.

The Chairman: Well, that is an observation, and your last question. Father Ogle.

Mr. Ogle: Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Spicer, I am just pinch-hitting on this committee tonight so, if my questions are rather simple, it is because I am not a pro with this illustrious group. I have very short questions. Who draws up the budget?

Mr. Spicer: Well, my director of administration and personnel calls on the branch directors to give an indication of what they will need in the coming year. In fact, the Library staff itself draws up the budget. We go through it and hassle over it and argue about it and decide what is fair and reasonable. We then send a draft budget to the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons. Sometimes there is discussion and sometimes there is just the passage of letters back and

[Translation]

Ce n'est pas le cas. Étant donné la situation, il serait peut-être opportun d'en discuter au comité conjoint. De plus en plus de comités, et celui-ci en est un exemple, ont tendance à s'adjoindre un chercheur de la section qui y est rattaché de façon plus ou moins permanente pendant la période où le comité siège. Vous comprenez donc la situation et il faudrait qu'on y réfléchisse.

M. Spicer: Puis-je répondre à cette question, monsieur le président?

Le président: Allez-y, monsieur Spicer.

M. Spicer: Je ne voulais pas donner l'impression qu'on avait négligé les besoins particuliers des sénateurs et des députés et je ne pense pas que...

M. Lambert: Il ne s'agit pas de cela. Le public a l'impression qu'il en coûte tant de millions de dollars et que l'effectif est de 80 à 100 personnes, toutes employées à préparer des renseignements pour les députés et les sénateurs. Ce n'est pas le cas.

M. Spicer: Non, en effet. Cependant, on peut découvrir facilement que nous travaillons également pour les comités. Pour ce qui est des chercheurs, il est intéressant et divertissant de travailler pour un comité à plein temps. Vous avez parlé du Comité sur la constitution, et les chercheurs qui y ont travaillé, sont revenus forts d'une expérience enrichissante. Tous les chercheurs qui ont travaillé auprès de ce comité ont beaucoup appris. Les connaissances acquises sont tout à l'avantage du Parlement. Si on avait embauché des gens de l'extérieur, ils s'en seraient retournés en emportant leur expérience. En fait, nos chercheurs apprennent constamment et leur expérience est d'une grande valeur pour le Parlement et pour les députés. Voilà ce que j'en pense.

Le président: C'était là une remarque et votre dernière question. Père Ogle.

M. Ogle: Merci, monsieur le président. Monsieur Spicer, je ne fais qu'un saut au Comité ici ce soir et si mes questions sont plutôt simples, c'est que je ne fréquente pas souvent un groupe de gens aussi illustres. Mes questions seront courtes. Qui prépare votre budget?

M. Spicer: Le directeur de l'administration et du personnel demande aux directeurs des divers services, en début d'année, quels seront leurs besoins. En fait, c'est le personnel de la Bibliothèque qui prépare le budget. Nous le préparons minutieusement, nous en discutons pour ensuite décider ce qui est juste et raisonnable. Ensuite, nous envoyons notre ébauche du budget au Président du Sénat et à l'Orateur de la Chambre des communes. Parfois, nous en discutons avec eux et parfois tout

[Texte]

forth. But this is the way the budget arises within the Library of Parliament itself.

• 2035

Mr. Ogle: I see. Did I understand it rose 17 per cent? Is that right? I was not able to figure out the mathematics, but is it a 17 per cent rise this year?

Mr. Spicer: It is 15.6 per cent.

Mr. Ogle: 15.6 per cent?

Mr. Spicer: Yes.

Mr. Ogle: So it is about the rate of inflation. I was just wondering if there is a serious plan to keep it rising.

Mr. Spicer: No. I mentioned earlier that we had no increase in man-years.

Mr. Ogle: I see that, yes.

Mr. Spicer: But salaries do go up, and there are certain allowances that Treasury Board tells us we must build into our budget allowances for the salary revisions of 9.5 per cent, plus 2 per cent for reclassification and annual increments. That is the staff side.

Then of course for new services, I mentioned the Canadian Press wire service; that of course costs extra. And of course, every time we open a branch we have extra costs for books and so forth. There have been some costs we had not anticipated this year.

I should say that in most cases we turn money back. In other words, unlike other departments, we make no great effort to spend all the money within our budget. If we do not need to spend it, we do not spend it. I did mention earlier that we have funds so that we could provide additional research to committees if they wish to have it. If they do not ask for it and if when we offer it they do not accept the offer, then we do not spend the money. So we have turned back some very substantial amounts from year to year. We do not believe in spending it unless we need it.

Mr. Ogle: Sure, understood. This is just sort of a technical question, but how do you manage to have people moving back and forth on to committees and off again? Is there a pool of people who work on committees?

I used to have a little story of Pope John XXIII. He was asked one time how many people worked in the Vatican and he said: "Oh, about half." How is it that the work pool stays at a level that everybody is doing something?

Mr. Spicer: There is, I think it is fair to say, a reasonably constant demand for services. In addition, of course, one has people leaving from time to time. When special committees are set up, or if we are asked for an expertise we do not have, we

[Traduction]

se fait par correspondance. C'est ainsi que l'on établit le budget à la Bibliothèque du Parlement.

M. Ogle: Je vois, avez-vous dit qu'on avait accru les crédits de 17 p. 100, est-ce bien cela? Je n'ai pas pu faire le calcul mais il y a bien eu augmentation de 17 p. 100 cette année-ci?

M. Spicer: L'augmentation est de 15.6 p. 100.

M. Ogle: Vous avez dit 15.6 p. 100?

M. Spicer: Oui.

M. Ogle: Cela coïncide à peu près avec le taux d'inflation. Je me demandais si l'on envisageait, sérieusement, de continuer à augmenter les crédits.

M. Spicer: Non, je vous ai signalé qu'il n'y avait pas eu augmentation du nombre d'années-personnes.

M. Ogle: Je vois.

M. Spicer: Toutefois, les salaires augmentent et le Conseil du Trésor nous a recommandé de prévoir des crédits de 9.5 p. 100 pour les révisions salariales et de 2 p. 100 pour la reclassification et les augmentations annuelles. Voilà pour le personnel.

Pour ce qui est des nouveaux services, je vous ai parlé du service télégraphique de la Presse canadienne qui représente des frais supplémentaires. À chaque fois que nous créons un nouveau service, nous avons à faire face à des frais supplémentaires pour l'achat de livres, etc. Nous avons d'ailleurs enregistré des frais supplémentaires qui n'avaient pas été prévus pour cette année.

Dans la plupart des cas, nous remboursons certains montants. À l'encontre des autres ministères, nous ne nous acharnons pas à dépenser tous les crédits qui nous ont été consacrés. J'ai déjà signalé que nous avons un budget réservé aux comités pour qu'ils puissent entamer des recherches supplémentaires, le cas échéant. S'ils ne nous réclament pas de crédits et s'ils rejettent notre offre, ces montants ne sont pas dépensés. Voilà pourquoi chaque année nous avons remboursé des sommes considérables. À notre avis, chaque dépense doit se justifier.

M. Ogle: Certainement, nous sommes bien d'accord. J'aimerais vous poser une question quelque peu technique, mais comment vous arrangez-vous pour détacher du personnel aux comités, de temps à autre? Certains de vos employés travaillent-ils pour les comités?

On m'a raconté une petite anecdote à propos du Pape Jean XXIII. On lui avait demandé un jour combien d'employés travaillaient pour le Vatican, à quoi il avait répondu: «Oh, environ la moitié». Comment faites-vous pour employer toutes vos ressources en personnel?

M. Spicer: Je crois que l'on peut dire que la demande de services demeure raisonnablement constante. En outre, de temps en temps, nos employés nous quittent, bien sûr. Quand des comités spéciaux sont mis sur pied ou quand on nous

[Text]

buy it outside. We do produce, too, the background papers I mentioned.

I do not think anyone is underworked, or if they are certainly none of my branch directors have told me. We are never really up to strength. This is like most departments. I do not think there is a problem here. There are enough committees using us that we assign people to. Perhaps I should ask Mr. Finsten if there are any difficulties in this area. I do not think there are.

Mr. Hugh Finsten (Acting Director, Research Branch, Library of Parliament): Not at all; in fact to the contrary. Researchers often are involved in committees, and often those who are not involved in committees may have two or three requests they are working on at one time. We have a pool of about 50 professional people, all with post-graduate degrees and some Ph.D. people, in areas such as law, economics, sciences, political science, natural sciences. That is one of the advantages of having a pool there, so committees when they need some specific expertise—a scientist, a lawyer, an economist—are able to call from that pool rather than having a permanent staff. As was mentioned, a committee mandate may be a few months; there may be a specific bill that the committee wants us to look at. When the committee mandate is finished, when the committee reports, the researcher is then available to do other work for members of Parliament, or to do another committee assignment.

• 2040

Mr. Ogle: Thank you.

Is there some program for sort of updating Library skills? I am not that aware of modern moves in libraries, but are not libraries kind of changing their structures?

Mr. Spicer: Oh, yes.

Mr. Ogle: Are there people away studying all the time to learn how to do that?

Mr. Spicer: Well, what you will find is that our people are away teaching. We have, for example, in our Government documents, a Mr. Graham, who will be giving a course in a month's time; and Mr. Dumouchel, from the Technical Services Branch, is drawing up a course of instruction, or assisting in drawing up a course of instruction, for Algonquin College.

Our people do attend conferences and seminars and this sort of thing. There is a constant updating of our skills. We are speaking of most cases. Specifically, of the librarians, no one has gone off recently to take, say, a four-year course, or anything like that. But there are constant courses given by the associations— —a briefer course, update courses—that our people attend. We do encourage attendance at conferences.

Mr. Ogle: Could I just ask a very personal question? What is the best way for a parliamentarian to use the Library? That

[Translation]

demande de fournir des experts dont nous ne disposons pas, nous engageons des gens de l'extérieur. Comme je vous l'ai signalé, nous élaborons aussi les documents d'information.

Je ne pense pas que certains de nos employés restent sans rien faire et si c'est vraiment le cas, assurément aucun de mes chefs de services ne m'en a parlé. En fait, nous ne sommes jamais au grand complet, comme la plupart des autres ministères, mais je ne pense pas que cela nous crée des problèmes. Il y a suffisamment de comités auxquels nous détachons certains de nos employés. Je vais demander à M. Finsten de nous dire si l'on éprouve des difficultés, à cet égard, mais je ne le pense pas.

M. Hugh Finsten (directeur intérimaire, Service de recherche, Bibliothèque du Parlement): Pas du tout, bien au contraire. Les chercheurs travaillent souvent en comités et ceux qui n'y sont pas détachés travaillent sur deux ou trois questions à la fois. Nous avons un effectif de 50 diplômés universitaires, dont certains ont un doctorat ou sont spécialisés dans le domaine juridique, de l'économie, des sciences, des sciences politiques ou naturelles. C'est là l'un des avantages de notre système: en effet, quand les comités ont besoin de spécialistes... d'hommes de sciences, de juristes ou d'économistes... ils peuvent puiser dans nos effectifs plutôt que d'engager des permanents. Comme on l'a signalé, les activités d'un comité peuvent s'étaler sur quelques mois et certains comités ont quelque fois un bill bien précis à examiner. Dès que le comité a terminé son mandat et présenté son rapport, le chercheur est alors libéré et travaille pour les députés ou est détaché à un autre comité.

M. Ogle: Je vous remercie.

Existe-t-il un programme pour moderniser le domaine des bibliothèques? Est-ce qu'on n'en modifie pas les structures?

M. Spicer: Oh oui.

M. Ogle: Y a-t-il des gens à l'étranger pour apprendre comment cela se fait?

M. Spicer: En fait, des gens de chez nous sont à l'étranger où ils enseignent. Par exemple, dans nos documents du gouvernement un monsieur Graham va donner un cour dans un moi; et M. Dumouchel, de la Direction des services techniques est en train de préparer un cour, ou d'aider à élaborer un cour destiné au Collège Algonquin.

Notre personnel assiste à des conférences, à des colloques et ainsi de suite. Nos connaissances sont constamment mises à jour. Nous parlons de la plupart des cas. En particulier, parmi les bibliothécaires, aucun d'entre eux n'a pris un cour de quatre ans par exemple. Mais les associations donnent constamment des cours, plus brefs, de remise à jour, auxquels assiste notre personnel. Nous l'encourageons à se rendre aux conférences.

M. Ogle: Puis-je poser une question très personnelle? Quelle est la meilleure façon pour un parlementaire d'utiliser la

[Texte]

is maybe too hard, or too easy—I do not know. The Library is something that I know is there, my researcher uses it a bit. It must be a fantastic facility if you know how to use it well.

Mr. Spicer: Yes. Well, things have changed a great deal in the last 20 or so years, as you have suggested. It used to be that before senators and members, particularly members, had their own staffs; they would come and use the Library, personally, to a much greater degree than they do now. That gave the staff a chance to know them better and, I think, perhaps serve them a little better—the Library staff.

Now, of course, many of the members use the Library primarily through their staff. This sometimes leads to misunderstandings because, as you know, if you send a message through a number of people, there is sometimes some loss. But the Information and Reference Branch has invited people to come—members, senators and staff— —I think it is every Wednesday afternoon, is it not? Perhaps you would like to elaborate on that, Mr. Heaslip.

Mr. L. Heaslip (Director, Information and Reference Branch, Library of Parliament): Yes. We have encouraged them to come in every Wednesday afternoon and if that is not convenient, they can arrange a time that is suitable, and this applies to new research staff as well as, perhaps, people who have been around for years who want to brush up on what changes have taken place in the Library. I cannot give the exact figures, but we have certainly given a great many of these tours. In the last year, particularly, they have increased tremendously.

The Chairman: For the sake of the record, would you please let me first recognize you, sir, or gentlemen, so that we do not have a mix-up in the recording machines and the voices. They cannot tell the differences between Mr. Spicer and Mr. Heaslip. Thank you, sir.

Mr. Ogle.

Mr. Ogle: Well, that is every Wednesday, is it?

Mr. Heaslip: Yes, but it can be arranged. We have a standard Wednesday afternoon. Well, we included that in our invitation but we also made it clear that if anyone wished to set up a time any other time during the week, just give us a call and we will arrange it accordingly.

Mr. Ogle: Fine.

One last question, and I think you have talked a bit about it. What do you think the Library will be like 20 years from now?

Mr. Spicer: Well, it will be different.

Mr. Ogle: But I mean just like—

Mr. Spicer: Yes, I know.

[Traduction]

bibliothèque? C'est peut-être trop facile ou trop difficile, je ne le sais pas. Je sais que la bibliothèque existe, mes chercheurs l'utilisent quelque peu. Si vous savez comment bien l'utiliser, cela doit être un service fantastique.

M. Spicer: En effet. Les choses ont beaucoup changé depuis ces vingt dernières années, comme vous l'avez dit. Autrefois, les sénateurs et en particulier les députés n'avaient pas leur propre personnel; ils venaient utiliser la bibliothèque, personnellement, beaucoup plus qu'actuellement. Le personnel avait ainsi la possibilité de mieux les connaître, et peut-être de mieux les servir aussi.

Naturellement, nombre des députés utilisent la bibliothèque par l'intermédiaire de leur personnel. Cela crée parfois des malentendus, car comme vous le savez, lorsqu'un message est transmis par l'intermédiaire d'un certain nombre de personnes certains de ses éléments se perdent parfois. Mais le service de consultations et de références a invité les députés, les sénateurs et leur personnel à se rendre à la bibliothèque tous les mercredis après-midi, je crois. Monsieur Heaslip, vous voudriez peut-être développer cette question.

M. L. Heaslip (directeur, Services de consultation et de référence, Bibliothèque du Parlement): Oui. Nous les avons encouragés à venir tous les mercredis après-midi, et si ce jour ne leur convient pas, ils peuvent en fixer un autre, et cela s'applique aussi au nouveau personnel de recherche aussi bien qu'à des gens qui sont sur place depuis des années et qui veulent être remis à jour à propos des changements intervenus dans la bibliothèque. Je ne peux pas vous donner les chiffres exacts, mais nous avons organisé un grand nombre de visites de ce genre. L'an dernier en particulier, leur nombre a beaucoup augmenté.

Le président: Aux fins du compte rendu, permettez-moi d'abord de vous identifier, messieurs, afin que nous n'ayons pas de confusion dans les voix enregistrées. Les magnétophones ne peuvent pas distinguer entre M. Spicer et M. Heaslip. Merci monsieur.

Monsieur Ogle.

M. Ogle: Cette visite est organisée tous les mercredis, n'est-ce pas?

M. Heaslip: Oui, mais nous pouvons prévoir un autre jour, bien que le mercredi après-midi soit réservé. C'est ce qu'indique notre invitation, mais nous avons bien indiqué que si quelqu'un souhaitait fixer un autre jour au cours de la semaine il pourrait simplement nous téléphoner et nous prendrions des mesures en conséquence.

M. Ogle: Très bien.

Une dernière question, et je pense que vous en avez déjà un peu parlé. Comment voyez-vous la bibliothèque dans vingt ans?

M. Spicer: Elle sera différente.

M. Ogle: Mais je veux dire tout à fait comme . . .

M. Spicer: Oui, je sais.

[Text]

Mr. Ogle: But it will be quite a bit different percentagewise, I think, than the 20 years backwards. Is that right? Am I right on that? Everything would go ahead like it is now?

Mr. Spicer: Well, I think that those of us who have been around 20 years realize that 20 years ago people were telling us that 10 years from now, paper will be done away with. That was 20 years ago that they were telling us that. It has not been done away with yet.

People have been prophesying the future for a long time and it is not yet with us. There will clearly be changes. One of the changes will be that if nothing is done to preserve the paper, all the paper is going to disintegrate anyway. They are having trouble now with some microfilm; some microfiche and some computer tapes are disintegrating. So, obviously, there is an area of preservation that needs to be addressed and needs to be addressed promptly.

• 2045

I suspect, though, that people who want information, the average member of Parliament or the average person who wants information, will probably be better served going through someone whose specialty is information. In other words, I do not believe that information and research are going to become the easy, push-your-own-button-and-get-exactly-what-you-want thing that some people are talking about now. Nothing else in life has been that easy, and I suspect that getting information will not be that easy. I think you will still have to deal with people who are even more knowledgeable than yourself. I do not think, in other words, the human interface will be replaced.

It will certainly be supplemented. It can be very useful, for example, using one of our terminals. We have the printed indexes for laws and statutes, of course, but after going through in the traditional fashion of using printed indexes in this field, for example, one can also use titles like "Parliamentary Librarian" and can run that through the computer to see if it turns up in any acts other than, say, the Library of Parliament Act and the Senate and House of Commons Act and the Public Service Staff Relations Act and can find, perhaps, that title used in a number of acts that no one had ever thought of and that had not been indexed that way.

So, in that sense, as we all know, there is a great outpouring of information, paper and paper and paper and paper—not just paper, but you know what I mean. All this is being produced, and I think the problem is going to be not the production of paper but finding your way through the jungle to get precisely what you want. I do not think that is going to be automated to the extent that the hardware merchants say now. I do believe that, unless you are highly trained or unless you use people who are highly trained, you will not be able to get exactly what you want. You will get something; you will get an answer; but I think the people like ourselves who are in the information business will still be in the information business 20 years from now, although the tools they use will be, I hope, significantly improved.

[Translation]

M. Ogle: Mais elle sera extrêmement différente de ce qu'elle était il y a vingt ans, n'est-ce pas? Ai-je bien raison? Est-ce que tout va évoluer selon ce qui existe actuellement?

M. Spicer: Je pense que ceux d'entre nous qui sont là déjà depuis vingt ans, savent bien qu'il y a vingt ans des gens nous disaient que d'ici dix ans on n'aurait plus besoin de papier. C'est ce que l'on nous disait il y a vingt ans, et le papier existe toujours.

Des gens font des prophéties au sujet de l'avenir depuis longtemps, sans qu'elles se soient encore concrétisées. Il y aura bien sûr des changements. Par exemple, si rien n'est fait pour conserver le papier il finira par se désintégrer. Il y a maintenant des difficultés à propos de certains microfilms; des microfiches et des bandes d'ordinateur se désintègrent. Par conséquent, il faut se pencher très rapidement sur la nécessité de préserver ce domaine.

Cependant, les gens qui voudraient de l'information, me semble-t-il, le monde ordinaire ou le député moyen, seront probablement mieux servis en passant par quelqu'un dont la spécialité est, précisément, l'information. En d'autres termes, je ne crois pas qu'on pourra obtenir de l'information ou faire de la recherche en appuyant sur de petits boutons, comme semblent déjà le croire certains. Rien n'est aussi facile en ce bas monde et je crois bien qu'il en est de même pour l'information. Je crois qu'il vous faudra toujours traiter avec des gens qui en connaissent plus que vous-même. Je ne crois pas, en d'autres termes, qu'on pourra remplacer les rapports humains.

Evidemment, on peut toujours se servir d'outils. Les terminaux seront très utiles. Nous avons déjà des livres où sont indexés les lois et règlements, évidemment, mais après nous être servis de ces index de la façon traditionnelle, on peut aussi chercher un titre comme «bibliothécaire parlementaire», le mettre dans l'ordinateur pour voir si on trouve d'autres lois que, par exemple, la Loi sur la bibliothèque du Parlement, la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes ou la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique et on verra peut-être que cette expression se retrouve dans plusieurs autres lois auxquelles on n'avait jamais pensé et qui n'avaient jamais été indexées de cette façon.

Enfin, comme nous le savons tous, on nous submerge sous un véritable déferlement d'informations, du papier, du papier toujours et encore du papier... pas seulement du papier mais vous savez ce que je veux dire. La production est faramineuse et je crois que le problème ne sera pas la rédaction de documents mais plutôt de s'y retrouver dans cette jungle pour en ressortir avec l'information que l'on cherche. Je ne crois pas que l'automatisation se fasse au point où nous le disent les vendeurs d'ordinateurs aujourd'hui. A moins d'avoir une formation d'un très haut niveau ou de vous servir de gens qui ont cette formation, vous ne pourrez obtenir exactement ce que vous voulez. Vous obtiendrez certainement quelque chose; vous obtiendrez une réponse; mais je crois que les gens comme nous qui oeuvrent dans le domaine de l'information s'y trouveront

[Texte]

Mr. Ogle: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Father Ogle.

Monsieur Spicer, avant de passer la parole à M. Herbert, je dois dire qu'il y a deux affirmations qui m'ont un peu étonné.

Premièrement, vous avez dit qu'il n'y avait pas eu d'augmentation d'années-personnes, mais je remarque, à la lecture de vos prévisions budgétaires, qu'il y a eu en effet une augmentation de 5 p. 100 non autorisée. Vous êtes passés de 247 à 234. Comment expliquez-vous cela? Il y a un changement de 5 p. 100 à la page 20-21 des prévisions budgétaires.

Mr. Spicer: I think in this case, as I have just been recommending that you use experts, I will turn you over, if I may, Mr. Chairman, to my Director of Administration and Personnel, Mr. Cardinal.

Le président: Il y a eu effectivement 234 années-personnes autorisées en 1982-1983; en 1981-1982, il y avait un effectif constant projeté de 247 personnes. Comment conciliez-vous cela?

M. Jean-Jacques Cardinal (directeur, Administration et personnel, Bibliothèque du Parlement): Voici: pour l'année financière 1981-1982, vous avez bien raison, c'est 247. Ceci représente le nombre d'employés des effectifs, mais non d'une façon constante. C'est-à-dire que la Bibliothèque du Parlement aurait pu avoir 247 personnes, pourvu que pendant l'année financière qui débute le 1^{er} avril et qui se termine le 31 mars, ceci n'ait pas dépassé les 234 années-personnes.

Alors, les effectifs, en terme d'années-personnes, c'est 234; en terme de personnes que l'on pouvait avoir pour une période de temps donnée, mais non pas d'une façon constante, c'est 247.

Le président: Très bien, je comprends.

L'autre question concerne le poste 12, toujours à la page 20-21. On lit: «Toutes autres dépenses—\$1,000». Qu'est-ce que c'est?

M. Cardinal: Ce poste prévoit seulement les dépenses que l'on ne peut pas attribuer à d'autres postes ci-dessus mentionnés. On ne prévoit pas de poste précis.

• 2050

Si on avait une facture qu'on ne pouvait pas attribuer à un des postes qui est indiqué ci-dessus, ces \$1,000 seraient utilisés pour payer cette facture.

Le président: Je vous ferai remarquer que dans le Livre bleu, et c'est pour éclairer les députés, on dit au programme 12 qu'il s'agit des services fournis par le ministère, des locaux situés dans des bâtiments, de services rendus par d'autres ministères, de locaux fournis par le ministère des Travaux publics, et il y a toute une liste de services qui peuvent vous être rendus. Vous mettez le poste 12 comme «Toutes autres dépenses». Cela n'a rien à voir avec la location?

[Traduction]

toujours dans 20 ans d'ici quoique, je l'espère, on aura amélioré les outils.

M. Ogle: Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, Père Ogle.

Mr. Spicer, before giving the floor to Mr. Herbert, I must say that two things you said did surprise me somewhat.

First, you said that there was no increase in person-years but I see, in reading your estimates, that there was an effective increase of 5 per cent unauthorized. The change was from 247 to 234. How do you explain that? There was a 5 per cent change on page 20-21 of the estimates.

M. Spicer: Puisque je viens de vous recommander de vous servir d'experts, monsieur le président, je vais demander la permission de faire intervenir mon directeur de l'administration et du personnel, M. Cardinal.

The Chairman: There were effectively 234 person-years authorized in 1982-83; in 1981-82, the planned continuing employees gave a total of 247. How do you reconcile those figures?

Mr. Jean-Jacques Cardinal (Director, Administration and Personnel, Library of Parliament): Yes, for the fiscal year 1981-82, you are right, it is 247. This represents the number of employees but not on a continuing basis. That means that the Library of Parliament might have had 247 persons on condition that during the fiscal year beginning April 1 and ending March 31, the total of 234 person-years was not exceeded.

So the personnel, expressed in person-years, is 234; as for the number of people you could have had to make up those 234 person-years over a period of time but not in a continuing manner, that is 247.

The Chairman: Fine, I understand.

My other question has to do with Vote 12 on page 20-20. It is titled "all other expenditures—\$1,000". What is that?

Mr. Cardinal: This vote is only for those expenditures we cannot put under the other headings above. Those which come under no specific heading.

If a bill could not be attributed to one of the items indicated above, these \$1,000 would be used to pay the bill.

The Chairman: For the information of members, I would like to point out that in the blue book item 12 indicates that these are services provided by the department, accommodation in the buildings, services provided by other departments, accommodation provided by the Department of Public Works and a list is given of services which can be provided to you. Item 12 is listed as "all other expenditures". Has this nothing to do with rental accommodation?

[Text]

M. Cardinal: Non, pas du tout.

Le président: Monsieur Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Spicer, have no fear. I have nothing but praise for the Library of Parliament and for the services provided the members, but I have a few questions here. First of all, I am at a loss to understand the logic . . . I think it is the correct procedure to follow to take our research assistants from the Library and retain for ourselves the expertise that is acquired, and I still believe that the cost should be charged to the committee. I have been promoting the idea for years that all costs should be charged to the persons using them, like us. In your case, for example, you have \$750,000 . . . in excess of that, I guess: \$550,000 for accommodation and \$262,000 for other services, which is shown as a figure here. Presumably it is shown in this fashion so you do not have to answer any questions on it. You do not know how it is charged or what it is charged to; it is just put there as an item.

Mr. Spicer: Mr. Chairman, I think we can answer questions if you have questions about it. If I cannot, I will—

Mr. Herbert: Oh, in that case I will come to that in a second. Let us stay with an item that is right in the budget. What is that \$232,000 for construction and acquisition of machinery and equipment?

Mr. Spicer: He turns pages faster than I do, Mr. Chairman . . . I think you will find the answer faster than I will.

Le président: Monsieur Cardinal.

M. Cardinal: J'essaie de trouver la réponse.

Les \$232,000 en question comprennent de l'argent pour . . .

It is for acquisition of machinery, equipment and furnishings. It provides for the purchase of seven word processors, as an example—\$98,000 for the research branch; we have another word processor, \$15,000 for the research branch. That totals \$113,000. We are purchasing some Alcom equipment for the DOBIS data system in technical services; that includes two printers, two controllers and 11 terminals . . . \$55,000. We have some Hewlett-Packard terminals at \$5,000, for the information and reference branch; and miscellaneous equipment.

Mr. Herbert: Miscellaneous equipment—how much?

Mr. Cardinal: Now, that is for \$9,000 and that rolls up to \$182,000—and you were asking for how much?

Mr. Herbert: \$232,000, according to the estimates.

Mr. Cardinal: I will try to find the extra . . .

Mr. Herbert: I will short-cut here. Does it include the rollaway shelves you have installed in the Library in the

[Translation]

Mr. Cardinal: No, nothing at all.

The Chairman: Mr. Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Monsieur Spicer, n'ayiez aucune crainte. Je n'ai que des éloges à adresser à la Bibliothèque du Parlement et au service fourni aux députés; toutefois, j'ai quelques questions à poser. Tout d'abord, je ne comprends pas la procédure qui consiste à faire appel aux spécialistes du personnel de recherche de la Bibliothèque, si les frais ne sont pas imputés au Comité. Je défends, depuis des années, l'idée que tous les frais des services devraient être imputés aux personnes qui y font appel, nous, par exemple. Dans votre cas, vous avez des frais qui s'élèvent à plus de \$750,00; \$550,000 pour les locaux, et \$262,000 pour les autres services, d'après les chiffres donnés. La présentation des chiffres est probablement telle que vous n'avez pas à répondre à des questions à ce sujet. On ne sait ni comment ni à qui les frais sont imputés; on ne donne qu'un chiffre global.

M. Spicer: Monsieur le président, je crois que je peux répondre à des questions, s'il y en a. Sinon, je . . .

M. Herbert: Oh, dans ce cas, j'en formulerais. Pour le moment, parlons du poste qui figure au budget. On a indiqué \$232,000 pour la construction et l'acquisition de machines et de matériel; de quoi s'agit-il au juste?

M. Spicer: Il tourne les pages plus vite que moi, monsieur le président; il trouvera sans doute la réponse avant moi.

The Chairman: Mr. Cardinal.

Mr. Cardinal: I am trying to find the answer.

Here is what the \$232,000 referred to . . .

Il s'agit de l'acquisition de machines, de matériel et de divers articles de mobilier. La somme prévoit l'acquisition de sept machines de traitement de texte, notamment, une somme de \$98,000 pour le service de recherche; une autre machine de traitement de texte d'une valeur de \$15,000 est destinée au service de recherche. La somme s'élève donc à \$113,000. Nous allons acheter de l'équipement Alcom pour les systèmes informatiques DOBIS des services techniques; ce matériel comprend deux imprimantes, deux contrôleurs et onze terminaux; leur coût s'élève à \$55,000. Nous avons des terminaux Hewlett-Packard dont le coût s'élève à \$5,000 pour le service de référence et de renseignements; nous avons également d'autre matériel.

M. Herbert: D'autre matériel . . . de quelle valeur?

M. Cardinal: D'une valeur d'environ \$9,000, ce qui porte la somme à \$182,000; vous vouliez savoir quelle a été la valeur?

M. Herbert: Il s'agit de \$232,000, selon le budget.

M. Cardinal: J'essaierai de découvrir à quoi on peut attribuer la différence . . .

M. Herbert: Je serai plus direct. Cette somme comprend-elle les étagères mobiles que vous avez installées à l'Edifice de

[Texte]

Confederation Building due to the fact that you have had a decrease in the space allocated to the Library?

Mr. Spicer: Mr. Chairman, that item was not in our budget originally because, of course, we did not know it would be required, but when we learned we were going to have substantially less space available in the branch, it seemed to me that in line with our effort to provide the best possible service we should try to provide as large a collection as possible in the space available. I believe with that mobile shelving, we are now able to return to that particular branch roughly 80 per cent of the collection it had before—in volumes.

Mr. Herbert: And they work very efficiently, I must say, but you have no idea what they cost?

Mr. Spicer: Oh, yes. They cost about \$19,000.

Mr. Herbert: And that includes installation, of course?

Mr. Spicer: I did not realize until I saw them installed that in the estimate they had not put a level floor underneath, so that will add another \$2,700.

Mr. Herbert: Do you mean the floor was not level?

• 2055

Mr. Spicer: No, no. There are tracks which it runs on. So I was afraid that someone might trip over one of the tracks if we did not have the floor on; in the main Library where we have mobile shelving as well, we have a floor between the tracks.

Mr. Herbert: Okay. Now, while we are on the subject of that Library over there, and the Confederation Building, the Minister of Public Works tells me that it costs some \$80,000 to move you out of there temporarily and move you back again. Is that part of the \$550,000 for accommodation which you said you would know all about?

Mr. Spicer: No, it is not. That is the Department of Public Works. As I understand it and I will be corrected if I am wrong, if we ask to move, we pay; if we are moved, they pay.

Mr. Herbert: So the \$80,000 is not in your budget?

Mr. Spicer: No.

Mr. Herbert: All right. But you will have to pay the \$19,000 plus the \$2,700 to fix the floor?

Mr. Spicer: That is right, yes. That \$19,000 already has been paid. We managed to pay that from last year's budget.

Mr. Herbert: Oh, I see. You had something left over?

Mr. Spicer: That is what I suggested earlier; we did not spend it if we did not have to but, if we did, we spent it.

[Traduction]

la Confédération, car on a réduit l'espace que l'on accordait à la Bibliothèque?

M. Spicer: Monsieur le président, ce poste ne figurait pas à notre budget au départ, car cette dépense n'était pas prévue; mais lorsqu'on nous a appris que l'on réduirait considérablement l'espace accordé à la Bibliothèque, il m'a semblé que pour assurer le meilleur service possible, il nous fallait tenter d'avoir la plus grande collection possible dans un cadre restreint. Grâce aux étagères mobiles, je crois que nous sommes en mesure de reprendre environ 80 p. 100 de la collection originale de livres.

M. Herbert: Je dois avouer que ces étagères mobiles fonctionnent très bien; mais vous n'avez aucune idée de leur coût?

M. Spicer: Oh, oui. Elles coûtent environ \$19,000.

M. Herbert: Y compris l'installation, bien entendu?

M. Spicer: Je ne m'étais pas rendu compte que le budget n'avait pas prévu l'installation d'un plancher à niveau au-dessous; il faudra donc ajouter \$2,700.

M. Herbert: Vous voulez dire que le plancher n'était pas à niveau?

M. Spicer: Non, non. Il y a des rainures pour le déplacement. Je craignais donc que quelqu'un trébuche dans les rainures si on n'installait pas le plancher; dans la bibliothèque principale, où nous avons des étagères mobiles aussi, il y a un plancher entre les rainures.

M. Herbert: Très bien. Pendant que nous parlons justement de la bibliothèque là-bas, et de l'Edifice de la Confédération, le ministre des Travaux publics me dit qu'il en coûtera quelque 80 milles dollars afin de vous en déménager temporairement et pour vous y réinstaller. Cette somme fait-elle partie des 550 milles dollars prévus pour les locaux dont vous nous avez dit être au courant?

M. Spicer: Non, cela n'en fait pas partie. Cela relève du ministère des Travaux publics. A ma connaissance, et on me le dira si je fais erreur, si nous demandons à déménager, nous payons; si on nous déménage, le ministère paie.

M. Herbert: Donc, ces 80 milles dollars ne figurent pas à votre budget?

M. Spicer: Non.

M. Herbert: Très bien. Néanmoins, vous devrez verser 19 milles dollars, plus \$2,700, pour réparer le plancher?

M. Spicer: En effet, oui. Nous avons déjà versé les 19 milles dollars. Nous avons réussi à trouver l'argent dans le budget de l'an dernier.

M. Herbert: Je vois. Il vous restait quelque chose?

M. Spicer: C'est ce que j'ai laissé entendre précédemment; nous n'avons rien dépensé si nous n'y étions pas obligés, mais s'il le fallait, nous avons dépensé.

[Text]

Mr. Herbert: I see. Thank you. The other services provided without charge I assume are things like charges from Supply and Services. Is that right?

Mr. Cardinal: That is correct. There are others. I will turn to the Appendix and try to respond to that. Please just bear with me for a second. a second.

The Chairman: Which page are we on, Mr. Herbert?

Mr. Herbert: I am on page 20-18, 20-19, where it says down at the bottom:

A ajouter: Locaux... \$550,000, et Autres services... \$262,000.

Mr. Cardinal: Thank you. These are services provided without charge by other departments, and they consist, for one thing, of the accommodation provided by the public courts, and for that item we have \$550,000. We have accounting and cheque issuing services provided by the Department of Supply and Services. The contributions by the government, as an employer, for certain employee benefit plans, including surgical, medical and other insurance premiums and payments by the Department of Labour for employment injury claims by public service employees.

Mr. Herbert: All right. I understand that in the National Press Building, although I have not seen it, certain facilities are provided, Library facilities, are provided by the U.S. authorities, but that the Canadian Library does not provide any service in this building. Is that so?

Mr. Spicer: Yes, Mr. Chairman. That always has rather amused me. When the government took over the National Press Building, we were asked to open a branch Library there. I went over and we looked at the building and I said, Yes, that would be great; could we put the bindary in the basement if you are not using it for anything else, and so forth? And I do not know what happened but I never heard again. Then, when I was over at the opening of the National Press Building, I was astonished to see that the USIS had its Library there. It has always struck me as rather inconsistent that at the same time we complain about U.S. cultural imperialism, we or, in fact somebody, decided that the USIS information Library should be in our National Press Building. But that is just one of those things which is inexplicable as far as I can see.

Mr. Herbert: Yes. But you have been willing to put and, presumably from what you say, you may be promoting putting some sort of an information system into the National Press Building?

Mr. Spicer: No, we were not promoting. Originally we were asked if we would care to move in, and—

Mr. Herbert: And you expressed a willingness?

Mr. Spicer: Oh, yes. Oh, yes.

[Translation]

M. Herbert: Je vois. Merci. Les autres services qui vous sont fournis sans frais le sont, je présume, par le ministère des Approvisionnements et services. Est-ce exact?

M. Cardinal: En effet. D'autres frais s'y rajoutent. Je vais passer à l'annexe et tenter de vous répondre. Veuillez m'accorder un instant. Un instant.

Le président: A quelle page, sommes-nous, monsieur Herbert?

M. Herbert: Je suis à la page 20-18, 20-19, où l'on peut lire en bas:

Add—accommodation; \$55,000, other services—\$262,000.

M. Cardinal: Merci. Il s'agit de services fournis gratuitement par d'autres ministères, qui comprennent, notamment, les locaux fournis par les Travaux publics et à ce chapitre, nous avons 550 milles dollars. Le ministère des Approvisionnements et services nous fournit des services de comptabilité et d'émission de chèques. Les contributions par le gouvernement, à titre d'employeur, à un certain régime d'avantages sociaux des employés, y compris les primes d'assurance chirurgicale, médicale et autres, et les prestations pour accidents de travail versées par le ministère du Travail aux fonctionnaires.

M. Herbert: Très bien. Je me suis laissé dire que dans l'édifice de la Presse, bien que je ne les ai pas vues, certaines installations, des installations de bibliothèque, sont fournies par les autorités américaines, mais que la bibliothèque canadienne ne fournit aucun service dans cet immeuble. Est-ce juste?

M. Spicer: Oui, monsieur le président. Cela m'a toujours amusé. Lorsque le gouvernement a pris en charge l'édifice de la Presse, on nous a demandé d'y ouvrir une succursale de la bibliothèque. J'y suis allé, j'ai regardé l'immeuble et j'ai dit, oui, ce serait formidable; nous pourrions installer l'atelier de reliure au sous-sol, si vous ne vous en servez pas, etc.? Je ne sais pas au juste ce qui s'est passé, mais je n'ai plus eu de nouvelles. Par la suite, lorsque je suis allé à l'ouverture de l'édifice de la Presse, j'ai été étonné de voir que le système d'information américain y avait une bibliothèque. Cela m'a toujours semblé un manque de suite dans les idées qu'en même temps que nous nous plaignons de l'impérialisme culturel américain, nous ou, en fait, quelqu'un a décidé que la bibliothèque du service d'information des États-Unis devrait se trouver dans notre édifice de la Presse. C'est une de ces choses tout à fait inexplicable, en ce qui me concerne.

M. Herbert: Oui. Néanmoins, vous êtes disposé à installer, et je présume d'après ce que vous avez dit, que vous poussez en vue d'installer un système d'information quelconque à l'édifice de la Presse?

M. Spicer: Non, nous ne poussons pas. Originellement, on nous avait demandé si nous voulions nous installer, et...

M. Herbert: Et vous en avez exprimé le désir?

M. Spicer: Oui. Oh oui.

[Texte]

Mr. Herbert: I do not think I have another question, Mr. Chairman; that will probably be it for the time being. Thank you very much.

The Chairman: Who had the authority to authorize, or take, that decision to leave out the Library of Parliament from the press gallery building? Whose decision would that have been?

Mr. Herbert: Well, you take all your orders from the House, is that not right?

Mr. Spicer: No. I do not, in fact, because I serve both the Senate and the House of Parliament. But I do not think it is a question of orders. I think Public Works is responsible for the building. I do not know if it comes under the parliamentary domain or not. You see that space was rented to the USIS, and there are other spaces; that is not part of the metropolitan complex. I do not think it is a parliamentary building; I think it is a government building. Remember they have, or used to have, the offices of the representative from Alberta. And they used to have other offices there. I am not certain but I do not think it has a direct connection with Parliament. It is the National Press Building, not the Press Gallery building.

• 2100

Mr. Herbert: Okay. Maybe we should clarify one point. The only area or accommodation that you can call your own is the central Library accommodation. Is that so? And any other space given to you is assigned to you to use. You do not have any say in . . .

Mr. Spicer: No, that is not quite true, Mr. Chairman. The Library building is ours, and that comes under my control. Any space that we have in buildings that are, say, controlled by the House of Commons, is normally assigned to us, so I was told some years ago by the then Sergeant-at-Arms, after all the House needs are met. If there is any space left over, the Library can have it. That is one of the reasons why we did not move a substantial part of our staff into the Metropolitan Life building. I said that I would take a whole floor if it were my floor, but I would not take a floor under those conditions. And we had quite a discussion—the Speaker and I—at that time, and we stayed in the Victoria Building.

Now apart from that space, we negotiate directly with Public Works for additional space we need. For example, when the research branch used to be in the Rideau Club Annex, that was a direct negotiation between me and Public Works, and in negotiating space in the Victoria Building. I have found that from the point of view of the Library, it seems to me that since Public Works does not say, you have the lowest priority after everybody else, I can deal more effectively with Public Works in acquiring space.

Mr. Herbert: Could I ask one short question?

[Traduction]

M. Herbert: Je ne crois pas avoir d'autres questions, monsieur le président; c'est tout pour l'instant. Merci beaucoup.

Le président: Qui détenait l'autorité d'autoriser ou de prendre la décision de ne pas installer la bibliothèque parlementaire à l'édifice de la Presse? Qui aurait pris cette décision?

M. Herbert: Toutes vos instructions vous viennent de la Chambre, n'est-ce pas?

M. Spicer: Non. Ce n'est pas le cas, car en fait, je sers et le Sénat et la Chambre des communes. Néanmoins, cela n'avait rien à voir avec les instructions. Je crois que ce sont les Travaux publics qui sont responsables de l'immeuble. Je ne sais pas si cela relève ou non du secteur parlementaire. Voyez-vous, l'espace avait été loué au système d'information des États-Unis, tout comme d'autres locaux; cela ne fait pas partie du complexe métropolitain. Je ne crois pas que ce soit un édifice parlementaire; je crois que c'est un édifice gouvernemental. Il ne faut pas oublier qu'on y trouve, ou qu'on y trouvait, les bureaux du représentant de l'Alberta. Par le passé, il y avait aussi d'autres bureaux. Je ne sais pas au juste, mais je ne crois pas que l'édifice soit directement relié au Parlement. Il s'agit de l'édifice national de la Presse, et non de l'édifice de la tribune de la presse.

M. Herbert: Très bien. Peut-être devrions-nous préciser un point. Le seul endroit ou local dont vous pouvez vous dire propriétaire, c'est la bibliothèque centrale. N'est-ce pas? Tout autre espace qui vous est donné vous est assigné pour votre utilisation. Vous n'avez rien à dire dans . . .

M. Spicer: Non, ce n'est pas tout à fait juste, monsieur le président. L'édifice de la bibliothèque est à nous, et c'est moi qui en suis responsable. Tout espace dont nous disposons dans les édifices contrôlés par la Chambre des communes, nous est normalement assigné, du moins c'est ce que m'a dit il y a quelques années le Sergent d'Armes, après que la Chambre a rempli tous ses besoins. S'il y a des espaces supplémentaires, la bibliothèque peut les avoir. C'est une raison pour lesquelles nous n'avons pas déménagé un grand nombre de nos employés à l'édifice de la Métropolitaine. J'ai dit que je prendrais tout un étage si celui-ci devenait mon étage, mais que je ne prendrais pas d'espace dans ces conditions. Il y a eu toute une discussion—entre l'Orateur et moi, à l'époque—et nous sommes restés à l'édifice Victoria.

Outre cet espace, nous négocions directement avec les Travaux publics pour tout espace supplémentaire dont nous avons besoin. Par exemple, lorsque la direction de la recherche se trouvait à l'annexe du Club Rideau, c'est à la suite de négociations directes entre moi-même et les Travaux publics, comme pour ce qui est de l'espace dans l'édifice Victoria. Du point de vue de la bibliothèque, il me semble que puisque le ministère des Travaux publics ne prétend pas que nous avons moins de priorité que tous les autres, je peux négocier plus efficacement avec les Travaux publics pour obtenir de l'espace.

M. Herbert: Puis-je poser une courte question?

[Text]

The Chairman: Yes, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: What do you do with your surplus books?

Mr. Spicer: There is a distinction here. Surplus books that have been a part of a collection are sent to the National Library. We send a great number there. In fact we would like to give them an additional, say, 200,000 volumes if they were prepared to take that number and if we had the staff to make the move. In fact, I was discussing it with the National Librarian earlier this week and he said he could take an additional 200,000 but not immediately. We are sending them books during the year and they would like to have more of our books. We do not need the size of collection we have in order to serve Parliament, but it takes a great deal of time to make the selection and make the transfer. This is one of the items actually that the subcommittee on policy was going to make to the joint committee. I think it is a matter that . . . I would not want to, on my own, give away 200,000 volumes. I would prefer that it be approved in principle by a subcommittee and then by the joint committee.

Mr. Herbert: The National Library is looking for more space too.

Mr. Spicer: Yes.

Mr. Herbert: They are having to take over, as I understood it from our question yesterday, the Public Archives, and the Public Archives would move into another building. I understand that the sole problem at the moment is about \$100 million for the new building.

Mr. Spicer: Yes, this is one of the real problems. I am an ex-officio member of the National Library Advisory Board and have been for some years. In my view, and I have expressed it to a number of ministers, I think there is a general agreement there. In fact I think the principle was acknowledged when the building presently housing the National Library and the Public Archives . . . when they were both put in the same building, clearly the implication was that these are two research institutions that should be either in the same building or side by side. Therefore it is my view, as a member of the National Library Board and as an information worker, that the buildings should be side by side and that site beside the building should be reserved for the Public Archives building.

The Chairman: Thank you, Mr. Spicer. Thank you, Mr. Herbert.

Mr. Spicer, before we go on to Mr. Bloomfield, where does one find the budget for buying books in these estimates?

Mr. Cardinal: Well, on page 20-20, it is part of the seventh item, Utilities, Materials and Supplies . . .

• 2105

Mr. Cardinal: \$560,000.

[Translation]

Le président: Oui, monsieur Herbert.

M. Herbert: Que faites-vous de votre surplus de livres?

M. Spicer: Il faut faire une distinction. Dans le cas des livres qui ont fait partie d'une collection, nous envoyons le surplus à la bibliothèque nationale. Nous en envoyons un grand nombre. En fait, nous aimerions leur envoyer encore, disons, 200,000 volumes, s'ils étaient en mesure de les accepter, et si nous disposions du personnel pour faire le déménagement. En fait, j'en discutais plus tôt cette semaine avec le bibliothécaire national, et il m'a dit qu'il pourrait prendre encore 200,000 volumes, mais pas immédiatement. Nous leur envoyons des livres au cours de l'année et ils aimeraient en avoir un plus grand nombre. Nous n'avons pas besoin d'une collection aussi importante que le nôtre pour servir le Parlement, mais il faut beaucoup de temps pour faire un choix et effectuer le transfert des livres. C'est justement une des questions que le sous-comité sur la politique va renvoyer au comité mixte. Je crois qu'il s'agissait . . . Je ne voudrais pas, de mon propre chef, donner 200,000 volumes. Je préfère obtenir l'accord de principe du sous-comité et ensuite du comité mixte.

M. Herbert: La Bibliothèque nationale cherche plus d'espace aussi.

M. Spicer: Oui.

M. Herbert: La bibliothèque va devoir prendre, d'après ce que j'ai compris à la suite de nos questions hier, l'édifice des Archives et les Archives devront déménager dans un autre immeuble. Que je sache, en ce moment, le seul problème consiste à trouver environ 100 millions de dollars pour un nouvel immeuble.

M. Spicer: Oui, c'est un des problèmes très réels. Je suis membre ex-officio du conseil consultatif de la Bibliothèque nationale et ce, depuis plusieurs années. A mon avis, et je l'ai dit à plusieurs ministres, je crois que les opinions sont unanimes à ce sujet. En fait, je crois qu'on a reconnu ce principe lorsque l'on a installé dans le même immeuble, la Bibliothèque nationale et les Archives publiques . . . Puisque cela laissait clairement entendre qu'il s'agissait de deux organismes de recherche qui devaient loger soit ensemble ou dans des édifices voisins. Par conséquent, je suis d'avis, en ma qualité de membre du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale et comme travailleur de l'information, que les édifices doivent être voisins et qu'on devrait réserver l'espace voisin pour y construire l'édifice des Archives publiques.

Le président: Merci, monsieur Spicer. Merci, monsieur Herbert.

Monsieur Spicer, avant de passer à M. Bloomfield, où trouve-t-on dans les présentes prévisions budgétaires les crédits prévus pour l'achat de livres?

M. Cardinal: A la page 20-21, au septième article, Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements . . .

M. Cardinal: \$560,000,

[*Texte*]

The Chairman: That is your whole-year budget for buying books—

Mr. Cardinal: That is correct.

The Chairman: —and materials and supplies.

Mr. Cardinal: Yes.

The Chairman: Thank you.

Mr. Bloomfield.

Mr. Herbert: Are you not going to ask how they split that up between books and the rest?

The Chairman: Yes, I was going to do that if you will allow me to do it. How do you split it up amongst books, supplies and materials and who has authority to buy books?

Mr. Cardinal: Of the \$560,000 I have just referred to, \$550,000 relates to the purchase of books and other Library material and we have \$10,000 for the purchase of utilities, materials and supplies.

The reason why there is only \$10,000 is because many of the supplies are supplied, if you like—

Mr. Herbert: He is more interested in the books this time.

Mr. Cardinal: Okay, and you would like to know how the \$550,000 is broken up?

Mr. Herbert: Yes, that is right, as I understand it.

The Chairman: That is the question.

Mr. Cardinal: Roughly speaking, we have in there for the purchase of microfilms, serials and newspapers about \$70,000; for the purchase of books, English language, about \$175,000; books, French language, about \$35,000; periodicals, about \$120,000; newspapers, about \$45,000. This gives you an indication of how it is broken down. It does not roll up to the \$450,000 but it is an indication of how it is broken down.

The Chairman: It gives me \$375,000; that is all right.

Mr. Bloomfield.

Mr. Bloomfield: Thank you, Mr. Chairman. We welcome the head librarian and his aides tonight.

I would like to follow up on what Mr. Ogle was questioning the witnesses on. How has the role of the Library changed in relation to assisting the committees over the last 20 years?

Mr. Spicer: Clearly, we give far greater assistance to committees than we did 20 years ago. I guess we do not have to underline the assistance given by the research officers, which is a very, very significant change, because I think most of you are aware of that. One of the things you are probably less aware of is that the press clipping service that we have also provides, when committees ask, copies of press coverage of that committee. That is something that is, perhaps, less well known.

[*Traduction*]

Le président: C'est-là votre budget pour toute l'année pour l'achat de livres . . .

M. Cardinal: En effet.

Le président: . . . et les fournitures et les approvisionnements.

M. Cardinal: Oui,

Le président: Merci.

Monsieur Bloomfield.

M. Herbert: N'allez-vous pas demander comment on fait la répartition entre les livres et le reste?

Le président: Oui, j'allais le faire si vous voulez bien me le permettre. Comment répartissez-vous cette somme entre les livres, les fournitures et les approvisionnements, et qui détient l'autorité de décider de l'achat de livres?

M. Cardinal: Des \$560,000 dont je viens de parler, \$555,000 sont destinés à l'achat de livres et d'autres fournitures de bibliothèque et nous avons \$10,000 en vue de l'achat de services d'utilité publique, de fournitures et d'approvisionnements.

Si ce n'est que \$10,000, c'est que de nombreux approvisionnements nous sont fournis, si vous voulez . . .

M. Herbert: Il s'intéresse plutôt aux livres cette fois-ci.

M. Cardinal: Très bien, et vous voulez savoir comment on répartit les \$550,000?

M. Herbert: Oui, en effet, d'après ce que j'ai compris.

Le président: C'est-là la question.

M. Cardinal: D'une façon générale, nous avons prévu environ \$70,000 afin d'acheter des microfilms, des revues et des journaux; pour l'achat de livres, en anglais, environ \$175,000; les livres, en français, environ \$35,000; les revues, environ \$120,000; les journaux, environ \$45,000. Voilà un aperçu de la ventilation. Le compte de \$450,000 n'y est pas, mais cela vous donne une idée de la ventilation.

Le président: J'arrive à \$375,000; c'est très bien.

Monsieur Bloomfield.

M. Bloomfield: Merci, monsieur le président. Nous sommes heureux de voir le bibliothécaire en chef et ses adjoints ce soir.

J'aimerais reprendre le sujet abordé par M. Ogle. Comment le rôle de la bibliothèque a-t-il changé au cours des vingt dernières années en vue d'aider les comités?

M. Spicer: Il ne fait aucun doute que nous offrons beaucoup plus d'aide aux comités qu'il y a vingt ans. Il est inutile, je crois, de souligner l'aide apportée par les chercheurs, ce qui constitue un changement très considérable, mais la plupart d'entre vous le savent. Ce que vous savez peut-être moins, c'est que nous offrons aux comités qui en font la demande, un service de coupures de journaux fournissant ainsi les reportages parus dans la presse sur les travaux du Comité. C'est peut-être un service moins connu.

[Text]

Certainly, we spend a great deal of money on serving committees and I see the justice of ensuring that people know the money that is spent. I was not quarrelling about that—it certainly keeps track of money, the suggestion that was made earlier. Those are the two significant areas in committee service and the more significant of those, of course, is the provision of research officers.

Mr. Bloomfield: Mr. Chairman, I know Mr. Spicer has travelled widely; has he any suggestions as to how this might be improved for us, as parliamentarians?

Mr. Spicer: Mr. Chairman, do you mean service to committees?

Mr. Bloomfield: Yes.

Mr. Spicer: I think one of our difficulties, perhaps, is—

Mr. Bloomfield: How could we use it better?

Mr. Spicer: Oh, I see. I think it might be useful if we were able to meet more frequently with you. For example, we had a meeting with the Internal Economy Committee of the Senate. They invited their Senate committee chairmen to the meeting and the acting chief of the Research Branch, Mr. Finsten, and I outlined the services we could give. They all believe it was a very useful introduction for them. We had done that once before for committee chairmen in the Senate and we have done it once for committee chairmen in the House—but that was a very long time ago.

The other means we tried in order to tell people what we can do was to speak to party caucuses. Obviously, if we have everyone in a party caucus and we can have 15 or 20 minutes of your time, we can tell you, at least briefly, what we can do and we can answer questions. We also give a briefing to new members, and we tell them there. I suspect that if we had another meeting with committee chairmen and, say, vice-chairmen or steering committees, this would be very useful. We find it very difficult to organize such a meeting.

Perhaps you would like to say something, Hugh.

• 2110

Mr. Finsten: Of course, we are constantly interested in how we can improve our services to committees. We try things from time to time. When we feel it is necessary and we do not have the expertise on our staff, we try to find outside people that might assist the committee. We suggested briefings to some of the committees with regard to the new Part III to the estimates to explain to them how they work. We have research teams that we put on committees such as on the energy legislation committee where we have a lawyer, an economist and a scientist working for that committee.

[Translation]

Il ne fait aucun doute que nous consacrons beaucoup d'argent à servir les comités et je trouve juste que les gens sachent comment l'argent est dépensé. Je ne me suis pas opposé à la suggestion formulée plus tôt; cela permet certainement de voir où va l'argent. Voilà deux secteurs importants du service aux comités, et évidemment, le plus important est le secteur des chercheurs.

M. Bloomfield: Monsieur le président, je sais que M. Spicer a beaucoup voyagé; aurait-il des suggestions sur la façon d'améliorer le service pour nous, les parlementaires?

M. Spicer: Monsieur le président, voulez-vous parler du service aux comités?

M. Bloomfield: Oui.

M. Spicer: Je crois que l'une de nos difficultés peut-être, c'est...

M. Bloomfield: Comment pouvons-nous faire une meilleure utilisation de vos services?

M. Spicer: Je vois. Je crois qu'il serait peut-être utile si nous pouvions vous rencontrer plus fréquemment. Par exemple, nous avons eu une réunion avec le comité de la régie interne du Sénat. On avait invité les présidents des comités du Sénat et le chef intérimaire de la direction de la recherche, M. Finsten, et j'ai résumé les services que nous pouvions offrir. Tous ont trouvé l'introduction très utile. Nous l'avions fait une fois auparavant pour les présidents des comités du Sénat et nous l'avions fait une fois pour les présidents des comités de la Chambre—mais il y a déjà très longtemps.

Pour tenter de dire aux gens ce que nous pouvions faire, nous avons essayé d'obtenir la parole à des réunions des caucus de partis. Il est évident que si nous pouvions réunir tous les membres d'un caucus de parti, en y consacrant 15 ou 20 minutes, nous pouvons vous dire, au moins brièvement, ce que nous pouvons faire et nous pouvons répondre à vos questions. Nous donnons également une séance d'information à l'intention des nouveaux députés. J'ai l'impression que si nous tenions une autre réunion avec les présidents de comités et, disons, les vice-présidents ou les membres des comités directeurs, ce serait très utile. Néanmoins, nous éprouvons beaucoup de mal à organiser une telle réunion.

Peut-être voulez-vous dire quelque chose, Hugh.

M. Finsten: Evidemment, nous nous intéressons constamment aux moyens d'améliorer nos services destinés aux comités. Nous faisons des essais de temps à autre. Lorsque nous le jugeons nécessaire et que nous n'avons pas parmi notre personnel la compétence voulue, nous tentons de trouver des consultants pour aider les comités. Nous avons proposé des séances de renseignements à certains comités afin de leur expliquer la nouvelle partie III des prévisions budgétaires et son fonctionnement. Nous avons des groupes de recherche que nous affectons à des comités tels que celui de la Législation énergétique, auquel nous avons prêté un avocat, un économiste et un scientifique.

[Texte]

But as I say, we are also interested in feedback from committees. What are we doing right, and what sort of complaints do you have about the service? What are your suggestions? One thing we have done is send around a questionnaire to a couple of committees when their mandate is finished, outlining the things we have been doing and asking the members of the committee if they have been using these different types of material we have been providing and whether they found it good, satisfactory, or unsatisfactory; and asking again for suggestions as to how we can improve our services. These are some of the actions we are taking with regard to improving our services to committees.

The Chairman: Thank you, Mr. Finsten.

Mr. Bloomfield: Mr. Chairman, I do not doubt but what there is a great gulf between what is known and what the member of Parliament knows is available, and I wonder how it can be accomplished to bring the two sides together.

The Chairman: Thank you, Mr. Bloomfield. Have you any response to that, Mr. Spicer?

Mr. Spicer: We are the only section of Parliament, I believe, that issues an annual report. At least we try, and perhaps if our annual report were made more attractive, although no one has suggested a centrefold or anything, more people would look at it. We do, from time to time, send notices of changes, and of course the Information and Reference Branch produces bibliographies that are useful. The Research Branch circulates lists of background papers and current issue briefs. So we do try to keep in touch. It does seem to me extraordinary, and we did send out the questionnaire, considering how hard we try to tell you about us, that we do not seem to get the message across. Maybe what we need is a full-time PR man. I do not know if you would authorize that or not, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: What you need are members who would listen and not talk.

The Chairman: Mr. Spicer, maybe you should snap your suspenders a little more. I think when one has 4,321 requests in one month, one should be pretty proud of that. I do not know if they all come from parliamentarians, but that is a pretty heavy load. I think it is being used well, but it is not for me to decide that. If you think you can improve, go right ahead.

Mr. Lambert, do you want to go five minutes, sir?

Mr. Lambert: Yes. My observation on that is that sometimes the fanciest looking basket of fruit has the poorest fruit. To me, the nature of the report is not in any way commensurate with the services that are provided.

I would like to come down to something that is directly part of this year's estimates, and that is the effect of the change on the branch Library in the Confederation building. I know there has been some tippy toeing around that, but frankly I

[Traduction]

Néanmoins, comme je l'ai dit, nous sommes également intéressés par les réactions des membres des comités. Que faisons-nous bien et quelles plaintes avez-vous au sujet du service? Quelles sont vos suggestions? Nous avons notamment envoyé un questionnaire à quelques comités à la fin de leur mandat, résumant ce que nous avons fait et demandant aux membres du Comité s'ils s'étaient servis des différents types de documentation que nous leur avons fournis et s'ils trouvaient cette documentation bonne, satisfaisante ou insatisfaisante; nous demandions également des suggestions sur la façon d'améliorer nos services. Voilà certaines mesures que nous avons prises en vue d'améliorer nos services aux comités.

Le président: Merci, monsieur Finsten.

M. Bloomfield: Monsieur le président, il ne fait aucun doute qu'il existe un écart énorme entre ce qui existe et ce que connaissent les députés, et je me demande ce qu'on peut faire pour combler ce fossé.

Le président: Merci, monsieur Bloomfield. Avez-vous une réponse, monsieur Spicer?

M. Spicer: Nous sommes le seul service parlementaire, je crois, qui publie un rapport annuel. Enfin, nous essayons, et si notre rapport annuel était plus attrayant, bien que je ne propose pas d'y inclure une grande photo au centre ni rien de ce genre, les gens le liraient peut-être. De temps à autre, nous envoyons des avis de changement, et évidemment la direction de l'information et de la référence prépare des bibliographies qui sont utiles. La direction de la recherche distribue une liste d'ouvrages de références et de mémoires sur des questions d'actualité. Nous tentons de communiquer. Néanmoins, il me semble extraordinaire—avec tous les efforts que nous déployons pour vous renseigner à notre sujet—que nous ne semblions pas vous faire parvenir le message. Peut-être avons-nous besoin d'un agent de relations publiques à plein temps. Je ne sais pas si vous autoriseriez ce poste ou non, monsieur le président.

M. Herbert: Ce qu'il vous faut, ce sont des députés qui écoutent et qui ne parlent pas.

Le président: Monsieur Spicer, peut-être devriez-vous faire un peu plus de bruit. Je crois que lorsqu'on reçoit 4,321 demandes en un mois, on devrait en être assez fier. Je ne sais pas si toutes ces demandes vous viennent de parlementaires, mais c'est une charge assez considérable. Je crois qu'on fait un bon usage de vos services, mais ce n'est pas à moi d'en décider. Si vous croyez pouvoir améliorer les choses, je vous en prie.

Monsieur Lambert, voulez-vous prendre cinq minutes, monsieur?

M. Lambert: Oui. À mon avis, il arrive parfois qu'un panier de fruits magnifique d'apparence contienne les fruits les moins beaux. Selon moi la nature du rapport ne se compare d'aucune façon aux services que vous fournissez.

J'aimerais parler maintenant de quelque chose qui se rattache directement aux prévisions budgétaires de cette année, à savoir les répercussions des changements à l'édifice de la Confédération sur la succursale de la bibliothèque. Je sais

[Text]

would like to know what has been the effect; how long was the Library out of service; and what now you anticipate is going to be the level? It may be a little too soon to see whether the branch is going to be adversely affected by its obviously restricted quarters. Also, would you tell me who paid for all the new shelving and so forth. Was that a charge to the Library, or was that a charge to the day care centre?

• 2115

Mr. Spicer: No. The shelving was a charge to the Library. The effect of the much smaller space which we now have will result in much less use of the branch. As frequently happens when people know something about space but nothing about service, decisions can be made without consultation with which the people who give the service have to live. In this case, we have substantially less space available to members.

Mr. Lambert: When you say "substantially less", just what do you have? Of floor space, yes; but is that the true measure of the decrease in the facility?

Mr. Spicer: Mr. Chairman, when one considers that we have to keep that fire path clear, in fact it means that we have roughly one third less floor space. But that in itself is perhaps not the more significant feature. I think that people who know Library use, realize that you have to have a certain number of chairs; people like to sit down when they come into a Library and, if they cannot sit down or if they find that there are not sufficient chairs, then they will not come. We have had a significant drop in the number of chairs.

But that is only part of it. The percentage drop is very significant. There is the matter of privacy. If you go to a Library or any other institution for information, normally you don't want to announce to everybody there exactly what it is you are after, especially if you see an opponent sitting next to your elbow. Because of the shape of the former Library, it was possible to have at least a minimum amount of privacy and to discuss things. That could be exceedingly difficult under the present circumstances. One can step into the little office, but the little office can hold three where before it held eight. So it does make a real problem for people who are asking questions or asking for information and want to get the information without letting everybody know what they are working on. If I were a member of Parliament, I would be inhibited in using that, and I would feel that I would have to warn my staff to be most circumspect when they spoke down there, because anyone could overhear what they were saying. So I think that is a real problem in the quality of service and in the number of people who can be served comfortably. That is unfortunate I think.

But as I say, when we were faced with that space problem, I decided that, at least, insofar as the collection was concerned, we would try to keep as much of the collection as possible.

[Translation]

qu'on a essayé d'éviter d'en parler, mais franchement, j'aimerais savoir quels en sont les effets; pendant combien de temps la bibliothèque n'a-t-elle pu offrir de services; et que prévoyez-vous maintenant comme niveau? Il est peut-être un peu tôt pour voir si la succursale souffrira de ces locaux manifestement limités. J'aimerais également que vous me disiez qui a défrayé le coût des nouvelles étagères, etc. Est-ce la bibliothèque qui a payé ou est-ce la garderie?

M. Spicer: Non. Le rayonnage a été imputé à la bibliothèque. Comme nous avons beaucoup moins d'espace maintenant, il en résultera une moins grande utilisation de la direction. Voilà ce qui arrive fréquemment lorsque les gens sont compétents en matière de distribution d'espace, mais ne connaissent rien aux services, ils prennent des décisions sans consulter les responsables. Dans ce cas, nous pouvons offrir beaucoup moins d'espace aux députés.

M. Lambert: Lorsque vous dites «beaucoup moins», de quoi disposez-vous exactement? De l'espace comme tel, oui, mais jusqu'à quel point est-ce que cela diminue l'offre de services?

M. Spicer: Monsieur le président, il faut se souvenir que nous devons garder un chemin libre, en cas d'incendie, cela signifie donc que nous avons environ un tiers de moins de surface de plancher occupée. Cela n'est peut-être pas quand même l'aspect le plus important. Ceux qui savent comment la bibliothèque est utilisée, se rendent compte qu'il doit y avoir un certain nombre de chaises, les gens aiment bien s'asseoir lorsqu'ils viennent à la bibliothèque et, s'ils ne peuvent le faire ou s'il n'y a pas suffisamment de chaises, ils ne viendront pas. Il y a donc une diminution importante dans le nombre de chaises disponibles.

Cela ne constitue qu'une partie du problème. La baisse en pourcentage est également très importante. Il y a aussi la question de secret. Si l'on se rend à la bibliothèque ou dans une autre maison d'information, on ne veut habituellement pas annoncer à tout le monde ce que l'on y cherche, surtout si l'on voit quelqu'un de l'opposition assis à ses côtés. A cause de la forme de l'ancienne bibliothèque, il était possible d'avoir au moins un minimum de secret pour pouvoir discuter de certaines questions. Il serait extrêmement difficile de le faire dans les circonstances présentes. On peut toujours se rendre dans le petit bureau, mais celui-ci ne peut contenir que trois personnes, alors qu'il en contenait, auparavant, huit. Par conséquent, cela pose un problème évident pour ceux qui veulent demander des questions ou des renseignements et qui veulent le faire sans que tout le monde sache ce qu'ils désirent. Si j'étais député, cela me gênerait beaucoup, et je me sentirais dans l'obligation d'avertir mon personnel d'être prudent lorsqu'il discute en cet endroit, car tout le monde peut entendre ce qui s'y dit. Je crois donc que cela constitue un véritable problème quant à la qualité du service offert et au nombre de personnes que l'on peut servir facilement. C'est dommage à mon avis.

Je le répète, lorsque nous avons dû faire face à ce problème de surface, j'ai décidé, du moins en ce qui concernait la collection, que nous allions essayer d'en conserver la plus

[Texte]

That is why we put in the mobile shelving. The mobile shelving was not the brain child of Public Works, nor was it the brain child of anyone else who tried to assure us that there would be this ludicrous phrase, a more efficient use of space. I think we know how to use Library space better than anyone in Public Works or anyone else on Parliament Hill.

Mr. Lambert: I am concerned about various facets. May I say first of all that, of course, the former premises had a fire gangway in any event, because that passageway was essentially a fire escape. So perhaps between the two situations that point cancels itself out. I do not disagree with you, you see. I myself find when I look at that Library, I am back down in stacks, and working in the stack room or section of the Library is not the place where you are going to work. It is a place where you are up close to shelves. You are reaching merely for a book. Also, I note that some of them are so high that individual researchers going in there, unless you have some form of very satisfactory stepladder or secure step system, will not be able to reach and read. Certainly, we cannot ask your staff always to be climbing all the way up to the top.

• 2120

Mr. Spicer: Mr. Chairman, all we can do is the best with what we have, and I think we have done all we can with the space that has been left to us.

The Chairman: Thank you, Mr. Spicer. Father Ogle?

Mr. Ogle: No, I am fine.

The Chairman: Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Following up first on the space over there, did anybody suggest that the TV viewing room was a little on the small side? It is possible for me to touch both walls, and I wonder whether we are going to be able to be the required minimum six feet away from the TV screen when we are viewing ourselves. Has anybody taken this into account? Has anybody ever bothered to look at where we sit when we are viewing this television set?

The Chairman: Mr. Spicer.

Mr. Spicer: I did not look into that particular matter myself.

Mr. Herbert: Do you sit on the committee? May I ask you, then, directly: Did you have to approve the design that was submitted by Public Works?

Mr. Spicer: Yes, we agreed with it as the best that we could get under the circumstances.

Mr. Herbert: So Public Works laid it out?

Mr. Spicer: Did anyone here serve on that committee?

Mr. Herbert: Public Works designed this little cubby-hole where they put the TV—is that right?

[Traduction]

grande partie possible. C'est la raison pour laquelle nous avons placé des rayonnages mobiles. Ces rayonnages mobiles ne sont pas la brillante découverte ni du ministère des Travaux publics, ni d'un partisan d'une meilleure utilisation de l'espace pour reprendre l'expression ridicule qu'on nous a servie. Nous savons mieux que quiconque aux Travaux publics ou sur la Colline parlementaire comment utiliser au mieux cette surface.

M. Lambert: Divers aspects de cette question me préoccupent. Tout d'abord, évidemment, dans l'ancien emplacement il y avait une sortie d'urgence-incendie, le couloir était essentiellement cela. Si l'on compare les deux locaux, peut-être, la question s'annule. Je ne suis pas en désaccord avec vous, comme vous le voyez. Lorsque je regarde cette bibliothèque, je vois comment tout est entassé et travailler entre les rayons ne me semble pas l'endroit idéal. Les rayonnages sont faits pour ranger les livres, on n'y va que pour les prendre. De plus, certains rayonnages sont tellement hauts qu'on ne peut chercher un livre sans escabeau assez sûr. On ne peut certainement pas demander à notre personnel de toujours grimper jusqu'en haut des rayonnages.

M. Spicer: Monsieur le président, nous ne pouvons que tirer le meilleur parti de ce que nous avons, et nous avons vraiment fait tout ce que nous avons pu avec la surface de plancher qu'on nous a laissée.

Le président: Merci, monsieur Spicer. Père Ogle.

M. Ogle: Non, ça va très bien.

Le président: Monsieur Herbert.

M. Herbert: Je voudrais tout d'abord reprendre cette question de surface, quelqu'un a-t-il mentionné que la pièce de visionnement pour la télévision était un peu restreinte? Je peux toucher les deux murs qui se font face, et je me demande s'il ne faudrait pas exiger un minimum de six pieds de l'écran de télévision à l'endroit où nous pouvons nous observer. Quelqu'un y a-t-il songé? Quelqu'un s'est-il occupé de l'endroit où nous nous asseyons lorsque nous regardons l'écran de télévision?

Le président: Monsieur Spicer.

M. Spicer: Je n'ai pas moi-même étudié la question.

M. Herbert: Siégez-vous au Comité? Puis-je vous poser la question directement: avez-vous approuvé la disposition proposée par le ministère des Travaux publics?

M. Spicer: Oui, nous l'avons approuvée comme étant la meilleure solution dans les circonstances.

M. Herbert: Par conséquent ce sont les Travaux publics qui l'ont imposée?

M. Spicer: Quelqu'un ici siégeait-il à ce comité?

M. Herbert: Le ministère des Travaux publics a donc conçu ce petit cagibi où il installera la télévision, n'est-ce pas?

[Text]

Mr. Spicer: I do not want to be unfair. We had a committee work with Public Works on this, and presumably that was the best that could be worked out and still allow a public area for reading. We only have six chairs left for reading, and we used to have by one count 11 and by one 8, so that is a significant drop percentage-wise in the number of chairs. So I think I can assume that the people in charge of the reading room felt that more people read than watched the TV. Obviously, if we had had more space, there would have been more room in that office. There were some people who felt there should be no office at all, but then there would be no place for private discussion except out in the hall.

Mr. Herbert: One must not suffer from claustrophobia when one goes into that TV viewing room.

Mr. Spicer: There is a window.

Mr. Bloomfield: He is right.

Mr. Spicer: And an escape route. But once they put the—

Mr. Herbert: A steam room?

Mr. Spicer: No, an escape route. It is a steam room, too. But even that will perhaps be a little less attractive once they put the security grille on.

The Chairman: Mr. Spicer, are you talking about the hot air that comes off that tube?

Mr. Bloomfield: Under some circumstances, Mr. Chairman.

Mr. Herbert: Mr. Spicer, you brought up the subject of transfer of books to the National Library and the problem of space at the National Library and the sharing they do with the Public Archives and the need, ultimately, for a new building. When you said that the two should be near together, have you any idea or has anybody ever suggested where it is possible that the new archives building, if it is ever built, will be located?

Mr. Spicer: I have pointed out to a number of Secretaries of State that the ideal place in my opinion for the archives building would be in the space that some years ago was assigned right beside and to the east of the National Library building. The space, as you may recall, was assigned to the National Gallery. In my opinion, that was not a satisfactory place for the National Gallery because the Public Archives should be there. Those two research facilities side by side offer a uniquely convenient source for scholars coming to Ottawa, or indeed scholars living in Ottawa, and to separate them by any distance seemed inconsistent with the original concept, which was to have them together.

It is not that I am against a new National Gallery; I certainly think we should have one. But from the point of view of a person whose life has been devoted to research and information I would give a higher priority to that space to keep those two functions together.

[Translation]

M. Spicer: Je ne voudrais pas être injuste, nous avons un comité qui travaillait de concert avec le ministère des Travaux publics, c'était peut-être ce qu'on pouvait faire de mieux pour avoir également un endroit public de lecture. Il ne nous reste que six chaises pour les lecteurs, alors que nous en avons déjà eu 11 et 8, par conséquent c'est une diminution importante du nombre de chaises. J'imagine que les responsables de la salle de lecture ont estimé qu'il y aurait plus de lecteurs que d'utilisateurs de la télévision. Il est évident que si nous disposions de plus d'espace, ce petit bureau serait plus grand. Certains ont même cru qu'il ne devait même pas y avoir de bureau, mais à ce moment-là il n'y aurait pas d'endroit pour discuter privément sauf dans le corridor.

M. Herbert: Il ne faut pas souffrir de claustrophobie pour aller dans cette salle de télévision.

M. Spicer: Il y a une fenêtre.

M. Bloomfield: Il a raison.

M. Spicer: Et une sortie d'urgence. Et une fois qu'on aura installé...

M. Herbert: Un bain de vapeur?

M. Spicer: Non, une sortie d'urgence. C'est également un bain de vapeur. Ce sera peut-être un peu moins attrayant une fois qu'on aura installé le grillage de sécurité.

Le président: Monsieur Spicer, voulez-vous parler de l'air chaud qui sort de tubes?

M. Bloomfield: Dans certains cas, monsieur le président.

M. Herbert: Monsieur Spicer, vous avez soulevé la question du transfert de livres à la Bibliothèque nationale et le problème d'espace dans ce dernier endroit, de même que le partage de l'édifice entre la Bibliothèque nationale et les Archives publiques, et la nécessité de construire en fin de compte un nouvel édifice. Lorsque vous avez déclaré que les deux devaient être rapprochés, aviez-vous une idée, quelqu'un vous a-t-il mentionné l'endroit où les nouvelles Archives seraient érigées, si elles le sont jamais?

M. Spicer: J'ai mentionné à un certain nombre de Secrétaires d'État que l'endroit idéal, à mon avis, serait de le construire dans l'espace réservé il y a plusieurs années à l'est de l'édifice actuel de la Bibliothèque nationale. Cet espace, vous vous en souviendrez, avait été attribué à la Galerie nationale. A mon avis, ce n'est pas un endroit satisfaisant pour la Galerie nationale parce que les Archives publiques devraient y être. Ces deux édifices de recherche, côte à côte, offrent aux universitaires qui viennent à Ottawa un emplacement unique, même pour les universitaires qui vivent à Ottawa; les séparer maintenant semble peu conforme à la notion originale qui était de les placer ensemble.

Ce n'est pas que je sois contre une nouvelle Galerie nationale, je crois certainement qu'il nous en faudrait une. Cependant, je me place du point de vue de la personne dont la vie est consacrée à la recherche et à l'information, et j'accorderais la priorité à cet emplacement afin que deux fonctions aillent de pair.

[Texte]

Mr. Herbert: You may just have lost my vote, but it does occur to me that if it was built there it still would not interfere with bringing the new Supreme Court building forward onto Wellington Street.

• 2125

Mr. Spicer: No, it would not, because there was enough space there. I do not have the plan in front of me, obviously, but the newspaper showed the space and it went almost down to the river, as I recall it. They did some imaginative design and then scrapped the idea, so I do hope that they will not revive it for the National Gallery.

Mr. Lambert: The ordinary principles of patronage will determine it.

The Chairman: Mr. Spicer, you may have lost Mr. Herbert's vote, but you have gained mine tonight. I am going to circulate your comments widely to the people who are at this time studying where the National Gallery should be.

Mr. Herbert: That is the last time I take prompting from the chairman.

The Chairman: That was a planted question, by the way.

Mr. Spicer: I was hoping that you would ask me where I thought the National Gallery should be, too.

The Chairman: I would not dare ask the question, but Mr. Herbert, from Montreal—Vaudreuil, could ask it—and get what I thought was a perfect answer. Mr. Lambert, did you want to go back on that?

Mr. Lambert: No, do not think so. The estimates are there and I am quite satisfied. I am not a specialist in this and I think Mr. Spicer, from his past reputation, and his officers are careful with their estimates. I am not going to go in there and hack about.

The Chairman: May I just be allowed one question, Mr. Spicer? You have an important stock of books, I guess.

Mr. Spicer: Yes.

The Chairman: Mr. Bloomfield, do you wish to ask a question?

Mr. Bloomfield: Just a little one.

The Chairman: May I go ahead first and then you can ask yours?

Mr. Bloomfield: I do not have one.

The Chairman: How many books do you get a year free of charge? I imagine that there would be a substantial number of books sent by publishers, by writers, by various organizations.

Mr. Spicer: No, I think it depends on your definition of "free of charge", Mr. Chairman. The bulk of our books, I think it is fair to say, come in under an exchange agreement. We have an exchange agreement with the Library of Con-

[Traduction]

M. Herbert: Vous venez peut-être de perdre mon vote, mais j'imagine que si l'édifice était construit là, il ne gênerait pas le nouvel édifice de la Cour suprême sur la rue Wellington.

M. Spicer: Non, car il y a suffisamment d'espace. Je n'ai pas les plans devant moi, mais évidemment les journaux montraient que cet emplacement descendait presque jusqu'à la rivière si je me souviens bien. Ils ont fait preuve d'assez d'imagination dans la conception et ensuite ils ont abandonné l'idée, par conséquent j'espère qu'ils ne vont pas la ressusciter pour la Galerie nationale.

M. Lambert: Les principes habituels de patronage en décideront.

Le président: Monsieur Spicer, vous avez peut-être perdu le vote de M. Herbert, mais vous avez gagné le mien ce soir. Je vais largement distribuer vos remarques à tous ceux qui présentement étudient des emplacements pour y construire la Galerie nationale.

M. Herbert: C'est la dernière fois que je cède aux pressions du président.

Le président: En fait, la question était prévue.

M. Spicer: J'espérais que vous me demanderiez où, à mon avis, la Galerie nationale devrait être située.

Le président: Je n'ose pas vous poser la question, mais M. Herbert de Montréal—ou plutôt de Vaudreuil—pourrait vous la poser, et il obtiendrait à mon avis une réponse parfaite. Monsieur Lambert, vouliez-vous revenir sur le sujet?

M. Lambert: Non, je ne le crois pas. Le budget est devant nous et je suis tout à fait satisfait. Je ne suis pas un spécialiste en la matière et je crois que M. Spicer, à cause de sa réputation, de même que ses fonctionnaires ont été très prudents dans leur budget. Je ne veux pas essayer de le démolir.

Le président: Puis-je me permettre de vous poser une question, monsieur Spicer? Vous avez un stock important de livres, j'imagine.

M. Spicer: Oui.

Le président: Monsieur Bloomfield, désirez-vous poser une question?

M. Bloomfield: Une toute petite.

Le président: Puis-je poser la mienne d'abord et vous poserez la vôtre ensuite?

M. Bloomfield: Je n'en ai pas.

Le président: Combien de livres recevez-vous gratuitement tous les ans? J'imagine que les éditeurs vous en envoient un nombre important, de même que les écrivains et diverses organisations.

M. Spicer: Non, cela dépend je crois de votre définition de «gratuitement» monsieur le président. Pour être juste, je dirai que la majorité de nos livres nous arrivent en vertu de l'accord d'échange. Nous avons conclu cet accord avec la *Library of*

[Text]

gress, we have an exchange agreement with Great Britain, we have an exchange agreement with Australia for parliamentary papers, and so forth. These, I suppose, one can say, come to us free, but in fact we authorize the sending of the Canadian parliamentary debates to these other countries in order to get theirs.

The Chairman: Did you overlook France, or is France not in the deal?

Mr. Spicer: I am sorry, we have France as well and I think we still have India. We used to get quite a number that we have turned over—but we still have France.

We used to get books under copyright deposit and this may be what you were thinking of primarily.

The Chairman: Yes.

Mr. Spicer: Those books now go to the National Library under their own deposit regulations. That is acceptable to us, because what it means is that now instead of getting, say, children's books and comic books and things that we did not need, we can choose the books we want. We prefer that because, for one thing, you get them faster. If you pay, you get them faster, it seems to me.

We do have books given by authors. Sometimes they are sent to me personally. You may be interested, those of you who have been here long enough to remember Gordon Aitken from Parry Sound—Muskoka, in knowing that he has just written a political novel and he sent me a copy yesterday. Since it was inscribed to me, I did not feel that it was a Library copy. We will order Library copies and they will be listed for you. I hope that you will eagerly come and read about Parry Sound—Muskoka in the 1830s. It looks like an exciting novel.

I cannot give you a figure offhand. I think it is roughly a couple of thousand books a year, perhaps, that we get free of charge. Do you know, Mr. Dumouchel?

Mr. Bernard Dumouchel (Director, Technical Services, Library of Parliament): I think it would be between 2,000 and 3,000, approximately.

Mr. Spicer: That would be my feeling. That does not include the exchange books, which I mentioned before.

Also, the Post Office turns over to us, or has for a number of years, what we used to call dead letter office books but what they call the undeliverable mail. This is something that, once again, the National Librarian and I were discussing earlier this week and he thinks it would be perhaps better if they were sent to the National Library. That is probably true. We discussed the budgets; it is presumably up to the Canada Post Corporation to decide what they want to do with those. But that is another source of free books.

[Translation]

Congress, nous avons un accord d'échange également avec l'Angleterre, avec l'Australie pour les documents parlementaires, et ainsi de suite. On peut dire, je suppose, que ces derniers nous arrivent gratuitement, mais en réalité nous autorisons l'envoi des débats parlementaires canadiens à ces pays afin d'obtenir les leurs.

Le président: Avez-vous oublié la France ou ne fait-elle pas partie de l'entente?

M. Spicer: Je m'excuse, avec la France également et je crois avec l'Inde aussi. Nous en recevions un très grand nombre que nous avons retourné, mais nous conservons toujours ceux de France.

Nous avions l'habitude de recevoir des livres en vertu de dépôt de droits d'auteur et c'était à cela que vous songiez surtout.

Le président: Oui.

M. Spicer: Ces livres sont maintenant adressés à la Bibliothèque nationale en vertu de ses nouveaux règlements de dépôt. Ceci nous satisfait, car au lieu de recevoir, disons, des livres d'enfants et des bandes dessinées, des choses dont nous n'avons pas besoin, nous pouvons choisir les livres que nous désirons. Nous préférons cela, car premièrement nous les obtenons plus rapidement. Il me semble que si l'on paie, on obtient les choses plus vite.

Les auteurs nous donnent leurs livres. Ils me sont même parfois envoyés personnellement. Vous serez peut-être intéressés de savoir, surtout ceux qui, parmi vous, sont ici depuis suffisamment longtemps pour se souvenir de Gordon Aitken de Parry Sound, Muskoka, qu'il vient d'écrire un roman politique et m'en a envoyé un exemplaire hier. Étant donné que le livre m'était adressé, je n'ai pas cru qu'il s'agissait d'une copie pour la Bibliothèque. Nous allons commander des exemplaires pour la Bibliothèque et ils feront partie de vos listes. J'espère que vous viendrez lire avec intérêt cette histoire de Parry Sound, Muskoka, au cours des années 1830. Il semble que c'est un roman passionnant.

Je ne peux pas vous donner de chiffres à première vue. Nous recevons, je crois, quelques milliers de livres par année environ, probablement, et nous les obtenons gratuitement. Êtes-vous au courant monsieur Dumouchel?

M. Bernard Dumouchel (directeur, Services techniques, Bibliothèque du parlement): Ce chiffre se situe entre 2,000 et 3,000 environ.

M. Spicer: C'est mon impression. Ce chiffre ne comprend pas les livres d'échange, que j'ai mentionnés plus tôt.

Les Postes nous envoient également, du moins elles le font depuis plusieurs années, ce que nous appelons des livres du bureau des rebuts, et qu'elles qualifient de courrier non livré. C'est encore un sujet dont le libraire de la Bibliothèque nationale et moi-même plus tôt cette semaine avons discuté; il croit qu'il vaudrait mieux que ces livres soient envoyés à la Bibliothèque nationale. C'est probablement vrai. Nous avons parlé des budgets, il revient probablement à la société des

[Texte]

• 2130

The Chairman: Do you have on-line access to the Library of Congress?

Mr. Spicer: Yes we do. I am sorry . . . ?

The Chairman: Here? From the central Library to the Library of Congress?

Mr. Spicer: Yes.

The Chairman: It is on-line?

Mr. Spicer: Yes.

The Chairman: Do we have access as parliamentarians?

Mr. Spicer: Yes, but I am not sure if you mean . . . you could mean two different things by that.

I would just like to say that if you mean to their bibliographic sources, yes we do. We do not have direct access to, say, an on-line database down in the Library of Congress except insofar as a bibliographic database is concerned; and sometimes there is confusion between a bibliographic database and other sorts of information.

The Chairman: Thank you. Well, maybe I could pursue that. When we visited Washington some years ago . . . Were you there, Mr. Herbert?

Mr. Herbert: I have been there—

The Chairman: We were shown terminals that I think senators and representatives have in their offices where they have access to a wide database. They have a catalogue of course, and they put the catalogue number into the computer and they get a print-out on any issue—it could be capital punishment, abortion or anything else.

Would you have access to that base? Or are you looking into that possibility some day?

Mr. Spicer: One of your colleagues some years ago came back very enthused over this, and we investigated that with the Library of Congress and, in fact, under their act, they are specifically forbidden to make that information available to outside sources.

However, if a senator or member gave you the key, in other words, his call code, we could theoretically do it that way. That seemed to me perhaps an improper way to access their information. I discussed it with the Director of the Congressional Research Service there, and he said that the committee would be meeting and they would try to resolve this because, of course, there is increasing demand—it is not just demand from outside the country; it is demand from within the country.

Much of the material that is accessible and available to them is not available to anyone outside the Congress, but that

[Traduction]

Postes du Canada de décider ce qu'elles veulent en faire. Cependant, c'est là une autre source de livres gratuits.

Le président: Avez-vous accès directement à la *Library of Congress*?

M. Spicer: Oui. Excusez-moi?

Le président: D'ici? De la Bibliothèque centrale à la *Library of Congress*?

M. Spicer: Oui.

Le président: En direct?

M. Spicer: Oui.

Le président: Y avons-nous accès, nous aussi, en tant que parlementaires?

M. Spicer: Oui, mais je ne suis pas certain si vous voulez dire . . . il s'agit peut-être là de deux choses différentes.

Ce que je veux dire, c'est que si vous voulez parler de leurs sources bibliographiques, oui nous y avons accès. Nous n'avons pas d'accès direct, disons, à la base de données de la *Library of Congress*, sauf pour ce qui est de la base de données bibliographiques. Il y a parfois confusion entre la base de données bibliographiques et d'autres types de renseignements.

Le président: Merci. Je pourrais peut-être poursuivre les questions. Lorsque nous avons visité Washington il y a quelques années . . . Y étiez-vous, monsieur Herbert?

M. Herbert: J'y suis allé . . .

Le président: On nous a montré les terminaux dont disposent dans leurs bureaux les sénateurs et les représentants qui ont accès à une base de données très large. Ils disposent d'un catalogue évidemment, ils insèrent le nom et le numéro du catalogue dans l'ordinateur et obtiennent un imprimé sur n'importe quelle question, ce peut-être sur la peine capitale, l'avortement ou tout autre sujet.

Auriez-vous accès à cette base de données? Songez-vous à la possibilité d'y avoir accès un jour?

M. Spicer: Un de vos collègues il y a quelques années est revenu très enthousiaste à ce sujet, et nous avons fait enquête auprès de la *Library of Congress*. En vertu de leur loi, il leur est tout à fait interdit de donner à qui que ce soit de l'extérieur ces renseignements.

Toutefois, si un sénateur ou un membre vous donnait la clé, autrement dit, son numéro de code, vous pourriez en théorie y avoir accès de cette façon. Cela ne me semble pas tout à fait juste de procéder de cette façon pour avoir accès à leur information. J'en ai discuté avec le directeur du *Congressional Research Service* qui m'a déclaré que le Comité tiendrait une réunion pour tenter de résoudre la question, car évidemment il y a de plus en plus de demandes, non seulement de l'extérieur du pays, mais également de l'intérieur.

Une grande partie des documents auxquels ils peuvent avoir accès et qui leur sont disponibles, ne le sont pas à des gens

[Text]

does not mean that we might not be able to tap into it illegally. We have not investigated that too far, Mr. Chairman.

The Chairman: Are there any further questions? There not being any further questions, Mr. Spicer, in the name of the committee, I would like to thank you and your staff for coming this evening. It has been a most interesting hour and a half. The testimony was well appreciated. Maybe we will see you next year again, sir. Thank you.

Mr. Spicer: Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: The meeting is adjourned.

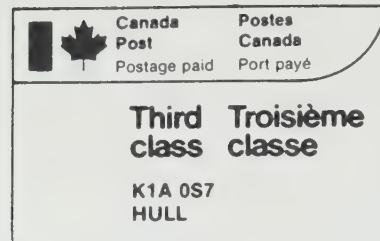
[Translation]

extérieurs au Congrès, mais cela ne signifie pas que nous ne pourrions pas y puiser illégalement. Nous n'avons pas fait beaucoup de recherches dans ce sens, monsieur le président.

Le président: Avez-vous d'autres questions? S'il n'y en a pas, monsieur Spicer, au nom du Comité je désire vous remercier, vous et votre personnel, d'avoir comparu ce soir. Ce fut une heure et demie très intéressante. Vos témoignages sont très appréciés. Nous vous verrons peut-être l'an prochain, monsieur, merci.

M. Spicer: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S7*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Library of Parliament:

Mr. Erik J. Spicer, Parliamentary Librarian;
Mr. Hugh Finsten, Acting Director, Research Branch;

Mr. Lloyd Heaslip, Director, Information and Reference
Branch;
Mr. Bernard Dumouchel, Director, Technical Services;
Mr. Jean-Jacques Cardinal, Director, Administration and
Personnel.

De la Bibliothèque du Parlement:

M. Erik J. Spicer, Bibliothécaire parlementaire;
M. Hugh Finsten, Directeur intérimaire, Service de
recherche;
M. Lloyd Heaslip, Directeur, Service de l'information et
référence;
M. Bernard Dumouchel, Directeur, Services techniques;
M. Jean-Jacques Cardinal, Directeur, Administration et
Personnel.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 87

Fascicule n° 87

Tuesday, May 18, 1982

Le mardi 18 mai 1982

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Président: M. Jean-Robert Gauthier

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Standing Committee on*

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité permanent des*

Miscellaneous Estimates

Prévisions budgétaires en général

RESPECTING:

Main Estimates 1982-83: Vote 15—Auditor General
under FINANCE

CONCERNANT:

Budget principal 1982-1983: crédit 15—Vérificateur
général sous la rubrique FINANCES

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-second Parliament, 1980-81-82

Première session de la
trente-deuxième législature, 1980-1981-1982

STANDING COMMITTEE ON
MISCELLANEOUS ESTIMATES

Chairman: Mr. Jean-Robert Gauthier

Vice-Chairman: Mr. Pierre Gimaïel

Anguish	Cousineau
Appolloni (Mrs.)	Dion (<i>Portneuf</i>)
Baker (<i>Nepean—Carleton</i>)	Gamble
Bloomfield	Gilchrist
Bossy	Gurbin

COMITÉ PERMANENT DES PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

Président: M. Jean-Robert Gauthier

Vice-président: M. Pierre Gimaïel

Messrs. — Messieurs

Herbert	Smith
Kelly	Stevens
Lambert	Tessier
MacDonald (M ^{lle})	Young—(20)

(Quorum 11)

Le greffier du Comité

François Prigent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 65(4)(b)

On Friday, May 14, 1982:

Mr. Young replaced Mr. Ogle.

(*ERRATUM*)

Evidence

Issue no. 83

Page 17, line 25 should read, in English only:

“last year, 221 of the 609 university graduates recruited were”
to correspond to the French text.

Conformément à l'article 65(4)b) du Règlement

Le vendredi 14 mai 1982:

M. Young remplace M. Ogle.

(*ERRATUM*)

Témoignages

Fascicule no. 83

Page 17, ligne 25, en anglais seulement, devrait se lire:

“last year, 221 of the 609 university graduates recruited were”
pour correspondre au texte français.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 18, 1982

(104)

[Text]

The Standing Committee on Miscellaneous Estimates met at 3:46 o'clock p.m. this day.

Members of the Committee present: Messrs. Anguish, Cousineau, Gamble and Herbert.

In attendance: Mr. G. Gauthier, Research Officer, Economics Division, Library of Parliament.

Witness: From the Office of the Auditor General: Mr. Kenneth M. Dye, Auditor General.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, February 23, 1982 relating to the Main Estimates 1982-83 for the fiscal year ending March 31, 1983. (See *Minutes of Proceedings, Thursday, March 18, 1982, Issue no. 70*).

By unanimous consent of Members present, Mr. Cousineau assumed the Chair.

The Chairman called Vote 15—Auditor General under FINANCE.

Mr. Dye made a statement and answered questions.

At 5:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI, 18 MAI 1982

(104)

[Texte]

Le Comité permanent des prévisions budgétaires en général se réunit aujourd'hui à 15h46.

Membres du Comité présents: Messieurs Anguish, Cousineau, Gamble et Herbert.

Aussi présent: M. G. Gauthier, attaché de recherche, Division de l'économie, Bibliothèque du Parlement.

Témoin: Du Bureau du Vérificateur général: M. Kenneth M. Dye, Vérificateur général.

Le Comité reprend l'étude de son Ordre de renvoi du mardi 23 février 1982 portant sur le Budget principal 1982-1983 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1983. (Voir *Procès-verbal du jeudi 18 mars 1982, fascicule no. 70*).

Du consentement unanime des députés présents, M. Cousineau prend place au fauteuil.

Le président met en délibération le crédit 15—Vérificateur général sous la rubrique FINANCES.

M. Dye fait une déclaration puis répond aux questions.

A 17h02, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Text]*

Tuesday, May 18, 1982

• 1546

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Ladies and gentlemen, the chairman and the vice-chairman are unfortunately absent this afternoon, and I need a motion to nominate an acting chairman. Did I hear the motion?

Mr. Herbert: I move that Mr. Cousineau act as chairman.

The Acting Chairman: Agreed?

Motion agreed to.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): This afternoon we are deliberating Vote 15 under Finance, with the Auditor General, Mr. Dye, as witness.

FINANCE

B—Auditor General

Vote 15—Auditor General—Program expenditures and contributions\$32,610,000

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Could you introduce the people with you, Mr. Dye?

Mr. Kenneth M. Dye (Auditor General of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

I would be pleased to. On my left is Ray Dubois, my Deputy Auditor General, who is responsible for audit operations. On my right is Ron Warne, who is the Assistant Auditor General, now responsible for the administrative financial and personnel areas of my office.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci. Est-ce que vous auriez une déclaration d'ouverture à faire monsieur Dye?

M. Dye: Monsieur le président, je vous demanderais, s'il vous plaît, de bien vouloir parler lentement pour moi . . .

Le président suppléant (M. Cousineau): Je m'excuse. Vous auriez une déclaration

M. Dye: Une petite

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Do you have an opening statement, Mr. Dye?

M. Dye: Oui une petite déclaration . . .

I thought, after last year's presentation, Mr. Chairman, that you may wonder why I have different people with me this year. It is because, of those who were at the table with me last year, Mr. Chatelain has left and become the Auditor General of the Province of Quebec, and we are very pleased for him; Mr. Muir, who was in charge of our administration, has retired; and Mr. Nelson, who was in charge of our personnel, has retired.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Translation]*

Le mardi 18 mai 1982

Le président suppléant (M. Cousineau): Mesdames et messieurs, le président et le vice-président ne sont malheureusement pas présents cet après-midi, il nous faut donc adopter une motion nommant un président suppléant. Y a-t-il quelqu'un qui veut le faire?

M. Herbert: Je propose que M. Cousineau fasse office de président.

Le président suppléant: D'accord?

La motion est adoptée.

Le président suppléant (M. Cousineau): Cet après-midi, nous étudions le crédit 15 des finances, en présence du vérificateur général, M. Dye, convoqué à titre de témoin.

FINANCES

B—Vérificateur général

Crédit 15—Vérificateur général—Dépenses du programme et contributions\$32,610,000

Le président suppléant (M. Cousineau): Monsieur Dye, pouvez-vous nous présenter les collègues qui vous accompagnent?

M. Kenneth M. Dye (Vérificateur général du Canada): Merci, monsieur le président.

Avec plaisir. A ma gauche se trouve M. Ray Dubois, sous-vérificateur général, chargé des opérations de vérification. A ma droite est assis M. Ron Warne, vérificateur général adjoint, à la tête des services administratifs, financiers et du personnel.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you. Do you have an opening statement to make, Mr. Dye?

Mr. Dye: Mr. Chairman, I will ask you, to please, speak slowly for me . . .

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): I am sorry, you have an opening statement . . .

Mr. Dye: A small . . .

Le président suppléant (M. Cousineau): Avez-vous une déclaration d'ouverture à faire, monsieur Dye?

Mr. Dye: Yes, a brief statement . . .

Monsieur le président, j'ai pensé que vous alliez peut-être vous demander pourquoi les collaborateurs qui m'accompagnent cette année sont différents de ceux qui étaient avec moi l'année dernière. Cela tient au fait que, de mes anciens collaborateurs, M. Chatelain nous a quittés pour devenir vérificateur général de la province de Québec, ce dont nous nous réjouissons pour lui; puis M. Muir, qui était à la tête de nos

[Texte]

So, I come with a new team. Of course, I am relatively new myself.

I hope the members of your committee have received our material that was presented earlier. The material indicates that we are asking for slightly less this year than we did last year, if you use relatively constant dollars. That can be seen on Tab. C, Schedule 1.

We have tried to be a leader and a good example by volunteering to reduce our budget by \$595,000 as a result of the Treasury Board minister's request. We have offered an additional reduction of \$380,000 because of a concern by the ministers responsible for services to government, who would like to have some freed-up money in their budgets.

We have also taken steps this year to improve our operations and reduce the amount of space required for my office. We have closed down our office at the Lord Elgin Plaza, where we had 114 people, and we have brought them into our existing space at 240 Sparks.

During the year, we have had several, I think, major accomplishments in terms of establishing objectives, done with considerable exercise. We have developed a new organizational plan, which has simplified our operation and, I think, made it more effective. We are attempting to change the mode of our reports so that you parliamentarians will receive our reports more frequently. We are asking Parliament for a change in the law to permit us to do that, but we are ready at this point to start producing reports on a far more timely basis, rather than one report per year.

• 1550

I continued to work with the private sector, retaining the panel of senior advisers. I added several, and several have retired. I retained the advisory committee that my predecessor had. I continue to use the executive interchange plan, whereby we have partners and managers of CA firms and management consulting firms come and stay with us for two years and contribute their knowledge. We continue to use a considerable number of professional service contracts, to the extent of approximately \$9 million planned this year. That is little more than 20 per cent of our activity.

We have continued the plan of comprehensive auditing on the five-year cycle over 24 entities. We are continuing the audit and the test activities. We are no longer involved with the UN, other than one of the UN agencies. But we have been asked—Canada has been asked—if we would be willing to put a member on the NATO audit, and we have accepted that. We think that is a great credit to our office.

[Traduction]

services administratifs a pris sa retraite comme d'ailleurs aussi M. Nelson, qui était chargé de nos services du personnel.

Je me présente donc entouré d'une nouvelle équipe. Bien entendu j'occupe mon poste depuis relativement peu de temps moi-même.

J'espère que les membres de votre Comité ont reçu le document qu'on a déjà présenté. Il indique que nous demandons légèrement moins de choses que l'année dernière, si l'on se rapporte à des dollars relativement constants. Cela est illustré au tableau C de l'Annexe 1.

Nous nous sommes efforcés d'agir en tant que chef et de donner le bon exemple en acceptant de réduire notre budget de \$595,000 à la demande du président du Conseil du Trésor. En outre, nous avons offert de diminuer nos dépenses de \$380,000 de plus, car les ministres responsables des services au gouvernement aimeraient disposer de crédits supplémentaires dans leurs budgets qu'on obtiendrait en les libérant ailleurs.

Cette année, nous avons également pris des dispositions afin d'améliorer nos opérations et de réduire l'espace nécessaire à l'exécution de nos travaux. Nous avons donc fermé les bureaux que nous occupions au Lord Elgin Plaza et qui comptaient 114 personnes, et avons fait déménager ces derniers dans nos locaux actuels, soit à 240 Sparks.

Au cours de l'année, je crois que nous avons fort bien réussi à établir des objectifs, grâce à un travail considérable. Nous avons aussi élaboré un nouvel organigramme, qui a simplifié notre fonctionnement et l'a rendu, je crois, plus efficace. Nous nous efforçons aussi de modifier la présentation de nos rapports de sorte que les députés les recevront plus souvent. Nous demandons au Parlement de modifier la loi afin qu'elle nous autorise à le faire, mais nous sommes déjà disposés à commencer à produire des rapports beaucoup plus souvent qu'une fois par année.

Pour ma part, j'ai continué à travailler en collaboration avec le secteur privé en conservant le groupe de conseillers supérieurs. J'ai ajouté plusieurs nouveaux membres à ce regroupement, et quelques-uns ont aussi pris leur retraite. J'ai conservé le comité consultatif qui était à la disposition de mon prédécesseur. Je continue à me servir du programme d'échange de cadres, qui nous permet de bénéficier des services de gestionnaires en comptabilité et de consultants en gestion pendant 2 ans chez nous. Nous continuons aussi à recourir à un grand nombre de contrats pour services professionnels, et cette année, nous nous attendons à ce qu'ils correspondent à environ 9 millions de dollars. Cela représente un peu plus de 20 p. 100 de nos activités.

Nous avons maintenu notre programme de vérification intégrée échelonné sur 5 ans et englobant 24 organismes. Nous poursuivons aussi la vérification et les tests. Nous ne participons cependant plus aux activités de l'ONU, sauf à celles de l'un de ses organismes. On nous a cependant demandé, c'est-à-dire qu'on a demandé au Canada si nous étions disposés à envoyer un de nos membres faire la vérification des services de l'OTAN, ce que nous avons accepté. Nous estimons en effet que c'est un grand honneur qu'on fait à notre service.

[Text]

We are thinking of changing the mode of our auditing so that we will spend more time looking at the program expenditure plans, which parliamentarians have told us they like. They will be coming through for each of the departments and agencies who are changing their emphasis, I think, from looking so much behind to looking a bit forward in terms of auditing. As of this year's activities, we are adding emphasis to the Oil Import Compensation Program. So we are continuing our—I think—good relationships with the public accounts committee and the Comptroller General's office.

We are maintaining, I think, an improving posture with our international colleagues. By the time this year is over, we will have had 10 people from the offices of other auditors general from around the world come and learn in our office. I think, just as an opening remark, that might set the stage, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Dye. Members, we will start with Mr. Gamble, for 10 minutes.

Mr. Gamble: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Dye, you mentioned undertaking an auditing task for NATO. I can recall the former Auditor General indicating to us in one of his reports that the Auditor General for Canada had performed auditing functions for the UN. I understand that service has come to an end, has it not? We are no longer involved in rendering that service to the United Nations?

Mr. Dye: That is true, Mr. Gamble. That was on a cost recovery basis. Over the life of the UN, I think we have made a substantial contribution. I believe the appointment to the panel of UN auditors was for a three-year term, and we had successive terms. If my recollection is correct, we served about 19 years out of 30. Canada made a recommendation to the UN that there be an auditor general for the UN, rather than having a panel. The panel in Mr. Macdonell's time, I believe, had representatives from Canada, Bangladesh, and Colombia. Canada has been succeeded by Belgium. We are no longer on the panel, and our recommendation for a UN auditor general, I believe, has not gained support. Although it has the support of the auditors general around the world, the diplomats did not seem to come to a resolution on that matter. It was a Canadian proposal.

Mr. Gamble: This is the first time, I take it, that we have supplied auditors to NATO.

Mr. Dye: No, I believe this is our second appointment.

Mr. Gamble: Is that right?

Mr. Dye: This is also a three-year term. It is on a different basis, whereby an individual is proposed and goes on a panel

[Translation]

Nous envisageons de modifier notre procédure de vérification afin de consacrer plus de temps à l'examen des programmes de dépenses, ce que les parlementaires voient d'un très bon oeil, d'après ce qu'ils nous ont dit. Ils appuieront donc chacun des ministères et organismes qui s'orientent plutôt en fonction de l'avenir maintenant qu'en fonction du passé, pour ce qui est des questions de vérification. Depuis cette année, nous insistons davantage sur le programme d'indemnisation du pétrole importé. Je crois donc que nos bons rapports avec le Comité des comptes publics et le Bureau du contrôleur général se sont maintenus.

Par ailleurs, nous améliorons notre position par rapport à nos homologues étrangers. D'ici à la fin de l'année, nous aurons rencontré 10 personnes travaillant dans les services de vérification d'autres pays, qui seront venues pour étudier et apprendre nos méthodes. Je crois que c'est tout ce que j'avais à dire comme remarques liminaires, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Dye. Nous allons commencer par accorder la parole à M. Gamble pour dix minutes.

M. Gamble: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dye, vous avez mentionné des services de vérification pour le compte de l'OTAN. Je me souviens aussi que l'un des rapports de votre prédécesseur faisait état des travaux de vérification que son service avait effectués pour le compte de l'ONU. Je crois savoir qu'on a mis fin à ces services, c'est bien cela? Nous ne participons plus aux travaux de vérification des Nations Unies?

M. Dye: C'est vrai, monsieur Gamble. Ces travaux étaient effectués selon la méthode de récupération des coûts. Depuis la fondation de l'ONU, je crois que notre contribution a été considérable. La nomination de vérificateurs au sein de l'équipe des Nations Unies dure 3 ans, et nous avons connu des mandats successifs. Si ma mémoire ne me trompe pas, je crois que nous avons travaillé là pendant 19 ans sur les 30 ans d'existence de cet organisme. Le Canada a recommandé à l'ONU de créer un poste de vérificateur général plutôt que de recourir à une équipe de vérificateurs. A l'époque où M. Macdonell était en poste, je crois que ce groupe comptait des représentants du Canada, du Bangladesh et de la Colombie. C'est la Belgique qui a succédé à notre pays, nous ne faisons donc plus partie de cette équipe. Par ailleurs, notre recommandation demandant qu'on crée un poste de vérificateur général n'a pas gagné d'appui, cela même si les vérificateurs généraux du monde sont favorables à cette proposition, car les diplomates ne semblent pas être parvenus à une entente là-dessus. Quoi qu'il en soit, c'était une proposition canadienne.

M. Gamble: Je crois que c'est la première fois que nous avons envoyé des vérificateurs à l'OTAN.

M. Dye: Non, je crois que c'est la deuxième fois qu'on nous nomme.

M. Gamble: Oui?

M. Dye: Il s'agit encore une fois d'un mandat de 3 ans. Les choses sont toutefois différentes car le fonctionnaire nommé

[Texte]

of—I think it is around 20. I am not certain how many people are on the board. But we will be sending Tim Fauquier, a principal of my office. He will live in Brussels for three years and perform audit work on behalf of NATO. I will not sign the statements of NATO, as was the case when Canada participated in signing the statements of the UN.

Mr. Gamble: Is he then signing as an individual auditor, not as a representative of your office?

Mr. Dye: I think he will be signing on behalf of the panel of auditors of NATO. I am not exactly sure just how that signature goes. I have not seen an audit report to the NATO board.

Mr. Gamble: Some time ago—I cannot recall the year, but it certainly was before I arrived here—your predecessor, for whom I had the highest regard, made recommendations which resulted in the establishment of the Office of the Comptroller General of Canada. From the time that I originally had an opportunity to question the Comptroller General, I developed the view that he and your office might well be operating at cross purposes. I felt that what we had unwittingly done was to put into the hands of various government departments an instrument which could best be described as a weapon for astute concealment that had not existed before.

• 1555

I may be absolutely wrong. That may not be the case. However, in every opportunity I have had to question the Comptroller General with respect to the nature of his operations, it became apparent that he had a duty to his clients, as it were, which justified his retention of information on the basis that if he were to act in a fashion that you might, he would lose all credibility with the people he must deal with.

It is very clear to me, therefore, that what we have in the Office of the Comptroller General is a capable staff, who can lead government departments and the financial administrators of government departments, in a fashion which will make it more difficult for the uninformed members of Parliament to properly question those departments as to their expenditure programs.

I am just wondering if you have any observations with respect to that fear of mine. Is it something you have noted yourself or am I simply imagining things?

Mr. Dye: Mr. Chairman, in answer to this question, my observations are quite different. I think the function of the Office of the Comptroller General is to be the central management for this country; to provide the framework for management from the financial point of view. I think it is attempting with the resources available to it, to improve accountability to parliamentarians.

I think the work done on the program expenditure plans is sound and will bear much fruit for the parliamentarians, in

[Traduction]

travaillera au sein d'une équipe d'environ 20 personnes, mais je ne suis pas certain du nombre de membres qu'elle comporte. Nous allons donc envoyer M. Tim Fauquier, le vérificateur principal de mon bureau. Il vivra donc à Bruxelles pendant 3 ans et effectuera les travaux de vérification pour le compte de l'OTAN. Ce n'est toutefois pas moi qui signerai les états financiers de l'OTAN comme c'était le cas lorsque le Canada participait à la signature des états financiers de l'ONU.

M. Gamble: Est-ce qu'il signera alors à titre de vérificateur particulier et non en tant que représentant de votre bureau?

M. Dye: Je crois qu'il signera au nom du groupe de vérificateurs de l'OTAN. Je ne suis toutefois pas certain de la procédure suivie lors de cette étape, car je n'ai pas vu les rapports de vérification qu'on envoie à l'OTAN.

M. Gamble: Il y a quelque temps, je ne me souviens pas de l'année, mais c'était certainement avant mon arrivée, votre prédécesseur, pour lequel j'ai la plus haute estime, a fait des recommandations qui ont entraîné la création du Bureau du contrôleur général du Canada. Or, depuis que j'ai pu interroger le contrôleur général, j'en suis venu à penser que vos deux services fonctionnent peut-être de façon antagoniste ou contradictoire. En effet, j'ai eu l'impression que, par inadvertance, nous avons doté divers ministères d'un mécanisme qui, dans les meilleures circonstances, peut servir à dissimuler des choses de façon très astucieuse alors que cette possibilité n'existait pas auparavant.

Il se peut que je me trompe tout à fait mais peut-être que non. Cependant, chaque fois que j'ai pu interroger le contrôleur général sur la nature de ses opérations, il ressortit clairement qu'il avait un devoir à l'endroit de ses clients, ce qui justifiait le fait qu'il conservait les renseignements par devers lui car autrement, il risquait de perdre toute crédibilité auprès de ces derniers.

Je n'ai donc pas de doute que le Bureau du contrôleur général est constitué de gens compétents qui pourront amener les ministères gouvernementaux et les administrateurs financiers à se comporter de telle sorte qu'il sera plus difficile pour les députés de les interroger sur leurs programmes de dépenses.

J'aimerais savoir si vous avez quelque chose à dire au sujet de cette crainte que je nourris. Avez-vous noté cela vous aussi ou bien mon imagination est-elle trop fertile?

M. Dye: Monsieur le président, mes observations seront tout à fait différentes. Je crois que les fonctions du contrôleur général ont pour objectif de servir d'organisme de gestion centrale de notre pays, c'est-à-dire de fournir un cadre de référence en matière de gestion financière. Cela dit, je crois que ce service cherche à augmenter la responsabilité des organismes gouvernementaux vis-à-vis du Parlement compte tenu des ressources dont ils disposent.

Ainsi, j'estime que le travail effectué sur les programmes de dépenses est solide et sera fructueux pour les parlementaires,

[Text]

terms of giving them information in advance, before they make a decision, on how money should be spent; at the point where, you, as parliamentarians have some control. I think the work is useful there.

I have observed, as you, that the Comptroller General behaves like a deputy minister and that is what he is. He does work for the government and he is a civil servant. I, on the other hand, work for you, as parliamentarians and have an obligation directly to you. He has an obligation through government to Parliament.

Mr. Gamble: Is the potential, however, there for the fear I described; that is to say, the supplying of talented, capable, financial advisers, who have developed a close working arrangement with individuals in senior positions in government departments? Under those circumstances, I think it is somewhat natural for human beings to come to identify their position with their client. I know in the practice of law that quite frequently develops. You develop an affinity to the people for whom you are rendering professional services. And under those circumstances, I think it is logical, although certainly not preferable, to have that advice rendered in a fashion which makes it very difficult for the average member of Parliament to determine what should be got at, in terms of getting some of the real issues before the public.

I would say the lack of disclosures by your department and by your agency—and I say lack of disclosures, lack of the kind of disclosures which in the past we have been accustomed to—could be the result of two things: Either that government departments now have begun to respond in a different fashion and, in fact, are not the incompetent clods they were before or through the agency of the Comptroller General, we, through you, do not discover some of these activities. Your comment.

• 1600

Mr. Dye: Mr. Gamble, I think the public service is not in an adversarial position to parliamentarians. It would be a shame if it were; and I do not believe that is the case. Certainly there are occasions when parliamentarians may be frustrated with lack of data. In many cases the data that should exist does not exist, through loopholes or lack of good management and accounting systems.

I would not think because we have changed the nature of reporting in our office whereby we no longer concentrate on the horror stories and attract a lot of headlines and get the support of the media behind us, but concentrate, more productively, on substantial issues of sound management—I think parliamentarians, by virtue of our revision of our system, will have a better chance to be more effective, because the systems producing information available for parliamentarians will be better. The data you will have coming to you in the form of the program expenditure plans or the estimates, or whatever it is you are observing, I think will have more validity, because you

[Translation]

c'est-à-dire qu'il leur fournira beaucoup de renseignements d'avance sur la façon dont on devrait dépenser les fonds, et ce, avant qu'ils n'en arrivent à une décision, donc au moment où les parlementaires peuvent contrôler quelque peu la situation. A mon avis, le travail effectué à cet égard est donc utile.

Par ailleurs, j'ai observé comme vous même que le contrôleur général se comporte comme un sous-ministre, et c'est ce qu'il est. Il travaille effectivement pour le gouvernement et se trouve donc être un fonctionnaire. Moi cependant, je travaille pour vous en tant que parlementaires, et c'est à vous que je dois rendre des comptes alors que le contrôleur lui est responsable devant le Parlement par le truchement du gouvernement.

M. Gamble: Ce que je crains, cela n'est-il pas possible cependant? J'entends par là n'est-il pas possible que des conseillers financiers doués et compétents n'en viennent à tisser d'étroits liens de travail avec des hauts fonctionnaires ministériels? En de telles circonstances, je crois qu'il est assez normal que des êtres humains identifient leur poste à leur client. Je sais pour ma part, qu'en droit, cela se produit très souvent. On finit par avoir des affinités avec les gens auxquels on fournit des services professionnels. Dans de telles circonstances, même si cela n'est pas souhaitable, je crois qu'il est logique que les avis donnés aux députés le soient de telle sorte que ces derniers aient de la difficulté à savoir quelles questions et quels sujets soulever en public.

Je suis d'avis que l'absence de divulgation de la part de votre ministère et de votre organisme, absence à laquelle nous avons été habitués par le passé, peut entraîner de deux choses: soit que les ministères ont commencé à répondre d'une façon différente et ne sont plus aussi incompetents qu'ils l'étaient auparavant, soit que, par l'entremise du contrôleur général, nous ne réussissions pas à découvrir certaines de ces activités. Quelles sont vos remarques là-dessus?

M. Dye: Monsieur Gamble, à mon avis, la fonction publique n'est pas l'antagoniste des parlementaires. Ce serait bien une honte si tel était le cas, et je ne crois que ce le soit. Il y a certainement des occasions où les députés sont contrariés parce qu'il leur manque des renseignements. Dans bon nombre de cas cependant, les données qui devraient être disponibles n'existent pas, soit à cause d'une carence du système, soit à cause de l'absence d'un bon système de gestion et de comptabilité.

Je ne crois pas que parce que nous avons modifié nos procédures de rapport, c'est-à-dire que nous ne nous arrêtons plus aux situations scandaleuses, qui font la manchette des journaux et nous obtiennent l'appui des médias, mais que nous nous concentrons davantage sur les questions fondamentales ayant trait à une saine gestion, ce qui est plus productif, que les parlementaires seront moins bien renseignés. Au contraire, je crois qu'en raison de ces modifications que nous avons apportées à notre système, ces derniers pourront être davantage efficaces parce que les systèmes de production de renseignements seront améliorés. En effet, les chiffres qui vous

[Texte]

will have more competent people dealing with that data on a more professional and effective basis.

I do not share your concerns that parliamentarians are losing either by having an Office of the Comptroller General or by having a changed system of auditing in the Office of the Auditor General. I think both are an enhancement. I can see where there might be frustration, and it may not be as lively and exciting, but I think it is going to provide you with a better management of Canada.

Mr. Gamble: I do not want you to misunderstand me, Mr. Dye. I fully recognize and appreciate the change that came about during the régime of your predecessor, Mr. Macdonell. No longer was it appropriate to concentrate on the horror stories, as you have indicated, but rather to establish a system which, if implemented, would prevent that sort of thing from happening.

But just as a specific illustration of my fears; when questioned on compliance with a variety of action plans established by the Comptroller General for various government departments—when he is questioned, he will never tell you whether the departments in question have in fact met their objectives or whether they have failed to meet them; and that leads me then to ask you whether you, in the course of your investigation of government departments, are in a position to evaluate those action plans to determine whether or not they have been implemented and where the shortfalls have occurred and whether they are significant enough in large measure to permit you to make reference to them in your report.

Mr. Dye: I think, Mr. Gamble, we do address that. There have not been that many around that are completed and we can look at and say, this is what they planned to do, this is what they did, and this is where they won or lost. But that is part of our audit, and we would report to you should a plan not be implemented effectively.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Mr. Anguish.

Mr. Anguish: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Dye, I appreciate the job the Office of the Auditor General and the Office of the Comptroller General do in improving information for parliamentarians. From my own personal experience in the two and a half years or so that I have been here, I feel the information that comes to us has improved greatly over what it was in previous years and in previous parliaments.

[Traduction]

seront acheminés et qui figureront dans les programmes de dépenses ou les prévisions budgétaires, ou dans quelque autre document que vous examinerez, seront plus sûrs du fait que des spécialistes plus compétents auront travaillé de façon plus efficace et plus professionnelle à les obtenir.

Je ne partage donc pas votre inquiétude et ne croit pas que les parlementaires perdent quelque chose en raison de la création du Bureau du contrôleur général ou du fait que le système de vérification mis en oeuvre chez le vérificateur général ait été modifié. Je crois en effet que ces deux mesures améliorent les choses. Je puis comprendre que vous soyez contrariés parfois et que vous estimiez que les choses ne soient pas aussi stimulantes et vivantes, mais je crois que le nouveau système améliorera la gestion des affaires publiques au Canada.

M. Gamble: Je ne veux pas qu'il y ait de malentendu, monsieur Dye. Je suis pleinement conscient des modifications qui sont survenues pendant le mandat de votre prédécesseur, M. Macdonell, et je les apprécie. Comme vous l'avez dit, on a estimé que désormais, il n'était plus approprié de se concentrer sur les situations scandaleuses, mais plutôt de mettre sur pied un système, dont le fonctionnement empêcherait qu'une telle situation ne se produise.

Je vais cependant vous citer en exemple une de ces situations qui me fait craindre des problèmes. Lorsque le contrôleur général est interrogé au sujet de la conformité de divers programmes ministériels à ces exigences, il ne dira jamais si les ministères en question ont atteint les objectifs établis ou s'ils ont échoué. Cela me porte donc à vous demander si, lorsque vous examinez les ministères, vous êtes en mesure de déterminer si ces programmes ont été mis en oeuvre, où on n'a pas réussi à atteindre les objectifs et si ces carences sont assez importantes pour que vous les mentionniez dans votre rapport.

M. Dye: Monsieur Gamble, je crois que nous tenons compte de ce genre de problème. D'ailleurs, il n'y a pas eu tant de rapports achevés que cela, c'est-à-dire des documents que nous ayons pu examiner pour déceler dans quelle mesure on avait atteint les objectifs tels que planifiés et où se situaient les problèmes ou les réalisations. Cela dit, ce genre de chose fait partie du travail de vérification, et nous vous ferions rapport sur un programme s'il n'était pas mis en vigueur de façon efficace.

Le président suppléant (M. Cousineau): Monsieur Anguish.

M. Anguish: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dye, j'apprécie le travail effectué par le Bureau du vérificateur général et le contrôleur général pour améliorer les services de renseignements fournis aux parlementaires. Me rapportant à mon expérience personnelle depuis mon arrivée ici, c'est-à-dire il y a deux ans et demi, j'estime que les renseignements qu'on nous donne sont largement supérieurs à ce qu'il y avait auparavant.

[Text]

But I was wondering if the Auditor General could give us some specific examples of the good that all this information actually does. I have a frustration I am sure you and people in your area must share, and it is that by the time we have dealt with some of these things, I have trouble finding substantive types of improvements that have happened in the way government or departments or agencies of the government operate. I was wondering if you have any specific examples you could provide the committee with of improvements that have resulted from having this improved information to parliamentarians.

Mr. Dye: I think one of the obvious improvements is the program expenditure plans, where departments are being forced to think about things they probably have not addressed clearly in a long time, if ever: For example, setting down objectives for their operations, clearly outlining the history of their operations and the reasons why they need money, and giving you parliamentarians an opportunity to explore what a department is all about.

I think you have seen a bit of evidence now, having 10 program expenditure plans in front of you. If you take the time to read them—and I admit I do not think it is fair to ask any one parliamentarian to read every one of them because it would be a tall order to cope with—but, in your particular areas of interest, I think it will give parliamentarians a clear opportunity to see what is planned.

• 1605

Just by virtue of the fact of that book's existing, to get that book to you, I think, has vastly improved the management process, made it far more rigorous and made people far more accountable. I think you have some levers there to pull now, as parliamentarians. I offer that as one example.

Mr. Anguish: I agree that the departmental, or as you call it, the program expenditure plans are quite helpful, but I have trouble in seeing how they, standing by themselves, will be a large benefit to members of Parliament in recommending some substantive changes in following years.

Something I would like to see and I would like your comments on is that the Public Accounts of Canada be very much in line with the departmental or the program expenditure plans so that we can make comparisons at the end of the year and, when we come to committees that deal with the estimates recommending a certain dollar amount for a government department, or agency, we can look back at the previous year and say, this department, or agency has met their goals; they have met their objectives.

Until we actually have that, I see the developments that are happening in the estimates as being at a very immature stage, and the things I have mentioned have to follow.

[Translation]

Je me demande cependant si le vérificateur général peut nous donner des exemples précis des améliorations qu'entraînent tous ces renseignements. Pour ma part, je suis assez contrarié par le fait que même lorsque nous avons connaissance de toutes sortes de choses, j'ai de la peine à trouver des répercussions sensibles de ces renseignements sur le fonctionnement du gouvernement, de ses ministères ou encore de ses organismes, et je suis certain que vous et les vôtres partagez aussi cette réaction. Je me demande donc si vous pouvez me donner un exemple précis des améliorations qui ont découlé du perfectionnement du système d'information aux parlementaires.

M. Dye: L'un des progrès manifestes est la création des programmes de dépenses qui oblige les ministères à réfléchir clairement à certaines choses sur lesquelles ils ne se sont pas penchés depuis longtemps, si tant est qu'ils l'aient jamais fait. Je songe, par exemple, à l'établissement d'objectifs relatifs à leur fonctionnement, à un résumé clair de l'évolution de leurs opérations et des raisons pour lesquelles ils ont besoin d'argent, ce qui vous permet à vous, parlementaires, d'étudier en quoi consiste le ministère.

Vous en avez un peu la preuve devant vous, avec ces 10 projets de dépenses de programmes. Si vous prenez le temps de les lire—ce n'est pas juste de demander à un parlementaire de lire chacun de ces projets, je l'admets, car cela représente un travail énorme—mais vous pourriez consulter les domaines qui vous intéressent, et vous aurez ainsi, je crois, une très bonne idée de ce qui est prévu.

Du simple fait que ce livre existe, et de vous l'avoir fait parvenir à beaucoup amélioré, je crois, le processus de gestion, il est devenu plus rigoureux et les gens sont devenus beaucoup plus responsables. Ce livre vous donne des mécanismes dont vous pourrez vous servir, en tant que parlementaires. Voilà un exemple que je vous donne.

M. Anguish: Je conviens que les projets de dépenses des programmes du ministère, ou quel que soit le nom que vous leur donnez, sont très utiles, mais j'ai peine à voir comment ils pourraient, seuls, apporter beaucoup aux députés lorsqu'ils feront des recommandations importantes dans les années à venir.

J'aimerais, et vous me direz ce que vous en pensez, que les comptes publics du Canada concordent avec les projets de dépenses des programmes des ministères, afin que nous puissions établir des comparaisons à la fin de l'année. Nous pourrions, de plus, lorsque nous venons en comité étudier le budget recommandant le versement de tant de dollars à un ministère ou à une agence, revenir à l'année précédente et pouvoir dire: ce ministère ou cette agence a réalisé ses objectifs.

En attendant, je vois les changements apportés au budget comme manquant de maturité, et les choses que j'ai mentionnées doivent être faites.

[Texte]

I would like to hear your comments; what your area is willing to do to promote that and whether you agree that it is a helpful or necessary thing to have happen.

Mr. Dye: Mr. Chairman, I would agree with Mr. Anguish on this. We are at a preliminary, immature stage and the answers are not all there yet, but, at least, they are started at the front end of the system. I think you will see, as parliamentarians, a parallel kind of statement so that you will be able to see what the plan was and what did happen. You have a comparison—plan to actual.

There is a study going on within the Office of the Comptroller General. A study of more substance, in my view, is this Canadian Institute of Chartered Accountants study on public sector accounting and auditing, but that study will not be available for four years so we are going to be sitting, I think, three to four or five years, in a sense, of frustration. We will have improved planning data available, better forecasting, better budgetary information, but will not have that expressed in exactly the same way in the public accounts. I think your frustration will remain for some time until it is determined what form the public accounts should be and who should receive them and what the purpose of them is. So that will remain.

I do see, however, an improved information system which will be beneficial to the operation of the departments. I do note improved internal audit systems which, I think, are very valuable. Internal audits should produce a tremendous leverage. For every \$100,000 you spend on internal auditing, I think you are going to get back \$1 million. You get a tremendous leverage there when done well, and I think there is observable improvement in internal audit, not only started but forecast to improve over this next year and probably the next two years.

Mr. Anguish: What role do you see your office playing, Mr. Dye, in keeping a focus on this so that it is not unnecessarily delayed, or so the focuses are on the proper issues? Do you see that as being a responsibility within your area of authority?

Mr. Dye: Mr. Chairman, I do believe it is part of our activity to monitor the improvement in management processes, which is basically the IMPAC plan which we are watching. Frustrated as some of you in Parliament are because of the rate of progress, we are monitoring very closely and beginning to rely on, where we can, the improved internal control systems which should allow us to remain the same size while there are improvements made in the public service, because internal control is improved within the departments rather than having to rely on us to do more work.

So I think we will see continued benefit by having our office monitor these things and observe only when necessary, where

[Traduction]

J'aimerais savoir ce que vous en pensez, que pouvez-vous faire dans votre domaine pour promouvoir cet état de choses, convenez-vous qu'il s'agit là d'une mesure utile ou nécessaire.

M. Dye: Monsieur le président, je suis d'accord avec monsieur Anguish sur cette question. Nous en sommes à une étape préliminaire, prématurée, et nous n'avons pas toutes les réponses, mais on commence au moins à les obtenir au début du système. Vous verrez, en tant que parlementaires, qu'il existe une déclaration parallèle en quelque sorte qui vous permettra de voir ce qu'était le projet et ce qui est arrivé. Vous pouvez donc établir une comparaison entre le projet et la réalité.

Le Bureau du contrôleur général fait présentement une étude. Une étude plus approfondie encore, à mon avis, a été entreprise par l'Institut canadien des comptables agréés au sujet de la comptabilité de la vérification du secteur public, mais cette étude ne sera pas disponible avant quatre ans. Nous allons donc l'attendre trois, quatre ou même cinq ans en éprouvant en quelque sorte une certaine frustration. Nous pourrions disposer de données de planification améliorées, de meilleures prévisions, d'une meilleure information budgétaire, mais ce ne sera pas exprimé exactement de cette façon dans les comptes publics. Je pense que vous serez encore frustré pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'on décide quelle forme doivent emprunter les comptes publics, qui doit les recevoir et à quelles fins. C'est donc encore à venir.

Je constate cependant que le système d'information est meilleur et que les activités des ministères en profiteront. Je remarque que les systèmes de vérification interne ont été améliorés. Ils ont, à mon avis, une plus grande valeur. Les vérifications internes devraient représenter une influence énorme. Pour chaque \$100,000 que vous dépensez en vérification interne, \$1 million vous reviendra. Il y a donc là une influence énorme si les choses sont bien faites, il est tout à fait évident que les vérifications internes s'en trouvent améliorées: c'est non seulement déjà le cas mais c'est prévu pour l'an prochain et probablement pour les deux prochaines années.

M. Anguish: Quel rôle jouera votre Bureau, à votre avis, monsieur Dye, s'il prête attention à cette question afin qu'elle ne soit pas retardée indûment, ou pour que l'attention soit accordée aux questions appropriées? Croyez-vous que ce soit une responsabilité dont vous êtes chargé?

M. Dye: Monsieur le président, je suis d'avis que cela fait partie de nos responsabilités de contrôler le processus d'amélioration de la gestion, ce qui représente vraiment le PPCG que nous surveillons. Nous sommes frustrés comme certains d'entre vous au Parlement du rythme du progrès, et nous surveillons de très près, tout en nous y fiant lorsque nous le pouvons, les systèmes de contrôle interne améliorés qui devraient nous permettre de conserver la même taille même s'il y a des améliorations apportées à la fonction publique. La raison en est que le contrôle interne est meilleur au sein des ministères et ils ne dépendent plus de nous pour faire leur travail.

Nous allons continuer à profiter du fait que notre Bureau contrôle la situation et note, juste lorsque c'est nécessaire, des

[Text]

things are not moving at a reasonable rate. Again, "a reasonable rate" is a questionable phrase in Ottawa.

• 1610

Mr. Anguish: Mr. Dye, I would like to refer specifically to the Main Estimates, pages 10-32 of the 1982-83 estimates. There is an allocation for \$9,981,000 to Professional and Special Services. By the notes I have, that is about 28 per cent of the total expenditure. I wonder how one justifies such a high portion of that going to these professional and special services, and secondly, whether or not the workload of the Auditor General's office, of your officers, is too high for the authorized staff that you have.

Mr. Dye: Mr. Chairman, what that \$9 million and change represents is the executive interchange funds where we have—I think it is 16—executive interchange partners and managers with us. We are paying their firms a fee, a rather reasonable fee, for their services. I think the average is around \$53,000, which is much less than one would expect a partner of a CA firm to generate for his firm in a year. They come to our office and work, generally, on a two-year basis and we are able to get advantage of their experience in the private sector. There is also, I think, an advantage when these private sector people work in the public sector, and gain an understanding of what is going on.

Also we have a large number of contracts annually—some are quite short and could be as low as two days, and some could be long and up to 100 days—where we buy the expertise which is not resident in our office. That has worked to our advantage. One of the strengths of our office, when you compare our office with offices of auditors general around the world, is that we have this close connection with the private sector. Most of my colleagues around the world just look in amazement at Canada, and why we would consider working with the private sector.

I do not believe my office is terribly understaffed. I have been short in several areas. We have been deliberately contracting on the clerical services where there is some saving by using contractors, but we could make a swap there, if we wanted to, and go from contract service to public service. It would cost us more money.

We have been short in several areas where we have been able to go to firms and obtain professional auditing experience where it was not that special, in terms of being able to buy expertise not generally available to us. Where we have been short, we have been able to find it readily in the private sector and the cost is not that much different. So we are trading a few dollars that way.

[Translation]

choses qui ne progressent pas à un rythme raisonnable. Je répète qu'«un rythme raisonnable» est une expression discutable à Ottawa.

M. Anguish: Monsieur Dye, je voudrais parler plus précisément du budget décrit à la page 10-33 du budget des dépenses de 1982-1983. On y mentionne une allocation de \$9,981,000 pour les services professionnels et spéciaux. D'après mes notes, il s'agit d'une augmentation de 28 p. 100 environ sur les dépenses totales. Je me demande comment on peut justifier un pourcentage aussi élevé pour les services professionnels et spéciaux et, deuxièmement, si la charge de travail au Bureau du vérificateur général, chez vos agents, est ou non trop élevée pour le personnel autorisé dont vous disposez.

M. Dye: Monsieur le président, ce que représentent ces \$9 millions et ces changements, ce sont les fonds pour l'échange de cadres, nous avons, je crois, 16 associés, cadres et gestionnaires interchangeables avec nous. Nous versons à ces maisons des honoraires, raisonnables, pour leurs services. La moyenne est d'environ \$53,000, ce qui est beaucoup moins qu'on serait en lieu de s'attendre comme production d'un associé d'une maison de comptables agréés pour sa compagnie, dans une année. Ces gens viennent travailler chez nous habituellement pour une période de deux ans et nous pouvons profiter de leur expérience dans le secteur privé. Il y a également un autre avantage lorsque ces gens du secteur privé viennent travailler dans le secteur public, ils comprennent mieux ce qui se passe.

Nous accordons également un très grand nombre de contrats tous les ans—certains très courts, deux jours seulement, d'autres longs, jusqu'à cent jours—et nous achetons une compétence qui n'existe pas dans notre Bureau. C'est une situation qui est avantageuse pour nous. Une des forces de notre Bureau, si on le compare aux bureaux des vérificateurs généraux partout au monde, c'est cette relation étroite que nous entretenons avec le secteur privé. La plupart de mes collègues dans d'autres pays s'étonnent de ce qui se fait au Canada et des raisons pour lesquelles nous voulons bien travailler avec le secteur privé.

Je ne crois pas que mon Bureau manque tellement de personnel. J'ai eu des pénuries dans plusieurs domaines. Nous avons volontairement accordé des contrats pour des services de bureau lorsque nous épargnons de l'argent ce faisant, mais nous pourrions faire un échange, si nous le voulions, entre un service à contrats et le service public. Ce serait plus coûteux pour nous.

Nous avons eu des pénuries dans plusieurs domaines, et nous nous sommes adressés à des maisons pour obtenir des experts en vérification lorsque la situation n'était pas tellement spéciale, autrement dit nous avons pu acheter une compétence dont nous ne disposions pas généralement. Lorsque nous avons éprouvé ces besoins, nous avons pu trouver très facilement dans le secteur privé ce que nous cherchions et les coûts ne sont pas beaucoup plus élevés. Nous avons donc changé quelques dollars de cette façon.

[Texte]

Mr. Anguish: Some of this money covers clerical services to your office?

Mr. Dye: If I am right, we have \$7.3 million on professional out of the \$9 million . . . and the balance is clerical? And the balance is clerical.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Anguish. This is your last question for the time being. Okay. Now, Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Dye, just to clarify a point, on the last question: \$10,000,000 of professional and special services, and you mention 16 people, and you said it was a bargain at \$53,000 apiece. That is about \$800,000 or \$900,000. And then just recently you said \$7.3 million. Somewhere I did not hear right. Sixteen persons times \$53,000—\$7.3 million, \$10 million. I assume from what you said that the executive interchange took the major portion of that \$10 million.

Mr. Dye: Executive interchange is roughly \$1.2 million.

Mr. Herbert: Well, okay, fine, 16 times \$53,000.

Mr. Dye: Between \$1.2 million and \$7.3 million, \$6.2 million or \$6.1 million are contracts for various professional services, and the balance up to the \$9 million and change is clerical assistance.

Mr. Herbert: Okay. Now, the executive interchange is not the major item in that . . .

Mr. Dye: No.

Mr. Herbert: No. Mr. Dye, I wanted, as I mentioned to you, to talk a little bit about another side of your work and I recognize that every auditor general will have a somewhat different approach. Maybe we can find out if there are any similarities or differences in your thinking from that of your predecessor.

When James Macdonell started here some six years ago approximately now, one of his pet phrases was "value for dollar" and we talked quite a lot about project evaluation. And you will recall, when the Auditor General's bill was passed, I asked for and received letters from both the Auditor General and from the then-president of the Treasury Board, Bob Andras, to make sure that they were both on the same wavelength as to their views of the responsibilities of the Auditor General as it applied to project evaluation.

• 1615

The Auditor General made it very clear that his responsibility, as he saw it, as an Auditor General, was to ensure that there were adequate evaluation procedures in place. He was not responsible for the evaluation or, for that matter, what was done with it. But, he was, he thought, responsible for the evaluation procedures.

[Traduction]

M. Anguish: Ainsi, cette somme comprend des services de bureau pour votre propre bureau?

M. Dye: Je crois avoir raison en disant que sur les \$9 millions, \$7.3 millions sont attribués à des services professionnels et . . . le reste à des services de bureau? Oui, c'est cela.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Anguish. C'était votre dernière question pour le moment. Très bien, nous passons maintenant à M. Herbert.

M. Herbert: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dye, j'aimerais des précisions au sujet de votre dernière question: vous avez mentionné \$10 millions pour des services professionnels et spéciaux, et 16 personnes, et vous déclarez que c'est une bonne affaire que de payer \$53,000 par personne. Il s'agirait donc d'une somme de \$800,000 ou \$900,000. Un peu plus tard, vous avez mentionné \$7.3 millions. Quelque chose a dû m'échapper. Seize personnes à \$53,000—\$7.3 millions, \$10 millions. D'après ce que vous avez dit, je suppose que cet échange de cadres constitue la majeure partie de ces \$10 millions.

M. Dye: L'échange de cadres se chiffre à environ \$1.2 million.

M. Herbert: Très bien, 16 fois \$53,000.

M. Dye: Entre \$1.2 million et \$7.3 millions, \$6.2 millions ou \$6.1 millions sont les contrats accordés à divers services professionnels, la balance jusqu'à \$9 millions et le reste représentent le personnel de soutien.

M. Herbert: Bien. Étant donné que l'échange de cadres ne constitue pas le facteur important dans . . .

M. Dye: Non.

M. Herbert: Non. Monsieur Dye, je voulais, comme je vous l'ai dit, aborder un peu un autre aspect de votre travail, je reconnais que chaque vérificateur général aborde des choses d'une façon plus ou moins différente. Nous pourrions peut-être trouver ici s'il y a des similitudes ou des divergences dans votre façon de voir comparativement à votre prédécesseur.

Quand James Macdonell a débuté à ce poste il y a quelque six ans environ, une de ses phrases clés était «valeur reçue en contrepartie de l'argent dépensé» et nous avons beaucoup discuté de l'évaluation des projets. Vous vous souviendrez que lorsque le projet de loi portant création du poste de vérificateur général a été adopté, j'ai demandé et reçu des lettres à la fois du vérificateur général et du président du Conseil du Trésor, à l'époque, Bob Andras, pour m'assurer qu'ils étaient tous les deux sur la même longueur d'ondes dans la façon de voir les responsabilités du vérificateur général pour l'évaluation des projets.

Le vérificateur général m'a dit très clairement que sa responsabilité en tant que vérificateur général était de s'assurer que des procédures d'évaluation adéquates existaient. Il n'était pas responsable de l'évaluation de ce qu'on en faisait. Cependant, il était, croyait-il, responsable de l'évaluation des procédures.

[Text]

Do you, also, see that as one of your responsibilities; to ensure that every department has adequate evaluation procedures in place?

Mr. Dye: Mr. Chairman, the short answer is yes. But, let me elaborate a little bit.

Evaluation techniques are relatively new—10 to 15 years. Particularly, the drive was in the United States. It has spilled over to Canada and now we have quite an interest in a building body of knowledge, in a very difficult area, to be able to make judgments on effectiveness.

It is much easier to make judgments on due regard for economy or due regard for efficiency. However, when you get into the area of effectiveness, there is a considerable degree of soft data and soft opinion and it is very judgmental.

So I think, quite rightly, Parliament was acutely aware of the problems when the Auditor General Act was being framed up. In Section 7.(2)(e) of our act, we have this requirement to report on whether or not systems and procedures are in place to measure effectiveness and that this responsibility for the measurement is transferred or squarely laid upon the department heads, not on the office of the Auditor General.

I subscribe to that. And, we do comment in our reports on whether or not systems and procedures are in place. However, the whole business of program evaluation is in its infancy in Canada and, consequently, there is not an awful lot we can report to you because the departments and agencies are only learning how to proceed.

Now, more funds are being committed. More people with the talent to do this kind of work are being hired. I think we are a long way off from giving Parliament the assurances they should deserve, in my view. We do have sufficient procedures in place where it is possible to have them placed, and that is not always possible.

It is going to be some time before parliamentarians have that kind of assurance which they deserve.

However, we have gone a long way. The Treasury Board issued, last year, an outline on how to get into Program Evaluation. This outline—I have forgotten its exact title but Program Evaluation, I think, is the name of it—offered by the Office of the Comptroller General of Canada is being used by the departments and agencies.

We are generally in agreement with the approach taken by that book. Our specialists in our office on program effectiveness generally agree with the approach; although, should we be writing the book ourselves, we would take a slightly different approach. But, we are taking the posture that we should agree with their position and, then, expect the departments and agencies to follow that. We will then audit against that document.

[Translation]

Voyez-vous cela également comme étant une de vos responsabilités, de vous assurer que chaque ministère dispose de procédures d'évaluation adéquates?

M. Dye: Monsieur le président, pour répondre brièvement, oui. Permettez-moi d'élaborer un peu.

Les techniques d'évaluation sont relativement nouvelles, et remontent à 10 à 15 ans. On a fait surtout campagne dans ce sens aux États-Unis. Cela a fait tache d'huile au Canada et maintenant nous nous intéressons beaucoup à l'édification d'une banque de connaissances, dans un domaine très difficile, afin de pouvoir juger de l'efficacité.

Il est beaucoup plus facile de juger de la considération qu'on doit porter à l'économie ou l'efficacité. Cependant, lorsqu'on aborde le domaine de l'efficacité, il y a énormément de données et d'opinions moins rigoureuses et c'est vraiment une question de discernement.

Par conséquent, vous avez tout à fait raison, je crois; le Parlement était très conscient des difficultés lorsque la Loi sur le Vérificateur général a été élaborée. À l'article 7.(2)e) de notre loi, il y a l'exigence de faire rapport sur le fait que les systèmes et les procédures sont en place pour mesurer l'efficacité et cette responsabilité pour l'évaluation est transférée ou carrément donnée aux chefs des ministères, non pas au bureau du Vérificateur général.

Je suis tout à fait d'accord. Dans nos rapports, nous disons si, à notre avis, les systèmes et les procédures sont ou non en place. Cependant, toute cette évaluation des programmes en est à ses débuts au Canada et par conséquent, nous pouvons vous signaler peu de choses à ce sujet, parce que les ministères et les agences sont en train d'apprendre comment procéder.

On a accordé davantage de fonds. On embauche davantage de gens qui ont le talent pour s'acquitter de ce travail. Cependant, nous sommes bien loin de pouvoir donner au Parlement les garanties qu'il devrait obtenir à mon avis. Nous n'avons pas suffisamment de procédures en place, lorsqu'il est possible de les avoir, et ce n'est pas toujours possible.

Il s'écoulera encore pas mal de temps avant que les parlementaires reçoivent les garanties qu'ils méritent de recevoir.

Toutefois, nous avons fait beaucoup de chemin. Le Conseil du Trésor a publié l'an dernier un aperçu de la façon d'obtenir une évaluation de programmes. Cet aperçu, j'ai oublié son titre exact, je crois que c'était «Évaluation de programmes», publié par le bureau du contrôleur général du Canada, est utilisé par les ministères et les agences.

Nous sommes en général d'accord avec l'approche adoptée dans ce livre. Des spécialistes de notre bureau en matière d'efficacité des programmes sont en général d'accord avec cette approche, bien que, si nous écrivions ce livre nous-mêmes, nous adopterions probablement une approche légèrement différente. Cependant, nous avons adopté comme position qu'il nous faut convenir avec cette approche, et par conséquent, nous nous attendons à ce que les ministères et les agences s'y conforment. Notre vérification se fera donc d'après ce document.

[Texte]

That is where we are at the moment. I have a crew of specialists who understand the business of program evaluation at an expert level. I think our staff is equal to or better than anything else in the government, so I feel comfortable that our office can deliver to parliamentarians a very good review of effectiveness auditing.

Should the work not be done, I do not feel constrained to only look at systems and procedures. I think I have a large enough mandate that, if it is not being done in the government, I can go out and do it myself. I am not saying we are going to but, should it be necessary, we might get aggressive in that area, if we feel the government is not moving as fast as it should.

Mr. Herbert: Good. As you say, it may be in its infancy. Nevertheless, it is important that there be progress. It is important that there be recognition of the necessity to have adequate systems in place.

• 1620

As I commented to you before the meeting started, I consider myself somewhat instrumental in When one of our agencies produced a book on project evaluation some five or so years ago, I gave a copy of this to your predecessor, as something I thought would be a good starting point for all our government departments. Good, bad or indifferent, at least it was some basis on which to get the work started.

I was most interested just a few weeks ago when, on my inquiry as to whether there had been an update of this book, which is probably 100 and some odd pages, I received the update, which is now some 500 pages. The point is that, when you start with something, you can always improve on it; you can make it better. I now have a project evaluation document from this particular agency which is a little more extensive than I am inclined to read. Nevertheless, the point is that someone has obviously been working on this and working sincerely.

Just as an aside—and this will amuse you—the manual came about because of one of the so-called leaks. One of the members in the agency was speaking to a member of Parliament. The way this individual was punished for reporting something he was not supposed to have reported was that he was given the job of producing this manual. So we have at least a start in one agency.

On the same general subject, there is something that bothers me a little bit. It concerns productivity measurement. As you are aware, the Treasury Board has introduced what it terms an “internal system for productivity measurement”. I have taken issue with this on the basis that it does not make any sense for the measurement of productivity to be done from within. It should be done from without. In other words, it should be independent; one cannot ask one’s own secretary to decide whether she is being sufficiently productive or not. I am exaggerating somewhat, but I think you get my point.

[Traduction]

Voilà où nous en sommes pour le moment. Je dispose d’une équipe de spécialistes qui comprennent l’évaluation de programmes en tant qu’experts. Je suis d’avis que notre personnel est égal sinon meilleur que n’importe lequel au gouvernement; par conséquent, je sais que notre bureau peut donner aux parlementaires une très bonne étude de la vérification de l’efficacité.

Si le travail n’était pas fait, je ne me sens pas limité à examiner seulement les systèmes et les procédures. Mon mandat est suffisamment large, si la chose n’était pas faite au gouvernement, pour que je puisse moi-même la faire. Je ne dis pas que nous allons le faire, mais si c’était nécessaire, nous pourrions nous montrer agressifs sur ce plan, si nous croyons que le gouvernement n’agit pas aussi rapidement qu’il le devrait.

M. Herbert: Bien. Comme vous le dites, les choses en sont peut-être à leurs débuts. Néanmoins, il est important qu’elles progressent. Il est important qu’on reconnaisse la nécessité d’avoir en place des systèmes adéquats.

Comme je vous le disais avant que la réunion commence, je considère que je suis un peu un instrument . . . lorsqu’une de nos agences publiait un livre sur l’évaluation d’un projet, il y a quelque 5 ans, j’en donnais copie à votre prédécesseur, puisque c’était à mon avis un très bon point de départ pour tous les ministères du gouvernement. Même s’il était bon, mauvais ou quelconque, c’était au moins un début pour une base de travail.

J’ai été très intéressé, il y a quelques semaines, lorsque je me suis informé s’il y avait eu une mise à jour de ce livre, probablement quelque cent pages, de recevoir cette mise à jour; le livre comporte maintenant quelque 500 pages. Lorsqu’on commence quelque chose, on peut toujours l’améliorer, cela en est la preuve. J’ai donc maintenant un document sur l’évaluation des projets de cette agence, c’est une lecture peut-être un peu plus volumineuse que mon temps de lecture ne me le permet. Néanmoins, je voulais souligner que quel qu’un a évidemment travaillé sincèrement sur la question.

C’est un à-côté, mais cela va peut-être vous amuser, le manuel a été publié à cause d’une prétendue fuite. Un des membres de l’agence s’était entretenu avec un député. On a puni cette personne d’avoir rapporté quelque chose qu’il n’était pas censé rapporter en lui donnant comme travail d’écrire ce manuel. Par conséquent, c’est déjà là un début pour une agence.

Sur ce même sujet d’ordre général, quelque chose m’inquiète un peu. Il s’agit de la mesure de la productivité. Vous le savez, le Conseil du Trésor a présenté ce qu’il appelle «un système interne pour la mesure de la productivité». Je m’élève contre cela car, à mon avis, cela n’a pas de sens de mesurer la productivité de l’intérieur. Il faut que ce soit fait de l’extérieur. Autrement dit, il faut que ce soit un travail indépendant, on ne peut pas demander à sa propre secrétaire de décider si elle est ou non suffisamment productive. J’exagère un peu, mais vous comprenez ce que je veux dire.

[Text]

Would you like to comment, Mr. Dye, on whether you believe—and you are aware of this—that the system, as set up by the Treasury Board to measure productivity, is likely to be itself productive, since it is internal?

Mr. Dye: Mr. Chairman, I think the responsibility of management is that they should have measures available to them to understand what is going on. I do not know that I am too troubled by letting management have its own internal systems of measuring.

One of the concepts of the program expenditure plans is that they state their bench marks of the various major criteria for measurement and state that in their plans, so that parliamentarians can have some understanding of what their productivity measurements are. Now that is not happening yet. When it does, and when we review the program expenditure plans, I think we will be able to audit against their stated productivity measures and give parliamentarians some assurance that what you get in terms of the revised form of the estimates—with the data that they are using—is sound, and that you can rely on it. So we will be looking at those.

If nothing is happening then, I agree with you that you should have external work done to have measures. Whether or not you want to have external people do measuring for you at all times—I suggest it can be done internally by management. As long as that system is reliable to management, then I am not troubled by it.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Dye.

Mr. Herbert: I will go second round on that.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you.

Mr. Gamble, do you have further interesting questions?

Mr. Gamble: I have further questions. It remains to be seen whether they are interesting, Mr. Chairman.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Go ahead.

Mr. Gamble: Mr. Dye, I had hoped that, by this time in the day and in this meeting, we would have been joined by some of our colleagues from this committee. I would only comment that their non-attendance here is probably a recognition of the fact that they accept, without reservation, the services that you and your office render to the House of Commons and its members. But I nevertheless apologize for the small number of our colleagues who are here.

• 1625

Let me ask you about a matter we discussed some long time ago and it dealt with the issue of interim reports. You were of the view that it would be appropriate that, in the event matters came to light that required some immediate disclosure, those matters would be disclosed to the House.

I recognize that the act as I recall—the Auditor General's Act—makes provision for that in any event. I was wondering

[Translation]

Voulez-vous me dire ce que vous en pensez, monsieur Dye, croyez-vous—êtes-vous au courant—que le système établi par le Conseil du Trésor sera lui-même productif puisque le travail se fait de l'intérieur?

M. Dye: Monsieur le président, la responsabilité des cadres est assurée si ces derniers disposent des mesures nécessaires pour comprendre ce qui se passe. Je ne me sens pas très inquiet de laisser l'administration disposer de son propre système interne de mesure.

Un des concepts des projets de dépenses des programmes, c'est que ceux-ci disposent de leurs propre repères pour les divers critères importants de mesure, ils sont mentionnés dans les projets, ainsi les parlementaires pourront comprendre ce que sont ces mesures de productivité. Cela ne se fait pas encore. Lorsque cela se fera, lorsque nous réviserons les projets de dépenses des programmes, nous pourrons, je crois, vérifier en nous servant de leurs mesures de productivité pour donner aux parlementaires des garanties que ce que vous obtiendrez sous forme révisée pour le budget—de même que les données utilisées—est sérieux et que vous pouvez vous y fier. Nous allons donc examiner ces choses.

Si rien ne se produit, je suis d'accord avec vous, il faudra que le travail soit fait de l'extérieur pour obtenir ces mesures. Que vous vouliez ou non des gens de l'extérieur pour le faire tout le temps—je crois que la chose peut se faire à l'intérieur par la direction. Pour autant que le système puisse se fier à la direction, la chose ne me préoccupe pas.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Dye.

M. Herbert: J'en reparlerai de nouveau au second tour.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci.

Monsieur Gamble, avez-vous d'autres questions intéressantes?

M. Gamble: J'ai d'autres questions. Reste à savoir si elles sont intéressantes, monsieur le président.

Le président suppléant (M. Cousineau): Allez-y.

M. Gamble: Monsieur Dye, j'espérais qu'aujourd'hui, pour cette réunion, nous aurions pu compter sur la présence de certains de nos collègues de ce Comité. Je ne puis que souligner que cette absence est due probablement au fait qu'ils acceptent sans réserve les services que vous-même et votre bureau offrez à la Chambre des communes et à ses membres. Néanmoins, je m'excuse pour le petit nombre de nos collègues ici présents.

Permettez-moi d'aborder une question dont nous avons discuté il y a très longtemps, celle des rapports provisoires. Vous étiez d'avis qu'il serait approprié, si les questions abordées devaient être divulguées immédiatement, de les divulguer à la Chambre.

Si je me souviens bien, la loi—la Loi sur le vérificateur général—contient des dispositions à cet effet. Je me demandais

[Texte]

whether your views of interim reports were such that it would have to be of some kind of a glaring irregularity to permit you to exercise that power to bring in an interim report; or whether your comments were directed to the solution of what I consider to be a major problem with respect to the way in which members of Parliament, who have an inclination to get into something juicy, have that opportunity taken from them because of the delays and circumstances between the issue or examination of it and then finally a report with respect to that matter.

Could you then explain whether you think maybe more regular reports would create a great burden on your office or whether, in fact, we could look forward to that type of thing with some degree of regularity—without looking at something that was glaringly bad?

Mr. Dye: Mr. Chairman, in answer to Mr. Gamble's question, there are two issues here. One is the issue of a matter of significance and urgency that Parliament should know about. Clearly under Section 8, if such an issue arose, I have the obligation to report immediately or as quickly as I can to Parliament.

The issue I am addressing is the question of what I do with information I have already got produced, ready to go in the next year's annual report. It sits in our vaults waiting for the annual tabling date because our present legislation requires that the Auditor General report annually. It does not say, at least annually or as frequently as you would choose to. It just says annually and so the legal opinions I have on that is I am allowed to report once a year to Parliament on the usual matters of the operations of government.

It is my view that is unfortunate, because I think timeliness of our reporting is useful to the Public Accounts Committee. So we have taken the initiative this year to get our act changed and I am told that our proposal, which has been reviewed the Treasury Board, has been advanced through the usual plan of deputy minister review and Privy Council review. We are at a point where I believe this legislation will be advancing to Parliament shortly; I hope, very shortly.

Should it be passed by Parliament, and I hope it would be, then I am in a position to report almost immediately one chapter on the Department of National Defence to Parliament. I would hope that such a report would then be received and transferred to the Public Accounts Committee and receive immediate discussion, rather than wait for a chap who is sitting there right now, ready to go, who is going to have to wait under the present legislation until next November.

Now, certainly any recommendations we have at this point in time, have been—the department is fully aware of them and action is being taken. But I think Parliament should know what is going on. And even if it is a very bland report which tells Parliament you should have assurance that in such-and-such a department, everything is okay, that, I think, is valuable information for Parliament. You do not have to be told

[Traduction]

si votre opinion au sujet des rapports provisoires était qu'il faudrait en quelque sorte réunir les irrégularités flagrantes pour vous permettre d'exercer ce pouvoir de présenter un rapport provisoire, ou si vos remarques s'adressaient à la solution de ce que je considère être un problème important concernant la façon dont les députés du Parlement, qui sont portés à soulever des histoires savoureuses, si cela donc serait retiré à cause des retards et des circonstances entre la publication ou l'examen de la question et finalement un rapport s'y rapportant.

Pourriez-vous m'expliquer si, à votre avis, des rapports réguliers imposeraient un lourd fardeau à votre bureau ou si, en réalité, nous pouvons nous attendre à recevoir ce genre de rapport régulièrement—sans y voir quelque chose éminemment mauvais?

M. Dye: Monsieur le président, en réponse à M. Gamble, j'y vois deux questions. La première, c'est la question de sujets importants et urgents dont le Parlement doit être au courant. Il est évident qu'en vertu de l'article 8, si une telle question survient, j'ai l'obligation de faire rapport sans tarder aussi rapidement que possible au Parlement.

La question qui m'intéresse est celle de savoir ce que je fais avec l'information dont je dispose, celle qui doit être publiée dans le rapport annuel de l'année d'après. Ces renseignements sont conservés dans nos coffres-forts pour être déposés à la date prévue dans la loi actuelle, tel qu'exigé annuellement du vérificateur général. Il n'est pas dit que cela doit être fait annuellement ou aussi fréquemment qu'il choisit de le faire. On dit simplement annuellement, et d'après les avis juridiques que j'ai reçus, je peux faire rapport une fois l'an au Parlement sur les questions habituelles concernant les activités du gouvernement.

A mon avis, c'est dommage, car je pense que l'à-propos de nos rapports est utile au Comité des comptes publics. Par conséquent, nous avons cette année pris l'initiative de modifier notre loi et on me dit que notre proposition, qui a été examinée par le Conseil du Trésor, a été avancée dans le programme habituel de révision du sous-ministre et du Conseil privé. Nous en sommes donc au point où, à mon avis, cette loi sera présentée au Parlement bientôt, très bientôt, j'espère.

Si elle était adoptée par le Parlement, j'espère qu'elle le sera, je serais en mesure de faire rapport immédiatement au Parlement d'un chapitre concernant le ministère de la Défense nationale. J'espère que ce rapport sera reçu et transmis au Comité des comptes publics pour discussion immédiate plutôt que d'attendre un bonhomme qui est là présent, prêt à partir, mais qui doit attendre, en vertu de la loi actuelle, jusqu'à novembre prochain.

Par ailleurs, il est certain que les recommandations que nous avons à ce moment-ci, ont été... Le ministère les connaît bien et des mesures sont déjà prises. Cependant, je crois que le Parlement devrait être au courant de ce qui se fait. Même s'il s'agit d'un rapport très quelconque qui ne fait que rassurer le Parlement que dans tel ou tel ministère les choses vont très bien, c'est à mon avis des renseignements valables pour le

[Text]

there is a mess here all the time. I think it is equally important for you to know that when we complete our comprehensive audits every five years, things are indeed going well.

Mr. Gamble: Well I am encouraged to hear that not only do you recognize that would be an improvement but you have taken the steps to see if you cannot, on your own, with the support of the Treasury Board and presumably the House, change the act so you will be in a position to do what you think is appropriate.

Let me ask you whether, in terms of rendering this service on a regular basis, you view that process as involving a greater expenditure of money or less, or about the same amount?

Mr. Dye: I think, Mr. Gamble, there will be an improvement in the efficiency of my office. The activities, at this point in time, tend to crescendo just in advance of the issuance of our report. It is a gigantic effort for us to get this whole thing over to the printer and then off to Parliament.

• 1630

Mr. Gamble: Yes.

Mr. Dye: So we tend to have a very cyclical kind of office.

It would seem more practical to me to have things smoothed out a bit, so that we reduce the overtime at one point and get more effective use of people and a greater sense of urgency throughout the whole year, instead of this big peak of activity.

Mr. Gamble: Of course, with your background you are accustomed to that kind of urgency at or about the end of April in every year; so I suppose you have carried that over into this practice and would like to get rid of it, as I am convinced most people would.

Let me ask you whether anything has developed with respect to your appointment as the auditor for the Post Office, the Crown corporation. What is the status of that matter?

Mr. Dye: Yes, Mr. Gamble; our office has been appointed as a co-auditor. The Post Office Act provides for the joint appointment of auditors on a two-year rotating basis; we have been given a term of two years, and another firm, Maheu, Noiseux Inc., has been given a three-year appointment.

Now, whether or not we will be reappointed is a matter of question. The Prime Minister, in his letter to me, suggested that it might be desirable to have two private-sector auditors. I have written back to him assuring him of my continuing interest; after 104 years in the Post Office, it would be very desirable for the Office of the Auditor General to maintain an interest in any department or agency or Crown corporation that uses at least \$600,000,000 annually of the taxpayers' money.

[Translation]

Parlement. On ne peut pas vous dire tout le temps que c'est la pagaille. C'est également important que vous sachiez que lorsque nous terminons nos vérifications intégrées tous les 5 ans, les choses vont très bien.

M. Gamble: Je suis très encouragé d'entendre que non seulement vous y voyez là une amélioration, mais que vous avez pris des mesures pour voir si vous ne pouvez pas, de votre propre chef, sans l'appui du Conseil du Trésor, et probablement de la Chambre, modifier la loi afin d'être en mesure de faire ce que vous croyez être approprié.

Si vous deviez rendre ce service de façon régulière, permettez-moi de vous demander si, à votre avis, ce processus comporte de plus grandes dépenses ou le contraire, ou si c'est la même chose?

M. Dye: Je crois, monsieur Gamble que cela améliorerait l'efficacité de mon bureau. A ce moment-ci, les activités sont dans une période de pointe en prévision de la publication de notre rapport. Cela représente pour nous un effort gigantesque que d'envoyer tout cela à l'imprimeur et ensuite au Parlement.

M. Gamble: Oui.

M. Dye: Nous avons donc un bureau à tendance très cyclique.

Il me semble que ce serait plus pratique d'étaler un peu les choses, afin de réduire le temps supplémentaire à une certaine période, pour mieux utiliser le personnel et pour qu'un sentiment d'urgence y règne toute l'année plutôt qu'en période d'activité.

M. Gamble: Il est évident qu'avec vos antécédents, vous êtes habitué à ce genre d'urgence vers la fin du mois d'avril de chaque année; par conséquent, je suppose que vous avez apporté cela avec vous dans votre travail actuel et que vous aimeriez vous en débarrasser, comme le voudraient également bien des gens.

Permettez-moi de vous demander s'il y a quelque chose de nouveau concernant votre nomination comme vérificateur des Postes, la société de la Couronne. Où en sont les choses?

M. Dye: Oui, monsieur Gamble, notre bureau a été nommé comme co-vérificateur. La Loi sur la Société des postes prévoit la nomination conjointe de vérificateurs et une rotation tous les deux ans, on nous a donné un mandat de deux ans, et une autre maison, Maheu, Noiseux Inc., a été nommée pour une période de trois ans.

Quant à savoir si nous serons ou non nommés de nouveau, c'est là une tout autre question. Le Premier ministre me disait dans la lettre qu'il m'a adressée que ce serait peut-être souhaitable de nommer deux vérificateurs du secteur privé. Je lui ai répondu par lettre et je l'ai assuré de mon intérêt soutenu; après 104 ans aux Postes, il serait très souhaitable que le bureau du vérificateur général conserve un intérêt dans tout ministère ou agence ou société de la Couronne qui dépense annuellement au moins 600 millions de dollars de l'argent des contribuables.

[Texte]

Mr. Gamble: That is exactly my point. I think you will find that, if you examine one of my many speeches in the House on the Canada Post corporation, that issue was dealt with in it. I think it would be regrettable in the event that your office was removed as one of the co-auditors for Canada Post corporation, for the very reason you have given. Taxpayers' money, both directly and indirectly, is being used for the purpose of sustaining the corporate existence of that organization.

Let me ask you a general question, if I may. I raised the issue of the Post Office with you today, and you have expressed some concerns of a legitimate nature with respect to what may happen in the future. Is there anything that you would like to tell this committee about your other concerns, whatever they may be, that may not have found their way into this report of yours? Is there anything that you would like to specifically disclose to us that may concern you?

Mr. Dye: Mr. Chairman, I am not sure if Mr. Gamble is asking me with respect to my budget, or with respect to items generally.

Mr. Gamble: No, no. Items generally.

You mentioned the Post Office, but we got to it as a consequence of a direct question. There may be other matters of a similar nature that concern you, but that you will not tell us unless we specifically ask you. I am now asking you to just unburden yourself, if you have a problem of that kind that you would like to discuss with this committee.

Mr. Dye: Mr. Chairman, Mr. Gamble is giving a marvellous opportunity here to suggest to you my extreme concerns with respect to what we are calling the "subgovernment"—not only the Crown corporation issue, where I think Canada needs much improved legislation regarding Crown corporations, but also all the other wholly owned enterprises of Canada that do not form Crown corporations because they are not scheduled under the Financial Administration Act.

I am conducting a considerable amount of research this year, and I suspect that you will see either a whole chapter or considerable editorial comment by me on this situation next year. It could well be that we have out there an operation half the size of the federal government, an operation of which Parliament should have control and over which it should have some accountability—or it should be accountable to the Parliament—but Parliament is unaware of their activities or what is going on with respect to their business activities, their debt situations and items that may well impact on Parliament.

So one of my most serious concerns, and the area where I think I have spent a disproportionate amount of my time this year, has been that of Canada's investments in enterprises. It is the Crown corporation issue generally, but extended well beyond into what we are calling the subgovernment. So I am very concerned there, and I think that is probably the single most important item.

[Traduction]

M. Gamble: C'est exactement ce que je voulais dire. Vous verrez, je crois, si vous lisez un de mes nombreux discours à la Chambre concernant la Société canadienne des postes, que cette question est soulevée. Ce serait regrettable, à mon avis, que votre bureau soit retiré comme étant un des co-vérificateurs de la Société canadienne des postes, pour la raison même que je vous ai donnée. L'argent des contribuables, directement et indirectement, est utilisé pour que cette organisation continue à survivre comme société.

Permettez-moi de vous poser une question générale. Je vous ai parlé des Postes aujourd'hui, et vous avez exprimé quelque inquiétude, de nature légitime, sur ce qui pourrait survenir à l'avenir. Voulez-vous nous parler un peu de vos préoccupations, quelles qu'elles soient, si elles ne sont pas déjà mentionnées dans votre rapport? Voulez-vous nous divulguer quelque chose de particulier qui vous préoccupe?

M. Dye: Monsieur le président, je ne suis pas certain si M. Gamble veut parler de mon budget ou d'autres questions en général.

M. Gamble: Non, non, des questions générales.

Vous avez mentionné les Postes, mais nous en avons entendu parler suite à une question directe. Il y a peut-être d'autres questions semblables qui vous préoccupent, mais dont vous ne nous parleriez pas à moins qu'on vous pose directement les questions. Je vous demande simplement de vous décharger d'un fardeau, si vous avez un problème dont vous voudriez discuter avec les membres du Comité.

M. Dye: Monsieur le président, M. Gamble me donne une occasion excellente de vous parler de mon inquiétude extrême concernant ce que nous appelons le «sous-gouvernement» non seulement de la question des sociétés de la Couronne, où le Canada devrait obtenir une meilleure loi, mais également de toutes les autres entreprises qui appartiennent entièrement au Canada, qui ne sont pas des sociétés de la Couronne, parce qu'elles ne sont pas mentionnées dans la Loi sur l'administration financière.

Je suis en train de faire énormément de recherches cette année à ce sujet, et je soupçonne que je vous donnerai l'an prochain tout un chapitre ou du moins un commentaire éditorial considérable à ce sujet. Et c'est peut-être bien que nous ayons là une opération dont la taille fait la moitié de celle du gouvernement fédéral, une opération sur laquelle le Parlement devrait avoir le contrôle ou une certaine responsabilité—ou du moins qu'elle devrait être imputable au Parlement—mais le Parlement n'est pas du tout au courant de ces activités, de ce qui se passe, des dettes, et des postes qui pourraient avoir une répercussion sur le Parlement.

Par conséquent, une de mes préoccupations les plus graves, et un des domaines sur lesquels j'ai passé beaucoup trop de temps cette année, c'est celui des investissements au Canada dans les entreprises. Il s'agit en général de la question d'une société de la Couronne, mais cela va plus loin et nous appelons ça maintenant, le sous-gouvernement. Je suis donc très préoccupé.

[Text]

Another item, I think, would be to maintain the concern of government about accountability. I think there was a great crescendo of interest in accountability in 1977. We had an Office of the Comptroller General appointed, a new Auditor General Act, and there was a flurry of activity. I hope this is not just posturing on behalf of the government through departments and agencies; just a bunch of fog out there which will not provide real information for parliamentarians. The accountability issue, I am going to continue to press on that one until we get it in place. I imagine it is the kind of thing you continually press with, and Auditors General a century from now will still be talking about accountability.

• 1635

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Dye. A third round, maybe, Mr. Gamble. Mr. Anguish, 10 minutes.

Mr. Anguish: Thank you, Mr. Chairman. I would like to go back to the questioning I was on earlier, about the professional and special services that are paid out of your office. I would like to know how the firms are selected. Is it correct, first, that the money paid under this allocation is paid directly to firms? If it is paid to firms, I would like to know how those firms are selected.

Mr. Dye: Mr. Chairman, let me deal with Mr. Anguish's last question first. The money is paid to the firms. The criterion for the selection of firms is that we spread business around, if you will. We have a large number of firms involved, and I have long schedules of them here, those which we paid over the last seven years.

Basically, we look for the experience they have that fits our particular requirement. In some cases, if it is an audit assignment requiring a large accounting firm, it may well be that expertise resides in 10 firms in this country and we might well go with a firm we have already had very good experience with on that topic. We do not go to quotations and bids on these things. Because of the number of people in our organization who have knowledge of the firms, we have been making these decisions based on our knowledge of the firm's expertise and our previous experience with them.

Mr. Anguish: Are you totally unrestricted in your selection? It rests with your office, the selection of the firms that are engaged under the professional and special services.

Mr. Dye: Yes, we can hire whomever we please. I think we have been fair to all firms, if you look at the analysis over time. I am not aware of firms that feel they have been abused

[Translation]

cupé, et c'est là probablement une des questions les plus importantes.

Il y a aussi une autre question, celle de conserver au gouvernement le souci de l'imputabilité. Il y a eu un regain d'intérêt en 1977 pour cette notion d'imputabilité. Nous avons créé un poste de contrôleur général, et il y a eu une nouvelle loi sur le vérificateur général, le tout s'entourant d'un regain d'activités. J'espère que la chose ne fait pas que dormir dans le ministère et les organismes gouvernementaux; je crains qu'il n'y ait simplement beaucoup de bruit fait autour de ces nouvelles dispositions, mais qu'on n'obtienne pas les véritables renseignements dont les députés ont besoin. Je continuerai donc à faire pression pour que cette notion d'imputabilité soit mise en place correctement. Je suppose que c'est un sujet dont il faut se préoccuper de façon permanente, et que dans un siècle, les vérificateurs généraux continueront à parler d'imputabilité.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Dye. Nous aurons peut-être un troisième tour de questions, monsieur Gamble. Monsieur Anguish, dix minutes.

M. Anguish: Merci, monsieur le président. Je voudrais revenir aux questions qui me préoccupaient tout à l'heure, concernant les services spéciaux et spécialisés auxquels votre bureau a recours. Je voudrais savoir comment les firmes sont sélectionnées. Et tout d'abord, est-il exact que ce qui est versé dans le cadre de cette allocation est versé directement aux firmes? Et dans ce cas, j'aimerais savoir comment lesdites firmes sont choisies.

M. Dye: Monsieur le président, je pourrais peut-être répondre d'abord à la dernière question de M. Anguish. Les sommes sont effectivement versées aux firmes. Quant aux critères de sélection, disons que nous cherchons à répartir ce que nous avons à offrir. Cela concerne un nombre important de firmes, et j'en ai la liste ici, c'est-à-dire celles auxquelles nous avons eu recours depuis sept ans.

Fondamentalement, nous cherchons à voir de quel type de compétences elles peuvent faire état, en fonction de notre demande du moment. Dans certains cas, le travail de vérification comptable exige peut-être que l'on ait recours aux services d'une firme importante, et s'il y a environ dix choix possibles au Canada, il se peut que nous fassions alors appel à une société qui nous a déjà donné entière satisfaction dans le domaine considéré. C'est-à-dire que nous ne passons pas par la procédure de publicité et d'appels d'offres traditionnels. Étant donné que nous avons nous-mêmes beaucoup d'employés qui connaissent très bien ces firmes, nous prenons nos décisions en fonction de ce que nous savons des compétences de chaque firme considérée, et des résultats de notre collaboration passée.

M. Anguish: Êtes-vous tout à fait libres de choisir? Le choix de ces firmes recrutées pour services spécialisés vous revient entièrement.

M. Dye: Oui, nous choisissons qui nous voulons. A la longue, nous finissons par égaliser les chances. Je ne sais pas que les firmes aient l'impression d'avoir été désavantagées.

[Texte]

by not getting opportunities to present their services to our office.

Mr. Anguish: You do not have a regular stream of grievances coming into your office from firms that have not been selected.

Mr. Dye: None that I am aware of.

Mr. Anguish: A couple of cases that come to mind for me and, again, something I have become upset with from time to time, is the area of your mandate; I suppose the flexibility of the mandate you have to deal with.

Back in April, April 22, I believe, if the date I have here is correct, you were asked to testify before the Standing Committee on Energy Legislation on Bill C-102. As far as I know, it was the first time the Auditor General was invited to testify before a standing committee of the House on a specific bill being studied. I am wondering if it is your intention to have your mandate widened so that you can comment on legislation being studied by Parliament.

A second case I can think of where I personally would like to see your mandate widened would be when in the Public Accounts Committee we looked at the oil compensation program. I believe it was the feeling of the Public Accounts Committee—and I do not think I am divulging anything because of being a member of the subcommittee on Public Accounts—that the oil compensation program actually had been within their mandate in paying compensation to import oil and that they were not at any fault in the way they were administering that program.

However, where many members of the committee became frustrated was that the oil compensation program, although it was being followed, was in direct contradiction to government policy. The government policy I am thinking of would be generally the National Energy Program, but more specifically the goal of attaining energy self-sufficiency. Under the oil compensation program, what is happening, of course, is that refiners are finding it to their advantage to buy oil from other countries because of the break they get because of the lower world price right now and the compensation they get from the federal government. We find oil is being held back in western Canada; oil is produced as Canadian oil and is not being purchased to help attain energy self-sufficiency.

• 1640

That is a second example I can think of where I would like to see your mandate widened, because I think you should be able to comment on that or investigate that: not the fact that they were not following the policy set down for them or the mandate they had to administer the oil compensation program, but the fact that they were in contravention of a very basic policy of this government.

Mr. Dye: Going back to the invitation by the Energy committee to appear and discuss, I think it was to be Bill

[Traduction]

M. Anguish: Ne recevez-vous pas de façon assez continuelle des plaintes de sociétés qui n'ont pas été sélectionnées.

M. Dye: Pas à ma connaissance.

M. Anguish: Un certain nombre de points continuent à soulever ma stupéfaction de temps en temps, et cela concerne votre mandat; je suppose qu'il s'agit de la souplesse de ce mandat.

En avril, le 22 avril, je crois, si ma date est exacte, on vous a demandé de témoigner devant le Comité permanent de la législation énergétique, à propos du projet de loi C-102. A ma connaissance, c'était la première fois que le vérificateur général était invité à témoigner devant un comité permanent de la Chambre à propos d'un projet de loi particulier mis à l'étude. Serait-il de votre intention d'élargir le cadre de votre mandat, afin que vous puissiez faire connaître vos commentaires lorsqu'un projet de loi est à l'étude?

Un deuxième cas qui me laisse penser qu'il serait bon d'élargir ce mandat, concerne le Comité des comptes publics où nous avons examiné le Programme d'indemnisations pétrolières. Je pense que le Comité des comptes publics... et je ne pense pas révéler ici quelque chose que je serais seul à savoir en qualité de membre du Sous-comité... avait le sentiment que ce programme d'indemnisations pétrolières relevait de son mandat, en ce qui concerne le versement des indemnisations aux importateurs de pétrole, et qu'il n'y avait donc aucune erreur dans sa façon de veiller à ce que le programme soit bien suivi.

Toutefois, de nombreux membres du Comité se sont trouvés extrêmement gênés par le fait que ce programme d'indemnisations pétrolières, qui était d'ailleurs respecté, se trouvait en contradiction directe avec la politique gouvernementale. Cette politique à laquelle je pense est celle du Programme énergétique national, et plus précisément de la poursuite de l'autosuffisance énergétique. Or, ce programme d'indemnisations pétrolières amène les raffineurs à acheter du pétrole à l'étranger, puisque le prix a baissé et qu'ensuite ils touchent cette indemnisation du gouvernement fédéral. Ce qui se passe ensuite, c'est que le pétrole nous reste sur les bras dans l'Ouest du Canada, on le produit et ensuite il n'est pas acheté, tout cela pour essayer d'obtenir l'autosuffisance.

Voilà donc un deuxième exemple où je crois que votre mandat pourrait être élargi, pour que vous puissiez faire vos commentaires ou faire une recherche: non pas sur le fait que la politique décidée n'aurait pas été respectée, ni même le mandat selon lequel ils étaient chargés de veiller à l'administration correcte du programme d'indemnisation pétrolière, mais sur le fait qu'ils étaient en contradiction avec une des politiques les plus fondamentales de ce gouvernement.

M. Dye: En ce qui concerne notre comparution et notre participation au comité sur la législation énergétique, je crois

[Text]

C-102; I found it a very frustrating experience. I think it was the first time our office had testified before a committee other than Public Accounts. I may be wrong on that, but that is what I have been led to believe. Not being sure what the committee wanted, we had been informed they wanted to talk about Bill C-106, I believe it was—I entered thinking they were going to be talking about Bill C-106, and the discussion revolved around Bill C-102. I found that a bit frustrating: not being able to prepare properly to assist parliamentarians.

I also found myself in a situation where the committee was very partisan. My experience in the Public Accounts Committee—it is not a partisan situation, and therefore I am able more rationally to discuss matters without getting myself involved in areas of policy, which is not my mandate. Your business is policy. My business is auditing. So I found myself in the middle of a barrel with all guns pointed at me, and that was not the most comfortable experience.

I would again accept an invitation. I believe I am obliged, as Parliament's auditor, to respond to parliamentarians' request that I appear. So should a parliamentary committee ask that I come, sure, I will come; but I would like to be of some help. I do not like to waste my time.

As for the oil compensation program, I am sure I share all your views as you have stated them, but our office has become acutely aware of the interest of parliamentarians in getting the oil moved along very quickly and with more emphasis and with a broader-scope approach to the Oil Import Compensation Program. As a consequence of the activities of the Public Accounts Committee, even though their proposed motion to have us do some special work did not pass, we indeed have moved on our own volition and will be able to report fully to Parliament on those matters. We have certainly heard the message of the parliamentarians.

Mr. Anguish: Do you believe you currently have the mandate, though? What I am trying to get at is that I was frustrated with one of the representatives of your office, maybe unjustly, at that specific Public Accounts Committee meeting, because we were there looking at the program and it became very obvious that the people who are administering the oil compensation program were doing what was set down for them to do. They were following the guidelines of that program as set down for them. However, it was in such direct opposition to government policy that I am wondering if your mandate, you feel, is wide enough to look into something like that, or if it should in fact be widened. I think it should be widened if you do not currently have the mandate to look at a program that is put in by the government and that is in contradiction to a very basic government policy.

[Translation]

qu'il s'agissait du projet de loi C-102, je dois dire que l'expérience a été extrêmement décevante. C'était la première fois que notre bureau devait témoigner devant un comité autre que celui des comptes publics. Peut-être me trompai-je, mais c'est du moins ce que j'ai été amené à penser. Nous ne savions pas exactement de quoi le comité voulait discuter, et nous avions reçu une information selon laquelle il s'agirait du projet de loi C-106, je crois—et je me suis présenté en pensant que nous allions discuter du projet de loi C-106, alors que tout a tourné autour du projet C-102. La séance a été extrêmement frustrante, puisque je n'avais pu me préparer correctement pour répondre aux questions des députés.

Je me suis trouvé ensuite dans une situation où le comité prenait des positions très partisans. L'expérience que j'ai pu retirer du Comité des comptes publics est que je ne suis jamais mêlé à des discussions partisans, et que je suis mieux en mesure de discuter rationnellement des questions sans devoir m'ingérer dans des domaines de nature politique, puisque cela ne correspond pas à mon mandat. La politique est votre affaire, et la vérification est la mienne. Finalement, je me suis trouvé pris sous le feu croisé des questions et réponses, et la situation était pour le moins inconfortable.

Mais évidemment, je serai tenu d'accepter toute invitation, puisque ma qualité de vérificateur au service du Parlement m'y oblige. Si un comité parlementaire me le demandait, je comparais. Mais je dois ajouter que j'aimerais alors pouvoir être d'une utilité certaine, je n'aime pas perdre mon temps.

En ce qui concerne le programme d'indemnisation pétrolière, je suis sûr que je partage vos points de vue, mais notre bureau a compris l'intérêt des parlementaires à ce que toute cette législation pétrolière soit adoptée rapidement, et que l'on fasse une plus grande place à ce programme d'indemnisation des importations de pétrole. Étant donné ce qui s'est passé au Comité des comptes publics, et bien que la motion proposée de nous demander de faire un travail spécial n'ait pas été acceptée, nous avons pris de notre côté des initiatives et nous pourrions faire un rapport complet auprès du Parlement sur ces questions. Je crois que là le message des parlementaires a bien été perçu.

M. Anguish: Mais pensez-vous que cela rentre dans le cadre de votre mandat? Je dois dire que j'ai été un petit peu déçu par l'un des représentants de votre bureau, peut-être de façon injuste, lors de cette réunion particulière du Comité des comptes publics; nous étions en train d'examiner donc ce programme, et il est devenu très évident que les personnes chargées d'appliquer ce programme d'indemnisation pétrolière faisaient exactement ce qui leur avait été demandé. Elles s'en tenaient avec précision aux directives du programme. Malheureusement, tout cela était en contradiction totale avec la politique gouvernementale, et je me demande donc si votre mandat est suffisamment large pour vous permettre de vous impliquer dans une question comme celle-là. Je pense donc que ce mandat devrait être élargi, si pour le moment vous n'avez pas la possibilité de dénoncer ce type de contradiction entre un

[Texte]

Mr. Dye: I think the present mandate I have is adequate, given that I have the interpretation of that mandate. I think maybe our office has been somewhat timid in its interpretation of the mandate, and I, having gained a bit of confidence, having been here a little over a year now, have a better understanding of what it is I can and cannot, or maybe should or should not, do, and I think my view will be that our office will take a very broad view of our mandate, take some risks that maybe have not been interpreted as activities we should engage in, and if Parliament does not like it, they can fire me.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Dye.

Mr. Herbert.

Mr. Herbert: Mr. Chairman, just a couple of minutes to follow up on the point on which I was questioning before.

Mr. Dye, we have established that you agree that you have the responsibility for commenting to us on the adequacy of systems that are in place for project evaluation. I think I would probably be correct in assuming adequacy of systems would also require the reporting responsibilities. In other words, you would, presumably as far as project evaluation was concerned, ensure that the reports reached sufficiently far up the line that any necessary corrective action could be taken, at least that they would not stop at a point where something could be covered up because that would surely be part of the system.

• 1645

I want now to go back to productivity measurement which is bothering me a lot, because this is internal. What you may report to us, in your annual reports, on inadequacies in systems for project evaluation, do you think it is adequate to have a system of productivity measurement which is internal to the department, and therefore stops at some level within the department? How can we receive some assurance from your office that the system which is being used within the department to measure their own productivity is itself, not only adequate, but say comparable to other departments? I am very much bothered by the internal aspects of this measurement game as far as productivity is concerned. Can you tell me where you feel you would fit in in telling us if you felt that what was being done within the department as far as productivity is concerned, as distinct from project evaluation. Do you have a mechanism by which you can tell us, frankly the secretaries in this department only turn out half as many letters as the secretaries in the other departments. I am using a rather ridiculous example, but to make a point.

Mr. Dye: Mr. Chairman, in answer to this question, I believe we have a responsibility to report to Parliament should

[Traduction]

programme mis en place par le gouvernement et les orientations fondamentales de sa politique.

M. Dye: Je pense que notre mandat nous le permet, du moins si son interprétation me revient. Je crois que nous avons été quelque peu timides jusqu'ici en matière d'interprétation des termes de ce mandat; mais me trouvant en poste depuis un peu plus d'un an, j'ai un peu plus confiance en moi, je comprends mieux les limites de ce qui m'est demandé, de ce que je devrais ou ne devrais pas faire, et je crois que nous allons donner une interprétation assez générale à ce mandat, prendre des risques dans certaines directions qui jusqu'ici avaient paru exclues; au cas où cela n'agréerait pas au Parlement, je pourrais toujours être licencié.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Dye.

Monsieur Herbert.

M. Herbert: Monsieur le président, je voudrais simplement quelques minutes pour revenir à ce que j'ai demandé tout à l'heure.

Monsieur Dye, nous sommes d'accord pour dire que vous avez la responsabilité de commenter devant nous le bien-fondé de certains systèmes mis en place pour l'évaluation de projets. Je pense qu'il est également exact de dire que ces dispositifs devraient également prévoir des responsabilités en matière de rapports à faire. À propos donc de ces évaluations de projets, vous devriez pouvoir garantir que les rapports sont ensuite connus à un échelon suffisamment haut de la hiérarchie, afin que toute action corrective puisse être décidée, et qu'aucun élément d'information n'est bloqué quelque part pour essayer de couvrir certaines erreurs, ce qui ensuite donc ferait partie intégrante du système.

Je voudrais revenir maintenant aux mesures de productivité au sujet desquelles je me pose beaucoup de questions, du fait que le dispositif est à usage intérieur dans votre administration. Quels que soient les commentaires que vous puissiez faire dans vos rapports annuels sur les insuffisances des systèmes d'évaluation de projets, pensez-vous qu'il soit juste d'avoir un dispositif de mesures de productivité, qui soit interne à votre ministère, et qui donc reste bloqué à un certain niveau à l'intérieur de ce dernier? C'est-à-dire, comment pouvons-nous être certains que le dispositif qui est utilisé dans votre administration, pour mesurer votre propre productivité, est bien choisi, mais qu'il est également comparable à celui des autres ministères? Je me pose beaucoup de questions sur cet aspect interne de l'utilisation des critères de mesure concernant la productivité. Pourriez-vous nous dire ce qui se fait donc dans votre administration en matière de productivité, en distinguant bien de l'évaluation de projets. Avez-vous les moyens de nous dire que par exemple les secrétaires de cette administration rédigent moitié moins de lettres que celles des autres ministères. Même si l'exemple prête un peu à rire, je veux que vous compreniez où je veux en venir.

M. Dye: Monsieur le président, je pense que lorsque les systèmes de mesures utilisés dans les administrations ne sont

[Text]

the internal measurement systems not be adequate to give the management of a department information that they should expect to have or would need to be effective managers. Now, if the departments themselves refuse to proceed with reasonable measurements and that process tends to be imposed on them by the Office of the Comptroller General, if that work was not done we would go in and do it. I would hope that the management would undertake to do this themselves. It is not our job to go around and do that kind of work; but, should those systems not exist, and it is reasonable to expect that they would exist, I think we would then, on a random basis, go in and do these measurements. We do have considerable methodology developed for determining efficiency.

Mr. Herbert: Would that extend to ensuring that the measuring system goes sufficiently up the line that if there are inadequacies, it reaches not just the top management in the department, but eventually the Treasury Board and the Comptroller General?

Mr. Dye: I think that aspect is squarely on our shoulders. If they do not exist and they should reasonably exist, it is our responsibility to report to you, and we may go so far as doing some measurement work ourselves to gain a grasp of what the problem might be.

Mr. Herbert: So whether or not there is any cover up, we can have the assurance that you look upon it as your responsibility, as the Auditor General. If you find any evidence of this type of thing, of inadequacies stopping at a certain level, you would report to Parliament.

Mr. Dye: The answer is yes, and a good example might be the Post Office this year—their measures and our measures of the timing of the delivery of mail. The cross-town mail and the cross-country mail and their system of measurement and our independent measures to make sure that their system works, and we advised Parliament that their system was not working accurately.

Mr. Herbert: I am a little more reassured. Individually, I have been suggesting to the President of the Treasury Board that there should be, in effect, an outside audit of this type of thing. I do not mean outside the study even of the Auditor General, but some outside consultant who comes in, who is independent of the department, to put his finger on the management—a consultant type of approach to a department. We do not seem to accept the necessity for that in government. The private sector, if it finds an inadequacy, is willing to go the private consultant route to get an independent opinion, but it seems that government shies away from this approach. I want to make sure that, if there is an inadequacy because of that, at least we have the Auditor General looking over someone's shoulder and pointing out to parliamentarians where he would see a weakness in the system.

• 1650

Mr. Dye: I recall, Mr. Chairman, listening to the Comptroller General giving a speech to the Canadian Management

[Translation]

pas à même de donner à la direction l'information suffisante sur la qualité de la gestion, nous sommes chargés de faire rapport auprès du Parlement. Dans le cas où les ministères eux-mêmes refuseraient de suivre les directives de ces dispositifs de mesures, qui leur sont de façon générale imposés par le bureau du contrôleur général, nous serions alors appelés à faire ce travail. Mais j'espère toujours que la direction en prend elle-même la responsabilité. Ce n'est pas à nous de nous déplacer de ministère en ministère pour le faire, mais à supposer que ces dispositifs soient insuffisants ou même inexistants—mais j'ose espérer qu'ils sont en place—nous serions amenés à faire des contrôles et à fournir les renseignements. Nous avons mis au point des méthodes remarquables pour déterminer l'efficacité.

M. Herbert: Cela permet-il également de garantir que cette information est transmise à un échelon suffisamment élevé, afin que toute insuffisance soit connue non seulement au niveau de la direction du ministère, mais également au Conseil du Trésor et au Bureau du contrôleur général?

M. Dye: Je crois qu'il nous revient effectivement de vous faire connaître toute insuffisance, et nous pourrions éventuellement dans certains cas faire certaines mesures nous-mêmes pour essayer de mieux cerner les problèmes.

M. Herbert: Nous pouvons donc être certains que vous prenez la responsabilité, en tant que vérificateur général, d'éviter que certaines erreurs soient couvertes. Chaque fois que vous auriez la preuve que l'information est bloquée quelque part, vous pourriez faire rapport auprès du Parlement.

M. Dye: Ma réponse est affirmative, et le meilleur exemple est celui des Postes cette année—il s'agissait de leurs mesures et de nos mesures du temps nécessaire à la distribution du courrier. Il s'agissait aussi bien du courrier à l'intérieur d'une ville que d'une ville à l'autre, et nous avons constaté que leur système de mesure et le nôtre ne donnaient pas les mêmes résultats, et nous avons informé le Parlement des imprécisions inhérentes à leur propre système.

M. Herbert: Voilà qui me rassure un peu. Pour ma part, j'ai suggéré au président du Conseil du Trésor qu'il y ait en fait un système de vérification de l'extérieur. Je ne veux pas dire simplement étranger au Bureau du vérificateur général, mais plutôt carrément de l'extérieur, un consultant sans aucun rapport avec le ministère, chargé donc d'étudier la gestion—comme les maisons de conseils y procèdent. Il semble que l'administration n'en voit pas la nécessité, alors que le secteur privé, dès qu'il y a un problème, est décidé à faire appel à une maison de conseils afin d'obtenir un avis indépendant; l'administration semble réfractaire à ce type de solution. Je voudrais être sûr que, advenant qu'une lacune en découle, le Vérificateur général puisse au moins aller vérifier et la signaler aux parlementaires.

M. Dye: Je me rappelle un discours qu'a prononcé le Contrôleur général devant des experts-conseils en gestion. Il

[Texte]

Consultants. In that, he clearly said that it was his intention to engage consultants where necessary. If departments or agencies did not have the staff or the time available to get into the measurement business in a big way soon, he would, through his funds, offer the funding to get the proper measurement systems in place by the use of consultants. So at least the framework could be developed externally and given to the departments; then they could operate it themselves in later periods.

But I do not think there is any suggestion that . . . The Comptroller General is not inclined to go to the private sector to get the management consultants. My observation is that departments and agencies use a lot of management consultants—not necessarily for measurement systems. But they seem inclined to use consultative organizations.

Mr. Herbert: I am glad to hear that from you because the answer from the President of the Treasury Board was quite the contrary. He did not favour the private approach. I was not pushing the private approach; I only wanted to make sure that there was someone looking over someone's shoulder. I think that everyone needs someone to put the finger on him if he is not doing quite the right thing. That is all I have.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Herbert. Now we have nine minutes left—four minutes and a half each. Mr. Gamble.

Mr. Gamble: Mr. Dye, you dealt with a most significant matter when you concluded your remarks at the time when I last questioned you. You spoke about the subgovernment matters that were arising. I can well see a very important area here, tied in with contingent liabilities of the federal government, and linked through either direct Crown corporations or companies that have Crown corporations as shareholders that ultimately get guarantees provided by the Government of Canada. They are disclosed, since they are contingent, as having a risk element of a dollar, even though the real risk element may be billions of dollars in total.

I am thinking of a particular company in Quebec that manufactures jet aircraft for the private purchaser. That company has such a guarantee, valued, as I understand it, on the books of the federal government at a dollar, when the real risk, without the federal government's support, probably is the entire amount of the guarantee.

I wonder whether it is an area which you might make the subject matter of a specific chapter in your report to Parliament, giving a realistic valuation of contingent liabilities. I know it would be very difficult task because one would, presumably, have to go through Supply and Services and maybe the Department of Defence. I do not know who would be involved in some of these guarantees—Supply and Services, most certainly. You might ferret out all of them, follow them down, and examine the financial statements of the Crown corporations and the companies in which those Crown corporations themselves have shares. You might analyse the financial statements of those corporations and then realistically provide

[Traduction]

avait alors dit de façon bien claire que son intention était d'embaucher des experts-conseils au besoin. Si les ministères ou organismes ne disposaient pas du personnel ou du temps nécessaire pour procéder bientôt à ces mesures, il financerait lui-même la mise en place du système approprié par le recours à des experts-conseils. Par conséquent, ces méthodes pourraient au moins être élaborées à l'extérieur et offertes aux ministères qui pourraient les appliquer par la suite.

Mais je ne crois pas qu'on suggère . . . Le Contrôleur général n'est pas porté à s'adresser au secteur privé pour trouver des experts-conseils. D'après mes propres observations, les ministères et organismes ont souvent recours à des experts-conseils en gestion, pas nécessairement pour ces évaluations. Mais cela semble la tendance.

M. Herbert: Je suis heureux de vous l'entendre dire parce que le président du Conseil du Trésor nous a répondu le contraire. Il a dit ne pas être favorable aux recours aux secteurs privés. Je ne parlais pas non plus en sa faveur, mais je voulais simplement m'assurer qu'une certaine surveillance existait. On a toujours besoin de quelqu'un qui nous ramène à l'ordre quand on s'écarte du droit chemin. C'est tout ce que j'ai à dire.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Herbert. Il nous reste neuf minutes, quatre minutes et demie chacun. Monsieur Gamble.

M. Gamble: Monsieur Dye, vous avez abordé un sujet essentiel en terminant votre réponse à ma dernière question. Vous avez parlé de questions accessoires. Il s'agit d'un domaine fort important relié aux engagements éventuels que prend le gouvernement fédéral par l'entremise des sociétés de la Couronne ou de compagnies dont des sociétés de la Couronne sont actionnaires et qui reçoivent des garanties du gouvernement du Canada. Vu qu'il s'agit d'un pas éventuel, on inscrit un risque de l'ordre de un dollar, alors qu'en fait il peut atteindre des milliards de dollars au total.

Je songe à une compagnie du Québec en particulier qui fabrique des avions pour le secteur privé. Cette compagnie a reçu une telle garantie établie à un dollar dans les livres du gouvernement fédéral alors que le risque réel équivaut au montant total.

Envisagez-vous d'en faire le sujet d'un chapitre de votre rapport au Parlement, l'évaluation réaliste du passif éventuel? Je sais que ce serait une tâche très ardue car il faudrait probablement passer par les Approvisionnements et Services et peut-être par le ministère de la Défense. J'ignore quel est l'intervenant dans ce cas, probablement Approvisionnements et Services. Vous pourriez dénicher toutes ces garanties, en suivre l'évolution, et vous pencher sur les états financiers des sociétés de la Couronne et des compagnies dont les sociétés de la Couronne sont actionnaires. Vous pourriez ensuite fournir à la Chambre un état des engagements éventuels réels du gouvernement du Canada en vertu de ces garanties. Est-ce le genre

[Text]

for the House a statement that would show what the real liabilities of the Government of Canada might be under those guarantees. Could you tell me whether that is the type of thing you would like to get into? Is it possible that we will have that kind of information?

Mr. Dye: Mr. Chairman, to get at the issue Mr. Gamble is addressing: I see that as a part of this subgovernment issue I am talking about. Formal guarantees are disclosed—I think it is in Volume One of the Public Accounts. It may be Volume Three, because that has the Crown corporations in it. Anyhow, those are disclosed, but they are on a very global basis, and you cannot, as a parliamentarian, get the details from that schedule. For example, CCI last year—\$94 million. It was within a very large number, and it is not easy for you to dig out that kind of information.

Also, we seem to have a new concept available this year for guarantees that may not be legal guarantees in the traditional sense. This concept of letters of comfort has arisen, and I believe there are eight or nine letters of comfort that have been issued to this particular organization that you mentioned—the one that was making aircraft.

• 1655

I have instructed my staff to examine every department, agency and Crown corporation in this country to find out what is going on out there. That will not take a great deal of funds but I am most concerned. I do not think we know what is out there and I want to find out and, as I said, this will be the subject of a particular chapter in this whole issue of Crown corporation subgovernment—including all these contingent liabilities. I do not think we are going to need a chapter on that itself; it will be a part of a chapter. I am sure there is a story to tell there and I want to find out what is going on because I do not think anybody knows.

Mr. Gamble: Well, I do not think the government itself knows.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): I must interrupt you. You promised four and a half minutes ago that you—

Mr. Gamble: All right, all right.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Mr. Anguish.

Mr. Anguish: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to ask a couple of questions on the Crown corporations. But, before I do, I just would like to know . . . when reports are made to Parliament from the various committees—in the Public Accounts Committee we are working on our fifteenth or sixteenth report right now, I believe—how does that increase your workload once a report from a committee is reported to Parliament?

Mr. Dye: Mr. Anguish, we note with considerable interest every report of the Public Accounts Committee and we follow that into our program for the next year to make sure it is being followed up. And also, the Public Accounts Committee has, I think, a very good follow-up strategy of saying . . . the tenden-

[Translation]

de tâches auxquelles vous aimeriez vous attaquer? Aurons-nous ces renseignements un jour?

M. Dye: Monsieur le président, à cet égard, cela fait partie des questions accessoires dont je parlais. Les garanties officielles sont divulguées dans le Volume I des comptes publics. C'est peut-être le Volume III car il contient les sociétés de la Couronne. De toute façon, elles sont divulguées, mais de façon très globales et un parlementaire ne peut pas obtenir tous les détails dans ces annexes. Par exemple, la CCI l'an dernier—94 millions. Il s'agit d'un chiffre global et il vous est difficile de retracer ces renseignements.

En outre, nous semblons appliquer cette année un nouveau concept aux garanties, qui change vraiment leur nature juridique. Il s'agit des lettres d'accord présumé, et huit ou neuf lettres ont été remises à la compagnie que vous avez mentionnée, celle qui fabrique des avions.

J'ai chargé mon personnel de se pencher sur chaque ministère, organisme et société de la Couronne du pays pour voir ce qui s'y passe. Cela n'exigera pas de grandes dépenses, mais je suis fort préoccupé. Je ne crois pas que nous sachions à combien se chiffrent ces engagements et je tiens à le découvrir. Comme je l'ai déjà dit, un chapitre spécial portera sur toute la question des sociétés de la Couronne, y compris ces engagements éventuels. Nous n'aurons pas besoin de tout un chapitre sur cette question seulement, elle sera incluse dans l'autre. Je suis sûr qu'il y a quelque chose à découvrir et je tiens à l'apprendre car je crois que personne ne le sait au juste.

M. Gamble: Je ne crois pas que le gouvernement lui-même le sache.

Le président suppléant (M. Cousineau): Je dois vous interrompre. Vous avez promis il y a quatre minutes et demie de . . .

M. Gamble: Très bien.

Le président suppléant (M. Cousineau): Monsieur Anguish.

M. Anguish: Merci, monsieur le président.

Je voudrais poser quelques questions sur les sociétés de la Couronne. Mais tout d'abord, je vous demanderai dans quelle mesure les rapports présentés par les comités au Parlement, aux Comptes publics, nous travaillons à notre quinzième ou seizième, viennent augmenter votre fardeau de travail?

M. Dye: Monsieur Anguish, nous nous penchons avec grand intérêt sur chaque rapport du Comité des comptes publics et en tenons compte dans l'établissement de notre programme pour l'année suivante. En outre, le Comité des comptes publics a adopté une très bonne stratégie. Il veille à ce que l'on

[Texte]

cy in the Public Accounts Committee now is to ensure that a statement is made committing some sort of action, at a point in time, and they have the department or agency represented come back. I think that is an excellent strategy.

We also use that same information provided by your committee and we follow up on it—on your recommendations. We are acutely aware of your recommendations and we try to observe them at all times. I think it is a bit of a shame that your reports are not then debated in Parliament where we can get this whole circle of accountability. It seems to me that you send off a well-considered report and it goes off into the ether somewhere.

Mr. Anguish: Do you have specific people assigned to follow those reports—

Mr. Dye: Yes.

Mr. Anguish: —that are presented to Parliament? Do you follow the reports?

Mr. Dye: We are Parliament-watchers and particularly we are Public Accounts Committee-watchers.

Mr. Anguish: Mr. Chairman, through you to Mr. Dye, in terms of Crown corporation legislation, you have mentioned once today that those Crown corporations, especially which draw from the public purse to keep them afloat, should be either audited or to have the Auditor General, with the ability to audit, look at these Crown corporations.

I would hope that you would also be interested in what happens with the other Crown corporations that do not necessarily draw from the public purse but, because of the fact that they are Crown corporations, they should be instruments—in my opinion at least—instruments of public policy and, at least, not be in contradiction to public policy. And I am wondering, in the thoughts that you and your office have given to a Crown corporations act, whether or not you are equally interested in those Crown corporations that do not depend on the public purse to stay afloat.

Mr. Dye: Well, Mr. Anguish, you are asking a very interesting question. It is common, throughout the rest of the world, to have the Auditor General or his equivalent look at all state-owned corporations and be the auditor thereof—there are exceptions, but it is most common—to see whether or not they are profitable or whether or not they require financing from the public purse.

In Canada, the approach has been, historically, to have private sector auditors for a number of corporations—normally, those that have the prospect of being profitable. It is questionable as to the appointment of some, where obviously for many years these corporations in Schedule D have not been profitable but they do have the potential of being profitable. And, consequently, we are living with a precedent in Canada: having private sector auditors audit large Crown corporations that are very unprofitable; which are, certainly, instruments of public policy and an extension of the government, in my view.

[Traduction]

promette que des mesures seront prises et rappelle à un moment donné le ministère ou organisme en question pour vérifier. C'est une excellente stratégie.

Nous nous servons également des renseignements fournis par votre comité et tenons compte de vos recommandations. Il est un peu malheureux que nos rapports ne soient pas discutés à la Chambre. On pourrait alors fermer la boucle de l'imputabilité. Il me semble que vous produisez des rapports fouillés qui sont plus ou moins relégués aux oubliettes.

M. Anguish: Des gens sont-ils précisément chargés de vérifier ces rapports . . .

M. Dye: Oui.

M. Anguish: . . . présentés au Parlement? En prenez-vous connaissance?

M. Dye: Nous sommes des observateurs du Parlement et plus particulièrement du Comité des comptes publics.

M. Anguish: Monsieur le président, vous avez mentionné que le Vérificateur général devrait lui-même vérifier les comptes ou se pencher sur les sociétés de la Couronne, surtout celles qui se maintiennent à flot grâce aux deniers publics.

D'après moi, il faudrait également s'adresser aux autres sociétés de la Couronne, même si elles ne dépendent pas du trésor public, car en tant que sociétés de la Couronne, elles devraient refléter la politique du gouvernement et, au moins, ne pas aller à l'encontre de cette politique. Lorsque vous avez réfléchi à la teneur d'une telle loi sur les sociétés de la Couronne, vous êtes-vous également intéressé au cas des sociétés de la Couronne qui ne dépendent pas du Trésor public.

M. Dye: Monsieur Anguish, vous posez une question fort intéressante. Ailleurs dans le monde, il n'est pas rare que le Vérificateur général ou son équivalent vérifie les comptes de toutes les sociétés d'État—il y a des exceptions, mais c'est la majorité, pour voir si elles sont rentables ou non ou si elles ont besoin du financement du gouvernement.

Au Canada, ce sont depuis toujours des vérificateurs du secteur privé qui s'occupent d'un certain nombre de sociétés, habituellement, celles ayant la possibilité d'être rentables. On peut mettre en doute cette classification dans certains cas car il est évident que depuis des années, certaines des sociétés à l'annexe D ne sont pas rentables, mais elles en ont la possibilité. Par conséquent, nous avons ce précédent au Canada, des vérificateurs du secteur privé vérifient de grandes sociétés de la Couronne qui sont très peu rentables et qui sont certainement l'instrument de la politique gouvernementale et un prolongement du gouvernement.

[Text]

We have adopted the concept that ownership is important but, given the resources we have, we were taking the approach that the use of public funds is, probably, the more overriding factor. It may not necessarily be the best approach. It seems to be a practical approach. We are at ownership and we are really the auditors of CN, Air Canada and assorted other large corporations.

• 1700

For the present time, I am taking the position that we have good, professional working relationships with the private sector auditors and we are ensuring that they understand their responsibilities to Parliament because they are in exactly the same position as my office to Parliament when they are auditing a Crown corporation in accordance with the requirements of the Financial Administration Act.

We are taking a more aggressive interest in their activities, even if they are profitable, in order to ensure that the private sector auditor understands his responsibilities and has fulfilled them. But we have not proceeded on the basis that ownership is the key. We have been proceeding on the basis that the use of public money is the key. We rely on other auditors in that big issue.

Mr. Anguish: I have one final question.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): One very short question.

Mr. Anguish: Very, very short and it is more of a response than a question.

I was not trying to insinuate that you should be the auditor for every Crown corporation under the federal government, but that you should have access to go in and look at specific areas of that Crown. I hope you would pursue that as the Auditor General when you are asked for your input into the new proposed Crown Corporations Act.

Mr. Dye: I have. I will and I am.

The Acting Chairman (Mr. Cousineau): Thank you, Mr. Dye, until next year. *Merci, Monsieur Dubois, Monsieur Warne.*

Meeting adjourned.

[Translation]

Le concept de propriété publique est important, mais le facteur qui a préséance est celui de l'emploi des deniers publics. Ce n'est peut-être pas la meilleure démarche, mais elle semble fonctionner. Nous sommes en fait les vérificateurs comptables du CN, d'Air Canada et d'autres grandes sociétés.

Pour l'instant, je suis d'avis que nous entretenons de bonnes relations de travail avec les vérificateurs du secteur privé et veillons à ce qu'ils comprennent leurs responsabilités devant le Parlement car ils se trouvent exactement dans la même position que mon bureau lorsqu'ils vérifient les comptes d'une société de la Couronne conformément à la Loi sur l'administration financière.

Nous nous intéressons beaucoup à leurs activités, même s'il s'agit de sociétés rentables, pour nous assurer que les vérificateurs privés comprennent bien leurs responsabilités et les assument. Mais nous n'avons jamais considéré que la propriété était la clé. C'est plutôt le recours au Trésor public qui importe. Nous nous en remettons donc à d'autres vérificateurs comptables là-dessus.

M. Anguish: J'ai une dernière question.

Le président suppléant (M. Cousineau): Très brève.

M. Anguish: Très brève et, en fait, c'est plus une réponse qu'une question.

Je ne veux pas dire que vous devriez être le vérificateur comptable de toutes les sociétés de la Couronne, mais vous devriez avoir la possibilité de vous pencher sur certaines de leurs activités. J'espère que vous tiendrez compte de cette idée lorsqu'on vous demandera vos suggestions sur la nouvelle loi relative aux sociétés de la Couronne.

M. Dye: Je l'ai fait et je le ferai.

Le président suppléant (M. Cousineau): Merci, monsieur Dye, à l'année prochaine. *Thank you, Mr. Dubois, Mr. Warne.*

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

WITNESS—TÉMOIN

From the Office of the Auditor General:

Mr. Kenneth M. Dye, Auditor General.

Du bureau du Vérificateur général:

M. Kenneth M. Dye, Vérificateur général.

BINDING SECT. SEP 20 1984

